DIPLOMATISCHE DOKUMENTE DER SCHWEIZ

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES SUISSES

DOCUMENTI DIPLOMATICI SVIZZERI

15

1943–1945

CHRONOS • ARMANDO DADÒ EDITORE • ÉDITIONS ZOÉ

COMMISSION NATIONALE
POUR LA PUBLICATION DE DOCUMENTS DIPLOMATIQUES SUISSES

NATIONALE KOMMISSION
FÜR DIE VERÖFFENTLICHUNG DIPLOMATISCHER DOKUMENTE DER SCHWEIZ

COMMISSIONE NAZIONALE
PER LA PUBBLICAZIONE DI DOCUMENTI DIPLOMATICI SVIZZERI

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES SUISSES
DIPLOMATISCHE DOKUMENTE DER SCHWEIZ
DOCUMENTI DIPLOMATICI SVIZZERI
1848–1945

VOLUME 15 (1943–1945)

8 septembre 1943 – 8 mai 1945
(avec annexes 21 juin 1945 – 11 juin 1946)

Préparé sous la direction de
Philippe Marguerat et Louis-Edouard Roulet
par
Roland Blättler
Catherine Krüttli-Tüscher
Marc Perrenoud
avec la collaboration de
Maurice Peretti et Marie-Jeanne Steiner

BENTELI VERLAG BERN

©
1992 Benteli-Werd Verlags AG, 3084 Wabern-Bern
Gestaltung, Satz und Druck: Benteli Druck AG, 3084 Wabern-Bern
Printed in Switzerland

ISBN 3-7165-0843-8

COMMISSION NATIONALE POUR LA PUBLICATION
DE DOCUMENTS DIPLOMATIQUES SUISSES

NATIONALE KOMMISSION FÜR DIE VERÖFFENTLICHUNG
DIPLOMATISCHER DOKUMENTE DER SCHWEIZ

COMMISSIONE NAZIONALE PER LA PUBBLICAZIONE
DI DOCUMENTI DIPLOMATICI SVIZZERI

Président	Jacques Freymond, Directeur honoraire de l'Institut universitaire de hautes études internationales, Genève
Vice-président	Oscar Gauye, Directeur des Archives fédérales, Berne (†28.11.1990) Christoph Graf, Direktor des Schweizerischen Bundesarchivs, Honorarprofessor an der Universität Bern
Secrétaire	Antoine Fleury, Chargé de cours à l'Université de Genève
Membres	
Jean-François Bergier	Professeur à l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich
Jean Charles Biaudet	Professeur honoraire de l'Université de Lausanne
Daniel Bourgeois	Adjoint scientifique aux Archives fédérales, Berne
Erwin Bucher	Professor em. der Universität Zürich
Yves Collart	Professeur à l'Institut universitaire de hautes études internationales, Genève
Jean-Claude Favez	Professeur à l'Université de Genève
Walther Hofer	Professor em. der Universität Bern
Georg Kreis	a.o. Professor an der Universität Basel
Herbert Lüthy	Professor em. der Universität Basel
Philippe Marguerat	Professeur à l'Université de Neuchâtel
Beatrix Mesmer	Professor an der Universität Bern, Präsidentin der Allgemeinen Geschichtsforschenden Gesellschaft der Schweiz
†Jean Monnier	Ambassadeur, Jurisconsulte du Département fédéral des Affaires étrangères
Louis-Edouard Roulet	Professeur honoraire de l'Université de Neuchâtel
Roland Ruffieux	Professeur aux Universités de Fribourg et de Lausanne, Membre du Conseil national suisse de la recherche
Franz von Däniken	Minister, Vizedirektor bei der Direktion für Völkerrecht im Eidgenössischen Departement für auswärtige Angelegenheiten

TABLE DES MATIÈRES – *INHALTSÜBERSICHT*

I. Avant-propos VII
Vorwort X

II. Introduction XIII
Einleitung XVI

III. Abréviations XX
Abkürzungen XXII

IV. Plan de la table méthodique des documents XXIV

V. Table méthodique des documents XXVII

VI. Documents 1

VII. Annexes 1143
1. Organigramme de l'administration fédérale concerné par les relations internationales 1144
2. Les postes diplomatiques et consulaires suisses à l'étranger 1146
3. Les postes diplomatiques et consulaires étrangers en Suisse 1153

VIII. Index 1159
1. Noms de personnes 1159
2. Noms géographiques 1188

IX. Liste des fonds des Archives fédérales d'où proviennent les documents publiés 1198

X. Liste de paraphes des correspondants du département politique 1200

I. AVANT-PROPOS

L'objectif de la collection de «Documents diplomatiques suisses» est à la fois scientifique et pratique. Il s'agit, dans l'esprit de ceux qui en assument la responsabilité, de mettre à la disposition des chercheurs et des praticiens, les sources officielles utiles pour la reconstitution et pour la compréhension de l'histoire de la politique étrangère de la Suisse, d'un Etat neutre mais profondément impliqué dans le système politique international.

Placée sous le patronage de la Société Générale Suisse d'Histoire, l'entreprise a reçu l'appui du Département fédéral des Affaires étangères[1] et le soutien financier du Fonds national suisse de la recherche scientifique. L'Association suisse de politique étrangère lui a apporté le témoignage de son intérêt. Une Commission nationale pour la publication de documents diplomatiques suisses, comprenant des représentants de tous les milieux concernés, assume la responsabilité de la publication. L'édition des 15 volumes prévus pour la période 1848–1945 est assurée par les divers Instituts d'histoire des Universités et Hautes Ecoles suisses: Bâle, Berne, Fribourg, Genève, Lausanne, Neuchâtel et Zurich, par le Bureau de la commission de publication et par les Archives fédérales. L'ordre de parution des volumes est fonction de l'avancement des travaux au sein de chacune de ces institutions.

Les documents publiés proviennent des Archives fédérales où sont conservés les actes du Parlement, du Gouvernement et des départements fédéraux (ministères). La Suisse ayant un gouvernement collégial, toutes les décisions de quelque portée relèvent du seul Conseil fédéral. De plus, les divers départements et offices sont concernés par l'un ou l'autre aspect de la politique étrangère de la Suisse. Il s'ensuit que les documents publiés ne reproduisent pas uniquement les actes du Département fédéral des Affaires étrangères; une part appréciable des textes provient des actes du gouvernement lui-même – ainsi les procès-verbaux des séances et des décisions du Conseil fédéral – de divers départements ou d'offices spécialisés, ou encore de délégations et de commissions spéciales qui ont transmis des rapports au gouvernement, sans oublier des lettres de personnalités officielles ou exerçant des fonctions semi-officielles, voire de représentants d'institutions privées.

La collection ne vise pas à documenter l'ensemble des événements extérieurs intéressant la Suisse ni à reconstituer toute l'évolution de la politique étrangère de la Confédération. Elle s'attache plutôt à illustrer les traits essentiels de la politique extérieure suisse dans ses diverses dimensions ainsi que les conceptions et les données fondamentales des relations internationales. Ont été retenus pour la publication d'abord des textes qui font saisir l'orientation générale de la politique extérieure suisse ou qui ont pu déterminer, à un moment donné, cette orienta-

1. Anciennement: Département politique fédéral

tion; ensuite des textes qui montrent le rôle de la Suisse dans la politique internationale ou qui éclairent son attitude face à tel événement ou face à tel problème; des rapports, des analyses de situation qui contiennent des informations originales ou qui reflètent le point de vue du neutre sur des événements importants; enfin, des instructions, des avis, des notices et des correspondances qui sont indispensables à la compréhension de telle ou telle affaire.

Les documents sont présentés dans l'ordre chronologique à l'exception des textes placés en annexe. Afin d'en faciliter la consultation thématique, on a établi une table méthodique et un index. En règle générale, les documents sont publiés intégralement et dans leur langue d'origine. Les passages supprimés sont indiqués par des points de suspension entre crochets; une note en donne parfois l'essentiel. Les formules de salutations ont été supprimées, sauf dans le cas où elles paraissent avoir une signification particulière.

La partie rédactionnelle est écrite dans la langue du directeur du volume. Elle se distingue du texte du document lui-même reproduit en caractère romain, par l'emploi de l'*italique*. Les passages soulignés ou en caractères espacés du document original sont également rendus par l'italique. Les interventions de la rédaction à l'intérieur du document figurent entre crochets. L'orthographe et la ponctuation ont été modifiées sans autre dans les cas de fautes évidentes ou pour unifier l'écriture à l'intérieur du texte.

L'en-tête des documents comprend les éléments suivants: la cote d'archives, le titre rédactionnel — pour les auteurs et les destinataires des documents, on indique soit les noms et les initiales des prénoms des personnes avec leur fonction, soit les administrations et les services concernés –, la qualification du texte (copie, minute) dans le cas où l'on n'a pu reproduire l'original, le genre du document, sa date et son lieu de rédaction. En outre, lorsque ces indications apparaissent sur l'original, l'en-tête peut comprendre encore: le degré de classification (confidentiel, secret) ou d'urgence du document, son numéro d'ordre, les initiales (ou la référence) du rédacteur et du secrétariat, l'objet du texte reproduit. Quand il est repris littéralement, le titre du document lui-même est rendu en PETITES CAPITALES DE CARACTÈRE ROMAIN. Lorsqu'elles sont suffisamment caractérisées dans le texte qui les introduit, les annexes sont reproduites sans nouvel intitulé. Des organigrammes en fin de chaque volume fournissent des renseignements sur la structure administrative et sur la représentation diplomatique de la Suisse à l'étranger et des pays étrangers en Suisse.

L'appareil critique est délibérément limité. Les notes visent avant tout à corriger les inconvénients de l'indispensable sélection, en fournissant notamment des références aux documents non publiés et aux imprimés officiels que le lecteur voudrait pouvoir consulter. Dans la mesure du possible, il est fait renvoi aux documents mentionnés dans les textes publiés, sauf dans les cas où leur contenu ressort suffisamment du document. La formule «non reproduit», sans indication de provenance, signifie que les documents en question figurent dans les mêmes dossiers que le texte reproduit. Lorsqu'un document présumé important a fait l'objet d'une recherche approfondie qui aboutit à un résultat négatif, on l'indique par la formule «non retrouvé».

Ces quelques règles ont pour objet d'assurer l'homogénéité de cette publication de documents qui couvre près d'un siècle tout en laissant aux éditeurs de chaque volume la liberté nécessaire pour tenir compte de l'esprit d'une époque et de la variété des problèmes qui se sont posés au gouvernement et au peuple suisses.

Genève et Berne, septembre 1979

Commission nationale
pour la publication de documents
diplomatiques suisses:
JACQUES FREYMOND, *Président*
OSCAR GAUYE, *Vice-président*

I. VORWORT

Das Anliegen der Reihe «Diplomatische Dokumente der Schweiz» ist ein wissenschaftliches und praktisches zugleich. Den verantwortlichen Herausgebern geht es darum, der Forschung und Praxis die amtlichen Quellen zur Verfügung zu stellen, die nötig sind für die Rekonstruktion und das Verständnis der aussenpolitischen Geschichte der Schweiz, eines neutralen Staates, der jedoch zutiefst ins internationale politische System verwickelt ist.

Das Unternehmen steht unter dem Patronat der Allgemeinen Geschichtsforschenden Gesellschaft der Schweiz; es fand die Unterstützung des Eidgenössischen Departementes für Auswärtige Angelegenheiten[1] und die finanzielle Hilfe des Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung wie auch das Interesse der Schweizerischen Gesellschaft für Aussenpolitik. Die Verantwortung für die Publikation trägt eine nationale Kommission für die Veröffentlichung diplomatischer Dokumente der Schweiz, in der alle betroffenen Kreise vertreten sind. Für die Periode 1848–1945 sind 15 Bände vorgesehen; mit der Bearbeitung sind die Schweizer Universitäten und Hochschulen betraut: Basel, Bern, Freiburg, Genf, Lausanne, Neuenburg und Zürich, sowie das Büro der Publikationskommission und das Schweizerische Bundesarchiv. Die Reihenfolge des Erscheinens hängt ab vom Voranschreiten der Arbeiten innerhalb dieser Institutionen.

Die veröffentlichten Dokumente stammen aus dem Schweizerischen Bundesarchiv, das die Akten von Parlament, Regierung und eidgenössischen Departementen (Ministerien) aufbewahrt. Die Schweiz hat eine Kollegialregierung, und alle Entscheide von irgendwelcher Tragweite fällt der Gesamtbundesrat. Darüber hinaus sind die verschiedenen Departemente und Amtsstellen von einen oder andern Aspekt der schweizerischen Aussenpolitik betroffen. Demzufolge geben die veröffentlichten Dokumente nicht allein die Akten des Eidgenössischen Departementes für Auswärtige Angelegenheiten wieder; ein beachtlicher Teil der Texte sind Akten der Regierung selbst – so die Sitzungsprotokolle und Entscheide des Bundesrates –, der verschiedenen Departemente und besonderer Ämter oder gar von Delegationen und Spezialmissionen, die der Regierung Berichte zukommen liessen, selbst Briefe von Persönlichkeiten in amtlicher oder halbamtlicher Funktion oder gar von privaten Institutionen waren zu berücksichtigen.

Die Reihe strebt keine lückenlose Dokumentation aussenpolitischer Ereignisse aus schweizerischer Sicht an und kann auch nicht die ganze Entwicklung der eidgenössischen Aussenpolitik vollständig aufzeigen. Vielmehr versucht sie, die Grundzüge, die Leitideen und fundamentalen Gegebenheiten der internationalen Beziehungen der Schweiz in den verschiedenen Sparten zu illustrieren.

---

1. vormals: Eidgenössisches politisches Departement

Abgedruckt werden darum vornehmlich: Texte, die eine generelle Ausrichtung der schweizerischen Aussenpolitik erkennen lassen oder die zu einem gegebenen Zeitpunkt diese Orientierung nachhaltig beeinflussen konnten; ferner Texte, welche die Rolle der Schweiz in der internationalen Politik zeigen oder Erklärungen bieten für die Haltung der Schweiz gegenüber wichtigen Geschehnissen oder Problemen; sodann Berichte und Lageanalysen, die originale Informationen enthalten oder die den neutralen Blickwinkel geben zu wichtigen Vorgängen; schliesslich Instruktionen, Gutachten, Aufzeichnungen und Korrespondenzen, die unerlässlich sind für das Verständnis des jeweiligen Geschehens.

Die Dokumente sind in chronologischer Reihenfolge abgedruckt, ausgenommen die Anhänge. Zur Erleichterung der Benutzung wird jeder Band mit einem thematischen Verzeichnis der Dokumente und einem Register ausgestattet. Im allgemeinen sind die Dokumente vollständig und in der Originalsprache abgedruckt. Gestrichene Abschnitte sind durch Auslassungszeichen in eckiger Klammer gekennzeichnet. Mitunter gibt eine Fussnote eine Zusammenfassung der Tilgung. Anrede- und Grussformeln wurden weggelassen ausser in Fällen, wo sie eine besondere Bedeutung zu haben scheinen.

Der redaktionelle Teil ist in der Sprache des Leiters des Bandes abgefasst und setzt sich deutlich *(kursiv)* vom Text des Dokumentes (aufrecht) ab. Kursivsatz innerhalb des Dokumentes gibt originale Auszeichnungen an (Unterstreichungen, Sperrungen). Eingriffe der Redaktion in den Dokumenten sind kursiv in eckiger Klammer gesetzt. Orthographie und Interpunktion wurden nur bei offensichtlichen Fehlern stillschweigend bereinigt und die Schreibweise einzig innerhalb des Textes vereinheitlicht.

Der Kopf der Dokumente enthält folgende Elemente: Archivsignatur, redaktioneller Titel – für Absender und Empfänger werden entweder die Initialen des Vornamens, Name und Funktion angegeben oder die betreffenden Amtsstellen –, Kennzeichnung der Textvorlage (Kopie, Minute), falls nicht das Original abgedruckt werden konnte, Gattungsbestimmung des Dokumentes, Ort und Datum seiner Entstehung. Der Titel enthält ferner, wenn die Angaben auf der Vorlage stehen: Klassifikation (vertraulich, geheim) oder Dringlichkeitsvermerk des Dokumentes, seine Ordnungsnummer, Paraphen von Autor und Sekretariat und Inhaltsangabe des abgedruckten Textes (Randvermerk). Wörtlich wiedergegebene Titel, die auf dem Dokument selbst stehen, sind in aufrechten KAPITÄLCHEN gesetzt. Bei Anhängen, die im vorangehenden Haupttext hinreichend charakterisiert sind, wird auf eine Wiederholung der Angaben verzichtet. Die Organigramme am Ende jedes Bandes geben Aufschluss über die Struktur der Verwaltung und der diplomatischen Vertretung der Schweiz im Ausland und des Auslandes in der Schweiz.

Der wissenschaftliche Apparat ist bewusst sparsam gehalten. Die Fussnoten wollen vor allem die Unzulänglichkeiten, die jede Auswahl mit sich bringt, beheben, indem sie die Fundstellen nicht veröffentlichter Dokumente angeben und auf amtliche Publikationen verweisen, die den Leser weiter führen können. Soweit möglich, wird auf Dokumente, die in den veröffentlichen Texten erwähnt sind, verwiesen, ausser wenn ihr Inhalt hinreichend aus dem Text hervorgeht. Die Formel «non reproduit / nicht abgedruckt» ohne Angabe der Herkunft heisst, dass sich die betreffenden Dokumente im selben Dossier befin-

den wie der veröffentlichte Text. Wo ein wichtig scheinendes Dokument trotz gründlicher Nachforschungen nicht ermittelt werden konnte, steht die Formel «non retrouvé / nicht ermittelt».

Diese paar Regeln sollen die Einheitlichkeit der Aktenpublikation sichern, die beinahe ein Jahrhundert umspannt; freilich haben die Herausgeber jedes Bandes die nötige Freiheit, um dem Geist der Epoche und der Vielfalt der Probleme, die sich dem Schweizer Volk und seiner Regierung stellten, Rechnung zu tragen.

Genf und Bern im September 1979

Nationale Kommission
für die Veröffentlichung diplomatischer Dokumente
der Schweiz:
JACQUES FREYMOND, *Präsident*
OSCAR GAUYE, *Vize-Präsident*

II. INTRODUCTION

Le présent volume, le XV[e] et dernier de la série réservée aux Documents diplomatiques suisses (1848-1945), couvre la période qui s'étend du 8 septembre 1943 au 8 mai 1945. Ces dates sont d'importance essentielle pour la première, décisive pour la seconde puisqu'il s'agit de l'annonce de la capitulation de l'Italie d'une part, de la fin des hostilités en Europe, de l'autre.

Comme il demeure aisé de l'imaginer, la documentation reposant aux Archives fédérales atteint des dimensions redoutables qui contraignent les chercheurs à des choix difficiles, voire délicats. Au cours de la guerre, elle tend à s'accroître, en raison des tâches nouvelles qui incombent à la Confédération et des restructurations de l'Administration centrale. Notre sélection s'est opérée en fonction des directives qui ordonnent la collection comme aussi de critères spécifiques définis par la situation et la position de notre pays face à l'affrontement européen et mondial en évolution. Conformément à la règle adoptée, nous n'avons pas tenu compte de parutions parallèles, donc de documents déjà connus pour les mêmes années. C'eût été porter préjudice à la cohésion interne du volume qui, en dépit de ses réductions, prétend offrir au lecteur une entité dont les différentes parties, s'appuyant les unes sur les autres, s'efforcent de s'éclairer réciproquement. Notre publication, cela va sans dire, ne remplace pas d'autres parutions, relativement nombreuses, notamment celles d'Edgar Bonjour.

Au cours de la période étudiée, la volonté des autorités fédérales demeure déterminée par la politique de sauvegarde de l'indépendance nationale doublée de l'affirmation d'une neutralité armée, les deux composantes apparaissant indissociablement liées. S'ajoutent, bien sûr, les obligations et préoccupations découlant des problèmes de ravitaillement de la survie de l'industrie et du commerce, de la représentation des intérêts étrangers, des œuvres d'entraide. Bref, la panoplie d'un héritage des années de guerre qui ont précédé, mais modifiée par l'évolution dramatique des données nouvelles, aux plans stratégique, militaire, politique, économique, diplomatique, voire humain.

L'année 1943, on le sait, en raison des revers subis par la Wehrmacht, notamment sur le front russe, voit s'affaiblir la menace d'une opération offensive contre la Suisse. Mais la capitulation italienne semble remettre tout en cause. Dès l'instant où l'armée allemande contrôle le nord de la péninsule, notre pays connaît les aléas, les incertitudes, voire les pressions liés aux liaisons ferroviaires, au transit, au passage des marchandises, du matériel, des hommes. La tension sera d'autant plus sérieuse que l'espace aérien de plus en plus est violé, non sans atteintes graves et meurtrières, par l'aviation alliée. L'année 1944, il est vrai, voit le débarquement en Normandie qui, contrairement à ce que redoutait le haut commandement de notre armée, signifie un soulagement. Point un allègement toutefois, dans la mesure où la progression de la 1[re] armée française, venue de Provence, et longeant nos frontières, au découpage tourmenté, aurait pu entraîner des incidents à la fois diplomatiques et militaires qui heureusement ne se sont pas produits.

Les documents retenus concernent, en premier lieu, la politique générale et la doctrine de la neutralité. A ce propos, les pièces relatives aux séances des commissions fédérales compétentes apparaissent de poids dans la mesure où elles contiennent les exposés de Marcel Pilet-Golaz, Chef du DPF, faisant le point de la situation internationale, aux plans diplomatique, politique, économique et militaire, et rapportant les interprétations, voire les décisions du gouvernement à leurs sujets. Quant aux relations bilatérales, elles s'appliquent à vingt-cinq pays, à des degrés divers, bien entendu. Comme on pouvait s'y attendre, l'Allemagne continue à tenir une place prépondérante, mais qui dès juin 1944 va en diminuant, alors que celle occupée par les Etats-Unis d'Amérique ne cesse de croître. Les rapports avec la Grande-Bretagne prouvent, une fois de plus, la compréhension, voire la bienveillance témoignée par cette puissance envers la Suisse. Ceux entretenus avec la France demeurent plus contrastés, en raison de la présence à la fois du régime de Vichy et du gouvernement provisoire de la France libre. Difficultés comparables avec l'Italie, encore que plus aiguës par moments, vu la proximité territoriale immédiate de la République néo-fasciste contrôlée par les Allemands. On se gardera d'oublier, à la fin de la période traitée, la tentative avortée d'établir des relations diplomatiques avec l'Union soviétique, qui entraîne la démission de notre «ministre des Affaires étrangères» et son remplacement, avec entrée en fonction le 1er février 1945, par le Conseiller fédéral Max Petitpierre, soucieux d'introduire dans nos échanges avec l'étranger, l'application de la formule «neutralité et solidarité».

La politique humanitaire, au cours de ces derniers vingt mois de guerre, s'inscrit non seulement en négociations et démarches de plus en plus nombreuses, mais aussi dans une mutation des sensibilités. Face à l'afflux des réfugiés, internés ou prisonniers de guerre, l'opinion publique, comme celle des autorités, évolue. La vérité enfin connue sur les camps de concentration entraîne l'application d'une attitude plus compréhensive envers les Juifs. Les rapports avec le Comité international de la Croix-Rouge s'intensifient. Les œuvres d'entraide internationale s'organisent, pas seulement pour règlement des problèmes urgents et immédiats, mais aussi en prévision de l'après-guerre.

Au plan militaire, la forte volonté du général Guisan continue à s'affirmer et à présider aux débats qui, face au Conseil fédéral parfois sont ardus. La progression des armées alliées, en direction de nos frontières, nécessite un assouplissement du dispositif central axé sur le défense du réduit alpin et entraîne des prises de contact notamment avec le général de Lattre, commandant en chef de la 1re armée française.

Dans le domaine économique, la politique extérieure de la Suisse est dominée depuis l'automne 1943 par les problèmes que pose le rééquilibrage des relations avec les deux camps belligérants. Dans la foulée de la victoire, les exigences alliées se font de plus en plus pressantes: arrêt des avances de *clearing* à l'Allemagne, réduction des livraisons à l'Allemagne, interruption du transit Nord-Sud et Sud-Nord, fin des achats d'or de la Banque nationale suisse à la *Reichsbank*, interruption des services rendus par les banques privées suisses au *Reich* – toutes prestations qui assuraient à la Suisse une certaine immunité et les bases de sa survie économique. D'où pour les autorités suisses une tâche redoutable:

il s'agit, tout en donnant satisfaction aux Alliés, de concilier leurs exigences avec les principes et l'esprit de la neutralité; il s'agit aussi de ne pas tendre exagérément les relations avec le *Reich*, militairement dangereux jusqu'à l'été 1944, et d'éviter une rupture brutale avec l'économie allemande; il s'agit enfin de préserver dans la mesure du possible la liberté du marché des changes et des transactions financières, gages de la valeur du franc et du maintien du commerce extérieur.

A ces difficultés s'ajoutent celles causées par les exigences «positives» des Alliés: ceux-ci demandent que la Suisse leur fasse des avances massives de francs, avances qu'ils destinent à trois utilisations: la défense de leurs intérêts en Allemagne et dans l'Europe occupée – défense assumée par la Suisse –, le financement de leurs services secrets en Europe et l'achat de produits suisses. Le franc, déjà seule possibilité pour l'Allemagne de se procurer des devises, devient en quelque sorte la monnaie internationale par excellence. Mais ces avances aux Alliés posent à la Suisse de redoutables problèmes: génératrices d'inflation, elles menacent de désorganiser complètement le marché interne helvétique; en outre, elles nécessitent, pour pouvoir être digérées, la poursuite des achats d'or à la *Reichsbank* – ce dont les Alliés précisément ne veulent pas.

On conçoit la difficulté à définir une politique au milieu de tous ces obstacles et contradictions. Aussi les heurts sont-ils fréquents entre acteurs suisses: Gouvernement, services de l'administration, Banque nationale et associations représentant l'économie. Au fil de ces heurts, deux pouvoirs s'affirment: celui de la Banque nationale d'une part, dont le rôle international grandissant et les responsabilités conjoncturelles croissantes font un interlocuteur privilégié du Gouvernement et mettent en position de force face aux banques privées; celui du Gouvernement et de l'administration d'autre part, qui interviennent de plus en plus directement dans l'économie. En matière de relations extérieures, ces deux pouvoirs entrent en concurrence, voire en conflit: c'est ce que montre l'épisode des avances aux Alliés, qui voit Banque et Département politique défendre des points de vue antagonistes: la Banque attachée aux seuls aspects monétaires et conjoncturels de la question, le Département sensible à ses retombées politiques. Dans ces circonstances, l'unité de la politique extérieure reste difficile à établir, ce qui constitue un problème majeur.

Les documents rassemblés illustrent finalement l'extraordinaire difficulté pour un petit pays dont les circonstances de la guerre ont fait la clé de voûte du système monétaire et financier international à gérer cette situation.

Aux documents datant de la période septembre 1943 – mai 1945, nous avons ajouté quelques pièces postérieures, qui dressent un bilan ou permettent de se faire une idée synthétique des problèmes de la période traitée.

Il nous reste à remercier tous ceux qui ont rendu possible la réalisation de ce volume: nos collaborateurs tout d'abord: Roland Blättler, Catherine Krüttli et Marc Perrenoud, qui ont dû se battre avec une documentation tentaculaire; les Archives fédérales ensuite, qui nous ont offert des conditions de travail idéales; le Fonds national suisse de la recherche scientifique enfin, sans l'aide financière duquel l'entreprise n'aurait pu être menée.

LOUIS-EDOUARD ROULET ET PHILIPPE MARGUERAT

II. EINLEITUNG

Der vorliegende Band, der 15. und letzte in der Reihe «Diplomatische Dokumente der Schweiz (1943-1945)» umfasst die Zeitspanne vom 8. September 1943 bis zum 8. Mai 1945. Diese Daten sind im ersten Fall von wesentlicher, im zweiten von entscheidender Bedeutung, handelt es sich doch einerseits um die Kapitulationserklärung Italiens, anderseits um das Ende der Kriegshandlungen in Europa.

Wie man sich unschwer vorstellen kann, weist der im Schweizerischen Bundesarchiv gestapelte Aktenberg gewaltige Ausmasse auf, was die Forscher zu einer schwierigen, ja heiklen Auswahl zwingt. Aufgrund der dem Bund zufallenden neuen Aufgaben und der Umstrukturierungen der Zentralverwaltung wächst er im Laufe des Krieges ständig an. Unsere Auswahl wurde gemäss den Richtlinien vorgenommen, die der Sammlung zugrundeliegen, wie auch nach besonderen Kriterien, die sich aus der Lage und aus der Stellung unseres Landes angesichts der sich entwickelnden europa- und weltweiten Auseinandersetzung ergeben. Getreu unserem Grundsatz haben wir parallele Publikationen, das heisst bereits bekannte, dieselbe Zeitspanne betreffende Dokumente nicht berücksichtigt, hätte das doch der inneren Kohärenz des Bandes geschadet, der trotz seiner Einschränkungen dem Leser ein Gesamtbild vermitteln will, dessen einzelne, aufeinander abgestimmte Teile sich gegenseitig erhellen sollen. Selbstverständlich soll unsere Publikation die recht zahlreichen anderen Veröffentlichungen, insbesondere diejenigen von Edgar Bonjour, nicht ersetzen.

Im Verlauf der behandelten Zeitspanne wird der Wille der Bundesbehörden weiterhin von der Politik der Aufrechterhaltung der staatlichen Unabhängigkeit sowie der Bewahrung der bewaffneten Neutralität bestimmt, wobei diese beiden Komponenten untrennbar miteinander verbunden sind. Dazu kommen natürlich die Verpflichtungen und Besorgnisse, die sich aus den Versorgungsproblemen, dem Überleben der Industrie und des Handels, der Vertretung fremder Interessen und den humanitären Hilfswerken ergeben. Kurz, alles was zum Erbe der vorangegangenen Kriegsjahre gehört, jedoch verändert durch die dramatische Entwicklung der neuen Gegebenheiten auf strategischer, militärischer, politischer, wirtschaftlicher, diplomatischer und auch menschlicher Ebene.

Wie bekannt, bringt das Jahr 1943 infolge der von der Wehrmacht erlittenen Rückschläge, vor allem an der russischen Front, eine Verminderung der Drohung eines militärischen Angriffs auf die Schweiz. Aber die Kapitulation Italiens scheint alles wieder in Frage zu stellen. Vom Augenblick an, da die deutsche Armee den Norden der Halbinsel kontrolliert, leidet unser Land unter dem Risiko, der Ungewissheit, ja dem Druck, der sich aus den Bahnverbindungen, dem Transit, der Durchfahrt von Waren, Material und Menschen ergibt. Die Spannung wird umso ernsthafter, als die Lufthoheit immer häufiger durch die alliierte Flugwaffe missachtet wird, wobei es auch zu schweren und

verheerenden Verletzungen kommt. 1944 bringt dann die Truppenlandung in der Normandie, die im Gegensatz zu den Befürchtungen des Oberkommandos unserer Armee eine gewisse Beruhigung, aber nicht eine völlige Entspannung bewirkt, hätte doch das Vorrücken der französischen Armee entlang unseren unregelmässig verlaufenden Grenzen zu diplomatischen und militärischen Zwischenfällen führen können, was glücklicherweise nicht geschah.

Die vorgelegten Dokumente betreffen in erster Linie die allgemeine Politik und die Neutralitätsdoktrin. In diesem Zusammenhang erscheinen die Sitzungsberichte der zuständigen eidgenössischen Kommissionen als gewichtig, enthalten sie doch die Ausführungen von EPD-Chef Marcel Pilet-Golaz zur internationalen Lage in diplomatischer, politischer, wirtschaftlicher und militärischer Hinsicht und legen die diesbezüglichen Interpretationen und sogar Beschlüsse der Regierung vor. Was die bilateralen Beziehungen betrifft, so bestehen sie mit fünfundzwanzig Staaten, wenn auch mit unterschiedlichem Bedeutungsgrad. Wie nicht anders zu erwarten, nimmt Deutschland dabei eine Vorrangstellung ein, die jedoch ab Juni 1944 zusehends geringer wird, während die Bedeutung der Vereinigten Staaten von Amerika ständig zunimmt. Die Beziehungen mit Grossbritannien beweisen einmal mehr das Verständnis, ja das Wohlwollen, das dieser Staat der Schweiz entgegenbringt. Diejenigen mit Frankreich bleiben widersprüchlicher angesichts des gleichzeitigen Bestehens des Régimes von Vichy und der provisorischen Regierung des Freien Frankreichs. Ähnliche, zeitweise sogar noch grössere Schwierigkeiten gibt es mit Italien aufgrund der territorialen Nähe der von den Deutschen kontrollierten neofascistischen Republik. Nicht vergessen werden darf am Ende der behandelten Zeitspanne der gescheiterte Versuch der Aufnahme diplomatischer Beziehungen mit der Sowjetunion, der zum Rücktritt unseres «Aussenministers» und zu dessen Ersetzung durch Bundesrat Max Petitpierre führte, der das Amt am 1. Februar 1945 übernahm und der darauf bedacht war, in unseren Auslandsbeziehungen die Anwendung des Begriffs «Neutralität und Solidarität» einzuführen.

Die humanitäre Politik der zwanzig letzten Kriegsmonate beschränkt sich nicht auf immer häufigere Verhandlungen und Interventionen, sondern sie führt auch zu einem Gesinnungswandel. Angesichts des Zustroms von Flüchtlingen, Internierten oder Kriegsgefangenen ändert sich die öffentliche Meinung wie auch die Einstellung der Behörden. Die endlich bekannt gewordene Wahrheit über die Konzentrationslager bewirkt eine verständnisvollere Haltung den Juden gegenüber. Die Beziehungen zum Internationalen Komitee vom Roten Kreuz werden enger. Die internationalen Hilfswerke organisieren sich, nicht nur zur Lösung der dringlichen, unmittelbaren Probleme, sondern auch mit Blick auf die Nachkriegszeit.

Auf militärischer Ebene bestätigt sich der starke Wille von General Guisan, der die gegenüber dem Bundesrat zuweilen harten Auseinandersetzungen leitet. Der Vormarsch der alliierten Streitkräfte auf unsere Grenzen zu erfordert ein Abweichen vom Zentraldispositiv, das auf der Verteidigung des Alpen-Réduits beruht, und führt zur Aufnahme von Kontakten, insbesondere mit General de Lattre, dem Oberkommandierenden der 1. französischen Armee.

Im wirtschaftlichen Bereich wird die Aussenpolitik der Schweiz seit dem

Herbst 1943 durch die Probleme beherrscht, die sich aus der Wiederherstellung des Gleichgewichts in den Beziehungen zu den beiden Kriegsparteien ergeben. Im Gefolge des Sieges werden sie alliierten Forderungen immer dringender: Abbruch der *Clearing*-Vorschüsse an Deutschland, Reduktion der Lieferungen an Deutschland, Unterbrechung des Nord-Süd- und des Süd-Nord-Transits, Beendigung der Goldkäufe der Schweizerischen Nationalbank bei der *Reichsbank*, Abbruch der von den schweizerischen Privatbanken dem *Reich* geleisteten Dienste – alles Leistungen, die der Schweiz eine gewisse Immunität und die Grundlagen für ihr wirtschaftliches Überleben sicherten. Dies stellt die schweizerischen Behörden vor eine schwer lösbare Aufgabe: es geht darum, zwar die Alliierten zufriedenzustellen, gleichzeitig aber deren Forderungen mit den Grundlagen und dem Geist der Neutralität in Einklang zu bringen, die Beziehungen zum *Reich* nicht übermässig anzuspannen, das bis im Sommer 1944 eine militärische Gefahr darstellte, und einen völligen Bruch mit der deutschen Wirtschaft zu vermeiden, von der die schweizerische Wirtschaft nach wie vor abhängt; auch gilt es, im Rahmen des Möglichen die Freiheit des Währungsmarktes und der Geldtransaktionen, die Garanten für die Stabilität des Schweizer Frankens, aufrechtzuerhalten.

Zu diesen Schwierigkeiten kommen diejenigen, die aus den «positiven» Forderungen der Alliierten entstehen: Diese verlangen von der Schweiz beträchtliche Vorschüsse in Schweizer Franken, die für drei Zwecke bestimmt sind: Vertretung ihrer Interessen in Deutschland und im besetzten Europa – von der Schweiz geleistet –, Finanzierung ihrer Geheimdienste in Europa und Kauf von Schweizer Waren. Der Franken, schon jetzt die einzige Möglichkeit für die Deutschen, sich Devisen zu verschaffen, wird gewissermassen zur internationalen Währung par excellence. Aber diese Vorschüsse stellen die Schweiz vor schwierige Probleme: da sie inflationär wirken, drohen sie den internen helvetischen Markt völlig aus dem Gleichgewicht zu bringen; um verkraftet zu werden, zwingen sie zur Weiterführung der Goldkäufe bei der *Reichsbank* und genau das wollen die Alliierten ja nicht.

Man versteht die Schwierigkeit, angesichts all dieser Hindernisse und Widersprüche eine politische Linie festzulegen. Es kommt denn auch zu häufigen Kollisionen zwischen den Exponenten der Schweiz: Regierung, Verwaltungsdienste, Nationalbank und Verbände sind die Vertreter der Wirtschaft. Im Verlauf dieser Kollisionen setzen sich zwei Gewalten durch: einerseits diejenige der Nationalbank, deren wachsende internationale Bedeutung und zunehmende konjunkturelle Verantwortung sie zum bevorzugten Gesprächspartner der Regierung machen und ihr so gegenüber den Privatbanken eine Vormachtstellung verleihen; anderseits diejenige der Regierung und der Verwaltung, die immer mehr direkt ins Wirtschaftsleben eingreifen. Im Bereich der Aussenbeziehungen entsteht zwischen diesen Gewalten eine Konkurrenz-, ja Konfliktsituation: dies erweist sich im Fall der Vorschüsse an die Alliierten, wo Bank und Departement des Äusseren entgegengesetzte Standpunkte einnehmen, berücksichtigt doch die Nationalbank ausschliesslich die monetären und konjunkturellen Aspekte, wogegen die Regierung die politischen Auswirkungen mit einbezieht. Unter solchen Umständen ist die Einheitlichkeit der Aussenpolitik schwer einzuhalten, was ein nicht zu unterschätzendes Problem darstellt.

Die zusammengestellten Akten geben schliesslich ein Bild von der ausserordentlichen Schwierigkeit für ein kleines Land, das durch die Umstände des Krieges zum Eckpfeiler des internationalen Währungs- und Finanzsystems geworden ist, diese Lage zu bewältigen.

Den Dokumenten aus der Zeitspanne September 1943 bis Mai 1945 haben wir einige Texte jüngeren Datums beigefügt, in denen Bilanz gezogen wird oder die es erlauben, eine Gesamtsicht über die Probleme des behandelten Zeitraums zu erhalten.

Wir möchten nicht versäumen, all denen zu danken, die die Ausarbeitung des vorliegenden Bandes möglich gemacht haben: zu allererst unseren Mitarbeitern Roland Blättler, Catherine Krüttli und Marc Perrenoud, die sich mit einem komplexen Aktenberg herumschlagen mussten; dann dem Schweizerischen Bundesarchiv, das uns ideale Arbeitsbedingungen geboten hat; schliesslich dem Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der Wissenschaftlichen Forschung, ohne dessen finanzielle Unterstützung das Unternehmen nicht hätte durchgeführt werden können.

LOUIS-EDOUARD ROULET UND PHILIPPE MARGUERAT

III. ABRÉVIATIONS

A	Annexe
ACF	Arrêté du Conseil fédéral
ASB	Association suisse des Banquiers
BNS	Banque nationale suisse
BOAF	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
Br. mont.	Brigade de montagne
BRI	Banque des Règlements Internationaux
C.A.	Corps d'Armée
CE	Conseil des Etats
CFF	Chemins de fer fédéraux
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
Col. brig.	Colonel brigadier
Col. div.	Colonel divisionnaire
CR	Compte rendu
DAE	Division des Affaires étrangères
DC	Division du Commerce
DDS	Documents diplomatiques suisses
DEP	Département fédéral de l'Economie publique
DFD	Département fédéral des Finances et des Douanes
DG	Direction générale
DI	Département fédéral de l'Intérieur
Div.	Division
DPC	Département fédéral des Postes et des Chemins de Fer
DIE	Division des Intérêts étrangers
DJP	Département fédéral de Justice et Police
DMF	Département militaire fédéral
DPF	Département politique fédéral
EMG	Etat-Major Général de l'Armée
FEA	Foreign Economic Administration
FF	Feuille fédérale
FFI	Forces Françaises de l'Intérieur
FS	Franc suisse
Gr. A.	Groupe d'Armée
Istcambi	Istituto nazionale per i Cambi con l'Estero
L	Lettre
M	Mémoire/Mémorandum
MEW	Ministry of Economic Warfare
MPC	Ministère public de la Confédération
N	Note
No	Notice
OFIAMT	Office fédéral de l'Industrie, des Arts et Métiers et du Travail
OSC	Office suisse de Compensation

P.C.	Poste de Commandement
PV	Procès-verbal
PVCF	Procès-verbal des séances du Conseil fédéral
QGA	Quartier Général de l'Armée
R	Rapport
RC	Rapport commercial
RG	Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur sa gestion
Rgt	Régiment
RO	Recueil officiel des lois et ordonnances de la Confédération suisse
RP	Rapport politique
SBS	Société de Banque suisse
SCIPE	Section du Contentieux et des Intérêts privés à l'Etranger (du Département politique)
SdN	Société des Nations
SHAEF	Supreme Headquarter Allied Expeditionnary Forces (Commandement suprême des Forces alliées en Europe)
S.M.	Sa Majesté
S. R.	Service de Renseignements
S.S.S.	Société Suisse de Surveillance économique
STM	Service technique militaire
T	Télégramme
U. A.	Unité d'Armée
UNRRA	United Nations Relief and Rehabilitation Administration (Administration des Nations Unies pour l'aide et le relèvement)
USCI	Union suisse du Commerce et de l'Industrie
YMCA	Young Men Christian Association (Union chrétienne de jeunes gens)

III. ABKÜRZUNGEN

Abs.	Abstaz
AHQ	Armeehauptquartier
AK	Armeekorps
Art.	Artikel
AST	Abwehrstelle
B. Bl.	Bundesblatt
BIZ	Bank für Internationalen Zahlungsausgleich
BRB	Bundesratsbeschluss
betr.	betreffend
BV	Bundesverfassung
ca.	circa
d. h.	das heisst
d. J.	des Jahres
eidg.	eidgenössisch
EMD	Eidgenössisches Militärdepartement
EPD	Eidgenössisches Politisches Departement
ev.	eventuell
EVD	Eidgenössisches Volkswirtschaftsdepartement
f.	für
Fl. u. Flag	Flugwesen und Fliegerabwehr
Genfm.	Generalfeldmarschall
Gestapo	Geheime Staatspolizei
gl. Mts	gleichen Monats
Gst.Abt.	Generalstabsabteilung
h.	hohe
H.Q.	Hauptquartier
Hr.	Herr
IKRK	Internationales Komitee vom Roten Kreuz
Kdo	Kommando
Kdt	Kommandant
KEA	Kriegs-Ernährungs-Amt
KIAA	Kriegs-Industrie-und-Arbeits-Amt
KTA	Kriegstechnische Abteilung
lit.	litera
m.E.	meines Erachtens
m.W.	meines Wissens
NZZ	Neue Zürcher Zeitung
Nat. Rat.	Nationalrat
NSDAP	Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei
Oberstlt	Oberstleutnant
OKW	Oberkommando der Wehrmacht
p.a.	pro anno

polit.	politisch
Pos.	Position
q	Zentner
S.	Seite
SBB	Schweizerische Bundesbahnen
SD	Sicherheitsdienst
SNB	Schweizerische Nationalbank
schweiz.	schweizerisch
sog.	sogenannt
Spab	Spionageabwehrdienst der Armee
SS	Schutzstaffel
s.Zt.	seinerzeit
Ter.	Territorial
Trp	Truppe
u.	und
u.a.m	und anderes mehr
u.E.	unseres Erachtens
v. J.	vorigen Jahres
v.M.	vorigen Monats
vgl.	vergleiche

IV. PLAN DE LA TABLE MÉTHODIQUE DES DOCUMENTS

I. Politique générale et principe de la neutralité XXVIII
I.1. Doctrine officielle de la neutralité XXVIII
I.2. Commissions fédérales compétentes pour les relations internationales XXVIII

II. Relations bilatérales XXIX
II.1. Allemagne. Relations politiques XXIX
II.2. Argentine XXXI
II.3. Belgique XXXI
II.4. Brésil XXXII
II.5. Chili XXXIII
II.6. Chine XXXIII
II.7. Croatie XXXIV
II.8. Espagne XXXIV
II.9. Etats-Unis d'Amérique XXXV
II.9.1. Relations politiques XXXV
II.9.2. Relations économiques XXXVIII
II.10. France XL
II.10.1. Régime de Vichy XL
II.10.1.1. Relations politiques XL
II.10.1.2. Relations économiques XLIII
II.10.2. France gaulliste XLIV
II.10.2.1. Relations politiques XLIV
II.10.2.2. Relations économiques XLVI
II.11. Grande-Bretagne XLVII
II.11.1. Relations politiques XLVII
II.11.2. Relations économiques XLIX
II.12. Grèce L
II.13. Hongrie L
II.13.1. Relations politiques L
II.13.2. Relations économiques LI
II.14. Iran LII
II.15. Italie LII
II.16. Japon LVII
II.17. Liechtenstein LVIII
II.18. Norvège LVIII
II.19. Pays-Bas LIX
II.20. Pologne LX
II.21. Roumanie LX
II.22. Suède LXII
II.23. Tchécoslovaquie LXIV

II.24. Union soviétique LXIV
II.24.1. Relations économiques LXIV
II.24.2. Reprise des relations diplomatiques LXV
II.24.3. Internés soviétiques en Suisse LXVII
II.25. Yougoslavie LXVIII

III. Relations économiques internationales LXX
III.1. Négociations économiques et financières avec l'Allemagne LXX
III.1.1. Négociations économiques LXX
III.1.2. Relations financières LXXII
III.2. Négociations économiques et financières avec les Alliés LXXIV
III.2.1. Négociations économiques LXXIV
III.2.2. Négociations financières LXXV
III.2.3. Négociations à Berne en février et mars 1945 LXXVII
III.3. Trafic des armes et du matériel de guerre LXXVIII
III.4. Affaires financières internationales LXXVIII
III.5. Transit LXXIX

IV. Politique humanitaire LXXXII
IV.1. Défense des Intérêts étrangers LXXXII
IV.2. Réfugiés, Internés et Prisonniers de Guerre LXXXIV
IV.3. Attitude de la Suisse à l'égard des Juifs LXXXIX
IV.4. Relations avec le CICR XCIV
IV.5. Activités d'Entraide internationale XCV

V. Politique militaire XCVII

VI. L'après-guerre et les Organisations internationales XCIII

V. TABLE MÉTHODIQUE DES DOCUMENTS

I. POLITIQUE GÉNÉRALE ET PRINCIPE DE LA NEUTRALITÉ

I.1. DOCTRINE OFFICIELLE DE LA NEUTRALITÉ

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
84	16.2.1944 L	DPF (Pilet-Golaz) à DJP (von Steiger)	Le Département politique adresse au Conseil fédéral une première étude des perspectives de la politique suisse d'après-guerre.
A	2.2.1944 R	DPF	Ebauche d'une politique suisse d'après-guerre.
424	23.4.1945 Circulaire	DPF (Petitpierre) aux Légations de Suisse	Le Chef du Département politique expose la politique de neutralité de la Suisse pendant la guerre et à l'égard du projet de nouvelle organisation mondiale discuté à la Conférence de San Francisco.

Cf. aussi

I.2. Commissions fédérales compétentes pour les relations internationales, N° 414.
II.1. Allemagne. Relations politiques, N° 295.
II.9.1. Etats-Unis d'Amérique. Relations politiques, N° 387.
II.15. Italie, N° 11.
II.20. Pologne, N° 411.
II.22. Suède, N° 239.
II.24.3. Internés soviétiques en Suisse, N° 127.
III.1.2. Relations financières avec l'Allemagne, N° 447.
III.2.1. Négociations économiques avec les Alliés, N°s 9, 216, 240.
III.2.3. Négociations à Berne avec les Alliés en février et mars 1945, N° 386.
III.5. Transit, N°s 117, 138, 273, 302, 307, 364.
IV.2. Réfugiés, internés et prisonniers de guerre, N°s 158, 164, 172.
IV.3. Attitude de la Suisse à l'égard des Juifs, N° 308.
IV.5. Activités d'entraide internationale, N° 248.
VI. L'après-guerre et les organisations internationales, N°s 116, 258, 318, 346.
Sur la question de la presse, cf. N°s 35, 40, 43, 51, 196, 210, 216, 224, 229, 260, 274, 314, 322, 331, 338, 344, 353, 369, 371, 377, 390, 398, 402, 412, 414, 415, 430, 435, 442, 443.

I.2. COMMISSIONS FÉDÉRALES COMPÉTENTES POUR LES RELATIONS INTERNATIONALES

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
94	9.3.1944 PV	Commission des Affaires étrangères du Conseil national	Exposé de Pilet-Golaz sur les problèmes de politique étrangère.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
229	12.9.1944 PV	Commission des Affaires étrangères du Conseil national	Exposé de Pilet-Golaz sur les problèmes de politique étrangère.
390	7.3.1945 PV	Commission des Affaires étrangères du Conseil national	Exposé de W. Stucki sur les négociations avec les Alliés et avec l'Allemagne.
414	12.4.1945 PV	Délégation du Conseil fédéral pour les Affaires étrangères	Discussion sur l'attitude à adopter face aux projets de la nouvelle organisation mondiale et face à la Conférence de San Francisco.

II. RELATIONS BILATÉRALES

II.1. ALLEMAGNE – RELATIONS POLITIQUES

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
18	12.10.1943 PVCF	Conseil fédéral	Décision d'échange de prisonniers entre la Suisse et l'Allemagne.
59	21.12.1943 L	Berlin (Frölicher) à DPF (Pilet-Golaz)	A l'occasion de la réélection de Pilet-Golaz au Conseil fédéral, Frölicher envisage la situation passée et future de la Suisse en Europe.
134	12.5.1944 PV	Conférence DMF	Offre de l'Allemagne de vendre 12 Messerschmitt 109 contre restitution des Messerschmitt 110 atterris par erreur à Dübendorf. Refus signifié aux Américains d'inspecter l'appareil. Négociations en cours.
179	21.7.1944 L	DJP (Rothmund) à DPF (Bonna)	La question posée est de savoir s'il faut admettre que les Suisses établis en Allemagne doivent continuer à verser leur contribution financière au Front du travail allemand (Deutsche Arbeitsfront), ceci comme les autres travailleurs étrangers.
224	8.9.1944 No	DPF (K. Stucki)	Von Nostitz est intervenu auprès de Stucki pour protester contre deux articles décrivant des actes barbares perpétrés par les Allemands. Réponse ferme de Stucki.
A	22.9.1944 No	DPF (Bonna)	Bonna, en reconnaissant l'importance des atrocités reprochées aux SS, pense qu'il serait contraire à la neutralité de leur refuser le droit à l'internement.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
267	21.10.1944 L	DPF (Bonna) à Zurich (Frölicher)	Instructions de Pilet-Golaz pour Frölicher. Il faut que la Suisse puisse défendre les intérêts allemands en Italie en traitant avec le Gouvernement royal italien. Les Allemands doivent comprendre notre souci de renouer avec l'URSS.
295	20.11.1944 L	Berlin (Frölicher) à DPF (Pilet-Golaz)	Le Gouvernement allemand dit regretter le départ du Conseiller fédéral Pilet-Golaz. Il prétend ne pas être gêné par une reprise éventuelle des relations diplomatiques Suisse-URSS, précisant qu'il s'agit là d'un problème concernant la Suisse.
397	16.3.1945 PVCF	Conseil fédéral	Echange de Suisses détenus en Allemagne et d'Allemands détenus en Suisse. Concernerait 220 Suisses. Accord de principe sous réserve.
434	27.4.1945 PVCF	Conseil fédéral	Mesures à prendre en faveur de personnes se trouvant encore dans les camps allemands et qui sont menacées de mort par famine. Décision d'intervenir par le truchement du Ministre de Suisse en Allemagne et de mettre des véhicules de l'armée à disposition le moment venu.
439	4.5.1945 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral décide de procéder le moment venu à la fermeture de la Légation d'Allemagne.
441	8.5.1945 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral ne reconnaît plus de gouvernement officiel en Allemagne.

Cf. aussi

I.2. Commissions fédérales compétentes pour les relations internationales, N° 229.
II.9.1. Etats-Unis d'Amérique. Relations politiques, N^{os} 128, 137, 157.
II.10.1. France. Régime de Vichy. Relations politiques, N^{os} 213, 242, 261, 264.
II.10.2.1. France gaulliste. Relations politiques, N° 347.
II.11.1. Grande-Bretagne. Relations politiques, N° 160.
II.12. Grèce, N° 287.
II.13.1. Hongrie. Relations politiques, N° 184.
II.15. Italie, N^{os} 170, 252, 253.
II.18. Norvège, N° 187.
II.21. Roumanie, N° 205.
II.22. Suède, N° 46.
II.24.2. URSS. Reprise des relations diplomatiques, N° 232.
IV.1. Défense des intérêts étrangers, N° 319.
IV.2. Réfugiés, internés et prisonniers de guerre, N^{os} 197, 215, 381.
IV.3. Attitude de la Suisse à l'égard des Juifs, N^{os} 140, 171, 198, 219, 242, 263, 276, 281, 294, 297, 341, 357, 388.
IV.4. Relations avec le CICR, N^{os} 326, 398.
IV.5. Activités d'entraide internationale, N° 271.
V. Politique militaire, N^{os} 149, 150, 339.

II.2. ARGENTINE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
163	23.6.1944 No	DPF (Marcuard)	Le Gouvernement argentin a pris une mesure lésant deux compagnies d'électricité qui sont en grande partie financées par des capitaux suisses. Une protestation est préparée par les diplomates suisses.
268	24.10.1944 L	Buenos-Aires (Cuttat) à DPF (Bonna)	La Banque centrale d'Argentine manque de francs suisses. Dans l'intérêt des relations commerciales et financières avec l'Argentine, la Banque nationale suisse devrait accepter une augmentation de ses réserves d'or à l'étranger.
373	21.2.1945 L	DPF (W. Stucki) à Zurich (Banque nationale)	L'inclusion éventuelle de l'Argentine dans le bloc dollar risque de porter préjudice aux créanciers financiers suisses.
440	8.5.1945 PVCF	Conseil fédéral	Exposé sur les relations économiques avec l'Argentine depuis 1940.

Cf. aussi

II.9.2. Etats-Unis d'Amérique. Relations économiques, N° 104.
II.10.1.2. France. Régime de Vichy. Relations économiques, N° 194.

II.3. BELGIQUE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
241	23.9.1944 RP	Bruxelles (R. Miney) à DPF (Pilet-Golaz)	La Belgique est en pleine réorganisation et crise politique. Le Consul doit intervenir en faveur de Suisses mis en prison.
279	2.11.1944 L	Berne (Direction générale de la Banque nationale) à DFD (Nobs)	Malgré des réticences d'ordre monétaire, la Direction générale de la Banque nationale propose de répondre positivement à une demande de la Banque d'Angleterre afin de renouer des relations financières avec la Belgique.
325	28.12.1944 CR	DPF (Lacher)	Les principaux responsables suisses des relations économiques extérieures examinent les différents problèmes posés par la reprise des relations avec la Belgique.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
334	10.1.1945 CR	DPF (Jéquier)	Les représentants des milieux économiques exposent aux délégués suisses leurs souhaits en vue de la reprise des relations économiques et financières avec la Belgique.
335	11.1.1945 L	DFD (Nobs) à DEP (Stampfli)	En réponse à une proposition de crédit à la Belgique et à la Hollande, le DFD expose les charges que font peser sur les finances fédérales les différents crédits accordés à des Etats étrangers.
406	5.4.1945 RP	Bruxelles (de Stoutz) à DPF (Petitpierre)	Les projets des grandes puissances inquiètent les petits pays neutres comme la Belgique. La situation économique s'améliore et favorise les relations avec la Suisse.

Cf. aussi

II.9.2. Etats-Unis d'Amérique. Relations économiques, N° 359.
II.11.1. Grande-Bretagne. Relations politiques, N° 190.

II.4. BRÉSIL

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
25	19.10.1943 No	DPF (Jéquier) à DPF (Kohli)	Le Ministre de Suisse au Brésil et le Secrétaire de l'Association suisse des Banquiers examinent les mesures à prendre pour sauvegarder les intérêts financiers considérables de la Suisse au Brésil.

Cf. aussi

II.9.2. Etats-Unis d'Amérique. Relations économiques, N° 359.
II.10.1.2. France. Régime de Vichy. Relations économiques, N° 194.
III.1.2. Allemagne. Relations financières, N° 193.

II.5. CHILI

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
147	1.6.1944 RP	Santiago (Zutter) à DPF (Pilet-Golaz)	Problèmes intérieurs et tension politique au Chili. Eventualité d'une reprise des relations diplomatiques avec l'URSS.
328	4.1.1945 PVCF	Conseil fédéral	Modification du régime des paiements bilateraux: des exportations suisses seront payées en dollars.
389	7.3.1945 RP	Santiago (Zutter) à DPF (Petitpierre)	Décisions prises à la Conférence de Mexico où sont représentés les Etats sud-américains et qui préludent aux échanges de vue qui auront lieu à San Francisco.

Cf. aussi

II.9.2. Etats-Unis d'Amérique. Relations économiques, N° 359.

II.6. CHINE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
148	1.6.1944 No	DEP (K. Stucki)	Le Chargé d'Affaires de Chine propose que la Suisse envoie un Ministre auprès du gouvernement du Maréchal Tchang-Kai-Chek. A cette occasion, K. Stucki expose l'attitude réservée de la Suisse face aux Etats nés pendant la guerre.
324	27.12.1944 L	DEP (Stampfli) à DPF (Pilet-Golaz)	Les milieux d'affaires suisses demandent aux autorités fédérales de développer les relations avec la Chine.

II.7. CROATIE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
201	18.8.1944 No	DPF (Aubaret)	Achat d'argent au Gouvernement croate, qui a inclus dans le transport, sans avertir, de l'or. La BNS accepte provisoirement cet or en dépôt.
278	1.11.1944 No	DPF (Hess)	Délégation croate envoyée en Suisse pour faire passer le dépôt d'or en Allemagne. Attitude dilatoire de la BNS.
316	15.12.1944 No	DPF (Kohli) à DPF (Pilet-Golaz)	Nouvelle délégation croate chargée de rapatrier l'or déposé en Suisse. Prise entre les menaces de son Gouvernement et celles de ses partisans, elle souhaite que le dépôt en Suisse subsiste.

Cf. aussi

II.13.2. Hongrie. Relations économiques, N° 309.
IV.3. Attitude de la Suisse à l'égard des Juifs, N° 208.

II.8. ESPAGNE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
81	14.2.1944 L	Bâle (Association suisse des Banquiers) à DEP (DC)	A la suite de l'accord financier hispano-suisse du 11 juin 1943, le Comité Espagne de l'Association suisse des Banquiers a conclu des arrangements afin de contrôler la propriété des titres espagnols déposés en Suisse.
123	21.4.1944 L	DEP (Hotz) à DFD (Oetiker)	Pour faire face à la concurrence suédoise, américaine et anglaise sur le marché espagnol, les exportateurs suisses demandent la suppression des primes prélevées sur les exportations.
126	28.4.1944 PVCF	Conseil fédéral	Nomination d'une délégation pour négocier avec l'Espagne sur les relations commerciales et les problèmes de transport.
270	27.10.1944 L	Zurich (Banque pour Entreprises électriques) à DPF (Kohli)	La législation espagnole entrave le développement des investissements de la banque suisse dans les compagnies espagnoles d'électricité.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
343	21.1.1945 L	DEP (Probst) à Madrid (Légation de Suisse)	Afin de suppléer à la baisse des importations allemandes, des entreprises suisses et la Division du Commerce du DEP organisent l'importation de charbon depuis l'Espagne.

Cf. aussi

II.2. Argentine, N° 163.
II.10.1.2. France. Régime de Vichy. Relations économiques, N° 194.
III.2.2. Négociations financières avec les Alliés, N° 73.
V. Politique militaire, N° 149.

II.9.1. ÉTATS-UNIS – RELATIONS POLITIQUES

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
63	3.1.1944 RP	Washington (Bruggmann) à DPF (Pilet-Golaz)	Rapport sur la visite du Secrétaire d'Etat Hull à Moscou et sur la conférence de Téhéran. Ambitions territoriales soviétiques envers la Pologne, intention d'annexion des Pays Baltes.
122	20.4.1944 No	DPF (de Haller) à DPF (Pilet-Golaz)	Modalités à étudier pour permettre l'échange entre citoyens allemands internés en Amérique centrale ou aux Etats-Unis et Juifs possédant des passeports ibéro-américains internés en Allemagne.
124	21.4.1944 L	DPF (Pilet-Golaz) à Washington (Bruggmann)	Intérêt croissant et relativement tardif des Etats-Unis pour le sort des Juifs. Les méthodes et procédés utilisés semblent surprenants. La Suisse doit rester autonome dans son activité humanitaire.
128	8.5.1944 L	DPF (Pilet-Golaz) à Berlin (Frölicher)	Il convient de se renseigner discrètement auprès du Gouvernement allemand sur le sort des titulaires de passeports ibéro-américains.
A	8.5.1944 L	DPF (Pilet-Golaz) à Berlin (Frölicher)	La démarche que les Etats-Unis attendent de la part de la Suisse ne doit pas, en raison du maintien de l'indépendance et de la neutralité, exposer celle-ci à des réactions ou à des suspicions.
137	17.5.1944 R	Berlin (Frölicher) à DFP (Pilet-Golaz)	Renseignements précis concernant les Juifs détenus en Allemagne et dans les pays encore occupés et possédant des passeports ibéro-américains.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
157	13.6.1944 AM	DPF à Berne (Légation des Etats-Unis)	Concerne les Juifs possesseurs de passeports ibéro-américains se trouvant soit en Allemagne, soit dans les territoires occupés par le Reich. L'aide-mémoire fait le point et semble annoncer un arrangement entre l'Allemagne et les Etats-Unis.
210	28.8.1944 L	DFP (Bonna) à Washington (Bruggmann)	Les journalistes anglo-saxons domiciliés en Suisse ont protesté contre la censure suisse. Les autorités fédérales minimisent la portée de cette démarche collective.
A 1	24.8.1944 L	DJP (von Steiger) à DPF (Pilet-Golaz)	La lettre ouverte des journalistes anglo-saxons doit susciter l'indifférence des autorités fédérales, même si l'honneur et la réputation internationale de la politique suisse sont visés.
A 2	12.10.1944 L	DPF (Pilet-Golaz) à DJP (von Steiger)	Le projet d'infliger des amendes aux journalistes anglo-saxons risque d'avoir des répercussions internationales et devrait être abandonné.
234	18.9.1944 AM	Berne (Harrison) à DPF (Pilet-Golaz)	Les Etats-Unis souhaitent que la Suisse comme la Suède s'engagent à ne pas accorder l'asile aux criminels de guerre.
305	28.11.1944 RP	New York (Nef) à DPF (Bonna)	Influence d'importance relative mais perceptible d'une information soviétique antisuisse dans la presse américaine. Mesures proposées pour mieux faire connaître, au plan économique et touristique, en vue de l'après-guerre, la Confédération helvétique aux Etats-Unis.
314	12.12.1944 T	Washington (Bruggmann) à DPF	Les Etats-Unis souhaiteraient une réduction du transit par la Suisse entre l'Allemagne et l'Italie. Nécessité de prouver qu'il paraît indispensable au maintien de l'indépendance et à la défense des intérêts étrangers confiés à la Confédération.
331	9.1.1945 T	DEP (DC) à Londres (Légation de Suisse)	Information officielle du Département d'Etat américain à la presse reconnaissant les efforts de la Suisse pour maintenir sa neutralité, pour assumer ses responsabilités de puissance protectrice des intérêts étrangers et respecter les institutions démocratiques. Souhait de voir la Confédération réduire ses livraisons à l'Allemagne.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
342	19.1.1945 L	Washington (Roosevelt) à Berne (von Steiger)	Reprise des négociations portant sur un accord économique entre la Suisse et les Etats-Unis. Désignation de Currie comme chef de délégation. Reconnaissance des efforts suisses pendant la guerre. Souhait de voir cesser les relations économiques entre le Reich et la Confédération. Proposition que la Confédération fasse partie d'une organisation mondiale des vainqueurs.
387	7.3.1945 L	Berne (von Steiger) à Washington (Roosevelt)	Satisfaction d'apprendre que les USA reconnaissent la politique de neutralité suisse et montrent de la compréhension pour les difficultés encourues. Accords économiques avec l'Allemagne se sont limités aux règles du droit international. L'opinion suisse est favorable aux nations qui luttent pour la justice et pour la liberté. Intérêt très vif pour une nouvelle organisation internationale sous réserve du maintien de la neutralité. Accueil favorable de la délégation présidée par Currie.
430	25.4.1945 RP	Washington (Bruggmann) à DPF (Petitpierre)	Popularité du président Roosevelt décédé. Portrait de son successeur le vice-président Trumann.

Cf. aussi

II.5. Chili, N° 147.
II.13.1. Hongrie. Relations politiques, N° 184.
III.2.2. Négociations financières avec les Alliés, N^os^ 143, 167.
IV.1. Défense des intérêts étrangers, N^os^ 319, 326.
IV.2. Réfugiés, internés et prisonniers de guerre, N° 284.
IV.3. Attitude de la Suisse à l'égard des Juifs, N^os^ 20, 191, 198, 242, 255, 276, 292, 297, 341.
V. Politique militaire, N^os^ 149, 235, 329, 376.
VI. L'après-guerre et les organisations internationales, N° 116.

II.9.2. ÉTATS-UNIS - RELATIONS ÉCONOMIQUES

N°	Date - Nature du document	Provenance - Destinataire	Objet
14	8.10.1943 L	Zurich (Banque nationale) à La Chaux-de-Fonds (Chambre suisse de l'Horlogerie)	Tensions entre la Banque nationale et la Chambre suisse de l'Horlogerie à propos des contingents de dollars repris par la BNS.
21	13.10.1943 No	DPF (Kohli)	Problèmes posés par la reprise de dollars provenant des exportations horlogères.
27	26.10.1943 L	Zurich (Banque nationale) à DFD (Wetter)	Problèmes posés à la Banque nationale par l'afflux de dollars provenant des exportations suisses vers la zone dollar.
29	28.10.1943 No	DPF (Kohli) à DPF (Pilet-Golaz)	Réactions de l'Association suisse des Banquiers aux mesures prises par le Gouvernement américain dans le cadre du General Ruling N° 17.
33	2.11.1943 PVCF	Conseil fédéral	Décision du Conseil fédéral de faire participer la Confédération à la reprise de dollars provenant d'exportations suisses vers la zone dollar.
A	2.11.1943 L	DFD (Wetter) à Zurich (Banque nationale)	Communication de la décision du Conseil fédéral du 2.11.1943 à la Banque nationale.
45	30.11.1943 L	Washington (Straessle) à DPF (Bonna)	Entretiens du représentant suisse avec Morgenthau et divers hauts fonctionnaires du Trésor américain sur les problèmes financiers entre les deux pays.
56	14.12.1943 T	Washington (Légation de Suisse) à DPF	Besoins du Trésor en francs suisses pour freiner la dépréciation du dollar.
60	22.12.1944 T	DPF à Washington (Légation de Suisse)	Exposé de la position de la Banque nationale sur la question de la dépréciation du dollar.
66	6.1.1944 PV	Conférence	Conférence entre les représentants de la Banque nationale et de divers départements sur les relations monétaires et financières entre la Suisse et les Etats-Unis.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A	8.1.1944 T	DPF à Washington (Légation de Suisse)	Décision de la Banque nationale de mettre des francs suisses à la disposition du Gouvernement américain.
92	3.3.1944 L	DPF (Bonna) à Zurich (Banque nationale)	Importance politique de la reprise de dollars par la Banque nationale.
96	14.3.1944 PVCF	Conseil fédéral	Mise sur pied d'un système de reprise plus généreuse de dollars par la Banque nationale et la Confédération.
97	14.3.1944 T	DPF à Washington (Légation de Suisse)	Position du Gouvernement suisse sur les problèmes posés par les relations monétaires et financières entre la Suisse et les Etats-Unis.
99	17.3.1944 No	DPF (Kohli)	Position du Département politique face aux réticences de la Banque nationale à reprendre plus massivement des dollars.
102	22.3.1944 PV	Conférence	Conférence entre les représentants de la Banque nationale et de divers départements sur leurs divergences à propos de la reprise massive de dollars.
104	24.3.1944 PVCF	Conseil fédéral	Proposition d'élargissement des contingents de dollars repris par la Banque nationale et la Confédération.
105	24.3.1944 No	DPF (Kohli) à DPF (Pilet-Golaz)	Exposé sur les divergences entre les points de vue de la Banque nationale et du Département politique à propos des relations financières de la Suisse avec les Etats-Unis.
118	14.4.1944 L	Zurich (Banque nationale) à DFD (Nobs)	Exposé du point du vue de la Banque nationale sur les conséquences économiques de la reprise de dollars.
313	11.12.1944 L	DPF (SCIPE) à Bâle (ASB)	Conclusion des entretiens de la Délégation de l'ASB aux USA: persistance de la méfiance américaine face aux établissements financiers suisses, pressions en vue d'une intervention des autorités fédérales.
359	6.2.1945 L	Zurich (Banque nationale) à DPF	Statistique des dollars et de l'or allié repris par la Banque nationale et la Confédération.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
371	20.2.1945 M	DPE (Reichenau)	Exposé sur le blocage des avoirs suisses aux Etats-Unis et sur les relations financières entre les deux pays depuis 1940.
A	20.2.1945 M	DPF	Exposé sur le problème des dollars provenant des exportations suisses vers la zone dollar.

Cf. aussi

II.5. Chili, N° 328.
II.10.1.2. France. Régime de Vichy. Relations économiques, N° 194.
III.1.2. Relations financières avec l'Allemagne, N° 15.
III.5. Transit, N^os^ 302, 313.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
5	14.9.1943 RP	Vichy (Stucki) à DPF (Pilet-Golaz)	Analyse des répercussions en France de la capitulation italienne (situation des Italiens en France, montée de l'hostilité de la population française à l'égard de l'Allemagne, etc.).
8	27.9.1943 L	Londres (Thurnheer) à DPF (Pilet-Golaz)	Refus du Gouvernement britannique d'accepter la représentation par la Suisse des intérêts du Gouvernement de Vichy dans le Royaume-Uni.
40	17.11.1943 RP	Vichy (Stucki) à DPF (Pilet-Golaz)	Le Gouvernement allemand interdit à Pétain de faire connaître son testament politique, à savoir en cas de décès le transfert du pouvoir à la Deuxième Assemblée Nationale de la 3^e^ République.
43	20.11.1943 RP	Vichy (Stucki) à DPF (Pilet-Golaz)	Contrairement à certaines rumeurs, W. Stucki affirme que Pétain est en bonne santé, mais ses relations avec Laval se sont gravement détériorées.
A1	24.11.1943 L	Vichy (Stucki) à DPF (Pilet-Golaz)	Un article du «Journal de Genève» provoque une réaction de Laval. Le Chef du Service suisse de Renseignements s'inquiète de la situation en France.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A2	29.12.1943 L	DPF (Pilet-Golaz) à DMF (Kobelt)	Mise au point du Chef du Département politique sur les compétences respectives des agents diplomatiques et des attachés militaires suisses à l'étranger.
A3	11.12.1943 L	EMG (Masson) au Général Guisan	La crise politique en France préoccupe l'Etat-major, qui cherche à se renseigner sur les répercussions militaires (troubles, arrivées massives de réfugiés).
53	8.12.1943 RP	Vichy (Stucki) à DPF (Pilet-Golaz)	Informations sur le développement de la crise constitutionnelle à Vichy.
109	29.3.1944 L	QGA (Général Guisan) à Vichy (Maréchal Pétain)	Guisan remercie Pétain de lui avoir fait tenir un exemplaire de ses discours et messages dans le livre intitulé «La France nouvelle».
162	22.6.1944 RP	Vichy (Stucki) à DPF (Pilet-Golaz)	Entretien de Stucki avec Laval sur les problèmes de transports. Informations sur les atrocités commises par l'armée allemande et sur la résistance française.
173	14.7.1944 L	DPF (Pilet-Golaz) à Londres (Ruegger)	Marchandises bloquées entre Marseille et Genève par le maquis. Démarche directe auprès du Général König prématurée vu les relations encore très officieuses avec les autorités gaullistes.
189	1.8.1944 L	Londres (Ruegger) à DPF (Pilet-Golaz)	Renonciation à intervenir directement auprès du Général König pour que le maquis cesse de harceler la ligne de chemin de fer Marseille-Genève. Raisons politiques. Projet d'intervention indirecte par le truchement de la Croix-Rouge.
196	10.8.1944 RP	Vichy (Stucki) à DPF (Pilet-Golaz)	Le Maréchal Pétain risque de quitter Vichy. Il convient d'envisager la fin de la représentation diplomatique de la Suisse à Vichy.
199	16.8.1944 PVCF	Conseil fédéral	Le Chef du DPF est autorisé à décider le rappel en Suisse du Ministre Stucki en poste à Vichy.
203	20.8.1944 T	Vichy (Stucki) à DPF	Les Allemands ont brutalement obligé Pétain à quitter Vichy.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A	20.8.1944 T	DPF (Pilet-Golaz) à Vichy (Stucki)	La situation politique est claire: la mission de la Légation de Suisse à Vichy est devenue sans objet.
204	20.8.1944 RP	Vichy (Stucki) à DPF (Pilet-Golaz)	Rapport sur les derniers jours du régime de Vichy.
207	23.8.1944 PVCF	Conseil fédéral	Communiqué à la presse annonçant le rappel du Ministre de Suisse à Vichy. Intérêts suisses en France défendus par la Légation de Berlin.
A	25.8.1944 T	Vichy (Stucki) à DPF (Pilet-Golaz)	Grâce à la médiation de Stucki, la ville de Vichy a été épargnée. Stucki recommande de refuser l'asile aux membres de la Milice.
212	28.8.1944 T	Vichy (Stucki) à DPF (Pilet-Golaz)	Les Allemands ont quitté Vichy, qui est contrôlée par les F.F.I.
213	28.8.1944 L	DPF (Bonna) à Berlin (Frölicher)	Informations sur les événements récents en France.
218	1.9.1944 RP	Vichy (Stucki) à DPF (Pilet-Golaz)	Récit détaillé des événements qui ont précédé l'occupation de Vichy par les F.F.I.
261	16.10.1944 No	DPF (Vischer) à DPF (Pilet-Golaz)	A la Légation de Suisse à Berlin, A. Zehnder a eu un entretien avec A. Scapani, qui déclara que Pétain se considère comme un prisonnier de guerre à Sigmaringen.
A	4.10.1944 L	Berlin (Frölicher) à Berne (Stucki)	Rapport sur des entretiens avec des diplomates français repliés en Allemagne.
264	20.10.1944 L	Berlin (Zehnder) à DPF (Pilet-Golaz)	Le Gouvernement allemand continue à voir en Pétain le chef de l'Etat français. Il s'intéresse à une éventuelle reprise des relations diplomatiques entre la Suisse et l'URSS.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
426	24.4.1945 PVCF	Conseil fédéral	Transit accordé à Pétain qui se rend en France, cité à comparaître en justice.
427	24.4.1945 PVCF	Conseil fédéral	Refus signifié à Laval de se réfugier en Suisse. La question éventuelle d'une entrée en Suisse aux fins de transit reste ouverte.

Cf. aussi

I.2. Commissions fédérales compétentes pour les relations internationales, N° 229.
II.9.1. Etats-Unis d'Amérique. Relations politiques, N° 157.
II.15. Italie, N° 170.
V. Politique militaire, N° 149.
VI. L'après-guerre et les organisations internationales, N° 42.

II.10.1.2. FRANCE – VICHY – RELATIONS ÉCONOMIQUES

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
69	14.1.1944 PVCF	Conseil fédéral	Décision du Conseil fédéral d'ouvrir des négociations avec la France pour fixer le statut des échanges commerciaux franco-suisses pour 1944.
86	18.2.1944 PVCF	Conseil fédéral	Conclusion des négociations commerciales franco-suisses.
88	23.2.1944 No	DEP (de Torrenté) à DEP (Hotz) et au Vorort (Homberger)	Proposition de paiement des exportations suisses en France au moyen des avoirs français bloqués en Suisse.
106	27.3.1944 PV	Commission pour la garantie sur les risques à l'exportation	Discussion de la question des exportations en France.
194	9.8.1944 PVCF	Conseil fédéral	Problème des livraisons d'après-guerre à la France et à l'Espagne.
195	9.8.1944 L	Paris (Senger) à DEP (Hotz)	Choix des entreprises suisses appelées à faire à la France des commandes à livraison différée.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A	18.8.1944 L	DEP (de Torrenté) à Paris (Senger)	Affirmation du principe de la non-discrimination de la part des autorités suisses entre les fournisseurs suisses.

Cf. aussi

II.13.2. Hongrie. Relations économiques, N° 309.
III.1.1. Négociations économiques avec l'Allemagne, N° 107.
III.1.2. Relations financières avec l'Allemagne, N° 221.
III.2.2. Négociations financières avec les Alliés, N° 73.

II.10.2.1. FRANCE GAULLISTE – RELATIONS POLITIQUES

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
153	8.6.1944 T	Alger (Schlatter) à DPF	Rapport du Représentant officieux du Conseil fédéral auprès du Comité français de Libération nationale sur son entretien avec de Gaulle.
192	3.8.1944 T	Alger (Schlatter) à DPF	Mécontentement des autorités gaullistes en raison de l'agrément de P. Morand comme Ambassadeur de France (représentant le régime de Vichy) à Berne.
206	22.8.1944 R	Paris (Naville) à DPF (Bonna)	Rapport sur la Libération de Paris, sur la protection des intérêts suisses et la représentation des intérêts étrangers.
217	1.9.1944 No	DJP (Jezler)	Entretien de Rothmund avec un représentant officieux de la France gaulliste en Suisse: problèmes du rapatriement des réfugiés et du transit des déportés libérés en Allemagne.
A	12.10.1944 No	DPF (Wagnière)	Les communistes gagnent de l'influence en Haute-Savoie et les critiques contre la Suisse se multiplient.
222	7.9.1944 T	Londres (Ruegger) à DPF (DIE)	La Suisse est autorisée à défendre les intérêts allemands en France, bien que le Gouvernement allemand persiste à refuser que la Suisse protège les intérêts français en Allemagne.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A	4.9.1944 RP	Paris (Naville) à DPF (Bonna)	Rapport sur les événements à Paris: activités humanitaires du Consul de Suisse avec son collègue suédois; insurrection provoquée par les communistes; défense des intérêts allemands, italiens et japonais.
233	16.9.1944 AM	DPF à Berne (Vergé)	Le Conseil fédéral est dans l'impossibilité d'assumer la représentation des intérêts français en Allemagne.
238	19.9.1944 T	DPF à Londres (Légation de Suisse)	Le Conseil fédéral ne peut que «rendre des services» officieusement à la France pour défendre les intérêts français dans les pays occupés par l'Axe et en Allemagne.
259	14.10.1944 No	DPF (Bonna)	La Suisse est priée d'intervenir pour protéger la population des Alpes Maritimes menacée par les combats. Bonna précise qu'une intervention des diplomates suisses doit éviter d'apparaître comme une médiation.
260	14.10.1944 R	Paris (Schlatter) à DPF (Bonna)	Rapport sur un entretien avec le Ministre français des Affaires étrangères. Bidault exprime la volonté de maintenir les bonnes relations traditionnelles entre la Suisse et la France et regrette la souveraineté limitée de la France par rapport aux Alliés.
275	31.10.1944 PVCF	Conseil fédéral	Reconnaissance du Gouvernement provisoire de la République française.
286	8.11.1944 L	Paris (Schlatter) à DPF (Pilet-Golaz)	Bidault refuse que W. Stucki continue d'être le Ministre de Suisse en France et propose à Schlatter d'améliorer les communications avec Berne, qui sont perturbées par l'interdiction des messages chiffrés par les Alliés.
315	13.12.1944 RP	Paris (Schlatter) à DPF (Bonna)	Les perspectives politiques s'assombrissent: «l'épuration» touche des Suisses, alors que le parti communiste profite de la confusion politique. Les difficultés économiques et financières entraînent des interventions étatiques, alors que l'emprise économique américaine se développe.
347	25.1.1945 L	Berlin (Frölicher) à DPF (Petitpierre)	Le Gouvernement allemand renonce à son refus d'autoriser la Suisse à défendre les intérêts français et belges. De plus, il autorise la distribution de paquets aux prisonniers par la Croix-Rouge.
385	5.3.1945 L	Berlin (Frölicher) à DPF (Petitpierre)	Ribbentrop fait un chantage: si les mesures contre les «collaborationnistes» français cessent, les prisonniers français en Allemagne pourront être secourus.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
410	10.4.1945 RP	Casablanca (Criblez) à DPF (Stucki)	Le déroulement du conflit mondial a affaibli le prestige de la France et renforcé le mouvement autonomiste marocain.

Cf. aussi

I.2. Commissions fédérales compétentes pour les relations internationales, N° 229.
II.10.1.1. France. Régime de Vichy. Relations politiques, N° 40.
II.24.3. Internés soviétiques en Suisse, N° 103.
IV.2. Réfugiés, internés et prisonniers de guerre, N^os^ 38, 172, 202, 330.
IV.3. Attitude de la Suisse à l'égard des Juifs, N° 361.
V. Politique militaire, N^os^ 149, 150, 323, 349.

II.10.2.2. FRANCE GAULLISTE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
296	20.11.1944 L	DEP (de Torrenté) à Paris (Légation de Suisse)	Importance des ports français pour la Suisse du fait de la fin du contre-blocus.
298	21.11.1944 L	Zurich (Banque nationale) à DPF (Pilet-Golaz)	Attitude favorable de la Banque nationale à une enquête sur les avoirs suisses en France et au blocage des intérêts français en Suisse.
340	15.1.1945 L	Paris (Senger) à DEP (Hotz)	Opportunité de crédits supplémentaires à la France en vue d'obtenir des avantages commerciaux.
351	30.1.1945 PV	Séance de négociations	Echange de vues entre une délégation suisse et une délégation française sur les problèmes financiers entre les deux pays.
263	13.2.1945 L	Berne (Rossy) à Zurich (Banque nationale)	Commentaire de Rossy sur le projet d'accord monétaire franco-suisse.
384	2.3.1945 PVCF	Conseil fédéral	Acceptation par le Conseil fédéral des principales dispositions de l'accord financier franco-suisse.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A	6.3.1945 PVCF	Conseil fédéral	Acceptation par le Conseil fédéral des contre-propositions françaises à l'accord financier.
385	5.3.1945 L	Berlin (Frölicher) à DPF (Petitpierre)	Réaction de l'Allemagne face à la proposition de confier le mandat de puissance protectrice pour les prisonniers français et allemands à la Suisse.
437	1.5.1945 PV	Séance à la Division du Commerce du DEP	Discussion sur les propositions françaises d'utilisation du port de Marseille.
438	4.5.1945 PV	Séance interne	Discussion sur les dispositions d'application en Suisse de l'accord financier franco-suisse.

Cf. aussi

III.1.1. Allemagne. Négociations économiques, N° 211.

II.11.1. GRANDE-BRETAGNE – RELATIONS POLITIQUES

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
141	22.5.1944 L	Berne (Norton) à DPF (Pilet-Golaz)	Le Secrétaire d'Etat A. Eden rend hommage à l'activité de la Suisse en tant que puissance protectrice des prisonniers anglais en Allemagne.
160	15.6.1944 R	DPF (de Haller)	Rapport du Délégué du Conseil fédéral aux Oeuvres d'Entraide internationale sur l'hospitalisation en Suisse d'enfants victimes de la guerre depuis l'automne 1940. Un projet britannique est en discussion depuis juillet 1942, mais pose des problèmes de politique internationale (relations avec l'Axe) et commerciale (approvisionnement de la Suisse).
178	21.7.1944 T	Londres (Ruegger) à DPF (Pilet-Golaz)	Le nouveau Ministre de Suisse à Londres est reçu en audience par le Secrétaire d'Etat Eden qui insiste sur les problèmes économiques dans les relations anglo-suisses.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
190	1.8.1944 RP	Londres (Ruegger) à DPF (Pilet-Golaz)	Conformément aux instructions du Chef du DPF, Ruegger intensifie les relations avec les gouvernements en exil à Londres. Il a notamment rencontré des dirigeants belges, dont Spaak.
327	3.1.1945 RP	Londres (Ruegger) à DPF (Etter)	Rapport sur la politique britannique en Grèce. Les Suédois tentent d'éclipser les activités humanitaires de la Suisse en Grèce.
344	22.1.1945 RP	Londres (Kessler) à DPF (Petitpierre)	Rapport sur les relations de la Grande-Bretagne avec l'URSS et sur l'opinion britannique au sujet des relations soviéto-suisses.
348	27.1.1945 L	Londres (Ruegger) à DPF (Petitpierre)	Eden renouvelle ses déclarations positives sur la politique de neutralité de la Suisse.
365	15.2.1945 L	Londres (Ruegger) à DPF (Petitpierre)	Le Ministre de Suisse à Londres analyse les opinions britanniques sur la politique de neutralité de la Suisse: tout en reconnaissant les difficultés des autorités fédérales et les mérites des activités humanitaires, les Anglais restent fermes dans leurs exigences au cours des négociations économiques à Berne.
409	7.4.1945 No	DPF (W. Stucki)	L'Ambassadeur soviétique à Londres demande à être informé du contenu de l'accord signé à Berne le 8 mars 1945 par la Suisse et les Alliés. En réponse à une question du Ministre de Grand-Bretagne à Berne, W. Stucki affirme que le Conseil fédéral a décidé de refuser l'asile à Mussolini.

Cf. aussi

II.10.1.1. France. Régime de Vichy. Relations politiques, N° 8.
II.10.2.1. France gaulliste. Relations politiques, N° 222.
II.23. Tchécoslovaquie, N° 355.
II.24.2. URSS. Reprise des relations diplomatiques, N° 310.
III.2.1. Négociations économiques avec les Alliés, N° 216.
III.2.2. Négociations financières avec les Alliés, N° 143.
IV.1. Défense des intérêts étrangers, N° 405.
IV.2. Réfugiés, internés et prisonniers de guerre, N^os^ 4, 6, 38.
IV.3. Attitude de la Suisse à l'égard des Juifs, N^os^ 191, 198, 208, 388.
IV.4. Relations avec le CICR, N° 383.
VI. L'après-guerre et les organisations internationales, N° 154.

II.11.2. GRANDE-BRETAGNE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
39	16.11.1943 PVCF	Conseil fédéral	Projet d'accord financier entre la Suisse et la Grande-Bretagne.
A	30.8.1943 CR	Conférence	Discussion sur les relations financières anglo-suisses.
48	2.12.1943 T	Londres (Keller) à DPF	Refus des autorités anglaises de signer le projet d'accord financier et proposition anglaise de faciliter la remise d'or contre des francs suisses.
49	6.12.1943 PV	Conférence	Conférence entre des représentants de la Banque nationale et du Département politique à propos des relations financières anglo-suisses.
54	9.12.1943 T	DPF à Londres (Keller)	Acceptation de la Banque nationale de mettre des francs suisses à la disposition de la Grande-Bretagne contre de l'or.
57	15.12.1943 T	Londres (Keller) à DPF	Projet d'accord financier entre la Bank of England et la Banque nationale.
A1	18.12.1943 AM		Texte de l'accord financier entre la Bank of England et la Banque nationale.
A2	18.12.1943 L	Trésor à Londres (Keller)	Précisions sur les modalités de l'accord financier.
83	15.2.1944 PVCF	Conseil fédéral	Acceptation par le Conseil fédéral de l'accord financier entre la Bank of England et la Banque nationale.

Cf. aussi

II.9.2. Etats-Unis. Relations économiques, N^os^ 102, 118.
II.10.1.2. France. Régime de Vichy. Relations économiques, N° 194.
III.2.1. Négociations économiques avec les Alliés, N^os^ 38, 68.

II.12. GRÈCE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
287	10.11.1944 L	Athènes (Escher) à DPF (Pilet-Golaz)	La plupart des représentations étrangères à Athènes ont été transformées en missions diplomatiques. Cette promotion est mal vue du Gouvernement grec dès l'instant où les diplomates étrangers présents sous l'occupation allemande demeurent en place. Cas spécial de la Suisse qui n'avait pas de Légation en Grèce avant guerre et dont le Ministre résidant à Bucarest ne devrait pas être reconduit. Le Gouvernement grec souhaite l'installation d'un Ministre de Suisse à Athènes.

Cf. aussi

II.11.1. Grande-Bretagne. Relations politiques, N° 327.
II.24.3. Internés soviétiques en Suisse, N° 103.
IV.2. Réfugiés, internés et prisonniers de guerre, N^{os} 6, 38, 284.

II.13.1. HONGRIE – RELATIONS POLITIQUES

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
133	12.5.1944 T	Budapest (Jaeger) à DPF	Le Ministre Jaeger a eu un entretien avec Horthy sur la situation politique de la Hongrie: Horthy semble convaincu du prochain départ des troupes allemandes et de la légitimité du gouvernement Sztojay. Jaeger propose à Berne de temporiser avant d'établir des relations avec les nouvelles autorités.
184	25.7.1944 RP	Budapest (Jaeger) à DPF (Pilet-Golaz)	Nouvel entretien de Jaeger avec le Régent Horthy qui tente de reprendre le pouvoir effectif en faisant cesser les déportations des Juifs et en essayant de faire revenir du front russe les troupes hongroises.
247	3.10.1944 RP	Budapest (Jaeger) à DPF (Pilet-Golaz)	Les bombardements de Budapest ont cessé car des négociations sont en cours entre la Hongrie et l'Union soviétique qui pose des conditions pour déterminer le statut de la Hongrie après la guerre. Les Allemands ont toujours plus de difficultés à imposer leur domination sur la politique intérieure de la Hongrie.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
262	18.10.1944 T	Budapest (Jaeger) à DPF (Pilet-Golaz)	Les Allemands ont cerné la résidence de Horthy et l'ont emmené au Quartier général de la Gestapo. Les persécutions antisémites ont repris. Un remaniement ministériel a été décidé.
293	13.11.1944 L	Budapest (Kilchmann) à DPF (Bonna)	Crise politique en Hongrie. Rumeurs sur un déplacement des réserves monétaires hongroises vers Dresde. Persécutions antisémites. Les Russes aux portes de Budapest.
311	8.12.1944 R	Budapest (Lutz) à DPF (Pilet-Golaz)	Rapport sur les efforts de la Division des Intérêts étrangers de la Légation de Suisse à Budapest pour sauver la vie des Juifs menacés par les déportations.
312	9.12.1944 T	Budapest à DPF	Les autorités hongroises vont quitter Budapest et entravent considérablement l'activité des diplomates suisses.

Cf. aussi

II.18. Norvège, N° 187.
II.22. Suède, N° 265.
IV.3. Attitude de la Suisse à l'égard des Juifs, N°s 192, 198, 242, 276, 292, 308.
V. Politique militaire, N° 149.

II.13.2. HONGRIE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
3	10.9.1943 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral fait le point sur les relations commerciales et financières avec la Hongrie et nomme une délégation pour mener de nouvelles négociations.
120	17.4.1944 N	Berne (Légation royale de Hongrie) à DPF	Démentant certaines informations, le Gouvernement hongrois affirme sa souveraineté complète.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
309	8.12.1944 PVCF	Conseil fédéral	Le développement de la situation militaire et politique en Europe de l'Est incite le Conseil fédéral à décider le principe du blocage des avoirs hongrois, croates et slovaques en Suisse.

Cf. aussi

III.13.1. Hongrie. Relations politiques, N° 133.

II.14. IRAN

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
136	16.5.1944 RP	Téhéran (Daeniker) à DPF (Pilet-Golaz)	Activité de la mission américaine d'experts à Téhéran. Rapport sur la conférence et les entretiens économiques du Caire. Rivalité anglo-américaine dans le Proche et Moyen-Orient, surtout au sujet de la production pétrolière. Relations avec la Russie soviétique.

Cf. aussi

II.9.2. Etats-Unis d'Amérique. Relations économiques, N^os^ 118, 371.
II.13.1. Hongrie. Relations politiques, N° 133.

II.15. ITALIE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
1	8.9.1943 L	Rome (Vieli) à DPF (Bonna)	Prise de position du Ministre Vieli au sujet d'un trafic illicite de devises et d'or par voie diplomatique entre certains notables fascistes et l'Ambasssade d'Italie à Berne. Arrestation probable du Ministre Tamaro, ancien représentant de l'Italie auprès de la Confédération helvétique.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A1	10.9.1943 L	Zurich (Jöhr) à DPF (Pilet-Golaz)	Des bruits courent au sujet de Vieli, Ministre de Suisse à Rome, qui se serait compromis en faisant placer la fortune personnelle de Ciano en Suisse. Ces rumeurs sont calomnieuses, il conviendrait d'ouvrir une enquête discrète pour obliger les diffamateurs à les révoquer.
A2	15.9.1943 L	DPF (Pilet-Golaz) à Zurich (Jöhr)	Le Chef du Département prend la défense de Vieli, mais pense qu'il est prématuré d'ouvrir une enquête. Il fera surveiller l'auteur des faux bruits.
7	20.9.1943 L	DPF (Bonna) à MPC (Stämpfli)	Demande d'information par l'entremise des polices cantonales sur l'état d'esprit et les opinions politiques des Italiens résidant en Suisse. En vue de négociations diplomatiques futures, il demeure important de savoir dans quelles mesures la fidélité à l'idéologie fasciste demeure acquise.
10	30.9.1943 No	DPF (Weibel)	Besoins financiers de la Légation d'Italie à Berne. Proposition d'ouverture d'un crédit d'environ 3 millions.
11	30.9.1943 L	DPF (Pilet-Golaz) à Berlin (Frölicher)	Face au Gouvernement de la République néofasciste fondée en Italie du Nord, le Conseil fédéral appliquera les principes de sa politique traditionnelle: ne pas reconnaître «de jure» les Etats nés au cours de la guerre, admettre les relations de fait si des nécessités impérieuses apparaissent, notamment par la présence territoriale de ces Etats à proximité de la Suisse. En conséquence, le Ministre de Suisse à Berlin ne recherchera pas des contacts avec son homologue néofasciste, mais n'évitera pas de le rencontrer si celui-ci devait prendre des initiatives.
13	7.10.1943 L	Côme (Brenni) à DPF (Bonna)	La chute de Mussolini ayant été fêtée de manière bruyante par des Juifs installés dans un hôtel de Côme, les représailles d'un détachement SS ont abouti à des exécutions sommaires. La Wehrmacht ainsi que le Consul général d'Allemagne à Milan ont condamné ces faits qui semblent pour l'instant isolés. En conséquence, la Suisse doit jusqu'à nouvel avis maintenir la frontière fermée aux réfugiés.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
17	12.10.1943 No	DPF (Bonna) à DPF (Pilet-Golaz)	Contrairement au rapport du 7 octobre, il apparaît que les persécutions contre les Juifs se multiplient, d'où la nécessité de se montrer indulgent envers les Juifs italiens fugitifs. En revanche, impression de détente au sujet du travail forcé, ce qui permet d'être sévère à l'égard des jeunes gens qui désirent passer dans notre pays.
80	10.2.1944 L	DPF (Pilet-Golaz) à DEP (Stampfli)	Pilet-Golaz estime que dans nos rapports avec les représentants italiens en Suisse, il convient de demeurer prudents et de s'en tenir à des généralités du moment que l'Italie ne se confond ni avec le Gouvernement Badoglio – si tant est qu'il y ait véritablement un gouvernement –, ni avec le Gouvernement mussolinien, plus apparent que réel.
87	18.2.1944 Proposition	DPF (Pilet-Golaz) au Conseil fédéral	Difficultés des relations économiques avec le Gouvernement néofasciste; ce dernier, se fondant sur la convention passée avec la Suisse, a envoyé un délégué commercial. Le Gouvernement fédéral agit de même. Vu les décisions prises par le Gouvernement néofasciste de bloquer les avoirs suisses sur l'ensemble du territoire où il exerce son autorité et de nationaliser partiellement des entreprises industrielles au sein desquelles les intérêts de ressortissants helvétiques sont nombreux, il conviendrait de nommer Max Troendle, jusqu'ici Attaché commercial à la Légation de Suisse à Rome, en Italie du Nord dans la fonction de Délégué plénipotentiaire.
170	5.7.1944 L	DJP (Rothmund) à DJP (v. Steiger)	Précipitation des événements militaires et politiques en Italie du Nord. Prévision d'un flot de fugitifs se pressant aux frontières. Le cas d'une demande d'asile politique de Mussolini peut se poser. Les exemples donnés par Alfieri, Edda Ciano et Bastianini montrent les inévitables lenteurs de la procédure. Concernant Mussolini, il conviendrait de décider à l'avance, même si cela paraît contraire à l'usage. Le cas de Mussolini est complexe, car il s'était montré bienveillant à l'égard de la Suisse et ne saurait être identifié à ceux de Laval, Darnand, voire Hitler, Goering, Himmler ou Goebels, auxquels tout refuge en Suisse doit être absolument refusé.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
225	8.9.1944 L	DPF (Kohli) à Zurich (Banque nationale)	Pour des raisons de principes diplomatiques, le Département politique ne peut donner suite à la demande de la Direction générale de la Banque nationale, qui voudrait que la Suisse intervienne officiellement en faveur d'Azzolini, ancien Gouverneur de la Banque d'Italie, ami de notre pays, emprisonné et menacé d'un procès. Un précédent de cette nature serait contraignant et fâcheux.
249	4.10.1944 L	Milan (Brenni) à DPF (Bonna)	Concernant le soulèvement des patriotes de la vallée d'Ossola, il convient de se montrer discret: une action punitive de grand style est projetée par les Allemands; il ne faut pas que la sympathie compréhensive et l'aide matérielle apportée aux partisans ne compromettent les intérêts suisses en Italie du Nord. Il est possible que Dona Rachele Mussolini, accompagnée de sa fille Anna-Maria, et la veuve de Bruno Mussolini avec un enfant de 3 ans se présentent à la frontière.
251	7.10.1944 L	Milan (Brenni) à DPF (Bonna)	Entretien de Brenni avec le Professeur Bicchierai, collaborateur du Cardinal Schuster. L'action militaire allemande contre les partisans de la vallée d'Ossola est en cours. Appel à la prudence concernant l'aide morale et matérielle de la part de la Suisse. Pourparlers entre le commandement militaire allemand quant au maintien intact des installations industrielles en cas d'évacuation de l'Italie du Nord. Atrocités allemandes et néofascistes confirmées.
A	9.10.1944 RP	Lugano (Troendle) à DPF (Pilet-Golaz)	La population de l'Italie du Nord, en majorité favorable aux Alliés, est abattue par le ralentissement des opérations militaires. Côté des partisans, il y a également des atrocités commises. Le danger d'un coup d'Etat communiste n'est pas à écarter. La question d'une demande d'asile en Suisse par des notables néofascistes ou pour leur famille reste posée.
253	11.10.1944 L	DEP (Hotz) à DPF (Kohli)	Négociations entre la Division du Commerce et la Légation royale d'Italie accompagnée d'un représentant des autorités provisoires de la vallée d'Ossola. Projet d'échanges de nature économique profitant à la Suisse et aux partisans.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
274	30.10.1944 RP	Lugano (Troendle) à DPF (Pilet-Golaz)	Plaintes formulées de manière correcte par le préfet néofasciste de Côme au sujet de l'attitude suisse envers les partisans de la vallée d'Ossola. Les représentants de la Légation royale d'Italie à Berne se sont rendus dans la vallée, de même que le Conseiller d'Etat tessinois Canevascini, qui aurait prononcé une harangue de tendance socialiste. Reproches aussi concernant l'attitude de la presse suisse, trop favorable au soulèvement.
332	9.1.1945 PV	Conférence interne	Protestation de la Légation royale d'Italie au cas où la Suisse débloquerait certains crédits italiens en faveur du Gouvernement néofasciste; réponse qu'il s'agit d'un contrôle et non d'un blocage. Concernant certaines parties de l'Italie du Nord, la Suisse continue de traiter par le clearing avec l'Istcambi de Brescia, qui, à côté de l'Istcambi de Rome peut être reconnue, puisqu'il s'agit de deux organisations de droit privé. Impossible d'oublier qu'environ 10 000 Suisses vivent encore en Italie du Nord. Par ailleurs, il faut éviter de froisser le Gouvernement de Rome. Retarder les décisions.
A	1.12.1944 No	DPF (Hess)	Crédit bancaire accordé à l'Italie en relation avec les négociations économiques. Rappel du contrat du 2.9.1940 complété les 15.8.1941, 31.7.1942 et 29.1.1943. Rappel de la remise le 20.4.1944 de 891 lingots d'or par la Banca d'Italia à la Banque nationale suisse. Rappel enfin des décisions prises le 20.5.1944 lors des entretiens entre les représentants de la Banque nationale suisse et de l'Istcambi.
401	27.3.1945 Circulaire	DJP aux Départements cantonaux de police	Eu égard aux intérêts suisses importants en Italie du Nord, le Département fédéral de Justice et Police communique aux Cantons que le Département politique fédéral a accordé à un Délégué commercial du Gouvernement néofasciste d'exercer des fonctions consulaires pour les Italiens demeurés dans notre pays et qui s'affirment néofascistes. Ces derniers ne seront pas inquiétés s'ils s'abstiennent de toute activité politique.
423	21.4.1945 No	DPF (Stucki)	Justification de la décision prise d'interdire aux Italiens résidant en Suisse de voler au secours des partisans italiens, une attitude officielle contraire pouvant gravement nuire aux Suisses établis en Italie du Nord. Précision que la mesure n'est que provisoire.

Cf. aussi

II.10.1.1. France. Régime de Vichy. Relations politiques, N° 5.
II.10.1.2. France. Régime de Vichy. Relations économiques, N° 194.
II.24.3. Internés soviétiques en Suisse, N° 103.
III.1.1. Négociations économiques avec l'Allemagne, N° 70.
III.2.1. Négociations économiques avec les Alliés, N° 44.
III.2.2. Négociations financières avec les Alliés, N^os^ 73, 221.
III.5. Transit, N^os^ 36, 138, 273, 307.
IV.2. Réfugiés, internés et prisonniers de guerre, N^os^ 4, 6, 38, 41, 168, 172, 284.
IV.4. Relations avec le CICR, N° 383.
V. Politique militaire, N^os^ 2, 149, 392, 403.

II.16. JAPON

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
12	1.10.1943 L	DPF (Kohli) à DEP, à BNS, à OSC et au Vorort de l'USCI	Dans le double but de favoriser le rapatriement des avoirs suisses gelés au Japon et de financer les activités de la Division des intérêts étrangers, des négociations se déroulent à Tokyo. Les autorités économiques suisses sont consultées à ce sujet.
115	5.4.1944 AM	Londres (Délégation économique suisse) à Londres (Foot et Riefler)	Malgré les promesses des Alliés, le Conseil fédéral refuse de suspendre les exportations suisses vers le Japon.
177	20.7.1944 T	Tokyo (Gorgé) à DPF (Pilet-Golaz)	La situation du Japon en guerre devient toujours plus dramatique.
399	19.3.1945	DPF à Berne (Légation du Japon)	Le Département politique regrette la réponse négative des autorités japonaises à un aide-mémoire de l'Association suisse des Banquiers et espère que la reprise du service de la dette extérieure japonaise pourra être négociée.
433	27.4.1945 PVCF	Conseil fédéral	La Légation de Suisse au Japon se trouve de plus en plus entravée dans son activité; des Suisses ont été tués ou lésés. Protestation diplomatique de la Suisse.

Cf. aussi

III.2.1. Négociations économiques avec les Alliés, N° 68.

II.17. LIECHTENSTEIN

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
375	22.2.1945 L	DMF (Kobelt) à DPF (Petitpierre)	Le déplacement des fronts militaires dans les Alpes nécessite de préciser la manière dont les douaniers et militaires suisses réagiraient en cas d'invasion du Liechtenstein.

Cf. aussi

N° 261, note 13.
III.2.3. Négociations avec les Alliés à Berne en février et mars 1945, N° 402.

II.18. NORVÈGE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
187	28.7.1944 AM	DPF (Pilet-Golaz) à Berne (Koren)	Le Chef du Département politique expose au Ministre de Norvège à Berne les démarches entreprises en faveur des étudiants et des professeurs de l'Université d'Oslo. La Légation de Suisse à Berlin collabore avec le CICR afin de venir en aide aux étudiants déportés à Buchenwald.
A	12.7.1944 L	Berlin (Frölicher) à DPF (Pilet-Golaz)	Précisions sur les délégations du CICR en Hongrie et à Buchenwald.

Cf. aussi

II.22. Suède, N° 46.
III.1.2. Relations financières avec l'Allemagne, N° 193.

II.19. PAYS-BAS

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
231	15.9.1944 T	Washington (Straessle) à DPF (Bonna)	Résultats de l'entretien du Conseiller financier de la Légation suisse à Washington avec les représentants d'une délégation néerlandaise. Les Pays-Bas accepteront les décisions de Bretton-Woods. Ils seraient intéressés par l'ouverture d'un crédit en Suisse, crédit financé par des milieux privés. Une politique analogue pourrait être pratiquée envers la France, la Belgique, le Danemark et la Norvège, ce qui faciliterait les exportations. Pour l'importation de produits suisses, l'Allemagne d'après-guerre sera hors course pendant quelques années. Concernant la Banque de reconstruction et de développement, sa mise sur pied se fera incessamment.
250	7.10.1944 L	DEP (Stampfli) à Zurich (Banque nationale)	Confirmation que l'Union de Banques Suisses, la Société de Banque Suisse et le Crédit Suisse ont l'intention d'ouvrir à Londres, au profit du Gouvernement néerlandais, un crédit de 3 ans d'une valeur de 13 577 000 francs, destinés au financement des exportations de Sulzer. Concernant l'ouverture de crédits supplémentaires, la prudence s'impose tant que l'on ignore quel régime de devise le Gouvernement hollandais appliquera et quelles sont ses réserves en devises et en or.
A	30.1.1945 PVCF	Conseil fédéral	Décision d'accorder un crédit de 50 millions au Gouvernement néerlandais.
366	16.2.1945	DPF (Kohli) à Londres (Légation de Suisse)	Rappel des raisons qui expliquent la décision du Conseil fédéral de couvrir à 85 % le risque d'un crédit de 50 millions ouvert en faveur du Gouvernement néerlandais. Nécessité de réactiver et de réorganiser les échanges commerciaux entre les deux pays.

Cf. aussi

II.3. Belgique, N° 325.
IV.2. Réfugiés, internés et prisonniers de guerre, N° 172.
IV.3. Attitude de la Suisse à l'égard des Juifs, N° 361.

II.20. POLOGNE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
19	13.10.1943 No	DPF (Pilet-Golaz)	Le Chargé d'Affaires de Pologne en Suisse envisage avec le Chef du Département politique la libération des internés polonais et les perspectives de l'après-guerre.
411	11.4.1945 L	DPF (DAE) à Paris (Schlatter)	L'évolution générale de la situation rend nécessaire des entretiens avec le Gouvernement français pour mettre fin à l'internement en Suisse de la division polonaise du 45e corps d'armée français.
435	28.4.1945 L	DPF (Stucki) à DPC (Celio)	Un délégué officieux du Gouvernement polonais de Lublin a pris la parole sur les ondes de Radio-Genève, ce qui tranche avec la politique de neutralité qui empêche les représentants d'Etats belligérants de diffuser des informations. L'incident est d'autant plus fâcheux que les autorités soviétiques critiquent la Suisse.

Cf. aussi

II.9.1. Etats-Unis d'Amérique. Relations politiques, N° 128.
IV.2. Réfugiés, internés et prisonniers de guerre, N° 135.
IV.3. Attitude de la Suisse à l'égard des Juifs, N°s 20, 219.
IV.5. Activités d'entraide internationale, N° 271.

II.21. ROUMANIE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
28	27.10.1943 L	DEP (Werthmüller) à DPF (Kohli)	Service des intérêts de la dette publique roumaine. Les Roumains n'ayant pu honorer le paiement des coupons relatifs aux emprunts d'Etat depuis le 1.4.1941, l'Association demande que les personnes lésées soient dédommagées. Refus provisoire de la Division du Commerce. Des négociations avec les puissances alliées ont entraîné une réduction des échanges avec les pays de l'Axe et leurs satellites. L'importation du pétrole roumain est indispensable à la Suisse.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
50	6.12.1943 RP	Bucarest (de Weck) à DPF (Pilet-Golaz)	Entretien du Ministre de Suisse et du Maréchal Antonesco au sujet des problèmes économiques et des Roumains qui désireraient s'établir en Suisse.
78	5.2.1944 RP	Bucarest (de Weck) DPF (Pilet-Golaz)	Il n'est pas certain que l'URSS s'en prenne, le cas échéant, aux ressortissants suisses établis en Roumanie; elle ne l'a pas fait en Iran. En l'absence de relations diplomatiques entre l'URSS et la Confédération, le Gouvernement de Moscou n'acceptera pas que les intérêts de nos compatriotes soient protégés par un Etat tiers.
79	5.2.1944 L	DPF (Bonna) à Bucarest (de Weck)	Rapport au sujet de la question juive dans les relations germano-roumaines. Depuis 1943, les persécutions antisémites se sont atténuées pour des raisons politiques et humanitaires. Difficultés surgies entre le Gouvernement roumain et les Allemands, qui exigent ou imposent des représailles. Préoccupation de la Délégation du Comité international de la Croix-Rouge.
89	24.2.1944 L	Zurich (Banque nationale) à DPF	Accord germano-roumain portant sur la livraison par ce dernier pays de 500 000 tonnes de céréales pour la somme de 150 millions de francs suisses déposés dans notre pays et que l'Allemagne aurait acquis par des livraisons d'or. Pratique discutable: il serait préférable que les Roumains acceptent directement l'or allemand en paiement. Au cas où une partie des céréales serait livrée à la Suisse, le problème se poserait différemment.
145	1.6.1944 L	DEP (Stampfli) à DPF (Pilet-Golaz)	Définition de la politique décidée envers la requête roumaine de transférer un dépôt d'or d'une valeur d'environ 100 millions de francs en Suisse.
205	21.8.1944 RP	Mogosoea (de Weck) à DPF (Pilet-Golaz)	Résumé des entretiens qui se sont tenus en Allemagne entre le Maréchal Antonesco, Mihai Antonesco, Ribbentrop et Hitler.
321	23.12.1944 L	Bucarest (de Weck) à DPF (Pilet-Golaz)	Notice sur la situation politique et militaire roumaine et les perspectives d'avenir concernant des investissements suisses dans ce pays depuis l'occupation militaire soviétique.
A	21.12.1944 R	Légation de Suisse en Roumanie	Estimation de l'importance des capitaux suisses en Roumanie.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
338	12.1.1945 RP	Bucarest (de Weck) à DPF (Petitpierre)	Rapport pessimiste quant à une éventuelle amélioration des relations entre l'URSS et la Suisse. Difficultés rencontrées par la Légation de Suisse à Bucarest.
419	18.4.1945 RP	Bucarest (de Weck) à DPF (Petitpierre)	Les Soviétiques tolèrent la présence en Roumanie des diplomates neutres qui s'y trouvaient au moment où ils occupaient le pays ainsi que celle des missions aliiées qui s'établirent à peu près en même temps qu'eux, mais ils s'opposent, en principe, à toute arrivée de représentants nouveaux.

Cf. aussi

II.13.2. Hongrie. Relations économiques, N° 309.
III.1.1. Négociations économiques avec l'Allemagne, N° 70.
III.1.2. Relations financières avec l'Allemagne, N° 193.
IV.2. Réfugiés, internés et prisonniers de guerre, N° 161.
V. Politique militaire, N° 149.

II.22. SUÈDE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
32	1.11.1943 RP	Stockholm (Dinichert) à DPF (Pilet-Golaz)	Dans tout le Danemark, l'agitation persiste et se propage. Actes de sabotage divers. La police danoise refuse d'intervenir tant que les résistants sont justiciables de cours allemandes. Début des représailles contre les Juifs, 7000 réfugiés danois en Suède.
46	1.12.1943 RP	Stockholm (Dinichert) à DPF (Pilet-Golaz)	Fermeture de l'Université d'Oslo et arrestation des professeurs et étudiants. Protestation officielle de la Suède.
100	17.3.1944 RP	Stockholm (Dinichert) à DPF (Pilet-Golaz)	Les Anglo-Saxons accentuent leurs pressions sur les neutres. L'URSS renforce ses positions.
111	31.3.1944 PVCF	Conseil fédéral	Décision concernant les relations économiques entre la Suède et la Suisse.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
239	20.9.1944 RP	Stockholm (Dinichert) à DPF (Pilet-Golaz)	Entretien de Dinichert avec le Ministre des Affaires étrangères de Suède. Ils débattent longuement de la préoccupante question des pressions économiques des Anglo-Américains sur les Etats neutres, sort commun réservé aux deux pays. Difficultés apparues dans les relations bilatérales dans le domaine des activités humanitaires.
265	20.10.1944 RP	Stockholm (Dinichert) à DPF (Pilet-Golaz)	Hésitation des autorités suédoises quant à la politique à appliquer envers les démarches d'asile des «criminels de guerre» ou prétendus tels. Problèmes surgis quant à une éventuelle reconnaissance dans les pays de l'Est des Gouvernements installés par les Soviétiques.
285	7.11.1944 RP	Stockholm (Dinichert) à DPF (Pilet-Golaz)	Entretien avec le Ministre des Affaires étrangères de Suède sur l'échange de notes russo-suisses portant sur une éventuelle reprise des relations diplomatiques entre les deux pays.
291	11.11.1944 RP	Stockholm (Dinichert) à DPF (Pilet-Golaz)	Raisons données par les autorités soviétiques pour justifier la réponse négative russe à l'ouverture suisse en vue de reprendre des relations diplomatiques entre les deux pays.
300	23.11.1944 RP	Stockholm (Dinichert) à DPF (Pilet-Golaz)	Appréciation du Ministre de Suède à Moscou sur le refus des Soviétiques de renouer avec la Suisse. Il pourrait s'agir d'un «non» provisoire.

Cf. aussi

II.9.1. Etats-Unis d'Amérique. Relations politiques, N° 234.
II.10.1.2. France. Régime de Vichy. Relations économiques, N° 194.
II.13.1. Hongrie. Relations politiques, N° 133.
III.1.1. Négociations commerciales avec l'Allemagne, N° 107.
III.1.2. Relations financières avec l'Allemagne, N° 193.
III.5. Transit, N° 138.
IV.3. Attitude de la Suisse à l'égard des Juifs, N°s 280, 292, 356, 357.
V. Politique militaire, N°s 149, 152.
VI. L'après-guerre et les organisations internationales, N° 154.

II.23. TCHÉCOSLOVAQUIE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
355	5.2.1945 T	DPF à Londres (Ruegger)	Le Département politique a le très vif désir de reprendre des relations diplomatiques avec la Tchécoslovaquie, mais il faut tenir compte des colonies et des intérêts matériels de la Suisse en Slovaquie.
380	27.2.1945 PVCF	Conseil fédéral	Il y a lieu de reconnaître dès maintenant le Gouvernement tchécoslovaque et de notifier au Chargé d'affaires de Slovaquie à Berne que la Suisse ne peut plus reconnaître l'Etat slovaque.
429	25.4.1945 L	DEP (Hotz) à DPF (Stucki)	La Tchécoslovaquie est, dans le passé et dans l'avenir, un marché important pour la Suisse. Les autorités suisses sont, en principe, d'accord de favoriser les exportations en octroyant un crédit.

Cf. aussi

I.2. Commissions fédérales compétentes pour les relations internationales, N° 229.
II.13.2. Hongrie. Relations économiques, N° 309.
II.19. Pays-Bas, N° 231.
III.1.2. Relations financières avec l'Allemagne, N° 193.
IV.3. Attitude de la Suisse à l'égard des Juifs, N° 208.
V. Politique militaire, N° 149.

II.24.1. UNION SOVIÉTIQUE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
67	10.1.1944 Proposition	DEP (Stampfli) au Conseil fédéral	Proposition relative aux relations économiques entre la Suisse et l'URSS.
198	14.8.1944 Proposition	DEP (Stampfli) au Conseil fédéral	Proposition d'envoi d'une mission économique non-officielle en URSS.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
352	31.1.1945 L	DEP (Ebrard) à DEP (Stampfli), à DPF (Petitpierre), à la DC du DEP (Hotz), à la DAE du DPF (Stucki)	Etat et évolution des rapports économiques avec l'URSS.

Cf. aussi

II.10.1.2. France. Régime de Vichy. Relations économiques, N° 194.
II.13.2. Hongrie. Relations économiques, N° 309.
II.21. Roumanie, N° 321.

II.24.2. UNION SOVIÉTIQUE – REPRISE DES RELATIONS DIPLOMATIQUES

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
98	15.3.1944 T	Londres (Rezzonico) à DPF (Pilet-Golaz)	Neutralité helvétique très bien comprise par l'opinion publique en Angleterre. Alliance russo-britannique prise très au sérieux. Contacts avec membres Ambassade russe à Londres très difficiles à établir.
110	30.3.1944 T	Londres (Rezzonico) à DPF (Pilet-Golaz)	Entrevue entre Rezzonico et Libedeff, Ambassadeur soviétique auprès des Gouvernements alliés, chargé des questions d'Europe occidentale. Sans prendre position au sujet d'une éventuelle reprise des relations diplomatiques entre les deux pays, Moscou semble souhaiter que la Suisse soumette une proposition concrète.
113	1.4.1944 T	DPF (Pilet-Golaz) à Londres (Rezzonico)	Concernant une éventuelle reprise des relations diplomatiques avec la Russie, l'affaire pourra être menée lorsque le Conseil fédéral enverra un Ministre à Londres, porteur d'instructions discrètes. Dans l'attente, nécessité d'être en possession d'un rapport verbal et complet sur les sondages préliminaires.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
146	1.6.1944 T	DPF (Pilet-Golaz) à Washington (Bruggmann)	Maladie de Ruegger retarde son départ pour Londres à la tête de la Légation de Suisse. En attendant, Bruggmann, à Washington, est prié de resserrer ses relations personnelles avec l'Ambassadeur soviétique et d'échanger avec lui, à titre privé et confidentiel, des vues sur les relations futures entre la Russie et la Suisse.
232	15.9.1944 L	DPF à Berlin (Frölicher)	Soucis quant au sort réservé aux ressortissants suisses établis en Prusse orientale en cas d'occupation par l'armée soviétique. Impossibilité de nouer des contacts avec les autorités russes à ce sujet. Acceptation du Gouvernement anglais de défendre les intérêts suisses en Prusse orientale. Souhait du Gouvernement fédéral de normaliser nos relations avec la Russie.
257	13.10.1944 AM	Londres (Ruegger) à Londres (Ambassade de l'Union soviétique)	Aide-mémoire. Désir sincère de renouer avec la Russie. Certitude qu'il s'agit d'un vœu du Gouvernement, des Chambres et du peuple. Rappel que certains rapports techniques ont toujours existé. Rappel encore des accords conclus lors de l'invasion de la Russie par le Reich. Souhait que les représentants suisses puissent accomplir leur mission dans les territoires occupés par l'armée soviétique. Désir que des rapports soient renoués définitivement peu de temps après les relations normales établies avec les puissances alliées.
277	1.11.1944 AM	Londres (Ambassade de l'Union soviétique) à Londres (Ruegger)	Refus de l'URSS de rétablir les relations diplomatiques avec la Suisse tant que le Conseil fédéral n'aura pas désavoué sa politique profasciste, contraire aux vieilles traditions démocratiques.
288	10.11.1944 PVCF	Conseil fédéral	Démission du Conseiller fédéral Pilet-Golaz: raisons données. Regrets du Gouvernement.
A1	10.11.1944 Communiqué	Conseil fédéral	Publication de la lettre de démission.
A2	10.11.1944 T	DPF à Washington (Bruggmann)	Réactions de la presse suisse. Continuité de la politique étrangère.
310	8.12.1944 T	DPF (Pilet-Golaz) à Londres (Bruggmann)	En dépit de sa démission, Pilet-Golaz prépare la suite d'éventuels pourparlers avec l'URSS.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
422	20.4.1945 L	DPF (Petitpierre) à DJP (von Steiger)	Concerne la revue Schweiz-Sowjetunion. Réserves du Conseil fédéral à l'égard d'une reprise des relations diplomatiques avec la Russie en raison des attaques de la radio et de la presse soviétique envers la Suisse et des brimades de toutes espèces dont des ressortissants helvétiques en Hongrie ont été l'objet. Par ailleurs, résultat négatif des interventions alliées en faveur de la Suisse.

Cf. aussi

I.2. Commissions fédérales compétentes pour les relations internationales, N° 229.
II.1. Allemagne, Relations politiques, N° 295.
II.5. Chili, N° 147.
II.9.1. Etats-Unis d'Amérique. Relations politiques, N° 305.
II.11.1. Grande-Bretagne. Relations politiques, N° 344.
II.21. Roumanie, N^os^ 338, 419.
II.22. Suède, N^os^ 285, 291, 300.
III.2.2. Négociations financières avec les Alliés, N° 143.
IV.2. Réfugiés, internés et prisonniers de guerre, N° 168.
V. Politique militaire, N^os^ 149, 345.
VI. L'après-guerre et les organisations internationales, N^os^ 154, 272.

II.24.3. UNION SOVIÉTIQUE – INTERNÉS SOVIÉTIQUES

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
103	22.3.1944 CR	DPF (de Haller)	Problèmes relevant de l'organisation de cours de cadres pour l'aide d'après-guerre. D'éventuels secours aux enfants russes proposés à la Croix-Rouge pour l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière.
127	6.5.1944 L	DPF (Bonna) à Commissariat à l'Internement et à l'Hospitalisation (Chauvet)	Décision concernant le désir manifesté par les prisonniers de guerre évadés russes de quitter la Suisse pour gagner le maquis. Les soldats russes sont libres de le faire, mais ne peuvent compter sur aucune espèce d'aide de la part de notre pays.
209	28.8.1944 No	DPF (Bonna)	Vive agitation parmi les prisonniers de guerre évadés russes, qui voudraient gagner les régions françaises libérées à la frontière sud-ouest de la Suisse. Décision de ne point favoriser les partisans communistes français, mais de tolérer quelques départs symboliques pour faire patienter les restants.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
254	12.10.1944 L	DMF (Kobelt) à DPF (Pilet-Golaz) et DJP (von Steiger)	Refus du Département militaire de modifier la décision prise de refouler les cosaques de Vlassov qui combattent dans l'armée allemande. Pilet-Golaz ne se prononce pas, car il regrette de ne pas avoir été informé en son temps de cette mesure, qui concerne aussi le Département politique.
354	5.2.1945 L	DJP (von Steiger) à DPF (Petitpierre)	Jusqu'en 1942, les prisonniers de guerre soviétiques en Allemagne qui tentaient de s'enfuir dans notre pays ont été refoulés. Depuis cette année, ils ont été acceptés. Aucun prisonnier russe évadé n'a été remis aux autorités allemandes.

Cf. aussi

II.22. Suède, N° 265.
IV.2. Refugiés, internés et prisonniers de guerre, N^os^ 266, 284.
IV.3. Attitude de la Suisse à l'égard des Juifs, N° 299.

II.25. YOUGOSLAVIE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
322	26.12.1944 L	Belgrade (Schaerer) à DPF (Bonna)	Les partisans du Maréchal Tito sont mal disposés à l'égard de la Suisse en raison, semble-t-il, du mauvais traitement infligé aux internés yougoslaves révolutionnaires. La Yougoslavie nouvelle ne reconnaîtrait pas l'exterritorialité des bâtiments des légations étrangères. Les Délégués de la Croix-Rouge internationale ont été mal reçus. Auprès du Maréchal Tito, presque toutes les puissances ne sont représentées que par des missions militaires.
353	2.2.1945 T	DPF à Sofia (Légation de Suisse)	La politique du Conseil fédéral consiste à bloquer les comptes financiers étrangers ouverts en Suisse en cas de doute sur leur provenance ou leur légitimité. L'accusation en vertu de laquelle la Suisse aurait favorisé une propagande contre le Maréchal Tito ne repose sur rien. Pour l'instant, seul le Gouvernement royal peut être reconnu. Contacts maintenus avec le Maréchal Tito sur la base de rapports de fait.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
369	19.2.1945 L	DPF (Stucki) à Belgrade (Schaerer)	Rappel qu'en 1941 la Légation de Suisse à Belgrade a été fermée sur ordre des autorités allemandes et que les intérêts de la Suisse, comme des pays qui lui avaient demandé de les représenter, ont été défendus par la Chancellerie consulaire. Cette mesure doit être maintenue sous réserve qu'il n'y ait point de contrôle et de censure des dépêches envoyées à Berne. Les incidents mineurs dans les camps d'internés yougoslaves sont dus à la tension qui règne entre partisans et adversaires du Maréchal Tito.
378	23.2.1945 No	DPF (Stucki) à DPF (Petitpierre)	Information d'un ressortissant suisse habitant depuis plusieurs années à Belgrade et Délégué-adjoint de la Croix-Rouge internationale, selon laquelle des internés yougoslaves passés de Suisse en France se seraient plaints du traitement infligé dans notre pays. Pour des raisons politiques, il apparaît hautement souhaitable que les plaintes au sujet du traitement des internés yougoslaves et russes cessent complètement.
408	6.4.1945 PVCF	Conseil fédéral	Nomination d'Eduard Zellweger au poste de Ministre de Suisse à Belgrade. La demande de la reprise des rapports diplomatiques normaux a été présentée par les autorités yougoslaves.
428	24.4.1945 L	DPF (Stucki) au Commissariat fédéral à l'Internement et à l'Hospitalisation	Protestations du Chargé d'Affaires de Yougoslavie à Berne contre le fait que certains officiers yougoslaves internés en Suisse franchiraient la frontière italienne pour rejoindre les partisans anti-communistes dans la région de Trieste. Rappel qu'en vertu de la Convention de La Haye, la Suisse ne peut empêcher les prisonniers de guerre de quitter la Suisse.

Cf. aussi

I.2. Commissions fédérales compétentes pour les relations internationales, N° 229.
II.24.3. Internés soviétiques en Suisse, N° 103.
IV.2. Internés, réfugiés et prisonniers de guerre, N°s 38, 284.
IV.3. Attitude de la Suisse à l'égard des Juifs, N° 219.

III. RELATIONS ÉCONOMIQUES INTERNATIONALES

III.1.1. ALLEMAGNE – RELATIONS ÉCONOMIQUES

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
16	12.10.1943 Circulaire	Vorort de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie à ses membres	Exposé sur l'accord commercial et financier signé avec l'Allemagne le 1er octobre 1943.
47	2.12.1943 L	Berlin (Zehnder) à DEP (Hotz)	Informations sur les discussions entre les responsables allemands sur les perspectives des relations germano-suisses en 1944.
52	7.12.1943 L	Berne (Köcher) à DPF (Pilet-Golaz)	Le Gouvernement allemand est mécontent de l'attitude du Gouvernement suisse dans les négociations pour appliquer l'accord du 1er octobre 1943.
58	17.12.1943 PV	Commission mixte germano-suisse	Discussion sur de nouvelles négociations économiques entre la Suisse et l'Allemagne.
64	4.1.1944 PVCF	Conseil fédéral	Des solutions provisoires sont approuvées afin de maintenir les relations économiques avec l'Allemagne et les pays occupés en tenant compte des pressions alliées.
70	20.1.1944 PV	Délégation suisse	Assemblée plénière de la Délégation suisse pour mettre au point la ligne de conduite pour les prochaines négociations économiques avec l'Allemagne.
71	21.1.1944 L	Zurich (Koenig) à DEP (Hotz)	Par l'intermédiaire du dirigeant d'une compagnie suisse d'assurance, le Chef du Département de l'Economie publique explique à un responsable allemand les mesures décidées par le Conseil fédéral.
93	6.3.1944 T	Londres (Délégation économique) à DEP (Hotz)	Les Alliés posent des conditions à l'octroi par la Suisse de crédits supplémentaires au clearing germano-suisse.
107	27.3.1944 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral approuve les accords germano-suisses du 24 mars 1944.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A	21.3.1944 T	DEP (Hotz) à Londres et Washington (Légations de Suisse)	Résultat des négociations commerciales avec l'Allemagne.
108	29.3.1944 Circulaire	Vorort de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie	Exposé sur l'échange des marchandises et le règlement des paiements avec l'Allemagne.
156	12.6.1944 PVCF	Conseil fédéral	Instructions du Conseil fédéral pour les négociations économiques avec l'Allemagne.
176	19.7.1944 No	DPF (Kohli) à DPF (Hohl)	Opportunité de faire des réserves quant au transit de bauxite entre la France et l'Allemagne.
180	22.7.1944 No	DPF	Difficultés dans les négociations économiques avec l'Allemagne.
183	25.7.1944 No	DPF (Kohli)	Accord dans les négociations économiques entre la Suisse et l'Allemagne.
211	28.8.1944 No	DPF (Kohli)	Changements dans le fonctionnement du contre-blocus allemand provoqués par l'occupation de la Haute-Savoie et du Pays de Gex par les Forces françaises libres.
223	7.9.1944 T	DEP (Hotz) à Berlin (Légation de Suisse)	Modifications dans les relations économiques entre la Suisse et l'Allemagne du fait de la caducité du contre-blocus.
246	3.10.1944 PVCF	Conseil fédéral	Nouvel accord économique entre la Suisse et l'Allemagne.
350	27.1.1945 No	DPE (Schneider)	Problèmes liés à la question des livraisons allemandes à la Suisse et du transit Nord-Sud.
367	16.2.1945 PVCF	Conseil fédéral	Décision d'adopter un arrêté sur le blocage des avoirs allemands en Suisse.
368	17.2.1945 No	DPF (Stucki)	Entretien de W. Stucki avec le Ministre Schnurre sur la liquidation des relations économiques germano-suisses.

Cf. aussi

II.9.2. Etats-Unis d'Amérique. Relations économiques, N° 102.
II.10.1.2. France. Régime de Vichy. Relations économiques, N° 194.
II.13.2. Hongrie. Relations économiques, N° 309.
III.2.1. Négociations économiques avec les Alliés, N^os^ 9, 23, 35, 37, 44.
III.2.3. Négociations avec les Alliés à Berne en février et mars 1945, N° 377.
III.5. Transit. Table méthodique.

III.1.2. RELATIONS FINANCIÈRES AVEC L'ALLEMAGNE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
15	9.10.1943 L	Zurich (Banque nationale) à DFD (Wetter)	Exposé de la politique de l'or de la Banque nationale.
A1	22.7.-27.8. 1943 PV	Comité et Conseil de la Banque nationale	Extraits des procès-verbaux des organes dirigeants de la Banque nationale au sujet des achats d'or à la Reichsbank.
A2	19.11.1943 L	DFD (Wetter) à Zurich (Banque nationale)	Accord du Conseil fédéral avec les principes de la politique de l'or de la Banque nationale.
181	22.7.1944 R	Zollikon (Schindler) à Zurich (Banque nationale)	Avis de droit relatif aux achats d'or allemand par la Banque nationale.
193	7.8.1944 L	Zurich (Banque nationale) à DPF (Pilet-Golaz)	Exposé de la politique de l'or de la Banque nationale.
221	5.9.1944 L	Zurich (Banque nationale) à DPF	Prise de position de la Banque nationale sur les exigences américaines concernant les achats d'or allemand par la Banque.
301	24.11.1944 T	DPF à Londres et Washington (Légations de Suisse)	Projet de télégramme exposant les principes de la politique monétaire suisse.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
442	21.6.1945 L	Zurich (Banque nationale) à DPF (SCIPE)	Estimation des reprises de dollars et d'or allié par la Banque nationale et évolution des réserves de cette dernière.
443	19.7.1945 No	DPF (Junod) à DPF (Kohli)	En réponse aux critiques alliées, la Banque nationale justifie sa politique monétaire de 1940 à 1945. Cet exposé pose des problèmes politiques.
444	4.9.1945 No	DPF (de Rahm) à DPF (Stucki)	Etat des réserves de la Banque nationale et mouvements d'or pendant la guerre.
A1	Tableau		Réserves d'or au 30 juin 1945.
A2	Tableau		Mouvements d'or du 1er janvier 1939 au 30 juin 1945.
445	26.11.1945 No	DPF à Washington (Légation de Suisse)	Explication des statistiques sur l'évolution du stock d'or de la Banque nationale pendant la guerre.
446	16.5.1946 R	Zurich (Banque nationale)	Politique de l'or de la Banque nationale pendant la guerre.
447	11.6.1946 L	Berne (Rossy) à DFD (Reinhardt)	Politique de l'or de la Banque nationale pendant la guerre.
A	(s.d.) No	Banque nationale (Rossy)	Politique monétaire de la Banque nationale pendant la guerre.

Cf. aussi

II.9.2. Etats-Unis d'Amérique. Relations économiques, N° 118.
II.10.2.1. France gaulliste. Relations politiques, N° 315.
III.2.1. Négociations économiques avec les Alliés, Nos 9, 65.
III.2.2. Négociations financières avec les Alliés, N° 167.
III.2.3. Négociations avec les Alliés à Berne en février et mars 1945, Nos 377, 379.
V. Politique militaire, N° 150.

III.2.1. NÉGOCIATIONS ÉCONOMIQUES AVEC LES ALLIÉS

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
9	30.9.1943 AM	Berne (Conseil fédéral) à Londres (Foot et Riefler)	Explication pour les Gouvernements anglais et américain à propos du commerce extérieur suisse.
23	15.10.1943 T	Londres (Thurnheer) à DPF	Réponse de Foot aux aide-mémoires suisses.
26	23.10.1943 T	DEP à Washington (Légation de Suisse)	Mécontentement de la Suisse à propos de la politique des listes noires alliées.
31	1.11.1943 L	DJP (von Steiger) à DPF (Pilet-Golaz) et DEP (Stampfli)	Problème de l'inscription de la firme Sulzer sur les listes noires.
35	4.11.1943 PVCF	Conseil fédéral	Arrêté à propos des listes noires.
37	12.11.1943 PVCF	Conseil fédéral	Nouvelles mesures commerciales suisses.
44	24.11.1943 PV	Commission mixte	Etat des négociations économiques avec les Alliés.
61	29.12.1943 T	DEP (Keller) à Londres et Washington (Légations de Suisse)	Urgence de faire comprendre aux Alliés la nécessité d'un accord économique germano-suisse.
65	5.1.1944 PV	Commission mixte	Etat des négociations avec les Alliés.
68	11.1.1944 PVCF	Conseil fédéral	Etat des négociations avec les Alliés.
186	27.7.1944 No	Londres (Ruegger)	Entretien de Ruegger avec Lord Selborne sur le rôle de la Suisse pendant la guerre et après la guerre.
216	30.8.1944 PVCF	Conseil fédéral	Etat des négociations économiques et conclusion d'un accord économique avec les Alliés.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
236	18.9.1944 AM	Berne (Légations des Etats-Unis et de Grande-Bretagne) à DPF	Exigences alliées relatives aux exportations suisses vers l'Axe.
240	23.9.1944 T	DEP (Keller) à Londres (Légation de Suisse)	Réponse suisse aux exigences alliées: interdiction d'exportation d'armes et de matériel de guerre, nouvelles mesures concernant le blocus et le contre-blocus.

Cf. aussi

II.10.2.2. France gaulliste. Relations économiques, N° 296.
II.11.1. Grande-Bretagne. Relations politiques, N° 160.
II.16. Japon, N° 115.
II.22. Suède, N° 239.
III.1.1. Négociations économiques avec l'Allemagne, N^{os} 107, 111.
III.5. Transit, N^{os} 138, 273, 320.
IV.2. Réfugiés, internés et prisonniers de guerre, N° 30.
IV.4. Relations avec le CICR, N^{os} 142, 337.
IV.5. Activités d'entraide internationale, N° 269.
V. Politique militaire, N° 149.

III.2.2. NÉGOCIATIONS FINANCIÈRES AVEC LES ALLIÉS

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
73	24.1.1944 PV	Conférence interne	Discussion sur l'activité des banques suisses.
75	27.1.1944 PV	Conférence interne	Discussion sur les mouvements d'or et le commerce des changes et le trafic de billets étrangers.
125	26.4.1944 PV	DPF (Junod)	Compte-rendu d'une séance du Comité de l'Association suisse des Banquiers pour examiner le projet de note alliée soumis à la Délégation financière suisse à Lisbonne.
131	10.5.1944 PV	DPF (Junod)	Discussion interne sur la tactique à suivre face aux exigences alliées.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
132	10.5.1944 PV	DPF (Junod)	Discussion au sein du Comité de l'ASB sur les exigences alliées.
143	25.5.1944 L	Zurich (Gautier) à DPF (Bonna)	Opportunité de faire appuyer la position de l'ASB par une déclaration du Gouvernement suisse.
167	27.6.1944 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral prend acte des mesures proposées par l'ASB pour répondre aux exigences alliées ainsi que des observations du Département politique à ce sujet.
174	14.7.1944 T	DPF à Londres (Keller)	Exposé des principes de la politique-or de la Banque nationale.
228	12.9.1944 L	Berne (Reagan et Sullivan) à Bâle (Association suisse des Banquiers)	Réponse alliée aux propositions contenues dans l'aide-mémoire de l'ASB.
237	18.9.1944 PV	Conseil d'administration de l'Association suisse des Banquiers	Discussion sur les mesures à prendre à la suite de la réponse alliée.
336	11.1.1945 L	DPF (Etter) à DEP	Point de vue du Département politique sur la question du trafic des billets de banque étrangers en Suisse.
393	12.3.1945 No	DPF (Kohli)	Estimation par l'ASB des stocks de devises détenues par les banques suisses.
404	29.3.1945 L	DPF (Stucki) à Londres, Washington et Paris (Légations de Suisse)	Historique des négociations conduisant à l'arrêté du 2 mars 1945 interdisant le trafic des billets étrangers.

Cf. aussi

II.11.2. Grande-Bretagne. Relations économiques, N° 39.
III.1.1. Négociations économiques avec l'Allemagne, N° 47.
III.1.2. Relations financières avec l'Allemagne, N^{os} 13, 301.

III.2.3. NÉGOCIATIONS ÉCONOMIQUES AVEC LES ALLIÉS À BERNE EN FÉVRIER ET MARS 1945

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
358	6.2.1945 PVCF	Conseil fédéral	Nomination par le Conseil fédéral des membres de la Commission chargée de négocier avec la Délégation alliée et état des questions pendantes.
360	9.2.1945 PVCF	Conseil fédéral	La presse sera informée au début des négociations économiques avec la Délégation alliée, mais des manifestations de caractère militaire seraient inopportunes du point de vue de la neutralité.
A	9.2.1945 PV	DPF (Junod)	Conférence réunissant des responsables du DPF, de la BNS et du DFD au sujet des relations financières avec les Alliés: l'OSC sera chargé de «certifier» les avoirs suisses aux Etats-Unis; le principe d'enquêtes sur les avoirs étrangers en Suisse est accepté, malgré certaines réserves.
372	20.2.1945 PV	Séance financière	Examen des problèmes soulevés par l'application en Suisse de la Résolution VI de la Conférence de Bretton Woods.
A	20.2.1945 L	ASB (Nussbaumer) à DPF (Stucki)	Inquiétude de l'ASB face à une enquête sur les avoirs étrangers.
377	22.2.1945 No	DPF (Stucki)	Etat des négociations avec la Délégation alliée.
379	26.2.1945 No	DFD (Reinhardt) à DFD (Nobs)	Problème de l'or allemand.
391	8.3.1945 L	Berne (Rappard) aux Chefs des Délégations alliées	Mesures décidées par la Suisse à l'issue des négociations avec la Délégation alliée (accords Currie).
402	28.3.1945 R	DPF (Junod)	Rapport sur les aspects financiers des négociations avec les Alliés.

Cf. aussi

II.9.1. Etats-Unis d'Amérique. Relations politiques, N^os^ 314, 331, 342.
II.11.1. Grande-Bretagne. Relations politiques, N° 365.
III.5. Transit, N^os^ 362, 363.
V. Politique militaire, N° 374.

III.3. TRAFIC DES ARMES ET DU MATÉRIEL DE GUERRE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
432	26.4.1945 No	DEP (de Torrenté)	Exposé sur la réglementation concernant l'exportation de matériel de guerre en Suisse de 1938 à 1945.
A1	13.6.1944 Tableau		Exportation de matériel de guerre et de marchandises soumises aux certificats d'accompagnement vers l'Allemagne (1938-1944).
A2	2.2.1945 Tableau		Exportations suisses (de 1940 à 1944) vers l'Allemagne limitées en fonction de l'accord avec les Alliés du 19.12.1943.
A3	1.10.1945 Tableau		Tableau statistique sur les exportations de matériel de guerre vers l'Allemagne et les Etats membres de l'Axe de 1940 à 1944.

Cf. aussi

II.11.1. Grande-Bretagne. Relations politiques, N° 344.
II.11.2. Grande-Bretagne. Relations économiques, N° 39.
II.15. Italie, N^os^ 10, 252.
III.1.1. Négociations économiques avec l'Allemagne, N^os^ 70, 156.
III.2.1. Négociations économiques avec les Alliés, N^os^ 9, 23, 37, 65, 216.
III.5. Transit, N° 117.
V. Politique militaire, N° 150.

III.4. AFFAIRES FINANCIÈRES INTERNATIONALES

Cf.

II.2. Argentine, N° 268.
II.3. Belgique, N^os^ 279, 325, 334, 335.
II.7. Croatie, N^os^ 201, 278, 316.
II.9.2. Etats-Unis d'Amérique. Relations économiques, N^os^ 14, 21, 118, 359, 371.
II.10.2.1. France gaulliste. Relations politiques, N° 315.
II.10.2.2. France gaulliste. Relations économiques, N^os^ 298, 340, 351, 384.
II.15. Italie, N^os^ 1, 10, 332.
II.19. Pays-Bas, N^os^ 231, 250, 366.
II.21. Roumanie, N° 28.
III.2.1. Négociations économiques avec les Alliés, N° 68.
III.2.2. Négociations financières avec les Alliés, N^os^ 167, 336, 393.
III.2.3. Négociations avec les Alliés à Berne en février et mars 1945, N° 372.
IV.2 Réfugiés, internés et prisonniers de guerre, N^os^ 284, 289.

III.5. TRANSIT

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
36	12.11.1943 N	DPF à Berne (Légation d'Italie)	La Suisse surveille attentivement le transit à travers le Gothard et n'a rien décelé d'anormal, contrairement aux inquiétudes exprimées par le Ministre d'Italie à Berne.
62	30.12.1943 L	DPF (Bonna) à Berne (Direction générale des Douanes)	Le transit de plusieurs marchandises particulièrement importantes pour la guerre a nettement augmenté. Le Département politique demande à la Direction générale des Douanes de bloquer les transports dépassant les quantités mensuelles constatées en 1938 et au premier semestre de 1943.
72	21.1.1944 No	DPF (Hohl) à DPF (Pilet-Golaz)	Une conférence interne à l'Administration fédérale a conclu à la nécessité d'interdire le transit de certaines marchandises et de contingenter le trafic. Le Chef du Département politique s'oppose à une proposition trop rigide et souligne la grande importance politique de cette question, qui doit être examinée par le Conseil fédéral.
77	4.2.1944 No	DPF (Pilet-Golaz) à DAE	Le Chef du Département politique considère que la souveraineté et la neutralité de la Suisse impliquent le principe de la liberté du trafic. Toutefois, Pilet-Golaz explique au Chef de la Délégation économique allemande pour quelles raisons la Suisse limite et contrôle le trafic.
101	17.3.1944	DPF (Pilet-Golaz) à Londres (Délégation économique suisse)	A l'issue des négociations économiques avec l'Allemagne la politique suisse au sujet du transit doit être expliquée prudemment aux Alliés.
117	5.4.1944 PV	Londres (Séance de négociation économique)	Au cours d'une séance des négociations économiques entre la Suisse et les Alliés, la question du transit est discutée en tenant compte de l'évolution de la situation générale et des dernières décisions des autorités suisses.
121	17.4.1944 T	Londres (Délégation économique) à DPF	Réactions relativement positives des Alliés aux explications suisses.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A	8.4.1944	DPF (Pilet-Golaz) à Londres (Délégation économique)	Exposé général sur la politique suisse au sujet du transit.
138	17.5.1944 R	DPF (Merminod)	Exposé chronologique et juridique sur la question du transit.
165	24.6.1944 T	Londres (Keller) à DPF (Pilet-Golaz)	Réactions assez compréhensives des Alliés aux explications sur les décisions suisses en matière de transit.
169	3.7.1944 L	Londres (Frey) à Zurich (Homberger)	Le Secrétaire du Vorort de l'USCI expose à son Directeur le déroulement des négociations économiques à Londres.
188	31.7.1944 AM	Berne (Légations de Grande-Bretagne et des Etats-Unis) au DPF	La guerre s'approche des Alpes et le trafic du transit acquiert une plus grande importance. Un contrôle par les autorités suisses s'impose.
273	30.10.1944 AM	Berne (Légation de Grande-Bretagne) au DPF	Le Gouvernement suisse a pris des mesures insuffisantes aux yeux des Alliés afin de limiter les exportations vers l'Axe et le trafic de transit.
A	7.11.1944 L	Zollikon (Schindler) à DPF (Bonna)	Les exigences des Alliés ne sont guère compatibles avec le statut de neutralité de la Suisse.
302	24.11.1944 L	DPF (Pilet-Golaz) à DFD (Nobs)	Non seulement, le Département politique doit quotidiennement convaincre les Américains de se montrer plus compréhensifs pour les besoins économiques de la Suisse, mais encore, les exigences des Alliés menacent le statut de neutralité et les engagements internationaux de la Suisse.
A	24.11.1944 L	DFD (Nobs) à DPF (Pilet-Golaz)	Le Département des Finances pose certaines conditions pour la mise à disposition des Américains de francs suisses. Des rumeurs font état d'une hostilité grandissante des Américains à l'égard du transit à travers la Suisse.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
307	30.11.1944 AM	DPF à Berne (Légations de Grande-Bretagne et des Etats-Unis)	L'interdiction complète et absolue du transit sera contraire à la neutralité de la Suisse et à la Convention du Gothard. Le Conseil fédéral a toujours considéré que la politique suisse de transit devait prendre en considération l'évolution de la situation militaire et il a pris une série de mesures, notamment en 1943.
A	1.12.1944 T	Washington (Légation de Suisse) au DPF	Sous la pression des milieux militaires, les autorités américaines sont toujours plus méfiantes à l'égard de la Suisse.
320	22.12.1944 L	DPF (Hohl) à Londres (Ruegger) et à Washington (Bruggmann)	Explication de l'état actuel de la réglementation du trafic de transit.
362	12.2.1945 R	DPF (Hohl)	Exposé à l'intention des Alliés sur la réglementation du trafic de transit.
364	14.2.1945 NV	Berne (Légation royale d'Italie) à DPF	Le Gouvernement royal italien demande que le Conseil fédéral interdise le trafic de transit, afin d'empêcher le pillage de la Péninsule.
A	18.2.1945 L	Genève (Sauser-Hall) à DPF (Petitpierre)	Expertise juridique au sujet de la demande italienne.
386	6.3.1945 PVCF	Conseil fédéral	Les exigences des Alliés, comme celles de l'Allemagne en 1940, sont considérables. Le Conseil fédéral est obligé d'aller «à l'extrême limite des solutions compatibles avec la politique de neutralité qu'il a suivie jusqu'à présent. Il considère sa décision comme un acte de politique réaliste qui doit permettre de créer le contact nécessaire entre notre économie et celle des Alliés».
A	10.3.1945 N	DPF à Berne (Légation royale d'Italie)	Le Conseil fédéral considère, dans les circonstances présentes, que le trafic Sud-Nord est alimenté par du butin de guerre. Il a donc décidé de l'entraver.

Cf. aussi

II.9.1. Etats-Unis d'Amérique. Relations politiques, N° 314.
II.10.2.2. France gaulliste. Relations économiques, N° 297.
III.1.1. Négociations économiques avec l'Allemagne, N^os^ 70, 156.
III.2.1. Négociations économiques avec les Alliés, N^os^ 65, 68, 216.
V. Politique militaire, N° 149.

IV. POLITIQUE HUMANITAIRE

IV.1. DÉFENSE DES INTÉRÊTS ÉTRANGERS

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
85	17.2.1944 T	DIE à Tokyo (Légation de Suisse)	Le Gouvernement japonais exige qu'une distinction stricte soit faite entre les activités du CICR (en tant qu'organisme neutre et indépendant poursuivant un but humanitaire) et l'activité de la Puissance protectrice agissant sur mandat confié par une ou plusieurs Puissances.
256	12.10.1944 T	Ankara (Lardy) à DIE	Les autorités turques demandent à la Suisse qu'à l'occasion d'un échange entre la Turquie et l'Allemagne 215 étudiants soient autorisés à entrer en Suisse. Lardy appuie vivement cette demande.
303	25.11.1944 L	DAE (Bonna) à DIE (de Pury)	Le Chef de la Division des Intérêts étrangers à la Légation de Suisse à Budapest, C. Lutz, et le Chancelier du Consulat général du Salvador à Genève échangent une correspondance directe afin de sauver des Juifs.
A	29.11.1944 L	DIE (de Pury) à DAE (Bonna)	Cette correspondance s'est faite à l'insu du Chef de la Division des Intérêts étrangers du Département politique. Le Ministre A. de Pury a ordonné à Lutz de faire cesser cette correspondance absolument contraire aux règles fixées.
319	20.12.1944 L	DIE (de Pury) à Berlin (Division spéciale de la Légation de Suisse)	Afin d'éviter un nouveau refus de l'Allemagne d'accepter la notification de messages jugés inacceptables, les diplomates suisses sont autorisés à remanier la forme des messages adressés par les Gouvernements anglo-saxons aux Autorités allemandes.
326	28.12.1944	DIE (de Pury) à Berlin (Division spéciale de la Légation de Suisse)	Le Chargé d'Affaires américain à Berne demande que les diplomates suisses interviennent afin de protéger les Juifs détenteurs de passeports américains. Une coordination des différentes Puissances protectrices est préconisée. Le sort des Juifs de Slovaquie suscite de grandes inquiétudes.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
333	9.1.1945	Conseil fédéral	Un échange de grands blessés alliés et allemands est prévu dans la seconde moitié de janvier. Le Conseil fédéral attache beaucoup d'importance à ce que ces transports aient lieu malgré les difficultés techniques évoquées par la Direction générale des Chemins de fer fédéraux.
396	16.3.1945 AM	DPF (de Haller)	Réponse du Département politique à un aide-mémoire américain au sujet des prisonniers de guerre détenus en Allemagne: exposé des difficultés rencontrées par les inspecteurs suisses pour visiter les camps; appel des actions entreprises par le CICR pour secourir les prisonniers malgré les obstacles politiques et techniques.
405	2.4.1945 L	Londres (Churchill) au Président de la Confédération	A l'occasion de la signature des accords économiques avec les Alliés, le Premier Ministre de Grande-Bretagne remercie la Suisse pour les secours apportés aux prisonniers de guerre grâce à la défense des intérêts étrangers et au Comité international de la Croix-rouge.
407	5.4.1945 No	DIE (de Pury) à DPF (Petitpierre)	La défaite de l'Allemagne va entraîner une occupation étrangère et poser à la Suisse le problème de la défense des intérêts allemands. Le Ministre de Pury envisage les diverses éventualités.

Cf. aussi

I.2. Commissions fédérales compétentes pour les relations internationales, N° 229.
II.1. Allemagne. Relations politiques, N° 267.
II.9.1. Etats-Unis d'Amérique. Relations politiques, N^os^ 127, 137, 314.
II.10.1.1. France. Régime de Vichy. Relations politiques, N^os^ 8, 196.
II.10.2.1. France gaulliste. Relations politiques, N^os^ 206, 222, 233, 238, 259, 345.
II.11.1. Grande-Bretagne. Relations politiques, N° 141.
II.13.1. Hongrie. Relations politiques, N° 311.
II.15. Italie, N° 30.
II.16. Japon, N° 12.
II.24.2. URSS. Reprise des relations diplomatiques, N° 332.
II.25. Yougoslavie, N° 322.
IV.2. Réfugiés, internés et prisonniers de guerre, N° 417.
IV.3. Attitude de la Suisse à l'égard des Juifs, N^os^ 140, 242, 255, 297, 317, 341, 361.
IV.5. Activités d'entraide internationale, N° 271.

IV.2. RÉFUGIÉS, INTERNÉS ET PRISONNIERS DE GUERRE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
4	11.9.1943 No	DPF (Bonna)	Le Ministre de Grande-Bretagne à Berne fait une démarche pressante en faveur des prisonniers de guerre anglais qui cherchent à fuir l'Italie. Le Chef du Département de Justice et Police autorise l'accueil de 20 militaires anglais, mais «si cet exode devait prendre des proportions inquiétantes», de nouvelles instructions seraient décidées.
6	17.9.1943 PVCF	Conseil fédéral	Un grand nombre de militaires italiens démobilisés cherchent à se réfugier en Suisse. Après en avoir discuté, le Conseil fédéral décide de les considérer comme des réfugiés civils et donc de les refouler. Toutefois, ceux qui sont déjà sur le territoire suisse pourront y rester.
22	13.10.1943 L	QGA (Général Guisan) à DJP (von Steiger)	L'augmentation du nombre des réfugiés civils et militaires inquiète le Général, qui demande que la frontière soit fermée plus hermétiquement.
30	29.10.1943 PV	Conférence interne	Discussion interdépartementale sur la question des réfugiés: problèmes de l'ordre intérieur, de l'approvisionnement de la Suisse, des pressions alliées, etc.
38	16.11.1943 N	DPF à Berne (Légations de Grande-Bretagne et des Etats-Unis)	La présence de milliers de réfugiés et d'internés pose de nombreuses difficultés pour la Suisse. Le Conseil fédéral demande en particulier aux Alliés de faciliter les importations et les exportations de la Suisse.
41	19.11.1943 PVCF	Conseil fédéral	L'ancien Ministre et Ambassadeur italien Dino Alfieri demande l'asile en Suisse. Le Conseil fédéral est partagé. Certains membres proposent d'accorder l'asile pour des raisons humanitaires, car Alfieri est menacé de mort en Italie. La majorité du Gouvernement estime qu'il s'agirait d'un précédent. Au terme de la discussion, il est décidé de refuser l'asile.
A1	5.11.1943 No	DJP (Rothmund)	Les autorités fédérales ne veulent pas accorder l'asile aux dirigeants fascistes dont les conceptions politiques sont contraires à celles de la Suisse et qui se sont montrés hostiles alors qu'ils détenaient le pouvoir.
A2	20.1.1944 L	DFD (Nobs) à DJP (von Steiger)	Edda Ciano a joué un rôle politique important auprès de son mari et de son père, B. Mussolini. En l'accueillant en Suisse, le Conseil fédéral donnerait la possibilité à des criminels de guerre de se réfugier en Suisse. Une prise de position publique du Conseil fédéral doit être prudemment rédigée.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
90	29.2.1944 T	DPF à Londres (Délégation suisse)	Le Département politique demande à la Délégation économique suisse à Londres de solliciter des Alliés l'autorisation d'importations pour la Suisse. La proportion de réfugiés par rapport à la population totale inquiète les autorités.
91	2.3.1944 L	DPF (Pilet-Golaz) à Berne (Harrison)	Le Chef du Département politique rappelle au Ministre des Etats-Unis les conditions mises à l'accueil des réfugiés et internés. En raison de sa stricte neutralité, la Suisse ne peut s'associer formellement aux œuvres de secours envisagées par le Gouvernement américain.
129	9.5.1944 L	DJP (Baechtold) à DPF (Bonna)	En réponse à une demande du Ministre de Suisse à Bucarest d'avoir la compétence de refuser des visas, le Chef de la Police fédérale des étrangers affirme qu'il faut maintenir le principe de la compétence des autorités à Berne, ce qui permet aux diplomates suisses à l'étranger d'éviter des pressions directes désagréables.
135	13.5.1944 No	DJP (Rothmund)	A l'occasion d'un repas avec des diplomates américains, Rothmund discute des problèmes posés par les réfugiés, en particulier des enfants venus de France, de l'extermination des Juifs, des possibilités de quitter la Suisse et de l'émigration vers les Etats-Unis.
158	13.6.1944 No	DJP (Jezler) à DJP (Rothmund)	Considérations juridiques et politiques sur la question des réfugiés: ses obligations internationales n'interdisent pas à la Suisse de laisser partir les réfugiés, à condition qu'ils ne forment pas un corps armé. La Suisse doit encourager les départs sans y être obligée.
161	20.6.1944 L	Mogosea (de Weck) à DPF (Pilet-Golaz)	Le Président intérimaire du Conseil des Ministres de Roumanie demande que la Suisse accueille un certain nombre d'intellectuels et d'universitaires. De Weck propose qu'un projet précis soit élaboré afin d'accorder l'asile à une «petite colonie».
A	22.6.1944 No	DJP	La Division de Police constate une augmentation des demandes d'entrée en Suisse de Roumains qui sont souvent des hommes d'affaires. Une attitude très restrictive est préconisée.
164	24.6.1944 L	Général Guisan à DMF (Kobelt)	Le Général prévoit un afflux supplémentaire de réfugiés en Suisse, préconise une fermeture hermétique des frontières et réclame des instructions claires du Conseil fédéral.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A1	29.6.1944 L	DJP (Rothmund) à DJP (von Steiger)	Rothmund ne pense pas qu'il soit actuellement indispensable de fermer complètement la frontière. Il faut tenir compte de l'évolution internationale et édicter de nouvelles consignes et instructions.
A2	30.6.1944 No	DPF (Bonna) à DPF (Pilet-Golaz)	Sans vouloir fermer hermétiquement la frontière, il faut arrêter l'afflux des réfugiés. Actuellement, les réfugiés civils et les partisans sont plus menacés que les militaires. L'accueil de ceux-ci pose moins de problèmes juridiques et politiques.
168	28.6.1944 L	Milan (Brenni) à DPF (Bonna)	Les mouvements de résistance et de révolte se développent en Italie du Nord et s'orientent toujours plus vers le communisme. Il importe de surveiller étroitement les réfugiés en Suisse.
172	12.7.1944 L	DJP (Rothmund) à DPF (Bonna)	En réponse à une note de la Légation des Pays-Bas, accusant les autorités suisses d'avoir refoulé et livré aux Allemands 4 Hollandais, Rothmund rappelle la doctrine officielle: la Convention de La Haye n'oblige pas la Suisse à accueillir les prisonniers de guerre évadés. La Suisse est libre de reconduire à la frontière ceux qui l'ont franchie illégalement.
A	13.7.1944 L	DJP (Rothmund) à DJP (von Steiger)	Les demandes d'asile en Suisse par des combattants du maquis posent des problèmes délicats qui n'ont pas été réglés par la jurisprudence. Il est important d'être bien informés sur les mouvements de résistance armée dans les pays voisins.
175	15.7.1944 L	DJP (Rothmund) à DG des Douanes (Furrer)	Le Conseil fédéral a approuvé les nouvelles instructions concernant les réfugiés. Il convient d'accorder l'asile aux personnes dont la vie est menacée: les Juifs et les Russes.
182	24.7.1944 L	DJP (Rothmund) à Vichy (W. Stucki)	A propos du cas d'un diplomate hongrois qui demande l'asile en Suisse, Rothmund expose les difficultés de la politique suisse qui, malgré l'émotion suscitée par des événements comme ceux de Hongrie ou d'Oradour, doit se limiter à accueillir ceux qui sont réellement menacés.
197	12.8.1944 L	DJP (Rothmund) à DG des Douanes (Furrer)	Rothmund a eu des entretiens avec des habitants des régions frontalières, notamment à Schaffhouse. Des réfugiés sont menacés de mort en cas de refoulement. De nouvelles instructions ont été édictées.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
202	18.8.1944 No	DJP (Rothmund)	Entretien avec un délégué officieux de la France libre en Suisse: problèmes de l'association «Aide fraternelle», possibilité de faire transiter par la Suisse les évadés du «Service obligatoire du Travail», etc.
215	30.8.1944 PVCF	Conseil fédéral	Les membres de la Gestapo qui demandent à pouvoir entrer en Suisse, ne doivent pas, même s'ils sont en uniforme, être considérés comme appartenant à la Wehrmacht, mais comme des indésirables à refouler.
A	22.9.1944 No	DPF (Bonna)	Le Département de Justice et Police va trop loin en préconisant le refus d'internement de troupes allemandes dont une partie des membres sont des SS.
252	10.10.1944 L	Berne (Magistrati) à DJP (von Steiger)	Le représentant du Gouvernement royal demande qu'un réfugié italien puisse se rendre dans le Val d'Ossola et qu'un autre puisse participer à une réunion à Berne. Le DJP refuse (déplacement contraire à la neutralité et interdiction des activités politiques pour les réfugiés).
266	20.10.1944 L	DMF (Probst) à CICR (Martin)	Des prisonniers de guerre russes refusent de quitter la Suisse actuellement. Ceux qui ont refusé l'ordre de rapatriement ont été transférés dans un camp et considérés comme déserteurs.
284	6.11.1944 No	Conférence interne	Séance de coordination entre les différentes autorités fédérales compétentes pour les réfugiés: tentatives des Juifs de se réfugier en Suisse par tous les moyens, contrebande à la frontière près de Campione, problème des SS qui demandent l'asile, questions financières.
289	10.11.1944 No	DJP (Meyer) à DJP (von Steiger)	Discussion avec les Attachés commerciaux des Légations alliées au sujet des réglementations financières touchant les réfugiés.
330	8.1.1945 L	DJP (von Steiger) à DPF (Etter)	Le nouveau responsable à Genève du Ministère français des prisonniers de guerre prend contact avec les autorités suisses: problèmes des dirigeants du régime pétainiste et de l'afflux en Suisse de Français après l'effondrement de l'Allemagne.
370	19.2.1945 L	DPF (Stucki) à DMF	Des officiers suisses auraient dissuadé des Allemands de rentrer en Allemagne. En incitant ces gens à se soustraire au rapatriement, les officiers suisses n'ont pas rendu de bons services à la Suisse.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
381	27.2.1945 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral précise quelles catégories d'Allemands et d'autres étrangers indésirables doivent être refoulés.
382	28.2.1945 N	DPF (Petitpierre) à Berne (Légation d'Allemagne)	La Suisse dément avoir encouragé des Allemands à rester en Suisse à l'occasion d'un échange avec des prisonniers anglo-saxons.
415	13.4.1945 PVCF	Conseil fédéral	100000 réfugiés sont déjà en Suisse; les possibilités d'accueil sont limitées. Afin d'éviter que la Suisse soit submergée, la frontière nord est hermétiquement fermée.
417	14 .4.1945 L	Kisslegg (Frölicher) à DPF (Stucki)	La situation des diplomates roumains et bulgares est particulièrement menacée. Frölicher conseille de les laisser se réfugier en Suisse.
A	15.4.1945 L	Bernried (Frölicher) à DPF (Stucki)	La situation est catastrophique dans le sud de l'Allemagne, submergée de prisonniers de guerre, d'internés civils et de «travailleurs volontaires». Le Ministre de Suisse propose de les interner provisoirement en Suisse.
418	18.4.1945 L	DPF (Petitpierre) au Conseil fédéral	A la suite des récentes décisions du Conseil fédéral et de la proposition formulée par Frölicher, le Chef du Département politique estime qu'il est indispensable que la Suisse contribue à sauver, même au prix de sacrifices et d'inconvénients, les malheureux qui se trouvent encore en Allemagne.
420	19.4.1945 PVCF	Conseil fédéral	Afin de contrôler l'afflux des réfugiés, le Conseil fédéral ferme une partie de la frontière.
436	30.4.1945 L	DJP (Jezler) à DPF (Stucki)	Des prisonniers de guerre français libérés par les Alliés peuvent-ils être assimilés à des prisonniers évadés et être autorisés à transiter à travers la Suisse? Malgré quelques réserves juridiques, les autorités suisses autorisent ce transit.

Cf. aussi

I.2. Commissions fédérales compétentes pour les relations internationales, N° 229.
II.9.1. Etats-Unis d'Amérique. Relations politiques, N° 234.
II.11.1. Grande-Bretagne. Relations politiques, N° 160.
II.15. Italie, N^os 13, 17, 170, 251.
II.17. Liechtenstein, N° 375.
II.20. Pologne, N^os 19, 411.
II.22. Suède, N^os 32, 265.
II.24.3. Internés soviétiques en Suisse, N° 103.
II.25. Yougoslavie, N^os 269, 378.
IV.3. Attitude de la Suisse à l'égard des Juifs, N^os 198, 281.
V. Politique militaire, N° 150.

IV.3. ATTITUDE DE LA SUISSE À L'ÉGARD DES JUIFS

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
20	13.10.1943 No	DPF (Pilet-Golaz)	Entretien avec le Chargé d'Affaires de Pologne à Berne au sujet des passeports de complaisance accordés à des Juifs. Les autorités fédérales ne peuvent tolérer des falsifications contraires aux usages diplomatiques.
A1	6.9.1943 No	DJP (Rothmund)	Entretien de Rothmund avec un diplomate polonais: même s'il est compréhensible que les Juifs fassent tout pour échapper à la mort, la Suisse ne peut tolérer des activités illégales sur son territoire.
A2	29.9.1943 No	DPF (Zuber)	Deux fonctionnaires de la Légation de Pologne ont commis des actes officiels illicites sur le territoire de la Confédération. Le Conseil fédéral a pris des sanctions à leur égard.
24	18.10.1943 L	Vichy (de Montenach) à DPF (de Pury)	Les persécutions antisémites augmentent dans le Sud de la France, mais il est pratiquement impossible pour les diplomates suisses de remédier à cette situation tragique.
140	18.5.1944 L	Berlin (Feldscher) à DPF (de Pury)	Rapport sur les effets des lois de Nuremberg sur les personnes protégées par la Division des Intérêts étrangers de la Légation de Suisse à Berlin.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
159	14.6.1944 No	DIE (de Pury) à DPF (Pilet-Golaz)	Réponse négative du Département politique à une demande du Département d'Etat américain tendant à instaurer un service d'information suisse en Hongrie chargé de prévenir l'extermination des Juifs.
A	21.6.1944 No	DIE (de Pury) à DPF (Pilet-Golaz)	Les diplomates américains insistent, mais le Chef du Département politique confirme sa réponse négative en précisant qu'il faut lutter contre la tendance à dévier l'activité de défense des intérêts étrangers de ce qu'elle doit être.
171	7.7.1944 L	DPF (Pilet-Golaz) à Budapest (Jaeger)	Les persécutions antisémites en Hongrie ont un profond impact en Suisse. L'émotion exprimée par la presse et l'opinion publique a des répercussions diplomatiques.
A1	7.7.1944 No	DPF (K.Th. Stucki)	Le Chef de la Division de Police du DJP, Rothmund, approuve le projet du Département politique de faire venir en Suisse des enfants hongrois pour qu'ils échappent aux persécutions.
A2	8.7.1944 No	DPF (K.Th. Stucki)	Difficultés et risques pour les Juifs qui veulent quitter la Hongrie, même avec des visas d'entrée en Suisse.
191	2.8.1944 No	DIE (de Saussure) à DPF (Pilet-Golaz)	Le Gouvernement hongrois a répondu à l'avertissement du Gouvernement américain au sujet des conséquences que pourraient avoir les persécutions antisémites.
A	3.8.1944 No	DIE (de Saussure) à DPF (Pilet-Golaz)	Les autorités allemandes semblent disposées à laisser partir des Juifs de Hongrie, mais à condition qu'ils immigrent aux Etats-Unis et non au Proche-Orient.
200	16.8.1944 PV	Conférence	Conférence du CICR, du DPF et du DJP afin de coordonner les actions en faveur des Juifs de Hongrie.
208	23.8.1944 L	Budapest (Lutz) à DIE (de Pury)	Un projet d'émigration de 2000 Juifs de Hongrie vers la Palestine a échoué au dernier moment à cause d'un veto des autorités allemandes.
219	4.9.1944 L	DJP (Rothmund) à DPF (Bonna)	Les Allemands ont amené à la frontière suisse dans des wagons à bestiaux 317 Juifs, qui ont été accueillis comme réfugiés. Il faudrait protester auprès de l'Allemagne contre cette violation du traité germano-suisse d'établissement.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
242	24.9.1944 No	DJP (Rothmund)	Plusieurs négociations sont entreprises pour faire venir en Suisse des Juifs menacés de déportation. Rothmund estime que la Suisse devrait intervenir auprès du Gouvernement allemand en faveur des Juifs des pays occupés.
A	26.9.1944 No	DJP (Tschäppät)	Discussion entre le Chef de la Division de Police, H. Rothmund, et le Secrétaire de la Fédération suisse des Communautés israélites, G. Brunschvig, sur l'antisémitisme et sur les relations entre les autorités fédérales et les milieux juifs.
244	2.10.1944 L	DIE (de Pury) à Berlin (Feldscher)	Le Gouvernement américain demande que la Division des Intérêts étrangers intervienne à Berlin contre les déportations de Juifs de Slovaquie et de Hongrie et en faveur de Juifs précédemment internés à Vittel.
255	12.10.1944 L	DIE (de Pury) à DPF (Pilet-Golaz)	Les Américains demandent qu'un message comminatoire soit adressé au Gouvernement allemand pour empêcher l'extermination des Juifs dans les camps de concentration. De Pury propose que ce message, qui contient des menaces, soit transmis oralement.
263	20.10.1944 L	DPF (Bonna) à Berlin (Frölicher)	Les Autorités fédérales renoncent à protester contre les conditions de l'arrivée en Suisse de 318 Juifs hongrois en août 1944. Les persécutions antisémites suscitent une vive émotion dans l'opinion publique. Le Ministre de Suisse à Berlin est chargé d'exprimer la possibilité d'accueillir en Suisse des Juifs que les Allemands envisageaient de libérer.
A	3.11.1944 L	Berlin (Frölicher) à DPF (Bonna)	Scepticisme du Secrétaire d'Etat allemand lors de son entretien avec Frölicher.
276	31.10.1944 PVCF	Conseil fédéral	Un projet d'émigration de 8000 Juifs de Hongrie semble sur le point d'aboutir. Le Conseil fédéral est d'accord d'autoriser le passage, éventuellement le séjour temporaire, de ces émigrés à travers la Suisse.
280	3.11.1944 No	DPF (Pilet-Golaz) à DPF (de Haller)	Le Conseil fédéral autorise l'éventuel accueil en Suisse pour transiter ou pour séjourner temporairement de 4000 Juifs en plus des 8000 autorisés le 31 octobre.
281	3.11.1944 L	DJP (Rothmund) à Berlin (Frölicher)	Rothmund explique amicalement à Frölicher son attitude face aux efforts tentés pour faire échapper des Juifs à l'extermination.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
292	13.11.1944 L	Budapest (Lutz) à DIE (de Pury)	Les déportations des Juifs hongrois se font désormais par des marches forcées. Le Gouvernement hongrois laisse envisager une amélioration du sort des Juifs pour pousser les Etats neutres à le reconnaître.
294	15.11.1944 L	Berlin (Frölicher) à DJP (Rothmund)	Rapport sur les démarches des diplomates portugais, suédois et suisses en faveur des Juifs.
A	20.11.1944 L	DJP (Rothmund) à Berlin (Frölicher)	Rothmund regrette que sa proposition d'une démarche générale auprès des autorités allemandes contre les déportations de Juifs n'ait pas été suivie.
297	21.11.1944 L	DIE (de Pury) à Berlin (Feldscher)	Nouvel échec d'une tentative américaine d'intervenir en faveur des Juifs titulaires de pièces d'identité ibéro-américaines.
299	23.11.1944 L	Berlin (Frölicher) à DPF (Bonna)	Exposé des tentatives de sauver des Juifs de Hongrie.
A	25.11.1944 L	Berlin (Frölicher) à DJP (Rothmund)	Projet d'échanger des Juifs contre des Allemands prisonniers des Alliés. Impossibilité de visiter les camps d'Auschwitz et Birkenau. Scepticisme de Frölicher face au projet de démarche générale contre les déportations.
304	27.11.1944 No	Berlin (Vischer) à Berlin (Zehnder)	Nouveau projet des SS: échanger des Juifs contre des Allemands que les Soviétiques voudraient déporter de Roumanie en Sibérie.
308	4.12.1944 L	Budapest (Kilchmann) à DPF (Bonna)	Démarche collective des diplomates de Suisse, de Suède et du Vatican en faveur des Juifs de Hongrie.
317	15.12.1944 L	DIE à Berne (Légation des Etats-Unis)	Nouveau refus des autorités allemandes d'autoriser la visite des camps où se trouvent les Juifs déportés.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
341	17.1.1945 No	DIE	Les Américains renouvellent leurs demandes de protection des Juifs. Les diplomates suisses pourraient tenter de visiter les camps, malgré les réponses négatives du Gouvernement allemand.
A	26.1.1945 L	DPF (K. Stucki) à Berlin (Frölicher)	La demande américaine cite l'exemple des actions en faveur des Juifs en Hongrie. Toutefois, les conditions sont différentes en Allemagne. Il faudrait tenter de pouvoir visiter les camps.
356	5.2.1945 No	DPF (K. Stucki)	La proposition suédoise d'intervenir collectivement à Berlin en faveur des Juifs tranche avec la politique de neutralité pratiquée par les autorités fédérales depuis le début de la guerre.
357	6.2.1945 PVCF	Conseil fédéral	Le Département politique est autorisé à charger le Ministre de Suisse à Berlin de faire une démarche contre les massacres de Juifs, mais ce sera une «démarche particulière de la Suisse (et non pas commune), ayant lieu simplement en même temps que l'intervention de la Suède et du Vatican».
361	10.2.1945 L	DPF (Petitpierre) à DJP (von Steiger)	Rapport sur l'attitude du Département politique face à l'arrivée de convois de Juifs libérés des camps de concentration.
388	7.3.1945 No	DJP	Entretien du Président de la Confédération avec un responsable anglais de l'aide aux réfugiés: von Steiger précise que Musy agit sans collaborer avec le Conseil fédéral.
416	13.4.1945 L	CICR (Martin) à DJP (von Steiger)	Des réfugiés juifs en transit à travers la Suisse demandent à ne pas être contraints d'émigrer vers la Palestine. Le CICR appuie cette demande, tout en reconnaissant les difficultés causées à la Suisse par un séjour prolongé.
A	23.4.1945 L	DJP (von Steiger) à CICR	Les autorités fédérales exigent le départ de ces réfugiés en leur demandant d'être compréhensifs pour les difficultés de la Suisse.
425	23.4.1945 L	Bernried (Frölicher) à DPF (W. Stucki)	Distribution de paquets par le CICR aux détenus du camp de Dachau.

Cf. aussi

I.2. Commissions fédérales compétentes pour les relations internationales, N° 229.
II.9.1. Etats-Unis d'Amérique. Relations politiques, N^os 128, 137, 157.
II.13.1. Hongrie. Relations politiques, N^os 133, 262, 311, 312.
II.15. Italie, N^os 1, 13, 17.
II.18. Norvège, N° 187.
II.22. Suède, N° 32.
IV.1. Défense des intérêts étrangers, N^os 326, 333.
IV.2. Réfugiés, internés et prisonniers de guerre, N^os 38, 135, 197.
IV.5. Activités d'entraide internationale, N° 271.

IV.4. RELATIONS AVEC LE CICR

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
142	24.5.1944 L	CICR (Burckhardt) à DEP (Hotz)	Les exigences des Alliés, qui veulent contrôler le commerce extérieur de la Suisse, menacent gravement l'activité du CICR.
185	26.7.1944 L	DPF (Pilet-Golaz) au CICR (Huber)	La Confédération s'engage à aider le CICR au cas où il serait empêché de poursuivre ses activités pour des raisons financières.
337	12.1.1945 PVCF	Conseil fédéral	Un compromis a été trouvé entre les exigences des Alliés visant à contrôler le commerce extérieur de la Suisse et les activités humanitaires du CICR.
383	1.3.1945 L	Genève (Burckhardt) à DI (Etter)	Depuis longtemps, le CICR se préoccupe du sort pitoyable des prisonniers italiens en Allemagne. Le Président du CICR propose que les autorités fédérales acceptent l'hospitalisation provisoire en Suisse de ces malades.
398	17.3.1945 L	Genève (Burckhardt) à DPF (Petitpierre)	Le Président du CICR expose les conditions et les résultats de ses entretiens avec Kaltenbrunner au sujet du ravitaillement des prisonniers de guerre, de la situation des internés et des détenus dans les camps de concentration. Des négociations avec d'autres représentants du régime national-socialiste visent à organiser un échange de prisonniers. L'importance de ces négociations justifie un report de l'entrée en fonctions de C.J. Burckhardt comme Ministre de Suisse à Paris.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A	16.3.1945 PVCF	Conseil fédéral	Le 19 février, le Président du CICR a demandé que le Conseil fédéral mette à disposition des moyens de transport pour venir en aide aux prisonniers alliés en Allemagne. Après consultation des autorités compétentes, il est décidé, sous certaines conditions, de mettre à disposition 15 à 20 camions.

Cf. aussi

II.1. Allemagne. Relations politiques, N° 267.
II.9.2. Etats-Unis d'Amérique. Relations économiques, N° 104.
II.10.1.1. France. Régime de Vichy. Relations politiques, N° 189.
II.10.2.1. France gaulliste. Relations politiques, N^os 222, 347, 385.
II.11.1. Grande-Bretagne. Relations politiques, N° 160.
II.12. Grèce, N° 287.
II.13.1. Hongrie. Relations politiques, N° 184.
II.15. Italie, N^os 249, 251.
II.16. Japon, N° 6.
II.22. Suède, N° 239.
II.24.3. Internés soviétiques en Suisse, N° 103.
III.1.2. Relations financières avec l'Allemagne, N° 221.
III.2.1. Négociations économiques avec les Alliés, N° 68.
IV.2. Réfugiés, internés et prisonniers de guerre, N^os 30, 38, 266.
IV.3. Attitude de la Suisse à l'égard des Juifs, N^os 198, 242, 263, 292, 299, 317, 416.
IV.5. Activités d'entraide internationale, N^os 248, 394.

IV.5. ACTIVITÉS D'ENTRAIDE INTERNATIONALE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
34	3.11.1943 L	Baden (Niesz) à DPF (Pilet-Golaz)	Des industriels et des banquiers ont fondé un «Comité d'études en vue de la participation suisse à la reconstruction de régions dévastées». Il s'agit de prévenir le chômage durant l'après-guerre et de collaborer avec les projets des Nations Unies.
55	12.12.1943 L	Ennetbaden (Speiser) au Conseil fédéral	Exposé d'un plan pour la participation de la Suisse à la reconstruction de l'Europe après la guerre, en séparant activités humanitaires et affaires économiques, mais en regroupant les divers milieux suisses intéressés.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
76	30.1.1944 No	DPF (de Haller) à DPF (Pilet-Golaz)	Il est temps que les autorités fédérales prennent publiquement l'initiative de regrouper et d'organiser les initiatives en vue des secours d'après-guerre.
A	26.1.1944 No	DPF (de Haller)	Entretien du Délégué du Conseil fédéral aux Oeuvres d'Entraide internationale avec E. Speiser au sujet des initiatives suisses d'aide pour l'après-guerre.
82	14.2.1944 Proposition	DPF au Conseil fédéral	Exposé sur la préparation de l'après-guerre (projets et organisations des Nations Unies, attitude de la Suisse). Sur la base des principes énoncés par Speiser, les autorités fédérales élaborent un plan d'action.
A	12.6.1944 No	DPF (de Haller)	L'action de la Suisse en faveur des victimes de la guerre doit être rigoureusement désintéressée et apparaître comme un sacrifice national. Toutefois, il faut éviter des malentendus dans l'opinion publique.
248	4.10.1944 Proposition	DPF au Conseil fédéral	Le moment est venu de sortir de la réserve apparente observée jusqu'ici et de passer de la phase des études préliminaires pour l'aide suisse d'après-guerre à la phase de la «préparation au grand jour»: présidé par l'ancien Conseiller fédéral E. Wetter, un «Comité national suisse pour le secours suisse d'après-guerre» va coordonner et animer les initiatives suisses.
269	24.10.1944 L	DEP (Keller) à Washington (Bruggmann)	La Suisse aurait les moyens économiques de contribuer aux projets des Nations Unies pour la reconstruction de l'Europe. Toutefois, des problèmes politiques retardent la collaboration.
271	30.10.1944 L	DPF (Bonna) à Berlin (Frölicher)	Les milieux polonais et britanniques s'inquiètent de l'extermination des détenus dans les camps de concentration. Il n'est pas possible à la Suisse de se dérober et il convient d'intervenir, avec prudence et fermeté, à Berlin.
394	16.3.1945 No	DPF (de Haller) à DPF (Petitpierre)	Le CICR propose au «Don Suisse» de secourir des enfants de Vienne victimes de la guerre. Il faut obtenir l'acquiescement des autorités allemandes et éviter l'hospitalisation en Suisse où de nombreux enfants et réfugiés sont déjà accueillis.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
395	16.3.1945 No	DPF (de Haller) à DPF (Petitpierre)	Les Etats étrangers multiplient les démarches pour venir en aide à leurs ressortissants prisonniers en Allemagne. Alors que la guerre va bientôt s'achever, il est important que la Suisse fasse tout ce qui lui est possible pour secourir les prisonniers, internés et déportés. La collaboration avec la Division des Intérêts étrangers et le CICR permet d'organiser des actions humanitaires. Il faut envisager l'afflux des prisonniers de guerre.

Cf. aussi

I.2. Commissions fédérales compétentes pour les relations internationales, N° 229.
II.10.2.1. France gaulliste. Relations politiques, N° 260.
II.11.1. Grande-Bretagne. Relations politiques, N° 160.
II.13.1. Hongrie. Relations politiques, N° 184.
II.22. Suède, N° 239.
II.24.3. Internés soviétiques en Suisse, N° 103.
IV.1. Défense des intérêts étrangers, N° 333.
V. Politique militaire, N° 339.
VI. L'après-guerre et les organisations internationales, N° 346.

V. POLITIQUE MILITAIRE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
2	10.9.1943 PVCF	Conseil fédéral	Suite à la conclusion d'un armistice entre les commandements italien et alliés, le Conseil fédéral met sur pied des troupes frontières et un certain nombre d'unités d'armées et de garnisons, notamment celles de St-Maurice, du Gothard et de Sargans.
51	7.12.1943 R	Washington (Notz) à EMG	La Suisse, sa politique de neutralité, ses institutions, son effort militaire, les demandes de la Croix-Rouge, la défense des intérêts étrangers: autant de réalités et d'aspects méconnus par l'opinion publique américaine. Il est grand temps de remédier à cette ignorance par le truchement des correspondants établis en Suisse.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
74	27.1.1944 N	Berne (Légation d'Allemagne) à DPF	Vives protestations de l'Ambassade d'Allemagne à Berne contre les conférences publiques du Dr Bucher, médecin de Lucerne, qui a pris part à la mission médicale suisse envoyée sur le front de l'Est et qui, contrairement aux engagements signés, fait état de cette expédition et, en termes particulièrement violents, critique et attaque le régime national-socialiste.
112	31.3.1944 R	EMG (Huber)	Exposé de Huber sur la situation provoquée par l'occupation de la Hongrie. Ceci à la demande de Guisan qui veut ajuster, voire modifier, le plan de relève pour les mois d'été 1944. Pas de menace immédiate, mais danger latent. Débarquement allié prévu pour fin mai.
114	4.4.1944 L	Berne (Harrison) à DPF (Pilet-Golaz)	Excuses américaines concernant le bombardement de Schaffhouse. Assurance que les précautions nécessaires seront prises pour éviter la répétition de tels actes. La réparation financière des dommages est promise.
119	15.4.1944 R	Washington (Notz) à EMG	Jugements des militaires américains sur les Etats neutres européens, en général sévères, à l'exception de la Suisse, dont la politique semble avoir impressionné certains milieux.
130	10.5.1944 R	Berlin (Burckhardt) à EMG	Informations sur un exposé d'Hitler prononcé à Berchtesgaden devant les «Gauleiter» et les plus hautes personnalités politiques du Reich. Optimisme du Führer quant à l'évolution militaire, méfiance envers les Etats neutres et le cas échéant mesures à prendre contre eux. La Suisse n'est pas nommément citée.
139	17.5.1944 T	Budapest (Jaeger) à DPF (Pilet-Golaz)	D'après des sources jugées sûres, il convient de prévoir une occupation soudaine et brutale de la Suisse à l'image de l'opération allemande qui s'est déroulée en Hongrie.
A	25.5.1944 R	EMG (Masson) au Général Guisan	L'Allemagne aurait les moyens d'entreprendre une opération contre la Suisse. Mais si le danger paraît latent, la menace n'est pas immédiate. Il convient de maintenir le dispositif de sécurité aux frontières.
149	3.6.1944 R	EMG (Masson)	L'Allemagne a les moyens de déclencher une attaque surprise contre la Suisse. Pas de danger immédiat, mais la guerre se rapproche des frontières. Nécessité de renforcer le dispositif de défense.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A	2.6.1944 PV	Commission des Affaires étrangères du Conseil national	Sont abordés notamment au cours de la séance la situation générale, les rapports avec l'URSS, les relations avec l'Italie et les problèmes liés à l'exportation du matériel de guerre.
150	6.6.1944 PV	Conférence du Haut Commandement	A l'occasion de l'invasion en Normandie par les Alliés, rapport du Général et du Haut Commandement de l'armée. Décision de proposer au Conseil fédéral le renforcement du dispositif de sécurité en mobilisant les troupes frontières par affiches jaunes.
151	6.6.1944 L	Général Guisan à DMF (Kobelt)	Guisan et Kobelt d'accord pour mobiliser les troupes frontières par affiches jaunes. Refus du Conseil fédéral, qui préfère un renforcement progressif par ordres de marche individuels.
152	7.6.1944 R	Berlin (Burckhardt) à EMG	Rapport sur la situation militaire des neutres en Europe. La Suède s'attend à être envahie par l'armée allemande. Pour la Suisse, il n'y a pas de menace immédiate. La situation peut changer.
155	10.6.1944 L	Kobelt à Général Guisan	Autorisation donnée par le Conseil fédéral au Général Guisan de mobiliser sans affiches jaunes des troupes frontières.
166	26.6.1944 R	EMG (Masson)	Appréciation de la situation militaire en Europe. Le danger pour la Suisse d'être attaquée par l'Allemagne existe. Proposition de maintenir les mesures de renforcement.
214	29.8.1944 R	Vichy (de Blonay) à EMG	Situation en France. La Légation de Suisse à Vichy protège des «grands blessés» allemands. Réunion à la Légation, sous la présidence de Stucki, des dirigeants FFI plus certains membres de l'ancien Gouvernement. Vichy libérée. Mission de la Légation suisse: éviter que les Allemands occupent à nouveau Vichy. Stucki s'offre en intermédiaire entre les FFI et les Allemands. Rapport d'une mission effectuée à Lyon par le Colonel EMG de Blonay.
220	5.9.1944 L	Général Guisan à Berne (Légation des Etats-Unis)	Demande de Guisan de pouvoir envoyer une mission militaire suisse scindée en plusieurs équipes dont l'une suivrait les forces américaines et les autres celles des forces anglaises et des forces françaises opérant sous le Commandement allié.
226	11.9.1944 L	Général Guisan à DMF (Kobelt)	Informations portant sur le regroupement partiel du dispositif de l'armée, rendu nécessaire par le développement des opérations à proximité des frontières de la Suisse et visant à protéger deux zones particulièrement menacées: Bâle et l'Ajoie.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
227	12.9.1944 PVCF	Conseil fédéral	Pour éviter la violation nocturne du territoire suisse par l'aviation alliée, le Conseil fédéral autorise le Général à décider de la levée de l'obscurcissement.
230	13.9.1944 L	Général Guisan à Berne (Légation des Etats-Unis)	Protestations véhémentes de Guisan au sujet des violations de frontières par l'aviation des Etats-Unis.
235	18.9.1944 AM	DPF (Pilet-Golaz) à Berne (Harrison)	Contacts avec armées belligérantes. Démarches entreprises pour envoyer auprès des armées américaine et allemande opérant à proximité de la frontière un officier muni du matériel cartographique permettant d'éviter des violations de territoire.
243	28.9.1944 L	Général Guisan à DMF (Kobelt)	Nécessité d'établir une liaison personnelle entre la 1ère armée française du Général de Lattre de Tassigny, opérant à proximité de la frontière suisse, et le Commandement de l'Armée. De Lattre offre d'accueillir une mission militaire suisse et demande que soit accrédité dans notre pays en qualité d'attaché militaire un officier de son état-major. Guisan très favorable à ces propositions.
245	3.10.1944 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral se rallie aux propositions du Commandant en Chef de l'Armée concernant certaines modifications du dispositif de défense rendues nécessaires par l'évolution de la situation stratégique en Europe. Il approuve le plan de relève prévu par le Général.
A	14.10.1944 L	Général Guisan à DMF (Kobelt)	Divergences entre le Conseil fédéral et le Général sur l'appréciation de la situation militaire.
283	5.11.1944 No	Vevey (?) (Jaeger) à EMG (Masson)	Le Général Béthouart suggère certaines mesures pour éviter les risques d'incidents ou d'erreurs lors de la progression des troupes françaises le long de la frontière suisse.
290	11.11.1944 L	Général Guisan à Genève (Payot)	René Payot doit se rendre en France. Il est chargé de prendre contact avec de Lattre pour demander à ce dernier de faire tenir une invitation officielle à Guisan permettant l'envoi d'une mission militaire sur le front.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
306	30.11.1944 L	Général Guisan au Général de Lattre de Tassigny	Remerciements du Général Guisan au Commandant en Chef de la 1re Armée française, qui a su «malgré le tracé si capricieux de nos frontières» éviter toute méprise fâcheuse.
323	27.12.1944 L	DPF à Berne (Ambassade de France)	Demande du Département politique au nom du Conseil fédéral et à la requête du Commandement de l'Armée de faire savoir au Gouvernement de la République française le souhait des autorités suisses de pouvoir envoyer une mission militaire sous forme d'un ou de plusieurs voyages sur le front par un groupe de 7 ou 8 officiers.
329	4.1.1945 R	EMG (De Montmollin) au Général Guisan	Rapport des officiers suisses en mission auprès du 6e groupe d'armée allié: énormité des moyens de l'armée américaine, bon moral des troupes, armée française assez hétéroclite, importantes dévastations dans les Vosges, la Haute-Saône et le Doubs.
339	15.1.1945 R	Berlin (Burckhardt) à EMG	Résumé d'un rapport d'orientation de la situation militaire par le Général allemand Jodl. L'exposé s'adressait aux Attachés militaires des alliés du Reich et des Etats neutres. Jugement sévère envers la Suède, bienveillant pour la Suisse.
345	22.1.1945 L	Général Guisan à EMG (Huber)	Demande d'une appréciation de la situation militaire, voire politique, en raison de l'ampleur de l'offensive russe sur le front oriental.
A	25.1.1945 R	EMG (Masson)	Appréciation de la situation par le Brigadier Masson: l'organisation de la défense nationale permet de répondre à toute menace extérieure, allemande ou russe. Sur le plan politique, éventualité d'une mission de maintien de l'ordre donné à l'armée.
349	27.1.1945 L	Général Guisan au DMF (Kobelt)	Information selon laquelle une mission d'officiers suisses peut être envoyée auprès du Général de Lattre. Il conviendra de désigner des officiers de carrière et des officiers de troupe.
374	22.2.1945 L	Berne (Rappard) à EM du Général (Barbey)	Impression rapportée par le Chef de la Délégation américaine, L. Currie, suite à son entretien personnel avec Guisan. Difficultés surgies au sujet de la requête américaine d'obtenir de la Suisse qu'elle bloque le transit entre l'Italie et l'Allemagne par le Gothard.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
376	22.2.1945 L	Général Guisan à Berne (Légation des Etats-Unis)	Protestations véhémentes du Général Guisan pour violation de l'espace aérien suisse et bombardement du village de Vatz dans les Grisons.
392	11.3.1945 R	EMG (Masson) au Général Guisan	Informations et précisions concernant les pourparlers engagés par le Maréchal Kesselring avec les Alliés en vue de la cessation des hostilités en Italie. Conséquences possibles pour la Suisse.
A	9.3.1945	EMG (Masson) au Général Guisan	Informations sur ces pourparlers auxquels assiste un membre du Service de Renseignements et de Sécurité de l'EMG.
400	23.3.1945 L	Général Guisan à Berne (Ambassade de France)	Remerciements du Général Guisan au Général Davet, Conseiller militaire près l'Ambassade de France, pour l'accueil accordé à la mission militaire suisse. Prévision d'une nouvelle mission.
403	29.3.1945 L	EMG (Masson) au Général Guisan	Rapport sur les entretiens secrets d'Ascona visant à un armistice entre les troupes allemandes et les troupes alliées en Italie. Côté allié: Dulles et 2 officiers généraux représentant le Général Wilson; côté allemand: le Général SS Wolff.
412	12.4.1945 Décision présidentielle	Conseil fédéral	Communiqué à la presse que le Département d'Etat américain a fait connaître ses profonds regrets pour le bombardement du 22.2.1945 (Vatz) et a promis l'indemnisation des dégâts commis.
421	19.4.1945 L	Général Guisan à Général de Lattre de Tassigny	Remerciements du Général Guisan en rapport avec l'envoi d'une 2e mission militaire suisse auprès de la 1re armée française. Mission chirurgicale suisse décommandée au dernier moment.
431	26.4.1945 R	EMG (Masson) au Général Guisan	Evolution rapide de la situation en Italie. Bien que des combats se déroulent encore, des commandements alliés et allemands se sont déjà entendus pour une capitulation sans condition de la part de la Wehrmacht.
A	26.4.1945 R	EMG (Waibel?)	Rapport sur l'évolution de la situation militaire en Italie.

Cf. aussi

I.2. Commissions fédérales compétentes pour les relations internationales, N° 229.
II.1. Allemagne. Relations politiques, N^os 59, 135.
II.10.1.1. France. Régime de Vichy. Relations politiques, N^os 43, 214.
II.15. Italie, N° 251.
II.24.3. Internés soviétiques en Suisse, N° 209.
III.1.1. Négociations économiques avec l'Allemagne, N° 246.
III.1.2. Relations financières avec l'Allemagne, N° 447.
III.2.1. Négociations économiques avec les Alliés, N° 216.
III.2.2. Négociations financières avec les Alliés, N° 132.
III.5. Transit, N^os 307, 313.
IV.2. Réfugiés, internés et prisonniers de guerre, N^os 22, 164, 215, 415.
IV.5. Activités d'entraide internationale, N° 248.

VI. L'APRÈS-GUERRE ET LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
42	19.11.1943 PVCF	Conseil fédéral	La Section d'information pour l'après-guerre prend une grande importance et devra recourir à la collaboration de spécialistes des questions politiques, économiques, juridiques, etc. Tout en restant Ministre de Suisse à Vichy, W. Stucki est désigné pour diriger cette Section. Cette nomination ne doit pas restreindre les compétences du Directeur de la Division du Commerce du DEP.
95	14.3.1944 PVCF	Conseil fédéral	Le BIT a invité la Suisse à la 26e session de la Conférence internationale du Travail à Philadelphie. La Suisse a un grand intérêt à participer à la Société des Nations et aux autres organisations internationales. Mais, dans les conditions actuelles, cette session a lieu dans le camp des Alliés et la politique de neutralité de la Suisse l'empêche d'y participer. Toutefois, un membre de la Légation de Suisse à Washington représentera le Gouvernement suisse à Philadelphie.
116	5.4.1944 PVCF	Conseil fédéral	Instructions pour les délégués suisses à la 26e session de la Conférence internationale du Travail à Philadelphie.
144	31.5.1944 No	DPF (Zoelly)	Le Conseiller du Département politique pour les questions financières de l'après-guerre, P. Rossy, Directeur général de la Banque nationale, préconise une attitude très réservée de la Suisse à l'égard de la Conférence de Bretton Woods.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A1	15.6.1944 R	Banque nationale au DFD (Nobs)	Exposé sur les prestations financières de la Suisse en faveur des deux camps belligérants.
A2	15.6.1944 R	Banque nationale	Exposé sur la Suisse et les projets monétaires pour le monde de l'après-guerre.
A3	21.10.1944 L	Banque nationale (Weber et Hirs) à DAE du DPF	Réaction de la Banque nationale à la 6e résolution votée par la Conférence de Bretton Woods: rappel des mesures déjà prises et problème de compétence politique.
A4	18.11.1944 No	DFD (Reinhardt) à DFD (Nobs)	Les critiques contre la Suisse exprimées à Bretton Woods se diffusent et s'amplifient. Il est nécessaire que les autorités fédérales élaborent une politique énergique.
A5	23.11.1944 L	DFD (Nobs) à DPF (Pilet-Golaz)	A la suite de la Conférence de Bretton Woods, les déclarations sur le contrôle des transactions financières se multiplient. Les autorités suisses doivent suivre attentivement cette évolution des relations internationales.
A6	11.12.1944 L	DPF à DFD (Nobs)	Exposé du Département politique sur son attitude face à un des problèmes importants de l'après-guerre pour la Suisse: le contrôle des capitaux en fuite.
154	9.6.1944 No	DPF (Zoelly)	Rapport sur la Conférence internationale du Travail à Philadelphie. Il est question d'un retour du siège du BIT à Genève. La Suisse, la Suède et la Turquie ont collaboré en tant que pays neutres. Les membres suisses du Conseil d'administration n'ont pas été réélus. L'attitude à l'égard de l'Allemagne pour l'après-guerre est envisagée.
258	13.10.1944 PVCF	Conseil fédéral	Participation de la Suisse à la Conférence aérienne internationale à Washington en raison de l'importance grandissante des transports aériens. La délégation suisse devra rester neutre et fort réservée, notamment en raison de la rivalité entre les Anglais et les Américains.
272	30.10.1944 T	Washington (Bruggmann) à DPF	L'URSS a refusé de participer à la Conférence aérienne de Chicago en prétextant que des pays comme la Suisse, l'Espagne et le Portugal ont été invités. Pilet-Golaz réagit «fort calmement» face «aux procédés désobligeants» de la diplomatie soviétique.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
282	4.11.1944 L	DEP (Stampfli) à DPF (Pilet-Golaz)	La possibilité de faire revenir le siège du Bureau international du Travail à Genève n'est pas négligeable. Le Conseil fédéral décide de payer ses cotisations arriérées à la Société des Nations.
318	15.12.1944 L	DPF (Bonna) à Londres (Ruegger)	Comparaison entre la position suisse au moment de l'adhésion à la Société des Nations et l'attitude face aux projets d'organisation internationale pour l'après-guerre.
346	24.1.1945 R	Londres (Ruegger) à DPF (Petitpierre)	Exposé sur les relations de la Suisse avec les organisations internationales (Société des Nations, projet de pacte de sécurité de Dumbarton Oaks, Bureau international du Travail, Cour permanente de Justice internationale, Œuvres d'entraide humanitaires, CICR, etc.).
413	12.4.1945 RP	Washington (Bruggmann) à DPF (Petitpierre)	Rapport peu optimiste sur les résultats de la Conférence de Yalta.

Cf. aussi

I.2. Commissions fédérales compétentes pour les relations internationales, N° 229.
II.9.2. Etats-Unis d'Amérique. Relations économiques, N° 102.
II.19. Pays-Bas, N° 231.
II.20. Pologne, N° 19.
II.24.1. Union soviétique. Relations économiques, N° 198.
III.2.2. Négociations financières avec les Alliés, N°s 143, 167.
IV.5. Activités d'entraide internationale, N° 248.

VI. DOCUMENTS

1

E 2300 Rom/48

Le Ministre de Suisse à Rome, P. Vieli,
au Chef de la Division des Affaires étrangères du
Département politique, P. Bonna[1]

L Rom, 8. September 1943

Ich gelangte in den Besitz Ihres Schreibens vom 3. dies betreffend zwei im Berner «Bund» vom 3. September (Nr. 410) veröffentlichte Telegramme aus Mailand, bezw. aus Rom, wonach der ehemalige italienische Gesandte in Bern, Minister Tamaro[2], kurz vor dem Sturze der Diktatur unter der Beschuldigung der Mittäterschaft bei einem Schwarzhandel mit Gold aus der fascistischen Partei ausgeschlossen worden sei und heute unter polizeilicher Bewachung stehe sowie über den Erwerb einer Villa in der Schweiz durch den früheren Staatsminister Rob. Farinacci.

Sie stellen fest, dass wir aus evidenten Gründen der Frage der Fluchtkapitalien alle Aufmerksamkeit schenken müssen, zumal, wie anzunehmen sei, die vorstehend wiedergegebenen Nachrichten in der internationalen Presse ein gewisses Echo finden werden.

Zu Ihren Ausführungen ist in allgemeiner Hinsicht zu bemerken, dass vor etwa 10 Tagen der italienischen Presse offenbar die Weisung zugekommen ist, den Finanzskandalen der ehemaligen Parteiführer einen grossen Raum in der Presse zu reservieren, während vorher darüber nichts hatte veröffentlicht werden dürfen. Es liegt auf der Hand, dass nunmehr die Presse sich dieser Skandalgeschichten mit Freude angenommen hat und dass jede Zeitung die andere mit derartigen Schauermärchen übertreffen will. Diese Meldungen sind somit, was die Einzelheiten anbelangt, mit grösster Vorsicht aufzunehmen, wenn auch in sachlicher Hinsicht keine Zweifel darüber bestehen, dass die Mitglieder der fascistischen Partei es recht gut verstanden haben, sich persönliche Vorteile zu verschaffen. Einen Beweis dafür, wie übertrieben solche Nachrichten manchmal sind, belieben Sie aus der am 3. September in der italienischen Presse veröffentlichten offiziösen Darstellung über das vorläufige Ergebnis der Untersuchung über ungerechtfertigte Bereicherungen zu entnehmen, wonach, beispielsweise was Ciano anbelangt, derselbe unter seinen vielen Gütern ein «principesco Villino» bewohnt habe. Nun trifft dies in keiner Weise zu, denn er hat in der Nähe der Gesandtschaft eine allerdings ansehnliche Wohnung gemietet, die jedoch nichts prinzliches an sich hat. Diese offiziöse Mitteilung gab sofort dem Sekretär des Grafen Ciano, seinem Onkel, die Gelegenheit, in der

---

1. *Pilet-Golaz a mis ce document* en circulation *parmi ses collaborateurs le 16 septembre 1943. Lors de sa séance du 17 septembre 1943, à la suite d'un exposé du Chef du Département politique, le Conseil fédéral décide d'autoriser Pilet-Golaz à faire revenir, pour rapport, le Ministre de Suisse à Rome* (*cf. PVCF N° 1655*, E 1004.1 1/437).
2. *Cf.* E 2001 (E) 1/38. *Cf. aussi* E 2001 (E) 1967/113/436.

Presse gegen diese Anschuldigungen Verwahrung einzulegen unter Hinweis darauf, dass es mit der prinzlichen Villa nichts sei. Ich wiederhole somit, dass diese gegenwärtigen Meldungen aus Italien mit der allergrössten Vorsicht aufzunehmen sind. Dabei kann nicht darauf abgestellt werden, ob die italienische Zensur solche Mitteilungen zur Ausfuhr ins Ausland genehmigt oder nicht. Wie bereits oben erwähnt, hat sich nunmehr die Regierung entschlossen, auf diesem Gebiete der ungerechtfertigten Bereicherungen der Presse durchaus freie Hand zu lassen.

Was Herr Minister Tamaro anbelangt, so ist es selbstverständlich möglich, dass er, wie alle leitenden Personen des Fascismus, gegenwärtig unter polizeilicher Überwachung steht. Soweit ich unterrichtet bin, verkehrt er oder verkehrte er mindestens noch vor ungefähr 10 Tagen frei in der Stadt Rom. Nach meinen Erkundigungen, die ich mir bestätigen lassen werde, ist er vorläufig dem italienischen Aussenministerium zur Verfügung gestellt worden. Was den Schwarzhandel mit Gold anbelangt, so glaube ich nicht, dass etwas Wahres daran ist. Diese Angelegenheit ist wahrscheinlich in Verbindung zu bringen mit einem Zwischenfall, der sich anfangs dieses Jahres ereignet hat und wobei das italienische Aussenministerium einem Devisenschmuggel durch Vermittlung des italienischen diplomatischen Kuriers auf die Spur gekommen ist. Diese Angelegenheit hat dem Botschaftsrat der italienischen Botschaft in Berlin, Francesco della Porta, der seinerzeit auch in Bern gewesen ist, und – soweit ich unterrichtet bin – auch dem italienischen Konsularvertreter in Antwerpen die Posten gekostet. Damals hat man in Kreisen des Palazzo Chigi erzählt, dass Tamaro beinahe in die Sache verwickelt worden sei, indem offenbar aus den besetzten Gebieten die Kuriere an die Berner Gesandtschaft geleitet wurden, doch habe Tamaro nachweisen können, dass er von der ganzen Sache nichts gewusst habe.

Dass der italienische diplomatische Kurier mit der Schweiz zu Devisenschmuggel benutzt wurde, ist ja kein grosses Geheimnis und zwar in beiden Richtungen, indem offenbar gewisse Personen und vielleicht der Staat selbst, italienische Banknoten auf dem schweizerischen Markt absetzen wollten zwecks Beschaffung von Devisen, während das Personal der italienischen Gesandtschaft in Bern, das bekanntlich zum offiziellen Kurse entschädigt wird, die Gelegenheit wird dazu benützt haben, mittels des Kuriers billig erworbene italienische Banknoten nach Italien zu schicken.

Was den Fall Farinacci anbelangt, so war mir der im «Resto del Carlino» erschienene Artikel, wonach er in der Schweiz eine Villa erworben habe, nicht entgangen. Sie finden anbei einen Artikel des «Corriere della Sera» vom 6. September, wonach eingehend die einzelnen Objekte aufgezählt werden, die Farinacci erworben haben soll. Darin steht von einer Villa in der Schweiz nichts, dagegen aber von einer Reihe von Koffern, die er nach der Schweiz geschickt haben soll und von denen behauptet wird, es habe sich wahrscheinlich hier um Wertschriften gehandelt. Auch in diesem Falle werde ich versuchen, eingehende Auskünfte zu beschaffen, wobei jedoch darauf hinzuweisen ist, dass die Untersuchungen der eingesetzen Spezialkommission noch nicht zum Abschluss gebracht worden sind.

Man wird sich jedoch darüber im Klaren sein müssen, dass, wenn in der

Presse nur Einzelfälle erwähnt werden, Fluchtkapitalien zugunsten von ehemaligen Fascisten jedenfalls in ganz grossem Umfange nach der Schweiz gebracht worden sind. Als Beispiel möchte ich auf den Besuch hinweisen, den einer meiner Mitarbeiter vor zwei Tagen von Seiten des liechtensteinischen Neubürgers Max Rosenberg erhalten hat. Derselbe machte geltend, dass ein Direktor der AGIP – Azienda Generale Italiana Petroli – eine Gesellschaft, die nahe Beziehungen mit der Partei hatte, von ihm im Frühling sein im Kanton Tessin gelegenes Gut habe erwerben wollen. Der fragliche Italiener habe, bevor der Kaufabschluss perfekt geworden war, auf das Konto Rosenberg bei einer Schweizerbank Fr. 400 000.— einbezahlt. Auf meine Frage hin stellte Rosenberg fest, dass der fragliche Direktor der AGIP dank seiner Beziehungen mit dem Minister für Warenaustausch und Devisen – wohl damals noch Herr Raffaele Riccardi – die Ausfuhrbewilligung für die Fr. 400 000.— ohne weiteres erhalten habe. In der Folge haben sich die Verhandlungen zerschlagen und Rosenberg gab dem Genannten gegen Sicherstellung von Fr. 200 000.— in der Schweiz einen Kredit in italienischen Liren. Nunmehr verlangt die vorerwähnte Kommission die sofortige Rückerstattung des Frankenbetrages, wobei ihm der Gegenwert zum offiziellen Kurs in Lire zur Verfügung gestellt werden soll, was ihm jedoch nicht passen kann, da der in Lire eröffnete Kredit viel grösser war. Die Einzelheiten dieser Transaktion interessieren uns nicht in diesem Zusammenhange, sondern nur die Tatsache, dass ein Direktor der AGIP ohne weiteres zu einem Grundstückkauf die Bewilligung erhalten konnte, Fr. 400 000.— zu erwerben. Wie viele Millionen werden bei dieser Sachlage den fascistischen Parteiführern zur Verfügung gestellt worden sein! *[...]*

P.S.: Mit Bezug auf Herrn Minister Tamaro möchte ich noch auf einen Punkt in Ihrem Brief antworten, der in den vorstehenden Ausführungen nicht berücksichtigt wurde. Es ist richtig, dass Herr Tamaro kurz vor dem Sturze des Regimes aus der fascistischen Partei ausgeschlossen worden ist. Diese Mitteilung wurde mir von einem Bekannten des Aussenministeriums gemacht und in der Folge von Herrn Tamaro, als ich denselben einmal traf, bestätigt. Der Grund für diesen Ausschluss liegt aber nicht in irgendwelcher Mittäterschaft bei einem Schwarzhandel mit Gold. Über diesen Punkt habe ich weiter oben ausführlich berichtet. Tamaro wurde aus der Partei vielmehr wegen «Judenfreundlichkeit» ausgeschlossen und zwar im Zusammenhang mit der Angelegenheit Castiglione/L.F. Meyer[3], die in der Schweiz bekanntlich ziemlich viel Staub aufgewirbelt hat. Tamaro scheint sich in der Tat schon vor zwei Jahren sehr intensiv für Castiglione eingesetzt zu haben, was offenbar in hiesigen fascistischen Kreisen Anstoss erregt hat.

---

3. *Cf.* E 2001 (D) 3/261.

ANNEXE I

E 2001 (E) 1967/113/429

Le Président de la Direction générale du Crédit Suisse, A. Jöhr, au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz[4]

Copie
L Personnelle

Zurich, 10 septembre 1943

Lors de l'audience du 3 de ce mois je me suis permis de vous exposer qu'un retour précipité de Mr. Vieli après la chute du régime fasciste pourrait prêter à des commentaires malveillants sur sa mission à Rome. Je vous ai rendu attentif à un premier signe, une observation désagréable publiée récemment par le Volksrecht[5]. Vous avez été très aimable et m'avez tranquillisé que la rentrée de Mr. Vieli en Suisse serait entourée de toutes formes et précautions nécessaires pour éviter ce danger.

Aujourd'hui je sens le devoir de vous signaler un fait que je considère être très grave. Il m'est rapporté par des hommes de confiance, prêts éventuellement à servir de témoins, que Dr. Auguste Schneeli, ressortissant d'une bonne famille de Zurich, âgé d'environ 60 ans, peintre et amateur des beaux-arts, propriétaire du petit château de Vuppens dans le canton de Fribourg, a répandu le bruit suivant:

Le séjour de Mr. Vieli à Rome s'approcherait rapidement de sa fin. Ayant mérité la confiance spéciale de Ciano pour avoir accordé à la fortune personnelle de Ciano un refuge au Crédit Suisse, Ciano l'aurait réclamé comme ministre de Suisse à Rome et le Conseil fédéral aurait cédé à ses instances. L'ancien ministre à Rome, par contre, aurait refusé à Ciano de se mêler de ses affaires financières personnelles et serait ainsi tombé en disgrâce et ensuite aurait été éloigné.

Comme on sait que Mr. Schneeli court les salons et les Palace Hôtels de toute l'Europe et qu'on n'ignore pas les milieux qu'il fréquente, il est assez aisé de deviner la source dans laquelle il a puisé.

Je n'ai pas besoin de vous assurer que ni Mr. Vieli ni le Crédit Suisse n'ont jamais prêté la main à des opérations sinon illicites du moins imprudentes du genre aligné par Mr. Schneeli. Les dires de ce monsieur et de ses inspirateurs sont de pures calomnies. Mais vous savez, Monsieur le Conseiller fédéral, aussi bien que moi, que les calomnies trouvent toujours des crédules et qu'elles deviennent dangereuses si elles ne sont pas tout de suite étouffées.

Ne serait-ce donc pas opportun d'ouvrir une enquête officielle mais discrète et d'obliger au moins les auteurs de ces bruits à révoquer en bonne forme?

Regrettant beaucoup de devoir vous importuner de cette fâcheuse affaire, je vous prie, Monsieur le Conseiller fédéral, de croire à mon entier dévouement.

---

4. *Une copie de cette lettre manuscrite est adressée par P. Vieli à R. Kohli en annexe à sa lettre du 26 avril 1945* (E 2001 (E) 1967/113/429): *des informations en provenance des milieux officiels américains accusaient Vieli d'avoir aidé Ciano à transférer une partie de sa fortune en Suisse. Dans sa lettre, P. Vieli dément formellement ces accusations et rappelle quelles furent ses relations avec l'ancien Ministre italien des Affaires étrangères.*

*A ce sujet, cf. aussi la lettre de Vieli à Kohli du 24 juillet 1945 (*E 2001 (E) 1967/113/437).

5. *Quotidien socialiste publié à Zurich.*

ANNEXE II

E 2001 (E) 1967/113/429

Le Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz,
au Président de la Direction générale du Crédit Suisse, A. Jöhr

Copie
L Personnelle et Confidentielle Berne, 15 septembre 1943

Mon cher Président,

Votre lettre du 10 septembre m'est bien parvenue.

Je puis vous confirmer que je prendrai toutes les mesures que les circonstances permettront pour éviter que le retour de M. Vieli, lorsqu'il se produira, ne puisse prêter à commentaires ou interprétations tendancieux.

Le pauvre, en ce moment, a la vie dure à Rome et tous les bons Suisses devraient lui être reconnaissants de ce qu'il fait.

Il serait facile de démentir les bruits que M. Schneeli fait courir, puisqu'au printemps 1942 déjà, je songeais à M. Vieli pour remplacer temporairement M. Ruegger à Rome et que Ciano n'avait rien à voir dans mon choix.

Par contre, il est difficile de faire une enquête officielle et discrète à la fois. Ou bien elle est officielle avec tous les avantages mais aussi tous les inconvénients que cela comporte, ou bien elle est discrète et alors cesse d'être officielle.

Je manquerais d'ailleurs d'indices suffisants pour provoquer une enquête officielle, ne voulant naturellement pas faire état de votre lettre. En revanche, j'ai envisagé une certaine surveillance: c'est la première mesure à prendre. Selon ses résultats, je verrai quelle suite nous pouvons lui donner[6].

---

6. *Egalement le 8 septembre 1943, le Ministre de Suisse à Londres adresse une lettre au DPF sur le même sujet que son collègue en poste à Rome. Thurnheer écrit notamment:* A diverses occasions ces derniers temps, je vous ai signalé les bruits qui courent ici, répandus par la presse, sur des achats de propriétés en Suisse par des personnages en vue des puissances de l'Axe, ou sur des fonds leur appartenant déposés dans des banques de notre pays. Bien entendu, on allègue que ces opérations sont faites au moyen d'intermédiaires, mais l'effet général n'est finalement pas favorable à l'endroit, tant de nos instituts financiers que même du gouvernement qui, insinue-t-on, tolère ces agissements. *[...]* Il est curieux de constater, du reste, que le public en général est convaincu que tous ces bruits sont fondés. Voilà vingt ans au moins qu'on entend des histoires semblables répandues plus ou moins par toutes les oppositions contre les chefs des partis au pouvoir en Europe continentale. *[...]* Avant la guerre, on parlait de tels placements en Amérique du Sud et dans certains pays d'Europe, dont la Suisse. Depuis la guerre, la notion de «pays neutres» s'est restreinte en somme aux neutres d'Europe. Et ces placements, dont on admettait assez facilement l'existence, sont devenus impardonnables envers ceux qui les font et pire encore envers ceux qui les acceptent, quand il s'agit de fonds mis à l'abri par des gens en vue de l'Axe. Ici intervient la notion de «criminels de guerre». *[...]* (E 2001 (E) 1967/113/432).

Par une lettre du 15 octobre, la DAE du DPF répond notamment: [...] Comme vous le relevez avec juste raison, ces bruits si peu fondés qu'ils soient, en fait, semblent rencontrer un écho particulièrement favorable, témoignage d'un état d'esprit qu'il est utile de connaître car c'est dans cette atmosphère, apparemment, que se dérouleront en leur temps les pourparlers de paix. *[...]* Nous vous prions, dès lors, de continuer à nous tenir au fait des réactions que provoquent ces manœuvres qui, jusqu'à plus ample informé, semblent ressortir à ce qu'il est convenu d'appeler la guerre des nerfs. *[...]* (E 2001 (E) 1967/113/432).

De plus, la DAE transmet ces informations à l'ASB, car la question de l'activité des banques

suisses figure désormais à l'ordre du jour des négociations proposé par les Alliés. Sur les réactions de l'ASB à ces critiques alliées, cf. E 2001 (E) 1/131, E 2001 (E) 2/558, E 7110/1976/134/60. *Sur l'attitude de l'Association des Bourses suisses, cf.* E 2001 (E) 2/559. *Sur les mesures prises par l'Association suisse des compagnies d'assurances concessionnées, cf.* E 2001 (E) 1967/113/443.

2

E 1004.1 1/437

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 10 septembre 1943 [1]

1619. Mobilmachung der Grenztruppen

Militärdepartement. Antrag vom 9. September 1943

Im Anschluss an die Sitzung des Bundesrates vom 7. dies hat das Militärdepartement den Oberbefehlshaber der Armee eingeladen, Massnahmen zu einer allfälligen Verstärkung der Südfront vorzubereiten. Der Oberbefehlshaber wies darauf hin, dass er mit dem Aufgebots-Plakat Nr. 314 ein Aufgebot der Grenztruppen der Südfront auslösen könne, falls sich die Notwendigkeit hiezu einstellen sollte.

Mit Rücksicht auf die am 8. September erfolgte Kapitulation Italiens und die damit im Zusammenhang stehenden möglichen kriegerischen Handlungen in der Nähe unserer Südgrenze, beantragte der Oberbefehlshaber den unverzüglichen Vollzug des Aufgebotes der Grenztruppen der Südfront. Im Einvernehmen mit dem Bundespräsidenten und dem Vorsteher des Politischen Departements hat das Militärdepartement den Oberbefehlshaber am 8. dies [2] ermächtigt, das Aufgebot der Grenztruppen gemäss Plakat Nr. 314 zu verfügen.

Antragsgemäss wird daher *beschlossen*:

Der vom Militärdepartement vorgelegte Entwurf eines BRB betr. die Wiedermobilmachung eines Teiles der Grenztruppen an der Südgrenze wird gutgeheissen [3].

---

1. *Absents: Kobelt, Pilet-Golaz et Wetter.*
2. *Cf. PVCF N° 1615,* E 1004.1 1/437.
3. *Le 13 septembre, un communiqué officiel est publié:* Sitôt connue la conclusion d'un armistice entre les commandements italien et allié, le Conseil fédéral mit sur pied des troupes frontières; elles occupèrent leurs positions le jeudi 9 septembre. Ce même jour au soir, le Conseil fédéral après examen de la situation et de son évolution, a ordonné, d'entente avec le commandement de l'armée, la levée d'un certain nombre d'unités d'armée et de garnisons, notamment celles de St. Maurice, du Gothard et de Sargans. Leur mobilisation s'est déroulée dans l'ordre et la tranquillité. Les passages des Alpes et tous leurs accès sont occupés (E 27/14320). *Cf. aussi PVCF N° 1646 du 17 septembre 1943,* E 1004.1 1/437.

3

E 1004.1 1/437

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 10 septembre 1943 [1]

1621. Schweizerisch-ungarische Verhandlungen über den Waren-und Zahlungsverkehr

Vertraulich. Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 7. September 1943

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet folgendes:

«I.

Das gegenwärtig geltende *Vertragswerk über den Waren-und Zahlungsverkehr zwischen der Schweiz und Ungarn* (Abkommen vom 11. Oktober 1941 und dazugehöriges Protokoll vom 17. Oktober 1942 mit den Briefwechseln vom 10. Februar, 29. Mai und 30. Juni 1943) [2] ist noch gültig bis zum 30. September 1943. Sofern es nicht unter Einhaltung einer zweimonatigen Frist gekündigt wird, verlängert sich seine Gültigkeitsdauer jeweilen um 3 Monate. Da beide Parteien von der erstmaligen Kündigungsmöglichkeit Ende Juli keinen Gebrauch gemacht haben, würde das ganze Vertragswerk formell also bis Ende dieses Jahres weiter in Kraft bleiben.

Lediglich mit einer Verlängerung der Gültigkeit der bisherigen Abmachungen wäre aber den beidseitigen Interessen kaum gedient. Die heute in fortwährendem Fluss stehende Entwicklung der politischen und wirtschaftlichen allgemeinen Lage verlangt eine möglichst baldige neue Überprüfung der gegenseitigen Wirtschaftsbeziehungen und eine Anpassung an die derzeitigen Verhältnisse.

Nachdem sich schon während der gegenwärtigen Vertragsperiode verschiedene ergänzende Abmachungen als notwendig erwiesen haben, erscheint es unumgänglich, das ganze gegenseitige Vertragsverhältnis neu zu überprüfen. Bereits anlässlich der letzten im Mai in Bern stattgefundenen schweizerisch-ungarischen Regierungskommissions-Besprechungen war man sich hierüber einig und vereinbarte schon damals, dass im Laufe des Monats September allgemeine Verhandlungen zu dem genannten Zweck aufgenommen werden sollten. Es ist vorgesehen, diese Verhandlungen in Budapest zu führen.

II.

Wie jeweilen an den früheren Verhandlungen wird auch diesmal zunächst die bisherige Entwicklung des schweizerisch-ungarischen Warenverkehrs zum

---

1. *Absents: Kobelt, Pilet-Golaz et Wetter.*
2. K I.1300-1304.
   Cf. aussi E 7110 1967/32/900 Ungarn/3.

Gegenstand eingehender Prüfung gemacht werden müssen. Aus der Handelsstatistik ergibt sich hier, verglichen mit der gleichen Zeit der früheren Vertragsperiode, folgendes Bild:

Einfuhr aus Ungarn in Mio. Fr.			*Ausfuhr nach Ungarn* in Mio. Fr.	
1941/42	*1942/43*		*1941/42*	*1942/43*
6.6	3.6	Oktober	2.9	3.5
5.7	4.9	November	3.5	3.1
9.2	9.2	Dezember	4.6	6.7
4.2	5.6	Januar	3.5	3.4
3.6	7.6	Februar	4.4	5.2
7.5	11.0	März	4.2	7.6
6.1	12.1	April	3.5	6.2
7.0	5.3	Mai	3.0	4.3
4.3	5.7	Juni	3.8	5.8
6.0	6.4	Juli	4.5	6.2
		oder total		
76.9		Oktober 1942–Juli 1943	51.9	
		gegenüber		
60.82		Oktober 1941–Juli 1942	38.07	

Nachdem die *Einfuhr* aus Ungarn in den ersten Monaten der laufenden Vertragsperiode anfänglich stark hinter den Erwartungen zurückgeblieben war, trat dann als Folge der ergänzenden Vereinbarungen vom 10. Februar 1943 eine vorübergehende Besserung ein[3]. Die Entwicklung blieb jedoch unstabil, denn im Mai und Juni fielen die Importe neuerdings stark zurück, um erst im Juli wieder leicht anzusteigen.

Eine ununterbrochene ständige Wertzunahme zeigt die *Ausfuhr*. Diese wäre noch grösser geworden, wenn man schweizerischerseits nicht gezwungen gewesen wäre, im Interesse der Erhaltung des nötigen Gleichgewichts im Zahlungsverkehr eine Kontingentierung einzuführen. Durch diese vorsorgliche Massnahme konnte die eingetretene Entwicklung in erträglichen Grenzen gehalten und ein übermässiger, anormaler Export verhindert werden.

Bei der Beurteilung der Ein- und Ausfuhrwertzahlen ist gebührend zu berücksichtigen, dass sozusagen auf der ganzen Linie neuerdings sehr erhebliche Preissteigerungen eingetreten sind. Diese waren bei den ungarischen Erzeugnissen bedeutend grösser als bei den schweizerischen. Mengenmässig betrachtet erscheint das Ergebnis der Entwicklung, namentlich was die Einfuhr anbetrifft, nicht so günstig. Ungarn hat uns auf verschiedenen Gebieten weniger Waren geliefert als früher. Auch die warenmässige Struktur der Einfuhr ist

3. E 7110 1967/32/900 Ungarn/4.

nicht sehr befriedigend. Verschiedene von der Schweiz stark begehrte Waren, die früher regelmässig aus Ungarn bezogen werden konnten, waren auch in der gegenwärtigen Vertragsperiode nicht oder dann nur in ganz ungenügenden Mengen erhältlich. So hat uns Ungarn weder Getreide noch Futtermittel geliefert. Auch die in Aussicht gestellten Mengen Malz, Schlachtvieh und Pferde konnten nur zu einem Teil hereingebracht werden. Die Gründe für das Ausbleiben oder die nur ungenügende Erfüllung dieser Lieferungen erklären sich aus der schwierigen Lage Ungarns. Die infolge der Teilnahme am Krieg entstandenen Verpflichtungen gegenüber dritten Staaten, der stark vermehrte eigene Bedarf, die zunehmenden Schwierigkeiten im Transportwesen und die fortwährenden Preissteigerungen schafften immer wieder neue Erschwerungen und Hindernisse, welche die ungarische Ausfuhr nach der Schweiz empfindlich beeinträchtigten. So lange diese Faktoren mitspielen, wird sich der unstabile Charakter der Einfuhr aus Ungarn kaum ändern. Infolgedessen bleibt aber auch die ganze weitere Entwicklung der schweizerisch-ungarischen Handelsbeziehungen ziemlich ungewiss. Gerade aus diesem Grunde muss immer wieder in zeitlich nicht allzu weit auseinanderliegenden gegenseitigen Verhandlungen versucht werden, bestimmte Abmachungen zu treffen, welche den jeweiligen besondern Verhältnissen in geeigneter Weise Rechnung tragen. Dies ist auch die Aufgabe der neuen Verhandlungen.

III.

Schweizerischerseits wird man in diesen Verhandlungen insbesondere trachten müssen, von Ungarn auch für die neue Vertragsperiode möglichst weitgehende *Lieferungszusagen* für solche Waren zu erhalten, welche für die schweizerische Landesversorgung von Interesse sind. In vordester Linie stehen hier die *landwirtschaftlichen Produkte*. In dieser Hinsicht kann dank der gut ausgefallenen diesjährigen ungarischen Weizenernte schon heute ein positiver Erfolg verzeichnet werden. Wie wir in einem gleichzeitigen besondern Bericht und Antrag[4] an Sie ausgeführt haben, ist es bereits gelungen, die Lieferung einer *Weizenmenge* von zunächst 30 000 t aus Ungarn zu vereinbaren. Damit wird der Export einer angestammten alten ungarischen Ware nach der Schweiz wieder aufgenommen, die immer einen Hauptpfeiler unserer früheren Handelsbeziehungen mit Ungarn gebildet hat. Die ganze heutige Situation des Waren-und Zahlungsverkehrs wird dadurch eine durchgreifende Verbesserung erfahren. Insbesondere für unsere Ausfuhr dürften sich daraus vermehrte Absatzmöglichkeiten und Erleichterungen ergeben.

Weniger günstig scheinen die Ernteergebnisse beim Mais und andern landwirtschaftlichen Produkten ausgefallen zu sein, vor allem wegen der viel zu langen Trockenperiode. Man wird sich schweizerischerseits aber trotzdem bemühen, wenn möglich auch hier bestimmte ungarische Lieferungszusagen zu erhalten. Von andern von der Schweiz begehrten und schon bisher in gewissen Mengen gelieferten wichtigeren Waren wären dann noch zu nennen: Futter-

4. *Cf. lettre du 12 juillet 1943 de Ebrard à la Légation de Suisse à Budapest,* E 7110 1967/32/900 Ungarn/4.

mittel, Malz, Zucker, Leder, Holz, Holzkohle, Hanf, Seidenabfälle, Kohlen, chemische Hilfsstoffe, Rohtabak u.a. Selbstverständlich werden sich die schweizerischen Bezugswünsche nicht nur darauf beschränken, die bisherigen mehr oder weniger regelmässigen ungarischen Lieferungen aufrechtzuerhalten und womöglich zu steigern, sondern es soll auch geprüft werden, ob noch irgendwelche interessante andere ungarische Produkte für den Export nach der Schweiz in Betracht kommen können.

Von wesentlicher Bedeutung für das Zustandekommen der ungarischen Lieferungen nach der Schweiz ist die Frage der *Preise*. Wie sich leider gezeigt hat, ist die Entwicklung auf diesem Gebiete immer noch nicht zum Stillstand gekommen. Fast bei sämtlichen Waren, die wir aus Ungarn beziehen, kann die Beobachtung gemacht werden, dass die geforderten Preise bis in die jüngste Zeit hinein die Tendenz hatten, noch weiter in die Höhe zu gehen. Die Gefahr besteht, dass infolgedessen immer häufiger auch solche Waren, die von der Schweiz sehr begehrt sind, nicht mehr bezogen werden können. Nach und nach könnte sich dies für den weitern Verkehr überaus folgenschwer auswirken. Es erscheint daher wohl notwendig, dieses Preisproblem an den kommenden Verhandlungen ebenfalls zu erörtern. Unter Umständen wird es sich nicht länger vermeiden lassen, geeignete Massnahmen in Aussicht zu nehmen, um den genannten Schwierigkeiten zu begegnen.

Gelingt es, in der Frage der ungarischen Importe in die Schweiz zu annehmbaren Ergebnissen zu gelangen, so sollte es auch möglich sein, für die schweizerische *Ausfuhr* nach Ungarn eine entsprechende günstige Regelung zu treffen und zwar sowohl inbezug auf den Wertumfang als auch hinsichtlich ihrer warenmässigen Zusammensetzung. Ebenso wird sich das Ausmass des schweizerischen Entgegenkommens den einzelnen ungarischen Bezugswünschen gegenüber mehr oder weniger darnach richten, wieweit den schweizerischen Begehren für bestimmte ungarische Waren entsprochen wird. Allerdings sind Zugeständnisse für die Ausfuhr schweizerischer Waren nach Ungarn nur möglich, sofern und soweit unsere eigene Versorgungslage in den betreffenden Fällen es gestattet und keine internationalen Verpflichtungen und Rücksichten entgegenstehen. Wenn besondern ungarischen Wünschen hier Rechnung getragen werden kann, so darf schweizerischerseits aber erwartet werden, dass Ungarn daneben auch solche schweizerische Exporterzeugnisse abnimmt, an deren Absatz in erster Linie die Schweiz interessiert ist. Es wird sich hier darum handeln, für diese Waren angemessene ungarische *Kontingente für die Einfuhr* zu erlangen. In dieser Beziehung sollen denn auch einige weitere derartige schweizerische Wünsche geltend gemacht werden. Im Zusammenhang damit bietet sich dann wohl auch Gelegenheit, auf gewisse Fragen der ungarischen *Einfuhrbewilligungspraxis* einzutreten. Da sich hier von Zeit zu Zeit immer wieder Schwierigkeiten ergeben, ist in dieser Hinsicht ebenfalls eine Abklärung und Bereinigung unvermeidlich.

Eine eingehende Besprechung wird der *schweizerischen Maschinenausfuhr*[5] gewidmet werden müssen. Angesichts der andauernd überaus starken ungari-

---

5. *Sur cette question, cf. notamment lettre du 29 septembre et du 8 octobre 1943 de Probst à Ebrard* (E 7110 1967/32/900 Ungarn/4).

schen Nachfrage auf diesem Gebiete kommt vor allem dem Problem der *Materialbeistellung* seitens der ungarischen Auftraggeber grosse Bedeutung zu. Nachdem es anlässlich der Regierungskommissions-Besprechungen im Mai ds.Js. nicht gelungen war, darüber eine Verständigung herbeizuführen, wird man sich neuerdings bemühen müssen, eine der heutigen Lage angepasste Regelung zu treffen.

Bei der Behandlung der ungarischen Bezugswünsche wird vermutlich auch die von der Schweiz angeordnete *zahlungsmässige Ausfuhrkontingentierung* Anlass zu näheren Diskussionen geben. Nachdem diese Massnahme aber lediglich den Zweck verfolgt, eine übermässige den Zahlungsverkehr störende anormale Ausfuhr gewisser Waren zu verhindern, darf wohl erwartet werden, dass man sich ungarischerseits mit ihr abfindet und Einwände aufgibt. Je mehr Mittel übrigens aus der Einfuhr ungarischer Waren dem Zahlungsverkehr zufliessen, desto grössere Erleichterungen und Lockerungen können bei der Ausfuhrkontingentierung vorgenommen werden, denn diese soll wie bisher auch weiterhin in durchaus elastischer Weise gehandhabt werden.

IV.

Neben den Ein- und Ausfuhrfragen dürfte der *Zahlungsverkehr* als Verhandlungsgegenstand kaum ernstliche Modifikationen erfahren. Da sich das bisherige System im allgemeinen bewährt hat, liegt von schweizerischer Seite keine Veranlassung vor, an der bestehenden Grundlage Änderungen vorzunehmen.

Auf dem Gebiete des *Versicherungs-Zahlungsverkehrs*, der sich im allgemeinen befriedigend abgewickelt hat, haben die schweizerischen Interessenten den Wunsch nach einer weitern Verbesserung der Transfermöglichkeiten geäussert.

Dass sich unter den heutigen Verhältnissen wohl kaum etwas Wesentliches für die Förderung des *Reiseverkehrs* erreichen lässt, erscheint wohl ohne weiteres klar. Selbstverständlich sollen aber auch hier die schweizerischen Interessen im Rahmen des Möglichen gewahrt werden.

Gleich wie vor einem Jahr sollen dann wiederum neben den Verhandlungen über den Waren- und Zahlungsverkehr auch Besprechungen betreffend die Erneuerung der *Regelung des Finanzschuldendienstes Ungarns* gegenüber der Schweiz geführt werden. Da der Ungarischen Nationalbank aus dem Waren- und Zahlungsverkehr auch in der laufenden Vertragsperiode wiederum recht ansehnliche Beträge in freiverfügbaren Devisen zugeflossen sind (in der Zeit vom 16. Oktober 1942 bis 31. August 1943 insgesamt rund 21.3 Mio. Fr., also ebenso viel wie in der entsprechenden Vorjahresperiode) und angenommen werden darf, dies werde wohl auch künftig der Fall sein, namentlich wenn weitere Weizenlieferungen zustande kommen, besteht vielleicht die Möglichkeit, nicht bloss die unveränderte Fortsetzung der bisherigen ungarischen Finanzleistungen sicherzustellen, sondern eine angemessene Erhöhung der Überweisungen zu erreichen.

Herr Direktor Feisst, Chef des Eidg. Kriegs-Ernährungsamtes wird sich in Anbetracht der Wichtigkeit der Probleme auf dem Gebiete des Ernährungssektors auch diesmal der Delegation für eine gewisse Zeit anschliessen. Daneben sollen üblicherweise die erforderlichen Experten beigezogen werden.»

Gestützt auf diese Ausführungen wird antragsgemäss

beschlossen:

1. Es sind mit der ungarischen Regierung Verhandlungen in Budapest im Laufe des Monats September aufzunehmen.
2. Mit der Führung der Verhandlungen werden betraut:
Herr Dr. *Ebrard*, Delegierter für Handelsverträge, als Delegationschef;
Herr Dr. *Aebi*, I. Sekretär des Vororts des Schweizerischen Handels- und Industrie-Vereins, als Delegierter;
Herr Direktor Dr. *Feisst*, als Chef des Eidg. Kriegs-Ernährungs-Amtes;
Herr *Mürner*, Vize-Direktor der Schweizerischen Verrechnungsstelle, als Experte;
Herr Dr. *Schneebeli*, Adjunkt der Handelsabteilung, als Experte.
3. Das Volkswirtschaftsdepartement wird ermächtigt, der Delegation die zur Durchführung ihrer Aufgaben erforderlichen weitern Experten beizugeben[6].

6. *Les négociations ouvertes à fin septembre à Budapest aboutissent le 20 octobre 1943 à la signature d'un protocole à l'accord du 11 octobre 1941 dont la durée de validité est prolongée jusqu'au 30 septembre 1944* (K I.1300–1304). *La Division du Commerce du DEP et le Vorort de l'USCI diffusent deux circulaires à ce sujet* (E 2001 (E) 2/616).
Cf. aussi RO, 1943, vol. 59, pp. 880 ss.

4

E 2001 (D) 3/311

Notice du Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna[1]

Berne, 11 septembre 1943

Le Ministre de Grande-Bretagne[2] téléphone chez moi à 13 heures. Il insiste pour me voir le plus vite possible. Nous prenons rendez-vous au Palais fédéral pour 14 heures 30.

1. *Pilet-Golaz a visé ce document le 11 septembre. Le même jour, le Ministre de Suisse à Londres, W. Thurnheer expédie un télégramme au Chef du Département politique qui le reçoit le 12 septembre à 10 h. 35. Thurnheer écrit notamment:* Vois approcher moment où opinion publique sera toujours plus tentée juger autres pays à raison leur appui cause alliée. Importance relative Grande-Bretagne en Europe cet égard montre tendance augmenter comme petits alliés craignent excès influence américaine et France Alger dans sentiments semblables souligne et loue maintien résistance britannique en 1940. Tenant compte cette atmosphère estime que vos décisions politico-économiques actuelles influent déjà sur état d'esprit dans lequel puissances alliées envisageront nos problèmes après guerre. Désire donc attirer votre attention vu le caractère toujours plus politique que prennent nos exportations vers l'axe sur la longue portée pour avenir ensemble du pays de la décision qui interviendra (E 2001 (D) 3/303).
2. *Clifford John Norton.*

A 13 h. 30, M. Wyss, commandant des gardes-frontière, me signale qu'un certain nombre de prisonniers de guerre anglais se sont présentés à la frontière près de Stabio. Le commandant de la compagnie frontière a décidé de les laisser entrer. Ces hommes racontent qu'un camp de prisonniers anglais se trouve près de Bergame, qu'ils ont été remis en liberté par les Italiens avec 40 000 de leurs compatriotes. M. Wyss demande ce qui doit être fait pour les autres prisonniers de guerre britanniques qui pourraient se présenter à la frontière. Je le renvoie à la Division de Police.

A 14 h. 30, M. Norton se présente au Palais fédéral. Il m'annonce qu'il a été avisé par un télégramme du Foreign Office que des prisonniers de guerre britanniques profiteraient des circonstances pour s'évader et se présenter à la frontière suisse, peut-être en assez grand nombre. M. Norton est prié de s'occuper d'eux. D'autre part, à la fin de la matinée, la Légation de Grande-Bretagne a été avisée que des prisonniers de guerre britanniques s'étaient présentés à la frontière près de Chiasso et avaient été refoulés. M. Norton reconnaît que la question est délicate, mais nous prie d'examiner, dans un esprit bienveillant et pour des considérations humanitaires, si une partie tout au moins de ces pauvres gens pourrait être acceptée en Suisse. Je promets à M. Norton de faire immédiatement rapport au Chef du Département de Justice et Police, compétent en l'espèce, et de tenir Monsieur Pilet-Golaz informé.

Je puis atteindre Monsieur de Steiger à 15 heures, qui, en ma présence, prend contact par téléphone avec Monsieur Rothmund et avec Monsieur Wyss. Monsieur de Steiger estime que, puisque l'armée a pris sur elle de laisser entrer une vingtaine de prisonniers de guerre évadés près de Stabio, on peut la laisser continuer à accueillir, par petits paquets, les prisonniers de guerre en uniforme qui se présenteront à notre frontière. Chaque entrée devra être signalée à la Division de Police qui laissera faire jusqu'au moment où le chiffre de 200 sera atteint.

Monsieur de Steiger m'autorise à faire savoir à Monsieur Norton que 20 prisonniers de guerre évadés se sont présentés à Stabio et ont été accueillis et que les autorités de frontière sont autorisées à se montrer libérales, tant qu'il s'agira d'un petit nombre de prisonniers de guerre, évadés d'Italie et désirant entrer en Suisse. Si cet exode devait prendre des proportions importantes, ces instructions devraient être révisées. Monsieur Norton semble assez satisfait [3].

---

3. *Le producteur Lazare Wechsler et le cinéaste Léopold Lindtberg réaliseront en 1944 un film intitulé* La Dernière Chance *sur l'arrivée en Suisse des réfugiés venant d'Italie en automne 1943. Deux officiers anglais et un soldat américain internés en Suisse seront autorisés à y participer comme acteurs. La réalisation du film sera retardée par la volonté officielle de préserver des secrets militaires, de donner une bonne image de la Suisse et de ne pas diffuser des critiques des Etats étrangers ou des autorités suisses. Les Conseillers fédéraux Etter, Kobelt et von Steiger visionneront le film avant la sortie dans les salles en mai 1945. Par la suite, le film aura un succès mondial.*

Cf. E 27/4427-28, E 4450/5814, J *et* C, E 4800 (A) 1967/111/62 *et* E 2001 (E) 1967/113/366.

5

E 2300 Paris/96

Le Ministre de Suisse à Vichy, W. Stucki,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz[1]

RP Nr. 18. Vichy, 14. September 1943

Fast unmittelbar nach meiner Rückkehr aus der Schweiz platzte die Bombe der bedingungslosen italienischen Kapitulation. Weniger als an andern Orten hatte man hier mit dieser Möglichkeit gerechnet. Die Nachricht wirkte auch hier sensationell und wurde im Volk überall mit grosser Freude aufgenommen. Selbst in Regierungskreisen zeigte man sich nicht unzufrieden, weil damit die letzte Gefahr der italienischen «Rivendicazioni» als beseitigt erscheint. Anderseits gibt man sich natürlich Rechenschaft, dass der Zusammenbruch Italiens und das Ausscheiden der italienischen Armee eine fühlbare Schwächung Deutschlands und eine entsprechende Stärkung der Alliierten bedeutet. Die sensationelle Befreiung Mussolinis wird selbstverständlich auch hier stark kommentiert, aber mehr als Film-Episode und weniger als politisch wichtige Tatsache betrachtet. Wie ich Ihnen bereits telegraphisch berichtet habe, sind die italienischen Truppen in Südostfrankreich – es waren noch cirka 2 Divisionen – fast widerstandslos von den Deutschen entwaffnet worden. Nur in Albertville und in Grenoble kam es zu kurzen Gefechten.

Verschiedene der hiesigen diplomatischen und militärischen Beamten Italiens wollten nach Bekanntwerden der Kapitulation sofort nach Italien reisen. Sie wurden unterwegs von den Deutschen aufgehalten und nach Vichy zurückgeschickt. Die sämtlichen diplomatischen und konsularischen Funktionäre Italiens in Frankreich, nahezu 600, werden dieser Tage in Paris besammelt und sollen hierauf zunächst nach Deutschland und eventuell von dort nach einem von deutschen Truppen besetzten Teil Italiens transportiert werden. Noch nicht entschieden ist die Frage, wie die Offiziere der hiesigen italienischen Militärmission, an deren Spitze der General Herzog von Avarna steht, zu behandeln sind. Nach deutscher Auffassung sind sie Kriegsgefangene, nach italienischer Meinung sollen sie wie die italienischen Diplomaten behandelt werden.

Wie ich Ihnen schon berichtete, sollen sich nach Angaben des Chefs der bisherigen italienischen Mission in Vichy, Marchese Fracassi, 800 000 Italiener in Frankreich aufhalten. Fracassi hat sowohl den französischen wie den deutschen Amtsstellen auseinandergesetzt, dass beide ein Interesse daran hätten, dass sich diese Italiener ruhig verhalten, dass man sie nicht zwinge entweder für den König oder für die Regierung Farinacci Stellung zu beziehen und dass jemand, am besten die Schweiz, sich dieser Leute und der sonstigen grossen ita-

---

1. *Pilet-Golaz a visé ce rapport le 16 septembre 1943. Le même jour, le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna, a écrit en tête du document:* A Monsieur le Ministre de Pury. Pour son information personnelle avec prière de nous restituer ce rapport après lecture.

lienischen Interessen in Frankreich annehme. Nach seinen Angaben seien gegen diese Idee weder von französischer noch von deutscher Seite Einwendungen erhoben worden. Ich habe Ihnen deshalb vorgestern entsprechend berichtet und erwarte Ihre Instruktionen. Ich gebe mir dabei selbstverständlich Rechenschaft, dass es ausserordentlich schwierig sein wird, mit der königlich-italienischen Regierung in Verbindung zu treten und dass, selbst wenn dies gelingt, vorauszusehen ist, dass Deutschland und damit auch Frankreich diese italienische Regierung nicht mehr anerkennen und aus diesem Grund dem Plan Opposition machen werden. Dagegen scheint es mir nicht unmöglich zu sein, dass sich die Schweiz rein administrativ und ohne in irgend einer Weise politisch Stellung zu nehmen, mit den italienischen Interessen in Frankreich beschäftigt [2].

Die hiesigen Deutschen haben denjenigen italienischen Diplomaten, die als ausgesprochene Faszisten bekannt waren, nahegelegt, sich für die neue faszistische Regierung Farinacci auszusprechen. Es ist dies ohne Ausnahme abgelehnt worden und einer dieser italienischen Diplomaten hat geantwortet: «Il est vrai que je suis fasciste depuis 16 ans, mais ma famille est royaliste depuis des générations. Je ne connais que le Gouvernement du roi.» Alle Italiener haben sich übrigens sehr lobend über das korrekte und verständnisvolle Verhalten der hiesigen deutschen Militärbehörden ausgesprochen.

Was die innerpolitische Lage Frankreichs anbelangt, so verweise ich auf die Berichte, die Ihnen mein Stellvertreter während meiner Abwesenheit gesandt hat und die durchaus richtig sind. Laval blieb bei seiner Weigerung, ein neues Kontingent von 500 000 französischen Arbeitern nach Deutschland zu senden und die Deutschen haben sich offensichtlich hiemit abgefunden. Alle Massnahmen der Regierung gegen die «Arbeits-Refraktäre» blieben auf dem Papier, da man von hoch oben bis zum letzten Bürgermeister und Polizisten keinerlei Eifer zeigte, diese jungen Leute zu verfolgen und den Deutschen auszuliefern. Den entsprechenden deutschen Vorwürfen gegenüber wiederholen Pétain und Laval stets das gleiche: «Erlaubt uns, unsere Polizei zu bewaffnen, dann kann sie vorgehen, andernfalls können wir nichts weiteres unternehmen.» Da bekannt ist, dass sozusagen das ganze Beamtenkorps der Präfekturen und das ganze Polizeikorps gaullistisch eingestellt ist, so wollen eben die Deutschen diese Bewaffnung nicht zulassen. Es bedarf kaum der Erwähnung, dass die Antideutsche Einstellung des französischen Volkes seit dem Zusammenbruch Italiens noch wesentlich zugenommen hat. *[...]* [3].

---

2. *Pilet-Golaz a souligné cette phrase dans la marge et a inscrit un point d'interrogation.*
3. *W. Stucki évoque ensuite les activités de la Résistance française, les rumeurs sur un remaniement ministériel et le problème de la représentation diplomatique de la France à Genève.*

6

E 1004.1 1/437

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 17 septembre 1943

1653. Réfugiés italiens [1]

Exemplaire complété Département militaire. Verbal

M. le chef du département militaire annonça qu'il a été informé qu'un grand nombre de militaires italiens démobilisés ou ayant quitté, de leur propre chef, leur uniforme ont reçu un ordre de marche de la part des autorités allemandes militaires pour se rendre immédiatement sur les places de rassemblement et combattre sous les drapeaux allemands ou de l'Italie fasciste. Plusieurs centaines de ces militaires se présentent à la frontière suisse en uniforme ou en civil, en partie en portant sur leurs bras leurs habits et effets militaires et demandant de pouvoir entrer en Suisse comme réfugiés ou soldats étrangers internés [2].

M. le chef du département de justice et police communique qu'il a été

---

1. *Lors de sa séance précédente, le Conseil fédéral avait discuté de la question des réfugiés italiens:*

M. le *chef du département politique* communique que le ministre d'Italie s'est informé du sort des Italiens qui ont franchi la frontière suisse à la suite des récents événements. Il est certain que les militaires doivent être internés. S'il y a des civils, ils seront traités comme des réfugiés et pourront, le cas échéant, être renvoyés en Italie. Quant aux membres de la commission d'armistice, les cas devront être traités individuellement en liaison avec le département de justice et police. Celui-ci s'occupera aussi des civils, en sorte que les militaires seuls seront sous la dépendance de l'armée.

Le conseil se déclare d'accord sur cette réglementation. (*PVCF N° 1614 du 9 septembre 1943,* E 1004.1 1/437). *Cf.* E 2001 (D) 3/313 *et* 319; E 4001 (C) 1/281/912.

2. *Un projet de convention d'internement (daté du 10 septembre 1943) a été élaboré par l'Etat-Major Général de l'Armée* (*Cf.* E 5795/529).

Le Général Guisan adresse le 12 septembre 1943 la lettre suivante (datée du 11 septembre) au Chef du Département militaire:

A la suite du changement de régime en Italie (événements de fin juillet 1943) il était à craindre que certaines perturbations intérieures ne provoquent un courant de réfugiés politiques cherchant un asile en Suisse.

En vue d'éviter cet afflux d'étrangers indésirables à notre frontière sud, il fallut recourir à des mesures plus sévères concernant les fugitifs et notamment interpréter d'une manière plus restrictive les chiffres 2, 3 et 5 de l'«Instruction sur le maintien de la neutralité», du 10.10.39. A cet effet, le chef de la division de police (Dr Rothmund), se basant sur les directives du Conseil fédéral, a émis son instruction du 27 juillet 1943 (lendemain de la chute de Mussolini) sur la conduite à tenir à l'égard des *réfugiés venant d'Italie.* De son côté, le commandant en chef de l'armée émit un ordre, daté du 14.8.43, destiné aux troupes frontières, dans le même sens.

Le récent armistice intervenu entre les Alliés et l'Italie a eu cependant pour effet de modifier quelque peu l'aspect de la question des réfugiés, notamment *militaires.* La cessation des hostilités entre l'Italie et les Alliés a eu comme suite immédiate *la libération des prisonniers de guerre* britanniques, grecs, etc. jusque-là détenus dans des camps italiens. Dans l'Italie du nord, actuellement en majeure partie occupée par les Allemands, la situation de ces ex-combattants alliés est

informé de l'affaire, entre 0015 et 0030 du matin, par l'officier de police compétent, le capitaine Burnier. Celui-ci voulait savoir si ces réfugiés italiens qui, en raison de leur rappel sous les armes, voulaient pénétrer sur territoire suisse, les uns en uniforme, d'autres en civil, d'autres encore portant leur uniforme sur le bras, devaient être considérés «comme militaires isolés d'une puissance belligérante ou d'autres Etats étrangers», ou comme civils. L'armée, dit le capitaine Burnier, n'a pu se décider à résoudre immédiatement la question, dont la solution était considérée comme urgente par lui. Elle s'est adressée tout d'abord au chef du service des réfugiés, M. Schürch (le Dr. Rothmund, chef de la division de la police, ne pouvant être atteint). M. Schürch décida qu'il s'agissait en l'espèce non pas de «militaires isolés» mais de réfugiés civils, qui devaient être refoulés.

Cependant, comme les organes de l'armée ne voulaient pas encore prendre de décision et que l'officier de police réclamait d'urgence une décision formelle, il s'adressa directement au chef du département de justice et police. Celui-ci décida que ces réfugiés devaient être traités comme des civils – à refouler – et non pas comme des «militaires isolés», au sens des instructions du général du 10 octobre 1939 concernant la sauvegarde de la neutralité par les troupes, instructions approuvées par le Conseil fédéral le 3 novembre 1939[3]. C'est pourquoi le chef du département de justice et police a ordonné le refoulement. Une conversation téléphonique qui eut lieu à des fins de contrôle à 0840 entre le chef du département et le capitaine Burnier a montré que celui-ci avait transmis immédiatement cette instruction à l'armée. Il appartient au Conseil fédéral de décider s'il approuve cette manière de voir ou s'il est d'un autre avis.

A la suite de la discussion, à laquelle tous les membres du conseil prennent part, il est décidé que ces personnes doivent être considérées comme de simples civils et que, par conséquent, les règles en vigueur concernant les civils doivent leur être appliquées. Il n'y a donc pas lieu de modifier le régime actuel. Or les civils doivent être refoulés. Cependant le conseil est d'accord que ceux des réfugiés qu'on a déjà laissé passer sur territoire suisse et qui attendent une décision de la part des autorités suisses ne doivent pas être refoulés, mais pourront rester chez nous comme réfugiés ou internés.

---

devenue critique, ces «prisonniers libérés» risquant en effet de tomber entre les mains des troupes allemandes. C'est la raison pour laquelle un certain nombre d'entre eux (Britanniques, Grecs, au total 70–100) se sont présentés aujourd'hui à certains de nos postes frontières sud (principalement Chiasso) provenant du camp de Bergamo (4–5000 prisonniers) et ont demandé leur internement, faute de savoir où diriger ailleurs leurs pas.

J'estime que le cas particulier de *militaires alliés*, libérés à la suite de l'armistice italo-anglo-saxon doit faire le plus tôt possible l'objet d'une révision des instructions encore en vigueur (Département de justice et police du 27.7.43) et que le principe devrait être admis d'autoriser l'internement en Suisse de *militaires étrangers* qui se présentent à nos frontières dans les conditions précisées ci-dessus.

En conséquence, j'ai l'honneur de vous proposer qu'en ce qui concerne les ressortissants militaires alliés (et par analogie, le cas échéant, ceux d'autres pays se trouvant dans le même cas), la question de leur internement en Suisse soit de nouveau réglée conformément aux chiffres 2, 3 et 5 de l'«Instruction sur le maintien de la neutralité» (10.10.39) (E 5795/529).

3. *Cf. PVCF N° 2087,* E 1004.1 1/391. *Cf. aussi* E 27/14445-14447.

7

E 2001 (D) 3/299

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna, au Procureur général de la Confédération, F. Stämpfli

L NV Berne, 20 septembre 1943

Nous avons eu l'honneur de recevoir votre lettre du 6 septembre[1] nous remettant un rapport du Commandement de la Police du canton d'Argovie, concernant la dissolution des organisations fascistes existant dans ce canton, ainsi qu'un exemplaire de la circulaire que vous avez adressée, le 15 de ce mois, aux polices cantonales. Nous vous remercions vivement de ces communications, dont nous avons pris connaissance avec un vif intérêt.

Nous partageons votre avis qu'il convient de suivre les courants se manifestant au sein de l'importante colonie italienne en Suisse en raison des répercussions qu'ils pourraient avoir tant sur l'ordre intérieur que sur nos relations avec l'étranger. Nous n'avons pas l'impression, toutefois, qu'il y ait pour le moment des raisons de s'alarmer.

La dissolution du parti fasciste en Italie a entraîné «ipso jure» la disparition des «fasci all'estero». D'après les indications que nous a données, au début d'août, le Ministre d'Italie à Berne, cette conséquence naturelle des événements dans le Royaume a été acceptée sans récrimination et dans un esprit d'union nationale par l'ensemble des colonies italiennes en Suisse. Elle n'est pas sans poser certains problèmes assez délicats, tels que la transformation des organisations italiennes dans notre pays et l'attribution des «Case d'Italia». Les dispositions prises à cet égard, à la fin d'août, par le Ministère italien des Affaires étrangères sont raisonnables et de nature à apaiser les esprits. Elles ont été publiées dans la «Squilla Italica» du 11 septembre.

Il y a tout lieu de croire que, dans leur grande majorité, les Italiens en Suisse partagent nos conceptions et ont appris sans regret que leur patrie avait renoncé à des principes politiques qui en différaient profondément. D'après les indications que nous a données verbalement, le 17 septembre, M. le Conseiller d'Etat Lepori, il n'est pas douteux qu'il reste cependant certains éléments restés fidèles au fascisme, mais on ne discerne au Tessin aucune activité réelle de leur part. Il est peu probable qu'il en soit autrement dans les autres cantons.

La situation présente est donc fort rassurante. Elle pourrait sans doute se modifier suivant l'évolution des événements en Italie, mais, s'il importe de suivre la question de près, il faut se garder de mesures prématurées car si les fascistes reprennent, sous l'égide allemande, certains leviers de commande en Italie du nord, nous aurons à compter avec eux pour la sauvegarde de nos intérêts et dans nos relations de voisinage à la frontière sud. Nous vous serions, par

1. *Lettre du Chef du Service de Police au Ministère public de la Confédération, W. Balsiger (non reproduite).*

conséquent, très reconnaissants de nous tenir au courant des rapports que vous recevrez des polices cantonales et des mesures qui pourraient être préconisées[2].

2. *Cf. notamment* E 4260 (C) 1974/34/71.

8

E 2001 (D) 3/102

Le Ministre de Suisse à Londres, W. Thurnheer, au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

Copie
L

Londres, 27 septembre 1943

J'ai eu l'honneur de recevoir votre lettre du 13 septembre[1] sur la représentation officieuse par la Suisse des intérêts de certains Etats et n'ai pas manqué de communiquer à M. Preiswerk vos instructions sur la manière dont il y aura lieu désormais de traiter les affaires de cet ordre.

La réponse du Foreign Office à la démarche que je vous avais annoncée, le 8 de ce mois, par mon télégramme N° 886[2] m'arrive à l'instant. Vous en trouverez copie ci-joint[3]. Je vous en ai fait part par mon télégramme N° 946 d'aujourd'hui[4].

Vous pouvez constater que le Gouvernement Britannique refuse d'accueillir la représentation officielle par la Suisse des intérêts du Gouvernement de Vichy dans le Royaume-Uni. Tout ce qu'il accepte, et pour le Royaume-Uni seulement, est de prendre en considération, si et quand le besoin peut s'en faire sentir, la discussion inofficielle de questions pouvant toucher les intérêts de Vichy. C'est donc une représentation officieuse restreinte à des discussions possibles.

Je ne sais s'il faut en tirer la conclusion que le Foreign Office ne désire pas collaborer à des recherches ou à des transmissions de pièces officielles et veut s'en tenir aux matières pouvant ou devant faire l'objet de discussions. L'événement le montrera.

Les matières en question peuvent être de nature diverse. Il se peut même, à un moment donné, qu'elles deviennent de nature plus ou moins politique. En pareil cas, il me semble que les démarches qu'il pourrait y avoir lieu de tenter à la demande de Vichy devraient se faire par la Légation. La raison pour laquelle j'ai traité moi-même les interventions officieuses est que j'ai toujours considéré qu'alors que l'acceptation officielle de la représentation laissait le

1. *Non reproduite. A ce sujet, cf. la notice du 2 septembre 1943 sur la reprise des intérêts français dans l'Empire britannique* (E 2001 (D) 3/102).
2. *Non reproduit.*
3. *Non reproduite.*
4. *Non reproduit.*

champ libre à la Division Spéciale, une démarche officieuse présuppose toujours la décision – qui est d'ordre politique – de l'autre partie de l'admettre. L'attitude du Foreign Office, qui maintenant se réserve en somme de décider préalablement s'il y a lieu d'accepter de discuter les questions proposées par Vichy souligne cet élément, dont je ne doute pas que vous tiendrez compte, puisque vous y faites déjà allusion vers la fin de votre lettre.

9

E 2001 (E) 1/117

Le Conseil fédéral aux Gouvernements britannique et américain

Copie
AM

Berne, 30 septembre 1943

Les difficultés qui viennent de renaître au cours des négociations actuelles avec les Gouvernements de Sa Majesté Britannique et des Etats-Unis d'Amérique au sujet des importations suisses d'Outre-mer et des exportations à destination des pays de l'Axe amènent le Gouvernement Fédéral à faire les constatations et fournir les explications que voici.

I

En mars dernier, les Autorités Fédérales ont donné connaissance aux Légations des Gouvernements Britannique et Américain du résultat [1] d'une enquête sur le volume des commandes passées par les pays de l'Axe, en vertu des accords germano-suisses de 1941 [2], dont l'exécution était à escompter en 1943. Cette enquête a conduit à la constatation imprévue qu'il fallait s'attendre non seulement à ce qu'il n'y ait pas réduction, par rapport à 1942, mais bien plutôt augmentation probable des exportations de matériel de guerre et de machines reprises sous de nombreuses positions du tarif douanier. Elles ont, à leur regret, dû expliquer à ces Légations que la Suisse ne saurait se soustraire à ses obligations tant que l'Allemagne de son côté respecterait les engagements pris dans l'accord précité. Que, dès lors, elle ne pourrait probablement réduire ses exportations vers les pays de l'Axe, pour certaines positions, que fort avant dans l'année 1943.

Cette communication, qui s'inspirait du désir de ne rien cacher de la situation réelle, a conduit les Gouvernements Britannique et Américain à prendre des mesures de blocus rigoureuses. Ils n'ont point attendu, pour cela, de voir si les exportations suisses suivraient effectivement la courbe ascendante prévue. La Suisse eut ainsi à subir les conséquences d'une situation qui ne s'était effectivement pas encore réalisée.

---

1. *Cf.* E 7110/1976/134/60 *et* E 7110/1967/32/821/Grossbritannien/2.
2. K 1.947 *et RO, 1941, vol. 57, p. 804 ss.*

Par note du 26 mai 1943, la Légation Britannique à Berne a officiellement fait savoir aux Autorités Fédérales que l'octroi de navicerts pour l'importation en Suisse de produits alimentaires d'Outre-mer avait été suspendu [3].

Cette communication ne faisait que confirmer un état de fait qui existait depuis un mois déjà.

En date du 2 juin 1943, la Suisse a fait part de son désir d'entrer immédiatement en négociations à Londres. Le 9 juin, toutefois, le Gouvernement Britannique lui faisait savoir qu'il tenait pour prématuré l'envoi d'une Délégation à Londres aussi longtemps que les Autorités Fédérales ne manifesteraient pas la ferme volonté de réduire sans délai, conformément aux demandes britanniques, les exportations de matériel de guerre et de machines. C'est ainsi que le Gouvernement suisse se vit malgré lui dans la nécessité, du 18 juin au 17 août, de continuer les pourparlers par échanges de notes, procédure qui ne va malheureusement pas sans longueurs et pertes de temps [4].

Le 17 août, les négociations étaient arrivées au point que les Gouvernements Britannique et Américain, acceptant les propositions suisses du 30 juillet, se sont dits prêts à autoriser aussitôt de nouvelles livraisons à la Suisse de produits alimentaires d'Outre-mer jusqu'à concurrence de la moitié des contingents antérieurs. Ils ont également consenti à recevoir prochainement à Londres la Délégation suisse afin de poursuivre les pourparlers de vive voix, laissant entrevoir, en outre, la communication d'une liste des questions à traiter. La réponse britannique et américaine faisait dépendre les livraisons et la reprise des négociations de trois conditions. Le Gouvernement suisse a souscrit à ces trois conditions dans sa réponse du 21 août [5].

II

Le Gouvernement Fédéral regrette que les chiffres des exportations de juillet – dont l'ampleur relative est due à certaines circonstances nettement définies, de caractère tout à fait exceptionnel – aient donné lieu à une interprétation qui paraît de nature à entraîner de sérieuses conséquences. D'où le prix qu'il attache à donner aux Gouvernements Britannique et Américain les explications qui suivent.

Depuis qu'elle est complètement entourée par un seul groupe de Puissances, la Suisse doit faire face au grave problème du maintien de son économie qui dépend de ses relations avec l'étranger. Pour le résoudre, le Gouvernement Fédéral s'est vu dans l'obligation de négocier, particulièrement avec l'Allemagne, à l'effet d'assurer, dans la mesure du possible, aussi bien l'approvisionnement du pays en matières premières et produits semi-ouvrés de toute nature que le libre passage, à travers les pays de l'Axe ou occupés par lui, des importations et exportations d'Etats tiers. Mais, en raison de sa situation géographique, un arrangement n'a pas été possible dans les années 1940 et 1941 sans que la Suisse assumât certaines obligations quant à ses livraisons. C'est à ce prix

3. E 7800/1/23.
4. E 2001 (E) 1/124 *et* 131, E 7001 (B) 1/254.
5. E 7110/1973/134/8.

seulement qu'elle a réussi à éviter le chômage à sa population et à maintenir son économie. Par suite de retards imprévisibles, l'exécution des obligations, résultant tant pour l'Allemagne que pour la Suisse des engagements souscrits, s'est prolongée jusque dans l'année en cours. En ce qui regarde la Suisse, les commandes qu'elle a acceptées ont trait, pour une bonne part, à la construction de machines. Or, à l'encontre des commandes de matériel de guerre, proprement dit, tel armes et munitions, les commandes passées à la grosse industrie mécanique suisse comportent des délais de livraison considérables. Du reste, au cours des négociations de Londres en 1942[6], la Délégation suisse a toujours insisté sur l'impossibilité dans laquelle se trouvait la Suisse, étant donné la longue échéance des fabrications, de réduire à son gré, par rapport à 1942, l'exportation en 1943 de certaines catégories de grosses machines, telles qu'elles sont spécifiées dans les groupes-plafond II et III. Elle a relevé aussi qu'il n'était pas possible de prendre une année déterminée, par exemple 1942, comme année repère pour les réductions à opérer en 1943. En effet, les commandes passées en 1941 ou au début de 1942 sont, en grande partie, livrables en 1943 seulement. C'est ainsi que s'expliquent pour certaines positions les faibles exportations de 1942 et leur accroissement en 1943.

Depuis longtemps déjà, la Suisse s'efforce à établir un certain équilibre dans ses livraisons aux deux groupes de belligérants. A cet égard, son premier objectif a été de s'assurer la possibilité de livrer aux Gouvernements Britannique et Américain également du matériel utile à la conduite de la guerre; son second, de parfaire cette politique par une réduction des livraisons à l'Allemagne et ce dès l'expiration de l'accord économique conclu avec ce pays en 1941. Il en est résulté dans les relations de la Suisse avec l'Allemagne, dès le 15 janvier 1943, une situation contractuelle qui est connue des Gouvernements Britannique et Américain[7]. Le ravitaillement de la Suisse en matières premières d'importance vitale en souffrit grandement, tandis que le contre-blocus allemand se faisait de plus en plus sentir, isolant la Suisse d'autres tiers pays. Aussi les Autorités Fédérales se virent-elles amenées à conclure, avec l'Allemagne, un arrangement strictement provisoire. Il avait pour objet tant de permettre la liquidation des engagements découlant de l'ancien accord, que d'assurer le passage des exportations suisses vers les pays tiers; mais, prévoyant alors que cet état de fait risquait de provoquer une augmentation momentanée de ses livraisons à l'Allemagne, la Suisse eut soin – ainsi qu'il a été rappelé plus haut – de mettre les Gouvernements Britannique et Américain au courant de cette éventualité.

Au cours de laborieuses négociations qui se sont déroulées depuis lors, la Suisse est arrivée à faire admettre une réduction, dès le 1er juillet et le 1er août, de ses exportations à destination de l'Allemagne et des autres pays de l'Axe. Les données y relatives sont consignées dans l'annexe I à ce mémorandum.

Si cette mesure n'a pu être prise plus tôt, c'est que, précisément, les longs délais de livraison grevant les engagements pris par la Suisse, dans le cadre de l'accord conclu avec l'Allemagne, ont repoussé jusque tard dans l'année en cours l'exécution desdits engagements. D'autre part, si la Suisse voulait que

6. *Cf.* E 2001 (D) 2/231, E 7110/1973/134/6, E 7110/1973/135/17 *et* 18.
7. E 7110/1973/134/58.

l'Allemagne respectât ses engagements de livrer des matières premières d'importance vitale pour l'économie suisse, elle était tenue de son côté de remplir les siens. Il n'en reste pas moins qu'à l'heure actuelle, la réduction des exportations suisses est un fait acquis pour les principales positions. Elle a été fixée d'emblée à 20% par an à l'égard de l'Allemagne. Cette mesure, qui repose sur un contingentement clairement défini, présente pour les Gouvernements Britannique et Américain un avantage manifeste en regard de la formule discutée lors des négociations de l'arrière-automne 1942, qui comportait une réduction progressive de 5% par trimestre. Il sied de rappeler ici que les plus importantes matières premières telles le charbon, le fer, la potasse, les huiles minérales et d'autres encore ne peuvent être livrées à la Suisse que par l'Allemagne ou qu'avec son assentiment. En outre, il s'agissait d'éviter que ce resserrement des livraisons suisses n'entraînât un raidissement des mesures du contre-blocus et, partant, ne mît en péril les relations de la Suisse avec les pays tiers. Afin de ne pas compromettre à nouveau par de trop brusques mesures restrictives la continuité de son ravitaillement en matières premières, vitale pour elle dans la conjoncture présente, la Suisse s'est vue contrainte de procéder par étapes à l'introduction de ce contingentement. C'est seulement alors que l'augmentation des exportations, prévue déjà pour le printemps et annoncée à l'époque aux représentants des Gouvernements Britannique et Américain, s'est produite dans les proportions que l'on sait.

Tout projet de contingentement d'exportations, vu qu'il ne peut être tenu secret, provoque inévitablement une utilisation maximum des possibilités d'exportation encore ouvertes. Il en va ainsi d'abord en raison des préparatifs techniques qu'il comporte: en l'espèce, la situation s'aggravait du fait que les négociations germano-suisses ne pouvaient être absolument soustraites à la publicité. Cet accroissement des exportations a encore été stimulé par l'expiration, à fin juillet, des accords provisoires passés avec l'Allemagne, ce qui incita les exportateurs à augmenter leurs livraisons. Seules, en effet, les marchandises ayant effectivement franchi la frontière avant cette date donnaient droit au bénéfice de la garantie de transfert par clearing. C'est là une rançon accessoire – involontaire et imprévue – de la brièveté des accords provisoires germano-suisses, brièveté qui a malheureusement été imposée à la Confédération par la situation confuse de ses négociations avec l'un et l'autre groupe de Puissances.

L'augmentation des exportations en juin et en juillet est, par sa nature et son origine, tout à fait exceptionnelle et sera largement compensée par l'évolution future des relations commerciales germano-suisses. Cette prévision est déjà confirmée par les chiffres des exportations du mois d'août, ainsi qu'il ressort de l'annexe II jointe à ces lignes [8].

III

La Suisse neutre se fait un devoir d'entretenir des relations économiques régulières avec tous les pays; à la longue, il est de première nécessité pour elle d'assurer un fondement stable à celles qu'elle entretient plus particulièrement

8. *Non reproduite. Cf. aussi* E 2001 (E) 2/625.

avec ses voisins. Il en est ainsi, singulièrement, à l'égard de l'Allemagne. L'absence d'un régime contractuel serait d'autant plus lourde de conséquences que la situation géographique de la Suisse ne s'est pas encore modifiée. Toute la frontière suisse est aujourd'hui sous contrôle allemand. L'encerclement économique du pays est plus hermétique que jamais.

C'est pourquoi la Suisse négocie depuis des mois pour conclure un accord réglant les relations économiques germano-suisses. Les pourparlers se révèlent laborieux parce que la Suisse, tout en réduisant ses livraisons de matériel utile à la guerre, demande que l'Allemagne continue à lui fournir des matières premières d'importance vitale. Le resserrement des exportations suisses est dû à deux causes: tout d'abord aux mesures de contingentement prises par la Suisse selon qu'il a été exposé sous chiffre II ci-dessus. En second lieu, au fait que l'Etat ne consent plus à de nouvelles avances au clearing. En d'autres termes, le clearing germano-suisse devra à l'avenir se suffire à lui-même. Des soldes se formeront au gré de la relation existant entre les paiements opérés à Zurich d'une part, à Berlin d'autre part, comme c'est d'ailleurs le cas dans chaque clearing. Il en résultera pour le règlement des créances en Suisse une augmentation du délai d'attente qui, jusqu'à présent, n'excédait pas trois mois. Cette situation ne laisse pas de poser un problème de liquidité à de nombreux créanciers du clearing qui ne peuvent attendre indéfiniment d'être payés. La durée du délai d'attente est fonction des versements des débiteurs suisses en faveur de leurs créanciers allemands et des paiements des débiteurs allemands en faveur de leurs créanciers suisses. Cette relation n'est pas connue d'avance et dépend de facteurs qui échappent à l'appréciation de l'intéressé. Dans ces conditions, les banques ne peuvent escompter les créances résultant du clearing. Si donc elle entend conserver un fondement stable à ses relations économiques, la Suisse ne peut se soustraire à la nécessité de maintenir à l'avenir la garantie de transfert de la Confédération qui seule assure l'escompte de ces créances. Cette garantie différera cependant sensiblement de celle octroyée jusqu'à présent. Elle supposera tout d'abord un délai d'attente de neuf mois au lieu de trois. En outre, elle sera calculée de façon à ne couvrir pour chaque position qu'un montant ne dépassant en aucun cas 50%, soit de la valeur des exportations de 1942 à destination de l'Allemagne, soit de la valeur des livraisons qui, résultant d'anciens contrats non encore exécutés, auraient du être faites au cours du 2e semestre de 1943. C'est ce qu'il est convenu d'appeler le contingent de clearing. La garantie de transfert couvre, jusqu'à concurrence des exportations autorisées, le montant des livraisons de marchandises reprises sous les positions qui, en vertu du mémorandum suisse du 30 juillet, sont soumises, pour le second semestre de l'année courante, au contingentement fixé à 40% des exportations de l'année 1942. Les anciens contrats, qui jusqu'au 31 juillet n'ont pas été définitivement réglés par l'Office suisse de compensation, seront inclus dans le contingent de clearing déjà cité. Il en ira de même des anciens contrats auxquels la garantie de transfert a été exceptionnellement accordée parce qu'il a pu être établi que des acomptes avaient été dûment versés. Toutes les commandes nouvelles, passées dès le 15 janvier 1943, seront imputées sur le contingent de clearing défini ci-dessus. De ce qui précède, il ressort qu'à l'avenir, toutes les positions seront pratiquement soumises à un contingentement en matière de paiement. On peut

en attendre, pour le second semestre de 1943, que les exportations vers l'Allemagne soient inférieures à la moitié de celles faites en 1942.

Si les relations économiques germano-suisses se bornaient à l'échange de marchandises seulement, le rapport existant entre les paiements faits à Zurich et ceux opérés à Berlin apparaîtrait clairement et la garantie de transfert de la Confédération ne serait plus nécessaire. En effet, la balance commerciale germano-suisse n'est pas équilibrée; elle est nettement active pour l'Allemagne.

Pour la période du 15 septembre 1939, date d'ouverture des hostilités, au 31 août 1943, la situation se présente comme suit:

Importation de marchandises d'Allemagne en Suisse	Fr.s. 2258000000.—
Exportation de marchandises de Suisse vers l'Allemagne	Fr.s. 1972000000.—
Excédent des importations suisses de marchandises	Fr.s. 286000000.—

Mais la Suisse, à côté des créances provenant de l'échange de marchandises, possède sur l'Allemagne d'autres créances d'un montant fort important. Elles ont trait notamment aux frais accessoires afférents au trafic des marchandises, aux droits de licences, frais de régie, commissions, intérêts, dividendes, rapports d'assurance, tourisme, etc. Le déséquilibre du clearing germano-suisse n'est dû qu'à ces diverses créances dont l'importance est de longue date une des caractéristiques des relations économiques entre les deux pays. La Suisse ne saurait toutefois renoncer à ces transferts qui représentent un montant annuel de 200 millions de francs suisses environ et se répartissent entre nombre d'ayants droit appartenant aux milieux économiques les plus divers. D'autre part, elle est dépendante des livraisons allemandes qui ne lui sont assurées qu'en échange de prestations équivalentes en valeur et en importance. En outre, pour maintenir son économie, la Suisse doit s'efforcer de livrer aussi des marchandises qui ne sont pas d'intérêt vital pour l'Allemagne. Cela étant, cette dernière se refuse à les compenser pleinement avec ses livraisons de produits de première nécessité. Dans ces conditions, il est inévitable que la balance des paiements soit active pour la Suisse, d'où les arriérés du clearing germano-suisse. Il en était ainsi déjà avant la guerre. Si la Suisse a dû recourir aux mesures de soutien que l'on sait, c'est uniquement parce qu'elle ne peut, pour des raisons de politique économique intérieure, faire le sacrifice de ses exportations invisibles. Or, pour un pays en guerre comme l'Allemagne, c'est la marchandise seule qui compte; l'intérêt qu'elle attache à ces exportations invisibles est pratiquement nul. Les Autorités Fédérales ne peuvent donc renoncer aujourd'hui à la garantie envisagée. Cette garantie subira une importante réduction, et comme les exportations invisibles n'ont pas diminué, il faut compter avec un recul des exportations de marchandises, même de celles qui jusqu'à présent n'ont fait l'objet d'aucun arrangement entre les Gouvernements Britannique et Américain et la Suisse.

L'importation du charbon d'Allemagne appelle la remarque suivante. La Suisse le paie encore au prix relativement bas de 100 francs par tonne, alors que le coût des charbons d'autres origines est ou serait sensiblement plus élevé. Afin

d'éviter une hausse du prix du charbon allemand qui entraînerait une augmentation des frais de production et, partant, un relèvement du coût de la vie et des salaires, il a été convenu que les importateurs suisses verseraient à l'avenir, outre le prix cité plus haut, une somme de cinquante francs suisses par tonne de charbon effectivement livrée en Suisse. En fait, il s'agit là d'un paiement anticipé sur les exportations futures de charbon allemand. L'augmentation des versements au clearing qui résultera de ces avances sera de l'ordre de grandeur de 40 à 45 millions pour le deuxième semestre de 1943. Vu que la réduction de la garantie de transfert emportera une diminution des exportations suisses de marchandises et, par voie de conséquence, des charges du clearing, le déficit probable de celui-ci, pour le second semestre de 1943, ne dépassera pas 100 millions de francs suisses au maximum. Ce déficit, il convient de le rappeler, est dû exclusivement à l'importance des exportations invisibles et à l'impossibilité de comprimer davantage les anciennes commandes allemandes. Il entraînera une prolongation correspondante du délai d'attente imposé aux créanciers suisses.

IV

Le Gouvernement Fédéral eût souhaité instruire les Gouvernements Britannique et Américain de ce qui précède par l'organe de ses délégués. Faute d'avoir pu à son grand regret donner suite à ce projet, il tient à souligner l'importance qu'il attache au présent mémorandum destiné à l'information des Gouvernements de Sa Majesté Britannique et des Etats-Unis d'Amérique. Il se plaît à espérer que cette communication contribuera à dissiper tout malentendu.

La durée de validité des arrangements que la Suisse est sur le point de conclure avec l'Allemagne dans le cadre tracé par ce mémorandum ne dépassera pas la fin de cette année. C'est pourquoi le Gouvernement Fédéral tient pour hautement désirable que les négociations verbales avec les Puissances Alliées puissent reprendre à Londres dans un avenir prochain[9].

9. *Cf. aussi les tableaux indiquant les exportations de matériel de guerre et de marchandises vers l'Allemagne publiés dans les annexes au N° 432.*

10

E 2001 (E) 2/593

Notice sur les relations financières avec l'Italie[1]

Copie
NX

Berne, 30 septembre 1943

I.

La Légation d'Italie à Berne, par sa note du 27 septembre[2], soulève le problème du financement de ses besoins. Jusqu'à présent, ceux-ci ont été assurés

1. *Cette notice est rédigée par Weibel, du Département politique.*
2. *Non reproduite.*

par des prélèvements mensuels de Fr. 400 000.— sur le compte du clearing italo-suisse. D'autre part, la Division des Intérêts étrangers a besoin jusqu'à la fin de l'année d'une somme d'environ 1,3 million pour la représentation des intérêts italiens.

Les prélèvements mentionnés ci-dessus ne sont plus possibles, attendu que l'Institut italien des changes ne transmet pas les avis de paiement en faveur de la Légation. D'où la nécessité de trouver une autre solution. La proposition de prélèvements anticipés de la Légation n'est juridiquement pas réalisable eu égard aux dispositions des accords italo-suisses.

D'autre part, le Capitaine G. Gherzi, Attaché militaire adjoint de la Légation, a esquissé au cours d'une visite officieuse à M. Homberger la proposition suivante. la Légation serait prête à annuler les commandes de matériel de guerre passées par le Gouvernement italien pour une somme de 25 millions à Bührle & Co. Il en résulterait l'avantage pour la Confédération d'être libérée de la garantie de paiement qu'elle a accordée à ces commandes. Il convient de noter que cette solution faciliterait les négociations avec les Alliés, qui demandent une réduction des livraisons de matériel de guerre destinées à l'Italie. Toutefois, la disponibilité des sommes correspondant à ces commandes ne serait pas pour autant acquise à la Légation, étant donné que là encore les ordres de paiement de l'Institut italien des changes feront défaut.

Il ne reste dès lors qu'une façon de répondre à la demande de la Légation, à savoir par l'ouverture d'un crédit. La Légation a demandé Fr. 400 000.— par mois, mais avec les fonds nécessaires à la Division des intérêts étrangers, il faudrait compter sur une avance d'environ 3 millions jusqu'à la fin de l'année.

Ce crédit ne devrait cependant être accordé qu'à la condition que la Légation résilie, dans toute la mesure du possible, les contrats passés avec Bührle & Co., Dixi S.A., et Tavaro S.A.. M. Homberger est prêt à reprendre les conversations à ce sujet avec le Capitaine G. Gherzi. Le soussigné lui a néanmoins demandé de ne rien entreprendre avant que le Chef du Département ait exprimé son avis.

La solution envisagée ci-dessus consisterait donc à consentir un prêt de 3 millions au maximum, en contre-partie duquel la Légation annulerait des commandes pour un montant de 25 millions environ. Le Département fédéral des Finances y trouverait donc finalement son compte[3].

II.

La question du blocage des avoirs italiens en Suisse a été discutée dans une conférence tenue hier à la Division du Commerce[4]. Cette dernière, ainsi que le Directoire de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie, sont d'avis que le moment est venu de recourir à cette mesure. L'Association suisse des Banquiers

---

3. *Cf. PVCF N° 1732 du 1er octobre 1943,* E 1004.1 1/438 *et PVCF N° 2330 du 21 décembre 1943,* E 1004.1 1/440.

4. *Procès-verbal (non reproduit) rédigé par Weibel. Cf. aussi la notice de Kohli pour Pilet-Golaz du 28 septembre 1943* (E 2001 (E) 2/571): *Le Chef du Département politique répond à son collaborateur:* Agissez comme vous le jugez le plus utile. Politiquement, le cas de l'Italie se rapproche beaucoup de celui de la France, mais les réactions «mussoliniennes» risquent d'être plus vives. 28.9.43.

n'y fait pas opposition et il paraîtrait que M. le Ministre Vieli n'aurait rien à y objecter. Cela étant, une proposition tendant à cette fin sera soumise au Conseil fédéral dans sa séance de demain.

Cette mesure ne vise pas tant à procurer des gages, les avoirs italiens en Suisse ne devant pas être considérables, qu'à prévenir les difficultés devant lesquelles se trouveraient placés les autorités fédérales et les tribunaux suisses dans l'hypothèse où les deux gouvernements italiens demanderaient restitution des avoirs dont il s'agit[5].

III.

En garantie d'un crédit ouvert par les banques suisses à l'Institut italien des changes, le Gouvernement italien a constitué en son temps un dépôt d'or de Fr. 50 millions auprès de la Banque d'Italie à Rome. Ce gage sera annoncé à la Délégation allemande actuellement à Berne et la possibilité d'un transfert en Suisse examinée[6].

---

5. *Lors de sa séance du 1er octobre 1943, le Conseil fédéral décide le blocage des avoirs italiens en Suisse (cf. PVCF N° 1740 du 1er octobre 1943,* E 1004.1 1/438). *Cf. aussi* E 7001 (B) 1/254 *et RO, 1943, vol. 59, pp. 785–788. Sur les relations commerciales avec l'Italie, cf. aussi PVCF N° 2027 du 19 novembre 1943* (E 1004.1 1/439) *et* E 7110 1967/32/900 Italien/5.

6. *A ce sujet, cf. PVCF N° 1882 du 29 octobre 1943* (E 1004.1 1/438) *et* E 2001 (E) 2/595. *Cf. aussi N° 332 et annexe.*

11

E 2001 (D) 3/65

Le Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz, au Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher[1]

Copie
L JS

Berne, 30 septembre 1943

Vous avez bien voulu nous demander, par une voie rapide, de vous orienter sur l'attitude que prendra le Conseil fédéral à l'égard du Gouvernement républicain fasciste que M. Mussolini a formé autour de lui et de vous donner des instructions sur votre conduite à l'égard du nouvel Ambassadeur que ce Gouvernement envoie à Berlin.

Ainsi que vous le savez, le Conseil fédéral s'est imposé dès le début de la guerre de ne reconnaître en droit aucune modification à l'état des rapports diplomatiques qu'il entretenait à fin août 1939 avec des gouvernements étrangers. Les Légations des Etats dont le sol a été envahi et dont le Gouvernement a quitté le territoire national continuent à jouir à Berne des immunités et privi-

---

1. *Une copie de cette lettre est envoyée au Ministre de Suisse à Bucarest, R. de Weck, et au Chargé d'Affaires de Suisse à Sofia, C.A. Redard.*

lèges qu'elles avaient avant la guerre. Nous n'avons reconnu de jure aucun des gouvernements qui se sont formés en raison des événements, que ce soit dans les Balkans ou en Afrique du Nord. Notre politique, qui s'inspire avant tout du souci de maintenir une scrupuleuse neutralité et d'appliquer la même maxime à nos rapports avec tous les Etats, ne saurait varier. L'attitude du Conseil fédéral à l'égard du Gouvernement républicain fasciste ne saurait s'inspirer que de ces principes, et nul ne s'attend à le voir s'en écarter.

Si la reconnaissance de jure du Gouvernement républicain fasciste par le Conseil fédéral est donc à exclure, il n'en va pas nécessairement de même des relations de fait. Pour le moment, nous ne constatons pas que le Gouvernement républicain fasciste exerce effectivement le pouvoir dans les territoires italiens limitrophes de la Suisse; il semble plutôt que l'autorité est entièrement concentrée dans les mains des troupes allemandes d'occupation. Mais la situation pourrait se modifier. La protection des importants intérêts suisses en Italie du Nord et les relations de voisinage qu'il est désirable de maintenir entre les populations limitrophes pourraient nous amener, notamment dans le domaine économique, à régler des questions de fait avec le Gouvernement présidé par M. Mussolini. En le faisant, nous ne nous écarterons pas de la pratique que nous avons suivie vis-à-vis d'autres gouvernements de fait. Ce qu'il y aura lieu d'entreprendre à cet égard dépendra des circonstances et de la suite des événements, ainsi que du degré de compréhension dont le Gouvernement républicain fasciste fera preuve lui-même en face de l'impossibilité où nous sommes d'entretenir avec lui avant la fin de la guerre des relations diplomatiques normales. Les sentiments amicaux que M. Mussolini a toujours témoignés pour la Suisse et la claire intelligence qu'il a toujours eue des devoirs que nous impose notre neutralité nous permettent d'espérer qu'il montrera à cet égard autant de compréhension que nous en avons trouvé auprès du Gouvernement croate.

Des considérations susexposées découle tout naturellement votre attitude à l'égard du nouvel Ambassadeur du Gouvernement républicain fasciste italien. Il ne convient pas, à notre avis, que vous preniez l'initiative d'entrer en rapport avec lui, mais il ne convient pas non plus que, si vous le rencontrez chez des tiers, vous lui fassiez grise mine. S'il prenait lui-même l'initiative d'une première visite, nous ne verrions pas d'objection à ce que vous la lui rendissiez, en soulignant pourtant qu'il s'agit de relations personnelles.

12

E 2001 (D) 11/14

Le Chef de la Section du Contentieux et des Intérêts privés à l'Etranger du Département politique, R. Kohli, à la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, à la Banque nationale, à l'Office suisse de Compensation et au Vorort de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie

Copie
L LK Confidentiel

Berne, 1er octobre 1943

Nous avons l'honneur d'appeler votre obligeante attention sur le problème que soulève le rapatriement des avoirs suisses gelés au Japon et dans les pays occupés par lui, territoires que les Japonais sont convenus de désigner sous le nom de Grande Asie[1]. L'évolution récente des pourparlers que, par l'entremise de la Légation de Suisse à Tokio, nous avons engagés à cet égard avec les Autorités japonaises nous amène à vous signaler ce qui suit:

Depuis plusieurs mois déjà, nous cherchons à profiter du fait que les besoins de notre Légation au Japon ont beaucoup augmenté en raison de la représentation d'intérêts étrangers assumée par notre pays en Extrême-Orient pour transférer en Suisse – par une compensation d'ordre interne – les avoirs suisses qu'elle se procure et peut utiliser sur place à cet effet. D'autre part, en plusieurs occasions, le Comité International de la Croix-Rouge s'est vu dans l'obligation de pourvoir ses délégués en Grande Asie des fonds nécessaires à leur activité. Ces sommes ont été, dans la mesure du possible, reprises des mains de débiteurs japonais, la contre-valeur en étant versée aux créanciers suisses en Suisse. Grâce à ces opérations, faites au gré des circonstances, il nous a été donné de rendre certains services aux milieux suisses possédant des avoirs gelés en Extrême-Orient.

Cependant, après avoir pendant plusieurs mois consenti à cette façon de procéder, les Autorités japonaises en sont venues, au début de cet été, à exiger que les sommes nécessaires à la sauvegarde d'intérêts étrangers et aux délégués du Comité International de la Croix-Rouge dans toute la Grande Asie soient à l'avenir transférées au Japon par voie bancaire ordinaire, c'est-à-dire, achetées sur le marché officiel. Ce revirement d'attitude, apparemment dicté au Gouvernement japonais par son désir d'obtenir le plus de devises possible, n'a pas laissé de réduire fortement les perspectives de rapatriement d'avoirs suisses que l'évolution antérieure laissait encore subsister. C'est pourquoi, fondés sur la présomption que la décision du Gouvernement japonais procédait de la néces-

1. *Sur la situation des Suisses dans la « Grande Asie », cf. la notice du 18 octobre de J. Piffaretti pour M. Pilet-Golaz qui se conclut ainsi:* Il est intéressant d'ajouter encore que les autorités japonaises reprochent aux Suisses en territoires occupés de s'occuper trop d'intérêts commerciaux. Une telle attitude est pour le moins singulière. Il est évident, en effet, que nos compatriotes ne s'y établiraient pas si ce n'était pour des raisons d'ordre économique et commercial (E 2809 1/3).

sité où il se trouvait de se procurer des francs suisses, nous avons invité notre Légation à lui faire la proposition suivante: *[...]* [2]

Résumant ce qui précède, nous arrivons à la conclusion qu'il conviendrait de répondre affirmativement à la contre-proposition japonaise en faisant toutefois les deux réserves essentielles que voici:

a) Le financement de la représentation des intérêts suisses au Japon et dans la Grande Asie doit être exclu du clearing envisagé et pourra à l'avenir être assuré par la reprise d'avoirs suisses dans les pays envisagés, avoirs dont la contre-valeur sera versée en Suisse aux ayants droit.

b) En admettant que le solde dont il est question au chiffre IV soit favorable au Japon, celui-ci ne pourra en disposer que comme suit:

50% devra être affecté au rapatriement d'avoirs suisses gelés au Japon et dans la Grande Asie,

50% seront à la libre disposition du Japon mais à l'intérieur de la Suisse uniquement.

Le problème évoqué dans cette lettre nous semble mériter une attention toute particulière. Nous constatons, en effet, d'après les résultats d'une enquête menée tout récemment par le Vorort dans les milieux suisses qu'il représente, que le montant des avoirs suisses appartenant à ces milieux et bloqués en Extrême-Orient s'élève à près de 36 millions de francs suisses. A cela s'ajoutent les créances individuelles, financières et d'assurance sur lesquelles nous ne disposons d'aucun renseignement mais qui certainement ne doivent pas non plus être négligeables.

C'est pourquoi nous vous serions vivement obligés de bien vouloir nous faire part des remarques que vous suggère cet exposé et, le cas échéant, des propositions que vous jugeriez opportun d'adresser aux Autorités japonaises. Sitôt en possession des réponses que vous voudrez bien nous faire parvenir, nous aurons soin de réunir une conférence au cours de laquelle nous chercherons à jeter les bases de la politique à adopter à l'égard du Japon en s'inspirant des remarques et desiderata des milieux suisses que vous représentez.

Qu'il nous soit enfin permis d'attirer votre attention sur le fait que, aux termes d'un récent télégramme de Tokio, notre Légation rencontre des difficultés croissantes à financer ses besoins dans les pays occupés. Les Japonais semblent en effet vouloir faire dépendre la reprise normale des transferts dont il s'agit de la réplique que la Suisse entend faire à leur contre-proposition de clearing examinée ci-dessus.

Nous vous saurions dès lors gré de nous faire connaître votre avis aussi rapidement qu'il vous sera possible [3].

---

2. *Suivent la proposition suisse et une contre-proposition japonaise qui tend à réduire les possibilités de rapatriement des avoirs suisses. Sur les avoirs suisses au Japon, cf.* E 2001 (D) 11/15 *et* E 2001 (E) 1/323.

3. *Cf.* E 2001 (E) 1/321 *et* E 2001 (E) 2/635.

13

E 2300 Rom/47

Le Consul général de Suisse à Côme, F. Brenni, au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna[1]

L Côme, 7 octobre 1943

Profitant d'un moment de calme très relatif, j'estime opportun de vous faire parvenir un bref rapport sur la situation dans l'Italie septentrionale surtout en ce qui concerne le traitement réservé par les forces allemandes aux juifs.

Hier, après avoir cherché d'avoir des renseignements précis à plusieurs sources, il m'a été finalement possible de savoir d'une source sûre et digne de foi ce qui s'est passé exactement à Meina (Lac Majeur) contre les juifs.

Dans cette ville l'hôtel Meina, qui avait été agrandi et installé d'une façon très moderne par un turc, marchand de tapis à Milan, abritait toute une colonie juive.

Le jour suivant la chute de Mussolini les clients de cet hôtel ont fêté l'événement paraît-il d'une façon assez bruyante, et certainement exagérée. Cet excès de joie devait être fatal à ces gens.

En effet quelques jours après l'occupation allemande un détachement allemand de S.S. s'est présenté à l'hôtel qui a été tout de suite réquisitionné. Les clients qui y vivaient ont été groupés au troisième étage et forcés à coucher sur des lits de camp sous surveillance continuelle. Les repas leur étaient servis sur des simples tables, les femmes d'un côté et les hommes de l'autre.

Après une dizaine de jours, le soir vers 21 heures, les troupes allemandes se sont présentées dans les différentes villas du lieu pour se faire prêter des barques et des canots. Là où le prêt n'a pas été consenti les barques et les canots ont été pris de force.

Dans la nuit qui suivit on a entendu des nombreux coups de feu et le lendemain matin plusieurs barques et canots ont été retrouvés qui allaient à la dérive ensanglantés. Les clients de l'hôtel avaient disparu. Le jour suivant au moins neuf cadavres de femmes, d'hommes et d'enfants ont été vus revenir à la surface du lac; les cadavres ont même été vus pendant toute une journée, mais personne n'osait les retirer ou entreprendre quoi que ce soit. Ce sont encore les troupes allemandes qui, tard le soir, se sont chargées de lier des pierres aux cadavres et de les faire disparaître définitivement.

Un sujet allemand qui habite Meina, devant ce massacre n'a pas pu s'abstenir de faire un rapport au Consul Général d'Allemagne à Milan. Ce rapport a été envoyé à Berlin et quelques jours après un officier du grade supérieur s'est rendu à Meina pour une enquête. Cette dernière a établi d'une façon absolue les

---

1. *Pilet-Golaz a visé ce document le 12 octobre 1943.*
Sur les mesures antisémites en Italie, cf. E 2001 (D) 3/173.

faits qui avaient été dénoncés. Là dessus les S.S. qui stationnaient à Meina ont été retirés.

On m'a assuré de la façon la plus précise que l'officier qui commandait ces troupes a été emprisonné.

Il paraît en outre que des ordres très sévères ont été donnés aux troupes allemandes de s'abstenir de tout acte de violence contre les juifs. J'ajoute encore que le Consul Général d'Allemagne a vivement déploré ces excès.

Il y a donc lieu d'admettre que la persécution des juifs, pour le moment au moins, sera moins grave que les réfugiés qui se présentent en Suisse voudraient faire croire. Cela me confirme dans l'opinion que j'ai déjà exprimée à plusieurs reprises que pour le moment au moins la Suisse doit se montrer très sévère en accueillant les juifs qui prétendent être persécutés. Il est possible qu'une recrudescence puisse avoir lieu plus tard et c'est pour cette raison qu'il me paraît opportun, jusqu'à nouvel avis, de maintenir notre frontière fermée aux réfugiés.

Que je sache ni à Côme ni à Milan il n'est pas question de persécution contre les juifs à moins qu'il ne s'agit de sujets allemands ou de personnes qui sont déjà suspectes de la part des allemands. *[...]*

14

E 7110/1967/32/845.USA

La Banque nationale[1] *à la Chambre suisse de l'Horlogerie*

Copie
L Zürich, 8. Oktober 1943

Auf Ihr Schreiben vom 5. dies[2] erlauben wir uns, folgendes zu antworten:

Zunächst möchten wir feststellen, dass wir nie irgendwie verpflichtende Zusicherungen wegen der Abnahme von Dollars gegeben, sondern immer erklärt haben, dass wir uns in der Verfolgung unserer Dollarpolitik jederzeit den veränderten Verhältnissen anzupassen hätten. Solche Zusicherungen konnten wir schon deshalb nicht geben, weil das Bankgesetz[3] uns nicht gestattet, Termingeschäfte einzugehen. Wenn wir für die Entgegennahme von Dollars, herrührend aus Exporten der Uhrenindustrie, ein Kontingent festgesetzt hatten, so konnte das stets nur den Sinn haben, dass wir der Uhrenindustrie bis auf weiteres und bis zum festgesetzten Maximalbetrag Dollars abnehmen. Irgendwelche Bindungen über die Höhe oder die Dauer des Kontingentes können wir auch heute nicht eingehen.

Wir erinnern ferner daran, dass wir mit den zuständigen Instanzen und namentlich auch mit Ihrer Kammer schon vor Monaten in Verhandlungen ein-

1. *La lettre est signée par E. Weber et A. Hirs. Cf. aussi* E 6100 (B) 1972/96/240.2.
2. *Non reproduite.*
3. *Loi fédérale sur la Banque nationale suisse (du 7 avril 1921), RO, 1921, vol. 37, pp. 577–598.*

traten, um zu einer Verminderung des Dollaranfalles zu gelangen. Die Besprechungen, die sich über Monate erstreckten, führten jedoch nicht zum Ziel. Der Zufluss von Dollars aus der Uhrenindustrie nahm nicht ab, sondern im Gegenteil zu. Wir mussten sogar wahrnehmen, dass zahlreiche Exporteure dazu übergingen, ihren Export mit allen Mitteln zu forcieren. Als weitere unliebsame Begleiterscheinungen des immer stärker zutage tretenden Exportbooms seien hervorgehoben: der illegale Export (Schmuggel, Ausfuhr in Diplomatentaschen), die unkorrekte Ausnützung von Kontingenten, der Handel in Kontingenten, die Vorlage falscher Exportdokumente, die Preisüberhöhung um 100% und mehr, der schwunghafte Handel mit deutschen Geleitscheinen, die Manipulierung des Dollarkurses, die Verrechnung hoher Provisionen, der Versuch zur Rapatriierung von Finanzdollars, etc. Nachdem alle Bemühungen, den Dollaranfall auf ein normales Mass zurückzubringen, ergebnislos verliefen, blieb der Nationalbank nichts anderes übrig, als zur Selbsthilfe zu schreiten, und so setzte sie vom Monat August hinweg für die Entgegennahme von Exportdollars aus der Uhrenindustrie einen Höchstbetrag von monatlich 8 Millionen Franken fest. Wenn dann die Durchführung der Kontingentierung durch die Uhrenkammer wochenlang auf sich warten liess, so ist für diese bedauerliche Verzögerung und die Unannehmlichkeiten, die sich daraus für die Exporteure ergeben haben, nicht die Nationalbank verantwortlich. Um der Uhrenindustrie weiter entgegenzukommen, wurde der Stichtag für die Inkraftsetzung der Kontingentierung vom 1. auf den 7. August verlegt. Ferner hat die Nationalbank den Exporteuren eine Respirofrist von zwei Monaten gewährt, innert welcher Dollars, herrührend aus Exporten, die vor dem genannten Stichtag spediert worden sind, ausserhalb Kontingent entgegengenommen wurden. Dieses Entgegenkommen hatte zur Folge, dass der Dollaranfall aus der Uhrenindustrie in den Monaten August und September das festgesetzte Kontingent überstieg.

So hat die Nationalbank im August dieses Jahres von der Uhrenindustrie für 15 Millionen Franken, im September sogar für 25 Millionen Franken, Dollars hereingenommen. Im Gesamten hat die Nationalbank im Jahre 1943 der Uhrenindustrie für den ansehnlichen Betrag von 140 Millionen Franken Dollars übernommen. Wenn man zudem in Betracht zieht, dass der Uhrenexport nach den Dollarländern in den letzten 4 Jahren – die beiläufig bemerkt als gut bezeichnet wurden – durchschnittlich 100 Millionen Franken betrug, so wird niemand behaupten können, die Nationalbank sei bisher zurückhaltend gewesen. Und wenn nun als Basis für die Kontingentierung dieser 4jährige Jahresdurchschnitt angenommen und konzediert worden ist, so wäre es vermessen, von einer Gefährdung des Exportes oder gar von einer drohenden Arbeitslosigkeit zu sprechen, abgesehen davon, dass die Nationalbank auch das aus dem Export nach den Pfundländern anfallende blockierte Gold, und zwar vorläufig noch unbeschränkt, entgegennimmt.

Von verschiedenen Seiten wird die Kontingentierung und Beschränkung der Dollaraufnahme lebhaft begrüsst; die Massnahme wird sogar vielfach als Beitrag zur Behebung ungesunder Zustände gewertet, die darüber hinaus berufen sei, das Ansehen der schweizerischen Uhrenindustrie im Auslande vor Schaden zu bewahren. Eine führende Firma schreibt uns hierüber folgendes:

«Nous savons que de graves abus ont été commis par certains exportateurs d'horlogerie à destination des USA; aussi n'avons-nous pas hésité à recommander l'ouverture d'une enquête sérieuse pour découvrir les fauteurs et prendre contre les délinquants les sanctions les plus sévères, voire même jusqu'à la suppression intégrale des contingents d'exportation qui leur avaient été accordés par la Chambre Suisse de l'Horlogerie. Il se présente actuellement une occasion unique qui ne se représentera probablement pas si rapidement pour éliminer de notre industrie horlogère une foule d'individus et de mercantis qui n'ont déjà que trop nui à notre industrie. Leur élimination définitive serait une mesure d'assainissement qui complèterait très bien les premières mesures prises par les autorités fédérales et horlogères au cours de ces dernières années.»

Solange die Einfuhr und damit die Verwendung der Dollars so beschränkt ist wie gegenwärtig, ist eine Erhöhung des Kontingentes von monatlich 7,5 resp. 8 Millionen Franken absolut ausgeschlossen und wir können nicht zugeben, dass durch Aufholung irgendwelcher Rückstände, seien sie ausserhalb oder innerhalb eines Kontingentes, obige Summe nochmals überschritten wird.

Was diese Rückstände anbetrifft, so scheint uns die Lösung darin zu bestehen, dass vom Kontingent ein runder Betrag zur sukzessiven Abtragung dieser Rückstände reserviert wird. Im übrigen kann es sich nach unserm Dafürhalten nicht mehr um sehr erhebliche Beträge handeln, nachdem wir, wie oben dargelegt, schon ganz ausserordentliche Summen abgenommen haben.

Aus diesen Erwägungen heraus sind wir leider nicht in der Lage, auf Ihre Begehren, Dollars aus Exporten, die vor dem 1. bezw. 7. August getätigt wurden, ausser Kontingent zu übernehmen, einzutreten. Auch können wir nicht gestatten, dass in einem Monat nicht ausgenützte Firmenkontingente vorgetragen werden; das volle Kontingent von 7,5 resp. 8 Millionen Franken steht jeweils gesamthaft nur für den betreffenden Monat zur Verfügung; die Aufteilung und Verwendung müssen wir Ihnen anheimgeben. Demgemäss müssen die Kontingente vom August und September als ausgenützt betrachtet werden[4].

---

4. *Les décisions de la Banque nationale sont vivement critiquées dans la région horlogère: au cours de l'automne 1943, des protestations publiques sont organisées. Cf. aussi l'interpellation de H. Perret sur* la limitation de l'afflux des dollars d'exportation *et la réponse du Chef du Département de l'Economie publique lors de la séance du 19 octobre 1943 de la Commission des pouvoirs extraordinaires du Conseil national* (E 7800/1/158).

15

E 6100 (A) 25/2326

La Direction générale de la Banque nationale[1]
au Chef du Département des Finances et des Douanes, E. Wetter

L Zürich, 9. Oktober 1943

In der Konferenz, die am 6. September 1943 in Bern stattfand, hatte das Direktorium Gelegenheit, Sie über die Frage der Goldzessionen der deutschen Reichsbank zu orientieren. Im Hinblick auf die Bedeutung des Problems gestatten wir uns, Ihnen die Angelegenheit noch schriftlich zu Handen des Bundesrates zu unterbreiten.

Seit Jahren zediert die deutsche Reichsbank der Nationalbank von Zeit zu Zeit Gold in Barren und Münzen, um sich auf diese Weise Frankenguthaben zu beschaffen, die zu Zahlungen an die Schweiz oder an andere Länder – im besonderen an Portugal, Spanien, Rumänien – verwendet werden. Der Schweizerfranken wird von diesen Ländern bevorzugt, weil seine Manipulierung als internationales Zahlungsmittel unter den heutigen Verhältnissen in gewissen Fällen einfacher oder zweckmässiger ist als die direkte Versendung von Gold. Ein Teil des von Deutschland gelieferten Goldes bleibt oft nur kurze Zeit bei der Schweizerischen Nationalbank liegen, da die Notenbanken der vorerwähnten südwest- und südosteuropäischen Staaten ihre Frankenguthaben nach Bedarf wieder in Gold umwandeln und diese Goldbestände meistens heimschaffen.

Es ist naheliegend, dass die Goldzessionen der Reichsbank auf alliierter Seite nicht gerne gesehen werden. Schon in den letztjährigen Handelsvertragsverhandlungen mit England wurde der schweizerischen Delegation entgegengehalten, dass die Schweiz Deutschland damit die Beschaffung von Devisen und die Bezahlung von Importen erleichtere. Im Verlaufe des letzten Sommers wurden die neutralen Staaten ferner in englischen Radiosendungen gewarnt, den Deutschen «widerrechtlich angeeignetes Gold» abzunehmen. Der «Lombard-Street»-Korrespondent der Financial News vertrat schliesslich in der Nummer von 9. Juli 1943 dieses Blattes (siehe Beilage)[2] die Meinung, dass es sich bei dem von der deutschen Reichsbank an die Notenbanken der neutralen Länder verkauften Gold zweifellos um gestohlenes Gut handle, und dass daher diese Notenbanken gemäss der Erklärung der Alliierten über die beschlagnahmten Vermögenswerte in den besetzten Ländern verpflichtet seien, das von der Reichsbank erworbene Gold den ursprünglichen rechtmässigen Eigentümern kompensationslos zurück zu erstatten. Bei der zitierten gemeinsamen Erklärung der Alliierten handelt es sich um ein Memorandum vom 5. Januar dieses Jahres, das in seinem wesentlichen Teil folgenden Wortlaut aufweist:

«Die Regierungen der Südafrikanischen Union, der Vereinigten Staaten von

1. *La lettre est signée par E. Weber et A. Hirs.*
2. *Non reproduit.*

Amerika, Australiens, Belgiens, Kanadas, Chinas, der Tschechoslowakischen Republik, des Vereinigten Königreichs Grossbritannien und Nordirland, Griechenlands, Indiens, Luxemburgs, Hollands, Neuseelands, Norwegens, Polens, der Sowjetunion und Jugoslawiens, sowie das französische Nationalkomitee richten hiermit an alle, die daran *interessiert* sind, und besonders an die betreffenden Personen in den *neutralen* Ländern die Warnung, dass sie die Absicht haben, alles in ihrer Macht Gelegene zu tun, um die Enteignungsmethoden der Regierungen, mit denen sie im Kriege stehen gegenüber Ländern und Völkern, die angegriffen und ausgeplündert wurden, zunichte zu machen.

Infolgedessen behalten sich die betreffenden Regierungen und das französische Nationalkomitee das Recht vor, als null und nichtig zu erklären: alle Transferierungen und Transaktionen, die sich auf Güter, Rechte und Interessen in den besetzten Gebieten oder in solchen Gebieten beziehen, die sich direkt oder indirekt unter der Kontrolle von Regierungen befinden, mit denen sie im Kriege stehen, oder die Personen (einschliesslich der juristischen Personen) gehören oder gehörten, die ihren Wohnsitz in den bezüglichen Gebieten haben.

Diese Warnung gilt in gleicher Weise, ob es sich um offene Plünderung, um Enteignung oder um anscheinend *legale* Transaktionen handelt, sogar wenn diese Transaktionen als freiwillig angesehen werden können.

Die Regierungen, die diese Erklärung abgeben, sowie das französische Nationalkomitee verkünden hiermit ihre Solidarität in dieser Frage[3].

Die Missbilligung der schweizerischen Goldankäufe von der deutschen Reichsbank ist indessen nicht nur in englischen Verlautbarungen zum Ausdruck gekommen, sondern auch in den Äusserungen massgebender Persönlichkeiten des amerikanischen Schatzamtes und der New Yorker Bundesreservebank gegenüber unserm Vertreter in den Vereinigten Staaten, Herrn Direktor Dr. Pfenninger[4]. So ist ihm kürzlich im amerikanischen Schatzamt in einer

---

3. *En mars 1943, le Département politique décide de ne pas répondre à ces notes alliées. Cf.* E 2001 (E) 1967/113/428.

4. *Dans une lettre adressée le 17 septembre 1943 à R. Pfenninger, le Président de la Direction générale de la Banque nationale, E. Weber, écrit notamment: [...]*
Dollarpolitik.

Unsere Dollarpolitik hat seit Ihrer Abreise von hier keine Änderung erfahren. Wir stehen nach wie vor auf dem Standpunkt, dass Dollars, hervorgehend aus dem schweizerischen Export nach den U.S.A. von uns angekauft werden müssen. Der Kreis der Länder, die uns Dollars offerieren zur Zahlung unseres Exportes, hat sich aber in den letzten Monaten gewaltig vergrössert. Alle südamerikanischen Länder, aber auch Teile des Orients, Iran, Irak, wollen Waren aus der Schweiz importieren und uns in Dollars bezahlen. Wir sind wohl das einzige Land auf der Welt, das in diesem grossen Ausmass Exporte tätigt und dagegen blockierte Dollars oder blockiertes Gold, die für uns zur Zeit verwendungslos sind, entgegennimmt. Man hat das Gefühl, dass alle diese Länder darnach trachten, sich der Dollars zu entledigen und diese günstige Gelegenheit ergreifen, um sie auf diese Art gegen Waren umzutauschen. Dabei ist ferner nicht zu vergessen, dass durch diese Massnahme der Schweiz der Dollar international eine kräftige Stützung erfährt. Würde sie dies nicht tun und eine Entgegennahme sistieren, wäre entschieden Gefahr vorhanden, dass der Dollar international eine scharfe Abschwächung erfahren würde. Die Liquidierung der Dollars über die Schweiz ist heute eine der wenigen Möglichkeiten, um sich dieser blockierten Valuta zu entledigen. Ich brauche nicht beizufügen, dass diese Dollaraufnahme seitens der Schweizerischen Nationalbank ein Fehler ist. Die diversen Überlegungen, die

Unterredung die Bemerkung gemacht worden, die Nationalbank müsse sich bei ihren Transaktionen mit der Reichsbank bewusst sein, dass es sich um gestohlenes Eigentum handeln könne und dürfe sich nicht einfach auf den guten Glauben berufen.

---

wir uns hiebei machen, brauche ich Ihnen nicht zu wiederholen, sie sind Ihnen geläufig, wir haben uns ja mündlich darüber des öftern unterhalten. Die Praxis der Übernahme von Unterstützungs-Dollars haben wir sehr large geübt, und in letzter Zeit sind den in der Schweiz lebenden Staatsangehörigen der U.S.A. sozusagen alle Dollars für den normalen Lebensunterhalt abgenommen worden. Wir haben einzig mit der Uhrenindustrie eine gewisse Regelung der Dollarsübernahme eintreten lassen. In jener Industrie hat sich eine eigentliche Exportkonjunktur entwickelt. Zudem sind Unregelmässigkeiten vorgekommen in der Kontingentierung und Fakturierung, sodass sich die Nationalbank genötigt sah, für die Übernahme von Dollars aus der Uhrenindustrie ein monatliches Kontingent von 8 Mill. Fr. anzusetzen. Damit basieren wir auf den Monaten des Vorjahres und bieten nicht Hand zu einem gewaltigen Aufschwung zu Lasten der Notenbank. Wir haben Ihnen zu Ihrer Orientierung die Massnahmen kurz telegraphisch mitgeteilt.

Finanzdollars, Couponsdollars.

Die Nationalbank hat in Hinsicht auf die Übernahme von Finanz- oder Kapitalertragsdollars keine weiteren Schritte unternommen. Das Projekt der Übernahme von solchen Dollars und Gutschrift auf blockiertem Dollarkonto ist vorläufig zurückgestellt worden. Von Bankenseite ist ein neues Projekt aufgetaucht. Es sieht die Bildung eines Trust vor, der die Finanz- und Couponsdollars aufnehmen und in Wertschriften der U.S.A. anlegen würde. Die Trustanteile könnten kotiert werden, wodurch die Möglichkeit sich für den Dollarbesitzer bieten würde, durch Liquidation der Anteile sich Inlandvaluta zu verschaffen. Auch dieses Projekt steht vorläufig erst zur Diskussion, und irgend welche Demarchen bei amerikanischen Behörden betreffs Transfer, den die Nationalbank nicht über Lizenz 50 bewerkstelligen würde, sind heute noch verfrüht.

Goldeingänge aus Deutschland.

Dieser ganzen Polemik die nun eingesetzt hat über dieses Thema, möchte ich nicht allzugrosse Bedeutung beimessen. Es stellen sich in dieser Hinsicht wohl 2 Fragen, eine technische und eine politische. Es ist Ihnen ja wahrscheinlich klar, dass ein Land, das auf der Goldwährung steht wie die Schweiz, Gold zu bestimmten Preisen vom Ausland entgegennimmt und ebenso wieder abgibt. Eine Entgegennahme von Gold von einzelnen Ländern, d.h. die Ausschaltung des einen oder andern Landes von der Goldentgegennahme ist praktisch nicht denkbar. Es könnte dies nur geschehen durch Sistierung der Goldübernahme im allgemeinen. Gold, das wir dem einen Lande refüsieren würden, käme durch Vermittlung eines andern Landes wiederum in die Schweiz. So könnte beispielsweise deutsches Gold über Italien, über Ungarn, über Rumänien, über Frankreich in die Schweiz fliessen, ohne dass wir bemerken würden, dass dasselbe deutscher Provenienz wäre.

Es lässt sich auch nicht ermitteln, welchen Ursprungs das uns eingelieferte Gold ist. Es kann umgeschmolzen werden, es können uns russische, österreichische, deutsche Barren geliefert werden, wir haben nicht die leiseste Ahnung, auf welchem Wege es in den Besitz der Reichsbank gelangt ist. Wir müssen aber entschieden annehmen, dass die deutsche Reichsbank bei Kriegsausbruch über gewaltige Goldbestände verfügt hat, hat sie doch das österreichische Gold an sich gezogen und ständig von Russland Goldsendungen erhalten. Sie konnte aber auch während des Krieges Goldkäufe getätigt haben in besetzten Ländern, oder Requisitionen vorgenommen haben gegen Bezahlung, ohne dass man hier von Gold sprechen könnte, das sie sich widerrechtlich angeeignet hat.

Die Schweiz steht auf dem Boden der Neutralität. Wenn sie von den Alliierten Gold unbesehen entgegennimmt in den U.S.A., in Kanada, so ist es für sie wohl kaum denkbar, dass sie nicht auch Gold von den an die Schweiz angrenzenden Ländern, das ihr eingeliefert wird, ent-

Die Nationalbank hat seit Beginn dieses Krieges Gold in grösserem Umfang von verschiedenen Staaten aufgenommen; als Notenbank eines Landes, das auf dem Boden der Goldwährung steht, kauft und verkauft sie Gold zu festen Preisen von und an alle ausländischen Notenbanken. Sie hat Gold im Verlaufe

---

gegennimmt. Gold wird uns von allen Staaten zediert zur Deckung von Schweizerfrankenbedürfnissen. Mit diesen Schweizerfranken werden teils Zahlungen im Inland, teils Zahlungen im Ausland effektuiert, und das Gold dient wiederum zur Einlösung der uns seitens ausländischer Notenbanken präsentierten Schweizerfranken. Dass nur die Schweiz Gold von Deutschland entgegennehme, nicht aber Schweden, Portugal, entspricht nicht den Tatsachen. Auch jene Länder lassen sich Gold zedieren gegen Aushingabe ihrer eigenen Valuta.

Der Ordnung halber möchte ich noch beifügen, dass die Nationalbank nur Gold entgegengenommen hat gegen Abgabe von Schweizerfranken und nie Verkäufe von Escudos an die deutsche Reichsbank getätigt hat.

Frankenmarkt in New York.

Ich entnehme Ihren Ausführungen, dass man der Entwicklung des Frankenmarktes in New York nicht die nötige Beachtung schenkt. Man glaubt jedenfalls, dass eine raschere Abgabe von Schweizerfranken gegen blockierte Dollars den Kurs regulieren könnte. Man ist wahrscheinlich der irrigen Ansicht, die Schweizerische Nationalbank könnte sich dazu verstehen, liquide, jederzeit in Gold einlösbare Schweizerfranken in den U.S.A. gegen blockiertes Gold oder blockierte Dollars abzugeben. Wenn man in den U.S.A. nicht einsieht, dass ein solches Prozedere für ein kleines Land unmöglich ist, ja ruinös wäre, so ist diesen Leuten einfach nicht zu helfen, sie können das nötige Verständnis mangels genügendem Weitblick einfach nicht aufbringen.

Was Ihre Unterredung anbelangt betreffs Einführung von Devisenvorschriften zur Regulierung des Frankenkurses in New York, so möchte ich hiezu folgendes bemerken. Vorerst gebe ich Ihnen zu bedenken, dass eine Einführung von Devisenvorschriften die Begehren der U.S.A. nach Schweizerfranken nicht ändern würde. Sodann ist zu sagen, dass Devisenvorschriften, die den Zweck haben, eine Bewirtschaftung des Frankens zu erzielen, ohne Erlass von allgemeinen Devisenvorschriften, die das ganze Gebiet in sich schliessen, nicht denkbar sind. Man kann sich die Einführung einer Devisenbewirtschaftung, nur um eine ausländische Valuta in einer gewissen Relation zum Schweizerfranken zu halten, nicht denken. Es wäre wohl ein Unikum in der Geschichte der Devisenbewirtschaftung, wenn wir uns einer ausländischen Valuta wegen diese Zwangsjacke auferlegen würden. Die Einführung von Devisenbestimmungen galt bis heute in erster Linie dem Schutze der Devisenbestände, in unserem Falle würden die Devisenbestimmungen zum Zwecke der Abdrängung fremder Valuten eingeführt.

Über die zukünftige Entwicklung der Währungs- und Devisenlage der Welt, und im besondern der Schweiz, können wir heute keine Prognosen stellen. Nur so viel kann heute erklärt werden, dass wir zurzeit nicht im entferntesten an den Erlass von Devisenvorschriften denken. Die Schweiz mit ihrem ausgedehnten internationalen Finanz- und Versicherungsgeschäft, mit ihrer Stellung im Welthandel, ist auf grosse Bewegungsfreiheit angewiesen. Eine Einengung durch Devisenvorschriften hätte bei ihrer ausgedehnten internationalen Verquickung katastrophale Rückwirkungen.

Frankenbeschaffung der Treasury.

Ihre Ausführungen über dieses Thema, Ihre Unterredung mit der Treasury über die Frankenbeschaffung im allgemeinen, nehmen einen breiten Raum ein. Ich verstehe Ihre Sorgen und kann Ihnen wohl nachfühlen, welchen Eindruck diese Unterredung auf Sie gemacht hat. Sie müssen jedoch immer bedenken, dass Sie es mit Leuten zu tun haben, die sich im Kriege befinden und deren Mentalität wir Neutrale nicht verstehen können. Ich lasse mich von den Äusserungen der Treasury-Leute nicht beeinflussen. Es ist vielleicht gut, wenn Sie bei Gelegenheit den Leuten wieder einmal in Erinnerung rufen, wie sie sich unseren Wünschen gegenüber, Zahlungen aus unseren Dollarguthaben nach Spanien oder Überweisungen von Gold an die Portu-

dieses Krieges nicht nur von der deutschen Reichsbank übernommen, sondern auch von der englischen und amerikanischen Regierung. Dabei ist nicht ausser acht zu lassen, dass das von den Alliierten gekaufte Gold im Ausland blockiert liegen bleibt, während das von der Reichsbank hereingenommene Gold in der Schweiz frei verfügbar ist. Hätte sich die Nationalbank im übrigen geweigert, von der deutschen Reichsbank Gold entgegenzunehmen, so würde sie damit lediglich riskiert haben, dass das deutsche Gold uns durch die Notenbanken anderer Länder eingeliefert worden wäre. Es sind aber nicht nur währungspolitische Gründe gewesen, die es der Nationalbank verunmöglichten, einem einzelnen Lande gegenüber die Entgegennahme von Gold abzulehnen; eine andere Haltung hätte sich unserer Auffassung nach auch mit den Geboten der Neutralität nicht vereinbaren lassen, weil sie einer Diskriminierung des betreffenden Staates gleich gekommen wäre. Abgesehen davon hätte die Nationalbank den Goldbarren schliesslich ja nicht ansehen können, wessen Ursprungs sie sind und ob deren Erwerb nach angelsächsischen Begriffen zu Recht oder zu Unrecht erfolgt ist. Die Nationalbank darf und muss annehmen, dass das ihr von einer ausländischen Notenbank angebotene Gold rechtmässig erworben worden ist; es ist ihr bis jetzt auch nie notifiziert worden, dass die Deutschen Gold gestohlen hätten, wenn auch anderseits die Vermutung nicht von der Hand zu weisen ist, dass es sich teilweise um Gold handelt, das aus den besetzten Gebieten stammt. Die Requisition von Gold aber ist ein Recht, das einer Besatzungsmacht nach den Bestimmungen des Völkerrechts zusteht.

In diesem Zusammenhang ist darauf hinzuweisen, dass von der deutschen Reichsbank auch mit andern Staaten ähnliche Goldoperationen getätigt werden. Im besonderen ist festzustellen, dass die vom britischen Rundfunk und nachher noch in einem Bulletin der britischen Botschaft in Madrid verbreitete Nachricht, wonach Schweden die Entgegennahme von deutschem Gold mit Rücksicht auf die Erklärung der Alliierten vom 5. Januar 1943 verweigere, den Tatsachen nicht entspricht. Das Direktorium hat sich in der Sache bei Herrn Gouverneur Rooth von der Schwedischen Reichsbank direkt erkundigt und von ihm die Antwort erhalten, dass für die deutsche Reichsbank weiterhin die Möglichkeit bestehe, Gold an die Schwedische Reichsbank zu verkaufen. Das deckt sich auch mit den Wahrnehmungen des Direktoriums, denen zufolge die Schwedische Reichsbank noch in letzter Zeit von der deutschen Reichsbank

---

giesen, beide Transaktionen ja nur von einem blockierten Konto auf ein anderes, eingestellt haben. Sie haben uns nicht erlaubt, unsere Lebensmittel und Rohstoffeinfuhren aus diesen Ländern zu bezahlen, haben aber zusammen mit England seit April dieses Jahres die Erteilung von Navicerts eingestellt. Man verlangt von uns Abgabe von Franken, die die Begehren nach Gütern, nach Waren noch vermehren, ohne uns solche zur Verfügung zu stellen. Die Treasury sollte wissen, dass wir ein kleines Land sind mit beschränkten Mitteln und uns den Luxus nicht leisten können, unsere Währung tagtäglich zu verwässern ohne die Möglichkeit zu besitzen, dieser Bewegung Einhalt zu gebieten. Im übrigen sind seit langen Monaten keine Begehren mehr um Abgabe von Schweizerfranken an uns gestellt worden, sollten solche eingehen, werden wir sie gerne prüfen und unter Umständen unsere Bedingungen bekannt geben. *[...]* (E 2001 (E) 1967/113/428).

Sur la nomination de R. Pfenninger comme expert des questions monétaires à la Légation de Suisse aux Etats-Unis, cf. la lettre de Pilet-Golaz à Bruggmann du 4 mars 1943, E 2001 (D) 2/252.

Gold in Bern entgegengenommen hat. Auch der Banco de Portugal hat sich in Bern Gold aus dem Depot der deutschen Reichsbank earmarken lassen.

Im Hinblick auf die Schwierigkeiten, die im Verkehr mit den angelsächsischen Ländern bereits bestehen, hat die Nationalbank allerdings das grösste Interesse daran, auch nur den blossen Schein irgendwelcher Begünstigung ihres Kriegsgegners zu vermeiden. Das Direktorium hat daher vor noch nicht allzu langer Zeit Veranlassung genommen, diese Goldoperationen mit einem Direktor der deutschen Reichsbank zu besprechen; es hat bei dieser Gelegenheit der Erwartung Ausdruck gegeben, dass die Goldverkäufe dem Umfange nach in Zukunft nicht weiter ausgedehnt und Zahlungen an das Ausland, wo dies möglich sei, nicht über den Schweizerfranken, sondern durch direkte Goldremittierung nach dem betreffenden Land effektuiert würden. Der Wunsch, die Reichsbank möge Gold für Zahlungen in Drittländern diesen direkt übermitteln, soll auch noch Herrn Reichsbank-Vizepräsident Puhl anlässlich seines nächsten Besuches in der Schweiz unterbreitet werden; doch ist das nicht in dem Sinne zu verstehen, dass die Nationalbank künftig überhaupt kein Gold mehr von der Reichsbank entgegennehmen will.

Das Direktorium ist der Meinung, dass sich eine andere als die oben dargelegte Haltung mit der Stellung der Nationalbank als der Notenbank eines neutralen Landes nicht vereinbaren und nicht verantworten lässt. Da das Problem nicht nur eine währungstechnische, sondern auch eine ausgesprochen politische Seite hat, liegt uns daran, Sie über die Angelegenheit zu orientieren und zu erfahren, ob der Bundesrat mit der von der Nationalbank bisher befolgten Politik einverstanden ist.

ANNEXE I

E 6100 (A) 25/2335

Extraits des procès-verbaux du Comité de banque de la Banque nationale[5]

Sitzung des Bankausschusses vom 22./23. Juli 1943.
(Dossier II Nr. 2)

Die Frage der Entgegennahme von Gold der deutschen Reichsbank wurde eingehend diskutiert, wobei seitens des Direktoriums hervorgehoben wurde, dass die SNB es abgelehnt habe, Gold gegen Schweizerfranken für Schweden anzunehmen. Das Direktorium vertritt zwar die Auffassung, dass mit Rücksicht auf die Goldwährung die Bank verpflichtet sei, Gold zu kaufen, das ihr angeboten werde. Dies ergebe sich aus den Rechten und Pflichten, die dem Noteninstitut durch Gesetz für die Aufrechterhaltung der Goldwährung auferlegt seien. Der Vorsitzende ist zwar nicht dieser Auffassung und weist besonders auf den politischen Charakter dieser Frage hin und auf die Tatsache, dass Schweden schon bisher eine Politik verfolgt habe, die sich stärker an die anglo-amerikanischen Auffassungen anlehne als die der Schweiz. Obschon das Direktorium der Ansicht ist, dass es nicht kontrollieren könne, woher das Gold stamme, das der Nationalbank von der Reichsbank übermit-

5. *La Banque nationale adresse des copies de ces documents tirés de ses archives au Département des Finances et des Douanes le 9 avril 1946 afin d'appuyer l'argumentation des négociateurs suisses face aux critiques des Alliés.*

telt werde und dass es fraglich sei, ob bewiesen werden könne, dass das Gold – wie die Engländer behaupten – gestohlen sei, ist es damit einverstanden, dass der Bundesrat über die Frage orientiert werde. Es habe überdies Reichsbankdirektor von Wedel nahegelegt, Goldtransaktionen mit Drittländern womöglich nicht über den Schweizerfranken ausführen zu lassen. Im übrigen dürfe darauf hingewiesen werden, dass England blockiertes Gold in Kanada der SNB verkauft habe, und zwar auch für Rechnung von Belgien und Holland, wogegen das deutsche Gold frei verfügbar sei. Bundesrat Dr. Wetter sei überdies in Besprechungen von den Goldsendungen der Reichsbank in Kenntnis gesetzt worden. Der Ausschuss ist mehrheitlich der Auffassung, dass weiterhin Gold von der Reichsbank abgenommen werden müsse, dass aber Vorsicht und ebenfalls eine gewisse Zurückhaltung am Platze seien. Eine Weigerung Gold von Deutschland anzunehmen, würde eine Verletzung der Neutralität darstellen.

In der *Sitzung des Bankausschusses vom 26./27. August 1943* wird die Frage der Entgegennahme von Gold der deutschen Reichsbank sehr eingehend diskutiert. Seit der letzten Sitzung des Ausschusses sind am 2. August nur noch 14 Millionen Franken Gold übernommen worden. Die Frage der Goldannahme wurde bis jetzt noch nicht mit dem Bundesrat besprochen, da man die Antwort von Schweden über die von England aufgestellte Behauptung, Schweden nähme kein deutsches Gold mehr entgegen, abwarten wollte. Die Antwort ist noch nicht eingegangen.

Letzte Woche war Herr Boisanger in der Schweiz und gab von der Übertragung des belgischen Goldes an Deutschland Kenntnis. Es erfolgt eine nähere Darstellung dieser Transaktion, wobei auf die eigenartige Rolle des Herrn Boisanger hingewiesen wurde. In diesem Zusammenhang wurde auch erwähnt, dass Herrn Boisanger entgegengehalten wurde, es würde der Neutralität der Schweiz widersprechen, wenn sie kein deutsches Gold mehr annehmen würde. Überdies habe die Schweiz sich ebenfalls nicht erkundigt, woher das Gold stamme, das sie von der Banque de France (100 Millionen Franken) erworben habe. Die ganze Frage habe aber einen politischen Charakter.

Der Vorsitzende bemerkt, dass in objektiver Hinsicht ein Land trotz der Goldwährung international nicht verpflichtet sei, Gold zu kaufen. Während des letzten Weltkrieges hätten z. B. Schweden und Holland es abgelehnt, ohne weiteres Gold in Zahlung zu nehmen. In der subjektiven Seite der Goldfrage liege der politische Charakter, der zu einer besondern Wachsamkeit zwinge. Man könne sich nicht ohne weiteres auf den guten Glauben berufen, darüber sei man einhelliger Ansicht. Herr Vizepräsident Rossy ist ebenfalls dieser Auffassung. Er weist darauf hin, dass die Nationalbank bis jetzt von keiner Seite unterrichtet worden sei, die Deutschen hätten Gold gestohlen. Die Requisition von Gold sei ein Recht, das der Besetzungsmacht gemäss Völkerrecht zustehe. Im übrigen habe Herr Boisanger ihm ausdrücklich erklärt, dass privates Gold von den Deutschen nicht beschlagnahmt worden sei. Das belgische Gold sei den Deutschen aus freien Stücken übergeben worden. Herr Boisanger habe nicht mitgeteilt, er hätte unter Druck gehandelt. Die Bank habe daher ein gutes Gewissen.

Der Vorsitzende verweist auf den Ausweis der Reichsbank und die Tatsache, dass diese schon lange vor dem Kriege kein Gold mehr ausgewiesen habe. Man habe zwar behauptet, sie besitze solches noch in gleichem Masse. Später und in der Kriegszeit sei die Reichsbank dann durch Massnahmen des Reiches gegenüber ausländischen Notenbanken zu Gold gekommen. Die Tatbestände seien nicht leicht abzuklären und es sei nur zu hoffen, dass der Nationalbank aus dem Goldgeschäft mit der Reichsbank keine Nachteile erwachsen werden.

Ein Mitglied des Ausschusses unterstützt die Politik des Direktoriums solange die Goldoperationen sich in normalem Rahmen bewegen. Internationale Geschäfte der Reichsbank sollten aber nicht über die Schweiz ausgeführt werden. Wenn auch der Bestohlene nicht reklamiere, so enthebe das die Bank nicht von jeglicher Sorgfalt, da alle diese Operationen immer mehr oder weniger unter dem Drucke und der Drohung der Besetzungsmacht ausgeführt worden seien. Wichtig sei vor allem die Frage des Ausmasses.

Man ist allgemein der Auffassung, dass diese Fragen unbedingt mit der Handelsabteilung und dem Politischen Departement besprochen werden müssen. (Vgl. Dossier II, Nr. 3).

ANNEXE II

E 2001 (E) 2/625

Le Chef du Département des Finances et des Douanes, E. Wetter, à la Direction générale de la Banque nationale

Copie
L

Bern, 19. November 1943

Mit Schreiben vom 9. Oktober machen Sie darauf aufmerksam, dass seit Jahren die Deutsche Reichsbank Ihrer Bank von Zeit zu Zeit Gold in Barren und Münzen zediere, um sich auf diese Weise Frankenguthaben zu beschaffen, die zu Zahlungen, insbesondere nach Portugal, Spanien, Rumänien usw., verwendet werden. Im Verlaufe des letzten Sommers wurden die neutralen Staaten verschiedentlich, unter anderem auch durch englische Radiosendungen gewarnt, den Deutschen «widerrechtlich angeeignetes Gold» abzunehmen. Ferner ist Ihr Herr Direktor Pfenninger im amerikanischen Schatzamt darauf aufmerksam gemacht worden, die Nationalbank müsse sich bei ihren Transaktionen mit der Reichsbank bewusst sein, dass es sich bei diesem Gold um gestohlenes Eigentum handeln könne und sie dürfe sich nicht einfach auf den guten Glauben berufen.

Angesicht dieser Sachlage haben Sie in Ihrem genannten Schreiben vom 9. Oktober die Grundsätze dargelegt, nach denen Sie Gold aufnehmen.

1. Die Schweizerische Nationalbank kauft und verkauft seit Beginn dieses Krieges Gold zu festen Preisen von und an alle ausländischen Notenbanken. Hätte sich die Nationalbank geweigert, von der Deutschen Reichsbank Gold entgegenzunehmen, so wäre ihr dieses Gold voraussichtlich durch die Notenbanken anderer Länder eingeliefert worden.

2. Die Verweigerung von Goldannahme gegenüber der Deutschen Reichsbank würde der Schweiz. Nationalbank mit den Geboten der Neutralität nicht vereinbar erscheinen. Die Nationalbank darf und muss annehmen, dass das ihr von einer ausländischen Notenbank angebotene Gold rechtmässig erworben ist, wenn auch anderseits die Vermutung bestehen mag, dass es sich teilweise um Gold handelt, das aus den besetzten Gebieten stammt. Die Requisition von Gold aber ist ein Recht, das der Besatzungsmacht nach den Bestimmungen des Völkerrechtes zusteht.

3. Die Deutsche Reichsbank tätigt auch mit andern Staaten, u.a. mit Schweden ganz ähnliche Goldoperationen.

4. Die Nationalbank hat der Deutschen Reichsbank gegenüber die Erwartung ausgesprochen, dass Goldverkäufe in Zukunft nicht weiter ausgedehnt und dass Zahlungen an das Ausland nicht über den Schweizerfranken sondern durch direkte Goldremittierung nach dem betreffenden Land getätigt würden.

Ihr Schreiben vom 9. Oktober bezweckte vor allem, dem Bundesrat Kenntnis zu geben von Ihrer bisherigen Praxis, um zu erfahren, ob der Bundesrat mit der von der Nationalbank bisher befolgten Politik einverstanden sei.

Ihr genanntes Schreiben vom 9. Oktober ist vom Finanzdepartement allen Mitgliedern des Bundesrates zur Kenntnis gebracht worden. In einer Besprechung darüber erklärt sich der Bundesrat mit den von Ihnen aufgestellten Richtlinien einverstanden. Namentlich begrüsst er es, wenn entsprechend Ihrem eigenen Bestreben diese Goldübernahmen für die Zukunft sich in eher bescheidenerem Rahmen bewegen.

16

E 7110 1967/32/900 Deutschland/11/1942-1943

Le Vorort de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie[1]
à ses membres

Circulaire
Nur zur internen Orientierung
der Interessenten, nicht zur
Veröffentlichung bestimmt

Zürich, 12. Oktober 1943

ZIRKULAR Nr. 566 BETREFFEND WAREN- UND ZAHLUNGSVERKEHR MIT DEUTSCHLAND

Am 1. Oktober 1943[2] sind in Bern nach ebenso schwierigen als langen Verhandlungen neue Vereinbarungen zwischen der Schweiz und Deutschland betreffend den Waren- und Zahlungsverkehr abgeschlossen worden; damit ist der am 15. Januar ausgebrochene vertragslose Zustand durch eine neue vertragliche Regelung des deutsch-schweizerischen Wirtschaftsverkehrs ersetzt worden. Die Anpassung dieser neuen Regelung an die gegenwärtig für die Schweiz besonders schwierigen wirtschaftlichen Verhältnisse machte einen grundlegenden Umbau des früheren Waren- und Zahlungsabkommens notwendig. Die neuen Vereinbarungen beruhen im Vergleich zu den früheren Abkommen zum Teil auf ganz neuen Grundsätzen; soweit als möglich ist indessen in technischer Hinsicht an die bisher bestandenen Vereinbarungen angeknüpft worden.

Gültigkeitsdauer des Abkommens

1. Die unstabilen und unübersichtlichen Verhältnisse haben den Abschluss eines langfristigen Abkommens verunmöglicht. Die getroffenen Vereinbarungen haben infolgedessen lediglich bis zum 31. Dezember 1943 Gültigkeit. Materiell erstreckt sich die Wirkung des neuen Vertrages allerdings über einen längeren Zeitraum, als nur die bis zum Jahresende noch verbleibenden drei Monate, indem zahlreichen Bestimmungen rückwirkende Kraft zukommt.

Selbsttragendes Clearing
Wartefrist

2. Es musste von Anbeginn der Verhandlungen an unverrückbar daran festgehalten werden, dass die Verwendung weiterer Bundesmittel zur Erhaltung des Gleichgewichts im Clearing nicht mehr tragbar ist und daher nicht mehr in Betracht kommen kann, so dass auch das Clearing mit Deutschland sich in Zukunft wieder nach dem Prinzip des selbsttragenden Ausgleichs richten muss.

---

1. *La circulaire est signée par le Directeur H. Homberger et le Secrétaire E. Frey.*
2. K I. 961 *et RO, 1943, vol. 59, pp. 795 ss.*
Cf. les PVCF N° 1657 du 17 septembre et N° 1764 du 5 octobre 1943, E 1004.1 1/437 *et* 438.
Sur ces négociations, cf. E 2001 (E) 2/589, E 7110/1973/135/5 *et* 52, E 7800/1/16 *et* 17.

Dieser Grundsatz ist im neuen Abkommen verwirklicht worden; die zulässige Clearingbelastung durch Zahlungsüberweisungen für Warenexporte, Nebenkosten einschliesslich Lizenzen und Regiespesen, Zinsen und Dividenden sowie im Reiseverkehr hängt damit wiederum ausschlaggebend von den Clearingeinzahlungen ab, wie das in allen Clearings der Fall ist und früher auch im deutsch-schweizerischen Clearing der Fall war. Infolge des Wegfalls weiterer Bundesvorschüsse ist die starre Innehaltung einer dreimonatigen Wartefrist nicht mehr möglich; sie wurde bekanntlich schon auf Grund einer provisorischen Vereinbarung Ende Juni verlassen (vgl. unser Rundschreiben vom 25. Juni 1943)[3]. Die Veränderung der Wartefrist bildet im deutsch-schweizerischen Clearing fortan, wie in den übrigen Clearings, wiederum das elastische Element, um zeitweilige Verschiebungen in der Clearingbilanz zu überbrücken.

Je nach den Verhältnissen zwischen den Einzahlungen in Zürich und den Einzahlungen in Berlin werden sich, wie das in jedem Clearing der Fall ist, Salden bilden, die zu einer Verzögerung der Auszahlung, d.h. zu einer Wartefrist Anlass geben. Da schon bisher eine Auszahlungsfrist in der Schweiz von drei Monaten bestand und als Folge des Prinzips des selbsttragenden Ausgleichs in Zukunft mit einer Ausdehnung dieser Wartefrist zu rechnen ist, kann sich für zahlreiche Clearinggläubiger ein privatwirtschaftliches Liquiditätsproblem stellen, weil sie nicht so lange auf ihr Geld warten können. Die tatsächliche Dauer der Wartefrist ist abhängig vom Verhältnis der auf Grund von Zahlungsverpflichtungen schweizerischer Schuldner gegenüber deutschen Gläubigern eingehenden Beträge zu den Zahlungsüberweisungen deutscher Schuldner. Da dieses Verhältnis nicht zum voraus bekannt ist und von Faktoren abhängt, die sich der Beurteilung des einzelnen Gläubigers entziehen, könnten unter den gegenwärtigen Umständen Clearingforderungen nicht ohne weiteres Gegenstand bankmässiger Diskontierung bilden. Es erwies sich daher zur Aufrechterhaltung geordneter Wirtschaftsbeziehungen mit Deutschland für die Schweiz als unumgänglich, die Clearingforderungen auch in Zukunft unter bestimmten Voraussetzungen unter die Transfergarantie des Bundes zu stellen,

---

3. *Non reproduite.*

En décembre 1943, une notice sur les engagements de la Confédération sous forme d'avances dans le clearing germano-suisse est rédigée afin d'informer J. Hotz et W. Stampfli. Le tableau statistique suivant est donné:

1. Bis zum 15. Dezember 1943 effektiv an das Clearing geleistete Bundesvorschüsse	Fr. 678 408 000.—
2. Deutsche Zahlungsaufträge, für die am 15. Dezember bereits feststeht, dass sie unter Bundestransfergarantie fallen, die aber noch nicht ausbezahlt sind	Fr. 161 212 000.—
3. Total transfergarantierter Fehlbetrag im Clearing	Fr. 839 620 000.—
4. Gesamter Fehlbetrag im Clearing Schweiz-Deutschland	Fr. 993 871 000.—

Der Betrag der effektiven Bundesvorschüsse ist seit 31. August unverändert auf 678 408 000 Fr. stehen geblieben, weil die seither entstandenen Fehlbeträge durch die Ausdehnung der Wartefristen für die Auszahlungen an die Exporteure aufgefangen wurden. Die Wartefrist beträgt derzeit 5 Monate.

(*Notice du 29 décembre 1943,* E 2001 (E) 2/575).

um damit die Möglichkeit der Diskontierbarkeit solcher Guthaben zu schaffen. Diese Transfergarantie wird sich jedoch von der bisherigen wesentlich unterscheiden, einmal dadurch, dass ihr eine Auszahlungsfrist von neun Monaten statt von bisher drei Monaten zugrunde gelegt wird und dann dadurch, dass die Transfergarantie bei jeder Position auf ein Kontingent beschränkt wird. Es werden in Zukunft somit sämtliche Positionen des schweizerischen Zolltarifs einer zahlungsmässigen Kontingentierung unterworfen.

Transfergarantie

3. a) Ihrem Charakter nach bietet auch die neue Transfergarantie dem schweizerischen Clearinggläubiger Gewähr dafür, dass die Auszahlung längstens nach einer bestimmten Wartefrist stattfindet, wie immer auch das Clearing zu diesem Zeitpunkt stehen möge. Ihrem materiellen Gehalt nach hat die Transfergarantie indessen eine wesentliche Änderung erfahren. Währenddem diese Garantie unter dem Abkommen vom 18. Juli 1941 [4] den Bund dauernd in Anspruch nahm, indem dieser fortlaufend die zur Einhaltung der dreimonatigen Auszahlungsfrist erforderlichen Barmittel vorschiessen musste, bedeutet die Transfergarantie unter dem neuen Abkommen nur noch eine latente, subsidiäre Verpflichtung des Bundes, die, sofern sich der Import deutscher Waren einigermassen nach den vorgenommenen Schätzungen entwickelt, keine greifbare materielle Auswirkung und somit auch keinerlei Belastung für den Bund zur Folge haben wird. Damit die Wartefrist ihre Funktion als Ausgleichsmechanismus eines im Prinzip selbsttragenden Clearings entfalten kann, realisiert sich die Transfergarantie erst, wenn die Auszahlungsfrist in der Schweiz neun Monate übersteigen würde. Eine Auszahlungsfrist von neun Monaten sollte indessen während der Dauer des neuen Abkommens nicht erreicht werden, sofern die Importe aus Deutschland nicht eine katastrophale Verschlechterung erfahren. Für einen solchen Fall hat sich die Schweiz, um den Charakter der Transfergarantie als lediglich subsidiäre Ausfallgarantie noch besonders zu betonen, vorbehalten, die Garantie erst nach einer Wartefrist von mehr als neun Monaten in Wirksamkeit treten zu lassen; selbstverständlich würde aber einer solchen Ausdehnung der Auszahlungsfrist keine rückwirkende Kraft zukommen, d.h. für die bereits definitiv (grünes Formular) unter Zugrundelegung einer maximalen Wartefrist von neun Monaten abgerechneten Zahlungsaufträge bleibt es dabei.

Transferkontingente

b) Die Verwirklichung eines selbsttragenden Clearings hängt, wie bereits erwähnt, von den Einzahlungen in Zürich einerseits und von den Einzahlungen in Berlin, beziehungsweise von den Auszahlungen in Zürich anderseits ab. Die hauptsächlich von den deutschen Lieferungen nach der Schweiz abhängenden Einzahlungen in Zürich können lediglich geschätzt werden, wobei immerhin wichtige deutsche Zusagen, die speziell auf dem Gebiet der Kohlen- und Eisenlieferungen erreicht werden konnten, ein wichtiges und vertraglich gesichertes

4. K I. 947.

Grundaliment für das Clearing bilden. Unerlässlich zur Erhaltung des Clearinggleichgewichts ist somit auf der andern Seite eine genaue Überwachung der Clearingbelastung. Der Transfergarantie und damit der chronologischen Auszahlungsreihenfolge werden daher fortan – dies stellt eine weitere grundlegende Neuerung im deutsch-schweizerischen Clearingverkehr dar – nicht mehr alle bei der Schweizerischen Verrechnungsstelle eingehenden Zahlungsaufträge unterstellt, sondern nur noch diejenigen Zahlungen, die im Rahmen der getroffenen Vereinbarungen und somit im Rahmen des Budgets für ein ausgeglichenes Clearing erfolgen. Die in chronologischer Reihenfolge durchgeführten, transfergarantierten Auszahlungen in der Schweiz sind daher fortan auf bestimmte Kontingente beschränkt, die auf die einzelnen schweizerischen Clearinggläubiger aufgeteilt werden. Diese Transferkontingente bedeuten im allgemeinen einen wesentlichen Abbau gegenüber den unter dem Abkommen vom Jahre 1941 möglichen Überweisungen; denn einerseits stehen, wie erwähnt, keine weitern Bundesvorschüsse mehr zur Verfügung, und gleichzeitig musste mit rückläufigen Clearingeinnahmen gerechnet werden. Wir kommen auf diesen Punkt, insbesondere auf die technische Durchführung dieser Transferbeschränkung, noch zurück.

Nicht transfergarantierte Überweisungen

c) Die Beschränkung der Transfergarantie auf bestimmte Kontingente hat, wie schon oben angedeutet, zur Folge, dass die ursprüngliche chronologische Reihenfolge der Auszahlungen eine Durchbrechung erfährt, indem die über den Rahmen der erwähnten Transferkontingente hinausgehenden und infolgedessen der Transfergarantie nicht teilhaftigen Zahlungsaufträge zurückgestellt werden. Welches die Stellung dieser Zahlungsüberweisungen sein wird, ist schwierig zu präzisieren. Vorderhand lässt sich lediglich negativ feststellen, dass diesbezügliche Zahlungsaufträge auf alle Fälle nicht unter Transfergarantie gestellt und infolgedessen nicht in der chronologischen Reihenfolge in Zürich ausbezahlt werden können. Wann die betreffenden Auszahlungen erfolgen, kann heute noch in keiner Weise gesagt werden, da sämtliche laufenden Clearingeingänge auf dem Warenkonto ausschliesslich für die transfergarantierten Zahlungsaufträge zur Verfügung stehen.

Die schweizerischen Exporteure werden daher bei der Ausfuhr nach Deutschland zukünftig in allen Fällen in erster Linie die Frage zu prüfen haben, ob sie für ein vorgesehenes Geschäft die erforderlichen schweizerischen Transferkontingente besitzen.

Ausfuhrkontingente

4. Mit unserem Rundschreiben vom 25. Juni 1943 [5] haben wir die Sektionen davon in Kenntnis gesetzt, dass die Ausfuhr bestimmter Waren nach Deutschland einer abbauenden Kontingentierung unterstellt wurde. Diese Kontingentierung der Ausfuhr ist für Kriegsmaterial bereits am 1. Juli 1943 effektiv in Kraft getreten. Ab 1. August 1943 ist sodann eine Reihe weiterer kriegswichti-

5. *Non reproduite.*

ger Waren der Kontingentierung unterstellt worden. Die in Frage kommenden Positionen sind in der Beilage I[6] aufgeführt. Über die Höhe der für die Ausfuhr zur Verfügung stehenden Kontingente geben die ebenfalls aufgeführten Kontingentsverwaltungsstellen den Interessenten auf Wunsch Aufschluss.

Diese Ausfuhrkontingentierung wird durch die Einführung der Transferkontingentierung keineswegs hinfällig; beide Kontingentierungen werden vielmehr zukünftig nebeneinander bestehen. Im Verhältnis dieser beiden Kontingentierungen zu einander ist folgendes zu beachten: Die neue Ausfuhrkontingentierung, die sich einstweilen nur auf die aus Beilage I ersichtlichen Positionen erstreckt, hat insofern für diese Positionen absoluten Charakter, als eine über diese Kontingente hinausgehende Ausfuhr nicht zulässig ist. Die Transferkontingentierung, der die gesamte Ausfuhr unterworfen ist, bedeutet dagegen lediglich eine Beschränkung der transfergarantierten, in chronologischer Reihenfolge stattfindenden Clearingauszahlungen in der Schweiz, nicht dagegen eine Beschränkung der Ausfuhr. Es ist daher, soweit es die Ausfuhrkontingente zulassen, an und für sich möglich, mehr auszuführen, als dem Wert der Transferkontingente entspricht, wobei dann jedoch der schweizerische Clearinggläubiger das volle oben umschriebene Risiko läuft, das den nicht chronologischen, nicht transfergarantierten Clearingzahlungen anhaftet. Anderseits werden dagegen Transferkontingente im allgemeinen nur zugeteilt, soweit eine Ausfuhr der betreffenden Waren auch möglich ist. Immerhin gibt die Zuteilung von Transferkontingenten selbstverständlich keine Gewähr für die Erteilung einer Ausfuhrbewilligung; die diesbezüglichen Vorschriften bleiben vorbehalten.

6. *Non reproduite.*

17

E 2300 Rom/47

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna, au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz[1]

No JS — *Berne,* 12 octobre 1943

M. Brenni téléphone de Chiasso à 17 h. 45.

Tout continue à aller normalement dans son arrondissement consulaire. Le Consulat d'Allemagne l'aide très amicalement et il croit avoir obtenu la certitude que les Suisses ne seront pas soumis aux réquisitions industrielles.

1. *Pilet-Golaz a visé ce document le 12 octobre 1943 et a écrit au bas de la page:* Informé le C*[onseil]* F*[édéral]* le 15.10.43.

Il désire revenir sur son dernier rapport[2] concernant le traitement des Juifs. Il le terminait sous l'impression qu'après des incidents fort pénibles, les ordres nécessaires avaient été donnés pour que les persécutions soient arrêtées. Il vient d'apprendre d'une source très sûre que c'est le contraire qui est vrai. Un ordre venant de très haut prescrit de réunir d'urgence la documentation nécessaire pour entreprendre dans les journaux italiens une campagne de presse contre les Juifs et provoquer des massacres. M. Brenni croit que M. Rothmund devrait être prévenu et qu'il se justifierait de se montrer indulgent pour accueillir en Suisse des personnalités juives italiennes. Sur la question du travail forcé, M. Brenni a, par contre, l'impression qu'il y a une détente et que nous pouvons nous montrer durs à l'égard des jeunes gens qui cherchent à passer en Suisse.

2. *Cf. N° 13.*
Cf. aussi E 4800 (A) 1967/111/272 *(notice du 6 décembre 1943) et* E 2001 (D) 3/173 *(lettre de Brenni du 17 décembre 1943).*

18

E 1004.1 1/438

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 12 octobre 1943[1]

1796. Austausch von Gefangenen zwischen der Schweiz und Deutschland[2]

Politisches Departement. *Mündlich.*

Es sind in der Schweiz verschiedene deutsche Staatsangehörige wegen politischen und militärischen Nachrichtendienstes usw. zu Gefängnisstrafen verurteilt worden, ebenfalls aus den gleichen oder ähnlichen Gründen Schweizerbürger in Deutschland zu Gefängnisstrafen oder sogar zum Tode. Auf Anregung der deutschen Reichsbehörden haben nun Verhandlungen zwischen schweizerischen und deutschen Vertretern stattgefunden zur Ermöglichung eines Austausches solcher Strafgefangener. Im Anschluss an eine jüngste Besprechung derselben wurde eine vorläufige Vereinbarung getroffen, wonach 1. der Reichsangehörige Futterlieb gegen den Schweizer Staatsangehörigen Lanz ausgetauscht werden soll; ferner ebenfalls ausgetauscht werden sollen 2. die Reichsangehörigen Lemberger, Moritz, Streibel, Schmidt und Hofer gegen die Schweizer Staatsangehörigen Oberson, Jung, De Pury, Nussbaumer und den Doppelstaater Locher; ausserdem soll 3. der Reichsangehörige Ott freigegeben werden gegen die Zusage, dass die gegen die Schweizer Staatsangehörigen

1. *Absent: Etter.*
2. *Sur cet échange, cf.* E 2001 (D) 3/658.

Stämpfli, Berchthold, Frau Elisabeth Müller und Frau Milada Schmidt ausgesprochenen Todesurteile nicht vollstreckt werden. Die Zustimmung der deutschen Regierung zum Austausch von Herrn Lanz gegen Futterlieb ist noch nicht eingetroffen, hingegen diejenige betreffend die obigen Ziffern 2 und 3.

Es wird

beschlossen,

den Austauschen, wie sie unter Ziff. 2 und 3 zustande kommen sollen, zuzustimmen. Was den Fall unter Ziff. 1 anbelangt, so wird der Bundesrat später dazu Stellung nehmen, nachdem eine neue Mitteilung der deutschen Regierung vorliegen wird.

19

E 2001 (D) 3/311

Notice du Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz, sur un entretien avec le Chargé d'Affaires de Pologne, A. Lados

Berne, 13 octobre 1943

A 11 heures 30, le Ministre Lados, Chargé d'Affaires de Pologne, vient auprès de moi. Il m'entretient d'abord du problème des internés.

Il ne s'agissait pas du tout, comme on pouvait le supposer, de questions de détail concernant leur activité ou leur régime actuel, mais de quelque chose de beaucoup plus délicat.

Au nom de son Gouvernement, il m'a demandé si je pensais que, dans l'éventualité où des communications libres seraient rétablies avec les Nations unies, notamment par l'Italie du Nord, j'envisageais la possibilité de libérer les internés. Je lui ai répondu immédiatement qu'il n'en était pas question, puisqu'ils étaient prisonniers de guerre, durant la guerre.

Il a répliqué qu'il s'attendait à cette réponse, qu'il l'avait même déjà annoncée à son Gouvernement comme infiniment probable, connaissant notre politique, mais que, par acquit de conscience, il avait dû me poser la question. Par contre, si la France était libérée, comme nous avions toujours considéré que la division polonaise faisait partie du corps d'armée français Daille et que nous avions rendu les Français, envisagerions-nous peut-être de libérer les Polonais en les rendant à la France? Je lui réponds qu'il m'est impossible de me déterminer, ne sachant pas dans quelles conditions la France elle-même serait libre, quel serait le Gouvernement, si ce serait un gouvernement français ou des autorités d'occupation qui exerceraient alors le pouvoir. Cela dépendait aussi de la situation politique générale. Je pouvais simplement lui dire que, le moment venu, j'examinerais la question. Je lui ai rappelé à cette occasion que la Pologne s'était toujours défendue de considérer la division polonaise comme faisant partie des troupes françaises. Il ne l'a pas contesté et s'est borné à rétorquer que j'avais toujours déclaré que peut-être un jour cette fiction pourrait être utile.

Enfin, troisième question, si le départ des internés n'était possible ni dans la première ni dans la deuxième des éventualités évoquées, attendrions-nous jusqu'à la paix ou agirions-nous à l'armistice?

J'explique à M. Lados qu'il m'est plus facile de répondre au deuxième terme de l'alternative qu'au premier. Je ne pense pas que nous attendrions la paix, parce que je ne crois pas que nous aurons rapidement ce qu'on appelait autrefois la paix. Nous risquons d'avoir, depuis la cessation des hostilités jusqu'au rétablissement d'une situation pacifique générale, une période s'étendant sur plusieurs années. Or je ne pense pas que nous attendrions plusieurs années avant de libérer les Polonais, qui sont malgré tout une charge pour nous. Par contre, je ne peux pas l'assurer que nous agirions immédiatement à l'armistice, ne sachant pas quelles seraient les conditions de cet armistice, quand il serait conclu, s'il serait général ou partiel. Ce que je pouvais dire, c'est que l'internement avait eu lieu en juin 1940, alors que la guerre existait entre la Pologne, la France, l'Angleterre, la Belgique, la Hollande, la Norvège d'une part, l'Allemagne et l'Italie d'autre part[1]. C'était sur ce statut-là que nous nous fonderions, et non pas sur les événements postérieurs: entrée en guerre de la Russie, des Etats-Unis d'Amérique et du Japon, qui étaient sans relation avec l'internement.

J'ai conclu en disant qu'il me paraissait que nous avions poussé la discussion assez loin, que je ne croyais pas utile, ni pour la Pologne ni pour nous, qu'elle soit poursuivie plus en détail, d'autant plus que la plus extrême discrétion était de rigueur.

M. Lados m'a répondu que cela lui suffisait et qu'il comprenait qu'il ne convenait pas d'aller plus outre en ce moment.

---

1. *Cf. DDS, vol. 13, table méthodique, rubrique VII.3. Internés et prisonniers de guerre.*

20

E 2809/1/3

Notice du Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

Berne, 13 octobre 1943

A 11 heures 30, le Ministre Lados, Chargé d'Affaires de Pologne, vient auprès de moi. Après m'avoir entretenu des internés, il aborde la question du Dr Kühl.

Assez rapidement, il se montre vibré et vibrant. Il s'étonne du document[1] remis par M. Zuber et qui ne porte ni en-tête ni signature. Il ne peut pas l'accepter. Jamais son Gouvernement ne se déclarera d'accord. Il est surpris qu'on ne

---

1. *Reproduit en annexe au présent document.*

l'ait pas prévenu, qu'on n'ait pas traité cette affaire avec lui. Il sait d'ailleurs que la décision n'a pas été prise par le Département politique, mais par le Département de Justice et Police. Il ne s'explique pas que nous soyons intervenus puisque cela, en somme, ne nous regarde pas: il s'agissait du Gouvernement du Paraguay, il s'agissait des Polonais, il ne s'agissait pas de la Suisse, etc., etc.

Je lui fais observer que, directement, nous ne sommes pas intéressés: il a raison sur ce point. Mais indirectement, oui, puisque nous avons constaté que des agents diplomatiques et consulaires exerçaient une activité qui n'était pas conforme à leur compétence et à leur devoir. Dès l'instant où nous savions, nous devions y mettre ordre. C'est à ce titre que nous sommes intervenus.

M. Lados faisant observer qu'il ne s'agissait pas de falsification de passeports puisque les passeports avaient été établis tout d'une pièce; je lui réponds qu'en français, c'est exact: on falsifie quelque chose de préalablement établi. Mais en fait, il n'en reste pas moins que ces passeports étaient irréguliers et ne correspondaient pas aux éléments qui normalement justifient leur établissement.

M. Lados s'excite un peu et confirme que son Gouvernement ne pourra pas accepter notre décision. Je lui pose alors la question de savoir ce qu'il fera. Sur quoi, il me répond: «De la publicité autour des passeports d'étrangers délivrés par la Division de police à de nombreux Juifs, notamment polonais, qui étaient au bénéfice de passeports réguliers.» Pour faciliter leur départ de la Suisse en 1941 et en 1942, on leur aurait donné des passeports d'apatride qui leur auraient permis de traverser la France et l'Espagne; puis à Lisbonne ils auraient retrouvé leurs véritables passeports, transmis par notre valise diplomatique. Il a laissé faire à l'époque, parce qu'il comprenait très bien notre désir de nous débarrasser de ces gens, mais il a eu de grosses difficultés avec son Gouvernement, plusieurs de ces prétendus apatrides ayant refusé après les appels au service militaire qui leur étaient adressés. Il a expliqué à son Gouvernement la situation dans laquelle nous nous trouvions, mais jamais son Gouvernement ne comprendra que maintenant nous nous montrions d'une sévérité draconienne pour des agissements très analogues, mais inspirés par des considérations plus généreuses: le souci de sauver la vie de quantité de braves gens, d'autant plus qu'il n'y a pas eu à proprement parler envoi de passeports paraguayens faux, mais de photocopies.

Je réponds très calmement à M. Lados que je ne crois pas du tout que son Gouvernement fera de la publicité autour de cette affaire, parce que tout naturellement cela ferait de la publicité autour de l'affaire des passeports paraguayens et les malheureux qui en ont profité et qui sont dans des camps d'internement pourraient bien passer de vie à trépas. Il réplique qu'il a bien peur que ce ne soit le cas déjà maintenant, puisque le Gouvernement du Paraguay a annulé ces passeports. Je rétorque que je ne pense pas que le Gouvernement du Paraguay ait fait grand bruit là autour. Les Allemands, qui sont parfaitement renseignés, doivent avoir su ce qui s'était passé. S'ils n'ont pas réagi jusqu'à maintenant, c'est qu'ils ne l'ont pas voulu. Ils n'ont aucune raison de réagir davantage à l'avenir si on ne les y oblige pas par un scandale dont je ne vois pas l'utilité.

Je précise que d'ailleurs j'ignore cette pratique qui aurait été celle de la Division de Police en 1941 et en 1942, et que je m'informerai, mais que je ne vois pas pourquoi, après avoir ainsi usé de la complaisance polonaise, brusquement on aurait changé d'attitude au risque de susciter un conflit. Sur quoi M. Lados me déclare que sans doute il s'agit de l'antisémitisme de M. Rothmund. Cet antisémitisme existait déjà en 1941 et en 1942. Je ne vois pas pourquoi il se ferait jour, supposé qu'il existât, seulement en 1943.

Nous n'avons du reste pas touché à des privilèges diplomatiques puisqu'on s'est contenté d'un avertissement pour son vice-consul. Quant au Dr Kühl, il est un simple employé qui ne bénéficie d'aucun privilège et qui relève des lois communes. Le Département de Justice et Police avait donc le droit de prendre la décision qu'il a prise et nous n'avons eu qu'à la communiquer.

M. Lados, au cours de l'entretien, s'est un peu calmé, surtout quand il a constaté que je restais parfaitement tranquille et ne me laissais pas impressionner par certaines de ses allusions. Il m'a demandé de bien vouloir reconsidérer le cas. Je lui ai répondu que je voulais d'abord me renseigner sur la prétendue pratique de la Division de Police et sur les raisons pour lesquelles on aurait reproché au Dr Kühl ce qu'on aurait fait soi-même pendant un certain temps. Je verrais ensuite...

En partant, M. Lados a voulu me laisser la notice remise par M. Zuber, en répétant qu'il ne pouvait l'accepter. Je la lui ai très gentiment rendue, en lui exposant que, s'il voulait la jeter à la corbeille à papier, comme elle ne portait ni sceau ni signature, c'était son affaire, mais que s'il voulait me la restituer, il m'obligerait alors à lui écrire officiellement, sur mon papier, avec ma signature. Je ne voyais pas ce qu'il y gagnerait. Sur quoi, il a repris la notice.

Les choses en sont là.

ANNEXE I

E 4800 (A) 1967/111/328

Notice du Chef de la Division de Police du Département de Justice et Police, H. Rothmund

Copie Bern, 6. September 1943

NOTIZ ÜBER DIE BESPRECHUNG MIT HERRN RYNIEWICZ VON DER POLNISCHEN GESANDTSCHAFT.

Er kommt im Auftrag von Herrn Minister Lados, um mich aufzuklären über die Persönlichkeit des Herrn Silberschein und über das, was er gemacht hat, soweit die Polnische Gesandtschaft darüber orientiert ist.

Herr Silberschein war seinerzeit Abgeordneter im Polnischen Parlament. Jetzt ist er in Genf als Delegierter des Congrès Juif Mondial. Er ist in enger Verbindung mit Rabbiner Stephan Wise und andern hohen jüdischen Persönlichkeiten in Amerika.

Herr Silberschein hat folgendes gemacht: Er hat die Konsuln verschiedener Länder – Herr Ryniewicz spricht von Paraguay und Peru – angegangen, um die Ausstellung von Pässen aus Gefälligkeit für polnische Juden. Der ausgestellte Pass blieb auf dem Konsulat. Der Konsul schickte eine Photokopie an die im Generalgouvernement zuständige deutsche Behörde, in Warschau oder

Krakau. Auf Grund dieses Dokuments wurde die betreffende Person nicht in ein Vernichtungslager, sondern in ein Internierungslager verbracht, wo sie vermutlich bis zum Ende des Krieges wird bleiben können. Die Polnische Gesandtschaft hatte Kenntnis von dieser Art, polnische Juden vom Tode zu retten. Herr Ryniewicz weiss nicht, was die Prozedur kostet.

Die Polnische Gesandtschaft interessiert sich nur für Herrn Silberschein. Sie hat gar kein Interesse an Frau Hirsch, über deren Tätigkeit sie nicht orientiert ist.

Ich erkläre Herrn Ryniewicz zunächst, dass es Sache der Genfer Justizbehörden ist, darüber zu entscheiden, ob eine Aufrechterhaltung der Inhaftierung des Herrn Silberschein notwendig ist oder nicht. Wir lassen der Justiz ihren Lauf. Wenn diese entschieden hat, werden wir prüfen, ob administrative Massnahmen nötig sind.

Schon bevor Herr Ryniewicz das Vorgehen des Herrn Silberschein erklärt hat, habe ich ihm die Gefährlichkeit und Unhaltbarkeit von Passmanövern, die von Ausländern in der Schweiz betrieben würden, sehr energisch dargelegt. Ich habe ihm namentlich auseinandergesetzt, dass wir nach wie vor alles daransetzen, um Ordnung zu haben in unserem Land, und dass wir dies gegen jedermann durchsetzen würden, auch gegen noch so hochstehende und beziehungsreiche Juden. Ich fügte bei, dass ich wohl begreifen könne, dass die Betroffenen alles versuchten, um der Gestapo Opfer aus den Fingern zu reissen. Das hätte aber nicht vom Boden der Schweiz aus zu geschehen, und zudem noch von Leuten, die unsern Asylschutz beanspruchten.

Im Laufe des Gespräches erklärte Herr Ryniewicz, er habe mit Herrn Madonne von der Amerikanischen Gesandtschaft gesprochen, der ihm erklärt habe, dass ihm die Sache gleichgültig sein könne, solange diese Leute im Generalgouvernement blieben und keine Pässe dorthin kämen. Dies ist für uns nicht uninteressant, weil Herr Madonne sich bei Herrn Dr. Jezler schon sehr energisch gegen falsche Pässe ausgesprochen hat.

ANNEXE II

E 2809/1/3

Notice du Département politique[2]

OX Berne, 29 septembre 1943

Par décision du 14 septembre 1943, le Conseil fédéral suisse a déclaré caduc l'exequatur accordé le 16 mars 1931 à M. Rodolphe Hügli en qualité de Consul honoraire du Paraguay, ceci après que le Gouvernement d'Assomption ait déposé ce dernier. Le Gouvernement paraguayen s'est vu contraint à prendre cette mesure à la suite d'une enquête approfondie entreprise par les autorités suisses au sujet de nombreuses falsifications de passeports commises par M. Hügli en faveur de juifs étrangers.

A l'occasion de cette enquête, on a malheureusement dû constater que quelques fonctionnaires de la Légation de Pologne se trouvaient mêlés de très près à cette affaire. Il faut relever en premier lieu que M. Julius Kühl s'est fait remettre à plusieurs reprises par M. Hügli des passeports paraguayens qu'il portait ensuite à la Légation de Pologne où l'on y apposait les noms de juifs polonais, bien que ceux-ci ne pussent en aucun cas prétendre à l'octroi de tels papiers.

Ces documents étaient ensuite rapportés par M. Kühl à M. Hügli qui les signait. Il y a de bonnes raisons d'admettre que c'est M. le Consul Rokicki qui établissait les passeports.

Ces deux fonctionnaires ont donc commis des actes officiels illicites sur le territoire de la Confédération, une telle participation à la falsification de passeports ne pouvant en aucune manière être considérée comme faisant partie des attributions normales d'une légation. En considération de la gravité exceptionnelle de ce cas, des sanctions sont nécessaires.

---

2. *Annotation du 30 septembre par Zuber en bas du document:* Herrn Ryniewicz am 29/9 übergeben.

Il a dès lors été décidé que M. Kühl ne pouvait plus être reconnu comme fonctionnaire de la Légation de Pologne. Il est déclaré de ce fait déchu de toutes les prérogatives découlant de la position qu'il avait jusqu'ici et doit dorénavant se soumettre aux prescriptions en vigueur en matière de police des étrangers telles qu'elles s'appliquent aux étrangers dans la situation de M. Kühl. Il faut relever à ce sujet que celui-ci, avant d'être engagé par la Légation de Pologne en qualité d'auxiliaire, était considéré comme étranger toléré auquel un délai de départ avait été assigné et toute activité lucrative interdite.

En outre, les autorités fédérales ont exprimé leur désapprobation de l'activité du Consul Rokicki, qui est invité à y renoncer à l'avenir[3].

3. *Cf. aussi la lettre de Rothmund du 16 décembre 1943 signalant à la Police communale de Berne le cas d'un ancien consul du Honduras impliqué dans la même activité* (E 4800 (A) 1967/111/317).

21

E 2001 (E) 2/648

Notice du Département politique sur les relations financières avec les Etats-Unis d'Amérique

Copie
MT

Bern, 13. Oktober 1943

DOLLARÜBERNAHME AUS EXPORTERLÖSUNG.

Die Uhrenindustrie hat in letzter Zeit eine stark vermehrte Ausfuhr nach Übersee, insbesondere nach Nord- und Südamerika, zu verzeichnen. Sie wird in blockierten Dollars bezahlt, die bisher von der Nationalbank ohne weiteres übernommen und in Schweizerfranken konvertiert wurden. Für den gesamten Dollarraum stieg die Ausfuhr im Monatsdurchschnitt von 9 Millionen Franken im Jahre 1942 auf 11,5 Millionen Franken in den ersten acht Monaten des Jahres 1943. Der Monatsdurchschnitt von 1938 betrug vergleichsweise 5 Millionen Franken.

Die Expansion bewirkte für die Nationalbank einen ständig steigenden Dollaranfall, der sie umsomehr belastete, als sie die Suspendierung der Erteilung von Navicerts ihrer einzigen ins Gewicht fallenden Verwendungsmöglichkeit für diese Devise beraubte. Sie begann, die Übernahme der Dollars zu beschränken und die einzelnen Geschäfte zu untersuchen. Dabei stellte sie eine ganze Reihe von Unregelmässigkeiten fest; so sollen z. B. einzelne Firmen durch Fakturierung übersetzter Preise blockierte Forderungen rapatriiert haben. Um Missbräuche zu verhindern und zugleich ihre Dollarübernahme einzudämmen, beschloss sie deren Kontingentierung für die Uhrenexporte und setzte eine Monatsquote von 7,5 Millionen Franken an, was für die Fortsetzung der Exporte ungefähr ausgereicht hätte. Sie ersuchte die Uhrenkammer, die Zuteilung der Kontingente zu besorgen. Die Handelsabteilung des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements und der Vorort des Schweizerischen Handels-

und Industrievereins unterstützten diese Lösung und es gelang ihnen, die wiederholt vorsprechenden Delegationen der Uhrenindustrie davon zu überzeugen, dass es in ihrem Interesse sei, bei der Kontingentierung mitzuhelfen. Überraschenderweise wurden diese Vertreter jedoch desavouiert. Die Uhrenkammer richtete am 30. August eine Eingabe [1] an den Bundesrat, in der sie gegen die wertmässige Kontingentierung der Uhrenexporte Stellung nahm. Eine Antwort wurde bisher nicht erteilt.

Das Direktorium der Nationalbank stellte auch auf dem Gebiet der übrigen Exporte nach dem Dollarraum eine gewisse Expansion fest. Die Monatsdurchschnitte stiegen von 5,5 Millionen Franken im Jahre 1942 auf 6 Millionen Franken im Jahre 1943. Sie fasste daher den Beschluss, auch hier eine Kontingentierung vorzunehmen. Diese ausserordentlich schwerwiegende Massnahme, die übrigens bereits im Bankausschuss kritisiert worden sein soll, ist vorläufig noch nicht in Kraft gesetzt worden. Das überraschende Vorgehen der Nationalbank dürfte nicht zuletzt darauf zurückzuführen sein, dass eine vom 13. Juli datierte und an Herrn Bundesrat Wetter gerichtete Eingabe des Direktoriums [2] bis heute nicht beantwortet worden ist. Dieses hatte nämlich um eine Klarstellung darüber ersucht, ob es der Wunsch des Bundesrates sei, dass die Bank weiterfahre, Exporterlöse in blockierten Devisen und Goldbeständen entgegenzunehmen. Es begehrte ferner zu wissen, ob nicht heute schon die Zusicherung gegeben werden könnte, dass der Bund der Nationalbank in einem späteren Zeitpunkt allenfalls einen Teil der blockierten Währungsreserven abnehmen werde, sofern sich dies für sie aus Gründen der Liquidität oder bei Gefährdung der Währung als notwendig erweisen sollte.

Der Unterzeichnete [3] nahm gestern als Mitglied der ständigen Wirtschaftsdelegation an einer Besprechung mit Herrn Bundesrat Stampfli teil, an der die sich aus dem Kontingentierungsbeschluss der Nationalbank ergebende Lage besprochen wurde. Es wurde festgestellt, dass jedenfalls jetzt nicht der Moment sei, um in der Dollarübernahmepolitik eine Änderung eintreten zu lassen. Eine solche müsste in der alliierten Öffentlichkeit den Eindruck erwecken, sie sei eine Folge des neuen Abkommens mit Deutschland und so unsere handelspolitischen Schwierigkeiten verstärken. Sie müsste auch deshalb als inopportun betrachtet werden, da die Wiederaufnahme von Verhandlungen mit den Alliierten erwartet werde.

Der Vorsteher des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements hat sich mit Schreiben vom 11. d.M. [4] an Herrn Bundesrat Wetter gewandt und ihn gebeten, die von der Nationalbank in ihrer Eingabe aufgeworfenen Fragen im Bundesrat zur Sprache zu bringen, damit auch die Eingabe der Uhrenkammer ihre Erledigung finden könne.

---

1. *Cf.* E 7110/1967/32/845.USA/1508.
2. E 2001 (E) 2/646.
3. *Robert Kohli, Chef de la Section du Contentieux et des Intérêts privés à l'Etranger du DPF.*
4. E 7110/1967/32/861.0. Internationale/973.

22

E 5795/529

Le Général H. Guisan
au Chef du Département de Justice et Police, Ed. von Steiger[1]

Copie
L Quartier Général de l'Armée, 13 octobre 1943

Au cours d'un entretien récent, j'ai eu l'honneur d'attirer votre attention sur les inconvénients qui résultent de l'accroissement régulier du nombre des réfugiés, militaires et civils, que nous avons à hospitaliser.

Le Commissariat fédéral à l'Internement annonce un effectif de 34 000 internés. Le service territorial de l'Armée en compte dans ses camps environ 5500. Il faut ajouter à ce dernier chiffre les 7500 réfugiés des camps de travail. Ce sont donc déjà près de 50 000 étrangers dont nous assumons la garde et l'entretien. Et ce nombre augmente journellement au rythme que vous savez.

Je suis d'ores et déjà obligé d'affecter à la garde des réfugiés, tant civils que militaires, la valeur d'un régiment. Les troupes ainsi employées ne peuvent faire de l'instruction; elles ne contribuent en rien à la sécurité militaire du pays; en cas de mobilisation de guerre, elles ne pourraient rejoindre immédiatement leur emplacement de combat.

D'autre part, je n'ai pas besoin d'insister sur le grave danger que représenterait, en cas de troubles, la présence sur notre territoire d'une telle quantité d'étrangers accessibles à toutes les excitations. Responsable du maintien de l'ordre dans le pays, le Commandant en Chef de l'Armée ne peut voir sans inquiétude leur nombre augmenter encore.

Aussi vous serais-je obligé d'étudier la possibilité de mesures nouvelles qui fermeraient plus hermétiquement notre frontière.

---

1. *Cf. aussi* E 4800 (A) 1967/111/412.

Cet entretien a eu lieu le dimanche 10 octobre à Oberhofen. A la suite de cette discussion, le Général H. Guisan informe les Commandants de Corps d'Armée lors d'une conférence le 15 octobre et leur adresse des instructions sur la conduite à tenir par les troupes en présence des entrées de réfugiés (E 5795/529). *Le Général H. Guisan écrit notamment sur la circulaire du 14 octobre 1943:* En cas d'afflux trop grand, les of*[ficiers]* ont le droit de fermer la frontière (E 5975/529).

Sur les consignes de la Division de Police du Département de Justice et Police, cf. les circulaires du 14 et du 23 octobre 1943 (E 4300 (B) 3/9).

23

E 7110/1973/134/9

Le Ministre de Suisse à Londres, W. Thurnheer,
au Département politique

Copie de réception
T Traduction LK

Londres, 15 octobre 1943, 20 h. 05

N° 1026. Réponse Foot mémoranda vos 1033 à 1037 et 1086 arrivée 13 octobre soir [1].

Nous avons étudié les deux mémorandums que vous m'avez remis les 30 septembre [2] et 12 octobre [3]. En ce qui concerne le premier, nous relevons avec quelque surprise la déclaration que les livraisons très considérables faites à l'Axe durant le second trimestre de l'année en cours et pendant le mois de juillet constituaient la conséquence inévitable d'arrangements passés en 1941. Au cours de nos longues négociations de l'an passé, votre Délégation économique a, à plusieurs reprises, exprimé son confiant espoir que les exportations d'armes et de machines diminueraient en 1943, bien qu'elle n'ait jamais voulu s'engager à des réductions spécifiques position par position.

Les Gouvernements britannique et américain ont déjà clairement montré l'attitude qu'ils adoptaient à l'égard des crédits. A la fin de la guerre, de nombreuses réclamations seront adressées aux Puissances vaincues de l'Axe qui seront requises de réparer, autant qu'elles le pourront, les dommages qu'elles ont causés dans tant de pays. Leurs dettes envers les Etats neutres résultant de crédits ou d'avances qui leur ont été consentis pendant la guerre ne prendront rang, et ce dans les conditions les plus favorables, qu'après toutes ces réclamations. En outre, je dois appuyer sur le fait que si votre Gouvernement devait s'engager à fournir à nos ennemis de nouveaux crédits qui, inévitablement, faciliteraient le commerce d'exportation suisse avec eux, cela porterait sérieusement préjudice aux nouvelles négociations économiques proposées entre les représentants de la Suisse, de l'Empire Uni et des Etats-Unis d'Amérique. En ce qui concerne ces négociations, je vous ai déjà fait tenir une liste des sujets que nous désirons voir figurer dans l'ordre du jour. Lors de notre entretien du 30 Septembre j'ai exprimé quelque doute sur la question de savoir si le moment présent était le mieux approprié à une reprise de nos pourparlers économiques, attendu que la tournure des événements change si rapidement et que l'avance des Alliés en Italie est de nature à provoquer, tôt ou tard, une situation entièrement nouvelle. Si, néanmoins, votre Gouvernement désire renvoyer une Délégation économique à Londres, nous serons heureux de la recevoir. Je désirerais répéter, une fois encore, qu'à notre avis, cette Délégation devrait être prête à discuter non seulement la situation actuelle mais aussi celle qui se présentera

1. *T. des 1 et 9 octobre*, E 7110/1967/32/821/Grossbritannien/2.
2. *Cf. N° 9.*
3. E 7110/1973/134/ 60.

lorsque la frontière suisse sera de nouveau ouverte et que la Suisse sera en mesure de commercer librement avec le monde extérieur. Il est évidemment important, que dans l'entre-temps, votre Gouvernement s'abstienne de souscrire à quelque engagement que ce soit qui ne lui laisserait pas les mains libres quand ce stade sera atteint. Une assurance de sa part comme quoi il ne fera rien de la sorte, tant que la Délégation ne sera pas arrivée, serait la bienvenue.

Votre mémorandum du 30 septembre expose la situation en ce qui concerne les crédits mais ne nous donne aucune indication quant aux autres arrangements passés récemment avec l'Allemagne. Nous serions heureux de recevoir des précisions à cet égard.

J'en viens maintenant à votre mémorandum du 12 octobre et à votre lettre du 13, dans laquelle vous reprenez l'opinion de votre Gouvernement selon laquelle nous ne sommes point en droit d'exercer une pression sur des maisons privées, vu l'existence de l'*[arrangement]* du 17 août. Au sujet de cet accord, je ne crois pas que je puisse utilement ajouter quoi que ce soit à la lettre de Selborne du 27 septembre où il relève que nous ne tenons pas nos prises de contact avec les maisons privées pour incompatibles avec un arrangement passé entre nos Gouvernements à propos de la réduction des exportations vers l'Axe[4]. Nous avons accoutumé d'entendre l'opinion que lorsque nous avons signé un accord de commerce de guerre portant réduction des exportations d'un pays neutre en faveur de nos ennemis, nous ne devrions plus faire d'objections aux transactions des maisons privées si lesdites réductions sont respectées. Je me sens tenu de faire ressortir clairement que le Gouvernement de Sa Majesté n'a jamais été disposé à accepter cette opinion comme saine. Si une maison neutre profite de la situation née de la guerre pour augmenter ses ventes à l'Allemagne et à ses satellites, elle se décide, en fait, à soutenir l'effort de guerre allemand et contribue ainsi à retarder la libération définitive de l'Europe, événement qui est autant de l'intérêt des pays neutres d'Europe que de celui des Nations Unies. A notre avis une telle maison n'a aucune raison sincère de se plaindre si elle se trouve portée sur les listes noires alliées et, partant, empêchée de commercer avec l'Empire britannique, les Etats-Unis d'Amérique et les autres pays d'Outre-Mer.

Votre mémorandum du 12 octobre propose que nous cessions des interventions directes telles celles qui ont été faites récemment et que nous nous abstenions de placer sur la liste noire les maisons déjà approchées. Cela, en échange de nouvelles réductions des exportations suisses, vers les pays de l'Axe autres que l'Allemagne, des machines reprises sous les principales positions du tarif, ainsi que le maintien des réductions des exportations vers l'Allemagne jusqu'à la fin de la guerre. Je ne doute pas que vous compreniez que, en qualité de pays belligérant, nous devions juger la valeur d'une telle offre à ses résultats probables. Je suis au regret de déclarer que, examinée sous ce jour-là, l'offre de votre Gouvernement ne constitue pas une base de discussion. L'*[arrangement]* du 17 août stipule déjà que des ajustements seront opérés à l'égard de tout pays qui se retire de la guerre. C'est ce qui s'est passé, en fait, quand l'Italie a signé un armistice le 3 septembre. A part les livraisons dues à ce pays, les chiffres de

4. E 7110/1967/32/821/Grossbritannien/2.

votre mémorandum constituent seulement une réduction extrêmement modeste pour le reste de l'année en cours. Nous n'excluons pas la possibilité d'arriver à un arrangement d'après lequel le Gouvernement suisse réduirait davantage ses exportations indésirables vers l'Allemagne et le reste de l'Europe sous contrôle de l'Axe, en échange d'une cessation de la pression exercée sur les maisons privées qui fabriquent des armes et des machines. Mais, évidemment, un pareil arrangement ne serait justifié à nos yeux que si les réductions envisagées étaient calculées de façon à produire un résultat plus satisfaisant que la méthode consistant à approcher les maisons individuelles.

Votre mémorandum exprime, en outre, l'attente que les Alliés consentiront à maintenir, pour le moment, les quotas d'importation octroyés dans l'*[arrangement]* du 17 août dans les limites des quantités actuelles, pour le moins. Je vous confirme que c'est notre intention, à condition bien entendu que les restrictions fixées dans l'accord soient maintenues intégralement et gardent leur plein effet.

J'ai montré cette lettre à Riefler qui me prie de dire qu'il y souscrit.

24

E 2001 (D) 11/9

Le Chef du Service des Intérêts étrangers de la Légation de Suisse à Vichy, J.-D. de Montenach, au Chef de la Division des Intérêts étrangers du Département politique, A. de Pury

L Confidentielle Vichy, 18 octobre 1943
Situation des Israélites dont la Suisse assume la représentation en France, zone sud

Par une lettre B.100.18, en date du 17 septembre [1], nous eûmes l'honneur de vous faire part de l'aggravation de la situation des Israélites de différentes nationalités, dans la partie de la France où s'exercent nos attributions, notamment dans la région sud-est où l'occupation allemande fut récemment substituée à l'occupation italienne. D'autres données complémentaires sur le même sujet vous furent transmises par nos lettres [2] plus générales, B.100.6, en date des 21 septembre, 1er, 6 et 13 octobre 1943, dans lesquelles il est fait, entre autres, allusion aux mesures prises contre des Israélites de nationalité britannique, américaine, etc.

A l'appui de ces premières informations, nous croyons devoir vous faire tenir, ci-joint, la copie d'une lettre [3] AM/of, en date du 7 octobre, que M. le Consul de Suisse à Nice nous a adressée à la suite de la visite de M. Manz sur la Côte d'Azur.

---

1. *Non reproduite.*
2. E 2001 (D) 11/35 *et* E 2001 (D) 14/29.
3. *Non reproduite.*

Dans cette région, comme vous le savez, était demeuré un très grand nombre d'Israélites, notamment d'Israélites riches, qui s'étaient en quelque sorte placés sous la protection des Autorités d'occupation italiennes, et entretenaient avec elles les meilleurs rapports.

Depuis l'intervention des troupes allemandes, la situation s'est très sensiblement aggravée, sauf dans la Principauté de Monaco où, comme nous vous l'expliquâmes, les Autorités d'occupation observent une attitude particulière.

Il nous est extrêmement difficile, presqu'impossible d'intervenir pour protéger les Israélites, ressortissants de pays dont nous assumons la représentation, contre des mesures de rigueur et de spoliation d'un caractère aussi général.

En présence du cas particulier de Mme Fould, cité par M. Manz, nous avons tenté une intervention auprès du Ministère des Affaires Etrangères, mais sans beaucoup d'espoir d'aboutir.

D'autre part, nous avons informé le Consulat de Suisse à Paris du transfert vraisemblable de Mme Fould dans l'un des camps de la zone nord. Aussi bien Mme Fould ne saurait-elle manquer d'assistance, car elle a une nombreuse parenté en France, même dans les milieux dits aryens.

Par contre, il est un très grand nombre d'Israélites, moins favorisés de la fortune, qui sont actuellement pourchassés. Nous pensons que les Autorités allemandes entendent éliminer le plus grand nombre d'Israélites de certaines zones, importantes du point de vue militaire, notamment le littoral et la région des Alpes.

Ces renseignements vous sont transmis pour votre information, et nous y ajouterons dans la mesure du possible. Faute de disposer d'agents qualifiés sur place, il nous est difficile à M. le Consul de Suisse, replié à Grenoble et à moi-même, de nous faire, au jour le jour, une idée de l'évolution de la situation sur la Côte d'Azur.

Toutefois, les renseignements qui figurent dans cette lettre et qui l'accompagnent, sont de nature à vous permettre d'apprécier le sérieux d'une situation à laquelle il est impossible de remédier.

25

E 2001 (E) 2/653

Notice sur les relations économiques avec le Brésil[1]

Berne, 19 octobre 1943

Présents: M. le Ministre Henry Vallotton[2],
M. Dunant, de l'Association suisse des Banquiers,
M. Jéquier, du Département Politique.

M. Dunant se réfère à la note et aux tableaux concernant les titres brésiliens qu'il a fait parvenir par notre entremise à M. Vallotton[3].

M. Vallotton déclare qu'il est étonné de voir l'importance des chiffres cités qui prouvent que la Suisse a des intérêts financiers considérables au Brésil.

M. Dunant relève le fait que ces titres sont très répandus dans le public et souvent dans les milieux où on ne s'attendrait pas à les trouver. Beaucoup de paysans et d'agriculteurs, par exemple, en ont acheté avant la guerre de 1914 et se sont adressés déjà à l'Association suisse des Banquiers ou à leurs banques respectives en vue du paiement de leurs coupons. M. Dunant déclare que l'Association suisse des Banquiers vient d'apprendre du nouveau quant aux intentions du Gouvernement brésilien pour le paiement de sa Dette extérieure. Des négociations sont actuellement en cours avec les représentants des Gouvernements anglais et américain et il semblait qu'il n'était question tout d'abord que de la remise en vigueur du premier plan Aranha. Aux termes d'une brève communication parue dans la «National-Zeitung» du 13 octobre, les Brésiliens envisageraient le paiement d'une certaine soulte en espèces pour se libérer de

---

1. *Cette notice a été rédigée par Jean-Pierre Jéquier, Attaché de Légation au DPF, à l'intention de R. Kohli, Chef de la SCIPE du DPF.*

2. *Henry Vallotton a été nommé Ministre de Suisse au Brésil le 27 septembre 1943 (PVCF N° 1715,* E 1004.1 1/437).

Le Conseil fédéral discute de cette nomination lors de la séance du 15 octobre 1943: Le Chef du Département politique communique que M. le Ministre Vallotton demande l'autorisation de rester membre du conseil d'administration de la maison Sulzer à Winterthour. Comme il s'agit d'une question de principe, il demande l'avis du Conseil. Aucun ministre n'a reçu jusqu'ici pareille autorisation. S'il est vrai qu'elle a été donnée à quelques fonctionnaires supérieurs d'autres administrations, ce fut pour des entreprises de famille dans des cas particuliers. Or la vie à Rio de Janeiro n'est pas particulièrement chère, et le traitement alloué au nouveau ministre est assez élevé pour qu'une mesure gracieuse ne se justifie pas. Un autre membre du Conseil fait observer en outre qu'en temps de guerre, où des entreprises de pays neutres sont mises – souvent sans motif valable – sur des listes noires, la situation d'un ministre qui ferait partie du conseil d'administration d'une telle entreprise et qui devrait intervenir en sa faveur pourrait être mal interprétée. Par ces motifs, le Conseil se prononce contre l'octroi de l'autorisation demandée par M. Vallotton (*PVCF N° 1814 du 15 octobre 1943,* E 1004.1 1/438).

Cf. aussi PVCF N° 2335 du 21 décembre 1943 et PVCF N° 658 du 14 avril 1944, E 1004.1 1/440 *et* 444.

3. *Non reproduits. On peut estimer ces capitaux à plus de 175 millions de FS.*

leur dette. La délicate question du transfert ne manquera pas de se poser aussitôt pour nous. En effet, si ce remboursement s'effectue en dollars, il demeurera bloqué aux Etats-Unis; s'il s'effectue en livres, il demeurera également indisponible puisque les Anglais n'admettent que le transfert des revenus et non celui du capital.

M. Vallotton saisit toute l'importance de cette question et promet de la suivre de très près dès son arrivée à Rio. Il se demande, au cas où ce mode de règlement serait étendu à d'autres Etats, entre autres à la Suisse, s'il ne serait pas bon d'envoyer un représentant des banques suisses qui connaisse à fond la question. Lui-même n'est pas banquier, et il attacherait du prix à ce qu'un spécialiste pût suivre ces affaires de près.

M. Dunant relève que M. Schweizer de la Société de Banque Suisse doit se rendre prochainement au Brésil. On ne sait toutefois quand il pourra partir en raison des difficultés qu'il ne manquera pas de rencontrer pour obtenir son visa[4]. Il serait bon cependant que la Légation ne perde pas cette question de vue car les négociations paraissent assez avancées entre le Gouvernement du Brésil et les représentants anglais et américains. Il faudrait que la Suisse puisse bénéficier dans la mesure du possible des avantages que les Brésiliens sont disposés à accorder. Les Anglais sont prêts, dans une certaine mesure, à sauvegarder les intérêts des porteurs, même lorsqu'ils n'appartiennent pas exclusivement au Royaume-Uni. Les Américains, eux, paraissent très décidés à obtenir tous les avantages possibles pour les porteurs américains.

M. Vallotton promet de s'occuper personnellement de cette importante question.

M. Dunant remarque que M. Vallotton se trouvera peut-être à son arrivée devant une situation tout à fait nouvelle. Au cas où les Brésiliens offriraient un versement en espèces, il faudrait veiller à ce que les emprunts de ce pays, qui sont particulièrement répandus en Suisse, ne soient pas oubliés. Il remet à M. Vallotton, pour son information, un exemplaire du rapport annuel de l'Association suisse des Banquiers et lui rappelle en quelques mots qu'il existe une convention d'affidavits dont l'application est contrôlée très sévèrement par l'Association[5]. La Légation doit être parfaitement orientée sur cette question d'affidavits, et M. Dunant se propose de remettre une note à ce sujet à M. Vallotton avant son départ.

M. Vallotton nous fait part du projet qu'il a conçu de créer à Rio de Janeiro une Chambre suisse de commerce composée de gens de première classe. Il existe bien là-bas une association de ce genre, mais cela n'est pas suffisant. Cette chambre de commerce veillerait, en liaison avec le «Vorort» et la Division du Commerce, surtout à ce que seules les maisons suisses de tout premier ordre puissent travailler sur le marché brésilien. On pourrait remettre à cet organisme certaines questions économiques et financières importantes qu'il est plus facile de régler par la voie non officielle. Il est bien entendu que cela s'effectuerait

4. *Sur ce voyage, cf.* E 2001 (E) 2/651 *et* 652.

5. *Sur la convention d'affidavits de l'Association suisse des Banquiers, qui est entrée en vigueur le 21 juin 1943, cf.* E 2001 (E) 2/628.

sous le contrôle de la Légation qui interviendrait directement chaque fois que cela se révélerait nécessaire[6].

MM. Vallotton et Dunant s'entretiennent ensuite de diverses questions d'ordre secondaire et de détails pratiques concernant le voyage en Amérique du Sud[7].

6. *Au cours de l'année 1944, les diplomates suisses rédigent plusieurs rapports sur les relations économiques avec le Brésil: Henry Vallotton signe le 21 août 1944 une* Etude sur les moyens propres à lutter contre la concurrence étrangère et à consolider l'exportation suisse au Brésil. (E 2001 (D) 1968/74/31).

7. *Sur les relations financières avec le Brésil, cf. DDS, vol. XI, doc. 220 et les procès-verbaux des séances du 14 juin et du 16 décembre 1938 du Comité Amérique du Sud de l'Association suisse des Banquiers* (E 2001 (D) 1/221).

Cf. aussi E 2200 Rio de Janeiro 3a/27 *et* E 2001 (D) 1/255.

26

E 7110/1973/135/49

Le Département de l'Economie publique[1] *à la Légation de Suisse à Washington*

Copie d'expédition
T N° 804 et 805

Bern, 23. Oktober 1943

Erstens: Einmischungen nehmen in der Schweiz ihren Fortgang. Die englische Auffassung wie sie die Briefe Selbornes vom 28. September und Foots vom 13. Oktober darlegen ist für die Schweiz absolut unannehmbar[2]. Wenn solche Einmischungen mit zwischenstaatlichen Abmachungen über Beschränkung der Ausfuhr nach Achsenstaaten vereinbar sein sollen, so ergibt sich daraus das absurde Resultat dass Firmen mit der schwarzen Liste bedroht werden welche von den auf Grund regierungsseitiger Abmachungen mit Alliierten festgesetzten Ausfuhrkontingenten Gebrauch machen.

Zweitens: Diese Abmachungen untergraben die Autorität der schweizerischen Regierung und stehen in schärfstem Widerspruch mit autonomer Überwachung der Ein- und Ausfuhr wie die Schweiz sie sofort bei Kriegsausbruch organisiert hat und wie sie seither einwandfrei funktioniert. Ein Gewährenlassen solcher Einmischungen fremder Regierungen könnte die Schweiz in kürzester Zeit zum Tummelplatz der wirtschaftlichen Kriegsführung beider Kriegsparteien werden lassen und jede Führung der Wirtschaft durch den Staat auf Grundlage zwischenstaatlicher Vereinbarungen verunmöglichen. Die gesamte staatliche Exportkontingentierung würde durch eine steigende Zahl von Einzel-

1. *Le télégramme est signé par le suppléant du Chef du Département de l'Economie publique, K. Kobelt.*

2. *Cf. N° 23.*

abkommen zwischen fremden Vertretungen und schweizerischen Firmen aus den Angeln geworfen und in grösste Unordnung gebracht sodass die Exportkontingentierung als notwendiges Instrument zwischenstaatlicher Verständigung nach allen Richtungen unbrauchbar würde.

Drittens: Diese Aussicht, die sich bestimmt realisieren würde weil den systematischen alliierten Einmischungen ebenso systematische von Deutschland folgen würden führt zu einem völlig unhaltbaren Zustand. Aus diesem Grunde hat Bundesrat in Aussicht genommen zur Wahrung der schweizerischen Souveränität eine Verfügung folgenden Inhalts zu treffen: quote Es ist untersagt, gegenüber fremden Behörden oder deren Beauftragten direkt oder indirekt, ausdrücklich oder stillschweigend Verpflichtungen einzugehen oder in irgendeiner Weise einseitige Erklärungen abzugeben, die denjenigen, der die Verpflichtung eingeht oder die Erklärung abgibt, oder einen andern daran hindern, von dem auf Grund schweizerischer Bestimmungen über die Überwachung der Ein- und Ausfuhr zulässigen Wirtschaftsverkehr mit dem Ausland in vollem Umfange Gebrauch zu machen. Unquote Widerhandlungen werden nach den Bestimmungen des Bundesratsbeschlusses vom 24. Dezember 1941 über die Verschärfung der kriegswirtschaftlichen Strafbestimmungen[3] und deren Anpassung an das schweizerische Strafgesetzbuch mit Busse bis zu Franken 30000.— oder mit Gefängnis bis zu zwei Jahren bestraft. Die beiden Strafen können verbunden werden. Strafbar ist auch die fahrlässige Handlung. Wenn unter anderem ein bedeutender volkswirtschaftlicher Schaden entstanden ist, so ist der Richter bei der Ausfällung der Busse an keinen Höchstbetrag gebunden.

Viertens: Obschon Alliierte schweizerischen Vorschlag gemäss unserem 771 ablehnten sind wir entschlossen den Versuch einer Verständigung über weitere Beschränkungen der Ausfuhr nach Achsenländern fortzusetzen. Auch Brief Foot vom 13. Oktober will offenbar diesen Weg offen lassen. Neue Vorschläge sollen sich auf bisher noch nicht beschränkte Positionen der Plafondgruppe 2 ausdehnen und bei bereits kontingentierten Positionen ab 1. Januar 1944 weitere Reduktionen über bisherige hinaus in Aussicht stellen, wobei sie für sämtliche Achsenländer gelten sollen. Konkrete Formulierung solcher Vorschläge bedarf jedoch näherer Prüfung die einige Zeit erfordert. Wir werden im Verlaufe von vierzehn Tagen dazu in der Lage sein.

Fünftens: Wir erwarten dass Alliierte bis dahin keine der bedrohten Schweizerfirmen auf die schwarze Liste setzen und dass alliierte Vertretungen eingeleitete Verfahren sistieren. Wenn dies nicht zugesagt werden kann, wird die unter Ziffer 3 erwähnte Verfügung ohne weiteren Aufschub in Kraft gesetzt werden; was einstweilen lediglich aus Rücksicht darauf nicht geschieht, dass Chef des Politischen Departements Minister Norton gebeten hat, sich des Einmischungsproblems anzunehmen. Wir bitten Sie Statesdepartement vom Inhalt dieses Telegramms in geeigneter Form Kenntnis zu geben.

---

3. *PVCF N° 2080*, E 1004.1 1/416; *et RO, 1941, vol. 57, II, pp. 1586-1588.*

27

E 6100 (B) 1972/96/240

La Direction générale de la Banque nationale[1]
au Chef du Département des Finances et des Douanes, E. Wetter

L Zürich, 26. Oktober 1943

I.

In unserer Eingabe vom 13. Juli 1943[2] haben wir auf die Schwierigkeiten hingewiesen, die sich für unser Institut aus der Entgegennahme von blockierten Gold- und Devisenbeständen in den Vereinigten Staaten von Amerika, England und Kanada ergeben, und uns erlaubt, Ihnen zuhanden des Bundesrates folgende Fragen zu unterbreiten:

a. Ist es weiterhin der Wunsch des Bundesrates, dass die Nationalbank in der Entgegennahme von Exporterlösen in blockierten Gold- und Devisenbeständen fortfährt? Wenn ja, ist der Bundesrat nicht der Meinung, dass die Nationalbank im Hinblick auf die Vorschriften des Nationalbankgesetzes von Bundes wegen ausdrücklich ermächtigt werden sollte, Devisen- und Goldbestände im Ausland, über die nur in beschränktem Umfange verfügt werden kann, hereinzunehmen?

b. Ist der Bundesrat bereit, der Nationalbank die Zusicherung zu geben, dass ihr der Bund in einem späteren Zeitpunkt allenfalls einen Teil der blockierten Währungsreserven abnehmen wird, sofern dies für die Nationalbank aus Gründen der Liquidität oder bei Gefährdung der Währung sich als notwendig erweisen sollte?

II.

Wir hatten seither wiederholt Gelegenheit, das Problem mit Ihnen zu besprechen. Auch bot sich kürzlich einzelnen Mitgliedern unseres Direktoriums die Möglichkeit, in der Sache mit dem Herrn Vorsteher des eidg. Volkswirtschaftsdepartements Rücksprache zu nehmen[3]. Verschiedentlich fanden Fühlungnahmen statt mit der Handelsabteilung des eidg. Volkswirtschaftsdepartements, der Abteilung für Auswärtiges des eidg. Politischen Departements, dem Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrie-Vereins und der Schweizerischen Uhrenkammer. Diese Besprechungen und der Umstand, dass die Verhältnisse, die zwar in ihrer Grundtendenz gleichgeblieben sind, inzwischen jedoch gewisse Wandlungen durchgemacht haben, die für die künftige Lösung des Problems nicht ohne Bedeutung sind, geben uns Veranlassung, in der Angelegenheit neuerdings an Sie zu gelangen.

---

1. *La lettre est signée par les trois Directeurs généraux, E. Weber, P. Rossy et A. Hirs.*
2. *Non reproduite. Cf. aussi* E 2001 (E) 2/645.
3. *Cf.* E 7110/1967/32/845.USA/1508 *et* E 7800 1/29.

III.

Der Zufluss von Exportdollars hat seit Mitte Juli dieses Jahres nicht ab-, sondern im Gegenteil zugenommen. Namentlich von seiten der *Uhrenindustrie* wurden uns in steigendem Umfange Dollars angeboten. Nachdem alle Bemühungen, den Dollaranfall auf ein normales Mass zurückzubringen, fehlschlugen, sah sich die Nationalbank gezwungen, zur Selbsthilfe zu schreiten. So setzte sie gegen Ende Juli für die Entgegennahme von Exportdollars aus der Uhrenindustrie vom 1. August hinweg einen Höchstbetrag von monatlich 8 Millionen Franken fest. Bei der Festsetzung dieses Kontingents ging die Nationalbank von der Tatsache aus, dass der Uhrenexport nach den Dollarländern in den letzten vier, als gut bezeichneten Jahren durchschnittlich 100 Millionen Franken betrug. Den Übergang zur Dollarkontingentierung suchte die Bank in der Weise zu erleichtern, dass sie bis Ende Oktober 1943 wohl den grössten Teil der Exportguthaben, die am 1. August 1943 ausstehend waren, ausserhalb des Kontingentes abnahm, so dass für die Monate August, September und Oktober von der Uhrenindustrie statt für 24 Millionen Franken (3 mal 8 Millionen) für insgesamt 52 Millionen Franken Exportdollars entgegengenommen wurden.

Der Anfall von *Exportdollars, herrührend aus andern Wirtschaftszweigen* zeigte bis in den Sommer hinein eine gewisse Konstanz, so dass die Nationalbank es bis dahin glaubte verantworten zu können, dem dringenden Ersuchen der Wirtschaftsverbände Folge gebend, von der Begrenzung dieser Dollarübernahmen vorderhand Umgang zu nehmen. Nach und nach machte sich aber auch in diesem Sektor ein zunehmendes Angebot von Exportdollars geltend, wobei namentlich ins Gewicht fiel, dass nun auch für Exporte nach Ländern, die nicht dem Dollarkreis angehören, Dollars offeriert werden. Die Nationalbank sah sich daher genötigt, für die Entgegennahme von Exportdollars, die nicht aus der Uhrenindustrie stammen, eine Begrenzung in Erwägung zu ziehen. Das Direktorium nahm hiefür ein Monatskontingent von etwa 6 Millionen Franken in Aussicht.

IV.

In der letzte Woche stattgefundenen Besprechung mit der Handelsabteilung und dem Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrie-Vereins sind folgende weitere Begehren an die Nationalbank gestellt worden:

a. In dem für die Uhrenindustrie festgesetzten Monatskontingent von 8 Millionen Franken sollen nicht inbegriffen sein die Fracht- und Versicherungsspesen, die sich gegenwärtig auf ungefähr 10% des Fakturabetrages belaufen;

b. In dem genannten Monatskontingent sollen sodann nicht inbegriffen sein die Ausfuhren der Uhrenindustrie nach Brasilien; hierfür wird ein zusätzliches Monatskontingent von 500000 Franken gefordert;

c. Der Uhrenkammer sollen zur Ausstellung von Kontingentsbescheinigungen jeweils sechs Monatskontingente zur Verfügung stehen, m.a.W. die Nationalbank hätte der Uhrenindustrie für die Dollarentgegennahme stets einen Plafond von 48 Millionen Franken, verteilt auf sechs Monate, einzuräumen. Das würde bedeuten, dass der Uhrenindustrie am 1. November 1943 die Monatskontingente bis zum April 1944, am 1. Dezember auch noch dasjenige für den

Monat Mai 1944 etc. zugesichert wären. Dabei hätte es nach dem Vorschlag der Handelsabteilung und des Vorortes die Meinung, dass bisher nicht benützte Kontingente noch voll ausgenützt werden können und dass auch künftig ein nicht benützter Teil eines Monatskontingentes auf das zukünftige Monatskontingent übertragen werden soll;

d. Dollars aus Exporten, die vor Einführung der Kontingentierung die Schweiz verlassen haben, sollen von der Nationalbank ohne Anrechnung auf die Kontingente hereingenommen werden;

e. Es wird erwartet, dass die Nationalbank auf eine Kontingentierung der Dollarübernahmen, herrührend aus andern als Uhrenexporten, verzichte.

V.

In grundsätzlicher Beziehung möchten wir neuerdings feststellen, dass die fortgesetzte Entgegennahme von blockierten Devisen- und Goldbeständen durch die Nationalbank gegen Hingabe von liquiden Schweizerfranken, m.a.W. die Finanzierung des Exportes durch die Notenbank währungs-, geldmarkt- und preispolitisch unrichtig ist. Daran wird die Ermächtigung der Nationalbank zur Hereinnahme von Devisen- und Goldbeständen im Ausland, über die nur in beschränktem Umfange verfügt werden kann, nichts ändern. Die geäusserten Bedenken könnten nur behoben werden, wenn der Bund sich bereit erklären würde, die Nationalbank ganz oder teilweise von der Last der blockierten Währungsmassen zu befreien und sich die hiezu nötigen Mittel auf dem Markte zu beschaffen. Wir möchten heute noch nicht so weit gehen, sind aber der Meinung, dass der Nationalbank die Möglichkeit der Abtretung blockierter Währungsmassen an den Bund eingeräumt werden muss, falls sie dies aus währungs- und geldmarktpolitischen Überlegungen für notwendig erachten sollte.

Zu einer zweiten grundsätzlichen Bemerkung gibt uns Anlass das Begehren der Industrie, die Zusicherung der Umwandlung von Dollars in Schweizerfranken für eine längere Zeit zu erhalten. So sehr dieses Verlangen unter dem Gesichtspunkt der Bedürfnisse der Industrie verständlich ist, so sehr müssen wir anderseits vom Standpunkt der Notenbank aus mit Nachdruck betonen, dass wir solche Zusicherungen nicht geben können. Ganz abgesehen davon, dass das Bankgesetz uns nur erlaubt, Sichtdevisen zu kaufen, halten wir dafür, dass die Notenbank in ihrer Währungspolitik nicht durch Bindungen gehemmt werden darf; sie muss vielmehr die Möglichkeit haben, sich in ihrer Währungspolitik jederzeit den veränderten Verhältnissen anzupassen. Wenn die Nationalbank für die Entgegennahme von Dollars aus Exporten der Uhrenindustrie ein Kontingent festgesetzt hat, so kann das stets nur den Sinn haben, dass wir der Uhrenindustrie bis auf weiteres und pro Monat für nicht mehr als 8 Millionen Franken Dollars abnehmen. Die Nationalbank darf von dieser Richtlinie nicht abweichen. Sollte aber der Bundesrat es für angezeigt erachten, dass dem unter lit. c hiervor erwähnten Begehren Rechnung getragen wird, so dürfte dadurch die Handlungsfreiheit der Nationalbank nicht beeinträchtigt werden. Die Nationalbank muss sich vorbehalten, bei veränderten Verhältnissen die Entgegennahme von Exportdollars jederzeit einzuschränken, eventuell ganz zu sistieren, in welchem Falle die Verpflichtung zur Abnahme weiterer Dollars im Sinne von

lit. c nur in der Weise erfüllt werden könnte, dass die fraglichen Dollars für Rechnung und Gefahr des Bundes entgegengenommen würden.

Das Direktorium ist entgegenkommenderweise bereit, der Uhrenkammer ausser dem Monatskontingent von 8 Millionen Franken ein Spezialkontingent für Transport- und Versicherungsspesen einzuräumen, das wir auf 500 000 bis 800 000 Franken pro Monat schätzen.

Das Direktorium hat sich ferner damit einverstanden erklärt, auf Zusehen hin von einer Kontingentierung der Dollarübernahmen aus andern als Uhrenexporten Umgang zu nehmen, von der Annahme ausgehend, dass der bezügliche Dollaranfall monatlich nicht mehr als 6–7 Millionen Franken ausmacht, wobei für Exporte nach Iran, Irak und Arabien eine Dollarübernahme von etwa 500 000 Franken in Frage käme. Sollte der Dollaranfall diesen Betrag übersteigen, so müsste auch hier eine Beschränkung Platz greifen. Die Erfahrung wird zeigen, ob es möglich sein wird, für die Übernahme von Dollars, herrührend aus andern als Uhrenexporten, ohne Kontingentierung auszukommen. Nach unserem Dafürhalten läge es im Interesse der Exportindustrie selbst, wenn schon jetzt die Massnahmen zur Durchführung einer allfällig notwendig werdenden Kontingentierung der Dollarübernahme geprüft und vorbereitet würden.

Eine besondere Behandlung der Uhrenexporterlöse für die Ausfuhr nach Brasilien kommt nicht in Betracht, ebensowenig die Hereinnahme weiterer Rückstände ausserhalb Kontingent.

VI.

Zusammenfassend möchten wir uns in Ergänzung unserer Eingabe vom 13. Juli 1943 wie folgt aussprechen:

In der Annahme

a. dass der Bundesrat die weitere Entgegennahme von Exporterlösen in blockierten Devisen- und Goldbeständen im Landesinteresse für notwendig erachtet,

b. die Nationalbank von Bundes wegen ausdrücklich ermächtigt wird, Devisen- und Goldbestände im Auslande, über die sie nur in beschränktem Umfange verfügen kann, hereinzunehmen,

c. der Nationalbank die Zusicherung gegeben wird, dass ihr der Bund einen Teil der blockierten Währungsreserven abnimmt, sobald sie dies aus Gründen der Liquidität oder bei Gefährdung der Währung für notwendig erachtet,

ist die Nationalbank bereit, *bis auf weiteres* Exportdollars entgegenzunehmen, und zwar von der *Uhrenindustrie* im Ausmasse eines monatlichen Kontingents von 8 Millionen Franken zuzüglich ein Spezialkontingent von 500 000 bis 800 000 Franken für Transport- und Versicherungsspesen. Eine Zusicherung der Dollarabnahme für eine Frist von 6 Monaten kann nur in Frage kommen, wenn der Bund im voraus bereit ist, die der Nationalbank aus diesem Engagement anfallenden Dollars soweit erforderlich für eigene Rechnung zu übernehmen.

Unter den genannten Voraussetzungen erklärt sich die Nationalbank ferner bereit, von der *übrigen Industrie* bis auf weiteres Exportdollars ohne Kontingentierung abzunehmen, in der Meinung jedoch, dass der Dollaranfall monat-

lich 7 Millionen Franken nicht übersteigt. Dabei ist verstanden, dass in diesem Rahmen für Exporte nach Iran, Irak und Arabien Dollars für höchstens 500 000 Franken pro Monat hereingenommen würden. Die Nationalbank behält sich vor, in dem ihr gutscheinenden Zeitpunkt auch für die Übernahme dieser Dollars Maximalbeträge festzusetzen.

VII.

Ungelöst bleibt sodann immer noch die Frage der *Regelung des Zahlungsverkehrs mit den Pfundländern*, wo wir aus Exporten und aus dem Kapitalverkehr sehr erhebliche Bedürfnisse durch die Übernahme von blockiertem Gold zu befriedigen haben. Wenn wir diesen Bedürfnissen bisher in unbeschränktem Umfange entsprochen haben, so sind wir dabei stets von der Erwartung ausgegangen, die Verhandlungen mit England über ein Kreditabkommen würden bald zu einem Abschluss gelangen und uns auf diese Weise eine erträgliche Lösung bringen.

Zum Schlusse gestatten wir uns noch, orientierungshalber darauf aufmerksam zu machen, dass sich unsere Währungsreserven in den letzten 21 Monaten, also seit 1. Januar 1942, um 550 Millionen Franken erhöht haben. Davon entfällt nahezu eine halbe Milliarde Franken auf blockierte Gold- und Devisenbestände.

Im Interesse der Exportindustrie wären wir dem Bundesrat für eine baldige Stellungnahme in der Angelegenheit sehr verbunden[4].

Wir gestatten uns, von vorstehendem Schreiben Abschriften an den Herrn Vorsteher des eidg. Volkswirtschaftsdepartements, an die Handelsabteilung und an den Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrie-Vereins zu übermachen.

4. *Le Conseil fédéral prendra position sur cette question lors de sa séance du 2 novembre 1943. Cf. N° 33.*

28

E 2001 (E) 2/617

La Division du Commerce du Département de l'Economie publique[1]
à la Section du Contentieux et des Intérêts privés
à l'Etranger du Département politique

L Bern, 27. Oktober 1943
Rumänien: Zinsendienst der öffentlichen Schuld

Wir bestätigen den Eingang Ihres Schreibens vom 16. Oktober (C.44.Ro.125.O.-LG)[2] im Anschluss an unsere bisherige Korrespondenz be-

1. *La lettre est signée par le Vice-Directeur, Werthmüller.*
2. *Non reproduite.*

treffend die Bezahlung der bis und mit 1. April 1941 fällig gewordenen Coupons der in schweizerischem Besitz befindlichen rumänischen Staatsanleihen. Sie übermittelten uns damit die Abschrift eines Briefes von 11.gl.Mts. der Schweizerischen Bankiervereinigung in Basel in der gleichen Angelegenheit, die gestützt auf die Tatsache, dass das rumänische Finanzministerium bis heute ihren durch den Briefwechsel vom 19. April 1943[3] als Beilage zum schweizerisch-rumänischen Abkommen vom gleichen Tage eingegangenen Verpflichtungen zur Einzahlung der für diesen Zinsendienst notwendigen Mittel nicht nachgekommen ist, den Antrag stellt, es seien die bei der Schweizerischen Verrechnungsstelle in Zürich zur Bedienung der schweizerischen Inhaber von rumänischen Staatsanleihen verfügbaren Beträge im Umfang der bis 1. April 1941 fälligen Coupons durch eine einseitige schweizerische Massnahme zugunsten der Berechtigten zu verwenden.

Wir danken Ihnen für die Übermittlung des erwähnten Schreibens der Bankiervereinigung und für Ihre Stellungnahme dazu verbindlich. Der Vollständigkeit halber geben wir Ihnen hiermit Kenntnis von der Kopie eines Briefes der Schweizerischen Gesandtschaft in Bukarest vom 16. Oktober d.J.[4] in der gleichen Angelegenheit an unsere Abteilung. Sie werden feststellen, dass unsere diplomatische Vertretung darin Bezug nimmt auf den Besuch, den der Delegierte für Handelsverträge, Herr Dr. H. Ebrard, Mitte Oktober verschiedenen höheren Mitgliedern der rumänischen Behörden abgestattet hat. Es ist Ihnen bekannt, dass die Schweiz im Zuge ihrer seit geraumer Zeit mit den Blockademächten geführten Verhandlungen genötigt war, hinsichtlich ihres Exportes nach Deutschland und den übrigen Achsenstaaten für eine ganze Reihe wesentlicher schweizerischer Exportpositionen Zusicherungen über eine Reduktion dieser Exporte nach den Achsenmächten abzugeben, die u.a. auch unsere Wirtschaftsbeziehungen zu Rumänien ernstlich zu gefährden drohen. Das am 19. April 1943 nach langen und sehr mühsamen Verhandlungen mit Rumänien abgeschlossene Abkommen über den Waren- und Zahlungsverkehr zwischen den beiden Ländern sah in der Tat eine Reihe schweizerischer Lieferungen vor, für die der rumänische Vertragspartner ganz besonderes Interesse bekundete und die unter der heute veränderten Sachlage nicht im vorgesehenen Umfange von der Schweiz nach Rumänien zur Ausfuhr gelangen können. Mit Rücksicht auf die Tatsache, dass Rumänien angesichts der schweizerischerseits in Aussicht gestellten Exporte im genannten Vertragswerk sich zu Lieferungen bereit fand, die ihrerseits für die Versorgung der Schweiz von ausserordentlicher Bedeutung sind (wir nennen hier nur die Petroleumprodukte, für die Rumänien zurzeit fast einziger Lieferant ist, sowie Lieferungen im Gebiete der Getreide und Futtermittel-Positionen) hat sich der Delegierte für Handelsverträge entschlossen, den zuständigen Stellen in Rumänien persönlich von dieser durch die Verhältnisse veränderten Sachlage Kenntnis zu geben, um wenn immer möglich drastische Reaktionen vonseiten Rumäniens auf die verminderte Exportkapazität der Schweiz zu vermeiden.

---

3. *Annexe à l'accord du 18 mars 1943*, K I.1220.
4. *Non reproduit.*

Sie ersehen aus dem Schreiben der Schweizerischen Gesandtschaft in Bukarest, dass diese ihre Interventionen in der Frage des Zinsendienstes der öffentlichen Schuld vorläufig eingestellt hat, weil sie befürchtete, dass die vorstehend geschilderte Sachlage auf dem Gebiete des Warenverkehrs die rumänische Regierung ihrerseits dazu veranlassen könnte, auf dem Gebiete des Finanzverkehrs eingegangene Verpflichtungen nicht einzuhalten. Sie werden dem hier ebenfalls beiliegenden Durchschlag unseres heutigen Schreibens an die Gesandtschaft in Bukarest entnehmen können, dass wir zwar deren Befürchtungen nicht teilen, dass wir aber anderseits im Hinblick auf die gegenwärtige Situation dem Antrag der Schweizerischen Bankiervereinigung um einseitige Auszahlung der entsprechenden Beträge vorläufig noch nicht Folge geben möchten. Wir haben vielmehr zunächst versucht, einen Auftrag der Rumänischen Nationalbank um Freigabe einer Summe von 8,5 Millionen Franken aus den verfügbaren Clearingmitteln in Zürich zum Anlass zu nehmen, um sowohl die Rumänische Nationalbank durch ein Telegramm der Schweizerischen Verrechnungsstelle in Zürich wie auch die zuständigen rumänischen Behörden durch eine Fortführung der Interventionen unserer Gesandtschaft darauf aufmerksam zu machen, dass wir die genannte Abdisponierung verfügbarer Clearingmittel haben vornehmen lassen in der bestimmten Erwartung, dass das rumänische Finanzministerium seinen ihm durch Briefwechsel vom 19. April 1943 auferlegten Verpflichtungen hinsichtlich der Einzahlung der notwendigen Mittel für die Bezahlung der bis 1. April 1941 fälligen Coupons endlich nachkomme. Wir möchten vorerst einmal das Ergebnis dieser Schritte abwarten, bevor wir uns zu weiteren Massnahmen im Sinne der Anregung der Schweizerischen Bankiervereinigung endgültig aussprechen. Wir schätzen Sie mit diesem Vorgehen ebenfalls einverstanden.

29

E 2001 (E) 2/641

Notice du Département politique sur les relations financières avec les Etats-Unis d'Amérique[1]

JX Bern, 28. Oktober 1943

NEUE AMERIKANISCHE MASSNAHMEN IM FINANZVERKEHR.

Eine in USA erlassene neue Verfügung («General Ruling N° 17») veranlasste die Schweizerische Bankiervereinigung, auf den 25. Oktober in Zürich eine Sitzung der Embargokommission[2] einzuberufen.

Die Ruling bestimmt im wesentlichen folgendes:

---

1. *La notice, destinée au Chef du Département politique, est signée par R. Kohli, Chef de la Section du Contentieux et des Intérêts privés à l'Etranger.*
2. *Procès-verbal non reproduit.*

a) Titelkäufe dürfen nur für «Nationals» vorgenommen werden (Unter «Nationals» in diesem Sinne werden Schweizer, die in der Schweiz wohnen und nicht auf der schwarzen Liste sind, verstanden)[3]. Zur Identifizierung dieser «Nationals» ist die Angabe von Nationalität, Name und Domizil des Käufers erforderlich. An die Stelle dieser Angaben kann auch die Erklärung einer Bank treten, dass der Titelinhaber keine andere Staatsangehörigkeit als die schweizerische besitzen. Die Bank muss sich bereit erklären, alle Unterlagen jederzeit, spätestens aber bis ein Jahr nach Kriegsende beizubringen.

b) Titelverkäufe dürfen nur vorgenommen werden unter Angabe von Name, Nationalität und Domizil des Eigentümers bzw. aller, die daran irgend ein Interesse hatten, seit dem 8. April 1940 bzw. dem Zeitpunkt des Erwerbes.

c) Inkassi von Coupons dürfen ab 20. November 1943 nur mehr vorgenommen werden, wenn Name, Nationalität und Domizil des Eigentümers angegeben werden.

Können die verlangten Angaben nicht gemacht werden, so wird der Erlös aus den unter a) und b) angeführten Transaktionen bis zur Abklärung der Besitzerverhältnisse einem Spezialkonto gutgeschrieben, das völlig blockiert ist.

Die Embargokommission hat zu diesem neuen Erlass in folgendem Sinne Stellung genommen:

1. Sofern die schweizerischen Banken dem amerikanischen Verlangen entsprechen würden, käme dies einer Diskriminierung der ausländischen Gläubiger, die ihre Titel auf schweizerischen Banken deponiert haben, gleich, indem nach einem Nachweis sämtlichen einwandfreien Schweizerbesitzes ein Rest übrig bliebe, der zum vorneherein als zweifelhaft erscheinen würde. Auf der andern Seite wurde allgemein eingesehen, dass es sehr gewagt wäre, den amerikanischen Behörden gegenüber darauf hinzuweisen, dass wir gemäss dem bei uns geltenden Bankengesetz (Bankgeheimnis)[4] die ausländischen Titelinhaber nicht preisgeben können. Ebensowenig erscheint es opportun, der amerikanischen Regierung in aller Form mitzuteilen, dass bedeutende ausländische, speziell französische Guthaben in der Schweiz sind. Eine solche Erklärung würde unweigerlich ein Begehren um Bekanntgabe derselben nach sich ziehen.

2. Die eigentlichen schweizerischen Interessen in den USA seien übrigens so gross, dass diese nicht gefährdet werden dürften, um die ausländischen zu schützen.

3. Es ist wahrscheinlich, dass die Kotierung von amerikanischen Titeln an den Schweizerbörsen vorübergehend eingestellt wird. Jedoch wurde darüber noch nicht endgültig entschieden. Immerhin wird der Präsident der Schweiz. Effekten-Börsenvereine vorläufig auf den neuen Erlass aufmerksam gemacht[5].

4. Die Embargokommission hält es für wichtig, dass mit den amerikanischen Behörden möglichst bald Besprechungen aufgenommen werden, die zum

---

3. *Annotation de Pilet-Golaz dans la marge:* cette distinction-là pouvons-nous décemment la faire?

4. *Loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne de 1934, RO, 1935, vol. 51, pp. 121–172 et FF, 1934, III, pp. 633–653.*

5. E 2001 (E) 2/559.

Ziele haben müssen, für die in schweizerischem Besitz befindlichen Titel das Verfahren zu ordnen. Es wird die Einführung eines neuen Affidavits zu erwägen sein. Ferner muss der Wortlaut der Erklärung festgelegt werden, die die Banken abgeben sollen usw. Zu diesem Zwecke wird es sich möglicherweise als notwendig erweisen, dass Herr Straessle vorübergehend in die Schweiz kommt und dann mit genauen Weisungen nach Washington zurückkehrt. Es wäre jedenfalls nicht möglich, diese komplizierten Probleme auf telegraphischem Wege mit der Gesandtschaft zu ordnen.

Vorläufig wird Herr Dr. Real, Legationssekretär in Washington, der im Begriffe war, dorthin zurückzukehren, seine Abreise um einige Tage verschieben, um an der Sitzung der grossen USA-Kommission der Bankiervereinigung in dieser Angelegenheit vom 4. November in Bern teilzunehmen[6].

5. Es wurde vereinbart, die Schweizerische Gesandtschaft in Washington vorläufig über die geäusserten Bedenken telegraphisch zu unterrichten und sie davon in Kenntnis zu setzen, dass das weitere Vorgehen geprüft werde.

---

6. *A ce sujet, cf. notice (non reproduite) de R. Kohli du 15 novembre.*

30

E 2001 (D) 1968/74/3

Procès-verbal d'une discussion sur la question des réfugiés[1]

Copie
KX

Bern, 29. Oktober 1943

PROTOKOLL

EINER BESPRECHUNG ÜBER DIE FLÜCHTLINGSFRAGE
AM 29. OKTOBER 1943, 10.00 H.
IM SITZUNGSZIMMER DES BUNDESRATES.

Vorsitz: Minister Bonna.
Anwesend:
Dr. Rothmund, Chef der Polizeiabteilung,
Fürsprecher Schürch, von der Polizeiabteilung,
Professor Keller, Handelsabteilung,
Dr. Saxer, Direktor des Kriegsfürsorge-Amtes,
Oberstleutnant Chauvet, Kommissariat für Internierung,
Herr Walther, Büro des Herrn von Haller,
Legationsrat Wagnière, Abteilung für Auswärtiges,
Dr. Reichenau, Abteilung für Auswärtiges,
Dr. Gmür, Abteilung für Auswärtiges.

---

1. *Ce procès-verbal a été rédigé par F. Gmür, du Département politique, qui adresse ce document à H. Walther, collaborateur du Délégué du Conseil fédéral aux œuvres d'entraide internationale* pour son information et avec prière de traiter ce procès-verbal comme strictement confidentiel. Il a été fait pour usage interne seulement.

Minister Bonna: (eröffnet die Sitzung, verliest das Memorandum der Gesandtschaft der Vereinigten Staaten sowie unsere Antwort vom 25. Oktober [2]). Gegenstand der Konferenz ist das Sammeln der Desiderata der verschiedenen interessierten Verwaltungszweige, um eine zweite Note an die Britische und Amerikanische Gesandtschaft vorzubereiten. Es gilt, das Flüchtlingsproblem in seiner Ganzheit und im Zusammenhang mit unserer gesamten Aussenpolitik zu betrachten und sich nicht auf Einzelheiten zu beschränken.

Die Flüchtlinge kämen in eine üble Lage, wenn die Schweiz in den Krieg einbezogen werden sollte. Herr Bundesrat Pilet möchte daher vor allem betont wissen, wie wichtig in diesem Zusammenhang die peinliche Wahrung unserer Neutralität vor allem von Seiten der angelsächsischen Mächte sich darstellt. Unser Vertrauen in den unumstösslichen Willen der amerikanischen und britischen Regierung, unsere Neutralität zu respektieren, ist durch die verschiedenen Überfliegungen etwas erschüttert worden. Ich eröffne die Diskussion und darf Herrn Dr. Rothmund bitten, sich zunächst vernehmen zu lassen.

Dr. Rothmund: Die Frage der Hilfeleistung des Auslandes an die Schweiz wird im Zusammenhang mit der Flüchtlingsfrage nicht zum ersten Mal aufgeworfen. Wir haben bisher immer den Standpunkt vertreten, dass wir uns nicht zu sehr auf fremde Hilfe verlassen dürfen. Herr von Haller hat sich immer wieder gegen eine Hilfe des Auslandes zur Wehr gesetzt, denn wer zahlt befiehlt.

Ein zweiter Grund, der uns zur Zurückhaltung zwingt, ist der folgende:

Wenn in einem Lande wie Amerika in der Öffentlichkeit eine Sammlung zugunsten der Flüchtlinge in der Schweiz veranstaltet würde, nähmen sich unsere eigenen Bemühungen demgegenüber voraussichtlich reichlich gering aus und der moralische und politische Erfolg bliebe für uns null. Bei den Juden war es schon ganz ähnlich, denn die Schweizer Juden erhielten für ihre Unterstützungsbeiträge finanzielle Hilfe aus Amerika. Herr Bundesrat von Steiger hat nicht so grosse Bedenken wie ich.

Nach der Respektierung der Neutralität sollte in erster Linie die Frage nach dem Abfluss der Flüchtlinge nach dem Kriege gestellt werden. Es handelt sich nicht um die Mittel, sondern allein darum, dass wir sie tatsächlich wegbringen. Die Polizeiabteilung hat sich seit langem gegen die Überfremdung gewehrt. Vor allem stellt sich diese Frage bei den Juden und es ist zu erwarten, dass das Hauptkontingent der Flüchtlinge aus Italien immer mehr aus Juden bestehen wird. Es liegt bereits ein Versprechen der holländischen Regierung vor, wonach sie sich verpflichtet, die in ihrem Lande ansässig gewesenen Flüchtlinge wieder zurückzunehmen.

Minister Bonna: (dankt für die Ausführungen und gibt das Wort Herrn Direktor Saxer.)

Direktor Saxer: Wir beschäftigen uns zurzeit nur in beschränktem Umfange mit der Flüchtlingsfrage. Was die Kosten anbetrifft, hatten wir mit Frankreich keinerlei Anstände. Alles wurde anstandslos bezahlt. Nur mit einer Frage haben wir zu tun – im übrigen ist die Polizeiabteilung zuständig – nämlich mit der Versorgung mit Kleidern, Schuhen etc. Was geschieht, wenn wir nicht mehr über genügend Vorräte in diesen Artikeln verfügen? Die gegenwärtig im Gang

2. *Cf.* E 2001 (D) 3/275.

befindliche Sammlung verspricht gute Resultate. Unter Umständen müssen wir aber das Volkstuchlager angreifen, denn wir brauchen 15 000 Paar Männerhosen für die Flüchtlinge. Wir geben diese natürlich nur ab, wenn wir sie ersetzt erhalten. Eine prekäre Situation ist zurzeit allerdings nicht vorhanden. Wir kommen mit unsern Mitteln noch aus. Sollte aber noch eine wesentlich grössere Anzahl von Flüchtlingen eintreffen, so würde es allerdings anders. Ich bin ebenfalls der Ansicht, dass wir, wenn möglich, nichts vom Ausland annehmen sollen, es sei denn, unsere Bevölkerung selbst müsse Not leiden.

Minister Bonna: So lange wie möglich wollen wir keine Almosen annehmen. Hingegen müssen wir versuchen, neue Vorräte anzulegen. Bevor wir unsere Reserven antasten, müssen wir die Sicherheit haben, dass wir sie wieder auffüllen können. Das ist gegenwärtig die dringendste Frage. Es würde mich interessieren, die Auffassung von Herrn Professor Keller zu vernehmen.

Professor Keller: Die Wirtschaftskommission hat sich bisher an die Weisung von Herrn Bundesrat Pilet-Golaz gehalten, wonach die humanitären Werke der Schweiz mit der Handelspolitik nicht verknüpft werden sollen. Es bleibt uns auf diese Weise immer noch die Möglichkeit, im gegebenen Moment unsere Leistungen auf diesem Gebiet in irgendeiner Weise und eventuell auch kommerziell auszuwerten. Dasselbe gilt auch für die Leistungen des Roten Kreuzes. Im wesentlichen bleibt es eine Frage des Masses, wann und in welchem Umfang wir gewisse Forderungen an die angelsächsischen Mächte stellen wollen. Die Angelegenheit hat aber auch ein innenpolitisches Gesicht. Z. B. ist jetzt die Kondensmilch in der Schweiz kontingentiert worden. Zugleich führen wir durch das I.R.K. Kondensmilch nach dem Ausland aus. Wenn im Volk die beiden Tatsachen bekannt werden, so ist es verständlich, dass man sie miteinander in Verbindung bringt, was zu einer Misstimmung führen könnte. Es schiene mir keine Bettelei zu sein, wenn wir den Amerikanern und Engländern die Frage von Zusatzkontingenten auf die normale Einfuhr vorlegen, denn man hat die Zufuhren auf Grund der schweizerischen Wohnbevölkerung errechnet, sodass wir ruhig mehr verlangen können, nachdem die Bevölkerung sich um ca. 60 000 Seelen erhöht hat. Auf alle Fälle werden wir alles bezahlen, was wir erhalten. Es handelt sich also nicht um ein Geschenk. Die Frage ist lediglich eine technische, denn es soll nur die Einfuhrquote erhöht werden. Dies erscheint den Engländern vielleicht als Entgegenkommen, aber als Geschenk wird es uns nicht ausgelegt werden können.

Wenn ich richtig verstanden habe, sollen die humanitären Werke der Schweiz auf einer höhern Ebene zugunsten unserer Neutralität eingesetzt werden. Ob es sich unter diesem Gesichtspunkt machen lässt, ein einzelnes Sonderproblem herauszugreifen und in den grössern Zusammenhang zu stellen, möchte ich allerdings bezweifeln. Unser grösster Wunsch wäre eine Erleichterung auf dem Gebiete der Warenversorgung und der schwarzen Liste. Das diesbezügliche Vorgehen der Engländer hat jedoch seine eigenen Quellen (Wirtschaftskrieg), an die wir auch bei Ausnützung der humanitären Werke nicht herankommen können. Es ist uns schon jetzt der Vorwurf gemacht worden, wir werteten unsere humanitären Leistungen kommerziell aus. Auf der andern Seite sind wir froh, nach den vielen Vorwürfen, die wir haben entgegennehmen müssen, wieder einmal ein Wort oder einen Akt der Anerkennung zu erhalten.

Ich möchte daher vorschlagen, das Ersatzbegehren lediglich von der ökonomischen Seite her zu stellen, es aber nicht mit der Humanität zu verbinden.

Minister Bonna: Ich danke für die aufschlussreichen Darlegungen des Herrn Vorredners. Es wird im wesentlichen eine Frage des Masses sein, wie weit wir gehen können. Herr Bundesrat Pilet möchte Garantien in folgender Hinsicht:

1. Anerkennung unserer Neutralität,

2. Sicherheit und Ruhe im Innern. Den Flüchtlingen soll Arbeit in dem Masse verschafft werden, als es sich mit Rücksicht auf den Arbeitsmarkt verantworten lässt. Es darf in unserem Lande wegen der Flüchtlinglingsfrage keine Arbeitslosigkeit entstehen.

3. Auffüllen unserer Vorräte. Wir wollen keine Geschenke für uns, sondern möchten alles bezahlen was zusätzlich geliefert wird. Dafür benötigen wir die entsprechenden navicerts sowie die Freigabe von blockierten Geldern zum Kaufe der nötigen Lebensmittel und andern Artikel. Glaubt Herr Professor Keller, dass dies gehen würde?

Professor Keller: Ich glaube kaum, denn wir können mit Erfolg nur auf den Gebieten weitergehen, auf denen bereits Zufuhren bestehen. Wir müssen dabei technisch unterscheiden zwischen der Einfuhr von Lebensmitteln und derjenigen von Industrierohstoffen.

Zufolge[3] des Flüchtlingszustroms hat die Kriegswirtschaft bereits das Begehren um Zusatzquoten für die Übersee-Zufuhren gestellt. Wir werden diese Frage weiter verfolgen[4].

Was die Industrierohstoffe anbetrifft, sollte hingegen das Begehren um Bewilligung neuer, bisher nicht vorhandener Zufuhren nicht gestellt werden, solange nicht ganz allgemein neue Quellen geöffnet sind. Es würde sich also darum handeln, die Kontingente zu erhöhen, denn es ginge nicht an, für die Fremden etwas zu erhalten, was wir nicht einmal für unsere Armee bekommen.

Minister Bonna: Ich gehe ganz einig damit, nicht in Details einzutreten. Vielleicht wird in diesem Zusammenhang Herr Oberstleutnant Chauvet noch einiges beizufügen haben.

Oberstleutnant Chauvet: Ca. 30 000 der aufgenommenen Flüchtlinge waren ohne Kleider und Schuhe. Für die entwichenen Kriegsgefangenen erhielten wir Bekleidungsstücke vom Roten Kreuz[5]. Uniformen und Schuhe jedoch haben wir keine[6]. Ich frage mich, ob man sich nicht auch in dieser Hinsicht an das Rote Kreuz[7] wenden könnte.

Minister Bonna: Wir dürfen nicht den Eindruck erwecken, dass wir uns an das Ausland wenden. Es soll den Anschein haben, dass wir selbst das Erforderliche aufbringen; dagegen müssen wir unsere eigenen Vorräte zu ersetzen suchen.

---

3. *Annotation de Gmür au début de la phrase:* Lebensmittel.
4. *Annotation de Walther dans la marge:* Schneiter!?
5. *Annotation de Walther dans la marge:* CICR!
6. *Annotation de Walther entre les lignes:* für die Italiener.
7. *Annotation de Walther dans la marge:* Je ne sais pas si c'est la préoccupation de l'Internement.

Direktor Saxer: Wenn die Herstellung von Uniformen unmöglich ist, sollte man versuchen, den Militärpersonen Armbinden abzugeben und sie im übrigen in Zivilkleider zu stecken.

Minister Bonna: Wir dürfen unsere Politik nicht an Fragen der Kleidung anketten. Es ginge daher kaum an, in unserer Note zu sagen, es fehlten uns vor allem Uniformen, ganz abgesehen davon, dass es sehr schwierig wäre, überhaupt welche zu erhalten. Die Lösung mit der Armbinde scheint mir gut. Die Hauptsache ist, dass die Leute nicht frieren.

Oberstleutnant Chauvet: Wir haben bereits mit der Abgabe von Armbinden begonnen.

Direktor Saxer: (antwortet auf das Votum von Professor Keller): Die Engländer könnten, wenn wir zusätzliche Lebensmittelquoten verlangen, darauf hinweisen, dass die Coupon-Sammlung des Roten Kreuzes eine Reserve geschaffen habe, auf die zugunsten der Flüchtlinge gegriffen werden könnte. Ich möchte Herrn Professor Keller jetzt schon darauf hinweisen, dass dies nicht angängig wäre, denn die Coupon-Sammlung wurde nur zugunsten der Kinder durchgeführt und gegebenenfalls kommt sie auch noch den Schweizern im Ausland zugute. Ausländische Erwachsene und Militärpersonen profitieren hingegen keinesfalls davon. Das Ergebnis der Coupon-Sammlung ist in runden Zahlen etwa das folgende:

Wir erhielten Coupons für: ca.	5 Millionen Kg.	Lebensmittel,
	1 Million	Textileinheiten,
	25 Millionen	Schuheinheiten,
	190 Millionen	Seifeneinheiten.

Wenn die genauen Zahlen bekannt sein werden, werde ich sie Ihnen mitteilen. Zur Zeit sind keine Kinder in der Schweiz. Wir haben eine Reserve, die wir für die Bedürfnisse des Dienstes des Herrn Scheim brauchen.

Minister Bonna: Sehr wahrscheinlich werden bald wieder Kinder einreisen. Englischerseits beschäfigt man sich intensiv mit dieser Frage. Heute wollen wir allerdings nicht zu sehr schon darauf zu sprechen kommen. Jedenfalls sollte über den Erfolg der Coupon-Sammlung nichts veröffentlicht werden.

Professor Keller: Ich möchte Gewicht darauf legen, dass insbesondere das Resultat der Sammlung von Seifencoupons geheim bleibt, denn wir bemühen uns in London ständig, mehr Seife und Fettstoffe zu erhalten unter dem Hinweis auf den Mangel, der bei uns besteht. Das Bekanntwerden der Sammlung würde daher ausserordentlich schlechten Eindruck machen und unsere Situation verschlechtern.

Wir werden mit dem Antrag auf Erhöhung der Lebensmittelquote zuwarten, bis die in Aussicht genommene Note weg ist. Rein technisch gesehen dürfen wir nicht zuerst vorgehen.

Minister Bonna: Wir hoffen im Laufe der nächsten Woche so weit zu sein, dass wir jede einzelne der interessierten Stellen nochmals begrüssen können, bevor wir die Note abschicken.

Herr Wagnière: Man sollte vielleicht noch die Kostenfrage aufwerfen.

Minister Bonna: Die Versorgung der Flüchtlinge kommt uns sehr teuer zu stehen. Vielleicht hat Herr Dr. Reichenau bereits einige Zahlen.

Dr. Reichenau: Über genaue Ziffern verfüge ich nicht, dagegen wurden mir einige Richtzahlen bekanntgegeben. Ein Internierter kostet im Tag Fr. 5.50. Wenn er im Arbeitslager ist Fr. 8.—. Die Kosten für die Insassen der Auffanglager betragen täglich Fr. 4.—.

Dr. Rothmund: Der Grund für diese Unterschiede liegt darin, dass die Arbeitslager besser ausgebaut werden müssen und die Leute Sold erhalten. Allerdings wird das Resultat der Arbeit von den aufgewendeten Kosten nachher noch abzuziehen sein.

Minister Bonna: Es wäre nützlich, wenn wir den ungefähren Betrag des bisher aufgewandeten Geldes angeben könnten. Wenn das nicht möglich sein sollte, lassen wir das ganze Problem lieber beiseite. Ich bitte Herrn Dr. Reichenau, sich mit Herrn Oberstleutnant Chauvet noch wegen den Kosten der Internierung in Verbindung zu setzen.

31

E 2001 (E) 1/129

Le Chef du Département de Justice et Police, Ed. von Steiger,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz,
et au Chef du Département de l'Economie publique, W. Stampfli

L Bern, 1. November 1943

Gestern, Sonntag, den 31. Oktober 1943, wollte die Schweizerische Depeschenagentur folgende Reutermeldung aus London durchgeben lassen:

«LONDRES, le 31 octobre – ag. (Reuter) – Le ministère de la guerre économique a inscrit sur la «liste noire» (liste des entreprises avec lesquelles les maisons britanniques ne doivent plus entretenir de relations commerciales) la maison d'armements suisse Sulzer frères. Une mesure analogue a été prise par les Etats-Unis. Cette maison est sous le contrôle de M. Hans Sulzer, ancien ministre de Suisse à Washington. Ces usines à Winterthour, près de Bâle, fabriquent des moteurs Diesel et des machines-outils.»

Nach geltendem Presserecht haben wir an und für sich keine Befugnis, eine Mitteilung, dass irgend eine Schweizerfirma auf die Schwarze Liste der Alliierten gesetzt worden sei, zu verbieten.

Beim Hause Sulzer liegen die Dinge etwas anders, namentlich wenn Herr Minister Hans Sulzer in der Meldung persönlich erwähnt wird. Ich habe die Meldung verboten, weil sie unsere Aussenpolitik, soweit es sich um Wirtschaftsverhandlungen dreht, betrifft.

Dagegen scheint es mir unbedingt notwendig, dass unverzüglich amtlich durch den Bundesrat nun irgend etwas bekannt gegeben wird. Ich habe die Abt. Presse und Funkspruch und durch sie die Schweiz. Depeschenagentur darauf

aufmerksam gemacht, dass sich der Bundesrat bereits mit dieser Angelegenheit befasst hat und dass demnächst eine Mitteilung herauskommen wird.

Ich nehme an, dass spätestens morgen in der Bundesratssitzung die Angelegenheit besprochen wird[1].

---

1. *Le Chef du Département politique étant absent lors de la séance du Conseil fédéral du 2 novembre, une séance extraordinaire est prévue pour le lendemain. L'attitude du Ministre de Suisse à Londres a suscité une* grosse Konsternation *à Berne et il est proposé de convoquer Thurnheer à Berne pour rapport (Cf. la notice de Kohli pour Pilet-Golaz du 2 novembre 1943*, E 2001 (E) 1/129; *cf. aussi le télégramme de Thurnheer du 10 septembre 1943,* E 7110/1973/135/18).

Le 20 octobre, le Directeur de la Division du Commerce du DEP, J. Hotz, a réuni les dirigeants des principales entreprises de la métallurgie suisse afin de répondre aux pressions croissantes des Alliés. Die Vertreter der Maschinenindustrie waren einhellig der Auffassung, dass der *Bundesrat* gegenüber den Einmischungen *nicht untätig bleiben dürfe*, wenn nicht anstelle geordneter zwischenstaatlicher Verhandlungen ein Chaos treten solle.

Herr Dr. Wolfer, Delegierter des Verwaltungsrates der Firma Gebrüder Sulzer, hatte gestern eine Besprechung mit Minister Norton, der Herrn Sullivan zuzog. Es wurde Herrn Wolfer, angeblich gemäss Instruktion aus London, auf heute bis Mitternacht, Frist angesetzt zu Unterzeichnung des Undertakings. Gesprächsweise wurde Herrn Wolfer zu verstehen gegeben, dass die Firma Sulzer, wenn sie mit der Annahme des Undertakings voranginge, den britischen Behörden einen grossen Dienst erweisen würde. Anscheinend wäre man dafür der Firma Sulzer gegenüber zu gewissen Erleichterungen bereit gewesen: wenn die Firma nur eingewilligt hätte, ein Präjudiz zu schaffen.

Die Handelsabteilung beabsichtigt, Herrn Bundesrat Stampfli die sofortige Einberufung der Finanzdelegation des Bundesrates zu beantragen, zwecks Beratung eines Bundesratsbeschlusses gemäss angeheftetem noch unbereinigtem Entwurf [*non reproduit*].

Die Konferenz ist sich der akuten Krise, die die vorgeschlagene Verfügung als Antwort auf die britischen Einmischungen auslösen könnte, bewusst. Vor allem ist mit der sofortigen Versetzung der in Untersuchung befindlichen Firmen auf die schwarze Liste zu rechnen. Ferner ist auch die Möglichkeit nicht von der Hand zu weisen, dass uns die Alliierten die halbe Lebensmittelquote wieder sperren. Die Folgen, die mit einem Gewährlassen der Einmischungen verbunden wären, könnten aber nicht minder unheilvoll sein; umso mehr, als Anzeichen dafür vorhanden sind, dass auch an andere Wirtschaftszweige, vorab die chemische Industrie, die Uhrenindustrie und das Bankgewerbe, über kurz oder lang Forderungen gestellt werden dürften. *[...] (Notice de R. Kohli du 21 octobre 1943*, E 2001 (E) 1/129).

Sur les négociations en vue de la radiation de l'entreprise Sulzer des «listes noires» des Alliés, cf. aussi E 7110/1976/134/61.

32

E 2300 Stockholm/13

Le Ministre de Suisse à Stockholm, P. Dinichert,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz[1]

RP N° 109 Stockholm, 1er novembre 1943
Confidentiel

En complément et aussi confirmation de ce que je vous écrivais avant-hier[2], je suis en mesure de donner encore, de la meilleure source, les informations qui suivent sur l'état de choses présent au Danemark.

Le nouvel ordre introduit, – qu'il soit passager ou plus ou moins durable, – selon la note jointe à ma dernière lettre et à laquelle M. Scavenius lui-même mit la dernière main, constitue effectivement une sorte de compromis ou moyen-terme. Les adversaires d'une collaboration réelle avec les Allemands, dont le Souverain avec la grande majorité du parlement et du peuple, évitent la constitution d'un véritable gouvernement paraissant pactiser avec l'occupant. Il leur paraît essentiel qu'à la fin des hostilités, le Danemark ne se trouve pas en pareille posture.

D'autre part, il s'agissait d'assurer la continuation de l'administration proprement dite dans l'intérêt même du pays. Il importe aussi qu'il existe un organe danois avec lequel les autorités d'occupation puissent discuter nombre de mesures avant leur exécution, sinon elles risquent de ne tenir aucun compte des possibilités et convenances danoises. Je souligne à nouveau que les chefs de l'administration centrale danoise ne forment pas un conseil prenant des décisions ou édictant des prescriptions en corps; chacun des chefs d'administration donne, au contraire, individuellement les avis et instructions qui sont de son ressort propre.

Remarque ne manquant pas de piquant: M. Scavenius et plusieurs des membres de son dernier Cabinet ne croient pas que le nouveau système puisse fonctionner pendant longtemps, tandis que la plupart des hauts fonctionnaires sont d'avis contraire.

[...]

On saurait aujourd'hui que l'ordre de donner la chasse aux Juifs danois est venu de Hitler en personne. Même Himmler et von Ribbentrop auraient cherché à l'empêcher. Il n'y a actuellement plus mille Juifs au Danemark, sur un total de près de 8000. Des officiels allemands ont eux-mêmes prévenu des Juifs danois, quelques jours à l'avance, de ce qui allait leur arriver. Aussi le plus grand nombre des Juifs riches ont-ils réussi à se sauver à temps. Ceux qui sont tombés entre les mains des Allemands sont en majorité des pauvres, des vieux et des malades. Des 1600 embarqués et transportés sur un bateau, on reste sans nouvelle aucune, même de ceux d'entre eux qui ont été enlevés par méprise.

---

1. *M. Pilet-Golaz a lu ce document le 5 novembre 1943.*
2. *Lettre du 30 octobre 1943, non reproduite.*

D'autre part, il n'y aurait encore eu aucune mesure de confiscation contre les biens des Juifs au Danemark, ni avoirs bancaires, ni biens mobiliers, ni immeubles.

Enfin, les mesures nombreuses devenues urgemment nécessaires par l'arrivée de plus de 7000 réfugiés danois en Suède ont eu pour effet de rétablir le contact entre la légation de Danemark à Stockholm et son ministère des affaires étrangères.

33

E 1004.1 1/439

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 2 novembre 1943[1]

1909. Übernahme von Exportdollar

Volkswirtschaftsdept. Antrag vom 30. Oktober 1943
Finanz- und Zolldept. Mitbericht vom 1. November 1943

I.

Durch Eingabe vom 13. Juli und 26. Oktober 1943[2] hat die Schweizerische Nationalbank auf die Schwierigkeiten hingewiesen, die sich für sie aus der Entgegennahme von blockierten Gold- und Devisenbeständen in den Vereinigten Staaten von Amerika, England und Kanada ergeben, und sich erlaubt, zuhanden des Bundesrates folgende Fragen zu unterbreiten:

a) Ist es weiterhin der Wunsch des Bundesrates, dass die Nationalbank in der Entgegennahme von Exporterlösen in blockierten Gold- und Devisenbeständen fortfährt? Wenn ja, ist der Bundesrat nicht der Meinung, dass die Nationalbank im Hinblick auf die Vorschriften des Nationalbankgesetzes von Bundes wegen ausdrücklich ermächtigt werden sollte, Devisen- und Goldbestände im Ausland, über die nur in beschränktem Umfange verfügt werden kann, hereinzunehmen?

b) Ist der Bundesrat bereit, der Nationalbank die Zusicherung zu geben, dass ihr der Bund in einem spätern Zeitpunkt allenfalls einen Teil der blockierten Währungsreserven abnehmen wird, sofern dies für die Nationalbank aus Gründen der Liquidität oder bei Gefährdung der Währung sich als notwendig erweisen sollte?

Nach verschiedenen Konferenzen mit den zuständigen Stellen kam die Nationalbank in ihrem Schreiben vom 26. Oktober zu folgenden Schlussfolgerungen:

---

1. *Absent: Pilet-Golaz.*
2. *Cf. N° 15. Cf. aussi* E 7001 (B) 1/254.

In der Annahme

a. dass der Bundesrat die weitere Entgegennahme von Exporterlösen in blockierten Devisen- und Goldbeständen im Landesinteresse für notwendig erachtet,

b. die Nationalbank von Bundes wegen ausdrücklich ermächtigt wird, Devisen- und Goldbestände im Auslande, über die sie nur in beschränktem Umfange verfügen kann, hereinzunehmen,

c. der Nationalbank die Zusicherung gegeben wird, dass ihr der Bund einen Teil der blockierten Währungsreserven abnimmt, sobald sie dies aus Gründen der Liquidität oder bei Gefährdung der Währung für notwendig erachtet,

ist die Nationalbank bereit, *bis auf weiteres* Exportdollars entgegenzunehmen, und zwar von der Uhrenindustrie im Ausmass eines monatlichen Kontingents von 8 Millionen Franken zuzüglich ein Spezialkontingent von 500 000 bis 800 000 Franken für Transport- und Versicherungsspesen. Eine Zusicherung der Dollarabnahme für eine Frist von 6 Monaten kann nur in Frage kommen, wenn der Bund im voraus bereit ist, die der Nationalbank aus diesem Engagement anfallenden Dollars soweit erforderlich für eigene Rechnung zu übernehmen.

Unter den genannten Voraussetzungen erklärt sich die Nationalbank ferner bereit, von der *übrigen Industrie* bis auf weiteres Exportdollars ohne Kontingentierung abzunehmen, in der Meinung jedoch, dass der Dollaranfall monatlich 7 Millionen Franken nicht übersteigt. Dabei ist verstanden, dass in diesem Rahmen für Export nach Iran, Irak und Arabien Dollars für höchstens 500 000 Franken pro Monat hereingenommen würden. Die Nationalbank behält sich vor, in dem ihr gutscheinenden Zeitpunkt auch für die Übernahme dieser Dollars Maximalbeträge festzusetzen.

II.

Nach eingehender Prüfung des ganzen Fragen-Komplexes ist das Volkswirtschaftsdepartement zur Überzeugung gelangt, dass der Bund der Nationalbank die gewünschte Rücken-Deckung geben muss. Es ist dies nicht bloss deswegen unerlässlich, um so lange wie möglich eine grössere Arbeitslosigkeit zu verhindern, sondern vor allem auch mit Rücksicht auf das von der Handelspolitik mit grösster Zähigkeit verfolgte *Ziel*: Aufrechterhaltung unserer wirtschaftlichen Beziehungen für die angestammten Exporte besonders auch mit Übersee und im speziellen mit dem $-Kreis. Das Departement beantragt daher, dass der Bund die Übernahme von Dollars nach Massgabe der folgenden Bestimmungen gewährleistet:

A.

1. Für die Ausfuhr von Uhren der schweizerischen Zolltarifnummern 925-936 i nach Ländern, in denen die Dollarzahlung üblich ist, wird ein monatliches Kontingent von 8½ Millionen Franken festgesetzt, das nach den Grundsätzen zu verwalten ist, die im vorgelegten Entwurf für eine Weisung der Handelsabteilung des EVD enthalten sind.

2. Dem in Ziffer 1 festgesetzten monatlichen Kontingent sind nicht zu belasten die üblichen Fracht- und Versicherungsspesen.

B.

1. Die Übernahme von Dollars aus andern Warenexporten als Uhren, sowie aus Nebenkosten des Warenverkehrs mit Ländern, in denen die Dollarzahlung üblich ist, vorbehältlich Iran, Irak und Arabien, erfolgt bis auf weiteres ohne Beschränkung, sofern es sich um den Gegenwert von Exporten handelt, bei denen die Ware das schweizerische Zollgebiet nach dem 14. Juni 1941 verlassen hat, bezw. bei Nebenkosten sofern deren Fälligkeit nach dem 14. Juni 1941 eingetreten ist.

2. Für Iran, Irak und Arabien wird der monatsdurchschnittliche Höchstbetrag für die Dollarübernahme aus Warenexporten auf Fr. 500 000 festgesetzt.

Offen soll vorläufig noch die Frage bleiben, wie diejenigen Guthaben zu behandeln sind, die aus der Übernahme von Dollars aus Exporten entstanden sind, bei denen die Ware vor dem 1. August 1943, aber nach dem 14. Juni 1941 das schweizerische Zollgebiet verlassen hat. Eine eingeleitete Enquête wird über die Höhe der hier in Frage stehenden Summen in den nächsten Tagen näheren Aufschluss geben. Halten sich diese Beträge in erträglichen Grenzen, so ist das Departement der Auffassung, dass sie noch ohne Anrechnung auf die vorgesehenen Monatskontingente von der Nationalbank zu übernehmen sind. Andernfalls wird man sich schlüssig machen müssen, ob diese Rückstände unter einer angemessenen Erhöhung des Monatskontingentes den einzelnen Kontingenten der interessierten Firmen anzurechnen sind.

III.

Gestützt auf diese Ausführungen und mit Zustimmung des Finanz- und Zolldepartementes, sowie auf Grund der Diskussion wird

beschlossen:

1. Dem obigen Bericht wird die Genehmigung erteilt;
2. das Eidg. Finanz- und Zolldepartement wird ermächtigt, die Eingaben der Schweizerischen Nationalbank vom 13. Juli und 26. Oktober 1943 gemäss dem beiliegenden Entwurfsschreiben zu beantworten (s. Beilage);
3. die Handelsabteilung wird im Benehmen mit der Schweizerischen Nationalbank mit der Durchführung der Exportdollar-Kontingentierung beauftragt.

ANNEXE

E 1004.1 1/439

Le Chef du Département des Finances et des Douanes, E. Wetter, à la Direction générale de la Banque nationale

Copie
L

Bern, 2. November 1943

A.

Der Bundesrat hat in seiner heutigen Sitzung die Angelegenheit der Übernahme von Dollars durch die Schweizerische Nationalbank behandelt. Er hat dabei Kenntnis genommen von Ihrem Schreiben vom 13. Juli und 26. Oktober.

Er beschloss, der Nationalbank gegenüber folgende Erklärung abzugeben:

1. Der Bundesrat erachtet die weitere Übernahme von Exporterlösen in blockierten Devisen- und Goldbeständen im Landesinteresse als notwendig und ersucht die Nationalbank, diese Übernahme in dem Ausmasse zu tätigen, wie nachher ausgeführt wird.

2. Der Bundesrat ermächtigt die Nationalbank ausdrücklich, Devisen- und Goldbestände im Ausland hereinzunehmen, auch wenn im Augenblick infolge der Kriegsverhältnisse nur in beschränktem Umfang über diese Bestände verfügt werden kann.

3. Der Bundesrat gibt der Nationalbank gegenüber die Zusicherung ab, dass er ihr einen mit ihr zu vereinbarenden Teil der blockierten Währungsreserve abnimmt, sobald dies aus Gründen der Liquidität der Bank oder aus Rücksicht auf die Währung notwendig wird.

4. Da die Dollarabnahme der Industrie für eine Frist von sechs Monaten zugesichert werden muss, ist der Bund bereit, die der Nationalbank aus diesen Engagements anfallenden Dollars für eigene Rechnung zu übernehmen, wenn die Nationalbank aus währungspolitischen Gründen die Annahme innerhalb der genannten Frist unterbrechen müsste. Die Erklärungen des Bundesrates entsprechen also den von Ihnen in den genannten Briefen geäusserten Wünschen.

B.

Der Bundesrat erwartet, dass die Nationalbank die Dollarübernahme nach folgenden Grundsätzen tätigt:

1. Für die Ausfuhr von Uhren der schweizerischen Zolltarifnummern 925-936 i nach Ländern, in denen die Dollarzahlung üblich ist, wird ein monatliches Kontingent von 8½ Millionen Franken festgesetzt, das entsprechend einer Weisung der Handelsabteilung des eidg. Volkswirtschaftsdepartementes zu verwalten ist.

2. Diesem festgesetzten monatlichen Kontingent sind nicht zu belasten die üblichen Fracht- und Versicherungsspesen.

3. Die Übernahme von Dollars aus andern Warenexporten als Uhren, sowie aus Nebenkosten des Warenverkehrs mit Ländern, in denen die Dollarzahlung üblich ist, erfolgt bis auf weiteres ohne Beschränkung, sofern es sich um den Gegenwert von Exporten handelt, bei denen die Ware das schweizerische Zollgebiet nach dem 14. Juni 1941 verlassen hat, bezw. bei Nebenkosten sofern deren Fälligkeit nach dem 14. Juni 1941 eingetreten ist.

4. Für Iran, Irak und Arabien wird, in Einschränkung des unter Ziffer 4 Ausgeführten, ein monatsdurchschnittlicher Höchstbetrag für die Dollarübernahme aus Warenexporten auf Fr. 500 000.— festgesetzt.

5. Die Frage bleibt offen, wie diejenigen Guthaben zu behandeln sind, die aus der Übernahme von Dollars aus Exporten entstanden sind, bei denen die Ware vor dem 1. August 1943, aber nach dem 14. Juni 1941 das schweizerische Zollgebiet verlassen hat. Der Entscheid darüber wird erst nach Kenntnisnahme der veranstalteten Enquête gefällt[3].

---

3. *Les autorités politiques et économiques de la région adressent de nombreuses lettres à ce sujet aux Départements fédéraux compétents. Dans une réponse du 28 octobre au Président de la Chambre suisse de l'Horlogerie, le Chef du Département des Finances et des Douanes écrit notamment*: Cette affaire n'est pas actuellement en main du Département des Finances. Le règlement relatif à cette question des dollars pour les exportations dans les pays intéressés est actuellement à l'étude à l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie et à la Banque nationale suisse, d'entente avec la Division du Commerce. L'autorisation que le Conseil fédéral donnera ensuite à la Banque nationale de réglementer cette question dans ce sens est subordonnée à cette condition. *[...]* Il importe notamment de tenir compte des deux principes suivants:

1. Nous exigeons que les abus signalés jusqu'ici ne se reproduisent pas.

2. Le montant des dollars qui sera repris devra correspondre à l'activité d'une période normale. Il ne peut pas être question pour la Confédération de financer une activité basée sur une période transitoire de haute conjoncture, vu que celle-ci pourra s'écrouler par la suite.

(*Lettre du 28 octobre 1943 de Wetter à Petitpierre qui répond, par une lettre du 5 novembre.* E 6100 (B) 1972/96/240.2).

Par ailleurs, dans une lettre du 5 novembre adressée au Chef du Département soleurois de l'Economie publique, Wetter écrit:

Wir gehen bei der Beurteilung der ganzen Sachlage nicht so weit wie Sie, dass wir irgendwie einen Verlust der blockierten Dollars ins Auge fassen würden. Dagegen bedeutet die ganze Aktion eine staatliche Finanzierung des Exportes für die Kriegszeit und nach und nach eine immer stärkere Beanspruchung der flüssigen Mittel unseres Geldmarktes. Denn man muss sich dessen bewusst sein, dass wir durch die Hereinnahme dieser blockierten Dollars dem inländischen Geldmarkt Mittel entziehen, um in den Vereinigten Staaten Gold anzusammeln, über das wir vorläufig nicht verfügen können.

Die ganze Finanzierungsmöglichkeit hat zusammen mit der Kriegsfinanzierung ihre Grenzen und es ist das Bestreben des Bundesrates, die Gefahren eines Versagens unseres Geldmarktes zu vermeiden. Aus diesem Grund muss er sich auch bei der Finanzierung des Exportes innerhalb vernünftiger Grenzen bewegen. Das ist geschehen, wenn man nur die normalen Uhrenexporte in Betracht zieht. Man wird nun einmal abwarten müssen, wie sich die Dinge entwickeln.

Im übrigen können die Firmen über ihr Dollarkontingent exportieren. Sie erhalten dann einfach für die Übernahme weitergehender Dollarbestände Zahlungsfristen, wie sie beispielsweise im Clearingverkehr mit Deutschland schon lange üblich sind. Das Ganze bedeutet also keine Exportkontingentierung, sondern eine Kontingentierung der Dollarübernahme.

Sie können versichert sein, dass der Bundesrat bei seinen Beschlüssen die nötige Rücksichtnahme auf die Beschäftigung der Industrie genommen hat. (E 6100 (A) 2763)

34

E 2001 (D) 3/486

Le Comité d'études en vue de la participation suisse à la reconstruction des régions dévastées[1] *au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz*

L Express — Baden, 3 novembre 1943

Nous avons l'honneur de porter à votre connaissance qu'il s'est constitué aujourd'hui un groupement qui a pris la dénomination de «Comité d'études en vue de la participation suisse à la reconstruction de régions dévastées».

L'initiative de la création de ce comité revient à la société Motor-Columbus, à Baden, à laquelle se sont immédiatement joints le Crédit Suisse, à Zurich, et la Société de Banque Suisse, à Bâle. Ces trois sociétés ont décidé de mettre un fonds de roulement à la disposition du comité d'études pour couvrir ses dépenses courantes.

Le but de ce comité est d'étudier le moyen de provoquer la participation de notre pays aux travaux de reconstruction des régions dévastées par la guerre et d'assurer ainsi à la Suisse des possibilités nouvelles d'exportation et l'emploi à l'étranger d'un certain nombre de nos compatriotes disposés à s'expatrier. Il s'agit de prévenir le danger de chômage durant la période d'après-guerre, sans recourir aux dispositions prévoyantes envisagées par la Confédération pour

1. *La lettre écrite sur un papier en-tête de la* Société Anonyme d'Entreprises électriques Motor-Columbus, *est signée par le Président du Comité, H. Niesz, et le Secrétaire, R. Hochstaetter.*

créer des possibilités de travail à l'intérieur de notre pays. Le comité, dont font partie, entre autres, Messieurs le Colonel Kaufmann (OFIAMT) et Zipfel, Délégué aux possibilités de travail, se propose de préparer la constitution d'une société représentative de notre économie et qualifiée, par la collaboration des industries suisses, pour prendre en mains la reconstruction et l'équipement des régions dévastées.

Nous avons appris par la presse qu'un organisme avait été créé aux Etats-Unis, le 11 juin dernier, sous le titre «United Nations Relief and Rehabilitation Administration» «UNRRA». Cet organisme semble avoir un caractère officiel et paraît réunir des délégués de toutes les nations unies. D'après les informations recueillies dans des journaux suisses (Journal de Genève du 12 octobre et l'Illustré du 28 octobre 1943), les neutres, et en particulier la Suisse, seraient les bienvenus au Conseil de cette organisation.

Nous venons donc vous prier de bien vouloir charger notre légation à Washington de se renseigner au sujet de l'exactitude des communiqués parus dans la presse et, le cas échéant, de bien vouloir signaler officiellement à la direction de l'U.N.R.R.A. la constitution de notre comité et notre désir d'adhérer au mouvement de reconstruction organisé aux Etats-Unis.

Il y a lieu de remarquer à ce sujet que les journaux annoncent que M. Cordell Hull a précisé que le Comité de l'U.N.R.R.A. devait se réunir le 9 novembre aux Etats-Unis; il nous paraîtrait souhaitable que notre initiative soit communiquée aux dirigeants de ce comité avant cette date.

Nous souhaitons vivement que l'idée qui a présidé à la constitution de notre comité reçoive, de votre part, un accueil favorable.

Nous vous remercions à l'avance de l'appui que vous voudrez bien réserver à notre mouvement et espérons vivement que vous consentirez à entreprendre, avant le 9 novembre, les démarches que nous nous permettons de vous prier d'engager.

35

E 1004.1 1/439

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 4 novembre 1943

1943. Überwachung der Ein- und Ausfuhr

Vertraulich

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 21. Oktober 1943

Schon vor dem Ausbruch des Krieges hat der Bundesrat den festen Willen bekundet, eine Einmischung fremder Staaten während Kriegszeiten in die schweizerischen Belange unter keinen Umständen zu dulden. Nach Ausbruch des Krieges sind die Vorkehrungen getroffen worden, die es erlaubten, die Überwachung der Ein- und Ausfuhr durch schweizerische Organe durchzuführen und durch Verfügung des Volkswirtschaftsdepartementes vom 2. November 1939 ist die Erteilung von Auskünften an ausländische Behörden einge-

schränkt und die Unterziehung unter eine ausländische Kontrolle untersagt worden[1]. Durch Verhandlungen mit dem Ausland ist es gelungen, die Anerkennung der schweizerischerseits ausgeübten Überwachung der Ein- und Ausfuhr vertraglich zu erlangen. Trotzdem waren immer wieder Angriffe beider kriegführender Parteien abzuwehren. Eine wesentliche Verschärfung der Einmischung durch die Blockademächte konnte zum Abflauen gebracht werden im Zusammenhang mit dem sogenannten «Compensation Deal».

Inzwischen verlangten die Blockademächte einen immer weitergehenden Abbau unserer Ausfuhren nach Deutschland und den übrigen Achsenstaaten. England hat Vorschläge der Schweiz über einen solchen Abbau entgegengenommen und daraufhin, wenn auch in vermindertem Mass, Navicerts wieder erteilt. Es bestand schweizerischerseits die Voraussetzung, dass damit die Veranlassung für weitere Einmischungen dahinfalle. Es traf das Gegenteil ein; die Blockademächte begannen in systematischer Weise die Firmen der Maschinenindustrie zu bedrängen. Die Firmen wurden zu weitgehender Auskunftverteilung veranlasst, um dann schlussendlich mit der Drohung der Versetzung auf die schwarze Liste eingeladen zu werden, ihre Exporte nach den Achsenstaaten zu reduzieren und dieses Engagement durch die Unterzeichnung eines Undertakings, wobei meist auch noch eine Kaution zu leisten ist, zu konsolidieren[2]. Gestützt auf eine Anregung der Handelsattachés Englands und Amerikas glaubte man schweizerischerseits allein durch nochmaliges Verhandeln die drohende Gefahr abwenden zu können. Die schweizerischen Vorschläge sahen weitere Reduktionen der Ausfuhren auch nach andern Achsenstaaten als Deutschland vor; ausserdem wurde die Beibehaltung der bereits getroffenen Ausfuhrbeschränkungen bis Ende des Krieges in Aussicht gestellt. Bei dieser Gelegenheit wurde den englischen Behörden auseinandergesetzt, dass es nicht angehe, durch zwischenstaatliche Vereinbarungen eine Reduktion der Ausfuhr festzusetzen, um dann nachträglich durch Eigenhilfe diese Abmachungen zu ignorieren, und Firmen mit der schwarzen Liste zu bedrohen, die nichts anderes tun, als im Rahmen der zwischenstaatlich vereinbarten Kontingente zu exportieren.

Die Vorschläge wurden von den Blockademächten als ungenügend abgewiesen. Immerhin konnte aus der sehr verschlungenen Antwort geschlossen werden, dass noch eine Gelegenheit zu Verhandlungen verbleibe, unter der Voraussetzung, dass die Schweiz in der Lage wäre, einen Vorschlag zu unterbreiten, der ein besseres Resultat verspreche als die Selbsthilfe über die Einmischung und schwarze Liste. Sehr ernst ist der bei dieser Gelegenheit in Erscheinung getretene Gegensatz in der Grundauffassung zwischen den Blockademächten und der Schweiz. Die Blockademächte vertreten den Standpunkt, die Anwendung der Blockade und der schwarzen Liste seien zwei voneinander unabhängige Mittel der wirtschaftlichen Kriegsführung. Eine Vereinbarung über die Blockade beschränke in keiner Weise die von den Blockademächten in immer rigoroserer Form angewendete Selbsthilfe. Nach

1. *Cf. RO, 1939, vol. 55, II, p. 1377.*
2. *Cf. N° 31.*

der englischen Auffassung ist es also im Hinblick auf die Handhabung der schwarzen Liste gleichgültig, welche zwischenstaatlichen Vereinbarungen über die Ausfuhren getroffen wurden.

Die von massgebenden englischen Persönlichkeiten abgegebenen Erklärungen lassen keinen Zweifel darüber bestehen, das gegenüber neutralen Ländern unnachsichtig vorgegangen werden soll, wobei die kriegerischen Ereignisse den Alliierten neuen Auftrieb geben. Recht bedenklich stimmt der Umstand, dass gewisse Indizien wenn nicht beweisen, so doch vermuten lassen, dass die Alliierten mit der schwarzen Liste nicht nur Kriegsziele verfolgen, sondern versuchen, über den Weg dieser Handelsspionage und der Versetzung auf die schwarze Liste für die Nachkriegszeit Märkte für die eigene Industrie zu sichern.

Ein Gewährlassen der Vertreter der Blockademächte muss nach und nach zu einer Desorganisation der schweizerischen Industrie führen und es besteht die berechtigte Annahme, dass die Einmischungen nicht Halt machen bei der Maschinenindustrie, sondern sukzessive Branche um Branche erfassen. Die Desorganisation der schweizerischen Wirtschaft würde eine vollständige, wenn Deutschland zur Gegenwehr greifen und der wirtschaftliche Krieg von beiden Parteien auf unserem Boden ausgetragen würde. Dies müsste zwangsläufig nicht nur zur Aufgabe des eingangs erwähnten Standpunktes des Bundesrates führen; auch die schweizerische Neutralität würde gefährdet und die Souveränität aufs Schwerste verletzt.

Nachdem durch Verhandlungen allein der Angriff nicht abgeschlagen werden kann, werden durch weitere Massnahmen die Einmischungen verhindert werden müssen. Damit soll dann auch der Beweis erbracht werden, dass die Blockademächte nicht durch Interventionen bei schweizerischen Firmen ein besseres Resultat erzielen als durch zwischenstaatliche Vereinbarungen. Die Auswirkungen einer solchen Massnahme sind nicht mit Sicherheit vorauszusehen. Es ist nicht ausgeschlossen, dass die Blockademächte der Schweiz ihre Macht zu fühlen geben und möglicherweise auch die Gewährung von Navicerts neuerdings einstellen. Die Chance ist aber ebenso gross, dass England einlenkt und eine gesunde Basis für weitere Verhandlungen geschaffen werden kann. In diesem Sinn ist auch vorgesehen, unverzüglich weitere Vorschläge auszuarbeiten und den Blockadebehörden zur Kenntnis zu bringen, dass innerhalb eines kurzen Termins neue Angebote der Schweiz unterbreitet werden.

Die Lage ist einlässlich unter Berücksichtigung des eben Dargelegten mit dem Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrie-Vereins und dem Verein Schweizerischer Maschinenindustrieller besprochen worden. Diese Organisationen sind mit der ständigen Wirtschaftsdelegation zur Überzeugung gelangt, dass der Zeitpunkt gekommen ist, um die bereits bestehende Gesetzgebung zu ergänzen. Die eingangs erwähnte Verfügung vom 2. November 1939 erweist sich gegenüber der neuen Situation als ungenügend. Durch die vorgeschlagene Massnahme wird wohl kaum verhindert werden können, dass Firmen auf die schwarze Liste gesetzt werden. Es ist aber ein grundlegender Unterschied, ob die Firmen auf die schwarze Liste gesetzt werden infolge der Beachtung schweizerischer gesetzlicher Bestimmungen, oder ob sie aus freiem Ermessen sich den Begehren der Blockademächte widersetzen. Im erstern Fall ist die

Position der Firmen zweifellos insofern günstiger, als es auch im Hinblick auf die Nachkriegszeit leichter sein dürfte, durch Mithilfe des Staates die Firmen vor Schaden zu bewahren. In diesem Sinne ist vorgesehen, den allfällig infolge Beachtung der neuen Verfügung auf die schwarze Liste versetzten Firmen auf dem Verhandlungswege wieder Bewegungsfreiheit zu verschaffen.

Das Volkswirtschaftsdepartement beabsichtigte daher eine auf den BRB vom 22. September 1939[3] über die Überwachung der Ein- und Ausfuhr gestützte Verfügung zu erlassen (Beilage) und beantragte, der Bundesrat möchte davon in zustimmendem Sinne Kenntnis nehmen.

In der Beratung änderte aber der Departementsvorsteher diesen Antrag, liess die Verfügung fallen und schlug einen Vollmachtenbeschluss des Bundesrates vor.

M. le chef du département politique déclare qu'il n'a jamais combattu la mesure comme telle, mais qu'il avait fait une double réserve au sujet du moment où elle pouvait être prise. Il estimait en première ligne que nous ne devions pas prendre les devants et risquer ainsi de provoquer une réaction fâcheuse en Angleterre. La maison Sulzer ayant été mise sur la liste noire anglaise et une publicité désagréable pour le chef de la maison et pour le Conseil fédéral ayant été donnée à cette décision, la première réserve tombe. M. Pilet-Golaz aurait aimé aussi qu'en même temps nous envoyions à Londres nos propositions de restrictions des exportations dans les pays de l'Axe autres que l'Allemagne. Bien que cette condition ne soit pas remplie, il reconnaît la nécessité d'agir maintenant et donne son adhésion au projet d'arrêté.

Le Conseil

arrête:

1) Le projet d'arrêté est adopté[4];
2) Deux communiqués à la presse sont approuvés (Annexes)[5].

---

3. *PVCF N° 1814*, E 1004.1 1/389.
4. *RO, 1943, vol. 59, p. 870.*
5. *Non reproduits.*

A ce sujet, cf. la notice de Rezzonicco pour Pilet-Golaz du 9 novembre 1943: [...] Le Capitaine Fleiner, actuellement en service à la Division Presse et Radio, prétend savoir que les milieux industriels suisses se montrent très préoccupés de la situation et que, dans ces conditions, quelques commentaires inspirés et publiés par les grands journaux pourraient contribuer à tranquilliser ces milieux. *[...]* M. Kohli est, comme le soussigné, d'avis que les commentaires qui ont paru jusqu'à maintenant suffisent et qu'il faut éviter de déclencher une campagne de presse qui ne pourrait que nuire aux intérêts de la maison Sulzer et aux négociations futures avec la Grande-Bretagne. Au cours d'une conversation que j'ai eue hier avec M. Evans, attaché de presse de la Légation de Grande-Bretagne, celui-ci a fait allusion aux commentaires de la presse suisse dans cette affaire. Il s'est plaint du fait qu'un communiqué Exchange exposant le point de vue britannique a été retenu par la censure suisse. Je me suis borné à répondre calmement à M. Evans que nous ne voulions pas de polémique dans cette affaire et que la B.B.C. avait elle-même attaché le gros grelot avant même que la presse suisse ait eu le temps de prendre position. (E 2001 (E) 1/129). *Le Chef du Département politique approuve cette attitude et écrit*: Prudence – Réserve – Avant de laisser partir une «campagne de presse» (commentaires), le Dép[*artement*] de J[*ustice*] et P[*olice*] devrait consulter le C[*onseil*] F[*édéral*]. La N[*eue*] Z[*ürcher*] Z[*eitung*] a déjà commencé. 10.11.43.

Par un télégramme du 10 novembre, le Chef du Département de l'Economie publique communique aux Légations de Suisse à Londres et Washington de nouvelles propositions suisses de réductions des exportations vers l'Axe. Cf. E 7110/1967/32/821/Grossbritannien/2 *et* E 7110/1973/135/18.

36

E 2001 (D) 3/348

Le Département politique à la Légation d'Italie à Berne

Copie
N JS

Berne, 12 novembre 1943

Par note du 10 novembre[1], la Légation Royale d'Italie a bien voulu indiquer au Département Politique Fédéral que des renseignements récemment parvenus à sa connaissance avaient augmenté les inquiétudes que Son Excellence le Comte Magistrati avait eu l'occasion d'exposer verbalement touchant l'exportation en transit par la Suisse de marchandises et d'objets réquisitionnés par les Autorités militaires allemandes dans les territoires italiens qu'elles occupent.

Le Département Politique a l'honneur de confirmer à la Légation Royale qu'il a la plus grande compréhension pour les préoccupations dont elle a bien voulu lui faire part et qu'il exerce, de concert avec les Autorités techniques compétentes, une surveillance attentive des marchandises exportées d'Italie en transit par la Suisse.

Les Autorités fédérales se sont opposées au transit d'un certain nombre de wagons dont le contenu ne leur parut pas rentrer dans le cadre d'un trafic commercial normal. Elles sont d'avis, en revanche, que les marchandises dont elles ont autorisé le transfert n'étaient pas de nature à justifier des objections de leur part. Il n'est pas anormal qu'après avoir été interrompu pendant plusieurs semaines, le trafic ait revêtu, ces derniers temps, un volume inaccoutumé. D'après les dernières constatations faites, ce volume tend d'ailleurs à se restreindre.

Le Département prie la Légation Royale d'être assurée que les Autorités suisses continueront à se montrer vigilantes.

---

1. *Non reproduite.*
En septembre et octobre 1943, les autorités fédérales se préoccupent aussi des demandes allemandes de faire transiter par la Suisse des trains spéciaux d'ouvriers italiens (*cf.* E 4001 (C) 1/3). *Finalement, les responsables suisses ne donnent pas suite aux requêtes allemandes, car la situation créée par l'occupation militaire de l'Italie du Nord avait totalement modifié les données du problème (qui s'était posé une première fois en 1941) et faisait* douter que les intéressés dans leur ensemble seraient consentants *(cf. la notice de Merminod du 19 mai 1944,* E 2001 (D) 3/347). *Cf. aussi* E 2001 (D) 3/270.

37

E 1004.1 1/439

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 12 novembre 1943 [1]

1985. Wirtschaftsverhandlungen mit Grossbritannien und den U.S.A.

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 10. November 1943

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet folgendes:

«I.

Am 4. November 1943 hat der Bundesrat als Abwehrmassnahme gegen die zunehmenden Einmischungen britischer und amerikanischer Vertretungen in die Wirtschaftsbeziehungen schweizerischer Firmen zu ihren ausländischen Abnehmern ein Verbot erlassen, das die Eingehung irgendwelcher Verpflichtungen gegenüber fremden Vertretungen betreffend den Warenverkehr untersagt [2]. Der Bundesrat wollte mit diesem Verbot ein Mittel des Wirtschaftskrieges treffen, das in den letzten Monaten von den Westmächten zur Anwendung gebracht wurde: die Bedrohung schweizerischer Firmen mit der «schwarzen Liste». Mit diesem Mittel sollten eine grosse Reihe wichtiger Unternehmungen der Metall- und Maschinen-Industrie dazu gebracht werden, ihre künftigen Ausfuhren nach den Achsenmächten unter den mit beiden kriegführenden Staatengruppen zwischenstaatlich vereinbarten Exportkontingenten zu halten.

Als der Bundesrat das zur Wahrung der staatlichen Souveränität und zum Schutze der betreffenden Firmen notwendig gewordene Verbot erliess, war er gleichzeitig entschlossen, ihm möglichst bald neue schweizerische Vorschläge folgen zu lassen, welche geeignet sein sollten, den bekannten Forderungen der Regierungen Grossbritanniens und der U.S.A. nach einem raschen und substantiellen Abbau bestimmter Ausfuhrpositionen nach Möglichkeit entgegenzukommen. Diese neuen Vorschläge sollen die in den schweizerischen Wirtschaftsbeziehungen zu den Westmächten wünschbare Entspannung herbeiführen, die Beendigung der fremden Einmischungen in die privatrechtlichen Verhältnisse schweizerischer Firmen und insbesondere die Streichung der Firma Gebr. Sulzer von der «schwarzen Liste» bewirken, der Schweiz vermehrte Zufuhren aus Übersee öffnen, sowie eine Atmosphäre schaffen, in welcher die Behandlung der uns am 30. September 1943 aus London übermittelten komplexen Traktandenliste im Sinne gegenseitiger Verständigung erst denkbar erscheint. (Vgl. Anlage).

---

1. *Absent: Celio.*
2. *Cf. N° 35.*

II.

Es ist klar, dass schweizerische Vorschläge, die ein so hoch gestecktes und vielseitiges Ziel erreichen sollen, entsprechend gestaltet werden müssen. Sie müssen die hauptsächlisten Elemente der von den fremden Vertretungen gegenüber den bedeutendsten Exportfirmen der Metall- und Maschinenbranche erhobenen Forderungen enthalten, um damit die ganze Diskussion auf die für die Schweiz einzig mögliche Ebene der zwischenstaatlichen Verhandlungen und Vereinbarungen zu bringen. Die Entwicklung seit dem letzten Sommer weist eindeutig darauf hin, dass nun eine Einbeziehung der sog. «Plafondgruppe II» in die Abbauvorschläge, trotzdem sie typische Erzeugnisse der schweizerischen Friedensproduktion in sich schliesst, notwending wird. Gerade das Beispiel der Firma Gebr. Sulzer zeigt, dass eine Versetzung auf die «schwarze Liste» auch wegen Exporten erfolgen kann, deren Beschränkung bisher nicht im Vordergrund der Diskussion stand, die jetzt aber mit der weiteren Entwicklung des Kriegsgeschehens in den Augen der britisch/amerikanischen Blockadebehörden erhöhte Bedeutung erhalten haben. Eine Differenzierung des Abbaus, je nachdem es sich um typisches Kriegsmaterial, kriegswichtige Erzeugnisse der Maschinen-Industrie oder ausgesprochene Friedensprodukte handelt, wird dabei wohl noch möglich sein. Sie muss mit aller Energie versucht werden, da sie allein den wirtschaftlichen Interessen der Schweiz einigermassen gerecht zu werden vermag. Ferner ist notwendig, dass die für Deutschland und für die «Übrigen Achsenstaaten» (ohne Italien) vorzusehenden Exportbeschränkungen einander möglichst gleichgeschaltet werden; denn die alliierten Blockadebehörden blicken stets auf das Gesamtgebiet der europäischen Achsenmächte, das sie blockadepolitisch als Einheit erfassen.

III.

In Verfolgung dieser Richtlinien kommen wir in Zusammenarbeit mit dem «Verein schweiz. Maschinen-Industrieller» und dem «Vorort des schweiz. Handels- und Industrie-Vereins» zu einem neuen schweizerischen Vorschlag, welcher für das erste Halbjahr 1944 folgende Ausfuhrbeschränkungen vorsieht:

1. Das Kriegsmaterial im engeren Sinne (Waffen, Munition und Zünder) sowie eine Gruppe von Erzeugnissen der Maschinenindustrie, die als kriegswichtig zu bezeichnen sind, (Flugzeugbestandteile, Werkzeugmaschinen, Kugellager, Radios, Präzisionswerkzeuge) sollen von bisher 40% auf 20% der wertmässigen Ausfuhr des Jahres 1942 kontingentiert werden.
2. Eine zweite Gruppe (Uhrmacherwerkzeuge, Chronographen, astronomische, geodätische und mathematische Instrumente) wird von bisher 40% auf 25% der Ausfuhrwerte des Jahres 1942 reduziert.
3. Eine dritte Gruppe von Maschinen, Instrumenten und Apparaten (Posit. M 9, 947) soll von bisher 50% auf 40% der Ausfuhrwerte des Jahres 1942 herabgesetzt werden.
4. Eine vierte Gruppe umfasst die meisten der bisher nicht kontingentierten Positionen der sog. «Plafondgruppe II», das sind Maschinen und Apparate,

deren Verwendung keine ausgesprochene kriegsnahe ist. Ihre Ausfuhr soll auf dem Wertniveau des Jahres 1942 mit 50% per Halbjahr stabilisiert werden.

5. Da ein gleichmässiger und schematischer Abbau aller von den Westmächten inkriminierten Positionen, sowohl mit Rücksicht auf die Arbeitsbeschaffung wie in bezug auf die Beziehungen mit den in Frage kommenden dritten Staaten, nicht möglich erscheint, müssen als Ausnahmen von den bisher genannten Abbaugruppen für eine Reihe wichtiger Ausfuhren Sonderkontingente erreicht werden. Es gilt dies für die folgenden Produkte:

Posit.	884/89b	Textilmaschinen (für übrige Achsenländer ohne Deutschland)
	MDy	Dynamo-elektr. Maschinen & elektr. Transformatoren aller Art
	M 3	Wasserkraft- und Winddruckmaschinen, Pumpen
	M 4	Dampfmaschinen (für übrige Achsenländer ohne Deutschland)
	M 5	Krafterzeugungsmaschinen, Dieselmotoren und Traktoren
	914 a/d	Automobile und Bestandteile (für Deutschland)
	917 a/b	Fahrradbestandteile (für übrige Achsenländer ohne Deutschland)

6. Im weitern soll wenigstens für die Ausfuhr nach Deutschland eine erneute starke Exportsteigerung vor Jahresende und vor Kontingentierungsbeginn dadurch abgebremst werden, dass für eine Gruppe von gegenwärtig noch nicht kontingentierten Ausfuhren vorbeugend Höchstbeträge für das 4. Quartal 1943 angesetzt werden.

Die angeführten Ausfuhrbeschränkungen bedeuten einen tiefen Eingriff in die bisherigen schweizerischen Exportmöglichkeiten. Ihre Durchsetzung müsste im ersten Halbjahr 1944, im Vergleich zur durchschnittlichen Ausfuhr im Jahre 1942 zu einer Ausfuhrverminderung von etwa 85 Millionen Franken gegenüber Deutschland und von rund 11 Millionen Franken gegenüber den übrigen europäischen Achsenmächten (ohne Italien) d.h. von insgesamt 90–100 Millionen Franken führen. Indem die Schweiz diese Exporteinschränkungen auf sich nimmt, bringt sie das Opfer einer nicht genau abzuschätzenden, jedoch sicher nicht unbedeutenden Arbeitslosigkeit; zugleich gefährdet sie erneut ihre künftigen Warenbeziehungen zu den Achsenmächten und damit unter Umständen einen wesentlichen Teil ihrer Versorgung.

Was speziell Deutschland betrifft, so sind zwar in formeller Beziehung anlässlich der letzten Verhandlungen alle Vorbehalte in Bezug auf allfällige, während der Vertragsdauer eintretende neue schweizerische Ausfuhrkontingentierungen gemacht worden; dies schliesst jedoch nicht aus, dass die Durchführung dieses Vorbehalts Störungen in den vielfältigen Wirtschaftsbeziehungen mit Deutschland verursachen kann, obwohl die Schweiz vertragsrechtlich zu den in Frage stehenden Massnahmen einwandfrei befugt ist.

Anderseits liegen die Schwächen des neuen schweizerischen Vorschlags einmal offenkundig in der Globalbehandlung aller übrigen Achsenstaaten sowie in den «Sonderkontingenten», welche für eine Reihe von Positionen nicht nur keinen Abbau auf der Basis der Ausfuhren im Jahre 1942 bringen, sondern eine

Erhöhung gewisser schweizerischer Exporte nach den Achsenländern anstreben. Sie bedürfen einer eingehenden mündlichen Begründung. Im weiteren mag die Basierung des Vorschlags auf das den Alliierten wenig genehme Jahr 1942 Schwierigkeiten in seiner Durchsetzung schaffen; die britisch/amerikanischen Blockadebehörden gehen in letzter Zeit immer wieder vom Begriff der Vorkriegsausfuhren (pre-war exports) aus und tendieren deutlich darauf, diese zum Masstab des neutralen Wirtschaftens im Kriege zu nehmen.

IV.

Die vorgeschlagene wesentliche Beschränkung ihrer Ausfuhr muss die Schweiz an folgende Voraussetzungen knüpfen:

1. Einstellung der alliierten Einmischungen in die privaten Verhältnisse der Firmen der schweizerischen Industrie.

2. Streichung der Firma Gebr. Sulzer A.G., Winterthur von der Statutory list, und, sofern eine Versetzung auf die amerikanische Proclaimed list in der Zwischenzeit erfolgen sollte, Streichung auch von dieser letzteren.

3. Wiederherstellung aller Zufuhrquoten für Nahrungs- und Genussmittel wie sie bis zum April 1943 bestanden hatten, sowie Wiedereinräumung von Futtermittelkontingenten.

V.

Die Bekanntgabe der neuen schweizerischen Vorschläge an die britisch/amerikanischen Blockadebehörden war auf Anfang dieser Woche in Aussicht gestellt worden. Dies ist in allgemeinen Zügen am 10. November 1943 auf telegraphischem Wege erfolgt. Um jedoch der Entschliessung des Bundesrates nicht vorzugreifen und um die Möglichkeit offen zu lassen, die für die künftige Gestaltung unserer Beziehungen zu den Westmächten entscheidend wichtigen neuen Vorschläge eventuell durch einen schweizerischen Delegierten in London vortragen und damit mit den Regierungen Grossbritanniens und der U.S.A. wieder ins Gespräch zu kommen, hat eine volle telegraphische Übermittlung noch nicht stattgefunden.»

Antragsgemäss wird daher *beschlossen*:

1. Von diesem Bericht wird im Sinne von Instruktionen an den Delegierten in zustimmendem Sinne Kenntnis genommen;

2. Prof. P. Keller, Delegierter für Handelsverträge, wird nach London delegiert, um mit den britisch/amerikanischen Blockadebehörden über die in Ziffer IV aufgeführten alliierten Gegenleistungen zu verhandeln;

3. Prof. P. Keller wird im weitern beauftragt, die in der vorgelegten Traktandenliste, welche die Regierung Grossbritanniens und der U.S.A. der schweizerischen Regierung am 30. September 1943 zugestellt haben, genannten Verhandlungsgegenstände Nr. 2, 5, 8 und 9 zu erledigen; hinsichtlich der übrigen Traktanden soll er sich dagegen auf Abklärungen begrenzen, die künftigen Verhandlungen, welche durch eine später zu bestellende erweiterte schweizerische Delegation zu führen wären, als Vorbereitung dienen können.

4. Sowohl die Schweizerische Nationalbank wie auch die Britische Treasury legen grosses Gewicht auf die formelle Inkraftsetzung des im letzten Jahre vorbereiteten Entwurfs eines gegenseitigen Finanzabkommens, das seit Anfang

des Jahres 1943 von der Nationalbank praktisch eingehalten wird, ohne dass sie die Sicherungen des Abkommens besitzt. Es ist vorauszusehen, dass für eine befriedigende Regelung der künftigen Zufuhren aus Übersee (Ziffer IV. 3 oben) sowie des «enemy content» der formelle Abschluss des Finanzabkommens von Bedeutung werden wird. Mit dem Abschluss des Finanzabkommens war früher schon die für die schweizerische Ausfuhr nach dem Westen bedeutsame Frage der Zulassung eines «enemy content» (Feindanteil an schweiz. Exportwaren) bis zu 25% verknüpft gewesen; diese Voraussetzung wäre aufrecht zu halten. Das Departement wird dem Bundesrat zu dieser Frage in den nächsten Tagen Antrag stellen.

38

E 2001 (D) 1968/74/13

Le Département politique à la Légation de Grande-Bretagne à Berne[1]

N JS Berne, 16 novembre 1943

Par note verbale du 25 octobre, le Département Politique Fédéral a déjà donné à la Légation de Sa Majesté Britannique quelques renseignements au sujet du nombre des réfugiés qui ont trouvé asile en Suisse[2]. Il a présentement

---

1. *Lors de la séance du Conseil fédéral du 9 novembre 1943, le Chef du Département politique a soumis à ses collègues un projet de note à adresser aux gouvernements de Grande-Bretagne et des Etats-Unis d'Amérique. Sous réserve de modifications rédactionnelles de la deuxième phrase de l'alinéa 2, le Gouvernement a adopté ce projet (PVCF N° 1951,* E 1004.1 1/439).

2. *Dans la note du 25 octobre, remise à Mc Killop le 26 octobre, le Département politique affirme notamment: [...]*

Le nombre des réfugiés qui se trouvaient en Suisse avant l'armistice avec l'Italie s'élève à quelque 33 000 personnes. Ce chiffre comprend 10 500 internés militaires polonais et 78 internés britanniques entrés en juin 1940 plus les réfugiés civils dont 7950 (presque tous d'Europe centrale) étaient entrés en Suisse avant le 1er septembre 1939. Depuis la guerre, 9400 sont entrés jusqu'au 1er janvier 1943 et depuis lors l'arrivée des réfugiés civils s'est faite jusqu'à la fin d'août dernier au rythme de 500 à 800 personnes par mois. Sur les 14 000 réfugiés civils entrés depuis le début de la guerre jusqu'à fin août 1943, on compte environ 3200 Allemands (dont 90% israélites), 3300 Français, 1100 Hollandais et 3700 Polonais.

A côté des 33 000 réfugiés qui se trouvaient encore en Suisse au début de septembre 1943, il y a lieu de rappeler que le pays en a hébergé, pour des périodes parfois fort longues, un nombre considérable qui ont pu soit être acheminés vers des pays d'outre-mer, avant l'occupation totale de la France (réfugiés d'Europe centrale), ou être rapatriés (29 500 internés militaires français de juin 1940 à février 1941, 8000 réfugiés civils français, en juin-juillet 1940, etc.).

Si le changement de gouvernement en Italie le 25 juillet 1943 n'a pas amené d'augmentation notable du nombre des réfugiés en Suisse (le chiffre du mois d'août s'élève à 770), en revanche, l'armistice proclamé le 8 septembre a causé un nouvel afflux atteignant actuellement plus de 29 000 personnes, ce qui porte à près de 63 000 le nombre des réfugiés en Suisse à ce jour. Les 29 000 réfugiés venus depuis le 8 septembre comprennent 20 500 militaires italiens, 4000 civils

l'honneur de répondre aux questions que la Légation a bien voulu lui poser touchant les soucis et les charges que cet afflux de réfugiés impose à la Confédération.

La venue de quantités toujours plus grandes de réfugiés fuyant le parti belligérant qui tient en son pouvoir la totalité des régions avoisinant la Suisse place cette dernière dans une situation de plus en plus exposée. Cas échéant, son territoire exigu n'offrirait plus à ces fugitifs qu'un refuge très précaire. C'est une grande responsabilité qu'elle assume en les accueillant. La préoccupation première du Conseil Fédéral, quant à l'œuvre charitable qu'il tient à honneur de poursuivre, consiste donc à maintenir strictement la neutralité du pays et à savoir cette neutralité respectée par les Nations en guerre, selon les assurances qu'elles ont bien voulu donner à cet égard, en évitant avec soin tous les incidents qui pourraient la compromettre aux yeux des uns ou des autres.

La présence en Suisse d'un grand nombre de réfugiés incertains de l'avenir constitue, d'autre part, un élément instable et, dans sa majorité, manifestement inassimilable. Tous savent que la Suisse ne peut leur donner qu'un asile temporaire en attendant d'être rapatriés dans leurs lieux d'origine ou d'émigrer vers des contrées où ils pourront se créer à nouveau un foyer. Il serait d'un très grand prix pour les réfugiés eux-mêmes comme pour les Autorités suisses d'avoir la certitude qu'aussitôt que les circonstances le permettront, le Gouvernement de Sa Majesté prêtera son concours pour assurer leur départ.

En attendant que tel puisse être le cas, les Autorités suisses ne sont pas sans inquiétude quant aux moyens propres à maintenir dans l'ordre et la tranquillité ces éléments déracinés. Si vigilante qu'elle puisse être, une surveillance policière ne saurait suffire à la longue. La façon la plus efficace de lutter contre leur démoralisation est de les occuper et de leur fournir du travail. Mais il n'est possible de créer pour les réfugiés des occasions de travail qu'aussi longtemps que la population stable n'est pas obligée de chômer. Si la main-d'œuvre autochtone devait être employée à des travaux d'utilité publique – mesure qui s'imposerait pour réduire le chômage – les réfugiés cesseraient d'y pouvoir être affectés. Or le degré d'occupation de l'industrie suisse dépend de ses possibilités d'importation et d'exportation. Une diminution des échanges, en causant du chômage, entraînerait promptement de profondes répercussions sur le problème toujours plus grave que posent à la Suisse l'accueil et l'entretien des réfugiés. Le Conseil Fédéral saurait gré au Gouvernement de Sa Majesté de consentir à prêter la plus bienveillante attention à cet aspect de la question, dont l'importance dépasse moralement et pratiquement celle qu'il y a lieu de donner aux charges matérielles qu'entraîne l'entretien des réfugiés.

---

italiens et des prisonniers de guerre libérés des camps de prisonniers en Italie, soit: entre 1800 et 1900 Britanniques, 300 et 400 Grecs, 700 à 800 Yougoslaves, 200 Français, etc.

Il va de soi que ce nombre considérable de réfugiés de tous ordres, comparativement à la population et aux ressources du pays, impose à la Suisse de grandes charges, d'autant plus lourdes que la durée de leur séjour se prolonge. *[...]* (E 2001 (D) 3/275).

Sur cette question, cf. aussi la réponse du 15 novembre 1943 du DPF au mémorandum du CICR du 14 octobre relatif aux possibilités de secours en faveur des internés, évadés et réfugiés sur le territoire de la Confédération suisse (E 2001 (D) 1968/74/3 *et* 11).

Certes, ces charges ne sont point négligeables. Abstraction faite des dons en argent (plus de 12 millions et demi de francs suisses) et en nature (vêtements, etc., denrées alimentaires, mise à disposition de locaux et terrains, entretien de réfugiés chez des particuliers ou institutions diverses) fournis par la population suisse, les dépenses et avances effectuées jusqu'ici par les Autorités suisses en faveur des réfugiés et internés dépassent largement une centaine de millions. Elles augmentent journellement à un rythme accéléré. Chaque mois, ce sont de nouveaux millions qui s'ajoutent aux précédents. Pour peu que cette situation se prolonge et se développe encore, des facilités d'ordre financier seront certainement nécessaires.

Pour procurer des vêtements chauds, du linge de corps et des couvertures à près de 63 000 réfugiés dont 30 000 arrivés, dans l'espace de quelques semaines, dans un état de dénuement complet, il a fallu, non seulement puiser dans des stocks destinés à l'assistance de la population suisse, mais même dans ceux de l'Armée. Ce surcroît de population pèse en outre de plus en plus sur les approvisionnements en vivres. Il serait indispensable de reconstituer des réserves qui s'avèrent fort limitées au début de la cinquième année du conflit mondial. Le Conseil Fédéral se plaît à penser que – cas échéant – les achats supplémentaires qu'il devrait faire dans ce but lui seront rendus possibles et que le Gouvernement de Sa Majesté examinera avec bienveillance les demandes d'autorisation d'acquérir et de transporter qu'il serait amené à présenter pour la remise en état des stocks tant dans le domaine des textiles que dans celui de l'alimentation.

39

E 1004.1 1/439

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 16 novembre 1943 [1]

1998. Wirtschaftsverhandlungen mit Grossbritannien und den U.S.A.: Finanzabkommen mit Grossbritannien

Vertraulich Volkswirtschaftsdept. Bericht und Antrag vom 12. Nov. 1943

Das Volkswirtschaftsdepartement hat dem Bundesrat am 8. Juni 1943 einen Antrag [2] betreffend den Abschluss eines Zahlungsabkommens mit Grossbritannien unterbreitet und diesen Antrag am 17. Juni 1943 durch die Zustellung einer Reihe von Aktenstücken näher dokumentiert. Der Bundesrat hat die

1. *Absents: von Kobelt et Steiger.*
2. E 1001.1 VD/ 1.9.-31.12.1943 *et* E 7110/1976/134/60.
Sur les relations financières avec la Grande-Bretagne en 1943, cf. aussi E 6100 (A) 2763, E 7001 (B) 1/254 *et* E 7110/1967/32/821/Grossbritannien/2.

Angelegenheit in seiner Sitzung vom 15. Juni 1943[3] beraten, eine Beschlussfassung jedoch bis zum Zeitpunkte verschoben, an dem sich eine «schweizerische Handelsdelegation in nützlicher Weise neuerdings nach London begeben kann.» Dieser Zeitpunkt erscheint dem Volkswirtschaftsdepartement heute gekommen, und es hat dem Bundesrat am 10. November 1943 einen entsprechenden Antrag gestellt[4].

Die im Antrage vom 8. Juni 1943 für den Abschluss eines Finanz- oder Zahlungsabkommens mit Grossbritannien in Abschnitt II angestellten Erwägungen sind durch die seitherige Entwicklung zum Teil noch unterstrichen worden. Dies gilt insbesondere für die allgemeine Entwicklung der schweizerisch-britischen Wirtschaftsbeziehungen, die einer Entspannung bedürfen. Die gegenwärtige Lage macht die Erreichung vermehrter Zufuhren aus Übersee nicht leicht. Ein schweizerisches Entgegenkommen auf dem Finanzgebiete könnte hier hülfreich sein, während andererseits Bund und Nationalbank in grösseren Bezugsmöglichkeiten aus Amerika eine vermehrte Verwendung blockierter Gelder (Pfund und Dollars) und damit eine Entlastung ihrer Devisenlage zu erwarten hätten. Eine günstige Auswirkung der Abkommensbereinigung auf die allgemeinen schweizerisch/britischen Beziehungen ist umso eher anzunehmen, als die britische Gesandtschaft in Bern in der Zwischenzeit das lebhafte Interesse der Treasury am Zustandekommen der Vereinbarung erneut bekundet hat.

Ein paralleles Interesse besteht auch bei der Schweizerischen Nationalbank und bei jenen Dienstzweigen des Eidg. Politischen Departementes, die an der glatten Abwicklung grosser Zahlungen in Schweizerfranken, sei es im Auftrage der britischen Regierung, sei es mit deren Zustimmung im Auftrage einer anderen, zur Zeit in Grossbritannien domizilierten dritten Regierung, interessiert sind. Die seit Jahresbeginn von der Schweizerischen Nationalbank teils auf eigene Rechnung, teils auf Rechnung des Bundes ausgeführten englischen Zahlungsaufträge belaufen sich bis heute auf 150 Millionen Franken (davon 50 Millionen auf Rechnung des Bundes). Die Schweiz erfüllt somit faktisch das Abkommen, ohne dass sie die in ihm enthaltenen Sicherungen (Kurssicherung und Zusage der Goldfreigabe 6 Monate nach Waffenstillstand) besitzen würde. Der schweizerische Wunsch, in den Genuss dieser Sicherung für eine bereits bestehende Bevorschussungspraxis zu gelangen, hat sich seit dem letzten Antrage des Volkswirtschaftsdepartementes noch verstärkt. Es muss beim Abschluss des Abkommens versucht werden, die seit dem 1. Januar 1943 ausgeführten britischen Zahlungsaufträge (total 150 Millionen Franken) dem Abkommen zu unterstellen, d.h. diesem letzteren rückwirkende Kraft zu verleihen.

In ähnlicher Weise hat die seitherige Entwicklung das schweizerische Interesse an einer Regelung der Frage des «Feindanteil» (enemy content) verstärkt. Die Frage steht auf der am 30. September 1943 von den Regierungen Grossbritanniens und der U.S.A. übermittelten Traktandenliste und ist damit erneut

---

3. E 7001 (B) 1/254 *et PVCF N° 1105 du 21 juin 1943*, E 1004.1 1/434.

4. *Au sujet des relations financières avec la Grande-Bretagne, cf. la notice reproduite en annexe au présent document.*

aufgeworfen[5]. Inzwischen hat die chemische Industrie für die das Problem besonders heikel ist, in dieser Sache eine von Aufschlüssen an die britischen Behörden erteilen müssen. Es herrscht in dieser Industrie eine nicht unbegründete Beunruhigung, und es wäre sicher zu begrüssen, wenn im Zusammenhang mit dem Abschluss des in allen Einzelheiten vorbereiteten Zahlungsabkommens eine Fortführung der bisherigen alliierten Praxis hinsichtlich des «Feindanteils» erreicht werden könnte.

Da die Schweiz seit Jahresbeginn ihre Abkommensverpflichtungen praktisch erfüllt und eine plötzliche Unterbrechung der bisher ausgeführten Zahlungen aus allgemeinen Erwägungen kaum in Betracht kommen kann, scheint der Zeitpunkt für den Abschluss des im Jahre 1942 in eingehenden Verhandlungen vorbereiteten Finanzabkommens heute gekommen zu sein.

Es wird daher antragsgemäss

beschlossen:

Der nach London zu entsendende schweizerische Delegierte ist ermächtigt, den dem Antrag des Volkswirtschaftsdepartementes vom 8. Juni 1943 beigegebenen Entwurf zu einem schweizerisch/britischen Zahlungsabkommen im Namen des Bundes sowie der Schweizerischen Nationalbanlk als Durchführungsorgan zu unterzeichnen. Dabei sind die im genannten Antrag unter IV. aufgeführten beiden schweizerischen Vorbehalte in geeigneter Weise anzubringen.

Ferner soll als Ergebnis der Beratung, aber in das Abkommen noch eine Sicherheitsklausel eingefügt werden, wonach die Schweiz eine neue Überprüfung der Lage verlangen könnte, sofern sich herausstellen sollte, dass die der Nationalbank auferlegten Verpflichtungen zu schwer wären.

ANNEXE

E 2001 (E) 2/627

Compte-rendu d'une conférence sur les relations financières anglo-suisses[6]

No LK Berne, 1er septembre 1943

PROPOSITION DE LA BANQUE D'ANGLETERRE CONCERNANT LE TRANSFERT DU PRODUIT DE TITRES VENUS À ÉCHÉANCE OU SORTIS AU TIRAGE

M. Weber résume la situation qui résulte de l'envoi du télégramme de notre Légation du 26 août[7] contenant une proposition de la Banque d'Angleterre tendant à un adoucissement des

5. *Cf. N° 37.*

6. *Cette conférence a lieu le 30 août dans les locaux de la Banque nationale à Zurich. Y participent: deux Directeurs généraux de la Banque nationale, E. Weber et A. Hirs, le Délégué du Conseil fédéral aux Accords commerciaux, P. Keller et deux représentants du Département politique, R. Kohli et E. Junod (qui a rédigé ce résumé de la séance).*

7. *Non reproduit.*

mesures du Contrôle des Changes britannique. Les autorités britanniques désirent consentir désormais au transfert des titres de propriété suisse, payables à Londres, qui arrivent à échéance ou sortent à un tirage au sort. La Banque d'Angleterre désire savoir si elle peut admettre la Suisse au bénéfice de ces nouvelles dispositions et demande dès lors si la Banque Nationale peut lui remettre des francs suisses contre de l'or à Ottawa pour pouvoir opérer ces transferts. M. Weber estime qu'il ne serait pas de bonne politique de refuser purement et simplement la proposition anglaise. Il convient donc de trouver un compromis qui tienne compte de la situation monétaire de la Suisse et des desiderata anglais.

M. Hirs relève que la Banque Nationale comme telle ne peut qu'être défavorable à la proposition anglaise. Il rappelle qu'elle a déjà mis en question le paiement des revenus de titres cotés dans l'Empire britannique et estime que le moment est venu pour reprendre la discussion de tout le problème avec les Anglais.

M. Weber constate que deux questions se posent:

La première consiste dans la réponse à donner à la proposition de la Banque d'Angleterre, la seconde dans l'éventuelle discussion par la Délégation – une fois qu'elle sera repartie pour Londres – de la suspension du paiement en Suisse des revenus de titres cotés dans l'Empire.

M. Kohli rappelle l'importance de nos investissements de capitaux à l'étranger et relève qu'il est extrêmement souhaitable de conserver des fonds dans les pays tiers. D'autre part, la réponse que la Banque Nationale fera à l'Institut anglais ne manquera pas d'avoir des répercussions sur la reprise des négociations économiques de Londres. Il constate qu'alors en 1940 la politique de la Banque Nationale tendait à avoir le plus d'argent possible à l'étranger, actuellement, pour des raisons faciles à comprendre, elle désire réduire ses immobilisations hors de Suisse. C'est pénétrés de ce complexe de problèmes qu'il faut examiner la proposition britannique. Il rappelle qu'en ce qui concerne les discussions avec les Etats-Unis, les banques ont insisté sur l'obtention d'une assurance de la part du Gouvernement américain que l'or bloqué pour le compte de la Suisse aux Etats-Unis soit libéré 6 mois après l'armistice. Or, nous savons, par les négociations relatives à l'Agreement, que les Britanniques sont prêts à nous donner cette assurance en ce qui concerne l'or qu'ils nous remettent. Dès lors, on peut se demander si la solution ne consisterait pas à accepter la proposition anglaise de nous payer en or la contre-valeur des capitaux dont elle désire autoriser le transfert étant entendu, toutefois, que le paiement en Suisse de ces capitaux n'aurait pas lieu mais que les banques seraient créditées en livres des montants revenant à leurs clients, livres qui seraient gagées par l'or de la Banque Nationale. Garanties de toucher après la guerre la valeur or de ces capitaux, les banques seraient peut-être disposées à en avancer elles-mêmes la contre-valeur à leurs clients. M. Kohli fait ensuite allusion à la conversation que M. Girardet a eue avec M. Bolton, Directeur de la Banque d'Angleterre, au cours de laquelle ce dernier a laissé entendre que l'Institut anglais serait peut-être prêt à permettre à la Banque Nationale de disposer plus librement de l'or déposé pour elle à Ottawa. Cette proposition, après celle de M. MacKillop – récemment faite à M. Kohli au cours d'un entretien – laisse supposer que les Anglais sont peut-être prêts à modifier leur politique de l'or vis-à-vis de nous.

M. Kohli estime dès lors que l'on devra répondre comme suit à la Banque d'Angleterre:

a) La Banque Nationale est prête à reprendre à Ottawa l'or que la Banque d'Angleterre lui offrira en vue du transfert des capitaux que cette dernière entend autoriser. Pour des raisons techniques, elle ne peut, toutefois, en verser le contre-valeur en francs suisses en Suisse et passera un arrangement interne avec les banques pour que celles-ci créditent les montants revenant à leurs clients en livres qui seraient gagées sur l'or que la Banque Nationale recevra de l'Institut anglais.

b) En revanche, la Banque Nationale est prête à payer en Suisse la contre-valeur en francs suisses de l'or que la Banque d'Angleterre semble vouloir être disposée à libérer en sa faveur (il conviendra, dans la réponse, de se référer fermement aux déclarations de M. MacKillop et de M. Bolton). Par libération d'or, la Banque Nationale entend que l'or lui soit remis en Suisse, voire même à Lisbonne.

M. Kohli termine en proposant que l'on fixe, d'un commun accord avec la Banque d'Angleterre, un plafond annuel jusqu'auquel cette dernière consentirait à libérer l'or de la Banque Nationale.

M. Keller relève l'intérêt de la conversation Girardet-Bolton qui, tous deux, ont assisté à l'époque aux négociations concernant l'Agreement et ont pu se persuader de la politique intransigeante des Anglais, en ce qui concerne l'envoi d'or en Suisse ou au Portugal. Si tous deux parlent maintenant d'une éventuelle libération de l'or de la Banque Nationale, il faut croire qu'il y a là une évolution de la politique monétaire britannique qu'il s'agit d'exploiter au maximum.

M. Hirs est très sceptique quant à la déclaration de M. Bolton. S'il est vrai que la Banque d'Angleterre est prête à libérer l'or de la Banque Nationale, il faut que cela se fasse dans le cadre de l'Agreement et non pas à propos de transferts de capitaux, lesquels ont de tous temps été exclus des arrangements avec le Gouvernement britannique.

M. Hirs est d'avis qu'il faut, avant de répondre, demander au Département des Finances ce qu'il pense de cette proposition.

M. Kohli estime que la Confédération ne doit être interrogée que si la Grande-Bretagne refuse de donner suite à la double réponse de la Banque nationale consignée ci-dessus, soit a et b. A ce moment-là, il conviendra de voir s'il faut que la Confédération reprenne, à son compte, l'or que la Banque d'Angleterre veut lui offrir en vue des transferts de capitaux que cette dernière entend autoriser.

M. Keller: Pour les conditions de reprise de l'or offert par la Banque d'Angleterre, il conviendra de se référer à ce qui a été convenu dans le projet d'Agreement.

M. Kohli parle ensuite du malentendu intervenu entre la Suisse et la Grande-Bretagne au sujet de la mise en vigueur de l'Agreement. Il rappelle les déclarations de M. MacKillop selon lesquelles l'Angleterre considérerait que les dispositions du projet d'accord financier anglo-suisse régissent à l'heure qu'il est les rapports entre les deux instituts d'émission.

M. Keller: Si tel est le cas, il conviendrait d'amener les Anglais à imputer sur les fonds qui seraient mis à leur disposition en vertu de l'Agreement les sommes que la Banque d'Angleterre a déjà reçues depuis le début de l'année.

Remarque: Si l'on veut se rallier à l'idée de M. Keller, il conviendrait d'avertir au plus vite les Anglais qu'ils ont déjà reçu, depuis le début de l'année, près de 100 millions de francs suisses alors que le plafond annuel prévu à l'Agreement est de 130 millions seulement. Cela inciterait peut-être la Banque d'Angleterre à faire preuve de plus de réserve dans ses demandes de francs suisses[8].

---

8. *Dans une lettre adressée à la Direction générale de la Banque nationale le 27 septembre 1943, le Département politique écrit notamment*:

Nous avons pris note que vous n'aviez pas l'intention de poursuivre la discussion avec l'Institut anglais pour des raisons de politique monétaire sur lesquelles vous n'entendez pas transiger. Nous ne croyons pas, pour notre part, qu'il faille en rester là. La communication anglaise nous paraît en effet appeler une duplique, en tant qu'elle est fondée sur la conception erronée que l'existence en Suisse de comptes bloqués au nom de créanciers financiers suisses aurait une influence dépréciatrice sur le cours de la livre sterling dans notre pays. Les autorités britanniques semblent apparemment croire – c'est du moins la seule explication plausible de leur argumentation – que les droits sur ces comptes seraient négociables. Cette impression, qui ne correspond nullement à l'idée de votre contre-proposition, mérite d'être dissipée sans délai: Il ne faudrait pas que ce malentendu fût de nature à compromettre la poursuite des efforts dans lesquels la Suisse se doit de persister afin d'amener les autorités britanniques à adopter une politique plus libérale à l'égard de l'or qu'elles remettent à la Suisse en contre-valeur des sommes dont elles ont besoin dans notre pays.

C'est pourquoi nous sommes d'avis qu'il convient de remettre les choses au point à Londres, tout en profitant de cette occasion pour revenir à la charge en ce qui concerne une plus libre disposition des réserves de métal jaune amassées à Ottawa pour votre compte et celui de la Confédération (E 2001 (E) 2/627).

A la suite de cette demande, la Banque nationale s'efforce, par un télégramme du 6 octobre (E 2001 (E) 2/629) *de dissiper l'opinion de la Banque d'Angleterre. Dans une lettre du 27 octobre* (E 2001 (E) 2/629), *C.F. Bolton maintient le point de vue de la Banque d'Angleterre*

et relève en particulier que l'arrangement envisagé par l'institut suisse d'émission irait à l'encontre de la pratique britannique, selon laquelle toutes les opérations portant sur l'or sont traitées entre les banques centrales, à l'exclusion des personnes privées.

*Cette question se pose toujours en automne 1943: dans une notice du Département politique rédigée sur les indications de R. Kohli, il est précisé qu'*au cours d'une séance tenue le 10 novembre dans laquelle était discutée la proposition au Conseil fédéral relative à l'accord financier anglo-suisse, la Direction générale de la Banque Nationale Suisse a formulé l'avis qu'elle ne pourrait peut-être plus assumer à l'avenir la charge des transferts financiers.

Cela étant, M. Kohli a exprimé le vœu qu'avant de donner effet à la clause insérée dans le texte de l'accord selon laquelle la Banque Nationale se réservait de suspendre le service en Suisse des revenus financiers provenant du Bloc sterling, le Département Politique soit pressenti et puisse faire valoir les considérations qui, à son avis, ne justifieraient pas un recours à cette mesure (E 2001 (E) 2/627).

40

E 2300 Paris/96

Le Ministre de Suisse à Vichy, W. Stucki, au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz[1]

RP Nr. 21 Vichy, 17. November 1943

Über die letzten Ereignisse, die sich hier abgespielt haben und über die ich bereits kurz berichtete[2], möchte ich Ihnen zusammenhängend folgendes mitteilen:

Die im ganzen Lande stark gestiegene innere Spannung, die sich immer mehr in täglichen Attentaten, Sabotageakten und Verbrechen aller Art äusserte und äussert, hat den Staatschef schon seit längerer Zeit mit grosser Sorge erfüllt. Gewiss zutreffend ist ihm von vielen Seiten gesagt worden, Frankreich würde, falls er, der Marschall, verschwinden sollte, unweigerlich in Anarchie und Chaos stürzen, da weder der jetzige Regierungschef noch das Ministerium als ganzes in einem solchen Falle fähig wären, die Ordnung auch nur einigermassen aufrecht zu erhalten. Dazu kommt, dass sich immer mehr zeigt, wie stark das ganze französische Volk immer noch republikanisch denkt und wie sehr ihm die neue autoritäre Ordnung fremd, ja verhasst ist. Dass die sogenannte «révolution nationale» gründlich gescheitert ist, kann wirklich niemandem verborgen bleiben.

Aus diesen Gedankengängen heraus hat sich der Staatschef langsam zum Entschluss durchgerungen, für den Fall seines Ablebens eine andere rechtliche Ordnung vorzusehen, als dies bisher der Fall war, eine Ordnung der man jedenfalls nicht den Vorwurf der Illegalität machen könnte. Er hat über diese wichtige Frage verschiedene Persönlichkeiten zu Rate gezogen, insbesondere seinen

---

1. *Pilet-Golaz a mis ce rapport* en circulation *parmi ses collaborateurs le 19 septembre 1943.*
2. *Le 15 novembre à 21h30, W. Stucki avait adressé un télégramme au Département politique (non reproduit). Ce document a été lu par Pilet-Golaz au Conseil fédéral lors de sa séance du 19 novembre.*

ständigen Vertrauensmann Lucien Romier, sowie den früheren Minister Moisset, nicht aber seinen Regierungschef, Pierre Laval[3].

Das ist die gegenwärtige Situation, die mir in ihren wesentlichen Zügen heute Mittag von Marschall Pétain persönlich bestätigt worden ist. Ich hatte nämlich den Wunsch ausgedrückt, ihm durch einen Besuch für die Teilnahme danken zu können, die er mir anlässlich des Hinschiedes meines Sohnes durch den französischen Botschafter in Bern und durch seinen Kabinettschef hatte ausdrücken lassen. Er hat mich daraufhin heute «à titre amical» empfangen, war ausserordentlich teilnehmend und warmherzig und in seinem ganzen langen Gespräch frischer und lebhafter als je. Er wiederholte zwei Mal: «Je n'accepte pas que l'on m'empêche à faire mon testament politique». Er sei auf das tiefste besorgt über die innerpolitische Entwicklung und über die Zukunft seines Landes. In seinem Alter könne jederzeit ein Unglück eintreten und er wolle und müsse dafür sorgen, dass in diesem Falle in Frankreich eine legale Macht sich der Anarchie entgegenstellen könne. Er sehe keine andere, als die letzte vom Volk gewählte Autorität, wohlwissend dass diese schwere Sünden begangen habe und dass er sich mit diesem Schritte in einen Gegensatz zu seinen eigenen früheren Erklärungen stelle. Er glaube aber nicht, dass es einen andern Weg gebe, der immer stärkeren Bolschewisierung Frankreichs entgegenzutreten und dem immer mehr rein kommunistisch werdenden Befreiungskomitee in Algier ein Gegengewicht gegenüber zu stellen. Andernfalls, fügte er bei «les Français deviendraient de très mauvais voisins pour la Suisse».

[...][4]

Der Eintritt von Kommunisten in das Befreiungskomitee in Algier, die Beseitigung von Girod[5] als Präsident und von einigen angesehenen Mitgliedern, wie Couve de Murville, haben jedenfalls den weitesten Kreisen der französischen Bourgeoisie die Augen geöffnet. Auch die Unruhen in Syrien und das Abrücken Englands von de Gaulle werden von der französischen Regierung propagandistisch ausgeschlachtet, und führen sichtlich zu einer Abkehr bürgerlicher Kreise von de Gaulle und zu einer Verminderung von dessen Prestige bei andern als ausgesprochnen Linkskreisen. Da diese aber in Frankreich selber schon sehr stark sind und immer stärker werden, so verfolgt man eben doch in weitesten Kreisen des Landes mit starker Genugtuung, dass de Gaulle immer mehr unter dem Einfluss der Sowietunion steht. Das alles verstärkt den innern Zwiespalt und die innere Spannung und damit auch die Besorgnisse aller guten Franzosen.

Ich nehme an, dass Sie durch unser Konsulat in Paris Kenntnis erhalten haben von dem niederträchtigen Angriff, den ein gewisser Martel am 6. November im «Paris-Soir» gegen die Schweiz gerichtet hat. Ich habe hiegegen sofort nach meiner Ankunft in schärfster Weise protestiert und diesen Protest heute erneut. Ich hoffe, dass die Regierung in der genannten Zeitung eine Berichtigung veröffentlichen wird. Allerdings ist der Moment sehr ungünstig,

---

3. *W. Stucki résume son récent entretien avec Laval.*
4. *Un remaniement ministériel anime les débats politiques à Vichy.*
5. *Sic! Il s'agit du Général Giraud.*

da die geschilderten andern Sorgen diesen an sich kleinen Zwischenfall als unwichtig erscheinen lassen.

Zu Ihrer Orientierung füge ich in je zwei Exemplaren die mehrfach erwähnten Texte eines «acte constitutionnel» und der beabsichtigten Radioansprache des Staatschefs bei. *[...]*[6]

6. *Non reproduits.*

41

E 1004.1 1/439

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 19 novembre 1943

2024. Rückweisung Dino Alfieri[1]

Justiz- und Polizeidepartement. Antrag vom 5. November 1943

Der frühere italienische Minister und Botschafter in Berlin, Dino *Alfieri*, Dr. iur., geboren in Bologna am 8. Dezember 1886, ist in der Nacht vom 23. auf den 24. Oktober 1943 von Italien her schwarz über die Schweizergrenze gekommen und hat sich am darauffolgenden Morgen auf dem Polizeiposten von Massagno gestellt. Er hält sich zurzeit in der Klinik Sant'Anna in Lugano auf.

Mit Rücksicht auf die grundsätzliche Bedeutung des Falles unterbreitet das Departement die Frage seiner Aufnahme oder Rückweisung dem Bundesrat, und zwar ist es der Auffassung, dass dem Genannten der Aufenthalt in der Schweiz nicht zu gestatten sei. Über die Einzelheiten wird auf die Berichte der Polizeiabteilung vom 5. November 1943 und der Bundesanwaltschaft vom 2. November 1943 verwiesen, die den einzelnen Mitgliedern des Bundesrates direkt zugestellt worden sind. Trotz der Bedenken, die von Seiten des Bundesanwaltes geltend gemacht werden, ist das Departement für Rückweisung.

In der Diskussion werden von einigen Mitgliedern des Rates Bedenken gegen eine Verweigerung des Asylrechtes erhoben. Sie machen insbesondere Menschlichkeitsgründe geltend. Sie halten dafür, es sei dem Umstande, dass

1. *A ce sujet, cf.* E 4001 (C) 1/282: *avant de soumettre la question au Conseil fédéral, le Chef du Département de Justice et Police adresse, le 27 octobre 1943, un dossier au Chef du Département politique et précise notamment*: Es handelt sich hier um den ersten etwas hervorstechenden Fall, wo offenbar ein ausgesprochener Fascist von Rang das Asylrecht der Schweiz für sich und seinen Sohn beansprucht. Weder der Chef des Justiz- und Polizeidepartements noch der Bundesrat haben sich in der Frage festgelegt, ob überhaupt ausgesprochenen Fascisten und Nationalsozialisten das Asylrecht zu gewähren oder zu verweigern sei. Theoretisch und vom Standpunkt der Neutralitätspolitik aus könnten wir keinen Unterschied machen sobald Gefährdung nachgewiesen ist. Wieweit die Gewährung eines solchen Asylrechtes innenpolitisch tragbar ist, ist natürlich eine andere Frage.

Gerade deshalb haben wir immer Zurückhaltung empfohlen (E 2001 (E) 1/91).

Herr Alfieri im Falle einer Ausweisung sich in Gefahr befinden wird getötet zu werden, Rechnung zu tragen. Er werde kaum als sogenannter Kriegsverbrecher zu betrachten sein und seine bisherige Stellung sei auch nicht derart hervorragend gewesen, dass seine nicht eben freundliche Haltung der Schweiz gegenüber dieser nennenswert geschadet hätte.

Andere Mitglieder des Rates sind der Meinung, die Gewährung des Asylrechtes an Herrn Alfieri könnte einen Präjudizfall bilden und in späteren Fällen die Schweiz in Verlegenheit bringen. Der Umstand, dass die allfällige Nichtgewährung des Asylrechtes jemanden in eine gefährliche Situation bringen könnte, dürfe nicht massgebend sein, sonst werde es der Schweiz überhaupt nicht ermöglicht werden, das Asylrecht jemandem zu verweigern, dessen Leben im Auslande aus irgendeinem Grunde gefährdet sein könnte.

Hierauf wird mehrheitlich *beschlossen*, es sei Herrn Dino Alfieri, früherem italienischen Minister und Botschafter in Berlin, das Asylrecht der Schweiz zu verweigern.

ANNEXE I

E 4800 (A) 1967/111/21

Rapport du Chef de la Division de Police du Département de Justice et Police, H. Rothmund

Copie Bern, 5. November 1943

Herr Bundesrat v. Steiger hat mich beauftragt, den Herren Bundesräten für die Sitzung vom nächsten Dienstag einige Mitteilungen zu machen über den Flüchtlingsfall Dino Alfieri, da die Haltung des Herrn Bundesanwaltes von meiner Auffassung etwas abweicht.

Ich beehre mich, Ihnen Abschrift der Vernehmlassung des Herrn Bundesanwaltes vom 2. November zuzustellen und Ihnen im folgenden meine Auffassung bekanntzugeben.

Dino Alfieri, Dr.iur., geboren in Bologna am 8. Dezember 1886, ist gemäss neuester Mitteilung des Polizeikommandanten des Kantons Tessin in der Nacht vom 23. auf den 24. Oktober schwarz über die Schweizergrenze gekommen und hat sich am frühen Morgen allein auf dem Polizeiposten von Massano gestellt. Er besitzt einen italienischen Diplomatenpass, hingegen kein schweizerisches Sauf-conduit, wie fälschlicherweise der Bundesanwaltschaft gemeldet worden war.

Mit unsern Weisungen vom 27. Juli 1943, unmittelbar nach dem Sturze Mussolinis, haben wir demonstrativ zeigen wollen, dass wir die Männer des fascistischen Regimes nicht als unseres Asyls würdig betrachten. Wenn wir auch die Grenze für die irregulären Übertritte sämtlicher Ausländer gesperrt haben, so konnte unsere Massnahme nicht anders verstanden werden. Der Bundesrat hat dieser Massnahme zugestimmt.

Mit einer solchen allgemeinen Weisung wäre die Fernhaltung von Fascisten und auch die Rückweisung bereits Eingetretener sehr einfach. Nachdem wir aber am 14. September die Weisung vom 27. Juli haben abändern müssen, weil eine ganz andere Art von Flüchtlingen, die Antifascisten, an unsere Türe klopften und neben wenig zahlreichen politischen Flüchtlingen tausende anderer aufgenommen worden sind, ist die Situation eine schwierigere geworden. Sie zwingt uns, Stellung zu beziehen, ob wir trotz Aufrechterhaltung des Asylrechtes für alle andern Flüchtlinge, wenigstens soweit unser Land aufnahmefähig ist, die Fascisten zurückweisen wollen, obgleich kein Zweifel daran bestehen kann, dass es sich um typische politische Flüchtlinge handelt.

Der Fascist ist der Vertreter eines politischen Systems, das unserer Auffassung vom Staat vollkommen fremd ist. Als Kampfsystem, das zu seinem Bestand die unaufhörliche, andere Staatssysteme als minderwertig darstellende Propaganda benötigt und das zudem den Staat in den Krieg treibt und auch getrieben hat, ist es vom Schweizervolk je länger je bewusster und intensiver abge-

lehnt worden. Seine Auswirkungen in den Jahren vor dem Krieg und ganz besonders seit Beginn des Krieges haben diese Ablehnung derart leidenschaftlich werden lassen, dass sie sich auf die in diesen Staaten für das Regime tätigen Personen ausdehnt.

Es ist aus der Propaganda und aus zahlreichen Reden der führenden Persönlichkeiten der Staaten mit diesem Regierungssystem klar hervorgegangen, dass unser Land mit seiner demokratischen Tradition als überlebtes Überbleibsel in einem von diesen Ländern bestimmten neuen Europa keinen Platz als selbständiges Gebilde haben könnte. Wenn es bisher nicht in den Krieg hineingezogen wurde, so nur deshalb, weil man wusste, dass man es zerschlagen müsste, wenn man es erobern wollte, und dass die Vorteile, die man von ihm während des Krieges benötigte, nur erwartet werden konnten, wenn man es nicht angriff.

Es würde von der Öffentlichkeit nur schwer verstanden, wenn solchen Personen Asyl gewährt würde; die Gefahr wäre gross, dass sie belästigt oder gar bedroht würden. Die Polizeibehörden wären nicht in der Lage, genügend Kräfte zur Verfügung zu stellen, um solchen ausländischen Flüchtlingen wirklichen Schutz zu gewähren.

Zur Frage der menschlichen Rücksichtnahme auf diesen Flüchtling darf darauf hingewiesen werden, dass wir an der Grenze hunderte von Ausländern haben zurückweisen müssen, trotzdem sie in Gefahr für Leib und Leben waren, und dass diese harte Praxis Tausende, ja Zehntausende abgehalten hat, den Versuch zu machen, nach der Schweiz zu fliehen. Diese Praxis ist uns einerseits aufgezwungen worden durch die riesige Zahl von Verfolgten, die wir niemals in ihrer Gesamtheit hätten aufnehmen können. Wir haben dabei aber auch von Anfang an im Auge gehabt, dass eines Tages eine Kategorie von politisch tätigen Menschen zu uns flüchten könnten, deren Aufnahme nicht tragbar sein würde. Es gibt allerdings auch unter diesen Männer, die unserm Lande gegenüber stets eine wohlwollende Haltung eingenommen haben; diesen sollte meines Erachtens das schweizerische Asyl nicht verweigert werden.

Alfieri gehört aber nicht zu ihnen. In der Tat hat eine Erkundigung bei Herrn Minister Ruegger ergeben, dass Herr Alfieri während seiner Tätigkeit als Propagandaminister in Rom nie in einem klärenden Sinn für die Schweiz gewirkt hat, sondern immer eher ein Hemmschuh war. Auch habe er ab und zu den Drohfinger erhoben mit der Bemerkung, unser kleines Land habe allen Grund aufzupassen.

Grundsätzlich ist beizufügen, dass jeder Fall nach diesen Überlegungen geprüft werden muss.

Die Stellungnahme des Herrn Bundesanwaltes vermag nicht, mich zu einer andern Auffassung zu führen. Auch scheint es mir nicht nötig zu sein, seine schriftliche Bestätigung der mündlichen Mitteilung von Herrn Minister Ruegger zu den Akten zu verlangen. Endlich dürfte eine Einvernahme dieses Flüchtlings und der Vorhalt positiver Belastung über sein Verhalten gegenüber der Schweiz nicht angezeigt sein. Ganz abgesehen von weiterem Zeitverlust ist dazu zu bemerken, dass kein Ausländer einen Anspruch auf Asyl hat, also auch nicht auf eine Rechtfertigung über dessen Verweigerung.

Dem Sohn Dino Alfieris, Silvio, geb. 19. Juli 1921, Student, der kurze Zeit vor dem Vater selbständig in die Schweiz geflüchtet ist, sollte das Asyl gewährt werden.

ANNEXE II

E 4001 (C) 1/283

Le Chef du Département des Finances et des Douanes, E. Nobs,
au Chef du Département de Justice et Police, Ed. von Steiger

L Bern, 20. Januar 1944

Ich würde es begrüssen, wenn es möglich wäre, vor der Veröffentlichung der Mitteilung an die Presse, diese in ihren weiteren Konsequenzen recht wichtige Angelegenheit noch in der Bundesratssitzung vom Freitag zu besprechen.

Die Frage wird darum die schweizerische wie die ausländische öffentliche Meinung voraussicht-

lich stark beschäftigen, weil es sich hier im Zusammenhang mit dem Fall Alfieri für die Schweiz um eine Angelegenheit von einer gewissen präjudizierenden Bedeutung handelt und zwar insofern, als die Gräfin Ciano nicht die völlig unpolitische Gattin eines mit tragischem Ausgang erledigten Politikers von einstigem europäischen Rang zu betrachten ist. Frau Ciano hat notorischer Weise während langen Jahren als Ratgeberin und Vertraute ihres Vaters, des Duce, eine sehr prominente Rolle in der italienischen Politik gespielt. Sie wird auch als die erste politische Frau ihres Zeitalters in Italien in die Geschichte eingehen.

Ich verkenne die Härte nicht, die darin liegen würde, nun da sie Witwe geworden ist, sie mit oder ohne ihre Kinder des Landes zu verweisen. Anderseits wird das «Presse-mitgeteilt», wie es vorgeschlagen wird, den Eindruck erwecken, der Bundesrat sei bereit, auch die mit den schwersten und unmenschlichsten Verbrechen belasteten Flüchtlinge, die in einer nahen Zukunft wahrscheinlich in unser Land gelangen werden, aufzunehmen und ihnen Schutz zu gewähren vor der Verfolgung und Rache ihrer eigenen Landesangehörigen und neuer Landesregierungen sowohl als vor dem Zugriff der Gerichtshöfe, wie sie gemäss wiederholten, feierlichen Erklärungen der Staatsmänner und Regierungen der Vereinigten Staaten, Englands und Russlands zur Aburteilung der sogenannten Kriegsverbrecher eingesetzt werden sollen. Hinter dem Fall der Gräfin Ciano steht derjenige des langjährigen Botschafters in Berlin und Mitglied des Grossen Fascistenrates Alfieri, dessen wirkliche oder vorgeschützte Erkrankung in der Öffentlichkeit wenig Glauben finden wird, und hinter dem Fall Alfieri werden wir in absehbarer Zeit es mit Flüchtlingen zu tun bekommen, die als eigentliche Kriegsverbrecher anzusehen sind und deren Vorladung vor zuständige Gerichtshöfe ausser Frage steht. Sollte im Inland und Ausland der Eindruck entstehen, dass die Schweiz den Kriegsverbrechern Asyl gewähren wolle, sodass sie auch ihrem Richter sich entziehen könnten, so würde dies dem Ansehen der Schweiz und ihren Interessen Eintrag tun, sicher aber auch unerwünschter Massen den Zustrom solcher Flüchtlinge nähren.

Ich habe Bedenken dagegen, dass der Bundesrat sich heute *ausschliesslich* zum Fall Gräfin Ciano öffentlich vernehmen lasse. Er ist trotz aller Diskretion der Presse bekannt geworden, und das wird vermutlich auch mit dem Fall Alfieri geschehen, sodass, wie vorausgesehen werden kann, der Bundesrat in wenigen Tagen neuerdings sich wird öffentlich vernehmen lassen müssen. Es wäre nun unerfreulich, dass der Bundesrat sich quasi unter dem Eindruck der Anfragen aus Pressekreisen und der Gerüchte sich zu öffentlichen Erklärungen herbeilassen müsste, doppelt unerfreulich, wenn dies kurz hintereinander mehrmals geschehen müsste. Darum sollte erwogen werden, ob dieser unerfreulichen Eventualität nicht zuvorzukommen sei.

Es sollte darum erwogen werden, ob es nicht angebracht wäre, zu erklären, der Bundesrat gedenke zwar das Asylrecht nach Möglichkeit zu wahren, er werde dagegen politische Flüchtlinge, die im heutigen Weltkonflikte beteiligt waren, in strengen Gewahrsam nehmen und gegebenenfalls auf das Begehren zuständiger ausländischer Regierungen gemäss den bestehenden Auslieferungsverträgen vorgehen. Eine solche Erklärung könnte es entberhlich machen, den Namen der Gräfin Ciano oder anderer Flüchtlinge dieser Kategorie zu nennen. Wohl aber könnte das an die Presse ergangene Verbot auf diese Namensnennung fallen gelassen werden.

Ich habe seinerzeit mich über diese überaus heikle Frage mit Herrn Nationalrat Dr. Oeri kurz unterhalten. Er meinte, die Sache werde sich für die Schweiz in der Praxis nicht so schwierig gestalten wie es jetzt von vornherein den Anschein habe, weil es ja nicht irgendwelche für diese Strafverfolgungen eingesetzte Strafgerichtshöfe sein werden, welche an die Schweiz Auslieferungsbegehren stellen werden, sondern mit Gewissheit künftige Regierungen, die nach den bestehenden Auslieferungsverträgen dazu vollauf legitimiert sind.

Es wäre daher wohl empfehlenswert, die schweizerische Richtlinie zu diesem so bedeutenden Problem jetzt bekanntzugeben. Das könnte vielleicht durch eine Orientierung der Presse und der Vollmachtenkommission (?) durch den Chef des eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartementes geschehen, wobei die Bedeutung des Falles Ciano hinter der grundsätzlichen Richtlinie völlig in den Hintergrund treten könnte. Es würde das den Vorteil haben, dass der Bundesrat nicht erst in kommenden Wochen oder Monaten gezwungenermassen unter dem Eindruck inländischer und ausländischer unerfreulicher Diskussionen und parlamentarischer Anfragen aus einer Verteidigungsstellung heraus doch seine allgemeine Richtlinie in dieser so wichtigen Sache bekanntgeben müsste.

42

E 1004.1 1/439

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 19 novembre 1943

2017. Bureau d'information pour l'après-guerre

Département politique. Verbal

Le chef du Département politique expose que, peu après le début de la guerre, une section fut créée au département politique, dite de l'information, section qui n'a cessé de se développer dès lors [1]. Depuis plus d'une année, elle a reçu pour instructions de se préoccuper aussi de l'après-guerre et tout d'abord de recueillir tout le matériel qui peut être utile à cet effet et la documentation dont les représentants de la Suisse auraient besoin à l'occasion d'éventuelles négociations et de conférences destinées à organiser l'après-guerre et la paix; bien entendu pour autant que la Suisse serait appelée à participer à ces négociations et à ses délibérations [2].

La section fait partie de la division des affaires étrangères.

Le travail de la sous-section pour l'après-guerre prend de plus en plus de l'extension et doit étendre son activité. Les problèmes sont nombreux, divers et délicats. D'ici quelques mois, il ne sera pas possible d'en laisser la direction au chef actuel de la section. Il conviendra de recourir à la collaboration de personnes qualifiées, pour les domaines politique, économique, juridique, etc.

Le chef du département politique a pensé notamment au ministre Stucki, dont la situation à Vichy peut ne pas se prolonger indéfiniment. Il a déjà eu l'occasion d'en parler avec celui-ci. M. Stucki conserverait provisoirement son poste de ministre, mais de temps en temps ferait des séjours prolongés à Berne pour participer aux travaux de la sous-section, l'inspirer et mettre sur pied le plan et les instructions de travail utiles.

Bien entendu, M. le Ministre Stucki resterait ministre relevant du département politique, pour cette nouvelle activité comme pour celle qu'il exerce maintenant. Sa désignation serait donc faite par le département politique et non pas par le Conseil fédéral comme tel.

Il ressort de la discussion qui s'engage que notamment la division du commerce du département de l'économie publique a de sérieuses hésitations. Elle craint que sa sphère d'activité ne soit entamée et réduite par la nouvelle section, que notamment la situation intérieure et extérieure de son directeur ne soit compromise et qu'il ne jouisse plus de l'autorité voulue pour conduire les négociations économiques, autorité dont il a bénéficié jusqu'à maintenant et qui est indispensable pour assurer le succès de ses efforts.

---

1. *Cf. DDS, vol. 13, N° 180.*
2. *Cf.* E 2001 (D) 1968/74/22.

Les explications du chef du département politique en réponse à ces objections sont de nature à les apaiser. A son avis, il n'y a pas lieu d'éprouver les inquiétudes formulées: le cercle d'activité de la division du commerce et les compétences de son directeur ne doivent pas être touchés par la section d'information de l'après-guerre au département politique. Il veillera à ce que la délimitation soit faite de manière telle que la division du commerce et son directeur conservent la position qu'ils ont maintenant.

Comme le conseil est d'avis aussi que les services de M. Stucki peuvent être fort utiles en l'espèce, il

décide:

1. Il est pris acte de l'intention du chef du département politique de développer en section autonome la sous-section chargée actuellement de l'examen des questions qui concernent l'après-guerre et la paix.
2. M. le Ministre Stucki, qui sera appelé à inspirer d'abord cette section, puis à lui consacrer son activité, continuera à relever du département politique, dont c'est le chef qui lui confiera ce mandat. Il s'agit donc exclusivement que le département politique, auquel il appartient en sa qualité de ministre, puisse le charger de cette tâche de plus de celle qu'il assume maintenant. M. Stucki la recevra du chef du département politique et non du Conseil fédéral comme tel, auquel il ne sera pas directement subordonné.
3. Par la création, le développement et le fonctionnement de la nouvelle section, la situation du directeur de la division du commerce ne doit être en aucune façon compromise ou restreinte, ce dont M. le directeur Hotz sera informé.

43

E 2300 Paris/96

Le Ministre de Suisse à Vichy, W. Stucki,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz [1]

RP Nr. 22 Vichy, 20. November 1943

In einem Nachtrag zu meinem letzten Bericht vom 17.ds.Mts. [2] hatte ich auf eine gewisse Veränderung der Lage im gegenwärtigen Konflikt über die Freiheit des Staatsoberhauptes gesprochen. Die dabei erwähnte deutsche Stellungnahme, wonach es sich bei dieser Krise um eine Angelegenheit Pétain-Laval handle, die Deutschland gar nicht besonders interessiere, ist von der deutschen Botschaft in Paris und ihrer hiesigen Zweigstelle verbreitet worden und wird

1. *Pilet-Golaz a mis ce rapport* en circulation *parmi ses collaborateurs le 23 novembre 1943.*
2. *Cf. N° 40.*

Le 17 novembre à 19 h 50, W. Stucki a expédié le télégramme suivant: Nummer 428. Lage gegenüber gestern unverändert aber gespannt, man erwartet die Reaktion aus dem Führerhauptquartier (E 2300 Paris/96). *Reçu à Berne le 19 novembre à 8 h 10, ce télégramme a été lu par Pilet-Golaz lors de la séance du 19 novembre du Conseil fédéral.*

nach wie vor verkündet. Ich vernehme aber soeben aus sicherer Quelle, dass diese Auffassung nicht derjenigen an oberster deutscher Stelle, das heisst des Führer-Hauptquartiers, entspricht. Von dort aus wird die Weisung aufrecht erhalten, mit allen Mitteln, selbst mit Gewalt, den Marschall zu hindern, seine Radioansprache zu halten und seinen Text zu publizieren. Die Prüfung der ganzen Angelegenheit an oberster deutscher Stelle sei noch nicht abgeschlossen und unterdessen dürfe nichts geschehen. Also: Man wartet nun schon seit einer vollen Woche die deutsche Antwort, beziehungsweise Erlaubnis ab. Der Marschall beharrt unbedingt auf seinem Standpunkt und auf seiner amtlichen Untätigkeit.

Es ist in dieser Hinsicht nicht uninteressant festzustellen, dass der Presse ausdrücklich verboten worden ist, meinen kürzlichen Besuch beim Staatschef zu melden. Als aber in den letzten Tagen immer mehr auf der ganzen Welt Gerüchte zirkulierten, Marschall Pétain habe demissioniert oder er sei am Sterben, liess Doktor Ménétrel gestern den Korrespondenten der «Gazette de Lausanne» zu sich kommen und bat ihn ausdrücklich, seiner Zeitung ein Telegramm zu senden, wonach Marschall Pétain, der sich nach wie vor bester Gesundheit erfreue, mich in intimer Audienz empfangen habe, weil ich ihm den Dank für seine Teilnahme aussprechen wollte. Dieses Telegramm[3] dürfte unterdessen erschienen sein.

Ich möchte nur noch einmal mit allem Nachdruck bestätigen, dass die Gesundheit des alten Herrn, körperlich und geistig, ausgezeichnet ist und dass ich ihn noch selten so rüstig und gleichzeitig so entschlossen gesehen habe, wie letzten Mittwoch.

[...][4]

ANNEXE I

E 2300 Paris/96

Le Ministre de Suisse à Vichy, W. Stucki,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz[5]

L Vichy, 24. November 1943

Die beiden Dokumente, die ich Ihnen mit meinem politischen Bericht vom 17.ds.Mts. übermittelte und die der Marschall Pétain bis jetzt nicht hat zur Kenntnis der französischen Öffentlichkeit bringen können, sind, wie Sie gewiss gesehen haben, letzten Freitag im «Journal de Genève» veröffentlicht und nachher in vielen andern Schweizerzeitungen abgedruckt worden. Dies hat hier erhebliche Aufregung verursacht. In der Umgebung des Marschalls schmunzelt man, in derjenigen Lavals und namentlich bei den Deutschen ist man sehr aufgebracht.

Nachdem ich gestern Abend von verschiedenen Seiten vernommen hatte, man bringe diese Indiskretion mit meinem kürzlichen Besuch beim Marschall Pétain in Zusammenhang, es sei klar, dass die «valise suisse» gute Dienste geleistet hätte, sah ich mich heute morgen veranlasst, Herrn Laval schriftlich die kategorische Erklärung abzugeben, dass diese Vermutungen vollkommen

3. *Annotation de Pilet-Golaz dans la marge*: pas vu.
4. *W. Stucki explique ensuite longuement les intrigues politiques à Vichy et rapporte sur son entretien avec Laval.*
5. *Pilet-Golaz a mis ce rapport* en circulation *parmi ses collaborateurs le 26 novembre 1943.*

unbegründet sind und dass die Dokumente *unmöglich* durch uns an Herrn Payot gelangt sein können. Wie dieser sie erhalten hat, ist mir unbekannt.

Bei dieser Gelegenheit erlaube ich mir, Sie noch darauf aufmerksam zu machen, dass der schweizerische Generalstab (Masson) von meinem Militärattaché ganz eingehenden Bericht über die gegenwärtige hiesige Krise verlangt hat. Da es sich um eine ausgesprochen politische Frage handelt, die, da Frankreich ja schon lange keine Armee besitzt, nur schwer militärische Bedeutung haben kann, so scheint man sich bei den Militärs einmal mehr um Dinge zu kümmern, die sie nichts angehen. Da Oberst von Blonay ohne meine Unterschrift und Verantwortung nicht telegraphieren kann, so musste er mir die Sache vorlegen.

ANNEXE II

J I.131/63

Le Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz,
au Chef du Département militaire, K. Kobelt

Copie
L

Berne, 29 décembre 1943

Le 24 novembre 1943[6], notre Ministre à Vichy, M. Stucki, nous a écrit au sujet de la «crise Pétain» et des instructions reçues par le Colonel de Blonay, Attaché militaire. Ce rapport, mis en circulation, a retenu l'attention du Commandant en chef de l'Armée.

Il nous a fait tenir en date du 15 décembre une lettre dont il vous a communiqué une copie[7], avec un double de la détermination du Chef du Service de renseignements[8].

Comme il s'agit ici de questions d'ordre éminemment politique et qu'au surplus vous attachez – j'ai pu m'en convaincre à plusieurs reprises – une grande importance à ce que la voie du service soit observée, je crois devoir passer par vous pour la réponse que l'on attend de moi. Cela me paraît d'autant plus naturel que le Général vous a envoyé un exemplaire de ses lignes à moi-même.

---

6. *Cf. l'annexe I publiée ci-dessus.*

7. *Cette lettre adressée par le Général H. Guisan à M. Pilet-Golaz le 15 décembre 1943 a le contenu suivant*:

M'en référant à un rapport, en date du 24.11.43, de M. le Ministre Stucki – rapport que vous avez fait porter à ma connaissance – j'ai l'honneur d'attirer votre attention sur le passage suivant: «... Bei dieser Gelegenheit erlaube ich mir, Sie noch darauf aufmerksam zu machen, dass der Schweizerische Generalstab (Masson) von meinem Militärattaché ganz eingehenden Bericht über die gegenwärtige hiesige Krise verlangt hat. Da es sich um eine ausgesprochen politische Frage handelt die, da Frankreich ja schon lange keine Armee mehr besitzt, nur schwer militärische Bedeutung haben kann, so scheint man sich bei den Militärs einmal mehr um Dinge zu kümmern, die sie nichts angehen. Da Oberst von Blonay ohne meine Unterschrift und Verantwortung nicht telegraphieren kann, so musste er mir die Sache vorlegen».

Je n'ai pas besoin de vous marquer ce que je pense du *ton* de ce passage: le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il n'est pas usuel dans un rapport diplomatique, sous la plume d'un ministre! Ceci, pour la forme.

Quant au *fond*, veuillez trouver ci-joint copie des indications que le Col. brig. Masson m'a fournies en date du 11.12.43: elles sont absolument claires. Je vous serais obligé de les communiquer à M. le Ministre Stucki, en le priant de me faire savoir ce qu'il entend par ces mots: «... so scheint man sich bei den Militärs *einmal mehr* um Dinge zu kümmern, die sie nichts angehen».

Je vous prie enfin de vouloir bien me faire connaître votre avis sur la question posée par le Colonel brigadier Masson au dernier alinéa de sa lettre (J I.131/63).

8. *Cf. l'annexe III publiée ci-dessous.*

Il s'étonne du ton – pour reprendre son expression – d'un certain passage du rapport de M. Stucki. «Le moins qu'on puisse dire, écrit-il, c'est qu'il n'est pas usuel dans un rapport diplomatique, sous la plume d'un Ministre.» Dans le cas particulier, il ne s'agit pas d'un document diplomatique destiné à un Etat étranger. Si tel avait été le cas, je suis persuadé que M. le Ministre Stucki aurait utilisé les circonlocutions habituelles. C'était une communication faite par un de nos agents diplomatiques à son chef et qui, par conséquent, pouvait être dépourvue des précautions de style qu'on observe dans les relations internationales. Il convient que des collaborateurs puissent s'exprimer avec une entière franchise envers leurs supérieurs.

Si M. Stucki a relevé qu'il s'agissait «une fois de plus» d'une intervention militaire dans la politique, c'est notamment et sans doute qu'il avait été – je le comprends – extrêmement surpris et, je crois, inquiet à l'époque des instructions directes qui avaient été données au Colonel de Blonay par l'Etat-Major général de l'Armée – celui-ci, si mes souvenirs sont exacts, l'avait fait venir tout exprès à cet effet – pour qu'il se renseigne sur les documents compromettants prétendument saisis par les autorités d'occupation à Charité s/Loire. De pareilles instructions, en effet, si elles avaient été suivies d'exécution, devaient nécessairement laisser supposer que l'Etat-Major croyait possible que de tels documents aient été trouvés et s'en préoccupait. Tout autres les instructions que l'autorité politique aurait données et qui n'impliquaient pas – puisqu'elle n'était pas, elle, directement en cause – même l'apparence d'un demi-aveu. Or vous savez que nous avions dû prendre alors des mesures pour éviter les conséquences regrettables qui pouvaient en résulter.

Le Commandant en chef de l'Armée désire connaître mon avis sur la question posée par le Colonel Masson au dernier alinéa de sa lettre. Je le donne bien volontiers: c'est si simple.

M. le Ministre Stucki a parlé de son Attaché militaire, parce qu'il est l'Attaché militaire attribué à la Légation qu'il dirige et dont il a la responsabilité, comme un commandant de régiment dira: mon médecin, mon quartier-maître. Il va de soi qu'il ne voulait pas s'attribuer l'exclusive disposition de ce collaborateur. En droit et en fait, aucun doute: l'Attaché militaire n'est que l'Attaché militaire du Conseil fédéral, comme tous les agents à caractère diplomatique à l'étranger, puisque seul ce même Conseil a compétence pour nouer, entretenir ou rompre des relations avec les autres Etats.

Mais la détermination du Colonel Masson appelle d'autres réflexions.

Pas son chiffre 1, puisque ce n'est qu'une confirmation de ce que nous annonçait M. le Ministre Stucki.

Par contre, à propos des chiffres 2, 3, 4 et 5, il convient de rappeler les mesures prises par le Conseil fédéral dans toutes les situations de ce genre. La plus récente et la plus caractéristique fut celle des bouleversements italiens l'automne dernier. Vous savez que nous n'avons pas hésité à prendre, dès que les renseignements que nous possédions furent assez précis et que les circonstances l'ont exigé, toutes les mesures utiles. Elles se sont révélées, non seulement fort opportunes, mais indispensables et judicieuses. Il n'y a pas de raison pour supposer que, dans des circonstances analogues concernant la France ou tout autre pays, le Conseil fédéral n'agirait pas comme il l'a toujours fait précédemment.

Quant au point 6, il va naturellement de soi que c'est la politique qui régit le militaire, puisque le militaire n'est qu'un moyen d'exécution de la politique. C'est bien lorsque les relations ou les conjonctures politiques se modifient qu'il y a lieu de prendre des mesures militaires, sinon elles seraient superflues. Rien donc de plus naturel, à mon sens, que le désir de l'Etat-Major de se tenir au courant de l'évolution possible du cas Pétain. Il en avait d'ailleurs toute possibilité. Je ne relève pas ici que vous êtes constamment au courant par les exposés que je fais régulièrement au Conseil fédéral et que, par conséquent, il suffit de s'adresser à vous pour être renseigné, mais le contact est constant entre l'Etat-Major et mon Département.

Généralement, il a lieu par l'entremise du Lieutenant-Colonel Schafroth – pour certains problèmes – et surtout par le Major Daniel. Je crois que celui-ci voit chaque semaine l'un ou l'autre, sinon plusieurs de mes collaborateurs, qui lui disent tout ce qui peut être utile.

Au point 7, le Colonel Masson fait une distinction entre les questions politiques au sens étroit de ce terme et... probablement les autres (il ne précise pas dans sa lettre). J'ignore ce que sont les questions politiques au sens étroit de ce terme. Mais incontestablement, dans le cas particulier il

s'agissait de questions politiques qui relèvent du Gouvernement. C'est si vrai que j'ai tenu à mettre le Conseil fédéral au courant de l'évolution au fur et à mesure des dépêches, ou rapports, ou informations qui me parvenaient.

Lorsque tel ou tel problème de politique prend une acuité qui peut intéresser l'Armée et que l'on désire un contact exceptionnellement plus étroit, je suis comme toujours à son entière disposition. Il vous souvient, sans doute, que lors de la conférence de novembre 1942 que nous avons eue dans votre Département, j'ai moi-même exprimé le désir que le Commandant en chef de l'Armée soit en liaison plus constante avec nous. Ce vœu n'a jusqu'à maintenant trouvé sa réalisation que dans les conférences que j'ai eues à plusieurs reprises avec un officier de l'E.M.G., d'ailleurs excellent pour autant que j'en peux juger, le Major Daniel.

Je ne reviens pas sur le point N° 8, puisque j'y ai déjà répondu.

Selon le désir du Général, je mettrai M. le Ministre Stucki au courant en lui envoyant une copie de la lettre du 15 décembre 1943 avec son annexe et un double de ma réponse, bien entendu à titre confidentiel.

ANNEXE III

J I.131/63

Le Chef du Service de Renseignements et de Sécurité de l'Etat-Major Général de l'Armée, R. Masson, au Général H. Guisan

Copie
L
Rapport Ministre Stucki E.M.G., 11 décembre 1943

Vous avez chargé le major EMG Daniel de me remettre un extrait du rapport du 24.11.43[9] de la Légation de Suisse en France, dans lequel M. le Ministre Stucki, faisant allusion à une question que nous avions posée au colonel de Blonay sur le récent conflit Pétain-Laval, se plaint de l'ingérence de notre service dans le domaine *politique*.

A cette occasion, j'ai l'honneur de vous rendre compte de ce qui suit:

1) Il est exact que, le 23.11.43, nous nous sommes mis en rapport avec notre attaché militaire à Vichy pour demander à ce dernier quelques précisions sur le «cas Pétain».

2) Bien que cette affaire ait eu initialement un aspect politique, ses répercussions pouvaient se faire sentir sur divers autres plans, notamment sur celui de la situation intérieure. Dans l'instabilité actuelle de la France, où règne un désordre social endémique, compliqué par l'occupation étrangère, les remous de la politique d'Alger et l'excitation suscitée par l'attente du «2e front», on était en droit de s'attendre à des troubles graves, affectant un caractère révolutionnaire, pour le cas où le maréchal Pétain aurait brusquement abandonné le pouvoir.

3) La Suisse, déjà submergée par le flot des réfugiés et internés de toute nature, risquait donc de se trouver de nouveau (comme ce fut le cas récemment à notre frontière sud) devant un problème de «service d'ordre à la frontière».

4) Un tel service d'ordre exige certaines prévisions de caractère *militaire*, puisque ce sont des éléments de l'armée qui doivent obligatoirement intervenir dans ces circonstances particulières en vue de renforcer *instantanément* nos faibles organes de police et nos gardes-frontières.

5) Alors que le centre de gravité de nos forces se trouve actuellement dans le «réduit national» (et non en bordure de notre territoire) c'est le devoir du S.R. d'envisager diverses hypothèses, en fonction du «cas France», pour que le commandement de notre armée soit en mesure, le cas échéant, d'ordonner à temps certains préparatifs.

---

9. *Cf. l'annexe I publiée ci-dessus.*

6) Ce n'est pas parce que la France n'a plus d'armée – comme le relève le ministre Stucki – que nous ne devons plus nous intéresser à ce pays. La politique réagissant directement sur la situation intérieure de la France et cette situation ne pouvant nous laisser indifférents (troubles, arrivées massives de réfugiés et d'éléments suspects) nous avons estimé de notre simple devoir de nous tenir au courant de l'évolution possible du «cas Pétain».

7) Nous ne nous sommes donc pas «mêlés de questions politiques» au sens étroit de ce terme, mais nous avons cherché à nous tenir au courant des répercussions que l'affaire précitée pouvait avoir sur le degré de notre préparation militaire et sur la répartition de nos troupes actuellement sous les armes.

8) Nous savions que notre attaché militaire ne pouvait rien transmettre par tg. chiffré sans l'autorisation de son ministre. Nous admettons donc qu'il devait y avoir obligatoirement entente.

Dans les cas urgents, je ne vois pas pourquoi le ministre n'autoriserait pas *son* attaché militaire (qui est surtout le *nôtre*!!) à transmettre directement au commandement de l'armée certaines informations importantes et qui ne souffrent pas d'emprunter, en ce qui nous concerne, la voie détournée du Palais fédéral.

44

E 2001 (E) 1/114

Procès-verbal de la séance du 24 novembre 1943 de la «Commission mixte» [1]

ORIENTIERUNG ÜBER DIE GEGENWÄRTIGEN VERHANDLUNGEN IN LONDON

Herr Dir. Hotz begrüsst die Vertreter der britischen und amerikanischen Gesandtschaft und führt aus, gemäss dem schweizerischerseits den alliierten Vertretern gegebenen Versprechen sei der Versuch unternommen worden, unsere Ausfuhren in den sog. Plafondpositionen nach Deutschland und den übrigen Achsenländern nach Möglichkeit noch weiter einzuschränken. Er erinnert an die bereits mit Wirkung ab 1. Juli bezw. 1. August 1943 in Kraft gesetzten Ausfuhrbeschränkungen, welche anlässlich der Verhandlungen mit Deutschland nicht leicht durchgesetzt werden konnten. Die gegenüber Deutschland auf clearingmässiger Basis erfolgte Ausfuhrkontingentierung habe jedenfalls ihre Wirkungen nicht verfehlt, denn gegenüber einer durchschnittlichen Monatsausfuhr nach Deutschland von 55 Mio Franken im Jahre 1942 betrage die Ausfuhr nach Deutschland im Oktober 1943 noch rund 26 Mio Franken; eine Beibehaltung dieses Niveaus könne allerdings nicht zugesichert werden. Im Durchschnitt betrachtet, sei jedoch ein deutlicher Rückgang unserer Ausfuhren nach Deutschland festzustellen.

---

1. *Participent à cette séance: du côté suisse, J. Hotz, H. Homberger, A. Koch, A. Schneiter, E. Schneeberger et W. Kobel; du côté anglo-saxon, W. J. Sullivan, J. Smith, B. Dummett, M. A. Mac Afee, D. J. Reagan.*

Ce procès-verbal a été rédigé par W. Kobel, de la Division du Commerce du DEP.

Mit diesen einleitenden Worten übergibt Herr Direktor Hotz den Vertretern der britischen und amerikanischen Gesandtschaft eine Liste der schweizerischen Vorschläge für einen weitern Abbau der Ausfuhren in den Plafondpositionen nach Deutschland und den übrigen Achsenstaaten per I. Semester 1944. Herr Direktor Hotz stellt in diesem Zusammenhang fest, dass sich diese in London unterbreiteten Vorschläge im Rahmen der Wünsche bewegen, die Mr. Dingle Foot in seinem Schreiben vom 3. November 1943 gegenüber Herrn Minister Thurnheer äusserte. Das grösste Gewicht der schweizerischen Abbauvorschläge falle auf Waffen und Munition und auf einige andere von alliierter Seite als unerwünscht bezeichnete Positionen, wie z.B. Pos. 914h Flugzeuge und Bestandteile von solchen; Pos. 809 a^1/a^3: Kugellager; Pos. M 6: Werkzeugmaschinen; Pos. 753/56: Präzisionswerkzeuge usw. Die Ausfuhr in all diesen Positionen, welche die Alliierten zweifellos am meisten interessieren dürften, werde nach den schweizerischen Vorschlägen per I. Semester 1944 wertmässig auf *20%* der Ausfuhr im Jahre 1942 reduziert. Bei andern Positionen betrage die Reduktion der Ausfuhr nach Deutschland per I. Semester 1940 *25%* (Pos. 935d, 936d: Chronographen; Pos. 937: geodätische Instrumente; Pos. 747: Uhrmacherwerkzeuge) und *40%* (Pos. 947: physikalische Instrumente und Apparate; Pos. M 9: nicht anderweit genannte Maschinen) der Ausfuhr im Jahre 1942, d.h. 50 bezw. 80% für das ganze Jahr 1944. Wiederum bei andern Positionen, speziell der Plafondgruppe II, sei die Ausfuhr per I. Semester 1944 auf der Basis von *50%* der Ausfuhr von 1942 stabilisiert. Es handle sich dabei jedoch um ausgesprochene Friedenserzeugnisse, deren Export für die Schweiz lebenswichtig sei, speziell auch im Hinblick auf die Arbeitsbeschaffung und die Aufrechterhaltung unserer Beziehungen mit andern Staaten. Verglichen mit der Ausfuhr im Jahre 1942 betrage die durch die schweizerischen Vorschläge «erzielbare» Reduktion der Ausfuhren im I. Semester 1944 ca. 90 Mio Franken, was einer enormen Einbusse gleichkomme, die zweifellos sehr grosse Konsequenzen haben werde. Die schweizerische Offerte sei nach reiflicher Überlegung und im Einvernehmen mit dem schweizerischen Bundesrat gemacht worden, um die Bereitschaft der Schweiz zu einer beidseitig befriedigenden Verständigung zu zeigen. Herr Direktor Hotz gibt der Erwartung Ausdruck, dass diese Offerte dazu beitragen möge, in den Verhandlungen in London eine Einigung in dem Sinne zu erzielen, dass auch die schweizerischen Desiderata, welche die Wiedereröffnung der frühern Nahrungsmittelquoten und die Ermöglichung von Zufuhren für Futtermittel vorsehen, Berücksichtigung finden werden. Er verweist in diesem Zusammenhang darauf, dass die Schweiz die angebotenen Restriktionen inbezug auf die Ausfuhr von landwirtschaftlichen Produkten (vollständiger Verzicht auf die Ausfuhr von Käse und Kondensmilch und Einschränkung der Ausfuhr von Vieh auf 5500 Stück per Jahr) zum voraus und ohne irgendwelche Gegenleistung der Alliierten eingehalten habe und dies vor allem deshalb, um bei den gegenwärtigen Verhandlungen in London ein Terrain der Verständigung vorzufinden. Anderseits erfolge jedoch die schweizerische Offerte ebenfalls in der Meinung, dass die Einmischungen bei den schweizerischen Firmen bezw. die Anwendung der schwarzen Liste gegenüber denselben sistiert werden und dass auch die Firma Gebr. Sulzer AG. von der britischen und amerikanischen Liste gestrichen wer-

den. Zum Schluss spricht Herr Direktor Hotz die Hoffnung aus, die Mission des schweizerischen Bevollmächtigten für die Führung der Verhandlungen in London, Herr Prof. Keller, möge ein für alle Teile glückliches Ende finden.

Die in dem von Herrn Sullivan überreichten Memorandum vom 18. November 1943 gestellten 3 Fragen:

1. ob die schweizerischen Vorschläge, welche für das I. Semester 1944 eine Reduktion der Ausfuhren in den Plafondpositionen von wertmässig 90 Mio Franken vorsehen, darüber hinaus allfälligen Änderungen inbezug auf Länder, welche aus dem Krieg ausscheiden, Rechnung tragen;

2. ob Herr Prof Keller ermächtigt sei, über Item 4 der Traktandenliste für die Verhandlungen in London: «Kontrolle des Veredlungs- und Reparaturverkehrs» zu diskutieren, und

3. ob Herr Prof. Keller auch ermächtigt sei, Details über die mit andern Achsenstaaten abgeschlossenen Abkommen bekanntzugeben, werden *schweizerischerseits* wie folgt beantwortet:

ad 1: Falls z.B. Italien aus dem Krieg ausscheiden sollte, würde die auf Italien entfallende Quote vom Kontingent in Abzug gebracht und der Rest des Kontingentes ausschliesslich für die übrigen Achsenländer, für welche die Globalverwaltung vorgesehen sei, reserviert. Von alliierter Seite sei übrigens diese Globalverwaltung der Kontingente für die «übrigen Achsenländer» bisher nicht beanstandet worden. Schon jetzt sei in diesem Globalkontingent Italien übrigens nicht inbegriffen.

ad 2: Diese Frage wird bejaht. Nach einem Bericht aus London sind die Besprechungen hierüber bereits aufgenommen worden.

ad 3: Über die mit andern Achsenstaaten abgeschlossenen Abkommen ist Herr Prof. Keller in grosso modo unterrichtet. Nötigenfalls, z.B. für technische Details einzelner Abkommen, wird eine Fühlungnahme mit Bern notwending sein, worauf Herrn Prof. Keller telegraphisch Auskunft gegeben werden kann.

Herr Sullivan bemerkt, wenn er richtig verstehe, würde also z.B. bei einem allfälligen Ausscheiden Rumäniens aus dem Krieg das für die Ausfuhr von Waffen und Munition vorgeschlagene Kontingent per I. Semester 1944 für die übrigen Achsenländer nicht verwendet werden können, was *schweizerischerseits* ausdrücklich bestätigt wird.

Herr Dir. Homberger: Anlässlich der letzten Besprechung ist von den Vertretern der britischen und amerikanischen Gesandtschaft der Wunsch geäussert worden, es möchten zur Behebung der aufgetretenen Schwierigkeiten (Einmischungen) schweizerischerseits möglichst weitgehende und konkrete Vorschläge für einen weitern Abbau der Plafondpositionen unterbreitet werden. Schweizerischerseits wurde diese Suggestion mit grösster Mühe realisiert. Die heutige Offerte ist ein praktischer Vorschlag im Rahmen des überhaupt Tragbaren. Die folgenden Ziffern geben bei einer Gegenüberstellung der für das I. Semester 1944 vorgeschlagenen Kontingente mit den Ausfuhren in den ersten 10 Monaten 1943 sowie im Jahre 1942 ein deutliches Bild der einzelnen Proportionen, woraus erhellt, dass die schweizerischen Vorschläge das Maximum dessen darstellen, was schweizerischerseits verantwortet werden kann:

Pos.	*vorgeschlagenes Kontingent per I. Sem. 1944 für Deutschland*	*Ausfuhr in den 10 Monaten 1943*	*Ausfuhr 1942*
	Mio. Fr.	Mio. Fr.	Mio. Fr.
811/13	11,7	46	58,7
1084	10,6	64	53,2
753/56	3,3	11,7	16,6
809 a^1/a^3	1,4	8,3	7,1
M 6	16	61	80,1
914 h	0,837	8,47	4,1
948 a	12,483	54,4	62,4

Die für das I. Semester 1944 vorgeschlagenen Kontingente betragen somit bei einer proportionellen Rechnung nur noch $^1/_2$–$^1/_4$ der frühern Ausfuhren. Es darf aber nicht vergessen werden, dass die Schweiz auf ein Exportminimum angewiesen ist, um von andern Staaten in Kompensation dazu für Schweiz wichtige Produkte auch fernerhin beziehen und eine minimale Beschäftigung in der Industrie aufrecht erhalten zu können. Ohne dieses Minimum an Ausfuhren ist das sich infolge der vorgeschlagenen Reduktion stellende Problem jedenfalls nicht zu lösen. Ferner ist auch zu berücksichtigen, dass die vorgeschlagene Kontingentierung auf wertmässiger Basis erfolgt, obwohl die Preise in dieser Domäne eine Steigerung um mindestens 50% erfahren haben. Nach einer vorgenommenen groben Schätzung bedeutet übrigens der durch die vorgeschlagene Reduktion für das I. Semester 1944 errechnete wertmässige Ausfall von 90 Mio Franken eine Beschäftigungslosigkeit für 10000 Arbeiter. Sodann muss nicht ausser Acht gelassen werden, dass frühere Absatzländer wie Frankreich, Belgien, Holland, Italien und überseeische Staaten für den schweizerischen Export zu einem grossen Teil verloren gingen, und es darf auch daran erinnert werden, dass früher gerade Grossbritannien für den schweizerischen Export von grosser Bedeutung war.

Herr Reagan ersucht um Bekanntgabe der Zahlen der schweizerischen Ausfuhr an Waffen (Pos. 811/13) und Munition (Pos. 1084) nach Deutschland im Jahr *1941*, welche ihm *schweizerischerseits* gegeben werden. Auf die Bemerkung von *Herrn Reagan*, dass rund 37000 Arbeiter = ca. 10% in der Kriegsindustrie beschäftigt seien, wird *schweizerischerseits* erwidert, dass gerade durch die unterbreiteten Vorschläge mit einer Reduktion der Zahl der Arbeiter in dieser Branche gerechnet werden müsse. Seit diesem Sommer habe jedenfalls die Zahl der in der Kriegsindustrie beschäftigten Arbeiter bereits erheblich abgenommen.

Herr Sullivan stellt die Frage, ob seine Annahme, dass unter Pos. 948a keine Ausfuhren von Zünder nach den übrigen Achsenstaaten mehr stattfinden, richtig sei, was *schweizerischerseits* unter Hinweis auf das Memorandum (Ziff. 1, lit. b) vom 12. Oktober 1943 bestätigt wird.

Herr Reagan erkundigt sich, ob in dem für das I. Semester 1944 unter Pos. 948a vorgeschlagenen Kontingent für Deutschland auch die andern Produkte (als Zünder und Zünderbestandteile) inbegriffen seien.

Schweizerischerseits wird dazu erklärt, das vorerwähnte Kontingent für Deutschland schliesse auch die Ausfuhren für die übrigen Produkte ein.

Herr Dir. Homberger betont im Hinblick auf die bevorstehende Gefahr der Arbeitslosigkeit die Wünschbarkeit – als Ausgleich für den errechneten Ausfall von 90 Mio Franken – von den Alliierten im Rahmen des «Compensation Deal» Aufträge zum Beispiel für Werkzeugmaschinen (Pos. M 6) zu erhalten. In zweiter Linie sei auch die Frage zu prüfen, ob eventuell ausserhalb des «Compensation Deal» die Plazierung von Aufträgen in der Schweiz in Frage käme, damit dann die Ware im gegebenen Zeitpunkt geliefert werden könnte.

Herr Sullivan entgegnet darauf, dass englischerseits für die Plazierung von Aufträgen in der Schweiz kein Interesse bestehe, sofern die Ware nicht unverzüglich geliefert werden könnte. Es stelle sich aber in diesem Zusammenhang die Frage, ob eventuell die Schweiz analog wie die Exporte nach andern Ländern (Deutschland!) die von England in der Schweiz aufzugebenden Bestellungen für die Lieferung von Waren nach Kriegsende finanzieren würde.

Herr Dir. Homberger bemerkt dazu, die Schweiz finanziere die Ausfuhren nach dem Westen schon jetzt in grösserem Rahmen. Er verweist darauf, dass die schweizerische Ein- und Ausfuhr in den ersten 10 Monaten 1943 wie folgt betrug (in Mio Franken):

	Einfuhr	*Ausfuhr*	*Ausfuhrüberschuss*
USA	48	116	68
Grossbritannien	3,7	30	26,3

Durch den Umstand, dass die Handelsbilanz sowohl mit den USA als auch mit Grossbritannien heute einen bedeutenden Ausfuhrüberschuss aufweist, sei die Schweiz in eine aussergewöhnliche Situation geraten, welche die Finanzierung dieser Ausfuhren zur Notwendigkeit machte. Die Schweizerische Nationalbank könne jedenfalls nach der schweizerischen Gesetzgebung keine blockierten Devisen übernehmen. Dieses Problem sei erst dann gelöst, wenn die Schweiz aus dem Westen wieder genügend Waren importieren könne. Im übrigen verweist Herr Direktor Homberger auf das gegenwärtig in London zur Diskussion stehende Kreditabkommen, welches mit einer Finanzierung der schweizerischen Exporte nach England gleichbedeutend sei.

Herr Dir. Hotz fügt bei, Herr Prof. Keller besitze auch inbezug auf dieses Kreditabkommen die erforderlichen Instruktionen.

Herr Reagan, der für die Ausführungen von Herrn Direktor Homberger über die Finanzierung der schweizerischen Ausfuhr nach USA offensichtlich wenig Verständnis zeigt, kommt auf die schweizerischen Abbauvorschläge zurück und verweist auf die Pos. 883a (Dampf- und Benzin-Lokomotiven), für deren Ausfuhr im ersten Semester 1944 ein verhältnismässig kleines Kontingent vorgesehen sei, während s.W. die Lokomotiv-Fabrik Winterthur einen Auftrag zur Lieferung von 40–50 Lokomotiven besitze. Er befürchte, das vorgesehene Kontingent könnte durch massive Ausfuhren in diesem Jahre bedeutend überzogen werden, sodass die Kontingentierung illusorisch gemacht würde.

Herr Sullivan fügt diesen Ausführungen bei, dass es sich offenbar um Manövrier-Lokomotiven handle. Der Auftrag betrage nach seinen Informationen ca. 2½ Mio Franken. Er stellt mit *Herrn Reagan* die Frage, ob die schweizeri-

schen Behörden die nötige Organisation bereits besitzen, um in den letzten Monaten 1943 eine Steigerung der Ausfuhren (wie z. B. im Juli dieses Jahres) zu verhindern.

Schweizerischerseits wird betont, dass die Ausfuhren auch in den erst ab 1. Januar 1944 kontingentierten Positionen ständig überwacht werden. Inbezug auf die von Herrn Reagan aufgeworfene Frage betreffend die Lokomotiv-Fabrik Winterthur wird schweizerischerseits erklärt, dass der in Rede stehende Auftrag, soweit die schweizerische Seite darüber orientiert sei, in der Zwischenzeit sehr stark modifiziert worden sei. Die in diesem Jahr noch erfolgende Ausfuhr von Lokomotiven werde nicht eine Million Franken erreichen. Anderseits könne jedoch nicht verhindert werden, dass bis Ende dieses Jahres noch gewisse Ausfuhren stattfinden, um die laufenden Geschäfte zu liquidieren.

Auf die Frage von *Herrn Reagan* inbezug auf die Ausfuhr in *Pos. M 5* werden ihm *schweizerischerseits* folgende Zahlen bekanntgegeben:

	vorgeschlagenes Kontingent für I. Semester 1944 *Mio Fr.*	*Ausfuhr in den ersten 10 Monaten 1943* *Mio Fr.*	*Ausfuhr 1942* *Mio Fr.*
Deutschland	1,870	16,908	3,740
übrige Achsenländer	5,500*)	7,654	7,908

*) wovon maximal 3,500 Mio Fr. für Dieselmotoren.

[...]

45

E 2001 (E) 2/645

Le Conseiller financier de la Légation de Suisse à Washington, J. Straessle, au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna

L Washington, 30. November 1943

Die Besprechungen, welche Herr Minister Bruggmann und der Unterzeichnete letzte Woche im Treasury Departement (Morgenthau, Bell und White) und in der Foreign Funds Division führten, veranlassen mich, Ihnen einen detaillierten Bericht über meine gewonnenen Eindrücke zu machen. Dieselben sind Ihnen, soweit aktuell, bereits in Kürze durch verschiedene Kabelmeldungen übermittelt worden[1].

An höchster Stelle der Treasury findet man noch etwas Verständnis für die schwierige Lage der Schweiz, z. B. dafür, dass wir eben durch die Entwicklung der Verhältnisse gezwungen sind, zwecks Erwirkung von unbedingt notwendi-

1. *Non reproduits.*

gen Gegenlieferungen gewisse Waren nach Deutschland zu liefern. Herr Morgenthau sagte u.a., dass er über die Neutralität und freundliche Gesinnung des grössten Teils des Schweizervolkes keinen Zweifel hege; die Vereinigten Staaten seien nun aber gegen Deutschland im Krieg und es sei ihre Pflicht, alles zu tun, um Lieferungen an Deutschland so niedrig als möglich zu halten, selbst wenn dies berechtigten Interessen der Neutralen zuwiderlaufe. Über gewisse Handlungen der Schweiz sei er oft empört gewesen; er wollte sich aber keinesfalls darüber äussern und erwähnte, dass nach dem Kriege hoffentlich alles wieder vergessen werde. Er hätte selbst den Wunsch, wieder einmal vom Grand Hotel in Territet aus die wundervolle Aussicht auf den Genfersee und die Berge zu geniessen. Sehr empört schien er über Schwierigkeiten, welche von Schweizerseite anscheinend einmal bei Geldüberweisungen an katholische Missionen gemacht wurden. Es war aber nicht möglich, hierüber Genaueres in Erfahrung zu bringen.

Herr Dr. White erwähnte, dass gewisse Vorkommnisse (gemeint waren Lieferungen an Deutschland) beim heutigen Stand der Kriegshandlungen nicht mehr die grosse Rolle spielen, wie dies früher der Fall war, dass er aber Eines nicht erfassen könne, nämlich dass die Schweiz sich immer noch weigere, gegen Gold (selbst wenn zur Zeit gesperrt) in freizügiger Weise Schweizerfranken abzugeben. Ich habe ihn u.a. darauf aufmerksam gemacht, dass es nicht angehe, dass unsere Nationalbank als Währungsreserve nur blockierte Dollars und gesperrtes Gold besitze, besonders da dieselben von den meisten anderen Ländern nicht angenommen werden; alle Argumente nützen aber nichts; diese Herren haben die feste Meinung, es gäbe eben nichts Besseres, als Gold und Guthaben in New York, wenn auch während der Dauer des Krieges gesperrt. Dabei habe ich den Eindruck, dass bei denselben darüber kein Zweifel herrscht, dass dieses Gold nach Kriegsende in Europa der Schweiz unverzüglich wieder zur freien Verfügung stehen wird.

Unangenehm ist, dass die ersten Leute im Treasury Departement allzusehr mit Arbeit überlastet sind, sodass es schwer ist, sich in längere Diskussionen einzulassen.

Am 3. November wurde ich durch einen seiner früheren Mitarbeiter und Freund bei Herrn Bell, Under-Secretary of the Treasury, eingeführt. Bei einer allgemein gehaltenen Diskussion – er hat mit unseren Angelegenheiten praktisch nichts zu tun – erwähnte ich am Schluss, dass das neue General Ruling N° 17 der Schweiz (denn gegen uns sei diese Massnahme eigentlich erlassen worden) ungeheure Härten auferlege und dass es ganz besonders deshalb als unfreundliche Handlung aufgefasst werde, weil uns keinerlei Gelegenheit geboten worden sei, die Angelegenheit durch vorhergehenden Meinungsaustausch zu diskutieren. Herr Bell erwiderte hierauf in freundlicher Weise, dass er diese neuen Massnahmen im Einzelnen gar nicht kenne, er könnte mir aber vertraulich sagen, dass die Treasury gewisse restriktive Massnahmen rechtfertigende Informationen besitze, worüber er aber jede Auskunft verweigere. Ich kann nicht darüber urteilen, ob solche Informationen durch die englisch-amerikanische Zensur erhalten, oder eventuell durch eine Wirtschaftsspionage in der Schweiz selbst zusammengetragen werden; jedenfalls hat man uns immer etwas vorzuhalten, weigert sich aber, auf genauere Einzelheiten einzugehen.

Ich möchte bei dieser Gelegenheit darauf hinweisen, dass alle Informationen der englischen Zensur, und zwar seit Beginn des europäischen Krieges, in Washington zur Verfügung stehen. Das bezieht sich besonders auch auf den Flugpostverkehr Schweiz-Südamerika vor Eintritt der Vereinigten Staaten in den Krieg.

Sie ersehen aus Vorstehendem, dass eine eingehende Diskussion der uns zur Zeit interessierenden Angelegenheit in den höchsten Kreisen der Treasury ausgeschlossen ist.

Das ganze Ruling N° 17 wird von der Foreign Funds Division behandelt, deren Chef heute Herr Pehle ist. Die leitenden Herren dieser Abteilung sind meistens junge Rechtsanwälte, die sich mit allen Mitteln Lorbeeren schaffen möchten. Dieselben haben unserem Lande, ganz besonders unseren Banken gegenüber, eine so voreingenommene, unfreundliche Haltung, die zu beseitigen keine leichte Aufgabe sein wird.

Sie werfen uns vor, unser ganzes Verhalten in Wirtschafts- und Finanzangelegenheit lasse erkennen, dass wir unter deutschem Druck stehen und dass wir scheinbar gewillt sind, unserem nördlichen Nachbar Zugeständnisse zu machen, die wir den Alliierten gegenüber verweigern. Herr Minister Bruggmann protestierte demgegenüber mit scharfen Worten und brachte alle zur Verfügung stehenden Argumente zur Geltung.

Bedauerlicherweise wollen diese Leute aber alles besser wissen und unsere Verhältnisse und Bedürfnisse besser kennen als wir selbst.

Ganz besonders scharf wandten sie sich gegen unsere angebliche Kreditgewährung an Deutschland; gemeint waren die finanziellen Dispositionen unserer Handelsabkommen mit Deutschland, wobei Blankoüberziehungen deutscherseits von annähernd einer Milliarde Franken zugestanden worden seien, während unsere Nationalbank sich weigere, an die Vereinigten Staaten, selbst gegen Gold, Schweizerfranken abzugeben, wobei es sich um Beträge handle, die sogar, falls der Krieg noch jahrelang dauerte, niemals an die Summen herankommen würden, welche wir den Deutschen blanko gewähren. Sie halten diese Handlung als eine einseitige Begünstigung Deutschlands. Wir argumentierten eingehend über die Haltung unserer Nationalbank und verwiesen vorerst auf die Weigerung der Treasury, Transfers von blockierten Dollars an Spanien und Portugal zu genehmigen, zu einer Zeit, wo die Notenbanken dieser Länder noch gewillt waren, blockierte Dollars zu übernehmen. Heute sei es so, dass nicht nur Portugal und Spanien gesperrte Dollars oder Gold verweigern, sondern auch eine Anzahl von anderen Ländern, sogar in Südamerika. Es sei sogar festzustellen, dass in gewissen Fällen für Exporte aus der Schweiz nur Dollars offeriert, während für Exporte nach der Schweiz vom selben Lande Schweizerfranken angefordert werden. Die scharfe Blockade der Alliierten zwinge uns, bisweilen, im Falle von für die Schweiz unentbehrlichen Produkten, Bedingungen zu akzeptieren, die wir sonst ohne weiteres ablehnen würden. Nun sei es einfach nicht zulässig, dass die Nationalbank als einzige Währungsreserve gesperrte Dollars oder hier gesperrtes Gold besitze, ein gewisser Prozentsatz der Währungsreserven müsse sich eben einmal in der Schweiz befinden.

Auf diese Ursache, nämlich auf die grosse Clearingspitze zugunsten

Deutschlands und die gleichzeitige Weigerung der Schweizerischen Nationalbank, gegen in den U.S.A. während der Kriegsdauer gesperrtes Gold Franken abzugeben, ist meines Erachstens die steife Haltung der Treasury uns gegenüber in erster Linie zurückzuführen; ich behalte mir vor, am Schluss meines Berichtes hierüber noch einige Bemerkungen anzuführen.

In Anbetracht der Tatsache, dass das Zeitlimit betreffend Inkraftsetzung der Bestimmungen von Ruling N° 17 bereits am 20. November ablief, und es praktisch unmöglich war, die diesbezüglichen Bestimmungen in so kurzer Zeit durchzuführen, waren unsere Bemühungen gleich zu Anfang darauf eingestellt Zeit zu gewinnen und insbesondere zu verhindern, dass Übertragungen auf General Ruling N° 6 Accounts beginnen, bevor unsere Banken Gelegenheit gehabt haben, sich darüber zu entscheiden, ob das in unseren Kabelmeldungen ausführlich erwähnte schwedische System, mit Kontrolle der Schweizerischen Nationalbank und ohne Namensangaben gewählt wird, oder aber ob sie sich dem Ruling N° 17 unterwerfen wollen, welches Zertifizierung durch die einzelnen Banken, sowie Zusage von Namensaufgabe an die Treasury spätestens ein Jahr nach Kriegsende und dazu noch die Möglichkeit der Einsichtnahme in die Bücher der Banken durch offizielle amerikanische Organe vorsieht. Wir bestanden vorerst auf einer Hinausschiebung der Frist um 60 Tage und erreichten die Gewährung von ca. 50 Tagen, d.h. bis 8. Januar 1944, wie Ihnen am 18. ds. bereits per Radio gemeldet. Bei den Diskussionen hierüber wurde von der Foreign Funds Division zur Zusage einer Verlängerung vorerst die Bedingung vorgeschlagen, wir müssten die Gewähr übernehmen, dass die Schweizerische Regierung bei Ablauf der Frist nicht durch Dekret ein Verbot erlassen würde, welches den Schweizerbanken untersagt, irgenwelche Auskunft zu erteilen. Wir haben dies abgelehnt und bestanden auf bedingungsloser Annahme oder Ablehnung unseres Antrags.

Zweifellos ist die Aufwertung dieser Frage dem Umstand zuzuschreiben, dass der Bundesrat kürzlich in einem Erlass die Weitergabe irgendwelcher Ein- und Ausfuhrinformationen von Schweizerfirmen ausländischen Mächten gegenüber untersagte[2].

Wie in unseren Kabelmeldungen bereits angedeutet, haben wir im Laufe unserer Verhandlungen den bestimmten Eindruck gewonnen, dass wir, wie die Verhältnisse nun einmal liegen, nur noch die Wahl haben, entweder das schwedische System zu akzeptieren oder uns den in Ruling N° 17 vorgesehenen Massnahmen mit amerikanischer Kontrolle zu unterwerfen. Eine dritte Lösung bestände allerdings in einem Bundesratserlass, der den Banken jegliche Auskunfterteilung untersagt; wir entnehmen jedoch Ihren bisherigen Mitteilungen, dass ein solcher Schritt nicht beabsichtigt ist. In Anbetracht der Tatsache, dass sich die in Frage kommenden Werte unter amerikanischer Verfügungsgewalt befinden, wäre wohl eine total ablehnende Stellungnahme kaum in unserem Interesse und könnte in der endgültigen Abwicklung dieser Probleme stark verzögernde Wirkungen haben, ganz abgesehen von der Möglichkeit von äusserst schwerwiegenden Gegenmassnahmen, für die die Voraussetzungen

2. *Cette décision est liée à l'inscription de l'entreprise Sulzer sur les «listes noires» des Alliés. Cf. N^os 31 et 35.*

gegeben sind gemäss Absatz 9 des General Ruling, welcher vorsieht, dass das Treasury Departement die Erteilung bezw. Benützbarkeit von irgendwelchen Lizenzen (also auch Generallizenz N° 50) von der vollen Auskunfterteilung abhängig machen kann. Unter voller Wertung der Bedenken, die der Annahme des schwedischen Systems bei uns gegenüberstehen, glauben wir trotzdem, dass diese Lösung einer Unterwerfung unter amerikanische Kontrolle unter allen Umständen vorzuziehen wäre. Einmal würde letztere höchst unangenehme Einblicknahme in unser Bankensystem gestatten und wäre auch geeignet, die seinerzeitige Freigabe des nachgewiesenen Schweizerbesitzes zu verzögern, während durch Annahme des schwedischen Systems ein bei Eintreten von Schwierigkeiten später zu erfolgender gemeinsamer Druck beider Länder auf die hiesige Regierung die rasche Abwicklung dieser Frage erleichtern dürfte. Wir möchten noch mit besonderer Klarheit darauf hinweisen, dass eine amerikanische Kontrolle zweifellos den äussersten Details über Entstehen und Entwicklung einzelner Transaktionen nachgehen wird, wodurch einerseits höchst unangenehme Zusammenhänge zu Tage treten und sich andrerseits unendliche Schwierigkeiten und Verzögerungen in der Frage der Freigabe des gesamten Schweizerbesitzes ergeben könnten.

Es besteht, trotz all unserer gegenteiligen Behauptungen, immer noch die Ansicht, dass via Schweizerbanken beträchtliche deutsche Guthaben hier versteckt sind; ferner ist man sich darüber ganz im Klaren, dass ein ansehnlicher Teil unserer hiesigen Anlagen französischen Besitz darstellen und man vermutet auch, dass Frankreich und anderen Ländern Zinserträgnisse aus hier liegenden Titeln zugeflossen sind, was eine Durchlöcherung der Embargovorschriften gegen die betreffenden Länder bedeutet.

Nachdem England vor Inkrafttreten der Lendlease Gesetze sich praktisch des grössten Teils seines amerikanischen Effektenbesitzes zur Bezahlung von Lieferungen enteignen musste, so ist anzunehmen, dass den hiesigen Behörden der Gedanke vorschwebt, bei Frankreich, wenn es einmal liberiert ist, auf dem Verhandlungswege ähnliche Massnahmen zu ergreifen. Es wird auch allgemein erwartet, dass sich eine künftige französische Regierung zufolge des enormen Bedarfs an Gütern aller Art einem solchen Vorgehen nicht verschliessen kann, und wohl oder übel eben gezwungen sein wird, auf den Auslandsbesitz der Franzosen in irgendwelcher Weise zurückzugreifen.

Dieses Problem wird sich nach dem Kriege auch bei uns stellen, soweit französische Investierungen in der Schweiz in Frage kommen und eine detaillierte Bestandaufnahme, sowie rechtzeitige Planung der nötigen Vorkehrungen sollten nicht länger hinausgeschoben werden. Ich habe schon öfters Gelegenheit gehabt, solche Probleme mit einflussreichen französischen und belgischen Persönlichkeiten, welche im Wiederaufbau nach dem Kriege wahrscheinlich eine Rolle spielen werden, zur Sprache zu bringen. Dabei wurde verschiedentlich hervorgehoben, dass keine Absicht bestehe, frühere Steuerhinterziehungen durch Konfiskation zu bestrafen, sondern vielmehr die Fluchtkapitalien durch eine Totalamnestie wieder unter Kontrolle zu bringen, wobei aber schwerste Strafen gegen zukünftige Steuerflucht eingeführt würden. Kapitalexport, soweit eine Gefährdung der Währung nicht besteht, soll weiterhin gestattet sein. Dabei steht heute selbstredend noch keineswegs fest, ob z. B. eine künftige

französische Regierung zwecks Ergänzung der Reserven an wichtigsten Rohstoffen, Maschinen, etc. nicht notgedrungenerweise auf alle Auslandsanlagen der Bevölkerung zurückzugreifen haben wird, insbesondere falls die Vereinigten Staaten von Amerika nach Friedensschluss vielleicht nicht so freizügig sein sollten, wie viele europäische Regierungen heute noch zu hoffen scheinen. Der Gedanke, dass ausländische Effekten dann der Regierung zwecks Kreditbeschaffung für Rohstoff- und Warenbezüge leihweise zur Verfügung gestellt werden, scheint besonders bei Franzosen, Belgiern und Holländern vorherrschend zu sein. Auf diese Weise hofft man, ausländischen Effektenbesitz auf dem Kreditwege zu mobilisieren, wodurch unnötige Kursverluste bei plötzlich auftretendem Verkaufsandrang vermieden und wenigstens ein Teil der Auslandsanlagen erhalten werden könnten. Gerade in dieser Hinsicht sollten bereits heute schon Vorkehrungen getroffen werden, welche ein Zusammenarbeiten von Banken und Industrien im gesamtwirtschaftlichen Interesse der Schweiz ermöglichen, damit wenigstens die Auslandsinvestierungen in Schweizerwerten für Lieferungsmöglichkeiten unserer Industrie Verwendung finden können.

Zum Schluss möchte ich noch auf den Kernpunkt unserer hiesigen Schwierigkeiten zurückkommen, nämlich auf die uns hier immer wieder zum Vorwurf gemachte sogenannte Kreditgewährung an Deutschland und die unnachgiebige Haltung unserer Nationalbank; denn darauf, und nicht auf politische Gründe ist die unfreundliche Haltung der Treasury uns gegenüber hauptsächlich zurückzuführen. Ich halte es für zweckmässig, nochmals zu erwägen, ob es in Anbetracht der heutigen Kriegslage, des wahrscheinlich nicht allzufern liegenden Kriegsendes in Europa und des gewaltigen Einflusses der Vereinigten Staaten von Amerika auf die politischen und wirtschaftlichen Nachkriegsentwicklungen überall in der Welt, nicht am Platze wäre, bevor es zu spät ist, unserer Politik in dieser Richtung eine neue Wendung zu geben. Das kann aber meines Erachtens nur geschehen, falls wir gewillt sind, die Sache gleich hundertprozentig durchzuführen, d.h. u.a. den sogenannten Markt für freie Schweizerfranken aus der Welt zu schaffen. Das bedingt natürlich, dass die Nationalbank sich für die Hergabe der von hier aus benötigten Schweizerfranken bereitstellt. Nach Angaben, die mir hier gemacht wurden, dürfte sich der Maximalbedarf pro Jahr auf $25 bis 30 Millionen stellen[3]. Eine Krediteröffnung in Franken dürfte aber meines Erachtens hier nicht gewünscht werden, sondern die glatte Übernahme von Dollars gegen Franken. Wenn einmal für eine besondere Art Schweizerfranken kein Agio mehr besteht, so werden gewiss verschiedene Länder eher wieder gewillt sein, für Lieferungen an die Schweiz Dollarwährung zu akzeptieren. Ferner dürften von der hiesigen Regierung, falls wir geneigt sind, eine richtige Geste zu machen, auch gewisse Konzessionen zu erreichen sein. Ich denke hier insbesondere an Käufe von Waren, verfügbar nach Einstellung der Feindseligkeiten in Europa und Erleichterungen in der Gewährung von Transfers. Auf diese Weise könnten wir vielleicht eine Nachfrage nach Dollars erzeugen, welche sogar einen Abbau der hiesigen Guthaben der Nationalbank zur Folge hätte. Allerdings müssten gleichzeitig schweizeri-

3. *Annotation marginale de M. Pilet-Golaz:* 100/200 millions de francs suisses.

scherseits Bestimmungen erlassen werden, welche in der Schweiz selbst den Handel in Dollar mit Disagio verunmöglichen würden.

Ich wollte auf jeden Fall mit diesen Gedanken an Sie herantreten, bevor ich hier irgendwelche diesbezügliche Verhandlungen aufnehme, möchte aber nicht unerwähnt lassen, dass dies der beste Weg wäre, hier eine uns günstigere Atmosphäre zu schaffen. Allerdings ist eine uns wohlwollendere Gesinnung auch von unserem Eintreten auf das schwedische System mit Kontrolle der Nationalbank abhängig, denn ohne dies ist zu befürchten, dass die Ursachen der hier vorherrschenden Verdächtigungen nicht behoben werden können.

Ich gewärtige mit Interesse Ihre Meinungsäusserung zu dieser Angelegenheit[4].

4. *Sur les relations financières avec les Etats-Unis, cf. les PVCF N° 2097 du 30 novembre 1943 et N° 2273 du 10 décembre 1943*, E 1004.1 1/439 *et* 440.

46

E 2300 Stockholm/13

Le Ministre de Suisse à Stockholm, P. Dinichert, au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

RP 120
Confidentiel

Stockholm, 1er décembre 1943

La Suède est secouée, depuis vingt-quatre heures, d'émotion et d'indignation, comme jamais auparavant, à la suite de la fermeture, annoncée hier, de l'université d'Oslo et de l'arrestation générale de ses maîtres et étudiants, accompagnées de l'annonce du transfert de la grande majorité de ces derniers dans des camps d'internement en Allemagne[1]. L'occasion immédiate de ces extrêmes mesures est le feu mis à l'aula de l'université dans la nuit de samedi à dimanche derniers. Mais la tension était prononcée depuis des mois entre les autorités d'occupation et les détestables Quislinguiens, d'une part, le monde enseignant et étudiant, d'autre part. Après tant de fâcheuses manifestations dans les pays voisins, en dernier lieu, la chasse aux Juifs et aux patriotes au Danemark, l'excitation de l'opinion publique suédoise comme conséquence de la conduite injustifiable des Allemands en pays occupés va rapidement atteindre son comble et s'étendre à toute la population.

La réaction a été immédiate et est, cela va de soi, particulièrement vibrante dans les milieux universitaires. Dès aujourd'hui, les protestations s'y sont multipliées et leurs délégations ont été reçues par le président du conseil. Toutes les universités et écoles supérieures ont mis leurs drapeaux en berne. Des recteurs parlent de l'interruption de toutes relations scientifiques et «culturelles» avec l'Allemagne.

1. *M. Pilet-Golaz a lu ce texte le 10 décembre 1943. Sur l'attitude de la Suisse face à l'arrestation des étudiants d'Oslo, cf. N° 187.*

Dès aujourd'hui aussi, des interpellations ont été présentées dans les deux Chambres, invitant le gouvernement à intervenir et, avant la fin de la journée encore, le ministre des affaires étrangères a appelé auprès de lui le ministre d'Allemagne pour lui déclarer ceci: Le gouvernement suédois a appris avec la plus grande inquiétude la nouvelle des mesures prises contre les étudiants et professeurs de l'université d'Oslo. Il ne peut s'abstenir de recommander instamment que ces mesures soient rapportées. Ceci s'applique par-dessus tout à l'intention annoncée d'envoyer les étudiants hors de leur pays. Dans l'intérêt même des relations entre la Suède et l'Allemagne, le gouvernement suédois demande au gouvernement allemand de tenir compte sur ce point du vœu profondément ressenti du peuple suédois.

Il s'agit au total d'environ 1500 étudiants, dont doivent être exceptés ceux dont l'attitude est «loyale», c'est-à-dire ralliés à la «National Samling» de Quisling. Il semblerait qu'en outre, plusieurs centaines auraient réussi à se soustraire jusqu'ici aux recherches des polices combinées, ayant été prévenus à temps de ce qui se tramait contre eux. Nombreux sont ceux parmi eux qui chercheront à passer en Suède, où ils seront, à n'en pas douter, accueillis avec enthousiasme. Jusqu'ici, il n'est pas question de procéder de la même manière à l'égard de l'école technique supérieure de Trondheim. La raison en serait que les Allemands auraient grand besoin de nouveaux techniciens.

Il y a déjà en Allemagne, au camp abhorré d'Oranienbourg notamment, à peu près 1200 déportés politiques norvégiens, auxquels vient s'ajouter un nombre presque égal d'officiers transférés en Allemagne.

On arrive difficilement à saisir ce qui peut guider et inspirer les exécuteurs de l'occupation norvégienne en ayant recours, à l'heure qu'il est, à des moyens frisant l'inconscience. Ils ne feront qu'accumuler les haines, suffisamment grandes déjà, qui ne se laisseront plus dominer et éclateront d'autant plus violemment le jour venu. On se demande même quelquefois comment ce peuple fort et fier parvient encore à se contenir. Mais qu'on ne s'y trompe pas. Sa discipline d'aujourd'hui consiste à attendre l'heure qu'il sait devoir luire. On s'en rend compte en Suède aussi, mais sans pouvoir en éprouver satisfaction ou apaisement.

47

E 7110 1967/32/900 Deutschland/1942-1943/11

Le Conseiller de Légation à la Légation de Suisse à Berlin, A. Zehnder, au Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz

L Vertraulich Berlin, 2. Dezember 1943

Herr Generalkonsul Rüter, Leiter der Wirtschaftsabteilung der Deutschen Gesandtschaft in Bern, ist gegenwärtig zur Berichterstattung in Berlin. Gestern mittag referierte er vor dem Gremium der deutschen Delegation für die Wirtschaftsverhandlungen mit der Schweiz über den Stand der schweizerisch-deut-

schen Wirtschaftsbeziehungen und die Aussichten für ein neues Abkommen für die Zeit nach dem 1. Januar 1944.

Seine Ausführungen sollen von einem tiefen Pessimismus gewesen sein. Insbesondere soll er erklärt haben, dass Sie, Herr Direktor, gar nicht geneigt wären, vor Jahresende die Verhandlungen aufzunehmen, denn Sie wüssten gar nicht, worüber Sie eigentlich verhandeln sollten [1]. Nach Rüter wäre es für die Schweiz nur dann möglich, zu einem neuen Abkommen mit Deutschland zu gelangen, wenn die deutsche Delegation sich entschliessen könnte, eine verschärfte Kontingentierung auf dem Maschinensektor zu schlucken. Ist sie nicht in der Lage, eine solche Lösung ins Auge zu fassen, so müsste man den Schweizern Zeit lassen, mit den Alliierten die Verhandlungen zu Ende zu führen. Er persönlich beurteile allerdings auch diese Möglichkeit sehr skeptisch.

Die deutsche Delegation soll auseinandergegangen sein, ohne einen Beschluss gefasst zu haben. Vielmehr behielten sich die Herren vor, auf die Besprechung nach Rücksprache mit ihrem eigenen Minister zurückzukommen. Immerhin soll die Frage ventiliert worden sein, ob man die Schweiz nicht unabhängig von den Alliierten machen könnte, indem man sie von Deutschland aus mit russischen oder osteuropäischen Futtermitteln, Oelpflanzen, Fetten und Getreide beliefern würde. Herr Wiehl soll in diesem Zusammenhang darauf hingewiesen haben, dass man damit der Schweiz kaum dienen würde, denn der Handel mit den Alliierten sei für die Schweiz auch ein politisches Problem. Man müsse also schon eine Lösung ins Auge fassen, die der schweizerischen Neutralitätspolitik auch auf wirtschaftlichem Gebiet besser Rechnung trägt.

---

1. *Par une notice adressée au Chef du DEP, Hotz rapporte sur son entretien avec Rüter du 16 novembre 1943:*

a) Die Deutsche Regierung ist der Auffassung, dass im Interesse der Kontinuität der deutsch-schweizerischen Wirtschaftsbeziehungen in ca. 8–10 Tagen in *Berlin* neue Verhandlungen zur Besprechung des Vertrags-Regimes nach dem 31. Dezember 1943 aufgenommen werden sollten. Es sollte möglich sein, die grundlegenden Fragen in ca. 8 Tagen durchzusprechen, dann die Verhandlungen für *ca. eine Woche zu unterbrechen* und etwa um den *10. Dezember herum* in *Bern* zu Ende zu führen.

b) Mit Rücksicht auf die gegenwärtige ungeklärte Lage mit den Alliierten, der rückläufigen deutschen Einfuhr und auch der noch völligen Unübersichtlichkeit, wie sich bis Ende des Jahres das Abkommen vom 1. Oktober effektiv auswirken wird, habe ich *mit Rüter gegenüber reserviert verhalten*. Ich liess durchblicken, dass meine Abwesenheit von Bern mit Rücksicht auf die starke Inanspruchnahme durch sehr wichtige internationale Verhandlungen, durch Vorarbeiten für die kommende Parlamentssession und dann im Dezember wegen der Tagung der eidgenössischen Räte in den nächsten Wochen kaum möglich sein werde. Ich versprach lediglich *Prüfung des deutschen Begehrens durch die ständige Verhandlungsdelegation sowie Herbeiführung einer baldigen Stellungnahme des Bundesrates*.

c) Die ständige Verhandlungsdelegation hat die Angelegenheit ebenfalls geprüft und ist einstimmig der Auffassung, dass neue Verhandlungen aus den unter b) angegebenen Gründen möglichst lange hinausgeschoben werden sollten. Die handelspolitische Lage erscheint im jetzigen Zeitpunkt derart *unabgeklärt*, dass in nächster Zeit aufzunehmende Verhandlungen mit Deutschland sich als eigentlicher «Verlegenheitsakt» präsentieren müssten. Sie ist der Auffassung, dass wir alles Interesse daran haben, die Dinge ruhig an uns herankommen zu lassen und *von einer Reise in nächster Zeit nach Berlin dringend abzusehen sei. (Notice du 18 novembre pour Stampfli,* E 7800/1/16).

Die nächste Sitzung soll auf Freitag vormittag festgesetzt sein, woraufhin Herr Wiehl mich wahrscheinlich empfangen wird, um mir die Beschlüsse der deutschen Delegation bekanntzugeben. Herr Wiehl persönlich scheint nach einer Lösung zu suchen, die die Kontinuität der schweizerisch-deutschen Wirtschaftsbeziehungen gewährleisten würde, sieht aber eine solche solange nicht, als der schweizerische Warenstrom nach Deutschland zu versiegen droht, sei es infolge schärferer Kontingentierung oder, wie Herr Sabath sich ausdrückte, infolge eines komplizierten Kontingentierungssystems, welches mit den bestehenden staatlichen Mitteln in der Schweiz praktisch nur so hinkend durchgeführt werden kann, dass es an eine unfreiwillige Sabotage grenzt[2].

L'attitude définie par la «Délégation permanente pour les négociations économiques avec l'étranger» est approuvée par le Conseil fédéral lors de sa séance du 19 novembre (PVCF N° 2021, E 1004.1 1/439). *Le point de vue suisse est exposé aux négociateurs allemands par Hotz et Homberger lors d'une séance le 26 novembre 1943* (*Cf.* E 2001 (E) 1/117 *et* E 2001 (E) 2/575, *et* E 7110/1976/134/59).

2. *Par une lettre (non reproduite) adressée au Chef du DEP le 30 décembre 1943, la BNS regrette que les décisions au sujet des négociations économiques avec l'Allemagne soient prises uniquement par des responsables du DEP, du DPF et du Vorort de l'USCI. Dans sa réponse (non reproduite) du 12 janvier 1944, Hotz rappelle que la «Délégation permanente» a été nommée par le Conseil fédéral en 1939 et qu'elle est formée par J. Hotz, H. Homberger et R. Kohli qui dirige la SCIPE du DPF créée en 1941 afin de traiter les questions financières. Les associations économiques et les établissements financiers sont régulièrement informés et consultés par la «Délégation permanente».*

48

E 2001 (E) 2/629

Le Chef de la Délégation économique suisse à Londres, P. Keller[1], au Département politique

Copie de réception
T

London, 2. Dezember 1943, 19 h. 25
(*Reçu:* 3. Dezember, 10 h. 30)

Nummer 1185. *Finanzabkommen.*

1. Treasury und Bank ablehnen Inkraftsetzung bisherigen Abkommensentwurf wegen veränderter Verhältnisse und grosser Enttäuschung über Verhalten Nationalbank in diesem Jahre. «They are no more our friends». Stimmung Bank ist denkbar schlecht wegen Rückfragen Nationalbank und grossen Verzögerungen Auszahlungen.

---

1. *Sur les négociations économiques à Londres, cf. les deux rapports de P. Keller du 23 novembre et du 8 décembre 1943* (E 7800/1/23). *Cf. aussi* E 2001 (E) 1/129 *et* E 7110/1967/32/875.7. International/2.

2. Partner vorschlagen stark vereinfachtes Abkommen wonach

a) Bank Schweizerfranken in nicht näher limitierten Beträgen gegen Gold kaufen würde, mit unbeschränkter Ausfuhrlizenz,

b) Bank würde Goldverschiffung nach Lissabon erleichtern und zur Ausnützung jeder Verschiffungsmöglichkeit Hand bieten. Gold könnte von uns in Lissabon stehen gelassen oder nach Schweiz transportiert werden, wofür wir selbst zu sorgen hätten,

c) Bank erklärt Goldpreis loco London oder sofern disponibel loco Lissabon mit grösstem Wohlwollen diskutieren zu wollen,

d) Abkommen sollte für mindestens ein Jahr geschlossen werden.

3. Dieser Vorschlag schafft völlig veränderte Situation und sprengt meine Instruktionen. Er kommt schweizerischer Auffassung in hohem Masse entgegen und bringt Nationalbank erwünschten Goldzuwachs. Auch bisher im laufenden Jahr ausbezahlte 135 Millionen würden in der gleichen Weise in Gold abgegolten. Kabelt ob sofort Verständigung auf obiger Basis geschlossen werden kann oder ob vorzieht Frage auf zweite Etappe Verhandlungen Januar 1944 zu vertagen. Im letztern Fall wünschen Partner Zusage, dass bisherige Frankenabgabe bis zu neuer Verständigung fortgeführt wird. Empfehl Annahme britischer Offerte unter Voraussetzung Aufrechterhaltung enemy content. Erbitte Instruktionen. Keller[2].

---

2. *Dans une notice du 3 décembre 1943, Etienne Junod, du Département politique, écrit notamment: [...]*

Ce revirement d'attitude est extrêmement favorable à la Suisse et nous avons immédiatement prié la Banque Nationale de nous soumettre un projet de réponse. La seule ombre au tableau consiste en l'impression un peu défavorable qui règne à Londres à l'égard de notre institut d'émission. Le soussigné est d'avis qu'il convient de répondre affirmativement à la proposition contenue dans le texte ci-joint tout en s'employant, d'autre part, à dissiper l'atmosphère un peu lourde qui règne dans les cercles britanniques. Il semblerait que cette modification de la politique de l'or suivie jusqu'à présent par le Gouvernement britannique fût une manifestation d'un mouvement général qui se dessine chez les Alliés, notamment chez les Américains. Il paraîtrait en effet que ceux-ci eussent donné leur agrément à des transferts d'or en faveur du Gouvernement égyptien. Peut-être sommes-nous au seuil d'une évolution de la politique monétaire alliée? (E 2001 (E) 2/629).

49

E 2001 (E) 2/629

Notice sur les relations financières avec la Grande-Bretagne[1]

LK *[Berne, 6 décembre 1943]*

Concerne accord financier anglo-suisse.

M. Weber explique que la Banque Nationale a l'intention de répondre assez brièvement à l'offre britannique d'octroyer désormais toutes facilités d'exportation à l'or que la Banque d'Angleterre entend verser à notre institut en contre-valeur des francs suisses qu'elle lui demande. La Direction de la B.N.S. est d'avis qu'il faut réduire au minimum la polémique qui semble s'engager contre elle en Angleterre et ne pas attiser le feu qui dort.

M. Hirs remarque que l'idéal serait que les Anglais offrent des marchandises au lieu d'or. Tout le monde acquiesce à cette sentence.

M. Kohli, au cours de la lecture du projet de réponse de la Banque Nationale, relève l'intérêt qu'il y aurait à insister sur le fait que la Suisse demande non seulement à bénéficier des facilités d'exportation promises mais encore à obtenir l'assurance que les Anglais lui fourniront le tonnage nécessaire au transport de l'or de Londres à Lisbonne.

Après une discussion pendant laquelle il est fait allusion à d'éventuelles mesures de la part de l'Allemagne contre nos communications avec le Portugal et l'Espagne, mesures qui pourraient restreindre tout envoi d'or en Suisse, il est entendu que l'on répondra aux autorités britanniques en termes extrêmement concis. Quant à la mise à disposition à Londres de l'or représentant les 135 millions repris cette année à Ottawa par la Banque Nationale, il vaut mieux n'en pas trop parler pour l'instant pour éviter d'avoir l'air de mercantis.

Au cours d'une séance chez M. Hotz, le 7 décembre, *M. Kohli* déclare aux assistants que M. Pilet-Golaz l'a prié de retenir la réponse de la Banque d'Angleterre jusqu'à ce que M. Wetter ait pu se prononcer sur la proposition britannique. Il semblerait en effet que ce dernier eût quelques objections à faire à cette proposition. Il est dès lors convenu d'envoyer une brève réponse provisoire à Londres en attendant une prise de position plus complète de la part des autorités suisses.

Le 8 décembre, *M. Kohli* téléphone à M. Weber, Président de la Banque Nationale, pour lui faire part des hésitations que M. Wetter éprouve à répondre tout à fait affirmativement à la proposition britannique. Il craint en effet que la Banque d'Angleterre ne se propose d'acheter tous les francs suisses qu'elle pourra se procurer contre de l'or, et ce en quantités illimitées, de façon à dispo-

---

1. *Etienne Junod a rédigé, le 10 décembre, le compte-rendu de cette conférence, tenue à Berne dans les locaux de la Banque Nationale le 6 décembre 1943, qui réunissait les trois Directeurs généraux de la Banque Nationale, E. Weber, P. Rossy et A. Hirs, et deux représentants du Département politique, R. Kohli et E. Junod.*

ser de moyens de paiement importants en notre monnaie qu'elle utiliserait pour faire des opérations à l'étranger. M. Wetter est d'avis qu'il faut à tout prix éviter un reflux de francs suisses dans les pays tiers. C'est pourquoi, M. Kohli propose une modification de la réponse de la Banque Nationale, en ce sens qu'elle ne persisterait à s'engager à fournir des francs suisses à l'institut britannique que pour les besoins de celui-ci expressément définis dans le projet d'«agreement» anglo-suisse. Avant d'être expédiée à Londres, la réponse de la Banque Nationale ainsi modifiée doit encore être soumise à M. Wetter.

50

E 2300 Bukarest/11

Le Ministre de Suisse à Bucarest, R. de Weck,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz[1]

RP N° 65 Confidentiel
Chez le «Conducator»

Bucarest, 6 décembre 1943

Sans avoir sollicité une audience, j'ai été avisé vendredi soir, 3 décembre, que M. le Maréchal Antonesco m'attendait le lendemain à 11 heures 30.

Il m'a reçu dans sa villa de Baneasa, en présence du président intérimaire, ministre des Affaires étrangères. Ce dernier, dont la santé n'est pas encore complètement rétablie, portait de grosses lunettes noires. Dans l'escalier conduisant aux appartements du «Conducator», j'ai croisé le Nonce qui en sortait.

Ignorant les motifs de l'appel qu'ils m'avaient adressé, j'ai laissé mes deux interlocuteurs conduire à leur gré l'entretien. En prenant congé d'eux, mon sentiment était qu'ils n'avaient rien de particulier à me dire. Est-ce le maréchal qui a exprimé le désir de «causer» avec certains diplomates? L'initiative est-elle venue de M. Mihai Antonesco et, dans l'affirmative, le premier ministre désirait-il me faire constater par moi-même les «changements» qu'il m'avait signalés dans l'attitude générale du «Conducator»? En vérité, je n'en sais rien.

Je crois inutile de vous rapporter en détail une conversation à bâtons rompus, qui a duré près d'une heure. Je me bornerai à mentionner quelques points d'intérêt politique ou psychologique.

[...]

A propos, par exemple, de ravitaillement, il s'exprima en ces termes: «Nous avons passé par des moments très difficiles. Aujourd'hui que les choses vont mieux, on nous reproche de vivre dans l'abondance. On nous adjure de songer à l'«Europe». L'Europe s'est-elle inquiétée de notre sort quand elle était mieux

1. *Annotation de Pilet-Golaz en tête du document:* 20.12.1943 P.G.

pourvue et que nous nous trouvions mal en point? Pour une fois que j'ai l'occasion de constituer des réserves dans le pays, je ne la laisserai pas échapper. Quant au surplus, je préfère le vendre à de bons clients comme vous.»

Comme il s'informait de ce que la Suisse serait disposée à importer de Roumanie, M. Mihai Antonesco saisit la balle au bond pour dire que M. Clodius était enfin revenu à Bucarest et qu'il espérait pouvoir régler avec lui la question des transports à destination de pays neutres. Ce retour du ministre allemand signifie-t-il que le gouvernement roumain s'est incliné devant les exigences de M. von Killinger? Peut-être a-t-il fait des concessions en matière militaire (chapitre que mes interlocuteurs n'ont pas abordé). Sur le plan économique, la résistance ne semble pas faiblir. Au sujet du problème monétaire, le maréchal m'a dit: «Si le gouvernement se voit obligé d'acheter aux agriculteurs leurs produits, mais sans pouvoir les exporter avec profit, il faudra émettre du papier pour payer cet achat. Cela, nous pouvons nous en accommoder. Mais nous n'irons pas plus loin. Je me refuse à faire de l'inflation pour permettre au Reich d'acheter à crédit nos céréales et nos pétroles.» Sur ce point, le «Conducator» partage donc les vues du gouverneur de la Banque nationale.

Quelques jours auparavant, un administrateur de cet institut m'avait demandé un visa de passeport en faveur de M. Alexandre Ottulesco, que l'on veut envoyer en Suisse pour s'y soigner. Je désirais me convaincre qu'il ne s'agissait ni d'une maladie diplomatique ni d'un complot tendant à évincer le gouverneur. Le maréchal m'a donné l'assurance qu'il ne songeait pas à relever de ses fonctions M. Ottulesco. «C'est mon ami, je tiens à lui et, bien que l'«on» ait cherché à «diriger» mon choix sur un autre, je suis décidé à le garder. Mais il est très surmené, souffre d'insomnie et broie du noir. Un séjour dans une de vos excellentes maisons de santé le remettra.»

J'ai saisi l'occasion pour dire que je m'efforçais de combattre les bruits absurdes qui, après avoir circulé quelque temps à Bucarest, ont passé dans certains de nos journaux, ainsi qu'à la radio de Londres: 30000 Roumains, disait-on, sollicitaient des visas pour la Suisse. J'ai signalé, cependant, que, parmi ceux qui cherchent à se rendre chez nous, il y a un assez fort pourcentage de diplomates et d'hommes politiques et que cette tendance, si elle devait gagner du terrain, pourrait faire naître l'impression qu'une certaine nervosité, pour ne pas dire plus, règne dans quelques milieux de la capitale. Le maréchal m'a répondu qu'il avait donné l'ordre de lui communiquer les noms de tous les Roumains qui demandaient des passeports. Je ne crois pas qu'il soit enclin à favoriser les «évasions».

51

E 27/9801/1

L'Attaché militaire et de l'Air près la Légation de Suisse à Washington, H. Notz, au Service de Renseignements et de Sécurité de l'Etat-Major Général de l'Armée[1]

R Washington, 7. Dezember 1943

Betrifft: *Berichterstattung über die Schweiz.*

Während die in der Schweiz akkreditierten Vertreter der amerikanischen Presse ausführlich über die Ereignisse in ganz Europa berichten, sind ihre Nachrichten über unser Land recht spärlich.

Obgleich ich nicht der Ansicht bin, dass die Schweiz dem Beispiel anderer Länder folgt, die entweder wegen eines schlechten Gewissens oder aus dem Bedürfnis zur Rechtfertigung nicht völlig einwandfreier territorialer Aspirationen eine grosse Propaganda betreiben, so dürfte es nichts schaden, wenn in den hiesigen Zeitungen und Zeitschriften etwas ausführlicher über die schweizerische Eidgenossenschaft berichtet würde. An Material sollte es nicht fehlen. Eine Orientierung über den wahren Sachverhalt unserer Neutralität, die militärische Bereitschaft, die Interessen-Vertretung, die wirtschaftlichen und wissenschaftlichen Leistungen, unsere Mitarbeit an humanitären Werken, wie Kinder- und Flüchtlingshilfe oder dem Roten Kreuz, das hier meistens als eine rein amerikanische Institution gilt, scheint mir unbedingt am Platze zu sein. Diesem Mangel an Informationen aus der Schweiz ist es auch zuzuschreiben, dass auf den hiesigen Redaktionen eine bedenkliche Unkenntnis herrscht über die grossen Leistungen unseres Landes während des gegenwärtigen Krieges, so dass beispielsweise bei der Ankunft des schwedischen Dampfers Gripsholm keine einzige Zeitung die Tatsache erwähnte, dass der Austausch von 1500 Zivil-Gefangenen durch die Vermittlung der schweizerischen Regierung zustande kam. Was dem amerikanischen Publikum vorgelegt wird, sind Berichte über unsere Lieferungen an die Achse, Spionage-Prozesse, die Flucht ausländischer Kartelle in die Schweiz und ähnliches, wodurch der Eindruck entsteht, dass der Krieg für uns weiter nichts als ein glänzendes Geschäft sei. Bei der gegenwärti-

1. *Le Chef du Service de Renseignement et de Sécurité de l'EMG, R. Masson, transmet ce rapport au Général Guisan en précisant:* Les données de ce rapport correspondent avec celles que je possédais sur le même objet, et confirment ce que j'ai souvent entendu de la part de compatriotes rentrés d'Amérique. Bien que cette affaire ne relève pas à proprement parler du Commandement de l'armée, j'estime que le présent rapport devrait être transmis par le Département militaire au Département politique fédéral. Ce dernier devrait mettre tout en œuvre pour que la situation morale, intellectuelle et économique de la Suisse apparaisse sous son vrai jour aux yeux du peuple américain (*lettre du 28 décembre 1943,* E 27/9801/1). *Le Général Guisan adresse ce document au conseiller fédéral Kobelt en demandant qu'il soit transmis au Département politique (lettre du 31 décembre 1943).*

gen Einstellung der Amerikaner ist es daher leicht verständlich, dass solche ungünstige Meldungen besser im Gedächtnis haften bleiben, als die sehr spärlichen günstigen Berichte.

Auf Grund verschiedener Mitteilungen erhielt ich den Eindruck, dass man sich bei uns der ausländischen Berichterstatter zu wenig annimmt. Dies dürfte wohl einer der Hauptgründe der nicht immer freundlichen Einstellung gegenüber der Schweiz sein. Im eigenen Lande wird der amerikanische Journalist durch alle möglichen Presse-Konferenzen, Interviews, Besuche grosser Fabriken und einem interessant gestalteten Material voller Zahlen und auffallender Vergleiche verwöhnt, wodurch ihm die Arbeit beträchtlich erleichtert ist. Unsere Lage zwischen den Kriegsführenden macht die Aufgabe der Behandlung ausländischer Berichterstatter nicht leicht, die Schwierigkeiten scheinen mir jedoch nicht unüberwindlich.

Die Schweiz wird besonders in der nächsten Zeit immer mehr in den Mittelpunkt der Ereignisse rücken und es dürfte sicherlich nichts schaden, wenn wenigstens der Versuch unternommen würde, die öffentliche Meinung der U.S.A. über die tatsächlichen Verhältnisse in unserem Lande besser zu orientieren. Es ist für mich, wie für zahlreiche Schweizer mit denen ich darüber sprach, immer bedrückend, wenn von Ländern, die eine opportunistische Neutralitätspolitik betreiben, in Presse und Kino so viel erscheint, während unser Land mit seinen vortrefflichen politischen, humanitären, wirtschaftlichen und sozialen Einrichtungen übergangen wird und unsere einwandfreie Auslandspolitik unerwähnt bleibt.

Es ist nicht meine Meinung, dass eine aufdringliche Reklametrommel gerührt werde, denn diese würde durch ihren Lärm voraussichtlich nur das Gegenteil bewirken, indem der Verdacht geweckt würde, wir hätten etwas zu verstecken oder wollten etwas besonderes ergattern. Ich habe z.B. das Gefühl, dass die Arbeit der Propagandastellen, welche gewisse Länder hier unterhalten, nicht immer eine glückliche ist und dass sie manchmal das Gegenteil bewirkt. Nach meiner Ansicht kann die Orientierung nur durch die Berichte der in der Schweiz lebenden Korrespondenten geschehen, denn ihnen wird am ersten Glauben geschenkt. Propagandazentralen z.B. bei Gesandtschaften erwecken eher Misstrauen und riechen zu stark nach Reklame.

In diesem Zusammenhange möchte ich auch den Film erwähnen. Ich habe eben dieser Tage einen sehr guten Propagandafilm über Portugal gesehen, der geschickt aufgezogen war und ein gutes Bild über das Land, die Leute und ihre Arbeit gab. Er wird in sehr guten Kinos als Bestandteil des normalen Programms gezeigt und wird sicher einen gewissen Eindruck hinterlassen und wohl den Zweck nicht verfehlen, die frühere Einstellung Portugals zu den Allierten etwas zu verwischen.

Es ist ausserordentlich schade, dass über die Schweiz nicht ein gediegener Film besteht, der eine allgemeine Orientierung über Land und Leute und ihre Arbeit bringt. In einigen albernen Filmen habe ich Andeutungen über die Schweiz gesehen, wo die Schweizer in Tirolertracht jodelnd erscheinen; dass bei vielen Leuten in dieser Beziehung ein ganz falsches Bild herrscht, sind die bekannten Moserbueben, die mit kitschigem Hintergrund als Salonbergler auftreten, wohl nicht ganz unschuldig.

Ich möchte Sie bitten, diese Ausführungen als meine ganz persönliche Meinung anzusehen, doch glaube ich, auf Grund meiner Beobachtungen und Gespräche mit Schweizern und Amerikanern, die die Schweiz kennen, schon jetzt ein Urteil bilden zu dürfen und meiner Überzeugung Ausdruck zu geben, dass etwas von der Schweiz aus geschehen sollte.

52

E 2001 (E) 2/575

Le Ministre d'Allemagne à Berne, O. Köcher,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz[1]

N Bern, 7. Dezember 1943

1) Die Reichsregierung sieht sich gezwungen, die Haltung der Schweizerischen Regierung in der Frage der deutsch-schweizerischen Wirtschaftsbeziehungen als äusserst unbefriedigend zu bezeichnen. Sie hat zunächst mit Bedauern feststellen müssen, dass es lange Wochen gedauert hat, bis schweizerischerseits die technischen Voraussetzungen geschaffen worden sind, um das Vertragswerk vom 1. Oktober d.J. überhaupt anlaufen zu lassen. Nunmehr haben darüber hinaus die schweizerischen Vertreter in der Sitzung des «Gemischten Ausschusses» vom 26. November d.J. offen erklärt, dass das Vertragswerk die mit Deutschland im Kriege befindlichen Mächte nicht befriedigt habe und dass sich deshalb die Schweiz zu weiteren Einschränkungen Deutschland gegenüber veranlasst sehe. Diese Einstellung hat bereits zu schweizerischen Massnahmen geführt, die den Abmachungen vom 1. Oktober 1943 widersprechen, und es scheint sogar, dass die Schweiz sich rechtzeitigen Verhandlungen über die Regelung des Wirtschaftsverkehrs für die Zeit nach Ablauf dieses Jahres entziehen will, was zu einem neuen vertragslosen Zustand führen würde.

2) Deutscherseits wird insbesondere Verwahrung dagegen eingelegt, dass die Schweiz während der Geltungsdauer der Sondervereinbarung vom 1. Oktober 1943 einseitig und ohne gemäss Art. VIII des geltenden Verrechnungsabkommens darüber zu verhandeln die Ausfuhr einer Anzahl weiterer wichtiger Güter nach Deutschland – über die in der Sondervereinbarung als kontingentiert im einzelnen aufgeführten Waren hinaus – kontingentiert hat. In dieser Massnahme liegt eine Verletzung der getroffenen Vereinbarungen, die umso schwerer wiegt, als durch die Festsetzung der Ausfuhrkontingente, deren nicht ausgenutzter Teil mit Ende des Jahres verfallen soll, die Ausnutzung der vertragsmässig zugesagten Bezugsmöglichkeiten gefährdet bzw. unmöglich gemacht wird.

Wenn bei den Ausschussbesprechungen von Schweizer Seite geltend gemacht ist, dass in der Sondervereinbarung keine ausdrückliche Bestimmung

---

1. *Cette note a été remise dans la matinée du 9 décembre 1943 par O. Köcher à Pilet-Golaz qui l'a transmise le lendemain à la Division des Affaires étrangères du Département politique.*

enthalten sei, die der Schweiz die Ausdehnung der Kontingentierung auf weitere Waren verbiete, so ist darauf zu antworten, dass aus dem ganzen Verlauf der Verhandlungen sowie aus ihrem Inhalt und Geist sich eindeutig ergibt, dass eine solche Ausdehnung der Kontingentierung dem gesamten Aufbau des Vertragswerks krass widerspricht, wie mit zahlreichen Argumenten eindeutig belegt werden kann.

Jedenfalls wird deutscherseits ausdrücklich erklärt, dass sich die Reichsregierung wegen der Vertragsverletzung alle Massnahmen vorbehält.

3) Die Reichsregierung hat der Schweizerischen Regierung bereits am 16. November d.J. den Vorschlag wegen alsbaldiger Aufnahme von Verhandlungen über ein neues Abkommen übermittelt. Sie muss darauf bestehen, auf diesen Vorschlag bald eine bündige Antwort zu erhalten. Die Mitteilung des Herrn Direktor Hotz im «Gemischten Ausschuss», dass die Zeit für die Wiederaufnahme der Verhandlungen wegen der handelspolitischen Lage der Schweiz nicht günstig sei, kann als eine solche Antwort nicht betrachtet werden. Vielmehr verlässt sich die Reichsregierung auf die in Art. IV der Sondervereinbarung vom 1. Oktober 1943 festgelegte beiderseitige Willensmeinung, dass es rechtzeitig vor dem Ablauf der Geltung der Sondervereinbarung zu einer neuen vertraglichen Regelung unserer Wirtschaftsbeziehungen kommen muss.

4) Deutscherseits kann kein Zweifel darüber gelassen werden, dass eine Beeinträchtigung der deutschen wirtschaftlichen Interessen, wie sie durch die von der Schweiz unter dem Druck der Feindmächte eingenommene Haltung beabsichtigt ist, keinesfalls hingenommen werden kann. Es muss auch mit allem Ernst darauf hingewiesen werden, dass eine solche Entwicklung der Dinge auch wirtschaftliche Nachteile für die Schweiz mit sich bringen würde[2].

2. *Sur les négociations économiques germano-suisses, cf. le procès-verbal de la séance du 11 décembre 1943* (E 7110/1973/135/46).

53

E 2300 Paris/96

Le Ministre de Suisse à Vichy, W. Stucki, au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz[1]

RP Nr 24 Vichy, 8. Dezember 1943

Um Ihnen einen zusammenfassenden Bericht über die Entwicklung der hiesigen Krise zu geben, knüpfe ich an meinen Bericht über die Ereignisse des

1. *Pilet-Golaz a mis ce rapport* en circulation *parmi ses collaborateurs le 10 décembre. Lors de la séance du Conseil fédéral du 10 décembre, le Chef du Département politique a communiqué à ses collègues quatre télégrammes (non reproduits) expédiés par la Légation de Suisse à Vichy du 5 au 7 décembre.*

13. November. Die Deutschen hatten damals Marschall Pétain mitgeteilt, sie könnten vorläufig die Publikation seines Verfassungsaktes nicht gestatten. Eine definitive Antwort wurde für die nächsten 48 Stunden in Aussicht gestellt. Diese definitive Antwort liess aber genau drei Wochen auf sich warten und wurde letzten Samstag durch Botschafter Abetz dem Marschall in Form eines von Aussenminister Ribbentrop im Namen des Führers an den Marschall gerichteten Briefes überbracht. Dieser Brief ist in sehr «rüdem» Ton gehalten und teilt kategorisch mit, dass die Besetzungsmacht im Interesse der Sicherheit ihrer Wehrmacht nicht zulassen könne, dass der Verfassungsakt publiziert und damit diejenigen Kreise wiederum zu Macht und Ansehen gelangen würden, die Deutschland den Krieg erklärt hatten und die in ihrer Mehrheit scharf gegen jede Zusammenarbeit eingestellt seien. Der Brief enthält aber im weitern schwere Vorwürfe gegen den Marschall und seine Politik. Es wird ihm vorgehalten, er suche sich den Weg zu ebnen für den Fall einer Alliiertenlandung in Frankreich, er tue nichts gegen den zunehmenden Terror in seinem Lande, seine Umgebung durchkreuze bei jeder Gelegenheit die Politik des Regierungschefs Laval, die Unruhe im Lande sei so gross geworden, dass immer mehr auch Angehörige der deutschen Wehrmacht direkt betroffen würden. So könne dies nicht weitergehen und Deutschland sei gezwungen, vermehrte Garantien für eine wirklich loyale Zusammenarbeit zu verlangen. Ohne dass bestimmte Personen im Briefe selbst genannt worden wären, verlangt dieser, dass der Marschall in seiner Umgebung personelle Änderungen vornehme und dass in der Zusammensetzung der französischen Regierung Änderungen vorgenommen würden, die Deutschland vermehrte Garantien geben. *[...]* [2]

2. *W. Stucki expose ensuite longuement les discussions entre Pétain, Laval et les autorités allemandes.*

54

E 2001 (E) 2/629

Le Département politique à la Délégation économique suisse à Londres

Copie d'expédition
T

Bern, 9. Dezember 1943, 11 h. 30

Nummer 1302. Für Professor Keller.

Euer 1185 Finanzabkommen [1]. Nach Beratung mit Direktorium Nationalbank sind wir in der Lage folgendes mitzuteilen:

1. Nationalbank kann nicht umhin nochmals hervorzuheben, dass sie nach ihrer Ansicht der Bank of England durch die Hereinnahme blockierten Goldes in Canada zumal bei Zahlung für Drittländer ausserordentlich weitgehend ent-

1. *Cf. ci-dessus, N° 48; cf. aussi* E 7110/1976/134/61.

gegengekommen ist. Wenn auch vom Landesinteresse aus gesehen Lockerung Warensperre und damit natürlicher Devisenabfluss willkommener gewesen wäre, so wird Goldimport doch geeignet sein, Metalldecke im Inland wieder besser mit gegenwärtigem Zahlungsmittelumlauf in Einklang zu bringen.

2. Zu Punkt 2 Eures Telegramms. Nationalbank kann sich mit vereinfachtem Abkommen einverstanden erklären und ist prinzipiell bereit Franken in nicht näher limitierten Beträgen gegen Gold zur Verfügung zu stellen, sofern für Gold in London unbeschränkte und unwiderrufliche Ausfuhrlizenzen vorliegen und ein namhafter Teil dieses Goldes tatsächlich in Lissabon zur Verfügung gestellt werden kann. Selbstverständliche Voraussetzung ist, dass auf diese Weise für England verfügbar werdende Schweizerfranken ausschliesslich für Zahlungen im englisch-schweizerischen Verkehr wie er im ursprünglichen Finanzabkommen vorgesehen worden war Verwendung finden. Schweiz muss sich damit vorsehen gegen Überschwemmung fremder Märkte mit Schweizerfranken. Nationalbank gewärtigt gerne Bekanntgabe Goldpreis loco Lissabon. Sie nimmt sodann gerne Kenntnis, dass das im Laufe dieses Jahres bereits hereingenommene Canadagold ebenfalls in das neue Abkommen einbezogen werden soll.

Bei Nationalbank besteht Bereitschaft neue Vereinbarung auf vorgeschlagener Grundlage sofort abzuschliessen. Eurem Vorschlag gemäss muss aber hieran Voraussetzung Aufrechterhaltung status quo enemy content geknüpft werden.

55

E 2001 (D) 3/485

Le Chef de l'Office de Guerre pour l'Industrie et le Travail, E. Speiser, au Conseil fédéral[1]

L Ennetbaden, 12. Dezember 1943

Die Beteiligung der Schweiz am Wiederaufbau Europas ist ein Problem, das mehr und mehr die Gemüter beschäftigt und auch Gegenstand von ernsthaften Studien geworden ist. Die Erklärungen bei der Gründung der U.N.R.R.A. und die Bereitstellung eines 100 Mill. Kronen Kredites durch Schweden, als Beitrag zum Wiederaufbau, lassen erkennen, dass auch neutrale Länder in irgend einer Form Stellung beziehen müssen[2].

---

1. *Cf. aussi* E 6100 (A) 23/2046 *et la notice de Pilet-Golaz du 20 janvier 1944* (E 2001 (D) 3/485).

2. *L'« United Nations Relief and Rehabilitation Administration » a été fondée officiellement le 9 novembre 1943 à Washington. Cf.* E 2001 (D) 1968/74/21.

Le journaliste Walter Bosshard, de la Neue Zürcher Zeitung, a rédigé à ce sujet un rapport confidentiel dont le Chef du DPF, M. Pilet-Golaz, recommande la lecture aux membres du Conseil fédéral le 11 janvier 1944 (E 2001 (D) 3/491, *cf. aussi* E 2001 (E) 1/207).

Wenn die folgenden Ausführungen einiges zur Abklärung des Problems beitragen und einen vielleicht gangbaren Weg aufdecken, so ist ihr Zweck erfüllt.

Vor allem gilt es m.E. einen klaren Trennungsstrich zu ziehen zwischen *Geschäft* und *Wohltätigkeit*. Versuche, beides zu verbinden, sind nie glücklich und haben immer einen unsympathischen Beigeschmack [3].

Eine charitative Hilfe der Schweiz an die verarmten Nachbarländer sollte deshalb spontan, ohne Hintergedanken und offene oder versteckte Zumutung von Gegenleistungen und vor allem unmittelbar nach Abschluss eines Waffenstillstandes erfolgen [4].

Daneben stellt sich als ganz getrenntes Problem die Aufgabe für die Schweiz, auf strikter kommerzieller Basis am Wiederaufbau Europas mitzuhelfen. Hier handelt es sich um Arbeitsbeschaffung für unsere Ingenieure und Architekten und unsere exportfähige Industrie, somit um reine Wirtschaftsfragen, die nüchtern und sachlich vom Gesichtspunkte des finanziellen Risikos, der handelspolitischen Auswirkungen und der Kapital- und Arbeits-Märkte aus behandelt werden müssen. In der, unter Beziehung von Bundesstellen [5] organisierten Studiengruppe haben wir m.E. den richtigen Kern für die zu schaffende Organisation, die initiativ wirken, gleichzeitig aber auch eine unsachliche Zersplitterung der Kräfte verhindern soll. Ich glaube, diese Aufgabe ist in guten Händen und die richtige Dosierung des Gremiums mit Vertretern des Bundes und der Wirtschaft sorgt dafür, dass sachlich gearbeitet werden kann [6].

Weniger abgeklärt ist die Frage, wie und ob die Schweiz auf dem Gebiete der Wohltätigkeit helfen will, und ich gestatte mir hier eine konkrete Anregung zu machen. Dass unser Land und seine Bevölkerung hier eine klare Pflicht

---

Le Département d'Etat américain avait désigné un représentant en Suisse pour les opérations de reconstruction en Europe: R. Tyler a un entretien avec le Délégué du Conseil fédéral aux Oeuvres d'Entraide internationale, E. de Haller, qui note que: Mr. Tyler ne croit pas que la nouvelle parue dans la presse, selon laquelle la Suède aurait adhéré à l'«UNRRA», soit exacte. Il pense, comme moi, que les pays réellement neutres ne peuvent pas faire partie de cette association de belligérants tant que dure la guerre. On peut tout au plus imaginer une collaboration occasionnelle dans certaines entreprises spécifiques de secours, à titre rigoureusement humanitaire. Nous avons cherché à imaginer, Mr. Tyler et moi, les méthodes qui pourraient être appliquées par l'«UNRRA» pour la distribution des secours après la guerre. Mr. Tyler admet que l'«UNRRA» s'abstiendra scrupuleusement de combiner son action de secours avec l'exécution d'un programme politique d'idéologie alliée (rééducation de la mentalité des vaincus, etc.); une telle confusion serait à son avis catastrophique. Il considère que l'on ne pourra pas ne pas recourir aux organisations locales existantes des pays intéressés pour les transports et la distribution des secours, vu l'impossibilité pratique de mettre sur pied un personnel ad hoc. Selon Mr. Tyler, on recourra sans doute aux services du CICR, qui a acquis, pendant la guerre, une grande expérience dans ce domaine.

Mr. Tyler a l'intention de reprendre contact avec moi lorsqu'il aura reçu des précisions sur la nature de son mandat. (*Notice du 26 novembre 1943*, E 2001 (E) 1/155).

3. *M. Pilet-Golaz a souligné cette phrase dans la marge et y a écrit:* très juste.

4. *M. Pilet-Golaz a souligné cette phrase dans la marge et y a écrit:* d'accord.

5. *M. Pilet-Golaz a souligné ces quatre derniers mots, a ajouté un point d'interrogation et un point d'exclamation dans la marge et y a écrit:* inofficiellement.

6. *M. Pilet-Golaz a ajouté un point d'interrogation et un point d'exclamation dans la marge et y a écrit:* Première démarche.

hat, wenn wir bei Kriegsende unversehrt sind, drängt sich auf, und wir sollten handeln ohne auf mehr oder weniger sanfte Mahnungen der präsumptiven Siegerstaaten zu warten. Unsere Leistung darf auch nicht den Charakter eines «Sühnegeldes» für unser Verharren in der Neutralität, oder einer teilweisen Rückzahlung eines nationalen Kriegsgewinnes tragen. Es handelt sich um ein einfaches Gebot der Menschlichkeit und der spontanen Hilfsbereitschaft, das gar keiner weiteren Deutung bedarf und die linke Hand soll nicht wissen, was die rechte tut[7].

Die schweizerische Aktion sollte vollkommen autonom und ohne jegliche Bindung an die U.N.R.R.A. oder ähnliche ausländische und internationale Gebilde erfolgen[8].

Die Grösse unserer Leistung soll unserem Wohlstand und unserem nationalen Einkommen angemessen sein. Ich schlage vor, einen Betrag von *200 Mill. SFr.* ins Auge zu fassen, wovon die Hälfte durch das Volk und die Hälfte durch den Bund übernommen würde, d.h. der Bund würde sich verpflichten, die Leistungen des Schweizervolkes bis zu einem Betrag von 100 Mill. Fr. zu verdoppeln[9]. Der «private» Beitrag müsste zum grössten Teil von der Wirtschaft, zum kleinern von der Bevölkerung selbst beigesteuert werden. Das ganze entspräche einer Kaufkraft von Fr. 50.— pro Schweizerbürger.

Für die *Form der Hilfe* soll der Grundsatz gelten, dass nur *Waren* und kein Geld verteilt werden. Bei der *ersten* Gelegenheit nach Abschluss eines Waffenstillstandes sollen Eisenbahnzüge die Schweiz verlassen mit Schuhen, Kleidungsstücken, Pharmazeutika, Möbeln und Lebensmitteln und event. gewissen andern Gütern[10]. Ich denke auch an bei Kriegsende überflüssig gewordene Armeebestände aller Art, die sonst im Inland abgesetzt werden müssten, wie Baracken, Spitaleinrichtungen, Decken, Schuhe, etc. Ein Hauptwert dieser Schweizerhilfe wird darin bestehen, dass sie die *erste* ist, die den verarmten Ländern zukommt[11]. Wenn wir warten, so kommen uns die Andern zuvor, und unsere Leistung verliert, praktisch und psychologisch, an Wert. Die unvermeidliche Geringfügigkeit des schweizerischen Beitrages, verglichen mit dem, was andere Staaten tun können, kann nur durch Raschheit aufgewogen werden[12]. Bis dat qui cito dat! Diese Überlegung bedingt, dass *sofort* mit der Organisation der Hilfsaktion begonnen wird. Die Waren müssten jetzt, wenn nicht schon gekauft, so doch «auf Abruf» bereitgestellt werden[13].

---

7. *M. Pilet-Golaz a souligné dans la marge ces deux dernières phrases et y a écrit:* tout à fait juste.
8. *M. Pilet-Golaz a ajouté un point d'interrogation et un point d'exclamation dans la marge et y a écrit:* pas possible.
9. *M. Pilet-Golaz a souligné dans la marge ces deux dernières phrases et y a écrit:* un peu prématuré.
10. *M. Pilet-Golaz a souligné cette phrase dans la marge et y a écrit:* mais les Navycerts, les autorisations?
11. *M. Pilet-Golaz a mis un point d'interrogation dans la marge et de Haller y a écrit:* délais.
12. *Remarque de M. Pilet-Golaz dans la marge:* juste.
13. *Annotation de M. Pilet-Golaz dans la marge:* prudence?

Heute wäre unsere Wirtschaft in der Lage, die nötigen Quantitäten der genannten Waren zur Verfügung zu stellen [14].

Trotzdem ich eingangs gesagt habe, Geschäft und Wohltätigkeit sollen nicht verquickt werden, bin ich doch verpflichtet, auch die wirtschaftlichen Folgen der vorgeschlagenen Aktion zu berücksichtigen. Hier ist nun festzustellen, dass die Versorgung unseres Landes speziell auf dem Gebiete der Textilien und Schuhe wesentlich besser ist, als man für den 5. Kriegswinter hätte erwarten dürfen. Diese gute Versorgungslage, verbunden mit der Zurückhaltung des Publikums, das trotz allem Zureden überzeugt ist, es werde bald wieder Friedensqualität zu Friedenspreisen kaufen können [15], hat bereits zu ernstlichen Störungen des Geschäftsganges und der Beschäftigung geführt. Detaillisten und Grossisten fürchten Lagerverluste und halten mit Bestellungen an die Fabriken zurück. Wenn nun bekannt wird, dass eine Kaufkraft von 200 Mill. Fr. unmittelbar nach dem Waffenstillstand [16], also gerade am Tage, an dem der gefürchtete grosse Preissturz eintreten könnte, ausgelöst wird, so dürfte das so beruhigend wirken, dass schon jetzt neue Aufträge erteilt werden und eine gewisse Geschäftsbelebung entsteht. (Diese Erwägungen wären nicht propagandistisch auszuwerten, aber als Chef des K.I.A.A. bin ich verpflichtet, sie zu machen) [17].

Wichtig ist, dass alle Lieferungen vollkommen *gratis* erfolgen, damit keinerlei Vorbelastung unserer Clearing-Guthaben, und damit eine Erschwerung des zukünftigen kommerziellen Exportes entsteht [18].

Ich will diese ersten Ausführungen kurz fassen, aber doch nicht den Eindruck aufkommen lassen, ich übersehe mangels Sachkenntnis die vielen Schwierigkeiten.

Ich bin mir bewusst, dass eine grosse Organisation geschaffen werden muss, und dass verschiedene grundsätzliche Fragen entschieden werden müssen. Für die meisten habe ich mir, persönlich, meine Meinung gebildet, aber hier beschränke ich mich darauf, sie zu skizzieren.

1. Sammlung der 100 Millionen.

(Circa $^1/_4$-$^1/_3$ sollten durch die Bevölkerung aufgebracht werden, $^2/_3$-$^3/_4$ durch die Wirtschaft, wobei jede Wirtschaftsgruppe (Industrie, Banken, Versicherungen, Grosshandel, Detailhandel, Landwirtschaft, Gewerbe, Transport-Anstalten, etc.) über ihre Fachverbände ein bestimmtes Wunschkontingent zuerteilt erhielten).

2. Verwaltung und Anlage der gesammelten Beträge.

3. Einkauf der Waren.

(Hier muss man eng mit den Brancheverbänden zusammengehen, nachdem von einer Instanz (s. unter 4 und 5) ein Verteilungsschlüssel festgesetzt ist.

---

14. *Annotation de M. Pilet-Golaz dans la marge:* oui, mais dans un an?
15. *M. Pilet-Golaz a souligné cette phrase dans la marge et y a écrit:* en quoi ils se trompent.
16. *M. Pilet-Golaz a souligné cette phrase dans la marge et y a inscrit un point d'interrogation.*
17. *M. Pilet-Golaz a inscrit un point d'interrogation dans la marge.*
18. *M. Pilet-Golaz a souligné cette phrase dans la marge et y a écrit:* très juste.

Unternehmen, die selber Produkte, die für die Aktion in Frage kommen, herstellen oder besitzen, könnten ihren Beitrag in natura leisten.

Als Preis kommt höchstens ein «billiger Ausverkaufspreis» in Frage.

Kein Unternehmen kann sich durch einen Geldbeitrag ein Vorrecht für Berücksichtigung beim Wareneinkauf ausbedingen[19].

4. Verteilung der Waren.

(Am ehesten durch das *schweizerische* (nicht *internationale*) Rote Kreuz. Unsere Gaben müssen das *rote und* das *weisse* Kreuz tragen)[20].

(Für die Wahl der zu beschenkenden *Länder* habe ich persönlich bestimmte Ideen, die nicht hier zu erörtern sind).

(Vorverhandlungen mit den Blockade- und (eventl.) Gegenblockade-Mächten werden nötig sein, damit nicht im letzten Moment Hindernisse entstehen)[21].

5. Ein zentraler Organismus in der Schweiz muss geschaffen resp. gewählt werden, der alles vorbereitet und durchführt[22].

6. Die kriegswirtschaftlichen Instanzen (K.E.A. und K.I.A.A.) müssen zwecks Regelung der Rationierungs- und Kontingentierungsfragen rechtzeitig begrüsst werden[23].

Ich will aber dieses Schreiben nicht durch die Aufzählung von Schwierigkeiten und Aufgaben beschweren, die alle überwunden werden können, und die jetzt noch gar nicht zur Diskussion stehen.

Es liegt mir nur daran, noch einmal zu betonen: eine Aktion, wie die skizzierte, liegt in der Luft und wird vom Volke erwartet. Was fehlt, ist nur noch die klare Formulierung. Meines Erachtens darf keiner Partei[24] und noch weniger einer einzelnen Persönlichkeit gestattet werden, die Sache taktisch oder propagandistisch für eigene Ziele auszuwerten. Das Prestige dafür muss einzig und allein dem Bundesrat, als dem Repräsentanten des ganzen Schweizervolkes zufallen.

Zusammenfassend formuliere ich: die Schweiz muss sofort bei Kriegsschluss ihre Speicher öffnen, ohne Rücksicht auf Dank oder Belohnung. Kein Reicher darf auf seinem Überfluss sitzen bleiben, wenn seine Nachbarn hungern und darben, und Wohltaten, auch ohne jeden Hintergedanken, sind nie umsonst.

Ich stehe jederzeit zur Verfügung des hohen Bundesrates in dieser wie in jeder andern Angelegenheit.

---

19. *M. Pilet-Golaz a souligné cette phrase dans la marge et y a écrit:* très juste.
20. *M. Pilet-Golaz a souligné cette phrase dans la marge et y a écrit:* très juste.
21. *M. Pilet-Golaz a souligné cette phrase dans la marge et y a ajouté un point d'interrogation.*
22. *Ed. de Haller a écrit dans la marge:* composition? fractions politiques?
23. *M. Pilet-Golaz a souligné cette phrase dans la marge et y a écrit:* d'accord.
24. *Ed. de Haller a écrit dans la marge:* Duttweiler.

56

E 2001 (E) 2/641

La Légation de Suisse à Washington
au Département politique

Copie de réception
T N° 992 *Chiffré*

Washington, 14. Dezember 1943, 12.30
(*Reçu:* 15. Dezember, 12.00)

Treasury ist in folgender Angelegenheit an uns herangetreten:

Jüngste Entwicklung am freien Frankenmarkt zuletzt 41.50 entsprechend Schweizerparität 2.41 erweckt vom amerikanischen Standpunkt aus schwerwiegende Bedenken, da Währungskredit schädigend. Treasury ist der Ansicht, dass gegenwärtiger Kursstand vorübergehende Erscheinung und dass nach dem Krieg früheres Kursverhältnis wieder hergestellt werde. Trotz unserer Argumentierung, dass Dollarentwertung in erster Linie Ergebnis amerikanischer einschränkender Massnahmen hinsichtlich Dollarverwendung sei, besteht hier immer noch Auffassung, dass Schweiz selbst beträchtliche Schuld an Entwicklung trage. Unsere Weigerung, Gold oder gesperrte Dollars gegen Franken anzunehmen, sei Ursache für ähnliches Verhalten anderer Länder. Ausserdem habe Treasury bestimmte Angaben darüber, dass Transaktionen in der Schweiz zum freien Kurs stattgefunden hätten und dass solche Kursmeldungen schlechten Eindruck in Drittländern verstärken. Ferner wirft uns Treasury ganz besonders die faktische Vorschussleistung der Schweiz an Deutschland auf Grund Handelsvertrag vor, wobei betont wird, dass Schweden keine Clearingspitze zu Gunsten von Deutschland habe. Unsere Hinweise auf die vollständig anders gelagerten Verhältnisse unserer Beziehungen mit Deutschland werden hier nicht als vollwertig anerkannt. Treasury hat anhaltend Frankenbedarf, der bis jetzt auf verschiedenen Wegen befriedigt werden konnte. Insbesondere haben Schweden und Portugal Franken auf Basis offizieller Parität von 4.30 abgegeben, wodurch sich diese Länder die Gunst der Treasury für andere Zwecke zu verschaffen suchen. Schweiz erregt zur Zeit von allen neutralen Ländern das grösste Missfallen bei Treasury. Diese Situation birgt Gefahr in sich, dass weitere unsere Lage erschwerende Massnahmen getroffen werden könnten, falls es nicht gelingt, durch gewisse Zugeständnisse finanzieller Art herrschende Spannung zu lösen. Treasury spricht Erwartung aus, dass Schweiz bei Frankenbeschaffung grösseres Entgegenkommen als bisher zeige. Treasury beziffert seinen Bedarf für Gesandtschafts- und Konsulardienst einschliesslich ähnliche Aufwendungen anderer Länder der westlichen Hemisphäre ausgenommen Kanada und Argentinien auf Gegenwert von rund zehn Millionen Dollar und ersucht uns um Übernahme dieses Betrages gegen Franken. Treasury wäre in diesem Falle bereit, hiesigen Frankenmarkt schärferer Kontrolle zu unterstellen, Bedarf durch Lizenzbeschränkungen zu regulieren und, falls notwendig, eigene Abgaben vorzunehmen. Ferner würde Treasury im Einvernehmen mit uns Plan studieren, um Transaktionen ausserhalb offiziellen Kurses überhaupt

zu verunmöglichen, in der Meinung, dass in der Schweiz entsprechende Massnahmen getroffen würden. Nach unserer Auffassung muss vor allem bestehende ungünstige Atmosphäre verbessert werden. Halten dafür, dass Gesamtproblem unserer Beziehungen zu Amerika durch umfassende Besprechungen mit State Department abgeklärt werden sollten. Bevor jedoch an diese Aussprache herangetreten werden kann, scheint es uns notwendig, schweizischerseits Geste durch Entgegenkommen gegenüber Wünschen Treasury zu machen. Dies ganz besonders im Hinblick auf relativ bescheidenen Betrag und unsere entgegenkommendere Haltung gegenüber England. Auf diese Weise könnten wir State Department gegenüber Vorwürfe Treasury von vornherein entkräftigen. Eventuell wäre zu erwägen, ob bei prinzipieller Zusage auf Zusehen hin Vierteljahresquoten von 2.5 Millionen Dollars gewährt werden sollten. Es wäre jedoch notwendig, unsere Geste mit den beabsichtigten Zugeständnissen an England in Einklang zu bringen. Wir denken dabei nicht an Gleichstellung der Summen, sondern daran, dass eine ratenweise Zurverfügungstellung an Amerika nur dann erfolgen sollte, falls analoge Behandlung Englands beabsichtigt ist. Treasury wünscht keinesfalls Einräumung eines Frankenkredits, sondern will Franken mit Dollars oder Gold bezahlen. Dürfen Euch überlassen, London von obigem zu verständigen [1].

1. *Le Département politique répond par le télégramme du 22 décembre publié ci-dessous. Cf. N° 60.*

57

E 7110/1973/135/18

La Délégation économique suisse à Londres au Département politique

Copie de réception
T

London, 15. Dezember 1943, 20 h. 55

Nummer 1243 und 1244. *Sehr dringlich.*
Euer 1302 [1]

1. Folgt Entwurf Vereinbarung zwischen den beiden Notenbanken Artikel 1a) The Nationalbank of Switzerland agrees to place swiss francs at the disposal of Bank England against gold to be delivered in London.

b) Bank England undertake that at any time on the request of Nationalbank a licence will be granted for the export to any non enemy territory of gold delivered in London under the terms of this agreement. Bank England will assist Nationalbank and request the help of the competent british authorities with a view to procuring facilities for shipment of such gold from London to Lisbon.

1. *Cf. N° 54.*

c) Price of gold delivered under the terms of this agreement shall be swiss francs 4823 per kilo of fine gold.

Art. 2 lit a und b entsprechen Art 8 lit a und b im bisherigen Abkommensentwurf.

Art. 2 lit c entspricht Art 9 im bisherigen Entwurf.

Art. 3 Bank England undertake that at any time on the request of Nationalbank a licence will be granted for the export to any non enemy territory of an amount of gold from the Nationalbank's holding of gold in London equal to the amount of gold transferred to Nationalbank during 1943 in connection with payments made on behalf of Bank of England.

Art. 4 a) In the event of any change of gold price in Switzerland Bank of England and Nationalbank will consult with a view to determining the price of gold for the purposes of this agreement.

b) This agreement comes into force on 1 January 1944 and will continue in force for a minimum of one year and thereafter subject to three months notice of termination on either side.

2. Betreffs Enemy Content und Freigabe Kanadageldbestände nach Kriegsschluss werden wir gesonderte Zusagen MEW und Treasury erhalten, da nicht in Kompetenz Bank England fallend.

3. Betreffend Goldabgabe in Lissabon erklärt Bank keine gleich formelle Verpflichtung übernehmen zu können wir für London, dies aus rein technischen Gründen der variabeln Disponibilitäten in Lissabon. Bank erklärt aber ganz positiv Gold in Lissabon dann stets abzugeben, wenn ihr dies möglich ist. Dies ist von den zeitlich nicht genau vorausbestimmbaren Verschiffungsmöglichkeiten abhängig.

4. Erbitte Ermächtigung für Nationalbank obige Vereinbarung abzuschliessen. Erwarte Euren telefonischen Anruf Freitag zwischen elf und zwölf Uhr. Keller[2].

---

2. *Le 17 décembre, R. Kohli adresse à Pilet-Golaz la notice suivante au sujet de l'accord financier avec la Grande-Bretagne:*

Herr Professor Keller hofft heute oder morgen in London zu einem Abschluss der ersten Phase der Verhandlungen zu kommen. Die Schweiz erhält u.a. 42 000 statt bisher 32 000 to Fette und Öle für die menschliche Nahrung und 66 000 to Futtermittel (bisher null) für das erste Quartal 1944 zugesichert, daneben die bisherigen Quoten für Nahrungsmittel, Fette für die Seifenfabrikation, Tabak usw. Die Alliierten sind heute dazu bereit, uns Zufuhren im Ausmasse von mindestens 350 000 to im ersten Semester 1944 zu ermöglichen.

Eine wesentliche Rolle für den Abschluss des Abkommens dürfte auch das britischerseits vorgeschlagene Finanzabkommen spielen, dessen Text mit dem gestrigen Telegramm übermittelt wurde. Dieses Abkommen birgt allerdings gewisse Risiken für die Schweiz in sich. Vor allem betrachtet die Nationalbank den Preis des Goldes loco London zu 4825 Fr. das Kilo als nicht sehr vorteilhaft. Aber das Abkommen bietet neben der erfreulichen Tatsache der Deblockierung – allerdings nicht des bereits in Ottawa liegenden, sondern nur des neu zu erwerbenden – Goldes doch die Chance, zu einer wesentlichen Entspannung führen zu können. Währungspolitisch ist aber vor allem der erhöhten Warenzufuhr grösste Bedeutung beizumessen. Schliesslich darf die präjudizielle Bedeutung des Abkommens für unser Verhältnis zu den U.S.A. sicher auch nicht unterschätzt werden.

Das Direktorium der Schweizerischen Nationalbank hat – laut einer telephonischen Mitteilung des Präsidenten Weber an den Unterzeichneten – die Absicht, Herrn Bundesrat Wetter

ANNEXE I

E 7110/1976/125/28

MEMORANDUM OF AGREEMENT BETWEEN THE BANK OF ENGLAND AND THE NATIONAL BANK OF SWITZERLAND

Copie

London, December 18, 1943

I. (a) The National Bank of Switzerland agree to place Swiss francs at the disposal of the Bank of England against gold to be delivered in London.
(b) The Bank of England undertake that at any time on the request of the National Bank of Switzerland a licence will be granted for the export to any non-enemy territory of gold delivered in London under the terms of this Agreement. The Bank of England will assist the National Bank of Switzerland and request the help of the competent British Authorities with a view to procuring facilities for the shipment of such gold from London to Lisbon.
(c) The price of gold delivered under the terms of this Agreement shall be Sw.Fcs. 4,825 per kilo of fine gold.

II. (a) Swiss francs acquired by the Bank of England under the provision of this Agreement may be used for payments to be made in Switzerland by residents of the Sterling Area, including Allied Governments established in the Sterling Area and, except with the permission of the National Bank, will not be used for the purpose of acquiring other non-Sterling Area currencies.
(b) Such payments shall also be deemed to include all payments for the protection by the Swiss Government of the interests of His Majesty's Government and Allied Governments established in the Sterling Area.
(c) The expression "Sterling Area" shall have at any time the same meaning as in the regulations with regard to exchange control in force at that time in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland.

III. The Bank of England undertake that at any time on the request of the National Bank of Switzerland a licence will be granted for the export to any non-enemy territory of an amount of gold from the National Bank of Switzerland's holding of gold in London equal to the amount of gold transferred to the National Bank of Switzerland during 1943 in connection with payments made on behalf of the Bank of England.

IV. (1) In the event of any change of gold price in Switzerland, the Bank of England and the National Bank of Switzerland will consult with a view to determining the price of gold for the purposes of this Agreement.
(2) This Agreement comes into force on the 1st January 1944 and will continue in force for a minimum of one year and thereafter subject to three months' notice of termination on either side[3].

---

heute morgen die Zustimmung zum Abkommen zu beantragen. Auch die Herren Direktor Hotz und Dr. Homberger empfehlen die Annahme.

Herr Professor Keller hat dringend gebeten, ihm die Stellungnahme zum Finanzabkommen wenn immer möglich heute 11 Uhr telephonisch bekanntzugeben, damit er abschliessen kann. Der Unterzeichnete wäre dankbar, wenn ihm aus der Sitzung des Bundesrates dessen Beschluss mitgeteilt werden könnte (E 2001 (E) 2/629).

3. *Le même jour, Dingle Foot adresse à P. Keller la lettre suivante:* With reference to the memorandum between the Bank of England and the National Bank of Switzerland, which is being signed today, I understand that the Swiss Government have agreed to the terms of this memorandum on the understanding that whilst it remains in force there shall be no variation in the present arrangements regarding the permitted enemy content of Swiss exports.

ANNEXE II

E 7110/1976/125/28

Le Trésor britannique[4]
au Chef de la Délégation économique suisse à Londres, P. Keller

Copie
L London, December 18, 1943

With reference to the discussions on Anglo-Swiss financial relations which you have been conducting with the Treasury, I note with pleasure that a Memorandum of Agreement between the Bank of England and the National Bank of Switzerland is being initialled today. In this connection the Swiss Government have referred to the gold deposited for Swiss account in Ottawa, and I accordingly confirm the understanding already arrived at, namely that no objection will be raised so far as His Majesty's Government is concerned, to the shipment to Berne, six months after the conclusion of hostilities between the United Kingdom and Germany, of such gold purchased by the National Bank of Switzerland prior to the present Agreement in connection with the payments made on behalf of the Bank of England.

The Canadian authorities are of course also concerned in the matter. They are being consulted and His Majesty's Government's attitude will be fully explained to them.

In the course of the above-mentioned discussions you have referred to the question of imports of Swiss goods into the United Kingdom and into other countries of the sterling area. In present circumstances exchange and other considerations must of course impose very strict limits on such imports but to the extent that, hitherto, restrictions have been specially applied to imports of Swiss goods in view of the exceptional exchange difficulties that have recently existed in relation to Switzerland, the Treasury will be prepared to re-examine the situation and consider whether any relaxations may be possible. The Treasury will be willing moreover to make this policy known to the Authorities of other countries in the sterling area, who may be prepared to consider taking similar action.

I have pleasure in confirming His Majesty's Government's acceptance of these provisions.

La BNS confirme sa signature par une lettre du 5 janvier 1944 (E 2001 (E) 2/629). *Par la suite, l'accord financier est mentionné avec l'une des deux dates.*

4. *La lettre est signée* W. Harmer.

58

E 2001 (E) 2/575

Compte-rendu d'une séance de négociations économiques germano-suisse[1]

INTERNES PROTOKOLL
ÜBER DIE SITZUNG DES GEMISCHTEN AUSSCHUSSES VOM FREITAG, DEN 17. DEZEMBER 1943, 16 H.

Anwesende: HH. Dir. Hotz, Dir. Homberger, Leg. Rat. Kohli, Dr. Gygax, Fürspr. Marti.
Generalkonsul Rüter, Major Gaefgen, Dr. Beyer, Reichsbankrat Hintz.

1. *Frage der Aufnahme neuer Verhandlungen:*

Herr Dir. Hotz begrüsst die deutschen Herren und führt aus, dass der gemischte schweizerisch-deutsche Ausschuss eingeladen worden sei, um der schweizerischen Seite Gelegenheit zu geben, die bei der letzten Sitzung vom 26. November a.o.[2] vorbehaltene Antwort zu dem deutschen Wunsche nach Wiederaufnahme der Verhandlungen vorzubringen, wobei gleichzeitig auch das von Herrn Minister Köcher anlässlich seiner Vorsprache bei Herrn Bundesrat Pilet-Golaz überreichte, vom 7. Dezember 1943 datierte «Papier»[3] mündlich beantwortet werden könne, was zweifellos zweckmässiger sei als eine schriftliche Stellungnahme, da sonst nur unnötig Zeit verloren gehe. Was mit Bezug auf dieses «Papier» gesagt werde, gelte im übrigen auch als Antwort der vorgesetzten Behörde, des Bundesrates.

Ich glaube sagen zu dürfen – so äusserte sich Herr Direktor Hotz im folgenden – dass wir alles getan haben und tun werden, was menschenmöglich ist, um das getroffene Abkommen durchzuführen. Wir gingen sogar noch weiter, als wir vertraglich verpflichtet waren. Es wurde generell darauf verzichtet, diejenigen An- und Teilzahlungen aus Geschäften den Transferkontingenten zu belasten, die nicht in der Vertragsperiode zum Export gelangen. Falls bei den obligatorisch vorab vorzunehmenden Belastungen für An- und Teilzahlungen ein Firmenkontingent nicht ausreicht, so ist zudem der überschiessende Betrag den Transferkontingenten nicht anzurechnen. Durch ihre entgegenkommende Haltung hat die schweizerische Seite das Abkommen in Fluss gebracht. Die Novemberausfuhr wird sich nach den vorliegenden unverbindlichen Zahlen auf ca. 40 Mio Fr. belaufen, auf alle Fälle mindestens so hoch sein als die Einfuhr aus Deutschland. Dazu ist erst noch der unsichtbare Export – Elektrizität, Nebenkosten etc. – zu zählen. Angesichts dieser Tatsachen wirkt der Wortlaut

1. *Ce document est rédigé par H. Marti, de la Division du Commerce du DEP.*
2. *Non reproduit.*
3. *N° 52.*

des von Herrn Minister Köcher übergebenen Schriftstückes wirklich befremdlich. Von einer unfreundlichen oder nicht konstruktiven Einstellung der Schweiz kann nicht die Rede sein. Wie bereits in der vorhergehenden Sitzung des Gemischten Ausschusses dargelegt worden ist, liegt der Grund, weshalb die Schweiz nicht so rasch zu Verhandlungen schreiten kann, nicht in einem Druck von aussen, sondern in objektiven Faktoren. Vor allem war es bis jetzt nicht möglich, die Elemente für ein neues Clearingbudget zu überblicken. Auch die zukünftige Versorgung der Schweiz aus Übersee, der «Brotkorb» liess sich auch nur halbwegs beurteilen. Deutschland hat sicher kein Interesse daran, dass die Schweiz zusammenbricht. Leider ist es durch das Abkommen vom 1. Oktober a.o. nicht genügend gelungen, die Basis für eine befriedigende Regelung mit der andern Mächtegruppe zu schaffen.

Was im speziellen den Vorwurf anbelangt, es seien schweizerischerseits grosse Anlaufschwierigkeiten zu überwinden gewesen, so ist zu bemerken, dass die Kontingentierung gar nicht ein so einfaches Problem dargestellt hat. Im übrigen ist auch deutscherseits nicht alles so prompt gegangen, wie es wünschbar gewesen wäre. *Neben den Schwierigkeiten bei der Verteilung der Wertgrenzen auf dem Textilsektor, den Schwierigkeiten bei der Büchereinfuhr in Deutschland und dem Bezug von Saatgut aus Deutschland muss vor allem die betrübliche Entwicklung der deutschen Eiseneinfuhr in die Schweiz hervorgehoben werden.*

	1942	*1943*
monatsdurchschnittliche Eiseneinfuhr in die Schweiz gemäss schweiz. Handelsstatistik:	18 230 to	9 205 to

Wenn auch inzwischen das neue schweizerische Versorgungskontingent auf die deutschen Lieferwerke verteilt worden ist, so ist damit lediglich die Möglichkeit der Bestellungsaufgabe gegeben. Die effektive Eisenzuteilung muss von den Lieferwerken nachträglich erst noch nachgesucht werden. Erst wenn auch diese vorliegt steht der approximative Liefertermin fest.

Gemäss dem von der deutschen Seite offiziell übergebenen «Papier» ist die deutsche Seite ebenfalls erbost über die neuen Kontingentierungen, wobei jedoch nicht auf konkrete vertragliche Bestimmungen abgestellt wird. Materiell ist dieser Einwand gänzlich unberechtigt. Aber auch formell! Von den 36 Positionen, deren Kontingentierung sich die Schweiz seinerzeit ausdrücklich vorbehalten hat, wurde lediglich 1/4 kontingentiert. Der einzige Zweck, der damit verbunden wurde, ist die Vermeidung des «booms», wie er im Juli d.J. vorkam, auf Jahresende. Es geht ebenfalls zu weit, wenn erklärt wird, dass die Schweiz sich neuen Verhandlungen entziehen will. Es ist für die Schweiz einfach nicht möglich und international tragfähig, nur mit einer Mächtegruppe zu verkehren. Die Schweiz tut ihr möglichstes und wird nicht aufhören, um ihre Existenz zu kämpfen und sich für die Sicherstellung der erforderlichen Zufuhren einzusetzen.

Als Antwort auf die mündlichen Bemerkungen in der vorhergehenden Sitzung des Gemischten Ausschusses und zu dem von Herrn Minister Köcher übergebenen «Papier» kann ich Ihnen nunmehr jedoch mitteilen, dass *wir in der nächsten Woche zu Verhandlungen in Bern zur Verfügung stehen.*

Herr Dir. Homberger bemerkt zu dem Inhalt des übergebenen «Papiers» – welches vom Herrn Generalkonsul Rüter ausdrücklich als eine «Pro Memoria» und nicht als eine Note bezeichnet wird – dass dieser sich nur so erklären lassen könne, dass über das Ergebnis der letzten Sitzung des Gemischten Ausschusses in Berlin derart Bericht erstattet worden sei, wie es nun in dem «Papier» wiedergegeben werde. Aus und zwischen den Zeilen könne es herausgelesen werden, das die Schweiz auf den Druck der Feindmächte hin die Bereitschaft zu weitern Verhandlungen ablehne. Dann lasse man durchblicken, dass auch Deutschland der Schweiz Nachteile zufügen könne. Es sei dies umso verwunderlicher, als am Schluss der letzten Sitzung von schweizerischer Seite hervorgehoben worden sei, dass auch die Schweiz den Wunsch habe, ein neues Abkommen mit Deutschland zu treffen und zwar so rechtzeitig, dass der Anschluss an das jetzige gewehrt werde. Auch die Schweiz habe den Wunsch, eine neue vertragslose Periode zu vermeiden. Umso schmerzlicher sei es nun aus dem bewussten «Papier» eine prophylaktische Reaktion herauszulesen. Es sei für die Schweiz, in der Lage, in der sie sich befinde, ausserordentlich bemühend feststellen zu müssen, dass man sie der Parteinahme gegenüber den Feindmächten verdächtige. Sie sei sich klar darüber, dass sie heute nicht beliebt sei. Sie wolle jedoch nur sich treu bleiben und sich wehren mit den Mitteln, die ihr zur Verfügung stünden. Es gebe für sie keinen Druck der Feindmächte, es gebe für sie nur einen Druck der gegebenen Situation, der sie sich anzupassen habe, und das habe nach beiden Seiten hin zu erfolgen.

Der andere Punkt, wo das «Papier» verletzend sei, sei dort, wo der Vorwurf erhoben werde, das Vertragswerk sei nicht richtig in Gang gekommen. Wenn die deutsche Seite berechtigt wäre, sich so zu äussern, wäre es sicher auch die Schweiz, weil auch in Deutschland, trotzdem es in diesen Belangen administrativ erfahrener und gewandter sei, nicht alles am Schnürchen gegangen sei. Um den geäusserten Vorwurf zu entkräften, brauche nur auf die Ausfuhrzahlen verwiesen zu werden, aus denen hervorgeht, dass die Schweiz «aktiv» sei. Es hätte jedoch schweizerischerseits das Abkommen ohne weiteres angewandt werden können, wie «Shylock auf seinen Schein bestanden hat». Die Schweiz wäre berechtigt gewesen, bei den Anzahlungsgeschäften sämtliche Anzahlungen vorab den Transferkontingenten zu belasten, da die betreffenden alten Geschäfte mit der vollem Summe, einschliesslich der bereits überwiesenen Anzahlungen in die Kontingente aufgenommen worden seien. Es hätte das Abkommen also im Einklang mit den Bestimmungen angewandt werden können, ohne dass etwas herausgeschaut hätte. Ohne jedoch die Vorstellungen der deutschen Seite abzuwarten, haben die schweizerischen Behörden gehandelt, da es klar gewesen sei, dass Deutschland Lieferungen und nicht Abrechnungen verlange. Der Inhalt des «Papiers» tue der Schweiz also Unrecht. Sie habe sich bemüht durchzugreifen um bei den Anzahlungsgeschäften eine befriedigende Lösung zu finden. Es sei dies jedoch nur durch radikale Massnahmen möglich geworden, wodurch die Transferkontingente gewissermassen erhöht würden. Man könnte es aus den gemachten Erfahrungen eigentlich nur bedauern, so liberal gewesen zu sein. Es werde jedoch sicherlich der Moment kommen, wo die schweizerische Handlungsweise gewürdigt werde.

Herr Generalkonsul Rüter: Sie werden den Stein gehört haben, der mir vom

Herzen geplumpst ist, als ich vernommen habe, dass Sie in der nächsten Woche eine Delegation in Bern zu Verhandlungen erwarten. Berlin wird wohl kaum darauf bestehen, dass zuerst eine schweizerische Delegation zur Abklärung der grundsätzlichen Fragen nach Deutschland fährt.

Die grosse Sorge für die deutsche Seite bestand darin, dass der jüngste Vertrag richtig anläuft, was nach unsern Feststellungen erst am 15. November der Fall war. Es verblieben damit unter Berücksichtigung der Festtage eigentlich bloss noch 4–5 Wochen. Es bestand nach der letzten Sitzung anderseits der Eindruck, dass vor dem 1. Januar 1944 Verhandlungen nicht möglich sein werden. Dieses Mal wäre wohl ein vertragsloser Zustand etwas ganz anderes gewesen als das letzte Mal. Von dieser Voraussetzung ging auch das Pro Memoria von Herrn Minister Köcher aus. Wenn schweizerischerseits daraus der Vorwurf einer Vertragsverletzung herausgelesen wird, so ist zu bemerken, dass den deutschen Behörden in dieser Beziehung jegliche Absicht fernlag. Eine Streitfrage besteht lediglich mit Bezug auf die schweizerische Berechtigung zu neuen Kontingentierungen. Die deutsche Seite durfte auf Grund der Vertragslage nicht erwarten, dass mit neuen Kontingentierungen zu rechnen sein wird. Warum diese erfolgten, ist noch immer unklar. Für die Verhinderung eines «booms» ist die Zeit zu kurz. Weder im Gemischten Ausschuss noch im Kontingentierungsausschuss war übrigens jemals von diesen neuen Kontingentierungen die Rede. Dass das «désastre» bei den Anzahlungsgeschäften vermieden wurde, haben wir jedoch dankbar anerkannt.

Bezüglich der neuen Kontingentierung bemerkt *Herr Generalkonsul Rüter* zusammenfassend, dass der deutschen Seite lediglich daran liege, festzustellen, ob die Transferkontingente ausgenützt werden können. Dies sei aber eigentlich erst anfangs Januar 1944 möglich. Die endgültige Stellungnahme der deutschen Seite zu dieser Frage müsse also nach wie vor vorbehalten bleiben.

Herr Dir. Hotz: Die von uns nicht gewollte Einseitigkeit im Aussenhandel musste zwangsläufig eine Korrektur erfahren. Dies einem kriegführenden Staat begreiflich zu machen, gehört sicher zum schwierigsten. Es dürfen uns jedoch andere Motive als diejenigen der Selbsterhaltung nicht unterschoben werden. Die hohen Ausfuhrzahlen konnten nicht ewig andauern, so wenig als mit Bundesmitteln fortgesetzt das Clearing künstlich im Gleichgewicht gehalten werden kann. Dieses muss wieder einmal selbsttragend werden.

Herr Leg. Rat. Kohli: Der Chef des eidg. Politischen Departements verlangte nach Kenntnisnahme des bewussten «Pro Memorias» einen eingehenden Bericht über die Situation. Auf seine Frage, ob dieses Schriftstück den Ton, in dem sich die Aussprache im Gemischten Ausschuss bewege, wiedergebe, konnte ihm zum Glück eine beruhigende Auskunft erteilt werden.

Herr Dir. Homberger stellt fest, dass die Befriedigung der deutschen Seite über die vorgesehene Aufnahme der Verhandlungen im Gegensatz stehe zu dem Eindruck, den sie scheinbar von der letzten Sitzung gehabt habe. An der Bereitschaft zu einer konstruktiven Verständigung habe es jedoch schon damals schweizerischerseits nicht gemangelt. Die Wiederaufnahme der Verhandlungen sei lediglich eine zeitliche Frage gewesen.

59

E 2809/1/5

Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz[1]

L F/TS Berlin, 21. Dezember 1943

Gestatten Sie, dass ich Ihnen zu Ihrer Wiederwahl meine herzlichsten Glückwünsche entbiete und meiner Freude und Genugtuung darüber Ausdruck gebe, dass die ungerechten Machenschaften bei der Bundesversammlung nicht verfangen haben. Das Schweizervolk in seiner grossen Mehrheit weiss, dass wir im Jahre 1940 die schwersten und gefahrenvollsten Zeiten durchgemacht haben und dass es neben einem gütigen Geschick dem Bundesrat und Ihrer Diplomatie zu danken ist, dass damals kein Unglück für unser Land sich ereignet hat.

Ich bin ja immer der Ansicht gewesen, dass schon Ende 1940 eine Erleichterung unserer Lage eingetreten ist, damals als deutscherseits der Entschluss gefasst wurde, den Krieg mit Russland zu beginnen. Die späteren Alarmnachrichten habe ich nie mehr ernst nehmen können und mein Optimismus hat sich denn auch bisher als richtig erwiesen. Ich glaube auch jetzt, dass Deutschland vernünftigerweise nicht in der Lage ist, gegen unser Land eine[2] zu unternehmen, auch wenn ich die Jägererfahrung in Auge behalten möchte, dass angeschossenes Grosswild den Menschen annimmt. Aber auch abgesehen von Jägerei weiss ich ja, dass der Bundesrat entschlossen ist, die allgemeine politische Linie in den deutschschweizerischen Beziehungen weiterhin einzuhalten. Der grosse geschlagene Nachbar wird ja immer unser Nachbar bleiben. Es ist kluge Politik, wenn wir die Bedrohung des Nationalsozialismus nicht dem deutschen Volke nachtragen. Eine solche Haltung entspricht auch einzig unseren schweizerischen Grundsätzen und wird dem Lande auf die Dauer förderlich sein. Was früher ein Erfordernis der Vorsicht war, ist jetzt ein Gebot der Würde.

Dass das neue Weltbild auch unsere Aussenpolitik vor neue schwierige Probleme stellen wird, liegt auf der Hand. Der südafrikanische Premier hat diese Wahrheiten ja mit einer auffallenden Frische ausgesprochen. Wahrscheinlich werden im neuen Europa für längere Zeit nicht mehr unsere grossen Nachbarstaaten, sondern England und Russland die massgebenden Machtfaktoren sein. Nur darin können wir nicht dem Rezepte Smut's[3] folgen, dass wir uns in die englische Sicherheitssphäre begeben. Wir werden auch in dieser Konstella-

---

1. *Pilet-Golaz a été réélu au Conseil fédéral le 15 décembre 1943 par l'Assemblée fédérale (Cf.* Bulletin sténographique du Conseil national, *pp. 324–325). Lors de cette même séance, le socialiste E. Nobs a été élu pour occuper le siège du radical E. Wetter démissionnaire.*
2. *Un mot manque sur le document original.*
3. *Dans un discours publié au moment de la Conférence de Téhéran, le maréchal J.C. Smuts, Premier Ministre de l'Union sud-africaine, avait exprimé sa conception de l'après-guerre et de la nouvelle organisation des Nations Unies.*

tion unserem Grundsatz der Neutralität treu zu bleiben haben. Das Leitmotiv der Aera Motta: «Gleiche freundschaftliche Beziehungen mit allen unseren Nachbarstaaten» werden wir auf die neuen massgebenden Mächte zu übertragen haben. Damit ist das Programm, das sich für unsere Aussenpolitik gegenüber Russland stellt, angedeutet und es wird gut sein, wenn wir keine Gelegenheiten versäumen.

Im übrigen danke ich Ihnen, Herr Bundesrat, für alle Unterstützung, die Sie mir und meinen Mitarbeitern auch im vergangenen Jahr haben angedeihen lassen. Wir leben hier ja unter gewissen persönlichen Gefahren und auch unter dem Eindruck des Elends und des Jammers, da ein tüchtiges und sympathisches Volk erleidet, aber wir sind guten Mutes und voll Zuversicht, weil wir glauben, dass unser Land heil und würdig die grosse Prüfung, in der sich unsere Generation befindet, überstehen wird.

60

E 2001 (E) 2/641

Le Département politique à la Légation de Suisse à Washington

Copie d'expédition
T MT

Bern, 22. Dezember 1943, 21 h. 00

Nummer 977. Euer 992[1]. Auch für Pfenninger. Auch Nationalbank verfolgt mit Missbehagen wachsende Disparität freien Frankens in New York. Direktorium hat daher Direktor Pfenninger schon vor Monaten ersucht, diese auch Schweiz unsympathisch berührende Kursentwicklung bei Fedreserve und Treasury zur Sprache zu bringen. Aus Antwort Pfenninger war eigentümlicherweise zu ersehen, dass massgebende amerikanische Instanzen starker Frankenüberwertung keine grosse Beachtung zu schenken scheinen, zum Teil von Erwägung ausgehend, dass Umfang solcher Transaktionen belanglos sei. Unsere gleichzeitige Anregung, Amerika möchte Abwehrmassnahmen ergreifen, fand bekanntlich keine Unterstützung.

Teilen durchaus dortige Auffassung, dass Kursparität nach Kriegsende bald wieder hergestellt sein wird. Voraussetzung hierfür ist aber unseres Erachtens, dass bestehende Restriktionen aufgehoben werden, ferner dass Warenkäufe in westlicher Hemisphäre wieder unbeschränkt möglich sind und deren freie Ausfuhr gewährleistet wird.

Schuld an Dollarbaisse liegt nicht bei der Schweiz, im Gegenteil Nationalbank beansprucht für sich Verdienst seit Freezing aus Exportlieferungen an über dreissig Länder Dollararea herrührende Sperrdollars gegen liquide Schweizerfranken konvertiert und dadurch Stabilität Dollarkurs auf 4.30 gewahrt zu haben. Von dieser Politik profitierte Dollarwährung als internationa-

1. *Cf. N° 56.*

les Zahlungsmittel. Grössere Anzahl Länder benützte allerdings diese Gelegenheit, Sperrdollars abzustossen und über den Weg der Schweiz freie Devisen oder Schweizerwaren zu erhalten. Wollte die Nationalbank bisherige liberale Politik aufgeben, läge Wahrscheinlichkeit nahe, dass Dollar an internationaler Geltung noch mehr einbüssen und sowohl in der Schweiz als auch in andern Ländern rückläufige Tendenz einschlagen würde.

Intervention Nationalbank am New Yorker Devisenmarkt wäre nachgerade paradoxes Unterfangen und würde Einmischung in amerikanische Verhältnisse bedeuten, abgesehen davon, dass dadurch seitens vieler Länder zu umfangreichen Dollarabgaben zum Ankauf freier Schweizerfranken am New Yorker Markte geschritten würde. Sind überzeugt, dass gegenwärtige Entwicklung freier Franken ausschliesslich auf Abschlüsse in Amerika zurückzuführen ist, zumal schweizerische Banken laut Gentlemen Agreement verpflichtet sind, Dollars nur zu offiziellen Nationalbankkursen zu handeln und weil überdies ein starker amerikanischer Bedarf für nichtkommerzielle Zahlungen vorzuliegen scheint. Abhilfe wäre nur möglich, wenn Washington Lizenzen verweigern und dortigen Banken ebenfalls offizielle Kurse vorschreiben würde. Ein Vergleich mit Deutschland ist wie Sie selbst bemerken, schon in Rücksicht auf unsere geographische Lage abwegig. Dazu kommt, dass reines Warenclearing für Deutschland anhaltend aktiv ist und Einschüsse schweizerischer Regierung im Clearing im Grunde genommen durch Aufrechterhaltung des Finanzdienstes bedingt sind. Zudem sind diese Vorschüsse in ihrer Gesamtheit kaum viel grösser als die seit Freezing hereingenommenen blockierten Goldbestände in New York und Ottawa, deren Gegenwert nicht nur auf kommerzielle Geschäfte zurückzuführen ist, sondern in bedeutendem Ausmass auch auf Regierungsbedürfnisse sowie auf Zahlungen Rotkreuz und an Eidgenossenschaft für Leistungen aus Wahrung fremder Interessen. Endlich repräsentieren sie teilweise Erlöse für zwangsmässig durchgeführte Liquidationen von Vorratslagern.

Ersuchen Sie, unsern Standpunkt, der übrigens Ihnen wie Direktor Pfenninger hinlänglich bekannt ist, den massgebenden Treasurybeamten einmal mehr auseinanderzusetzen und insbesondere die währungspolitischen Gesichtspunkte zu unterstreichen. Bitten sodann zu erklären, dass Nationalbank jederzeit bereit ist, unlimitierte Beträge Schweizerfranken zur Verfügung zu stellen, falls Schweiz wiederum gestattet wird, in Dollararea Waren zu freier Ausfuhr und Verschiffung und unter Verwendung von Sperrdollars anzukaufen oder wenn zum mindesten Gegenwert der zu übernehmenden Dollars in jederzeit freiem abrufbarem Gold zur Verfügung gestellt wird.

Teilen vertraulich mit, dass wir ähnliches Arrangement betreffend Abgabe Schweizerfranken gegen Abtretung jederzeit disponibles und für Ausfuhr nach Schweiz freies Gold soeben mit Bank England abgeschlossen haben. Autorisieren Euch Treasury hievon Kenntnis zu geben.

Sollte ähnliche Lösung oder Wiederanlage Sperrdollars in frei verfügbare Waren momentan abgelehnt werden, was wir sehr bedauern würden, wollen Sie Treasury mitteilen, dass Bundesrat im Interesse guten Einvernehmens bereit wäre, Nationalbank zu ermächtigen, für Bundesrechnung monatlich zwei bis zweieinhalb Millionen Franken Treasury für ausschliesslich Regierungsbedürfnisse zur Verfügung zu stellen, gegen Dollargutschrift. Darüber

hinaus ist Nationalbank bereit, von Rotkreuz und für andere humanitäre Zwecke in bisherigem Umfange Dollars abzunehmen.

Erwarten, dass schweizerisches Entgegenkommen geeignet sein wird, von Ihnen vermutete Spannung zu lösen. Directional.

61

E 7110/1973/135/49

Le Délégué du Conseil fédéral aux Accords commerciaux, P. Keller, aux Légations de Suisse à Londres et Washington

Copie d'expédition
T N° 1373/74 Bern, 29. Dezember 1943

Von Handel stop

Wir kabelten heute Washington wie folgt quote

1. Wir haben Ihnen von London aus Abschluss Teilabkommen von 19. Dezember[1] sowie bevorstehende Rückkehr Rieflers nach USA gemeldet stop Riefler besitzt schweizerische Erklärung über künftige Kreditpolitik mit folgendem Inhalt:

a) Fortführung gegenüber Deutschland des Kohlenkredits von Fr. 50.— per effektiv gelieferte Tonne Kohle im ersten Semester 1944.

b) Fortführung gegenüber Deutschland der Transfergarantie im ersten Semester maximal in ihrem bisherigen Umfang wobei die Schweiz alle Anstrengungen machen wird, zu einer Herabsetzung des jetzt garantierten Satzes zu gelangen.

c) Keine anderweitige Clearingzuschüsse oder Kredite an Deutschland oder andere Achsenstaaten im ersten Semester 1944.

2. Da Kreditfrage in erster Verhandlungsetappe infolge Fehlens der notwendigen Instruktionen an die alliierten Delegierten nicht abschliessend behandelt werden konnte andererseits Eintritt eines vertragslosen Zustandes nach dem 31. Dezember infolge Ablaufens des schweizerisch-deutschen Vertrages vom 1. Oktober 1943[2] unbedingt vermieden werden muss, gedenken wir zunächst mit einer Verlängerung des bisherigen Abkommens um einen Monat Zeit für die Verhandlungen über ein neues Abkommen mit Deutschland zu gewinnen. Alliierte haben in London Verständnis für diese Notwendigkeit gezeigt und werden uns dieses Vorgehen nicht zum Vorwurf machen.

3. Da eine Grundlage für eine neue Semesterverständigung mit Deutschland im Verlaufe des Januars gefunden werden muss, was sich angesichts der in London vereinbarten Exportbeschränkungen wie die bisherigen Verhandlungen bereits deutlich zeigen, äusserst schwierig gestalten wird, so ist die von den Alliierten zugesagte vordringliche Klärung der Kreditfrage auf Basis der oben

1. *Cf. N° 57. Cf. aussi* E 7800/1/23.
2. *Cf. N° 52.*

zitierten schweizerischen Erklärung vom 19. Dezember für uns von entscheidender Bedeutung. Wir bitten Sie deshalb, mit Riefler und Lovitt möglichst bald nach Neujahr Fühlung zu nehmen, um von ihnen eine amerikanische Erklärung zu erreichen, dass schweizerisches Vorgehen nach Ziffer eins hiervor keine irgendwelche neue Komplikationen zur Folge haben wird. Wir glauben annehmen zu dürfen, dass dann die Erreichung einer ähnlichen Stellungnahme Foots noch vor der Wiederaufnahme der Verhandlungen in London nicht mehr allzu grosse Schwierigkeiten bereiten würde.

4. Bei ihrer Fühlungnahme mit Riefler und Lovitt wollen Sie davon ausgehen, dass unsere gegenwärtigen Besprechungen in Bern mit einer deutschen Delegation bereits wegen der Londoner Exportabreden grössten Schwierigkeiten begegnen, die nicht noch durch eine enge Stellungnahme der Alliierten zur Kreditfrage vermehrt werden sollten. Eine Zustimmung zur obigen Ziffer eins sollte Alliierten umso eher möglich sein, als Exportkontingentierung ihnen heute bereits eine Sicherheit absoluter Natur bietet, die früher gefehlt hat. Transfergarantie wird aber auch im ersten Semester 1944 für Funktionieren des Clearingsystems im Interesse des schweizerischen Exporteurs notwendig sein stop

ad Ziffer 1 lit a: Kohlenkredit ist nur Ersatz einer sonst unvermeidlich eintretenden Preiserhöhung im gleichen Ausmass. Die gegenwärtige Form des Kredits gibt Schweiz einen Anspruch auf Rückzahlung in Form künftiger Kohlenlieferungen. In Londoner Besprechungen schien Fortführung auf bisheriger Basis das Verständnis der Partner gefunden zu haben.

ad Ziffer 1 lit b: Schweiz wird aus lebhaftem Eigeninteresse alles unternehmen, um zu einer Lösung der Transfergarantie im ersten Semester 1944 zu gelangen, die dem Bund ein geringeres Risiko überbindet als die bisherige Regelung. Ohne Transfergarantie auf einer minimalen Ausfuhrbasis, die indessen keinesfalls höher sondern eher etwas niedriger als im 2. Semester 1943 liegen wird, lassen sich die bedeutenden Zahlungen aus Deutschland zugunsten der Schweiz für sog. unsichtbare Exporte, wie Zinsen, Dividenden, Versicherungen, Regiespesen und Lizenzen, die für schweizerische Volkswirtschaft von grosser Bedeutung sind, nicht aufrechterhalten. Wir müssen immer wieder daran erinnern, dass rein warenmässig Deutschland der Schweiz mehr liefert als umgekehrt. Damit wir mit Deutschland weiter verhandeln können, sollten Alliierte der Formel im Briefe Keller vom 19. Dezember für die nächsten 6 Monate zustimmen.

ad Ziffer 1 lit c: Diese Zusage wird den Alliierten sehr wertvoll sein.

5. Wir erwarten mit grösster Spannung möglichst in den ersten Januartagen die Resultate ihrer Fühlungnahme die für die Weiterführung unserer Wirtschaftsverhandlungen mit Deutschland nach Neujahr von grundlegender Wichtigkeit sein werden. unquote

6. Wir bitten Sie auch bei MEW entsprechend vorstellig zu werden[3].

---

3. *Sur la suite de ces négociations, cf. le télégramme de la DC à la Légation de Suisse à Londres expédié le 6 janvier 1944* (E 7110/1973/135/18) *et la lettre de Hotz à Sullivan et Reagan du 7 janvier 1944* (E 7110/1976/134/61).

62

E 7110/1976/134/61

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna, au Directeur général des Douanes, R. Furrer

Copie
L MC

Berne, 30 décembre 1943

Par lettres des 16 et 27 de ce mois [1], vous avez bien voulu nous remettre la statistique du transit de marchandises entre l'Italie et l'Allemagne par la Suisse pour les deux premières décades de décembre. Cette statistique nous rend de grands services et nous vous en remercions.

Nous constatons que pour plusieurs marchandises particulièrement importantes pour la guerre, certains métaux et le caoutchouc par exemple, les chiffres de 1938 et du début de 1943 que vous nous avez communiqués se trouvent largement dépassés. Ainsi que nous vous l'exposions par nos lettres des 25 novembre [1] et 20 décembre [1], nous attachons beaucoup de prix à savoir aussitôt que possible quand les quantités dites normales sont atteintes ou sur le point de l'être. Vous nous obligeriez donc vivement en faisant bloquer ce qui, pour une marchandise donnée, excède la plus forte quantité mensuelle moyenne transportée, soit en 1938, soit pour la période de janvier à juillet 1943, et en nous en informant pour que nous puissions examiner ce qu'il y a lieu de faire dans chaque cas particulier.

Pour faire suite à notre lettre du 20 décembre, nous vous transmettons sous ce pli, avec la copie d'une note du 17 décembre [1], la statistique du transit pour la première décade de décembre que nous communique la Légation d'Italie à Berne [2].

---

1. *Cf.* E 2001 (D) 3/348-349.
2. *En réponse à cette note de la Légation d'Italie à Berne, le Département politique confirme, par une note du 27 décembre,* que le transit des marchandises provenant d'Italie est l'objet d'une surveillance attentive à la frontière suisse. Ainsi que la Légation l'a relevé, le volume de ce trafic a subi depuis lors une diminution, qui est de 20% environ.

   Le Département politique se plaît à espérer que les constatations déjà enregistrées et les effets du contrôle qui continue à être exercé sur les marchandises traversant le territoire suisse seront de nature à faire disparaître les préoccupations dont la Légation Royale a bien voulu l'entretenir (E 2001 (D) 3/348).

63

E 2300 Washington/47

Le Ministre de Suisse à Washington, K. Bruggmann,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz[1]

RP N° 1 *Washington,* 3. Januar 1944

Secretary Hull und seine Mitarbeiter, die an den Besprechungen in Moskau teilnahmen, und die gar nicht etwa als russophil gelten, waren überaus stark beeindruckt durch den Kampfwillen und den Patriotismus der Russen. Sie sind überzeugt, dass diese bis zum vollkommenen Sieg über Deutschland kämpfen werden und glauben zudem, dass die russische Militärmacht noch immer stark im Wachsen sei. Sie berichten von ungeheuern russischen Reserven, welche im Frühjahr eingesetzt werden könnten; sie erzählen vor allem auch von dem russischen Hass gegen die Deutschen, welcher so stark sei, dass selbst Stalin, wenn er es wünschte, nicht verhindern könnte, dass die Russen in Deutschland einfallen werden, um sich zu rächen. Auf Grund der russischen Berichte glauben die Amerikaner, dass die Deutschen – vielleicht entgegen den Absichten der Heeresleitung, aber auf Weisungen des Führers – auf russischem Gebiet unvorstellbare Greuel begangen haben. Hitler habe nicht nur Teile Russlands, sondern ganz Russland zu einem Vasallenstaat machen und durch deutsche Organe regieren wollen. Einzelne Gegenden hätten vermutlich mit Deutschen besiedelt werden sollen, weswegen dort mit der russischen Bevölkerung in furchtbarer Weise aufgeräumt worden sei.

Aufgefallen ist den Amerikanern die elende Bekleidung der Zivilbevölkerung, während sie deren Ernährung zwar als armselig, aber genügend ansahen. Ich schildere diese Eindrücke, weil daraus auf die Einstellung der Amerikaner zu den Reaktionen der Russen geschlossen werden kann, falls diese wirklich einmal auf deutsches Gebiet gelangen sollten.

Die Amerikaner glauben, dass die Russen später zu einer freundlichen Zusammenarbeit mit allen Völkern, von denen sie nichts zu fürchten haben, bereit wären. Sie hätten immer betont, dass die Nachkriegsorganisation möglichst umfassend sein soll, hauptsächlich insoweit sie den Zweck verfolge, den Schutz gegen neue Angriffe von seiten Deutschlands oder «anderer faschistischer Staaten» zu sichern. Russland werde hauptsächlich darauf bedacht sein, das Aufkommen faschistischer Regierungen zu verhindern.

Ein Dorn im Auge scheine den Russen der Grossgrundbesitz in den Nachbarstaaten zu sein, weil Grossgrundbesitzer meistens reaktionär seien und deswegen geneigt wären, die Feindschaft gegen Sowjet-Russland zu fördern und zu organisieren. Darnach wäre zu erwarten, dass die Russen die Aufteilung des Grossgrundbesitzes in Polen, der Tschechoslowakei, Ungarn, etc. anstreben

1. *M. Pilet-Golaz a mis ce rapport* en circulation *parmi ses collaborateurs le 25 janvier 1944.*

und entsprechende Forderungen an die betreffenden Regierungen stellen wollen.

Die Erwartung, dass die Russen in Moskau ihre territorialen Aspirationen bekannt geben würden, scheinen sich nicht erfüllt zu haben, doch gilt es sozusagen als eine abgemachte Sache, dass Russland Ostpolen mindestens im Ausmass der im Laufe dieses Krieges mit Deutschland vereinbarten Grenzen behalten und dass es die baltischen Staaten annektieren will. Die Amerikaner neigen eher zur Meinung, dass die russischen Ansprüche auf Ostpolen besser fundiert seien als die polnischen, während sie den Balten gerne zur Selbstständigkeit verholfen hätten, wenn dies ohne Trübung der Beziehungen zu Russland durchgesetzt werden könnte; denn diese Annexion würde als Unrecht empfunden.

Die Presse hat hier kürzlich wiederholt die Ankunft des polnischen Ministerpräsidenten gemeldet, der offenbar Präsident Roosevelts Hilfe zur Sicherung der polnischen Ansprüche erbeten möchte, wohl unter Berufung auf dessen früheren Versprechungen. Diese Visite ist wohl nicht sehr erwünscht, aber der Präsident kann sie nicht leicht ablehnen, wenn die Polen darauf bestehen. Die amerikanischen Wähler polnischer Provenienz sind in Amerika so zahlreich (über 4 Millionen), dass es dem Präsidenten daran gelegen sein wird, sie durch sein Verhalten zu gewinnen, oder doch nicht vor den Kopf zu stossen. Wie er sich aus der Sache zieht, bleibt abzuwarten.

Über die Konferenz in Teheran ist folgendes durchgesickert:

Stalin hat auf Präsident Roosevelt und seine Begleiter einen überaus starken, günstigen Eindruck gemacht. Der Diktator beherrsche die schwierigsten Probleme in souveräner Weise. Sehr schwerwiegende Entscheidungen treffe er ohne militärische Berater beizuziehen und habe dies auch von Roosevelt und Churchill erwartet, weil, wie er sich ausgedrückt habe, die wichtigsten militärischen Entschlüsse von den Staatsleitern und nicht von den militärischen Experten getroffen werden müssten.

Die Amerikaner waren erstaunt über die Gewandtheit und Freiheit, mit welcher Herr Stalin mit Mr. Churchill verkehrte. Er habe ihn – zum Ergötzen aller – bei jeder Gelegenheit geneckt («kid»). Bei einem Essen habe Stalin plötzlich einmal erklärt, er gehe nach Berlin und werde dort bleiben, «und was wollt Ihr»?, habe er Roosevelt und Churchill gefragt, die darauf gelacht hätten ohne zu antworten[2].

Besonders freundschaftlich verhielt er sich zu Präsident Roosevelt; jedenfalls ist er jetzt bei ihm Hahn im Korb. ... Die Amerikaner sind rasch in ihren Urteilen. Es ist zwar noch nicht lange her, dass Stalin hier als der Inbegriff alles Übels galt. – Kürzlich aber soll Herr Roosevelt bemerkt haben, es wäre leicht möglich, dass er nach dem Kriege sich mit Stalin besser vertragen werde als mit Herrn Churchill. Treue um Treue. Als kürzlich Herr Willkie einen überaus russenfreundlichen Artikel, «Don't stir distrust of Russia», veröffentlichte, in welchem er der amerikanischen Regierung vorwarf, die Beziehungen zu Russland nicht genügend gepflegt zu haben, stellten sich die Russen sofort vor ihren neuen Freund Roosevelt, indem sie durch einen Artikel in der Pravda Herrn

2. *Annotation marginale de Pilet-Golaz:* Il n'y a souvent rien de plus sinistre que les «Witz».

Willkie derb zurechtwiesen und ihn des versuchten Stimmenfanges bezichtigten.

In Teheran müssen allem Vernehmen nach überaus wichtige militärische Entscheidungen gefallen sein, worüber Einzelheiten nicht zu erfahren sind. Vermutlich wurde das Datum der englisch-amerikanischen Invasion festgelegt, neben andern Modalitäten derselben.

Ich hörte von nicht ganz sicherer Quelle, dass Stalin seinen Partnern Hilfe gegen Japan versprochen habe, wenn der Krieg mit Deutschland zu Ende sei.

Von Grenzziehungen in Europa sei jedenfalls wenig die Rede gewesen, weil solche nach übereinstimmender Auffassung erst auf Grund der Verhältnisse nach der Niederlage Deutschlands geprüft werden könnten.

Dass die Nachkriegsorganisation vorab unter dem Gesichtspunkt der Schutzmassnahmen gegen neue Angriffe der faschistischen Staaten betrachtet wurde, bezeugt die gut verbürgte Meldung: Am Ende der Konferenz hat einer der Staatsmänner bemerkt, nach Beendigung des Krieges würden zwei Probleme die wichtigsten bleiben: erstens Deutschland, zweitens Japan. Die andern zwei Partner hätten lebhaft zugestimmt.

Beim Abschied sei man darüber einig gewesen, dass eine solche Konferenz möglichst bald wieder stattfinden sollte. Roosevelt habe gemeint, man wolle sich das nächste Mal in Wien wieder sehen – «dort wo man den blauen Donau-Walzer spiele», habe Churchill beigefügt.

64

E 1004.1 1/441

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 4 janvier 1944[1]

23. Deutschland: Verhandlungen

Vertraulich Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 3. Januar 1944

Die schweizerisch-deutschen Wirtschaftsbeziehungen sind durch die Vereinbarungen vom 1. Oktober 1943 geregelt worden für die Zeit bis Ende 1943[2]. Nachdem die deutsche Regierung schon am 16. Dezember 1943 Verhandlungen verlangt hatte[3], um rechtzeitig ein Vertragswerk für die Zeit nach dem 31. Dezember 1943 auszuarbeiten, sind diese Verhandlungen am 22. Dezember in Bern aufgenommen worden.

Das schweizerische Verhandlungsprogramm war gegeben

a) durch die schweizerischen Bezugswünsche aus Deutschland hinsichtlich Kohlen, Eisen, flüssigen Brennstoffen und die schweizerischen Bedürfnisse auf dem Gebiet der Gegenblockade;

---

1. *Absent: Pilet-Golaz.*
2. *Cf. N° 16.*
3. *Cf. N° 58.*

b) durch die Ergebnisse der Besprechungen mit den Alliierten in London hinsichtlich der Überwachung der Ausfuhr nach Deutschland und der den Deutschen zu gewährenden Clearingkredite.

Die kurz vor Aufnahme der Verhandlungen mit Deutschland abgeschlossene 1. Etappe unserer Besprechungen mit den Alliierten hatte Klarheit geschaffen mit Bezug auf die den Deutschen insbesondere auf dem Kriegsmaterialsektor zu gewährenden Ausfuhrkontingente. Dagegen ist noch offen die Frage der den Deutschen zu gewährenden oder aufrechtzuerhaltenden Clearingkredite. Mit Bezug auf diesen letztern Punkt ist mit den Alliierten lediglich für eine kurze Übergangsperiode Klarheit geschaffen worden.

Von den Deutschen war in Aussicht genommen worden, vor 1. Januar 1944 wenigstens die Grundzüge eines neuen Abkommens festzulegen. Da sich die Deutschen weder mit den reduzierten Ausfuhrkontingenten noch mit der absoluten schweizerischen Verweigerung neuer Clearingkredite (durch Ausdehnung der Wartefristen) für eine definitive Regelung abfinden wollten, ist nach Überwindung vieler Schwierigkeiten heute eine Übergangsregelung für die Zeit vom 1. bis 31. Januar 1944 unterzeichnet worden. Wie bereits ausgeführt, hatte auch die Schweiz Interesse, nur ein ganz kurzfristiges Abkommen abzuschliessen.

In der unterzeichneten Übergangsregelung wird in Form eines Briefwechsels zwischen den beiden Delegationsvorsitzenden das schweizerisch-deutsche Verrechnungsabkommen mit seinen sämtlichen Anlagen um einen Monat bis zum 31. Januar 1944 verlängert.

Für die Übergangszeit wurden den Deutschen neue Transferkontingente für den Bezug von schweizerischen Waren eröffnet, welche bereits den mit der alliierten Seite vereinbarten reduzierten Ausfuhrkontingenten entsprechen. Immerhin sind diese Transferkontingente noch so bemessen, dass, wenn man sie mit den zu erwartenden Clearingeinnahmen vergleicht, den Deutschen für den Monat Januar ein neuer Clearingkredit von ca. 10 Millionen Fr. eingeräumt wird. Dieser zusätzliche Clearingkredit wird sich aber nicht durch Bareinschüsse des Bundes ins Clearing, sondern in Form einer Verlängerung der Clearingwartefristen auswirken. Dieser beschränkte Clearingkredit kann sowohl international wie auch intern verantwortet werden. Die Bundestransfergarantie bleibt auch für diese neuen Transferkontingente in Kraft.

Die deutsche Seite verpflichtete sich zudem, ein neues Monatskontingent für Kohlen (150 000 T) sowie für Eisen (Bestellkontingent von 8000 T) zu eröffnen. Auch für diese neuen deutschen Kohlenimporte werden die bisherigen Kreditleistungen von 50 Franken pro Tonne gewährt. Ferner wird die sogenannte Mineralölvereinbarung betreffend die Belieferung der Schweiz mit flüssigen Brennstoffen[4] ebenfalls um einen weitern Monat verlängert. Schliesslich erklärten sich die Deutschen damit einverstanden, auch das Protokoll vom 5. September 1942 betreffend die Erteilung von Geleitscheinen zur Ausfuhr von schweizerischen Waren nach Grossbritannien und den U.S.A.[5], welches

4. *Cf. PVCF N^os 1620 et 1635 du 10 septembre 1943,* E 1004.1 1/437.
Cf. aussi E 6100 (A) 22/1952.
5. K I.955.

die Grundlage des sogenannten compensation deal bildet, um einen Monat zu verlängern, wobei mündlich Einverständnis darüber erzielt wurde, dass die der Schweiz auf Grund dieses Protokolls bereits zustehenden und neu eröffneten Kontingente ohne zeitliche Befristung ausnützbar sind. Die zuletzt genannte Übertragbarkeit der Kontingente aus dem Abkommen vom 5. September 1942 über eine Vertragsperiode hinaus war nur dadurch zu erreichen, dass die Schweiz sich, ebenfalls in formloser mündlicher Weise, dazu verpflichtete, im Gegensatz zur bisherigen Regelung die vor dem 1. August 1943 im Clearing endgültig abgerechneten Anzahlungen den neuen Transferkontingenten nicht mehr anzurechnen. Dies kommt praktisch darauf hinaus, dass die neuen Transferkontingente den Deutschen ungeschmälert zur Verfügung stehen, da die in Frage stehenden Anzahlungen diesen Kontingenten inskünftig nicht mehr belastet werden müssen.

Die Vereinbarungen betreffend den Verkehr mit den besetzten Gebieten Belgien, Holland und Norwegen wurden in einem besondern Protokoll ebenfalls um einen Monat bis zum 31. Januar 1944 verlängert und zwar durchwegs auf der Basis der bisherigen Regelung.

Aus früheren Vereinbarungen bestanden zugunsten der Schweiz gewisse Zollbindungen, welche auf Ende 1943 befristet waren und wie üblich um ein weiteres jahr verlängert wurden. Die betreffenden Zollvereinbarungen sind enthalten in der 17. Zusatzvereinbarung zum deutsch-schweizerischen Abkommen über den gegenseitigen Warenverkehr [6].

Es ist in Aussicht genommen worden, die Besprechungen zwischen den Delegationen unmittelbar nach Neujahr weiterzuführen. Dabei wird versucht werden, die Grundlage für ein langfristigeres Abkommen, welches z.B. bis Mitte des Jahres in Geltung würde bleiben können, zu finden. Zu diesem Zwecke hat der deutsche Delegationschef, welcher selbst nach Berlin zurückreiste, seine Delegation über Neujahr in der Schweiz gelassen [7].

---

6. *RO, 1944, vol. 60, p. 51 ss.*

7. *Suit la liste des protocoles et lettres échangées entre les deux délégations. Il est de plus stipulé que le contenu de l'accord est confidentiel et ne peut donc être diffusé.*

65

E 7110/1973/135/42

Compte-rendu de la séance du 5 janvier 1944 de la «Commission mixte» [1]

Anwesend: HH. Dir. Hotz, Dir. Homberger, Professor Keller, Dr. Koch, Schneiter, Fürsprech. Bühler, Kobel Legationsrat Kohli, Dr. Schneeberger, Sullivan, Dummett, Jackson-Smith, Miss McAfee, Reagan

Herr Dir. Hotz begrüsst die Vertreter der britischen und amerikanischen Gesandtschaft und verdankt das dem mit der Führung der Verhandlungen in London betrauten schweizerischen Delegierten, Herrn Prof. Keller, in seiner Mission von alliierter Seite entgegengebrachte Verständnis, welches den Abschluss des Abkommens vom 19. Dezember 1943 [2] ermöglichte. Das Ergebnis dieses Abkommens, zu dessen Zustandekommen die hiesigen Vertretungen der Westmächte in hohem Masse beigetragen haben, kann als erfreulich bezeichnet werden. Herr Dir. Hotz führt aus, die heutige Sitzung sei in erster Linie deshalb einberufen worden, um den anwesenden alliierten Vertretern Gelegenheit zu bieten, einzelne Fragen in bezug auf das in London abgeschlossene Abkommen zu stellen. Sodann werde die kürzlich mit Deutschland abgeschlossene provisorische Vereinbarung, durch welche die schweizerisch-deutschen Beziehungen für einen weitern Monat, d.h. bis 31. Januar 1944 geregelt werden konnten, zur Sprache gelangen. Als 3. Traktandum sei eine Besprechung des Falls Gebr. Sulzer A.G., Winterthur, vorgesehen, um auch hier eine tragbare Lösung zu finden.

1. *Londoner Abkommen vom 19. Dezember 1943*

Herr Reagan verweist auf Annex I des Abkommens vom 19. Dezember 1943 und stellt fest, dass dort für die Pos. 811/13 und 1083/84 ein Kontingent von 3,595 Mio Franken für die übrige Achse vorgesehen sei, während das Kontingent laut der in der Sitzung der Commission mixte vom 24. November 1943 überreichten Liste 2,877 Mio Franken betrage, wobei ausdrücklich festgelegt worden sei, dass dieses Kontingent für Rumänien reserviert bleibe.

Herr Prof. Keller: Die am 18. November 1943 in London unterbreiteten schweizerischen Vorschläge [3] sahen für die Ausfuhr von Waffen und Munition (Pos. 811/13 und 1083/84) nach den übrigen Achsenländern ein Kontingent von 20% auf Basis des Wertes der Ausfuhr im Jahre 1942 vor. Feste Zahlen

1. *Ce document a été rédigé par Bühler, de la DC du DEP.*
2. K I.1314. *Cf. N^os 61 et 68.*
3. E 7110/1973/134/8.

wurden in diesen Vorschlägen nicht genannt. Das in Annex I des Abkommens eingesetzte Kontingent von 3,595 Mio Franken basiert auf den durch das MEW vorgenommenen prozentualen Berechnungen, wogegen es sich bei dem in der Sitzung der Commission mixte vom 24. November 1943 überreichten Liste[4] erwähnten Betrag (2,877 Mio Franken) um eine Spezialziffer handelt, welche nur für den Export nach Rumänien unter Ausschluss der Ausfuhren nach den anderen übrigen Achsenstaaten berechnet wurde. Schweizerischerseits erklärt man sich nach Überprüfung der Angelegenheit bereit, den früheren Vorschlag, d.h. Kontingent 2,877 Mio Franken, im Sinne einer Konzession aufrechtzuerhalten und London entsprechend zu unterrichten.

Die *Herren Sullivan und Reagan* verdanken dieses Entgegenkommen.

Herr Sullivan stellt die Frage, ob dieses Kontingent nach wie vor ausschliesslich für Rumänien reserviert bleibe und erklärt, von Seiten der Westmächte bestehe kein besonderes Interesse an dieser Beschränkung.

Schweizerischerseits wird darauf hingewiesen, dass für die Ausfuhr unter diesen Positionen praktisch nur Rumänien in Frage komme und dass nicht die Absicht bestehe, diese Exporte auf andere Achsenstaaten auszudehnen.

Herr Sullivan stellt fest, die Durchführung des Londoner Abkommens werde die Commission mixte stark beschäftigen. Die Commission mixte werde sich auch mit den schweizerischen Rotkreuz-Ausfuhren zu befassen haben.

Herr Prof. Keller erklärt, die in Ziff. 9 des Abkommens enthaltene Formel betreffend Rotkreuz-Ausfuhren stelle eine provisorische Regelung dar. Da auch in London die Meinung geherrscht habe, diese Angelegenheit dürfe nicht zu sehr kompliziert werden, werde man das allgemeine Programm dieser Ausfuhren in der Commission mixte besprechen. Wenn Einverständnis über dieses Programm bestehe, sei es nicht notwendig, auch noch Einzelfälle in der Commission mixte zu behandeln.

Herr Sullivan ist der gleichen Ansicht und bemerkt, er werde dieses Programm nach Erhalt sofort seiner Regierung vorlegen.

Herr Sullivan stellt die Frage, welches eigentlich der Unterschied sei zwischen *Veredlungs-* und *Umarbeitungsverkehr*.

Schweizerischerseits werden dazu folgende Erklärungen abgegeben:

Der *Veredlungsverkehr* ist ein durch die geographische Lage bedingter, besonderer Verkehr, der durch die schweizerische Zollgesetzgebung geregelt ist und gewisse Zollerleichterungen geniesst, indem das zur Veredlung in die Schweiz importierte Material stets zollfrei eingeführt werden kann. Der Veredlungsverkehr bildet eine Bresche in der durch das Schutzzollsystem entstandenen Zollgesetzgebung. Er ist für die Aufrechterhaltung des schweizerischen Wirtschaftslebens unbedingt notwendig. Im Veredlungsverkehr besteht eine besondere Identitätskontrolle; die eingeführte Ware wird genau gekennzeichnet, damit bei der Wiederausfuhr im veredelten Zustand festgestellt werden kann, ob es sich um dieselbe Ware handelt. Ein typisches Beispiel bildet der Veredlungsverkehr für Gewebe. Es handelt sich also um einen zolltechnisch gebundenen Verkehr, der besonderen Vorschriften unterliegt und sehr streng

4. *Cf. N° 44.*

geregelt ist. Der Veredlungsverkehr, gleich wie der Reparaturverkehr, wird in Band II der Jahresstatistik des schweizerischen Aussenhandels ausgewiesen.

Der *Umarbeitungsverkehr* unterscheidet sich vom Veredlungsverkehr vor allem dadurch, dass er weder Zollerleichterungen geniesst, noch eine Identitätskontrolle kennt. Er basiert jedoch ebenfalls auf den Materialien, die eingeführt bzw. beigestellt werden. Diese Waren gemessen aber, im Gegensatz zum Veredlungsverkehr, bei der Einfuhr in die Schweiz keine Zollfreiheit und können daher auch nicht mit Freipass eingeführt werden. Beim Umarbeitungsverkehr handelt es sich übrigens um eine Institution handelspolitischer Natur, deren Einführung sich zufolge der durch die besonderen Verhältnisse entstandenen Isolierung der Schweiz aufdrängte.

Herr Sullivan berührt die Frage einer allenfalls nicht zu vermeidenden übermässigen Ausfuhrsteigerung in den Monaten Januar, Februar und März 1944, welche gemäss Briefwechsel vom 19. Dezember 1943 zwischen der schweizerischen und alliierten Verhandlungsdelegation vorgängig in der Commission mixte zu rechtfertigen wäre.

Herr Dir. Hotz macht darauf aufmerksam, die schweizerischen Stellen seien angewiesen worden, die Ausfuhren in der vereinbarten Weise zu staffeln. Gewisse Exporte, insbesondere im Maschinensektor, müssten jedoch zwangsläufig auf einmal erfolgen.

Herr Reagan stellt im Zusammenhang mit dem Briefwechsel vom 19. Dezember 1943 betreffend die sogenannte «escape clause» die Frage, was in London als Basis für die Beurteilung allfälliger «additional transport facilities» betrachtet worden sei.

Herr Prof. Keller erläutert an einem praktischen Fall, wenn z.B. die Brennerlinie bombardiert würde, so würden, sofern sich daraus eine wesentliche Steigerung des Transits durch die Schweiz ergeben würde, sich die Alliierten erlauben, auf diese Klausel zu greifen. Diese Frage des Transits werde übrigens in den kommenden Londoner Verhandlungen zur Sprache kommen.

Die *Herren Sullivan und Reagan* geben ihrer Beunruhigung über die von ihnen festgestellte Zunahme des Transitverkehrs Italien-Schweiz-Deutschland und umgekehrt in gewissen Warengattungen Ausdruck. Einerseits handle es sich um Transporte von Kriegsmaterial in Richtung Nord-Süd und anderseits um grössere Transporte von Nichteisenmetallen und Beutegut bzw. Requisitionsgut von Italien nach Deutschland.

Schweizerischerseits wird darauf hingewiesen, dass im Einklang mit unseren internationalen Abmachungen Massnahmen getroffen worden seien, um solche anormalen Transporte zu verhindern. Man sei überzeugt, dass die bevorstehenden Verhandlungen in London in dieser Hinsicht zur Befriedigung der Partner verlaufen werden.

2. *Provisorische Vereinbarung Schweiz-Deutschland*

Herr Dir. Hotz führt zur Frage der *schweizerisch-deutschen Beziehungen* folgendes aus:

Bekanntlich ist das am 1. Oktober 1943 mit Deutschland abgeschlossene Abkommen, durch welches alle alten Verpflichtungen geregelt wurden, auf

Ende des Jahres 1943 abgelaufen. Um einen vertragslosen Zustand mit Deutschland zu vermeiden, gingen die schweizerischen Bestrebungen dahin, mit Deutschland baldmöglichst über eine künftige Regelung zu verhandeln. Die Schweiz hat deshalb gegenüber Deutschland ihre Verhandlungsbereitschaft erklärt; immerhin ist der Partner nicht im Unklaren darüber gelassen worden, dass eine Regelung ohne gewisse Reduktionen in der Ausfuhr nach Deutschland nicht in Betracht falle. Nach vielen Schwierigkeiten, welche überbrückt werden mussten, konnte dann in der Folge mit Deutschland eine Verständigung über die Verlängerung der Gültigkeit des Abkommens vom 1. Oktober 1943 um einen Monat, d.h. bis zum 31. Januar 1944 erzielt werden, wobei die getroffene Regelung mit dem mit der alliierten Seite abgeschlossenen Vertrag im Einklang steht. (Den Vertretern der britischen und amerikanischen Gesandtschaft wird je ein Exemplar des vom Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrie-Vereins ausgearbeiteten Zirkularschreibens[5] überreicht, welches nähere Einzelheiten über die Übergangsregelung im Waren- und Zahlungsverkehr mit Deutschland enthält). Die Übergangsregelung hat zur Folge, dass die Versorgung der Schweiz mit Kohle für einen weitern Monat, d.h. bis Ende Februar 1944 auf der bisherigen Basis von monatlich 150000 To und unter den bisherigen Bedingungen (Vorschusskredit von Fr. 50.— pro Tonne eingeführte Kohle, Preis Fr. 100.— pro Tonne) sichergestellt ist. Ebenso gelten die bisherigen Vereinbarungen über die Versorgung der Schweiz mit Eisen und mit Erdölprodukten unverändert für einen weitern Monat. Deutschland hat sodann auch die Reduktionen, welche sich aus dem in London abgeschlossenen Abkommen vom 19. Dezember 1943 ergeben, für einmal akzeptiert. Dieses Ziel wurde begreiflicherweise erst nach hartem Kampf erreicht. Ausser den genannten Konzessionen konnten neuerdings wieder Erleichterungen auf dem Gebiete der Gegenblockade erzielt werden. Schliesslich ist deutscherseits noch die formelle Erklärung abgegeben worden, dass die in der Vereinbarung betreffend die Ausfuhr geleitscheinpflichtiger Waren nach Grossbritannien und den USA (Compensation Deal) festgesetzten, noch nicht ausgenützten Kontingente auf das Jahr 1944 übertragen und ohne zeitliche Beschränkung ausgenützt werden können. Gleichzeitig konnte auf der bisherigen Basis die Gewährung einer neuen Monatstranche erwirkt werden. Das deutsche Zugeständnis für den Übertrag der unbeanspruchten Kontingente des Compensation Deal von 1943 auf 1944 war nur mit grösster Mühe zu erreichen, weil die Schweiz ihrerseits eine Übertragbarkeit der im 2. Semester 1943 nicht ausgenützten Ausfuhrkontingente auf das Jahr 1944 ablehnte.

Herr Prof. Keller fügt diesen Erklärungen noch bei, die seinerzeit festgesetzten Kontingente für die Ausfuhr geleitscheinpflichtiger Waren nach Grossbritannien und USA blieben also bis zu ihrer vollständigen Ausnützung, ohne Ansetzung einer bestimmten Frist, bestehen.

Herr Dir. Homberger benützt die Gelegenheit, um erneut zu betonen, dass es wünschbar wäre, von den Alliierten im Rahmen des «Compensation Deal» Aufträge in grösserem Umfange zu erhalten, um diese Kontingente auch ausnützen zu können.

---

5. *Cf. N° 16.*

Herr Sullivan bemerkt dazu, Herr Prof. Keller habe zweifellos in London von den Schwierigkeiten erfahren, die sich einer restlosen Ausnützung der bestehenden Kontingente entgegenstellen. Die Hauptschwierigkeit liege darin, das es den Alliierten nicht möglich sei, zum voraus festzustellen, was in einem bestimmten Zeitpunkt benötigt werde. Wie er nun von Herrn Prof. Keller vernommen habe, bestehe offenbar schweizerischerseits die Absicht, die Reihe der Tarifpositionen des «Compensation Deal» zu erweitern. Nach einem aus London erhaltenen telegraphischen Bericht werde britischerseits die Frage aufgeworfen, ob eventuell die Möglichkeit bestehen würde, die Grundlagen des «Compensation Deal» vollständig zu ändern, und zwar in dem Sinne, dass, analog dem «War Trade Agreement», alle Waren, also auch die geleitscheinpflichtigen, der Kontingentierung unterstellt würden, wodurch grosse Erleichterungen hinsichtlich der Placierung von Bestellungen erzielt werden könnten. Herr Sullivan stellt die Frage, ob es eventuell möglich wäre, durch Verhandlungen mit Deutschland eine solche Regelung zu erwirken. Der «Compensation Deal» habe bis jetzt die in ihn gesetzten Erwartungen nicht ganz erfüllen können.

Herr Dir. Homberger entgegnet, der gegenwärtige Zeitpunkt, in welchem Deutschland schwere Restriktionen der schweizerischen Ausfuhr aufgezwungen worden seien, dürfte wohl kaum geeignet sein, um in dieser Richtung eine Änderung zu erreichen und betont, dass die erzielten Ergebnisse das Maximum des überhaupt Möglichen darstellen. Man könnte jedoch allenfalls die Basis des «Compensation Deal» im Rahmen der geleitscheinpflichtigen Waren erweitern. Wo es sich um kontingentierte Positionen handle, könne die Ausfuhr im Rahmen der betreffenden Kontingente erfolgen. Hiezu sei zu bemerken, dass England im Gegensatz zu USA z.B. die für die Ausfuhr von Uhren verfügbaren Kontingente nie ausnütze.

Herr Sullivan gibt zu, dass der gegenwärtige Zeitpunkt nicht geeignet sei, um eine Änderung in dem von ihm erwähnten Sinne anzustreben. Bei dieser Gelegenheit bemerkt Herr Sullivan, er habe erfahren, dass heute für Sendungen geleitscheinpflichtiger Waren im Transit durch Frankreich ein neues deutsches Dokument, der sogenannte «Laufschein» notwendig sei. Für gewisse Sendungen im Rahmen des «Compensation Deal» sei als Verschiffungshafen Gibraltar gewählt worden. Er frage sich deshalb, ob für solche Sendungen von deutscher Seite eventuell Schwierigkeiten zu gewärtigen seien.

Schweizerischerseits wird dazu erklärt, es handle sich hier um ein rein technischen Zwecken dienendes Dokument, das deutscherseits im Einvernehmen mit dem Eidg. Kriegs-Transport-Amt vorgesehen worden sei, und zwar lediglich zum Zwecke der Erleichterung der Zollabfertigung durch den deutschen bzw. französischen Zoll an der schweizerisch-französischen Grenze. Der Laufschein bilde übrigens keineswegs ein Erfordernis für den freien Transit einer Sendung durch Frankreich. Dieses Dokument stelle an und für sich nichts Neues dar, da es lediglich diejenigen Angaben enthalte, welche auf dem Formular figurieren, das vom Eidg. Kriegs-Transport-Amt der Deutschen Gesandtschaft zwecks Erteilung der Verschiffungsnummer übergeben werde.

In bezug auf die Verschiffung von Waren ab Gibraltar im Rahmen des «Compensation Deal» bestehe kein Grund zu Bedenken, da bereits in der bei

der Deutschen Gesandtschaft in Bern einzureichenden Verschiffungsanmeldung jeweils Gibraltar ausdrücklich angegeben sei.

Herr Sullivan erklärt sich von diesen Auskünften befriedigt, fügt jedoch bei, er habe erfahren, dass der Firma Goth & Co keine Laufscheine verabfolgt würden, was eine erhebliche Beeinträchtigung der Tätigkeit dieser Speditionsfirma zur Folge habe.

Schweizerischerseits wird eine Prüfung dieser Angelegenheit in Aussicht gestellt.

Herr Prof. Keller kommt auf das von Herrn Sullivan aufgeworfene Problem einer allfälligen Änderung der Basis des «Compensation Deal» zurück und erwähnt, er sei anlässlich der Verhandlungen in London den gleichen Ideen begegnet. Mr. Riefler habe jedoch erklärt, er hätte von seiner Regierung hierüber keine näheren Instruktionen erhalten. Schweizerischerseits sei nun eine Liste in Vorbereitung, in welcher sämtliche geleitscheinpflichtigen Waren enthalten seien, wobei diejenigen Positionen, welche bereits Gegenstand des Abkommens vom 14. Dezember 1942[6] bildeten, sowie alle jene Positionen (ausgenommen Waffen und Munition), die für den Einbezug in den «Compensation Deal» in Betracht fallen könnten, spezifiziert seien. Daneben bestehe jedoch noch eine Reihe geleitscheinpflichtiger Waren, die für eine Erweiterung des «Compensation Deal» schon deshalb nicht in Betracht zu ziehen seien, weil sie nach der andern Seite ebenfalls nicht mehr geliefert werden können, wie z.B. Milchpulver, Kondensmilch usw. Es stelle sich heute die Frage, ob man alliierterseits damit einverstanden wäre, wenn seitens der Schweiz Schritte in dieser Richtung unternommen würden, oder ob vielmehr an einer Änderung des Systems des «Compensation Deal» festgehalten werde. Schweizischerseits lege man Wert darauf, in dieser Frage den Standpunkt der Alliierten baldmöglichst zu erfahren.

Herr Reagan gibt bekannt, er habe von seiner Regierung einen Bericht erhalten, wonach vermehrte Bestellungen im Rahmen des «Compensation Deal» placiert würden.

Herr Dir. Homberger führt in diesem Zusammenhang in bezug auf die mit Deutschland getroffene provisorische Vereinbarung noch folgendes aus:

Die Transferkontingente für den Monat Januar 1944 betragen grundsätzlich ein Sechstel der durch das Abkommen vom 1. Oktober 1943 festgesetzten Transferkontingente. Dieser Grundsatz erfährt jedoch zwei wichtige Ausnahmen: Erstens werden für alle bereits kontingentierten bzw. mit Wirkung ab 1. Januar 1944 einer verschärften Ausfuhrkontingentierung unterstellten Positionen die Transferkontingente für den Monat Januar ebenfalls entsprechend reduziert. Als zweite Ausnahme ist zu erwähnen, dass bei einigen Positionen, bei denen die Transferkontingente nach dem Abkommen vom 1. Oktober 1943 nicht auf Grund der Ausfuhr im Jahre 1942, sondern zur Erleichterung der Abwicklung alter Geschäfte auf Grund der gemäss einer Enquête zur Ablieferung im II. Semester 1943 bestimmten langfristigen Kontrakte berechnet waren, das Transferkontingent für den Monat Januar 1944 nicht einen Sechstel des bisherigen Transferkontingents, sondern einen Sechstel von 45% des

6. E 7110/1973/135/18.

Wertes der Ausfuhr nach Deutschland im Jahre 1942 beträgt. Diese beiden Tatsachen haben zur Folge, dass die Reduktion der Transferkontingente nach den angestellten Berechnungen 60–70 Mio Franken pro Semester oder 11–12 Mio Franken im Monat beträgt.

Im gleichen Moment, wo die schweizerische Industrie derartige Opfer auf sich nehmen muss, wäre es im Hinblick auf die drohende Gefahr der Arbeitslosigkeit sehr zu begrüssen, wenn alliierterseits im Rahmen des «Compensation Deal» in vermehrtem Masse Bestellungen, z.B. für Werkzeugmaschinen placiert würden. Gerade für Werkzeugmaschinen ist noch ein sehr grosses unausgenütztes Kontingent vorhanden; zudem könnten diese Maschinen ohne weiteres geliefert werden. Schweizerischerseits ist der erste Schritt bereits getan; der zweite Schritt muss nun aber von Seiten der Alliierten erfolgen.

Herr Prof. Keller fügt diesen Ausführungen noch bei, die mit Deutschland getroffene Vereinbarung sei also nicht etwa tale quale verlängert worden. Die Verlängerung erfolge nur grosso modo auf der bisherigen Basis, aber in reduzierter Form. Eine Herabsetzung der Transferkontingente im Ausmasse von rund 60 Mio Franken pro Semester komme ungefähr einer 25%igen Reduktion der bisherigen Transferkontingente gleich.

Herr Dir. Homberger betont in diesem Zusammenhang, dass die Transferkontingente für den Monat Januar 1944 noch total 34 Mio Franken betragen gegenüber bisher 45 Mio Franken pro Monat. Seitens der Schweiz sei also von der Möglichkeit, die ihr in London zugestanden worden sei, nicht in vollem Umfange Gebrauch gemacht worden, wodurch sie neuerdings den Beweis für ihren Verständigungswillen mit den Westmächten erbringe. Es könne der Schweiz jedenfalls nicht vorgeworfen werden, dass sie gegenüber Deutschland mehr zugestanden habe, als unbedingt notwenig gewesen sei, um eine Verständigung zu erzielen. Alle Positionen, welche Gegenstand des Londoner Abkommens vom 19. Dezember 1943 bilden, seien in die Vereinbarung mit Deutschland einbezogen worden, mit einer Ausnahme, nämlich Pos. 769b, die zu ganz besonderen Zwecken ebenfalls der Kontingentierung unterstellt worden sei. Herr Dir. Homberger stellt fest, dass die Transferkontingente stark reduziert worden seien, da schweizerischerseits, wie stets betont worden sei, kein Interesse an der Kreditgewährung an Deutschland bestehe, sondern im Gegenteil ein Interesse, das Transferrisiko nach Möglichkeit herabzusetzen. Aus den verstehenden Erklärungen gehe dies übrigens klar hervor. Anstatt eines monatlichen Transferkontingents von 45 Mio Franken bestehe nun für den Monat Januar 1944 nur noch ein solches von 34 Mio Franken, obschon Deutschland die grössten Anstrengungen unternommen habe, auf andern als den kontingentierten Positionen eine Kompensation zu erreichen. Eine Herabsetzung der Transferkontingente um 11–12 Mio Franken pro Monat stelle eine Reduktion des Kredites um 20–25% dar.

Herr Dir. Hotz nimmt hierauf Bezug auf die vom 31. Dezember 1943[7] datierten Schreiben der Herren Sullivan und Reagan als Antwort auf das Schreiben vom 19. Dezember 1943 von Herrn Prof. Keller an die Herren Foot und

7. E 7110/1973/135/18.

Riefler betreffend die Frage der schweizerischen Kredite an Deutschland und die übrigen Achsenstaaten. Zu den einzelnen Punkten bemerkt er folgendes:

ad 1: Wie aus den heute abgegebenen Erklärungen hervorgeht, ist den Wünschen der Alliierten in vollem Umfange Rechnung getragen worden.

ad 2: Auch hier wurde den von alliierter Seite gestellten Begehren um Reduktion der Kredite Rechnung getragen. Die Transfergarantie ist nicht nur nicht erhöht, sondern bereits erheblich reduziert worden. Hingegen wird es nicht möglich sein, die Vereinbarungen mit Deutschland auch in Zukunft auf die Basis einer Regelung von Monat zu Monat zu beschränken, wie dies jetzt für den Monat Januar 1944 der Fall ist. Hinsichtlich der weitern Verhandlungen mit Deutschland ist vorgesehen, eine Regelung für mehrere Monate, d.h. für den Rest des 1. Semesters 1944 zu treffen. An einer weitergehenden Regelung besteht auch schweizerischerseits kein Interesse. Herr Dir. Hotz bittet die Vertreter der britischen und amerikanischen Gesandtschaft, die Schweiz in diesem Punkte bei ihren Regierungen zu unterstützen, damit ihr nicht eine monatliche Verständigung mit Deutschland aufgezwungen werde. Wir werden die Anfragen der britischen und amerikanischen Gesandtschaft vom 31. Dezember 1943 noch schriftlich beantworten und gleichzeitig unsere Gesandtschaften in London und Washington beauftragen, in diesem Sinne mit den Regierungen der Westmächte zu verhandeln. Herr Direktor Hotz gibt hierauf den genannten Vertretern zu bedenken, welche Konsequenzen ein vertragsloser Zustand mit Deutschland für die Schweiz hätte. Tatsache ist jedenfalls, dass anlässlich der letzten Verhandlungen mit Deutschland schweizerischerseits bis zum äussersten gekämpft wurde, um die in London getroffenen Abmachungen nicht zu präjudizieren. Gegenüber Deutschland wurden übrigens keine andern Verpflichtungen eingegangen als diejenigen, welche den alliierten Vertretern bekannt sind. Zum Schluss betont Herr Dir. Hotz, er habe im Hinblick auf die in London demnächst stattfindenden neuen Verhandlungen die Gelegenheit wahrgenommen, über die einzelnen Punkte nähern Aufschluss zu erteilen, um den schweizerischen Standpunkt etwas zu präzisieren.

Die *Herren Sullivan und Reagan* erklären hierauf ausdrücklich, die Schweiz könne in diesem Punkt auf ihre Unterstützung und Mitwirkung zählen.

Herr Dir. Homberger führt sodann aus, schweizerischerseits lege man im Hinblick auf die auf dem Spiel stehenden weittragenden Konsequenzen grössten Wert auf eine rasche Unterstützung von Seiten der alliierten Vertreter. Um die im Abkommen vom 19. Dezember 1943 zugestandenen Navicerts für Nahrungsmittel, Futtermittel, Tabak usw. ausnützen zu können, sei die Schweiz in vermehrtem Masse auf den Transit über Marseille angewiesen. Deutschland habe in dieser Beziehung volles Verständnis gezeigt. Seitens der Schweiz bestehe jedenfalls zur Aufrechterhaltung der Kontinuität alles Interesse, eine Unterbrechung in den Beziehungen zu Deutschland zu vermeiden. Die Gewährung einer Transfergarantie in einem gewissen Rahmen sei für eine Verständigung mit Deutschland unbedingt notwendig. Sofern sich der Verkehr mit Deutschland auf den Warenverkehr beschränken würde, wäre eine Verständigung ohne Transfergarantie sehr wohl denkbar. Die Verhältnisse lägen aber nicht so einfach; denn es sei noch eine Reihe anderer Zahlungen von Deutschland nach der Schweiz zu leisten, wie Nebenkosten, Zahlungen im Kapital-,

Reise- und Versicherungsverkehr, Lizenzen, Regiespesen, Unterstützungskosten, die als Einkommen aus unsichtbaren Exporten bezeichnet werden. Diese jährlich durchschnittlich rund 200 Mio Franken betragenden Zahlungen seien für die schweizerische Volkswirtschaft von grösster Bedeutung[8]. Ohne diese Forderungen aus unsichtbaren Exporten wäre die Gewährung eines Kredites an Deutschland nicht notwendig. Kein Land sei übrigens an diesen Einkommen aus unsichtbaren Exporten so interessiert wie die Schweiz. Da sich diese Einkommen auf grosse Bevölkerungskreise verteilen, müsse die Schweiz alles unternehmen, damit diese Gelder überwiesen werden können. Deutschland seinerseits habe gar kein Interesse an diesen unsichtbaren schweizerischen Ausfuhren. Ohne die Gewährung einer gewissen Transfergarantie sei es also nicht möglich, eine tragbare Lösung zu finden. Herr Direktor Homberger bittet die Vertreter der britischen und amerikanischen Gesandtschaft, diesen Tatsachen Rechnung zu tragen und die schweizerischerseits gemachten Anstrengungen bei ihren Regierungen mit Nachdruck zu unterstützen.

Herr Dir. Hotz betont nochmals, dass eine Kreditgewährung im erlauterten Rahmen notwendig gewesen sei, um der Schweiz die Zufuhren an Kohle, Eisen und Mineralöl zu sichern und um auf die erwähnten Zahlungen aus unsichtbaren Exporten nicht verzichten zu müssen.

Herr Dir. Homberger kommt auf das Schreiben von Herrn Sullivan von 31. Dezember 1943 zurück und nimmt Bezug auf Ziff. 1, welche u.a. lautet: «UK and USA Government desire, among other things, that means be adopted to ensure that existing credit arrangements will not operate in such a way as to make available free Swiss or other foreign exchange to the enemy»... Schweizerischerseits könne in diesem Punkt in zustimmendem Sinne geantwortet werden. Die in Rede stehenden Kredite hätten nicht die von alliierter Seite befürchtete Wirkung, da sie nur für den Ankauf von schweizerischen Waren oder für Nebenkosten aus dem Warenverkehr verwendet werden könnten.

Herr Reagan macht auf die freie Reichsbankspitze von 11,8% aufmerksam und stellt die Frage, ob diese Beträge Deutschland nicht als freie Devisen zur Verfügung stünden.

---

8. *A ce sujet, cf. la notice du 8 février 1944:*

ZAHLUNGSÜBERWEISUNGEN AUS DEUTSCHLAND FÜR SOG. UNSICHTBARE EXPORTE DER SCHWEIZ:

	in Mio Fr. per Jahr
Nebenkosten des Warenverkehrs und verwandte Zahlungen (inkl. Zahlungen f. Elektrizität)	112,0
Zinsen und Dividenden über Transferfonds	49,2
Stillhaltezinsen, Fundingbonzinsen, Neukreditzinsen, Frankengrundschuldzinsen, Kohlenkreditzinsen	19,8
Versicherungsverkehr	12,0
Reisekonto	19,2
	212,2

(E 7110/1973/135/49).

Herr Dir. Homberger gibt folgende Erklärung ab: Deutschland erhält wohl auf jeder Einzahlung im Clearing eine Gutschrift vom 11,8% auf freies Reichsbank-Konto. Diese freie Quote wurde seinerzeit festgelegt, um Deutschland zu erlauben, bestimmte vertragliche Verpflichtungen der Schweiz gegenüber in freien Schweizerfranken und ausser Clearing zu erfüllen. Diese Verpflichtungen betreffen insbesondere Zahlungen für Stillhaltezinsen oder Goldhypothekenzinsen, etc. Diese Zahlungen, für welche im Vertrag zugunsten der deutschen Reichsbank eine Quote von 11,8% festgesetzt wurde, sind jedoch gewissen Schwankungen ausgesetzt, sodass es bei den Verhandlungen mit Deutschland stets einen Kampf um die Höhe der Quote absetzt. Schweizerischerseits wacht man darüber, dass der vorgesehene Rahmen nicht überschritten wird.

Herr Sullivan stellt die Frage, welcher Anteil der Quote von 11,8% zur freien Verfügung der Reichsbank bleibe.

Herr Dir. Homberger führt aus, es handle sich hier um ein äusserst komplexes Problem, das gegenwärtig noch geprüft werde. Der Ansatz von 11,8% sei seinerzeit in der Meinung festgesetzt worden, dass diese Summe der Deutschen Reichsbank genüge, um die deutschen Verpflichtungen zu decken. Schweizerischerseits habe man sich stets geweigert, die Zahlung der Stillhaltezinsen usw. via Clearing zu ermöglichen. Es sei übrigens äusserst schwierig, die Höhe der auch durch die Reichsbankspitze bewältigten Versicherungsspesen usw. zu ergründen. Anfangs habe Deutschland allerdings über keinen freien Betrag verfügen können, da alles hypotheziert gewesen sei. Gewisse Verpflichtungen, die seinerzeit bestanden hätten, seien aber inzwischen geändert worden. Es bestehe schweizerischerseits die Absicht, in dieser Richtung eine gewisse Reduktion anzustreben. Der ursprüngliche Zweck der in Rede stehenden freien Quote habe darin bestanden, gegenüber den Verpflichtungen, die Deutschland ausserhalb des Clearings zu erfüllen hatte, das Gleichgewicht herzustellen. Es sei wohl möglich, dass heute gewisse Beträge aus der Quote von 11,8% für die Reichsbank frei verfügbar seien. Schweizerischerseits werde diese Frage daher geprüft, um eventuell eine Herabsetzung der Quote von 11,8% zu erreichen.

Herr Dir. Hotz fügt bei, in den Jahren 1937/38 habe sich die freie Quote auf 17% belaufen. In den späteren Abkommen sei sie alsdann auf 11,8% festgesetzt worden.

Herr Sullivan stellt fest, Deutschland könne sich aber jedenfalls durch Goldverkäufe freie Franken verschaffen.

Herr Prof. Keller bejaht dies und macht in diesem Zusammenhang noch ausdrücklich darauf aufmerksam, dass Deutschland die freie Reichsbankspitze nur auf den in Zürich erfolgenden Einzahlungen in den schweizerisch-deutschen Clearing, nicht aber etwa auf den Vorschüssen von 850 Mio Franken erhalte. *[...]*[9]

---

9. *Le lendemain, le Directeur de la DC, J. Hotz, adresse une lettre identique aux Attachés commerciaux anglo-saxons à Berne, W. J. Sullivan et D. J. Reagan:* Nous avons l'honneur d'accuser réception de vos lignes du 31 décembre 1943 par lesquelles vous nous communiquez la façon de voir de votre Gouvernement à l'égard des questions posées par le Prof. Keller dans

sa lettre du 19 décembre à MM. Foot et Riefler au sujet des crédits suisses qui pourraient être accordés à l'avenir aux puissances de l'Axe. Cette réponse, qui témoigne de la compréhension pour les nécessités avec lesquelles la Suisse doit compter à l'heure actuelle, nous suggère les réflexions que voici: *[Hotz résume le résultat de la discussion au sein de la Commission mixte et termine sa lettre ainsi]* Nous vous serions très reconnaissants de communiquer le plus rapidement possible notre réponse à votre Gouvernement et, à l'avance, vous remercions de l'appui que vous voudrez bien nous accorder pour la solution de cette importante question. (E 7110/1967/32/821/Grossbritannien/2).

66

E 2001 (E) 2/645

Compte-rendu d'une séance sur les relations financières avec les Etats-Unis d'Amérique[1]

RN Bern, 6. Januar 1944

Herr Präsident Weber eröffnet die Sitzung, indem er an den Telegrammwechsel mit der Schweizerischen Gesandtschaft in Washington anknüpft. Daraus gehe hervor, dass nach Meinung des Treasury Departments an der Hausse des Schweizerfrankens in Amerika die Nationalbank schuld sei. Es sei jedoch im Gegenteil festzustellen, dass gerade die Schweizerische Nationalbank den Dollarkurs halte, indem sie mehr als 30 Ländern Dollars abnehme. Die Nationalbank könne nicht unbeschränkt Schweizerfranken abgeben, sonst würde die Bank eine Zahlstelle bilden, an der Dollars gegen freies Gold, d.h. gegen Schweizerfranken, abgegeben würden. Am Schlusse des Telegramms N° 977[2] habe jedoch die Nationalbank ihrer Bereitschaft Ausdruck gegeben, unlimitiert Dollars zu übernehmen, wenn sie dagegen freies Gold oder Waren, welche jederzeit nach der Schweiz transportiert werden könnten, erhalte. Das Antworttelegramm 1021[3] habe das Direktorium verstimmt, indem daraus hervorgehe, dass sein Vorschlag nicht weitergeleitet wurde, sondern von der Gesandtschaft und Herrn Strässle einfach ein anderes Vorgehen vorgeschlagen wurde. Man wolle dem Treasury Department gleich 2,5 Millionen Franken pro Monat geben, vom freien Gold werde überhaupt nichts gesagt, hingegen weise man darauf hin, dass man mit der Geste, welche die Notenbank zu machen bereit sei, Verhandlungen handelspolitischer Natur verknüpfen wolle. Die Nationalbank wolle aber, dass den Amerikanern gesagt werde, dass sie bereit sei, die

1. *Cette séance a lieu dans l'immeuble de la Banque nationale à Berne. Elle réunit la Direction générale de la Banque nationale, le Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz, le Délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux, P. Keller, le Directeur adjoint de l'Administration fédérale des Finances, E. Kellenberger, le Directeur de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie, H. Homberger, le Chef de la Section du Contentieux et des Intérêts privés à l'Etranger du Département politique, R. Kohli et ses collaborateurs (Reichenau, Bretschger et Brunner, qui a rédigé le présent document).*
2. *Cf. N° 60.*
3. *Non reproduit.*

2,5 Millionen zu geben, ohne dass damit Bedingungen verknüpft würden. Sie sei auch bereit, weitere Dollars anzunehmen unter bestimmten Bedingungen. Sofern dies nicht möglich sei, müsse die Nationalbank zurücktreten und der Bund könne eine Geste machen.

Herr Kohli betont, dass diese Frage handelspolitisch beeinflusst sei, deshalb begrüsse er es, dass die Herren Hotz, Keller und Homberger zu dieser Besprechung beigezogen wurden. Er erklärt, dass wir das Telegramm 977 seinerzeit absichtlich ohne wesentliche Änderungen weitergegeben hätten, weil wir mit dessen Inhalt nicht ganz einverstanden gewesen seien. Wir hätten vielmehr die Ansicht vertreten, dass man erklären solle, die Dollars übernehmen zu wollen, aber diese Gelegenheit auch gleichzeitig dazu benützen würde, mit den Amerikanern ins Gespräch zu kommen. Er glaubt, die Gelegenheit wäre nach der Rückkehr von Prof. Keller nachdem wir nun von den Alliierten wieder Waren erhalten, günstig. Er führt weiter aus, die Amerikaner würden uns drei Dinge vorwerfen.

Erstens unser Abkommen mit Deutschland. Die Nationalbank wolle sich zwar davon distanzieren. Jedoch gehe es nicht an, dass sie ihren Abstand erkläre, da wir alle im gleichen Schiff seien. Wir könnten diesen Vorwürfen der Alliierten betreffend Deutschland nunmehr nicht mehr mit dem Argument begegnen, dass wir von Deutschland Waren erhalten, da uns ja nun auch von den Alliierten Waren zugesagt wurden.

Zweitens seien die Goldoperationen zwischen Zürich, Lissabon und Berlin den Amerikanern immer wieder ein Dorn im Auge. Die diesbezüglichen Telegramme von Washington hätten wir sowohl an die Nationalbank als auch an Herrn Bundesrat Wetter weitergeleitet. Es stelle sich die Frage, ob in dieser Beziehung nicht mehr getan werden sollte.

Drittens die Operationen der Banken. Wir stehen heute nach Auffassung von Herrn Kohli an einem Wendepunkt in dem Verhältnis zu England und er glaubt, dass dies auch in Bezug auf Amerika der Fall sei. Man sollte jetzt den Amerikanern entgegenkommen und die vom Treasury Department verlangten Schweizerfranken zur Verfügung stellen und zwar sollten diese Beträge nicht nur gestaffelt übernommen werden. Herr Kohli vertritt jedoch die Auffassung, dass wir die Gelegenheit dieser Übernahme damit verbinden sollten, den Amerikanern Besprechungen vorzuschlagen.

Herr Weber erwidert, dass ihr Telegramm durch die Anschuldigungen des Treasury Departments ausgelöst wurde. Die Frage betreffend Deutschland sei mit den Amerikanern schon oft behandelt worden, weshalb er nicht mehr darauf eingehen möchte. Zu den Goldoperationen der Nationalbank erklärt er, dass diese vom Bundesrat gutgeheissen wurden. Die Nationalbank habe im übrigen dahin gewirkt, dass sich die Goldrimessen nicht mehr vermehren. Durch sein Antworttelegramm wollte er dem Treasury Department nur mundgerecht machen, dass die Nationalbank an dem derzeitigen Frankenkurs keine Schuld trage. Er verlange, dass gemäss dem Inhalt des Telegramms des Direktoriums vorgegangen werde, sonst könne die Nationalbank keine Dollars abnehmen.

Herr Kohli erwidert, dass das sich stellende Problem ein Ganzes sei und deshalb nicht als Teilproblem behandelt werden könne.

Herr Professor Keller möchte aus seinen Verhandlungserfahrungen einige Feststellungen machen. Er erklärt, dass das Problem Deutschland in London geklärt werden müsse, wo zwei Vertreter der USA anwesend seien. Wir kämen nicht darum herum, diese Frage weiterhin zu behandeln. Auch die Bank- und Goldoperationen seien auf der Traktandenliste für die Verhandlungen in London. Dieses seien Probleme, die von den Alliierten gemeinsam behandelt würden. Die Frankenabgabe sei hingegen aus taktischen Gründen separat zu behandeln. Die Forderung des Direktoriums, Schweizerfranken nur abzugeben gegen Waren oder freies Gold müsste im Lichte des neuen Abkommens mit England betrachtet werden. Wenn fast 40 000 Tonnen Waren in Amerika gekauft werden könnten, dann würde das den Dollarmarkt wesentlich entlasten. Die Blockadepolitik werde lediglich in London gemacht und die Amerikaner könnten diesbezüglich ohne London keine Zusagen machen.

Herr Rossy erwidert, die Nationalbank verlange Waren oder Gold. Wenn sie nun keine Waren mehr verlangen könne, so sei freies Gold ein weiteres Ventil.

Herr Weber erklärt, dass nur mit Waren oder Gold die Währung gehalten werden könne. Er begrüsse deshalb auch das Abkommen mit England, denn wenn nach dem Kriege die Goldforderungen kämen, habe die Nationalbank solches in England schon verfügbar. Er betont erneut, dass man den Amerikanern einmal sagen müsse, dass sie jeden Frankenbetrag gegen freies Gold haben könnten.

Herr Homberger führt aus, die Nationalbank sei auch ein Teil der nationalen Wirtschaft. Die Währungs- und Handelspolitik könnten von einander nicht getrennt werden. Gegenüber den Amerikanern könne auch keine Trennung zwischen Bundesrat und Nationalbank gemacht werden. In der Schweiz würden wir das Verantwortungsbewusstsein der Nationalbank gegenüber dem Nationalbankgesetz verstehen, jedoch sei dies im Ausland nicht der Fall. Wenn die Nationalbank von ihrem Standpunkt aus etwas ablehne, so sage man in Amerika, die Schweiz habe gesprochen. Die Amerikaner hätten taube Ohren für unsere Haltung gegenüber Deutschland. Sie seien beleidigt, wenn wir die Annahme von Dollars ablehnen, weil sie davon überzeugt seien, dass blockierte Dollars wesentlich besser seien, als Guthaben in Berlin. Nachdem wir nun auch von den Alliierten Waren erhielten, könnten wir nicht mehr mit den Warenlieferungen von Deutschland argumentieren. Die Amerikaner würden in einer ablehnenden Haltung eine gewisse feindliche Gesinnung erblicken. Er glaubt dass, wenn wir diese Angelegenheit nicht fliessend abwickeln, wir die Stimmung unnütz verderben würden, weil wir die 40 Millionen doch noch geben müssten und die Amerikaner nur in einen Unwillen hineinmanöverierten. Auch die Dollars aus dem Warenverkehr müssten doch übernommen werden und der ganze Widerstand würde gar nicht in die Landschaft passen. Wir könnten jetzt eine Geste machen, ohne uns irgend etwas zu vergeben. Der Betrag sei zu klein, als das wir damit Bedingungen verknüpfen sollten. Hingegen könnte man seiner Ansicht nach damit ruhig den Wunsch verknüpfen, mit den Amerikanern ins Gespräch zu kommen und ihnen nahelegen, dass wir ein ähnliches Abkommen wie mit England begrüssen würden. Herr Reagan, mit dem er kürzlich eine Unterredung hatte, habe es als Affront betrachtet, dass wir die Regierungszahlungen nicht übernehmen wollten. Die rein währungstechnischen Überlegun-

gen liessen die Amerikaner kalt. Er glaubt jedoch, dass man sie doch an den Mann bringen könne, jedoch nicht primär.

Herr Direktor Hotz dankt, dass man ihm Gelegenheit gegeben habe, diese Fragen zusammen mit der Nationalbank zu prüfen. Er möchte an der Letzteren keine Kritik üben, er freue sich im Gegenteil, dass sich die Nationalbank für eine gesunde Währung einsetze. Es brauche aber nicht nur eine gesunde Währung, sondern auch eine gesunde Handels- und Zahlungsbilanz. Er sagt, dass uns niemand verstehen würde, wenn wir den jetzigen historischen Moment nicht richtig begreifen. Er glaubt, die Verhältnisse in Deutschland könnten sich sofort ändern, deshalb sei eine Annäherung an die Alliierten erwünscht. Die Frage der Regelung zwischen der Nationalbank und dem Finanzdepartement sei eine sekundäre. Hingegen sei das Treasury Department mächtig und wir hätten die Rechnung zu bezahlen, wenn wir uns mit diesem nicht einigen könnten. Wer rasch gibt, gibt doppelt. Jetzt sei der richtige Moment, es müsse ja doch gegeben werden. Er begreife gut, dass man seinen Standpunkt verteidigen wolle, jedoch seien die Amerikaner finanziell und wirtschaftlich die Reichen und sie werden uns das fühlen lassen, denn sie könnten sehr brutal sein. Handelspolitisch scheine es ihm, dass sich der Himmel aufhelle.

Herr Dr. Kellenberger erklärt, dass er in der ganzen Sache unbefangen sei. Entweder hätten die Amerikaner unseren Standpunkt begriffen, möchten es aber nicht zugeben, denn der Grosse lasse sich vom Kleinen nicht gern belehren. Bei der Frage, wie vorgegangen werden solle, handle es sich, wie er festgestellt habe, nicht um eine Verschiedenheit der Meinungen, sondern lediglich um eine Verfahrensfrage. Er glaubt, dass, wenn es uns gelänge, in Amerika für uns eine günstige Stimmung zu schaffen, wir vielleicht auf einem andern Gebiet mehr erreichen könnten. Es handle sich nicht um die Feststellung, wer recht oder unrecht habe, sondern lediglich darum, was erreicht werden könne. Die 40 Millionen würden uns nicht erdrücken. Wenn uns jedoch der Vorteil winke, mehr Waren zu erhalten, hätten wir ein gutes Geschäft gemacht. Das Finanzdepartement müsse sich bezüglich des Vorgehens auf die Aussagen der Vertragsunterhändler verlassen, weil es selbst nicht in der Lage sei, festzustellen, was im Gesamtinteresse erforderlich sei.

Herr Hirs erklärt, dass wir ja im Prinzip der gleichen Meinung seien, es müsse aber festgestellt werden, dass die fragliche Depesche erstens der Nationalbank Vorwürfe gemacht habe, zweitens verlange die Gesandtschaft für das Treasury Department 40 Millionen. Die Nationalbank sei aber selbst in der Lage, festzustellen, welches die Bedürfnisse des Treasury Departments seien. Der Betrag von 40 Millionen sei übrigens vom Treasury Department selbst nie genannt worden. Die Schweizerische Gesandtschaft und Herr Strässle würden immer erklären, unsere Argumente seien bekannt und es habe keinen Sinn, sie erneut beim Treasury Department vorzubringen. Das Direktorium sei erstaunt gewesen, dass erst nach 14 Tagen eine Antwort kam, in welcher erklärt wurde, die Sache sei dem Treasury Department nicht unterbreitet worden usw. Es sei bekannt, dass das Treasury Department Mangel an Schweizerfranken habe und die Nationalbank, die solche nicht unbeschränkt zur Verfügung stelle, sei deshalb verhasst. Die Nationalbank erkläre sich bereit, die 2,5 Millionen pro Monat zu übernehmen, sogar noch mehr. Er betont jedoch, diese Geste solle

von der Nationalbank ohne Bedingung gemacht werden. Dadurch könne eine Entspannung herbeigeführt werden, welche den Weg zu Verhandlungen öffne.

Herr Kohli erwidert, dass das Treasury Department den Betrag von 40 Millionen genannt habe. Das Vorgehen der Gesandtschaft sei im Einvernehmen mit Herrn Pfenninger geschehen, welcher mitgezeichnet habe. Die Angaben von Herrn Hirs über die Frist von 14 Tagen werden berichtigt. Herr Kohli würde es begrüssen, wenn die Nationalbank die Übernahme der Dollars zusagen, jedoch die Antwort so abfassen würde, dass sie auch den übrigen Interessen Rechnung trage.

Herr Weber erklärt, der Ausgangspunkt sei doch die Anschuldigung gegenüber der Nationalbank. Entweder wolle er von solchen Anschuldigungen nichts mehr hören, oder die Antwort des Direktoriums müsse dann auch an das Treasury Department weitergegeben werden.

Herr Rossy fragt an, ob ihm Herr Professor Keller Angaben machen könne über den ungefähren Wert der einzuführenden 400 000 Tonnen Waren.

Herr Keller erwidert, dass dieser Wert ermittelt werden könnte, hingegen müsse zu diesem Zweck bekannt sein, wo gekauft werde. Es müsse vermehrt Gewicht darauf gelegt werden, dass nun möglichst viel im Dollarraum eingekauft würde.

Herr Weber teilt den Optimismus von Herrn Hotz nicht, am Ende sei ja doch die Nationalbank die Leidtragende. Herr Hotz habe ihm schon lange von einer Absatzmöglichkeit für die Dollars gesprochen, bis jetzt sehe er jedoch nur die immer grösser werdenden Dollaranfälle. Man sollte von den Amerikanern doch mindestens erfahren können, wann sie gewillt seien, uns das Gold freizugeben.

Herr Dr. Homberger hat fast den Eindruck gewonnen, dass sich die Rollen nun vertauscht hätten. Zunächst wollten *sie* (die Herren vom Handel und vom Politischen Departement) dass eine Geste gemacht werde. Sie möchten damit lediglich die Mitteilung verbinden, dass wir es begrüssen würden, wenn wir ein ähnliches Abkommen wie mit England machen könnten.

Herr Weber ist immer noch der Ansicht, dass man zunächst sagen sollte, die Amerikaner könnten ja jeden Frankenbetrag haben, wenn sie uns nur Gold freigeben würden.

Herr Dr. Homberger führt aus, dass die Verhandlungen mit Deutschland für die Alliierten das rote Tuch darstellen. Mit Deutschland sei zwar ein Abkommen für einen Monat abgeschlossen, jedoch müsse man bereits weiterverhandeln. Für den Fall, dass es ohne neue Kredite an Deutschland nicht abgehe, sei bei den Allierten vorsondiert worden. Er glaubt, dass sie sich damit abfinden würden, nur dürfe man jetzt nicht wieder mit dem Argument «gebt uns Waren oder Gold» kommen, weil die Alliierten sonst wieder behaupten würden, wir gäben den Deutschen, was sie verlangen. Er ist der Auffassung, dass eine positive Antwort auf 1021 eine günstige Atmosphäre schaffen würde. Man müsse aber zunächst erklären, dass man einverstanden sei und erst in zweiter Linie der Hoffnung Ausdruck geben, dass eine Entspannung eintrete und wir ein Abkommen wie mit England begrüssen würden.

Herr Weber möchte immer noch nicht von seinem Vorschlag, den Amerika-

nern mitzuteilen, dass sie unter den bekannten Bedingungen jeden Betrag haben könnten, abgehen.

Herr Kohli erwidert, dass eine solche Offerte weiter gehen würde, als die Zugeständnisse an England. Man einigt sich dahin, dass Herr Hirs zusammen mit Herrn Kohli und Herrn Keller den Text des Antworttelegramms aufsetzt.

Herr Kohli bringt noch General Ruling 17 zur Sprache. Er führt aus, dass hier eine absolut verfahrene Situation bestehe, welche sich in der konfusen Eingabe der Bankiervereinigung *[du 21 décembre 1943, cf.* E 2001 (E) 2/641*]* an die Finanzdelegation des Bundesrates widerspiegle. Wir hätten von dieser Eingabe der Gesandtschaft Kenntnis gegeben, diese empfehle jedoch erneut die Annahme des schwedischen Systems. Sie erklärt, dass wenn die Nationalbank sich weigere, die Zertifikation zu übernehmen, die Amerikaner auch die Verrechnungsstelle akzeptieren würden. Allerdings wäre ihnen die Mitwirkung der Nationalbank sympathischer. Er weist erneut auf die schweren Folgen der integralen Anwendung der General Ruling 17 hin. Die Anwendung der Bestimmungen der General Ruling 17 sei bis zum 31. Januar verschoben worden, jedoch müsse schon vorher unsere prinzipielle Stellungnahme bekanntgegeben werden. Er werde an der Sitzung am Nachmittag die Banken zu einer definitiven Stellungnahme auffordern. Er erkundigt sich bei Herrn Präsident Weber, ob er etwas dagegen einzuwenden hätte, wenn gegenüber den Banken das Abkommen zwischen der Nationalbank und der Bank von England erwähnt werde.

Herr Weber ist der Ansicht, dass man den Banken nichts mitteilen sollte, da diese doch nur wissen möchten, ob sie nicht noch irgendwelche Zinsen über London leiten könnten.

Herr Kohli erklärt, dass er selbstverständlich keine Details bekanntgeben würde.

Herr Weber führt betreffend General Ruling 17 aus, dass das Direktorium bereit sei, die Angelegenheit nochmals zu prüfen; er glaube jedoch nicht, dass sich die Nationalbank zur Mitwirkung im Sinne des schwedischen Systems bereitfinden könne.

Herr Hirs erklärt, dass die Amerikaner an der Einführung des schwedischen Systems ein Interesse hätten, weil ihnen diese Arbeit ersparen würde und sie nach dem Krieg doch noch machen könnten, was sie wollten. Das Direktorium könne aber keine endgültige Stellung beziehen, bevor sich die Banken nicht definitiv geäussert hätten.

Herr Kohli hätte diese Stellungnahme der Nationalbank gerne gekannt, um nicht eventuell genötigt zu werden, zusammen mit den Banken gegen das Direktorium Front zu machen.

Herr Dr. Homberger befürchtet dass, wenn wir nach den wiederholten Verschiebungen der Frist nicht die Annahme des schwedischen Systems vorschlagen, dies das Misstrauen der Amerikaner vergrössere. Auch befürchtet er, wenn wir das Ruling 17 annehmen, eine Schnüffelei von Seiten der Amerikaner in der Schweiz.

Herr Kohli bringt noch die Frage der Transaktionen der Chemiefirmen über Lizenz 50 zur Sprache. Er sieht eine Gefahr darin, dass die Firmen Sandoz und Durand & Huguenin immer noch über Speziallizenz transferieren, trotzdem

vereinbart wurde, solche Transaktionen über Lizenz 50 zu nehmen. Er glaubt, dass darin eine Gefahr liege, indem die Amerikaner daraus schliessen könnten, wir hätten ihr Vertrauen missbraucht. Er fragt sich, ob man nicht die Gesandtschaft ersuchen sollte, die Angelegenheit abzuklären. Das Direktorium würde ein solches Vorgehen nicht begrüssen, worauf Herr Kohli erklärt, er wolle sich noch einmal mit der Firma Sandoz in Verbindung setzen.

Herr Weber bringt abschliessend noch den Istcambi- Kredit zur Sprache[4]. Die Banken hätten eine Viertelstunde vor Kassaschluss am Sylvester 1943 die Wechsel einkassiert. Die Nationalbank hätte dieselben ohne Wimpernzucken indossiert. Es müsse nun geprüft werden, ob das Gold erhältlich sei.

Herr Kohli erklärt, dass man 50 Millionen verlangen, 57 Millionen verlängern wolle. Die Verlängerung gehe jedoch nicht mehr über die Banken.

Herr Dr. Homberger führt noch aus, dass es ihn sehr überrascht habe, festzustellen, dass die schweizerische Uhrenindustrie von August bis November 1943 für 71 Millionen ausgeführt habe. Bis Ende Dezember 1943 würde das eingeräumte Kontingent 85 Millionen betragen. Die Uhrenkammer habe aber bis jetzt nur 23 Millionen Dollars zertifiziert. Er sei daran, die Angelegenheit zu prüfen, glaube jedoch, dass mit neuen Restriktionen nichts zu erreichen sei.

ANNEXE

E 2001 (E) 2/645

Le Département politique à la Légation de Suisse à Washington

Copie d'expédition
T VV

Bern, 8. Januar 1944, 12 h. 00

Nummer 23. Euer 1021. Einverstanden dass Sie Treasury zur Kenntnis bringen, dass Nationalbank auf Zusehen hin bereit ist monatlich 2½ Millionen Franken gegen Dollars für Regierungsbedürfnisse zur Verfügung zu stellen. Bitten Euch ferner Treasury mitzuteilen, dass Nationalbank bereit ist ab Neujahr Frankenbedürfnisse für Rotkreuz auf Zusehen hin voll zu befriedigen und darüber hinaus wie bis anhin in liberaler Weise Dollars für humanitäre und kulturelle Zwecke sowie für Lebensunterhalt Amerikaner entgegenzunehmen. Ersuchen von Euch aus Frage Erweiterung der Begünstigtenliste nicht zur Sprache zu bringen.

Würden es begrüssen wenn analoges Finanzabkommen wie mit Bank of England auch mit Fedreserve zustande käme. Überzeugt davon, dass damit beiden Ländern gedient wäre.

Unsere heutige sehr weitherzige Geste gemäss Absatz 1 ist lediglich von Gedanken geleitet soweit an uns zur Entspannung der Lage und Schaffung besserer Atmosphäre beizutragen. Direktorium legt aber grossen Wert darauf, dass Sie und Pfenninger anlässlich Übermittlung unserer Vorschläge unter geeigneter Verwendung der in unserem 977[5] aufgeführten Argumente Haltlosigkeit Vorwürfe und Kritik wegen Frankenverweigerung und Kursentwicklung Schweizerfranken nochmals unterstreichen und ausdrücklich betonen, dass unsere Dollarpolitik ausschliesslich von währungspolitischen Überlegungen getragen ist.

Wollen Sie in Ihrer Unterredung hervorheben, dass gegen jederzeit frei ausführbares Gold oder bei besseren Dollarverwendungsmöglichkeiten für Warenimporte aus Dollararea oder Überträge andere Noteninstitute Nationalbank gerne bereit ist unlimitierte Frankenbeträge für amerikanische Regierungsbedürfnisse abzugeben.

---

4. *Au sujet du crédit bancaire à l'Italie, cf. N^os 10 et 332.*
5. *Cf. N° 60.*

Was endlich Eure Anregung wegen Aufnahme handelspolitischer Verhandlungen anbetrifft, macht Handelsabteilung darauf aufmerksam, dass derartige Fragen zurzeit nicht aufzuwerfen weil sie Gegenstand Londoner Verhandlungen bilden und nur dort nützlich erörtert werden können. Erwarten nunmehr baldigen Bescheid Treasury. Directional Politique und Handel.

67

E 1001 1 VD/1.1-30.4.1944

Proposition du Chef du Département de l'Economie publique, W. Stampfli, au Conseil fédéral

Streng vertraulich
Nicht für die Presse

Bern, 10. Januar 1944

Waren- und Zahlungsverkehr mit der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken. (Zwischenbericht)

I.

Die mit der Sowjetunion am 24. Februar 1941 in Moskau abgeschlossene Vereinbarung [1].

In unserem Antrag vom 6. März 1941 [2] haben wir dem Bundesrat in sehr einlässlicher Weise Bericht erstattet über die am 24. Februar 1941 in Moskau abgeschlossene *Vereinbarung über den Warenverkehr zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken.* Diese Vereinbarung ist am 1. März 1941 in Kraft getreten und sollte zunächst auf die Dauer eines Jahres die wirtschaftlichen Beziehungen zwischen den beiden Ländern regeln. Unser vorerwähnter Antrag wie auch derjenige vom 28. November 1940 [3], der den in Moskau geführten Wirtschaftsverhandlungen vorausging, sprechen sich ausführlich über die Bedeutung aus, die dieser Vereinbarung innewohnt. Wir dürfen uns daher hier darauf beschränken, wiederholend und im übrigen auf die genannten Anträge hinweisend zu betonen, dass die Vereinbarung vom 24. Februar 1941 dem schweizerischen Warenverkehr – und zwar sowohl der damals mehr und mehr in den Vordergrund des Interesses tretenden Versorgung unseres Landes mit lebenswichtigen Produkten wie auch der Ausfuhr schweizerischer Erzeugnisse – ausserordentlich interessante Möglichkeiten eröffnete, setzte sie doch den Umfang des Güteraustausches in beiden Richtungen auf je über 100 Millionen Franken fest.

---

1. K I.1313.
2. *Cf. PVCF N° 383 du 11 mars 1941,* E 1004.1 1/407.
3. *Cf. DDS, vol. 13, N° 420.*

II.

De facto-Ausserkraftsetzung der Vereinbarung zufolge des deutsch-sowjetrussischen Krieges.

Man gab sich beim Abschluss der Vereinbarung vom 24. Februar 1941 darüber Rechenschaft, dass ihre praktische Durchführung bei einer grundsätzlichen Änderung der damals bestehenden politischen Beziehungen zwischen Deutschland und der Sowjetunion ernsthaften Schwierigkeiten begegnen oder sie überhaupt in ihrem Bestande sehr gefährdet werden könnte. Diese Änderung in den deutsch-sowjetrussischen Verhältnissen trat dann bekanntlich auch in ihrer extremsten Form durch den Ausbruch des Krieges zwischen den beiden genannten Staaten am 22. Juni 1941 ein. Eine zahlenmässig starke sowjetische Delegation, die sich zum Teil bereits auf der Reise nach der Schweiz befand, um über die durch die Vereinbarung vom 24. Februar 1941 offen gelassenen Fragen der Errichtung *gegenseitiger ständiger Handelsvertretungen* und einer allfälligen *technischen Hilfe der schweizerischen an die sowjetische Uhrenindustrie* Verhandlungen zu pflegen, hatte in jenem Zeitpunkt den Schweizerboden noch nicht betreten. Anderseits legte die Anwesenheit einer sowjetischen Einkaufs- und Abnahmekommission in der Schweiz, deren Rückreise noch ermöglicht werden konnte, Zeugnis ab von der Tatsache, dass die Vereinbarung über den Warenverkehr hinsichtlich des *Exportes schweizerischer Waren* ihre vollen Auswirkungen zu zeitigen begonnen hatte. Auch auf der *Importseite* setzte die Nachfrage nach den durch die zwischenstaatliche Regelung des Warenverkehrs geschaffenen Möglichkeiten des Ankaufs sowjetischer Waren und des Transits drittländischer Produkte durch das Gebiet der UdSSR mit Macht ein und führte zu zahlreichen und wertmässig beträchtlichen Abschlüssen. So standen denn bei Ausbruch der deutsch-sowjetischen Feindseligkeiten trotz der bis dahin verhältnismässig kurzen Lebensdauer des vier Monate vorher abgeschlossenen schweizerisch-sowjetischen Warenaustauschabkommens wesentliche finanzielle Interessen auf dem Spiele, die es zu wahren galt. Wie im Verkehr mit anderen Staaten unter ähnlichen Verhältnissen hat der Bundesrat im Sinne einer vorsorglichen Massnahme zum Schutze der schweizerischen gesamtwirtschaftlichen Interessen mit *Beschluss vom 25. Juni 1941* die *Sperre der sowjetischen Guthaben in der Schweiz verfügt*[4].

III.

Liquidation der Vereinbarung vom 24. Februar 1941.

A.

Eine von der Schweizerischen Verrechnungsstelle in Zürich in Verbindung mit dem Verein Schweizerischer Maschinen-Industrieller in Zürich durchgeführte erste *Bestandesaufnahme der schweizerischen Forderungen* ergab auf *Ende November 1941* folgendes Bild:

Gesperrte sowjetische Guthaben in der Schweiz	21,5 Mio. Fr.

4. *PVCF N° 994 du 24 juin 1941,* E 1004.1 1/410.

Schweizerische Forderungen: 112,3 Mio. Fr.

Die wirklichen *nicht gedeckten Forderungen*, die im Falle einer einseitigen Zwangsliquidation zu decken wären, dürften sich indessen heute aus hier nicht weiter darzulegenden Gründen auf ..... 21,8 Mio. Fr. belaufen.

B.

Die UdSSR ist ungesäumt davon unterrichtet worden, dass der Sperre ihrer Guthaben in der Schweiz nur vorsorglicher Charakter zukomme. Gleichwohl machte sie die bedingungslose Aufhebung der Sperre zur Voraussetzung jeder weiteren Verhandlung über die Befriedigung der schweizerischen Forderungen bezw. die Liquidation der Vereinbarung vom 24. Februar 1941. Erst Ende 1942 konnte eine bedingungslose Zustimmung der UdSSR zur gelegentlichen Verhandlungsaufnahme erreicht werden.

C.

Besonders nachteilig vom bestehenden Schwebezustand betroffen sind die schweizerischen Akkreditivgläubiger. Alle auch mit dem Finanzdepartement gemeinsam unternommenen Versuche, ihre Lage vor Aufhebung der über die sowjetrussischen Guthaben verhängten Sperre zu erleichtern, sind bisher vergeblich geblieben. Diese Gläubiger, die in der Schweiz angeschaffte Deckungsbeträge beschlagnahmt sehen, beabsichtigen, demnächst den Rechtsweg zu beschreiten.

D.

Zum Zwecke der Beseitigung der aus der Sperre sowjetischer Guthaben sowohl schweizerischen Export- wie Importkreisen entstandenen Schwierigkeiten halten wir es für erforderlich, dass sich bei geeigneter Gelegenheit erneut eine aus wenigen Mitgliedern bestehende Wirtschaftsdelegation nach Moskau begibt, um den Versuch zu machen, im Interesse der schweizerischen Beteiligten die Liquidation der aus der Vereinbarung vom 24. Februar 1941 sich ergebenden Verbindlichkeiten in die Wege zu leiten.

Wir verzichten der gewünschten Kürze wegen auf die erforderlichen eingehenden Darlegungen und Begründungen, die für die Notwendigkeit der gelegentlichen Entsendung einer Wirtschaftsdelegation in der heutigen Lage sprechen.

Die Notwendigkeit einer solchen auf rein wirtschaftliche Belange beschränkten Delegation fällt in die Augen. Denn mehr als je bedarf die schweizerische Wirtschaft – und nicht nur sie – einer zuverlässigen Informationsquelle über landwirtschaftliche und industrielle Rohstofflage, Produktion und Exportfähigkeit der Sowjetunion. Wertvolles und reiches statistisches Material ist in der Sowjetunion vorhanden, aber den schweizerischen Wirtschaftskreisen nicht oder nicht in zuverlässiger Form und genügend rasch zugänglich. Transportfragen, Probleme der Wirtschafts-, Arbeits- und Sozialgesetzgebung werden in zunehmendem Masse auch in der Schweiz interessieren im Hinblick auf die Gestaltung Nachkriegs-Europas.

Sie wird der schweizerischen Wirtschaft, soweit dies überhaupt erreichbar ist, den erforderlichen Einblick in die Entwicklung der sowjetrussischen Wirt-

schaft und ihrer Möglichkeiten und Aussichten vermitteln und vermag damit gewisse Vorarbeit für die später dort zu eröffnende diplomatische Vertretung zu schaffen.

Im Hinblick auf die Art und Bedeutung der von dieser Delegation zu erfüllenden Aufgabe sind wir der Auffassung, dass ihr bzw. einigen besonders zu bezeichnenden Mitgliedern der Charakter einer auf die Dauer berechneten Sondermission zuzuerkennen wäre, die – das sowjetrussische Einverständnis vorausgesetzt – bis zum Ende der Feindseligkeiten ihre Informationstätigkeit in Moskau auszuüben hätte.

Im übrigen beziehen wir uns auf das diesem Zwischenbericht beigelegte *Exposé*[5].

Auf Grund dieser Erwagungen

beantragen

wir Ihnen,
von diesem Bericht in zustimmendem Sinne Kenntnis zu nehmen und zu beschliessen, es seien die Vorarbeiten für Wirtschaftsverhandlungen mit der UdSSR derart zu fördern, dass jederzeit, sofern die allgemeinen Verhältnisse es erlauben, Ihnen der gesonderte Antrag auf Bestellung und Entsendung einer Wirtschafts-Sondermission gestellt werden kann[6].

5. *Non reproduit.*
6. *Cette proposition est approuvée par le Conseil fédéral lors de sa séance du 14 janvier 1944. (PVCF N° 99,* E 1004.1 1/441).

68

E 1004.1 1/441

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 11 janvier 1944[1]

65. Wirtschaftsverhandlungen mit Grossbritannien und U.S.A. in London vom 18. Nov. bis 19. Dez. 1943

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 4. Januar 1944

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet folgendes:

«I. In seiner Sitzung vom 12. November 1943[2] hat der Bundesrat auf Antrag des Eidg. Volkswirtschaftsdepartementes seine Instruktionen für die Wirtschaftsverhandlungen mit Grossbritannien und den Vereinigten Staaten erteilt. Sie sahen vor, dass über die Bereitschaft der Schweiz zu wesentlichen

1. *Absent: Etter.*
2. *Cf. N° 37.*

Einschränkungen auf dem Sektor der Kriegsmaterial-, Maschinen- und Instrumentenausfuhr die folgenden Resultate zu verwirklichen gesucht werden.

1. a) die Einstellung der Einmischungen in die schweizerische Industrie, wie sie seit dem vergangenen Sommer insbesondere auf dem Gebiet der schweizerischen Maschinenindustrie stattgefunden hatten;

b) die Streichung der Firma Gebrüder Sulzer A.G., Winterthur von der britischen und amerikanischen schwarzen Liste;

2. die Wiedereröffnung von Zufuhrmöglichkeiten für Nahrungs- und Genussmittel aus Übersee im Umfange, wie sie bis zum April 1943 bestanden hatten, sowie die Schaffung neuer Zufuhrmöglichkeiten für Futtermittel.

Im weitern war die endgültige Bereinigung und Inkraftsetzung des im Jahre 1942 mit der britischen Treasury und Bank of England als Entwurf ausgearbeiteten Finanzabkommens vorgesehen.

II. Die Erreichung des gesteckten Ziels ist in einem ersten Abkommen vom 19. Dezember 1943[3] nach sehr intensiv geführten Verhandlungen weitgehend gelungen.

1. In diesem Abkommen sagt die Schweiz die Innehaltung jener Ausfuhrbeschränkungen während des ersten Halbjahres 1944 zu, wie sie in der Beilage zum Abkommen enthalten sind und die mit ganz geringfügigen Abweichungen der ursprünglichen schweizerischen Abbau-Offerte vom 18. November 1943 entsprechen. Es ist gelungen, auch die Sonderkontingente für die Ausfuhr bestimmter Maschinenkategorien (dynamo-elektrische Maschinen der Pos. MDy, Pumpen und Krafterzeugungsmaschinen der Pos. M3, M4 und M5, etc.) nach Deutschland sowohl wie nach den übrigen Achsenstaaten durchzusetzen, obwohl damit zum Teil wesentlich höhere Exporte ermöglicht werden, als dies unter Zugrundelegung des sonst geltenden Basisjahres 1942 der Fall gewesen wäre. Insbesondere mit Bezug auf diese Sonderkontingente darf die erreichte Ausfuhrregelung nicht als eine langfristige bewertet werden; die Vertreter Grossbritanniens und der U.S.A. haben heute bereits ihre Forderung auf eine Neuüberprüfung dieses Plafonds für das zweite Semester 1944 sehr eindringlich gestellt.

2. Einige Schwierigkeiten verursachte die Regelung der ausserhalb des Spezialhandels und zum Teil ausserhalb jedes den Aussenstehenden zugänglichen statistischen Nachweises bestehenden Verkehrsarten: Umarbeitungs-, Veredlungs- und Reparatur-Verkehr, die in einzelnen Positionen einen ebenso grossen Export aufweisen wie er in den Statistiken des Spezialhandels erscheint. Die Unvertrautheit der Partner mit der Technik dieser Verkehrsarten sowie ihr ausgesprochenes Misstrauen erschwerten eine restlos befriedigende Lösung. Es ist aber schliesslich gelungen praktische Lösungen zu finden, die zwar neue administrative Erschwerungen bringen werden, aber der Schweiz die Weiterführung aller drei Verkehrsarten ungefähr im bisherigen Umfang ermöglichen.

3. Gegen diese von der Schweiz übernommenen Ausfuhrbeschränkungen haben Grossbritannien und die U.S.A. der Schweiz die Wiedereröffnung von

---

3. *Cf. N° 61.*

Zufuhrkontingenten aus Übersee für Nahrungs-, Genuss- und Futtermittel zugesagt. Aus den bisherigen Quartalskontingenten sind Semesterkontingente geworden, was die schweizerischen Dispositionen für die Seetransporte erleichtern wird. Der Gesamtumfang der Zufuhrkontingente im ersten Halbjahr 1944 beträgt rund 350 000 Tonnen und unter ihnen sind Brotgetreide mit 150 000 Tonnen, Futtermittel mit 132 000 Tonnen, Zucker mit 30 000 Tonnen, Öle und Fette mit 26 400 Tonnen die wichtigsten.

Die angeführten Futtermittelzufuhren konnten unter Aufrechterhaltung einer minimalen Viehausfuhr nach den Achsenstaaten im Rahmen des schweizerischen Verschlags erreicht werden.

Es bleibt zu hoffen, dass es den Anstrengungen des Kriegs-Transport-Amtes gelingen werde, den Hauptteil der offenen Bezüge aus Übersee vor dem Auftreten neuer Störungen der der Schweiz noch verbliebenen Zufuhrrouten ins Land zu schaffen.

4. Zur Frage der künftigen Einmischungen in die Verhältnisse der schweizerischen Industrie-Unternehmungen ist nach langen Bemühungen eine Formel gefunden worden, welche die Einstellung der Bedrohung von Firmen mit der schwarzen Liste im Bereiche der «Plafondpositionen» zusagt. Durch die Beschränkung dieser Zusage auf jene Warenkategorien, deren Export im neuen Abkommen kontingentiert werden, behalten sich die Partner das Recht vor, in Fällen anormaler Ausfuhrentwicklungen auf nicht-kontingentierte Positionen grundsätzlich in der bisherigen Weise vorzugehen, allerdings mit der nicht unwesentlichen Neuerung, dass sie vor der Versetzung einer Firma auf die «schwarze Liste» die Angelegenheit mit den kompetenten schweizerischen Behörden zu behandeln sich bereit erklären. Im Zusammenhang mit dem bundesrätlichen Verbot der privaten «Undertakings» vom 4. November 1943[4] ergaben sich hier eine Anzahl von Verfahrensfragen, die noch keiner völligen Klärung und befriedigenden Lösung zugeführt werden konnten. Die Engländer und Amerikaner finden in der von der Schweiz angestrebten Ersetzung privater «Undertakings» durch entsprechende zwischenstaatliche Erklärungen bedeutende juristische Schwierigkeiten; sie sind nicht gewillt, ihr bisheriges, nicht nur für die Schweiz gültiges System abzuändern sondern hoffen vielmehr auf ein schweizerisches Entgegenkommen in dem Sinne, dass private «Undertakings» mit ausdrücklicher Genehmigung durch die schweizerischen Behörden auch in Zukunft noch möglich bleiben würden.

5. Die Verhandlungspartner haben sich bereit erklärt, den Fall der Gebrüder Sulzer A.G. in der Weise gesondert zu behandeln, dass sie sich hier ausnahmsweise mit einer Erklärung durch die Handelsabteilung des Eidg. Volkswirtschaftsdepartements und damit unter Verzicht auf die sonst übliche Kautionsleistung begnügen wollen. Form und Inhalt dieser Erklärung sind noch nicht endgültig bestimmt. Das Abkommen selbst musste sich deshalb auf eine grundsätzliche Bereitschaftserklärung der Engländer und Amerikaner beschränken; die materielle Behandlung des Falles im Einzelnen bleibt den Besprechungen mit den alliierten Vertretern in Bern vorbehalten. Für seine

---

4. *Cf. N° 35.*

Erledigung besteht jedoch angesichts der durchaus ernstgemeinten alliierten Bereitschafts-Erklärung eine gute Chance.

III. Neben den Verhandlungen mit den britischen und amerikanischen Blockadebehörden liefen die Besprechungen mit der britischen Treasury und der Bank of England über die Inkraftsetzung des im Jahre 1942 vorbereiteten Finanzabkommens. Sie haben durch die völlig neue Stellungnahme der Partner, die teils auf die veränderte Kriegslage teils auf die Erfahrungen im Jahre 1943 zurückzuführen ist, eine unerwartete und stark vereinfachende Wendung genommen. Der neue britische Vorschlag, Schweizerfranken in Zukunft gegen Gold in London mit Verschiffungsbewilligung nach mit Grossbritannien und seinen Alliierten nicht im Kriege befindlichen Ländern abzugeben, ist dem Bundesrat am 17. Dezember 1943 bereits unterbreitet worden[5].

Mit dem Abschluss des Finanzabkommens auf ein Jahr konnten folgende britische Zusagen verbunden werden:

1. Zusicherung der Freigabe der in Kanada aus der Ausführung britischer Zahlungsaufträge an die schweizerische Nationalbank bisher aufgelaufenen Goldbestände spätestens 6 Monate nach einem britisch-deutschen Waffenstillstand;

2. Zusicherung einer weitherzigeren Behandlung von Einfuhrgesuchen für schweizerische Waren in Ländern des Sterling-Kreises;

3. Zusicherung der Fortführung der bisherigen Praxis hinsichtlich des «enemy contents» in schweizerischen Exportwaren nach Übersee, – was insbesondere der chemischen Industrie eine willkommene Beruhigung verschaffen wird.

IV. Die bundesrätlichen Instruktionen haben die Verhandlungen zunächst auf eine Auswahl vordringlicher Fragen begrenzt. Die Partner sind in der Meinung auf diesen Boden getreten, dass es sich in den Besprechungen vor Jahresende 1943 um eine erste Etappe von Verhandlungen handle, die zu Beginn des Jahres 1944 weitergeführt werden sollen, da sie gerade auf eine Anzahl der von uns zurückgestellten Fragen grosses Gewicht legen. Dies gilt insbesondere für die Frage neuer Kreditgewährung an die Achsenstaaten, deren abschliessende Behandlung in der ersten Verhandlungsetappe, wie es sich in Verlaufe der Besprechungen gezeigt hat, auch im schweizerischen Interesse gelegen wäre. Die Partner, vor allem die amerikanischen Delegierten, konnten sich unter den gegebenen Verhältnissen hinter den Mangel an Instruktionen zu dieser Frage verschanzen und sich für deren endgültige Beantwortung als nicht zuständig erklären. Von schweizerischer Seite wurde alles vorgekehrt, um eine Klärung dieses Problems, wenn immer möglich vor dem erneuten Zusammentritt der Delegationen herbeizuführen. Dies letztere läge unbestreitbar im Interesse der Förderung der bereits im Gange befindlichen schweizerisch-deutschen Wirtschaftsverhandlungen.

Selbst wenn die Frage neuer Kredite an die Achsenstaaten vor der Wiederaufnahme der Verhandlungen in London eine schriftliche Erledigung erfahren

---

5. *Cf. N° 57.*

könnte, so besteht ein lebhaftes schweizerisches Interesse an der Fortführung der Besprechungen. Es muss unbedingt der Versuch unternommen werden, ausser den jetzt erreichten Zufuhren von Nahrungs- und Futtermitteln auch noch solche von industriellen Rohstoffen, insbesondere von Baumwolle und Wolle zu öffnen. Dies bedingt das Wiederaufrollen der Blockadediskussion auf einem andern Sektor der schweizerischen Wirtschaft. Die Erreichung weiterer Zufuhrkontingente dürfte nicht nur für die Landesversorgung während des Krieges, sondern ebenso sehr für die erste Nachkriegszeit von grundlegender Bedeutung sein. Es ergab sich aus den Verhandlungen, dass die Alliierten sofort nach dem Eintritt einer veränderten Lage auf dem europäischen Kontinent mit einem stark erhöhten Bedarf an Nahrungsmitteln und Rohstoffen aus Übersee rechnen und sich heute schon organisatorisch für dessen Deckung vorbereiten. Dies bedingt weiterhin eine zentrale Bewirtschaftung der in Frage kommenden überseeischen Güter durch die Alliierten und in diesem Zusammenhang kann es für die weitere Versorgung der Schweiz wertvoll werden, wenn sie sich auf vertraglich zugesagte Einfuhr-Kontingente stützen kann.

Aus den bisherigen Besprechungen wurde das Interesse der Alliierten an der baldigen Behandlung der übrigen noch auf der Traktandenliste vom 30. September 1943 stehenden Fragen deutlich; dies gilt vor allem für die Traktanden:

Verlängerung des Kompensations-Abkommens vom 14. Dez. 1942.
Handel mit Japan
Geschäftsführung der schweizerischen Banken
Warentransit durch die Schweiz in der Richtung Nord-Süd und umgekehrt
Schmuggel durch das Personal auf schweiz. Schiffen
Blockaderegelung für Rotkreuz-Exporte.

Wir werden uns gestatten, nach Fühlungnahme mit dem Politischen Departement, in dessen Kompetenz eine Anzahl der noch offenen Traktanden gehören, dem Bundesrat unsere Anträge für die Fortsetzung der Londoner Verhanlungen so rechtzeitig zu unterbreiten, dass eine entsprechend zusammengesetzte schweizerische Delegation der auf Ende Januar zu erwartenden britisch-amerikanischen Einladung Folge leisten kann.»

Auf Grund der obigen Darlegungen wird antragsgemäss

beschlossen:

Vom vorstehenden Verhandlungsbericht und seinen Beilagen wird in zustimmendem Sinne Kenntnis genommen.

69

E 1004.1 1/441

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 14 janvier 1944 [1]

98. Négociations commerciales franco-suisses

Département de l'Economie publique. Proposition du 5 janvier 1944

Le département de l'économie publique expose ce qui suit:

«Les échanges commerciaux franco-suisses ont été réglés en 1943 par l'arrangement du 28 juillet 1943 [2]. De nouvelles négociations doivent s'ouvrir à Berne, dès le 18 janvier, en vue de fixer le statut de nos relations commerciales avec la France pour l'année 1944. Comme nous avons déjà eu l'occasion de le signaler dans notre proposition du 29 décembre 1943 [3], par laquelle nous vous avons demandé de nous autoriser à percevoir sur les exportations en France, une prime destinée à favoriser l'importation de marchandises françaises, le bilan de nos échanges avec ce pays s'est sensiblement aggravé au cours de ces derniers mois. Malgré les contingents d'importation prévus par l'arrangement du 28 juillet, les livraisons françaises à La Suisse accusent un recul, qui a causé une nouvelle augmentation du déficit du clearing. Ce déficit était de 37,8 millions (pour les nouvelles créances), à fin décembre. Il conviendra donc d'examiner avec la délégation française qui doit venir à Berne, les moyens de remédier, dans la mesure du possible, à cette situation. On peut envisager, à cet effet, de réduire à nouveau les exportations de marchandises suisses en France, qui sont contingentées actuellement à 25 pour cent de la valeur des exportations en 1937 ou 1938, selon l'année la plus favorable, ce qui ne représente, en poids, que 15 pour cent environ des exportations d'une année normale. Nous estimons que cette mesure devrait être autant que possible évitée, vu les répercussions qu'elle pourrait avoir pour le chômage en Suisse et l'organisation du commerce suisse en France. Nous inclinerions plutôt à laisser le déficit du clearing éventuellement s'aggraver dans une certaine limite avec l'espoir que la situation de la France se redressera dans un avenir pas trop éloigné et tout en cherchant avec le gouvernement français les mesures propres à soulager le clearing et plus spécialement à promouvoir l'exportation de marchandises françaises en Suisse.

Au bénéfice des considérations qui précèdent, le département propose et le conseil *décide*:

1. Le département de l'économie publique est autorisé à ouvrir des négociations avec le gouvernement français, en vue de fixer le statut des échanges commerciaux franco-suisses pour 1944, et d'approuver à titre d'instructions à la délégation, le programme exposé dans le présent rapport;

---

1. *Absents: Nobs et von Steiger.*
2. K I.1039.
3. *Proposition du 22 décembre approuvée par PVCF N° 2428 du 29 décembre 1943,* E 1004.1 1/440.

2. sont désignés comme délégués: MM. le conseiller de légation Henri de Torrenté, délégué aux accords commerciaux, en qualité de chef de la délégation; Eric Bonhôte, adjoint de la division du commerce; le Dr Edwin Frey, secrétaire du Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie;

3. la délégation est autorisée à faire appel à des experts, suivant les besoins de la négociation.

70

E 7110 1967/32/900 Deutschland/1944/13

Compte-rendu d'une séance de préparation des négociations économiques germano-suisses [1]

PROTOKOLL ÜBER DIE SITZUNG
DER SCHWEIZERISCHEN GESAMT-DELEGATION
VOM 20. JANUAR 1944 14.30 UHR
IM KONFERENZZIMMER III PARLAMENTSGEBÄUDE.

Anwesend: HH. Direktor Hotz [Vorsitzender], Direktor Homberger, Direktor Feisst, Generaldirektor Blass vom Komitee Deutschland der schweizerischen Bankiervereinigung, Vize-Direktor Zurlinden von der Schweiz. Kreditanstalt, Direktor Schwab von der Schweiz. Nationalbank, Vize-Direktor Borel vom Schweiz. Bauernverband, Generaldirektor König von der Schweiz. Lebensversicherungs- und Rentenanstalt, Direktor Hunziker vom Schweiz. Fremdenverkehrsverband, Direktor Steiger von der Schweiz. Verrechnungsstelle, Dr. Lacher und Fürsprecher Ingold von der Abteilung für Auswärtiges, Pro*[bst]*, Gy*[gax]*, M*[eine]*r, M*[art]*i.

Direktor Hotz berichtet über den Gang der Verhandlungen seit dem Zustandekommen der Übergangslösung für Januar 1944, worüber sämtliche Mitglieder der Delegation durch Zusendung des Antrages an den Bundesrat vom 3. Januar [2] und des Vertragswerkes orientiert worden sind. Nachdem auch die Vereinbarungen vom 31. Dezember 1943 nicht vom deutschen Delegationsvorsitzenden, Herrn Wiehl, sondern von seinem Stellvertreter, Herrn Seyboth unterschrieben worden sind, überliess Herr Wiehl die Führung der weitern Verhandlungen Herrn Seyboth, vermutlich um sich nicht wegen der weitern Reduktion der schweizerischen Ausfuhr nach Deutschland zu exponieren.

Es bestehen folgende grundsätzliche Differenzen bezüglich des Zustandekommens eines neuen Vertrages:

a) Deutschland lehnt die schweizerischerseits mit Wirkung ab 1. Januar ds. Js. erfolgte weitere Reduktion der Kriegsmaterialexporte nach Deutschland ab. Es handelt sich jedoch wohl lediglich um einen theoretischen Protest, da die

1. *Ce document a été rédigé par H. Marti, de la Division du Commerce du DEP.*
2. *Cf. PVCF N° 23 du 4 janvier 1944,* E 1004.1 1/441, *publié ci-dessus: N° 64.*

Januar-Regelung bereits auf der Basis der reduzierten Ausfuhrkontingente für Kriegsmaterial beruht.

b) Deutschland verlangt, dass die Schweiz ausser dem Kohlenkredit weitere Kreditmittel zur Verfügung stellt. Das deutsche Begehren geht darauf, dass die Schweiz einen weitern Wartefrist-Kredit von 100 Millionen, der sich aus der Verlängerung der Wartefrist von 3 auf 6 Monate ergibt, zur Verfügung stellt. Dieser Wartefrist-Kredit von 200 Millionen wurde im April 1943 von der schweizerischen Delegation im Rahmen einer Verlängerung des Abkommens für ein Jahr in Vorschlag gebracht. Da das Abkommen vom 1. Oktober jedoch nur für die Zeit vom 1. August bis 31. Dezember 1943 abgeschlossen worden ist, also für ½ Jahr lediglich, reduzierte sich der gewährte Wartefrist-Kredit auf 100 Millionen[3]. Ein vertraglicher deutscher Anspruch auf Zurverfügungstellung der weitern 100 Millionen besteht nicht. Diese Reserve von 100 Millionen ist übrigens bereits weitgehend belastet, indem für Januar Deutschland zusätzliche Clearingmittel von ca. 10 Millionen Franken zur Verfügung gestellt worden sind. Dazu kommen 10–15 Millionen, um welche das Clearingbudget für das 4. Quartal 1943 überzogen war, und die zweifellos sehr beträchtliche Belastung aus dem schweizerischerseits gewährten Entgegenkommen infolge der Streichung der Vorbelastung der An- und Vorausbezahlungen ab 1. Januar. Eventuell könnte anstatt einem zusätzlichen Betrage von 10 Millionen Fr. ab Februar monatlich 5 Millionen Deutschland zusätzlich zur Verfügung gestellt werden. Es würde für einen Vertrag bis Ende Juni einschliesslich des Kreditbetrages pro Januar von 10 Millionen ca. 35–40 Millionen ergeben. Wie stellen sich jedoch die Westmächte dazu?

c) Auch bei einem reduzierten Clearingbudget für die Zeit ab 1. Februar wird schweizerischerseits verlangt werden müssen, dass Deutschland die Reichsbankspitze ungefähr im Umfange von ca. 2 Millionen, d.h. soweit sie nicht für die Erfüllung der deutschen vertraglichen finanziellen Leistungen ausserhalb Clearing erforderlich ist (Versicherungsverkehr, Goldhypotheken etc.) zur Verfügung stellt.

d) Eine weitere Differenz besteht mit Bezug auf die Frage der Anerkennung diverser Geschäfte der Firma Bührle mit dem Oberkommando der Kriegsmarine als altes Geschäft, woraus sich eine zusätzliche Clearingbelastung von ca. 20 Millionen ergeben würde.

e) Deutschland offeriert der Schweiz 10000 Wagen Hafer im Werte von 58 Millionen, zahlbar in freien Devisen, anstelle entsprechender schweizerischer Bezüge aus Rumänien, welche frachttechnisch nicht durchgeführt werden können. Deutschland ist insofern an diesem Geschäft interessiert, als es die Devisen für seine eigenen Ankäufe in Rumänien benötigt und wobei es vermutlich dafür doppelt so viel Ware einkaufen kann als es der Schweiz abgibt. Mit Rücksicht auf die Beziehungen zu den Westmächten ist dieses Geschäft nur möglich falls über Clearing zahlbar.

f) Eine weitere Schwierigkeit, die aufgetaucht ist, betrifft den Transit Italien-Deutschland durch die Schweiz. Gemäss der Haager-Konvention von 1907 ist die Schweiz als neutraler Staat berechtigt, die Durchfuhr von Kriegsmaterial

3. *Cf. N° 16.*

im weitern Sinne zu verbieten. Die italienischen Transitlieferungen nach Deutschland haben nun in der letzten Zeit einen gewaltigen Umfang angenommen, weil Deutschland in grösserem Umfange industrielle Rohstoffe als Beutegut aus Italien abtransportiert, was schweizerischerseits einschränkende Massnahmen erforderlich macht. Dieses Problem ist deshalb besonders heikel, weil die schweizerischen Bezüge aus Übersee bis auf weiteres die von Deutschland besetzten Gebiete transitieren müssen.

g) Umstritten sind ferner die üblichen schweizerischen Begehren für den Bezug von Kohle, Eisen sowie auf dem Gegenblockade-Gebiet. Auch der Wunsch der Schweiz, einen Flugverkehr mit Barcelona aufzunehmen sowie den Flugverkehr Zürich-Stuttgart wieder auf Berlin auszudehnen ist noch offen. Dazu kommen auch Begehren der Kriegstechnischen Abteilung für den Bezug von deutschem Flugzeugmaterial.

Direktor Feisst weist darauf hin, dass das Haferimportgeschäft versorgungsmässig von grösster Bedeutung sei. Auch die Armee ist daran sehr interessiert. Doch versteht er, dass die Bezüge aus Übersee den Vorrang haben müssen.

Direktor Homberger beleuchtet die derzeitige Situation und die sich bei den Verhandlungen stellenden Schwierigkeiten nach folgenden Gesichtspunkten:

1. Die *Ausfuhrkontingentierung* sowie die Durchfuhr durch die von Deutschland besetzten Gebiete und durch die Schweiz haben einen nationalen sowie internationalen Aspekt. Das Abkommen vom 1. Oktober befriedigte die Westmächte nicht. Es wurden bloss für 1½ Quartalskontingente Navicerts erteilt; was sich aber besonders unangenehm auswirkte war der Umstand, dass die Alliierten die gesamte schweizerische Maschinenindustrie mit der Versetzung auf die schwarze Liste bedrohten. Ohne weitere Ausfuhrrestriktionen konnte es deshalb nicht gehen. Die Halbjahrsausfuhr bei kriegswichtigen Exporten nach Deutschland und den übrigen Achsenstaaten wurde von 40% der Ausfuhr 1942 auf 20% reduziert. Deutschland musste sich für die Januar-Regelung mit dieser Reduktion abfinden. Es handelt sich jedoch dabei nicht um eine erledigte Sache. Möglicherweise kann Deutschland sich in globo mit der Reduktion abfinden, wird aber jedoch eine andere Lagerung der Exporte verlangen. Wenn auch auf Grund der Verhandlungen mit den Westmächten an den Ausfuhrkontingenten nichts zu ändern ist, so sind doch verschiedene Möglichkeiten vorhanden, die Regelung der deutschen Seite geniessbarer zu machen. Nur um das Opfer weiterer Ausfuhrbeschränkungen konnte verhindert werden, dass die Schweiz zum Tummelplatz fremder Einwirkungen wird. Nachdem die Frage der weitern Ausfuhrbeschränkungen entschieden ist, ist das Problem lediglich das folgende: Wie können Deutschland diese weitern Ausfuhrbeschränkungen erklärt und verständlich gemacht werden? Die deutsche Delegation, insbesondere ihr bisheriger Chef, Herr Wiehl, ist sich der Situation genau bewusst.

2. Noch schwieriger als die Frage der Ausfuhrkontingentierung ist die *Kreditfrage*. Hier können die innerschweizerischen Belange «übereinanderpurzeln». Deutschland wird weitere Kredite verlangen. Als Ersatz für weitere Kredite kann die weitere Gewährung des Kohlenkredites und ein zusätzlicher Wartefrist-Kredit in Erwägung gezogen werden. Deutschland hat den zweiten Teil der aus der Verlängerung der Wartefrist von 3 auf 9 Monate freigeworde-

nen Mittel von 100 Millionen verlangt. Diese Kreditgewährung bildet jedoch einen Stein des Anstosses bei den Westmächten. Eine Abmachung mit den Westmächten über den Rahmen weiterer Kreditgewährung an Deutschland wie bei der Ausfuhrkontingentierung ist natürlich ausgeschlossen. Eine Koordinierung ist jedoch angezeigt um nicht alles aufs Spiel zu setzen. Dazu kommt die zweifelhafte Zuversicht mit bezug auf die deutschen Warenlieferungen in die Schweiz. Trotz dem bis jetzt an sich bewunderungswürdigen Umfange der deutschen Lieferungen erreichten diese in den letzten Monaten nicht den budgetierten Durchschnitt. Verschiedene Faktoren lassen befürchten, dass die Importe aus Deutschland zurückgehen werden. An das Budget, das vor ca. 1 Jahr schweizerischerseits aufgestellt worden ist, können wir uns natürlich nicht mehr als gebunden erachten. Die deutsche Delegation hat auf die Einwendungen der schweizerischen Seite ihren Standpunkt fallen gelassen. Sie hält jedoch grundsätzlich an dem Begehren auf einen weitern Wartefrist-Kredit fest. Dieser muss jedoch in Reserve bleiben. Das Budget für eine allfällige weitere Verlängerung des Abkommens stellt sich wie folgt:

Erwartete Einfuhr aus Deutschland pro Monat,	40	Mio Fr.
wovon 76% auf Warenkonto	28,9	»
dazu gerechnet der Gegenwert der unsichtbaren deutschen Importe (Zahlungen für Nebenkosten und ideelle Leistungen)	2,5	»
	31,4	»
Kohlenkredit	7,3	»
	38,7	»
abzüglich die unsichtbaren schweizerischen Exporte (Nebenkosten, Strom etc.)	13,5	»
	25,2	»
zuzüglich Betrag aus Reichsbankspitze	2	»
Total pro Monat für die Finanzierung schweizerischer Warenlieferungen nach Deutschland[4]	27,2	Mio Fr.

Dieser Betrag wäre aufzuteilen in die Transferkontingente für die verschiedenen Warenpositionen. Dabei ist davon auszugehen, dass für die ausfuhrkontingentierten Positionen der Rahmen bereits gegeben ist, durch die bereits Deutschland bekanntgegebenen reduzierten Ausfuhrkontingente. Es hat dies zur Folge, dass für den übrigen Warenexport die Transferkontingente von ca. 45% pro halbes Jahr gemessen an der Ausfuhr 1942 auf 25% reduziert werden müssen, also eine ganz gewaltige Reduktion der Warenausfuhr. Deutschland hat zudem die Beanspruchung der Reichsbankspitze, wodurch die Mittel für die schweizerische Warenausfuhr erhöht worden sind, beanstandet und droht mit Gegenmassnahmen, die in der Reduktion der Zuteilungen an

4. *A ce sujet, cf.* E 2001 (E) 2/575.

den Transferfonds beruhen. Deutschland behielt sich zudem vor, auch seine weitern finanziellen Leistungen in einem andern Licht zu betrachten.

Es stellt sich nun die Frage, entweder gelingt es, die Transferkontingente sehr tief anzusetzen – unter Beanspruchung einer gewissen Quote der Reichsbankspitze – (Wobei noch immer die Gefahr besteht, dass die Transferkontingente doch zu hoch sind), was ein starkes Zusammenschrumpfen der schweizerischen Warenlieferungen zur Folge hat, oder dann werden die unsichtbaren schweizerischen Exporte von Deutschland zusammengeschlagen.

Wenn man diese unsichtbaren Exporte, wofür jährlich ca. 200 Millionen erforderlich sind, hätte opfern wollen, so wäre es ohne weiteres möglich gewesen, das Clearing im Sinne eines Warenclearings selbsttragend zu gestalten, ohne dass Kreditmittel erforderlich gewesen wären.

Wenn es gelingen sollte, unter Wahrung der unsichtbaren schweizerischen Exporte, die gewahrt werden müssen, ansonst sie nicht mehr wiedergewonnen werden können, mit Deutschland zu einer Verständigung zu gelangen ohne einen weitern Wartefrist-Kredit, dann müssten die Transferkontingente auf 25% herab. Kann dies aber intern verantwortetet werden? Es kann gesagt werden, dass ein Exportausfall von 100 Millionen 100000 Arbeiter in der Maschinenindustrie zur Arbeitslosigkeit bringt. Ein Ausgleich des Exportausfalles Deutschland durch Mehrexport nach andern Ländern ist aus Gegenblockadegründen nicht möglich. Die Reduktion der Transferkontingente kann sich nur in einer Verschlechterung der Wirtschaftslage äussern. Es sollte unbedingt das Tempo des Abbaues des Exportes verzögert und eine stossartige Krisenwelle, die sich in einer massiven Arbeitslosigkeit äussert, vermieden werden. Wir wissen ja auch nicht, was an sozialen Störungen in der nächsten Zeit in den Nachbarstaaten eintreten wird. Diese sozialen Störungen sollten bei uns einen intakten sozialen Körper antreffen. Die vorgesehenen Notstandsarbeiten können nur als letztes Mittel für Arbeitsbeschaffung durchgeführt werden. Nach wie vor ist unser Kredit der beste Rohstoff.

Bei der Beurteilung der Frage, ob ein weiterer Wartefristkredit Deutschland zu gewähren ist, darf nicht übersehen werden, dass nunmehr aus den erhaltenen Navicerts für 400000 T Waren aus Übersee ungefähr 100–120 Millionen $ als Import-$ hineinkommen, sodass entsprechend Export-$ blockiert werden. Eventuell könnte doch in einem reduzierten Umfang ein weiterer Wartefrist-Kredit gewährt werden, sodass anstatt von einer Reduktion der Transferkontingente von 45 auf 25% lediglich von einer solchen von 35% ausgegangen werden könnte. Die Entscheidung wird vom Bundesrat getroffen werden müssen.

3. Beim *Transit* ist eine Kollision zwischen den Kriegszielen der kriegführenden Mächte beinahe unvermeidlich. Wir sind darauf angewiesen, dass Deutschland uns die Durchfuhr durch die besetzten Gebiete weiterhin gewährt, ansonst unsere Blockadevereinbarungen wertlos sind.

Was das *Hafergeschäft* anbelangt, so lautete unsere Antwort an die deutsche Seite dahingehend, dass die Schweiz schon derart mit blockierten Guthaben überladen sei, dass sie eine Zahlung in freien Devisen nicht verantworten könne. Die schweizerische Stellungnahme veranlasste die Deutsche Gesandtschaft in einer sehr perfiden Art und Weise ihren Standpunkt in einem Pro

memoria niederzulegen, dessen Inhalt den Anwesenden zur Kenntnis gebracht wird.

Generaldirektor König berichtet einleitend über seine Unterredung mit Herrn Schmidt, einem früheren deutschen Staatsminister und Generaldirektor der Münchner Rückversicherungsgesellschaft, der ihn in Zürich besuchte[5]. Herr Schmidt soll ihm eröffnet haben, er komme offiziell zu ihm als Mitglied der schweizerischen Delegation. Anlässlich der Geburtstagsfeier Görings, an welcher auch der neue Staatssekretär des Reichswirtschaftsministeriums, Heiler, ein Freund Hitlers und Himmlers, anwesend gewesen sei, habe dieser mit ihm gesprochen. Er solle feststellen lassen, ob grundsätzlich Animosität gegen Deutschland bestehe und man annehme, das Schicksal Deutschlands sei besiegelt. Der frühere Verhandlungsführer Hemmen sei in der Tat vollkommen ungeeignet gewesen, doch komme Wiehl auch nicht weiter, sodass Schmidt angefragt worden sei, ob er die Verhandlungsleitung annehmen wolle, was er jedoch abgelehnt habe. Heiler verstehe es durchaus, dass die Schweiz ihre Kriegsmaterialexporte nach Deutschland reduziere. Deutschland müsse jedoch dafür mehr andere Waren bekommen. Mit bezug auf die Reduktion der Reichsbankspitze sei die deutsche Seite unerbittlich. Deutschland braucht diese Devisen um notwendiges Kriegsmaterial zu beschaffen. Herr Generaldirektor König schliesst daraus, dass im Falle einer Kürzung der Devisenspitze entweder ein Vertrag überhaupt nicht möglich sei oder Deutschland seine finanziellen Leistungen im Clearing und ausserhalb des Clearings kürze. Zum Schlusse seines Gespräches mit Schmidt habe Herr Heiler die Auffassung vertreten, es sei für Deutschland nicht angezeigt, es mit der Schweiz verderben zu lassen. Er sehe ein, dass man die Schweiz jetzt und später noch brauchen werde.

Generaldirektor Blass verdankt die Berichterstattung von Herrn Direktor Hotz und Herrn Direktor Homberger und versteht es, dass die Gesamtdelegation nicht so oft zusammenkommen kann. Er stellt mit Genugtuung fest, dass an der Quote des Transferfonds schweizerischerseits nicht gerüttelt werden soll. Über die Kreditfrage wird der Bundesrat letzten Endes entscheiden müssen. Die Banken wären zu einer Erhöhung des Kohlenkredites durchaus bereit[6] (Herr Direktor Hotz ersucht Herrn Generaldirektor Blass nach aussen hin nichts von einer allfälligen Erhöhung des Kohlenkredites verlauten zu lassen. Er glaube eher an eine Lösung über eine gewisse Ausdehnung des Wartefrist-Kredites, doch wäre hierüber eine einlässliche Diskussion mit dem Bundesrat notwendig. Wenn wir zu haushälterisch sind, hat dies grosse Gefahren für unsere Wirtschaft zur Folge.) Beim Hafergeschäft dürfte es sich vom Clearingstandpunkt aus ev. eine 50% Zahlung in Devisen empfehlen.

Direktor Schwab vertritt ebenfalls die Auffassung, dass man nicht allzu schroff in der Kreditfrage urteilen soll. Es wird sich ebenfalls noch fragen, ob

---

5. *Cf. N° 71.*

6. *Une séance au sujet du crédit pour l'importation de charbon réunira des représentants des banques et de l'administration fédérale le 24 janvier 1944, cf. la notice de Reinhardt pour Nobs du 26 janvier 1944,* E 6100 (A) 22/1952.

eine Erhöhung des Kohlenkredites den Westmächten gegenüber tragbar ist. An der Reichsbankspitze sollte man es nicht scheitern lassen[7].

Vizedirektor Borel erkundigt sich noch wie es sich mit dem beidseitigen landwirtschaftlichen Verkehr im Falle eines Nichtzustandekommens eines Vertrages verhalte.

Dr. Gygax verweist darauf, dass, sofern nicht ganz ausserordentliche Verhältnisse eintreten, das landwirtschaftliche Programm, das gemäss dem Landwirtschaftsbrief bis zum 30. April 1944 abgewickelt werden muss, auch über den 31. Januar hinaus mit Transfergarantie ausgeliefert werden kann. Er weist überdies darauf hin, dass, wenn von Transferkontingenten die Rede ist, dies die Gewährung der Transfergarantie des Bundes mit all den Risiken, die damit in Verbindung stehen, bedeute. Es sollte dies Deutschland gegenüber andauernd herausgestrichen werden[8].

---

7. *Cf. la séance du 1er février de la sous-commission formée par les responsables suisses pour les relations financières avec l'Allemagne,* E 2001 (E) 2/589.
8. *Les négociations économiques germano-suisses reprendront le 25 janvier. Cf. le télégramme de P. Keller à la Légation de Suisse à Londres du 26 janvier 1944,* E 7110/1973/135/49.

71

E 7110/1967/32/900 Deutschland/1944/13

Notice du Directeur général de la Société suisse d'assurances générales sur la vie humaine, H. Koenig[1]

STRENG VERTRAULICH Zürich, 21. Januar 1944

BESPRECHUNG MIT HERRN BUNDESPRÄSIDENTEN STAMPFLI AM 20. JANUAR 1944 IN BERN

Wie vereinbart erwartete mich Bundespräsident Stampfli um 14 Uhr punkt. Er war sehr dankbar für die Mitteilungen, die ich ihm machte[2]. Er ermächtigte mich, Herrn Minister Schmidt zu antworten.

---

1. *H. Koenig écrit une lettre d'accompagnement de cette notice (datée du 21 janvier 1944) pour le Directeur de la DC du Département de l'Economie publique J. Hotz:* Zu Ihrer und Herrn Dr. Homberger's vertraulichen Orientierung sende ich Ihnen eine kurze Aufzeichnung über das, was ich gestern abend noch Herrn Staatsminister a.D. K.S. auf seine telephonische Anfrage hin geantwortet habe.

   Ich hoffe nun nur, Herr Seybodt werde den Weg nach Bern wieder finden. Nach meiner Empfindung ist Herr Seybodt über die Besprechung des Herrn Staatssekretär Heyler mit Herrn Minister Schmidt *nicht* orientiert und er weiss wahrscheinlich nichts von der erfolgten Intervention, die – wie mir Herr Schmidt sagte – nur erfolgt ist zur persönlichen Orientierung des Herrn Staatssekretär (E 7110/1967/32/900 Deutschland/1944/13).
2. *Cf.* E 7800/1/16.

Herr Schmidt telephonierte mir am 20. Januar 1944, abends 21.40 Uhr und ich gab ihm folgende Antwort:

Herrn Bundespräsident Stampfli habe ich offiziell gesprochen und ihm alles gesagt. Die Mitteilungen haben ihn sehr interessiert und er wäre bereit gewesen, Herrn Schmidt selber zu empfangen. Zur Sache sagte er mir folgendes:

Die deutsche Regierung dürfe darauf abstellen, dass der Schweizerische Bundesrat nicht identisch ist mit der Meinung, die man aus den schweizerischen Zeitungen lesen kann. Leider hat der Bundesrat keine Möglichkeit, ausser wenn grobe Verstösse vorkommen, gegen die Presse zu intervenieren. Er hat mir aber bestätigt, dass jeder Gedanke, die Schweiz gehe davon aus, mit Deutschland sei es fertig und man habe keine Rücksicht mehr zu nehmen, absolut falsch sei. Der Bundesrat legt im Gegenteil grosses Gewicht darauf, nicht nur politisch, sondern auch wirtschaftlich mit Deutschland in guten Beziehungen zu stehen, ist doch Deutschland der grösste Abnehmer und gleichzeitig das Land, von dem wir am meisten beziehen. Das war nicht nur so, sondern wird so bleiben, auch in Zukunft, möge es mit Deutschland gehen wie es wolle. Von den Alliierten lassen wir uns von der neutralen Linie nicht abbringen. Der Bundesrat treibt keine Politik, die abhängig ist vom Kriegsunglück oder Kriegsglück. Davon kann keine Rede sein. Wir halten uns streng an eine objektive Neutralität.

Richtig ist, dass der Bundesrat eine starke Herabsetzung der Produktion von Kriegsmaterial angeordnet hat, aber das hat er nicht getan unter dem Drucke Englands oder Amerikas, sondern aus eigenen Erwägungen.

Diese gehen dahin, dass man im Bundesrat die Lage in Europa noch in gar keiner Weise als abgeklärt beurteilt, sondern eher befürchtet, dass es noch lange gehen wird, und dass als Folge des Krieges in den uns umgebenden Ländern ein wirkliches Chaos kommen könnte. Da müssen wir uns in der Schweiz vor plötzlicher Arbeitslosigkeit schützen und schon jetzt Umstellungen vornehmen, sonst greifen die bösen Tendenzen auch auf die Schweiz über, wenn wir nicht wirtschaftlich unserem Volk Arbeit und Ernährung bieten können. Diese Befürchtungen sind es, welche den Bundesrat zu Kürzungen veranlasst haben. Wir müssen für eine rechtzeitige Umstellung der Industrie sorgen. Wie schwer der Bundesrat auch mit der anderen Seite kämpft, beweist der Druck, dem wir uns widersetzen, wie z.B. der Massnahme der schwarzen Liste gegen die Firma Sulzer.

Was die Massnahme der Kürzung der Kontingente für kriegswichtige Waren und deren Ersatz durch andere Waren anbetrifft, sagte ich, da sei Herr Stampfli nicht vollständig im Bilde gewesen, aber wenn Deutschland eine Erhöhung der Leistungen wolle, so müsse es in erster Linie auch in Kohle und Eisen mehr Leistungen machen. Dann werde der Plafond grösser und wir könnten auch wieder mehr liefern. Herr Seybodt sei jetzt in Berlin und er soll nur wieder kommen, die Schweizer Delegation sei bereit, mit ihm zu verhandeln.

Minister Schmidt dankte mir für diese Mitteilungen und sagte nur, eine Erhöhung der Kontingente für Kohle und Eisen hänge eben nicht nur vom Wirtschaftsministerium ab, sondern von der Organisation Todt. Aber vielleicht wäre das doch ein Weg, um weiter zu kommen. Auf jeden Fall wird er

Herrn Staatssekretär Heyler benachrichtigen und dafür eintreten, dass Herr Seybodt wieder kommt.

In der an die Besprechung mit Herrn Bundespräsidenten Stampfli anschliessenden Delegationssitzung habe ich ebenfalls von der Angelegenheit Kenntnis gegeben [3].

3. *Cet entretien sur les relations économiques germano-suisses est aussi résumé dans une notice du Département politique:* Heyler habe den besten Willen, es «nicht mit der Schweiz zu verderben». Er sehe ein, dass man die Schweiz jetzt und später brauche.

Was die einzelnen Streitpunkte anbetreffe, so begreife er die von der Schweiz postulierte Verschärfung der Ausfuhrkontingentierung als im Interesse unseres Landes gelegen. Immerhin frage er sich, ob die ausfallenden Kontingente nicht auf andere, für die Schweiz interessantere Positionen umgelegt werden könnten. Wenn man hier noch mit sich reden lasse, so sei andererseits ein deutsches Nachgeben mit Bezug auf das schweizerische Vorgehen gegen die Reichsbankspitze ausgeschlossen. Deutschland brauche diese Devisen unter allen Umständen. Wenn die Reichsbankspitze tatsächlich beeinträchtigt werde, dann würde der Finanz-Versicherungs- und Frankengrundschuldentransfer in Mitleidenschaft gezogen. (*Notice de Lacher pour R. Kohli du 22 janvier 1944,* E 2001 (E) 2/575).

Sur la suite des négociations économiques germano-suisses, cf. le télégramme de P. Keller à la Légation de Suisse à Londres du 1er février 1944 (E 7110/1976/134/58) *et le PVCF No 223 du 4 février 1944* (E 1004.1 1/442).

72

E 2001 (D) 3/349

Notice sur la question du transit [1]

Berne, 21 janvier 1944

Sur l'initiative de la Division du Commerce, une conférence interne sur la question du transit a eu lieu, chez M. le Directeur Hotz, le 20 janvier [2].

Le soussigné a exposé la situation actuelle à cet égard ainsi que les aspects juridiques de la question. A la discussion ont pris part, notamment, MM. Hotz,

1. *Rédigée par Merminod et signée par Hohl, cette notice est destinée à Pilet-Golaz qui l'annote ainsi:*

Pour le moment, je ne partage *pas* cet avis. Il est trop rigide et dangereux dans son principe Ne pas en discuter au-dehors *ni l'appliquer avant la décision du Conseil fédéral.* C'est une question qui dépasse de beaucoup le cadre *«économique»*. Elle est hautement *politique* et la solution engagera l'avenir.

Bien entendu, je suis prêt à examiner votre éventuelle proposition. 21.I.1944.

2. *J. Merminod a rédigé un compte-rendu de cette séance du 20 janvier:*

M. Ballinari: Les C.F.F. n'ont qu'à se louer de leurs rapports avec la Reichsbahn, constamment compréhensive pour nos besoins et nos désirs.

C'est d'un ancien représentant des chemins de fer d'Etat italiens – qui paraît manger aux deux crèches, la royale et la fasciste – que la Légation d'Italie à Berne tient manifestement les données statistiques concernant le transit sur lesquelles se fondent ses plaintes.

Homberger, Keller, Ballinari. On s'est trouvé d'accord pour estimer que des mesures restrictives étaient inévitables, mais que c'est sous la forme suivante que ces mesures seraient probablement le plus facilement acceptables pour l'Allemagne: *interdiction* du transit de certaines marchandises particulièrement utiles à la conduite de la guerre par l'Allemagne combinée avec le *contingentement global* du surplus du trafic. Nous avons été invités à étudier un système de ce genre.

Quoi qu'il en soit, les compressions de trafic ordonnées par le Département Politique ont créé une situation peu claire pour les C.F.F. et il en résulte, entre autres inconvénients, des retards et des embouteillages.

Un contingentement proprement dit ferait naître de sérieuses appréhensions: pourquoi ne pas interdire le matériel de guerre? La benzine pourrait y être comprise, les Allemands étant prêts à la considérer comme tel (preuve en soit qu'ils avaient demandé naguère si nous l'admettrions en transit).

Autre chose serait de faire réglementer le trafic par les C.F.F., qui ont à cet égard des «possibilités techniques». C'est ainsi qu'en 1942–43, ils ont, de leur propre chef, ralenti le transit en prétextant l'obscurcissement pour ne pas travailler de nuit dans certaines stations comme Luino.

Le mieux serait, malgré tout, d'établir la liste des marchandises dont nous entendons ne pas autoriser le passage par notre territoire, et de le dire.

M. Keller: Il est prévu que la question du transit sera discutée au cours de la seconde étape des négociations de Londres.

1. Pour les Alliés, la benzine est du matériel de guerre caractérisé en tant que servant au ravitaillement de l'armée allemande d'Italie.

2. Les Anglais voudraient un contingentement global du transit pour l'éventualité où le Brenner serait rendu inutilisable.

3. Sur le chapitre des réquisitions, on paraît devoir se montrer intraitable à Londres, où l'on est renseigné – et poussé – par les Italiens.

Nous devons nous préparer à répondre aux Anglais sur ces trois points.

Le problème du transit est une question cardinale même pour les Anglais. Un contingentement global apparaît inévitable, certaines marchandises en demeurant exceptées. Il faut s'attendre qu'on nous dise, à Londres, que les chiffres de 1938 ou 1943 dont nous partons pour établir le «transit normal» s'appliquaient à toute l'Italie. Par conséquent, les Allemands y trouveraient largement leur compte. La question est de savoir ce que nous pouvons interdire.

M. Homberger: ne voit pas encore très clair. «Wir schwimmen gegenwärtig».

Nous parlons de «courants normaux» après avoir constamment dit que c'était un non-sens, les conditions présentes étant pour nous essentiellement anormales! C'est ainsi que nos échanges avec la Suède, les Balkans, la Turquie se sont développés dans une mesure qui dépasse toutes les prévisions. Il s'agit donc de faire attention. Les concessions obtenues à Londres pourraient être vaines si nos marchandises ne pouvaient venir jusqu'en Suisse. Je ne serais pas surpris si les Allemands faisaient du transit par la Suisse une condition sine qua non.

Je crois un contingentement global inévitable. Il faudrait interdire en tout cas les métaux (ferreux du moins), les installations industrielles usagées, les machines.

M. Hohl: Pour le trafic nord-sud, l'ordonnance sur le maintien de la neutralité, du 14 avril 1939 *[cf. DDS, vol. 13, N° 139]*, nous donne la base juridique nécessaire pour agir en interdisant le transit du matériel de guerre de toute nature. Le trafic nord-sud, c'est-à-dire les transports de marchandises réquisitionnées, ne saurait, en revanche, être considéré comme régi par l'ordonnance du 14 avril 1939. De là le critère du «transit normal». En contingentant globalement, nous abandonnons ce terrain qui est solide. L'on peut sans doute essayer de distinguer,

Nous sommes en train d'établir un projet à ce sujet. Après avoir réexaminé la question, nous estimons, toutefois, qu'on pourra faire abstraction de toute interdiction et ne retenir que l'idée d'un contingentement.

---

en contingentant en tout cas les métaux et machines. Mais encore faut-il savoir ce qui est important pour les Allemands. Toutefois, nous ne pouvons pas être par trop raides envers eux.

M. Gygax: On peut envisager le contingentement soit par marchandise, soit par période (jour ou semaine). Je crois que les Allemands admettraient une limitation, mais plutôt une limitation globale comme étant plus souple.

M. Hotz: La question du transit peut donner une toute nouvelle tournure aux négociations commerciales avec les Allemands. Avec la question de la production, elle risque de provoquer un effondrement de toute notre économie, c'est donc très sérieux. Nous nous trouverons sans régime conventionnel le 31 janvier et l'on dirait qu'on cherche à exercer une pression sur nous en prévision de cette échéance. Que M. Ballinari voie comment les C.F.F. pourraient trouver un «plafond» et que M. Hohl cherche à établir une liste de marchandises à interdire.
(E 2001 (D) 3/349).

73

E 2001 (E) 1/131

Compte-rendu d'une séance de préparation des négociations financières avec les Alliés [1]

PROCÈS-VERBAL
DE LA CONFÉRENCE TENUE LE 24 JANVIER DANS LE BUREAU
DE M. KOHLI AU SUJET DE *L'ACTIVITÉ DES BANQUES SUISSES*
QUI FERA L'OBJET DE DISCUSSIONS AU COURS
DES NÉGOCIATIONS DE LONDRES

Sont présents: M. le Prof. Keller, Division du Commerce,
M. V. Gautier, B.N.S.,
MM. Nussbaumer, Caflisch, Jann, A.S.B.,
MM. Rezzonico, Kohli, Reichenau, Bieri et Junod,
Département Politique.

Début de la séance: 14 h. 20 – Fin de la séance: 16 h. 45.

M. Kohli après avoir salué les assistants remercie M. Nussbaumer d'avoir rédigé un mémorandum [2] sur l'objet de la discussion, lequel pourra servir de fil d'Ariane au cours de cette conférence. Il donne immédiatement la parole à M. Keller pour que celui-ci résume les impressions qu'il rapporte de son premier contact avec les Alliés en novembre et décembre 1943.

---

1. *Ce procès-verbal, daté du 25 janvier, a été rédigé par E. Junod, de la SCIPE du DPF.*
2. *Nussbaumer a rédigé un mémorandum daté du 19 janvier 1944, puis l'a remanié, à la suite de cette séance, afin d'éviter des frictions avec la BNS. Cf. sa lettre du 25 janvier 1944* (E 2001 (E) 1/131).

M. Keller constate que, depuis que les Alliés ont fait figurer le problème de l'activité des banques suisses au nombre des sujets de discussion à aborder au cours des négociations, cette question passe dans le domaine officiel, raison pour laquelle il est nécessaire que la délégation soit parfaitement au clair sur le sujet[3]. Après avoir résumé l'activité de M. Nussbaumer en 1942, M. Keller relève la déception des autorités alliées qui regrettent que la Suisse n'ait pas réagi plus nettement au projet d'undertaking qui leur a été soumis. Il faut s'attendre, au cours des prochaines négociations, à ce que les Alliés exigent une discussion approfondie de toutes les opérations des banques suisses. Leurs exigences seront, à n'en pas douter, plus fortes que celles qu'ils ont fait valoir en 1942. Il semble toutefois qu'ils se fassent certaines illusions sur les opérations des banques suisses, illusions qu'il sera facile de dissiper dans la plupart des cas grâce à des explications absolument claires. L'impression que M. Keller a retirée de son entretien avec M. Bliss est que celui-ci a une très large compréhension pour la situation de la Suisse et la nécessité qu'il y a pour elle de maintenir sa position internationale dans le domaine bancaire. Les Alliés voient toutefois d'un mauvais œil certaines mesures des banques suisses dues à la guerre (Kriegserscheinungen) telles que l'existence de comptes numérotés, de comptes joints et opérations sur les devises étrangères. La situation est délicate: les Alliés vont, selon toute vraisemblance, présenter une liste de revendications à la délégation et la tâche de celle-ci consiste à trouver un terrain d'entente sur lequel les exigences alliées pourront être mises en harmonie avec les intérêts suisses.

Le but de la conférence de ce jour consiste à définir la ligne de conduite que devra suivre la délégation.

M. Gautier intervient pour demander pourquoi et en quelle qualité la Banque Nationale doit prendre part aux négociations de Londres.

MM. Keller et Kohli constatent que c'est le Conseil fédéral lui-même qui désire voir la B.N. être représentée à Londres.

M. Keller insiste sur le désir des Anglais de discuter avec des représentants officiels. Or dans le domaine bancaire, ce sont les délégués de la B.N. qui seront les mieux à même, vu leurs connaissances techniques, de discuter avec les Alliés.

M. Nussbaumer en se rendant à cette conférence a rencontré M. Weber, Président de la Banque Nationale, qui lui a fait part de la surprise qu'il avait éprouvée en lisant le mémorandum dont il est question ci-dessus. Il y a en effet constaté que son auteur se réfugie derrière la politique monétaire de la Banque Nationale pour justifier toutes les opérations internationales qu'effectuent les banques suisses. M. Nussbaumer tient à préciser que ce mémorandum doit

---

3. *L'activité des banques suisses figure pour la première fois dans la liste des problèmes à négocier adressée par les Alliés à la Suisse le 30 septembre 1943 (Cf. la lettre de P. Keller à W.J. Sullivan du 2 octobre 1943,* E 7110/1973/135/18).

Cette question avait été discutée lors d'une séance réunissant le 13 octobre 1943 les négociateurs suisses et des dirigeants des banques. Il avait été convenu à l'unanimité que toute la politique de la délégation consistera à gagner du temps afin de ne pas aborder ce problème lors de la première phase des négociations économiques à Londres en décembre 1943 (cf. E 2001 (E) 1/131).

servir de base à une discussion purement interne et qu'il n'est nullement dans l'intention des banques suisses d'incriminer vis-à-vis des Alliés la politique de la Banque Nationale. Si, à son avis, celle-ci laisse aux banques la possibilité de faire certaines opérations peu prisées des Alliés, il n'en demeure pas moins que les banquiers suisses sont parfaitement conscients de l'intérêt qu'il y a à ne pas discuter cette politique en présence des Alliés. Il tient à rassurer pleinement M. Gautier – qui avait exprimé certaines craintes quant à l'attitude que semblait adopter M. Nussbaumer dans son mémorandum – sur la solidarité dont les banques suisses entendent faire preuve au sein de la délégation. Cette question de principe dûment tranchée, il est possible de passer à la discussion des divers points abordés dans le mémorandum Nussbaumer.

I. *Commerce de l'or avec les instituts d'émission étrangers.*

M. Kohli remarque que cette question présente deux aspects:

a) Un aspect qui intéresse uniquement la Banque Nationale et qui fera l'objet d'une discussion séparée avec la Direction de la Banque Nationale;

b) Un aspect qui intéresse les banques privées en tant qu'elles sont appelées à faire le commerce de l'or avec des banques étrangères.

M. Nussbaumer remarque que, depuis l'introduction de l'arrêté du Conseil fédéral du mois d'octobre 1942[4] réglementant le commerce de l'or, les banques ont pour ainsi dire cessé toute opération avec ce métal à l'exception des quelques transactions autorisées par ledit arrêté.

M. Kohli relève que, avant octobre 1942, ces opérations ont pris une certaine ampleur et qu'il est possible que les Alliés demandent des comptes à cet égard.

M. Gautier remarque que, pour les opérations dont parle M. Kohli, les banques suisses peuvent tout au plus subir une critique mais ne peuvent plus prendre aucune mesure étant donné que ces opérations sont terminées depuis longtemps. Etant donné toutefois que la B.N.S. entretient un commerce d'or actif avec les banques centrales étrangères, il en résulte des crédits en francs suisses en faveur de ces instituts qui chargent alors les banques privées suisses de certaines opérations qui ne sont pas toujours agréables[5]. C'est sur cet aspect-là du problème qu'il faut s'attendre à une forte pression des Alliés. Il convient donc de trouver pour la délégation un terrain de discussion solide puisqu'ainsi qu'il ressort de la discussion qui précède, les banques suisses ne peuvent se réfugier derrière la politique de la B.N. qui ne peut être mise en question à Londres.

M. Kohli constate que les autorités fédérales ne sauraient en aucune mesure intervenir pour empêcher les banques d'effectuer les opérations qui vont à l'encontre des intérêts alliés. La Suisse doit insister dans ce domaine sur les devoirs que lui impose sa neutralité et faire comprendre à Londres qu'elle ne peut s'engager ni d'un côté, ni de l'autre. Il est fort probable que cette attitude ne rencontrera pas la pleine compréhension des Alliés. Nous ne pouvons toutefois adopter une autre attitude qui implique pour les banques suisses le risque

4. *Il s'agit en fait de l'ACF du 7 décembre 1942. Cf. RO, 1942, vol. 58, pp. 1127 ss.*

5. *Adjonction manuscrite de Junod:* aux Alliés.

d'être portées sur la liste noire si elles continuent à participer à des transactions «objectionable» aux yeux des Anglo-américains. M. Kohli relève que, depuis des mois déjà, au sein de la Commission mixte, les Suisses ont toujours insisté auprès de leurs interlocuteurs anglais et américains sur le fait que, s'ils voulaient mettre un terme aux opérations en pesetas et escudos auxquelles ils répugnent, il fallait qu'ils abordent ces affaires par le côté concret en s'en prenant non point aux banques suisses mais aux vendeurs de la marchandise qui se trouvent en Espagne ou au Portugal.

M. Keller relève que la Grande-Bretagne a conclu à cet égard des arrangements avec l'Espagne et le Portugal et l'on peut s'attendre dès lors que le nombre de ces opérations diminue. Il convient d'ailleurs de remarquer que, financièrement parlant, elles n'ont rien de répréhensible. La délégation se propose d'insister une fois de plus sur l'intérêt qu'il y aurait à ce que les Alliés agissent dans le secteur «marchandise»[6] et non plus dans le secteur «financier» comme ils l'ont fait jusqu'ici.

II. *Libre commerce des devises en Suisse.*

M. Kohli constate que, dans ce domaine également, les banques sont parfaitement libres d'agir comme bon leur semble et que les autorités ne sauraient leur imposer quelque restriction que ce soit. A son avis, il faut insister à Londres sur le fait que les banques ne peuvent renoncer à leurs relations d'affaires antérieures de peur d'avoir à cesser toute activité.

M. Keller estime qu'il faut adopter dans ce domaine la même politique que celle suivie dans le trafic des marchandises. Il faut amener les autorités britanniques à admettre que les banques suisses maintiennent leur activité internationale qui est leur raison de vivre.

M. Kohli résume la situation en constatant qu'il faut faire admettre aux Britanniques l'existence d'un «courant normal» ainsi qu'on dit dans le domaine des marchandises.

M. Keller estime qu'il faut défendre à Londres l'idée que, si les banques suisses effectuent certaines opérations qui n'agréent pas aux Alliés, ce n'est pas tant parce que, vu la politique de la B.N. elles ne peuvent faire autrement, que parce que ces opérations sont indispensables au maintien de leur activité.

III. *Entremise prêtée par la Suisse aux transferts de propriété ennemie.*

M. Kohli résume les deux aspects du problème qui sont:

a) Le rachat par des Suisses de participations allemandes dans des affaires italiennes (déclaration de Lord Selborne du 21 septembre 1943)[7];

b) Le rachat par les Suisses de biens et de propriétés provenant des pays occupés[8].

---

6. *Adjonction manuscrite de Junod:* auf die konkrete Seite der Geschäfte.
7. *Cf.* E 2001 (E) 1967/113/443 *et* E 7110/1967/32/821/Grossbritannien/2.
8. *Adjonction manuscrite de Junod:* (Déclaration des Nations Unies du 6 janvier 1943). *Cf. N° 15. Cf. aussi* E 2001 (E) 1/119 *et* E 6100 (A) 25/2326.

Il ressort de la discussion que les autorités suisses peuvent difficilement prendre la défense à Londres des capitalistes suisses qui ont cru devoir prêter la main à de telles opérations. Les Alliés, par leur déclaration des mois de janvier et de septembre 1943, ont entendu mettre le monde en garde contre ces transferts de propriété et M. Keller estime qu'il est impossible à la délégation de discuter le bien-fondé de l'attitude alliée. Il s'agit là de questions où le libre arbitre des particuliers est seul déterminant, ceux-ci ne pouvant ignorer les risques qu'ils courent en passant outre aux avertissements alliés.

[...][9]

V. *Projet d'Undertaking.*

M. Keller constate que les exigences alliées dans ce domaine ont beaucoup augmenté depuis le premier projet d'Undertaking soumis aux Suisses à l'occasion de l'affaire Hentsch[10] et le dernier projet qui sera probablement discuté à Londres. Il désirerait savoir quelle attitude l'A.S.B. entend adopter à l'égard des exigences anglaises.

M. Caflisch remarque que l'A.S.B. ne saurait reconnaître officiellement le bien-fondé de cet undertaking. Tout ce qu'elle peut admettre, c'est de ne pas s'opposer à ce qu'une banque qui se trouve sur la liste noire signe un tel undertaking pour en être radiée.

En fin de séance, *M. Kohli* a entendu insister sur les deux principes soulignés par M. Nussbaumer dans son exposé.

Il convient que la délégation s'inspire des deux idées que voici:

a) On ne saurait admettre que les Alliés par leurs exigences rendent en effet nul le principe «nulla poena sine lege». Il faut insister auprès d'eux pour qu'ils renoncent à prendre des mesures contre les maisons suisses pour des opérations effectuées par celles-ci à une époque où elles ignoraient la répugnance alliée envers ces opérations.

b) Il faudra également relever que la Suisse ne saurait appliquer sur son territoire les prescriptions de la législation économique et financière de guerre alliée.

M. Keller résume comme suit ce qu'il reste à faire avant le départ de la délégation:

a) Discussion avec la Direction de la B.N. sur le problème de ses achats et ventes d'or à l'étranger.

b) Discussion des banques sur les exigences alliées (M. Nussbaumer se propose de convoquer le Comité G.B. et la commission d'experts de l'A.S.B. pour reprendre tous les points discutés au cours de la séance de ce jour).

---

9. *La discussion porte ensuite sur divers aspects de l'activité des banques, tels que la fondation de holdings, les participations à des cartels internationaux, la gestion de fondations de famille, de comptes joints et de comptes numérotés, le commerce des titres sans affidavit, le trafic des billets de banque étrangers.*

10. *La banque Hentsch est inscrite sur les «listes noires» dès janvier 1942 et en sera radiée en juin 1944 après avoir signé un* Undertaking. *Cf.* E 2001 (E) 1/123, E 2001 (E) 1968/78/284 *et* 285.

Il est probable que la question de l'activité des banques ne sera abordée qu'en fin de négociations, ce qui permettra à MM. Nussbaumer et Gautier de se rendre un peu plus tard à Londres et d'avoir plus de temps pour discuter encore tous ces problèmes avec les cercles suisses intéressés.

Au cours de la discussion, *M. Keller* a relevé l'intérêt qu'il y aurait à ce que l'on puisse satisfaire au désir des Alliés qui demanderont probablement comment les Suisses entendent faire connaître aux banques suisses les conclusions auxquelles seront arrivés les négociateurs. Il se demande s'il ne conviendrait pas que l'A.S.B. envisage la publication d'une circulaire ou, tout au moins, organise un exposé de M. Nussbaumer au Conseil d'administration de l'A.S.B. qui pourrait faire l'objet d'un protocole qui pourrait servir de preuve tangible aux efforts faits par cette association pour divulguer les arrangements pris à Londres.

M. Caflisch se rend parfaitement compte de la justesse de cette remarque mais croit qu'il sera un peu difficile de faire la chose par circulaire. L'A.S.B. examinera comment arriver à une solution satisfaisante.

74

E 2001 (D) 1968/74/1

La Légation d'Allemagne à Berne au Département politique

N Bern, 27. Januar 1944

Die Deutsche Gesandtschaft beehrt sich, die Aufmerksamkeit des Eidgenössischen Politischen Departements auf folgende Angelegenheit zu lenken:

Der schweizerische Arzt Dr. Bucher aus Luzern, der der ersten schweizerischen Ärztemission an der Ostfront angehört hatte, hält seit einigen Wochen in Zürich and anderen Orten der Schweiz eine Reihe von Vorträgen, in denen er seine angeblichen Erlebnisse in Deutschland und an der Ostfront schildert. Die Vorträge, die in Zürich jeden Dienstag und Freitag im dortigen Volkshaus stattfinden, werden nicht nur von Ärzten, Samaritern und anderen fachlich interessierten Personen sondern auch von weiteren Kreisen des Publikums besucht. Der Andrang zu diesen Veranstaltungen, zu denen zahlreiche schweizerische Organisationen in corpore zur Teilnahme aufgefordert worden sind, soll dermassen gross sein, dass z.B. am 11. Januar nurmehr Karten für einen am 28. Januar stattfindenden Vortragsabend erhältlich waren.

Die Veranstaltung der Vorträge durch Dr. Bucher ist zunächst insofern zu beanstanden, als zwischen dem Komitee für Hilfsaktionen unter dem Patronat des Schweizerischen Roten Kreuzes und dem Oberkommando des Heeres, vertreten durch den Deutschen Militärattaché in Bern, vor Entsendung der Ärztemission eine ausdrückliche Abmachung getroffen worden ist, wonach alle Teilnehmer der Mission zu strengster Verschwiegenheit über ihre Erlebnisse verpflichtet sind. Die im Rahmen der Mission an die Ostfront entsandten Ärzte, darunter auch Dr. Bucher, haben im Verfolg dieser Abmachung eine schrift-

liche Erklärung unterzeichnet, in der sie sich verpflichteten, etwaige Veröffentlichungen in Wort und Schrift, insbesondere Erlebnisberichte, nur nach vorherigem Einverständnis des Oberkommandos des Heeres (Heeressanitätsinspektion) vorzunehmen. Die Zustimmung des Oberkommandos des Heeres ist im vorliegenden Falle nicht eingeholt worden; die öffentliche Bekanntgabe der Beobachtungen durch Dr. Bucher steht daher in offenem Widerspruch mit der von ihm eingegangenen Verschwiegenheitsverpflichtung.

Hiervon abgesehen hat die Gesandtschaft zu ihrem Befremden feststellen müssen, dass Herr Dr. Bucher die von ihm veranstalteten Vorträge benutzt, um eine *ausgesprochen politische Hetze* gegen deutsche führende Persönlichkeiten und Einrichtungen zu betreiben. So hat Dr. Bucher in seinem Vortrag am 3. Dezember v.J. erklärt, Göring habe durch die Organisation des deutschen Sanitätswesens «eine grosse Tat unter seinen vielen Verbrechen» zustande gebracht. In seinem am 11. Januar d.J. gehaltenen Vortrag griff Dr. Bucher die deutsche politische Führung in gehässigster Weise an und sprach von dem «gottverdammten nationalsozialistischen Regime, dessen Greueltaten seit 1933 eine ununterbrochene Kette bildeten». Die angeführten Äusserungen bilden nur einige Beispiele aus der Reihe der von Dr. Bucher gemachten beschimpfenden Äusserungen.

Der Deutsche Militärattaché in Bern hat bereits Veranlassung genommen, wegen dieses Verhaltens des Dr. Bucher bei dem Komitee für Hilfsaktionen unter dem Patronat des Schweizerischen Roten Kreuzes, bei dem Herrn Unterstabschef der Armeekommando-Gruppe Ib und bei dem Leiter der ersten Ärztemission, Herrn Oberst von Wyttenbach, Beschwerde zu führen. Ferner hat das Deutsche Generalkonsulat in Zürich mit Schreiben vom 20. Dezember v.J. und 18. Januar d.J. bei der Polizei des Kantons Zürich gegen die Veranstaltung der Vorträge Verwahrung eingelegt und deren Unterbindung gefordert. Obgleich der Deutsche Generalkonsul in Zürich auch persönlich bei dem Leiter der Polizeidirektion des Kantons Zürich vorstellig geworden ist, haben die Zürcher Behörden jedoch bisher keine Veranlassung genommen, gegen Dr. Bucher einzuschreiten. Die Vorträge werden vielmehr ungehindert fortgesetzt.

Die Deutsche Gesandtschaft sieht sich genötigt, gegen die Hetztätigkeit des Dr. Bucher und gegen ihre Duldung durch die Zürcher Behörden nachdrücklich Verwahrung einzulegen. Sie gibt ihrem starken Befremden darüber Ausdruck, dass einem Mitglied der von dem Komitee für Hilfsaktionen entsandten Ärztemission gestattet wird, unter Bruch der von ihm eingegangenen Verpflichtung und unter Missbrauch des ihm von der Deutschen Regierung gewährten Vertrauens in der Öffentlichkeit über seine Erlebnisse zu berichten und dabei führende Persönlichkeiten des Grossdeutschen Reiches und seiner Einrichtungen in der gehässigsten Weise zu beschimpfen. Die Deutsche Gesandtschaft muss erwarten, dass seitens der Schweizerischen Regierung die erforderlichen Massnahmen getroffen werden, um die Fortsetzung dieser Vorträge unverzüglich zu verhindern und Dr. Bucher für die Beschimpfungen der Deutschen Regierung strafrechtlich zur Verantwortung zu ziehen. Für eine gefällige Mitteilung über das in dieser Hinsicht Veranlasste wäre die Deutsche Gesandtschaft zu Dank verpflichtet.

Gern benützt die Deutsche Gesandtschaft auch diesen Anlass, dem Eidgenössischen Politischen Departement die Versicherung ihrer ausgezeichneten Hochachtung zu erneuern [1].

1. *Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna, adresse le 28 février la notice suivante au Conseiller fédéral Pilet-Golaz:*

Par sa note du 27 janvier, qui est assez raide, la Légation d'Allemagne demande («muss erwarten») «dass seitens der Schweizerischen Regierung die erforderlichen Massnahmen getroffen werden, um die Fortsetzung dieser Vorträge unverzüglich zu verhindern und Dr. Bucher für die Beschimpfungen der Deutschen Regierung strafrechtlich zur Verantwortung zu ziehen».

A mon avis, l'essentiel serait d'obtenir que les conférences du Lt Bucher et toute autre du même genre soient interdites en vertu des pleins pouvoirs, comme le proposent nos différents chefs de l'Armée ou, peut-être mieux encore, en vertu de l'article 102, chiffres 9 et 10 de la Constitution fédérale.

La question de la punition du Lt Bucher me paraît secondaire et, du moment que cet officier ne peut être puni ni disciplinairement ni jugé par des tribunaux militaires, il me semble qu'il faut y renoncer. Un procès devant les assises fédérales irait certainement à fins contraires du but poursuivi, qui est d'arrêter une agitation nuisible, qui n'a malheureusement que trop duré. (E 2001 (D) 1968/74/1).

75

E 2001 (E) 1/131

Procès-verbal de la conférence tenue à la Banque nationale le 27 janvier 1944 pour préparer les négociations financières avec les Alliés [1]

Présents: MM. Weber, Rossy, Hirs et Gautier, Banque Nationale,
M. le Prof. Keller, Division du Commerce,
MM. Rezzonico, Kohli, Reichenau et Junod,
Département Politique.

Cette conférence a pour but d'orienter les membres de la délégation, qui va partir pour Londres, sur la politique de la Banque Nationale.

M. Keller résume la situation et relève que les prochaines négociations de Londres seront difficiles étant donné que la Suisse a beaucoup à demander et fort peu à offrir. En ce qui concerne plus particulièrement la question des banques, la délégation devra d'emblée insister sur le fait que la Suisse ne saurait prendre aucun engagement contractuel. Dans ce domaine, les négociations seront une prise de contact et auront pour but d'amener les Alliés à préciser leur point de vue. M. Keller aimerait à apprendre de la Banque Nationale:

a) Si elle estime nécessaire que la délégation éclaircisse encore certains points de l'Agreement;

1. *Ce procès-verbal, daté du 28 janvier, a été rédigé par E. Junod. Cf. aussi* E 7110/1973/134/7.

b) Quelle attitude notre Institut d'émission adopte à l'égard des ventes d'or que lui font les banques centrales étrangères;

c) Dans quelle mesure le maintien de la liberté du commerce des changes influe sur l'activité des banques privées suisses;

I. *Agreement financier.*

M. Weber constate que la Banque Nationale est extrêmement satisfaite des résultats obtenus par M. Keller et de la signature de l'Agreement [2]. Il est d'avis que la délégation n'a plus à s'en occuper à Londres, les questions de détail concernant l'exécution de l'accord pouvant faire l'objet de discussions directes entre M. Gautier et les représentants de la Banque d'Angleterre. M. Weber estime même qu'il serait inopportun, une fois l'Agreement signé, de reprendre les discussions officielles à cet égard.

M. Rossy relève que la seule question qui se pose encore est celle de la mesure dans laquelle l'or mis à la disposition de la Banque Nationale à Londres est libre non seulement vis-à-vis de celle-ci mais également vis-à-vis des autres banques centrales auxquelles notre Institut pourrait être amené à le céder.

M. Gautier relève qu'il s'agit là d'une question interne qu'il se chargera de discuter lui-même sur place.

M. Gautier désirerait connaître les raisons qui ont amené les autorités britanniques à modifier radicalement leur point de vue et à autoriser l'exportation de l'or qu'elles remettent à la B.N.

M. Keller rappelle qu'en 1942, la délégation a instamment demandé que la B.N. puisse obtenir des facilités de transport pour l'or qu'elle recevait de la Banque d'Angleterre. A cette époque, le MEW a absolument refusé d'examiner cette demande, la situation internationale ne justifiant pas, à son avis, l'envoi d'or en Suisse ou dans un pays neutre européen. Ce refus était aussi conforme à la politique de blocus poursuivie par la Grande-Bretagne en ce sens que celle-ci voulait enlever à la Suisse la possibilité d'accorder des crédits à l'Allemagne. C'est pourquoi l'on est arrivé au compromis que constituait le projet d'Agreement ramené par la délégation en novembre 1942. Mais dès lors, la situation politique a évolué. D'autre part les mauvaises expériences faites par la Banque d'Angleterre en ce qui concerne le jeu de ce projet durant 1943 – l'inconvénient surtout qui en résultait pour la Banque d'Angleterre dont les demandes de francs suisses ne pouvaient dépasser un certain plafond – ont amené les autorités britanniques à modifier leur attitude. Cette modification est intéressante parce qu'elle dénote l'aspect libéral de la politique financière de l'institut anglais, indice précieux d'une évolution possible, favorable au libéralisme dans l'après-guerre.

M. Kohli croit que, outre les deux arguments développés par M. Keller, il y en a un troisième qui est pour beaucoup dans le revirement d'attitude des autorités britanniques. Il a l'impression que les Alliés ont voulu prévenir un argument de la B.N. dont ils attendent qu'elle justifie ses achats d'or à l'Axe en

2. *Accord financier entre la Banque d'Angleterre et la Banque nationale suisse, 18 décembre 1943; cf. N° 57, annexe 1.*

invoquant l'impossibilité dans laquelle elle se trouvait de disposer de l'or qui lui était remis à Ottawa.

M. Keller pose ensuite la question de savoir si la B.N. entend revenir sur les propositions britanniques d'alléger leur contrôle des changes en ce qui concerne certains transferts de capitaux.

M. Weber ne désire pas revenir sur cette question car la B.N. entend maintenir la circulation monétaire dans les limites les plus modestes possibles.

M. Kohli intervient pour insister sur le fait qu'une reprise des transferts de capitaux venant d'Angleterre concerne avant tout l'intérêt général et que les autorités fédérales ont aussi leur mot à dire sur cette question. Il reste aussi le problème de la transformation des «old accounts» en «registered accounts» proposée naguère par la Grande-Bretagne. Pour l'instant, toutefois, il n'est pas nécessaire d'y revenir.

M. Kohli voudrait savoir si la B.N. désirerait qu'au cours des négociations qui se déroulent avec l'Allemagne, la Suisse aborde la question du transport par avion dans notre pays de l'or envoyé de Londres à Lisbonne.

M. Hirs est d'avis qu'il vaudrait mieux que la Banque Nationale se chargeât elle-même d'examiner la chose. Il croit qu'en intervenant auprès de la Reichsbank, il serait possible d'amener les autorités allemandes à consentir certaines facilités dans ce sens. Enfin, la discussion de ce premier item aboutit à la constatation qu'il est inutile que la délégation cherche à conclure un accord financier entre les Etats-Unis et la Suisse. Cette affaire pourra éventuellement être reprise à Washington.

II. *Problème de l'or.*

M. Weber reprenant les arguments de la Banque Nationale développés dans son mémoire du 9 octobre[3] à l'intention du Conseil fédéral explique que la B.N. ne peut, pour des raisons de neutralité, refuser d'acheter à la Reichsbank l'or que celle-ci lui offre contre des francs suisses. Il ajoute que si elle adoptait une attitude négative à l'égard de cette banque, cet or lui parviendrait par une autre source. La B.N. s'efforce toutefois de limiter ces reprises d'or et les achats des derniers mois de 1943 attestent une tendance à la baisse. Il conviendrait de relever d'ailleurs qu'une révision de la politique de la B.N. n'arrêterait nullement les transactions commerciales que les Allemands font avec les Espagnols et les Portugais. Tant qu'il y a des marchandises en Europe, les Allemands trouveront un moyen de les acheter si ce n'est par des remises d'or, par tout autre moyen. (M. Weber reprend ici l'idée développée au cours de la conférence avec les banquiers que si les Alliés veulent arrêter les transactions commerciales avec l'Allemagne, ils doivent agir sur le côté concret de ces transactions, à savoir en empêchant les pays qui disposent de marchandises de les livrer à l'Allemagne.)

M. Kohli, après avoir relevé que la seule façon de justifier, aux yeux des Alliés, l'activité internationale des banques suisses est de plaider la nécessité du maintien d'un courant normal des affaires, s'étonne toutefois du rythme

3. *Cf. N° 15.*

auquel ont progressé les ventes d'or de la Reichsbank depuis 1940. Après avoir cité des chiffres (1940: 126 270 000 – 1943: 589 128 000), M. Kohli insiste sur le fait que la délégation aura à répondre devant les Alliés de cette augmentation. Il ne faut pas oublier en effet que l'espionnage économique est fort bien mené par les Alliés dans notre pays et qu'ils connaissent probablement aussi bien que nous le montant de nos importations d'or.

M. Weber rétorque que la guerre a transformé la Suisse en un marché financier international où le commerce de l'or joue un rôle prépondérant. Avant 1939, ce commerce était concentré sur les places de Londres et de New York. La B.N. a toujours cherché à éviter que la Suisse devienne un marché d'or. Avant la guerre, elle avait lutté contre cette tendance en fixant de grosses marges entre les «Gold Points». Toutefois, depuis le début de la guerre, la plupart des Gouvernements neutres européens entretiennent dans notre pays de grosses réserves de métal jaune. La plus grosse partie de l'or importé en Suisse par la Reichsbank est immédiatement portée au crédit du compte de ces Etats neutres, notamment la Suède et le Portugal. Il faut aussi signaler les remises d'or à la B.R.I.

M. Rossy relève que la Suède achète passablement d'or à l'Allemagne dont elle demande la livraison en Suisse car elle désire pouvoir disposer après les hostilités d'une grosse masse de francs suisses pour les besoins de sa politique monétaire. *M. Hirs* intervient pour insister sur le fait que les Allemands attachent beaucoup de prix à l'existence d'une Suisse neutre par l'intermédiaire de laquelle ils puissent continuer les opérations financières internationales. Ce désir est peut-être pour plus qu'on le croit dans le fait que la Suisse ait pu échapper à la guerre jusqu'à maintenant.

M. Gautier estime que la délégation devrait avoir des arguments pour répondre aux affirmations alliées qui voient dans l'or allemand le produit de larcins opérés dans les pays occupés.

M. Kohli rétorque que nous ne pouvons entrer en matière sur cette question étant donné qu'il faudrait remonter jusqu'à la guerre des Boers pour chercher à savoir jusqu'à quel point l'or que nous fournissent les Anglais n'est pas lui aussi le fruit de réquisitions opérées à l'époque. Il estime que les deux arguments à faire valoir pour justifier la politique de l'or de la B.N. sont les suivants:

a) Notre neutralité nous fait un devoir d'acheter de l'or à quiconque nous en offre et notre situation géographique a permis à l'Allemagne de profiter de cette situation plus que d'autres;

b) C'était une question de vie pour notre pays puisque grâce aux services que nous avons pu rendre à l'Allemagne, nous avons échappé à la guerre. Il serait intéressant d'ailleurs d'examiner dans quelle mesure l'Amérique a maintenu un actif commerce d'or avec le Japon jusqu'à la veille des hostilités, menant à l'époque la politique même qu'elle reproche maintenant à la Suisse.

M. Weber, revenant sur la question de l'or volé, relève que les Allemands disposaient avant la guerre d'énormes stocks de métal jaune. Il ne semble pas d'après les renseignements dont dispose la Banque Nationale que les Allemands aient réquisitionné l'or dans les pays occupés.

III. *Maintien de la liberté dans le commerce des changes.*

M. Weber constate que le contrôle des changes auquel ont recouru presque tous les pays étrangers est dû à la pénurie de devises dont ils disposaient. La Suisse, qui possède d'énormes réserves de devises, n'a aucune raison de recourir à cette mesure. D'ailleurs, même si elle introduisait un contrôle des changes, la Banque Nationale ne cesserait pas pour autant d'entretenir des relations avec les banques centrales étrangères puisqu'aussi bien le contrôle des devises n'affecterait nullement l'activité de notre institut d'émission. Le seul moyen d'arrêter toute opération avec l'étranger consisterait à décréter un blocage des avoirs étrangers comme l'ont fait les Etats-Unis. Il s'agit là d'une mesure plus politique que financière dont les conséquences seraient pour notre pays la mort de son économie.

M. Weber combat l'argumentation de M. Nussbaumer qui voit dans la politique de la B.N. une excuse à celle que mènent les Banques privées suisses. Rien n'empêche en effet une banque privée de refuser son entremise à une opération qui risque de lui amener des difficultés du côté allié.

M. Keller prend acte de cette déclaration avec satisfaction.

M. Hirs relève qu'autant que la B.N. puisse avoir un contrôle sur les opérations des banques suisses, celles-ci n'ouvrent plus de crédits en francs suisses à l'Allemagne, ce qu'elles font en revanche aux Américains. Si l'on introduisait un contrôle des changes, ces derniers seraient donc les premiers à pâtir d'une telle mesure. La B.N. a introduit un système selon lequel les banques suisses doivent annoncer les opérations de devises auxquelles elles prêtent leur assistance. Or, ces annonces permettent de constater que ces opérations sont pour l'instant à peu près inexistantes. Les seules monnaies étrangères qui présentent encore un certain intérêt sont l'escudos, le pesetas et la couronne suédoise. Reste la question des accréditifs ouverts par les banques suisses à des commerçants espagnols ou portugais qui livrent des marchandises à l'Allemagne.

M. Hirs insiste sur le fait que ces transactions sont de simples opérations de transit. Voici comment elles se passent:

Les Allemands achètent des marchandises en Espagne. Les Espagnols exigent d'être payés en francs suisses. Mais les Allemands ne payant que contre présentation des documents d'exportation, les Espagnols prient une banque suisse de leur ouvrir un accréditif sur la base de la transaction conclue avec les Allemands. Or, actuellement, une banque suisse n'ouvre un tel accréditif que si l'acheteur allemand dispose chez elle d'un avoir en francs suisses. Pour constituer cet avoir, la Reichsbank est obligée de livrer de l'or à la B.N. De ce qui précède, il ressort donc que la Suisse joue un rôle de simple intermédiaire et qu'à aucun moment, elle n'ouvre de crédits en blanc à l'Allemagne.

M. Weber insiste sur le fait que les banques suisses jouent ce rôle d'intermédiaire depuis des années déjà et que les empêcher de continuer comme par le passé supposerait une forte diminution de l'activité des banques suisses.

IV. *Trafic des billets étrangers.*

M. Rossy relève l'intérêt qu'il y aurait à interdire le commerce des billets étrangers en Suisse.

M. Hirs remarque à ce propos que les Anglais en profitent cependant un peu puisque c'est apparemment dans notre pays qu'ils se procurent les billets dont ils remplissent les poches de leurs aviateurs pour le cas où ceux-ci tomberaient en pays étranger.

V. *Undertaking des banques.*

M. Weber s'élève contre les déclarations de M. Nussbaumer à la page 12 de son exposé concernant la signature par la B.N. d'un «general undertaking». Il insiste sur le fait qu'une telle signature est absolument incompatible avec la position officielle de la B.N., ce à quoi les assistants opinent unanimement.

M. Keller est en effet d'avis qu'il ne saurait être question que la B.N. prît quelque engagement que ce soit envers les Gouvernements alliés. Il croit d'ailleurs savoir que les banques suisses entendent se refuser à ce que le «standard undertaking» proposé par les Alliés constitue un cahier des charges pour elles.

M. Weber se propose de parler à cœur ouvert avec M. Nussbaumer dont il craint qu'il profite de sa présence à Londres pour conclure une quantité d'affaires peu agréables à la B.N.

M. Keller croit savoir que M. Nussbaumer, aussitôt qu'il fait partie d'une délégation en qualité de membre officiel, tient absolument les obligations que lui impose sa situation, fait qu'aurait attesté M. de Torrenté qui a récemment dirigé la délégation suisse qui s'est rendue en Espagne, délégation qui comprenant notamment M. Nussbaumer.

M. Keller prend enfin acte avec plaisir du projet qu'a la B.N. d'envoyer M. Hirs à Londres et relève que ce geste serait probablement très favorable à une heureuse évolution des rapports entre la Banque d'Angleterre et notre institut.

76

E 2001 (D) 3/485

Le Délégué du Conseil fédéral aux Œuvres d'Entr'aide internationale, Ed. de Haller, au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

No Berne, 30 janvier 1944

Je me permets de vous adresser ci-joint le compte rendu de mon entretien du 26 janvier avec M. Speiser [1].

Son initiative me paraît très opportune. Tout, dans son projet, n'est pas réalisable, mais il offre, entre autres avantages, celui de pouvoir être lancé dès maintenant sans entorse à notre attitude neutre. En effet, il s'agit de préparer le secours d'après-guerre, indépendamment du sort des armes.

---

1. *Reproduit en annexe au présent document.*

Pourrons-nous agir avant l'UNRRA? C'est plus que douteux. Cette institution s'assurera certainement le monopole de la restauration. Il y a beaucoup à parier que, le moment venu, elle nous donnera à choisir entre l'abandon à son «pool» de nos ressources (en espèces et en nature) ou rien. Nous choisirons naturellement le premier terme de l'alternative qui, à ce moment-là, sera compatible avec notre neutralité et... de plus, probablement fort avantageux pour notre industrie.

L'essentiel est d'user d'une formule assez générale et assez souple pour permettre un aiguillage sur l'UNRRA. Les dirigeants de celle-ci n'auront pas de peine à comprendre et sauront, espérons-le, ne pas nous mettre en demeure d'adhérer avant que nous soyons en mesure de le faire. Il n'est pas aussi certain que, chez nous, tout le monde fasse preuve de cette compréhension. C'est pourquoi je crois qu'il faut agir vite et être explicite.

De plus, au risque de paraître cynique, je prétendrais qu'en ce domaine la neutralisation des initiatives intempestives importe encore davantage que l'encouragement à l'action charitable. Si cette dernière manque rarement de ressources en stimulants (il en est parfois d'inavouables), elle ignore le plus souvent les vertus du frein, qu'elle ne supporte que douloureusement. Comme les «torpillages» et les freinages de l'autorité ne s'exécutent pas sans dégâts, il importe de prévenir, d'user de prophylaxie.

Le moment me paraît venu d'élever le rempart nécessaire en diffusant une déclaration officielle du Conseil fédéral. On ne parlerait pas encore de chiffres, ni des modalités d'acquisition et de distribution des secours. On annoncerait que le Conseil fédéral, traduisant les sentiments du pays, a pris en main l'étude des mesures à prendre pour que, lorsque les hostilités auront pris fin, la Suisse apporte sans aucun retard, aux victimes de la guerre, toute l'assistance possible, notamment au moyen des réserves devenues superflues. On se réserverait de faire connaître sous peu les dispositions prises et on laisserait clairement entendre que cette tâche ne peut être ni fractionnée, ni entièrement abandonnée à l'initiative privée. Enfin, on préviendrait l'opinion qu'un sacrifice substantiel lui sera demandé.

L'esquisse de la méthode à suivre pour passer à la réalisation sort du cadre de la présente note. Sans doute le Conseil fédéral voudra-t-il mettre tous les atouts de son côté en constituant d'emblée un comité d'étude. Peut-être celui-ci devrait-il comprendre des personnalités du monde des affaires (Speiser, Koechlin, etc.) qui soient en même temps revêtus de fonctions officielles. En d'autres termes, être un comité interdépartemental avec les avantages du panachage, sans tous ses inconvénients.

ANNEXE

E 2001 (D) 3/485

Notice sur le Secours suisse à l'Europe[2]

Berne, 26 janvier 1944

ENTRETIEN AVEC M. SPEISER, BERNE, LE 26 JANVIER 1944.

Conformément aux instructions reçues, je prends contact avec M. Speiser. Je ne lui dissimule pas le grand intérêt qu'offrent, à mon avis, les idées énoncées dans sa lettre au Conseil fédéral du 12 décembre dernier[3].

Ainsi que je puis m'en rendre compte, M. Speiser a fait siennes la plupart des remarques du Chef du Département politique fédéral.

Nous constatons ensemble que, en Suisse tout au moins, le CICR ne devrait pas être mêlé à l'action envisagée, le caractère national de cette dernière ne pouvant pas souffrir d'exception.

Nous constatons également que la Croix-Rouge suisse, dont le concours s'impose, n'est pas équipée pour faire face à une tâche de cette nature. Il faudrait donc, ou renforcer les organes directeurs et administratifs de la Croix-Rouge suisse, ou créer une organisation *ad hoc* au sein de laquelle une représentation convenable lui serait assurée. Le deuxième terme de l'alternative, qui offre bien des avantages, présentera certaines difficultés, lorsqu'il s'agira de doser la composition, sinon de la «Geschäftsführung», du moins de l'organe de façade. M. Speiser, qui n'aura pas le temps de s'occuper de la réalisation, pense que les différentes tendances politiques devront être représentées. Selon M. Speiser, l'affaire doit être lancée par le Conseil fédéral, qui en assumerait le patronage[4].

Lorsque nous en venons aux régions à secourir, M. Steiger[5] se révèle assez hésitant. Il pense, au fond, surtout à l'Italie, dont la population aura particulièrement souffert. Il doute que l'opinion suisse accueille avec sympathie l'idée d'aider les Allemands, même s'il ne s'agit que des régions limitrophes. Ce ne serait pas le cas pour la Grèce, sans doute, mais ce pays est assez éloigné de nos frontières et se prête donc mal à la formule du «Secours-éclair».

M. Speiser considère que le problème est urgent; il craint (je partage son avis) que des initiatives plus ou moins heureuses ne surgissent d'un jour à l'autre et ne coupent les effets qui doivent être réservés au Conseil fédéral, sans parler de nombre d'autres inconvénients. Il suffit d'imaginer ce que pourrait être un projet lancé par M. Duttweiler!

En ce qui concerne l'exécution, je rends M. Speiser attentif au fait que, vraisemblablement, il n'y aura pas de solution de continuité entre la cessation des hostilités et l'occupation militaire. Tant qu'on se bat, le Blocus paralyse l'exportation de nos propres produits. Sous la rigueur de l'occupation, ce seront les armées qui apporteront les premiers secours ou qui prétendront les apporter. On voit difficilement comment les militaires accorderaient à la Suisse ce qu'ils refusent à l'UNRRA. C'est pourquoi j'émets l'avis que *notre formule devrait être très souple.* Il arrive trop souvent que des secours en nature ou en espèces ne peuvent, le moment venu, être consacrés au but spécifié lors de la collecte ou de la souscription. Une entreprise de l'envergure du projet Speiser ne peut être exposée à ce risque.

---

2. *Signée par Ed. de Haller.*
3. *Cf. N° 55.*
4. *Annotation en bas de page par Ed. de Haller:* Cette idée me semble juste. Il me paraît même souhaitable que, au moyen d'une représentation effective (et non purement décorative comme au sein de la Croix-Rouge suisse), le Gouvernement, dont la responsabilité politique sera engagée, garde la haute main et s'assure un droit de regard jusque dans les tâches d'exécution.
5. *Sic. Il s'agit évidemment de Speiser.*

Pour terminer, M. Speiser me fournit deux indications intéressantes: d'une part M. le Conseiller fédéral Kobelt lui a dit qu'on serait enchanté de trouver, dans le cadre de son projet, une solution avantageuse pour la liquidation de stocks de l'armée suisse. D'autre part, M. Feisst a donné l'assurance que, pour ce qui est de la branche alimentaire, le projet est réalisable, dans les conditions actuelles de notre ravitaillement.

Je précise bien que, mon rôle étant purement consultatif, je n'ai pas à me prononcer et encore moins à agir, ajoutant que je ne manquerai pas de reprendre contact avec M. Speiser lorsque j'aurai reçu des instructions.

77

E 2001 (D) 3/349

Notice sur le trafic de transit [1]

Berne, 4 février 1944

Je rappelle qu'en principe, le trafic doit être libre. C'est ce qu'exigent d'ailleurs notre souveraineté et les engagements que nous impose la convention du Gothard. Cette liberté ne doit être restreinte que dans la mesure où l'exige la neutralité, j'entends par là notre politique de neutralité, dont nous sommes naturellement seuls juges.

C'est également ce principe que nous invoquons pour assurer le ravitaillement de notre pays. Si nous voulions l'abandonner, nous nous exposerions à des conséquences fort désagréables.

Nous n'avons donc jamais songé à limiter l'ensemble du trafic comme tel, mais les circonstances nous ont amenés à envisager l'exclusion des transports qui ne paraissaient pas compatibles avec notre neutralité dans une situation donnée ou à ne pas les laisser dépasser un certain volume justifiable.

Le lundi 31 janvier, j'ai expliqué à M. le Ministre Schnurre que nous communiquerions – bien entendu après discussion – la liste de ces transports que nous devions exclure ou limiter, pour permettre à l'Allemagne de prendre ses dispositions et éviter que l'on ne s'adresse à nos entreprises pour lesdits transports ou des quantités supérieures.

Au cours de l'entretien, j'ai précisé que ce régime autonome, que nous désirions aussi stable que possible, était cependant soumis inévitablement, dans les conditions actuelles, à la règle sic rebus stantibus, étant entendu par ailleurs que les transports de carburants liquides ne s'effectueraient ni dans la direction nord-sud, ni dans la direction sud-nord, et que nous comptions que dans l'ensemble, en fait, le trafic ne dépasserait pas le volume de novembre/décembre.

D'après les chiffres de la note du 2.2.44 [2], ce trafic fluctuerait entre 60 et 70 000 tonnes par mois.

---

1. *Rédigée par le Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz, à l'intention de la Division des Affaires étrangères.*
2. *Non reproduite.*

Quant aux questions de détail:

Ad 1 et 2. Je ne vois pas les difficultés pratiques d'exécution. Je ne peux donc pas en juger. Politiquement tout au moins, le chiffre 1 ne me paraît pas présenter d'inconvénients.

Ad 3. Bien davantage une augmentation pour la soie.

Ad 4. L'essentiel – puisque les métaux non ferreux sont exclus – c'est que les tôles, elles, restent en quantités modestes.

Bien entendu, je rappelle que les appareils de radio, les installations chimiques, les roulements à billes, les machines usagées ne doivent pas être transportés par nos entreprises.

78

E 2001 (D) 3/403

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna, au Ministre de Suisse à Bucarest, R. de Weck

Copie
L RJ Confidentielle

Berne, 5 février 1944

Nous avons eu l'honneur de recevoir votre lettre du 22 janvier [1] et nous vous en remercions. Les journaux suisses vous parviennent avec un certain retard, car vous auriez déjà constaté que la préparation que vous voulez bien préconiser se déroule suivant le programme que vous esquissez.

---

1. *Le contenu de cette lettre (parvenue à Berne le 4 février) est le suivant:*

J'ai eu l'honneur de recevoir votre dépêche du 13 de ce mois, relative aux relations futures de la Suisse avec l'U.R.S.S. /E 2001 (D) 9/2/

Il m'est agréable de constater que le travail de préparation dont j'avais fait ressortir l'importance et l'urgence est enfin commencé, du moins dans le domaine de la presse.

Dans la suite de ce travail, il conviendrait, me semble-t-il, d'inviter les «guides de l'opinion» à insister sur deux points déjà indiqués par M. le Conseiller fédéral Pilet-Golaz dans ses explications à la commission parlementaire des pleins pouvoirs:

1°/ La rupture des relations diplomatiques avec l'U.R.S.S. n'est pas due à des divergences d'idéologie (car, si un conflit de doctrines avait suffi à la provoquer, il nous eût entraînés à rompre avec d'autres régimes non moins différents du nôtre); elle doit être attribuée à des faits concrets, dont le souvenir tend d'ailleurs à s'effacer.

2°/ Ce n'est point par inimitié envers la Russie actuelle que le Conseil fédéral s'estime tenu d'ajourner jusqu'à la fin des hostilités en Europe la normalisation de nos rapports avec l'Union soviétique; c'est en vertu d'une décision de principe: ayant résolu de «cristalliser» les relations diplomatiques de la Suisse au point précis où elles se trouvaient lorsque la guerre a commencé (1er septembre 1939), la Suisse n'a pas plus de raisons de renouer prématurément avec un Etat qu'elle ignorait alors qu'elle ne serait fondée à rompre avec d'autres Etats, reconnus par elle à cette époque et que les hasards de la lutte ont momentanément réduits à l'impuissance.

Il m'intéresserait de connaître vos vues et celles de notre Chef sur les considérations que je lui avais soumises touchant non plus les mesures à prendre pour préparer l'opinion publique à une

Quant aux inquiétudes qu'éprouvent les Suisses de Roumanie, nous les comprenons sans les partager entièrement, car nos compatriotes établis dans les régions de l'Iran occupées par des troupes soviétiques n'ont pas eu particulièrement à s'en plaindre et notre Légation à Téhéran n'a pas eu grand peine à établir avec l'Ambassade de l'U.R.S.S. les contacts propres à assurer leur sauvegarde. Sans doute la situation pourrait-elle être bien différente dans des territoires conquis de haute lutte, mais nous ne sommes nullement convaincus que les dangers auxquels les Suisses de Roumanie seraient exposés seraient efficacement palliés par la protection fort illusoire que pourrait leur accorder une tierce Puissance.

Ainsi que vous le savez, l'U.R.S.S. n'a jamais admis que les Suisses de Russie puissent être protégés par un Etat tiers et tout porte à croire qu'elle agira de même dans des territoires conquis. Aussi les précautions que vous nous demandez de prendre nous paraissent-elles dénuées d'utilité[2]. S'il fallait simplement redouter qu'elles s'avèrent illusoires, ce ne serait peut-être pas une raison suffisante pour n'en pas faire l'essai. Mais nous inclinons à penser qu'elles pourraient être gênantes.

C'est pourquoi nous préférerions laisser évoluer les événements sans nous lier à une méthode à laquelle il sera temps de recourir si, contrairement à ce que nous pensions, vous ne trouvez pas la possibilité d'assurer par des moyens plus directs la protection de nos compatriotes.

évolution de notre politique extérieure, mais les travaux d'approche qui pourraient être entrepris dès maintenant pour rendre plus facile cette évolution elle-même.

Enfin, vous me permettrez de rappeler à votre attention un problème qui se rattache à la question plus générale de nos rapports avec l'U.R.S.S.: la sauvegarde des intérêts suisses en Roumanie dans le cas d'une invasion russe ou d'une occupation militaire par les armées soviétiques. Ce problème a fait l'objet de mes dépêches des 2 avril et 4 mai 1943 (Nos 1664 et 2211).

En août dernier, M. le Conseiller fédéral Pilet-Golaz m'avait opposé deux objections. Il estimait, d'une part, que la situation pouvait évoluer de manière à rendre inopérantes les solutions proposées et, de l'autre, que si nous mettions trop de hâte à prendre certaines précautions diplomatiques, nous courrions le risque de voir se produire des indiscrétions qui exerceraient peut-être une influence fâcheuse sur nos relations avec certains Etats.

Ne faut-il pas reconnaître aujourd'hui que l'hypothèse envisagée est plus que jamais vraisemblable, qu'elle pourrait se réaliser dans un avenir prochain? Par ailleurs, les données sur lesquelles se fondaient mes suggestions (neutralité de la Suède et maintien du bloc anglo-russo-américain) sont demeurées les mêmes. Le moment se serait-il donc pas venu d'examiner à nouveau les solutions dont il s'agit et de les appliquer si on les juge avantageuses? Bien entendu, je n'ai pas la prétention de les croire parfaites: elles ne peuvent constituer que des palliatifs. Il va sans dire que je serais heureux de voir le Département prendre toutes autres mesures qu'il estimerait utiles pour défendre efficacement nos droits et intérêts dans le royaume danubien.

En terminant, je tiens à vous répéter que la situation créée par l'absence de relations diplomatiques entre la Suisse et l'U.R.S.S. continue à préoccuper non seulement notre colonie, mais encore celles des nombreux pays dont nous représentons les intérêts. (E 2001 (D) 3/403)

2. *R. de Weck proposait de demander aux gouvernements britannique et américain d'intervenir, par le biais de leurs attachés militaires auprès des autorités soviétiques, en faveur de la Suisse. R. de Weck envisageait aussi d'entamer une démarche auprès de la Suède.*

79

E 2300 Bukarest/11

Le Ministre de Suisse à Bucarest, R. de Weck,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz[1]

RP N° 6 Confidentiel
La question juive dans les relations germano-roumaines

Bucarest, 5 février 1944

Au cours de l'année 1943, le gouvernement roumain, sous l'impulsion de son premier ministre, avait apporté plus d'un tempérament aux rigueurs de l'antisémitisme officiel, tel que le pratiquait, à ses débuts, le régime autoritaire du maréchal Antonesco.

En même temps que s'effondrait sa foi dans la victoire du Reich, le président du Conseil comprenait que les excès sanglants de 1940 et de 1941 pèseraient un jour de tout leur poids dans la balance des nations unies. Il s'efforçait d'alléger le passif et d'augmenter l'actif de la Roumanie en vue du règlement de comptes.

Encouragé dans cette politique par la nonciature, par diverses légations qui n'avaient pas cessé de réclamer pour leurs ressortissants et protégés une complète égalité de traitement sans distinction de race ou de religion, par les délégués du Comité international de la Croix-Rouge et par une bonne partie de l'opinion publique, M. Mihai Antonesco s'est toujours heurté à la réaction des représentants du Reich, dont l'influence sur le personnel administratif demeure très forte.

Depuis quelque temps, les Allemands redoublent d'efforts pour ramener le cabinet de Bucarest à l'antisémitisme intégral.

Le «Führer» des «Volksdeutsche», Andreas Schmidt, a ouvert cette campagne en prononçant à l'occasion de la nouvelle année un discours qui n'était pas autre chose qu'un appel au meurtre de tous les Juifs de Roumanie.

Plus récemment, les Allemands ont usé de tous les moyens dont ils disposent pour paralyser le rapatriement des Juifs déportés en Transnistrie. Cette opération avait été décidée par le gouvernement roumain, d'entente avec la délégation du C.I.C.R., ainsi qu'avec la Société roumaine de la Croix-Rouge. Elle devait être le prélude d'une émigration vers la Palestine. La tournure prise par les événements militaires la rendaient d'autant plus urgente que les déportés demeurés dans des régions où refluent des troupes allemandes en retraite couraient et courent encore le risque d'être massacrés en masse par les S.S.

Ces derniers jours enfin, des arrestations ont été opérées à Bucarest parmi les dirigeants de la communauté israélite. De l'aveu même du premier ministre, c'est la légation d'Allemagne qui en a pris l'initiative, par une démarche directe auprès de la préfecture de police.

---

1. *Annotation de Pilet-Golaz en tête du document:* Ne pas reproduire, mais donner connaissance à M. de Haller, à toutes fins utiles. 11.2.1944 P.G. *Annotation de Bonna:* C'est fait.

M. von Killinger se serait flatté, dit-on, d'apporter au maréchal Antonesco des preuves irréfutables contre les personnages arrêtés. Il les accuse d'être communistes, d'avoir aidé un certain nombre de coreligionnaires polonais à franchir clandestinement la frontière roumaine et de distribuer aux déportés de Transnistrie des secours provenant de transactions faites en bourse noire.

Le premier de ces griefs est fantaisiste. Les deux autres contiennent une part de vérité. Outre les sommes employées par la Croix-Rouge internationale à l'assistance des déportés, somme dont le cabinet de Bucarest connaît parfaitement l'origine et l'affectation, il est probable que des subsides fournis par des organisations juives de l'étranger ont été changés en monnaie roumaine et répartis aux intéressés par des méthodes illégales, mais d'un usage courant en Roumanie. Les Allemands s'apprêtent à invoquer ce «crime» pour obtenir des poursuites contre les «coupables» et empêcher ainsi le sauvetage des infortunés qui ont survécu aux persécutions et aux progroms de ces dernières années.

Il pourrait en résulter soit une nouvelle tension dans les rapports germano-roumains, soit un affaiblissement de la situation – en apparence assez forte – du premier ministre, soit encore l'obligation, pour M. Mihai Antonesco, de renoncer à une partie au moins des décisions qu'il avait prises en vue de réparer dans la mesure du possible les erreurs et les fautes du passé.

Les intrigues en cours préoccupent à juste titre la délégation du Comité international de la Croix-Rouge, qui risque de voir s'effondrer le résultat de ses patients efforts. C'est ainsi que, pour ne citer qu'un exemple, l'arrestation de M. Enzer, homme de confiance des organisations juives de Turquie et du Proche-Orient, seul négociateur agréé par les autorités britanniques pour les questions relatives à l'émigration de Juifs roumains en Palestine, compromet gravement cette émigration, que favorisent pourtant le cabinet de Bucarest et la Croix-Rouge roumaine[2].

2. *Sur les efforts en faveur des Juifs de Roumanie, cf.* E 2001 (D) 3/174, E 2001 (D) 11/9, E 2001 (D) 1968/74/14 *et* E 2200 Bukarest/4/3.

80

E 7001 (B) 1/345

Le Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz,
au Président de la Confédération et
Chef du Département de l'Economie publique, W. Stampfli

L Berne, 10 février 1944

Le Ministre d'Italie, Comte Magistrati, a fait remettre à mon Département avant-hier une lettre datée du 5 février[1]. Elle m'est adressée, mais son contenu vous est essentiellement destiné.

1. *Non reproduite.*

C'est la raison pour laquelle je m'empresse de vous en transmettre une copie.

Je suis le premier à me réjouir des excellents rapports que nous pourrions entretenir avec notre voisine du sud. Mais évidemment, nous ne pouvons pas oublier en ce moment sa situation politique: elle ne se confond ni avec le Gouvernement Badoglio – si tant est qu'il y ait véritablement un Gouvernement – ni avec le Gouvernement mussolinien, plus apparent que réel.

Il convient donc de s'en tenir à des généralités dans l'expression de ses sentiments et d'éviter la publicité.

Si je me suis permis ce bref commentaire, c'est pour que vous compreniez que, dans la mesure où cela dépend de moi, je réfrénerai comme je l'ai fait dans le passé les tentatives de manifestations trop chaleureuses des uns ou des autres avec arrière-pensées de propagande.

Il va sans dire que j'ai accusé réception au Comte Magistrati de sa lettre, en l'assurant que vous serez très sensible à son message[2].

---

2. *Stampfli répond à Pilet-Golaz par une lettre du 12 février 1944. Il écrit notamment:* Ich bin nicht wenig überrascht, dass meine anlässlich des Neujahrsempfangs an Herrn Magistrati gerichteten Worte diesem Anlass zu einer so überschwänglichen Dankesbezeugung gegeben haben. Herr Magistrati hatte im Anschluss an seine Neujahrsgratulation eine kurze Ansprache an mich gerichtet, in welcher er dem Bundesrat für alles Gute dankte, das er gegenüber den italienischen Flüchtlingen im letzten Jahre getan hatte. Ich habe darauf geantwortet, dass ich für diesen Dank sehr empfänglich sei und die Gelegenheit wahrnehmen möchte, um auch Italien dafür zu danken, was es während des Krieges durch die Erleichterung unserer Transporte für unsere Landesversorgung getan habe. Der Dank sei also gegenseitig. Ich hätte mir nie träumen lassen, dass die in diesem Zusammenhang und an dieser Stelle selbstverständlichen Dankesbezeugung der Gegenseite Anläss zu einer solch übertriebenen Manifestation geben könnte. Es wird so sein, wie Sie sagen, dass es sich dabei mehr um Propaganda handelt. (E 7001 (B) 1/345). *Sur les relations commerciales avec l'Italie en 1944, cf.* E 7110/1973/135/49.

81

E 2001 (E) 2/606

Le Comité Espagne de l'Association suisse des Banquiers[1] *à la Division du Commerce du Département de l'Economie publique*

Copie
L

Bâle, 14 février 1944

Nous avons l'honneur de nous référer à l'entretien téléphonique que vous avez eu avec Monsieur A.C. Nussbaumer, Président du Comité Espagne, et de vous confirmer que le Comité Espagne de notre Association s'est préoccupé dans sa séance du 12 janvier 1944 de la question du contrôle de la bonne pro-

---

1. *La lettre est signée par le Président, A.C. Nussbaumer et le Secrétaire, R. Dunant sur les investissements suisses en Espagne, cf. aussi* E 2001 (D) 2/229 *et* E 7110/1973/135/23.

priété des titres espagnols déposés en Suisse, au sens de la législation interne espagnole.

Ainsi que vous le savez, les instances compétentes espagnoles insistent pour que tous les titres admis au transfert dans le cadre de l'accord financier hispano-suisse du 11 juin 1943[2], soient soumis à une vérification préalable pour établir s'ils ne sont pas contestés à la suite des événements de la guerre civile espagnole.

En ce qui concerne les titres de certaines sociétés espagnoles, des arrangements privés pourront être faits dans ce sens que les sociétés débitrices enverront en Suisse des fonctionnaires qui vérifieront sur place la documentation prouvant la bonne propriété et apposeront après vérification le timbre «justificado» ou encore en ce sens que les sociétés débitrices autoriseront leurs administrateurs suisses à faire procéder sous leur propre responsabilité au contrôle en Suisse. Cependant, de semblables arrangements privés ne sont convenables que pour certaines grandes sociétés espagnoles, telles que la Compania Sevillana de Electricidad, Sevilla[3], la Société Energia Electrica de Cataluna S.A., la Nestlé, etc.

Le Comité Espagne a résolu en conséquence de charger la Société de Banque Suisse, en sa qualité d'office central pour le clearing hispano-suisse, de procéder, après entente avec l'Instituto Español de Moneda Extranjera, au contrôle de l'ensemble des titres des autres sociétés privées pour lesquelles un arrangement particulier ne peut pas être passé. La Société de Banque Suisse, dans un but de simplification, se chargera donc seule des formalités en question, notamment de la signature des engagements vis-à-vis de l'IEME[4] de rester responsable pendant 5 ans à partir de la date de l'encaissement de chaque coupon et de garantir le remboursement des sommes versées sur des titres qui seraient

---

2. *Cf.* E 7110 1973/135/821/24.

3. *Au sujet de cette compagnie, A. de Schulthess, Directeur de la Banque pour Entreprises électriques écrit à H. de Torrenté, de la Division du Commerce du DEP:* J'ai également retenu votre observation que l'intérêt de Sulzer Frères vous tenait bien plus à cœur que l'intérêt espagnol de la Compania Sevillana. Je me permets de remarquer à ce sujet qu'en m'adressant à vous je n'ai pas eu en vue la défense des intérêts espagnols de la Sevillana, mais bien celle des intérêts de capital suisse, et notamment de l'Electrobanque fortement engagée dans cette Société. Il est vrai que votre remarque n'aurait pas dû me frapper outre mesure, vu que le slogan «Arbeit geht vor Kapital» ne nous est que trop bien connu. Je me permets cependant de faire observer que dans le cas particulier les capitaux suisses investis dans la Compania Sevillana méritent bien d'être défendus, car si Sulzer Frères ont toutes les chances de s'assurer cette commande de la part de la Sevillana c'est dû uniquement au fait qu'Electrobanque possède un paquet important d'actions de la Sevillana et que sur nos insistances cette dernière a bien voulu s'adresser à une maison suisse. Il lui serait parfaitement loisible de commander les chaudières à un fabricant américain ou à Babcock, Londres, qui vient de fournir récemment aux Compagnies Réunies Gaz & Electricité à Lisbonne, dont j'ai l'honneur d'être administrateur, des chaudières exactement du même type que celles demandées par la Sevillana (*Lettre du 13 janvier 1944,* E 7110/1973/135/26).

4. *Instituto Español de Moneda Extrangera:*

Face à la volonté de l'IEME de connaître l'identité des bénéficiaires de revenus financiers, la sauvegarde de l'anonymat des créanciers revêt une grande importance pour les milieux d'affaires suisses. C'est ainsi que le Groupement des Holdings industrielles adresse le 15 septembre

contestés par la suite en Espagne. La Société de Banque Suisse signera un engagement général à l'attention des instances espagnoles et demandera à son tour aux banques suisses lui adressant des coupons à l'encaissement de signer un engagement semblable. Du fait de cet assouplissement technique, la Société de Banque Suisse devra recevoir elle-même tous les coupons de titres de ces sociétés privées à l'encaissement.

Sauf avis contraire de votre part, nous nous permettrons de présumer votre accord avec cette procédure résolue d'entente avec les principaux intéressés.

1943 un exposé (signé M. Paternot et F. Schnorf) qui insiste sur la sauvegarde de l'anonymat des créanciers financiers suisses: Ce point est pour nous d'une importance capitale, ceci pour des raisons que nous nous réservons d'exposer le cas échéant verbalement. Il serait hautement désirable que cette fois-ci, les négociateurs puissent obtenir que les autorités espagnoles s'abstiennent de vouloir connaître les noms des propriétaires suisses. Il paraît que l'accord de 1943 sauvegarde l'anonymat en principe, mais nous ignorons comment l'affaire se présente en pratique. Ce problème se présente non seulement dans le domaine des affidavits et formulaires annexes, mais surtout dans le domaine des «cuentas suizas»...

Cette solution risquerait non seulement de compromettre le principe du secret bancaire suisse, mais encore d'abandonner sans réserve l'anonymat des propriétaires suisses à l'égard de leurs investissements en Espagne.

Il est vrai que le créancier suisse pourrait renoncer à l'encaissement de ses coupons dans les années où une partie des revenus ne serait pas transférable, ce qui lui permettrait de sauvegarder son anonymat. Un tel expédient serait cependant tout à fait insatisfaisant et c'est pourquoi nous nous permettons d'exprimer avec insistance notre désir que les intérêts des propriétaires suisses de titres espagnols soient défendus énergiquement par nos négociateurs. Il conviendrait dès lors d'obtenir que les banques suisses soient autorisées à ouvrir des «cuentas suizas globaux» aussi à l'égard des revenus futurs, au cas où ceux-ci ne seraient pas ou seraient seulement partiellement transférables. (E 7110/1973/135/821/23).

Ce problème sera discuté lors des négociations financières de novembre 1943 à Madrid (cf. le rapport de Nussbaumer du 20 décembre 1943, E 2001 (E) 2/606).

82

E 2001 (D) 3/485

Proposition du Département politique[1] *au Conseil fédéral*[2]

Confidentiel Berne, 14 février 1944

Préparation de l'après-guerre
Secours et reconstruction
Attitude de la Suisse

A Londres et à Washington, la question du secours d'après-guerre aux régions de l'Europe qui ont souffert de l'occupation ennemie est à l'ordre du

---

1. *Ce texte a été rédigé par Ed. de Haller, puis légèrement modifié par M. Pilet-Golaz.*
2. *Le Conseil fédéral, lors de sa séance du 25 février, prend acte avec approbation du présent rapport. (PVCF N° 358,* E 1004.1 1/442).

jour depuis près de deux ans. Les diverses études consacrées à ce problème dans le camp des Nations unies ont abouti, comme on le sait, à la signature, à Washington, le 9 novembre dernier, d'un accord entre elles instituant l'«United Nations Relief and Rehabilitation Administration» (l'Administration interalliée de secours et de reconstruction), que l'on désigne par ses initiales: l'«UNRRA».

[...][3]

Avant la conférence d'Atlantic City déjà, on a annoncé que la Suède portait un grand intérêt à l'UNRRA et cherchait à assurer une participation de son industrie aux commandes qui seront passées et de sa marine marchande aux transports dirigés sur les pays dévastés. En même temps, on se préparait à Stockholm à consacrer un montant de cent millions de couronnes à des secours aux pays nordiques et à leur restauration.

Il n'est pas inutile de relever à ce propos que la situation de la Suède est assez différente de celle de la Suisse; elle résulte de sa position géographique et du fait que ses secours seront distribués à un groupe de petites puissances dont elle fait partie et qu'unissent des liens de parenté ethnographiques et politiques très étroits.

Comme le lui dictait sa stricte neutralité, la Suisse devait se montrer plus réservée. Elle n'en a pas moins fait en sorte d'être exactement renseignée. On semble d'ailleurs avoir compris, dans les milieux de l'UNRRA, qu'une adhésion de la Confédération à une association de gouvernements d'un des groupes de belligérants actuellement aux prises ne pouvait être envisagée tant que dure la guerre. On s'y est également rendu compte que notre Gouvernement ne songeait nullement à rester à l'écart lorsque les circonstances lui permettraient de prendre part à une vaste action de solidarité collective quasi universelle pour la restauration de la civilisation, au lendemain de la plus grande tragédie qu'elle ait connue. On sait d'ailleurs que, le voudrions-nous, nous ne pourrions pas, le moment venu, nous cantonner dans l'abstention. Nous avons un intérêt majeur à la prompte reconstruction de l'Europe, indépendamment du fait qu'une attitude passive apparaîtrait égoïste, pour ne pas dire odieuse, et compromettrait gravement notre crédit moral et politique.

Il est inévitable que la création de l'UNRRA et la diffusion des comptes rendus de ses travaux exercent une certaine séduction sur les esprits dans notre pays. Rapidement, des initiatives plus ou moins étudiées ont vu le jour. Qu'il s'agisse de projets individuels ou collectifs, on peut les classer en deux catégories, suivant qu'ils sont inspirés par la générosité, la solidarité humaine, ou qu'ils traduisent le souci de faire profiter notre industrie, notre commerce et notre finance d'une occasion favorable.

Il y a, dans chacun de ces deux courants, un projet qui mérite de retenir l'attention de l'autorité fédérale.

C'est tout d'abord l'initiative ouvertement intéressée de la S.A. Motor Columbus. Un comité d'étude, présidé par M. Niesz, est déjà au travail et s'est donné pour tâche de mettre au point les dispositions qui doivent permettre à

---

3. *Suit une présentation générale de l'UNRRA.*

l'industrie suisse de produits d'exportation de se voir adjuger, lorsque la guerre prendra fin, sa part des commandes qui seront passées pour la restauration des régions dévastées. Le comité s'est, avec raison, interdit d'entrer en contact avec des autorités étrangères, notamment avec l'UNRRA.

L'autre courant a donné naissance à la proposition que M. le Conseiller national Speiser a soumise au Conseil fédéral par lettre du 12 décembre 1943 *[publiée ci-dessus, cf. N° 55]*. Très justement, M. Speiser part de l'idée qu'il ne faut pas mêler l'intérêt à la générosité. Il préconise que la Suisse se porte au secours plus spécialement de ses voisins appauvris dans un élan spontané et désintéressé, aussitôt que les hostilités auront pris fin. Cette «aide éclair» serait une action purement suisse, préparée, financée et exécutée en toute indépendance, sans lien immédiat et apparent avec les initiatives étrangères et notamment sans rapport avec l'UNRRA. Pour le financement, on consacrerait un montant de l'ordre de 200 millions de francs, dont une moitié serait versée par la Confédération et l'autre moitié par la population, principalement par le monde des affaires. Les secours seraient distribués en nature et à titre rigoureusement gratuit. Ils pourraient sembler insignifiants, comparés aux besoins, mais on espère qu'ils auraient au moins le mérite d'exercer leur effet sans délai, grâce à notre position géographique et aux préparatifs que nous aurions faits. Or, dans l'état actuel de notre approvisionnement, il se trouve que, d'après les renseignements sommairement recueillis, notre commerce et notre industrie auraient un avantage réel à ce que l'on passe aux grossistes et aux détaillants des commandes importantes à ne livrer qu'au moment de la cessation des hostilités. En fait, certaines branches de notre production apporteraient leur contribution sous forme de don de marchandises.

Le projet esquissé par M. Speiser est, dans son principe, à la fois généreux, opportun, pratique et compatible avec nos devoirs politiques. Nous estimons qu'il mérite d'être sérieusement examiné et encouragé. Le Conseil fédéral devrait, croyons-nous, en adopter les grandes lignes et le prendre sous son patronage. Il est évident que, si la Suisse veut jouer le rôle qui lui revient dans le domaine des secours d'après-guerre, les énergies et les ressources doivent d'emblée être groupées. L'effort ne peut être fractionné. Un éparpillement de nos ressources, déjà comparativement limitées, serait cause d'impuissance et d'inefficacité. Le but serait manqué. La Suisse doit ici apparaître unie et solidaire, au risque d'échouer.

M. Speiser a énoncé certaines idées excellentes. Reste à poser des principes fondamentaux et à élaborer un plan d'action.

Le premier des principes découle de notre neutralité. Tant que la guerre n'est pas terminée, nous ne pouvons nous engager dans une action reposant sur la présomption de la victoire d'un des groupes de belligérants. Il faut donc agir indépendamment de toute attache avec les préparatifs poussés dans l'un ou l'autre camp. Ceux qui mettraient sur pied notre programme devraient faire en sorte qu'il puisse indifféremment être réalisé suivant que l'une ou l'autre hypothèse, quant à l'issue du conflit, se vérifierait. Mais, selon toute vraisemblance, il s'établira, au moment d'intervenir, un contact avec les organisations étrangères, par exemple avec l'UNRRA. Notre action de secours commencera par précéder, si elle le peut, celle des armées victorieuses. Ensuite, elle se fondra tout

naturellement dans l'institution internationale. Dans l'hypothèse de la victoire des Nations unies, notamment, ce développement est de toute évidence. C'est pourquoi nous devons le prévoir et admettre même que, le moment venu, il se pourrait qu'on ne nous autorise pas à devancer l'UNRRA et qu'on attende de nous l'apport de nos ressources au profit du «pool» de l'institution. Si nous y sommes amenés, comme c'est possible, nous aurons au moins l'avantage de posséder un dispositif déjà mis au point qui nous épargne des pressions inopportunes.

Le deuxième principe devrait être celui de la participation du pays dans son ensemble, sans distinction de partis, de classes, d'intérêts et de convictions religieuses. En bref, on mobiliserait les ressources disponibles du peuple suisse en faisant appel à sa générosité. Le pays, dans son élan charitable, devrait faire, bien entendu, abstraction de ses sympathies vis-à-vis des populations à secourir. Si l'on veut atteindre le chiffre articulé par M. Speiser ou même seulement le montant de ce que serait la contribution de la Suisse à l'UNRRA, une très large participation de notre peuple sera nécessaire. Pourra-t-on obtenir des sommes aussi élevées au moyen de dons volontaires? Certes le public répond généreusement aux collectes. On doit cependant se demander si et dans quelle mesure une partie au moins des fonds à constituer ne fera pas l'objet de versements officiels. Cette participation trouverait sa justification dans le caractère exceptionnel de l'entreprise à financer, puisqu'il s'agirait de préparer pour notre compte ce que ferait l'UNRRA si nous y étions affiliés; or, comme membre de l'UNRRA, nous nous acquitterions d'une contribution à laquelle seraient consacrés également des fonds publics. Il y a, d'ailleurs, des précédents.

Le troisième principe serait celui du désintéressement. Par là, nous entendons, non seulement écarter l'apparence d'une opération lucrative, mais également toute exploitation directe, toute propagande sur le thème de notre philanthropie. L'action devrait apparaître comme l'accomplissement d'un devoir, l'acquittement d'une dette, et non comme une occasion de susciter, de la part des bénéficiaires ou de tiers l'exaltation de nos vertus.

Enfin, dernier principe fondamental, on éviterait toute jonction entre les objectifs poursuivis par le «Comité Niesz» et ceux du plan issu de l'initiative Speiser. Ce qui n'empêche pas que le succès du «Comité Niesz», c'est-à-dire l'avenir immédiat de notre industrie d'exportation, est peut-être subordonné dans une large mesure à celui de l'action humanitaire envisagée par le présent rapport. En effet, l'idée du «Comité Niesz» ne vise à rien moins qu'à obtenir des commandes pour la reconstruction des régions dévastées, commandes qui seront vraisemblablement passées par une institution internationale, à laquelle il est donc souhaitable que nous soyons virtuellement associés. Il n'en reste pas moins que, bien qu'empruntant des voies parallèles, ces deux entreprises doivent demeurer rigoureusement indépendantes l'une de l'autre, non seulement pendant la période d'étude, de préparation, mais aussi probablement lors de la réalisation. Il faudra s'efforcer, toutefois, d'établir en fait une collaboration étroite entre les organes des deux entreprises.

L'élaboration du *plan d'exécution* serait abordée sans retard, mais sans hâte. Elle comportera, semble-t-il, deux étapes. Tout d'abord une étude préliminaire

dont le résultat serait sanctionné puis publié par le Conseil fédéral; ensuite viendrait l'appel de fonds et l'inventaire des stocks.

Nous avons consulté le Délégué aux œuvres d'entr'aide internationale, qui, de par la nature même de ses fonctions, devrait être la cheville ouvrière de cette action. D'accord avec lui, nous songeons à un comité constitué *ad hoc*. Quelle en serait la composition? Problème délicat. En effet, il lui faut beaucoup d'autorité pour s'imposer, à l'intérieur de nos frontières tout d'abord, puis éventuellement au-delà. S'agissant d'une œuvre humanitaire, on songera tout naturellement à la Croix-Rouge, qui est dotée d'organes déjà éprouvés. Cette idée mérite qu'on s'y arrête. Car il convient de distinguer entre Comité international de la Croix-Rouge et Croix-Rouge suisse. Bien qu'il soit une création suisse, qu'il siège sur notre territoire et soit composé exclusivement de citoyens suisses, le Comité de Genève est une institution internationale, envers laquelle notre pays a davantage de devoirs, mais pas plus de droits que n'importe quel autre Etat. Une entreprise suisse comme celle qui est envisagée ici ne saurait donc être confiée au Comité international. Celui-ci peut, par contre, être mis à contribution comme il l'est par d'autres que nous pour la communication de sa documentation et, probablement, le moment venu, pour bénéficier des services de ses agents sur place.

Quant à la Croix-Rouge suisse, il sied de lui faire appel et confiance. Elle nous a informés qu'elle n'entreprendrait rien dans le domaine des secours d'après-guerre sans en avoir reçu le mandat formel du Conseil fédéral. Doit-on purement et simplement laisser à son Comité central le soin d'étudier le projet dont traite le présent rapport? Nous ne le croyons pas, car ce collège n'a pas été composé en vue de tâches de cette nature. Si on l'en chargeait, on l'obligerait à entreprendre une multitude de consultations ou à s'adjoindre un nombre tel de collaborateurs que le noyau initial de croix-rouge finirait en définitive par être submergé. La solution devrait, semble-t-il, plutôt être recherchée dans une étroite collaboration, assurée notamment par un ou plusieurs sièges réservés à la Croix-Rouge suisse au sein du comité ad hoc qui serait constitué.

Si le Conseil fédéral veut bien adopter en principe les idées énoncées dans ce rapport, nous lui soumettrons, dès que possible, nos propositions concernant la composition du *Comité d'étude* et le mandat qui lui serait confié. En attendant, un bref communiqué serait publié, ce qui aurait l'avantage de prévenir en quelque mesure les initiatives sporadiques ou intempestives.

Le Département politique

propose:

Le Conseil fédéral prend acte avec approbation du présent rapport concernant la préparation de la participation de la Suisse aux œuvres de secours et de reconstruction d'après-guerre.

ANNEXE

E 2001 (E) 1/147

Notice du Délégué du Conseil fédéral aux Œuvres d'Entr'aide internationale, Ed. de Haller[4]

Confidentiel
SW

Berne, 12 juin 1944

SECOURS SUISSE D'APRÈS-GUERRE

Dans le rapport que le Conseil fédéral a approuvé le 25 février, il est dit notamment que l'action de la Suisse en faveur des victimes de la guerre doit être rigoureusement désintéressée et apparaître comme un sacrifice national.

Ce principe n'est pas incompatible avec l'idée de M. Speiser d'utiliser les réserves et stocks qui deviendront inutiles au moment où les hostilités prendront fin.

Néanmoins, il ne faut pas se dissimuler que la diffusion, peut-être excessive, du «Projet Speiser» a, dans certains cas, produit un malentendu. On a compris que l'opération imaginée par le chef de l'Office fédéral de guerre pour l'Industrie et le Travail consistait à obtenir que la population suisse se saigne pour épargner à certaines branches de l'industrie et du commerce un brusque avilissement des prix consécutifs à la libération des stocks qui leur ont été imposés pendant la guerre. Autrement dit, on demanderait à l'ensemble de la Suisse de faire, au nom de la charité, un sacrifice pour que des entreprises qui n'ont pas nécessairement fait de mauvaises affaires pendant la guerre, ne risquent pas de subir une perte au moment où les hostilités prendront fin.

Il est évident que ni le Conseil fédéral, ni M. Wetter ni M. Speiser n'ont conçu ainsi cette action. Il est tout aussi évident que les modalités d'acquisition des produits accumulés seront telles que ce reproche ne puisse être formulé. On y veillera, le moment venu.

Pour ce qui est du présent, on peut se demander s'il ne conviendrait pas de réagir contre cette légende pendant qu'elle n'est qu'embryonnaire. A cet effet, ne faut-il pas demander à M. Speiser de freiner un zèle qui peut apparaître suspect et prévenir les participants à la séance présidée le 2 mai à Zurich par M. Wetter afin qu'ils tiennent compte de cet élément au cours de leurs consultations avec leurs mandants?

---

4. *Cette notice est envoyée le 21 juin à l'ancien Conseiller fédéral E. Wetter, Président du Don suisse.*

83

E 1004.1 1/442

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 15 février 1944[1]

303. Finanzabkommen zwischen der Schweizerischen Nationalbank und der Bank von England

Finanz- und Zolldepartement. Antrag vom 10. Februar 1944
Volkswirtschaftsdepartement. Mitbericht vom 12. Februar 1944

Am 5. Januar 1944 ist zwischen der Schweizerischen Nationalbank und der Bank von England ein Abkommen unterzeichnet worden, worin sich die Nationalbank bereit erklärt hat, gegen Gold in London mit Verschiffungsbewilligung nach mit Grossbritannien und seinen Alliierten nicht im Krieg befindlichen Ländern der Bank von England Schweizerfranken abzugeben[2]. Das Abkommen ist am 1. Januar 1944 für die Dauer eines Jahres in Kraft getreten.

Mit dem Abschluss dieses Finanzabkommens konnten verschiedene britische Zusagen verbunden werden, von denen der Bundesrat bereits mit Beschluss vom 11. Januar 1944 Kenntnis genommen hat.

Da die Nationalbank laut Gesetz eine zukünftige Verpflichtung zur Goldabnahme und das im vorliegenden Fall damit verbundene Risiko auf die Dauer eines Jahres nicht eingehen kann, wünscht sie, dass es zwischen ihr und dem Bund so gehalten werde, wie wenn dieses Engagement vom Bund selbst, d.h. von der zwischengeschalteten Nationalbank für seine Rechnung übernommen würde. Immerhin soll der Bund nicht sämtliche Risiken tragen.

Das Gold, für das der nötige Schiffsraum zum Abtransport nach Lissabon gefunden wird, würde vom Augenblick der Einschiffung an von der Nationalbank vollständig auf ihre Rechnung übernommen, während das in London liegende, ebenfalls mit der Ausfuhrlizenz versehene, aber mangels Schiffsraumes nicht abtransportierbare Gold je zur Hälfte vom Bund und von der Nationalbank zu übernehmen wäre.

Das Volkswirtschaftsdepartement erklärt sich damit einverstanden.

Es wird daher im Sinne der vorstehenden Ausführungen von dem zwischen der Schweizerischen Nationalbank und der Bank von England abgeschlossenen Finanzabkommen zustimmend Kenntnis genommen[3].

---

1. *Absent: Etter.*
2. *Pour le texte de l'accord, cf. N° 57, annexe 1.*
3. *Sur le développement des relations financières anglo-suisses au premier semestre de 1944, cf. la lettre du 11 juillet 1944 des Directeurs généraux de la Banque nationale, E. Weber et A. Hirs, au Directeur du Vorort de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie, H. Homberger.* E 2001 (E) 2/625.

84

E 4001 (C) 1/81/12/10

Le Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz,
au Chef du Département de Justice et Police, Ed. von Steiger

L Berne, 16 février 1944
Personnelle et confidentielle

Le Département politique a procédé à une première étude des perspectives de la politique suisse d'après-guerre.

Persuadé qu'elle peut intéresser les membres du Conseil fédéral, je me permets de leur en adresser à chacun un exemplaire, en les priant naturellement de bien vouloir en considérer le contenu comme strictement confidentiel.

ANNEXE

Confidentiel. Berne, 2 février 1944

EBAUCHE D'UNE POLITIQUE SUISSE D'APRÈS-GUERRE[1]. CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

L'ensemble des problèmes nationaux réunis sous ce terme «après-guerre» se divise tout naturellement en deux groupes, celui qui intéresse la politique intérieure du pays et celui qui relève de sa politique étrangère.

C'est du deuxième groupe uniquement qu'il est question ici.

La politique étrangère de la Suisse, pour autant qu'elle concerne l'après-guerre, se subdivise à son tour, de façon un peu arbitraire peut-être, en trois domaines particuliers.

Le premier relève de l'*information politique*. Il consiste à être constamment renseigné sur les intentions des autres Etats, sur les projets que ceux-ci forment, sur les tendances qu'ils manifestent, sur les programmes qu'ils échafaudent, sur les mesures d'exécution qu'ils prennent.

N'en déplaise à un homme, M. William Rappard, qui critique avec une certaine âpreté la politique que le Conseil fédéral a suivie de 1939 à 1944, le Département politique a réalisé, dans ce premier domaine, exactement les intentions du professeur genevois. A une seule différence près: le Département politique l'a fait deux ans plus tôt. En effet, le professeur Rappard a développé, le 13 octobre 1943, dans le bulletin de l'Association suisse pour une Société des Nations, l'idée suivante: «Que nous soyons attentifs à tous les signes précurseurs de l'ordre pacifique que l'on cherchera demain à substituer au désordre sanglant d'hier et d'aujourd'hui, cela c'est manifestement notre devoir non moins que notre intérêt.»

On peut appeler le second domaine *le plaidoyer de la Suisse*. Le Conseil fédéral a fait de 1939 à 1944 une certaine politique. Celle-ci s'est inspirée du principe général de la neutralité, 1° parce que l'intérêt supérieur du pays l'exigeait; 2° parce que le pays s'y était engagé. Si le gouvernement entend conserver à la Suisse, après la guerre, le bénéfice de son statut international, il est nécessaire de procéder à une sorte de bilan: avons-nous, à nos propres yeux, bien mérité ou démérité de la

---

1. *Cf. aussi* E 7001 (B) 1/345 *et* E 2805/1971/29/1.
Ce rapport a été rédigé par Daniel Secrétan, responsable de la Section de l'après-guerre du Département politique.

neutralité? Ce que nous avons fait, dans le domaine politique, militaire, économique, financier, humanitaire, a-t-il été conforme aux exigences de notre position? Devons-nous nous attendre à des critiques ou à des éloges? Il importe que nous soyons prêts à répondre aux reproches s'il doit nous en être adressé.

Le troisième domaine, enfin, est celui des *objectifs*. Il est d'ailleurs une manière de résultante des domaines un et deux. Etant données, d'une part, les intentions des Etats étrangers, celles des grandes puissances notamment, et, d'autre part, notre situation morale à l'issue du conflit tel ou tel but peut-il et doit-il être assigné à notre politique, telle position doit-elle être défendue ou abandonnée, tel objectif doit-il être atteint?

Le premier domaine, celui de la prospection politique, est à l'étude au Département politique depuis plus de deux ans. Des rapports d'ensemble ont été rédigés les 8 janvier, 17 juillet et 29 décembre 1943[2].

Les travaux exigés par le second, le plaidoyer de la Suisse, sont en cours. Il ne peut s'agir que d'un premier bilan provisoire, puisque la guerre n'est pas terminée. Les comptes définitifs ne pourront être bouclés qu'à l'armistice ou qu'à la paix.

Reste le troisième domaine, celui des objectifs. Des trois, il est le plus important, le plus difficile aussi. C'est lui qui exigera le plus de sagacité de la part du gouvernement, les études les plus documentées de la part des experts, le plus d'habileté de la part des négociateurs suisses éventuels.

Les projets que forment les gouvernements étrangers, tels du moins qu'ils nous sont connus et qu'ils émanent de Londres et de Washington, de Washington surtout, intéressent les domaines les plus divers de la vie publique. Ils relèvent de la politique, de la vie économique et financière; ils touchent aux questions militaires, aux problèmes des communications, à celui de la démographie. Chaque groupe pourrait être envisagé séparément; chaque question pourrait être traitée pour elle-même, chaque problème résolu suivant les données qui lui sont propres. Si semblable méthode devait être adoptée, il ne saurait plus être question d'une politique étrangère suisse coordonnée, dirigée, unifiée. Nous n'aurions pas une seule et même politique, nous en aurions plusieurs; pas une seule et même diplomatie, mais diverses; le danger serait grand.

Il importe donc de commencer par rechercher s'il existe quelque principe fondamental auquel ramener tous les aspects particuliers de notre politique, quelque doctrine essentielle, corps cohérent et solide, dont les éléments divers seraient les membres; sorte de lumière qui donnerait à tous les détails l'éclairage qui convient et la juste coloration; manière d'argument premier permettant de hiérarchiser les suivants et de leur attribuer leur vraie place; clé de voûte, enfin, de tout l'édifice.

Nous pensons que ces principes fondamentaux sont au nombre de trois. Le premier est celui de l'indépendance. Le second, celui de la prospérité commune; le troisième, celui de la solidarité internationale. Il n'est pas nécessaire de les commenter longuement. Ils vont de soi. L'indépendance et la prospérité figurent à l'article 2 de la constitution fédérale: «La Confédération a pour but d'assurer l'indépendance de la patrie contre l'étranger,... de protéger la liberté des confédérés et d'accroître leur prospérité commune.»

A ces deux principes fondamentaux, nous en ajoutons un troisième, celui de la solidarité internationale.

Mais des trois principes, indépendance, prospérité et solidarité, l'indépendance est le plus important. C'est lui qui va servir de fil directeur aux considérations qui vont suivre.

Nous divisons le schéma de la politique suisse d'après-guerre en six groupes: 1) questions politiques; 2) participation de la Suisse à la reconstruction de l'Europe; 3) questions militaires; 4) questions économiques et financières; 5) questions démographiques; 6) problèmes techniques.

Une dernière remarque de caractère général: les projets des autres Etats, de ceux notamment des puissances qui dirigent les affaires du monde, sont eux-mêmes en gestation. Il ne saurait donc être question que d'un premier tour d'horizon tout provisoire, de prospecter un terrain mouvant et d'essayer d'y planter quelques jalons, d'y trouver quelques premiers points de repère.

---

2. E 2001 (D) 1968/74/20.

I. *Questions politiques*

L'indépendance, dont le principe vient d'être posé, peut être une réalité substantielle ou, au contraire, une simple apparence. Tout dépend des réponses qui sont données aux questions qui suivent.

Les problèmes d'ordre politique, tels qu'ils peuvent être énumérés aujourd'hui, apparaissent au nombre de sept:

1) la question de la neutralité;
2) celle de l'intégrité territoriale;
3) celle de la normalisation des rapports avec tous les Etats qui constituent la communauté internationale;
4) celle de notre attitude à l'égard de la S.d.N.;
5) celle également de notre attitude à l'égard de l'organisation internationale nouvelle dont le principe a été arrêté par la conférence tripartite de Téhéran;
6) celle de la défense des bureaux internationaux de Berne;
7) celle de la défense éventuelle du Comité international de la Croix-Rouge.

1. *Question de la neutralité*

Depuis la fin du XV^e^ siècle, la Suisse est un pays neutre.

Depuis 1815, la neutralité de la Suisse est reconnue, contractuelle, incorporée au droit public européen et considérée comme étant dans l'intérêt de l'Europe.

Depuis 1919, le point de vue des puissances est que cette neutralité est dans l'intérêt de la paix.

La déclaration de Londres du 13 février 1920 admet que notre neutralité n'est pas incompatible avec la qualité de membre de la Société des Nations[3].

Depuis le mois de mai 1938, la Suisse est dispensée de l'obligation de participer à l'application éventuelle des sanctions économiques et financières[4].

Depuis le congrès de Vienne, la neutralité de la Suisse a été respectée. La guerre franco-allemande de 1870-1871, la première guerre mondiale, le second conflit universel n'en ont pas atteint le principe.

Nous devons à notre statut deux bienfaits inestimables, la paix, qui permet le travail, et la prospérité. Sans neutralité, pas de paix, et sans paix, pas de travail et, par conséquent, pas de prospérité.

La question n'est donc pas de savoir si la neutralité doit être abandonnée ou maintenue, mais simplement si nous avons intérêt ou non à ce qu'elle soit une fois de plus reconnue. Autrement dit, considérons-nous comme opportun qu'une disposition figure dans un des traités de paix et qu'elle mentionne expressément la neutralité de la Suisse?

La question peut être résolue de deux façons. Selon le point de vue que l'on adopte, on pourrait soutenir que notre statut est à ce point connu et reconnu qu'une reconnaissance nouvelle ne serait guère qu'une superfétation. Semble-t-il bien nécessaire de revenir sur ce qui a été consacré par les déclarations de Vienne et de Paris, par le traité de Versailles et par les déclarations de Londres et de Genève? Ne serait-ce pas rouvrir un débat depuis longtemps terminé, et clos à notre avantage?

D'après l'autre thèse, l'occasion ne devrait pas être manquée. Les engagements vont d'un traité de paix à un autre traité de paix. Nous pouvons être amenés à regretter, au cas où un nouveau conflit viendrait à éclater, de n'avoir pas ravalé notre façade. On ne saurait être trop prudent ni trop précautionneux.

Les deux opinions se défendent. Nous pensons que la réponse ne saurait être donnée sur le plan théorique, mais que le Conseil fédéral voudra tenir compte des circonstances, de la conjoncture, de l'ambiance de la conférence ou des conférences de la paix, des conditions plus ou moins favorables du moment.

Une remarque toutefois en passant: la seconde guerre mondiale a donné un développement considérable à une arme relativement nouvelle, l'aviation. Pour l'avion, il n'y a pas de distance.

---

3. *Cf. DDS, vol. 7-II, N^o^ 247.*
4. *Sur le retour à la «neutralité intégrale», cf.* E 2001 (D) 3/299, E 2001 (D) 4/1 *et* 2.

Nous ne pouvons donc pas nous contenter d'une reconnaissance de notre neutralité par les Etats voisins. Si nous nous prononcions en faveur de la reconnaissance expresse, il faudrait obtenir celle des grandes puissances de demain: Etats-Unis d'Amérique, Grande-Bretagne et U.R.S.S. (Chine si possible aussi). Or, de ces trois ou quatre Etats, l'Amérique était absente à Vienne et à Paris en 1815, elle n'a pas ratifié le traité de Versailles de 1919, et elle n'était pas présente à Londres en 1920 et à Genève en 1938.

La Grande-Bretagne, elle, a participé à tout et elle a suivi le développement de notre statut au cours de chacune de ses étapes.

Quant à la Chine et à l'U.R.S.S., ces deux Etats se sont abstenus à Genève en mai 1938.

De plus, nous n'entretenons pas de relations diplomatiques avec l'U.R.S.S.

A première vue, la situation n'apparaît donc pas comme très favorable, ni la reconnaissance expresse de notre neutralité comme une chose devant aller de soi. Sur ce premier point, des difficultés sont à prévoir.

On trouvera en annexe I la liste des Etats signataires des cinq déclarations auxquelles nous venons de faire allusion [5].

2. *L'intégrité territoriale*

La question du maintien du territoire suisse dans ses limites actuelles figure ici plutôt «pour mémoire».

La Suisse ne revendique aucun territoire situé à ses confins et repousse toute prétention qu'un Etat voisin pourrait être tenté de faire valoir.

En 1919, cependant, la question s'est posée de façon différente. Ce n'est pas que la Suisse ait rien sollicité, ni que l'Allemagne ou l'Autriche, la France ou l'Italie ait élevé aucune prétention; ce sont des demandes de rattachement qui se sont produites, de la part du Vorarlberg notamment.

La seconde guerre mondiale s'est fait durement sentir en Europe; les populations étrangères qui habitent les territoires proches de nos frontières n'ont pas été épargnées. La Suisse, oasis dans la tourmente, leur est peut-être apparue comme une terre bénie. On ne saurait exclure, a priori, que des velléités de rattachement se manifestent.

Mais une chose est la volonté éventuelle du requérant, et une autre chose, celle du gouvernement auquel la demande s'adresse.

Sans vouloir préjuger l'attitude du Conseil fédéral, on peut cependant constater que le point de vue qui a été le sien en 1919 et qui a consisté à décourager les demandeurs s'est révélé prudent et sage par la suite.

3. *Normalisation des relations diplomatiques*

La Suisse a stabilisé ses relations diplomatiques le 3 septembre 1939. Le principe du «statu quo» a été observé, à l'exception de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lithuanie, qui, à la suite de plébiscites, avaient demandé leur admission dans l'Union des Républiques socialistes soviétistes.

La question de la reprise éventuelle des relations avec la Russie a fait l'objet de débats au sein de la Commission du Conseil national pour les affaires étrangères, où le porte-parole du gouvernement a eu l'occasion de développer les vues du Conseil fédéral. Il n'y a donc pas lieu de revenir ici sur la question.

Une remarque cependant: Nous nous sommes demandé, au chapitre consacré à la neutralité, s'il serait indiqué ou inopportun de chercher à obtenir, une fois de plus, une reconnaissance expresse de notre statut international. A ce propos, l'expérience de 1938 démontre qu'il est de bonne méthode de négocier d'abord avec les Etats pris séparément avant de les affronter collectivement. Par ailleurs, une reconnaissance à laquelle l'U.R.S.S. ne participerait pas serait de valeur relative dans une Europe où les Soviets joueront vraisemblablement un rôle important. Or, sans relations diplomatiques, pas de tractations préalables directes. Si donc le Conseil fédéral devait se prononcer en faveur de la reconnaissance expresse de la neutralité suisse, il serait sage d'envisager une normalisation des relations diplomatiques avec l'U.R.S.S. de telle façon que la reprise des rapports nor-

---

5. *Non reproduite.*

maux pût coïncider au moins avec l'armistice. Les pourparlers préalables devraient donc précéder quelque peu.

Une autre observation. Au nombre des Etats dont la restauration est prévue figure l'Autriche. Notre quatrième voisin a eu l'honneur d'une déclaration particulière à la conférence tripartite de Téhéran. Nous ne connaissons pas encore les dimensions de l'Etat ressuscité, mais il faut espérer que les erreurs du traité de St-Germain ne seront pas renouvelées et que, si l'on refait une Autriche, on cherchera à la refaire viable.

Dans ce cas, la Suisse tiendra sans doute à souligner l'importance de l'événement et à faire preuve vis-à-vis du nouvel Etat d'un certain empressement.

4. *Attitude envers la Société des Nations*

Qu'adviendra-t-il de la Société des Nations? Pour le moment, l'ignorance est quasi totale. Subsistera-t-elle? Sera-t-elle supprimée? On ne le sait.

Sur le plan théorique, trois solutions peuvent être envisagées: 1) la Société des Nations est absorbée par l'organisation internationale nouvelle dont le principe a été arrêté par la conférence de Téhéran; 2) le pacte de 1919 se révèle à l'étude supérieur à tout projet nouveau et c'est la S.d.N. qui absorbe l'organisation internationale future; 3) deux organisations internationales subsistent côte à côte, l'ancienne et la nouvelle. Dans ce cas, la Grande-Bretagne, les Dominions et l'Inde forment le noyau central de la vieille Société des Nations, les Etats-Unis persistent à s'en tenir éloignés et l'U.R.S.S. refuse d'oublier l'affront de 1939.

Le risque de voir la solution N° 1 se réaliser est assez grand. Il n'est cependant pas total. Nous avons pour nous le désir assez net de la Grande-Bretagne de maintenir le Covenant de 1919 et la volonté assez marquée du haut personnel du Secrétariat de rester à Genève. Il semble que le secrétaire général par intérim ait distribué en Suisse 700 exemplaires de son rapport de 1943, non pas tant pour éveiller l'intérêt de nos concitoyens en faveur de la «League» et d'obtenir par là la reprise de nos contributions, mais bien plutôt pour marquer l'existence de la Société en Suisse, susciter un intérêt général et créer un état d'esprit favorable au maintien du siège[6].

La solution N° 2 se heurtera probablement à une certaine opposition américaine et à la mauvaise volonté du Kremlin.

Nous ne serions donc pas tellement surpris si c'était la solution 3 qui finissait par l'emporter, au moins provisoirement.

Quoi qu'il en soit, notre intérêt paraît devoir être de ne rien faire qui puisse affaiblir encore la Société des Nations, organisme qui a son siège en Suisse, dans lequel nous avons notre place, nos habitudes, et qui a ses traditions.

Sur ce point, nos intérêts et les intentions de Londres convergent.

A moins que le miracle de 1919 ne se renouvelle – choix de Genève comme siège de la nouvelle institution – trois arguments doivent tenir les Etats-Unis éloignés de la S.d.N.: 1) la Société des Nations a été l'œuvre du président Wilson et le président Roosevelt veille à ne renouveler aucune des erreurs que son illustre prédécesseur a commises; 2) la Société des Nations a été un échec (en partie par la faute des Etats-Unis d'ailleurs) et l'Amérique n'a guère de penchant à s'associer à ce qui n'a pas réussi; 3) les Etats-Unis n'ont jamais fait partie de la Société des Nations et l'existence d'une telle société, en Europe, se concilie mal avec le jeune impérialisme du Nouveau Monde.

Il n'y a guère d'illusion à se faire: la Société des Nations ne recouvrera pas son premier éclat; la seconde guerre mondiale lui a porté un coup fatal; néanmoins «quelque chose» peut en subsister, un peu comme la Cour permanente d'arbitrage à La Haye, que la Cour permanente de Justice internationale avait reléguée dans l'ombre, mais qu'elle n'était pas parvenue à supprimer.

5. *La nouvelle organisation internationale*

Le principe seul en a été arrêté à Téhéran par les Etats-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne et l'Union des Républiques socialistes soviétistes.

---

6. *L'Irlandais Sean Lester dirigeait le Secrétariat général de la Société des Nations depuis le départ de J. Avenol en 1940. Cf.* E 2001 (D) 4/88.

L'article 4 de la résolution sur la sécurité générale est ainsi conçu:

> «Ils reconnaissent la nécessité d'établir à la date praticable la plus proche une organisation générale internationale basée sur le principe de l'égalité souveraine de tous les Etats épris de paix et dont pourront faire partie tous ces Etats, grands ou petits, pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales.»

Nous ne savons rien, pour le moment, des travaux préparatoires qui ont sans doute été commencés à Londres, à Moscou et à Washington. Il importe que nous les suivions. De tous les projets d'après-guerre, celui relatif à une organisation internationale générale est le plus important. Nous pouvons avoir affaire à une nouvelle société des nations, mais forte cette fois-ci des expériences faites et dotée de moyens d'action non pas seulement moraux ou juridiques, économiques et financiers, mais militaires.

L'attitude de la Suisse à l'égard de cette organisation a été définie le 17 juin 1943 par le Chef du Département politique dans le discours qu'il a prononcé au Conseil national et dans lequel il a déclaré:

> «Personne plus que la Suisse ne saluerait, si elle apparaissait, une organisation internationale faite pour la tranquillité, pour la prospérité et le bonheur de l'humanité»[7].

Une remarque néanmoins: En 1918, le Conseil fédéral a tenu à marquer son intérêt à l'égard de la charte des peuples qui s'élaborait en constituant une commission d'études[8]. Celle-ci a rédigé un avant-projet de pacte fédéral qui a été soumis à la commission pour la Société des Nations que présidait M. Woodrow Wilson et qui siégeait à l'hôtel Crillon à Paris. Le Conseil fédéral voudra-t-il procéder de même en 1944?

Dans l'article du professeur William Rappard que nous avons déjà cité, la question est abordée. Voici en quels termes:

> «Que faut-il conclure de tout cela? Que nous devions, d'ores et déjà, élaborer un statut futur du monde conforme à nos vues, pour le présenter, au moment opportun, à l'étranger assoiffé de sagesse helvétique? La folie politique d'un tel dessein n'aurait d'égale que son inélégance morale.
>
> Assurément non. La modestie et la discrétion seules peuvent convenir à un petit peuple aussi miraculeusement préservé jusqu'ici que le nôtre du cataclysme dont auront été victimes tous nos voisins, les vainqueurs futurs à peine moins que les vaincus.»

[...][9]

---

7. *Cf. la déclaration de M. Pilet-Golaz,* E 1301 I/355, *pp. 274-285.*

8. *Cf. DDS, vol. 6, Table méthodique, IX. Après-guerre, Conférence de la Paix, Société des Nations.*

9. *Le rapport traite ensuite de la politique de la Suisse vis-à-vis des Bureaux internationaux de Berne. Les relations avec le CICR sont évoquées:* Il est important qu'au fur et à mesure que la guerre avance et qu'elle approche de son terme, les contacts soient étroits et confiants entre le Conseil fédéral et le Comité international de Genève. La Suisse et le Comité sont solidaires. Ce qui atteint celui-ci affecte aussi celle-là et réciproquement. *La participation de la Suisse à la reconstruction de l'Europe est envisagée sous ses deux aspects, humanitaire et économique. Le maintien de la neutralité armée après la guerre mondiale rend problématique l'adhésion de la Suisse à une organisation générale de sécurité. La politique économique des Nations Unies aura des répercussions sur la Suisse:* Concilier l'indépendance de la Suisse au triple point de vue agricole, industriel et financier avec la pauvreté de notre sous-sol, le développement de notre industrie et la main-mise des nations unies sur les richesses de la terre sera probablement le problème le plus ardu de l'après-guerre. *Il peut y avoir d'intéressantes perspectives pour l'émigration suisse, en particulier vers l'Amérique, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Enfin, le rapport envisage la question des communications (voies ferrées, routes, voies fluviales, navigation maritime, transports aériens).*

85

E 2001 (D) 11/9

La Division des Intérêts étrangers du Département politique à la Légation de Suisse à Tokyo

Copie d'expédition
T Chiffré

Berne, 17 février 1944

160 Votre 80[1] stop Avons attentivement examiné avec CICR divers aspects problème rapports avec Zindel tenant plus grand compte vos observations toujours appréciées à Genève stop Situation de fait parfaitement claire stop Avantages immédiats maintien de pratique préconisée par vous sont évidents stop Néanmoins CICR tient essentiellement parenthèse comme nous d'ailleurs parenthèse fermée à maintenir principe selon lequel activité Puissance protectrice doit rester distincte de celle du CICR la première agissant sur la base d'un mandat confié par une ou plusieurs Puissances virgule le second agissant en tant que organisme neutre et indépendant poursuivant but humanitaire de sa propre initiative stop Une des raisons qui poussent CICR à insister sur l'application stricte de ce principe dans le cas de Hongkong c'est que Tokyo lui a fait savoir en janvier 1943 que ses activités devaient être limitées à secours à apporter aux prisonniers de guerre et aux internés civils et à leurs familles à l'exclusion de toute autre catégorie de ressortissants ennemis ou neutres nécessiteux stop CICR craint qu'en cas de violation de ces conditions l'autorisation d'exercer son activité à Hongkong ne lui soit retirée stop Jugeons préférable de ne pas prendre vis-à-vis des intéressés responsabilité courir un tel risque vu qu'ils seraient désormais privés de la seule protection possible stop Dans ces conditions estimons que Zindel ne doit plus recevoir d'instructions que du CICR et cela non seulement dans l'affaire de l'échange anglo-japonais mais aussi en matière de secours à des ressortissants américains et autres stop Avertirons en particulier autorités américaines de cette décision prise sur demande instante du CICR.

---

1. *Non reproduit.*

86

E 1004.1 1/442

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 18 février 1944[1]

329. Négociations commerciales franco-suisses

Département de l'économie publique. Proposition du 16 février 1944

«Les négociations commerciales avec une délégation du Gouvernement français ont eu lieu à Berne, du 21 janvier au 4 février. Ces négociations qui avaient pour but de fixer le statut des échanges franco-suisses pour le *premier semestre de 1944*, ont abouti à la signature d'accords sous forme d'échanges de lettres, que nous vous soumettons en annexe.

Comme nous l'avons dit dans notre proposition du 12 janvier[2], il s'agissait de rechercher avec le Gouvernement français les moyens propres à remédier, dans la mesure du possible, au déficit du clearing franco-suisse et à promouvoir notamment l'exportation de marchandises françaises en Suisse. A cet égard, la délégation française a fait valoir que le montant du déficit du clearing correspondait au montant des frais accessoires, tels que frais de licences, etc., transférés par le clearing en faveur de la Suisse et des exportations suisses en France de marchandises pour lesquelles la Suisse avait demandé des contingents d'importation à la France (broderies, colorants, horlogerie, chaussures, brides et raccords). Il est vrai que la balance des échanges franco-suisses accuse pour 1943 un solde actif de 6 millions de francs en faveur de la France. La délégation suisse n'a pas manqué par contre de se prévaloir du recul alarmant des importations de marchandises françaises en Suisse pendant les derniers mois de 1943, au cours desquels la balance s'est renversée en faveur de la Suisse. La délégation française est revenue d'autre part sur les retards que mettraient certains importateurs suisses, parfois d'entente avec leurs fournisseurs français, à s'acquitter du paiement de leurs dettes au clearing. La délégation suisse a pu signaler à ce propos que ces retards étaient largement contrebalancés par ceux que les débiteurs français apportaient dans l'exécution de leurs obligations envers leurs créanciers suisses. La Suisse a néanmoins accepté de prendre certaines mesures en vue d'accélérer les versements au clearing.

Les accords signés le 4 février[3] portent principalement sur des échanges de listes de marchandises, comprenant des contingents spéciaux, qui s'ajoutent aux contingents accordés de part et d'autre à titre autonome et non fixés contractuellement. Nous donnons ci-dessous un relevé de la valeur approximative des contingents de liste dont l'octroi est envisagé de part et d'autre. Il est difficile toutefois d'évaluer les possibilités de livraison de la France, notam-

---

1. *Absents: Celio, Kobelt et Stampfli.*
2. *Cf. N° 69.*
3. K I.1040; *cf. RO, 1944, vol. 60, pp. 133 ss.*

ment pour les produits repris dans la lettre N° 1 bis, à l'égard desquels la France n'a pas pris d'engagement relatif à des quantités déterminées, alors que les livraisons suisses peuvent être considérées comme assurées. D'autre part, le plus gros poste est représenté, du côté français, par le vin qui n'entre actuellement qu'en très petites quantités, les prix des vins français étant trop élevés par rapport à ceux d'autres provenances. A cet égard, la délégation française a accepté de supprimer vis-à-vis de la Suisse le taux de la taxe de péréquation de 5% qui est perçue sur l'exportation des vins ordinaires. Du point de vue de la délégation suisse, la principale concession française consiste dans l'octroi des contingents d'importation pour les marchandises de la *liste C* (broderies, colorants, chaussures, etc.), marchandises que la France déclare n'avoir pas intérêt à importer, alors que pour la Suisse il s'agit d'exportations traditionnelles, qu'il est de tout intérêt de maintenir, même dans des proportions réduites. La délégation française a tout d'abord manifesté l'intention de supprimer la liste C, vu l'état du clearing. La délégation suisse a déclaré nettement qu'un accord sans cette liste ne serait pas possible. Elle a finalement obtenu, au prix de concessions sur la liste B et en acceptant de prendre certaines mesures pour accélérer les versements de débiteurs suisses au clearing, que les contingents de la liste C ne fussent réduits que de 350 000 francs par rapport au deuxième semestre de 1943 – abstraction faite du contingent des montres, mouvements et boîtes, qui a sa contrepartie dans l'octroi, par la Suisse, d'un contingent d'exportation de fournitures d'horlogerie intéressant la France (liste B). *[...]*[4]

Les lettres échangées le 4 février *ne seront pas publiées.* »

Au bénéfice de ces considérations, le département de l'économie publique propose et le Conseil

décide

d'approuver les arrangements conclus le 4 février 1944, sous forme d'échanges de lettres, entre la Suisse et la France et réglant les échanges commerciaux entre les deux pays pendant le premier semestre de 1944.

---

4. *La suite du document consiste en un commentaire des différentes lettres échangées entre les deux délégations et un tableau statistique sur les relations commerciales franco-suisses.*

87

E 2001 (E) 2/592

Proposition du Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz, au Conseil fédéral

TO
Beziehungen mit
Norditalien

Bern, 18. Februar 1944

Nach der Zweiteilung der Regierungsgewalt in Italien haben wir bekanntlich, unter Vorbehalt des Gegenrechtes, der sog. neo-faschistischen Regierung in Oberitalien die Entsendung eines de facto-Vertreters nach der Schweiz mit dem Titel «Délégué commercial» zugestanden [1].

Der neo-faschistische Vertreter ist im vergangenen Monat in der Schweiz eingetroffen. Nach einer ersten Fühlungnahme mit der Abteilung für Auswärtiges und der Handelsabteilung kehrte er zur Einholung von Instruktionen nach Italien zurück, um alsdann konkrete Vorschläge betreffend Wiederaufnahme des Warenaustausches unterbreiten zu können.

Angesichts der unabgeklärten Machtverhältnisse in Oberitalien haben wir es bis anhin vorgezogen, von dem vorbehaltenen Gegenrecht keinen Gebrauch zu machen. Die Frage der Entsendung eines schweizerischen de facto-Vertreters zu der neo-faschistischen Regierung ist nun aber ohne unser Hinzutun in ein akutes Stadium getreten, nachdem kürzlich seitens dieser Regierungsbehörden Massnahmen ergriffen worden sind, welche die schweizerischen Interessen in Oberitalien ernsthaft gefährden und sowohl bei den dortigen Schweizerkolonien als auch in den interessierten Industrie- und Finanzkreisen der Schweiz begreifliche Beunruhigung hervorgerufen haben.

1. Laut Bericht unserer Gesandtschaft [2] in Rom hat das neo-faschistische Finanz-Ministerium als Antwort auf die Blockierung italienischer Guthaben im Ausland die entsprechenden ausländischen und insbesondere auch die *schweizerischen Guthaben in Italien gesperrt*. Als Folge dieser Massnahme können nicht nur die in der Schweiz domizilierten Gläubiger, sondern auch die in Italien lebenden Landsleute nicht mehr über ihre Guthaben bei italienischen Kreditinstituten verfügen, ganz abgesehen davon, ob dieselben kraft bisheriger italienischer Devisengesetzgebung frei oder gesperrt sind.

2. Durch einen Beschluss vom 13. Januar d.J. hat die neo-faschistische Regierung ausserdem im Prinzip die *Sozialisierung der bedeutenderen industriellen Unternehmen Italiens* angeordnet. Insbesondere sollen alle diejenigen

---

1. *Sur les relations avec le gouvernement de P. Badoglio et celui de B. Mussolini, cf.* E 2001 (D) 3/65.

Cf. la notice (non reproduite) du 5 février 1944 de R. Kohli sur l'entrée en fonctions du «Délégué commercial du Gouvernement de l'Italie septentrionnale»: le premier entretien entre le représentant du DPF et B. Kiniger a lieu le 3 février dans les locaux du «Vorort» de l'USCI à Zurich. B. Kiniger sera remplacé par E. Toti-Lombardozzi (entré en Suisse le 5 août 1944).

2. *Non reproduit.*

Betriebe, die für die wirtschaftliche und politische Unabhängigkeit des Staates lebenswichtig sind, Rohprodukte fördern oder elektrische Energie erzeugen, inskünftig direkt der staatlichen Verwaltung unterstellt werden. Das Kapital solcher Unternehmen wurde einem besondern offiziellen Organ, dem «Istituto di Gestione e Finanziamento», anvertraut, wobei die bisherigen Aktionäre als Entgelt Titel dieses Verwaltungsinstituts erhielten.

Diejenigen Unternehmen, die nicht unter direkte staatliche Verwaltung kämen, könnten in privatem Eigentum verbleiben, wobei sich jedoch der Staat vorbehält, sich am Kapital zu beteiligen. Ausserdem müssten Vertreter der Arbeitnehmer in den Verwaltungsrat aufgenommen werden, im gleichen Stärkeverhältnis wie die Vertretung der Aktionäre, während für Einzelfirmen die Bestellung von Arbeiterräten vorgesehen ist.

Wiewohl es anfänglich schien, dass es nicht zur Ausführung des gefassten Beschlusses kommen wird, weil einerseits die Arbeiterschaft selbst dagegen ablehnend Stellung bezog, und andererseits die deutschen Besetzungsbehörden mit Rücksicht auf die Erhaltung der Produktion einer überstürzten Sozialisierung nicht gewogen schienen, erliess der neo-faschistische Ministerrat dieser Tage ein Ausführungsdekret, nach welchem die betroffenen Unternehmen bis zum 30. Juni d.J. ihre Statuten den neuen Vorschriften anzupassen haben.

Angesichts der auf dem Spiel stehenden schweizerischen Interessen erscheint es unumgänglich, bei der neo-faschistischen Regierung in Oberitalien alle erforderlichen Schritte zur Wahrung derselben zu unternehmen.

Hinsichtlich der verfügten *Sperre sämtlicher schweizerischer Guthaben* sollte es gelingen, zum status quo ante zu gelangen, wenn man den kompetenten neofaschistischen Stellen Sinn und Zweck der schweizerischerseits am 1. Oktober 1943[3] verfügten Zahlungssperre auseinanderlegt.

Bedeutend schwieriger wird es sein, etwas gegen die *Sozialisierungsmassnahmen* auszurichten, denn dieselben richten sich in erster Linie gegen die italienischen Grossindustriellen und treffen die schweizerischen Belange nur als Nebenwirkung. Immerhin darf gehofft werden, es werde wenigstens gelingen, die für schweizerische Unternehmen und solche mit schweizerischer Beteiligung drohenden Verstaatlichungsmassnahmen in nützlichem Ausmasse zu verzögern oder schlimmstenfalls die betroffenen schweizerischen Beteiligungen so zu sichern, dass sie sich bei Eintreten günstigerer Verhältnisse wieder voll auswirken können.

Im Hinblick auf die eventuell notwendig werdende Vertretung unserer wirtschaftlichen Interessen in Oberitalien haben wir nach dem 9. September 1943 den der Gesandtschaft in Rom zugeteilten Handelsattaché, Legationssekretär 1. Klasse Dr. Max Troendle, zur allfälligen Verwendung im erwähnten Sinne nach Bern beordert und beabsichtigen nun, den Genannten nach Oberitalien zu delegieren. Hiebei möchten wir aber vorläufig noch davon Umgang nehmen, eine Pendant-Vertretung zum neo-faschistischen Delegierten in der Schweiz zu bestellen und behalten uns vor, diesbezüglich zu einem späteren Zeitpunkt, im Einvernehmen mit dem Eidg. Volkswirtschaftsdepartement, mit einem Antrag

3. *RO, 1943, vol. 59, pp. 785–788.*

an den Bundesrat zu gelangen. Vorderhand wäre Herr Dr. Troendle lediglich zu beauftragen, als *bevollmächtigter Delegierter* beim neo-faschistischen Finanz-Ministerium in Brescia und allenfalls bei den anderen in Betracht fallenden neo-faschistischen Regierungsstellen vorstellig zu werden, um die durch die vorerwähnten Massnahmen betroffenen schweizerischen Belange im Sinne unserer Ausführungen zu vertreten [4].

Demgemäss stellen wir Ihnen den

Antrag:

1. Dr. Max Troendle sei zum Delegierten zu bestimmen und
2. es sei von diesem Bericht im Sinne von Instruktionen an den Delegierten in zustimmendem Sinne Kenntnis zu nehmen [5].

---

4. *A ce sujet, cf. la lettre (non reproduite) du 15 février 1944 de l'ancien Ministre de Suisse à Rome, Peter Vieli, Directeur général du Crédit Suisse, à Pilet-Golaz: après en avoir discuté avec Troendle le 10 février, il préconise sa nomination afin de défendre plus efficacement les intérêts suisses en Italie. Vieli transmet aussi à Pilet-Golaz une notice de Troendle du 11 février (non reproduite) sur les relations avec l'Italie.*

Lors de sa séance du 18 février 1944, le Conseil fédéral accepte officiellement la démission de Vieli comme Ministre de Suisse à Rome (PVCF N° 323, E 1004.1 1/442).

5. *Le Conseil fédéral approuve cette proposition lors de sa séance du 25 février 1944 (PVCF N° 359,* E 1004.1 1/442).

Cf. aussi PVCF N° 1044 du 12 juin 1944, E 1004.1 1/446.

88

E 7110/1973/135/11

Le Délégué du Conseil fédéral aux Accords commerciaux, H. de Torrenté, au Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz, et au Directeur du Vorort de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie, H. Homberger

Copie
No

Berne, 23 février 1944

PAIEMENT D'EXPORTATIONS DE MARCHANDISES SUISSES EN FRANCE AU MOYEN D'AVOIRS BLOQUÉS EN SUISSE

L'Office suisse de compensation nous a saisi dans le courant de l'année dernière d'une proposition tendant à ce que, vu les disponibilités financières restreintes du clearing, l'exportation de marchandises suisses en France soit, dans certains cas déterminés, payée hors clearing ou garantie au moyen d'avoirs français bloqués en Suisse. Cette facilité serait envisagée plus spécialement pour l'exportation de machines livrables à longue échéance [1]. Il s'agirait, au

---

1. *Cf. lettre du 2 novembre 1943 de l'OSC et lettre du 9 octobre du DPF* (E 7110/1973/135/9).

cas où les acheteurs français ne disposeraient pas eux-mêmes d'avoirs en Suisse, de les mettre éventuellement en rapport avec des détenteurs de capitaux français actuellement bloqués dans notre pays, afin d'examiner les possibilités d'un transfert de ces capitaux par voie de compensation[2]. De semblables opérations demanderaient l'assentiment des Autorités françaises, qui pourraient, semble-t-il, être obtenu facilement; d'autre part, il y aurait lieu de discuter encore des conditions auxquelles ces transactions pourraient être réalisées.

L'idée émise par l'Office suisse de compensation avait déjà retenu notre attention et nous estimons qu'elle mérite d'être examinée de plus près, vu la tendance que nos industries ont actuellement à se tourner vers la France afin d'y chercher des commandes, notamment pour l'après-guerre. Toutefois, la Division des Affaires Etrangères, à laquelle nous avons soumis la question, s'est prononcée par la négative. D'entente avec l'Association suisse des banquiers, elle a fait valoir que le fait de financer de nouvelles exportations au moyen d'avoirs bloqués par l'arrêté du 6 juillet 1940[3] serait opposé au sens même de cet arrêté qui était de constituer une sûreté pour les créances existantes et non pas de favoriser la création de nouvelles créances suisses envers les pays visés. Nous avons fait remarquer à la Division des Affaires Etrangères qu'il nous paraissait justifié de mettre, dans des cas particuliers, les mesures prises en faveur des créances financières au service des créances marchandises; nous avons relevé, par ailleurs, que notre proposition devait avoir une portée strictement limitée, l'Office de compensation ayant lui-même prévu de fixer un plafond maximum de 5 millions de francs suisses pour les autorisations de déblocage. La Division des Affaires Etrangères, appuyée par les Banquiers, a néanmoins maintenu son refus. Au sujet d'un cas concret, elle nous a fait savoir qu'elle ne s'opposerait pas à un déblocage de fonds déposés en Suisse, s'il s'agissait d'avoirs propres à la maison qui passe la commande ou éventuellement de fonds constitués en Suisse pour payer des marchandises; en revanche, si ces avoirs appartiennent à des *tiers*, l'opération prend, de l'avis de la Division des Affaires Etrangères, un caractère tout différent et celle-ci ne saurait y consentir. Comme, d'après notre proposition, ces conditions ne seront pas toujours remplies, nous estimons qu'il importerait de revoir la question avec M. Kohli, afin de l'amener si possible à revenir sur sa manière de voir. La question pourrait être éventuellement discutée dans une conférence avec les Banquiers. Il y aurait lieu de faire valoir, en faveur de notre thèse, que bien qu'il s'agisse de débloquer des fonds appartenant à des tiers, ces fonds ne seraient utilisés qu'avec l'assentiment des intéressés et qu'il n'y aurait pas, ainsi, contrainte de la part des Autorités.

---

2. *Les avoirs français en Suisse sont bloqués depuis le 6 juillet 1940, à la suite de l'invasion de la France par l'Allemagne, cf. DDS, vol. 13, N° 336, Annexes I et II.*
3. *RO, 1940, vol. 56, II, pp. 1232–1235.*

89

E 2001 (E) 2/617

La Banque nationale[1] *à la Section du Contentieux et des Intérêts privés à l'Etranger du Département politique*

L Zürich, 24. Februar 1944

Wir besitzen Ihre Zuschrift vom 17.[2] dies und danken für diese unser besonderes Interesse findende Orientierung. Danach hätte gemäss dem deutsch-rumänischen Abkommen Rumänien an Deutschland 500000 t. Getreide zu liefern, unter der Bedingung, dass für rund die Hälfte des Gegenwertes den Rumänen 150 Millionen freie Schweizerfranken in der Schweiz zur Verfügung gestellt werden. Diese Franken würde sich Deutschland sehr wahrscheinlich durch Goldlieferungen an uns beschaffen wollen. Wir würden es nicht begrüssen, wenn solche Transaktionen durch Zwischenschaltung der Schweiz, die an der zu Grunde liegenden Lieferung gar nicht beteiligt ist, abgewickelt werden, nicht zuletzt im Hinblick auf gewisse Goldangebote der Deutschen Reichsbank, auf die wir bisher unter Zurverfügungstellen des Gegenwertes in Schweizerfranken etwas «à contre-cœur» eingetreten sind. In vorliegendem Falle schiene es uns daher richtiger, wenn die Rumänen sich von Deutschland das entsprechende Goldquantum an Zahlungsstatt zedieren liessen, das wir dann eventuell auf deren Wunsch als freies Depot in unsere Verwahrung nehmen könnten. Diese Frage dürfte aber Rumänien hinsichtlich der Durchführung des offenbar bereits perfekt gewordenen rumänisch-deutschen Abkommens vom 9. dies unter Umständen auch interessieren. Sie werden darüber befinden, ob eventuell die rumänische Regierung von unserer eben dargelegten Auffassung in geeigneter Weise informiert werden sollte.

Etwas anderes wäre es natürlich, wenn ein Teil dieser Ware an die Schweiz geliefert würde, wobei zu prüfen wäre, ob das schweizerische Interesse an einer solchen Lieferung im Hinblick auf unsere Landesversorgung eventuell eine gewisse Befreiung von der Clearingpflicht zu rechtfertigen vermöchte.

1. *La lettre est signée par P. Rossy et M. Schwab.*
2. *Non reproduite.*

90

E 7110/1973/135/49

Le Département politique à la Délégation économique suisse à Londres

Copie d'expédition
T VX Berne, 29 février 1944, 18 h. 45

Numéro 221. Pour délégation suisse stop Nous référons notes américaine et britannique 5 et 7 février[1] relatives aux réfugiés dont Rezzonico eut connais-

sance avant son départ et qui assurent examen bienveillant toute demande achat et importation quantités supplémentaires produits alimentaires et textiles pour aider Suisse à supporter fardeau réfugiés stop Estimons que si obtenez livraisons sur base nos demandes générales il serait inopportun de réclamer supplément pour réfugiés stop Si en revanche nos demandes devaient subir forte réduction pourriez solliciter livraisons supplémentaires dans proportion nombre réfugiés par rapport population totale soit actuellement un trois quart pour cent Vous rappelons que pourrions guère accepter livraisons destinées aux seuls réfugiés à exclusion population générale du pays de même que toute offre qui pourrait nous lier les mains concernant admission future nouveaux réfugiés stop Pour faire valoir nos sacrifices évitez chiffres absolus peu impressionnants comparés aux charges des pays en guerre et montrez plutôt proportion réfugiés par rapport population totale qui est supérieure à celle de tous autres pays et comporte dans notre situation exposée fardeau et souci considérables.

1. E 2001 (D) 3/275.

91

E 2809/1/2

Le Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz, au Ministre des Etats-Unis d'Amérique à Berne, L. Harrison

Copie
L

Berne, 2 mars 1944

Mon cher Ministre,

Par lettre du 2 février [1], vous avez bien voulu m'informer de la décision du Président des Etats-Unis de constituer un conseil interministériel pour les questions de réfugiés. En même temps, vous m'avez fait part des intentions de votre Gouvernement dans ce domaine et vous m'avez demandé dans quelle mesure le Gouvernement suisse serait prêt à collaborer à l'œuvre de secours envisagée par le Gouvernement des Etats-Unis. Enfin, vous sollicitiez la communication des suggestions que nous pourrions vouloir faire.

En ce qui concerne la contribution de la Suisse à la solution de ce problème, vous connaissez, je crois, nos efforts passés et actuels. Nous vous avons régulièrement mis en mesure de vous documenter à ce sujet. Je puis donc être bref sur ce point et cela d'autant plus que, dans sa note verbale du 16 novembre [2] de l'année écoulée, le Département politique exposait très exactement, à l'intention de votre Gouvernement, comment se posait pour la Suisse la question des réfugiés et des internés, juifs et non juifs.

1. *Non reproduit. Cf.* E 2001 (D) 1968/74/13.
2. *Publiée ci-dessus, cf. N° 38.*

Je me borne donc à préciser, au vu des dernières statistiques, que sur les 70 500 réfugiés et internés de toutes catégories qui se trouvaient en Suisse au début de l'année 1944, 53 000 environ, dont 22 000 israélites, répondent approximativement à la définition des personnes que vise votre enquête.

Cela dit, je rappelle que, malgré le très grand désir de notre population de voir notre pays se montrer hospitalier et accueillant, nos Autorités ont dû tenir compte du risque qu'aurait fait courir à notre sécurité un afflux massif et incontrôlé d'étrangers au nombre desquels pouvaient se trouver des éléments indésirables et des nécessités de la défense nationale, tout particulièrement dans certaines régions. Or la sécurité de la Suisse est en fin de compte aussi celle de ceux qui y ont trouvé refuge.

Si l'on fait abstraction des personnes rangées, de par leur statut, dans la catégorie des militaires, la Suisse admet actuellement, comme on le sait, sur son territoire, pour autant que les circonstances le lui permettent, plus spécialement: des fugitifs politiques; des malades et des femmes enceintes; des vieillards de plus de 65 ans et leur conjoint; des enfants ou très jeunes gens; des personnes qui ont des proches en Suisse; enfin, les femmes ayant perdu par mariage leur nationalité suisse et, s'il y a lieu, les conjoints de celles-ci.

Après un temps de quarantaine indispensable, les réfugiés sont, en principe, répartis soit dans des camps de travail, soit dans des hôpitaux ou maisons d'accueil pour adultes ou enfants, soit encore chez des particuliers. Les réfugiés sont à la charge des Autorités et des institutions charitables; ils ne peuvent exercer que très exceptionnellement une profession rétribuée à titre privé. Une solde-salaire est, par contre, versée à ceux qui s'acquittent d'un travail régulier dans les établissements où ils sont accueillis. Ceux des réfugiés qui disposent de ressources propres peuvent, dans certaines conditions, vivre à l'hôtel ou en appartement, ou être reçus par des parents ou amis. Les réfugiés conservent naturellement la propriété de leurs biens. Dans leur propre intérêt, les valeurs et l'argent dont ils sont porteurs à leur arrivée sont déposés auprès d'une banque, et les Autorités compétentes règlent les conditions dans lesquelles les intéressés peuvent disposer de ces dépôts.

Une fois surmontés les problèmes ardus d'organisation auxquels elles durent faire face, le principal souci de nos Autorités est présentement d'occuper les réfugiés selon des modalités qui tiennent compte de la situation présente et de l'avenir économique de notre population.

Après avoir ainsi brièvement résumé la situation, il me reste à aborder le dernier paragraphe de votre aide-mémoire. Vous ne serez pas surpris – observant et connaissant notre politique depuis de nombreuses années – et on le comprendra certainement à Washington, que, tout en apportant un concours aussi substantiel que possible dans des cas d'espèce, comme elle l'a constamment fait depuis le début du conflit, la Suisse, en raison même de sa stricte neutralité, ne puisse s'associer formellement à des initiatives de Gouvernements belligérants. Le maintien de cette attitude, loin de gêner son action effective, est au contraire, si ce n'est une condition à proprement parler, du moins de nature à renforcer la position grâce à laquelle il lui est encore possible, au cœur de l'Europe, de poursuivre sa contribution aux réalisations pratiques dans le domaine des secours aux victimes de la guerre.

Nous ne pourrions avoir de meilleur interprète que vous-même auprès du Gouvernement américain pour démontrer que, désireux de persévérer dans la voie que nous nous sommes tracée et de continuer à traduire dans une mesure aussi large que le permettent nos possibilités, limitées, il est vrai, par les circonstances et nos conditions propres, mais avant tout efficace, les sentiments de solidarité humaine qui animent le peuple suisse, nos actions doivent demeurer indépendantes et autonomes. C'est pourquoi nous nous soucions toujours aussi d'éviter que le soulagement que nous apportons ici ou là ne fasse partie des thèmes de la polémique de belligérant à belligérant.

Il est à peine nécessaire de vous assurer qu'à l'avenir comme par le passé, nous resterons prêts à examiner, dans un esprit pénétré à la fois de réalisme pratique et de sympathique sollicitude, les cas d'espèce dans lesquels notre concours pourra être jugé compatible avec les principes rappelés ci-dessus. C'est ainsi, vous le savez, que, sur une demande du Comité intergouvernemental de Londres, inspirée par les Gouvernements américain et britannique, nous avons accepté d'interroger les Autorités françaises à Vichy quant à la possibilité d'obtenir des permis d'émigration pour des enfants de réfugiés menacés de déportation ou dont les parents ont été déportés ou sont menacés de l'être.

J'ajouterai enfin qu'il nous serait utile d'être tenus au courant des réalisations qui seront mises en œuvre ensuite des récentes décisions du Président des Etats-Unis.

Veuillez agréer, mon cher Ministre, l'assurance de ma haute considération et de mes sentiments les meilleurs.

92

E 2001 (E) 2/645

Le Département politique à la Direction générale de la Banque nationale

Copie
L UV

Bern, 3. März 1944

Am 28. Februar haben wir Ihnen vom Text eines Telegramms [1] der Schweizerischen Gesandtschaft in Washington Kenntnis gegeben, das u.a. die Nachricht enthielt, das Amerikanische Schatzamt sei im Prinzip bereit, gegen

1. *Le texte de ce télégramme (reçu à Berne le 26 février à 09 h. 45) est le suivant:*
Nummer 152. In heutiger Besprechung Treasury über Kontrolle freien Frankenmarktes haben wir erneut auf Aussichtslosigkeit Intervention mit ungenügenden Mitteln hingewiesen und gleichzeitig unsere Geneigtheit zur Verfügungstellung weiterer Frankenbeträge gegen freies Gold ausgedrückt. Treasury warf uns erneut in scharfen Ausdrücken unsere weitgehende Kreditgewährung an Deutschland vor. Es habe gewisses Verständnis für Entgegenkommen bezüglich Warenlieferungen, die unter Druck der Verhältnisse unvermeidlich waren, dagegen hätte

zukünftige Frankenzessionen freies Gold abzugeben, soweit diese das bereits eingeräumte Monatskontingent von 3¼ Millionen Franken überstiegen. Es zeigte sich damit bereit, auf ein Begehren einzutreten, das von Ihnen seit der Blockierung der schweizerischen Guthaben in den USA wiederholt geäussert wurde.

Sie haben uns in Form eines Telegrammentwurfs Ihren Vorschlag für eine Beantwortung unterbreitet. Wir haben ihm im wesentlichen entnommen, dass Sie aus währungspolitischen Gründen auch gegen freies Gold zu keinen Frankenzessionen an das Amerikanische Schatzamt mehr Hand zu bieten bereit sind, soweit sie über den Rahmen der bisherigen Konversionen blockierter Dollars hinausgehen.

Das zur Diskussion stehende Problem hat zweifellos neben der währungspolitischen auch eine eminent politische Bedeutung, der mit Rücksicht darauf, dass sich die Beziehungen zwischen unserem Lande und den USA auf finanziellem Gebiet an einem Wendepunkt zu befinden scheinen, der Vorrang gebührt. Es wird daher unerlässlich sein, dass sich der Bundesrat vor Erteilung der defi-

---

es erwartet, dass wir von uns aus und freiwillig grösseres Entgegenkommen auf finanziellem Gebiet gegenüber USA bekunden. Dies umsomehr als keine Gegenmassnahmen von dritter Seite zu befürchten waren. Trotz unserer wiederholten Widerlegungen zeigt sich Treasury unserer Anschauung unzugänglich. Unsere weitere Politik wird dieser Einstellung wohl oder übel Rechnung zu tragen haben. Im Anschluss an diese Aussprache erklärte sich Treasury im Prinzip geneigt freies Gold gegen unsere zukünftigen Frankenzessionen abzugeben, soweit diese das bereits eingeräumte Monatskontingent von 3¼ Millionen übersteigen. Dagegen lehnt Treasury ab, einen diesbezüglichen Vertrag nach englischem Muster abzuschliessen. Wir erblicken in dieser Konzession einen ersten Schritt zur Lösung unserer Gesamtprobleme weshalb auf unserer Seite in der Durchführung soweit als möglich Entgegenkommen zu zeigen ist. Insbesondere kann wohl kaum ein anderer Goldpreis als der offizielle von 35 Dollar pro Unze in Frage kommen. Bitten Euch uns Euer Einverständnis baldmöglich bekanntzugeben.

Auch für Nationalbank von Gesandtschaft und Pfenninger (E 2001 (E) 2/645 *et* E 7110/1967/32/821/Grossbritannien/2).

La Section du Contentieux et des Intérêts privés à l'Etranger du Département politique communique ce télégramme à la Banque nationale qui propose, le 2 mars, de répondre par le télégramme suivant: Nationalbank prüft zurzeit mit zuständigen Behörden und interessierten Wirtschaftsverbänden Erhöhung Exportvolumen nach Dollarländern mit Einschluss Iran und zwar für Uhren wie für Textilien Punkt. Nach Inkrafttreten neuer bevorstehender Lösung wird Nachfrage nach freien Franken am Newyorker Markte stark zurückgehen zumal da bei erhöhten Dollarkontingenten zusätzliche Exporte hierorts nicht mehr zugelassen werden dürften Punkt. Zum Schutze unserer eigenen Valuta könnte es Nationalbank nicht verantworten die Frankenabgabe gegen Devisen in das Ermessen oder Belieben des Auslandes zu stellen Punkt. Sie muss jederzeit über Annahme oder Ablehnung eines Devisen- oder Goldangebotes frei entscheiden können Punkt. Nachdem nunmehr für die Frankenbedürfnisse der amerikanischen Regierung ein monatlicher Plafond besteht, nachdem auch andere nichtkommerzielle Dollargesuche hierorts weitherzig behandelt werden und nachdem nun für Warenausfuhr erhöhte Kontingente in Aussicht stehen, kann Nationalbank auf weitergehende Bindungen und Wünsche zurzeit nicht eintreten Punkt. Nationalbank würde es selbstverständlich sehr zu schätzen wissen, wenn Treasury in Würdigung gegenwärtiger Leistungen für alle künftigen Dollarkonversionen gleichviel welcher Provenienz frei verfügbares Gold zusichern wollte Punkt.

nitiven Antwort mit der Angelegenheit befasst, wobei Ihre Stellungnahme, für die wir Ihnen bestens danken, als Diskussionsgrundlage dienen wird.

Aus den oben dargelegten Gründen ist die Einberufung der Finanzdelegation des Bundesrates in Aussicht genommen. An ihr wird voraussichtlich ausser Ihnen auch die ständige Wirtschaftsdelegation des Bundesrates teilnehmen. Der für diese Besprechung in Aussicht genommene Zeitpunkt wird Ihnen so rasch als möglich zur Kenntnis gebracht werden.

93

E 7110/1973/135/49

La Délégation économique suisse à Londres
au Directeur de la Division du Commerce
du Département de l'Economie publique, J. Hotz

Copie de réception
T

London, 6. März 1944, 21 h. 20
(*Reçu:* 7. März, 17 h. 30)

Nummer 214. Neue Kreditdiskussion ergab, dass Partner bereit wären, ab Februar weitere Clearingverschuldung von 20 Mio. und somit total Verschuldung von 980 Mio. hinzunehmen, unter folgenden Voraussetzungen:

a) Die Schweiz müsse formelle schriftliche Erklärung abgeben, dass ab Juli keine weitere Krediterhöhung eintrete, ohne ausdrückliche Zustimmung der Partner. Wir lehnten dieses Begehren ab, einerseits weil wir nicht wüssten, welches die Situation im Juli sein wird, und anderseits weil eine formelle Verpflichtung Schwierigkeiten bereite, schliesslich schlug Foot folgenden Ausweg vor:

«It is intention of Swiss Government that German indebtedness to Switzerland shall not be permitted to exceed 980 Mio. Swiss francs should unforeseen circumstances arise which in opinion of Swiss Government make it necessary to exceed this figure question will be considered by the three governments but in meantime Swiss Government will not authorise any excess over 980 Mio. Swiss francs.» Foot erklärte, dass dieser Vorschlag noch der Zustimmung brit. und US Regierung bedürfe. Scheitern die Diskussionen, so wären wir frei, hätten aber voraussichtlich scharfe Reaktion zu gewärtigen. Haben von Anfang an darauf hingewiesen, dass Budget unsichere Faktoren enthält und dass daher mit der Möglichkeit einer höheren als vorgesehenen Verschuldungszunahme von 30 Mio. gerechnet werden müsse. Dieser Punkt gibt zu grössten Schwierigkeiten Anlass und entfacht aufs neue das bei jeder Gelegenheit ausgedrückte Misstrauen. Partner verlangen, dass sich Schweiz verpflichtet, Clearingverschuldung von 980 Mio. nicht zu überschreiten, wobei wir davon ausgehen, dass indebtedness mit transfergarantierten Abrechnungen gleichzusetzen ist.

Absoluter Plafond ist heute vielleicht tragbar nachdem gemäss Eurem 245[1] Ziff. 3 in Aussicht stehende Kreditausweitung als Reserve für Relativität des Clearingbudgets dienen kann. Kohlenkredit bleibt zugestanden. Können Sie uns zu obiger entsprechend interpretierter schriftlicher Erklärung ermächtigen. Bestreben uns weiterhin Krediterhöhung von 30 Mio. und somit total Plafond von 990 Mio. zu erreichen, auf welcher Monatseinfuhr basiert Euer letztes Budget?

b) Die Stromausfuhr nach Deutschland in Kilowattstunden oder Kilowattampèrestunden soll in den einzelnen Quartalen 1944 die Ausfuhr in den entsprechenden Quartalen 1943 nicht überschreitten, wenn jedoch in einem Quartal die Ausfuhr grösser ist, als im entsprechenden Quartal 1943, soll im darauffolgenden Quartal ein entsprechender Ausgleich stattfinden. Wir wiesen darauf hin, dass Stromausfuhr von Witterung abhängt und letztes Jahr trocken war, man müsse daher selbst wenn grundsätzlich keine Exportsteigerung beabsichtigt wäre, diesem Faktor Rechnung tragen. Welche Erklärung können wir inbezug auf Stromausfuhr nach Deutschland abgeben? Spielt Stromeinfuhr nennenswerte Rolle?

c) Die Zahlungen für Warentransit durch Schweiz sollen gegenüber vorangehenden Jahren nicht ansteigen, wir lehnten Verknüpfung Kredit und Transitfrage ab und hoffen damit durchzukommen. Materielle Behandlung der Transitfrage wird in nächsten Tagen unausweichlich, benötigen hiezu dringend definitive Instruktionen, siehe auch unser 194[2]. Von Delegation.

---

1. *Le contenu de ce télégramme (expédié le 4 mars 1944) est le suivant:*

1) Verhandlungen mit Deutschland haben auch während des dritten Provisoriums bis zum 29. Februar nicht zum Abschluss gebracht werden können. Da deutsche Delegation weitere formelle Prolongation ablehnte besteht zur Zeit rechtlich ein vertragsloser Zustand, weshalb Schweiz autonom Einzahlungspflicht stipuliert hat. Verhandlungen gehen jedoch ohne Unterbrechung weiter.

2) Haupthindernis für Abschluss bildet Gegenblockade. Schweizerische Forderungen auf diesem Gebiet veranlassen deutsche Delegation neue Instruktionen einzuholen. Einfluss der Gotthardtransitfrage auf steife Haltung deutscher Delegation bei Gegenblockade unverkennbar.

3) Was Kreditfrage betrifft so kann Prinzip des selbsttragenden Clearings unter Aufrechterhaltung des Kohlenkredits als praktisch akzeptiert betrachtet werden. Wir machen jedoch neuerdings auf Relativität des Clearingbudgets aufmerksam als Folge der Ungewissheit künftiger Importe deutscher Waren.

4) Weitere Entwicklung der Verhandlungen insbesondere in zeitlicher Beziehung ungewiss. Je nach deutscher Haltung kann Abschluss unter Umständen rasch erfolgen. Positive Antwort betreffend Lokomotiven wäre uns in den nächsten Tagen wertvoll (E 7110 1973/135/49).

2. *Non reproduit.*

94

E 2809/1/1

Exposé du Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz, lors de la séance du 9 mars 1944 de la Commission des Affaires étrangères du Conseil national[1]

PV Bern, 15. März 1944

Der Sprecher legt zunächst die Gesichtspunkte dar, welche sich die Kommissionsmitglieder bei der Verwertung dessen was ihnen in den Sitzungen bekanntgegeben wird, halten sollen. In erster Linie Frage des Taktes. Appell an die erforderliche Diskretion.

Bundesrat Pilet-Golaz erklärt weiter, er lasse sich bei seiner Aussenpolitik, die schon ohnehin schwer genug sei, nicht von der Innenpolitik beeinflussen. Er habe in dieser Richtung volles Vertrauen zur Kommission, erwarte aber das Gleiche auch von ihr.

Eine gewisse Konkurrenz zwischen der Kommission für Auswärtige Angelegenheiten und der Geschäftsprüfungskommission, welche entgegen ihrer Aufgaben oft die Tendenz habe, sich mit kommenden Dingen anstatt mit dem abgelaufenen Jahr zu befassen, und der nationalrätlichen Vollmachtenkommission (nicht mit der ständerätlichen Vollmachtenkommission, da dieser seit 1939 auch die Funktionen der nationalrätlichen Kommission für Auswärtige Angelegenheiten zukomme) sei nicht ganz vermeidbar. Die Kommission für Auswärtige Angelegenheiten könne aber darauf zählen, dass ihr über aussenpolitische Fragen am eingehendsten und bereitwilligsten Aufschluss erteilt werde. Es sei aber natürlich, dass auch in der nationalrätlichen Vollmachtenkommission Fragen gestellt werden, die Erklärungen über aussenpolitische Fragen erfordern.

So habe Herr Pilet-Golaz auch vor der Vollmachtenkommission von der sich in der Bevölkerung breitmachenden gefährlichen Einbildung, der Friede komme nächstens, und den Gefahren dieser Illusion gesprochen. Seit 2-3 Monaten greife, ähnlich einer Epidemie, im Volk eine *Friedens-Psychose* um sich. Die Quelle davon sei vor allem die Presse. Dadurch werde die militärische Bereitschaft des Landes beeinträchtigt. Die militärische Bereitschaft sei aber eine wichtige Karte im politischen Spiel der Schweiz. Die ganze Welt beobachte uns. Die Friedens-Psychose sei deshalb geeignet, unsere aussenpolitische Stellung zu kompromittieren. Diese Psychose habe aber auch in anderer Richtung nachteilige Wirkungen. Sie beeinträchtige auch die Beschäftigung gewisser Wirtschaftszweige. Die Bevölkerung bildet sich voreiligweise ein, sie könne nach einem baldigen Ende des Krieges wieder bessere Waren billiger kaufen. Das könne der Arbeitslosigkeit rufen, die schon ohnehin infolge der Schwierigkeiten bei der Rohstoff-Einfuhr und beim Export drohe. Die Friedens-Psychose habe sich allerdings seit ungefähr 3 Wochen wieder etwas aufgelöst.

---

1. *Le procès-verbal est rédigé par F. Schnyder, du Département politique.*

Wohin man mit einer Friedens-Psychose komme, zeige das Beispiel Italiens. Dort habe man im letzten Juni geglaubt, das Ende des Krieges stehe unmittelbar bevor. Sogar die Alliierten hätten sich getäuscht und müssten jetzt ihren Irrtum mühevoll reparieren.

Aus dem, was in Italien geschehen sei, dürfe man übrigens keine Schlüsse auf das ziehen, was sich in Deutschland abspielen werde. Die Hilfsmittel seien ganz verschieden (wirtschaftlich, militärisch, Willen zum Kampfe). Als Beweis (dieser Hinweis ist geheim zu halten) könne daran erinnert werden, dass die Schweiz vor Italien nie Angst gehabt habe, wohl aber vor Deutschland. Die Deutschen seien entschlossen, sich zu schlagen, was die Italiener lieber nicht möchten. Das italienische Regime sei immer gemässigter gewesen. Die unter Hinweis auf die Ereignisse in Italien geweckten Friedensperspecktiven seien deshalb unbegründet und würden sich nicht verwirklichen.

Ein heute noch lebendes früheres Bundesratsmitglied der Konservativen (gemeint ist offenbar Musy) habe einmal gesagt: «il faut offrir un paradis aux fidèles». Das sei ein Grundsatz der Propaganda, einer Waffe, von der wir als Neutrale keinen Gebrauch machen können.

Wir möchten, dass der «cauchemar» zu Ende gehe. Aber dieser Wunsch dürfe uns nicht hindern, kritisch zu denken. Sonst täuschen wir uns über die Lage, in der sich unser Land jetzt befindet, und sind wir zweitens nicht imstande, uns von den Nachkriegsproblemen ein richtiges Bild zu machen.

Die grossen Truppenlandungen in Afrika im November 1942 haben alle die überschwänglichen Hoffnungen und Erwartungen geweckt. Seither sind 16 Monate verstrichen und man ist «fast noch am Volturno» (der englische Minister habe zu Herrn Pilet im Zusammenhang mit irgendeinem wirtschaftlichen Problem gesagt: «Surtout pas de tactique à la Volturno – pas à pas»). Die Angelsachsen machen Fortschritte, aber man darf nicht vergessen, dass sie keine Armee hatten! Die Vorbereitung von Armeen braucht Jahre (daraus müssen wir auch für uns eine Lehre ziehen!). Zu Wasser und in der Luft haben die Briten fast nur Erfolge gehabt (Atlantik Schlacht). Aber zu Lande sind die Dinge ganz anders. Die Spezialisten der verschiedenen Kriegsmaschinen und die Generalstabsoffiziere, welche die Zusammenarbeit dieser Maschinen leiten können, lassen sich nur sehr langsam heranbilden. Darum zögern die Engländer.

Die Kraft Deutschlands ist noch sehr beträchtlich. Man muss daran denken, dass die Front in Russland ungeheuer gross ist. Ungefähr 3000 km. Auch die Bedingungen der Kriegführung sind dort sehr schwer. Die Deutschen haben ihre Truppenbestände an der Ostfront herabgesetzt, vielleicht auf ungefähr 150 Divisionen, um anderswo sehr grosse Reserven bereitstellen zu können. Diese Reserven sind wohl doppelt so gross wie vor der Invasion Italiens und machen schätzungsweise ebenfalls 150 Divisionen aus. Die Deutschen wollen stark sein gegen eine englische Invasion und nehmen die Schwächung, die sich daraus an der Ostfront ergibt, in Kauf. Ihre Führung ist hervorragend, und sie haben trotz der Schwächung im Osten wirkliche Katastrophen vermeiden können.

In Italien haben die Angelsachsen bis jetzt nicht viel erreicht und Nettuno ist für sie zugestandenermassen ein Misserfolg. Sie werden die wirkliche zweite

Front nicht leicht eröffnen können. Die Invasion ist erstens eine Frage des Schiffsraums. Daraus, wie es in diesem Punkt steht, kann man sich nicht leicht ein Bild machen. Auf jeden Fall braucht es aber für eine wirkliche Invasion sehr viel mehr Schiffsraum als für die Landung in Sizilien! Auch die andern Vorbereitungen der Invasion brauchen, wie gesagt, viel Zeit. Dazu kommt, dass die Angelsachsen sich, wenn sie einmal landen, nicht mehr zurückziehen dürfen. Deshalb haben sie natürlicherweise Hemmungen. Sie haben auch Hemmungen, Menschenleben aufs Spiel zu setzen. Deshalb wollen sie, bevor sie anfangen, sicher sein. Wenn Frankreich 1940 so leicht geschlagen wurde, so deshalb, weil es sich ausgeblutet hat. Das wollen die Engländer vermeiden; sie brauchen ihre Leute nach dem Krieg, um ihr Reich zusammenzuhalten.

Die Amerikaner sind von der Idee ausgegangen, sie könnten mit ihrem Materialaufwand den Krieg gewinnen. Amerikanische Gefangene in Italien, die übrigens von den Deutschen sehr gut behandelt werden, haben sich darüber enttäuscht gezeigt, dass sie wirklich kämpfen mussten. Die amerikanischen Generäle wagen es nicht, die Leute einzusetzen.

(Herr Bundesrat Pilet-Golaz liest in diesem Zusammenhang mit der Bitte um Geheimhaltung den letzten Bericht des Militärattachés in Washington vom 12.2.44 vor)[2].

Von amerikanischer Seite sind Überraschungen zu erwarten. Wer wird Präsident sein? Infolge der durch den Wahlkampf bedingten Ungewissheit ergibt sich sicher eine Beeinträchtigung der Kriegsanstrengungen.

Der Zweck der Bombardierungen Deutschlands ist es, dieses Land vor der Invasion zu schwächen. Aber die militärische Wirkung dieser Bombardierungen steht in einem Missverhältnis zu ihrer allgemeinen Wirkung. Getroffen wird weniger die militärische Kraft als die Produktion. Auf die militärische Kraft wirkt sich das erst nach längerer Zeit (6 Monaten) aus. Inzwischen führen die Bombardierungen Deutschlands zu einer weitgehenden Verproletarisierung der Bevölkerung, die für die Nachkriegszeit von kapitaler Bedeutung sein wird. Die Angelsachsen sind nicht unglücklich darüber, dass sich die Deutschen und die Russen gegenseitig schwächen, denn auch das Verhältnis unter den Kriegsgegnern Deutschlands ist nicht frei von Spannungen.

Von seiten der Angelsachsen ist es Pockerspiel, Friedenshoffnungen in Deutschland zu wecken. Die Japaner werden inzwischen alles tun, um die Deutschen mit den Russen zu versöhnen. *On dit*, que M. von Papen s'emploie beaucoup à certains contacts et que les militaires allemands seraient disposés à s'entendre avec les russes. Die deutschen Militärs hätten die Überzeugung, dass sie bei einer Verständigung mit den Russen diesen gegenüber leicht den Vorteil und das Übergewicht gewinnen könnten. Weil sie das aber zu deutlich zu verstehen geben, zögern die Russen.

Eine andere Strömung in Deutschland wolle sich mit den Angelsachsen gegen die Russen verständigen. In der Partei sei man geteilter Meinung. Zum Teil scheine man auf eine baldige Invasion zu hoffen in der Meinung, dass man die Engländer schlagen und sich dann mit ihnen verständigen könne.

---

2. E 27/9801/Bd. 2.

Das sind: on dit. Die Meinung des Herrn Pilet sei viel reservierter. Nach seiner Auffassung hat es Möglichkeiten in beiden Richtungen.

Diese Verhältnisse erschweren eine Beurteilung der Lage ausserordentlich. Die sich entgegenstehenden Kräfte verzögern die Entwicklung des Krieges und sind geeignet, ihn wesentlich zu verlängern. Darum ist die Illusion, der Krieg sei bald zu Ende, gefährlich.

Hat nicht Churchill in seiner letzten Rede gesagt: «Habe ich Euch den Frieden für das Jahr 1944 versprochen?» Dabei haben wir den Frieden für Weihnachten 1943 erwartet!

Eden hat dann am 23. Februar eine viel nuanciertere Rede gehalten, worin er erklärte, dass die Aufrechterhaltung des Friedens vom Einvernehmen zwischen Grossbritannien, den U.S.A. und Russland abhängen wird, und dass es ohne dieses Einvernehmen keine Hoffnung auf einen dauerhaften Frieden geben könne. Aus seinen Ausführungen könnte man den Schluss ziehen, dass die Konferenzen von Teheran etc. weit davon entfernt sind, eine Lösung aller zwischen den Alliierten schwebenden Fragen gebracht zu haben. Grosse Fortschritte wurden gemacht, aber grosse Enttäuschungen stehen uns noch bevor, so sagte Eden.

(Herr Pilet liest den Bericht Dinichert aus Stockholm vom 26.2.44. vor)[3].

Wie steht es mit den Grundsätzen der Atlantic Charta. Es wurde unlängst erklärt, dass Deutschland sich nicht darauf soll berufen können. Für die Baltischen Staaten gelten sie ebenfalls nicht. Gelten sie für die andern Staaten? Wenn man von Wünschen der Amerikaner hört, Stützpunkte in Nordafrika (Dakar) zu behalten, wundert man sich nicht darüber, dass sich Algier mehr auf Russland stützt als auf die Angelsachsen.

(Bericht Dinichert vom 1.3.44. betr. Balkan; vertraulich)[4].

(Bericht Militärattaché Berlin vom 1.3.44)[5]. Nach diesem Bericht wäre die Stimmung in Deutschland zuversichtlich, genährt von der Hoffnung auf eine erfolgreiche Abwehr der Invasion. Man arbeite in dieser Hoffnung sogar Angriffspläne für eine Sommer-Offensive gegen die Russen aus.

Herr Pilet kommt auf die Friedenspsychose zurück und erklärt, er sei deswegen in hohem Masse beunruhigt. Wenn diese Psychose nicht verschwinden werde, könne er die Verantwortung für die Folgen, die sich für unser Land daraus ergeben werden, nicht mehr tragen. Die Beunruhigung gründet sich vor allem auf das, was Herr Pilet bei den Februar-Manövern gesehen hat. An den militärischen Führern liege es nicht, sondern an der Einstellung der Leute, die einfach glauben, der Krieg sei vorbei und es gelte jetzt nicht mehr ernst.

Der Vorsteher des Politischen Departements kommt dann auf das *Gotthard-Transit-Problem* zu sprechen. Nord- und Zentralitalien wird wirtschaftlich von Deutschland ausgenützt. Deutscherseits hat man den Wunsch, die Gotthardlinie zu benützen, um die in Italien requirierten Waren nach Deutschland zu spedieren. Anderseits möchten die Angelsachsen, dass diese Transporte überhaupt aufhören in der Meinung, dass die Überführung der Rohstoffe, Fabrik-

3. E 2300 Stockholm/14.
4. E 2300 Stockholm/14.
5. E 27/9758/Bd. 15.

einrichtungen usw. und der übrige Bahnverkehr zwischen Deutschland und Italien dann durch Bombardierung der Brennerlinie und des Mont Cenis wirksam gehindert werden kann.

Rechtlich müssen wir den Standpunkt der Freiheit des Gotthard-Transites vertreten; denn das ist für die Schweiz in Anbetracht ihrer geographischen Lage ein vitaler Grundsatz. Zudem ist der Grundsatz im Gotthardvertrag ausdrücklich verankert. Die Konsequenzen dieses Vertrages könnten der Schweiz allerdings auch sehr gefährlich werden.

Wir müssen an der Freiheit des Transites grundsätzlich festhalten, gleichzeitig aber in Verfolgung unserer Neutralitätspolitik selbst bestimmen, was wir durchlassen wollen.

Die Deutschen haben gegen uns ein starkes Druckmittel in der Hand, da wir für unsere Importe über Marseille, aus der Türkei, dem Balkan und aus Schweden auf den deutschen Transit angewiesen sind. Wir werden aber ihnen gegenüber absolut fest bleiben. Die Deutschen haben zwar keinerlei Zumutungen an uns gestellt, die mit der Haager Landkriegsordnung nicht im Einklang stehen würden. Sie haben weder den Transit von Militärpersonen noch von Kriegsmaterial von uns verlangt. Aber seit der Vereinbarung der Landkriegsordnung hat sich viel geändert. Im gegenwärtigen totalen Krieg ist alles irgendwie Kriegsmaterial geworden (z.B. war man britischerseits mit der schweizerischen Absicht, drei Wagen Vollsachen für finnische Kinder abzugeben, nicht einverstanden).

Den Engländern gegenüber werden wir an der Freiheit des Transits festhalten und gleichzeitig Transporte mit indirekt militärischem Charakter vermeiden. Das wird eine Frage sein der Art der betreffenden Waren, mehr noch aber des Quantums! Diese Transporte werden von italienischen Internierten im Tessin genau verfolgt und diese geben ihrer Gesandtschaft von dem, was sie sehen, Bericht, den die Italienische Gesandtschaft an die Engländer und Amerikaner weiterleitet.

Die Deutschen wollen die Transitfrage mit den hängigen wirtschaftlichen Problemen verbinden. Nur mit einer klaren Haltung werden wir dabei bestehen können. Was werden die Deutschen beschliessen? Es ist zu hoffen, dass sie nachgeben werden.

Die Neutralität weist uns den Weg zum Entscheid darüber, was wir durchlassen können. Darüber dürfen wir nicht diskutieren! Herr Pilet, der erklärt, in diesem Punkt unbedingt festbleiben zu wollen, hält diese Haltung auch im Interesse unserer Stellung in der Nachkriegspolitik für eine Notwendigkeit.

Eine andere Ursache zu Beunruhigung bildet die Entwicklung des *Luftkrieges*. Zahlreiche neue Überfliegungen verbunden mit grossen Gefahren für unser Land sind vorauszusehen. Ein amerikanischer Bomber ist mit seiner Bombenlast unlängst im Sihlsee abgestürzt. Wenn er ein paar Kilometer weiter geflogen wäre, hätte er grosses Unheil anrichten können. Gross sind auch die Gefahren, die sich aus Luftkämpfen – eine aktive Abwehr ist selbstverständlich notwendig – über der Schweiz ergeben können. Protestiert wird nur in klaren Fällen. Wir müssen auch immer genau wissen, ob es sich um amerikanische oder englische Flugzeuge handelte. Es geht uns gegenüber nach dem Grundsatz: Die Rechte weiss nicht was die Linke tut.

Die Proteste sind nicht wirkungslos; wir haben mit unsern Reklamationen beim Foreign office viel Verständnis gefunden, dieses aber oft weniger bei den Militärs. (Telegramme London vom 3. und 7.3.44.)[6].

Die Endphase des Krieges wird uns sicher vor ebenso grosse Gefahren stellen wie das Jahr 1940. Müssen wir uns auf eine Abschneidung gefasst machen. Wann? wie lange?

Wir müssen fest bleiben.

Speiser (KIAA) sagte: Wir kämpfen gegen die Arbeitslosigkeit, weil die Leute sich einbilden, der Friede stehe bevor. Aber nach diesem Krieg, der Europa ruiniert, werden wir nicht sofort eine Prosperität haben! La psychose de paix fausse aussi les problèmes d'après-guerre.

Die Probleme, die uns der Krieg stellt, sind von lebenswichtiger Bedeutung, aber sie sind einfach. Die Nachkriegsprobleme sind viel komplizierter.

Finnische Frage. (Telegramme Helsinki 2.3.44., Stockholm 2.3.44. Helsinki 6.3.44 – letzteres geheim – und 8.3.44.)[7].
Vous voyez: le jeu continue.

Rumänien. Kontakte mit den Kriegsgegnern haben sicher stattgefunden, und zwar im Osten durch eine nicht zur Umgebung der Regierung gehörende Persönlichkeit. Was daraus wird, lässt sich schwer voraussehen. Einerseits hat es in Rumänien eine starke slavische Strömung, anderseits aber eine starke nationale antigriechische und antiserbische Strömung. Der Gesandte in Bern ist übrigens mit seiner Regierung nicht einverstanden. Dies ist gerade der Grund, warum er nach Bern gesandt wurde[8].

6. E 2001 (E) 1967/113/124.
7. E 27/9762 *et* E 27/9789/Bd. 4.
8. *La suite du procès-verbal (non reproduite) résume les débats de la Commission. Il est notamment question des relations avec l'Italie, de la politique suisse pour l'après-guerre, des rapports avec l'URSS et de l'extermination des Juifs. Cf.* E 2001 (D) 1968/74/13.

95

E 1004.1 1/443

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 14 mars 1944 [1]

480. Internat. Arbeitskonferenz, 26. Session in Philadelphia

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 7. März 1944
Politisches Departement. Mitbericht vom 10. März 1944

An seiner Sitzung vom Dezember 1943 in London hat der Verwaltungsrat des Internationalen Arbeitsamtes beschlossen, die Internationale Arbeitskon-

1. *Absent: Pilet-Golaz.*

ferenz auf den 20. April 1944 nach Philadelphia zu ihrer 26. Session einzuberufen, unter gleichzeitiger Festsetzung der Traktanden für diese Tagung. Dieser Beschluss ist dem Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit bekanntgegeben worden.

«I.

[...][2]

II.

Als Mitglied des Völkerbundes gehört die Schweiz ipso iure auch der Internationalen Arbeitsorganisation an und sie ist denn auch – wie die übrigen Mitgliedstaaten, wenn wir richtig orientiert sind – in aller Form zur XXVI. Tagung der Konferenz eingeladen worden. Massgebend für die Teilnahme ist nach wie vor Art. 3 der Constitution, der bestimmt, dass die Delegationen der einzelnen Länder bestehen aus vier Personen, wovon zwei die Regierung und je eine die Arbeitgeber und die Arbeitnehmer vertreten; jedem der vier Abgeordneten können technische Ratgeber in bestimmter Zahl beigegeben werden. Vor dem Krieg hat die Schweiz jede Arbeitskonferenz mit einer vollzähligen Delegation beschickt. Heute stellt sich die Frage, ob unser Land unter den gegenwärtigen Verhältnissen an der Konferenz teilnehmen kann.

Ganz allgemein ist festzustellen, dass die Schweiz an der Aufrechterhaltung und Förderung ihrer Beziehungen zum Völkerbund und zur Internationalen Arbeitsorganisation nach wie vor das grösste Interesse hat, vorab aus ideellen Motiven, dann auch aus Gründen unserer sozialpolitischen Tradition, aber ebensosehr aus andern Erwägungen wie dem Wunsch, unserem Land den Sitz des Völkerbundes und des Internationalen Arbeitsamtes zu erhalten[3].Es darf wohl auch gesagt werden, dass die Anwesenheit der Schweiz von den andern an der Konferenz vertretenen Mächte lebhaft begrüsst würde, hat sie sich doch durch ihre bisherige Haltung ein starkes Ansehen erworben. Schwierigkeiten entstehen nun aber daraus, dass die Internationale Arbeitsorganisation politisch in das Fahrwasser der Alliierten geraten ist. Dabei ist weniger von Bedeutung die Tatsache, dass die Achsenstaaten ihr nicht angehören, denn Deutschland, Italien und Japan beispielsweise gehörten schon vor dem Kriege nicht mehr dazu als der Umstand, dass sie offensichtlich unter der Flagge der Alliierten segelt. Dies gilt auch für den Völkerbund als solchen, was dazu führte, dass im eidgenössischen Voranschlag seit dem Jahre 1941 kein Beitrag mehr an den Völkerbund vorgesehen ist, mit der Begründung: «Angesichts der Umstände scheint es nicht am Platze, irgendeinen Posten in den Kostenvoranschlag aufzunehmen». Man muss sich allerdings heute ernstlich fragen, ob es klug und wichtig ist, diese Stellungnahme aufrechtzuerhalten, wenn auch die Beitragsleistung nur als «suspendiert», nicht als eingestellt gelten soll. Trotzdem wird man uns eine gewisse Einseitigkeit vorwerfen und uns vorhalten können, es

2. *Suit l'exposé des différents points qui seront à l'ordre du jour de la Conférence qui devra en particulier et dans un premier temps définir les statuts de l'organisation et établir un programme pour la fin de la guerre et surtout en vue de l'après-guerre.*

3. *Cf. DDS, vol. 7, tomes I et II, Tables méthodiques: La législation internationale du travail, La Suisse et la Société des Nations.*

läge ein gewisser Widerspruch darin, wenn wir einerseits immer wieder diese internationalen Institutionen für die Schweiz beanspruchen, anderseits aber unseren Beitrag als Mitglied und dazu noch als Sitzstaat nicht bezahlen. Es ist auch darauf hinzuweisen, dass im Budget der Eidgenossenschaft (beim Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit) in den letzten Jahren für die Internationale Arbeitsorganisation, d.h. für die Teilnahme an der Internationalen Arbeitskonferenz, regelmässig noch ein Kredit vorgesehen wurde, seit einiger Zeit allerdings mehr nur pro forma (Fr. 2000.—).

Es mag nun die Teilnahme beschlossen oder abgelehnt werden – die Lösung wird in jedem Fall unbefriedigend sein.

Bleibt die Schweiz der Konferenz fern, wird dies bei den Alliierten Missfallen erregen, weil wir – so würde uns dies zum Teil ausgelegt – der Achse wegen nicht mitmachen. Wie sich dies praktisch auswirkt, lässt sich schwer sagen, sicher ist aber, dass eine völlige Ignorierung der Konferenz unsere Stellung zu den angelsächsischen Mächten nach dem Krieg nicht erleichtern würde und auch sonst das Verhältnis zwischen ihnen und uns nachteilig beeinflussen könnte. Es ist auch denkbar, dass beispielsweise England die Teilnahme eines Landes wie der Schweiz und anderer europäischer Staaten deswegen besonders erwünscht wäre, um ein gewisses Gegengewicht gegenüber den Vereinigten Staaten von Amerika zu haben, deren Tendenz anscheinend dahin geht, die auf amerikanischem Boden entstandenen neuen Gebilde (wie die United Nations Relief and Rehabilitation Administration und die Konferenz von Hot Springs) unter ihren Einfluss zu nehmen, während England offenbar die alten internationalen Institutionen mehr oder weniger unverändert in die Nachkriegszeit hinüberretten und beispielsweise auch Genf als Völkerbundssitz (damit auch als Sitz des Internationalen Arbeitsamtes) beibehalten möchte. Besonders unerfreulich sodann ist, dass wir keinerlei Einwirkung auf die Beratung und Beschlussfassung hätten, was um so schwerwiegender ins Gewicht fällt, als an der Konferenz neben den Sachfragen grundlegende Probleme behandelt werden sollen, so vor allem das Aktionsprogramm, die Richtlinien für die künftige Tätigkeit und das Statut der Internationalen Arbeitsorganisation, welche unser Land sehr stark berühren. Wenn auch nicht erwartet werden darf, dass wir dabei in entscheidender Weise mitreden könnten, so hätten wir doch immerhin die Möglichkeit, unsere Stimme, und vielleicht nicht ganz ohne Erfolg, zu Gehör zu bringen, wobei wir selbstverständlich für die baldige Wiederaufnahme einer vernünftigen und fruchtbaren Zusammenarbeit aller Staaten eintreten würden. Bleiben wir abseits, dann müssen wir damit rechnen, dass wir vor vollendete Tatsachen gestellt werden, und es für uns unter Umständen schwierig sein wird, nach dem Krieg auf der in Philadelphia beschlossenen Marschroute mitzugehen. Ferner ist zu bedenken, dass wir uns vollständig der Möglichkeit begeben würden, allein und in Verbindung mit anderen Delegierten für die Rückkehr des Internationalen Arbeitsamtes nach Genf zu wirken – eine Rückkehr, die nicht ohne weiteres gegeben ist, sind doch der Staaten genug, die den Sitz gerne bei sich haben möchten, und es an Anstrengungen nicht werden fehlen lassen, um dieses Ziel zu erreichen; allerdings müsste wohl die Schweiz, wenn sie sich den Sitz sichern will, ihre Beitragsleistung wieder aufnehmen. Endlich könnten wir von vorneherein nicht damit rechnen, in den

Verwaltungsrat gewählt zu werden, obwohl unsere Chancen vor dem Krieg nicht ungünstig waren.

Nimmt die Schweiz an der Konferenz teil, bedeutet das, dass sie sich mehr oder weniger ins Schlepptau der Alliierten begibt, und die Reaktion auf der Achsenseite bliebe denn auch bestimmt nicht aus; man würde in der Beschickung der Tagung eine neutralitätswidrige Haltung erblicken und wahrscheinlich die für eine Entsendung einer Delegation aus der Schweiz nötigen Visa gar nicht ausstellen. Die Konferenz wird sicher sehr einseitig zusammengesetzt sein und eine entschieden achsenfeindliche Note aufweisen: ganz Amerika, alles was zum englischen Imperium gehört, China neben andern Staaten Asiens, eventuell Russland, die mit den Angelsachsen verbündeten oder ihnen nahestehenden Länder Europas (vertreten durch ihre diplomatischen Vertreter in Washington oder die Exilregierungen, Frankreich im Fall der Teilnahme durch das Algierkomitee). Was die neutralen Staaten betrifft, so haben Anfragen bei unseren Gesandschaften in Lissabon, Stockholm und Ankara ergeben, dass Portugal wahrscheinlich niemanden oder dann höchstens einen Beobachter abordnet, während Schweden eine vollzählige Delegation entsenden will (wobei daran zu erinnern ist, dass dieses Land es mit seiner Neutralität nicht immer so streng genommen hat wie die Schweiz); über die Absichten der Türkei liegt noch kein Bericht vor. Vor allem aber muss man sich darüber im Klaren sein, dass die bevorstehende Konferenz einen stark politischen Charakter hat und zum Teil ganz offenbar Zwecke verfolgt, welche den politischen Interessen der Alliierten dienen, wie schon aus Ziffer 2 der Tagesordnung: Recommandations «aux Nations unies» pour la politique sociale de l'heure actuelle et de l'après-guerre hervorgeht, obwohl gesagt wird, dass die allgemeinen Empfehlungen, die von den Grundsätzen der Demokratie inspiriert sein würden, für alle Mitgliedstaaten der Internationalen Arbeitsorganisation gelten sollen. Auch ist ja deutlich zu erkennen, dass das Internationale Arbeitsamt zurzeit mehr oder weniger eine «politique de guerre» betreibt, was übrigens angesichts dessen, dass es gegenwärtig vor allem von England, den Vereinigten Staaten und Kanada erhalten wird und seinen Sitz in einem kriegführenden Land hat, nicht verwunderlich ist. Wenn man auch nicht zum voraus weiss, wie die Konferenz verlaufen wird – denkbar ist alles von einer rein sachlichen Behandlung bis zur politischen Manifestation gegen die Achsenmächte – so muss man sich doch auf allerhand gefasst machen. Man würde sich in Philadelphia unter Umständen vor höchst schwierige und heikle Situationen gestellt sehen, Zumutungen sind nicht ausgeschlossen, und aller Voraussicht nach würde die Teilnahme der Schweiz an der Konferenz von den Alliierten auch in einer ihrem Interesse dienenden Weise propagandistisch ausgewertet.

III.

Beim Entscheid über die Frage der Teilnahme der Schweiz an der XXVI. Internationalen Arbeitskonferenz ist davon auszugehen, dass das Prinzip der strengen Einhaltung unserer Neutralität unter allen Umständen gewahrt werden muss. Wägt man das pro et contra, wie es in Ziffer II auseinandergesetzt wurde, gegeneinander ab, so kommt man zum Schluss, dass unter den gegebe-

nen Umständen die Entsendung einer eigentlichen Delegation mit den Pflichten unserer Neutralitätspolitik sich nicht gut vereinbaren lässt, wenn auch gewichtige Gründe für eine Beteiligung sprechen. Anderseits sollte unser Land aus wohlerwogenen realpolitischen Gründen die Konferenz nicht völlig ignorieren, da hieraus bei den Alliierten, auf die wir jetzt und nach dem Krieg in hohem Masse angewiesen sind, eine unliebsame Verstimmung mit allen ihren Folgen auf wirtschaftlichem und politischem Gebiet eintreten könnte. Es scheint deshalb geboten, zum mindesten «faire acte de présence» und zu diesem Zweck einen Vertreter abzuordnen, der dem leitenden Gesandtschaftspersonal in Washington zu entnehmen wäre. Durch eine solche Vertretung könnte ein Risiko für uns nicht entstehen; die Neutralität bleibt gewährleistet, da wir keine eigentliche Delegation abordnen und anderseits wird vermieden, dass die Schweiz an dieser wichtigen Tagung durch Abwesenheit glänzt, ihre Stellung im Völkerbund schwächt und die Angelsachsenmächte vor den Kopf stösst. Wir haben zudem ein Interesse daran, durch einen eigenen Vertreter über die Vorgänge an der Konferenz genau orientiert zu werden. In diesem Zusammenhang sei übrigens noch erwähnt, dass voraussichtlich die Herren Tzaut und Schürch, die beide dem Verwaltungsrat des Internationalen Arbeitsamtes angehören – der erste als Arbeitgeberdelegierter, der zweite als Arbeitnehmervertreter – an einer der Arbeitskonferenz vorangehenden Verwaltungsratssitzung teilnehmen und nachher in ihrer Eigenschaft als Mitglieder des Verwaltungsrates auch der Konferenz beiwohnen werden, was vom Standpunkt der Schweiz nur erwünscht sein kann.

Es ist noch zu überlegen, wie unsere Haltung dem Internationalen Arbeitsamt gegenüber begründet werden soll. So wie die Dinge liegen, ist es wohl das Gegebene, wenn auf die praktischen Schwierigkeiten der Beschickung der Konferenz mit einer eigentlichen Delegation hingewiesen und die Antwort etwa folgendermassen formuliert wird:

«Conseil fédéral vous remercie de votre invitation pour XXVI^{e} Session Conférence Internationale du Travail. En raison des inconvénients qu'elles comportent, les circonstances présentes ne permettent malheureusement pas d'envoyer une délégation. Un membre de la Légation de Suisse à Washington sera toutefois présent. Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail.»»

Das Politische Departement erklärt sich mit dem Antrag des Volkswirtschaftsdepartements vom 7. März 1944 an den Bundesrat betreffend die auf den 20. April 1944 nach Philadelphia einberufene 26. Session der Internationalen Arbeitskonferenz grundsätzlich völlig einverstanden.

Mit Bezug auf das Telegramm an den Direktor des Internationalen Arbeitsamtes schlägt das Politische Departement vor, den Text durch den folgenden zu ersetzen:

«Monsieur Phelan, Directeur par intérim du Bureau International du Travail, *Montréal*.

Le Conseil fédéral suisse vous remercie de votre aimable invitation à la 26^{e} session de la conférence internationale du travail. Il a décidé d'accepter en principe cette invitation. Toutefois, en raison des circonstances, il se trouve, à son regret, dans l'impossibilité matérielle d'envoyer à Philadelphie une déléga-

tion complète. Néanmoins, désireux de marquer son intérêt envers l'organisation internationale du travail, il chargera un membre de la Légation de Suisse à Washington de représenter le gouvernement suisse.»

Es wird daher

beschlossen:

Der Bundesrat nimmt in zustimmendem Sinn Kenntnis vom vorstehenden Bericht.

Das Telegramm an den Direktor des Internationalen Arbeitsamtes als Antwort auf die Einladung zur 26. Internationalen Arbeitskonferenz wird nach dem Entwurf des Politischen Departements genehmigt.

Das Politische Departement wird beauftragt, die Schweizerische Gesandtschaft in Washington anzuweisen, einen leitenden Beamten zu bestimmen, der als Vertreter der Schweiz an der Konferenz anwesend ist[4].

4. *Cf.* E 2001 (D) 4/74.

96

E 1004.1 1/443

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 14 mars 1944[1]

540. Sicherung des Uhrenexportes nach den Dollarländern

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 10. März 1944
Finanz- und Zolldepartement. Mitbericht vom 14. März 1944

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet folgendes:

I.

1. «Der schweizerische Uhrenexport nach den U.S.A. hat seit ungefähr 1943 sehr stark zugenommen. Im August letzten Jahres nahm die Nationalbank mit der Schweizerischen Uhrenkammer Fühlung, um den Dollaranfall aus dem Uhrenexport zu limitieren. Da sie auf diesem Wege nicht zum Ziele kam und sich der Uhrenindustrie eine erhebliche Beunruhigung mächtigte, sah sich der Bundesrat am *2. November 1943*[2] veranlasst, der Nationalbank Richtlinien für die Übernahme von Exportdollars, insbesondere von solchen der Uhrenindustrie zu erteilen und die *Handelsabteilung* mit der Durchführung der *Kontingentierung* zu beauftragen. Für die Ausfuhr von Uhren wurde ein monatliches Kontingent von $8^1/_2$ Millionen Franken festgesetzt, das nach den

1. *Absent: Pilet-Golaz.*
2. *Cf. N° 33.*

Anordnungen der Handelsabteilung verwaltet wird. Dieses Kontingent hat sich seither in der Praxis seiner Höhe nach als unzureichend erwiesen.

2. In der Folge hat Herr Präsident Weber am 10. Februar 1944[3] dem unterzeichneten Departementschef folgenden Vorschlag der Schweizerischen Nationalbank unterbreitet:

a) Das Monatskontingent von 8½ Millionen Franken bleibt in der bisherigen Weise aufrechterhalten.

b) Dazu wird ein Zusatzkontingent von etwa 7 Millionen Franken bewilligt. Die Dollars des Zusatzkontingents werden zwar von der Nationalbank übernommen, aber *nicht* in *Franken ausbezahlt*, sondern nur auf ein *Dollarkonto* des Exporteurs gutgeschrieben. Von diesem Dollarkonto muss der Exporteur *30% selber behalten*; er darf die Dollars auch *nicht etwa in New York verkaufen*. Die übrigen 70% kann er bei seiner Bank gegen einen *billigen Zins diskontieren* lassen. Zu diesem Zwecke wird der Dollarkurs garantiert, und zwar je hälftig vom Bund und der Regierung des Kantons, in dem der Exporteur niedergelassen ist.

3. Als die ständige Wirtschaftsdelegation von diesem Plan Kenntnis erhielt, erbat sie eine Besprechung beim Chef des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements und brachte ihre Auffassung gegenüber dem Projekt der Nationalbank wie folgt zum Ausdruck:

2.– La Chambre *[suisse de l'Horlogerie]* et la F*[édération]* H*[orlogère]* sont également *d'accord pour qu'il y ait un seul contingent* et qu'aucune discrimination ne soit faite entre l'ancien contingent de *Fr. 8500000.—* et le supplément de *Fr. 8100000.—*.

3.– La Banque Nationale reprendra la totalité des frais accessoires (transport et assurances).

En revanche, d'après la Banque Nationale le contingent de *Fr. 16600000.—* devrait être réparti de la manière suivante:

a) Reprise par la Banque Nationale 55%.

b) Avances des banques avec garantie de la Confédération 30%.

c) A la charge de l'industrie 15%.

La Chambre et la F.H. proposent de *modifier cette répartition*, en ce sens que les banques feraient des avances avec la garantie de la Confédération *pour 35%* et que *l'industrie prendrait à sa charge 10%*.

On peut rappeler à cet égard que primitivement une augmentation du contingent de *Fr. 7000000.—* avait été envisagée, avec le 30%, soit *Fr. 2100000.—*, à la charge des exportateurs. Cette somme de *Fr. 2100000.—* correspondrait au 12,6% seulement de *Fr. 16600000.—*. Il y a lieu de tenir compte, en outre, de l'intérêt que les fabricants auront à payer aux banques sur l'avance de 35%. Cet intérêt, qui peut courir pendant plusieurs années, est appréciable.

Enfin et surtout la Chambre et la F.H. envisagent que le 10% représente un montant en général supérieur au bénéfice net réalisé par les fabricants.

---

3. *Lors de la séance du Conseil fédéral du 11 février, Stampfli expose la proposition de la BNS, exprime* gewisse Bedenken *et propose la convocation d'une réunion des dirigeants des milieux concernés* (*cf. PCVF N° 261,* E 1004.1 1/442).

Cette séance aura lieu le 18 février 1944 (*cf.* E 2001 (E) 2/649).

4.– La garantie pour les pertes éventuelles sur le 35 % avancé par les banques devrait être assumée par la Confédération seule. Une intervention des cantons présenterait des inconvénients. En effet, les Grands Conseils devraient être consultés, ce qui donnerait lieu à des débats publics. En outre, la répartition du risque entre les cantons et la fixation des limites de ce risque provoqueraient de longues discussions. Pour les exportations, qui se font par l'intermédiaire de maisons de commerce établies à Zurich, à Bâle ou ailleurs en dehors des régions horlogères, il faudrait faire intervenir les cantons où ces maisons ont leur siège.

Sans que cette question intéresse directement l'industrie horlogère, la Chambre et la F.H. expriment le *vœu que l'intervention des cantons ne soit pas sollicitée.*

5.– La Banque Nationale prévoit que les avances faites par les banques pour le 35 % seraient productives d'un intérêt annuel de 1½ % sans commission, jusqu'à ce que les dollars ou l'or bloqués aux Etats-Unis puissent être libérés, mais au plus tard jusqu'à fin 1947. Les banques de leur côté demandent un intérêt de 2½ %.

La Chambre et la F.H. sont prêtes à examiner cette question directement avec les banques. Elles envisagent qu'un intérêt de 2 % serait raisonnable, étant donné que les banques ne courent aucun risque. D'autre part, pour qu'elles n'aient pas des capitaux immobilisés pendant un temps trop long, il semble que l'arrangement pourrait être prévu jusqu'à fin 1946 au plus tard, quitte à ce qu'il soit renouvelé à ce moment-là, si les circonstances l'exigent.

En tout état de cause le remboursement des avances faites par les banques ne pourrait pas être exigé des fabricants, mais soit de la Banque Nationale en cas de libération des dollars ou de l'or bloqués, soit de la Confédération.

6.– La Banque Nationale a posé deux conditions avec lesquelles l'industrie horlogère peut se déclarer d'accord comme suit:

a) Les pierres industrielles seront comprises dans la part de contingent attribuée aux membres de l'Ubah *[Union des Branches Annexes de l'Horlogerie]*, les factures devant être visées par la Chambre comme pour les autres exportations. L'attestation établissant que les factures présentées correspondent à des exportations réelles serait fournie par les exportateurs à la Chambre, qui remettrait elle-même une attestation émanant d'elle à la Banque Nationale.

b) Les exportations supplémentaires au delà du contingent de *Fr. 16 600 000.–* sont exclues sans autorisation spéciale de la Banque Nationale ou de la Division du Commerce, ou encore d'une instance à désigner. Cette autorisation, donnée dans les limites du contingent de contreblocus, ne pourra être refusée si le requérant prend l'engagement de garder bloqués les dollars provenant de ses exportations supplémentaires.

Lorsque les prix ont été facturés par les fabricants avec une majoration admissible sur le prix réglementaire, le surprix restera acquis en dollars, que les intéressés s'engageront à garder également bloqués. La Chambre suisse appréciera si la majoration facturée peut être admise, ou si elle constitue un prix surfait.

Il y a lieu de relever à cet égard que ces majorations de prix n'ont pas un caractère exceptionnel et que, par conséquent, il n'y a pas lieu d'empêcher les fabricants de les percevoir comme ils l'ont fait jusqu'à présent.

7.– La fixation de la date de l'entrée en vigueur du nouveau régime est liée à la liquidation de l'arriéré provenant des exportations faites sur la base du contingent de contreblocus attribué en 1943, au delà du contingent de transfert de *Fr. 8500000.*— du 1er août 1943 au 29 février 1944. Le montant de ces exportations n'est pas encore connu. Une enquête sera faite pour déterminer exactement le montant de l'arriéré.

On pourrait envisager de faire entrer le nouveau régime en vigueur avec effet rétroactif au 1er août 1943, en tenant compte du fait que le contingent de transfert de *Fr. 8500000.*— reconnu insuffisant aujourd'hui, l'était déjà en 1943. Pour la période du 1er août 1943 au 29 février 1944 un contingent supplémentaire de *Fr. 8100000.*— par mois serait attribué et éventuellement grevé d'un pourcent à la charge des exportateurs. Cela permettrait de résorber l'arriéré. Mais cette solution se heurterait vraisemblablement à des difficultés d'exécution. Il paraît préférable et plus simple d'envisager la solution suivante:

L'arriéré serait repris par la Banque Nationale jusqu'à concurrence de 55%. Le solde serait repris en partie par la Confédération (ou éventuellement par les banques dans la même proportion que le nouveau contingent), en partie par les fabricants jusqu'à concurrence de 10% également.

Cette solution permettrait d'éviter une période transitoire et de *faire entrer en vigueur le nouveau régime le 1er mars 1944.*

8.– Sur le nouveau contingent de *Fr. 16600000.— une réserve d'un montant à déterminer* serait prélevée pour les fournitures Ubah, les maisons de commerce mondial, les bénéficiaires de contingents Lambercier, les maisons qui n'ont jamais exporté aux Etats-Unis etc.

Le surplus du contingent serait réparti en totalité, en prenant comme base les exportations de 1937, 1938, 1940, 1942 et 1943.

Pour le calcul des exportations pendant les années de base on ne tiendra compte ni des exportations détournées, ni des majorations de prix excessives, ni de la participation à des contingents Lambercier.

9.– Actuellement le contingent de transfert mensuel de *Fr. 8500000.*— a été réparti jusqu'au 31 juillet 1944. Les attributaires sont au bénéfice d'un droit acquis à un contingent déterminé. Il n'y a cependant pas d'inconvénient, semble-t-il, à procéder à une redistribution du contingent global à partir du 1er mars 1944. En effet, les fabricants, recevant un contingent supplémentaire ne seront pas lésés et accepteront que l'ensemble de leur contingent soit grevé du 10% laissé à leur charge. Il serait d'ailleurs garanti que, par la redistribution du contingent global, aucune réduction du contingent déjà attribué ne pourra être imposée à un fabricant.

Les visas de transfert délivrés par la Chambre dans les limites du contingent mensuel de *Fr. 8500000.*— jusqu'au 29 février 1944 resteraient soumis à l'ancien régime, et ceux délivrés dès le 1er mars 1944 au nouveau régime.

10.– A l'assemblée du 18 février 1944, à Berne, plusieurs orateurs ont insisté sur l'intérêt qu'il y aurait pour tout le monde à ce *que le 45% du contingent non repris par la Banque Nationale reste bloqué aux Etats-Unis en or et non en dollars.* Ainsi la Banque Nationale reprendrait cet or et créditerait de leur contrevaleur des comptes en francs suisses, qu'elle ouvrirait aux banques et aux

exportateurs. Ces comptes seraient débités au moment où l'or serait libéré, de la perte éventuelle qu'aurait subie la Banque Nationale.

Cette solution, ou toute autre, qui permettrait d'atteindre le même résultat, devrait être étudiée dans l'intérêt général de l'économie suisse.

11.– L'industrie horlogère demande que le paiement de tous les impôts fédéraux, cantonaux et communaux, soit suspendu sur la part de dollars bloqués laissés à la charge des exportateurs, jusqu'au moment où l'or ou les dollars bloqués aux Etats-Unis auront été libérés et où l'on aura pu déterminer le bénéfice net effectif réalisé. Une mesure générale doit être prise à cet égard, pour éviter que les discussions n'aient lieu individuellement entre les intéressés et les fiscs fédéraux, cantonaux ou communaux, ce qui aurait vraisemblablement pour effet des inégalités de traitement, alors que tous les exportateurs soumis au même régime doivent être traités de la même manière.

III.

Bei der Würdigung obigen Gegenvorschlages gilt es vor allem auch die Wirkung der Massnahme auf die *Vereinigten Staaten von Amerika* richtig einzuschätzen. Man muss sich hier des Telegramms erinnern, das Herr Minister Bruggmann am 14. Dezember an das Politische Departement gerichtet hat[4]. Die Regierung der Vereinigten Staaten von Amerika interessiert sich sehr für den Import von *Schweizeruhren*. Sie stellt sich auf den Standpunkt, die Schweiz habe für 850 Millionen Franken *Kriegsmaterial an Deutschland* geliefert, und zwar gegen *Reichsmark* in Berlin, wogegen der *Bund den Exporteuren die Franken zur Verfügung stellte*. Man kann es daher in Washington *nicht* begreifen, wieso dieselbe Operation in viel bescheidenerem Rahmen und dazu *gegen Dollar* – oder sogar *Gold*sicherung – als unmöglich bezeichnet wird, sobald es sich um Uhrenexporte nach den Vereinigten Staaten von Amerika handelt. Die Uhrenexporteure haben ihre Verkaufspreise stark erhöht, die Dollars, die sie der Nationalbank nicht zu 4 Fr. 30 abgeben konnten, haben sie zu 2 Fr. 40 in New York losgeschlagen und damit auf den Dollar-Kurs einen starken Druck ausgeübt, der den *Währungskredit der Vereinigten Staaten schädigt*. Es muss auch hier daran erinnert werden, was man an höchster Stelle im Treasury Department erklärte, dass gewisse Lieferungen an Deutschland beim heutigen Stand der Kriegshandlungen nicht mehr die gleiche grosse Rolle spielen, wie dies früher der Fall war, dass man aber eines nicht erfassen könne, nämlich dass die Schweiz sich immer noch weigere, gegen Gold (selbst wenn zur Zeit gesperrt) in freizügiger Weise Schweizerfranken abzugeben. Ferner telegraphierte Direktor Pfenninger aus Washington am 10. Februar 1944, dass die Treasury glaube, den freien Frankenmarkt mit den nun von der Schweiz eingeräumten Mitteln regeln zu können, *vorausgesetzt, dass sich für die Bezahlung gesamter schweizerischer Uhrenexporte nach Amerika eine Sonderregelung* finde. Wir glauben auch, dass dem sicherlich nicht zu vernachlässigenden Argument vom inflationären Charakter der Kaufkraftschöpfung durch Kreditgarantien im neuen Projekt durch das Dazwischentreten der privaten Kredit-

4. *Cf.* E 2001 (E) 2/645 *et* E 7110/1967/32/861.0 USA/1/1509.

institute, sowie durch den Selbstbehalt angemessen Rechnung getragen worden ist. Ganz abgesehen davon, dass es sich um eine Frage des Masses handelt, darf nicht übersehen werden, dass der Bund durch das Mittel der Steuerpolitik noch ein weiteres Mittel besitzt, die geschaffene Kaufkraft am geeigneten Orte recht wirksam wiederum abzuschöpfen! Wenn wir weiter bedenken, wie ganz anders die Nationalbank und damit auch der Staatskredit herangezogen werden müssten bei den eventuell notwendig werdenden Arbeitsbeschaffungs-Projekten, so kommen wir nach sorgfältiger Abwägung aller in Betracht fallender Faktoren und Gesichtspunkte dazu, dem erwähnten Gegenvorschlag der Uhrenindustrie auch unserseits in dem entscheidenden Punkt zuzustimmen, nämlich den Selbstbehalt auf 10% festzusetzen. Die Nationalbank ihrerseits erklärt sich damit einverstanden, sofern der durch sie zu übernehmende Anteil von 55% auf 50% ermässigt wird, was zum Teil mit der buchungstechnischen Durchführung zusammenhängt, um beim restlichen Teil zwischen dem Selbstbehalt von 10% und dem durch den Bund zu garantierenden Teil von neu 40% eine rechnerisch einfache Proportion herbeizuführen. Die endgültige Verteilung wäre darnach: 50% Nationalbank, 40% Bundesgarantie und 10% Selbstbehalt der Industrie.

IV.

Es ist ferner unerlässlich, auch für die Überweisung von *Lizenz- und Regiespesen* eine befriedigende Regelung zu finden. Einmal handelt es sich um die bescheidene Summe von max. 4–5 Mio Fr. pro Jahr, anderseits würde eine Nichthonorierung dieser für unsere Wirtschaft ausserordentlich wichtigen Überweisungen uns in absoluten Widerspruch unserer zähen Bemühungen im Verkehr mit den übrigen Ländern bringen. Ähnlich verhält es sich mit den *Versicherungsnebenkosten* (gegenüber den andern Dollarländern als die USA), welche die Summe von 2 1/2–3 Mio Fr. nicht übersteigen dürften. Das gleiche gilt für die *handelsüblichen Anzahlungen* besonders bei langfristigen Geschäften. Diese Fragen, wie auch diejenige betreffend die neuen Rückstände beim Uhrenexport, bedürfen einer weitern zahlenmässigen Abklärung.

[...] [5]

In der Beratung beantragt der Vorsteher des Finanz- und Zolldepartementes die Ziff. 8 des Beschlusses-Entwurfes zu streichen.

Gestützt auf den Bericht des Volkswirtschaftsdepartementes und im Einverständnis mit dem Finanz- und Zolldepartement wird

beschlossen:

den Anträgen des Volkswirtschaftsdepartementes zuzustimmen, unter Weglassung der Ziff. 8 (die Ziff. 9 wird somit zu Ziff. 8). Der Beschluss lautet also folgender Massen:

---

5. *Suit la proposition d'une nouvelle réglementation du contingentement des exportations vers l'Iran, l'Irak et l'Arabie.*

Jusqu'en mars 1944, le montant des exportations vers ces pays est de 500 000 FS; avec la nouvelle réglementation, il pourra atteindre 1 million de FS.

1. Mit Wirkung vom 1. März 1944 an beträgt das monatliche Gesamtdollarkontingent 16,6 Millionen Franken (8,5 Mio plus 8,1 Mio Fr.).

2. Die Aufteilung zwischen Nationalbank, Bund und Industrie erfolgt im Verhältnis von 50, 40 und 10%. Dabei hat es die Meinung, dass der Industrielle in erster Linie und bis zu 10% resp. 25% bei Iran an eventuellen Verlusten partizipiert.

3. Aus internen Gründen, besonders aber auch um unliebsame internationale Diskussionen in einzelnen kantonalen Parlamenten zu vermeiden, wird von der Beteiligung der Kantone abgesehen.

4. Die Industriesteine fallen zusammen mit den Uhrensteinen ebenfalls ins monatliche Uhrenkontingent.

5. Zusätzliche Exporte über das monatliche Kontingent von 16,6 Mio Fr. hinaus sind ohne Bewilligung der Handelsabteilung untersagt.

6. Zur Befriedigung von Sonderfällen (Transithandelsgeschäfte, neue Firmen etc.) ist eine angemessene Reserve auszuscheiden.

7. Die Handelsabteilung wird im Benehmen mit der Schweizerischen Nationalbank mit der Durchführung der Dollarkontingentierung beauftragt.

8. Der unter V vorgeschlagenen Neuregelung der Exportkontingentierung nach Iran, Irak und Arabien wird zugestimmt.

97

E 2001 (E) 2/645

Le Département politique à la Légation de Suisse à Washington[1]

T chiffré Bern, 14. März 1944

Nummer 216, 217, 218. Eure 152[2], 174[3] und 175[4] waren inzwischen Gegenstand Aussprache Finanzdelegation des Bundesrates in Gegenwart Directional und ständiger Delegation für Wirtschaftsverhandlungen. Hier folgt Ergebnis:

1. Schweizerischer Standpunkt btr. Kursdisparität und Intervention auf Frankenmarkt Newyork. Wir verweisen auf frühere Telegramme insbesondere auf unser 977[5] ferner 97 und 139[6] die wir nachzulesen bitten. US Regierung

1. *Dans une notice adressée à Pilet-Golaz le 14 mars 1944, R. Kohli précise:*
Das beiliegende Telegramm beruht auf einem Entwurf des Unterzeichneten, der im Einvernehmen mit dem Direktorium der Nationalbank, dem Eidg. Finanz- und Zolldepartement und der ständigen Wirtschaftsdelegation des Bundesrates bereinigt worden ist.
Da die Gesandtschaft in Washington dringend Antwort erwartet, bittet der Unterzeichnete um möglichst umgehenden Bescheid, ob das Telegramm in dieser Form abgesandt werden kann.
Le Chef du Département politique donne son accord.
2. *Cf. N° 92, note 1.*
3. *Non reproduit.*
4. *Non reproduit.*
5. *Cf. N° 60.*
6. *Non reproduits.*

hat offenbar bisher Lizenzen zur Anschaffung Schweizerfranken ohne Rücksicht auf Kursentwicklung erteilt also Fiktion freien Kapitalmarktes aufrechterhalten gleichzeitig aber durch Freezing Überangebot von Dollars provoziert. Solange ausländische Guthaben in USA eingefroren sind und Blockade freie Warenausfuhr verhindert wird jedes blockierte Land jede sich bietende Gelegenheit benützen um seine Dollars in liquide Franken zu wechseln. Wir können fortwährend verstärkte Tendenz aller blockierten Länder beobachten Importe aus Schweiz mit Dollars zu zahlen und Export nach Schweiz nur gegen Frankenfakturierung zuzulassen. In jüngster Zeit unternimmt z.B. sogar die nichtblockierte Türkei nun solchen Versuch dem wir selbstverständlich entgegentreten.

Da allgemeine Aufhebung Freezings wohl als politische Unmöglichkeit zu betrachten ist kann Dollarkurs im Verhältnis zum Franken nur stabilisiert werden wenn US Regierung von ihrer bisherigen Praxis Lizenzerteilung abgeht und Lizenzen für Schweizerfranken einschneidend reduziert. Euren 992[7] und 152[8] entnehmen wir dass Treasury entschlossen ist diesen Weg zu gehen.

Im übrigen betrachtet Nationalbank Monatsquote 750000 Franken als Tropfen auf heissen Stein. Sie ist nicht gewillt sich in Intervention auf Frankenmarkt Newyork einzulassen. Die 750000 wurden nur auf Euer dringliches Begehren bewilligt und Directional muss Verwendung völlig dem Ermessen Treasury anheimstellen.

2. Franken gegen frei exportierbares Gold. Euer 42[9] erwähnt US Behörden seien mehr bestrebt Frankenmangel zu beheben statt blosse Symptome zu bekämpfen. Hierauf ist zu erwidern dass Übel seine Ursache nicht in Frankenmangel sondern in Freezing und Blockade hat und der Schweiz unmöglich zugemutet werden kann Dollarangebote aus der ganzen Welt zu kompensieren durch Erhöhung Frankenabgabe ins Ungemessene was unaufhaltsam zur Inflation führen müsste. Nationalbank könnte es nicht verantworten Frankenabgabe gegen Devisen in das Ermessen des Auslandes zu stellen. Sie muss jederzeit über Annahme oder Ablehnung eines Devisenangebotes frei entscheiden können. Das wäre nicht mehr der Fall wenn US Regierung sich gegen Gutschrift von frei exportierbarem Gold nach eigenem Gutfinden Frankenbeträge in beliebiger Höhe beschaffen könnte. So waren selbstverständlich Mitteilungen Nationalbank betr. Frankenabgabe gegen frei exportierbares Gold nicht gemeint sondern nur im Rahmen eines eigentlichen Abkommens wie mit England und für genau bestimmte Regierungsbedürfnisse. Ihren Standpunkt in Interventionsfragen hat sie so oft mit aller wünschenswerten Deutlichkeit dargelegt dass sie Missverständnisse als ausgeschlossen betrachtet hatte.

Amerikanische Zusage uns frei exportierbares Gold erst dann zur Verfügung zu stellen wenn Monatsquote von 3 1/4 Mio überschritten wird kann nicht als sonderlich grosszügiges Zugeständnis gewertet werden. Alles in allem hat Nationalbank von USA und England seit 1. Januar 1942 bis heute für über 600 Mio Franken blockiertes Gold übernommen. Diese Beträge können sich

---

7. *Cf. N° 56.*
8. *Cf. N° 92, note 1.*
9. *Non reproduit.*

sehr wohl neben Verschuldung im schweizerisch-deutschen Clearing sehen lassen. Allerdings erkennen auch wir an dass Vorschüsse im schweizerisch-deutschen Clearing nicht durch Gegenwert in Gold gesichert sind. Die Vorschüsse gehen aber auf Abkommen August 1940 und Juli 1941 zurück also auf Zeitpunkt in dem USA in diesem Krieg noch nicht Partei ergriffen hatte. Dazu kommt geographische Lage und damalige unausweichliche Notwendigkeit Arbeitsbeschaffung.

3. *Von der Schweiz aus provozierte Frankennachfrage.* Es ist richtig dass seit einigen Monaten Franken in Newyork auch von Schweiz aus stark gefragt wurden. Dies ist vorab auf starke Expansion Uhrenexportes nach Ländern des Dollarraumes zurückzuführen wodurch Nationalbank im August 1943 gezwungen wurde Dollarübernahme zu kontingentieren. Transferkontingent wurde im Einvernehmen mit Bundesrat ursprünglich auf 8,5 Mio Franken monatlich festgesetzt d.h. mit Nebenkosten für Versicherung und Transport ca. 120 Mio Franken jährlich. Es ist dann aber weit über dieses Kontingent hinaus exportiert worden dazu zum Teil über dritte Länder zum Teil sogar mit diplomatischen Kurieren gewisser Staaten der westlichen Hemisphäre. Da Nationalbank Dollars nicht abnahm wurden sie auf Platz Newyork unter offiziellem Kurs liquidiert.

Weitere Quelle Frankennachfrage liegt in starker Expansion schweizerischer Ausfuhr nach Iran insbesondere Textilien. Wie weit Ware von Iran nach USSR weitergeht ist hier nicht nachprüfbar.

Dagegen haben wir im Finanzsektor im allgemeinen keine Dollarliquidationen unter dem durch Gentlemens Agreement festgesetzten Kurs konstatiert. Vereinzelte Übertretungen sind allerdings vorgekommen insbesondere durch fingierten Verkauf amerikanischer Werte an Bankkunden und sofortigen Rückkauf mit Einschlag bis zu ca. 40%.

Viel erheblicher für Frankennachfrage dagegen die reichlichen Mittel mit denen amerikanische Wohltätigkeitsorganisationen aller Art ihre europäischen Stellen bedenken. YMCA und Joint Distribution Committee allein haben zusammen Bedarf Dollarliquidation im Betrage von 15 bis 16 Mio Franken angemeldet. Nationalbank und Bund kommen auch hier sehr weit entgegen und bringen laufend grosse Opfer für Finanzierung dieser Organisationen wobei z.B. YMCA zur Hauptsache für alliierte Kriegsgefangene und Zivilpersonen in Achsenstaaten arbeitet. Im Gegensatz hiezu Praxis Nationalbank gegenüber Schweizern ausserordentlich viel restriktiver.

4. *Was wir zu tun bereit sind.* Bund und Nationalbank sind bereit über ihre bisherigen grossen Leistungen hinaus weitere Anstrengungen zu unternehmen um Frankennachfrage in Newyork von der Schweiz aus zu reduzieren.

a. In diesem Sinne wird dem Bundesrat auf Sitzung 14. März Antrag unterbreitet Transferkontingent für Uhrenexport nach Dollarraum von 8 1/2 Mio monatlich auf 16,6 d.h. von 100 auf 200 Mio pro Jahr zu erhöhen, Nebenkosten für Versicherung und Transport nicht eingerechnet. Über Modalitäten dieser Regelung wird Euch separat gekabelt werden sobald Beschluss gefasst ist. Da USA innerhalb dieses Kontingents legitime Bedürfnisse voll befriedigen kann wird hier gleichzeitig Vorsorge getroffen werden dass keine Ausfuhrbewilligungen mehr erteilt werden für die ein Transferkontingent nicht besteht es

wäre denn der Exporteur würde auf Liquidation des Dollarerlöses verzichten und für Dollars bei der Nationalbank gesperrtes Konto errichten lassen. Auf diese Weise wird Liquidation Exportdollars zu anderem als offiziellem Kurs unterbunden werden.

b. Aus gleichen Erwägungen wird Möglichkeit für Bezahlung der Exporte nach Iran geschaffen werden in der Höhe von 4,5 Mio Franken monatlich gegenüber dem bisherigen Transferkontingent von bloss einer halben Mio. Auch hier werden gleichzeitig Transferkontingent und Ausfuhrbewilligung aufeinander abgestimmt werden.

Durch neue Massnahmen von Bund und Nationalbank wird Frankennachfrage in Newyork um über 150 Mio Franken jährlich entlastet werden. Übrige Exporte nach Dollarländern sind nicht transferkontingentiert und solange nicht expansiv werden die Exportdollars von Nationalbank weiter vollumfänglich übernommen. Übrigens setzt Gegenblockade gewisse Grenzen.

c. Trotz grundsätzlicher Auffassung wie sie oben unter Ziffer 1 dargelegt worden wird Nationalbank ferner auf Verlangen Fedres ab 15. März bereits auch Vorgriff auf monatliche Quote 750 000 Franken für April bis Juni gestatten maximal also nochmals 2,25 Mio auf Abruf zur Verfügung stellen.

d. In Anbetracht Eurer 203 und 204[10] hat Bund ferner Nationalbank ermächtigt für Bundesrechnung gegen frei exportierbares Gold der Treasury bezw. der Fedres einen ausserordentlichen Plafond von 25 Mio Franken auszusetzen. Dieser Betrag steht der Treasury für beliebige Bedürfnisse bis Jahresende zur Verfügung. Im übrigen bittet aber Nationalbank weitere Gold- und Frankenprobleme mit Treasury ohne ihre ausdrückliche Zustimmung nicht zur Sprache zu bringen.

e. Newyorker Frankenkurs wird in der Schweiz offiziell nicht publiziert dagegen durch amerikanisches Radio täglich gemeldet. Dies als Antwort auf Bemerkung in Eurem 992[11].

5. Massnahmen der US Regierung. Mit allem Nachdruck müssen wir nochmals betonen dass obige Massnahmen unbedingt ergänzt werden sollten durch Restriktionen in Lizenzerteilung Treasury für Frankenerwerb. Das gilt namentlich für Frankennachfragen dritter Länder und für Trading Licences bezüglich Interbanktransaktionen. Als selbstverständlich betrachten wir es dass Lizenzen in den Fällen stets erteilt werden wo Nationalbank wegen eines bestehenden schweizerischen Interesses auch bereit ist Dollars zu übernehmen und andere Gründe der Lizenzerteilung nicht entgegenstehen.

6. Zusammenfassend legen wir auf folgende Feststellungen Wert:

a. Durch Frankenkredit von monatlich 3 1/4 Mio Franken wie er von Treasury selbst beantragt worden ist werden Regierungsbedürfnisse voll befriedigt werden können.

b. Durch Dollarkonversion in bisherigem Umfang für diplomatische und konsularische Vertretungen kulturelle und humanitäre Zwecke wird Frankennachfrage von dieser Seite aus ebenfalls weitgehend befriedigt.

---

10. *Non reproduits.*
11. *Cf. N° 56.*

c. Nach Erhöhung der Transferkontingente für Export wird von der Schweiz aus zusätzliche Frankennachfrage aus diesem Sektor dahinfallen. Treasury sollte sich aber bewusst sein dass Befriedigung zusätzlicher Exporte durch Frankenabgabe in Newyork diesen schweizerischen Massnahmen zuwiderlaufen würde.

d. Schliesslich wird durch Einräumung 25 Mio Franken gegen frei exportierbares Gold seitens des Bundes bis Ende Jahres Treasury über neue Reserve zu beliebiger Verwendung verfügen können.

Wir geben uns mit Directional gerne der Hoffnung hin dass obige Mitteilungen es Euch ermöglichen nicht nur aus Schwierigkeit gegenwärtiger Situation hinauszukommen sondern Entspannung Beziehungen zur Schweiz herbeizuführen.

98

E 7110/1976/134/61

Le Conseiller de Légation,
Chargé de mission à Londres, C. Rezzonico,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

Copie de réception
T N° 247

Londres, 15 mars 1944

Votre câble N° 258 [1].

Réponse Rezzonico à M. le Chef du Département.

Ai préféré renvoyer un peu rapport même préliminaire pour vérifier mes impressions auprès Légation et certaines personnes compétentes assez difficiles à atteindre.

Primo: Sentiments généraux vis-à-vis de la Suisse: en général très bons. On a impression que homme de la rue comprend notre situation de neutres mieux que celle autres pays y compris Suède. Foreign Office a confiance en politique Gouvernement fédéral. En ce qui concerne secours économique et financier attitude plus réservée. Malgré amélioration produite par accords décembre [2], situation dominée par désir prévenir nouveaux faits accomplis côté Suisse.

Secundo: Russie. Alliance russo-britannique prise très au sérieux. Grande-Bretagne évitera tout ce qui pourrait indisposer Moscou. Attitude générale laisse prévoir que s'il y avait concession à faire elle serait plutôt en faveur U.R.S.S. que autres alliés.

Tertio: Relations suisso-russes. Ma lettre 1 mars concernant Tass [3]. Contact

1. E 2001 (D) 9/3.
2. *Cf. N^os 65 et 68.*
3. E 2001 (D) 3/11 *et* 14.

avec membres Ambassade Russie très difficile à établir. Espère rencontrer prochainement Conseiller Ambassade Russe. Me réserve rapport télégraphique sur mes impressions. On m'assure que personnalité officielle russe pousse discrétion à excès. Voici résultats mes entretiens avec Légation, fonctionnaires compétents Foreign Office et certaine personnalité fréquentant Ambassade Russie. Gouvernement soviétique se montre également très susceptible. Pourtant cherche à éveiller auprès petits états impression confiance. Opinion exprimée plusieurs fois à mon égard est que moment présent favorable pour geste notre part même si problème suisse apparemment pas actuel en Russie aujourd'hui. U.R.S.S. qui fait politique très réaliste pourrait tenir compte notre attitude actuelle lorsque pour raisons économiques avant tout elle pourrait souhaiter plus tard reprise rapports avec Suisse. Au Foreign Office rapprochement plus ou moins rapide entre Suisse et Russie serait vu avec faveur.

Rapport que m'étais réservé par prochain courrier malheureusement impossible par suite désorganisation Légation. Retélégraphierai dès que possible.

99

E 2001 (E) 2/645

Notice du Département politique sur les relations financières avec les Etats-Unis d'Amérique[1]

Copie
No

Bern, 17. März 1944

FRANKENABGABEN AN DAS AMERIKANISCHE SCHATZAMT

Mit beiliegendem Telegramm (Beilage 1[2]), das gestern Abend eingetroffen ist, geben Herr Minister Bruggmann und Herr Dr. Pfenninger ihrer Enttäuschung darüber Ausdruck, dass Bund und Nationalbank nicht bereit sind, gegen frei exportierbares Gold unlimitierte Frankenbeträge abzugeben. Herr Bruggmann und Herr Dr. Pfenninger ersuchen eindringlich, auf diesen Beschluss zurückzukommen und sie nicht zu desavouieren, indem sie erneut auf die geradezu katastrophalen Konsequenzen aufmerksam machen, die es für unsere Beziehungen zu USA haben müsste, wenn das Treasury durch die schweizerische Haltung gezwungen würde, seine Kursstützungen wieder aufzugeben. Gesandtschaft und Vertreter der Nationalbank in New York beantragen, statt die Frankenabgaben gegen frei exportierbares Gold auf 25 Millionen

1. *Signée par R. Kohli, cette notice est lue par le Chef de la Division des Affaires étrangères, P. Bonna qui écrit en tête du document le 18 mars:* Vu. Merci.
2. *Non reproduit.*

Franken zu limitieren, das Vorgehen des Treasury zunächst einmal wenigstens auf drei Monate hin zu akzeptieren, d.h. offenbar während dieser Zeit Franken unlimitiert gegen frei exportierbares Gold abzugeben. Die Frage ist, was das uns kostet!

Auf der andern Seite beharrt die Nationalbank auf ihrem Standpunkt. Herr Präsident Weber ist der Meinung, man müsse Herrn Minister Bruggmann benachrichtigen, dass an den Anträgen, wie sie in unserem Telegramm Nr. 216/18 vom 14. d.Mts. (Beilage 2[3]) enthalten sind, in jedem Punkte festhalten. Zum Verständnis dieser Haltung muss gesagt werden, dass es in der Tat für unsere Währung nicht ungefährlich werden kann, wenn wir das amerikanische Treasury bestimmen lassen müssen, wieviel Schweizerfranken wir in der Schweiz zur Verfügung zu halten haben gegen bloss theoretisch, nicht aber effektiv frei exportierbares Gold. Leider ging diese Auffassung aus den Telegrammen des Direktoriums an die Gesandtschaft nicht mit genügender Deutlichkeit hervor und die Nationalbank hätte auch im Januar und Februar wissen müssen, dass sie das Gold wegen der hohen Spesen nicht in die Schweiz nehmen kann. Die betreffenden Stellen im Telegrammwechsel mit der Gesandtschaft werden in der Beilage 3[4] zusammengestellt.

Die Frage ist nun, was in dieser heillosen Verwirrung weiter geschehen soll. Nach meiner Meinung muss man dem Antrage des Herrn Bruggmann entsprechen, gleichzeitig aber doch einen Plafond setzen. Fünfundzwanzig Millionen sind in Anbetracht der Situation hiefür zu wenig, und man wird auf mindestens 50 Millionen gehen müssen. Die Gesandtschaft hätte das Treasury wissen zu lassen, dass bei Erreichung dieses Betrages der Bundesrat auf jeden Fall die Lage neu überprüfen müsse. Ferner wäre die Bedingung zu stellen, dass die amerikanische Regierung in der Erteilung der Lizenzen für Frankenkäufe grösste Zurückhaltung übe. Zu einer strengen Lizenzierungspraxis läge für die Schweiz die beste Gewähr dafür, dass die Frankenbeträge, die wir hergeben müssen, in einigermassen tragbaren Grenzen bleiben.

Das Direktorium der Nationalbank wird einem solchen Vorschlage den entschiedensten Widerstand entgegensetzen und, wenn der Bundesrat über seinen Kopf hinweg verfügt, ein Protestschreiben an ihn richten. Es wird sich auf den Standpunkt stellen, man habe es hier mit einer Frage der Währungspolitik zu tun, und die Nationalbank sei auf diesem Gebiet autonom. Leider würde das Direktorium dabei übersehen, dass die Währungspolitik heute ein Teil, und zwar ein sehr bedeutsamer, der Aussenpolitik ist. Gerade die Nationalbank hat uns in eine Situation gebracht, die auch aussenpolitisch sehr bedenklich ist.

Herr Präsident Weber begibt sich heute nachmittag (wohl in Begleitung der beiden andern Mitglieder des Direktoriums) zu Herrn Bundesrat Nobs, und wird dort die Angelegenheit zur Sprache bringen. Andererseits dringt Herr Bruggmann auf eine rasche Klärung, und er ist in der Tat in einer wenig beneidenswerten Situation.

---

3. *Cf. N° 97.*
4. *Non reproduit.*

Für alle Fälle füge ich den Entwurf eines Antworttelegramms hier bei (Beilage 4)[5], indem ich dem Herr Departementschef anheimgeben darf, sich eventuell telephonisch mit Herrn Bundesrat Nobs in Verbindung zu setzen.

5. *Ce projet de télégramme est ainsi rédigé:*
Euer 215. Bundesrat hat unter Eindruck Eurer dringlichen Vorstellungen Nationalbank ermächtigt, dem Treasury Schweizerfranken gegen frei exportierbares Gold zur Verfügung zu stellen. Diese Zusage gilt ab sofort auf Zusehen hin und bis zur Erreichung Plafond 50 Mio Franken in welchem Zeitpunkt er über Fortsetzung oder Einstellung Frankenabgabe ohne jedes Präjudiz neu zu entscheiden in der Lage sein will. Voraussetzung ist ferner, dass Treasury in Anbetracht grossen schweizerischen Entgegenkommens betreffend Frankenabgabe und Übernahme Dollars für Uhren und Textilexport in Erteilung Lizenzen die zu Frankennachfragen führen einschneidende Beschränkungen baldigst zur Anwendung bringt (E 2001 (E) 2/645).

100

E 2300 Stockholm/14

Le Ministre de Suisse à Stockholm, P. Dinichert,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz[1]

RP N° 25 Stockholm, 17 mars 1944
Confidentiel

[...][2]

La pression exercée par les Anglo-Américains sur l'Irlande est suivie avec attention par le milieu officiel suédois, moins à cause des questions controversées qu'en raison de l'attitude et des méthodes adoptées à l'endroit d'un neutre. On n'en présage rien de bon pour les neutres en général et on ne cache guère, du moins vis-à-vis de moi, la très sérieuse préoccupation de ce qu'un proche avenir peut nous réserver encore, aux uns et aux autres[3].

Pour ce qui est du jeu à part entre Moscou et Badoglio, on y voit ici deux choses: l'une, à certain égard regrettable, le manque d'entente, persistant ou circulaire, entre les grandes puissances «unies», l'autre, plutôt réjouissante, une nouvelle leçon de réalisme donnée par les Bolchévistes aux «démocrates» occidentaux, embourbés dans des idées et formules fixes.

1. *M. Pilet-Golaz a lu ce document le 20 mars 1944 et l'a mis* en circulation *parmi ses collaborateurs.*
2. *P. Dinichert expose l'évolution des relations entre la Finlande et l'URSS et le rôle de la Suède. Sur le conflit russo-finlandais, cf. aussi* E 27/9762 *et* E 9789/Bd. 4.
3. *Annotation de M. Pilet-Golaz dans la marge:* certes.

101

E 7110/1976/134/61

Le Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz,
à la Délégation économique suisse à Londres

Copie de réception
T N° 284

Berne, 17 mars 1944
(*Reçu:* Londres, 18 mars 1944)

Il est prévu que nouvel accord économique avec Allemagne sera signé demain. Aurai dernière conférence avec Schnurre lundi pour trafic. Continuons à régler celui-ci sous la forme autonome sans convention à proprement parler malgré danger latent représailles. Ai mis au net déclaration à laquelle vous avez pensé. Elle vous sera communiquée dès que discussion avec Allemands terminée. Mais suis pas sûr qu'il soit prudent et opportun de la remettre telle quelle aux Anglais. Prendrait trop apparence Aide-Mémoire ou convention de fait. Situation pourrait sembler trop théorique et devenir trop rigide. A titre confidentiel j'en ai parlé avec Norton. N'en faites pas état. Lorsqu'il eut pris connaissance texte a partagé mon sentiment. Il vaudrait mieux le considérer comme un document destiné à délégation et précisant attitude suisse quant au transit. Pourriez en être porteur lorsque discuteriez. Pourriez même en lire certains passages si le jugiez utile toujours comme si écrits à votre intention. Si l'on exprimait désir de posséder ce texte à titre d'information pourriez à la rigueur le remettre mais précisément à titre simplement documentaire. Bien entendu recevrez liste des marchandises exclues du transit ou contrôlées. En ce moment transit présente rien d'anormal. Au contraire diverses circonstances l'ont momentanément gêné dans direction Sud Nord. Avons scrupuleusement maintenu conception notre autonomie absolue en matière de transit. Il est important qu'il en soit de même envers Alliés[1].

1. *Le lendemain, le DPF adresse un télégramme pour annoncer que la signature est reportée, car K. Schnurre a été convoqué à Berlin en raison du mécontentement allemand sur la question du transit (télégramme du 18 mars 1944,* E 2001 (D) 3/349*). Cf. aussi la notice de R. Kohli du 20 mars* (E 2001 (E) 2/575). *La signature des accords aura finalement lieu le 24 mars, cf. N*os *107 et 108.*

102

E 2001 (E) 2/645

Compte-rendu d'une séance sur les relations financières avec les Etats-Unis d'Amérique

AKTENNOTIZ ÜBER EINE BESPRECHUNG BETREFFEND DIE ZUVERFÜGUNGSTELLUNG VON FRANKEN GEGEN FREIES GOLD AN DAS AMERIKANISCHE TREASURY DEPARTMENT VOM 22. MÄRZ 1944

UV Bern, 22. März 1944

Vorsitz: Herr Bundesrat Nobs
Ferner anwesend: Das Direktorium der Schweizerischen Nationalbank
Herr Professor Kellenberger
Herr Kohli
Herr Reichenau

Herr Bundesrat Nobs resumiert einleitend auf Grund persönlicher Notizen eine Unterredung mit Herrn Bundesrat Pilet-Golaz und beleuchtet die Entstehung der verschiedenen zur Diskussion stehenden Telegramme an die Gesandtschaft in Washington. Er stellt insbesondere fest, dass sich die Nationalbank jeweils mit deren Formulierung einverstanden erklärt habe bzw. dass sie grösstenteils von ihr stamme. Herr Bundesrat Pilet sei auch der Auffassung, dass man am 22. Dezember in den Zusicherungen sehr weit gegangen sei [1]. Indessen beruhe das jetzige Begehren der amerikanischen Regierung auf einem gegebenen Wort. Er habe vorgeschlagen, einen monatlichen Plafond von 5 Millionen Franken freien Goldes anzusetzen und zwar vorläufig auf 3 Monate. Er habe indessen nicht verhehlt, dass es schwer sein werde, dieses Zugeständnis nicht weiterzuführen solange keine schlechten Erfahrungen vorlägen. Herr Bundesrat Pilet habe ferner auf folgende Punkte hingewiesen:

1.) Wenn Schwierigkeiten mit den USA entstehen, wird es unter Umständen Arbeitslosigkeit geben, was uns wesentlich teurer zu stehen kommen wird als ein Entgegenkommen betreffend die Dollarfrage.

2.) Wenn wir auf Kriegsende mit den Amerikanern schlecht stehen, so laufen wir Gefahr, ungünstig behandelt zu werden.

3.) Die Währung ist namentlich bedroht durch die Steigerung der Inlandspreise. Der Zusammenhang mit dem Ausland wird umso rascher wieder gefunden werden können, je besser das Preisniveau an dasjenige des Auslands angeglichen ist. Herr Pilet habe indessen von vorneherein gewisse Kursverluste in Rechnung gestellt.

4.) Herr Bundesrat Pilet habe gewünscht, dass man den Amerikanern ein Entgegenkommen zeige, und mitgeteilt, dass er dem Bundesrat die Frage bei der nächsten Sitzung vorlegen werde. Diese findet am 24. März statt.

---

1. *Cf. N° 60.*

Herr Bundesrat Nobs teilt den Anwesenden mit, dass er in Beantwortung dieser Argumente insbesondere auf den hohen Stand der Bundesschuld und auf den hohen Bedarf für 1944 (2 Milliarden Franken) hingewiesen habe. Die Anspannung des Geldmarktes sei ausserordentlich stark, und man dürfe die Angelegenheit nicht nach der heutigen Sachlage beurteilen. Ferner habe die Nationalbank jetzt schon einen grossen Dollarbestand. Das «freie Gold» sei ein relativer Begriff. Seine Heranschaffung würde Kosten von ungefähr 10% verursachen. Die Waren kämen die Schweiz 10–20% teurer zu stehen, wenn sie sie in Dollars bezahlen wolle. Ausserdem sei Herr Präsident Weber empört darüber, dass ein fremder Staat Franken zu Interventionszwecken verlange, und er habe den Rücktritt der Generaldirektion der Nationalbank angedroht, wenn auf diese ein Druck ausgeübt werde.

Abschliessend stellt Herr Bundesrat Nobs fest, dass die Argumentation auf die Bedeutung des Problems hinweise und dass die Schwierigkeiten ausserordentlich gross seien. Er bittet um die Beantwortung von drei Fragen:

a) Kann das Treasury Department nicht veranlasst werden, die Praxis der beliebigen Lizenzerteilung einzuschränken?

b) Sind seit Anfang der Woche neue Telegramme da, wenn ja, wie lauten sie? Wie ist es Sitte, dass die Nationalbank direkt mit den Währungsinstituten anderer Länder verkehrt?

c) Welche Lösung können wir ins Auge fassen? Besteht insbesondere eine Zwangslage, die den Bundesrat zu einem plötzlichen Entscheid veranlassen muss, oder besteht die Möglichkeit, das Terrain noch etwas abzusuchen?

Herr Bundesrat Nobs gibt der Nationalbank zu bedenken, dass die Sache nicht nur währungspolitischer Natur sei, sondern eine eminente aussenpolitische und handelspolitische Bedeutung habe. Er stellt insbesondere die Frage, ob es die Nationalbank verantworten könnte, wenn wir politische oder wirtschaftliche Schwierigkeiten mit den USA hätten.

Wäre es möglich, einen Kompromiss in dem Sinne vorzuschlagen, dass wir je 5 Millionen Franken für 3 Monate (April–Juni) aussetzten und schon jetzt erklärten, dass es damit sein Bewenden haben müsse?

Herr Kohli erkundigt sich einleitend bei Herrn Präsident Weber, ob die Nationalbank ein Telegramm der Federal Reserve Bank erhalten habe, was verneint wird.

Er führt aus, dass die Zusammenarbeit mit der Nationalbank bisher sehr gut gewesen sei, es scheine aber, dass in dieser Angelegenheit gewisse Missverständnisse vorlägen. Das sei beim telegraphischen Verkehr (Verkehr mit der Handelsdelegation in London im Jahre 1943!) nicht selten. Die am meisten zitierten Telegramme seien von uns in keiner Weise verändert worden, sodass man füglich davon reden könne, dass das Direktorium die Schweizerische Gesandtschaft in Washington instruiert habe. Die Gesandtschaft hat sich in guten Treuen auf diese Instruktionen gestützt.

Als weitere Tatsache führt er an, dass das Treasury unser Angebot annahm, dass es aber im Prinzip anerkannte, dass ein Plafond gesetzt werde. Er hält den Alternativvorschlag der Gesandtschaft, 5 Millionen Franken wenigstens für 3 Monate zu bewilligen, für eine gangbare Lösung. Er ist sich aber dessen bewusst, dass es sehr schwer sein wird, abzubauen, sodass mit 45 Millionen (für

9 Monate) bis Jahresende zu rechnen wäre. Er verweist beiläufig darauf, dass von den durch den Bundesratsbeschluss vom 23. März 1943[2] bewilligten Summen für die Übernahme von Dollars für wohltätige Institutionen usw. 20 Millionen gespart worden seien (Übernahme von 250000 statt 750000 Dollars monatlich im Durchschnitt).

Als Tatsache sei ferner hinzunehmen, dass das Treasury auf dem Frankenmarkt interveniert habe und dass die Situation daher doppelt heikel sei. Müsse es seine Intervention abbrechen, so bedeute das einen Prestigeverlust, den es uns nicht leicht vergessen werde.

Eine weitere Realität sei unsere Kreditgewährung an Deutschland, die nicht nur in den USA, sondern auch von der amerikanischen Vertretung hier in Bern immer wieder angeführt werde.

Herr Kohli verweist darauf, dass das Treasury Department sich bereit erklärt habe, seine Lizenzgewährung zu ändern und uns weitgehend entgegenzukommen. Er gibt vom neuesten Telegramm Nr. 227[3] Kenntnis, das erst vor wenigen Stunden eingetroffen ist.

Abschliessend erklärt er, es sei der Wunsch des Politischen Departements, dass den Amerikanern gegenüber ein Entgegenkommen gezeigt werde, und er betrachte die 5 Millionen monatlich gegen freies Gold als angemessen. Das würde uns wenigstens die Möglichkeit geben, uns über die gegenwärtig verfahrene Situation hinwegzuhelfen.

Herr Präsident Weber bemerkt einleitend, dass wir in eine komplizierte Lage hineinmanövriert worden seien. Es bestünden beträchtliche Interessengegensätze. Das Politische Departement möchte für die Nachkriegszeit gute Stimmung machen, die Nationalbank müsse aber den Notenbankstandpunkt einnehmen. Sie habe ein Bankgesetz, an das sie gebunden sei.

Zum Telegramm vom 22. Dezember führt er aus, dass es in erster Linie die Bemerkung enthalte, eine Intervention auf dem New Yorker Markt wäre paradox[4]. Es sei offensichtlich, dass die Gesandtschaft der Bemerkung betreffend die Zurverfügungstellung beliebiger Frankenmengen gegen freies Gold nicht die richtige Bedeutung beimesse. In Bezug auf England sei die Übernahme von Gold auch auf die Regierungsbedürfnisse, allerdings mit Einschluss der Exilregierungen, beschränkt. Die Gesandtschaft wolle den Amerikanern mehr geben und sage es ihnen nicht, dass das Freezing die Ursache der Disparität zwischen Franken und Dollar bilde.

Herr Pfenninger sei ein Beobachter und habe keine Kompetenz, die Meinung der Nationalbank auszudrücken. Sofern er Probleme habe, müsse er sie dem Direktorium vorlegen.

Nachdem die Nationalbank sich bemüht habe, die Dollarübernahme für den Warenverkehr zu kanalisieren, könne durch die Übernahme freien Goldes die von ihr betriebene Politik durchkreuzt werden.

Nach einem Exkurs über die Währungspolitik betont er, dass der National-

---

2. *Cf. la circulaire du Vorort de l'USCI du 27 mars 1943,* E 7110/1967/32/845.USA/1508 *et* E 7800/1/66.
3. *Non reproduit.*
4. *Cf. N° 60.*

bank der Vorwurf der Verflüssigung des Marktes gemacht werden müsste, wenn sie zu weiteren Franken-Zurverfügungstellungen Hand biete. Diese Verantwortung könnte ihr niemand abnehmen, auch das Bundeshaus nicht. Die Nationalbank habe Grund, zu befürchten, dass es den Amerikanern nicht möglich sein werde, die Frankennachfrage zu kanalisieren. Sie würde überflutet werden, weil alles seine Dollars abstossen wolle.

Er betont, dass die Amerikaner bisher uns alle Zugeständnisse stückweise aus der Hand gerissen hätten und bagatellisiert die Zurverfügungstellung «freien Goldes». Er ist der absoluten Überzeugung, dass die Amerikaner nach dem Krieg ebenso rücksichtslos sein würden wie jetzt. Es sei der Nationalbank trotz einer loyalen Zusammenarbeit mit ihnen seit dem 14.6.41 nie gelungen, auch nur die geringste Konzession zu erhalten. Es sei ein Trugschluss, zu glauben, dass das in Zukunft möglich sein werde. Zu den Fragen von Herrn Bundesrat Nobs nimmt er folgendermassen Stellung:

zu a) bemerkt er, dass die Wirkung allfälliger Lizenzverweigerungen durch das Treasury Department momentan nicht überblickt werden könne;

zu b) betont er, dass der Verkehr der Nationalbank mit den ausländischen Notenbanken stets frei gewesen sei, natürlich soweit es sich nicht um politische Probleme gehandelt habe. Die gegenwärtige Frage betreffend USA sei eine typische Angelegenheit zur Behandlung unter Notenbanken;

zu c) gibt er seiner Auffassung Ausdruck, dass jede Intervention auf dem Frankenmarkt ein Unsinn sei. Die Nationalbank sehe bereits neue amerikanische Begehren kommen. Ein Kompromiss würde daher nicht viel helfen. Die Nationalbank wäre daher nicht damit einverstanden, dem Treasury einige Millionen für Interventionen zur Verfügung zu stellen. Wenn der Bund aus anderen Überlegungen zum Schlusse komme, dass dies nötig sei, so habe die Nationalbank dazu natürlich nichts zu sagen. Sie würde sich nur gegen unbegrenzte Zurverfügungstellung von Franken entschieden zur Wehr setzen.

Herr Vizepräsident Rossy teilt die Meinung von Herrn Präsident Weber. Es sei erschreckend, wie schlecht das Treasury Department in Bezug auf die Währungspolitik beraten sei. Die Angelegenheit sei von der Gesandtschaft so falsch aufgezogen worden wie nur möglich, und es sei ein Unglück, dass man aktiv eingegriffen habe, anstatt das Kommen der Amerikaner abzuwarten.

Im Politischen und im Volkswirtschaftsdepartement habe man die Tendenz, die Währungspolitik als Tauschobjekt zu benützen. Das gehe für Zollpositionen, Kontingente, Kredite usw. sehr gut, die Währung sei aber etwas Totales; von ihr könne man nicht nur einen Teil geben, sondern man gebe sie ganz oder gar nicht. Es wäre an der Zeit, dass man sich im Bundeshaus wieder von der Währung distanzieren und sie der Notenbank überlassen würde.

Die Freiheit des sogenannten freien Goldes sei ein ganz besonderer Fall. Die Engländer stellten das Gold zwar zur Verfügung, doch erklärten sie alle Wege, die kostenmässig tragbar wären, als ausgeschlossen, sodass es so oder so in England bleiben müsse. Dasselbe gelte für USA.

Zusammenfassend stellt er fest, dass uns jedes Zugeständnis ausserordentlich teuer zu stehen kommen werde. Wenn wir Kolonien hätten, wie z.B. die Azoren, so wäre er dafür, dass man sie abtreten würde. Man wüsste dann wenigstens, was man gebe.

Die Frage der Währung müsse dem Verkehr der Notenbanken vorbehalten bleiben. Sie sind ein Geschäft. Aus der Politik muss man sie fernhalten.

Herr Generaldirektor Hirs bemerkt einleitend, dass die gegenwärtige Situation weder nach innen noch nach aussen tragbar sei. Man behalte wichtige Depeschen zurück (im Politischen Departement), man verquicke die Angelegenheiten der Notenbank mit handels- und aussenpolitischen Belangen, man ziehe die Nationalbank zu Rate und mache doch im Bundeshaus was man wolle! Die Nationalbank gebe sich redliche Mühe, ausserhalb der Devisenbewirtschaftung bleiben zu können und sehe dann mit Schrecken, dass eine einzige Massnahme, die man absolut durchdrücken wolle, ihre Bemühungen zunichte mache. Er kritisiert ein Telegramm der Gesandtschaft in Washington, die absolut nichts von Währung verstehe. Wenn man den Amerikanern weiter entgegenkomme, so werde es noch schlimmer als mit England, wo man glücklicherweise einige Vorsichtsmassnahmen eingebaut habe.

Er bestätigt die Ausführungen von Herrn Präsident Weber, dass die Beziehungen zu der amerikanischen Notenbank bisher gute gewesen seien, dass sich die Nationalbank aber an die ausserordentlich strengen Vorschriften der Amerikaner gehalten habe. Es seien ihr trotzdem keinerlei Konzessionen auf irgendwelchem Gebiet zugestanden worden.

Er ist der Überzeugung, dass die unglückliche Situation, in der wir uns heute befänden, ihren Ausgangspunkt in der General Ruling Nr. 17 habe, die von der Gesandtschaft mit den Währungsfragen in Zusammenhang gebracht worden sei. Die häufigen Kontakte mit dem Treasury Department in dieser Hinsicht, der Abschluss des Abkommens mit England, das starke Disagio des Dollars auf dem Frankenmarkt in New York und der Eintritt des Herrn Straessle in die Gesandtschaft hätten zusammengewirkt.

Der Depesche vom 22. Dezember dürfe keine zu grosse Bedeutung beigemessen werden[5]. Ihr Inhalt sei von der Gesandtschaft dem Treasury Department gar nicht vorgetragen worden. Es war aber von jeher klar, dass es die Absicht der Nationalbank war, der amerikanischen Regierung entgegenzukommen und nicht zu intervenieren. Die Trennung zwischen den 2,5 Millionen für die Regierung und den 0,75 Millionen für die Interventionen bestehe nur in den Köpfen in den USA.

Anlässlich der Sitzung vom 9. März mit der Finanzdelegation des Bundesrates sei zum Schluss nicht mehr von der Gewährung eines Kredites gesprochen worden. Das Anerbieten von Herrn Kohli, das Telegramm aufzusetzen, habe befremdet. Der Telegrammentwurf liess lange auf sich warten, war dann aber sehr gut abgefasst. Es wurde indessen ein neues Element eingeführt, nämlich die 25 Millionen Franken. Er habe zur Depesche nicht Stellung genommen und ausdrücklich nachträglich mitteilen lassen, dass das Direktorium die Gewährung des Kredites von 25 Millionen nicht empfehlen könne.

Herr Kohli wirft ein, dass aber diese Stellungnahme in keiner Weise so gefasst gewesen sei, dass man aus ihr einen Protest der Nationalbank gegen die Absendung des von ihr mitverfassten Telegramms hätte ersehen können.

Herr Generaldirektor Hirs bestätigt das. Er führt weiter aus, dass die Natio-

5. *Cf. N° 60.*

nalbank in der Folge nicht mehr reagiert habe, trotzdem aus den USA Depesche auf Depesche eingetroffen sei. Erst auf ein Telegramm der Federal Reserve Bank vom Samstag habe sie direkt geantwortet. Er befürchtet, dass bis im Juni hunderte von Millionen Franken verlangt werden könnten, und er gibt einige Ausschnitte aus dem inzwischen von Zürich aus telephonisch durchgegebenen Telegramm der Federal Reserve Bank bekannt. Diese ersucht insbesondere um vorschussweise Überlassung von 3 Monatsquoten, d.h. 2 Millionen Dollars «bis der neue Plan Bruggmann spiele».

Die Frage der Exporterlöse, deren Rückstände er auf 100 Millionen schätze, müsse unbedingt regliert werden, sonst bleibe alles, was wir auf dem Exportsektor unternähmen, Stückwerk. Er beklagt sich darüber, dass die Federal Reserve Bank die von uns aus guten Gründen abgelehnten Dollargesuche und auch den Finanzdienst befriedige. Das wirke stimulierend.

Er schlägt vor, den Amerikanern zu erklären, dass für Regierungsbedürfnisse auf Zusehen hin beliebige Beträge zur Verfügung gestellt würden, dass aber die Behandlung der Untersützungsgesuche usw. in unserer Hand bleiben müsse. Für die Exportrückstände sollte sofort eine Enquête gemacht und eine Regelung getroffen werden, die die Amerikaner uns überlassen sollten.

Abschliessend stellt er fest, dass es nicht würdig sei, nachzugeben, nachdem die Situation durch die Gesandtschaft verfahren worden sei.

Herr Bundesrat Nobs erkundigt sich nach der Stellungnahme von Herrn Bundespräsident Stampfli am 9. März[6]. Herr Hirs bestätigt ihm, dass dieser die Nationalbank und das Politische Departement aufgefordert habe, sich zu verständigen, was zum Entwurf eines Telegramms geführt habe. Er danke für die Stellungnahme der Nationalbank, die ihm Eindruck gemacht habe. Man müsse auf sie hören, denn es wäre verhängnisvoll, auf eine abschüssige Bahn zu kommen. Die Begehren der Amerikaner würden sicher mit den jetzt zur Behandlung stehenden ihren Abschluss nicht finden. Es sei vielleicht leichter, im Anfang nein zu sagen als später. Er stellt fest, dass die Nationalbank die von den Amerikanern angebotenen Konzessionen nicht schätzt, und es beängstigt ihn, dass die Nationalbank in derartig heftiger Weise gegen die Gesandtschaft Stellung nimmt. Er sieht die Lösung in der Ansetzung eines relativ kleinen Betrages, der mit dem ausdrücklichen Hinweis darauf zu gewähren wäre, dass es damit sein Bewenden haben müsse.

Herr Kohli bedauert, dass der Entwurf zu unseren 216, 217 und 218[7] ihn nicht nur einen Sonntag gekostet, sondern auch noch das Befremden der Nationalbank erregt haben. Er habe sich bemüht, in seinem Entwurf einen schweizerischen Standpunkt zu vertreten und müsse auch jetzt darum bitten, nicht Interessenpolitik zu betreiben, sondern schweizerisch zu denken. Er weist die Vorwürfe der Bevormundung der Nationalbank durch das Politische Departement zurück und stellt die Frage, ob die Nationalbank tatsächlich glaube, ihre Währungspolitik in einem Laboratorium betreiben zu können. Diese sei von eminenter aussenpolitischer Bedeutung, wie die ganze Gestaltung in Bezug auf die

---

6. *Sur cette séance du 9 mars, cf. le procès-verbal du 20 mars rédigé par W. Reichenau* (E 2001 (E) 2/645).
7. *Non reproduits.*

Währungspläne der Nachkriegszeit schlagend beweise. Wenn er gewisse Telegramme nicht sofort weitergeleitet habe, so deshalb, weil er die Verantwortung dafür nicht habe übernehmen können. Sie seien dem Chef des Politischen Departements unterbreitet worden.

Das Abkommen mit England sei nicht so restriktiv wie hier glauben gemacht werde. Insbesondere werde auch der Export bezahlt und sogar der Zinsendienst (Coupons).

In Bezug auf die Rückstände ist er ebenfalls der Auffassung, dass ausgeräumt werden müsse. Es komme die Nationalbank immer noch billiger, wenn man irgendein Arrangement treffe, anstatt die Beträge über den freien Frankenmarkt laufen zu lassen. Er betont, dass Herr Bundespräsident Stampfli zu dem Kredit von 50 Millionen Franken, wie er ihn am 9. März vorgeschlagen habe, nicht Stellung genommen habe. Diese Frage sei also durchaus offen. Er habe in den Telegrammen Nrn 216, 217 und 218 25 Millionen aufgenommen, weil er den Bedenken der Nationalbank habe Rechnung tragen wollen.

Er gibt den Herren von der Nationalbank zu bedenken, dass die Aussenpolitik auch in Zukunft ihre Rolle in Bezug auf die Währungspolitik spielen werde. Wenn die Nationalbank jetzt die Haltung einnehme, dass Fragen zur Diskussion stünden, die eigentlich zwischen ihr und der Federal Reserve Bank abzumachen wären und die politischen Fragen ignorieren wolle, so sei immerhin darauf hinzuweisen, dass sie wahrscheinlich in absehbarer Zeit über die Mithilfe der politischen Behörden sehr froh sein werde, dies insbesondere im Hinblick auf die von den Alliierten beanstandeten Goldtransaktionen mit Deutschland. Die Währungspolitik sei also gar nicht so unabhängig wie man uns glauben machen wolle.

Neben der Aufhebung des Embargos und des Freezings gebe es noch einen zweiten Weg, das sei die Einführung einer Devisenbewirtschaftung in den USA. Gewisse Stellen des neuesten Telegramms weisen auf eine derartige Entwicklung hin. Warum die Amerikaner davon abhalten?

Was die erteilten Instruktionen anbetrifft, so würde sich Herr Minister Bruggmann mit Recht auf die Telegramme berufen. Er ist kein Währungsfachmann, und das ist der Nationalbank bekannt. Die Nationalbank war über das jetzt von ihr ohne Freude betrachtete Abkommen mit England seinerzeit froh, weil sie damit die Hälfte des übernommenen Goldes dem Bund überlassen konnte. (Herr Präsident Weber bedauert, dass es nicht das ganze Gold ist).

Was die Freiheit des sogenannten freien Goldes anbetrifft und die Diskriminierung, die durch seine Entgegennahme gegenüber dem bisher in den USA liegenden Gold, so habe die Nationalbank schon im Abkommen mit England auf Erklärungen über die Freigabe verzichtet, da sie die Blockierung nie anerkannt habe. Er verstehe daher nicht, was für Hemmungen die Nationalbank jetzt habe, in den USA freies Gold entgegenzunehmen.

In Bezug auf die noch ausstehenden Frankenlizenzen verweist er auf die Mitteilung in einem Telegramm, dass noch 4,7 Millionen Franken ausstehend seien. Dabei werden wir die Amerikaner behaften müssen. Ebenso dabei, dass sie die Lizenzgewährung in Zukunft den Frankendisponibilitäten anpassen wollen.

Er verweist auf die Kreditgewährung an Deutschland und bemerkt, dass

sicher das Gold in USA mehr Wert sei als die Reichsmark in Berlin, und dass wir nicht vor Kostenfragen zurückschrecken sollten.

Er wiederholt seinen Antrag, es seien 5 Millionen Franken monatlich gegen freies Gold zu bewilligen. Er sei sich dessen bewusst, dass es am 30. Juni (Ablauf des Vertrages mit Deutschland usw.) schwer sein werde, auf dieses Zugeständnis zurückzukommen. Er schliesst mit der Bitte an die Nationalbank, keine Prestigepolitik zu betreiben und zu einer Übergangsregelung, die uns die Gelegenheit bieten wird, uns von der Absicht der Amerikaner zu überzeugen, ihre Zustimmung zu erteilen und bei ihr mitzuwirken.

Herr Bundesrat Nobs hält den Vorschlag von Herrn Kohli für zu weitgehend und möchte das Entgegenkommen an die Amerikaner, mit dem er im Prinzip einverstanden ist, bescheidener gestalten.

Herr Professor Kellenberger stellt fest, dass die Standpunkte im Grunde genommen nicht so verschieden seien, sondern dass es sich mehr um die Frage des Masses handle. Wir könnten unmöglich die Amerikaner für die Fehler der Gesandtschaft verantwortlich machen.

Wenn sich die Nationalbank dagegen wehre, dass die Währungspolitik zur Dienstmagd der anderen politischen Belange gemacht werde, so tue sie dies sicher mit Recht, doch sei dies seit Jahrzehnten der Fall (Abwertung, Konjunktur, Politik, Abkommen mit Deutschland). Wenn der Bund die neuen Beträge zur Verfügung stelle, so sei die Währungspolitik eigentlich nicht tangiert. Das Direktorium habe die Auffassung, dass die Intervention am New Yorker Franken-Markt zu nichts führen würde. Dies sei insofern nicht so sicher, als die Amerikaner, wenn sie es mit ihrem Versprechen ernst meinten, in der Lage wären, auch uns einen Dienst zu erweisen. Wenn der Markt eingeschränkt würde, so wären in der Tat die Interventionsbedürfnisse wesentlich kleiner.

Herr Minister Bruggmann sei keine Privatperson, und man könne ihn nicht desavouieren. Man sollte dreimal 5 Millionen Franken, d.h. 15 Millionen Franken bis Ende Juni bewilligen. Erreiche man nichts, d.h. bewahrheiten sich die schlimmen Befürchtungen der Nationalbank, lehnen wir die Fortsetzung ab und bleiben fest.

Herr Generaldirektor Hirs schlägt vor, auf die Hingabe des freien Goldes gegen Frankenzessionen für humanitäre Zwecke zu verzichten. Er bagatellisiert auch die Möglichkeit, dass für die 3 ¼ Millionen Franken monatlich für die amerikanische Regierung freies Gold zur Verfügung gestellt werden könnte. Er bezeichnet die zusätzlichen Warenbezüge im Ausmass der Frankenzessionen für humanitäre Zwecke als Selbstverständlichkeit.

Sein Vorschlag geht dahin, die Regierungsquote von 3,25 Millionen auf 5 Millionen Franken zu erhöhen. Sie würde ganz zur freien Disposition des Treasury stehen, doch müsste der Wunsch geäussert werden, dass vorab die Regierungsbedürfnisse befriedigt würden und dass uns monatlich eine Liste über die ausgeführten Zahlungen zugestellt würde. Bedingung wäre ferner die Lizenzverweigerung für Exporte. Auf das freie Gold möchte er verzichten.

Herr Präsident Weber ist nicht dieser Auffassung und Herr Rossy schlägt vor, dass man Herrn Minister Bruggmann nur zu seiner persönlichen Orientierung mitteilen sollte, er solle diese Frage nicht mehr zur Sprache bringen. Das Zugeständnis von 5 Millionen würde auf diese Weise zu einem dauernden.

Wenn die Amerikaner mit ihren Vorschlägen ernst machten, so würde das in der Tat, wie Herr Kohli ausdrückte, einer Devisenbewirtschaftung gleichkommen. Herr Pfenninger wurde zudem instruiert, die Amerikaner aufzufordern, den Kurs und die Frankenkäufe und -Verkäufe unter der Parität einfach zu verbieten. Er wiederholt, dass die Nationalbank keine Franken an das Treasury abgeben könne, wenn der Bund es aber tun wolle, so sei das seine Sache.

Es stehe indessen die Währung auf dem Spiel, die von jetzt ab nicht mehr berührt werden solle. Man dürfe die Sparrappen nicht verwässern. Herr Kohli denke vielleicht zu wenig an die Auswirkung der Ausschüttung von hunderten von Millionen.

Herr Bundesrat Nobs fasst zusammen und bemerkt, dass die Bedenken der Nationalbank Beachtung verdienten. Von unserem Zugeständnis von 25 Millionen bis Jahresende könnten wir nicht zurücktreten. Doch wäre der Alternativvorschlag aufzunehmen, für drei Monate zusammen 15 Millionen Franken zu geben mit der gleichzeitigen Erklärung, dass eine Fortsetzung der Transaktionen nicht möglich sei. Es wäre dem Bundesrat unmöglich, auf eine Jahresquote von 60 Millionen einzugehen. Jedenfalls würde er das gegen die Stellungnahme des Finanzdepartements tun.

Herr Kohli bedauert, dass er nicht beredter war, um seiner Auffassung zum Durchbruch zu verhelfen. Er ist davon überzeugt, dass man, wenn man sich schon so weit in die Sache eingelassen habe, nicht auf halbem Wege stehen bleiben dürfe.

Herr Bundesrat Nobs schliesst die Sitzung mit der nochmaligen Bemerkung, dass ihm die Argumentation der Nationalbank Eindruck gemacht habe, und dass währungspolitische Erschütterungen unabsehbare Folgen haben müssten. Er macht Herrn Kohli für die Vertretung seines Standpunktes ein Kompliment, bemerkt aber, dass sich in dieser Frage die Aufgabe der Aufgabe und die Gesinnung der Gesinnung entgegenstelle.

103

E 2001 (D) 3/470

Compte-rendu[1] *d'un entretien du Délégué du Conseil fédéral aux Œuvres d'Entraide internationale, Ed. de Haller, avec la Secrétaire de l'Oeuvre suisse d'Entraide ouvrière, R. Kaegi-Fuchsmann*

VY Berne, 22 mars 1944

I. *Cours de cadres pour l'aide d'après-guerre*

Mme Kaegi-Fuchsmann expose à M. de Haller que l'«Arbeiterhilfswerk», se préoccupant de l'œuvre humanitaire que la Suisse pourrait remplir à la cessa-

1. *Le code «VY» figurant sur le document indique qu'il a été rédigé par H. Walther, collaborateur de Ed. de Haller.*

tion des hostilités, s'est demandé ce qu'il pouvait faire et s'est décidé à mettre en train des cours de formation de cadres destinés tant à des Suisses qu'à des réfugiés, afin de préparer un personnel pour l'exécution des projets humanitaires de la Suisse, éventuellement pour mettre ce personnel à la disposition de l'UNRRA qui semble, d'après les informations dont on dispose, songer à utiliser du personnel familiarisé avec les conditions locales. La préparation de ces cours est à l'étude dans différentes villes suisses, telles que Genève, Berne, Zurich, Schaffhouse et d'autres, et – en dehors de l'«Arbeiterhilfswerk» – des organisations, telles que le service civil et certains cercles religieux, travaillent dans le même sens. C'est alors que l'on a été informé de la décision du Conseil fédéral du 25 février [2]. Mme K. désirait être orientée pour pouvoir, à son tour, informer les organisations auxquelles elle collabore et, en particulier, elle désirait savoir si l'étude de la coordination des divers organismes qui se préoccupent de la formation du personnel sera assurée par l'action des autorités fédérales ou s'il convient que l'initiative privée s'en charge. Elle signale qu'il s'est créé à Genève un groupement de contact, d'étude et de coordination, à cet effet. Elle précise qu'à son avis, les cours de formation devraient rester l'apanage des organisations privées. Mme K. signale que le résultat des travaux préparatoires a été transmis à M. Kullmann qui, lors de son séjour en Suisse, a d'ailleurs pris contact avec le groupement de Genève [3].

M. de Haller expose à Mme K. où en est présentement l'action gouvernementale et précise les lignes générales du projet S., la concentration et coordination des initiatives, de façon à éviter un éparpillement des forces préjudiciable à l'œuvre humanitaire et à lui assurer un caractère nettement suisse; caractère indépendant de l'œuvre suisse à l'égard des organisations de secours, telles que l'UNRRA qui présuppose la victoire d'un des camps belligérants, sans d'ailleurs préjuger une collaboration de fait après l'armistice; neutralité; séparation stricte entre des initiatives de nature commerciale et l'action strictement charitable et limitation de l'effort dans les territoires voisins de la Suisse.

Quant à la question plus précise posée par Mme K., M. de Haller estime qu'il convient que les organismes privés continuent l'action entreprise et assurent la coordination de ces divers groupements, puisqu'on ne peut pas encore préciser actuellement de quelle manière le résultat des efforts privés en cours présentement seront intégrés dans l'œuvre générale. Il lui paraît aussi qu'il y aurait intérêt à ce que la formation du personnel qui sera nécessaire soit laissée à l'initiative privée. Mais il ne saurait, au stade actuel, préciser quelles seront les personnes qui en seront chargées, puisque le Comité d'étude préparatoire n'est pas encore constitué. Il va de soi que les informations fournies par Mme K. seront communiquées à l'organe compétent, dès qu'il sera désigné.

II. *Secours aux enfants russes*

Mme K. aborde la question du secours aux enfants russes qu'au nom de l'«Arbeiterhilfswerk» elle a proposé à la Croix-Rouge suisse de réaliser. Elle

---

2. *Cf. N° 82.*
3. *Sur le séjour en Suisse de G. Kullmann, cf.* E 2001 (D) 3/267.

précise que l'été passé, elle avait des informations de Russie selon lesquelles on verrait d'un très bon œil une telle action de la Suisse, mais qu'il fallait qu'elle se fît au nom des milieux ouvriers. Mme K. demande si le Comité central de la Croix-Rouge suisse a pris une décision à ce sujet. M. de H. répond qu'à sa connaissance, ce n'est pas le cas et il expose qu'à son avis, il doit s'agir ou bien d'une œuvre des milieux politiques au nom desquels Mme K. agit et, dans ce cas, il ne voit pas pourquoi la Croix-Rouge suisse devrait y être mêlée, ou bien d'une œuvre de la Croix-Rouge suisse et, dans ce cas, ce doit être une œuvre suisse dans le cadre de la neutralité politique de la Croix-Rouge. Il ne comprend pas pourquoi Mme K. veut à toute force donner une teinte politique à cette action en faveur des enfants de Russie, que Mme K. est tout à fait en droit de prendre une attitude politique, mais qu'en ce qui concerne la Croix-Rouge suisse, elle doit rester en dehors de la politique de parti. Mme K. réplique que d'autres font de la politique dans les questions de charité ou en ce qui concerne la question des réfugiés. M. de H. demande alors à Mme K. de lui citer des cas concrets. Son interlocutrice est alors extrêmement embarrassée pour répondre et ne trouve pas, sur le moment même, d'exemples justifiant son affirmation. Un peu plus tard, elle cite le traitement différentiel auquel sont soumis les réfugiés, par exemple les grandes facilités données aux Italiens de continuer leurs études universitaires, alors que pour les réfugiés russes on ferait les plus grandes difficultés. M. de H. répond qu'il s'agit, en ce qui concerne les Italiens, d'internés soumis au régime militaire. Mme K. n'insiste d'ailleurs pas longuement sur cette question[4].

---

4. *A ce sujet, cf. le procès-verbal du Conseil fédéral du 24 mars 1944:*

Ensuite de la décision prise par le Conseil fédéral dans sa séance du 18 janvier 1944, quatre camps universitaires pour internés et réfugiés italiens sous contrôle militaire ont été créés respectivement à Fribourg, Genève, Lausanne et Neuchâtel. La somme de 255 000 Fr., montant des dépenses prévues pour le fonctionnement de ces camps durant la période de janvier à octobre 1944 inclus, a fait l'objet d'un crédit que le Conseil fédéral a accordé, lors de la même séance, au Commissariat fédéral à l'internement et à l'hospitalisation.

Prenant en considération le vœu exprimé par les légations de Grèce et de Yougoslavie que soit donnée également aux ressortissants de ces deux pays internés actuellement en Suisse la possibilité de poursuivre leurs études interrompues par leur séjour sur le territoire de la Confédération, le Commissariat fédéral à l'internement et à l'hospitalisation a envisagé la création de détachements d'étudiants désignés parmi les internés et réfugiés grecs, yougoslaves, russes et, le cas échéant, d'autres nationalités. Ces détachements seraient rattachés aux camps universitaires déjà existants. La réalisation de ce projet entraînerait, selon les estimations du Commissariat fédéral, un supplément de dépenses évalué à 25 000 Fr.

Vu ce qui précède, le département politique propose et le Conseil *décide*

1) la création, dans les camps universitaires d'internés déjà existants, de détachements d'étudiants grecs, yougoslaves, russes et, éventuellement, d'autres nationalités;

2) l'octroi, à cette fin, au Commissariat fédéral à l'internement et à l'hospitalisation, et pour la période s'étendant jusqu'au mois d'octobre 1944 inclus, d'un crédit supplémentaire de 25 000 Fr.

(*PVCF N° 541,* E 1004.1 1/443. *Cf. aussi les PVCF N° 1952 du 9 novembre 1943, N° 2216 du 3 décembre 1943, N° 113 du 18 janvier 1944,* E 1004.1 1/439–441).

III. *Question concernant les réfugiés et internés en Suisse*

Mme K. expose qu'elle rencontre les plus grandes difficultés en ce qui concerne les internés russes, entre autres par ce qu'il règne, parmi les civils, la crainte très nette de ne pas pouvoir rentrer en Russie après la cessation des hostilités. Il semble que cette crainte n'est pas purement imaginaire. En effet, Mme K. recevait par l'entremise de la Légation de Grande-Bretagne, pour le compte de l'URSS, des subsides représentant Fr. 20.— par mois et par tête, à verser aux Russes, ce qu'elle faisait jusqu'alors sans distinction entre civils et militaires, mais elle fut informée que ces subsides étaient strictement limités aux militaires.

Selon le système actuel, chaque réfugié émigré en Suisse se rattachait à un comité, le choix se faisant dans les camps de quarantaine. C'est ainsi que l'«Arbeiterhilfswerk» patronne les réfugiés politiques de couleur socialiste syndicaliste et, en ce qui concerne les Italiens, des antifascistes (qui, en réalité, sont de toutes couleurs politiques). Il y aurait des organismes qui s'occupent des intellectuels, etc. L'activité de l'«Arbeiterhilfswerk», concernant les réfugiés et internés dont il a la charge, consiste à leur fournir ce qui dépasse l'entretien que leur assurent les autorités fédérales, c'est-à-dire des soins médicaux et dentaires, particulièrement le placement, les subsides et l'organisation de congé, la question très délicate des rencontres familiales pour les différents membres d'une même famille qui sont répartis dans différents camps pour hommes, pour femmes et pour enfants.

Elle signale qu'elle a reçu des contributions d'organisations ouvrières américaines pour augmenter les subsides destinés aux réfugiés dont l'«Arbeiterhilfswerk» a la charge. Dans ce domaine, elle signale que le Gouvernement d'Alger verse actuellement des contributions financières au profit des réfugiés, tant français d'ailleurs qu'étrangers, qui ont fait partie de formations militaires françaises ou de camps de travail.

ANNEXE

Notice du Délégué du Conseil fédéral aux Œuvres d'Entraide internationale, Ed. de Haller

Berne, 22 mars 1944

RÉFUGIÉS RUSSES EN SUISSE

Au cours d'une visite qu'elle m'a faite le 22 mars, Mme Kaegi-Fuchsmann a incidemment fait allusion au travail considérable que lui occasionnent les réfugiés russes. Comme je ne cachai pas ma curiosité à ce sujet, Mme K. m'a expliqué en substance ce qui suit:

Les difficultés rencontrées par les autorités auxquelles sont confiés les évadés russes proviennent en partie de ce que ceux-ci sont loin de s'entendre entre eux. Bien qu'il s'agisse, pour ce qui est des sous-officiers et soldats, de tout jeunes hommes élevés dans la pure doctrine bolchéviste, il semble que l'individualisme prend le dessus et donne naissance à des courants rivaux.

D'une façon générale, les Russes qui ont trouvé asile en Suisse se méfieraient les uns des autres. En outre, ils seraient inquiets de leur sort. Les civils en particulier, au nombre desquels il y a passablement de jeunes filles, redoutent, à tort ou à raison, qu'une fois la guerre terminée, le Gouverne-

ment soviétique ne leur permette pas de rentrer sur le sol russe. Cette idée n'est pas nouvelle; en effet, dès l'été 1941, on a prétendu que l'URSS n'admettait pas que ses soldats et sa population se rendent vivants à l'adversaire.

Pour ce qui est de la distinction entre militaires et civils, Mme K. me raconte qu'elle recevait, par l'entremise de la Légation britannique pour le compte de l'URSS, des sommes régulières permettant de verser des subsides mensuels de Fr. 20.— par tête, aux Russes ayant trouvé refuge en Suisse. Elle distribuait cette mensualité sans distinction entre civils et militaires. L'ayant appris, les autorités russes l'invitèrent à ne faire ces versements qu'aux militaires.

Passant du général au particulier, Mme K. m'explique que son organisation, l'«Arbeiterhilfswerk», patronne officiellement les émigrés et réfugiés dits politiques, c'est-à-dire ceux qui, à leur arrivée en Suisse, se déclarent socialistes ou syndicalistes; dans le camp des Italiens, la clientèle de l'«Arbeiterhilfswerk» se compose des antifascistes qui, en réalité, sont de toutes couleurs politiques. Au total, l'«Arbeiterhilfswerk» s'occupe de 1600 émigrés et réfugiés. En vertu du même arrangement, les autres réfugiés sont patronnés par les différentes organisations et institutions suisses, auxquelles ils s'apparentent par la religion, la profession, etc.

Les autorités ont également confié à l'«Arbeiterhilfswerk», en collaboration avec le YMCA, le patronage des évadés russes. Cette mesure a, paraît-il, été prise pour mettre une fin à l'assaut dont les prisonniers russes réfugiés sur notre sol faisaient l'objet et que se disputaient les Russes blancs, le Clergé orthodoxe et les Suisses nourrissant des sympathies pour Moscou.

Mme K. fait allusion en passant à une nouvelle collecte qui serait en cours en Suisse en faveur des Russes et dont les organisateurs s'identifieraient plus ou moins avec ceux de l'initiative Piderman d'il y a un peu plus d'un an en faveur des prisonniers de guerre russes en Finlande[5]. Mme K. n'a pas précisé l'objet de la collecte, mais elle n'a pas caché qu'elle la désapprouvait.

5. *Cf.* E 2001 (D) 2/177.

104

E 1004.1 1/443

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 24 mars 1944

540. Relations monétaires avec les Etats-Unis d'Amérique

Département des finances et des douanes. Verbal

Le chef du département des finances et des douanes fait rapport sur l'état de nos relations monétaires avec les Etats-Unis d'Amérique et soumet au conseil un projet de télégramme à la légation de Suisse à Washington. Ce projet, établi par le département politique, est rédigé comme suit, compte tenu de quelques modifications proposées par la banque nationale d'accord avec le département des finances et des douanes.

«1. Nachdem Montagsitzung ausgefallen war hat Bundesrat nun heute unter Eindruck Eurer dringlichen Vorstellungen Nationalbank ermächtigt unter nachfolgenden Voraussetzungen auf Alternativvorschlag Eures 218[1] einzutreten:

1. *Cf. N° 97.*

a. Nationalbank stellt für Bundesrechnung monatlich fünf Mio Franken gegen frei exportierbares Gold der Fedres zugunsten US Regierung zur Verfügung. Diese Leistung kommt zusätzlich zu den 3,25 Mio für US Regierungsbedürfnisse hinzu die bereits am 13. Januar mit unserem 35 und am 28. Januar mit unserem 97 [2] zugesagt wurden.

b. Die Zusage unter lit. a gilt vorläufig bis längstens 31. Dezember 1944, auf welchen Termin es beiden Seiten völlig frei steht mit Voranzeige bis und mit 15. Dezember Rücktritt zu erklären.

c. Bis zum 31. Dezember wird die Übernahme von Dollars für Warenexporte aus der Schweiz nach irgendeinem Land des Dollarraumes ausschliesslich dem Ermessen Schweizerischer Nationalbank anheimgestellt. Es werden also vom Treasury für diese Zwecke keine Anschaffungen von freien Franken lizenziert werden. Übernahme blockierter Dollars erfolgt im Rahmen festgesetzter Transferkontingente worüber wir Euch in unseren 216 bis 218 und 221 Aufschluss gaben [3].

d. Frachten-, Umlade- und Versicherungsspesen werden für die gemäss c zugelassenen Exporte wie bisher auch in Zukunft von Nationalbank übernommen soweit in Franken zu zahlen.

e. Treasury wird bis 31. Dezember von sich aus keine Lizenzen mehr bewilligen für Finanzzahlungen in Dollars oder Franken nach der Schweiz. Unter Finanzzahlungen sind zu verstehen: Kapitalüberweisungen, Zinsen, Dividenden und sonstige Vermögenserträgnisse jeder Art. Ausnahmen werden zugelassen werden soweit Nationalbank nach Vorprüfung zur Vermeidung von Härten bereit ist blockierte Dollars zu übernehmen. Für Lizenzen und Regiespesen sind weitere Verhandlungen im Gang.

f. Für Regierungsbedürfnisse übriger Staaten westlicher Hemisphäre ausser Kanada und Argentinien für Rotkreuz- und humanitäre Zwecke wird Nationalbank Dollars im bisherigen Umfang übernehmen wobei aber Entscheid betr. Übernahme oder Ablehnung wie bisher bei Nationalbank bleiben muss.

Sollte sich für Überweisungen zu humanitären Zwecken dringendes Bedürfnis nach Erhöhung geltend machen so wünschen Bund und Nationalbank Lage unpräjudiziert prüfen zu können. Hiebei wesentlicher Unterschied ob Geld in Schweiz bleibt oder Franken nur Durchgang ist für Zahlungen nach Drittländern was von unserem Währungsstandpunkt besonders unerwünscht weil sie letzten Endes zu Goldabzügen aus der Schweiz führen können. Sofern solche Zahlungen zum Ankauf von Waren für Drittländer Verwendung finden müssten sie voll und effektiv durch zusätzliche Wareneinfuhren kompensiert werden.

g. Frankenabgaben für anderweitige Zahlungen als unter c bis e genannt insbesondere auch an dritte Länder nur unter Anrechnung auf die 3,25 Mio für US Regierungsbedürfnisse oder auf die unter a neu zugesagten 5 Mio möglich. Wir nehmen zustimmend zur Kenntnis dass Fedres zweimal monatlich Detailangaben über Verwendung dieser Franken machen wird damit Nationalbank

2. E 2001 (E) 2/645.
3. *Cf. N° 97.*

sofort in der Lage ist Bemerkungen und Vorschläge anzubringen falls sie dies zu tun wünscht.

2. *Übergangsregime*

a. Nationalbank wird Vorgriff auf drei mal 3 1/4 Mio Franken bewilligen anrechenbar auf Quote für US Regierungsbedürfnisse April bis Juni.

b. Fed*[eral]* res*[erve]* hat bereits wieder Begehren für 2 Mio Dollars gestellt. Diese Summe in Missverhältnis zu Eurem Alternativvorschlag gemäss Eurem 218[4] und uns auch deshalb nicht verständlich weil laut Eurem 220[5] Ziffer 1 noch vorliegende Lizenzgesuche 4,7 Mio Franken nicht übersteigen. Nationalbank auch ungehalten dass nun über freie Franken von USA aus Finanz- und andere Zahlungen ausgeführt werden die sie nach sorgfältiger Prüfung aus guten Gründen abgelehnt hatte. Wir vertrauen darauf dass dies Übergangserscheinung die unbedingt verschwindet sobald einschneidende Einschränkung Lizenzerteilungen wirksam wird.

c. Zahlungsrückstände für früher über die bewilligten Transferkontingente hinausgetätigten Exporte bilden hier Gegenstand Prüfung. Lizenzen sollen verweigert werden bis wir Vorschläge machen können.

3. Weder Bund noch Nationalbank lassen sich mit der unter Ziffer 1 und 2 oben dargelegten Regelung irgendwie auf Intervention auf Frankenmarkt in New York ein. Sie geben einfach einem Begehren US Regierung um Erhöhung Frankendisponibilitäten Folge.

4. Ebenso deutlich wünschen wir hier zum Ausdruck zu bringen dass mit Erhöhung der ausgesetzten Quoten nicht gerechnet werden darf und dass wir auch nicht in der Lage wären der Nationalbank Zulassung Vorgriffe auf künftige Monate für die neue Fünf-Mio-Quote zu empfehlen.

5. Zu Eurer internen Orientierung ferner folgendes:

a. Dieser Frankenabgabe steht ein ständig abnehmendes Warenangebot gegenüber. Schweiz kann mit frei exportierbarem Gold in USA derzeit nichts anfangen weil Transportkosten viel zu hoch für Verfrachtung nach der Schweiz. Einziger Vorteil liegt in grundsätzlicher Bedeutung Freigabe worin günstiges Präjudiz für Freigabe übrigen in USA liegenden schweizerischen Goldes erblickt werden darf. Damit aber selbstverständlich Blockierung unserer Goldbestände in USA in keiner Weise anerkannt. Wir betrachten diese Massnahme nach wie vor als widerrechtlich.

b) Das Direktorium der Nationalbank ersucht dringend und aus ernster Sorge um unsere eigene Währung von weiteren Konzessionen abzusehen und keine Fragen zu diskutieren welche Währungspolitik berühren ohne dazu von ihm ermächtigt zu sein.»

Le chef du département politique fournit, de son côté, des explications. Après discussion, le conseil

décide:

Le département politique demandera à la banque nationale si elle peut se rallier à la solution qui consiste à fixer une somme de 45 millions de francs pour

4. *Cf. N° 97.*
5. E 2001 (E) 2/645.

une période expirant le 31 décembre 1944 (au lieu de 30 millions pour une période prenant fin le 30 juin 1944). Si la banque nationale ne s'oppose pas catégoriquement, le télégramme sera expédié avec une modification dans ce sens. En cas d'opposition catégorique, le télégramme sera expédié sans cette modification.

105

E 2001 (E) 2/645

Le Chef de la Section du Contentieux et des Intérêts privés à l'Etranger du Département politique, R. Kohli, au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

No TO Bern, 24. März 1944

FINANZVERHANDLUNGEN MIT DEN U.S.A.

I. Am Montagnachmittag hat mich Herr Bundesrat Nobs zu sich kommen und sich den Standpunkt des Politischen Departements ausführlich darlegen lassen. Ich glaubte ihn davon überzeugt zu haben, dass wir in der Situation, in der wir nun einmal sind, gut beraten wären, wenn wir den Alternativvorschlag der Gesandtschaft annähmen, der uns einen Plafond von 5 Millionen Franken monatlich zugesteht.

Gestern Nachmittag fand nun eine mehrstündige Aussprache zwischen Herrn Bundesrat Nobs und dem Direktorium in Gegenwart des Unterzeichneten statt. Diese Aussprache ist völlig negativ verlaufen, indem es mir nicht gelang, den Standpunkt des Politischen Departements zu Anerkennung zu bringen. Herr Bundesrat Nobs fasste die Ergebnisse dahin zusammen, dass er dem Bundesrate beantragen werde, an den 25 Millionen Franken bis Ende des Jahres festzuhalten. Beschlösse der Bundesrat etwas anderes, so geschehe es gegen seine Anträge[1].

II. Der Standpunkt der Nationalbank ist kurz folgender:

1. Herr Minister Bruggmann habe sich auf eine Sache eingelassen, von der er nichts verstehe. Er stehe in der Behandlung der Angelegenheit offenbar stark unter dem Einfluss des Herrn Straessle der vom privaten Bankgewerbe herkomme und die Dinge unter diesem Gesichtswinkel betrachte. Von Herrn Pfenninger habe die Nationalbank den Eindruck, dass er zu den Vorgehen der Gesandtschaft in Opposition stehe. Herr Pfenninger sei übrigens nur Angestellter der Nationalbank und habe nicht die Befugnis, in ihrem Namen verbindlich zu sprechen.

Die Telegramme der Nationalbank seien völlig missverstanden worden. Sie habe stets und zu allen Zeiten die Abgabe von Franken zur Intervention auf dem Dollarmarkt abgelehnt.

1. *Cf.* E 6100 (B) 1972/96/240.0. *Cf. aussi N° 102.*

Hiezu ist zu sagen, dass die Telegramme sicher in guten Treuen so verstanden werden mussten, wie sie Herr Minister Bruggmann verstanden hat und dass ihn insofern sicher kein Vorwurf treffen kann. Ferner hat nicht Herr Bruggmann die Initiative ergriffen, sondern die amerikanische Regierung, die dem bevollmächtigten Vertreter des Bundesrates gewisse Erröffnungen machte, die dieser weiterleitete, woraufhin er mit der Übermittlung der schweizerischen Antwort beauftragt wurde. Alle wichtigen Telegramme tragen ausdrücklich auch die Unterschrift von Dr. Pfenninger.

2. Die Nationalbank sei in letzter Zeit von der Handelspolitik und der auswärtigen Politik bevormundet und zensuriert worden. Nach dem Nationalbankgesetz sei sie allein verantwortlich für die schweizerische Währung, und der gesetzliche Zustand müsse wieder hergestellt werden.

Der Unterzeichnete erwiderte, dass die Währungspolitik heute nicht gewissermassen in einem abgeschlossenen Laboratorium betrieben werden könne, dass es die Schuld weder des Politischen noch des Volkswirtschaftsdepartements sei, wenn heute fremde Regierungen die Währungspolitik als ein wichtiges Element ihrer Aussenpolitik betrachten (Keynes- und White-Pläne[2], alliierte Gespräche mit Russland, alliierte Erklärungen betr. die Goldoperationen Neutraler mit den Achsenmächten usw.). Es könne nur *eine* schweizerische Währungspolitik geben; diese habe aber zwei Seiten, eine rein währungspolitische und eine aussen- bzw. handelspolitische, wie die zwei Seiten einer Münze. Es sei deshalb unerlässlich, dass man sich verständige, um gegenüber dem Ausland eine einheitliche Front herzustellen.

3. Die Nationalbank hat die Lage bereits insofern präjudiziert, als sie auf ein Gesuch der Federal Reserve Bank, ihr zu gestatten, über die bereits zugesagten Quoten für die Monate April bis Juni (für Regierungsbedürfnisse der amerikanischen Regierung) jetzt schon zu verfügen, eine negative Antwort gab (Beilage 1[3]). Sie hat wegen dieser Antwort vorher *nicht* mit dem Politischen Departement Fühlung genommen und damit Hrn. Minister Bruggmann in eine schiefe Lage gebracht. Sie stellt sich auf den Standpunkt, sie habe stets mit ausländischen Notenbanken direkt verkehrt (was richtig ist), und es liege in ihrer Kompetenz, dies zu tun.

Ich konnte hierauf nur erwidern, dass das Politische Departement erwartet hätte, man würde mit ihm Fühlung nehmen, da die aussenpolitische Bedeutung des Telegramms auf der Hand liege und Herr Minister Bruggmann hätte informiert werden müssen.

4. Den verschiedenen amerikanischen Vorschlägen begegnet die Nationalbank mit grösstem Misstrauen. Sie ist überzeugt, dass der Plan, den Dollar im Verhältnis zum Franken zu stabilisieren, zu einem völligen Misserfolg verurteilt ist, solange das Freezing nicht aufgehoben und nicht dazu der freie Warenverkehr wiederhergestellt ist. Infolgedessen müsse es die Nationalbank ablehnen, auf die Vorschläge von Herrn Minister Bruggmann einzutreten. Herr Präsident Weber fügte immerhin bei, wenn der Bund den amerikanischen Wünschen entsprechen wolle, so sei das seine Sache.

---

2. *Cf.* E 2001 (D) 1968/74/36 *et* E 7110/1967/32/845. USA/1508.
3. *Non reproduite.*

III. Trotz dieser Situation bin ich überzeugt, dass wir mit einer negativen Antwort unsere gesamten Beziehungen zu den Vereinigten Staaten einer starken Belastung aussetzen, die sich auch in der Nachkriegszeit auswirken kann.

Ich beantrage daher, den Alternativvorschlag der Gesandtschaft ohne weiteres Zögern anzunehmen. Dabei weiss ich allerdings nicht einmal sicher, ob dieser Vorschlag nicht durch die seitherigen Telegramme, insbesondere durch Nr. 227[4], überholt ist und man in Washington erwartet, die Schweiz werde, entsprechend den Erklärungen des Herrn Minister Bruggmann, den U.S.A. gegen frei exportierbares Gold *unlimitierte* Frankenbeträge auf Zusehen hin zur Verfügung stellen.

Das beiliegende Telegramm konnte in Anbetracht der Lage mit dem Direktorium der Nationalbank *nicht* besprochen werden. Es ist aber so gehalten, dass alle technischen Fragen wenn nötig durch die Nationalbank mit der Federal Reserve Bank geregelt werden können.

Die Absendung dieses Telegramms ist äusserst dringlich, sodass nicht mehr Zeit besteht, nochmals eine Besprechung mit dem Direktorium abzuhalten.

Ich darf an folgende grundlegende Überlegungen erinnern:

1. Man mag sich zu der «Schuldfrage» stellen wie man will, so ist Tatsache, dass der Schweizerische Gesandte in Washington der amerikanischen Regierung anerboten hat, die Schweiz werde den U.S.A. unlimitierte Frankenbeträge zur Verfügung stellen, wenn sie den Gegenwert in frei exportierbarem Gold erhalte. Die amerikanische Regierung hat diese Offerte in aller Form angenommen.

2. Nach einem früheren Telegramm der Gesandtschaft (Nr. 220 Ziffer 4)[5] scheint sich auch das Treasury Department mit einem Plafond abzufinden. Dieser Plafond darf jedenfalls nicht niedriger sein als 5 Millionen Franken. Herr Bundesrat Nobs wird eventuell seine Zustimmung zu diesem zusätzlichen 5 Millionen geben, aber nur für eine Lösung längstens bis zum 30. Juni. Ich habe ihm bereits in aller Offenheit erklärt, dass es von der Situation am 30. Juni abhänge, ob wir aufhören können oder nicht. Gerade wenn die Regelung günstige Wirkungen zeitigt, wird die Schweiz nicht einfach einseitig erklären können, sie mache nicht mehr mit. Am 30. Juni geht unser Abkommen mit Deutschland zu Ende, und wir werden mit beiden Kriegsparteien wiederum schwierige Verhandlungen zu führen haben. Es hiesse daher sich einer Illusion hingeben, wenn man sich damit trösten wollte, am 30. Juni seien wir unter allen Umständen wieder völlig frei.

3. Was unsere Lage gegenüber der amerikanischen Regierung besonders heikel erscheinen lässt, ist die Tatsache, dass das Treasury Department im Vertrauen auf die Zusage von Minister Bruggmann auf dem Frankenmarkt in New York seit bald vier Wochen interveniert und die Frankenbeträge, über die es verfügte, bereits verbraucht hat. Dazu käme der empfindliche Prestigeverlust für das Treasury, wenn es die Intervention nun aufgeben müsste.

4. Amerika vergleicht immer wieder mit unseren Exporten nach Deutschland und begreift einfach nicht, weshalb wir so zurückhaltend sind, Franken

4. *Non reproduit.*
5. *Non reproduit.*

gegen frei exportierbares Gold zu geben, während wir für den Warenexport nach Deutschland einen Kredit von 850 Millionen Franken zur Verfügung gestellt haben, dessen Gegenwert in Reichsmarkgutschriften besteht. Auch mit England wird verglichen, dessen Abkommen mit uns den Zahlungsverkehr zwischen beiden Ländern sehr erleichtert.

5. Die Summen, um die es sich handelt, sind gering, gemessen an den politischen und wirtschaftlichen Interessen, die auf dem Spiele stehen. Unser neues Abkommen mit Deutschland ist auf dem Prinzip des sich selbst tragenden Clearing aufgebaut. Trotzdem die Budgetgrundlagen mit grösster Sorgfalt berechnet oder geschätzt worden sind, ist es je nach der Entwicklung des schweizerisch-deutschen Warenverkehrs möglich, dass ein Defizit von einigen oder einigen Dutzend Millionen eintritt, so dass die Auszahlungen (aus dem noch nicht voll in Anspruch genommenen Kredit von 850 Millionen Franken) eventuell wieder aufgenommen werden müssen, um die Wartefrist nicht über neun Monate ansteigen zu lassen. Eine solche Überschreitung des Clearingbudgets könnte den Alliierten nicht verheimlicht werden. Tritt sie ein, so müssen wir an ihr Verständnis appellieren. Die Haltung der amerikanischen Regierung wird dabei, weil erfahrungsgemäss die strengere, sehr ins Gewicht fallen. Wir dürfen schon deshalb unter keinen Umständen den Eindruck aufkommen lassen, als würden wir gegenüber Berlin eine offenere Hand haben als gegenüber Washington.

6. Die ständige Delegation für die Wirtschaftsverhandlungen billigt den Standpunkt des Politischen Departements voll und ganz. Sie hat es in Anbetracht der verworrenen Lage als notwendig erachtet, Herrn Bundespräsident Stampfli gestern abend einlässlich zu orientieren. Ich habe eine Kopie des Telegrammentwurfs in seinen Händen gelassen. Eine zweite Kopie werde ich versuchen, Herrn Bundesrat Nobs heute morgen zuzustellen.

106

E 7110/1976/25/2

Compte-rendu d'une séance de la Commission pour la Garantie des Risques à l'Exportation[1]

PV Berne, 27 mars 1944

Der Vorsitzende führt aus, dass seit einiger Zeit die Frage geprüft wird, wie die Ausfuhr nach Frankreich erleichtet werden könnte[2]. Die Bestrebungen

1. *Présidée par le Vice-Directeur de l'OFIAMT, M. Kaufmann, cette séance est consacrée aux problèmes des exportations d'après-guerre vers la France.*
2. *Cf.* E 7110/1973/135/9; *dans une lettre du 30 novembre 1943 adressée à la Division du Commerce du DEP, le Consul de Suisse, chargé des Affaires économiques à Paris, W.E. Senger, expose les charges financières qui entravent les exportations suisses vers la France:*

gehen schon auf einige Monate zurück. Inzwischen haben sie sich konkretisiert, sodass der Moment gekommen ist, in welchem die Kommission dazu Stellung nehmen muss. Der Sprechende bittet Herrn Vollenweider, der mit ihm zusammen mit den Sachbearbeitern der Handelsabteilung für Frankreich über das ganze Projekt gesprochen hat, dieses zu skizzieren. '

Herr Vollenweider teilt mit, dass es sich bei dem Projekt um die Aufnahme von französischen Bestellungen für die schweiz. Maschinen-Industrie für die Nachkriegszeit handelt in der Höhe von 100 bis 200 Mill. Franken, wobei eher mit 200 Mill Fr. gerechnet wird. Allgemein besteht der Glaube, Frankreich sei nach dem Krieg kreditwürdig. Der Goldbestand Frankreichs ist immer noch wesentlich. Frankreich wird sich rasch erholen. Wir hoffen, unsere Handelsbilanz mit Frankreich werde wieder aktiv, was allerdings stark von unserer Landwirtschaftspolitik abhängt. Wenn aus Rücksicht auf unsere Landwirtschaft die Einfuhr von Obst und Gemüse wesentlich reduziert werden muss, so würde es natürlich auch den Franzosen schwer fallen, unsere Industrieprodukte zu kaufen. Auch wird der Handelsverkehr zwischen Frankreich und der Schweiz einigermassen davon abhängig, wie unsere Hotellerie arbeitet, da diese immer ein grosser Konsument importierter Lebens- und Genussmittel darstellte. Grundsätzlich handelt es sich bei den in Frage stehenden Geschäften nach Frankreich um Lieferungen an private Firmen, wobei solche von «public utilitis», wie Gas- und Elektrizitätswerke usw., eingeschlossen sind. Die Banken wirken an diesen Transaktionen mit, indem sie Kredite gewähren. Die Industrie behauptet nicht mehr als 20% des Risikos, berechnet auf dem Fakturawert übernehmen zu können. Die Banken wollen nicht mehr als 5% des Risikos tragen[3]. Einzelne liessen allerdings durchblicken, dass sie vielleicht

---

La charge de tels débours est d'autant plus pesante qu'elle s'ajoute aux difficultés innombrables qu'ont à surmonter en France les commerçants qui s'occupent encore de l'importation de marchandises étrangères, difficultés dont je doute que nos milieux en Suisse puissent se faire une idée même approximative. Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner que les intéressés voient dans l'application desdites taxes une véritable pénalisation de leur esprit d'initiative et de persévérance et leurs griefs me paraissent d'autant plus dignes d'être pris en considération qu'ils émanent, la plupart du temps, de représentants en France d'entreprises suisses exportant traditionnellement leurs produits dans ce pays.

Or, il ne faut pas oublier que ce réseau de représentants est appelé à jouer un rôle prépondérant dans la reprise des exportations suisses en France après la guerre et, ainsi que l'a souligné à maintes reprises déjà votre Division, nous avons tout intérêt à le maintenir en activité dans toute la mesure du possible. Aussi, et tout en admettant que la situation économique actuelle de la France n'est pas de nature à donner tous les apaisements que peut désirer un banquier, il semble qu'on devrait pouvoir trouver une solution conciliant les précautions financières qu'elle justifie avec les intérêts présents et futurs de notre commerce d'exportation.

Dans ces conditions, et tout en m'excusant d'exposer si librement ma manière de voir en cette circonstance, je vous saurais gré de bien vouloir examiner l'opportunité d'approcher les milieux financiers intéressés, afin d'étudier avec eux les moyens de remédier à cet état de choses regrettable en ramenant les frais afférents à l'ouverture des crédits documentaires à un taux supportable pour les importateurs en France de marchandises suisses.

3. *Cf. la lettre du 21 février 1944 du Directeur général de la Société de Banque Suisse, M. Golay, au Délégué du Conseil fédéral aux Accords commerciaux, H. de Torrenté, et le rapport de H. Grandjean, Directeur général du Crédit Suisse, du 11 avril 1944* (E 7110/1973/135/11).

auch ein grösseres Risiko übernehmen würden. Der Rest soll durch die Export-Risikogarantie auf den Bund abgewälzt werden. Die Frage der Anzahlungen ist noch durchaus offen. Die Transferierung über den Clearing ist nicht möglich, sie würde den Clearing zu stark belasten. Es wird die Frage der Schaffung eines Sonderkontos C erwogen, um darauf Anzahlungen entgegennehmen zu können. Diese wären vorläufig nicht transferierbar. Es stellt sich die Frage, ob die franz. Regierung bereit wäre eine gewisse Garantie für die auf das Konto C erfolgten Einzahlungen zu übernehmen, ähnlich wie seinerzeit die ital. Regierung gegen eine bescheidene Prämie dem ital. Importeur die Kursgarantie für seine auf Clearing einbezahlten Lire-Beträge abnahm. Eine gewisse Garantie könnte dadurch geschaffen werden, dass eine Exportprämie verlangt würde. Die Prämie müsste selbstverständlich auf die Exportpreise geschlagen werden. Dadurch wird das Geschäft aber für den franz. Käufer weniger interessant. Da die Kontrakte auf Schweizerfranken lauten sollen, trägt der franz. Käufer schon das Währungsrisiko. Das Hauptrisiko bei diesen Geschäften ist das politische Kursrisiko. Vielleicht gelingt es, wie vorher erwähnt wurde, dass die franz. Regierung eine gewisse Garantie übernimmt für diejenigen Beträge, die bereits in den Clearing einbezahlt sind. Der Sprechende hat das ganze Problem mit Herrn Leg.-Rat De Torrenté von der Handelsabteilung und Herrn Dr. Aebi vom Vorort besprochen. Die Handelsabteilung wird inzwischen mit der franz. Regierung Fühlung nehmen, um zu erfahren, ob diese mit dem Konto C einverstanden und bereit ist, eine Kursgarantie auf diesem Konto zu übernehmen. Die Kommission muss inzwischen abklären, bis zu welchem Grade sie die Garantie gewähren will. Es handelt sich um folgende Fragen:

1. Bis zu welcher Fakturasumme dass die Kommission bereit ist, solche Geschäfte durch die Garantie zu decken.
2. Welche Risiken sollen gedeckt werden?
3. Ob eine Anzahlung verlangt werden muss und ob wir uns mit einer Anzahlung auf Konto C begnügen können oder ob wir eine Anzahlung in der Schweiz verlangen müssen.
4. Höhe des Prozentsatzes.
5. Zeitpunkt der Auszahlung im Schadenfalle.

Zu Punkt 1 ist zu sagen, dass wir nicht nur mit Frankreich rechnen müssen, sondern auch mit der Finanzierung von Nachkriegsexporten nach andern Ländern, wie beispielsweise Russland. Ferner werden wir mit den Lieferungen auf Kredit für den Wiederaufbau rechnen müssen, beispielsweise in Holland und Belgien. Dies wird eine wesentliche Erhöhung der Bundesengagements bedeuten.

Zu Punkt 2 ist zu sagen, dass der Sachbearbeiter der Handeltsabteilung für Frankreich die allgemeinen politischen Risiken nicht als sehr gross ansieht, da auch eine spätere franz. Regierung an den Lieferungen noch interessiert sein dürfte. Das Kursrisiko sollte eigentlich nicht bestehen, da die Abschlüsse auf Schweizerfranken lauten und die Nachzahlungspflicht im Clearingvertrag im Falle einer Entwertung des franz. Frankens ausdrücklich vorgesehen ist. Praktisch besteht das Kursrisiko dennoch, wenn z.B. der franz. Schuldner durch Massnahmen seiner Regierung im Falle einer Währungsentwertung an einer Nachzahlung verhindert werden sollte. Auch wäre es denkbar, dass eine franz.

Regierung enorme Abgaben verlangen würde von Fabriken, die heute hauptsächlich für Deutschland arbeiten. Da es sich aber weitgehend um bedeutende Unternehmen handelt, an denen auch die Öffentlichkeit ein wesentliches Interesse hat, wird der franz. Staat diese Unternehmen nicht ruinieren wollen und können. In der Besprechnung mit den Sachbearbeitern wurde dann die Frage aufgeworfen, in welchen Fällen der Bund durch die Export-Risikogarantie sich an Kursverlusten beteiligen würde. Der Sprechende hat erklärt, dass sich die Kommission im voraus nicht binden könne. Er ist damit auf Verständnis gestossen und zwar hauptsächlich weil es einleuchtend ist, dass eine solche Garantie durch den Bund nicht geheim bleiben würde und sich die Käufer dadurch unter Umständen veranlasst fühlen würden, ihrer Nachzahlungspflicht nicht nachzukommen.

Zur Frage Anzahlungen ist zu sagen, dass die franz. Käufer ohne weiteres bereit wären, den grösseren Teil, wenn nicht den ganzen Betrag anzuzahlen, sofern sie in franz. Fr. zahlen können. Dies ist verständlich, denn die Käufer hoffen damit sich wenigstens teilweise vor einer Währungsentwertung schützen zu können. Es ist aber sehr fraglich, ob wir uns mit einer Anzahlung in franz. Währung, die nicht transferiert werden kann, begnügen können. Es frägt sich, ob nicht Anzahlungen gestellt werden sollten aus blockierten französischen Guthaben in der Schweiz. Die Banken sind bis heute aus verschiedenen Gründen dagegen. Der Sprechende ist überzeugt, dass die Kommission auf einer Anzahlung beharren muss, die auch den franz. Käufer trifft, denn sonst besteht die Gefahr, dass er sich nicht mehr an seine Abnahmeverpflichtung und Zahlungsverpflichtung hält, wenn er z.B. die gleiche Maschine nach dem Krieg aus Amerika billiger erhalten könnte. Der Sprechende ist für Beharren auf der Forderung der Anzahlung aus den franz. Guthaben in der Schweiz.

Bei der Diskussion über die Höhe der Prozentsätze muss in erster Linie berücksichtigt werden, ob das politische Risiko eingeschlossen werden soll oder nicht. Voraussichtlich ist der Industrie wie bisher ein tieferer Prozentsatz aber unter Einschluss der politischen Risiken lieber, als ein höherer Prozentsatz unter Ausschluss des Kursrisikos. Als Höhe der Prozentsätze käme nach Ansicht des Sprechenden 60-70% in Frage. Über den Zeitpunkt der Auszahlung hat der Sprechende auch mit Herrn Dir. Homberger vom Vorort gesprochen, der dafür ist, dass die Garantieverpflichtung des Bundes verhältnissmässig spät angerufen werden kann. Herr Vollenweider schlägt 1 Jahr nach Waffenstillstand vor.

Herr Dr. Herold teilt mit, dass das ganze Projekt im Vorort besprochen wurde[4]. Der Vorort kam zu einer ähnlichen Stellungnahme wie Herr Vollenweider. Zum Betrag ist zu sagen, dass es sich nach dem Krieg nicht nur um Frankreich und um die Maschinen-Industrie handeln wird. Es dürfen nicht einzelne Exporte oder Exportgruppen überdimensioniert werden. Ein gewisser Rückbildungsprozess wird nicht zu umgehen sein. 200 Mill Fr. scheinen weit übertrieben. Dieser Betrag dürfte den Gesamt-Export der schweiz. Maschinenindustrie nach Frankreich in der Vorkriegszeit von 10 Jahren erreichen. Risi-

4. *Sur les relations économiques avec la France, cf. aussi la circulaire du Vorort de l'USCI à ses membres du 24 mars 1944* (E 2001 (E) 2/607).

ken wären alle zu decken, das heisst wie bei den üblichen Export-Risikogarantien. An einer Anzahlung in der Schweiz ist unbedingt festzuhalten. Dies ist die einzige Garantie dafür, dass im Falle von Preissenkungen trotzdem die Ware von den Franzosen abgenommen wird. Wenn keine Anzahlungen in der Schweiz verlangt werden, so könnte auch die Meinung aufkommen, die Schweiz finanziere die Flucht in die Sachwerte. Den franz. Investitionsbanken, die bekanntlich in der Schweiz Guthaben haben, eröffnet sich hier ein Gebiet um ihre Tätigkeit schon vor Kriegsende wieder aufzunehmen[5]. Nicht transferierbare Anzahlungen wären ein gefährliches Präjudiz. Die Anzahlungen müssen in Schweizerfranken verlangt werden. Anzahlungen in Frankreich könnten nur akzeptiert werden, wenn sie verknüpft werden mit franz. Warenlieferungen zu normalen Preisen[6].

Die Geschäftsstelle nimmt in grundsätzlicher Beziehung zu der Frage Stellung, weist auf den hohen Stand der Bundesengagements, der auch in der heutigen Sitzung zu Bemerkungen Anlass gegeben hat hin und zeigt, dass mit den vorgeschlagenen Geschäften der Export-Risikogarantie neue Risiken überbunden werden im Sinn der Arbeitsbeschaffung, die früher wohl aus andern Arbeitsbeschaffungskrediten oder durch besondere Bundesbeschlüsse, wie beispielsweise die Clearingbevorschussung bei Deutschland, bezahlt wurden. Die Geschäftsstelle freut sich selbstverständlich über jeden Ausbau der Export-Risikogarantie, hat aber grosse Bedenken, ihr immer nur neue Aufgaben und Risiken aufzubürden, ohne auch die entsprechenden Kredite zu beschaffen und glaubt, dass in erster Linie Parlament und Bundesrat in aller Deutlichkeit darauf aufmerksam gemacht werden müssen, dass die Export-Risikogarantie neue und erweiterte Aufgaben übernehmen muss im Sinne der Arbeitsbeschaffung, und dass im Hinblick auf diese zusätzlichen Risiken in Zukunft auch mit wesentlich grösseren Verlusten gerechnet werden muss.

Herr Dr. Seemann versteht die Bedenken der Geschäftsstelle. Es liesse sich fragen, ob nicht der Export-Risikogarantie aus den Arbeitsbeschaffungskrediten Verluste, die aus diesen Franzosen-Geschäften entstehen könnten, zurückvergütet werden könnten.

Auch Herr Dr. Seemann ist dafür, dass die Kommission auf einer Anzahlung beharrt und zwar auf einer Anzahlung in der Schweiz oder einer Anzahlung, die mit Warenlieferungen verbunden wird. Die Höhe des Prozentsatzes könnte sich, wie Herr Vollenweider vorgeschlagen hat, zwischen 60 und 70% bewegen.

Herr Dr. Hummler führt aus, dass der gesamte Maximalbetrag von 200 Mill Fr. wohl dem ungefähren Export der Maschinenindustrie innerhalb 10 Vorkriegsjahren darstelle. Unter Berücksichtigung der inzwischen eingetretenen Teuerung dürfte sich dieser allerdings auf etwa einen 6 jährigen Vorkriegsexport reduzieren. Betreffend der Rückbildung der Arbeiterzahl in gewissen Fabriken der Maschinenindustrie teilt der VSM durchaus die Ansicht des Vorortes. Bei den ins Auge gefassten Geschäften handelt es sich aber um

---

5. *Sur les capitaux français en Suisse, cf. notamment la notice du 27 février 1941* (E 2001 (E) 2/561) *et la lettre de l'ASB du 25 octobre 1945* (E 2801/1967/77/3).

6. *Sur le transfert des créances financières, cf. les lettres de l'OSC à la SCIPE du DPF du 7 septembre 1943* (E 7110/1973/135/9) *et du 6 mars 1944* (E 7110/1973/135/10).

die üblichen Lieferungen nach Frankreich, wie sie schon vor dem Krieg durchgeführt wurden und nicht um ein unnatürliches Konjunkturgeschäft. Als dem ganzen Geschäft zugrunde gelegte Fakturasumme sollten mindestens 100 Mill ins Auge gefasst werden. Die Risiken wären alle in die Garantie einzuschliessen, soweit sie das Bundesgesetz über die Export-Risikogarantie zulässt, auch das Kursrisiko wenn es auf politische Massnahmen zurückzuführen ist. Eine Anzahlung ist notwendig, eventuell allerdings nur in Form von Warenkontrakten mit festen Preisen. Der Sprechende könnte sich mit folgenden Anzahlungsbedingungen einverstanden erklären: Total 30%, davon 1/3 noch nicht nach der Schweiz transferiert, 1/3 in der Schweiz, 1/3 Waren oder Warenkontrakte mit festen Preisen. Die Auszahlungsfrist des Bundes, die mit 1 Jahr nach Waffenstillstand vorgeschlagen wurde, könnte ebenfalls akzeptiert werden.

Auch *die Herren Cattani und Caflisch* sind für die Deckung aller Risiken, die das Bundesgesetz vorsieht und mit einer Garantie von 60-70% einverstanden. Eine Anzahlung müsste auch nach ihrer Ansicht verlangt werden und eine Auszahlung der Bundesbetreffnisse erst 1 Jahr nach Waffenstillstand scheint tragbar.

Herr Dr. Herold kommt noch auf die Exportprämie für diese Geschäfte zurück. Der Vorort hält nicht viel auf einer Exportprämie. Sie kompliziert die Geschäfte nur. Wenn der ausländische Käufer erfährt, dass eine Prämie eingerechnet wurde, so schliesst er daraus schon, dass der Exporteur ohnehin nicht mit dem vollen Zahlungseingang gerechnet hat, was auf die Schuldnermoral nicht fördernd wirkt. Der Sprechende berührt auch noch den Punkt der Materialbeschaffung, der für diese Geschäfte sehr prekär ist.

Der Vorsitzende tritt auf die von der Geschäftsstelle geäusserten Sorgen ein, die er sehr gut versteht. Wichtig scheint ihm diesbezüglich, dass der Bundesrat ganz klar unterrichtet wird. Dies könnte gleichzeitig geschehen mit dem Bericht an den Bundesrat über die Eingabe der Banken und der Industrie über den Ausbau der Export-Risikogarantie. Zur Frage der Exportprämie braucht die Kommission nicht näher Stellung zu nehmen, da dies in erster Linie Sache der Handelsabteilung ist. Zusammenfassend stellt der Vorsitzende fest, dass die Kommission der folgenden Ansicht ist:

Als maximaler Fakturabetrag kommen vorläufig 100 Mill Fr. in Frage. Zu decken sind alle Risiken die im Gesetz vorgesehen sind, also auch das politische Risiko, worin das Kursrisiko eingeschlossen ist, falls aus politischen Gründen eine Nachzahlungspflicht der franz. Käufer nicht erreicht werden kann. Eine Anzahlung muss verlangt werden und zwar in Schweizerfranken in der Schweiz oder dann in Verbindung mit Warenkontrakten zu festen Preisen. Als zu gewährende Prozente sieht die Kommission 60–70% vor. Als Auszahlungszeitpunkt käme 1 Jahr nach Waffenstillstand in Frage.

107

E 1004.1 1/443

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 27 mars 1944

561. Schweizerisch-deutsche Wirtschaftsverhandlungen

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 24. März 1944

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet:

«1. Wie Ihnen bekannt ist, war nach einer für den Monat Januar a.c. getroffenen Übergangsregelung im Waren- und Zahlungsverkehr mit Deutschland die Gültigkeit der bisherigen Abkommen vom 1. Oktober 1943 – nach 2maliger provisorischer Verlängerung – am 29. Februar a.c. abgelaufen[1]. Seit diesem Datum bestand somit ein vertragsloser Zustand, wobei aber auf Grund der Bestimmungen des Bundesratsbeschlusses vom 16. Januar 1943 die Einzahlungspflicht an die Schweizerische Nationalbank für schweizerische Schuldner clearingpflichtiger Verbindlichkeiten weiter in Kraft blieb[2]. Inzwischen sind am 24. crt. nach langwierigen Verhandlungen neue Vereinbarungen zwischen der Schweiz und Deutschland betreffend den gegenseitigen Waren- und Zahlungsverkehr abgeschlossen worden. *Diese neuen Abmachungen, die rückwirkend auf den 1. März 1944 in Kraft getreten sind und Gültigkeit besitzen bis zum 30. Juni 1944,* beruhen im wesentlichen auf den gleichen Grundsätzen wie die Vereinbarungen vom 1. Oktober 1943.

2. Bei diesen neuen Vereinbarungen musste davon ausgegangen werden, dass die Verwendung weiterer Bundesmittel zur Erhaltung des Gleichgewichts im Clearing nicht mehr in Frage kommen konnte. Das Clearing mit Deutschland hat sich somit nach dem Prinzip des selbsttragenden Ausgleiches zu richten. Diesmal ist jedoch, im Gegensatz zu den rechnungsmässigen Grundlagen, auf denen das Abkommen vom 1. Oktober 1943[3] beruhte, nicht davon ausgegangen worden, von vornherein die Auszahlungsfrist zu verlängern, um die durch einen solchen «Clearingkredit» verfügbar werdenden Mittel zur entsprechend höheren Festsetzung der schweizerischen Transferkontingente zu verwenden. Dem Clearing und im besondern seinem Warenkonto stehen vielmehr von jetzt ab grundsätzlich nur noch die normalen Einnahmen, wie sie aus den Zahlungsverpflichtungen schweizerischer Schuldner gegenüber in Deutschland domizilierten Gläubigern herrühren, zur Verfügung, was eine weitere Herabsetzung der schweizerischen Exporte bedingt. *Das Clearing-Budget* gestaltet sich nach dem neuen Abkommen wie folgt (in Mio Fr. per Monat):

---

1. *Cf. N° 93.*
2. *RO, 1943, vol. 59, pp. 73-74.*
3. *Cf. N° 16.*

a)	für auf Grund unserer Abmachungen mit Alliierten wertmässig kontingentierte *kriegswichtige* Waren (auf der Basis im Prinzip von 40% von 1942)		14,1
b)	für übrige Waren (auf der Basis im Prinzip von 50% von 1942)		10,8
c)	Pauschalwertgrenzen je hälftig zur Verfügung der Schweiz bezw. Deutschlands		3,0
	ergibt zusammen		27,9
d)	für Nebenkosten und verwandte Zahlungen		13,5
	ergibt total zusammen zu Lasten des Warenkontos		41,4
	Die Einnahmen des Warenkontos sind wie folgt berechnet:		
e)	Übertrag ab Reisekonto	0,8	
f)	Übertrag ab Transferfonds	0,3	
g)	Nebenkostenzahlungen	2,5	
h)	Kohlenkredit	7,3	
i)	Zahlungen für zusaätzliche deutsche Eisenlieferung, deren Erlös 100%ig auf das Warenkonto fliesst	1,2	
	ergibt zusammen Totaleinnahmen für das Warenkonto		12,1
	Infolgedessen bleiben durch normale Wareneinfuhr zu decken		29,3

Die Einfuhr aus Deutschland inklusive Elsass-Lothringen betrug in den letzten sechs Monaten monatsdurchschnittlich 42,8 Mio Franken, was nach Abzug der Reisequote von 2,8 Mio zu 76,2% einen monatlichen Betrag für das Warenkonto von 30,5 Mio Franken ergibt. Der zu deckende Betrag von 29,3 Mio dürfte daher durch die normale Wareneinfuhr gedeckt werden können, auch wenn sich darunter Warenlieferungen befinden, die nicht oder nicht in vollem Umfange zu Clearingeinzahlungen führen. Das Clearinggleichgewicht sollte umsoeher gewahrt bleiben, als unter den budgetierten Ausgaben die Nebenkosten und verwandten Zahlungen mit 13,5 Mio zu hoch veranschlagt sein dürften, während in umgekehrter Richtung Nebenkostenzahlungen unter den Einnahmen mit 2,5 Mio eher zu tief sind. Ferner ist ausdrücklich vorgesehen, dass Deutschland für die letzten zwei Monate über seine Pauschalwertgrenze von je 1,5 Mio monatlich erst verfügen kann, wenn die zusätzlichen Eisenlieferungen von insgesamt 10000 Tonnen entsprechend einem voll auf das Warenkonto einzuzahlenden Betrag von 6 Mio Franken effektiv in der Schweiz eingetroffen sind, was wiederum voraussetzt, dass auch die normalen Eisenlieferungen in dem vorgesehenen Umfang von 40000 Tonnen für die Monate Februar bis Juni ohne Anrechnung der als Zulieferungen für sog. Verlagerungsaufträge eingeführten Eisenmengen erfüllt worden sind.

3. Auch im neuen Abkommen werden die schweizerischen Clearingforderungen aus dem Warenverkehr unter bestimmten Voraussetzungen unter die *Transfergarantie des Bundes* gestellt. Sie hat jedoch, wie dies bereits in den Ver-

einbarungen vom 1. Oktober 1943 der Fall ist, lediglich die Bedeutung einer latenten subsidiären Verpflichtung des Bundes, die, sofern sich der Import deutscher Waren nach den vorgenommenen Schätzungen entwickelt, keine greifbare materielle Auswirkung und somit auch keine Belastung für den Bund zur Folge haben wird. Der Transfergarantie des Bundes ist bis auf weiteres wiederum im Prinzip eine Auszahlungsfrist von neun Monaten zugrunde gelegt; gegenwärtig beträgt diese Auszahlungsfrist noch nicht ganz sechs Monate. Dabei machte der gegenwärtige Stand des Clearings mit Deutschland bezw. die zu erwartenden Einnahmen aus Importen aus Deutschland es notwendig, die Transferkontingente für die Exporteure generell nicht unwesentlich zu reduzieren. Die Transferkontingente, die auf Grund des Abkommens vom 1. Oktober 1943 monatlich 45,6 Mio Franken betrugen, werden auf Grund des neuen Abkommens auf noch 27,9 ermässigt, was einer Reduktion von ca. 39% entspricht. Selbstverständlich ist es unmöglich, die Garantie zu übernehmen, dass die budgetierten Erwartungen auf der Einnahme-Seite auch wirklich eintreten angesichts der Unübersichtlichkeit der künftigen Entwicklung, wozu auch die Möglichkeit vorübergehender Verlangsamung der Einzahlungen in das Clearing gehört.

4. Dass auch eine vorsichtige Budgetierung in der heutigen, unüberblickbaren Zeit stets ein mehr oder weniger grosses Risiko in sich schliesst, ist unbestreitbar. Man darf aber nie aus den Augen verlieren, dass wir auch heute noch auf eine Verständigung mit Deutschland angewiesen sind, wenn *unsere Wirtschaft* und insbesondere unsere *Beziehungen mit dritten Staaten* aufrecht erhalten bleiben sollen. Im Zuge der jüngsten Verhandlungen haben wir wiederum neue *Gegenblockadeerleichterungen* im Werte von ca. 170 Mio Franken sichergestellt, für fünf weitere Monate das Berliner Protokoll vom 5. September 1942 (Lieferung kriegswichtiger geleitscheinpflichtiger Waren an die Alliierten) verlängert. Ferner konnten die *Kohlenlieferungen* in bisherigem Umfang von 150000 Tonnen bis Ende Juli a.c., die *Eisenlieferungen* im Umfang von 10000 Monats-Tonnen statt nur 8000 wie bisher bis Ende Juni a.c. gesichert werden. Aber auch für die *flüssigen Brennstoffe* konnte die Kontinuität annähernd im bisherigen Umfang bis Ende dieses Semesters erreicht werden. Zudem wird Deutschland die nicht saisonmässig bedingten *landwirtschaftlichen Waren*, insbesondere Kali und Torfstreue, ebenfalls bis zum 30. Juni 1944 im Umfang der im Landwirtschaftsbrief vom 1. Oktober 1943[4] festgesetzten Mengen fortsetzen.

5. Die bisherigen Vereinbarungen über den Transfer von Vermögenserträgnissen aus Deutschland gelten in der neuen Vertragsperiode im wesentlichen unverändert weiter. Das Gleiche gilt für den Versicherungs- und für den Reisezahlungsverkehr.

6. Die erzielten Resultate auf dem Gebiete des gegenseitigen Warenverkehrs, aber auch hinsichtlich der für die Schweiz lebenswichtigen Gegenblockadeerleichterungen dürfen unter den herrschenden Verhältnissen als befriedigend bezeichnet werden. Eine dieser Tage ermöglichte ungezwungene Fühlungnahme mit kompetenten Vertretern Schwedens hat mit aller Deutlich-

4. K I.961.

keit gezeigt, dass die Ausfuhr dieses Landes infolge der Gegenblockade bedeutend stärker gehemmt ist, obschon Schweden geographisch nicht wie die Schweiz eingekreist ist. Es hat einer bedeutenden Kraftanstrengung der schweizerischen Delegation bedurft, um mit den reduzierten schweizerischen Leistungen zum erzielten Resultat zu gelangen und überdies die unerlässliche deutsche Mithilfe für die Durchführung der schweizerischen Zufuhrtransporte aus den Häfen der iberischen Halbinsel sowie Frankreichs und aus den übrigen Ländern zu sichern. Dies dann noch alles unter gleichzeitiger starker Beschneidung der deutschen Wünsche im Transitverkehr in der Süd-Nordrichtung.»

Gestützt auf die vorstehenden Ausführungen wird antragsgemäss

beschlossen:

1. Die vorgelegten deutsch-schweizerischen Vereinbarungen vom 24. crt.[5] werden genehmigt:

[...][6]

2. Das Vierte Zusatzabkommen wird in die Amtliche Sammlung aufgenommen; die übrigen Dokumente werden als vertraulicher Natur nicht veröffentlicht.

In die Amtliche Sammlung nur Viertes Zusatzabkommen[7].

ANNEXE

E 7110/1973/135/49

Le Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz, aux Légations de Suisse à Londres et à Washington

Copie d'expédition
T

Bern, 21. März 1944

Nummer 308, 309
Von Handel für Delegation. Euer 239[8] Clearingkredit.

1. Verhandlungen mit Deutschland sind materiell abgeschlossen. Unterzeichnung ist indessen aus den in unserem 292[9] genannten Gründen deutscherseits in letzter Stunde aufgeschoben worden.

2. Verständigung zwischen den Delegationen hat endgültig ohne Erweiterung des Clearingkredites erzielt werden können, was allerdings gegen hartnäckigen deutschen Widerstand erkämpft werden musste. Da unsichtbare Exporte nicht geschmälert werden, geht die Schrumpfung des Clearingvolumens ausschliesslich auf Kosten der Warenexporte, was für schweizerische Industrie naturgemäss schmerzlich ist. Es wäre eine grosse Ironie, wenn jetzt Alliierte diese erfolgreiche Verteidigung zum Anlass neuen Misstrauens nehmen würden, nur weil es sich nicht von Anfang an voraussehen liess, ob wir auf dieser Linie durchkommen, weshalb wir uns auf alle Eventualitäten vorbereiten mussten.

---

5. K I.965. *Cf.* E 7800/1/17.
6. *Suit la liste des protocoles et lettres échangés.*
7. *RO, 1944, vol. 60, p. 296.*
8. *Non reproduit.*
9. *Cf. N° 101.*

3. Budget gestaltet sich nach dem neuen Abkommen wie folgt (in Mio Fr. per Monat):
[...] [10]

4. Auf Grund vorstehender Tatsachen stellen wir fest, dass das Prinzip des selbsttragenden Clearings bona fide verwirklicht ist. Wir machen insbesondere auf zusätzliche deutsche Eisenlieferungen wofür Deutschland formelle effektive Lieferverpflichtung übernommen, also nicht nur Bestellmöglichkeit zugesagt hat und damit verkoppelte Blockierung der beiden letzten monatlichen deutschen Pauschaltransferkontingente aufmerksam, ferner auf den Abbau der Transferkontingente, die auf Grund des Abkommens vom 1. Oktober 1943 monatlich 45,6 Mio Fr. betrugen und auf Grund des neuen Abkommens noch 27,9 Mio betragen werden, was einer Reduktion um 39% entspricht. Das sollte Alliierten genügen und sie beruhigen.

5. Wir ermächtigen Euch, über vorstehende Daten nach Gutdünken zu verfügen, wobei wir allerdings glauben, dass nicht zu stark in Details eingetreten werden sollte. Irgendeine Verpflichtung, dass budgetierte Erwartungen auch wirklich eintreten, können wir nicht annehmen angesichts der Unübersehbarkeit künftiger Entwicklung, wozu auch die Möglichkeit vorübergehender Verlangsamung der Einzahlungen in das Clearing gehört, gegen die wir zwar versuchen, vorbeugende Massnahmen zu ergreifen. Infolgedessen müssen wir Sanktionen für den Fall der Nichterfüllung unserer eigenen Erwartungen ablehnen, unsomehr, als uns eine solche Eventualität an sich schon genügend schädigen würde.

6. Dass auch solideste Rechnung stets ein Risiko in sich schliesst, ist unbestreitbar. Dafür können wir Alliierten gegenüber keine Verantwortung übernehmen. Man darf in London nicht übersehen, dass wir auf Verständigung mit Deutschland angewiesen sind, wenn wir unsere Wirtschaft und insbesondere unsere Beziehungen mit dritten Ländern aufrecht erhalten wollen. Im Zuge jüngster Verhandlungen haben wir wiederum zusätzliche Gegenblockadeerleichterungen im Wert von ca. 172 Mio Fr. per Semester sichergestellt. Kontingente für compensation deal stehen in bisheriger Höhe für weitere 5 Monate unter Aufrechterhaltung der noch nicht ausgenützten früheren Kontingente zur Verfügung. Diese Gegenblockadeerleichterungen sind für Schweiz lebenswichtig. Ungezwungene Fühlung mit kompetenten Schweden hat uns kürzlich mit aller Deutlichkeit gezeigt, dass die Ausfuhr Schwedens infolge der Gegenblockade ganz bedeutend stärker gehemmt ist, obschon Schweden geographisch nicht wie Schweiz eingekreist ist. Es hat einer bedeutenden Kraftanstrengung der schweizerischen Delegation bedurft, um mit den reduzierten schweizerischen Leistungen dazu zu gelangen, die deutschen direkten Lieferungen auf dem Warengebiet nicht nur aufrecht zu erhalten, sondern wie bei Eisen zu verbessern und dazu weitere Gegenblockadeerleichterungen zu erzielen und überdies die unerlässliche deutsche Mithilfe für die Durchführung der schweizerischen Zufuhrtransporte aus den Häfen der Iberischen Halbinsel sowie Frankreichs und aus den übrigen europäischen Ländern zu sichern. Dies alles unter gleichzeitiger rigoroser Ablehnung der deutschen Wünsche für den Abtransport in der Süd-Nordrichtung. Letztere steife Haltung der Schweiz, obschon von deutscher Delegation schliesslich hingenommen, stellt möglicherweise nun Gesamtabschluss wieder in Frage. Damit ist Schweiz an der äussersten Grenze des unter gegenwärtigen Verhältnissen für die Wirtschaftsbeziehungen mit Deutschland Tragbaren angelangt. Dass sich unter diesen Umständen erwähntes Risiko als Folge der schweizerischen Transfergarantie nicht vermeiden lässt, sollten auch Alliierte verstehen und einsehen, dass Schweiz selbst das allergrösste Interesse hat, ohne weitere Clearingkredite auszukommen. Schlussendliche Reaktion bleibt Alliierten immer unbenommen. Auch dieses Risiko ist Schweiz sich bewusst zu laufen.

7. Budgetrisiko ist zahlenmässig nicht zu fassen. Infolgedessen müssen wir Festlegung auf irgend eine Zahl unter allen Umständen ablehnen. Ebensowenig annehmbar ist Bindung in Bezug auf unsere Haltung gegenüber Deutschland betreffend Clearingpolitik im 2. Semester. Dagegen sind wir einverstanden mit Erklärung, auch im 2. Semester keine neue Kreditausweitung vorzunehmen, ohne darüber vorher mit Alliierten wieder zu diskutieren.

8. Transfergarantierte Abrechnungen betragen per Ende Februar 906 Mio.

9. Sobald Deutschland zur Unterzeichnung bereit, was noch diese Woche der Fall sein kann, wird definitiver Abschluss gemäss vorstehenden Angaben erfolgen.

---

10. *Cf. N° 107 publié ci-dessus, point 2.*

108

E 7110/1973/135/5

Le Vorort[1] *de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie à ses Membres*

Circulaire Zurich, 29 mars 1944

Par notre lettre-circulaire du 3 mars 1944[2], nous avons informé les sections qu'à la suite d'une réglementation transitoire convenue pour le mois de janvier dans l'échange des marchandises et le règlement des paiements avec l'Allemagne et de la prolongation provisoire – intervenue à deux reprises – de la durée de l'accord du 9 août 1940, la validité de cet accord avait pris fin le 29 février 1944. Ainsi dès cette date l'échange des marchandises et le règlement des paiements avec l'Allemagne n'a plus été réglementé; toutefois sur la base des dispositions de l'arrêté fédéral du 16 janvier 1943[3] l'obligation de versement à la Banque nationale pour les débiteurs suisses astreints à des engagements de clearing à l'égard de créanciers domiciliés en Allemagne et dans les territoires soumis à la législation allemande en matière de devises est restée en vigueur. Entre-temps et après de longues négociations de nouveaux arrangements ont été conclus à Berne le 24 mars 1944 entre une délégation suisse et une délégation allemande au sujet de l'échange des marchandises et du règlement des paiements entre les deux pays.

DURÉE DE VALIDITÉ DES ARRANGEMENTS

1. Les nouveaux arrangements, qui ont effet rétroactif au 1er mars 1944 et dont la durée de validité s'étend jusqu'au 30 juin 1944, reposent dans l'essentiel sur les mêmes principes que les arrangements du 1er octobre 1943 sur le contenu desquels nous avons renseigné les sections par circulaire N° 566 du 12 octobre 1943[4].

ÉQUILIBRE NATUREL DU CLEARING

2. L'on est à nouveau parti de l'idée qu'il n'était plus possible de mettre de nouveaux subsides de la Confédération à disposition pour maintenir l'équilibre du clearing. Le clearing avec l'Allemagne devra donc continuer à fonctionner d'après le principe de l'équilibre naturel. Cela signifie que les charges imposées au clearing par suite de transferts de paiements pour les exportations de marchandises, les frais accessoires y compris les licences et frais de régie, les intérêts et dividendes, ainsi que pour le tourisme, dépendent essentiellement des versements des débiteurs suisses au clearing comme cela est le cas dans tous les autres clearings.

---

1. *La circulaire est signée par le Directeur H. Homberger et les Secrétaires H. P. Brunner et P. J. Pointet.*
2. E 7110 1967/32/900 Deutschland/1944/13.
3. *RO, 1943, vol. 59, pp. 73-74.*
4. *Cf. N° 16.*

GARANTIE DE TRANSFERT

La prolongation du délai d'attente dans les paiements, de même que dans les autres clearings, continuera de représenter la soupape permettant d'équilibrer la balance du clearing en cas de dérangement momentané. Cette fois-ci cependant et contrairement au principe sur lequel reposait l'accord du 1er octobre 1943, il n'a pas été décidé de prime abord de prolonger le délai de paiement – afin de pouvoir employer les moyens disponibles à la suite d'un tel «crédit de clearing» – en fixant des contingents de transfert suisses plus élevés. Tout au contraire dès maintenant, en principe, seules les recettes normales telles qu'elles résultent des engagements de paiements des débiteurs suisses envers leurs créanciers domiciliés en Allemagne profitent au clearing et en particulier au compte marchandises, ce qui entraîne une nouvelle réduction des exportations suisses. La garantie de transfert de la Confédération – qui continuera à n'être accordée que sous certaines conditions – aura par conséquent pour seule raison d'être d'éviter d'éventuelles difficultés de trésorerie pour les créanciers suisses, difficultés qui pourraient résulter du fait – qui ne peut être exactement connu d'avance – que la durée du délai d'attente dépend du rapport existant entre les versements au clearing des débiteurs suisses et les ordres de paiement en faveur des créanciers suisses. *[...]*

CONTRE-BLOCUS

11. La délégation suisse a de nouveau tout particulièrement insisté au cours des récentes négociations pour obtenir des allégements en matière de contre-blocus. Il est permis de constater que dans ce domaine d'importants progrès ont à nouveau pu être réalisés qui ne manqueront pas de se répercuter favorablement sur l'exportation à destination des pays tiers. C'est ainsi que certains contingents ont été obtenus en ce qui concerne l'octroi de certificats d'accompagnement pour l'exportation de marchandises importantes pour l'économie de guerre à destination de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis d'Amérique. En outre, il a été possible d'obtenir de nombreux contingents additionnels permanents de contre-blocus; d'autre part la liste libre a pu être élargie pour un certain nombre de marchandises intéressantes du point de vue de l'exportation suisse. Nous renseignerons encore séparément les maisons et sections intéressées à ces arrangements. Enfin un grand nombre de contingents additionnels uniques ont pu être obtenus sur la base de requêtes en suspens et en outre des assurances ont été reçues en ce qui concerne la suite qui sera donnée aux requêtes en suspens relatives à l'octroi de certificats d'accompagnement.

IMPORTATION EN SUISSE DE PAYS TIERS

12. L'occasion s'est en outre présentée au cours des négociations d'examiner à nouveau la question du transit des marchandises d'origine d'Etats tiers importées en Suisse. A la suite de l'entente intervenue, l'on peut espérer que ces importations, qui doivent toutes transiter par le Reich allemand ou par les territoires soumis au contrôle allemand et pour lesquelles l'Allemagne doit contribuer au transport, pourront avoir lieu à l'avenir également sans difficulté et

d'une façon suivie; l'Allemagne en effet accordera les facilités nécessaires au transit par mer et par terre des marchandises destinées à la Suisse dans la mesure des possibilités de transport.

109

E 5795/338

*Le Général H. Guisan au Maréchal Ph. Pétain, Chef de l'Etat français**

Copie
L

Quartier Général de l'Armée, 29 mars 1944

Vous avez bien voulu me faire tenir un exemplaire du tome II de «La France Nouvelle».

Je vous suis très reconnaissant, non seulement de l'occasion que vous me donnez ainsi de lire, dans leur forme si pure, les appels et messages que vous avez prononcés aux heures tragiques de l'histoire de France, mais de cette marque fidèle de votre pensée: elle honore notre armée et touche son Commandant en chef.

Puisse l'année commencée amener votre Pays au terme de ses épreuves et permettre bientôt cette renaissance que vous avez conçue et dont la perspective vous soutient dans une lutte si dure et si longue.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maréchal, l'expression de ma très haute considération et de mon souvenir bien sincère.

*Aux soins de l'Ambassade de France à Berne.

110

E 2001 (D) 9/3

Le Conseiller de Légation, Chargé de Mission à Londres, C. Rezzonico, au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz[1]

Copie de réception
T N° 298

Londres, 30 mars 1944, 18.50
(*Reçu:* 31 mars, 15.20)

Ministre Dejean, représentant Alger auprès Gouvernements en exil Londres, offrit spontanément, il y a quelque temps, me faire connaître diplomate russe. Rencontre fut retardée en raison fait que Russe crut devoir, pour se couvrir, solliciter à mon insu autorisation préalable Moscou qui fut accordée, semble-t-il, avec certain empressement. Rencontrai hier soir chez Dejean M. Libedeff,

1. *Le lendemain, C. Rezzonico adresse une lettre à ce sujet au Chef du DPF qui la reçoit et l'annote le 18 avril 1944* (E 2001 (D) 9/2). *Cf. aussi* E 7110/1976/134/61.

Ambassadeur russe auprès Gouvernements alliés, chargé également questions Europe occidentale. Libedeff ne parlant autre langue que la sienne, était accompagné son secrétaire qui remplit rôle interprète très consciencieusement. Ai exposé aspects particuliers politique suisse dominée par souci neutralité. Expliquai ensuite notre point de vue en matière relations avec U.R.S.S., ajoutai que Parlement s'occupe en ce moment de la question. Libedeff écouta très attentivement sans que son visage trahit la moindre impression, ce qui m'incita lui demander me faire connaître son sentiment personnel. Il répondit que le seul fait qu'il a accepté de me rencontrer prouve intérêt que Russie porte à la question. Il se rend compte que solution problème plus difficile pour Suisse que pour U.R.S.S. Moscou, dit-il, est disposé à causer dès que Suisse soumettra proposition concrète. Il fit comprendre très clairement que attitude russe dépendra du délai que Gouvernement fédéral mettra à prendre décision[2]. Ajouta que politique russe en la matière est bien établie, claire, réaliste, libre de toute «intrigue». Mon impression personnelle est que Moscou saluerait en ce moment geste de notre part qui lui fournirait occasion démontrer opinion mondiale bonnes intentions U.R.S.S. à égard petites nations. Libedeff prétend ne pas connaître Tscherniak[3].

Il me revient que Eden considérerait possibilité me convoquer. N'ai pris aucune initiative dans ce sens. Si avez quelque communication spéciale à me faire en vue cette possibilité, vous serais reconnaissant me télégraphier.

Presse britannique hier soir et ce matin rapporte discussion Conseil National motion Reinhard[4].

---

2. *Pilet-Golaz a souligné cette phrase dans la marge, y a mis un point d'interrogation et y a écrit:* Eh! Eh! Pas trop vite.

3. *Sur cette affaire, cf.* E 2001 (D) 3/262, E 2001 (E) 1/90, *et le PVCF N° 1700 du 24 septembre 1943,* E 1004.1 1/437.

4. *A ce sujet, cf. la lettre du Département politique au Chef du DJP, Ed. von Steiger du 17 mars 1944:* Sous ce pli, le projet de réponse préparé par le Chef du Département politique. Il sait combien il est imparfait.

Mais en le rédigeant, il devait constamment songer simultanément:

1) aux réactions intérieures en sens contraire qu'il désirait freiner autant que possible, pour éviter des polémiques affaiblissant le front intérieur et susceptibles de gêner aussi les conversations ultérieures avec l'URSS,

2) aux interprétations plus ou moins intéressées de l'extérieur, non seulement entre les deux groupes de belligérants, mais au sein même de chaque groupe de belligérants, dont la politique est loin d'être harmonisée,

3) à la nécessité de pouvoir négocier avec les Soviets, vu l'évolution générale de la situation en Europe, sans compromettre la marche des négociations et la solution des problèmes qui restent pendants entre les deux pays.

Le Chef du Département politique espère que ce projet pourra être examiné au cours de la prochaine séance à laquelle il pourra assister. En attendant, il prie de le considérer comme strictement confidentiel. (E 4001 (C) 1/286)

C'est au cours de la séance du 29 mars 1944 du Conseil national que M. Pilet-Golaz répond à la motion du socialiste E. Reinhard (*Cf.* Bulletin sténographique, *pp. 126–139, et* E 2001 (E) 2/657).

Sur les problèmes de politique intérieure posés par la reprise des relations avec l'URSS, cf. PVCF N^os 402 et 440 des 3 et 9 mars 1944, E 1004.1 1/443.

Cf. aussi le PVCF N° 696 du 18 avril 1944, E 1004.1 1/444.

111

E 1004.1 1/443

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 31 mars 1944

589. Verhandlungen mit Schweden

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 23. März 1944

Das Volkswirtschaftsdepartement teilt mit:

«Die gemäss den Instruktionen des Bundesrates vom 29. Februar[1] geführten Verhandlungen mit einer schwedischen Wirtschaftsdelegation sind am 18. März 1944 durch die Paraphierung einer Aktennotiz abgeschlossen worden[2]. Mit Rücksicht darauf, dass die Verhandlungen sich auf mehr und mehr Gebiete erstrecken, wird in Erwägung gezogen, nächstes Jahr das Resultat der Verhandlungen in einem Abkommen festzulegen. Für die in der Aktennotiz nicht aufgeführten Positionen gilt die bisher gegenseitig gewährte Freizügigkeit weiterhin und es stehen auch der Erhöhung der vereinbarten Kontingente im Verlaufe des Jahres, falls hierfür ein Bedürfnis vorliegt, durch die getroffenen Vereinbarungen keine Hindernisse im Wege.

Wie vorauszusehen war, ist der Charakter der Verhandlungen bezüglich der Einfuhr von schwedischen Produkten durch die neuen Verhältnisse bestimmt. Der Bedarf an Eisen und Stahl in schwedischen Qualitäten ist mit Rücksicht auf die Drosselung der Ausfuhr von Maschinen und Apparaten zurückgegangen. Ausserdem sind die von den schwedischen Lieferanten geforderten Preise hoch und die Abnehmer legen diese Preise nicht mehr ohne weiteres an im Hinblick auf die Möglichkeit eines baldigen Friedens. Ein beigezogener Experte der Eisenbranche hat in drastischer Weise der schwedischen Delegation erklärt,

---

1. *Cf.* E 1004.1 1/442. *Le 28 février 1944, le Conseil fédéral constata que la Suède était devenue un des principaux partenaires commerciaux de la Suisse, comme en témoigne la statistique des échanges:*

	Importations	Exportations
1939	*21,9 millions de FS*	*51,7 millions de FS*
1940	*37,9* » » »	*67,5* » » »
1941	*78,7* » » »	*74,8* » » »
1942	*101,4* » » »	*91,7* » » »
1943	*123,0* » » »	*107,6* » » »

Pour la Suisse, les objectifs des négociations devaient être d'assurer l'approvisionnement du pays, en tentant aussi d'améliorer les possibilités d'exportation (notamment de machines et des produits des industries horlogère, textile et chimique). Dirigée par A. Koch, premier Chef de Section à la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, la délégation nommée par le Conseil fédéral se composait ainsi: de H. Herold, Secrétaire du Vorort de l'Union Suisse du Commerce et de l'Industrie, de A. Borel, Sous-Directeur de l'Union Suisse des Paysans et du Consul F. Hegg, Attaché commercial à la Légation de Suisse à Stockholm.

2. K I.1252. *Cf.* E 7100/1976/125/2.

dass heute in seinem Sektor wieder der befehle, der bezahlt. Die Zurückhaltung im Einkaufe kommt noch schärfer zum Ausdruck bei der Zellulose und beim Papier. Diese Feststellungen blieben nicht ohne tiefen Eindruck auf die schwedische Delegation. Die verminderten Absatzmöglichkeiten im Zellulosesektor haben in Schweden, nachdem Italien als Abnehmer weggefallen ist, bereits zu einer gewissen Notlage geführt, die auch ihren Ausdruck in den Offerten an schweizerische Importeure gefunden hat. Die Beratungen über das Absatzproblem der schwedischen Produkte gab Anlass, auch an die Nachkriegszeit zu denken und der Chef der schwedischen Delegation schlug vor, bei einer nächsten Gelegenheit auf praktischem Boden zu prüfen, welche Mittel geeignet seien, um den Warenverkehr zwischen der Schweiz und Schweden nicht wieder auf das Vorkriegsniveau absinken zu lassen. Durch die Kriegsverhältnisse haben schweizerische Industrien, die früher nie in Schweden Fuss fassen konnten, in diesem Land einen interessanten Markt erschliessen können und umgekehrt. So liefert die Schweiz neuerdings nach Schweden Bürstenwaren, lichtempfindliche photographische Papiere, Feuerwehrschläuche, Strohgeflechte neuer Art, Hüte, Nähmaschinennadeln, künstliche Zähne, eine Reihe chemischer und pharmazeutischer Produkte, die früher in Schweden nicht abgesetzt werden konnten, ferner Zigaretten.

Aus Schweden beziehen wir in vermehrtem Mass Eisen und Stahl, landwirtschaftliche Maschinen und neuerdings Holzteer und Eichenholzextrakt. Diese Aufzählung ist nicht vollständig und es stellt sich die Frage, inwieweit kann durch eine gegenseitige Unterstützung und Gewährung von Erleichterungen diese zum Teil kriegsbedingte Einfuhr in der Nachkriegszeit beibehalten werden. Von noch grösserer Bedeutung ist der vermehrte Export von Textilprodukten, die in Parallele gesetzt werden kann mit der Gegenlieferung von Eisen und Stahl. In beiden Fällen haben die Länder teilweise den Ausfall früherer Lieferanten ersetzt, aber gerade auf diesem Sektor wird es schon aus preislichen Gründen ausserordentlich schwer halten, den aufgeblähten Absatz auch nach dem Krieg zu wahren.

Im Sinne einer vorsorglichen Massnahme stellte Schweden schon letztes Jahr das Begehren um Zollreduktionen. Insbesondere wünscht Schweden Erleichterungen für Kühlschränke, für Pavatexplatten und für Schrauben und Bolzen. Die schweizerische Delegation begegnete jedoch Verständnis für ihre Darlegung, wonach im jetzigen Zeitpunkt es vollkommen aus dem Rahmen der Handelspolitik fallen würde, über Zollvereinbarungen zu sprechen. Hingegen kann im Hinblick auf das Nachkriegsproblem der Zollfrage eine vermehrte Aufmerksamkeit im Sinne einer Vorbereitung gewidmet werden, zumal auch schweizerischerseits Wünsche um Zollermässigungen vorliegen, wie beispielsweise für Schuhwaren, Stickereien usw.

Die Diskussionen über die Nachkriegszeit gaben auch Anlass zu allgemeinen Erörterungen, wobei die schweizerische Delegation durchblicken liess, dass der gross angelegte Werbefeldzug Schwedens für die Nachkriegszeit sich der Schweiz gegenüber nicht immer günstig auswirke. Der schwedische Delegationschef gab zu, dass diese rege Tätigkeit weitgehend durch innerpolitische Verhältnisse bedingt sei. Auch die Frage der Beteiligung an den Bestrebungen der UNRRA wurden im vertraulichen Gespräch erörtert. Schweden zeigt

offenbar keine besondere Lust, Mittel in einen allgemeinen Topf einzuschiessen, ohne zu wissen, was dabei für Schweden herausschaut. Hingegen sieht offenbar Schweden eine grosszügige Hilfsaktion vor für die Nachbarländer; diese Aktion soll jedoch nicht charitativen Charakter haben.

Im Vordergrund standen wiederum die Diskussionen über Preise der schweizerischen Waren, die schon letztes Jahr einen wesentlichen Teil der Verhandlungen beanspruchten. Schweden hat seine Konzessionen für Gewebe, Stickereien usw. davon abhängig gemacht, dass schweizerischerseits Garne zu den bisherigen Preisen und in grösseren Quantitäten geliefert werden. Dem Wunsche, dass diese Preisabmachungen staatlich erfolgten, konnte nicht entsprochen werden, schon mit Rücksicht auf die fehlende Gesetzgebung, dann aber auch im Hinblick auf die komplexe Struktur der schweizerischen Ausfuhr. Eine wesentliche Verschlechterung der schweizerischen Verhandlungsposition ergibt sich aus der Tatsache, dass unsere Exporteure ihre Preise in der Regel sukzessive erhöhten und dass die teuren Rohmaterialien im Preise des Fertigproduktes erst jetzt sich voll auszuwirken beginnen. Die schwedische Stahl- und Eisenindustrie hingegen hat bis 1942 die Preise so rapid erhöht, dass sie sich von diesem Jahr an sehr wohl einem Preisstop unterziehen konnte. Es konnte schliesslich zwischen den Experten eine für den schweizerischen Export annehmbare Lösung getroffen werden, die sich dann in der Festlegung der Kontingente für Waren, die die Schweiz gerne ausführt, günstig auswirkte.

Dank den Verhandlungen mit Deutschland kann damit gerechnet werden, dass die sich aus der geographischen Lage der Schweiz und Schwedens ergebenden Schwierigkeiten überwinden lassen.

Zur Ausfuhr nach Schweden sind folgende wichtigste Kontingente vereinbart worden:

Textilien. Während mit Rücksicht auf die Landesversorgung die Ausfuhr von Baumwollgarn nicht mehr in Frage kommt, sind die Kontingente für Seidengarne, Kunstseidengarne und Zellwollgarne auf total 535 Tonnen erhöht worden. Für Baumwollgarn wird geprüft, ob Schweden in der Lage ist, der Schweiz Rohbaumwolle zu liefern, die hier verarbeitet würde; evt. käme dann auch noch eine weitere Verarbeitung auf Taschentücher in Frage. Das Kontingent für Baumwollgewebe wurde auf der Höhe des letzten Jahres belassen, während Gewebe aus Kunstseide auf 12 Mil. Fr. erhöht wurden. Letztes Jahr betrug dieses Kontingent nur 5 Mil. Fr., wurde dann aber sukzessive auf dem Verhandlungswege erhöht und die effektive Ausfuhr überstieg 10 Mil. Fr. Stickereien sollen ebenfalls im Umfange des letzten Jahres ausgeführt werden können, d.h. für rund 3 Mil. Fr. Auch für Konfektionswaren, Wirk- und Strickwaren und Strohgeflechte ist Schweden bereit, die Einfuhr auf dem hohen Stand des letzten Jahres zu belassen. Für *Maschinen* wurden 5,3 Mil. Fr. vereinbart und bei *Uhren* das Kontingent für Golduhren von 100 000 auf 150 000 Fr. erhöht (andere Uhren wie bisher). Für *elektrotechnische Apparate* und *Instrumente* ist ein Kontingent von 5,4 Mil. Fr. vorgesehen. Für *Pharmazeutika* und *Textilhilfsprodukte* wieder 8 Mil. Fr. und für *Anilinfarben* 6,4 Mil. Fr.

Zur Einfuhr aus Schweden sind vorgesehen rund 29 000 t Eisen und Stahl. Für Zellulose und Papier sind mit Rücksicht auf den unbestimmbaren Bedarf

der Schweiz keine Kontingente festgelegt worden. Landwirtschaftliche Maschinen liefert Schweden für 1 Mil. Fr. Ferner Holzteer 200 t, Eichenholzextrakt 200 t. Als Konzession wird die Schweiz weiterhin im gleichen Umfang Nähmaschinen und Radioapparate zur Einfuhr zulassen.

Vertraulich ist auch vereinbart, dass die Schweiz weiterhin die schwedische Armee nach Möglichkeit beliefert, was insbesondere für die Firma Tavaro von grosser Bedeutung ist, nachdem die Ausfuhren dieser Firma nach den Achsenstaaten substantiell reduziert werden mussten. Umgekehrt wird auch Schweden für die schweizerische Armee weiterhin liefern, u.a. 2000 t Stahlplatinen.»

Antragsgemäss wird vom vorstehenden Bericht in zustimmendem Sinne Kenntnis genommen und die Vereinbarungen über den Warenverkehr zwischen der Schweiz und Schweden für das Jahr 1944 gutgeheissen[3].

3. *Sur les relations économiques entre la Suède et la Suisse en 1945, cf. PVCF du 13 mars 1945* (E 1004.1 1/455).

Dans le rapport du Département de l'Economie publique approuvé par le Conseil fédéral lors de sa séance du 7 septembre 1945, il est notamment relevé que le volume des échanges entre les deux pays atteignait une moyenne annuelle de 33,7 millions de francs de 1932 à 1938 et s'éleva considérablement par la suite pour atteindre 257,7 millions de francs suisses en 1944.

112

E 5795/89

Exposé du Chef de l'Etat-Major Général de l'Armée, J. Huber, sur la situation politique et militaire de la Suisse[1]

Geheim

EXPOSÉ DES CHEFS DES GENERALSTABES ÜBER DIE BEURTEILUNG DER LAGE, GEHALTEN AM 31.3.44 ANLÄSSLICH DER KONFERENZ DES GENERALS MIT DEN A.K.KDT.

A.

Die kürzliche Besetzung von Ungarn durch deutsche Streitkräfte hat Armeekommando und Bundesrat veranlasst, unsere militärische und politische Lage einer neuen Überprüfung zu unterziehen.

Für die Beurteilung der Lage, wie sie sich für das Armeekommando darstellt, sind folgende Überlegungen massgebend:

I. *Angriff auf die Schweiz seitens Deutschlands*

Eine *akute* Gefahr ist heute in keiner Weise erkenntlich; jedenfalls ist sie geringer als seinerzeit anlässlich der alliierten Landung in Italien.

1. *Le document est daté du 1er avril 1944. Cf. aussi* E 27/9911/1.

Eine *latente* Gefahr ist ständig vorhanden, jedoch nicht anders als seit dem Sommer 1941 (deutscher Angriff auf Russland). Aus der Besetzung von Ungarn können, wie ich später ausführen werde, meines Erachtens keine Parallelen in Bezug auf die Schweiz gezogen werden, abgesehen davon, dass dieses Ereignis erfreulicherweise wieder einmal manchen Eidgenossen die Augen über die vorhandene latente Gefahr sowie darüber öffnet, dass die deutsche Skrupellosigkeit zur Wahrung der eigenen Interessen auch heute noch unverändert vorhanden ist und dass für das gesamte Tun und Lassen der deutschen Machthaber nur die Erfolgswahrscheinlichkeiten massgebend sind.

Verfolgt man jedoch die Entwicklung der Ereignisse ständig und mit nüchterner Überlegung, so sind diese Feststellungen nichts neues.

Die anlässlich der Besetzung Ungarns da und dort eingetretene Beunruhigung in Bezug auf die Schweiz überraschte nicht daher und ist mir nicht recht erklärlich. Tage wie Aschermittwoch, Iden des März, Karfreitag, Ostern sind nicht anders als andere Tage des Jahres; wenn sie da und dort mit dem Beginn militärischer Aktionen zusammenfielen, so ist dies ausschliesslich dem Umstand zuzuschreiben, dass im fraglichen Zeitpunkt die mangelnde Bereitschaft des Anzugreifenden die grössten Erfolgsmöglichkeiten bot. Weiter zu gehen, wäre Aberglauben.

Man besetzt nicht Länder aus blosser Freude am Besetzen, sondern man tut es, wenn hiefür genügend wichtige Gründe vorhanden sind. Man besetzt auch nicht Flugplätze eines fremden Landes, wenn nicht Erdtruppen in genügender Stärke bereitgestellt sind, um sofort nachstossen zu können.

Auf Grund sicherer Nachrichten, welche das Armeekommando erhalten hat, waren die deutschen Streitkräfte am 1.3.44 wie folgt eingesetzt:

Raum	Kampfstarke und zur Offensive fähige Divisionen	Nicht zu einer Offensive fähige Divisionen (Abwehreinsatz)	Total
Frankreich & Niederlande	10	29	39
Italien	17	1	18
Deutschland	2	6	8
Ostfront	172	31	203
Balkan	16	6	22
Polen	1	5	6
Dänemark	—	5	5
Norwegen	6	6	12
Finnland	6	1	7
Unbekannt	2	2	4
Total	232	92	324

Diese Verteilung dürfte bis heute im allgemeinen gleich geblieben sein; eher ist noch mit einer Zunahme der Streitkräfte im Osten und Südosten zu rechnen, was eine Verminderung in den andern Räumen, mit Ausnahme von Italien bedeutet.

Für den Einsatz gegen die Schweiz kommen demnach heute im Maximum die 2 in Deutschland stehenden, sowie die 2 unbekannten Orts befindlichen *Offensiv-Divisionen, also total 4 Divisionen* für den sofortigen Einsatz in Betracht.

Bei der Besetzung von Ungarn scheinen mir mehr wirtschaftliche Interessen im Vordergrund gestanden zu haben, insbesondere die Beschaffung von Arbeitskräften und Nahrungsmitteln, als Ersatz für die verlorengegangene Ukraine. Die Aktion war nach zuverlässigen Meldungen seit Monaten vorbereitet; das Vorhandensein des betreffenden Vorbereitungsstabes in Pressburg war durch das Büro Hausamann dem Nachrichtendienst des Armeekommandos seit langem gemeldet. Der Zusammenbruch der deutschen Südostfront bewirkte lediglich die Auslösung der Aktion.

Im Gegensatz dazu ist es um den Vorbereitungstab in München seit längerer Zeit still geworden; Generaloberst Dietl, der den Feldzug gegen die Schweiz führen sollte, ist noch immer in Lappland und dürfte, insbesondere hinsichtlich der Lage in Finnland, dort noch weiterhin ausreichend zu tun haben.

Wie bereits angeführt, müssen für eine kriegerische Aktion vernünftigerweise auch ausreichende Gründe vorhanden sein. In Bezug auf die Schweiz können dies sein:

1. *Sicherstellung der Alpenpässe und Bahnen durch die Alpen.* Der Nachrichtendienst hat seinerzeit ausgerechnet, dass ein Zugriff Deutschlands auf diese notwendig sei, wenn mehr als 10 Divisionen in Italien stünden. Seit letzten Herbst befinden sich südlich der Alpen 18 Divisionen; trotzdem hat sich die Besetzung der Schweiz offenbar als noch nicht notwendig erwiesen.

2. *Sicherstellung des durch den Jura geschützten Couloirs* für den militärischen Verkehr nach und von Süd- und Zentralfrankreich. Die Bahnverbindungen durch die Belfortersenke sind für diesen Zweck zweifellos günstiger. Zu Punkt 1 und 2 ist gemeinsam zu bemerken, dass die durch unser Land führenden Kommunikationen verteidigt und zerstört werden; dies ist den Deutschen bekannt. Sie werden also eher auf das greifen, was sie ohnehin bereits im Besitz haben, als unbrauchbar gemachte Anlagen zuerst zu erobern.

3. *Sicherstellung der Schweiz als Eckpfeiler* der engern Festung Europa oder besser gesagt der Festung Grossdeutschland. Dieses Moment bedeutet für uns zweifellos die grösste Gefahr. Diese ist jedoch heute noch durchaus *latent.* Auch bei einer Invasion im Westen werden wir noch genügend Zeit haben, um die notwendigen Massnahmen zu treffen.

4. *Wirtschaftliche Gründe:*

a) *Behändigung der schweizerischen Arbeitskraft:* Unsere arbeitsfähigen Männer werden kämpfen.

b) *Vorräte:* Diese sind verhältnismässig gering und dürften für die Versorgung Deutschlands kaum eine wesentliche Rolle spielen, wenn sie überhaupt behändigt werden können.

c) *Industrieanlagen und Eisenbahnmaterial:* Die Zerstörung bzw. Unbrauchbarmachung ist vorbereitet und wird durchgeführt.

Das wirtschaftliche Potential der Schweiz wird daher im Falle eines Angriffs Deutschlands sehr gering sein, was den Deutschen bekannt ist.

5. *Ideologische Gründe*

Eine Eroberung der Schweiz kann in Betracht kommen zur «Mehrung des dritten Reiches».

Die massgebenden Stellen Deutschlands sind sich heute darüber klar, dass der Krieg verloren ist. Der Krieg wird heute in der Hoffnung verlängert, dass es doch noch zu einem Kompromissfrieden komme, wobei man sich keiner Täuschung darüber hingibt, dass die bisherige Beute (Frankreich, Belgien, Holland, Dänemark, Tschechei, Polen, Balkan) herausgegeben werden muss. In gleicher Weise muss in Bezug auf die Schweiz gerechnet werden. Das Postulat der Einverleibung der Schweiz in Deutschland hat demzufolge nur mehr propagandistischen Wert.

Der in Bezug auf eine Aktion gegen die Schweiz zu erwartende Erfolg müsste den Einsatz rechtfertigen. Dies scheint mir nicht gegeben zu sein. Insbesondere ist ein Vergleich mit Ungarn nicht zulässig, wo der alte Admiral Horthy gleich wie früher der alte Hacha und der alte Marschall Pétain durch Täuschungsmanöver in eine Falle gelockt und handlungsunfähig gemacht worden sind. Es ist heute erwiesen, dass die ungarische Armee den Befehl erhalten hat, die deutschen Truppen freundlich zu empfangen. Ferner scheinen in Ungarn zahlreiche Quislinge ihren Einfluss ausgeübt zu haben. Bei entschlossenem Widerstand wäre es nicht möglich gewesen, dass 100 000 Deutsche 700 000 mobilisierte Ungarn mit leichter Mühe unter ihre Gewalt brachten und innert kürzester Frist die Hauptstadt, die Flugplätze und die Bahnen besetzten.

In dieser Beziehung ist bei uns besser vorgesorgt, nicht zuletzt durch die Weisung des Bundesrates und des Armeekommandos vom 16.4.40[2] betreffend Verhalten der nicht unter den Waffen stehenden Wehrmänner bei Überfall, welche heute jeder Wehrmann in seinem Dienstbüchlein trägt:

> «Wenn durch Radio, Flugblätter und andere Mittel Nachrichten verbreitet werden sollten, die den Widerstandswillen von Bundesrat und Armeekommando anzweifeln, so sind solche Nachrichten als Erfindung der feindlichen Propaganda zu betrachten. Unser Land wird sich gegen jeden Angreifer mit allen Mitteln und aufs äusserste verteidigen.»

Ferner sei auf die entsprechenden Weisungen in den vorbereiteten Plakaten betreffend Verhalten der Zivilbevölkerung im Kriegsfall hingewiesen, welche gleichzeitig mit den Plakaten betreffend Generalmobilmachung und Mobilmachung bei Überfall angeschlagen werden.

II. *Angriff der Alliierten auf die Schweiz*

Aus Richtung Italien besteht heute zweifellos noch keine Gefahr.

Eine Invasion im Westen ist heute in Bezug auf den Zeitpunkt noch unbestimmt. Vielfach wird sie erst auf Ende Mai 1944 erwartet (vgl. rotes Nachrichtenbulletin vom 14.3.44)[3]. Sie kann früher eintreten, aber auch später. Auf

---

2. *Cf. DDS, vol. 13, N° 277.*
3. E 27/9693/8.

alle Fälle werden wir aber genügend Zeit haben, um die notwendigen Massnahmen zu treffen.

B.

1. Wenn es trotzdem als notwendig befunden werden sollte, die Armee über Ostern zu verstärken, so böte dies an sich eine günstige Gelegenheit, um nutzbringende Übungen (stilles Aufgebot oder Aufgebot von Regimentern durch gelbe Plakate) durchzuführen. Ich glaube aber, man sollte ausserordentliche Massnahmen wirklich nur bei Bedarf treffen.

Immerhin bin ich bereit, meinen Befehl vom 29.3.44[4] betreffend Urlaube über die Osterfeiertage zurückzuziehen und es bei der bisherigen Regelung der Beurlaubung von je 1/7 der Bestände bewenden zu lassen.

2. Der gemäss Befehl des Generals vom 22.2.44[5] ausgearbeitete Ablösungsplan sollte beibehalten werden. Ein Mehr an Truppen scheint mir heute zwecklos. Sollte sich die Gefahr in der Luft erhöhen, so können jederzeit zusätzliche Fl.u.Flab.Trp. aufgeboten werden. Diese sind jedoch schon jetzt so mit Dienstleistungen belastet, dass eine vermehrte Inanspruchnahme nur bei Notwendigkeit erfolgen sollte. Auch sonst sollte die Anpassung an die Lage je nach der Entwicklung erfolgen.

3. Die von der Gruppe Ib auf 30.3.44 erstellte Beurteilung der Lage[6], welche ich erst nach der Ausarbeitung meiner Beurteilung erhielt, stimmt im wesentlichen mit dieser überein; sie enthält noch einige Rückblicke und Prognosen für die Zukunft. Ich meinerseits beschränkte mich auf die momentane Lage, was für die heute zu fassenden Entschlüsse genügt.

4. E 27/5667.
5. *Cf.* E 5795/362.
6. *Rapport du Service de Renseignements de l'EMG,* E 27/9911/1.

113

E 2001 (D) 9/3

Le Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz[1],
au Conseiller de Légation, Chargé de Mission
à Londres, C. Rezzonico

Copie d'expédition
T RJ

Berne, 1er avril 1944

Numéro 353. Pour Monsieur Rezzonico.

Merci votre 298[2]. Nous félicitons pouvoir conclure de votre conversation avec Ambassadeur Libedeff que URSS comprend nos difficultés. Pouvons

1. *Le code «RJ» qui figure en tête du document indique que ce télégramme a été rédigé par P. Bonna.*
2. *N° 110.*

notamment pas envisager dans circonstances actuelles faire geste dont URSS pourrait tirer parti pour fins politique générale. Pensons en revanche que lorsque Conseil fédéral enverra un Ministre Londres, celui-ci sera porteur instructions discrètes sur reprise relations avec Russie. A cet effet, aurions besoin avoir reçu de vous rapport verbal et complet sur vos sondages préliminaires. Vous prions donc nous fixer promptement sur vos intentions retour en Suisse, que jugerions désirable ne pas différer au-delà mi-avril. Quant à Eden, vous prions éviter apparence solliciter un contact, vous laissant libre répondre à convocation éventuelle mais en marquant bien que n'avez aucune instruction et que conversation ne pourrait avoir que caractère privé.

114

E 2809/1/2

Le Ministre des Etats-Unis d'Amérique à Berne, L. Harrison, au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

Traduction
L Berne, 4 avril 1944

J'ai l'honneur de vous remettre en annexe le texte d'un exposé que le Secrétaire d'Etat, comme il m'en a informé par télégramme, a remis à la presse à Washington le lundi 3 avril exprimant le profond regret de tous les Américains pour le tragique bombardement par les bombardiers américains de la ville suisse de Schaffhouse le 1er avril [1].

M. Hull fait savoir qu'il a été en contact étroit avec le Secrétaire à la Guerre concernant cette affaire et qu'il résulte jusqu'à présent de l'enquête qu'au cours des opérations contre l'industrie de guerre nazi («Nazi war machine»), un groupe de bombardiers américains, par un enchaînement de circonstances, n'ont pas pris les larges précautions prévues pour éviter des incidents de ce genre, ont survolé et bombardé par erreur une partie de l'espace aérien suisse située au nord du Rhin. Le Secrétaire d'Etat ajoute que le Secrétaire Stimson lui a exprimé le profond regret que le Secrétaire à la Guerre et les «American Air Forces» éprouvent de cette tragédie et il a demandé en même temps au Secrétaire d'Etat d'assurer votre Gouvernement que toutes précautions seront prises pour prévenir autant qu'il est humainement possible la répétition de pareil malheureux accident.

Le Général Spaatz, accompagné de l'Ambassadeur Winant, a déjà rendu visite au Chargé d'Affaires de Suisse à Londres et exprimé son profond regret et celui des hommes sous son commandement du bombardement accidentel de Schaffhouse.

---

1. *La traduction française de l'exposé du Secrétaire d'Etat américain, C. Hull, se trouve dans* E 2809/1/2.

Le Secrétaire d'Etat donne l'assurance, dans son exposé, que le Gouvernement des Etats-Unis est naturellement prêt à assumer la réparation appropriée des dommages résultant de ce malheureux accident, autant qu'il est humainement possible.

M. Hull ajoute enfin qu'il a informé M. Bruggmann, Ministre de Suisse à Washington, dans le sens qui précède.

En vous confirmant ici le texte de l'exposé public de M. Hull, je tiens à vous réitérer en même temps les sentiments que je vous ai exprimés verbalement samedi dernier, déplorant les affreux événements qui ont causé des décès tragiques et des dommages matériels dans la ville suisse de Schaffhouse lors de l'expédition accidentelle des Forces américaines de l'Air et à vous assurer de toute ma sympathie envers la population de Schaffhouse et de toute la Suisse pour les dommages et les pertes qu'elle a subies.

115

E 7110 1976/134/61

La Délégation économique suisse à Londres aux représentants des Alliés[1]

Copie
AM

London, April 5, 1944

EXPORT TRADE WITH JAPAN

1. In the autumn of 1942 the Allied Delegation put forward a request tending to the full cessation of Swiss exports to Japan.

Already during the negotiations of 1942, the Swiss Delegation pointed out that the complete suspension of exchanges with Japan would not be acceptable owing to the fact that the policy of strict neutrality pursued by the Swiss Government places them under the obligation of maintaining commercial relations with all countries.

2. However, the Swiss Government have endeavoured to influence Swiss exports to Japan by insisting, as had already been done in the case of Swiss trade relations with other countries, on a full compensation of these exports with Japanese imports of actual interest for Swiss economy. Export permits for Swiss goods ordered by Japan are now granted only when the corresponding Japanese goods have already been delivered in Switzerland.

This measure applied at first only to the exports of war material. It was later extended to the entire group of machinery and instruments, i.e. practically to all the important Swiss exports to Japan.

---

1. *D'après une annotation manuscrite en haut du document, celui-ci a été remis à D. Foot et W. Riefler le 5 avril 1944.*

3. The Japanese Government protested strongly against these measures, which had the following effects on the exports from Switzerland to Japan:

1938		32,9	million	Swiss francs
1942		22,2	»	» »
1943		2,9	»	» »
1943	September	0,044	»	» »
	October	0,021	»	» »
	November	0,045	»	» »
	December	0,046	»	» »
1944	January	0,045	»	» »
	February	0,025	»	» »

4. That exports for the year 1943 still amounted to about 3 million francs – equal to 1/10th of pre-war exports, not taking into account increases in price since 1938 – is due to the fact that a number of export permits granted towards the end of 1942, i.e. before the coming into force of the new Swiss regulations mentioned above, were still valid in 1943. This transitory period came to an end in the summer of 1943 as shown by the export figures quoted in paragraph 3.

5. Since September 1943, the very small Swiss exports to Japan were exclusively composed of

books	(tariff item 321)	
clocks	(tariff item 928)	and
watches	(tariff item 935b).	

6. The Swiss Government are convinced that the autonomous steps thus taken by them as regards exports to Japan have led to results which practically correspond to the wishes of His Majesty's Government and the U.S. Government.

They are decided to further maintain this policy; but for the reasons given above cannot see their way formally to agree to the suspension of Swiss exports to Japan.

116

E 1004.1 1/444

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 5 avril 1944

620. Internationale Arbeitskonferenz. XXVI. Session in Philadelphia. Instruktionen für den schweizerischen Regierungsdelegierten.

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 4. April 1944

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtete folgendes:

«Der Bundesrat hat auf unsern Antrag vom 7. März 1944 am 14. März die Frage der Beteiligung der Schweiz an der bevorstehenden Internationalen

Arbeitskonferenz in Philadelphia behandelt [1] und beschlossen, die vom internationalen Arbeitsamt ergangene Einladung zu dieser Konferenz grundsätzlich anzunehmen, sich jedoch angesichts der Unmöglichkeit, eine vollständige Delegation zu entsenden, darauf zu beschränken, als seinen Vertreter ein Mitglied der Schweizerischen Gesandtschaft in Washington zu delegieren.»

Es handelt sich nun darum, die Instruktionen festzusetzen für die Haltung, welche der Vertreter der Schweiz an der Konferenz einnehmen soll.

I. Bestellung des Delegierten

In Ausführung des Beschlusses des Bundesrates vom 14. März 1944 hat sich das Politische Departement mit der Schweizerischen Gesandtschaft in Washington in Verbindung gesetzt und sie um Bericht ersucht, wer als Vertreter delegiert werden könne. Aus der Antwort der Gesandtschaft ging hervor, dass Herr Minister Bruggmann bereit wäre, an der Artbeitskonferenz während der ersten und der letzten Sitzungen persönlich teilzunehmen, in der Meinung, dass ihm in der Person des Herrn Legationsrat Feer ein Stellvertreter beigegeben würde, der während seiner Abwesenheit das Mandat des Delegierten ausüben würde.

Diese Regelung wäre sehr zweckmässig, wird doch dadurch die Bedeutung, welche die Schweiz der bevorstehenden Internationalen Arbeitskonferenz beimisst, noch in besonderer Weise hervorgehoben, ohne dass dies gegenüber den in Philadelphia nicht vertretenen Mächten zu Unzukömmlichkeiten führen würde. Dabei ist selbstverständlich, dass unserem Delegierten und gegebenenfalls seinem Stellvertreter Titel und Funktionen eines schweizerischen Regierungsdelegierten in vollem Umfange zukommen sollen, dass er also nicht bloss ad audiendum oder als Beobachter an der Konferenz teilnimmt, sondern alle mit seiner Stellung verbundenen Rechte und Pflichten ausübt.

II. Haltung im allgemeinen

Als wir Ihnen unsern letzten Antrag unterbreiteten, lagen an offiziellen Unterlagen einzig vor der Beschluss des Verwaltungsrates des Internationalen Arbeitsamtes über Abhaltung und Tagesordnung der Konferenz, das Einladungsschreiben des Internationalen Arbeitsamtes und ein von diesem ausgearbeitetes Memorandum über die von der Konferenz zu behandelnden Geschäfte. Soeben sind zu einigen Traktanden auch noch die üblichen Sonderberichte des Internationalen Arbeitsamtes eingelangt. Diese sind aber unvollständig und zudem sind sie erst so spät eingetroffen, dass es unmöglich wäre, sie noch rechtzeitig zu studieren und bei der Instruktionserteilung davon Gebrauch zu machen. Schon aus diesem Grunde können die Instruktionen nicht auf Einzelheiten eingehen. Wir werden uns vielmehr damit begnügen müssen, die allgemeinen Richtlinien aufzustellen, welche der schweizerische Delegierte an der Konferenz einhalten soll.

Es ergibt sich aus den allgemeinen Umständen von selbst, dass es nicht Sache der Schweiz sein kann, an der Konferenz in den Vordergrund zu treten, son-

1. *Cf. N° 95.*

dern dass sich unser Land eine gewisse Zurückhaltung auferlegen muss. Zu dieser Haltung sind wir schon durch die etwas delikate Lage genötigt, in die wir durch die politisch voraussichtlich recht einseitige Zusammensetzung der Konferenz versetzt werden, und worüber wir in unserem Antrag vom 7. März ausführlich berichtet haben. Zu berücksichtigen ist ferner die schon erwähnte mangelhafte Dokumentation sowie die aus der räumlichen Distanz und den zeitverhältnissen sich ergebende Erschwerung der Verständigung zwischen uns und dem Delegierten während der Tagung. Auch die Tatsache, dass unsere Delegation unvollständig ist, und dass namentlich weder ein Arbeitgeber- noch ein Arbeitnehmervertreter ihr angehört, fällt hier in Betracht.

Aus den genannten Gründen wird die Rolle unseres Delegierten nicht so sehr in einer allgemeinen aktiven Beteiligung an den Arbeiten der Konferenz bestehen können als vielmehr darin, dass er den Gang der Verhandlungen sowie alles, was damit im Zusammenhang steht und irgendwie für unser Land von Bedeutung ist, aufmerksam verfolgt und überall, wo es notwendig erscheint und in geeigneter Weise geschehen kann, die schweizerischen Interessen wahrt. Wie weit er sich an den Debatten und Abstimmungen beteiligen soll, wird zur Hauptsache seinem Urteil und Takt zu überlassen sein, wobei wiederum den Interessen, aber auch der besonderen Stellung unseres Landes Rechnung zu tragen ist. Besondere Zurückhaltung ist bei Abstimmungen über Konventionsentwürfe und Empfehlungen geboten, da wir die zur Abstimmung gelangenden Texte nicht oder nur ungenügend kennen und wir, wenn die Stimmabgabe unseres Delegierten für unsere nachträgliche Haltung auch nicht verbindlich ist, doch nach Möglichkeit eine Desavouierung der von ihm eingenommenen Stellung vermeiden möchten. Sollten Fragen zur Behandlung kommen, die für die Schweiz von hervorragender Bedeutung sind – wir denken beispielsweise an die Frage des Sitzes des Internationalen Arbeitsamtes und damit vielleicht auch des Völkerbundes – so hätte uns der Delegierte ungesäumt telegraphisch zu unterrichten, damit wir ihm, gegebenenfalls gestützt auf eine Beschlussfassung des Bundesrates, ergänzende Weisungen geben können. Vor allem muss es auch das Bestreben unseres Delegierten sein, Entscheide zu verhüten, die vom schweizerischen Standpunkt aus als im ungünstigen Sinne präjudizierlich zu beurteilen wären.

Im übrigen wäre uns vom Delegierten sofort nach Abschluss der Konferenz ein eingehender Gesamtbericht zu erstatten, vorbehältlich allfälliger Zwischenberichte.

III. Die einzelnen Traktanden der Konferenz

Zu den einzelnen Punkten der Tagesordnung, für die wir auf unseren letzten Antrag verweisen, schlagen wir vor, folgende Stellung einzunehmen, wobei aus den eingangs erwähnten Gründen detaillierte Instruktionen nicht möglich sind:

1. Verfahrungsgrundsätze, Programm und Statut der Internationalen Arbeitsorganisation.

Nach den Grundsätzen der Neutralitätspolitik unseres Landes, aber auch aus allgemeinen Überlegungen wirtschaftlicher und sozialpolitischer Natur kann für uns nur eine Organisation in Betracht kommen, die politisch nicht einseitig, sondern möglichst universell eingestellt ist und dieses Programm der

Universalität sobald wie möglich zu verwirklichen sucht. Es hat sich schon früher gezeigt, dass das Zusammengehen und die Verständigung der Völker auf politischem Gebiete oft schwerer zu erzielen ist als auf sozialpolitischem. Gewisse Bande sozialpolitischer Art haben gehalten, als die politischen Bindungen schon zerrissen waren. Es ist zu hoffen, dass auch in Zukunft sozial- und wirtschaftspolitische Triebfedern helfen werden, der Völkerverständigung den Weg zu ebnen. Deshalb aber sollte jede aus der Psychologie des Krieges stammende Exklusivität der sozialpolitischen Bestrebungen sobald wie möglich überwunden werden.

Es ist denkbar, dass im Zusammenhang mit diesem Gegenstande die Sitzfrage aufgeworfen werde und damit die Frage der Rückkehr des Internationalen Arbeitsamtes sowie allfälliger weiterer internationaler Institutionen nach Genf zur Sprache komme. Selbstverständlich haben wir sowohl aus ideellen wie auch aus mehr materiellen Gründen an dieser Rückverlegung, sobald die Verhältnisse es gestatten, das grösste Interesse, wobei allerdings vorauszusetzen ist, dass die Internationale Arbeitsorganisation ihre volle Neutralität wieder zurückgewinnt und nicht einseitige Vertreterin einer bestimmten Mächtegruppe bleibt. Sollte die Sitzfrage zur Behandlung kommen, so hätte der schweizerische Delegierte uns im Sinne der oben enthaltenen Ausführungen alsbald zu benachrichtigen.

[...]

4. Grundsätze und Nachkriegsprobleme der sozialen Sicherheit.

Auch hier stehen in erster Linie Fragen zur Erörterung, welche die kriegführenden und die besetzten Länder betreffen, und es soll namentlich eine ausführliche Empfehlung über «ärztliche Betreuung» behandelt werden. Unsere Einstellung ist hier dieselbe, wie wir sie unter Ziffer 3 gekennzeichnet haben. Lebendig ist auch bei uns der Wille, unsere Sozialpolitik im Geiste einer bewährten Tradition, aber auch im Geiste des Fortschrittes weiterzuführen und auszubauen, in voller Würdigung der Erfordernisse, welche die Zeit an uns stellt. Dabei werden wir, soweit dies möglich ist und die Voraussetzungen dazu erfüllt sind, gerne auch die Grundsätze und Richtlinien berücksichtigen, die zur Regelung der sozialen Reformen auf internationalem Boden aufgestellt werden.

5. Minimalbedingungen für die in den Kolonialgebieten zu befolgende Sozialpolitik.

Diese Frage – auch hier steht eine umfangreiche «Empfehlung» zur Diskussion – berührt unser Land nicht unmittelbar. Aus allgemein humanitären Gründen werden wir aber wie bis anhin den Bestrebungen auf diesem Gebiete unsere moralische Unterstützung leihen.

[...]

8. Wahl des Verwaltungsrates.

Die im Memorandum[2] angekündigte spätere Mitteilung über diesen Verhandlungsgegenstand ist ebenfalls noch nicht eingelangt. Doch darf angenommen werden, dass die Bestellung des Verwaltungsrates auf eine weitere Amtsdauer von drei Jahren stattfinden wird. Von den sechzehn die Regierungen im

2. *Cf.* E 2001 (D) 4/74.

Verwaltungsrat vertretenden Personen werden acht durch die Mitglieder ernannt, denen wirtschaftlich die grösste Bedeutung zukommt, und acht durch die Mitglieder, die zu diesem Zweck von den zur Konferenz abgeordneten Regierungsvertretern unter Ausschluss der Vertreter der erwähnten acht Mitglieder bezeichnet worden sind. Vor dem Krieg hatte die Schweiz, ohne dass sie selber sich um einen Sitz beworben hätte, gute Aussichten, unter den Staaten, die nicht ständig vertreten sind, in den Verwaltungsrat gewählt zu werden. Auch heute kann es sich für sie nicht darum handeln, Schritte zu tun, um einen Sitz im Verwaltungsrat zu erhalten. Sollte dagegen von massgebenden Staaten aus der Mitte der Konferenz ernstlich die Meinung und der Wille zum Ausdruck kommen, es sei unserem Land ein solcher Sitz einzuräumen, so hätte der schweizerische Delegierte uns sofort zu verständigen, damit wir dem Bundesrat die Angelegenheit zur Beschlussfassung unterbreiten können.

IV. Schlussbemerkung

Zu der Frage der Beiträge der Schweiz an den Völkerbund und die Internationale Arbeitsorganisation haben wir uns in unserem Antrag vom 7. März kurz geäussert. Wir behalten uns vor, nach Schluss der Konferenz in Philadelphia darauf zurückzukommen und gegebenenfalls dem Bundesrat zu beantragen, wenigstens soweit die Internationale Arbeitsorganisation in Betracht kommt, die Beitragsleistung wieder aufzunehmen.

Das eidgenössische Politische Departement hat sich mit dem vorstehenden Antrag einverstanden erklärt.

Antragsgemäss wird daher

beschlossen:

1. Der Bundesrat nimmt von diesem Bericht in zustimmendem Sinne Kenntnis.

2. Das Politische Departement wird beauftragt, der Schweizerischen Gesandschaft in Washington mitzuteilen, dass als schweizerischer Regierungsdelegierter für die XXVI. Internationale Arbeitskonferenz Herr Minister Dr. Bruggmann und als sein Stellvertreter Herr Legationsrat Feer bezeichnet ist.

3. Das Volkswirtschaftsdepartement wird beauftragt, dem Internationalen Arbeitsamt in Montreal durch das Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit telegraphisch mitzuteilen, dass der Bundesrat als Regierungsdelegierten für die XXVI. Internationale Arbeitskonferenz Herrn Minister Dr. Bruggmann und Herrn Legationsrat Feer als seinen Stellvertreter bezeichnete. Ferner wird das Volkswirtschaftsdepartement (Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit) dafür sorgen, dass die Vollmachten des schweizerischen Delegierten und seines Vertreters in vorgeschriebener Weise beim Sekretariat der Konferenz in Philadelphia hinterlegt werden.

4. Das Volkswirtschaftsdepartement (Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit) wird beauftragt, dem schweizerischen Regierungsdelegierten die vorstehenden Instruktionen zur Kenntnis zu bringen, und zwar deren wesentli-

chen Inhalt sofort telegraphisch, während gleichzeitig die näheren Ausführungen schriftlich nachzusenden sind[3].

3. *Cf. le rapport du 19 mai 1944 sur la Conférence (qui s'est déroulée du 20 avril au 12 mai)*, E 2001 (D) 4/74.

117

E 7110/1976/134/61

Compte-rendu d'une séance des négociations économiques entre les représentants alliés et suisses sur la question du transit[1]

Londres, 5 avril 1944

Keller expose le point de vue du Gouvernement suisse tel qu'il est résumé dans les dernières instructions reçues de M. Pilet-Golaz[2]. La Suisse entend décider en toute souveraineté de cette question et n'a pas l'intention de négocier un arrangement avec un autre pays. Elle s'en tient à sa politique de stricte neutralité qui lui enjoint de surveiller de très près la situation et de prendre, selon les circonstances, toutes les mesures qui s'imposent. C'est pourquoi les mesures prises au sujet du transit sont flexibles et varient selon la situation. Keller demande ensuite que Hohl soit autorisé, en tant qu'il s'agit de cette question, à exposer le point de vue du Gouvernement suisse.

Hohl précise que la Suisse étant encerclée par l'Allemagne et des territoires occupés par cette dernière, cette question du transit est particulièrement importante à l'heure actuelle et délicate puisque tous les transports venant ou partant de Suisse doivent s'effectuer par territoires occupés. La Suisse s'en tient au principe de la liberté du transport telle que prévue par la Convention du St. Gothard. Il mentionne cependant que l'article 3 de cette Convention comporte une réserve très importante, celle de la neutralité suisse. Cette neutralité, inutile de dire que la Suisse en est plus que jamais consciente et qu'elle veille par conséquent à exclure tous transports ayant un caractère militaire, transports de troupes, de matériel de guerre, etc. Il convient d'ajouter d'ailleurs que, jusqu'ici, aucune demande n'a été faite à la Suisse au sujet de transports militaires. Hohl fait ensuite allusion à la nouvelle situation créée par l'occupation de l'Italie du nord qui a obligé le Gouvernement suisse à prendre des mesures spéciales. Etant donné que les marchandises transportées du nord de l'Italie en Allemagne pourraient consister en marchandises réquisitionnées, etc., il a été

1. *Cette séance a eu lieu le 5 avril 1944 à 16 heures au Ministère britannique de l'Economie de guerre. Le présent document a été rédigé le lendemain.*

Participaient à cette séance: D. Foot, D. Seebohm, W. Riefler, Lovat, P. Keller, R. Hohl, C. Rezzonico et J.-G. de Rham.

2. *Cf. N^os^ 77 et 101 et les télégrammes de mars 1944,* E 2001 (D) 3/349.

entendu qu'un transport anormal de marchandises ne serait pas autorisé et qu'en outre tout transport de marchandises réquisitionnées serait exclu. La difficulté consiste cependant à établir une différence entre les transports dans les courants commerciaux normaux et les autres. Afin d'éviter toute discussion, la Suisse a établi une liste des marchandises dont le transport dans le sens sud-nord est désormais interdit. Cette liste n'a pas un caractère définitif. Elle vaut pour le moment, mais pourra être modifiée selon les circonstances. En effet, les décisions prises par le Gouvernement suisse sont conditionnées par la «clausula rebus sic stantibus». Hohl explique ensuite le caractère du contrôle qui est extrêmement sérieux et efficace, confié aux services suisses des douanes, lesquels contrôlent chaque wagon et veillent également à ce que les transports ne prennent des proportions qui ne seraient pas justifiées par les échanges commerciaux normaux.

Foot prend note de la liste des marchandises qui lui est remise et demande depuis quand elle est entrée en vigueur.

Hohl: Depuis le début de février, elle s'applique aux marchandises transportées d'Italie en Allemagne.

Keller fait remarquer que l'interdiction de transporter des combustibles liquides s'applique aux transports dans les deux sens. Cette interdiction ne constitue cependant pas de la part de la Suisse une admission qu'il s'agit de matériel de guerre, mais constitue une interdiction d'une marchandise particulière, comme c'est le cas pour d'autres.

Foot: Le Gouvernement suisse a-t-il l'intention de maintenir cette liste?

Hohl: Oui, aussi longtemps que la situation qui prévaut actuellement en Italie du nord se maintiendra. Les mêmes mesures pourraient être prises en ce qui concerne le transport depuis la France au cas où cela deviendrait nécessaire.

Foot: La liste sera-t-elle modifiée? Il faudrait que toutes les marchandises réquisitionnées soient exclues et l'on aurait ainsi deux catégories de marchandises:

1) marchandises réquisitionnées ou pillées,
2) marchandises mentionnées sur la liste.

Il est hors de doute que la Suisse a le droit de suivre une politique unilatérale indépendante en ce qui concerne ces transits, mais serait-elle cependant prête à tenir compte de nos desiderata?

Keller fait remarquer que les décisions qui ont été prises l'ont été précisément à la suite de suggestions du MEW. Le Gouvernement suisse serait toujours prêt à adapter de nouvelles mesures aux nouvelles circonstances dans le cadre du principe général qui est d'admettre le transit des échanges commerciaux normaux.

Foot: Admettriez-vous, par exemple, le transport de diamants industriels?

Keller: Cela dépend entièrement de savoir s'il s'agit d'un commerce normal.

Foot: Qu'en serait-il en ce qui concerne les transports d'or?

Keller: La question ne s'est pas posée jusqu'ici.

Seebohm désirerait qu'on ajoute sur la liste des transports exclus, les transports des travailleurs.

Hohl: Ce transport a été interdit depuis l'été 1943.

Foot: Dans les deux sens?

Hohl: Oui. Tout transport collectif de travailleurs est interdit.

Foot demande quelques précisions au sujet du contrôle.

Hohl explique que ce sont les douanes qui sont chargées de ce contrôle et qu'elles examinent chaque transport de très près.

Keller: C'est ainsi, par exemple, qu'en ouvrant une caisse, les douanes trouvèrent certain matériel dont il était difficile de dire si le transport était justifié ou non; le cas fut signalé à Berne qui examina la chose et les marchandises purent être arrêtées à Lugano. Le contrôle est extrêmement strict et très effectif.

Foot: Chaque wagon est-il examiné?

Keller: Oui.

Foot: Y a-t-il des wagons scellés?

Hohl: S'il y en a, nous les ouvrons.

Seebohm demande si le MEW pourrait être informé d'une manière ou d'une autre au sujet des transports entre l'Allemagne et l'Italie.

Hohl fait remarquer que le Gouvernement britannique est, *[en]* fait au courant puisque la Légation de Grande-Bretagne à Berne sait quels sont ces transports.

Foot: Si le Gouvernement britannique apportait la preuve que telle marchandise a été réquisitionnée, qu'en serait-il?

Hohl: Nous examinerions alors le cas.

Foot: Y a-t-il une limitation en ce qui concerne le trafic des marchandises autorisées?

Keller: Il n'y a pas de plafond général, mais le principe des échanges sur une base commerciale normale implique certaines limites. A ceci s'ajoutent les restrictions mentionnées sur la liste. Nous entendons en outre surveiller de près les quantités de marchandises transportées et limiter le transport dans certains cas spéciaux (position 360. p. ex.). Il faut aussi tenir compte du fait que la capacité de transport des chemins de fer suisses n'est pas illimitée. Du point de vue technique, il y a également une limite.

Foot demande s'il y a un plafond en ce qui a trait aux marchandises transportées du nord au sud.

Keller: Non, la question a été examinée, mais il n'a pas été possible de limiter le transit à un plafond général.

Foot: Qu'en est-il des transports de charbon?

Keller: Ils ont diminué en 1943 par rapport à 1942.

Foot: Oui, mais n'augmentent-ils pas à nouveau?

Keller: Il est exact que les transports ont augmenté depuis l'été 1943 et sont actuellement de l'ordre des transports effectués en 1942.

Foot: Qu'en serait-il si vous constatiez une augmentation considérable du trafic?

Hohl: Nous trouverions alors certainement un moyen de le régulariser.

Lovat: Sur quelle définition du matériel de guerre vous basez-vous?

Keller: Sur la définition généralement admise par la Convention de La Haye. En ce qui concerne le combustible liquide, nous n'admettons pas juridiquement qu'il s'agit de matériel de guerre, mais nous avons interdit le transit de cette marchandise de notre propre volonté.

Lovat: Qu'en est-il du personnel militaire?

Hohl: Le transport est absolument interdit. Le visa de transit étant accordé par Berne, il est facile d'exclure ce trafic.

Keller explique que la Suisse a voulu, dès le début, exclure tout transit de personnel militaire et fait allusion à l'attitude différente adoptée, par exemple, par la Suède.

Lovat: Pourquoi n'avez-vous pas pu fixer un plafond général?

Keller: Parce que nous avions le sentiment que nous nous exposerions alors à une même demande de la part de l'Allemagne. Etant donné que le transport des marchandises suisses par les pays occupés actuellement par l'Allemagne ne correspond absolument pas au trafic normal d'avant-guerre, cela nous aurait mis dans une position extrêmement difficile.

Lovat: Ne pourriez-vous pas établir un plafond technique au moins en ce qui concerne le trafic nord-sud?

Keller: Nous avons essayé. Il est entendu que les wagons ne doivent pas être surchargés.

Foot: Ne pourriez-vous pas fixer vous-mêmes une certaine limite?

Hohl: Les chemins de fer fédéraux sont les premiers intéressés à limiter ce trafic d'eux-mêmes.

Foot: Dans le cas où d'autres lignes de chemins de fer seraient bloquées et que l'on exercerait sur vous une certaine pression pour augmenter le trafic, que feriez-vous?

Hohl: Nous déciderions selon notre politique générale, c'est-à-dire que nous prendrions des mesures pour veiller à ce que le trafic reste normal.

Foot: Seriez-vous prêts à faire une déclaration à ce sujet?

Keller: Nous pouvons dire que nous nous adapterions toujours à toute nouvelle situation.

Riefler: Qu'en est-il du trafic routier?

Keller: Il est inexistant, étant donné les difficultés de ravitaillement en benzine, mais en principe les restrictions s'appliqueraient également à ce genre de transport.

Lovat: Y a-t-il des statistiques quelconques au sujet de ces transits?

Keller: Non, mais en fait vous savez tout ce qui se passe par l'entremise de vos amis italiens à Berne.

Seebohm: Serait-il possible d'avoir une copie de l'exposé que le Dr Hohl a fait au début de la séance.

Keller: Nous ne sommes pas en mesure de donner une déclaration officielle mais il n'y aurait pas d'inconvénient à vous transmettre une copie des instructions que nous avons reçues étant entendu qu'il s'agit d'instructions et rien de plus[3].

Foot se déclare d'accord et il est entendu que la question du transit sera examinée à nouveau après un nouvel examen des marchandises figurant sur la liste qui a été remise au MEW.

---

3. *Cf. N° 121.*

118

E 6100 (B) 1972/96/240.2

La Direction générale[1] *de la Banque nationale au Chef du Département des Finances et des Douanes, E. Nobs*

L Zürich, 14. April 1944

Der Abschluss der Besprechungen über die Neuregelung der Dollarkontingentierung[2] sowohl als der gegenwärtige Stand der Verhandlungen mit dem amerikanischen Schatzamt in der Frage der Frankenzessionen veranlassen uns, Ihnen nachstehend eine Übersicht zu geben über den Umfang und die Tragweite der Verpflichtungen, die Bund und Nationalbank seit Beginn dieses Jahres hinsichtlich der künftigen Entgegennahme gesperrter Gold- und Devisenbestände eingegangen sind.

I.

Das neue Abkommen mit den Uhrenindustriellen sieht eine Erhöhung des *Exportvolumens der Uhrenindustrie* von 100 auf 200 Millionen Franken vor; auf Grund der in Aussicht genommenen Repartition des Devisenerlöses – 50% für die Nationalbank, 40% für Banken und Bund und 10% Selbstbehalt der Industrie – ergibt sich einschliesslich der Transportkosten für das Jahr ein Dollar- bzw. Goldanfall von rund 220 Millionen Franken, woran die Nationalbank mit 120 Millionen und der Bund mit 100 Millionen Franken beteiligt sind. Die endgültige Übernahme durch den Bund findet allerdings erst nach Ablauf der Sperrfrist im Jahre 1947 statt. Aus *Exporten nach Iran usw.* fallen der Nationalbank nach Erhöhung des bisherigen Monatskontingents auf 1 Million Franken im Jahr weitere 12 Millionen Franken zu, die sich einschliesslich der Transportkosten auf 22 Millionen erhöhen dürften. Das neue Zusatzkontingent für die nicht traditionellen Ausfuhren nach diesem Sektor des Dollarraums im Betrag von monatlich 3½ Millionen Franken dagegen ist vom Bund zu übernehmen, wobei die endgültige Entgegennahme dieser 42 Millionen Franken Jahresbetreffnis jedoch abermals durch Einschaltung der Sperrfrist um drei Jahre aufgeschoben ist. Der Anfall aus Exporten nach *Brasilien und Argentinien* wird von uns einschliesslich Transportkosten für einmal mit 25 Millionen Franken, jener aus *allen übrigen Exporten* nach dem Dollarraum mit 100 Millionen Franken per Jahr in Rechnung gestellt, sodass sich aus Exporten nach den Dollarländern für die Nationalbank im laufenden Jahr ein Totalanfall im Gegenwert von rund 270 Millionen Franken ergeben dürfte, während der Bund aus Exporten 142 Millionen Franken zu übernehmen haben wird, die allerdings, wie bereits bemerkt, erst nach drei Jahren definitiv abgerechnet werden, da sie bis zu diesem Zeitpunkt auf ein zinsloses Sperrkonto des

1. *La lettre est signée par les trois directeurs généraux, E. Weber, P. Rossy et A. Hirs. Une copie adressée au DEP porte la date du 17 avril 1944* (E 7800/1/66).
2. *Cf. N^os 104 et 105.*

Bundes übertragen werden, dessen Saldo als Garantiefonds zu Gunsten der bevorschussenden Banken dient.

Den Dollareingängen aus Exporten bei der Nationalbank stehen gewisse *Ausgänge für die Bezahlung von Importen* gegenüber. In Anbetracht der sich ständig fortsetzenden Intensivierung des Wirtschaftskrieges, des Tonnagemangels und der Schwierigkeiten in der Beschaffung von Waren in kriegführenden Ländern wird man indessen gut daran tun, die sich aus diesen Dollarverkäufen ergebenden Ausgänge für das laufende Jahr nicht zu überschätzen; sie seien vorsichtigerweise mit nicht mehr als 25 Millionen Franken in Rechnung gestellt.

Ein weiterer Anfall an Gold- und Dollarbeständen ergibt sich für den Bund im laufenden Jahr aus den *Frankenzessionen an das amerikanische Schatzamt*, die ursprünglich für die Deckung der amerikanischen Regierungsbedürfnisse bestimmt gewesen sind, vom Schatzamt aber teilweise zu Interventionszwekken verwendet werden. Das monatliche Betreffnis wurde vorerst auf 2½ Millionen Franken festgesetzt – entsprechend dem ungefähren Ausmass der Regierungsbedürfnisse – und kurze Zeit nachher auf 3¼ Millionen Franken erhöht. Neuerdings sind nun dem Schatzamt aber monatlich weitere 5 Millionen Franken in Aussicht gestellt worden, sodass sich die monatlichen Frankenabgaben an die amerikanischen Regierungsstellen auf 8¼ Millionen Franken belaufen, was auf das Jahr umgerechnet den Bund mit insgesamt 100 Millionen Franken belasten wird. Für Rechnung des Bundes werden von der Nationalbank schliesslich auch die aus sog. *Unterstützungszahlungen* herrührenden Dollars hereingenommen, in denen im besonderen die amerikanischen Zahlungen für die diplomatischen Dienste, für das internationale Komitee vom Roten Kreuz usw. eingeschlossen sind; diese Eingänge können auf Grund der Zahlen des letzten Jahres mit rund 30 Millionen Franken vorgesehen werden, sodass sich der Totalanfall für den Bund aus den beiden Kategorien der «Regierungsbedürfnisse» und der «Unterstützungen» für das laufende Jahr auf rund 130 Millionen Franken stellt.

Mit den Gold- und Deviseneingängen aus dem Dollarraum erschöpfen sich die von Bund und Nationalbank eingegangenen Verpflichtungen indessen nicht. Am 5. Januar a.c. hat die *Nationalbank unter Zustimmung des Bundes mit der Bank von England ein Finanzabkommen* abgeschlossen, wonach die Nationalbank der Bank von England Schweizerfranken gegen frei verfügbares Gold in London zediert[3]. Im BRB vom 15. Februar[4] hat sich der Bund bereit erklärt, zur Entlastung der Nationalbank die Hälfte des aus dem Abkommen gegen Schweizerfranken anfallenden Goldes, soweit dieses mangels Schiffsraum und zu hoher Spesen nicht nach dem Kontinent abtransportiert werden kann, zu übernehmen. Auf Grund der Frankenzessionen der letzten Monate wird mit einem Goldanfall im Gegenwert von rund 200 Millionen Franken gerechnet werden müssen, wovon Bund und Nationalbank je 100 Millionen Franken zu übernehmen haben werden.

---

3. *Cf. N° 57.*
4. *Cf. N° 83.*

Tabellarisch zusammengefasst, präsentiert sich auf Grund vorstehender Ausführungen der mutmassliche Gold- und Devisenanfall für Bund und Nationalbank pro Jahr wie folgt:

	Mutmasslicher Gold-bzw. Devisenanfall pro Jahr für	
	Nationalbank	Bund
	in Millionen Franken	
1. Exporte nach dem Dollarraum		
a) Uhren	120	100 *)
b) Iran usw.	22	42 *)
c) Brasilien und Argentinien	25	–
d) «freie» Exporte	100	–
2. «Regierungskontingente»		
Quote von 3¼ Mill. monatlich	–	40
5 Mill. monatlich gegen frei verfügbares Gold	–	60
3. Unterstützungen		
Diplomaten, Institutionen, Private, Versicherungen	–	30
4. Finanzabkommen mit der Bank von England		
BRB vom 15. Februar 1944	100	100
	367	372
Dollarausgänge	25	–
Totalanfall	342	372

*) Definitiver Anfall erst nach Ablauf der Sperrfrist im Jahre 1947.

Dabei ist zu berücksichtigen, dass dem Bund nächstens noch Rückstände aus früheren Exporten im Betrage von rund 27 Millionen Franken belastet werden müssen; auch ist nicht ausser Acht zu lassen, dass die Uhrenindustrie neuerdings Rückstände im umgefähren Umfang von 60–80 Millionen Franken aufzuweisen hat, die bisher nicht berücksichtigt wurden und über die bis anhin auch noch keine Vereinbarungen oder Verfügungen getroffen worden sind. Schliesslich wäre noch daran zu erinnern, dass der Bund eine Verpflichtung zu Gunsten der Exportindustrie auch insofern eingegangen ist, als von ihm die Dollarabnahme für eine Frist von 6 Monaten zum voraus garantiert wird.

II.

Bei der Betrachtung obiger Zahlen darf nicht übersehen werden, dass der Nationalbank ferner jährlich 200–300 Millionen Franken Gold aus *Zessionen der Deutschen Reichsbank anfallen*. Ein grosser Teil dieses Metalls hat in den letzten Jahren allerdings zur Abwicklung des Zahlungsverkehrs mit anderen Ländern gedient; gegenwärtig ist jedoch als Folge der Erschwerung der Importe eine Verwendung dieses Goldes nur in geringem Ausmass möglich,

sodass auch von dieser Seite her zur Äufnung der Währungsreserven und zur Vermehrung der Geldmenge beigetragen wird.

III.

Die Bedeutung dieser Eingänge für die schweizerische Wirtschaft und namentlich unsere Währungslage wird besonders augenfällig, wenn man sich darüber Rechenschaft gibt, in welchem Mass sich die schweizerischen Währungsreserven seit dem Erlass des amerikanischen Embargos bis zu Beginn dieses Jahres entwickelt haben. Der Bestand an Gold und deckungsfähigen (Dollar-) Devisen bezifferte sich

am Jahresende 1941	auf	3 644,8 Mill. Franken
er erhöhte sich bis Ende 1942 um		203,9 » »
	auf	3 848,7 Mill. Franken
und im Jahre 1943 um		491,4 » »
	auf	4 340,1 Mill. Franken

Die aus der Übernahme von Gold- und Devisenbeständen resultierende Vermehrung der schweizerischen Geldmenge beziffert sich somit für die letzten zwei Jahre auf annähernd 700 Millionen Franken; rechnet man diesem Betrag die einschliesslich der Zessionen der Deutschen Reichsbank auf rund 500-600 Millionen Franken geschätzten Gold- und Deviseneingänge der Nationalbank im laufenden Jahre hinzu, so erhöht sich diese Zahl auf rund *1,2–1,3 Milliarden Franken*. Dabei sind die Gold- und Devisenaufnahmen des Bundes ausser Betracht gelassen, da diese Käufe des Bundes keine unmittelbare Zunahme der Geldmenge nach sich ziehen, wenigstens so lange nicht, als deren Finanzierung nicht auf dem Wege der Inanspruchnahme des Notenbankkredits erfolgt. Indessen hat man sich darüber im Klaren zu sein, dass diese Gold- und Devisenaufnahmen des Bundes zum mindesten eine entsprechende *Vermehrung der Staatsschuld* zur Folge haben, – eine Tatsache, die angesichts der sich aus der Mobilisation und der Kriegswirtschaft ergebenden Belastung sehr ins Gewicht fällt.

Die sich in obigen Zahlen offenbarende Problematik liegt nach unserer Auffassung darin, dass durch die fortgesetzte Aufnahme blockierter Gold- und Devisenbestände seitens des Noteninstituts dem Markt in Form liquider Franken stets neue Mittel zugeführt werden, während anderseits deren Gegenwert blockiert bleibt und zur Steigerung der Gütermenge in unserem Lande bzw. zur Bezahlung von Importen nicht verwendet werden kann. Wenn auch diese zusätzlichen Gelder praktisch nicht in vollem Umfang als Kaufkraft in Erscheinung treten und überdies berücksichtigt werden muss, dass Rationierung und Preiskontrolle preistreibenden Tendenzen entgegenwirken, so dürfen anderseits die Gefahren, die sich aus der Spannung zwischen dem Mangel an Konsumgütern einerseits und dem Umfang der verfügbaren Gelder anderseits ergeben, dennoch nicht einfach als inexistent übersehen werden. Die Nationalbank erachtet es jedenfalls als ihre Pflicht, auf diese Zusammenhänge immer wieder mit Nachdruck aufmerksam zu machen.

Die fortgesetzte Aufnahme von blockiertem Gold und gesperrten Devisen bildet die Grundlage für eine beträchtliche Ausweitung des inländischen Geldvolumens, der Notenzirkulation sowohl als auch der Guthaben bei der Nationalbank. Man ist geneigt, gewisse Vergleiche anzustellen mit der Entwicklung in jenen Ländern, die gegen illiquide Clearingguthaben grosse Exporte nach Deutschland tätigen mussten. In diesen Wirtschaftsgebieten hat die wachsende Diskrepanz zwischen der zunehmenden Geldmenge und der sich stets verringernden Gütermenge zu Spannungen im Preisgefüge geführt, die trotz der strengen Handhabung der Preiskontrolle nur unvollkommen verdeckt werden. Mit diesem Hinweis auf die Entwicklung in den besetzten und den Deutschland verbündeten Ländern soll nicht etwa der Eindruck hervorgerufen werden, als ob die Dinge in der Schweiz bereits ähnlich weit fortgeschritten seien, sondern es soll lediglich auf eine gewisse Parallelität der Erscheinungen hingewiesen werden, die unsere Bedenken hinsichtlich der weiteren Entgegennahme illiquider Währungsreserven zu begründen geeignet ist.

Nicht ohne Sorge verfolgt die Nationalbank gegenwärtig die *Verhandlungen mit den amerikanischen Währungsbehörden*, in denen eine wachsende Begehrlichkeit des Schatzamts zutage tritt. Auszugehen ist von der Tatsache, dass unsere Landeswährung in New York erheblich über pari notiert, was nicht nur von den amerikanischen, sondern auch von den schweizerischen Währungsbehörden sehr ungern gesehen wird. Diese Disparität zwischen Dollar und Schweizerfranken ist auf Freezing und Blockade – somit rein amerikanische Massnahmen – zurückzuführen, die international deshalb einen Kurszerfall bewirken, weil für die Devise New York oder für in New York liegendes Gold keine oder nur eine beschränkte Verfügungsmöglichkeit besteht, und keine oder nur unerhebliche Importe aus den Dollarländern durchgeführt werden können. Die Zurückhaltung der Nationalbank steht damit in engstem Zusammenhang, weil sowohl für die Schweiz wie auch für einen Grossteil der übrigen Länder der Dollar seine Bedeutung als internationales Zahlungsmittel eingebüsst hat.

Die Nationalbank hat sich angesichts dieser Kursdisparität von jeher auf den Boden gestellt, dass *Interventionen auf dem New Yorker Frankenmarkt nicht wirksam sein können*, solange Blockade und Freezing dauern. Der Anreiz, Dollars gegen Schweizerfranken zu tauschen, um sich auf diese Weise der blockierten Devisen gegen eine liquide Valuta zu entledigen, würde eine beträchtliche Nachfrage nach Schweizerfranken zur Folge haben. Sie hat diese Auffassung den amerikanischen Behörden zu wiederholten Malen vortragen lassen und dabei bemerkt, dass eine Abgabe von Schweizerfranken zu Interventionszwecken nicht in Frage kommen könne; denn der Betrag der gegen freie Franken aufzunehmenden Dollars würde mutmasslich einen Umfang erreichen, den unser Land ohne schädliche Rückwirkungen auf Geldmarkt und Preisgestaltung kaum absorbieren könnte. Davon abgesehen würde es auch unserem Selbstbestimmungsrecht in währungspolitischen Dingen zuwiderlaufen, wenn diese Frankenkäufe der Vereinigten Staaten in das freie Ermessen des amerikanischen Schatzamts gestellt wären. Wir haben das Schatzamt in diesem Zusammenhang auch darauf hingewiesen, dass die unerwünschte Überwertigkeit des Frankens nur durch Verbot des Handels mit Schweizerfranken oder weitge-

hende Zurückhaltung in der Erteilung von Lizenzen korrigiert werden könnte. In noch weit besserem Masse wäre jedoch die Aufhebung des Freezings und der Blockade geeignet, den Dollar gegenüber anderen Valuten wieder auf Parität zu bringen.

Wie wir aus den telegraphischen Mitteilungen unserer Gesandtschaft ersehen haben, hat das Schatzamt in den letzten Wochen dennoch grosse Interventionsverkäufe von Schweizerfranken vorgenommen und für diesen Zweck recht erhebliche Frankenbeträge aufgewendet. Zweifellos wird die eingeleitete Aktion weitere Mittel erfordern. So ist es zu erklären, dass das Schatzamt die für Regierungsbedürfnisse benötigten Frankenbeträge von vorerst 2½ auf 3¼ Millionen Franken monatlich erhöhte, nachher die Ausführung von Frankenzahlungen ausserhalb Kontingent forderte und nun schliesslich Franken gegen freiverfügbares Gold im Umfang von monatlich 5 Millionen Franken beansprucht. Obwohl gegenüber der Schweizerischen Gesandtschaft in Washington bei jeder Gelegenheit darauf hingewiesen wurde, dass Frankeninterventionen auf dem New Yorker Markt zwecklos seien und die Nationalbank Franken nur für Regierungsbedürfnisse, nicht aber für Interventionszwecke zur Verfügung stellen wolle, haben unsere Überlegungen bei dieser Stelle kein Verständnis gefunden; sie hat im Gegenteil die Meinung vertreten, dass weiteres Entgegenkommen angezeigt sei. Bei dieser Einstellung unserer diplomatischen Vertretung in den Vereinigten Staaten mag auch das Bestreben mitsprechen, eine günstigere Atmosphäre zu schaffen, um durch eine Entspannung der Beziehungen auf anderen Gebieten – nicht zuletzt für die schweizerischen Finanzinteressen – Konzessionen einhandeln zu können. Besonders aufschlussreich sind in dieser Hinsicht die Berichte des schweizerischen Finanzattachés bei der Schweizerischen Gesandtschaft in Washington, so wenn er beispielsweise in seinem Bericht vom 9. Februar[5] im Zusammenhang mit der Einführung des amerikanischen General Rulings Nr. 17 – das für die in den Vereinigten Staaten unterhaltenen Guthaben und Titeldossiers den Nachweis schweizerischen Eigentums verlangt – schreibt:

«... Solange die zur Zeit in der Treasury massgebenden Leute an der Spitze bleiben, kann nicht damit gerechnet werden, dass die Grundlagen dieser Bestimmungen geändert werden. Wir können nur versuchen, uns durch *Zugeständnisse anderer Art* die Gunst dieser Leute zu erwerben...

Wie weit solche Möglichkeiten (des Aufschubs der Kontrolle durch amerikanische Organe) bestehen und wann der Zeitpunkt zur Aufrollung dieser letzteren Frage gekommen sein wird, muss der zukünftigen Entwicklung der Verhältnisse überlassen werden, wobei es ausserordentlich wichtig ist, dass die seit einigen Wochen zutage getretene günstigere Verhandlungsatmosphäre dauernd gepflegt und mit allen möglichen Mitteln ausgedehnt wird. Aus diesem Grunde haben wir kürzlich mit solchem Nachdruck auf die Notwendigkeit, Franken gegen Dollars abzugeben, ohne auf bestimmten Gegenleistungen zu beharren, hingewiesen. Dieses für uns relativ geringe Opfer dürfte sich durch die erreichte äusserst notwendig gewesene Entspannung der Beziehungen bezahlt machen...»

5. E 2001 (E) 2/645. *Cf. aussi* E 2001 (E) 2/641.

Wir stehen nicht an, zu erklären, dass uns die Haltung der amerikanischen Währungsbehörden und die Einstellung der Schweizerischen Gesandtschaft in Washington, wie sie in obigen Zitaten zum Ausdruck kommt, befremden. Die Interventionstätigkeit des Schatzamts zur Regulierung der Überwertigkeit des Frankens durchkreuzt unsere in der Schweiz getroffenen Massnahmen, und unsere Bestimmungen zur Einschränkung des Dollaranfalls aus Exporten, Unterstützungen oder aus dem Finanzverkehr werden auf diese Weise illusorisch gemacht, – ja, die Ermöglichung der Frankenbeschaffung in den Vereinigten Staaten hat die Nationalbank bei einzelnen Exportindustriellen, Banken und Inhabern von Unterstützungsansprüchen bereits in eine peinliche Lage gebracht.

Es darf abschliessend wohl der Erwartung Ausdruck gegeben werden, dass mit der nunmehr getroffenen Regelung der Dollarübernahme aus Exporterlösen und der Frankenabgabe für ausländische Regierungsbedürfnisse eine Lösung gefunden worden ist, die neue Störungen in diesem Sektor des Zahlungsverkehrs mit dem Auslande so bald nicht wieder eintreten lässt. Anderseits hat man sich in den Kreisen der Exportindustrie und des Auslandes aber auch zu vergegenwärtigen, dass die übernommenen Verpflichtungen ganz beträchtliche Leistungen sowohl des Bundes als der Nationalbank darstellen, die jedenfalls den Vorwurf der Kleinlichkeit oder des mangelnden Entgegenkommens kaum als gerechtfertigt erscheinen lassen würden. Die Verantwortung, die die Leitung der Nationalbank mit den gegebenen Zusagen in Bezug auf die künftige Gestaltung der Währungslage, des Geldmarktes und die Entwicklung der Preise in der Schweiz auf sich genommen hat, wiegt nicht leicht. Aber auch dem Bund bringen seine neuen Engagements eine erhebliche Belastung; seine Gold- und Devisenaufnahmen werden nicht nur neue Aufwendungen zur Folge haben, sondern ihn unter Umständen veranlassen, den Kapitalmarkt für diese Zwecke in vermehrtem Masse in Anspruch nehmen zu müssen. Wir sind daher der Meinung, dass bei der Übernahme weiterer Verpflichtungen im Interesse der schweizerischen Währung und Wirtschaft und mit Rücksicht auf die Gestaltung der Finanzlage künftig äusserste Zurückhaltung geübt werden sollte[6].

---

6. *Le 14 avril 1944. Le Conseiller financier de la Légation de Suisse à Washington, J. Straessle, adresse à la DAE du DPF un long rapport sur les relations financières avec les Etats-Unis depuis décembre 1943. Il estime que les éventuels effets inflationnistes des reprises d'or à l'Angleterre et aux Etats-Unis peuvent être maîtrisés et compensés par d'autres avantages économiques. Il conclut son rapport ainsi:*

Was nun unsere eigenen Verhältnisse anbelangt, so ist ausser Zweifel, dass auf Grund der Indexziffern unsere Landeswährung heute besser dasteht als der Dollar oder das Pfund Sterling. Dabei darf aber nicht übersehen werden, dass wir ein rohstoffarmes Land sind und auch einen grossen Teil unserer Nahrungsbedürfnisse importieren müssen; wo wären unser Export und die Arbeitsmöglichkeiten unserer Bevölkerung sowie unsere Fremdenindustrie, wenn wir eine Situation eintreten liessen, in der der Schweizerfranken ein zu grosses Agio gegenüber den Welthauptwährungen bedingen würde.

Von diesen Erwägungen geleitet, komme ich zur Ansicht, dass unsere gesamte Wirtschafts- und Finanzpolitik in Zukunft mehr dieser Hemisphäre zugewendet werden muss, und je schneller wir mit den Vereinigten Staaten in ein gutes auf gegenseitigem Vertrauen basierendes

Verhältnis kommen können, desto besser; das sollte unter Wahrung unserer berechtigten Landesinteressen durchaus möglich sein (E 7110/1967/32/861.O. USA/1/1509). *Le Directeur de la DC du DEP, J. Hotz, a souligné dans la marge ce dernier paragraphe et ajouté* wichtig! *sur une copie de ce document.*

119

E 27/9801/3

L'Attaché militaire et de l'Air près la Légation de Suisse à Washington, H. Notz, au Service de Renseignements et de Sécurité de l'Etat-Major Général de l'Armée

Copie
R

Washington, 15. April 1944

[...] [1]

Die in der Rede von Staatssekretär Cordell Hull vom 10.4.44. gemachten Ausführungen, dass nicht zugegeben werden könne, dass die Neutralen weiterhin durch Lieferungen von Rohmaterial und fertigen Erzeugnissen die Deutschen unterstützen, lässt erwarten, dass mit einer Verschärfung der wirtschaftlichen Druckmittel gegenüber diesen zu rechnen ist. Wenn auch, wie es scheint, die Schweiz nicht den Anlass zu dieser Erklärung gegeben hat, so muss sie trotzdem damit rechnen, die Auswirkungen einer verschärften Blockade-Politik zu spüren zu bekommen.

Es ist meines Erachtens kaum anzunehmen, dass die sog. materielle Hilfe der Neutralen einen entscheidenden Faktor in der kriegswirtschaftlichen Leistungsfähigkeit Deutschlands bedeutet, wenn diese so weit geschädigt sein soll, wie sie die zum Teil offiziellen Beurteilungen sehen oder sehen möchten; man ist versucht daraus den Schluss zu ziehen, dass man bei den verantwortlichen Stellen die Lage doch etwas anders beurteilt, als man dies gegenüber der Öffentlichkeit tut. Es ist auffallend, dass besonders in den militärischen Kreisen die Befürchtung ausgesprochen wird, dass man zu leicht dazu neigt, die industriellen Möglichkeiten und militärische Stärke Deutschlands zu unterschätzen und dass man vielerorts die Tendenz hat, den Wunsch mit der Wirklichkeit gleichzusetzen. Wie dem auch sei, müssen die Neutralen, oder die sogenannten opportunistischen Neutralen, sich mit der Tatsache abfinden, dass sie immer weniger ins Bild der allierten Kriegsführung passen. Bei der Beurteilung der Schweiz ist aus vielen spontanen Äusserungen zu entnehmen, dass sie im Vergleich zu den andern Neutralen verschieden ist, denn die feste und würdige Haltung, trotz der vollständigen Abgeschlossenheit, hat ihren Eindruck nicht verfehlt. Wieweit jedoch diese Tatsache bei der schärferen Einstellung gegenüber den Neutralen ins Gewicht fällt, ist unmöglich zu beurteilen und es ist besser, sich keinen falschen Hoffnungen hinzugeben.

---

1. *Notz évoque d'abord la nervosité et l'impatience qui animent les autorités politiques et militaires aux Etats-Unis où l'invasion de l'Europe occidentale est considérée comme imminente. Notz poursuit son rapport avec un tour d'horizon de la situation militaire en Europe.*

120

E 2001 (E) 2/616

La Légation royale de Hongrie à Berne au Département politique[1]

Copie
N

Bern, 17. April 1944

Die Kgl. Ungarische Gesandtschaft beehrt sich dem Politischen Departement auftragsgemäss höflichst mitzuteilen, dass im Gegensatz zu verschiedenen Gerüchten, Ungarn ihre internationalen wirtschaftspolitischen Beziehungen auch weiterhin ohne fremden Einfluss, d.h. souverain regelt und leitet. Demnach tritt weder im Waren- noch im Zahlungsverkehr im schweizerisch-ungarischen Verhältnis eine Änderung ein[2].

1. *Le sceau de la Légation est apposé au bas de la note.*
2. *Pendant le mois d'avril 1944, la Division du Commerce du DEP et la Légation de Suisse à Budapest échangent plusieurs télégrammes pour déterminer l'influence des événements militaires et politiques sur les relations économiques entre la Suisse et la Hongrie (cf. en particulier ceux des 7, 15 et 21 avril 1944,* E 2001 (E) 2/616). *Cf. aussi la lettre de M. Jaeger à J. Hotz du 18 avril 1944,* E 7110 1967/32/900 Ungarn/4.

121

E 7110/1973/135/49

La Délégation économique suisse à Londres au Département politique

Copie de réception
T N° 367

London, 17. April 1944, 20 h. 30
(*Reçu:* 18. April 1944, 14 h. 20)

Nummer 367. Transitfragen durchbesprochen. Grundsatz, dass diese Fragen politischer Natur und dementsprechend von Schweiz autonom zu regeln britischer- und amerikanischerseits anerkannt. Haben auch Verständnis dafür gefunden, dass Globalkontingentierung Warentransit für uns nicht möglich. Auf brit. und amerik. Begehren übergaben Notiz über unsere grundsätzliche Stellungnahme entsprechend Ihrem 319, ebenso Liste der von uns von Ausfuhr Süd-Nord autonom ausgeschlossenen Güter[1]. Alliierte stellten einige Ergänzungsbegehren zu dieser Liste, die wir zur Prüfung in Bern entgegennahmen.
Hohl wird baldmöglichst abreisen.

1. *Cf.* E 2001 (D) 3/348-349.
Cf. aussi l'exposé reproduit en annexe au présent document.

ANNEXE

E 7110/1976/134/61

Le Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz,
au Chef de la Délégation économique suisse à Londres, P. Keller

[S.d.][2]

Le principe fondamental normal, le principe d'ailleurs observé en temps de paix de manière toute générale sur le continent c'est, on le sait, le principe de la liberté du transit. C'est un principe dont la nécessité s'impose pour un pays comme la Suisse sans accès propre à *[la]* mer. C'est aussi le principe qu'elle s'est efforcée à faire admettre dans les accords qu'elle a conclus à cet égard avec d'autres états.

Mais il va de soi qu'en temps de guerre ce principe, si capital soit-il, doit subir dans son application des exceptions et des restrictions dictées par la neutralité de la Confédération. C'est pourquoi le Conseil fédéral, fidèle à la politique de neutralité qu'il s'est engagé solennellement à observer, s'est vu amené et se voit encore amené à déterminer des exceptions et des restrictions nécessaires. Qu'il le fasse et ne puisse le faire que de façon autonome, c'est ce qui résulte de leur caractère: elles sont précisément l'une des expressions de la neutralité du pays.

Il est évident qu'elles doivent être limitées strictement à leur propre objet. Voudrait-il s'en écarter que les circonstances rappelleraient sur le champ et avec réalisme sans ménagement au Conseil fédéral que la Suisse est aujourd'hui entièrement encerclée par l'Allemagne ou les états contrôlés par elle. Cette situation géographique unique a pour conséquence que tous les transports indispensables à son importation et à son exportation, transports d'une importance vitale pour elle, ne s'effectuent qu'en empruntant des territoires contrôlés par l'Allemagne. La Suisse ne pourrait donc refuser à celle-ci le bénéfice du transit, bien entendu sous réserve des exceptions et restrictions que lui commande sa neutralité, comme expliqué plus haut sans s'exposer au risque très grave de voir restreintes et peut-être supprimées ses propres possibilités de transport.

Cette observation suffit sans doute pour relever combien complexe et délicat se présente le problème.

Cela n'a pas empêché la Suisse, pleinement consciente des devoirs qui lui incombent en sa qualité d'état neutre en vertu du droit international, de prendre toutes mesures utiles à cet effet, notamment pour assurer la stricte application des dispositions de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 concernant la guerre sur terre. Elle a veillé scrupuleusement à ce que les transports qui s'opèrent à travers son territoire ne soient pas de transports militaires au sens normal de ce mot. Il va de soi qu'elle n'aurait jamais permis le transit de troupes pas plus qu'elle ne tolérerait le transport de matériel de guerre à l'intention des belligérants. C'est d'une telle évidence que jusqu'ici jamais une demande de ce genre ne fut même suggérée et la Suisse reste persuadée que sa neutralité solennellement consacrée par les traités et réaffirmée par la déclaration du Conseil fédéral du 31 août 1939 sera respectée à l'avenir aussi.

Il y a plus. La présence en Italie du Nord de forces allemandes importantes et la situation générale de ce pays ont également dicté aux autorités suisses des mesures pour empêcher des transports à travers notre territoire de marchandises réquisitionnées. Certes, il est particulièrement difficile de reconnaître les marchandises réquisitionnées surtout s'il ne s'agit pas de marchandises usagées. Car les courants commerciaux usuels continuent naturellement eux aussi entre l'Italie du Nord et l'Allemagne et ces échanges à travers la Suisse ont un caractère parfaitement licite. C'est la raison pour laquelle outre l'exclusion pure et simple lorsqu'elle lui paraissait se justifier, le Conseil fédéral, toujours inspiré par l'esprit qui l'anime, ne tolère pour d'autres marchandises qui pourraient être directement utiles à la guerre et dont le volume nettement excessif effacerait le caractère commer-

2. *Transmis aux négociateurs alliés à Londres le 8 avril 1944.*

cial habituel que des quantités déterminées. Il poursuit ainsi inlassablement le but de ne pas laisser abuser du principe de la liberté du transit à faveur des circonstances et d'en maintenir une application en harmonie constante avec sa politique de neutralité. Il y tiendra la main.

122

E 2001 (D) 3/484

Le Délégué du Conseil fédéral pour les Oeuvres d'Entraide internationale, Ed. de Haller, au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

No *Berne,* 20 avril 1944

J'ignore jusqu'à quel point Mr. Harrison vous a mis au courant de la «préhistoire» du problème dont il vous a saisi par lettre et memorandum du 10 avril[1].

Je crois être parvenu à découvrir ce qui s'est passé: à un moment donné, le Reich, s'inquiétant non sans raison du sort de ses ressortissants internés dans certains pays de l'Amérique latine et surtout de l'Amérique centrale, avait proposé de les échanger contre les ressortissants des dits pays internés en Allemagne. Certains gouvernements de l'Amérique centrale, notamment le Honduras, auraient alors refusé de rapatrier les Allemands en leur pouvoir, attendu que la contrepartie qui leur était offerte par le Reich aurait été composée d'individus qu'ils ne reconnaissaient pas comme leurs ressortissants. Ces gouvernements ont, semble-t-il, expliqué qu'en délivrant des passeports à des apatrides, ils n'entendaient nullement leur octroyer la naturalisation à distance.

Depuis lors, les Etats-Unis ont transféré sur leur territoire, sauf erreur au Texas, une grande partie des Allemands qui étaient internés en Amérique centrale. C'est ce qui permet aujourd'hui au State Department de revenir sur la proposition initiale d'échange du Reich, écartée à l'époque par les Américains centraux.

Le memorandum américain du 10 avril part de la présomption qu'il faut prêter aux Allemands l'intention de traiter les titulaires de passeports sud-américains non reconnus comme de simples Juifs polonais ou hollandais privés de la protection d'une puissance neutre. Ni la Division des Intérêts étrangers, ni le CICR n'ont eu leur attention attirée sur des cas d'espèce dans lesquels les autorités allemandes auraient agi ainsi.

En revanche, je tiens d'une source juive, à laquelle M. Kullmann a certainement puisé, que les autorités allemandes auraient cessé de reconnaître la qualité d'étrangers à 250 internés du camp de Vittel, détenteurs de passeports de diverses républiques sud-américaines, à la suite de l'incident rappelé plus haut; on

1. *Non reproduits.*

ignore, dans les milieux juifs, si ces individus sont encore à Vittel, mais on est persuadé qu'ils n'échapperont à la déportation que si le Reich a un intérêt à modifier son attitude. C'est à quoi vise la démarche américaine; sans craindre d'anticiper sur l'acquiescement des républiques sud-américaines, Washington voudrait que nous fassions savoir à Berlin que les ressortissants allemands établis dans ces pays et transférés au Texas pourraient bien souffrir de représailles.

L'intervention sollicitée par le memorandum du 10 avril sort du cadre de la protection des intérêts étrangers puisqu'il ne s'agit ni d'une démarche de Washington en faveur de ressortissants des Etats-Unis, ni d'une démarche des Républiques sud-américaines privées de représentation diplomatique en Suisse et empruntant le canal du State Department et de la Légation d'Amérique à Berne.

Dans ces conditions, on peut se demander si la Suisse pourrait donner suite à la demande contenue dans le Memorandum sans froisser des Etats d'importance sans doute secondaire, mais qui entretiennent apparemment avec elle des rapports de parfaite correction.

A ces considérations s'ajoute le danger signalé par M. de Pury qu'une communication faite dans le sens du memorandum du 10 avril pourrait faire courir à la réalisation de la proposition d'échange soumise à Berlin par la Division des Intérêts étrangers sur la base de la notice de la Légation des Etats-Unis du 14 avril[2].

Je voudrais me permettre de proposer:

1) qu'il ne soit momentanément pas répondu à Mr. Harrison,

2) que M. Frölicher – de préférence à M. Feldscher – soit invité à se renseigner discrètement et rapidement sur le sort des titulaires de passeports reniés par les gouvernements dont le Reich croyait qu'ils étaient ressortissants.

Il est possible qu'il ne leur soit encore rien arrivé et que la perspective d'un échange les immunise contre la déportation. Dans ce cas, il pourrait sans risque être répondu à Mr. Harrison dans le sens proposé par M. de Pury. Si, au contraire, la situation s'avérait plus grave, il faudrait, semble-t-il, dire aux Américains que nous sommes prêts à faire une démarche à Berlin si ceux des Etats sud-américains dont nous protégeons les intérêts nous le demandent en même temps que les autres républiques du même continent chargeraient leurs propres puissances protectrices d'une démarche identique en faveur de leurs pseudo-nationaux[3].

---

2. *Non reproduite.*
3. *Annotation de Pilet-Golaz au bas de la notice:* 22.4.44.

123

E 7110/1973/135/25

Le Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz, au Directeur de l'Administration fédérale des Finances, J. Oetiker

Copie
L

Bern, 21. April 1944

Wir nehmen Bezug auf unsere heutige telephonische Unterredung mit Ihrem Herrn Dr. Seemann und beehren uns, Ihnen folgendes mitzuteilen:

Im Verlaufe der letzten Monate hat es sich gezeigt, dass die gegenwärtige Exportprämie im Clearingverkehr mit Spanien [8%] von immer weiteren Kreisen unserer Exporteure als nicht mehr tragbar erklärt wird, weil sie in zunehmendem Masse von schwedischen, amerikanischen und englischen Lieferanten, die keine Prämienabgabe zu tragen haben, konkurrenziert werden.

Unsere Abteilung, der Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrie-Vereins und die Schweizerische Verrechnungsstelle sind nach eingehender Prüfung der Lage zur Auffassung gelangt, dass die Exportprämie aus den obenerwähnten Gründen bis auf weiteres beseitigt werden sollte. Dabei wurde vorgesehen, den 10. Juni 1944 als Stichtag für die Aufhebung festzusetzen. Die Prämie würde also noch erhoben für alle bis zu diesem Tag definitiv oder provisorisch von der Schweizerischen Verrechnungsstelle den Exporteuren zugeteilten Clearingmittel. Abgabepflichtig blieben auch später fällige Ratenzahlungen, wenn die erste Rate bis zum 10. Juni 1944 bezahlt worden ist. Diese Hinausschiebung des Zeitpunktes des Prämienerlasses sollte es ermöglichen, die Prämie auf allen jenen Transaktionen noch zu erheben, die unter der bisherigen Regelung mit Einschluss der 8% zustande gekommen sind. Neue Offerten könnten jetzt schon ohne Berechnung der Prämie abgegeben werden, denn nach unsern Erfahrungen dürften sie erst gegen Mitte Juni zur Zuteilung von Clearingmitteln führen.

Seit längerer Zeit wurde mit dieser Entwicklung gerechnet. Wir haben deshalb, solange unsere Exporteure von der ausländischen Konkurrenz auf dem spanischen Markt nicht bedrängt waren, bewusst eine höhere Prämie verlangt, als zur Deckung der bezüglichen Ausgaben notwendig gewesen war. Wir verweisen Sie in diesem Zusammenhang auf die beiliegende Aufstellung der Schweizerischen Verrechnungsstelle[1], aus der sie die sinkenden Prämienausgaben in den letzten 3 Jahren ersehen. Es wurden in den Monaten Juli 1943 bis Februar 1944 von 65,5 Mio Franken Einzahlungen in den Clearing für 57,6 Mio Franken überhaupt keine Prämien mehr ausgeschüttet.

Die im Prämienfonds vorhandenen Mittel betragen per Mitte April	ca.	7,7 Mio Fr.
Bei vorsichtiger Schätzung dürften bis 10. Juni weitere		0,5 » »

1. *Non reproduit.*

Nettoeingänge erwartet werden. Ferner wird nach unserer Schätzung am 10. Juni der Betrag der an die Exporteure definitiv oder provisorisch zugeteilten Mittel ca. 35 Mio Franken erreichen, die à 8% eine Prämieneinnahme von	2,8	» »
ergeben. Es stehen somit zur Verfügung total:	11	Mio Fr.
Hievon sind für bereits gemachte Prämienzusagen in Reserve zu stellen höchstens	3	» »
sodass netto	8	Mio Fr.

zur Verfügung stehen.

Die Prämienauszahlungen in den Jahren 1941, 1942 und 1943 betrugen 1,7 bezw. 3,3, bezw. 2,9 Mio Franken. Wird auf die Erfahrungen der letzten beiden Jahre abgestellt, so ist mit einer Prämienauszahlung von durchschnittlich 3 Mio Franken pro Jahr zu rechnen. Die Prämienauszahlung dürfte zwar in den nächsten Monaten infolge massiver Einfuhren von Wollfellen und Eisen den Durchschnitt wesentlich übersteigen, doch haben wir hiefür in der obigen Rechnung eine reichliche Reserve von 3 Mio Franken berücksichtigt.

Nach Aufhebung der Exportabgabe bleiben somit mindestens 8 Mio Franken netto, die für ca. $2^2/_3$ Jahre zur Auszahlung einer normalen Importprämie genügen.

Als weitere Reserve tritt hinzu, dass gegenwärtig das Clearingguthaben Spaniens bei der Verrechnungsstelle auf den Warenkonti 25 Mio Franken und auf den Finanzkonti ca. 10 Mio Franken, also total 35 Mio Franken beträgt. Hiefür sind die Importprämien bereits bezahlt.

In Anbetracht der Einschränkung unseres Exportes nach den Achsenländern ist es für unsere Exportindustrie von grösster Wichtigkeit, dass die Ausfuhr nach Spanien nicht nur aufrecht erhalten, sondern weiterhin gesteigert werden kann. Voraussetzung hiezu ist aber, dass unsere Industrie durch Abschaffung der Exportprämien konkurrenzfähig bleibt.

Sollten sich die Verhältnisse in einem spätern Zeitpunkt ändern und zur Aufrechterhaltung des Gleichgewichts zwischen Import und Export wiederum eine Prämie notwendig sein, würden wir selbstverständlich die Lage neu prüfen.

Wir zweifeln nicht daran, dass Sie auf Grund der vorstehenden Ausführungen auch Ihrerseits die Zustimmung zur Aufhebung der Exportprämie erteilen. Da die Erledigung dieser Angelegenheit eilt, wären wir Ihnen für Ihre umgehende Antwort dankbar.

124

E 2001 (D) 3/484

Le Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz,
au Ministre de Suisse à Washington, K. Bruggmann

Copie
L SW

Berne, 21 avril 1944

Par lettre du 16 mars [1], vous nous avez renseignés sur la création à Washington du «War Refugee Board». Vous avez, à cette occasion, relevé que dans certains journaux américains l'opinion a été exprimée que le «Board» devrait surtout se mettre en rapport avec la Suisse, étant donné le grand nombre de victimes de la guerre auxquels notre pays donne asile. Dans le même rapport, vous nous avez fait part de l'intention du State Department de créer des postes d'attachés diplomatiques spéciaux pour les questions de réfugiés. Enfin, vous nous avez annoncé la nomination de Mr. John W. Pehle, ex-directeur du «Foreign Funds Control», comme directeur exécutif du «Board».

Nous avons en outre lu, dans un rapport de M. Straessle du 9 février 1944 [2], que, dans les efforts qu'ils se préparaient à déployer en faveur des victimes de la guerre, les Etats-Unis nous mettraient sans doute à sérieuse contribution. Votre collaborateur préconisait que ce problème soit traité très libéralement par nous, de façon à nous assurer des titres à la gratitude américaine.

De notre côté, nous vous avons communiqué, le 6 mars dernier, la correspondance [3] que nous avons échangée avec le Ministre des Etats-Unis à Berne à l'occasion de la création du «War Refugee Board». Ultérieurement, vous avez reçu notre télégramme du 12 avril [4] concernant les sauf-conduits du bateau turc Tari. Les notes échangées avec la Légation des Etats-Unis au sujet de ce cas et du cas connexe du bateau bulgare Bellacitta vous ont été dûment adressées pour votre information.

Vous avez également appris que, consultés par Mr. Harrison, nous ne l'avions nullement découragé de s'attacher, en qualité de «special assistant», Mr. MacClelland, auquel il a confié les questions de réfugiés.

La lettre personnelle du Chef de la Division des Affaires étrangères au Ministre des Etats-Unis à Berne en date du 6 avril [5] atteste, d'autre part, l'insistance mise par Mr. Harrison à connaître le résultat de la démarche dont nous avions chargé M. le Ministre Stucki, à la suite d'une demande du Comité intergouvernemental de Londres.

---

1. *Non reproduite.*
2. E 2001 (E) 2/645.
3. *Non reproduite.*
4. *Non reproduit.*
5. *Non reproduite.*

Pour votre complète information, nous vous remettons encore ci-joint copie d'un memorandum du 28 mars de la Légation des Etats-Unis à Berne[6], auquel nous n'avons pas encore répondu; vous verrez que le State Department nous demande de lui fournir, sur notre conception de la qualité de réfugié politique, des précisions qui, en Suisse même, ne sont guère connues que des autorités directement intéressées.

Enfin, vous trouverez annexée aux présentes lignes copie de la lettre que le Ministre des Etats-Unis nous a adressée le 10 avril[7], accompagnée d'un memorandum relatif aux passeports octroyés à des apatrides par des agents de Républiques sudaméricaines. Vous recevrez, le moment venu, la copie de la réponse que nous ferons à cette communication.

Ainsi que vous l'aurez relevé dans notre lettre du 6 mars, nous avons été quelque peu étonnés de la forme empruntée par la démarche initiale du Gouvernement américain. Nous avions pensé qu'il fallait faire la part d'une interprétation trop littérale donnée par Mr. Harrison à des instructions schématiques du State Department. Dans l'affaire des bateaux Tari et Bellacitta, nous avons également fait abstraction totale des considérations de forme pour ne retenir que les motifs humanitaires invoqués au nom du Gouvernement américain.

La communication du 10 avril va, comme vous le constaterez, plus loin encore que les précédentes: on nous enjoint d'intervenir à Berlin en faveur de ressortissants ou de prétendus ressortissants de tierces puissances et de transmettre, par cette occasion, au Gouvernement allemand une menace à peine déguisée. Nous précisons que, contrairement à ce que l'on pourrait croire, nous n'avions nullement été consultés au préalable sur l'accueil que nous jugerions pouvoir réserver à une démarche aussi inusitée.

Nous en sommes amenés à vous faire part de l'étonnement que nous cause la méthode dont le State Department use à notre égard dans ce domaine de l'assistance aux victimes de la guerre. Nous nous demandons comment nous devons nous l'expliquer.

Sans doute n'ignorons-nous pas, grâce à la documentation que vous avez pris la peine de nous transmettre, que, depuis quelque temps, le sort des réfugiés fait l'objet, aux Etats-Unis, d'une sollicitude croissante. On s'intéresse fiévreusement, mais, nous le craignons tardivement, au reliquat de la population juive d'Europe centrale. A cet effet, on a commencé, à la suite de la Conférence des Bermudes, par étendre le mandat primitif du Comité intergouvernemental issu de la Conférence d'Evian de 1938. Cédant apparemment à de fortes pressions, le Gouvernement américain a créé peu après le «War Refugee Board», dont, si nos renseignements sont exacts, Sir Herber Emerson craint qu'il n'éclipse son Comité. Il faut reconnaître que le «Board» est plus expéditif que l'Intergovernmental Committee. Nous en voyons une preuve dans l'entorse faite récemment aux exigences du Blocus en matière de secours aux populations civiles des pays occupés par l'octroi, au Comité international de la Croix-Rouge, de 100 000 dollars apparemment versés à Genève en devises libres et destinés à secourir des Juifs des pays occupés par le Reich au moyen de pro-

6. *Non reproduit.*
7. *Non reproduite.*

duits dont la provenance n'est pas limitée aux pays neutres. Le zèle que l'on tient à déployer dans ce domaine ne devrait pas, à notre avis, faire totalement oublier la position dans laquelle nous nous trouvons.

Comme cela a été relevé dans notre lettre du 2 mars à Mr. Harrison, nous sommes déterminés à poursuivre notre contribution aux réalisations pratiques dans le domaine des secours aux victimes de la guerre. Or, pour pouvoir persévérer dans la voie que nous nous sommes tracée, nous devons agir indépendamment et de manière autonome. Nous avons fourni la même explication au Comité intergouvernemental de Londres qui a heureusement compris que nous pouvons contribuer à son œuvre à la condition de ne pas agir ostensiblement en notre qualité de membre de cette institution et de nous abstenir d'adhérer à des résolutions et autres manifestations de ce genre.

Nous avons tenu à vous écrire longuement, afin qu'aucun élément ne vous échappe et nous sommes persuadés que la peine que nous avons prise à le faire et le temps que vous consacrerez à nous lire porteront leurs fruits. Nous comprenons les exigences de la propagande de guerre, mais nous osons prétendre qu'elle nous épargne et ne nous prive pas du peu que nous pouvons faire pour d'innocentes victimes de la guerre. Nous souhaiterions aussi que ceux que l'on entend secourir ne fassent pas en définitive les frais de la polémique entre belligérants; or, il est à craindre que les méthodes dans lesquelles on paraît s'engager* n'aient pour effet de priver les malheureux Juifs des moyens déjà réduits à l'extrême qu'ils ont de sauver leur existence. Nos remarques à ce sujet sont rigoureusement désintéressées et ne s'inspirent que du sentiment de solidarité humaine, auquel ne se mêle aucune préoccupation de caractère idéologique ou électoral.

* Voir par exemple l'appel de M. Roosevelt du 24 mars 1944 adressé à ceux qui, dans les pays occupés, favorisent l'évasion des individus menacés de déportation.

125

E 2001 (E) 2/626

Notice sur les négociations financières avec les Alliés[1]

COMPTE RENDU D'UNE SÉANCE DU COMITÉ DE L'ASSOCIATION SUISSE DES BANQUIERS, TENUE À BERNE LE 26 AVRIL 1944, POUR EXAMINER LE PROJET DE NOTE ALLIÉE SOUMIS À LA DÉLÉGATION FINANCIÈRE SUISSE À LISBONNE

Sont présents:

MM. R. La Roche – La Roche & Co. Bâle,
P. Jaberg – U.B.S. Zurich,
E. Barbey – Lombard Odier Genève,
R. Wittmer – Banque Cantonale Bâle,
P. Vieli – Crédit Suisse Zurich,

1. *Ce procès-verbal, daté du 2 mai 1944, a été rédigé par E. Junod.*

M. Brugger – Banque Commerciale Bâle,
H. Daeniker – Banque Cantonale Z*[uri]*ch,
R. Speich – S.B.S. Bâle,
O. Würgler – Banque Cantonale Berne,
C. Zölly – Banque fédérale Zurich,
H. Fischer – Argauische Ersparniskasse Aarau,
MM. Caflisch, Dunant, Jann, Secrétariat de l'A.S.B.,
MM. Kohli, Junod, Département Politique.

M. La Roche ouvre la séance et donne immédiatement la parole à M. Kohli pour qu'il expose le but de la discussion.

M. Kohli résume à grands traits l'évolution des discussions financières avec les Alliés depuis 1942 et arrive aux négociations actuelles qui se déroulent à Lisbonne, négociations au cours desquelles les délégués anglo-américains ont remis à nos représentants un projet de note résumant les opérations financières que nos partenaires tiennent pour «objectionable» et qu'ils estiment susceptibles de provoquer l'inclusion de leur auteur dans la liste noire. M. Kohli relève que nous avons chargé nos délégués d'insister au cours des discussions de Lisbonne sur le fait qu'un examen de cette note par les banques suisses préalablement à sa publication n'entendait nullement un engagement tant de la part du Gouvernement suisse que de la part de l'Association Suisse des Banquiers de respecter les conditions de cette note. Nos partenaires sont au courant de notre attitude. Le but de cette séance est d'examiner les exigences alliées et de voir quelles observations il convient d'adresser à notre délégation pour qu'elle les transmette à nos partenaires. Les négociations de Lisbonne ont en effet un caractère consultatif et ont pour but de donner aux banques suisses l'occasion de provoquer, si faire se peut, un adoucissement des exigences alliées. A la fin de son exposé, M. Kohli lit à l'assistance la déclaration de M. Bliss concernant M. Nussbaumer, déclaration de laquelle il ressort que la personne même de M. Nussbaumer n'a jamais été mise en cause au cours des pourparlers auxquels l'affaire Pirelli a donné lieu.

M. La Roche, estime qu'il convient de fixer avant tout si l'assistance est prête à entrer en matière et, partant, à discuter les exigences alliées ou si elle préfère se refuser à toute discussion.

Après une discussion assez vive au cours de laquelle *M. Brugger* fait valoir son indignation à l'égard de cette note dont il estime qu'elle force la capitulation des banques suisses, qu'elle est une atteinte directe à notre neutralité, qu'elle oblige en somme les banques suisses à cesser toute activité internationale et qu'elle est enfin farcie de dispositions dont le sens n'est pas clair, les assistants se rallient à l'idée que la meilleure politique consiste à discuter cette note avec nos partenaires sans que cela éveille l'impression auprès d'eux que cette discussion comporte un accord implicite quelconque quant à la façon de procéder des Alliés.

Au cours de la discussion, *M. Kohli* fit remarquer que les banques suisses pourraient fort bien déclarer ne pas pouvoir entrer en matière et qu'il ne fallait pas perdre de vue que les Anglais se sentiraient ainsi les mains complètement libres et pourraient, le cas échéant, frapper immédiatement une ou deux grosses

banques suisses en les mettant sur la liste noire, ce qui ne laisserait pas d'avoir d'assez lourdes conséquences.

La discussion ayant été décidée, on en passa à l'examen des divers points de la note *[du 18 avril, non reproduite]*:

I. *Ad préambule*

Le troisième paragraphe qui a trait à la définition du terme «ennemi» donne lieu à vive réaction. L'opinion unanime est qu'il est impossible d'admettre comme ennemies des personnes physiques et morales installées en Suisse même lorsqu'il s'agit de filiales de sociétés ayant leur siège principal en pays ennemi ou occupé. Il serait d'ailleurs contraire aux principes de l'égalité des droits d'admettre une différenciation quelconque entre des personnes physiques et morales installées en Suisse. Les décisions alliées ne peuvent donc être acceptées.

En ce qui concerne la rétroactivité des dispositions, notamment des éventuelles modifications ultérieures, les assistants insistent sur le fait qu'il faut obtenir une assurance de non rétroactivité.

L'ASB est d'avis qu'il convient de marquer son étonnement au sujet du paragraphe 5 que les Alliés prévoient bien l'inclusion des banques suisses sur la liste noire mais n'aient point envisagé de procédure concernant la radiation des maisons portées sur la liste noire sans motifs justifiables.

II. *Examen des différents points*

Chiffre 1. *Commerce des billets anglais-américains.*

Le Comité de l'ASB tient d'emblée à préciser que les Alliés ne sauraient exiger de la part des banques qu'elles cessent toute activité sur les billets anglais et américains en Suisse même. C'est là une ingérence de leur part absolument intolérable.

M. Jaberg résume cela en disant: «Qu'on nous laisse faire chez nous ce que nous voulons».

M. Zölly se demande si l'on ne pourrait pas décréter officiellement une interdiction d'importer et d'exporter des billets de banque de façon générale.

M. Barbey précise que l'exigence alliée porte uniquement sur les billets américains et anglais et qu'il ne faut point aller au-delà des désirs alliés. D'autre part, il y a un certain danger à prendre des mesures officielles dans ce domaine car cette première concession pourrait nous entraîner loin si l'on en juge par la politique anglo-américaine envers les banques. Il est convenu que les banques se garderont de participer à l'importation ou à l'exportation de billets anglo-américains à l'exception des cas de voyage et l'on décide d'informer la délégation dans ce sens.

Chiffre 2. *Avances sur des avoirs bloqués dans les Nations Unies.*

M. Barbey constate que l'interdiction envisagée est inadmissible quand il s'agit d'avancer des fonds sur des titres et avoirs appartenant à un client suisse. Tout au plus pourrait-on admettre une interdiction de telles avances en faveur d'ennemis des Alliés. Il est convenu de télégraphier dans ce sens à Lisbonne.

Chiffres 3 et 4. *Ouvertures de nouveaux comptes en faveur d'ennemis.*

L'ASB ne peut que refuser purement et simplement les exigences de ces deux alinéas dont l'application équivaudrait à paralyser à brève échéance l'activité internationale des banques.

Chiffre 5 (abcd). *Opérations sur titres «enemy» et «non enemy».*

M. Caflisch remarque d'emblée qu'il convient de réserver envers les Alliés les dispositions des divers accords de clearing et autres accords que la Suisse a conclus avec l'étranger dans ce domaine. Il faut d'autre part obtenir une exception absolue en faveur des titres de propriété suisse. Ces exceptions étant faites, il reste la question de l'entrée en matière.

M. Zölly se demande si l'on ne pourrait pas décréter une interdiction officielle d'importer des titres en Suisse.

M. Caflisch voit une autre solution dans la création d'une nouvelle annexe aux affidavits existants qui attesterait que les titres sont en Suisse depuis une date ultérieure à la publication de la note anglo-américaine.

M. Jaberg propose de suggérer à nos partenaires une rédaction générale du texte, lequel se bornerait à préciser que les banques suisses qui favorisent l'importation de titres pour le compte d'ennemis des Alliés courent le risque d'être incluses dans la liste noire. Il conviendrait cependant d'obtenir une exception en faveur des titres payables en Suisse car là l'obligation légale existe d'assurer le service de leurs intérêts et leur remboursement au risque, en cas de refus, d'encourir un procès. Le comité se rallie à cette idée.

Chiffre 5 (e). *Activité des banques suisses comme domiciles de paiements.*

L'exigence alliée est incompréhensible. En effet, on ne comprend pas très bien l'intérêt que les Alliés ont à interdire aux banques suisses d'agir en qualité d'agents payeurs pour les titres étrangers. Si, par exemple, une banque assure le service des intérêts de titres allemands, cela suppose qu'elle a obtenu du débiteur des devises qui, pour se les procurer, s'est en quelque sorte appauvri, ce qui est tout bénéfice pour les Alliés.

Chiffre 6. *Crédits commerciaux.*

Les assistants prennent note des commentaires de la Délégation selon lesquels les Alliés ne se refuseraient pas à l'octroi de crédits commerciaux si les fonds sont préalablement déposés en Suisse.

En ce qui regarde le chiffre 7 qui a trait aux crédits à l'exportation, *M. Speich* relève qu'il convient de réserver des crédits en vue de livraisons pour l'après-guerre pour lesquelles les documents exigés par les Anglo-Britanniques ne sauraient être octroyés.

N.B. Au cours d'une conférence chez M. Hotz, du 27 avril, ce problème a été examiné par les membres de la délégation permanente du Conseil fédéral aux accords commerciaux. M. Homberger a relevé que les exigences alliées étaient inadmissibles car, prises au pied de la lettre, elles supposaient, par exemple, l'interdiction de toute avance sur des avoirs de clearing ou toute ouverture d'accréditif chaque fois que les fonds ne sont pas déposés en Suisse, soit dans la majeure partie des cas. Il a été convenu que nous télégraphierions pour faire immédiatement les réserves nécessaires.

En ce qui regarde le chiffre 8, *octroi de nouveaux crédits en faveur d'ennemis des Alliés*, le comité déclare ne pas vouloir accepter cette exigence et décide de la refuser purement et simplement.

Le point 9 qui a trait au *remboursement de crédits octroyés à des ennemis des Alliés* provoque une assez vive réaction de la part de l'assistance. Cette exigence alliée est inacceptable, elle est même ridicule. Il est en effet dans l'intérêt même de nos partenaires que les crédits accordés à leurs ennemis soient maintenus car pour assurer leur service lesdits ennemis doivent se procurer des devises alors que, en cas de dénonciation, ils s'empresseraient de les rembourser en monnaie bloquée. A titre d'exemple, il est fait allusion aux crédits qui tombent sous le «Stillhalte» et dont le service se fait hors clearing soit en devises. Ces crédits doivent être renouvelés le 31 mai 1944. Si, pour déférer au vœu allié, les créanciers suisses acceptaient de les dénoncer, cette mesure aurait pratiquement pour effet un remboursement en Sperrmarks et libérerait pour l'Allemagne des devises qu'elle réservait au service de ses crédits, devises dont elle pourrait ensuite user pour le plus grand avantage de son économie[2].

Au point 10, les Alliés prévoient une interdiction des opérations en devises, notamment des arbitrages. Sur ce point, les banques se rallient aux remarques de la délégation qui avait déjà relevé l'impossibilité d'admettre les exigences de nos partenaires. Regardant plus particulièrement le chiffre c, l'ASB ne peut se rallier à l'opinion de la délégation qui estime cette exigence inoffensive.

M. Barbey estime qu'il est impossible d'empêcher une banque suisse de rembourser en francs suisses le compte qu'un de ses clients entretient en monnaie étrangère auprès d'un correspondant étranger. Le comité se déclare tout au plus prêt à concéder la liquidation en livres et en dollars des comptes qui sont gérés dans ces monnaies.

L'exception B du chiffre 10 concernant les opérations des Gouvernements ennemis donne lieu à la remarque que les opérations des Légations étrangères en Suisse devraient également faire exception aux interdictions envisagées.

M. Jaberg relève d'autre part que le droit de traiter avec des banques centrales étrangères devrait également être étendu aux banques privées et ne pas rester l'apanage exclusif de la Banque Nationale.

III. *Conclusions*

a) *ad camouflage.* Les assistants sont d'avis que, dans ce domaine, il convient de réserver les arrangements déjà en vigueur et ouvertement conclus. C'est d'ailleurs l'opinion de la délégation à laquelle le comité se rallie.

b) *M. Kohli* laisse percer une certaine crainte à l'idée que les représentants anglais et américains en Suisse trancheront les cas épineux. Si l'on en juge par la carence totale dont ils ont fait preuve dans la façon de tenir leur Gouvernement au courant des mesures prises en Suisse en matière financière, on peut s'attendre à une incompétence totale de leur part dont les effets pourraient être néfastes pour l'activité bancaire suisse.

En fin de séance, le comité est tombé d'accord sur le fait qu'il s'agissait de

2. *Sur ces négociations, cf.* E 2001 (E) 2/577.

gagner le plus de temps possible. A cet effet, il a été proposé de discuter avec les Alliés une adaptation des principes de la Convention-affidavits A aux exigences dont la note anglo-britannique *[sic]* se fait l'écho étant bien entendu, toutefois, que cette adaptation ne pourrait se faire que dans le cadre de la politique poursuivie par les banques suisses. L'examen de ce problème pourrait permettre de nouveaux échanges de vues dont la préparation repousserait d'autant la publication de la note.
Il est entendu que le Département Politique télégraphiera à Lisbonne pour faire part à notre délégation des décisions et remarques faites au cours de cette séance.

126

E 1004.1 1/444

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 28 avril 1944[1]

761. Spanisch-schweizerische Wirtschaftverhandlungen

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 21. April 1944

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet folgendes:

«*I. Allgemeines.*

Im Jahre 1943 hat der spanisch-schweizerische Handelsverkehr eine weitere Steigerung erfahren. Unser Import stieg von 61,7 Mio Franken im Vorjahre auf 106,4 Mio Franken und unsere Ausfuhr von 38 Mio Franken auf 69,4 Mio Franken. Der Importüberschuss ermöglichte die Amortisation rückständiger Forderungen und den Zinsentransfer. Die Einfuhr hat wiederum ihre frühere Struktur angenommen und bestand zu ca. 80% aus landwirtschaftlichen Produkten (zur Hauptsache Wein und Süd- und Trockenfrüchte) und andern Nahrungsmitteln. Unter den restlichen 20% stechen besonders hervor: 24 000 Tonnen Pyrit, 7600 Tonnen Roheisen, Halbzeug und Blech, 4400 Tonnen Blei und 1000 Tonnen Rohschwefel. An der Ausfuhr waren vor allem Maschinen, Instrumente und Apparate mit 28 Mio Franken, chemische Produkte mit 22 Mio Franken und Uhren mit 5 Mio Franken beteiligt. In den ersten Monaten 1944 hat auch der Export von Textilien einen beträchtlichen Aufschwung genommen.

Während des vergangenen Wintersemesters erteilte Spanien für über 40 Mio Franken Einfuhrbewilligungen für Maschinen, Apparate und Instrumente, deren Herstellung mithilft, den durch die Exporteinschränkung nach den Ach-

1. *Absent: Kobelt.*

senstaaten entstandenen Beschäftigungsausfall auszugleichen. In den ersten drei Monaten d.J. betrug der Import schätzungsweise 44 Mio Franken und der Export 27 Mio Franken. Bis Ende Februar ist es gelungen, alle aus der Bürgerkriegszeit rückständigen Warenforderungen zu transferieren, soweit die spanischen Schuldner zahlungsfähig waren (ca. 25 Mio Franken). Zudem wurde im vergangenen Jahre mit dem vollen Zinsentransfer begonnen und für die rückständigen Finanzerträgnisse der zur Ausschüttung von zwei ersten Amortisationsquoten von zusammen 40% auf 22 Mio Franken erforderliche Betrag bereitgestellt.

II. Warenverkehr.

1. Laufende Lieferungen

Die als wichtig erachteten Lieferungen wurden bisher zwischen Spanien und der Schweiz jeweilen halbjährlich geregelt. Die am 4. Dezember 1943[2] diesbezüglich getroffenen Vereinbarungen galten für die Zeit vom 1. Oktober 1943 bis 31. März 1944 und sind somit heute abgelaufen. Es müssen daher die gegenseitigen Lieferungen für eine neue Periode geregelt werden. Zugleich sollte die Gelegenheit benützt werden, um das Rahmenabkommen vom 16. März 1940[3] zugunsten der Schweiz weiter auszubauen. Dabei ist anzustreben, von Spanien folgende Zugeständnisse zu erhalten:

a) Auf der Einfuhrseite: Lieferungszusagen für Rohschwefel, Eisen, Blei, Pyrit, Braunstein, Antimon, Gerberrinde, Textilrohstoffe, Kork, usw.

b) Auf der Ausfuhrseite:

aa) Die Verlängerung der auf den 30. September kündbaren spanischen Zusatzeinfuhrkontingente für Schweizerwaren, an deren vermehrtem Export uns besonders liegt (Stickereien, Gewebe, Uhren, pharmazeutische Spezialitäten, usw.).

bb) Die Erweiterung dieser Kontingentsliste.

cc) Die Erteilung der Einfuhrbewilligungen für eine Reihe pendenter grosser Maschinenaufträge aus Spanien.

Seit anfangs dieses Jahres bereitet das spanische Handels- und Industrieministerium, auf persönliche Weisung des spanischen Wirtschaftsministers hin, der Erteilung von langfristigen grösseren und insbesondere von aus öffentlichen Geldern zu bezahlenden Maschinenaufträgen Schwierigkeiten[4]. Die aus diesem Grunde in der Schwebe befindlichen Bestellungen erreichen gegenwärtig einen Umfang von ca. 20 Mio Franken. Seit Anfang dieses Jahres versuchen wir, durch Vermittlung unserer Gesandschaft in Madrid eine befriedigende Lösung herbeizuführen. Von spanischer Seite wurde vorerst erklärt, dass die Bestellungen erteilt würden, sofern die Maschinen erst nach Ablieferung in Spanien bezahlt werden müssten, wobei das Risiko der zu späten Ablieferung (infolge militärischer Operationen) von den schweizerischen Exporteuren zu übernehmen gewesen wäre. Später wurde die Erteilung der Bewilligungen zu

---

2. *Cf.* E 7110 1973/135/821/23 *et* 25.
3. *Cf. DDS, vol. 13, N° 257.*
4. *Cf. le rapport du Ministre de Suisse à Madrid, E. Broye, du 26 janvier 1944* (E 7110/1973/135/26).

normalen Zahlungsbedingungen davon abhängig gemacht, dass die Schweiz das Nettoclearingguthaben Spaniens von ca. 14 Mio Franken in Devisen freigebe. Im Interesse der Arbeitsbeschaffung und im Hinblick auf den hohen Stand der Importe aus Spanien haben wir hierauf die Freigabe von 10 Mio Franken in Devisen angeboten, sofern die in Frage stehenden Bestellungen zu normalen Zahlungsbedingungen bewilligt würden. Dieses Angebot, das einer Annahme der spanischen Offerte gleich kam, wurde vom spanischen Wirtschaftsminister ohne ersichtlichen stichhaltigen Grund abgelehnt. Da Spanien bisher an den Maschinenbestellungen in der Schweiz ein grosses Interesse zeigte, was auch darin zum Ausdruck kommt, dass im letzten Semester die spanischen Einfuhrbewilligungen für schweizerische Maschinen den vorgesehenen Betrag überstiegen, ist die spanische Haltung im Bezug auf die in Frage stehenden Bestellungen schwer zu verstehen. Alle Anzeichen deuten darauf hin, dass die in Frage kommenden Projekte, die zumeist mit Staatsgeldern bezahlt werden sollen, beim spanischen Wirtschaftsminister auf Widerstand stossen. Da diese Opposition offenbar hauptsächlich auf Meinungsverschiedenheiten innerhalb der spanischen Administration über das Ausmass der Industrialisierungspläne zurückzuführen ist, dürfte es für die schweizerische Delegation nicht leicht sein, die Schwierigkeiten zu beseitigen. Nichtsdestoweniger muss bei den nächsten Verhandlungen versucht werden, der schweizerischen Industrie diese interessanten langfristigen Bestellungen, wenn immer möglich, zu sichern, auch wenn das erwähnte Devisenopfer gebracht werden muss.

2. Erfüllung rückständiger spanischer Verpflichtungen.

Spanien ist stark im Lieferungsrückstand für Schwefel, Eisen und Textilrohstoffe. Es ist deshalb Aufgabe der kommenden Verhandlungen, die Erfüllung dieser rückständigen Verpflichtungen zu erwirken.

III. Kodifikation und Revision der bisherigen Verträge.

Spanien wünscht eine Revision der bisherigen Verträge durch deren Zusammenfassung in einen einzigen Vertrag. Soweit dadurch die schweizerischen Interessen in wesentlichen Punkten nicht tangiert werden und nicht übermässig Zeit geopfert werden muss, kann auf dieses Begehren eingetreten werden.

IV. Transportabkommen.

Das am 25. Juni 1943[5] abgeschlossene Abkommen läuft bis zur völligen Amortisation des Spanien in 5 Tranchen gewährten Frachtenkredites von 20 Mio Franken. Nach Berechnung des Kriegs-Transport-Amtes dürfte dieser Kredit noch bis Ende Juli reichen. Es muss deshalb in den bevorstehenden Verhandlungen, wenn möglich, die Basis für eine Prolongation dieses Kredites um weitere zwei oder drei Tranchen à je 4 Mio Franken geschaffen werden. Der Hauptzweck des Transportabkommens liegt heute in der Zusicherung von spa-

5. *Cf.* E 7110/1973/135/24 *et* E 2001 (D) 3/545.

nischen Überseedampfern und Frachtraum auf den spanischen Eisenbahnen. Der Pendelverkehr dagegen hat an Aktualität verloren.»

Auf Grund der vorstehenden Ausführungen wird antragsgemäss

beschlossen:

1. Die obigen Darlegungen als Verhandlungsinstruktionen werden genehmigt;
2. als Unterhändler werden ernannt die Herren:
   Henri de Torrenté, Delegierter für Handelsverträge, als Chef der Delegation,
   Dr. M. Fumasoli, Legationsrat bei der Schweizerischen Gesandtschaft in Madrid, als stellvertretender Delegationschef[6],
   Dr. Borel, Vize-Direktor des Schweizerischen Bauernsekretariates, Brugg,
   Dr. H. Brunner, Sekretär des Vororts des Schweiz. Handels- und Industrie-Vereins, Zürich,
   Dr. Edwin Stopper, Adjunkt der Handelsabteilung;
3. der Delegationschef oder sein Stellvertreter wird zur Unterzeichnung der abzuschliessenden Vereinbarungen ermächtigt;
4. die Delegation wird ermächtigt, Experten beizuziehen[7].

---

6. *Lors du passage du Directeur général de la Société de Banque Suisse, A.C. Nussbaumer à Madrid, M. Fumasoli l'accompagna à une rencontre avec le Ministre espagnol du Commerce, Carceller. Fumasoli adresse un long rapport sur cet entretien. Après avoir lu ce rapport du 9 mai 1944, le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna, répond à Fumasoli par une lettre du 21 mai 1944:* J'y ai trouvé nombre d'idées qui me paraissent fort justes sur la situation générale et des vues très nouvelles pour moi sur la politique espagnole, qui s'avère dans tous les domaines plus ferme qu'il ne semble d'après les nouvelles de presse. Le sérieux redressement économique que tous vos rapports nous signalent est une chose excellente qui paraissait à peine réalisable au lendemain de la guerre civile. C'est un facteur européen dont nous profitons aussi et c'est un des rares symptômes favorables qu'on ait à enregistrer sur notre malheureux continent (E 2300 Madrid/13).

7. *Sur ces négociations, cf.* E 2001 (E) 2/604, E 7110/1967/32/900 Spanien/1944 *et* E 7110/1973/135/25. *Cf. aussi PVCF N° 1466 du 30 août 1944* (E 1004.1 1/448).

127

E 2001 (E) 1/101

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna, à l'Officier de liaison du Commissariat à l'Internement et à l'Hospitalisation, R. Chauvet

L RJ Berne, 6 mai 1944

J'ai eu l'honneur de recevoir la note[1] confidentielle par laquelle vous avez bien voulu me confirmer notre conversation du 5 mai concernant le désir manifesté par les prisonniers de guerre évadés russes de quitter la Suisse pour gagner le maquis dans la direction du sud-est. Je vous en remercie très vivement.

J'ai eu l'occasion de m'entretenir de cette question directement avec mon Chef et nous sommes arrivés aux conclusions suivantes:

1° Aux termes de l'article 13 de la Convention de La Haye de 1907 sur les droits et les devoirs des neutres en temps de guerre, les prisonniers de guerre évadés sont libres de quitter notre territoire. Il n'y a, par conséquent, aucune mesure à prendre pour empêcher les prisonniers de guerre évadés russes auxquels nous avons assigné une résidence de quitter notre pays s'ils le désirent, à la condition, bien entendu, que ces départs ne portent pas atteinte à la discipline des camps.

2° Nous n'avons, en revanche, ni le devoir, ni même le droit de favoriser ces départs. Nous devons, au contraire, nous garder de tout acte qui pourrait nous être reproché comme une connivence avec les prisonniers de guerre évadés qui désirent reprendre les armes contre la puissance qui les avait capturés.

Il ne peut donc être question, à notre avis, ni de conduire nous-mêmes à la frontière les soldats russes dont il s'agit, par petits groupes ou autrement, ni de leur procurer des cantonnements dans les régions dont il leur serait facile de gagner l'étranger en échappant à la surveillance des troupes allemandes qui occupent les régions limitrophes de notre pays.

Une seule attitude paraît possible: celle qui consiste à répondre aux soldats russes qui désireraient s'en aller qu'ils sont libres de le faire, mais qu'ils ne peuvent compter sur aucune espèce d'aide de notre part, même pas celle qui consis-

---

1. *Dans cette note, le Lieutenant-Colonel R. Chauvet écrit:* J'ai l'honneur de vous confirmer notre conversation de cet après-midi au sujet de la demande plus ou moins officielle faite par les Russes pour regagner le maquis dans la direction du sud-est.

La question que je vous ai soumise est de savoir si rien ne s'opposait de votre part à leur donner satisfaction.

Dans ce but il y aurait 2 moyens de procéder, soit de les conduire à la frontière par petits groupes, soit qu'ils partent en bloc. Le premier moyen nous semblerait préférable d'autant plus que, comme vous l'avez souligné vous-même, il ne conviendrait pas de favoriser un départ massif.

Vous m'avez dit que vous serez assez aimable d'étudier cette question et je vous saurais gré de bien vouloir me donner réponse, dès que faire se pourra (E 2001 (E) 1/101).

terait à adapter à leur désir de départ la discipline des camps, mais que, s'ils quittent notre pays pendant les congés qui leur sont périodiquement accordés, nous ne ferons rien pour les en empêcher.

128

E 2001 (D) 3/484

Le Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz, au Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher

Copie
L Personnelle et confidentielle Berne, 8 mai 1944

Je tiens à ajouter quelques considérations à l'exposé que contient ma lettre [1] de ce jour à vous-même au sujet de la communication que nous a faite la Légation des Etats-Unis, le 10 avril dernier, à la demande du State Department, et qui concerne les réfugiés se trouvant actuellement dans des camps d'internés en France, en Allemagne et dans des pays occupés par le Reich, possédant des passeports délivrés par des Consulats de certaines républiques ibéro-américaines.

Tout d'abord, je tiens à attirer votre attention sur la circonstance qu'il faut distinguer entre la communication américaine du 14 avril adressée à la Division des intérêts étrangers – c'est un message des Etats-Unis d'Amérique au Reich que nous avons transmis sans l'avaliser – et la note du 10 avril qui s'adresse à nous. On nous demande d'intervenir d'une manière autonome et non comme puissance protectrice, d'agir en notre nom et d'assumer, par conséquent, les responsabilités correspondantes. La chose est fort délicate, d'autant plus que les Américains ont tendance à user des autres sans beaucoup de ménagements, de précautions et d'hésitations.

C'est pourquoi je vous prie d'attacher une importance particulière à la négociation. D'une part, nous ne devons pas nous engager à la légère, ni nous exposer à des réactions ou à des suspicions qui ne correspondraient d'ailleurs pas du tout à la réalité; d'autre part, sans nécessité absolue nous ne devrions pas nous refuser à faire quelque chose dans le sens désiré par les Etats-Unis, quitte à y apporter les atténuations et à adopter les modalités que comporte notre situation à la fois strictement neutre et indépendante.

Je pense que vous aurez l'occasion de vous en entretenir avec M. le Ministre Feldscher et que tous deux vous verrez comment il faut vous y prendre. Peut-être envisagerez-vous des interventions parallèles ou alternées. Dans tous les cas, il faut que vos attitudes, à l'un et à l'autre, soient coordonnées.

---

1. *Reproduite en annexe au présent document.*

Si vous jugez utile de nous exposer préalablement votre manière de voir ou si vous désirez des instructions plus précises encore, n'hésitez pas à le faire ou à les demander.

ANNEXE

E 2001 (D) 3/484

Le Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz, au Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher

Copie
L SW

Berne, 8 mai 1944

Le 10 avril dernier, la Légation des Etats-Unis nous a adressé une communication[2] exposant l'attitude prise par le State Department au sujet des réfugiés se trouvant actuellement dans des camps d'internés en France, en Allemagne et dans des pays occupés par le Reich, qui sont en possession de passeports délivrés par des Consulats, en Suisse, de certaines des Républiques ibéro-américaines.

Il résulte du dit exposé que le Gouvernement des Etats-Unis a invité les Républiques précitées de s'abstenir, pour des raisons humanitaires et au moins jusqu'à la fin de la présente guerre, de toute initiative tendant à annuler ou révoquer de tels passeports ou même de révéler d'une manière quelconque qu'ils ont été ou peuvent être annulés ou révoqués, ou encore considérés comme non valables ou sans effet. Le Paraguay a déjà informé le State Department qu'il n'a pas révoqué et n'envisage pas de révoquer de tels passeports au cas où il en aurait été délivré par ses agents consulaires.

On conserve l'espoir à Washington que les Polonais, y compris les réfugiés juifs, détenteurs de ces passeports ibéro-américains, bénéficieront d'un traitement plus favorable que celui qui est accordé aux réfugiés qui n'en possèdent pas. De l'avis du Gouvernement des Etats-Unis, tout acte devrait être évité qui puisse avoir pour conséquence la déportation de ces réfugiés, par les autorités du Reich, ou des territoires que celui-ci occupe ou des territoires de ses alliés, ou entraîner un danger pour leur vie ou même encore le risque d'une aggravation de leur situation. C'est pourquoi le Gouvernement des Etats-Unis estime qu'il conviendrait de prendre toutes mesures de nature à sauvegarder la vie et le bien-être de ces réfugiés.

Le Gouvernement américain considère que la validité des passeports mentionnés n'est pas actuellement en cause et qu'elle ne saurait être mise en doute en l'absence d'une répudiation positive de ces documents par les Républiques ibéro-américaines. De toute façon, l'examen de cette question et des mesures pouvant résulter du dit examen devrait, pense-t-on du côté américain, être renvoyé jusqu'après la fin de la guerre pour des raisons humanitaires, à défaut d'autres motifs.

Le State Department a chargé la Légation des Etats-Unis à Berne de solliciter une démarche suisse tendant à amener le Gouvernement allemand à continuer à reconnaître la validité des passeports dont des réfugiés internés dans les camps en France et en Allemagne sont possesseurs, à moins que les Gouvernements qui ont délivré ces passeports n'aient formellement contesté leur validité ou ne les aient annulés ou révoqués, ou jusqu'à ce qu'ils adoptent une telle attitude.

Le Gouvernement américain déclare enfin penser qu'il n'y a pas lieu de prévoir qu'une démarche à ce sujet auprès du Reich doive s'avérer absolument inefficace et engendre plus de mal que de bien. Le State Department et le «War Refugee Board» (Comité interdépartemental: State Department, Trésor, War Department) sont convaincus et disent même avoir des raisons de croire qu'il est des plus importants et ne peut qu'être utile aux réfugiés exposés aux mesures du Reich, que les

2. *Non reproduite.*

agents allemands aient constamment à l'esprit que le traitement des Juifs et d'autres victimes dans les pays occupés est, sous tous les rapports, attentivement observé.

Au reçu de cette communication du Gouvernement américain, nous avons entrepris les consultations qui s'imposaient.

Le 18 avril, la Division des Intérêts étrangers nous donnait connaissance d'une notice de la Légation des Etats-Unis à Berne du 14 avril[3] sollicitant les bons offices de la Suisse pour prévenir les autorités allemandes que le Gouvernement des Etats-Unis est en pourparlers avec les Gouvernements ibéro-américains en vue d'un nouvel échange de ressortissants allemands se trouvant dans l'hémisphère occidental contre des personnes se trouvant actuellement dans des territoires soumis à l'autorité du Reich et que le Gouvernement américain estimait que tous les détenteurs à Vittel ou ailleurs, de passeports ou d'autres documents délivrés au nom des pays latino-américains devaient être pris en considération en vue du dit échange.

Le Gouvernement des Etats-Unis déclarait considérer qu'il était dès lors essentiel de prendre des mesures rapides et efficaces pour dissiper toute trace de doute qui pourrait exister au sujet des personnes susvisées: elles constituent une contrepartie pour l'échange et le traitement dont elles sont l'objet de la part des Allemands aura ses répercussions sur le traitement des Allemands en Amérique latine.

La Suisse était en même temps sollicitée de faire savoir au Gouvernement allemand que le Gouvernement des Etats-Unis compte qu'en attendant l'aboutissement de ses pourparlers avec les Etats ibéro-américains, les titulaires de passeports de ces pays bénéficient des mêmes immunités, droits et privilèges, que le Reich s'attend à voir accorder par les Gouvernements de l'hémisphère occidental aux Allemands se trouvant dans ces pays. On nous suggérait d'ajouter qu'un certain nombre de civils allemands internés par diverses Républiques ibéro-américaines avaient été confiés à la garde des Etats-Unis et sont actuellement internés sur le territoire américain.

En nous communiquant la notice américaine du 14 avril analysée ci-dessus et en nous informant qu'elle s'était traduite par des instructions de la Division des Intérêts étrangers à votre section «Puissance protectrice», M. de Pury nous avait fort judicieusement dissuadés d'entreprendre une démarche fondée sur le memorandum américain du 10 avril, avant de connaître la réaction de Berlin à la nouvelle d'un échange en perspective. Le Chef de la Division des Intérêts étrangers craignait en effet avec raison que nous ne compromettions les chances de ce projet d'échange en attirant l'attention sur une situation que Berlin pouvait ignorer ou feindre d'ignorer.

Ultérieurement, nous avons pris connaissance de la lettre[4] que M. Feldscher a adressée le 22 avril à la Division des Intérêts étrangers rapportant un entretien d'un de ses collaborateurs avec un fonctionnaire de l'Auswärtiges Amt; il résulte de cette relation que la réalisation d'un échange, comprenant des Juifs détenteurs de passeports ibéro-américains contre des ressortissants allemands en provenance d'Amérique latine, ne doit pas être considérée comme exclue, pour autant que ces Juifs soient des ressortissants indiscutables desdits Etats.

Sans doute, les propos rapportés par le collaborateur de M. Feldscher ne sont-ils pas déterminants, mais ils constituent une indication quant à ce que serait vraisemblablement l'attitude officielle du Reich. Ce qui est certain, c'est que ce rapport du 22 avril ne nous autorise pas à déclarer sans autre au Gouvernement américain comme, avec M. de Pury, nous l'eussions souhaité, que sa communication du 10 avril est sans objet, parce que les craintes qui l'ont inspirée se seraient avérées sans fondement.

Nous ne pouvons donc nous dispenser d'étudier la requête dont nous sommes saisis par la note américaine du 10 avril. A cet effet, il est nécessaire que nous disposions de toutes les données susceptibles d'être recueillies. Nous vous prions donc de prendre contact avec les instances allemandes entrant en considération pour vous renseigner discrètement sur le sort des titulaires de passeports ibéro-américains et de nous faire ensuite rapport pour que nous puissions, d'une part, vous donner des instructions nouvelles et, d'autre part, prendre notre décision définitive au sujet de la démarche américaine.

3. *Non reproduite.*
4. *Non reproduite.*

La détermination du point de savoir si l'exploration que nous vous demandons d'entreprendre doit emprunter le canal «Intérêts étrangers» de la Légation ou suivre la voie ordinaire ne peut être appréciée qu'à Berlin en s'inspirant notamment des contacts antérieurs.

En vue des démarches que nous vous demandons d'entreprendre, nous jugeons utile de compléter les indications qui précèdent par un exposé du problème tel que nous croyons comprendre qu'il est envisagé par Washington et par les milieux qui ont obtenu que le State Department s'en saisisse et sollicite les bons offices de la Suisse.

On a insinué que c'est le Reich qui, à l'origine, a indirectement incité des agents consulaires des Républiques ibéro-américaines à émettre des passeports de complaisance en faveur de Juifs de Pologne et d'autres pays occupés. Les autorités allemandes étaient alors, paraît-il, fort préoccupées du sort des ressortissants du Reich établis dans les Républiques ibéro-américaines. A Berlin, on souhaitait les rapatrier pour les soustraire à un traitement qui, surtout en Amérique centrale, n'était pas exemplaire. Le malheur voulait que l'Allemagne ne pût pas offrir de contrepartie à un échange, le nombre des Ibéro-américains résidant sur le territoire du Reich et dans les pays occupés étant insignifiant. On aurait donc imaginé de résoudre ce problème en encourageant des agents consulaires, notamment en Suisse, à délivrer une quantité de passeports suffisante pour permettre d'engager une négociation d'échange. Nous avons en fait des raisons de penser que cette pratique peut s'expliquer plus simplement par des considérations de caractère lucratif.

Certaines Républiques sud-américaines, qui n'étaient pas prévenues, auraient commencé par contester que les titulaires de passeports délivrés en leur nom soient leurs ressortissants. Lorsqu'ils ont compris qu'il n'était nullement question de leur conférer les droits découlant de la nationalité et de les accueillir sur leur territoire, mais simplement de leur fournir le moyen de se soustraire à la déportation et de sortir des pays dominés par l'Axe, ces Gouvernements sont, paraît-il, revenus sur leur attitude primitive et ont consenti à jouer le jeu qui doit aboutir, en définitive, au sauvetage de quelques centaines de vies humaines.

Depuis lors, les Etats-Unis ont transféré sur leur territoire, sauf erreur au Texas, une grande partie des Allemands qui étaient internés en Amérique centrale. C'est ce qui permet aujourd'hui au State Department de revenir sur la proposition initiale d'échange du Reich, écartée à l'époque par les Américains centraux.

Ce faisant, le memorandum américain du 10 avril part de la présomption que les Allemands entendent abandonner les détenteurs de passeports sud-américains non reconnus au sort des Juifs polonais ou hollandais, c'est-à-dire à la déportation. Selon des explications qui ont cours dans les milieux juifs et qui ont indiscutablement joué un rôle déterminant dans la démarche du State Department, les autorités allemandes auraient déjà cessé de reconnaître la qualité d'étrangers à 250 internés du camp de Vittel, détenteurs de passeports de diverses Républiques sud-américaines, à la suite de l'épisode rappelé plus haut; on ignore, selon la version juive, si ces individus sont encore à Vittel, mais on est persuadé qu'ils n'échapperont à la déportation que si le Reich a un intérêt à modifier son attitude*.

Il paraîtrait, d'autre part, que le Gouvernement des Etats-Unis ait obtenu l'accord des différents Gouvernements ibéro-américains dont la consultation est mentionnée dans le memorandum américain du 10 avril et que ces Gouvernements se soient ralliés aux vues du State Department. S'il n'en est pas fait état, ce serait, paraît-il, parce que l'acquiescement des dits Gouvernements s'est accompagné de quelques réserves mineures concernant notamment la faculté de refuser aux détenteurs de passeports l'accès au territoire «national». Cette circonstance et le fait que les Allemands d'Amérique latine sont désormais internés aux Etats-Unis expliqueraient que la demande d'intervention à Berlin émane de Washington et non pas des Gouvernements des pays au nom desquels les passeports ont été délivrés.

Il paraît également que le Gouvernement espagnol a, en sa qualité de Puissance protectrice du Brésil, reçu du State Department une communication analogue à celle que Mr. Harrison a adressée au Département politique le 10 avril.

---

* Le sort de ce groupe d'internés a fait l'objet d'une lettre que la DIE a adressée le 22 avril à M. Feldscher et dont le but est avant tout de déterminer s'il s'agit de protégés de la Suisse.

Nous ne saurions garantir les indications qui précèdent. Toujours est-il que le Gouvernement des Etats-Unis paraît déterminé à tirer tout le parti possible du fait qu'il détient des ressortissants allemands pour le compte des Ibéro-américains. Il sait que le Reich est impitoyable à l'égard des Juifs et qu'il est, partant, inutile de faire appel, en leur faveur, à des considérations d'ordre humanitaire. Il croit en outre savoir – ce qu'un récent rapport de M. Feldscher tendrait à corroborer – que la vie d'un Juif peut être sauvée s'il sert de contrepartie à un «Reichsdeutsche» dans une négociation d'échange. Il n'est pas question, pour Washington, de «rapatrier» des détenteurs de passeports ibéro-américains dans des pays où ils n'ont jamais songé à se rendre et qui songent encore moins à les accueillir, mais de leur assurer les avantages propres au statut de ressortissants d'une puissance étrangère ennemie en les faisant admettre comme candidats à un échange virtuel. A supposer que l'échange se fasse, il est clair que les intéressés se garderont de solliciter leur admission sur le territoire du pays dont ils possèdent un passeport; le State Department aura sans doute donné aux Gouvernements ibéro-américains toutes assurances à ce sujet. Nous supposons d'ailleurs qu'il suffirait au Gouvernement américain, pour le moment tout au moins, que ces Juifs soient soustraits à la déportation.

Il s'agit, en définitive, d'une sorte de marché que Washington veut offrir à Berlin et qui, à première vue, ne nous paraît pas inacceptable pour le Reich. Mais nous attendrons, répétons-le, vos renseignements avant de nous prononcer et de vous donner de nouvelles instructions.

129

E 4300 (B) 3/8

Le Chef de la Police fédérale des Etrangers, P. Baechtold, au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna

Copie
L

Bern, 9. Mai 1944

Wir besitzen Ihr Schreiben vom 25. April 1944[1] und haben vom Inhalte des Telegramms aus Bukarest Kenntnis genommen, worin Herr Minister de Weck um die Ermächtigung ersucht, in eigener Kompetenz die von Ihrer Abteilung

1. *Cette lettre, signée par le Conseiller de Légation Ch. von Jenner, a le contenu suivant:* Von unserer Gesandtschaft in Bukarest erhielten wir das nachstehende Telegramm:

«Ersuche Sie und Fremdenpolizei mich zu ermächtigen, die Erteilung von Visen und bereits von Bern erteilte Visen zu suspendieren sofern ich die Einreise als unnötig oder gegen unsere Interessen gerichtet einschätze. Dies in Anbetracht der heutigen Zustände.»

Herr Minister de Weck wünscht also mehr oder weniger unumschränkte Vollmachten, Visen nach Gutdünken verweigern zu können, oder auch erteilte Visen wieder zu stornieren. Wir haben selbstverständlich nichts dagegen, wenn die Haltung der Gesandtschaft Einreisevisen gegenüber möglichst ablehnend ist; insbesondere bei den schlechten Erfahrungen, die wir mit rumänischen Visumsanfragen in der letzten Zeit gemacht haben. Wir hätten auch nicht dagegen, wenn die Gesandtschaft Visen suspendiert, sobald ihr bekannt wird, dass die Nutzniesser nicht gewillt sind, nach Einreise in die Schweiz wieder auszureisen. Wir möchten aber doch nicht eine solche Blankovollmacht erteilen, in der Überlegung, dass eine solche rigorose Praxis der Gesandtschaft die sonstige Arbeit erschweren wird. Wir glauben unsererseits, dass es besser wäre, wenn von der Gesandtschaft aus dem Gesuchsteller die Mitteilung gemacht werden kann, dass die Ablehnung von der Zentralstelle in Bern aus erfolgt sei. Wir wären Ihnen dankbar, wenn Sie uns Ihre diesbezügliche Meinung so rasch wie möglich zur Kenntnis bringen wollten. (E 4300 (B) 3/8)

oder der eidg. Fremdenpolizei erteilten Einreisebewilligungen je nach Gutdünken zu behandeln, d.h. den Gesuchstellern die Visa zu erteilen oder auch zu verweigern.

So sehr wir auch den Standpunkt von Herrn Minister de Weck begreifen, der bei der sich rasch ändernden Situation in Rumänien eine gewisse Handlungsfreiheit bewahren und aus eigenem Entschluss der Situation gerecht werdende Massnahmen anordnen möchte, und so sehr wir auch seine Zurückhaltung in der Erteilung von Einreisevisa verstehen und begrüssen, so können wir uns doch nicht damit einverstanden erklären, dass sich die Schweizerische Gesandtschaft in Bukarest einfach über unsere Verfügungen hinwegsetzt. Wenn wir heute trotz unserer strengen Einreisepraxis im Einzelfalle zu einem Bewilligungsentscheid gelangen, so geschieht dies nur, wenn gewichtige Schweizerinteressen auf dem Spiele stehen oder besondere Menschlichkeitsgründe für einen positiven Entscheid sprechen. In solchen Fällen müssen wir darauf bestehen, dass unsere Verfügungen vollstreckt werden, es sei denn, dass der Schweizerischen Gesandtschaft nach erfolgter Gesuchseinreichung noch Tatsachen bekannt werden, die geeignet sind, unsern Entscheid zu beeinflussen. In solchen Fällen sind wir selbstverständlich damit einverstanden, wenn trotz Vorliegens einer Einreisebewilligung unsererseits das Visum so lange nicht erteilt wird, bis wir Gelegenheit gehabt haben, den Fall auf Grund der neuen Sachlage nochmals zu überprüfen.

Die Erteilung neuer Kompetenzen an die Schweizerische Gesandtschaft in Bukarest erscheint uns auch aus dem Grunde nicht tunlich, weil dies unserer Vertretung in Bukarest nur eine neue Belastung bringen müsste. Bei der heutigen Regelung kann sich Bukarest beim Vorliegen eines negativen Entscheides immer auf Bern berufen und so seine Verantwortung abwälzen und unangenehme Interventionen abschütteln. Bei der von Herrn Minister de Weck angestrebten Lösung würde die Gesandtschaft wieder in den Vordergrund treten, was ihr unangenehme Situationen nicht ersparen dürfte. Gerade zur Deckung unserer Auslandvertretungen sind ihnen seinerzeit die Kompetenzen entzogen worden, was sich in der Folge als glücklich erwiesen hat. Wir halten es für gegeben, dass an dieser Sachlage heute nichts geändert werde.

130

E 27/9758/16

L'Attaché militaire près la Légation de Suisse à Berlin, P. Burckhardt, à la Section de Renseignements et de Sécurité de l'Etat-Major Général de l'Armée

L Berlin, 10. Mai 1944
Streng vertraulich

MILITÄRPOLITISCHER BERICHT

Im Verlaufe der letzten Woche fand in Berchtesgaden beim Führer eine Tagung von Gauleitern sowie einer Anzahl weiterer hochgestellter politischer

Persönlichkeiten statt. Der nachfolgende Bericht stammt von einem der Teilnehmer, der eine vollständig neue Quelle darstellt.

Von ihm wird berichtet, dass Hitler sehr frisch und energisch gesprochen habe. In einer grossangelegten Rede habe er ausgeführt, dass die Lage im Osten zu keinerlei Befürchtungen mehr Anlass gebe. Dies wird damit begründet, dass die Russen ihre Kräfte derart beansprucht hätten, dass sie für die nächste Zeit nicht in der Lage seien, eine grössere Offensive durchzuführen. Ausserdem wird die Stärke des deutschen Heeres, wie Hitler im Verlaufe der Rede noch weiter ausführte, für so gross angesehen, dass die gegenwärtige Front ohne Schwierigkeiten gehalten werden könne.

Der Führer glaubt nicht mehr an eine Invasion im grösserem Masstabe. Er soll wörtlich gesagt haben, dass ein solches Entgegenkommen seitens der Gegner Deutschlands nicht wahrscheinlich sei. Dagegen rechnet auch Hitler mit der Möglichkeit kleinerer Unternehmungen taktischer Natur.

Über die neutralen Staaten, wobei jede Namensnennung vermieden wurde, soll er sich länger verbreitet haben. Nach einem Rückblick auf die Entwicklung der Lage der neutralen Staaten, deren Haltung durch den successiv vermehrten Druck seitens der Alliierten beeinflusst worden sei, stellte er ganz allgemein eine grosse Nachgiebigkeit gegenüber den alliierten Wünschen fest. Diese Nachgiebigkeit sei, so führte der Führer aus, soweit gediehen, dass ein Teil der Neutralen geradezu als im Lager von Deutschlands Gegnern befindlich angesehen werden müsse. Dies sei möglich gewesen wegen der Nachgiebigkeit der Regierung und der Haltung der Bevölkerung.

Er kam alsdann auf die Möglichkeiten einer alliierten Invasion in gewissen neutralen Ländern zu sprechen. Nachdem er die damit verbundenen Schwierigkeiten technischer Natur umschrieben hatte, führte er aus, dass die deutsche Kriegsleitung je nach dem Fall einer drohenden Invasion gewisser neutraler Länder Forderungen auf Durchmarschrecht und Sicherung gewisser Gebiete erheben werde.

Auch müsse man damit rechnen, dass gewisse neutrale Staaten gar nicht in der Lage seien, einer alliierten Invasion ernsthaften Widerstand zu leisten, sei es, dass es an den nötigen Mitteln fehle, sei es, dass es ihnen an ernsthaftem Wollen mangle. Auch in diesem Falle werde Deutschland bestimmt noch rechtzeitig die notwendigen militärischen Massnahmen ergreifen.

Im weiteren Verlaufe seiner Rede gab der Führer die heutige Stärke des deutschen Heeres mit acht Millionen Mann an. Es seien im Verlaufe des Winters nahezu 60 neue Divisionen aufgestellt worden, von welchen mehrere bereits einsatzbereit seien. Die übrigen Divisionen würden aufgestellt bis zum Ende August verwendungsfähig werden. Für alle sei die vollständige Bewaffnung und Ausrüstung vorhanden.

Das Kriegspotential des deutschen Reiches sei grösser als zuvor. Auch auf dem Gebiete der U-Bootwaffe stünden Neuerungen bevor, die eine Revolutionierung des Seekrieges zur Folge haben dürften. Abschliessend führte Hitler aus, dass die Zeit für die Deutschen arbeite und dass die Aussichten für eine erfolgreiche Beendigung des Krieges günstig sei.

Diese Berichterstattung über die Rede des Führers darf wohl als durchaus zuverlässig betrachtet werden. Wie auch aus anderen Verlautbarungen ent-

nommen werden kann, herrscht gegenwärtig ein grosser Optimismus in den leitenden Kreisen Deutschlands. Es wird immer wieder darauf hingewiesen, dass die in den letzten Wochen gewährte Atempause dazu geführt habe, dass Deutschland sich habe wesentlich stärken können.

Auch von neutralen und kritischen Beobachtern wird, wie an anderer Stelle gemeldet wurde, die Aufstellung von neuen deutschen Divisionen festgestellt. Allerdings wird ihre Zahl nur auf ungefähr 30 geschätzt. Allgemein glaubt man, dass die wirkliche Invasion noch nicht in allernächster Zeit stattfinden werde. Man nimmt vielmehr an, dass in den kommenden Wochen nur kleinere Aktionen vorgenommen werden. Dabei spielt die Möglichkeit einer ersten Invasion in Norwegen gegenwärtig eine grosse Rolle, da von gut informierten Kreisen damit gerechnet wird, dass dies unweigerlich zu einer Besetzung Schwedens führen würde. Während noch vor wenigen Wochen eine Aktion gegen Schweden, solange dieses Land über eine genügende militärische Bereitschaft verfügte, für wenig wahrscheinlich angesehen wurde, hat nunmehr die als sicher angenommene Aufstellung neuer Divisionen die Lage verändert. Man glaubt auch, dass nach einer abgeschlagenen Invasion oder im Falle des Nichtzustandekommens einer wirklichen zweiten Front bis zum Sommer die Möglichkeit eines Separatfriedens mit Russland wieder stark in den Vordergrund treten werde.

Ganz allgemein wird von den hiesigen Beobachtern, wenn auch deren grundsätzliche Einstellung bezüglich eines negativen Kriegsausgangs für Deutschland nicht geändert hat, dessen Widerstandskraft doch wieder höher eingeschätzt und insbesondere mit der Möglichkeit weiterer Kriegsausdehnung vor dessen endgültigem Abschluss gerechnet.

131

E 2001 (E) 2/626

Notice sur les négociations financières avec les Alliés [1]

CONFÉRENCE INTERNE TENUE DANS LE BUREAU DE M. KOHLI, LE 10 MAI 1944 À 9 H 00, AU SUJET DES POURPARLERS DE LISBONNE

Sont présents: MM. Gautier et Nussbaumer, Délégués,
MM. Caflisch et Jann, ASB,
MM. Kohli et Junod, DPF.

Avant l'arrivée de M. Kohli retenu chez M. Pilet-Golaz, la discussion porte un instant sur l'aspect politique du problème que soulève la transmission éventuelle de la note alliée. Selon *M. Gautier*, trois solutions sont possibles pour le Conseil fédéral:

1. *Cette notice, datée du 12 mai 1944, a été rédigée par E. Junod.*

1. Ignorer la note et laisser les banques se défendre toutes seules.
2. Protester d'avance contre la remise de la note et contre la politique suivie par les Alliés à l'égard des banques suisses.
3. Protester après la diffusion de la note.

Selon M. Gautier, seule la seconde solution entre en ligne de compte étant bien entendu qu'il reste encore à fixer la façon de procéder.

M. Kohli étant revenu sur ces entrefaites, l'entretien, après les préliminaires d'usage, porte tout de suite sur l'impression que *M. Nussbaumer* ramène de Lisbonne:

Il est d'avis que la situation est extrêmement sérieuse et que le facteur du temps est absolument déterminant. Si les banques veulent faire quelque chose de leur propre chef, elles doivent le faire immédiatement et avant la publication de la note car dès que celle-ci sera diffusée, il est exclu d'envisager des mesures restrictives qui pourraient être considérées comme un acquiescement à la pression opérée par la publication de cette note. M. Nussbaumer s'attend à l'équivalent en matière bancaire du cas Sulzer. Il se pourrait en effet fort bien que les Alliés mettent sur la liste noire une grande banque suisse à titre d'exemple, ce qui ne laisserait pas de provoquer immédiatement une soumission de toutes les autres banques qui s'empresseraient de passer sous les Fourches Caudines. M. Nussbaumer relate ensuite son entretien avec *MM. Reagan* et *Sullivan* auxquels il a remis les documents relatifs aux discussions de Lisbonne conformément au vœu qu'avaient exprimé les délégués alliés. Ces deux Messieurs ont manifesté leur étonnement envers les concessions implicitement admises par les délégués alliés dans le second projet de note. Il se révèle qu'ils sont infiniment plus durs que les délégués de Lisbonne ce qui ne laisse pas de provoquer quelque inquiétude quant à la façon dont sera éventuellement appliquée la note en Suisse. M. Nussbaumer est d'avis qu'une protestation du Conseil fédéral contre la note ferait le plus mauvais effet à Londres et à Washington.

M. Gautier explique qu'il ne s'agit pas de protester purement et simplement mais de faire comprendre que le Gouvernement suisse ne peut tolérer la pression exercée par les Alliés.

MM. Nussbaumer et Kohli s'unissent pour dire que la meilleure chose à faire serait d'amener l'ASB à consentir les concessions compatibles avec sa politique traditionnelle pour éviter qu'un état latent de guerre financière ne s'établisse entre la Suisse et les Alliés. On pourrait envisager l'envoi d'une note aux Alliés où, tout en protestant contre leur façon d'agir, on pourrait les informer des mesures que l'ASB est prête à prendre de son propre chef. M. Nussbaumer dit vouloir insister, au cours de la séance du Comité ASB qui doit avoir lieu dans l'après-midi, sur l'absolue nécessité de la part de l'ASB de faire un geste et de substituer la politique de courte vue suivie jusqu'à présent par les banques suisses par une politique de longue haleine qui est la plus propre à sauvegarder les énormes intérêts des banques dans les Nations Unies.

M. Kohli insiste sur la nécessité d'éviter toute allusion à une éventuelle action du Conseil fédéral de peur que les banques se réfugiant derrière ce paravent ne veuillent pas faire le sacrifice qui leur est demandé. D'autre part, il convient de provoquer de la part de Londres et Washington l'envoi d'instructions précises à leurs représentants à Berne de façon que les concessions obtenues à Lisbonne

portent leur effet en Suisse. En matière commerciale, les expériences faites sur les divergences d'opinions entre la métropole et les représentants de Berne n'ont pas été des plus réjouissantes.

M. Kohli relève enfin que l'expérience que nous avons de la guerre doit nous engager à être extrêmement prudents. Il convient en effet que l'ASB ne prenne pas des mesures trop radicales à un moment où la fortune des armes est encore douteuse et où, par un redressement, l'Axe pourrait encore exercer sa mainmise sur toute l'Europe. A ce moment-là, les banques suisses se trouveraient fort empruntées si elles avaient répondu trop affirmativement aux exigences alliées. Il ne faut pas se cacher que la situation est extrêmement délicate politiquement parlant.

Il est convenu, enfin, que MM. Nussbaumer et Caflisch proposeront au Comité de l'ASB la réunion d'un petit comité qui rédigera un projet des mesures qui pourraient éventuellement être prises de façon autonome par l'ASB. Ce projet serait ensuite soumis au Comité de l'ASB, puis au conseil d'administration de cette association pour qu'il se prononce à son endroit. Une fois mis au point, ce projet pourrait être adressé aux Alliés accompagné d'une note officielle précisant l'attitude des autorités suisses à l'égard de la politique financière alliée.

132

E 2001 (E) 2/626

Notice sur les négociations financières avec les Alliés[1]

RÉSUMÉ DE LA SÉANCE DU COMITÉ DE L'ASB DU 10 MAI 1944 À LA BANQUE POPULAIRE SUISSE À BERNE, AU COURS DE LAQUELLE M. NUSSBAUMER A FAIT SON RAPPORT SUR LES POURPARLERS DE LISBONNE

Sont présents: MM. Nussbaumer – Gautier,
MM. La Roche – Jaberg – Barbey – Wittmer – Vieli – Brugger – Daeniker – Speich – Zölly – Fischer,
MM. Caflisch – Jann,
MM. Kohli – Kappeler – Chaponnière – Junod.

Après avoir salué les assistants, *M. La Roche* donne immédiatement la parole à M. Nussbaumer.

I. *Incident Pirelli*

M. Nussbaumer résume brièvement les raisons pour lesquelles il n'a pu se rendre en Angleterre. Il brosse un rapide tableau de l'affaire Pirelli et fait part de sa conviction qu'il a pu écarter tous les soupçons alliés en ce qui regarde cette société[2]. La meilleure preuve pour lui de l'éclaircissement de la situation

1. *Ce document, daté du 16 mai 1944, a été rédigé par E. Junod.*
2. *Cf.* E 2001 (E) 1/123 *et* 131; E 2001 (E) 1967/113/473 *et* 482; E 2001 (E) 1968/78/333.

réside dans le fait que les délégués anglo-américains sont venus à Lisbonne discuter avec lui les problèmes financiers. Cela dit, M. Nussbaumer passe à l'examen des pourparlers de Lisbonne.

II. *Impressions générales des négociations*

Le but des pourparlers entamés dans la capitale portugaise était d'exposer aux délégués anglo-américains la situation des banques suisses. Les Alliés estiment que cette note ne modifie en rien la situation existant jusqu'ici, les banques suisses connaissant parfaitement depuis 1942 déjà quelles sont les opérations financières qui ne rencontrent pas l'agrément de Londres et de Washington et, partant, sont de nature à provoquer des sanctions de leur part. Vue de la Suisse, toutefois, la situation est radicalement différente car la publication de l'avertissement projeté équivaut à étendre à toutes les banques suisses les conditions du «Standard Undertaking» qui, jusqu'à présent, ne devaient s'appliquer qu'aux banques sur la liste noire ou menacées d'y être portées.

M. Nussbaumer résume ensuite le but que les Alliés poursuivent par la publication de leur avertissement.

a) Il s'agit tout d'abord d'une mise en garde générale à toutes les banques.

b) Les Alliés voudraient éviter d'avoir à prendre de nouvelles sanctions contre les banques suisses et désirent dès lors prévenir toutes mesures de leur part en invitant les instituts financiers suisses à se garder de certaines opérations qui entraîneraient irrémédiablement des sanctions.

c) Les Alliés n'entendent enfin pas porter atteinte aux intérêts économiques légitimes des banques. Ils veulent toutefois éviter que celles-ci prennent prétexte de la neutralité traditionnelle de la Suisse pour favoriser certains intérêts ennemis au détriment des leurs propres. Leur but est d'empêcher toute opération procurant à l'ennemi de nouveaux pouvoirs d'achat en Suisse ou dans d'autres pays tiers, résultat qui ne pourrait être obtenu par l'Axe si les banques suisses ne lui prêtaient main-forte. Il va sans dire que ces dernières sont libres d'agir comme bon leur semble mais elles doivent savoir ce à quoi elles s'exposent. L'avertissement est là pour le leur rappeler.

Les Alliés ont beaucoup insisté sur l'intérêt que les banques suisses auraient à abandonner une politique de courte vue tendant à l'obtention d'avantages immédiats pour adopter une politique de longue haleine qui devrait leur être dictée par la prépondérance de leurs investissements dans les Nations Unies, investissements dont le sort dépend des liens qui pourront être maintenus entre ces pays et la Suisse. Ce choix à faire entre deux politiques opposées est l'un des points principaux sur lesquels ont porté les discussions de Lisbonne. M. Nussbaumer rappelle aux banquiers présents qu'ils ne doivent pas oublier les intérêts de leur clientèle qui pourrait leur demander les comptes si elles poursuivent une politique susceptible de leur aliéner la bonne volonté des Nations Unies. La situation est extrêmement sérieuse et doit être examinée de façon approfondie.

M. Gautier confirme les impressions de M. Nussbaumer et estime que la meilleure preuve que l'avertissement des Alliés n'est pas un bluff destiné à intimider seulement les banques suisses, c'est que les représentants alliés se sont dérangés pour venir à Lisbonne, soucieux qu'ils étaient de ne pas prendre de

mesures sans s'être au préalable informés de la réaction suisse, montrant par là qu'ils entendent donner à leur action l'allure d'un *geste raisonné* pris en parfaite connaissance de cause. Ce geste doit porter les fruits qu'ils en attendent et c'est sous cet angle là qu'il faut examiner toute la situation. Il n'est pas exclu que, par les mesures unilatérales prises par les banques suisses, on puisse peut-être éviter la publication de l'avertissement ou, tout au moins, en diminuer les effets. L'attitude alliée dépend en somme de l'écho que les mesures envisagées trouveront en Suisse.

M. Nussbaumer n'ignore pas les difficultés de l'heure présente. Le 2e front n'est pas encore ouvert et il est impossible pour l'instant d'en prévoir l'issue. Si l'ASB cède maintenant à la pression alliée et que dans quelques semaines la situation militaire se renverse, il faut s'attendre à une recrudescence de difficultés venant cette fois de l'autre côté. Aussi convient-il de ne pas agir à la légère et chercher avant tout une solution pratique susceptible de nous couvrir de part et d'autre. M. Nussbaumer ne serait pas étonné que les Alliés fassent tout de suite un exemple comme ils l'ont fait pour Sulzer dans le domaine industriel ce qui aurait probablement pour effet de faire baster immédiatement toutes les autres banques. Il faut à tout prix éviter que l'on en arrive là. L'atmosphère, d'une façon générale, est favorable tout particulièrement aux Etats-Unis où grâce à l'excellent travail de M. Straessle dans les cercles américains, une certaine compréhension apparaît en faveur de la Suisse, compréhension qui pourrait être améliorée encore par un geste conciliant de la part de nos banques. Avant de passer à l'examen des points particuliers, M. Nussbaumer tient encore à relever la réaction extrêmement violente de MM. Reagan et Sullivan qui ont marqué leur stupeur en prenant connaissance des concessions que les délégués alliés semblent vouloir proposer à leurs Gouvernements. Il se révèle que les attachés commerciaux alliés à Berne sont infiniment plus durs que leurs collègues et que l'ASB n'a aucun intérêt à voir cet avertissement appliqué par eux. Il faut enfin ne pas oublier que les conditions mises à la radiation d'une banque sur la liste noire sont beaucoup plus sévères encore que celles de la note et qu'il est extrêmement difficile de faire rapporter les sanctions prises par les Alliés une fois qu'ils se sont estimés réduits à cette nécessité.

III. *Préambule.* Notion «ennemi»

M. Nussbaumer expose en détail les concessions obtenues en ce sens que ne seront pas réputées ennemies des personnes et maisons sur la liste noire dont le statut suisse est reconnu par les autorités. En ce qui concerne les filiales en Suisse de maisons étrangères, l'idée alliée n'est pas d'empêcher le maintien des relations commerciales avec elles. Londres et Washington entendent simplement éviter que de nouveaux crédits leur soient accordés et que les facilités leur soient accordées en vue d'opérations sur les titres. Néanmoins, il sera possible de leur consentir encore des avances gagées par des obligations d'origine suisse, des polices d'assurance suisses ou enfin des immeubles sis dans notre pays.

M. Jaberg demande s'il faudra à l'avenir rompre les relations avec les maisons sur la liste noire sises en pays étranger qui entretiennent un compte en Suisse. M. Nussbaumer précise qu'aucune exception ne sera admise par les

Alliés en faveur de maisons étrangères sur la liste noire. Par exemple, si une banque suédoise est portée sur la liste noire, il sera possible de travailler avec elle à condition que les opérations faites pour son compte portent sur des fonds qui se trouvent en Suisse et ne provoquent aucun paiement à l'étranger.

IV. *Points particuliers*

Point 1: Trafic des billets anglais et américains.

Les Alliés, pour justifier leurs exigences dans ce domaine, se fondent sur leur déclaration du 10 août 1940 dans laquelle le Trésor britannique a invité tous les propriétaires de billets anglais à rendre ceux-ci au Treasury contre dédommagement jusqu'à une date donnée. Les avances sur des billets anglais ou américains seraient très mal vues des Alliés. Il convient donc d'y renoncer. M. Nussbaumer se demande si, sur ce point, il ne siérait pas de frapper un grand coup et de suggérer aux autorités suisses qu'elles introduisent une interdiction totale du trafic des billets étrangers en Suisse. Cette mesure aurait un gros effet à Londres et à Washington et présenterait l'avantage d'avoir des répercussions générales dans les deux camps des belligérants. Elle serait parfaitement conforme au principe de neutralité.

Point 2: Opérations sur des avoirs bloqués dans les Nations Unies.

La Délégation a insisté pour que les mesures envisagées ne s'appliquent pas en cas d'opérations en faveur de Suisses ou de «non enemy». Dans ses dernières conversations avec M. Peterson, M. Nussbaumer aurait réussi à trouver une formule intermédiaire selon quoi

a) toute opération en faveur d'ennemis serait interdite;

b) les opérations pour le compte de «non enemy» devraient être soumises à autorisation préalable. Quant à la question des avances proprement dites, les délégués alliés se sont déclarés incompétents et proposent que le problème des facilités octroyées à des réfugiés soit soumis au Treasury Department à Washington. A noter que ce point est surtout intéressant en ce qui regarde les avoirs en dollars; il ne faut pas oublier que les fonds en registered sterling sont librement négociables sans autorisation.

M. Caflisch relève que dans le terme «assets», il faut également comprendre les titres. Dès lors, si l'on veut appliquer le chiffre 2 dans le sens strict, le commerce des titres américains en Suisse devrait être suspendu. Qu'en pense M. Nussbaumer?

M. Nussbaumer répond qu'il a évité soigneusement d'aborder ce problème de peur de provoquer des difficultés sans nombre. A son avis, il convient, pour l'instant, de maintenir le système en vigueur mais d'éviter toute avance sur titres américains à des ennemis des Alliés. En ce qui regarde les titres américains qui circulent en Suisse, la situation est un peu différente car si l'on prend le chiffre 2 au pied de la lettre, on constate que seule l'autorisation du pays où sont effectivement déposés les titres est déterminante. Il n'y aurait dès lors aucune difficulté en ce qui regarde les titres américains déposés en Suisse.

Points 3 et 4: Ouvertures de nouveaux comptes en faveur d'ennemis.

M. Nussbaumer relève que sur ces deux points, il est absolument impossible de discuter. Les Alliés ne sont absolument pas sensibles à l'argument développé

par la Délégation suisse selon quoi l'interdiction prévue à ces deux alinéas empêcherait l'afflux de capitaux qui fuient l'emprise ennemie. Les Gouvernements alliés veulent précisément éviter un tel exode, soucieux qu'ils sont de mettre la main sur ces capitaux au moment où ils occuperont les pays ennemis, main-mise qu'ils ne pourront opérer si les fonds se trouvaient en Suisse. Les Alliés ont d'ailleurs une idée fixe, c'est celle que les dirigeants des pays de l'Axe ont mis d'énormes fortunes en sûreté en Suisse. Ils ne sont sensibles à aucun argument, cherchant à leur démontrer que la chose est pratiquement exclue.

M. Kohli est d'avis qu'il ne faut faire aucune concession sur ces points. Les Allemands, du temps de leur hégémonie, ont présenté des prétentions du même genre mais la Suisse a toujours refusé de céder à leur pression. Nous ne devons pas abandonner dans ce domaine la politique traditionnelle des banques suisses.

M. Nussbaumer relève que dans le nouveau texte du point 4 les délégués alliés ont admis le financement du commerce normal de la Suisse. C'est une concession appréciable mais nos partenaires à Lisbonne ont dit avoir des renseignements sur de nombreux cas où, grâce à l'appui de fournisseurs suisses, ayant établi des factures fictives, l'ennemi a pu se ménager en Suisse des réserves de devises pour l'après-guerre. Or, il est incontestable qu'un des premiers buts recherchés par les Alliés est d'éviter toute accumulation de pouvoirs d'achats en Suisse, pour le compte ennemi.

Point 5 abcd. M. Nussbaumer expose l'idée de l'introduction d'un nouvel affidavit en faveur des titres déposés en Suisse de propriété suisse circulant sans affidavit au 1er mai 1944. Tous les titres munis de ce nouvel affidavit pourraient être librement négociés sans qu'il en résulte de sanctions pour les banques traitant ces titres.

M. Caflisch se demande si cette conception n'est pas un peu restrictive et s'il ne suffirait pas de prévoir l'affidavit en faveur des titres déposés en Suisse, quel que soit leur propriétaire.

M. Nussbaumer relève qu'il sera difficile de faire accepter la chose aux Alliés car ils sont toujours persuadés que les titres appartenant à des étrangers cachent des intérêts ennemis. La question devrait néanmoins être revue de plus près.

Point 5 e. Les dernières concessions obtenues sur ce point enlèveraient toute portée pratique à cet article. En effet, M. Nussbaumer aurait réussi à faire admettre que les domiciles de paiement puissent assurer le service des titres dont ils sont responsables en faveur de toutes les personnes envers lesquelles ils sont redevables selon la loi, les accords de clearing, etc.

Point 6 (nouveau projet). M. Nussbaumer rappelle que le fait pour les banques suisses de favoriser le commerce direct entre pays occupés ou satellites de l'Axe est extrêmement mal vu des Alliés. L'ouverture d'accréditifs à cet effet est de nature désormais à entraîner des sanctions. Exception serait faite, toutefois, en faveur des achats de semences entre la France et la Hongrie à condition que les fonds soient déposés préalablement en Suisse.

M. Kohli rappelant les craintes que ce point a soulevées au sein de la Délégation permanente du Conseil fédéral aux accords commerciaux relève que les dispositions de l'article 6 attaquent de front tout le commerce extérieur suisse.

M. Nussbaumer dit avoir reçu l'assurance que tout le commerce de la Suisse

avec l'Axe conforme aux accords de clearing passés par notre pays serait sans autre toléré par les Alliés et, partant, toutes les opérations financières également qui en sont l'accessoire.

M. Gautier intervient pour faire une réserve sur ce point et relève que M. Bliss se serait déclaré incompétent pour trancher la question, celle-ci devant, à son avis, être réglée dans le cadre des accords économiques actuellement en discussion à Londres. De l'avis de M. Gautier, le seul moyen de sortir de l'impasse est de soumettre le problème à M. Keller. Il serait en effet contradictoire que les Alliés donnent leur agrément au maintien des relations commerciales de la Suisse avec l'Axe mais interdisent par ailleurs le financement de ces opérations commerciales.

M. Kohli estime qu'il faut une modification radicale du point 6 pour sauvegarder notre commerce extérieur.

Point 7 (nouveau projet). *Octroi de nouveaux crédits.*

Sur ce point les Alliés sont extrêmement sévères. Ils auraient néanmoins admis l'octroi d'avances sur des titres d'origine suisse, des polices d'assurance suisses et des propriétés immobilières sises dans notre pays. Sur un point, toutefois, les Anglais et Américains sont intransigeants. C'est celui qui a trait au financement de livraisons de matériel de guerre. Ils entendent en effet prendre d'immédiates sanctions contre toute banque suisse, qu'elle soit sur la liste noire ou non, qui octroyerait des crédits permettant à l'industrie suisse de fabriquer du matériel de guerre pour tout ennemi des Alliés.

M. Gautier relève que cette exigence est inacceptable car s'il y a livraison de matériel de guerre, celle-ci est conforme aux accords de clearing et de blocus et, par conséquent, peut être faite. Les Alliés ne sauraient obliger la Suisse à ne pas respecter ses engagements.

Points 8. Nouveau texte. *Maintien de crédits existants.*

La portée de ce texte a été passablement affaiblie par l'introduction du terme «feasibly». Cette inclusion suppose qu'une dénonciation ne sera exigée que dans les seuls cas où elle ne porterait pas atteinte à des intérêts économiques suisses. Une certaine latitude est donc laissée dans l'appréciation.

Point 9 a. Nouveau texte. *Opérations en devises.*

Ce point est somme toute celui sur lequel il ne sera jamais possible de s'entendre. Les Alliés ne veulent faire aucune concession. Pour eux, toutes les opérations en devises faites en faveur de l'ennemi sont destinées à lui permettre d'augmenter ses importations de matières utiles à la guerre ou à financer son espionnage.

M. Nussbaumer estime qu'il est impossible d'entrer en matière pour chercher à faire des concessions dans ce domaine. La seule concession que l'ASB puisse faire, c'est d'avertir les banques du risque qu'elles courent en prêtant la main à de pareilles opérations. Il ne faut pas oublier, en effet, que les Alliés ont connaissance de tous les télégrammes échangés en clair avec l'étranger et ont, par exemple, pu donner à M. Nussbaumer les chiffres des opérations en devises faites par la SBS au cours du trimestre précédent.

Chiffre 9 c. Il s'agit là d'une mesure qui complète les dispositions du point 9 a sur lequel il sera difficile de faire revenir les Alliés en arrière.

M. Jaberg s'élève contre les exigences alliées dont il semble qu'elles aient

pour but d'amener la Suisse à introduire un contrôle des changes, ce qui ne saurait être envisagé.

Point 10. Nouveau texte. Les représentants alliés semblent s'être ralliés à l'idée défendue par M. Nussbaumer qu'il conviendrait d'éviter des sanctions envers les banques qui ont ouvertement prêté la main à des modifications de sociétés. Il conviendrait de ne prendre des sanctions que contre les personnes et institutions qui sciemment font des déclarations contraires à la vérité.

V. *Procédure adoptée maintenant par l'ASB*

M. Caflisch pose la question de savoir quelle politique adopter maintenant à l'égard des exigences alliées. De tous les rapports faits par MM. Nussbaumer et Gautier, il ressort qu'une politique de gain de temps est exclue. Les Alliés veulent agir et agir vite. Dès lors, il faut que l'ASB fasse de même. La seule possibilité pour elle d'éviter ou tout au moins de réduire les effets de l'avertissement au minimum, c'est de faire la preuve immédiate de leur meilleure volonté possible à l'égard des Alliés. Après une discussion assez fournie, il est convenu qu'un comité restreint dressera une liste des mesures autonomes qui pourront être prises par l'ASB avant la publication de l'avertissement. Ces mesures seraient communiquées aux Légations alliées comme étant le sacrifice maximum qui peut être consenti par les banques. Cette liste pourrait être accompagnée d'une note où l'on donnerait à entendre aux Alliés qu'ils n'ont aucun intérêt à publier l'avertissement car outre le fait que ce faisant ils perdraient le bénéfice des mesures envisagées, ils s'aliéneraient ensuite le concours des banques suisses, ce qui n'est certes pas dans leur intérêt. Quelques banquiers ayant fait part de leurs scrupules à l'égard d'une telle procédure – notamment MM. Speich, Daeniker, Wittmer – qu'ils considèrent comme un premier pas vers une négociation, ce qu'il faut à tout prix éviter, il leur fut répondu que si ces sacrifices étaient faits à temps, c'est-à-dire avant la publication de l'avertissement, ils seraient probablement de nature à atténuer le coup porté aux banques par l'avertissement.

M. Kohli conclut en invitant l'ASB à la prudence car il ne faut pas oublier que la situation internationale n'est pas encore définitivement éclaircie. Si les Alliés devaient persister dans leurs intentions de publier l'avertissement, la question de sa diffusion se poserait et M. Kohli dit qu'il conviendrait alors de laisser les Légations alliées approcher directement les banques, l'ASB par ses rapports étroits avec les autorités pouvant difficilement prêter la main à la distribution d'un document dont le but est absolument contraire aux règles qui régissent notre politique de neutralité.

133

E 2300 Budapest/4

Le Ministre de Suisse à Budapest, M. Jaeger, au Département politique

Copie de réception
T

Budapest, 12. Mai 1944, 14 h. 33
(*Reçu:* 13. Mai, 11 h. 30)

Nummer 129. Ihr 119[1]. Habe Donnerstag Vormittag mit Reichsverweser Horthy unter vier Augen eine fast einstündige Aussprache gehabt. Regent ist bei bestem Wohlbefinden und sieht erstaunlich frisch und ausgeruht aus; bitten Tatsache unserer Zusammenkunft nur vertraulich zu verwerten. Die zwei früheren deutschen Wachtposten am äussern Schlosstor sind verschwunden, dagegen ist ungarische Palastwache verstärkt worden. Regent ist trotz allem Geschehen gradauf, er ist in seiner persönlichen Freiheit keineswegs behindert, mit Humor hat er mir erzählt vernommen zu haben, von amerikanischer Seite in Bern sei die Nachricht verbreitet worden, der Regent sitze in seinem Palais als Gefangener und es würden ihm ab und zu Unterschriften erpresst durch Folter, in Wirklichkeit verlässt er das Palais oft zu militärischen Inspizierungen, Besichtigung von Bombenschäden etc. Der Regent ist der Meinung, dass er besser daran tat nicht zu fliehen und nicht zu abdizieren, sondern auf seinem Posten auszuharren und damit Blutvergiessen, Bürgerkrieg und Chaos in seinem Lande zu verhindern. Regent ist überzeugt in nicht langer Zeit den Abmarsch der deutschen Besetzungstruppen zu erreichen und der sie begleitenden Sicherheitspolizei, die sich die Übergriffe durch Verhaftungen auf ungarischem Gebiete hat zu Schulden kommen lassen. In der Tat ist ein Abzug der Deutschen festzustellen und eine Übergabe der usurpierten Polizeiagenten an die ungarische Polizei. Gleichzeitig kann auf dem politischen Plan eine ungarische Reaktion und ein Zurückdrängen der unter der ersten Konjunktur vorgeprellten Elemente konstatiert werden. Von den Verordnungen, die gegen Juden erlassen worden sind will der Regent nichts wissen, er werde die Urheber im gegebenen Moment absetzen und einsperren lassen.

---

1. *Le 22 avril, lors d'un entretien avec le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna, le Ministre des Etats-Unis à Berne, L. Harrison, avait précisé que le gouvernement américain, doutant sérieusement de la légalité du gouvernement hongrois, espérait que le Conseil fédéral ne reconnaîtrait pas celui-ci (cf. notice de Bonna du 22 avril 1944,* E 2001 (D) 3/469*).*

Par un télégramme du 28 avril 1944, le Département politique s'adresse à Jaeger: [...] Vous prions cependant câbler si et quand eûtes possibilité vous entretenir avec Régent Horthy et recueillir de sa bouche intentions que relatez. Indiquez si pûtes lui faire observer que solution Chargé d'Affaires serait dans circonstances actuelles dans intérêt véritable relations hongaro-suisses et bien préférable à désignation nouveau ministre. Pourquoi cette solution semble-t-elle écartée? Attachons grande importance à être renseignés dans tous détails car devons nous attendre à ce que décision que sommes appelés à prendre provoque forte réaction des Nations Unies. Il est donc nécessaire que soyons en mesure justifier qu'avons pris toutes précautions pour être parfaitement au clair sur volonté réelle Chef Etat hongrois (E 2001 (D) 3/469).

Antwort auf Ihre einzelnen Fragen:

1. Die Regierung Sztojay ist legitim und mit Zustimmung des Staatsoberhaupts zustande gekommen, der Regent hat an der ihm unterbreiteten Liste verschiedene Streichungen und Änderungen vorgenommen.

2. Der Abberufung Bessenyeys hat der Regent seine Zustimmung erteilt nachdem Bessenyey seine Staatsangehörigkeit verlustig ging. Hierbei ist zu bedenken, dass in Ungarn solche Massnahmen ziemlich leicht und ebenso prompt wieder rückgängig gemacht werden können.

3. Zur Frage ob das Agrément für einen Gesandten erwirkt werden soll oder ob Ungarn vorläufig und vorübergehend sich mit einem Geschäftsträger begnügen könne, zeigt sich der Regent weniger hitzig als die Regierung, er überlässt dies dem Gutfinden der Interessenten. Habe den Eindruck, dass er mit der Frage noch gar nicht befasst worden war und deshalb nicht näher orientiert gewesen ist.

Fortsetzung folgt[2].

---

2. *Cf. le télégramme du 13 mai* (E 2300 Budapest/4) *et la réponse du DPF du 17 mai 1944* (E 2001 (D) 3/469).

C'est le 16 août 1944 que Ch. de Bothmer remet au DPF les lettres de rappel de Bakach-Bessenyey et de créance comme Chargé d'Affaires de Hongrie à Berne. Cf. E 2001 (E) 1/36.

134

E 4001 (C) 1/287

Procès-verbal de la Conférence du 12 mai 1944

Confidentiel

ATTERRISSAGE D'UN AVION ALLEMAND MESSERSCHMITT 110, LE 27 AVRIL 1944 À DÜBENDORF

Procès-verbal

des

délibérations du 12 mai 1944, à Berne (Palais du Parlement)

entre

M. le conseiller fédéral de Steiger, en sa qualité de suppléant du chef du Département militaire, d'une part, et

MM. le général Guisan, commandant en chef de l'armée,
le col. div. Rhyner, chef d'arme des troupes d'aviation et de DCA,
le col. brig. Masson, chef du service des renseignements de l'armée,
le lt. col. Barbey, de l'état-major particulier du général,
le major Burckhardt, attaché militaire à Berlin, d'autre part.
Secrétaire: M. Edgar Mottier.

La séance est ouverte à 16 heures 30.

Le général expose qu'il a sollicité cette conférence pour discuter d'une affaire urgente: Il y a quelque temps un avion allemand Messerschmitt 110 a atterri à Dübendorf. Les Allemands veulent rentrer en possession de cet appareil à tout prix. Ils nous ont d'abord proposé de nous vendre la licence de fabrication de l'avion en question, mais nous leur avons répondu que ce qui nous intéresse c'est non pas le Messerschmitt 110, mais bien le Messerschmitt 109. Le major Burckhardt est arrivé aujourd'hui de Berlin avec une nouvelle proposition émanant du maréchal Goering selon laquelle nous devrions rendre le Messerschmitt 110 et l'Allemagne nous vendrait alors 12 Messerschmitt 109. Cette affaire présente un double aspect, militaire et politique. Au point de vue militaire, ce serait une aubaine pour la Suisse d'obtenir, à un prix encore à fixer, 12 Messerschmitt 109 moyennant restitution du Messerschmitt 110. Nous avons jusqu'à dimanche soir pour donner une réponse. Les Allemands sont très inquiets; ils attendent l'invasion d'un jour à l'autre et ils craignent que leur Messerschmitt 110 ne soit vu par un tiers qui en livrerait les secrets à l'ennemi.

Col. brig. Masson: Les Allemands nous ont d'abord offert le Messerschmitt 110 dans l'idée que nous aurions alors intérêt à garder le secret. Mais ce modèle ne convient pas tout à fait à notre aviation. C'est le modèle 109 qui nous intéresse. Comment réaliser l'échange envisagé, eu égard à notre politique de neutralité? Il y a des précédents; en 1940 nous avons restitué à l'Allemagne six avions de guerre, mais dès lors plus rien n'a été rendu. Nous avons eu une entrevue avec le Rittmeister Eggen pour poser la question de principe. Comme le maréchal Goering lui-même est intéressé à cette affaire, nous avions proposé un certain plan à M. Eggen, sans nullement nous engager. M. Eggen est revenu hier en Suisse avec le major Burckhardt et il nous a fait la nouvelle proposition de nous vendre 12 Messerschmitt 109 dont 6 immédiatement et 6 dans dix jours, moyennant restitution du modèle 110. Nous devons tout mettre en œuvre pour faire aboutir cette affaire. Moyennant restitution d'un appareil qui ne nous sert à rien, nous pourrions renforcer notre aviation. Nous avions demandé à l'Allemagne de nous vendre 30 modèles 109, mais il est compréhensible qu'elle ne puisse nous en livrer autant actuellement.

Col. div. Rhyner: La Luftwaffe possède un grand nombre de Messerschmitt 109 qui est le meilleur avion de chasse; elle dispose en outre du Messerschmitt 110 et du Fokke-Wulff. Le Messerschmitt 109 offre pour nous plus d'intérêt que le Fokke-Wulff parce que nous en utilisons déjà. Le modèle 110 à 2 moteurs peut être employé comme bombardier ou comme chasseur de nuit; il comporte notamment des appareils de radio très perfectionnés qui permettent de repérer les avions ennemis la nuit. Les Allemands attachent la plus grande importance à rentrer en possession de l'avion qui s'est posé chez nous et qui n'a pas d'utilité pour nous. En revanche, nous aurions tout intérêt à ce que les Allemands nous vendent des modèles 109. En ce qui concerne le précédent dont a parlé le col. brig. Masson, il est exact que des avions internés ont été restitués à l'Allemagne en 1940. Cela ressort d'une lettre du chef de l'EMG du 12 août 1940 /E 27/14566/, dans laquelle il est dit notamment qu'il n'y a pas d'obstacle de principe à restituer le matériel interné puisque la Suisse a libéré les

aviateurs allemands internés sitôt après l'armistice franco-allemand. En fait, nous avons rendu à l'Allemagne un avion intact par la voie aérienne et un certain nombre d'avions endommagés par chemin de fer. Tout renforcement de notre armée aérienne est précieux. Nous aurions préféré acheter une série de 30 Messerschmitt 109 parce que ce nombre nous permettrait d'équiper une nouvelle compagnie d'aviation, mais nous pourrions nous accommoder d'une livraison de 12 machines.

Major Burckhardt: Les négociations en vue de l'achat d'appareils 109 durent depuis des mois. On avait d'abord songé à opérer une compensation avec du matériel de guerre. Le Service technique militaire avait adressé une requête en ce sens au Département de l'économie publique, mais celui-ci l'a refusée. On avait ensuite espéré pouvoir réaliser l'achat d'avions par l'entremise d'un autre pays neutre, l'Espagne ou la Suède, mais cela est toujours plus difficile. La situation a entièrement changé depuis l'atterrissage du Messerschmitt 110. Si nous restituons cet appareil, il nous sera beaucoup plus facile d'acquérir des avions du modèle 109.

Col. div. Rhyner: L'attaché de l'air à la Légation d'Allemagne à Berne, col. Gripp, nous avait demandé un entretien. Il était inquiet de ce qu'un soi-disant Allemand ait pu visiter le Messerschmitt 110 à Dübendorf. Je l'ai tranquillisé. Les Allemands, a-t-il dit, seraient capables d'opérer un coup de main pour rentrer de force en possession de cet appareil ou pour le détruire.

M. de Steiger constate que l'armée serait disposée à restituer le Messerschmitt 110 et qu'elle attache de l'importance à pouvoir acquérir des appareils 109. La question politique reste ouverte. Jusqu'à maintenant aucun avion de guerre n'a été restitué. L'échange de correspondance intervenu en 1940 est pour moi entièrement nouveau. Je ne puis pas trancher l'affaire sans prendre contact avec le Département politique et le président de la Confédération. Mais il n'est pas possible de donner une réponse définitive déjà pour dimanche soir, d'autant moins que MM. Kobelt et Celio sont absents et que dimanche a lieu le congrès du parti radical suisse à Lucerne. La prochaine séance du Conseil fédéral est fixée à mardi.

Général Guisan: Il ne faut pas prendre trop à la lettre la question du délai à dimanche soir. Je crois qu'il suffira de donner avant dimanche soir une réponse qui ne coupe pas les ponts. Puis on verra. Je ne pense pas qu'il faille répondre définitivement; il vaut mieux temporiser.

M. de Steiger: Même en temporisant, je crois qu'il est impossible, même dans une lettre provisoire, d'admettre le principe de l'échange. Dans quelles conditions l'appareil a-t-il atterri en Suisse?

Col. div. Rhyner: L'aviateur qui était engagé dans un combat aérien en Allemagne s'est égaré. Il se croyait au-dessus de Stuttgart et ce n'est qu'après avoir atterri qu'il a constaté qu'il était en Suisse. Il a voulu reprendre l'air immédiatement, mais nos troupes d'aviation l'en ont empêché.

Col. brig. Masson: Nous avons reçu un coup de téléphone mardi dernier de *M. Eggen*. Je ne savais pas de quoi il s'agissait et je n'ai donc pas pu renseigner le Département de justice et police. Nous avons fait entrer M. Eggen en Suisse. Il a fallu ensuite organiser une conférence entre Suisses avant de discuter avec M. Eggen. Celui-ci est alors reparti et il est revenu hier avec la proposition

du maréchal Goering. Les Allemands aimeraient liquider cette affaire vite. M. Eggen a pleins pouvoirs du maréchal Goering, d'entente avec le chancelier Hitler. Je pensais qu'il serait possible de régler l'affaire à titre interne avec le Département militaire puisque c'est dans l'intérêt de la défense nationale.

M. de Steiger: Je sais que les Américains nous ont demandé de déposer à leur Légation les instruments de bord et installations techniques de leurs appareils internés. Le Conseil fédéral a refusé catégoriquement. C'est la ligne de conduite suivie jusqu'à maintenant. Je prends note de votre désir et ferai mon possible pour accélérer les choses, sans pouvoir vous promettre une date ou une heure. Le problème est beaucoup plus complexe que vous paraissez l'admettre.

Général Guisan: Je crois que la question de la neutralité est très importante. Nous ne pourrons pas faire cet achat ou cet échange sans aviser les Alliés. Je prie le Conseil fédéral d'examiner l'affaire le plus rapidement possible. En attendant, nous répondrons aux Allemands que le gouvernement suisse a été saisi de la question et qu'il l'examine.

M. de Steiger: Mais sans affirmer qu'on admettrait en principe l'idée d'un échange[1].

---

1. *Le jour même à 17 h 45, le Conseiller fédéral Ed. von Steiger convoque le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna, lui résume la situation et lui demande son avis. Celui-ci répond:*

1°) que nous avons restitué en effet à l'Allemagne un assez grand nombre d'avions d'école non armés, mais que nous nous sommes toujours opposés à la restitution d'appareils effectuant des vols de guerre;

2°) qu'en l'occurrence, on ne cache pas que l'avion de chasse interné le 27 avril venait d'être engagé dans un combat et qu'il est pourvu d'un équipement tout différent de celui d'un avion d'école;

3°) que la façon même dont on nous demande la restitution de l'avion dont il s'agit implique que nous manquerions à la neutralité en y consentant;

4°) qu'il me semble très difficile d'entrer en matière dans une négociation menée par un intermédiaire louche, alors qu'aucune démarche n'a été faite par la voie diplomatique régulière;

5°) que la question ne pourrait être tranchée dans un sens affirmatif que par une décision du Conseil fédéral.

Je demande ce qui arrivera si aucune réponse n'est donnée dans le délai fixé par M. Eggen.

M. de Steiger me répond qu'il n'arrivera probablement rien d'autre que des démarches de l'armée suisse pour obtenir la prolongation du délai et que c'est, à ses yeux, une raison suffisante pour lui faire désirer connaître l'avis du Chef du Département Politique dans la matinée du 13, afin de pouvoir les empêcher ou, au contraire, les orienter. (*Notice du 13 mai 1944 de Bonna pour Pilet*, E 2809/1/4). *Dans une deuxième notice du 13 mai à 10 h 15, Bonna écrit:* Après avoir rendu compte de ce qui précède au Chef du Département et conformément aux instructions reçues, je me suis rendu chez M. le Conseiller fédéral de Steiger pour lui dire:

que M. le Conseiller fédéral Pilet-Golaz ne peut se prononcer que sur une documentation écrite, qu'il le fera en séance du Conseil fédéral et qu'il est prêt à rentrer à Berne pour participer à une séance cet après-midi ou demain si, d'entente avec le Président de la Confédération, le Chef du Département Militaire estime qu'une séance spéciale est indispensable. Il est prêt également à prendre contact avec le Ministre d'Allemagne.

Sans se prononcer sur la nécessité d'une séance spéciale du Conseil fédéral, M. de Steiger me demande d'assister à sa conversation avec le chef du Service technique militaire qu'il a convoqué.

Le Colonel de Wattenwyl est introduit et déclare qu'à la suite de la conversation qui a eu lieu avec le Commandant en chef de l'armée et avec M. le Conseiller fédéral de Steiger, une nouvelle conversation s'est engagée avec M. Eggen, auquel on a fait comprendre qu'il y avait peu de chances que l'appareil soit restitué. M. Eggen a alors modifié son point de vue et formulé une nouvelle proposition: Il serait prêt à assurer la livraison de 12 avions Messerschmitt contre le démontage et la destruction, avec le concours de l'Attaché de l'Air allemand ou d'un autre technicien allemand, des parties secrètes, assez volumineuses, de l'appareil interné. Le Colonel de Wattenwyl explique toutefois que le délai expirant dimanche soir ne peut être prolongé parce que les appareils que M. Eggen a promis de faire livrer à la Suisse ne seraient plus disponibles la semaine prochaine.

M. de Steiger demande au Colonel de Wattenwyl de lui confirmer par écrit, à l'intention du Département Politique, ce qu'il vient de dire. Il me prie d'en informer immédiatement mon Chef et de lui faire savoir:

1°) que la documentation qu'il demande pourra lui être envoyée dans la matinée;

2°) que le Colonel de Wattenwyl est prêt à se rendre à Essertines ou à Lausanne pour recueillir son avis;

3°) que si le Département Politique déclare qu'il n'attache pas d'importance à ce que nous accordions à l'Allemagne la destruction des appareils secrets alors que les Américains ont dû se contenter d'un emmagasinage desdits appareils, il prendra sur lui d'aller de l'avant mais il ne peut se passer d'une déclaration de désintérêt sur cette question secondaire de la part du Chef du DP (E 2809/1/4).

Sur cette affaire, cf. aussi E 27/10026, E 27/14656 *et* E 5795/433.

Le 18 mai 1944, l'avion qui avait atterri à Dübendorf est détruit par l'Armée suisse, à la suite des demandes allemandes. Lors de sa séance du 20 mai 1944, le Conseil fédéral accorde un crédit de 6 millions de francs suisses pour acheter les 12 avions Messerschmitt Me 109G proposés par les Allemands en échange de devises libres. (Cf. PVCF N° 892 du 20 mai 1944, E 1004.1 1/445). *Cf.* E 27/14795.

135

E 4800 (A) 1/5

Notice du Chef de la Division de Police du Département de Justice et Police, H. Rothmund

Copie Bern, 13. Mai 1944

ABENDESSEN BEI HERRN *DULLES* VON DER AMERIKANISCHEN GESANDSCHAFT, ZUSAMMEN MIT DEN HERREN *MC CLELLAND*, ATTACHÉ FÜR DIE FLÜCHTLINGSFRAGEN, UND *V. GAEVERNITZ*, HONORARATTACHÉ VON HERRN DULLES, VON FREITAG, DEN 12. MAI 1944.

Das Abendessen war arrangiert, um mir Gelegenheit zu geben, mich namentlich mit Herrn Mc Clelland darüber auszusprechen, was das «War Refugee Board» in der Flüchtlingsfrage für die Schweiz tun könnte.

Herr von Gaevernitz, ein Deutsch-Amerikaner, den ich seit mehreren Jahren als sehr aufgeschlossenen Menschen mit ausgesprochenen Neigungen für

humanitäre Aufgaben kenne, hatte mich vor ca. 6 Monaten bereits einmal bei Herrn Dulles eingeführt, damit ich ihm unser Flüchtlingsproblem auseinandersetzen könne. Die gestrige Zusammenkunft hat er vorbereitet, da der Moment sehr günstig sei, unsere Anliegen anzubringen, weil der «War Refugee Board» dringend etwas Positives unternehmen wolle und müsse.

Das Gespräch begann nach dem Abendessen ganz allmählich und ungezwungen mit der Flüchtlingsfrage. Herr Mc Clelland, der ja auf meine Veranlassung, als Vertreter der Quäker-Organisation, als welcher er in Italien und dann in Frankreich in der Flüchtlingsfrage gearbeitet hatte, nach der Schweiz gekommen war, ist ein vollkommen natürlicher, einfacher und offener Mensch. Alles was er möchte, ist praktische Arbeit an der Lösung des Flüchtlingsproblems. Unsere Verhältnisse kennt er genau aus eigener Anschauung; unsere Grundauffassung im Flüchtlingsproblem ist ihm durch eine Reihe von Gesprächen mit mir ebenfalls geläufig.

Das Gespräch drehte sich zuerst um die Frage der Kinder. Ich verweise auf die in Abschrift beigeheftete Notiz von Herrn de Haller vom 30. März 1944 über eine Unterhaltung des amerikanischen Gesandten mit dem Vorsteher des Eidg. Politischen Departements, wonach die amerikanischen Konsulate vom Staatsdepartement ermächtigt worden sind, Einwanderungsvisa für die Vereinigten Staaten von Amerika an Flüchtlingskinder aus Frankreich die zwischen dem 1. Januar und 1. Juli 1944 in die Schweiz eingereist sind, bis zu diesem letzteren Tag und bis zu einer Gesamtzahl von 4000 zu erteilen. Das Datum vom 1. Juli 1944 kann eventuell durch besondere Verfügung des Staatsdepartements verlängert werden. Die Kinder dürfen noch nicht das Alter von 16 Jahren erreicht haben im Augenblick der Visumserteilung. Sie bleiben im Besitz der Visa, bis sie nach Amerika fahren können [1].

Herr Mc Clelland bemerkte von sich aus, das Datum des 1. Januar 1944, von welchem an die Kinder in die Schweiz eingereist sein müssten, scheine ihm recht willkürlich zu sein; er verstehe nicht recht, weswegen es angesetzt worden sei, und könnte sich denken, dass es aufgehoben würde.

Ich bemerkte, wahrscheinlich habe man in Unkenntnis der Verhältnisse bei uns gedacht, das könne die Schweiz veranlassen, künftig noch mehr Kinder zuzulassen.

---

1. *En outre, Ed. de Haller écrit dans cette notice:* L'octroi de ces visas ne doit pas être subordonné à la possibilité pour les enfants d'être transportés aux Etats-Unis; on ne se préoccupera ni de la religion, ni de la nationalité, ni encore du défaut de nationalité, la seule condition exigée étant que les enfants n'aient pas atteint l'âge de 16 ans au moment où le visa est délivré. Les visas ainsi octroyés restent soumis aux exigences légales régissant l'immigration aux Etats-Unis. Des mesures sont prévues afin que les enfants qui auront obtenu un visa dans ces conditions, restent au bénéfice dudit visa jusqu'à ce qu'ils puissent se rendre aux Etats-Unis; les cas de bénéficiaires, qui entre-temps auront atteint l'âge de 16 ans et qui désirent renouveler leur visa, devront être soumis au Département d'Etat.

On a souligné que les dispositions qui précèdent ne valent que pour autant qu'elles demeurent compatibles avec les changements que pourrait subir la législation actuellement en vigueur en matière d'immigration aux Etats-Unis.

Les autorités américaines sont en outre disposées à envisager des mesures analogues pour application après le 1er juillet 1944. *Cf.* E 2001 (D) 1968/74/15.

Herr Mc Clelland erklärt, er beabsichtige in Washington zu beantragen, alle in der Schweiz anwesenden Flüchtlingskinder ohne Eltern in diese Visa einzubeziehen. Er habe bereits mit Frl. Hohermuth und Frau Dr. Sutro Fühlung genommen, um ihre Zahl festzustellen. Die Gesamtzahl der heute in der Schweiz anwesenden Flüchtlings- und Emigrantenkinder beträgt ungefähr 3500.

Herr von Gaevernitz hatte mir anlässlich einer Vorbesprechung unter vier Augen angedeutet, wir könnten vielleicht zu erreichen versuchen, dass diejenigen Emigranten und Flüchtlinge, die bereits einmal das Visum für Amerika besessen hatten, oder denen es schon zugesichert war, reaktiviert würden, damit die Einwanderungsquote 1944 mit ihnen belastet würde und die Quote 1945 frei bleibe. Das Gleiche hatte mir vorgestern Donnerstag, den 11. Mai, Herr Huddle, der Legationsrat der amerikanischen Gesandtschaft, den ich bei einem Mittagessen auf der polnischen Gesandtschaft traf, gesagt.

Dieser Punkt wurde aber nicht in dieser Weise aufgeworfen von Herrn Mc Clelland. Ich habe deshalb die Sache anders angepackt und habe folgende Frage gestellt:

Ist es nicht möglich, dass neben den Flüchtlingen (immer Flüchtlinge *und* Emigranten gemeint), die bereits Visa für Amerika hatten oder sich um solche bemühten, heute andere erstmalige Gesuche stellen können, die dann in aller Ruhe geprüft werden?

Darüber ergab sich eine sehr gelöste Aussprache. Zunächst über die Zahl der Juden, deren Auswanderung nach Amerika aus Europa noch in Frage kommen könnte. Herr Huddle hatte mir am Donnerstag klar die Frage gestellt, ob wir wüssten, wie gross die Zahl der in Deutschland und in den deutschbesetzten Ländern noch anwesenden Juden sei, er vermute, sie sei noch ziemlich gross. Ich hatte ihm geantwortet, wir hätten nur die Zahlen, die aus Flüchtlingskreisen kämen, ich sei aber überzeugt, dass die Nachrichten über die Vernichtung der Juden durch die Gestapo auf Richtigkeit beruhen, sodass eine sehr grosse Reduktion der Zahl der Juden eingetreten sein müsse.

Herr Mc Clelland äusserte sich gestern von sich aus im gleichen Sinne. Er erklärte ferner, er habe ständig Fühlung mit Frl. Hohermuth, die ihn über das Resultat der Erhebungen mit dem neuen Fragebogen, die versuchsweise bei etwa 500 Flüchtlingen durchgeführt werden, auf dem laufenden halte. Es bestehe heute schon der Eindruck, dass über 90 Prozent der österreichischen Juden nach Österreich zurückkehren möchten. Anders sei es mit den Deutschen. Ich bemerkte dazu, dass es wohl kaum möglich sei, über diesen Punkt sich heute schon ein klares Bild zu machen. Ich hätte auf jeden Fall zahlreiche deutsche Juden gesehen, die trotz aller Verfolgungen stark verbunden seien mit Deutschland. Die Rückkehrmöglichkeit bezw. der Rückkehrwille werde natürlich auch davon abhängen, ob den vertriebenen Juden ihr Hab und Gut wieder zurückgegeben werden müsse. Dazu bemerkte Herr Dulles, das werde kaum möglich sein, weil das Geld nicht mehr vorhanden sei. Ich wies auf die arisierten Betriebe hin, worauf Herr von Gaevernitz einwendete, er könne sich nicht gut vorstellen, dass ein jüdischer Industrieller sich nach dem Krieg wieder an die Spitze seines Unternehmens in Deutschland setzen könnte. Ich entgegnete, das scheine mir gar nicht ausgeschlossen zu sein, denn wir müssten doch erwar-

ten, dass in Deutschland eine viel radikalere Abkehr vom Nationalsozialismus erfolgen werde als z. B. in Italien vom Fascismus, und dass namentlich in der Bevölkerung der starke Wille vorhanden sein würde, Schlimmes und Unwürdiges, was unter dem heutigen Regime geschehen sei, wieder gutzumachen. Für mich stelle sich die Frage vielmehr so, ob der deutsche Jude gezwungen werden könne zur Rückkehr, auch wenn er nicht wolle.

Herr Mc Clelland schien meinen Überlegungen sehr zu folgen. Er scheint anzunehmen, dass aus Deutschland und den besetzten Ländern kaum eine wesentliche Auswanderung nach Übersee zu erwarten sei. Auf meinen Einwand, es sei für uns trotz aller Anstrengungen, auch mit der neuen Flüchtlingskommission, für Freizeitbeschäftigung, Schulung und Umschulung ausserordentlich schwer, die Flüchtlinge, die zum Teil schon recht lange hier seien, psychisch und physisch gesund durchzuhalten, ging er ebenfalls sofort ein und überlegte, dass der Umstand, dass die Flüchtlinge in grösserer Zahl ihren Blick auf ein Ziel richten könnten durch Vorbereitung der Auswanderung nach Übersee, sehr heilsam sein könnte. Ich bemerkte, wenn nur einige in einem Lager von 100 in dieser Lage wären, wäre die ganze Atmosphäre des Lagers eine bessere.

Herr Mc Clelland wies natürlich auch auf die besetzten Länder hin, aus denen Flüchtlinge nach der Schweiz gekommen sind. Ich teilte mit, die holländische Regierung habe eine Erklärung abgegeben, wonach alle Personen, die am 10. Mai 1940 in Holland gewohnt hätten, nach dem Krieg dorthin zurückkehren könnten, z. B. auch die polnischen Juden. Herr Mc Clelland hob hervor, wie notwendig es wäre, die Sache mit Holland genau zu fixieren und darauf zu drücken, dass auch die andern Ländern, wie Belgien und Frankreich, solche Erklärungen abgeben. Italien wird als sicher angenommen für die Rückübernahme seiner Angehörigen, auch der Juden.

Hingegen betont Herr Mc Clelland, dass er bis jetzt überall habe feststellen müssen, dass die polnischen Juden, die auch nur eine Zeitlang in Westeuropa gelebt hätten, durchs Band nicht mehr nach Polen zurückkehren wollten.

Ich erklärte, es sei ja nicht nötig, dass alle, die noch auswandern müssten, nach den Vereinigten Staaten von Amerika zögen. Worauf Herr Dulles auf Australien hinwies, das wegen seiner viel zu geringen Bevölkerung heute von den Japanern besetzt wäre, wenn die Amerikaner es nicht davor bewahrt hätten. Es sei ja anzunehmen, dass sie etwas daraus gelernt hätten.

Ich fragte Herrn Mc Clelland, ob er nicht in nächster Zeit einmal bei mir vorbeikommen könnte. Wir könnten dann, zusammen mit Herrn Zwerner und Herrn Dr. Schürch die Statistik auseinandernehmen, um festzustellen, wie gross maximum die Zahl der Anwärter einer Auswanderung nach den Vereinigten Staaten sein könne. Herr Mc Clelland erklärte, es sei ja der Zweck des neuen Fragebogens, diese Feststellung zu machen, aber das gehe viel zu lange, worauf Herr Dulles einfiel und hervorhob, *heute* wolle der «War Refugee Board» etwas unternehmen und einen positiven Erfolg haben. Es sei deshalb nötig, bald zu berichten, was wir von ihm erwarteten.

Die Unterhaltung war vollkommen ungezwungen. Die Basis auf amerikanischer Seite war zweifellos die Anerkennung dessen, was die Schweiz getan hat für die Flüchtlinge, und die Überzeugung und der gute Wille, uns zu helfen für

deren baldige Weiterreise, sobald sich eine Möglichkeit zeigt. Es war eigentlich eine Beratung über eine gemeinsame Sorge, ohne jeden Rückhalt.

Das Ergebnis ist folgendes:

Wir werden versuchen, ungefähr festzulegen, wir gross die Zahl der Anwärter für die Vereinigten Staaten von Amerika ist (Herr Mc Clelland hat beiläufig von 5–10–20 000 gesprochen), und werden diese Zahl Herrn Mc Clelland übermitteln, der vom «War Refugee Board» verlangen wird, das Staatsdepartement dazu zu bringen, dass Gesuche um Visa sofort in Behandlung genommen werden, damit tunlichst die Einwanderungsquote 1944 noch belastet werden kann, auch wenn die Flüchtlinge erst später reisen können.

Ferner müssen wir an die andern Länder, aus denen wir Flüchtlinge haben, besonders an Belgien, gelangen, um zu versuchen, eine bestimmte Erklärung für die Rückübernahme der von dort übergekommenen zu erhalten, Es dürfte sich offenbar auch lohnen, die Holländer noch einmal zu sondieren. Herr Mc Clelland hat verschiedene Male darauf hingewiesen, sodass ich annehmen muss, er habe Grund, der bereits abgegebenen Erklärung nicht ganz zu trauen. Mit Frankreich wird kaum etwas zu machen sein, wohl aber vielleicht mit gewissen Balkanländern.

Darüber dass unser ganzes grosses Interesse auf die Weiterwanderung der Flüchtlinge geht, besteht auf amerikanischer Seite kein Zweifel. Die Frage einer andern Hilfe für uns, mit Geld, Nahrungsmitteln oder Textiliensendungen, wurde nur ganz kurz berührt. Herr Mc Clelland erklärte sofort, er sei ganz im Bilde. Herr Minister Bonna, dem er gestern seine Antrittsvisite[2] gemacht hatte, scheint ihm darüber eine Bemerkung gemacht zu haben; übrigens weiss er es von mir von früher her. Als ich die Frage der Propaganda antönte, reagierte Herr Mc Clelland spontan und erklärte, Herr Minister Bonna habe ihm auseinandergesetzt, wie wenig üblich und unzweckmässig die Pressepropaganda über seine Ernennung zum Flüchtlingsattaché gewesen sei. Er will beim «War Refugee Board» ganz energisch abbremsen in dieser Richtung.

Ich hatte übrigens auch darauf aufmerksam gemacht, dass bereits eine Vorbereitung zur Auswanderung von arbeitslosen Schweizern nach dem Krieg verlangt wird von den schweizerischen Behörden und dass wir selbstverständlich nicht etwa Flüchtlinge hier belassen und Schweizer fortschicken könnten.

---

2. *Cf.* E 2001 (D) 1968/74/13.

136

E 2300 Teheran/3

Le Chargé d'Affaires de Suisse à Téhéran, A. Daeniker, au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz[1]

RP N° 3 Teheran, 16. Mai 1944
Vertraulich
Wirtschaftliche und soziale Tagesfragen.

In den parlamentarischen Debatten und in den Erörterungen der Tagespresse ist neuerdings wiederum die Diskussion über *die Tätigkeit der amerikanischen Expertenmission unter Leitung von Dr. Millspaugh* in den Vordergrund gerückt worden. Es kann gewiss nicht behauptet werden, dass diese Mission die ihr entgegengebrachten Erwartungen erfüllt habe. Eine Wirksamkeit von 14 Monaten ist aber wohl auch zu kurz bemessen um die erreichten Ergebnisse nach einem objektiven Masstab zu beurteilen. Angesichts der ausgedehnten Organisation, die sich die Mission für ihre Zwecke aufgebaut hat, der weitgehenden Vollmachten, die der General-Administrator der Finanzen auf seine Person hat übertragen lassen, und der zahlreichen, alle Gebiete der Wirtschaft durchsetzenden und in ihren Wirkungen teilweise sehr einschneidenden Verordnungen ist es aber auch verständlich, dass die Öffentlichkeit immer wieder die Frage nach den Ergebnissen dieses grossen organisatorischen Aufwandes stellt.

Gewiss ist es gelungen, die Versorgung mindestens der Städte mit lebenswichtigen Gütern sicherzustellen, eine bessere Güterverteilung zu gewährleisten und durch die Eindämmung der Spekulation die Preise vieler Bedarfsartikel zu stabilisieren. Jedoch hat die Zeit keinesfalls ausgereicht um den zerrütteten Methoden innerhalb der staatlichen Verwaltung auf den Leib zu rücken. Dr. Millspaugh behauptet zwar, es sei gelungen, die laufenden Einnahmen zu vermehren, durch Ausschaltung vieler ungerechtfertigter Ausgabeposten Sparmassnahmen zu verwirklichen und Misstände auszumerzen. Das administrative Reformwerk ist aber viel zu ausgedehnt und die Widerstände sind zu tief verwurzelt als dass sich über den Erfolg dieser Mission eine Prognose stellen liesse, umsomehr als viele der Mitarbeiter Dr. Millspaugh's ohne jeden Kontakt mit diesem Lande und dessen so verschiedenartiger Zivilisation von rein theoretischen Gesichtspunkten an ihre Aufgabe herangetreten sind. Man kann auch nicht behaupten, dass unter den 60 amerikanischen Experten alle in gleicher Weise über das nötige theoretische Rüstzeug verfügen und ihrer Aufgabe gewachsen seien, ja dass die Amtsauffassung und Amtsführung einzelner durchaus einwandfrei seien; man erfährt übrigens von ähnlichen ebensowenig erbaulichen Verhältnissen täglich Beispiele aus den Kreisen der amerikanischen Militärverwaltung in Iran. Angesichts der masslosen Kampagne, die heute gegen die Mission Dr. Millspaugh's geführt wird, muss man sich hingegen vor Augen halten, dass sie von den in ihren materiellen Interessen

1. *Pilet-Golaz a lu ce rapport politique le 21 juillet 1944 et l'a mis* en circulation *parmi ses collaborateurs.*

bedrohten Wirtschaftskreisen geschürt wird; dazu gehört letztlich auch die Beamtenschaft selbst, die in Iran beinahe ein Fünftel der Bevölkerung umfasst, wenn zu der Zahl der Inhaber öffentlicher Ämter und Stellen deren Familien und die sonst von ihnen abhängigen Personen hinzugerechnet werden. Ja, es wird behauptet, die verbündeten Mächte selbst ständen dieser Kampagne nicht ganz ferne; obwohl sie seinerzeit der Berufung Dr. Millspaugh's nach Teheran Vorschub geleistet hatten, wäre ihnen ein Fiasko seiner Mission nicht ungelegen. Umgekehrt weiss man, dass die Regierung in Washington ihr Auge auf die Tätigkeit ihrer Experten in Iran gerichtet hält und gewillt ist, den Erfolg ihrer Mission als eine Prestigeangelegenheit zu betrachten.

Ähnliche Beobachtungen über die gegenseitige Einstellung der alliierten Mächte im Hinblick auf innenpolitische Vorgänge in Iran liessen sich kürzlich anlässlich des Verlaufs von *Arbeiterausständen in Isfahan* anstellen. Isfahan ist nicht nur eine ehemalige Hauptstadt Irans und historische Kunststätte, sondern gleichzeitig auch das wichtigste Industriezentrum des Landes, der Sitz der hauptsächlichen privaten Konzerne der Wolle- und Baumwolle-Industrie und der Tuchfabrikation. Nach iranischer Auffassung hatten die Engländer versucht, eine gewerkschaftlich organisierte Arbeiterbewegung in die Wege zu leiten um ihren Einfluss unter der Bevölkerung zu verstärken. Jedoch scheint es, dass diese Bewegung ihrer Kontrolle entglitten und in kommunistisches Fahrwasser geraten sei; dem britischen Einfluss sei es indessen gelungen, eine genügend starke Gegenbewegung unter der Bevölkerung hervorzurufen um die radikalen Tendenzen zu neutralisieren. Diese Verhältnisse traten deutlich an den Tag, als im Verlaufe wochenlanger Ausstände die kommunistisch inspirierten Gruppen zur Besetzung der Fabriken schritten und die Leitung der Fabriken selbst übernommen haben. Der Regierung gelang es, ohne Aufbietung von Gewaltmassnahmen die Aufruhrbewegung beizulegen, die Führer der Bewegung aus Isfahan zu entfernen und ein Verbot politischer Propaganda in den Fabriken zu erlassen, wogegen allerdings das Recht zu gewerkschaftlichen Organisationen anerkannt worden ist.

Ähnliche Vorfälle sind auch aus der von der Roten Armee besetzten Zone, wo sich Industrieunternehmen in Taebriz, Mesched und am Kaspischen Meere befinden, bekannt geworden. Von gewerkschaftlichen Organisationen ist dort allerdings nicht die Rede; die russischen Militärbehörden, die heute die hauptsächlichen Auftraggeber für die in den Fabriken hergestellten Waren sind, sorgen dafür, dass im Interesse der Aufrechterhaltung der Produktion Ordnung im Arbeitsbetrieb gewahrt bleibe. Allgemein gesprochen soll allerdings die industrielle Produktion unter den gegenwärtigen Zuständen verminderter staatlicher Autorität stark gelitten haben und kaum mehr die Hälfte des Ertrags abwerfen, die unter dem strengen Régime des früheren Schah[2] erreicht worden ist. Eine Fabrikgesetzgebung nach modernem westlichen Muster ist zwar vom Parlament angenommen worden, aber nie zur Durchführung gelangt.

---

2. *Dans son rapport politique du 31 juillet 1944, A. Daeniker commente les réactions de l'opinion publique après la mort à Johannesburg de l'ancien Schah, Reza Pahlevi et envisage les perspectives politiques en Iran. Le nouveau souverain, Mohammed Reza, s'efforce de gouver-*

Die enge Verbundenheit und der Ausgleich der Interessen Irans mit denjenigen der unter britischem Einfluss stehenden Länder des Nahen und Mittleren Ostens ist von neuem anlässlich der zu Anfang dieses Monats *in Kairo abgehaltenen Wirtschaftskonferenz* zum Ausdruck gekommen; die Konferenz ist von 14 Staaten beschickt worden, darunter von einer iranischen Delegation unter Leitung des Gouverneurs der Iranischen Nationalbank. Nach den Aussagen des nach Teheran zurückgekehrten Delegationsleiters haben die Beratungen der Konferenz das Auftreten durchaus gleichartiger wirtschaftlicher Vorgänge in allen Ländern des Nahen Ostens, die auf gleichartige Voraussetzungen zurückzuführen seien, bestätigt; die allgemeine beispiellose Teuerung in jedem dieser Länder sei nicht eine Folge inflatorischer Tendenzen, sondern des durch die militärische Besetzung bedingten Mehrverbrauchs und der dadurch notwendig gewordenen Erhöhung des Notenumlaufs, dem ein entsprechendes Angebot an Waren nicht gegenüberstehe. Er besteht darauf, dass das monetäre System in Iran auf durchaus gesunder Grundlage beruhe und über die vorgeschriebenen Reserven verfüge; diese Reserven gewährleisten den wirtschaftlichen Wiederaufbau nach dem Kriege, in engem Anschluss an die heutigen Verbündeten Irans. Wenn Grossbritannien die politische Verantwortung für die gegenwärtigen Zustände auf sich zu nehmen gewillt ist, beansprucht es gleichzeitig die Führung der unter seiner Ägide stehenden und an sein Wirtschaftssystem sich anlehnenden Kooperation der Länder des Nahen Ostens. Unter den von der Kairo-Konferenz angenommenen Resolutionen seien die folgenden erwähnt: Vermehrung der Steuern insbesondere zum Zwecke der Erfassung von Kriegsgewinnen, Erhöhung des progressiven Steuerfusses direkter Steuern, Vermehrung gewisser indirekter Abgaben insbesond. staatlicher Tarife, Äufnung von Reserven für bestimmte öffentliche Zwecke, vollständige Umgestaltung der Steuererhebung namentlich mit dem Zwecke einen Stab kompeten-

---

ner comme un roi moderne. Toutefois, le régime est menacé, notamment par des rumeurs de complots d'officiers et par l'opposition républicaine.

Schliesslich sei auch auf die latente Bedrohung des politischen Régime durch die Tendenzen der benachbarten Sowietunion und den Aufenthalt grösserer Einheiten der Roten Armee auf iranischem Boden hingewiesen; man darf diese Gefahr durchaus nicht unterschätzen, auch wenn sich bekanntlich die russischen Militärbehörden einer aktiven Einmischung in die Innenpolitik im Sinne des Kommunismus strikt enthalten.

Für die politische Stabilität in Iran ist es gegenwärtig von entscheidender Wichtigkeit, dass der Ausgleich der Interessen zwischen dem britischen und dem russischen Verbündeten und das wohlwollende Interesse, das die Regierung von Washington für die iranische Nation bekundet, auf die Beibehaltung des derzeitigen monarchischen Systems eingestellt sind, durch welche sozialen Umwälzungen von unabsehbarer Tragweite vorgebeugt werden kann. So bildet heute die Politik der alliierten Mächte nicht nur eine der stärksten Stützen der Monarchie, sondern auch eine Garantie für die Aufrechterhaltung der Integrität der iranischen Nation, da sie ein geeignetes Mittel darstellt, eine Austragung machtpolitischer Konflikte in und um Iran, die zwischen diesen Mächten erwachsen könnten, hintanzuhalten. Wenn von persischen Patrioten oft die geographische Lage des Landes als die Quelle allen nationalen Unglücks bezeichnet wird, liesse sich dieser Ansicht entgegenhalten, dass im Gegenteil das Bestehen eines Pufferstaates zwischen der russischen und der britischen Interessensphäre im Vordern Orient einer weltpolitischen Notwendigkeit entspricht, dessen Aufrechterhaltung allerdings geordnete und solide Zustände im Innern dieses Staates voraussetzt (E 2300 Teheran/3).

ter verlässlicher Steuerbeamter auszubilden, Ausgabe von innern Anleihen, Schaffung von vermehrten Spargelegenheiten, Massnahmen zur Verwirklichung des Zwangssparens, Vorbereitungsmassnahmen in Hinblick auf den bei Kriegsende zu erwartenden Preisfall durch allmählichen Abbau der Preise, Intensivierung der Preiskontrolle, verschärfte Beaufsichtigung des Marktes, angemessene Güterverteilung, Tiefhaltung der Getreidepreise und wirksame Massregeln für die Sicherung der Getreideernte, welche die Grundlage für eine erfolgreiche Bekämpfung der allgemeinen Teuerung bilden.

Der Umstand, dass anlässlich der letzthin sehr lebhaft gewordenen Erörterung über die Konkurrenz englischer und amerikanischer Ölkonzerne im Nahen Osten und den Bau einer Pipeline durch Arabien, die von der Regierung der Vereinigten Staaten befürwortet worden ist, nicht auch von Iran die Rede gewesen ist, will nicht besagen, dass nicht auch *auf persischem Boden die grossen Ölkonzerne gegenwärtig ihre Interessen sehr aktiv verfolgen.* Hingegen überwacht die alliierte Zensur die Berichterstattung über diese Fragen mit besonderer Strenge, wozu umso mehr Veranlassung besteht, weil anscheinend auch auf diesem Gebiete die Interessen der verbündeten Mächte aufeinanderstossen.

Die mehr als zur Hälfte im Eigentum des britischen Reiches stehende Anglo-Iranian Oil Co. Ltd. verfügt im Süden Irans über ein festabgegrenztes Produktionsgebiet. Die Erzeugung und Verarbeitung von Mineralölen der A.I.O.C. hatte schon vor dem Kriege mehr als 10 Millionen Tonnen betragen. Neuerdings sind Anstrengungen in grösstem Ausmasse zum Ausbau der Anlagen am Werke; die Raffinerie in Abadan soll zur grössten ihrer Art in der Welt gemacht werden. Neben der A.I.O.C. besitzt nur noch eine holländische Gesellschaft eine Konzession für die Prospektion in gewissen Gebieten. Alle nördlich dem iranischem Hochland gelegenen Gebiete gelten traditionell in dem Sinne russischen Interessen reserviert, dass ohne das ausdrückliche Einverständnis der russischen Regierung keine Konzession erteilt werden kann; jedoch sollen zu Gunsten der Russen gegenwärtig keine Konzessionen laufen. Alle früher an amerikanische Interessenten erteilten Konzessionsrechte sind erloschen.

Zur Zeit sollen aber Unterhandlungen für die Vergebung einer Konzession in einer südöstlich an das Produktionsgebiet der A.I.O.C. grenzenden Gegend, in der Nähe der Grenze von Belutschistan, im Gange sein, für die der California-Standard-Oil, der Sinclair und der Shell Konzern mit einander in Konkurrenz stehen sollen. Seit Monaten halten sich zu diesem Zwecke Vertreter der erwähnten Konzerne in Teheran auf. Es wird angenommen, dass die iranische Regierung geneigt wäre, einer Festsetzung amerikanischer Interessen Vorschub zu leisten, aber dass von britischer Seite diese Absicht hintertrieben werde. Über die Haltung Russlands zu diesem Projekten wird behauptet, die Sowietregierung habe der iranischen Regierung nahegelegt, von der Erteilung einer Konzession überhaupt abzusehen und die Ausbeutung der betreffenden Öllager sich selbst vorzubehalten, wofür sie ihr zu gegebener Zeit die erforderlichen Anlagen und Experten zur Verfügung stellen werde[3].

[...]

---

3. *A. Daeniker consacre la fin du rapport politique à des informations sur la vie parlementaire iranienne.*

137

E 2001 (D) 3/484

Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz[1]

L Persönlich Berlin, 17. Mai 1944

Nach Erhalt Ihres persönlichen Schreibens vom 8. d.m.[2] und der Instruktion des Departements vom gleichen Datum habe ich die Angelegenheit betreffend Juden mit falschen ibero-amerikanischen Pässen mit Herrn Minister Feldscher durchgesprochen.

Mein Schreiben vom 15. Mai[3] an das Departement gibt eingehenden Aufschluss über die Sachlage, über den von uns unternommenen Schritt und das Ergebnis, das erzielt wurde.

Das Wesentliche ist, dass man deutscherseits sich einverstanden erklärt hat, in Zukunft auf Grund der amerikanischen Erklärungen die in Frage stehenden Pässe nicht mehr zu beanstanden. Damit ist erreicht, dass weitere Deportationen solcher Personen nicht mehr vorkommen dürften.

Schwieriger verhält es sich dagegen mit denjenigen Fällen, die bereits zurückliegen und wo die betreffenden Passinhaber wegen Beanstandung des Passes als Juden bereits deportiert wurden. Hier hat man uns wenig Hoffnung gelassen. In der Zwischenzeit hat die Schutzmachtabteilung ein Verzeichnis der Personen erhalten, die im Interniertenlager Vittel waren und die wegen Beanstandung des Passes deportiert wurden sind. Die Schutzmachtabteilung hat diesbezüglich der Abteilung Fremde Interessen berichtet und meines Erachtens richtig die Anregung gemacht, dass die zuständige Schutzmacht sich weiter um diese Fälle bemühen sollte. In den meisten Fällen aus Vittel handelt es sich um Personen mit falschen Pässen des Staates Paraguay. Nicht wir, sondern Spanien hat aber die Vertretung von Paraguay. Jedenfalls wurde auch bezüglich dieser wenig aussichtsreichen Fälle dem Auswärtigen Amt zur Kenntnis gebracht, dass die amerikanische Regierung eine Rückgängigmachung der getroffenen Judenmassnahmen wünsche.

Die entgegenkommende Haltung des Auswärtigen Amtes – Herr Minister Feldscher hatte eine Unterredung mit dem für diese Fragen zuständigen Geheimrat Sethe – gestattete uns also, den Schritt nicht nur informatorisch zu machen, sondern bereits der deutschen Regierung von den Erklärungen des amerikanischen Staatsdepartements Kenntnis zu geben. Es war dies umso eher möglich, als die Schweiz als Schutzmacht der Vereinigten Staaten zur Weitergabe solcher Erklärungen legitimiert ist. Diese Legitimation ist vom Auswärtigen Amt auch in keiner Weise bestritten worden.

---

1. *Annotation de Pilet-Golaz en tête du document:* Conférer, 19.5.44.
2. *Cf. N° 128.*
3. *Non reproduit.*

138

E 2001 (D) 3/347

Exposé sur la question du transit[1]

Berne, 17 mai 1944

A) *Démarche anglo-saxonne*

En juin 1943[2], les Gouvernements britannique et américain ont, par une démarche parallèle auprès de nos Légations à Londres et Washington, cherché à obtenir l'assurance qu'une intervention éventuelle de l'Allemagne tendant au transport par la Suisse de troupes et de matériel de guerre serait repoussée en tout état de cause et que des huiles minérales n'étaient, ni ne seraient, acceptées dans le trafic de transit.

Dans sa réponse, le Conseil fédéral s'est référé à sa déclaration de neutralité du 31 août 1939[3]. Il relevait qu'il s'y était constamment tenu et déclarait qu'il se considérait comme lié par elle. Quant aux huiles minérales, il devait constater que, du point de vue international, elles ne sont pas comme telles, en droit et dans la pratique, assimilées à du matériel de guerre et qu'en fait, d'ailleurs, elles transitent en Suisse en quantités trop faibles pour jouer un rôle dans les événements actuels.

Un avis de droit sur la question du transit de marchandises par un pays neutre a été demandé au professeur Schindler, de l'Université de Zurich. Dans son étude, datée du 10 juillet 1943[4], M. Schindler arrive à la conclusion – qui correspond d'une manière générale à notre conception – que ne peuvent être admises à transiter en territoire neutre

1) les marchandises servant directement à des fins militaires,

2) les marchandises acquises par la force des armes (durch kriegerische Gewalt),

3) les marchandises dont le transit est en rapport direct avec les opérations de guerre.

B) *Situation juridique*

Par la convention dite du Gothard avec l'Allemagne et l'Italie, du 13 octobre 1909, la Suisse s'est engagée à exploiter de façon ininterrompue la ligne du Gothard, force majeure réservée. Mais elle a le droit de prendre «les mesures nécessaires pour le maintien de la neutralité et pour la défense du pays» (art. 3).

Or, la question du transit de marchandises en pays neutre est réglée par la convention de La Haye concernant les droits et les devoirs des puissances et des personnes neutres en cas de guerre sur terre, du 18 octobre 1907:

---

1. *Une première version de ce texte a été rédigée en janvier 1944 par J. Merminod, qui le remanie en mai 1944. Après l'avoir soumis à R. Kohli, Chef de la Section du Contentieux et des Intérêts privés à l'Etranger du DPF, J. Merminod adresse cet exposé le 17 mai 1944 au Ministre de Suisse à Vichy, W. Stucki.*
2. *Cf.* E 2001 (D) 3/5.
3. *Cf. DDS, vol. 13, N° 139.*
4. *Cf.* E 2001 (D) 3/303.

«Il est interdit aux belligérants de faire passer à travers le territoire d'une puissance neutre des troupes ou des convois, soit de munitions, soit d'approvisionnements» (art. 2) – «Une puissance neutre ne doit tolérer sur son territoire aucun des actes visés par les articles 2 à 4...» (art. 5).

«Une puissance neutre n'est pas tenue d'empêcher l'exportation ou le transit, pour le compte de l'un ou de l'autre des belligérants, d'armes, de munitions et, en général, de tout ce qui peut être utile à une armée ou à une flotte» (art. 7).

Quant à l'article 7, la doctrine considère qu'il s'applique à des transports dont l'expéditeur au moins est un particulier, alors que ceux dont il est question à l'article 2 se font d'autorité à autorité. Etant donné qu'en Allemagne et en Italie, surtout depuis la guerre, l'économie est étatisée dans une large mesure, nous estimons que ce sont avant tout les articles 2 et 5 qui entrent pratiquement en ligne de compte pour la Suisse.

Mais l'article 2 prête à discussion. Pris à la lettre, il n'interdirait, indépendamment des passages de troupes, que les «convois» des belligérants, ce qui strictement parlant concerne les transports sous la protection militaire de ces derniers. Vu, cependant, que de tels transports seraient contraires à l'essence même de la neutralité, on doit se demander s'il ne s'agit pas d'autre chose et de davantage. Si l'on serre de plus près l'article 2, on constate qu'au sens de cette disposition «convois» s'entend d'une façon générale des «transports» en transit, «soit de munitions, soit d'approvisionnements». Or, les approvisionnements, ce sont, pour reprendre une terminologie consacrée par l'usage à la fois les «provisions de guerre» et les «provisions de bouche». D'après cette dernière définition, l'article 2 vise le transit de «tout ce qui peut être utile à une armée», comme l'article 7.

Pour leur part, les Autorités fédérales considèrent que l'article 2 a pour but d'interdire le transit du matériel de guerre lato sensu, en d'autres termes ce qui sert de façon évidente aux forces belligérantes. L'ordonnance sur le maintien de la neutralité, du 14 avril 1939[5], dispose, en effet, que devront être empêchés «les transports de matériel de guerre de toute nature, notamment d'armes, de munitions et de vivres destinés à une armée combattante» (art. 4). En ce qui concerne le matériel de guerre proprement dit, nous nous fondons, d'une manière générale, sur la nomenclature de l'arrêté du Conseil fédéral du 3 novembre 1939[6] – encore que ce texte vise l'importation et l'exportation de matériel de guerre, mais non le transit. Quant aux autres marchandises, en particulier les «vivres», les développements qui suivent leur sont applicables, en tant du moins qu'elles ne sont pas manifestement à l'usage des forces belligérantes elles-mêmes.

C) *Transit de marchandises*

1. *Quant à la destination*

Durant la guerre de 1914 à 1918, les Pays-Bas ont estimé qu'il leur appartenait de déterminer dans chaque cas à quoi étaient destinées les marchandises ne

5. *Cf. DDS, vol. 13, N° 139.*
6. *Cf. DDS, vol. 13, N° 196.*

constituant pas comme telles du matériel de guerre qui franchissaient en transit leur territoire. Ils sont partis du point de vue que la question de savoir si une marchandise donnée rentrait ou ne rentrait pas dans la catégorie des convois d'approvisionnements envisagés à l'article 2 dépendait uniquement de l'emploi qui en serait fait. C'est ainsi qu'ils en sont venus à faire refouler des sables et graviers provenant d'Allemagne qu'ils savaient devoir être utilisés par les troupes d'occupation en Belgique. Leur opinion à cet égard était fondée sur les déclarations du pays belligérant, mais aussi sur les enquêtes auxquelles des commissions néerlandaises ont procédé sur les lieux vers lesquels avaient été dirigés les matériaux.

Une semblable pratique serait actuellement bien difficile à appliquer, d'une part en raison de son caractère inquisitorial, d'autre part à cause de l'appareil que nécessiteraient des investigations systématiques dans un trafic de l'importance du transit actuel par la Suisse. Nous ne sommes pas en mesure de distinguer suivant leur emploi futur des marchandises dirigées sur un pays belligérant ou en provenant, à moins que les papiers d'accompagnement permettent d'établir avec certitude qu'un envoi déterminé est destiné à une armée combattante (auquel cas il est refoulé en raison de sa nature, au même titre que du matériel de guerre caractérisé) ou qu'il y a présomption de réquisition (et il sera refusé à cause de son origine).

L'ordonnance sur le maintien de la neutralité (art. 4) tend, nous l'avons vu, à empêcher le transit de matériel de guerre de toute nature – «notamment de munitions, d'armes et de vivres destinés à une armée combattante». Or, les transports de «vivres», ce sont les «Verpflegusgstransporte» dans le texte allemand, apparemment emprunté au terme de «Verpflegungskolonnen» qui traduit «convois d'approvisionnements» de la convention de La Haye (art. 2). Il y a donc lieu de penser que l'ordonnance a en vue, non seulement les vivres au sens étroit (c'est sans doute avec intention que l'on n'a pas parlé de «Lebensmittel»), mais de façon générale les «approvisionnements» servant directement à une armée combattante. Dans le trafic de transit à travers notre pays, il est difficile de distinguer les envois utilisés pour le ravitaillement des forces belligérantes elles-mêmes. Il est notoire, cependant, que certaines marchandises sont très spécialement utiles à l'armée et l'on doit admettre que, dans les circonstances actuelles, les surplus transportés ne laissent souvent pas de profiter à la conduite des opérations de guerre. On pourra donc être amené, dans l'esprit de la convention de La Haye, à bloquer le transit de certaines marchandises, en tant qu'il est en augmentation ou parce qu'il s'est avéré qu'il sert directement et essentiellement à l'armée (ainsi la benzine).

2. *Quant à la provenance*

L'occupation allemande en Italie du nord, consécutive aux événements de l'été 1943, a posé d'une manière aiguë la question de l'accroissement du transit par un pays neutre. En effet, c'est en quantités inusitées que des marchandises particulièrement utiles à la guerre affluaient dans nos gares frontières pour être dirigées sur l'Allemagne. On nous affirmait bien que ces marchandises avaient été acquises dans le commerce libre. D'après ce que nous savions, toutefois, les achats en Italie du nord étaient centralisés par l'autorité militaire. Aussi était-

on fondé à avoir des doutes sur le caractère de ces transactions, et l'on pouvait présumer à bon droit qu'il y avait réquisition dans la généralité des cas. Or, l'ordonnance sur le maintien de la neutralité ne mentionne pas explicitement les réquisitions, ce qui s'explique par le fait que l'on n'avait jamais jusqu'ici cherché à acheminer des marchandises réquisitionnées par notre territoire.

De 1914 à 1918, les Pays-Bas se sont trouvés placés géographiquement entre une puissance occupante, l'Allemagne, et un pays occupé, la Belgique, tout comme nous le sommes actuellement entre l'Allemagne et l'Italie. C'est dire que leur situation de naguère présente de grandes analogies avec celle que nous connaissons aujourd'hui. Les Pays-Bas ont eu, en effet, à prendre parti dans la question de l'acheminement par leur territoire de marchandises provenant de pays occupés. Ils ont décidé de ne pas autoriser le passage des marchandises réquisitionnées. Mais l'application de cette règle les a bientôt placés en présence de difficultés pratiquement insolubles. Aussi l'impossibilité de faire des distinctions quant à l'origine des matières premières les a-t-elle finalement amenés à refouler en principe tout transport de métaux, s'il n'était pas constant qu'il s'agissait d'un envoi non réquisitionné.

Si nous avions adopté une attitude semblable à l'égard de l'Allemagne, les courants commerciaux dits normaux, très importants on le sait, du transit sud-nord se seraient eux-mêmes trouvés arrêtés. Il est vrai que nous avons finalement fait abstraction du critère des courants normaux, la Division du Commerce ayant fait valoir que celui-ci pourrait se retourner contre un pays comme le nôtre dont les échanges avec tel de ses partenaires (la Suède, la Turquie) ont considérablement augmenté depuis la guerre. Ainsi qu'on l'a vu, la convention de La Haye nous fait, en tant que neutres, le devoir d'empêcher qu'une armée belligérante ne profite de nos transports. Elle ne nous oblige pas, de toute façon, à supprimer tout transit entre territoires belligérants parce que celui-ci comprendrait une certaine proportion de marchandises réquisitionnées. Du moment, cependant, que les neutres ne sont le plus souvent pas à même de déterminer quelles sont les marchandises réquisitionnées, leurs mesures à cet égard ne sauraient échapper à un certain latitudinarisme. C'est ainsi que, par application scrupuleuse de notre politique de neutralité, nous en sommes arrivés à voir une solution dans l'interdiction ou le contingentement du transit de marchandises qui pourraient être directement utiles à la guerre ou dont le volume nettement excessif effacerait le caractère commercial.

3. *Réglementation du 24 mars 1944*

En accord avec la Division du Commerce et ayant renoncé pour les raisons indiquées à nous placer sur le terrain des courants commerciaux normaux, nous avons arrêté, le 24 mars 1944, une réglementation du transit de marchandises à travers la Suisse (annexe 1)[7] tenant compte des circonstances du moment et de points de vue présentés du côté allemand.

a) Quant au transit en général, cette réglementation rappelle qu'en sont exclus: le matériel de guerre, les combustibles liquides, les marchandises réquisitionnées (les objets usagés, notamment, étant réputés tels);

---

7. *Non reproduite. Cf. aussi* E 2001 (D) 3/348.

b) Pour le transit Italie-Allemagne a été établie une liste de marchandises qui sont interdites ou contingentées. En ce qui concerne les quantités ainsi admises pour les chaussures, les tissus de coton, le fer, nous avons tenu compte de courants commerciaux en formation depuis un certain temps et également du transit Allemagne-Italie pour le fer, qui est envoyé en grandes quantités en Italie, où il est partiellement travaillé et réexporté en Allemagne par la Suisse (annexe 2)[8].

D) *Transit de personnes*

A partir du printemps 1941, nous avons autorisé le transit d'ouvriers italiens allant travailler en Allemagne. Les participants devaient être en civil et l'on s'assurait qu'ils n'étaient pas armés. Ces transports – qui n'ont pas suscité de réactions du côté anglo-saxon – ont complètement cessé depuis le changement de régime de l'été 1943 en Italie. Il avait été acheminé par le territoire suisse 310000 ouvriers en chiffre rond, dont 180000 se rendant en Allemagne et 130000 en revenant leur engagement terminé ou en congé. En automne 1943, le Gouvernement allemand nous a demandé de pouvoir reprendre les transports; mais nous n'avons pas donné suite à sa requête, la situation créée par l'occupation militaire de l'Italie du nord ayant totalement modifié les données du problème qui s'était posé une première fois en 1941.

8. *Non reproduite.*

139

E 2300 Budapest/4

Le Ministre de Suisse à Budapest, M. Jaeger,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz[1]

T Nummer 134. Geheim
Für Herrn Bundesrat Pilet-Golaz
zuhanden Bundesrat und General Guisan

Budapest, 17. Mai 1944, 20 h. 10
(*Reçu:* 19 mai 1944, 07 h. 55)

Seit der Überrumpelung Ungarns und dessen Blitzbesetzung durch die deutsche Wehrmacht sind mir von verschiedener Seite Nachrichten zugekommen, dass in absehbarer Zeit ein gleiches Vorgehen gegen die Schweiz geplant sei. Ich

1. *Le 19 mai 1944, Pilet-Golaz a visé ce télégramme qui a été transmis par le Général Guisan à l'Etat-Major Général de l'Armée, par une lettre du 20 mai 1944 (Cf.* E 27/14340*).*
En janvier 1944, le Général Guisan avait déjà attiré l'attention du Conseil fédéral sur l'importance de Budapest du point de vue de la stratégie militaire (Cf. PVCF N° 60 du 11 janvier 1944, E 1004.1 1/441*).*

habe diese Informationen einstweilen zurückgestellt und zusammenlaufen lassen. Heute glaube ich, meine Warnung nicht länger zurückhalten zu sollen, nachdem ich nunmehr auch ein Ausspruch vor Zeugen des intimen Mitarbeiters Hitlers, Veesenmayer, des neuen deutschen Gesandten und Reichsbevollmächtigten für Ungarn, sowie eine direkte vertrauliche Warnung durch den französischen Militärattaché, Oberst Hallier, zugrunde liegt. Veesenmayer hat sich bei einem Empfang in vorgerückter Stunde in Anwesenheit Kilchmanns geäussert: «Binnen kurzem dürfte die Frage einer Entscheidung auch für die Schweiz akut werden.» Hallier kam auf die Gesandtschaft und erklärte, aus Kreisen der deutschen Gestapo und der deutschen Wehrmacht zu hören, dass eine Besetzung der Schweiz nicht mehr vermieden werden könne. Es seien weniger strategische Gründe, die dazu zwängen, sondern der Umstand, an der nahen Reichsgrenze einen fremden Körper voll alliierter Spione zu haben. Nach Informationen aus inoffiziellen Quellen, denen ich immerhin die Möglichkeit verdanke, Ihnen seinerzeit den Einmarsch der deutschen Armee in Ungarn vorauszusagen, liegen auch handgreifliche Gründe vor. Unzählige Gestapoleute sollen offen erklären, sie könnten mit ihrem Sold nicht leben und müssten anderswo sich Mittel beschaffen. Der Krieg hat derart angefangen in einen mangelhaften auszuarten. Um einen solchen Beutezug würde es sich gegen die Schweiz handeln, von der die Rede gehe, sie sei vollgestopft mit Geld und Gut. Ich behalte mir weitern Bericht vor.

ANNEXE

E 5795/327

Le Chef du Service de Renseignements et de Sécurité de l'Etat-Major Général de l'Armée, R. Masson, au Général H. Guisan

R Secret! Geheim! Quartier Général de l'Armée, 25 mai 1944

Rapport Ministre Jaeger, Budapest

Le 20.5.44 vous m'avez fait tenir, par le chef de l'état-major général de l'armée le texte d'une information adressée par M. le Dr. Jaeger, ministre de Suisse à Budapest, au chef du Département politique fédéral et reproduisant les déclarations de l'ambassadeur du Reich en Hongrie, M. Veesenmayer et du colonel Hallier, attaché militaire français, concernant une prochaine attaque de la Suisse par l'Allemagne.

Vous trouverez dans le rapport ci-joint[2] un résumé documentaire des informations d'autres sources relatives au même objet.

J'ajoute d'une façon plus générale ce qui suit:

1. Nous sommes entrés dans la phase prévue par nos «appréciations de la situation» antérieures, à savoir que, depuis la reprise des opérations en Italie et la constante menace du 2e front, le «cas Suisse» retient obligatoirement l'attention des autorités allemandes, dans le cadre de la défense de la «forteresse Europe».

---

2. *Rapport daté du 22 mai du Chef du Service de Renseignement et de Sécurité de l'Etat-Major Général de l'Armée, R. Masson* (E 5795/327).

Les rapports de Huber et de Masson sont transmis au Conseil fédéral par le Général (Cf. E 27/14334 *et* E 5795/157. *Cf. aussi* E 27/9758/16*).*

2. A la différence d'il y a quelques mois, la Wehrmacht dispose de *réserves stratégiques* de l'ordre de 40 à 50 divisions. Comme je l'ai déjà précisé dans un rapport antérieur, cette masse de manœuvre a pu être constituée à la suite du raccourcissement du front Est, par la récupération d'un grand nombre de blessés légers (dont on compte que le rétablissement dure en moyenne 6 semaines) pendant l'accalmie intervenue sur le front russe et grâce aussi à l'intensification de l'instruction de certaines unités de réserve (intérieur de l'Allemagne) réputées aujourd'hui «einsatzbereit».

Il résulte de ce qui précède que l'Allemagne aurait les *moyens* d'entreprendre une opération contre la Suisse, dans un délai relativement court.

3. Toutefois, aucun indice ne nous permet de conclure *aujourd'hui* à des préparatifs allemands (concentrations de troupes, informations relatives aux «intentions» de l'O.K.W., etc.) visant une opération contre nous. Bien que le dosage des troupes allemandes à proximité de nos frontières, notamment en *Forêt noire* et, selon des informations non encore recoupées, dans la région de l'*Allgäu* (Est lac de Constance: zone Immenstadt-Kempten) ait sensiblement augmenté ces dernières semaines (nous l'avons noté successivement dans nos bulletins[3]) rien ne permet de conclure à la constitution d'un «dispositif» qui serait prochainement mis en œuvre contre la Suisse.

4. Le rapport ci-joint attire l'attention sur les difficultés de plus en plus nombreuses que notre service rencontre dans la recherche du renseignement au-delà de notre frontière. Certaines zones qui nous intéressent en première urgence sont devenues quasi impénétrables, étant rigoureusement interdites à tout élément civil.

Il appartient au commandement de l'armée de juger si notre dispositif à la frontière est de nature à nous mettre à l'abri de toute surprise.

Comme par le passé, notre service mettra tout en œuvre, malgré les difficultés signalées, pour connaître à temps les dangers susceptibles de menacer la sécurité du pays.

3. E 27/9693/8.

140

E 2001 (D) 11/9

Le Chef de la Division des Intérêts étrangers de la Légation de Suisse à Berlin, P.A. Feldscher, au Chef de la Division des Intérêts étrangers du Département politique, A. de Pury

L Berlin, 18. Mai 1944

Ich beehre mich, Ihnen unter Bezugnahme auf Ihr Schreiben[1] vom 14. April d.J. betreffend die Anfrage der Schweizerischen Gesandtschaft in Budapest nach der Anwendung der deutschen Judengesetzgebung, u.a. der sogenannten Nürnberger Gesetze, auf unsere nichtarischen Schutzbefohlenen folgendes mitzuteilen.

Die deutschen Judengesetze gelten grundsätzlich, sofern sie keine entsprechende Ausnahme vorsehen (was allerdings bei den Verordnungen allgemeiner Art öfters der Fall ist), auch für Ausländer und somit unsere nichtarischen Schützlinge. Es ist aber gleichzeitig darauf hinzuweisen, dass das bestehende

1. *Non reproduite.*

deutsche Judenrecht vielfach lückenhaft ist, sodass die Entscheidung, welche Anwendung eine Einzelmassnahme finden soll und namentlich, ob ihr auch die ausländischen Nichtarier unterstellt sind, mangels genereller Rechtsnormen häufig in mehr oder weniger grossem Umfang den zuständigen Ortsbehörden überlassen sein dürfte oder von internen Verwältungsvorschriften abhängt, welche der Öffentlichkeit entzogen bleiben. Deshalb ist die behördliche Praxis in der Handhabung der einzelnen Judenmassnahmen uneinheitlich und weist von Ort zu Ort häufig nicht geringe Unterschiede auf. Meine Abteilung hat es sich dabei von Anfang an besonders angelegen sein lassen, eine gleichmässige Behandlung unserer sämtlichen Schutzbefohlenen ohne Rücksicht auf deren Rassezugehörigkeit zu erwirken und hat, wie Ihnen bekannt ist, gegen diskriminierende Massnahmen der deutschen Behörden gegenüber nichtarischen Angehörigen der von uns vertretenen Staaten mehrfach, namentlich unter Hinweis auf die grundsätzliche Stellungnahme der betreffenden Regierungen, Einspruch erhoben. Zusammenfassend darf gesagt werden, dass unsere Schutzbefohlenen in Bezug auf Leib und Gut von den schwersten Eingriffen rechtlicher und verwaltungsmässiger Art (gelegentlich nur nach nachdrücklicher Intervention der Schutzmacht) verschont geblieben, sie aber hinsichtlich der Gegebenheiten des Alltagslebens manchen, übrigens örtlich verschiedenen Beschränkungen oder Benachteiligungen unterworfen sind. Ich möchte auch gleichzeitig hinzufügen, dass die Judenfrage, sofern sie unsere Schutzbefohlenen anbelangt, unterdessen viel an unmittelbarer praktischer Bedeutung eingebüsst hat, da die deutschen Behörden seit längerer Zeit mehr und mehr dazu übergegangen sind, unsere nichtarischen Schutzbefohlenen, die ohnehin auf dem Austauschwege zum Teil bereits heimgeschafft worden sind, zu internieren. Durch Internierung werden aber unsere jüdischen Schützlinge den meisten Schwierigkeiten, denen sie sonst ausgesetzt werden, entzogen. Zur Zeit dürften sich nur noch wenige, zumeist ältere nichtarische Angehörige der von uns vertretenen Staaten auf freiem Fuss befinden, wovon ein Teil auch für die Heimschaffung vorgesehen ist.

Hinsichtlich der Anwendung der hauptsächlichsten Judengesetze und -massnahmen auf unsere Schutzbefohlenen ist nunmehr folgendes zu bemerken.

[...][2]

---

2. *Suit une série de remarques sur l'application des mesures antisémites par les autorités allemandes depuis 1935.*

141

E 2809/1/3

Le Ministre de Grande-Bretagne à Berne, C.J. Norton, au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

L Berne, 22 mai 1944

Je viens de recevoir un télégramme du Secrétaire d'Etat, dont je vous communique la teneur avec un vif plaisir.

Mr Eden me dit qu'en lisant les comptes rendus des visites aux camps de nos prisonniers en Allemagne par les représentants de la Puissance Protectrice, il se rend de plus en plus compte de l'importance de notre dette de reconnaissance envers la Suisse pour le travail dévoué et inlassable qu'elle consacre aux intérêts de nos prisonniers. N'eussent été les soins et la vigilance constants de vos agents, dans des conditions de plus en plus difficiles, le sort de nos prisonniers aurait certainement été beaucoup plus dur et dans quelques cas d'espèce, par exemple ceux de nos prisonniers du Camp Minier du District Militaire VIII et du Camp de Travail du District IV, aurait été presque intolérable.

Mr Eden est persuadé que le Gouvernement fédéral connaît nos sentiments à son égard, mais il me prie de vous faire part encore une fois de notre très grande reconnaissance aux fonctionnaires suisses en Allemagne et ailleurs pour tout ce qu'ils font pour nous.

Veuillez croire, mon cher Conseiller fédéral, à l'assurance de mes sentiments les plus dévoués.

142

E 7110/1967/32/821/Grossbritannien/2

Le Comité international de la Croix-Rouge (Agence centrale des Prisonniers de Guerre)[1] *au Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz*

L Genève, 24 mai 1944

Im Auftrage des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz erlaube ich mir, in der Frage der schwebenden Handelsvertrags-Unterhandlungen in London[2] Folgendes mitzuteilen:

Wir sind Ihnen und Herrn Prof. Keller zu grossem Dank verpflichtet für die sachkundigen und zähen Bemühungen in der Vertretung unserer Interessen an

1. *La lettre est signée par le Professeur C.J. Burckhardt.*
2. *Cf. III.2.2. Table méthodique. Les négociations commerciales avec les Alliés.*

den Londoner Verhandlungen[3]. Nach reiflicher Überlegung der Sachlage glauben wir indessen, nicht nur schwerwiegende Einwände gegen die von alliierter Seite formulierten Bedingungen für die Rotkreuzexporte aus der Schweiz und Rotkreuzsendungen für Zivilbevölkerungen erheben, sondern überhaupt grundsätzliche Bedenken gegen die enge Verknüpfung anmelden zu müssen, mit welcher die Interessen des Roten Kreuzes und die Frage des schweizerischen Warenverkehrs überhaupt, gemäss den uns vorliegenden Berichten, behandelt werden. Der ganze Fragenkomplex müsste mit Ihnen in allen Einzelheiten durchbesprochen werden. Ich möchte mich einstweilen darauf beschränken, folgende Hauptpunkte hervorzuheben:

1. Eine Kontrolle der Alliierten über Exporte von Waren, die mit nichtschweizerischen Mitteln in der Schweiz durch das Rote Kreuz aufgekauft werden, bedeutet eine unerträgliche Belastung für unser ganzes Hilfswerk. Eine solche Kontrolle widerspricht auch dem Sinn und Geist der Genfer Konvention; sie wäre auch vom Standpunkt des schweizerischen Rechtes kaum haltbar.

2. Das Komitee kann sich auch in seiner übrigen Tätigkeit nicht zu neuen und besondern Kontrollmassnahmen verpflichten. Es muss es auf die Vertrauensfrage ankommen lassen, ob die bisherige Art der Weiterleitung und Verteilung von Hilfssendungen den Grundsätzen der Genfer Konvention entspricht. Die Behandlung des Internationalen Komitees als einer der Kontrolle einer Kriegspartei unterliegenden Handelsfirma ist grundsätzlich abzulehnen. Das Internationale Komitee vom Roten Kreuz nimmt eine besondere, durch die Genfer Konventionen umrissene, völkerrechtliche Stellung ein.

3. Es widerspricht der Genfer Konvention und den Beschlüssen der Rotkreuz-Konferenzen, an die sich das Internationale Komitee vom Roten Kreuz halten muss, irgend welche Verpflichtungen einzugehen, wonach Angehörige kriegführender Länder oder besetzter Gebiete von Hilfssendungen generell ausgeschlossen würden. Diese Frage ist besonders erheblich für die Verteilung von Medikamenten an die notleidenden Zivilbevölkerungen, die eine traditionelle Aufgabe des Internationalen Roten Kreuzes bildet. Auch kann hier, wie bei allen Hilfssendungen, das Komitee nur den speziellen Regeln sich unterwerfen, die seine Tätigkeit bestimmen. Im Einzelnen hält das Internationale Komitee vom Roten Kreuz es als selbstverständlich, dass Gelder alliierter Herkunft nur im Rahmen der Angaben verwendet werden, die von den Geldgebern gemacht werden. Auch hier muss aber das Eingehen von besondern vertraglichen Verpflichtungen abgelehnt werden.

Wir wären Ihnen dankbar, wenn Sie einem unserer Vertreter in den nächsten Tagen Gelegenheit zu einer eingehenderen Aussprache geben könnten. Dürfen wir Sie darum bitten, uns eine Ihnen passende Zeit anzugeben?

---

3. *Sur la question du contrôle des envois du CICR par le blocus des Alliés, cf.* E 7110/1973/134/8.XXXIV, E 7110/1973/135/49, E 7110/1976/134/2 *et* 61.

143

E 2001 (E) 2/626

Le Directeur de la Banque nationale, V. Gautier, au Chef de la Division des Affaires étrangères au Département politique, P. Bonna

L Confidentiel Zurich, 25 mai 1944

Cher ami,

Comme tu le sais certainement par Mr. Kohli, le conseil de l'Association Suisse des Banquiers a décidé hier de prendre différentes mesures dont le but est, en venant à la rencontre des désirs des alliés, d'éviter le «Warning» qui menace l'activité de nos banques [1].

L'intention de l'Association est de communiquer aux légations d'Angleterre et des Etats-Unis la décision prise, en précisant que les restrictions prévues ne seront appliquées que si de leur côté, les deux gouvernements alliés renoncent à leur avertissement.

Je crois que les banques ont agi sagement en acceptant de faire un geste de compréhension car il n'est guère douteux pour moi que la communication de l'avertissement serait le point de départ d'une politique rigoureuse des alliés à l'égard de nos banques. Il faudrait s'attendre à ce que plusieurs de ces dernières soient inscrites sur la liste noire sans tarder et parmi elles, un ou plusieurs grands établissements de crédit. Les répercussions de mesures de ce genre seraient graves surtout pour l'après-guerre où nous aurons besoin de toute notre liberté pour garder notre place. Il est au surplus probable que les banques frappées ne pourront pas disposer de leurs avoirs aux Etats-Unis lorsque ceux-ci seront enfin débloqués.

Il y a donc un intérêt national à ce que la tentative de l'Association réussisse et, comme l'expérience a montré que les Etats-Unis, en particulier, font beaucoup plus cas des démarches officielles que de celles qui viennent de groupes privés, je pense que notre gouvernement aurait intérêt à appuyer les efforts des banques. Il me semble qu'il pourrait le faire, en prévenant les ambassadeurs intéressés qu'il considère que les concessions offertes représentent réellement le maximum de ce qui peut être accepté et que toute autre exigence ne saurait être prise en considération par les banques ni tolérée par le Conseil fédéral.

Je m'imagine qu'un avis de ce genre ferait impression à Londres et à Washington et que nous aurions ainsi une chance de plus d'éviter une initiative alliée qui nous placerait en face de problèmes bien difficiles à résoudre.

J'ai cru comprendre que Mr. Kohli partageait mon opinion et c'est sur sa suggestion, que je prends la liberté de te la faire connaître.

---

1. *Cf. la lettre de la SCIPE à la BNS du 30 mai 1944,* E 2001 (E) 1/131.

Je profite de cette occasion pour te remercier de ta lettre[2] et de celle que le Département a bien voulu m'écrire. J'ai ressenti très vivement l'honneur qui m'était fait et je suis heureux de savoir que le Département Politique approuve la façon dont j'ai rempli ma tâche[3].

Reçois, mon cher ami, l'assurance de mes sentiments affectueusement dévoués.

2. *Le 21 mai, P. Bonna avait adressé à V. Gautier la lettre suivante:*

Je te suis très reconnaissant d'avoir bien voulu formuler par écrit les impressions que t'ont laissé ta mission à Londres et de me les avoir envoyées pour compléter notre brève conversation de l'autre jour. J'ai été fort heureux de pouvoir les mettre sous les yeux de M. Pilet-Golaz. Il les a lues comme moi avec un intérêt d'autant plus grand que, depuis plus d'un mois, nous ne pouvons plus recevoir aucun rapport de notre Légation et que nous ressentons de plus en plus la lacune qui en résulte dans notre information générale.

Ce que tu me dis du désaccord latent qui se manifeste entre Anglais et Américains nous est particulièrement précieux à connaître. Il n'est naturellement pas question, pour le moment de jouer Londres contre Washington et d'en tirer un parti effectif, mais il n'en est pas moins utile de savoir que le «planing» américain, dont les conceptions simplistes font souvent frémir, n'est pas tout à fait sans contrepoids et qu'au contact des réalités, des divergences se produiront qui en arrondiront les angles. Il est plus déconcertant de penser que l'on accepte à Londres sans y faire beaucoup d'objection les menées très habiles de la Russie qui sont pourtant en opposition avec la politique d'équilibre de la Grande-Bretagne et constituent à longue échéance une menace pour un Empire basé sur la maîtrise des voies de communication. Il me semble pourtant que, là aussi, on peut escompter un redressement lorsque l'attention cessera d'être accaparée par des problèmes militaires urgents. Toute la question est de savoir s'il en sera encore temps. Tout ceci oblige à penser que les beaux projets d'après-guerre que l'on échafaude dans tous les domaines passeront encore par bien des vicissitudes avant de subir l'épreuve des faits. A mon avis, cela n'en vaut que mieux. *[...]* (E 2001 (E) 2/625).

3. *Pour les rapports de V. Gautier sur les négociations à Londres et Lisbonne, cf.* E 2001 (E) 1/131, E 2001 (E) 2/626, E 7110/1973/135/31, E 7110/1973/134/7 *et* E 7110/1976/134/61.

144

E 2001 (D) 3/499

Notice sur l'attitude de la Suisse vis-à-vis de la Conférence monétaire internationale de Bretton Woods[1]

Bern, 31. Mai 1944

Herr Dr. P. Rossy, Generaldirektor der Schweizerischen Nationalbank, sucht Herrn Legationsrat Secrétan auf zu einer Besprechung der Frage, welche Haltung die Schweizerische Gesandtschaft in Washington gegenüber der auf den 1. Juli d.J. nach Bretton Woods, New Hampshire, einberufenen internationalen Währungskonferenz einnehmen soll.

1. *Cette notice est rédigée et signée par H. Zoelly, du Département politique.*

P. Rossy est le Conseiller du DPF pour les problèmes monétaires de l'après-guerre. Cf. la lettre de M. Pilet-Golaz du 22 avril 1944, E 2001 (D) 1968/74/23.

Grundlage der Besprechung ist das Telegramm unserer Gesandtschaft vom 28. Mai[2]. Die Gesandtschaft bezeichnet es darin als höchst unwahrscheinlich, dass Vertreter von neutralen Staaten als Beobachter zugelassen werden. Sie ersucht aber doch für alle Fälle um Zusendung einer eingehenden Dokumentation, die bei etwaigen Anfragen verwendet werden könnte, und zwar insbesondere um Unterlagen betreffend den Aussenhandel, das Volkseinkommen und das Volksvermögen.

Herr Legationsrat Kohli, der an der Teilnahme an der Besprechung verhindert ist, hat sich dahin geäussert, es genüge, der Gesandtschaft das «Schweizerische Handbuch des Schweizerischen Geld- und Kapitalmarktes»[3] zu schicken, das alle erforderlichen Zahlenangaben enthalte, nämlich sowohl über das Volksvermögen und Volkseinkommen (S. 251/2), als auch über den Aussenhandel (S. 241–248). Betreffend den Aussenhandel besitze die Gesandtschaft überdies bereits ergänzende Unterlagen in den Handelsstatistiken, die ihr periodisch von der Handelsabteilung zugestellt werden.

Herr Generaldirektor Rossy ist der Ansicht, dass zur Dokumentation der Gesandtschaft in Washington das Statistische Handbuch des schweizerischen Geld- und Kapitalmarktes, ergänzt durch die von der Handelsabteilung versandten Handelsstatistiken, vollständig genügt.

Mit Bezug auf die Haltung der Schweiz vertritt Herr Rossy die Auffassung, dass unser Land kein grosses Interesse daran besitzt, den künftigen Abmachungen über eine Währungsstabilisation und über eine Weltbank beizutreten. Hierbei könne freilich kein Zweifel bestehen, dass die Schweiz letztlich zum Beitritt gezwungen sein wird, da sie von allen Staaten des europäischen Kontinents am ehesten in der Lage sein wird, einen realen Beitrag zu leisten. Es werde aber günstiger sein, wenn die Schweiz sich zurückhaltend zeige und sich nötigen lasse, da sie auf diese Weise eher günstige Bedingungen werde erwirken können. Es scheine daher angezeigt, dass unsere Gesandtschaft wohl darnach trachtet, zwar zu unserer internen Orientierung sich möglichst umfassend über den Verlauf der Konferenz zu unterrichten suche, dass sie aber anderseits nach aussen grösste Zurückhaltung markiere.

Herr Rossy führt zur Begründung seiner Stellungnahme im wesentlichen folgendes aus:

Es ist wohl damit zu rechnen, dass die Währungskonferenz gewisse Resultate erzielt, aber zweifelhaft ist der Wert dieser Ergebnisse.

Das Währungsproblem ist ein untergeordnetes Teilproblem, das weder im Prinzip noch in seinen Einzelheiten gelöst werden kann ohne vorgängige Einigkeit über die Behandlung des grossen Grundproblems der Wirtschaft (Freihandel, Autarkie). Wenn die Vereinigten Nationen trotzdem das Währungsproblem als erstes aufgreifen, so ist es ein Zeichen dafür, dass über die grundlegenden Wirtschaftsfragen keine Einigkeit und keine Klarheit herrscht. Auch erscheint es einfacher, dem breiten Publikum in Währungsfragen, die ihm fremd sind, als in Wirtschaftsfragen, über die es sich bestimmtere Vorstellungen macht, Einigkeit und positive Arbeit vorzutäuschen.

---

2. *Non reproduit.*
3. *Publication annuelle de la Banque nationale suisse.*

Es ist unmögllich, sich auch nur grundsätzlich über die Zahlungsweise zu einigen, solange unbekannt ist, was überhaupt zu zahlen sein wird. Das Problem der gegenseitigen Währungsrelationen ist aber eine Gleichung mit lauter Unbekannten, da der künftige Wert der verschiedenen Währungen der vom Kriege betroffenen Länder Europas wie auch der U.S.A. selbst notwendigerweise noch unbekannt ist. Dies ergibt sich daraus, dass der Binnenhandel den Aussenhandel an Umfang und Bedeutung weit übertrifft, und zwar vor allem in grossen Staaten, indem die Bedeutung des Aussenhandels pro Kopf der Bevölkerung im entgegengesetzten Sinne wie die Grösse des Landes zu- bezw. abnimmt. Das für die Schweiz in ihrer Kleinheit geltende Verhältnis stellt somit einen Ausnahmefall dar; aber selbst in unserm Land erreicht der Umfang des Binnenhandels $^2/_3$ bis $^3/_4$ des gesamten Handels. Diese überragende Bedeutung des Binnenhandels hat zwangsweise zur Folge, dass jedes Land zuerst sein eigenes Leben im Innern regeln muss und erst nachträglich als Ergänzung den Aussenhandel. Will ein Staat allen Verpflichtungen nachkommen, den Zinsendienst für seine Auslandschulden aufrechterhalten, so ergibt sich für ihn die Notwendigkeit, das Nationaleinkommen in genügendem Umfange zu steigern, damit jeder Einzeln ein genügendes Einkommen erhält, um neben der Bezahlung der erforderlichen Steuern noch genügend zum leben zu haben. Dies bedingt aber eine entsprechende Preishausse, die ihrerseits jeden Aussenhandel ausschliesst.

Um diesen letzteren wieder zu ermöglichen, wird dann eine entsprechend tiefere Ansetzung des Währungskurses unvermeidlich.

Aus diesen Überlegungen ergibt sich, dass eine Währungsrelation erst dann festgelegt werden kann, wenn bekannt ist, auf welche Weise jeder Staat seinen Verpflichtungen nachkommen und in welchem Umfang er hiezu sein Nationaleinkommen erhöhen will. Wenn also die Vereinigten Staaten von Amerika und Grossbritannien auch alles Interesse hätten, ihre gegenwärtige politische Vormachtstellung auszunützen, um schon zum voraus die Bedingungen für ihren Aussenhandel in dem ihnen günstigsten Sinne festzulegen (da trotz der überwiegenden Bedeutung des Binnenhandels gegenüber dem Aussenhandel der letztere doch bedeutende Rückwirkungen auf den ersteren hat), ist eine solche vorgängige Festlegung grundsätzlich gar nicht möglich.

Mit dem Plan eines Stabilisierungsfonds und einer Weltbank verfolgen die Vereinigten Staaten durchaus die Absicht, von allen Staaten gewisse Beiträge zu erwirken, die unter die tatsächliche Kontrolle der Vereinigten Staaten gelangen würden und aus denen sich somit Amerika für seine bisherigen und künftigen Ausfuhren bezahlt machen kann. Es handelt sich also einfach um eine antizipierte Finanzierung (wenn auch nur in bescheidenem Umfange) der amerikanischen Ausfuhr. Daraus ergibt sich aber das geringe Interesse der Schweiz an der Verwirklichung jener Pläne[4].

---

4. *Le 1er juin à 18 h 00, le Département politique expédie à la Légation de Suisse à Washington un télégramme (non reproduit) afin de lui transmettre les instructions conseillées par P. Rossy.*

Le 15 juin 1944, la Direction générale de la Banque nationale adresse au Département politique et au Département des Finances 4 rapports: le premier sur les plans monétaires des Alliés (E 2001 (D) 1968/74/35), *le deuxième sur les prestations financières de la Suisse en faveur des*

ANNEXE I

E 6100 (B) 1973/141/9831

Rapport de la Banque nationale

R Zürich, 15. Juni 1944

DIE LEISTUNGEN DER SCHWEIZ ZU GUNSTEN DER BEIDEN KRIEGFÜHRENDEN PARTEIEN

Die Leistungen der Schweiz zu Gunsten der Kriegführenden können nur verstanden und richtig gewertet werden, wenn den Besonderheiten der geographischen Lage und der Entwicklung der wirtschaftlichen Beziehungen zum Ausland in der Zeit vor dem Kriege Rechnung getragen wird. Die Notwendigkeit, dem Lande, der Armee wie der Zivilbevölkerung die lebenswichtigen Güter zu sichern und folgenschwere Störungen der Versorgungslage so weit als möglich auszuschalten, zwingt zur Aufrechterhaltung und Pflege dieser Beziehungen auch in Zeiten des Krieges, unbekümmert darum, auf welcher Seite unsere Aussenhandelspartner in einem Konflikt stehen. Die Durchführung dieser Politik wird erleichtert durch die Tatsache, dass die Schweiz an dem aus freier Entschliessung gewählten Grundsatz vollständiger Neutralität unbeirrt festgehalten hat und sich bemüht, in ihren Leistungen an die kriegführenden Staaten im Rahmen des Möglichen die Parität zu wahren.

A. *Die Leistungen zu Gunsten der Achsenstaaten*

Als nach Ausbruch des Weltkrieges die schweizerischen Warenforderungen im Verkehr mit den beiden Achsenländern so stark anstiegen, dass für die Clearingauszahlungen in der Schweiz längere, mehrere Monate dauernde Wartefristen eingeschaltet werden mussten, wirkte sich das nachteilig auf die schweizerische Exportwilligkeit aus. Um Abhilfe zu schaffen, im besonderen um in der schweizerischen Beschäftigungslage keine Verschlechterung eintreten zu lassen, erklärte sich der Bundesrat schliesslich bereit, der Verrechnungsstelle die Beträge vorschussweise zur Verfügung zu stellen, die für die Auszahlung der seit längerer Zeit verfallenen Beträge an die nach Deutschland und Italien liefernden Unternehmungen benötigt wurden. Nach der Staatsrechnung für das Jahr 1943 beziffert sich der Stand dieser aus Bundesmitteln gewährten *Vorschüsse* zu Gunsten von Gewerbe, Handel und Industrie auf 885 Millionen Franken. Dabei hat man sich jedoch Rechenschaft zu geben darüber, dass eine gewisse Kreditierung zu Gunsten Deutschlands nicht allein durch den Bund, sondern auch durch die Exportindustriellen selbst in Form der *Einhaltung der Wartefrist* erfolgt.

Eine weitere Krediterteilung an Deutschland ist im abgelaufenen Jahre in Form der *Vorschüsse gegen Kohlenlieferungen* vereinbart worden. Sie erfolgt in der Weise, dass seitens der schweizerischen Zentrale für Kohleneinfuhr in Verbindung mit einem Bankenkonsortium zwei deutschen Syndikaten ein Vorschuss von Franken 50.– per Tonne eingeführter Kohle bewilligt wird; bei einer vorgesehenen Jahreseinfuhr von 1,8 Millionen Tonnen dürfte sich die gesamte schweizerische Kohlenkreditverpflichtung somit auf insgesamt 90 Millionen Franken belaufen. Der Bund ist an dieser Kreditgewährung insofern beteiligt, als er die Rückzahlung – die ordentlicherweise durch Kohlenlieferungen bewerkstelligt wird – nach spätestens zehn Jahren zu garantieren hat[5].

Eine in ihrer Bedeutung nicht zu unterschätzende Leistung zu Gunsten Deutschlands stellen schliesslich die *Frankenzessionen* der Schweizerischen Nationalbank an die Deutsche Reichsbank dar. Seit Jahren verkauft die Reichsbank der Nationalbank von Zeit zu Zeit Gold in Barren und Münzen, um sich auf diese Weise Frankenguthaben zu beschaffen, die zu Zahlungen an die Schweiz oder an andere Länder – im besonderen Portugal, Spanien, Rumänien – verwendet wer-

---

deux camps de belligérants (reproduit ci-dessous en annexe I), le troisième sur la signification et l'importance des finances fédérales (E 6100 (B) 1973/141/9831) *et un quatrième rapport sur la Suisse et les projets monétaires internationaux (reproduit ci-dessous en annexe II).*

5. *Cf. PVCF N^os^ 1620 et 1635 du 10 septembre 1943,* E 1004.1 1/437.

den. Durch die Frankenzahlung wird die Lieferwilligkeit dieser Länder wesentlich gesteigert und Deutschland wird damit in die Lage versetzt, sich Waren zu beschaffen, die es auf anderem Wege vielleicht kaum erhältlich machen könnte. Richtig gewürdigt wird diese schweizerische Leistung zu Gunsten Deutschlands indessen erst, wenn man sich die Reaktion auf alliierter Seite vergegenwärtigt. Es ist naheliegend, dass diese Frankenzessionen an die Reichsbank nicht gerne gesehen werden, weil Deutschland damit die Beschaffung von Devisen und die Bezahlung von Importen erleichtert wird. In diesem Zusammenhange muss ferner an die alliierten Erklärungen über die von Deutschland in den besetzten Ländern beschlagnahmten Vermögenswerte erinnert werden. Ein grosser Teil des von Deutschland zedierten Metalls hat in den letzten Jahren allerdings zur Abwicklung des schweizerischen Zahlungsverkehrs mit anderen Ländern gedient; seit geraumer Zeit ist jedoch als Folge der Erschwerung der Importe eine Verwendung dieses Goldes nur noch in geringem Ausmass möglich.

B. *Die Leistungen zu Gunsten der Alliierten*

Die am 14. Juni 1941 erlassene, mit unseren Rechtsauffassungen in Widerspruch stehende Sperre der schweizerischen Guthaben in den Vereinigten Staaten hat die Schweiz wegen ihrer seit Jahrzehnten bestehenden engen wirtschaftlichen und finanziellen Beziehungen zu den überseeischen Ländern hart getroffen. Im besonderen wurde das Noteninstitut angesichts seiner grossen überseeischen Gold- und Devisenbestände in seiner Bewegungsfreiheit stark behindert; ein erheblicher Teil der Währungsreserven verlor seine Verwendbarkeit als internationales Zahlungsmittel und konnte nicht mehr nach freiem Ermessen so eingesetzt werden, wie es das Interesse der Landesversorgung erfordert hätte. Erschwert wurden die Verhältnisse durch den Umstand, dass Warenkäufe in den Vereinigten Staaten, die eine Verminderung der blockierten Reserven hätten herbeiführen können, durch die amerikanischen kriegswirtschaftlichen Bestimmungen verunmöglicht wurden und dass der Import durch die Blockade und den Mangel an Schiffsraum sich sehr schwierig gestaltete. Dennoch hat sich die Schweizerische Nationalbank bereit gefunden, die aus dem Warenexport, aus dem Reise- und Versicherungsverkehr, aus Unterstützungszahlungen, aus Zahlungen für die diplomatischen Dienste, für das Internationale Komitee vom Roten Kreuz, usw., anfallenden *gesperrten Dollar- und Goldbestände* zu einem paritätsnahen festen Kurse entgegenzunehmen, um auf diese Weise einen Kurszusammenbruch des Dollars in der Schweiz zu verhindern, der nicht nur eine Prestigeeinbusse der ehemaligen Weltwährung nach sich gezogen, sondern auch die Fortsetzung des Exports nach den Vereinigten Staaten infolge der Überteuerung der schweizerischen Valuta ernsthaft in Frage gestellt hätte.

Nicht viel anders liegen die Dinge im Verkehr mit den Pfundländern. Die Schweizerfrankenbegehren der Bank von England für die Bezahlung des schweizerischen Exports, für Zahlungen an das Internationale Komitee vom Roten Kreuz, an die in London domizilierten fremden Regierungen, an diplomatische Vertretungen und an die Abteilung für fremde Interessen des eidg. Politischen Departements bewegen sich andauernd auf ansehnlicher Höhe und konnten lange Zeit nur durch die Entgegennahme blockierten Goldes in Übersee seitens der Schweizerischen Nationalbank befriedigt werden.

Die Bedeutung dieser Leistungen für die Alliierten wird besonders augenfällig, wenn man sich darüber Rechenschaft gibt, in welchem Masse die schweizerischen Währungsreserven seit dem Erlass des amerikanischen Embargos bis in die jüngste Zeit zugenommen haben. Der Bestand an Gold und deckungsfähigen (Dollar-) Devisen bezifferte sich nach dem Ausweis der Nationalbank

am Jahresende 1941	auf 3550	Millionen	Franken
er erhöhte sich bis Ende 1942 um	72	»	»
	auf 3622	Millionen	Franken
im Jahre 1943 um	618	»	»
	auf 4240	»	»
und bis anfangs Juni 1944 um	217	»	»
	auf 4457	Millionen	Franken

Die aus der Übernahme von Gold- und Devisenbeständen resultierende Vermehrung der schweizerischen Geldmenge beziffert sich somit für die letzten 2½ Jahre auf rund 900 Millionen Franken. Vollständig wird das Bild allerdings erst, wenn man diesem Betrag auch noch die Gold- und Deviseneingänge aus dem angelsächsischen Bereich zurechnet, die noch zu erwarten sind. Im ganzen dürfte es sich, auf ein Jahr berechnet, um einen Betrag von etwa 410 Millionen Franken handeln, wobei auf die Exporte der Uhrenindustrie 220 Millionen und auf alle übrigen Exporte nach dem Dollarraum mit Einschluss der Exporte nach Ländern des nahen Ostens und nach Brasilien und Argentinien 190 Millionen entfallen dürften. Für die Nationalbank wird sich der gesamte Dollaranfall auf 270 Millionen belaufen, während der Bund aus Exporten 140 Millionen Franken zu übernehmen haben wird.

Ein weiterer Anfall an Gold- und Dollarbeständen ergibt sich für den Bund im laufenden Jahr aus den *Frankenzessionen an das amerikanische Schatzamt*, die für die Deckung der amerikanischen Regierungsbedürfnisse bestimmt sind und die sich voraussichtlich auf 100 Millionen Franken belaufen werden.

Für Rechnung des Bundes werden von der Nationalbank schliesslich auch die aus sog. *Unterstützungszahlungen* herrührenden Dollars hereingenommen, die auf Grund der Zahlen des letzten Jahres mit rund 30 Millionen Franken vorgesehen werden, so dass sich der Totalanfall für den Bund aus den beiden Kategorien der «Regierungsbedürfnisse» und der «Unterstützungen» für das laufende Jahr auf rund 130 Millionen Franken stellt.

Mit den Gold- und Deviseneingängen aus dem Dollarraum erschöpfen sich die von Bund und Nationalbank eingegangenen Verpflichtungen indessen nicht. Am 5. Januar a.c. hat die Nationalbank unter Zustimmung des Bundes mit der *Bank von England ein Finanzabkommen* abgeschlossen, wonach die Nationalbank der Bank von England Schweizerfranken gegen frei verfügbares Gold in London zediert, wobei die Hälfte zu Lasten des Bundes und die andere Hälfte zu Lasten der Nationalbank geht. Auf Grund der Frankenzessionen der letzten Monate wird mit einem Goldanfall im Gegenwert von rund zweihundert Millionen Franken gerechnet werden müssen. So betrachtet, stellen die bisherigen Gold- und Devisenaufnahmen und die in diesem Jahr neu übernommenen Verpflichtungen ganz erhebliche Leistungen sowohl des Bundes als der Nationalbank dar. Die Verantwortung, die die Leitung der Nationalbank damit in Bezug auf die Gestaltung der Währungslage, des Geldmarktes und die Entwicklung der Preise in der Schweiz auf sich genommen hat, wiegt nicht leicht. Aber auch dem Bund bringen seine Engagements eine beträchtliche Belastung; seine Gold- und Devisenaufnahmen werden nicht nur neue Aufwendungen zur Folge haben, sondern unter Umständen bewirken, dass der schweizerische Kapitalmarkt für diese Zwecke in vermehrtem Masse in Anspruch genommen werden muss.

ANNEXE II

E 2001 (D) 1968/74/35

Rapport de la Banque nationale

R Zürich, 15. Juni 1944

DIE SCHWEIZ UND DIE INTERNATIONALE WÄHRUNGSPLANUNG

Die Schweiz als ein Land, das durch seinen Aussenhandel und seine Finanzbeziehungen aussenwirtschaftlich eng verflochten ist, hat an der Rückkehr zu geordneten, stabilen Währungsverhältnissen, die eine Wiederaufrichtung des Welthandels erst ermöglichen, ein besonderes Interesse. Insofern decken sich die Stabilisierungsbestrebungen, die der angelsächsischen Währungsplanung zugrunde liegen, mit unsern eigenen Hoffnungen und Wünschen. Anderseits wird die Schweiz darauf Bedacht nehmen müssen, keine Bindungen einzugehen, die mit der Struktur unserer Aussen-

wirtschaft – die nicht nach bestimmten wirtschaftlichen oder politischen Blocks hin, sondern im besten Sinne weltwirtschaftlich orientiert ist – in Widerspruch stehen. Es soll damit nicht gesagt sein, dass die Schweiz bei einer künftigen währungspolitischen Neuordnung nur Vorteile suchen müsse, ohne ihrerseits auch Verpflichtungen zu übernehmen, die für jede Kooperation nun einmal Voraussetzung sind. Doch muss Gewissheit bestehen darüber, dass die Lasten angemessen, d.h. nach der Tragfähigkeit verteilt werden und den kleineren Staaten sowohl das Selbstbestimmungsrecht in wirtschaftlichen Dingen als auch ein ihrer Bedeutung und ihren Verpflichtungen entsprechendes Mitspracherecht gewahrt bleibt.

Leider deuten gewisse Anzeichen in den bisher zur Kenntnis der Öffentlichkeit gelangten Projekten darauf hin, dass die Grundsätze der Gleichberechtigung und Solidarität auf wirtschaftlichem Gebiet noch nicht in dem Masse Allgemeingut geworden sind, wie es vom Standpunkt eines kleineren Landes aus erwünscht sein muss. Es sei in diesem Zusammenhang beispielsweise auf die Verteilung des Stimmrechts in der Verwaltung der geplanten internationalen Organismen hingewiesen, durch die die wirtschaftliche Macht ganz eindeutig in den Händen der Vereinigten Staaten und Englands konzentriert würde.

Von entscheidender Bedeutung für unsere Einstellung gegenüber den Währungsplänen sind die Verpflichtungen, die für die Schweiz mit dem Beitritt verbunden wären. Bei den Stabilisierungsfonds amerikanischer Prägung hätten wir eine Einlage in Gold und Landeswährung zu leisten, als Mitglied der Clearing-Union Keynes' dagegen Zahlungen durch Gutschrift eines nichtkonvertierbaren Giralgeldes entgegenzunehmen. Diesen Auslandsanlagen käme theoretisch wohl die gleiche Bedeutung zu wie den Währungsreserven der Notenbank; praktisch wäre deren Wert aber sehr verschieden. Während wir unter normalen Verhältnissen in der Bemessung des Umfangs und der örtlichen Verteilung unserer Gold- und Devisenbestände im Ausland frei sind und diese ausschliesslich im Interesse der nationalen Wirtschaft einsetzen können, würden die dem internationalen Organismus zur Verfügung gestellten Mittel unserer Kontrolle entzogen bleiben und vielleicht nicht immer so Verwendung finden, wie es unsern Absichten entspricht. Keinesfalls dürfen die Einlagen in die amerikanischen Fonds oder die Bancorguthaben in London als nutzbringende Kapitalanlagen der Schweiz im Ausland angesehen werden, durch die unsere Exportindustrie alimentiert und unsere Ertragsbilanz verbessert werden könnte. Der Einwand, dass diese Einlagen oder Guthaben es der Schweiz anderseits ermöglichen würden, von den Kredit- und Ausgleichsfazilitäten des internationalen Organs zu profitieren, ist kaum stichhaltig, da die Schweiz mutmasslich auch nach dem Kriege ein typisches Gläubigerland bleiben wird, dessen Währung mit Leichtigkeit gegen diejenige unserer Aussenhandelspartner getauscht werden kann.

Bei der Würdigung der sich aus einem Beitritt ergebenden Bindungen hat man sich zunächst darüber Rechenschaft zu geben, dass uns auch der Goldstandard früherer Prägung oder das Dreimächteabkommen aus dem Jahre 1936 gewisse Rücksichten auferlegt hatte, und dass schliesslich die Verhältnisse, die im zwischenstaatlichen Zahlungsverkehr heute herrschen, von Selbstherrlichkeit ebenfalls ziemlich weit entfernt sind. Die bisher bekannt gewordenen Projekte für die währungspolitische Nachkriegsordnung sind jedoch wenig geeignet, in dieser Beziehung eine Verbesserung herbeizuführen; es ist im Gegenteil Grund zur Annahme vorhanden, dass unsere wirtschaftliche Selbständigkeit durch einen Beitritt zum interalliierten Fonds oder zur Clearingunion im Vergleich zur heutigen Situation weiter eingeschränkt würde und dass namentlich in Dingen der Aussenhandels- und der Währungspolitik auf unsere Autonomie in erheblichem Umfang verzichtet werden müsste. Weiterhin stellt sich die Frage, wie sich die weitgehende Auskunftspflicht, die die bisherigen Entwürfe stipulieren, mit unserer internationalen Finanzierungstätigkeit vereinbaren liesse. Unsere wirtschaftlichen und finanziellen Beziehungen zum Ausland würden bis in die feinsten Verzweigungen hinaus kontrolliert, was unserer Exportwirtschaft und dem Auslandgeschäft unserer Banken und Versicherungen zweifellos nicht zum Vorteil gereichen könnte.

Die bisher veröffentlichten Projekte stellen nach den Erklärungen ihrer Verfasser lediglich Diskussionsgrundlagen dar; der Zeitpunkt ist also noch nicht gekommen, um abschliessend Stellung zu beziehen. Vielmehr dürfte unsere Aufgabe einstweilen darin liegen, die währungspolitische Entwicklung mit aller Aufmerksamkeit zu verfolgen, um später jene Schlüsse ziehen zu können, die der Wirtschaft unseres Landes zum Nutzen gereichen und ihr die gebührende Stellung im inter-

nationalen Wettbewerb sichern. Entscheidend wird für uns sein, wie unsere wichtigsten Aussenhandelspartner die Währungsfrage regeln. Präzisere Angaben darüber liegen einstweilen nicht vor und können auch kaum erwartet werden, solange der Krieg nicht beendet ist.

Abschliessend erlauben wir uns, auf unser Schreiben an den Herrn Vorsteher des eidg. Politischen Departements vom 12. Juni 1943[6] zu verweisen, in dem zu den Währungsplänen von Lord Keynes und Harry White ausführlich Stellung genommen wird. Die grundsätzlichen Erwägungen, die darin enthalten sind, behalten ihre Geltung im allgemeinen auch gegenüber den neuern Projekten.

ANNEXE III

E 2001 (E) 1967/113/443

La Direction générale de la Banque nationale[7]
à la Division des Affaires étrangères du Département politique[8]

L Zurich, 21 octobre 1944

En annexe de votre lettre du 10 octobre[9], vous avez bien voulu nous remettre copie de deux notes qui vous ont été adressées par la Légation britannique et par celle des Etats-Unis d'Amérique. Par ces notes, les autorités fédérales sont appelées à prendre des mesures conformes aux principes posés dans la résolution N° VI de la conférence de Bretton Woods.

Nous nous permettons, en réponse à votre demande, de vous exposer notre point de vue à propos des questions que la démarche des nations anglo-saxonnes fait naître.

Il nous paraît que dans les recommandations, pas très clairement délimitées, de la résolution N° VI, il y a lieu de distinguer des groupes de demandes bien distincts. Nous plaçons dans le premier

a) l'invitation à empêcher tout acte de disposition ou de transfert d'avoirs appartenant aux gouvernements, particuliers ou institutions de pays occupés;

b) l'invitation à empêcher tout acte de disposition ou de transfert de biens pillés par l'ennemi, notamment d'or, de monnaies, d'objets d'art, de titres de propriétés d'entreprises commerciales et financières;

c) l'invitation à prévenir la dissimulation par voie frauduleuse ou autrement des biens provenant de pays occupés.

Les demandes contenues dans ce groupe ne sont pas nouvelles pour nous. Elles reproduisent, sous une forme plus générale, celles que les gouvernements alliés ont adressées aux banques suisses au printemps de cette année mais, cette fois-ci, s'adressant à notre gouvernement, elles visent l'activité des Suisses en général et non plus seulement celle d'une catégorie d'entreprises.

Il nous paraît qu'à ces trois demandes, il peut être répondu par l'exposé des mesures déjà prises en Suisse, tant par le Gouvernement (arrêtés bloquant les avoirs des pays occupés) que par les banques (affidavits divers, restrictions volontaires mises en vigueur par l'Association Suisse des Banquiers, notamment par sa circulaire du 26 septembre 1944)[10]. Les dispositions déjà prises

---

6. *Cf.* E 2001 (D) 1968/74/35.
7. *La lettre est signée par E. Weber et A. Hirs.*
Sur la Conférence de Bretton Woods, cf. E 2001 (E) 2/637 *et* E 7110/1967/32/861.0.USA/1.
Un rapport du 7 août 1944, rédigé par W. Bosshard, journaliste à la Neue Zürcher Zeitung *mentionne les attaques contre la Banque des Règlements Internationaux et la Suisse* (*Cf.* E 2001 (D) 3/499; *cf. aussi PVCF N° 1611 du 22 septembre 1944,* E 1004.1 1/449).
8. *Annotation de P. Aubaret dans la marge:* Téléphone avec M. Gautier: Il ne voit pas d'objection à ce qu'on communique *confidentiellement* cet exposé à l'ASB. 8.11.
9. *Non reproduit.*
10. *Cf. ci-dessous N° 228.*

dans notre pays doivent donner satisfaction dans une large mesure aux désirs exprimés. On peut tout au plus se demander si les restrictions acceptées par les banques pourraient être étendues à d'autres professions, par exemple aux avocats, notaires, sociétés fiduciaires, holdings ou même, par une mesure générale, à l'ensemble des personnes physiques ou morales domiciliées en Suisse.

Dans le second groupe se place l'invitation à prévenir la dissimulation par voie frauduleuse ou autrement de biens appartenant à des chefs ennemis, à leurs complices ou collaborateurs.

Là encore, on peut invoquer les mesures déjà prises. Il ne s'agit toutefois plus uniquement de biens pillés. L'accent est mis sur la personne du propriétaire et non plus sur un acte de dépossession entachant la propriété elle-même. La question passe ainsi sur le terrain politique ou dans le domaine de la police et nous ne pensons pas qu'il soit de notre rôle d'émettre une opinion à ce propos.

Dans le troisième groupe enfin se rangent les deux dernières demandes formulées:

a) celle qui invite les neutres à découvrir et à trier sur leur territoire les biens pillés et à les tenir à disposition des gouvernements constitués dans les pays occupés après leur libération;

b) celle qui vise avec le même objet les biens de chefs ennemis.

On réclame ainsi quelque chose de nouveau, une action directe, un concours actif de nos autorités en faveur d'un des partis en guerre. Nous pensons également que l'étude de la situation ainsi créée échappe à nos compétences. Nous nous bornons donc à remarquer que la base légale d'une action de ce genre ne nous paraît pas donnée parce qu'elle suppose une intervention officielle dans notre système du droit privé. D'autre part, nos codes connaissent une procédure de revendication ouverte à tout possesseur dépossédé et qui paraît offrir toutes les garanties désirables[11].

---

11. *Egalement consulté au sujet de la résolution votée à la Conférence de Bretton Woods, le Département des Finances et des Douanes répond le 17 novembre 1944:*

[...] En raison des traités de commerce contingentant les échanges de marchandises avec les pays voisins, de la surveillance des importations et des accords de clearing réglant nos relations financières, nous ne croyons pas que les dirigeants des Etats voisins aient actuellement dans une mesure appréciable, la possibilité de transférer en Suisse des marchandises volées ou d'y acquérir des avoirs.

Quant aux enquêtes qui nous sont demandées sur l'origine de fortunes étrangères déposées en Suisse et aux mesures éventuelles de séquestre que nous devrions prendre unilatéralement contre certains belligérants, nous nous rallions au point de vue exprimé par la Banque nationale dans sa lettre du 21 octobre. Nous estimons que de telles mesures seraient incompatibles avec le principe de la neutralité. En revanche, si des biens déterminés nous sont signalés comme volés, nous estimons que notre législation civile et pénale sont suffisantes pour ouvrir les enquêtes et les procédures nécessaires.

Nous pensons donc que l'on peut répondre aux légations britannique et américaine que les conditions actuelles des relations commerciales et financières de la Suisse avec les Etats voisins sont actuellement telles que, pratiquement, les possibilités de faire passer en Suisse des marchandises volées et d'y acquérir des avoirs ne peuvent revêtir quelque importance, et que si des biens provenant d'actes délictueux ont passé la frontière, notre législation ordinaire, pénale et civile, peut être mise en action pour la répression des délits et le recouvrement des biens. (E 2001 (E) 1967/113/443).

ANNEXE IV

E 6100 (A) 25/2329

Le Premier-Adjoint du Directeur de l'Administration des Finances, E. Reinhardt, au Chef du Département des Finances et des Douanes, E. Nobs

No Persönlich und Vertraulich Bern, 18. November 1944

1. Aus den Zeitungen ist ersichtlich, dass sich Amerika und die Alliierten in neuester Zeit wieder ganz besonders mit der Schweiz als mögliches Zufluchtsland feindlicher Kapitalinteressen beschäftigen. Es sei etwa auf die Neue Zürcher Zeitung Nr. 1958 von 16. November 1944 und Nr. 1960 vom 17. November 1944 verwiesen.

2. Dieser Drang lässt sich sicher nicht einfach durch Erklärungen von Mitgliedern der schweizerischen Delegation gegenüber Zeitungen bekämpfen. Ich erblicke gegenteils in so kurz angebundenen und kategorischen Zusicherungen über ein derart komplexes Problem, das gewiss im Mittelpunkt der ganzen Missverständnisse und Schwierigkeiten steht, eine Gefahr.

3. Im Hinblick auf die gewaltige Bedeutung des ganzen Fragenkomplexes werden wir auf die Dauer nicht einfach mit solchen Bemerkungen darum herumkommen, uns mit dem Problem als ganzes eingehend zu beschäftigen. Letzten Endes werden wir dann dem Druck doch nicht ausweichen können und dann nur die Nachteile eines im falschen Zeitpunkt gewährten Nachgebens tragen, verknüpft mit den Nachteilen, dauernd gegen den Strom zu schwimmen. Man sollte deshalb m.E. in geeigneter Form einmal abklären, ob die Schweiz nicht von sich aus sich bereitfinden könnte, festzustellen, was den Deutschen gehört und zwar gründlich, mit der Möglichkeit, hierüber allenfalls Auskunft zu erteilen. Der Begriff, was deutsch wäre, könnte unter Umständen auf der Basis der Verrechnungsstelle (Majorität) definiert werden, wenn dies voraussichtlich auch den Allierten nicht genügen wird, da sie ja bereits mit einem enemy-content von 25% die feindliche Qualifikation beginnen. Dann sollte man m.E. auch einmal in geeigneter Form abklären, was die Alliierten eigentlich wollen, nämlich nur das gestohlene Gut oder alles was in neutralen Ländern von den Deutschen liegt? Es ist doch klar, dass die Deutschen grosse, absolut legitime Guthaben, die mit den kriegsbedingten Ereignissen und dem Nationalsozialismus gar nichts zu tun haben, in neutralen Ländern besitzen, mit denen sie in einem intensiven gegenseitigen Wirtschafts- und Finanzverkehr seit langem stehen. Ich möchte nur etwa an die Guthaben des Konzerns der deutschen Bank erinnern, die etwa eine Höhe von 50 Millionen angenommen haben dürften. Die Wirkungen des «warning» sind gerade auch auf diesen Besitz sicher nicht gering.

4. Wenn wir uns zu lange sperren – ähnlich wie wir auch verhältnismässig lange mit der Erklärung über die Kriegsverbrecher zurückgehalten haben – so können die Folgen wahrscheinlich nur noch schlimmer werden. Ich könnte mir denken, dass man bei einem gründlichen Studium aller Zusammenhänge und der möglichen Rückwirkungen heute auch von privatwirtschaftlicher Seite zur Auffassung kommen kann, dass die Schaffung von gesetzlichen Grundlagen, d.h. der Erlass der nötigen Verordnungen, die den Banken und der Wirtschaft gewisse Aussagen erlauben, zu begrüssen wäre, und dass man sich deshalb heute auch zur Frage des Bankgeheimnisses nicht nur intern gegenüber dem Fiskus, sondern auch extern aufgeschlossener zeigt. Die Gefahr besteht ja unleugbar, dass damit das gute und gesunde schweizerische Geld angesteckt wird, weil man behauptet, es lasse sich nicht klar vom deutschen trennen, dem die Jagd nun einmal gilt.

5. Ich bin mir vollständig klar, dass ich hier äusserst heikle Probleme berühre und möchte mit dieser zwangslos hingeworfenen Notiz nicht in der Sache selbst Stellung nehmen. Dagegen halte ich es für unerlässlich, dass wir nicht eine Vogel-Strauss-Politik treiben, sondern gerade diesen Fragen auf breiter Basis unsere Aufmerksamkeit schenken. Vielleicht könnte ein Gremium gebildet wer-

den, das rein vertraulich und intern den Auftrag erhielte, die Gesamtsituation abzuklären, d.h. die Fernwirkungen auf rein finanziellem aber auch gesamtpolitischem Gebiet zu prüfen und gegebenenfalls konkrete Vorschläge zur Behebung der unter diesem Gesichtspunkt immer wieder auftretenden malaise zu unterbreiten [12].

ANNEXE V

E 2001 (E) 1967/113/443

Le Chef du Département des Finances et des Douanes, E. Nobs, au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz [13]

L Bern, 23. November 1944

Ihr Departement orientierte das Finanz- und Zolldepartement mehrmals über die im Verfolge der Resolution VI der Konferenz von Bretton Woods durch die alliierten Mächte unternommenen Schritte.

In unserer Meinungsäusserung vom 17. November 1944 verwiesen wir im wesentlichen auf die Vernehmlassung der Schweiz. Nationalbank vom 21. Oktober 1944. So erwähnten wir, dass für Kontrollen in dem in Bretton Woods geforderten Ausmasse derzeit die Rechtsgrundlagen fehlen und deren Ausbau auch unter dem Gesichtspunkt der Neutralität zu prüfen wäre.

In der Einstellung zu den zu Grunde liegenden Fragen stehen wir offenbar keiner abgeschlossenen Entwicklung gegenüber. So werden neuerdings schwedische Massnahmen bekannt, die den alliierten Wünschen entgegenzukommen scheinen. Es sollen ferner Mitglieder der privaten Delegation, welche die schweizerische Wirtschaft an die Handelskonferenz in Rye entsandte, erklärt haben, man sei an zuständiger schweizerischer Stelle davon überzeugt, dass deutsches Fluchtgeld nicht unbemerkt den Weg in die Schweiz habe finden können. Gleichzeitig ist ein Gutachten des obersten Bundesgerichtes der Vereinigten Staaten bekannt geworden, das im Ergebnis feststellt, dass die schweizerische Rechtsordnung feindlichem Vermögen eine Umgehung der alliierten Kriegsgesetzgebung von neutralem Boden aus ermöglicht habe.

Wir wissen nicht, welche Angaben den schweizerischen Wirtschaftsvertretern zur Verfügung standen, die die abgegebene Erklärung erhärten. Amtliche Untersuchungen über die der Schweiz gegenüber bestehenden ausländischen Guthaben sind uns keine bekannt. Wir fragen uns aber, ob, nachdem auf diesem überaus heiklen Gebiet ein amtliches Gutachten der Gegenseite gegen eine private Erklärung steht, der Bund nicht damit rechnen muss, dass er einer Stellungnahme auf die Dauer nicht auszuweichen vermag. Man wird sich nicht darauf verlassen dürfen, dass mit privaten Erklärungen politische Meinungsverschiedenheiten von weitesten Auswirkungen beigelegt sind. Als Gläubigerland ist der Bund darauf angewiesen, die Vermögen seiner Staatsangehörigen von jeder Verfügungsbeschränkung frei zu bekommen. Das Schicksal schweizerischer Auslandsguthaben und Goldvorräte, das unter Umständen von der Gegenseite einmal mit unserer Stellungnahme in Zusammenhang gebracht werden könnte, ist auch für das Finanzdepartement von grosser Bedeutung. Wir werden uns zu überlegen haben, wie sich der Bund die für sein eigenes

---

12. *Par une annotation du 20 novembre au bas de la notice, E. Nobs se déclare d'accord avec E. Reinhardt et lui demande d'écrire une lettre au Département politique, en tenant compte de la lettre du 17 novembre (citée ci-dessus dans la note 11).*

13. *Annotation du Chef de la Section du Contentieux et des Intérêts privés à l'Etranger, R. Kohli, le 24 novembre:* M. Jacot est désavoué, une fois de plus! Il faut accuser réception des deux lettres et dire ce que nous avons fait: *[...] Sur ces indications de Kohli, C.-M. Weibel rédige la réponse du Département politique (reproduite ci-dessous en annexe VI).*

Finanzinteresse notwendige Übersicht der Verhältnisse zu verschaffen in der Lage wäre, um im gegebenen Moment aus voller Kenntnis der Sachlage entscheiden zu können.

Daher bitten wir Sie, unsere Stellungnahme vom 17. November 1944 nicht als abschliessend zu betrachten und uns auch weiterhin darüber zu orientieren, wie Sie die Lage beurteilen.

ANNEXE VI

E 6100 (B) 1973/141/9831

Le Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz, au Chef du Département des Finances et des Douanes, E. Nobs

L WA Berne, 11 décembre 1944

Nous avons eu l'honneur de recevoir vos lettres des 17 et 23 novembre par lesquelles, répondant à notre demande, vous avez bien voulu nous exposer votre manière de voir à l'égard de la notification qui nous a été faite par les Légations à Berne des Nations-Unies de la résolution N° 6 de la Conférence monétaire et financière de Bretton Woods.

C'est avec un très vif intérêt que nous avons lu vos communications et nous tenons à vous remercier d'avoir bien voulu nous faire part de votre point de vue au sujet de la question très complexe qui retient à l'heure qu'il est toute notre attention. Il serait en effet vain de se dissimuler que l'attitude qu'adopteront dans ce domaine les Nations-Unies aura aussi des répercussions sur la solution de nombreux problèmes intéressant notre pays, qui ne manqueront pas de se poser dans la période de l'après-guerre. C'est pourquoi nous n'avons pas attendu la notification dont il s'agit pour observer la plus grande circonspection dans les affaires concernant le transfert en Suisse de capitaux fugitifs en provenance des pays de l'Axe. Nous pensons qu'il vous intéressera de connaître dans ses grandes lignes la politique suivie jusqu'à maintenant par notre département dans cette matière.

Mis en éveil par les déclarations que les Nations-Unies ont faites au sujet des transferts de propriété dans les pays occupés – la première date du 5 janvier 1943 –, nous avons, à cette époque déjà, demandé aux Légations de Suisse accréditées auprès des gouvernements des Etats en question de nous tenir au courant de l'évolution du problème et des réactions qu'il suscitait tant dans les milieux officiels que dans la presse. Cette dernière source nous a fourni de nombreuses informations sur de prétendues fuites de capitaux des pays de l'Axe cherchant refuge dans notre pays. Il convient toutefois de préciser qu'après de minutieuses vérifications, elles se sont jusqu'à maintenant toutes révélées sans fondement et destinées bien plus à satisfaire un public avide de sensationnel qu'à apporter des éléments sérieux au débat. Nous n'en continuons pas moins à étudier de très près tous les cas qui nous sont signalés et cela en étroit contact avec le Ministère public fédéral.

Vous n'ignorez pas d'autre part que les gouvernements anglo-saxons cherchant à renforcer le blocus économique auquel ils soumettent les pays de l'Axe s'en sont pris à l'activité des banques suisses. Nous avons alors été en rapports suivis avec l'Association Suisse des Banquiers et nous nous permettons de rappeler à ce propos notre proposition au Conseil fédéral du 24 juin dernier[14], laquelle relate l'essentiel des pourparlers qui ont, en définitive, abouti aux résultats suivants:

Les gouvernements britannique et américain ont renoncé à leur intention première de publier un avertissement formel enjoignant aux banques suisses de ne pas effectuer une série d'opérations sous peine d'être portées sur les listes noires. Mais en contrepartie et comme témoignage de sa bonne volonté, l'Association Suisse des Banquiers a adressé à ses membres les 19 et 30 septembre[15] deux circulaires confidentielles contenant de multiples instructions dont elle estime

14. *Cf. N° 167.*
15. E 2001 (E) 2/558.

indispensable la plus stricte observation. Nous vous remettons, en annexe, pour votre information, deux exemplaires de ces circulaires. Comme vous pourrez vous en rendre compte, toutes les instructions qui y sont consignées tendent essentiellement à empêcher que les banques suisses ne favorisent, consciemment ou inconsciemment, tous déplacements vers notre pays de butins de guerre et de capitaux fugitifs. Nous voudrions relever en particulier que lesdites circulaires invitent les banques à cesser toutes les opérations portant sur les billets de banque de livres sterling et de dollars et à réduire au minimum les transactions en billets français. Le problème du commerce des billets étrangers ne se trouve néanmoins pas liquidé par ces instructions. Il a en effet pris un regain d'actualité à la suite d'informations qui nous sont parvenues – et dont l'Ambassade de France s'est du reste fait l'écho –, selon lesquelles d'importants paquets de billets français seraient introduits dans notre pays pour y être négociés au profit de l'Allemagne. Bien que nous n'ayons pu jusqu'à ce jour obtenir confirmation de ces rumeurs, il n'en reste pas moins que le négoce des billets étrangers a pris, à la faveur des circonstances actuelles, une extension qui ne peut que porter préjudice au bon renom de la Suisse. Aussi, d'entente avec l'Association Suisse des Banquiers, nous préparons un projet d'arrêté du Conseil fédéral prévoyant que l'importation et l'exportation des billets de banque étrangers seront interdites et leur commerce en Suisse soumis au concessionnement. Nous nous proposons du reste de prendre contact à ce sujet avec votre département.

Il est évident que la solution la plus nette et qui donnerait d'emblée satisfaction aux vœux contenus dans la Résolution N° 6 serait de bloquer les avoirs allemands en Suisse, comme cela a été déjà fait pour les pays occupés. Une telle mesure risquerait toutefois d'avoir pour conséquence l'arrêt complet de nos échanges commerciaux avec notre voisine du Nord. A l'heure actuelle où nos importations en provenance d'outre-Atlantique sont pratiquement interrompues, nous ne pouvons songer à couper de notre propre initiative – alors que nous sommes toujours liés par l'accord germano-suisse du 29 juillet dernier – la principale source de ravitaillement de la Suisse. Les chiffres sont, à cet égard, éloquents. Tandis que nos importations des pays d'outre-mer se montaient durant le mois d'octobre à environ 5 millions, l'Allemagne, ainsi que les pays occupés par elle, nous envoyaient pendant la même période des marchandises pour une valeur approximative de 35 millions.

Néanmoins, toutes les mesures préliminaires à un blocage des avoirs allemands en Suisse sont mises au point et nous sommes prêts, en cas de défaillance de nos partenaires, à les appliquer sans délai.

Nous nous plaisons à croire que l'exposé qui précède, quoique succinct, vous aura donné une image suffisamment précise de la situation à laquelle, est-il besoin de le relever, nous continuons à vouer toute notre attention.

145

E 2001 (E) 2/617

Le Chef du Département de l'Economie publique, W. Stampfli, au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz[1]

L Bern, 1. Juni 1944

Wir beehren uns, Bezug zu nehmen auf die Unterredung, die der Delegierte für Handelsverträge, Herr Dr. H. Ebrard, am 30. v.Mts. mit dem Chef Ihrer Sektion für Rechtswesen und private Vermögensinteressen im Auslande, Herrn Legationsrat Kohli, geführt hat. Gegenstand dieser Besprechung war die Mission des gegenwärtig in der Schweiz weilenden Verwaltungsratsdelegierten der Rumänischen Nationalbank, Herrn R. Ramniceanu, der mit der Schweizerischen Nationalbank in Zürich und mit Ihrer Sektion für Rechtswesen und private Vermögensinteressen im Auslande Besprechungen über die Errichtung eines rumänischen Golddepots in der Schweiz aufgenommen hatte. Sobald die Handelsabteilung von dieser Fühlungnahme des Herrn Ramniceanu mit diesen schweizerischen Stellen Kenntnis erhielt, hat sie die vorgenannte Sektion Ihres Departements darauf aufmerksam gemacht, dass ein Eingehen auf die Wünsche der Rumänischen Nationalbank, sofern es von schweizerischer Seite aus überhaupt in Betracht gezogen werden könnte, zweifellos abhängig gemacht werden müsste von bestimmten Bedingungen, die sich aus der gegenwärtigen Lage des Waren- und Zahlungsverkehrs zwischen der Schweiz und Rumänien aufdrängen.

Die Frage der Errichtung eines rumänischen Golddepots in der Schweiz hat bekanntlich bereits im Herbst 1943 Gegenstand einer streng vertraulichen und persönlichen Fühlungnahme des rumänischen Gesandten in der Schweiz mit dem Delegierten für Handelsverträge, Herrn Dr. H. Ebrard, im persönlichen Auftrage des stellvertretenden rumänischen Ministerpräsidenten, Herrn Mihail Antonescu, gebildet. Nachdem es sich damals jedoch um die Verbringung des gesamten rumänischen Goldschatzes in Höhe von rund 1 Milliarde Schweizerfranken nach der Schweiz handelte, hat der Bundesrat aus naheliegenden politischen Erwägungen seinerzeit auf diese rumänische Anfrage nicht eintreten können.

Bei der Mission, die Herr Ramniceanu heute im Auftrag der Rumänischen Nationalbank in der Schweiz zu erfüllen hat, handelt es sich um die Errichtung eines Golddepots in weit geringerem Umfange, indem die Einfuhr von rund 20 000 kg Gold im Werte von rund 100 Millionen Schweizerfranken beabsichtigt wird. Nach den Mitteilungen des genannten Herrn soll die Errichtung dieses Depots vor allem den Zweck verfolgen, in der Schweiz eine Währungsreserve zu schaffen, die für die Bezahlung von in der Schweiz zu vergebenden rumänischen Aufträgen für die Nachkriegszeit Verwendung finden soll. Die Schweizerische Nationalbank ist im Hinblick auf die nicht zu grosse Höhe des

1. *Annotation de M. Pilet-Golaz en tête du document:* A M. Kohli. Qu'en pense-t-il? P.-G.

beabsichtigten Depots und auf den Verwendungszweck dieser Mittel der Ansicht, dass dieser Frage unter diesen Gesichtspunkten unter Umständen doch ein etwas anderer Charakter zukomme, als der vorstehend erwähnten, im Herbst vergangenen Jahres von rumänischer Seite beantragten Verlegung der gesamten rumänischen Währungsreserve nach der Schweiz.

Die auf dem Spiele stehenden wirtschaftlichen Interessen haben uns veranlasst, den Verwaltungsratsdelegierten der Rumänischen Nationalbank zu einer Besprechung der Angelegenheit mit dem Delegierten für Handelsverträge, Herrn Dr. Ebrard, einzuladen. Wir haben Herrn Ramniceanu bei dieser Gelegenheit erklärt, dass die Errichtung eines rumänischen Golddepots in der Schweiz gewisse Fragen aufwerfe, die in das Gebiet des gegenwärtigen und künftigen Waren- und Zahlungsverkehrs zwischen der Schweiz und Rumänien[2] fielen und die im Zusammenhang mit der von Herrn Ramniceanu vorgeschlagenen Transaktion ihre Lösung zu finden hätten.

[...][3]

Die unsererseits an die Errichtung des Golddepots zu knüpfenden Bedingungen wären – je nach der Form der der Rumänischen Nationalbank abzugebenden schweizerischen Zustimmung – ungefähr wie folgt zu formulieren:

1. Die Rumänische Nationalbank verpflichtet sich, zulasten des von ihr in der Schweiz im vorerwähnten Umfang zu errichtenden Golddepots diejenigen Beträge auf das gemäss Abkommen vom 19. April 1943 über den Warenaustausch und Zahlungstransfer zwischen der Schweiz und Rumänien[4] bei der Schweizerischen Nationalbank geführte schweizerisch-rumänische Transferkonto zurückzuerstatten, die die Rumänische Nationalbank gestützt auf Art. 3, Absatz 2 des genannten zwischenstaatlichen Abkommens mit der Verpflichtung späterer Rückerstattung abdisponiert hat. Diese Verpflichtung fällt für diejenigen Summen laufend dahin, die die Rumänische Nationalbank auf erste Anforderung der Schweizerischen Verrechnungsstelle aus anderen freien Mitteln auf das genannte Transferkonto zurückerstattet.

2. Die Rumänische Nationalbank und die rumänische Regierung verpflichten sich, den Gegenwert des von der Rumänischen Nationalbank zu errichtenden Golddepots für die Bezahlung von Aufträgen zu verwenden, die der schweizerischen Industrie für spätere Ablieferung – gegebenenfalls nach Beendigung des gegenwärtigen Krieges – in Auftrag gegeben werden.

Den schweizerischen Behörden steht es frei, in jedem einzelnen Falle darüber zu entscheiden, ob sie die Bezahlung der in vorstehendem Absatz erwähnten schweizerischen Lieferungen aus den Mitteln dieses Golddepots entgegennehmen oder aber diese schweizerische Ausfuhr von entsprechenden Gegenlieferungen rumänischer Erzeugnisse abhängig machen wollen.

Falls die Schweiz die Bezahlung der in Rede stehenden schweizerischen Exporte nur in Form entsprechender rumänischer Warenlieferungen entgegennehmen will, verpflichtet sich die rumänische Regierung, die für die Ausfuhr dieser rumänischen Erzeugnisse erforderlichen Ausfuhrbewilligungen ohne

---

2. *Cf.* E 7110 1967/32/900 Rumänien.
3. *Suit un résumé des entretiens avec le délégué roumain.*
4. K I. 1220.

weiteres zu erteilen, sofern überhaupt die objektive Möglichkeit der Lieferung der im Einzelfall in Betracht fallenden rumänischen Waren ins Ausland besteht.

Der Delegierte für Handelsverträge, Herr Dr. H. Ebrard, steht Ihnen für die weitere Behandlung dieser Angelegenheit und für allfällige weitere Auskünfte, die Sie zu erhalten wünschen, jederzeit gerne zur Verfügung. Der Vollständigkeit halber erlauben wir uns beizufügen, dass der Delegierte des Verwaltungsrates der Rumänischen Nationalbank, Herr Ramniceanu, den Wunsch geäussert hat, wenn immer möglich bis kommenden Samstag, den 3. Juni 1944, die Antwort des Bundesrats erhalten zu können, da er beabsichtigt, sofort nach Bukarest zurückzukehren, um diese dringende Angelegenheit mit der Rumänischen Nationalbank endgültig zu bereinigen[5].

5. *Sur cette affaire, cf. aussi* E 7001 (B) 1/345.

146

E 2001 (D) 9/3

Le Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz, au Ministre de Suisse à Washington, K. Bruggmann

Copie d'expédition
T

Berne, 1er juin 1944

Numéro 448. Pour Ministre Bruggmann.

Votre 416[1]. Renseignements fournis fort intéressants, merci.

Comme vous m'aviez laissé entendre qu'Ambassadeur Soviets auprès Maison Blanche pas personnalité premier plan, avais intention prendre contact Londres et instruire à cet effet notre nouveau Ministre en Angleterre. Malheureusement, Ruegger souffrant doit remettre son départ pour un temps encore indéterminé, ce qui me préoccupe dans circonstances actuelles mouvantes en Europe. Aurais préféré donner instructions orales. Mais vais prochainement vous écrire comment envisage les choses pour vous permettre agir en connaissance de cause. En attendant serais heureux que puissiez resserrer vos relations personnelles avec Ambassadeur Soviets et échanger avec lui à titre privé et confidentiel vues sur relations futures entre Russie et Suisse. Actuellement reconnaissance serait pratiquement réduite à un geste spectaculaire dont conséquences pourraient être encore fort désagréables pour ne pas dire plus. Mais dès que conditions matérielles extérieures seront plus ouvertes situation sera plus facile. Suis personnellement convaincu que rapports diplomatiques avec Soviets nécessaires et utiles dès qu'hostilités prendront fin bien entendu sans les confondre avec tolérance communisme. En attendant contacts de fait préparatoires mais discrets absolument conformes à mes intentions. Lettre suivra. Pilez-Golaz.

1. *Non reproduit.*

147

E 2300 Santiago de Chile/6

Le Chargé d'Affaires a.i. de Suisse à Santiago du Chili, Ph. Zutter[1], au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz[2]

RP Santiago, 1er juin 1944
Rapport Politique No III.

J'ai l'honneur de vous faire part, ci-dessous, de quelques considérations concernant la politique chilienne:

Le Président Rios qui, voici un peu plus de deux ans, avait été porté au pouvoir par les radicaux avec l'aide des partis de gauche, est en butte, depuis un an environ, à de vives critiques de la part de ses électeurs de naguère. On lui reproche son indécision et sa tendance à ménager les conservateurs parmi lesquels il trouva, après coup, certains appuis.

Depuis plusieurs mois, on attendait que le Président du Chili prît position pour répondre aux attaques dont il était l'objet. Or, sortant de son mutisme, il adressa récemment aux chefs du parti radical une lettre ouverte dont le texte fut reproduit par tous les journaux et par laquelle il fait connaître son avis sur certains postulats de l'Alliance démocratique visant, notamment, l'épuration de l'administration publique, la réalisation effective des accords pris avec les Nations Unies, la reprise des relations diplomatiques avec l'U.R.S.S. et la rupture avec le Gouvernement du Général Franco. On comprendra aisément que le Président du Chili, dont les attributions constitutionnelles sont extrêmement étendues, ait protesté avec vigueur contre la prétention de le diriger en pareilles matières. Dans sa lettre, M. Rios commence par déclarer qu'il entend gouverner lui-même; puis, reprenant les points essentiels du mémoire de l'Alliance démocratique, il les repousse l'un après l'autre. «On me demande, dit-il, d'épurer l'administration. Je refuse cette suggestion car, en l'acceptant, je donnerais à croire que mes collaborateurs sont corrompus, ce qui n'est pas le cas. Au surplus, un malaise général ne tarderait pas à peser sur tous les cadres de l'administration si de telles méthodes étaient innovées.» En matière de relations extérieures, le Président se défend de n'avoir pas accompli strictement les engagements pris avec les Nations Unies et mentionne, notamment, les mesures adoptées en matière de répression d'espionnage. «On me propose, ajoute-t-il, la reprise des relations avec la Russie soviétique. Cette question est beaucoup trop complexe pour être résolue d'un trait de plume. Aussi ne puis-je entrer en matière, tout en relevant à titre d'indication que le Brésil, qui est en guerre avec les pays de l'Axe, n'a pas renoué ses relations avec la Russie, tandis que le

---

1. *En date des 2 mars et 28 mai 1943, le Conseil fédéral, sur proposition du Département politique, a décidé la création à Santiago d'une Chancellerie diplomatique et l'attribution à ce poste de M. Philippe Zutter, Conseiller de Légation, en qualité de Chargé d'Affaires intérimaire. (Cf. PVCF No 1757 du 13 octobre 1944,* E 1004.1 1/450).
2. *Annotation de M. Pilet-Golaz:* 19.7.44.

Japon maintient sa représentation à Moscou.» Quant à la rupture avec le Gouvernement espagnol, il l'écarte comme un projet simplement absurde.

Ces déclarations, largement diffusées dans le pays, provoquèrent une très vive réaction. Alors que la droite se félicitait de la fermeté présidentielle, la gauche ne cachait pas sa colère et allait jusqu'à déclarer la patrie en danger. Il s'agissait, bel et bien, d'une lutte ouverte entre le Président et le parti même où il avait fait sa carrière. Les radicaux répondirent à leur tour par lettre ouverte, s'appesantissant sur des points de détail et cherchant à démontrer que, tout président qu'il soit, M. Rios doit suivre les directives de son groupe. Celui-ci rétorqua qu'il estimait les responsabilités de sa charge beaucoup trop importantes envers l'ensemble du pays pour qu'il puisse se limiter à favoriser le seul parti radical auquel, ajoutait-il, il restait fermement dévoué quant au reste. Les radicaux n'admirent pas cette manière de voir et obligèrent les cinq ministres de leur parti, membres de l'actuel Cabinet, à donner leur démission. Ils s'exécutèrent, mais la démission fut refusée par le Président Rios et ils restèrent en fonction, rompant ouvertement avec leurs coreligionnaires politiques. La situation devenait de plus en plus tendue et certaines personnes pronostiquaient, non seulement un remaniement du Gouvernement, mais un changement à la Présidence. C'est, peut-être, alléché par cette perspective que l'Ambassadeur du Chili à Rio, M. Gonzales Videla, abandonna précipitamment son poste pour venir patriotiquement offrir sa collaboration au parti radical. Ce diplomate occasionnel avait, en effet, été candidat aux élections d'il y a deux ans et il semble qu'il n'ait pas abandonné l'espoir d'occuper un jour le poste de roi sans couronne qu'est la Présidence chilienne. Malheureusement pour lui, il ne trouva pas, parmi ses amis, l'accueil qu'il aurait désiré et devra se borner, pour l'instant, à accepter un fauteuil de Sénateur, lequel lui offrira, sans doute, moins d'honneur et d'avantages que l'Ambassade du Brésil.

Malgré les innombrables intrigues qui viennent se greffer sur la situation créée entre le pouvoir exécutif et les partis qui occupent la majorité des sièges du Congrès, aucune décision «brisante» ne fut prise jusqu'ici. Si l'on en croit certains bruits, les Etats-Unis verraient d'un œil défavorable des mesures extrêmes au Chili et c'est épaulé par ce puissant voisin du nord que le Gouvernement chilien se maintiendrait au pouvoir. D'autre part, les exemples de la Bolivie, de l'Argentine et les tendances qui règnent dans d'autres nations sud-américaines, notamment l'Equateur, font toujours redouter un coup d'Etat s'appuyant sur l'Armée où l'Allemagne compte encore, malgré tout, de fervents admirateurs. Les méthodes souvent dures, employées par les Etats-Unis dans leurs relations économiques et financières avec le Chili, continuent à leur susciter une résistance croissante. Les radicaux, ainsi que les socialistes et les communistes doivent se rendre compte de cet état d'esprit car, sinon, ils eussent sans doute tenté d'utiliser l'occasion qui leur était donnée de créer un Gouvernement à leur image en excluant complètement les représentants conservateurs.

La tension continue à être forte et il n'est pas impossible que l'on assiste à un dénouement plus ou moins prochain. D'aucuns l'avaient prédit pour l'ouverture du Congrès. Il ne s'y passa, toutefois, rien et le Président Rios, au milieu d'une assistance nombreuse et froide, lut, sans incident, un long message au cours duquel il justifiait sa gestion pour l'année écoulée.

148

E 2809 1/2

Compte-rendu du Chef de la Section politique et Chef-suppléant de la Division des Affaires étrangères du Département politique, C. Stucki, sur son entretien avec le Chargé d'Affaires de Chine à Berne, K.-S. Jen[1]

VR Bern, 1. Juni 1944

Der chinesische Geschäftsträger, Herr Jen Ki-Sin, spricht verabredungsgemäss heute um 10 Uhr 30 vor, um mir im Auftrag seiner Regierung erneut mitzuteilen, dass es chinesischerseits sehr begrüsst würde, wenn die Schweiz sich zur Entsendung eines diplomatischen Vertreters, sei es eines Geschäftsträgers oder natürlich noch lieber eines Gesandten, nach Chungking entschlösse.

Herr Jen fügt bei, er habe unlängst Gelegenheit gehabt, gesprächsweise Herrn Bundesrat Pilet-Golaz von diesem Wunsche Kenntnis zu geben; Herr Pilet-Golaz habe erwidert, die Entsendung eines Gesandten könne kaum in Frage kommen, vielleicht aber diejenige eines Handelsdelegierten. Wenn es sich dagegen um einen höhern diplomatischen Beamten handle, so wäre allerdings genauere Prüfung der Frage noch nötig. Herr Jen bemerkt ferner, Herr Pilet-Golaz habe ihm im Prinzip eine Audienz zugesichert, zu der er gemeinsam mit dem General Kuei[2], dem Freunde des Marschalls und frühern Militärattachés in Berlin, erscheinen würde. Er habe das Gesuch bereits durch das Protokoll eingeleitet, verstehe aber, dass die bevorstehende Juni-Session[3] den Chef des Politischen Departements stark absorbiere.

Ich habe Herrn Jen, nunmehr zum dritten oder vierten Male[4], unsern Standpunkt in aller Ruhe und Freundschaft dargelegt; nämlich 1) den Grundsatz, unsere eigene Aussenvertretung – gleich wie das diplomatische Korps in Bern – möglichst unverändert in dem Zustande zu belassen, in dem es sich bei Kriegsausbruch, anfangs September 1939, befunden habe; 2) die Schwierigkeit, Herrn Generalkonsul Fontanel, der ja auch heute noch in Chungking beglaubigt ist, von den wichtigen und schwierigen Aufgaben abzuziehen, die er in Shanghai zu erledigen hat, und ihn nach Chungking zu senden (nebenbei, auf welchem Wege?), wo er praktisch nichts zu tun hätte. Es sei in der Tat offensichtlich, dass wir in den Gebieten, die gegenwärtig von der Regierung des Marschalls Chiang Kai-Chek kontrolliert werden, sozusagen keine Interessen haben; die Anwesenheit eines diplomatischen Vertreters hätte also keine

---

1. *Rédigé par C. Stucki et adressé au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz, qui l'a lu le 22 juin 1944.*
2. *Le Général Kuei Yung-Ch'ing était un ami du Maréchal Tchang Kaï-Chek.*
3. *Il s'agit de la session de juin des Chambres fédérales.*
4. *Le Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz, a rencontré le 23 mars 1942 et le 13 novembre 1942 le Chargé d'Affaires de Chine, qui a eu un entretien avec C. Stucki le 31 août 1943 (cf. le compte-rendu de cette visite adressée par C. Stucki à P. Bonna* (E 2001 (D) 3/80).

andere Bedeutung als die einer politischen Geste. An den Gefühlen aufrichtiger Freundschaft des Bundesrates könne aber die Regierung von Chungking, die einzige von ihm anerkannte chinesische Regierung, nicht zweifeln, und es sei sicherlich unser Wille, diese Freundschaft zu pflegen und die Beziehungen auszubauen. Dafür müsse man uns aber etwas Zeit lassen, und es sei nötig, eine günstige Gelegenheit abzuwarten.

Herr Jen, wie immer sehr geschmeidig und freundschaftlich, insistiert in der Form nicht allzusehr; aber es ist offensichtlich, dass es sich für seine Regierung um eine Frage handelt, der sie aus Prestigegründen einiges Gewicht beilegt. Herr Jen ermangelt denn auch nicht, auf die wirtschaftliche Bedeutung der schweizerisch-chinesischen Beziehungen für die Nachkriegszeit hinzuweisen, und recht geschickt findet er auch den «Rank», daran zu erinnern, dass Schweden demnächst einen Gesandten nach Chungking senden werde, der mit der Ermächtigung eintreffen soll, ein Abkommen über die Abschaffung der Kapitulationen, einschliesslich der Konsulargerichtsbarkeit, abzuschliessen. Über letztere Frage folgt eine besondere Notiz nach[5]. Erneut verweist er auf den Vorgang von Vichy, wo wir nicht gezögert hätten, den bei der französischen Regierung beglaubigten Gesandten an den neuen Sitz der Regierung nachfolgen zu lassen. Es fiel mir immerhin nicht schwer, die grundlegende Verschiedenheit der beiden Vorgänge ins Licht zu rücken.

Abschliessend erkläre ich, dass ich mich der Wichtigkeit der vorliegenden Frage vollauf bewusst sei, dass wir sie gründlich prüfen werden und dass ich meinem Chef einlässlich darüber berichten würde.

Zur Sache selbst darf ich daran erinnern, dass ich meiner Besorgnis wegen unserer Beziehungen zu Chungking wiederholt Ausdruck gegeben habe. Bei der grossen Rolle, die China als eine der leitenden vier Grossmächte zu spielen berufen scheint, halte ich dafür, wir dürfen uns nicht mit einer rein dilatorischen Behandlung begnügen und China mit leeren Vertröstungen hinzuhalten suchen. Die Frage ist grundsätzlich verschieden

1. von derjenigen der Wiederaufnahme der Beziehungen mit der USSR,
2. von derjenigen der Entsendung eines diplomatischen Vertreters zu den Exilregierungen, und
3. von derjenigen der Anbahnung von de facto-Beziehungen mit einem aus dem Kriegsgeschehen neu entstandenen «Staate» (Kroatien, soziale fascistische Republik Italien).

In der Tat sind die Beziehungen mit der Chungking-Regierung nie abgebrochen worden; sie hat ohne Unterbrechung eine Gesandtschaft in Bern unterhalten, und Herr Fontanel ist bei ihr als Geschäftsträger beglaubigt worden, lange bevor sie ihren Sitz von Nanking nach Chungking zu verlegen genötigt war. Seine Beglaubigung dauert nach wie vor an, und lediglich Umstände höherer Gewalt hindern ihn daran, sein Amt bei ihr auszuüben. Die Chungking-Regierung ist auch keine «Exil-Regierung», da sie auf dem nationalen Hoheitsgebiet residiert und den grössern Teil dieses Gebiets effektiv beherrscht. Ihre Legitimität vollends kann nicht in Zweifel gezogen werden: es handelt sich nicht einmal um die Rechtsnachfolgerin der frühern Nanking-Regierung, sondern es ist

5. *Non retrouvé.*

die nämliche Regierung wie die, bei der der Bundesrat seinen letzten Geschäftsträger in China beglaubigt hat.

Wenn schon eine Parallele zum Vergleich herangezogen werden soll, so könnte sie (neben Vichy) vor allem in Rom gefunden werden. Mit dem zu erwartenden Übergang von Rom in den Besitz der Alliierten dürfte sich allerdings die Frage unserer Vertretung bei der Badoglio-Regierung voraussichtlich in absehbarer Zeit fast von selbst klären, wogegen kaum damit gerechnet werden kann, dass Chungking schon so bald wieder in den Besitz von Shanghai gelangen werde[6].

6. *Carl Stucki soulève enfin les problèmes de la nomination du personnel diplomatique suisse en Chine.*

149

E 27/9911/1

Rapport du Chef du Service de Renseignements et de Sécurité de l'Etat-Major Général de l'Armée, R. Masson

Copie

Quartier Général de l'Armée, 3 juin 1944

APPRÉCIATION DE LA SITUATION AU 2.6.44.

J'ai l'honneur de confirmer ici les entretiens que j'ai eus avec le chef de l'état-major général de l'armée les 31.5 et 1.6, provoqués par les 2 rapports que le Dr. Jaeger, ministre de Suisse à Budapest, a adressés récemment au Département politique fédéral concernant des préparatifs allemands visant notre pays[1].

Je tiens à les résumer ci-après, à titre documentaire:

1) Il est logique d'admettre que le «cas Suisse» retienne l'attention de l'O.K.W. dans le cadre de la forteresse Europe et notamment en fonction du théâtre d'opérations italien. Nous avons à plus d'une reprise affirmé que la situation politico-militaire de la Suisse deviendrait délicate au cas d'une progression des Alliés en Italie et conjointement, ou ultérieurement, d'une opération anglo-saxonne dans le sud de la France.

La première hypothèse (Italie) est en voie de réalisation. La progression alliée est certes lente et le front de combat est encore relativement éloigné de nos frontières. Il importe cependant de noter que l'ensemble du champ de bataille italien – y compris la zone arrière – est devenu actif. Les opérations que les Alliés mènent dans l'air prennent en effet pour objectifs les centres vitaux allemands: dépôts de vivres et de munitions, communications ferroviaires et rou-

1. *Cf. N° 139.*

tières, troupes réservées. Dans le domaine du ravitaillement, la ligne du *Brenner* – reliant l'Allemagne à l'Italie –, est l'objet de bombardements fréquents et massifs et le fonctionnement de cette importante voie d'alimentation en hommes, matériels et vivres (sans parler des évacuations indispensables) devient toujours plus délicat.

La guerre s'est donc rapprochée de notre frontière Sud. Elle est également contenue en germe dans l'hypothèse 2e front Sud de la France.

Relativement à l'Italie, il convient aussi d'admettre comme réalisable la création d'une nouvelle tête de pont alliée au Nord de Rome ou même dans le golfe de Gênes. Selon de récentes informations, des troupes anglo-saxonnes auraient été débarquées en *Corse*, qui constitue le tremplin naturel d'une opération visant le Nord-Ouest de l'Italie.

2) Il résulte de ce qui précède que l'importance de nos voies ferrées (et routes) du *Gothard et du Simplon* est plus que jamais mise en relief par les événements actuels.

3) Etudiant la question d'une éventuelle action préventive allemande contre la Suisse, nos appréciations antérieures ont fait ressortir la pénurie de réserves générales à l'échelon O.K.W. Mais, depuis l'accalmie intervenue sur le front Est (presque 8 semaines) la Wehrmacht a pu reconstituer un volant de 50 à 60 divisions. Nous avons précisé, dans plusieurs rapports et dans nos bulletins, les modalités de ce renforcement stratégique.

4) Une partie des divisions reconstituées, de même qu'un certain nombre des grandes unités de la garnison allemande «France» stationnent actuellement (voir le tableau récapitulatif au 1.6.44) dans une zone de 50 à 200 km. de nos frontières. Nous les avons groupées en 4 régions: 1) *Sud et sud-ouest de Genève* (valeur 3 divisions) 2) *France de l'est* (valeur 6 divisions) 3) *Schwarzwald* (valeur 6 divisions) 4) *Allgau* 6 divisions. Au total 21 divisions de types divers.

Il résulte de ce dispositif que les Allemands auraient les *moyens* d'entreprendre sans long délai l'opération dont parlent les rapports de Budapest. Sur le plan des *décisions*, il importe de préciser qu'aucun indice alarmant ne nous a été décelé jusqu'à ce jour.

A propos des troupes allemandes qui seraient mises en place contre nous, il n'est peut-être pas inutile de souligner qu'il ne faut pas chercher dans une zone déterminée au-delà de nos frontières, un *dispositif* rigide et cohérent susceptible de matérialiser sur le terrain (zone de démarrage d'une attaque) la mise en place d'une masse de manœuvre destinée à l'opération Suisse. A l'image de ce qui s'est passé en Yougoslavie, on peut admettre qu'un certain nombre de grandes unités topographiquement décentralisées (exemple: Allgau, Forêt Noire, Alsace, etc.) pourraient fort bien être actionnées en éventail et converger ensuite sur les objectifs vitaux de notre défense centrale.

5) Bien que les disponibilités allemandes aient sensiblement augmenté ces derniers mois, il demeure certain que l'O.K.W., dans le calcul de ses frais généraux sur ses divers fronts, continue à appliquer une stricte économie des forces.

Une opération entreprise contre la Suisse doit donc comporter le bénéfice de la surprise et n'être engagée que si les recettes dépassent largement les dépenses.

6) J'estime que le degré actuel de notre préparation (couverture-frontière très faible, réduit incomplètement occupé, destructions à un degré de prépara-

tion limité, postes de commandement de guerre de certaines grandes unités non occupés, sans compter, du point de vue psychologique l'apathie d'une partie du peuple suisse et sa méconnaissance de la situation réelle et des événements qui peuvent surgir d'un moment à l'autre pour nous) risque, si les Allemands y voient vraiment un intérêt final, d'éveiller chez ces derniers l'impression ou la certitude qu'une opération contre nous pourrait être «intéressante» *par rapport à la faiblesse relative de notre préparation et des effectifs sous les armes.*

7) Une mobilisation générale n'étant actuellement pas justifiée, il importe en revanche de prendre un minimum de mesures compatibles avec notre situation économique.

La mise en veilleuse de notre armée (seulement 1/3 des effectifs combattants sous les armes) alors que des événements importants peuvent surgir d'un instant à l'autre et que, comme en 1940, la guerre se rapproche de nous[2], risque de donner à l'étranger une fausse image de notre volonté de défense. Bien que nous ne croyions pas à un danger immédiat, notre situation actuelle comporte un aspect politique et psychologique dont il faut tenir compte et qui doit obligatoirement conditionner notre effort militaire.

ANNEXE

E 2809/1/1

Compte-rendu de la séance du 2 juin 1944 de la Commission des Affaires étrangères du Conseil national[3]

[...]

M. le Conseiller fédéral Pilet-Golaz se propose de donner, dans le courant de la matinée, un coup d'œil général sur la situation et de répondre en même temps aux questions que les membres de la commission ont posées par écrit dans la mesure où elles entrent dans le cadre de l'exposé général. Il sera répondu dans l'après-midi aux questions d'une portée moins générale touchant des points spéciaux, de moindre importance parfois, ainsi qu'à celles qui seront soulevées alors seulement.

M. Pilet-Golaz donne un aperçu de la *situation militaire.*

Il aborde la *guerre maritime.* Dans l'Atlantique et la Méditerranée, la bataille paraît définitivement gagnée. Il n'empêche que des combats vifs sont encore en cours. Les Allemands ont encore torpillé un certain nombre de navires marchands et bâtiments de guerre. Les Alliés, de leur côté, avancent un chiffre à peu près égal de sous-marins allemands coulés (les pertes totales atteignent de part et d'autre, pour le mois d'avril, approximativement 80 à 100 navires). Toutefois, les Alliés peuvent assurer maintenant leurs transports maritimes sans les soucis ni les pertes éprouvés dans le passé.

---

2. *Annotation de J. Huber dans la marge:* noch nicht in unmittelbarer Nähe.

3. *Cette séance a lieu à Kehrsatz et réunit tous les membres de la Commission. Ce compte-rendu a été rédigé le 14 juin par F. Schnyder, du DPF. Pilet-Golaz a parlé sur la base de notes manuscrites (non reproduites) et a lui-même corrigé ce compte-rendu.*

Après quelques mots d'introduction du Président, le Conseiller national E. Bärtschi, le Chef du Département politique prend la parole.

A l'est règne le calme. Il faut cependant rester prudent si l'on veut tirer des conclusions. Trop d'éléments sur les deux adversaires échappent et ne peuvent être appréciés. Des nécessités militaires semblent avoir commandé un arrêt. Le calme ne peut, en effet, être attribué uniquement à la période de boue. Les conditions sont si différentes au nord et au sud du front en question que la boue ne restreindrait pas l'activité militaire partout. L'accalmie n'a d'ailleurs rien de surprenant. Les deux camps se voient dans la nécessité de grouper leurs forces, d'établir ou de rétablir leurs communications, de former des réserves en hommes et en matériel. Les distances et les besoins sont, comme on peut se le représenter, immenses. Faut-il chercher d'autres raisons à ce calme relatif à l'est? Pression russe sur les Alliés de l'ouest? Peut-être. Ce qui est sûr toutefois, c'est que les Russes ont, eux, subi de très lourdes pertes. A ce qu'il paraît, les Russes s'attendraient d'ailleurs à une reprise allemande sur ce front et prépareraient la défense dans certaines régions reconquises, dans l'intention peut-être de les tenir avec des moyens limités, tout en se réservant la liberté de mouvement.

Les Alliés ont remporté dernièrement *en Italie* des succès encourageants pour eux, des succès il est vrai d'ordre tactique plutôt que stratégique. Psychologiquement, ces gains leur étaient bien nécessaires. Pour apprécier l'importance des combats qui se déroulent dans la Péninsule, il convient cependant de considérer le fait qu'environ 50 divisions y sont engagées comparées avec le chiffre de plus d'un millier de divisions au total sous les armes. A différents points de vue, les opérations en Italie sont intéressantes pour chacun des adversaires. Après sa dernière entrevue avec Mussolini, Hitler se serait lui-même réservé la décision devant signifier l'abandon – ou si l'on veut la libération – de la Ville Eternelle.

Le trait le plus caractéristique du théâtre des opérations est, incontestablement, la *guerre aérienne*. Celle-ci a pris une ampleur ayant dépassé toutes les estimations raisonnables, même celle des Alliés (le terme «raisonnable» paraissant déplacé ici, il vaudrait mieux dire: les estimations à notre échelle). Les Russes ont, eux aussi, intensifié la guerre dans les airs. L'emploi qu'ils font des armes aériennes est fort différent toutefois de celui qu'en font les Alliés. Leurs bombardements sont d'ordre strictement militaire et non pas industriel ou destinés à obtenir des effets psychologiques (si l'on veut éviter l'expression de terreur). Cette idée que les Russes ont de la guerre aérienne paraît d'ailleurs exercer une certaine influence sur les Alliés. Ceux-ci n'ont, en effet, bombardé que très rarement la Tchécoslovaquie, centre industriel des pays de l'Axe, jouissant d'une certaine protection russe.

D'autres endroits ont, il est notable, été relativement épargnés par les bombardements, le Pyrée et Oslo par exemple. On attribue cette circonstance au fait que les équipages grecs et norvégiens de bateaux marchands au service des Alliés auraient menacé de s'abstenir. Les marins sont une «marchandise» tellement recherchée en Angleterre et aux Etats-Unis qu'il a fallu tenir compte de cette attitude grecque et norvégienne.

Abstraction faite de ces cas, les *bombardements* se sont développés dans une proportion terrible. 20 pays, en Europe, sont maintenant bombardés chaque jour. Et quels sont les résultats de ces raids destructeurs?

Les résultats militaires, premièrement, ne correspondent peut-être pas à ce que l'on attendait. En voici deux témoignages: le rapport du Consul général de Suisse à Cologne, M. von Weiss, du 2 mai /E 2300 Köln/8/ et l'article du collaborateur militaire de «La Suisse» du 7 mai.

Qu'en est-il des *résultats politiques*? Ils vont à l'encontre de ce que l'on a recherché. Nous assistons à un échec absolu; même les habitants des pays occupés trouvent que les Alliés exagèrent. D'un rapport de notre Attaché militaire à Washington, le Lieutenant-Colonel Notz, du 27 mai, il résulte que les bombardements n'ont pas créé un sentiment favorable à l'invasion dans les territoires occupés /E 27/9801/3/.

Les *résultats sociaux des bombardements*, enfin. On ne saurait guère les surestimer, telle est leur portée. C'est là un des points les plus importants. Il nous empêche de prévoir un avenir réjouissant. Des estimations à fin 1943 – depuis là les bombardements ont continué, et comment! – portaient le total des maisons d'habitation atteintes à 50 millions, auxquelles s'ajoutent 10 millions de maisons de commerce et industrielles et 5000 ponts, etc. 71 villes allemandes ont été bombardées et nous savons ce que cela veut dire (Hambourg, etc.). Mais les habitants restent; où voudraient-ils aller? L'appauvrissement est affreux. La prolétarisation s'étend sur des dizaines de millions qui ne

possèdent pierre où mettre leur tête. Comment les gouvernements parviendront-ils à lutter contre cet appauvrissement?

Et, à l'encontre de ces résultats sociaux, les résultats militaires des bombardements apparaissent restreints. Les Alliés n'ont pas pu et ne peuvent pas anéantir l'aviation allemande, toujours en état d'intervenir vigoureusement. La propagande ne réussit pas à cacher ce fait. Les ailes allemandes sont, aujourd'hui encore, d'autant plus considérables qu'elles sont, indubitablement, ménagées en vue des opérations d'invasion. Les Alliés ne peuvent dès lors plus, comme ils l'ont fait un certain temps, se bercer de l'illusion de pouvoir entrer en Europe en formation de parade. Les soldats allemands font montre d'un moral encore solide. Dans un de ses rapports, l'Attaché militaire à Ankara, le Major Frick, relate que des Allemands qui s'étaient retirés de Sébastopol dans des embarcations et qui s'étaient égarés sur les côtes turques ont manifesté un esprit excellent. Ils n'entendaient pas se laisser interner et demandaient ardemment à pouvoir rejoindre leur troupe *[Télégramme du 27 mai 1944*, E 27/9745/3*]*.

Anglais et Américains ont *enfin* compris qu'ils devront se battre sur terre, qu'autrement la guerre durerait encore bien longtemps tandis que s'accumulent en Europe ruines et misères. Cette conviction rend les uns et les autres durs, durs aussi dans leur politique de guerre.

Quand et où débarqueront-ils? Gardons-nous de prophéties. Laissons cela aux clairvoyants et aux ignorants, ce qui est parfois la même chose. Même à des professeurs cela n'a pas toujours réussi.

Mais ce qui est certain, c'est que l'attaque peut surgir partout et à tout moment. Verrons-nous «l'Invasion»? Plutôt des opérations de débarquement en différents endroits, simultanées ou successives, coordonnées certainement. L'exploitation de ces efforts dépendra des circonstances et des plans. Quoi qu'il en soit, on peut penser que ce sera mauvais, des souffrances nouvelles venant s'ajouter à celles qui, aujourd'hui, s'accroissent.

Passant au domaine politique, M. Pilet-Golaz souligne la fatigue que l'Europe éprouve de cette guerre. Le Continent sent venir sa déchéance et sa ruine. Il ne veut et ne peut sortir de la voie qui le conduit à l'abîme.

Les tentatives de disloquer l'Axe n'ont pas conduit au but. Ni la Roumanie ni la Finlande n'étaient en mesure d'accepter les conditions posées. Ne parlons pas de certaines conditions discutables à la Finlande, parvenues à la connaissance du public. Il y en eut d'autres, inacceptables. Pourquoi a-t-on donc posé de telles conditions, inutiles et absurdes? Les négociateurs roumains et finlandais avaient d'ailleurs toujours l'exemple de l'Italie et de la Hongrie devant leurs yeux et sentaient une Allemagne résolue à n'importe quelle mesure pour empêcher leurs alliés d'abandonner la coalition. Celle-ci n'est donc pas disloquée. Avant des opérations décisives, la propagande sera, à cet égard, inefficace.

En revanche, la *pression des Alliés sur les Neutres* a été plus efficace.

La Turquie, par exemple, s'affirmait neutre. C'est à la suite seulement de la pression qu'elle s'est déclarée alliée non-belligérante. Les méthodes qui l'ont amenée à ce point ont été certes sans quartier. En 24 heures, les Turcs ont dû retourner leur char, le ministre des affaires étrangères de la Turquie devant ainsi se contredire d'un jour à l'autre. Le soir encore, il déclarait en assemblée de groupe que le pays resterait neutre. Le lendemain, il devait affirmer le contraire devant le même auditoire, au Parlement. Les modalités d'exécution procédèrent d'une rigueur sans pareille: ils ont même retourné et déchargé des wagons de chrome près de la frontière, wagons pour lesquels les permis d'exportation avaient déjà été établis. On s'imagine la mauvaise humeur née de l'autre côté.

Quant à l'*Espagne*, la pression des Alliés visait trois questions: exportation du wolfram (tungstène), les bateaux italiens dans les ports espagnols et le Consulat allemand à Tanger. Les Espagnols aussi se sont vus placés devant un «entweder – oder» catégorique. Les Anglais ont été beaux joueurs après; ils ont «knockouté» le Gouvernement de Franco pour ensuite le couvrir de fleurs.

En ce qui concerne la Suède, ce fut le problème des roulements à bille. L'affaire n'est pas encore close.

Et au *Portugal*, les Américains ont occupé une île des Açores, non prévue dans les accords; un beau jour, les communications de cette île avec le territoire métropolitain ont été simplement coupées: nécessité de guerre! La chose n'est pas publique. M. Pilet-Golaz ne la connaît que depuis dix jours à peine. C'est le langage du poing.

Une nervosité générale sévit dans tous les pays. Des réactions dangereuses peuvent en résulter à tout moment. Une vague de pessimisme déferle sur l'Europe. On éprouve le sentiment qu'il en est fini du bonheur et de la prospérité de ce continent et que la prospérité passe ailleurs. Les bombardements n'apparaissent peut-être pas toujours compréhensibles et désintéressés. C'est aussi la raison pour laquelle le Gouvernement de Gaulle a davantage de frictions avec les U.S.A. qu'avec l'Angleterre.

La *Russie* fera sentir son influence en Europe et en Asie, mais ses buts définitifs restent mystérieux. Les Anglo-Saxons les ignorent tout autant, se disant convaincus que l'alliance avec l'URSS demeurera intacte jusqu'à la défaite des Allemands.

Et la *position de la Suisse*? Au point de vue diplomatique, elle n'est certes pas bonne. Le pays se trouve exposé à des situations changeantes et menaçantes, d'autant plus délicates à résoudre qu'il n'est plus possible de parler raisonnablement avec les autres, devenus susceptibles et nerveux.

La *France*, par exemple, n'a plus d'ambassadeur à Berne depuis le décès de l'Amiral Bard. La nomination de son successeur peut soulever des problèmes difficiles. Le Maréchal de France a été prisonnier au château de Voisins. S'il avait alors nommé un nouvel ambassadeur, nous n'aurions pu lui donner l'agrément parce qu'il aurait été contraire à notre pratique de recevoir un nouveau représentant quand le chef de l'Etat est prisonnier. Ce n'étaient d'ailleurs pas les Allemands qui avaient insisté pour éloigner Pétain, mais les collaborationnistes. La réaction qui en résulta en France fut énorme. Une vague de sympathie et de popularité porta le Maréchal, symbole de la France souveraine quoique vaincue, amenant les collaborationnistes à battre en retraite. Entre temps, le Maréchal est revenu à Vichy, ce qui, évidemment, a changé la situation et permettrait à la rigueur la nomination d'un nouvel ambassadeur de France à Berne. La Suisse a elle-même un avantage certain à conserver à Vichy un représentant chargé de défendre les gros intérêts que nous possédons en France. Il sera possible, il faut l'espérer, de trouver une solution à la question.

Un autre cas, analogue, a surgi: celui de la Hongrie, partiellement occupée. Pour nous, l'attitude du chef d'Etat est déterminante. Le Régent Horthy tient sûrement à paraître souverain et indépendant, bien qu'il ne le soit peut-être pas sans réserves. Le problème de sa représentation chez nous est important en raison de nos intérêts considérables en Hongrie. Nous devons suivre une ligne droite de neutralité et nous inspirer, dans notre décision, d'un souci d'impartialité. Beaucoup de calme et de patience sont nécessaires dans cette situation nouvelle, inconcevable il y a encore peu de temps.

Très grandes aussi sont nos *difficultés dans le domaine des communications* (non seulement des transports). On avait laissé entrevoir que les autorités britanniques prendraient des mesures. Le Chef du Département politique en profita pour rappeler ses collaborateurs délégués à Londres et leur donna l'ordre de partir avant le 15 avril. Mais des circonstances imprévues de lui les retardèrent de quelques jours. Ce fut alors trop tard.

Les *Balkans*? Péninsule de l'anarchie, de l'occupation, des bombardements, des arrestations, des bandes. Les capitales ont disparu. Elles ne sont pas détruites complètement, mais elles sont évacuées et ne peuvent plus servir de centre aux gouvernements.

Le même état de choses règne en *Italie*. Deux guerres y sévissent: celle des Allemands contre les Alliés et celle des deux Italies. Les voyages dans ce pays sont on ne peut plus dangereux et ceux de nos courriers qui le parcourent font preuve d'un courage remarquable. Notre Légation à Rome a beaucoup de difficulté à pourvoir au ravitaillement de la colonie.

La *France* est en pleine évolution, pour ne pas dire révolution.

Ce ne sont pas les difficultés matérielles qui sont la source des plus grands soucis du Chef du Département politique: c'est l'*atmosphère inamicale au sein des gouvernements des pays limitrophes*; ce sentiment négatif à notre égard est compréhensible en ce qui concerne l'Italie: nous n'avons pas reconnu son gouvernement. En France, ce sont les Déat, Darnand, Henriot, etc., et non les Laval, qui tiennent les rênes (on est toujours le Laval de quelqu'un!).

En *Allemagne*, ce sont les Himmler et les Goebbels qui ont fait passer les autres à l'arrière-plan.

On a posé la question de savoir si une pression était exercée sur la Suisse. On songeait évidemment à une pression alliée. Il faut nous garder de voir les choses soit en noir, soit en blanc.

Pression alliée? On peut dire «non» et constater qu'il n'y a pas eu d'ultimatum, de note comminatoire, etc.

On pourrait aussi dire «oui», car on ne nous laisse aucun doute sur les désirs nourris à notre égard. Nous les connaissons depuis le début des pourparlers économiques. Une fois ce sont les Anglais, une autre ce sont les Américains qui se montrent les plus intransigeants. On ne veut pas que nous accordions des crédits à l'Allemagne. On ne veut pas que nous y exportions (il faut quand même un équilibre: nous ne pouvons pas recevoir de marchandises des Allemands sans leur fournir des produits qui les intéressent). On ne voudrait pas que nous leur accordions le transit (c'est quand même une condition du transit *pour* la Suisse).

Nous sommes entourés du cercle du blocus et du cercle du contre-blocus. Nous devons ou bien passer par ces deux cercles ou bien y renoncer.

M. Pilet-Golaz ajoute qu'il a trouvé jusqu'à maintenant les Anglais plus compréhensifs que les Américains, le Foreign Office plus compréhensif que le MEW.

Les Alliés ne nous menacent ni de guerre ni de bombardements. Ils ne nous demandent pas non plus de renoncer à notre neutralité, en tout cas pas en ce qui concerne nos rapports avec les gouvernements étrangers.

Mais on entend nous faire comprendre que la neutralité politique doit être une attitude plutôt extérieure (il serait trop fort de dire «façade»): «La Suisse attend notre victoire, son cœur est avec nous. Nous pourrons faire avec elle ce que nous voudrons.»

M. Pilet-Golaz mentionne à titre d'exemple des cas de services de renseignements. Un tribunal est saisi, paraît-il, d'un cas de ce genre où il s'agit de renseignements en faveur des Anglais. Il est en suspens depuis des mois et des mois. S'il s'agissait d'un cas de renseignements pour les Allemands, on aurait statué certainement il y a déjà longtemps. On pourrait faire des objections du côté allemand et prendre à notre égard des mesures analogues, par exemple, à celles qu'a décrétées le Gouvernement de Londres.

Nos relations avec les pays étrangers sont vitales et notre pays dépend trop des exportations et des importations pour ne pas envisager l'avenir du côté allié. On s'occupe, en Suisse, des listes noires; mais dans ce domaine aussi, l'apaisement se fera sentir une fois la guerre terminée.

Pour se faire une idée de l'attitude des populations des pays belligérants, il faut se mettre à la place des peuples en guerre. Ceux-ci proclament qu'il est absurde de rester neutre dans cette lutte mortelle. Telle n'est évidemment pas l'attitude ni la pensée des Anglais responsables, du Gouvernement. Ils se rendent compte du sens et de l'utilité de la neutralité suisse. Mais si nous nous laissons glisser sur la pente, on ne nous en empêchera sûrement pas! Les Allemands n'ignorent rien de cela et nous suivent de très près. Nos réactions psychologiques les intéressent autant que les réactions matérielles et ils en tirent leurs conclusions.

Les négociations économiques passent de plus en plus du plan commercial au plan politique. Les Allemands se montrent d'autant plus critiques. Leur confiance est très limitée. Ils l'ont prouvé par les mesures prises en Hongrie et en Italie. Il est hors de doute qu'ils peuvent encore prendre des décisions, pour l'exécution desquelles ils disposent certainement de moyens militaires.

Après ce tableau, M. Pilet-Golaz déclare qu'il ne veut malgré tout pas être trop pessimiste. Au sud, nous avons une très bonne carte: la destruction des lignes de communication. Les risques à l'ouest nous préoccupent davantage. Et n'oublions pas que nous n'avons qu'un armement partiel. Les Allemands pourraient penser qu'il vaut mieux prévenir que guérir et, envisageant des dispositions anglo-américaines contre notre pays, faire le premier pas.

Pourquoi ne pas prendre alors des mesures militaires? M. Pilet-Golaz, le premier, les demande. Mais il est difficile de concilier des mesures totales, pas encore nécessaires, avec les besoins économiques du pays.

Dans toutes ces circonstances, quelle attitude adopter?

Se garder d'abord et surtout de toute illusion à l'égard des obstacles économiques, des dangers militaires et des difficultés de notre position; nous n'osons pas nous permettre un état d'euphorie.

Il ne faut surtout pas d'anticipations vaines, prématurées et comptant trop sur les temps d'après-guerre. Si nous nous laissions tenter, on en tirerait à l'étranger des conclusions fâcheuses. N'oublions pas l'inexistence chez les belligérants d'une communion de pensées pour l'après-

guerre. Il ne faut pas nous attacher à l'un d'eux et nous ne devons pas jouer la carte de l'un ou de l'autre. L'apaisement général nous permettra de reconstruire, mais il faut nous réserver sans toutefois nous exposer au reproche d'être trop négatifs et de manquer de compréhension pour ce qui évolue. Que les discussions soient menées à cet égard, bien, mais avec prudence.

Il importe que la population soit consciente de la situation. Les expériences ont démontré que la meilleure armée ne vaut rien si le front intérieur fléchit, tandis que des pays ont pu se défendre sans armée parce que leur front intérieur était solide (Angleterre). Il nous faut être unis et faire comprendre aux autres que nous sommes prêts et que, le cas échéant, notre résistance serait sérieuse.

Ils doivent être convaincus que notre neutralité est intégrale et convaincue.

Prenons garde à la propagande étrangère. N'y cédons pas. Ne nous laissons pas troubler comme peut-être au cours des mois de février – mars, où tout le monde en Suisse était envahi de l'illusion d'une paix proche.

Il faut tâcher de garder l'objectivité, de rester compréhensifs et dignes. Efforçons-nous d'être calmes d'autant plus que les autres le sont toujours moins, tout en gardant notre fermeté. Il faut que nous ayons la confiance des autres, que nous ne cédions pas au fatalisme ni à des considérations de prestige.

Ainsi nous ne perdrons pas notre crédit, mais nous gagnerons des sympathies et réduirons les risques.

Mais, soyez sûrs, le Chef du Département politique n'entre pas dans l'été le cœur léger. Jusqu'à présent, nous avons été les maîtres de la situation. Il dépendra de la Providence de continuer à l'être.

Le défilé critique est encore devant nous. Nous pourrons nous exclamer: «Thalassa» seulement après l'avoir franchi.

150

E 27/9911/1

Procès-verbal d'une conférence sur la situation militaire de la Suisse[1]

Secret Berne, 6 juin 1944

Présidence:	Général
Participants:	
Col. Cdt. C.	*Huber,* Chef E.M.G.A.
	Borel, Cdt. 1. C.A.
	Gübeli, Cdt. 2. C.A.
	Constam, Cdt. 3. C.A.
	Labhart, Cdt. 4. C.A.
	Marcuard, Chef de l'Instruction

1. *Cette conférence a lieu le 6 juin 1944 au Palais fédéral.*

Col. brig.	*Gonard,* Sous-chef Gr. Ia
	Masson, Sous-chef Gr. Ib
Lt. Col. EMG.	*Roesler,* Chef de la Section de mobilisation
	Barbey, Chef de l'Etat-Major personnel du Général
Major EMG.	*Bracher,* officier de liaison entre le Chef du D.M.F. et le Général
	Züblin, Chef de la Section des opérations

Le Général récapitule les premières mesures de sécurité prises au cours de ces derniers jours et en indique les principaux motifs: les 20. et 31.5. «coups de sonnette» de notre Légation à Budapest; puis, augmentation, jusqu'à concurrence de 35 divisions, des troupes allemandes stationnées dans un rayon de 200 km autour de nos frontières.

Les renseignements de Budapest n'ont pas pu être recoupés; mais la densité des troupes allemandes disponibles est un fait incontestable. Les répercussions de l'invasion alliée sur les côtes de France, commencée ce matin, n'ont pas encore apporté de changement notable à cette situation.

Les Cdt. de C.A. connaissent la faiblesse relative des forces que nous avons sous les armes. Il est paradoxal de constater qu'en mai 1940, nous avions repéré moins de divisions allemandes dans la zone proche de nos frontières et que, pourtant, l'ensemble de notre armée avait été mobilisé.

Il est très vraisemblable que le «cas Suisse» a été posé, une fois de plus, à l'O.K.W. Les raisons qui pourraient motiver un coup de force contre notre pays? L'opportunité d'intégrer le «secteur suisse» dans le front de la «Festung Europa»; l'importance constante des passages alpestres pendant la campagne d'Italie; l'opinion allemande qui nous est généralement hostile; l'attrait des ressources suisses dans la mesure où elles sont susceptibles d'accroître le potentiel de guerre allemand.

Le Général tient à informer les Cdt. de C.A. de la situation générale et à leur exposer les mesures de renforcement envisagées et les mises sur pied nouvelles qu'il a l'intention de demander au Conseil fédéral au cours de la journée.

Le Col. brig. Masson constate que l'O.K.W. a réussi, depuis quelques semaines, à se constituer des réserves générales, grâce à l'accalmie relative survenue sur le front de l'est; grâce au raccourcissement de ce front; à l'appoint des troupes hongroises; à l'incorporation d'un nouveau contingent de recrues; au perfectionnement de l'instruction des «Ersatzdivisionen», aujourd'hui qualifiées de «Einsatzbereit»; grâce à la récupération des blessés légers, etc.

L'ensemble des réserves stratégiques de l'O.K.W. semble atteindre aujourd'hui l'effectif de 60 divisions, stationnées, derrière le front oriental, dans le sud de l'Allemagne, en France, dans les Balkans et en Italie.

La zone qui nous intéresse directement comprend la valeur de 30 à 35 divisions. Le dispositif de celles-ci ne figure pas une concentration stratégique au sens propre, mais correspond plutôt à un stationnement en ordre très dispersé.

Le Col. brig. Masson relève qu'aucun indice de préparation n'apparaît

jusqu'ici contre la Suisse: pas de nouvelles liaisons téléphoniques symptomatiques, pas de renseignements civils alarmants, comme ce fut le cas en 1940.

Quoi qu'il en soit, le fait est certain: il y a deux mois, l'O.K.W. n'avait pas, matériellement, les possibilités qui lui eussent permis de déclencher une agression contre nous; aujourd'hui, elle les possède, et au-delà. Nous ne devons pas oublier l'exemple de la Yougoslavie, sur laquelle convergèrent les grandes unités partant de directions éloignées sans procéder d'une concentration initiale révélatrice. C'est ainsi que nous devons considérer tous nos fronts, ou presque, comme également menacés en principe. Il ne faut pas oublier non plus l'exemple récent de la Hongrie, typique d'une action par surprise.

Comment expliquer l'importance des effectifs allemands stationnant dans la zone qui nous intéresse? Est-ce, ou était-ce, afin de «liquider le cas Suisse?» Afin d'éloigner les troupes des zones les plus dangereusement attaquées par l'aviation alliée? Ou pour ces deux raisons à la fois? Il nous a été impossible de le déterminer jusqu'ici.

Il faut relever, toutefois, qu'aucune «Panzerdivision» n'a été repérée dans cette zone, ce qui peut être interprété comme un indice rassurant.

En Italie, la progression alliée se poursuit au-delà de Rome, dont la prise ne représente qu'une étape et un succès de prestige. Cela doit nous rappeler la valeur stratégique, constante, du Gothard.

Aux yeux de l'Axe, la Suisse figure un pays «regorgeant d'or», qui serait un appoint appréciable à l'économie de guerre allemande.

Enfin, il y a l'argument psychologique: on n'a pas confiance, en Allemagne, dans l'attitude de l'armée suisse si elle devait s'opposer à une agression alliée; pas confiance dans le peuple suisse en général, dont la presse reflète l'opinion. On craint qu'un plan des Alliés, qui aurait pour but de créer en Suisse une tête de pont (au moins pour les forces aériennes) dirigée contre l'Allemagne du Sud, puisse s'exécuter sans rencontrer de résistance efficace.

Les événements survenus en France, ce matin, sont connus dans leurs grandes lignes. Jusqu'ici, les chefs du mouvement de résistance n'ont pas encore reçu l'ordre d'entreprendre des actions générales. Mais nous avons connaissance d'un document secret, reçu par certains d'entre eux, et selon lequel cinq têtes de pont alliées devraient être créées aux points suivants: Bordeaux, St. Nazaire, l'estuaire de la Seine, la zone Boulogne-Calais; les côtes comprises entre la Belgique et le Danemark. La ou les têtes de pont jetées ce matin en Normandie n'ont encore, forcément, qu'un développement restreint: il faut les considérer comme une opération préliminaire.

De violents bombardements aériens sont signalés dans la zone Metz-Charleville. Des parachutistes ont été lancés au sud de Cherbourg. On signale quelques escarmouches entre la population et l'occupant. La ligne Besançon-Lyon aurait été sabotée en plusieurs endroits.

Parmi les grandes unités allemandes qui sont en cours de déplacement, on en signale deux qui font mouvement vers le N.W., et le C.A. de S.S., qui stationnait dans la zone Lille-Roubaix, acheminé en direction du Havre. Dans quelle mesure ces premiers mouvements vont-ils contribuer à décongestionner le dispositif allemand dans la zone qui nous préoccupe? Il est trop tôt pour en juger.

Quoi qu'il en soit, le retrait de 5-10 divisions ne suffirait pas à alléger la menace qui pèse présentement sur notre pays. En conclusion: nos mesures de sécurité présentes doivent donc être renforcées, selon des modalités qu'il appartient au Commandement de l'Armée de fixer.

Le Col. Cdt. C. Huber estime qu'il est possible, en effet, que les Allemands aient eu l'intention de «liquider le cas Suisse» avant l'invasion.

Cette invasion se traduit-elle par un allégement ou un éloignement de la menace qui pèse sur nous?

Les 35 divisions qui nous sont signalées ont une valeur inégale. Le fait qu'on n'ait pas relevé de «Panzerdivision» n'est pas forcément un indice rassurant: les divisions de ce genre peuvent être mises en action de loin, sans qu'il nous soit possible de les repérer en temps utile. Les Allemands disposent-ils de divisions de l'air qu'il leur serait possible d'actionner contre nous? Cela paraît douteux. Restent, néanmoins, 24 divisions d'infanterie, ce qui est bien assez pour permettre à l'O.K.W. de tenter un coup contre la Suisse.

Le Col. Cdt. C. Huber rappelle nos mesures de renforcement prises depuis trois jours. Il estime qu'en face d'une menace d'agression allemande, la seule parade reste le plan N° 13. Il s'agit donc de couvrir notre mobilisation générale éventuelle, selon ce plan. Le minimum est donc la mise sur pied de toute la couverture frontière, y compris les troupes de destruction et les garnisons des ouvrages, ainsi que certaines mesures du premier degré de la «Dringlichkeitstabelle», comme la mobilisation de l'aviation et la D.C.A. (celle-ci, éventuellement, en partie).

L'appel des troupes frontière doit se faire par voie d'affiche jaune et s'appliquer à toutes nos frontières.

Le Général envisage aussi de rapprocher des entrées du réduit les rgt. dits d'«Einsatzreserven». Il précise que nous ne sommes pas «mobilisés» au sens propre: environ un tiers seulement de notre armée se trouve sous les armes. Il s'agit d'abord de préparer notre mobilisation générale éventuelle, de l'assurer, de la couvrir.

A cet effet, l'appel des troupes frontière est la première mesure qui s'impose, – quitte à prescrire ensuite, après la mise sur pied complète de leurs éléments combattants, certains licenciements ou mises en congé – selon la situation.

Il faut compter aussi avec un afflux de réfugiés qui nous obligerait peut-être à prendre certaines mesures de police à la frontière géographique: dans le canton de Genève, en Ajoie, etc.

D'autres troupes devront-elles être levées? La question va être étudiée avec le Chef E.M.G.A., et faire l'objet, cet après-midi, d'une proposition au Chef du D.M.F.

En attendant, le Général désire connaître les avis et les suggestions éventuelles des Cdt. de C.A.

Le Col. brig. Gonard expose que les mesures de renforcement doivent être choisies d'après l'alternative suivante:

– ou bien: étendre le régime actuel du plan de relèves;

– ou bien: procéder à des mobilisations de guerre partielles.

La première solution ne lui paraît pas heureuse: les effectifs que nous pouvons avoir sur pied, selon le plan de relèves actuel, représentent un «plafond».

Le système en vigueur, selon lequel une partie des chevaux et des véhicules à moteur passent régulièrement d'une unité à l'autre, fait que ceux-ci ne seraient pas disponibles, en temps utile, pour les unités auxquelles ils sont organiquement attribués.

Augmenter les effectifs mis sur pied selon le régime actuel du plan de relèves aurait pour effet de compromettre notre mobilisation, ou, au moins, de la retarder.

En revanche, la seconde solution, celle d'une mobilisation de guerre partielle, appelant sous les armes des unités d'Armée, des brigades frontière ou des brigades légères à effectifs complets, serait très avantageuse.

Renforcer notre couverture frontière au moyen d'un quart ou d'un tiers de ses effectifs n'offrirait qu'une protection illusoire: il faut aller jusqu'à la mobilisation de tous ses éléments combattants, selon les affiches jaunes, et l'appliquer à tous les fronts.

Parmi les troupes figurant au premier degré de la «Dringlichkeitstabelle», à côté de l'aviation et du S*[ervice de]* R*[epérage et de]* S*[ignalisation d']* A*[vions]*, il n'est pas nécessaire d'appeler l'ensemble de la D.C.A. Il faut tenir compte des fortes prestations de service déjà demandées à cette arme.

Le Col. Cdt. C. Labhart estime que des mesures de renforcement sont indispensables. Il insiste sur le danger que nous fait courir la présence de divisions allemandes aussi nombreuses à proximité de nos frontières.

Le Colonel von Ilsemann sera rappelé en Allemagne à la fin de juin. Pourquoi? Est-ce simplement pour recevoir un commandement? Cela paraît peu probable. Le Colonel von Ilsemann connaît fort bien les circonstances suisses. Pendant de longues années, il a résidé dans notre pays (où il s'est montré, d'ailleurs, très correct). Son rappel semble un indice significatif, auquel, – même dans l'ignorance de ses motifs réels – nous ne pouvons rester indifférents.

Il faut mettre sur pied l'ensemble de la couverture frontière. De plus, des éléments de renforcement doivent être portés à la frontière géographique, non seulement à Genève et en Ajoie, mais dans le canton de Schaffhouse, où un régiment serait nécessaire. Il faut aussi garder sous les armes les régiments qui doivent être démobilisés le 7.6. et les acheminer à proximité de leurs emplacements de combat. (Suit une discussion de détail sur les emplacements.)

L'aviation doit être mobilisée en tout cas, et la D.C.A., au moins en partie.

Nos mesures de sécurité actuelles à la frontière sont insuffisantes: il faut mobiliser toutes les brigades frontière.

En résumé: en plus de mesures générales à la frontière, et de la mobilisation et de l'aviation, il faudrait avoir sur pied, dans le rayon du 4. C.A., à toutes fins utiles, 4 régiments et un certain nombre de bataillons.

Le Col. Cdt. C. Borel est d'accord avec le principe de mesures prévues, mais il se demande s'il ne convient pas d'attendre d'autres nouvelles pour passer à l'exécution.

Le Général insiste sur le fait que nos mesures doivent avoir un caractère immédiat et démonstratif, à l'intérieur comme à l'extérieur.

Le Colonel von Ilsemann a demandé à connaître les mesures que nous prendrions pour la garde des internés en cas d'invasion. C'est un autre indice de l'attention qu'on nous porte.

Le Col. brig. Masson rappelle le précepte de Lyautey: «montrer la force, plutôt que d'avoir à s'en servir». C'est le moment psychologique de faire un geste. La faiblesse présente des mesures de défense suisses peut être une tentation.

[...] [2]

2. *Suivent encore quelques remarques ou demandes d'amendement des participants à la conférence et au Général de conclure:* l'ensemble des participants est d'accord sur les mesures de renforcement prévues. Elles feront l'objet d'une demande d'exécution adressée au Conseil fédéral.

151

E 27/9911/1

Le Général H. Guisan au Chef du Département militaire, K. Kobelt

Copie
L Secret

Quartier Général de l'Armée, 6 juin 1944

Après avoir mûrement réfléchi à la communication que vous m'avez faite de la part du Conseil fédéral lors de notre dernier entretien de ce jour, à 1730, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance les constatations et les réflexions suivantes:

1.– La demande formelle de mise sur pied d'un certain nombre de troupes supplémentaires, au sens de l'art. 210 de l'Organisation militaire, que je vous ai présentée au début de l'après-midi, a fait l'objet, entre vous et moi, d'un examen au cours duquel nous sommes très vite tombés d'accord sur les points essentiels. Après vous avoir exposé mon appréciation de la situation et mes propositions, sur lesquelles j'avais entendu, dans une conférence tenue au cours de la matinée, non seulement mes collaborateurs directs, le Chef et les Sous-chefs de l'Etat-Major d'Armée, mais les Commandants de Corps d'Armée, et après avoir recueilli leur accord unanime sur mes propositions, j'ai eu la satisfaction de constater que vous partagiez entièrement mon avis.

Vous avez reconnu entr'autres qu'il s'agissait *avant tout* de *couvrir*, en première urgence, la *mobilisation générale éventuelle de l'ensemble de l'Armée.*

En conséquence, vous vous êtes déclaré d'accord avec la mise sur pied de l'*ensemble des troupes frontière* (diminuées de leurs services derrière le front), de l'aviation et d'une partie de la D.C.A. En place des régiments dits d'«Einsatzreserven», qui devaient être licenciés le 7.6, vous m'avez proposé spontanément de mettre sur pied les trois brigades légères (diminuées de leurs unités de dragons), proposition que j'ai estimée judicieuse et à laquelle je me suis aussitôt rallié. Vous m'avez enfin marqué qu'il importait de mettre l'accent sur la défense des terrains d'aviation et d'atterrissage plus encore que sur la garde des voies ferrées.

Je vous sais gré d'avoir compris la nécessité de ces mesures et de l'avoir plaidée auprès du Conseil fédéral.

2.– Lorsqu'à l'issue de la séance d'après-midi, vous m'avez prié de venir recueillir auprès de vous la confirmation des décisions qui devaient être prises sur la base de ces propositions et qui étaient prêtes à être appliquées, j'ai eu la vive et pénible surprise d'apprendre que le Conseil fédéral ne sanctionnait qu'une partie de ces demandes de mise sur pied, et, par conséquent, portait atteinte à leur succès: s'il consentait à l'appel des brigades légères et de l'aviation, il s'opposait, en revanche, à celui de l'ensemble des troupes frontière. Au lieu de leur mise sur pied immédiate et complète, sur l'ensemble des fronts, par voie d'affiche jaune, le Conseil fédéral n'acceptait qu'une demi-mesure: le renforcement progressif de nos troupes frontière, appelées par carte postale, jusqu'à concurrence de la moitié de leurs effectifs.

3.– M'étant enquis des raisons qui motivaient ce geste, vous m'avez exposé:

– que le Conseil fédéral jugeait la situation générale moins menaçante depuis le début de l'invasion;

– que le Pays comprendrait difficilement l'effort supplémentaire qui lui serait demandé par la mise sur pied – même momentanée et même suivie d'une mise en congé aussi prochaine et aussi large que possible – de la couverture frontière; que cette mise sur pied risquait, à l'époque des foins, de créer un mécontentement préjudiciable à l'intérêt général.

Vous m'avez fait comprendre enfin que cet avis était pris à l'unanimité du Conseil fédéral et que vous regrettiez de n'avoir pu faire prévaloir la demande sur laquelle nous étions tombés d'accord. Je ne le regrette pas moins.

4.– De mon côté, après ma première surprise, je vous ai marqué aussitôt:

a) qu'il m'était impossible de prendre la responsabilité d'une mesure dont le premier effet est de compromettre la sécurité d'une mobilisation générale éventuelle, sécurité dont nous avions reconnu ensemble, aujourd'hui même, l'importance essentielle;

b) que je me réservais d'examiner, avec le Chef de l'Etat-Major Général de l'Armée, du point de vue militaire et technique, les conséquences que cette demi-mesure risquait d'entraîner, et ses possibilités de réalisation.

5.– Sans préjuger du résultat de cet examen, dont les conclusions vous parviendront incessamment, je tiens à relever dès ce soir:

a) que le Conseil fédéral n'accepte pas la demande formelle de mise sur pied, selon l'art. 210 de l'Organisation militaire, présentée par le Commandant en Chef de l'Armée, sanctionnée par la conférence des Commandants de Corps d'Armée, ayant siégé, ce matin, en pleine connaissance de la situation nouvelle créée par l'invasion et après avoir entendu l'avis du Chef et des Sous-chefs d'Etat-Major chargés des renseignements et du front;

b) qu'il n'accepte qu'une demi-mesure, dont il définit lui-même les termes militaires, et dont l'effet certain est de ne plus garantir la mobilisation générale éventuelle du gros de nos forces;

c) qu'il fait ainsi échec à la mise en œuvre des seules mesures de renforcement susceptibles de figurer une réaction immédiate aux événements, soit aux yeux du Pays, soit aux yeux de l'étranger, – les autres mesures accordées (mobilisation de l'aviation et des brigades légères) n'ayant ni la même valeur militaire ni le même caractère démonstratif;

d) qu'en prévision des difficultés que pourrait susciter une circonstance

pareille à celle qui se présente aujourd'hui, j'ai pris soin de vous adresser, en date du 8.2.44, ma note N° 5877[1], qui précisait nettement les compétences du Général devant le Conseil fédéral, en matière de mises sur pied, selon les art. 204, al. 2, 208 et 210 de l'Organisation militaire, et que, depuis lors, mon point de vue n'a fait l'objet d'aucune contestation;

e) qu'une décision comme celle que vous m'avez communiquée ce soir de la part du Conseil fédéral remet en question l'application desdits articles et fait redouter que des mesures efficaces ne puissent être prises en temps utile, si la situation s'aggravait, afin d'assurer la sécurité du Pays.

Revenant enfin sur l'argument invoqué par le Conseil fédéral craignant de mécontenter l'opinion publique par une mise sur pied, même momentanée, de l'ensemble de notre couverture frontière, j'ai l'honneur de vous rappeler qu'au 11 mai 1940, l'Armée a été mobilisée dans son ensemble, alors que l'issue de la campagne de France ne pouvait apparaître encore, et qu'elle est restée entièrement mobilisée jusqu'à la fin de juin[2]. Le Pays a compris pourquoi.

Je ne pense pas qu'il le comprendrait moins bien aujourd'hui. Je crains plutôt qu'il ne s'étonne, maintenant ou plus tard, de réactions si lentes à paraître, sous la forme de demi-mesures.

Tout en vous exprimant ma reconnaissance pour la compréhension dont vous avez témoigné lorsque nous avons examiné ensemble, sur le plan de notre sécurité nationale, mes propositions de cet après-midi et que nous sommes tombés d'accord, je vous prie de vouloir bien faire tenir copie de cette lettre à M. le Président de la Confédération et à MM. les Conseillers fédéraux.

[...][3]

P.S. A toutes fins utiles, je joins à cette lettre 3 copies de ma note N° 5877, du 8.2.44, pour le cas, notamment, où vous souhaiteriez de la communiquer à M. le Président de la Confédération.

---

1. *Non reproduite. Cf. aussi* E 27/9844.
2. *Cf. DDS, vol. 13, N° 277.*
3. *Sur la suite de la correspondance entre le Général et le Conseil fédéral, cf.* E 5795/89, E 27/14245/69.

152

E 27/9758/17

L'Attaché militaire près la Légation de Suisse à Berlin, P. Burckhardt, au Service de Renseignements et de Sécurité de l'Etat-Major Général de l'Armée

R Berlin, 7. Juni 1944

[...][1]

III.

Was die Lage der neutralen Staaten im Lichte der neuen Entwicklung anbelangt, so rechnet man schwedischerseits nach wie vor mit einem Angriff Deutschlands auf Schweden. Nachdem im Winter die deutschen Divisionen in Norwegen auf 8–10 herabgesetzt worden waren, ist deren Zahl nunmehr wieder auf 12–13 erhöht worden. Ferner befinden sich die zwei deutschen Fallschirm- bezw. Luftlande-Divisionen, die während der finnisch-russischen Verhandlungen in Moskau nach Estland gebracht worden waren, immernoch dort. In Schweden rechnet man mit der Möglichkeit eines Einsatzes dieser Truppen auch gegen Schweden. Für eine Besetzung Finnlands wären nach schwedischer Auffassung keine Luftlandetruppen mehr notwendig, da im ganzen Gebiet von Helsinki keine finnischen Kampftruppen, sondern nur noch Ausbildungstruppen stehen. Man neigt infolgedessen schwedischerseits zur Auffassung, dass diese zwei Divisionen viel eher als Bereitstellung gegen Schweden gewertet werden müssten.

Was die Lage der Schweiz anbetrifft, so scheint für den Augenblick keine besondere Gefahr zu bestehen. Je nach Entwicklung der Dinge, insbesondere aber bei der allgemeinen Verschärfung der Lage für Deutschland, kann sich die Situation zu Ungunsten unseres Landes verschieben.

---

1. *Le rapport commence par une analyse des répercussions en Allemagne du débarquement allié en Normandie.*

153

E 2809/1/4

Le Délégué officieux du Conseil fédéral auprès du Comité français de Libération nationale[1]*, E. Schlatter, à la Division des Intérêts étrangers du Département politique*

Copie de réception
T N° 29 *(chiffré)*

Alger, 8 juin 1944, 12 h. 30
(*Reçu:* 9 juin 1944)

Pour Politique urgent stop Votre 107[2] mon rapport 1er juin concernant ma visite 31 mai chez de Gaulle expédié avec courrier qui quitta Alger 5 juin et qui en raison événements militaires sera peut-être bloqué Madrid stop De Gaulle me reçut dans son bureau privé sans formalités en présence chef protocole stop Conversation porta sur situation de la Suisse dont de Gaulle dit apprécier la position très particulière, sur problèmes soulevés en Suisse par réfugiés présents et futurs, sur le cas des deux frères de de Gaulle réfugiés à Nyon[3] stop De Gaulle me prie remercier Gouvernement Fédéral pour hospitalité accordée aux réfugiés français et aux enfants et notamment aux membres de sa famille stop S'agissant de visite purement courtoisie il m'était difficile soulever maintenant représentation CFLN Berne puisque de Gaulle n'en parla pas de lui-même stop Affaire n'est cependant pas perdue de vue du commissariat Affaires Etrangères stop. De renseignements donnés aujourd'hui il ressort que l'on n'a pas encore réussi s'entendre sur choix personnalités délégué CFLN Berne stop Il semble que certains groupes politiques exigent que soit assurée personne jouissant confiance de mouvement résistance en France et ayant eu contacts récents et étroits avec celui-ci (ce qui serait pas cas VERGE qui est candidat de MASSIGLI) stop Dès que j'eus connaissance cette tendance je fis remarquer à GUERIN directeur politique que Gouvernement Fédéral ne pourrait admettre établissement en Suisse sous couvert représentation diplomatique officieuse de centre organisateur et directeur mouvement résistance en France métropolitaine stop Hésitation nomination prouve peut-être que mon objection fut écoutée stop Espère avoir occasion revenir sous peu télégraphiquement sur question.

---

1. *Sur les relations avec les autorités françaises d'Alger dès juin 1943, cf.* E 2001 (D) 3/65.
2. *Le 5 juin, le Département politique avait adressé à Schlatter le télégramme suivant:* Vous serions reconnaissants nous rendre compte votre entrevue 31 mai avec Général de Gaulle et nous renseigner sur motifs agrément à nomination agent officieux Berne (E 2001 (D) 3/65). *Le rapport du 1er juin de E. Schlatter sur son entretien avec le Général de Gaulle sera lu par Pilet-Golaz le 14 juin 1944* (E 2001 (D) 3/65).
3. *Sur Xavier de Gaulle, cf.* E 2001 (D) 3/268.

154

E 2001 (D) 4/74

Notice de la Division des Affaires étrangères du Département politique[1]

Bern, 9. Juni 1944

Herr Minister Bruggmann hat uns in Kopie einen von Herrn Legationsrat Feer verfassten Bericht über die Internationale Arbeitskonferenz in Philadelphia[2] sowie das an den Chef des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements gerichtete Begleitschreiben vom 22. Mai d.J. zugestellt.

Nach Studium des Berichtes erscheinen die folgenden Punkte als besonders bemerkenswert:

Die allgemeine Haltung Grossbritanniens (S. 2 und 11 ff) wirkte sich dahin aus, dass auf der Konferenz die Frage des Verhältnisses der Internationalen Arbeitsorganisation zum Völkerbund gar nicht berührt wurde. In diesem Sinne beantragte Kanada, unterstützt von den amerikanischen Regierungsvertretern, dass keine definitiven Entschlüsse über die Organisation des Internationalen Arbeitsamtes gefasst werden sollten, solange nicht feststehe, ob der Völkerbund seine Tätigkeit wiederaufnehme oder eine andere Weltkontrollbehörde an seine Stelle trete.

Die Frage des Sitzes des Internationalen Arbeitsamtes (S. 14 ff) stand dementsprechend ebenfalls nicht zur Diskussion. In offiziellen Reden oder privaten Gesprächen äusserten sich zugunsten einer Rückkehr nach Genf in erster Linie alle Vertreter Lateinamerikas sowie die Mitglieder des Sekretariates; desgleichen aber auch (offiziell) der kanadische Arbeitsminister und (privat) der amerikanische Arbeitsminister Miss Perkins.

Die Haltung der Neutralen (S. 4–6) führte zu einer engen Zusammenarbeit der Schweiz mit Schweden und der Türkei. Das in der Konferenz gehandhabte Abstimmungsverfahren liess die von den Neutralen geübte Zurückhaltung nicht zum Ausdruck kommen; denn es wurde auf das Handmehr abgestellt und bei Fehlen von Gegenanträgen wurde ohne Rücksicht auf Stimmenthaltungen Einstimmigkeit erklärt. Der Delegierte der Schweiz richtete daher (wie auch Schweden und die Türkei) nach Abschluss der Konferenz an deren Generalsekretär eine schriftliche Erklärung des Inhalts, dass er sich an allen Abstimmungen über Empfehlungen und Resolutionen, die nur Angelegenheiten der Vereinigten Nationen betrafen oder in diesem Sinne ausgelegt werden könnten, nicht beteiligt habe. Der Generalsekretär bestätigte schriftlich den Empfang dieser Erklärung.

Die Gründe der Nichtwiederwahl in den Verwaltungsrat der schweizerischen Mitglieder (S. 9) waren nach indirekten Informationen die folgenden: 1) das

---

1. *Rédigée par H. Zoelly, cette notice est adressée au Chef de la Division des Affaires étrangères, P. Bonna, qui la transmet au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz, qui la vise le 14 juin.*
2. *Non reproduit.*

Widerstreben, Abwesende zu wählen; 2) bezüglich Herrn Schürch die Meinung, er sei allgemein an der Mitarbeit verhindert; teilweise auch die Tatsache, dass er 1939 gegen das Budget stimmte; 3) bezüglich Herrn Tzaut sein hohes Alter und eine Verminderung seines Ansehens; 4) das Fehlen anderer schweizerischer Kandidaten.

Die Tendenz, die Internationale Arbeitsorganisation als eine Institution der Vereinigten Nationen zu betrachten, war vor allem unter den Vertretern der von Deutschland besetzten Gebiete weitverbreitet (S. 10).

Das Fernbleiben von Russland (S. 16) wurde von den Vereinigten Staaten und Grossbritannien zwar aus Prestigegründen bedauert, war aber von Anfang an erwartet worden.

Betreffend die Behandlung Deutschlands nach dem Krieg (S. 18) schlugen die britischen und amerikanischen Arbeitervertreter den Wiederaufbau der deutschen Gewerkschaften vor als bestes Mittel, Deutschland zur demokratischen Regierungsform und zur friedlichen internationalen Zusammenarbeit zu erziehen. Mit Ausnahme des holländischen Arbeitervertreters, der sich diesem Standpunkt anschloss, sprachen sich die Vertreter aller besetzten Länder scharf gegen eine solche Begünstigung der deutschen Arbeiterschaft, die an den von Deutschland begangenen Verbrechen mitschuldig sei, aus.

155

E 5795/151

Le Chef du Département militaire, K. Kobelt, au Général H. Guisan

L Geheim Bern, 10. Juni 1944

Der Bundesrat hat in seiner heutigen ausserordentlichen Sitzung[1] der Verständigungslösung, die gestern Abend zwischen Ihnen und dem Chef des eidg. Militärdepartements vereinbart wurde, zugestimmt.

Demgemäss wird der General ermächtigt, ohne Verwendung des gelben Aufgebotsplakates, Grenztruppen im Ausmasse von ca. 80 000 Mann aufzubieten. Es hat dabei die Meinung, dass sobald wie möglich weitgehende Beurlaubungen vorgenommen werden und dass wenn die Lage es erlaubt, die Aufgebote wieder reduziert werden.

Ich habe heute der Presse, entsprechend unserer frühern Vereinbarung, eine kurze amtliche Mitteilung übergeben. Sie lautet:

«Der allgemeinen Lage Rechnung tragend, hat der Bundesrat im Einvernehmen mit dem General die militärische Bereitschaft unserer Armee durch eine zusätzliche Einberufung von Truppen verstärkt.»

1. *Cf. PVCF N° 1040 du 10 juin 1944,* E 1004.1 1/446.

156

E 1004.1 1/446

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 12 juin 1944

1049. Wirtschaftsverhandlungen mit Deutschland

Vertraulich Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 9. Juni 1944

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet folgendes:

«Die für Anfang Juni ds. Js. in Aussicht genommenen Wirtschaftsverhandlungen mit Deutschland haben am 8. Juni ihren Anfang genommen, nachdem die ständige Verhandlungsdelegation Gelegenheit hatte, die schweizerische Stellungnahme mit der bundesrätlichen Finanz- und Wirtschaftsdelegation am 6. ds. durchzubesprechen[1].

1. Die bisher vorliegenden Resultate des Wirtschaftsabkommens mit Deutschland vom 24. März 1944 zeigen mit aller Deutlichkeit, dass das seinerzeit den Verhandlungen zu Grunde gelegte Budget, wie zu befürchten war, nicht hat eingehalten werden können[2]. Wurde nämlich damals mit monatlichen Einzahlungen auf Warenkonto von 31 Mio Fr. gerechnet, so haben sich die tatsächlichen Einzahlungen in Mio Fr. wie folgt gestaltet:

Januar	23,5
Februar	21,9
März	25,5
April	23,6
Mai	25,9
Total	120,4 :5 = 24,08

Mio Fr. monatsdurchschnittlich. Es fehlen somit auf Warenkonto auf Ende Juni ca. 35 Mio Fr., dazu kommt noch etwa 5 Mio Fr. Defizit auf Landwirtschaftskonto, somit erreicht das *Manko ca. 40 Mio Fr.* Dieser neue Fehlbetrag muss nach unserer Auffassung durch zusätzliche Warenlieferungen durch Deutschland sukzessive abgetragen werden; sicherlich keine unvernünftige schweizerische Forderung angesichts der Vertragsbestimmung der Sondervereinbarung vom 18. Juli 1941[3], wonach nach Ablauf des Verrechnungsabkommens Ende 1942 mit einer angemessenen Tilgung der Clearingvorschüsse unverzüglich begonnen werden sollte. Übrigens ging ja der Kampf in den letzten Wirtschaftsverhandlungen mit Deutschland nicht zuletzt um den Grundsatz des *selbsttragenden Clearings*.

---

1. *Sur ces négociations, cf. notamment* E 2001 (E) 2/575, 589 *et* 590, E 7110/1967/32/900 Deutschland/12 *et* 13.
   Cf. aussi la lettre de A. Zehnder à J. Hotz du 24 juin 1944 (E 2300 Berlin/39).
2. *Cf. N° 107.*
3. K I.947.

2. Wenig erfreulich gestaltete sich ferner die *Eiseneinfuhr*: Wir müssen mit einem Manko von ca. 10 000 t rechnen, was genau dem Betrag der als zusätzlich versprochenen Menge zur Ausbalancierung des Budgets entsprach. Zudem hat auch der Transferfonds keinen Überschuss mehr an das Warenkonto abliefern können und auch die Nebenkosten-Einnahmen sind mit monatlich 0,3 Mio Fr. hinter dem budgetierten Betrag von 2,5 Mio Fr. zurückgeblieben. Dagegen hat sich auf der Ausgabenseite durch die starken Transitfrachten eine erhebliche Mehrbelastung des Ausgaben-Budgets im Umfang von ca. 3,5 Mio Fr. ergeben. Früher war dieser Posten für uns passiv, d.h. es ergab sich ein gewisser Überschuss zu Gunsten des Clearings. Seitdem die Deutschen dazu übergegangen sind, ihre Transite nach Italien franko italienische Grenze zu fakturieren, hat sich dieser Überschuss zu Gunsten des Verrechnungsverkehrs in ein starkes Defizit verwandelt. Die Schweiz muss daher verlangen, dass diese Transit-Frachten in freien Devisen und nicht via Clearing beglichen werden.

3. Um das Verrechnungsabkommen aber in Zukunft wirklich als selbsttragend zu gestalten, ist ein weiterer Abbau unserer Ausfuhr nach Deutschland nicht zu vermeiden. Um das erwähnte Manko von ca. 40 Mio Fr. für das 2. Semester 1944 zu decken, sehen wir eine Halbierung der bisherigen 40% von 1942 betragenden Ausfuhrkontingente für eigentliches Kriegsmaterial (Waffen, Munition, Zünder), Werkzeugmaschinen und Kugellager vor, was eine Ersparnis ausmacht von

17,2 + 8 + 0,7 Mio Fr. =	25,9 Mio Fr.
Für die immer noch stark erhöhten Exporte der dynamo-elektrischen und Dampfmaschinen	2,7 Mio Fr.
und schliesslich noch 10% Ermässigung für die restlichen Ausfuhren	10,7 Mio Fr.
Total Ausfuhreinschränkung	39,3 Mio Fr.

Der stärkere Abbau für das Kriegsmaterial, die Werkzeugmaschinen und die Kugellager rechtfertigt sich wegen der starken Aufblähung dieser Ausfuhren, die das 10 und mehrfache der früheren Exporte betragen und daher von der alliierten Seite ganz besonders beanstandet werden. Unsere Erhebungen haben ergeben, dass wir an Deutschland sog. kriegswichtige Waren (geleitscheinpflichtige und ausfuhrkontingentierte) lieferten im Jahre 1937 für ca. 47 Mio Fr., im Jahre 1943 dagegen für 425 Mio Fr. An die Feindstaaten von Deutschland betrug die bezügliche Ausfuhr 1937 ca. 80 Mio Fr. und im Jahre 1943 nur 18 Mio Fr. In den ersten 4 Monaten 1944 lieferten wir für 33 Mio Fr. geleitscheinpflichtige Waren nach Deutschland und nur für 3 Mio Fr. an die Alliierten. Der vorgesehene weitere Abbau dieser kriegswichtigen Ausfuhren nach Deutschland lässt sich somit durchaus rechtfertigen.

4. Trotz des neuen Abbaues unserer Lieferungen an Deutschland mit Rücksicht auf den Grundsatz des selbsttragenden Clearings müssen wir von Deutschland wie in den bisherigen Abkommen die Versorgung im min. bisherigen Umfang unseres Landes mit *Kohlen, Eisen, flüssigen Brennstoffen* sowie mit *landwirtschaftlichen* Hilfsstoffen und Düngemitteln verlangen. Dabei ist die Schweiz bereit, wiederum einen landwirtschaftlichen Briefwechsel zu ver-

einbaren, durch welchen sich die Schweiz im Rahmen eines ungefähr ausgeglichenen Landwirtschaftskonto verpflichtet, 3000 Stück Vieh, sowie Obst und Obstprodukte zu liefern. Schliesslich hoffen wir im Zuge dieser Verhandlungen auch die Kriegsschädenfrage möglichst weitgehend fördern zu können. Wir haben aber auch nicht verfehlt, die Deutschen auf das Inkongruente ausdrücklich aufmerksam zu machen, das darin besteht, für wichtige deutsche Kriegsmaterialliefe rungen (Flugzeuge etc.) freie Devisen zu verlangen, während die Schweiz für Hunderte von Millionen Fr. solche Produkte vermittelst Bundesvorschüssen und Bundesgarantie via Clearing nach Deutschland geliefert hat. Dass auch wiederum eine befriedigende Regelung der zahlreichen Gegenblockade- und Transitfragen erreicht werden musse, sei der Vollständigkeit halber aufgeführt.»

Gestützt auf die vorstehenden Ausführungen wird antragsgemäss von diesem Bericht als Instruktionen an die Verhandlungsdelegation in zustimmendem Sinne Kenntnis genommen.

157

E 2001 (D) 3/484

Le Département politique
à la Légation des Etats-Unis d'Amérique à Berne

AM Berne, 13 juin 1944

Le 10 avril 1944, le Ministre des Etats-Unis à Berne a bien voulu adresser au Chef du Département Politique Fédéral un mémorandum [1] relatif au sort des détenteurs de passeports délivrés par les agents de certains pays ibéro-américains et se trouvant soit en Allemagne, soit dans les territoires occupés par le Reich. Le Gouvernement américain demandait, en particulier, que les autorités suisses envisagent de s'entremettre auprès du Gouvernement du Reich pour obtenir que la validité des passeports en question soit reconnue, afin d'assurer à leurs détenteurs le bénéfice du traitement réservé aux ressortissants de puissances ennemies pouvant être inclus dans un échange de civils.

En même temps, la Légation des Etats-Unis invitait la Division des Intérêts étrangers du Département Politique Fédéral à indiquer au Gouvernement du Reich la perspective d'un nouvel échange de ressortissants allemands établis dans l'hémisphère occidental contre des personnes se trouvant dans les territoires sur lesquels l'Allemagne exerce son autorité. La Division était priée de signaler que le Gouvernement des Etats-Unis estimait que tous les détenteurs, à Vittel et ailleurs, de passeports et d'autres documents délivrés au nom des pays ibéro-américains devraient être admis à bénéficier de cet échange. En même temps, la Division était sollicitée d'expliquer à Berlin le point de vue du

1. *Non reproduit.*

Gouvernement américain quant au traitement des Juifs détenteurs de passeports ibéro-américains en attendant qu'ils puissent être compris dans un échange, en faisant notamment ressortir l'élément de réciprocité que constituent les Allemands naguère établis dans les pays de l'Amérique latine et actuellement internés aux Etats-Unis pour le compte de ces pays.

Des rapports reçus de la Légation de Suisse à Berlin résulte, en substance, ce qui suit:

Depuis le début de la guerre, des passeports des Etats ibéro-américains (Honduras, Costa-Rica, Nicaragua, Guatémala, Equateur, Salvador, Vénézuéla, Haïti, Paraguay) circulent parmi les Juifs des territoires occupés par l'Allemagne et en particulier en Pologne. Ces passeports ont été établis par les consulats des divers Etats mentionnés au Portugal, en Suède et en Suisse, mais en partie aussi à New York, au Japon et peut-être en Pologne. Quand de tels passeports de pays dont la Confédération défend les intérêts en Allemagne sont arrivés à échéance et que la Division spéciale de la Légation de Suisse à Berlin a été priée, par les titulaires, de les renouveler, des instructions ont été demandées aux Gouvernements intéressés, qui, en général, ont refusé d'octroyer la prolongation de ceux des passeports qu'ils ne reconnaissent pas. Les autorités allemandes n'ont pas été informées de cette circonstance, mais la Division spéciale était désormais privée de la possibilité d'accorder sa protection à ces personnes.

Un assez grand nombre de ces passeports sont paraguayens, le Paraguay étant représenté en Allemagne par l'Espagne, dont il semble que l'Ambassade à Berlin a reçu du Gouvernement paraguayen une liste des personnes en nombre limité qui, seules, bénéficieraient de la protection de cet Etat. Le Département Politique ignore si, ultérieurement, le Gouvernement espagnol a reçu des indications rectificatives conformes à la déclaration du Gouvernement paraguayen dont il est fait état au deuxième paragraphe du mémorandum du 10 avril 1944.

Un certain nombre de titulaires de passeports ibéro-américains, en général originaires de l'Est européen, se firent admettre dans les camps d'internés civils américains qui sont sous le contrôle du Ministère des Affaires étrangères de Berlin et soumis par analogie au régime conventionnel des prisonniers de guerre; en même temps, ils sont virtuellement devenus candidats à un échange de civils entre l'Allemagne et les Etats américains. En revanche, ceux qui demeurèrent en Pologne restèrent soumis au régime appliqué aux autres Juifs de l'Est. Les internés de Vittel et de Compiègne furent récemment recensés et un groupe de Juifs fut éloigné de ces camps. Il s'agit, semble-t-il, dans certains cas, de détenteurs de passeports ibéro-américains dont la validité était contestée.

Au moment où furent communiquées au Gouvernement allemand les indications contenues dans la notice de la Légation du 14 avril [1], la Police allemande avait déjà éloigné de Vittel et de Compiègne des Juifs qui n'avaient pas pu prouver leur nationalité américaine. Des explications données verbalement à la Légation de Suisse par un fonctionnaire de l'Office allemand des Affaires étrangères, il résulte que celui-ci se serait félicité d'être en mesure de faire valoir, alors qu'il en était encore temps, que toute personne alléguant d'une attache quelconque à un Etat ibéro-américain est considérée par le Gouver-

nement des Etats-Unis comme un élément d'échange. L'Office des Affaires étrangères serait prêt à considérer désormais comme susceptibles d'échange tous les Juifs munis de papiers d'identité ibéro-américains internés dans des camps, de même que ceux qui se trouvent ailleurs et qui sont connus de l'Office, contre des Allemands se trouvant aux Etats-Unis qui désireraient rentrer en Allemagne.

Il semble donc y avoir des raisons d'admettre que, désirant constituer une base aussi large que possible pour les échanges envisagés, l'Office allemand des Affaires étrangères fera ce qui est en son pouvoir pour soustraire à la déportation les Juifs titulaires de passeports ibéro-américains, pour autant que ces Juifs seront effectivement visés par un accord d'échange.

Selon la Division spéciale de la Légation de Suisse à Berlin, il y aurait encore en Pologne des porteurs de passeports ibéro-américains qui, jusqu'à présent, n'ont été ni internés, ni prévus pour un échange. Il semble que la meilleure protection qui pourrait leur être donnée serait que les Gouvernements que cela concerne reconnaissent officiellement tous les passeports ibéro-américains des Juifs se trouvant en territoires allemand ou occupés et le déclarent formellement par la voie des puissances protectrices. Des pays dont la Suisse défend les intérêts à Berlin, seuls, jusqu'ici, le Vénézuéla et le San Salvador ont fait, tout récemment, des notifications dans ce sens par l'intermédiaire de la Division spéciale du Département Politique Fédéral. Le Honduras, le Costa-Rica, l'Equateur, le Guatémala et le Nicaragua n'ont pas encore confirmé individuellement l'attitude qui devrait résulter de la démarche du Département d'Etat auprès des divers Gouvernements sud-américains dont il est fait mention au deuxième paragraphe du mémorandum de la Légation du 10 avril.

Sans comporter aucune garantie, les indications qui précèdent permettent d'espérer que l'Office allemand des Affaires étrangères entre dans les vues du Département d'Etat. La proposition concrète, tendant à un échange de listes, contenue dans la nouvelle communication au Reich et confiée par la Légation des Etats-Unis à la Division des Intérêts étrangers du Département Politique le 31 mai[2], devrait constituer une base de discussion pratique à cet effet.

Le Département Politique doit, toutefois, soumettre à l'attention de la Légation ce qui suit:

L'arrangement en perspective ne pourra déployer ses effets que pour autant que le nombre des titulaires de passeports et autres papiers d'identité émis au nom des républiques ibéro-américaines est du même ordre que celui des ressortissants allemands dont le rapatriement peut entrer en ligne de compte. Or il est revenu au Département Politique que, récemment encore, des documents de cette nature auraient été établis par centaines.

Enfin, le statut essentiellement précaire que l'on espère assurer aux détenteurs juifs de passeports ibéro-américains pourrait être compromis par n'importe quelle publicité sur l'objet des démarches en cours.

---

2. *Non reproduite.*

158

E 4800 (A) 1967/111/273

Notice de la Division de Police du Département de Justice et Police[1]

Copie Bern, 13. Juni 1944

AUSREISE VON FLÜCHTLINGEN UND ENTWICHENEN KRIEGSGEFANGENEN

Herr Bundesrat von Steiger hat mich gebeten, vom rein rechtlichen Standpunkt aus zu prüfen, ob den entwichenen Kriegsgefangenen und den der Polizeiabteilung unterstellten Flüchtlingen z. B. im heutigen Zeitpunkt die Ausreise aus der Schweiz gestattet werden dürfe.

Ich erlaube mir, zuhanden von Herrn Bundesrat von Steiger folgendes darzulegen:

1. Die internationalen Abmachungen enthalten bloss eine Bestimmung, durch die das Ausreisenlassen von Personen aus einem neutralen Staate im Kriegsfall in gewissem Sinne beschränkt wird (abgesehen von Art. 11 des Haager Abkommens, der die Pflicht zur Internierung übergetretener Truppen und Truppenangehöriger vorsieht). Diese Bestimmung ist Art. 4 des Haager Abkommens betreffend die Rechte und Pflichten der neutralen Mächte und Personen im Falle eines Landkrieges, vom 18. Oktober 1907. Er lautet:

«Auf dem Gebiet einer neutralen Macht dürfen zugunsten der Kriegführenden weder Korps von Kombattanten gebildet noch Werbestellen eröffnet werden.»

Diese Bestimmung verpflichtet uns, alles zu tun, um in der Schweiz die Organisation von Freischaren oder Partisanengruppen zu unterdrücken und die Anwerbung für Freischaren, Partisanenorganisationen oder fremde Armeen zu verhindern.

Es ist in erster Linie Aufgabe der Bundesanwaltschaft und der zuständigen militärischen Stellen, dafür besorgt zu sein, dass diese Neutralitätsverpflichtung schweizerischerseits eingehalten wird. Wir haben deshalb schon wiederholt Meldungen, die darauf schliessen liessen, dass unter den französischen Flüchtlingen in der Schweiz paramilitärische Formationen für den künftigen Einsatz in Frankreich gebildet würden, an die Bundesanwaltschaft weitergeleitet, mit der Bitte um Untersuchung.

2. Demgegenüber erklärt Art. 6 des Haager Abkommens betreffend die Rechte und Pflichten der neutralen Mächte und Personen im Falle eines Landkrieges:

«Eine neutrale Macht ist nicht dafür verantwortlich, dass Leute einzeln die Grenze überschreiten, um in den Dienst eines Kriegführenden zu treten.»

Die schweizerische amtliche Ausgabe der «Staatsverträge über Landkrieg und Neutralität» (Ausgabe 1939) enthält zu dieser Bestimmung folgende Be-

1. *Rédigée par R. Jezler pour le Chef de la Division de Police, H. Rothmund.*

merkungen: Es sei ins freie Ermessen des Neutralen gestellt, ob er den Übertritt über die Grenze bezw. die Durchreise solcher Leute gestatten wolle. Im Weltkrieg 1914/1918 sei die Ausreise nicht beschränkt worden. 1936 sei die Ausreise aus der Schweiz zur Teilnahme am spanischen Bürgerkrieg verboten worden, ausgenommen für spanische Staatsangehörige[2]. Die Staatsangehörigkeit der Ausreisenden sei gleichgültig; Freiwillige und Einberufene würden gleich behandelt. Es komme nicht auf die Zahl der ausreisenden Personen an, sondern bloss darauf, dass sie als Einzelne reisen, im Gegensatz zu den nach Art. 4 verbotenen Formationen von Kombattanten.

Art. 6 des Haager Abkommens ermächtigt also die Schweiz, ohne weiteres Ausländer über die Grenze ausreisen zu lassen, auch dann, wenn bekannt ist oder angenommen werden muss, dass die Leute im Ausland in eine Armee eintreten oder sich an kriegerischen Handlungen beteiligen wollen. Bedingung ist lediglich, dass diese Leute nicht in geschlossenen militärischen Formationen die Grenze überschreiten. Wie der amtliche Kommentar besagt, spielt die Zahl der Ausreisenden keine Rolle; wir dürfen somit beispielsweise mehrere hundert oder gar tausend Leute gleichzeitig gehen lassen.

Herr Prof. Dr. Schindler hat m.W. im Sommer 1943 im Auftrag von Herrn Minister Bonna ein Gutachten erstattet, in dem er diese Frage behandelt[3]. Ich habe leider dieses Gutachten nicht zur Hand. Ich hatte jedoch damals (zusammen mit Herrn Dr. Schürch) Gelegenheit, mit Herrn Prof. Dr. Schindler über die Sache zu sprechen. Er hat sich auf folgenden Standpunkt gestellt: Bei Ausbruch eines Krieges haben die neutralen Staaten von jeher die Angehörigen der kriegführenden Staaten in Massen und gleichzeitig über die Grenze ausreisen lassen, damit sie der heimatlichen Wehrpflicht genügen konnten. Wenn sich in der Schweiz Flüchtlinge befinden, die wir nicht neutralisieren müssen, z. B. entwichene Kriegsgefangene und Zivilflüchtlinge, dürfen wir sie ohne weiteres wieder über die Grenze ausreisen lassen. Wenn das aus bestimmten Gründen, z.B. weil unser Land vorübergehend ganz von den Truppen einer Kriegspartei umgeben ist, nicht möglich ist, hindert uns das in keiner Weise daran, diese Leute in dem Augenblick alle miteinander, also gleichzeitig in grosser zahl, über die Grenze ausreisen zu lassen, da die Ausreise möglich wird. Unsere Neutralitätspflichten stehen dem – rechtlich – nicht entgegen.

Ich halte die Auffassung von Herrn Prof. Dr. Schindler unbedingt für richtig. Wir dürfen nicht eine Verpflichtung (Flüchtlinge und entwichene Kriegsgefangene auf Schweizerboden zurückzuhalten) anerkennen, wenn eine solche Verpflichtung aus den internationalen Verträgen nicht hervorgeht. Die Frage, ob es (nicht aus rechtlichen, sondern) aus politischen Gründen angezeigt sei, Flüchtlinge eines Tages in grosser Zahl über die Grenze ausreisen zu lassen, ist hier nicht zu behandeln.

3. Für die entwichenen Kriegsgefangenen ist besonders noch Art. 13 des Haager Abkommens betreffend die Rechte und Pflichten der neutralen Mächte und Personen im Falle eines Landkrieges massgebend. Er lautet:

«Die neutrale Macht, die entwichene Kriegsgefangene bei sich aufnimmt,

---

2. *Cf. DDS, vol. 11, N° 279.*
3. *Cf.* E 2001 (D) 3/275, 310-311.

wird diese in Freiheit lassen. Wenn sie ihnen gestattet, auf ihrem Gebiete zu verweilen, so kann sie ihnen den Aufenthaltsort anweisen.»

Wir haben über diesen Artikel schon viel geschrieben und gesprochen. Ich fasse lediglich kurz zusammen, wie diese Vorschrift von uns, im Einvernehmen mit dem eidg. Politischen Departement, seit Jahren ausgelegt wird: «in Freiheit lassen» bedeutet Weiterziehenlassen über die Schweizergrenze, bezieht sich also nicht auf die Bewegungsfreiheit des entwichenen Kriegsgefangenen während seines Verweilens auf Schweizerboden. Wir anerkennen seit jeher die Pflicht, einen über die Schweizergrenze gekommenen entwichenen Kriegsgefangenen ohne weiteres wieder über die Grenze ausreisen lassen zu müssen. Wir dürfen den entwichenen Kriegsgefangenen, wenn er weiterreisen will, nicht auf Schweizerboden zurückhalten.

Vom September 1939 bis Juni 1940 war die Anwendung des Art. 13 durch die Schweiz einfach und unbestritten. Franzosen, die aus deutscher Kriegsgefangenschaft entwichen und über die Nordgrenze in die Schweiz gekommen waren, wurden ohne weiteres bei Genf nach Frankreich wieder ausgeschafft. Die Lage der Schweiz war damals so, wie das Haager Abkommen nach seinem ganzen Sinn und Geist die Lage eines neutralen Staates voraussetzt. – Auch noch von Juni 1940 bis November 1942 konnte diese Praxis fortgeführt werden. Erst die totale Besetzung Frankreichs durch deutsche Truppen machte dies unmöglich. Von November 1942 an konnten alliierte Wehrmänner, die aus deutscher Kriegsgefangenschaft entwichen und in die Schweiz gelangt waren, nicht mehr einfach weitergeschickt werden. Sie mussten auf Schweizerboden bleiben, aus tatsächlichen, nicht aus rechtlichen Gründen. Die Schweiz gestattete nicht etwa, wie Art. 13 als möglich vorsieht, den entwichenen Kriegsgefangenen das Verweilen auf schweizerischem Gebiet; sie erklärte vielmehr bei jeder Gelegenheit wieder, dass die entwichenen Kriegsgefangenen zur sofortigen Weiterreise verpflichtet seien. Die entwichenen Kriegsgefangenen waren und sind aber eben faktisch nicht in der Lage, weiterzureisen. Da das Haager Abkommen für diese Lage keine Regel aufstellt, ist ausschliesslich schweizerisches Fremdenpolizeirecht anwendbar. Wir haben deshalb, solange die entwichenen Kriegsgefangenen der Polizeiabteilung unterstellt waren, für diese Ausländer, gleich wie für andere Ausländer, die zur Ausreise verpflichtet sind aber faktisch nicht ausreisen können, auf Grund von Art. 14 Abs. 2 des Bundesgesetzes über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer, vom 26. März 1931[4], die Internierung verfügt. Diese Internierungsverfügung gilt immer nur für solange, bis die Ausreise möglich ist, hindert also den Ausländer nicht, auszureisen wenn er will und kann. – Seit September 1943 unterstehen die entwichenen Kriegsgefangenen dem Eidg. Kommissariat für Internierung und Hospitalisierung. Das ändert an ihrer rechtlichen Lage mit Bezug auf Ausreisemöglichkeit nichts. Denn trotz der Unterstellung unter das Kommissariat sind die entwichenen Kriegsgefangenen nicht ausländische Militärpersonen, für die die Schweiz zur Internierung, d.h. Verhinderung der Ausreise, verpflichtet ist.

4. Die der Polizeiabteilung unterstehenden Flüchtlinge werden auf Grund des Art. 2 des Bundesratsbeschlusses über die Unterbringung von Flüchtlin-

4. *RO, 1933, vol. 49, pp. 298-300.*

gen[5], vom 12. März 1943, in Anwendung des Art. 14 Abs. 2 des Bundesgesetzes über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer, vom 26. März 1931, «interniert». Art. 14 ANA lautet:

«Kommt der Ausländer der Pflicht zur Ausreise nicht nach, so kann er ausgeschafft werden. Wenn die Ausschaffung nicht durchführbar ist, so kann an deren Stelle die Internierung treten.»

Die Internierung im Sinne des Fremdenpolizeirechtes ist also an die Voraussetzung geknüpft, dass der Ausländer zur Ausreise verpflichtet wäre, die Ausschaffung aber nicht durchführbar ist. Die rechtliche Grundlage zur fremdenpolizeilichen Internierung fällt dahin, sobald die Ausschaffung durchführbar wird. Wenn sich somit die Verhältnisse in einer Art und Weise verändern, dass einem Ausländer, für den die Polizeiabteilung eine Internierungsverfügung erlassen hat, die Ausreise aus der Schweiz möglich ist, fehlt uns die rechtliche Grundlage dafür, ihn in der Schweiz zurückzuhalten. Wir müssen ihn vielmehr ziehen lassen.

Hinzu kommt, dass nach Art. 7 des Bundesratsbeschlusses über die Unterbringung von Flüchtlingen, vom 12. März 1943, auch auf Flüchtlinge (wie für Emigranten) Art. 10 des Bundesratsbeschlusses über Änderungen der fremdenpolizeilichen Regelung, vom 17. Oktober 1939[6], anwendbar ist; dieser lautet:

«Die Schweiz kommt nach wie vor für Emigranten nur als Durchgangsland in Betracht. Vorkehren des Emigranten, die auf Festsetzung in der Schweiz gerichtet sind, wie Kapitalbeteiligung, Erwerb von Grundbesitz, Heirat mit einer Schweizerin etc. bleiben hierauf ohne Einfluss.»

Auch die Art. 11 und 15 des BRB 17.10.39 sind (wie für Emigranten) für Flüchtlinge anwendbar. In diesen Artikeln heisst es u.a. (Art. 11 Abs. 2):

«Sie (die eidgenössische Fremdenpolizei) wird, gegebenenfalls in Verbindung mit privaten Hilfsorganisationen, alle Möglichkeiten wahrnehmen, der Weiterwanderung der Emigranten Raum zu schaffen. Sie hat dafür zu sorgen, dass diese auch benützt werden. Daneben bleiben aber auch die Emigranten verpflichtet, Möglichkeiten des Weiterkommens zu suchen und, wo sie bestehen, sie unverzüglich zu benützen.»

Ferner (Art. 15):

«Die eidgenössische Fremdenpolizei kann verfügen, dass ein Emigrant in das Land ausgeschafft wird, aus dem er gekommen ist oder dem er angehört, wenn er ... (c) seine Bemühungen zur Weiterreise nicht mit allem Nachdruck fördert oder die Möglichkeit dazu nicht benützt.»

Aus diesen Vorschriften geht klar die Tendenz hervor, die Flüchtlinge möglichst unter Druck zu setzen, unser Land bei erster Gelegenheit wieder zu verlassen. Es besteht somit nicht nur keine Pflicht der Schweiz und keine rechtliche Grundlage dafür, Flüchtlinge von der Wiederausreise abzuhalten, es besteht vielmehr die klare Pflicht der Flüchtlinge, die Schweiz so rasch als möglich wieder zu verlassen.

5. Die in der Schweiz weilenden entwichenen Kriegsgefangenen und Flüchtlinge sind (nahezu ausschliesslich) über unsere Grenze gekommen, um sich dem

5. E 1004.1 1/431 *(PVCF N° 476), et RO, 1943, vol. 59, pp. 207-209.*
6. E 1004.1 1/390 *et RO, 1939, vol. 55, II, pp. 1167-1172.*

Zugriff der deutschen Behörden zu entziehen. Die Möglichkeit der Wiederausreise wird daher grundsätzlich von jenem Augenblick an bestehen, da nicht mehr das gesamte Gebiet um die Schweiz herum von deutschen Truppen besetzt sein wird. Die entwichenen Kriegsgefangenen und ein grosser Teil der Flüchtlinge werden in dem Augenblick ohne weiteres ausreisen können, da es alliierten Truppen gelingt, bis an die Schweizergrenze vorzustossen. Dann werden übrigens auch kaum mehr wesentliche politische Bedenken dagegen bestehen, diese Leute abreisen zu lassen.

Fraglich ist es dagegen, wie die Ausreisemöglichkeit bei der heutigen Lage beurteilt werden soll. Es ist damit zu rechnen, dass ein Teil der entwichenen Kriegsgefangenen und der Flüchtlinge mit Rücksicht auf die Entwicklung der militärischen Lage schon in diesen Tagen über die Grenze gehen möchte oder auf jeden Fall dann, wenn z. B. von alliierter Seite die gesamte Französische Bevölkerung zum Widerstand gegen die Deutschen, also zum Volksaufstand, aufgerufen wird und mit kriegerischen Aktionen grösseren Stils auch im französischem Grenzgebiet gerechnet werden muss. Wer den Willen hat, heute schon über die Grenze zu gehen, wird praktisch auch die Möglichkeit dazu finden. Er wird allerdings heimlich über die Grenze gehen müssen, ohne Einreisebewilligung der Behörden des Nachbarstaates, zwischen den Grenzposten. Müssen oder dürfen wir ihn an dieser Ausreise hindern?

Eine Pflicht, den illegalen Grenzübertritt von der Schweiz in ein Nachbarland zu verhindern, könnte sich für die schweizerischen Behörden nur ergeben aus einer zwischenstaatlichen Vereinbarung. Eine solche Vereinbarung besteht mit keinem unserer Nachbarstaaten. Wir haben das in der Vorkriegszeit allmählich als unangenehme Lücke empfunden und Material gesammelt, um dem einen oder andern Staat eine entsprechende Vereinbarung vorzuschlagen. Der Kriegsausbruch hat diese Bemühungen unterbrochen. Lediglich zwischen dem Kanton Genf und Hochsavoyen ist im Jahre 1939 eine regionale Abmachung[7] dieser Art getroffen worden; sie wurde durch den Krieg stark eingeschränkt und ist mit der totalen Besetzung Frankreichs durch die deutschen Truppen ausser Anwendung gekommen. Es besteht somit schweizerischerseits keine Verpflichtung dazu, Ausländer daran zu hindern, illegal über die Schweizergrenze ins Ausland zu gelangen. Es besteht aber auch keine moralische Verpflichtung hierzu. Denn alle drei Nachbarstaaten der Schweiz haben in frühern Jahren mindestens ebenso oft, in der Regel aber in weit grösserem Umfange und skruppellos Ausländer polizeilich «schwarz» über die Grenze nach der Schweiz abgeschoben. Ich erinnere bloss daran, wie die deutsche Polizei im August 1938 Juden aus Wien in Massen über die Schweizergrenze befördert hat[8].

Eine andere Frage ist, ob wir entwichene Kriegsgefangene und Flüchtlinge illegal ausreisen lassen müssen oder an der heimlichen Ausreise hindern dürfen. Der entwichene Kriegsgefangene und der Flüchtling haben Anspruch darauf, dass wir sie ausreisen lassen. Haben sie Anspruch darauf, dass wir sie illegal

7. *Accord du 17 juillet 1939,* E 4260 (C) 1974/34/135.
8. *Cf.* E 2001 (D) 2/114, E 4300 (B) 1969/78/1, E 4800 (A) 3/2.

ausreisen lassen? Ich glaube nicht. Der Bundesratsbeschluss[9] betreffend die teilweise Schliessung der Grenze, vom 13. Dezember 1940, mit Ergänzung vom 25. September 1942[10], stellt denjenigen unter Strafe, der «unter Umgehung der schweizerischen Grenzkontrollen das Land betritt oder verlässt». Die Grenzkontrolle findet an den ordentlichen Grenzübergangsstellen statt für solche Personen, die ordnungsgemäss die Grenze überschreiten. Die Ausreise zwischen zwei Grenzposten ist somit eine Verletzung schweizerischer Vorschriften. Ein Ausländer kann aber m.E. nicht Anspruch darauf erheben, in Verletzung schweizerischer Vorschriften über die Schweizergrenze fortzugehen.

Ich bin daher der Auffassung, dass den entwichenen Kriegsgefangenen und Flüchtlingen kein Anspruch darauf eingeräumt werden kann, bei der heutigen Lage illegal über die Schweizergrenze gehen zu dürfen. Wir haben deshalb auch schon in einzelnen Fällen Ausländern, die illegal ausreisen wollten, die Bewilligung dazu verweigert, nämlich dann, wenn militärische Gründe für diese Stellungnahme sprachen. Wir haben das jedoch nur in wirklichen Ausnahmenfällen getan und sollten es – vom rein fremdenpolizeilichen Standpunkt aus – auch in Zukunft so tun; denn wir haben ja andererseits – immer fremdenpolizeilich gesehen – alles Interesse daran, dass möglichst viele Flüchtlinge möglichst bald unser Land verlassen.

Wir könnten mit der hier gegebenen rechtlichen Begründung wohl den entwichenen Kriegsgefangenen und Flüchtlingen, die im Zusammenhang mit der Invasion jetzt schon illegal nach Frankreich ausreisen möchten, die Erlaubnis hierzu versagen, namentlich wenn politische Erwägungen hierfür sprechen würden. Wir dürfen uns aber keine Illusionen machen über die praktische Wirksamkeit eines solchen Verbotes; denn zurzeit fehlen uns in unseren Arbeitslagern und Heimen Personal und Mittel, um gegebenenfalls eine Massenflucht zu verhindern. In den Lagern des Interniertenkommissariates besteht zwar militärische Bewachung; diese ist aber zahlenmässig so schwach, dass auch sie praktisch eine Massenflucht nicht zu verhindern vermöchte.

6. Ich fasse zusammen:

a) Die internationalen Abkommen hindern uns nicht daran, entwichene Kriegsgefangene und Flüchtlinge über die Schweizergrenze ausreisen zu lassen. Wir haben lediglich dafür zu sorgen, dass keine Korps von Kombattanten gebildet werden.

b) Wir sind verpflichtet, entwichene Kriegsgefangene weiterreisen zu lassen.

c) Wir haben die entwichenen Kriegsgefangenen und die Flüchtlinge verpflichtet, bei erster Gelegenheit die Schweiz wieder zu verlassen.

d) Wir dürfen entwichene Kriegsgefangene und Flüchtlinge heute schon illegal ausreisen lassen.

e) Wir sind aber nicht verpflichtet, den entwichenen Kriegsgefangenen und Flüchtlingen die illegale Ausreise zu gestatten.

---

9. E 1004.1 1/404 *(PVCF N° 2010).*
10. E 1004.1 1/425 *(PVCF N° 1563), et RO, 1942, vol. 58, II, pp. 895-896.*

159

E 2001 (D) 11/9

Notice du Chef de la Division des Intérêts étrangers du Département politique, A. de Pury, au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

Copie
N° 29584

Berne, 14 juin 1944

CONCERNANT: UNE DEMANDE DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT À WASHINGTON TENDANT À INSTAURER UN SERVICE D'INFORMATION SUISSE EN HONGRIE CHARGÉ DE PRÉVENIR L'EXTERMINATION DES JUIFS

Dans le memorandum[1] dont vous voudrez bien trouver traduction en annexe à la présente notice, la Légation des Etats-Unis nous a donné connaissance d'une requête du Département d'Etat tendant à l'augmentation de l'effectif de notre Légation à Budapest par l'adjonction d'observateurs suisses qui seraient chargés de vérifier les mesures prises par les Autorités hongroises contre les Israélites et même d'intervenir auprès de ces Autorités pour chercher à les dissuader de l'exécution de ces mesures!

Comme d'une part l'activité d'observateurs, qui pourrait être assimilée à un service d'espionnage, ne saurait tomber dans le cadre de notre mandat de Puis-

---

1. *N° 8668 du 13 juin 1944 (non reproduit). Le 14 juin, A. de Pury adresse à la Division spéciale de la Légation de Suisse à Budapest la lettre suivante:* Dans la note A.I. N° 8663 du 13 juin 1944 que vous voudrez bien trouver en copie sous ce pli, la Légation des Etats-Unis d'Amérique à Berne nous prie de transmettre au Gouvernement hongrois, de la part du Gouvernement américain, un message concernant les mesures prises contre les Israélites en Hongrie et contenant un avertissement à l'adresse des Autorités hongroises.

Nous avons soumis cette affaire au chef du Département qui nous a déclaré que, comme nous, il ne voit pas d'objection à ce que ce message soit notifié par vos soins au Gouvernement hongrois. Toutefois afin de bien laisser entendre que nous ne nous associons pas aux observations du Gouvernement américain, le texte littéral du message devra être reproduit et communiqué au Gouvernement hongrois en annexe à une brève note d'accompagnement.

Nous vous saurions gré de bien vouloir nous faire connaître, en temps utile, la date à laquelle cette notification aura été effectuée (E 2001 (D) 11/9).

Le texte traduit en français du message américain est le suivant: Le Gouvernement des Etats-Unis demande aux Autorités hongroises compétentes de faire connaître leurs intentions sur le traitement futur qui sera accordé aux juifs dans des ghettos et dans des camps de concentration, en particulier d'indiquer si les Autorités hongroises envisagent l'imposition de réduction des rations alimentaires, de déportation forcée en Pologne ou ailleurs, ou l'adoption d'autres mesures qui, comme celles mentionnées, reviendraient à une exécution en masse.

Le Gouvernement des Etats-Unis rappelle aux Autorités hongroises compétentes la gravité avec laquelle il envisage la persécution des juifs et des autres minorités et sa détermination de traiter toutes les personnes qui assument une part de la responsabilité pour de tels actes, selon l'avertissement donné par le Président des Etats-Unis le 24 mars 1944 (E 2001 (D) 11/9).

sance protectrice, et que d'autre part les mesures décidées par le Gouvernement hongrois contre les Israélites constituent une question de politique intérieure dans laquelle nous n'estimons pas devoir intervenir, nous nous proposons de répondre négativement à la Légation des Etats-Unis en attirant son attention sur les points suivants:

1) L'activité d'observateurs chargés de surveiller l'exécution des mesures prises par les Autorités hongroises ne serait pas compatible avec le travail de sauvegarde des intérêts étrangers.

2) Les Israélites en faveur desquels il s'agirait d'intervenir ne sont probablement pas ressortissants d'Etats dont nous sauvegardons les intérêts.

3) L'attribution à notre Légation à Budapest de tels agents risquerait de compromettre tout le travail de sauvegarde des intérêts étrangers en Hongrie où nous avons les intérêts de cinq Etats.

4) De toute façon ces agents suisses n'auraient pas la possibilité de procéder à des vérifications ou d'intervenir pour prévenir des mesures contre les Israélites, puisque sans aucun doute l'exécution de ces mesures est confiée aux Autorités de police secrète.

Nous serions heureux de savoir si ce projet de réponse a votre approbation, et nous tenons à vous signaler que Mr. Tait a laissé entendre qu'il pensait bien de pas recevoir de nous une réponse favorable à ce memorandum du 13 juin[2].

ANNEXE

E 2001 (D) 11/9

Notice du Chef de la Division des Intérêts étrangers du Département politique, A. de Pury, au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

Copie
N° 30560

Berne, 21 juin 1944

CONCERNANT: UNE DEMANDE DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT À WASHINGTON TENDANT À INSTAURER UN SERVICE D'INFORMATION SUISSE EN HONGRIE CHARGÉ DE PRÉVENIR L'EXTERMINATION DES JUIFS

Cette question a fait l'objet de notre notice N° 29584 et de votre réponse du 16 juin. Nous croyons devoir revenir sur l'affaire par la présente notice car le Ministre des Etats-Unis charge constamment Mr. Tait de nous demander dans quel sens il doit répondre aux instructions de

2. *Par une notice du 16 juin 1944, le Chef du Département politique répond à la notice du 14 juin:* Sur le fond, pas de doute. Par contre, la rédaction d'une réponse est particulièrement délicate. Comme on n'a pas l'air de se faire beaucoup d'illusions, de l'autre côté, sur l'accueil que nous pourrons réserver à la demande, je crois que le plus simple, en ce moment, est de ne pas répondre du tout. Si l'on nous rechargeait, alors nous verrions. Vous auriez l'obligeance de m'en prévenir. En attendant, si l'on devait vous poser une question de vive voix, vous pourriez toujours déclarer que, comme cela sort manifestement du cadre de l'activité de la Puissance protectrice, vous avez transmis au Département (E 2001 (D) 11/9).

Washington. Cette insistance nous place dans une situation embarrassante et nous nous demandons si dans ces conditions vous verriez une objection à ce que nous adressions à la Légation des Etats-Unis la notice suivante:

«Notice pour la Légation des Etats-Unis

Concernant: le memorandum A.I. N° 8668 du 13 juin 1944 relatif à l'augmentation de l'effectif du Service des intérêts étrangers de la Légation de Suisse à Budapest.

Le Département Politique fédéral a soumis à un examen approfondi la question de l'adjonction au personnel de la Légation de Suisse à Budapest d'agents suisses qui seraient chargés de surveiller dans toute la Hongrie et de prévenir l'exécution des mesures décrétées contre les Israélites. Il en est venu à la conclusion que pour des raisons de principe et afin d'éviter des difficultés au Service chargé de la sauvegarde des intérêts étrangers et en particulier américains en Hongrie, l'envoi d'observateurs suisses ne peut être envisagé.»[3]

3. *Par une notice du 21 juin 1944, Pilet-Golaz répond ainsi à la notice N° 30560 du 21 juin:*
Oui, je vois une objection à ce que vous adressiez à la Légation des Etats-Unis la réponse que vous m'avez soumise. Non pas que je ne sois d'accord avec le fond de cette réponse. Mais, comme je vous l'ai signalé déjà dans une note précédente au sujet d'une affaire, sinon analogue, du moins présentant quelque ressemblance avec celle-ci, il faut lutter contre la tendance de transformer le rôle de la Puissance protectrice et de faire dévier l'activité de la Division des Intérêts étrangers de ce qu'elle doit être. Si véritablement vous êtes importunés par M. Tait, dites-lui que c'est une affaire qui sort de la compétence de votre Division et que, par conséquent, vous l'avez transmise au Chef du Département politique. Je verrai bien alors si l'on insiste auprès de moi ou non (E 2001 (D) 11/9).

160

E 2001 (D) 3/484

Rapport sur l'hospitalisation en Suisse d'enfants victimes de la guerre[1]

SW *Berne,* 15 juin 1944

L'hospitalisation en Suisse d'enfants victimes de la guerre remonte à l'automne 1940. A la suite d'initiatives privées, un nombre sans cesse croissant d'enfants principalement français et belges furent reçus dans des familles suisses pour des séjours de trois mois. Cette action traduisait les sentiments de compassion et de solidarité du peuple suisse qui désirait partager avec de moins fortunés que lui les ressources dont il disposait.

Encouragé comme il se devait par nos autorités, l'accueil d'enfants victimes de la guerre fut considérablement développé au cours de l'année 1941. Dès le 1er janvier 1942, l'œuvre fut prise en mains par la Croix-Rouge suisse, que le Conseil fédéral autorisa à recevoir, jusqu'à nouvel avis, jusqu'à 10000 enfants à la fois[2].

1. *Ce rapport est rédigé par Edouard de Haller, Délégué du Conseil fédéral aux Oeuvres d'Entr'aide internationale.*
2. *Cf.* E 2001 (D) 2/189 *et* E 2001 (D) 1968/74/15.

L'organisation de l'action, le choix des enfants, l'acheminement des convois à l'aller et au retour ne firent pas l'objet de négociations officielles entre le Gouvernement suisse, d'une part, et les Gouvernements intéressés et les puissances occupantes, d'autre part. Tous les arrangements de base et les dispositions d'ordre pratique furent pris par les œuvres suisses intéressées tout d'abord, puis par la Croix-Rouge suisse.

On sait que les convois d'enfants belges furent suspendus au printemps 1941 pour des raisons qui ne sont pas le fait des autorités ou des œuvres suisses [3].

Invitées par la Croix-Rouge suisse à lui confier des enfants allemands et italiens au même titre que les enfants des pays occupés, les Croix-Rouge de ces deux puissances répondirent invariablement qu'elles préféraient que la Suisse consacre la totalité de son effort en faveur des enfants des pays occupés.

La Belgique ayant été, en fait, écartée, ce sont les enfants français des deux zones qui furent reçus par des familles suisses en 1941 et 1942. Leur nombre dépassa à un certain moment le chiffre de 9000. En 1942, une tentative d'amorcer l'hospitalisation d'enfants de Belgrade donna de bons résultats; néanmoins, il ne fut pas possible, par la suite, d'organiser de nouveaux convois d'enfants serbes.

Comme on le sait, le transport des enfants français a cessé à la fin de l'année 1942. Depuis lors, la Croix-Rouge suisse, sans renoncer à la reprise de son activité en Suisse même, s'est ingéniée à développer ses actions de secours sur place en territoires occupés au moyen notamment de produits alimentaires exportés de Suisse.

Dans la règle, le problème de l'hospitalisation d'enfants victimes de la guerre en Suisse n'a pas fait l'objet de négociations proprement dites entre la Confédération et les autorités des pays intéressés ou des puissances occupantes. La première exception à cette pratique intervint en été 1943: Le Gouvernement Badoglio fut invité à envoyer en Suisse des enfants italiens victimes de la guerre; il accepta cette offre mais les événements consécutifs à l'armistice n'en permirent pas la réalisation [4].

Ni la Confédération, ni les institutions reconnues par elle ne sollicitèrent à un moment quelconque des Gouvernements ou des organisations étrangers de contribuer aux charges de l'hospitalisation d'enfants victimes de la guerre en Suisse. Bien au contraire, la Croix-Rouge suisse décida, avec l'approbation des autorités fédérales, de décliner toute offre de concours étranger en argent ou en nature tant que le nombre d'enfants hospitalisés en Suisse demeure inférieur à celui que notre population peut accueillir en partageant avec ces petits hôtes les ressources dont elle dispose.

Au mois de juillet 1942, à l'occasion d'une offensive parlementaire sur les conséquences du blocus pour la population des pays occupés, Mr. Dingle Foot fit une première allusion à l'hospitalisation en Suisse d'enfants belges [5].

---

3. *Cf.* E 2001 (D) 1968/74/16. *Les convois ont été suspendus par les autorités allemandes en mars 1942.*

4. *Cf.* E 2001 (D) 1968/74/13.

5. *Les documents cités dans cette partie du rapport consacrée au projet proposé par Dingle Foot, Sous-Secrétaire d'Etat britannique pour l'Economie de guerre, se trouvent dans* E 2001 (D) 3/484.

Dans un entretien avec M. Thurnheer, Mr. Foot évoqua, en novembre de la même année, un projet, dont l'origine n'a jamais été déterminée, tendant à une hospitalisation massive d'enfants en Suisse. A cette occasion, Mr. Foot indiqua, sans prendre d'engagements, que, le cas échéant, les Alliés devraient prêter assistance, matériellement et financièrement, à la Suisse.

Le Département Politique fit savoir à M. Thurnheer qu'il n'avait aucune connaissance du prétendu projet auquel Mr. Foot avait fait allusion.

En décembre 1942, Mr. Foot revint verbalement auprès de M. Thurnheer sur la question d'une hospitalisation en Suisse d'enfants belges, serbes et grecs. Il demanda si les autorités suisses étaient disposées à approfondir l'examen de ce problème.

Le Département Politique engagea M. Thurnheer à expliquer à Mr. Foot que l'accueil d'enfants en Suisse et les œuvres de secours sur place étaient très inférieurs à nos ambitions et aux ressources mises à disposition par notre population, et que l'élargissement de l'accueil aux enfants conformément au désir de la Suisse et même son maintien dans le cadre trop restreint d'alors ne dépendait pas de la volonté des autorités et des institutions suisses mais de la mesure dans laquelle la puissance occupante mettait celle-ci en mesure d'agir.

En janvier 1943, M. Thurnheer eut un nouvel entretien avec Mr. Foot qui lui fit savoir qu'un projet officiel d'hospitalisation massive d'enfants des pays occupés en Suisse avait été conçu par le Gouvernement britannique en consultation et d'accord avec le Gouvernement américain. S'agissant d'un nombre d'enfants largement supérieur à 50 000, le Gouvernement britannique envisageait un plan de financement par les Gouvernements alliés et l'introduction en Suisse de contingents supplémentaires de produits alimentaires à travers le blocus. Avant d'examiner les possibilités de réalisation de ce projet, le Gouvernement britannique désirait connaître l'attitude de principe de la Suisse.

Le Département Politique répondit qu'il était prêt à examiner avec sympathie toute suggestion visant à atténuer les conséquences de la guerre. Il attira l'attention sur la difficulté qu'il y avait à mettre d'accord, même indirectement, des puissances belligérantes. Il préconisa que des instructions précises fussent données à la Légation de Grande-Bretagne à Berne en Suisse afin que la question puisse être utilement examinée à Berne.

Selon M. Thurnheer, qui transmit ce message à Lord Drogheda, au début de janvier 1943, la Légation de Sa Majesté à Berne devait recevoir incessamment des instructions nécessaires.

Interrogé quelques semaines après par le Chef du Département Politique, Mr. Norton répondit qu'il n'avait reçu de Londres qu'une communication de caractère très général.

Mr. Dingle Foot adressa le 16 septembre à M. Thurnheer une lettre semi-officielle annonçant que le problème avait été discuté de manière plus approfondie par les Gouvernements britannique et américain et qu'il était autorisé à donner les assurances suivantes:

«1. The British and American Governments have learned with greatest sympathy and satisfaction that the Swiss Government would be glad, if circumstances allow, to arrange for the reception in Switzerland of children from the occupied territories who are suffering from the consequences of the war.

2. The British and American Governments would have pleasure in giving facilities for the extraordinary imports into Switzerland through the blockade to help feed and clothe children received under such an arrangement, provided of course that the selection of these children was acceptable to them and to any Allied Governments who might be concerned. Such extraordinary imports might take the form either of goods for Swiss consumption compensating goods from Swiss stocks released for the use of children enjoying hospitality, or of special supplies provided as the gift of outside sympathisers and consigned for the use of the child guests to whatever body in Switzerland might be designated by the Swiss authorities as organisers of the scheme.

3. Facilities of this kind can be promised on a scale sufficient to provide for up to 100,000 children, though eventual provision for a larger number need not necessarily be exclused. It is hoped, however, that the Swiss authorities will, if sympathetic, proceed forthwith to consider the reception of whatever number of children can be immediately envisaged, even though it be less in the first instance than the figure of 100,00 mentioned above.»

A la fin octobre, le Département Politique fit savoir à sa Légation à Londres qu'il venait de recevoir le texte de la lettre de Mr. Foot du 16 septembre, que l'examen sympathique de son contenu était chose évidente mais qu'un examen sérieux d'un problème aussi complexe nécessiterait un certain temps[6].

A la fin de l'année dernière, les autorités suisses furent avisées que le Ministry of Economic Warfare avait inscrit la question d'hospitalisation en Suisse d'enfants victimes de la guerre au programme des points qui seraient examinés au cours des négociations commerciales pour lesquelles la Suisse se préparait à envoyer une délégation à Londres[7].

---

6. *Dans une notice adressée le 21 octobre 1943 à Pilet-Golaz, Egger écrit notamment:* Herr von Haller glaubte, die Meinung nicht von der Hand weisen zu dürfen, dass es sich englischerseits um ein Manöver zur Beschwichtigung der angelsächsischen öffentlichen Meinung handle und ihr die Regierung mit dem Argument gegenüber zu treten wünsche, dass sie alle in ihrem Bereich liegende Möglichkeiten zur Linderung der Not innerhalb des Blockaderinges ohne Begünstigung der feindlichen Kriegsanstrengungen getan habe. Ihre Vorschläge seien aber am Widerstand der Besetzungsmacht gescheitert oder aus Gründen, für die sich die Schweiz zu verantworten habe, nicht verwirklicht worden. Auf Seiten der englischen Regierung dürfte man sich über die Schwierigkeiten der Eidgenossenschaft zur Verwirklichung dieses Vorschlages keine Illusionen machen, da der grundsätzlich eindeutige Standpunkt der deutschen Behörden in dieser Frage auch in London bekannt ist; ganz abgesehen davon, wie einem in diesem Zeitpunkt ohnehin schon überlasteten Eisenbahnsystem der Transport von 100000 Kindern zugemutet werden dürfte (E 2001 (D) 3/484).

7. *Cf. le télégramme du 13 janvier 1944* (E 2001 (E) 2/625). *Dans une notice du 26 janvier 1944 adressée à Pilet-Golaz, de Haller propose que la Suisse prenne une série d'initiatives afin que cette question disparaisse de l'ordre du jour des négociations commerciales à Londres. A cet effet, de Haller propose d'entreprendre des démarches à Berlin et à Vichy.* Le plan esquissé ci-dessus présenterait, semble-t-il, entre autres avantages, celui de ne pas mêler nos actions charitables et désintéressées aux négociations que nous imposent les exigences de notre ravitaillement. En outre, le fait de conserver, ou tout au moins de paraître conserver, l'initiative et la responsabilité des discussions avec les adversaires des Puissances anglo-saxonnes devrait pouvoir nous épargner des discussions, scabreuses du point de vue de la neutralité, au sujet du critère de choix des enfants à hospitaliser en Suisse (E 2001 (D) 3/484).

Par note du 9 février, appuyée le même jour par la Légation des Etats-Unis, la Légation britannique confirma le désir de son Gouvernement de discuter cette question à Londres au cours des pourparlers économiques entre la Suisse et la Grande-Bretagne. Le Département Politique était en même temps informé que le Gouvernement de Sa Majesté et celui des Etats-Unis se féliciteraient que l'accueil en Suisse d'enfants de Belgique, de France et d'autres territoires occupés pût être réalisé et que ces Gouvernements seraient heureux de faciliter des importations supplémentaires afin de soulager la Suisse du poids que représentent l'alimentation et l'habillement d'enfants ainsi recueillis, cela dans la limite provisoire de 100000 enfants. Le Gouvernement britannique demandait au Gouvernement suisse de demander le plus tôt possible au Gouvernement allemand l'autorisation de principe en faveur des enfants de quitter les territoires occupés par l'Allemagne dans le but précité. La note ajoutait que le Gouvernement de Sa Majesté serait heureux si le Gouvernement suisse faisait également porter sa démarche à Berlin sur les enfants juifs d'Allemagne et d'autres régions occupées européennes des pays de l'Axe. Enfin, on attirait l'attention du Gouvernement suisse sur le fait que le choix des enfants à hospitaliser ne pourrait être abandonné ni aux autorités allemandes, ni à des autorités locales contrôlées par le Reich.

Dans sa réponse du 25 février, le Département Politique formula les quelques précisions suivantes:

«... si la Suisse ne secourt pas sur une plus grande échelle les enfants victimes de la guerre, ce n'est pas qu'elle hésite à sacrifier une partie de ses ressources; c'est, d'une part, parce que les convois d'enfants n'arrivent plus en Suisse et, d'autre part, parce que la distribution des secours, sur place, constitue une opération compliquée et par conséquent assez limitée. La Suisse serait en mesure d'hospitaliser plusieurs dizaines de milliers d'enfants à la fois, au moyen de prélèvements sur ses propres stocks. Elle le souhaiterait vivement. On sait même que le peuple suisse est impatient d'accueillir à nouveau des enfants. Animées du même désir, les Autorités fédérales n'ont jamais cessé de s'employer activement à surmonter les difficultés qui, depuis plus d'une année, font obstacle à la poursuite de l'acheminement de convois d'enfants vers la Suisse.

Le Département Politique est heureux de noter qu'au cas où la Suisse serait à même d'hospitaliser un nombre d'enfants dépassant ses moyens, les Gouvernements de Grande-Bretagne et des Etats-Unis d'Amérique seraient disposés à la mettre en mesure d'importer des quantités supplémentaires de vêtements et de produits alimentaires et à alléger ainsi une partie de ses charges.

Le Département Politique s'empresse d'ajouter que la Délégation suisse qui vient d'arriver à Londres pour les négociations économiques ne manquera pas d'approfondir avec les Autorités britanniques compétentes l'examen des divers aspects de la question traitée dans la note de la Légation du 9 février, pour engager dans les meilleures conditions possibles de succès l'action de haute humanité que tous désirent voir mener à bonne fin.»

Le 16 mars 1944 eut lieu à Londres, en marge des négociations commerciales anglo-suisses, un échange de vues sur le problème des hospitalisations des

enfants[8]. La séance était présidée par Mr. Dingle Foot, accompagné de trois de ses collaborateurs, de deux fonctionnaires du Foreign Office et de trois représentants de l'Ambassade des Etats-Unis, ainsi que de Sir Herbert Emerson, Haut-Commissaire pour les réfugiés, assisté de son adjoint M. Kullmann. Au vu des explications de la Délégation suisse, Mr. Foot admit que le choix des enfants ne pouvait être fondé que sur des critères purement humanitaires et médicaux. Il fut pris note du fait que la Suisse n'aurait pas besoin d'importations supplémentaires si les contingents sollicités à l'occasion des négociations en cours lui étaient accordés. On recommanda néanmoins que des indications soient fournies de façon que, du côté anglo-américain, on puisse prévoir des contingents, quitte à ne pas les utiliser, cela afin d'éviter que les Alliés dispersent tous les stocks sans tenir compte de l'éventualité de l'hospitalisation en Suisse d'un nombre d'enfants dépassant celui que la Suisse peut entretenir par ses propres moyens.

Ensuite d'une délibération au sein du Conseil fédéral[9], la Délégation commerciale suisse fut autorisée à informer ses interlocuteurs que:

---

8. *Cf. le télégramme de la Légation de Suisse à Londres du 17 mars 1944* (E 7110/1976/134/61) *et la lettre de C. Rezzonico du 24 mars 1944* (E 2001 (D) 3/484).

9. *De Haller consulte également le Chef de la Division de Police du Département de Justice et Police:*

Le Dr Rothmund répond que la Division de Police est aux ordres du Conseil fédéral, dont elle exécute les décisions prises dans ce domaine sur la proposition de la Croix-Rouge suisse. Il ne lui paraît pas nécessaire de changer l'attitude adoptée jusqu'ici. Si le Conseil fédéral doit délibérer au sujet d'une reprise massive de l'hospitalisation, il conviendrait néanmoins d'attirer son attention sur les répercussions possibles du séjour en Suisse de nombreux enfants sur la politique de la Confédération en matière d'admission de réfugiés. Il est en effet à prévoir que nous aurons à faire face, une fois passée la mauvaise saison, à de nouveaux afflux de fugitifs. Si nous devions nous montrer plus rigoureux à l'égard de ceux-ci du fait que notre capacité d'hospitalisation aurait été diminuée par la présence de plusieurs dizaines de milliers d'enfants en séjour, cela pourrait éventuellement engendrer des déceptions au sein de notre population et au dehors *(notice du 21 mars 1944,* E 2001 (D) 3/484).

Dans son rapport pour le Conseil fédéral, Ed. de Haller écrit notamment:

Nous venons d'être informés que les idées de Mr. Dingle Foot ont été abordées à Londres le 16 mars, en marge des négociations commerciales. Fort heureusement, nous sommes parvenus à convaincre le Ministère britannique de l'économie de guerre que, conformément à notre politique de neutralité, nous ne pourrions réserver notre hospitalité aux enfants des pays occupés et aux enfants juifs des pays de l'Axe, à l'exclusion d'enfants ressortissants à ces pays. En outre, on a admis à Londres que les enfants soient choisis selon nos critères fondés sur des considérations purement humanitaires et médicales. On nous demande à nouveau si nous serions disposés à prendre contact avec le Gouvernement allemand au sujet d'une reprise des convois d'enfants et l'on nous prie d'indiquer le nombre maximum d'enfants que la Suisse pourrait hospitaliser à la fois. Enfin, nos interlocuteurs britanniques ont pris note de ce que nous n'avons pas besoin d'importations supplémentaires, surtout si nous obtenons les contingents de matières premières demandés dans le cadre des négociations en cours. On nous recommande néanmoins de communiquer des listes des besoins prévisibles en vêtements, chaussures et produits alimentaires, afin de pouvoir en tenir compte dans l'établissement des programmes qui sont en voie d'élaboration, cela sans préjuger l'utilisation ultérieurement des produits qui auraient été réservés dans ce but.

Selon les indications fournies par la «Croix-Rouge suisse, Secours aux Enfants», le nombre d'enfants qui pourraient être accueillis en même temps en Suisse dans des familles et dans des

«1) nous n'excluons nullement une démarche à Berlin au moment où un plan pratiquement réalisable aurait pu être établi, notamment en ce qui concerne la provenance géographique des enfants.

2) Nous prenons acte de ce que Londres et Washington renoncent à revendiquer une discrimination en faveur des enfants des territoires occupés et se rangent à nos critères objectifs.

3) Nous entendons maintenir le principe de la relève trimestrielle aux fins d'étendre le bénéfice de l'hospitalisation à un nombre aussi élevé que possible d'enfants, cela dans la mesure compatible avec les circonstances.

4) La Croix-Rouge suisse maintient à 50 000 l'évaluation du nombre des enfants dont son organisation pourrait assurer l'accueil selon le système normal, principalement dans des familles et partiellement dans des homes. Un dépassement de ce chiffre ne serait pas exclu, mais nous jugeons préférable de nous abstenir d'articuler une limite théorique.

5) Nous ne voyons pas de raison de refuser la communication des données que l'on nous demande pour l'établissement de listes de besoins prévisibles en vêtements, chaussures et produits alimentaires, à la condition expresse que la question de l'utilisation de ces produits ne soit pas préjugée.»

Ce sont ces instructions qui se sont traduites par les communications faites par la Délégation commerciale suisse [10] aux autorités britanniques dont le sens

---

homes peut être évalué à 50 000. Sans doute ce chiffre pourrait-il être dépassé si l'on prenait des mesures spéciales, telles que l'aménagement de bâtiments, le recrutement de personnel, etc. On peut admettre que, si le sort des enfants d'Europe devait s'aggraver encore, notre population, entraînée par un élan de charité et de solidarité, accentuerait son effort et consentirait des sacrifices plus substantiels. Nous savons que le produit de la collecte de coupons a atteint des chiffres extrêmement élevés. Le «crédit» que la Croix-Rouge suisse, Secours aux Enfants, s'est ainsi acquis auprès de l'économie de guerre lui assure, paraît-il, l'obtention d'un nombre de titres de rationnement couvrant largement le nombre d'enfants que nous pouvons espérer accueillir. Sans doute l'hospitalisation d'un nombre élevé d'enfants pourrait-elle nous déterminer à être moins accueillants envers les fugitifs qui se présenteront à notre frontière. Il est vrai que, théoriquement au moins, le système de la relève trimestrielle des convois d'enfants devrait nous permettre d'en réduire le nombre ou même de suspendre, au besoin, l'hospitalisation, par exemple en cas de nouvel afflux de réfugiés. En pratique, nous devrons, une fois de plus, concilier la générosité avec une sage prudence.

Nous estimons que la discussion doit être poursuivie à Londres. Nous devons nous y montrer arrangeants dans la mesure compatible avec nos principes et notre dignité. Nous devons, il est vrai, nous abstenir de fournir des arguments à la polémique contre le Reich. Mais il importe aussi de tout faire pour que l'on ne puisse pas nous rendre responsables ou co-responsables de ce que les enfants des territoires occupés n'auraient pas été sauvés d'une déchéance physique à laquelle nous ne pouvons rien.

Le Conseil fédéral approuve cette proposition lors de sa séance du 31 mars 1944 (*PVCF N° 584,* E 1004.1 1/443) *et un télégramme est adressé le lendemain à la délégation suisse à Londres* (E 2001 (D) 3/484).

10. *Ces communications furent délicates, comme l'explique de Haller dans une notice pour Pilet-Golaz du 13 avril 1944:* Comme il fallait s'y attendre, la délégation est gênée par les termes de notre réponse concernant la démarche que l'on voudrait nous voir entreprendre à Berlin. Nous nous étions déjà dérobés dans nos notes aux Légations de Grande-Bretagne et des Etats-Unis du 25 février. Sans vouloir suspecter le Ministry of Economic Warfare d'une intention machiavélique, nous ne pouvons nous défendre de penser qu'il lui importe avant tout de pou-

général est reflété dans la lettre que le Ministre de Grande-Bretagne a bien voulu adresser le 25 mai au Chef du Département Politique [11].

Dans cette même lettre, il est fait part du désir du Gouvernement britannique que les autorités suisses poursuivent l'étude du problème et fassent savoir si elles prévoient de faire une démarche auprès du Reich au cas où «le projet aurait été approuvé à Londres». Par la même communication, le Gouvernement britannique a bien voulu confirmer que le critère de sélection devait être uniquement la *nécessité* pour l'enfant d'être secouru et que les personnes responsables du choix devaient être libres de toute contrainte politique.

Le Département Politique a été heureux de constater qu'on s'était rendu compte à Londres qu'il ne pouvait être question que d'un critère objectif et que les enfants victimes de la guerre devaient être secourus sans discrimination de race, de nationalité, etc.

Ainsi qu'il l'avait indiqué à sa Délégation, le Département Politique peut déclarer que, jusqu'ici, aucune attitude discriminatoire n'a été observée de la part non seulement des agents des institutions suisses mais encore des autorités locales ou d'occupation. Il est évident que ni le Gouvernement fédéral, ni la Croix-Rouge suisse ne peuvent garantir que certaines autorités, notamment celles qui délivrent les visas de sortie et de retour, puissent, à un moment donné, céder à des considérations étrangères à l'objectivité. Il est tout aussi évident que si, à l'expérience, la Suisse constatait des abus flagrants dans ce sens, elle aurait la ressource de suspendre les convois.

Tout récemment, le Conseil fédéral, rompant avec la réserve qu'il avait observée jusqu'ici, a décidé d'entreprendre à Berlin une démarche officielle visant à la reprise des convois d'enfants de contrées se trouvant sous le contrôle de l'Allemagne, sans exclure naturellement les enfants de nationalité allemande [12]. Le Conseil fédéral a chargé son Ministre à Berlin de préciser que

---

voir proclamer qu'interrogé par la Suisse, le Reich a refusé; cela permettrait évidemment de rejeter sur l'Allemagne toute la responsabilité de la détresse physique des enfants des pays occupés.

Il y a des inconvénients évidents à nous prêter à un tel jeu, mais il y en aurait également à paraître vouloir soustraire le Reich aux effets de cette arme des Anglo-Saxons dans leur lutte contre l'Allemagne sur le plan de la polémique (E 2001 (D) 3/484).

A ce sujet, le Chef de la Délégation commerciale suisse à Londres, P. Keller, adresse une lettre à D. Foot le 20 avril 1944 (E 7110/1976/134/61).

11. E 2809/1/3.

12. *Dans une notice du 2 juin 1944 pour M. Pilet-Golaz, Ed. de Haller écrit notamment:* Il importe, semble-t-il, de faire en sorte que Mr. Dingle Foot ne puisse pas dire que le sauvetage des enfants n'a pu être mis en œuvre parce que la Suisse n'a pas voulu ou osé empoigner le problème avec le Reich. C'est pourquoi il me semble que nous devons interroger officiellement Berlin, pour notre propre compte naturellement, sans dissimuler, si on nous demande des précisions, qu'au moment où nous dépasserions un certain chiffre, nous accepterions un concours étranger.

Il y a fort à parier que l'on ne nous répondra pas ou que la réponse sera négative. Dans ce cas, Mr. Foot proclamera que le Reich est responsable de la détérioration de la race européenne, malgré les efforts de la Suisse et la générosité des Puissances anglo-saxonnes (E 2001 (D) 3/484).

l'on entendait s'en tenir au critère de choix objectif appliqué jusqu'ici et au système de la relève trimestrielle des enfants [13].

Il convient de préciser, en le soulignant, que la démarche suisse à Berlin revêt le caractère d'une initiative spontanée du Gouvernement suisse prise en toute indépendance. Elle n'est pas présentée au Gouvernement du Reich comme liée aux projets dont il a été question dans le camp des adversaires de l'Allemagne et notamment à Londres dans l'intention d'apporter un correctif aux rigueurs du blocus par l'hospitalisation en pays neutre d'enfants des régions occupées, au moyen notamment de contributions en espèces et en nature de sources extérieures au blocus.

Le Conseil fédéral espère que sa démarche aboutira à un résultat positif. Elle s'inspire du désir des autorités et de la population suisses d'offrir à des enfants victimes de la guerre et sans discrimination de nationalités, de races, de classes sociales, de couleurs politiques, etc. un accueil temporaire leur permettant de refaire leur santé et, si possible, de constituer quelques réserves de forces.

Il ne s'agit donc, pour le moment tout au moins, que de traduire par une requête au Gouvernement allemand le sentiment de solidarité que la Suisse éprouve en présence des souffrances croissantes endurées par les enfants de nombreux pays européens.

Jusqu'à concurrence du chiffre de 50 000, enfants que le Ministre de Suisse à Berlin a été chargé d'indiquer comme maximum momentané, les enfants que l'on espère pouvoir accueillir ensuite de cette démarche seront exclusivement entretenus par la population au moyen des ressources dont elle dispose et à l'exclusion de toute contribution d'origine étrangère.

Contrairement à ce que l'on a parfois pu croire à l'étranger, la Suisse n'a jamais entendu se réserver jalousement le monopole de l'entretien des enfants victimes de la guerre et réduire le nombre de ceux qu'elle accueille chez elle à la mesure des moyens et de la générosité, nécessairement limités de sa population. Si la Suisse n'a pas jusqu'ici accueilli un plus grand nombre d'enfants, c'est parce qu'elle en a été empêchée par des circonstances qui échappaient entièrement à son pouvoir. Il va absolument sans dire que le jour où, encore pendant

---

13. *Cf. la lettre du 12 juin 1944 de M. Pilet-Golaz à H. Frölicher* (E 2001 (D) 3/484).

Cf. aussi la lettre de H. Frölicher du 29 avril 1944 à M. Pilet-Golaz: In Beantwortung Ihrer Zuschrift vom 19. April betreffend schweizerische Kinderhilfe beehre ich mich, Ihnen mitzuteilen, dass ich gestern den Staatssekretär im Auswärtigen Amt aufgesucht habe und ihm die Mitteilung machte, dass der Bundesrat es begrüssen würde, deutschen Kindern einen Erholungsaufenthalt im schönen und gesunden Alpenland zu ermöglichen. Ich habe beigefügt, dass die Durchführung der Massnahme durch die Kinderhilfe des schweizerischen Roten Kreuzes erfolgen würde und ferner, dass gesunde Kinder im Alter von 5-6 Jahren und kranke bis zum Alter von 12 Jahren in Betracht kämen. Ich habe schliesslich den Staatssekretär ersucht, mir die Antwort der Reichsregierung zukommen zu lassen.

Der Staatssekretär dankte für diese schweizerische Initiative und versprach mir, die Angelegenheit der Reichsregierung zu unterbreiten und mir eine Antwort zukommen zu lassen. Er kam von sich aus auf meinen Vorschlag zu sprechen, den ich im letzten Sommer gemacht hatte und der damals ohne Antwort geblieben ist. Da der Staatssekretär nicht auf die Gründe zu sprechen kam, weshalb damals eine Antwort unterblieb, nehme ich an, dass bei den heutigen Verhältnissen eine positive Antwort erfolgen dürfte (E 2001 (D) 3/172).

la guerre ou après la cessation des hostilités, un nombre d'enfants supérieur aux capacités propres de la Suisse était dirigé sur son territoire, ni le Conseil fédéral, ni les institutions s'occupant de secours aux enfants ne prétendraient refuser un concours étranger.

La Suisse n'a jamais sollicité aucune assistance à cet égard. Si elle ne s'est pas opposée à ce que le sujet soit abordé au cours des négociations commerciales à Londres, c'est en prévision de l'éventualité – très théorique tant que dure la guerre – de l'hospitalisation d'un nombre d'enfants dépassant les 50 000 que la Suisse désire accueillir par ses propres moyens.

Il est évident que si l'on veut assurer le maximum de chances à la démarche suisse à Berlin, il importe de s'abstenir de toute publicité à son endroit dans le camp des adversaires de l'Allemagne. Si, comme on l'espère vivement, cette démarche aboutit, la poursuite de son objet et à plus forte raison l'élargissement du cadre initial de 50 000 enfants au maximum dépendra sans doute aussi largement de la discrétion que l'on mettra à la commenter, à l'étranger comme en Suisse.

161

E 2001 (D) 3/272

Le Ministre de Suisse à Bucarest, R. de Weck,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz [1]

L Mogosea, 20 juin 1944

Pour faire suite à mes derniers rapports écrits et télégraphiques [2], j'ai l'honneur de porter à votre connaissance ce qui suit:

Au cours de l'audience qu'il m'a accordée aujourd'hui même, M. le Président intérimaire du Conseil des Ministres m'a remis personnellement, après m'en avoir donné lecture, une très longue épître relative, d'une part, à la situation des Suisses de Roumanie et, de l'autre, à son désir de nous voir offrir un refuge à un certain nombre de ses compatriotes du monde intellectuel et universitaire.

Le temps me manquant pour faire recopier la missive du premier ministre, je vous l'envoie sous ce pli en original en vous priant de vouloir bien me la restituer le plus promptement possible dès que vous aurez pu en faire prendre des copies.

Par sa longueur et sa grandiloquence, cette lettre vous fera comprendre quelles difficultés je rencontre pour amener mon interlocuteur à traiter les questions qui nous intéressent sur le plan pratique et concret auquel nous sommes habitués, mais qui n'est décidément pas le sien.

---

1. *M. Pilet-Golaz a lu cette lettre le 27 juin 1944.*
2. *Non reproduits.*

J'eusse désiré être en mesure de vous soumettre, de la part de M. Mihai Antonesco, des propositions précises. Tout ce que je puis faire, c'est de vous transmettre tel quel son plaidoyer en vous priant de m'adresser le plus promptement possible toutes les instructions que vous jugerez utiles.

Je crois qu'il serait bon d'appeler l'attention de M. Pella sur la nécessité de nous présenter un programme nettement défini: nombre des personnes que l'on désirerait nous voir accueillir, état nominatif de ces personnes, modalités envisagées pour assurer leur entretien, etc.

Peut-être pourrions-nous suggérer au gouvernement roumain l'idée de grouper dans un de nos hôtels, de préférence dans une région où l'industrie touristique a besoin d'encouragement, une petite colonie d'intellectuels et d'universitaires.

ANNEXE

E 4300 (B) 3/17

Notice de la Division de Police du Département de Justice et Police[3]

Copie Berne, 22 juin 1944

ENTRÉES DE ROUMAINS

Au sujet des entrées de Roumains en Suisse, je me permets de vous exposer d'une manière générale ce qui suit:

Ces derniers temps, les demandes d'entrée de Roumains sont devenues nombreuses. Il est rare que les requérants déclarent qu'ils veulent se réfugier en Suisse. Le plus souvent, ils cherchent à obtenir le visa d'entrée sous des prétextes divers, le plus souvent pour affaires ou pour raisons de santé. Assez fréquemment, ceux qui veulent venir pour affaires se font charger d'une mission officielle par les autorités roumaines.

La Division des Affaires Etrangères a fait les mêmes expériences que nous dans ce domaine. Nous avons eu quelques cas de porteurs de passeports diplomatiques dont elle avait autorisé l'entrée pour un court séjour et qui maintenant ne veulent plus quitter la Suisse.

Les expériences mentionnées ci-dessus et les considérations suivantes nous ont amenés à être très restrictifs à l'égard de l'entrée des Roumains: Si la Roumanie est occupée par les Russes ou bolchévisée, les Roumains qui se seront réfugiés chez nous ne pourront plus retourner dans leur pays de longtemps; peut-être ne pourront-ils jamais y rentrer. Les moyens dont ils disposent en Suisse leur permetteront de vivre un certain temps; pour les uns, pas très longtemps, pour d'autres, peut-être plusieurs années, mais ces moyens s'épuiseront un jour. Il faudra alors soit les assister, soit les autoriser à exercer une activité qui assure leur existence. Nous avons l'exemple des réfugiés russes après la dernière guerre dont il a fallu assister un assez grand nombre pendant des années (si mes souvenirs sont exacts, à un moment plus de 200 étaient assistés par la Confédération); sauf erreur, quelques-uns le sont encore et le montant des secours alloués doit dépasser aujourd'hui 6 millions de francs. Je crois devoir ajouter que la plupart des réfugiés russes que nous avons eus n'étaient pas des hommes d'affaires et n'ont pas cherché à faire des affaires en Suisse. Ce que j'ai vu jusqu'à présent me fait croire qu'il en serait autrement des Roumains. Une bonne partie de ceux qui veulent

3. *Cette notice destinée au Chef de la Division, H. Rothmund, n'est pas signée, mais elle a très probablement été rédigée par le Chef de la Police fédérale des Etrangers, P. Baechtold.*

venir sont des hommes d'affaires ou ont en tout cas l'habitude des affaires. Ils chercheraient fatalement à exercer une activité en Suisse; s'ils y arrivaient, cette activité serait sans doute contraire à nos intérêts et surtout nous courrions le risque que ces étrangers introduisent chez nous, dans le domaine des affaires, leurs procédés et leurs habitudes dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils sont des plus fâcheux.

Si nous voulons accueillir un certain nombre de Roumains en Suisse, il faudrait avoir une situation claire et pour cela il faudrait

1) ne pas admettre ceux qui pénétreraient dans notre pays par des moyens détournés avec l'intention d'y rester; ceux-là devraient être refoulés impitoyablement et s'ils ne pouvaient pas quitter la Suisse, être internés.

2) S'entourer, avant d'autoriser l'entrée, de toutes les précautions voulues, en particulier, sur les points suivants:

a) s'assurer dans toute la mesure du possible, soit par l'intermédiaire de notre légation à Bucarest, soit par les références, que les requérants indiqueraient en Suisse, que nous avons affaire à des personnes suffisamment honorables et qui méritent que l'on fasse quelque chose pour elles;

b) avoir des garanties suffisantes (de particuliers ou de maisons suisses, par exemple), que leur existence en Suisse sera assurée pour toujours, sans qu'ils aient à exercer d'activité lucrative;

c) leur faire savoir expressément que même s'ils devaient passer tout le reste de leur vie en Suisse, ils ne seraient pas autorisés à travailler.

162

E 2300 Paris/98

Le Ministre de Suisse à Vichy, W. Stucki,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz[1]

RP Nr. 16 Vichy, 22. Juni 1944

Sie sind bereits davon unterrichtet, dass mich am 16. Juni Herr Laval überraschend zu sich gebeten hat. Er nahm Bezug auf die zahlreichen und dringenden Vorstellungen, die ich bei ihm und bei den zuständigen Ministerien unternommen hatte, um den vollständig unterbrochenen Warenverkehr zwischen Marseille und der Schweiz wieder in Gang zu bringen. Er teilte mir mit, dass damit gerechnet werden müsse, dass die verschiedenen Eisenbahnlinien zwischen Lyon und Genf noch längere Zeit unbrauchbar sein werden. Die französischen Eisenbahnen hätten bei ihm deshalb um die Zustimmung dazu ersucht, den Transport von Waren für die Schweiz und aus der Schweiz bis auf weiteres abzulehnen. Mit Rücksicht auf die sehr grossen, für die Schweiz im Spiel stehenden Interessen, habe er dies abgelehnt und erklärt, dass gegenteils unbedingt ein Weg gefunden werden müsse, um diesen Verkehr wieder aufzunehmen. Er könne mir den Vorschlag machen, diese Waren über Vesoul-Belfort-Basel zu spedieren. Obschon ich wusste, dass zwischen Lyon und Vesoul ebenfalls Sabotageakte begangen worden sind, stimmte ich dem Vorschlag sofort zu und dankte ihm für sein Verständnis. Er hat in meiner Gegenwart die

1. *Annotation de Pilet-Golaz en tête du document:* ne pas reproduire 27.6.44.

entsprechenden Befehle erteilt. Ich habe nicht nur Sie, sondern auch unser Kommissariat in Marseille und unser Konsulat in Lyon sofort benachrichtigt. Ich ersuchte ferner darum, dass die Waren aus Cerbère und Campfranc gleich behandelt würden, wie diejenigen aus Marseille, welche Frage noch offen steht.

Leider ist diese Verkehrsumleitung bis heute noch nicht Tatsache geworden. Jedenfalls hatte gestern die Eisenbahndirektion Lyon noch keine entsprechenden Weisungen. Die Verzögerung soll darauf zurück zu führen sein, dass die deutsche Zustimmung noch nicht in vollem Umfange vorliegt und dass auch die Geleisereparaturen noch nicht ganz beendigt sind. Ich betrachte diese Frage nach wie vor als eine meiner wichtigsten hiesigen Aufgaben.

In meinem letzten Berichte[2] sprach ich von der Einäscherung eines ganzen Dorfes im Departement Haute-Vienne durch deutsche Truppen. Ich bin in der Lage, Ihnen beiliegend den Bericht meines schweizerischen Vertrauensmannes[3] in jener Gegend über diese erschütternde Tragödie zuzustellen. Dieser Bericht entspricht vollkommen den Tatsachen. Es ist schwierig, bei einer solchen Lektüre die Ruhe zu bewahren. Es ist erschütternd festzustellen, wo Europa angelangt ist und was seiner in Zukunft noch warten wird.

Die Kämpfe mit dem «maquis» gehen ständig weiter. Da es sich um sehr bewegliche Kolonnen handelt, die rasch erscheinen und verschwinden und jedem grössern Kampf mit den deutschen Truppen ausweichen, so wechselt die Situation in den einzelnen Departementen ziemlich rasch. Im grossen und ganzen aber ist sie unverändert. Nach gestrigen Berichten, die aber noch nicht bestätigt sind, soll sich die Gegend von Bellegarde wieder in deutscher Hand befinden. Die Erfahrung zeigt, dass die Route Annemasse – St-Julien – Annecy – Aix-les-Bains – Chambéry – La Tour-du-Pin – Lyon – Vichy gegenwärtig ohne wesentliches Risiko befahren werden kann. Natürlich kann auch hier die Lage von einem Tag zum andern wechseln.

Unter den zahlreichen neuen Verhaftungen der letzten Zeit figurieren unter vielen andern der Präsident und der stellvertretende Generalsekretär der Compagnie Nationale des Chemins de Fer, die Bischöfe von Clermont-Ferrand und Montauban, sozusagen alle «notabilités» von Toulouse, auch Albert Sarraut,

---

2. *Non reproduit.*

3. *Rapport (non reproduit) sur le massacre et les atrocités commises à Oradour-sur-Glane les 10 et 11 juin 1944. L'auteur de ce rapport est un Suisse résidant à Limoges, Jean d'Albis, cf.* J I.131/64.

Dans son rapport politique N° 15 (daté du 15 juin 1944), W. Stucki écrit notamment: [...]

Viel Schlimmeres noch ereignete sich in einem kleinen Dorfe im Departement Haute-Vienne: Ein deutscher Offizier war einem Anschlag zum Opfer gefallen. Hierauf umzingelten deutsche Truppen das ganze Dorf und zündeten es an. Wer versuchte zu entkommen, wurde niedergeschossen. Die gesamte Einwohnerschaft von 600 Männern, Frauen und Kindern sind alle lebendig verbrannt worden! Diese Geschichte ist so ungeheuerlich, dass ich sie nicht glauben wollte. Sie ist mir gestern von Marschall Pétain und von Präsident Laval persönlich in aller Form bestätigt worden. Irgend ein Kommentar ist überflüssig. Die hiesigen deutschen Diplomaten und Militärs bedauern selbstverständlich dieses Vorkommnis auf das Tiefste und erklären lediglich, es handle sich um ein Regiment, das erst kurz vorher aus Russland zurückgekommen sei und eben die dort angewandten Methoden auch in Frankreich zur Anwendung gebracht habe. *[...]* (E 2300 Paris/98)

Georges Villier, der frühere Maire von Lyon, der übrigens gestern ermordet worden sein soll, und viele andere mehr.

Unsere telephonischen und telegraphischen Verbindungen mit den Konsulaten und den Kommissariaten in Marseille und Cerbère funktionieren wieder etwas besser. *[...]*

163

E 2001 (E) 2/652

Notice sur les relations financières avec l'Argentine[1]

No Berne, 23 juin 1944

Il y a un an le gouvernement argentin ordonnait l'ouverture d'une enquête afin d'établir dans quelles conditions les concessions accordées à la Compania Italo Argentina de Electricidad (Italo) et à la Compania Argentina de Electricidad (CADE) à Buenos Aires avaient été prolongées prématurément en 1936 pour une durée de 40 ans[2].

M. le Ministre Jenny, de concert avec le Ministre d'Espagne[3], s'est constamment efforcé d'éviter que le gouvernement argentin ne prenne au cours de l'enquête des mesures extrêmes lésant les intérêts suisses importants en jeu (90% capital Italo, propriété suisse – 30% capital CADE). Or par télégramme ci-joint[4] la Légation vient de nous faire part de mesures très graves prises en l'absence du Président de la République et du Ministre des Affaires étrangères. Les bourses suisses ont été informées par le communiqué suivant publié par le Crédit Suisse qui l'a préalablement soumis à notre examen:

«Nach Kabelnachrichten aus Argentinien hat die von der argentinischen Regierung eingesetzte Untersuchungskommission zur Überprüfung der im Jahre 1936 der CADE gewährten Konzessionsverlängerung das der Sovalles Inc. und damit indirekt der Compania Hispano-Americana de Electricidad

1. *Rédigée par S. Marcuard, signée par R. Kohli et lue le jour même par M. Pilet-Golaz.*
2. *Sur cette société, cf.* E 2001 (E) 1/327 *et* 388, *ainsi que* E 2001 (E) 2/652.
3. *José Muños Vargas, Conde de Bulnes.*
4. *Ce télégramme expédié depuis Buenos Aires le 21 juin 1944 est arrivé à Berne le lendemain à 15 h 30: En voici le texte:*

Numéro 176. Votre 147 concernant CADE. Commission enquête présidée par Colonel Conde procéda, pendant absence Président République et Ministre Affaires Etrangères, au séquestre de la presque totalité actions Cade déposées auprès Société Argentine Fiducia et représentant 280 millions pesos or. Ces actions appartenant à Société Sovalles établie Panama furent déposées auprès Banque Centrale aux noms Brosens et Conde. Intervention télégraphique Ambassadeur Espagne auprès Ministre Affaires Etrangères tendant à empêcher séquestre resta sans effet (E 2001 (E) 2/652).

gehörende Paket Cade-Aktien unter Sequester gestellt. Obwohl diese Nachricht aus zuverlässiger Quelle stammt, kann sie nur unter Vorbehalt weitergegeben werden. Das Politische Departement hat bereits die nötigen Schritte unternommen, um die schweizerischen Interessen in dieser Angelegenheit zu wahren.»

La mesure prise par le gouvernement argentin ne manquera pas de faire une forte impression en Suisse qui a toujours témoigné d'une confiance particulière pour l'Argentine comptant sur son respect des lois, de la parole donnée et des capitaux étrangers.

Le soussigné, en contact étroit avec les intéressés suisses, recueille à l'intention de la Légation les arguments les plus aptes à fonder la protestation qu'elle élèvera auprès du gouvernement argentin[5].

5. *Cf.* E 2001 (E) 2/652 *(lettre du Crédit Suisse à la DAE du DPF du 5 juillet 1944). Cf. aussi* E 2001 (E) 1/326; E 2001 (E) 2/606; E 2001 (E) 1967/113/708.

164

E 2001 (D) 3/274

Le Général H. Guisan au Chef du Département militaire, K. Kobelt

Copie
L

Armeehauptquartier, 24. Juni 1944

Die Entwicklung der Ereignisse in der nächsten Zeit scheint es mir wahrscheinlich zu machen, dass wieder in vermehrtem Masse mit grösseren Flüchtlingsströmen gegen die Schweizergrenze zu rechnen ist.

Wo diese genau an unsere Grenze gelangen werden, kann heute nur summarisch gesagt werden. Das angrenzende Ausland gliedert sich in zwei Sektoren, welche sich in dieser Hinsicht deutlich voneinander unterscheiden:

Das ist *einmal die Nordgrenze* von Basel an ostwärts, sowie die Ostgrenze. Anstösser ist Deutschland. Bis auf weiteres dürften von dorther nach wie vor nur einzelne Zivilflüchtlinge, Deserteure und entwichene Kriegsgefangene zu erwarten sein.

Den zweiten Abschnitt bildet das Gebiet, welches an unsere *Südgrenze* und an die *Westgrenze* bis Basel anstösst: von den Deutschen okkupiert, unter strengem Besetzungsregime, von Partisanengruppen durchsetzt; von der Peripherie der Länder her je eine alliierte Armee im Anmarsch auf Zentraleuropa. In diesem Sektor sind am ehesten grössere Flüchtlingsströme zu erwarten. Ob diese mehr aus Partisanenabteilungen oder aus Bevölkerungsteilen bestehen werden, die der näherrückenden Kampffront ausweichen wollen, hängt ganz von den Massnahmen der Besetzungsmacht ab, insbesondere von deren Art der Kampfführung; hierüber kann heute noch nichts zum voraus gesagt werden.

Es scheint mir nun der Zeitpunkt gekommen, um im Einvernehmen mit dem Bundesrat abzuklären, wie sich die Schweiz gegenüber einem allfälligen neuen, grossen Flüchtlingszustrom verhalten soll, der gegebenenfalls die Zahl der bisherigen 77 000, auf Schweizerboden geflüchteten Ausländer in sehr erheblichem Masse vermehren würde.

Es handelt sich hierbei im Grundsatz nicht um eine militärische, sondern um eine politische Angelegenheit; es sind die *politischen Behörden*, welche über Umfang und Wirkungsbereich der grenzpolizeilichen Massnahmen befinden; *sie* bestimmen Art und Zahl der einzulassenden Personen; *sie* sind für deren Einlass verantwortlich.

Nichtsdestoweniger ist das Armeekommando in hohem Masse daran interessiert, über die grundsätzlichen Absichten der politischen Behörden rechtzeitig und umfassend orientiert zu werden; denn schliesslich ist es doch die Truppe, welche gegebenenfalls einzugreifen hat; sie kann aber ihre Aufgabe nur dann richtig erfüllen, *wenn sie zur rechten Zeit klare Verhaltungsmassregeln erhält.*

Wie Ihnen bekannt ist, hat das Armeekommando am 15.4.44[1] eine Instruktion betreffend das Verhalten der Truppe bei Grenzübertritten erlassen, welche bis zur Einheit verteilt wurde und insbesondere den unteren Kommandanten die nötigen Anleitungen gibt. Diese Instruktion stellt aber nicht ein Universalrezept für alle möglichen vorkommenden Fälle dar, sondern basiert bewusst auf

- dem Zustand der teilweise geschlossenen Grenze;
- normalen Verhältnissen.

Bei Massenandrang ist praktisch eine Aussonderung an der Grenze ausgeschlossen; man müsste hiefür soviele Truppen einsetzen, dass andere wichtige Aufgaben der Armee vernachlässigt würden; die Ereignisse an unserer Südgrenze anlässlich der Massenflucht von Italienern im September 1943 sprechen in dieser Beziehung eine sehr deutliche Sprache. Es gibt nur ein Entweder – Oder: Alles hereinlassen oder alles zurückweisen.

Lässt man alles herein, so wird die Rückschaffung nach den gemachten Erfahrungen ausserordentlich schwer, wenn nicht überhaupt unmöglich sein. Die Parole «Es wird alles hereingelassen!» wirkt wie eine Saugvorrichtung und zieht immer mehr Flüchtlinge nach.

Wird jedermann, der nicht über gültigen Pass und Visum verfügt, zurückgewiesen, und werden zugleich die ohne Kontrolle über die Grenze gelangten Personen wieder ausgeschafft, so dürfte dies zur Folge haben, dass der Zustrom gegen die Grenze bald einmal abnimmt und auf ein Normalmass sinkt. Dabei möchte ich nicht unterlassen zu erwähnen, dass von diesem Abstoppen des Flüchtlingsstromes selbstverständlich auch fremde Wehrmänner erfasst werden müssen, die im betreffenden Abschnitt an unsere Grenze gelangen. Dieser Massnahme würden auch keinerlei völkerrechtliche Bindungen entgegenstehen; Art. 11 und 13 des Haager Abkommens vom 18.10.07 betr. die Rechte und Pflichten der neutralen Mächte und Personen im Falle eines Landkrieges stellen in dieser Beziehung ein einseitiges Recht des neutralen Staates dar, dem

---

1. *Non reproduit. Cf. aussi* E 4800 (A) 1967/111/412.

keine Pflicht zur Aufnahme von fremden Wehrmännern und entwichenen Kriegsgefangenen gegenübersteht.

Wie kann nun dieses Ziel am besten erreicht werden? Am nächstliegenden wäre auf den ersten Blick die Verfügung, dass die Grenze *gänzlich* geschlossen wird. Bei näherem Zusehen hat jedoch diese Massnahme Konsequenzen, die weit über den gewollten Zweck hinausgehen und die vor allem politisch unerwünscht sein dürften. Ich glaube nicht, dass sich der Bundesrat hierzu bereit finden würde. Eine derart einschneidende Massnahme ist im vorliegenden Fall auch gar nicht notwendig; es genügt vollständig, wenn die Weisung ausgegeben wird, dass in dem betreffenden Grenzabschnitt jeder Grenzübertritt von aussen her mit Ausnahme von Personen mit gültigem Pass und Visum untersagt und zu verhindern ist, wenn nötig mit Waffengewalt; auf unerlaubte Weise bereits Übergetretene sind über die Grenze zurückzuschaffen.

Ich verhehle mir keineswegs, dass eine derartige Massnahme hart erscheinen mag. Bei grossem Andrang gibt es aber, wie bereits ausgeführt, nur die Wahl zwischen ungehemmter Aufnahme oder gänzlicher Zurückweisung.

Ich möchte Ihnen daher zuhanden des Bundesrates die Frage vorlegen, ob er einen neuen grossen Flüchtlingszustrom aufzunehmen gewillt ist, oder ob die entsprechenden Massnahmen getroffen werden sollen, um eine derartige weitere Masseneinwanderung in die Schweiz zu verhindern. Dabei ist zu berücksichtigen, dass die Lage sich auch nur ganz allmählich kritisch gestalten kann, indem der Flüchtlingszustrom nur ganz langsam zunimmt. In diesem Fall schiene es mir angezeigt, gegebenenfalls die oben erwähnte Personen-Grenzsperre von dem Augenblick an in Wirksamkeit treten zu lassen, in welchem ein bestimmter Tagesdurchschnitt von Flüchtlingsübertritten überschritten wird.

Indem ich Sie ersuche, mir die Stellungnahme des Bundesrates baldmöglichst zukommen zu lassen, bitte ich Sie, den Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung zu genehmigen[2].

---

2. *Le 1er juillet 1944, le Général H. Guisan préside une «réunion plénière» de tous les Commandants de Corps d'Armée et de plusieurs officiers de l'Etat-Major Général de l'Armée et de l'Etat-Major personnel du Général. Le Colonel divisionnaire R. Dollfus déclare notamment:* Depuis 15 mois que je suis commissaire à l'internement, l'expérience m'a prouvé que les grands camps ont donné de mauvais résultats (manque de discipline, démoralisation, etc.). En outre, je suis opposé à la création des camps en question du fait que nous ne pouvons fixer le nombre de personnes placées dans chaque camp. Parmi les internés (40000), nous avons 8600 prisonniers évadés. *[...]* Reste également la question des internés que nous avons appelés «internés militaires». Il s'agit surtout d'Italiens (18000). A mon avis, on eut tort de les laisser pénétrer sur notre territoire, car ils n'avaient aucune raison de passer la frontière; ils ont fui sans raison valable. Il serait indiqué d'étudier, d'entente avec le Conseil fédéral, le cas de cette catégorie d'internés qui, éventuellement, pourraient être renvoyés hors de notre pays. Ce serait pour nous un soulagement à bien des points de vue.

Une autre raison qui m'incite à n'être pas partisan de l'établissement de ces camps, c'est que l'opinion publique réclame ouvertement que les internés soient occupés au lieu de rester inactifs. *[...]*

Le Général H. Guisan conclut la séance par ces mots:

Cet échange de vues aura pour résultat de clarifier la situation et de permettre au commandement de l'armée de mettre l'affaire au point. En résumé, il ressort de la discussion:

ANNEXE I

E 4800 (A) 1/5

Le Chef de la Division de Police du Département de Justice et Police, H. Rothmund, au Chef du Département de Justice et Police, Ed. von Steiger

Copie
L

Bern, 29. Juni 1944

Sie haben mir Kenntnis gegeben vom Schreiben, das der Herr General am 24. Juni 1944 an den Vorsteher des Eidg. Militärdepartementes, Herrn Bundesrat Kobelt, gerichtet hat, sowie vom Schreiben des Herrn Bundesrat Kobelt an Sie, vom 26. Juni 1944[3]. Beide Schreiben beziehen sich auf die Frage, ob nicht die Weisungen über die Zulassung ausländischer Militär- und Zivilflüchtlinge geändert werden sollten.

Ich gestatte mir, zu diesen Schreiben folgendes darzulegen:

Am 25. Mai 1944 habe ich Ihnen den einlässlichen Bericht des Herrn Dr. Schürch, vom 15. April 1944[4], über die Entwicklung des Flüchtlingsproblems seit Ende Juli 1942 übermittelt; ich habe darauf hingewiesen, dass eine Überprüfung im Sinne der Schlussfolgerungen des Berichtes notwendig ist. Mit Schreiben vom 17. Juni 1944[5] habe ich Ihnen (neben der Notwendigkeit einer Beschränkung der Bewegungsfreiheit der Emigranten) in grossen Zügen dargelegt, dass und warum wir mit der Aufnahme von Zivilflüchtlingen wesentlich zurückhaltender werden oder sogar vollständig aufhören sollten. Meinem Schreiben vom 17. Juni lag ein Bericht von Herrn Dr. Schürch vom 15 Juni 1944[6] bei, in dem die Entwicklung seit dem 15. April 1943 geschildert ist. Im letzten Teil seines Berichtes macht Herr Dr. Schürch darauf aufmerksam, dass eine Einschränkung in der Aufnahme von Zivilflüchtlingen nicht genügen könnte, dass es vielmehr notwendig wäre vom Armeekommando zu erwirken, dass auch bei der Aufnahme von Militärflüchtlingen durch die zuständigen Stellen der Armee künftig grössere Zurückhaltung geübt, also ein strengerer Massstab angewandt werde.

Ich kann es daher nur begrüssen, dass der Herr General mit seinem Schreiben vom 24. Juni 1944 Anregungen macht, die in gleicher Richtung gehen. Wir sind somit des nötigen Verständnisses und der Unterstützung des Armeekommandos bei unsern Bemühungen sicher.

Der Herr General streift in seinem Schreiben die Frage, ob nicht allenfalls der Augenblick gekommen sei, die Grenze ganz zu schliessen. Auch Herr Bundesrat Kobelt wirft die Frage auf, ob

---

1. que les Commandants de C.A. sont d'accord de ne pas modifier l'état des choses pour la durée du service actif;
2. par contre, ils demandent que des études soient entreprises pour le cas de guerre et que des baraques soient préparées;
3. les évacuations désirées par les Commandants de C.A. en cas de mobilisation générale dépendront du nombre de baraques qu'il sera possible de construire pour accueillir quelques milliers de réfugiés à raison de 4000 au maximum par camp, problème qui doit être étudié de près;
4. le cas des «internés militaires» surtout italiens (18000) doit être revu d'entente avec le Conseil fédéral.

(E 27/14448).

Cf. aussi le PV de la séance du 10 juillet 1944 réunissant les responsables des Départements fédéraux compétents (E 2809/1/4) *et le PVCF N° 1295 du 26 juillet 1944* (E 1004.1 1/447).

3. [1]*Non reproduite.*
4. E 4800 (A) 1967/111/75.
5. E 4800 (A) 1967/111/167.
6. E 4800 (A) 1967/111/282.

im Falle eines neuen Flüchtlingszustroms nicht vorübergehend die Grenze ganz zu schliessen sei, im Sinne von Ziff. 40 lit. c der Vorschriften für Sicherheitsmassnahmen im Falle einer Grenzbesetzung und Ziff. 17 lit. c der Weisungen betreffend Handhabung der Neutralität durch die Truppe.

Die totale Schliessung der Grenze im Sinne des Grenzbesetzungsreglementes bedeutet die Unterbindung jedes Verkehrs über die Landesgrenze, also sowohl des legalen wie des illegalen Überschreitens der Grenze. Die Unterbindung des ordentlichen, legalen Grenzverkehrs hätte jedoch derartige Auswirkungen, dass sie wohl nur im äussersten Notfall stattfinden darf. Im Zusammenhang mit der Abwehr eines plötzlichen grossen Flüchtlingszustroms könnte allerdings die vorübergehende Unterbindung auch des ordentlichen Grenzverkehrs, mindestens in einem bestimmten Grenzabschnitt, in Betracht kommen. Ein Entscheid in dieser Richtung kann jedoch nur auf Grund konkreter Verhältnisse getroffen werden; er wird aber rasch getroffen und vollzogen werden können, sofern die zur Durchführung notwendigen Truppen bereitgestellt sind.

Für den Augenblick ist wesentlicher, ob der illegale Grenzverkehr ganz unterbunden, d.h. die Grenze für zwischen den Grenzposten eintreffende Flüchtlinge vollständig zu schliessen sei, also alle Flüchtlinge zurückzuweisen seien. Als ich meinen Brief vom 17. Juni 1944 schrieb, glaubte ich, dass wir so weit gehen könnten und müssten. Ich habe in der Folge zu meiner Orientierung noch Fühlung genommen mit dem Generalsekretär des Justiz- und Polizeidepartementes des Kantons Genf, Herrn Guillermet, der zugleich eigentlicher Polizeioffizier des Ter. Kdos. Genf ist, sowie mit Herrn Oblt. Odier, dem zurzeit Dienst leistenden Ter. Pol. Of. Genf. Beide haben mich auf Grund ihrer reichen Erfahrung darauf aufmerksam gemacht, dass ein guter Teil der Flüchtlinge, die heute an die Grenze kommen, wirklich an Leib und Leben ernsthaft gefährdet seien. Nach diesen Berichten (ich verweise auf die beigehefteten Telefonnotizen)[7] muss ich meine mit Schreiben vom 17. Juni geäusserte Auffassung etwas revidieren: Unsere Lage ist immerhin noch nicht so schwer, dass wir es verantworten könnten, restlos jeden Flüchtling an der Grenze zurückzuweisen, nämlich auch den ernsthaft an Leib und Leben gefährdeten. Dagegen muss die Aufnahme von Flüchtlingen m.E. beschränkt werden auf die wirklich ernsthaft gefährdeten Ausländer, sowie auf Kinder und gebürtige Schweizerinnen.

Ich gestatte mir, Ihnen beiliegend einen Entwurf zu neuen Weisungen an die Grenzorgane vorzulegen, der diesen Überlegungen Rechnung trägt.

Ein Bedenken besteht allerdings nach wie vor: Wir müssen mit der Möglichkeit rechnen, dass innert verhältnismässig kurzer Zeit Flüchtlinge über unsere Grenze kommen könnten, die bei uns wegen ihrer politischen Tätigkeit im Ausland unerwünscht wären. Ich denke an französische Kollaborationisten und Angehörige der Miliz, prominente Neofascisten und Nationalsozialisten. Wir haben neuestens eine warnende Mitteilung vom schweizerischen Konsul in Florenz, Herrn Steinhäuslin, erhalten; ich lege sie hier bei. – Wir haben versucht, im Entwurf zu den Weisungen der Gefahr der Zureise solcher unerwünschter Flüchtlinge Rechnung zu tragen; vergl. «Liste der aufzunehmenden Flüchtlinge», Ziff. 2 Abs. 2.

Ich glaube, dass der Erlass von Weisungen gemäss beiliegendem Entwurf in der Praxis zu einer fühlbaren Verminderung der Zahl der aufgenommenen Zivilflüchtlinge führen wird, ohne dass wir uns dem berechtigten Vorwurf aussetzen, des Asyls würdige Menschen zurückzuweisen, die wirklich an Leib und Leben gefährdet sind und keinen andern Ausweg finden können. Selbstverständlich können diese Weisungen, wenn nötig, rasch weiter verschärft werden. Der vorliegende Entwurf zerfällt in zwei Teile. Einerseits in die festbleibenden allgemeinen Weisungen. Diese sind mit geringfügigen Änderungen aus einem früheren Entwurf übernommen; sie sind wichtig als gleichlautende Instruktionen an alle Grenzabschnitte und alle Behörden, die mit dem Grenzübertritt von Flüchtlingen zu tun haben. Anderseits in die Liste der aufzunehmenden Flüchtlingskategorien. Diese Liste ist neu und entspricht unseres Erachtens der heutigen Lage. Sie gestattet auch technisch die rasche Änderung in bezug auf die einzelnen aufzunehmenden Kategorien.

Mit unsern Weisungen gemäss Entwurf wäre aber nur ein Teil dessen erreicht, was angestrebt werden muss. Denn mehr als die Hälfte der in letzter Zeit über die Grenze gekommenen Flüchtlinge sind sog. Militärflüchtlinge, namentlich entwichene Kriegsgefangene und Deserteure. Herr Dr.

7. *Non reproduites.*

Schürch hat in seinem Bericht vom 15. Juni 1944, am Schluss, hervorgehoben, dass die Weisungen des Armeekommandos über die Aufnahme von Militärflüchtlingen offenbar für die Praxis nicht klar genug und auf jeden Fall nicht streng genug seien, dass deshalb viele Ausländer als Militärflüchtlinge aufgenommen würden, die es gar nicht verdient hätten, bei uns als Flüchtlinge aufgenommen zu werden. Ich gestatte mir, auf diesen Bericht zu verweisen.

Bei dieser Sachlage glaube ich, dass dem Herrn General nicht bloss eine Orientierung über das, was unsererseits neu vorbereitet wird, zugestellt, sondern dass ihm gleichzeitig nahegelegt werden sollte, durch die Dienststellen des Armeestabes auf Grund der gemachten Erfahrungen sorgfältig überprüfen zu lassen, in welcher Weise und durch welche neuen Befehle die Zahl der als Militärflüchtlinge aufgenommenen Ausländer ganz beträchtlich herabgesetzt werden kann. Aus aussenpolitischen Gründen dürfte es allerdings kaum angängig sein, die entwichenen Kriegsgefangenen an der Grenze ohne weiteres zurückzuweisen. Dagegen erscheint grosse Zurückhaltung geboten gegenüber Personen, die sich als Deserteure ausgeben. Schliesslich wird das Armeekommando einmal die Frage der Partisanen (Angehörige der Widerstandsbewegung, des Maquis usw.), die (sofern sie wirklich einer kombattanten Organisation angehören), nach Art. 11 des Haager Abkommens betreffend die Rechte und Pflichten der neutralen Mächte und Personen im Falle eines Landkrieges behandelt werden müssen, gründlich prüfen und die entsprechenden Befehle an die Organe an der Grenze erteilen müssen; zurzeit herrscht hierüber offensichtlich noch viel Unklarheit.

ANNEXE II

E 2001 (D) 3/274

Notice de la Division des Affaires étrangères du Département politique[8]

No Berne, 30 juin 1944

J'ai communiqué jeudi après-midi la photocopie de la lettre du Général concernant l'opportunité d'ordonner une fermeture totale de la frontière à M. de Haller. Un peu plus tard, M. Rothmund est venu spontanément m'entretenir de cette affaire et me remettre copie du rapport qu'il a adressé au Chef du Département de Justice et Police à ce propos.

De l'avis de M. Rothmund, la réaction du Commandement de l'armée est la suite normale de nombreuses conversations qu'il a eues avec le Colonel Münch, chef de section à l'Etat-Major général, chargé de la question des réfugiés, mais la lettre que le Général a signée est de la plume du Capitaine Prisi, qui semble n'avoir pas exactement compris le problème, d'où certaines exagérations et contradictions. Il pense qu'il n'y a pas lieu d'attacher une importance particulière aux termes de cette lettre et qu'il faut envisager le problème en lui-même, en le réduisant à sa plus simple expression, à savoir: «Quelles sont les instructions qui doivent être données aux troupes à la frontière pour arrêter un afflux de réfugiés?»

J'ai eu jeudi soir l'occasion de m'entretenir avec M. de Haller de la lettre du Général et du rapport de M. Rothmund à son chef. Il partage mon avis que les solutions préconisées par M. Rothmund sont raisonnables et que, pour les éventualités immédiates, en tout cas, elles constituent une excellente base de discussion, étant entendu que les dispositions concernant les civils devront être complétées par une révision des dispositions applicables aux militaires.

De l'avis de M. de Haller, le cas des réfugiés civils, y compris les prisonniers de guerre évadés et les partisans, est digne de plus de pitié que celui des hommes en uniforme. Ils sont exposés à des dangers plus graves que les militaires qui seraient traités comme des prisonniers de guerre s'ils se

8. *Rédigée par le Chef de la Division, P. Bonna, pour le Chef du Département, M. Pilet-Golaz, qui vise ce document le 1er juillet 1944.*

rendaient à leurs adversaires. La pratique actuelle selon laquelle le traitement accordé aux militaires qui demandent un internement en Suisse est plus libéral que celui appliqué aux civils dont la vie est directement en péril pourrait prêter à critique et devrait être revisée. M. de Haller reconnaît toutefois la valeur de mon objection que les militaires, dont le statut est juridiquement clair et desquels une stricte discipline peut être exigée sans discussion, sont des hôtes moins dangereux que des réfugiés politiques ou des combattants en civil dont on ne sait pas très bien si on a affaire à des patriotes ou à des bandits.

Il serait à souhaiter que, pour commencer, le Conseil fédéral donnât son approbation aux mesures préconisées par M. Rothmund. Elles répondent aux nécessités urgentes signalées par le Commandement de l'armée. Suivant l'évolution des événements, d'autres mesures restrictives seront peut-être nécessaires.

165

E 7110/1976/134/61

Le Chef de la Délégation économique suisse à Londres, P. Keller, au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

Copie d'expédition
T N° 470

London, 24. Juni 1944

Nachdem Vorbereitungen Abreise Hohl und Rezzonico für morgen Samstag bereits getroffen waren, eintraf Ihr 504[1]. Ihren Weisungen gemäss wird Hohl Abreise erneut verschieben.

Wie in unserem 367[2] erwähnt, haben wir uns unseren Weisungen gemäss auf die Abgabe einseitiger schweizerischer Erklärungen beschränkt und es abgelehnt, in Diskussionen über ein zweiseitiges Transitabkommen einzutreten. Dieser Standpunkt ist von Partnern verstanden worden. Ebenso glaubten wir dafür Verständnis gefunden zu haben, dass Globalkontingentierung Warentransit für uns nicht möglich. Delegation wurde indessen ersucht zu prüfen, ob nicht einige weitere Kategorien von Waren vom Transit ausgenommen werden könnten. Alliierte stützten sich bei der Formulierung ihrer Wünsche auf mit Schweden vereinbarte Liste der vom Transit ausgenommenen Waren. Unsere Delegation hat klar zu verstehen gegeben, dass Liste der von uns autonom unter Transitverbot gestellten Güter, wie sie von Ihnen deutscher Delegation und von uns gleichlautend Alliierten bekanntgegeben wurde, nach schweizerischer Auffassung alliierte Begehren bereits weitgehend berücksichtigt. Wir erklärten indessen, dass Hohl bereit sei, alliierte Ergänzungswünsche nach seiner Rückkehr dem Bundesrat zur Prüfung zu unterbreiten.

Diese Berichterstattung ist dann aus den Ihnen bekannten Gründen unmöglich geworden. Vor zirka 3 Wochen erkundigte sich M.E.W., ob Bern über Transitbesprechungen orientiert worden sei. Auf unsern Hinweis, dass wir

1. *Non reproduit.*
2. *Non reproduit.*

dazu technisch nicht imstande gewesen seien, erklärten Alliierte, unter diesen Umständen dies via dortige britische und amerikanische Gesandtschaft selbst besorgen zu müssen.

Sachlich sind wir der Auffassung, dass einigen der alliierten Ergänzungsbegehren schon auf Grund unserer bisherigen Praxis betreffend Durchfuhr Kriegsmaterial und requirierter Güter entsprochen werden könnte. Begehren einer Globalkontingentierung, das in dem Ihnen übermittelten Memorandum [3] nun zu unserer grossen Überraschung erneut gestellt wird, dürfte entsprechend bundesrätlicher Instruktionen an Delegation auch in Bern abzulehnen sein. Wir hatten seinerzeit Alliierten auch dargelegt, dass Beschränkungen Durchfuhr Schwefel und Baumwolle nicht wohl verantwortet werden könnte, da diese Güter schon in Friedenszeiten transitierten. Würden es für taktisch unklug betrachten, Besprechungen, die beidseitig bereits als abgeschlossen bezeichnet worden waren, hier wieder aufzunehmen und anraten sofortige Rückkehr Hohl.

3. *Non reproduit.*

166

E 5795/331

Rapport du Chef du Service de Renseignements et de Sécurité de l'Etat-Major Général de l'Armée, R. Masson

APPRÉCIATION DE LA SITUATION AU 26.6.44

Depuis notre dernière appréciation (4.6.44 [1]) deux événements ont surgi, dont il est logique de se demander dans quelle mesure ils ont été ou sont encore susceptibles de modifier – dans le sens d'une détente – la situation de la Suisse:
[...] [2]

Conclusions d'ensemble

1) Les événements de Normandie et la reprise de l'offensive russe n'ont pas allégé sensiblement le dispositif des troupes allemandes à proximité de nos frontières.

2) La situation militaire de la Suisse n'a donc pas été modifiée de ce fait.

3) Je propose qu'aucun changement ne soit pour le moment apporté à notre degré de préparation militaire.

1. *Non reproduite.*

2. *Les conséquences pour la Suisse des opérations militaires en Normandie et de la reprise de l'offensive russe sont analysées.*

Les opérations en France et en Russie, de même que le développement de la guerre en Italie sont susceptibles de revêtir prochainement un caractère plus marqué et de créer pour la Suisse, dans un sens ou dans un autre, une situation nouvelle.

Comme par le passé, notre service est en mesure de suivre cette évolution de très près. Nous ne manquerons pas d'attirer l'attention du commandement sur toute modification de notre situation, qui notamment pourrait justifier une diminution de nos troupes sous les armes.

Je répète que, malgré les informations «Budapest»[3] de notre département politique, il ne semble pas que nous soyons exposés à une «akute Gefahr».

Cependant, les circonstances, dans leur ensemble, sont telles qu'elles nécessitent de notre part, un minimum de *sécurité*.

Le Général s'est donné récemment la peine d'expliquer publiquement pour quelles raisons nous devions faire un nouvel effort. La presse a suivi son argumentation. On ne comprendrait pas, aujourd'hui, que le danger soit subitement moins grand pour la Suisse qu'il y a quelques jours.

3. *Cf. N^os 139, 143 et 149.*

167

E 1004.1 1/446

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 27 juin 1944[1]

1127. Activité des banques suisses et menace dont elles sont l'objet de la part des Gouvernements britannique et américain

Département politique. Proposition du 24 juin 1944

Le département politique expose ce qui suit:

«I.

En septembre 1943, les Gouvernements britannique et américain ont fait connaître leur intention de porter à l'ordre du jour des négociations économiques qui allaient être reprises à Londres le problème de l'activité des banques suisses[2]. Les pourparlers menés jusqu'alors à ce propos permettaient de conclure que la discussion porterait sur l'élaboration d'un texte d'Undertaking, manière d'engagement type à souscrire d'une part par les banques menacées d'être portées sur la liste noire, de l'autre par les banques déjà incluses dans ladite liste en vue de provoquer la levée des sanctions dont elles étaient

1. *Absent: Kobelt.*
2. *Cf. N° 23.*

frappées. Cette question ne put toutefois être abordée lors de la première phase des négociations qui se terminèrent par les accords des 18 et 19 décembre 1943[3]. Lorsque la délégation suisse arriva à Londres au début de cette année, elle se trouva devant une nouvelle situation. Abandonnant en effet l'idée de négocier avec une délégation financière, le Gouvernement britannique, agissant d'entente avec celui des Etats-Unis d'Amérique, informa la délégation suisse de son intention de remplacer l'Undertaking mentionné plus haut par la publication d'un avertissement, sorte de code général énumérant les principes que les banques suisses devraient observer si elles ne veulent pas courir le risque d'être portées sur la liste noire. Cette énumération des opérations bancaires jugées indésirables, qui ne serait pas à considérer comme limitative, pourrait être l'objet de modifications de temps à autre. Toutefois, soucieux de ne pas s'aliéner le concours des banques suisses, les Gouvernements alliés ont exprimé le désir de discuter cet avertissement, préalablement à sa diffusion, avec une délégation financière suisse afin de tenir compte dans la mesure du possible des observations qu'elle pourrait leur présenter. C'est ainsi qu'à fin avril, M. A.C. Nussbaumer, directeur général de la Société de Banque Suisse, a rencontré à Lisbonne, en qualité de représentant de l'Association Suisse des Banquiers, (A.S.B.), trois délégués anglo-américains pour discuter le projet de l'avertissement. M. V. Gautier, directeur de la Banque Nationale Suisse, rentrant de Londres où il avait participé aux négociations officielles, assistait également à ces entretiens[4].

Le projet reprend sous une forme plus absolue encore les exigences de l'Undertaking évoqué plus haut. Au nombre de ses clauses figurent notamment l'interdiction d'octroyer des crédits à des ennemis des Alliés, la cessation d'un certain nombre d'opérations telles que l'achat et la vente de billets ayant cours en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, toute transaction sur des titres réputés «ennemis», l'acceptation de dépôts de toute nature opérés par des «ennemis» ou en leur faveur. La publication de cet avertissement serait néfaste aux banques suisses qui se verraient placées devant le dilemme soit de courir le risque d'être mises sur la liste noire, soit de réduire d'une façon dangereuse pour leurs intérêts leur activité internationale. De plus, l'observation des principes énumérés par les Gouvernements alliés imposerait aux banques une discrimination à peine voilée entre ressortissants des pays de l'Axe et les autres.

Au cours des quelque quinze jours qu'ont duré les discussions, Messieurs Nussbaumer et Gautier se sont efforcés d'amener leurs partenaires à adoucir leurs exigences, sans toutefois réussir à diminuer dans une mesure appréciable le danger qu'elles représentent pour les banques suisses.

De retour en Suisse, M. Nussbaumer a saisi du problème le conseil d'administration de l'A.S.B. Celui-ci, persuadé qu'il faut poursuivre une politique à longue vue, dans la nécessité où sont les banques suisses de sauvegarder leurs avoirs déposés dans les pays anglo-saxons, s'est résolu à tout mettre en œuvre pour prévenir la publication de l'avertissement allié. Il a préparé, à l'intention des Gouvernements britannique et américain, un mémorandum où sont consi-

3. *Cf. N^os 57 et 61.*
4. *Sur ces négociations, cf.* E 2001 (E) 1/131, E 2001 (E) 2/625-627, E 7110/1973/134/7.

gnées les concessions que sont prêtes à faire les banques suisses pour venir au-devant des exigences de leurs partenaires. L'A.S.B. attend des Gouvernements alliés qu'ils prennent acte de sa bonne volonté, et voyant qu'elle leur donne de son propre chef satisfaction sur les principaux points de l'avertissement, qu'ils renoncent à sa publication.

II.

Le mémorandum de l'A.S.B. comprend trois parties distinctes.

A. La première fait état de l'intention de l'A.S.B. de demander aux autorités fédérales qu'elles interdisent l'importation et l'exportation des billets de banque étrangers. Il s'agit là d'une réponse à un des points contenus dans l'avertissement allié, qui prévoit l'interdiction du commerce en Suisse des monnaies et billets ayant cours légal dans le Royaume-Uni et les Etats-Unis.

B. Cette interdiction d'importation et d'exportation aurait comme corollaire une convention bancaire qui réglementerait le commerce des billets en Suisse. L'étendue de ce commerce serait limitée aux billets se trouvant en Suisse avant l'interdiction d'importation et seules des personnes domiciliées en Suisse pourraient y participer. Toutes nouvelles avances gagées par des billets seraient également exclues.

D'autre part, l'A.S.B. propose d'introduire, également dans le cadre formel d'une convention inter-banques, deux nouveaux affidavits de titres, cette mesure ayant pour but de prévenir les vœux des Alliés, qui tendent à réglementer le commerce des titres circulant actuellement en Suisse sans affidavit.

Comme troisième disposition à régler par une convention, nous trouvons l'engagement à prendre par les banques de ne pas ouvrir de nouveaux comptes en faveur de ressortissants de tous les pays belligérants quels qu'ils soient sans respecter certaines conditions dont voici la principale: tout nouveau compte de ce genre sera automatiquement bloqué pendant une période de trois ans. Les fonds qui y figureront pourront être utilisés uniquement à quelques fins précises en rapport direct avec des intérêts suisses. Cette proposition de l'A.S.B. répond au désir des Gouvernements alliés d'entraver dans toute la mesure du possible l'exode en Suisse de capitaux en provenance des pays avec lesquels ils sont en guerre.

Pour compléter la disposition mentionnée ci-dessus, une quatrième catégorie de mesures conventionnelles prévoit que la location de safes à des Suisses et à des étrangers sera désormais soumise à la condition que les valeurs à déposer se trouvent en Suisse depuis avant la date de l'entrée en vigueur de la convention.

L'A.S.B. se réserve toutefois de régler par de simples recommandations à ses membres les deux derniers points que nous venons de mentionner.

C. Quant à la troisième partie du programme de l'A.S.B., elle comprend sept recommandations aux banques qui leur fixent une ligne de conduite.

La première est une invitation à respecter les législations de devises étrangères et à éviter toute immixtion dans une manœuvre destinée à camoufler des intérêts financiers et économiques étrangers sous le couvert de sociétés suisses. Cette invitation concerne sans distinction toutes les parties belligérantes.

La seconde définit l'activité des domiciles de paiement d'emprunts de pays belligérants et prescrit aux banques de ne pas accorder de crédits pour en assurer le service et de ne payer les coupons que si les fonds à cet effet sont déposés en Suisse.

La troisième fixe dans quels cas les banques peuvent octroyer des crédits en rapport avec le commerce extérieur suisse. La recommandation envisagée prévoit la limitation de ces crédits aux opérations admises par les autorités fédérales de surveillance des importations et des exportations, ce qui, au fond, va de soi.

La quatrième concerne les crédits relatifs au commerce de transit et invite les banques à se borner à traiter les transactions payables en francs suisses ou qui portent sur des marchandises destinées à des pays neutres.

La cinquième précise les conditions auxquelles accorder désormais des crédits à des personnes physiques et morales établies dans un pays belligérant. En principe, sont seuls recommandés les crédits en rapport avec le commerce extérieur suisse et ceux consentis sur des avoirs qui se trouvaient en Suisse avant le 1er juin 1944.

La sixième a trait à la dénonciation de crédits octroyés à des personnes établies dans des pays belligérants et invite les banques à réduire ces crédits dans la mesure du possible. Sur ce point toutefois le projet d'avertissement allié laisse aux banques une assez grande liberté d'appréciation.

La septième recommandation enfin concerne les opérations en devises. Après avoir beaucoup hésité, – il s'agit là en effet d'une des activités classiques des banques – l'A.S.B. s'est résolue à recommander à ses membres une certaine prudence à l'égard des opérations incriminées.

III.

A. Le mémorandum de l'A.S.B., exposé des concessions auxquelles se sont résolues les banques suisses en vue de détourner le coup qui les menace, n'a pas un caractère officiel. Il est toutefois certain que les banques se trouvent à un tournant dans leurs relations avec les Alliés. D'autre part, il est impossible de donner satisfaction à ces derniers sans que nos rapports économiques, notamment avec l'Allemagne, n'en subissent des répercussions. C'est pourquoi l'A.S.B. a toujours voulu traiter en étroit contact avec le département politique qui, de son côté, ne voudrait pas sanctionner, même tacitement, les travaux de l'A.S.B. sans en référer au Conseil fédéral. Si celui-ci voit un inconvénient à ce que le document soit remis aux Gouvernements alliés, il va de soi que l'A.S.B. se conformera à sa décision.

B. La seule mesure législative dont fait état le mémorandum a trait au trafic des billets, lequel mérite, à n'en pas douter, de retenir l'attention des autorités fédérales. Des procès retentissants comme celui des Matas[5] ont en effet démontré l'importance des opérations qui sont faites dans ce domaine. Les autorités allemandes d'occupation notamment y ont fortement contribué en

5. *Sur cette affaire, cf.* E 2001 (E) 2/562 *et* 604, E 4001 (C) 1/285 *et* E 4800 (A) 1967/111/399.

introduisant en Suisse, par l'intermédiaire d'hommes de paille, des paquets considérables de billets qui, vendus sur le marché, leur procurent des devises. Ces billets sont ensuite réintroduits en France, en violation des prescriptions légales de ce pays. Le trafic en question, qui ne va pas sans causer un préjudice au bon renom de la Suisse, a été l'objet de démarches, tant de la part de M. Laval auprès du Ministre de Suisse à Vichy, que de l'Ambassade de France à Berne auprès du Département politique. De même, la Banque Nationale a postulé des mesures législatives pour enrayer ce négoce[6]. Une solution ne pourra cependant pas être adoptée avant que ne soit connu l'accueil réservé par les Gouvernements alliés au mémorandum de l'A.S.B. Sous réserve de l'assentiment du Conseil fédéral, le Département politique se propose de réunir, aux fins d'examiner la question, une commission d'experts où seraient représentés le Département fédéral des finances et des douanes, la Banque Nationale Suisse et la section chargée de lutter contre le marché noir.

C. Par ailleurs, nous constatons que le programme de l'A.S.B. comporte des conventions à établir entre les banques, et des recommandations à adresser à ses membres. Les banques sont seules liées par les premières – en tant qu'elles y ont adhéré, ce qui est laissé à leur appréciation – et elles sont libres de ne pas se conformer aux secondes, ce à leurs risques et périls bien entendu. De plus, les mesures envisagées n'ont pas un caractère unilatéral et concernent tous les pays belligérants sans qu'il soit fait de distinction entre l'un et l'autre camp.

Il convient néanmoins de ne pas se dissimuler que, nonobstant le caractère modéré, relevé ci-dessus, du mémorandum de l'A.S.B., sa mise en application peut faire surgir des difficultés. L'Allemagne en effet attache du prix aux bons offices que lui prêtent les banques suisses et qui lui facilitent ses importations en provenance de pays neutres, tels l'Espagne, la Suède ou la Turquie. D'autre part, si l'A.S.B. ne fait pas montre de la bonne volonté que les Gouvernements alliés attendent d'elle, ceux-ci n'hésiteront pas à publier leur avertissement et les banques, dans la crainte d'être portées sur la liste noire, se verront forcées de réduire dangereusement leur activité.

Il s'agit dès lors de manœuvrer au mieux pour éviter ces deux écueils. Conscient de la difficulté, le Département politique s'y emploiera avec prudence, en plein accord avec la délégation permanente aux accords commerciaux.

D. De son côté, la Banque Nationale Suisse, se plaçant sur le terrain de la politique monétaire, a examiné la recommandation que l'A.S.B. se propose d'adresser à ses membres au sujet de leurs opérations en devises. Dans une lettre, elle constate que cette recommandation n'entre pas en opposition avec la ligne de conduite qu'elle entend suivre dans ce domaine.

IV.

L'A.S.B. est prête à remettre aux Gouvernements alliés son mémorandum, le Département politique se bornant à en assurer la transmission par la voie la plus rapide.»

6. *Cf.* E 2001 (E) 2/558.

Sur la base des considérations qui précèdent et conformément à la proposition du Département politique, le Conseil fédéral prend acte du présent rapport[7].

7. *Le jour même, un télégramme est adressé à P. Keller à Londres: [...]* Conseil fédéral prit connaissance contre-propositions Association et consent sans enthousiasme à ce que remettez au nom Association et sans mentionner Conseil fédéral Memorandum à Bliss sous réserve de modification suivante *[...]* (E 7110/1976/134/61).

Par ailleurs, le 22 juin, le Chef du DPF avait accordé une entrevue à une Délégation de l'ASB composée de P. Jaberg, Ed. Barbey, F. Bates et A. Caflisch: M. le Conseiller fédéral Pilet-Golaz exprime, après avoir rappelé l'entrevue des représentants de l'Association avec la Délégation financière du Conseil fédéral en date du 1er mars, l'avis que le moment paraît indiqué pour réaliser la proposition de l'Association d'envoyer aux Etats-Unis une Délégation financière. En attendant encore on risquerait de ne plus pouvoir voyager ou d'arriver trop tard. Le Chef du Département politique rappelle qu'il avait défini la mission de cette Délégation comme étant une patrouille. Les Délégués ne seront donc pas des négociateurs mais des explorateurs devant chercher à connaître les réactions et les intentions du partenaire. *[...]* Il pense à une exploration générale concernant l'économie de l'après-guerre et ajoute que l'après-guerre immédiat et la période de reconstruction du monde nous intéressent le plus. La Suisse désire avoir une place dans le monde de l'après-guerre qui ne sera peut-être pas la même que celle qu'elle occupait avant la guerre. Il faudrait rechercher quelle est la place que notre pays pourra prendre dans le cadre de la politique générale des Etats-Unis et examiner si elle est compatible avec nos conditions d'existence, en examiner les avantages, les dangers et les répercussions éventuelles sur les problèmes particuliers qui se posent pour nous actuellement. *Les participants discutent ensuite des relations économiques, monétaires et culturelles avec les Etats-Unis. Enfin, Pilet-Golaz précise que le Gouvernement va prendre position au sujet du mémorandum de l'ASB:* il ne méconnaît nullement l'urgence de la question, mais il ne cache pas que le mémorandum prévoit des mesures d'une si grande importance que les membres du Conseil fédéral doivent avoir la possibilité de l'examiner à fond (E 2001 (E) 2/646). *Sur les difficultés d'organisation de cette mission, cf. aussi* E 2001 (E) 2/575 *et* E 2809/1/2.

Sur la séance du 1er mars 1944, cf. E 2001 (E) 2/641.

168

E 2300 Rom/47

Le Consul général de Suisse à Milan, F. Brenni, au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna[1]

R Milan, 28 juin 1944

Faisant suite à mon rapport du 22 de ce mois[2], au sujet des patriotes en Italie, j'ai l'honneur de vous adresser par la présente, à votre orientation, quelques exemplaires de journaux clandestins que j'ai pu me procurer et qui vous intéresseront certainement. Hier soir, accompagnant une visite à la porte de la

1. *M. Pilet-Golaz a visé ce document le 29 juin 1944.*
Cf. aussi E 4001 (C) 1/283.
2. *Non reproduit.*

maison, j'ai trouvé sur le seuil un certain nombre de morceaux de papier, dont je vous en remets deux en vision. Ces petites feuilles volantes, qui sont jetées dans les rues en différents endroits pendant la nuit, constituent malheureusement la preuve que le mouvement des patriotes s'oriente toujours plus vers le communisme.

A ce sujet, j'ai pu avoir des informations dans le sens que de nombreux ouvriers qui avaient donné leur adhésion à des mouvements clandestins à tendance plutôt de droite, se laissent de plus en plus persuader par la propagande communiste, qui vient d'être faite d'une façon très habile parmi les différents mouvements. On m'assure à ce sujet que plusieurs agents ont été transférés en Italie avec des parachutes. Il s'agit de soldats italiens faits prisonniers par les Russes et qui, après un séjour d'une année en Russie, sont devenus des agents très appréciés par le communisme.

Les mouvements et les épisodes de révolte de la part des groupes de patriotes augmentent de jour en jour et ont lieu un peu partout. Il s'agit là d'indices précurseurs d'un mouvement plus vaste, qui, suivant les informations que je viens de recueillir, devrait avoir lieu vers la moitié de juillet. On parle même de la date du 13 juillet. D'autre part, j'ai été informé que le mot d'ordre des patriotes est constitué par le message spécial, déjà transmis par la radio Londres en italien: «*La polenta à cotta.*» Ce message a été transmis avant-hier comme message numéro 16. Si on tient compte des jours qui manquent encore pour arriver au 13 juillet, on est amené à penser que cette date pourrait être vraiment celle qui a été fixée pour le soulèvement général.

Vous comprendrez qu'il est assez difficile d'obtenir à ce sujet des renseignements plus précis et en tout cas absolument certains. Je suis toutefois de l'avis qu'il faudrait, de la part de nos Autorités, accentuer beaucoup la surveillance parmi les réfugiés italiens qui se trouvent en Suisse, car il est en tout cas certain que les groupes de patriotes agissant ici, se maintiennent en contact avec les réfugiés. On m'a même assuré que aussi de la part des réfugiés italiens en Suisse, des listes seraient préparées, relatives aux personnes résidant en Italie, qui, au moment venu, doivent être arrêtées ou même tuées. Cela paraît être le comble pour des réfugiés, mais il faut cependant s'attendre à tout, et par conséquent il est de notre devoir de prendre toutes les mesures voulues.

169

E 7110/1973/134/8

Le Secrétaire du Vorort de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie, E. Frey, au Directeur du Vorort de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie, H. Homberger

Copie
L

London, 3. Juli 1944

Die Verhandlungen sind jetzt in das entscheidende Stadium getreten und es ist von hier aus nicht zu beurteilen, ob es zu einem Vertrag kommt oder ob wir einmal mehr nach geduldigen Bemühungen und ehrlichem Bestreben den alli-

ierten Begehren entgegenzukommen, mit leeren Händen zurückkommen[1]. Es gibt zweifellos Gründe, die es auch für die Alliierten wünschbar erscheinen lassen, mit der Schweiz zu einem Abkommen zu gelangen. Zu diesen Gründen gehört aber sicher in letzter Linie der in der Schweiz offenbar viel zitierte Zeitungsartikel von Walter Lippmann; man glaubt offenbar in manchen Kreisen in der Schweiz noch zu sehr daran, dass gefühlsmässige Erwägungen bei den Alliierten zu gunsten der Schweiz einen Einfluss haben, der dann in Navicertquoten ausgemünzt werden kann. Meine bisherigen Erfahrungen gehen dahin, dass für unsere Partner nur das nackte Interesse eine wesentliche Rolle spielt, wobei ich allerdings glaube, dass auch ein gewisses Interesse daran besteht, mit der Schweiz im jetzigen Moment keinen vertragslosen Zustand herbeizuführen. Man wird jedoch gut daran tun, dieses Interesse nicht zu überschätzen. Auch das Verständnis für die besondere Lage der Schweiz ist sehr bald erschöpft, wenn es sich um die Diskussion von konkreten Fragen handelt; dies umsomehr als diese konkreten Fragen von untergeordneten Beamten behandelt werden, bei denen die allgemeinen Erwägungen hinter dem Ziel, einen besondern Erfolg herauszuholen, zurücktreten. Auf diese untergeordneten Beamten ist man jedoch stark angewiesen; hier vielleicht noch stärker als anderswo; obwohl wir jederzeit die Möglichkeit haben mit Foot und Riefler in Verbindung zu treten, so werden doch auch deren Entscheidungen weitgehend von ihren Mitarbeitern beeinflusst.

Darüber hinaus scheint mir, dass ganz bewusst und in steigendem Masse ein Druck auf uns ausgeübt wird, um uns möglichst deutlich vor Augen zu führen, was für uns auf dem Spiele steht. Nur so kann ich es mir erklären, dass, seitdem wir die Verhandlungen aufgenommen haben, nicht ein einziges der von der Delegation vorgebrachten kleinen und kleinsten und zum Teil sehr wohlbegründeten Einzelbegehren, angefangen von den Lokomotiven bis hinunter zum Navicert für die 50 Tonnen Wolle im Zusammenhang mit dem «Compensation Deal», positiv erledigt worden ist. Es ist unverkennbar, dass alles wofür wir das kleinste Interesse zeigen, von den Partnern «en suspens» gehalten wird mit der stereotypen Bemerkung, dass die Sache sich in Prüfung befinde.

Die grosse Schwierigkeit und Schwäche unserer Verhandlungen liegt darin, dass wir nichts oder doch nur sehr wenig direkt ausmünzen können. Das scheint im Hinblick auf die grossen bereits auf uns genommenen Opfer paradox. Es ist sicher, dass beispielsweise unsere Haltung in der Transitfrage hier Befriedigung ausgelöst hat. Es liegt aber leider in der Natur der Sache, dass wir unsere Haltung auf diesem Gebiet nicht ausmünzen konnten. Unsere Leistung ist bereits erbracht; wir können nicht sagen: wenn wir das und das erhalten, werden wir jene Transitleistungen an die Achse einstellen. Wir können offenbar nicht einmal damit drohen, dass wir den Transitverkehr wieder wesentlich larger beurteilen werden, wenn ein Abkommen nicht zustande kommt, nachdem wir erklärten, dass unsere Haltung auf diesem Gebiet ein Ausfluss unserer Neutralitätspolitik sei. Wir können lediglich hoffen, dass die Alliierten unsere neutrale Haltung anerkennen und uns als Gegenleistung die vorgebrachten

1. *Sur ces négociations, cf. notamment,* E 7110/1973/135/49 *et* 18; E 7110/1967/32/821/Grossbritannien/2; E 7110/1973/134/9 *et* 61; E 2001 (E) 2/625.

Begehren erfüllen. Ich bin jedoch auf Grund der bis jetzt gemachten Erfahrungen skeptisch, ob die Alliierten bei der Aufstellung der Bilanz unsere bereits gemachten Entgegenkommen gebührend würdigen. Ihre neuesten Vorstösse beispielsweise betreffend die Fixierung eines globalen Plafonds beim Transit – eine Frage, die wir hier glaubten endgültig erledigt zu haben –, lassen eher die Vermutung zu, dass sie beabsichtigen, auch auf diesem Gebiet die Unbefriedigten zu spielen. Das gleiche Schicksal teilt z. B. die starke Haltung der Schweiz in Bezug auf die Kreditfrage; ich fürchte, dass sich unsere Partner sagen, dass wir im Falle eines Bruches kaum dazu übergehen würden, wiederum grössere Kredite in das deutsche Clearing zu pumpen, nachdem es schliesslich schweizerisches Geld ist, das dafür aufgewendet wird. Ja selbst in Bezug auf Ausfuhrkontingente sagen sich unsere Partner vielleicht, dass beim Nicht-Zustandekommen eines Vertrages zwar manches ungünstiger sein könnte, als es heute vorgesehen ist, dass aber die beschränkt vorhandenen Clearingmittel sowie das schweizerische Interesse an einer gleichmässigen Aufteilung dieser Mittel eine wirklich starke Steigerung der Ausfuhr unter den inkriminierten Positionen kaum zulassen.

Es kommt daher bis zu einem gewissen Grade darauf hinaus, in wieweit unsere Partner «fair play» spielen und unsere bereits gemachten Leistungen anerkennen und uns dafür etwas geben. Meine diesbezügliche Zuversicht ist nicht gewachsen, seitdem ich das M.E.W. aus eigener Erfahrung kennen gelernt habe. Auf alle Fälle setze ich keine grossen Hoffnungen auf unseren unmittelbaren Partner Herrn Seebohm. Ein besonderes Wohlwollen für die Schweiz konnte ich bis jetzt kaum feststellen; vielmehr scheint mir, dass es ihm darum zu tun ist, aus diesen Verhandlungen einen persönlichen Erfolg zu machen. Ich glaube, dass die wesentliche Verschärfung der Haltung in der letzten Zeit in allen Einzelfragen auf seine Initiative zurückzuführen ist: es soll der Schweiz damit deutlich die vielfache Abhängigkeit von dieser Seite vor Augen geführt werden. Unerfreulich macht sich in letzter Zeit noch eine eigentliche unenglische Arroganz geltend. Leider ist aber Herr Seebohm für unsere Verhandlungen von grosser Bedeutung. Sein amerikanisches Pendant: Herr Lovitt (wie Herr Seebohm nicht Beamter sondern nur temporär im Staatsdienst) wäre wahrscheinlich weniger rigoros, hat aber infolge geringerer Vertrautheit mit der Materie offenbar einen geringeren Einfluss. Der eigentliche Verhandlungschef, ein gewisser Herr Villiers, der in den ersten Sitzungen aufgetreten ist, ist von der Bildfläche völlig verschwunden. Es handelt sich um einen aus dem Ruhestand zurückgeholten früheren Beamten des Foreign Office, der sich durch besonders merkwürdige Manieren auszeichnete. Seine ziemlich inkoherente Beteiligung an den Verhandlungen erwies sich meistens weder als klärend noch als hilfreich. Es bleibt somit die erste Garnitur: die Herren Foot und Riefler, für welche die Verhandlungen mit der Schweiz offenbar nur den kleinsten Teil ihrer laufenden Arbeit ausmachen. Ich habe Riefler bis jetzt überhaupt noch nicht an einer Sitzung gesehen. Die Sitzungen mit Foot sind meistens sehr kurz, wobei es offensichtlich ist, dass sich Foot nur kurz vorher von Seebohm über den Verhandlungsgegenstand unterrichten lässt. Damit erhält natürlich Seebohm eine sehr starke Stellung. Auch Foot ist zweifellos von keiner Sentimentalität angekränkelt – er müsste nicht praktischer Leiter des Ministeriums

für wirtschaftliche Kriegführung sein –, aber es scheint mir doch, dass er ehrlich bestrebt ist, eine für beide Teile befriedigende Lösung zu finden.

Ich habe mich schon gefragt, ob uns ev. Interventionen an anderer Stelle (beispielsweise Foreign Office) über die Klippe bringen könnten. Man wird aber gut tun, solche Möglichkeiten nicht zu überschätzen, umsomehr als die Gesandtschaft unter den gegenwärtigen Verhältnissen kaum über jene Verbindungen verfügt, die in der Lage wären, gegenüber der Haltung der Fachleute entscheidende Änderungen herbeizuführen. Es wäre übrigens noch fraglich, ob andere Stellen überhaupt dazu gebracht werden könnten, einen für uns günstigen Einfluss beim M.E.W. auszuüben. Die Haltung unserer Partner muss heute eben mehr als je auf den Hintergrund der grossen militärischen Erfolge der letzten Zeit und der heute in allen Kreisen unerschütterlichen Sieggewissheit bezogen werden. In dieser Hinsicht ist sogar eine wesentliche Änderung und Verschärfung der Situation lediglich in der Zeitspanne seit der Aufnahme unserer Verhandlungen eingetreten.

Etwas überrascht war ich über die kürzlich von Herrn Minister Hägloff (bei der holländischen und belgischen Exilregierung akkreditiert und offenbar früherer Leiter der schwedischen Aussenhandelsabteilung) in Erfahrung gebrachten Details über das Abkommen mit Schweden. Man kann sich wirklich fragen, ob beispielsweise die schwedischen Eisenerzlieferungen für die deutsche Rüstung nicht mindestens ebenso wichtig sind als die schweizerischen Waffen- und Munitions-Exporte. Auch die schwedischen Kugellagerlieferungen sind noch ganz erheblich, und trotzdem ist es Schweden gelungen, nicht nur Nahrungsmittel, sondern auch Textilien zu erhalten. Wir fragen uns daher immer wieder, ob es sich beim alliierten Vorstoss um ein ebenso nachdrücklich als geschickt durchgeführtes Erpressungsmanöver handelt. Ich halte dies nach wie vor als möglich und man muss dann nur einmal mehr konstatieren, dass sich die hiesige Haltung kaum von derjenigen unserer nördlichen Nachbarn in ihren guten Zeiten unterscheidet.

Wir werden nun unsere letzte Karte ausspielen und ruhig und sachlich versuchen, das Bestmögliche herauszuholen. Ganz besonders verantwortungsvoll und schwierig wird eventuell die Beurteilung der Frage, ob und bis zu welchem Grade wir uns mit einem Teilergebnis zufrieden geben sollen. Bei einem Rückzugsgefecht sollten offenbar ganz besonders die Textilien verteidigt werden. Sollte aber diese Phase der Verhandlungen mit einem völligen Fehlschlag enden, was ich doch noch nicht glauben will, so wird man sich überlegen müssen, ob wir dann nicht zurückkehren sollten.

Das Leben in London ist wieder etwas unruhiger und ungemütlicher geworden seit der Wiederaufnahme der Bombardierungen. Von einer Störung des täglichen Lebens ist zwar nichts zu spüren, aber die Leute sind doch etwas nervös geworden und nachts sind die Untergrundbahn-Stationen wieder dicht besetzt mit Obdachlosen und andern Leuten, die hier Schutz suchen. Irgendetwas anderes als «nuisance raids» sind diese Angriffe vom militärischen Standpunkt aber kaum. Herrn Prof. Keller und mir geht es andauernd gut.

170

E 2001 (D) 3/270

Le Chef de la Division de Police du Département de Justice et Police, H. Rothmund, au Chef du Département de Justice et Police, Ed. von Steiger[1]

No Bern, 5. Juli 1944

Die Lage an der Front in Italien[2] entwickelt sich in einer Art und Weise, dass vielleicht schon in naher Zukunft Rückwirkungen auf die politischen Verhältnisse in Oberitalien eintreten können. Gewisse Pressemeldungen deuten dies an. Es muss mit der Möglichkeit gerechnet werden, dass tiefgreifende personelle Änderungen in der Zusammensetzung der neofascistischen Regierung eintreten, wenn nicht sogar diese Regierung überhaupt mehr oder weniger ganz zur Seite geschoben wird. Es erscheint deshalb auch möglich, dass eine Reihe der zurzeit in Oberitalien, nahe der Schweizergrenze weilenden führenden neofascistischen Persönlichkeiten versuchen werden, als Flüchtlinge über die Schweizergrenze zu kommen. Zu diesen Persönlichkeiten ist vor allem auch Herr Mussolini zu rechnen.

Ein allfälliger Grenzübertritt des Herrn Mussolini würde die schweizerischen Behörden vor die sehr heikle Frage stellen, ob Asyl gewährt oder die Rückweisung verfügt werden soll. Die Erfahrungen mit den Fällen Alfieri, Edda Ciano und Bastianini zeigen, dass es jeweilen verhältnismässig lange dauert, bis die Stellungnahmen des Eidgenössischen Politischen Departementes und der Bundesanwaltschaft vorliegen und vom Bundesrat über Aufnahme oder Rückweisung entschieden werden kann. Das liegt nicht etwa daran, dass die Angelegenheiten von den verschiedenen interessierten Amtsstellen nicht rasch behandelt würden, sondern daran, dass Erkundigungen eingeholt werden müssen und dass jeweilen eine reifliche Abwägung aller Gründe, die für und wider eine Asylgewährung sprechen, notwendig ist. Während der Dauer dieser Prüfung geht aber unter Umständen sehr wertvolle Zeit verloren.

Sollte eines Tages Herr Mussolini sich genötigt sehen, die Flucht ins Ausland zu versuchen, so wird das voraussichtlich in einer Zeit geschehen, in der sich die Entwicklung der Lage in Oberitalien überstürzt und die Verhältnisse nahezu von Stunde zu Stunde ändern. Unter Umständen wird eine Rückweisung, sofern sie verfügt werden sollte, möglich und tunlich sein, wenn sie sofort nach Grenzübertritt durchgeführt wird, während sie vielleicht schon am folgenden Tage nicht wohl mehr vollzogen werden kann. Ich bin deshalb der Auffassung, dass man heute schon die Frage einer allfälligen Aufnahme oder Rückweisung des Herrn Mussolini einlässlich prüfen und den allenfalls notwendigen Entscheid des Bundesrates vorbereiten oder sogar zum voraus treffen sollte.

---

1. *Cf. aussi* E 4001 (C) 1/284.
2. *A ce sujet et sur le risque d'un afflux de réfugiés italiens en Suisse, cf. notamment le rapport du Consul général de Suisse à Milan du 22 juin 1944* (E 2300 Rom/47).

Es ist allerdings nicht üblich, in solchen Angelegenheiten Entscheide zu treffen für Tatbestände, die noch gar nicht eingetreten sind und möglicherweise auch gar nicht eintreten werden. Der Entscheid über eine allfällige Aufnahme des Herrn Mussolini wird aber, wie bereits gesagt, voraussichtlich sehr rasch getroffen werden müssen, wenn er praktisch soll durchgeführt werden können, und er wird auch von ausserordentlicher Tragweite für die aussenpolitische Stellung der Schweiz sein. Ich glaube deshalb, dass es sich rechtfertigt, unter diesen besondern Umständen einmal einen Entscheid zu treffen für einen vorläufig noch hypothetischen Fall. Die Gründe, die für und wider die Aufnahme des Herrn Mussolini sprechen, dürften heute schon abschliessend beurteilt werden können. Es ist nicht anzunehmen, dass Dinge vorkommen, die einen heute getroffenen Entscheid noch wesentlich beeinflussen und als unrichtig erscheinen lassen könnten, vorausgesetzt, dass ein Grenzübertritt im Laufe der nächsten paar Monate stattfinden sollte.

Ich erlaube mir deshalb, anzuregen, die Frage einer allfälligen Asylgewährung an Herrn Mussolini sei heute schon in der gebotenen diskreten Art und Weise mit dem Eidg. Politischen Departement und mit der Bundesanwaltschaft zu prüfen und eventuell dem Bundesrat zur Stellungnahme zu unterbreiten.

Zur materiellen Frage, ob Herrn Mussolini gegebenenfalls Asyl gewährt werden sollte oder nicht, möchte ich meinerseits nicht Stellung nehmen, da dies eine hochpolitische Frage ist, zu deren Beurteilung ich mich nicht für zuständig erachte. Ich möchte lediglich auf meine Ausführungen verweisen, die ich mit meinen Schreiben vom 28. Oktober und 5. November 1943 zum Fall Alfieri gemacht habe[3]. Ich habe damals einlässlich auseinandergesetzt, weshalb es mir grundsätzlich untragbar erscheine, führende fascistische Persönlichkeiten als Flüchtlinge in der Schweiz aufzunehmen. Ich habe aber beigefügt, dass es unter diesen Persönlichkeiten allerdings auch Männer gebe, die unserem Lande gegenüber stets eine wohlwollende Haltung eingenommen hätten, weshalb ihnen m.E. das schweizerische Asyl nicht verweigert werden sollte. Ich halte die damals gemachten Überlegungen nach wie vor für richtig und auch auf Herrn Mussolini anwendbar. Nun ist bekannt, dass Herr Mussolini als italienischer Regierungschef der Schweiz gegenüber im allgemeinen eine wohlwollende Haltung eingenommen hat. Das spräche somit für Asylgewährung. Demgegenüber ist aber nicht zu übersehen, dass in der Zwischenzeit namentlich der Prozess gegen die frühern Mitglieder des Grossen Fascistenrates stattgefunden hat und dass wohl Herrn Mussolini ein grosser Teil der Verantwortung für die Durchführung dieses Prozesses und für die gefällten Todesurteile trifft. Die Hinrichtung einer grössern Zahl von Mitgliedern eines verfassungsmässigen Rates nur allein deshalb, weil sie es wagten, wenigstens einmal in einer Abstimmung gegen die Auffassung des Regierungschefs zu stimmen, verstösst derart gegen die staatspolitischen Auffassungen unseres Volkes, dass man sich fragen muss, ob es nicht von vornherein schon mit der Würde und dem Ansehen unseres Landes nicht vereinbar wäre, die Frage der Asylgewährung an Herrn Mussolini überhaupt ernsthaft zu diskutieren.

Ausser Herrn Mussolini könnten eines Tages auch andere Herren des neo-

3. *A ce sujet, cf. ci-dessus N° 41, ainsi que* E 2001 (E) 1/91, E 2809/1/4 *et* E 4001 (C) 1/282.

fascistischen Regimes versuchen, als Flüchtlinge in die Schweiz zu kommen, wie z. B. Herr Dr. Pavolini und Herr Farinacci[4]. Ich werfe absichtlich die hier für Herrn Mussolini gestellte Frage nicht auf, wie ich sie nicht aufwerfen möchte beispielsweise für die Herren Laval[5] und Darnand, die ebenfalls vielleicht schon in kurzer Zeit den Versuch unternehmen könnten, als Flüchtlinge in die Schweiz zu kommen, und schon gar nicht für die Herren Hitler, Goering, Himmler und Goebbels. Denn ich betrachte es als selbstverständlich, dass diesen Herren schweizerischerseits das Asyl verweigert werden müsste[6].

4. *Pilet-Golaz a souligné ce nom et a écrit dans la marge:* exclu.
5. *Pilet-Golaz a souligné ce nom et a inscrit dans la marge un point d'interrogation.*
6. *Annotation, en tête du document, de Pilet-Golaz pour Bonna:* Je n'aime pas beaucoup que l'on traite ces questions par écrit. Nous conférerons. 5.7.44.
Annotation de Bonna: J'ai exposé verbalement nos vues à M. Rothmund. 17/7.

171

E 4800 (A) 1967/111/330

Le Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz, au Ministre de Suisse à Budapest, M. Jaeger

Copie
L VR

Bern, 7. Juli 1944

Wir beehren uns, den Empfang Ihres Schreibens vom 28. Juni anzuzeigen, mit dem Sie uns einen Bericht des Judenrates von Budapest über die Behandlung der ungarischen Juden in Ungarn (in zwei Exemplaren), sowie einen angeblich auf Aussagen zweier slowakischer Juden zurückgehenden Bericht über die Vernichtungslager in Auschwitz und Birkenau (Oberschlesien) zugestellt haben[1].

Diese beiden Berichte sind offenbar schon einige Tage zuvor auf einem andern Wege in die Schweiz gelangt, von gewissen philosemitischen Hilfsorganisationen vervielfältigt und sodann von ihnen unter die verschiedensten Stellen und Organisationen verteilt worden. Bereits mit einer Eingabe an den Bundesrat vom 26. Juni hatte sie uns der Schweizerische evangelische Kirchenbund zukommen lassen. Wir haben Grund zu der Annahme, dass sie auch den Gesandtschaften der wichtigsten alliierten Mächte in Bern, ja sogar der Ungarischen Gesandtschaft in die Hände gespielt worden sind. Ferner weisen Telegramme aus Schweden und der Türkei, die in unserer Presse erschienen, darauf hin, dass die nämlichen Dokumente Pressekorrespondenten in Stockholm und Ankara zugänglich waren.

Wir dürfen Ihnen nicht verschweigen, dass diese Nachrichten in der schweizerischen öffentlichen Meinung beträchtliches Aufsehen erregt haben und alle verantwortungsbewussten Kreise unseres Volkes mit Entsetzen und Abscheu erfüllen. Dass ein Volk, das sich seiner tausendjährigen christlichen Bildung

1. *Cf.* E 2001 (D) 3/172 *et* E 2001 (D) 1968/74/14.

mit Recht zu rühmen und sich mit Stolz als den östlichen Eckpfeiler der abendländischen Kultur zu bezeichnen pflegt, seine besten Traditionen von einem Tag auf den andern vergessen soll, kann hierzulande einfach nicht verstanden werden. Wir sind nicht in der Lage zu verhindern, dass die schweizerische Presse sich in steigendem Masse mit diesen erschütternden Vorgängen befasst, und mit ernster Sorge müssen wir uns vergegenwärtigen, welche Belastung dieses Problem nicht bloss heute, sondern auch in den kommenden Zeiten für die schweizerisch-ungarischen Beziehungen zu bilden droht.

Wir haben nicht unterlassen, die ernstliche Aufmerksamkeit des deutschen Gesandten auf diesen Aspekt der Angelegenheit mündlich hinzulenken. Auch hat einer unserer Mitarbeiter die Gelegenheit wahrgenommen, vor einer Woche dem ungarischen Geschäftsträger, der von sich aus das Problem angeschnitten hatte, in aller Öffentlichkeit darzulegen, zu welchen Besorgnissen uns die ungarischen antisemitischen Massnahmen Anlass geben und welche Rückwirkungen sich daraus für die schweizerisch-ungarischen Beziehungen einzustellen drohen. Herr von Tahy hat diese Eröffnungen mit Verständnis aufgenommen, indessen einige Zweifel geäussert, ob sein Gewicht in Budapest gross genug sei, um seine Regierung zur Selbstbesinnung und Einkehr bewegen zu können.

Unter diesen Umständen wären wir Ihnen dankbar, wenn Sie auch Ihrerseits bei Gelegenheit einer Vorsprache auf dem Ministerium des Auswärtigen sich zum Dolmetsch unserer ernsten Besorgnis machen wollten. Auch würde es uns zweckmässig scheinen, wenn Sie in Gesprächen mit weitern ungarischen Kreisen kein Hehl daraus machen würden, welche Reaktionen die antisemitischen Massnahmen der ungarischen Regierung bei Ihrer Regierung und im Schweizervolk ausgelöst haben[2].

Mittlerweile suchen wir mit dem eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartement[3] nach Mitteln und Wegen, um womöglich einigen ungarischen Juden Schutz und Hilfe zukommen zu lassen, und wir dürfen uns vorbehalten, Ihnen in Bälde deswegen weitere Weisungen zu erteilen.

---

2. *Avant d'envoyer cette lettre, le DPF avait consulté le CICR: le 3 juillet, Ed. de Haller avait eu un entretien avec le Président du CICR:* Sous réserve de l'avis du bureau du CICR, qui doit en délibérer le 5 juillet, M. Huber m'a répondu en substance comme suit: Le CICR considère que son devoir primordial consiste à poursuivre les actions de secours qu'il peut effectivement déployer. Il évite donc de compromettre, par des efforts stériles, le peu qu'il est en mesure de faire. M. Huber doute par ailleurs qu'il soit possible pour les autorités hongroises de remonter le courant. Pour ce qui est de la Croix-Rouge hongroise, qui n'a jamais joui de beaucoup d'autorité, il faut admettre qu'elle serait impuissante en cette circonstance. M. Huber ajoute encore qu'il se pourrait que la pression exercée sur le CICR fût tellement forte qu'il se résigne à intervenir pour paraître sauver l'honneur; une telle détermination comporterait des conséquences extrêmement graves.

M. Huber ajoute que, si, de son côté, le Conseil fédéral jugeait pouvoir intervenir dans cette affaire malgré la neutralité de la Suisse, cela ne pourrait pas nuire au CICR, bien au contraire (*notice du 4 juillet 1944*, E 2001 (D) 1968/74/14).

Finalement, M. Huber adressera au Régent Horthy une lettre qui sera transmise avec l'aide discrète des diplomates suisses, cf. ci-dessous, annexe du N° 187.

3. *Ayant reçu des documents sur le sort réservé aux Juifs, H. Rothmund les retourne à J. Schwarzenberg, du CICR, en les commentant ainsi:* Ihrer Empfehlung folgend, habe ich die Schriftstücke durchgesehen und bin von neuem erschüttert, mit welcher «Sorglosigkeit»

ANNEXE I

E 2001 (D) 3/172

Notice du Chef de la Section politique du Département politique, K. Th. Stucki

VR Bern, 7. Juli 1944, 18 h.

Weisungsgemäss habe ich heute um 17.45 endlich mit Herrn Dr. Rothmund die Frage besprechen können, ob die Schweiz für die verfolgten ungarischen Juden in der Weise etwas tun könnte, dass, ähnlich wie dies die Schweden getan haben, in einigen Fällen Einreisevisa nach der Schweiz zugesichert würden. Es handle sich um einen Versuch, und wir seien uns durchaus im klaren, dass die Ausreise aus Ungarn sowie der Transit und die Ausreise aus Deutschland damit noch nicht geregelt seien.

Nach unserer Auffassung wäre diese Zusicherung in erster Linie solchen ungarischen Juden zu geben, die mit der Schweiz durch engere verwandtschaftliche oder auch berufliche bzw. geschäftliche Bindungen verknüpft sind, daneben aber auch vor allem Kindern.

Herr Dr. Rothmund, dem ich auch vertraulich von unsern allgemeinen Weisungen an Herrn Minister Jaeger Kenntnis gegeben habe, ist von unserer Initiative geradezu beglückt und geht mit grösster Bereitschaft auf unsere Absichten ein. Für die Kinder sieht er gar keine Schwierigkeiten: eine solche Zusicherung scheint ihm geradezu eine Selbstverständlichkeit. Die Formulierung der Kategorien von Erwachsenen, die allenfalls zugelassen werden könnten, sollte seiner Meinung nach aber möglichst elastisch gehalten werden, für den – allerdings ziemlich unwahrscheinlichen – Fall, dass die Aktion glücken sollte und wir durch unsere Zusicherungen zu sehr gebunden wären; denn es würde sich doch nur um eine beschränkte Anzahl handeln können, die wir aufzunehmen in der Lage wären[4]. Er empfiehlt mir deshalb, über diesen Punkt noch mit dem Chef des Emigrantenbureaus, Herrn Dr. Düby, Fühlung zu nehmen. Leider habe ich ihn heute abend nicht mehr erreichen können.

ANNEXE II

E 2001 (D) 3/172

Notice du Chef de la Section politique du Département politique, K. Th. Stucki[5]

VR Bern, 8. Juli 1944

Herr Dr. Düby, Chef des Emigrantenbureaus bei der Eidg. Fremdenpolizei, teilt mir auf Anfrage mit, die Praxis der Fremdenpolizei gegenüber den ungarischen Juden entspreche schon heute weitgehend den vom Politischen Departement geäusserten Wünschen. Darnach werden Visa grundsätzlich zugesichert

1. jüdischen Kindern,
2. betagten Juden,
3. Juden, die zur Schweiz engere verwandtschaftliche, berufliche oder sonst geschäftliche Beziehungen unterhalten.

---

gewisse Elemente mit dem Geschick des anständigen deutschen Volkes umspringen. Darf man sich da noch wundern, wenn Menschen aus andern Erdteilen es für nötig finden, das Geschick Europas in die Hand zu nehmen? Es ist einfach unfasslich (*lettre du 27 juin 1944,* E 4800 (A) 1967/111/43).

4. *Annotation marginale de Pilet-Golaz le 8 juillet:* naturellement.
5. *Pilet-Golaz a lu et annoté cette notice dictée par K. Th. Stucki le jour même.*

In derart gelagerten Fällen seien praktisch Visa kaum verweigert worden, seit in Ungarn die Sondermassnahmen gegen die Juden eingesetzt haben. Er habe mit Herrn Minister Jaeger anlässlich seines letzten Besuches in Bern, vor ca. Monatsfrist, die Sache in diesem Sinne besprochen, und Herr Jaeger sei also durchaus im Bilde.

Der praktische Erfolg sei allerdings gleich null; der Umstand, dass ein fremder Jude in seinem Pass ein schweizerisches Einreisevisum habe, präjudiziere in keiner Weise die Erteilung eines ungarischen oder deutschen Ausreisevisums; ganz im Gegenteil[6]. Zuweilen habe man geradezu den Eindruck gehabt, solche Juden seien damit erhöhten Gefahren ausgesetzt, sie ziehen damit die besondere Aufmerksamkeit der fremden Polizeiorgane auf sich. Die Fremdenpolizei sei denn auch sehr vorsichtig und vermeide es, Juden zu veranlassen, zur Eintragung des Visums auf einem schweizerischen Konsulat vorzusprechen.

Die Fremdenpolizei habe sich gefragt, ob die schweizerischen Gesandtschaften nicht-schweizerische Juden[7], denen das schweizerische Einreisevisum erteilt sei, bei der Einholung des Ausreisevisums unterstützen könnten. Ich erwidere, dass ich mir davon leider nichts versprechen könne; solche Interventionen würden sicher barsch abgelehnt werden mit dem Hinweis, dass keine schweizerischen Interessen auf dem Spiele stehen[8]. Die Gesandtschaften würden also ihren Kredit ohne jeden Nutzen verpulvern.

Herr Düby erwähnt zum Schluss, dass bisher nur eine Gruppe von neun ungarischen Juden, mit gefälschtem Schweizer Einreisevisa, haben einreisen können, weil sie sich bei der Polizei mit beträchtlichen Lösegeldern losgekauft haben; es handle sich um Angehörige der Familie von Weiss, Inhaber des grossen ungarischen Rüstungskonzerns, die unlängst mit einem Flugzeug von den Deutschen nach Dübendorf verbracht worden seien.

6. *Pilet-Golaz a souligné ces trois mots et inscrit un point d'interrogation dans la marge.*
7. *Pilet-Golaz a souligné ces deux mots et inscrit un point d'interrogation dans la marge.*
8. *Pilet-Golaz a inscrit un point d'interrogation et un point d'exclamation dans la marge.*

172

E 2001 (E) 1970/217/207

Le Chef de la Division de Police du Département de Justice et Police, H. Rothmund, au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna

L Bern, 12. Juli 1944

Die Holländische Gesandtschaft hat am 3. Juli 1944[1] eine Note an Sie gerichtet, mit welcher sie gegen die Rückweisung der vier Holländer

Peter J. *Wiersma*, geb. 9. August 1915,
Lammert *Boekhoudt*, geb. 3. Juni 1917,
Francis Henri *Kousbroek*, geb. 9. März 1918,
Adrien *Bransen*, geb. 22. Juli 1917,

protestiert. Herr Minister Bosch van Rosenthal hat dem Unterzeichneten bei

1. *Non reproduite.*
Cf. la notice (non reproduite) du 11 juillet 1944 de H. Rothmund sur son entretien avec le Ministre van Rosenthal (E 4260 (C) 1974/34/109).

Anlass einer Besprechung von dieser Note Kenntnis gegeben. Er ist von uns mündlich kurz orientiert worden; wir haben ihm jedoch in Aussicht gestellt, dass er durch Ihre Abteilung eine Antwort erhalten werde.

Um Sie in die Lage zu versetzen, rasch antworten zu können, erlauben wir uns, zur holländischen Note hiermit Stellung zu nehmen:

Nach unserer Flüchtlingskartothek sind die vier in der Note erwähnten Holländer am 16. März 1943 bei La Cure an der Schweizergrenze erschienen und am selben Tag zurückgewiesen worden. Nach den Angaben in unserer Kartothek haben sich alle vier als Büroangestellte ausgegeben und als Grund für die Flucht genannt: «Wollten nicht in den deutschen Arbeitsdienst. Zwangsrekrutierung.» Aus den uns bisher vorliegenden Angaben geht somit nicht hervor, dass die vier Flüchtlinge den schweizerischen Grenzorganen gegenüber erklärt hätten, sie seien holländische Unteroffiziere, 1940 in deutsche Kriegsgefangenschaft geraten, dann nach Hause entlassen und im März 1943 wiederum in die Kriegsgefangenschaft zurückgerufen worden. Es geht ferner daraus nicht hervor, dass die vier Flüchtlinge von den schweizerischen Grenzorganen den deutschen Grenzorganen übergeben worden wären, wie in der Note dargelegt wird; wir betrachten es nicht als ausgeschlossen, dass die vier Flüchtlinge schweizerischerseits zwischen zwei Grenzposten über die Grenze zurückgestellt, dann aber einer deutschen Patrouille begegnet und von dieser angehalten worden sind. Wir haben immerhin die Eidg. Oberzolldirektion gebeten, den Tatbestand, soweit das heute noch möglich ist, abzuklären und uns darüber zu berichten. Wir behalten uns vor, später auf die Sache zurückzukommen.

Heute schon muss u.E. in aller Form festgehalten werden, dass die Schweiz nach Art. 13 des Haager Abkommens über die Rechte und Pflichten der neutralen Mächte und Personen im Falle eines Landkrieges, vom 18. Oktober 1907, nicht verpflichtet ist, entwichene Kriegsgefangene bei sich aufzunehmen. Der Wortlaut des Artikels lässt hierüber keine Zweifel offen; überdies bestätigt die Anmerkung 1 der schweizerischen amtlichen Ausgabe (1939) des Haager Abkommens in der Sammlung «Staatsverträge über Landkrieg und Neutralität» ausdrücklich, dass der neutrale Staat völlig frei sei in der Aufnahme oder Rückweisung entwichener Kriegsgefangener.

Man könnte sich fragen, ob Flüchtlinge von der Art der hier in Frage stehenden vier Holländer rechtlich als entwichene Kriegsgefangene zu behandeln seien. Es ist jedoch nicht notwendig, dies zu entscheiden; denn wenn schon die Schweiz nicht verpflichtet ist, entwichene Kriegsgefangene aufzunehmen, ist sie auf jeden Fall auch nicht verpflichtet, Flüchtlinge der in Frage stehenden Art aufzunehmen.

Die Holländische Gesandtschaft beruft sich auf die Note, die Ihr Departement am 6. Juli 1943[2] an die Gesandtschaft gerichtet hat. In dieser Note haben Sie, gestützt auf unser Schreiben vom 29. Juni 1943[3], der Gesandtschaft die Zusicherung abgegeben, dass holländische Wehrmänner, die von den deutschen Behörden wiederum in Kriegsgefangenschaft zurückgerufen worden sind, von der Schweiz gleich entwichenen Kriegsgefangenen behandelt und auf-

2. *Non reproduite.*
3. E 4260 (C) 1974/34/109.

genommen würden. Ihre Note war die Antwort auf eine entsprechende Anfrage der Holländischen Gesandtschaft mit Note vom 1. Juni 1943. Die Holländische Gesandtschaft kann sich für die vier erwähnten Holländer aber nicht auf die ihr am 6. Juli 1943 gegebenen Zusicherung berufen, weil die Rückweisung längere Zeit vorher, nämlich am 16. März 1943, erfolgt ist.

Unseres Wissens ist der Holländischen Gesandtschaft, ausser mit der erwähnten Note vom 6. Juli 1943, nie in verbindlicher Weise zugesichert worden, dass holländische entwichene Kriegsgefangene in der Schweiz unter allen Umständen aufgenommen würden. Allerdings sind entwichene Kriegsgefangene seit längerer Zeit von den schweizerischen Behörden als Flüchtlinge aufgenommen worden; dies geschah aber freiwillig, ohne Verpflichtung. Es ist ferner unberechtigt, wenn sich die Holländische Gesandtschaft auf das Asylrecht beruft; denn weder der Ausländer noch sein Heimatstaat kann der Schweiz gegenüber einen Anspruch auf Asylgewährung geltend machen.

Die Holländische Gesandtschaft protestiert ferner dagegen, dass die vier Flüchtlinge den deutschen Behörden übergeben worden seien; sie betrachtet dies als eine Unterstützung der einen der kriegführenden Parteien und damit als neutralitätswidrige Handlung. Wir lassen vorerst die Frage offen, ob die vier Holländer tatsächlich den deutschen Behörden übergeben worden sind. Auch wenn dies der Fall gewesen wäre, ist der holländische Protest unberechtigt. Die Schweiz ist völlig frei, Ausländer, die illegal über die Schweizergrenze zu kommen versuchen, so wieder über die Grenze zurückzuschaffen, wie sie es den Umständen nach für richtig betrachtet. Es wäre unrichtig, die Ausschaffung als Unterstützung der einen Kriegspartei und damit neutralitätswidrige Handlung zu bezeichnen. Weder die Unterstützung einer fremden Macht noch Neutralität stehen in Frage, vielmehr einzig und allein eine polizeiliche Selbstschutzmassnahme der Schweiz, nämlich die Abwehr unerwünschter und illegal eingereister Ausländer. Die Übergabe eines unerwünschten Flüchtlings an die Grenzorgane des Nachbarstaates ist allerdings auch uns unsympathisch; wir wenden sie in der Regel nur dann an, wenn keine andere Möglichkeit, den Ausländer definitiv über die Landesgrenze zurückzubringen, besteht. Dabei ist aber nicht zu übersehen, dass jeder Grenzübertritt zwischen zwei Grenzposten nicht bloss nach dem Recht unserer Nachbarstaaten unerlaubt ist, sondern auch gegen die schweizerischen Vorschriften verstösst. Die Schweiz kann sich nie verpflichten oder verpflichten lassen, Ausländer in Widerspruch zu schweizerischen Vorschriften über die Grenze zu stellen. An dieser rechtlichen Lage ändert nichts, dass in der Praxis meist so vorgegangen wird.

Wir gestatten uns, Ihnen aus diesen Gründen zu beantragen, Sie möchten die Holländische Protestnote schon jetzt als in vollem Umfange unbegründet energisch zurückweisen. Herr Minister Bosch van Rosenthal hat uns mündlich dargelegt, dass er die Note im ausdrücklichen Auftrag der holländischen Regierung in London so abgefasst habe. Es ist deshalb umso nötiger, die Sache von Anfang an deutlich klarzustellen. Wir möchten beifügen, dass uns die Protestnote aber auch deshalb peinlich berührt, weil wir doch schon seit langer Zeit recht viele holländische Flüchtlinge in der Schweiz aufgenommen und Beträchtliches für sie getan haben. Man sollte erwarten können, dass die holländische Regierung die nötige Anerkennung hierfür aufbringt und nicht

wegen eines verhältnismässig harmlosen Vorfalles sofort in der vorliegenden, ziemlich scharfen Form protestiert. Wir behalten uns vor, Ihnen in einem spätern Schreiben auch noch nähere Angaben über die Zahl, Zusammensetzung und Unterbringung der holländischen Flüchtlinge in der Schweiz zu machen.

ANNEXE

E 4800 (A) 1967/111/282

Le Chef de la Division de Police du Département de Justice et Police, H. Rothmund, au Chef du Département de Justice et Police, Ed. von Steiger

Copie
L

Bern, 13. Juli 1944

In Ihrem Schreiben vom 12. Juli 1944[4], mit dem Sie uns Kenntnis gegeben haben von der Zustimmung des Bundesrates zu unserem Entwurf zu neuen Weisungen über Aufnahme oder Rückweisung ausländischer Flüchtlinge, führten Sie u.a. aus:

«Es soll ferner als abgemacht gelten, dass über die Frage, wie allenfalls bewaffnete Gruppen oder ganze Truppenteile des Maquis behandelt werden sollen, gegebenenfalls später durch den Bundesrat das Nötige zu bestimmen ist. Es lässt sich nicht zum voraus sagen, ob es sich im Einzelfall wirklich nur um zivile Flüchtlinge handelt oder ob wir nicht schon eine Art 'regulärer Truppen' vor uns haben. Die Frage bleibt einfach offen. Vorläufig bleibt es bei den Bestimmungen der neuen Weisungen.»

Wir beehren uns, hiermit die Frage der Behandlung *ausländischer Partisanen und Angehöriger des Maquis* aufzuwerfen. Diese Art ausländischer Flüchtlinge wird nicht eigentlich erfasst durch unsere Weisungen; zum Entscheid über Aufnahme oder Rückweisung und über die Behandlung der Aufgenommenen sind bisher die militärischen Stellen als zuständig betrachtet worden. Es besteht aber hierüber noch Unsicherheit, sowohl in bezug auf die Zuständigkeit, wie auf die materielle Entscheidung. Es besteht hier offensichtlich noch eine Lücke im System der militärischen und zivilen Weisungen über die Aufnahme ausländischer Flüchtlinge. Diese Lücke macht sich mehr und mehr bemerkbar. Schon seit einiger Zeit kamen vereinzelte Partisanen und Maquis-Leute über die Grenze; vor drei Tagen kamen 25 Franzosen aus dem Maquis bei Boncourt über die Grenze, gestern trafen mehrere italienische Partisanen im Saastal ein, und heute wird uns gemeldet, dass eine grössere Gruppe von Partisanen aus der Gegend nördlich von Domodossola sich anzuschicken scheine, über die Schweizergrenze ins Tessin zu gelangen.

Wir sind der Auffassung, dass die Frage der Partisanen und Maquis-Leute unverzüglich vom Armeekommando, vom Eidg. Politischen Departement und von unserem Departement einlässlich geprüft werden muss, damit der Bundesrat möglichst bald im Einvernehmen mit dem Armeekommando die nötigen Richtlinien erteilen kann. Wir gestatten uns, in diesem Sinne zu beantragen, diese Frage sei am nächsten Koordinationsrapport vorzubesprechen. In diesem Falle sollte die Abteilung für Auswärtiges ersucht werden, sich am Rapport vom kommenden Montag wiederum vertreten zu lassen. Im übrigen erlauben wir uns, die Entwicklung der Angelegenheit hier zu skizzieren und die sich ergebenden Schwierigkeiten zu schildern:

Im April 1943 kam erstmals eine Gruppe von 11 Franzosen aus dem Maquis in Hochsavoyen bei St. Gingolph über die Schweizergrenze. Wir haben damals wegen der Behandlung dieser Leute Fühlung genommen mit der Abteilung für Auswärtiges. Wir haben darauf aufmerksam gemacht, dass es uns etwas gefährlich erscheine, diese Maquis-Leute nach Art. 11 des Haager Abkommens über die Rechte und Pflichten der neutralen Mächte und Personen im Falle eines Landkrieges, zu

4. *Non reproduite.*

behandeln; denn durch die Anerkennung der Anwendbarkeit des Art. 11 des Haager Abkommens übernehmen wir gleichzeitig die Pflicht, diese Maquis-Leute und Partisanen im Falle der Aufnahme als fremde Truppenangehörige in der Schweiz zu internieren, d.h. für die ganze Dauer des Krieges in der Schweiz zurückzubehalten. Die Abteilung für Auswärtiges hat die Angelegenheit Herrn Prof. Dr. Schindler zur Begutachtung vorgelegt. Herr Prof. Dr. Schindler hat mit Schreiben vom 17. Juli 1943 Stellung genommen; eine Abschrift seines Gutachtens legen wir bei[5]. Die Abteilung für Auswärtiges hat auf Grund dieses Gutachtens befürwortet, diese Maquis-Leute «in analoger Anwendung von Art. 11 des Neutralitätsabkommens zu internieren, womit die Schweiz, wie sie es ja häufig tue, im Interesse ihrer Neutralitätspolitik über die strikten Neutralitätspflichten hinausgehen würde». Wir legen auch eine Abschrift dieser Stellungnahme der Abteilung für Auswärtiges bei. Gestützt auf diesen Bescheid haben wir die 11 damals in Frage gestandenen Maquis-Leute im August 1943 dem Eidg. Kommissariat für Internierung und Hospitalisierung übergeben.

Seither wurde allgemein die Behandlung der übertretenden Maquis-Leute als Angelegenheit der schweizerischen Armeestellen betrachtet. Wir haben unsererseits keine Entscheidungen mehr getroffen und keine solchen Flüchtlinge mehr aufgenommen. Wir haben denn auch die uns dieser Tage zugegangenen Meldungen über Übertritte von Partisanen und Maquis-Leuten zuständigkeitshalber an die Abteilung für Territorialdienst des Armeekommandos weitergeleitet, zum Entscheid. Übrigens hat der Chef der Abteilung für Territorialdienst mit Schreiben vom 27. Dezember 1943[6] den Herrn Generalstabschef um Weisung gebeten; dieser hat mit Schreiben vom 4. Januar 1944[7] geantwortet, man habe sich vorläufig an die von Herrn Prof. Schindler in seinem Gutachten vom 17. Juli 1943 geäusserte Auffassung zu halten, d.h. die Maquis-Leute faktisch nach Art. 11 des Haager Abkommens zu behandeln.

Durch den Bundesrat sollte in erster Linie festgelegt werden, ob diese Praxis, d.h. die analoge Anwendung des Art. 11 des Haager Abkommens auf Partisanen und Maquis-Leute, weiterhin beizubehalten ist. Wird die Frage bejaht, so sind allein die militärischen Stellen zuständig, die Aufnahme solcher Flüchtlinge zu regeln und die Aufgenommenen beim Eidg. Kommissariat für Internierung und Hospitalisierung unterzubringen.

Weit mehr Schwierigkeiten wird in der Praxis die Frage bereiten, welche Flüchtlinge als eigentliche Partisanen und Angehörige des Maquis zu behandeln, also zu internieren sind.

Man könnte sich auf den Standpunkt stellen, nur solche Partisanen seien aufzunehmen, die im Zuge von Kampfhandlungen über die Schweizergrenze abgedrängt werden. In diesem Falle müssten sich unmittelbar an der Grenze Kampfhandlungen abgespielt haben, sodass die Beurteilung des Einzelfalles verhältnissmässig leicht wäre. Art. 11 des Haager Abkommens sieht allerdings die Internierung ganz allgemein vor für über die Grenze tretende und aufgenommene Angehörige einer fremden Truppe, nicht nur für solche, die im Zuge von Kampfhandlungen über die Grenze gedrängt werden.

Verschiedene Partisanentruppen scheinen zwar nicht Uniformen, wohl aber besondere Abzeichen zu tragen. Durch solche Abzeichen wird die Zugehörigkeit zu einer organisierten Truppe äusserlich erkennbar. Immerhin besteht keine Gewähr dafür, dass sich nicht gegebenenfalls Ausländer, die keiner solchen Truppen angehören, unrechtmässig derartige Abzeichen verschaffen, um damit leichter über die Grenze gelangen zu können.

Ein vollkommen ungenügendes Kriterium wäre der Waffenbesitz. Einerseits können wirkliche Partisanen, die im Grenzgebiet gekämpft haben, ihre Waffen auf der Flucht weggeworfen haben; anderseits können sich Ausländer, die nichts mit organisierten Partisanentruppen zu tun haben, vor dem Grenzübertritt in den Besitz von Waffen bringen.

Mit Rücksicht auf diese Schwierigkeiten ist es, um in Einzelfällen entscheiden zu können, von besonderer Wichtigkeit, möglichst umfassend und genau orientiert zu sein über die Partisanenorganisationen im benachbarten Grenzgebiet, über deren Zusammensetzung und über die Vorgänge,

---

5. E 2001 (D) 3/275.
6. *Lettre de R. Hartmann,* E 2001 (D) 3/275.
7. *Réponse de J. Huber,* E 2001 (D) 3/275.

die sich im Grenzgebiet abspielen. Diese Kenntnisse dürften wohl nur bei den militärischen Stellen ausreichend vorhanden sein, dank dem militärischen Nachrichtendienst. Aus diesem Grunde würden wir es begrüssen, wenn der Entscheid über diese Flüchtlingefälle weiterhin den militärischen Stellen übertragen bliebe.

Man muss sich aber vor allem auch fragen, ob Partisanen und Maquis-Leute, wenn sie als solche festgestellt werden konnten, immer aufgenommen werden sollen, oder z. B. – wie Zivilflüchtlinge – nur dann, wenn sie ernsthafte Gefährdung glaubhaft machen können. Art. 11 des Haager Abkommens verpflichtet uns nicht, Angehörigen fremder Truppen den Grenzübertritt zu gestatten, um sie hier zu internieren. Man kann also das Motiv der Flucht in die Schweiz beim Entscheid über die Aufnahme berücksichtigen. Diese Frage steht aber in engem Zusammenhang mit dem, was der Herr General in seinem Schreiben vom 24. Juni 1944[8] an Herrn Bundesrat Kobelt dargelegt hat. Er hat in diesem Schreiben darauf hingewiesen, dass einschränkende Bestimmungen über die Aufnahme von Flüchtlingen ergänzt werden sollten durch einschränkende Weisungen des Armeekommandos über die Aufnahme von fremden Wehrmännern. Da die heute geltenden Neutralitätsweisungen ganz allgemein vorsehen, dass «einzelne Wehrmänner kriegführender Mächte» (worunter übertretende Militärpersonen, entwichene Kriegsgefangene und Deserteure zu verstehen sind) an der Grenze aufgenommen werden sollen, müssen wir die Frage aufwerfen, ob nicht allenfalls der Herr General im Einvernehmen mit dem Bundesrat nunmehr auch diese Bestimmung der Neutralitätsweisung (Ziffer 3) abändern sollte. Wir enthalten uns weiterer Ausführungen zu diesem, die Armee betreffenden Gegenstand.

Wir gestatten uns, je einen Durchschlag dieses Schreibens der Abteilung für Territorialdienst im Armeekommando und der Abteilung für Auswärtiges des Eidg. Politischen Departementes zuzustellen.

8. *Cf. N° 164.*

173

E 2001 (D) 3/517

Le Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz, au Ministre de Suisse à Londres, P. Ruegger

Copie
L

Berne, 14 juillet 1944

Vous connaissez les difficultés de transport auxquelles nous nous heurtons maintenant pour notre ravitaillement à travers la France.

Il semble que le «maquis» de la vallée du Rhône et de la Savoie, comme de la région entre Lyon et Genève, croit dans l'intérêt de la cause française utile de saboter les lignes conduisant vers la Suisse. Il aurait l'impression que ce qui pénètre chez nous est destiné, directement ou indirectement, à l'Allemagne.

Il paraîtrait, par contre, que tel ne serait pas le sentiment du «maquis» plus au nord, sans que je possède des renseignements bien sûrs et bien précis à ce sujet.

Quoi qu'il en soit, notre Office des transports de guerre aurait voulu donner télégraphiquement des instructions à notre Légation à Londres pour qu'elle

prenne contact avec le Général König et qu'elle insiste auprès de lui pour que des instructions soient données au «maquis» en vue de ménager nos lignes.

Il va sans dire que je n'ai pas pu admettre la chose sous cette forme.

Tout d'abord, cette démarche prenait immédiatement un caractère politique, alors que nos relations avec le Comité d'Alger sont très officieuses et que nous ne savons pas du tout quelle attitude aurait prise le Général König ni quel emploi il aurait fait des communications qui lui auraient été adressées. Une publicité aurait pu être plus dangereuse encore que l'abstention.

Ensuite et surtout, si à la rigueur on peut contester que les lignes Valence ou Lyon-Genève intéressent l'Allemagne, il en va autrement de celles de la vallée du Rhône, qui relient le sud au nord de la France. Là, à côté de l'intérêt suisse, il y a incontestablement l'intérêt belligérant.

C'est dire qu'il ne faut pas se faire trop d'illusions sur le succès pratique d'une démarche, même si elle est accueillie avec bienveillance.

Ce n'est cependant pas une raison pour y renoncer, à condition de le faire avec la prudence voulue, contacts préalables pris et à la faveur d'une circonstance propice.

Plutôt que de laisser partir la dépêche, j'ai donc préféré attirer votre attention sur cet objet, en vous priant d'agir au mieux dans le cadre de ce qui précède.

174

E 2001 (E) 2/625

Le Département politique au Chef de la Délégation économique suisse à Londres, P. Keller

Projet
T Chiffré

Berne, 14 juillet 1944

Pour Keller. Voici après prise contact avec Banque Nationale réponse à votre 400 chiffre 6[1]:

1) Banque Nationale chercha toujours à éviter que Suisse devînt marché international de l'or. Avant guerre lutta contre cette tendance en fixant grosse marge entre gold points. Toutefois depuis début guerre plupart gouvernements neutres européens entretiennent en Suisse réserves métal jaune.

2) Politique monétaire suisse étant fondée sur étalon or, Banque Nationale doit de ce fait accepter et remettre sans restriction or de et à tous pays. Dès lors Suisse ne peut éviter qu'Allemagne participe à ces opérations et remette or pour obtenir francs suisses. Grande majorité or importé en Suisse par Reichsbank immédiatement portée crédit compte états neutres précités.

Banque Nationale, désireuse éviter augmentation circulation monétaire par remises francs suisses contre or, demanda Reichsbank diminuer ses ventes or

1. *Non reproduit.*

à Suisse et effectuer ses paiements à pays tiers par remises directes or à ces pays sans passer par marché suisse. De fait cessions d'or allemand pendant deuxième trimestre année courante accusent forte diminution par rapport premier trimestre et Banque Nationale a pu constater que Reichsbank a cessé se procurer sur marché suisse devises, telles que couronnes suédoises et escudos.

3) Outre raisons monétaires, Suisse ne peut comme pays neutre introduire discriminations entre belligérants et accepter d'une part de remettre francs suisses contre or bloqué à Washington, Londres et Ottawa, et d'autre part refuser or allemand délivré en Suisse. On n'ignore ni à Londres ni à Washington combien Alliés dépendent acceptation leur or par Suisse pour qu'ils puissent effectuer certains paiements internationaux absolument indispensables.

175

E 4800 (A) 1967/111/282

Le Chef de la Division de Police du Département de Justice et Police, H. Rothmund, au Directeur général des Douanes, R. Furrer

Copie
L Sü Vertraulich Bern, 15. Juli 1944

Die neuen Weisungen über Aufnahme oder Rückweisung ausländischer Flüchtlinge, denen Sie in der Konferenz vom 10. Juli 1944[1] zugestimmt haben, sind vom Bundesrat am 12. Juli 1944[2] genehmigt worden. Wir haben die Weisungen vervielfältigen lassen. Sie haben die nötigen Exemplare[3] zur Weiterleitung an die Grenzwachtorgane inzwischen erhalten.

In der heutigen Besprechung mit Herrn Oberstlt. Wyss hat sich gezeigt, dass mit Ausnahme der Ziffer I 3 der «Beilage» die Weisungen keiner weitern Instruktionen für die ausführenden Grenzorgane bedürfen. Bevor jedoch zu dieser Ziffer Ausführungsvorschriften erlassen werden, sollten die notwendigen Erfahrungen gesammelt werden. Wir bitten Sie deshalb, die Zollkreisdirektoren anzuweisen, Ihnen bis in ca. drei Wochen über die Erfahrungen und allfälligen Schwierigkeiten zu berichten, die sich aus der Anwendung der Ziffer I 3 der «Beilage» ergeben. Auf Grund dieser Berichte sollte es dann möglich sein, Ausführungsbestimmungen zu erlassen. Herr Dr. Wyss hat sich mit diesem Vorgehen einverstanden erklärt.

---

1. E 2809/1/4.
2. *Cf. la lettre (non reproduite) de von Steiger du 12 juillet 1944. Cf. aussi ci-dessus l'Annexe au N° 172.*
3. *Non reproduits. Cf.* E 4800 (A) 1967/111/195.

Zur vorläufigen vertraulichen und persönlichen Orientierung der Zollkreisdirektoren möchten wir folgendes festhalten:

ad Absatz 1. Ausländer, die behaupten, aus politischen oder andern Gründen an Leib und Leben gefährdet zu sein, haben die Gefährdung glaubhaft zu machen. Juden haben heute in der Regel als gefährdet zu gelten. – Nach uns zugekommenen Berichten sollen russische Flüchtlinge aus der Revolutionszeit 1917, die sich seither ausserhalb von Russland aufgehalten haben, beabsichtigen, in die Schweiz zu kommen. Diese können als zurzeit in unsern Nachbarstaaten nicht gefährdet betrachtet werden und sind deshalb zurückzuweisen.

An Leib und Leben gefährdete Ausländer sollen nach den Weisungen nur aufgenommen werden, wenn sie keinen andern Ausweg als die Flucht nach der Schweiz haben, um sich dieser Gefahr zu entziehen. Wir haben dabei vor allem daran gedacht, dass Flüchtlinge in andere Länder ausweichen können, wo sie nicht mehr in unmittelbarer Gefahr stehen. Aber auch Flüchtlinge, von denen angenommen werden darf, dass sie sich sonstwie der Gefahr entziehen können, sollten nicht aufgenommen werden. Wir denken an Flüchtlinge, die zum Beispiel jahrelang, vielleicht in Grenznähe, versteckt waren und nun in die Schweiz kommen, ohne dass ein besonderer Anlass dazu vorhanden ist (z. B. schärfere Kontrolle der betreffenden ausländischen Gebiete). Wir wissen wohl, dass nur sehr selten wird angenommen werden können, dass solchen Flüchtlingen ein anderer Ausweg als die Flucht in die Schweiz, offensteht, wenigstens solange die Verhältnisse in unsern Nachbarländern sich nicht stark ändern. – Die Zollkreisdirektoren wären insbesondere aufzufordern, darüber zu berichten, ob nach ihrer Auffassung der Grenzwächter aus der Besprechung mit dem Flüchtling und seiner Kenntnis der Verhältnisse im Nachbarland die Überzeugung im Einzelfall gewinnen kann, dass dem Ausländer ein anderer Ausweg, als die Flucht in die Schweiz, offenstehe.

ad Absatz 2. Nach Absatz 2 sind selbstverständlich zurückzuweisen: notorische Verbrecher, als asoziale Elemente bekannte Ausländer, Passeure (nach Durchführung des militärischen Verfahrens) und Schmuggler; das geht aus der Umschreibung ohne weiteres hervor. Nach Absatz 2 sollen aber auch gewisse andere Kategorien von unerwünschten Ausländern zurückgewiesen werden, die bisher noch kaum Grund hatten, in die Schweiz zu flüchten und mit denen sich die Grenzwachtorgane bis jetzt wohl nicht zu befassen hatten. Unter diese Kategorie fallen namentlich Funktionäre und Angehörige der neofascistischen Partei in Italien, der SS und Gestapo in Deutschland, der Miliz Darnands und andere militante Kollaborationisten in Frankreich.

Auch Funktionäre und Angehörige der nationalsozialistischen und der alten fascistischen Partei gelten grundsätzlich als unerwünscht. Die Organisationen, denen sie angehört haben, haben eine Tätigkeit entfaltet oder eine Haltung eingenommen, durch die in gewissem Sinne die schweizerischen Interessen verletzt worden sind oder gefährdet werden. Einzelne unter diesen Ausländern haben allerdings der Schweiz gegenüber stets eine positive, verständnisvolle Haltung eingenommen und durch ihre Handlungen die Interessen unsere Landes bewusst und gewollt gefördert. Diese, aber nur diese, wären vorläufig aufzunehmen.

Es wird für den Grenzwächter nicht leicht sein, die Zugehörigkeit eines

Flüchtlings zu einer der erwähnten Organisationen festzustellen und gegebenenfalls zu beurteilen, ob ein Ausnahmefall vorliegt. Über die Bewohner des Grenzgebietes wird er in der Regel orientiert sein. Für Ausländer von weiterher wird der Grenzwächter erst nach genauer Befragung über die Personalien des Flüchtlings, über den bisherigen Aufenthalt, die Funktionen oder Tätigkeit, den Grund der Flucht, die Behörden und Personen, die ihn verfolgen, usw. entscheiden können. Dagegen werden Ausländer, die im Sinne unserer Ausführungen für die Interessen der Schweiz gewirkt haben, das wohl von sich aus geltend machen. Nur wo der Grenzwächter solche Angaben für glaubwürdig hält, soll er den Flüchtling dem zuständigen Ter. Pol. Of. melden.

Wir wären Ihnen dankbar, wenn Sie uns auf Grund der Berichte der Zollkreisdirektoren Ihre Auffassung bekanntgeben würden, wie die vorstehend geäusserten Gedanken in einer vertraulichen, nur für die Grenzwächter bestimmten, ergänzenden Weisung allgemein bekanntgegeben werden könnten.

Wir übermitteln Kopie dieses Schreibens Herrn Oberst im Generalstab Münch mit der Bitte, seinerseits vertraulich die Ter. Pol. Of. an einer Besprechung über die neuen Weisungen in diesem Sinne zu orientieren.

176

E 2001 (D) 3/349

Notice sur les négociations économiques germano-suisses[1]

TS Bern, 19. Juli 1944

TRANSIT FÜR DEUTSCHLAND BESTIMMTER BAUXITSENDUNGEN AUS FRANKREICH

An den Plenarsitzungen der beiden Delegationen vom 14. und 15. Juli[2] wurde die Frage einer angeblich bevorstehenden, durch die Kohlenknappheit bedingten Herabsetzung der Produktion der französischen Tonerdewerke und die Auswirkung dieser Massnahme auf die Versorgung der schweizerischen Aluminiumindustrie mit Tonerde erörtet. Herr Gesandter Schnurre sicherte zu, dass das für die Schweiz arbeitende, in Südfrankreich gelegene Tonerdewerk keine Einschränkung seiner Tätigkeit erfahren werde. Man werde im Gegenteil bemüht sein, die Kapazität dieses Werkes aufrecht zu erhalten und die Zufuhr von Kohle aus den benachbarten Kohlengruben wie auch die Transportwege nach der Schweiz zu gewährleisten.

Bei dieser Gelegenheit teilte Herr Schnurre an die Adresse des Unterzeichneten mit, man beabsichtige deutscherseits auch für den eigenen Bedarf Bauxittransporte aus Südfrankreich durchzuführen. Schon aus diesem Grunde werde

1. *Rédigée par H. Lacher, cette notice est signée par R. Kohli, qui l'adresse à R. Hohl.*
2. *Cf. aussi* E 2001 (E) 2/575 *et* E 7110/1967/32/900 Deutschland/12-13.

man dafür besorgt sein, die hiefür benötigten Transportwege frei zu halten und durch die dem Militärbefehlshaber in Frankreich unterstehenden deutschen Truppen zu sichern. Für diese Transporte sei deutscherseits die Benützung des schweizerischen Transportnetzes vorgesehen. Er teile dies für alle Fälle mit, wobei er annehme, dass diese Pläne auf schweizerischer Seite kein besonderes Problem bedeuten würden. Es könne sich hier nicht um jene Fragen politischer Natur handeln, die sich bei den Verhandlungen über den Süd-Nordtransit ergeben hätten. Der Schweiz erwachse übrigens aus der Zulassung dieser Durchfuhr der grosse Vorteil, dass eine sichere Transportlinie aus Südfrankreich geschaffen werde, auf der auch die für unser Land bestimmten, teilweise bereits in Marseille liegenden Güter befördert werden könnten. Er ersuchte den Unterzeichneten, ihm möglichst bald zu bestätigen, dass schweizerischerseits keine Hindernisse für den vorgesehenen Transitverkehr bereitet würden.

Der Unterzeichnete erwiderte, dass dieses neue Problem, das eine neue Belastung auf schweizerischer Seite bedeute, zunächst näher geprüft werden müsse. Er werde sich veranlasst sehen, es dem Departementschef zu unterbreiten.

Bauxit und Tonerde transitierten in Friedenszeiten die Schweiz nicht. Es würde sich also um einen ausgesprochen kriegsbedingten Verkehr handeln. Es ist ferner darauf hinzuweisen, dass die von Herrn Schnurre angeführten Vorteile auf dem Transportgebiet recht problematischer Natur sein dürften. Dies einmal darum, weil die vorgesehene Transportlinie kaum in bedeutendem Ausmass für Transporte zugunsten der schweizerischen Versorgung in Betracht kommen wird, da neue Zufuhren aus Übersee nach Marseille wohl ausbleiben werden. Ausserdem wäre damit zu rechnen, dass die offerierte Sicherung der Strecke mit neuen drakonischen Massnahmen gegen die französische Widerstandsbewegung verbunden wäre, was bei einer Annahme des deutschen Angebots durch die Schweiz zu besondern Schwierigkeiten führen könne. Übrigens wären die für die Schweiz bestimmten Transporte, sofern sie noch möglich sind, noch höheren Gefahren ausgesetzt, sobald dieselbe Linie auch für Transporte nach Deutschland benützt würde. *[...]*[3]

---

3. *A ce sujet, R. Kohli rédige une autre notice datée du 21 juillet 1944: [...]* Herr Dr. Schnurre erwiderte hierauf, er könne sich mit dieser negativen Antwort nicht zufrieden geben und müsse nächste Woche eine Audienz beim Herrn Departementschef nachsuchen. Er habe ohnehin auch noch andere Fragen betreffend den Transit Süd-Nord zur Sprache zu bringen.

Ein Begehren um Audienz ist noch nicht gestellt worden.

M. Pilet-Golaz écrit au bas du document: Je recevrai Mr. Schnurre mais ma ou mes réponses ne pourront être que négatives. 22.7.44. (E 2001 (D) 3/349)

177

E 2300 Tokio/12

Le Ministre de Suisse à Tokyo, C. Gorgé,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

Copie de réception
T

Tokio, 20 juillet 1944, 18 h. 00
(*Reçu:* 21 juillet 1944, 08 h. 15)

Numéro 252. Situation au Japon ne fut jamais plus confuse.

Le ravitaillement de la population est toujours plus difficile et aggravé encore par des organisations de transports lesquelles manquent de main-d'œuvre toujours mobilisée pour industrie de guerre. Certains Suisses se plaignent que Légation ne fasse pas régner abondance à leur table[1] Plainte puérile quand Japonais eux-mêmes manquent de tout et ont une peine inouïe à subsister. La prise de Saipan[2] produisit sensation énorme dans peuple japonais et des signes de démoralisation sont visibles. Changements dans Cabinet devenaient inévitables, ne fut-ce que pour donner satisfaction à l'opinion. On annonce depuis plusieurs jours la démission du Général Tojo. Au Gaimusho[3], atmosphère funèbre que je n'ai jamais vue. Guerre, pour Japon, entre dans phase vraiment dramatique. Les mesures pour protéger Tokio sont activement poursuivies. Des quartiers entiers de maisons vermoulues sont abattus pour réduire les effets des incendies en cas de bombardements. On commence à créer de vrais abris en recouvrant de madriers les trous-refuges creusés devant chaque maison. On avait longtemps sous-estimé l'adversaire. Maintenant, on comprend mieux tout le sérieux de la guerre et on se prépare au pire.

1. *Annotation marginale de Pilet-Golaz:* Ce sont bien des Suisses!
2. *Le 15 juin 1944 par les troupes américaines.*
3. *Ministère japonais des Affaires étrangères.*

178

E 2300 London/38

Le Ministre de Suisse à Londres, P. Ruegger,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz[1]

Copie d'expédition
T N° 567

Londres, 21 juillet 1944, 21 h. 50
(*Reçu:* 22 juillet, 18 h. 00)

Secrétaire Etat Eden me reçut ce matin audience ton extrêmement cordial. M'assurant de son appui, il exprima vive appréciation caractère Thurnheer qui

1. *Annotation de Pilet-Golaz en tête du document: C[onseil] F[édéral]* le 26.7.1944.

laisse meilleur souvenir. Manifesta reconnaissance action Puissance Protectrice et travail accompli par CICR. Touchant situation générale, Eden exprima l'espoir et attente que développements prochains pourraient amener bientôt les Alliés à notre frontière, rétablissant contacts actuellement rétrécis. Evénements Allemagne lui paraissent susceptibles évolution rapide quoique possibilité pas entièrement exclue ici que Hitler utilise complot pour procéder à épuration massive armée et intérieur[2]. Cependant considère comme significatif manque appel public d'un représentant qualifié de l'armée et le fait que soldats invités à ne pas obéir ordres de chefs dont noms pas indiqués. Ceci interprété comme signe de désarroi pouvant avoir des répercussions sur fronts. Abordant les problèmes économiques pendants entre la Suisse et les Alliés, eu confirmation forte intervention par Washington à Londres dans sens pression sur nous. Eden mentionna dépêches insistantes de Washington dont «strong telegram» envoyé à lui par Secrétaire d'Etat Hull. Alliés désirent, selon Eden, que vu notamment développements nouveaux, Suisse n'assume pas engagements autres que très court terme envers Allemagne, ajoutant même que préféreraient continuation état actuel sans accord. Indiqua en lisant extrait mémoire qu'engagement plus long terme avec Allemagne pourrait amener suspension importations en Suisse autorisées jusqu'ici par les Alliés. En réponse, ai développé notre point de vue fondé en équité et droit selon esquisse établie à Berne Hotz et Homberger et mise à jour ici avec Professeur Keller[4]. Ai insisté sur nécessité pour Suisse de maintenir courants économiques équilibrés comme base de notre neutralité et de notre possibilité de remplir devoirs humanitaires et exercer action utile en faveur de tous. Ai rappelé extrême difficulté de nos négociations avec Allemagne menées dans période critique au point de vue politique et qui, grâce à ténacité de nos négociateurs, aboutirent néanmoins à réduction massive de nos exportations, arrêts crédits etc. Ai souligné difficultés exceptionnelles obtenir et maintenir, malgré encerclement, transit vers l'ouest et nécessité pour tous de ne pas rétrécir dangereusement bases de nos négociations possibles. Ai prié Secrétaire Etat, qui se montra personnellement très compréhensif mais réserva entièrement point de vue MEW d'user de son influence en faveur adoption point de vue équitable. Il nous engage voir suite avec Selborne et dicastères compétents[3]. Notre impression est que vu pression Washington et MEW engagements autres que très courte durée avec Allemagne amèneront sérieuses difficultés malgré arguments de valeur invoqués par nous[5].

1. *Annotation de Pilet-Golaz en tête du document: C[onseil] F[édéral]* le 26.7.1944.
2. *L'attentat manqué contre Hitler a eu lieu le 20 juillet 1944.*
3. *Cf. N° 186.*
4. *Cf. la lettre du 4 juillet 1944,* E 7110/1967/32/821 Grossbritannien/2 *et* E 2001 (E) 2/625.
5. *Arrivé à Londres le 19 juillet, P. Ruegger adresse, le 2 août, son premier rapport politique (non reproduit) au Chef du DPF. Il y rend compte plus précisément de son entretien avec Eden et du début de son activité comme nouveau Ministre de Suisse à Londres.*

179

E 2001 (D) 3/286

Le Chef de la Division de Police du Département de Justice et Police, H. Rothmund, au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna

L Bern, 21. Juli 1944

Wir beehren uns, zurückzukommen auf Ihr Schreiben vom 30. Oktober 1943[1] über die Beitragspflicht der in Deutschland ansässigen schweizerischen Arbeitskräfte bei der Deutschen Arbeitsfront. Wir ersuchen Sie in erster Linie höflich um Entschuldigung, dass wir erst heute zur Sache Stellung nehmen können, und erlauben uns, folgendes darzulegen:

Aus den uns übermittelten Akten geht hervor, dass die schweizerischen Arbeitskräfte in Deutschland seit 1941 gezwungen werden, Beiträge an die Deutsche Arbeitsfront zu leisten. Die schweizerischen Arbeitskräfte werden nicht Mitglieder der DAF, also auch nicht Zwangsmitglieder, sondern nur für die Beitragsleistung verwaltungsmässig erfasst, gleich wie alle andern ausländischen Arbeitskräfte in Deutschland. Sie geniessen dafür alle Leistungen der DAF, die der kulturellen, gesellschaftlichen, gesundheitlichen und fachlichen Betreuung gelten; sie sind aber ausgeschlossen vom Genuss der weitern Unterstützungseinrichtungen der DAF, die ihrer Natur nach der Förderung der deutschen Volkswohlfahrt gelten; sie nehmen nicht teil an der Wöchnerinnen- und Krankenbeihilfe, der Kinderlandverschickung usw. – Demgegenüber besteht für die deutschen Arbeitskräfte kein Beitrittszwang zur DAF und auch keine Verpflichtung zur Beitragsleistung. Allerdings kann in der Praxis von einer nahezu ausnahmslosen Zugehörigkeit der deutschen Arbeitskräfte zur DAF gesprochen werden.

Die Schweizerische Gesandtschaft in Berlin hat Ihnen die Frage unterbreitet, ob und in welcher Weise gegen die Verpflichtung der schweizerischen Arbeitskräfte zur Beitragsleistung an die DAF bei der deutschen Regierung Vorstellungen erhoben werden sollen. Mit Ihrem Schreiben vom 30. Oktober 1943 äussern Sie sich sehr einlässlich zur rechtlichen und praktischen Seite des Problems und kommen zum Schluss, dass es nicht zweckmässig wäre, in dieser Angelegenheit bei den deutschen Behörden vorstellig zu werden. Wir haben von Ihren Ausführungen Kenntnis genommen und danken Ihnen verbindlich dafür.

Der schweizerisch-deutsche Niederlassungsvertrag[2] bietet keine rechtliche Grundlage, um gegen die deutscherseits ergriffene Massnahme Einwände zu erheben. Art. 6 dieses Vertrages bezieht sich, wie Sie zutreffend ausführen, nicht auf sozialpolitische Anordnungen, sondern bloss auf die Unterstützung hilfsbedürftiger Personen.

---

1. *Non reproduite. Cf. aussi* E 4800 (A) 1967/111/308.
2. *Du 13 novembre 1909.*

Aus den von Ihnen dargelegten Gründen haben wir Bedenken dagegen, unter Berufung auf Art. 1 Abs. 2 des schweizerisch-deutschen Vertrages über die Rechtsverhältnisse, vom 31. Oktober 1910, Vorstellungen zu erheben. Bei einer extensiven Interpretation dieses Artikels könnte er allerdings als rechtliche Grundlage dienen. Wir haben aber aus verschiedenen Gründen wenig Interesse daran, diese Bestimmung allzu extensiv interpretiert zu sehen. Überdies steht fest, dass die deutschen Arbeitskräfte alle Mitglieder der DAF sind, sodass mindestens tatsächlich die Gleichbehandlung der schweizerischen mit den deutschen Arbeitskräften hergestellt ist.

Es scheint auch uns nicht unbedenklich, daraufhin zu tendieren, dass den schweizerischen Arbeitskräften in Deutschland der Beitritt zur DAF freigestellt wird; wir würden dadurch nicht verhindern können, dass deutscherseits ein tatsächlicher Druck auf unsere Landsleute ausgeübt würde im Sinne des Beitrittes, worauf dann der Beitritt bezw. Nichtbeitritt als politische Stellungnahme für oder gegen das heute in Deutschland herrschende Regime ausgelegt werden könnte.

Die uns vorliegenden Akten geben keinen Aufschluss darüber, welche Beiträge unsere Landsleute an die DAF zu entrichten haben und welchen Umfang die Leistungen der DAF in verschiedenen Beziehungen haben. Den schweizerischen Arbeitskräften kommt nur ein Teil der Leistungen der DAF zu; diejenigen Unterstützungseinrichtungen, die ihrer Natur nach der Förderung der deutschen Volkswohlfahrt dienen, bleiben den schweizerischen Arbeitskräften versagt. Es wäre nun interessant zu wissen, ob die von Schweizerbürgern geleisteten Beiträge dem einigermassen entsprechen, was sie von der DAF erhalten, oder mit andern Worten, ob nicht ein beträchtlicher Teil der von Schweizerbürgern geleisteten Beiträge im Grunde dazu dienen sollte, die Mittel bereitzustellen für die Unterstützungseinrichtungen, die allein der Förderung der deutschen Volkswohlfahrt gelten, die Schweizerbürger also Geld für etwas zu leisten hätten, was allein deutschen Staatsangehörigen zukommen kann.

Aus diesen Überlegungen heraus und unter Berücksichtigung der von Ihnen gemachten Ausführungen glauben wir ebenfalls, es wäre wenig zweckmässig, heute noch bei der deutschen Reichsregierung grundsätzliche Vorstellungen gegen eine Massnahme zu erheben, der unsere Landsleute in Deutschland bereits seit 1941 unterworfen sind. Dagegen dürfte es unter Umständen mit Rücksicht auf die Höhe der Beiträge, die von Schweizerbürgern verlangt werden, angezeigt sein, durch die Gesandtschaft in Berlin Schritte in der Richtung der angemessenen Herabsetzung dieser Beiträge unternehmen zu lassen.

Wir unterlassen es, mangels genügender Unterlagen, uns darüber zu äussern, ob sich aus der beschränkten Mitwirkung der schweizerischen Arbeitskräfte bei der Deutschen Arbeitsfront für unsere Landsleute eine unerwünschte politische Beeinflussung in nationalsozialistischem Sinne ergibt. Wir setzen voraus, dass die Schweizerische Gesandtschaft in Berlin die Angelegenheit in dieser Beziehung verfolgt. Auch von diesem mehr politischen Gesichtspunkt aus dürfte es zweckmässiger sein, nicht die Grundlage dafür zu schaffen, dass Schweizerbürger in vollem Umfange der Deutschen Arbeitsfront beitreten können oder müssen.

Wir nehmen ohne weiteres an, dass nach Beendigung des Krieges die ganze

Frage auf Grund der seinerzeitigen neuen Verhältnisse neu geprüft werden wird. Wir wären Ihnen aber verbunden, wenn Sie uns über die Sache weiterhin auf dem laufenden halten wollten.

180

E 2001 (E) 2/575

Notice sur les négociations économiques germano-suisses

Copie
No

Bern, 22. Juli 1944

In zwei mehrstündigen Sitzungen mit dem deutschen Hauptdelegierten sind gestern die noch offenen Punkte, insbesondere diejenigen, die sich aus dem ungenügenden deutschen Mineralölangebot ergeben, durchbesprochen worden. Die Hauptschwierigkeit bot dabei das schweizerische Begehren einer Verkürzung der Vertragsdauer. Die deutschen Delegierten setzten uns den hartnäckigsten Widerstand entgegen. Schliesslich zeichnete sich folgende Lösung ab: Das Abkommen wird bis 31. Dezember 1944 abgeschlossen. Die Ausfuhrkontingente und auch die Transferkontingente werden für 6 Monate festgesetzt und administriert. Die Transferkontingentsbescheinigungen d.h. die Verpflichtungen der Eidgenossenschaft zur Übernahme der Transfergarantie, werden dagegen nur bis Ende September ausgestellt. Gleichzeitig wird in einem Briefwechsel festgesetzt werden, dass bei veränderten Verhältnissen jede Partei auf diesen Zeitpunkt neue Verhandlungen verlangen und im Falle des Scheiterns kurzfristig vom Vertrag zurücktreten kann. Das Abkommen wird mit andern Worten bis Ende des Jahres geschlossen. Für die Zeit nach dem 30. September ist er aber unvollständig. Effektiv kann die Schweiz also auf den 30. September zurücktreten und – was besonders wichtig ist – sie limitiert auch die Bundestransfergarantie bis zum 30. September.

Die schweizerische Delegation hat die Überzeugung, dass dies das Maximum dessen ist, was erreicht werden kann. Es schien heute wiederholt, als ob die Verhandlungen endgültig scheitern sollten.

Die deutsche Delegation hat sich ihre Antwort auf heute vorbehalten, doch darf mit der Annahme des oben dargelegten Vorschlages gerechnet werden[1].

1. *R. Kohli adresse une copie de cette notice à H. Lacher le 22 juillet.*

181

E 7110/1973/134/3

Le Professeur de Droit à l'Université de Zurich, D. Schindler, à la Direction générale de la Banque nationale

Copie
R

Zollikon, 22. Juli 1944

Hiemit beehre ich mich, Ihnen im folgenden das Ergebnis einer ersten Prüfung der Rechtsfragen zu unterbreiten, die durch die Warnung der alliierten Grossmächte an die Neutralen mit Bezug auf den Goldverkehr zwischen diesen und den Achsenmächten aufgeworfen worden sind. Ich folge dabei im grossen und ganzen dem Fragebogen [1], der mir anlässlich der Besprechung vom 12. ds. übergeben worden ist; soweit es mir zweckmässig schien, glaubte ich, davon abweichen zu dürfen.

I. Das anwendbare Recht

Die Rechte der Okkupationsmacht auf besetztem feindlichem Gebiet sind geregelt durch Art. 42 ff der Anlage zum Haager Abkommen betr. die Gesetze und Gebräuche des Landkriegs (Landkriegsordnung) vom 18. Oktober 1907. Von den im vorliegenden Fall hauptsächlich in Betracht kommenden Staaten sind nach der letzten in der amtlichen eidg. Gesetzsammlung (1935) veröffentlichten Aufstellung (A.S. 51, 724/5) Vertragsparteien des Landkriegsabkommens: Belgien, Dänemark, Deutschland, Frankreich, Grossbritannien, Japan, Luxemburg, Niederlande, Norwegen, Polen, Schweiz, Ungarn, Vereinigte Staaten von Amerika. Russland figuriert nicht auf der Liste. Jedoch ist im offiziellen Kommentar zu den «Staatsverträgen über Landkrieg und Neutralität», den der Unterzeichnete 1939 zu bearbeiten hatte, auf Grund der damaligen Angaben der Bundeskanzlei die Union der sozialistischen Sowjetrepubliken als Vertragspartei bezeichnet. *[...]*

Die notwendigerweise sehr summarischen Ausführungen unter A und B zeigen, dass die Abgrenzung der zulässigen von den unzulässigen Massnahmen der Okkupationsmacht schwierig ist. Zu dem Gesagten kommt hinzu, dass das an sich schon unsichere Recht durchbrochen werden kann unter Berufung auf das Recht der Repressalie, das, abgesehen von LKO Art. 50, keine vertragliche Regelung gefunden hat, aber nichtsdestoweniger besteht. Nicht ausgeschlossen wäre es, dass in Ausübung des Repressalienrechts Gold beschlagnahmt würde. Nur auf Grund genauer Kenntnis konkreter Einzelfälle könnte daher ein begründeter Entscheid über Zulässigkeit oder Unzulässigkeit der Einziehung von Gold getroffen werden. Die grossen Linien stehen immerhin fest: einerseits grundsätzlicher Schutz des Privateigentums, anderseits grundsätzliche Geltung des Beuterechts gegenüber den in Art. 53 genannten Bestandteilen des Staatseigentums.

[...]

1. *Non retrouvée.*

IV. Die Bedeutung der «Warnung» der alliierten Staaten

Einen historischen Präzedenzfall bildet eine französische Note vom März 1917 über welche Garner (Band II. S. 131) berichtet: «The French government in a protest addressed in March, 1917, to the neutral powers against various acts of German barbarism and vandalism referred to the pillage of various French banks and urged them to warn their banks against dealing in securities taken from such banks». Der Fall lag insofern einfacher, als es sich um leicht identifizierbare Wertschriften, nicht um Gold handelte.

Es soll hier keine Analyse der neuesten Warnungen der Alliierten geboten werden. Es seien lediglich folgende wesentliche Punkte festgehalten:

1. Die Warnung bezieht sich nur auf Entzug von Eigentum von «countries and peoples who have been so wantonly assaulted and despoiled». Die Konfiskation jüdischer Vermögen in Deutschland fällt also nicht unter die durch die Warnung verpönten Massnahmen.

2. Die Warnung braucht den Ausdruck «looted gold», «looted currencies» usw. Man denkt dabei zuerst an eine Wegnahme, die im Widerspruch mit der LKO steht, vor allem weil auch Ausdrücke wie «illegal seizure» vorkommen. Aber sicher ist das keineswegs. Es kann auch jede Wegnahme infolge der kriegerischen Besetzung gemeint sein. Dafür spricht z. B. die eingangs Gebrauchte, ganz allgemeine Wendung «methods of dispossession». Auch die Wortbedeutung spricht dafür, dass legale und illegale Beschlagnahmungen gemeint sind. Der «Concise Oxford Dictionary» gibt folgende Erklärung des Wortes: «loot, n. & v.t. & i. Goods taken from enemy, spoil, booty; illicit gains made by official. (Vb) plunder, sack, (city & c., or abs); carry off as booty».

Der Ausdruck «looted» bietet den Alliierten wohl die Möglichkeit, später je nach Gutfinden den Begriff im engeren Sinn (als rechtswidrige Aneignung) oder im weiteren Sinn zu verwenden.

3. Die einschneidendste Bestimmung der Warnung dürfte in folgender Stelle liegen: «In view of the foregoing facts and considerations, the United States Government formally declares that it does not and will not recognize the transference of title to the looted gold which the Axis at any time holds or has disposed of in world markets». Das scheint sich, im Gegensatz zu der darauf folgenden Stelle, sogar auf die Vergangenheit zu beziehen. Die Alliierten, die solche Übertragungen nicht anerkennen, wären wohl auch bereit, Erstattungsansprüche der ursprünglichen Eigentümer zu unterstützen.

4. Die weiteren Ausführungen über die zu befolgende Ankaufspraxis betreffen die Beziehungen zwischen den Alliierten und den gewarnten Neutralen; über das Schicksal des im Widerspruch dazu durch Neutrale erworbenen Goldes der Achsenmächte wird nichts gesagt. Es gilt aber wohl das unter 3) Ausgeführte.

5. Eine unmittelbare Wirkung der alliierten Warnung liegt in der Zerstörung des guten Glaubens der Neutralen beim Erwerb von Gold durch die Achsenmächte. Dass dies für den Moment der Hauptzweck ist, ergibt sich aus dem Kommentar der «Times»: «The onus of proof of title is now placed on any neutral sellers of gold». Die Neutralen sollen offenbar darauf hingewiesen werden, dass sie, um Ausdrücke des Bundesgerichts zu gebrauchen (sh. oben), nach den Umständen zu Verdacht Anlass haben müssten. Deshalb liegt das

Interesse der Neutralen darin, durch entsprechende Erklärungen der Achsenmächte den guten Glauben wieder herzustellen.

6. In den neuesten Wirtschaftsverhandlungen ist der Schweiz die Zumutung gemacht worden, jeden Goldverkehr mit Deutschland zu unterbinden. Ein Unterschied, ob Deutschland das Gold rechtmässig besitzt oder nicht, wird nicht gemacht. Die bisher erörterten Rechtsfragen spielen dabei keine oder eine untergeordnete Rolle. Wohl aber wird durch eine solche Forderung die Neutralitätspolitik der Schweiz berührt.

Nun gibt es für die Wirtschaftspolitik eines neutralen Staates keine geschriebenen Rechtsregeln. Wohl aber wird der neutrale Staat danach trachten müssen, beide Parteien grundsätzlich gleich zu behandeln. Wenn er von der einen Partei Gold entgegennimmt, wird er der andern die Abnahme von Gold nicht verweigern können. Allerdings wird hier ein gerade im vorliegenden Fall wesentlicher Punkt nicht übersehen werden dürfen. Die Gleichheit besteht nicht darin, dass dem einen und anderen das Metall Gold abgenommen wird. Die Pflicht zur Gleichbehandlung kann für den Neutralen jedenfalls nur dann bestehen, wenn das am Gold übertragene Recht seitens des einen und andern das gleiche ist. Wenn der eine Gold überträgt, gegenüber welchem aller Voraussicht nach keine Vindikation erfolgen wird, während der andere Gold offeriert, das möglicherweise entwehrt werden wird (analog zu OR Art. 192 ff), so braucht der Neutrale diesen Unterschied nicht zu ignorieren. Der heikle Punkt liegt allerdings darin, dass eine eventuelle Entwehrung des vom Deutschland übernommen Goldes nur stattfinden kann, wenn die Alliierten siegen. Die Geltendmachung dieses Standpunktes scheint also einen bestimmten Kriegsausgang vorweg zu nehmen. Allein, das ist nicht notwendig der Fall. Der Neutrale braucht nur die gleichen Vorsichtsmassnahmen gegenüber beiden Kriegführenden zu treffen und von beiden bei der Annahme von Gold die oben S. 22 skizzierte Erklärung zu verlangen[2]. Die Alliierten, die die Schweiz durch ihre «Warnung» zu einer solchen Massnahme gegenüber Deutschland veranlassen, werden sich nicht beschweren können, wenn sie aus Gründen der Neutralität auch ihnen gegenüber zur Anwendung kommt.

Allerdings ist die grundsätzliche Einstellung des Goldverkehrs mit der einen Partei unter Aufrechterhaltung des Goldverkehrs mit der andern mit einer neutralen Wirtschaftspolitik kaum vereinbar. Man könnte sich zwar auf den Standpunkt stellen, dass es im wirtschaftlichen Bereich überhaupt keine Neutralitätspflichten gebe. Was aber auch theoretisch zugunsten dieses Standpunktes vorgebracht werden kann, seine praktische Durchführung scheitert daran, dass er von dem benachteiligten Kriegführenden nicht anerkannt werden wird.

---

2. *A la page 22 de son expertise juridique, D. Schindler écrit notamment:* Jedoch besteht die Möglichkeit, sich gegen den Vorwurf des bösgläubigen Erwerbs zu schützen. Sie läge darin, dass bei der Übernahme von Gold von Seiten der Achsenmächte eine ausdrückliche Erklärung verlangt würde des Inhalts, dass das Gold nicht im Widerspruch zu völkerrechtlichen Grundsätzen, insbesondere den in der Haager LKO enthaltenen Bestimmungen, erworben wurde. An Stelle dieser Erklärung könnte natürlich auch eine solche treten, aus der sich positiv ergibt, dass das Gold aus einer völkerrechtlich unanfechtbaren Quelle (z. B. aus Vorkriegsbeständen der Reichsbank) stammt.

Das vorliegende Gutachten ist, wie eingangs gesagt wurde, das Ergebnis einer ersten Prüfung der aufgeworfenen Rechtsfragen. Trotz der kurzen für die Ausarbeitung zur Verfügung stehenden Zeit, glaubte ich, es jetzt erstatten zu sollen, da ich in den nächsten sechs Wochen nicht in der Lage sein werde, mich eingehend mit den Fragen zu befassen.

Mit Absicht ist auf die Problematik der Rechtslage hingewiesen worden. Ein Exposé zur Verteidigung des schweizerischen Standpunktes gegenüber dem Ausland wäre natürlich anders abzufassen. Bevor aber ein bestimmter Standpunkt eingenommen und gegebenen Falls verteidigt wird, ist es nützlich, die Stärke oder Schwäche der eigenen Position zu kennen[3].

3. *Sur la même question, cf. expertises du 28 mars 1946 et du 18 avril 1946 de G. Sauser-Hall, Professeur de Droit international aux Universités de Genève et de Neuchâtel* (E 2800/1967/61/79 *et* E 6100 (A) 25/2326).

182

E 4800 (A) 1967/111/329

Le Chef de la Division de Police du Département de Justice et Police, H. Rothmund, au Ministre de Suisse à Vichy, W. Stucki

Copie
L

Bern, 24. Juli 1944

Mein Lieber,

Du findest beiliegend einen Brief der Polizeiabteilung[1] über die aus Vichy nach der Schweiz geflüchteten ungarischen Diplomaten, den Herr Baechtold in meinem Auftrag redigiert hat. Ich schreibe Dir noch persönlich, weil ich mir vor diesen Fällen nicht recht zu helfen weiss.

Auf der einen Seite kenne ich Deine Einstellung, die offenbar geteilt wird vom Herrn Departementschef. Wenigstens hat dieser schon mehrfach angefragt, ob Herr Baranyai sich noch in der Schweiz befinde. Zuletzt, vor einigen

1. *Non reproduite. La Division de Police rappelle d'abord dans quelles circonstances les trois diplomates hongrois et leurs familles se sont réfugiés en Suisse.* En ce qui nous concerne, nous sommes plutôt de l'avis que l'arrestation de ces diplomates par les autorités d'occupation et leur remise probable aux autorités hongroises les mettraient dans une situation suffisamment dangereuse pour justifier leur admission en Suisse comme réfugiés. En nous demandant de refouler M. Baranyai, vous aviez fait valoir aussi que si l'on ne réagissait pas, nous aurions bientôt en Suisse, comme réfugiés, la plus grande partie du corps diplomatique accrédité à Vichy. Depuis, et comme pour vous donner raison, nous avons vu arriver M. et Mme Geszetesi. Nous demandons néanmoins si le fait de procéder au refoulement dans un cas empêcherait vraiment les autres de tenter leur chance. *Cf. aussi* E 2001 (D) 3/268–269.

Tagen, hat Herr Bundesrat um Bericht ersucht, «sobald der ungarische Legationsrat Baranyai und der ungarische Handelsattaché Inczedi zurückgestellt seien».

Auf der andern Seite haben die beim Polizeidepartement in Genf über Herrn Baranyai eingezogenen Erkundigungen eine gute Auskunft ergeben. Auch scheint dieser Mann während seines langjährigen Aufenthaltes in der Völkerbunddelegation in den besten Kreisen der Genfer Intellektuellen einen ausgezeichneten Ruf hinterlassen zu haben.

Wir haben schon 25 000 fremde Juden als Flüchtlinge aufgenommen, von denen die wenigsten irgendwelche Beziehungen zur Schweiz haben und auf jeden Fall so ziemlich alle unser Land und seine Institutionen kaum verstehen und die eine schwere Belastung bedeuten für uns. Nach unsern neuesten Weisungen[2] an die Grenze müssen auch fernerhin alle Juden zugelassen werden, weil sie als an Leib und Leben gefährdet betrachtet werden müssen. (Ich lege ein Exemplar dieser Instruktionen zu Deiner Kenntnisnahme bei.)

Die Judenverfolgungen in Ungarn haben eine aussergewöhnlich scharfe Reaktion ausgelöst in der schweizerischen öffentlichen Meinung. Diese wurde noch verschärft durch die Mitteilungen aus Limoges[3]. Wenn wir ungarische Diplomaten, die aus der deutschen Überwachung in Vichy zu uns fliehen, weil sie angeblich Distanz nehmen wollen von der heutigen ungarischen Regierung, zurückschicken, so wird das nur sehr schwer verstanden werden. Auf jeden Fall bei einem Mann wie Baranyai, der in so guter Erinnerung steht bei besten Genferleuten.

Ich möchte Dich deshalb bitten, anhand des Briefes von Baranyai festzustellen, ob er wirklich eine Doppelrolle gespielt hat und unehrenhaft vorgegangen ist. Wenn das der Fall ist, dann werden wir ihm dies sagen und werden ihn aber auch an die Grenze führen lassen. Wir können es dann auch seinen früheren Freunden mitteilen.

Sollte er aber nichts Unehrenhaftes begangen haben und sich, wie seine ungarischen Kollegen in der Schweiz zu glauben scheinen, nur herausgeschwindelt haben, um seinen Gesandten vor Verlegenheit zu bewahren, so würde ich trotz der Gefahr des bösen Beispiels von der Rückweisung absehen.

Wir könnten ja selbstverständlich sagen, die Diplomaten, die ausreissen, bringen sich dadurch erst in Gefahr und können deshalb nicht aufgenommen werden, gerade wie die Franzosen, die den befohlenen Arbeitsdienst nicht leisten und deshalb zu uns kommen wollen, und die wir im grossen ganzen auch zurückweisen.

Ist die Situation eines Diplomaten aber nicht doch etwas anders? Müssen wir nicht den Ungaren achten, der heute seiner Regierung den Bettel hinschmeisst und geht?

Wir müssen natürlich irgendwo eine Grenze ziehen. Baechtold versucht es mit den Beziehungen zur Schweiz. Ich halte das nicht für unbillig, wenn es auch nicht durchaus logisch ist. Wir müssten nur noch *besondere* Gefahr für Leib und Leben dazu nehmen. Allzu ängstlich bin ich nicht der Konsequenzen

---

2. *Cf. N° 175.*
3. *Rapport sur le massacre d'Oradour-sur-Glane, cf. N° 173.*

wegen. Wenn wir sagen können, dass besonders enge Beziehungen zu unserem Lande verlangt werden, können wir einen guten Teil auch der Diplomaten abhalten. Zudem wird das Reisen wahrscheinlich immer schwerer und riskanter, sodass auch in den Verhältnissen selbst eine starke Bremse liegt.

Ich habe bei Deinem letzten Besuche den Eindruck erhalten, dass Dir sehr viel an der Rückweisung Baranyais liegt. Es tut mir leid, wenn ich Dir mit meiner Zurückhaltung in diesem Falle Deine ja sonst so grossen Sorgen noch vergrössere. Ich würde es sicher nicht tun, wenn ich nicht im Angesicht der ganzen Flüchtlingsfrage und der Verhältnisse bei uns ein ernsthaftes Widerstreben gegen die Zurückweisung hätte. Ich bitte Dich deshalb sehr, meine Überlegungen zu würdigen und die Mühe zu nehmen, mir noch einmal zu schreiben.

183

E 2001 (E) 2/575

Notice sur les négociations économiques germano-suisses [1]

Bern, 25. Juli 1944

Es ist heute mittag nun eine Einigung auf folgender Grundlage zustande gekommen.

1. *Zu Ziffer 1 des deutschen Briefentwurfs* [2]. Die Worte «erstmalig am 1. Oktober» werden gestrichen. Die Kündigungsfrist im Falle des Scheiterns der Verhandlungen wird von 14 auf 10 Tage herabgesetzt (letzte Zeile von Ziffer 1).

Damit haben wir praktisch die «escape clause» erreicht, die Herr Harrison in seinem Briefe vom 14. Juli [3] empfahl. Der Bundesrat ist berechtigt, in irgendeinem Zeitpunkt Verhandlungen zu verlangen, sobald er «zu der Überzeugung kommt, dass die beiderseitigen Leistungen und Gegenleistungen nicht mehr in dem beim Abschluss des Vertrages angenommenen Verhältnis stehen». Als eine wesentliche deutsche Leistung im Rahmen des Vertragswerkes sind z. B. stets die Erleichterungen in der Handhabung der Gegenblockade betrachtet worden. Das wurde auch in den nun zu Ende gehenden Verhandlungen von der schweizerischen Seite immer wieder betont. Sollten sich unsere Grenzen nach dem Süden oder Westen zu wieder öffnen, so fällt der ganze Wert der deutschen Zugeständnisse auf dem Gebiete der Gegenblockade dahin und der Weg zu neuen Verhandlungen steht offen. Ebenso beim Ausbleiben wichtiger deutscher Waren.

---

1. *Rédigée par R. Kohli.*
2. *Non reproduit.*
3. E 2001 (E) 2/625.

2. *Zu Ziffer 2 des deutschen Briefentwurfs.* Statt die Ersetzung des Datums des *31. Oktober* (wie es in der Notiz von gestern richtigerweise heissen muss) zu verlangen, hat die schweizerische Delegation folgende Einfügung beantragt:

«Sofern vor dem 15. September keine der Parteien Veranlassung nimmt, im Sinne von Ziffer 1 Verhandlungen zu beantragen, wird die schweizerische Regierung von diesem Datum an die Transfergarantie auch auf die Transferkontingente des Monats Oktober ausdehnen».

Wir haben uns also erst unmittelbar vor dem 15. September zu entscheiden, ob wir die Transfergarantie für den Oktober gewähren oder neue Verhandlungen verlangen wollen. Ebenso können wir uns bis Ende Oktober überlegen, ob wir Verhandlungen beantragen oder die Transfergarantie für November und Dezember gewähren wollen.

3. *Herabsetzung von Kriegsmaterial.* Die schweizerische Delegation hatte – allerdings wesentlich als taktische Forderung, um die Verkürzung der Vertragsdauer durchsetzen zu können – das unzulängliche deutsche Mineralölangebot zum Anlass genommen, um eine nochmalige wesentliche Herabsetzung der schweizerischen Ausfuhr in den Positionen Kriegsmaterial, Zünder und Munition zu verlangen. Hier hat man sich nun verständigt, dass Deutschland der Halbierung der schweizerischen Munitionsausfuhr zustimmt. Statt für 5,3 Mio Fr., wie ursprünglich vorgesehen, werden wir im II. Semester 1944 nur für 2,6 Mio Fr. Munition nach Deutschland ausführen. Dafür haben wir das Ausfuhrkontingent für Präzisionswerkzeuge und dasjenige für Holzbearbeitungsmaschinen um je 1,6 Mio Fr. erhöht. Das Kontingent für die Präzisionswerkzeuge bleibt innerhalb unserer in London akzeptieren Vorschläge, sodass wir gegenüber den Alliierten nur eine Erhöhung von 1,6 Mio Fr., die auf Holzbearbeitungsmaschinen (also einen wesentlich «zivilen» Sektor) fallen, zu rechtfertigen haben.

Auch über die andern bisher noch offen gebliebenen Fragen (der Gegenblockade, der Transferkontingente für die besetzten Gebiete, der Kriegsschäden usw.) wurde eine Einigung erzielt.

Es werden nunmehr die Texte vorbereitet.

Die Unterzeichnung des Abkommens dürfte am Freitag oder Samstag möglich sein.

Der Presse wird eine offizielle Mitteilung im gleichen Rahmen wie beim Abschluss des Vertrages vom 24. März zugehen. Herr Direktor Hotz wird nächste Woche in einer vom Justiz- und Polizeidepartement veranstalteten Pressekonferenz weitere Aufschlüsse erteilen.

184

E 2300 Budapest/4

Le Ministre de Suisse à Budapest, M. Jaeger,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz[1]

RP 15.s. Streng vertraulich
Gefälligst nicht zu reproduzieren

Budapest, 25. Juli 1944

Durch Kurzbericht hatte ich die Ehre, Ihnen zu melden, dass ich aus meiner erneuten Besprechung mit dem Ungarischen Reichsverweser die Überzeugung gewinnen konnte, dass Admiral Horthy mit der Politik der heute am Ruder befindlichen Regierung nicht in allen Punkten einiggeht und vor allem die bisherige Judenpolitik des Kabinetts Sztójay desapprobiert[2].

---

1. *Annotation de Pilet-Golaz en tête du document:* 10.8.44.

2. *Au sujet des mesures antisémites en Hongrie, cf. ci-dessus le N° 171. La lettre signée par le Chef du DPF le 7 juillet ne part qu'avec le courrier du 17 juillet. Un télégramme résumant les instructions de Pilet-Golaz est expédié le 12 juillet et Jaeger y répond par un télégramme du 18 juillet (expédié à 23 h 12 et reçu à Berne le 19 juillet à 15 h 30):* Nummer 220. Ihr 229, Judenverordnungen in Ungarn. Habe sofort bei Reichsverweser und Ministerpräsident persönlich interveniert. Als vorläufiges Resultat der Demarche, die auch vom Heiligen Stuhl, vom schwedischen Roten Kreuz und namens War Refuge Board unternommen wurden, kann ich Ihnen durch Kurier Bericht ganze Reihe von Milderungen und Begünstigungen melden, von denen die wichtigste die einstweilige vollständige Unterbrechung der Judenverschickung nach Deutschland ist. In einstündiger Besprechung mit Staatschef konnte ich Überzeugung gewinnen, dass Reichsverweser Horthy ein absoluter Gegner der bisherigen Judenpolitik des Kabinetts Sztojay ist, er trachtet danach dieses Kabinett zu beseitigen. Ein hoher Militär soll an die Spitze der Regierung treten und die Portefeuilles an parteilose Fachminister vergeben. Solange dies nicht möglich, geht Horthys Bestreben darauf, den das Judenressort verwaltenden Innenminister und besonders seine zwei anrüchigen Staatssekretäre Endre und Baky zu entfernen. Die Durchsetzung dieser Vorhaben ist eine Machtfrage, die sich heute verästelt durch die Partei bis in die Machtsphären der daran politisch stark interessierten deutschen Verbündeten. Darüber werde ich noch besonders berichten und bitte diesen Punkt stets vor Augen zu halten in der Beurteilung der Judenfrage in Ungarn (E 2001 (D) 3/172).

De plus, Pilet-Golaz adresse le 13 juillet, la notice suivante à de Haller: On annonce – les journaux – qu'on évacuerait les enfants de Budapest. Ce serait peut-être l'occasion d'offrir d'en hospitaliser en Suisse et notamment de préciser que nous sommes disposés à recevoir quelques milliers d'enfants juifs, ceux qui en ont plus particulièrement besoin et ceux qui seraient sans parents.

Je suis persuadé que vous en avez déjà discuté avec la Croix-Rouge suisse. Même si les chances d'acceptation sont minimes, nous devons essayer de tout tenter pour venir en aide à ces malheureux.

Dans une conversation que j'ai eue avec le Ministre des Etats-Unis vendredi le 8 juillet, je lui ai déclaré que si nous pouvions hospitaliser 5000 enfants juifs, je n'hésiterais pas une seconde à les accueillir, persuadé d'ailleurs que, plus tard, Angleterre et Amérique nous aideraient ou à les renvoyer chez eux, ou à les transporter en Palestine, ou les conduire aux Etats-Unis.

Mais, bien entendu, je n'ai pas manqué d'ajouter que je croyais très peu à un consentement de la part de ceux qui, en fait, peuvent dire oui (E 2001 (D) 1968/74/17).

Par une lettre du 15 juillet et un télégramme du 19 juillet, le DPF transmet à la Légation de Suisse à Budapest des instructions afin de déterminer la possibilité d'accueillir des enfants hongrois en Suisse (*Cf.* E 2001 (D) 3/172).

Seit Wochen findet ein innenpolitischer Kampf statt um die Beseitigung oder wenigstens um eine wesentliche Modifizierung der jetzigen Regierung. Des Reichsverwesers Plan wäre, an die Spitze des Kabinetts einen Militär zu stellen, der die Portefeuilles an parteilose Fachminister verteilen würde. Diese gegen die politischen Parteien gerichtete Tendenz hat sich bisher nicht durchsetzen können, sondern die politischen Parteien sind zurzeit daran, sich über die Regierungsbildung zu verständigen und eine Koalitionsregierung aufzustellen, in der alle rechtsstehenden Parteien vertreten wären und auch der Pfeilkreuzlerführer Szalassy Platz finden solle.

Die Parteien-Verhandlungen stehen unter dem Druck von verschiedenen Machtfaktoren. Als bedeutendste unter diesen müssen die im Lande anwesenden deutschen Gestapo- und SS Truppen bezeichnet werden. Daneben spielt die ungarische Honvéd, aber auch die ungarische Gendarmerie eine Rolle. In diesem Zusammenhang muss erwähnt werden, dass der Innenminister Jaross und seine zwei Staatssekretäre Endre und Baky, denen die Vollstreckung der Judenverordnungen untersteht, anfangs Juli grössere Gendarmerie-Kräfte in der Hauptstadt zusammengezogen haben, hauptsächlich um die Sammlung und Deportation der Juden zu bewerkstelligen, aber es scheint auch, um ihre eigene Machtstellung zu verstärken und um ihren Anordnungen und Begehren mehr Nachdruck zu verleihen. Die Leitung der Honvéd, die dieses Manöver durchschaute, hat es dadurch durchkreuzt, dass sie Truppen ausrücken liess und es erreichte, dass die Gendarmerie-Truppen wieder abziehen mussten. Man hat diesen Zwischenfall nicht mit Unrecht als kleinen Putschversuch bezeichnet.

Seitdem es die Opposition erreicht hat, dass die Judendeportationen nach Deutschland vorläufig abgestoppt und den Juden allerlei Erleichterungen gewährt wurden, haben die im Lande anwesenden Gestapo- und SS Truppen eine als Drohung aufzufassende Demonstration in der Hauptstadt veranstaltet, indem sie in etwa Divisionsstärke durch die Strassen Budapest's gezogen sind, um sich in der Umgebung der Hauptstadt zu zerstreuen.

Bei diesem Stand der Dinge ist es das Hauptziel des Reichsverwesers, die tatsächliche Macht im Lande wieder in seine Hand zu bekommen. Und zu diesem Zwecke bemüht er sich unablässig, die immer noch in Russland sich befindlichen ungarischen Divisionen zurückzukriegen. Gemeint sind hier nicht die unmittelbar jenseits der Karpathen stehenden ungarischen Truppen, die das eigene Land im Rücken haben und denen es jederzeit möglich sein wird, nach Ungarn zurückzukehren, sondern jene besten ungarischen Kavallerie-Divisionen, die ins Innere Russlands gezogen sind und nach dem Versprechen der Deutschen eigentlich nur als Polizei- und Etappentruppen hätten Verwendung finden sollen. Diese ungarischen Kräfte stehen heute noch im Sektor von Lemberg an der russischen Front und werden auch gegen Tanks eingesetzt, sodass sie schwerste Verluste erleiden. Ich habe ganz vertraulich vernehmen können, dass diese ungarischen Truppen den Befehl erhalten haben, unbedingt zurückzukehren und sich gegebenenfalls auch gegen Widerstand durchzuhauen.

Der Reichsverweser hat nun als äusserste Massnahme ein Schreiben an Hitler gerichtet und seinen Generaladjutanten mit diesem Brief persönlich zum deut-

schen Führer geschickt[3]. Er soll in seinem Schreiben kategorisch die Rückkehr der erwähnten ungarischen Truppen verlangen.

Wäre Reichsverweser Horthy in der Lage, über diese seine bestausgerüsteten und ertüchtigten Truppen im Lande zu verfügen, so könnte er auf die Politik des Landes einen ganz andern, ja einen entscheidenden Einfluss nehmen. Es steht dem Reichsverweser fern, etwa Verrat zu üben und die Deutschen im Lande mit den Waffen anzugehen, dagegen würde er es nicht dulden, dass Gestapo- und SS Truppen in seinem Lande agressiv werden sollten. In diesem Falle könnte die Situation in Ungarn von einem Tag auf den andern evoluieren, d.h. Ungarn könnte noch in letzter Stunde in das andere Lager zu stehen kommen[4]. Ich brauche hier nicht näher auf diesen Punkt einzugehen, dessen Bedeutung Sie ohne weiteres erkannt haben werden. Die vorstehende Skizzierung soll auch die Bemerkung meines Kurzberichtes erklärlich machen, dass auch die Innenpolitik und insbesondere die Judenpolitik Ungarns eine Machtfrage geworden ist.

3. *Pilet-Golaz a noté un point d'interrogation dans la marge.*
4. *Pilet-Golaz a noté un point d'interrogation dans la marge.*

185

E 2803/1969/302/1

Le Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz,
au Président du Comité international de la Croix-Rouge, M. Huber

Copie
L SW

Berne, 26 juillet 1944

Nous avons l'honneur de vous informer que nous avons récemment entretenu le Conseil fédéral[1] de la situation dans laquelle le Comité international de la Croix-Rouge pourrait éventuellement être placé si, du fait des circonstances, il était privé des ressources qui alimentent le budget des activités que lui impose la guerre, sans pouvoir simultanément se libérer des charges financières correspondantes.

D'accord avec le Conseil fédéral, nous sommes en mesure de vous confirmer qu'au cas où, malgré une gestion économe et prudente, le Comité international devait avoir à faire face à des difficultés de trésorerie, la Confédération n'hési-

1. *On ne trouve pas de trace de cette discussion du Conseil fédéral dans les procès-verbaux polycopiés du gouvernement* (E 1004.1 1/447). *Sur cette question, cf. DDS, vol. 13, N° 130, et* E 2001 (D) 1968/74/5.

Cf. aussi le Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant l'octroi d'une avance de la Confédération au comité international de la Croix-Rouge (du 20 novembre 1945), *FF, 1945, II, pp. 376–379.*

terait pas à lui venir en aide, soit en lui accordant une nouvelle dotation à fonds perdus, soit en lui ouvrant un crédit. Dans l'un comme dans l'autre cas, le montant serait fixé, suivant les circonstances, au moment même de la décision concrète.

Nous espérons que les indications qui précèdent contribueront à fournir au Comité le minimum d'assurance qu'exige la poursuite, malgré l'incertitude des temps, de ses activités indispensables et, partant, la sauvegarde de sa haute mission.

186

E 2001 (E) 2/625

Notice du Ministre de Suisse à Londres, P. Ruegger

Copie Londres, 27 juillet 1944

ENTRETIEN AVEC LORD SELBORNE,
MINISTRE DE L'«ECONOMIC WARFARE» DU 27 JUILLET 1944

Lord Selborne a manifesté le désir de me voir, sans doute à la suite du contact qu'il avait eu avec le Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, M. Eden[1].

L'entretien s'est déroulé surtout sur un plan général, tout en prenant comme point de départ les négociations économiques en cours.

Je ne reviens pas ici sur l'exposé de notre thèse, que j'ai été amené à faire dans une phase difficile des pourparlers économiques. Cet exposé reprenait avec quelques précisions techniques celui que j'avais développé devant M. Eden, en insistant sur les difficultés extrêmes, contre lesquelles notre pays avait eu et avait à lutter pour s'assurer, d'une part, des produits indispensables à l'économie suisse, pour réduire, dans de vastes proportions, les fournitures de produits intéressant la guerre à ses voisins, et pour maintenir ouvertes, malgré tout, les voies de communications avec le monde occidental. J'ai tâché de préciser aussi la part que le facteur économique joue dans le maintien de la neutralité, base indispensable de l'action déployée par notre pays dans l'intérêt de tous.

J'ai été heureux de constater que Lord Selborne manifeste une entière compréhension pour le rôle de la Suisse neutre dans le conflit et dans l'après-guerre, et je crois pouvoir admettre que nous pourrons trouver dans cet homme d'Etat un appui, lorsqu'il s'agira de voir reconnaître la fonction de la Suisse neutre dans une organisation internationale à venir. Ses réactions et le mode de raisonnement de Lord Selborne présentent une ressemblance étonnante avec celle de son oncle, Lord Robert Cecil (actuellement Lord Cecil of Chelwood). Comme ce dernier, Lord Selborne présente un mélange frappant d'idéalisme

1. *Cf. N° 178.*

généreux sur un plan général, et de l'esprit pratique d'un Ministre chargé du blocus. Durant l'entretien, je me suis souvenu que Lord Robert Cecil également était entré dans la voie de la collaboration internationale après avoir passé, durant la dernière guerre, par le dur apprentissage d'un Ministère, souvent impitoyable, du blocus. Il y a d'ailleurs aussi une forte ressemblance physique entre les deux hommes, sans que toutefois Selborne ait l'expression souvent malicieuse de son oncle.

Parlant de notre pays, Lord Selborne a dit que la Suisse avait certainement un rôle très important à jouer dans la reconstruction du monde et dans le rééquipement de l'Europe, dont les stocks sont devenus, dans de nombreuses régions, inexistants. Il s'est demandé – et sur ce point il a repris la thèse personnelle, dont M. le Prof. Keller avait déjà eu connaissance – si une partie de l'industrie suisse ne devrait pas, pour les besoins immenses de l'après-guerre, se spécialiser dans la production de machines agricoles. Le souci principal de Lord Selborne, comme, dit-il, de plusieurs de ses collègues de Cabinet, est le problème politique de l'Allemagne de l'après-guerre. J'aurai l'occasion de revenir sur les idées développées par le Ministre de l'«Economic Warfare». Lord Selborne dit que l'on compte beaucoup sur la pénétration, dans le monde germanique, d'idées qui ont toujours eu cours en Suisse et, par conséquent, sur l'influence morale et intellectuelle de notre pays. Très nettement, mon interlocuteur a indiqué que des mesures radicales de compression économique du peuple allemand ne résoudraient pas le problème d'une paix future.

Pour terminer, Lord Selborne a exprimé le vif espoir, comme moi-même du reste, que les délégués alliés et suisses arriveraient à la signature de l'accord.

187

E 2809/1/3

Le Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz, au Ministre de Norvège à Berne, F. Koren[1]

Copie
AM

Berne, 28 juillet 1944

Strictement confidentiel

Lorsqu'il fut mis au courant des événements concernant l'Université d'Oslo, au début de décembre 1943[2], le Chef du Département Politique s'était demandé aussitôt s'il pouvait tenter quelque chose en faveur des professeurs et des étudiants atteints par les mesures annoncées.

1. *Annotation manuscrite de Pilet-Golaz en tête du document:* Remis à M. Koren le 28.7.44.
2. *Cf. les rapports du Ministre de Suisse, P. Dinichert, des 5, 6 et 8 décembre 1943* (E 2300 Stockholm/13; E 2001 (D) 3/347 *et PVCF N° 2218 du 3 décembre 1943,* E 1004.1 1/440.

Ayant reçu, entre autres, de l'Association suisse des femmes universitaires une lettre datée du 22 dit mois, où l'on lisait:

«La nouvelle de l'emprisonnement et de la déportation d'un grand nombre d'étudiants norvégiens et de leurs professeurs a produit chez nos membres une impression extrêmement douloureuse. Afin de ne pas nuire à nos collègues et aux membres de la Fédération internationale des femmes universitaires habitant les pays occupés, nous renonçons à protester dans la presse suisse contre ces mesures particulièrement draconiennes.

Toutefois il nous importe de vous faire savoir que nous approuvons pleinement les manifestations des étudiants suisses en faveur des universités norvégiennes, de leurs professeurs et de leurs étudiants. Nous nous joignons à eux pour vous prier instamment de faire tout ce qui sera en votre pouvoir pour alléger moralement et matériellement le sort de ces intellectuels et pour hâter le moment où ils pourront reprendre leurs travaux scientifiques»[3], il répondit le 28:

«... il va de soi que tout ce que nous pourrons faire pour les étudiants internés et déportés nous le ferons de grand cœur.»[3]

Il ne tarda pas, en effet, à prendre contact avec le ministre d'Allemagne à Berne pour lui exposer qu'il serait très heureux de pouvoir venir en aide aux étudiants transférés dans le Reich. Il pensait à des visites de camps, des expéditions de livres et des envois de paquets alimentaires[4].

Constatant que l'accueil fait à sa suggestion ne donnait pas à bref délai les résultats qu'il aurait désirés, il chargea sa Légation à Berlin de s'en entretenir à son tour avec le Ministère des Affaires Etrangères[5]. Il apprit ainsi au début de mars que, pour éviter qu'un aspect politique ne fasse naître une question de

---

3. E 2001 (D) 3/347. *L'émotion soulevée en Suisse par ces événements fut particulièrement vive. La Division Presse et Radio adressa une circulaire confidentielle aux rédactions des journaux suisses à ce sujet:* Nous vous prions de ne publier des renseignements ou commentaires au sujet de manifestations d'étudiants concernant les événements survenus à l'université d'Oslo que s'ils font preuve de modération et de la réserve prescrites par la politique de neutralité de la Suisse. De telles communications ne sont admissibles que si la manifestation y relative s'est déroulée d'une façon digne et décente (E 2001 (D) 3/347).

De plus, une motion et deux interpellations furent déposées au Conseil national. Le Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz, y répondit lors de la séance du 31 mars 1944 et fit à cette occasion une déclaration sur la politique de neutralité et les relations avec le CICR, rendant notamment hommage à son Président Max Huber.

4. *Cf. la notice du 17 janvier 1944* (E 2001 (D) 3/347).

A ce sujet, le Délégué du Conseil fédéral aux Oeuvres d'Entraide internationale, Ed. de Haller, eut un entretien téléphonique avec P. Anker, Représentant de la Croix-Rouge norvégienne en Suisse. Celui-ci, encouragé par les manifestations de sympathie, voulait demander aux autorités fédérales d'accroître les possibilités d'envoyer des paquets aux déportés norvégiens: Je déconseille de fonder toute nouvelle offensive auprès des autorités fédérales sur l'affaire des étudiants. J'explique qu'il est toujours difficile soit pour les autorités fédérales, soit pour la Croix-Rouge suisse, de secourir des groupes spécifiques de victimes de la guerre, surtout lorsque leur sort a fait l'objet de polémiques. M. Anker prend note de cette recommandation.

(*Notice d'Ed. de Haller du 11 janvier 1944,* E 2001 (D) 1968/74/2).

5. *La correspondance de mars à juillet se trouve dans* E 2001 (D) 3/347.

prestige et ne gêne l'aide éventuelle, il fallait se garder de toute démarche spectaculaire et publique de nature à agiter les esprits.

La plupart des étudiants, assurait-on, n'étaient pas à proprement parler dans un camp de concentration mais traités comme les membres du service du travail; ils allaient bien et leur nourriture était suffisante.

Cependant, tel n'était peut-être pas le cas d'une minorité «concentrée», elle, à part et considérée comme formée d'éléments exigeant des mesures spéciales.

Dans la seconde partie du mois, une nouvelle communication porta à sa connaissance que le Gouvernement allemand préférait ne pas donner suite à la suggestion de la Suisse comme telle. Par contre, l'intervention de la Croix-Rouge internationale, elle, n'était pas exclue. On confirmait à cette occasion que les étudiants étaient convenablement traités et que la plupart d'entre eux seraient de nouveau en Norvège.

Mais ce renseignement fut rectifié et précisé ultérieurement – dans le courant d'avril – dans ce sens qu'en réalité, ces étudiants n'auraient pas été à proprement parler déportés.

Par contre, ceux qui avaient été emmenés en Allemagne s'y trouvaient encore. Ils avaient été autorisés à recevoir des colis. En fait, par la Croix-Rouge ils en recevaient. Le sort de ceux qui étaient en Alsace ne donnait pas lieu à d'immédiates inquiétudes.

Beaucoup moins claire et, par conséquent, moins satisfaisante, était la situation de la minorité, qualifiés de communistes, maintenus dans le camp de Buchenwald. Des efforts étaient faits pour qu'ils soient à leur tour visités par un délégué du CICR.

La Légation de Suisse à Berlin reçut pour instructions d'assister la Croix-Rouge dans toute la mesure du possible.

Dans la première partie de juillet 1944 elle fit savoir qu'en ce qui concernait le camp de concentration de Buchenwald, les délégués de la Croix-Rouge étaient de l'avis que le traitement des étudiants qui s'y trouvaient internés était «satisfaisant»[6]. En août, ils espéraient pouvoir visiter le camp et ne manqueraient pas de s'informer de l'état dans lequel se trouvaient ces étudiants[7].

ANNEXE

E 2001 (D) 3/347

Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

L Berlin, 12. Juli 1944

Der Delegierte des Internationalen Roten Kreuzes Dr. Schirmer wird morgen von hier nach Budapest reisen mit dem Handschreiben des Präsidenten des Internationalen Roten Kreuzes an den Reichsverweser Horthy. Um die Geheimhaltung des Schreibens auf der Reise sicherzustellen, habe

6. *Cf. la lettre reproduite en annexe au présent document.*

7. *Cf. la lettre du 23 novembre 1944 du Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz, à F. Koren* (E 2809/1/4) *et l'Aide-Mémoire du 16 mars 1945 adressé par Max Petitpierre au Ministre de Norvège à Berne* (E 2001 (D) 1968/74/2).

ich auf Wunsch von Dr. Schirmer das Schreiben in einem amtlichen Pli, adressiert an Herrn Minister Jaeger, verschlossen und Herrn Dr. Schirmer einen Kurierausweis geben lassen. Herr Schirmer wird nach seiner Ankunft in Budapest und nach Fühlungnahme mit Minister Jaeger sofort eine Audienz beim Reichsverweser erbitten[8].

Bezüglich des Konzentrationslagers Buchenwalde sind die Delegierten des Roten Kreuzes auf Grund der früheren Besuche und anderer Informationen nach wie vor der Ansicht, dass die Behandlung der dort internierten Osloer-Studenten eine befriedigende sei. Im August hoffen sie, das Lager wieder besuchen zu können und die Delegierten werden sich im besonderen nach dem Befinden dieser Studenten erkundigen. Falls ich im August von Berlin abwesend sein sollte, wird Legationsrat Zehnder über die Eindrücke der Lagerbesucher berichten.

---

8. *Il s'agissait d'un message en vue de sauvegarder les Juifs de Hongrie. A ce sujet, cf. la notice du 6 juillet 1944 de Ed. de Haller à M. Pilet-Golaz: Max Huber* a écrit au nom du CICR au Régent Horthy lui demandant d'une manière pressante de mettre le Comité en mesure de répondre aux appels et communications de tous genres et de toutes provenances concernant le traitement infligé aux Juifs en Hongrie.

Par ailleurs, le CICR insiste auprès du Gouvernement hongrois pour que toutes facilités lui soient accordées concernant les visites de camps et l'envoi de secours aux Juifs.

M. Huber fait observer qu'en entreprenant ces démarches, le CICR sort quelque peu de sa réserve traditionnelle et de la prudence qu'il s'impose dans ses rapports avec les belligérants. Afin d'abréger les délais, le CICR confiera la lettre qu'il adresse au Régent Horthy à un des membres de sa délégation en Allemagne, qui quitte la Suisse aujourd'hui ou demain et qu'on a invité à faire le détour par Budapest. Ce délégué a pour instructions de remettre la lettre de M. Huber au Régent Horthy en mains propres. Comme il n'est pas accrédité comme délégué auprès du Gouvernement hongrois, il est possible qu'il n'obtienne pas sans autre une audience. M. Huber me charge de vous demander si vous seriez éventuellement disposé à inviter M. Jaeger à aider ce délégué à triompher des formalités nécessaires pour être reçu par le Régent. (E 2001 (D) 3/172).

Pilet-Golaz ayant répondu positivement à cette demande, il signe le lendemain une lettre destinée au Ministre de Suisse à Budapest (lettre du 7 juillet).

188

E 2001 (D) 3/349

Les Légations de Grande-Bretagne et des Etats-Unis d'Amérique à Berne au Département politique[1]

AM Berne, 31 juillet 1944

Le Gouvernement britannique estime que les mesures qui s'imposeraient pour assurer un contrôle suffisant de ce trafic devraient comprendre les suivantes:

---

1. *En tête de l'aide-mémoire, signé par Clifford Norton, Pilet-Golaz a écrit:* à la D*[ivision des]* A*[ffaires]* E*[trangères]*. 25.8.1944.

Cf. la réponse du DPF du 24 août 1944 (non reproduite).

(a) Refus de transporter tout matériel de guerre. La définition de ce matériel devrait au moins avoir la même étendue que celle acceptée par la Suède au mois d'août 1943. En effet ce qui est demandé aujourd'hui à la Suisse n'est que ce que la Suède a déjà accordé;

(b) La limitation aux quantités normales du transit d'autres produits qui seraient susceptibles de revêtir une importance stratégique;

(c) La limitation du trafic ennemi dans sa totalité au courant normal d'avant guerre;

(d) L'application de mesures effectives dans le but d'empêcher le transit de produits de tout genre pillés par l'ennemi. Dans ce sens il ne devrait être fait aucune distinction entre produits neufs et usagés;

(e) La modification des niveaux du trafic normal en tenant compte de la libération progressive du territoire italien occupé par l'ennemi.

Maintenant que la guerre s'approche de la région des Alpes, l'octroi de facilités de transit à l'ennemi revêt de plus en plus une importance directe et urgente du point de vue militaire. Il va sans dire qu'il existe un rapport étroit entre les opérations qui réussissent à empêcher le trafic entre l'Italie et l'Allemagne par les voies situées hors du territoire suisse et l'importance pour l'ennemi des voies de communication à travers la Suisse. Il y a lieu à supposer que la quantité de produits expédiés en transit par la Suisse est déjà influencée par ce facteur.

189

E 2001 (D) 3/517

Le Ministre de Suisse à Londres, P. Ruegger,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz[1]

L Londres, 1er août 1944

J'ai hâte de répondre par le prochain courrier à votre obligeante lettre du 14 juillet dernier[2], reçue le 26 juillet, au sujet des difficultés de transport auxquelles notre pays se heurte maintenant pour son ravitaillement à travers la France. J'ai également reçu la lettre de la Division des Affaires Etrangères du 20 juillet[3] annexant copie d'un rapport de mon collègue de Vichy, du 13 juillet[4], sur le même sujet.

Il s'agit sans aucun doute d'un problème dont l'acuité est évidente. D'autre part, je partage, est-il besoin de le dire, entièrement votre point de vue qu'une démarche directe de la Légation auprès du Général König, tendant à ce que des

1. *Pilet-Golaz a visé ce document le 8 août 1944.*
2. *Cf. N° 173.*
3. *Non reproduit.*
4. *Rapport N° 17 (non reproduit) de W. Stucki. Cf.* E 2300 Paris/98.

instructions soient données au «maquis» en vue de ménager nos lignes de communications, serait immédiatement considérée comme une intervention politique qu'il y a lieu d'éviter en ce moment. On ne saurait en effet oublier que l'action du «maquis» est considérée ici – chaque jour davantage – comme formant partie intégrante des opérations militaires en cours sur les fronts occidentaux. Or, tout ce qui apparaît trop clairement comme une ingérence dans ces opérations risque de provoquer des réactions imprévues. Il faut donc agir avec beaucoup de circonspection. Le sujet est un de ceux qu'il faut essayer de régler dans des conversations non recherchées à l'avance, ce qui n'empêche naturellement aucunement que nous soulignions l'importance de la question pour notre pays. Malheureusement, l'Ambassadeur Pierre Viénot, Chef de la délégation à Londres du Comité d'Alger, que je connaissais de Paris, est décédé le lendemain de mon arrivée ici. Je verrai cependant prochainement chez moi son Conseiller d'Ambassade, actuellement considéré comme Chargé d'Affaires d'Alger, M. Jacques Paris (gendre de Paul Claudel) que je connais fort bien. Rien n'empêchera alors de faire état des soucis que nous cause la situation actuelle. D'autre part, il est possible que ces prochains jours M. Girardet voie la possibilité de parler dans le même sens à une personnalité influente du Commandement Français.

Enfin, j'ai suggéré au Colonel Charles de Watteville, qui vient d'arriver à Londres pour assumer les fonctions de Chef de la Délégation du Comité International de la Croix-Rouge, de voir si une tentative peut être entreprise aussitôt que possible en vue de débloquer les centaines de wagons qui devraient apporter aux dépôts en Suisse du Comité International des paquets de secours pour les prisonniers alliés en Allemagne. Pour la Croix-Rouge, il s'agit là d'une démarche toute naturelle. Or, malgré la séparation de principe à laquelle nous devons tenir entre les problèmes touchant notre pays et ceux dont se préoccupe le Comité International, il est évident, en l'espèce, que le passage éventuel des wagons destinés aux dépôts du CICR pourrait faciliter pratiquement l'arrivage successif des marchandises destinées à notre pays.

Je pense que cette manière de procéder correspond aux instructions dont vous avez bien voulu me faire part.

190

E 2300 London/38

Le Ministre de Suisse à Londres, P. Ruegger,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz[1]

RP Confidentiel
Gouvernements en exil
Belgique

Londres, 1er août 1944

Au cours de notre dernier entretien, vous avez bien voulu me donner vos instructions en ce qui concerne les rapports que vous désirez voir s'intensifier entre notre Légation et les Gouvernements Alliés en exil, établis provisoirement à Londres.

L'Ambassadeur de Belgique, Baron de Cartier de Marchienne, qui est doyen du Corps Diplomatique, ayant eu l'amabilité de donner un déjeuner en mon honneur dès avant la présentation de mes Lettres de Créance, déjeuner auquel assistaient plusieurs membres du Gouvernement Belge, je suis en mesure de vous relater quelques impressions recueillies dans les milieux dirigeants, aujourd'hui expatriés, d'un des pays occupés avec lequel nous avons traditionnellement les rapports les plus étroits. J'ai rencontré notamment M. Spaak, Ministre des Affaires Etrangères, avec deux de ses collègues, et quelques hauts fonctionnaires du Ministère Belge des Affaires Etrangères; il y avait en outre l'Ambassadeur Strang, bien connu à Genève où il accompagnait fréquemment les délégations britanniques à la Société des Nations, et l'Ambassadeur de Grèce Aghnidès.

M. Spaak m'a parlé en termes fort amicaux de la Suisse, de nos autorités et de leurs efforts; il s'est enquis particulièrement du Ministre Frédéric Barbey ainsi que de mon collègue M. le Ministre de Stoutz – non sans une très légère allusion au fait qu'il y a à Londres un Corps Diplomatique accrédité au Gouvernement Belge. J'ai parlé de la tâche urgente et immédiate que M. de Stoutz[2] avait dû assumer, tâche qui était par définition de caractère provisoire, en insistant qu'il demeurait Ministre auprès de Sa Majesté le Roi Léopold.

Les collègues de M. Spaak ont également eu des mots très aimables au sujet de notre pays. L'un d'eux – il y avait là un signe de la sensibilité qui caractérise, tout naturellement d'ailleurs, l'état psychologique des Gouvernements en exil – a voulu s'enquérir si les idées de M. Musy avaient «encore un écho en Suisse». J'ai dû expliquer que M. Musy, ayant quitté depuis fort longtemps notre Gouvernement Fédéral, ne parlait vraiment qu'à titre de simple citoyen et que ses vues n'étaient généralement pas partagées. Ce qui m'a frappé d'une manière

1. *Pilet-Golaz a visé ce document le 8 août.*
2. *Ministre de Suisse à Bruxelles jusqu'au 16 mai 1940, M. de Stoutz devient, dès le 17 décembre 1941, Chef du Service des Intérêts étrangers à la Légation de Suisse à Rome dirigée alors par P. Ruegger.*

générale dans la conversation avec les ministres et diplomates belges, c'est leur évaluation, beaucoup plus prudente que celle ayant cours dans les milieux britanniques, de la durée probable de la guerre. M. Spaak a taxé d'«optimistes» ceux qui croyaient à une fin de la guerre dans un avenir rapproché, voire pour les semaines prochaines. D'autres de ses collègues ont fait part du grand souci que leur causaient les bombardements continuels des territoires occupés, qui risquaient de s'attaquer à la substance même du pays. Enfin, le problème du ravitaillement de l'enfance belge (dont M. de Kerkhove m'avait exposé à Lisbonne les nouvelles difficultés) ne cesse naturellement de retenir l'attention des dirigeants belges de Londres. *[...]*

191

E 2001 (D) 11/9

Le Chef-adjoint de la Division des Intérêts étrangers du Département politique, J. de Saussure, au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

Copie
No

Berne, 2 août 1944

CONCERNANT: L'AVERTISSEMENT DU GOUVERNEMENT AMÉRICAIN AU GOUVERNEMENT HONGROIS AU SUJET DES CONSÉQUENCES QUE POURRAIT AVOIR LE MAUVAIS TRAITEMENT DES ISRAÉLITES

Par note du 13 juin 1944[1], la Légation des Etats-Unis d'Amérique nous avait demandé d'examiner la possibilité de transmettre au Gouvernement hongrois, à titre de bons offices, un message par lequel le Gouvernement américain rappelait aux Autorités hongroises compétentes la gravité que revêt à ses yeux la persécution des Juifs et des autres minorités. Le Gouvernement américain insistait sur sa détermination de traiter toutes les personnes qui assument une part de la responsabilité pour de tels actes avec toute la rigueur décrite dans l'avertissement donné par le Président Roosevelt le 24 mars 1944.

Par lettre du 25 juillet[2], M. le Ministre Jaeger nous a fait tenir la réponse du Ministère hongrois des Affaires étrangères consistant en une note verbale datée du 18 juillet[3] et une annexe indiquant l'état actuel des dispositions prises par le Gouvernement hongrois à l'égard des Juifs.

Nous vous avons déjà fait tenir une copie de ces deux documents; vous voudrez bien en trouver une seconde en annexe à la présente notice. Nous avons dûment donné connaissance de cette réponse à la Légation des Etats-Unis.

1. *Cf. N° 159.*
2. *Cf. N° 184.*
3. *Non reproduite.*

Nous serions heureux de savoir si vous estimez opportun, vu l'importance des déclarations du Gouvernement hongrois, que nous en fassions part aussi au Comité International de la Croix-Rouge et à la Légation de Grande-Bretagne, celle-ci ayant toujours marqué le plus grand intérêt pour le sort des Israélites en Hongrie.

ANNEXE

E 2001 (D) 11/9

Notice du Chef-adjoint de la Division des Intérêts étrangers du Département politique, J. de Saussure, au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

Copie
No

Berne, 3 août 1944

CONCERNANT: L'ÉVACUATION DES ISRAÉLITES DE HONGRIE

Par télégramme du 31 juillet notre Légation à Budapest nous a fait savoir que selon une communication faite par la Légation d'Allemagne en Hongrie au Gouvernement hongrois, le Gouvernement allemand désirerait qu'une partie des émigrants juifs de Hongrie fût accueillie par les Etats-Unis d'Amérique. Ces émigrants pourraient être évacués sur Lisbonne par la France. Le Gouvernement hongrois a exprimé le désir de savoir à combien d'Israélites le Gouvernement américain serait disposé d'accorder le permis d'immigration aux Etats-Unis.

Nous avons donné connaissance de cette communication le 2 août à la Légation des Etats-Unis.

Cette exigence des Allemands n'a pas lieu de nous étonner et vous vous rappellerez qu'ils l'avaient déjà formulée à propos des 5000 enfants juifs d'Allemagne qui auraient dû quitter ce pays. La politique d'encourager l'émigration vers l'ouest plutôt que vers le Proche-Orient est dictée par le souci de ne pas indisposer les Arabes.

192

E 2001 (D) 3/65

Le Délégué officieux du Conseil fédéral auprès du Gouvernement provisoire de la République française, E. Schlatter, au Département politique[1]

Copie de réception
T N° 49

Alger, 3 août 1944, 11 h. 35
(*Reçu:* 4 août 1944)

Pour Politique votre 139[2] Massigli me convoque pour exposer ce qui suit: Dans séance 1er août Gouvernement provisoire République française traita question représentation Berne et arriva à conclusion que Général Davet au

1. *Annotation de Pilet-Golaz en tête du document:* A la D[*ivision des* A[*ffaires*] E[*trangères*]. Conférer 5.8.44.
2. *Non reproduit.*

sujet duquel vous aviez été pressenti aurait été suffisamment qualifié dans situation politique momentanée mais ne le serait plus lorsque par la suite il serait appelé à prendre direction Ambassade France Berne stop Or selon Massigli situation militaire évolue telle façon qu'il faut s'attendre à ce que d'ici quelques semaines le représentant de de Gaulle en Suisse devra reprendre succession de Ambassadeur de Vichy Berne stop Autorités Alger estiment donc que leur représentant à Berne doit être choisi en prévision ces événements afin d'éviter nécessité changement rapide titulaire ce poste stop A l'objection de Massigli qu'aucune personnalité remplissant ces conditions ne se trouve en Suisse, nom d'un candidat actuellement en France métropolitaine fut mentionné dont entrée en Suisse serait facile à organiser stop Massigli réplique que Gouvernement Suisse objecterait à conférer à Berne immunité diplomatique à personne entrée en fraude stop Faisant état d'acceptation récente Ambassadeur Paul Morand[3] remarquée à Alger avec surprise et irritation (sic Massigli) Gouvernement provisoire passa outre considérations et chargea Massigli me faire savoir à l'intention mon Gouvernement:

I) que nomination Davet pas maintenue

II) qu'agrément pour personnage remplissant conditions décrites ci-dessus et ayant aussi qualités tact discrétion exigés par Suisse serait donné dès son arrivée en Suisse

III) que nom ce candidat ne pouvait actuellement être dévoilé afin éviter indiscrétion due à violation possible secret chiffre ou code utilisé par moi mais que s'agissait haut fonctionnaire français non membre carrière diplomatique stop Vous prie donc me faire savoir intention Massigli si seul fait entrée illégale en Suisse[4] constituerait objection insurmontable pour octroi agrément à nouveau candidat au poste délégué officieux gouvernement provisoire République Française Berne; je suis amené à constater que atmosphère jusqu'ici très favorable à Suisse a subi évolution regrettable pour relations Alger Berne depuis acceptation Ambassadeur Morand stop En cas refus accepter nouvelle candidature au poste délégué officieux d'Alger en raison entrée illégale en Suisse de titulaire je crains que ma position Alger n'en soit quelque peu compromise quoique telle insinuation ne m'ait pas encore été faite.

---

3. *Au sujet de l'acceptation de Paul Morand comme Ambassadeur de France à Berne (désigné par le régime de Vichy) qui remet ses lettres de créances au Chef du Département politique le 26 juillet, cf.* E 2001 (E) 1/34, *ainsi que* J I.131/38, 42, 53 *et* 57.

4. *Annotation marginale de Pilet-Golaz:* Davet, sauf erreur, était aussi dans ce cas.

Actif dans la Résistance, Davet avait franchi la frontière illégalement le 10 mai 1943 près de Genève pour se réfugier en Suisse. Cf. E 2001 (E) 1/34.

193

E 2001 (E) 2/625

La Direction générale de la Banque nationale[1]
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

L Zürich, 7. August 1944

Mit Schreiben vom 11. Juli a.c.[2] haben wir der Abteilung für Auswärtiges unsere Stellungnahme gegenüber den *alliierten Forderungen auf Sistierung der Goldoperationen mit den Achsenländern*, wie sie der schweizerischen Verhandlungsdelegation in London unterbreitet worden sind, bekannt gegeben. In Ergänzung dieser Ausführungen gestatten wir uns die folgenden Bemerkungen.

I. Um die Bedeutung der alliierten Warnungen an die Neutralen und die Einstellung des schweizerischen Noteninstituts gegenüber den durch diese Warnungen aufgeworfenen Fragen richtig würdigen zu können, hat man sich über die Entwicklung des zwischenstaatlichen Zahlungsverkehrs in den letzten Jahren Rechenschaft zu geben. Dabei ist von der Tatsache auszugehen, dass sich der internationale Zahlungsverkehr in den Jahren vor dem Kriegsausbruch hauptsächlich in den beiden Weltwährungen, Dollar und Pfund, abwickelte. Die weltwirtschaftliche Bedeutung der angelsächsischen Wirtschaftsräume, die Vielgestaltigkeit und Intensität ihrer Handelsbeziehungen zur gesamten übrigen Welt brachten es mit sich, dass diese Währungen stets gefragt waren und dass Dollar und Pfund als Zahlungsmittel überall entgegengenommen wurden, schon deshalb, weil mit Guthaben in New York und London jedwede andere Währung beschafft werden konnte. Untermauert wurde die internationale Stellung und Weltgeltung des Dollars und des Pfundes nicht zuletzt durch den Umstand, dass der Dollar seit Januar 1934 auf der Basis von 35 Dollars je Unze fein im Gold fest verankert war und die Relation des Pfundes zum Dollar unter dem Dreimächteabkommen vom Jahre 1936 wenn nicht de jure, so doch de facto stabil gehalten wurde.

Der internationale Zahlungsverkehr hatte in den Jahren vor dem Kriege wohl auch erhebliche Goldverschiebungen zur Folge. Doch blieb dem Golde mehr die Funktion des Spitzenausgleichs vorbehalten; Gold wurde von den Notenbanken nach New York und London versandt, um sich neue Devisenguthaben zu schaffen, mit denen in aller Welt bezahlt werden konnte.

Mit der Einführung der Devisenbewirtschaftung in Grossbritannien bei Kriegsausbruch fiel das Pfund als internationales Zahlungsmittel aus. Viel einschneidender aber wurde das Bild des zwischenstaatlichen Zahlungsverkehrs durch die im Frühjahr 1941 erlassenen amerikanischen Embargovorschriften beeinflusst; denn durch die Freezingbestimmungen des amerikanischen Schatzamtes wurde der Dollar, die letzte bedeutende Welthandelsvaluta, seines

1. *La lettre est signée par E. Weber et V. Gautier.*
2. *Non reproduite.*

Charakters als internationales Zahlungsmittel entblösst, so dass eine Situation entstand, die in ihrer Tragweite anfänglich kaum zu überblicken war. Keine Notenbank konnte ein Interesse daran haben, illiquide Währungsreserven zu äufnen; infolgedessen wurden internationale Zahlungen in immer geringerem Umfang über den Dollar abgewickelt, und die Verwendbarkeit des Dollars im internationalen Verkehr wurde immer weiter eingeschränkt. Die Schwierigkeiten, die sich aus dieser Entwicklung für die Neutralen und namentlich für unser Land ergeben haben, sind zu bekannt, als dass sie an dieser Stelle näher umschrieben werden müssten. Als Fazit sei lediglich festgehalten, dass der Dollar seine Bedeutung als internationales Zahlungsmittel zur Zeit weitgehend eingebüsst hat und dass jedes Land – mit Ausnahme der amerikanischen Schuldnerländer – eher bestrebt ist, seine Guthaben in New York im Rahmen des Möglichen zu reduzieren.

II. Diese Entwicklung hat bewirkt, dass das *Gold* als Mittel zur Regelung internationaler Zahlungen erneut in den Vordergrund getreten ist. Aber auch der *Schweizerfranken* als eine in Gold frei konvertierbare Währung wird, seit der Dollar seine internationale Geltung, eingebüsst hat, im Zahlungsverkehr von Land zu Land wieder vermehrt verwendet, soweit dieser Verkehr nicht durch Clearingverträge gebunden ist. Die technischen Schwierigkeiten, die sich unter den heutigen Verhältnissen der Versendung von Gold entgegenstellen, haben sogar dazu geführt, dass in vielen Fällen unserer Landeswährung gegenüber dem Gold der Vorzug gegeben wird. Damit wiederholt sich eine Entwicklung, die schon in den Kriegsjahren 1914/18 zu beobachten war; dank seiner relativen Stabilität und der jederzeitigen Konvertierbarkeit in Gold vermochte der Schweizerfranken damals sein Standing ebenfalls erheblich zu befestigen. Heute werden Schweizerfranken nicht nur im *Zahlungsverkehr der Schweiz* mit den Ländern des europäischen Südostens und Südwestens, sondern auch für den Ausgleich *zwischen Drittländern* verwendet; so wird beispielsweise ein Teil des Warenverkehrs zwischen Deutschland und Rumänien, zwischen Schweden und Portugal, der Türkei und Schweden, der Türkei und Ungarn und zwischen Brasilien und Portugal über den Schweizerfranken abgewickelt. Auf *alliierter Seite* nimmt der Frankenbedarf ebenfalls stets grösseren Umfang an. Die Nationalbank stellt gemäss einer Verständigung mit dem Bund seit Beginn dieses Jahres dem amerikanischen Schatzamt monatlich erhebliche Beträge zur Verfügung, die zur Aufrechterhaltung des diplomatischen und konsularischen Dienstes, für Zahlungen an Kriegsgefangene, für die Zwecke des Roten Kreuzes, für den Unterhalt amerikanischer Staatsbürger in der Schweiz, für die Finanzierung von Hilfsaktionen zu Gunsten der Flüchtlinge sowie anderer humanitärer und kultureller Bedürfnisse bestimmt sind. Zur Regelung der englischen Frankennachfrage ist am 5. Januar d.J. von der Nationalbank unter Zustimmung des Bundes mit der Bank von England ein Finanzabkommen abgeschlossen worden, wonach der Bank von England Schweizerfranken gegen frei verfügbares Gold in London zediert werden[3].

Wie den Alliierten, so hat die Nationalbank aber auch *Deutschland* Frankenbeträge zur Verfügung gestellt, die teilweise für ähnliche Zwecke wie bei den

3. *Cf. N° 57, annexe 1.*

Alliierten, zum Teil für die Warenversorgung verwendet worden sind. Ein wesentlicher Unterschied zwischen den Goldzessionen der Alliierten und jenen der Reichsbank bestand und besteht allerdings darin, dass das von den Alliierten gekaufte Gold infolge der Blockade oder der Transporthindernisse im Auslande liegen bleibt, zur Bildung grosser überseeischer Depots führt, während das von Deutschland übernommene Gold nicht nur für unsere Rechnung im Ausland geearmarkt, sondern effektiv an uns geliefert wird und also nicht nur dem Buchstaben nach, sondern tatsächlich für uns frei verfügbar ist. Sofern es sich dabei um Zahlungen zu Gunsten von Drittländern handelt, bleibt ein Teil des von Deutschland gelieferten Goldes bisweilen nur kurze Zeit bei der Schweizerischen Nationalbank liegen, da die Notenbanken der südwest- und südosteuropäischen Staaten ihre Frankenguthaben nach Bedarf wieder in Gold umwandeln und diese Goldbestände meistens heimschaffen.

Zusammenfassend kann somit gesagt werden, dass sich die Notenbank durch ihre Frankenzessionen an die kriegführenden Staaten bemüht hat, den Zahlungsverkehr im Rahmen des Möglichen aufrecht zu erhalten und zu erleichtern. Sie hat sich dabei nicht von irgendwelchen Sympathien für die eine oder andere Kriegspartei, sondern lediglich von währungspolitischen Überlegungen und den Rücksichten auf die wirtschaftlichen Interessen des eigenen Landes leiten lassen. Währungsgeldmarkt- und allgemein wirtschaftspolitische Rücksichten auf unser Land sind es auch gewesen, die sie in bestimmten Fällen zu einer gewissen Zurückhaltung in der Frankenschaffung veranlassten.

III. Es ist naheliegend, dass die Goldzessionen der deutschen Reichsbank an die Schweizerische Nationalbank auf alliierter Seite nicht gerne gesehen werden, weil Deutschland durch die Abgabe von Schweizerfranken die Beschaffung von Devisen und die Bezahlung von Importen erleichtert wird. Zu verschiedenen Malen sind deshalb von angelsächsischer Seite «Warnungen» an die Adresse der Neutralen gerichtet worden, deren Zweck darin besteht, den Goldhandel zwischen den Ländern der Achse und den Neutralen zu unterbinden. Es sei in diesem Zusammenhang erinnert an das Memorandum der Alliierten vom 5. Januar 1943, in dem von den Vereinigten Nationen die Absicht bekundet wird,

«alles in ihrer Macht Gelegene zu tun, um die Enteignungsmethoden der Regierungen, mit denen sie im Kriege stehen, gegenüber Ländern und Völkern, die angegriffen und ausgeplündert wurden, zunichte zu machen,»

und wo infolgedessen alle Transaktionen als null und nichtig erklärt werden,

«die sich auf Güter, Rechte und Interessen in den besetzten Gebieten oder in solchen Gebieten beziehen, die sich direkt oder indirekt unter der Kontrolle von Regierungen befinden, mit denen sie im Kriege stehen, oder die Personen (einschliesslich der juristischen Personen) gehören oder gehörten, die ihren Wohnsitz in den bezüglichen Gebieten haben.»

Dabei wird besonders betont, dass diese Warnung in gleicher Weise gelte,

«ob es sich um offene Plünderung, um Enteignung oder um anscheinend legale Transaktionen handelt, sogar wenn diese Transaktionen als freiwillig angesehen werden können.»

Dieser allgemein gehaltenen Warnung ist am 22. Februar dieses Jahres eine «Erklärung» des amerikanischen Schatzsekretärs gefolgt, des Inhalts, dass

«die Übertragung von Eigentumsrechten an erbeutetem Gold, über das die Achsenmächte verfügen oder über das sie auf dem Weltmarkt verfügt haben,»

nicht anerkannt wird. Es werde Grundsatz des amerikanischen Schatzamtes sein,

«kein zur Zeit ausserhalb des Territoriums der Vereinigten Staaten liegendes Gold von einem Lande zu erwerben, das die Beziehungen zu den Achsenstaaten nicht abgebrochen hat oder das nach dem Datum dieser Ankündigung seinerseits von einem Lande Gold erwirbt, das diese Beziehungen nicht abgebrochen hat, es sei denn, das amerikanische Schatzamt sei vollkommen beruhigt darüber, dass es sich nicht um Gold handelt, das direkt oder indirekt von einem Achsenstaat erworben wurde, oder um Gold, das ein Land als Folge des direkten oder indirekten Golderwerbs von den Achsenstaaten abzugeben in der Lage war oder ist.» *[Cf.* E 2001 (E) 1/119 *et* E 2001 (E) 1967/113/436*]*

Diese Erklärung ist Ihnen mit Note vom 23. Februar von der amerikanischen Gesandtschaft in der Schweiz zur Kenntnis gebracht worden, so dass wir auf deren vollumfängliche Wiedergabe verzichten können. Lediglich der Vollständigkeit halber sei erwähnt, dass diese Erklärung unter dem 23. Februar auch vom englischen Schatzamt und am 2. Mai a.c. von der norwegischen Regierung in London übernommen und veröffentlicht worden ist.

In einem Kommentar der «Times» zur Erklärung des britischen Schatzamtes wurde darauf hingewiesen, dass Deutschland den Krieg mit einem Goldvorrat von nur 50 Mill. £ begonnen habe und seit Beginn des Krieges bereits mehr als diese Summe Goldes für die Beschaffung kriegswichtiger Waren an das Ausland habe abfliessen lassen. Alles Gold, das Deutschland jetzt abgebe, müsse somit aus den besetzten Gebieten stammen. Es sei daher Sache der Neutralen, den Beweis für die Rechtmässigkeit ihres Besitzes an dem Gold zu erbringen, das sie künftig von Deutschland erwerben würden.

Von anderer alliierter Seite ist der Goldbestand der deutschen Reichsbank (einschliesslich der von der Österreichischen und der Tschechoslowakischen Nationalbank übernommenen Goldbeträge) auf 1,8 Mrd. Fr. geschätzt worden.

IV. Nachdem die schweizerischen Goldkäufe von Deutschland der schweizerischen Delegation schon anlässlich der Handelsvertragsverhandlungen mit England im Jahre 1942 zum Vorwurf gemacht wurden, ist schliesslich unsern Unterhändlern in London vor kurzem das konzise Begehren unterbreitet worden, die Schweiz habe künftig davon Abstand zu nehmen, von den Achsenländern Gold zu kaufen bzw. Franken gegen in der Schweiz für Rechnung der Achsenstaaten geearmarktes oder aus den Achsenstaaten neu eingeführtes Gold zu zedieren. Überdies habe sich die Schweiz zu verpflichten, Zahlungen für ihre Ausfuhr nach Deutschland ausschliesslich auf dem Wege des Clearings entgegenzunehmen.

Wir haben unsere Stellungnahme gegenüber diesen Forderungen, wie bereits erwähnt, in unserm an die Abteilung für Auswärtiges gerichteten Schreiben vom 11. Juli[4] umrissen und können uns darauf beschränken, Sie auf unsere dortigen Ausführungen zu verweisen. Wir gestatten uns, in diesem Zusammen-

4. *Non reproduite.*

hang auch an unsern an Herrn Bundesrat Dr. E. Wetter adressierten Bericht in gleicher Sache vom 9. Oktober 1943[5] zu erinnern, dessen Kopie wir unserm Schreiben vom 11. Juli a.c. ebenfalls beilegten.

In diesem Bericht führten wir aus, dass die Nationalbank seit Beginn dieses Krieges Gold in grösserem Umfang von verschiedenen Staaten, die beiden kriegführenden Parteien angehören, entgegengenommen hat. Als Notenbank eines Landes, das auf dem Boden der Goldwährung steht, ist sie verpflichtet, Gold zu festen Preisen von ausländischen Regierungen und Notenbanken zu kaufen und ihnen zu verkaufen. Jede einseitige Stellungnahme würde nicht nur den Prinzipien der Neutralität zuwiderlaufen, sondern auch die Festigkeit und das internationale Ansehen unserer Landeswährung beeinträchtigen. Hätte sich die Nationalbank im übrigen geweigert, von der Reichsbank Gold entgegenzunehmen, so würde sie damit lediglich riskiert haben, dass das deutsche Gold uns durch Notenbanken anderer Länder eingeliefert worden wäre.

Wir haben ferner darauf hingewiesen, dass von der deutschen Reichsbank auch mit andern Staaten ähnliche Goldoperationen getätigt werden. Im besonderen ist festzustellen, dass die seinerseits vom britischen Rundfunk und nachher noch in einem Bulletin der britischen Botschaft in Madrid verbreitete Nachricht, wonach Schweden die Entgegennahme von deutschem Gold mit Rücksicht auf die Erklärung der Alliierten vom 5. Januar 1943 verweigere, den Tatsachen nicht entspricht. Das Direktorium hat sich in der Sache bei Herrn Gouverneur Rooth von der Schwedischen Reichsbank direkt erkundigt und von ihm die Antwort erhalten, dass für die deutsche Reichsbank weiterhin die Möglichkeit bestehe, Gold an die Schwedische Reichsbank zu verkaufen.

Zu verschiedenen Malen hat das Direktorium der Nationalbank Veranlassung genommen, die Goldoperationen mit Vertretern der Reichsbank zu besprechen; dabei wurde unserseits der Erwartung Ausdruck gegeben, dass die deutschen Goldverkäufe an die Schweiz keine weitere Zunahme erfahren sollen und dass Zahlungen an das Ausland, wo dies möglich sei, nicht über den Schweizerfranken, sondern durch direkte Goldremittierung nach dem betreffenden Land vollzogen würden. Mit Genugtuung haben wir nunmehr festgestellt, dass das Ausmass der deutschen Goldzessionen im zweiten Quartal dieses Jahres eine bemerkenswerte Abnahme erfahren hat. Von Herrn Reichsbank-Vizepräsident Puhl ist uns mündlich überdies die Versicherung abgegeben worden, dass es sich bei dem von der Reichsbank an uns verkauften Gold um Metall handle, das aus früherem Besitz der Reichsbank stamme. Damit decken sich auch unsere Wahrnehmungen hinsichtlich der Prägestempel der Goldbarren und der deutschen Prägung der Goldmünzen, die uns in letzter Zeit abgetreten worden sind.

V. Um uns auch über die juristische Seite des Problems Klarheit zu verschaffen, haben wir Herrn Dr. D. Schindler, Professor für Völkerrecht an der Universität Zürich, ersucht, uns seine Auffassungen in den Rechtsfragen bekannt zu geben, die durch die Warnungen der Alliierten mit Bezug auf den Goldverkehr zwischen den Neutralen und den Achsenmächten aufgeworfen werden.

---

5. *Cf. N° 15.*

Wir beehren uns, Ihnen anbei ein Exemplar seines Gutachtens[6] beizulegen, wobei wir Sie speziell auf seine Ausführungen unter Ziff. IV aufmerksam machen möchten. Auch Herr Prof. Dr. Schindler kommt dabei zum Schluss, dass die grundsätzliche Einstellung des Goldverkehrs mit der einen Partei unter Aufrechterhaltung des Goldverkehrs mit der andern mit einer neutralen Wirtschaftspolitik kaum vereinbar sei. Man könne sich zwar auf den Standpunkt stellen, dass es im wirtschaftlichen Bereich überhaupt keine Neutralitätspflichten gebe. Was aber auch theoretisch zu Gunsten dieses Standpunktes vorgebracht werde, seine praktische Durchführung scheitere daran, dass er von den benachteiligten Kriegführenden nicht anerkannt werde.

Von besonderem Interesse scheint uns der Vorschlag von Herr Prof. Dr. Schindler zu sein, sich gegen den Vorwurf des bösgläubigen Erwerbs dadurch zu schützen, dass bei der Übernahme von Gold von Seiten der Achsenmächte eine ausdrückliche Erklärung verlangt werden könnte, des Inhalts, dass das betreffende Gold nicht im Widerspruch zu völkerrechtlichen Grundsätzen, insbesondere den in der Haager Landkriegsordnung enthaltenen Bestimmungen erworben wurde. Der Gedanke scheint uns zum mindesten einer eingehenden Prüfung wert, und wir möchten uns deshalb gestatten, Ihnen in diesem Zusammenhang die Frage vorzulegen, ob es sich nach Ihrer Auffassung politisch verantworten liesse, an die Reichsbank das Ansinnen zu stellen, uns bei ihren Goldzessionen derartige Erklärungen abzugeben.

Da es sich nicht nur um eine wirtschaftliche, sondern auch um eine eminent politische Angelegenheit handelt, wären wir Ihnen dankbar, wenn Sie nach Prüfung des Gutachtens Schindler die Frage in ihrer Gesamtheit im Bundesrat erneut zur Diskussion stellen würden und uns dessen Meinung alsdann bekannt geben wollten.

6. *Cf. N° 181.*

194

E 1004.1 1/448

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 9 août 1944[1]

1370. Exportrisikogarantie für Nachkriegslieferungen

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 28. Juli 1944
Finanz- u. Zolldept. Mitbericht vom 29. Juli 1944

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet was folgt:

«Gemäss Art. 10 der Vollziehungsverordnung über die Export-Risikogarantie vom 27. Juli 1939[2] sind Gesuche von grundsätzlicher Tragweite und solche,

1. *Absents: Etter, Stampfli.*
2. *Cf. DDS, vol. 13, N° 38.*

denen aus andern Gründen eine besondere Bedeutung zukommt, dem Bundesrat zum Entscheid vorzulegen.

Nach Antrag der Kommission für die Export-Risikogarantie beehren wir uns deshalb, Ihnen die folgenden Geschäfte vorzulegen, die einerseits unter dem Gesichtspunkte der Arbeitsbeschaffung, anderseits im Hinblick auf die zu deckenden Risiken und die Risikoverteilung von ausserordentlicher Wichtigkeit sind[3].

I. *Nachkriegslieferungen nach Frankreich*

Nach der Unterzeichnung des schweizerisch-französischen Handelsabkommens vom 4. Februar 1944[4] teilte der Chef der französischen Delegation dem schweizerischen Delegationschef mit, dass die französische Industrie Interesse hätte, in der Schweiz gewisse Maschinen zu bestellen, die nach der Beendigung der Feindseligkeiten zu liefern wären.

Da selbstverständlich auch auf schweizerischer Seite das allergrösste Interesse besteht, sich Aufträge für eine möglichst ununterbrochene Beschäftigung unserer Maschinenindustrie zu sichern, wurde seither die Angelegenheit sowohl intern-schweizerisch als auch in weitern Besprechungen mit Vertretern der französischen Regierung nach allen Richtungen abgeklärt. Vor allem bekundeten auch die grossen schweizerischen Handelsbanken grosse Geneigtheit, sich in die Finanzierung der in Frage stehenden Bestellungen einzuschalten[5].

Als wichtigstes Problem stand vom Anfang an dasjenige der Bezahlung im Vordergrund. Schweizerischerseits wurde es aus verschiedenen Gründen als notwendig betrachtet, dass der französische Besteller eine namhafte Anzahlung unter Bezahlung über das Clearing leiste. Da jedoch der ungünstige Stand des Clearings mit Frankreich bedeutende Belastungen durch solche Anzahlungen in der gegenwärtigen Zeit der geringen französischen Warenlieferungen nicht gestattet, wurde in Aussicht genommen, für diese Anzahlungen die chronologische Reihenfolge der Auszahlungen aufzuheben und die Auszahlung erst nach dem Kriege vorzusehen. Diese Regelung kommt aber, abgesehen vielleicht von Einzelfällen, nicht in Betracht, weil sich die französischen Behörden kategorisch weigern, Anzahlungen zur Verrechnung über das Clearing zuzulassen.

Ist eine Anzahlung mit Verrechnung über das Clearing nicht möglich, so kommen für die Finanzierung vor allem folgende Lösungen in Frage:

a) Der schweizer. Exporteur verlangt, dass die Anzahlung durch den Besteller bei einer französischer Bank geleistet werde, wobei der Zeitpunkt der Überweisung nach der Schweiz durchaus offen bleibt;

b) eine schweizerische Bank finanziert das Geschäft, wobei sie sich vom französischen Besteller oder einer französischen Bank diejenigen Sicherheiten geben lässt, die unter den gegenwärtigen Verhältnissen erreichbar sind (günstigstenfalls z.B. ein Pfandrecht an den hergestellten Maschinen, die erst gelie-

---

3. *Cf.* E 6100 (A) 23/2075-2076, E 7110/1976/25/2 *et* 10.
4. *Cf. N° 86.*
5. *Cf. la lettre du Directeur général de la SBS, M. Golay, au Directeur général du Crédit suisse, H. Grandjean, Président du Comité France de l'ASB* (E 7110/1973/135/11).

fert würden, wenn das Geld für die Bezahlung ganz oder teilweise in die Schweiz überwiesen worden wäre).

Die französischen Behörden scheinen dieser zweiten Alternative den Vorzug geben zu wollen. Sie äusserten sich wiederholt sehr optimistisch hinsichtlich der Möglichkeit, dass Frankreich die bestellten Maschinen nach Beendigung des Krieges in absehbarer Zeit mit Gold oder freien Devisen bezahlen könne. Wir müssen aber mit dem schlimmsten Falle rechnen, nämlich demjenigen, dass die Zahlungen schlussendlich doch über das Clearing erfolgen müssen.

Im Einvernehmen mit einer französischen Delegation ist deshalb folgendes Verfahren vereinbart worden, das hüben und drüben gewisse Sicherheiten für die Durchführung der Geschäfte geben soll:

a) Die *französischen Behörden* verpflichten sich, erstens in einem im Einverständnis mit den schweizerischen Behörden festzusetzenden Zeitpunkt die Einfuhrbewilligungen für die Maschinen zu erteilen, zweitens für die fraglichen Bestellungen eine Priorität hinsichtlich der Bezahlung nach dem Kriege einzuräumen und drittens nach Möglichkeit die Gewährung der Einfuhrrisikogarantie des französischen Staates zu begünstigen, die u.a. das Kursrisiko decken würde.

b) Die *schweizerischen Behörden* übernehmen die Verpflichtung, erstens in einem zwischen den beiden Regierungen zu vereinbarenden Zeitpunkt die Ausfuhrbewilligung zu erteilen und zweitens die fraglichen Lieferungen keinen besondern Abgaben zu unterwerfen, durch die die Preise erhöht würden (gemeint ist damit die jetzige Abgabe auf Ausfuhren nach Frankreich zur Verbilligung und Erleichterung der Einfuhr aus diesem Lande, eine Abgabe, die nach unserer Auffassung nach dem Kriege sowieso nicht mehr beibehalten werden könnte).

Über die Durchführung dieser Vereinbarungen wurden genaue Abmachungen getroffen, auf deren Einzelheiten wir hier nicht näher einzugehen brauchen. Nach wie vor bleibt es übrigens jedem schweizerischen Exporteur unbenommen, von diesen Vereinbarungen keinen Gebrauch zu machen und sich diejenigen besseren Sicherungen für die Bezahlung zu verschaffen, die er allenfalls erreichen kann.

Um aus den in Aussicht genommenen Geschäften die grösstmögliche Nutzwirkung für unsere Wirtschaft zu erzielen, ist von uns in Aussicht genommen, alle Bestellungen vom dreifachen Gesichtspunkt der Materialbeschaffung, der möglichst weitgehenden Aufrechterhaltung der traditionellen Struktur unserer Ausfuhr nach Frankreich und der vorzugsweisen Berücksichtigung der am stärksten von der Arbeitslosigkeit bedrohten Unternehmen zu prüfen. Hierauf bezügliche Weisungen sind von der Handelsabteilung im Einvernehmen mit dem Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit, dem Delegierten für Arbeitsbeschaffung, dem Kriegs-Industrie- und -Arbeits-Amt und den beteiligten Wirtschaftskreisen bereits ausgearbeitet worden.

Wie auch die Zahlungsfrage im Einzelfalle gelöst werden wird, so ist doch sicher, dass sozusagen in jedem Falle die Beteiligten die Export-Risikogarantie des Bundes beanspruchen werden. Insbesondere auch die Banken legen den allergrössten Wert auf die Gewährung dieser Garantie.

Die Kommission für Export-Risikogarantie würde sich als ermächtigt betrachten, die in Aussicht genommenen Geschäfte mit Frankreich von sich

aus in der üblichen Weise zu behandeln und dem Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit die entsprechenden Anträge zu stellen, die gemäss dem bereits zitierten Art. 10 der Vollziehungsverordnung vom 27. Juli 1939 je nach der Höhe der Garantieleistung noch unserem Departement und gegebenenfalls auch dem Finanz- u. Zolldepartement zu unterbreiten wären.

Da jedoch im vorliegenden Falle nicht nur vereinzelte Gesuche vorliegen werden, sondern von vornherein Geschäfte grössern Ausmasses in Aussicht genommen werden, erachtet es die Kommission als unerlässlich, sich zur Gewährung der Garantie für Nachkriegslieferungen nach Frankreich vom Bundesrat ausdrücklich ermächtigen zu lassen. Sie geht dabei vor allem von folgenden Erwägungen aus:

1. Am 30. Juni 1944 erreichten die laufenden Export-Risikogarantien einen Betrag von rund 400 Millionen Fr., der den bisherigen Höchststand darstellt. Mit weitern Steigerungen muss normalerweise gerechnet werden. Wenn man bedenkt, dass anlässlich der Einführung der Export-Risikogarantie vor zehn Jahren vom Parlament eine Höchstgrenze von 10 Millionen Garantiesumme festgelegt worden war, dass dieser Betrag bis 1939 in zwei Malen auf nur 30 und 50 Millionen Fr. erhöht worden ist und dass man bei der Schaffung des Bundesgesetzes vom 6. April 1939 – das keine Höchstgrenze mehr vorsieht – vorerst an eine Begrenzung auf 100 Millionen Fr. dachte, darf man sagen, dass der Bund in der Gewährung von Garantien schon sehr weit gegangen ist. Anderseits ist festzustellen, dass dank einer sorgfältigen Politik bei der Gewährung der Garantie bis jetzt der Bund nur 6 Millionen Fr. für die Deckung von Verlusten aufwenden musste. Auch liegt das tatsächliche Risiko weit unter dem Betrage von 400 Millionen Fr., weil erstens in diesem Betrage zum Teil Offerten enthalten sind, die nicht zu Geschäften führen, zweitens in manchen Fällen die Auszahlung über ein Clearing als gesichert erscheint, drittens bereits eingegangene Zahlungen von den Gesuchstellern noch nicht abgemeldet und deshalb noch in den laufenden Garantien enthalten sind. Da für die in Aussicht genommenen Geschäfte mit Frankreich für Lieferungen nach dem Kriege mit einem Gesamtbetrage von allenfalls bis zu 100 Millionen Fr. gerechnet wird, würde immerhin eine beträchtliche Erhöhung der durch den Bund übernommenen Garantien eintreten, die es rechtfertigt, dass der Bundesrat dazu Stellung nimmt.

2. Die Begrüssung des Bundesrates erscheint der Kommission aber auch deshalb als unerlässlich, weil es sich im Gegensatz zu den meisten zur Zeit laufenden Risiken bei den Nachkriegslieferungen für Frankreich um Geschäfte handelt, für die keine Anzahlung geleistet wird und deren Abwicklung hinsichtlich der Bezahlung im schlimmsten Fall lange Jahre auf sich warten lassen dürfte. Dadurch wird der Betrag der Verpflichtungen aus diesen Export-Risikogarantien den Bund besonders lange belasten.

3. Schliesslich legt die Kommission auch noch vom Gesichtspunkte der Risikoverteilung aus grossen Wert darauf, dass der Bundesrat zu den vorliegenden Geschäften Stellung nimmt. Bis jetzt hat die Kommission nämlich immer nach einer möglichst günstigen Verteilung der Risiken getrachtet. Dass ihr dies bis jetzt weitgehend gelungen ist, zeigt die Tatsache, dass von einer Gesamtgarantiesumme von 400 Millionen Fr. auf die höchstbeteiligten Länder nach dem Stand vom 30. Juni 1944 folgende Beträge entfallen:

a)	U.S.A.	55	Millionen Fr.
b)	Argentinien	30	» »
c)	Spanien	27	» »
d)	Brasilien	25	» »
e)	Frankreich	20	» »
f)	Portugal	19	» »
g)	Schweden	18	» »
h)	Türkei	18	» »
i)	Deutschland	17	» »
k)	Sowjetunion	15	» »
l)	Britisch-Indien	15	» »
m)	Italien	12	» »

Hinsichtlich der U.S.A. ist zu bemerken, dass die Gefahr grösserer Verluste ausserordentlich gering ist, weil es sich hauptsächlich um Lieferungen der Uhrenindustrie handelt, für welche die Export-Risikogarantie nur noch das Fabrikationsrisiko, d.h. das Risiko von Verlusten infolge der Unmöglichkeit des Versandes, deckt. Würden nun für Nachkriegslieferungen nach Frankreich im Fakturabetrage von 100 Millionen Schweizerfranken Garantien gewährt, so entspräche dies bei einem durchschnittlichen Garantiesatz von 70% des Lieferungspreises abzüglich Reingewinn ungefähr einer Garantiesumme von 65 Millionen Fr. Damit würde Frankreich an die Spitze aller Länder treten, für die Garantien gewährt worden sind, wobei zudem fast ausschliesslich Verpflichtungen auf lange Sicht in Betracht ständen.

Trotz diesen Nachteilen möchten wir Ihnen gemäss dem Vorschlage der Kommission für die Export-Risikogarantie beantragen, der Gewährung von Export-Risikogarantien für Nachkriegslieferungen nach Frankreich bis zu einem *Bestellungsbetrage von 100 Millionen Fr.* zuzustimmen. Wir gehen bei diesem Antrage von folgenden Überlegungen aus:

1. Andere Staaten, insbesondere auch die U.S.A., werden die allergrössten Anstrengungen machen, unter Ausnützung ihrer politischen u. finanziellen Macht Aufträge für ihre Maschinenindustrie hereinzubringen. Dies gilt allgemein, im besondern aber auch für Frankreich. Wenn sich heute für die Schweiz eine Gelegenheit bietet, jenen Bestrebungen zuvorzukommen, sollte sie nicht verpasst werden.

2. Wenn auch die Zahlungsbedingungen für die vorgesehenen Frankreich-Geschäfte nichts weniger als ideal sind, so ist immerhin ungewiss, ob unsere Maschinenindustrie später, wenn der Wettbewerb der kriegführenden Staaten voll einsetzt, bessere Bedingungen erlangen kann. Diese Aufträge werden höchst erwünschte Arbeitsgelegenheit schaffen; es lohnt sich deshalb, ein Risiko einzugehen, statt allenfalls später alle Unzukömmlichkeiten und Kosten einer Arbeitslosigkeit auf sich nehmen zu müssen.

3. Die vorstehend erwähnten Zusicherungen der französischen Behörden hinsichtlich der Erteilung der Einfuhrbewilligungen und der Einräumung einer Priorität für die Bezahlung stellen immerhin gewisse Sicherungen dar; denn wenn diese Zusicherungen auch von Organen der gegenwärtigen Vichy-Regierung gegeben werden, so ist kaum anzunehmen, dass sie von einer spätern fran-

zösischen Regierung nicht anerkannt würden, zumal es sich erstens um benötigte Maschinen handelt und sodann wohl auch eine künftige Regierung es wird vermeiden wollen, allzusehr in Abhängigkeit von gewissen Mächten zu geraten.

4. Die Struktur der französischen Lieferungen nach der Schweiz lässt der Hoffnung Raum, dass innert absehbarer Zeit nach dem Kriege die Handelsbilanz sich wieder für Frankreich aktiv gestalten und somit nach der Abtragung des aufgelaufenen Clearingsaldos auch die Überweisung der Zahlungen für die zusätzlichen Maschinenlieferungen gestatten werde. Daneben ist die französischerseits in Aussicht gestellte allfällige Bezahlung in Gold oder freien Devisen immerhin auch nicht ganz ausgeschlossen.

Um nach Möglichkeit zu vermeiden, dass der Bund Garantiebeträge nur aus dem Grunde auszahlen muss, dass die Zahlungsüberweisungen aus Frankreich mit Verspätung erfolgen, gedenkt die Kommission für die Export-Risikogarantie, die Garantie für die vorliegenden Geschäfte im allgemeinen mit einem Vorbehalt zu versehen, wonach die Auszahlung der Garantie erst drei Jahre nach Fertigstellung der Maschinen im Werk, frühestens aber vier Jahre nach Gewährung der Risikogarantie, stattfinden wird. Es ist dies eine Frist, die einerseits von der Industrie als tragbar betrachtet wird und anderseits den Bund vor vermeidbaren, bloss vorübergehenden Kassenbelastungen schützen dürfte. Die Kommission behält sich vor, bei ihrer Antragstellung diesen Auszahlungsvorbehalt in gewissen, besonders gelagerten Fällen zu ändern und ihn so dem wirklichen Bedürfnis anzupassen.

II. *Nachkriegslieferungen nach Spanien*

Die spanischen Behörden bereiteten in den letzten Monaten der Erteilung von Bewilligungen für langfristige Maschinenbestellungen in der Schweiz grosse Schwierigkeiten[6]. Sie liessen aber durchblicken, dass sie allenfalls bereit wären, solche Bestellungen – es handelt sich um insgesamt 20-30 Millionen Fr. – zu genehmigen, wenn die privatrechtlich vereinbarten An- und Ratenzahlungen zwar ordnungsgemäss bei der spanischen Verrechnungsstelle geleistet werden, die Auszahlung an die schweizerischen Exporteure aber erst bei Ankunft der Ware an der französisch-spanischen Grenze erfolgt. Soweit nicht im Einzelfalle bessere Bedingungen erreicht werden können, wird sich die schweizer. Maschinenindustrie wohl oder übel mit dieser Bedingung abfinden müssen, damit nicht wertvolle Arbeitsgelegenheiten verloren gehen. Selbstverständlich wird auch in diesen Fällen ausnahmslos die Export-Risikogarantie des Bundes beansprucht werden.

Die Kommission für die Export-Risikogarantie hat in ihrer letzten Sitzung bereits einige solche Geschäfte behandelt und die Gewährung der Garantie beantragt. Wenn wir trotzdem die Gelegenheit benutzen, um Ihnen auch jene

---

6. *Cf. le PV de la séance convoquée le 1er mai 1944 à la Légation de Suisse à Madrid au sujet des difficultés se rapportant au paiement des machines suisses* (E 7110/1973/135/26). *Les entreprises suivantes sont représentées: Brown-Boveri, Charmilles, Escher-Wyss, Oerlikon et Sulzer. Une séance réunissant les dirigeants des maisons-mères est convoquée par H. de Torrenté à Berne en juin afin de favoriser le développement des affaires de machines avec l'Espagne (cf. la lettre du 7 juin 1944 de Heinrich Wolfer, Président de la Société suisse des constructeurs de machines et Administrateur-délégué de Sulzer SA,* E 7110/1973/135/25).

Nachkriegslieferungen nach Spanien zur Stellungnahme zu unterbreiten, so geschieht dies aus folgenden Gründen:

Nachdem auf 30. Juni dieses Jahres Garantien für Spanien-Geschäfte in der Höhe von 27 Millionen Fr. liefen, erhöht sich dieser Betrag nach der Bewilligung der in der letzten Kommissionssitzung behandelten Geschäfte auf *35 Millionen Fr.* Damit wird Spanien hinsichtlich der gewährten Garantien im zweiten Rang stehen. Sollten Geschäfte für weitere 20–30 Millionen Fr. Fakturabetrag zustande kommen, so würde dies eine *Erhöhung der Garantiesumme auf 50 Millionen Fr. und darüber* bedeuten. Es ist dies ein hoher Betrag, wenn man bedenkt, dass vielleicht in Spanien politische Umwälzungen nicht ganz ausgeschlossen sein werden. Anderseits ist aber die Lage des schweizerisch-spanischen Clearings aussergewöhnlich günstig, und die Aussichten hinsichtlich der spanischen Warenlieferungen in der ersten Nachkriegszeit stehen keineswegs schlecht. Zudem sind die vorgesehenen Zahlungsbedingungen viel besser als diejenigen, die bei den Frankreich-Geschäften angenommen werden müssen, sodass also auch in dieser Hinsicht das Verlustrisiko, abgesehen vom politischen Risiko, nicht als ausserordentlich hoch eingeschätzt werden muss.

Wir sind deshalb der Auffassung, dass sich auch für diese Nachkriegslieferungen nach Spanien die Gewährung der Export-Risikogarantie empfehle, weil doch das einzugehende Risiko in keinem Verhältnis zum Vorteil der dadurch ermöglichten Arbeitsbeschaffung steht.»

Gestützt auf die vorstehenden Darlegungen wird antragsgemäss und mit Zustimmung des Finanz- u. Zolldepartements

beschlossen:

Vom vorstehenden Bericht wird in zustimmendem Sinne Kenntnis genommen.

195

E 7110/1973/135/11

Le Consul de Suisse chargé des Affaires économiques à Paris, W.E. Senger, au Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz

Copie
L Paris, 9 août 1944
France – Commandes à livraison différée

Par vos lettres des 18, 20 et 22 juillet dernier [1], vous avez bien voulu me faire part du désir que vous ont exprimé certains de nos exportateurs que je mette leurs représentants en France au courant de la réglementation élaborée pour la

1. E 2200 Paris/30/8.

conclusion d'affaires comportant la clause de livraison différée, tout en me laissant le soin de juger si les personnes entrant en ligne de compte offrent une garantie suffisante pour la discrétion qui est de rigueur dans cette circonstance. Il s'agit des entreprises suivantes:

Oscar Kopp, Kilchberg (Zürich),
Gebr. Mägerle, A.-G., Uster,
Bühler Frères, Uzwil,
Haenni & Co., Jegenstorf,
L. Kellenberger & Co., St. Gall.

Après mûre réflexion, je suis arrivé à la conclusion que, même en considérant l'obligation qui nous incombe de ne pas faire une discrimination arbitraire entre nos divers fabricants de produits mécaniques, il n'est pas utile, pour le moment, d'intéresser un trop grand nombre de personnes à ces affaires. En effet, je suis persuadé, à la suite des divers entretiens que j'ai eus à ce sujet avec les Administrations compétentes, que le Gouvernement français est fermement décidé à n'autoriser ces commandes à livraison différée que dans la mesure où elles apparaissent absolument nécessaires pour remettre en marche l'appareil de production français après la fin des hostilités. Cette attitude nous amène tout d'abord à renoncer à faire bénéficier de la réglementation en cause des articles du genre de ceux que la maison Oscar KOPP précitée envisage de fournir, à savoir des têtes et des aiguilles de machines à coudre. En outre, cette volonté de restriction des Autorités françaises doit nous conduire, me semble-t-il, à n'insister auprès d'elles que pour les commandes qui, tout en répondant au critérium qu'elles ont fixé, offrent encore plus d'intérêt pour nous que pour elles. L'expérience m'a montré que le Ministère de la Production industrielle inscrit d'office des commandes portant sur certaines machines spéciales fabriquées en série. Il fait plus de difficultés pour enregistrer des commandes afférentes à des installations dont la réalisation exige du constructeur un effort spécial d'adaptation aux besoins de ses clients, par exemple des groupes de compresseurs, des éléments de centrales électriques, etc. Or, il est évident que cette seconde catégorie présente, au regard de notre activité industrielle, plus d'avantages que la première, notamment du fait que le facteur travail y joue relativement un plus grand rôle et qu'elle est moins susceptible d'engendrer dans l'avenir une concurrence préjudiciable à nos exportateurs.

Je ne fais, en l'occurrence, que me servir du principe que M. de Torrenté a pris l'initiative d'appliquer au cours des négociations dont l'aboutissement a été l'échange de lettres du 4 février dernier[2], et selon lequel il est préférable de faire porter nos demandes, pour leur donner plus de poids, uniquement sur les points où les désirs de notre partenaire ne concordent pas avec les nôtres. (Je fais allusion au cas de l'horlogerie.)

Dans ces conditions, j'ai cru bien faire de ne me mettre en rapport jusqu'ici qu'avec les représentants de nos plus grandes entreprises de construction mécanique:

Sulzer (M. Kohler),
Brown, Boveri & Cie (M. de Diesbach,

2. *Cf. N° 86.*

ingénieur à la Compagnie
Electro-mécanique),
Escher Wyss (M. Liomin),
Buehler (M. Naef),
Micafil (M. Bill)

J'ai insisté auprès d'eux pour qu'ils invitent leurs clients français à présenter, soit directement, soit par leur intermédiaire, selon les cas, leurs desiderata au Ministère sus-indiqué, en s'entourant de tous les appuis administratifs possibles, qu'il s'agisse de recommandations émanant des Ministères ou des Comités d'organisation.

D'autre part, je les ai réunis pour leur signaler qu'il paraît opportun de suivre une politique uniforme quant aux conditions de règlement, pour éviter que l'un d'entre eux, en faisant des concessions exagérées, oblige les autres à lui emboîter le pas. Ils se sont déclarés d'accord sur ce point. A ce propos, je crois utile de vous indiquer qu'ils ont constaté que le taux de 5% fixé par leurs maisons suisses pour les intérêts de retard correspondant aux délais de transfert des sommes qui seront versées par les clients français a suscité une réaction assez forte, surtout au sein de l'Administration française. Pour éviter ces frictions, je me demande si nos exportateurs ne pourraient pas, soit incorporer ces frais dans leurs prix de vente, en les calculant forfaitairement, soit abaisser le taux précité à un niveau plus modéré. L'adoption de la première solution n'a qu'un but psychologique, mais c'est bien celui qu'il s'agit d'atteindre puisque les critiques qui se sont fait jour du côté français ne visent pas nos prix de vente eux-mêmes, qui semblent être dans l'ensemble, contrairement à ce qui était de règle en temps normal, inférieurs à ceux de nos concurrents français, mais uniquement le taux d'intérêt considéré.

En espérant que vous approuverez les initiatives que j'ai prises de la sorte dans le but de tirer le meilleur parti des avantages de principe que vous avez réussi à obtenir en faveur de notre industrie mécanique, grâce à l'institution de ce régime des commandes à livraison différée, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

ANNEXE

E 2200 Paris/30/8

La Division du Commerce du Département de l'Economie publique[3]
au Consul de Suisse chargé des Affaires économiques à Paris, W.E. Senger

L Berne, 18 août 1944

Par lettre du 9 de ce mois, vous avez bien voulu nous donner connaissance de l'attitude quelque peu restrictive que vous estimez indiquée d'adopter à l'égard des demandes de maisons suisses, tendant à obtenir que vous orientiez leurs représentants en France sur les possibilités ouvertes par la réglementation sur les commandes à livraison différée.

3. *La lettre est signée:* p.o. de Torrenté.

A ce propos, vous relevez que pour éviter que les autorités françaises n'écartent automatiquement toutes les commandes ne concernant pas le plan qu'elles se sont fixé, il serait judicieux de procéder à une certaine discrimination entre les diverses demandes.

Vos communications, dont nous vous remercions, ont retenu toute notre attention.

A notre avis, il n'appartient pas aux autorités suisses de faire la discrimination dont vous parlez. Nous estimons que nous devons au contraire traiter toutes les maisons suisses sur un pied d'égalité. En outre, il convient de ne pas perdre de vue que la nouvelle réglementation peut être de nature à permettre à de nombreux représentants suisses de reprendre ou d'augmenter leur activité, ce qui est nécessaire si l'on veut maintenir, en vue de l'après-guerre, les relations commerciales de nos entreprises.

D'autre part, nous remarquons que la Société suisse des constructeurs de machines a déjà fait, par l'envoi de sa circulaire[4], un certain tri parmi les maisons s'intéressant à l'exportation en France, de sorte qu'il serait, à notre avis, excessif de restreindre encore, sans raisons impérieuses, le cercle des initiés à cette réglementation.

Au bénéfice de ces considérations, nous nous permettons d'insister encore pour que vous soumettiez les différentes demandes que nous vous avons présentées à un nouvel examen.

Il nous semble que les facteurs suivants devront être pris en considération pour déterminer votre attitude:

1. nationalité du représentant
2. sécurité des communications
3. condition du représentant

Il est certainement encore d'autres facteurs, notre énumération n'étant nullement limitative. Toutefois, nous estimons qu'il nous serait difficile de défendre, auprès de la maison suisse, un refus de votre part fondé sur la nature de la marchandise, pour autant que celle-ci soit reprise sous les positions du tarif douanier auxquelles nos instructions limitent l'utilisation du contingent spécial ouvert pour les commandes à livraison différée.

Pour terminer, nous relevons que les entreprises suisses savent parfaitement que la conclusion de telles affaires dépend de l'accord des autorités françaises, mais qu'elles ne comprendraient pas que nous ayons voulu prévenir un refus possible des dites autorités en estimant par nous-mêmes que la marchandise proposée n'est pas de nature à obtenir leur agrément.

En ce qui concerne le taux des intérêts réclamés pour la période d'attente, il n'a en soi rien d'excessif. C'est grâce, d'ailleurs au prélèvement de cet intérêt qu'il est possible aux maisons suisses de faire des conditions spécialement avantageuses pour la livraison de leurs produits, ce que vous vous plaisez d'ailleurs à reconnaître. En outre, si l'on tient compte de l'optimisme dont les délégués français faisaient montre en ce qui concerne les possibilités de règlement, cet intérêt ne saurait avoir pour les clients français des conséquences trop onéreuses. De plus, il convient de ne pas perdre de vue que la fixation de ce taux est une contingence d'ordre privé, qu'il y a lieu de laisser aux contractants le soin de débattre. Il est d'ailleurs toujours possible à l'administration française d'écarter un contrat en donnant comme motif de son refus le montant du taux de l'intérêt.

---

4. *Circulaire du 5 juillet 1944 (non reproduite).*

196

E 2300 Paris/97

Le Ministre de Suisse à Vichy, W. Stucki,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz[1]

RP Nr. 21 Vichy, 10. August 1944

Wie schon so oft habe ich gestaunt, mit welcher Leichtigkeit die schweizerischen Zeitungen vollkommen falsche Berichte über Frankreich geben. So soll der Staatschef bereits in Deutschland, Laval verschwunden sein, die Deutschen mitten dran sein, den Südwesten und den Süden von Frankreich zu räumen und sich in aller Eile auf die Siegfriedlinie zurückzuziehen etc. In Wirklichkeit ist die Lage folgende: *[...]*[2]

Ich ziehe für mich selber deshalb folgende Konklusionen:

In kurzer Zeit schon, es kann sich um Tage oder um wenige Wochen handeln, wird voraussichtlich das Regime Pétain-Laval nicht mehr bestehen und meine hiesige Mission ihr Ende gefunden haben. Ich bereite deshalb die Abreise des gesamten Gesandtschaftspersonals, auch der Sektion für fremde Interessen, vor. Es ist ausgeschlossen, dass wir, beim vollständigen Fehlen von Eisenbahnverbindungen, unser gesamtes Material mitnehmen könnten. Das Haus, in welchem die fremden Interessen untergebracht sind, die «Villa Ica», ist bis Ende des Jahres von uns fest gemietet. Wir würden alles nicht transportable Material dort unterbringen und ich würde zu dessen Beaufsichtigung zwei Beamte nicht diplomatischen Charakters hier lassen, einen aus meiner Kanzlei, den andern aus der Kanzlei der Sektion für fremde Interessen. Die Konsulate in Lyon, Grenoble, Montélimar und Toulouse würden selbstverständlich ihre Tätigkeit weiter ausüben. Denjenigen von Grenoble und Montélimar gebe ich Weisung nach Nizza, beziehungsweise Marseille zurückzukehren, so bald dies praktisch möglich ist. Das hier frei werdende Personal gedenke ich teilweise zur Verstärkung der genannten Konsulate zu verwenden. Alle übrigen Personen würden in unseren Automobilen, der Treibstoff ist sichergestellt, nach der Schweiz zurückkehren. Natürlich hätten wir die gegenwärtig notwendigen deutschen Visa nicht. Allein ich rechne damit, dass wir auch ohne solche in einem Moment allgemeiner Unordnung und Aufregung durchkommen werden.

Anders würde sich die Sache verhalten, wenn der Staatschef, aus den anfangs angeführten Gründen, nach Paris gehen wollte und auch könnte, d.h. nicht nur hiezu die deutsche Zustimmung erhielte, sondern auch freien Weg

---

1. *Pilet-Golaz a visé ce document le 11 août et l'a communiqué au Conseil fédéral le 16 août 1944. Lors de la séance du 9 août, il avait transmis à ses collègues un télégramme (non reproduit) de W. Stucki du 8 août. Plusieurs télégrammes et lettres sont échangés entre Vichy et Berne en août 1944* (*Cf.* E 2300 Paris/97 *et* J I.131/ 49, 51, 53 *et* 69).
2. *Stucki expose les intentions de Pétain et Laval face à l'avance des troupes alliées et il envisage la fin prochaine du régime de Vichy.*

vorfände. Dies ist zum Beispiel heute nicht der Fall, da die Stadt Montargis in Flammen steht und die ganze Strecke zwischen der Loire und Paris einem fast unausgesetzten Luftbombardement ausgesetzt ist. Auch betrachte ich es als sozusagen ausgeschlossen, dass Deutschland zu einer Sitzverlegung zustimmen würde. Sollte eine solche trotz allem Tatsache werden, die Wahrscheinlichkeit ist meines Erachtens geringer als 5%, so würde ich es als meine Pflicht betrachten, mit einem oder zwei Mitarbeitern dem Marschall nach Paris zu folgen. Der Rest des Personals würde vorläufig in Vichy bleiben. *[...]*[3]

Endlich vernehme ich auch, dass Pétain an Hitler die dringende Bitte gerichtet hat, Paris als offene Stadt zu erklären und dass er beabsichtige, wahrscheinlich über uns, eine gleiche Bitte an die Alliierten zu richten[4].

3. *Stucki expose ses discussions avec les diplomates en poste à Vichy et transmet des copies d'un projet de proclamation du maréchal au peuple français et une lettre de Pétain à Laval.*
4. *Par une lettre (non reproduite, rédigée par Bonna) du 10 août 1944, le Chef du Département politique expose à W. Stucki les diverses éventualités du développement de la situation en France et les conséquences qu'il convient d'en tirer.*

197

E 2001 (E) 1/99

Le Chef de la Division de Police du Département de Justice et Police, H. Rothmund, au Directeur général des Douanes, R. Furrer

Copie
L Sü

Berne, 12. August 1944

Mit Schreiben von 4. August 1944[1] ersuchen Sie uns um Instruktion für die Anwendung von Ziff. 3 der Beilage zu unsern neuen Weisungen über die Aufnahme und Rückweisung von Flüchtlingen[2] für die schweizerisch-deutsche Grenze, damit diese Bestimmungen von den Organen der Grenzwachtkorps und der kantonalen Polizeibehörden sowie der Ter.Pol.Of. in Bezug auf Arbeitsdienstflüchtlinge aus Deutschland in gleicher Weise angewendet werden.

Wie Sie wissen, hat sich der Unterzeichnete vor kurzem nach Schaffhausen begeben und sich über die Verhältnisse orientieren lassen. An einer Besprechung mit den massgebenden kantonalen Behörden in Schaffhausen wurde der Befürchtung Ausdruck gegeben, dass solche Flüchtlinge mit schweren Strafen bedroht seien, wenn sie zurückgewiesen und von der Polizei erwischt würden.

1. *Non reproduite.*
2. *Circulaire du 12 juillet 1944,* E 4800 (A) 1967/111/195.

Herr Major Zuber, Grenzwachtkommandant des II. Zollkreises, hat dies nicht nur bestätigt, sondern mitgeteilt, dass schwere Misshandlungen vorgekommen seien. Die uns nachträglich zugekommenen schriftlichen Berichte der verantwortlichen Organe betonen ebenfalls, dass zurückgewiesene Flüchtlinge mit schwerer Misshandlung rechnen müssen.

Die neuen Weisungen über die Aufnahme und Rückweisung von Flüchtlingen sehen in Ziffer 3 der Beilage vor, dass Ausländer, die aus politischen oder anderen Gründen wirklich an Leib und Leben gefährdet sind und keinen andern Ausweg als die Flucht nach der Schweiz haben, um sich dieser Gefahr zu entziehen, aufzunehmen sind. Bei den vorliegenden Verhältnissen müssen wir solche Ausländer, gleich wie alle jüdischen Flüchtlinge, bei der Rückweisung als ernsthaft gefährdet an Leib und Leben betrachten. Der Unterzeichnete hat bereits in Schaffhausen diese Auffassung geäussert. Wir bitten Sie daher, Ihren Organen der in Frage kommenden Zollkreise an der Nord- und Ostgrenze Weisung zu geben, Ausländer, die zur Arbeit nach Deutschland geschickt worden sind und die sich aus dem Arbeitsdienst nach der Schweiz flüchten, nicht zurückzuweisen, wenn sie nicht etwa wegen verwerflicher Handlungen im Sinne von Absatz 2 der Ziffer 3 der Beilage zu den Weisungen als des Asyls unwürdig erscheinen.

Wenn solche Flüchtlinge von den Grenzwachtorganen in der Nähe der Grenze aufgegriffen werden und sich aus einer kurzen Einvernahme an Ort und Stelle ergeben sollte, dass sie ungesehen an deutschen Grenzwachtorganen vorbei zurückkehren können, so sind sie zurückzuweisen, da angenommen werden darf, dass dann keine Gefahr für Leib und Leben für sie besteht. Heute und in allernächster Zeit, solange die Grenze wegen der Fahndung auf die Attentäter gegen den deutschen Reichskanzler besonders scharf bewacht ist, dürften allerdings solche Fälle nicht vorkommen.

Wir müssen uns jederzeit Rechenschaft ablegen können über die Auswirkungen der neuen Instruktionen, damit ihre Anwendung den Verhältnissen an den verschiedenen Grenzabschnitten angepasst werden kann. Wir bitten Sie deshalb, uns fortlaufend zu orientieren über die Auswirkung dieser Interpretation der Ziffer 3 unserer Weisungen, namentlich über die Zahl der eintreffenden Flüchtlinge und der eventuellen Rückweisungen, sowie über alle besonderen Vorfälle bei solchen.

198

E 1001.1 VD/1.5.-31.8.1944

Proposition du Chef du Département de l'Economie publique, W. Stampfli, au Conseil fédéral

Streng vertraulich
Nicht für die Presse

Bern, 14. August 1944

WAREN- UND ZAHLUNGSVERKEHR MIT DER UNION DER SOZIALISTISCHEN SOWJETREPUBLIKEN

In seiner Sitzung vom 14. Januar 1944 hat auf Antrag der Handelsabteilung vom 10. Januar 1944[1] der Bundesrat beschlossen, es sei von dem ihm unterbreiteten Zwischenbericht über den Waren- und Zahlungsverkehr mit der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken in zustimmenden Sinne Kenntnis zu nehmen, wonach die Vorarbeiten für Wirtschaftsverhandlungen mit diesem Lande derart zu fördern sind, dass jederzeit, sofern die allgemeinen Verhältnisse es erlauben, ihm der gesonderte Antrag auf Bestellung und Entsendung einer Wirtschafts-Sondermission gestellt werden kann.

In der Zwischenzeit hat sich in zunehmendem Masse in Kreisen der schweizerischen Exportindustrie eine Bewegung zum Zwecke sofortiger Verhandlungsaufnahme abgezeichnet. Mit Eingabe vom 14. Februar 1944[2] hat der Verein Schweizerischer Maschinen-Industrieller, auf Grund verschiedentlicher, von ihm einberufener Sitzungen, es als dringend wünschbar bezeichnet, dass ohne Verzug die Wirtschaftsbeziehungen mit der UdSSR im Wege der Entsendung einer Delegation wieder anzuknüpfen seien.

Nach eingehender, gemeinsamer Prüfung dieser Begehren zusammen mit dem Verein Schweizerischer Maschinen-Industrieller und dem Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrie-Vereins sind wir zur Auffassung gelangt, der Zeitpunkt für die Entsendung einer offiziellen Mission sei noch nicht herangekommen, da noch immer Umstände bestehen, die den wahrscheinlich zu erwartenden Nutzeffekt einer solchen Initiative als wenig bedeutsam und aussichtsreich erscheinen lassen. Es sei lediglich darauf hingewiesen, dass die Schärfe der zwischen der UdSSR und dem deutschen Transitland bestehenden kriegerischen Auseinandersetzung anscheinend noch immer verbietet, die schweizerisch-deutschen Wirtschaftsverhandlungen mit dem Problem des Transits russischer bezw. schweizerischer Warentransporte über deutsches Gebiet ins Partnerland zu belasten da ohnehin die Verhandlungslage im schweizerisch-deutschen Sektor als mit kaum lösbaren Fragen überladen gilt.

---

1. *Cf. N° 67. Cf. aussi* E 2001 (E) 3/1.
2. E 7110/2/1. *Sur une copie de ce document, le Chef du DEP a écrit:* Eine nicht unbedingt notwendige Démarche. 15 III 44 Stampfli. *Sur les relations commerciales avec l'URSS, cf. aussi* E 2001 (E) 2/657, E 7001 (B) 1/523, E 7110/1973/135/56.
   Sur les investissements suisses bloqués en URSS depuis 1917, cf. DDS, vol. 13, N° 123; la notice du 28 mars 1944 et la lettre de P. Bonna du 3 avril 1944, E 2001 (D) 9/2.

Weiter können noch auf sehr geraume Zeit hinaus Liefermöglichkeit und -Bereitschaft der UdSSR von die Schweiz interessierenden Waren als nur sehr wenig bedeutsam angesprochen werden, da die UdSSR nach Beendigung des Krieges aller Wahrscheinlichkeit nach zuerst ihre gesamten Kräfte und grosse ausländische Zufuhren benötigen dürfte, um den eigenen Produktionsapparat wieder herzustellen. Alle Nachrichten aus der UdSSR und dem übrigen Ausland lassen denn auch einen ausserordentlichen Warenhunger der UdSSR erkennen wie auch den Wunsch, Importe aus irgendwelchen Ländern gegen *lang*fristige Kredite tätigen zu können.

Wenn somit in der ersten Nachkriegszeit kaum mit umfangreichen sowjetischen Lieferungen gerechnet werden darf, so verhält es sich dagegen ganz anders mit der Aufnahmefähigkeit des russischen Marktes für ausländische Produkte. Das erhellt nicht nur aus den hier zugänglichen Pressepublikationen, sondern aus einer Reihe von Verhandlungen, die die UdSSR mit alliierten und neutralen Staaten und deren wirtschaftlichen Organisationen über die Frage von Nachkriegslieferungen in den letzten Monaten führt. Ihren bisherigen Gepflogenheiten entsprechend darf angenommen werden, dass die UdSSR beim Warenbezug in Drittländern vornehmlich ihren Bedarf bei neutralen Staaten wird zu decken trachten, um völlig frei von politischen Erwägungen handeln zu können.

Dass sich hier für die schweizerische Exportindustrie und insbesondere für die Maschinenindustrie wertvollste Aspekte für die Nachkriegszeit eröffnen, darf kaum bezweifelt werden und es erscheint verständlich, wenn die von so manchen angestammten Absatzgebieten abgedrängten schweizerischen Industrien mit Ungeduld darauf warten, durch Neuregelung abgebrochener, geordneter wirtschaftlicher Beziehungen zur UdSSR diesen bedeutenden Markt wieder für den Absatz ihrer Produktion geöffnet zu sehen. Da wohl in erster Linie bei der UdSSR Bedarf im Maschinensektor besteht und die Dispositionen in dieser Industriegruppe langfristige Vorbereitungs- und Anlaufsmassnahmen verlangen, ferner beträchtliche Lieferfristen in Frage kommen, wird nichts unterlassen werden dürfen, um hier nicht zu spät zu kommen und anderen Ländern als Nutzniesser eines grösseren Initiativvermögens allzu sehr den Vortritt zu lassen.

Da solchen legitimen Begehren nicht länger das Gehör verweigert werden kann, anderseits aber die Probleme, die in zwischenstaatlichen Verhandlungen der Lösung zugeführt werden sollten, noch keineswegs als hinreichend abgeklärt betrachtet werden können, so *beantragen wir Ihnen, im Einvernehmen mit dem «Vorort des Schweiz. Handels- und Industrie-Vereins», sowie dem Verein Schweiz. Maschinen-Industrieller, es sei als vorbereitende Verhandlungsstufe inoffiziellen Charakters einer Sondermission von Industrievertretern, über deren Zusammensetzung zurzeit noch ein Meinungsaustausch mit den am sowjetrussischen Markte vornehmlich interessierten Industrien gepflogen wird, die Durchreise durch die Transitländer und die Einreise in die Sowjetunion mit den dem Staate augenblicklich zur Verfügung stehenden Mitteln zu ermöglichen.*

Nachdem offizielle zwischenstaatliche Verhandlungen als noch verfrüht bis auf weiteres vermieden werden sollten, könnte eine Einführung der Industriellen-Mission bei der Moskauer Regierung durch staatliche Organe – in Frage

käme eine telegraphische Anfrage des schweizerischen Delegationschefs von 1941, Herrn Dr. H. Ebrard, beim sowjetrussischen Delegationschef, dem Volkskommissar und Mitglied des Rates der Landesverteidigungskommission A.J. Mikojan – das unerwünschte Ergebnis zeitigen, dass eine allfällig ablehnende oder Bedingungen auch politischer Natur enthaltende Antwort Moskaus eine Situation schaffen würde, die man gerade vermeiden möchte, nähmlich in einem der Schweiz wenig erwünschten Zeitpunkt in offizielle Gespräche mit der Moskauer Regierung verwickelt zu werden.

Demgegenüber ist zu beachten, dass es einer derartigen Industriellen-Mission wohl kaum möglich wäre, angesichts des Mangels geregelter zwischenstaatlicher Beziehungen in Moskau empfangen zu werden und dort mit Aussicht auf Erfolg Gespräche über die Frage von schweizerischen Nachkriegslieferungen anzuknüpfen. Auch würde einer solchen Mission Rückhalt fehlen, der dringend erforderlich ist und der von einer Einführung durch den schweizerischen Delegationschef erwartet wird.

Wir glauben daher, dieser privaten Mission die Hilfe einer offiziellen Einführung nicht versagen zu dürfen.

Es erscheint uns ferner erforderlich, dass vonseiten des Bundes einer solchen Industriellen-Mission auch alle weitere Beihilfe gewährt werde, die unter den heute gegebenen Umständen möglich ist. Hiezu rechnen wir ausser der Überlassung von Diplomatenpässen u.a. vor allem die in geeigneter Weise der Regierung der UdSSR bekanntzugebende Absicht des Bundesrates, die mit Bundesratsbeschluss vom 25. Juni 1941[3] über die sowjetrussischen Guthaben in der Schweiz verfügte Sperre vorgängig zwischenstaatlicher Verhandlungen aufzuheben, in der Annahme, dass auch die Regierung der Sowjetunion alle Massnahmen zur Begleichung schweizerischer Forderungen gegenüber sowjetischen Schuldnern treffen wird.

Nach übereinstimmender Auffassung wäre eine solche Geste nicht nur geeignet, einer schweizerischen Industriellen-Mission in Moskau weitgehend die Wege zu ebnen, sondern es würde durch sie zweifellos in beträchtlichem Masse die Spannung behoben, die seit der de facto- Ausserkraftsetzung der Vereinbarung zwischen der Schweiz und Russland am 22. Juni 1941 über den gegenseitigen zwischenstaatlichen Beziehungen liegt.

Dabei wird man sich der finanziellen Risiken bewusst sein müssen, die ein allfälliger vorzeitiger Aufhebungsbeschluss betreffend die Sperre mit sich bringt. Nach den neuesten Schätzungen der Schweizerischen Verrechnungsstelle beträgt der Bestand an ungedeckten Forderungen schweizerischer Importeure ungefähr 7,25 Mio Franken, während die ungedeckten Forderungen schweizerischer Exporteure sich auf ungefähr 6,1 Mio Franken beziffern.

Wie gross letzten Endes diese Risiken sind, die sich aus der vorgeschlagenen Aufhebung der Sperre ergeben und die vielleicht teilweise sogar vom Bund übernommen werden müssen, lässt sich kaum abschätzen und ist weitgehend abhängig vom guten Willen und der Loyalität, die Moskau an den Tag legen wird. Hierüber kann ein Urteil im voraus nicht abgegeben werden.

Aber selbst wenn ein Maximum der sich aus dem Status ergebenden mögli-

3. E 1004.1 1/410 *(PVCF N° 994) et RO, 1941, vol. 57, p. 723.*

chen Verluste in Kauf genommen werden müsste, erscheint der Beschluss über die Aufhebung der Sperre jetzt oder in einem nahegelegenen Zeitpunkt als tauglichstes Mittel, um – zunächst einmal auf der vorgesehenen inoffiziellen Basis – mit dem russischen Partner ins Gespräch zu kommen und damit die Bahn freizulegen für nachfolgende Unterhandlungen.

Gestützt auf diese Erwägungen

beantragen

wir Ihnen,

1. es sei einer nichtoffiziellen Charakter tragenden Sondermission von Industriellen, deren Mitglieder im einzelnen noch zu bezeichnen sind, mit allen derzeit möglichen Mitteln die Reise nach Moskau zu erleichtern;

2. es sei diese Sondermission durch ein vom Delegierten für Handelsverträge, Dr. Ebrard, an den Volkskommissar im Aussenhandelskommissariat, A.J. Mikojan, gemäss Beilage zu richtendes Telegramm einzuführen;

3. es seien Instruktionen zuhanden dieser Sondermission auszuarbeiten und gesondert vorzulegen, die zum Gegenstand alle Sachgebiete hätten, auf deren Diskussion sich eine solche Mission keinenfalls einlassen dürfte;

4. es seien die Kosten dieser Mission von den Beteiligten, bezw. von ihren Auftraggebern selbst zu tragen[4].

---

4. *Retouchée par Stampfli, cette proposition est approuvée par le Conseil fédéral lors de sa séance du 16 août 1944 (PVCF N° 1399,* E 1004.1 1/448). *Le 19 août, le Délégué du Conseil fédéral aux Accords commerciaux expédie le télégramme suivant à A.J. Mikojan, Commissaire du Peuple pour le Commerce extérieur de l'URSS à Moscou:* Ich habe die Ehre, im Anschluss an die mit Ihnen und Herr Prof. D. Mishustin, Chief of the Trade Treaty Department of the Peoples Commissariat for Foreign Trade of the USSR gewechselten Telegramme Sie davon zu unterrichten, dass unser Wunsch, eine schweizerische Wirtschaftsdelegation nach Moskau zu entsenden, leider bisher nicht hat verwirklicht werden können. Die schweizerische Regierung hegt jedoch nach wie vor den Wunsch, baldmöglichst wieder den Wirtschaftsverkehr zwischen den beiden Ländern aufzunehmen. Sie prüft deshalb zurzeit alle Möglichkeiten, die ihr gestatten würden, ohne vorgängige zwischenstaatliche Verhandlungen die auf dem Gebiete des Wirtschaftsverkehrs bestehenden Hindernisse zu beseitigen. So beehre ich mich, Ihnen zur Kenntnis zu bringen, dass der Bundesrat beabsichtigt, den Bundesratsbeschluss vom 25. Juni 1941 schon vorgängig von in Aussicht genommenen zwischenstaatlichen Unterhandlungen aufzuheben, in der Annahme, dass auch die Regierung der Sowjetunion alle Massnahmen ergreift, die die Begleichung schweizerischer Forderungen gegenüber sowjetischen Schuldnern gestatten.

Um weiteren Zeitverlust zu vermeiden, habe ich die Ehre, Sie anzufragen, ob Sie einige Vertreter massgebender schweizerischer Industrien in Moskau empfangen und ihnen gestatten würden, mit den zuständigen Organisationen Besprechungen abzuhalten über allfällige Bezugswünsche Ihrer Regierung und schweizerische Liefermöglichkeiten. In Betracht kämen Vertreter insbesondere der schweizerischen Maschinen-, chemischen und allfälliger weiterer Industrien.

Eine solche Fühlungnahme schweizerischer Industrieller mit den zuständigen Organisationen der UdSSR scheint als Vorstufe künftiger offizieller Wirtschaftsverhandlungen geeignet, geeignete Unterlagen für diese hoffentlich bald nachfolgenden Unterhandlungen zu schaffen.

Im Falle Ihres Einverständnisses würde ich mir gestatten, Ihnen eine Liste der Industrievertreter bekanntzugeben für die wir Durchreiseerlaubnis durch Transitländer zu erhalten uns bemühen.

199

E 1004.1 1/448

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 16 août 1944[1]

1392. Rückberufung von Minister Stucki.

Politisches Departement. Mündlich[2]

Der Vorsteher des Politischen Departements teilt mit, dass ihn die Entwicklung der Verhältnisse in Frankreich ev. zwingen werde, unsern Gesandten in Vichy, Herrn Minister Stucki zu bitten, in die Schweiz zurückzukehren. Er hat dies Herrn Stucki bereits angedeutet. Dieser glaubt zwar auf dem Posten verharren zu sollen, um der Schweizer Kolonie beistehen zu können; doch ist vorauszusehen, dass die Mission der bei der Lavalregierung akkreditierten fremden Diplomaten praktisch bald aufhören wird, indem diese Regierung die Macht kaum mehr lang wird auszuüben vermögen.

Der Rat nimmt von diesen Mitteilungen in zustimmendem Sinne Kenntnis und ermächtigt den Vorsteher des Politischen Departements, zu gegebener Zeit denjenigen Entscheid zu treffen, der ihm als angezeigt erscheinen wird.

1. *Absents: Etter, Stampfli, von Steiger.*
2. *Lors de cette séance, Pilet-Golaz a communiqué au Conseil fédéral trois télégrammes (expédiés par Stucki, du 11 au 15 août 1944).*
   Cf. E 2300 Paris/96.

200

E 2001 (D) 1968/74/14

Notice sur les actions pour les Juifs de Hongrie[1]

Berne, 16 août 1944

CONFÉRENCE DU CICR AVEC LE DPF ET LE DÉPARTEMENT DE JUSTICE ET POLICE

M. Bachmann, du CICR, m'ayant téléphoné pour me demander si je verrais la possibilité d'organiser une conférence avec des représentants de la DIE et du DAE aux fins d'orientation et éventuellement de coordination des actions en

1. *Rédigée par H. Walther, cette notice datée du 17 août a été lue et annotée par Ed. de Haller le 22 août.*

faveur des Juifs de Hongrie, je prends contact avec MM. de Saussure et Wagnière qui se déclarent d'accord. M. Rothmund, avec qui j'ai l'occasion de m'entretenir à propos du train de 600 Juifs de Hongrie annoncé comme devant arriver à Bâle cette semaine, exprima également le désir d'y prendre part, car il estime que des renseignements précis sur les actions entreprises de Suisse en Hongrie faciliteraient sa tâche en Suisse.

En conséquence, la réunion eut lieu le 16 août à la DIE. Etaient présents: M. Wagnière pour la DAE; M. de Saussure accompagné de MM. Bisang et van Muyden * pour la DIE; le Dr Rothmund, MM. Fischli et Dübi pour le Département de Justice et Police; Mlle Ferrière, MM. de Schwarzenberg et Bachmann pour le CICR.

Mlle Ferrière et M. Bachmann exposent que la première question qui les préoccupe est de savoir exactement quels sont les Juifs et quel est le nombre qu'il est possible de faire sortir de Hongrie, question qui intéresse également la DIE.

MM. de Saussure et van Muyden exposent que la DIE a une liste de 8000 personnes qui augmente d'ailleurs et s'approche maintenant de 9000 auxquelles des certificats d'immigration palestiniens ont été accordés. En fait, il semble que plus de 40 000 certificats ont été délivrés, mais la DIE n'a reçu actuellement l'autorisation du Gouvernement britannique de n'intervenir que pour l'émigration de 2000 individus pour la Palestine. C'est sur la liste des 8000 que ces 2000 personnes ont été choisies[2], selon des critères surtout pratiques. *M. Bachmann* relève que le CICR a également une liste de 7000 personnes plus 1000 enfants et il lui paraîtrait utile de confronter les listes de la DIE et du CICR pour savoir s'il s'agit bien des mêmes individus.

On constate alors que les Hongrois ont déclaré qu'ils seraient prêts à laisser sortir de Hongrie les Juifs qui pourraient trouver accueil à l'étranger, mais que les Allemands et les Anglais s'opposent à une émigration massive en Palestine, les Allemands pour le motif qu'ils ont déjà avancé qu'ils ne voulaient pas compromettre leurs relations avec le Grand Mufti en inondant le Proche-Orient de Juifs. La question se pose donc de savoir s'il pourrait y avoir d'autres débouchés. On constate que la Suède serait disposée à prendre certains Juifs, selon le critère connu, mais le nombre total qu'elle serait disposée à accueillir ne dépasse pas quelques centaines.

Mlle Ferrière demande à M. de Saussure ce qu'il penserait d'une proposition d'émigration vers l'Ouest via la Palestine. M. de Saussure déclare que cette proposition n'a pas encore été faite, mais qu'elle pouvait être examinée.

Ayant constaté une certaine incertitude chez Mlle Ferrière quant aux fonctions de la DIE, je précise, pour qu'il n'y ait pas de malentendu, que la DIE n'intervient pas de sa propre initiative dans les questions juives, mais uniquement sur la demande du Gouvernement britannique[3], agissant lui-même

---

* M. van Muyden est chargé maintenant du nouveau service des questions juives.

2. *Annotation de Ed. de Haller dans la marge:* par qui?
Réponse de Walther: Selon M. v. Muyden (DIE) le choix se ferait par l'office palestinien à Budapest, M. Krauss et la Légation, mais on suivrait l'ordre d'ancienneté d'inscription. 23.8.44.

3. *Annotation de Ed. de Haller dans la marge:* On ne le répétera jamais assez.

comme protecteur des ressortissants palestiniens et, par extension, des futurs Palestiniens.

Mlle Ferrière signale qu'elle a retiré de son récent séjour aux Etats-Unis l'impression nette que l'on s'y montrerait actuellement beaucoup mieux disposé à l'égard de l'immigration des Juifs. L'on y ferait preuve, semble-t-il, actuellement, de plus d'imagination dans la recherche des moyens d'utiliser les possibilités de la législation américaine sur l'immigration. Il lui semblait qu'il en serait de même en Angleterre et que le CICR devrait profiter de cet état d'esprit pour insister auprès des Alliés, mais que la position du CICR serait naturellement considérablement renforcée s'il pouvait en même temps faire état de dispositions libérales du Gouvernement suisse.

Elle demande au Département Politique et à la Division de Police quelle serait l'attitude des autorités suisses à cet égard. *M. Wagnière* répond qu'il semble que le Conseil fédéral serait disposé en effet à accueillir généreusement les Juifs de Hongrie.

M. Rothmund confirme cette information sur la base d'une conversation avec M. le Ministre Bonna et déclare qu'il fallait naturellement commencer par insister auprès des Alliés, mais que, si véritablement il n'y avait plus aucune autre voie de salut, il croit qu'il est du devoir moral de la Suisse de se montrer extrêmement accueillante et que, si la Gestapo envoie des Juifs, on ne les refuserait pas. Bien entendu, la Suisse ne pouvait en aucune manière tremper dans les tractations parfaitement répugnantes qui semblent être en cours avec les autorités allemandes en vue d'échanger les Juifs contre des tracteurs, par exemple, ou de grosses sommes d'argent. Il précisa en passant que le chiffre de 700 000 francs, qui a été mentionné, serait un prix encore bon marché si l'on pouvait sauver ainsi quelques milliers de vies humaines. Il précisa également que si le fameux train des 600 Juifs provenant du convoi de 1691 personnes dirigé de Hongrie sur Hanovre se présentait à Bâle, ainsi qu'on l'a annoncé cette semaine, il ferait le nécessaire pour recevoir les adultes; les enfants, s'il y en a dans le convoi, seraient confiés aux organismes privés, en particulier à la Croix-Rouge, Secours aux enfants. Cependant, si on devait avoir à faire face à des arrivages massifs de milliers de personnes, il y aurait naturellement des questions matérielles qui se poseraient, mais qu'elles n'étaient pas totalement insolubles. Si on pouvait, d'autre part, obtenir des garanties quant à l'émigration ultérieure, cela faciliterait la tâche des autorités fédérales. Il ne cache pas néanmoins que l'émigration future depuis la Suisse ne sera pas sans soulever la question assez délicate de l'accord des intéressés de quitter notre territoire. En ce qui concerne les enfants, il estime qu'il n'y a aucune difficulté quelconque à les accueillir en Suisse. Je précise alors ce que nous avons fait pour l'hospitalisation d'enfants de Budapest, que l'accord du Gouvernement hongrois paraît acquis, mais que cela ne dépend pas de lui seulement et qu'on attend toujours les autorisations allemandes. D'autre part, comme M. Rothmund me paraissait avoir donné un blanc-seing au CICR par sa déclaration, j'ai attiré son attention sur l'inconvénient qui pourrait éventuellement y avoir à inonder présentement la Suisse de personnes venant d'assez loin, alors que nous nous trouvons peut-être, dans des délais imprévisibles, dans la situation de devoir accepter des arrivées massives de réfugiés provenant de régions voisines de la

Suisse[4] pour lesquelles la sympathie de notre population sera certainement beaucoup plus vive. M. Rothmund répond que l'urgence qu'il y a actuellement de sauver des vies humaines doit faire passer outre à des préoccupations d'avenir.

Mlle Ferrière se déclare extrêmement satisfaite de ces informations.

Une autre question qui préoccupait le CICR était de rendre plus rapides les contacts entre celui-ci et les services fédéraux directement compétents tels la DIE, en ce qui concerne les questions d'émigration, de visas et autres, et le Département de Justice et Police, pour les questions de son ressort. Et *M. Wagnière et M. de Saussure** soulignent que c'est précisément la fonction du Délégué du Conseil fédéral et qu'une modification de l'usage actuel ne pourrait que compliquer les choses. *M. Bachmann* vise en particulier les communiqués qui furent publiés en ce qui concerne les mesures d'adoucissement prises par le Gouvernement hongrois. Le texte officiel suisse du Département portant que les déportations seraient provisoirement suspendues, tandis que le texte du CICR ne contenait pas le terme «provisoirement», cela parut très regrettable au CICR[5]. Je n'ai pas jugé à propos de soulever dans ce cercle les efforts plus ou moins vains auxquels M. de Haller s'était heurté antérieurement dans les questions de communiqués de presse de la DIE et du CICR concernant les échanges et je me suis contenté de soulever que l'adverbe «provisoirement» ne me paraissait pas avoir une importance aussi considérable, cette notion étant déjà contenue dans le verbe suspendre. M. de Saussure ne se prononça d'ailleurs pas sur ce point. M. Bachmann me déclara ensuite à ce sujet que son intention n'avait nullement été de passer outre à l'intermédiaire de M. de Haller, mais qu'il s'agissait des questions purement pratiques et techniques et qu'il y aurait peut-être avantage à traiter directement avec les services compétents.

On discuta encore sur la possibilité de rapports plus étroits entre les représentants suisses à Budapest et la délégation du CICR en ce qui concerne en particulier les listes de certificats d'immigration palestiniens et on convint qu'en effet, cela était désirable.

Enfin, on précisa encore la manière de diriger les quémandeurs s'intéressant à des parents ou amis en Hongrie. Il fut précisé que, lorsqu'il s'agissait de question de visa pour l'entrée en Suisse, il fallait adresser les intéressés à la Police fédérale des étrangers ou aux Légations suisses à l'étranger. *M. Dübi* précisa que les visas d'entrée en Suisse n'étaient donnés que dans la prévision d'une arrivée effective en Suisse, donc après accord avec les cantons, la Police des étrangers ne donnant pas des visas à seule fin de protection. J'en profitai pour attirer l'attention sur le danger d'inflation qui accompagnait la délivrance de nombreux documents de complaisance. *M. de Schwarzenberg* précise cependant que de tels documents continuaient à avoir une certaine vertu au moins à l'égard des agents subalternes d'exécution.

---

4. *Annotation de Ed. de Haller dans la marge:* très juste.

* Comme d'ailleurs M. Rothmund.

5. *Annotation de Ed. de Haller dans la marge:* Je souhaiterais connaître l'histoire de ce communiqué du DPF.

Les personnes qui se préoccupent de questions de certificats palestiniens doivent être renvoyées à la Légation britannique.

Enfin, s'il s'agit de personnes qui voudraient savoir comment on peut faire sortir des Juifs de Hongrie, il fallait s'adresser au CICR. Le Département de Justice et Police donnera des instructions aux Légations pour que de tels cas soient de même dirigés sur la délégation du CICR en Hongrie[6]. La Légation prendra également contact avec la délégation lorsqu'il s'agira de retrouver des personnes auxquelles des visas d'entrée étaient accordés.

En résumé, on peut dire que cette réunion, si elle n'amena pas discussion sensationnelle, fut néanmoins utile en tout cas pour l'orientation du CICR et du Département de Justice et Police.

M. Wagnière a fait de son côté une note pour le Chef du DPF dont il m'a promis copie[7].

---

6. *Annotation de Walther dans la marge:* Le CICR a fait tenir des instructions à sa délégation à Budapest et j'ai engagé M. Wagnière en lui demandant de transmettre le télégramme et de donner également des instructions à la Légation (voir au dossier) 23.8.44.

7. *Notice du 17 août 1944,* E 2001 (D) 3/172. *De plus, le 18 août, la Division des Intérêts étrangers adresse au Chef du DPF un autre procès-verbal de cette séance du 16 août. Selon ce document, le Chef de la Division de Police du DJP, H. Rothmund, a notamment déclaré:* Il ne faut pas oublier que les Etats-Unis ne pourront prendre à leur charge qu'un certain nombre de Juifs, mais la Suisse, à ce moment, ne se fera pas faute de parler haut avec les puissances anglo-saxonnes [*Pilet-Golaz a souligné ce paragraphe dans la marge et écrit:* Qui vivra verra...] *[...]* Il ne faut pas se laisser retenir par trop de considérations pratiques, mais ne pas hésiter à servir avant tout un but humanitaire. D'ailleurs, la Suisse n'a jamais hésité à accueillir les réfugiés qui lui arrivaient des pays voisins, si bien qu'elle en héberge à l'heure actuelle environ 80000, et alors même qu'ils lui arrivaient, comme on peut le supposer, avec la complicité de la Gestapo. Il y a deux ans, le problème juif ne se posait pas comme il se pose aujourd'hui, car alors, les Juifs de Hollande et de Belgique nous arrivaient peut-être avec la complicité des Autorités allemandes, qui espéraient ainsi nous mettre en mauvaise posture – (par ex. en nous réclamant plus tard l'extradition de ces réfugiés) *[Pilet-Golaz a souligné cette phrase dans la marge et ajouté trois points d'interrogation]*. Il s'agit maintenant de sauver des masses entières de la mort. On ne saurait se refuser à cette tâche. *[...]* Le Gouvernement a toujours fait acte de prudence à cet égard, mais il se trouve maintenant devant une situation de fait. La situation des Juifs hongrois n'est pas comparable à celle des autres réfugiés qui pourraient réclamer notre aide. Il s'agit de vie ou de mort. Tant pis pour le manque de place, même si, plus tard, nous n'avions plus la possibilité d'accueillir chez nous d'autres populations. *[...]* Les protestations du Gouvernement suisse contre les mesures antisémites en Hongrie doivent s'appuyer sur des actes. Il faut être assez courageux pour tout oser [*Pilet-Golaz a souligné cette phrase dans la marge et a ajouté deux points d'exclamation*]. D'ailleurs, l'organisation des transports réclamerait du temps et la Suisse ne serait pas submergée du jour au lendemain par des convois d'Israélites. Mais, pour entreprendre une action efficace, il est nécessaire d'être au courant de tout ce qui se passe, et c'est un des buts d'une séance comme celle d'aujourd'hui. *[...]* L'attitude de la Suisse à cet égard est nette: pas de marchandages. La réponse suisse à toute tentative d'intimidation du Gouvernement allemand en cette affaire, serait le refus de visas suisses aux Allemands désireux de venir dans notre pays [*Pilet-Golaz a inscrit un point d'exclamation dans la marge et y a écrit:* Ne nous échauffons pas.]. *[...]* (E 2001 (D) 3/172).

201

E 2001 (E) 2/603

Compte-rendu de l'entretien entre R. Kohli, Chef de Section au Département politique, et P. Rossy, Directeur général de la Banque nationale au sujet des achats d'argent-métal à la Croatie[1]

CR Berne, 18 août 1944

ENTRETIEN DE M. KOHLI AVEC LE DIRECTEUR GÉNÉRAL ROSSY, À LA BANQUE NATIONALE, LE 18 AOÛT 1944, À 1030

CONC.: ACHATS D'ARGENT-MÉTAL À LA CROATIE

1 – *Précédent.* M. Rossy expose les faits: la Banque Nationale a eu l'occasion d'acheter 25 tonnes d'argent-métal (pièces yougoslaves, tchécoslovaques, etc.) aux Croates. Elle a de solides raisons d'admettre qu'il ne s'agit pas d'argent mal acquis mais plutôt de quantités de métal qui se trouvaient sur place au début de la guerre. Cette vente a eu lieu à la suite d'une offre des Croates, probablement avisés par M. Puhl, Vice-Président de la Reichsbank, auquel la Banque Nationale avait demandé si l'Allemagne pourrait lui vendre de l'argent-métal pour la frappe des monnaies. Les Croates demandaient 106 fr. par kilo et offraient 50 tonnes. M. Rossy offrit à son tour soit 103 fr. par kilo pour 50 tonnes, soit 106 fr. pour 25 tonnes. C'est sur cette dernière proposition que les parties se mirent d'accord.

M. Rossy relève en passant qu'à la demande instante des Croates, le Pool accepta d'assurer le transport de cet argent à concurrence d'un million. Comme la valeur de la marchandise était d'environ 2½ millions, il eût fallu procéder au transport en trois fois. Au lieu de cela, non seulement les Croates expédièrent les 25 tonnes d'un coup, mais ils y ajoutèrent, sans en avoir avisé quiconque auparavant et de façon contraire aux prescriptions suisses, 980 kilos d'or fin valant environ 4,8 millions! (voir à ce sujet la lettre que la Banque Nationale nous a adressée en même temps qu'au Département fédéral de l'Economie publique[2]). La Division du Commerce a répondu le 11 août qu'elle pouvait admettre ce dépôt d'or, pour éviter des ennuis aux intéressés croates, mais à différentes conditions bien précisées (voir en annexe)[3].

Tout en reconnaissant parfaitement et assez candidement l'incorrection de cette façon de procéder, les Croates ont tout de même eu le geste de venir s'en excuser. Mais ils ont insisté instamment pour que cet or soit conservé en Suisse, ce qui sera le cas aux conditions prévues par la Division du Commerce.

2 – *Nouvelle transaction.* La Banque Nationale a encore assez d'argent pour terminer les frappes de monnaies cette année. En revanche, il lui manque-

1. *Ce compte-rendu est rédigé et signé par P. Aubaret, du Département politique.*
2. *Non reproduite.*
3. *Non reproduite.*

rait environ 20 tonnes d'argent-métal pour l'an prochain. Elle désire donc en acheter sans trop tarder, mais à des conditions raisonnables. Le prix de l'argent varie actuellement de 100 à 110, alors qu'il était de 60–70 avant guerre. Si l'on regarde les statistiques pour les années qui suivirent la guerre 1914–18, on constate un véritable «plongeon» de l'indice du prix de l'argent. On peut donc se demander s'il en sera de même après la guerre actuelle, et si tel devait être le cas, l'achat de l'argent que les Croates offrent aujourd'hui à raison d'au moins Fr. 100.– par kilo, ne serait pas intéressant. Mais il n'est pas du tout certain que le «plongeon» des années 1919 et suivantes se reproduise. De nombreuses frappes seront en effet nécessaires dans bien des pays après cette guerre. Or il n'existe que peu d'argent disponible: une certaine quantité en Hongrie, une autre en Espagne qui ne veut le céder à aucune condition. Il n'est donc pas exclu que le prix actuel se maintienne ou même qu'il subisse une hausse. En outre, même en admettant que la guerre finisse prochainement, la Banque Nationale doit assurer la frappe des monnaies pour l'an prochain et disposer de suffisamment d'argent à cet effet.

Ces différentes raisons ont amené M. Rossy à soumettre aux Croates, pour examen, la solution suivante: livrer 25–30 tonnes à la Banque Nationale avec un contrat d'option comprenant engagement pour les Croates de vendre à un prix déterminé (p. ex. 100), mais sans obligation pour la Banque Nationale d'acheter à ce prix. Ainsi on ferait droit aux insistances des Croates de placer cet argent en Suisse, tout en conservant la latitude de l'acheter ou non, suivant les conditions du moment.

Mais une telle transaction pourrait poser du même coup un problème politique assez délicat, vis-à-vis des Alliés notamment. C'est pourquoi M. Rossy désire connaître le point de vue de M. Kohli.

3 – *Solution proposée:* après délibération, M. Kohli suggère un achat ferme avec clause d'option prévoyant le paiement à échéance de 6 mois ou d'un an, ce paiement pouvant intervenir soit en espèces à un prix déterminé (p. ex. 100), soit en nature (c.-à-d. en argent-métal), avec obligation pour les Croates d'accepter un paiement en espèces seulement s'il est offert à un prix supérieur à celui de 100 par ex.

Ainsi, la Banque Nationale qui a besoin d'argent-métal, pourrait disposer sans arrière-pensée des 25 ou 30 tonnes qu'elle aurait ainsi achetées à titre définitif et d'autre part, la Suisse ne risquerait pas de s'exposer à des reproches, puisqu'elle aurait toujours la faculté de payer en nature, c.-à-d. de restituer une quantité d'argent-métal équivalente.

M. Rossy est tout à fait d'accord avec cette idée qu'il va soumettre aux autres membres de la Direction générale de la Banque Nationale.

202

E 4800 (A) 1967/111/61

Compte-rendu[1] *d'un entretien entre le Chef de la Division de Police*[2] *du Département de Justice et Police, H. Rothmund, et le Chef de la Mission en Suisse du Commissariat français aux Prisonniers, Déportés et Réfugiés, P. de Leusse*

Copie Bern, 18. August 1944

1. Herr de Leusse hat vor etwa 14 Tagen schriftlich angefragt, ob und wie er seinen Landsleuten mitteilen könne, sie möchten sich ruhig verhalten in den Lagern und nicht unüberlegt jetzt schon nach Frankreich ausreisen. Das hat sich inzwischen geändert. Heute möchte Herr de Leusse im Gegenteil seinen Landsleuten durch Schreiben mitteilen, dass sie nach Frankreich ausreisen dürfen; er möchte ihnen aber sagen, dass sie die von der Schweiz verlangten Formalitäten erfüllen sollen. Welches Verfahren ist notwendig? Herr de Leusse beabsichtigt allerdings, vorläufig bloss den männlichen Franzosen von über 20 Jahren, die bereits eine militärische Ausbildung genossen haben, die Ausreise nahezulegen. An der Ausreise von Frauen und Kindern hat das Freie Frankreich zurzeit noch kein Interesse.

Herr Dr. Rothmund macht darauf aufmerksam, dass sich für uns die Frage etwas anders stellt: Der Flüchtling ist bei uns aufgenommen worden, weil und für solange, als er im Ausland gefährdet ist. Sobald die Gefahr vorüber ist, hat er wieder auszureisen. Wir müssen uns deshalb fragen, ob nicht wir von Amtes wegen den Flüchtlingen mitteilen sollen, sie könnten heute ausreisen und seien deshalb verpflichtet, zu gehen. Wir haben allerdings kein Interesse, die Sache zu überstürzen. Herr Dr. Rothmund zitiert das, was er über diesen Punkt den Lagerleitern unserer Flüchtlingslager kürzlich in seinem Referat[3] gesagt hat: Die Flüchtlinge haben auszureisen, sobald sie gehen können. Wir dürfen sie nicht zurückhalten, wenn sie gehen können und wollen. Jeder einzelne Mann soll beim Lagerleiter ein Ausschaffungsgesuch stellen. Er hat die von ihm gefassten Effekten abzugeben, seine finanziellen Angelegenheiten in Ordnung zu bringen und die Zustellung seiner Ausweispapiere abzuwarten. Dann hat er eine Erklärung zu unterschreiben, dass er davon Kenntnis habe, dass er nach der Ausreise während der Dauer dieses Krieges nicht mehr als Flüchtling bei uns aufgenommen werde. Auf das hin wird er an die Grenze geführt werden.

Herr Dr. Rothmund ist bereit, zusammen mit den intern zuständigen Stellen zu prüfen, ob Herrn de Leusse gestattet werden kann, ein Rundschreiben an seine Landsleute zu richten. Ferner wäre zu prüfen, ob nicht zwei oder drei Grenzübergangsstellen nach Savoyen bezeichnet werden sollten, über die die

---

1. *Rédigé par R. Jezler. Sur P. de Leusse, cf.* E 2001 (E) 1/46.
2. *Etaient présents lors de l'entretien: O. Schürch et R. Jezler, de la Division de Police du Département de Justice et Police.*
3. *Cf.* E 4800 (A) 1967/111/73.

Flüchtlinge auszureisen haben; dort kann ihnen dann auch von französischer Seite gesagt werden, wo sie sich hinzubegeben haben (was Herrn de Leusse wichtig scheint).

2. Herr de Leusse stellt dann die Frage, welche Tätigkeit die Aide Fraternelle[4] ausüben solle, wenn einmal eine Vertretung von Algier besteht. Er betont in diesem Zusammenhang, auf eine Bemerkung von Herrn Dr. Rothmund über Herrn Blech, dass eben die französischen Flüchtlinge nicht bloss Geldunterstützung haben möchten, sondern in gewissem Sinne auch eine politische Vertretung. Herr de Leusse ist als Beauftragter für Flüchtlinge vorgesehen. Soll er künftig direkt mit uns verkehren, oder soll das durch Vermittlung der Aide Fraternelle geschehen. Herr Dr. Rothmund erklärt, die Aide Fraternelle werde s.E. auch künftig – neben einer Vertretung von Algier – eine wichtige fürsorgerische Tätigkeit für die französischen Flüchtlinge ausüben können. Z. B. mit polnischen Flüchtlingen befasst sich nicht bloss die Polnische Gesandtschaft; auch Flüchtlingsorganisationen befassen sich nützlich mit polnischen Flüchtlingen. Das selbe gilt für die Franzosen. Es wird eine Sache der direkten Auseinandersetzung zwischen der Vertretung von Algier und der Aide Fraternelle sein, wie die fürsorgerische Tätigkeit für die Flüchtlinge zwischen den beiden Institutionen abgegrenzt wird.

3. Herr de Leusse erklärt, er sei von Algier damit beauftragt, sich mit der Rückschaffung der französischen Arbeiter aus Deutschland zu befassen. Zurzeit befänden sich 4 Millionen Franzosen in Deutschland. Auf alliierter Seite bestehe die Absicht, diese Leute (alle ausländischen Arbeiter) vorläufig in Deutschland zu belassen und dann erst allmählich in die Heimat zurückzuschaffen. Es sei nun aber vorauszusehen, dass im Augenblick des Zusammenbruchs in Deutschland ein beträchtlicher Teil der Franzosen versuchen werden, auf eignen Faust nach Frankreich zurückzugelangen. Ein Teil von ihnen werde voraussichtlich versuchen, durch die Schweiz zu reisen. Herr de Leusse rechnet mit mehreren 100000 Personen. Er stellt die Frage, ob diese Leute über die Schweizergrenze kommen dürften, worauf dann unmittelbar diesseits der Schweizergrenze Sammellager errichtet werden müssten, zur Überprüfung der Identität und zur Organisierung des Weitertransportes. Wahrscheinlich werde aber die Schweiz diese Leute nicht hereinlassen können, sodass Lager auf deutschem Boden, nahe der Schweizergrenze, eingerichtet werden müssten. Zur Einrichtung und Ausrüstung dieser Lager wäre man auf schweizerische Hilfe (Ärzte, Lagerleiter, Krankenschwestern, Verpflegung, Medikamente usw.) angewiesen. Mit wem muss diese Sache besprochen werden?

Herr Dr. Rothmund erklärt mit allem Nachdruck, dass eine Aufnahme all dieser Flüchtlinge durch die Schweiz von vornherein ganz ausgeschlossen sei. Im Augenblick des Zusammenbruchs in Deutschland und in der unmittelbar folgenden Zeit werden wir die Grenze für Flüchtlinge bestimmt vollkommen schliessen müssen, um zu verhindern, dass zahlreiche unerwünschte Elemente in die Schweiz gelangen. Es kommt also nicht in Betracht, auf Schweizerboden Sammellager für französische Arbeiter einzurichten. Diese müssen auf deut-

4. *Sur l'association d'«Aide fraternelle aux réfugiés français en Suisse» (fondée à Genève le 16 février 1943) cf.* E 2001 (D) 3/272 *et* 275, *ainsi que* E 4800 (A) 1967/111/167.

schem Boden geschaffen werden. Herr de Leusse soll wegen der weitern Hilfe zur Errichtung solcher Lager mit dem Büro de Haller Fühlung nehmen. Herr de Leusse war übrigens bereits bei Herrn Walther, dem Stellvertreter des Herrn de Haller.

4. Herr de Leusse wird in nächster Zeit wohl öfters ins befreite Frankreich gehen müssen, zu Besprechungen mit den dortigen Behörden. Er stellt die Frage, ob ihm hierfür ein Rückreisevisum erteilt werde. Er besitzt zurzeit überhaupt keinen französischen Pass, glaubt aber, ohne weiteres einen solchen erhalten zu können.

Herr Dr. Rothmund bittet Herrn de Leusse, sich zuerst ein Ausweispapier zu beschaffen. Dann wird er sich an die kantonale Fremdenpolizei in Genf zu wenden haben wegen des Rückreisevisums. Wir werden unsererseits Genf verständigen, dass Herrn de Leusse von Fall zu Fall auf sein Gesuch hin das Rückreisevisum erteilt werden soll. (Ich habe noch am selben Tag mit Herrn Direktor Pittard in diesem Sinne gesprochen.)

5. Herr Dr. Rothmund stellt Herrn de Leusse die Frage, ob Franzosen, die gezwungenermassen für die Deutschen gearbeitet haben (z. B. Bäcker, Metzger usw., die den Deutschen Waren geliefert haben, Industrielle, die deutsche Aufträge entgegengenommen haben um zu verhindern, dass ihre Fabrik geschlossen und die Arbeiterschaft nach Deutschland geschickt wird) als Kollaborationisten betrachtet werden. Herr de Leusse verneint diese Frage.

6. Herr de Leusse teilt mit, dass demnächst vier Franzosen, die heute als Beamte der Vichy-Regierung tätig sind, in die Schweiz kommen sollten, als seine Mitarbeiter für die Organisation des Rücktransportes der französischen Kriegsgefangenen und Arbeiter aus Deutschland. Herr Dr. Rothmund erklärt ihm, die eidg. Fremdenpolizei werde die Frage der Erteilung von Einreisebewilligung an diese vier Personen prüfen. (Ich habe wegen dieser Sache mit Herrn Baechtold bereits Fühlung genommen.)

203

E 2300 Paris/97

Le Ministre de Suisse à Vichy, W. Stucki,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

Copie de réception
T Meldung

Vichy, 20. August 1944
(*Reçu,* 20. August, 12h.00, offen)

Heute früh 07h00 ist Marschall Pétain von den Streitkräften der Besetzungsmacht unter Anwendung von brutaler Gewalt verhaftet worden. Der Eingang zu seinem Hotel inkl. Schlafzimmer wurde brutal aufgesprengt.

Der Marschall hat bei mir protestiert. Die Garde des Marschalls hat befehlsgemäss nicht geschossen, da angedroht war Vichy gegenteiligenfalls zu bombardieren.

08h00 wurde der Marschall von der deutschen Streitmacht nach unbekannter Richtung abgeführt. Der Marschall erklärte dem Nuntius und mir, die wir Zeugen des ganzen erschütternden Vorgehens waren, dass er nicht mehr in der Lage sei in den Funktionen als Staatschef zu walten und Gefangener sei.

Ministerpräsident Laval und andere Minister wurden verhaftet und befinden sich in Belfort. Man hatte Laval von der Besetzungsmacht mitgeteilt, dass er von Paris nach Belfort müsse, weil sich Pétain dort befinde. Ebenso teilte man Pétain mit, dass er nach Belfort müsse, da sich die Regierung dort befinde.

In Frankreich ist kein Staatschef und keine Regierung vorhanden. Erklärung die Laval am 6. August gemacht und die jetzt ihre Bedeutung hat.

Die fremden Diplomaten wurden von der Besetzungsmacht aufgefordert den Marschall zu begleiten. Mit Ausnahme von Japan weigerte sich das diplomatische Korps inkl. Achsenstaaten mit Pétain Vichy zu verlassen. Ich habe mich dem Vorgehen angeschlossen und geweigert von Vichy abzureisen. Werde mit ganzer Gesandtschaft nach Schweiz reisen, sobald Durchfahrt sicher. Verhandeln darüber. (Fortsetzung folgt.) Werden Donnerstag nächste Woche zurückkehren. Hier erwartet man Maquis und Kämpfe zwischen ihnen und Miliz.

Benachrichtigt unsere Familien alle seien wohl trotz grösster Anstrengungen und weitere Meldungen folgen.

(Obige Meldung wurde 10h45 aufgenommen).

Füge der Meldung bei.

Ich habe hier als Vertreter unseres Landes sehr wichtige und von beiden Seiten verdankte Vermittlerdienste leisten können.

Heute Abend tritt das diplomatische Korps zu einer Besprechung der Lage zusammen. Es wird wahrscheinlich von mir verlangt, dass ich als Vermittler hier bleibe und nicht nächster Tage in die Schweiz gehe. Erbitten Instruktionen ob einem solchen Wunsche entsprochen werden könnte. Glaube persönlich hier sehr nützlich sein zu können.

(11h56 erbittet Herr Minister Stucki dringend Instruktionen betreffend Verbleibens in Vichy.)

ANNEXE

E 2300 Paris/97

Le Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz[1],
au Ministre de Suisse à Vichy, W. Stucki

T par radio en clair Berne, 20 août 1944, 17h.00

N° 43 Message pour 407. Situation politique claire stop Mission Légation devenue sans objet stop Se repliera sur Suisse dès que raisonnablement et pratiquement possible conformément à instructions précédentes stop Quant à services dont ne pouvons apprécier d'ici nature et importance si croyez devoir rester momentanément avec un ou deux collaborateurs faites ce que vous estimerez pour le mieux en tenant compte difficultés éventuel retour.

1. *Le texte de ce télégramme a été rédigé par Pilet-Golaz et transmis, à 15h.40, à C. Rezzonicco afin de l'envoyer.*

Le même jour, à 17h.35 et à 19h.30, le télégramme suivant (rédigé par Bonna) a été expédié à la Légation de Suisse à Berlin: Numéro 528. Pétain emmené ce matin de Vichy par Allemands a déclaré Stucki que cessait ses fonctions de chef d'Etat et qu'il se considérait comme prisonnier. Existence légale gouvernement français ainsi disparue. Présence notre Légation Vichy devenue sans objet elle se repliera sur Suisse dès que pratiquement possible. Votre Légation reprend dès lors représentation Suisse dans partie France occupée par Allemagne.
(E 2300 Paris/97).

204

E 2300 Paris/98

Le Ministre de Suisse à Vichy, W. Stucki,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz[1]

RP Nr. 23 Vichy, 20. August 1944

Die letzten fünf Tage waren hier derart arbeitsreich, aufregend und von historischer Bedeutung, dass ich Ihnen heute Sonntag umsoweniger einen zusammenhängenden politischen Bericht senden kann, als ich seit Mittwoch kaum mehr geschlafen habe. Das grosse Vertrauen, das mir der greise Marschall schon lange und ganz besonders in den letzten entscheidenden Tagen bewiesen hat, veranlasste ihn, mich bewusst zum objektiven und intimen Zeugen der Schlusstage seines Regimes zu machen. Er hat es mir ganz offen gesagt: Wir alle, ich und meine Mitarbeiter, sind unseres Lebens nicht sicher. Alle unsere Papiere können uns geraubt oder vernichtet werden. Ich habe keinerlei Möglichkeit, den Franzosen und der Welt die Wahrheit zu sagen. Eine gewisse Propaganda wird mit allen Mitteln, auch den schlimmsten, versuchen, die ge-

1. *Pilet-Golaz a visé ce rapport le 22 août et l'a mis* en circulation *parmi ses collaborateurs.*

schichtliche Wahrheit zu entstellen. Von den bei mir akkreditierten Diplomaten sind Sie der einzige, der nicht nur mein restloses Vertrauen geniesst, sondern dazu noch, im Gegensatz zu allen andern, die materielle Möglichkeit hat, seine Regierung und damit die Welt zu orientieren. Ich verlange von Ihnen das grosse Opfer, jederzeit, Tag und Nacht, zu meiner Verfügung zu stehen, wenn ich oder meine Mitarbeiter es für nötig finden, Sie zum Zeugen der hiesigen Vorgänge zu machen. Einem solchen Ansuchen konnte ich mich nicht entziehen, es liegt meines Erachtens in der Rolle unseres Landes. Ich habe immerhin bei jeder Gelegenheit dahin gearbeitet, dass der apostolische Nunzius, als Vertreter einer neutralen Weltmacht von grosser moralischer Bedeutung, ebenfalls zugezogen werde. Es ist dies teilweise geschehen. Die historische Viertelstunde hat er leider verpasst. *[...]*[2]

2. *W. Stucki transmet des documents et des informations sur les derniers jours du régime de Vichy.*

205

E 2300 Bukarest/11

Le Ministre de Suisse à Bucarest, R. de Weck,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz[1]

RP N° 39 Confidentiel
Echos de l'entrevue Hitler-Antonesco

Mogoşoea, 21 août 1944

[...][2]

Dans un long monologue de près d'une heure, le président s'efforça surtout de me convaincre qu'il avait parlé sans ambages à M. de Ribbentrop. En substance, il prétend avoir rappelé à son collègue allemand les sages avis qu'il lui aurait prodigués à divers moments décisifs et qui ne furent pas écoutés. C'est pour avoir négligé les bons conseils du premier ministre roumain que le Reich, qui pouvait, avec un peu de générosité et d'adresse, fédérer autour de lui, en respectant leur liberté et leur droit à la vie, tous les peuples d'Europe[3], se trouve aujourd'hui aux prises avec un monde d'ennemis dont la haine décuple la puissance. Tel est, du moins, le sens général du plaidoyer que j'ai sagement écouté.

Il me paraît inutile de vous le rapporter en détail. Je note seulement que mon interlocuteur affirme avoir trouvé un Ribbentrop plus courtois et plus compréhensif que jamais.

1. *Pilet-Golaz et Bonna ont visé ce rapport le 29 août 1944.*
2. *Dans ce compte-rendu de son entretien du 18 août avec Mihai Antonesco, R. de Weck commence par évoquer les circonstances de l'entrevue entre Hitler et le «Conducator» qui a répondu avec réticences à une invitation du «Führer».*
3. *Pilet-Golaz a souligné ce passage et écrit dans la marge:* Exact, d'ailleurs.

Certains propos de table des grands chefs allemands méritent peut-être de vous être répétés.

Le «Führer», d'après M. Mihai Antonesco, admire Staline d'avoir, dès avant la guerre, «épuré» l'armée rouge et de n'avoir pas désespéré lorsque la fortune des armes paraissait l'accabler. Pour les mêmes raisons, il s'incline devant Tito, obstiné à combattre sans répit «malgré les pertes effroyables que nous leur avons infligées». A propos des généraux allemands qui ont fondé à Moscou le «Comité de l'Allemagne libre», Hitler, entre la poire et le fromage (si poire et fromage il y avait), déclara qu'il ferait pendre les membres de leurs familles demeurés en Allemagne.

Au cours de son tête-à-tête avec le maréchal, il eut quelques remarques acerbes sur le mercantilisme des Roumains, qui réclament au Reich des francs suisses pour payer la nourriture des soldats allemands luttant sur le sol de la Roumanie. Ribbentrop, de son côté, cita au président intérimaire une phrase devenue proverbiale, dit-il, en Allemagne: «Si nous manquons de beurre et si le pain est rare, c'est parce que nos armées de Moldavie et de Bessarabie sont nourries de beurre et de pain allemands».

Quant à Himmler, comme M. Mihai Antonesco émettait quelques doutes sur l'efficacité de la terreur pour remonter le moral d'un peuple, il répondit: «Je connais assez les Allemands pour savoir ce qui leur convient».

A en juger par l'ensemble des confidences que m'a faites mon interlocuteur, les Roumains auraient consenti une fois de plus à intensifier leur effort de guerre et leur assistance économique. Sur le premier point, on peut se demander si les mesures militaires actuellement en cours ne sont pas une arme à double tranchant, susceptible de se retourner un jour contre le Reich. Sur le second, la présence à Bucarest de M. Clodius indique assez que, si un accord de principe a été conclu, ses modalités d'application doivent encore être discutées.

Quelles que soient la mollesse et l'inertie dont témoignent les chefs du gouvernement comme ceux de l'opposition, il paraît difficile que les changements intervenus en Finlande, en Bulgarie et en Turquie restent sans influence sur les destinées du royaume danubien.

On pourrait comparer aujourd'hui la Finlande, la Bulgarie et la Roumanie à trois chevaux affamés, qui, pour atteindre leur pitance, auraient à sauter un mur. Si, tandis que Finlandais et Bulgares prennent leur élan, les Roumains continuent à se dérober, ils risquent fort, quand ils retomberont de l'autre côté du mur, de n'y plus trouver un seul grain d'avoine[4]. En d'autres termes, la prime offerte aux premiers des transfuges de l'Axe aura déjà été distribuée quand ils demanderont à la toucher. A moins que, la Hongrie restant de gré ou de force attelée au char de l'Allemagne, les Roumains ne réussissent malgré tout à faire agréer leurs services, à la toute dernière heure, pour aider à réduire l'armée hongroise.

---

4. *Pilet-Golaz a souligné ces deux dernières phrases dans la marge et y a écrit:* Oh! le danger des prophéties!

206

E 2300 Paris/98

Le Gérant du Consulat de Suisse à Paris, R. Naville,
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna[1]

RP Paris, 22 août 1944

LA SITUATION À PARIS

Les dernières semaines vécues à Paris ont été marquées par des événements qui se sont précipités d'une façon souvent inattendue et m'ont mis dans certains cas devant une situation particulièrement délicate.

Dès le 13 août, j'ai été saisi par mon Collègue suédois[2] qui m'a fait part des négociations qu'il avait entamées avec les autorités allemandes en vue de tenter d'aboutir à un accord concernant la libération des détenus restés dans les prisons de Fresnes, du Cherche-Midi ainsi que dans les Camps de Drancy, Compiègne et Romainville. Il était, en effet, à craindre que la Sicherheitspolizei qui avait l'administration de ces établissements pénitenciers et de ces camps, ne se livre, à la dernière heure, à des exécutions massives sur les personnes des détenus politiques. Mon Collègue m'ayant demandé mon appui dans les démarches qu'il avait entreprises, j'ai cru bon de lui donner l'assurance qu'en ce qui me concernait, je m'efforcerais, dans la mesure de mes moyens, de soutenir son action. Il me paraissait, en effet, qu'en perspective de l'abandon prochain de Paris par les troupes allemandes, les représentants des Puissances neutres devaient, à tout prix, s'efforcer de provoquer une détente entre les Forces de la Résistance française, qui se montraient de plus en plus actives, et les autorités allemandes qui, si elles prenaient des mesures intransigeantes, devaient s'attendre à de multiples représailles contre leurs propres ressortissants. Dans cet esprit, je me suis mis en rapport avec l'Ambassade d'Allemagne pour lui signaler tout l'intérêt qu'il y avait à ce qu'elle intervienne, de son côté, auprès du Général Oberg, Chef des S D, pour lui exposer la gravité de la situation. Après plusieurs interventions de mon Collègue suédois et grâce à notre action concertée, un accord a pu être réalisé, aux termes duquel le Militärbefehlshaber in Frankreich consentait à provoquer, sous certaines conditions, la libération de tous les détenus se trouvant dans les Camps d'internement susmentionnés. Cet accord fut paraphé le 15 août, au soir. On aboutit relativement rapidement à la libération des détenus qui restaient à Fresnes, ainsi qu'à la remise du Camp de Drancy entre les mains de la Croix-Rouge Française. Des difficultés surgirent cependant à la dernière minute, le Commandant du Camp de Compiègne se refusant d'exécuter les ordres transmis par le Militärbefehlshaber.

---

1. *Annotation de Pilet-Golaz en tête du document:* A la D[*ivision des*] A[*ffaires*] E[*trangères*] 25.8.44.
2. *Raoul Nordling, Consul de Suède à Paris.*

D'autre part, 2400 détenus environ avaient été préalablement, le 15 août au matin, embarqués par la Sicherheitspolizei dans un train à destination de l'Allemagne, sans qu'il ait été possible de faire obstacle à ce départ. Selon les renseignements que je possède, ce train serait parvenu dans des conditions très pénibles jusqu'à la frontière allemande d'Avricourt; depuis lors, sa trace a été entièrement perdue. Je crois qu'il serait opportun de signaler, le plus tôt possible, ce fait au Comité International de la Croix-Rouge à Genève, afin que son délégué à Berlin puisse intervenir d'urgence en vue de retrouver le train en question. J'ajoute que je crains qu'il n'y ait plus beaucoup de vivants parmi les personnes transportées, dont beaucoup sont mortes de faim et de soif. Quant au Camp de Compiègne, des négociations sont en cours.

Le 18 août, au matin, je me suis rendu avec mon Collègue suédois au Camp de Drancy, qui venait d'être remis entre les mains de la Croix-Rouge Française, les autorités allemandes ayant quitté les lieux le 17 au soir. L'ordre règne, en général, dans le Camp. Toutefois, le comité israélite qui fonctionnait jusqu'alors, avait été substitué par un autre Comité composé d'éléments de la Résistance française qui avait procédé à l'incarcération immédiate de certains juifs considérés comme étant des «moutons». Avec mon Collègue, j'ai demandé que la légalité soit respectée et que les internés ne se livrent à aucune voie de fait sur leurs coreligionnaires. Au cours de ma visite, j'ai pu constater la présence de trois ressortissants suisses que j'ai immédiatement fait rentrer à Paris.

Par ailleurs, le soir du même jour, au cours d'une visite que j'ai faite auprès du Général von Schochlitz, Gouverneur militaire de Paris avec pleins pouvoirs, j'ai exposé à mon interlocuteur l'intérêt qu'il y aurait à relâcher les soixante femmes encore internées au Camp de Romainville et qui, malgré les accords intervenus, n'avaient pas encore été libérées. A la suite de démarches parallèles entreprises par mon Collègue suédois et moi-même, ces dernières furent élargies dans la journée du lendemain.

Le vendredi 18 août, nous avons appris, dès le matin, que M. Pierre Laval, sollicité par M. Abetz, avait quitté Paris en raison de la situation, injonction à laquelle, M. Laval se refusa tout d'abord de se soumettre. Cette question donna lieu à l'échange de lettres dont je vous ai adressé des copies par ailleurs. M. Laval fut contraint, en définitive, de quitter Paris avec les membres de son Gouvernement pour se rendre à Belfort. Le Gouvernement n'étant plus en mesure d'accomplir sa tâche, avait délégué ses pouvoirs aux Secrétaires généraux ou à leurs directeurs les plus anciens, qui furent chargés d'assurer l'intérim des Secrétariats d'Etat.

Le 19 août, la situation empira considérablement dans la Capitale. En effet, dès le matin, les Forces françaises de l'Intérieur (F.F.I.) proclamèrent un état insurrectionnel en invitant les Services publics à faire la grève générale, grève à laquelle les forces de police s'étaient jointes depuis deux ou trois jours déjà. Dès 10 heures du matin, elles occupaient un certain nombre d'édifices publics et de mairies. La Préfecture de la Seine, la Préfecture de Police et l'Hôtel-de-Ville furent pris d'assaut, alors que dans divers quartiers les postes de police et les mairies furent également assaillis et occupés. Dans les abords immédiats du Consulat, la fusillade crépita sans arrêt jusqu'au soir. Il était certain que cette

situation ne pouvait pas se prolonger indéfiniment sans dégénérer en un massacre général, les troupes allemandes se trouvant encore en nombre dans la ville.

Mon Collègue suédois m'exposa, lors d'une entrevue, les grandes lignes d'un plan tendant à amorcer les bases d'un accord entre le Général von Schochlitz, Gouverneur militaire de Paris, et les Forces de la Résistance française installées à l'Hôtel-de-Ville. Il me demanda si, au cours de ces négociations, il pouvait compter sur mon appui; je lui déclarais qu'en ce qui me concerne il m'était difficile d'agir à titre officiel, mais qu'il pouvait compter sur mon appui moral dans un but purement humanitaire, sans que mon attitude puisse impliquer une reconnaissance du Gouvernement provisoire actuellement en exercice. Ces différentes tractations – dont je fus tenu au courant heure par heure – se poursuivirent durant toute la journée du samedi 19, durant laquelle la bagarre s'est poursuivie à un rythme grandissant en différents quartiers de la ville; elles aboutirent, en définitive, à la signature d'un accord entre le Général von Schochlitz et les membres du Gouvernement provisoire des F.F.I. – Les conditions du Gouverneur militaire de Paris se résumèrent comme suit: les troupes allemandes reconnaissent l'état de fait existant actuellement à Paris; renoncent à prendre d'assaut ou à mitrailler les bâtiments officiels occupés actuellement par les F.F.I. – De son côté, le Général allemand demande que les prénommés s'abstiennent de tirer sur les troupes allemandes. En outre, connaissant l'état particulièrement grave du ravitaillement de la Capitale, il s'est déclaré prêt à tenir à la disposition de la population des stocks de vivres qu'il détenait. Les représentants du Gouvernement provisoire acceptèrent les bases de cet accord et demandèrent toutefois que l'on insistât pour que le Gouverneur de Paris renonce à faire passer ses troupes dans les grandes artères parisiennes et à faire circuler les soldats dans les rues de la Capitale, afin d'éviter des incidents continuels dus au contact entre les troupes et la population. Cette dernière proposition, communiquée au Général von Schochlitz, ne put être acceptée pour des raisons d'ordre technique. L'accord ayant été définitivement entériné, il fut décidé que l'armistice intervenu serait porté à la connaissance de la population par des haut-parleurs précédés d'une voiture de police avec policiers en uniforme et suivis d'une voiture allemande. Cette diffusion commença le dimanche 20 août, à 16 heures, et marqua le début d'une détente.

Cet accord ne rencontra cependant pas l'entière approbation de certains régiments de SS cantonnés à Vincennes, pas plus que celle des éléments communistes qui tiennent certains quartiers de la banlieue. L'accord fut pratiquement maintenu dans la journée de lundi; toutefois, la situation a tendance à s'aggraver et les troubles ne vont pas tarder à recommencer en raison de l'approche des Armées alliées. Il est certain que les éléments communistes s'efforcent, par tous les moyens, de récréer le désordre dans la rue, sans doute, afin d'en profiter pour essayer de saisir, le moment venu, le pouvoir. A l'heure actuelle, il est difficile de dire quel va être le dénouement de la situation. Il est à craindre, en effet, à mesure que les heures passent, que la tension ne s'aggrave, les éléments de désordre se sentant de plus en plus maîtres de la rue à mesure que le nombre des effectifs allemands diminue dans la Capitale.

J'ai l'impression toutefois que le Gouvernement provisoire peut tenir la

situation si elle ne se prolonge pas outre mesure. J'ajoute qu'un nouveau Préfet de police a été désigné en remplacement de M. Bussière, qui a été consigné. Le Préfet de la Seine a été de son côté arrêté. Un Commissaire du Gouvernement provisoire français a également son siège à Paris. A mesure que les heures avancent et que la Capitale se vide des troupes allemandes au bruit du canon et de la mitraille, les édifices publics se couvrent de drapeaux tricolores, cependant que chaque particulier se prépare à pavoiser ses fenêtres des couleurs françaises, américaines et anglaises. Il semble cependant qu'il peut bien se passer trois ou quatre jours encore avant les débuts de l'ère de la prochaine occupation alliée.

Protection des intérêts suisses

Il n'y a rien de particulier à noter concernant la Colonie. Certains éléments, toutefois, qui avaient collaboré avec les Allemands, se sentant menacés, se sont présentés au Consulat pour y chercher asile. Je leur ai conseillé de se cacher chez des parents ou des amis. Un ou deux cas d'arrestations par les autorités françaises m'ont été signalés; à la suite de mes interventions auprès des Commissariats respectifs, ces mesures n'ont pas été maintenues.

Représentation des intérêts étrangers

Ainsi que j'ai eu l'occasion de vous le signaler par ailleurs[3], j'ai été sollicité presque conjointement, dès le 15 août, par les Ambassades d'Allemagne et d'Italie et par le Consulat Général du Japon, en vue de reprendre en mains la protection des immeubles officiels appartenant à ces pays.

En l'absence d'autres instructions, j'ai cru devoir accepter ces propositions, sous réserve de votre accord. Entre-temps, il m'a d'ailleurs été possible de communiquer par radio avec la Section des Intérêts Etrangers qui m'a fait part de son accord provisoire.

Dès le 17 août, le Ministre et le Consul Général d'Italie ayant quitté Paris, j'ai fait apposer des lettres de protection sur les immeubles appartenant au Gouvernement italien. Le même jour, je recevais la visite d'une délégation italienne s'intitulant «Comité de Libération Nationale» qui m'a exposé qu'en raison de la situation exceptionnelle dans laquelle se trouve Paris, il y aurait lieu de créer un groupement italien. Ce dernier, à son avis, devrait disposer d'un local et m'a demandé avec une certaine insistance de mettre à sa disposition les immeubles de l'Ambassade et du Consulat Général Royal d'Italie. J'ai répondu à mes interlocuteurs qu'il m'était impossible de déférer à leur désir, mais qu'en raison de la situation je pouvais éventuellement les autoriser à s'installer dans l'immeuble désaffecté sis 3, avenue de Villars. Je soulignais toutefois le fait que mon autorisation ne pouvait être accordée qu'à un groupement ayant un caractère nettement privé, dépourvu de tout aspect politique. J'ai fait remarquer à mes visiteurs que les troupes allemandes se trouvaient encore à

3. *Cf.* E 2200/Paris/33/12.

Paris et qu'il fallait éviter, à tout prix, de provoquer des incidents; il paraissait donc préférable, dans l'intérêt même de la Colonie italienne, de constituer un Comité d'assistance et d'entraide qui exercerait son activité sous notre contrôle jusqu'à l'arrivée des Armées alliées et d'un fonctionnaire dûment mandaté par le Gouvernement Royal. Cette solution qui était susceptible de mettre un terme aux divers mouvements qui commençaient à se dessiner dans la Colonie italienne, m'a donc semblé la préférable. J'ajoute que la Colonie italienne de Paris compte environ 140 000 membres. Par ailleurs, afin de neutraliser complètement les locaux de l'Ambassade et du Consulat Général d'Italie, j'ai prié les fonctionnaires qui exerçaient leur activité jusqu'alors et qui étaient à la solde de l'ancien Gouvernement, de quitter les lieux; je les ai fait remplacer provisoirement par du personnel suisse. Cette solution m'est apparue également judicieuse, l'Ambassade d'Italie se trouvant dans un lieu particulièrement dangereux, à savoir à côté de l'Ambassade des Soviets et d'une institution privée italienne qui, peu de jours avant, avait été occupée par une nouvelle organisation politique italienne. Cette neutralisation, dis-je, me paraissait d'autant plus indispensable que je savais que certains éléments troubles n'auraient pas hésité, profitant du désordre régnant dans la rue, d'entreprendre un coup de force contre la Mission diplomatique italienne.

En ce qui concerne le Japon, j'ai également pris, comme vous le savez, sous ma protection les immeubles officiels japonais.

Par ailleurs, dès le 20 août, au soir, M. Abetz m'a envoyé un délégué me faisant savoir que, quittant dans la soirée Paris, il me priait de prendre en charge la protection des immeubles officiels du Reich.

Vu l'agitation régnant aux abords de la Rue de Lille, j'ai préféré également dans ce cas installer du personnel suisse dans les locaux de l'Ambassade; des pannonceaux portant les armoiries de la Confédération ont été apposés sur les portes. Craignant, d'autre part, que le Gouvernement provisoire – ne se rendant pas compte de la situation nouvellement créée – ne cherchât, au moment du départ des troupes allemandes, d'occuper les locaux des trois pays que nous représentons, je me suis vu contraint de me ménager une entrevue avec quelques-uns de ses membres. Au cours de cette conversation, je m'aperçus que la question de l'occupation des locaux des Ambassades d'Allemagne et d'Italie, éventuellement par force, aurait pu se poser. Après une longue conversation, je parvins à expliquer sans trop de peine à mes interlocuteurs l'intérêt qu'il y avait à ce que notre protection soit intégralement respectée. Les intéressés finirent par se ranger avec bonne grâce à mes vues.

Plusieurs éléments de la Garde de Paris tentèrent par la suite de pénétrer dans certains immeubles des pays que nous représentons afin d'en assurer la protection. Je me suis vu dans la nécessité d'intervenir immédiatement sur place afin d'éviter tous nouveaux incidents. Le Préfet, sur mes instances, donna les ordres nécessaires. Je le priai également de retirer des abords de tous les Consulats et immeubles en question toutes les gardes, afin d'éviter tout sujet de friction possible avec les autorités d'occupation. En effet, un incident regrettable s'était produit entre-temps devant l'immeuble de l'Ambassade des Etats-Unis, incident que vous trouverez relaté dans le rapport ci-joint en annexe.

Ces quelques faits vous permettront d'apprécier les difficultés auxquelles nous nous heurtons durant cette période troublée en ce qui concerne la représentation des intérêts étrangers[4].

4. *Cf. aussi le rapport de Naville du 4 septembre 1944* (E 2300 Paris/98 *et* J I.131/49).
Cf. aussi les télégrammes des 7 et 9 septembre 1944 de P. Ruegger au Département politique (E 2001 (D) 3/65).

207

E 1004.1 1/448

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 23 août 1944[1]

1419. Communiqué über die Verhaftung des französischen Staatschefs Marschall Pétain.

Politisches Departement. Mündlich

Das Politische Departement legt folgendes Communiqué vor, welches vom Bundesrate genehmigt wird und der Presse durch das Politische Departement zugestellt werden soll:

«Im Verlaufe der Sitzung vom 23. August hat der Bundesrat von der Tatsache Kenntnis genommen, dass infolge der Erklärung von Marschall Pétain, er sei mit Gewalt gezwungen worden, Vichy zu verlassen, und deshalb in die Unmöglichkeit versetzt, seine Rechte als Chef des französischen Staates auszuüben, die Mission der bei ihm akkreditierten schweizerischen Gesandtschaft gegenstandslos geworden ist.

Fortan ist die schweizerische Gesandtschaft in Berlin mit der Wahrnehmung der schweizerischen Interessen in den von den deutschen Truppen besetzten Gebieten Frankreichs beauftragt.

Der Botschafter Frankreichs, Paul Morand, seinerseits hat dem Politischen Departement bekanntgegeben, dass jede Verbindung mit Marschall Pétain und Pierre Laval unterbrochen sei, und dass er infolgedessen seine Funktionen als beendet betrachte. Vor seinem Abgang hat der Botschafter die Beamten der Botschaft und der Konsulate gebeten, auf ihren Posten zu verbleiben und weiterhin die französischen Interessen wahrzunehmen.»

1. *Absents: Stampfli et von Steiger.*

ANNEXE

E 2300 Paris/97

Le Ministre de Suisse à Vichy, W. Stucki,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

T Vichy, 25 août 1944, 09h.30
(*Reçu:* 25 août, 11h.00, offen)

Nummer 40. Wir kommen zurück sobald:

1. Strassen frei sind;

2. meine unablässigen Bemühungen Vichy vor Blutvergiessen zu bewahren zu sicherem Erfolg geführt haben[2].

Beides dürfte noch einige Tage dauern, da hier ständig deutsche Truppen auf dem Durchmarsch von Süden her.

Miliz hat Vichy als Plünderer und Verbrecher jeder Art verlassen, empfehle dringend unter keinen Umständen solche Leute bei uns aufzunehmen.

Déat und Brinon sollen unterwegs nach der Schweiz sein[3].

Hier alles ruhig, aber natürlich sehr ungeduldig und fiebrig.

---

2. *Ce passage du télégramme a été communiqué à la femme de W. Stucki.*

3. *Pilet-Golaz a souligné ces deux dernières phrases et écrit en bas du document le 25 août:* Pas question de recevoir Déat et Brinon.

Pour milice ne devons pas la considérer comme faisant partie des forces armées, surtout que le Gouvernement français (Pétain-Laval) avait décidé de la dissoudre.

Comme civils les miliciens n'ont pas mérité l'asyle [*sic*].

208

E 2001 (D) 11/9

Le Chef de la Division des Intérêts étrangers à la
Légation de Suisse à Budapest, C. Lutz,
au Chef de la Division des Intérêts étrangers
du Département politique, A. de Pury

L Budapest, 23. August 1944

Bezugnehmend auf die verschiedenen telegraphischen Mitteilungen betreffend die Auswanderung ungarischer Juden nach Palästina, beehren wir uns, über diese Aktion wie folgt zu berichten[1]:

---

1. *Le 22 août, les représentants des Etats neutres accrédités à Budapest adressent une note au Ministère royal hongrois des Affaires étrangères afin d'éviter la déportation ordonnée par les autorités allemandes des Juifs restant encore à Budapest. Se fondant sur les instructions adressées à Jaeger le 7 juillet, le Chargé d'Affaires de Suisse Kilchmann s'associe à cette démarche. Mais, le Chef du DPF n'approuve pas cette attitude et demande* d'éviter les notes «collectives».

Wie Ihnen bekannt sein dürfte, konnten bis zum 15. März die im Besitze von Einwanderungszertifikaten befindlichen Personen, wöchentlich 50–100 an der Zahl, nach Palästina auswandern. Die bei uns über die britische Gesandtschaft in Bern eintreffenden Listen von Zertifikatsinhabern leiteten wir jeweils an das Palästina-Amt hier weiter, welches alsdann die weiteren Vorkehrungen zur Auswanderung traf. Mit dem Einzug der deutschen Truppen und der S.S.-Organe in Ungarn kam die besagte Auswanderung wie überhaupt die Ausreise von Ausländern zum Stillstand. Nachdem sich die politische Situation einigermassen geklärt hatte, sondierten wir bei der ungarischen Regierung mit Verbalnote vom 26. Mai 1944[2] über die Möglichkeit der Wiederaufnahme der jüdischen Auswanderung nach Palästina, wobei die weiterhin eintreffenden Listen als Basis dienen sollten. Mit Verbalnote vom 13. Juli 1944[3] erklärte sich die ungarische Regierung nach Fühlungnahme mit der deutschen Regierung bereit, der Ausreise von Israeliten, die eine Einreisemöglichkeit in ein anderes Land hatten, kein Hindernis in den Weg zu legen. In dieser Erklärung war, wie man uns versicherte, auch die Zustimmung der deutschen Regierung enthalten. Es handelte sich bis zum 1. Juni 1944 um rund 6000 Erwachsene und 1000 Kinder.

Das ungarische Aussenministerium ersuchte uns, sofort mit der Aktion zu beginnen, da bis zu deren Beendigung die Einberufungen zum Auslandsarbeitsdienst eingestellt würden.

Es stellte sich nun die Frage, welche Instanz diese Aktion durchführen solle. Das Palästina-Amt hatte mit dem 15. März seine Bureaux geschlossen, der Delegierte des Internationalen Roten Kreuzes war endgültig nach Genf zurückgekehrt. Die ungarische Regierung ersuchte die Gesandtschaft, die Abteilung für fremde Interessen möchte als offizielle schweizerische Instanz diese Aktion durchführen, welchem Wunsche wir im Interesse der Sache schliesslich entgegenkamen. Es war notwendig, eine Auswanderungsabteilung in der Nähe der bisherigen Lokalitäten einzurichten, da unsere Fazilitäten der neuen Aufgabe nicht genügt hätten. Der jüdische Rat stellte uns Räumlichkeiten und 30 erfahrene Bureauangestellte kostenlos zur Verfügung. Schon am ersten Tage sammelte sich eine Menschenmenge von 1500 Personen vor den neuen Bureaux, sodass wir um polizeilichen Schutz nachsuchen mussten.

Es wurden insbesondere diejenigen in die Auswanderungslisten eingetragen, die zu den alten Zionisten gehörten. Inzwischen hat aber eine Umsiedlung fast

---

Suivant les instructions de M. Pilet-Golaz, le DPF adresse le 23 août le télégramme suivant à la Légation de Suisse à Budapest: Ne saurions nous prononcer sur note protestation dont connaissons pas texte mais puisque l'avez signée admettons qu'elle est conçue en termes appropriés. Etes entièrement fondé d'ailleurs répéter très clairement en notre nom au Gouvernement hongrois que reprise persécutions juifs dont suspension avait produit impression soulagement causerait en Suisse comme dans monde entier impression déplorable dont répercussions dans avenir peuvent guère être sous-estimées. Ne saurions cacher cependant que croyons guère à efficacité protestations diplomatiques qui mettant prestige en jeu provoquent raidissement et que préférons à condamnation verbale action secourable modeste peut-être mais plus efficace. Tenez-nous par câble au courant des faits indiquant de façon concrète comment agir pour atténuer dureté. (E 2001 (D) 3/172)

2. E 2200 Budapest 2/3.

3. E 2200 Budapest 2/3. *Cf. aussi* E 2001 (D) 15/51.

sämtlicher 350 000 Juden Budapests stattgefunden, und zahlreiche Zertifikatsinhaber wurden in den Auslandsarbeitsdienst (Deutschland und Polen) einberufen, sodass es eine sehr langwierige Aufgabe war, die auf den Palästinalisten aufgeführten Personen ausfindig zu machen. Immerhin konnten wir innerhalb zwei Wochen eine Gruppe von 2100 Personen zusammenstellen, die nun zur Abfahrt bereit sind. Es handelt sich dabei meistens um ungarische Israeliten, aber auch um zahlreiche Flüchtlinge aus der Slowakei [4] und Kroatien [5], darunter 300 Kinder.

[...] [6]

Leider ist das ganze Unternehmen unserer Aktion durch die Weigerung der deutschen Regierung, die Ausreiseerlaubnis zu erteilen, zum Scheitern verurteilt. Tatsache ist, dass die ungarische Grenze für Juden noch heute hermetisch verschlossen ist. Wir haben uns daher veranlasst gesehen, Ihre Abteilung um Intervention in Berlin zu ersuchen. Denn es ist eine unhaltbare Situation, 2000 Menschen, die bereits ihre Wohnungen liquidiert haben, auf eine unbestimmte Abfahrtszeit zu vertrösten, bereits eingegangene Transportverträge rückgängig zu machen und die nach Konstanza beorderten Schiffe leer auslaufen zu lassen.

4. *Sur les mesures antisémites en Slovaquie, cf.* E 2308/1969/302/2.
5. *Sur les mesures antisémites en Croatie, cf.* E 2001 (D) 1968/74/16.
6. *Suit un passage sur les problèmes d'organisation (passeport collectif pour les Juifs hongrois qui perdent leur nationalité en émigrant; transports, via la Roumanie et Istanbul, jusqu'à Haïfa; protection des Juifs regroupés dans un camp en attendant de partir pour la Palestine et redoutant les SS).*

209

E 2001 (E) 1/101

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna, au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz [1]

No RJ — *Berne,* 28 août 1944

PRISONNIERS DE GUERRE ÉVADÉS RUSSES

Le lieutenant Picot insiste pour me voir dans la matinée du dimanche 27 août. Il m'expose que la libération des régions françaises à la frontière sud-ouest de la Suisse provoque une très vive agitation parmi les prisonniers de guerre évadés russes, qui n'ont jamais cessé de constituer un élément malcommode et une cause de soucis pour le Commissaire fédéral à l'Internement. Celui-ci est actuellement saisi de 700 demandes de départ immédiat et avisé que,

1. *Pilet-Golaz a visé ce document le 28 août 1944.*

de l'autre côté de la frontière, on ne ferait aucune objection à l'entrée en France de prisonniers de guerre évadés russes. Il me demande de la part du Colonel Probst si l'on peut organiser le départ de ces gens par paquets de 100.

Je demande que rien ne soit entrepris avant que j'aie pu consulter le Chef du Département Politique, quels que puissent être l'agitation et les risques de départs non autorisés dans les camps russes.

Je rappelle que le Chef du Département Politique s'était déclaré d'accord avec des départs de réfugiés militaires français par petits paquets (10 à la fois au maximum), mais pas de réfugiés militaires d'autres nationalités. Je ne cache pas, d'autre part, que les renseignements que nous possédons montrent la Haute-Savoie en proie à des frictions entre F.F.I. et partisans communistes, troubles que nous n'avons aucun intérêt à alimenter par un envoi massif de Russes tant que la situation ne sera pas en mains des troupes anglo-américaines ou d'un pouvoir vraiment incontesté.

Le Lt Picot insiste sur la nécessité de détendre la situation.

Je ne m'oppose pas à quelques départs symboliques, pour faire patienter les restants.

210

E 2001 (D) 3/347

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna, au Ministre de Suisse à Washington, K. Bruggmann

Copie
L SC

Bern, 28. August 1944

Sie äusserten sich mit Schreiben vom 7. August[1], dessen Empfang wir Ihnen mit bestem Dank anzeigen, zum Bericht unseres Generalkonsulates in New York vom 22. Juli[2] betreffend einen angeblichen Protest der «Associated Press» in New York beim amerikanischen Staatsdepartement gegen die schweizerische Nachrichtenzensur. Sie meldeten, dass auf dem Staatsdepartement von einem solchen Schritte nichts bekannt sei.

Ihre Vermutung, es handle sich um einen Protest, den die Vertreter der amerikanischen Zeitungen nicht in Washington, sondern in der Schweiz eingereicht haben, dürfte zutreffen. In der Tat haben, wie Sie seither den schweizerischen Zeitungen entnommen haben werden, vor ungefähr Monatsfrist einige anglo-amerikanische Pressevertreter in der Schweiz gegen die Handhabung der schweizerischen Zensur Einspruch erhoben. Sie haben vorerst ein Telegramm[3]

1. *Non reproduite.*
2. *Non reproduit.*
3. *Télégramme du 21 juillet 1944 (non reproduit). Cf. aussi la lettre du 3 août 1944 (non reproduite).*

an den Vorsteher unseres Departementes gesandt, in dem sie gegen die nach ihrer Auffassung ungerechte Art der ihnen seitens der schweizerischen Telegraphenzensur zuteil werdenden Behandlung protestierten, und haben gleichzeitig eine Kopie dieses Telegramms einigen schweizerischen Zeitungen mit der Bitte um Veröffentlichung zugeschickt. Hernach haben die betreffenden Journalisten der schweizerischen Presse eine einlässliche Zusammenfassung ihrer Beschwerdegründe zur Verfügung gestellt. Ein Verzeichnis der Beschwerdepunkte ist von den Beschwerdeführern den Bundesbehörden zugestellt worden. Beschwerdeführer sind Thomas F. Hawkins und Frank Brutto (Associated Press New York), Daniel T. Brigham (New York Times), Bert Wyler (Daily Herald London), F. Klein (Time & Life New York und Daily Express London), Howard K. Smith (Columbia Broadcasting New York), Aldo Forte und L.E. Popper (United Press New York), Paul Ghali (Chicago Daily News), Ernest Ascheri (Daily Express London und Evening Standard London), Ernest Zaugg (International News Service und Christian Science Monitor) und Paul Archinard (National Broadcasting New York). Hauptsächliste Drahtzieher der Angelegenheit sollen die beiden Schweizer Fred Klein und Bert Wyler, sowie der amerikanisch-schweizerische Doppelbürger Ernest Zaugg gewesen sein.

Das Vorgehen der Beschwerdeführer war nicht nur ungewöhnlich, es war geradezu ungehörig. Allein schon aus Anstand hätte die gleichzeitige Einreichung und Veröffentlichung des Protestes und die nachherige Aushändigung einer eigentlichen Anklageschrift gegen die Telegrafenzensur an die Schweizerpresse unterbleiben müssen. Ausserdem konnte ein solches Vorgehen der Angelegenheit wegen des Eingreifens der Schweizerpresse nur abträglich sein. In der Tat, blieben dieserseits zum Teil äusserst gehässige Angriffe gegen die Bundesbehörden und sogar gegen schweizerische Magistraten nicht aus. Sie führten zur Herausgabe eines Communiqués, in dem unter anderm mitgeteilt wurde, dass eine sofortige Untersuchung der gerügten Mängel ergeben habe, dass die Amtsführung der Abteilung Presse und Funkspruch jeder sachlichen Kritik standzuhalten vermag.

Damit ist die Angelegenheit freilich nicht erledigt. Es werden von seiten der zuständigen Behörden vielmehr noch in aller Objektivität die von den Journalisten vorgebrachten Beschwerden geprüft. Dabei wird insbesondere untersucht, ob gewisse zensurtechnische Verbesserungen möglich sind. Diese Untersuchung erfolgt nicht sosehr aus Rücksicht auf die Beschwerdeführer und ihre Hauptwortführer, als im Interesse der Beziehungen zu den ausländischen Journalisten überhaupt. Zwar liegt es den Bundesbehörden durchaus fern, das Gewicht etwa der Herren Hawkins, Archinard und Smith zu verkennen, aber anderseits ist doch festzustellen, dass sich namentlich die Vertreter der repräsentativen hauptsächlich englischen Presse vom Protest ferngehalten haben. Sie haben sich zum Teil ausdrücklich wegen des Vorgehens davon distanziert. Desgleichen haben sich weder die britische noch die amerikanische Gesandtschaft in Bern den Anklägern angeschlossen. Sie haben deren Verhalten im Gegenteil mit Bestimmtheit missbilligt. Es wurde sogar die Auffassung geäussert, die Protestaktion sei nicht tragisch zu nehmen.

Es erweist sich der Protestschritt somit als eine Aktion vereinzelter unzufriedener Pressevertreter, der nicht die Bedeutung zukommen kann, die ihr durch

die bedauerliche Publizität verliehen wurde. Trotzdem wird der Protest, wie gesagt, nicht einfach übergangen, sondern die Beschwerden werden, wie es sich die Bundesbehörden gewohnt sind, in erster Lienie vom hierfür zuständigen Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartement leidenschaftslos und gründlich geprüft.

[...]

ANNEXE I

E 2001 (D) 3/347

Le Chef du Département de Justice et Police, Ed. von Steiger, au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

L Bern, 24. August 1944

Ich habe die Ehre, Ihnen den Empfang Ihres Briefes vom 16. August 1944[4] mit zwei Ausfertigungen der französischen Übersetzungen des aide-mémoire der 12 anglo-amerikanischen Journalisten zu bestätigen.

Das letztere wird unsere ganze Aufmerksamkeit finden.

Eine Ausfertigung ist dem Chef der Abteilung Presse und Funkspruch zur Vernehmlassung zugestellt worden.

Jetzt schon erlaube ich mir aber, höflich darauf aufmerksam zu machen, dass wir den im aide-mémoire enthaltenen Anregungen und Wünschen kaum näher treten können, solange die im offenen Brief der zwölf Journalisten (wie er einzelnen Schweizerzeitungen zugestellt und veröffentlicht worden ist) enthaltenen Ehrverletzungen nicht zurückgenommen worden sind.

Di schweizerische Verwaltung hat bis jetzt in der ganzen Welt als sauber gegolten. Diesen guten Ruf haben wir ihr zu erhalten. Das ist unsere Pflicht.

Die zwölf Journalisten, wovon neun Ausländer, ein Doppelbürger und zwei Schweizer, die für fremdes Geld arbeiten, nehmen sich heraus, die Abteilung Presse und Funkspruch der «Günstlingswirtschaft» zu bezichtigen. Entweder ist dieser schwere Vorwurf berechtigt und dann werden die schuldigen Offiziere unter Anwendung entsprechender Sanktionen sogleich entlassen; oder der Vorwurf ist unbegründet und dann handelt es sich um eine schwere Ehrverletzung, die bestraft werden muss.

Solange diese Angelegenheit nicht erledigt ist, kann keine Rede davon sein, dass wir uns mit Wünschen und Anregungen dieser Herren beschäftigen. Wir können sie wohl *intern* prüfen. An eine Verwirklichung ist aber nicht zu denken.

Die Herren hätten es nun freilich in der Hand, die Angelegenheit abzukürzen, wenn sich der Verfasser des Briefes stellen und die Verantwortung übernehmen würde.

Im Laufe des gegen die Redaktion der «Nation» eingeleiteten Verfahrens wird ja der Verfasser zweifellos festgestellt werden. Wir haben Zeit und können warten. Wenn aber den Herren daran gelegen ist, *konstruktiv* zu arbeiten und allfällige Verbesserungen, sofern solche wirklich nötig und möglich sind, anzustreben, dann müssen zuerst die Schäden, die durch die schweren Ehrverletzungen des offenen Briefes angerichtet worden sind, beseitigt werden.

Ich zweifle nicht daran, dass Sie, sehr geehrter Herr Bundesrat, für dieses Vorgehen Verständnis haben.

---

4. *Non reproduite.*

Bei dieser Gelegenheit möchte ich nicht unterlassen, Ihnen für Ihre Bereitwilligkeit, die Sie im zweitletzten Absatz Ihres Briefes vom 16. August aussprechen, verbindlichst zu danken. Ich mache von diesem Anerbieten gerne Gebrauch und bitte Sie, mir Ihre «réflexions et suggestions» bekanntzugeben[5].

ANNEXE II

E 2001 (D) 3/347

Le Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz,
au Chef du Département de Justice et Police, Ed. von Steiger

L UW Bern, 12 octobre 1944

Nous avons eu l'honneur de recevoir la lettre[6] du 7 de ce mois par laquelle vous avez eu l'obligeance de nous mettre au courant des conclusions auxquelles vous aboutissez à la suite de l'enquête dont a fait l'objet la protestation de plusieurs correspondants de journaux américains et britanniques en Suisse. Vous avez bien voulu également nous soumettre le rapport relatif à cette affaire que vous a présenté le juge d'instruction, document que nous vous restituons avec nos remerciements.

Vous nous faites savoir que, d'entente avec l'auditeur en chef de l'Armée, vous vous proposez d'infliger des amendes variant entre 100 et 20 francs à MM. Surava, Klein, Wyler, Schnöller et Brigham. Nous avons, quant à nous, le sentiment que la solution proposée pourrait prêter le flanc à l'accusation de manquer d'élégance; du moment qu'il ne semble pas opportun de prononcer une sentence plus sévère, nous nous demandons s'il ne serait pas préférable de renoncer à infliger des amendes aussi modiques.

L'aspect de cette question qui nous préoccupe avant tout, cependant, est celui des répercussions, de la situation actuelle, sur nos rapports avec l'étranger. A ce propos, il nous intéresserait de connaître votre manière de voir sur les mesures qui pourraient utilement être prises en vue de remédier à certains des inconvénients qu'ont cru devoir signaler les signataires de la protestation et dont se plaignent également tous les correspondants britanniques et certains correspondants américains fixés en Suisse qui n'ont pas signé le manifeste.

En ce qui concerne Mr. Brigham, nous pourrions, le moment venu, saisir la Légation des Etats-Unis à Berne du désir exprimé par les autorités de police de le voir quitter la Suisse dès que le «New York Times» aurait désigné son successeur au poste de correspondant à Berne. Nous demeurons dans l'attente d'une communication ultérieure de votre part à ce propos.

---

5. *Annotation de Pilet-Golaz dans la marge:* Oh! Non, je ne partage pas l'admiration [*du Département*] de J[*ustice*] et P[*olice*] pour [*la Division*] P[*resse*] et R[*adio.*]

Les critiques des journalistes sont examinées dans un long rapport du 13 septembre 1944 (non reproduit) de la Division Presse et Radio.

6. *Non reproduite.*

Cf. aussi le PVCF N° 1561 sur l'affermissement des rapports entre les correspondants des journaux étrangers en Suisse et les autorités fédérales (E 1004.1 1/449).

211

E 2001 (E) 2/575

Le Chef de la Section du Contentieux et des Intérêts privés à l'Etranger du Département politique, R. Kohli, au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz [1]

No TS *Bern,* 28. August 1944

Der Umstand, dass die Herrschaft über die Gebiete von Hochsavoyen und des Pays de Gex im Verlaufe der jüngsten Ereignisse in die Hand der freifranzösischen Streitkräfte gelangt ist, hat dringende Probleme staatsvertraglicher Natur für unsern Verkehr mit Deutschland aufgeworfen.

Die mit diesem Staate seinerzeit vereinbarte Ordnung der Warenausfuhr nach und durch Frankreich sieht vor, dass die Waren das schweizerische Zollgebiet *ausschliesslich* über Basel und Genf-Cornavin verlassen dürfen. Dieser Regel kam bisher wegen der Gegenblockade besondere praktische Bedeutung zu.

Heute haben sich die Voraussetzungen geändert, indem die deutsche Kontrolle der schweizerischen Ausfuhr nicht mehr am vorgesehenen Orte stattfinden kann und die eingangs erwähnten Gebiete somit ausserhalb des deutschen Kontrollgürtels zu liegen kommen. In diesen Gebieten sind nun dringende Wünsche auf Bezug gewisser schweizerischer Waren (Tabak, Zeitungen) geäussert worden, was es erforderlich machte, dass man diese Begehren in ihrem Verhältnis zur vertraglichen Regelung auf dem Gegenblockadesektor überprüfte. Die Oberzolldirektion wie die Handelsabteilung sind dazu gelangt, dass diesen Ausfuhrbedürfnissen vorläufig im Rahmen der mit Deutschland vereinbarten Gegenblockadekontingente entsprochen werden solle.

Im Hintergrunde erhebt sich nun bereits ein anderes grosses und entscheidendes Problem. Beim Abschluss der Wirtschaftsverhandlungen mit Deutschland vom 29. Juli d.J. [2] wurde bekanntlich folgende Klausel vereinbart:

«Falls im Laufe des Vertrages eine der Parteien zu der Überzeugung kommt, dass die beiderseitigen Leistungen und Gegenleistungen nicht mehr in dem beim Abschluss des Vertrages angenommenen Verhältnis stehen, hat die betreffende Vertragspartei das Recht, sofortige Verhandlungen über eine Anpassung der beiderseitigen Leistungen zu beantragen».

Eine der wesentlichen deutschen Leistungen waren die Erleichterungen, die uns bezüglich der Gegenblockade eingeräumt wurden. Für die Schweiz werden die effektiven Voraussetzungen einer wirksamen deutschen Gegenblockade mit dem Tage wegfallen, an dem die alliierten Truppen an unsere Westgrenze anstossende Gebiete fest in ihre Hand bekommen und die Warenausfuhr ohne deutsche Kontrolle für uns wieder möglich ist. Man könnte übrigens noch wei-

1. *Pilet-Golaz a visé cette notice le 29 août 1944. Cf. aussi* E 7110/1973/134/10.
2. *Cf. PVCF N° 1369 du 9 août 1944,* E 1004.1 1/448. *Cf. aussi* E 2001 (E) 2/575, E 7110/1967/32/900 Deutschland/13, E 7800/1/17 *et RO, 1944, vol. 60, p. 525.*

ter gehen und sich durchaus berechtigterweise auf den Standpunkt stellen, dass die Voraussetzungen der Gegenblockadeerleichterungen bereits seit dem Momente fortgefallen sind, wo unsere Waren Frankreich nicht mehr passieren konnten. Denn seither haben die deutschen Gegenblockadeerleichterungen für uns keinen praktischen Wert mehr.

Es bleibt abzuwarten, ob und wann unsere internationale Situation neue Verhandlungen mit Deutschland erforderlich macht.

[...]

PS. Soeben teilt mir Herr Paternot, Delegierter des Verwaltungsrates der Nestlé and Anglo Swiss Holding Company telephonisch mit, er habe vom französischen Kommissariat für Auswärtige Angelegenheiten in Alger ein dringliches Staatstelegramm erhalten, in dem angefragt wird, ob die Gesellschaft in der Lage sei, sobald als irgend möglich 6000 to (= 600 Eisenbahnwagen!) gezuckerte Kondensmilch nach Frankreich zu liefern, zur Versorgung der befreiten Gebiete, wo die Frischmilchzufuhr völlig unterbunden sei. Das Begehren wird soeben mit beiliegendem Telegramm von Herrn Schlatter bestätigt[3]. Laut Mitteilung des Herrn Paternot soll auch der französische Finanzattaché in Bern im Bundeshaus vorsprechen (gemeint ist dabei offenbar Herr Vaidie!).

Abgesehen von der Frage der Landesversorgung, die noch separat geprüft werden müsste, stellt sich die Rechtslage wie folgt dar:

Blockade: Wir haben den alliierten Regierungen gegenüber die Verpflichtung übernommen, keine Kondensmilch nach den Achsenstaaten zu liefern. Ausnahmen sind nur zulässig, wenn die Sendungen im Namen und Auftrag des internationalen Komitees des Roten Kreuzes ausgeführt werden. Auch hiefür beanspruchen die alliierten Behörden, dass ihre Zustimmung vorgängig eingeholt werde.

Gegenblockade: Kondensmilch ist geleitscheinpflichtig. Damit glaubte Deutschland die Kontrolle in der Hand zu haben. Da *wir* keine Verpflichtung bezüglich der Mengen und der Einholung von Geleitscheinen übernommen haben, sind wir nun effektiv frei. Deutschland könnte sich allerdings seinerseits auf den Standpunkt stellen, es sei eine wesentliche Grundlage des Wirtschaftsabkommens dahingefallen. Eine solche Haltung wird es aber jedenfalls nicht einnehmen, da es damit nur die Warenbezüge aus der Schweiz gefährden würde[4].

---

3. *Télégramme du 26 août 1944 (non reproduit).*
4. *Sur les exportations de lait condensé vers la France, cf.* E 7110/1973/135/11.

212

E 2300 Paris/97

Le Ministre de Suisse à Vichy, W. Stucki,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

T Vichy, 28 août 1944, 11h.30
(*Reçu:* 28 août, 12h.00, offen)

Nummer 45. Dank meiner unablässigen [1] Vermittlungstätigkeit hat sich der Wechsel der Deutschen und die Übergabe an die F.F.I. ohne einen einzigen Schuss und ohne ernsthaftere Zwischenfälle vollzogen.

Man hat mir und der Schweiz hiefür von allen Seiten Beteiligter in rührender Weise gedankt, und die Stadt Vichy hat mich zum Ehrenbürger ernannt [2]. Unsere Fahne wird überall bejubelt.

Da gestern Nachmittag auch die weitere Umgebung, namentlich Clermont-Ferrand von allen deutschen Truppen geräumt wurde, ist meine Vermittlungsaktion beendigt, und ich warte für die Rückkehr nach der Schweiz einzig noch auf genaueren Bericht über die Lage zwischen hier und Lyon. Habe zu diesem Zweck heute früh Oberst de Blonay auf Erkundigung geschickt.

Nuntius wird mit uns kommen. Bitte dafür sorgen, dass man bei Grenzübertritt auf Zollformalitäten verzichtet, da dies äusserst kompliziert und zeitraubend wäre [3].

1. *Pilet-Golaz a souligné ce mot et a ajouté un point d'exclamation dans la marge le 28 août.*
2. *Le 28 août 1944, la* Francisque du Maréchal Pétain *a été remise à W. Stucki (Cf.* J I.131/69).
3. *Le lendemain, W. Stucki a adressé un télégramme (non reproduit) que Pilet-Golaz a communiqué au Conseil fédéral lors de la séance du 30 août.*

213

E 2300 Paris/97

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du
Département politique, P. Bonna,
au Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher

Copie
L RJ Berne, 28 août 1944

Nous avons eu l'honneur de recevoir le rapport du 23 août [1] par lequel vous voulez bien nous rendre compte de l'entretien que vous avez eu avec le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères au sujet de la prise en charge par votre

1. *Non reproduit. Pilet-Golat l'a visé le 25 août.*

Légation des intérêts suisses dans la partie de la France encore occupée par les troupes allemandes, que la Légation de Suisse en France n'est plus en mesure de sauvegarder puisque le Gouvernement auprès duquel elle était accréditée a cessé de fonctionner. Nous vous en remercions très vivement.

Nous vous approuvons de vous être exprimé très franchement à cet égard vis-à-vis de M. le Secrétaire d'Etat Steengracht et nous ne nous étonnons pas outre mesure des objections formulées par votre interlocuteur. Elles proviennent sans doute de ce que l'on ne possédait pas encore à Berlin, le 23 août, les informations que nous avions reçues. La situation a dû se modifier complètement depuis lors, car le Ministre d'Allemagne à Berne, avec lequel le Chef du Département Politique a eu, le 24 août, un long entretien[2], a certainement adressé un rapport à son Gouvernement.

M. Pilet-Golaz a donné notamment connaissance à M. Köcher du texte de la lettre du 17 août[3] par laquelle M. Laval a fait connaître à M. Abetz que s'il était transporté de force à Vichy, il cesserait d'exercer ses fonctions. Vous voudrez bien en trouver copie sous ce pli. Il lui a montré, d'autre part, la déclaration que le Maréchal Pétain a adressée le 20 août au Chef de l'Etat allemand pour protester contre l'acte de violence qui le place dans l'impossibilité d'exercer ses prérogatives de Chef de l'Etat français, déclaration dont vous trouverez ci-jointe la photocopie[4]. Ces pièces ne permettent de conserver aucune illusion sur la fiction selon laquelle il y aurait encore à Belfort un gouvernement français avec lequel des missions diplomatiques pourraient traiter utilement.

Nous vous laissons le soin de faire usage de cette documentation pour insister auprès de l'Auswärtigen Amt afin que des facilités vous soient accordées pour correspondre avec les Consulats de Suisse en France situés dans des régions dont les Allemands conservent le contrôle, ainsi qu'avec nos compatriotes dans ces régions.

2. *Cf.* E 2001 (D) 3/99.
3. *Non reproduite.*
4. *Non reproduite.*

214

E 27/9772/5

L'Attaché militaire et de l'Air près la Légation de Suisse à Vichy, R. de Blonay, au Chef du Service de Renseignements et de Sécurité de l'Etat-Major Général de l'Armée, R. Masson

R Vichy, 29 août 1944

A mon retour de Suisse, j'ai eu l'occasion d'apprendre par M. le Ministre STUCKI qu'il avait vu d'une part le Général allemand von BRODOWSKI, Commandant à Clermont, et le Comité dirigeant régional des F.F.I. quelque

part dans le Massif central. Ce dernier avait demandé à M. Stucki d'intervenir dans la mesure du possible pour éviter qu'il se passe à Vichy des incidents sanglants.

Dans la nuit du mercredi 23 au jeudi 24, tous les éléments allemands qui étaient restés à Vichy, soit en particulier la Gestapo, avaient quitté les lieux mais avaient été partiellement remplacés par des détachements de S.S. amenant du matériel. Il s'agissait de troupes qui venaient du Sud du Massif central, par Clermont-Ferrand et Thiers, ainsi que de Chateauroux. Au cours de l'après-midi du jeudi, un autre détachement S.S. assez important est venu cantonner à Vichy.

D'ordre de mon Ministre, j'ai pris contact avec son Commandant, le Colonel KRÄMER, pour lui offrir le cas échéant l'entremise de la Légation de Suisse. Cet officier m'a alors prié d'annoncer sa visite à M. Stucki pour le lendemain matin, soit vendredi le 25 août. Il n'est effectivement venu que le lendemain après-midi ainsi que deux médecins allemands qui venaient demander la sauvegarde de grands blessés victimes d'un engagement très sanglant qui avait eu lieu à Thiers entre S.S. et F.F.I.

Le Ministre de Suisse s'est déclaré d'accord de prendre sous sa protection les blessés qui répondraient nettement aux caractéristiques de «grands blessés» suivant la Convention de La Haye.

Au cours de la nuit du 25 au 26 août, la colonne du Colonel Krämer qui stationnait en partie devant certains de nos bureaux, a été alerté vers minuit. Elle a déchargé pêle-mêle en pleine rue et au bord des trottoirs, une quantité de matériel lourd comprenant aussi bien des munitions que des vivres, des groupes électrogènes, etc. etc.

La colonne est ensuite partie en direction de Moulins en laissant dans un désordre indescriptible une très grande quantité de matériel parmi lequel se trouvaient même des voitures et des camions hors d'usage. Au cours d'un engagement entre Allemands, il y a eu quatre morts.

Dès l'aube la population de Vichy, à commencer par la police, s'est livrée à un pillage irraisonné et l'on voyait des quantités de gens partir avec des objets d'aucune utilité pour eux.

Entre-temps, on avait appris qu'une colonne allemande semblait s'avancer sur Vichy en provenance de Clermont-Ferrand. Le Ministre Stucki que j'accompagnais, s'est porté à sa rencontre afin d'éviter si possible qu'elle ne passe par Vichy.

Au cours de l'après-midi il y a eu une séance mémorable à la Légation de Suisse, sous la présidence de M. Stucki, réunissant les dirigeants F.F.I. désirant s'emparer de Vichy et certains éléments de l'ancien gouvernement qui détenaient jusqu'à ce jour le pouvoir. Dès ce moment Vichy était considéré comme libéré et ce fut un pavoisement général.

Un peu plus tard on signala l'approche d'une colonne allemande, ce qui fit disparaître tous les drapeaux encore beaucoup plus vite qu'on les avait mis. Il s'agissait toutefois là d'un «bobard» comme il en courut des dizaines.

Au cours de la soirée du samedi 26 août, M. Stucki avait pris contact téléphoniquement avec les services du Général OTTENBACH à Clermont, qui semblaient désirer son entremise en vue d'une capitulation éventuelle.

Comme entre-temps les communications téléphoniques avaient été interrompues entre les deux villes, il ne parvint aucune réponse du Commandant allemand. Dans ces conditions, M. Stucki me chargea au cours du dimanche après-midi 27 août, de me rendre à Clermont-Ferrand pour prendre contact avec les troupes allemandes. Vous trouverez en annexe mon rapport [1] concernant cette mission qui je crois s'avéra utile puisque les Allemands évitèrent de passer par Vichy.

Le lundi 28 août, M. Stucki fixa alors le départ de la Légation pour la Suisse au mercredi 30, mais me chargea précédemment de me rendre à Lyon pour voir les possibilités de passage. Vous prendrez en annexe connaissance de mon rapport [2] concernant ce voyage dont la conclusion fut que notre départ sera retardé pour un certain temps.

1. *Non reproduit.*
2. *Non reproduit.*

215

E 1004.1 1/448

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 30 août 1944 [1]

1451. Membres de la Gestapo cherchant refuge en Suisse

Département militaire. Verbal

Le chef du département militaire rappelle que selon le règlement pour l'occupation des frontières, les troupes suisses doivent autoriser l'entrée des militaires étrangers isolés. Il soumet au Conseil la question de l'attitude à observer à l'égard des membres de la Gestapo cherchant à entrer en Suisse.

Après échange de vues, le Conseil

décide:

Les membres de la Gestapo qui demandent à pouvoir entrer en Suisse, ne doivent pas, même s'ils sont en uniforme, être considérés comme appartenant à la Wehrmacht. Ils seront considérés comme des civils indésirables, à refouler.

1. *Absent: von Steiger.*

ANNEXE

E 2001 (E) 1/106

Notice du Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna[2]

Berne, 22 septembre 1944

Le rapport[3] du Département de Justice et Police tend à faire statuer par le Conseil fédéral que les formations SS (et, par voie de conséquence, les SS isolés, dont l'entrée en Suisse dépend de l'Armée) ne pourront pas être accueillies comme internées. Ce point de vue se fonde sur les arguments qui ont déjà été développés dans la presse et invoque l'antipathie que ces formations inspirent à notre population. Le Département de Justice et Police en arrive même à préconiser le refus d'internement de toute troupe allemande qui pourrait contenir des SS et en tout cas celles dont 30% de l'effectif appartiendrait à ces formations.

S'il pourrait paraître légitime de refuser l'entrée en Suisse de troupes SS dont nous savons qu'elles se sont livrées dans le voisinage de la Suisse à des actes contraires au droit des gens, le point de vue du Département de Justice et Police paraît aller trop loin. Il est notoire:

1° que les ennemis de l'Allemagne considèrent les SS comme des troupes régulières et ne font pas de différence, quant au traitement des prisonniers de guerre, entre SS et autres formations de la Wehrmacht;

2° que les derniers recrutements en Allemagne ont versé dans les SS des recrues sans se préoccuper de savoir si cela leur convenait ou non, de sorte que, parmi les SS doivent se trouver un grand nombre de jeunes soldats dont l'appartenance au Parti national socialiste n'est même pas certaine.

Il est évident que la décision de refuser l'internement des SS peut avoir les répercussions les plus fâcheuses sur les Suisses en Allemagne.

Il est clair, d'autre part, qu'une décision de ce genre voue d'avance à l'échec toutes les tentatives qui pourraient être faites pour arriver, après la guerre, au renvoi chez eux d'un nombre égal d'internés appartenant aux deux groupes belligérants.

On peut enfin se demander si une discrimination entre les diverses armes des troupes demandant l'internement en Suisse fondée sur des raisons idéologiques est compatible avec la stricte neutralité de la Suisse.

---

2. *Rédigée pour le Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz.*
3. *Rapport (non reproduit) du 21 septembre 1944*, E 2001 (D) 3/275.

216

E 1004.1 1/448

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 30 août 1944[1]

1465. Wirtschaftsverhandlungen mit Grossbritannien und U.S.A

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 23. August 1944

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet folgendes:

«Der Bundesrat ist durch einen vorläufigen Bericht des Volkswirtschaftsdepartements vom 15. August 1944[2] vom erfolgten Abschluss einer Vereinbarung mit den Regierungen Grossbritanniens und der U.S.A. unterrichtet worden. Nachdem die Delegation am 20. August in die Schweiz zurückgekehrt ist, gestatten wie uns, Ihnen wie vorgesehen etwas ausführlicher zu berichten.

Die Londoner Verhandlungen, die auf der Grundlage der vom Bundesrat am 25. Januar 1944 aufgestellten Instruktionen[3] geführt wurden, dauerten volle sechs Monate und waren reich an Wechseln der Lage und an Spannungen. Die lange Dauer der Verhandlungen fällt nicht zu Lasten der Schweiz. Die schweizerische Delegation fand ihre Partner zu Beginn der Besprechungen nur zum Teil vorbereitet; die Erschwerung der Verhandlungsführung durch die Notwendigkeit des ständigen Referierens der amerikanischen Unterhändler nach Washington, die zweimonatige Unterbrechung des geheimen Kabeldienstes und des Kurierverkehrs mit Bern, die Reise der Herren Staatssekretär Dingle Foot und Minister Riefler – der beiden Delegationschefs auf Seite unserer Partner – nach den Vereinigten Staaten sowie die raschen Veränderungen in der militärisch-politischen Gesamtlage seit Ende Mai 1944 sind die wesentlichen Gründe für die lange Dauer der Arbeiten in London. Wenn daraus der Schweiz manche Erschwerungen und Enttäuschungen erwachsen sind, so gestattete die dauernde Fühlungnahme in London andererseits die Überbrückung der ersten sieben Monate dieses Jahres ohne krisenhafte Entwicklung unserer Beziehungen sowohl zum Westen wie zum Norden. Andere europäische Neutrale haben seit dem Besuche Stettinius' in London und schon vorher einen starken Druck der Amerikaner und Engländer auf ihre Neutralität und auf ihre Handelsbeziehungen mit der Achse im besonderen erfahren. Die Schweiz war in der Lage diesen Druck in den bereits eröffneten Wirtschaftsverhandlungen in London aufzufangen und hat damit eine wenig erfreuliche alliierte Pressekampagne, wie sie andere Neutrale über sich ergehen lassen mussten, vermeiden können.

---

1. *Absent: von Steiger.*
2. *Cf.* E 7110/1967/32/821 Grossbritannien/2 *et PVCF N° 1391 du 16 août 1944*, E 1004.1 1/448.
   Cf. aussi le rapport de E. Frey au Directeur du Vorort de l'USCI, H. Homberger, du 3 août 1944, E 7110/1967/134/8.
3. *PVCF N° 148*, E 1004.1 1/441.

Diese Tatsache ist wohl von nicht geringer Bedeutung; die öffentliche Meinung in Grossbritannien und den U.S.A. hat vermerkt, dass die Schweiz nie Zielscheibe der jüngsten Pressekritik an den Neutralen war, und sie wird deshalb heute und in Zukunft eher geneigt sein, der Schweiz in ihrem Urteil eine Sonderstellung einzuräumen.

Es war bereits bei der Aufstellung der Instruktionen an die Verhandlungsdelegation klar, dass deren Aufgabe in London keine leichte sein wird. In den Verhandlungen vom November-Dezember 1943 war eine Reihe von Fragen bewusst umgangen worden, die nun unausweichlich durchgesprochen werden mussten und für deren Erledigung es der Schweiz entweder an möglichen Gegenleistungen fehlte oder die infolge ihres besonderen Charakters (Transitprobleme, Goldfrage, Handel mit Japan, humanitäre Aktionen) sich einer eigentlichen Verhandlung und zwischenstaatlichen vertraglichen Regelung entzogen. Trotzdem ist es gelungen, einen Teil dieser Fragen zu erledigen und andere wenigstens soweit klarzulegen, dass die zur Zeit an Aktualität und Dringlichkeit verloren haben. Die Delegation ist jedoch sehr oft in der verhandlungstaktisch schwierigen Lage gewesen, vorleisten oder auf bereits autonom getroffene schweizerische Massnahmen hinweisen zu müssen, ohne diese schweizerischen Leistungen für die Erreichung alliierter Gegenleistungen noch auswerten zu können. Dies galt selbst für die eigentliche schweizerische Hauptleistung auf dem Gebiet der Exportbeschränkungen nach der Achse, die im neuen Abkommen mit Deutschland bereits festgelegt waren, während die alliierte Gegenleistung: die Fortführung der im Dezember-Abkommen vom letzten Jahr erreichten Zufuhren von Nahrungs- und Futtermitteln durchaus noch offen stand. Die schweizerischen Unterhändler befanden sich besonders in den letzten drei Monaten stets Verhandlungspartnern gegenüber, die im Vollgefühl ihrer rasch zunehmenden Macht und im Willen, alle erreichbaren Mittel für eine rasche Beendigung des Krieges einzusetzen, ihre wachsenden Forderungen mit grösster Härte vertraten. Es wäre irrig, annehmen zu wollen, dass die mancherlei Verdienste der Schweiz auf andern Sektoren der internationalen Beziehungen geeignet wären, diese Härte im Gebiet des wirtschaftlichen Lebens wesentlich zu mildern. Und da die komplexen Fragen des internationalen Waren- und Zahlungsverkehrs sich von ihrer politischen Grundlage nicht trennen lassen, so führte ihre Behandlung notwendig zu Situationen in denen es galt, den obersten Grundsatz der traditionellen Neutralitätspolitik unseres Landes zwar nicht gegen Angriffe auf diesen Grundsatz selbst, wohl aber gegen mancherlei Versuche zum Einbruch in diese Politik vorbehaltlos und energisch zu vertreten. Diese Versuche werden nicht aufhören; denn jeder Tag bringt neue Forderungen auf alliierter Seite. Es war höchste Zeit, in London zu einem Abschluss zu gelangen und heimzureisen, um wieder – und wäre es nur für wenige Wochen – etwas Ruhe und Zeit zu gewinnen.

Es ist in London am 14. August 1944 formell kein neues Abkommen geschlossen worden. Vielmehr wurde das Abkommen vom 19. Dezember 1943[4], das als Rahmenvertrag bis zum Waffenstillstand in Europa gilt, mit neuem Inhalt verlängert. Man konnte sich deshalb auf einen knappen Brief-

4. K I.1314. *Cf. ci-dessus N^os 61, 65 et 68.*

wechsel beschränken. In ihrem Brief an die alliierten Regierungsvertreter Lord Selborne, den Chef des britischen Ministry of Economic Warfare, und Minister Professor W. Riefler, den Chef des amerikanischen Board of Economic Warfare, in London, hält die schweizerische Delegation das schliessliche Ergebnis der Verhandlungen wie folgt fest:

1. Die Schweiz verpflichtet sich, ihre Ausfuhren von Kriegsmaterial und Maschinen nach der Achse im zweiten Halbjahr nochmals nach Massgabe einer besonderen Anlage zum Brief zu reduzieren. (Diese Reduktionen stimmen mit jenen Exportkontingenten überein, die im jüngsten schweizerisch-deutschen Abkommen vom 29. Juli 1944[5] festgelegt worden sind.)

2. Ziffer 7 des Abkommens vom 19. Dezember 1943 wird im Sinne des schweizerischen Antrages abgeändert, womit eine Frage ihre günstige Erledigung fand, die in der Praxis des letzten Halbjahres einige Schwierigkeiten bereitet hatte.

3. Ebenso wird eine Bestimmung bezüglich der technischen Behandlung des Reparaturverkehrs mit den Achsenländern im Sinne einer Erleichterung für die Schweiz abgeändert.

4. Die Schweiz verpflichtet sich, in Ausführung einer bereits im Dezember übernommenen allgemeinen Verpflichtung, Kontrollmassnahmen zu treffen, um eine Ausfuhr von Ersatzprodukten für Kugellager zu verhindern, die geeignet wäre, die Alliierten um die Vorteile zu bringen, welche ihnen aus der zugestandenen Ausfuhrbeschränkung für Kugellager erwachsen sollen.

In ihrem Gegenbrief bestätigen die oben genannten Herren die Richtigkeit dieser Darlegung. Alle nicht abgeänderten Teile des Abkommens vom 19. Dezember 1943 bleiben in Kraft; in erster Linie gilt dies für die damals der Schweiz neu eröffneten Zufuhrquoten für Lebens- und Futtermittel und Fettstoffe (auch für die Seifenindustrie).

Es ist der Delegation leider nicht gelungen, die Zufuhrbewilligung für weitere industrielle Rohstoffe zu erreichen. Bis Ende Mai schienen die Aussichten dafür recht günstig zu sein; es lagen bereits Listen für solche Zufuhren vor, die der Schweiz sehr befriedigende neue Importe in Aussicht stellten. Die nur teilweise Erfüllung der extremen alliierten Begehren, welche die gänzliche Einstellung der Kriegsmaterialexporte sowie einzelner Maschinenpositionen nach den Achsenländern forderten, sowie die Eingehung neuer, wenn auch nur kurzfristiger schweizerischer Lieferverpflichtungen gegenüber Deutschland gaben den britischen und amerikanischen Unterhändlern eine willkommene Gelegenheit, das Ergebnis monatelanger, mühsamer, weil in die Detailbehandlung mehrerer hundert Zolltarifpositionen gehenden Arbeiten unter den Tisch zu wischen und jede Zufuhr industrieller Rohstoffe unter den gegebenen Verhältnissen als unmöglich und für die öffentliche Meinung ihrer Länder untragbar zu bezeichnen. Es ist der schweizerischen Delegation in den letzten Tagen dann doch ge-

---

5. *Cf. N^os 183 et 211.*
Les Attachés commerciaux des Légations de Grande-Bretagne et des Etats-Unis d'Amérique sont informés du déroulement de ces négociations au cours des séances de la «Commission mixte» du 23 juin 1944 (E 7110/1973/135/42), *du 3 juillet* (E 7110/1976/134/61) *et du 1^er août* (E 2001 (E) 1/114 *et* E 7110/1976/134/59).

lungen, die Heranschaffung noch nicht genau fixierter Mengen Wolle und Baumwolle bis nach Lissabon zu erreichen. Man darf annehmen, dass es möglich sein wird, in den nächsten Wochen wenigstens 1000 Tonnen gewaschene Wolle und 3000 Tonnen Baumwolle aus schweizerischen Überseebeständen nach einem iberischen Hafen zu schaffen. Den Weiterversand von dort machen die Alliierten von einer befriedigenden Behandlung der jüngst durch ihre Gesandtschaften in Bern gestellten Ergänzungswünsche zur schweizerischen Transit-Ordnung Süd-Nord, sowie von der Sicherheit der Verkehrswege von Portugal nach der Schweiz abhängig. Die zu Anfang des Jahres von der Schweiz autonom getroffene Regelung des Warentransits in allen Verkehrsrichtungen hat im allgemeinen die Zustimmung der Alliierten gefunden. Die laufenden Spionageberichte der britischen Gesandtschaft über den Transit von Requisitionsgütern und solchen Waren, welche in den Augen der Alliierten heute den Charakter von Kriegsmaterial besitzen, lassen diese Frage mit der Zuspitzung der Kriegslage jedoch nicht zur Ruhe kommen. Es wird deshalb notwendig sein, sie ständig im Auge zu behalten und jene Anpassungen vorzunehmen, die der schweizerischen Neutralitätspolitik entsprechen und für uns tragbar sind.

Die Verweigerung der von der Schweiz anbegehrten Rohstoffzufuhren aus Übersee steht im Zusammenhang mit einer Frage, die der Delegation bis zum letzten Augenblick die grössten Schwierigkeiten bereitete: dem Begehren der Alliierten, die Schweiz müsse sich im raschen Wandel der Verhältnisse volle Handlungsfreiheit gegenüber den Achsenmächten bewahren, um sich jederzeit einer neuen Lage anpassen zu können. Kaum je ist einer Frage von den Westmächten der Schweiz gegenüber solches Gewicht beigemessen worden. Man begnügte sich nicht damit, sie in den Verhandlungen zu stellen, sondern hielt darauf, sie der schweizerischen Regierung durch den britischen und amerikanischen Gesandten in Bern vorzulegen und setzte selbst die Leiter der britischen und amerikanischen Aussenpolitik ein, die in eindringlichen Gesprächen mit unseren Gesandten in London und Washington die Bedeutung unterstrichen, welche die beiden Regierungen diesem Punkte zumessen. Die schweizerische Antwort, dass im schweizerisch-deutschen Abkommen die Möglichkeit geschaffen worden sei, die Handlungsfreiheit innert 4 Wochen zurück zu gewinnen, vermochte in London nicht voll zu befriedigen. Vor allem wollte man es peinlich vermeiden, in dieser Vereinbarung irgendwie als Mitbeteiligte zu erscheinen. Die Alliierten behielten sich deshalb in einem gesonderten Schreiben, das nicht Teil des Abkommens selbst ist, ihre Handlungsfreiheit bei veränderten Verhältnissen vor.

Der betreffende Brief lautet in der Übertragung ins Deutsche: «Es liegt uns daran klar zu machen, dass wir mit Rücksicht auf die rasch sich ändernde militärische Lage uns das Recht vorbehalten, von nun an zu irgend einem Zeitpunkt die schweizerische Regierung sei es um neue Reduktion, sei es um völlige Einstellung gewisser oder aller Ausfuhren nach den Achsenländern anzugehen.»[6]

Dieser Brief zeigt sehr deutlich den Willen der Alliierten, sich in der gegenwärtigen Lage nicht langfristig zu binden. Er nimmt der am 14. August 1944

6. *Cf.* E 7110/1973/135/18 *et* 49.

getroffenen Verständigung juristisch jede bestimmte Dauer. Materiell ändert er dagegen die Situation deshalb nicht wesentlich, weil das im Briefe in zugespitzter Form vorbehaltene Recht den Alliierten bereits aus Art. 3 des Dezember-Abkommens zustand und weil auch ohne diesen formellen Vorbehalt bei veränderter Lage unbedingt mit neuen alliierten Begehren und – im Falle der Nichtbefriedigung – wie die Erfahrung bereits lehrt, mit einer Unterbindung der Zufuhren aus Übersee zu rechnen gewesen wäre. Die Delegation hat deshalb nach Rückfrage in Bern diesen Vorbehaltsbrief entgegengenommen.

Der eben besprochene Brief und die letzten Diskussionen vor der Verständigung in London weisen darauf hin, was unser in Kürze, sei es beim Erscheinen der Alliierten an der schweizerischen Grenze oder bei einem eventuellen Ausbruch innerer Unruhen in Deutschland wartet. Die Schweiz wird in diesem Falle einem sehr starken alliierten Drucke ausgesetzt sein, der sich voraussichtlich nicht auf das rein Wirtschaftliche beschränken wird. Es gilt dafür schon in wenigen Wochen zur Abwehr in neuen Verhandlungen bereit zu sein.

Das positive Ergebnis der in London und während der Unterbindung der Verbindung zwischen Bern und London teilweise auch in Bern geführten Verhandlungen scheint uns vor allem in der Tatsache der Verständigung mit den Regierungen Grossbritanniens und der U.S.A. zu liegen. Es wäre bedenklich gewesen, wenn die Schweiz gegenwärtig mit diesen beiden Grossmächten sich über wichtige und dringende Fragen nicht hätte verständigen können. So bleibt die vertragliche Regelung der Ein- und Ausfuhrfragen weiterhin bestehen, der nach unserer Auffassung ein nicht zu unterschätzender immaterieller Wert zukommt. Materiell kann die Ausbeute der neuen Vereinbarung zur Zeit deshalb für die schweizerische Versorgung nicht gross sein, weil die Waren nicht bis in die Schweiz transportiert werden können. Sie lassen sich jedoch bis in die iberischen Häfen heranführen, was unsere Schiffe weiterhin voll beschäftigen wird und die Waren im Zeitpunkt der Öffnung neuer Verkehrsmöglichkeiten auf dem europäischen Kontinent greifbar sein lässt. Die Lagerung der ankommenden Güter in den Häfen, vor allem in Lissabon, ist ein Problem, dem in den nächsten Wochen grösste Bedeutung zukommt.

Die schweizerische Delegation hat während ihres langen Aufenthalts unter erschwerten Verhältnissen stets die volle Unterstützung der schweizerischen Gesandtschaft in London und auch mancher Glieder der dortigen Schweizerkolonie gefunden.»[7]

7. *Le Ministre de Suisse à Londres, P. Ruegger, adresse le 17 août 1944, la lettre suivante au Chef du DPF:* Au moment où notre Mission économique spéciale a quitté Londres, je tiens, pour ma part aussi, à rendre hommage à la manière dont le Professeur Keller et M. Frey se sont acquittés de leur tâche difficile. Certes l'instrument qui a finalement pu être signé, après tant de difficultés, ne correspond pas à nos demandes légitimes, âprement défendues. Mais il était, j'en suis convaincu, nécessaire d'aboutir, en ce moment, à une signature, même si le débat pourra s'ouvrir à nouveau sous peu sur les dispositions de l'accord. Il y avait là aussi un intérêt politique. Et à cet égard, j'ai pu constater une volonté apaisante du Foreign Office. Ainsi se trouve réglé, très momentanément il est vrai, le problème des relations économiques, que M. Eden a qualifié, à mon arrivée, comme étant «la principale question pendante en ce moment entre l'Angleterre et la Suisse» (E 2300 London/37). *Cf. N° 178.*

Sur les relations économiques avec les Alliés en 1944, cf. aussi E 2001 (E) 2/625, E 7110/1973/134/8 *à* 10.

217

E 4800 (A) 1967/111/61

Compte-rendu d'un entretien au sujet des réfugiés français[1]

Copie
No

Bern, 1. September 1944

BESPRECHUNG ZWISCHEN HERRN DR. ROTHMUND UND HERRN VERGÉ, CHEF DER FRANZÖSISCHEN DELEGATION, VOM 1.9.44

Herr Dr. Rothmund hat Herrn Vergé empfangen und zu Beginn mit ihm allein eine kurze Unterhaltung gehabt. Dann ist der Unterzeichnete zur Fortsetzung der Unterredung beigezogen worden.

Herr Vergé streift kurz die Frage der Rückkehr französischer Flüchtlinge nach dem befreiten Frankreich. Er wiederholt, was uns bereits Herr de Leusse gesagt hat, dass in Savoyen zurzeit noch grosse Schwierigkeiten bestehen namentlich für die Verpflegung, den Transport und die Unterkunft grösserer Zahlen von zurückkehrenden Flüchtlingen. Aus diesem Grunde wünschen die französischen Behörden, dass zurzeit erst wenige Flüchtlinge aus der Schweiz nach Savoyen ausreisen. In Betracht kommen in erster Linie die Savoyarden, die ohne weiteres in ihre Dörfer zurückkehren können, daneben in einem gewissen Umfang noch entwichene Kriegsgefangene. Herr Vergé wirft die Frage auf, ob man nicht eine Art laisser-passer einführen sollte, das jedem Flüchtling zu übergeben wäre, für den die französischen Behörden die Rückkehr gestatten. Herr Dr. Jezler macht darauf aufmerksam, dass die Rückkehr mindestens dann, wenn sie in grösserem Umfange möglich sein wird, nicht allzusehr durch Formalitäten sollte erschwert werden. Es wird vereinbart, dass Herr de Leusse nächste Woche mit den Herren Dr. Jezler und Fischli die Einzelheiten über das Verfahren der Rückschaffung der französischen Flüchtlinge besprechen soll.

Herr Vergé bestätigt bei dieser Gelegenheit, dass Herr de Leusse von der provisorischen Regierung damit beauftragt sei, sich mit den Flüchtlingen in der Schweiz, mit der Rückschaffung der französischen Kriegsgefangenen und Arbeiter in Deutschland und mit den Angelegenheiten des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz zu befassen. Herr de Leusse besitze auf diesem Gebiet bereits grosse Erfahrungen, da er seit langem sich damit beschäftige. Er

---

1. *Ce compte-rendu est rédigé par R. Jezler, Adjoint à la Division de Police du Département de Justice et Police. Au sujet de la nomination de J.C. Vergé, E. Schlatter, Délégué officieux du Conseil fédéral à Alger, adresse le 25 août le télégramme suivant au Département politique:* suivant ma suggestion Vergé désigné Chargé de Délégation ad interim par Général Catroux remplaçant Massigli absent. Prière de me faire savoir si êtes d'accord. *Pilet-Golaz a ajouté dans la marge:* mais oui *et il a écrit au bas du document:*

1) Confirmer immédiatement à Schlatter que d'accord;

2) Prévenir Vergé de cette communication.

3) Traiter dorénavant et jusqu'à désignat*[ion]* nouvelle avec Vergé com*[me]* représent*[ant]* officieux Alger. 28.8.1944 (E 2001 (D) 3/65).*Cf. aussi* E 2001 (E) 1967/113/168.

sei sehr lebhaft, praktisch und initiativ. Immerhin müsse man ihn hin und wieder wegen seines Temperamentes etwas zurückbinden.

Herr Vergé legt dann dar, es sei noch zu prüfen, wie die Aide Fraternelle mit und neben der französischen Delegation künftig arbeiten solle. Ein Teil der Arbeiten, die bisher von der Aide Fraternelle[2] mangels einer französischen Vertretung (Richtung de Gaulle) besorgt worden seien, gehen jetzt an die Delegation über. Herr Malche erwägt, ob die Aide Fraternelle jetzt nicht aufgelöst werden sollte. Herr Vergé ist der Auffassung, in dieser Beziehung sollte auf jeden Fall nichts überstürzt werden. Die Aide Fraternelle kann weiterhin nützlich wirken, auch neben der Delegation. Möglicherweise wird sie dann allerdings eines Tages als überflüssig aufgelöst werden können. Herr Dr. Rothmund bemerkt seinerseits, er sei der Auffassung, die Aide Fraternelle könne auch weiterhin nützlich sein, doch solle sie sich als schweizerisch-französische Flüchtlingshilfsorganisation ausschliesslich auf die fürsorgerische Tätigkeit beschränken. Herr Dr. Rothmund knüpft dann an an den Vorfall wegen des Berichtes Blech. Er bemerkt, er habe das Gefühl, es bestehe in Kreisen der Aide Fraternelle eine gewisse Unzufriedenheit den schweizerischen Behörden gegenüber, die aber vielleicht zur Hauptsache darauf zurückzuführen sei, dass einzelne Herren einerseits die Lage der Schweiz und der Flüchtlinge, andererseits die Stellung und die Aufgabe der Aide Fraternelle nicht vollkommen verstehen. Herr Vergé glaubt, dass vieles auf eine allgemein vorhandene Nervosität zurückgeführt werden müsse. Er bittet Herrn Dr. Rothmund, sich, falls neuerdings Schwierigkeiten wegen der Aide Fraternelle aufkommen sollten, mit ihm in Verbindung zu setzen; es dürfte sich wohl alles in direkter Besprechung beseitigen lassen, umso mehr, als die Delegation nun natürlich mehr und mehr an Gewicht gewinnen werde. Herr Dr. Rothmund betont, dass man sehr wohl gegenseitig Kritik erheben könne, dass man aber auch offen miteinander sprechen müsse.

Abschliessend wird noch kurz die Frage des Rücktransportes französischer Arbeiter aus Deutschland berührt: Herr Dr. Rothmund wiederholt, dass, wie er Herrn de Leusse gesagt hat, die Schweiz unmöglich eine grosse Zahl französischer Arbeiter über die Grenze kommen lassen könne, in einem Zeitpunkt, in dem vielleicht in Deutschland eine innere Umwälzung im Gange sei. Man muss sich also französischerseits darauf einrichten, auf deutschem Boden – allenfalls mit schweizerischer Unterstützung – Sammellager für französischer Arbeiter zu errichten; dem organisierten Durchtransport durch die Schweiz werden wir uns dann nicht widersetzen[3].

---

2. *Sur l'association intitulée* Aide fraternelle aux réfugiés français en Suisse *et présidée par A. Malche, cf.* E 2001 (D) 3/272 *et* 275, *ainsi que* E 4800 (A) 1967/111/167.
3. *Cf. le document reproduit en annexe.*

ANNEXE

E 2300 Paris/98

Notice sur les relations avec la France[4]

VX *Berne,* 12 octobre 1944

J'ai eu la visite de M. Guillermet, secrétaire général du Département de Justice et Police du Canton de Genève, qui est assez inquiet de l'état d'esprit à notre égard en Haute-Savoie. Il y a eu, ici et là, des manifestations fort déplaisantes à l'égard de la Suisse. Ce changement se sent même chez des personnalités qui, jusqu'ici, montraient à notre égard la meilleure volonté, comme le Maire d'Annemasse, par exemple.

Cette évolution de l'opinion serait due en partie à la campagne que ferait la «Voix ouvrière» de Genève contre les autorités genevoises, le Commandement de l'Armée, etc., et à une propagande d'émissaires de Léon Nicole.

Le cas des F.F.I. Dougoud et Fontaine, détenus en Suisse pour une enquête militaire pour trafic d'armes, est monté en épingle et provoquerait diverses arrestations de Suisses[5].

La Haute-Savoie est toujours encore sous le contrôle de bandes armées, en grande partie communistes et venues d'autres régions de la France, qui en font à leur tête. La population autochtone est terrorisée. Jusqu'ici, le Lieut.-Col. Nizier (prête-nom cachant un simple lieutenant d'origine polonaise) a maintenu tant bien que mal un certain contrôle. Il est assisté d'un «Commandant» n'ayant jamais fait de service dans une armée régulière et qui est communiste.

Les ordres du Gouvernement français sur la reddition des armes par les mineurs et sur le contrôle de la frontière restent lettre morte.

L'arrivée en France du premier lot de prisonniers de guerre évadés russes venant de Suisse a donné lieu à des manifestations débordantes, malgré les mesures prises par l'Armée française et l'attitude correcte des Russes.

A part quelques arrestations, la situation dans le Pays de Gex est beaucoup plus paisible[6].

4. *Cette notice est rédigée par J.-F. Wagnière, du Département politique.*
5. *Sur cette affaire, cf.* E 2001 (D) 3/263.
6. *Annotation de Pilet-Golaz au bas du document:* A communiquer p*[our]* son orientation au Dép*[artement]* de J*[ustice]* et P*[olice]*. 13.10.44.

218

E 2300 Paris/97

Le Ministre de Suisse à Vichy, W. Stucki,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz[1]

RP Vichy, 1. September 1944

Durch meine täglichen Berichte sind Sie über die wesentlichsten Ereignisse der letzten Zeit laufend informiert worden. Beiliegend sende ich Ihnen den Rest meiner Tagebuchnotizen bis und mit dem 20. August, der Verhaftung und Abführung des Marschalls. Die Vorgänge waren erschütternd und der alte Herr ist

1. *Pilet-Golaz a visé ce document le 6 septembre et l'a mis* en circulation *parmi ses collaborateurs.*

mit unglaublicher Ruhe und Würde seinem neuen harten Schicksal entgegengegangen.

Am gleichen Tage abends haben die Chefs der diplomatischen Missionen einstimmig beschlossen, mich mit der Wahrung unserer Interessen zu beauftragen. Ich habe Ihnen dies mitgeteilt und am Montag die Antwort erhalten ich solle sofort, wenigstens provisorisch, nach Bern kommen. Am Montag und Dienstag war die ganze Stadt Vichy in einem Fieberzustand von Angst und Aufregung, Angst vor den Deutschen und namentlich Angst vor dem Maquis. Die hier verbliebenen Vertreter des alten Regimes, wie namentlich auch die Lokalbehörden, beschworen mich, hier zu bleiben, um die Stadt vor schweren Unruhen und vor grossem Blutvergiessen zu bewahren. Ich konnte und wollte mich dieser Aufgabe umso weniger entziehen, als ich wirklich der Einzige war, um sie lösen zu können und als das Generalquartier der F.F.I. mich wissen liess, es wäre für meinen Besuch und meine Vermittlung sehr dankbar. Ich fuhr hierauf am 22. August hoch in die Berge des Zentralmassivs, auf einer abenteuerlichen Fahrt, die mir unvergesslich bleiben wird. In fünfstündiger Besprechung mit den zivilen und militärischen Leitern der F.F.I. Bewegung in Zentralfrankreich diskutierte ich eingehend:

1) Die Garantien für die Rückkehr meiner Gesandtschaft nach der Schweiz;
2) Die Garantien für die Behandlung des diplomatischen Corps;
3) Die Modalitäten des Überganges von Vichy vom alten auf das neue Regime.

Es gelang mir, das volle Vertrauen dieser Leute, die im Allgemeinen einen recht guten Eindruck machten, zu gewinnen.

[...][2]

2. *W. Stucki expose longuement ses activités et celles de ses collaborateurs. Cf. aussi son interview dans la* Tribune de Genève *qui provoque une question du Conseiller national C. Miville, cf. PVCF N° 2222 du 18 décembre 1944,* E 1004.1 1/452.

219

E 2001 (D) 3/306

Le Chef de la Division de Police du Département de Justice et Police, H. Rothmund, au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna[1]

L Bern, 4. September 1944

Am 15. August 1944 haben Sie unsere Gesandtschaft in Berlin auf unsern Wunsch um Auskunft ersucht über einen geplanten Transport von 600 Juden aus Ungarn von Hannover an die Schweizergrenze. Es interessierte uns haupt-

1. *Annotation de K. Th. Stucki en haut dans la marge:* M. Wagnière. Je pense que M. Schnyder pourra préparer des instructions pour Berlin. 4.9.

sächlich, ob deutscherseits tatsächlich die Absicht bestand, diese Leute an die Schweizergrenze zu bringen, aus was für Leuten der Transport bestehen sollte und ob es sich tatsächlich, wie uns gesagt worden war, um einen Transit nach Spanien handeln würde.

Am 21. August sind nun in Basel 317 Personen in acht Viehwagen angekommen. Sie wurden als Flüchtlinge aufgenommen. Alle waren bisher im Lager Bergen-Belsen bei Hannover. Es sind meist ungarische Juden, einige sind auch polnischer oder jugoslavischer Nationalität[2].

Unsere seitherigen Erhebungen haben ergeben, dass von jüdischen Organisationen mit deutschen Stellen über die Freilassung dieser Leute verhandelt worden war. Auf deutscher Seite waren daran hauptsächlich beteiligt: die Herren SS Brigade-General Arst, Polizeichef in Italien, sein Adjudant Dr. Klaus Huegel, geb. 30.1.1912 und vor allem SS-Oberstandartenführer Steidle, einer der engsten Mitarbeiter Himmlers. Der in Basel eingetroffene Transport war die erste Frucht dieser Bemühungen. Weitere Transporte sind möglich; es wird, wie wir erfahren haben, noch über die Entschädigung verhandelt, die den Herren vom SS Hauptamt für die Freigabe der Juden bezahlt werden soll. Zu Ihrer Orientierung fügen wir bei, dass von deutscher Seite ein Lösegeld gefordert wird, das pro Person je nach der Bedeutung zwischen 1- und 180 000 Franken schwankt.

Art. 10 des Schweizerisch-deutschen Niederlassungsvertrages vom 13. November 1909 bestimmt: «Eine zwangsweise Überführung auszuweisender Personen in das Gebiet des andern Teiles darf nur auf Grund eines Übernahmeverfahrens (Art. 11 bis 16) erfolgen»[3]. Diese Bestimmung wurde durch das Vorgehen der deutschen Behörden verletzt. Es widerspricht auch in krasser Weise den internationalen Gepflogenheiten, einige Hundert Frauen, Kinder und alte Männer ohne vorherige Ankündigung einfach in Viehwagen an die Grenze zu stellen, von rein menschlichen Überlegungen ganz zu schweigen. Wenn wir die Leute aufgenommen haben, so soll das keineswegs eine auch nur stillschweigende Billigung des deutschen Vorgehens bedeuten.

Wir bitten Sie, zu veranlassen, dass Beschwerde bei der Reichsregierung erhoben wird.

Wir fügen bei, dass wir eine Orientierung des Bundesrates vorbereiten und auch aus diesem Grunde bald wissen sollten, ob die Zureise den andern ca. 1360 noch im Lager Bergen-Belsen befindlichen Juden noch zu erwarten ist[4].

---

2. *Annotation marginale de K.Th. Stucki:* s.V*[or]* A*[kten]* (Schritte von Herrn Saly Mayer!).

3. *Annotation marginale de J.-F. Wagnière:* Cela ne colle pas! Cela a trait aux refoulements dans les cas où nous sommes tenus de reprendre les refoulés.

4. *Au cours de l'été 1944, divers milieux tentent de sauver des Juifs menacés de déportation et d'extermination. Un rapport (rédigé par A. Fischli et daté du 30 août 1944) du Département de Justice et Police distingue trois groupes: Premièrement,* 1. Ingenieur N. Sternbuch von St. Gallen, nun in Montreux, ist Vertreter der orthodoxesten Richtung der schweizerischen Judenschaft. Er hat sich im Auftrage seiner Glaubensgenossen ausschliesslich um Angehörige der gleichen Richtung in Ungarn bemüht und unter Ausnützung von geschäftlichen Beziehungen mit deutschen Stellen verhandelt. Sehr weit ist dies allerdings nicht gediehen.

Deuxièmement, l'ancien Président de la Fédération des Communautés israélites de Suisse, S. Mayer, collabore depuis des années avec les autorités fédérales et le CICR: Saly Mayer als Ver-

treter des Joint verhandelt grundsätzlich nicht für einzelne Gruppen oder Richtungen unter den ungarischen Juden, sondern für alle. Er hat mir erklärt, aus diesem Grund sei ihm die Einreise einiger Hundert Juden in die Schweiz, so erfreulich dies an sich sei, durchaus Nebensache. Es gehe ihm um die Rettung einiger 100 000 Leute, die sich noch in Ungarn befinden. Diese könnten überhaupt nicht innert nützlicher Frist abtransportiert werden. Ihm liege daher daran, zu erreichen, dass sie alle ungefährdet an Ort und Stelle bleiben können. Allerdings sei es ihm recht, dass ca. 17 000 ungarische Juden nach Deutschland verbracht worden seien, weil sie dort mehr in Sicherheit seien als in Ungarn. Die Mördergruppe der SS habe ihre Tätigkeit nach Ungarn verlegt und die massgebenden Leute in Deutschland seien etwas menschlicher.

Troisièmement, un comité fondé récemment à Zurich est animé notamment par:
- *l'ancien Conseiller national J. Duft de Saint-Gall,*
- *l'industriel G. Bührle (inscrit sur les «listes noires» des Alliés, il semble vouloir favoriser la libération de Juifs dont les autorités anglo-saxonnes se préoccupent particulièrement),*
- *[Trümpy]* ist seit längerer Zeit für Messerschmittwerke in der Schweiz tätig und verhandelt deshalb oft auch mit deutschen Stellen. Zuständig zur Erteilung von Ausfuhrbewilligungen für Flugzeuge usw. sei in Deutschland das Hauptamt der SS in Berlin. Die gleichen Leute entscheiden auch über das Schicksal der Juden. Wegen dieser Beziehungen sei er von den Herren Mandl, Banyai* und Boden angegangen worden, mit den deutschen Stellen zu verhandeln. Mandl dirigiere die ganze Sache in Zürich. Er habe ein grosses Büro im Hotel Elite, befasse sich lebhaft mit der Beschaffung von Palästina-Certifikaten und sei äusserst aktiv für die Juden in Europa tätig. Herr Saly Mayer sei ebenfalls über seine Aktion orientiert, ebenso die Jüdische Kulturgemeinde in Zürich. Unter den verschiedenen jüdischen Herren bestehe ein sehr intensiver Kampf, weil jeder das Verdienst haben wolle, die ungarischen Juden gerettet zu haben. Die Leute stritten sich sogar darum, wer ihm die Spesen bezahlen dürfe. Mandl versuche mit allen Mitteln, Saly Mayer von seiner Stellung als Vertreter des Joint in der Schweiz zu verdrängen. Bührle spiele nur eine ganz geringfügige Rolle.

Trümpy, der übrigens Antisemit ist und im wesentlichen die Kommission sieht, die ihm in Aussicht gestellt wurde, hat den deutschen Stellen folgende Argumente unterbreitet:
a) Ihr werdet die Juden los und müsst sie nicht mehr füttern;
b) Ihr werdet dafür sogar noch bezahlt;
c) Jeder Jude, der in die Schweiz kommt, wirbt dort mehr als hundert Propagandanummern des «Signal»**.

Besonders dieses letzte Argument, dass der Antisemitismus in der Schweiz gefördert werden könnte, habe gewirkt. Die deutschen Stellen seien übrigens der Ansicht, die schweizerische «Hetze» gegen Deutschland würde weitgehend von Mandl inspiriert und geleitet und sie hofften, ihn dadurch zum Schweigen zu bringen.

Als Lösegeld wurden Trümpy von deutscher Seite folgende Summen genannt: 1 bis 3000 Franken für einen gewöhnlichen Juden, für bedeutende Persönlichkeiten mehr. Für hervorragende Leute, wie z.B. Oberrabbiner Teitelbaum, müssten 120 bis 180 *[sic]* Franken bezahlt werden. Die Bezahlung müsste in freien Devisen, weder in der Schweiz, noch in Deutschland erfolgen. Von deutscher Seite sei vorläufig von einer wohltätigen Stiftung gesprochen worden, die errichtet werden müsste, was natürlich eine Tarnung ist. *[...]* (E 4800 (A) 1967/111/206).

---

* *Cf.* E 2001 (D) 1968/74/11.

** *Sur le contrôle en Suisse de ce journal allemand, cf.* E 4450/7028.

220

E 5795/341

Le Général H. Guisan à l'Attaché militaire près la Légation des Etats-Unis d'Amérique à Berne, B. Legge

Copie
L Personnel

Berne, 5 septembre 1944

Le déroulement rapide des événements à l'ouest et la présence de forces alliées opérant à proximité du territoire suisse, attirent mon attention sur l'intérêt qu'il y aurait, pour notre Armée, à envoyer une mission militaire sur ce théâtre d'opérations.

Cet intérêt se passe de commentaires: il nous paraît d'autant plus grand que les méthodes de combat alliées ont fait leurs preuves et que vos forces semblent maintenant parvenues au degré où elles peuvent prendre l'ascendant, dans leur mission offensive, à travers les terrains les plus variés.

Au cas où ce projet vous paraîtrait réalisable en principe, je vous serais très obligé de me me le faire savoir prochainement, afin que nous puissions établir la liste des officiers qui feraient partie de la mission. Je verrais celle-ci constituée soit en une équipe, soit, de préférence, en plusieurs équipes, dont l'une serait admise à suivre les opérations des forces américaines, et les autres, celles des forces anglaises ainsi que des forces françaises opérant sous le Commandement allié [1].

1. *Une mission militaire suisse se rendra auprès du 6e Groupe d'armée allié du 17 décembre au 23 décembre 1944.*

221

E 2001 (E) 2/560

La Direction générale de la Banque nationale [1] *à la Division des Affaires étrangères du Département politique*

L Streng vertraulich

Zürich, 5. September 1944

Mit Schreiben vom 25. August a.c. haben Sie uns ein Aide-mémoire der amerikanischen Gesandtschaft in der Schweiz betreffend den Erwerb von Gold aus den Achsenländern zur Kenntnis gebracht [2]. Wir gestatten uns, zu den in die-

1. *La lettre est signée par les trois Directeurs généraux, E. Weber, P. Rossy et A. Hirs.*
2. *Non reproduit.*

sem Memorandum vertretenen amerikanischen Forderungen wie folgt Stellung zu nehmen.

1. Vorerst ist darauf hinzuweisen, dass die deutschen Goldzessionen an die Schweiz in den letzten Monaten stark zurückgegangen sind. Seit Beginn dieses Jahres hat die Schweizerische Nationalbank von der deutschen Reichsbank Gold im Betrage von insgesamt 160 Mill. Fr. entgegengenommen, wovon 107 Mill. Fr. in Goldbarren und 53 Mill. Fr. in Goldmünzen bestanden haben. Die Transaktionen haben zur Hauptsache in den ersten Monaten des Jahres stattgefunden. Ab Mitte Mai sind die deutschen Verkäufe zur Bedeutungslosigkeit herabgesunken; sie erreichten in der Folge noch rund 30 Mill. Fr., wobei zwei Drittel dieses Betrages in Markstücken zediert worden sind. Seit dem 13. Juli dieses Jahres sind überhaupt keine deutschen Goldzessionen an die Schweiz mehr erfolgt *[Cf. ci-dessous N° 332]*.

Dagegen darf in diesem Zusammenhang daran erinnert werden, dass es nur dank der Intervention der deutschen Reichsbank gelungen ist, das dem Bunde bei der Banca d'Italia in Rom als Pfand bestellte Gold im Werte von über 57 Mill. Fr. in die Schweiz zu verbringen, um es hier zur Tilgung einer italienischen Kreditschuld zu verwenden.

Die Ursachen des *Rückgangs der Goldimporte aus Deutschland* dürften auf die wirtschaftliche Abschnürung, die Deutschland als Folge der militärischen und politischen Entwicklung in den letzten Monaten erfahren hat, zurückzuführen sein. Durch den Verlauf der Operationen in Frankreich ist der deutsche Warenverkehr mit der iberischen Halbinsel unterbunden worden; auch der Abfall der Balkanstaaten und der Abbruch der Beziehungen mit der Türkei wirken sich in ähnlicher Richtung aus. Der Ausfall dieser Importe hat anderseits dazu geführt, dass auch der Frankenbedarf Deutschlands entsprechend zurückgegangen ist. Da wenig Aussicht dafür besteht, dass die deutschen Warenimporte aus diesen Ländern in nächster Zeit wieder einsetzen werden, ist auch kaum mit der Wiederaufnahme deutscher Goldverkäufe an die Schweiz zur Beschaffung von Schweizerfrankenguthaben für Zahlungen an Drittländer zu rechnen. Die von amerikanischer Seite erhobenen Forderungen scheinen uns daher in gewissem Sinne offene Türen einzurennen.

2. Das Aide-mémoire der amerikanischen Gesandtschaft geht von der auf alliierter Seite übrigens sehr verbreiteten Annahme aus, es hätten auf dem Wege deutscher Goldverkäufe an die Schweiz erhebliche *Kapitalverschiebungen* – zum Teil für Rechnung politisch belasteter Personen – stattgefunden. Unsere Beobachtungen und Wahrnehmungen deuten indessen darauf hin, dass diese Vermutung unzutreffend ist. Gemäss Art. 3 des Bundesratsbeschlusses vom 7. Dezember 1942 über die Überwachung des Handels mit Gold ist die Ein- und Ausfuhr von Gold[3] nur mit Bewilligung der Schweizerischen Nationalbank zulässig. Ausländische Goldremittierungen nach der Schweiz können daher nicht stattfinden, ohne dass die Nationalbank davon Kenntnis erhält und sich damit einverstanden erklärt. Aus diesem Grunde ist es als ausgeschlossen zu bezeichnen, dass beispielsweise mittels deutscher Goldverkäufe an schweize-

3. *RO, 1942, vol. 58, II, pp. 1127-1129. Cf. aussi* E 2001 (E) 2/560 *et* E 6100 (B) 1972/96/241/37.

rische Banken und Private erhebliche Kapitalverschiebungen vorgenommen wurden; die Nationalbank wenigstens hat auf Grund der von ihr ausgeübten Kontrolle des Goldhandels mit dem Auslande Vermögensverschiebungen von Deutschland nach der Schweiz nicht feststellen können.

Auch eine unter Umgehung der Nationalbank erfolgende Bezahlung schweizerischer *Warenlieferungen* in Gold kann aus den gleichen Überlegungen nicht in Betracht fallen, da der gesamte Warenverkehr mit Deutschland clearingpflichtig ist und Warenverkäufe ausserhalb des Clearings grundsätzlich nicht statthaft sind. Es verbleibt heute somit höchstens noch ein beschränkter Frankenbedarf des Reichs für Zahlungen an das Rote Kreuz, an Sanatorien, diplomatische Vertretungen usw.; doch kann es sich dabei kaum um namhafte Beträge handeln.

3. Die Schweizerische Nationalbank hat schon verschiedentlich auf die unerwünschten Folgen hingewiesen, die sich aus der fortgesetzten Aufnahme von Gold und Devisen für unsere Wirtschaft, im besonderen für den Geldmarkt und die Preisgestaltung, ergeben können. Eine Lösung des hieraus resultierenden binnenwirtschaftlichen Problems könnte nun zweifellos dadurch gefunden werden, dass ganz allgemein ein Verbot der Entgegennahme von Gold und Devisen erlassen würde. Dem Ausland wäre es alsdann nur noch auf dem Wege der in nächster Zeit vielleicht wieder leichter effektuierbaren Warenlieferungen möglich, sich Frankenguthaben zu beschaffen. Der Gedanke, durch ein Verbot der weitern Entgegennahme von Gold und Devisen der Geldschöpfung zu steuern und das Ausland zu vermehrten Importen zu veranlassen, ist indessen schon früher ventiliert worden. Wenn ihm bisher keine Folge gegeben wurde, so darum, weil die Schweiz im Zahlungsverkehr mit dem Auslande ohne Not keine zusätzlichen Erschwerungen einführen wollte; auch haben Rücksichten auf unsere Exportindustrie sowie politische Erwägungen mit eine Rolle gespielt. Die Beschränkung des Goldeinfuhrverbots auf die deutschen Importe allein aber hätte sich aus neutralitätspolitischen Überlegungen heraus nicht verantworten lassen.

Wir möchten es bei diesen Bemerkungen zu den Forderungen des amerikanischen Aide-mémoire einstweilen bewenden lassen und zusammenfassend lediglich wiederholen, dass die Angelegenheit heute unserer Auffassung nach kaum mehr von aktueller Bedeutung ist. Soweit Goldimporte aus Deutschland überhaupt noch in Frage kommen, dürften sie nur sehr beschränkten Umfang haben und überdies Zwecken dienen, an denen nachgewiesenermassen auch die Schweiz interessiert ist. Eine Entgegennahme von Fluchtgeldern würde von uns konsequent abgelehnt[4].

---

4. *D'entente avec la Délégation permanente aux Accords commerciaux, le DPF décide de ne pas répondre à l'AM du 24 août 1944, vu que les assurances que les autorités fédérales auraient pu donner n'auraient probablement pas été jugées satisfaisantes par les Gouvernements américain et britannique: il était notamment impossible de garantir que le trafic commercial germano-suisse se déroulerait sans appoints d'or. Les Alliés remettent le 31 janvier 1945 un nouvel AM à ce sujet, auquel le DPF répond le 28 mars 1945 que la politique de l'or de la BNS est déterminée par l'échange de lettres financier du 8 mars 1945. Cf.* E 2801/1968/84/29 *et N° 391.*

222

E 2001 (D) 3/101

Le Ministre de Suisse à Londres, P. Ruegger,
à la Division des Intérêts étrangers du Département politique

Copie de réception
T

Londres, 7 septembre 1944, 20 h. 08
(*Reçu:* 8 septembre, 17 h. 30)

Délégation française Londres nous prie transmettre dépêche suivante datée Paris 1er septembre:

«Au moment départ Abetz de Paris Légation Suisse[1] reçut par celui-ci demande de protéger les intérêts allemands en France. Légation Suisse Paris fut priée intervenir d'une manière pressante à Berne pour que autorités suisses informent Gouvernement allemand que Gouvernement provisoire français ne pourrait reconnaître cette protection aussi longtemps que les autorités allemandes n'auront admis qu'une Puissance neutre ne protège les intérêts et biens français sur territoire allemand. Toutefois Gouvernement provisoire est disposé par mesure de courtoisie envers Gouvernement suisse à reconnaître de facto protection exercée par la Suisse sur les immeubles que l'Ambassade d'Allemagne a occupés le 2 septembre 1939 et sur lesquels la protection suisse s'est exercée de 1939 à 1940.»

Crois comprendre que les autorités françaises souhaiteraient la protection par la Suisse des intérêts français en Allemagne.

ANNEXE

E 2300 Paris/98

Le Gérant du Consulat de Suisse à Paris, R. Naville,
au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna[2]

RP

Paris, 4 septembre 1944

Je reprends la suite de mon rapport du 22 août dernier[3], dans lequel je vous ai relaté les divers événements qui s'étaient déroulés à Paris jusqu'à la date du 20 août dernier.

La journée du 21 fut marquée, ainsi que je vous l'ai signalé, par une certaine accalmie qui, à plusieurs reprises, fut troublée par des éléments troubles désireux de mettre fin à la trêve intervenue entre le Gouvernement provisoire et le Gouverneur militaire allemand.

Le mardi 22 août, j'ai reçu une délégation du Gouvernement provisoire qui m'exposa la situation précaire dans laquelle se trouvait le ravitaillement de Paris, les stocks existant en farine ne permettant tout au plus de subvenir aux besoins de la population que pour une durée de 48 heures. A la requête des intéressés, j'acceptai de m'entremettre auprès des autorités allemandes à l'Hôtel

1. *Cf. N° 206 et le document reproduit en annexe.*
2. *Annotation de M. Pilet-Golaz en tête du document:* En circulation 8.9.44.
3. *Cf. N° 206.*

Meurice, siège du quartier général allemand, pour essayer d'obtenir les bons permettant de rassembler les 150 camions nécessaires à cet effet, ainsi que les autorisations en vue de faciliter la circulation de ce convoi qui devait chercher 1200 tonnes de farine dans la région de Melun. Cette démarche que j'entrepris conjointement avec le Dr de Morsier, Délégué de la Croix-Rouge Internationale, recueillit un plein succès. Il fut entendu que ce convoi serait placé sous la protection de la Croix-Rouge Internationale, les voitures étant munies d'un drapeau blanc et les toitures peintes aux couleurs de la Ville de Paris. On fit connaître aux armées alliées, par radio, la prochaine arrivée de ce transport. Ce convoi, qui partit le jeudi suivant, arriva et revint sans encombre. Le Dr de Morsier s'occupa de l'organisation pratique de ce transport.

Le lendemain, 23 août, on pouvait constater un début de campagne très significatif de l'«Humanité» dirigée contre la trêve du dimanche précédent. Dès le matin, la fusillade recommença à crépiter dans divers quartiers de la ville, alors que des barricades s'élevaient un peu partout. C'est alors que mon Collègue suédois et moi-même, fûmes sollicités à nouveau par le Gouvernement provisoire en vue d'essayer d'obtenir de la part du Gouverneur militaire la mise à la disposition de nos deux Consulats des stocks de vivres se trouvant encore entre les mains allemandes. Il nous aurait appartenu, par la suite, de les distribuer aux organismes français compétents. Il nous parut, à mon Collègue et à moi, vu l'extrême tension de la situation, qu'un nouvel effort devrait être fait afin, d'une part, d'essayer de renforcer la situation du Gouvernement en exercice, aux prises avec les communistes qui menaçaient de le déborder, et d'obtenir en même temps, en contrepartie, une attitude plus conciliante de la Résistance. Ce n'est qu'au prix de mille difficultés que nous parvînmes, ce matin-là, mon Collègue et moi, jusqu'aux abords de l'Hôtel Meurice, qui était devenu un véritable camp retranché allemand, continuellement attaqué de part et d'autre. Le Général von Schochlitz, Gouverneur militaire de Paris, nous exposa, dès le début de l'entretien, qu'il était prêt à donner les listes de ces stocks, sous réserve que les F.F.I. cessent d'élever de nouvelles barricades et renoncent à leurs agressions contre les troupes allemandes en voie d'évacuation. Il nous fit part également de son intention, si la situation devait s'aggraver, de donner l'ordre aux 138 chars «Tigre», dont il disposait encore, d'attaquer les barricades et certains objectifs de Paris. L'accord des chefs de la Résistance ayant pu être obtenu téléphoniquement, il semblait que cette affaire était en voie de règlement. Toutefois, à la dernière minute, on apprenait que divers éléments français avaient attaqué des formations allemandes dans la région de la Gare Saint-Lazare, où 17 soldats allemands avaient trouvé la mort. Dans le même moment, nous apprenions également que des coups de feu avaient été tirés, près du Grand-Palais, contre une colonne allemande revenant de Normandie. Les Allemands avaient alors lancé un «Goliath» contre le bâtiment précité, provoquant une vaste explosion et un début d'incendie.

Il devenait de plus en plus clair que la trêve, sous la pression des éléments rouges, risquait de devenir de plus en plus illusoire. Dans l'après-midi, d'ailleurs, les chars allemands entraient en action et se mettaient en devoir de démolir les barricades et de porter des coups, en manière de représailles, contre la Préfecture de Police et quelques autres bâtiments. En fait, les rues prenaient un aspect de plus en plus inquiétant. Partout, apparaissaient des individus munis d'armes de toutes sortes; on pouvait même voir des jeunes gens de 14 ans, armés de mitraillettes, qui s'amusaient à tirer au petit bonheur dans toutes les directions. Dans la soirée, le Général allemand, désireux de faire encore un geste de conciliation, nous avertissait avoir retiré les gardes allemandes aux abords des stocks de vivres. La liste de ces derniers nous fut communiquée dans la journée du lendemain.

Dans l'après-midi du jeudi 24 août, on vit le nombre des barricades se multiplier. Dans chaque rue, chaque quartier, la population participe à la construction de ces obstacles. Rue de Bourgogne, une barricade est établie d'où est dirigé un feu nourri sur la Chambre des Députés. D'heure en heure, celle-ci répond par des coups de canon qui bouleversent de fond en comble les barricades établies. Les éléments purement communistes paraissent cependant être en régression. Le mouvement de résistance semble prendre un aspect simplement populaire.

Dans la soirée, tous les ponts sont occupés par les Allemands; c'est ainsi que nous apprenons l'approche de plus en plus imminente des forces alliées. A 10 heures du soir, une sonnerie de cloches annonce l'entrée des premiers éléments français aux portes de Paris.

Le lendemain 25 août, après une nuit où la canonnade fait rage ainsi que les coups de feu, appa-

raissent aux alentours du Consulat les premières voitures américaines occupées par des journalistes armés et bientôt suivies par des tanks.

Le quartier des Invalides étant considéré comme «Stutzpunkt», l'attaque commence immédiatement contre le Palais Bourbon, le Ministère des Affaires Etrangères et l'Ecole Militaire, attaque à laquelle participe la population en armes. Après quelques heures, le Ministère des Affaires Etrangères se met à brûler. Durant toute la journée, la canonnade et la fusillade se succèdent. Une maison contiguë au Consulat est particulièrement visée, des Allemands probablement s'étant dissimulés sur les toits d'où ils tirent sur la foule. Ce n'est que dans la soirée, à savoir à 5 heures, que le Général allemand, Gouverneur militaire de Paris, accepte les conditions du Général Leclerc pour la reddition des places qu'il occupait encore. L'ordre toutefois ne pourra être transmis immédiatement, les lignes téléphoniques de l'Hôtel Meurice ayant été soudainement interrompues. Toute la nuit durant la fusillade continuera à crépiter.

Le lendemain samedi 26 août, Paris prenait un nouvel aspect. Les rues pavoisées de la Capitale étaient envahies par les soldats de l'Armée Leclerc et de nombreux éléments F.F.I. en armes, vêtus d'uniformes de fantaisie.

Dès le soir précédent, une nouvelle forme de guérilla avait commencé, à savoir la guérilla des toits. Plusieurs miliciens et des soldats allemands camouflés en civils avaient, en effet, selon un plan sans doute depuis longtemps établi, occupé plusieurs toits de Paris, d'où partent à tout instant des fusillades et des mitraillades.

A midi, la population est avisée que le Général de Gaulle prendra la tête d'un défilé qui se déroulera le long des Champs-Elysées en direction de Notre-Dame de Paris. Dès 14 heures, la population est massée le long du parcours dans une atmosphère de fête. A 16 heures, des tanks disparates transportant des femmes et des soldats débraillés, portant des bouquets de fleurs, défilent le long des Champs-Elysées; le Général de Gaulle apparaît à pied, entouré de son état-major; suivent des colonnes de civils avec des pancartes, des drapeaux espagnols, etc. Il semble que l'on assiste à une résurrection du Front Populaire. Le cortège allait se terminer, lorsque la foule se trouve soudainement dispersée par des rafales de mitrailleuses provenant du haut des toits. A Notre-Dame de Paris, où il vient d'arriver, le Général de Gaulle est accueilli par une fusillade provoquée vraisemblablement par des éléments communistes et des Allemands dispersés dans les galeries de la Cathédrale. On ne saurait se dissimuler que ce défilé prématuré a été une véritable erreur psychologique, d'autant plus regrettable que ce spectacle a sensiblement refroidi l'élan patriotique et sincère des masses populaires qui s'imaginaient trop tôt que la libération totale était assurée et que la guerre était terminée. Le bombardement allemand qui, dans la soirée, incendia une partie de la banlieue Est, ne fut pas sans renforcer cette impression.

Si on veut tirer un enseignement au sujet de ces divers événements, on peut établir ce qui suit: L'insurrection de Paris a été voulue essentiellement par les communistes et certains éléments de la Résistance qui désiraient que le monde ait l'impression que la Capitale avait procédé elle-même à sa libération. Il est clair également que les communistes ont sérieusement menacé l'existence du Gouvernement provisoire qui risqua, à un certain moment, de ne plus pouvoir tenir ses propres troupes, étreint qu'il était entre les réactions des troupes allemandes et l'invasion des éléments irresponsables.

De son côté, le Général von Schochlitz, dans toute cette affaire, avait comme premier objectif, celui de faire évacuer Paris dans les meilleures conditions possibles et avec le minimum de pertes. Ceci explique qu'il ait accepté, sur les conseils d'ailleurs de M. Abetz qui l'a assisté dans ses pourparlers jusqu'au 20 août au soir, de négocier indirectement avec le Gouvernement provisoire pour aboutir à une trêve qui, d'aussi courte durée qu'elle ait été, a marqué un coup de frein et a stoppé de toute évidence l'emprise du communisme. Sur la base de cette trêve s'amorcèrent par la suite des échanges de prisonniers allemands contre des blessés et prisonniers F.F.I. – La conséquence paradoxale de tout ceci fut que les premières autorités qui reconnurent «de facto» le Gouvernement provisoire de Paris, a été une autorité allemande. Le Général était également animé du désir de se retirer de Paris en causant le minimum de dégâts à la ville. En réalité, il lui aurait été facile de mettre un terme sanglant à l'insurrection, ayant encore à sa disposition la Luftwaffe et une centaine de chars. Sa tâche était d'autant plus délicate qu'il subissait la pression de son état-major et des SS,

qui, à chaque soldat allemand tué, réclamaient des représailles immédiates. D'autre part, son honneur militaire lui interdisait absolument de quitter Paris sous la pression populaire. C'est pourquoi, il résolut d'attendre les troupes du Général Leclerc, afin de se trouver devant une armée régulière. On sait, d'autre part, qu'en dernière heure, il reçut l'ordre du Grand Quartier Général du Führer de ne quitter Paris que lorsqu'il aurait perdu 70% de ses effectifs, fait sauter tous les ponts et porter le maximum de dégâts au sein de la Capitale. En réalité, la défense de Paris dans la journée du 25 août a eu un caractère essentiellement figuratif et symbolique. Il y eut une véritable entente tacite entre le Général Leclerc, qui d'ailleurs a précipité sa marche sur Paris à la suite des émeutes qui s'y étaient produites, et le Général allemand, afin de limiter autant que possible les dégâts, entente qui durant toute la bataille fit l'objet de communications entre les deux adversaires par l'intermédiaire de mon Collègue suédois, qui resta constamment en liaison avec moi.

Le Général allemand réclama, en définitive, pour honorer sa reddition, deux coups de canon dans la façade de l'Hôtel Meurice, siège de son état-major.

Cette insurrection de la dernière heure de la population parisienne donna à la Capitale un aspect assez curieux qui devait rappeler celui de Paris sous la Commune. On vit sortir de partout les armes les plus hétéroclites. On vit des gamins s'amuser à plusieurs reprises à franchir par jeu des rues fauchées par la mitraille. Dès samedi, dans certains quartiers très atteints de la Cité, chamarrés de drapeaux français, anglais, américains et soviétiques, on voyait une population en liesse danser entre les barricades. A côté de ces aspects pittoresques, il y en eut malheureusement de plus pénibles. Certains actes de violence de la foule contre des prisonniers allemands désarmés ne constituèrent pas la page la plus glorieuse de ces journées historiques.

Durant tout le cours des derniers événements, je me suis efforcé d'amorcer des contacts avec des nouvelles autorités établies à la Préfecture de Police, à l'Hôtel Matignon, siège du Cabinet du Général de Gaulle, et les Autorités militaires installées aux Invalides.

Mes principaux interlocuteurs conservèrent d'ailleurs, jusqu'à la dernière minute, l'anonymat en portant des noms d'emprunt.

Dès le 27 août, j'entrai en rapport avec M. de Hautecloque, au Quai d'Orsay, qui me présenta à M. Bastide, Président de la Délégation aux Affaires Etrangères, en attendant l'arrivée de M. Massigli. J'exposai notamment à mes interlocuteurs les problèmes devant lesquels je me trouvais en ce qui concerne en particulier la représentation des intérêts étrangers. Dès le 28 août, j'entrai en rapport avec le «Civil Service» anglo-américain établi place Vendôme.

Le 29 août, nous eûmes, mon Collègue suédois et moi-même, une conférence au Quai d'Orsay, au cours de laquelle nous fîmes un exposé concernant l'action dont M. Nordling avait pris l'initiative concernant les détenus politiques. Il nous paraissait, en effet, que cette action devait à tout prix et d'urgence être poursuivie et viser à faire mettre en application l'accord du 15 août, en vue d'obtenir la libération des détenus se trouvant dans des trains partis de Compiègne et de Pantin les 15 et 17 août. Cette question fait actuellement l'objet de diverses tractations. Ainsi que je vous l'ai fait savoir par ailleurs, il est notamment question d'envoyer en Suisse une délégation composée du Dr de Morsier et de mon Collègue suédois, délégation qui aura pour mission d'entreprendre une action d'entente avec le Comité International de la Croix-Rouge.

Ainsi que je vous l'ai signalé, pour l'instant, les forces anglo-américaines n'interviennent pas dans l'administration intérieure des régions libérées, qui est entièrement assumée par le Général de Gaulle.

Certaines autorités alliées se sont établies dans quelques grands hôtels primitivement occupés par les Allemands. Il existe d'autre part une sorte de deuxième bureau américain, chargé de procéder à certaines enquêtes en rapport avec la conduite de la guerre. Ce bureau est installé au Petit Palais.

Pour ce qui est de la situation actuelle à Paris, je vous renvoie à mon rapport du 2 septembre, transmis par l'intermédiaire de la Légation de Suisse à Londres et dont vous trouverez ci-joint copie.

Je voudrais simplement relever à ce sujet le fait que le nombre des arrestations s'accroît d'heure en heure; toute personne considérée comme compromise avec les Allemands, notamment pour avoir travaillé avec eux, est susceptible d'être incarcérée. Cette mesure vise en même temps nombre

de personnes de l'entourage du Maréchal ou ayant eu des rapports avec Vichy. J'ajoute que la situation gouvernementale reste confuse; elle est marquée surtout par les divergences existant entre les personnalités venues d'Alger et celles faisant partie de la Résistance. L'infiltration communiste dans tous les rouages de la nouvelle Administration est également un sujet de préoccupation.

Protection des intérêts suisses

Cette question a fait l'objet d'un rapport spécial[4] daté du 2 septembre, transmis par l'intermédiaire de la Légation de Suisse à Londres et dont vous trouverez ci-joint copie.

Je crois devoir préciser à cet égard que le nombre des ressortissants suisses arrêtés jusqu'à présent s'élève à une cinquantaine environ. Certains d'entre eux ont été envoyés à Drancy. Je ne cesse d'entreprendre des démarches, tant auprès du Ministère des Affaires Etrangères qu'auprès des Autorités civiles et militaires pour obtenir leur libération. Parmi les personnes récemment arrêtées, figure notamment M. Marcel Aubert, dont le nom ne vous est pas inconnu. L'intéressé est inculpé d'avoir agi contre les intérêts de la France; il a été mis à la disposition de la justice.

Je relève, d'autre part, que je vous ai transmis, par l'intermédiaire de la radio française, en date si je ne fais pas erreur, du 27 août, un message vous annonçant que, malgré les combats qui se déroulèrent dans ses abords immédiats, le Consulat avait été épargné et qu'aucune perte n'avait été à déplorer parmi la Colonie suisse. J'ose espérer qu'il vous a été possible de capter ce message.

J'ajoute que, par le canal du Ministère des Affaires Etrangères, je me suis mis, dès le 1er septembre, en rapport avec notre Légation à Londres.

Protection des intérêts étrangers

La Garde des Ambassades

Je vous ai exposé dans mon dernier rapport les conditions dans lesquelles j'ai été amené à prendre en charge les intérêts allemands, italiens et japonais. Vous trouverez sous ce pli copie d'un rapport[5] complémentaire au sujet de cette question fort épineuse ainsi que copie d'une note[6] des Affaires Etrangères, relative à la protection des intérêts allemands.

Le problème le plus délicat constituait durant toute cette période insurrectionnelle à assurer la conservation et l'intégrité des divers bâtiments qui se trouvaient sous notre garde. En effet, grand était l'état d'effervescence qui régnait dans les rues. Or, je me trouvais devant un Gouvernement à peine établi qui ne possédait que des moyens de police presque inexistants. D'autre part, la guérilla des toits qui se poursuivait également dans les rues de Lille et de Varenne, emplacements des Ambassades d'Allemagne et d'Italie, incitait naturellement la population à suspecter que ces bâtiments soient susceptibles de receler des éléments hostiles ayant pris position sur les toits. Les F.F.I. ainsi que certains éléments antifascistes entreprirent de nombreuses tentatives pour pénétrer dans ces immeubles, tentatives auxquelles je m'opposai chaque fois non sans difficultés. Le personnel suisse que j'avais placé à l'intérieur de ces immeubles me fut à cet égard de grande utilité. J'ajoute que la présence dans l'enceinte de l'Ambassade d'Allemagne de trois ressortissants allemands laissés pour l'entretien de l'immeuble par Monsieur Abetz n'était pas pour faciliter les choses.

Par la suite, en date du 2 septembre, les Autorités françaises me firent savoir que pour des raisons de sécurité militaire, il ne leur était pas possible d'accepter la protection suisse pour les immeubles non reconnus par elles comme revêtus de l'immunité diplomatique. Elles contestèrent donc notre protection en ce qui concerne certains immeubles. Je vous renvoie à ce sujet aux lettres dont copies ci-jointes que j'ai adressées à la Division des Intérêts Etrangers.

Camp britannique de Saint-Denis

Dans la nuit du 24 août j'apprenais que la garde allemande préposée à la garde du camp était partie sans m'aviser de son intention et malgré les assurances qui m'avaient été données. J'alertai

4. *Non reproduit.*
5. *Cf. N° 206 et* E 2200 Paris/33/12.
6. E 2001 (D) 3/99.

immédiatement le Commissariat de Saint-Denis, afin que des forces de police soient envoyées sur place. Le lendemain, deux de mes collaborateurs se rendirent sur les lieux, afin d'organiser le camp en question et parer au désordre susceptible de s'y produire. Déjà, en effet, des éléments populaires de la région cherchaient à y pénétrer et des bagarres se produisirent devant la grille. La ville de Saint Denis n'était, à cette date-là, pas encore libérée. Au prix de mille difficultés, nous parvînmes cependant à organiser un service d'ordre, auquel s'adjoignit bientôt un service anglo-américain dit «Civil Affairs». Actuellement, la liquidation du camp de Saint-Denis se poursuit d'entente entre le Consulat et les services anglo-américains.

Camp américain de Clermont

Jusqu'à présent, la ville de Clermont n'ayant été libérée que tout récemment, je ne possède aucun renseignement sur la situation du camp américain, qui s'y trouvait installé. J'y ai envoyé aujourd'hui même un de mes collaborateurs, en l'invitant à prendre contact avec les services anglo-américains de la région et à examiner sur place les conditions de la liquidation de ce camp.

Intérêts anglo-américains

Je vous signale qu'aujourd'hui même un représentant du service diplomatique britannique s'est mis en rapport avec moi pour me faire savoir qu'un Chargé d'Affaires allait prochainement s'installer dans l'immeuble de l'Ambassade de Grande-Bretagne; l'intéressé m'a produit une lettre du Foreign Office l'autorisant à préparer l'installation de ses services à l'intérieur de l'Ambassade. Cet après-midi même, en présence d'un de mes collaborateurs, auront lieu les formalités concernant la remise des locaux du Faubourg Saint-Honoré.

J'ai été également alerté par un représentant des services diplomatiques américains qui m'a fait savoir qu'un Chargé d'Affaires américain allait prochainement s'installer dans les locaux de l'Ambassade. La remise de ces locaux aura lieu aussitôt que j'aurai pris contact avec un représentant dûment mandaté à cet effet.

Jusqu'à ce que ces divers services soient installés, le consulat continuera à assurer la protection des intérêts britanniques et américains en zone nord.

223

E 7110/1973/135/54

Le Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz, au Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher

Copie d'expédition
T N° 570 Dringend

Bern, 7. September 1944

Dringend von Handel.

1. Die veränderte Lage an unserer Westgrenze veranlasst uns, die im Briefe vom 29. Juli 1944[1] vorgesehene Verhandlungsklausel anzurufen stop Wir beauftragen Sie der deutschen Regierung zur Kenntnis zu bringen, dass wir im Sinne von Ziffer 1 jenes Briefes Verhandlungen beantragen und dass wir infolgedessen gestützt auf Ziffer 2 des gleichen Briefes nicht in der Lage sind die

1. *Cf. N^os 180, 183 et 211.*

Transfergarantie auf die Oktoberkontingente auszudehnen stop Mit Rücksicht auf den Lauf der Fristen bitten wir Sie die Notifikation dieses Antrages erst am Montag vorzunehmen da die schweizerische Delegation erst ab 19. September für Verhandlungen zur Verfügung stehen kann stop Die Verhandlungen können nur in Bern geführt werden stop

2. Wir haben heute anlässlich einer Sitzung des gemischten Ausschusses Rüter, Gäfgen und Beyer über unsere Absicht orientiert und dabei den folgenden Standpunkt eingenommen:

3. Durch die Ereignisse im Westen ist die Gegenblockade gegenstandslos geworden stop Genau so wie die Gegenblockade hervorging aus der Kontrolle der Westgrenze durch Deutschland, so muss sie jetzt mit deren Beseitigung automatisch verschwinden stop Die mit Deutschland zur gegenseitigen Erleichterung der Durchführung dieser Kontrolle getroffene Regelung ist speziell deutscherseits immer als autonome Angelegenheit betrachtet worden stop Infolge des Verschwindens der deutschen Kontrolle an der Westgrenze kann sie heute entweder überhaupt nicht mehr angewendet werden oder dann ist ihre Anwendung sinnlos geworden stop So wie die Einrichtung der Gegenblockade eine Konsequenz aus der damaligen tatsächlichen Lage war, so ergibt sich ihr Wegfall heute als Konsequenz einer neuen tatsächlichen Lage stop Zur Stützung des von Deutschland immer vertretenen autonomen Charakters der Gegenblokkade haben wir auf die mehrfachen einseitigen Erweiterungen der Geleitscheinliste hingewiesen und aus dieser Konzeption für die Schweiz das Gegenrecht in Anspruch genommen stop

4. Im Sinne der vorstehenden Erwägungen haben wir erklärt, uns nicht mehr an die Gegenblockade-Bestimmungen gebunden zu erachten und infolgedessen über deren Aufhebung auch nicht verhandeln zu können stop Lediglich aus praktischen Gründen würden wir für jene Bestimmungsländer, wie zum Beispiel Schweden oder Dänemark, die nur über Deutschland erreicht werden können und wo infolgedessen Deutschland weiter eine Kontrolle auszuüben in der Lage ist, de facto fortfahren, die festgesetzten Ausfuhrkontingente zu handhaben bis darüber eine neue Verständigung erzielt worden sei stop

5. Aus den gleichen Erwägungen gaben wir von unserer Absicht Kenntnis, den Bundesratsbeschluss Nr. 3 vom 13. Juni 1941 betreffend das Verbot der Ausfuhr von Waren im Briefpostverkehr[2] demnächst mit sofortiger Wirkung aufzuheben stop

6. Aus dem Wegfall der Voraussetzungen für die Gegengblockade ergibt sich die Notwendigkeit einer Anpassung der schweizerischen Gegenleistungen, da durch neue Situation eine wichtige deutsche Leistung wegfällt stop Dabei ist schweizerischerseits deutlich erklärt worden, dass es der Wunsch und Wille der Schweiz sei, auf veränderter Grundlage eine neue vertragliche Regelung zu finden stop

7. Wir bitten Sie ferner den deutschen Stellen zur Kenntnis zu bringen dass wir erwarten müssen, dass im Zuge der zu führenden Verhandlungen die Kriegsschädenfrage ihre längst fällige Erledigung findet.

---

2. *RO, 1941, vol. 57, I, p. 698.*

224

E 2001 (D) 3/332

Notice de la Division des Affaires étrangères du Département politique[1]

Copie Bern, 8. September 1944

Im Nachgang zu seiner gestrigen Beschwerde beklagt sich Herr von Nostitz bei seiner heutigen Vorsprache, etwas in fine, über

1. «Basler Nachrichten» vom 7. September, Beilage: «Brief aus Frankreich», einen Artikel, den er als ausgesprochen Greuelhetze charakterisiert;

2. «*Weltwoche*» vom 7. September, Leitartikel von K. v. Schumacher, mit sehr heftigen Ausfällen gegen die Partei.

Zu den Greuelmeldungen führt er insbesondere aus, es sei doch wohl nicht Sache der neutralen Presse, hier Öl aufs Feuer zu giessen. Es werde damit eine Hassstimmung erzeugt, die schliesslich auch in neutralen Ländern zum Triumph des Vansittardismus führe, ja letzten Endes Ausschreitungen gegen deutsche Vertreter zur Folge haben könne. Ich habe sehr gelassen erwidert, man habe es uns schwer gemacht, hiergegen weiter anzugehen. Die Schweizer seien in St-Gingolph aus nächster Nähe Augenzeugen gewesen, wie Repressalien durchgeführt werden; dann hätten wir die unwidersprochenen Meldungen über Auschwitz, Birkenau und nun zuletzt über Maidanek bei Lublin gehabt, von viel Verbürgtem über Ausschreitungen in Frankreich nicht zu reden. Es sei nun soweit gekommen, dass bei uns sozusagen jedermann diese Dinge, von denen vielleicht 95% des deutschen Volkes nicht die leiseste Ahnung hätten, für wahr halte.

Herr von Nostitz erwidert ziemlich kleinlaut und bekümmert, ich wisse ja wohl, wie er über diese Dinge denke, hält aber an seinem Wunsche fest, wir möchten doch versuchen, die Campagne einzudämmen.

Er fügt bei, Herr Minister Köcher werde wohl bei seiner heutigen Vorsprache bei Herrn Bundesrat Pilet-Golaz auch diese Frage anschneiden.

Zu seiner gestrigen Beschwerde ist zu berichtigen, dass die Legende zur Photographie im «Berner Tagblatt» lautet: «Ein Marterpfahl aus dem Jahre 1944». Es ist Herrn von Nostitz zuzugeben, dass nichts dafür bürgt, dass der Pfahl wirklich die angegebene Bestimmung hatte (es könnte eben so gut ein ganz beliebiger Pfahl sein). Herr von Nostitz ist über diese Bildlegende um so betroffener, als das «Berner Tagblatt» sich im allgemeinen der Ruhe und Besonnenheit befleissige und gerade die inkriminierte Nummer auf der Rückseite einen sehr vernünftigen Artikel enthalte, worin zur Zurückhaltung im Beurteilen fremder Vorkommnisse ermaht wird[2].

---

1. *Signée par C. Stucki, Chef-suppléant de la Division des Affaires étrangères du DPF.*

2. *Au sujet de la politique des autorités fédérales en matière de presse et des conséquences internationales des publications en Suisse, cf. la réponse du 15 décembre 1944 du DJP à la requête du 13 juillet 1944 de la* Gemischte Pressepolitische Kommission *de l'Association suisse des Editeurs de Journaux et l'Association de la Presse suisse* (E 4001 (C) 1/68).

225

E 2300 Rom/51

Le Chef de la Section du Contentieux et des Intérêts privés à l'Etranger du Département politique, R. Kohli[1], *à la Direction générale de la Banque nationale*

L WY Bern, 8. September 1944

Mit Schreiben vom 6. d.M.[2] haben Sie uns gebeten, die Möglichkeit zu prüfen, zwei Telegramme[3] an den italienischen Ministerpräsidenten und den italienischen Finanzminister in Rom zu Gunsten des früheren Gouverneurs der Bank von Italien, Herrn V. Azzolini, weiterzuleiten. So sehr wir Verständnis für Ihren Wunsch haben, etwas zu Gunsten von Herrn Azzolini zu tun, und so gerne wir Ihnen bei dieser Bestrebung behilflich sein würden, so verbieten uns doch unabweisliche grundsätzliche Erwägungen, Ihrem Wunsche Folge zu leisten. Wir sind der Auffassung, dass die Schweiz es sich versogen muss, sich in die politischen Prozesse, die bei den uns umgebenden kriegführenden Staaten bereits begonnen haben und in vermehrtem Umfange noch zu erwarten sind, irgend wie einzumischen. Durch die offizielle Vermittlung der von Ihnen in Aussicht genommenen Telegramme würde ein gefährlicher Präzedenzfall geschaffen, der uns zwingen würde, in andern Fällen gleich vorzugehen[3]. Wir erinnern nur daran, dass auch der frühere Gouverneur der Banque de France, Herr Bréart de Boisanger, und der Sous-Gouverneur, Herr Villard, verhaftet sind.

Es bleibt die Frage zu prüfen, ob Sie selbst, ungeachtet der grossen dagegen bestehenden Bedenken, die Telegramme direkt und offen absenden wollen. Allerdings werden zur Zeit nach Rom auf direktem Wege und offen nur Staatstelegramme befördert, und gewöhnlichen offenen Telegrammen steht nur der Weg über Easton (England) offen.

---

1. *Avant d'expédier cette lettre, R. Kohli adresse une notice au Chef du Département politique afin de lui demander l'autorisation de l'envoyer. R. Kohli écrit notamment:* Auf Betreiben italienischer Mitglieder der BIZ erwägen auch Privatbanken wie der Bankverein und die Basler Handelsbank, ob sie sich telegraphisch zugunsten von Azzolini verwenden sollen. Auf Anfrage habe ich mich darauf beschränkt, zu bemerken, dass wir die betreffenden Telegramme nicht zur Weiterleitung auf offiziellem Wege übernehmen könnten (E 2300 Rom/51).
2. *Non reproduite.*
3. *Signé par le Président de la Direction générale de la Banque nationale, E. Weber, le télégramme est adressé à I. Bonomi, Président du Conseil des Ministres et à M. Soleri, Ministre italien des Finances. Le texte est le suivant:* Informé qu'un procès est actuellement en cours contre Vincenzo Azzolini, ex-gouverneur de la Banque d'Italie, je me permets de signaler à Votre Excellence combien favorablement ont été appréciés par les milieux financiers suisses les efforts déployés récemment par le Gouverneur Azzolini pour assurer le remboursement de la dette italienne envers les banques suisses. Malgré les conditions exceptionnelles actuelles et en surmontant des difficultés de toutes sortes, la Banque d'Italie a réussi à envoyer en Suisse en faveur de la Banque Nationale Suisse, dans les premiers mois de cette année, des quantités d'or importantes destinées à amortir sa dette. En faisant honneur aux engagements pris par la Banque d'Italie le Gouverneur Azzolini a lié son nom à l'une de ces opérations financières qui augmentent cer-

tainement le crédit d'un pays vis-à-vis de l'étranger. Il a continué ainsi la politique amicale qu'il a toujours suivie comme Gouverneur de la Banque d'Italie dans ses rapports avec la Banque Nationale Suisse. Je serai très obligé à Votre Excellence de bien vouloir communiquer le contenu de ce télégramme aux autorités compétentes du jugement en cours (E 2300 Rom/51).

226

E 5795/158

Le Général H. Guisan
au Chef du Département militaire, K. Kobelt

L Personnelle-Secret Quartier Général de l'Armée, 11 septembre 1944

Le développement des opérations sur les théâtres de guerre avoisinants, le déclenchement vraisemblable, imminent ou prochain, d'une entreprise de grand style contre la trouée de Belfort, m'ont incité à prescrire un regroupement partiel du dispositif de l'Armée.

Cette mesure est en cours d'exécution.

J'ai l'honneur de vous donner ci-dessous, pour votre information personnelle, ses caractéristiques principales, en procédant de l'avant à l'arrière:

1) *Zone située entre la frontière géographique et la couverture frontière:*

En dehors du Mendrisiotto, du nord du canton de Schaffhouse et du canton de Genève, où vous connaissez les mesures que nous avons prises, les zones essentiellement menacées sont:

– *Bâle,* où le dispositif va être regroupé en vertu du principe suivant: il s'agit, avant tout, d'interdire que des forces étrangères ne s'emparent, sous quelque forme que ce soit – attaque d'envergure ou coup de main local – des quatre ponts suisses franchissant le Rhin, et d'en couvrir les destructions préparées au moyen d'un régiment renforcé érigé en un solide point d'appui.

– *L'Ajoie,* où il s'agit de s'opposer à toute tentative de pénétration, à partir de la frontière; mais en veillant, dans le cas d'une attaque en force, à ne pas laisser attirer l'Armée dans une bataille qui risquerait d'absorber des troupes indispensables ailleurs, sur les positions essentielles.

Cette mission est dévolue à la Br*[igade]* L*[égère]* 2, que je fais renforcer, à cet effet, notamment au moyen d'éléments anti-chars.

2) *Frontière militaire proprement dite:*

Les troupes de couverture frontière occupent, sur le front ouest, avec leurs effectifs complets ou presque, leurs positions normales, les réintégrant lorsqu'elles en ont été écartées; forment, sur les autres fronts, des bouchons barrant les principales voies de pénétration, avec la moitié environ de leurs effectifs.

3) *Zone dévolue au gros de l'armée de campagne:*

– Un C*[orps d']* A*[rmée]*, le 2., est porté en avant, en position d'attente, à proximité des secteurs à occuper, dans la zone qui paraît menacée, soit en arrière du front Bâle-Ajoie, à raison:

– d'une division, la 8., entre la Frenke et la Birse, et notamment sur le plateau de Gempen;

– d'une division, la 4., dans la cuvette de Delémont;

– d'une brigade légère, la 1., sur la Birse de Laufon;

– Un autre C.A., le 1., va stationner en position d'attente dans la région du Seeland et de l'Aar, entre Morat-Soleure, prêt à être engagé dans le Jura. Ce C.A. pourrait aussi, le cas échéant, faire front au sud-ouest.

Les *réserves d'armée immédiatement disponibles* comportent: une division, la 7., et une brigade légère, la 3., maintenues dans leurs stationnements actuels et prêtes entr'autres, s'il le fallait, à intervenir dans telle zone frontière dont la défense devrait être étoffée.

4) *Les fronts nord, est et sud* sont occupés par 50% des troupes frontière, à l'exception des zones, rappelées plus haut, extérieures aux positions de la couverture frontière, qui sont traitées en cas particuliers.

L'*E.M.* du 3. C.A., chargé de la défense du front sud, étudie, selon les directives du Commandement de l'Armée, les modalités d'un renforcement partiel de ce front, à toute éventualité.

5) *Dans le réduit,* j'ai ramené au minimum les éléments nécessaires à la garde des voies ferrées et des installations principales.

6) Je dispose enfin de forces appartenant aux deux catégories suivantes, susceptibles, soit d'être engagées sur tel front, soit de fournir des *réserves générales:*

a) *éléments immédiatement disponibles:* l'E.M. du 4.C.A., 2 rgt. d'aviation, la D.C.A. affectée à la protection de la neutralité aérienne;

b) *éléments non mobilisés:* 3 divisions, les 2., 5. et 6., les forces mobiles des Brigades montagne et de Sargans, 2 rgt. d'aviation et le solde de la D.C.A.

L'*activité* des troupes, caractérisée par une série d'exercices et de manœuvres montés depuis une dizaine de jours, reprendra, pour autant que la situation l'autorisera, dès que le regroupement sera achevé.

En résumé, tout en rapprochant d'une zone d'intervention éventuelle située plus près de la frontière une part importante des forces de l'armée de campagne, ce dispositif regroupé réalise une concentration plus accentuée de l'ensemble et assure des possibilités de manœuvre assez larges. Je me prépare à lui apporter les variantes qu'appellerait la situation, et me réserve de vous demander, le cas échéant, les nouvelles mises sur pied qui s'avéreraient nécessaires.

227

E 1004.1 1/449

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 12 septembre 1944[1]

1544. Aufhebung der Verdunkelung

Militärdepartement. Antrag vom 11. September 1944

Im August 1940 fanden die ersten umfangreichen nächtlichen Verletzungen unseres Luftraumes durch alliierte Flieger bei ihren Angriffen gegen Oberitalien statt. Dies gab Anlass, die Einführung der Verdunkelung zur Diskussion zu stellen, nachdem gleich zu Beginn des Aktivdienstes ursprünglich die Notwendigkeit einer Verdunkelung des Landes verneint worden war. Nach der Verordnung über die Verdunkelung im Luftschutz vom 3. Juli 1936 wird die Verdunkelung vom Bundesrate und nach der Wahl des Generals von diesem verfügt[2].

Nachdem sich die nächtlichen Verletzungen unseres Luftraumes in der Folge trotz den erhobenen Protesten wiederholten, beschloss der Bundesrat in seiner Sitzung vom 23. September 1940[3], den General auf dessen Antrag hin zu ermächtigen, für den Fall einer neuen nächtlichen Überfliegung die Verdunkelung für das ganze Gebiet der schweizerischen Eidgenossenschaft sofort und bis auf weiteres anzuordnen. Eine neue schwere Verletzung unseres Luftraumes durch englische Flieger fand einen Monat später, in der Nacht vom 20. auf den 21. Oktober statt. Der Bundesrat befasste sich deshalb am 22. Oktober 1940 neuerdings mit der Verdunkelungsfrage[4], insbesondere weil der General nun mittlerweile Bedenken gegen die Einführung der Verdunkelung äusserte. In dieser Bundesratssitzung kamen als Folge eines Schrittes des deutschen Gesandten zum erstenmal auch die politischen Erwägungen zur Sprache. Beschlossen wurde alsdann, es sei für diesmal noch von der Einführung der Verdunkelung Umgang zu nehmen, jedoch den General trotz seinen Bedenken zu verhalten, bei einer neuen nächtlichen Verletzung unseres Luftraumes die Verdunkelung nach vorheriger Rücksprache mit dem Bundespräsidenten anzuordnen.

Dieser Fall trat in der Folge auch ein; denn neue Luftraumverletzungen veranlassten den General, mit Befehl vom 6. November 1940 die allgemeine Verdunkelung für das ganze Gebiet der Schweiz mit Wirkung ab 7. November 1940 einzuführen[5]. Im Laufe der folgenden 4 Jahre traten alsdann eine ganze Anzahl Änderungen der Verdunkelungszeiten hinsichtlich deren Beginn und Ende ein, und ausserdem ergab sich die Notwendigkeit der Anpassung ver-

1. *Absent: von Steiger.*
2. *Cf. DDS, vol. 13. N° 373.*
3. *Cf. DDS, vol. 13, N° 385.*
4. *Cf. DDS, vol. 13, N° 399.*
5. *Cf. DDS, vol. 13, N° 409.*

schiedener Vorschriften über den öffentlichen Verkehr und den Fliegeralarm vor und während der Verdunkelung.

Mit einem Schreiben vom 9. September 1944 teilt der General nun mit, dass er beabsichtige, die Verdunkelung für das ganze Gebiet der Eidgenossenschaft aufzuheben[6]. Zur Begründung führt er an, dass die Entwicklung des Krieges an unserer Grenze schon in den allernächsten Tagen eine wesentliche Verschärfung erwarten lasse. Allein im Verlaufe des 8. September 1944 seien beispielsweise 42 Grenzverletzungen durch Flieger festgestellt worden. Diese Feststellung habe ihn veranlasst, Mittel und Wege zu einer besseren Kenntlichmachung unserer Landesgrenze zu suchen und anzuordnen. Als taugliches Mittel für die Markierung der Grenze bei Tag erachte er die Anbringung von Fahnen und Flaggen und das Bemalen der Dächer mit Schweizerkreuzen. Bei Nacht jedoch könnte die Grenze wohl am zweckmässigsten nur durch Aufhebung der Verdunkelung den Fliegern kenntlich gemacht werden. Bevor er jedoch diese Massnahme anordne, ersuche er um die Bekanntgabe der Meinung der obersten Landesregierung. Seinem Schreiben legte der General eine Eingabe des Regierungsrates des Kantons Baselstadt bei, der dringend um Aufhebung der Verdunkelung nachsuchte. Mittlerweile ist eine gleichlautende Eingabe der Berner Regierung direkt beim eidg. Militärdepartement eingelangt.

Der Vorsteher des eidg. Militärdepartements hatte Gelegenheit, sich an Ort und Stelle über die ganze Tragweite einer Aufhebung der Verdunkelung zu orientieren und mit den massgebenden zivilen und militärischen Dienststellen Fühlung zu nehmen. Es ist unbestritten, dass die neuesten Entwicklungen auf den Kriegsschauplätzen unsere Grenzgebiete von La Chaux-de-Fonds bis über Basel hinaus gefährden und eine deutliche, weit sichtbare Kenntlichmachung der Grenze erfordern. Die Massnahmen für die Markierung bei Tag sind angeordnet und in Ausführung. Es bleibt nun einzig zu erwägen, ob zu diesem Zwecke bei Nacht die Verdunkelung aufzuheben sei.

Es kann ohne weiteres festgestellt werden, dass in letzter Zeit die Mehrzahl der Überfliegungen, aus Gründen, die hier nicht näher erörtert werden müssen, mehr und mehr von der Nacht auf den Tag verlegt wurden. Die nächtlichen Überfliegungen sind zudem nicht mehr davon abhängig, ob die Schweiz, wie 1940, als Leuchtturm mitten im verdunkelten Kontinent, sich aus politischen Rücksichten der Verdunkelung unterzieht oder nicht. Für die Ortschaften und die Zivilbevölkerung dagegen sind nächtliche Überfliegungen gefährlicher als Tagesverletzungen bei gut markierter Grenze.

Im heutigen Stadium des Luftkrieges ziehen weder Angreifer noch Angegriffene aus einer verdunkelten oder beleuchteten Schweiz Vorteile oder Nachteile. Wohl aber bedeutet die verdunkelte Schweiz für diejenigen Flieger fremder Luftwaffen beider Kriegsparteien, die in korrekter Weise unsere Grenze beachten möchten, eine wesentliche Erschwerung.

Die Verdunkelung wurde seinerzeit aber nicht nur aus politischen, sondern auch aus militärischen Erwägungen ausgelöst. Mit Rücksicht darauf, dass der Übergang von der beleuchteten Schweiz zum verdunkelten Lande immer eine gewisse Frist beansprucht, glaubte man, sich durch eine vorsorgliche Verdun-

6. E 27/16214. *Cf. aussi* E 2001 (E) 1967/113/126.

kelung gegen die Gefahr eines Überfalles besser schützen zu können. Das Departement glaubt aber, voraussetzen zu dürfen, dass die Gefahr des Überfalles heute nicht mehr in dem Masse besteht wie früher und deshalb der Zeitgewinn einer vorsorglich angeordneten Verdunkelung nicht mehr massgebend ins Gewicht fällt.

Die Armee selbst benötigt zur Tarnung ihres gegenwärtigen Aufmarsches die Verdunkelung ebenfalls nicht mehr, da die Bewegungen der Heereseinheiten ohnehin in den nächsten Tagen zum Abschluss kommen.

Selbstverständlich können die Erwägungen einer bessern Grenzmarkierung nicht zum einseitigen Schlusse führen, dass nur in den Grenzgebieten die Verdunkelung aufzuheben sei. Die Frage stellt sich vielmehr für das ganze Gebiet der Eidgenossenschaft.

Mit der Aufhebung der Verdunkelung allein ist jedoch in den gegenwärtigen Zeiten eine hinlängliche Markierung der Landesgrenze noch nicht gewährleistet. Es muss zusätzlich zur Aufhebung der Verdunkelung noch angeordnet werden, dass zum mindesten die öffentliche Beleuchtung in den Grenzgebieten in vollem Umfange die ganze Nacht eingeschaltet bleibt und sich einzelne, besonders nahe an der Landesgrenze liegende Gebäulichkeiten diesem Beleuchtungszwang ebenfalls unterzuordnen haben. Gerade weil unsere Landesgrenze vielfach durch unbewohnte, in der Folge also auch nicht beleuchtete Gebiete verläuft, ist es notwendig, dass die Behörden für die bewohnten Grenzgebiete besondere Massnahmen anordnen. Über die Einzelheiten der Anordnungen der Beleuchtung wie auch über die Bedingungen, unter denen der öffentliche Verkehr von statten zu gehen hat, würde sich das eidg. Militärdepartement mit dem Armeekommando ins Einvernehmen setzen.

Endlich darf nicht ausser acht gelassen werden, dass auch bei einer zustimmenden Stellungnahme des Bundesrates zur Aufhebung der Verdunkelung, die Bevölkerung die Verdunkelungsbereitschaft weiterhin aufrecht erhalten muss, damit im Falle kriegerischer Verwicklungen die Verdunkelung neuerdings angeordnet werden könnte.

Zusammenfassend stellt das Departement fest, dass bei der heutigen, wesentlich veränderten Lage weder politische noch militärische Rücksichten eine Fortdauer der Verdunkelung erheischen. Dagegen sprechen eine ganze Anzahl Gründe, darunter auch die Sicherheit der Bevölkerung, für eine Aufhebung der Verdunkelung zum Zwecke einer bessern Kenntlichmachung des Gebietes der gesamten Eidgenossenschaft bei Nacht.

Dementsprechend beantragt das Militärdepartement im Einvernehmen mit dem Politischen Departement und der Rat

beschliesst:

1. Der Bundesrat erteilt dem General die Ermächtigung zur Aufhebung der Verdunkelung.

2. Die Regierungen der Grenzkantone sind zu ersuchen, die öffentliche Beleuchtung unmittelbar an der Grenze uneingeschränkt während der ganzen Nacht in Betrieb zu lassen und die Eigentümer von Grenzliegenschaften zu den gleichen Massnahmen zu veranlassen.

3. Das eidg. Militärdepartement wird beauftragt, im Einvernehmen mit dem Oberbefehlshaber und den in Betracht fallenden zivilen Stellen alle weiteren Massnahmen anzuordnen.

228

E 2809/1/3

L'Attaché commercial de la Légation des Etats-Unis à Berne, D.J. Reagan, et le Secrétaire commercial de la Légation de Grande-Bretagne à Berne, W. Sullivan, à l'Association suisse des Banquiers

Copie
L

Bern, September 12, 1944

I am instructed by my Government to refer to your memorandum of June 15th[1], copies of which were transmitted to me by Mr. Nussbaumer on June 27th[2], in which you set forth proposals for the voluntary regulation of the conduct of banks in Switzerland to meet Allied desiderata from the standpoint of economic warfare. The proposals in question have been carefully considered by the United States and British Governments who have come to the conclusion that they are so inadequate in almost all material respects as to offer no basis of agreement.

In the view of the competent authorities, the acceptance of your proposals would, in fact, involve the Allied Governments in making considerably greater concessions than those offered during and after the discussions which took place in Lisbon. Moreover, regard must be had to the fact that political and military conditions have since undergone a material change and that new and particular attention has been directed to the question of looted assets, especially in Resolution No. 6 of the conference recently held at Bretton Woods.

In view of the time which has elapsed between the discussions in Lisbon and the submission to the Allied Governments of your proposals under reference, (these only became available in Washington on July 26), the American and British Governments find themselves unable to enter into further discussions having for their object modifications and improvements in your proposals in detail. Such a course would only involve further loss of time.

I am therefore instructed to state that, while the American and British Governments cannot accept the proposals of the Swiss Bankers' Association of June 15th as a basis of cooperation, they do not propose to proceed, as originally intended, with the formal presentation of their note to the Swiss banks, the definitive draft of which was communicated by Mr. Bliss to Mr. Nuss-

1. E 2001 (E) 2/626.
2. *Cf. N° 167.*

baumer on July 7th, 1944[3]. In the opinion of the American and British Governments, the banks are now well aware of their views. Swiss banks and financial institutions must judge for themselves whether their interests are served by allowing themselves to be used as an adjunct to the war effort of the enemy in the financial field, or as an agency by which the enemy accomplishes acts, including the concealment of looted property, which are inimical to the interests of the United Nations. Due account will, of course, be taken of any concrete measures to withhold assistance to the enemy which have been or may be made effective by the Swiss Bankers' Association or by individual Swiss banks.

In conclusion, the American and British Governments wish to make it clear to your Association and to Swiss banking and financial circles generally, that they reserve to themselves complete freedom to impose every appropriate sanc-

---

3. E 2001 (E) 2/626.

Par une notice adressée au Chef du DPF, R. Kohli dresse un historique des relations entre les Gouvernements britannique et américain et les banques suisses depuis septembre 1943: après avoir rappelé les décisions prises en juin, R. Kohli écrit: Depuis lors, cette association n'a enregistré aucune réponse à ses propositions. M. Nussbaumer s'est contenté de répondre à une demande de M. Sullivan, secrétaire commercial de la Légation britannique, du 26 juillet, qui désirait obtenir pour son Gouvernement des éclaircissements sur quelques points du mémorandum. Toutefois, certains indices permettent de se faire une idée des réactions des Gouvernements intéressés. C'est ainsi que, lorsque nous avons présenté des demandes de visas pour le voyage aux Etats-Unis d'Amérique de MM. Barbey et Bates, les autorités américaines se refusèrent tout d'abord à les accorder sous le prétexte notamment que des lenteurs s'étaient produites dans la préparation des contrepropositions de l'Association Suisse des Banquiers. Un télégramme de la Légation de Suisse à Washington daté du 24 août apporte une confirmation de cette prise de position des cercles américains qui paraissent persister dans leur idée de procéder par mesures unilatérales.

A Londres, en revanche, l'atmosphère semble être plus favorable. M. le Professeur Keller, qui s'est entretenu avant son retour en Suisse avec M. Bliss, a l'impression que, du côté britannique, on s'efforce de tenir compte des contrepropositions de l'Association Suisse des Banquiers et d'en faire tout au moins les bases de discussions à venir. Néanmoins, il ne faut pas se dissimuler que les autorités britanniques, selon les expériences faites jusqu'à maintenant, ont tendance à se ranger aux avis de leurs alliés d'Outre-Atlantique. Si bien qu'il convient de se garder d'un jugement trop optimiste de la situation.

Profitant de la présence à Zermatt des personnalités dirigeantes des banques suisses, le soussigné a émis l'opinion qu'il serait opportun de mettre en vigueur dès maintenant, sans attendre la réponse des Alliés, des mesures dont il est fait état dans le mémorandum de l'Association Suisse des Banquiers. En effet, si nos partenaires lançaient leur avertissement, les banques suisses se trouveraient dans une situation fort difficile. Au contraire, on peut penser qu'elles seraient en meilleure posture pour défendre leurs intérêts au cas où elles pourraient arguer de leur bonne volonté en relevant qu'elles ont pris les devants et appliqué de leur propre initiative tout ou partie de leurs propositions.

Le Conseil d'Administration de l'Association Suisse des Banquiers se réunira vendredi pour prendre une décision. Bien que le soussigné ait rencontré de la résistance de la part de certains intéressés, il croit qu'il lui sera possible, au cours de cette séance, de faire prévaloir sa suggestion. *[...]* (E 2001 (E) 2/626). *Pilet-Golaz répond à Kohli:* Je crois que vous avez raison. 6.9.44. *Toutefois, par une lettre du 8 septembre, le Conseil d'Administration de l'ASB annonce qu'il a décidé de ne rien entreprendre avant la réponse des Alliés.*

tion, now or at any time, upon any bank or financial institution engaging in transactions inimical to the interests of the Allies.

I am communicating copies of this letter to Mr. Kohli of the Federal Political Department and to Mr. Nussbaumer.

229

E 2809 1/1

Exposé du Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz, lors de la séance du 12 septembre 1944 de la Commission des Affaires étrangères du Conseil national[1]

PV *[Berne, septembre 1944]*

Monsieur le Conseiller fédéral Pilet-Golaz se propose, au cours de son exposé, de traiter deux questions distinctes: dans la première partie il jettera un coup d'œil général sur la situation et la politique internationales. La deuxième partie aura pour objet l'organisation de son Département qui est actuellement en pleine transformation. M. Pilet-Golaz tient en effet à ce que les membres de la Commission soient parfaitement orientés sur cette organisation étant donné les contacts fréquents qu'ils seront appelés à avoir avec les différents collaborateurs du Département politique.

M. Pilet-Golaz souligne tout d'abord que son exposé sera plus mouvant que de coutume et pourra de ce fait paraître moins préparé. Il sera en tout cas moins apprêté étant donné le temps très limité dont il dispose. Il ne sera pas consacré aux opérations de guerre mais traitera d'un certain nombre de problèmes plus concrets.

La guerre. Elle se déroule à peu près sous nos yeux et les membres de la Commission en connaissent aussi bien les péripéties que le Chef du Département. Les événements se succèdent à un rythme accéléré: ce qui est vrai aujourd'hui

---

1. *Ce procès-verbal a été rédigé par J.-P. Jéquier, du Département politique.*

La séance est présidée par E. Bärtschi et les Conseillers nationaux présents sont: F. Borella, R. Bringolf, C. Crittin, E. Dietschi-Basel, A. Favre, H. Häberlin, A. Oeri, K. Renold, J. Riedener, W. Riva, J. Schmid-Solothurn, F. Giovanoli.

Dans son introduction, le Président souligne l'importance de cette séance au moment où la guerre atteint son point culminant, où nous traversons une des époques les plus sérieuses de l'Histoire et où les événements actuels peuvent avoir sur notre pays d'incalculables conséquences. *Il rappelle que la Commission des Affaires étrangères a tout particulièrement pour fonctions d'étudier, en étroite collaboration avec le Département politique, la préparation des problèmes d'après-guerre et les différents projets qui inspireront notre politique étrangère.*

Sur le rôle de la Commission des Affaires étrangères (créée en 1936) du Conseil national, cf. le rapport de G. Keel du 5 février 1945, E 2801/1967/77/8.

ne le sera peut-être pas demain; il convient donc de ne pas s'engager dans des spéculations. Il est certain en tout cas que nous sommes maintenant à la dernière phase critique, celle que l'on désigne très bien en allemand par le terme «eng Pass», autrement dit entre Charybde et Scylla. Cette phase se déroule à peu près comme nous l'avions prévue. Avec beaucoup d'habileté, le parti assaillant (qu'on ne confonde pas l'assaillant qui a actuellement l'initiative des opérations avec l'agresseur qui est responsable de l'attaque) désire cacher ses intentions. A cet effet, sa presse monte en épingle certains succès comme s'ils étaient considérables et passe sous silence d'autres succès beaucoup plus décisifs mais moins apparents.

Sous le fard des nouvelles de guerre, il faut tâcher d'en découvrir la véritable chair et surtout le squelette. A ce sujet, il ne faut pas perdre de vue le rôle important de la mer. L'Angleterre et les Etats-Unis sont des pays marins et la liberté des mers est une des conditions de leurs succès. La durée de l'évolution de cette guerre est difficile à préciser; rapide si elle est d'ordre psychologique, elle peut être très lente si elle est d'ordre militaire.

Dans l'ordre militaire, le Commandement allemand a commencé un peu tard peut-être à regrouper ses forces. Les Allemands ont donné l'ordre de retraite dans le sud de la France dès le début du débarquement. Dans la mesure où ils ont pu retirer leur armée à temps, elle est en grande partie intacte. Nous faisons la même constatation en Finlande, en Grèce et en Norvège. Est-ce assez tôt? Incontestablement, toutefois, ce regroupement s'effectue. Militairement, la défaite n'est donc pas encore acquise; certains Allemands croient encore à la possibilité de passer un hiver et d'arriver au printemps où ils pourront employer alors de nouvelles armées. A ce propos, il convient de ne pas prendre à la légère les armes dites secrètes, pas plus qu'il ne faut les prendre au tragique car l'emploi de ces armes ne changera pas le cours de la guerre. Il est vrai que la production allemande diminue dans de fortes proportions, que les transports sont désorganisés: tout cela fait présager un hiver difficile. Mais il faut s'attendre à toutes les surprises.

Nous approchons donc de la fin des hostilités en Europe et l'on peut envisager de ce côté une lueur d'espérance, ce qui ne signifie point, et cela est important, que les hostilités prendront fin. Elles continueront dans le Pacifique et l'Europe y sera directement intéressée: l'Angleterre d'abord, puis la France qui a un empire d'Extrême-Orient, certains pays, enfin, comme la Hollande, qui ont de grandes possessions coloniales, auront à s'en mêler. Il convient de ne pas se bercer sur ce point d'illusions dangereuses: l'Europe restera pendant assez longtemps dans un état de guerre mixte.

Que l'évolution de la guerre présente de sérieux dangers pour la Suisse est incontestable. L'un des plus grands consiste dans les incidents aériens qui se sont passés récemment à notre frontière. Ce péril reste inévitable mais il va de soi que nous ne sommes pas restés inactifs à ce sujet. Au début de la semaine dernière, quand les mouvements de retraite allemands se sont dessinés en direction de la trouée de Belfort, nous avons pris contact avec le Gouvernement américain à Berne par l'entremise de sa Légation et directement à Washington, non pas tant pour attirer son attention sur certains petits incidents mais pour lui rappeler la situation particulièrement exposée de la Ville de Bâle. Le Départe-

ment a reçu une réponse de la Légation à Washington en date du 9 septembre[2] selon laquelle M. le Ministre Bruggmann et notre Attaché militaire[3] avaient reçu du Gouvernement américain l'assurance que des instructions spéciales seraient envoyées aux troupes à ce sujet. M. Pilet-Golaz est persuadé que ces promesses sont sincères et que ces instructions ont été données. Seront-elles toujours suivies à la lettre, c'est là une autre question. Les armées de milices ont quelquefois plus de peine à exécuter certains ordres que les armées de métier, la bonne volonté ne manque pas mais des difficultés matérielles considérables lui font parfois échec. Les jeunes gens composant l'armée américaine peuvent, par suite d'une formation géographique insuffisante, ne pas savoir exactement ce qu'est l'Europe. Notre frontière aussi, il faut le reconnaître, n'est pas facile à suivre. M. Pilet-Golaz est certain toutefois qu'il n'y a pas d'arrière-pensée chez les Américains; nous devons multiplier nos efforts afin que ces incidents ne se reproduisent plus mais notre salut viendra surtout de l'éloignement du front de nos frontières.

A côté de ces incidents désagréables et souvent douloureux, il existe aussi d'autres dangers:

Le *danger de passage* n'est pas le moindre et a fait l'objet de nos constantes préoccupations d'entente avec l'Etat-Major de l'Armée. L'exercice stratégique qui s'est déroulé en mai dernier était basé précisément sur la supposition d'armées américaines et allemandes demandant le passage par notre pays, donnée qui avait été fournie par le Département Politique. Mais les événements se sont précipités depuis lors et M. Pilet-Golaz ne croit pas que personne, stratégiquement ou politiquement parlant, ne songe à passer chez nous. Cependant, toutes précautions devaient être prises et il était temps de mobiliser. A tout moment nous pouvons avoir affaire à des gens qui voudraient passer de force: certains corps de troupes allemands sont encore fort combatifs et, suivant leurs intentions, il faut être en état de les arrêter et de les repousser. Il faut tenir compte que les intentions des Gouvernements ne sont pas toujours un gage certain de l'attitude qu'adopteront les militaires. M. Pilet-Golaz cite à ce propos l'exemple déjà ancien de l'armée du Général Clinchant qui n'aurait pas hésité à passer en Suisse par la force si elle en avait eu les moyens. Elle n'a pu le faire. M. Pilet-Golaz avait donc conseillé l'adoption de mesures militaires appropriées et c'est avec satisfaction qu'il en a salué l'exécution.

Nous avons maintenant à nous garder tout spécialement sur le front ouest et sur le front nord mais le danger peut se déplacer et peut-être serons-nous amenés à prendre des mesures identiques au sud.

D'autres considérations nous commandaient de renforcer notre dispositif militaire:

Tout d'abord, le *contrôle des réfugiés*. Ce contrôle est de première importance, ne serait-ce que pour des raisons d'hygiène; on ne connaît que trop quelle est la situation à ce point de vue en France par exemple et dans quel état se présentent les réfugiés à nos frontières. Il faut laver ces gens, les désinfecter, prendre toutes dispositions afin qu'ils ne puissent contaminer notre popula-

2. E 27/9801/Bd. 4.
3. *Jean A. Notz.*

tion. Ces mesures sont indispensables pour ne pas entraver notre action de secours d'après-guerre.

Cet aspect de la question mis à part, il y a également les éléments indésirables dont on s'inquiète beaucoup tant en Suisse qu'à Washington. La Suisse a toujours affirmé que le droit d'asile est un des attributs de sa souveraineté. Or, on a beaucoup abusé de ce terme en l'employant à tort: on n'accorde pas le droit d'asile, on l'exerce. Pour l'exercer, nous avons posé un certain nombre de conditions:

1° Maintien de la sécurité extérieure du pays;
2° Maintien de l'ordre intérieur;
3° Mérite du requérant;
4° Existence d'un danger mortel.

1° Il est bien évident que nous ne pouvons exposer inutilement notre sécurité extérieure pour exercer le droit d'asile. Il serait impardonnable, dans ces conditions, de ne pas tenir compte des réactions des autres Etats lorsque nous examinons si nous voulons accueillir telle ou telle personne.

2° La sécurité extérieure d'un pays dépend tout d'abord de l'ordre intérieur. Un pays sans armée mais avec une cohésion intérieure saine peut se défendre. Au contraire, les plus grands dangers menacent le pays qui n'a su conserver l'ordre à l'intérieur. Aucun étranger ne sera reçu qui puisse compromettre cet ordre.

3° Il ne faut pas que les gens que nous recevons se soient comportés vis-à-vis de la Suisse de façon inamicale.

4° Il est évident qu'il faut tenir compte dans l'exercice du droit d'asile de la situation d'une personne pourchassée et à qui l'entrée de notre pays peut sauver la vie. Ce sont de ces principes que nous nous sommes inspirés jusqu'à ce jour et nous nous en sommes bien trouvés.

Lorsque nous furent remises l'année dernière les notes anglaise et américaine touchant l'exercice du droit d'asile[4], nous n'avons pas répondu tout de suite, nous avons attendu un certain temps pour connaître la réaction des autres pays. Récemment, on s'est de nouveau préoccupé de cette question aux Etats-Unis et en Angleterre. M. Pilet-Golaz répondit à ce propos aux représentants anglais et américains que notre Gouvernement s'était toujours montré sage dans ce domaine et que cette sagesse était leur meilleure garantie. Cette réponse parut les satisfaire.

Il est bien entendu qu'il y a des cas limites où l'on peut avoir des hésitations. D'autres cas, au contraire, sont si évidents que la question de la conduite à suivre ne se pose même pas. M. Laval par exemple, à propos duquel certaines inquiétudes s'étaient manifestées lorsqu'il s'était rapproché de la Suisse, ne sera pas accepté dans notre pays.

Indépendamment des réfugiés, nous avons également à nous préoccuper des *sorties*.

Les prisonniers de guerre évadés sont, en vertu du droit international, libres

---

4. *Notes du 31 juillet 1943.* E 2001 (D) 3/264.
Lors de sa séance du 19 août 1943, le Conseil fédéral approuve l'aide-mémoire rédigé par le Département politique pour répondre aux notes américaines et britanniques; cf. PVCF N^os^ 1415 et 1473, E 1004.1 1/436.

de rentrer dans leur pays. S'ils ne l'ont pas fait jusqu'à ce jour, c'est que cela leur était matériellement impossible. Il fallut donc leur assigner une résidence. Des négociations sont en cours en vue du départ des prisonniers de guerre américains (leur nombre ne dépasse pas 80 à 100) et des prisonniers de guerre anglais (beaucoup plus nombreux: de 5 à 6000). Parmi ces derniers, on compte des ressortissants de tous les dominions, ce qui n'est pas pour faciliter le problème.

Les *internés* seront gardés dans notre pays jusqu'à la fin de la guerre et sont, plus que les prisonniers de guerre, une source de soucis pour les autorités; les Polonais surtout commencent à s'énerver et cette impatience a donné lieu à certains incidents en Suisse centrale. Il y a également plus de 100 Américains internés. Quant aux réfugiés civils italiens, il faut attendre que la situation soit éclaircie pour pouvoir statuer sur leur sort.

Il y a enfin le problème des Juifs: tout le monde est d'accord pour nous les céder mais on se heurte à des difficultés quand il s'agit de les reprendre.

M. Pilet-Golaz aborde ensuite les problèmes posés par l'approche de la fin de la guerre, notamment l'action du secours suisse d'après-guerre. Dans nos déclarations à ce propos, nous nous sommes montrés jusqu'ici très prudents pour des raisons extérieures surtout. En effet, la grande organisation créée par les Américains, l'UNRRA, présente un caractère unilatéral et comporte un contrôle militaire incompatible avec notre neutralité. Peut-être même peut-on y percevoir certaines arrière-pensées commerciales. (Cela n'a pas manqué d'ailleurs de provoquer des réactions dans divers pays). Dans l'ignorance de l'avenir, il convient de rester très prudent et de ne rien annoncer qui ne soit réalisable. Ces considérations, toutefois, ne nous ont pas empêché de préparer le problème. Le Comité présidé par M. Wetter[5] a déjà pris contact avec les divers organismes suisses de secours et d'entraide tel que le Comité International de la Croix-Rouge, etc. Son activité peut se résumer dans ces quelques mots: il recense, trie, réserve, prend contact et organise. Lorsque ses travaux préparatoires seront terminés, il pourra faire un grand appel au peuple suisse, aux cantons et aux villes[6]. La Confédération fera, bien entendu, sa part en argent ou en nature. Il faut prévoir enfin que la guerre ne finira pas tout à coup et que des actions successives seront nécessaires.

Situation diplomatique de la Suisse

Nos relations avec l'Angleterre sont bonnes autant qu'on puisse en juger, ce qui ne signifie pas que les Anglais oublient leurs intérêts pour défendre les nôtres et se laissent guider par leurs sympathies. Les rapports de M. Ruegger, depuis son arrivée à Londres, n'ont fait que confirmer cette impression[7].

Les Américains nous connaissent moins. Ils sont plus directs et peut-être plus brutaux dans leurs méthodes ainsi que nous nous en sommes aperçus dans nos relations économiques; mais ils ne feront rien pour nous gêner et nous nuire sans nécessité absolue. Au besoin, ils nous aideront.

La France. La situation de ce pays a bien changé depuis la dernière réunion

5. *Cf. Table méthodique: IV.5. Activités d'entraide internationale.*
6. *Cf. Table méthodique: IV.5. Activités d'entraide internationale.*
7. E 2300 London/38. *Cf. ci-dessus N^os 178 et 186.*

de la Commission. Nous ne voulions pas d'Ambassadeur, ce qui faillit provoquer une rupture de la part de M. Laval. M. Morand, lorsqu'il se présenta chez M. Pilet-Golaz, ne se faisait guère d'illusions sur la durée de sa mission. D'ailleurs, ce qui était prévu arriva et, trois semaines après son arrivée, l'Ambassadeur de France dut se retirer.

De notre côté, nous avions pris aussi certaines précautions: d'autre part, nous étions en contact par l'entremise de M. Schlatter à Alger avec les représentants de l'autre France[8]; d'autre part, nos dispositions étaient prises pour pouvoir communiquer avec M. Stucki à Vichy si toutes les relations par la voie normale devaient être coupées. Nous savions que le Maréchal Pétain était résolu à se constituer prisonnier. Il s'était fait garder par sa troupe, mais les Allemands menaçant de bombarder Vichy, il céda et fut emmené dans la nuit du 19 au 20 août[9]. Dès lors, M. Stucki reçut l'ordre de considérer sa mission à Vichy comme terminée. D'après les rapports de notre Ministre, l'attitude du représentant du Chancelier Hitler auprès du Maréchal Pétain fut en dessous de tout. En revanche, le Général commandant les troupes allemandes fut impeccable. Il faut noter aussi que tous les témoins s'accordent à reconnaître le calme et la sérénité dont le Maréchal ne cessa de faire preuve en toutes circonstances. Certaines déclarations de la presse au sujet de cet événement sont évidemment erronées ou tout au moins romancées.

A Berne, une entente parfaite semble avoir régné entre les représentants du Gouvernement de Vichy et ceux qui leur ont actuellement succédé. La transition se fit sans bruit et sans aucune difficulté. M. Vergé a été désigné comme Chargé de Délégation et la représentation française en Suisse porte maintenant le nom de Délégation en Suisse du Gouvernement provisoire de la République française.

Nous étions depuis longtemps en contact avec le Gouvernement de la France libérée par M. Schlatter à Alger. Il restera Délégué du Conseil fédéral jusqu'à ce que le Gouvernement définitif de la France soit constitué.

Italie. La situation dans ce pays n'a pas changé de façon notable. Le Comte Magistrati n'a fait dernièrement aucune communication au Département Politique. Son activité a toujours été inspirée par le désir d'éviter tout conflit. Nous souhaitons qu'il n'y ait pas de changement dans ce domaine.

Allemagne. Il faut se rendre compte qu'on aborde ici un terrain plus difficile. L'Allemagne sait en effet que nous sommes renseignés à tous égards sur tout ce qui s'est passé dans les régions qui ont été récemment le théâtre des opérations de guerre.

M. Pilet-Golaz ne saurait toutefois approuver l'attitude adoptée par la presse, surtout par la presse suisse romande; elle ne contribue pas, bien au contraire, à faciliter nos relations avec l'Allemagne.. Ce pays sait que notre opinion publique est convaincue de sa défaite. C'est donc maintenant qu'il convient d'être ferme: si l'on donne le doigt, le bras y passe... Ce qu'il faut vis-à-vis de l'Allemagne, c'est adopter une attitude de très grande dignité et ne pas se laisser entraîner par les passions; nous serions mal venus à le faire alors que les

8. *Cf. Table méthodique: II.10.1. Relations avec la France gaulliste.*
9. *Cf. Table méthodique: II.10.2. Relations avec le Régime de Vichy.*

horreurs de la guerre nous ont été épargnées et que nous savons à peine ce que c'est que souffrir. A cet égard, la presse suisse allemande s'est montrée plus réservée que la presse suisse romande qui a fait quelquefois du roman-feuilleton avec certains événements. Il est vrai qu'il s'agissait d'événements de France qui la touchaient de plus près.

Russie. C'est un chapitre dont le public et les membres de la Commission des Affaires étrangères n'ont pas beaucoup entendu parler depuis quelque temps. C'est que certains travaux doivent s'effectuer dans le silence des chancelleries. M. Pilet-Golaz cite à ce propos les passages d'un rapport du 21 juillet 1944 du Consulat général à New York [10]. Il en résulte que Moscou serait heureux de reprendre les relations commerciales avec la Suisse. Avant son départ pour Londres, M. Ruegger reçut des instructions très précises sur les contacts qu'il avait à prendre avec les représentants de l'URSS. C'était même un des points les plus importants de la mission qu'il avait à remplir à Londres. Ses instructions s'inspiraient notamment des principes suivants:

1. Désir de la Suisse de reprendre des relations normales avec l'URSS dans un délai pas trop long après la reprise des communications normales.
2. Abstention de chaque Etat de toute ingérence dans les affaires intérieures de l'autre.

M. Pilet-Golaz cite en outre les télégrammes des 16 et 29 août et 8 septembre de la Légation de Suisse à Londres [11] nous donnant connaissance du résultat des premières prises de contact. Nous continuerons de poursuivre cette discussion avec diligence mais avec toute la vigilance qui s'impose.

D'autres problèmes encore retiennent notre attention. Celui de la *Yougoslavie* n'est pas simple. Ce pays est partagé entre de nombreuses influences (Tito, Mihailovitch, etc.). Nous sommes extrêmement prudents dans ce domaine et en particulier des instructions très strictes ont été données en ce qui concerne la défense par notre pays des intérêts étrangers [12].

Il est difficile de savoir exactement où en est la *Bulgarie*. Ce pays semble en pleine débâcle.

Malgré le vœu souvent exprimé par nos industriels, nous n'avons jamais entretenu de relations avec la Slovaquie. Pourtant nous avons toujours eu à nous louer des rapports agréables que nous avons entretenus avec elle. Ce pays est maintenant occupé par plusieurs partis: les Allemands d'une part, les partisans et les Russes de l'autre.

Tchécoslovaquie. Nous gardons certains contacts avec ce pays tant à Londres qu'à Ankara. Le problème de la Tchécoslovaquie se posera de facto comme pour la France.

[...] [13]

10. E 7110/2/1. *Cf. aussi le rapport du 21 juillet 1944 du Délégué du Conseil fédéral aux Accords commerciaux, H. Ebrard, adressé aux Chefs du DEP et du DPF* (E 7800/1/33 *et* E 2001 (E) 2/657).

11. E 2001 (D) 9/2. *Cf. aussi* E 2800/1967/60/22.

12. *Cf. Table méthodique: II.25. Yougoslavie.*

13. *Le Chef du DPF évoque ensuite la création et le rétablissement des Légations de Suisse dans divers pays, puis il expose l'organisation interne du DPF et, enfin, les problèmes de communications et de transports (approvisionnement difficile et transit à travers les Alpes).*

230

E 5795/338

Le Général H. Guisan
à l'Attaché militaire près la Légation des
Etats-Unis d'Amérique à Berne, B.R. Legge

Copie
L Par exprès

Quartier Général de l'Armée, 13 septembre 1944

Mon cher Général,

La carte ci-jointe, qui figure le tracé des violations aériennes de notre territoire dans la seule journée d'hier, le 12 septembre, apporte un élément nouveau à l'appui de ce que je vous ai dit lors de notre entretien de samedi dernier, le 9 septembre, date à laquelle la déplorable attaque de Pratteln n'avait pas encore eu lieu.

J'en suis d'autant plus surpris qu'une grande partie des routes de vol empiètent, non seulement sur les zones bordant immédiatement notre frontière, mais s'étendent jusqu'à la transversale de Berne.

Cela prouve à quel point il est urgent que les démarches que vous m'avez dit vouloir entreprendre soient suivies d'effet et que vos pilotes montrent bientôt qu'ils connaissent mieux la géographie.

De notre côté, nous nous empressons de donner suite à vos suggestions relatives au marquage de notre frontière.

Enfin, ai-je besoin d'insister sur le danger que je vous ai également signalé samedi: c'est que ces violations ne viennent accréditer, du côté de l'Axe, certaines insinuations sur les intentions des Alliés à notre égard.

Dans l'attente d'une prompte réponse rassurante, je vous prie de croire, mon cher Général, à mes sentiments les meilleurs[1].

---

1. *L'Attaché militaire américain répond par une lettre du 14 septembre 1944:*

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre, N° 8600, du 13 septembre, par laquelle vous me signalez les violations aériennes du territoire suisse du 12 septembre. Je n'ai pas manqué de faire suivre immédiatement le contenu de votre lettre par télégramme au Commandant en Chef de l'Aviation américaine, en lui demandant de prendre d'urgence les mesures nécessaires afin que la neutralité suisse soit respectée.

Par télégramme du 13 septembre, je suis informé que tous les efforts possibles seront faits par les commandants des zones en question afin d'empêcher le renouvellement de ces violations.

Je n'ai pas manqué de communiquer, par télégramme à Washington, les questions que j'ai eu l'honneur de discuter avec vous lors de notre entretien du samedi, le 9 septembre, au sujet desquelles j'espère recevoir une prompte réponse (E 5795/338).

231

E 2001 (E) 2/630

Le Conseiller financier de la Légation de Suisse à Washington, J. Straessle, au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna

L Washington, 15. September 1944

Aus meinen kürzlichen Besprechungen mit Herrn Beyen über die Beschlüsse von Bretton Woods geht hervor, dass die Holländer eine einfachere und praktischere Lösung der Probleme vorgezogen hätten, dass sie sich aber unter keinen Umständen einer internationalen Organisation, die sie als absolut notwendig erachten, fern halten würden. Herr Beyen gab der Hoffnung Ausdruck, dass mit der Zeit mehr praktische Elemente die Leitung derselben übernehmen würden.

Was die Bank of Reconstruction anbelangt, erwähnt der Leiter der holländischen Delegation, dass letztere immer für die Beschränkung der Anleihensgarantiemöglichkeit auf 75% ihrer eigenen Mittel eingetreten sei.

Wie Ihnen bereits telegraphisch mitgeteilt[1], habe ich die Gelegenheit benützt, um die Frage der Plazierung holländischer Bestellungen in der Schweiz aufzunehmen, wobei ich die Möglichkeit eines schweizerischen Kredites erwähnte. Der Vorschlag schien auf grosses Interesse zu stossen (es dürften wohl zwischen 100 und 200 Millionen Franken in Frage kommen). Herr Beyen erklärte, mit seiner Regierung in London Fühlung zu nehmen. Um diese Diskussion weiterführen zu können, ersuchte ich Sie, mit den hiefür in Frage kommenden Instanzen Fühlung zu nehmen und mich über deren grundsätzliche Haltung zu informieren.

Es kann sich im heutigen Zeitpunkt natürlich erst um eine prinzipielle Stellungnahme handeln, denn die detaillierten Verhandlungen müssten selbstredend entweder in London oder in Holland selbst geführt werden, doch sollte über unsere Absichten schon jetzt Klarheit herrschen, selbst wenn das eigentliche Abkommen erst nach der vollständigen Befreiung des Landes von der deutschen Besetzungsmacht abgeschlossen werden könnte. Vorerst käme nur ein Kredit an die holländische Regierung in Frage, da die Notenbank ihren Sitz während des Krieges nicht ins Ausland verlegt hatte, obwohl die wichtigsten Aktiven noch rechtzeitig vor dem Zugriffe des Feindes gerettet werden konnten. Es wäre eventuell zu erwägen, ob nachträglich der Kredit auf die Niederlandsche Bank übertragen werden soll. In Anbetracht der Kreditwürdigkeit Hollands bin ich der Ansicht, dass ein Vorschuss mit einer maximalen Laufzeit von 5 Jahren blanco gewährt werden könnte. Selbstverständlich wäre er ausschliesslich zur Bezahlung von Warenkäufen in der Schweiz bestimmt. Wie ich in meinem Schreiben vom 25. Mai[2] erwähnte, würden vor allem folgende Lie-

1. *Télégramme non reproduit.*
2. *Non reproduite.*

ferungen in Frage kommen: Textilmaschinen, Elektromaterial (hauptsächlich Ausrüstung von Kraftwerken), Wasserpumpen, Rollmaterial, einschliesslich Lokomotiven, Maschinen für die Wiederinstandstellung der Hafenanlagen etc.

Anlässlich meiner letzten Besprechung mit dem niederländischen Finanz-Attaché gab er der Überzeugung Ausdruck, dass seine Regierung grosses Interesse an einer Kredittransaktion dieser Art hätte. Wenn von seiner Regierung noch keine positiven Propositionen vorliegen, so sei dies wohl darauf zurückzuführen, dass bereits Verhandlungen mit den amerikanischen Banken im Gange waren und von uns vorerst ein grundsätzlicher Entscheid abgewartet werde. Es ist sehr zu bedauern, dass wir nicht in der Lage waren, uns hierüber vor Bekanntwerden des Kreditabkommens mit der Chase National Bank Gruppe ($100 Millionen, gegen Goldhinterlage zum Zinsfuss von 1½%*) zu äussern. Es ist mit Bestimmtheit anzunehmen, dass vor Abschluss eines solchen Abkommens das Treasury von den Absichten der holländischen Regierung benachrichtigt wurde. Ich habe aber nicht den Eindruck, dass von dieser Seite irgendwelche Schwierigkeiten gemacht würden, da das Prinzip solcher Vorschüsse in den Richtlinien der Bank for Reconstruction and Development enthalten ist.

Ein schweizerischer Kredit an Holland böte wohl genügend Sicherheit, um eine Finanzierung aus privaten Mitteln zu rechtfertigen. Ähnliche Möglichkeiten bestehen auch inbezug auf Frankreich und Belgien und eventuell Dänemark und Norwegen, wobei zum mindesten für die zwei erstgenannten Länder ebenfalls rein private Finanzierung in Frage kommen dürfte.

Ich habe den Eindruck, dass wir uns durch rasches Handeln auf diesem Gebiete grosse moralische und materielle Vorteile schaffen könnten. Kreditprojekte dieser Art würden gleichzeitig Vollbeschäftigung unserer Industrie in der Übergangsperiode der Nachkriegszeit gewährleisten und uns bei der Wiedereroberung der durch den Krieg teilweise verlorenen Exportmärkte helfen. Es ist wohl damit zu rechnen, dass wenigstens für die ersten Jahre der Nachkriegszeit Deutschland als Käufer von Schweizerwaren fast ganz ausfallen wird. Es handelt sich daher darum, in den Nachbarstaaten einen Ersatz zu suchen, was durch den als Folge der Zerstörungen des Krieges aufgetretenen Warenhunger stark erleichtert wird. Um diese Möglichkeit für die schweizerische Industrie in vollem Masse auszunützen, sind solche grössere Kreditaktionen unbedingt nötig, und die Übernahme gewisser Risiken ist natürlich unvermeidlich, wenn wir nicht auf die früheren Exportmöglichkeiten verzichten wollen. Bei den obengenannten Ländern dürften diese Risiken jedoch auf ein Minimum beschränkt sein.

Anders stellt sich das Problem hinsichtlich einer weiteren Kategorie von Ländern, deren gegenwärtige Kreditmöglichkeit die Aufnahme von Anleihen auf privatem Wege nicht gestattet. Es kommen somit nur Kredite zwischen Regierungen oder aber staatliche Exportgarantie in Frage. Ich denke in diesem Zusammenhang in erster Linie an die Tschechoslowakei, mit welcher unsere Handelsbilanz in normalen Zeiten stets passiv war. Wie ich vernehme, sollen die tschechischen Exporte nach der Schweiz in gewissen Jahren sogar das Dop-

---

* Laufzeit 3 Jahre mit vorzeitigem Rückzahlungsrecht gegen 30tägige Kündigung.

pelte unserer Exporte nach der Tschechoslowakei ausgemacht haben. Anlässlich eines kürzlichen Besuches des tschechischen Finanz-Ministers L. Feierabend bei Herrn Minister Bruggmann wurde die Frage erörtert, ob die Schweiz gewillt wäre, bei Warenbestellungen der Tschechoslowakei gewisse Kredite zu gewähren. Es trifft zu, dass das Land jedenfalls gewisse Kredite in den Vereinigten Staaten aufnehmen könnte – Canada soll bereits eine diesbezügliche Zusage gemacht haben – doch schliesst dies Verhandlungen mit der Schweiz keineswegs aus. Private Finanzierung dürfte allerdings nicht in Frage kommen.

Um mir zu ermöglichen, solche Diskussionen bei Gelegenheit weiterzuführen, wäre ich Ihnen verbunden, wenn Sie mir mitteilen wollten, ob grundsätzlich Geneigtheit besteht, zur Förderung unseres Marktes in der Tschechoslowakei das Kreditproblem, wie oben angedeutet, zu lösen. Sicherstellung eines solchen Kredites durch Aktiven in der Schweiz wäre gemäss Feststellung des tschechischen Finanz-Ministers zurzeit nicht möglich. Bei der Beurteilung der Frage darf nicht übersehen werden, dass die aktive Anbahnung von Handelsbeziehungen mit der Tschechoslowakei jedenfalls nicht ohne Einfluss auf unsere zukünftigen Beziehungen zu Russland bleiben würde.

Congressman Charles S. Dewey, der als Beobachter an der Konferenz von Bretton-Woods teilgenommen hatte, vertritt nunmehr einen Alternativvorschlag seines vor einigen Monaten publizierten Gegenprojekts, welches einen Fonds von nur 500 Millionen Dollar vorsah. Er geht vom Standpunkt aus, dass die Risiken der Pläne von Bretton-Woods deren Vorteile für die amerikanische Wirtschaft bei weitem überwiegen und dass internationaler Altruismus in der Regel eine undankbare Angelegenheit ist. Die Exilregierungen, nachdem sie einmal in ihre Länder zurückgekehrt sind und deren interne Probleme zu berücksichtigen haben, würden zudem wohl kaum bereit sein, das Diktat einer internationalen Organisation zu akzeptieren. Herr Dewey schlägt deshalb vor, nicht einen komplizierten internationalen Apparat zu schaffen, sondern einfach die bestehende amerikanische Kreditmaschinerie (Staats- und Privatkredit) auszubauen, was gestatten würde, die einzugehenden Risiken klar zu überblicken. Als hauptsächlichstes Kreditmedium soll die Export-Import Bank dienen, welche in ihren bisherigen Kreditoperationen von über 1275 Millionen Dollar mit einem Nettogewinn abgeschlossen hat. Die praktische Geschäftserfahrung eines solchen Instituts könnte mit derjenigen eines neu zu gründenden zwölfköpfigen Advisory Board gepaart werden. Dieses letztere wäre aus Vertretern der Arbeitnehmer und der Landwirtschaft, aus Finanz- und Transportfachkreisen und Politikern (Vertreter von State Department und Congress) zu rekrutieren.

Die gegenwärtige Kreditkapazität des Instituts wäre von 700 Millionen Dollar in dem Sinne zu erweitern, dass das Eigenkapital der Bank auf eine Milliarde Dollar erhöht würde, wobei für den doppelten Betrag des einbezahlten Kapitals Schuldverschreibungen der Bank dem amerikanischen Treasury verkauft werden könnten.

Die Diskussion über den ganzen Fragekomplex des Fonds und der Bank for Reconstruction and Development bewegt sich nunmehr im Grossen und Ganzen in ruhigeren Bahnen und wird vermutlich erst nach den Novemberwahlen in ihr entscheidendes Stadium treten. Während die Ansichten über die Pläne

von Bretton Woods als solche immer noch sehr geteilt sind, besteht wenig Zweifel darüber, dass irgend eine Organisation geschaffen werden muss, wenn ein internationales Währungschaos vermieden werden soll.

232

E 2001 (D) 3/393

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna, au Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher

Copie
L VH

Bern, 15. September 1944

Mit einem Schreiben vom 21. Juli[1] d.J. hat das Politische Department Ihnen seine Auffassung betreffend den Schutz unserer Landsleute in Ostpreussen im Falle einer russischen Besetzung bekanntgegeben. Sie wurden darüber unterrichtet, dass wir den Schweizerischen Gesandten in London, der beauftragt worden war, mit dem russischen Botschafter Fühlung zu nehmen, besonders auf die Besorgnisse hingewiesen haben, die wir um unsere Mitbürger in den fraglichen Gebieten hegen.

Wir beehren uns, Ihnen mitzuteilen, dass wir diesen Gegenstand seither mit aller Aufmerksamkeit weiterverfolgt haben. Die Fühlungnahme mit den Sovjetstellen konnte aber noch nicht so weit gefördert werden, dass sich daraus ein greifbares Resultat für die vorwürfige Frage ergäbe. Der Chef des Politischen Departements hat sich deshalb, da die Entwicklung der Lage ein längeres Zuwarten nicht zu gestatten schien, im Laufe der vergangenen Monate entschlossen, die britische Regierung um ihre Vermittlung bei der russischen Regierung zu bitten. Herr Bundesrat Pilet-Golaz übergab dem englischen Gesandten eine Aufzeichnung. Gleichzeitig wurde unser Gesandter in London beim Foreign

---

1. *Non reproduite.*
Le 21 juillet 1944, M. Pilet-Golaz adresse au nouveau Ministre de Suisse à Londres, P. Ruegger, la lettre suivante (rédigée par P. Bonna):
Lorsqu'au début de juillet, nous vous avons donné nos instructions tendant à la reprise de relations diplomatiques entre la Suisse et l'URSS, nous envisagions (page 3) l'éventualité que des pays tels que la Finlande et la Roumanie seraient occupés par les Soviets. Depuis lors, les événements militaires ont suivi un cours fort rapide et l'entrée des armées russes en Prusse orientale semble pouvoir être envisagée pour un avenir rapproché.
Les Suisses en Prusse orientale forment dans cette province la colonie étrangère de beaucoup la plus importante. En comptant les femmes et les enfants, elle dépasse 3000 personnes, placées sous l'autorité de notre Consulat à Elbing, que M. le Consul Stucki dirige depuis 25 ans. Un rapatriement massif est exclu, la plupart de nos compatriotes devant rester sur place. Nous avons demandé à notre Consul de demeurer à son poste avec ses collaborateurs et de distribuer

des lettres de protection pour chercher à distinguer autant que possible nos compatriotes du reste de la population.

Nous souhaiterions beaucoup qu'il devienne promptement possible d'attirer l'attention du Gouvernement russe sur cette situation et de chercher à obtenir que nos compatriotes soient traités avec quelques ménagements et que les prérogatives de notre Consul soient respectées.

Une telle démarche ne pourra naturellement être tentée que lorsque vous aurez pu avoir avec succès les conversations préliminaires envisagées par nos instructions du 5 juillet. C'est pour nous une raison de souhaiter que les contacts prévus soient pris dès que faire se pourra. Nous tenions à vous en informer sans retard, car c'est avec soulagement que nous recevrions de vous un télégramme nous avisant que vous vous sentez en mesure d'agir avec quelque efficacité en faveur des Suisses de Prusse orientale (E 2001 (D) 3/393).

P. Ruegger adresse un télégramme daté du 29 août 1944 (reçu le lendemain par le DPF et mis en circulation *par M. Pilet-Golaz):*

Numéro 705. Concerne Prusse orientale et autres territoires pouvant être occupés par Russes. Sous-Secrétaire Etat adjoint Foreign Office espère suite favorable à demande transmise par Norton et recommandée vivement par représentants britanniques. Après avoir échangé lettres courtoises caractère personnel avec Ambassadeur Gusev suite présentation mes lettres créance, j'attends encore fixation entretien auquel l'ambassadeur serait personnellement favorable. Selon Foreign Office autorisation ces entretiens doit sans doute être donnée à Gusev par Moscou. J'essaie de diminuer délais sans donner impression que sommes trop pressés. Moscou en ce moment réticent interventions alliées notamment question polono-russe et autres ce qui souligne urgence pourparlers directs. Ministre Etat Foreign Office LAW indiqua cependant intérêt général qui s'attache à reprise ultérieure relations avec Russie dans cadre efforts faits pour aider rapprochement Russie au monde occidental (E 2001 (D) 3/393).

Par ailleurs, le Chef-adjoint de la Division des Intérêts étrangers du DPF, J. de Saussure, adresse le 3 août 1944 la notice suivante à M. Pilet-Golaz:

Nous avons reçu de la Division Spéciale de notre Légation à Berlin un télégramme dont voici une traduction:

«D'entente avec M. le Ministre Frölicher, je vous prie d'examiner s'il ne conviendrait pas d'inviter de façon appropriée les Alliés à attirer l'attention du Gouvernement russe sur le prix qu'ils attachent à ce que la Légation de Suisse à Berlin et les Consulats qui en dépendent puissent exercer leur activité de Puissance Protectrice sans aucune entrave jusqu'au moment de la remise des intérêts à des délégués des Gouvernements alliés. Il serait particulièrement désirable que le Consulat de Suisse à Elbing, en Prusse orientale, puisse s'acquitter de sa tâche sans qu'il y soit mis aucun obstacle. M. le Ministre Frölicher a déjà recommandé des contacts de ce genre avec les Alliés pour la défense des intérêts suisses dans les territoires occupés par les Russes. Une démarche parallèle pour le maintien de la sauvegarde des intérêts étrangers paraît indiquée.» Je vous serais obligé de me faire savoir si vous estimez aussi qu'une telle démarche serait utile, et dans l'affirmative, si vous pensez la faire vous-même auprès des Ministres de Grande-Bretagne et des Etats-Unis d'Amérique ou si vous préférez qu'elle soit faite par notre Division (E 2001 (D) 3/98).

Dans sa réponse du 4 août 1944, M. Pilet-Golaz écrit notamment: Notre Légation à Berlin est parfaitement renseignée sur les mesures que nous envisageons depuis longtemps déjà pour le cas où certains pays ou régions où nous avons des intérêts propres et des intérêts étrangers seraient occupés par les troupes russes.

Récemment encore, lors de son séjour à Berne, M. le Conseiller de Légation Zehnder fut exactement informé de nos intentions et de l'état de préparation. Dans ces conditions, la question étant d'ailleurs d'ordre politique et absolument indépendante des intérêts étrangers, qui ne peuvent pas être dissociés des représentations suisses, il n'y a pas lieu que vous fassiez, vous, une démarche quelconque auprès des Légations de Grande-Bretagne et des Etats-Unis.

Vous recevrez en temps utile les instructions dont vous aurez besoin. Vous pouvez d'ailleurs vous adresser à ma Division des Affaires étrangères, qui vous mettra au courant de la situation actuelle (E 2001 (D) 3/98).

Office vorstellig. Das Ansuchen wurde britischerseits günstig aufgenommen, und wir hoffen, dass ihm die gewünschte Folge beschieden sein wird, damit unsere Landsleute in Ostpreussen und ihr Eigentum – besonders das durch Schutzbriefe gekennzeichnete – respektiert werden, unsere in Betracht kommenden Vertreter ihre Tätigkeit aufrecht erhalten können und ihre und ihrer Mitarbeiter Vorrechte anerkannt werden.

Im übrigen bleiben die Bundesbehörden weiterhin darum bemüht, das Terrain für eine Normalisierung der schweizerischen Beziehungen zu ebnen, was es den russischen Behörden erleichtern dürfte, die Aufrechterhaltung unserer Vertretungen in russischbesetzten Gebieten zu gestatten und zur Schaffung von de facto-Beziehungen Hand zu bieten.

233

E 2001 (D) 3/101

Le Département politique au Chargé d'Affaires de France à Berne, J. Vergé

AM VR Berne, 16 septembre 1944

La Délégation du Gouvernement provisoire de la République Française à Londres a prié la Légation de Suisse à Londres de faire connaître au Département Politique Fédéral que le Gouvernement provisoire attacherait du prix à ce que le Conseil fédéral acceptât d'assumer la représentation des intérêts français, personnes et biens, en Allemagne[1].

Pour les raisons qui ont été exposées verbalement, le 14 de ce mois[2], au Comte Bernard de Menthon, le Conseil fédéral ne se voit, à son très vif regret, pas en mesure, dans les conjonctures actuelles, d'accepter le mandat dont il s'agit. La Légation de Suisse à Londres en sera informée incessamment, à l'intention de la Délégation du Gouvernement provisoire à Londres[3].

---

1. *Cf. N° 222.*
   Cf. aussi le télégramme N° 782 du 13 septembre de Ruegger au Département politique (non reproduit).
2. *Le Chef-suppléant de la Division des Affaires étrangères du Département politique, C. Stucki, a rédigé la notice suivante:* Reçu le 14 septembre 1944, à 17 h. 50, M. de Menthon. Je lui expose les raisons pour lesquelles le C*[onseil]* f*[édéral]* n'est pas à même, dans les conjonctures présentes, d'assumer la représentation des intérêts français en Allemagne. J'ajoute que nous désirons nous décharger le plus tôt possible du mandat très limité que M. Naville a assumé à Paris en faveur des Allemands.
   M. de Menthon en prend note à l'intention de M. Vergé. 14.9.44. (E 2001 (D) 3/101).
3. *Cf. le télégramme du 19 septembre 1944* (E 2001 (D) 3/101).

234

E 2809 1/2

Le Ministre des Etats-Unis d'Amérique à Berne, L. Harrison, au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz[1]

AM *[Berne, 18 septembre 1944]*

Le Ministre des Etats-Unis se rapporte à la déclaration du Président des Etats-Unis du 30 juillet 1943, concernant les criminels de guerre, le texte de laquelle a été porté à la connaissance du Gouvernement de la Confédération par une note adressée au Chef du Département politique fédéral le 31 juillet 1943[2].

Le Président des Etats-Unis a affirmé dans cette déclaration qu'il lui était difficile de concevoir qu'asile ou protection serait accordé à de telles personnes par un pays neutre, et que le Gouvernement des Etats-Unis considérerait l'action d'un pays neutre accordant asile aux dirigeants de l'Axe ou à leurs agents, incompatible avec les principes pour lesquels les Nations Unies combattent.

Dans sa réponse le Conseil fédéral exprimait l'opinion qu'il n'était pas dans l'intention des Etats-Unis de mettre en question le droit d'asile comme tel[3].

Cette supposition était exacte. Dans toute son histoire, les Etats-Unis ont constitué un refuge, comme le Conseil fédéral le sait, pour les victimes de persécutions politiques venues de toutes les parties de l'Europe. Le véritable objet de la déclaration du Président du 30 juillet 1943 n'a pas été cependant correctement exprimé dans la réponse suisse; ce but étant, naturellement, de faire appel aux pays neutres pour qu'ils refusent de donner asile aux dirigeants de l'Axe et leurs acolytes criminels. Ainsi que le Président l'a indiqué dans sa déclaration, le Gouvernement des Etats-Unis compte que l'issue favorable de la guerre comportera des dispositions pour la reddition aux Nations Unies des criminels de guerre. Il est évident qu'entre la Suisse et les Nations Unies il ne se présenterait aucun problème si le Gouvernement suisse refusait d'admettre des personnes de cette catégorie sur son territoire. Tels individus, même s'ils ne sont pas recherchés par les Nations Unies pour être jugés éventuellement, ne seraient-ils pas considérés par les autorités suisses comme des étrangers indésirables dont l'admission sur territoire helvétique serait de toute manière contraire aux intérêts de la Suisse.

L'heure de la justice évidemment approche à grands pas et il se pourrait que la Suisse aura incessamment à prendre des décisions à cet égard.

Les Etats-Unis possèdent des forces armées d'environ douze millions de personnes, ou presque neuf pour cent de sa population. Des milliers de vaisseaux

---

1. *Annotation de Pilet-Golaz à la suite du titre «Aide-Mémoire»:* que M. Harrison aurait voulu me remettre le 18.9.44.
2. *Cf.* E 2001 (D) 3/264.
3. *Cf.* E 2001 (D) 3/264 *et PVCF N° 1415 et 1473 des 6 et 19 août 1943,* E 1004.1 1/436.

américains avec plus de 200 000 hommes d'équipage transportent du matériel de guerre dans toutes les zones d'opérations. Des dizaines de millions de civils américains sont engagés dans la production de guerre. Chaque citoyen pour ainsi dire est affecté par la guerre. Le peuple américain sait qu'un petit nombre seulement de personnes dans les pays de l'Axe est responsable d'avoir précipité le monde dans cette guerre épouvantable, et il ne pourrait comprendre que les pays neutres accordent protection ou asile à ceux qu'il en tient responsables. Les pertes constamment croissantes intensifient le sentiment du peuple américain que des mesures efficaces doivent être appliquées afin que les dirigeants de l'Axe et leurs instruments soient tenus strictement à répondre de leurs crimes envers la civilisation. Le Gouvernement des Etats-Unis manquerait de franchise en n'exprimant pas sa conviction que si la Suisse admettait sur son territoire aucun des principaux dirigeants de l'Axe ou de leurs vassaux, une telle action pourrait avoir pendant des années une répercussion défavorable sur les relations entre la Suisse et les Etats-Unis.

Le Gouvernement des Etats-Unis est confiant que son opinion à l'égard de cette question est partagée par les autres Nations Unies et par les nations qui leur sont associées.

ANNEXE

E 2809 1/2

Le Ministre des Etats-Unis d'Amérique à Berne, L. Harrison, au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz[4]

AM *[Berne, 18 septembre 1944]*

ASILE POUR LES CRIMINELS DE GUERRE DE L'AXE

Le Gouvernement suédois nous a donné l'assurance formelle que la Suède n'accordera pas d'asile aux réfugiés de guerre ni à toute autre catégorie de personnes ayant commis des crimes qui offensent la conscience de l'humanité. Le Gouvernement suédois a rendu publique cette décision qui comporte la déportation de criminels de guerre ayant pu s'introduire frauduleusement en Suède. Le Gouvernement suédois prépare des directives et des instructions spécifiques pour toutes les autorités qui auront mission d'exécuter ces instructions.

Nous espérons pouvoir obtenir du Gouvernement suisse des assurances plus précises et que ce Gouvernement adoptera des mesures spécifiques pour mettre à exécution sa politique en cette matière.

Si le Gouvernement suisse autorisait le séjour en Suisse de criminels de guerre ayant réussi à s'introduire sur son territoire en fraude et clandestinement, les complications mêmes que ce Gouvernement désirerait éviter en leur accordant asile surgiraient alors. Nous espérons par conséquent que des assurances nous seront fournies concernant les mesures adoptées pour assurer la prompte déportation de toutes personnes rentrant dans cette catégorie.

---

4. *Annotation de Pilet-Golaz à la suite du titre «Aide-Mémoire»:* que M. Harrison aurait voulu me remettre le 18.9.44.

235

E 5795/338

Le Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz,
au Ministre des Etats-Unis d'Amérique à Berne, L. Harrison

Copie
AM

Berne, 18 septembre 1944

Afin de prévenir dans toute la mesure du possible des agressions involontaires sur le territoire suisse comme il s'en est produit récemment, le Commandement de l'Armée envisage, si les autorisations indispensables pouvaient être obtenues, de détacher auprès de l'Armée américaine opérant à notre frontière un officier, muni du matériel cartographique nécessaire, pour fournir des précisions sur le tracé de la frontière suisse. Une démarche analogue est faite en vue de l'envoi d'un officier chargé d'une tâche identique auprès de l'Armée allemande opérant à notre frontière[1].

1. *Cf.* E 2001 (E) 1967/113/89.

236

E 7110/1973/135/18

Les Légations de Grande-Bretagne et des Etats-Unis d'Amérique à Berne
au Département politique

Copie
N

Bern, September 18, 1944

His Majesty's Legation present their compliments to the Federal Political Department and have the honour, under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to make the following communication:

1. The economic position of Switzerland has been radically altered by the rapid changes during recent weeks in the military situation whereby the Allied Forces have reached the border of Switzerland and Germany's blockade of Switzerland has been raised. Note has been taken by His Majesty's Government in the United Kingdom and by the Government of the United States of the decision of the Swiss Federal Council to invoke the Escape Clause in the latest Swiss-German agreement, but the two Governments, in the light of the new circumstances, feel justified in requesting the Government of Switzerland to prohibit immediately all economic assistance of immediate benefit to the war effort of the enemies of the United nations, as well as all transit traffic through Switzerland between territories in the hands of the enemies of the United Nations. His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of the United States, in the light of the letter addressed to Professor Keller on

the 14th August [1], do not think that this request will come as a surprise to the Government of Switzerland.

2. It is realised by his Majesty's Government and by the Government of the United States that the immediate cessation of such trade with the enemy countries will cause certain difficulties to Swiss international economy, and, having regard also to the traditional friendly relations which they have always enjoyed with Switzerland and to their warm appreciation of the humanitarian and other valuable services which the Government and people of Switzerland have rendered during the course of the present war, they are anxious to assist in mitigating those difficulties. The two Governments, with this object in view, will be prepared to maintain Swiss food and fodder imports as fixed in the Agreement of December 1943 up to the end of the year 1944 and to discuss with the Government of Switzerland the requirements of Switzerland for additional supplies following compliance by the Swiss with the requests outlined in paragraph 1 above.

3. Finally, if the Government of Switzerland so desires, His Majesty's Government and the Government of the United States will be prepared to enter into discussions at an appropriate moment with the object of the productive capacity of Switzerland being employed in connection with the supply and rehabilitation of Europe.

ANNEXE

E 7110/1973/135/18

Les Légations de Grande-Bretagne et des Etats-Unis d'Amérique à Berne au Département politique

Copie
AM

Berne, 18 septembre 1944

Les Gouvernements de Sa Majesté Britannique et des Etats-Unis d'Amérique envisagent comme minimum la cessation complète et immédiate des exportations à destination de tous territoires de l'Axe de matériaux étant d'importance immédiate pour les ennemis des Nations Unies, notamment: armes et munitions (numéros de tarif 811/13 et 1083/84), roulements à billes et à galets en acier (809 a^1 à 809 a^3), aéroplanes et pièces détachées (914 h), fusées (ex 948 a), appareils radiophoniques (954 a), locomotives à vapeur et à benzine (883 a), moteurs à gaz et à benzine (M 5), automobiles, châssis et pièces détachées et tracteurs (914 a/g), et appareils de téléphone et télégraphe (954).

2. Dans le cas où le Gouvernement suisse serait d'accord de donner suite à cette demande, les Gouvernements de Sa Majesté Britannique et des Etats-Unis d'Amérique seraient disposés non seulement à maintenir les importations suisses de denrées alimentaires et de fourrage, telles qu'elles ont été fixées par l'Accord du 19 décembre 1943 [2], jusqu'à fin 1944, mais encore de libérer les stocks suisses, y compris les stocks de l'Armée suisse, actuellement en magasinage aux Etats-Unis d'Amérique, définis dans les listes communiquées le 20 avril 1944 [3] par Monsieur le professeur Keller, jusqu'à concurrence d'une quantité n'excédant pas la consommation d'un trimestre, mais non compris, pour le présent, les stocks de produits d'huiles minérales.

1. E 7110/1973/134/10.
2. K I.1314. *Cf. ci-dessus N^os 61, 65 et 68.*
3. E 7110/1973/134/9.

3. L'offre précitée n'est faite qu'à condition de l'acceptation immédiate, c.-à.-d. dans les quatre ou cinq jours à suivre, par le Gouvernement suisse des demandes formulées par les Légations de Sa Majesté Britannique et des Etats-Unis d'Amérique dans leurs notes de ce jour, et de l'application immédiate des mesures impliquées par une telle acceptation[4].

4. *Cf. N° 240. Cf. aussi* E 7800/1/23.

237

E 2001 (E) 2/626

Compte-rendu de la séance du 18 septembre 1944 du Conseil d'Administration de l'Association suisse des Banquiers

I. Ausschuss

Präsident: Herr Barbey

Anwesend die Herren: Jaberg, Golay, Nussbaumer, Gautier, Bates, Caflisch, Dunant, Jann, Vieli, Prof. Keller, Legationsrat Kohli, Legationsrat Kappeler

Herr Nussbaumer legt seine Stellungnahme schriftlich vor (s. Beilage[1]). Er regt ein neues Zirkularschreiben an die Banken an, worin auf die jetzigen Verhältnisse und besonders auf die Beutefrage hinzuweisen und dem so vorbereiteten Zirkular die orientierende Notiz beizulegen wäre.

Herr Caflisch: Wir müssen uns schlüssig werden

1. über die grundsätzliche Stellungnahme;
2. über allfällige Änderungen. Wir dürfen nicht weniger, aber auch nicht mehr tun als im Memorandum vorgesehen, ohne dass Schaden entsteht. Es kann sich nur um eine Anpassung an die Änderung des Marktes handeln;
3. die Antwort an die Engländer und Amerikaner ist festzusetzen.

Herr Vieli: Wir müssen jetzt handeln und eine Empfehlung an die Banken im Sinne der «contre-propositions» erlassen.

Auch Herr Vieli ist der Meinung, dass nicht mehr und nicht weniger als im Memorandum erwähnt geschehen sollte. Dagegen wäre die Empfehlung zu vereinfachen.

Herr Golay ist gleicher Ansicht und mit dem Vorschlag Nussbaumer eines neuen einleitenden Zirkulars über die jetzige Lage einverstanden.

Prof. Keller verweist auf die Zuständigkeit des Politischen Departements. Er sei lediglich in seiner Eigenschaft als schweizerischer Delegierter in London gekommen, um vielleicht nützliche Aufschlüsse geben zu können. Auch er ist der Meinung, dass man jetzt handeln müsse. Herr Bliss habe ihm zum Abschied

1. *Non reproduite. Cf. aussi* E 7110/1976/134/60.

auf den Weg gegeben, dass Beutegut und Vermögensverschiebungen aus Deutschland (wobei es sich mehr um eine fixe Idee der Alliierten handelt) im Vordergrund stehen, ausserdem die Goldfrage.

Herr Gautier: In Frage steht jeder Kapitalverkehr aus Deutschland nach der Schweiz, damit das Kapital in Deutschland von den Alliierten mit Beschlag belegt werden kann.

Beschlüsse

1.) Es wird dem Verwaltungsrat vorgeschlagen, die in Aussicht genommenen Massnahmen in Kraft zu setzen.

2.) Dagegen wird eine Bekanntgabe des Warning an die Banken abgelehnt und den Alliierten in der Antwort mitgeteilt, dass die Banken von diesem keine Kenntnis haben.

3.) Der Entwurf zur Antwort an die Engländer und Amerikaner wird durchberaten.

II. Verwaltungsrat

Vorsitz: Präsident La Roche.

Anwesend: Die umstehend genannten Herren sowie die weiteren Mitglieder des Verwaltungsrates.

Grundsätzliches:

Herr Wittmer: Wir müssen die Forderungen der Alliierten den Banken bekanntgeben.

Herr Diggelmann: Wir können uns dazu nicht hergeben, müssen aber autonome Massnahmen ergreifen. Es wäre wünschbar, eine Zusicherung diplomatischen Schutzes zu erhalten, falls Banken trotzdem auf die schwarze Liste kommen.

Herr Kohli: Man könnte etwas später – nicht im jetzigen Augenblick – nochmals das Verlangen stellen, dass man uns begrüsst, bevor eine Bank auf die schwarze Liste kommt.

Herr Caflisch: Der geeignete Zeitpunkt hiefür wäre, wenn wir den angelsächsischen Gesandtschaften die von uns ergriffenen Massnahmen mitteilen.

Beratung der einzelnen Massnahmen:

A. Notenhandel

Es wird beschlossen, auf ein allgemeines Verbot zu verzichten und den Banken zu empfehlen, lediglich den Handel mit Dollar und Pfund einstweilen ruhen zu lassen. Sowohl Herr Kohli als Herr Vieli und Herr Diggelmann hatten sich für diese Lösung ausgesprochen, und Herr Nussbaumer versichert, dass die Alliierten, wie er positiv wisse, sich für franz. fr.- und Lire-Noten nicht mehr interessieren.

B. Wertschriftenhandel

Die Inkraftsetzung der beiden neuen Affidavits wird beschlossen.

C. Neue Depots und Konten

(Ziff. 3 und 4 des Entwurfes[2]).

Auf Antrag *Golay* wird beschlossen, in allgemeiner Weise vorzuschreiben,

---

2. *Non reproduit.*

keine neuen Konten zu errichten und die bestehenden nicht über den jetzigen Bestand zu erhöhen, in der Meinung, dass es den Banken im Einzelfalle anheimgestellt sei, Ausnahmen zu machen, gegen die keine Bedenken bestehen.

Herr *Kohli* weist darauf hin, dass immerhin die Neutralität einigermassen gewahrt bleiben sollte.

D. Zahlstelle

(Ziff. 5 des Entwurfs)

Es bleibt bei der Fassung des Entwurfs.

E. Kredite Ebenso

(Ziff. 6)

F. Erleichterungen für den Handel

(Ziff. 7)

Erhält eine neue Fassung gemäss Antrag Nussbaumer.

G. (Ziff. 8). Es werden die von Herrn Nussbaumer vorgeschlagenen Ergänzungen angenommen.

Ziffer 9 und 10: Es bleibt bei der Fassung des Entwurfes.

Eine *Redaktionskommission* wird mit der Bereinigung des Textes für das Zirkular- und auch für das Antwortschreiben an die alliierten Gesandtschaften beauftragt [3].

---

3. *Le 19 septembre, le Secrétariat de l'ASB adresse une circulaire* strictement confidentielle *à un exemplaire unique pour chaque direction des sièges principaux des établissements financiers affiliés à l'ASB. Le préambule de ces* instructions extraordinaires dues aux circonstances présentes *est le suivant:*

A mesure que la guerre approche de son point culminant, les belligérants emploient toutes les forces et moyens qui peuvent servir à leurs buts. Les mesures prises à cet effet dans les différents états et groupes d'états en matière économique ne se limitent pas à leur propre pays ni aux pays alliés ou occupés, mais empiètent toujours plus sur l'activité économique des pays neutres et notamment sur les relations internationales commerciales et financières de ces derniers.

Il est superflu de dire que cette évolution des rapports internationaux atteint également la Suisse. La liberté des mouvements de capitaux et des paiements internationaux à laquelle les banques suisses ont toujours attaché la plus grande valeur, ne doit pas servir à effectuer des déplacements conditionnés par la guerre de capitaux et de valeurs, qui sont en contradiction avec les intérêts de notre pays.

Dans ces circonstances, notre Conseil d'administration a senti la nécessité de soumettre à un examen approfondi la situation actuelle, tant au point de vue des intérêts généraux de l'économie de notre pays qu'à celui des banques. Cet examen l'a conduit à la conclusion qu'il est inévitable, dans les circonstances actuelles, d'imposer aux banques suisses certaines restrictions allant encore au-delà des nombreuses mesures introduites déjà dès le début de la guerre. Notre Conseil se rend parfaitement compte que ces restrictions entravent à nouveau de façon très sensible l'activité traditionnelle de nos banques et leur imposent ainsi de lourds sacrifices. Mais il est convaincu d'agir au mieux de l'intérêt durable des banques suisses en tenant compte, dans la mesure du possible, des circonstances extraordinaires que nous traversons. Aussi a-t-il décidé à l'unanimité de vous recommander instamment l'application rigoureuse de l'ensemble des mesures qui fait l'objet de cette circulaire. Notre Conseil espère ainsi préserver notre économie en général, et en particulier les banques suisses et leurs clients de redoutables dommages.

Le Conseil d'Administration précise que la plus stricte observation des instructions suivantes lui paraît indispensable: en général dans les circonstances actuelles, il convient d'attirer l'attention en premier lieu sur le danger des déplacements vers notre pays de butins de guerre et de capitaux fugitifs. Bien que sans aucun doute, il ne soit pas dans l'intention des banques suisses de

favoriser de telles transactions, il y a lieu de prendre le plus grand soin à ne pas les favoriser en aucune façon, même indirecte. *[Des instructions sont développées sur 7 pages].* Ne sont énumérées ci-dessus que les mesures essentielles qui, de l'avis unanime de notre Conseil d'Administration s'imposent en raison de la situation actuelle. Ces mesures ne constituent donc pas une énumération complète et définitive. Il faut souligner que d'une façon générale, le principe directeur doit être dans les circonstances présentes, d'observer dans leur propre intérêt la plus grande prudence et réserve dans toutes les opérations avec l'étranger. *[...]* (E 2001 (E) 2/558).

238

E 2001 (D) 3/101

Le Département politique à la Légation de Suisse à Londres

Copie d'expédition
T RJ

Berne, 19 septembre 1944, 20 h. 20

Numéro 836. Délégué Gouvernement provisoire français qui a via Alger liaison télégraphique avec Paris nous demanda 12 septembre[1] si Conseil fédéral serait disposé en principe représenter intérêts français en Finlande, en Hongrie et en Extrême-Orient. Lui exposâmes que sur terrain principe cette représentation soulèverait sans doute difficultés nos relations avec Gouvernement provisoire étant de fait et non de droit mais que serions volontiers disposés cas concrets et de cas en cas à aider dans mesure possible que croissantes difficultés communications restreignent malheureusement beaucoup. Vergé comprit fort bien et promit faire rapport. Lui communiquâmes 14 septembre message contenu dans votre 782 confirmant entretien de la veille[2]. Expériences dans cas analogues faisant guère prévoir que Gouvernement allemand se prête à représentation officielle par Suisse intérêts Gouvernement provisoire français, ne pourrions espérer rendre services autres qu'officieux. Vergé a certainement fait rapport mais jugeons utile que soyez aussi exactement renseigné si Délégation française Londres vous entretenait à nouveau cette question.

1. *Cf. télégramme N° 782 du 12 septembre 1944 de P. Ruegger au Département politique* (E 2001 (D) 3/101).
2. *Cf. N° 233.*

239

E 2300 Stockholm/14

Le Ministre de Suisse à Stockholm, P. Dinichert, au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz[1]

RP N° 58 *Confidentiel* Stockholm, 20 septembre 1944

Dans ma première conversation, après mon retour ici[2], avec le ministre des affaires étrangères, nous avons abordé la préoccupante question de la pression économique des Anglo-Américains sur les neutres, qui est le sort commun à nos deux pays, bien que leur action s'exerce sur l'un et l'autre dans des formes différentes.

---

1. *M. Pilet-Golaz a lu ce texte le 29 septembre 1944 et l'a mis* en circulation *parmi ses collaborateurs.*

2. *Lors de son séjour en Suisse, P. Dinichert a notamment eu un entretien le 31 août 1944 avec le Délégué du Conseil fédéral aux Oeuvres d'Entraide internationale, Ed. de Haller. Celui-ci a rédigé la notice suivante:* M. Dinichert et moi nous entretenons longuement des petits incidents auxquels a pu donner lieu la collaboration suédo-suisse sur le terrain de la Croix-Rouge. Concernant les quelques tentatives assez choquantes, à distance tout au moins, de la Croix-Rouge et parfois des Autorités suédoises, d'éclipser par leur propagande à l'étranger les actions de la Suisse et du CICR, M. Dinichert me donne l'assurance formelle, qu'il ne faut pas y voir une attitude déterminée, systématique de la Suède et du Gouvernement suédois. Qu'il y ait quelque jalousie au sujet des œuvres charitables et du rôle de la Suisse comme puissance protectrice, M. Dinichert ne le conteste pas. Mais il peut affirmer sans réserve que tant le Gouvernement que l'opinion publique sont animés des meilleures intentions et professent même de l'admiration pour la Suisse (E 2001 (E) 1/149).

Deux jours auparavant, Ed. de Haller avait eu un entretien avec le Ministre de Suède à Berne: M. Westrup a compris que l'on entendait observer une démarcation scrupuleuse entre le comité Niesz et l'action Wetter. Je lui explique que si les travaux du comité Niesz n'ont pas fait jusqu'ici l'objet d'aucune publicité, c'est précisément pour éviter une confusion dans l'esprit du public avec l'action Wetter. Concernant cette dernière, M. Westrup a constaté des signes d'impatience dans la presse suisse. Discrètement, il me laisse entendre que tant dans le pays qu'à l'étranger, l'absence de renseignements officiels favorise la diffusion d'informations fantaisistes. J'explique à M. Westrup la méthode suivie par nos Autorités et par M. Wetter et fais ressortir, comme il y a quelques semaines au cours de mon entretien avec Mme Cedergren, les différences fondamentales résultant de la position géographique, du statut politique, de la composition ethnique et religieuse, de la forme de l'Etat, etc., qui font que le même problème n'est pas attaqué de la même façon en Suède et en Suisse. Je souligne notamment que là où, en Suède, on peut s'en tirer avec un comité de 5 à 6 personnes désignées par la couronne, sans soulever aucune objection, on ne s'en tirerait pas en Suisse à moins d'une cinquantaine de membres (cf. comité consultatif von Steiger pour les réfugiés). *[...]* Pour terminer, je fais observer à M. Westrup que la Suisse est moins riche que la Suède. Mon interlocuteur reconnaît que son pays possède des matières premières et que sa population est d'environ 25% plus nombreuse que celle de la Suisse. Néanmoins, il croit que la fortune nationale suisse, représentée notamment par des investissements considérables à l'étranger, doit en dernière analyse, dépasser celle de la Suède (*Notice du 29 août de Ed. de Haller,* E 2001 (E) 1/149).

Le jour même de mon départ de Stockholm, le samedi 19 août, j'avais confidentiellement appris la décision que venait de prendre le gouvernement suédois de mettre un terme à toute navigation de bateaux suédois vers des ports allemands. La chose devint publique dès le surlendemain. Il m'avait alors été confié qu'on comptait par cette mesure incisive autonome éviter des demandes formelles anglo-saxonnes attendues auxquelles on ne pourrait accéder.

La manœuvre n'a évidemment pas réussi, car le ministre m'a exposé que, dès le 25 août, les ministres des Etats-Unis et de Grande-Bretagne vinrent lui remettre une même note avec commentaires verbaux à l'appui. La pièce écrite était brève et polie dans les termes. Il y était sommairement déclaré que la situation générale était devenue telle que le moment paraissait venu pour la Suède de soumettre à révision l'ensemble de ses relations économiques avec l'Allemagne. Les commentaires, par contre, étaient plus pressants et laissaient percer la menace qu'une Suède aujourd'hui récalcitrante devrait s'attendre à se voir privée notamment de certaines matières premières dans l'après-guerre. Un langage analogue fut tenu aux représentants de la Suède à Washington, où l'on menait manifestement le train, et à Londres, où l'on suivait de façon quelque peu embarrassée. Quant aux Russes, ils s'associèrent, mais se bornèrent à la démarche écrite, ne mettant dans toute l'affaire aucune insistance.

Lors de la remise des notes, M. Günther demanda à ses deux interlocuteurs si des demandes semblables étaient présentées à d'autres neutres, dont la Suisse. Ils répondirent n'en rien savoir. Plus tard, il aurait été déclaré à Londres que la Suisse recevrait une exhortation du même genre.

Le ministère suédois fit aux trois notes reçues avec célérité une réponse écrite disant essentiellement que la politique économique de la Suède, en tant qu'Etat neutre, consistant à maintenir pendant la guerre avec tous les pays ses échanges traditionnels était bien connue, qu'au surplus, son commerce avec l'Allemagne se trouvait par suite des circonstances réduit au minimum, sans importance réelle pour la conduite de la guerre. Dernièrement, les alliés répliquèrent que la réponse suédoise ne leur paraissait pas satisfaisante, et les choses en sont là pour l'heure.

M. Günther a nettement l'impression que Washington et Londres visent, au-delà de leurs exigences concrètes, la neutralité elle-même, qu'ils ne veulent plus admettre, ni dans le présent, ni surtout pour l'avenir, dans le domaine économique. Il partage, à cet égard, l'avis que les Anglo-Américains doivent considérer la Suède comme plus traitable que la Suisse, soit en raison de l'essence différente de leur neutralité, soit à cause de la plus grande dépendance économique de notre pays vis-à-vis de l'Allemagne.

Je continuerai à me tenir au courant, autant que possible, des ultérieurs développements du problème dans son ensemble et, en vue de cela, il serait d'intérêt pour moi de savoir aussi, en résumé, ce qui se passe chez nous dans ce même domaine.

Le ministre des affaires étrangères a qualifié vis-à-vis de moi les conditions russes imposées à la Finlande comme extrêmement dures. Mais il ne restait à celle-ci décidément plus d'autre issue à une situation que les Finlandais eux-mêmes avaient contribué à rendre inextricable.

240

E 7110/1973/134/9

La Division du Commerce du Département de l'Economie publique[1]
à la Légation de Suisse à Londres

Copie d'expédition
T

Bern, 23. September 1944, 14 h. 30

Nummer 861.
Von Handel unser 843[2] stop

Chef Politique wird heute Norton und Harrison mündlich folgende vorläufige Antwort auf deren Noten und Aide-Mémoires vom 18. September erteilen[3]. Es war schweiz. Regierung nicht möglich innerhalb der allzu kurz bemessenen Frist zu der alliierten Offerte endgültig Stellung zu nehmen. Es steht jedoch heute schon fest, dass den in den Aide-Mémoire gestellten Begehren weitgehend entsprochen werden kann, indem die Schweiz am 1. Oktober ein Ausfuhrverbot für Waffen, Munition und Zünder und darüber hinaus noch für einige weitere der angeführten Positionen erlassen wird. Hingegen wird es der Schweiz nicht möglich sein den alliierten Begehren bezüglich der Positionen M 5 und 914 a/g zu entsprechen stop Art. 9 der Haager Landkriegsordnung vom 18. Oktober 1907 verpflichtet die Schweiz die in Aussicht genommenen Ausfuhrverbote gegenüber allen kriegführenden Länder wirksam werden zu lassen stop

Die endgültige schweizerische Antwort wird nächste Woche erteilt werden und wird auch die Bezugswünsche für gewisse Rohstoffe enthalten, welche die Schweiz mit den neuen Exportbeschränkungen verbindet[4].

---

1. *Le télégramme est signé:* Keller.
2. *Non reproduit.*
3. *Cf. ci-dessus, N° 236.*
4. *Le Département politique répondra le 28 septembre 1944 par la note suivante: [...]* Pour confirmer et préciser les premières indications données de vive voix le 23 septembre, le Département politique a l'honneur de faire savoir à la Légation des Etats-Unis d'Amérique ce qui suit:

1) a – A partir du 1er octobre 1944, l'exportation de marchandises est interdite sous les positions suivantes du tarif des douanes suisses:

811/13	Armes et pièces détachées d'armes.
1082/84	Matières explosibles et munition.
809a[1]/a[3]	Roulements à billes et à galets et pièces détachées.
914h.	Aéroplanes et pièces détachées.
ex 948a	Fusées et pièces détachées.
ex 954a	Appareils radiophoniques et pièces détachées, à l'exception d'appareils récepteurs finis destinés à l'usage civil.
954	Appareils télégraphiques et téléphoniques et pièces détachées.

b – Conformément aux obligations incombant à la Suisse comme Etat neutre, aux termes de l'art. 9 de la Convention de La Haye concernant les droits et les devoirs des puissances et des personnes neutres en cas de guerre sur terre du 18 octobre 1907, l'interdiction d'exporter les

marchandises énumérées sous chiffre 1[a] déploiera ses effets à l'égard de tous les Etats belligérants.

c – L'exportation vers les pays de l'Axe de locomotives à vapeur et de locomotives à benzine de la position 883a sera également interdite. Le Gouvernement suisse admet cependant que demeure acquis le contingent spécial unique de 1 651 000.— francs pour l'exportation en Allemagne de treize locomotives de manœuvre accordé à la Suisse selon l'annexe 1 à l'arrangement du 14 août 1944.

d – Afin de maintenir l'équilibre du clearing dans les rapports économiques entre la Suisse et l'Allemagne, le Gouvernement suisse est amené à prévoir encore d'autres modifications au trafic de compensation avec ce pays, modifications qui auront pour effet que de nouveaux contingents de transfert, munis de la garantie de la Confédération, ne seront pas fixés jusqu'à nouvel ordre. Il en résultera, entre autres conséquences, une considérable diminution de l'exportation des marchandises tombant sous les positions mentionnées dans l'aide-mémoire du 18 septembre 1944 et ne figurant pas ci-dessus sous chiffre 1[a].

2) a – Le Gouvernement suisse prend acte de ce que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique est prêt à assurer jusqu'à la fin de l'année 1944 l'importation en Suisse des produits prévus par l'annexe 2 à l'accord du 19 décembre 1943.

b – Aux termes de l'aide-mémoire accompagnant la note du 18 septembre 1944, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de S.M. Britannique se déclarent prêts à permettre l'envoi en Suisse des stocks suisses actuellement en magasinage aux Etats-Unis d'Amérique. En se fondant sur cette déclaration, le Gouvernement suisse tient à exprimer le ferme espoir qu'en relation avec les nouvelles interdictions d'exportation qu'il va décréter, les deux Gouvernements tiendront compte des importations qu'il désire effectuer selon liste ci-jointe.

Ce faisant, le Gouvernement suisse admet que les deux listes de marchandises communiquées le 20 avril 1944 et citées sous chiffre 2 de l'aide-mémoire du 18 septembre 1944 y sont mentionnées à titre d'exemple et que le sens de l'offre des deux Gouvernements est bien de libérer les stocks de propriété suisse existant outre-mer. La liste ci-jointe des importations qu'il désire effectuer comprend donc aussi des marchandises qui, sans figurer sur l'une des listes remises le 20 avril 1944 à Londres, furent annoncées antérieurement (peaux et cuirs) ou ne l'ont pas encore été. Il ne s'agit, en tout état de cause, que de marchandises de propriété suisse fortement réduites par des réquisitions opérées ces dernières années.

c – Le Gouvernement suisse regrette que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de S.M. Britannique aient cru devoir s'abstenir de faire figurer pour le moment dans les aide-mémoire du 18 septembre 1944 l'importation des stocks d'huiles minérales de l'armée suisse. Au cours des pourparlers de Londres, la Délégation suisse eut déjà l'occasion d'exposer le sérieux de la situation de l'approvisionnement en huiles minérales, dérivés d'huiles minérales et charbons, assuré jusqu'ici à la Suisse par des importations en provenance de territoires de l'Axe.

d – Le Gouvernement suisse déclare que les matières premières ou les produits mi-ouvrés qui seront introduits en Suisse à la suite du présent échange de notes ne seront pas utilisés pour la réexportation vers les pays de l'Axe. Cette déclaration vaut également pour les 3000 tonnes de coton et les 1000 tonnes de laine lavée dont le chargement pour Lisbonne a été autorisé le 14 août 1944 à Londres; le Gouvernement suisse exprime l'espoir que rien ne fait plus obstacle à l'entrée de ces marchandises en Suisse.

e – Eu égard aux interdictions d'exportation exposées sous chiffre 1 et sans préjudice des stocks suisses existant outre-mer, le Gouvernement suisse considère comme acquis qu'il sera donné suite aux demandes d'importation suisses présentées au cours des négociations de Londres en 1944. Il est prêt à entamer de nouvelles négociations à ce sujet avec le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de S.M. Britannique.

3) Le Gouvernement suisse est prêt à négocier avec le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de S.M. Britannique les questions soulevées sous chiffre 3 des notes du 18 septembre 1944 concernant la participation de la Suisse aux tâches de reconstruction.

4) Le Gouvernement suisse désire que soit éclairci dès que faire se pourra dans quelle mesure les dispositions des accords du 24 avril 1940 et du 19 décembre 1943 entre la Suisse et les Gouvernements alliés sont valables à l'égard des pays libérés. Il compte fermement sur la levée des restrictions apportées jusqu'ici aux exportations suisses vers ces territoires en raison du blocus. (E 7110/1967/32/380.0/1/282), *cf. RO, 1944, vol. 60, pp. 598-599.*

241

E 2300 Brüssel/11

Le Chef de la Chancellerie consulaire de Suisse à Bruxelles, R. Miney, au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

Bruxelles, 23 septembre 1944

NOTES SUR LA SEMAINE DU LUNDI 18 AU SAMEDI 23 SEPTEMBRE 1944.

Les nouvelles de province sont encore rares, les communications étant toujours précaires et difficiles. Il semblerait que les grèves du Borinage aient pris fin, les ouvriers ayant obtenu une augmentation de salaire de 40% plus 20% pour les deux mois à venir, mais les renseignements sont contradictoires. La reprise du travail n'est dans tous les cas pas générale et la question du ravitaillement est toujours sans solution, bien qu'une légère amélioration soit manifeste.

Le Ministre de la Justice a dû se rendre mardi à Liège où des troubles étaient à craindre, mais l'ordre a pu être maintenu, pour autant qu'on le sache ici.

Les Anglais ont soulevé la question du Ministre d'Allemagne dont ils ne veulent pas reconnaître le statut, étant donné qu'il n'était pas accrédité auprès du Roi, mais simple fonctionnaire de Berlin. Des pourparlers à son sujet sont encore en cours.

Diverses personnalités rentrées cette semaine dont Monsieur Theunis de retour de New York et le Sénateur Godin de retour du Congo, ont publiquement exprimé leur stupeur devant la désorganisation actuelle et sonné l'alarme, car le pays va à la dérive. Les Anglais ont la même opinion, ma conversation avec le Chargé d'Affaires de Grande-Bretagne m'en a donné la preuve et ils regrettent que le Gouvernement Belge soit rentré avant la libération complète du territoire, ce qui complique les choses à tous points de vue.

La rentrée des Chambres n'a pas donné lieu à des incidents mais l'élection du Régent est discutée. Lors du premier tour du scrutin, le Prince Charles obtint seulement 169 voix sur 270, car 100 bulletins blancs et un négatif furent déposés par les fractions socialistes qui désiraient ainsi montrer leur opposition à la dynastie. Au second tour, les abstentionnistes votèrent, toutefois, pour le seul candidat officiel qui fut élu par 217 voix. Les Anglais sont surpris de constater que le Roi semble avoir perdu beaucoup de prestige et de sympathie.

Le gouvernement va démissionner mais nul ne sait encore quelle sera la composition de la nouvelle équipe.

En attendant, les arrestations continuent sur une grande échelle, on parle de 28 000 à ce jour et tous les jours j'apprends l'incarcération de nouveaux compatriotes, arrêtés pour les raisons les plus futiles, ce qui est possible sur simple dénonciation anonyme. Devant ces excès, je suis allé moi-même aux Affaires Etrangères pour me plaindre et demander à ce que nos nationaux ne soient pas inquiétés sans raison, priant le service compétent de donner les instructions pour qu'en cas d'arrestation, nos compatriotes soient interrogés de suite et non simplement mis au cachot sans autre forme de procès. Cette intervention était justifiée car devant le nombre croissant d'arrestations, les interrogatoires n'auront pas lieu avant plusieurs semaines, les services étant débordés. J'ai reçu la promesse que le nécessaire serait fait conformément à mon désir.

Les nouvelles de nos compatriotes de province sont encore rares, mais à part ceux du littoral et du Limbourg, je suis rassuré à leur sujet. Toutefois, toute la zone d'Anvers vers la Hollande est encore sous le feu et je crains que des dégâts assez considérables nous soient, par la suite, connus. La ville d'Anvers reçoit encore des obus tous les jours et le nombre des blessés est assez considérable.

J'ai rendu visite à M. Spaak, Ministre des Affaires Etrangères qui m'a paru assez désorienté de ne pas pouvoir déceler clairement les courants d'opinion politique de la population; il se rend compte que le Gouvernement n'a pas le pays bien en main[1].

1. *Par une notice dictée le 2 octobre, Bonna attire l'attention du Chef du Département politique sur ces résumés des événements.* Ils montrent la profonde désorganisation qu'ont créée des mesures hâtives et la peine que le Gouvernement belge de Londres éprouve à faire prévaloir son autorité sur les éléments disparates qui ont constitué la «résistance» (E 2300 Brüssell/11).

242

E 4800 (A) 1967/111/206

Notice du Chef de la Division de Police du Département de Justice et Police, H. Rothmund

Bern, 24. September 1944

SOLLEN WIR OFFIZIELL BEI DER DEUTSCHEN REGIERUNG INTERVENIEREN ZUGUNSTEN DER SICH NOCH IN DEUTSCHLAND ODER IN VON DEUTSCHLAND BESETZTEN GEBIETEN BEFINDENDEN JUDEN?

Es sind uns von der Gestapo am 21. August 1944 in einem Eisenbahnzug 318 ungarische Juden ohne Voranmeldung an die Grenze gestellt worden. Dieses Vorgehen widerspricht den internationalen Gepflogenheiten und läuft auch den im schweizerisch-deutschen Niederlassungsvertrag[1] getroffenen Abmachungen zuwider.

1. *Traité du 13 novembre 1909,* K I.192, *et RO, 1911, vol. 27, pp. 675–687.*

Die 318 ungarischen Juden sind ein Teil von ungefähr 1600 offenbar ausgewählten ungarischen Juden, die zusammen in ein Lager bei Hannover verbracht worden sind, wo sie anscheinend gut behandelt werden. Die zu uns gekommenen waren wenigstens in gutem körperlichem Zustand.

Es sind private Besprechungen in Gang gekommen zwischen Vertretern des SS-Sicherheitshauptamtes in Berlin und einer Gruppe ausländischer Juden in Zürich, Mantello und Konsorten, vertreten durch alt-Nationalrat Dr. Duft, die durch einen gewissen Herrn Trümpy mit den deutschen Stellen in Verbindung gekommen sind. Diese Gruppe bemühte sich zu Beginn angeblich darum, diese 1600 ungarischen Juden nach Spanien usw. zu bringen. Als dies nicht ging, wurden die obengenannten 318 nach der Schweiz verbracht und sollen auch die andern zu uns kommen.

In zweiter Linie fanden Besprechungen statt zwischen einer Delegation aus Budapest, der auch ein deutscher Vertreter des SS-Sicherheitshauptamtes angehört, und Herrn Saly Mayer, dem Vertreter des American Joint Distribution Committee. Herr Saly Mayer stellt sich auf den Standpunkt, es könne sich nicht darum handeln, einige hundert oder tausend dieser Juden nach der Schweiz oder irgend in ein anderes Land zu bringen und die andern viele hunderttausende ihrem Schicksal zu überlassen. Er müsse dafür sorgen, dass alle am Leben blieben und durchgehalten werden könnten. Der «Preis», den das erste Komitee zu bezahlen gewillt ist, ist uns nicht bekannt. Sie spekulieren dem Vernehmen nach auf das American Joint Distribution Committee. Herr Saly Mayer soll von den Amerikanern die Bewilligung zu erhalten versuchen, Waren zu liefern. Zunächst sei – bei früheren Verhandlungen in Ankara – von 10000 Lastwagen die Rede gewesen. Jetzt offenbar von andern Waren, die jedoch ebenso wenig geliefert werden könnten wie die Lastwagen.

Es besteht der Eindruck, dass das unsaubere Geschäft, das die SS mit der einen oder andern Partei abschliessen will, nicht zustande kommt. Herr Saly Mayer, der von allem Anfang an sehr contre-cœur in die Sache hineingegangen ist, hat stets auf Zeitgewinn tendiert in der Erwartung, solange noch ein Gedankenaustausch hin und her gehe, passiere den Juden nichts.

Ich frage mich ernstlich, ob nicht der Zeitpunkt gekommen sei, wo sich die Schweiz offiziell einmischen sollte. Ich stelle mir das folgendermassen vor:

Wir reklamieren sehr energisch wegen der uns überstellten 318 ungarischen Juden, teilen aber zugleich mit, wir seien bereit, die Aufnahme der andern zu diesem Transport aus Ungarn gehörenden ca. 1300 Juden zu prüfen, vorausgesetzt dass wir alle wünschbare Auskunft – die übrigens bereits vergeblich durch unsere Gesandtschaft in Berlin verlangt worden war – erhielten und die Transporte in unserem Einvernehmen erfolgen würden.

Darüber hinaus würde das Erstaunen ausgedrückt, dass private Verhandlungen stattfänden über Warenlieferungen oder Geldzahlungen zum Zwecke der Verschonung der noch in Deutschland anwesenden Juden von der Deportation und dem Untergang. Die öffentliche Meinung in der Schweiz rege sich mit Recht über die bereits erfolgten Deportationen auf. Deshalb habe denn auch die schweizerische Regierung Schritte in Budapest unternommen, die, wenigstens was die ungarische Regierung anbelange, Erfolg gehabt hätten. Es würde dringend gebeten, dass auch deutscherseits mit den Deportationen aufgehört

würde. Wenn es schwer fallen sollte, die noch vorhandenen Juden zu ernähren und zu bekleiden, wäre die Schweiz bereit, durch das Internationale Rote Kreuz Nahrungsmittel und Kleider zur Verfügung zu stellen, damit Deutschland hier entlastet würde.

Dafür müsste natürlich zunächst das Einverständnis der Amerikaner eingeholt werden. Wie mir dieser Tage von Herrn Mac Master mitgeteilt worden ist, hat Herr Mac Clelland, der neue Assistent des amerikanischen Gesandten für Flüchtlingsmassnahmen, ausgedehnte Kompetenzen, sodass zu erwarten ist, dass er Zusicherungen in dieser Beziehung geben könnte. Zusicherungen müssten auch verlangt werden für die Weiterreise der von der Schweiz noch aufzunehmenden Juden.

Das Internationale Komitee vom Roten Kreuz dürfte ohne Zweifel bereit sein, die Aufgabe der Versorgung der Juden in Deutschland mit Lebensmitteln und Kleidern zu übernehmen.

Nach meiner Kenntnis der Verhältnisse und der in Betracht fallenden Persönlichkeiten in Berlin dürfen wir erwarten, dass eine gutformulierte, aber energisch vorgetragene Intervention in Berlin erhebliche Chancen auf Erfolg aufweist. Sie müsste aber an hoher Stelle angebracht werden, bei Herrn Staatssekretär Steengracht, dem Nachfolger von Herrn v. Weizsäcker. Nachdem die Besprechungen über Mensch gegen Ware von einer Herrn Himmler sehr nahestehenden Stelle ausgeführt oder wenigstens überwacht werden, wissen wir mit Sicherheit, dass es diesen Leuten nicht mehr ganz wohl ist beim Judenmord und dass sie offenbar ein Alibi suchen für nach dem Krieg. Es ist deshalb sehr wohl möglich, dass eine geschickt und energisch vorgetragene Intervention von aussen nicht ungern zum Anlass genommen würde, um einzulenken.

Es ist nicht nötig beizufügen, dass ein schweizerischer Erfolg in dieser Sache von sehr grosser Bedeutung wäre für unser Land, während ein Misserfolg uns m.E. von deutscher Seite keinerlei wichtige Unannehmlichkeiten bringen könnte.

ANNEXE

E 4800 (A) 1967/111/272

Compte-rendu de l'entretien du 23 septembre 1944 entre le Chef de la Division de Police du Département de Justice et Police, H. Rothmund, et le Secrétaire de la Fédération suisse des Communautés israélites, G. Brunschvig[2]

Copie

Herr Dr. Rothmund erklärt, dass die Basis dieser Besprechung gegenseitige Offenheit sei. Jede Äusserung muss vom Gesprächspartner als ehrliche Überzeugung anerkannt werden.

Herr Dr. Brunschvig antwortet, dass er den Chef der Polizeiabteilung immer als offenen und ehrlichen Beamten anerkannt und geschätzt habe. Die Grundlage einer freien Aussprache sei ohne weiteres gegeben.

2. *Cette notice rédigée par R. Tschäppät est datée du 26 septembre 1944.*

Herr Dr. Rothmund stellt die Frage an Herrn Dr. Brunschvig, was Antisemitismus sei.

Herr Dr. Brunschvig antwortet, dass die Frage des Antisemitismus eine politische und rassenpolitische sei.

Herr Dr. Rothmund erklärt, dass der Fehler vieler Juden darin bestehe, dass sie jeden als Antisemit bezeichnen, der die Juden zu kritisieren wage. Die Grundlage unserer Demokratie bilde nicht nur ein reibungsloses Zusammenleben der deutschen, französischen und italienischen Schweiz, sondern schliesse auch die Anerkennung aller Bürger als gleichwertig in sich, ohne Rücksicht auf Rasse und Religion. Diese Gleichstellung der jüdischen Schweizerbürger mit den andern Bürgern unseres Landes bedingt aber das nötige Verständnis für eine objektive Kritik, der sie ausgesetzt sein können. Kritik an den Juden ist noch kein Antisemitismus. Antisemitismus im Sinne der nationalsozialistischen Lehre hat ein anderes Ziel als eine Kritik der Juden. Wir können sagen, das Ziel ist sogar entgegengesetzt: der Antisemitismus nach deutschem Muster will die Vernichtung der Juden, unsere Kritik dagegen hat zum Ziel, die Juden auf Fehler aufmerksam zu machen, um ein reibungsloses Zusammenleben in der Volksgemeinschaft zu ermöglichen. Wenn auch die Kritik als Antisemitismus bezeichnet werde, dann sei er ein Antisemit.

Herr Dr. Brunschvig erklärt, dass nach seiner ehrlichen Überzeugung Herr Dr. Rothmund kein Antisemit sei. Die Stellung der Geschäftsleitung des israelitischen Gemeindebundes sei nicht immer leicht. Die Mitgliedschaft setzt sich aus Leuten verschiedener politischer Auffassungen zusammen. Vom Konservatismus bis fast zum Kommunismus seien alle politischen Richtungen vertreten. Es sei sehr schwer, immer und in allen Fragen einen gemeinsamen Nenner zu finden. Der Geschäftsleitung werde vielfach der Vorwurf gemacht, sie sei gouvernamental. Es gäbe Kreise, welche einen offenen Kampf gegen die Behörden wünschen, da sie die Auffassung vertreten, diese seien vom Gifte des Antisemitismus beeinflusst. Die Geschäftsleitung des israelitischen Gemeindebundes wolle aber diesen Kampf nicht, da sie überzeugt sei, dass die Behörden für unser Land nur das Gute wollen. Herr Bundesrat von Steiger habe anlässlich einer Unterredung erklärt, dass die Behörden bereit seien, auf Wunsch aktuelle Fragen zu besprechen, dies aber nur unter der Voraussetzung, dass gegen sie keine Dolchstösse geführt würden. Herr Dr. Brunschvig erklärt weiter, dass dieser Ausspruch für ihn eine leitende Maxime bilde. Die Behörden müssen aber auch die schwere Stellung der Geschäftsleitung des israelitischen Gemeindebundes verstehen; sie sollte das Gefühl haben, dass sie in den Behörden einen sichern Rückhalt finde. Die Behörden hätten ein Interesse daran, die Stellung der Geschäftsleitung zu stärken. Dies sollte vor allem bei Interventionen zum Ausdruck kommen. Er, Dr. Brunschvig, interveniere nur in solchen Fällen, bei denen er die feste und ehrliche Überzeugung habe, dass eine Verfügung der Behörde ungerecht sei und den Interessen unseres Landes nicht diene. Er sei in einer Doppelstellung, einerseits sei er Anwalt, andererseits Mitglied der Geschäftsleitung. Er nutze aber seine Stellung als Vertreter der israelitischen Kultusgemeinde nicht aus, um seine Stellung als Anwalt zu stärken. Er interveniere für einen Privatklienten nur dann bei den Behörden, wenn er diese Intervention auch als Mitglied der Geschäftsleitung des israelitischen Gemeindebundes vertreten könnte. Es sei aber notwendig, dass ihm von Seiten der Behörden das nötige Verständnis entgegengebracht werde. Die Behörden dürften bei jeder Intervention die volle Überzeugung haben, dass er nur deshalb interveniere, weil er der Ansicht sei, der in Frage stehende Entscheid entspreche nicht der Vernunft und diene nicht den Interessen unseres Landes. Er billige nicht alle Entscheide der Behörden. Doch interveniere er dann nicht, wenn er den behördlichen Standpunkt verstehen könne. Im Einbürgerungsfall Heumann sei ihm von Herrn Dr. von Reding nicht das nötige Verständnis bei der Behandlung entgegengebracht worden.

Herr Dr. Rothmund verspricht, das dieser Fall erneut überprüft wird.

Herr Dr. Brunschvig erklärt, dass seit dem Jahre 1942, vor allem seit dem Rücktritt von Saly Mayer als Präsident des israelitischen Gemeindebundes zwischen der Polizeiabteilung und dem Gemeindebund eine Kluft entstanden sei, welche bisher eine freie Aussprache verhinderte. Durch diese Kluft entstand die Gefahr, dass sich Spannungen ergeben könnten. Durch die Tatsache, dass die Geschäftsleitung des Gemeindebundes keinen näheren Kontakt mehr zu den Behörden hatte und daher ihre Interessen bei den Behörden weniger wirksam vertreten konnte, sei ihre Stellung innerhalb der Mitgliedschaft schwächer geworden. Die Geschäftsleitung des israelitischen Gemeindebundes sei sich klar darüber, dass die politischen Parteien und die Presse, welche sie unter-

stützten, dies nicht etwa tun aus Sympathie zu den Juden, sondern zur Verfolgung eigener Ziele. Aus diesem Grunde würde sich die Geschäftsleitung lieber an die Behörden anlehnen, um von nicht jüdischen Kreisen unabhängig zu sein und in der eigenen Mitgliedschaft wirksam auftreten zu können. Er ersucht Herrn Dr. Rothmund um die Bewilligung, Herrn Saly Braunschweig als Präsident des israelitischen Gemeindebundes von dieser Unterredung Kenntnis geben zu dürfen. Er wünscht auch, Herrn Saly Braunschweig erklären zu dürfen, dass Herrn Dr. Rothmund daran gelegen sei, einen nähern Kontakt zu schaffen.

Herr Dr. Rothmund erklärt sich damit einverstanden. Er hat auch nichts dagegen einzuwenden, wenn Herr Dr. Brunschvig, wie er es wünscht, von der Erklärung Gebrauch mache, dass der Chef der Polizeiabteilung die Schweizerjuden als voll- und gleichwertige Schweizerbürger betrachte und der Ansicht sei, dass es den Grundsätzen unserer Demokratie entspreche, diese als solche zu behandeln.

243

E 27/12690

Le Général H. Guisan au Chef du Département militaire, K. Kobelt

L Secret — Quartier Général de l'Armée, 28 septembre 1944

Selon des renseignements de bonne source, l'armée française du Général de Lattre de Tassigny serait appelée à opérer, avec tout ou partie de ses forces, le long de la frontière suisse, puis à assurer, dans la suite, l'occupation d'une partie du territoire allemand, qui sera probablement la Bavière.

Cette perspective met en relief l'intérêt que nous aurions à disposer au plus tôt d'un élément de contact avec les forces françaises. Il s'agirait de pouvoir traiter, le moment venu, des problèmes que suscitera le respect de notre frontière, avec ses parcelles saillantes, sur le plan terrestre comme dans l'espace aérien, et des diverses questions que provoqueraient, en général, la bataille, la progression et l'occupation.

Or, tant que le Gouvernement provisoire de la République française n'aura pas été reconnu par notre Gouvernement, il n'y aura pas, à Berne, d'attaché militaire français, avec lequel nous puissions prendre contact, comme nous le faisons avec les attachés des autres états belligérants, quel que soit le camp auquel ils appartiennent. Si elle devait se prolonger, cette absence serait d'autant plus fâcheuse que les opérations actives se rallumeraient à proximité de notre frontière.

Le Général de Lattre de Tassigny, commandant l'armée française opérant dans le Jura et en Franche-Comté, serait désireux de faire accréditer auprès de nous un des officiers de son état-major, le Capitaine de la Viéville, qui présente les connaissances et les aptitudes requises pour être chargé de mission en Suisse[1]. Cet officier pourrait, dès maintenant, se rendre, aussi souvent qu'il serait nécessaire, à Berne, où il serait accrédité auprès de M. Verger, délégué en Suisse du Gouvernement provisoire de la République française. De Berne, il

1. *Cf.* E 2001 (E) 1967/113/89.

prendrait contact avec le Commandement de l'Armée et remplirait la mission définie plus haut. Plus tard, lorsque des relations diplomatiques régulières seraient rétablies entre la Suisse et la France, le Capitaine de la Viéville se trouverait ainsi préparé à occuper, le cas échéant, un poste d'attaché militaire à Berne.

En contre-partie, le Général de Lattre de Tassigny serait disposé à admettre dès maintenant à son état-major un ou deux officiers suisses qu'il mettrait en mesure de bénéficier des enseignements de guerre recueillis par son armée. Il est très regrettable – et je sais que vous le déplorez autant que moi – que, contrairement à ce qui s'était passé en 1914-18, une aussi longue période de cette guerre se soit écoulée sans que nous ayons pu envoyer sur les principaux théâtres d'opérations les missions qui nous seraient indispensables pour récolter le fruit de l'expérience des combattants. Or vous savez que, jusqu'ici, nos démarches sont demeurées sans succès. Une occasion se présente enfin: il convient de la saisir au plus tôt.

Vous n'ignorez pas non plus combien je me féliciterais de pouvoir envoyer également une mission militaire auprès de l'armée allemande. Mais, à vouloir lier plus longtemps les deux questions et à faire dépendre de la réponse que nous attendons des uns celle que nous donnerions nous-mêmes aux autres, nous nous exposerions, je le crains, à laisser échapper une occasion comme celle qui se présente aujourd'hui. De plus, un refus de notre part serait interprété, à juste titre, comme un geste discourtois, que rien ne justifierait.

J'ai l'honneur de vous faire part de mes intentions pour le cas où, de votre côté, vous recevriez, dans ce sens, une communication émanant de M. Verger.

Je vous ferai connaître prochainement les noms des officiers que j'envisagerais pour la mission que nous enverrions auprès de l'armée française.

244

E 2001 (D) 11/9

Le Chef de la Division des Intérêts étrangers du Département politique, A. de Pury, au Chef de la Division spéciale de la Légation de Suisse à Berlin, P.A. Feldscher[1]

Copie
L

Berne, 2 octobre 1944

Nous avons l'honneur de vous faire tenir sous ce pli copie de la note verbale N° 9619[2] que la Légation des Etats-Unis d'Amérique nous a fait parvenir le 23 septembre 1944, concernant, dans son premier paragraphe, le désir du Gouvernement américain que vous interveniez en son nom auprès du Gouverne-

1. *Expédiée le 3 octobre 1944.*
2. *Non reproduite.*

ment allemand contre les déportations de Juifs de Slovaquie et de Hongrie qui ont eu lieu, ou qui pourraient être ordonnées par les Autorités allemandes dans ces pays.

En ce qui concerne la Hongrie, nous avons déjà été appelés à transmettre à deux reprises au Gouvernement hongrois des messages du Gouvernement américain au sujet de la déportation de Juifs de ce pays. Comme vous l'avez peut-être appris, le Gouvernement hongrois avait déclaré, par une note du 18 juillet, que les déportations de Juifs de Hongrie avaient cessé[3]. Toutefois, le Gouvernement américain croit que les déportations ont repris malgré ces assurances, mais que ce sont les Autorités allemandes en Hongrie qui s'en chargent maintenant. Par contre, c'est la première fois que le Gouvernement américain nous demande d'intervenir à propos des déportations en Slovaquie où – comme vous le savez – nous ne représentons pas les intérêts américains, puisque Washington n'a pas reconnu le Gouvernement slovaque.

Nous vous serions obligés de vouloir bien communiquer la substance du premier paragraphe de cette note à l'Office allemand des Affaires étrangères, sous la forme que vous jugerez acceptable.

La deuxième partie de cette note se rapporte au message que vous nous aviez fait parvenir le 31 juillet 1944 au sujet du refus de l'Office allemand des Affaires étrangères de fournir des renseignements sur le sort des 163 Juifs déportés de Vittel[4]. La Légation des Etats-Unis d'Amérique exprime le désir que vous fassiez connaître au Gouvernement allemand le point de vue du Gouvernement américain au sujet de la déportation de titulaires de documents ibéro-américains précédemment détenus dans des camps d'internement civils.

Vous vous rappellerez sans doute que par lettre N° 47366 du 27 septembre 1944[5] (faisant suite à notre lettre N° 44547 du 7 septembre 1944)[6] nous vous avions très récemment priés de faire une démarche pressante et écrite auprès du Gouvernement allemand sur la base d'une protestation du Gouvernement américain contre les déportations de Juifs de Vittel, après le 11 mai 1944.

Nous nous rendons compte que cette nouvelle communication du Gouvernement américain n'influera guère sur l'attitude du Gouvernement allemand en cette affaire. Cependant, nous vous serions obligés de la porter à la connaissance de l'Office allemand des Affaires étrangères sous la forme d'une note.

---

3. *Cf. N^os 159, 171 et 191.*
4. E 2001 (D) 11/59.
5. E 2001 (D) 11/59.
6. E 2001 (D) 11/59.

245

E 1004.1 1/450

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 3 octobre 1944

1694. Ablösungsplan

Militärdepartement. Antrag vom 3. Oktober 1944

Am Montag, den 2. Oktober 1944 nachmittags, sprach der Oberbefehlshaber der Armee beim Chef des eidg. Militärdepartements vor und unterbreitete ihm seine Vorschläge für die in den nächsten Wochen geplanten Massnahmen für die Ablösung der bisher an der Westgrenze eingesetzten Heereseinheiten und die Bereitstellung von Truppen für den allfälligen Einsatz an der Südfront. Auf Grund der zur Verfügung gestellten Unterlagen und der mündlichen Ausführungen des Generals ergibt sich folgendes:

[...][1]

Im Ganzen gesehen wird sich nach Durchführung des vorgelegten Planes eine Reduktion der Bestände von ca. 50 000 Mann ergeben.

In seinem Schreiben vom 2. Oktober 1944[2] vertritt der General die Auffassung, dass eine absichtliche und planmässige Verletzung des schweizerischen Territoriums durch eine strategische Operation unwahrscheinlich geworden sei. Das Militärdepartement dagegen vertritt die Auffassung, dass eine solche Gefahr in letzter Zeit nicht geringer geworden ist.

Solange der Angriff der Alliierten im Flusse gehalten werden konnte, bestund keinerlei Anlass zu einer Verletzung unserer Grenzen. Mit zunehmender Versteifung des deutschen Widerstandes an der Burgunder-Pforte ist die Gefahr einer taktischen Umgehung durch den Pruntruter Zipfel in Rechnung zu stellen. Im Falle der Erstarrung der Fronten in der Burgunder Pforte oder am Rhein rückt die Möglichkeit einer strategischen Umgehung durch die schweizerische Hochebene in die Nähe, besonders dann, wenn eine strategische Umgehung der Siegfriedstellung im Norden nicht zum Erfolge führen sollte.

Somit ist eine Schwächung der Bereitschaft gegenüber dem bisherigen Zustande nicht begründet. Die Zahl der Heereseinheiten nördlich der Alpen wird allerdings nicht herabgesetzt, dagegen ist für die zwei ad hoc aufgestellten Divisionen als primäre Aufgabe ein Einsatz an der Südgrenze vorgesehen. Im Falle eines solchen Einsatzes an der Südgrenze ist allerdings dann die Bereitschaft gegenüber dem heutigen Zustande an der Nord-West-Front wesentlich vermindert. Bei einem Andauern der Lage, müsste deshalb in diesem Zeitpunkte dem Bundesrate ein Ersatz dieser ausfallenden Heereseinheiten beantragt werden.

Unter diesem Vorbehalte schliesst sich das eidg. Militärdepartement dem Antrage des Generals an. – Dementsprechend wird antragsgemäss

---

1. *Suit un exposé des mesures envisagées en tenant compte des possibilités de transport par chemins de fer et des nécessités économiques (notamment de l'agriculture).*
2. *Non retrouvée.*

beschlossen:

Der Bundesrat ermächtigt den Oberbefehlshaber, den nachstehenden Ablösungsplan zu vollziehen, unter dem Vorbehalt sich notwendig ergebender Änderungen in Anpassung an die Lage. Dabei sollten die Entlassungsdaten nicht zum voraus bekannt gegeben werden.

ANNEXE

E 27/14254

Le Général H. Guisan
au Chef du Département militaire, K. Kobelt

L SECRET Quartier Général de l'Armée, 14 octobre 1944

M'en référant à l'extrait du procès-verbal de la séance du Conseil fédéral du 3.10.44[3], que vous m'avez fait transmettre en date du 7.10, j'ai l'honneur de revenir sur les trois derniers alinéas de la page 2 et le premier alinéa de la page 3, passages qui exigent de ma part une mise au point ou des précisions.

Permettez-moi d'abord de relever ce qui suit: comme je vous l'écrivais le 2.10, je continue à tenir une «violation délibérée et systématique» (eine absichtliche und planmässige Verletzung) du territoire suisse pour peu vraisemblable en ce moment; et je m'appuie, pour en juger ainsi, sur les renseignements qui me sont communiqués en même temps qu'à vous-même, ainsi que sur d'autres renseignements que je recueille à diverses sources. Certes, il va sans dire qu'une telle violation demeure toujours théoriquement possible: elle l'est par définition. Mais les moyens à pied d'œuvre dans les zones qui nous intéressent ne semblent pas mettre ni l'un ni l'autre des belligérants en mesure d'exécuter aujourd'hui une telle entreprise, comme ce fut le cas, par exemple, fin mai et début de juin derniers.

Si je comprends bien le texte du procès-verbal, il distingue entre deux éventualités:

– la première, qui serait un «raidissement» (zunehmende Versteifung) de la résistance allemande, qui pourrait déterminer une violation d'ordre tactique, par empiétement sur le territoire de l'Ajoie.

A cette menace, le dispositif réalisé par notre 2. C.A. répond d'une façon constante;

– la seconde éventualité, qui résulterait d'une fixation des fronts dans la trouée de Belfort ou sur le Rhin, et qui pourrait conduire à une violation stratégique, par débordement à travers le Plateau suisse.

A cette menace-là, le dispositif initial du 1. C.A. répondait, sans doute, dans une certaine mesure, par la possibilité de porter les 1. et 3. Div. sur une coupure comme celle de la Sarine. Mais le stationnement de ces deux U.A. en position d'attente ne répondait plus à une nécessité dès le moment où, les gros des armées alliées étant remontés, absorbés ou fixés vers le nord et le nord-est, aucun groupement stratégique allié ne se trouvait plus à pied d'œuvre pour tenter une violation stratégique de cet ordre.

Les modifications apportées à notre dispositif ne sauraient donc être qualifiées d'«affaiblissement de notre préparation» (Schwächung der Bereitschaft). Elles ont simplement pour objet de parer à des éventualités plus diverses et plus générales. En effet, la formation de deux divisions provisoires placées en réserves d'armée, vient, dans une large mesure, compenser l'allégement de notre dispositif à l'ouest, en ce sens que ces U.A. sont maintenues à proximité des gares d'embarquement, et que leur affectation première aux front sud et sud-est n'est limitative en aucune manière. Ces divisions peuvent être aussi bien portées vers l'ouest ou vers le nord; et je me réserve, bien entendu, de les déplacer aussitôt que la situation le recommanderait.

3. *Publié ci-dessus. Cf. aussi* E 5795/363.

Il faut aussi considérer la fixation, au moins relative, que vous relevez dans le front des belligérants sous un autre aspect: elle doit nous préparer à l'éventualité d'une prolongation des hostilités durant l'hiver et au-delà, prolongation vraisemblable, sinon probable à l'ouest, et peut-être au sud.

D'où mon souci de ménager l'emploi de nos unités d'armée, souci où vous vous plairez certainement à reconnaître que je cherche, comme vous, à économiser les forces nécessaires à la vie nationale, – et à économiser tout court.

Voulez-vous me permettre enfin de vous exprimer un vœu: c'est qu'à l'avenir, au cas où de nouveaux éléments, politiques ou d'ordre général, paraîtraient susceptibles au Conseil fédéral de modifier la situation de notre pays, vous vouliez bien prendre l'initiative de m'en faire part sous la forme d'une appréciation de situation. Il me serait précieux, en effet, de connaître ainsi, sous cette forme plutôt que sous celle de «réserve» (Vorbehalt), les raisons qui pourraient m'amener à réviser ou varier le dispositif de l'Armée, au sens de la mission que le Conseil fédéral m'a confiée à la fin d'août 1939[4].

4. *Cf. DDS, vol. 13, N° 140.*

246

E 1004.1 1/450

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 3 octobre 1944

1697. Deutschland-Verhandlungen

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 30. September 1944

In die letzten Wirtschaftsvereinbarungen mit Deutschland vom 29. Juli 1944 ist eine Verhandlungsklausel aufgenommen worden, welche beiden Teilen gestatten sollte, bei veränderten Verhältnissen kurzfristig Anpassungsverhandlungen zu verlangen und im Falle eines Scheiterns solcher Verhandlungen vom Vertrage zurückzutreten[1].

In unseren Wirtschaftsbeziehungen mit Deutschland sind seit dem 29. Juli 1944 in mehrfacher Beziehung grundlegend veränderte Verhältnisse eingetreten, nämlich:

1) Die Deutschen mussten sich von der ganzen schweizerischen Westgrenze zurückziehen, sodass die Schweiz nunmehr den Kontakt mit den beiden kriegführenden Teilen aufrecht erhalten kann, womit die einseitige deutsche Kontrolle der schweizerischen Ausfuhr nach dritten Ländern der Vergangenheit angehört.

1. *Cf. N^os 180, 183 et 211.*
Cf. aussi E 7110/1973/134/10 *et* E 7110/1976/134/58-59.
Cf. aussi le procès-verbal de la séance du 7 septembre 1944 de la «Commission mixte» germano-suisse, E 7110/1973/135/50 *et* E 7110/1976/134/59.

2) Die deutschen Lieferungen von Kohle haben infolge der Transportschwierigkeiten auf dem Rhein und per Bahn eine sehr starke Verminderung erfahren.

3) Das gleiche gilt, wenn auch nicht im selben Masse, von den deutschen Eisenlieferungen.

4) Die deutsche Bezugshilfe für die Einfuhr von Mineralölprodukten aus dem Süd-Osten ist gänzlich dahingefallen, da die Produktionszentren nicht mehr dem deutschen Zugriff unterliegen.

Damit sind die vier Grundpfeiler der bisherigen schweizerischen Leistungen im Wirtschaftsverkehr mit Deutschland zum grossen Teil zusammengebrochen. Die Schweiz hat infolgedessen von der Verhandlungsklausel Gebrauch gemacht, und es haben vom 20. bis 29. September in Bern Verhandlungen stattgefunden, welche zu einer neuen Vereinbarung geführt haben, die am 29. September vom Leiter der schweizerischen Wirtschaftsdelegation, Dr. Jean Hotz, und dem Vorsitzenden der deutschen Wirtschaftsdelegation, Dr. K. Schnurre, unterzeichnet worden ist[2].

Die Verhandlungen zeitigten folgendes Ergebnis:

1. Infolge des Wegfalles der deutschen Kontrolle an unserer Westgrenze entfiel die Grundlage für die im Jahre 1940 eingeführte Beschränkung unserer Ausfuhr nach Drittländern (Gegenblockade). Es ist in den Verhandlungen Einverständnis darüber erzielt worden, dass die Kontingentierung der schweizerischen Ausfuhr auf Grund der Gegenblockade aufgehoben wird. Dasselbe gilt für die Geleitscheinpflicht für schweizerische Waren, soweit die Ausfuhr dieser Waren nicht über Deutschland oder unter deutschem Einfluss stehendem Gebiet erfolgt.

2. Die Regierungen der Vereinigten Staaten und Grossbritanniens haben erwartungsgemäss die Änderung in unserer geographischen und militärischen Lage zum Anlass genommen, von der Schweiz ein Ausfuhrverbot von Kriegsmaterial nach Deutschland zu fordern[3]. Da unsere Ausfuhr nach Deutschland zufolge der Kriegslage ohnehin stark gedrosselt werden musste, lag es nahe, zuerst das Kriegsmaterial von unserer Ausfuhr auszumerzen. Das betreffende Ausfuhrverbot ist vom Bundesrat bereits erlassen worden; es gilt allerdings nicht nur für Deutschland allein, sondern gemäss den Bestimmungen der Haager Konvention betreffend die Rechte und Pflichten der Neutralen, für sämtliche kriegführenden Staaten. Deutschland hat sich mit dem Ausfuhrverbot abgefunden.

3. Die deutsche Regierung erklärte sich ausser Stande, ihre im Abkommen vom 29. Juli übernommenen und bis Ende des laufenden Jahres geltenden Verpflichtungen betreffend die Lieferung einer bestimmten Menge von Kohle und Eisen aufrecht zu erhalten. Dies bedeutet nicht nur eine Verschlechterung der schweizerischen Versorgungslage, sondern auch einen schwerwiegenden Ausfall in der Alimentierung unseres Clearings. Mitte September dieses Jahres betrugen die Verpflichtungen des Bundes aus der von der Schweizerischen

---

2. E 2001 (D) 3/349.
   Cf. aussi E 7110/1967/32/900 Deutschland/ 12 *et* 13, E 7800/1/16.
3. *Cf. N*os *236 et 240.*

Verrechnungsstelle erteilten Transfergarantie für noch nicht ausbezahlte Clearingforderungen rund 280 Mill. Franken, wovon 140 Mill. in den nächsten 5 Monaten und die restlichen 140 Mill. in weiteren 7 Monaten zur Auszahlung fällig werden. Diese Garantieverpflichtungen des Bundes sollten grundsätzlich nach dem Prinzip des selbsttragenden Clearings laufend durch die Clearingeinzahlungen bei der Nationalbank in Zürich abgedeckt werden[4]. Deshalb musste die schweizerische Verhandlungsdelegation danach trachten, die deutschen Lieferungen, soweit diese überhaupt noch möglich sind, nicht zum Versiegen kommen zu lassen. Das wird nur möglich sein, wenn auch die schweizerischen Warenexporte nach Deutschland weiter gehen. Die Schweiz übernahm es deshalb, die Bundestransfergarantie für die nicht unwesentlichen noch offenen, d.h. nicht ausgenützten Transferkontingente weiterhin aufrecht zu

---

4. *L'engagement financier de la Confédération inquiète le Département des Finances qui l'expose au Conseil fédéral le 20 septembre: [...]*

En bref, la situation se présente comme suit:

Le découvert constaté par l'office suisse de compensation, dans son état de situation au 30 juin 1944 est de 939 millions de francs. Le total des crédits consentis par le Conseil fédéral par ses arrêtés des 13 août 1940, 11 février 1941, 6 juin 1941 et 24 juillet 1941 atteint 850 millions de francs. Le montant dont la Confédération est débitée en date du 15 septembre 1944 est de 652 millions de francs.

Le sort qui attend la créance de la Confédération est douteux. Il est permis d'envisager l'éventualité d'une occupation de l'Allemagne par les alliés et d'une tutelle imposée par ces derniers en matière économique et financière. Il n'est pas exclu qu'il soit fait alors table rase des engagements du gouvernement actuel. Même si ces engagements étaient reconnus, il faudrait s'attendre à voir toutes les anciennes créances prendre place en dernier rang, de sorte que leur valeur effective paraît très problématique. En outre, on peut supposer que, par suite des destructions résultant de la guerre, l'Allemagne sera un pays acheteur pendant plusieurs années et que sa balance de paiements sera déficitaire; une régularisation rapide des anciens soldes paraît donc fort improbable. En s'obstinant à vouloir récupérer à tout prix nos avoirs après l'armistice on n'aboutirait guère qu'à empêcher la reprise de relations économiques normales entre l'Allemagne et la Suisse.

Si l'on veut sauver ce qui peut l'être, nous croyons que c'est maintenant qu'il faut agir en proposant à la délégation allemande de liquider le solde qui entrave nos relations économiques. On peut aisément démontrer que l'intérêt évident des deux pays est de mettre la situation au net.

Comme il n'est pas exclu que les pourparlers actuels soient parmi les derniers qui aient lieu avant une occupation de l'Allemagne par les alliés, nous sommes persuadés que c'est le dernier moment de discuter carrément cette éventualité. Il est beaucoup plus important pour nous de nous débarrasser du boulet du passé que de réglementer nos transactions avec l'Allemagne pour une prochaine période d'une durée fort indéterminée.

Afin de liquider le solde du clearing germano-suisse, le DFD fait une série de propositions (rachat des voies ferrées et des gares appartenant aux chemins de fer allemands et situées sur le territoire suisse; remboursement de la subvention payée par l'Allemagne pour le Gothard et renonciation à la Convention; achats de marchandises, en particulier de fer et de charbon, éventuellement de mines de charbon, etc.). Le DFD propose que la solution de cette question, qui revêt une importance beaucoup plus grande que la réglementation des échanges pour les prochaines semaines, *soit une condition* sine qua non *pour les négociations économiques avec l'Allemagne. Toutefois,* après échange de vues, le Conseil *[fédéral]* décide de surseoir à toute décision sur cet objet, les conditions qui permettraient d'engager utilement des négociations sur la base envisagée n'étant actuellement pas remplies. (*PVCF N° 1619 du 22 septembre 1944,* E 1004.1 1/449). *Sur cette question, cf.* E 2001 (E) 1/295 *et* E 6100 (B) 1981/96/9816.8.

erhalten. Im übrigen wurde auch die Eröffnung neuer Transferkontingente vorgesehen. Im Unterschied zum bisherigen System werden diese neuen Kontingente aber erst post numerando gewährt, d.h. es wird zuerst festgestellt, welche Höhe die deutsche Einfuhr in die Schweiz in einem bestimmten Monat erreicht und hierauf werden Transferkontingente in entsprechender Höhe ausgesetzt. Einzig für die schweizerische Energie-Ausfuhr, sowie für die Lieferungen von Erz und von gewissen landwirtschaftlichen Produkten wurden in bestimmten Rahmen bescheidene Ausnahmen von diesem postnumerando-Prinzip gemacht, welche indessen für die Schweiz keine nennenswerte Erhöhung des Transfer-Risikos nach sich ziehen sollten.

Im übrigen gelten die Bestimmungen der Vereinbarung vom 29. Juli 1944 unverändert weiter bis Ende des laufenden Jahres. So wurde insbesondere an den Bestimmungen betreffend den Reiseverkehr, den Zinsentransfer und die Devisenspitze der Deutschen Reichsbank [5] nichts geändert.

Sollten neuerdings veränderte Umstände eintreten, so haben beide Vertragsteile wiederum das Recht, kurzfristig Anpassungsverhandlungen zu verlangen und gegebenenfalls vom Vertrage zurückzutreten.

4. Im weitern hat sich die deutsche Regierung neuerdings verpflichtet, die längstens fälligen Verhandlungen über die schwebenden Kriegsschädenfragen sobald als möglich aufzunehmen.

Schliesslich sind Verhandlungen technischer Art vorgesehen, welche insbesondere die nach dem Wegfall der deutschen Leistungen auf dem Gebiete der Mineralölzufuhr fällige Rückgabe der von der Schweiz zur Verfügung gestellten Kesselwagen regeln sollen.

Gestützt auf die vorstehenden Erwägungen wird antragsgemäss

beschlossen:

Der vorgelegte Briefwechsel vom 29. September 1944 zwischen dem Vorsitzenden der schweizerischen Delegation, Dr. Jean Hotz, und dem Vorsitzenden der deutschen Delegation, Dr. K. Schnurre, wird genehmigt.

Die Vereinbarungen des Briefwechsels sind vertraulicher Art und deshalb weder zu publizieren noch in die amtliche Gesetzessammlung aufzunehmen [6].

---

5. *Les conséquences des mesures décidées par l'ASB provoquent le mécontentement des autorités financières allemandes. Cf. notice du 29 septembre et télégramme du 18 octobre 1944,* E 2001 (E) 2/626.

6. *Cf. la circulaire du Vorort de l'USCI du 6 octobre 1944,* E 7800/1/16 *et* E 7110/1973/135/54.

247

E 2300 Budapest/4

Le Ministre de Suisse à Budapest, M. Jaeger,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz[1]

RP 27.s. Geheim und streng vertraulich Budapest, 3. Oktober 1944

Ich beehre mich, Sie über die Lage in Ungarn mit den folgenden zwei Texten zu orientieren, die als Chiffretelegramme gedacht waren, die ich aber wegen der Gefährlichkeit ihres Inhaltes dem heute abreisenden Kabinettskurier mitgebe.

Aussenpolitik

Die Erklärung der erstaunlichen Tatsache, dass seit über zehn Tagen keine Bombardierung von Budapest mehr stattgefunden habe und auch die russischen Offensiven scheinbar zurückgehalten werden, sei darin zu finden, dass zurzeit Verhandlungen Ungarns mit den Sowjets stattfänden. Ich vernehme geheim und ohne vorläufig in der Lage zu sein, die Sache nachzuprüfen, dass der Verhandlungsort Mako in der Nähe der ungarisch-rumänischen Grenze, östlich Szeged sein soll. Als die ungarischen Unterhändler werden der langjährige frühere Aussenminister Koloman Kanya und General Karkas genannt. Die russischen Bedingungen sollen u.a. lauten: Ungarn wird in seine Grenzen von 1938 zurückversetzt. Sämtliche politischen Gefangenen sind sofort freizulassen. Die deportierten Juden kehren zurück und das Tragen des gelben Sterns wird aufgehoben. Alles jüdische Eigentum muss zurückgegeben werden. Die ungarische Armee hat gegen die Deutschen zu kämpfen. Die aktiven ungarischen Offiziere sollen an die Sowjets ausgeliefert werden. Reichsverweser Horthy und seine Familie können sich in die Schweiz begeben[2]. Russland werde Ungarn besetzen bis der deutsche Widerstand gebrochen sei. Später sollen amerikanische und britische Truppen das Land besetzen, da Ungarn in die anglosächsische Einfluss-Sphäre fallen soll.

Von ungarischen Gegenpropositionen wird lediglich bekannt, dass nur schuldhafte Offiziere den Sowjets ausgeliefert werden sollen.

[...][3]

---

1. *Annotations de Pilet-Golaz en tête du document:* Ne pas reproduire 9.10.44. C*[onseil]* F*[édéral]* le 10.10.44.
2. *Pilet-Golaz a souligné ce passage dans la marge et y a noté un point d'interrogation. A ce sujet, cf.* E 2001 (D) 3/272 *et* E 2001 (E) 1969/121/153.
3. *La fin du rapport traite de la vie politique intérieure en Hongrie.*

248

E 2001 (D) 3/485

Proposition du Département politique au Conseil fédéral[1]

Pas pour la presse Berne, 4 octobre 1944

OCTROI D'UN CRÉDIT POUR L'ACTION NATIONALE SUISSE DESTINÉE À SECOURIR LES VICTIMES DE LA GUERRE (SECOURS SUISSE D'APRÈS-GUERRE)

Le 25 février dernier, le Conseil fédéral a approuvé un rapport concernant la participation de la Suisse aux œuvres de secours d'après-guerre[2]. En même temps, les principes fondamentaux de cette action ont été définis. Il a été prévu qu'elle ne s'écarterait pas des règles découlant de notre neutralité; qu'elle devait, dans l'exécution comme dans l'inspiration, traduire la volonté du peuple suisse uni, sans fractionnement au gré des sympathies et en faisant abstraction des partis, des classes, des intérêts et des convictions religieuses; qu'elle serait rigoureusement désintéressée, et absolument distincte des efforts, parfaitement légitimes d'ailleurs, tendant à associer l'économie suisse à la reconstruction de l'Europe.

Un communiqué paru le jour même a sommairement renseigné notre population, et du même coup ceux qu'il importait de prévenir, au-delà de nos frontières, de notre intention de payer en toute indépendance notre tribut aux victimes de la guerre.

Le Département politique avait annoncé qu'il soumettrait dès que possible au Conseil fédéral des propositions concernant la composition d'un «Comité d'étude» et le mandat qui serait confié à cet organe.

Bien que le Conseil fédéral n'ait pas été appelé depuis le 25 février à délibérer sur ce sujet, nous l'avons régulièrement informé des étapes successives que franchissaient les travaux préliminaires entrepris dans le sens de sa décision de principe et conformément à l'esprit dont elle s'était inspirée.

Pendant le même temps, la situation générale a passablement évolué. Les événements militaires se sont même, au cours de l'été, succédé à vive allure[3]. Si la guerre s'est rapprochée de nos frontières, elle paraît aussi aller vers sa fin, – en Europe du moins, – ce qui diminue naturellement la durée du risque auquel nous sommes exposés.

---

1. *Le Conseil fédéral approuve cette proposition lors de sa séance du 10 octobre 1944 (PVCF N° 1736,* E 1004.1 1/450).

   Cf. aussi PVCF N° 2318 du 27 décembre 1944, E 1004.1 1/452.

2. *Cf. N° 82.*

3. *Le 29 août 1944, le Chef du DPF adresse la notice suivante au Délégué du Conseil fédéral pour les Œuvres d'Entraide internationale:* Le rythme des événements s'accélère. Si notre politique de neutralité nous oblige à certains ménagements, notre politique tout court exige que, pour les pays qui nous entourent, nous puissions d'une manière autonome intervenir en faveur des populations civiles sans trop tarder. C'est la rapidité de notre action qui en fera la valeur. Je vous serais donc reconnaissant de bien vouloir vous entretenir avec M. Wetter pour que d'ici quelques semaines nous soyons prêts, s'il le faut (E 2001 (D) 3/485).

Autre constatation: certaines populations, qui devront, en raison du voisinage, de la parenté ethnique et de vieilles traditions, figurer au nombre des bénéficiaires de notre premier secours, pourraient bien, au moment où les hostilités prendront fin, ne plus avoir aussi impérieusement besoin de notre assistance. Tel est notamment le cas d'assez vastes régions en France et en Italie du Nord. Le moment est donc venu de sortir de la réserve apparente observée jusqu'ici et de passer de la phase des études préliminaires, actives mais prudentes et discrètes, à celle de la préparation au grand jour; en d'autres termes, il est temps de mobiliser l'esprit altruiste du peuple suisse en faisant appel à sa générosité.

Avant de formuler à ce sujet des propositions concrètes, il convient de récapituler brièvement ce qui s'est fait depuis sept mois.

Hors de nos frontières:

L'UNRRA, cette entreprise géante, sans précédent, a fait ses premiers pas, mais elle n'a pas encore triomphé de la crise de croissance que chacun doit affronter avant de s'affirmer. Jusqu'ici, elle a dû se contenter de créer des vastes camps de réfugiés dans le Proche-Orient et en Afrique du Nord. Pour les actions de «secours et de relèvement» (l'équivalent français officiellement admis à Atlantic City pour United Nations Relief and Rehabilitation Administration est «Administration des Nations unies pour l'aide et le relèvement»), une foule de problèmes ont surgi. On est notamment aux prises, d'une part, avec les exigences sans doute justifiées des autorités militaires d'occupation et, d'autre part, avec l'intention qu'ont certains pays de l'Europe occidentale et septentrionale, jaloux de leur souveraineté et pourvus des moyens financiers nécessaires, de s'occuper eux-mêmes du relèvement de leurs populations. A cela s'ajoutent naturellement des difficultés d'ordre politique dont on peut aisément se faire une idée.

Il avait été décidé, en février dernier, que la Suisse, comme le lui dictait sa stricte neutralité, devait se montrer réservée à l'égard de l'UNRRA. Les milieux de l'UNRRA – pour autant qu'on en pouvait juger – avaient d'ailleurs compris qu'une adhésion de la Confédération à une association de Gouvernements d'un des groupes de belligérants aux prises ne saurait être envisagée durant la guerre. Mais il était indispensable que nos autorités soient aussi exactement que possible renseignées à son sujet et leur attitude prudente ne leur interdisait certes pas d'entretenir avec l'UNRRA des rapports de fait, un contact officieux, même de prévoir, le cas échéant, une participation suisse à telle ou telle action positive d'assistance jugée compatible avec nos principes et avec nos moyens. Un représentant officieux de l'UNRRA, qui jouit des privilèges et immunités d'un chef de mission diplomatique, fut donc accueilli. Cette fonction est assumée par Mr. Royall Tyler, citoyen américain. En outre, la Suisse a usé de la faculté qui lui était offerte de se faire représenter à la deuxième session plénière du conseil de l'UNRRA par un «unofficial observer» en la personne de M. Feer, Conseiller de notre Légation aux Etats-Unis[4]. A en juger par les nouvelles de presse parvenues de Montréal, il semble que l'on ait non seulement compris, mais

4. *Cf. son rapport du 2 octobre 1944,* E 2001 (D) 3/491 *et* E 2001 (E) 1/154. *Sur les relations avec l'UNRRA en 1944, cf. aussi* E 2001 (E) 1/208 *et* E 7110/1976/134/61.

apprécié notre intention d'agir indépendamment en faveur des populations victimes de la guerre. Le tact et l'habileté de Mr. Tyler auront sans doute contribué à faire admettre ce point de vue dans un milieu mal familiarisé avec notre situation particulière et avec nos traditions.

Pas plus qu'au début de cette année, nous n'excluons aujourd'hui la possibilité, voire l'utilité, à un moment donné, de liens plus étroits avec l'UNRRA; c'est une raison de plus pour doter notre «secours d'après-guerre» d'une structure organique extrêmement souple.

Si, du plan international, on passe au plan national, les préparatifs entrepris chez nous sont, en résumé, les suivants:

M. E. Wetter, ancien Conseiller fédéral, a bien voulu assumer l'inspiration et la direction de la noble mais lourde tâche qui s'annonce. Aucune personnalité n'était mieux qualifiée et sa collaboration est précieuse.

M. Wetter a commencé par prendre une série de contacts avec la finance, le commerce, l'industrie, les assurances, d'une part, et les organisations privées susceptibles de s'intéresser activement à l'action de secours, d'autre part. Il s'est assuré, de leur part, le concours et l'appui nécessaires. Ensuite, il a recouru aux administrations fédérales compétentes pour établir, d'une manière coordonnée, l'inventaire des ressources en vivres, vêtements, chaussures, articles de première nécessité, etc. dont nous pouvons disposer. Ce recensement, de même que la détermination des projets déjà conçus par l'initiative privée, permettent d'esquisser un programme maximum dont les chiffres ci-après donnent une idée (au moment de l'établissement du présent rapport, M. Wetter n'avait pas encore été saisi des projets d'action de secours des œuvres et institutions, autres que la Croix-Rouge, qui se préparent à jouer un rôle actif, chacune dans sa branche, en faveur des populations victimes de la guerre):

[...][5]

Les indications qui précèdent permettent de se faire une idée de la variété des tâches qui pourront être entreprises. Il appartiendra aux organes compétents de déterminer celles-ci, non pas d'avance, d'une manière schématique, mais le moment venu, compte tenu du degré d'urgence, de la hiérarchie des besoins.

M. Wetter s'est ensuite préoccupé du financement de l'action. Il a constaté qu'il fallait éviter d'articuler d'emblée une somme globale, de taxer en quelque sorte le pays. En effet, lorsque, en pareil cas, le montant en est fixé trop haut, le fait de ne pas l'atteindre produit l'impression d'un échec, tandis que, s'il est fixé trop bas, la générosité collective et individuelle s'en ressent. Il a en outre constaté, comme nous l'avions prévu en février, que dans l'hypothèse la plus favorable, une collecte ne pourrait pas produire plus de quelques dizaines de millions et qu'une contribution substantielle de la Confédération, peut-être aussi des cantons et des municipalités, s'imposait.

Pour l'organisation de la collecte, les spécialistes, c'est-à-dire les dirigeants

---

5. *Suit une série de tableaux statistiques sur les projets d'aide de la Suisse aux victimes de la guerre. Il s'agit des projets élaborés par l'OFIAMT (budgétés à 159,8 millions de FS), par l'Office fédéral de guerre pour l'alimentation (60,3 millions), par l'Armée (75 millions) et des actions dont la Croix-Rouge suisse et le Secours aux enfants envisagent de pouvoir se charger (101 millions).*

de celles de nos grandes institutions nationales qui tirent leurs ressources des dons de la population, ont été consultés. De plus, on a fait en sorte qu'aucun appel public de fonds pour des tâches particulières d'après-guerre ne précède la grande collecte nationale envisagée. Le produit de celle-ci sera judicieusement réparti et l'on n'oubliera naturellement pas les œuvres en faveur de Suisses, dont les ressources se seront momentanément ressenties de l'effort particulier demandé au public.

Les fonds seront gérés par le Département fédéral des Finances et des Douanes, ce qui permettra d'éviter la création d'un appareil spécial.

Pour ce qui est de la structure organique dont l'action doit être dotée, M. Wetter l'a, ensuite de ses études et consultations, conçue comme suit:

Tout d'abord, un comité largement représentatif, placé sous le patronage du Conseil fédéral. M. Wetter présiderait cette assemblée, dont la dénomination serait «Comité national pour le secours suisse d'après-guerre» («National-Komitee für die schweizerische Nachkriegshilfe» – «Comitato nazionale per l'azione svizzera di soccorso nel dopoguerra»). Le Conseil fédéral donnerait son approbation à sa composition avant qu'il soit convoqué.

Les circonstances montreront s'il est nécessaire de lui octroyer la personnalité juridique.

Une commission exécutive peu nombreuse («Arbeitsausschuss») s'acquitterait, sous la présidence de M. Wetter, du travail effectif dont on ne peut s'attendre de la part d'un comité comprenant plusieurs dizaines de personnes. Cette commission comprendra l'équipe des experts que M. Wetter a associés à ses études préparatoires, auxquels se joindront un nombre restreint de membres du Grand Comité.

Des sous-commissions, jouissant du maximum d'autonomie, seront responsables, l'une de la collecte et de la propagande qui précédera et accompagnera celle-ci, l'autre de l'acquisition et de l'expédition des secours et la troisième de la distribution de ceux-ci.

L'ensemble du travail sera dirigé, coordonné et surveillé par M. Wetter, que le Délégué aux œuvres d'entraide internationale continuera à assister.

Nous avons l'honneur de

proposer:

1) qu'il soit pris acte du rapport ci-dessus sur l'état des travaux préparatoires du secours suisse d'après-guerre,

2) d'approuver les mesures envisagées pour la poursuite de ces travaux et l'organisation effective de l'action selon les grandes lignes esquissées dans le rapport,

3) de consacrer à ladite action des ressources, en nature ou en espèces, évaluées à 100 000 000 de francs au maximum, sous réserve de ratification par le Parlement[6],

---

6. *Sur la préparation du message du Conseil fédéral aux Chambres concernant le Don suisse, cf. la notice du 13 octobre de Ed. de Haller: [...]* M. Pilet-Golaz a fait à M. Keel les quelques suggestions suivantes: Il tient à ce que le message soit très substantiel, détaillé, étoffé et s'étende sur les divers aspects de l'action envisagée. Il devra marquer que l'action projetée ne sera pas faite dans un but de politique extérieure mais sera une conséquence des circonstances actuelles.

4) de patronner l'appel qui sera adressé à la population suisse, aux cantons, aux communes, aux entreprises lucratives, pour recueillir d'autres ressources substantielles sous forme de dons volontaires,

5) d'inviter M. Wetter à soumettre, pour approbation, la composition du Comité représentatif qu'il présidera et auquel incombera la tâche de coordonner et de financer les actions de secours d'après-guerre au moyen des fonds provenant tant de la générosité publique que de la Confédération et éventuellement des cantons et municipalités.

Il faudra montrer l'aspect moral de l'affaire. *[...]* M. Pilet-Golaz désire que dans le message on tienne compte de l'élément «démocratie» et l'on donne bien au Parlement l'occasion de se décider lui-même en toute liberté. Il serait d'autre part utile de faire un alinéa dans lequel on traiterait des dommages de guerre subis par les Suisses à l'étranger. Il ne faut pas donner d'illusions à ceux-ci mais, d'un autre côté, pas les décevoir. *[...]* En ce qui concerne les besoins sociaux internes (assurances vieillesse, survivants, familles), question qui préoccupe beaucoup le Parlement et l'opinion publique, certaines critiques font état du fait que l'on secourra l'étranger au lieu de faire quelque chose à l'intérieur du pays. Cet argument est fallacieux car le Don à l'étranger est unique tandis que l'assurance vieillesse serait une charge fixe qui pèserait sur les finances. Enfin, on pourra dire, au point de vue financier, qu'il s'agit d'argent qui reste en Suisse pour payer des stocks de marchandises existant dans notre pays et que le Don suisse déchargera en quelque mesure le marché intérieur à un moment où le chômage commencera peut-être à se faire sentir (E 2803/1969/302/1).

Le 23 novembre, le Chef du DPF écrit au Président de la Confédération, W. Stampfli, pour lui transmettre le projet de message: Il est rédigé en tenant compte des circonstances suivantes:

1) Il est destiné au moins autant à l'étranger qu'à l'intérieur;

2) il doit éviter le plus possible les détails d'ordre administratif qui pourraient ternir son éclat humanitaire et généreux;

3) il ne fait pas mention des avantages pratiques, directs et indirects, de cette action pour l'économie nationale suisse et sa politique extérieure. Cela fera l'objet des explications données de vive voix aux Commissions (E 7001 (B) 1/345).

Cf. le texte publié du Message in FF, 1944, pp. 1349–1356.

249

E 2300 Rom/50

Le Consul général de Suisse à Milan, F. Brenni, au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna[1]

L Confidentiel — Milan, 4 octobre 1944

Me référant au rapport verbal et écrit[2] que j'ai eu l'honneur de vous présenter à l'occasion de mon séjour à Berne la semaine dernière, je m'empresse de vous donner ci-après les informations que j'ai obtenues hier et qui vous intéresseront certainement.

---

1. *Annotation de Pilet-Golaz en tête du document:* communiq*[uer]* ce qui concerne le «Secours Suisse» à M. de Haller, 5.10.44. *Annotation de Bonna:* c'est fait, 5.10.
2. *Non reproduit.*

La libération de la part des patriotes de la vallée d'Ossola et la constitution à Domodossola même d'une espèce de gouvernement de libération, ont soulevé dans les milieux allemands ainsi que dans les milieux néo-fascistes un fort ressentiment. Les bruits les plus disparates courent ici à ce sujet. On parle d'un contact qui aurait déjà eu lieu entre le gouvernement de Domodossola et les alliés. On prétend même que les patriotes de la vallée d'Ossola seraient en train d'apprêter un champ d'aviation et d'atterrissage entre Villa d'Ossola et Domodossola, et que sur ce champ des planeurs alliés auraient déjà atterri.

Ces jours derniers, un gros industriel milanais, faisant partie du groupe de la Société Electrique Edison, qui serait en relation avec le gouvernement de Domodossola, aurait essayé d'arriver à un accord avec les Autorités néo-fascistes, pour obtenir une espèce de compensation entre le gouvernement néo-fasciste et les patriotes de Domodossola. Il s'agissait, pour être plus précis, de faire parvenir des vivres à la population de la vallée d'Ossola, en compensation de l'énergie électrique que les centrales de cette vallée fournissent à certaines industries. Les patriotes de la vallée d'Ossola auraient même menacé de couper l'énergie électrique si des vivres n'étaient pas livrés. Les pourparlers en question n'ont malheureusement pas abouti à un accord, bien que le Préfet de Novara et le sous-secrétaire d'état à l'intérieur Zerbino, haut commissaire pour le Piémont, semblaient être favorables à un accord. Les allemands se sont décidément refusés à traiter avec les patriotes et ont décidé de libérer à tout prix la vallée d'Ossola et la ligne ferroviaire Milan/Domodossola.

Une action punitive en grand style est projetée par les allemands et pourrait être déclenchée tout prochainement si les dernières tentatives pour un accord, qui sont encore en cours, n'aboutiront pas. L'action militaire contre les patriotes de la vallée d'Ossola serait menée par le général Tensfeld, Brigadenführer, Chef de la «Ordnungspolizei» West. Les allemands disposeraient de troupes suffisantes et amèneraient sur le front aussi de l'artillerie lourde.

Les milieux intéressés sont de l'avis que cette action sera menée avec une force telle que les patriotes seront obligés de quitter la vallée et de se réfugier de nouveau dans les montagnes. Si cette action devait vraiment avoir lieu, il serait utile de ne pas pousser notre action de secours en faveur de la population de la vallée d'Ossola trop loin, car nous risquerions de voir nos envois tomber dans les mains des allemands. Au sujet de l'action de secours pour la population de la vallée d'Ossola, qui a pris en Suisse une telle ampleur et qui peut-être a été entourée de trop de réclame[3] (voir entrée triomphale à Domodossola du délégué de la Croix-Rouge Suisse, M. Musso), il faut observer qu'elle n'a pas été trop opportune pour l'action de secours éventuelle que la Croix-Rouge pourrait faire dans l'Italie non encore délivrée[4].

A titre tout à fait confidentiel j'ajoute encore que M. Musso s'est à ce sujet peut-être un peu trop compromis et que je ne saurai pas vous dire quel accueil il pourrait avoir encore ici s'il devait venir pour continuer son travail. Je crois même qu'il serait indiqué pour lui de renoncer, pour le moment au moins, à se

---

3. *Pilet-Golaz a souligné ces trois mots et écrit dans la marge:* Oh! certes.

4. *Annotation marginale de Pilet-Golaz:* En effet, mais alors ce sera le Dép*[artemen]*t polit*[ique]* qui sera fautif.

rendre dans le nord de l'Italie. Je ne voudrais pas en outre que sa présence puisse apporter des préjudices à l'action de secours que nous pourrions être appelés à faire ici.

En tout état de cause je suis de l'avis qu'il faudrait être très discrets dans la poursuite du secours donné par la Suisse à la population de la vallée d'Ossola. Les appels et la réclame qu'on fait à ce sujet en Suisse ne me semblent pas très indiqués.

Mon informateur m'a entretenu hier aussi sur la question relative aux femmes et enfants des dirigeants néo-fascistes. Les familles de ces derniers ont reçu l'invitation de la part des allemands de se tenir prêtes pour partir en Allemagne, et plus précisément pour se rendre dans une zone sur le lac de Constance. Il paraît que Donna Rachele est déjà partie vers cet endroit pour voir comme elle pourrait s'y installer. Seulement un nombre restreint de membres de familles pourrait se rendre dans le Trentino.

Il va sans dire que je suivrai d'aussi près que possible cette question pour voir de recevoir des renseignements plus précis et plus récents étant donné que si l'évacuation des familles devait se faire vers l'Allemagne, nous ne serions plus amenés à prendre des décisions difficiles et délicates.

J'ai eu hier aussi un bref entretien avec M. Hoepli, auquel j'ai fait part, d'une façon d'ailleurs très vague et discrète, des communications qui m'ont été faites à Berne[5]. Donna Rachele serait éventuellement accompagnée par la fille Annamaria, âgée d'environ 15 ans et qui a été en son temps atteinte d'une paralysie enfantine. La veuve de Bruno Mussolini aurait avec elle un enfant âgé d'environ 3 ans.

Les pourparlers relatifs à la remise des villes de Turin et de Milan et des Provinces au comité italien de libération se poursuivent. J'espère d'avoir ces prochains jours une entrevue avec le révérend Professeur Bicchierai, délégué du cardinal Schuster auprès des Autorités allemandes. Si, à la suite de cette entrevue, il m'était possible d'avoir des renseignements plus détaillés, je ne manquerais pas de vous en faire un rapport[6].

---

5. *Cf. la lettre du 1er septembre 1944 de Brenni à Bonna (qui en ont discuté le 27 septembre): à l'occasion d'une récente visite,* le Duce a prié M. Hoepli de bien vouloir s'informer, de la façon la plus discrète, auprès de moi pour savoir si les Autorités suisses seraient éventuellement disposées à accorder asile aux membres de la famille de Mussolini. Le Duce a assuré qu'il ne s'agirait en tout cas que des membres de sexe féminin et des enfants: en tout 6 femmes et 10 enfants en bas âge (E 2001 (D) 3/270).

6. *Brenni a signé la lettre et ajouté plus bas:* avec prière d'excuser la hâte et les fautes de frappe et de langue.

Celles-ci n'ont pas été corrigées dans le document tel qu'il est publié ci-dessus.

250

E 2001 (E) 2/630

Le Chef du Département de l'Economie publique, W. Stampfli, à la Direction générale de la Banque nationale

Copie
L
Kredit an die Holländische Regierung

Bern, 7. Oktober 1944

Mit Ihrem Schreiben vom 3. Oktober 1944[1] [E/WF.] teilen Sie uns mit, dass der Schweizerische Bankverein im Verein mit der Schweizerischen Kreditanstalt und der Schweizerischen Bankgesellschaft beabsichtigt, der holländischen Regierung in London für Rechnung des holländischen Staates einen dreijährigen Kredit in der Höhe von Fr. 13 577 000.— zu gewähren. Dieser Kredit soll zur Finanzierung von Exporten der Firma Gebrüder SULZER A.G. in Winterthur verwendet werden. Der Kreditbetrag kommt somit in der Schweiz zur Ausschüttung und dient der Arbeitsbeschaffung in der Maschinenindustrie. Mit Ihnen sind wir der Auffassung, dass diese Art der Kreditgewährung an das Ausland für die schweizerische Exportindustrie von grossem Wert sein kann. Wir haben daher gerne davon Kenntnis genommen, dass Sie vom Standpunkt der Geldmarkt- und Währungslage aus gegen den Abschluss dieses Kreditgeschäftes keine Einwendungen erheben und sich bereit gefunden haben, der in Frage stehenden Bankengruppe die Zusage zu erteilen, den Gegenwert des Kreditbetrages bei Verfall in Gold loco Schweiz zum dannzumal geltenden offiziellen Ankaufspreis zu übernehmen, sofern es der holländischen Regierung nicht möglich sein sollte, die notwendigen Schweizerfranken anzuschaffen.

Unsererseits haben wir gegen die Gewährung dieses Kredites keine Einwendungen zu erheben.

Wenn wir somit dem heute zur Diskussion stehenden Kredit von Fr. 13 577 000.— zustimmen, so möchten wir doch anderseits heute schon inbezug auf die Gewährung weiterer, grösserer Kredite an die holländische Regierung in London gewisse Vorbehalte anmelden. Es scheint uns, dass vor der Gewährung weiterer Kredite an diese Regierung doch noch eingehender abgeklärt werden sollte, welches Devisenregime diese Regierung künftig in Holland einzuführen gedenkt und inwieweit die holländische Regierung über Gold und Devisen verfügt. Gänzlich unabgeklärt ist insbesondere heute noch die Frage, was mit den erheblichen schweizerischen Guthaben in Holland, die bekanntlich zurzeit notleidend sind, nach Kriegsende geschehen soll. Schliesslich möchten wir auch daran erinnern, dass im schweizerischholländischen Clearing ein schweizerisches Guthaben in Höhe von über 50 Millionen Franken besteht, und

1. *Non reproduite.*
A ce sujet, cf. aussi la lettre du 31 août 1944 (non reproduite) de la SBS à la SCIPE de la DAE du DPF.

dass heute noch völlig ungewiss ist, ob die holländische Regierung in London dieses schweizerische Guthaben anerkennen wird und wie es abgetragen werden soll[2].

ANNEXE

E 1004.1 1/453

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 30 janvier 1945

Gewährung eines Kredites von 50 Millionen Franken
an die holländische Regierung.

Vertraulich

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 29. Januar 1945
Finanz- und Zolldepartement. Mitbericht vom 30. Januar 1945

1. Am 5. Januar 1945 hat das Volkswirtschaftsdepartement dem Bundesrat einen Antrag[3] über die Regelung des Zahlungsverkehrs mit Belgien und Holland unterbreitet. Das Finanzdepartement, das zum Mitbericht eingeladen wurde, hat in seinem Brief vom 11. Januar an das Volkswirtschaftsdepartement den Wunsch geäussert, es möge den interessierten Stellen noch Gelegenheit zur weitern Abklärung gegeben werden. Dies ist inzwischen geschehen. Vertreter des Volkswirtschaftsdepartements, des Politischen Departements, des Finanzdepartements und der Schweizerischen Nationalbank haben unter Zurückstellung der Frage des Zahlungsverkehrs mit Belgien die Angelegenheit der Gewährung eines Frankenkredites an die holländische Regierung gemeinsam, und zwar nicht nur nach der technischen Seite, sondern auch in ihren grundsätzlichen Aspekten behandelt. Sie haben dabei, obwohl es sich beim Kreditgesuch der holländischen Regierung um einen gesondert gelagerten Fall handelt, auch die Tatsache berücksichtigt, dass mit Sicherheit weitere Kreditgesuche des Auslands an die Schweiz zu erwarten sind. Um die in diesem Zusammenhang auftretenden Gefahren einer zwischen-staatlichen Kreditgewährung nach Möglichkeit auszuschalten und zugleich dem privaten schweizerischen Bankwesen Gelegenheit zur Teilnahme am internationalen Kreditgeschäft zu geben, ist der Einschaltung der Banken in den Holland-Kredit besondere Aufmerksamkeit geschenkt worden.

2. Die holländische Regierung ist noch zu Ende des letzten Jahres durch einen Sonder-Delegierten mit folgendem Kreditbegehren an das Departement herangetreten:

Die schweizerische Regierung möge der holländischen Regierung einen Kredit bis zu 100 Millionen Franken gewähren. Die holländische Regierung würde dagegen Staatsschuldscheine, welche zu $3\frac{1}{2}\%$ verzinslich sind, ausstellen und sich zur Rückzahlung der gesamten Schuldsumme fünf Jahre nach der völligen Befreiung Hollands (europäischer Landesteil) verpflichten. Die Kreditsumme würde zur Auftragserteilung an schweizerische Industrien, im wesentlichen für Nachkriegslieferungen, verwendet werden.

3. Das Volkswirtschaftsdepartement ist mit dem holländischen Delegierten in Vorbesprechungen eingetreten und hat dabei folgende Haltung eingenommen:

Die Schweiz sei grundsätzlich an einer Zurverfügungstellung von Kaufkraft an die holländische Regierung interessiert. Es seien in der Schweiz für rund 20 Millionen Aufträge aus der Zeit vor dem 10. Mai 1940 pendent, deren Ausführung in nächster Zukunft wünschbar wäre. Die Schweiz sei

---

2. *Ce projet de crédit ayant été révélé par la presse, le Conseiller national A. Gadient dépose une interpellation, à laquelle le Chef du DFD, E. Nobs, répond lors de la séance du 16 octobre 1944 de la Commission des pouvoirs extraordinaires du Conseil national* (*Cf. le procès-verbal:* E 7800/1/158).

3. E 1001.1 VD 1.1–31.5.1945.

auch in der Lage, den neu aufgetretenen dringlichen Wiederaufbaubedürfnissen Hollands durch kurzfristige Lieferungen wenigstens teilweise zu entsprechen; sie sei aber an einer Verteilung der Aufträge auf die verschiedenen Sektoren ihrer Wirtschaft interessiert und müsste sich ein entsprechendes Mitspracherecht bei der Auftragserteilung vorbehalten. Im weiteren sehe die Schweiz durch ihre seit Monaten dauernde Abschnürung von allen Zufuhren aus Übersee und durch den rapiden Rückgang der Kohlenlieferungen aus Deutschland Schwierigkeiten voraus, die sie zwingen, eine eventuelle Kreditgewährung von bestimmten Gegenleistungen Hollands abhängig zu machen. Als solche kommen in erster Linie in Frage:

a) die Zurverfügungstellung von Schiffsraum aus der holländischen Handelsmarine für die Zeit nach dem Waffenstillstand in Europa;

b) die Lieferung von Kohlen sofort nach Erreichung einer genügenden Förderung in Holland und der Wiedereröffnung der Transportwege nach der Schweiz.

Da es sich in beiden Fällen um Gegenleistungen handelt, die Holland noch nicht sofort erbringen kann, müssten zur Zeit möglichst konkret gefasste Optionen stipuliert werden. Unter diesen Voraussetzungen schiene es dem Volkswirtschaftsdepartement vertretbar, dem Bundesrat einen entsprechenden Antrag auf Eintreten auf das holländische Kreditbegehren und dessen weitere Verfolgung in Verhandlungen zwischen den beiden beteiligten Regierungen vorzulegen.

Im weiteren hat sich das Departement vorbehalten, dem holländischen Begehren um Gewährung eines reinen Staats-Kredites eine Lösung entgegen zu stellen, bei der die schweizerischen Privatbanken als Kreditgeber eingeschaltet werden könnten. Eine Fühlungnahme hat ergeben, dass eine schweizerische Bankengruppe bereit wäre, einen Kredit von 50 Millionen Franken zu einem Zinssatz von 2% über dem offiziellen Diskontsatz und einer einmaligen Eröffnungskommission von 1½% zu gewähren, unter der Voraussetzung, dass der Bund die Gewähr für die Rückzahlung übernehme. Zusammen mit der Nationalbank waren die Vertreter der eingangs genannten Departemente der Auffassung, dass die Banken sich am Risiko der Kreditgewährung mitbeteiligen sollen. Die Banken haben sich schliesslich zu einem Selbstbehalt von 15% bereit erklärt.

Um das Risiko des Bundes noch weiter (wenn immer möglich auf 75–80%) zu reduzieren, wird eine Exportabgabe von einigen Prozenten erwogen. Ihr Ertrag würde einem Garantiefond zufliessen, der im Falle eines Verlustes voll eingesetzt und im Falle einer verlustlosen Abwicklung der Kreditaktion ganz oder teilweise der holländischen Regierung zur Verfügung gestellt werden könnte. Eine Exportabgabe von wenigen Prozenten erscheint tragbar und umsomehr vertretbar, als bei Lieferungen auf Grund des der holländischen Regierung zu gewährenden Kredits voraussichtlich eine volle Auszahlung des Fakturabetrages in Franken an den schweizerischen Exporteur erfolgen könnte.

4. Das Departement glaubt durch seine bisherigen Verhandlungen in der Frage der Gewährung eines Vorschusses an die holländische Regierung einen für die Schweiz gangbaren Weg gefunden zu haben. Der Einsatz des Kredits als eines Mittels für die Wiederanbahnung der schweizerischen Exportbeziehungen zu verarmten und noch nicht voll aktionsfähigen Wirtschafts-Gebieten und damit für die Aufrechterhaltung eines möglichst günstigen Beschäftigungsgrades in der Schweiz wird nicht bloss von allen interessierten Verwaltungsstellen als notwendig und richtig erachtet, sondern auch in den Äusserungen aus der Wirtschaft und aus den Kreisen der Wissenschaft zur Wirtschaftspolitik der Gegenwart und der nächsten Zukunft postuliert.

Da der holländische Delegierte in den nächsten Tagen nach London zurückreisen muss, und es im schweizerischen Interesse als wünschbar erscheint, ihm als Diskussionsbasis eine erste schweizerische Stellungnahme zu seinem Kreditgesuch mit auf den Weg zu geben, stellt das Departement, im Einvernehmen mit dem Finanz- und Zolldepartement den Antrag und der Rat

beschliesst:

1. Von diesem Bericht wird in zustimmendem Sinne Kenntnis genommen.

2. Das Volkswirtschaftsdepartement wird ermächtigt, die Verhandlungen auf der vorstehend skizzierten Grundlage weiterzuführen und beauftragt, vor einem definitiven Abschluss dem Bundesrat erneut Bericht zu erstatten.

251

E 2300 Rom/47

Le Consul général de Suisse à Milan, F. Brenni,
au Chef de la Division des Intérêts étrangers
du Département politique, P. Bonna[1]

L Confidentiel. Urgent Milan, 7 octobre 1944

J'ai eu hier un long entretien avec le révérend Professeur Bicchierai, dont j'ai fait allusion dans mon dernier rapport[2].

Il s'agit d'un homme très intelligent et actif, qui est le collaborateur direct du Cardinal Schuster auprès des Autorités allemandes et néo-fascistes, et qui jouit, par son prestige et par son intelligence, des plus vastes entrées dans ces milieux. Le révérend Professeur Bicchierai était jusqu'en 1931 Dr ès sciences commerciales. Ce n'est qu'à cette époque qu'il est entré dans la carrière ecclésiastique, après avoir été un membre actif et très influent de l'action catholique dans le nord de l'Italie, surtout aux temps du Cardinal Ferrari.

L'entretien que j'ai eu avec le susnommé a été de grand intérêt, car il m'a confirmé ce que mon informateur précédent m'avait communiqué et m'a en même temps assuré que j'avais eu à faire avec une personne de toute confiance. Le révérend Professeur Bicchierai m'a en outre confirmé que l'action de la part des militaires allemands, tendant à reprendre la maîtrise sur toute la vallée d'Ossola, est désormais en cours. D'après ces indications, deux divisions allemandes, en parfaite tenue de guerre, disposant de chars d'assaut et d'artillerie lourde, seraient en marche, de différentes directions, vers la vallée susdite. Mon interlocuteur est absolument persuadé que les troupes allemandes, auxquelles s'ajoutent aussi des troupes néo-fascistes, auront bientôt raison des patriotes de la vallée d'Ossola, qui n'auraient autre possibilité que de se retirer sur les montagnes ou de passer en Suisse.

L'action des troupes allemandes a été provoquée surtout pour une question de prestige, étant donné que la libération de la vallée d'Ossola a été accompagnée par une propagande politique évidemment excessive, qui a indisposé et irrité, soit les allemands, soit les milieux néo-fascistes. Le fait que, suivant les bruits répandus ici, la Légation d'Italie à Berne et même les alliés auraient pris contact avec les patriotes de la vallée d'Ossola, a été considéré comme une menace d'invasion, à laquelle les allemands veulent absolument faire face. La propagande politique et les manifestations, peut-être exagérées, faites par certains milieux suisses, ont contribué aussi à cette décision allemande. Cette propagande du côté suisse pourrait évidemment créer à toute notre Colonie du nord de l'Italie des ennuis, si elle devait continuer.

---

1. *Annotation de Bonna dans le haut de la marge:* M. Stucki: Il faudra faire savoir à M. Brenni que ces informations ne semblent pas confirmées par les faits. 9.10.
Annotation de D. Secrétan dans le bas de la marge: Les événements survenus par la suite semblent hélas plutôt confirmer les renseignements recueillis par M. Brenni. 17.10.
2. *Cf. N° 249.*

Je suis tout à fait persuadé qu'il aurait été bien préférable de donner lieu, de la part *[de la]* Suisse, à une action de secours pour la population de la vallée d'Ossola plus discrète. De plusieurs côtés, et même de la part de la Colonie Suisse, on a désapprouvé la réclame qui a été faite concernant surtout les voyages du délégué de la Croix-Rouge Suisse pour l'Italie, M. Mario Musso, à Domodossola.

Les choses étant à ce point, il sera certainement utile d'agir avec plus de circonspection, surtout pour ce qui concerne de nouveaux envois de vivres, médicaments, etc., à la population de la vallée en question. Il faut en tout cas éviter que des stocks de vivres, médicaments, etc., soient amenés à Domodossola juste à temps pour tomber dans les mains des allemands ou des néo-fascistes.

Le révérend Professeur, M. Bicchierai, a vainement essayé d'arriver à un accord et d'éviter cette action de guerre. La seule chose qui lui a été possible d'atteindre, c'est d'obtenir la promesse, de la part des allemands, qu'ils procéderaient sans trop de rigueur, surtout à l'égard de la population civile, en renonçant à des déportations en masse ou des représailles contre des otages innocents.

Les pourparlers avec les allemands, relatifs à la remise des principales villes au comité national de libération, au cas où les allemands devaient évacuer l'Italie du Nord, se poursuivent. Des efforts sont en train d'être accomplis, aussi pour obtenir de la part des allemands, qu'ils renoncent à faire sauter par des mines les installations industrielles, centrales électriques, usines de gaz, etc. Un accord de principe à ce sujet aurait déjà été pris, si les communistes ne se refusaient pas à traiter. On essaie à présent d'obtenir indirectement une intervention alliée auprès du Chef des communistes de l'Italie du Nord, qui serait un «alter ego» de Togliatti à Rome. Cette intervention devrait convaincre les représentants communistes qu'il est absolument dans l'intérêt des alliés d'avoir dans le nord de l'Italie des industries intactes et des villes possiblement peu dévastées, de façon à pouvoir assurer du travail aux ouvriers et la nourriture à la population. Ce but semble toutefois être en contraste avec celui des communistes, qui aimeraient plutôt créer une situation chaotique et désastreuse, qui leur permettrait de développer plus aisément leur politique.

Le révérend Professeur Bicchierai possède aussi un matériel très volumineux, concernant les persécutions, les tortures et les cruautés commises dans les prisons et dans les camps de concentration, soit par les allemands, soit par les néo-fascistes. Au sujet de la fameuse «bande Kock», dont l'arrestation a été annoncée même par nos journaux, et qui a eu effectivement lieu, il m'a assuré que cette arrestation avait été ordonnée par Mussolini même. Le questeur de Milan a exécuté l'ordre reçu, en s'exposant lui-même à un danger non indifférent. Il paraît cependant que la bande vient d'être relâchée, sur intervention de Buffarini-Guidi et de Pavolini, qui évidemment ne semblent pas se soumettre aux ordres du Duce.

Je me repromets de me tenir en contact avec le révérend Professeur Bicchierai qui, de son côté, s'est déclaré disposé à me tenir au courant des événements et des accords qui pourront encore être pris, ce qui me permettra, je l'espère, de vous envoyer des rapports assez intéressants.

ANNEXE

E 2300 Rom/46

Le Délégué commercial de Suisse en Italie, M. Troendle,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz[3]

RP N° 9 Lugano, 9. Oktober 1944

Die während des raschen Vorrückens der Alliierten in Frankreich hochgegangenen Wogen des Optimismus haben sich, wie dies eben dem italienischen Charakter entspricht, wieder gelegt und angesichts des Rückschlages bei Arnhem und des langsamen Vormarsches an der italienischen Front einer gewissen Entmutigung Platz gemacht. Auch die Tätigkeit der Partisanen hat in ihrem Umfang kaum zugenommen. Der Einnahme von Domodossola folgten nördlich des Po keine weiteren nennenswerten Aktionen. Die durch die schweizerische Presse verbreiteten Meldungen über Erfolge der Widerstandsbewegung in der Bergamasker Gegend sind unzutreffend. Nach wie vor lässt sich bei ihr keine disziplinierte und organisierte Führung erkennen, und immer noch vollbringen auch die Gegner des Faschismus nicht nur patriotische Taten, sondern begehen ebensoviel gemeine Verbrechen. Neben den mehr oder weniger offen gegen die derzeitige Staatsgewalt kämpfenden Elementen, die sich hauptsächlich aus Dienst- und Arbeitsdienstverweigerern zusammensetzen, soll aber auch innerhalb der einigermassen organisierten Industriearbeiterschaft an der geheimen Aufstellung einer Befreiungsarmee gearbeitet werden, wobei die schon seit langem bestehende illegale kommunistische Parteiorganisation die Kader stellen dürfte. Dass die deutschen Besatzungsbehörden die von dieser Seite drohende Gefahr ernst nehmen, beweist die Tatsache, dass sie überall ihre Dienststellen in Häuserblocks konzentrieren und dieselben in eine Art befestigte Lager mit Drahtverhau und Barrikaden verwandeln.

Im Gegensatz zur Niedergeschlagenheit der mit überwältigender Mehrheit die Ankunft der Alliierten sehnlich herbeiwünschenden Bevölkerung legen die deutschen Verwaltungsstellen wieder einen gewissen Optimismus an den Tag. Dies hindert sie aber nicht, in erhöhter Marschbereitschaft zu verbleiben und fortlaufend ihre Bestände zu vermindern, was umsomehr möglich ist, als man es nun endgültig aufgegeben zu haben scheint, die Produktion in Italien selbst zu fördern und nur noch darauf ausgeht, alles irgendwie Brauchbare abzutransportieren. Im unmittelbaren Hinterland der Front werden ausserdem alle Anlagen von irgendwelcher Bedeutung gründlich für die Zerstörung vorbereitet.

Bei den republikanisch-faschistischen Regierungsstellen scheint man dem neofaschistischen Regime angesichts der militärischen Lage der Achse nicht mehr grosse Chancen zu geben. Um den angeblich dem Achsepartner unterbreiteten Vorschlag, die Regierungsgewalt und die militärische Führung wieder ganz in die Hand zu nehmen, ist es still geworden. Dafür befasst man sich offensichtlich bereits mit dem Nachher, was in der bekannten Anfrage zum Ausdruck kam, ob die Schweiz bereit wäre, im Bedarfsfalle den Familienangehörigen der Regierungsmitglieder und anderer exponierter Personen Asyl zu gewähren. Nach Aussage des Grafen Mazzolini wird man diese Angehörigen nötigenfalls zunächst nach Deutschland verbringen, wobei bereits am Bodensee Unterkunft vorgesehen sein soll. Erst wenn auch dort Gefahr droht, hofft man, die früher durch den Faschismus oft geschmähte Gastfreundschaft der Schweiz in Anspruch nehmen zu dürfen. Die führenden Männer des neofaschistischen Regimes mit dem Duce an der Spitze seien entschlossen, «ihrem Schicksal zu folgen». Nach dem für die Familienangehörigen gewählten Zufluchtsort zu schliessen, besteht hiebei die Absicht, zu gegebener Zeit den Regierungssitz nach Deutschland zu verlegen, vielleicht mit einem Zwischenaufenthalt im Südtirol.

---

3. *Pilet-Golaz a visé ce document le 11 octobre 1944.*

252

E 4001 (C) 1/284

Le Ministre d'Italie à Berne, M. Magistrati,
au Chef du Département de Justice et Police, Ed. von Steiger

L Berna, 10 ottobre 1944

Ella permetterà che io interessi direttamente la Sua cortesia a favore di due casi relativi a rifugiati italiani in Svizzera che mi sembrano meritare particolare attenzione.

Si tratta innanzitutto di possibilmente autorizzare l'On. Luigi Gasparotto, residente a Gudo (Ticino), e antico Ministro e nota personalità italiana, a recarsi provvisoriamente a Domodossola a scopi umanitari per contribuire, con la sua alta esperienza e autorità, all'organizzazione amministrativa ed alimentare di quella zona [1].

L'On. Gasparotto ha, come é noto, perduto recentemente il suo unico figlio in Italia e la sua presenza, per qualche tempo, a Domodossola, avrebbe senza dubbio le migliori conseguenze in tutti i campi sia per il prestigio del quale egli é circondato sia per il rispetto a lui da tutti dovuto.

Egli dovrebbe in seguito rientrare a Gudo dove risiedono la vedova del figlio e i giovanissimi nipoti.

Nel secondo caso si tratterebbe di far concedere dalle Autorità di Bellinzona un permesso per recarsi per due giorni a Berna a favore dell'Avv. Marcello Cirenei residente a Lugano (Via Clemente Maraini 28). L'Avv. Cirenei fa

---

1. *Par une note du 2 octobre, le Département politique avait répondu ainsi à une note de la Légation royale d'Italie à Berne:* Par note du 20 septembre dernier, complétant l'exposé fait oralement le même jour par Son Excellence le Comte Magistrati, la Légation Royale d'Italie s'est référée à l'évolution des événements militaires et politiques dans une partie des territoires du Royaume qui touchent à la frontière suisse. Après avoir souligné l'importance qu'il y aurait à ce que les forces qui occupent actuellement ces régions soient ravitaillées en armes dont elles ont un urgent besoin pour soutenir leur lutte contre leurs adversaires d'Italie septentrionale, la Légation Royale a demandé au Département Politique Fédéral que les autorités fédérales compétentes reconsidèrent l'interruption touchant les livraisons de matériel de guerre vers l'Italie et accordent notamment les autorisations d'exportation nécessaires pour permettre à certaines entreprises suisses de fournir des armes aux forces des territoires italiens en cause. Il s'agirait en particulier tout d'abord de 500 fusils mitrailleurs, de 20 mitrailleuses lourdes et de la munition pour ces armes à destination de Domodossola.

Le Département politique a l'honneur de faire savoir à la Légation Royale que les autorités fédérales compétentes, dont cette question a retenu la meilleure attention, regrettent de ne pas pouvoir donner suite au désir qu'elle a exprimé. Il ne serait en effet pas compatible avec la politique de stricte neutralité de la Confédération d'autoriser ces livraisons qui seraient destinées directement à la zone des combats et non pas aux services administratifs du Gouvernement italien (E 2001 (E) 2/631).

parte, come é noto, della Delegazione del Comitato di Liberazione Nazionale Italiano che si trova a Lugano[2].

2. *Après avoir consulté le Département politique, le Chef du Département de Justice et Police répond, par une lettre du 16 octobre 1944: [...]* Malheureusement, je me vois obligé de vous répondre aux deux demandes formulées par la négative.

Le voyage de *M. Luigi Gasparotto* serait nettement contraire à la neutralité et ne saurait être autorisé.

Quant à la visite de *M. Cirenei* à Berne, je tiens à répéter que toute activité politique des réfugiés est interdite. Si longtemps que M. Cirenei n'est pas membre du corps diplomatique, une visite avec un caractère politique ne peut entrer en question.

Malgré tout le désir de faciliter les choses, je ne vois pas la possibilité de donner suite au désir exprimé (E 4001 (C) 1/284).

253

E 2001 (E) 2/631

Le Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz, au Chef de la Section du Contentieux et des Intérêts privés à l'Etranger du Département politique, R. Kohli

L Bern, 11. Oktober 1944

Wir erhielten vorgestern Ihr Schreiben vom 5. dies. (C.43.J.111.-RD.)[1], womit Sie uns den Durchschlag einer Verbalnote der hiesigen Italienischen Gesandtschaft vom 1. Oktober[2] über Lieferungen nach dem von der deutschen Besetzung befreiten Gebiet Oberitaliens zustellten. Wir beehren uns, dazu folgendes zu bemerken:

1. Schon am 15. September übergab Herr Minister Magistrati dem Unterzeichneten eine Aufzeichnung[3] über Lieferungen nach dem vorgenannten Gebiet. Sie erhielten persönlich eine Abschrift jener Aufzeichnung sowie eine Kopie der diesbezüglichen Notiz an den Unterzeichneten vom 19. September. Nachdem wir die Angelegenheit mit dem Handelsrat der hiesigen Italienischen Gesandtschaft besprochen hatten, übermittelten wir der Gesandtschaft für alle Fälle auch eine schriftliche Antwort auf die Aufzeichnung vom 15. September in Gestalt einer Notiz vom 26. gleichen Monats (siehe Beilage).

2. Unterm Datum vom 28. September überbrachte uns dann Herr Legationsrat Alessandrini zusammen mit Herrn Battisti – offenbar Vertreter der Behörden in Domodossola – zwei Listen, wovon die eine die Lieferung von dringlich benötigten Lebensmitteln aus der Schweiz und die andere Erzeugnisse

1. *Non reproduite.*
2. *Non reproduite.*
3. *Non reproduite.*

anführten, die aus dem Gebiet von Domodossola in Kompensation für die Lebensmittel der andern Liste geliefert werden könnten. Sie erhielten ebenfalls Abschriften dieser beiden Listen (mit den Kopien unserer Schreiben[4] vom 29. vorigen Monats an das Eidgenössische Kriegs-Ernährungs-Amt sowie an verschiedene Sektionen des K.I.A.A. (Sektion für Chemie und Pharmazeutika usw.).

Vorgestern übergaben wir unserseits den HH. Alessandrini und Battisti zwei Listen über die Lebensmittel, die schweizerischerseits in Kompensation geliefert werden könnten, und über die italienischen Kompensationserzeugnisse, die die Schweiz interessieren würden. Sie finden beigeheftet je ein Exemplar dieser schweizerischen Listen von 9. dies.

Anlässlich der vorgestrigen Vorsprache überreichten uns die beiden Herren eine Zusatzliste von Erzeugnissen, die italienischerseits geliefert werden könnten. Wir klären nun ab, ob und inwieweit auch für diese Erzeugnisse in der Schweiz ein Interesse vorhanden wäre.

3. Wie Sie unserm vorerwähnten Briefe an das Eidg. Kriegs-Ernährungs-Amt entnehmen konnten, sind wir der Auffassung, dass die Lieferung von Lebensmitteln in Kompensation mit italienischen Erzeugnissen einerseits und im Rahmen des schweizerischen Hilfswerkes über das Schweizerische Rote Kreuz anderseits streng auseinandergehalten werden muss. Die schweizerischen Lebensmittellieferungen in Kompensation würden also zusätzliche Lieferungen über diejenigen des Hilfswerkes hinaus darstellen. Ob und wann Kompensationen tatsächlich zustande kommen werden, wird davon abhängen, ob und wann die italienischen Erzeugnisse in annehmbaren Qualitäten und zu annehmbaren Preisen geliefert werden können. Die Kompensationslieferungen werden also die Lieferungen über das Schweizerische Rote Kreuz nicht ersetzen können und zwar vor allem nicht während der Zeit, bis zu der Kompensationen wirklich zustande gebracht werden können.

4. Die schweizerischen Lieferungen ausserhalb des Hilfswerkes können nur stattfinden, falls tatsächlich italienische Gegenlieferungen erfolgen und, sofern die Ausfuhr blockademässig beschränkt ist, soweit die Alliierten ihre Zustimmung zur Ausfuhr nach den in Frage stehenden Gebieten geben. Wir haben der Gesandtschaft anheimgestellt, dafür besorgt zu sein, dass die zuständigen alliierten Behörden der Schweiz diese Zustimmung notifizieren.

5. Unter diesen Umständen erscheint es uns als zweckmässig, wenn Sie in bezug auf den die Kompensationen betreffenden Teil der eingangs erwähnten Verbalnote einfach antworten, dass diese Kompensationen von der dafür zuständigen Handelsabteilung im Einvernehmen mit der Gesandtschaft behandelt werden.

---

4. *Non reproduite.*

254

E 2001 (E) 1/101

Le Chef du Département militaire, K. Kobelt,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz[1],
et au Chef du Département de Justice et Police, Ed. von Steiger

L
Wlassov-Kosaken

Bern, 12. Oktober 1944

[...][2]

«Zur Sache selbst:

1. Die heute unter deutscher Führung stehenden russischen Verbände rekrutieren sich zu einem sehr erheblichen Teil aus Freiwilligen. Sie entstammen den Randvölkern der Sowjet-Union und sind zum Teil als Islamiten auch durch den Grossmufti von Jerusalem propagandistisch beeinflusst worden. Ihre Angehörigen sind zum grössten Teil Krieger- und Söldnernaturen, für die Krieg und Plünderung Anreiz genug bot, sich unter irgend einer Flagge anwerben zu lassen.

2. Die deutschen Versuche, zum Kampfe gegen die Sowjet-Union *grosse* russische Verbände zu organisieren, sind gescheitert. Die Wlassow-Kosaken stellen nur einen kleinen Teil der von den Deutschen ursprünglich zur Aufstellung vorgesehenen russischen Hilfstruppen dar. Das beweist, dass sich der grösste Teil der russischen Kriegsgefangenen dem deutschen Druck nicht unterzogen hat. Wenn es daher auch – wie Herr Brüschweiler schreibt – richtig sein mag, dass die Wlassow-Kosaken gezwungenermassen in deutsche Dienste getreten sind, so dürfte die Freude am Söldnerdasein zu ihrer Bereitwilligkeit mindestens ebensosehr beigetragen haben. Es kann in diesem Zusammenhang im übrigen auf die allerdings noch unbestätigte Meldung hingewiesen werden, wonach drei russische Offiziere in Lyon eingetroffen seien, um die Verwendung übergetretener und gefangengenommener Teile der Wlassow-Kosaken gegen Deutschland zu prüfen.

3. Auch Herr Brüschweiler leugnet nicht, dass die Wlassow-Kosaken überall, wo sie eingesetzt worden sind, einen ausserordentlichen Terror ausübten und sich durch grösste Brutalität und Grausamkeit auszeichneten. Dieses Verhalten muss u/E. – wenn man die bisherigen Richtlinien über die Zulassung weiter beachten will – zur Ablehnung jeder Lockerung der gegenwärtigen Ordnung führen.

4. Im übrigen darf wohl darauf hingewiesen werden, dass unsern Lande aus der Zulassung der Wlassow-Kosaken unangenehme Verwicklungen entstehen können. Soweit sie nämlich von den Sowjetbehörden als Landesverräter

---

1. *Pilet-Golaz a visé ce document le 1er novembre 1944.*
2. *La lettre du DMF commence par des renseignements sur Georges Brüschweiler qui, dans une requête adressée aux autorités fédérales, plaide pour l'accueil en Suisse des cosaques de l'armée de Vlassov.*

betrachtet werden, wäre ihr Schicksal zweifellos besiegelt, wenn die Schweiz sie nach dem Kriege wieder an die Grenze stellen würde. Andererseits handelt es sich um derart unerwünschte Elemente, dass von einem dauernden Asyl bei uns keine Rede sein kann. Weisen wir die Wlassow-Kosaken jetzt schon zurück, so haben sie immer noch die Möglichkeit, sich zur gegebenen Zeit in Zivil den russischen Kriegsgefangenen anzuschliessen und im allgemeinen Chaos unerkannt zu bleiben oder aber auf Seite der Alliierten in den Kampf zu treten und auf diese Weise wieder gut zu machen, was sie in den Augen Sowjet-Russlands gesündigt haben.»

Das Armeekommando ist somit der Ansicht, dass auch die Eingabe des Georges Brüschweiler keine Änderung unserer Massnahmen hinsichtlich der Behandlung der Wlassow-Kosaken herbeiführen kann. Es wäre uns aber trotzdem gedient, auch die Stellungnahmen Ihrer beiden Departemente zu dieser Angelegenheit zu kennen, bevor wir endgültig unsere seinerzeitigen Verfügungen bestätigen[3].

3. *Annotation de Bonna du 14 octobre:* J'incline pour ma part au point de vue de l'Armée. Au point de vue politique, c'est sans doute celui qui répond le mieux aux contingences immédiates. Mais je suis prêt à soumettre un préavis motivé différent au Chef du Département à qui, de toute façon, l'affaire devra être exposée.

Annotation manuscrite de C. Stucki du 16 octobre 1944: Le plaidoyer de M. Brüschweiler ne manque pas d'habileté. Mais ces gens seraient pour nous un poids considérable.

Annotation manuscrite de Wagnière du 20 octobre pour Schnyder: Le plaidoyer de M. Brüschweiler est des plus intéressants. Mais que ferions-nous de ces gens? Peut-être voudriez-vous vous charger de la lettre au Département militaire fédéral.

Annotation de Pilet-Golaz du 1er novembre: Je ne connais pas les ordres donnés par l'Armée pour l'internement des soldats étrangers en septembre 1944, notamment des cosaques – ordres pour lesquels nous n'avons pas été consultés, je ne puis donc me prononcer sur l'opportunité de leur modification. Il est nécessaire d'abord que je les possède.

255

E 2001 (D) 11/59

Le Chef de la Division des Intérêts étrangers du Département politique, A. de Pury, au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

No Berne, 12 octobre 1944

Un représentant de la Légation des Etats-Unis d'Amérique à Berne, M. Tait, nous a remis le 10 octobre 1944 une notice N° 9728 dont vous trouverez la traduction ci-incluse[1], demandant que nous communiquions à la Légation d'Allemagne à Berne un message comminatoire du Gouvernement des

1. *Non reproduite. Cf. aussi* E 2001 (D) 11/9.

Etats-Unis au Gouvernement allemand, se rapportant à des mesures qui seraient prises par les Autorités allemandes en vue de l'extermination d'environ 65 000 Juifs détenus aux camps de concentration de Osswiecin (Auschwitz), Birkenau et Naeuss.

Cette demande appelle les trois remarques suivantes:

1) Il s'agit probablement de Juifs qui ne sont pas nos protégés mais qui sont polonais ou allemands. Nous croyons – et c'est aussi l'avis de M. Tait – qu'il s'agit de la menace d'exécution d'internés polonais, rapportée dans «La Suisse» du 11 octobre, dont ci-joint une coupure[2].

2) Ce message contient des menaces[3].

3) La voie spécifiée par la Légation des Etats-Unis pour la transmission de cette communication – elle demande expressément qu'elle parvienne à la Légation d'Allemagne à Berne alors que normalement elle devrait parvenir au Gouvernement allemand par la Légation de Suisse à Berlin – est pour le moins insolite.

Si vous étiez d'accord que nous donnions suite à cette demande de la Légation des Etats-Unis, il nous semble que le seul moyen de le faire serait de convoquer un représentant de la Légation d'Allemagne et de lui donner connaissance de la substance de cette communication américaine.

Nous refuserions, s'il le demande – et il le demandera probablement – de lui remettre quelque chose d'écrit à ce sujet.

Voici ce que je me proposerais de dire de vive voix au représentant de la Légation d'Allemagne qui pourra, s'il le veut, en prendre note lui-même sous mes yeux[4]:

«Le Département d'Etat à Washington, dans un télégramme du 7 octobre

---

2. *Non reproduite.*

3. *Le problème de la transmission de messages menaçants est traité dans une notice du Chef du DPF à la Division des Intérêts étrangers: [...]* Je ne pense pas que, dans le cas particulier, nous puissions nous dispenser de transmettre la notice des Etats-Unis destinée à l'Allemagne.

Un Etat ne peut pas refuser, raisonnablement, de recevoir une protestation, même vigoureuse, à condition, bien entendu, que cette protestation ne contienne rien de contraire aux usages diplomatiques. Si l'Allemagne refuse d'en prendre connaissance, c'est son affaire, mais ce ne peut être la nôtre.

Je suis donc d'accord pour qu'elle soit transmise telle quelle avec une brève note d'accompagnement dans laquelle il n'est évidemment pas du tout nécessaire de reprendre les termes de protestation.

Quand à prendre, comme vous me le demandez, une décision de principe, cela ne me paraît ni possible ni souhaitable. La situation actuelle est trop changeante pour que nous puissions ainsi nous fixer ne varietur. Nos déterminations dépendront d'ailleurs beaucoup des cas concrets. Lorsque vous aurez des hésitations, le plus simple est de me les soumettre. Tout ce que je puis dire, c'est que, comme Puissance protectrice, la Suisse ne saurait être tenue de transmettre des communications conçues dans des formes étrangères aux usages diplomatiques. Nous avons déjà refusé de transmettre des notes blessantes ou des menaces et, sauf imprévu, je pense que nous persisterons dans cette attitude. Par contre, transmettre une note de protestation en termes courtois n'a rien de contraire aux usages.

Ce sont les critères principaux dont il convient de s'inspirer.

(*Notice du 31 mai 1944,* E 2001 (D) 3/99. *Cf. aussi ci-dessus N° 159 et* E 2001 (D) 3/98).

4. *Pilet-Golaz a souligné dans la marge les trois paragraphes suivants et y a écrit:* D'accord. 13.10.44.

1944, a fait savoir à la Légation des Etats-Unis à Berne que, selon des informations qu'il a reçues, des ordres ont été donnés en vue de l'extermination des Juifs détenus dans trois camps de concentration sous contrôle allemand, soit à Osswiecin, Birkenau et Naeuss: il s'agirait d'environ 65 000 Juifs.

La Légation des Etats-Unis a été chargée de faire parvenir à la connaissance des représentants de l'Allemagne à Berne que le Gouvernement des Etats-Unis est en possession de ces renseignements et, qu'en outre, il sait que M. Himmler a personnellement donné à certains autres personnages officiels l'autorisation d'exécuter cette sentence de mort.

Le télégramme de Washington ajoute qu'ainsi la responsabilité de ce crime est nettement déterminée et que, s'il parvient à être perpétré, les conséquences appropriées s'ensuivront, conformément aux principes ouvertement déclarés par le Gouvernement des Etats-unis, et s'étendront à tous les responsables.»

256

E 2001 (D) 3/98

Le Ministre de Suisse à Ankara, E. Lardy,
à la Division des Intérêts étrangers du Département politique

Copie de réception
T

Ankara, 12 octobre 1944, 22 h. 29
(*Reçu:* 14 octobre 1944, 18 h. 30)

Numéro 160 (à Intérêts). Egalement pour Affaires étrangères. Mon 159[1] échange allemand-turc. Ministère Affaires étrangères m'informe que Légation Turquie Berne vient d'être chargée demander Gouvernement suisse entrée en Suisse pour y poursuivre leurs études de deux cent quinze étudiants turcs actuellement en Allemagne où ils sont rassemblés avec groupe échange turc à Krummhübel. Cette faveur faciliterait considérablement opération échange par Göteborg qui se réduirait pratiquement pour les Turcs à échange des officiels et éviterait aux étudiants vu longueur et difficulté trouver ailleurs universités de langue allemande perte d'une année d'étude. Recommande vivement faire tous efforts pour répondre affirmativement. Il s'agit d'étudiants déjà avancés dont beaucoup appartiennent à familles très influentes. En vue avenir de notre commerce, il y a grand intérêt à profiter cette occasion précieuse intéresser définitivement ces éléments à notre pays et nos industries. Prenez contact avec Economie publique afin qu'il insiste avec vous auprès Police Etrangers et que formalités soient simplifiées et accélérées. S'agissant d'étudiants déjà immatriculés question universitaire et financière devrait plus présenter difficultés et formulaires pourraient peut-être se remplir en Suisse même. Difficulté sera bien plutôt obtenir visa sortie d'Allemagne avant départ groupe privé d'échange allemand restant ici. Il est certain que pression des parents influents désireux mettre leurs fils en sécurité activent beaucoup ici les efforts du Gouvernement pour réaliser échange.

1. *Cf.* E 2001 (D) 12/59-61.

257

E 2001 (E) 2/657

Le Ministre de Suisse à Londres, P. Ruegger[1], *à l'Ambassade d'Union Soviétique à Londres*

Copie London, October 13, 1944

AIDE-MÉMOIRE

OUTLINING THE SWISS FEDERAL GOVERNMENT'S VIEWS ON THE MATTER OF RELATIONS BETWEEN SWITZERLAND AND USSR

As regards the main-points, the views and intentions of the Swiss federal Council have been made public in the Swiss National Council on March 29th, 1944[2], given by the Chief of the federal political Department. This detailed declaration made on behalf of the federal Council met with the consent of the Swiss Parliament it determines as well as the preceding and following parliamentary discussions the lines along which the will of Swiss people has been expressed in accordance with the ancient democratic traditions of Switzerland.

From this it follows that:

1. Switzerland has the sincere desire to entertain normal relations based on the rules of international law and customs with all powers. Switzerland of course regrets circumstances which may have interrupted this general and normal intercourse. The Swiss Government and people are desirous of reestablishing normal relations with the USSR.

---

1. *Dès son arrivée à Londres, P. Ruegger entreprend des démarches afin de renouer les relations diplomatiques avec l'Union soviétique selon les instructions de M. Pilet-Golaz du 5 juillet (Cf. la lettre de P. Ruegger du 16 septembre 1944 et les rapports de C. Rezzonico du 12 juillet 1944 sur sa mission à Londres,* E 2001 (D) 9/2).

Cf. le télégramme du 8 septembre 1944 de P. Ruegger au DPF sur son entretien avec l'Ambassadeur soviétique à Londres, Gusev (E 2800/1967/60/22).

Une première version de cet aide-mémoire a été soumise à des diplomates britanniques qui suggèrent des modifications. Le 6 octobre, le Département politique adresse à P. Ruegger le télégramme suivant (rédigé par P. Bonna): Dans intérêt négociation mais aussi pour raisons politique intérieure Chef Département souhaiterait que remise Ambassade URSS aide-mémoire confirmant entretiens précédents et marquant étape s'effectuât très prochainement (E 2001 (D) 9/2). *Le 10 octobre, le télégramme suivant (également rédigé par P. Bonna) est expédié par le DPF:* Bien que projet memorandum assaisonné pathos idéologique ne corresponde guère à notre attitude générale et à notre style Chef Département ne s'oppose pas à ce condiment si le jugez nécessaire et soumit projet au Conseil fédéral qui l'approuva avec deux réserves, savoir au préambule suppression des mots in reply et à la ligne suivante to Mr. Reinhard's proposal et au chiffre 2 remplacement des mots better comprehension par good comprehension. Vous prions procéder remise memorandum ainsi amendé. Aussitôt chose faite avisez-nous par télégramme (E 2001 (D) 9/2).

2. *Sur le discours de Pilet-Golaz en réponse à la motion Reinhard, cf.* E 2001 (D) 9/2 *et* E 2001 (E) 2/657.

2. The Swiss federal Council feeling that they are acting according to the views and will of the Swiss people as expressed in their Parliament hold once direct relations are reestablished between the two powers it will be possible to place future relations between Switzerland and the USSR on a sound basis with a view to promoting understanding between the countries. They are of opinion that on this basis former and possibly still existing problems may be openly discussed and that an amicable and equitable solution can be reached.

3. Technical relations between Soviet Russia and Swiss administration respectively as regards postal, railway, telephonic, telegraphic and radio communications have never ceased between Soviet Russia and Switzerland except in so far as conditions of war have interfered with their working. Normal diplomatic relations would help to consolidate and to confirm in this field as well as in others favourable conditions which would eventually bring about a satisfactory state of affairs.

4. The return to normal relations has already been prepared by the trade agreement signed in Moscou on February 24th, 1941[3], when war broke out between Germany and Soviet Russia, commercial exchanges had to be discontinued for the time being but only in view of the practical impossibility of effecting trade exchanges. The Swiss federal Council consider the agreement to be still valid but merely suspended until trade exchanges will be again practically possible.

5. Existing relations would undoubtedly be improved if Swiss administrative and consular agents continue to act officially or inofficially as the case may be in countries and territories occupied or to be occupied by Soviet Russia for the protection of Swiss interests as well as of foreign interests entrusted to Switzerland with the consent of the powers concerned. In the view of the Swiss federal Council this would greatly contribute to the happy normalisation of relations between the two powers.

6. The federal Council hope that on the above aims relations may develop favourably and rapidly and that diplomatic relations by mutual consent of two countries may be resumed at a not distant date after the reopening of communications and transport between Switzerland and the Allied powers. Diplomatic relations having been resumed on the basis of mutual recognition of existing legislation in both countries, Switzerland would also welcome the interest taken by Russia in the problems of reconstruction, of to-morrow problems which Switzerland being a landlocked country with extensive overseas trade relations also follows in accordance with the policy pursued by her.

---

3. K I.1313 *et RO, 1941, vol. 57, pp. 266ss.*

258

E 1004.1 1/450

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 13 octobre 1944[1]

1758. Participation de la Suisse à la Conférence aérienne internationale commençant le 1er novembre 1944 à Washington

Département politique. Proposition du 10 octobre 1944

Dans sa séance du 6 octobre[2], le Conseil fédéral a décidé d'accepter l'invitation du Gouvernement américain pour la conférence aérienne internationale commençant le 1er novembre 1944 à Washington. Il a arrêté à cette occasion la composition de la délégation suisse.

Le département politique croit devoir rappeler ci-après les considérations d'ordre politique qui l'ont déterminé à présenter cette proposition:

Une participation de la Suisse à la conférence de Washington ne saurait être considérée exclusivement sous l'angle de la politique aérienne. Elle ressortit aussi à la politique générale, ainsi que le démontre l'importance grandissante du problème aérien dans les déclarations officielles et les pourparlers diplomatiques des principales Nations Unies, tout comme dans certains plans d'organisation de la paix.

Depuis un certain temps, en effet, les débats au Parlement britannique révèlent que, sous ce rapport, des divergences essentielles séparent Anglais et Américains. C'est ainsi qu'en ce qui concerne l'organisme permanent dont l'existence apparaît nécessaire, on s'était rallié à Londres au projet canadien d'une autorité de contrôle chargée de répartir par pays l'exploitation des lignes internationales, alors qu'à Washington on se déclare pour une commission internationale consultative – analogue à la Commission internationale de Navigation aérienne existante – ayant certains pouvoirs de décision dans le domaine technique, mais non commercial. Il n'est pas possible d'établir si et dans quelle mesure les vues des puissances anglo-saxonnes en matière d'organisation internationale de l'aéronautique se sont rapprochées depuis lors. Etant donné, cependant, l'importance que les Etats-Unis aussi bien que la Grande-Bretagne

---

1. *Absent: Celio.*
2. *Lors de cette séance, Pilet-Golaz expose ce qui suit:* Le chef du département politique annonce qu'il déposera prochainement des propositions concernant la participation de la Suisse à la conférence internationale qui s'ouvrira à Washington le 1er novembre 1944 pour organiser la navigation aérienne internationale. Vu l'urgence des dispositions à prendre, il demande au Conseil de décider d'ores et déjà l'envoi d'une délégation, qui serait composée de MM. Amstutz et Clerc, de l'office aérien, de M. Merminod, du département politique et de M. Pillichody (actuellement aux Etats-Unis). La présidence de la délégation serait confiée à la légation de Suisse à Washington (*PVCF No 1721 du 6 octobre 1944,* E 1004.1 1/450). *A ce sujet, cf. la notice de Hohl pour Pilet-Golaz du 23 septembre 1944 avec les instructions manuscrites du Chef du Département politique* (E 2001 (E) 1/291). *Cf. aussi* E 2001 (D) 1968/74/23 *et* 36.

attachent à ces questions, il est possible, sinon probable, que la conférence verra se heurter sur certains points les conceptions et intérêts des deux pays. La délégation suisse ne pourra éviter de prendre position dans les questions où elle l'estimera absolument nécessaire, mais elle devra autant que possible se tenir à l'écart de querelles à ce sujet.

Quant à tels de leurs adversaires actuels, les Nations Unies – on peut du moins le conclure de diverses nouvelles – semblent incliner à vouloir leur faire interdire pendant un certain temps toute participation à la navigation aérienne internationale. Il faut prévoir le cas où des propositions de ce genre seraient effectivement portées devant la conférence de Washington au cours de la discussion sur les principes à prendre pour base de la future convention aérienne internationale. Notre position géographique et notre politique traditionnelle font de nous les adversaires naturels de telles inégalités de traitement. Le cas échéant, il appartiendrait à la délégation suisse de s'efforcer d'obtenir qu'on ne mêle pas des questions d'organisation de la paix à la réglementation de la navigation aérienne. Des mesures discriminatoires à l'égard d'Etats ayant participé à la guerre relèveraient du traité de paix et non de la convention technique à l'étude.

A la première des conférences où se discutera l'organisation internationale d'après-guerre, un pays demeuré neutre ne saurait être que fort réservé. Telle sera l'attitude de la délégation suisse. Sur les questions techniques, la délégation s'en tiendra aux instructions – que le département des postes et des chemins de fer a établies d'entente avec le département politique – telles qu'elles résultent de l'annexe[3] où est examinée point par point la note américaine du 14 septembre. Pour le surplus, la délégation suisse va à Washington pour écouter et faire rapport. Lorsqu'elle se trouvera en présence de questions de caractère politique, elle s'abstiendra, en règle générale, d'intervenir dans la discussion et, le cas échéant, au vote. Si elle ne peut éviter de prendre position à l'égard d'une question de cette nature, elle en référera au préalable au département politique, télégraphiquement.

Le département politique, d'entente avec le département des postes et des chemins de fer ainsi qu'avec le département militaire propose et le Conseil

décide:

1. Les instructions de la délégation suisse à la conférence aérienne internationale de Washington sont constituées par les développements de la présente proposition, ainsi que par ceux de l'annexe;

2. Le département politique s'entendra avec le département des finances et des douanes sur les indemnités à allouer aux membres de la délégation. Les montants nécessaires seront prélevés sur le crédit «Représentants et Commissaires fédéraux».

---

3. *Non reproduite. La Conférence aura lieu à Chicago. Cf. N° 272.*

259

E 2001 (D) 3/484

Notice du Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna

Berne, 14 octobre 1944, 08 h. 45

Le Préfet d'Annecy a fait la nuit dernière, à 0100, la communication suivante aux Intérêts étrangers. M. Bisang, qui l'a reçue, la communique – après avoir pris l'avis de M. de Saussure – à la Division des Affaires étrangères comme étant plutôt de son ressort:

«Le Préfet des Alpes Maritimes me prie de vous exposer la situation désespérée de la population du département dans les régions montagneuses de Moulinet, Breil, Fontan, surtout Sostel, qui se trouve dans zone d'opérations entre troupes américaines et allemandes. Environ 5000 personnes, comprenant colonies d'enfants de la côte, seraient dépourvues de vivres, médicaments, vêtements, eau, électricité. Hôpital Sostel serait détruit. Préfecture avait annoncé négociations avec Commandement allemand local par intervention Croix-Rouge pour suspension d'armes en vue évacuation population civile. Après accord de principe donné par Commandement allemand, refus a été opposé pour raisons militaires. Préfet Alpes Maritimes, avec accord Commandement américain, vous prie tenter démarche auprès autorités allemandes pour suspension d'armes pendant le délai nécessaire à l'évacuation. Ministre des Affaires étrangères est avisé de la demande.» [1]

Il me semble qu'il n'est pas possible de donner une suite quelconque à une démarche des préfets. Si le Ministère des Affaires étrangères du Gouvernement provisoire français est informé et charge la Délégation française à Berne de demander une démarche auprès du Gouvernement allemand, il s'agit d'un bon office, qui peut fort bien être rendu dans le cadre des intérêts étrangers. Il faudrait éviter en tout cas de donner à une intervention de notre part en pareille matière le caractère d'une médiation [2].

---

1. *La transcription de la communication est signée par U. Luchsinger.*

2. *Annotation de M. Pilet-Golaz:* Prenez contact avec M. Vergé dans le sens ci-dessus. 14.10.44.

Le 14 octobre, à midi, P. Bonna a écrit au bas du document: J'ai téléphoné à M. Vergé pour l'engager, dès qu'il aura des instructions de Paris, à prendre contact avec la Division des Intérêts étrangers. M. Bisang sera à son bureau entre 15 et 17 h.

De plus, lors de la séance du Conseil fédéral du 27 octobre, le chef du département politique communique que le chef de la délégation française en Suisse, M. Verger, lui a signalé la situation extrêmement précaire de la population du territoire de Belfort et lui a demandé si le gouvernement suisse serait disposé à faire une démarche auprès des Allemands en vue d'obtenir que cette population puisse être transférée sur territoire français non occupé. Le chef du département politique propose de donner suite à cette requête, quel que puisse être le résultat d'une démarche dans ce sens. *Le Conseil fédéral décide d'autoriser le Département politique à faire la démarche en question (PVCF N° 1850,* E 1004.1 1/450) *Cf.* E 2001 (D) 3/268 *et* 458, E 2001 (D) 1968/74/16.

Cf. aussi la notice de A. de Pury pour M. Pilet-Golaz du 17 octobre 1944, E 2001 (D) 11/12.

260

E 2001 (D) 3/65

Le Délégué officieux du Conseil fédéral auprès du Gouvernement provisoire de la République française, E. Schlatter, au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna[1]

L Paris, 14 octobre 1944

J'ai l'honneur de vous faire savoir que j'ai été reçu aujourd'hui par M. Roger Bidault[2], Ministre des Affaires Etrangères, duquel j'avais demandé une audience pour une visite de courtoisie.

M. Bidault m'a très aimablement reçu et au cours de la visite, s'est fait l'écho des sentiments de reconnaissance qu'a éprouvé la France vis-à-vis des efforts fournis par la Suisse sur le domaine humanitaire. En sa qualité d'ancien journaliste, le Ministre des Affaires Etrangères a fait quelques commentaires sur la presse suisse, dont il admirait l'impartialité, tout en regrettant que les éditions des journaux suisses romands qui parvenaient en France en 1942 et une partie de 1943, n'aient pas été plus explicites dans leurs appréciations de la politique anti-collaborationiste française. Il comprend cependant fort bien les limitations qui sont imposées à la presse suisse par la politique de neutralité traditionnelle poursuivie par le gouvernement fédéral.

J'ai saisi l'occasion pour dire à M. Bidault combien la Suisse s'intéressait au sort de la France, dont elle a toujours suivi le développement au cours de cette guerre avec beaucoup de sympathie. J'ai fait valoir le fait que, notamment du point de vue économique, nous tenions beaucoup à maintenir et développer les excellentes relations qui ont toujours existé entre nos deux pays. J'ai attiré son attention sur la présence à Paris de M. de Torrenté, Délégué aux accords commerciaux, qui avait pris contact avec de nombreuses personnalités dirigeantes pour examiner les nombreux problèmes qui se posent actuellement[3]. Le Ministre des Affaires Etrangères était au courant des conversations de M. de Torrenté, et a exprimé l'espoir que ses efforts, qui correspondaient aux désirs de la France, seraient couronnés de succès. Cependant, il n'a pas hésité à déclarer que la France n'était actuellement pas libre de ses décisions, que dans le domaine économique aussi bien que dans le domaine politique, il dépendait encore aujourd'hui presque entièrement du bon vouloir des puissances alliées dont les armées se battent actuellement en Europe. Il a exprimé l'espoir que le gouvernement français pourra bientôt être considéré comme gouvernement vraiment libre, que les gouvernements de tous les pays voudront bientôt reconnaître «qu'il fait jour en plein midi», et accorder au Gouvernement de Gaulle la reconnaissance qui lui est due d'une façon aussi évidente.

---

1. *Annotation de M. Pilet-Golaz en tête du document:* 17.10.44.
2. *Sic. Il s'agit de Georges Bidault.*
3. *Cf.* E 2200 Paris/30/10.

J'ai par la suite abordé le sujet des communications entre Paris et Berne, et notamment des relations télégraphiques chiffrées entre la représentation diplomatique de Suisse à Paris et le gouvernement fédéral. Bidault m'a répondu que c'était là un problème qu'il examinait très attentivement depuis l'arrivée à Paris du corps diplomatique et auquel il consacrait tous ses efforts. Il va sans dire que toutes les missions diplomatiques accréditées auprès du gouvernement provisoire de la république française ont fait au Ministre des demandes et des représentations semblables. De son propre aveu, la décision en cette matière cependant n'incombe pas au gouvernement français seul, qui ne demanderait pas mieux que de donner toutes facilités voulues au corps diplomatique, mais principalement du commandement interallié. Le quartier général cependant n'a pas encore estimé opportun d'accorder aux représentations diplomatiques en France les privilèges de correspondances secrètes auxquelles elles peuvent prétendre.

261

E 2300 Paris/98

Notice sur les relations avec la France et l'Allemagne[1]

Bern, 16. Oktober 1944

Am 11. Oktober[2] fand sich Herr Botschafter Scapini auf der Schweizerischen Gesandtschaft in Berlin ein. Er brachte folgende Angelegenheiten vor:

I.

Marschall Pétain, welchen er in Sigmaringen besucht habe, beauftragte ihn, der Gesandtschaft mitzuteilen, er betrachte sich nach wie vor als Kriegsgefangener. Er habe sein Einverständnis zur Bildung der Délégation générale du Gouvernement français nicht gegeben; er wäre auch, da er sich nicht mehr als Staatschef betrachte, dazu nicht befugt. Der Marschall habe, sobald ihm bekannt wurde, dass die deutsche Regierung und Presse anders lautende und nicht der Wahrheit entsprechende Mitteilungen ausgeben, Hitler und dem Reichsaussenminister Briefe geschrieben, in welchen er gegen das deutsche Vorgehen Verwahrung einlegte und die Tatsachen richtig stellte. Von diesen zwei Schreiben wurden je drei Durchschläge angefertigt, wovon zwei Durchschläge in den Akten abgelegt wurden. Der dritte Durchschlag nahm der Marschall auf sich. Die abgelegten Durchschläge sind verschwunden und der Marschall glaube, sie seien widerrechtlich von den Deutschen erhoben worden.

---

1. *Cette notice a été rédigée par H. Vischer, de la Division des Affaires étrangères du DPF. M. Pilet-Golaz l'a lue le 16 octobre et a écrit:* Conféré avec M. Bonna. *Celui-ci a écrit en tête du document le 16 octobre:* J'ai orienté M. Frölicher.
2. *Annotation de M. Pilet-Golaz dans la marge:* mercredi.

Er bittet im Interesse der Festhaltung der historischen Wahrheit die dritten Durchschläge auf direktem Wege der Gesandtschaft übermitteln zu dürfen mit den Begehren:

a) sie aufzubewahren, oder, lieber noch,

b) sie dem Bundesrat zu treuen Handen zu übermitteln. Der Bundesrat möchte sie der Regierung de Gaulle nicht aushändigen, damit sie nicht veröffentlicht werden und durch die Veröffentlichung das Leben seiner Umgebung in Gefahr komme.

Herr Legationsrat Dr. Zehnder erklärte sich bereit, diese Durchschläge zur Aufbewahrung entgegen nehmen zu wollen. Ihre Weiterleitung wurde, vorbehältlich anderer Weisungen des Eidg. Politischen Departementes, abgelehnt[3].

II.

Der Marschall hat die Briefe, welche Herr Minister Stucki durch Vermittlung der Abteilung für Auswärtiges und Herrn Minister Frölicher an ihm absandte, nicht erhalten. Herr Minister Frölicher hat sie seinerzeit Baron von Steengracht dem Staatssekretär im Auswärtigen Amt, mit der Bitte um Weiterleitung übergeben.

Der Marschall, welcher sich über seine Verpflegung beklagt, möchte Herrn Minister Stucki einen Brief zukommen lassen, wieder auf direktem Wege über die Gesandtschaft Berlin und ohne Vermittlung der deutschen Behörden, in welchem er um Übersendung von etwas Lebensmitteln, wie Ovomaltine und Schokolade sowie von Zigaretten bittet[4].

Herr Legationsrat Zehnder hat aus humanitären Gründen Empfangnahme und Weiterleitung nach Bern eines solchen Schreibens zugesagt.

III.

Botschafter Scapini wurde von Herrn de Brinon empfangen, welcher ihn auffordete, seine Mission im Rahmen der Délégation générale du Gouvernement français weiter zu führen. De Brinon verlangte vor allem, dass sich Herr Scapini zur Durchführung seiner Aufgaben nicht mehr der Geldmittel bediene, über welche er bisher verfügte und die im französischen Budget ausgewiesen sind. Herr Scapani lehnte diesen Vorschlag ab. Namentlich wies er die Zumutung zurück, sich von Herrn de Brinon Geldmittel übergeben zu lassen. Mit diesem Geld hat er folgende Bewandtnis: Das Reich schuldet heute Frankreich 162 Milliarden französische Franken. Diesen Betrag stellte die Reichsregierung der Délégation zur Verfügung. Es wird denn auch behauptet, dass das Motiv des Herrn de Brinon und seiner Gesinungsgenossen für die Gründung der Exilregierung einzig in diesem Geld zu suchen sei.

Nach seiner Weigerung, die von Herrn de Brinon sehr schlecht aufgenommen wurde, befürchtet Herr Scapini, die deutsche Regierung oder die Délégation mit deutscher Zustimmung könnte ihn an der Fortsetzung seiner Tätig-

---

3. *Pilet-Golaz a inscrit un point d'interrogation dans la marge et Bonna a écrit:* Il vaudrait mieux les envoyer à Berlin.

4. *Bonna a écrit dans la marge:* La Légation à Berlin devrait s'en charger en passant par M. Stucki.

keit hindern. Er stellte die Frage, für den Fall, dass ein Hinderungsgrund eintrete, ob

a) die Gesandtschaft bereit wäre, seine Aufgabe im Sinne eines Schutzmachtmandates zu übernehmen[5];

b) falls dies nicht geschehen könnte, ob die Gesandtschaft als Treuhänder bereit wäre, seine Bureaux zu versiegeln und seine Geldmittel in Verwahrung zu nehmen und bei den Banken sperren zu lassen[6].

Zur Begründung führte Herr Scapini aus:

Der deutsch-französische Staatsvertrag von 1940, welcher seine Mission begründet, besteht noch zu Recht[7]. Der Marschall habe ihm Vollmacht gegeben, sich aller Mittel zu bedienen, die geeignet sind, seine Aufgabe zu fördern. Gestützt auf diese Vollmacht halte er es für angezeigt, die schweizerische Gesandtschaft zu betrauen, die von ihm vertretenen Interessen inskünftig wahrzunehmen.

Herr Legationsrat Dr. Zehnder hielt dem entgegen, dass der Vertrag von 1940 zwischen der Regierung Pétain und der Reichsregierung abgeschlossen wurde. Da Marschall Pétain sein Amt niederlegte, ist es sehr fraglich ob der Vertrag noch zu Recht besteht. Ohne Zweifel jedoch ist die von Marschall Pétain ausgestellte Vollmacht mit dem Rücktritt des Marschalls erloschen. Deshalb beabsichtigt Herr Legationsrat Dr. Zehnder, falls Botschafter Scapini mit seinem Begehren an ihn herantritt, ablehnend zu antworten. Falls indessen der Bundesrat die Übernahme der französischen Interessen durch die Gesandtschaft für angezeigt betrachtete, glaubt Herr Zehnder, dem Auswärtigen Amt gegenüber durchdringen zu können[8]. In diesem Falle bittet er um entsprechende Weisungen.

Wie weit bei Herrn Botschafter Scapini die Wahrung der ihm anvertrauten französischen Interessen Beweggrund für seine Handlungen bildet und wie weit es sich um eine persönliche Rettungsaktion handelt, ist nicht ganz klar.

---

5. *Pilet-Golaz a écrit dans la marge:* Non. C'est à de Gaulle à nous en charger. Scapini ne représente rien.
6. *Pilet-Golaz a inscrit un point d'interrogation dans la marge.*
7. *Pilet-Golaz a souligné cette phrase dans la marge et y a écrit:* ce n'est pas l'avis je crois du Gouvernement provisoire.
8. *Pilet-Golaz a souligné cette phrase dans la marge et y a écrit:* Oh! non.

ANNEXE

E 2300 Paris/98

Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
à l'ancien Ministre de Suisse à Vichy, W. Stucki[9],
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie
L

Berlin, 4. Oktober 1944

Lieber Herr Kollege,

Unter Bezugnahme auf mein Schreiben vom 28. September[10] beehre ich mich, Ihnen mitzuteilen, dass ich gestern Gelegenheit hatte, mit Staatssekretär Steengracht zu sprechen. Er sagte, dass die Briefe, die Sie mir seinerzeit übermittelten, an den Marschall weitergeleitet worden seien und dass er sie sicherlich erhalten habe. Ich werde wohl bald die Antwortschreiben bekommen. – Wegen Ihrem allfälligen Besuch beim Marschall will der Staatssekretär die Frage prüfen; er persönlich habe dagegen keine Einwendungen zu erheben. Er fragte mich, ob der Bundesrat mit dieser persönlichen Reise einverstanden sei. Ich antwortete ihm, dass ich es nicht wisse, aber ich nehme an, dass Sie eine solche Reise nur im Einvernehmen mit dem Bundesrat machen würden, auch wenn es sich um eine rein persönliche Reise handle.

Botschafter Scapini, der mich gestern wieder besuchte, teilte mir mit, dass er deutscherseits die Bewilligung erhalten habe, den Marschall zu besuchen. Er werde in den nächsten Tagen nach Sigmaringen fahren und sich vor allem darüber Klarheit verschaffen, ob tatsächlich der Marschall seine Meinung geändert habe und sich wieder als französischer Staatspräsident betrachte. Er, Scapini, werde seine Haltung jedenfalls nicht ändern; nach der zwangsweisen Wegführung des Marschalls könne er nur die Regierung De Gaulle als französische Regierung betrachten. Wenn die deutschen Veröffentlichungen über die Haltung des Marschalls zutreffend seien, so müsse er allerdings mit der Möglichkeit rechnen, dass seine Organisation der französischen Exilregierung unterstellt werde. Dabei werde er aber unter keinen Umständen mitmachen. Er wolle dies möglichst lange zu verhindern suchen. Bei dieser abwartenden Haltung, die ausschliesslich im Interesse der französischen Gefangenen erfolge, komme er aber in Paris in ein schiefes Licht. Es sei ihm daher daran gelegen, mir seine Einstellung bekanntzugeben, weil er es sonst niemandem sagen könne. So sehr er seine Haltung der deutschen Regierung verschweigen müsse, so sehr liege es ihm aber auch daran, dass Paris irgendwie davon Kenntnis bekomme.

Bei der Stellung seines Einreisegesuches nach der Schweiz habe er keineswegs die Nebenabsicht, ein Asyl in Anspruch zu nehmen. Wäre dies der Fall, so hätte er es offen gesagt. Er könne nicht annehmen, dass die Schweiz ihm ein Asyl verweigern würde, wenn er durch die Entwicklung der Verhältnisse in Frankreich gezwungen würde, darum zu bitten[11]. Die Politik des Marschalls die er unterstützt habe, sei doch wohl auch nach Ansicht des Bundesrates nicht als Kriegsverbrechen zu betrachten, so wenig wie seine hiesige humanitäre Tätigkeit im Interesse der französischen Kriegsgefangenen[12]. Aber wie gesagt, heute liege noch kein Anlass vor, um ein Asyl zu bitten.

Botschafter Scapini wird sich beim Marschall auch erkundigen, ob Letzterer die erwähnten Briefe erhalten hat.

---

9. *Pilet-Golaz a reçu une copie de cette lettre qu'il a transmise à la Division des Affaires étrangères du Département politique, le 12 octobre, avec cette indication:* Cette correspondance ne me plaît guère. L'affaire Scapini ne m'inspire que réserve.
10. *Non reproduite.*
11. *Pilet-Golaz a souligné dans la marge ce passage et y a inscrit un point d'interrogation.*
12. *Pilet-Golaz a écrit dans la marge:* L'asyle n'est un droit.

Darf ich Sie noch in folgender Sache in Anspruch nehmen? Von Frau Borotra, deren Mann Commissaire général des Sports in der Pétain Regierung war und der ebenfalls in Deutschland interniert ist, habe ich den beiliegenden Brief vom 28. September erhalten. Sie bittet darin, dass man ihrem Vater, dem Grafen von Bendern, der offenbar Liechtensteiner ist und im Grand Hotel Dolder in Zürich wohnt[13], Aufschlüsse über ihr Befinden gibt und über ihren gegenwärtigen Wohnort in Suhl, wo sie in einer Fabrik arbeitet. Im übrigen möchte sie, im Hinblick auf den Winter, gewisse Kleidungsstücke erhalten, die in ihrem langen Briefe aufgezählt werden[14].

13. *Sur son rôle dans la réouverture d'une Légation du Liechtenstein à Berne, cf.* E 2001 (D) 3/72 *et* E 2001 (E) 1969/262/23.

14. *Pilet-Golaz a souligné cette phrase dans la marge et y a inscrit un point d'interrogation.*

262

E 2300 Budapest/4

Le Ministre de Suisse à Budapest, M. Jaeger, au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

Copie de réception
T

Budapest, 18. Oktober 1944, 18 h. 41
(*Reçu:* 19 octobre, 18 h. 00)

Nummer 372. Erfahre aus authentischer Quelle. Nachdem in der Sonntagnacht das königliche Schloss von den Deutschen umstellt worden war, begab sich deutscher Gesandter morgens 5 Uhr zu Reichsverweser um ihm mitzuteilen, dass er mit zehnfacher Übermacht zerniert sei, er möge sich ergeben und der Garde Befehl geben, nicht zu schiessen. Horthy hat angenommen und wurde in das Hauptquartier der Gestapo verbracht. Frau Horthy, Schwiegertochter und Enkel waren in nahe Nuntiatur geflüchtet. Gestern Dienstagnacht wurden alle zusammen nach einem Schloss in Bayern Nähe Hitler verbracht. Einziger überlebender Sohn Horthys ist in einem Privathaus gefangen und nach Deutschland verbracht worden. In Budapest haben Judenverfolgungen wieder eingesetzt; da sich Juden ihrer Festnahme zum Teil widersetzten mit Handgranaten und Maschinenpistolen, sind Schiessereien im Gang, teils unter Einsatz von deutschen Panzern. Zeitungen veröffentlichen mit dem Namen Horthy gezeichnete Abdankung reichsverweserliche Ermächtigung für Szálasi Befehl an Armee weiter zu kämpfen. Szálasi hat am 16. Regierung ernannt die bereits in Funktion getreten ist, darunter einige frühere Minister des Kabinetts Ztojay, Aussenminister, ein Journalist namens Baron Kemeny[1].

1. *Annotation de Pilet-Golaz au bas du document:* 20.10.44 C*[onseil]* F*[édéral]*.

263

E 2001 (D) 3/172

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna, au Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher

Copie
L VR

Bern, 20. Oktober 1944

Wie Ihnen wohl aus der Presse bekannt geworden ist, hat die Gestapo am 21. August 1944 in einem Eisenbahnzug 318 ungarische Juden ohne Voranmeldung an die schweizerische Grenze gebracht. Dieses Vorgehen steht zwar mit den internationalen Gepflogenheiten kaum im Einklang und dürfte auch an den Bestimmungen des schweizerisch-deutschen Niederlassungsvertrages[1] keine Stütze finden. Trotzdem hielten es die Bundesbehörden nicht für zweckmässig, deswegen bei der deutschen Regierung Vorstellungen zu erheben, wobei sie sich von der Erwägung leiten liessen, damit das Los der noch in Deutschland verbliebenen ungarischen Juden möglicherweise zu erschweren und den etwaigen Abtransport weiterer Gruppen dieser Unglücklichen in Frage zu stellen[2].

Die 318 jüdischen Flüchtlinge sind, wie Sie wissen, von der Schweiz aufgenommen worden; sie scheinen aus einem grössern Lager in Bergen-Belsen bei Hannover ausgewählt worden zu sein, wo sich dem Vernehmen nach noch an die 1300 weitere ungarische Juden befinden. Deutscherseits scheint die Absicht zu bestehen, auch diese übrigen 1300 ungarischen Juden nach dem Ausland und zwar, wie gerüchteweise verlautet, nach Spanien abzuschieben. Andererseits haben die Bundesbehörden Kenntnis davon erhalten, dass wegen der Entlassung dieser Gruppe von ungarischen Juden Besprechungen zwischen gewissen deutsch-ungarischen Stellen unter Beteiligung von Vertretern des SS-Sicherheitshauptamtes und ausländischen sowie schweizerischen Juden in der Schweiz angebahnt und dass dabei wegen der Erlegung von Lösegeldern oder etwaiger anderer Gegenleistungen Projekte entwickelt worden sind, die es amtlichen Stellen unmöglich machen, sich in das Gespräch einzuschalten.

Schweizerischerseits herrscht aber durchaus die Geneigtheit vor, für die ungarischen Juden vom Lager Bergen-Belsen etwas zu tun. Da aus den vorerwähnten Besprechungen der Eindruck gewonnen werden muss, dass man sich auch deutscherseits diesen Leuten gegenüber nicht intransigent verhalten will, sind wir zu dem Entschluss gelangt, den Versuch zu unternehmen, durch einen offiziellen Schritt beim Auswärtigen Amt den Versuch zu machen, die Entlassung nach der Schweiz zu erreichen.

Wir denken uns, dass dieser Schritt, der an hoher Stelle, mindestens beim Staatssekretär[3], einzuleiten wäre und am besten in die Form einer mündlichen

---

1. *Du 13 novembre 1909,* K I.192 *et RO, 1911, vol. 27, pp. 675–687.*
2. *Cf. aussi* E 4800 (A) 1967/111/206.
3. *G. von Steengracht.*

Demarche, allenfalls unterstützt durch eine kurze Aufzeichnung, zu kleiden wäre, etwa nachstehenden Gedankengängen folgen könnte.

Ausgehend von der etwas ungewöhnlichen Überstellung der 318 ungarischen Juden vom Monat August letzthin könnte die Bereitschaft der Schweiz ausgedrückt werden, ein Mehreres für die noch in Bergen-Belsen verbliebenen Juden zu tun. Falls Deutschland die Anwesenheit dieser Leute, wie man aus dem Vorkommnis vom August glaubt schliessen zu dürfen, als Belastung empfindet, wäre die Schweiz durchaus geneigt, bei der Ernährung und Bekleidung, sowie überhaupt bei der Betreuung mitzuwirken, sofern nicht vorgezogen wird, diese Aufgabe dem IKRK zu überlassen. Sie würde aber gegebenenfalls noch weiter gehen und gerne darin einwilligen, diese Juden für solange in die Schweiz aufzunehmen, bis ihnen die Weiterreise, allenfalls nach den Vereinigten Staaten oder andern überseeischen Gebieten, offen stünde. In diesem Falle würden die Bundesbehörden aber Wert darauf legen, wenn die Überstellung nach der Schweiz durch vorgängige Besprechungen zwischen den beiderseitigen amtlichen Stellen ordnungsgemäss geregelt würde.

Je nach dem Gange der Unterhaltung könnte es auch nichts verschlagen, wenn eindringlich darauf hingewiesen würde, dass die Judendeportationen nach dem Osten und die Nachrichten, die über diese Massnahmen in die Öffentlichkeit dringen, unsere öffentliche Meinung aufs äusserste bewegen und dass die Bundesbehörden nur mit tiefster Besorgnis feststellen können, welche schwere Belastung sich nicht nur heute, sondern wie zu befürchten steht, noch auf Jahre hinaus für die schweizerisch-deutschen Beziehungen daraus ergebe. Auch von diesem Gesichtspunkt aus wäre eine Zusicherung des Inhalts, dass weitere Verschickungen nach dem Osten eingestellt werden, geeignet, sehr erfreuliche Rückwirkungen zu zeitigen.

Wir sehen dem Ergebnis über den Erfolg Ihres Schrittes, an dem uns Einiges gelegen ist, mit lebhaftem Interesse entgegen und bitten Sie, Herr Minister, die Versicherung unserer ausgezeichneten Hochachtung zu genehmigen[4].

ANNEXE

E 4800 (A) 1967/111/330

Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef de la Division des Affaires étrangères du
Département politique, P. Bonna

Copie
L Vertraulich

Berlin, 3. November 1944

Ich beehre mich, den Empfang Ihrer Schreiben vom 20.[5] und 24. Oktober[6] und der Notiz des Chefs der Polizeiabteilung des Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartements[7] über den am

4. *Cette lettre est soumise* pour approbation *à M. Pilet-Golaz qui note:* D'accord; mais vous allez me semble-t-il un peu loin et, à votre place, j'aurais laissé momentanément de côté la question des Juifs italiens. 21.10.44.
5. *Publiée ci-dessus.*
6. *Non reproduite.*
7. *Cf. N° 242.*

21. August in Basel eingetroffenen Transport ungarischer Juden und die noch im Lager von Bergen-Belsen zurückgebliebenen dreizehnhundert Ungaren anzuzeigen.

Bei meiner gestrigen Vorsprache beim Staatssekretär im Auswärtigen Amt habe ich diese Angelegenheit zur Sprache gebracht und die schweizerische Bereitwilligkeit erklärt, die noch im erwähnten Lager zurückgebliebenen ungarischen Juden in der Schweiz aufzunehmen. In zweiter Linie verwies ich darauf, dass die Schweiz aus humanitären Gesichtspunkten geneigt wäre, bei der Verpflegung und Bekleidung dieser unglücklichen Internierten mitzuwirken. Ich legte den schweizerischen Standpunkt eindringlich und energisch dar. Die Aufzeichnung, von welcher ich Ihnen einen Durchschlag übermittle, übergab ich bei dieser Gelegenheit.

Der Staatssekretär stand dieser Sache sehr reserviert gegenüber und äusserte sich eher skeptisch über den Erfolg meines Schrittes. Seine Skepsis ist wohl damit zu begründen, dass in den früheren Monaten das deutsche Entgegenkommen gegen ungarische Juden politisch wegen der gebotenen Rücksichtnahme auf den Reichsverweser Horthy bedingt war. Diese Rücksicht falle nun weg.

Die Einstellung des Staatssekretärs erklärt sich auch daraus, dass das Auswärtige Amt im Prinzip wenig Möglichkeiten hat, auf die SS, welcher die Durchführung der Judenmassnahmen untersteht, einzuwirken. Es hat nur in den wenigen Fällen ein Mitspracherecht, in welchen es gewichtige aussenpolitische Interessen geltend machen kann. Aus verschiedenen Quellen verlautet aber, dass die in Bergen-Belsen sitzenden Juden bereits ihrerseits direkt bei der Geheimen Staatspolizei alles vorkehrten, um eine Sonderbehandlung und ihre Ausreise aus dem Reich zu erhalten. Es ist nun nicht ausgeschlossen, dass meine Intervention den Anstoss gibt, dass die Staatspolizei auch die restlichen Juden abschiebt.

264

E 2300 Paris/98

Le Chargé d'Affaires a.i. de Suisse à Berlin, A. Zehnder, au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz[1]

L Berlin, 20. Oktober 1944

In den letzten 8 Tagen musste ich wiederholt mit Herren des Auswärtigen Amtes speisen. Es fiel mir auf, dass dabei die Gespräche stets auf zwei Fragen gelenkt wurden: die Stellung des Marschalls Pétain und die Beziehungen der Schweiz zur Sowjetunion:

1) Es stehe einwandfrei fest, erklärten mir die Herren, dass Marschall Pétain seinerzeit mit $^2/_3$-Mehrheit von der französischen Assemblée nationale als Staatschef Frankreichs gewählt wurde. In dieser Eigenschaft wurde er auch von fast allen Ländern der Welt anerkannt. Die Vereinigten Staaten von Nordamerika, die Schweiz, Schweden, etc. unterhielten zur Regierung von Vichy diplomatische Beziehungen. Nachdem Frankreich durch die alliierten Truppen besetzt worden ist, musste Marschall Pétain Frankreich verlassen. Sollte jedoch Frankreich von deutschen Truppen zurückerobert werden so wird Marschall Pétain nach Frankreich zurückkehren. In diesem Falle wird er selbstverständlich seine Tätigkeit als Staatschef wieder aufnehmen. Es handelt sich

1. *M. Pilet-Golaz a visé ce document le 25 octobre 1944.*

somit heute lediglich um einen Unterbruch und nicht um das Aufhören der Ausübung der Funktionen. Der Marschall habe in der Tat weder demissioniert und einen Nachfolger für sich bezeichnet, noch erklärt, dass er infolge der Ereignisse sich nicht mehr als Staatschef Frankreichs betrachte. Auf den Einwand, es lägen authentische Äusserungen des Marschalls im Sinne der zuletzt vorstehend erwähnten und deutscherseits verneinten Eventualität vor, wurde stets erwidert, ich dächte wahrscheinlich an den Brief des Marschalls vom 20. August an den Führer, den der Marschall dem Nuntius und Herrn Minister Stucki bekanntgegeben hatte[2]. Bei einer aufmerksamen Lektion dieses Briefes wird man aber feststellen müssen, dass der Marschall aus seiner Verbringung nach Deutschland lediglich den Schluss gezogen hat, dass er nicht mehr in der Lage sei «d'exercer ses fonctions de Chef d'Etat», nicht aber, dass er «cesse d'être Chef d'Etat». Da der Marschall seit diesem 20. August bis heute keine anderslautende Erklärung abgegeben hat, anerkennt Deutschland[3] nur ihn allein als den Staatschef Frankreichs. De Gaulle ist somit ein Usurpator; er bemühe sich übrigens, im Bewusstsein seiner ungeklärten Stellung, eine Konstruktion zu finden, wonach er der unmittelbare Nachfolger von Präsident Lebrun sei. Je mehr Konstruktionen de Gaulle suche, um die Legalität seiner Regierung nachzuweisen, umso mehr bestärkt er die deutsche Regierung in ihrer loyalen Haltung gegenüber Pétain.

2) Die Frage der schweizerischen Beziehungen zur Sowjetunion scheint die Reichsregierung ebenfalls zu interessieren. So wurde mir erzählt, dass nach der Erklärung der Russen vom Sommer dieses Jahres, sie hätten kein Interesse an Ländern, die ihre Beziehungen zur Sowjetunion bisher nicht normalisiert haben, an Sie eine Anfrage wegen der Zulassung eines Korrespondenten der Agentur Tass[4] in Bern von Moskau aus gekommen sei. Sie hätten die Anfrage positiv beantwortet, und der Agent sei im September nach Bern gekommen. Das Auswärtige Amt glaube zu wissen, dass Gespräche mit Moskau über diesen Agenten liefen. Ich habe stets erklärt, ich wüsste nichts davon. Der nach Berlin zurückgekehrte Gesandte Schnurre bestätigte seinerseits, dass er nach der mit Ihnen gepflogenen Rücksprache den Eindruck hatte, der Bundesrat strebe nicht die Normalisierung der diplomatischen Beziehungen um jeden Preis an, sondern lasse sich Zeit.

---

2. *Annotation de M. Pilet-Golaz dans la marge:* On oublie son «Message» aux Français.
3. *Annotation de M. Pilet-Golaz dans la marge:* L'Allemagne peut-être.
4. *A ce sujet, cf.* E 2001 (D) 3/11.

265

E 2300 Stockholm/14

Le Ministre de Suisse à Stockholm, P. Dinichert, au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz[1]

RP N° 68
Confidentiel

Stockholm, 20 octobre 1944

Jusqu'à aujourd'hui, on ne sait rien à Stockholm de la réaction que les ouvertures hongroises d'armistice auront trouvée dans les trois grandes capitales. On est également sans autres nouvelles de Budapest et ignore si Horthy s'y trouve encore.

L'état chaotique qui s'est rapidement manifesté à la légation de Hongrie à Stockholm a donné lieu à intervention du ministère des affaires étrangères. Les deux attachés militaires, un lieutenant-colonel et un major, des militants «Pfeilkreuzler» de leur propre aveu, ayant voulu prendre complète possession des locaux de la légation, en ont, au contraire, été éloignés par l'autorité suédoise, à la juste requête du chargé d'affaires de Hongrie. Il n'est pas question, en effet, que le gouvernement suédois reconnaisse l'actuel état de choses à Budapest. Son ministre là-bas demeure accrédité auprès de Horthy, comme le chargé d'affaires de Hongrie ici en reste le représentant, à moins que l'amiral ne vienne à disparaître comme Régent. Quant aux deux officiers nazistes, ils vont avoir à quitter le territoire suédois.

Le cas du haut policier finlandais Anthoni, dont mon rapport du 13 de ce mois[2] vous a entretenu, a pour le moment trouvé sa solution par le départ volontaire du prénommé, qui a déclaré lui-même ne pas réellement se considérer comme réfugié politique. Les autorités suédoises regrettent quelque peu maintenant de ne pas avoir fait refouler Anthoni dès qu'il se présenta à la frontière avec des papiers reconnus faux, mais de s'être engagés dans un examen approfondi de ses mérites, positifs et surtout négatifs, ainsi qu'on ne l'a même pas caché au dehors. Aujourd'hui, on voudrait, pour ne pas avoir créé un précédent, considérer l'incident comme clos par le libre retour du candidat dans son pays.

Les autorités suédoises hésitent, en effet, encore quant à la meilleure attitude à adopter lorsqu'on se trouve en présence d'un prétendu criminel de guerre. Faut-il ou non s'engager dans l'étude de son «dossier»?[3]

Récemment, il a été procédé au rapatriement, en chiffre égal, d'un certain nombre d'internés militaires allemands et russes. Sur la liste russe figuraient quelques individus qui ne voulaient pas rentrer, mais que Moscou réclamait précisément parce qu'ils étaient soupçonnés d'avoir pactisé avec les Allemands et commis des méfaits en Ukraine. Sur cela, les Suédois demandèrent aux auto-

---

1. *M. Pilet-Golaz a lu ce document le 25 octobre 1944 et a demandé à P. Bonna d'en conférer avec lui.*
2. *Non reproduit.*
3. *Annotation marginale de M. Pilet-Golaz:* Oh! non.

rités soviétiques des éclaircissements que celles-ci, toutefois, refusèrent, déclarant n'avoir pas à fournir de telles informations. En conséquence, les militaires visés ne seront pas compris dans l'échange par les Suédois[4].

Autre incident. Le ci-devant ministre de Croatie en Finlande étant venu avec sa famille en Suède au moment de l'armistice, le ministère suédois lui refusa, à lui, le séjour en Suède et l'invita à poursuivre sa route vers l'Allemagne, au bout de quelques jours. Entre-temps, le représentant yougoslave était, de son côté, intervenu auprès du ministère pour dénoncer l'ex-ministre comme criminel de guerre et réclamer son renvoi, d'ailleurs déjà décidé. Dans ce cas, le Yougoslave n'a pas été invité à appuyer sa dénonciation par des faits, ce qui aurait pu paraître une réplique compréhensible[5].

---

4. *Annotation marginale de M. Pilet-Golaz:* ?!

5. *En réponse à ce rapport politique, le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique adresse une lettre au Ministre de Suisse en Suède le 10 novembre:* Wir haben von Ihrem Berichte vom 20. Oktober mit lebhaftem Interesse Kenntnis genommen und danken Ihnen dafür aufs verbindlichste. Sie bringen darin verschiedene Fragen zur Sprache, die sich ähnlich auch in der Schweiz stellen, sodass es für Sie von Interesse sein mag, zu erfahren, zu welchen Lösungen wir hier neigen.

1. *Beziehungen zu Ungarn.* Unmittelbar nach dem gewaltsamen Umschwung vom 15./16. Oktober gab uns der ungarische Geschäftsträger, Baron von Bothmer, eine schriftliche Erklärung ab, wonach er sowie sein gesamtes Personal mit Einschluss desjenigen der Generalkonsulate in Zürich und Genf, nach wie vor einzig den Reichsverweser Horthy als legitimes Staatsoberhaupt anerkenne und sich demzufolge von der Regierung Szálasy distanziere. Da mittlerweile die Regierung Horthy zum Verschwinden gekommen ist, hat diese Erklärung notwendigerweise zur Folge, dass die ungarische Gesandtschaft in Bern nichts mehr vertritt und dass auch den beiden Generalkonsulaten die Grundlage für eine Fortsetzung ihrer Tätigkeit entzogen ist. Dies ist denn auch Baron Bothmer mündlich eröffnet worden, ohne dass die Bundesbehörden gewillt wären, ohne weitern Verzug die radikalsten Schlussfolgerungen aus der rechtlich allerdings sehr eindeutigen Lage zu ziehen. Wenn zwar jeglicher amtliche Verkehr zwischen den Bundesbehörden und der ungarischen Gesandtschaft logischerweise ein Ende genommen hat, so sind die Bundesbehörden doch bereit, dem Personal seine bisherigen Vorrechte und Vergünstigungen auf Zusehen weiterhin einzuräumen und der Gesandtschaft sowie den Generalkonsulaten auch die Betreuung derjenigen von ihren Staatsangehörigen zu gestatten, die sich an sie wenden sollten, ansonst ja die Ungarn in der Schweiz jeglichen diplomatischen und konsularischen Schutzes bar wären.

Wie Sie vermutlich aus der Presse werden ersehen haben, hat sich in Zürich ein kleiner Zwischenfall ergeben insofern, als beim Personal des dortigen Generalkonsulats neben einer Daktylographin ein seit Jahresbeginn tätiger Kanzleisekretär, Dr. Josef Szilagyi, sich als Pfeilkreuzler entpuppt, dem Verweser des Konsulats, Kanzleidirektor Takacs, den Gehorsam aufgekündigt und sich zu Szálasy bekannt hat. Die Folge davon ist, dass die ungarische Gesandtschaft ihn als Mitarbeiter des Generalkonsulats abgemeldet hat. Herr Szilágyi untersteht demzufolge den gemeinrechtlichen fremdenpolizeilichen Vorschriften, und es ist anzunehmen, die Fremdenpolizei werde ihm eine Ausreisefrist ansetzen. Mittlerweile hat uns allerdings die schweizerische Gesandtschaft in Budapest telegraphisch berichtet, das ungarische Auswärtige Amt habe ihr Dr. Szilágyi als neuen Verweser des ungarischen Generalkonsulats in Zürich angemeldet und um dessen Anerkennung nachgesucht. Da indessen der Bundesrat nicht geneigt ist, die Regierung Szálasy anzuerkennen, ist dieses Gesuch vorläufig beiseite gelegt worden in der Erwartung, der Fortgang der Ereignisse in Ungarn werde uns der unangenehmen Aufgabe enthaben, es formell abzulehnen. Eine Ablehnung hat in der Tat ihre bedenkliche Seite, solange unser Gesandter mit seinem gesamten Stab noch am Sitze einer Regierung weilt, die von der Schweiz

nicht anerkannt ist, ohne dass sie sich anscheinend selbst ganz im klaren darüber ist, auf wie schwachen Füssen sie, international gesehen, steht (damit soll über die Stärke oder Schwäche ihrer innern Position nichts ausgesagt sein!). Soeben hat nun die Regierung Szálasy auch noch das Begehren um Zulassung eines neuen diplomatischen Vertreters gestellt, ein Begehren, das natürlich auch dilatorisch behandelt wird. Da die Regierung im Begriff steht, in Westungarn ein Ausweichquartier zu beziehen, hat sie überdies den Wunsch geäussert, der schweizerische Gesandte möge sie an ihren neuen Sitz begleiten, und der bestimmten Erwartung Ausdruck gegeben, dass diesem Wunsche nachgelebt werde. Herr Minister Jaeger ist indessen eingeladen worden, vorerst in Begleitung des Militärattachés nach der Schweiz zu kommen behufs Berichterstattung und Erörterung der sich aus der neuen Lage ergebenden Fragen, wogegen der Rest des Personals die weitern Ereignisse an Ort und Stelle abwartet, sofern die ungarische Regierung nicht die ganze Zivilbevölkerung zur Evakuierung der Hauptstadt nötigt. Es bleibt nun abzuwarten, wie sich die Dinge weiter entwickeln werden und ob die Lage sich etwa doch nochmals soweit stabilisieren wird, dass mit der Regierung Szálasy bis zu einem gewissen Grade als mit einem Machtfaktor zu rechnen ist. Dies dürfte die weitern Entschlüsse der Bundesbehörden weitgehend mitbestimmen.

2. *Wegweisung von «Kriegsverbrechern».* Wie Ihnen bekannt sein dürfte, bestimmen die neuen Weisungen des Bundesrates vom 12. Juli 1944 über Aufnahme oder Rückweisung ausländischer Flüchtlinge unter anderm, dass Ausländer, die *wegen verwerflicher Handlungen* des Asyls unwürdig erscheinen oder die durch ihre bisherige *Tätigkeit* oder ihre *Haltung* die schweizerischen Interessen verletzt haben oder gefährden, stets zurückzuweisen sind. Diese Bestimmung hat keineswegs den Sinn, dass generell die Fälle von Flüchtlingen, die bei uns Asyl gefunden haben, zum Gegenstand eingehender polizeilicher Erhebungen gemacht werden sollen, um etwaigen Kriegsverbrechen auf die Spur zu kommen. Vielmehr ist zu sagen, dass derartige Erhebungen einem neutralen Staate nicht zukommen können und dass man sich mit solchen Bemühungen auf eine Bahn verirren würde, die besser vermieden wird.

3. *Heimschaffung von militärischen Internierten.* Das Problem, das sich in Schweden gestellt hat, ist von grossem Interesse. Ähnliche Fragen sind bei uns aufgetaucht, und zwar nicht anlässlich der gleichzeitigen Entlassung von Internierten der beiden gegnerischen Lager, sondern bei der Weiterreise von entwichenen Kriegsgefangenen. Zunächst hatte eine Gruppe von französischen Kriegsgefangenen, die aus Deutschland zu uns geflüchtet waren, bei der Öffnung der französischen Grenze erklärt, sie seien nicht willens, nach Frankreich heimzukehren. Neuerdings hat sich bei der Abreise russischer Kriegsgefangener nach Frankreich wiederum ergeben, dass eine ganze Anzahl von ihnen, unseres Wissens ungefähr 60, des entschiedensten die Rückkehr nach Russland mit der Begründung ablehnen, sie seien in ihrer Heimat an Leib und Leben gefährdet. Wir haben über diese Frage ein Gutachten eines angesehenen Völkerrechtslehrers eingeholt; seine Schlussfolgerungen sind eindeutig: Weder der Internierte noch der entwichene Kriegsgefangene kann im geringsten einen persönlichen Anspruch darauf erheben, dass ihm Asyl gewährt werde. Er ist nicht individuell aufgenommen worden, und in dem Augenblick, wo die Gründe weggefallen sind, die zu seiner Aufnahme geführt haben, hat der Gaststaat das Recht, sich seiner wieder zu entledigen.

Ob aus dieser rechtlich klaren Lage praktisch die letzten Konsequenzen gezogen werden selbst in den Fällen, wo der Betroffene einen eigentlichen Notstand geltend macht, bleibt allerdings noch abzuwarten (E 2300 Stockholm/14).

De plus, le Département politique adresse le 2 novembre la lettre suivante au Département militaire: Wie uns die Schweizerische Gesandtschaft in Stockholm mit einem soeben hier eingetroffenen Bericht wissen lässt, soll ein Mitglied der Sowjetvertretung in Schweden zur Erklärung der ablehnenden russischen Antwort auf die schweizerischen Bemühungen zur Normalisierung der schweizerisch-russischen Beziehungen u.a. angegeben haben, dass die moskaufeindliche Einstellung der Schweiz auch darin ihren Ausdruck gefunden habe, dass angeblich russische Kriegsgefangene und Internierte Deutschland ausgeliefert worden seien.

Wir wollten nicht unterlassen, Ihnen von diesen Mitteilungen Kenntnis zu geben. Die lautgewordene Klage ist, soviel wir zu wissen glauben, in keiner Weise begründet. Es würde uns

immerhin interessieren, zu vernehmen, was Sie selbst dazu sagen und ob Ihnen vielleicht etwas bekannt ist, das zu der aufgestellten Behauptung Anlass gegeben haben könnte (E 4800 (A) 1967/111/332).

266

E 2803/1969/302/1

Le Chef de Section au Commissariat fédéral à l'Internement et à l'Hospitalisation, R. Probst, à P.-Ed. Martin, Membre du Comité international de la Croix-Rouge

Copie
L

Berne, 20 octobre 1944

J'ai eu l'honneur de recevoir votre télégramme du 16.10.44[1], ainsi que votre lettre de la même date[2] et relative à la question du rapatriement de prisonniers de guerre évadés soviétiques qui se refusent de quitter la Suisse actuellement.

J'ai l'honneur de vous exposer le cas tel qu'il se présente.

Les prisonniers de guerre évadés ont franchi notre frontière et sont internés sur le territoire de la Confédération en qualité de *soldats*, appartenant à l'armée de leur pays. Ils n'ont pas donné suite à l'ordre de rapatriement qui leur a été adressé et doivent par conséquent être considérés comme déserteurs. Malgré toute la compréhension et la sympathie que nous portons à plusieurs d'entre eux, nous nous voyons contraints à maintenir notre point de vue sus-mentionné et ne pouvons prendre en considération des sentiments politiques.

En outre, les déserteurs tombent complètement à la charge de la Suisse. Leur rapatriement rencontrera par la suite d'énormes difficultés. Ils seront, sans distinction de grade, immédiatement astreints au travail, car toutes les organisations d'entraide se refusent à leur apporter une aide quelconque.

Nous ne voyons actuellement aucune possibilité de faciliter aux étudiants la continuation de leurs études, à moins que la question financière puisse être résolue de façon satisfaisante.

Si donc le Comité international de la Croix-Rouge est à même d'apporter une aide financière à ces quelques hommes, nous vous saurions gré de bien vouloir nous soumettre des propositions concrètes. Nous examinerons alors chaque cas particulier afin d'éviter tout précédent.

Pour le moment, tous les Russes qui n'ont pas donné suite à l'ordre de rapatriement ont été transférés dans le même camp, où ils resteront jusqu'à nouvel avis sous un contrôle sévère.

---

1. *Non retrouvé.*
2. *Non reproduite. Cf. aussi* E 27/14451/2.

267

E 2001 (D) 3/306

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna, au Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher[1]

L RJ Berne, 21 octobre 1944

Ainsi que j'ai cherché à vous le faire savoir ce matin par téléphone, je n'ai malheureusement pas pu arranger un rendez-vous entre Ruegger[2] et vous pour lundi. Ruegger, qui me charge de vous transmettre ses amitiés et qui aurait naturellement eu le plus grand désir de vous rencontrer, est retenu à Genève le 23 et le 24 pour des affaires à régler avec le Comité international de la Croix-Rouge. Il aurait envisagé de faire un saut à Zurich aujourd'hui, je l'en ai dissuadé car j'avais compris que vous alliez à la chasse et qu'il ne vous aurait pas trouvé.

J'ai soumis d'autre part à M. Pilet-Golaz les deux questions dont vous m'aviez chargé. Voici les réponses.

Déjeuner Ribbentrop

M. Pilet est d'avis que si vous rencontrez le Ministre des Affaires étrangères du Reich, il faudrait tâcher d'éviter que la conversation porte sur les questions touchant trop directement aux relations germano-suisses. Il préfère en conséquence que vous abordiez les sujets suivants:

1. Il serait dans l'intérêt bien entendu de l'Allemagne de ne pas gêner l'activité de la puissance protectrice en faveur notamment des prisonniers de guerre anglo-saxons; il faudrait tâcher d'obtenir que les visiteurs de camps en particulier trouvent accès sans difficultés dans les camps et qu'on évitât des complications bureaucratiques qui en retardant l'exécution de leur tâche, retarde l'envoi à Londres et à Washington de rapports qui seraient surtout de nature à tranquilliser.

2. Il est malheureusement hors de doute que notre action officieuse en faveur des intérêts allemands en Italie va devoir pratiquement cesser si le Gouvernement du Reich ne nous autorise pas à traiter en son nom avec le Gouvernement royal italien, et, en contrepartie, à défendre officieusement les intérêts de ce gouvernement en Allemagne. En effet, la situation évolue, Rome est déjà administrée par les Italiens et les puissances anglo-saxonnes, auprès desquelles le Gouvernement allemand nous demande de représenter ses intérêts en Italie, sont fondées à nous répondre que la plupart des questions que nous lui soumettons ne les concernent plus. N'y a-t-il pas moyen d'obtenir la révision d'une décision manifestement prise in abstracto et qui ne concorde plus avec les faits?

---

1. *La lettre est envoyée à son domicile en Suisse, Zurich où H. Frölicher se trouve à ce moment-là.*
2. *Ministre de Suisse à Londres.*

3. Expliquer combien il est normal que nous cherchions à renouer avec l'U.R.S.S. Sur ce chapitre, encore moins que sur les autres, je n'ai besoin de vous tracer des arguments, vous les connaissez de reste.

Quant aux sondages tendant à obtenir que les femmes de certains dignitaires puissent trouver refuge en Suisse (ils sont peut-être en étroite relation avec le déjeuner), nous ne pouvons vous répondre qu'une chose, c'est que nous nous sommes toujours refusés à décider d'avance quelle attitude nous prendrons dans des circonstances encore hypothétiques et en particulier à nous engager à recevoir sur notre sol des hôtes dont la venue éventuelle est prévue pour une date incertaine. Ces questions ne pourront être résolues que lorsque nous serons saisis de demandes concrètes, précises et immédiates. Je pense que nous vous écrirons encore dans ce sens.

Visite à Harrison[3]

M. Pilet-Golaz ne voit aucun inconvénient, bien au contraire, à ce que, lors d'un prochain séjour à Berne, vous fassiez visite à Harrison et à Norton[4]. Il ne se souvenait pas que vous ayez reçu des instructions contraires et estime qu'en tout cas elles seraient périmées. Il s'est volontiers chargé, en revanche, d'expliquer à Harrison que si vous n'êtes pas allé le voir plus tôt, c'est parce que vous pensiez n'y être pas autorisé et que vous chercherez à l'atteindre lors d'un prochain voyage.

J'espère que votre retour à Berlin s'effectuera fort bien. Vous aurez en tout cas un excellent compagnon en Bavier[5] mais je me figure qu'il ne restera pas très longtemps dans son nouveau poste.

Croyez, mon cher ami, à mes sentiments bien cordialement dévoués.

---

3. *Ministre des Etats-Unis d'Amérique à Berne.*
4. *Ministre de Grande-Bretagne à Berne.*
5. *Ch.-E. Bavier, Chef-adjoint de la Section des Intérêts étrangers à la Légation de Suisse à Berlin.*

268

E 2001 (E) 2/652

Le Chargé d'Affaires a.i. de Suisse à Buenos Aires, J.-A. Cuttat, au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna

L Buenos Aires, 24 octobre 1944

Dans ses lettres des 5 août et 18 septembre 1943[1] dont copie vous fut adressée, la Division du Commerce avait signalé à cette Légation la manière de voir

---

1. E 7110/1967/32/861.0. Argentinien.

de notre Banque Nationale au sujet de l'arrangement intervenu entre cette dernière et la Banque Centrale argentine en mai 1942[2].

Cet arrangement, comme vous vous en souviendrez, prévoyait que notre institut d'émission suppléerait à la pénurie de francs suisses sur le marché argentin moyennant des achats d'or loco Buenos Aires.

Si je reviens aujourd'hui sur cette question, c'est parce que la Banque Centrale a derechef appelé mon attention sur son récent échange de télégrammes avec la Banque Nationale, suscité par de nouvelles difficultés que l'on peut résumer comme il suit:

En date du 30 mai, la Banque Nationale aurait déclaré à la Banque Centrale qu'elle ne croyait plus pouvoir augmenter ses achats d'or à Buenos Aires. Or, la balance des comptes officiels entre les deux instituts d'émission offre, aux dires de la Banque Centrale, l'aspect suivant pour la période s'étendant à 1942, 1943 et les quatre premiers mois de 1944:

I change disponible, c'est-à-dire versé par les exportateurs argentins à la Banque Centrale	Fr. 97 000 000.—
II change utilisé	
a) par la Banque Centrale pour les importateurs de produits suisses	Fr. 79 000 000.—
b) service de la dette publique	Fr. 33 000 000.—
c) frais officiels	Fr. 6 000 000.—
Solde I et II Déficit	Fr. 21 000 000.—

Il résulte de ce tableau qu'il manque à la Banque Centrale un montant de 21 millions de francs suisses pour faire face à une partie du service de la Dette publique argentine en Suisse et au transfert pour frais officiels. Aussi longtemps que nos achats de marchandises en Argentine n'augmentent pas dans une proportion considérable, ce déficit ne peut être comblé que par de nouveaux achats d'or conformément à l'arrangement du mois de mai 1942. La Banque Centrale ne m'a pas caché qu'elle serait vivement reconnaissante à la Banque Nationale de faire un effort dans ce sens afin de lui permettre de s'acquitter sans entrave de sa Dette publique envers la Suisse. Elle ajouta, à ce propos, que le montant de 21 millions de francs suisses lui paraissait relativement modique à l'échelle des avoirs considérables de notre institut d'émission.

La Banque Centrale me signala également une autre difficulté qui se réfère aux opérations dites de «passe» (swap) moyennant lesquelles la Banque Nationale avance à l'institut argentin des francs suisses jusqu'au terme auquel l'exportateur de produits argentins a reçu de son acheteur suisse les francs correspondants qu'il doit transmettre à la Banque Centrale. Comme la Banque Nationale ne peut faire de pareilles opérations que pour 90 jours, alors que les opérations à terme des exportateurs de Buenos Aires s'étendent fréquemment sur 180 jours, notre institut d'émission résolvait jusqu'à présent la difficulté en promettant le renouvellement pour une nouvelle période de 90 jours. Or, sui-

2. *Cf.* E 2001 (D) 2/257, 260 *et* 282, *ainsi que* E 2200 Buenos Aires 1968/231/10.

vant un télégramme du 16 septembre[3], la Banque Nationale n'est plus certaine de pouvoir effectuer sans autre ces renouvellements à l'avenir. La direction de l'institut argentin m'exposa que ces opérations à *180 jours* lui sont indispensables pour pouvoir payer les importateurs de produits suisses.

Comme vous le voyez, l'arrêt des achats d'or par la Banque Nationale à Buenos Aires moyennant des francs suisses n'affecte pas seulement les créances financières publiques suisses, mais risquent également de se répercuter sur le mécanisme des exportations et des importations argentino-suisses. Pour se procurer une autre source de francs, la Banque Centrale envisage d'affecter au marché officiel les versements de francs suisses qui passent actuellement par le marché libre. Cette solution n'aurait pas seulement l'inconvénient de ne remédier au mal que dans une mesure infime, vu l'exiguïté du marché libre de francs suisses en Argentine, mais elle paralyserait en outre le service de la dette privée qui se trouve renvoyé sur le marché libre depuis 1938. En d'autres termes, une certaine reprise des achats d'or est la seule source de francs suisses permettant de rétablir l'équilibre et de mettre fin en même temps aux fluctuations erratiques de notre monnaie à Buenos Aires. Il est vrai que, d'après la statistique suisse, nos achats à Buenos Aires paraissent très supérieurs au montant indiqué dans le tableau ci-dessus par rapport à nos ventes. Mais il ne faut pas oublier que ces achats sont estimés Cif[4] frontière suisse d'après nos statistiques, tandis que la statistique argentine les évalue Fob[5] Buenos Aires. La différence, qui correspond à des frais de transport s'élevant à plus de 90% de la valeur de la marchandise, ne peut guère être considérée comme un actif argentin, puisqu'il profite la plupart du temps à des entreprises de transports étrangères. Je vois donc guère la possibilité de discuter avec profit les chiffres indiqués dans le tableau susvisé.

Il m'importe de souligner que les raisons commandant à notre institut d'émission d'éviter l'augmentation de ses réserves d'or à l'étranger ne m'échappent nullement. L'accroissement de ces réserves, dont la disponibilité n'est pas absolue, pourrait créer une prospérité artificielle susceptible d'engendrer l'inflation, et il est naturel que la Banque Nationale ne veuille pas donner indéfiniment aux banques suisses titulaires de créances financières des francs librement disponibles en Suisse contre de l'or en Argentine. Néanmoins, j'ai pensé que je demeurerais en deçà de mon devoir en omettant de porter à votre connaissance le désir que m'a exprimé d'une manière pressante la Banque Centrale de voir notre institut d'émission faire un effort pour sortir d'une impasse qu'elle espère d'ailleurs passagère. Je m'en remets donc à vous du soin de confronter les risques d'une augmentation de 21 millions de nos réserves d'or avec les inconvénients que j'ai signalés plus haut touchant les créances financières et l'échange de nos marchandises.

---

3. *Non retrouvé. Cf.* E 2001 (E) 2/651 *et* E 2200 Buenos Aires 3/13-14.

4. *Abréviation des mots anglais* Cost, insurance, freight, *utilisée dans les contrats de commerce maritime international et stipulant que le coût de la marchandise couvre son prix, les frais d'assurance et le fret – y compris les frais de transport jusqu'au navire, les frais de déchargement et l'assurance d'usage.*

5. *Abréviation des mots anglais* Free on board, *utilisée dans les contrats de commerce maritime*

international et stipulant que le prix «Fob» couvre tous les frais de transport jusqu'au port d'embarquement ainsi que tous les droits et taxes que la marchandise doit supporter pour être mise à bord.

269

E 2001 (E) 1/154

Le Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique au Ministre de Suisse à Washington, K. Bruggmann[1]

Copie
L

Bern, 24. Oktober 1944

Das Politische Departement stellte uns Ihren Bericht über die 2. «UNRRA»-Konferenz zu, der auf den Beobachtungen des Herrn Legationsrat Feer fusst[2]. Wir haben von diesem Bericht mit dem grössten Interesse Kenntnis genommen und gestatten uns, dazu zwei Bemerkungen zu machen:

1) Am Schluss Ihres Berichts erwähnen Sie, dass in London zwischen der schweizerischen Handelsdelegation und den «UNRRA»-Behörden für Europa eine Fühlungnahme stattgefunden habe, über deren Ergebnis Ihre Gesandtschaft nicht unterrichtet worden sei. Die zitierten Kontakte waren durchaus inoffizieller Natur und bezweckten, den «UNRRA»-Behörden in London die Dienste der schweizerischen Wirtschaft für gewisse Hilfe- und Wiederaufbau-Lieferungen anzubieten. Dies erfolgte in scharfer Trennung von Lieferungen anderer Art, welche die Schweiz im Rahmen ihrer humänitären Aktionen zu erbringen beabsichtigt. Die Handelsdelegation war bestrebt, von der «UNRRA» Aufträge auf rein kommerzieller Basis zu erhalten. Das Ergebnis ihrer Bemühungen lässt sich dahin zusammenfassen, dass auf Grund einer eingehenden Aufklärungsarbeit der Delegation über die bestehenden Liefermöglichkeiten die Schweiz von der «UNRRA» als «possible supply-source» anerkannt wurde. Diese Anerkennung kann gegenüber den Regierungen besetzter und inzwischen zum Teil befreiter Gebiete praktische Auswirkungen haben, da sich diese von sich aus um gewisse Nachkriegslieferungen aus der Schweiz interessierten, dabei bisher jedoch öfters auf den Widerstand der «UNRRA»-Behörden gestossen waren.

Man erklärte der Delegation weiter, dass die «UNRRA» selbst als Käufer schweizerischer Waren deshalb kaum in Betracht kommen könne, weil ihr dazu die finanziellen Mittel fehlten und sie von den Mitgliedstaaten gedrängt würde, damit sie selbst in erster Linie als Lieferanten berücksichtigt werden. Es überraschte uns, jüngst in der Presse zu lesen, dass die «UNRRA» in Schweden

1. *La lettre est signée:* i.V. Keller. *Cf. aussi:* E 2001 (E) 1/208.
2. E 2001 (D) 3/491 *(rapport du 2 octobre 1944).*

Aufträge für fertige Holzhäuser und andere Lieferungen erteilt habe. Direkte «UNRRA»-Aufträge an die Schweiz sind uns bis jetzt nicht bekannt geworden; es liegt einzig eine Anfrage der «UNRRA» um Preisangaben für Exportvieh vor. Hingegen laufen einige Bestellungen für Nachkriegslieferungen aus Frankreich und Holland.

2) Sie betonen mit Recht die Tatsache, dass die Schweiz über einen intakten Produktionsapparat und über genügend Arbeitskräfte verfügt, um Aufträge mit kurzen Lieferfristen im Rahmen der ersten Hilfeleistung an notleidende Bevölkerungen oder des Wiederaufbaus zerstörter Gebiete ausführen zu können. Sie denken dabei insbesondere auch an unsere schlecht beschäftigte Textilindustrie. Sie werden inzwischen die Abschrift unseres an die schweizerische Gesandtschaft in London gerichteten Briefes vom 7. Oktober 1944[3] erhalten haben, aus dem Sie ersehen, dass wir der «UNRRA» unsere Dienste auf diesem Gebiete erneut angeboten haben. Leider sind wir in dieser Sache bis heute ohne Nachrichten aus London geblieben. Wir bedauern, dass so wertvolle Zeit verloren geht, die auf den Winter hin im Sinne Ihrer Überlegungen und unserer seit Monaten unternommenen Bemühungen zu Gunsten notleidender Bevölkerungen genutzt werden könnte.

3. E 2001 (E) 1/208.

270

E 2001 (E) 2/605

La Banque pour Entreprises électriques[1]
au Chef de la Section du Contentieux et des Intérêts privés à l'Etranger du Département politique, R. Kohli

L Zürich, 27. Oktober 1944

Wir bestätigen die Mitteilungen, die Ihnen unser Herr Direktor A. von Schulthess gestern gemacht hat, wie folgt:

Am 25. Oktober 1944 haben wir von Spanien den Wortlaut des Dekretes N° 268 vom 23. September 1944 (Beilage 1)[2] erhalten, aus dem hervorgeht, dass in Gesellschaften, die für öffentliche Dienste konzessioniert sind, das leitende ausländische Personal innerhalb dreier Monate zurückzutreten hat, um durch spanisches Personal ersetzt zu werden.

Wie Ihnen bekannt sein dürfte, ist die Elektrobank seit Jahren leitend an der *Compania Sevillana de Electricidad* in Sevilla beteiligt. Diese Gesellschaft betreibt Wasser- und thermische Kraftwerke und besitzt ein ausgedehntes

1. *La lettre est signée par A. v. Schulthess et M. Villars. Cette banque est plus connue sous son nom allemand:* Elektrobank. *Cf. aussi* E 7110/1973/135/25–26.
2. *Non reproduite.*

Transport und Verteilungsnetz. Sie beliefert den grössten Teil von Andalusien mit Strom und zwar die Provinzen Sevilla, Cadiz, Huelva, Badajoz und teilweise Malaga.

Seit 1916 ist der Delegierte des Verwaltungsrates ein Vertreter der Elektrobank. Der technische Subdirektor und ein grösserer Teil der technischen Abteilungschefs sind ebenfalls Schweizer (Beilage 2)[3].

Die Compania Sevillana de Electricidad hat heute ein Aktienkapital von Ptas. 80 000 000 und ein Obligationenkapital von Ptas. 80 000 000. Beinahe die Hälfte des Aktienkapitals befindet sich in Schweizerbesitz. Die Aktien werden an den Börsen von Zürich, Basel und Genf kotiert.

Es werden also durch das Dekret ganz namhafte schweizerische Interessen geschädigt. Abgesehen davon, dass schweizerische Staatsangehörige, zum Teil in leitenden Stellungen, ihr Tätigkeitsgebiet plötzlich verlieren würden, geriete auch das Unternehmen in eine schwierige Lage, wenn alle Ausländer aus den leitenden Posten ausscheiden müssten.

Neben diesen direkten Schäden würde aber auch die schweizerische Volkswirtschaft ganz allgemein durch die Entlassung des schweizerischen Personals in Mitleidenschaft gezogen, da der Absatz von Schweizerfabrikaten in Spanien nicht unwesentlich durch die Tätigkeit dieser Schweizer gefördert wird. Die Elektrobank zum Beispiel hatte dank ihrer Beteiligungen in Spanien und dank der Beschäftigung von Schweizer Personal an leitenden Posten der ihr nahestehenden Unternehmungen Gelegenheit, der schweizerischen Industrie sehr beträchtliche Bestellungen zuzuführen. So konnte sie von 1917 bis Oktober 1944 Aufträge an die schweizerische Industrie im Betrage von über s.Fr. 41 000 000 erteilen (Beilage 3)[4].

Aus Beilage 4[5] geht hervor, dass es der Elektrobank möglich war, bei den ihr befreundeten spanischen Gesellschaften seit etwa 1913 152 Schweizer, teils dauernd, teils vorübergehend für Bauten, Montagen, etc., in Stellung zu bringen. Auch jetzt ist vorgesehen, einen Schweizer Ingenieur für die Leitung des Baues einer grösseren Wasserkraftanlage bei der Compania Sevillana de Electricidad nach Spanien zu entsenden.

Die Elektrizitätsgesellschaft von Velez-Malaga in der Provinz von Malaga, deren Kapital zum grössten Teil in den Händen der Elektrobank liegt, beschäftigt ebenfalls einen Schweizer in leitender Stellung (Beilage 2)[6].

Die Elektrobank war aber mit Rücksicht auf das nationale Element stets bestrebt, bei der Besetzung leitender Positionen ausser Schweizern vorwiegend auch Spanier heranzuziehen. Die Mehrzahl der höheren Beamten der Compania Sevillana de Electricidad sind Spanier, so der Direktor, der kaufmännische Subdirektor etc. (Beilage 2)[6].

Sie ersehen aus den obigen Ausführungen, wie einschneidend schweizerische Interessen durch das Dekret betroffen werden. Wir möchten Sie daher bitten, die spanische Regierung auf diesen Sachverhalt aufmerksam zu machen und

3. *Non reproduite.*
4. *Non reproduite.*
5. *Non reproduite.*
6. *Non reproduite.*

für die Compania Sevillana de Electricidad eine Aufhebung der in Frage stehenden Bestimmungen zu erwirken.

In ähnlicher Lage dürfte sich auch die Barcelona Light & Traction befinden, zu deren höherem Personal ebenfalls eine ganze Reihe von Ausländern zählen. Es ist also wahrscheinlich, dass auch von englischer Seite gegen das erlassene Dekret Einsprache erhoben wird[7].

7. *Les difficultés de cette entreprise font l'objet d'une circulaire du Comité Espagne de l'Association suisse des Banquiers du 18 novembre 1944* (E 2001 (E) 2/605). *La Banque pour Entreprises électriques adresse un mémorandum à Kohli le 30 janvier 1945 pour exposer les problèmes qui rendent nécessaire un voyage en Espagne de ses directeurs, von Schulthess et E. Barth. Celui-ci a un entretien avec Kohli à son retour (cf. la notice de Jéquier du 4 mai 1945,* E 2001 (E) 2/605*). Sur les investissements suisses en Espagne, cf. aussi* E 2001 (E) 1/326 *et* 328.

271

E 2001 (D) 3/475

Le Département politique[1]
au Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher

Copie
L RJ

Berne, 30 octobre 1944

Divers télégrammes[2] de Londres nous avaient signalé l'inquiétude qui s'est emparée des milieux polonais à la suite d'informations suivant lesquelles les prisonniers de toutes les parties de la Pologne, y compris 12400 soldats de la garnison de Varsovie, sont concentrés dans les camps d'Auschwitz et de Birkenau, où, selon certaines informations, des exécutions auraient déjà commencé. Cette inquiétude s'est étendue aux milieux britanniques et M. Atlee a pris l'initiative d'en entretenir M. Preiswerk et de s'enquérir des démarches que nous aurions pu entreprendre à ce sujet. Nous n'étions cependant, jusqu'à une date récente, saisis d'aucune demande à ce propos.

La démarche que faisaient prévoir les communications de la Légation de Suisse à Londres s'est produite le 26 octobre. Le Chargé d'Affaires de Pologne est venu nous remettre l'aide-mémoire ci-joint[3] en copie et qui contient un

1. *La lettre est rédigée et signée par P. Bonna.*
2. *Non reproduite.*
3. *L'aide-mémoire remis à P. Bonna le 26 octobre 1944 a le contenu suivant:* Le Gouvernement polonais de Londres a reçu dernièrement de nombreuses informations, émanant des autorités compétentes en Pologne, concernant l'intention bien arrêtée des autorités allemandes d'exterminer tous les détenus politiques se trouvant dans les camps de concentration, en particulier dans le fameux camp d'Oswiecim/Auschwitz. Ce plan cruel, dont tous les détails sont parfaitement connus au Gouvernement polonais, a pour but la destruction totale de tous les éléments les plus vitaux du peuple polonais. Le Gouvernement polonais adresse au Conseil Fédéral Suisse un urgent appel, afin qu'il daigne entreprendre toutes les démarches possibles auprès des Autorités compétentes à Berlin pour arrêter cet acte criminel, contraire au Droit des Gens et qui blesse profondément les sentiments humanitaires de tout homme civilisé (E 2001 (D) 3/475).

urgent appel du Gouvernement polonais au Conseil fédéral de faire toutes les démarches possibles auprès des autorités allemandes pour empêcher l'extermination des détenus politiques polonais se trouvant dans des camps de concentration en Allemagne, notamment dans celui d'Auschwitz. D'après les indications fournies par M. Lados, la démarche attendue du Gouvernement suisse devrait servir de soutien à l'action déjà entreprise à ce propos par le Saint-Siège.

Nous estimons qu'il ne nous est pas possible de nous dérober à l'appel qui nous est adressé. Nous vous serions très reconnaissants, en conséquence, de prendre contact avec le Nonce à Berlin pour examiner avec lui de quelle manière une démarche de notre part pourrait appuyer utilement celle qu'il a déjà entreprise et d'aborder ensuite, avec autant de prudence que de fermeté, l'Office allemand des Affaires étrangères pour attirer son attention sur l'effet que ne manqueraient pas de produire en Suisse des mesures qui ne tiendraient pas compte des représentations faites par le Saint-Siège au nom des principes élémentaires de l'humanité. Nous vous serons reconnaissants de nous tenir au courant.

272

E 2001 (E) 1/291

Le Ministre de Suisse à Washington, K. Bruggmann, au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

Copie de réception
T

Washington, 30. Oktober 1944, 17 h. 07
(*Reçu:* 31 octobre, 15 h. 20)

Nummer 831. Ihr 883[1]. Gestern Radio, heute Presse wiedergeben russische Radiomeldung, wonach Sowjetregierung an Flugkonferenz Chicago nicht teilnehmen werde, weil «countries like Switzerland Portugal and Spain which for many years have conducted a profascist policy hostile to the Soviet Union have also been invited».

Es galt schon seit einiger Zeit für ungewiss, ob Russland an Konferenz teilnehmen werde, weil es internationale Vereinbarungen nicht wünsche und jedenfalls nicht bereit wäre, freien Luftverkehr über seinem Gebiet zuzulassen. Dies würde Weigerung Konferenzteilnahme erklären und Begründung als blossen Vorwand erscheinen lassen. Vollkommen unklar bliebe, warum Schweiz neben den zwei andern Staaten genannt ist, obschon schweizerische Haltung nicht unfreundlich und Verhandlungen in London hängig. State Department hat keine Erklärung zur Hand. Es darf vielleicht vermutet werden, Russland habe gefürchtet, dass, wenn es sich nur wegen Portugal Spanien beklagt hätte, Einladungen vielleicht widerrufen würden, womit sein Weigerungsgrund dahin gefallen wäre, während Widerruf Einladung an Schweiz für Alliierte weniger in Frage gekommen wäre.

1. E 2001 (D) 9/2 *(télégramme du 29 octobre).*

Einladung zur Reception habe ich angenommen. Ob wir ihr aber Folge leisten können, dürfte von Entwicklung Situation abhangen. Es wäre wohl opportun Pressecampagne womöglich zu vermeiden, jedenfalls werde ich mich hüten, sie hier zu provozieren oder verschärfen. Bruggmann[2].

2. *Par un télégramme rédigé par Bonna et expédié le 1er novembre 1944 à 20 h. 25, le Département politique répond à Bruggmann:* Prenons fort calmement incident signalé par votre 831. Avons tout lieu être satisfaits réaction presses britannique et américaine et ne pousserons certes pas journaux suisses qui se sont bornés à reproduire commentaires étrangers à faire eux-mêmes campagne. Pensons que normalisation nécessaire de nos relations avec URSS n'est possible que si savons ne pas nous laisser impressionner par procédés désobligeants que diplomatie russe semble avoir coutume faire alterner avec ses avances et vous serons reconnaissants vous rendre invitation Ambassadeur soviétiste à moins que Gromyko prenne initiative fort improbable la révoquer afin bien marquer que prenons pas au tragique un mauvais prétexte. (E 2001 (E) 1/291).

Interrogé par des journalistes suisses au sujet de cette déclaration russe, le Chef du Service de liaison du Département politique avec la presse, C. Rezzonico, répond le 30 octobre qu'il ne croit pas que le Département ait des déclarations à faire. Pilet-Golaz approuve cette attitude et écrit: En effet, les meilleures réactions furent celles d'Angleterre, du Canada et d'Amérique. Nous n'avons pas eu une attitude hostile envers l'URSS ces dernières années. 30.10.44 (E 2001 (E) 1/291).

273

E 2001 (D) 3/349

La Légation de Grande-Bretagne à Berne au Département politique[1]

AM Traduction RD — Berne, 30 octobre 1944

1. La réponse du Gouvernement suisse ne donnant que partiellement suite aux demandes des Gouvernements américain et britannique concernant les exportations vers l'Axe et le trafic de transit, l'offre de ces deux Gouvernements est devenue caduque et ne peut être renouvelée que si un accord satisfaisant peut être conclu immédiatement. Les Gouvernements alliés ne pourraient donc pas faire les concessions envisagées concernant la libération de matières premières pour la Suisse, ce qu'ils auraient fait si le Gouvernement suisse avait entièrement tenu compte des desiderata qui lui ont été communiqués le 18 septembre.

1. *Le même jour, un texte identique (non reproduit) est adressé au Département politique par la Légation des Etats-Unis à Berne.*

Une note britannique est aussi adressée au Département politique. En tête de ce document (non reproduit), Pilet-Golaz a écrit: Remis par M. Mac Killop le 30.10.45 *[sic]* à 18 h. 45.

2. Il est rappelé que le Gouvernement suisse n'a pas été à même d'interdire l'exportation de produits tombant sous les numéros de tarif M5 (moteurs à gaz et à essence) et 914a/g (automobiles et tracteurs y compris châssis et pièces détachées). En ce qui concerne la position 954a (appareils radiophoniques), le Gouvernement suisse a apporté une réserve à son interdiction en continuant à autoriser l'exportation de postes récepteurs radiophoniques complets, destinés à l'usage civil; quant à la position 883a (locomotives à vapeur et à benzine), le Gouvernement suisse s'en est tenu au contingent permettant l'exportation de 13 locomotives de manœuvre dont il a été question à maintes reprises au cours de cette année. Il est nécessaire de souligner particulièrement que les gouvernements alliés sont fermement opposés à l'exportation de ces locomotives.

3. Les Gouvernements alliés attachent la plus grande importance à la question du trafic de transit; ce n'est que si le Gouvernement suisse interdisait complètement ce trafic dans les deux directions entre l'Allemagne et l'Italie que les vœux des Gouvernements alliés seraient entièrement remplis dans ce domaine[2]. Les mesures suivantes, si elles étaient prises par la Suisse, représenteraient le minimum qui permettrait aux Gouvernements alliés de renouveler leur offre du 18 septembre 1944:

a) Toutes les interdictions de trafic décrétées les 24 mars, 30 août et 26 septembre seront maintenues[3], de même que les contingents déjà en vigueur ou prévus jusqu'ici, sauf les exceptions exposées ci-dessous:

b) *Trafic sud-nord (Italie-Allemagne)*

Sous réserve du maintien à zéro des contingents déjà interdits dont il est question plus haut, les conditions suivantes devraient être observées:

i) Le trafic de transit doit être limité exclusivement aux marchandises strictement destinées à la consommation civile. Devraient être exclus tous produits industriels y compris machines, minerais (dont le spath-fluor), métaux à l'état brut, semi-ouvrés ou terminés.

ii) Ne devrait pas être autorisé, le transit par la Suisse de toute marchandise qui priverait la population italienne d'un ravitaillement déjà trop insuffisant pour lui permettre de faire face à ses besoins essentiels. Nonobstant les contingents communiqués aux Légations américaine et britannique le 23 octobre 1944, aucun transit de riz, céréales, textiles, cuirs ou peaux, coton, chanvre ne devrait être admis[4].

iii) Il est de fait que les quantités de fonte, de ferraille et d'acier non-façonné, expédiées d'Allemagne en Italie, sont approximativement les mêmes que celles de produits métallurgiques terminés ou mi-ouvrés qui sont réexpédiés d'Italie en Allemagne[5]. Cela prouve à l'évidence que l'Allemagne utilise l'industrie italienne pour la transformation de fonte, ferraille et acier non-façonné en produits terminés ou mi-ouvrés qui apportent une aide directe à

---

2. *Pilet-Golaz a souligné dans la marge cette phrase et y a ajouté un point d'interrogation et un point d'exclamation.*
3. *Annotation de Pilet-Golaz dans la marge:* engagement?
4. *Pilet-Golaz a souligné dans la marge cette phrase et y a ajouté un point d'interrogation. Sur la note suisse du 23 octobre 1944, cf.* E 2001 (E) 2/625.
5. *Pilet-Golaz a souligné cette phrase dans la marge et y a écrit:* Est-ce exact?

l'effort de guerre de l'ennemi. Aussi les Gouvernements alliés attachent-ils une importance particulière à l'interdiction du transit de fer et d'acier de toute espèce, transit qui a déjà été autorisé en quantités dépassant largement les contingents fixés par les autorités suisses[6].

c) *Trafic nord-sud (Allemagne-Italie).*

Le transit dans cette direction devrait être l'objet des mêmes interdictions et restrictions que dans le sens sud-nord (a et b ci-dessus). Les Gouvernements alliés désirent attirer l'attention sur l'envoi en transit de charbon, qui ne peut être considéré que comme destiné à des usages industriels, permettant aux usines italiennes de travailler pour l'effort de guerre allemand[7]. Dans le domaine des combustibles destinés à l'industrie, il ne saurait être fait de différence entre le charbon et les carburants liquides dont le transit a déjà été interdit par les autorités suisses[8]. Les besoins de la population civile en charbon devraient être couverts par les stocks de charbon déjà accumulés par les Allemands en Italie. En conséquence, les Gouvernements alliés demandent l'interdiction des envois de charbon en transit[9].

d) *Trafic dans les deux directions (Italie-Allemagne; Allemagne-Italie).*

i) Elimination faite des produits visés plus haut sous (a), (b) et (c), le volume de chaque catégorie de marchandises (prise individuellement) à l'usage de la population civile ne devrait en aucun cas dépasser la quantité correspondante de 1938, compte tenu (voir ci-dessous sous iii) du fait qu'une grande partie de la population italienne a déjà été libérée par les Nations Unies[10].

ii) Les plafonds individuels envisagés ci-dessus sous d) i) devraient être fixés séparément pour chaque trajet en proportion du volume de trafic transité par chaque trajet en 1938, de façon à éviter qu'une quantité prévue pour l'un de ces trajets soit comptée pour l'autre[11].

iii) Comme indiqué plus haut sous d)i), le volume de ce trafic de transit dans les deux directions devrait être limité au niveau de 1938[12]. Selon des estimations officielles, 58% de la population italienne a été libéré par les armées alliées et ne dépend donc plus dorénavant de l'Allemagne pour ses besoins civils. En conséquence, le volume du trafic dans les deux sens ne devrait pas dépasser actuellement, pour chaque catégorie, 42% du volume des marchandises transportées en 1938. De nouvelles réductions devraient être appliquées selon le même principe, au fur et à mesure des modifications de la situation militaire entraînant une augmentation de la partie libérée de la population italienne.

---

6. *Pilet-Golaz a souligné cette phrase dans la marge et y a inscrit un point d'interrogation.*
7. *Pilet-Golaz a souligné cette phrase dans la marge et y a inscrit un point d'interrogation.*
8. *Annotation de Pilet-Golaz dans la marge:* pas pour cette raison.
9. *Pilet-Golaz a souligné cette phrase dans la marge et y a inscrit un point d'interrogation.*
10. *Annotation de Pilet-Golaz dans la marge:* Quelle partie?
11. *Pilet-Golaz a inscrit un point d'interrogation dans la marge.*
12. *Pilet-Golaz a inscrit un point d'interrogation dans la marge.*

ANNEXE

E 2001 (D) 3/347

Le Professeur de Droit à l'Université de Zurich, D. Schindler,
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna[13]

L Zollikon, 7. November 1944

Mit Schreiben vom 3. ds.[14] ersuchen Sie mich um ein Gutachten über die Zulässigkeit von Massnahmen, wie sie durch die Note der Gesandtschaften Grossbritanniens und der Vereinigten Staaten vom 30. Oktober 1944[15] bezüglich des Transites von Waren zwischen Deutschland und Italien durch die Schweiz verlangt worden sind.

Art. 3 des Gotthardvertrages vom 13. Oktober 1909 verpflichtet die Schweiz, den Betrieb der Gotthardbahn, von den Fällen höherer Gewalt abgesehen, gegen jede Unterbrechung sicherzustellen. Art. 3, Absatz 2 lautet: «Die Schweiz hat jedoch das Recht, die zur Aufrechterhaltung ihrer Neutralität und zur Verteidigung ihres Landes nötigen Massnahmen zu treffen.» Aus der Botschaft des Bundesrates zu diesem Vertrag vom 9. Nov. 1909 (B.Bl.1909.V 131 ff) und dem Ergänzungsbericht vom 18. Febr. 1913 (B.Bl.1913 I 333 ff) ergibt sich für die Auslegung des Art.3 nichts. Art. 2 und 3 des Gotthardvertrages stimmen übrigens inhaltlich überein mit dem Art. 6 des Staatsvertrages vom 15. Okt. 1869[16]. Der Artikel bietet nach seinem Wortlaut aber keine Interpretationsschwierigkeiten. Es ergibt sich daraus die Verpflichtung der Schweiz, den Transit zwischen Deutschland und Italien über den Gotthard offen zu halten. Nur aus Gründen der Landesverteidigung und der Neutralität darf eine Beschränkung erfolgen. Durch eine Beschränkung aus andern Gründen würde die Schweiz nicht nur eine Unfreundlichkeit begehen, sondern ihre vertraglichen Pflichten verletzen. Zu den Verpflichtungen aus dem Gotthardvertrag kommen diejenigen aus den internationalen Abkommen über den Eisenbahnverkehr, die hier aber nicht näher zu prüfen sind.

Die Note der beiden alliierten Mächte erwähnt nun aber als erste Eventualität, die allein ihren Wünschen voll entsprechen würde, den gänzlichen Unterbruch des Transits. Diese Massnahme, für die kein Rechtsgrund angegeben wird, hätte offenbar den alleinigen Zweck, der Wirtschaft der Achsenmächte zu schaden. Es kann nun aber offenbar nicht Sache des Neutralen sein, in Verletzung bestehenden Rechts zu einer solchen Massnahme Hand zu bieten. Die Einschränkungen des Transitverkehrs können rechtmässigerweise nur erfolgen auf Grund neutralitätsrechtlicher Vorschriften. Darüber setzt sich die Note hinweg. Es ist bezeichnend, dass der Ausdruck Neutralität (in dem mir mitgeteilten Auszug) nicht verwendet wird, ja dass überhaupt einfach Forderungen aufgestellt werden, aber eine rechtliche Begründung nicht einmal versucht wird.

Was nun die Beurteilung der Forderungen vom neutralitätsrechtlichen Standpunkt aus anbetrifft, so darf ich mich für die grundsätzlichen Erwägung auf mein von Ihnen erwähntes Gutachten vom 10. Juli 1943[17] berufen. Den in jenem Gutachten verwerteten Schriftenwechsel zwischen der niederländischen und britischen Regierung habe ich nochmals durchgesehen und möchte, in Ergänzung der zitierten Stellen, einen Passus aus der niederländischen Note an die englische Regierung vom 20. März 1918 reproduzieren. Unter Bezugnahme auf Art. 2 des Neutralitätsabkommens von 1907 wird ausgeführt. «Cet article ne prescrit pas d'une manière générale à un état neutre de s'opposer au transit de toutes marchandises expédiées de territoire belligérant en territoire belligérant. Ce transit est au contraire expressément permis par l'article 7 de la même Convention. Les

13. *Pilet-Golaz a visé cette expertise juridique le 10 novembre 1944.*
14. *Non reproduite.*
15. *Note reproduite ci-dessus.*
16. *Cf. DDS, vol. 2, N° 212 et vol. 5, Table méthodique:* VII. Gotthardvertrag.
17. E 2001 (D) 3/303.

envois dont l'Etat neutre doit empêcher le transport à travers son territoire sont ceux qui ont le caractère de convois d'approvisionnements d'une armée. Le texte de l'article 2 n'admet point d'autre interprétation. Sa genèse exclut toute idée que la deuxième Conférence de la Paix ait voulu obliger l'état neutre à considérer comme des convois d'approvisionnements, les envois de tous articles que les belligérants placent sur leurs listes de contrebande en raison de leur utilité plus ou moins directe pour la conduite de la guerre.» (Jahrbuch des Völkerrechts V S. 425).

Im folgenden seien, in der Reihenfolge und mit den Bezeichnungen der Note vom 30. Oktober 1944 die in ihr enthaltenen Forderungen geprüft.

b.i. Wenn verlangt wird «transit traffic must be restricted exclusively to goods intended strictly for civilian consumption», so wird mit dieser Formulierung versucht, die Beweislast für die Zulässigkeit oder Unzulässigkeit des Transits umzukehren. Neutralitätsrechtlich gilt die gegenteilige Vermutung: grundsätzlich ist die Durchfuhr frei, sie ist aber für Güter, die für kriegerische Zwecke Verwendung finden (für Näheres sh. das Gutachten vom 10. Juli 1943) zu untersagen. Nicht der zivile Verbrauch muss für die Zulässigkeit der Durchfuhr ausdrücklich bewiesen, sondern der kriegerische Gebrauch für die Unzulässigkeit der Durchfuhr nachgewiesen oder doch wenigstens wahrscheinlich gemacht werden. Was den Transit von Metallen anbetrifft, so sei auf das unten unter b.iii. Gesagte verwiesen.

b.ii. Wenn Norditalien von einer feindlichen Armee okkupiert wäre, käme ein Transitverbot in Frage für Waren, die durch kriegerische Gewalt erworben wurden (sh. mein Gutachten vom 10. Juli 1943 Ziff. 8). Nun besteht aber ein Bündnis zwischen dem deutschen Reich und der neofascistischen Regierung, die in Norditalien nominell herrscht. Es wird vom schweizerischen Standpunkt aus kaum möglich sein, das Verhältnis zwischen der deutschen Armee und der Bevölkerung Norditaliens als occupatio bellica im Sinne von Art. 42ff der Landkriegsordnung aufzufassen, wenn es sich auch tatsächlich davon nicht stark unterscheiden wird. Vor allem aber kommt in Betracht, dass die genannten Stoffe in keiner Weise zu kriegerischen Zwecken bestimmt sind. Als Grund des Transitverbots wird denn auch nur die gespannte Versorgungslage der italienischen Bevölkerung genannt. Ein neutralitätsrechtlich haltbarer Grund für das Transitverbot liegt m.E. nicht vor.

Es berührt zwar eigentümlich, wenn die Schweiz einerseits die notleidende Bevölkerung in den vom Krieg heimgesuchten Ländern unterstützt, anderseits aber die schweizerischen Bahnen zu Transporten benützt werden, die eine solche Notlage verursachen – wenn die Behauptungen der Note überhaupt richtig sind. Aber ein solcher Widerspruch lässt sich kaum vermeiden. Die Erwägungen der Humanität liegen auf einer andern Ebene als die Vorschriften des Neutralitätsrechts.

b.iii. Was den Transit von Eisen durch die Schweiz im Veredlungsverkehr zwischen Deutschland und Italien anbetrifft, so sei wieder auf den niederländisch-britischen Notenwechsel hingewiesen. In ihrer Note vom 25. Jan. 1918 äussert sich die niederländische Regierung in folgender Weise: «Le Gouvernement Néerlandais n'a pas exprimé d'opinion quant à l'emploi éventuel des métaux transitant de Belgique en Allemagne. Il a seulement constaté que ce transit n'a pas le caractère d'approvisionnements militaires visés par l'article 2 de la Convention V de La Haye. En effet des envois expédiés non pas vers les armées en campagne mais dans la direction opposée au théâtre de la guerre ne sauraient être visés par cet article que dans le cas où il s'agit de matériel de guerre caractérisé. Ainsi le Gouvernement Néerlandais a défendu le transit de cartouches vides destinées à être remplies à nouveau.» (Jahrbuch, S. 418). Das Verbot wird also nur ausgesprochen, wenn es sich um «matériel de guerre caractérisé» handelt. Sehr viel weitergehend ist die Meinung von Prof. Ch. de Visscher, der zu der niederländisch-britischen Kontroverse schreibt: «La divergence des points de vue se manifeste tout d'abord relativement à la nature des marchandises qu'il faut ranger parmi les «approvisionnements». Les matériaux en question sont des matières premières dont l'utilisation à des fins militaires n'est pas évidente a priori. Ce sont 'res ancipitis usu'. Quoi qu'en dise le gouvernement néerlandais, l'article 2 ne vise pas seulement les approvisionnements stricto sensu, c'est-à-dire les articles achevés, mais encore les marchandises susceptibles d'être employées à la fabrication de tels approvisionnements et dont l'utilisation à cette fin est au moins rendue fort probable par les circonstances particulières à chaque espèce. Il en est ainsi notamment des métaux propres à la fabrication de munitions de guerre et qui, transportés de Belgique en Allemagne,

étaient directement utilisables à cette fin dans les usines allemandes.» (Revue générale de droit international public, 26 (1919) p. 158/9). Man darf nicht vergessen, dass de Visscher in dieser Frage nicht den Standpunkt des Neutralen verteidigt.

Im vorliegenden Fall wird nicht behauptet, dass es sich um eigentliches Kriegsmaterial handle, sondern lediglich um Produkte «which are of direct assistance to the enemy war effort». Unter «war effort» ist wohl die industrielle Produktion für militärische Zwecke zu verstehen, nicht aber die Kriegshandlungen selbst. Der Transport dieser Metalle hat also auch nach Auffassung der britischen und amerikanischen Regierung keinen «rapport direct avec les opérations de guerre». (sh. mein Gutachten vom 10. Juli 1943 Zif. 10). Dann kann aber auch m.E. der Transit nicht aus Gründen des Neutralität untersagt werden.

c. Die Frage, ob Kohle beim Transit durch neutrales Gebiet als Kriegsmaterial zu betrachten ist, kann nicht einfach mit Ja oder Nein beantwortet werden. Es ist auf die jeweiligen Umstände abzustellen; vgl. mein früheres Gutachten Ziff. 9. Ein Unterschied zwischen Kohle und flüssigem Brennmaterial ist insofern gerechtfertigt, als letzteres viel unmittelbarer als ersteres den kriegerischen Operationen dienen kann. Eventuell wäre zu unterscheiden zwischen Kohlentransporten für Bedürfnisse der Kriegsindustrie, deren Transport (wenn von der Schweiz ein Standpunkt eingenommen würde ähnlich demjenigen von Ch. de Visscher) zu verbieten wäre und Transporten für zivile Bedürfnisse. Dass letztere «should be met out of the stocks of coal already accumulated by the Germans in Italy» ist für die Schweiz ohne Bedeutung. Die neutralitätsrechtliche Zulässigkeit des Transits ist nicht davon abhängig, ob mehr oder weniger Waren der transitierenden Gattung im Destinationsland vorhanden sind.

d.i. Die Schweiz ist neutralitätsrechtlich nicht verpflichtet, den Transit auf den Umfang des Jahres 1938 zu reduzieren[18]. Es wäre auch zweifelhaft, ob eine solche Einschränkung mit der Verpflichtung aus dem Gotthardvertrag vereinbar wäre. Anderseits könnte sich Deutschland kaum wegen Verletzung der Neutralitätspflichten durch die Schweiz beschweren, wenn sie den Transit auf das Volumen von 1938 beschränken würde. In den Nichtangriffsverträgen, die Deutschland im Mai 1939 mit einigen Staaten abgeschlossen hat, wurde für den Fall, dass sich Deutschland mit einer dritten Macht im Krieg befinde, der Wirtschaftsverkehr des neutral bleibenden Vertragspartners mit dem Gegner Deutschlands ins Auge gefasst. Es wurde bestimmt:

«Eine Unterstützung durch den nicht am Konflikt beteiligten vertragschliessenden Teil im Sinne des Artikels I Absatz 2 des Vertrages liegt nicht vor, wenn das Verhalten dieses Teiles mit den allgemeinen Regeln der Neutralität im Einklang steht. Es ist daher nicht als unzulässige Unterstützung anzusehen, wenn zwischen dem nicht an dem Konflikt beteiligten vertragschliessenden Teil und der dritten Macht der normale Warenaustausch und Warentransit fortgesetzt wird.»

Daraus wurde von deutscher Seite abgeleitet, dass die Steigerung (oder Einschränkung) des Warenaustausches oder Warentransits eine neutralitätswidrige Handlung darstelle (So z.B. Grewe im Jahrbuch für auswärtige Politik 1941 S. 151 unter Berufung auf die «Diplomatisch-politische Korrespondenz» vom 12. Sept. und 7. Okt. 1939). Diese Bestimmung bezieht sich auf eine andere Rechtsfrage als die vorliegende. Aber die analoge Anwendung auf den Transit durch einen neutralen Staat vom einen zum andern Teil des Gebiets desselben Kriegführenden, ist naheliegend. Deutschland, das zu Lasten der Neutralen und seiner event. Kriegsgegner diese Regelung in einigen neuern Verträgen zur Annahme gebracht hat, wird sie gegen sich selbst gelten lassen müssen. – Die Schweiz wird eine solche Regel allerdings nicht als eine für sie verbindliche Norm des Neutralitätsrechts anerkennen.

d.ii. Es ist nicht einzusehen, was die Verteilung des Transits auf die verschiedenen Routen im neutralen Gebiete mit Neutralität zu tun haben soll.

d.iii. Wenn die Beschränkung auf das Transitvolumen von 1938 anerkannt werden sollte, so wäre in der Tat dem Umstand Rechnung zu tragen, dass die Transite nur dem von den Deutschen

18. Die Note hat allerdings nur den um die unter a), b) und c) erwähnten Warengattungen verminderten Transit des Jahres 1938 im Auge. Nachdem der Ausschluss bestimmter Warengattungen erörtert wurde, wird hier nur noch die Frage der Bemessung des Transits nach dem Umfang von 1938 geprüft.

Besetzten Teil Italiens zugute kommen. Dafür kann aber die prozentuale Verteilung der italienischen Bevölkerung auf die von den beiden Kriegführenden besetzten Teile Italiens keinen Masstab bilden. Denn der Transit zwischen Deutschland und Italien durch die Schweiz betraf jedenfalls zu einem stärkeren Teil, als es der Bevölkerungszahl entsprechen würde, Nord- als Mittel- und Süditalien. Ob sich die richtige Verteilung auf die durch die Kriegsfront getrennten Teile Italiens feststellen lässt, kann ich nicht beurteilen.

274

E 2300 Rom/46

Le Délégué commercial de Suisse en Italie, M. Troendle, au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz[1]

R Lugano, 30. Oktober 1944

Unter Bezugnahme auf meinen Bericht vom 9. Oktober[2], die jüngsten Ereignisse in Domodossola betreffend, und auf die am 17. Oktober vom Chef der Abteilung für Auswärtiges erhaltenen mündlichen Instruktionen, beehre ich mich, Ihnen zur Kenntnis zu bringen, dass mir der Praefekt von Como zu Beginn der vergangenen Woche die als Beilage in Abschrift mitfolgende Notiz[3] des Aussenministeriums der republikanisch-faschistischen Regierung, d.d. 14. Oktober, übermitteln liess.

Zum Text dieser Note darf zunächst festgestellt werden, dass er geschickt abgefasst und in konziliantem Ton gehalten ist. Ich stehe nicht an hervorzuheben, dass ich während meiner vierjährigen Tätigkeit in Rom vom dortigen Aussenministerium in politischen Angelegenheiten nie eine so korrekt gehaltene Mitteilung gelesen habe.

Am 25. dieses Monats hatte ich eine weitere Besprechung mit Unterstaatssekretär Mazzolini, wobei ich instruktionsgemäss folgendes zur Geltung gebracht habe:

1. *Intervention in Domodossola der Königlich-Italienischen Gesandtschaft in Bern:*

Graf Mazzolini gab in Ergänzung der eingangs erwähnten schriftlichen Mitteilung bekannt, es lägen einwandfreie Nachrichten darüber vor, dass sich Legationssekretär Bombassei mehrere Tage in Domodossola aufgehalten habe, um mit dem dortigen Partisanenkommando in Fühlung zu treten. Auch königlich-italienische, in der Schweiz tätige Konsularbeamte hätten sich während der Herrschaft der Partisanen ins Ossolatal begeben, wobei vorbehalten werde, diese nötigenfalls namhaft zu machen.

Ich erwiderte, diese Reisen seien wohl ohne Wissen des Politischen Departementes erfolgt, was nichts aussergewöhnliches an sich habe nachdem die aus-

1. *M. Pilet-Golaz a mis ce rapport* en circulation *parmi ses collaborateurs le 31 octobre 1944.*
2. *Non reproduit. Cf.* E 2001 (D) 3/65.
3. *Non reproduite.*

ländischen Diplomaten in der Schweiz volle Bewegungsfreiheit geniessen, und auch keinem fremden Vertreter verwehrt werden könne, in sein Land zurückzukehren. Es dürfe indessen als sicher angenommen werden, dass es den königlich-italienischen Diplomaten und Konsularbeamten nicht möglich war, von der Schweiz aus die Partisanen in Domodossola in irgend einer Weise in ihrer Kampftätigkeit zu unterstützen, denn der Versuch einer solchen Unterstützung wäre der Wachsamkeit der schweizerischen Behörden an der Grenze und im Innern des Landes nicht entgangen. Wenn nicht von Seiten des Aussenministeriums der republikanisch-faschistischen Regierung in dieser Hinsicht neue Tatsachen angeführt werden, so kann wohl dieser Punkt der Notiz als erledigt betrachtet werden.

[...][4]

3. *Fühlungnahme eines Mitgliedes der Tessiner Regierung mit dem Kommando der Partisanen in Domodossola:*

Ich versuchte, die unter diesen Titel fallenden Vorhaltungen mit der Begründung abzutun, Herr Canevascini habe sich nicht in seiner Eigenschaft als Mitglied der Tessiner Regierung nach Domodossola begeben, sondern als Vertreter des im Kanton Tessin ins Leben gerufenen Hilfskomitees zur Unterstützung der Bevölkerung des Ossolatales mit Lebensmitteln und Kleidern. Eine Fühlungnahme mit den damaligen Machthabern an Ort und Stelle sei im Interesse der Hilfsaktion zweifelsohne am Platze gewesen. Man erwiderte mir indessen, Herr Regierungsrat Canevascini habe nicht nur wegen der durchaus anerkennenswerten freundnachbarlichen Hilfe unterhandelt, sondern es sich nicht nehmen lassen, in Domodossola öffentlich eine Rede zu halten, die vornehmlich politischen Inhalt hatte. Man war nicht in der Lage, mir den Text dieser Rede ganz oder teilweise zur Verfügung zu stellen, behauptete aber, dass dieselbe in sozialistischem Sinne tendenziös gewesen sei. Angesichts dieser Behauptung sah ich mich gezwungen, die Diskussion abzubrechen mit dem Vorbehalt, nach Fühlungnahme mit dem Politischen Departement auf die Angelegenheit zurückzukommen.

4. *Verhalten der schweizerischen Presse angesichts der Ereignisse in Domodossola:*

Den in der italienischen Note enthaltenen Vorwürfen wegen der über das Ziel hinausschiessenden Publizität, die den Hilfsmassnahmen für Domodossola gegeben worden ist, bin ich mit dem üblichen Hinweis begegnet, die schweizerischen Behörden hätten – entgegen der einschlägigen Verhältnisse in Diktaturstaaten – keine Möglichkeit, der Presse Befehle über ihr Verhalten zu erteilen. Daraus gehe aber auch hervor, das allenfalls dem Ausland missliebige Veröffentlichungen keineswegs als Wiedergabe der offiziellen schweizerischen Ansicht gewertet werden dürfen.

Ich schloss meine Ausführungen mit dem Hinweis, die kompetenten schweizerischen Behörden seien wie immer auch anlässlich der Ereignisse in Domodossola bemüht gewesen, neutralitätswidrige Handlungen zu verhindern. Wenn vielleicht dennoch unter dem Deckmantel freundnachbarlicher Hilfe

---

4. *M. Troendle transmet un projet de publication d'un bulletin d'informations par la Légation royale d'Italie à Berne.*

etwas Neutralitätswidriges vorgekommen sein sollte, so müsse dies dem für die Überwachung besonders ungünstigen geographischen Grenzverhältnissen zugeschrieben werden. Schwerwiegendes könne sich nicht ereignet haben, zumal in mehreren Fällen die Überwachungsorgane rechtzeitig einschreiten konnten.

Ich darf feststellen, dass die Besprechung mit Graf Mazzolini in ausgesprochen freundschaftlicher und verständnisvoller Atmosphäre erfolgte.

Dankbar wäre ich Ihnen, wenn Sie mich so bald als möglich in die Lage versetzen lassen wollten, zu den noch nicht erledigten Punkten dem Aussenministerium in Salo gegenüber Stellung zu nehmen, das heisst hauptsächlich hinsichtlich des Informationsbulletins der Königlich-Italienischen Gesandtschaft in Bern und hinsichtlich des Inhalts der durch Regierungsrat Canevascini in Domodossola gehaltenen Rede.

275

E 1004.1 1/450

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 31 octobre 1944[1]

1875. Relations avec la France

Département politique. Verbal

M. le chef du département politique fédéral fait part au Conseil qu'il a reçu du Chargé de la Délégation en Suisse du Gouvernement provisoire de la République Française, M. Jean Charles Vergé, une note[2] l'informant que les gouvernements anglais, américain, russe et canadien ont reconnu maintenant le gouvernement provisoire de Gaulle et vont envoyer à Paris des ambassadeurs ou ministres. Cette communication du représentant français signifie sans doute que le Gouvernement provisoire de la République Française aimerait que la Suisse, elle aussi, procède à la reconnaissance dudit gouvernement et à l'envoi d'un ministre à Paris.

Le chef du département politique fédéral croit que le moment est venu de régulariser la situation vis-à-vis du nouveau gouvernement français, provisoire il est vrai.

Il aura aujourd'hui même la visite de M. Vergé et se propose de lui remettre une note dont il donne lecture au Conseil fédéral.

Il y aura lieu également d'informer le public suisse, par la voie de la presse, de la chose. A cet effet, M. le vice-président Pilet-Golaz donne connaissance d'un projet de communiqué, lequel est légèrement modifié.

Après discussion, le Conseil

---

1. *Absents: Kobelt, von Steiger.*
2. E 2001 (D) 3/65.

décide:

1° D'approuver le projet de note à remettre au représentant du Gouvernement provisoire de la République Française, dans la teneur suivante (voir annexe 1)[3].

2° D'approuver le projet de communiqué à la presse, dans la teneur suivante (voir annexe 2)[4].

3. *Le Département politique accuse réception de la note française* et remercie la Délégation de cette obligeante communication, dont il n'a pas manqué de donner connaissance au Conseil fédéral. Il en a pris note avec intérêt et, désireux de développer toujours davantage les relations amicales entre la Suisse et la France, il verrait avec plaisir les Délégations qui assurent actuellement la liaison entre les deux Gouvernements prendre un caractère diplomatique complet.
4. *Non reproduit.*

276

E 1004.1 1/450

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 31 octobre 1944[1]

1874. Passage d'émigrés juifs à travers la Suisse

Département politique. Verbal

M. le chef du département politique fédéral communique que la division des intérêts étrangers vient de recevoir de la légation de Suisse à Budapest un télégramme[2] aux termes duquel le gouvernement hongrois lui aurait fait savoir, le 26 octobre 1944, que selon un accord conclu entre le gouvernement hongrois et le gouvernement allemand l'émigration d'environ 8000 juifs de Hongrie serait très prochainement autorisée et devrait être menée à bien avant le 15 novembre 1944.

Les gouvernements hongrois et allemand fourniraient les moyens de transport jusqu'à la frontière suisse. La légation de Suisse à Budapest demande que les mesures nécessaires en vue du passage de ces émigrés à travers la Suisse à destination soit de Marseille, soit de Lisbonne, ou le cas échéant de leur hospitalisation temporaire dans un camp en Suisse, soient prises sans tarder, à l'appui des Etats-Unis, et éventuellement du représentant du War Refugee Board à Berne. Enfin la légation de Suisse demande que toutes les mesures nécessaires en vue de la réalisation de ce plan soient prises immédiatement, à défaut de quoi elle craint que ce projet ne se condamne à ne pas aboutir.

1. *Absents: Kobelt, von Steiger.*
2. *Cf.* E 2001 (D) 3/172, E 2001 (D) 11/9, E 2001 (D) 1968/74/4, *et* E 4800 (A) 1967/111/206 *et* 330.

M. le vice-président Pilet-Golaz ajoute qu'il n'est pas absolument certain que le convoi dont il s'agit atteindra la frontière de notre pays et arrivera jusqu'en Suisse. D'autre part, il estime que la Suisse ne peut pas refuser sa collaboration dans cette affaire et doit accueillir les 8000 juifs qu'il serait question d'évacuer de Hongrie. Quoiqu'il soit probable que ces personnes, si elles arrivent en Suisse, devront y rester un temps plus ou moins long, peut-être même très longtemps, avant de pouvoir continuer leur voyage à destination de Marseille ou de Lisbonne, nous devons répondre positivement à la demande qui nous est faite.

Le Conseil se rallie à la manière de voir du chef du département politique fédéral et l'autorise à procéder selon qu'il le jugera bon, dans le sens ci-dessus.

277

E 2001 (E) 2/657

L'Ambassadeur d'Union Soviétique à Londres à la Légation de Suisse à Londres

Traduction du russe[1]
AM

Londres, 1er novembre 1944

AIDE-MÉMOIRE RUSSE DU 1ER NOVEMBRE 1944

Le Gouvernement soviétiste a examiné les propositions du Gouvernement suisse concernant la reprise des relations diplomatiques entre la Suisse et l'Union des Soviets contenues dans l'aide-mémoire[2] envoyé par le Ministre de Suisse à Londres à l'Ambassadeur des Soviets. Ledit aide-mémoire, se référant aux anciennes traditions démocratiques de la Suisse et au fait que le Conseil fédéral suisse est prêt à discuter franchement des problèmes existants, est muet sur la politique que le Gouvernement suisse a poursuivie toutes ces années à l'égard du Gouvernement soviétiste alors qu'il est bien connu que le Gouvernement suisse, violant ses vieilles traditions démocratiques, a poursuivi durant de nombreuses années une politique pro-fasciste envers l'Union soviétiste qui, avec d'autres pays démocratiques, est en train de combattre l'Allemagne hitlérienne dans l'intérêt des peuples amoureux de la paix.

Vu ce qui précède, le Gouvernement soviétiste refuse d'accepter les propositions du Gouvernement suisse pour le rétablissement de relations diplomatiques ou autres avec la Suisse en raison de ce que jusqu'ici le Gouvernement suisse n'a d'aucune manière désavoué sa politique antérieure hostile à l'Union des Soviets.

---

1. *Le document original en russe se trouve dans* E 2001 (D) 9/2.
2. *Cf. N° 257.*

278

E 2001 (E) 2/568

Notice sur les avoirs croates déposés à la Banque nationale[1]

No Berne, 1er novembre 1944

Die Vertreter der kroatischen Nationalbank in der Schweiz, Direktor Seitz und Heller, Chef der Devisenabteilung, besuchen Herrn Dr. Ammann, Handelsabteilung, und teilen ihm folgendes mit:

Am 31. Oktober ist ein Kurier der kroatischen Regierung, Dr. Ereš, in Zürich angekommen, mit einem von Generalkonsul Kaestli ausgestellten, bis 6. November gültigen Visum und mit dem Auftrag, das kroatische Gold zurückzuziehen und Checks im Betrag von 1 Millionen SFr., die er auf sich trug und auf seinen Namen lauteten, bei der Nationalbank in Zürich einzulösen. Das Gold und die Noten sollte er mit Seitz und Heller zusammen nach Feldkirch bringen. Diese Werte sollten offenbar dazu dienen, die kroatische Regierung nach der Flucht nach Deutschland zu erhalten. Seitz und Heller sind in folgender Situation: Ihre Familien sind in Kroatien. Wenn sie nicht offiziell die Transaktion unterstützen, müssen ihre Familien darunter leiden. Sie kamen aber zu Dr. Ammann um ihr Möglichstes zu tun, dass das Geld nicht ausbezahlt wird. Sie möchten es dem kroatischen Volk oder Jugoslavien retten und nicht Deutschland ausliefern lassen.

Generaldirektor Hirs steht auf dem Standpunkt, dass er die Checks einlösen müsse und nur eine Sperre der kroatischen Guthaben es verhindern könne. Sowohl Herr Legationsrat Kohli wie Dr. Ebrard sind der Auffassung, dass eine Sperre nicht durchgeführt werden sollte.

Es wird folgende Lösung getroffen: Die kroatische Staatsbank hat die Nationalbank avisiert, dass 5 Wechsel für je 200 000 Fr. auf den Namen von Direktor Seitz unterwegs seien. Durch ein zweites Telegramm wurde dieser Aviso storniert und mitgeteilt, dass neue Wechsel ausgestellt würden, auf den Namen von Dr. Ereš. Die Nationalbank sollte nun nach Vorweisung der Titel telegrafisch rückfragen, ob diese Wechsel ausbezahlt werden können. Damit sollte die Auszahlung bis Montag den 6. November verzögert werden.

Nachdem Dr. Ammann diese Lösung telefonisch vorgeschlagen hat, wurden auf der Nationalbank die Wechsel vorgewiesen und Generaldirektor Hirs hat im angeregten Sinn die Auszahlung vorläufig verweigert. Er wird nach Zagreb telegrafieren.

Dr. Ammann wird im Benehmen mit Legationsrat von Jenner dafür besorgt sein, dass der unerwünschte Kurier am Montag an die Grenze gestellt wird und keine Verlängerung des Visums erhält.

Um weitere Unannehmlichkeiten mit kroatischen Kurieren zu vermeiden, wäre es angebracht, Generalkonsul Kaestli telegrafisch anzuweisen, nur Visa

---

1. *La notice (rédigée et signée par H. Hess, du Département politique), est adressée à R. Kohli. Sur cette affaire, cf.* E 7110/1967/32/900 Kroatien/1944.

mit unserer Einwilligung zu erteilen[2]. Man könnte das damit begründen, dass bereits drei kroatische Kuriere in der Schweiz geblieben sind und nicht mehr zurück wollen.

2. *Annotation manuscrite de F. Kappeler, du Département politique, datée du 1er novembre 1944.*

Wie mir Herr v. Jenner sagt, ist Herr Minister Bonna mit einer so radikaler Lösung nicht einverstanden. Dagegen wurde die Polizei angewiesen dem eingereisten Kurier unter keinen Umständen das Visum zu verlängern.

279

E 6100 (A) 23/2051

La Direction générale de la Banque nationale au Chef du Département des Finances et des Douanes, E. Nobs[1]

L Bern, 2. November 1944

Wir beehren uns, Ihnen anbei Copie einer soeben von der Bank of England erhaltenen Depesche zu übermachen[2]. Es geht daraus hervor, dass die Bank of England im Hinblick auf ihr Abkommen mit Belgien über die Wiederherstellung eines normalen Zahlungsverkehrs bereit wäre, der belgischen Nationalbank einen Kredit in Höhe von 30 Millionen Schweizerfranken, ausnützbar in den nächsten 3 Monaten, zur Verfügung zu stellen. Die Beschaffung der Franken würde auf Grund des von unserem Institut mit der Bank of England getroffenen Finanzabkommens erfolgen, d.h. sie würde uns für die Franken einen entsprechenden Posten freies Gold in London zur Verfügung stellen.

Das Direktorium hält dafür, dass im Interesse der Wiederherstellung geordneter Zahlungs- und Währungsverhältnisse dem Begehren der Bank of England entsprochen werden sollte und zwar trotz unserer grundsätzlichen Bedenken gegen die Hereinnahme von Gold statt Waren. Ein Entgegenkommen scheint uns auch im Interesse der guten Beziehungen der Schweiz zu England wie auch zu Belgien zu liegen.

1. *La lettre est signée par les trois membres de la Direction générale, E. Weber, P. Rossy et A. Hirs.*

2. *La dépêche du 1er novembre 1944 de la Banque d'Angleterre a le contenu suivant:* 1) Pending re-establishment normal Belgian contact National Bank of Belgium have asked us to facilitate settlement in sterling of current payment between Belgian area (including Congo which is now outside the £ area) and Switzerland; 2) Would you be agreeable our making available to the Belgian for their expenditure in Switzerland over the next three months up to 30 000 000 Swiss-francs which we should obtain from you under existing arrangement (E 6100 (A) 23/2051).

Wir möchten Sie bitten, uns Ihre Zustimmung umgehend bekannt zu geben, da wir Wert darauf legen, die Anfrage der Bank of England ohne Verzug zu beantworten[3].

3. *Une copie de cette lettre ayant été adressée au Département politique, le Chef de la Division des Affaires étrangères, P. Bonna, approuve la proposition de la Banque nationale, car la transaction se fera aux mêmes conditions que celles prévues dans notre convention avec la Banque d'Angleterre, c'est-à-dire que les fonds seront destinés à être utilisés en Suisse et non à des achats à des pays tiers* (*cf.* E 2001 (E) 2/622).

Lors de la séance du 3 novembre 1944, le Conseil fédéral approuve la proposition du Département des Finances et des Douanes, qui reproduit l'essentiel de la lettre de la Banque nationale et précise qu'à fin octobre 1944 le dépôt d'or à Londres s'élève à 95,1 millions de francs suisses. PVCF N° 1907, E 1004.1 1/451.

Cf. aussi la notice du 4 novembre 1944 du Délégué du Conseil fédéral aux Accords commerciaux, P. Keller, pour le Chef du Département de l'Economie publique, W. Stampfli (E 7110/1967/32/D.907.2. Belgien. 1944).

280

E 2001 (D) 11/9

Le Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz, au Délégué du Conseil fédéral aux Œuvres d'Entraide internationale, Ed. de Haller

Copie
No

Berne, 3 novembre 1944

En annexe la lettre de M. MacKillop à moi-même du 2.11.44[1].

Il en résulte que les 8000 Juifs hongrois dont il a été question récemment sont les «palestiniens».

Quant aux Juifs détenteurs de passeports de protection, veuillez voir avec Monsieur de Pury, d'une part, et Monsieur MacKillop, d'autre part, de qui il s'agit exactement, par qui les passeports ont été établis et qui les protège. Il semble qu'il y ait là diversité – je dis bien diversité et non divergence – puisque le Gouvernement suédois est également mêlé à la chose.

Quoi qu'il en soit, le Conseil fédéral m'a autorisé ce matin à envisager aussi, si les circonstances l'exigent, l'accueil en Suisse pour transiter ou pour séjour temporaire de ces 4000 Juifs à côté des 8000.

Lorsque vous aurez tiré au clair ce qu'il m'est nécessaire de savoir pour donner des instructions précises, veuillez me soumettre un projet de télégramme à Budapest, un autre à Berlin pour intervention auprès du Gouvernement allemand, et un projet de réponse à Monsieur MacKillop.

1. *Non reproduite. Cf. aussi* E 2001 (D) 1968/74/4.

281

E 4800 (A) 1967/111/206

Le Chef de la Division de Police
du Département de Justice et Police, H. Rothmund,
au Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher

Copie
L Persönlich

Bern, 3. November 1944

Mein lieber Herr Frölicher,

Ich war fast drei Wochen abwesend, zunächst dienstlich, dann habe ich endlich einmal vierzehn Tage Ferien machen können. So habe ich Sie leider verpasst, und hätte doch brennend gern mit Ihnen über die Judenfrage gesprochen.

Nach meiner Rückkehr fand ich das Schreiben der Abteilung für Auswärtiges vom 20. Oktober[1], mit dem Sie ersucht werden, vorstellig zu werden.

Ich nehme an, Sie wissen, dass die Anregung von mir ausgegangen ist. Ich lege Durchschlag meiner Notiz[2] vom 24. und meines Briefes an Herrn Bonna vom 25. September 1944 bei.

Wie Sie den Beilagen entnehmen, dachte ich mir die Sache etwas anders: energische Reklamation wegen der unangemeldeten 318 Juden, die uns die Gestapo an die Grenze gestellt hat. Zugleich Erklärung, die restlichen 1300 dieses Transportes aus Ungarn ebenfalls übernehmen zu wollen, wenn sie ordnungsgemäss gemeldet und nach der Schweiz überführt werden. Für alle andern noch in Deutschland sich befindenden Juden Intervention gegen die Deportationen und Angebot für Ernährung und Bekleidung.

Der Zweck dieses Schreibens ist natürlich nicht etwa der, Sie zu veranlassen, sich nicht an die Ihnen von der Abteilung für Auswärtiges erteilten Instruktionen zu halten. Ich möchte nur, dass Sie über den Ausgangspunkt genau informiert sind, und auch über meine Einstellung als Chef der Polizeiabteilung und der Fremdenpolizei.

Der wichtigste Punkt in der ganzen Sache ist der, ob das Auswärtige Amt bezw. Herr von Steengracht die Kurage hat, Ihre Intervention an Herrn Himmler weiterzugeben. Ich hatte Gelegenheit, diese Frage mit einem genauen Kenner der Verhältnisse zu erörtern. So einfach wird es nicht sein. Es kann Herrn von Steengracht aber ein gehöriger Stupf gegeben werden, wenn Sie ihm zu verstehen geben, dass die ganze Frage vom Chef der Fremdenpolizei aufgeworfen worden ist, dem er ja auch den Aufenthalt von Frau Steengracht und Kind[3] und die Bewilligung ihrer vorübergehenden Ausreise (ohne das Kind) zu verdanken hat. Herrn von Steengracht wäre es sicherlich recht unangenehm, wenn die Frage des Auslandsaufenthaltes seiner Frau und seines Kindes in gewissen

1. *Cf. N° 263.*
2. *Cf. N° 242.*
3. *Cf.* E 2001 (D) 3/291 *et* E 2001 (E) 1967/113/380.

Kreisen in Berlin diskutiert würde, da man ihm Zweifel in den Endsieg zumuten könnte.

Diese Überlegungen gehören nicht zu den schönsten, die zu machen ich fähig bin. Aber es geht hier um hunderttausende von Menschenleben und darum, gegebenenfalls einem Mann die vielleicht fehlende Kurage etwas unelegant beizubringen. Da darf ein sonst bei uns nicht übliches Druckmittel wohl verantwortet werden. Das ist denn auch der Hauptgrund meines heutigen Schreibens.

Dass es uns sehr ernst ist damit, die noch verbleibenden Juden zu retten, mögen Sie daraus ersehen, dass auf eine Mitteilung unserer Gesandtschaft in Budapest hin von Ende vergangenen Monats, dass die ungarische und die deutsche Regierung vereinbart hätten, 8000 ungarische Juden nach der Schweiz reisen zu lassen, vorgestern telegraphisch geantwortet worden ist, wir seien grundsätzlich bereit, sie aufzunehmen. Allerdings haben wir eine Rückversicherung der Abnahme durch die Amerikaner, werden aber wahrscheinlich diese Leute längere Zeit bei uns unterbringen müssen. Die Sache ist umso schwieriger, als die Aktion bis zum 15. November durchgeführt sein muss. Es ist aber erklärt worden, die Transportmittel bis an die Schweizergrenze würden von den Ungarn und von den Deutschen gestellt.

Auch diese Zusage kann uns nicht hindern, die 1300 ungarischen Juden aus Bergen-Belsen, über die Ihnen die Abteilung für Auswärtiges geschrieben hat, aufzunehmen. Bloss dürfen sie uns nicht wie die 318 schon in der Schweiz anwesenden einfach an die Grenze gestellt werden. Ich bitte Sie sehr, über diese Manieren sich energisch zu beschweren.

Wenn wir nun so viel positive Hilfe auf uns nehmen, so haben wir sicherlich einen Titel, der uns erlaubt, sehr deutlich gegen weitere Deportationen Stellung zu nehmen. Ich füge noch bei, dass in den letzten paar Wochen aus der Gegend von Belfort und aus dem Val d'Ossola über 25 000 neue Flüchtlinge eingereist sind, während in den letzten Monaten nur rund 8000, von denen 6000 entwichene Kriegsgefangene und 2000 französische Zivilflüchtlinge, die Schweiz verlassen haben. Wir nähern uns also der Zahl von 100 000 Flüchtlingen!

Ich hoffe sehr, es werde Ihnen möglich sein, die Intervention mit Erfolg an die richtige Stelle zu bringen. Nach allem was ich von verschiedenen Seiten gehört habe, besteht in der nächsten Umgebung von Herrn Himmler deutlich das Bestreben, weitere Judenverfolgungen einzustellen, sodass die in Betracht fallenden hohen Parteistellen wahrscheinlich ganz froh sind, wenn von unserer Seite gestupft wird. Auch wenn nicht sofort positiv reagiert wird, sondern vielleicht Bedingungen für Ernährung und Bekleidung gestellt werden, so ist trotzdem zweierlei gewonnen: der Stein ist im Rollen und es darf erwartet werden, dass während der Dauer der Verhandlungen keine neuen Deportationen erfolgen. Das ist ja auch die Taktik von Saly Mayer, der selbstverständlich so lange weiterverhandelt als die Gegenseite mitmacht. Bloss verbraucht er sich dabei.

Ich hoffe, diese Aufklärungen persönlicher Natur können Ihnen nützlich sein, und sende Ihnen, mit bestem Dank für Ihre Bemühungen, meine freundschaftlichsten Grüsse.

282

E 2001 (D) 4/70

Le Chef du Département de l'Economie publique, W. Stampfli, au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

L Bern, 4. November 1944

Ihr Schreiben Nr. B.58.34.20 vom 26. Oktober 1944[1] betreffend die Beziehungen der Internationalen Arbeitsorganisation zur Schweiz haben wir erhalten und wir danken Ihnen dafür. Es war für uns in der Tat sehr wertvoll, den Bericht des Herrn Legationsrat Feer vom 30. September 1944[2] zu kennen, und wir ersuchen Sie, uns über den weiteren Gang der Dinge auf dem Laufenden zu halten.

Der Bericht bestärkt uns in der wiederholt geäusserten Auffassung (so im Antrag an den Bundesrat wegen der XXVI. Internationalen Arbeitskonferenz, der vom Bundesrat am 14. März 1944 gutgeheissen wurde)[3], dass die Schweiz ihre Beitragsleistung an den Völkerbund, dem sie nach wie vor als Mitglied angehört, wieder aufnehmen soll, unter Nachzahlung der bisher zurückgehaltenen Beträge[4]. Ob die Friedensmacher Genf als Sitz der neuen Staatenorganisation bestimmen, weiss heute noch niemand, und ebenso ist fraglich, ob dies für uns in allen Teilen politisch erwünscht wäre (es wird dies vorab von der Art der Friedensregelung abhängen), – sicher erscheint uns jedenfalls eines: dass unser Land das grösste Interesse hat, wenigstens die a-politischen Organe des künftigen Völkerbundes zu beherbergen. Dazu gehört auch das Internationale Arbeitsamt. Die Chancen, dass dieses Amt wieder nach Genf zurückkehrt, sind nach dem Bericht des Herrn Legationsrat Feer offenbar nicht ungünstig, haben sich doch sehr einflussreiche Männer wie Phelan, Goodrich, Hambro und Hume-Wrong dafür ausgesprochen; dass ausser dem Direktor auch die meisten übrigen leitenden Beamten des Internationalen Arbeitsamtes den dringenden Wunsch haben, wieder nach Genf zu kommen, ist uns und den bisherigen Delegierten bekannt (leider sind die beiden Vizedirektoren, die Herren Stein und Walbroek, die ganz besondere Sympathien für unser Land hatten, kürzlich gestorben). Die Rückkehr des Amtes nach Genf sollte deshalb nicht an den Beitragsleistungen scheitern. Auch nicht an der Schaffung guter Luftverbindungen, weshalb wir Sie ersuchen, auch diese Frage im Benehmen mit dem Eidgenössischen Post- und Eisenbahndepartement weiter zu verfolgen.

---

1. *Cf.* E 2001 (D) 4/74.
2. *Non reproduit.*
3. *Cf. la réponse (non reproduite) du 13 décembre 1944 du Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna.*
4. *Lors de sa séance du 10 novembre 1944, le Conseil fédéral décide de payer les cotisations arriérées dues par la Suisse à la Société des Nations:* Les conjonctures politiques ont contraint la Suisse à suspendre, depuis 1941, le paiement de *ces contributions qui s'élèvent donc, pour les années 1941 à 1944, à Fr. 1 548 838.*—. L'évolution de la situation oblige à considérer comme très vraisemblable que les sommes sus-indiquées devront être acquittées à brève échéance *[...]. Le crédit nécessaire est donc accordé au DPF.*
(*Cf. PVCF N° 1950,* E 1004.1 1/451).

283

E 5795/339

Le Professeur J.-A. Jaeger[1]
au Général H. Guisan

Copie
N Secret

[Vevey?], 5 novembre 1944

A l'issue d'un déjeuner le 4 novembre au Q.G. du premier C.A., l'auteur de la présente Note a eu l'occasion de dire au général Béthouard que, se rendant en Suisse pour quelques jours, il se mettait volontiers à sa disposition s'il pouvait se charger d'un message quelconque ou d'une démarche propre à rendre service à l'armée française en opérations et conciliable, bien entendu, avec ses propres devoirs vis-à-vis de la Suisse, état neutre.

Après quelques instants de réflexion, le général a manifesté le désir que les autorités militaires helvétiques soient mises au courant de son vif désir personnel d'entretenir avec elles les relations les plus attentives et les plus courtoises. Il a vivement regretté de ne pouvoir, récemment, par suite d'une obligation de service urgente résultant d'un appel du général d'Armée de Lattre de Tassigny prendre contact personnellement, à la frontière avec M. le Colonel commandant de Corps Borel, qu'il aurait été heureux de saluer et à qui il a envoyé en liaison, pour le suppléer et l'excuser, son chef d'Etat-Major, le général Chevillon.

Le général Béthouart se préoccupe de l'incidence que les opérations appelées à être engagées entre les troupes du I^er^ C.A. et celles de l'ennemi à la frontière franco-suisse sont susceptibles d'avoir, dans des conditions malaisément évitables, sur le sol de la Confédération helvétique. Il serait heureux que des mesures fussent prises par le commandement de l'Armée Suisse, dans le dessein de limiter autant que possible tous les risques d'erreur. Ces derniers peuvent être accrus, dans une certaine mesure, par le fait que, du côté français, une partie des troupes est constituée par des formations indigènes venues d'Afrique, à qui les données de la Mosaïque européenne sont peu familières, et, d'autre part, par le fait que les troupes assurant la couverture du sol helvétique sont équipées d'uniformes dont la teinte rappelle celle des tenues de l'armée allemande et, souvent, ont été recrutées dans les cantons de Suisse alémanique où l'on parle un dialecte que des soldats français peuvent – inexactement mais non sans excuse – apparenter avec la langue allemande.

Aussi, le commandant du I^er^ C.A. français estime-t-il qu'il serait d'un réel intérêt que le commandement de l'Armée Suisse prenne le plus tôt possible, afin de limiter les risques d'incidents ou d'erreurs, des dispositions en vue de multiplier tout le long de la frontière du Jura, et jusqu'à celle du Rhin, les signes apparents permettant de situer le territoire helvétique. Il pense que la

1. *A son sujet, cf. la lettre du 8 novembre 1944 de R. Masson au Général H. Guisan* (E 5795/339) *et la notice du DPF du 24 novembre 1944* (E 2001 (D) 3/272).

meilleure solution serait d'édifier partout de larges pancartes ne comportant que la croix fédérale, mais celle-ci très visible et apparente. Un tel travail, pour ne susciter aucune observation de part ou d'autre des adversaires qui bordent la frontière suisse devrait nécessairement être accompli en dépassant assez largement la zone immédiate des combats actuels, et prévoir l'hypothèse de mouvements offensifs déclenchés le long de la frontière par l'une ou l'autre des deux armées adverses.

Dans le même esprit, le général Béthouart s'est attaché à doter le commandement des unités sous ses ordres de tableaux illustrés des uniformes de l'armée suisse, afin de familiariser le plus possible les cadres avec leurs aspects visuels et de prévenir autant que possible toute méprise.

Il pense que, au moment du déclenchement des opérations massives que postulent les intentions offensives de la I^re^ armée française, il pourrait être sage de mettre à l'abri, à l'arrière de la frontière, sinon toute la population, tout au moins les enfants des villages suisses qui bordent le futur terrain des combats, car il pourra être très difficile, dans l'état actuel du matériel moderne, de la guerre motorisée, du combat aérien, et même des actions d'infanterie, de préserver en permanence la totalité du territoire suisse de toute «éclaboussure».

A titre d'exemple de cette difficulté, le général a signalé que tout récemment, par suite d'une erreur purement matérielle, une colonne française montant en ligne sur territoire français a été mitraillée par l'aviation française, et a subi des pertes évidemment très involontaires. On ne saurait donc prendre trop de précautions, du côté suisse, pour mettre les populations civiles à l'abri du danger lorsqu'une des deux parties adverses décidera de déclencher des opérations importantes dans le secteur mitoyen de la frontière.

Dans un sentiment de haute courtoisie à l'égard du Commandement de l'Armée Suisse, le général Béthouart se propose de faire déposer à la frontière, par un officier de son Etat-Major, à l'heure même du commencement d'opérations importantes, un message prévenant les autorités suisses du déclenchement de ces dernières.

L'auteur de la présente Note a donné l'assurance à son interlocuteur que ces communications seraient faites, dès le 6 novembre, sous la forme la plus confidentielle, aux autorités militaires suisses qualifiées[2].

---

2. *Le 11 novembre, le Général H. Guisan transmet ces informations au Chef de l'EMG de l'Armée et au Commandant de la 2^e^ Division afin de prendre les mesures appropriées.*

284

E 2001 (E) 1/106

Compte-rendu d'une séance de coordination des autorités suisses compétentes pour la question des réfugiés[1]

Copie
No

Bern, 6. November 1944

FLÜCHTLINGSRAPPORT VOM 6. NOVEMBER 1944
UNTER VORSITZ VON BR. VON STEIGER

Anwesend ferner BR. Kobelt, Oberrichter Bäschlin, die Obersten Münch, Probst und Simon, Dr. Rothmund, Oberstlt. Wyss, Chef des Grenzwachtdienstes, Piantini (Direktor des Zollkreises Lugano), Dr. Jezler, Dr. Schürch, der Flüchtlingskommissär Wildbolz, Revilliod, vom Bureau de Haller, und der Unterzeichnete.

Oberst Münch bringt zuerst die Angelegenheit der 12 000 ungarischen Juden zur Sprache, denen nach einem Bundesratsbeschluss die Einreise in die Schweiz gestattet werden soll[2]. Die grenzsanitarische Behandlung und die Unterbringung lasse sich reibungslos organisieren, wenn nicht gleichzeitig noch ein grösserer Flüchtlingsansturm von anderer Seite her in unserem Land eintreffe. Zur Unterbringung seien leerstehende Hotels in den verschiedenen Landesgegenden, insbesondere solche, die später abgebrochen werden sollen, in Aussicht genommen.

Oberst Münch fügt bei, dass die Aufgaben, die sich für das Ter. Kdo. mit der Aufnahme der 12 000 Juden stellen, nicht allzuschwierig zu lösen seien. Von einem grossen Flüchtlingsanstrom sei erst dann zu sprechen, wenn 25–30 000 Flüchtlinge auf einmal in unser Land kommen würden. Ein solcher Ansturm könnte sich möglicherweise, je nachdem wie sich die militärischen Operationen entwickeln werden, aus dem Raume Belfort/Elsass ergeben. Vermehrte Flüchtlinge seien unter Umständen auch an der Südgrenze zu erwarten. Bei Gesuchen, wie sie für die ungarischen Juden gestellt worden seien, müsse man immer bedenken, dass die Unterbringung sehr viel Material brauche, insbesondere Decken, die nur begrenzt zur Verfügung stehen.

Der laufende Grenzübertritt umfasse in der letzten Zeit täglich etwa 25 Militär- und 300 Zivilpersonen. Zur Zeit habe der Ter. Dienst 43 Flüchtlingslager, vor allem Quarantänelager, im Betrieb, worin gegenwärtig 12 768 Flüchtlinge untergebracht seien.

Auf eine bezügliche Frage von BR. von Steiger gibt Dr. Rothmund an, dass ausser den Juden aus Ungarn auch noch die Aufnahme von solchen aus Deutschland zur Diskussion stehe. Die Abteilung für Auswärtiges habe die Gesandtschaft in Berlin beauftragt, die deutschen Behörden wissen zu lassen,

1. *Signée par F. Schnyder, du Département politique.*
2. *Cf. N° 280.*

dass wir bereit wären, aus dem Lager Bergen-Belsen bei Hannover (aus dem wir bereits einmal etwas über 300 Juden unangemeldet zugeschickt bekommen haben) 1300 Juden aufzunehmen. Nach einer Auskunft von Saly Mayer sei angeblich damit zu rechnen, dass diesen Leuten deutscherseits die Ausreise gestattet werde.

BR. von Steiger stellt also fest, dass ausser der Aufnahme von 12 000 Juden aus Ungarn auch noch eine solche von 1300 Juden aus Deutschland vorauszusehen sei. Die Sache werde allerdings kaum sehr rasch eine Erledigung finden, und es sei nicht ohne weiteres anzunehmen, dass alle diese Leute miteinander über unsere Grenze kommen werden. Dr. Schürch bemerkt seinerseits, dass die Unterbringung der Leute nach der Quarantänezeit nicht sehr leicht sein werde. Man werde den Flüchtlingen nicht alle die Annehmlichkeiten bieten können, die wir für die bisherigen beschaffen konnten.

Dr. Rothmund fügt bei, dass nach den ihm von Seiten der Britischen Gesandtschaft zugegangenen Mitteilungen anzunehmen sei, dass der Abtransport dieser jüdischen Flüchtlinge nach Palästina ziemlich bald möglich sein werde. In der Zwischenzeit müssten sie sich mit behelfsmässiger Unterkunft zufriedengeben.

BR. von Steiger bemerkt dazu, dass wir unter diesen Umständen die Lager am besten von vorneherein als Transitlager bezeichnen.

Zur Sprache kommt dann die Lage in Campione (vgl. beiliegende Kopie eines Schreibens von Oberst Münch an Oberstlt. Wyss vom 3. November 1944 mit Beilage[3]). Direktor Piantini teilt mit, dass der im Tessin ganz allgemein rege Schmuggel besonders auch in der Gegend von Campione feststellbar sei, weil einerseits zwischen Campione und der Schweiz keine Kontrolle stattfinde und anderseits Amtshandlungen des Zolls in Campione selbst nicht möglich seien.

Der Zoll habe vernommen, dass sich in Campione eine Anzahl Flüchtlinge und Partisanen aufhalte, was für die Schweiz unerfreulich sei, da diese Leute sich von dort unkontrolliert in die Schweiz begeben und wieder nach Campione zurückkehren können. Nach einer Meldung habe es sich um 70 Personen, nach einer späteren um 93 Personen gehandelt. Da die Bevölkerung von Campione von der Schweiz aus mit schweizerischen Rationierungsmarken versorgt werde, biete sich vielleicht eine Handhabe, die Entfernung der Flüchtlinge aus Campione, für die man einfach keine Rationierungskarten abgeben werde, zu erreichen. Ein in dieser Richtung gehender Vorstoss beim Kriegsernährungsamt habe allerdings bis jetzt noch zu keiner praktischen Lösung geführt.

Flüchtlinge, die an unserer Landesgrenze angeben, nach Campione gehen zu wollen, würden selbstverständlich nicht hereingelassen. Es gebe aber immer Flüchtlinge, die sich an der Grenze bei Lanzo d'Intelvi usw. von der Grenzkontrolle unbemerkt in unser Land begeben können. Anderseits seien viele in der Schweiz aufgenommene italienische Flüchtlinge aus der Unterbringung im Tessin entwichen und nach Campione gereist. Auf diese Kategorie entfalle die Grosszahl der in Campione befindlichen Flüchtlinge.

---

3. *Non reproduite.*

Campione selbst sei über diese Flüchtlinge nicht unglücklich, da sie im Falle eines neofaschistischen Handstreichs in Campione eine namhafte Verstärkung der Abwehr bieten könnten.

Oberstlt. Wyss bemerkt beiläufig, dass insbesondere Partisanen, die für unsern Nachrichtendienst arbeiten, andere Partisanen nach Campione schmuggeln.

Die Bevölkerung von Büsingen werde ebenso wie diejenige von Campione von der Schweiz aus verpflegt. Von Büsingen erhalte man genaue persönliche Verzeichnisse und Mutationsänderungen über die dortigen Bewohner, und gestützt darauf erfolge die Abgabe der Rationierungsausweise. Es sollte möglich sein, in Campione das gleiche Prozedere einzuführen.

BR. von Steiger ist einverstanden und will die Sache im Bundesrat zur Sprache bringen, damit Leute, deren Aufenthalt in Campione uns nicht passt, keine Rationierungskarten bekommen.

BR. von Steiger bringt dann den Fall des deutschen SS-Mannes Isbach, der an der Erschiessung von 5 Zivilpersonen in St. Gingolph schuldig ist, zur Sprache. Es liege jetzt darüber ein Bericht der Spab vor, der auch Herrn BR. Pilet-Golaz unterbreitet worden sei[4].

Da offenbar niemand der Meinung sei, dass wir dieses Subjekt nach Deutschland ausreisen lassen wollen, stünden wir vor dem Dilemma, ihn als vermutlichen Kriegsverbrecher bei uns in Haft zu behalten oder ihn dort wieder über die Grenze zu stellen, wo er in unser Land gekommen ist (Oberst Münch macht allerdings darauf aufmerksam, dass es sich hier um einen geflüchteten Kriegsgefangenen handelt; wir haben bis jetzt geflüchtete Kriegsgefangene nur interniert, wenn sie tatsächlich nicht weiterreisen konnten!). Wir stünden hier vor einer neuen Rechtssituation. Nach der Meinung der Alliierten handle es sich um eine Lücke in der Haager Konvention. Der Bundesrat wolle seinerseits die Kriegsverbrecher sicher nicht schützen oder sie, wie im Fall Isbach, durch die Gewährung der Durchreise-Erlaubnis unterstützen. Vermutlich werde die richtige Lösung sein, Isbach nach Frankreich zurückzustellen.

BR. von Steiger gibt im Einverständnis mit BR. Kobelt Dr. Jezler den Auftrag, für die beiden Departemente einen Antrag an den Bundesrat über die Erledigung des Falles Isbach auzuarbeiten. Der Fall werde dann im Bundesrat zur Sprache kommen und, eventuell ohne eigentlichen Bundesratsbeschluss, auf Grund einer Einigung der beiden Departementschefs mit dem Vorsteher des Politischen Departements erledigt.

Dr. Jezler bemerkt zu diesem Fall, dass er selbst Gelegenheit gehabt habe, Isbach abzuhören. Er habe festgestellt, dass es sich hier um einen sehr trüben Gesellen handle (Jezler nennt ihn einen ausgesprochenen «Schweinekerl»). Ein anderer Deutscher namens Samaita (wenn ich den Namen richtig verstanden habe), der den Curé in St. Gingolph erschossen habe, sei bereits durch die Schweiz gereist. Man habe erst nachträglich erfahren, dass er diese Schandtat auf dem Gewissen habe. Kollibay sei auf Wunsch von Herrn Minister Bonna nicht verhaftet worden. Er befinde sich zur Zeit isoliert, unter Bewachung eines

4. *Sur cette affaire, cf.* E 2001 (E) 1/106, E 2809/1/2, E 4001 (C) 1/262 *et* E 4800 (A) 1967/111/27.

Heerespolizisten in einem Zimmer in einem Hotel in Bern. Irgendwelche Schandtaten hätten ihm nicht nachgewiesen werden können, ebenso wenig, dass die Vorkommnisse in St. Gingolph sich auf seine Anweisungen hin ereignet hätten. Er sei aber der formell verantwortliche Vorgesetzte.

Oberst Probst gibt bekannt, dass die Rapatriierung der in die Schweiz geflüchteten Griechen und Jugoslawen immer noch nicht habe an die Hand genommen werden können.

Wir hätten, nachdem die in die Schweiz geflüchteten Russen ausreisen konnten, ziemlich viele neue russische Flüchtlinge erhalten, ungefähr 200. Ihre Ausreise sei in Aussicht genommen, sobald wieder eine Anzahl von 200–250 zum Transport bereitstehe.

Was die Evasionen der amerikanischen Kriegsinternierten betreffe, sei festgestellt, dass die Amerikanische Gesandtschaft mithelfe. Sie komme für die Kosten auf und organisiere die Beherbergung auf Zwischenstationen[5]. Ein Chauffeur sei aufgegriffen worden und habe ausgesagt, dass er im Auftrag der Amerikanischen Gesandtschaft geflüchtete Kriegsgefangene wegführen musste. Einem Wengener Hotelportier seien für die Beschaffung von Zivilkleidern für einen Internierten Fr. 400.— ausgehändigt worden. Dieser Portier habe ein gutes Geschäft gemacht, denn er sei seines Verhaltens wegen bis jetzt nur mit einer Busse von Fr. 14.— belegt worden. Damit sei allerdings die militärgerichtliche Aburteilung nicht präjudiziert. Die Untersuchung in allen diesen Fällen führe der militärgerichtliche Untersuchungsrichter Hptm. Stavro in Bern.

Die in die Schweiz zur Internierung aufgenommenen italienischen Partisanen machen Oberst Probst ernstliche Sorgen. 30–40% der Leute seien absolute Banditen. Die zur Zeit im Quarantänelager auf dem Gurnigel untergebrachten Leute hätten sich angeblich in der Gegend durch das Plündern von Obstbäumen schon unangenehm bemerkbar gemacht.

BR. von Steiger ist mit Oberst Probst der Meinung, dass die Fälle aller dieser aufgenommenen Partisanen genau auf die Asylwürdigkeit nachgeprüft werden, damit vor der Verfügung der definitiven Internierung in genauer Kenntnis der Sachlage entschieden werden könne.

BR. von Steiger spricht dann noch von den russischen geflüchteten Kriegsgefangenen, die nicht ausreisen wollten, weil sie ihrer antikommunistischer Ansichten wegen das Schlimmste befürchteten. Er ist der Meinung, dass man mit diesen Leuten etwas Geduld haben sollte, bis die Verhältnisse in Frankreich so weit normalisiert sind, dass sie ohne direkte Lebensgefahr aus der Schweiz ausreisen können.

BR. von Steiger spricht dann noch vom Problem der Dollar-Konvertierungen zugunsten von in der Schweiz untergebrachten Flüchtlingen. Er ist der Meinung, dass man insbesondere dann nicht allzu zurückhaltend sein sollte,

---

5. *A ce sujet, cf. la réponse du Conseiller fédéral K. Kobelt à l'interpellation du Conseiller national A. Gadient du 16 novembre 1944 au sujet des relations de la Suisse avec les Alliés lors de la séance du 21 novembre 1944 de la Commission des pouvoirs extraordinaires* (E 7800/1/158).

wenn die konvertierten Beträge indirekt der Eidgenossenschaft, die für den Lebensunterhalt der Flüchtlinge sorgen müsse, zugute komme.

Dr. Schürch orientiert über die dieser Meinung durch entsprechende Praxis des Rechtsbureau der Abteilung für Auswärtiges und der Polizeiabteilung. Es sei eine Frage des Masses, wie weit solche konvertierte Beträge den Flüchtlingen zur freien Verfügung überlassen und anderseits zur Bestreitung ihrer Lebensunterhaltskosten herangezogen werden sollen.

BR. von Steiger glaubt, dass es möglich sein wird, mit den Flüchtlingsorganisationen zu einer Verständigung zu kommen. Es soll darüber eine Konferenz der interessierten Stellen stattfinden[6].

6. *Cf. le PV de la séance du 14 novembre 1944,* E 4800 (A) 1967/111/64 *et N° 289 ci-dessous.*

285

E 2300 Stockholm/14

Le Ministre de Suisse à Stockholm, P. Dinichert, au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz[1]

RP N° 74
Confidentiel Stockholm, 7 novembre 1944

Les circonstances ont fait que j'ai pu avoir un entretien prolongé avec le ministre des affaires étrangères cet après-midi. Il va de soi qu'il devait porter sur l'échange de notes russo-suisses[2], et sans être moi-même en état d'apporter pour le moment d'élément nouveau à leur examen, il m'intéressait surtout de savoir ce que M. Günther pouvait penser des motifs de l'attitude des dirigeants moscovites.

Le ministre m'a déclaré une fois de plus que les vraies intentions inspirant certains actes et gestes de la diplomatie russe étaient fréquemment difficiles, sinon impossibles à discerner. Elle se complait, d'ailleurs, à surprendre et déconcerter.

Dans le cas particulier, les reproches adressés à la Suisse ne convaincront nulle part et personne. Cependant, la note suisse insistant sur l'ancienne tradition démocratique du pays, Moscou a pu se trouver engagé à la discuter pour ne pas paraître admettre que la démocratie fût conciliable avec l'interdiction du parti communiste. Différente est la conception des Bolchévistes, qui, en tout cas, prétendent, avec plus ou moins de bonne foi, qu'il n'y a rien d'antinomique entre le communisme et la démocratie.

1. *M. Pilet-Golaz a lu ce document le 14 novembre 1944 et l'a mis* en circulation *parmi ses collaborateurs.*
2. *Cf. table méthodique, II.24.2. Union Soviétique: Reprise des relations diplomatiques.*

M. Günther m'a demandé s'il y avait lieu de craindre que la réponse russe provoquât quelque scission dans l'opinion suisse. Je lui ai répondu sans hésitation que je l'excluais, certainement pour l'immense majorité du peuple, qui ne saurait accepter qu'on mît en doute la sincérité de ses convictions comme l'absolue logique de ses institutions. Le ministre me dit alors qu'il nous en félicitait; car il ne pourrait, dans une situation pareille, en dire autant de la Suède, où il se trouve toujours des éléments pour critiquer le gouvernement, même dans les controverses les plus délicates avec l'étranger.

Mes conversations avec M. Günther étant toujours marquées d'une entière franchise réciproque, il observa aussi au cours de cet échange de vues qu'il lui paraissait, malgré tout, regrettable que la Suisse n'eût pas trouvé l'occasion, au cours de vingt-cinq ans, de normaliser ses rapports avec la Russie. Je n'ai pas manqué de lui rappeler quelques-unes des raisons et circonstances qui sont de nature à expliquer tout au moins l'attitude suisse.

Le premier collaborateur du ministre m'a encore dit deux autres choses. L'une est que le gouvernement suédois a fait de pénibles expériences en cherchant à arranger quoi que ce soit avec les Russes par l'entremise de Londres et de Washington. Il considère que ce sont de mauvaises voies dont Moscou semble se méfier, auxquelles elle ne tient en tout cas pas à assurer des succès. L'autre constatation est qu'on éprouve, dans cette capitale, une sorte de besoin de provoquer de temps à autre un incident, sans motif plausible. C'est ainsi que, l'an dernier, le ministre de Suède à Moscou, jusqu'alors bien vu et excellemment renseigné, dut être subitement rappelé parce qu'il lui était reproché d'entretenir des rapports secrets avec le grand quartier-général allemand, accusation évidemment absurde.

Peut-être encore, la diplomatie soviétique trouve-t-elle l'état de rupture de relations avec la Suisse commode puisqu'il lui fournit un prétexte pour s'abstenir de participer à certaines réunions internationales.

[...] [3]

---

3. *Dinichert commente ensuite les opinions des autorités suédoises sur les relations économiques avec les Alliés et sur les perspectives de la guerre en Extrême-Orient.*

286

E 2001 (D) 3/65

Le Délégué du Conseil fédéral à Paris, E. Schlatter[1], *au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz*

L Paris, 8 novembre 1944[2]

J'ai l'honneur de vous faire savoir que j'ai été reçu aujourd'hui par M. Georges Bidault, Ministre des Affaires Etrangères et que je lui ai posé diverses questions concernant les représentations diplomatiques réciproques franco-suisses, qui ont fait l'objet de nos conversations lors de mon récent séjour à Berne.

J'ai été fort étonné de constater qu'il semble y avoir eu une erreur regrettable de transmission imputable soit à M. Vergé, soit aux fonctionnaires du Quai d'Orsay, concernant les intentions de la Suisse en cette matière. En effet, M. Bidault avait l'impression que la Suisse demandait au Gouvernement Provisoire de la République Française d'envoyer à Berne un Ambassadeur, mais que la Confédération ne serait représentée à Paris que par un Chargé d'Affaires. M. Bidault d'ailleurs, s'empresse de dire qu'il croyait qu'il s'agissait d'une erreur, et j'eus vite fait de dissiper ce petit malentendu.

J'ai expliqué au Ministre des Affaires Etrangères que la Suisse attachait une très grande importance à sa représentation diplomatique en France et que, par conséquent, la question de la désignation d'un ministre plénipotentiaire à Paris faisait actuellement l'objet d'un examen approfondi des autorités fédérales; celles-ci tenaient par ailleurs à maintenir en cette question un parallélisme aussi complet que possible avec l'attitude observée par les autorités françaises en ce qui concerne les représentations diplomatiques respectives. M. Bidault dit que dès que la Suisse aurait, par la nomination d'un ministre à Paris affirmé nettement sa reconnaissance du Gouvernement Provisoire de la République Française, le Gouvernement français s'empresserait de demander à son tour l'agrément pour un ambassadeur à Berne. M. Bidault, en effet, considère que la désignation de chargés d'affaires ne correspond pas à l'importance que doivent revêtir nos missions diplomatiques. Il s'empresse d'ailleurs d'ajouter que ma personne ne soulevait aucune objection quelconque de sa part, et qu'il était au

---

1. *A la suite de la décision du 31 octobre (cf. N° 275), le Conseil fédéral prend acte, lors de sa séance du 10 novembre, de la désignation par le Gouvernement français de J. Vergé comme Chargé d'Affaires de France à Berne et adresse à E. Schlatter les lettres de créances qui l'accréditent en tant que* Chargé d'Affaires de la Confédération Suisse auprès du Gouvernement provisoire de la République française (*lettre du 10 novembre,* E 2001 (D) 3/65, *cf. le PVCF N° 1949 du 10 novembre 1944,* E 1004.1 1/451).

2. *Le 8 novembre, E. Schlatter adresse à la DAE du DPF un rapport sur la visite du 4 novembre du Général König, Commandant militaire de la Place de Paris. Lors de cette visite officielle, le Général König a exprimé son opinion sur l'incorporation des F.F.I. dans l'armée régulière, sur les responsabilités de Pétain, sur l'épuration:* De nouveau, au cours de cette guerre, les classes supérieures de la société auront donc en France perdu de leur prestige. Comme après la dernière guerre, elles seront obligées d'abandonner une partie de leurs privilèges. *[...]* (E 2300 Paris/92).

contraire très heureux de me voir à Paris. Je fus cependant frappé par le fait qu'il ne souffla mot de la demande d'agrément qui a été faite par le Département Politique pour ma désignation en qualité de chargé d'affaires en pied à Paris.

Je profitais de l'occasion pour demander à M. Bidault s'il estimait que M. Walter Stucki, qui avait été en son temps accrédité auprès du Président Lebrun comme Ministre de Suisse en France, pourrait le cas échéant, reprendre ses fonctions à Paris. La réponse immédiate de M. Bidault fut un non net et catégorique. Malgré toute l'admiration et le respect que le Gouvernement Français a pour M. Stucki et la magnifique attitude qu'il a observée pendant les jours critiques à Vichy, il paraît à M. Bidault absolument exclu de recevoir auprès du Gouvernement Provisoire de la République Française, un diplomate qui a exercé ses fonctions auprès d'un Gouvernement composé de traîtres à la France et qui seront châtiés pour leurs actes. D'ailleurs, Mgr. Valério Valeri, Nonce du Pape, qui est venu de Vichy à Paris, n'est pas reconnu comme représentant du Saint-Siège auprès du Gouvernement Provisoire, malgré les demandes instantes du Pape. M. Bidault m'a donné l'assurance que jamais l'agrément ne serait donné à Mgr. Valério Valeri, mais qu'au contraire, on demandait qu'il quitte la France le plus rapidement possible. Comme vous voyez, la position du Ministre des Affaires Etrangères dans cette question était on ne peut plus catégorique, sans équivoque possible, et j'ai l'impression que rien ne pourra le faire changer d'avis.

J'ai enfin demandé que le GPRF ne tarde pas plus longtemps à accorder l'autorisation aux représentations diplomatiques à Paris d'utiliser le chiffre dans leurs correspondances télégraphiques. Quand j'ai commencé à parler de cette affaire, M. Bidault a levé les mains au ciel et m'a affirmé que c'était pour lui aussi bien que pour tout le Gouvernement Français une situation impossible. Les autorités militaires alliées continuent à faire obstruction dans cette affaire et refusent le passage aux télégrammes chiffrés, même à des représentants de pays comme la Chine et d'autres nations alliées. M. Bidault est donc d'accord avec moi qu'il s'agit là d'un scandale et il m'affirme qu'il emploie toute son énergie à remédier à cette situation intenable, aussi bien pour le Gouvernement français que pour les missions diplomatiques accréditées auprès de lui.

En attendant que les démarches du Ministre des Affaires Etrangères soient couronnées de succès, M. Bidault me propose la procédure suivante: un télégramme chiffré avec mon chiffre serait accepté par le Ministère des Affaires Etrangères en vue de transmission à Londres où le message sera délivré tel quel à notre Légation qui se chargera de le faire parvenir à Berne. Le Ministre s'excuse des ennuis dont nous sommes victimes «pour autant que le Gouvernement français en est responsable». Je remercie M. Bidault de sa compréhension dans cette affaire et exprime l'espoir que la mission diplomatique suisse pourra bientôt jouir de tous les privilèges auxquels elle peut prétendre[3].

---

3. *Le 10 novembre, E. Schlatter adresse une autre lettre au sujet de cet entretien et sur la difficile désignation d'un représentant de la Suisse en France. Il écrit notamment à Pilet-Golaz:* En tous cas, l'homme que vous désignerez à ce poste doit aussi bien pouvoir tenir compte des susceptibilités extrêmes des Français que du complexe de supériorité des Anglo-Américains à Paris. *[...]* (E 2809/1/4).

287

E 2809/1/3

Le Consul de Suisse à Athènes, A. Escher,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz[1]

L Athènes, 10. November 1944

Mit Telegramm vom 24. Oktober[2] habe ich mir gestattet, Ihnen via Stockholm zur Kenntnis zu bringen, dass die meisten ausländischen Vertretungen in Athen bereits in diplomatische Missionen umgewandelt worden sind. Ich erwähnte namentlich diejenigen von Schweden, Spanien, Rumänien und Dänemark, die seinerzeit gleich wie die schweizerische auf Verlangen der deutschen Stellen in Generalkonsulate oder Konsulate hatten umgewandelt werden müssen. Die Vertreter dieser Länder haben, soweit ich feststellen konnte, die Wiedereröffnung der diplomatischen Missionen aus eigener Initiative und ohne

---

1. *Pilet-Golaz a visé ce document le 29 novembre 1944. Alfred Escher a été chargé de la gérance du Consulat de Suisse à Athènes, à la suite de la suspension de l'activité de la Légation de Suisse en Grèce, par décision du Conseil fédéral du 16 juin 1944. Le Gouvernement explique ainsi cette mesure prise à la suite d'une proposition du Département politique:* Comme on le sait, les autorités allemandes ont ordonné, en automne 1943 déjà, pour des raisons d'ordre militaire, la fermeture de toutes les missions diplomatiques étrangères à Athènes et le rappel de l'ensemble des agents diplomatiques résidant dans la capitale grecque, envisageant toutefois, si des raisons impérieuses pouvaient être invoquées, de laisser subsister des consulats avec un nombre de fonctionnaires réduit.

A la suite des négociations entreprises, il fut sursis jusqu'ici à l'exécution de cette mesure, mais ce problème présentant maintenant une nouvelle acuité, sa résolution ne saurait plus être différée davantage.

Le Ministère allemand des Affaires étrangères vient, en effet, d'informer notre Ministre à Berlin que le Gouvernement du Reich exigeait que les légations étrangères à Athènes, y compris celle de Suisse, soient transformées en consulats jusqu'au 15 juin prochain au plus tard. Les plans du département consistant à prévoir une transformation toute symbolique de notre Légation en un Consulat général à la tête duquel notre Chargé d'Affaires, M. de Bavier, aurait été maintenu ont dû être abandonnés, le Gouvernement allemand ayant insisté pour que notre représentant quitte Athènes au même titre que ses collègues étrangers, attendu qu'il ne saurait plus leur accorder de privilèges diplomatiques, et qu'il soit remplacé par un Consul. Le département a dû s'incliner devant cette insistance.

Il conviendrait, dans ces conditions, de désigner un fonctionnaire expérimenté, qui soit à même d'assumer la gérance du Consulat, et le département a songé, pour ce poste, à M. Alfred Escher, Consul à Bagdad, qui se trouve précisément en Suisse actuellement, M. Escher paraît avoir toutes les qualités requises pour mener à bien la tâche qui lui serait confiée. L'affectation future de M. de Bavier, comme aussi le remplacement de M. Escher à Bagdad, feront l'objet de propositions particulières au Conseil fédéral.

Notre Légation à Berlin a été invitée à insister auprès des autorités allemandes pour que l'on puisse continuer à communiquer avec notre représentation à Athènes par courrier, surtout dans l'intérêt de nos œuvres humanitaires, et pour que le personnel puisse être maintenu à son effectif actuel (*PVCF N° 1069,* E 1004.1 1/446).

2. *Non retrouvé.*

ausdrückliche Instruktionen ihrer Regierungen, von denen sie in diesem Zeitpunkt noch abgeschnitten waren, vorgenommen; meinerseits glaubte ich diesem Beispiel nicht folgen zu dürfen, umso mehr als ich, im Gegensatz zu einzelnen der anderen hiesigen Missionschefs, in Athen nie diplomatisch akkreditiert gewesen bin.

Das Verhalten der griechischen Regierung hat unterdessen gezeigt, dass sie mit dem Vorgehen der anderen in Athen vorgefundenen Vertretungen nicht unbedingt einverstanden gewesen ist. In erster Linie war es auffallend, dass zu allen mit der Befreiung Athens, der Ankunft der griechischen Regierung und dem Besuch Edens in der griechischen Hauptstadt zusammenhängenden Manifestationen die Diplomaten nicht eingeladen wurden. Alsdann begegneten die von seiten mehrerer hiesiger Vertretungen unternommenen Bemühungen, raschmöglichst den Kontakt mit dem griechischen Aussenministerium herzustellen, auf griechischer Seite einer gewissen Zurückhaltung, indem anfänglich stets behauptet wurde, das Aussenministerium sei aus rein technischen Gründen noch nicht in der Lage, die ausländischen Vertreter zu empfangen. Dem dänischen Gesandten, der als Doyen der in Athen verbliebenen Vertreter fungiert, wurde, als er sich endlich mit dem Chef des Protokolls in Verbindung setzen konnte, erklärt, die Stellung der meisten hiesigen Vertreter, die zum Teil während der deutschen Okkupation hier eingetroffen seien, scheine unabgeklärt und es müsse einzelnen Herren empfohlen werden, sich von ihren Regierungen neue Briefe zu beschaffen, durch die sie bei der jetzigen Regierung akkreditiert würden. Dem rumänischen Geschäftsträger wurde mangels Bestehens normaler diplomatischer Beziehungen zwischen Griechenland und Rumänien überhaupt jeder amtliche Charakter abgesprochen.

Die ganze Situation der seinerzeit hier gebliebenen ausländischen Vertretungen ist demnach noch reichlich unklar. Nachdem mir jedoch andererseits aus dem Aussenministerium stammende Bemerkungen hinterbracht worden sind, wonach die zuständigen Stellen sich wunderten, dass ausgerechnet der schweizerischen Vertretung als einziger der diplomatische Charakter noch nicht wiedergegeben worden sei, obschon doch grundsätzlich zwischen Griechenland und der Schweiz normale diplomatische Beziehungen herrschten und Griechenland in Bern ununterbrochen eine Gesandtschaft unterhalten habe, glaube ich, die Aufmerksamkeit Ihres Departements auf diese Frage lenken und der Überzeugung Ausdruck geben zu müssen, dass ein allzu langes Zuwarten schweizerischerseits hier ungünstig ausgelegt werden könnte und notwendigerweise einen Prestigeverlust für uns zur Folge hätte. Sollten indessen entgegen meiner Annahme irgendwelche besonderen Gründe bestehen, die das Departement veranlassen könnten, die Wiedereröffnung der Gesandtschaft noch etwas herauszuschieben, so wäre es für mich natürlich wertvoll, wenn Sie mich unverzüglich und auf raschestem Wege über diese Gründe und die weiteren Absichten in diesem Zusammenhang unterrichten wollten.

In Anbetracht der insbesondere auch durch die Übernahme der viele Schwierigkeiten verursachenden Wahrung der deutschen und italienischen Interessen bedingten Notwendigkeit des Verkehrs mit den griechischen Amtsstellen habe ich es für angezeigt gehalten, dem Generaldirektor des Aussenministeriums schon jetzt einen allerdings mehr offiziösen Charakter tragenden Besuch zu

machen und den Wunsch zum Ausdruck zu bringen, die griechischen Behörden möchten mich bis zum Erhalt weiterer Instruktionen meiner Regierung als Chef der hiesigen schweizerischen Vertretung anerkennen und mir bei der Durchführung meiner Aufgaben ihre Unterstützung leihen. Der Empfang durch den genannten Beamten war ausgesprochen freundlich und er zeigte volles Verständnis für meine Wünsche. Für die allernächste Zeit muss kaum mit Schwierigkeiten gerechnet werden, doch hoffen die griechischen Amtsstellen die Situation bald geklärt zu sehen. Im beiderseitigen Einverständnis wurde vereinbart, dass ich einstweilen von offiziellen Besuchen bei dem auch das Aussenministerium leitenden Regierungschef Papandreou sowie dem Unterstaatssekretär für Auswärtiges absehe. Es ist jedoch selbstverständlich, dass es für die Wahrung unserer Interessen von Nutzen wäre, wenn durch baldige Klärung der Stellung unserer hiesigen Vertretung auch der Kontakt mit den höchsten Regierungsstellen ermöglicht werden könnte.

Indem ich Ihren Nachrichten mit grossem Interesse entgegensehe, darf ich Sie, sehr geehrter Herr Vizepräsident, bitten, die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung und Ergebenheit genehmigen zu wollen.

[...]

P.S. Le fait de ne pas avoir pu remettre mon courrier à M. de Glutz, Chef de la délégation du C.I.C.R. en Grèce[3], qui partait ce matin par avion pour la Suisse, me permet de vous donner en toute hâte quelques détails sur un entretien que j'ai eu ce matin avec M. Triantaphyllacos, Chef du Protocole, qui a été en poste à Berne avant la guerre pendant plusieurs années. Mon interlocuteur m'a confirmé les informations que m'avait données le Directeur général des Affaires Etrangères: le Ministère va me reconnaître provisoirement comme représentant de la Suisse en attendant une solution définitive qu'il espère prochaine. Il ne voit pas d'inconvénient que je traite directement avec le Ministère, malgré le fait qu'en général les Consuls n'ont pas ce droit. M. Triantaphyllacos m'a révélé que le Ministère tenait, en principe, à ce que les Chefs de poste restés à Athènes pendant la période d'occupation soient remplacés; il a cependant souligné que le Ministère ne s'opposerait pas à ce que je reste ici puisqu'il y a seulement quatre mois que je suis arrivé et que j'ai eu un poste dans un pays allié pendant deux ans.

Le Chef du Protocole s'est enfin intéressé à la question de savoir si la Suisse continuerait à avoir un Chargé d'Affaires à Athènes ou si elle enverrait un Ministre. Je n'ai pas cru pouvoir donner une réponse définitive à cette question, mais j'ai exprimé l'opinion strictement personnelle que mon Gouvernement considérait Athènes comme un poste important et qu'il y a assez de chances qu'il se décide à nommer un Ministre. Mon interlocuteur a alors ajouté que la solution d'avant-guerre, c'est-à-dire d'avoir un Ministre résidant à Bucarest, ne plairait guère au Gouvernement hellénique.

Si la Suisse accréditait un nouveau Ministre en Grèce, celui-ci devrait se rendre à Londres pour présenter ses lettres de créances à S.M. le Roi des

---

3. *Sur l'aide humanitaire à la Grèce, cf.* E 2001 (D) 2/177, E 2001 (D) 3/529 *et* E 2001 (D) 1968/74/18.

Hellènes[4]. Une exception à ce principe ne pourrait être faite que pour les Représentants des pays très éloignés tel que la Turquie par exemple[5].

4. *Georges II.*

5. *Lors de sa séance du 9 janvier 1945, le Conseil fédéral nomme Pierre Bonna Ministre de Suisse en Grèce et donne son agrément à la désignation de Constantin Psaroudas comme Ministre de Grèce à Berne* (E 1004.1 1/453).

Sur cette nomination, cf. la notice de Pilet-Golaz du 4 janvier 1945 (E 4001 (C) 1/81/12/9).

288

E 1004.1 1/451

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 10 novembre 1944[1]

1948. Demission des Herrn Bundesrat Pilet-Golaz

Präsidentschaft. Mündlich

Herr Bundesrat Etter, der den abwesenden Bundespräsidenten, Herrn Stampfli, als Vorsitzenden vertritt, gibt Kenntnis vom Demissionsschreiben des Herrn Bundesrat Pilet-Golaz, Vizepräsident des Bundesrates, an den Präsidenten der Bundesversammlung, Herrn Nationalrat Dr. Gysler. Er spricht sein tiefes Bedauern über diesen Entschluss von Herrn Bundesrat Pilet-Golaz aus. Leider ist an der Sache nichts zu ändern und es ist insbesondere nicht möglich, ihn zu einem Rückzug seines Demissionsschreibens zu veranlassen, denn die Sache ist bereits in weiten Kreisen bekannt. Herr Bundesrat Etter spricht dem heute abwesenden Herrn Pilet-Golaz jetzt schon den herzlichsten Dank des Bundesrates und des ganzen Volkes aus. Alle übrigen Mitglieder des Rates schliessen sich diesen Worten des Bedauerns und des Dankes an. Es wird hierauf folgendes Communiqué zur Verteilung an die Presse beschlossen: (siehe Beilage).

ANNEXE I

E 1004.1 1/451

Communiqué officiel du Conseil fédéral

Le Conseil fédéral a pris acte, dans sa séance de ce jour, d'une communication de M. Pilet-Golaz, conseiller fédéral et chef du département politique fédéral, selon laquelle il a fait parvenir le 7 de ce mois à M. Paul Gysler, président du Conseil national, à l'intention de l'Assemblée fédé-

1. *Absents: Pilet-Golaz et Stampfli.*

rale (chambres réunies), sa lettre de démission de membre du Conseil fédéral. M. le conseiller fédéral Pilet-Golaz avait déjà pris cette décision avant la séance du Conseil fédéral du 7 novembre, mais en demandant d'en retarder la communication pour ne pas anticiper en quelque sorte la discussion sur les rapports entre la Suisse et la Russie. Le Conseil fédéral prend acte, avec le plus grand regret, de cette démission et de la déclaration faite par M. le conseiller fédéral Pilet-Golaz de ne pouvoir revenir sur sa décision. Le Conseil fédéral s'empresse, dès maintenant, de remercier cordialement le chef du département politique fédéral de la façon consciencieuse dont il s'est acquitté de sa lourde tâche.

La lettre de démission de M. le conseiller fédéral Pilet-Golaz est ainsi conçue:

Monsieur le Président,

La négociation pour renouer les relations diplomatiques entre la Russie et la Suisse, que je désirais depuis longtemps mener à bonne fin, n'a pas abouti cette fois.

Les circonstances montreront sans beaucoup tarder quelles sont les causes véritables et profondes du refus soviétiste.

En attendant, il convient d'éviter qu'il ne compromette la cohésion et l'union intérieures, indispensables dans les années très difficiles qui s'annoncent.

J'ai toujours pensé et plusieurs fois dit que, pour nous, le ministre des affaires étrangères de guerre ne devait ni ne pouvait être celui de l'après-guerre. La situation nouvelle exige des forces fraîches et intactes. Ma décision était prise et je n'anticipe ici que quelques semaines.

C'est pourquoi j'ai l'honneur de vous adresser ma démission pour la date qu'il plaira à l'Assemblée de fixer.

Avec tous ses membres, je souhaite ardemment que notre petite et chère Patrie puisse sauvegarder son indépendance et sa liberté dans l'avenir comme dans le passé.

ANNEXE II

E 2001 (D) 9/4

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna, au Ministre de Suisse à Washington, C. Bruggmann

Copie d'expédition
T Berne, 10 novembre 1944, 19 h. 40

Numéro 926. Confirmons notre 925[2]. Comme le relève communiqué Conseil fédéral refus URSS poursuivre négociations survint après plusieurs sondages positifs et conversation 7 septembre qui ne faisait nullement prévoir le dénouement. Publication 4 novembre fit grande impression en Suisse. Presse bourgeoise et socialiste est unanime sauf naturellement communisants à repousser reproche formulé par URSS et à déplorer en s'indignant méthode inusitée que main tendue ait été repoussée. Prévoyant toutefois que divers milieux rendraient Département responsable échec et pour éviter que cohésion et union intérieure soient compromises Conseiller fédéral Pilet-Golaz décida 7 novembre déjà prendre sa retraite Conseiller fédéral pour date à fixer par Assemblée fédérale de manière à supprimer toute discussion intestine. Cette décision rendue publique aujourd'hui ne l'empêchera pas poursuivre comme précédemment ses efforts tant qu'il sera à la tête Département.

2. *Non reproduit.*

289

E 4800 (A) 1967/111/154

Notice de la Division de Police du Département de Justice et Police[1]

Copie
No Bern, 10. November 1944

Betrifft Konferenz vom 11. November 1944, 10.00 Uhr, im Sitzungszimmer 36, II. Stock, Schweizerische Nationalbank.

Meine Erkundigungen bei Herrn Legationsrat Dr. Kohli haben ergeben, dass Herr Generaldirektor Dr. P. Rossy zu der Konferenz vom 11. November 1944 eingeladen hat. Herr Inspektor Wyss von der Schweizerischen Volksbank in Bern gibt mir telefonisch folgende Auskünfte über die voraussichtlichen Traktanden an der erwähnten Konferenz:

Herr William John Sullivan von der britischen Gesandtschaft in Bern, sowie Herr Daniel J. Reagan, Attaché bei der amerikanischen Gesandtschaft in Bern hätten in letzter Zeit die Tätigkeit der Schweizerischen Volksbank in Bern bei der Verwaltung der Flüchtlingsvermögen beanstandet. Der Volksbank seien folgende Vorwürfe gemacht worden:

1) dass sie überhaupt ausländische Noten von Flüchtlingen in Schweizergeld umgewechselt habe;

2) dass sie die Umwechslung der ausländischen Noten, oft zu für die Flüchtlinge unvorteilhaften Kursen gemacht habe;

3) dass sie für ihre Tätigkeit bei der Verwaltung der Flüchtlingsvermögen hohe Spesen erhoben habe.

Die amerikanischen und britischen Vertreter würden offenbar befürchten, dass in der nächsten Zeit auch Faschisten und Nazionalsozialisten als Flüchtlinge in die Schweiz kommen und dann deren in die Schweiz mitgebrachten Noten durch die Schweizerische Volksbank in Bern auch umgewechselt würden.

Von der französischen Vertretung in der Schweiz sei der Volksbank ferner mitgeteilt worden, dass sich viele Kollaborationisten aus Frankreich nach Norditalien geflüchtet hätten, unter Mitnahme erheblicher Beträge in französischen Noten. Deshalb wünsche wahrscheinlich auch Frankreich, dass die Volksbank den Handel mit ausländischen Noten ganz einstelle oder möglichst stark einschränke.

Herr Sullivan von der britischen Gesandtschaft hat bei der Schweizerischen Volksbank in Bern durchblicken lassen, dass die Volksbank wegen ihrer Tätigkeit bei der Verwaltung der Flüchtlingsvermögen auf die schwarze Liste gesetzt werden könnte.

An der Konferenz vom 11. November 1944 wird also voraussichtlich das Problem der Dollarkonversion für Flüchtlinge nicht behandelt. Zur Behand-

---

1. *Rédigée par H. Meyer pour le Chef du Département, Ed. von Steiger. Cf. aussi N° 284.*

lung dieses Problems wäre bei der Schweizerischen Nationalbank Herr Generaldirektor Hirs zuständig. Ferner müsste jedenfalls ein Vertreter des eidgenössischen Finanzdepartements zugezogen werden, da auch dieses im kleinen Komitee, das über die Übernahme von Sperrdollars durch den Bund zu entscheiden hat, vertreten ist[2].

2. *Cf. aussi* E 2001 (D) 3/275 *et* E 2001 (E) 2/559.

290

E 5795/341

Le Général H. Guisan au Directeur du «Journal de Genève», R. Payot

Copie
L Personnel-Confidentiel — Quartier Général de l'Armée, 11 novembre 1944

Comme vous le savez, les engagements que j'ai pris pour ces prochains jours m'empêcheront, à mon très vif regret, de vous recevoir avant votre départ.

Je charge donc le Lt. Colonel Barbey de vous remettre la note ci-jointe[1] et de vous exposer de ma part, avant votre voyage, ce qui est susceptible de nous intéresser et de nous servir.

Je vous remercie d'avance et serai très heureux de vous accueillir et de vous entendre à votre retour si vous voulez bien accepter de venir prendre un repas à mon Quartier Général.

1. *Cette notice a le contenu suivant:*

1.– Le Général Guisan regrette que l'observance d'une stricte neutralité l'empêche de prendre contact, personnellement, avec le Général de Lattre de Tassigny à la frontière franco-suisse.

2.– Le Général Guisan serait très heureux qu'une mission suisse pût être accréditée auprès de l'armée française afin de recueillir ses expériences dans la phase actuelle de la guerre. Cette mission pourrait revêtir la forme d'un ou de plusieurs voyages sur le front. Elle serait composée de manière à éviter au commandement toute arrière-pensée d'indiscrétion. Au cas où ce vœu serait accueilli favorablement, il conviendrait qu'une invitation fût adressée au Commandant en chef de l'Armée suisse par la voie officielle.

3.– Le Général Guisan remercie vivement le Général Béthouart de la note qu'il a bien voulu lui communiquer par l'entremise de M. J.A. Jaeger *[Cf. ci-dessus N° 283]*. Il sera tenu compte des suggestions du Général Béthouart concernant les signes apparents permettant de situer le territoire helvétique, ainsi que pour l'évacuation éventuelle des enfants habitant la zone menacée. Au cas où le Général Béthouart aurait à adresser l'autre communication à laquelle il fait allusion, il serait bon qu'il précisât à l'avance le point de la frontière d'où cette communication serait adressée. Il y aurait lieu de choisir un poste de douane, d'où l'on procéderait:

– soit par téléphone, au N° 9.12.80;

– soit par télégramme ou par lettre, à l'adresse: «Poste de campagne 5231».

Au bas de la copie, B. Barbey a écrit: A remettre par L*[ieutenant-]* Col*[onel]* Barbey à M. Payot le lundi 13.11.44 à Genève (E 5795/341).

291

E 2300 Stockholm/14

Le Ministre de Suisse à Stockholm, P. Dinichert,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz[1]

RP N° 75
Confidentiel Stockholm, 11 novembre 1944

Un haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères vient de me rapporter une conversation qu'il a eue aujourd'hui même avec un membre de la mission soviétique. Celui-ci a donné cette explication de la réponse négative russe à l'ouverture suisse que notre pays avait toujours observé une attitude d'opposition à l'égard de Moscou et pratiqué la propagande antibolchéviste, que cela était vrai pour la Confédération comme telle aussi bien que pour certains Cantons, que récemment encore cette prise de position systématique s'était manifestée par la prétendue livraison à l'Allemagne de prisonniers ou internés russes se trouvant en Suisse. Nous ignorons, mon interlocuteur comme moi, de quoi il peut s'agir là[2]. Le Russe ayant déclaré, en résumé, qu'il fallait que cela change, le Suédois objecta que, du côté suisse, on avait précisément cherché à arranger les choses.

Le fonctionnaire suédois est d'avis que Moscou tentera d'exploiter la démission du chef du Département politique comme un succès russe, mais que ce serait une manifeste erreur de paraître donner raison aux Soviétiques. Il n'y aurait, vis-à-vis d'eux, qu'à demeurer calme et aussi peu empressé que possible.

[...][3]

---

1. *M. Pilet-Golaz a visé ce rapport le 16 novembre 1944.*
2. *Annotation de M. Pilet-Golaz dans la marge:* Qu'en est-il?
3. *La suite du rapport traite des tensions entre la Suède et l'Allemagne au sujet des transports dans la Baltique. Enfin, P. Dinichert évoque le développement de la situation politique en Finlande. Cette dernière partie du rapport a été communiquée au Conseil fédéral lors de sa séance du 17 novembre, selon une annotation de M. Pilet-Golaz.*

292

E 2001 (D) 11/9

Le Chef de la Division des Intérêts étrangers de la Légation de Suisse à Budapest, C. Lutz, au Chef de la Division des Intérêts étrangers du Département politique, A. de Pury

L Budapest, 13. November 1944
Betrifft: Amerikanische Interessen in Ungarn

Zurückkommend auf Ihre Mitteilung vom 13. Oktober 1944[1], worin Sie uns den Text der amerikanischen Regierung betreffend die Judenbehandlung übermittelten und unsere Mitteilung vom 30. Oktober[2], worin wir Ihnen die Notifizierung des Inhalts an das ungarische Aussenministerium zu Handen der ungarischen Regierung meldeten, beehren wir uns, Ihnen nachstehend den Inhalt der uns heute übermittelten Antwortnote des ungarischen Aussenministeriums vom 8. November 1944 zur Kenntnis zu bringen.

«Unter Bezugnahme auf die geschätzte Verbalnote – N° 401 s/b. vom 28. Oktober 1944 – betreffend eine Mitteilung der amerikanischen Regierung bezüglich der jüdischen Arbeitslager in Ungarn beehrt sich das Kgl. Ung. Ministerium des Äussern der schweizerischen Gesandtschaft folgendes mitzuteilen:

Im Laufe der Kriegsanstrengungen Ungarns wird eine totale Mobilmachung durchgeführt, in deren Rahmen auch die jüdischen Arbeitskräfte in Anspruch genommen werden. Die Konzentrierung der arbeitsfähigen Juden in Arbeitslagern ist nicht diskriminativ, weil auf Grund des einschlägigen Gesetzes vom Jahre 1939 alle arbeitsfähigen Personen, ohne Unterschied von Rasse, Volkszugehörigkeit und Religion und ohne Rücksicht auf die Jahreszeit für Zwecke des militärischen Arbeitsdienstes in militärischer Disziplin in Anspruch genommen werden können. Die Konzentrierung von Juden in Arbeitslagern im Rahmen der Kriegsanstrengung kann nicht als «Straflager» betrachtet werden und die Konzentrierung bedeutet also überhaupt nicht ihre Vernichtung. Die ungarische Regierung hat sich übrigens gegenüber dem Herrn Delegierten des Internationalen Roten Kreuzes[3] – ebenso wie auch die deutsche Reichsregierung bezüglich der im Kriegsarbeitseinsatz in Deutschland befindlichen ungarischen Juden – bereit erklärt, eine Besichtigung dieser Lager und eine Betreuung der eingesetzten Juden in geeigneter Form und nach Massgabe der Arbeitserfordernisse zuzulassen.

Die Lösung der Judenfrage in Ungarn erfolgt ausschliesslich unter Berücksichtigung der Interessen der ungarischen Nation. Drohungen ausländischer Staaten gleich in welcher Form vermögen an diesem Grundsatz nichts zu ändern und müssen nachdrücklichst zurückgewiesen werden.

---

1. *Non reproduite.*
2. *Non reproduite.*
3. *Cf. ci-dessous, N° 299.*

Die jüdischen Arbeitskräfte bilden einen Teil der Arbeitskräfte des ungarischen Staates und sie werden im Rahmen der ungarischen Kriegsanstrengungen in einer der ungarischen Regierung geeignet erscheinenden Form nutzbar gemacht.

Die ungarische Regierung beabsichtigt im übrigen, die Juden gerecht und human zu behandeln. Die diesbezüglichen Massnahmen werden jedoch ausschliesslich von der Haltung der Juden selbst und von dem Umstande abhängig sein, ob weiterhin feindliche Terrorangriffe auf die ungarische Zivilbevölkerung erfolgen, die geeignet sind, die Judengegnerschaft der ungarischen Bevölkerung zu verschärfen. Der allgemeine Lebensstandard der Juden wird schliesslich nicht niedriger sein als der Lebensstandard der arbeitenden Massen.

Im Zusammenhang mit den von ausländischen Missionen in Budapest an ungarische Juden zur Ermöglichung der Auswanderung nach dem neutralen Ausland oder nach Palästina ausgestellten Pässen, Schutzpässen, provisorischen Pässen, Einwanderungszertifikaten, Visumszusagen usw. erklärt die ungarische Regierung erneut, dass sie nach Massgabe der seinerzeit getroffenen Vereinbarungen und unter der Voraussetzung des Ausschlusses von Missbrauchen nach wie vor bereit ist, diese anzuerkennen und den in Betracht kommenden Juden im Rahmen der seinerzeit von der deutschen Reichsregierung zugesagten und neuerdings bestätigten Sichtvermerkskontingente zur Durchreise durch deutsches Gebiet die Ausreise zu ermöglichen, falls dies ein normaler diplomatischer Verkehr mit den betreffenden Staaten es ermöglicht.

Budapest, den 8. November 1944.»

Die darin zugesicherte humane Behandlung besteht darin, dass die Männer bis zu 60 Jahren, die Frauen bis zu 40 Jahren aus den Judenhäusern abgeholt, in der Umgebung von Budapest in Ziegeleien auf offenen Plätzen konzentriert und dann Richtung Györ (Raab) und Deutschland in Marsch gesetzt werden. Verfügungswidrig werden aber auch ältere Frauen mitgeschleppt. Nach zuverlässigen Quellen soll eine tägliche Marschleistung von 30 km verlangt werden. Es sind bereits lange Marschkolonnen auf der Wienerstrasse in Bewegung. Die Ausfälle sollen bis zu 25% betragen. Zurückgebliebene werden auf Camions geladen, Kranke und Marschuntüchtige kommen aber wahrscheinlich auf der Strecke ums Leben. Es soll vorgekommen sein, dass einzelne Gruppen nach ihrer Konzentrierung und auf dem Marsch die ganze Nacht im Freien zubringen mussten, was bei der gegenwärtigen kalten Jahreszeit für den Gesundheitszustand der Betroffenen die nachteiligsten Folgen hat.

Was die in der Note zugesicherte Erlaubnis zur Auswanderung nach dem neutralen Ausland oder nach Palästina anbetrifft, beehren wir uns, auf den Passus «falls dies ein normaler diplomatischer Verkehr mit den betreffenden Staaten es ermöglicht» hinzuweisen. Es scheint, dass die Szálasi-Regierung die Frage der Auswanderung als Druckmittel gegenüber den neutralen Staaten verwenden will, um ihre diplomatische Anerkennung zu erzwingen. Wir dürfen annehmen, dass Sie diese Stellungnahme auch dem Eidgenössischen Politischen Departement zur Kenntnis bringen werden[4].

4. *Le 21 octobre, le Département politique adresse le télégramme suivant à la Légation de*

Suisse à Washington: Haben unsere Gesandtschaft Budapest schon vor Umschwung vom 15. Oktober beauftragt alles in ihren Kräften Stehende zu tun, um Wiederaufleben Judenverfolgungen zu verhindern und Verfolgten beizustehen. Da jetzige Machthaber Budapest nur als de facto Regierung zu betrachten sind heute der Interventionsmöglichkeit unserer Gesandtschaft noch engere Grenzen gezogen. Asylgewährung an fremde Juden in Gesandtschaft, wie sie angeblich von Schweden praktiziert wird wovon wir aber bisher nicht die geringste authentische Nachricht erhielten, würde unseres Erachtens so grosse Gefährdung unserer primären legitimen Interessen in Ungarn bedeuten, dass wir sie nicht in Betracht ziehen könnten. Wegen Lage Juden in Slowakei bitten wir unsern Generalkonsul in Bratislava zu prüfen, ob er nützlich tätig werden könnte. Amtliche Schritte in Berlin wegen Lagern Auschwitz und Birkenau können als keinen Erfolg versprechend von uns nicht erwogen werden, haben aber Frölicher beauftragt, sich nach Möglichkeit für andere deportierte ungarische Juden in Deutschland zu verwenden. Dies alles zu Eurer vertraulichen Unterrichtung, da nach unser Überzeugung jede voreilige Publizität an sich geringe Erfolgsaussichten noch mehr vermindern müsste (E 2001 (D) 3/172).

Le 21 octobre à 8 h. 45, le Département politique reçoit le télégramme suivant (expédié la veille à 9 h. 05 par la Légation de Suisse à Budapest): Nuntius als Doyen wünscht um Namen der neutralen Missionen Protestnote an deutsche Gesandtschaft zu richten gegen neueinsetzende Judenverfolgungen. Soll ich mitunterzeichnen. Bitte dringdrahtet.

Le 21 octobre, à 22 h. 25, le Département politique répond par le télégramme suivant: Falls ortsansässiges diplomatisches Corps mit Grundsätzen von Recht und Menschlichkeit unvereinbare Handlungen feststellt, könnt Euch den durch Umstände gebotenen Schritten Eurer Kollegen anschliessen. Wollet aber dabei Bundesrat aus dem Spiel lassen, zumal Beziehungen mit neuen ungarischen Machthabern als nur de facto bestehen gelten müssen (E 2001 (D) 3/172).

Cf. la lettre du Consul M. Graessli du 26 octobre 1944 sur les Juifs en Slovaquie (E 2001 (D) 3/174) *et du 30 novembre 1944* (E 4800 (A) 1967/111/322).

293

E 2300 Budapest/4

Le Ministre de Suisse à Budapest[1] *au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna*[2]

L Budapest, 13. November 1944

Wie ich erfahre, ist die Stellung des Aussenministers Baron Gabriel Kemény als erschüttert anzusehen infolge der Differenzen zwischen ihm und der Partei. Als Nachfolger wird der jetzige Kabinettschef Zoltan von Bagossy genannt, der eine Zeitlang Leibgardist des Negus von Abessinien gewesen ist. Bagossy gehört übrigens zu den drei «wilden Leuten» im Aussenministerium. Die zwei andern «Wilden» sind der Stellvertreter des Ministers Andreanszky und der frühere Stockholmer Militärattaché Vöcsköndy, der jetzt als Generalsekretär tätig ist und als Gesandter nach Stockholm gehen soll, wenn er ein Agrement bekommt. Andreanszky ist früher Oberstleutnant gewesen und soll ein blinder

1. *La lettre est signée:* i.A. Kilchmann.
2. *Annotation de Pilet-Golaz en tête du document:* En circulation 17.11.44.

Parteifanatiker sein. Der Besuch des Nuntius vom 11.d.M. bei dem Aussenminister galt neben dem Schicksal der mit Schutzpässen versehenen Juden einem interessanten Zweck: der Nuntius machte nämlich den Vorschlag, dass Budapest und Esztergom, der Sitz des Fürstprimas, zu offenen Städten erklärt werden sollen. Der Aussenminister was für diesen Plan, aber die andern Mitglieder der Regierung sollen dagegen opponiert haben; da auch die Deutschen dagegen sind, hat der Plan wenig Aussicht auf Verwirklichung.

Nach einer zuverlässigen Information soll der gesamte Goldbestand der Ungarischen Nationalbank samt dem Devisenvorrat und den Goldvorräten der Banken nach Dresden gebracht worden sein.

Über das Schicksal der verschleppten Juden erfahre ich, dass ein Teil davon bereits in Ortschaften um Komarom herum angekommen ist, wohin die Leute in Fussmärschen geschafft worden seien.

Über die Frontlage (12.d.M.) erfahre ich, dass die Russen von Apatin bis Mohacs in einer Breite von 70 km die Donau überschritten haben und in forciertem Tempo gegen Pécs (Fünfkirchen) vordringen. Da in diesem Abschnitt nur wenig deutsche Truppen stehen und die Ungarn nicht kämpfen, schreiten die Russen rasch vor. Nach zuverlässigen Meldungen hält der Kommandant des Fünfkirchener Armeekorps, General von Oszlanyi, zu Horthy.

Um Budapest ist die Lage im grossen und ganzen wenig verändert. Die Russen stehen noch immer vor Soroksar, Pestszentimra, ferner bei Vecsesm, welche Ortschaft sich wieder in ihren Händen befindet und bei Pécel, also in einem Viertelkreis von ca. 20 km von Budapest. Immer mehr Zeichen deuten darauf hin, dass die Russen keinen Frontalangriff gegen Budapest vornehmen wollen, vielmehr bestrebt sind, sich mittels einer doppelten Umfassung der Stadt zu bemächtigen, indem sie die Deutschen zur Räumung zwingen wollen. An neuen deutschen Verstärkungen sind zwei Divisionen eingelangt. Die deutschen Kommandostellen haben sich bei dem ungarischen Generalstab bitter darüber beschwert, dass die ungarischen Truppen sehr geringe Kampflust zeigen[3].

---

3. *Le 14 novembre à 16 h. 38, la Légation de Suisse à Budapest expédie le télégramme suivant au Département politique (qui le reçoit le 15 novembre à 17 h. 10):* Nummer 423. Unterredung Aussenminister Kemény ergab, dass entgegen anders lautenden Informationen aus Aussenministerium und Parteikreisen seitens Regierung keine Massnahmen gegen Budapest bleibende neutrale Gesandtschaften geplant. Allerdings erwartet Regierung, dass bei Verlegung Amtssitz Gesandtschaften ebenfalls dislozieren, andernfalls sie ihrem ungewissen Schicksal überlassen werden müssten. Möglichkeit Verbleibens Budapest sei theoretisch vorhanden solange Regierung auf ungarischem Boden, jedoch prinzipiell unvereinbar mit diplomatischen Gepflogenheiten. Einstellung Regierung sei insbesondere gegen Schweiz betont freundlich in Erwartung Stellungnahme schweizerischer Regierung auf Grund Berichterstattung Gesandten Jaegers. Allfällige Besetzung Berner Gesandtschaft sei durchaus im Einklang mit schweizerischer Mentalität geplant (E 2300 Budapest/4). *Pilet-Golaz a lu ce télégramme le 16 novembre et l'a communiqué le lendemain au Conseil fédéral. Cf. aussi* E 2001 (D) 3/65.

294

E 4800 (A) 1967/111/206

Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef de la Division de Police
du Département de Justice et Police, H. Rothmund

L Persönlich und vertraulich Berlin, 15. November 1944

Lieber Herr Rothmund,

Vielen Dank für Ihr persönliches Schreiben vom 3. November[1], das mir erwünschte Aufschlüsse bezüglich der vom Departement erhaltenen Instruktionen gegeben hat.

Wie Sie wissen, bin ich bisher nur beauftragt worden, mich für die verbleibenden ungarischen Juden im Lager von Bergen-Belsen zu verwenden, und für den Transit von 8000 ungarischen Juden.

Beide Angelegenheiten habe ich beim Staatssekretär von Steengracht anhängig gemacht. Der Staatssekretär hat sich nicht ablehnend verhalten, sondern Prüfung und Antwort versprochen. Ob der Umschwung in Ungarn die Aussichten unserer Gesuche in Frage stellt, nachdem nun dort die Pfeilkreuzler am Ruder sind, kann ich nicht beurteilen. Entscheidend dürfte sein, ob der jetzt offenbar verstärkte Einfluss Himmlers einen günstigeren Kurs für die Juden erwarten lässt.

Bisher hat sich das Auswärtige Amt zu meinen Demarchen noch nicht geäussert. Wir wissen aber, dass beide Angelegenheiten in Behandlung sind und stehen mit den behandelnden Herren in Verbindung, um zu wissen, was geht und um unser Interesse zu unterstreichen. Ich hoffe also, bald eine Antwort der Reichsregierung zu bekommen.

Auch der portugiesische Gesandte ist dieser Tage beim Staatssekretär vorstellig geworden wegen der Ausreise von ungarischen Juden, die von der portugiesischen Vertretung in Budapest portugiesische Schutzpässe erhalten haben. Auch die schwedische Gesandtschaft in Budapest soll übrigens schwedische Schutzpässe verteilt haben. Der Staatssekretär hat sich zwar der Demarche meines portugiesischen Kollegen gegenüber ablehnend verhalten mit der Begründung, dass die Erteilung von Schutzpässen an Ausländer der portugiesischen Regierung kein Recht gebe, für diese Personen zu intervenieren. Aber der portugiesische Gesandte hat von seiner Regierung die Weisung «d'aller jusqu'au bout». Da die Ausreise dieser ungarischen Juden offenbar nur über die Schweiz erfolgen kann, sind wir auch an dieser Sache interessiert. Der portugiesische Gesandte konnte mir nicht sagen, um wieviel Personen es sich handle; ich werde mit ihm aber in Verbindung bleiben und Ihnen sofort berichten, falls etwas Positives aus diesen Bestrebungen herauskommt und wir mit der Möglichkeit rechnen müssen, dass wir diese Opfer vorübergehend bei uns aufnehmen müssen. Vielleicht weiss die portugiesische Gesandtschaft in Bern etwas davon; jedenfalls sollte sie es wissen, wenn man uns den Transit zumutet.

1. *Cf. N° 281.*

Mit allgemeinen Demarchen wegen der Behandlung der Juden bin ich bisher nicht beauftragt worden. Sie sind auch nicht zu empfehlen, nicht nur, weil sie keinen Erfolg versprechen, sondern weil sie nur unsere begrenzteren Bemühungen in Frage stellen können. In der grundsätzlichen Frage ist das Auswärtige Amt machtlos, da es sich nicht um eine Sache des Wollens oder des Mutes handelt, sondern des politischen Kurses und des Einflusses. Es wäre auch zwecklos, einen Misserfolg Herrn Steengracht persönlich entgelten zu lassen und mutatis mutandis nach dem Grundsatz zu handeln «Haust du meinen Juden, hau ich deinen Juden». Das Entgegenkommen, das Sie Frau Steengracht zeigen, ist für unsere Beziehungen zum Auswärtigen Amt äusserst wertvoll und sichert uns dort in allen Fragen Unterstützung, wo wirklich etwas erreicht werden kann. Für die Wahrung der schweizerischen Interessen und die Stellung meiner Gesandtschaft wäre es geradezu abträglich, wenn man den Staatssekretär wegen dieses Entgegenkommens verärgern oder gar blosstellen würde. Ich kann Sie versichern, dass wir Ihr Entgegenkommen voll für die schweizerischen Interessen auswerten. Da wir es bei Steengracht um einen Gentleman zu tun haben, genügt ein stillschweigendes Gentleman agreement. Ein ausdrückliches «do ut des» oder gar die Anbringung von Drohungen würde alles in Brüche gehen lassen.

Indem ich hoffe, Ihnen bald einen günstigen Bescheid geben zu können bin ich mit freundschaftlichen Grüssen. *[...]*

P.S. In der Zwischenzeit habe ich auch das pro memoria von Saly Mayer erhalten. Man muss schon zwischen den Zeilen lesen um zu verstehen, was eigentlich zwischen Oberstleutnant Becher und den andern Herren in St. Gallen gesprochen wurde. Offenbar ist es noch nicht klar, ob die 20 Millionen Fr. Waren für die Juden oder für die SS bestimmt sind und um was für Waren es sich handelt und ob überhaupt bei diesen Besprechungen etwas Positives herausgekommen ist. Das Politische Departement schreibt mir, gemäss memoria werde Becher sich mit mir in Verbindung setzen; aber darüber steht nichts in dem pro memoria und Becher hat sich auch nicht an mich gewandt. Das einzig Positive, das ich den Besprechungen entnehmen kann, ist, dass Himmler die Juden in Bergen-Belsen in die Schweiz lassen will, was nach unseren Informationen auch richtig zu sein scheint und ich hoffe daher, bald eine entsprechende Antwort zu bekommen.

Bezüglich der 8000 Juden mit palästinischen Pässen hat sich gezeigt, dass die Schutzmachtabteilung meiner Gesandtschaft auf Weisung der Abteilung Fremde Interessen sich schon seit langem mit dem Austausch von 2000 ungarischen Juden mit Palästinapässen befasst, ohne bisher die Sache ins reine bringen zu können. Von der Delegation des Internationalen Roten Kreuzes in Wannsee, die ja einen Delegierten (Dr. Schirmer) nach Budapest entsandt hatte, wissen wir, dass sie sich um 45 000 Juden dieser Kategorie bemüht. Im Auswärtigen Amt ist man bei dieser etwas konfusen Lage im unklaren, wie die Sache weiter zu behandeln ist und wir haben daher in Aussicht genommen, mit einem Vertreter der Schutzmacht und der Rotkreuzdelegation die Sache im Auswärtigen Amt gemeinsam zu besprechen. So hoffen wir, Ordnung in diesen Wirrwarr zu bringen.

ANNEXE

E 4800 (A) 1967/111/206

Le Chef de la Division de Police du Département de Justice et Police, H. Rothmund, au Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher

Copie
L Persönlich und vertraulich Bern, 20. November 1944

Mein lieber Herr Frölicher,

Ich erhalte soeben Ihr Schreiben vom 15. November und verdanke Ihnen Ihre Mitteilungen über die ungarischen Juden.

Ich möchte sofort feststellen, dass ich selbstverständlich mit meinen Zeilen vom 3. November nicht habe anregen wollen, Frau Steengracht irgendwelche Schwierigkeiten zu machen. Ich hatte mir nur gedacht, es könne nichts schaden, wenn der Herr Staatssekretär wisse, dass die gleiche schweizerische Behörde, die seiner Frau ein grosses Entgegenkommen zeigt, auch hinter der Demarche, die zugunsten der Einstellung der Deportationen der Juden gemacht wird, steht.

Ich bedaure übrigens, dass Sie Ihre Demarche auf die ungarischen Juden in Bergen-Belsen beschränkt haben. Der Sinn meiner Intervention ging selbstverständlich auf eine Demarche allgemeiner Art. Das Politische Departement hat denn auch in seinem Schreiben vom 20. Oktober[2], letzter Absatz, von einer solchen gesprochen. Ich weiss von meinem Berliner Aufenthalt im Oktober 1942[3] her, dass es nicht sehr einfach ist, das Thema der Judenverfolgungen anzuschneiden. Nach allem was ich bisher aber von den verschiedensten Seiten auch neuerdings wieder gehört habe, und was Sie in Ihrem Schreiben übrigens auch antönen, scheint in der Umgebung Herrn Himmlers aber eine Strömung zu sein nach der Seite der Vernunft. Da kann es doch sicherlich nichts schaden, wenn wir ebenfalls auftreten. Es kann uns aber auf der andern Seite von sehr grossem Nutzen sein.

Ich habe nur sehr wenig Zeit und muss mich deshalb für heute auf diese paar Bemerkungen beschränken. Ich hoffe sehr, Sie werden noch Gelegenheit haben, etwas deutlicher mit Herrn von Steengracht zu sprechen.

Mit freundschaftlichen Grüssen.

---

2. *Cf. N° 263.*
3. *Sur le séjour de H. Rothmund à Berlin du 12 octobre au 6 novembre 1942, cf. son rapport de janvier 1943* (E 4300 (B) 1969/78/1).
   Cf. aussi sa notice des 23/31 mars 1943 (E 2001 (D) 3/303).

295

E 2809 1/5

Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher, au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz[1]

L
Persönlich Berlin, 20. November 1944

Es sind nun über 8 Tage her, dass ich bei einem Besuch bei Staatssekretär Steengracht vernommen habe, dass Sie im Zusammenhang mit der russischen

---

1. *Annotation de M. Pilet-Golaz en haut du document:* 23.11.44.

Antwort Ihren Rücktritt erklärt hätten[2]. Sie können sich denken, dass mich diese Nachricht überraschte und dass ich mit grösstem Bedauern von ihr Kenntnis nahm.

Herr Steengracht teilte dieses Bedauern und ich möchte beifügen, dass er keineswegs Einwendungen erhob, dass wir uns bemühten, unsere Beziehungen mit Russland zu normalisieren. Er fragte mich nur, ob es richtig sei, dass Deutschland zur Zeit des deutsch-russischen Bündnisses eine Art Druck auf die Schweiz ausgeübt habe, die Beziehungen mit Russland aufzunehmen. Ich antwortete, dass mir davon nichts bekannt sei und dass ich es, wenn es richtig wäre, doch wissen müsste. Ich erinnere mich nur an ein persönliches Gespräch mit Minister Koecher aus jener Zeit, bei dem ich selbst meiner Meinung Ausdruck gegeben hatte, dass vielleicht jetzt der Moment gekommen wäre, um die Beziehungen mit Russland aufzunehmen. Die Reaktion Koecher's liess aber den Schluss zu, dass er bezüglich solcher Bestrebungen Bedenken hatte. – Aber auch sonst ist man in deutschen offiziellen Kreisen hier offenbar der Ansicht, dass die Frage unserer Beziehungen zu Russland eine schweizerische Angelegenheit sei, in die sich die Deutsche Regierung nicht einzumischen habe.

Wie ich ferner höre, bedauert man auch im Führerhauptquartier Ihren Rücktritt lebhaft. Wohl kennt man dort Ihre Einstellung zum Nationalsozialismus und Ihre Ansicht, was ein Sieg Deutschlands für unser Land zur Folge gehabt hätte. Aber in der veränderten Kriegslage weiss man heute die gerade Linie der schweizerischen Neutralitätspolitik zu schätzen. Man weiss auch, dass Sie sich immer für diese Neutralitätspolitik eingesetzt haben und bedauert den Weggang des Aussenministers, dessen Persönlichkeit eine erhöhte Garantie für die Fortsetzung dieser Politik war.

Ich kann mir denken, dass es schwerwiegende persönliche Gründe gewesen sind, die Sie zu Ihrem Entschluss veranlassten und dass Sie auch dem Lande unerfreuliche und abträgliche Diskussionen ersparen wollten. Aber auch so bleibt doch so vieles übrig, weshalb man Ihren Abschied aus der obersten Landesbehörde aufs tiefste bedauern muss. Ein Mitglied der Berliner Kolonie hat das Ergebnis der folgenden Erwägungen, allerdings in lapidarer Form, zum Ausdruck gebracht wenn er sagt, dass er jetzt überhaupt nichts mehr verstehe.

Wie der Herr Bundespräsident erklärt hat, hat auch nach der russischen Antwort die Schweiz keinen Anlass, die Grundsätze ihrer Aussenpolitik zu ändern. Sicherlich hat unser Land aber auch ein Interesse, diesen Grundsatz der Kontinuität in personeller Hinsicht zu unterstreichen und es ist immer nachteilig, wenn aus irgendwelchen Gründen davon eine Ausnahme gemacht werden muss.

Der Misserfolg unserer Bemühungen bezüglich Russland wird von meinen hiesigen neutralen Kollegen nicht als sehr schwerwiegend betrachtet. Es wird da die Meinung vertreten, dass es Russland hauptsächlich darauf ankam, seine jetzige Machtstellung zu betonen. Wir hatten uns bisher, namentlich mit den öffentlichen Diskussionen in Presse und Parlament, so benommen, als ob es bloss auf uns ankäme, ob die Beziehungen mit Russland aufgenommen werden können oder nicht. Mit ruhigem Blut und geschickter Diplomatie glaubt man

2. *Cf. N° 288.*

in diesen Kreisen, dass es uns möglich sein werde, mit der Zeit die Sache wieder in Ordnung zu bringen. Auch ich teile diesen Optimismus und finde es bedauerlich, dass die ungehobelte russische Antwort, mit der allerdings früheres zurückbezahlt wird, noch gewissermassen mit der Demission des Aussenministers honoriert wird. Es ist ja auch abwegig, den Misserfolg dieser Bemühungen dem Leiter des Politischen Departements zuschreiben zu wollen. Als Sie das Politische Departement übernahmen, wurde mit Russland das Handelsabkommen abgeschlossen und Sie haben die erste Gelegenheit, wo wir nicht mehr vom russlandfeindlichen Ausland umschlossen waren, benützt, um diese Beziehungen wieder aufzunehmen und zu normalisieren. Was vorher verpasst wurde, kann man Ihnen selbstverständlich nicht ankreiden.

Vor allem aber erscheint Ihr Weggang ungerechtfertigt, weil Sie gerade jetzt auf die grössten Erfolge unserer Aussenpolitik zurückblicken können. Nie war die Schweiz in grösserer Gefahr, als bei Beginn Ihres hohen Amtes als Chef des Politischen Departements[3]. Wenn wir heute unzerstörte Städte und Dörfer, eine gesunde Bevölkerung und eine intakte Wirtschaft haben, so kommt Ihnen, hochverehrter Herr Bundesrat, dabei das grösste Verdienst zu. Mit Meisterschaft haben Sie in dieser kritischen Zeit die Aussenpolitik geleitet und Sie können heute, wo der grösste Sturm vorüber ist, mit berechtigter Genugtuung auf das dem Lande Geleistete zurückblicken. Ich bin überzeugt, dass wenn das Schweizervolk wieder etwas Distanz von den Dingen des Tages genommen hat, es diese Erkenntnis teilen und Ihnen den wohlverdienten Dank abstatten wird.

Für das Vertrauen und die Hilfe, die Sie mir immer entgegengebracht haben, möchte ich Ihnen meinen tiefgefühlten Dank aussprechen. Auch meine Mitarbeiter denken und empfinden wie ich in dieser Sache und schliessen sich meinem Dank an. Einen besonderen Dank bitte ich Sie, Ihrer hochgeehrten Frau Gemahlin zu übermitteln für die Hilfe, die Sie den Unterstützungsbedürftigen meiner Kolonie hat angedeihen lassen.

Neue Aufgaben stehen der schweizerischen Aussenpolitik bevor. Die Normalisierung der Beziehungen mit Russland ist nicht die einzige wichtige. Gerade die Schwierigkeiten, denen wir bei Verfolgung dieses Zieles begegnen, müssen uns veranlassen, mit Frankreich möglichst bald ins reine zu kommen und nicht abzuwarten, bis man uns auch dort von Moskau aus die Suppe versalzt. Die Normalisierung der Beziehungen zu allen Staaten ist ja ein Erfordernis unserer Neutralitätspolitik und trotz der veränderten Machtposition in Europa dürfte noch kein Anlass bestehen, den Grundsatz der Neutralität preiszugeben, sich an einer Kriegsversicherung aktiv zu beteiligen oder die eigene Sicherheit in der Anlehnung an die Atlantikstaaten zu suchen. Mit der Zeit und im Frieden wird vielleicht doch überall die Erkenntnis kommen, dass die Neutralität der Schweiz sich wohl in ein Sicherheitssystem einfügt und dass diese Neutralität nicht nur im Interesse der Schweiz liegt, sondern auch den wohlverstandenen Interessen Europas und der Welt dient.

---

3. *Après la mort de G. Motta, M. Pilet-Golaz est devenu Chef du Département politique en mars 1940.*

296

E 2001 (D) 3/517

La Division du Commerce du Département de l'Economie publique[1] *au Chargé d'Affaires de Suisse à Paris, E. Schlatter*

Copie
L

Berne, 20 novembre 1944

Nous avons l'honneur de vous communiquer ci-après le texte d'un télégramme de la Légation de Suisse à Londres, du 14 novembre[2], au sujet de l'application des mesures de blocus aux relations entre la Suisse et la France et des problèmes que cette question soulève pour le transit suisse à travers la France:

1) Seebohm übergab uns heute Schreiben: «We confirm that we do not regard Swiss trade with France as being any longer restricted by the agreement of December 1943.»[3] Mündlich legte Seebohm Wert auf Erklärung, dass bisherige Verzögerung ausschliesslich auf Notwendigkeit zu vorgängiger Koordination mit Franzosen zurückzuführen. So sei vorerst Schaffung wirksamer Ein- und Ausfuhrkontrolle in voller Übereinstimmung mit anglo-amerikanischer Praxis punkto COI[4] sowie blacklist nötig gewesen.

2) Für Transit durch Frankreich stehe Einigung mit Shaef unter Einräumung gewisser minimaler Verbindungen bevor wobei Orientierung offenbar in erster Linie durch Franzosen erfolgen soll. Dabei sei für Warentransite franz. Visum vorgesehen.

3) MEW vernimmt, dass offenbar Besprechungen für Benützung Hafen in Sète im Gange wofür auch Prüfung in London erforderlich sein werde.

Ce télégramme appelle les observations suivantes de notre part:

ad 1) Nous interprétons la déclaration de M. Seebohm comme libérant complètement la France des entraves résultant du blocus. Nous avons télégraphié cette interprétation à Londres. Nous considérons qu'elle est d'autant plus justifiée, que la France est partie aux accords de blocus conclus en 1940[5] et qu'elle se retrouve aujourd'hui, par la libération de son territoire, dans la même situation qu'à cette date à l'égard des Nations Alliées.

Nous vous laissons le soin de faire également part de cette manière de voir au Gouvernement français.

ad 2) Nous vous prions de vouloir bien vous mettre en rapport avec les Autorités françaises, aux fins d'obtenir le plus tôt possible les précisions que la France doit donner à la Suisse, sur la base d'une entente avec le Grand Quartier Général Allié, concernant la reprise d'un trafic de transit en faveur de notre pays à travers le territoire français. Relativement au visa français auquel ce

---

1. *La lettre est signée:* i.V. de Torrenté.
2. *Non reproduit. Cf. aussi* E 2001 (E) 2/627 *et* E 7110/1973/135/25.
3. *Cf. N° 61.*
4. *Certificates of Origin and Interest. Cf. N° 358, p. 888.*
5. *Cf. DDS, vol. 13, Table méthodique: IV. 2.3. Blocus franco-britannique.*

trafic sera soumis d'après le télégramme de Londres, vous voudrez bien faire remarquer aux Autorités françaises que nous admettons que ce visa ne constitue pas un élément matériel nouveau et n'exigera pas un papier supplémentaire, mais qu'il pourra être apposé sur les documents déjà existants (certificat d'origine et d'intérêt).

Nous accusons réception à ce propos et vous remercions de votre lettre du 9 novembre (S.H./XII.C.19/44)[6], par laquelle vous nous rendez compte d'un entretien que vous avez eu avec le Ministère des Affaires Etrangères, au sujet de la suspension du transit Suisse-Espagne et vice versa. En ce qui concerne le vin retenu à Lyon, le nécessaire a été immédiatement fait par l'Office central de surveillance en vue d'obtenir les engagements de non-réexportation de la part des importateurs suisses, en tant qu'ils ne figurent pas sur la liste noire (d'après les renseignements de l'Office central, une seule maison serait dans ce cas). L'Office vous fera parvenir directement ces pièces.

ad 3) La question de l'utilisation de ports français par la Suisse retient toute notre attention. Le télégramme de Londres confirme les renseignements que vous nous avez déjà donnés. Toutes informations que vous pourrez nous communiquer sur la suite des pourparlers à ce sujet entre Paris et Londres seront pour nous du plus grand intérêt, vu l'importance qu'il y aura pour la Suisse de pouvoir disposer de ports en France, après la reprise du trafic de transit.

6. *Lettre du 9 novembre (non reproduite) du Consul de Suisse, chargé des questions économiques au Consulat de Paris, W. Senger.*

297

E 2001 (D) 11/9

Le Chef de la Division des Intérêts étrangers du Département politique, A. de Pury, au Chef de la Division spéciale de la Légation de Suisse à Berlin, P.A. Feldscher

Copie
L

Berne, 21 novembre 1944

Nous avons l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 3 novembre 1944[1], par laquelle vous nous rendez compte de l'entretien au cours duquel M. Sethe vous a rendu de la part du Gouvernement allemand les notes que vous lui aviez adressées au sujet des Juifs déportés en Allemagne, notes que vous aviez fondées sur la note américaine N° 9619 du 23 septembre 1944 qu'accompagnait notre lettre du 2 octobre[2].

1. *Non reproduite.*
2. *Cf. N° 244.*

Nous regrettons que par suite de l'insistance du Gouvernement américain dans la question de la protection des titulaires de documents d'identité ibéro-américains, vous ayez été placé dans une situation embarrassante.

Nous n'avons pas manqué d'appeler un représentant de la Légation des Etats-Unis d'Amérique, afin de lui faire part du refus allemand et de lui en exposer les motifs en mettant avant tout en relief l'attitude prise par l'Office allemand des Affaires étrangères lorsqu'il conteste au Gouvernement américain le droit de s'ingérer dans une affaire que le Gouvernement allemand estime ne pas concerner la protection des citoyens des Etats-Unis et en relevant en outre que le Gouvernement allemand ne peut pas accepter le ton dans lequel le Département d'Etat s'est exprimé à ce sujet.

Nous avons ajouté que M. Sethe avait décliné de vous communiquer par écrit les raisons pour lesquelles son Gouvernement repoussait votre demande et vous rendait les notes la concernant.

Pour terminer nous avons déclaré, que nous n'estimions pas opportun de faire auprès de l'Office allemand des Affaires étrangères une démarche fondée sur les quatre points soulevés par la notice américaine N° 9901 du 31 octobre 1944, concernant la déportation des titulaires de documents d'identité ibéro-américains, précédemment internés en Slovaquie[3].

D'autre part, nous avons communiqué au Chef du Département Politique la substance de votre exposé du 3 novembre 1944.

Nous espérons qu'après les déclarations que nous avons faites au représentant de la Légation des Etats-Unis, cette dernière saura faire comprendre à son Gouvernement combien vain il serait de s'acharner à solliciter des porteurs de documents d'identité ibéro-américains, pour autant qu'il ne s'agisse pas de leur inclusion dans l'échange général de civils germano-américains.

3. *Non reproduite.*

298

E 2001 (E) 2/561

La Direction générale de la Banque nationale[1]
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

L Zürich, 21. November 1944

Betrifft: Kapitalverkehr mit Frankreich

Wir beehren uns, auf unsere Eingabe vom 12. Juli v.J.[2] zurückzukommen. Unter Hinweis auf die weittragende Bedeutung, die den schweizerischen Guthaben im Ausland für unsere gesamte Volkswirtschaft zukommt, hatten wir

1. *La lettre est signée par le Président de la Direction générale, E. Weber, et le Directeur général du Troisième Département, A. Hirs. Cf. aussi* E 2001 (E) 2/609.
2. *Non reproduit.*

uns gestattet, Ihnen die Durchführung einer umfassenden Erhebung über diese Guthaben sowie über die ihnen gegenüberstehenden schweizerischen Verpflichtungen nahezulegen, um hiedurch die Grundlage für die Verhandlungen zu gewinnen, die nach Kriegsende mit einer Reihe von Staaten über die Ordnung des gegenseitiges Zahlungsverkehrs werden geführt werden müssen. In Ihrer Antwort vom 20. Juli 1943[3] teilten Sie uns mit, Sie möchten sich vorbehalten, nach eingehender Prüfung auf unsere Darlegungen und Vorschläge zurückzukommen, doch sind wir seither in der Sache ohne weitere Nachrichten geblieben.

Inzwischen haben sich in militärischer und politischer Hinsicht Entwicklungen vollzogen, durch welche die Notwendigkeit einer Neuregelung unserer wirtschaftlichen und finanziellen Beziehungen zu gewissen Staaten erheblich näher gerückt worden sind. In besonderem Masse gilt dies für das Verhältnis der Schweiz zu Frankreich. Als eines der ersten Probleme, das hier nach Wiederaufnahme voller diplomatischer Beziehungen, wenn nicht schon vorher, zu behandeln sein wird, stellt sich die Frage einer Aufhebung der durch den Bundesratsbeschluss vom 6. Juli 1940[4] verhängten Sperre der französischen Vermögenswerte in der Schweiz. Nachdem diese Sperre seinerzeit im Zusammenhang mit der Besetzung Frankreichs verfügt worden ist, steht wohl mit Bestimmtheit zu erwarten, dass man, nachdem Frankreich nun wieder befreit worden ist, von französischer Seite ihre Aufhebung verlangen wird. Bekanntlich lag jedoch der Zweck der Sperre nicht bloss darin, die französischen Guthaben in der Schweiz vor dem Zugriff der Besetzungsmacht zu schützen, sondern es wurde, und zwar mit Recht, in den gesperrten Vermögenswerten auch ein Pfand für eine angemessene Behandlung der schweizerischen Guthaben in Frankreich erblickt. Wir hatten schon wiederholt Gelegenheit, gerade auf diese letztere Funktion der Sperre und ihre grosse Bedeutung für die schweizerische Volkswirtschaft hinzuweisen. Wenn auch genaue Angaben über den Umfang der schweizerischen Kapitalinteressen in Frankreich fehlen, so steht doch fest, dass es sich um einen Betrag handelt, der in die Hunderte von Millionen von Schweizerfranken geht, wenn nicht sogar die Miliardengrenze erreicht. Es bedarf keiner längeren Ausführungen darüber, von welcher Wichtigkeit die Erhaltung dieser Werte für die Wirtschaft unseres Landes ist. Nachdem auf den schweizerischen Auslandsguthaben in anderen Ländern schon schwere Verluste eingetreten sind und weitere Opfer angesichts der Entwicklung der Dinge mit grosser Wahrscheinlichkeit werden gebracht werden müssen, erscheint es umso dringlicher, zum mindesten da, wo uns die nötigen Mittel in die Hand gegeben sind, den Bestand des schweizerischen Vermögens im Auslande soweit möglich zu wahren, damit sich unser Land für die Aufgaben der Nachkriegszeit gerüstet findet. Von jeher bildeten die Erträgnisse der schweizerischen Kapitalanlagen im Ausland ein wesentliches Element für den Ausgleich unserer Zahlungsbilanz und werden bei den gesteigerten Importbedürfnissen nach Kriegsende hierin an Bedeutung eher noch gewinnen. Aber auch zur Mitwirkung am Wiederaufbau der kriegsgeschädigten Länder und zur erfolgrei-

3. *Non reproduit..*
4. *Cf. DDS, vol. 13, N° 336.*

chen Behauptung und Erweiterung unserer ausländischen Absatzmärkte wird die Schweiz ihrer ganzen Kapitalkraft bedürfen. Im weiteren tritt dazu das Interesse des Staates, der angesichts seiner stark gestiegenen finanziellen Bedürfnisse und seiner gewaltigen Verschuldung alles daran setzen muss, um die Substanz des schweizerischen Vermögens als Steuerobjekt und als notwendige Grundlage für die Lebenskraft unserer Wirtschaft soweit wie möglich zu erhalten.

Aus all den genannten Gründen darf nach unserer Überzeugung nichts versäumt werden, was zur Erhaltung der schweizerischen Vermögenswerte im Auslande getan werden kann. Zu den Mitteln, welche geeignet sind, den Unterhändlern unseres Landes bei der Wahrung dieser Interessen gute Dienste zu leisten, zählt namentlich auch die Sperre ausländischer Guthaben in der Schweiz. Im Hinblick auf das Ausmass der Beträge, die dabei für unser Land auf dem Spiele stehen, liesse es sich u.E. kaum verantworten, dieses Mittel aus der Hand zu geben, solange nicht hinreichende Gewähr für eine annehmbare Liquidierung oder Sicherung der schweizerischen Guthaben in den betreffenden Staaten geboten wird.

In welcher Form die gesperrten ausländischen Vermögenswerte dem Schutze der schweizerischen Interessen nutzbar gemacht werden können, wird dabei Sache eingehender Prüfung im konkreten Falle sein und von der jeweiligen Gestaltung der politischen und wirtschaftlichen Beziehungen zu dem betreffenden Staate abhängen. Nicht zuletzt werden dabei der Umfang und die Beschaffenheit der in Frage stehenden schweizerischen Guthaben einerseits und der von der Sperre erfassten ausländischen Vermögensobjekte anderseits von massgebendem Einfluss sein. Es scheint uns daher der Zeitpunkt gekommen zu sein, hierüber im Verhältnis zwischen der Schweiz und Frankreich durch eine umfassende Erhebung Klarheit zu schaffen. Je zuverlässigere Angaben unsere Unterhändler über die gegenseitigen Guthaben besitzen werden, umsoeher dürfte es möglich sein, den Wünschen der Gegenpartei nach einer Lockerung der Sperre unter gleichzeitiger Wahrung der schweizerischen Interessen entgegenzukommen und dadurch den Weg zu einer Verständigung zu finden. In der Tat wird erst eine gründliche Enquête ein zuverlässiges Bild darüber vermitteln können, welchen Umfang die schweizerischen Kapitalanlagen und Forderungen in Frankreich erreichen und welche Kategorien der gesperrten Vermögenswerte am ehesten geeignet sind, um als Pfand für die Erfüllung der schweizerischen Ansprüche zu dienen. Daneben wird die Enquête auch darüber Aufschluss geben müssen, wie die Freigabe der gesperrten Guthaben allenfalls zu staffeln ist, um unerwünschte Auswirkungen massiver Rückzüge auf unsere Währung möglichst ausschalten zu können[5]. Wir gestatten uns daher, Ihnen die Anordnung der von uns früher schon wiederholt beantragten Enquête erneut nahezulegen, wobei wir selbstverständlich gerne unsere Mitwirkung für die Vorbereitung und Durchführung der erforderlichen Massnahmen zur Verfügung stellen.

Die Bedenken, die gegen eine solche Erhebung gelegentlich schon geäussert worden sind, vermögen wir nicht zu teilen. Nachdem wir uns dazu früher schon

5. *Annotation de R. Kohli dans la marge:* open market-Politik! *Cf. N° 360, note 11.*

einlässlich geäussert haben, glauben wir, an dieser Stelle von weiteren Ausführungen absehen zu können und möchten lediglich bemerken, dass das Bankgeheimnis durch die Enquête in keiner Weise angetastet wird, da nicht die einzelnen Guthaben und Verpflichtungen, sondern nur die Gesamtsummen ermittelt werden sollen. Auch in anderer Hinsicht scheinen uns schweizerische Interessen durch die Enquête in keiner irgendwie erheblichen Weise beeinträchtigt zu werden. Wir möchten uns daher gestatten, Ihnen die Frage der Durchführung einer solchen Erhebung nochmals zur Prüfung zu empfehlen.

299

E 2001 (D) 1968/74/14

Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna

L Berlin, 23. November 1944

Ich beziehe mich auf unsern Briefwechsel[1] betreffend Ausreise ungarischer Juden nach der Schweiz und beehre mich, Ihnen mitzuteilen, dass ich zusammen mit der Abteilung für Schutzmachtangelegenheiten und der hiesigen Delegation des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz, die sich von verschiedenen Seiten alle mit dieser Angelegenheit befassten, versuchte, den Sachverhalt abzuklären.

Es ergab sich, dass die derzeitige rechtliche Lage der Budapester Juden in einer Niederschrift festgehalten ist, welche der deutsche Gesandte in Ungarn, Herr Veesenmayer, Ende Oktober Herrn Dr. Schirmer, Delegierter des Internationalen Komitees, übergab. Das Original dieses Dokumentes dürfte mittlerweile in Genf, eine Kopie davon bei der Abteilung für Fremde Interessen Ihres Departements eingetroffen sein. Dieses Dokument liegt mir im Wortlaut nicht vor, und ich möchte mich auf Grund der mündlichen Ausführungen von Herrn Dr. Schirmer dazu nicht äussern.

Dieser Niederschrift sind zahlreiche Verhandlungen, Zusagen und Aktionen vorangegangen[2]. Um nur einige zu erwähnen, sei angeführt, dass die Ungarische Regierung im Mai dieses Jahres sich verpflichtete, über 200 000 Juden aus Budapest nach dem Reich zu verschicken, gegen die Verpflichtung der Reichsregierung, 8000 Juden mit Palästina-Zertifikaten frei ausreisen zu lassen. Nach den Interventionen des Königs von Schweden[3], des Internationalen Komitees und anderer Stellen, verfügte der Reichsverweser, dass keine Juden mehr nach Deutschland verschickt werden sollen, worauf die Reichsregierung ihrerseits die Ausreise der 8000 Juden nicht gestattete. Dann zogen jüdische Kreise vor

1. *Cf. N° 263. L'orthographe des noms propres du document 299 a été corrigée.*
2. *Cf.* E 2001 (D) 1968/74/6.
3. *Gustav II.*

dem Zusammenbruch der rumänischen Front eine Aktion auf, um 2000 Juden die Ausreise nach Palästina zu gestatten, wobei sie als Gegenleistung amerikanische Lastwagen, die in der Türkei waren, der SS anboten. Durch Dazwischentreten der Amerikanischen Regierung wurde die Lieferung der Lastwagen verboten. Offenbar sind die Verhandlungen, welche Herr Becher, mit Herrn Saly Mayer, dem Vertreter des Joint Committee führt, eine Fortsetzung dieses Geschäfts[4]. Inzwischen wurde von den portugiesischen und schwedischen Vertretungen in Ungarn sogenannte Schutzpässe an gewisse Juden verteilt. Ebenso verteilte das Internationale Komitee einige hundert Schutzpässe an Juden, die in seiner Hilfsaktion mitarbeiteten. Andere Aktionen betrafen Juden, die die Erlaubnis hatten, nach Tanger reisen zu dürfen und die, zum Teil gefälschte, fremde Ausweispapiere, vornehmlich südamerikanische, besassen. Eine weitere Aktion betraf 1600 Juden, die wahrscheinlich von den Herren Mantello und Konsorten losgekauft werden wollten. Diese wurden, um sie für die Ausreise beieinander zu haben, nach Bergen-Belsen verbracht. Als die Gegenleistung für eine erste Gruppe von 318 Juden, die von Herrn Bührle von der Werkzeugmaschinenfabrik Oerlikon durch Lieferung von Werkzeugmaschinen (wie Dr. Schirmer ausführte) erbracht wurde, in Deutschland eintraf, wurden sie bekanntlich an der Schweizergrenze abgeliefert. Diese Aufzählung ist nicht vollständig. Eine Klarstellung könnte nur durch Prüfung der Akten des Internationalen Komitees und der Abteilung für Fremde Interessen erfolgen.

Zusammenfassend kann gesagt werden, dass die deutschen Behörden sich an ihre früheren Zusagen, Teile der Judenschaft Budapests ausreisen zu lassen, nicht mehr gebunden fühlen, weil die für dieses «Entgegenkommen» seitens der Ungarischen Regierung und seitens gewisser jüdischer Organisationen und Finanzgruppen in Aussicht gestellten Gegenleistungen entweder nachträglich abgelehnt oder noch nicht bindend zugesagt wurden. Alle ungarischen Juden haben somit zur Zeit keinen Anspruch auf Ausreise und die Demarchen der Gesandtschaft beim Auswärtigen Amt für die Gruppe in Bergen-Belsen und die zweite Gruppe von 8000 Juden aus Budapest haben nur moralischen Wert.

Ob es doch noch zu einer Ausreise von Juden kommt, hängt vom Gang der weitern Verhandlungen der Vertreter der verschiedenen jüdischen Organisationen ab. Für die Demarchen von Herrn Saly Mayer wird in Kreisen des Internationalen Komitees vermutet, dass sie hauptsächlich auf Zeitgewinn gehen, da die Waren, welche von der SS als «Kaufpreis» verlangt werden, wohl einer Gattung angehören, die von den Alliierten nie zur Ausfuhr nach Deutschland freigegeben werden wird.

Für den Fall, dass Sie mich beauftragen wollen, beim Auswärtigen Amt, unbekümmert um den Stand der direkten Verhandlungen zwischen der SS und den Interessierten, diese Angelegenheit vorwärts zu treiben, möchte ich anregen, dass Sie mich gleichzeitig auch über deren Lage verständigen, damit ich in voller Kenntnis aller Einzelheiten handeln kann.

Es sei noch beigefügt, dass neben allen diesen Bestrebungen noch von Baron Mauthner in Wien für die ungarische jüdische Familie Weisz und ihren Anhang sowie für einen weitern ihr nahestehenden Personenkreis ebenfalls auf eine

4. *Cf. N^os 200 et 219.*

Verständigung mit der SS hingearbeitet wird. Die seinerzeit mit der «Swissair» in Dübendorf ohne Pässe eingetroffenen Juden, deren Pässe tags darauf mit falschen Einreisevisen nachgeliefert wurden, gehören zu diesen von Baron Mauthner betreuten Leuten[5].

[...]

P.S. Heute habe ich bei Staatssekretär Steengracht noch einmal darauf hingewiesen, dass die Schweiz bereit sei, den ungarischen Juden, die noch in Bergen-Belsen sind, die Einreise zu gestatten und dass sie auch gewillt sei, andern ungarischen Juden mit ausländischen Sichtvermerken und Schutzpässen die Ausreise über die Schweiz zu erleichtern. Ich habe aber betont, dass wir eine rechtzeitige Verständigung wünschen.

ANNEXE

E 4800 (A) 1967/111/206

Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef de la Division de Police du Département de Justice et Police, H. Rothmund

L Persönlich und vertraulich Bern, 25. November 1944

Lieber Herr Rothmund,

Ihr Schreiben vom 20. dieses Monats hat sich mit meinem gekreuzt vom 23. November[6], das Ihnen Aufschluss gibt über den gegenwärtigen Stand der Angelegenheit der ungarischen Juden. Wir haben jetzt auch eine Verbindung mit dem Hauptamt der SS, sodass ich Ihnen in den nächsten Tagen noch weitere Aufschlüsse zu dem Thema geben kann.

---

5. *Le Baron Mauthner avait aussi proposé que des Hongrois puissent se réfugier en Suisse afin d'échapper aux Russes. Son exposé avait été transmis aux autorités fédérales par le Professeur C. J. Burckhardt. Afin d'y répondre, une discussion a eu lieu réunissant le 26 octobre: F. Walther, du Bureau du Délégué du Conseil fédéral aux œuvres d'entraide internationale, F. Wagnière, du Département politique et O. Düby, de la Division de Police du DJP:* Das Exposé Mauthner würde vorsehen, dass Flüchtlinge aus Ungarn, die zufolge der herannahenden Russen das Land verlassen wollen, nach der Schweiz weitergeleitet werden. In der Hauptsache dürfte es sich also um Leute handeln, die nicht Juden sind, und die vielleicht einen besondern Grund zur Angst vor den Russen haben. Das der Herr GESTAPO-Chef, Dr. Ebner von Wien, auf den Vorschlag Mauthners sein Einverständnis dazu erklärt hat, auch Juden unter diesen Flüchtlingen aufzunehmen, erweckt ein wenig den Eindruck, dass die andern Flüchtlinge damit der Schweiz schmackhafter gemacht werden sollen. Nach unserer Auffassung ist es vorerst Sache Deutschlands, die Flüchtlinge aus Ungarn, die dem Krieg und den Russen entweichen wollen, bei sich aufzunehmen. Bei einer Durchführung des Planes Mauthner würde wohl die Gefahr bestehen, dass gerade die Leute, denen wir in erster Linie helfen möchten (Ungaren, die sich gegen den herrschenden Kurs auflehnen, und Juden, die mit der Vernichtung bedroht sind), nicht in die Schweiz gelangen könnten. Wir sind daher zum Schluss gekommen, dass es angezeigt erschiene, Herrn Professor Burckhardt zu antworten, dass ein Eintreten auf den Plan Mauthner auf Grund der erhaltenen Angaben wenig zweckmässig erscheine, dass vielmehr die direkten Bemühungen der Schweiz um Durchlassung der Flüchtlinge, die wir aufnehmen möchten, weiter verfolgt werden sollten. (*Notice de O. Düby pour H. Rothmund du 27 octobre 1944,* E 4800 (A) 1967/111/206)

6. *Cf. le document principal et ci-dessus N° 294.*

Bezüglich der Behandlung von Frau Steengracht sind wir also der gleichen Meinung. Der Staatssekretär selbst weiss, dass der Rothmund der ungarischen Juden auch der Rothmund der Frau Steengracht ist. Aber ich weiss auch, dass Steengracht bezüglich der Judenbehandlung so denkt wie wir, sonst hätte ich von ihm nicht das Wort Gentleman gebraucht. Aber leider hat das Auswärtige Amt hier noch[7] weniger zu sagen als bei uns das Politische Departement.

Wie ich Ihnen schrieb, befassen wir uns zur Zeit nicht nur mit den ungarischen Juden im Lager von Bergen-Belsen, sondern auch mit den ungarischen Juden, die palästinensische Ausreisesichtvermerke haben oder denen Schutzpässe von gewissen Gesandtschaften ausgestellt worden sind. Bei der SS scheint in den Auffassungen insofern eine Wandlung eingetreten zu sein, als diese Brüder nun die Juden nicht mehr verkaufen, sondern gegen Deutsche im deutschfeindlichen Ausland oder «Deutschstämmige» austauschen wollen. Man findet offenbar, dass diese Lösung weniger anstössig sei. Der Staatssekretär war jedenfalls erstaunt, als ich ihm bei meinem letzten Besuch Andeutungen über das Verkaufsgeschäft machte. Auf alle Fälle wird man gut tun, den Faden nicht abbrechen zu lassen, damit die SS ein Interesse hat, die Juden am Leben zu erhalten. Ich werde auch sehen, ob ich die Delegation des Internationalen Roten Kreuzes unterstützen kann, dass ein Vertreter die Erlaubnis erhält, die in Betracht kommenden Judenlager zu besuchen. Bisher hat sich die SS gegenüber solchen Gesuchen immer ablehnend verhalten. Meine Schritte beim Staatssekretär, dass die Lager in Auschwitz und Birkenau von einem Rotkreuzdelegierten besucht werden dürfen, wo uns insbesondere die polnischen Häftlinge interessieren, sind bisher ohne Ergebnis geblieben.

Was nun die Frage einer allgemeinen Demarche wegen der Judenbehandlung betrifft, so frage ich mich, ob es sehr würdig ist, jetzt, wo wir vor Deutschland keine Angst mehr zu haben brauchen, diesen Schritt zu tun, weil es bei den Alliierten guten Eindruck machen würde. Wie gesagt, glaube ich auch nicht, dass ein solcher Schritt den Juden etwas nützen würde. Es ist besser, wenn wir so vorgehen wie bis anhin. Aber vielleicht haben Sie recht. Unterbreiten Sie doch die Frage dem Bundesrat. Wenn dieser der Ansicht ist, dass es für eine solche Demarche an der Zeit wäre, so werde ich mich gern eines Bessern belehren lassen. Aber der Auftrag sollte in dieser grundsätzlichen Frage vom Bundesrat ausgehen, sowohl wegen der Wirkung hier, als bei den Alliierten. Ohne Wissen und Einverständnis des Bundesrates möchte ich nicht in das Wespennest langen.

Mit freundschaftlichen Grüssen bin ich.

---

7. *Frölicher a biffé le mot* noch *et a écrit dans la marge un mot difficilement lisible:* resp. *ou* viel.

300

E 2300 Stockholm/14

Le Ministre de Suisse à Stockholm, P. Dinichert, au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

RP N° 78
Confidentiel

Stockholm, 23 novembre 1944

Le ministre de Suède à Moscou, en bref séjour à Stockholm et sachant qu'il me serait agréable de le voir, est venu me rendre visite aujourd'hui. Le connaissant beaucoup, puisqu'il a été jusqu'au printemps dernier directeur des affaires politiques au ministère, nous avons pu causer tout à fait librement.

Je lui ai posé deux questions: d'abord, si l'incident russo-suisse[1] avait fait grand bruit à Moscou, ensuite, s'il se rendait compte des véritables motifs de la manière d'agir russe.

---

1. *Cf. N^os 256 et 277.*

Il m'a été répondu que les Russes n'avaient pas parlé de l'affaire aux représentants étrangers, mais que ceux-ci s'en étaient beaucoup entretenus entre eux parce que, tout en regrettant l'échec de la tentative, ils ne pouvaient douter que les dirigeants de la politique étrangère soviétique poursuivaient, par leur attitude à l'égard de la Suisse, des fins plus étendues.

A l'avis de M. Söderblom, les hommes de Moscou avaient conçu un réel ressentiment de la persistante froideur de la Suisse, feignant de les ignorer ou de les traiter en quantité négligeable, précisément parce qu'eux-mêmes sont conscients de la position que notre pays occupe dans l'ordre international. Il vient s'y ajouter maintenant la compréhensible prétention russe de voir reconnaître, plus spécialement par les petits pays européens, les fabuleux sacrifices en sang et valeurs matérielles imposées à la Russie pour leur libération de l'emprise hégémonique de l'Allemagne.

Les Russes ont donc profité, à la manière surprenante et parfois déconcertante qui leur est propre, de l'occasion que la Suisse leur offrait si largement de manifester leur irritation fortement ressentie, quoique cachée jusqu'ici. Mon interlocuteur a insisté sur la réalité de ce sentiment et mis en garde contre l'idée qu'il ne s'agissait que d'un mouvement d'humeur tout fortuit. Lui, qui connaît assez bien les Russes par un long précédent séjour dans leur capitale, m'a déclaré qu'ils ne se laissaient jamais entraîner par des accès de colère passagère, mais prenaient toujours le temps de la réflexion. L'allusion dans la note suisse aux traditions démocratiques du pays aurait, d'autre part, incité les politiciens du Kremlin à entrer en matière sur le sujet. Car, en véritables réalistes, ils se méfieraient de tout ce qui ne leur paraît pas en relation directe avec la matière en discussion et passeraient à la riposte, ne serait-ce que par précaution.

L'avertissement retentissant donné à la Suisse que le facteur russe ne saurait dorénavant plus être ignoré devait, cela est clair, être entendu par nombre d'autres, notamment par les Etats qui se trouvent encore, comme elle, en état de rupture de relations avec la Russie bolchéviste.

Ce qui est plus réconfortant, dans la pensée très franchement exprimée par M. Söderblom, c'est qu'il se dit convaincu qu'au fond, les gouvernants russes seraient fort désireux de normaliser les rapports avec la Suisse et qu'ils s'y prêteront le moment venu. Soucieux de leur opinion publique, ils chercheront toutefois, au préalable, de lui représenter ce qui se passe et se passera en Suisse à leur manière, c'est-à-dire comme un succès remporté par leur diplomatie. Il ne faudrait pas trop se préoccuper de cette tendance, que les uns après les autres apprennent à connaître, sans s'en laisser impressionner outre mesure.

A ce propos, le ministre a constaté que, depuis l'invasion et l'étonnante campagne de France, l'appréciation russe du concours anglo-américain avait complètement changé et s'exprimait sans réticence. Par contre, les Soviétiques ne voulaient rien de l'entremise, ni de Londres, ni de Washington, pour arranger leurs affaires avec des tiers, opinion dont je vous ai déjà fait part comme m'ayant été exprimée au ministère. De là, il n'y avait naturellement pas loin pour le Suédois de représenter l'atmosphère de Stockholm comme plus favorable, d'autant plus qu'il s'y trouvait un représentant russe féminin[2], personnel-

2. *A. Kollontai.*

lement intéressée à réussir dans ses entreprises et ayant fait ses preuves, grâce aussi à certaine influence qu'elle exercerait sur le milieu moscovite.

301

E 7110/1967/32/821 / Grossbritannien/2

Le Département politique[1] *aux Légations de Suisse à Londres et à Washington*

Projet
T WA

Berne, 24 novembre 1944

Notre 937[2] Problème fut soumis dans séance commune avec Commerce et Banque Nationale à examen approfondi dont voici conclusions.

Politique monétaire suisse est fondée sur principe étalon-or lequel trouve base légale dans loi fédérale sur monnaie du 3 juin 1931[3]. Banque Nationale ne peut dès lors s'en départir de sa propre initiative. Seule modification loi pourrait autoriser Banque Nationale à se soustraire obligation acheter et vendre or à prix fixe aux banques centrales étrangères. Pareille volte-face porterait atteinte au fondement même notre politique monétaire qui doit rester au- dessus influences du moment. Cela dit rappelons que Banque Nationale chercha toujours à éviter en maintenant forte marge entre gold points que Suisse devînt marché or. Ne se dissimule pas effets défavorables des reprises or ou devises sur prix et monnaie. En effet dollars et livres correspondant à achat or à New York Londres et Ottawa pendant premier semestre 1944 ont atteint respectivement 180 et 90 mio francs augmentant d'autant circulation fiduciaire. Ces chiffres démontrent aussi répercussions qu'aurait sur nos relations financières avec pays anglo-saxons toute nouvelle politique monétaire laquelle conformément principe neutralité devrait être la même à l'égard tous les Etats.

---

1. *Ce projet est adressé à la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, avec une lettre (signée par F. Kappeler) du 24 novembre 1944:* Nous avons l'honneur de nous référer à la conférence du 17 novembre au cours de laquelle fut discuté le problème de l'acquisition par la Suisse d'or provenant des pays de l'Axe.

   Désireux de mettre au courant de la situation les Légations de Suisse à Londres et à Washington, auxquelles nous avons déjà du reste donné connaissance de l'aide-mémoire remis par M. Reagan, nous avons préparé à leur intention un projet de télégramme que nous joignons à ces lignes. Nous vous saurions gré de bien vouloir nous faire part de vos remarques éventuelles au sujet de ce télégramme que nous ne voudrions pas expédier sans vous avoir consulté au préalable.

   Par une lettre du 27 novembre, Paul Keller répond que la Division du Commerce est d'accord avec le projet, tout en proposant une modification d'une phrase *(cf. ci-dessous, annotation 5).*

2. *Non reproduit.*

3. *RO, 1931, vol. 47, pp. 613–620.*

Quant à donner assurance comme Riefler l'a demandé à Keller par lettre 14 août [4] que commerce germano-suisse se déroulera exclusivement selon principe clearing sans appoint d'or quelconque, ce serait nous engager dangereusement vu notamment carence importations en provenance outre Atlantique [5]. Du reste Gouvernements anglo-saxons doivent être pratiquement satisfaits car depuis 13 juillet plus d'achat d'or allemand par Banque Nationale. En outre craintes exprimées au sujet fuites capitaux par conversion or allemand en francs suisses pas fondées car Banque Nationale qui contrôle commerce or n'a pas observé transferts de cette nature. Enfin exportations marchandises suisses importantes vers Allemagne déjà contingentées. En résumé estimons préférable puisque ne pouvons accepter demande alliée ne pas réagir pour le moment à aide-mémoire plutôt que donner réponse qui risquerait d'être jugée peu satisfaisante et accroître encore exigences nos partenaires. Explications qui précèdent sont donc destinées votre seule information [6].

4. E 2001 (E) 2/560.

5. *P. Keller propose de remanier ainsi cette phrase:* Quant à donner assurance comme Riefler l'a demandé à Keller par lettre du 14 août que payements résultant commerce germano-suisse se feront exclusivement par voie clearing sans appoint d'or quelconque, ce serait nous engager dangereusement.

6. *Une annotation manuscrite d'E. Junod indique que ce télégramme n'a finalement pas été expédié* (*cf.* E 2001 (E) 1967/113/443).

302

E 6100 (B) 1972/96/240.2

Le Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz,
au Chef du Département des Finances et des Douanes, E. Nobs

L
Dollars

Berne, 24 novembre 1944

Votre lettre du 24 novembre [1], concernant la proposition de mon Département tendant à la mise à disposition de 15 millions de francs suisses contre de l'or libre aux Etats-Unis, m'est bien parvenue.

Je n'ai pas manqué d'en donner connaissance au Conseil fédéral.

En ce qui concerne le point 1 de vos suggestions, il me paraît tout à fait naturel et c'est bien dans ce sens que l'augmentation de l'exportation de l'horlogerie doit avoir lieu.

Quant au point 2, c'est chaque jour de chaque semaine, à chaque occasion, que nous tentons d'amener les Américains à une compréhension plus grande de nos besoins économiques et financiers. Il va de soi que le Département politique continuera ses efforts inlassablement à ce sujet.

1. *Reproduite en annexe au présent document.*

Enfin, j'ai profité de l'occasion pour mettre au courant le Conseil des bruits que vous me rapportiez concernant le transit. Je pense que mardi il se prononcera sur un projet de réponse aux notes anglaise et américaine[2]. Mais d'ores et déjà il est acquis que nous ne pouvons pas donner satisfaction pleine et entière sans manquer nettement à la neutralité et violer nos engagements internationaux.

ANNEXE

E 2001 (E) 2/645

Le Chef du Département des Finances et des Douanes, E. Nobs,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

Bern, 24. November 1944

MITBERICHT ZUM ANTRAG DES POLITISCHEN DEPARTEMENTS BETR. ERHÖHTER ÜBERNAHME VON DOLLARS

Zu Ihrer dringenden Zuschrift vom 23. November[3] betr. Erhöhung unserer Entgegennahme von Dollars haben wir die Ehre, Ihnen, nachdem wir auch mit der Nationalbank Fühlung genommen haben, wie folgt zu antworten:

1. Bezüglich des Begehrens um *Übernahme vermehrter Uhrendollars* beziehen wir folgende Stellung: Wir sind einverstanden mit der Einräumung eines ausserordentlichen Kontingentes an die Uhrenindustrie, in der Meinung aber, dass dieser Export von Uhren in gleicher Weise wie der andere kontrollierte Uhrenexport sich vollziehen soll, damit er von den schweizerischen Behörden überwacht werden kann und nicht anders vor sich geht.

2. Bezüglich der *Schutzmacht-Zahlungen* beantragen wir: Der Bundesrat möchte den dringenden Wunsch an die Amerikaner richten, uns für dieses weitere Entgegenkommen auch von ihrer Seite ein gewisses Entgegenkommen zu zeigen in der Erleichterung der Warenausfuhr an die Schweiz, da diese ständige Verflüssigung des Marktes mit schweizerischen Franken inflatorische Wirkungen zeigen muss, wenn der Frankenausgabe nicht ein höheres Kontingent von Waren-Import gegenübergestellt werden kann.

Wie dem Unterzeichneten gerüchtweise zu Ohren gekommen ist, wäre die jüngste gegen die Schweiz gerichtete Eisenbahnsperre in Frankreich darauf zurückzuführen, dass nach der Meinung der Amerikaner der schweizerische Alpentransit immer noch zu hoch sei und eine kaum erträgliche Begunstigung Deutschlands darstelle.

Ich bin nicht in der Lage, zu diesen Gerüchten Stellung zu nehmen. Da ich heute wegen der Sitzung der Alkoholkommission verhindert bin, an der Sitzung des Bundesrates teilzunehmen, äussere ich mich schriftlich und möchte Sie bitten, das Geschäft im Bundesrat zur Behandlung zu bringen und dem Bundesrat von den Bemerkungen des Finanzdepartementes Kenntnis zu geben.

---

2. *Cf. N° 307.*
3. E 7110/1973/135/31.

303

E 2001 (D) 11/8

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna, au Chef de la Division des Intérêts étrangers du Département politique, A. de Pury

L VR Bern, 25. November 1944

Wir beehren uns, Ihnen anbei die Kopie eines uns von der Telegrammzensur zugestellten Telegramms[1] zuzustellen, das Herr Mantello alias Mandl[2], Kanzler des salvadorenischen Generalkonsulats in Genf, wegen des Schutzes von ungarischen bezw. salvadorenischen Juden direkt an Herrn Vizekonsul Lutz in Budapest gesandt hat.

Wir sind einigermassen befremdet, dass eine fremde Vertretungsbehörde in der Schweiz in amtlichen Angelegenheiten unter Umgehung Ihrer Abteilung direkten Verkehr mit der Schutzmachtabteilung einer schweizerischen Gesandtschaft unterhält, glauben allerdings aus dem Wortlaut dieses Telegramms den Schluss ziehen zu müssen, dass Herr Lutz zuvor seinerseits auch direkt an Herrn Mantello geschrieben hat.

Wir dürfen Ihnen anheimstellen, in der Angelegenheit die Ihnen zweckmässig scheinenden weitern Schritte einzuleiten, und bitten Sie, Herr Minister, die Versicherung unserer ausgezeichneten Hochachtung zu genehmigen.

---

1. *Non reproduit.*
2. *A son sujet, cf.* E 2001 (E) 1/49.

ANNEXE

Le Chef de la Division des Intérêts étrangers du Département politique, A. de Pury, au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna

L RM/Qe Berne, 29 novembre 1944

Nous avons l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 25 novembre 1944 concernant la correspondance qui s'est établie à notre insu entre la Division des Intérêts étrangers de la Légation de Suisse à Budapest et le Consulat Général du Salvador à Genève, au sujet de la protection de Juifs salvadorègnes résidant en Hongrie.

Il ressort de nouveaux renseignements qui ont été communiqués à l'un de nos collaborateurs par la Légation des Etats-Unis d'Amérique à Berne que de nombreux télégrammes ont été échangés dans cette affaire entre M. Pierre Jeandin, notaire à Genève et M. Hofer, Attaché à la Légation de Suisse en Hongrie, qui fut engagé à Budapest par M. le Ministre Jaeger, en juillet 1944. Vous voudrez bien trouver ci-jointes des photocopies de ces documents.

Ainsi que vous le remarquerez, M. Lutz semble n'avoir pas été tenu au courant de ces faits avant le 16 novembre dernier, date à laquelle il fit savoir télégraphiquement à M. Jeandin qu'il ne pouvait

pas intervenir en faveur de ressortissants salvadorègnes en Hongrie sans instructions du Département.

Nous avons aussitôt télégraphié à M. Lutz en lui demandant de faire immédiatement cesser la correspondance privée que M. Hofer entretient avec les représentants du Consulat Général du Salvador à Genève[3]. M. Lutz a été chargé en outre de faire observer à M. Hofer que cette manière de procéder était absolument contraire aux règles fixées par le Département pour la transmission des requêtes concernant la représentation d'intérêts étrangers[4].

3. *La Division des Intérêts étrangers expédie un télégramme (non reproduit) chiffré à la Légation de Suisse à Budapest le 30 novembre 1944 à 17 h. 50 afin d'ordonner la cessation immédiate de cette correspondance contraire aux règles fixées par le Département politique.*

4. *Cf. les rapports de C. Lutz sur son activité adressés le 28 novembre 1944 à R. Kohli* (E 2001 (D) 3/172) *et à H. Rothmund* (E 4800 (A) 1967/111/330).

304

E 2001 (D) 11/9

Notice du Secrétaire de Légation à la Légation de Suisse à Berlin, H. Vischer[1]

Copie Berlin, 27. November 1944

Herr SS-Obergruppenführer Berger, Leiter einer Amtsgruppe im SS-Hauptamt liess mich wissen, dass der Reichsführer zur Überzeugung gelangt sei, dass ein Austausch ungarischer Juden gegen Waren wenig Aussicht auf Erfolg habe, da die Alliierten diese Güter doch schlussendlich nicht zum Export in das Reich freigeben werden. Es sei deshalb der neue Plan aufgetaucht, die ungarische Judenschaft gegen Deutsche in alliierter Hand auszutauschen, vornehmlich gegen die zahlenmässig starke deutsche Volksgruppe in Rumänien. Die Russen sollen beabsichtigen, diese Volksgruppe nach Sibirien zu verpflanzen. Die Enteignung von Grund und Boden habe bereits begonnen.

Ich machte darauf aufmerksam, dass sich die Schweiz kaum einschalten könne, da wir keine Beziehungen zu Russland unterhalten und offenbar das Gelingen eines Austausches in erster Linie vom russischen Einverständnis abhängig sei. Sollte es sich indessen darum handeln, in Ausführung eines zwischen dem Reich und Rumänien/Russland geschlossenen Abkommens den Abtransport der Juden über die Schweiz zu leiten oder gewisse Hilfsmassnahmen charitativen oder humanitären Charakters zu ergreifen, würde die Schweiz sich sicher nicht solchen Aufgaben entziehen.

1. *Notice destinée au Chef de la Division des Intérêts étrangers à la Légation de Suisse à Berlin, P.A. Feldscher, qui l'adresse à la DIE du DPF à Berne le 5 décembre 1944.*

305

E 2300 Washington/47

Le Consul général de Suisse à New York, V. Nef,
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna

Copie
L

New York, 28. November 1944

Wie Ihnen bekannt ist, publizierte die amerikanische Presse sowohl in den Nachrichtenkolonnen, als in Leitartikeln die Stellungnahme Moskaus, welche zur Weigerung der Wiederaufnahme der Beziehungen mit der Schweiz geführt hat[1]. Wenn aus der Lektüre dieser Artikel und aus Gesprächen mit verschiedenen Personen auch hervorgeht, dass die amerikanische öffentliche Meinung, welche im allgemeinen nicht pro-russisch ist, mit unserer Auffassung im Verhältnis zu Russland volles Verständnis zeigt, so ist doch nicht zu übersehen, dass die von Russland aufgetischten Behauptungen, die Schweiz sei «pro Nazi» und «pro fascistisch», ebenso die immer wieder publizierte Mitteilung, dass wir während des ganzen Krieges durch enorme Lieferungen von Kriegsmaterial nach Deutschland und auf andere Weise unserm nördlichen Nachbarn nahegestanden seien, im Gedächtnis des grossen Publikums doch gewisse Spuren zurücklassen werden, die für uns nicht günstig sind. Es ist auch nicht zu vergessen, dass einige Tausend russische Propaganda-Agenten, welche sich mit Diplomatenpässen in den USA aufhalten, das ihrige dazu beitragen dürften, um gegen uns zu agitieren. Ich bin daher der Auffassung, dass wir alles daran setzen sollten, die Sympathien der Vereinigten Staaten und zwar nicht nur einzelner Behörden allein, sondern auch im Handel, Industrie und im breiten Publikum für uns zu erhalten zu suchen. Das in gewissen Kreisen gegen uns sich bildende Vorurteil, kann sich einmal als sehr nachteilig auswirken und sollte daher nach Möglichkeit verhindert werden. Wenn es Russland gelingt durch seinen gutgeschmierten Propaganda-Apparat noch mehr gegen uns zu schüren, was sowohl durch die Presse als durch das allmächtige Radio, in Vorträgen und in Schriften geschehen könnte, werden wir das ungünstige Resultat dieser Schritte sicherlich zu verspüren bekommen.

Unter diesen Umständen glaube ich, dass die Zeit vielleicht doch gekommen ist, wo wir uns ernstlich die Frage stellen müssen, ob es nicht angebracht ist, aus unserer, durch die Kriegswirren verursachten Isolation und auferlegten Reserve hervorzutreten und Schritte zu unternehmen, um die Amerikaner mit unsern Verhältnissen besser vertraut zu machen, wobei es sich nicht nur um die Wiederaufnahme der bis Kriegsausbruch finanziell in sehr bescheidenem Mass, jedoch gut durchgeführten Aktion zugunsten der schweizerischen Hotelindustrie und der Transportanstalten handeln darf, sondern um vermehrte Betonung unserer kulturellen, wirtschaftlichen und politischen Probleme. Eine

1. *Cf. N° 288.*

derartige Tätigkeit müsste selbstverständlich in sehr diskreter Weise an die Hand genommen werden, und unter der Leitung eines mit den Verhältnissen in der Schweiz und in Amerika vertrauten Schweizers stehen. Dabei sollten in der Verbreitung des in Frage kommenden Materials vorwiegend amerikanische Kreise und nicht schweizerische verwendet werden.

Wie Sie wissen hat das hiesige Bureau der S.B.B. resp. der Schweizerischen Verkehrszentrale seit Jahrzehnten auch in dieser Richtung gearbeitet, indem es nicht nur mit der Presse, sondern auch mit den Rundspruchgesellschaften, ihren Ansagern und einflussreichen Tageschronikern und Chronologen in ständiger Verbindung steht, sondern auch eine Anzahl Vortragsreisende an der hand hat, welche für uns wirken. Ich bin der Auffassung, dass es an der Zeit ist, diese Tätigkeit, welche durch den Krieg eingeschränkt worden ist, nicht nur neu zu entfalten, sondern sie gegenüber früher erheblich auszudehnen, wobei nicht nur die schweizerische Hotellerie den Kernpunkt dieser Tätigkeit einnehmen sollte, sondern unser gesamtes Geistesleben. Ferner bin ich der Auffassung, dass infolge des baldigen Rücktrittes des Vorstehers der Agentur, Herr Dossenbach, ein Mann wie z. B. Herr Walter Bosshard, Korrespondent der N.Z.Z., der die hiesigen Verhältnisse kennt und über ausgedehnte Beziehungen verfügt, in dieser Beziehung das richtige Fingerspitzengefühl hätte, um eine diesbezügliche Tätigkeit zu entfalten.

Inbezug auf Dotierung einer solchen Tätigkeit mit den notwendigen Krediten dürfen wir nicht kleinlich sein, sondern müssen uns vergegenwärtigen, dass die geistige Landesverteidigung die militärische sekundieren sollte und dass die öffentliche Meinung eines Landes wie die Vereinigten Staaten für die Gestaltung der künftigen Verhältnisse in Europa, namentlich im Gegengewicht zu Russland, heute schon, aber besonders in der Nachkriegszeit, eine ausschlaggebende Rolle zu spielen berufen ist. Es ist gewiss denkbar, dass der Fall eintreten kann, in welchem die USA einmal die Rolle des Züngleins an der Wage zwischen Russland und England spielen könnten, wenn sie sich nicht wieder in ihre Isolation zurückziehen, sodass es meines Erachtens sehr wichtig ist, dass man in diesem grossen, einen ganzen Kontinent umfassenden Land, für uns Sympathien besitzt. Es wird daher notwendig sein, verhältnismässig grosse Mittel aufzubringen, wenn wir ein Resultat erzielen wollen. Ich kann in diesem Zusammenhang nur erwähnen, dass unsere bisherigen diesbezüglichen Aufwendungen einem Betrag von $350.— pro Jahr gleichkommen, wenn die USA als Gegenstück im gleichen Masse für ihr Land in der Schweiz werben wollten. Man kann sich daher leicht vorstellen, was man mit einer derartigen Summe in der Schweiz anfangen könnte.

Ferner bin ich der Auffassung, dass wenn wir unsere Exportindustrie in der Nachkriegszeit wieder neu entfalten wollen, wir als Grundvoraussetzung mit einer uns sympathisch gesinnten öffentlichen Meinung, namentlich der Vereinigten Staaten müssen rechnen können, was wiederum nur möglich sein wird, wenn man unsere Verhältnisse, unser Wesen, unsere Lebensauffassungen etc. kennt. Die bisher genossenen Sympathien drohen aber durch die scharfen Angriffe Russlands heute auf eine schiefe Ebene zu kommen. Wenn wir jedoch in unserer Isolation verharren wollen, so werden wir für den Export von Waren, von Kapital, von Arbeitsprodukten und Arbeitskräften u.s.w. in der Nach-

kriegszeit auf Schwierigkeiten stossen, ebenso im Anlocken von fremden Touristen. Die Ernennung von sog. Agenten der Schweizerischen Zentrale für Handelsförderung in einzelnen Städten der USA, wo bereits die Industrie genügsam vertreten ist und besonders wo Konsulate bestehen, ebenso die Schaffung von Unteragenturen der Verkehrszentrale in andern Städten als New York, ist meines Erachtens nicht die richtige Lösung, die bestenfalls nur eine Duplizierung der Arbeit und daher eine Gold- und Zeitverschwendung nach sich zu ziehen droht, die wir uns nicht leisten können. Man sollte m.E. diese Probleme von einer höhern Warte aus betrachten und die Bemühungen der Konsulate, der Agentur der Verkehrszentrale und der bereits vertretenen Firmen in allgemeiner Hinsicht durch Schaffung günstiger Voraussetzungen für unser Land und seine Produkte unterstützen. Wir können es uns einfach nicht leisten, unsere Mittel und Kräfte derart zu zersplittern. Man sollte endlich zur Einsicht kommen, dass es rationeller ist, auf das Bestehende und das sich bereits Bewährte aufzubauen, anstatt immer mit neuen Plänen kostspielige Versuche durchzuführen. Jedenfalls scheint mir die Zeit reif zu sein, diese Frage einer genauen Prüfung zu unterziehen, besonders seitdem wir durch die Angriffe von Russland, von welcher Seite wir möglicherweise noch weitere Hiebe zu gewärtigen haben werden, Gegenstand von unliebsamen Presseerörterungen geworden sind.

Zum Schlusse beehre ich mich beizufügen, dass ich diese Fragen auch mit dem Vorsteher des hiesigen Büros der Verkehrszentrale, Herrn Dossenbach, besprochen habe, der mit mir durchaus einig geht, ebenso mit zahlreichen Agenten schweizerischer Firmen.

Ich lege einige Kopien bei, in der Annahme, dass das Volkswirtschaftsdepartement, der «Vorort», die Verkehrszentrale, vielleicht auch Herr N.R. Bühler, welcher, so viel ich weiss, sich mit diesen Fragen eingehend beschäftigt hat, sich dafür interessieren werden.

306

E 5795/339

Le Général Guisan, Commandant en Chef de l'Armée suisse, au Général de Lattre de Tassigny, Commandant de la I^re^ Armée française

Copie
L

Quartier Général de l'Armée, 30 novembre 1944

Avant le début de l'offensive menée par votre Armée, le Général Béthouart, commandant le Corps opérant le long du territoire suisse, a bien voulu me donner, ainsi qu'à mes subordonnés, de précieuses assurances touchant le respect de ce territoire par les forces françaises, et m'adresser diverses suggestions visant à prévenir des incidents de frontière.

Au cours de son dernier voyage, M. René Payot s'est chargé de remercier le Général Béthouart de son attention et de ses égards.

Je tiens cependant à vous exprimer à vous, personnellement, mon Général, combien je me félicite de ce que votre commandant et vos troupes soient parvenus, malgré le tracé si capricieux de notre frontière, à éviter jusqu'ici toute méprise fâcheuse, et combien je vous sais gré des dispositions si bienveillantes dont vous témoignez ainsi envers mon pays et son armée. Voulez-vous avoir l'obligeance d'exprimer encore, de ma part, au Général Béthouart ainsi qu'aux Généraux de division que cela concerne, l'expression de ma gratitude et de celle de mes subordonnés [1].

1. *La lettre publiée ci-dessus est adressée par le Chef de l'Etat-major personnel du Général, B. Barbey, au Conseiller militaire adjoint près l'Ambassade de France à Berne, G.-H. Pourchot.*

Par le même courrier, une lettre du Général Guisan est adressée au Général Giraud:

C'est fort aimable à vous d'avoir bien voulu plaider auprès du Général Juin, puis du Général de Gaulle, la cause de la mission militaire suisse que je souhaite d'envoyer auprès de l'Armée française, afin de bénéficier des enseignements précieux que celle-ci recueille sur les champs de bataille.

La réponse favorable que vous avez l'obligeance de me transmettre me cause une très vive satisfaction. Suivant votre conseil, je m'empresse donc de prier notre Gouvernement d'adresser une demande officielle à celui du Général de Gaulle.

Je vous exprime toute ma reconnaissance, et je vous serais obligé – en attendant que le moment vienne de le faire officiellement – de vouloir bien en faire part, si vous le jugez bon, au Général de Gaulle.

307

E 2001 (D) 3/348

Le Département politique aux Légations des Etats-Unis d'Amérique et de Grande-Bretagne à Berne

AM Berne, 30 novembre 1944

Vu la grande importance que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique (de Sa Majesté Britannique) attache à la question du trafic de transit sud-nord et nord-sud à travers la Suisse, le Département politique a l'honneur de fournir à son sujet les explications qui suivent à la Légation des Etats-Unis (de Sa Majesté), indépendamment de la réponse concernant les relations commerciales germano-suisses évoquée sous chiffre 2 de l'aide-mémoire du 30 octobre 1944 [1].

Interdire d'une manière complète et absolue le transit, selon les vœux des Gouvernements alliés, n'est pas possible, comme on l'a exposé déjà le 27 septembre écoulé [2], parce que, d'une part, la Suisse, étant donnée sa situation

1. *Cf. N° 273.*
2. *Aide-mémoire du Département politique adressé à la Légation des Etats-Unis à Berne (non reproduit).*

géographique, a toujours pratiqué et doit pratiquer une politique favorable au principe de la liberté du transit, d'autre part, parce qu'elle est liée par des obligations internationales auxquelles elle ne saurait manquer.

L'article 3 de la Convention du Gothard du 13 octobre 1909, conclue par elle avec l'Italie et l'Allemagne, stipule que, sauf le cas de force majeure, elle devra «assurer l'explication du chemin de fer du Saint-Gothard contre toute interruption». Toutefois, poursuit cette disposition, la Suisse «a le droit de prendre les mesures nécessaires pour le maintien de la neutralité et pour la défense du pays».

Ce qu'il faut entendre par maintien de la neutralité est indiqué par la Convention de La Haye, du 18 octobre 1907, concernant les droits et les devoirs des puissances et des personnes neutres en cas de guerre sur terre. Son article 2 s'énonce: «Il est interdit aux belligérants de faire passer à travers le territoire d'une puissance neutre des troupes ou des convois, soit de munitions, soit d'approvisionnements.»

Son article 7 précise qu'«une puissance neutre n'est pas tenue d'empêcher l'exportation ou le transit pour le compte de l'un ou l'autre des belligérants, d'armes, de munitions et, en général, de tout ce qui peut être utile à une armée ou à une flotte».

Dès le début, la Suisse s'est montrée très sévère quant à l'application de l'article 2. Elle n'a jamais autorisé le passage, ni de troupes, ni de matériel. Mais – à la lumière des événements – elle est allée beaucoup plus loin dans son interprétation stricte. Elle a prohibé, d'une façon générale, les transports à travers le territoire suisse de toutes les marchandises directement utiles au ravitaillement d'une armée.

La Légation sait que, dans le cadre tracé ci-dessus, le Conseil fédéral s'est constamment inspiré de l'idée que l'application de la politique suisse de transit avait à prendre en considération tout changement de la situation militaire. Ce fut, notamment, le cas lorsque, l'Italie ayant changé de camp, ce pays devint lui-même un théâtre de guerre.

Tenant compte de la possibilité que certaines marchandises qui, jusqu'alors, avaient circulé en libre échange commercial entre l'Italie et l'Allemagne pourraient être expédiées à l'avenir à la suite de réquisitions des troupes d'occupation, le Conseil fédéral n'a pas hésité un instant à interdire le transit à travers le territoire suisse de pareilles marchandises. Mais, comme il est difficile de déterminer avec certitude si telle ou telle marchandise est expédiée en trafic commercial ordinaire ou si elle a fait l'objet d'une réquisition, le Conseil fédéral a exclu du transit, non seulement les objets dont l'aspect usagé pouvait donner l'impression qu'ils avaient été réquisitionnés, mais toutes les marchandises présentant une importance particulière pour la conduite de la guerre et susceptibles, de ce fait, d'être sujettes à réquisition.

Pour des considérations du même ordre, certaines marchandises qui sont aussi importantes pour les besoins de la guerre que pour ceux de la vie civile, comme le fer, les textiles, etc., ont été soumises à un contingentement de plus en plus rigoureux. La liste des marchandises exclues du transit ou contingentées, liste dressée le 24 mars 1943, a été – la Légation ne l'ignore pas – complétée à plusieurs reprises (les 30 août, 26 septembre et 23 octobre). Elle le fut encore

le 21 novembre, comme il ressort de l'annexe aux présentes[3]. Toutes ces mesures ont été arrêtées pour tenir compte du rétrécissement des territoires italiens au pouvoir des forces allemandes, d'une part, et de l'intensification de la mobilisation en Allemagne pour la guerre totale, d'autre part. Elles seront maintenues aussi longtemps que la situation l'exigera.

Dans le trafic nord-sud, le transit des carburants liquides fut complètement interdit dès le début de 1944 en tant que produits particulièrement importants pour la conduite de la guerre moderne.

Ce régime et ses développements constants ont naturellement provoqué une réduction très sensible du transit. La Légation le sait déjà par les annexes jointes à l'aide-mémoire du 27 septembre 1944[4]. En juillet, dans le trafic sud-nord, le tonnage total était 53 350, dont 7704 tonnes de denrées alimentaires diverses, 13 524 tonnes de pyrites et 20 811 tonnes de produits ferreux. En août, le tonnage descendait à 45 313, dont 4272 de denrées alimentaires, 13 838 de pyrites et 17 089 de produits ferreux. En septembre, le tonnage est de 43 814, dont 3343 de produits alimentaires, 17 255 de pyrites et 15 248 de produits ferreux. Constatant que le contingentement de certains produits ferreux avait pour conséquence une augmentation du transit d'autres catégories et des minerais, le Conseil fédéral a placé sous contingent l'ensemble. Aussi en octobre – le mois qui a précédé la remise de l'aide-mémoire du 30 dit – le trafic est-il tombé à 31 176 tonnes, dont 8110 de denrées alimentaires diverses et 14 990 de minerais et produits ferreux au total.

Le trafic nord-sud évoluait parallèlement. En juillet, le tonnage total était de 264 093 tonnes, dont 215 766 de charbon; en août, de 169 106 tonnes, dont 153 411 de charbon; en septembre, de 106 450 tonnes, dont 93 800 de charbon; enfin en octobre, de 71 598 tonnes, dont 60 249 de charbon. – Il est intéressant de relever ici que la moyenne mensuelle en 1938 est de 123 242 tonnes, dont 108 017 de charbon.

Toutes ces réductions de trafic de transit démontrent la ferme volonté de la Suisse de remplir rigoureusement ses devoirs de loyale neutralité. L'interruption complète que souhaiteraient les Gouvernements alliés, d'une part outrepasserait ses devoirs et constituerait d'autre part une violation des stipulations de la Convention du Gothard. Elle pourrait, d'ailleurs, avoir sous peu, puisque applicable à tous, conformément à l'article 9 de la Convention de La Haye, des conséquences inattendues et regrettables.

Quant aux diverses propositions concrètes de l'aide-mémoire[5] du 30 octobre 1944, elles appellent encore les observations suivantes:

b. Trafic sud-nord (Italie-Allemagne)

ad. i. Aujourd'hui encore, malgré l'intensification par l'Allemagne du recrutement de main-d'œuvre pour la guerre et la mobilisation totale, tous les produits industriels ne sont pas employés exclusivement pour la conduite des opérations. Le transit de la plus grande partie des produits auxquels on pourrait, peut-être, attribuer plus ou moins ce caractère (machines, minerais, métaux,

3. *Cf.* E 2001 (D) 3/303, 348 *à* 349.
4. *Non reproduites.*
5. *Non reproduit.*

etc.) est déjà interdit ou fortement limité. Conformément à la liste du 30 août 1944, toutes les machines sont exclues du transit. Pour les minerais de fer et les produits ferreux, le contingent mensuel, déjà ramené à 7500 tonnes par la liste du 23 octobre, a été réduit encore d'un tiers par la nouvelle liste du 21 novembre, soit 5000 tonnes. Le spath-fluor est exclu.

ad ii. Les restrictions arrêtées par les autorités fédérales frappent également dans une très large mesure les marchandises énumérées dans cette rubrique. En ce qui concerne le riz et les céréales, la liste du 23 octobre prévoit un contingent qui n'est plus que de 2500 tonnes; celle du 24 mars excluait le transit du cuir pour l'équipement militaire, ainsi que le transport de plusieurs produits du groupe des textiles; celle du 21 novembre – on le verra – les supprime complètement. La liste du 30 août, elle, interdit le transport des souliers dont la paire pèse plus de 1200 grammes, ainsi que celui du coton et de la laine. Quant aux marchandises encore admises au trafic, elles ne représentent plus un volume dont l'importance pourrait être de nature à mettre le peuple italien dans le besoin. De tout temps, en effet, l'Italie a exporté une quantité assez notable de produits alimentaires. C'est ainsi qu'en 1938, la moyenne mensuelle des denrées alimentaires de toute espèce, mais non compris les boissons, passant en transit atteignait près de 12 000 tonnes, dont un peu plus de 9000 pour les fruits et légumes. Ces denrées, plus particulièrement les fruits et légumes, ne sont pas d'une utilité particulière pour la guerre et leur exclusion du trafic ne pourrait se justifier que si leur achat s'avérait vraisemblablement la conséquence de réquisitions.

ad iii. Le contingent de produits ferreux a déjà très fortement diminué et diminuera davantage encore à partir du 1er décembre. Les quantités de fer transportées d'Allemagne en Italie ne sont pas considérables et se réduisent chaque mois. De 15 897 tonnes en juillet, elles n'étaient en octobre que de 1000 tonnes environ. C'est dire que, dans les circonstances actuelles et sous le régime en vigueur, on doit admettre que l'Allemagne n'est plus en mesure d'utiliser la capacité industrielle de l'Italie pour la transformation de métaux à l'état brut en produits terminés ou semi-ouvrés. La majeure partie des minimes transports de fer qui roulent encore d'Italie vers l'Allemagne se composent d'ailleurs de minerais et de fer brut.

c. Trafic nord-sud (Allemagne-Italie)

Les limitations apportées par la Suisse au trafic sud-nord ont été décrétées essentiellement pour éviter le transit de marchandises réquisitionnées. Ce danger n'existant pas dans le sens inverse, c'est la raison pour laquelle des mesures analogues n'ont pas été prises. Mais il va de soi, en revanche, que tout transport de matériel de guerre est également exclu du transit dans cette direction. Il en est de même pour les carburants liquides, dont le transit a été interdit – comme rappelé ci-dessus – parce qu'on pouvait admettre que ces combustibles étaient destinés avant tout à des buts militaires. Quant au charbon, en temps de paix déjà il était transporté en grande quantité d'Allemagne en Italie et répond, en hiver surtout, aux besoins impérieux de la population civile. On l'a vu, la moyenne mensuelle en 1938 était de 108 017 tonnes. En octobre 1944, le transport n'a porté que sur 60 249 tonnes.

d. Trafic dans les deux directions

L'aide-mémoire du 27 septembre dernier a fait ressortir, par comparaison avec le temps de paix, l'importance des modifications intervenues dans la composition et l'étendue des transports de la Suisse avec l'étranger. Il y est, notamment, fait allusion au trafic de la Suisse avec la Suède, qui, en 1943, a été cinq fois plus élevé qu'en 1938. Cet exemple permet d'entrevoir clairement les conséquences fatales qu'aurait eues pour la Suisse une réduction pure et simple du trafic en transit au niveau de 1938.

En fait, tout permet de penser qu'en novembre, ce transit se rapprochera assez sensiblement de ce qu'il était avant la guerre et qu'en décembre, il lui sera inférieur, puisque les nouvelles restrictions le diminueront encore de 4 à 5000 tonnes.

Quant au Lötschberg, par rapport au Gothard, il ne joue qu'un rôle interne. Son affectation normale est d'assurer le transit entre l'est de la France et le nord de l'Italie, comme le Simplon, suivi par le Frasne-Vallorbe, a été ouvert il y a tantôt quarante ans pour assurer le trafic entre la France et le nord de l'Italie. C'est pour des raisons de répartition du trafic à l'intérieur du réseau suisse qu'une partie du transit nord-sud passe par le Lötschberg, mais non pas pour doubler ou soulager le Gothard. Au surplus, tout transit est actuellement suspendu par le Simplon.

Enfin, la plus grande partie du transit nord-sud et sud-nord intéresse l'Allemagne et le nord de l'Italie beaucoup plus que l'Italie méridionale. C'est la raison pour laquelle, en pratique, on ne peut mathématiquement adapter ce transit à l'étendue par rapport aux autres territoires de la péninsule et de ses îles de ceux qui restent encore sous l'autorité allemande.

Le Conseil fédéral a toujours été et demeure résolu, dans le cadre des obligations internationales qui le lient, à tenir compte des changements de la situation militaire. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, à partir du 1er décembre, il appliquera les nouvelles restrictions déjà mentionnées et qui se trouvent consignées dans la liste ci-jointe.

ANNEXE

E 2001 (D) 3/303

La Légation de Suisse à Washington au Département politique

Copie de réception
T

Washington, 1. Dezember 1944, 21 h. 47
(*Reçu:* 2. Dezember 1944, 10 h. 45)

Nummer 910. Ihr 959. Heutige Aussprache mit Staatsdepartement ergibt, dass hier Transitproblem sehr ernst beurteilt wird. Ausfuhr von Kriegsmaterial nach Deutschland und Transit durch Schweiz zwischen Achsenstaaten werde bekanntlich als einheitliches Problem betrachtet, sodass Ausfuhrverbot für Kriegsmaterial allein nicht genüge um Alliierte zu Konzessionen zu veranlassen. Amerikanische Regierung sei sich der schweizerischen Verpflichtungen aus Neutralität und aus Gotthardvertrag bewusst und wolle uns nichts zumuten, was damit unvereinbar sei. Doch herrsche Eindruck vor, dass schweizerische Regierung hoffe, Kriegsereignisse würden Transitprobleme automatisch lösen und Schweiz sei daher einer Lösung aus eigener Kraft enthoben. Verlauf Verhandlungen Bern bestärke diesen Eindruck, was hier unangenehm berühre. Freigabe von

drei Rangierlokomotiven an Deutschland wird übel genommen. Blockadebehörden stehen unter starkem Druck militärischer Stellen, die bis jetzt gezögert hätten Gotthardlinie auf italienischem Gebiet zu zerstören, da man jahrelangen Verkehrsunterbruch dieser wichtigen Verbindung vermeiden wollte. Es müsse aber mit solchen Angriffen gerechnet werden. Abschliessend betont Staatsdepartement, dass Transitproblem zurzeit Haupthindernis einer allgemeinen wirtschaftlichen Verständigung sei, weshalb es auch im Interesse öffentlicher Meinung in Vereinigten Staaten dringend an uns appelliert realistisch zu handeln und ohne weiteren Verzug auf Note vom 30. Oktober zu antworten. Zu unserer eigenen Aufklärung bitten um Kabel ob amerikanische Mitteilung stimmt, wonach Schweiz Petroleumprodukte, Baumwolle und Chemikalien vom Transitverkehr ausgeschlossen habe. Amerikanische Stellen wollen nicht verstehen, wieso dies möglich war, wenn gleichzeitig andere Nichtkriegsmaterialien aus vertraglichen Gründen nicht verboten werden können.

308

E 2001 (D) 3/172

Le Ministre de Suisse à Budapest[1]
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna

L Budapest, 4. Dezember 1944

Unter Bezugnahme auf unser Telegramm Nr. 416[2] und Ihre telegraphische Antwort Nr. 491[3] betreffend die Frage der Kollektivdemarche der hiesigen diplomatischen Missionen neutraler Staaten zugunsten der ungarischen Juden beehre ich mich, Ihnen der Orientierung halber Kopie eines Memorandums vom 17. November a.c. zuzustellen, welches durch den apostolischen Nuntius Mgr. Angelo Rotta zusammen mit dem schwedischen Gesandten dem Aussenminister überreicht wurde.

Ich habe anlässlich der Konferenz, an welcher unter dem Vorsitz des Nuntius der schwedische Gesandte, der spanische und der portugiesische Geschäftsträger teilnahmen, gestützt auf Ihre Instruktionen erklärt, dass es mir unter den obwaltenden Umständen nicht möglich wäre, eine kollektive Note zu unterzeichnen. Auch gegen die vorgeschlagene Form der Überreichung einer gemeinsamen Verbalnote glaubte ich angesichts ihres offiziellen und verpflichtenden Charakters Stellung nehmen zu müssen. Schliesslich wurde ich dringend

1. *La lettre est signée:* i. A. Kilchmann.
2. *Non reproduit. Cf. aussi* E 4800 (A) 1967/111/322 *et* E 2001 (D) 3/65.
3. *Dans ce télégramme (expédié le 11 novembre à 21 h. 10), le Département politique répondait ainsi:* Sind grundsätzlich nicht Freund von Kollektivschritten, zumal schweizerische Beteiligung an solchen mit der Politik eines ständig neutralen Staats kaum je vereinbar. Verweisen im übrigen auf unser 449 *[du 21 octobre, cf. annotation 4 du N° 292]* und stellen Euch anheim, zu entscheiden, ob problematische Vorteile einer Unterzeichnung durch Euren ersten Mitarbeiter, die à titre personnel geschähe, etwaige Nachteile aufwöge (E 2001 (D) 3/172).

gebeten, wenigstens der Überreichung eines Memorandums zuzustimmen, um einen gemeinschaftlichen Schritt zur Rettung bedrohter Menschenleben nicht unmöglich zu machen. Auf die insistierenden Bitten der anwesenden Missionsvertreter glaubte ich letzten Endes einer solchen schriftlichen Niederlegung der Tatsachen mein Einverständnis nicht versagen zu können, zumal die Konferenz – wenn auch mit Zögern und etwelcher Verstimmung – meinem ausdrücklichen Verlangen entsprach, wonach alle diskriminierenden Vorbehalte und Vorhalte an die Regierung, welche in dem Memorandumentwurf enthalten waren, unbedingt weggelassen würden. (Es handelte sich um die Anbringung heftiger Proteste, Anspielungen auf diplomatische Beziehungen, Verhalten neutraler Vertretungen im Falle russischer Besetzung usw.). Ebenso wurde davon abgesehen, die einzelnen Gesandtschaften und die von ihnen vertretenen Regierungen in diesem Memorandum namentlich aufzuführen, wie dies im Memorandumentwurf wiederholt der Fall war.

Es darf gesagt werden, dass durch diese in abgeschwächter Form erfolgte Demarche das fruchtbare Los der verfolgten Juden und die gegen sie ergriffenen drakonischen Massnahmen in zahlreichen Fällen auf Grund behördlicher Zugeständnisse gemildert werden konnten insbesondere auch was die Deportation und die dabei zutage getretene menschenunwürdige Behandlung anbelangt. Die weitere Entwicklung hat dann allerdings diese anfänglichen Erfolge zum Teil wieder illusorisch gemacht, nicht zuletzt bedingt durch den Umstand, dass die zuständigen ungarischen Behörden und Parteiinstanzen sich veranlasst sahen, gewisse Schutzvorkehren nicht oder nur in unzulänglicher Weise zu ergreifen oder solche wieder rückgängig zu machen unter Hinweis auf die noch ausstehende Regelung normaler diplomatischer Beziehungen gewisser neutraler Länder zu Ungarn.

309

E 1004.1 1/452

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 8 décembre 1944

2155. Zahlungsverkehr mit Ungarn, Kroatien und der Slowakei

Vertraulich Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 4. Dezember 1944

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet folgendes:

«Die militärische und politische Entwicklung in den Staaten des nahen Ostens veranlasste uns seit längerer Zeit der Frage unsere besondere Aufmerksamkeit zu schenken, ob nicht gegenüber den von den militärischen Ereignissen und politischen Umwälzungen betroffenen Ländern Bulgarien, Rumänien, Ungarn, Kroatien und der Slowakei Massnahmen zum Schutze der schweizerischen Wirtschaftsinteressen in diesen Ländern getroffen werden sollten. In einer Konferenz vom 18. Oktober 1944[1], an welcher unter dem Vorsitz der

1. E 2001 (E) 2/562.

Handelsabteilung das Politische Departement, das Finanz- und Zolldepartement, die Schweizerische Nationalbank, der Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrie-Vereins, die Schweizerische Bankiervereinigung und die Schweizerische Verrechnungsstelle vertreten waren, wurde dieses Problem einer eingehenden Prüfung unterzogen. Zur Diskussion stand der Erlass einer Zahlungs- und Vermögenssperre, wie sie seit dem Jahre 1940[2] schon verschiedentlich von der Schweiz verfügt worden ist gegenüber Ländern, die für die Erfüllung der schweizerischen Export- und anderweitigen Forderungen keine genügende Gewähr mehr zu bieten vermochten.

An dieser Konferenz ergab sich die übereinstimmende Feststellung, dass gegenüber Bulgarien und Rumänien mit Rücksicht auf Sowjet-Russland schon aus politischen Gründen eine Sperre nicht in Frage kommen könne, gegenüber Ungarn, Kroatien und der Slowakei aber die von einer Sperre zu erwartenden Vorteile in keinem Verhältnis stehen würden zu den im damaligen Zeitpunkt jedenfalls zu gewärtigenden Nachteilen. Insbesondere wurde es als inopportun erachtet, durch den Erlass einer Sperre den mit den drei letztgenannten Ländern immer noch funktionierenden Waren- und Zahlungsverkehr, der besonders mit Ungarn und der Slowakei allen Hemmnissen zum Trotz noch beachtliche, für unser Land versorgungswichtige Einfuhren erwarten liess, wie auch den Zinsendienst für die Finanzforderungen gegenüber Ungarn ohne zwingende Notwendigkeit aufs Spiel zu setzen. Die Konferenz gelangte daher zu der Auffassung, dass vorderhand von Sperrmassnahmen gegenüber den genannten Ländern abgesehen werden sollte, unter Vorbehalt erneuter Prüfung der Frage, bei Änderung der Situation in wirtschaftlicher oder politischer Hinsicht.

Die Tatsache, dass inzwischen nicht unwesentliche Dispositionen über Guthaben der Staatsbanken von Ungarn, Kroatien und der Slowakei in der Schweiz erfolgten, die zum Teil ausgeführt werden mussten, zum Teil vorläufig in der Schwebe behalten werden konnten, veranlasste die Handelsabteilung, die an der Konferenz vom 18. Oktober beteiligten Stellen am 1. Dezember 1944[3] erneut zusammenzuberufen, um die Frage einer Zahlungs- und Vermögenssperre gegenüber Ungarn, Kroatien und der Slowakei nochmals und vor allem auch unter dem Gesichtspunkt der Bedeutung des Problems im Rahmen der zukünftigen allgemeinen Wirtschafts- und Aussenpolitik der Schweiz zu überprüfen.

Vom Standpunkt unseres Verhältnisses zu den betreffenden Staaten aus betrachtet, ergab sich wiederum die einhellige Auffassung, dass eine Notwendigkeit, eine Zahlungssperre zu erlassen und die in der Schweiz liegenden Guthaben zu blockieren, nicht vorliege und dass die wirtschaftliche Nützlichkeit einer solchen Massnahme bezweifelt werden müsse. Einerseits wurde festgestellt, dass der Waren- und Zahlungsverkehr mit Ungarn und der Slowakei heute noch funktioniert und dass auch in der nächsten Zukunft noch mit gewissen Einfuhren, die angesichts der Abriegelung der Zufuhren aus dem Westen besonders erwünscht wären, zu rechnen sein dürfte. Anderseits können unsere

2. *RO, 1940, II, pp. 1232-1235.*
3. *Cf.* E 7110/1967/32/900 International/1944 *et* E 2001 (E) 2/568–569.

Exportforderungen gegenüber den drei Ländern als gesichert durch die in den Clearings liegenden Mittel betrachtet werden. Nicht so verhält es sich allerdings mit den Finanzforderungen. Gegenüber der Slowakei sind diese zwar unbedeutend. Gegenüber Ungarn dagegen belaufen sie sich auf einen Kapitalbetrag von rund Fr. 400 Millionen[4]. Gegenüber Jugoslawien ergab eine im Jahr 1940 durchgeführte Enquête einen Forderungsbetrag von rund Fr. 230 Millionen[5], wofür wir uns, wenigstens anteilmässig, an Kroatien halten müssen. Nur ein kleiner Teil dieser Schuld – soweit es sich um private Forderungen handelt – konnte bis jetzt über das schweizerisch-kroatische Zahlungsabkommen liquidiert werden. Wenn wir aber diesen Forderungen die in der Schweiz liegenden ungarischen und kroatischen Guthaben und Golddepots gegenüberstellen, die nach den Feststellungen der Nationalbank für Ungarn rund Fr. 1,7 Millionen auf Girokonto und rund Fr. 13,6 Millionen in Gold, für Kroatien rund Fr. 2,4 Millionen auf Girokonto und rund Fr. 6,5 Millionen in Gold betragen, so zeigt sich, dass mit der Sperre dieser Guthaben und Depots den schweizerischen Finanzgläubigern wenig geholfen wäre, umso weniger, als der Zinsendienst aus Ungarn, dessen Aufrechterhaltung bis Ende dieses Jahres wie übrigens auch der Transfer zugunsten schweizerischer Rückwanderer ungarischerseits von der freien Verfügbarkeit der ungarischen Guthaben in der Schweiz abhängig gemacht wurde, mit der Sperre dahinfallen würde. Der Vollständigkeit halber ist beizufügen, dass die Slowakei nur Fr. 27 000.— auf Girokonto und rund Fr. 35 Millionen in Gold in der Schweiz liegen hat.

Unter den heutigen Verhältnissen ist es jedoch von ganz besonderer Bedeutung, ein Problem, wie das vorliegende, nicht nur unter dem Gesichtswinkel des bilateralen Verkehrs mit den betreffenden Staaten in der nächsten Zukunft zu betrachten, sondern dasselbe in den Rahmen unserer gesamten Beziehungen mit dem Ausland zu stellen und sich über seine Bedeutung auf weitere Sicht Rechenschaft zu geben. Die Prüfung unter diesem Gesichtspunkt führte die Konferenz vom 1. Dezember dazu, sich trotz des vorerwähnten, gegen eine Sperre sprechenden Ergebnisses einer auf den Blick nach Osten beschränkten Betrachtungsweise doch zugunsten des Erlasses der in Frage stehenden Blockierungsmassnahmen auszusprechen, ausgehend von Erwägungen höherer Ordnung, die sich aus dem Blick auf die Gesamtsituation ergeben.

Wenn wir zunächst an Frankreich denken, müssen wir uns vor Augen halten, dass wir diesem Land gegenüber im Jahre 1940 die Sperre erlassen haben, weil uns nach der Besetzung durch die Deutschen die Erfüllung der französischen Zahlungsverpflichtungen gegenüber der Schweiz gefährdet erschien[6]. Durch die Blockierung der in der Schweiz liegenden französischen Vermögenswerte wollten wir diese gewissermassen als Pfand in der Hand behalten. Sie wurden damit zugleich dem Zugriff der Besetzungsmacht entzogen, was nicht unwesentlich dazu beitrug, dass die französische Regierung sich mit der Massnahme

---

4. *Sur les créances financières suisses en Hongrie, cf.* E 7110 1967/32/900 Ungarn/4. *Cf. la notice du 19 octobre 1944 de R. Kohli à M. Pilet-Golaz* (E 2001 (E) 2/569). *Cf. aussi DDS, vol. 10, N° 170 (annexe I).*

5. *Sur les créances financières suisses en Yougoslavie, cf.* E 2001 (E) 1/373 *et* E 2001 (E) 2/568.

6. *RO, 1940, II, pp. 1232-1235. Cf. DDS, vol. 13, N° 336 (annexes I et II).*

schliesslich abgefunden hat. Heute stehen wir vor Verhandlungen mit Frankreich, die die verschiedensten Gebiete betreffen (Clearingliquidation, Transitfrage, Verhältnis zu Frankreich als Blockademacht, etc.) und die in politischer und wirtschaftlicher Beziehung von allergrösster Bedeutung sind für die Zukunft unseres Landes. Es muss damit gerechnet werden, dass bei diesen Verhandlungen Frankreich die Aufhebung der Vermögenssperre verlangen wird. Diese besteht vorderhand weiter und wird von uns wohl nicht preisgegeben werden können, solange uns nicht französischerseits in irgend einer Form die Befriedigung der durch sie gesicherten Transferansprüche gewährleistet wird. Die Frage der Vermögenssperre wird daher voraussichtlich bei den kommenden Verhandlungen mit Frankreich ein überaus heikles und nicht weniger bedeutungsvolles Diskussionsthema bilden. Unsere Position wird dabei eine wesentliche Stärkung erfahren, wenn wir uns darauf berufen können, dass wir andern Ländern gegenüber, die sich, wie das heute bei Ungarn, Kroatien und der Slowakei der Fall ist, in ähnlicher Lage, d.h. als besetzte Gebiete unter dem Einfluss einer fremden Macht befinden, die seinerzeit gegenüber Frankreich getroffene Sperrmassnahme ebenfalls zur Anwendung gebracht haben. Anderseits ist zu befürchten, dass der Verzicht auf die Sperre gegenüber den drei genannten Ländern uns in eine sehr schwierige Verhandlungsposition bringen wird.

Ähnlich verhält es sich in unserem Verhältnis zu Deutschland[7]. Je nach der Entwicklung der Verhältnisse werden wir früher oder später gezwungen sein, die Vermögenssperre auch Deutschland gegenüber in Erwägung zu ziehen. Es ist sehr wohl möglich, dass diese Frage sich schon in allernächster Zeit in imperativer Form stellen wird. Sollte uns dann ein besetztes Deutschland gegenüberstehen, so werden wir uns in einer sehr schwierigen Situation befinden, wenn wir heute gegenüber den besetzten Ländern im Osten von der Sperre absehen. Je konsequenter wir die Sperre zur Anwendung bringen, sobald in einem Land das bisher massgebende Kriterium der Gefährdung der schweizerischen Gläubigerinteressen infolge des Dominierens einer besetzten Macht gegeben ist, umso leichter wird es uns fallen, diese Massnahme jeweilen zu rechtfertigen.

Sollten die noch vorhandenen Guthaben und Golddepots der drei Länder restlos abdisponiert werden, was beim Verzicht auf die Sperre durchaus im Bereich des Möglichen liegt, so würde uns von alliierter Seite der Vorwurf, wir

---

7. *Le 8 décembre 1944, une séance réunit la «délégation permanente pour les négociations économiques» et les principaux responsables de la politique suisse quant au transit entre l'Italie et l'Allemagne. L'évolution de la situation internationale nécessite de nouvelles mesures des autorités helvétiques. A cette occasion, le Directeur du Vorort de l'USCI, H. Homberger, déclare notamment:* Herr Puhl, Vizepräsident der Deutschen Reichsbank, befindet sich seit einigen Tagen in der Schweiz. Die Deutschen befürchten offenbar eine Sperre ihrer Guthaben. *[...]* Es besteht am Montag in Zürich die Gelegenheit, in einer Besprechung mit Herrn Puhl die eventuell notwendige werdenden Massnahmen der Schweiz durchblicken zu lassen. Herr Puhl ist speziell daran interessiert, dass die Schweiz auf eventuelle Gegenmassnahmen Deutschland nicht mit einer Guthabensperre reagiert (E 2001 (E) 2/575).

En conclusion de sa lettre du 7 décembre 1944 à la DC du DEP, l'OSC souligne: Es scheint, dass deutsche offizielle Stellen versuchen, sich à tout prix Devisen oder Waren in der Schweiz zu verschaffen (E 2001 (E) 2/558).

hätten der Kapitalverschiebung zugunsten der Achsenmächte Vorschub geleistet, wahrscheinlich nicht erspart bleiben. Wir würden uns allerdings darauf berufen können, dass es sich bei den betreffenden Guthaben und Depots nicht um Fluchtkapitalien, sondern um aus dem normalen Warenverkehr entstandene Anlagen handelte, deren freie Verfügbarkeit zu unterbinden uns wohl mit Fug niemand zumuten kann. Ob es uns aber gelingen würde, damit die aus dem Verzicht auf die Sperre sich aufdrängenden Verdächtigungen zu beseitigen, dürfte fraglich sein.

Was speziell die Slowakei anbetrifft, kann man sich fragen, ob dem schweizerischen Interesse auf weite Sicht gesehen, nicht besser gedient ist, wenn der mit dem Erlass der Sperre zu gewärtigende Wegfall der gegenwärtig noch möglich erscheinenden Einfuhren in Kauf genommen wird, dafür aber dem voraussichtlich neu erstehenden tschechoslowakischen Staat eine Gold- und Devisenreserve in der Schweiz bewahrt wird.

Kurz gesagt sind es die eminent wichtigen Interessen unserer Politik gegenüber den Alliierten, die den Erlass der Sperre gegenüber den drei Ländern nahelegen, wenn nicht als unerlässlich erscheinen lassen.

Über die mit der Sperre zu gewärtigenden Nachteile hat sich die Konferenz vom 1. Dezember wie folgt Rechenschaft gegeben.

Wirtschaftlich ist zu gewärtigen, dass die Sperre das Aufhören jeden Waren- und Zahlungsverkehrs mit den drei Ländern zur Folge haben wird. In Bezug auf Kroatien ist dies wenig bedeutend, da der Verkehr mit diesem Land ohnehin praktisch still steht. Aus Ungarn, und ganz besonders aus der Slowakei, kommen immer noch nicht unwesentliche versorgungswichtige Waren, wie z. B. Zucker und Malz, in die Schweiz, deren Verlust bei der heutigen Versorgungskalamität besonders schmerzlich sein wird. Was die Finanzinteressen anbetrifft, können die Rückwirkungen der Sperre in Bezug auf Kroatien und die Slowakei als belanglos betrachtet werden. Aus Ungarn wird jedoch die Verzinsung der Anleihen verloren gehen und die schweizerischen Rückwanderer aus diesem Lande werden die heute noch bestehenden Transfermöglichkeiten verlieren.

Politisch hält das Politische Departement den Erlass der Sperre für vertretbar. Die ungarische Regierung ist vom Bundesrat nicht anerkannt worden. Dasselbe gilt für die kroatische. Immerhin wird die Sperre als unfreundlicher Akt vermerkt werden und eine Verschärfung der Situation mit sich bringen. Dies wird besonders in unserem Verhältnis zu Ungarn, wo wir eine ziemlich zahlreiche Schweizerkolonie und erhebliche wirtschaftliche Interessen besitzen, unangenehme Konsequenzen haben können. Mit einer besonders heftigen Reaktion wird in den aus dem Stadium der revolutionären Wirren bis jetzt nicht herausgekommenen Kroatien zu rechnen sein, wo unter Umständen eine Gefährdung unserer Landsleute und unserer dortigen konsularischen Vertretung an Leib und Leben nicht ausgeschlossen ist.

Vom Währungsstandpunkt aus ist die Sperre der Schweizerischen Nationalbank nicht erwünscht. Sie wird gewisse noch mögliche Einfuhren zum Erliegen bringen und steht damit zu dem währungspolitischen Erfordernis, möglichst jede Einfuhrmöglichkeit auszunutzen, in Widerspruch. Überdies bedeutet jede Erweiterung des Kreises der gesperrten Guthaben einen Einbruch in den freien

Zahlungsverkehr und damit eine weitere Erschwerung für unsere Währungspolitik in der Zukunft. Die Nationalbank betrachtet jedoch das Problem in erster Linie als eine Frage unserer Politik gegenüber den Westmächten und glaubt, ihre Bedenken den politischen Erwägungen unterordnen zu müssen, sofern diese es erfordern.

Angesichts der grossen politischen und letzten Endes auch wirtschaftlichen Tragweite, die dem Problem der Sperre im vorliegenden Falle beizumessen ist – nicht im Hinblick auf die drei betroffenen Länder, umso mehr aber aus den angeführten Erwägungen höherer Ordnung aus der Betrachtung unserer Gesamtlage – gelangte die Konferenz vom 1. Dezember nach reiflicher Abwägung zu der Auffassung, dass ungeachtet der mit der Sperre verbundenen, sicher nicht gering einzuschätzenden Nachteile, die Anordnung der Sperre doch als eine politische Notwendigkeit zu betrachten ist und früher oder später nicht zu vermeiden sein wird, wenn wir unsere Stellung bei den kommenden Auseinandersetzungen mit den Westmächten nicht kompromitieren wollen.

Was den Zeitpunkt des Inkrafttretens der Blockierung anbetrifft, wurde es als ratsam erachtet, vorläufig die Verfügung noch etwas zurückzuhalten und die weitere Entwicklung der Verhältnisse abzuwarten. Hiefür spricht, dass jeder Tag des Zuwartens uns vermehrte Klarheit bringen wird. Ferner ist eine kroatische Delegation im Anzug, mit der unter Umständen eine Lösung gefunden werden kann, welche die Sperre gegenüber diesem Land vielleicht erübrigen wird. Die der Massnahme anhaftende Problematik gebietet, sie erst in Kraft zu setzen, wenn ein weiterer Aufschub nicht mehr zu verantworten ist. Ein Zuwarten erscheint heute noch möglich, ohne zu riskieren, den geeigneten Moment zu verpassen. Dies hat jedoch zur Voraussetzung, dass wir gerüstet sind, von einem Tag zum andern die Sperre in Aktion setzen zu können. Es ist sehr wohl möglich, dass wir hiezu, sei es durch die Entwicklung der Kriegslage oder durch unabweisliche Dispositionen über die noch vorhandenen Guthaben oder aus einem andern Grunde gezwungen sein werden. Um jederzeit aktionsbereit zu sein, ist erforderlich, dass heute schon über die Sperre grundsätzlich Beschluss gefasst wird. Die Inkraftsetzung sollte jedoch dem Ermessen des Volkswirtschaftsdepartementes anheimgestellt werden, dass zu ermächtigen ist, im gegebenen Zeitpunkt im Einvernehmen mit dem Politischen Departement, dem Finanz- und Zolldepartement und der Schweizerischen Nationalbank die Sperre in Kraft zu setzen, sei es gegenüber allen drei in Frage kommenden Ländern oder aber nur gegenüber dem einen oder andern derselben.

Der Inhalt der Sperreverfügung bedarf keiner weitern Erörterung. Es handelt sich darum, die gleichen Bestimmungen, die seinerzeit gegenüber andern Ländern, wie insbesondere gegenüber Frankreich, durch den Bundesratsbeschluss vom 6. Juli 1940 über die vorläufige Regelung des Zahlungsverkehrs zwischen der Schweiz und verschiedenen Ländern und gegenüber Italien durch den Bundesratsbeschluss vom 1. Oktober 1943 über die vorläufige Regelung des Zahlungsverkehrs mit Italien[8] erlassen wurden, auf den Zahlungsverkehr mit Ungarn, Kroatien und der Slowakei zur Anwendung zu bringen. Formell

8. *RO, 1943, vol. 59, pp. 785-788.*

erscheint es angezeigt, für jedes der drei Länder einen besondern Beschluss zu fassen, wie dies durch die drei vorgelegten Entwürfe vorgesehen ist.

Wie in den frühern Fällen, wo zum Erlass der Sperre geschritten wurde, wird die Handelsabteilung, wenn einmal das Inkrafttreten feststeht, vor der Veröffentlichung der Sperrebeschlüsse die Vertretungen der betreffenden Staaten von der bevorstehenden Massnahme in Kenntnis setzen.»

Aus den vorstehenden Erwägungen beantragt das Volkswirtschaftsdepartement, im Einvernehmen mit dem Politischen Departement, dem Finanz- und Zolldepartement, der Schweizerischen Nationalbank, dem Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrie-Vereins, der Schweizerischen Bankiervereinigung und der Schweizerischen Verrechnungsstelle und der Rat

beschliesst:

1. die vorgelegten Entwürfe

a) für einen Bundesratsbeschluss über die vorläufige Regelung des Zahlungsverkehrs mit Ungarn,

b) für einen Bundesratsbeschluss über die vorläufige Regelung des Zahlungsverkehrs mit Kroatien,

c) für einen Bundesratsbeschluss über die vorläufige Regelung des Zahlungsverkehrs mit der Slowakei,

werden grundsätzlich genehmigt.

2. Das Volkswirtschaftsdepartement wird ermächtigt, das Datum der drei Beschlüsse, das Datum ihres Inkrafttretens und den Zeitpunkt ihrer Veröffentlichung, sei es gesamthaft oder für jeden einzelnen separat, festzusetzen, nach vorheriger Verständigung mit dem Politischen Departement, dem Finanz- und Zolldepartement und der Nationalbank.

3. Die drei Beschlüsse sind nach Festsetzung ihres Datums und des Datums ihres Inkrafttretens in die Amtliche Gesetzsammlung aufzunehmen, bis dahin jedoch streng vertraulich zu behandeln.

4. Die vorgelegte Pressemitteilung wird genehmigt, mit der Bestimmung jedoch, dass sie erst nach erfolgter Festsetzung des Datums des Inkrafttretens der drei Beschlüsse der Presse zu übergeben ist, mit den erforderlichen Abänderungen, falls nicht alle drei Beschlüsse, oder nicht alle gleichzeitig in Kraft gesetzt werden[9].

---

9. *C'est le 20 décembre 1944 que seront publiés les arrêtés du Conseil fédéral instituant des mesures provisoires pour le règlement des paiements avec la Hongrie, la Croatie et la Slovaquie (RO, 1944, vol. 60, pp. 828-838).*

310

E 2001 (D) 9/4

Le Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz, au Ministre de Suisse à Londres, P. Ruegger

Copie d'expédition
T

Berne, 8 décembre 1944, 19 h. 35

Numéro 1158. Pour chef de poste.

Vous remercie télégramme concernant entretiens Eden[1], Harvey et Cadogan. N'ai pas l'intention faire allusion à contacts préalables. Sais avec quelle prudence il faut agir. Préfère puisque pars prendre sur moi certaines erreurs prétendues plutôt que découvrir amis qui nous seront précieux plus tard. Pilet-Golaz[2].

---

1. *Dans un télégramme expédié le 5 décembre à 18 h. 30 et reçu à Berne le lendemain à 9 h. 35, P. Ruegger écrit notamment:*

Numéro 1149. Fus reçu aujourd'hui par Secrétaire Etat Eden. Au sujet tentative reprise avec Union soviétique, Eden exprima ses vifs regrets refus soviétique qui avait constitué une surprise pour lui. Ai discuté avec Eden opportunité mentionnée par vous dans déclaration Chambres d'une formule indiquant d'une manière générale et sans mentionner contacts pris avec milieux britanniques autorisés. Eden indiqua ne pas vouloir affaiblir vos déclarations Chambre mais prévoit en ce cas questions aux Communes sur degré encouragement donné. D'autre part cette nouvelle discussion pourrait rendre plus difficile intervention utile britannique éventuellement souhaitée plus tard en vue reprise nos relations avec Moscou. Cette indication me paraît très importante pour l'avenir des discussions. Eden partagea opinion que Suisse ayant rompu relations autrefois avait mis bons procédés de son côté par tentative reprise. *[...]* E 2001 (D) 9/4). *Cf. aussi son télégramme (non reproduit) du 5 décembre sur son entretien avec l'Ambassadeur américain à Londres, Winant.*

2. *Lors de la séance du Conseil national du 12 décembre 1944, le Chef démissionnaire du DPF, en réponse à deux interpellations parlementaires (l'une du socialiste E. Reinhard, l'autre du radical Th. Gut), expose les négociations en vue de la reprise des relations diplomatiques avec l'URSS* (E 1301 I 363, *Annexe 80, pp. 480–489 et 508–509). Ce dernier discours du Chef du DPF de 1940 à 1944 est diffusé, par une circulaire du 15 décembre, aux diplomates suisses* (*cf. notamment* E 2200 Lissabon/8/1942-1946/14).

311

E 2300 Budapest/4

Le Chef de la Division des Intérêts étrangers de la Légation de Suisse à Budapest, C. Lutz, au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz[1]

L
Situationsbericht der Abteilung
für fremde Interessen
Budapest

Budapest, 8. Dezember 1944

Ich möchte die Gelegenheit des letzten Kuriers benützen, um über die sich immer schwieriger gestaltende Tätigkeit der Abteilung für fremde Interessen zu berichten.

Bekanntlich ist dieser Abteilung seinerzeit auch die Durchführung der Auswanderung für Juden nach Palästina im Rahmen der Interessenvertretung übertragen worden, obwohl in offiziellen und unoffiziellen Kreisen der Schweiz noch immer die Meinung herrscht, dass das Internationale Rote Kreuz sich mit dieser Aktion befasse. Die britische Regierung hat uns ersucht, ca. 20000 Familien für die Auswanderung unter Schutz zu nehmen. Wir wurden ermächtigt, diesen Personen Kollektivpassbescheinigungen auszuhändigen. Die ungarische und deutsche Regierung hat sich nach langen Bemühungen bereit erklärt, 7800 Personen jüdischer Abstammung für die Auswanderung frei zu geben, für die restlichen hat sie uns jedoch das Recht abgesprochen, sie unter irgendwelchen Schutz zu nehmen. Die zur Auswanderung bestimmten Juden wurden in den letzten Wochen in ca. 25 Häusern konzentriert, die unter Schutz der Gesandtschaft stehen. Alle Juden zwischen 16–60 Jahren sind arbeitsdienstpflichtig im In- oder Auslande. Da es an Wagenmaterial fehlt, werden Letztere in langen Kolonnen nach der ca. 240 km entfernten Grenze in Marsch gesetzt, wobei ein grosser Prozentsatz am Wege erschöpft und sterbend liegen bleibt. Sie müssen meist bei Nässe und Kälte im Freien übernachten und sich auf dem mehrtägigen Marsch selbst verpflegen. Diese Zustände tragen Schuld daran, dass die jüdischen Einwohner mit allen Mitteln versuchen, in den Besitz einer schweizerischen Passbescheinigung zu gelangen, da diese vom Arbeitsdienst befreit. Dies führte notgedrungen zu Dokumentenfälschungen grossen Stils, der wir machtlos gegenüberstehen. Seit Wochen sind wir damit beschäftigt, in Konzentrationslagern, in Ziegeleien, Bahnhöfen, Fabrikgebäuden und Häusern, die mit Passbescheinigungen versehenen Juden nach falschen Papieren durchzukämmen. Unsere Tätigkeit, die nur unter starkem Polizeischutz durchgeführt werden kann, wird aber durch die Pfeilkreuzlerpartei immer wieder gestört, indem Mitglieder der Partei willkürlich in die «beschützten» Häuser eindringen, unsere Passbescheinigungen den Leuten abnehmen

1. *Annotation de Pilet-Golaz en tête du document:* En circulation, 22.12.44. *Cf. aussi* E 2001 (D) 11/9.

oder zerreissen, die Leute wegführen oder misshandeln. Die Angestellten dieser Abteilung sind denn auch beständig Provokationen seitens der Pfeilkreuzler ausgesetzt. In diesem Zusammenhang möchte ich Ihnen von einem ernsten Zwischenfall Kenntnis geben. Anlässlich einer Inspektion im St. Istvan Park wurde ich kürzlich inmitten von ca. 5000 Juden und 200 Polizisten von einem Pfeilkreuzler mit gezogenem Revolver bedroht. Es gelang mir, das Auto zu erreichen und dem Kabinettschef Bagossy, selbst ein hohes Parteimitglied, Mitteilung zu machen. Als Letzterer auf dem Platze erschien, konfrontierten ihn Pfeilkreuzler von vier Seiten mit Maschinenpistolen und entrissen ihm Revolver und Legitimationspapiere. Es dauerte längere Zeit, bis die Ruhe hergestellt werden konnte.

Ein anderer Zwischenfall ereignete sich kürzlich an einem verkehrsreichen Punkte der Stadt, als mein Dienstwagen in eine Verkehrsstockung geriet. Sofort war ich von einer krakehlenden, pfeiffenden Menschenmenge umgeben, die sich in unflätigen Ausdrücken über die Schweiz und die Gesandtschaft erging. Es fielen dabei Beschimpfungen wie «das judenbeschützende Schweizergesindel möge Budapest sofort verlassen, ansonst etc.»

Ein anderes Mal wurde ich nachts zehn Uhr von einem unbekannten Hausbesitzer dahingehend informiert, dass 300 Juden mit z.T. schweizerischen Passbescheinigungen von Pfeilkreuzlern in zwei Zimmer eingeschlossen und dem Erstickungstod entgegengingen. Ich begab mich zum Kabinettschef Bagossy, der sofort mit Maschinenpistolen bewaffnet und drei Leibwachen mich in das betreffende Haus begleitete. Wir fanden denn auch die 300 Personen in zwei Zimmern zusammengedrängt, ohne Luft und Nahrung. Einige ältere Personen waren bereits bewusstlos. Ich konnte deren Unterbringung in einer grösseren Wohnung veranlassen. Als wir am nächsten Morgen, wie mit Herrn Kabinettschef Bagossy verabredet, mit Beamten der Gesandtschaft erschienen, um die Prüfung der Papiere und die notdürftige Verpflegung vorzunehmen, war die ganze Gruppe bereits von Pfeilkreuzlern weggeführt worden.

Ferner wurde kürzlich unser zweites Ausweichquartier an der Peripherie der Stadt von Pfeilkreuzlern, meistens halbwüchsigen Burschen, nach Waffen durchsucht, natürlich ohne Grund und Ursache. Trotzdem hat sich das Aussenministerium veranlasst gesehen, mit Verbalnote mitzuteilen, die Gesandtschaft möge dazu Sorge tragen, dass aus ihrem Ausweichquartier inskünftig nicht mehr auf Mitglieder der Partei geschossen werde.

Bei dieser Gelegenheit sei auch erwähnt, dass am Tage der Machtübernahme der jetzigen Regierung zwei Dienstwagen der Abteilung auf offener Strasse von Pfeilkreuzlern entwendet wurden. Der eine Wagen wurde einige Tage später in demoliertem Zustande aufgefunden, während der andere noch immer nicht gefunden werden konnte.

Besonders schwierig ist die Aufrechterhaltung der Asylrechtbestimmungen. Seit der Einführung der Judengesetze besonders aber seit dem 15. März d.J. erhält die Interessenabteilung täglich zahlreiche Gesuche um Gewährung von Asylrecht. Schwerwiegender sind aber die Fälle, wo die Besucher sich in den Räumlichkeiten der Kanzlei zu verbergen versuchen. Es muss erwähnt werden, dass der Parteienverkehr zu bestimmten Zeiten ausserordentlich stark ist. In unseren Bureaux am Szabádsag tér beläuft er sich auf durchschnittlich 200–300

pro Tag. Die Ordnung vor den zwei Gebäuden kann nur durch starken polizeilichen Schutz, bisweilen mit berittener Polizei, aufrecht erhalten werden. Leider kommt es trotz aller Warnung immer wieder vor, dass Leute aus Furcht vor Abschleppung sich weigern, die Bureaux der Schutzmachtabteilung zu verlassen. So ereignete es sich in den Tagen um den 15. März und 15. Oktober, dass sich über 100 Leute, meistens Juden jugoslawischer und ungarischer Nationalität in den Möbellagern, Waschräumen und Stiegenhäusern der Interessenabteilung verbargen. Da sie unserer Aufforderung, das Gebäude zu verlassen, nicht nachkamen, sah ich mich leider gezwungen, die Leute mit polizeilicher Hilfe entfernen zu lassen. Diese Vorfälle wiederholen sich immer wieder mit der zunehmenden Unsicherheit für die jüdischen Bevölkerungsteile.

Da sich Juden nur während zwei Stunden frei auf der Strasse bewegen können, war es notwendig geworden, für unsere jüdischen Angestellten Quartiere im Gebäude der Abteilung für fremde Interessen zu besorgen. Die ungarische Regierung hat sich mit dieser Notlösung bei dieser und der schwedischen Gesandtschaft einverstanden erklärt. Mit dem Näherrücken der Front und der zunehmenden öffentlichen Unsicherheit wird die Tätigkeit im Interesse der fremden Staatsangehörigen immer schwieriger. Die Kanzleien mussten bisher noch nicht verlegt werden. Es könnte aber notwendig werden, falls die Stadt in die Kampfzone einbezogen werden sollte. Für diesen Fall habe ich Vorkehrungen getroffen, dass die Bureaux wie auch die Wohnquartiere des schweizerischen Personals nach dem Gebäude der früheren britischen Gesandtschaft, Verböczy utca 1, Buda (Nähe der Burg) verlegt werden können[2].

---

2. *C. Lutz adresse le 28 novembre 1944 une lettre à R. Kohli, Chef de la SCIPE du DPF: il rend compte de ses activités en vue de sauver des Juifs et ajoute:* Die umfangreichen Aufgaben machen mir Freude. Gottlob haben die Nerven bisher stand gehalten. Es gibt mir grosse Befriedigung Menschenleben retten und Not lindern zu können. Leider hat das Polit. Dept. es wiederum abgelehnt auf den wiederholten Antrag von Herrn Minister Jaeger mich endlich zum Konsul zu befördern. Ich weiss nicht welche Voraussetzungen es dazu noch brauchen könnte. Ich kann mir nicht vorstellen, dass man einem Konsularbeamten noch eine grössere Aufgabe zuweisen könnte, als die mir hier gestellt ist. Ich brauche diesen Titel in der Ausübung meiner derzeitigen schwierigen Tätigkeit unbedingt. Von der ungarischen und deutschen Regierung habe ich jede Unterstützung, nur die eigene hält damit zurück. Denn es geht nicht an, dass man einen Beamten in die Frontlinie schickt und ihm dann die benötigte Hilfe entzieht. Vorläufig werde ich den Mann stellen und mich durch nichts entmutigen lassen, denn es fehlt vielleicht nicht so sehr am guten Willen der zuständigen Behörden als der nötigen Einsicht (E 2001 (D) 3/172).

312

E 2300 Budapest/4

La Légation de Suisse à Budapest au Département politique[1]

Copie de réception
T

Budapest, 9. Dezember 1944, 11 h. 53
(*Reçu:* 10. Dezember, 11 h. 40)

Nummer 467. Aussenminister Kemeny berief Kilchmann gestern zwecks Mitteilung, dass Regierung Sonntag 10. Amtsitz von Budapest nach Sopron und Szombathely verlege. Bat sofortige Nachfolge Schweizerische Gesandtschaft. Antwort, dass unser Gesandter noch immer Bern zwecks Berichterstattung und Instruktionen und übriges Personal angewiesen bis Rückkehr Jaeger zum Schutz Kolonie Budapest bleibt. Aussenminister einwendete gegenwärtiger Zustand unhaltbar mangels Reziprozität hinsichtlich Umfang und Charakter beiderseitiger Vertretungen, Vorwurf, dass Szilagyi kein eigentlicher Vertreter und in Amtsausübung stark beschränkt, neuerlicher Hinweis auf übermittelte Liste Besetzung ungarischer Gesandtschaft Bern[2]. Nationsführer Szalasi werbe endgültig über Massnahmen gegenüber Gesandtschaft besonders auch betreffend Schutz fremder Interessen. Auswanderung 7800 Juden Palästina über Schweiz und 200 Schweizer nicht gestattet gegenüber Staat der nicht vollwertig anerkenne und betont unfreundliche illoyale Haltung gegen ungarische Regierung einnehme. Budapest sei Operationsgebiet und fremde Staatsbürger sowie Juden unerwünscht. Kilchmann stellte Einholung neuer Instruktionen in Aussicht und wird, da nach Kriegsentwicklung vorübergehender Urlaub unmöglich auf Posten bleiben zumal Lage Gesandtschaft und Kolonie sehr schwierig. Nachholen, dass Kemeny auch mangelnde Reziprozität Kurierverkehr vorwarf.

---

1. *Annotation de Pilet-Golaz en tête du document:* 10.12.44.
Pilet-Golaz a communiqué ce télégramme au Conseil fédéral le 15 décembre 1944. Sur les relations de la Suisse avec la Hongrie, cf. le rapport de Schnyder du 9 avril 1945 (E 2001 (D) 3/345) *et* E 2001 (E) 1968/78/91.
2. *Cf. ci-dessus N° 265, note 5.*

313

E 6100 (A) 25/2329

Le Département politique[1]
à l'Association suisse des Banquiers

Copie
L XL

Bern, 11. Dezember 1944

Wir beehren uns, Ihnen anbei die Abschrift des soeben bei uns eingetroffenen, vom 24. November datierten zweiten Memorandums[2] der schweizerischen Bankier-Delegation in den Vereinigten Staaten zuzustellen, mit der Bitte um Weiterleitung an die in Betracht kommenden Herren.

Gleichzeitig geben wir Ihnen von einem ergänzenden Bericht Kenntnis, den uns die Bankier-Delegation durch die Schweizerische Gesandtschaft in Washington telegraphisch zugehen liess[3].

Die Bankier-Delegation teilt mit, dass sie dem amerikanischen Treasury Department Ihre Konventionen als Diskussionsgrundlage in allen Einzelheiten auseinandergesetzt habe, unter Hinweis auf die Anpassungsmöglichkeiten gemäss dem ersten Memorandum. Die nach eingehendem Studium des Treasury geführten Diskussionen seien am 8. Dezember abgeschlossen worden. Das Treasury sei offensichtlich von der Wirksamkeit und Zuverlässigkeit des Affidavitsystems beeindruckt. Trotzdem sei es nur dann bereit, ein solches System zu akzeptieren, wenn die Schweizerische Nationalbank oder die schweizerische Regierung bereit seien, die Verantwortlichkeit in irgendeiner Form zu übernehmen, indem z. B. die schweizerische Regierung die Erklärungen der Bankiervereinigung beglaubige. Die engültige Stellungnahme des Schatzamtes sei trotz allen Bemühungen und Gegenvorschlägen nicht umzustossen gewesen. Der Hauptgrund dazu sei zweifelsohne inner politischer Natur, da die amerikanische öffentliche Meinung, beeinflusst durch die vor allem gegen die Schweiz gerichteten Presse- und Radiomeldungen, heute mehr denn je gebieterisch verlange, dass bei der Ausscheidung des reinen Schweizerbesitzes keine Verschleierung fremden und namentlich feindlichen Vermögens ermöglicht werde. Mit Rücksicht auf die Stimmung erachte das Schatzamt eine Regelung mit der Bankiervereinigung als bloss privatem Organ zu ausgeschlossen, weil dies gegenüber dem Kongress und der öffentlichen Meinung nicht verantwortet werden könnte. Die Einschaltung der Verantwortlichkeit eines offiziellen Organs werde deshalb für unumgänglich erachtet. Dies beweise erneut, dass es sich bei dieser Art der Verantwortung nur um eine formelle und moralische Angelegenheit handeln würde, und nicht um eine Garantie mit materiellen Konsequenzen.

---

1. *La lettre est signée par le Chef de la Section du Contentieux et des Intérêts privés à l'Etranger, R. Kohli. Cf. aussi ci-dessus N° 167.*
2. E 7110/1973/135/31. *Le premier mémorandum est daté du 3 novembre 1944 et résume les entretiens de la Délégation qui ont débuté le 23 octobre* (E 2001 (E) 2/560).
3. *Télégramme de F. Barbey et F. Bates du 8 décembre 1944* (E 2001 (E) 2/646).

Die Bankier-Delegation führt weiter aus, dass ihr bereits früher erhaltener Eindruck, wonach es der amerikanischen Regierung daran liege, die schweizerischen Guthaben auszuscheiden und sobald wie möglich ohne Einschränkung freizugeben, verstärkt worden sei. Das Schatzamt werde die amerikanische Gesandtschaft in Bern über die in Washington stattgehabten Besprechungen unterrichten, und es habe durchblicken lassen, dass weitere Diskussionen eventuell in der Schweiz geführt werden könnten. Mit Rücksicht auf die endgültige Stellungnahme des Schatzamtes müsse die Bankier-Delegation ihre Diskussionen für beendet ansehen. Sie habe beschlossen, mit der nächsten Gelegenheit, wahrscheinlich per Schiff, nach der Schweiz zurückzukehren, wo das ganze Problem auf Grund ihrer Eindrücke und Erfahrungen erneut geprüft werden solle[4].

4. *Sur ces négociations, cf. aussi le rapport de J. Straessle du 12 décembre 1944* (E 2001 (E) 1967/113/436 *et* E 2001 (E) 2/642).

314

E 2300 Washington/47

Le Ministre de Suisse à Washington, K. Bruggmann, au Département politique

Copie de réception[1]
T

Washington, 12 décembre 1944, 18 h. 04
(*Reçu:* 13 décembre 1944, 10 h. 50)

Nummer 932. Euer 982[2]. Wir glauben, dass die amerikanische Haltung hauptsächlich auf dem von Reagan vermittelten Eindruck beruht, Schweiz könne ohne vitale Interessen zu gefährden Transit einschränken. Euer bisheriges Entgegenkommen in Transitfragen hätte gemäss State Department und FEA dieser Auffassung rechtgegeben. Eine dauernde Entspannung ist bei dieser Einstellung kaum zu erwarten, bis alle nicht genehme Aus- und Durchfuhr aufhört oder aber bis Reaktionen der Achse deutlich zeigen, dass Eure Befürchtungen berechtigt sind. Die sich stark vermehrende Zahl der Toten und Verwundeten, die unerwartete Verlängerung des Krieges machen Amerika immer empfindlicher und intransigenter. Anderseits steht fest, dass Alliierte an unserer Neutralität grösstes Interesse haben. Könnt Ihr nicht mit aller Entschiedenheit darauf hinweisen, dass etwaige neutralitätswidrige Massnahmen, welche mit Sicherheit unsere Autorität, welche zur Vertretung fremder Interessen bitter nötig ist, gefährden müssten. Wenn Ihr konfidentiell an Reagan die

1. *Cf. aussi* E 2001 (D) 3/303 *et* E 7110/1967/32/Grossbritannien/2.
2. *Cf.* E 2001 (D) 3/349.

Frage stellen könnt, ob er und State Department die Verantwortung für weniger sichere Betreuung Kriegsgefangener tragen und eine entsprechende Erklärung abgeben würde, wird er dies vermutlich ablehnen. Er müsste dann logischerweise zugeben, dass Euch die Entscheidung wie weit Ihr gehen könnt überlassen bleiben muss. Dass Ihr bis an die äussersten Grenzen geht, halten wir für richtig und wegen Stimmung Alliierter notwendig. Gegenwärtig ist State Department wegen hängiger Neubesetzung wichtigster Stellen desorganisiert, weswegen Sondierungen schwierig. Wir werden Lage ohne Vorschlag Reagan zu erwähnen abzuklären versuchen und wieder kabeln. Bruggmann[3].

3. *Par la suite, la presse américaine multiplie les articles hostiles à la Suisse, ce qui incite le Directeur de la Division du Commerce du DEP à répondre publiquement à ces critiques, ainsi que le résume un télégramme adressé le 8 janvier 1945 par la Division du Commerce à la Légation de Suisse à Londres:* Résumé Ausführungen Direktor Hotz in Sachen Pressekampagne. Quote. Haben einleitend betont, dass Bundesrat Hoffnung nicht aufgebe, dass es sich mehr um blosse Pressekampagne als um offizielle amerikanische Regierungsäusserungen handle und dass bis jetzt keinerlei gegenteilige amtliche Mitteilung vorliege stop Erinnerten zunächst an vom Bundesrat erlassenes Ausfuhrverbot von Kriegsmaterial nach allen kriegführenden Staaten stop Seit Zurückgewinnung schweizerischer Handlungsfreiheit gegenüber Deutschland mit Beginn 1943 sei Export kriegswichtiger Waren nach Deutschland der gemäss Vertrag vom 18. Juli 1941 starke Ausdehnung erfahren hatte, immer mehr abgebaut worden stop Am 1. Oktober 1944 in Kraft getretenes Ausfuhrverbot von Kriegsmaterial betraf nicht nur Waffen, Munition und Sprengstoffe sowie Waffenbestandteile sondern auch Kugellager, Zünder, Flugzeuge, Flugzeugbestandteile, Telephon-, Telegraphen- und Radioapparate und deren Bestandteile stop In jenem Zeitpunkte habe Bundesrat ausserdem ein Abkommen mit Deutschland genehmigt, wonach die Schweiz neue Ausfuhrkontingente erst wieder eröffnet nach Massgabe der vorausgegangenen deutschen Importe in die Schweiz stop Seit 1. Oktober sei damit schweizerische Ausfuhr nach Deutschland auf Boden der vollen Warenreziprozität gestellt worden stop Dies habe zur Folge gehabt, dass für den Oktober keine neuen Ausfuhrkontingente selbst für nicht kriegswichtige Waren eröffnet werden konnten stop Im November sei es bei einer bescheidenen Quote geblieben stop Der Abbau der schweizerischen Ausfuhr sei also allgemein und sehr weitgehend stop Neue schweizerische Vorschusslieferungen kommen nicht mehr in Frage stop Bezüglich des Warenverkehrs renne somit die amerikanische Pressekampagne offene Türen ein stop Solange jedoch die Schweiz lebenswichtige Importe aus Deutschland erhalte, werde sie im Rahmen der Reziprozität gewisse Exporte zulassen müssen, denn wenn die Einfuhr von Kohle und Eisen aufhöre, so werde die ganze Frage der Beschäftigung aufgerollt stop Diese Rohstoffe seien das Grundelement der schweizerischen Wirtschaft und für gewisse Arbeitsbeschaffungsprojekte im Falle von Arbeitslosigkeit unentbehrlich stop Es könne somit festgestellt werden, dass in der Ausfuhrpolitik alles getan worden sei, was in Übereinstimmung mit der korrekten Neutralitätspolitik im wohlverstandenen Interesse des Landes lag stop Was den Transitverkehr anbetrifft, so lasse sich der Bundesrat auf diesem Gebiet von seinen internationalen Vertragsverpflichtungen leiten stop Als Binnenland habe die Schweiz stets mit Erfolg für die Freiheit des Transitverkehrs gekämpft und die internationalen Abmachungen immer peinlich genau innegehalten stop Jedenfalls seien Transittransporte von Kriegsmaterial durch die Schweiz niemals zugelassen worden stop Das schweizerische Verhalten beruhe auf dem Grundsatz der Vertragstreue stop Die Schweiz werde weder einen Druck nötig haben noch werde sie einem solchen erliegen stop Fortwährend seien die Behörden bemüht, den Vertretern der alliierten Mächte den schweizerischen Standpunkt verständlich zu machen und für das Lebensrecht unseres Staates zu kämpfen stop Das brennendste aller Probleme sei dasjenige des Transittransportes durch Frankreich, weil 30000 Eisenbahnwagen mit für die Schweiz bestimmten lebenswichtigen Gütern, die mittelst Navicerts den Kontinent erreicht haben, auf der iberischen Halbinsel festgehalten sind und ständig neue Warentransporte anrollen stop Um

diese Waren durch Frankreich transportieren zu können bedürfe es aber nicht nur der Zustimmung der alliierten Regierungen, sondern auch der militärischen Instanzen der kriegführenden Staaten stop Der Bundesrat glaube alles getan zu haben, was mit der schweizerischen Unabhängigkeit, Würde und Selbstachtung vereinbar sei stop Schliesslich handle es sich bei den Verhandlungspartnern um befreundete Staaten, sodass die Hoffnung auf eine Verständigung nicht aufgegeben werde stop Kein Zweifel bestehe allerdings darüber, dass die Schweiz in eine Periode schwieriger Wirtschaftsprobleme eintrete unquote (E 2801 1967/77/4).

Cf. la Notiz betr. die Angriffe der amerikanischen Presse auf die Schweiz (E 2801/1968/84/29, *datée du 20 janvier 1945*).

315

E 2300 Paris/98

Le Chargé d'Affaires de Suisse à Paris, E. Schlatter, au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna[1]

RP Paris, 13 décembre 1944

Perspectives politiques. – Le Garde des Sceaux a été, ainsi que vous le savez, l'objet récemment d'assez vives critiques au sein de l'Assemblée consultative, de nombreux orateurs s'étant élevés notamment contre les lenteurs de la justice. Il est vraisemblable, en conséquence, que le Garde des Sceaux va s'efforcer d'accélérer la procédure, mais il est à craindre que, vu l'ambiance qui règne actuellement et la composition des Cours de justice, les inculpés ne pâtissent sérieusement de cette situation.

Les dossiers d'un certain nombre de ressortissants suisses se trouvant actuellement à l'étude, je ne laisse pas d'éprouver quelques craintes quant à la suite qui va être réservée à ces cas, d'autant plus que les Cours de Justice en fonctions, présidées par des Juges de carrière, sont composées de quatre jurés choisis parmi une liste de personnes faisant partie ou étant sympathiques à la Résistance. On peut se demander donc si l'appareil de la justice est entouré de toutes les garanties voulues et si les jurés n'auront pas une tendance à apprécier les cas qui leur sont soumis en se plaçant beaucoup plus sur un plan politique que strictement juridique. J'examine, en conséquence, la possibilité d'une intervention de principe auprès du Garde des Sceaux pour fixer la position des ressortissants suisses qui, la plupart, sont inculpés de commerce avec l'ennemi et tombent de ce fait sous le coup de l'article 79 du Code pénal[2].

Il y a lieu de remarquer que, loin de s'atténuer, la vague d'épuration s'étend systématiquement à toutes les professions; elle atteint même, ainsi que j'ai déjà

1. *Annotation de Pilet-Golaz en tête du document:* En circulation, 16.12.44.
2. *A ce sujet, cf. les instructions adressées par la DAE du DPF à E. Schlatter le 29 janvier 1945* (E 2001 (E) 1/59).

eu l'occasion de vous l'indiquer, certains Français résistants de la première heure, considérés comme n'étant pas suffisamment «purs». Nos ressortissants, de leur côté, n'ont pas échappé à cette marée et, après une accalmie, l'on peut constater depuis quelques semaines un accroissement très net des cas d'arrestation au sein de la Colonie Suisse.

D'une manière générale, l'on peut dire qu'on assiste en ce moment à une évolution qui n'est pas sans présenter quelque analogie avec celle qui fut marquée en son temps par l'opposition des jacobins aux girondins, la teinte jacobine tendant à prédominer dans le personnel occupant les leviers de commande. Il ne serait pas inexact de prétendre que ce qu'il est convenu d'appeler la «Résistance» tend de plus en plus à devenir synonyme de communisme.

Vu la confusion politique qui règne à l'heure actuelle dans le pays, l'on paraît de plus en plus se demander si les élections prévues pour le mois de février sont véritablement opportunes, et s'il n'y aurait pas intérêt à les ajourner à une date ultérieure.

Il y a lieu de signaler, par ailleurs, que dans certains cercles l'on n'exclut pas la possibilité d'une participation de M. Thorez au gouvernement.

Cette participation paraît même être souhaitée dans certains milieux bourgeois qui, à tort ou à raison, considèrent Thorez comme le chef de l'aile droite du parti communiste, dont il serait, dit-on, l'élément le plus pondéré et susceptible, en conséquence, de faire obstacle aux revendications extrémistes aussi bien qu'aux menées anarchistes ou trotzkystes. Il est en tous cas significatif de constater que, peu après l'arrivée de Thorez – et sans doute sous son influence – a été envisagée la création d'un Comité d'Entente chargé de régler les litiges qui peuvent surgir entre socialistes et communistes et d'établir les conditions d'une collaboration confiante entre les deux partis. Il n'est pas impossible, d'autre part, que le Gouvernement soviétique soit désireux de voir Thorez occuper une place prépondérante dans le régime actuel, ne serait-ce, en premier lieu, que pour lui permettre d'effectuer une épuration dans le sein même du parti communiste et de débarrasser ce dernier des éléments considérés comme antistaliniens.

Perspectives financières. – Je me permets de vous donner ci-dessous quelques chiffres, tels que j'ai pu les recueillir, concernant les perspectives de la politique financière et fiscale du Gouvernement Provisoire.

On estime qu'actuellement la circulation fiduciaire s'élève environ à 600 milliards de francs. Grâce à l'Emprunt et à l'échange des billets, environ 200 milliards de francs pourraient être résorbés, ce qui porterait la circulation fiduciaire à 400 milliards de francs. On évalue à 50 milliards environ le montant des billets emportés par les Allemands[3]. Il semble, d'autre part, que l'Emprunt de la Libération produira environ 135 milliards de francs. L'échange des billets serait pratiqué à partir de la coupure de cinquante francs. Au-dessus d'un cer-

---

3. *Le problème du trafic des billets de banque français fait l'objet d'une correspondance importante des autorités fédérales. Le 8 décembre 1944, la Banque nationale adresse à la SCIPE du DPF la lettre suivante:* Mit Schreiben vom 30. pto haben Sie uns Kenntnis vom Inhalt einer Note gegeben, worin die französische Botschaft in Bern auf die von deutscher Seite getätigten umfangreichen Verkäufe von Noten der Banque de France hinweist und den Wunsch der provi-

sorischen Regierung Frankreichs zum Ausdruck bringt, es möchten die schweizerischen Behörden geeignete Massnahmen treffen, um den Handel mit diesen Noten, die grossenteils durch die deutsche Besetzungsmacht aus Frankreich weggeschafft worden sein sollen, zu unterbinden. Entsprechend Ihrem Ersuchen geben wir Ihnen nachstehend unsere Bemerkungen hiezu bekannt, wobei wir uns gleichzeitig auch zu der Vernehmlassung der eidg. Finanzverwaltung vom 2. dies äussern, die uns in Kopie zugekommen ist.

Über den Umfang des deutschen Besitzes an französischen Noten sind wir nicht näher orientiert. Indessen kann wohl kein Zweifel darüber bestehen, dass in der Tat grosse Summen französischer Banknoten in deutsche Hände gelangt sind und dass man sich auf deutscher Seite bemüht, diesen Notenbesitz auf neutralen Märkten gegen Devisen einzutauschen. Bereits im Sommer vorigen Jahres hatten wir Gelegenheit, Sie mit Schreiben vom 2. Juli 1943 davon zu unterrichten, dass nach einer uns zugegangenen Information grössere Bestände an französischen Noten, über die man in Kreisen der Wehrmacht im Überfluss verfüge, nach der Schweiz verbracht und hier verkauft wurden. Seit der Befreiung Frankreichs dürfte wohl das Bestreben der Deutschen, sich gegen Hingabe der französischen Noten möglichst rasch andere Zahlungsmittel zu verschaffen, noch bedeutend intensiver geworden sein. Es scheint verständlich, wenn die französische Regierung zu verhindern sucht, dass sich Deutschland die durch den Druck der Besetzung gewonnenen Früchte auf diese Art und Weise zu sichern versucht, und wenn sie daher den Handel mit französischen Noten in den neutralen Ländern nur ungern sieht.

Nun hat allerdings, wie von der Finanzverwaltung schon erwähnt worden ist, die Schweizerische Bankiervereinigung ihren Mitgliedern mit Rundschreiben vom 19. und 30. September a.c. bereits nahegelegt, sich im Handel mit ausländischen Banknoten grösste Zurückhaltung aufzuerlegen und insbesondere auch französische Noten nur in kleinen Beträgen im Rahmen der legitimen Bedürfnisse der Veräusserer entgegenzunehmen. In wirksamer Weise unterbunden werden aber damit grössere Notenhandelsgeschäfte nicht; denn Sanktionen für den Fall von Widerhandlungen gegen die erwähnte Empfehlung sind in den beiden Zirkularen nicht vorgesehen und zudem richten sich diese nur an die Mitglieder der Bankiervereinigung, während alle übrigen Firmen und die Privatpersonen im Notenhandel überhaupt keinen Einschränkungen unterworfen sind. Wir halten deshalb dafür, dass es wohl auch heute noch ohne erhebliche Schwierigkeiten möglich ist, grössere Posten fremder Noten in der Schweiz abzusetzen, und dass hierin eine Änderung nur durch ein eigentliches Notenhandelsverbot herbeigeführt werden könnte, wie wir Ihnen dies früher schon dargelegt haben.

Gewiss wäre an und für sich auch der von der Finanzverwaltung vorgeschlagene Rückruf der Noten durch die französische Regierung oder durch die Banque de France ein geeignetes Mittel, um eine Verwertung der in deutschen Händen liegenden französischen Noten zu verhindern. Wir fragen uns jedoch, ob eine solch einschneidende Massnahme, von der natürlich auch alle legitimen Besitzer in der Schweiz betroffen würden, den schweizerischen Interessen besser zu dienen vermöchte als ein Notenhandelsverbot. Übrigens darf wohl als sicher angenommen werden, dass die französische Regierung ihrerseits den Gedanken eines Notenrückrufes bereits in Erwägung gezogen hat, aber sich aus Gründen, über die wir nicht näher orientiert sind, hiezu bisher nicht entschliessen konnte. Ein Hinweis der Schweiz auf diesen Weg würde daher wahrscheinlich kaum als befriedigende Antwort auf die Note der französischen Botschaft vom 27. November betrachtet.

Die Aussichten eines zivil- oder strafrechtlichen Vorgehens gegen die Besitzer oder Erwerber französischer Noten in der Schweiz dürften in den meisten Fällen nur gering sein, zumal dann, wenn der Handel in solchen Noten weiterhin zugelassen wird, weil naturgemäss jede Handänderung die Herkunft verwischt und dadurch den Nachweis des bösen Glaubens erschwert, wenn nicht verunmöglicht.

Gestützt auf die dargelegten Gründe sind wir der Ansicht, dass nur ein Notenhandelsverbot die Einlösung französischer Noten aus deutschem Besitz gegen andere Zahlungsmittel wirksam zu verhindern vermöchte, wobei von Ihnen zu entscheiden sein wird, inwieweit die Verhandlungen über die Gestaltung unserer Wirtschaftsbeziehungen zu Frankreich ein Eintreten auf den Wunsch der Gegenseite überhaupt rechtfertigen (E 2001 (E) 2/558).

tain plafond, qu'il est difficile de fixer, un prélèvement de 10% serait effectué au moment de l'échange. Vu les circonstances, l'on ne pense pas que cette opération soit techniquement possible avant deux ou trois mois. Il est d'ailleurs intéressant de relever que les communistes ne semblent pas très partisans de cette opération. Nul n'ignore, en effet, qu'au cours de ces derniers mois le parti communiste a pu s'adjuger d'assez grosses sommes constituées en billets. Comme, d'autre part, il touche certains crédits de la part d'organisations étrangères, il est compréhensible qu'il soit peu désireux de laisser déceler l'origine des fonds qu'il détient.

On sait qu'actuellement il est procédé, en vertu de l'Ordonnance du 7 octobre 1944 qui prévoit le dépôt obligatoire des devises étrangères et des valeurs mobilières étrangères conservées sur le territoire français, à un véritable inventaire de ces valeurs. Cette première opération serait suivie, dans un avenir plus ou moins éloigné, de ce qu'il est convenu d'appeler «l'offre obligatoire», les valeurs mobilières étrangères étant susceptibles d'être reprises par l'Etat à un taux fixé par lui.

Dans les milieux financiers on prévoit également l'institution d'un impôt cédulaire sur les valeurs mobilières françaises. Il serait, d'autre part, procédé à une augmentation de l'impôt foncier. Afin de permettre aux propriétaires de se libérer envers le fisc, l'Etat aurait recours à une émission d'obligations hypothécaires qui présenteraient une certaine analogie avec les «Hypothekarbriefe» émises en son temps en Allemagne. Il est intéressant, par ailleurs, de noter que le montant des Bons du Trésor en circulation actuellement s'élèverait, d'après des calculs approximatifs, à 1000 milliards de francs. La circulation bancaire s'élève, de son côté, à 400 milliards de francs. L'on envisagerait également un emprunt forcé et une consolidation générale qui ramènerait les valeurs de l'Etat à un taux inférieur à celui pratiqué actuellement.

Dans certains milieux, on ne laisse pas d'éprouver quelques inquiétudes au sujet de l'emprise économique américaine qui tend à se développer en France, notamment sous la forme de participations financières dans de nombreuses affaires. Les secteurs qui paraissent plus particulièrement intéresser les Américains sont la métallurgie (pièces détachées, mécanique) produits chimiques et le caoutchouc. Les Anglais ne seraient pas sans se préoccuper de cette activité. On sait que, récemment, le «Daily Mail» ayant fait à ce sujet une allusion assez mordante, le Général Eisenhover a pris l'initiative d'interdire la diffusion de ce journal durant près d'une semaine. Vous n'ignorez pas, par ailleurs, que des délégations britanniques et américaines se sont récemment rendues à Paris en vue de prendre contact avec certains services du Ministère des Finances et de la Banque de France; il semble du reste que ces conversations n'ont eu qu'une portée générale. Des arrangements sont intervenus en ce qui concerne particulièrement les questions de transferts de fonds (secours) de provenance américaine et britannique à destination de la France. L'arrangement avec les Américains porterait également sur les transferts de fonds d'origine française à destination de l'Amérique. Il ne semble pas que la question du rapport futur entre le franc et la livre ait été abordée; il aurait cependant été décidé qu'en ce qui concerne les commandes passées par la France aux Alliés, le taux du change serait fixé au moment du paiement et non pas au moment de la conclusion du contrat.

316

E 2001 (E) 2/568

Notice sur le blocage des avoirs croates en Suisse[1]

Berne, 15 décembre 1944

Die erwartete kroatische Delegation ist dieser Tage in der Schweiz eingetroffen und hat bereits mit Herrn Dr. Ebrard wegen Verhandlungen Fühlung genommen. Sie wurde von der kroatischen Regierung beauftragt, das bei der Schweizerischen Nationalbank deponierte Gold nach Kroatien zu bringen, sowie das Giroguthaben abzuheben. Die Delegierten liessen durchblicken, dass ihnen aus folgenden Gründen am besten gedient wäre, wenn die schweizerische Regierung eine Sperre verfügen würde.

Um sicher zu sein, dass die Delegation nach Kroatien zurückkehre, wurden die Familien der Mitglieder vorsorglicherweise verhaftet oder konfiniert. Kommt die Delegation ohne Gold zurück, befürchtet sie, erschossen zu werden. Liefert sie das Gold der jetzigen kroatischen Regierung aus, so werden die Delegierten offenbar von den Partisanen umgebracht, wie die Anhänger Titos ihnen bereits ankündigten.

Generalkonsul Kaestli wurde ersucht, dringlichst auf unser Telegramm vom 10. Dezember[2] betreffend Rückkehr der Schweizer und allfällige Folgen einer Blockierung zu antworten. Dr. Ebrard glaubt vorläufig die Verhandlungen mit der kroatischen Delegation noch etwas hinauszögern zu können[3].

1. *Signée par R. Kohli, cette notice est adressée au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz.*
2. *Non reproduit.*
3. *Par une annotation manuscrite, M. Pilet-Golaz signale que le Conseil fédéral discuta de ce problème le 18 décembre 1944.*
   Cf. aussi E 7110/1976/16/30.

317

E 2001 (D) 18/42

La Division des Intérêts étrangers du Département politique à la Légation des Etats-Unis d'Amérique à Berne

Copie
L

Berne, 15 décembre 1944

Le Département Politique fédéral, Division des Intérêts étrangers, a l'honneur de se référer à l'obligeante note verbale N° 9361 du 29 août 1944[1] concernant le désir du Gouvernement du Guatémala que les collaborateurs de la Légation de Suisse à Berlin entreprennent des inspections de camps, afin d'établir le

1. *Non reproduite. Sur cette question, cf.* E 2001 (D) 1968/74/17.

lieu où se trouvent toutes les personnes revendiquant la nationalité du Guatémala et d'accorder à ces dernières la protection à laquelle elles ont droit en cette qualité.

En transmettant cette note verbale à la Légation de Suisse à Berlin, le Département avait suggéré à cette dernière que ce serait peut-être l'occasion de revenir à la charge auprès de l'Office allemand des Affaires étrangères en vue d'obtenir l'autorisation de visiter les camps auxquels elle n'avait pas eu accès jusqu'ici, notamment ceux de Theresienstadt, de Drancy, de Bergen-Belsen et de Bergau, où sont détenus principalement des Juifs.

Le Département avait recommandé à la Légation de Suisse d'appuyer sa demande sur le fait qu'un délégué du C.I.C.R. avait eu la permission d'inspecter Theresienstadt, en juin 1944[2].

En réponse aux démarches entreprises par la Légation de Suisse, sur la base de cette note verbale, l'Office allemand des Affaires étrangères lui adressa un mémorandum R 12903 Li du 14 novembre 1944[3] – dont ci-joint copie – aux termes duquel tous les nationaux du Guatémala sont logés dans des camps d'internement normaux, seules les personnes dont la nationalité est mise en cause étant détenues au camp de transit de Bergen-Belsen.

Dans le rapport[4] accompagnant ce mémorandum, la Légation de Suisse relève, qu'étant donné les difficultés qui s'opposent à la visite du camp de Bergen-Belsen (cf. également à ce propos la notice B.24.2 A 3 CL/gk (54965) du 2 novembre 1944)[5], elle doute beaucoup qu'il lui soit possible d'obtenir accès à celui de Theresienstadt qui est exclusivement réservé aux Juifs. Elle ajoute que, si un représentant du C.I.C.R. obtint la permission d'inspecter Theresienstadt, ce fut uniquement en raison du caractère strictement humanitaire de l'activité de la Croix-Rouge, mais qu'il n'y a aucune raison de déduire de ce fait que la Légation de Suisse pourrait bénéficier d'une faveur semblable.

Etant donné les expérience qu'elle a déjà faites dans les cas de ce genre, la Légation de Suisse estime donc qu'il n'est pas, pour le moment, opportun d'intervenir de nouveau en vue d'obtenir l'autorisation de visiter Theresienstadt.

En ce qui concerne l'existence d'un camp à Bergau, la Légation de Suisse s'est mise en relations avec le Consulat de Suisse à Leipzig, dont les recherches à ce sujet ne sont pas encore terminées. Cependant, il ne semble pas qu'il s'agisse là d'un camp d'internement où se trouveraient des ressortissants d'états dont la Suisse protège les intérêts.

---

2. *A ce sujet, cf. la lettre du 7 juillet 1944 du Consul général de Suisse à Prague, A. Huber* (E 2001 (D) 1968/74/14).
3. E 2001 (D) 11/9.
4. *Rapport du 4 décembre 1944 de Feldscher,* E 2001 (D) 11/9.
5. E 2001 (D) 11/59.

318

E 2001 (D) 8/1

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna, au Ministre de Suisse à Londres, P. Ruegger

Copie
L SC

Bern, 15. Dezember 1944

Sie ersuchten uns mit Telegramm Nr. 1164[1] um Zustellung einiger englischer Übersetzungen der Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung betreffend die Frage des Beitrittes der Schweiz zum Völkerbund vom 4. August 1919[2]. Wir beehren uns, Ihnen hier beigeheftet drei Exemplare der verlangten Übersetzung zu übermitteln. Auf Wunsch können wir Ihnen noch weitere Exemplare zur Verfügung stellen.

Wir teilen Ihre Auffassung, dass zwischen den Vorschlägen von Dumbarton Oaks und dem Vorentwurf der bundesrätlichen Expertenkommission für einen Völkerbundsvertrag aus dem Jahre 1918/19 gewisse Berührungspunkte bestehen. Wir denken dabei zunächst an den Behördenapparat, der in beiden Entwürfen sichtlich ähnlich ist. Auf den ersten Blick mag es zwar erscheinen, als sei im schweizerischen Vorentwurf, der die zu gründende Staatenvereinigung in einen Vermittlungsrat, einen Internationalen Gerichtshof, einen Konfliktshof, einen Staatenkongress und eine Kanzlei gliedert, die Struktur vielgestaltiger als im Projekt von Dumbarton Oaks. Bei näherem Zusehen ergibt sich aber, dass die wichtigsten Organe die Ständige Delegation des Vermittlungsrates, der Staatenkongress, die Kanzlei und der Internationale Gerichtshof sind und dass sich diese Bezeichnungen nur als andere Benennungen für die im Entwurf von Dumbarton Oaks vorgesehenen Organe – Sicherheitsrat, Vollversammlung, Sekretariat und Internationaler Gerichtshof – erweisen. Dabei beschränkt sich diese Ähnlichkeit nicht auf die Gestalt der Organisation, auf ihre Gliederung, sondern erfasst im weiteren – was viel wesentlicher ist – ihre Zielsetzung. Beide Entwürfe erstreben die Friedenssicherung, die sie einerseits durch Kriegsvorbeugung und Konfliktslösung und andererseits auf dem Wege des Ausbaus der internationalen Zusammenarbeit auf allen Gebieten der zwischenstaatlichen Beziehungen zu erreichen trachten. Die Staatenorganisation, die sie vorschlagen, ist, mit vielleicht etwas verschiedener Betonung, sowohl auf die politisch-polizeiliche Aufgabe der Kriegsverhütung wie auch auf die Förderung des internationalen Zusammenlebens abgestellt, sie ist gleichzeitig eine Weltregierung und eine Organisation zum Ausbau der Weltordnung. Es ist deshalb nicht überraschend, dass zwischen dem Projekt von Dumbarton Oaks und dem schweizerischen Entwurf von 1919 noch eine dritte Ähnlichkeit besteht, nämlich in der Aufteilung der Aufgaben auf die verschiedenen Organe der Vereini-

1. *Non reproduit.*
2. *Cf. DDS, vol. 7/II, notamment les documents N^os 25 (note 4) et 33, ainsi que la table méthodique: I. La Suisse et la Société des Nations.*

gung. Während die Zuständigkeiten der Völkerbundsversammlung und des Völkerbundsrates statutarisch dieselben waren, übertragen die Urheber der Entschliessungen von Dumbarton Oaks, gleich wie die Verfasser des schweizerischen Vorentwurfes, soweit ohne den Begriffen Gewalt anzutun von einer Exekutive und einer Legislative gesprochen werden kann, dem Sicherheitsrat bzw. der Ständigen Delegation die Regierungsgewalt, wogegen sie der Vollversammlung bzw. dem Staatenkongress gewissermassen die Gesetzgebung zuweisen. Gerade in dieser klaren Kompetenzausscheidung kommt sowohl ein deutlicher Unterschied zwischen den Vorschlägen von Dumbarton Oaks und der Völkerbundssatzung, die aus Rücksicht auf die Gleichheit der Staaten auf eine Aufgabenteilung verzichtete, zum Ausdruck als auch eine nicht minder auffallende Ähnlichkeit mit dem schweizerischen Expertenentwurf, der, von einer realistischeren Beurteilung der Möglichkeiten ausgehend, die zwei Hauptaufgaben der Völkervereinigung, die Kriegsvorbeugung und den Ausbau der Weltordnung, auf zwei verschiedene Organe verteilte.

Diese Übereinstimmung in der Aufgabenstellung, der Aufgabenteilung und der behördlichen Organisation ist indessen unseres Erachtens nicht eine spezifische Eigentümlichkeit der beiden genannten Entwürfe. Sie erklärt sich viel eher aus der Verwandtschaft aller zeitgenössischen Völkerbundsvorschläge. Solange ein eigentlicher Staatenbund sich nicht verwirklichen lässt – die Voraussetzungen hierfür sind derzeit offensichtlich in keiner Weise vorhanden –, wird jedes Bündnis unter einer Staatenmehrheit auf das praktisch Mögliche hinzielen und sich einerseits mit der Kriegsvorbeugung durch friedliche Streiterledigung und andererseits mit der vertragsweisen Förderung und Ordnung des zwischenstaatlichen Zusammenlebens begnügen müssen. Diese Zielsetzung ist durch die Verhältnisse gegeben; ein mehreres erschiene utopisch. Desgleichen entspricht es den Gegebenheitens d.h. den grossen Machtunterschieden zwischen den Staaten, dass eine eindeutige Kompetenzausscheidung Platz greift und einem engeren Kreis von Staaten die Sicherheitsaufgaben zugewiesen werden, wogegen die Ausweitung und Vertiefung der internationalen Zusammenarbeit der universellen Versammlung vorbehalten bleiben. Selbst der Völkerbund, dessen Satzung noch die Kompetenzgleichheit von Rat und Versammlung anerkannte, machte bis zum Zeitpunkt seiner Erlahmung eine Entwicklung durch, die immer mehr den Rat auf Kosten der Versammlung zum «regierenden» Ausschuss herausbildete. Damit ist schliesslich auch die formelle Struktur des internationalen Staatenverbandes, sein Behördenapparat, eindeutig durch die Aufgabenstellung und -teilung vorgezeichnet. Eine von den vorliegenden Entwürfen wesentlich verschiedene Gliederung erscheint unter den heutigen Verhältnissen kaum möglich.

Die tiefere Verwandtschaft zwischen dem Projekt von Dumbarton Oaks und dem schweizerischen Vorentwurf, die Eigentümlichkeit, die diese beiden Entwürfe insbesondere vom Völkerbundspakt unterscheidet, liegt nach unserer Auffassung in der Anerkennung der Vormachtstellung der Weltmächte. Diese Vormachtstellung erscheint unmissverständlich, sogar aufdringlich und in ihrem Ausbau für die kleinen Staaten zum Teil unerträglich im Plan von Dumbarton Oaks. Es erübrigt sich, hierauf näher einzutreten. Nicht minder ausgeprägt ist sie aber auch im schweizerischen Expertenentwurf durch die

Zusammensetzung der Ständigen Delegation des Vermittlungsrates und die Kompetenzen dieser Organisation. Die Delegation erweist sich nämlich als der Ausschuss der Grossmächte, dem die Schlichtung der den Frieden bedrohenden internationalen politischen Händel und im Falle eines unzulässigen Friedensbruches die Wiederherstellung des Friedens zufällt. Es spricht für den nüchternen, realpolitischen Sinn der Urheber des bundesrätlichen Vorentwurfes, dass sie in einem Zeitpunkt, wo gross und klein unter den Staaten Anspruch auf entscheidende Mitsprache in politischen Dingen erhob, erkannten, dass die politische Verantwortung jenen Staaten zukommt, die machtmässig über Krieg und Frieden zu entscheiden in der Lage sind, und den führenden Staaten auch die politische Führung einzuräumen vorschlugen. Diese Einstellung entspringt zweifellos der richtigen Einschätzung der Machtverhältnisse und muss deshalb auch heute als adäquat bezeichnet werden. Die Verfasser der Satzung von Dumbarton Oaks haben sie sich zu eigen gemacht, weil ihre Länder gegenwärtig die Schlüsselstellungen einnehmen, aber auch die Schweiz kann sich nach wie vor dazu bekennen, ohne sich etwas zu vergeben. Im Gegenteil widerspräche es unserer stats eingehaltenen politischen Linie, wollten wir auf dem Gebiete der internationalen Politik einen Führungsanspruch geltend machen.

Indessen – und darin besteht der wesentliche, der entscheidende Unterschied zwischen dem Plan von Dumbarton Oaks und dem schweizerischen Vorentwurf von 1918 – erweist sich ersterer als eine Allianz der derzeitigen Weltmächte, die alle übrigen Staaten unter ihre Botmässigkeit zu bringen entschlossen sind. Nicht genug, dass sie die politische Führung übernehmen, sie verlangen auch seitens aller Mitgliedstaaten der Organisation die Anerkennung, dass sie in ihrem Namen und Auftrag handeln, sowie die Verpflichtung, ihre Entscheide anzuerkennen und auszuführen. Die Nichtmitglieder sollen verhalten werden können, entsprechend den Prinzipien der Vereinigung zu handeln. Die Untragbarkeit eines derartigen Postulats für die zum Schweigen und Mitmachen verurteilten Staaten braucht keiner weiteren Erläuterung, wenn man bedenkt, dass eine solche Zumutung die Verpflichtung zur Kriegführung auf Befehl der Grossmächte in sich schliesst. Kein Staat, der auf seine Existenz bedacht ist, wird zum vorneherein die Auflage übernehmen können, Massnahmen auszuführen, die seinen Bestand in Frage stellen, an deren Anordnung er aber mitzuwirken nicht in der Lage ist und zu denen er nicht einmal Stellung zu nehmen die Möglichkeit hat. Dass solche Grundsätze im schweizerischen Vorentwurf nicht Platz gefunden haben, liegt auf der Hand. Sie sind unvereinbar mit den Grundlagen, auf denen er aufbaut und schliessen sogar jeden Vergleich zwischen den beiden Projekten aus, wenn man nicht bei Akzidenzien haften bleiben, sondern auf das Wesentliche gehen will. Was die Entwürfe unvereinbar voneinander trennt, ist der Geist, aus dem sie entstanden sind: in Dumbarton Oaks der Kerngedanke, unter den gegenwärtigen Weltmächten, von denen die Aufrechterhaltung des Friedens abhängt, eine Allianz zu schaffen, die sie fest zusammenhält und ihren Willen den Mittel- und Kleinstaaten diktieren kann, und im schweizerischen Expertenentwurf das Bestreben, eine Organisation gleichberechtigter Staaten zu gründen, wo zwar die politische Führung den Grossmächten überlassen wird, diese anderseits aber auf

bestimmte Verfahrensvorschriften verpflichtet werden und für die Durchführung ihrer Beschlüsse auf ihre eigenen Mittel angewiesen bleiben. Solange diese Grundgedanken auseinanderklaffen – und es zeichnet sich bei den Urheberstaaten der Entschliessungen von Dumbarton Oaks in keiner Weise ein Abrücken von ihren Konzeptionen ab –, fürchten wir, dass jede Gegenüberstellung akademisch bleibt und deshalb unfruchtbar und müssig ist. Erst wenn eine gründliche Sinnesänderung in den Regierungskanzleien in London und hauptsächlich in Washington und Moskau erhofft werden könnte, liesse sich unseres Erachtens vielleicht aus einem Vergleich des Projektes von Dumbarton Oaks mit dem schweizerischen Expertenentwurf Nutzen ziehen.

Immerhin möchten wir heute nicht abschliessend hierüber urteilen, zumal wir den ganzen Fragenkomplex vor einiger Zeit Herrn Bundesrichter Logoz, der seinerzeit an der Ausarbeitung des schweizerischen Vorentwurfes mitbeteiligt war, zum Studium übertragen haben und wir seine Schlussfolgerungen noch nicht kennen. Wir dürfen uns deshalb vorbehalten, auf die Frage gegebenenfalls zurückzukommen.

319

E 2001 (D) 11/9

Le Chef de la Division des Intérêts étrangers du Département politique, A. de Pury, au Chef de la Division spéciale de la Légation de Suisse à Berlin, P.A. Feldscher

Copie
L

Berne, 20 décembre 1944

Nous avons eu l'honneur de vous faire savoir par lettre N° 62355 (B.52.USA(2)5) du 12 décembre[1] que la Légation des Etats-Unis d'Amérique à Berne, par ordre du Département d'Etat à Washington, nous avait priés de faire auprès du Gouvernement allemand, dans la forme que nous jugerions indiquée, une démarche pressante au sujet de certains parachutistes alliés qui auraient été capturés par les Allemands pendant les opérations en France et traités comme des francs-tireurs. Cette requête du Département d'Etat faisait suite au refus par la Légation d'Allemagne à Berne d'accepter la notification du message du Gouvernement américain contenu dans la note de la Légation des Etats-Unis A.I. N° 9860 du 25 octobre dernier[2], le ton de cette communication ayant paru inacceptable aux Autorités allemandes.

Ce cas ne constitue qu'un exemple concret du revirement qui s'est produit dans l'attitude des Autorités américaines à la suite des nombreuses observations que nous avons dû faire en ce qui concerne la forme des communications destinées par le Département d'Etat à l'Auswärtiges Amt.

Le Chargé d'affaires des Etats-Unis s'est entretenu à ce sujet le 7 décembre avec le Chef du Département Politique et il lui a adressé le 12 décembre[3] une

1. E 2001 (D) 14/17.
2. *Non retrouvé.*
3. *Non retrouvé. Cf.* E 2001 (D) 3/98 *et* E 2809/1/2.

lettre dont la teneur est plus générale et de laquelle nous extrayons le passage suivant:

«Le Département d'Etat indique qu'après une étude approfondie de la situation par lui-même ainsi que par le War Refugee Board, il a été conclu que l'affaire devrait être laissée à votre entière discrétion, au cas où la terminologie des messages en question vous semblerait être nettement inacceptable aux Allemands et serait de nature à faire échec à l'objectif du Département d'Etat et du War Refugee Board qui est de sauver les vies de personnes infortunées.»

Dans ces conditions nous nous efforcerons à l'avenir d'examiner nous-mêmes les textes des communications que la Légation des Etats-Unis nous remettra pour notification aux Autorités allemandes et s'il y a lieu nous y apporterons les modifications nécessaires.

De son côté la Légation de Grande-Bretagne ne nous a communiqué aucune réaction de son Gouvernement aux observations que nous lui avons faites. Aussi avons-nous jugé utile de soumettre toute la question au Chef du Département Politique et de lui demander s'il estimait qu'il conviendrait, afin de ne pas affaiblir votre situation par des refus désagréables, de décider nous-mêmes si un texte peut être transmis littéralement ou s'il y a lieu d'y apporter des changements de forme en vue de le rendre acceptable aux Autorités allemandes. Le Chef du Département s'est déclaré d'avis que nous pouvons très bien, pour autant que nous ne changions rien au fond des messages que nous sommes appelés à transmettre, procéder nous-mêmes à des modifications de forme. Nous surveillerons donc à l'avenir les communications du Gouvernement britannique de la même façon que celles du Gouvernement américain.

Si par inadvertance un texte rédigé dans une forme inacceptable devait être transmis pour notification, nous vous autorisons à y apporter les modifications que vous jugerez utile, à condition que vos retouches laissent intact l'objet du message.

320

E 2001 (D) 3/348

Le Chef de la Division des Affaires étrangères[1] *du Département politique au Ministre de Suisse à Londres, P. Ruegger, et au Ministre de Suisse à Washington, K. Bruggmann*

Copie
L WW

Bern, 22. Dezember 1944

Im Anschluss an unser Schreiben vom 4. d.M.[2] und an unser gestriges Telegramm[3] betreffend den Transitverkehr Süden-Norden beehren wir uns, Sie über den derzeitigen Stand der Regelung zu orientieren.

---

1. *La lettre est signée par R. Hohl.*
2. *Non reproduite.*
3. *Non reproduit.*

Wir haben Ihnen bereits berichtet, dass anlässlich einer privaten Besprechung der Mitglieder der «Commission mixte» von alliierter Seite darauf hingewiesen wurde, dass die Antwort, welche wir am 30. November[4] hinsichtlich der Transitregelung erteilt hatten, die Regierungen in Washington und London keineswegs befriedigen werde. Es fiel damals die Äusserung, die Schweiz möchte eine «Geste» dadurch bekunden, dass Eisen und Reis vom Verkehr Süden-Norden gänzlich ausgeschlossen werden, in welchem Fall es die Handelsattachés Amerikas und Grossbritanniens übernehmen wollten, sich in Washington und London für die Wiederaufnahme unserer Zufuhren einzusetzen.

Das Begehren um Unterbindung des Eisenverkehrs deckte sich mit unserer ohnehin bestehenden Absicht, dieses Material sukzessive vom Transit durch die Schweiz auszuschliessen. Bei der Kriegswichtigkeit, die Eisen zukommt, ist in der Tat damit zu rechnen, dass es in Oberitalien kaum mehr anders als auf dem Requisitionsweg erworben wird. Auch ist die Überlegung naheliegend, dass die totale Mobilmachung in Deutschland bis etwa zum Anfang des neuen Jahres soweit fortgeschritten sei, dass dieser Rohstoff im zivilen Sektor überhaupt nicht mehr verwendet wird. Unter diesen Umständen schien es uns gegeben zu sein, das bereits auf 5000 Tonnen reduzierte Kontingent vollständig aufzuheben.

Dagegen konnten wir uns aus Erwägungen, die den Vertretern der Alliierten in verschiedenen Memoranden bekannt gegeben worden waren, von denen Sie Abschrift besitzen, nicht dazu entschliessen, das bestehende Kontingent für Getreide und Hülsenfrüchte (Reis) durch ein vollständiges Transitverbot zu ersetzen.

Anderseits aber – auch wieder von Überlegungen der Requisition ausgehend – haben wir bei dieser Gelegenheit das in der Regelung vom 24. März noch mit 100 Tonnen zugelassene Kontingent für Baumwollgewebe aufgehoben und diese Gewebe auf die Sperrliste gesetzt.

Diese neuesten, am 1. Januar 1945 in Kraft tretenden Massnahmen sind in einer Ergänzungsliste vom 20. Dezember[5], die den alliierten Vertretungen übergeben wurde und wovon wir Abschrift beilegen, zusammengefasst. Nach der Bekanntgabe dieser Massnahmen hat sich ein Vertreter der amerikanischen Gesandtschaft erkundigt, ob die Transitsperre für Eisen auch für den Verkehr Norden-Süden Anwendung finde. Diese Anfrage, die wir verneinend beantwortet haben, lässt die Vermutung zu, dass die Alliierten dazu übergehen, nunmehr dem Verkehr von Deutschland nach Italien vermehrte Aufmerksamkeit zuzuwenden. Es ist deshalb vielleicht angebracht, daran zu erinnern, dass unsere einschränkenden Massnahmen für andere Waren als Kriegsmaterial und flüssige Brennstoffe den Zweck verfolgen, vorab requirierte Güter vom Transit durch die Schweiz auszuschliessen. Wie wir in unserem Aide-Mémoire an die alliierten Gesandtschaften vom 30. November ausgeführt haben, sind die Voraussetzungen für die Requisition der von Norden nach Süden beförderten Güter nicht gegeben, und wir haben daher keine Veranlassung, die Durchfuhr

4. *Cf. N° 307.*
5. *Non reproduite.*

in dieser Richtung unter diesem massgeblichen Gesichtspunkt einzuschränken.

Die ebenfalls beigelegte Ergänzungsliste vom 16. Dezember[6] bezweckt mit Wirkung ab 21. d.M. die Unterbindung der Durchfuhr von Elektroden, Karborundum und Dachpappe, die in der letzten Zeit einen beachtlichen Umfang angenommen hatte. Auch bei diesen Waren handelt es sich um kriegswichtige, der Requisition in besonderem Masse ausgesetzte Güter.

---

6. *Non reproduite.*

Au sujet du transit, cf. la lettre du 22 décembre 1944 du Président de la Direction générale des Douanes, R. Furrer, au Chef du Département des Finances et des Douanes, E. Nobs (E 6100 (B) 1973/141/980. Diverse) *et l'exposé de E. Widmer intitulé* Der Transitverkehr durch die Schweiz in den Kriegsjahren 1939/1944 (E 7800/1/150). *Dans ce long rapport, les principales décisions et discussions des autorités suisses sont récapitulées.*

Pour des statistiques sur le trafic de transit de 1938 à 1944, cf. la notice du 8 février 1945, E 7110/1973/134/1.

321

E 2001 (E) 2/617

Le Ministre de Suisse à Bucarest, R. de Weck, au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

Copie
L Confidentielle

Bucarest, 23 décembre 1944

Sous ce pli, j'ai l'honneur de vous remettre le texte d'un mémoire[1] dans lequel un de mes collaborateurs a consigné le résultat d'une enquête qu'il a faite sur la situation actuelle et les perspectives de proche avenir des investissements suisses en Roumanie.

Cette notice vous fournira sans doute quelques informations utiles sur cette question et vous permettra aussi de renseigner les maisons suisses qui se seraient adressées à vous à ce propos.

Je me permettrais de vous faire parvenir une nouvelle étude si l'évolution des choses venait à modifier sensiblement les prévisions actuelles[2].

---

1. *Reproduit en annexe au présent document.*
2. *Des copies de ce rapport sont envoyées par R. de Weck à la Division du Commerce du DEP et par la SCIPE aux milieux d'affaires suisses particulièrement concernés.*

ANNEXE

E 2001 (E) 2/617

Rapport sur les investissements suisses en Roumanie

Copie Bukarest, 21. Dezember 1944

Vertraulich!

NOTIZEN ÜBER DIE GEGENWÄRTIGE LAGE UND DIE NÄCHSTEN ZUKUNFTSAUSSICHTEN DER SCHWEIZERISCHEN INVESTITIONEN IN RUMÄNIEN

1) *Allgemeines:*

Schweizerisches, in erheblichem Masse auch nur formell schweizerisches Kapital, ist in rund 60 rumänischen Gesellschaften investiert. Von diesen Gesellschaften sind ungefähr ein Dutzend als grosse, die übrigen als mittlere oder kleinere Unternehmen zu betrachten.

Dieses Kapital ist in seiner Gesamtheit in diesem Jahrhundert nach Rumänien gebracht worden, der kleinere Teil vor dem Kriege 1914–1918, der grössere zwischen den beiden Weltkriegen. Gewisse Kapitalien, namentlich solche, die Holdingsgesellschaften in der Schweiz gehören, sind deutschen, tschechoslovakischen, österreichischen und belgischen Ursprungs.

Das Kapital ist vor allem in der Holzindustrie, in Kraftwerken, in Textilindustrien, in Fabriken für chemische Produkte und in der Nahrungsmittelindustrie investiert.

Der Wert dieser Investitionen in Rumänien dürfte sich heute schätzungsweise auf rund 50–60 Millionen Franken stellen, was jedoch nur einen groben Überschlag darstellt, da ja die geltenden Spekulationspreise und der herrschende Rohstoff- und Maschinenmangel genaue Bewertungen nicht erlauben[3].

Die Gewinne, die diese Unternehmen jährlich in die Schweiz transferieren konnten, belaufen sich auf die ausserordentlich stattliche Summe von ca. 5–6 Millionen Franken, was einer Verzinsung von ca. 10% entspricht.

Der Anteil des *effektiv* schweizerischen Kapitals an unsern Investitionen in Rumänien ist wertmässig wahrscheinlich ziemlich kleiner als derjenige des nur *formell* schweizerischen Kapitals. Der diplomatische Schutz dieser Kapitalien bildet zuweilen ein heikles Problem, da die «real owners» nicht immer genau ausfindig gemacht werden können. Es ergeben sich somit dreierlei Arten schweizerischen Kapitals: solches das effektiv Eigentum von Schweizern ist, solches das nur nominell Schweizern, in Wirklichkeit aber Fremden gehört und endlich solches das wohl effektiv der Besitz einer schweizerischen Gesellschaft ist, wobei aber die Gesellschaft selbst, d.h. ihre Aktien mehrheitlich Fremden gehören.

[...][4]

---

3. *Dans une lettre du 3 octobre 1944 adressée à R. Kohli, le Secrétaire de l'ASB, R. Dunant écrit:* La dette extérieure roumaine de propriété suisse est estimée en chiffres ronds à 60 millions de francs, sans compter les importantes créances suisses sous forme d'actions pétrolifères roumaines qui sont également en souffrance, et la dette bulgare à environ 30 millions (E 2001 (E) 2/562).

4. *Le rapport récapitule ensuite les facteurs qui ont déterminé l'évolution des investissements suisses en Roumanie depuis 1939 et envisage les perspectives d'avenir dans ce pays déterminées par les autorités soviétiques et les partis de gauche roumains.*

Sur la question de la protection diplomatique des investissements suisses en Europe centrale, cf. aussi la correspondance entre la SCIPE du DPF et le Consul de Suisse à Zagreb, F. Kaestli (E 2001 (E) 2/603).

322

E 2001 (D) 3/66

Le Chef de la Chancellerie consulaire de Suisse à Belgrade, R. Schaerer, au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna[1]

L Belgrade, 26 décembre 1944

[...][2]. Dans cette note je me suis basé sur le fait que la Suisse n'a jamais reconnu les faits créés par l'occupation, que de fait la continuité de notre Légation à Belgrade n'a jamais été interrompue et qu'ainsi, tout en exprimant le désir d'entretenir de bonnes relations avec les autorités du pays, un doute au sujet de la légalité de notre représentation consulaire est inadmissible. Jusqu'à présent le Comité n'a pas répondu à cette note.

Au premier moment il semble bien surprenant, à peine des relations de faits créées entre le Comité et notre Chancellerie consulaire, que le groupement militaire, dont l'importance peut être niée, conteste la légalité de notre représentation. Il reste cependant à registrer qu'un vif mécontentement à l'égard de la Suisse règne auprès des hauts officiers de l'armée. On accuse la Suisse d'avoir infligé un régime policier extrêmement sévère, tenu sous le contrôle des gens de Mihajlović, aux internés partisans et que la presse suisse se serait livrée, sous l'influence du Ministre Jurišić à une tendance défavorable envers le groupement partisan. Toutes ces accusations vous sont connues des articles de presse que je vous ai envoyés en traduction.

Pendant les combats qui se déroulèrent pour la libération de Belgrade et vu qu'on avait commencé à piller la Légation de Grande-Bretagne se trouvant sous notre protection[3], je me suis rendu chez le Commandant des troupes yougoslaves combattant à Belgrade, le Général Peko Dapčević, pour lui demander que des mesures fussent prises pour la sauvegarde des Légations se trouvant sous notre protection. Dapčević s'est prononcé, en passant, en mots amers sur les faits survenus en Suisse et notés plus haut. En plus il m'a fait savoir que le peuple yougoslave comme peuple neuf et n'ayant rien à faire avec l'ancienne Yougoslavie, ne connaissait pas la notation de l'exterritorialité et que toutes les maisons seraient fouillées quelques jours plus tard. En plus Dapčević m'a demandé de fermer le Consulat, demande à laquelle je n'ai pu donner mon consentement mais à laquelle j'ai accédé dans la mesure de ne plus accepter les visites de personnes ne se trouvant pas sous notre protection. / Peu après mon entrevue avec le Général Dapčević, j'ai eu la visite de son capitaine Bougarčić, qui de son côté s'est prononcé à reprises de ne pas vouloir porter atteinte à

1. *Arrivé à Berne le 8 février 1945, ce document n'a pas été lu par Bonna, mais annoté par son Suppléant, Karl Stucki.*
2. *R. Schaerer commence par un rapport sur ses entretiens avec les représentants du Comité de Libération Nationale Yougoslave, auxquels il a adressé une note le 22 décembre.*
3. *Annotation de K. Stucki dans la marge:* Les intérêts étrangers sont-ils au courant?

l'exterritorialité de la maison de notre Légation. / Cette attitude a été rechangée à l'état normal après la visite chez Mr. Ribnikar qui ne s'est pas prononcé contre la continuité de notre travail. Avant d'entrer en communication avec le Comité de Libération, j'avais cherché à aborder le chef du cabinet du Maréchal Tito, le Colonel Bakić. Mais ma demande, de quelle manière une entrevue pourrait être organisée et qui était présentée par une tierce personne, fut rejetée avec la remarque que le cabinet du Maréchal est une autorité militaire accessible qu'aux personnes militaires et je fus renvoyé au Ministère – ou comme on dit à présent ici – au Poverenik pour les affaires étrangères. Après certaines recherches j'ai pu apprendre que le Vice-Président du Comité s'occupe, en absence du Poverenik pour les affaires étrangères Mr. Smodlaka, des affaires étrangères. Concernant ma visite chez Mr. Ribnikar je vous ai rapporté par lettre du 12 décembre. Ces jours-ci le délégué de la Croix-Rouge Internationale[4], Mr. Vœgeli, et son délégué adjoint, Mr. Schindler, furent, en une matière de permis de voyage, qui tombe dans le cercle des autorités militaires, reçus par le Colonel Bakić. Lors de cette entrevue, le Colonel Bakić se serait prononcé en termes très peu favorables à l'égard de l'attitude de la Suisse envers le groupement et – les internés partisans et aurait porté deux fois de suite à leur connaissance que la Yougoslavie ne pardonnerait et n'oublierait pas facilement cette attitude défavorable. On peut conclure qu'après tout auprès du haut commandant militaire nous ne jouissons pas d'une atmosphère agréable.

Quant aux représentants des autres pays, il est à noter que seulement la Bulgarie a fait accréditer un Ministre et Envoyé plénipotentiaire auprès du Comité de Libération. La Russie, l'Angleterre, les Etats-Unis et la Tchécoslovaquie sont représentés par des Missions militaires auprès du Maréchal Tito. Nous sommes la seule représentation consulaire qui travaille. Je suis de l'avis, vu que le Gouvernement unitaire yougoslave tarde à se composer / je joins la traduction du communiqué de la «TANJUG» / et vu que même dans un tel gouvernement le groupement du Maréchal Tito aura, par les faits tels qu'ils se présentent à présent en Yougoslavie une prépondérance certaine sur le groupement du Gouvernement royal, il serait, si ce n'est déjà fait, indiqué de demander au Comité de la Libération Nationale Yougoslave formellement son assentiment pour que je puisse continuer notre travail[5]. Vu que les deux groupements yougoslaves sont en contact pour créer un gouvernement unitaire il me semble que rien ne s'opposerait à traiter cette affaire de cette manière, tout en soumettant la même demande au Gouvernement royal.

Quant à la manière de continuer à traiter la question du travail de notre Chancellerie consulaire, je vous prie de me faire parvenir vos instructions, afin que je sois en leur possession au cas que la réponse à attendre du Comité ne serait à nouveau pas satisfaisante.

Il reste à ajouter que le Comité de Libération a conservé envers nous une position absolument correcte et loyale, de sorte que j'espère pouvoir surmonter ces difficultés.

---

4. *Annotation de K. Stucki dans la marge:* Intéresse M. de Haller!

5. *Annotation de K. Stucki dans la marge:* Mais par quel canal? notre seul fil va, d'après le droit des gens, à la Légation de Yougoslavie à Berne et éventuellement au Gouvernement royal.

323

E 2809/1/2

Le Département politique à l'Ambassade de France à Berne

Copie
N

Berne, 27 décembre 1944

Le Département Politique, se référant aux communications orales faites au cours des entretiens des 18 et 26 décembre, a l'honneur de confirmer ce qui suit à l'Ambassade de France:

Le Conseil Fédéral serait heureux si une mission militaire suisse pouvait prochainement se rendre auprès de la I^re^ Armée française.

Le Commandant de l'Armée souhaite que cette mission, si les circonstances le permettaient, compte assez d'officiers – par exemple sept ou huit – pour que les diverses armes, même spéciales, aient le privilège d'en bénéficier.

Peut-être – dans l'éventualité où l'idée se révélerait opportune – la mission pourrait-elle être conçue sous la forme d'un ou de plusieurs voyages sur le front.

Le Département Politique serait reconnaissant à l'Ambassade d'avoir l'obligeance de faire part de ces vœux au Gouvernement de la République Française, dans l'espoir que celui-ci voudra bien les considérer avec bienveillance.

324

E 7001 (B) 1/345

Le Chef du Département de l'Economie publique, W. Stampfli, au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz

Copie
L

Bern, 27. Dezember 1944

Wir möchten uns hiemit erlauben, bei Ihnen die Frage der Vertretung der Schweiz im Gebiet der chinesischen Nationalregierung zur Sprache zu bringen.

Bekanntlich ist die Schweiz in China durch zwei offizielle Stellen vertreten, das Generalkonsulat in Shanghai und das Konsulat in Canton. Beide befinden sich aber in Gebieten, die schon seit längerer Zeit von Japan besetzt und kontrolliert sind. Mit dem übrigen sog. «Freien China» haben die beiden Vertretungen infolge des chinesisch-japanischen Konflikts keinerlei Verbindungen.

Dieses übrige China der sog. Tschungking-Regierung ist zwar heute vom normalen Güterverkehr ziemlich abgeschnitten. Die wenigen Zugänge führen von Indien und von Sowjetrussland aus und sind gegenwärtig in erster Linie für die Bedürfnisse der Kriegsführung bestimmt.

In vielleicht nicht allzu ferner Zeit dürfte aber dieses «Freie China» erhöhte wirtschaftliche Bedeutung erlangen. Das ausgedehnte und reich bevölkerte Land wird nach den langen Kriegsjahren zweifellos einen gewaltigen Warenbedarf aufweisen. Hier eröffnet sich ein ganz bedeutendes und interessantes Absatzgebiet. Es muss daher alles versucht werden, dass auch die Schweiz daran teilhaben kann. Dazu ist aber nötig, dass rechtzeitig alle Vorbereitungen getroffen und womöglich bereits Verbindungen gesucht werden, um die Wiederaufnahme des Handelsverkehrs zwischen der Schweiz und China zu erleichtern.

Wir glauben, dass zu diesen Vorkehren auch die Errichtung einer offiziellen schweizerischen Vertretung am Sitz der gegenwärtigen Regierung des «Freien China» gehören sollte. Damit wäre die Möglichkeit geschaffen, schon jetzt bei den voraussichtlich auch später massgebenden chinesischen Kreisen einen günstigen Boden für den künftigen Ausbau unserer Handelsbeziehungen vorzubereiten. Es ist ja ohne weiteres anzunehmen, dass auch die schon jetzt bei der Regierung in Tschungking offiziell vertretenen andern Staaten versuchen werden, sich dort einen Vorsprung zu sichern. Man sollte daher u.E. nichts unterlassen, um im künftigen Konkurrenzkampf nicht allzu sehr ins Hintertreffen zu geraten.

Die Frage der Vorbereitung unserer künftigen Handelsbeziehungen mit China ist auch in den Kreisen der *schweizerischen Exportindustrie* schon verschiedentlich diskutiert worden. Wir haben daher durch den *Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrie-Vereins* die Auffassung dieser Kreise etwas sondieren lassen. Es ist dabei ziemlich übereinstimmend die Meinung zum Ausdruck gekommen, die wir schon oben dargelegt haben, dass alles getan werden sollte, um möglichst günstige Voraussetzungen für die Entwicklung unseres Handelsverkehrs mit dem neuen China zu schaffen.

[...] [1]

Der *Vorort des Schweiz, Handels- und Industrie-Vereins* knüpft an diese verschiedenen Äusserungen folgende Bemerkungen:

«L'on peut éventuellement se demander si en attendant le rétablissement de relations diplomatiques normales il ne serait pas opportun de créer une agence commerciale de l'Office suisse d'expansion commerciale, comme cela avait été le cas en Espagne lors de la guerre civile. L'agence de l'OSEC ouverte dans l'Espagne contrôlée par le Général Franco avait en effet été à même de rendre de précieux services à l'économie suisse. La grande majorité de nos sections sont toutefois d'avis qu'une telle solution serait insuffisante. Telle est également notre opinion. Ce dont la Suisse a besoin actuellement, ce n'est pas en première ligne d'un agent ayant pour fonctions de mettre en relations exportateurs suisses et importateurs chinois car aussi longtemps que la guerre se prolongera les échanges avec la Chine se trouveront nécessairement réduits à leur plus simple expression. L'économie suisse a besoin d'avoir en Chine nationale un véritable agent de liaison entre le gouvernement suisse et le gouvernement du

1. *Des extraits des réponses du* Verband Schweizerischer Transit-Handelsfirmen, *de la* Zürcherische Seidenindustriegesellschaft, *des Chambres de commerce de Soleure et de Bâle sont longuement cités.*

Maréchal Tschiang-Kai-Chek qui soit à même de préparer le terrain à de futurs accords économiques et à ouvrir la porte du marché chinois à l'industrie suisse d'exportation. Or seul un diplomate nous paraît remplir les conditions nécessaires à une telle tâche; lui seul jouira du prestige indispensable.»

Gestützt auf diese übereinstimmende Auffassung der interessierten Exportkreise möchten wir Ihnen unserseits den Antrag unterbreiten, *die Frage der Errichtung einer Schweizerischen Gesandtschaft* am Sitz der Tschungking-Regierung in ernsthafte Prüfung zu ziehen. Dabei wäre es natürlich sehr erwünscht, wenn dieser Posten mit einer Persönlichkeit besetzt werden könnte, die bereits einigermassen mit den Verhältnissen und der Mentalität des Fernen Ostens vertraut ist. Auf die Wichtigkeit dieses Erfordernisses wird von verschiedenen Seiten noch ganz besonders hingewiesen. Ein offizieller Vertreter, der nicht über diese Kenntnis verfügt, könnte nach der übereinstimmenden Meinung unserer Exportkreise kaum viel ausrichten. Eventuell könnte diesem diplomatischen Vertreter noch ein Delegierter der Schweizerischen Zentrale für Handelsförderung beigegeben werden, der sich speziell mit den technischen Arbeiten zu befassen hätte.

Wir glauben auch, dass mit der Regelung der ganzen Frage nicht mehr allzu lange zugewartet werden darf. Wie uns berichtet wurde, soll man es in den massgebenden chinesischen Kreisen in Tschungking sehr empfinden, dass die Schweiz dort keine diplomatische Vertretung besitzt. Wir dürfen also in dieser Hinsicht nicht zu spät kommen. Heute, so wird uns erklärt, würden die Chinesen ein schweizerisches Entgegenkommen noch schätzen, später dagegen legen sie vielleicht auf unsere Bemühungen keinen so grossen Wert mehr.

Wir bitten Sie also um entsprechende Prüfung der Angelegenheit[2].

---

2. *Dès le mois d'août 1944, la direction de la Fabrique de machines Escher-Wyss informe le Département politique de l'intention d'un certain nombre de firmes suisses d'envoyer une commission d'études en Chine pour y étudier les possibilités de relations commerciales. En février et en mars 1945, le Vorort de l'USCI et la Division du commerce du Département de l'Economie publique favorisent l'organisation du voyage d'une délégation privée représentant différentes industries helvétiques, notamment la Société Anonyme pour l'industrie de l'aluminium (à Neuhausen), la Fabrique de machines Oerlikon (à Oerlikon) et la Fabrique de machines Escher-Wyss (à Zurich). Tout en approuvant les desseins et l'objet de cette mission, les autorités fédérales ne veulent pas lui reconnaître un caractère officiel et mettent à disposition des participants au voyage des passeports diplomatiques (cf. la lettre du 14 mars 1945 du Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz, au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, W. Stucki* (E 2001 (E) 2/624). *Le 1er mai 1945, le Chef du Département de l'Economie publique, W. Stampfli, écrit au Ministre de l'Economie publique de la République chinoise, Wong Wen Hao, pour lui annoncer le départ imminent de cette délégation:* Elle a demandé l'appui du Département fédéral de l'Economie publique. Je n'ai pas hésité à lui accorder, en raison de l'intérêt que me paraît présenter le développement de relations amicales entre nos deux pays. Le désir d'intensifier ces relations a engagé le Conseil fédéral à envisager la création d'une Légation de Suisse à Chung-King. J'espère que ce projet pourra être réalisé dans un avenir aussi rapproché que possible. (E 2800/1967/60/20).

Mais cette lettre n'a pas pu être remise à son destinataire, car le voyage de la délégation a été interrompu à Paris: en effet, quoiqu'il déclare être particulièrement intéressé à une reprise prochaine des relations économiques avec la Suisse, le gouvernement de Chunking estime que le

voyage était inopportun en ce moment *(semble-t-il à cause de la guerre civile, d'un congrès du Kuomintang et de l'absence de nombreuses personnalités chinoises qui se trouvent alors à la Conférence de San Francisco) (cf. lettre du 22 mai 1945 du Directeur des Ateliers de Construction Oerlikon, Hans Schindler, au Chef du Département politique, M. Petitpierre* (E 2800/1967/60/20).

Finalement, le voyage de cette délégation aura lieu en juillet 1945; (*cf.* Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur la création de nouvelles légations (*FF, 1945, II, pp. 17-22*).

325

E 2001 (E) 2/622

Compte-rendu d'une séance consacrée à la reprise des relations économiques avec la Belgique et la Hollande[1]

PV TS Berne, 28 décembre 1944

TRAKTANDUM: WIEDERAUFNAHME DER WIRTSCHAFTLICHEN BEZIEHUNGEN ZU BELGIEN UND HOLLAND

Anwesend: Dir. Hotz, Dir. Homberger, Legationsrat Kohli, Präsident Weber, Prof. Keller, Dr. Jacot, Dr. Frey, Fürsprecher Meiner, Dr. Lacher.

Keller referiert zunächst über die Voraussetzungen, die zur heutigen Besprechung Anlass gegeben haben. Er weist auf die Verbindung von Belgien und Holland hin, die infolge der Zollunion, des Währungsabkommens und über die Vermittlung Londons besteht, und schliesst daraus, dass grundsätzlich, wenn auch nicht im einzelnen, für beide Staaten gleiche Behandlung vorgesehen werden müsse.

Was nun Belgien anbetrifft, so hat die Schweizerische Gesandtschaft in Brüssel bereits mit den Aussenhandelsstellen Fühlung genommen. Auch in privatwirtschaftlicher Beziehung ist eine rege Tätigkeit zu beobachten. Es hat sich dabei herausgestellt, dass Belgien vor allem an folgenden schweizerischen Produkten Kaufsinteresse besitzt: Maschinen, Pharmazeutika, gewissen Textilien, Bureaumaschinen. Schweizerischerseits besteht dagegen Interesse an Leinengarnen, chemischen Grundstoffen und gewissen Metallen.

Die Aussenhandelsstelle in Brüssel hat unserer Gesandtschaft erklärt, man habe in Belgien grundsätzlich Interesse an der Herstellung normaler wirtschaftlicher Beziehungen. Zunächst müssten jedoch folgende Voraussetzungen dazu geschaffen werden:

1. Aufhebung der Blockade (nach dem Referenten eine Frage, die in wenigen Wochen geregelt sein dürfte).

2. Lösung des Transportproblems. Der Bahnverkehr ist vorläufig gleich

---

1. *Le procès-verbal de cette séance qui a lieu dans le bureau du Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz, est rédigé par H. Lacher, Attaché de Légation au Département politique. Cf. aussi* E 2001 (E) 2/630.

null. Hingegen kommen dem Wasserweg bessere Aussichten zu. Es handelt sich bei dieser Frage weitgehend um ein Organisationsproblem und zuletzt auch wieder um das Problem der Kohlenversorgung.

3. Abschluss eines «Währungsabkommens».

Es haben bisher folgende Fühlungnahmen mit belgischen Funktionären stattgefunden:

1. eine solche mit Herrn Dubois, die im Briefwechsel vom 8. November 1944 ihren Niederschlag gefunden hat [2],

2. die Verhandlungen der Herren de Sellier und Direktor Smers in Bezug auf Notenhandel und Titelfragen mit Herrn Kohli und in Bezug auf ein Zahlungsabkommen mit der Nationalbank sowie ihre Vorsprache bei der Handelsabteilung [3].

Im Januar 1945 soll nun eine belgische Delegation nach der Schweiz kommen, um hier über das belgischerseits in Vorschlag gebrachte Zahlungsabkommen zu verhandeln. Wir haben bereits durch die Gesandtschaft die belgischen Stellen ersucht, dafür besorgt zu sein, dass auch Funktionäre zu dieser Delegation gehören, die in der Lage sind, über Fragen des zwischenstaatlichen Warenaustausches in verbindlicher Weise zu verhandeln.

Das Zahlungsabkommen, dessen Entwurf vorliegt, bringt ein bilaterales Clearing mit einer beidseitigen Verschuldungsgrenze bis zu 5 Mio Schweizerfranken. Die Kreditgabe soll in fremder Währung erfolgen. Die Saldoabdeckung ist in Gold vorgesehen, und zwar bei Ablauf des Abkommens, das für die Dauer eines Jahres in Geltung bleiben soll. Vom handelspolitischen Standpunkt aus betrachtet ist besonders § 3 des Entwurfes interessant, worin eine Liste der Zahlungen enthalten ist, die im Rahmen dieses Abkommens durchgeführt werden sollen. Es sind dabei aufgezählt die Waren, Nebenkosten, Kosten der diplomatischen Vertretungen, Bedienung der dette publique etc. Fraglich ist dabei noch, ob auch die Kosten für Handelsvertretungen, Reiseverkehr, Versicherungsverkehr etc. im Rahmen des Abkommens berücksichtigt werden können.

Im übrigen sind nun im Zusammenhang mit dem belgischen Entwurf verschiedene Fragen zu prüfen. Zunächst einmal ist zu erwägen, ob der belgische Vorschlag überhaupt geeignet ist, die wirtschaftlichen Beziehungen zwischen den beiden Staaten wieder in Gang zu bringen.

Dann stellt sich ferner die von belgischer Seite bisher gar nicht berührte Frage der Liquidation der Clearingrückstände. Aus der Periode vor dem 10. Mai 1940 sind 2,5 Mio Franken zu verzeichnen, aus der Zeit vom 10. Mai 1940 bis zur Befreiung Belgiens 22,5 Mio Franken.

Weiter stellt sich das Problem des schweizerischen Mitspracherechts bei Warenbezügen aus der Schweiz. Nach uns zugegangenen Nachrichten besteht in Brüssel eine als Comité de priorité bezeichnete Instanz, die sehr autoritativ über die gesamte belgische Ein- und Ausfuhr entscheidet.

---

2. *Non reproduit. Il s'agit d'E. Du Bois.*

3. *Cf. notice du 11 décembre 1944 (non reproduite), rédigée par S. Marcuard, du Département politique, sur les entretiens de la Délégation financière belge.*

Schliesslich wird es sich darum handeln, von Belgien bestimmte Lieferzusagen, vor allem was Kohle anbetrifft, zu erwirken.

Weber: Die durch den belgischen Entwurf aufgeworfenen Probleme bedürfen einer ganz gründlichen Abklärung. Bei dem, was vorgeschlagen ist, handelt es sich um Exportförderung in völlig neuer Form, nämlich um Lieferung gegen die eigene Valuta. Dieses Verfahren musste deshalb vorgesehen werden, weil Belgien keine genügenden Währungsreserven und Warendisponibilitäten besitzt. Die belgische Valuta, die uns auf Grund des Vertrages zufallen wird, kann nur in Belgien gebraucht werden. Ausserdem besteht keine Möglichkeit, sie in Gold umzuwandeln. Schliesslich enthält das Abkommen keine Möglichkeit zu einer Bremsung.

Es fragt sich, ob, wenn solche Abkommen ohne Goldsicherung abgeschlossen werden, nicht auch England und die Vereinigten Staaten Appetit darauf bekommen werden und damit eine Gefährdung der Dollar-Regelung entstehen könnte.

Ist ferner nicht zu befürchten, dass ein Ausverkauf schweizerischer Rohstoffe stattfindet, wobei die entstehenden Lücken nicht durch Ankäufe mit belgischer Währung aufgefüllt werden könnten?

Zur Frage der Unmöglichkeit einer Abbremsung des Verfahrens: Sollte nicht ein Plafond festgesetzt werden?

Ist es möglich, die Banken zu der Finanzierung heranzuziehen? Ist das Zahlungsabkommen nicht überhaupt etwas verfrüht? Es ist eine Einseitigkeit, wenn jetzt schon Mittel für die nach § 3 des Entwurfes vorgesehenen Zahlungen bereitgestellt werden, ohne dass Warenlieferungen erfolgen können.

Wenn das Verfahren einmal angetrieben ist, dürfte keine Möglichkeit mehr bestehen, nach Verausgabung der vorgesehenen 5 Mio Franken den Betrieb einzustellen, sondern es müssten dann Nachtragskredite gewährt werden.

Es müssen Wege gesucht werden, um den Staatskredit in diesem System auszuschalten und den Privatkredit daran zu interessieren. Auf jeden Fall könnte die Nationalbank das Währungsrisiko aus dem Vertrag, wie er im Entwurf vorliegt, nicht übernehmen.

Hotz hat keine Bedenken, was die Frage der Entblössung des Landes von Rohstoffen auf Grund eines Handelsabkommens anbetrifft. Die Ausfuhren würden durch die kriegswirtschaftlichen Stellen im einzelnen geprüft.

Homberger: Wenn man das, was unternommen werden soll, mit der Dollar-Regelung vergleicht, stellt man fest, dass es sich in der Tat um etwas völlig Neues handelt. Es besteht dabei die von Herrn Präsident Weber aufgezeigte Gefahr, dass die USA eine entsprechende Regelung verlangen könnten. Deshalb ist es unbedingt erforderlich, dass wir die mit Belgien zu treffende Ordnung gegenüber den andern Ländern vertreten können.

Weniger in die Augen springend ist das Neue an diesem System, wenn wir es mit den Clearingkrediten vergleichen, die wir Deutschland und Italien gewährt haben. Immerhin besitzen wir bei Deutschland eine Frankenforderung, doch steht diese eben nur zu Buch, während die Substanz in Berlin liegt. Wir haben Belgien und Holland seinerzeit auch um Clearing mit Deutschland und an den Krediten teilnehmen lassen. Deshalb würde man uns bei ablehnender Haltung vielleicht fragen, warum wir nun nach der Befreiung keinen Kredit mehr geben wollten.

Ausser diesem Umstand spricht auch für den Abschluss eines Vertrages, dass die schweizerische Volkswirtschaft unbedingt einen Ersatz für das finden muss, was sie nun mit Deutschland verliert. Wir haben gar keine Wahl. Wenn wir nichts tun, ist das sicher verkehrt. Allerdings müssen die Risiken, die der neue Vertrag bringen wird, möglichst eingeschränkt werden. In dieser Beziehung ist das letzte Wort noch lange nicht gesprochen.

Im übrigen ist darauf hinzuweisen, dass die hier einzusetzenden Mittel, verglichen mit den für andere Arbeitsbeschaffungsmassnahmen benötigten Gelder, in optima forma angelegt würden.

Ich bin unbedingt für Eintreten. Der belgischen Konzeption eines Vertrages müsste indessen die schweizerische Lösung entgegengesetzt werden. Es wird nicht zu umgehen sein, dass wir eine Vorleistung erbringen müssen. Wir müssen jedoch das Eintreten auf einen Vertrag davon abhängig machen, dass uns Belgien gewisse verbindliche Leistungen zur Verfügung stellt. Ich denke dabei vor allem an Optionen auf Kohlen- und Eisenlieferungen, sobald diese Waren greifbar werden. Auch gewisse preisliche Garantien sind zu erwirken, ferner die Sicherung der Ausfuhrfreiheit und der Transportmöglichkeiten. Was hier für die Kohle gesagt ist, soll selbstverständlich auch für andere Rohstoffe gelten.

Die Schiffsraumfrage ist im Verhältnis zu Belgien ohne Bedeutung, da Belgien selbst nicht über genügend Schiffsraum verfügt, um seinen eigenen Bedarf zu decken. Wohl aber wird dieses Problem im Verkehr mit Holland entscheidende Bedeutung gewinnen.

Ich erinnere zusammenfassend an eine Forderung von Präsident Weber, wonach der Kredit einer der schweizerischen Rohstoffe sei. Wir müssen diesen Rohstoff nun in der Übergangszeit einsetzen. Es erhebt sich dabei aber die Frage, ob wir ihn zur Vermeidung der aufgezeigten Gefahren nicht in Franken geben könnten, wie das im deutsch-schweizerischen Clearing geschehen ist.

Weber: Dann würde auch der internationale Aspekt, auf den ich hingewiesen habe, eine Gefahr verlieren.

Homberger: Man muss sich darüber klar sein, dass die 5 Mio Schweizerfranken ein zu kleiner Betrag sind, mit dem anzufangen sich nicht lohnen würde.

Eine weitere Bedingung, die übrigens auch den Holländern, was das mit ihnen abzuschliessende Abkommen anbetrifft, bereits eröffnet worden ist, liegt darin, dass die Vorschüsse nicht 100% bar ausbezahlt werden sollen, sondern nur etwa zur Hälfte, während die restlichen 50% von der Privatwirtschaft zu tragen wären. Wir gelangten damit zu einem ähnlichen System, wie es die Regelung mit Deutschland darstellt. Schon aus Rücksicht auf die von USA zu erwartende Reaktion auf die Kreditgabe an Belgien müssten wir eine derartige Verteilung vorsehen.

Kohli: Wir haben den beiden belgischen Delegierten anlässlich deren Vorsprache erklärt, dass der Abschluss eines Währungsabkommens mit Belgien für uns nicht in Frage komme. Ausserdem haben wir darauf hingewiesen, dass wir Gold nur als sekundäre Sicherung für allfällige Vorleistungen betrachteten. In erster Linie kämen zur Deckung Warenleistungen in Frage.

Was die Golddeckung anbetrifft, so erklärten die belgischen Delegierten, es bestünden gewisse Möglichkeiten, im Auslande, vor allem in USA und Grossbritannien, aber auch in Frankreich, Gold bereitzustellen.

Ich bin mir bewusst, dass man vorläufig nicht verlangen kann, dass im Rahmen einer abzuschliessenden Vereinbarung auch der Zinsendienst wieder aufgenommen werden solle. Allerdings müssen aber Renten, Unterstützungszahlungen etc., die heute infolge des Einsatzes der Polizeiabteilung praktisch aus Bundesmitteln bestritten werden, im Rahmen der künftigen Abmachungen zur Berücksichtigung kommen.

In der Kriegsschädenfrage werden wir rasch Gleichstellung verlangen müssen. Die Lage ist, was Belgien anbetrifft, noch sehr wenig geklärt. Auch an belgische Staatsangehörige sind bisher keine Entschädigungszahlungen geleistet worden.

Ich verweise schliesslich auf das politische Interesse, das an einer raschen Wiederanknüpfung normaler Beziehungen mit Belgien besteht. Die belgischen Delegierten, die hier verhandelt haben, vertreten die soziale Ordnung. Wir müssen das Unsrige dazu beitragen, sie zu stützen und dürfen die Regierung Pierlot nicht im Stiche lassen.

Im übrigen werden Belgien und Holland ungefähr in gleicher Weise behandelt werden können.

Jacot: Es ist auch uns klar, dass die Schweiz im kommenden Verkehr in Vorleistung treten muss. Die Frage ist nur, wie das dafür vorzusehende System beschaffen sein soll. Eine Deckung in fremder Währung ist nicht annehmbar. Andererseits haben wir mit eigentlichen Clearingkrediten, wie sie etwa Deutschland gewährt worden sind, auch keine guten Erfahrungen gemacht (Zinsenlast). Die Form der Kreditgabe muss derart beschaffen sein, dass wir, wie die Abmachungen mit Holland dies vorsehen, keine Zinsenlast zu tragen erhalten.

Weber gibt der Meinung Ausdruck, dass die Überweisung von Finanzerträgnissen schwerlich aus dem System ausgeschieden werden könne.

Bei den Besprechungen mit den belgischen Delegierten hat er übrigens das Gefühl erhalten, dass Belgien die Abmachungen mit der Schweiz «mit dem Pfund» verbinden wolle.

Homberger: Was das Verhältnis unserer künftigen Abmachungen mit Belgien zu denjenigen mit Holland anbetrifft, so bin auch ich der Auffassung, dass in gewissem Sinne eine parallele Behandlung vorgesehen werden muss. Die Voraussetzungen sind indessen nicht in jedem Falle die gleichen. Von den Niederlanden erwarten wir bekanntlich die Zurverfügungstellung von Schiffsraum. Mit der belgischen Konzeption ist der Vorteil verbunden, dass man in der Kreditgewährung stufenweise vorgehen und an eine Verzinsung denken kann. Andererseits müsste man bei dem für Holland vorgesehenen System gleich einen höhern Betrag hinlegen.

Meiner beurteilt die für Belgien bestehenden Lieferungsmöglichkeiten nicht sehr pessimistisch und weist zudem darauf hin, dass zur Zeit noch 17 Mio SFr. an Zahlungen für Ware, die unter dem Regime des bisherigen Clearingabkommens nach Belgien geliefert worden sind, ausstehen.

Er betont, dass eine Anerkennung des vorhandenen Clearingsaldos zugunsten der Schweiz jetzt schon, gleich zu Beginn der neuen Beziehungen herbeigeführt werden müsse.

Schliesslich weist er auf verschiedene technische Schwierigkeiten hin, die aus

der Verkoppelung von Clearingkreditsystem und Lastenverteilungssystem à la Dollar-Regelung sich ergeben müssen.

Kohli erklärt, dass wir zur Zeit untersuchen, ob die gegenseitigen Zinsverpflichtungen und die Versicherungsleistungen sich kompensieren lassen könnten.

Keller: Falls man ein derartiges Kompensationssystem errichten wollte, müsste man zunächst die Zinsen von der Sperre des Bundesratsbeschlusses vom 6. Juli 1940[4] freistellen. Eine Deblockierung des Kapitals kann hingegen nicht in Frage kommen.

Frey weist auf die Schwierigkeiten hin, die sich aus dem Umstand ergeben, dass Belgien eine Devisengesetzgebung besitzt, während wir keine entsprechende Kontrolle einrichten können.

Hotz äussert sich zur Höhe der zu gewährenden Kredite. Er denkt an je 50 Mio Franken für Belgien und Holland.

Jacot macht auf den Unterschied zwischen Kredit und – dem an Warenlieferungen gebundenen – Clearingvorschuss aufmerksam. Die für die Abdeckung vorgesehenen Warenlieferungen müssen in ihrem Inhalt fixiert werden, damit wir nicht gezwungen werden können, Waren entgegenzunehmen, an welchen wir kein Interesse besitzen.

Keller: Es ist eine selbständige *luxemburgische* Delegation angemeldet, die bei uns Pharmazeutika und Haushaltartikel kaufen möchte. Sie soll dagegen Lieferungen an Thomasschlacke und Profileisen offerieren. Wir haben zunächst um Bestätigung dieser Zusagen durch die belgischen Instanzen ersucht.

Keller: Was *Holland* anbelangt, so stellt sich die Frage, ob der Frankenkredit auf der Basis, wie die Holländer sie vorsehen, möglich ist. Der Referent verbindet diese Überlegungen mit einem Hinweis auf die Art und Weise der schwedischen Kreditgewährung an Holland.

Weber: Es soll sich um einen staatlichen Bankenkredit handeln, wobei eine Sicherung in holländischen Gulden gegeben wäre und nach Befreiung des niederländischen Gebietes Rückzahlungen mittels Warenlieferungen erfolgen sollen.

Können wir die Banken an dieser Kreditgewährung beteiligen, indem wir die Bons in eine Form kleiden, die ihre Weitergabe an die Banken erlaubt, eine Art Bundesgarantie gewährt und die Lombardierungsfähigkeit der papiere mit sich bringt? Falls die Banken nicht interessiert werden können, fällt die Leistung dem Bunde zu.

Homberger betont, dass das Abkommen nur dann zustandekommen kann, wenn wir den benötigten Schiffsraum von Holland erhalten.

Weber: Es steht fest, dass der Kredit gewährt werden muss. Die Frage der Form ist zunächst sekundärer Natur.

Jacot macht auf das Problem der Verteilung der Aktivzinsen angesichts der vorgesehenen Aufteilung des Kredites unter Bund und Privatwirtschaft aufmerksam.

Meiner wirft die Frage der aus der Schweiz nach Holland künftighin und bald wieder zu leistenden Warenzahlungen auf.

---

4. *Cf. DDS, vol. 13, N° 336 et* E 2001 (E) 2/571.

Kohli glaubt zu dieser Frage, dass man neben dem Warenkreditsystem ein besonderes Clearing werde schaffen müssen.

Homberger: Die Aushändigung des Kredites an die Niederlande muss zweckmässigkeitshalber auch über die Verrechnungsstelle, und zwar äusserlich in Form des Clearingkredites erfolgen.

Meiner äussert sich noch zur Frage der Verwendung von gesperrten Guthaben in einem Einzelfalle, nämlich soweit die Guthaben des Philips-Konzerns in Frage stehen.

Homberger weist darauf hin, dass es sich dabei um Eingänge aus alten Warenlieferungen handelt, die nun frei gegeben werden sollten[5].

5. *Sur la reprise des relations économiques avec la Belgique, cf. aussi la notice de J. Hotz pour le Chef du Département de l'Economie publique, W. Stampfli, du 8 janvier 1945.* (E 7800/1/14).

326

E 2001 (D) 11/9

Le Chef de la Division des Intérêts étrangers du Département politique, A. de Pury, au Chef de la Division spéciale de la Légation de Suisse à Berlin, P.A. Feldscher

Copie
L Confidentiel

Berne, 28 décembre 1944

Au verso de la page 1 de notre lettre[1] B.24.35 E/Jw. (63584) du 20 décembre 1944 nous vous avions communiqué un passage extrait d'une lettre[2] adressée par le Chargé d'Affaires des Etats-Unis d'Amérique à Berne au Chef du Département Politique concernant le fait que le Département d'Etat vous autorise à apporter les modifications que vous jugerez utiles au texte des notes américaines rédigées dans une forme inacceptable pour le Gouvernement allemand.

Nous avons l'honneur de vous faire tenir sous ce pli copie[3] de la note verbale A.I. N° 10374 que la Légation des Etats-Unis nous a fait parvenir le 15 décembre 1944 et dont les deux premières pages, presque entièrement consacrées à la même question, constituent une confirmation de notre lettre du 20 décembre rappelée ci-dessus.

Ces premières pages se rapportent plus particulièrement au refus de l'Auswärtiges Amt d'accepter les notes que vous lui aviez adressées au sujet des Juifs déportés de Hongrie et de Slovaquie en Allemagne (cf. à ce propos notre lettre[4] B.24.2 A 3 JJ/eh (58341) du 21 novembre 1944 répondant à votre lettre[5] A.18.5 EM/mc du 3 novembre 1944).

1. *Publiée ci-dessus, cf. N° 319.*
2. *Non retrouvée.*
3. *Non reproduite.*
4. E 2001 (D) 11/59.
5. E 2001 (D) 11/59.

Comme nous vous avons déjà exposé le point de vue américain dans notre lettre[6] du 20 décembre 1944, nous ne croyons pas nécessaire d'y revenir pour le moment.

Le reste de cette communication américaine est voué à la question générale du rôle des Etats-Unis comme porte-parole des Etats ibéro-américains en matière de protection de titulaires de documents d'identité établis au nom des diverses républiques des trois Amériques et contient diverses suggestions quant à la manière dont vous pourriez intervenir en faveur des intéressés.

En particulier – au haut de la page 3 – elle suggère qu'il devrait être possible que les différentes Puissances protectrices agissant au profit des républiques des trois Amériques s'entendent afin d'agir de concert pour sauver la vie de personnes dont l'existence est menacée.

Une coordination de l'action des différentes Puissances protectrices à Berlin serait certainement utile. Vous aviez d'ailleurs vous-même suggéré une action concertée de votre Division spéciale et de l'Ambassade d'Espagne en faveur des 51 personnes déportées de Vittel en avril 1944 (cf. page 2 de votre lettre[7] A.18 3 AE/dd (4788) du 11 août 1944); mais nous nous demandons si elle ne risquerait pas de vous causer du tort auprès des Autorités allemandes.

Nous vous serions donc obligés de vouloir bien nous faire connaître votre point de vue à ce sujet.

Vous verrez également qu'en page 4, cette note précise que le Gouvernement des Etats-Unis s'intéresse tout particulièrement au sort des citoyens des Etats-Unis et des personnes revendiquant ce droit de cité.

La Légation des Etats-Unis invoque à ce propos un argument qui nous semble judicieux et que vous pourriez, le cas échéant, reprendre à votre profit pour obtenir l'autorisation de visiter les camps réservés aux Juifs. Elle déclare en effet que les Allemands, en ne vous autorisant pas à visiter les camps où se trouvent des personnes revendiquant la nationalité américaine, vous mettent dans l'impossibilité de déterminer si – oui ou non – il s'agit de personnes possédant effectivement cet indigénat (cette question avait été soulevée oralement par M. Tait de la Légation des Etats-Unis, au cours d'une discussion qui eut lieu le 13 novembre 1944 dans nos bureaux).

La Légation des Etats-Unis reprend ensuite, en page 5, la question de la justification aux yeux du Gouvernement allemand d'une intervention de la Suisse en faveur des personnes revendiquant la nationalité des républiques des trois Amériques déportées de Slovaquie et précise que, comme nous le supposions – et comme nous le lui avions fait remarquer dans une note[8] du 24 novembre – les interventions de la Suisse en cette affaire ne doivent pas donner lieu à la supposition que les Etats-Unis reconnaissent l'Etat slovaque.

Nous avions communiqué à la Légation des Etats-Unis, le 24 novembre 1944, la substance de votre message[9], par voie rapide (répondant à notre lettre

---

6. *Publiée ci-dessus, cf. N° 319.*
7. *Cf.* E 2001 (D) 1968/74/17.
8. N° 59264 *(non reproduite).*
9. *Non reproduit.*

57719 du 16 novembre [10]), selon lequel le Ministre Albrecht vous avait donné à entendre que le camp de Marianka en Slovaquie avait effectivement été dissout par les Autorités allemandes qui, toutefois, y avaient laissé huit citoyens américains qu'elles estiment être d'origine juive, et qu'elles avaient demandé au Gouvernement slovaque s'il consentait au transfert de ces huit internés en Allemagne, afin qu'ils puissent être compris dans l'échange germano-américain, actuellement envisagé.

La Légation des Etats-Unis relève à ce propos qu'au moins 150 Américains devaient être internés à Marianka et que si le nombre de huit personnes correspond effectivement au total des citoyens américains de race juive restant en Slovaquie, on pourrait en déduire qu'environ 142 Américains ont disparu.

La Légation désirerait donc que vous continuiez à intervenir à propos de ces déportations de Slovaquie, sans toutefois dépasser les limites indiquées par le télégramme du Département d'Etat, faisant l'objet de la note [11] A.I. N° 10077 du 14 novembre 1944, jointe à notre lettre [12] B.24.25.J.JJ/eh (57719) du 16 novembre 1944.

Enfin la Légation des Etats-Unis demande que, s'il y avait à Marianka ou à Sered des nationaux des Républiques américaines, dont la Suisse ne protège pas les intérêts, vous vous mettiez sans tarder en relations avec les Puissances protectrices des Etats intéressés, afin qu'elles entreprennent des démarches en faveur des personnes pouvant revendiquer leur protection, parallèlement à votre intervention en cette affaire.

Nous vous serions obligés de vouloir bien examiner les différentes suggestions et demandes contenues dans la note américaine ci-jointe, de nous faire connaître votre point de vue à leur sujet, et, le cas échéant, d'intervenir selon les désirs exprimés par le Département d'Etat, si la chose vous paraît compatible avec les limites imposées à votre activité par les circonstances actuelles.

---

10. *Non reproduite.*
11. *Non reproduite.*
12. *Non reproduite.*

327

E 2300 London/39

Le Ministre de Suisse à Londres, P. Ruegger,
au Suppléant du Chef du Département politique, Ph. Etter[1]

RP N° 1 *Londres,* 3 janvier 1945

Le voyage entrepris pendant les jours de Noël par le Premier Ministre à Athènes n'a pas abouti, d'emblée, aux résultats positifs que certains milieux ont escomptés. Néanmoins, la valeur de l'acte de politique étrangère – et intérieure – accompli par M. Winston Churchill demeure très considérable.

La manière dont le déplacement du Chef septuagénaire du Gouvernement britannique fut décidé et organisé est significative pour le changement qui s'opère, en ce temps de crise, dans la conduite des affaires internationales. Ce n'est que le jeudi, 21 décembre au soir, après un débat, posé dans la forme mais néanmoins serré, qui avait eu lieu à la Chambre des Lords, que le voyage du Premier Ministre a été décidé. M. Anthony Eden, qui quelques jours auparavant avait prononcé à la Chambre des Communes un des meilleurs discours de sa carrière politique, si ce n'est le meilleur, en apportant au débat des éléments d'appréciation qui étaient le fruit de son séjour antérieur dans la capitale hellénique, avait été tout disposé à entreprendre seul le voyage, et ses amis ne l'ont pas laissé ignorer. Toutefois il ne s'est pas opposé au désir du Premier Ministre de tenter personnellement – et malgré les nuages qui obscurcissaient l'horizon militaire sur le front de l'ouest – une démarche suprême de médiation. De son côté, l'Ambassadeur de Grèce, M. Aghnidès, avait exprimé, en présence de la situation de plus en plus préoccupante à Athènes, son avis mûrement réfléchi, qu'une médiation ne pouvait avoir des chances que si elle était tentée par le moyen d'une action immédiate sur place. Il est difficile de déterminer si c'étaient avant tout des raisons de politique intérieure ou extérieure qui ont

---

1. *Elu au Conseil fédéral par l'Assemblée fédérale le 14 décembre 1944, M. Petitpierre n'entrera en fonction que le 1er février 1945 (cf. PVCF N° 2184 du 15 décembre 1944,* E 1004.1 1/452, *et PVCF du 4 janvier 1945,* E 1004.1 1/453*).*

Son Suppléant, Ph. Etter, a mis ce rapport en circulation *parmi les hauts responsables du Département politique le 11 janvier.*

Dans une lettre personnelle *à M. Pilet-Golaz du 13 décembre 1944, P. Ruegger évoque ses conversations à Londres au sujet du refus soviétique de renouer des relations diplomatiques avec la Suisse et attire l'attention sur la Grèce:* Le Délégué Apostolique, Monsignor Godfrey, m'a confirmé aujourd'hui, en citant une série d'exemples, son impression mûrie que tout dans la politique des Grandes Puissances occidentales est subordonné à l'intérêt primordial de gagner au plus tôt la guerre sur le Continent européen. L'après-guerre sera évidemment hérissé de toutes sortes de difficultés mais, comme Mr. Churchill paraît l'avoir dit, il n'y a pas longtemps à M. Mikolajczyk, alors que ce dernier était encore Président du Conseil de Pologne, l'Angleterre n'est pas en mesure d'envisager un troisième conflit mondial. Une série de contrastes semblables à celui, très grave, qui se manifeste en Grèce, ne manqueront pas – on le craint du moins – à éclater dans l'avenir (E 2001 (D) 9/3).

amené M. Winston Churchill à faire le geste, à la fois dramatique et saisissant, dont le peuple britannique fut informé le jour de Noël, par la radio. Fort probablement, il y a eu un mélange de considérations d'ordre interne et extérieur. L'agitation qu'avaient provoquée les événements de Grèce venait en effet de gagner les masses. Les travailleurs de l'industrie n'avaient cessé de faire connaître leurs sentiments à leurs élus au Parlement et, le dimanche précédant le voyage du Premier Ministre, une foule d'une vingtaine de milliers de personnes s'était réunie à Trafalgar Square pour entendre un des vieux Labour Lords – Lord Strabolgi – parler d'une tribune décorée des drapeaux britannique et rouge. Bien que, grâce à la discipline qu'observe la députation du «Labour» vis-à-vis du Gouvernement de Coalition pour la durée de la guerre, neuf dixièmes de la Chambre aient répondu affirmativement à la question de confiance posée par M. Churchill, le sentiment s'était répandu qu'il fallait absolument tirer des conclusions du fait certain que l'administration en Grèce ne peut s'appuyer indéfiniment sur les baïonnettes britanniques. Lorsque le Premier Ministre se présentera, au début de la deuxième quinzaine de janvier, aux Communes, il sera certes harcelé de questions, mais personne n'osera affirmer qu'il n'a pas tenté tout ce qui dépendait de lui pour redresser la situation et, peut-être, pour réparer certaines erreurs initiales du Commandement militaire britannique à Athènes.

Mais ce furent sans doute tout autant des raisons impérieuses de politique extérieure qui exigeaient du Chef du Gouvernement britannique un effort intense. L'on sait que l'avènement de M. Stettinius au Secrétariat d'Etat à Washington a été accompagné de polémiques anti-britanniques qui n'ont pas été limitées à la presse. Le «Test Case» de la Grèce, dont la politique de Washington paraissait vouloir se laver les mains, a joué un rôle point négligeable dans ces controverses. De plus, après avoir exigé de ses grands alliés, et notamment de l'URSS, la reconnaissance de son droit exclusif d'agir en Grèce, la Grande-Bretagne se devait de faire tout pour résoudre le problème grec et la controverse avec l'«E.A.M.»[2] sans quémander à Moscou, en échange d'autres concessions, des conseils de modération à l'adresse des chefs de l'«E.L.A.S.»[3]. Enfin, les intérêts politiques très réels de l'Empire britannique au rétablissement de l'ordre en Grèce et à la sécurité des voies méditerranéennes, de même qu'à la reconstruction du pays dévasté, dictaient au Gouvernement de Londres une attitude faite à la fois d'intervention et d'apaisement.

[...][4]

L'observateur suisse peut regretter que, dans tous les copieux débats au sujet des événements de Grèce, il ait été si peu question de l'aide si grande, et se chiffrant par le sauvetage de centaines de milliers de vies, qui durant toute la période d'occupation a été organisée de Genève[5]. On a parlé de quelques

2. *Ethnikon Apeleftherotikon Metopon (Front national de libération, fondé le 27 septembre 1941 à l'initiative du Parti communiste grec).*

3. *Ethnikos Laïkos Apeleftherotikos Stratos (Armée populaire grecque de libération). Après avoir résisté à l'occupation allemande dès février 1942, l'E.L.A.S. entre en conflit avec les forces britanniques et les troupes royalistes dès décembre 1944.*

4. *Suit un passage sur l'attitude du Roi et sur l'institution de la Régence en Grèce.*

5. *Sur l'aide à la Grèce, cf.* E 2001 (D) 1968/74/16-18 *et* E 2001 (D) 3/233, 467 *et* 529.

agents de l'UNRRA qui se trouvent actuellement à Athènes, comme on a aussi parlé abondamment de l'aide future qui serait apportée par les Alliés à la Grèce affamée. Je n'ai trouvé qu'incidemment quelques allusions à l'activité de la Croix-Rouge internationale, qui pourtant avait mis sur pied à Athènes une organisation de 900 personnes. Ici, comme ailleurs, l'aide venue effectivement en grande partie de Suisse est éclipsée par l'action de propagande suédoise, qui a amplement monnayé l'apport donné par les bateaux suédois naviguant pour le compte du C.I.C.R. (et le président suédois de la «Commission de Gestion pour la Répartition de Vivres» constituée à Genève, en accord avec Stockholm, s'affuble à Athènes allègrement du titre de «Président de la Croix-Rouge Internationale»!). Il est très important que grâce à la sage décision du Conseil fédéral, l'envoi prochain d'un Ministre de Suisse à Athènes puisse permettre à notre pays de reprendre en Grèce la situation qui lui est due[6].

6. *Le Conseil fédéral nomme Pierre Bonna Ministre de Suisse à Athènes, lors de sa séance du 9 janvier 1945. Le Conseil fédéral donne son agrément à la nomination de Constantin Psaroudas comme Ministre de Grèce à Berne. Au cours de la même séance, Walter Stucki est désigné comme successeur de Bonna en tant que Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique* (E 1004.1 1/453).

328

E 1004.1 1/453

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 4 janvier 1945[1]

Chile.- Umstellung des Zahlungsverkehrs vom Clearing- und Kompensationsverkehr auf Dollars.

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 28. Dezember 1944

Durch Abkommen vom 29. Mai 1934[2] wurde zwischen Chile und der Schweiz ein Clearing- und Kompensationsverkehr eingerichtet. Seit Mitte 1943 leidet dieser Zahlungsverkehr an Frankenmangel, da die schweizerischen Importe chilenischer Waren infolge Blockade- und Transportschwierigkeiten den Wert der schweizerischen Exporte nach Chile nur noch zur Hälfte decken. Diese Situation bewirkte ein starkes Ansteigen des Frankenkurses in Chile (Agio gegenüber dem Dollar ca. 30–40%)[3]. Auf Ersuchen des Volkswirtschaftsdepartements erklärte sich die Schweizerische Nationalbank ab Frühjahr 1944 bereit, laufend, wenn auch in beschränktem Umfange, der Chileni-

1. *Absent: Petitpierre.*
2. K I.832 *et RO, 1934, vol. 50, pp. 487–492.*
3. *A ce sujet, cf.* E 2001 (E) 2/648.

schen Centralbank zur Bezahlung schweizerischer Exporteure Franken gegen Dollars zur Verfügung zu stellen. Besondere Schwierigkeiten machte das Kursproblem. Hätte die Schweizerische Nationalbank Dollars direkt gegen Franken übernommen, wäre das Agio des Schweizerfrankens gegenüber dem Dollar verschwunden. Die schweizerischen Exportwaren wären dadurch verbilligt, der Import aber verteuert und infolge der bei den gegenwärtigen hohen Tonnagesätzen ungünstigen Frachtlage Chiles noch mehr eingeschränkt worden. Da damals fast der gesamte Export nach Chile, soweit er im Rahmen der Gegenblockade möglich war, trotz des Frankenagios ohne Schwierigkeiten Absatz fand und wesentliche Schweizerische Importkontrakte, für deren Durchführung das Agio eine Voraussetzung war, in Aussicht standen, wurden der Chilenischen Centralbank die Franken zu ca. 20% teurer abgegeben als dies der direkten Kursrelation Franken-Dollar entsprochen hätte. Der daraus entstandene Kursgewinn von ca. Fr. 700 000.— wurde in einen zur freien Verfügung der Schweiz stehenden Fonds zur Förderung des chilenisch-schweizerischen Handels gelegt.

Inzwischen hat sich die wirtschaftliche Situation verändert. Die Importmöglichkeiten aus Chile sind infolge des dort chronisch gewordenen Warenmangels stark zurückgegangen und betreffen nur noch einige wenige Waren, die auch ohne Kursagio importiert werden können. Gleichzeitig tritt im schweizerischen Exportsektor die USA-Konkurrenz immer mehr in den Vordergrund, sodass die Aufrechterhaltung des Agios die schweizerischen Exportmöglichkeiten, vor allem im Maschinen- und Chemie-Sektor, stark beeinträchtigen würde. Dazu kommt, dass Chile um die Dollarinflation zu bekämpfen und um den Produktionsmittelimport zu fördern zur Bezahlung von Maschinenimporten Dollars unter pari abgibt. Diese Änderung der Situation hat das Departement veranlasst, den chilenischen Behörden vorzuschlagen, die Anwendung des chilenisch-schweizerischen Clearing- und Kompensationsabkommens vom 29. Mai 1934 vorübergehend zu suspendieren und gegenseitig die Zahlungen direkt in USA-Dollars zu leisten. Die chilenische Regierung hat diesen Vorschlag gemäss Notenwechsel zwischen unserer Gesandtschaft in Santiago und dem chilenischen Aussenministerium vom 21. Dezember 1944 angenommen[4]. Diese Umstellung des Zahlungsverkehrs gilt bis auf weiteres und ist jederzeit mit zweimonatiger Frist kündbar. Im Falle der Kündigung ist nach Ablauf von zwei Monaten das frühere Clearing- und Kompensationsabkommen wieder anwendbar.

Zur Durchführung der Suspendierung des Clearing- und Kompensationsabkommens vom 29. Mai 1934 ist Ziffer 4 des einzigen Artikels des Bundesratsbeschlusses vom 22. Dezember 1937, womit der die Einzahlungspflicht an die Schweizerische Nationalbank dekretierende Bundesratsbeschluss[5] vom 14. Januar 1932 «über die Durchführung der mit verschiedenen Ländern getroffenen Devisenabkommen» auf Chile anwendbar erklärt wurde, aufzuheben. Die Handelsabteilung wird hierauf ihre Verfügung Nr. 7 vom 21. August

4. *Cf. FF, 1945, I, pp. 280 et 303–304.*
5. *RO, 1932, vol. 48, pp. 29 ss. A ce sujet, cf. DDS, vol. 10, N° 136.*

1944 betreffend «Zahlungen in USA-Dollars im Warenverkehr[6] auch auf Chile anwendbar erklären. Einfuhrbewilligungen oder Garantiezeugnisse für Waren chilenischen Ursprungs werden alsdann nur mehr erteilt, wenn der schweizerische Importeur sich verpflichtet, für die Bezahlung der betreffenden Waren einschliesslich Nebenkosten Dollars zu erwerben, die hiefür von der Schweizerischen Nationalbank zugelassen sind.

Antragsgemäss wird deshalb

beschlossen:

1. Der in der vorgelegten Beilage aufgeführte Notenwechsel vom 21. Dezember 1944 zwischen der Schweizerischen Gesandtschaft in Santiago und dem Chilenischen Aussenministerium über die vorübergehende Umstellung des Zahlungsverkehrs auf USA-Dollars wird genehmigt.
2. Der vorgelegte Entwurf zu einem Bundesratsbeschluss betreffend den Zahlungsverkehr mit Chile wird zum Beschlusse erhoben.
3. Der Text des Notenwechsels und der Bundesratsbeschluss sind in die Amtliche Gesetzsammlung aufzunehmen[7].

---

6. *RO, 1944, vol. 60, pp. 541 ss.*
7. *RO, 1945, vol. 61, pp. 23–24 et 250.*

329

E 5795/341

Rapport[1] *de la Mission militaire suisse auprès du 6e Groupe d'Armée allié*[2]

Copie
R

Berne, 4 janvier 1945

[...]

On ne peut parler d'un voyage «au front», car nous avons été maintenus systématiquement très en arrière du front, cela malgré le désir exprimé par nous de nous rapprocher des zones de combat. Le Lt. Col. Huffer[3] avait des instructions très strictes, venant sans doute du Haut-commandement allié, de ne pas nous risquer trop en avant. On ne peut d'ailleurs, dans cette guerre qui diffère totalement de celle de 1914–1918, parler d'un «front». Ce que nous aurions

---

1. *Rédigé par le Chef de la mission, le Colonel divisionnaire de Montmollin, pour le Général Guisan.*
2. *La mission a eu lieu du 17 décembre au 23 décembre 1944.*
   Le Colonel divisionnaire de Montmollin était accompagné des Majors de l'Etat-Major Général Primault et Züblin et du Major Boissier.
   Ces trois officiers ont chacun rédigé un rapport particulier (non reproduit).
3. *Le Lieutenant-colonel Huffer, du 3e bureau (opérations) de l'Etat-Major du 6e Groupe d'Armée allié, conduisit la mission suisse pendant tout son voyage.*

pu voir à quelques kilomètres, ou même à quelques centaines de mètres, des positions allemandes, n'aurait guère été autre que ce que nous pouvions voir plus en arrière: un nombre incalculable de véhicules à moteur circulant à grande allure dans les deux sens, des localités où militaires et civils vaquaient à leurs opérations comme si l'on se fut trouvé en pleines «manœuvres» du temps de paix, une absence complète d'aviation adverse permettant une circulation de jour en formations serrées et de nuit avec tous feux allumés. *[...]*

3. Impressions de voyage

Ce qui frappe avant tout lorsqu'on passe quelques jours au milieu de *l'armée américaine*, c'est l'énormité des moyens mis en œuvre. On a vraiment l'impression que la guerre que font les Américains est une affaire industrielle d'une envergure et d'une portée qui dépassent tout ce qu'on peut imaginer. La rationalisation est poussée à l'extrême dans tous les domaines. Quand il doit résoudre un problème d'ordre tactique ou technique, concernant les opérations, le ravitaillement ou la remise en état du matériel, l'Américain ne semble arrêté par aucun obstacle de nature économique ou financière; il y consacre les moyens qui lui paraissent nécessaires mais sait aussi éviter le gaspillage; il a un sens inné de l'ordre, de la méthode, de la propreté.

L'officier présente un type assez différent du nôtre et de l'officier européen en général. Il a plus de naturel, ne s'achoppe guère aux formes, est très ouvert, parfois un tantinet naïf. Il est très accueillant; à cet égard nous avons été reçus partout avec la plus grande cordialité et un réel désir de nous être agréable. Les officiers sont jeunes, en pleine vigueur physique; seuls quelques officiers supérieurs ont dépassé la quarantaine; certains, en petit nombre, ont déjà participé à la première guerre mondiale.

Les *sous-officiers* et *soldats* font très bonne impression par leur tenue et leur discipline; on n'en rencontre pour ainsi dire pas qui aient franchi la trentaine. Ce sont tous de beaux gars, bien découplés et en pleine forme physique. Ils saluent leurs supérieurs avec simplicité et sans contrainte.

Les relations entre *officiers et soldats* semblent fondées sur des sentiments de confiance réciproque; les différences de classes sont peu marquées. Les uns et les autres sont très correctement vêtus; leur uniforme est commode, conçu pour les opérations en campagne sous différents climats. Ils reçoivent exactement la même subsistance, qui est très copieuse.

Le commandement américain attache une grande importance au maintien en bonne forme du moral: soirées récréatives, séances de cinéma, système de courrier avec l'Amérique très ingénieux et rapide, etc.

Nous n'avons malheureusement pas eu l'occasion de nous rendre compte, au même degré, de la situation actuelle de l'*Armée française*: la seule journée passée à la 1re Armée fut surtout une journée de voyage en auto dans la région dévastée des Vosges occidentales. Les quelques troupes ou convois rencontrés nous ont donné l'impression d'une armée assez hétéroclite, encore en pleine phase de reconstitution. Les officiers rencontrés au Q.G. du 6. Gr.A. ou au P.C. de la 1re Armée étaient d'origines très diverses, leurs aptitudes aussi, nous sembla-t-il.

Durant nos longues randonnées dans les départements des Vosges, de la

Haute-Saône et du Doubs nous avons pu nous rendre compte de l'importance des *dévastations* dues à la guerre: nombreuses épaves de voitures, camions, chars abandonnés au bord des routes ou en pleins champs; voies ferrées, gares, canaux rendus inutilisables pour un temps prolongé; villages détruits, maisons en ruines. Les villes de St. Dié et de Gérardmer ont particulièrement souffert; la première a été en bonne partie incendiée par mesures de représailles sans doute.

4. En *résumé* ce voyage, bien qu'il ne nous ait pas permis de recueillir autant d'enseignements tactiques que nous l'espérions, a été néanmoins instructif, intéressant et, finalement, utile. Il nous a montré la vie d'une armée moderne considérable dans la zone arrière de combat. Il a permis à quelques officiers de notre modeste armée de se faire une idée de la guerre actuelle et de poser quelques jalons qui ne seront pas sans utilité dans les relations qui lient la Suisse avec les Etats-Unis.

330

E 4800 (A) 1967/111/61

Le Chef du Département de Justice et Police, Ed. von Steiger, au Suppléant du Chef du Département politique, Ph. Etter

Copie
L Bern, 8. Januar 1945

Soeben hatte ich den Besuch des Ministers Frenay, Chef des Ministère des prisonniers déportés et réfugiés, der in Begleitung eines Direktors seines Ministeriums und eines Herrn König in Genf (Nachfolger des Herrn de Leusse) zu mir gekommen ist, um einige *Fragen betreffend die französischen Kriegsgefangenen* zu besprechen.

Die *erste Frage* betrifft die Tätigkeit des eidg. Politischen Departements. Herr Minister Frenay möchte wissen, wie weit die Verhandlungen mit Deutschland über die Frage gediehen seien, ob nicht die Schweiz die Interessen als Schutzmacht über die französischen Kriegsgefangenen in Deutschland übernehmen könnte.

Bekanntlich hatte sich bis jetzt die deutsche Regierung auf den Boden gestellt, eine derartige Tätigkeit einer Schutzmacht sei weder erwünscht noch nötig, da sich ja die Regierung Laval in Frankreich befinde und selber in der Lage sei, zum Rechten zu sehen.

Die heutige Regierung de Gaulle steht selbstverständlich auf einem andern Standpunkt. Scapini soll es abgelehnt haben, irgendwie in der Sache noch tätig zu sein.

Man sei dann an das Internationale Rote Kreuz gelangt, und als auch dort nicht viel zu erreichen war, sei die Frage aufgeworfen worden, ob nicht die Schweiz als Schutzmacht die Interessen vertreten könne.

Ich bin aber über die ganze Angelegenheit nicht unterrichtet. Könnten Sie sich vielleicht vom eidg. Politischen Departement noch Auskunft geben lassen und unter Umständen schon morgen in der Sitzung kurz berichten?

Minister Frenay reist heute Abend noch nach Genf, bleibt aber dort bis Donnerstag, sodass ihm vielleicht über die Ambassade noch nach Genf etwas mitgeteilt werden könnte, was er sehr begrüssen würde. Wenn nicht, würden wir eben später durch die Ambassade den Bericht nach Paris gehen lassen.

Die *zweite Frage* betrifft mehr die Tätigkeit des eidg. Justiz- und Polizeidepartementes, sofern man ihr nicht einen politischen Charakter beimessen will. Der Vollständigkeit halber möchte ich sie Ihnen zur Kenntnis bringen.

Minister Frenay setzt voraus, dass beim Endsieg und einer allfälligen Besetzung Deutschlands ungezählte Kriegsgefangene durch die Schweiz nach Frankreich zurückströmen möchten. Die Schweiz werde nicht nur bahntechnisch eine grosse Aufgabe zu bewältigen haben, sondern Frankreich, aber auch die Schweiz sollten namentlich auch sicher sein, dass dann wirklich nur Franzosen nach Frankreich durch die Schweiz zurückkehren würden.

Minister Frenay möchte wissen, ob in einem solchen Falle die Schweiz nicht gewisse «commissions pas trop étoffées» zulassen würde, die dann an der Grenze mithelfen könnten, die polizeiliche und soziale Kontroll- und Aufnahmetätigkeit zu unterstützen. Gegenwärtig sei das natürlich aus Neutralitätsgründen nicht möglich, während nach der Auffassung des Ministers Frenay nach dem Waffenstillstand ein neutralitätspolitisches Hindernis nicht bestehen sollte.

Ich habe den Herren erklärt, dass ich mich natürlich heute über dieses Thema nicht äussern könne. Soviel scheine mir jetzt schon klar, dass die sozialen Betreuungen die Schweiz selber durchführen werde. Ob man zur Vornahme gewisser polizeilicher Feststellungen hinsichtlich Nationalität und Identität und Prüfung der Papiere auf ihre Echtheit französische Polizeiorgane zur Mithilfe heranziehen könne und wie dies zu geschehen hätte, sei eine technische Frage. Selbstverständlich werde auch hier die Schweiz das Nötige selber besorgen. Die Grenzkontrolle werde durch den Territorialdienst, das Grenzwachtkorps und den Polizeidienst unseres Departementes besorgt. Wie weit im Einzelnen Verbindung mit ausländischen Polizeiorganen aufgenommen werde, sei jeweils eine technische Frage.

Dagegen könne ich ganz allgemein mitteilen, dass dieses ganze Problem von der Schweiz auch schon studiert werde, und ich würde in einem späteren Stadium in der Lage sein, über den Stand der Vorarbeiten einige Auskunft zu geben.

Die *dritte Frage* ist rein technischer Natur und betrifft ausschliesslich das Justiz- und Polizeidepartement. Sie behandelt den Rhythmus der Rückkehr der in der Schweiz befindlichen französischen Flüchtlinge. Herr Minister Frenay möchte, dass dieser Abfluss möglichst rasch vor sich gehe, versteht aber, dass er zum Teil deshalb nicht schneller abgewickelt werden konnte, weil gerade in Frankreich nicht genügend Verkehrsmittel zur Verfügung standen, und dass

anderseits in der Schweiz die Sache ordnungsgemäss vor sich gehen muss. Der Flüchtling hat ein Gesuch zu stellen. Die Papiere sind mit den Kantonen in Ordnung zu bringen und auch die bankmässigen Fragen (individuelles Depot des einzelnen Flüchtlings) müssen ordnungsgemäss abgewickelt werden.

331

E 2801/1967/77/4

La Division du Commerce du Département de l'Economie publique à la Légation de Suisse à Londres

Copie d'expédition
T

Berne, 9 janvier 1945

Von Handel[1] zu Eurer Information stop

Hiesige Presse bringt folgende offizielle Erklärung US Statedepartment an «United Press», die uns heute von amerikanischer Legation bestätigt wurde quote In der Politik der Vereinigten Staaten gegenüber der Schweiz ist keine materielle Veränderung zu erwarten, und weiterhin werden freundschaftliche diplomatische Beziehungen zwischen den beiden Ländern unterhalten werden. Seit vielen Monaten wurden zwischen den Vereinigten Staaten und Grossbritannien einerseits sowie der Schweiz anderseits wirtschaftliche Verhandlungen geführt. Diese Verhandlungen nehmen in einer für alle Parteien befriedigenden Weise ihren Fortgang und sollten in einer gegenseitigen, für die Schweiz wie für die Alliierten vorteilhaften Verständigung ihren Abschluss finden, wenn sie in dieser Art, ohne nachteilige Störungen, ihren Fortgang nehmen können. Das Staatsdepartement stellt in diesem Zusammenhang fest:

1. Die Schweiz, als ein Staat, dessen Neutralität garantiert ist, muss mit beiden kriegsführenden Parteien, für die sie ja als Schutzmacht tätig ist, diplomatische Beziehungen aufrechterhalten.

2. In den Beziehungen zwischen den Vereinigten Staaten und der Schweiz ist die gegenseitige Wertschätzung der demokratischen Lebensweise der beiden Länder und ihre lange traditionelle Freundschaft massgebend.

3. Es würde zum beiderseitigen Vorteil der Vereinigten Staaten und der Schweiz gereichen, wenn die Materiallieferungen der Schweiz an den Feind reduziert würden. Die Vereinigten Nationen würden einen solchen Schritt der Schweiz begrüssen unquote.

---

1. *Cf. les déclarations de J. Hotz du 8 janvier citées au document N° 314 ci-dessus. Cf. aussi* E 7800/1/23.

332

E 6100 (A) 19/1509

Notice concernant une conférence du 9 janvier 1945 sur les relations financières italo-suisses[1]

No Berne, 9 janvier 1945

Mr. Kappeler annonce qu'il a reçu hier la visite d'un représentant de la légation italienne (gouvernement de Rome) qui lui fit savoir qu'il avait entendu dire qu'il était question de débloquer les avoirs de l'Istcambi en Suisse en faveur du gouvernement néo-fasciste. Il a précisé que le gouvernement de Rome verrait une telle mesure d'un très mauvais œil. Il lui a été répondu qu'il s'agissait du paiement des intérêts dus par l'Istcambi. Le représentant s'est déclaré prêt à télégraphier à son gouvernement de Rome pour demander si celui-ci reconnaissait la dette de l'Istcambi[2].

Mr. Troendle rappelle que d'après l'arrêté du 1er octobre *[1943*[3]*]*, les avoirs italiens en Suisse ne sont pas effectivement bloqués mais soumis au contrôle. Les Italiens ne l'avaient d'abord pas remarqué jusqu'en mars où ils décrétèrent le blocage des avoirs suisses en Italie. C'est alors que Mr. Troendle est intervenu et obtint la levée de ce blocage. A cette occasion on déclara du côté suisse que le contrôle serait maintenu, mais que nous serions d'accord de débloquer les avoirs nécessaires aux paiements pour les besoins normaux en Suisse (fonctionnaires, etc.). Lorsque Mr. Faes de l'Istcambi demanda aux Banques quels étaient exactement les avoirs de l'Istcambi en Suisse, certaines banques répondirent, d'autres ne répondirent pas et d'autres se refusèrent de donner tout renseignement. L'Istcambi demanda des explications et fit remarquer qu'au printemps 1944, lorsque l'Istcambi remboursa 50 millions par de l'or, on avait reconnu la qualité de représentant de l'Istcambi. Il lui fut répondu que cette affaire était d'ordre purement privé et ne concernait que les banques, qu'au printemps il n'y avait qu'un Istcambi tandis que maintenant il y en a deux qui se présentent autorisés et que c'est une question à trancher éventuellement par le juge. Les Italiens nous offrent de payer les intérêts de six mois dans l'idée qu'ils seront orientés sur leurs avoirs en Suisse, mais ne posent pas comme condition un déblocage de ces avoirs au-delà des sommes nécessaires au paiement.

---

1. *Le procès-verbal de cette séance, présidée par F. Kappeler, du Département politique, est rédigé par L. Jacot, du Département des Finances et des Douanes. On trouve un autre compte-rendu de la même séance, rédigé par Hess, du Département politique, dans* E 2001 (E) 2/593. *Participent à cette séance: deux représentants du Département politique (F. Kappeler et H.-J. Hess), le Délégué de la Suisse en Italie du Nord, M. Troendle, deux représentants du Département des Finances et des Douanes, E. Kellenberger et L. Jacot, deux représentants de la Banque nationale, V. Gautier et H. Huber, et un représentant de la Division du Commerce du DEP, F. Marti.*

2. *Cf. la notice reproduite en annexe au présent document.*

3. *Sur le déblocage des avoirs suisses en Italie, cf. la lettre du Département politique du 15 avril 1944,* E 2001 (E) 2/632.

Mr. Gautier estime que l'offre du gouvernement fasciste n'apporte rien de bien nouveau, car l'argent qu'on nous offre est en Suisse. La question est avant tout d'ordre politique et si nous acceptons l'offre de l'Istcambi, nous risquons de nous mettre à mal avec le gouvernement de Rome. Si le gouvernement de Rome reconnaît la dette, ce serait précipité d'accepter un paiement de l'Istcambi. Il conviendrait donc de tirer au clair l'attitude de Rome avant de prendre une décision.

Mr. Kellenberger est en principe d'accord avec les déclarations qui précèdent, mais voudrait être renseigné sur les intentions du gouvernement fasciste qui ne fait certainement pas la proposition de payer des intérêts sans vouloir obtenir une compensation. Il fait remarquer qu'on n'est pas au clair non plus sur la reconnaissance par le gouvernement de Rome des rescriptions signées par le gouvernement fasciste. Il demande en outre avec qui traite l'office suisse de compensation dans les relations de clearing, car des paiements se font encore par cette voie.

Mr. Troendle: Pour le clearing, nous continuons à traiter avec l'Istcambi de Brescia. Les relations continuent et jusqu'à présent l'Istcambi de Rome n'a donné aucun ordre de paiement. Rien ne nous empêche du reste à les reconnaître les deux car ce sont des organisations de droit privé. L'Istcambi de Rome peut par la suite être parfaitement considérée comme successeur de celui de Brescia. Quant à l'intérêt que les Italiens ont de nous faire une telle proposition, il réside d'abord dans leur désir d'être renseignés sur les avoirs en Suisse. Ensuite, ils préfèrent que cet argent aille aux Suisses plutôt qu'à leurs adversaires, car ils tiennent à faire bonne figure vis-à-vis de la Suisse.

Si nous donnons une réponse négative nous risquons de nous brouiller avec les maîtres du Nord de l'Italie où vivent actuellement encore 10000 Suisses. Nous risquons que le blocage des avoirs suisses soit de nouveau décrété, ce qui pourrait avoir des répercussions extrêmement graves. Vu le pillage et le banditisme qui règne actuellement il convient d'éviter toute réaction violente, car plus la fin approche, plus les gens sont chatouilleux et réagissent violemment.

D'autre part, le gouvernement de Rome est certainement plus pressé de nous demander de nouveaux crédits plutôt que de payer des dettes. Il est à craindre que les avoirs que nous leur laisserions en Suisse ne servent à leurs représentants à vivre grassement ainsi qu'à subventionner les écoles irrédentistes qu'ils ont au Tessin plutôt qu'au paiement des dettes. Toutefois, Mr. Troendle ne veut pas se prononcer sur les réactions que pourrait avoir le gouvernement de Rome en cas d'acceptation de paiement. C'est une question du ressort du département politique.

Mr. Kappeler: Si le débiteur fait des paiements effectifs de l'Italie, nous les acceptons, mais nous ne voulons pas modifier quoi que ce soit au sujet des avoirs en Suisse car nous risquerions de nous brouiller avec le gouvernement de Rome.

Mr. Kellenberger demande si l'on ne pourrait faire savoir à l'Istcambi de Brescia qu'on accepte le paiement à condition que Rome donne son assentiment.

Jacot demande si l'on sait de quelle manière les représentants du gouvernement de Rome ont été mis au courant avant même que des pourparlers aient eu

lieu avec l'Istcambi de Brescia et qu'une décision n'ait été prise de notre part. A son avis, le gouvernement de Rome n'a aucune raison de se plaindre d'un paiement fait par le gouvernement fasciste au moyen d'avoirs bloqués en Suisse, si l'on ne fait aucune autre concession à ce dernier, car si Rome reconnaît la dette, celle-ci sera réduite d'autant par le paiement et les intérêts arriérés cesseront de courir. On pourrait répondre à l'Istcambi de Brescia qu'on accepte le paiement, laisser ce dernier donner les ordres nécessaires mais, afin de ménager les susceptibilités du gouvernement de Rome on attendrait la réponse de celui-ci avant d'exécuter l'ordre de paiement.

Kappeler: Il ne faut rien faire qui puisse froisser le gouvernement de Rome. On répondra à l'Istcambi de Brescia que vu le défaut de paiement à l'échéance, on attend des propositions de leur part afin de traîner l'affaire en longueur jusqu'à ce que le gouvernement de Rome se prononce.

Jacot fait remarquer qu'il conviendrait de demander des assurances au gouvernement de Rome non seulement sur le prêt à l'Istcambi mais aussi sur les soldes de clearing.

Troendle déclare qu'il agira dans le sens indiqué par Mr. Kappeler.

ANNEXE

E 2001 (E) 1/322

Notice sur les relations financières italo-suisses[4]

Copie Berne, 1er décembre 1944

CRÉDIT BANCAIRE ACCORDÉ À L'ITALIE
EN RELATION AVEC LES NÉGOCIATIONS ÉCONOMIQUES

I.

Par contrat du 2 septembre 1940[5] complété les 15 août 1941, 31 juillet 1942 et 29 janvier 1943, un groupe de banques suisses sous la direction de la Société de Banque Suisse et du Crédit Suisse accorda à l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero (Istcambi) un crédit total de fr.s. 125 millions[6]. Cette avance était, à l'origine, garantie du côté italien par un dépôt d'or constitué en Italie pour une somme correspondante. La Banque Nationale Suisse s'était engagée vis-à-vis du consortium de banques, avec l'assentiment du Conseil fédéral, à reprendre cet or au cas où le crédit ne serait pas remboursé à l'échéance. L'échéance primitivement fixée au 31 août 1941 fut reportée, par conventions successives, au 31 décembre 1943. Lors des négociations économiques qui eurent lieu à Rome en novembre 1942, il fut convenu que le dépôt d'or serait réduit à fr.s. 50 millions, moyennant remise aux banques créancières de bons du trésor de l'Etat italien pour fr.s. 75 millions. La garantie donnée par la Banque Nationale fut modifiée en conséquence avec l'autorisation du Conseil fédéral; la Banque Nationale s'est engagée à reprendre le dépôt d'or et à rembourser la

4. *Rédigée par Hess, du Département politique.*

5. *Cf. DDS, vol. 13, Nos 354, 370 et 377.*

6. *La documentation à ce sujet se trouve dans* E 2001 (E) 1/294, E 2001 (E) 2/593, E 6100 (A) 19/1509 *et* E 7110/1967/32/900 Italien. *Cf. aussi PVCF des 11, 14 et 21 janvier 1944,* E 1004.1 1/441. *Sur la reprise des relations commerciales avec l'Italie, cf. la lettre du 12 mars 1945 du Directeur de la Division du Commerce du DEP, J. Hotz, au Chargé d'Affaires de Suisse à Rome, P. de Salis,* E 7110 1967/32/821-Italien/9.

somme couverte par bons du trésor faute de paiement par le débiteur à l'échéance. A fin septembre 1943, l'Istcambi remboursa fr.s. 18 millions, réduisant ainsi sa dette à fr.s. 107 millions.

Les banques créancières lui ayant réclamé le paiement le jour même de l'échéance, faute de remboursement par le débiteur, la Banque Nationale se vit dans l'obligation de leur bonifier fr.s. 107 millions, valeur 31 décembre 1943. Elle débita simultanément le compte de la Confédération d'une somme correspondante. En vertu des arrangements pris, les droits de gage du consortium vis-à-vis du débiteur ont passé à la Banque Nationale.

II.

Le 20 avril 1944, à la suite des démarches entreprises auprès des autorités italiennes et des autorités allemandes d'occupation, la Banca d'Italia remit à la Banque Nationale suisse 891 lingots d'or d'un poids brut de 10 803,11250 kg, soit 10 783,96326 kg d'or fin d'une valeur de fr. 52 515 744,30 représentant la garantie d'or devenue propriété suisse faute de remboursement du crédit à l'échéance du 31 décembre 1943.

III.

Le 20 mai 1944, à Lugano, les représentants de la Banque Nationale Suisse et de l'Istcambi décidèrent de prolonger jusqu'au 31 décembre 1944 le solde non remboursé du crédit d'un montant de 57 millions fr.s. Le paiement de l'intérêt de 2¾% était couvert jusqu'à fin décembre 1944 par des montants portés en un compte spécial géré par la Banque Nationale Suisse. En garantie de remboursement, le Ministère italien des finances à Brescia reconnut expressément la validité de la garantie constituée par les bons du trésor royal italien établis en novembre 1942 par le Ministère des finances du précédent gouvernement pour une somme totale de fr.s. 75 millions. Ces bons sont restés déposés auprès de la Banque Nationale Suisse.

IV.

Aux termes du contrat conclu le 20 mai 1944, l'Istcambi aurait dû demander avant le 30 septembre 1944 une nouvelle prolongation au cas où il ne serait pas en mesure d'envisager un remboursement pour le 31 décembre 1944. Cette demande de prolongation n'a pas eu lieu. La Banque Nationale Suisse a soulevé la question de savoir s'il ne convenait pas de demander à l'Istcambi quelles étaient ses intentions. D'entente avec l'Administration des finances, il lui fut répondu qu'il serait préférable de ne pas soulever à nouveau cette question à Brescia mais d'attendre que les circonstances permettent de reprendre l'affaire avec les autorités italiennes à Rome.

333

E 1004.1 1/453

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 9 janvier 1945 [1]

Transport de grands blessés alliés et allemands

Département des postes et des chemins de fer. Verbal

Le chef du département des postes et des chemins de fer fait part au Conseil des difficultés que rencontrent les chemins de fer fédéraux dans l'organisation des transports des grands blessés qu'il est prévu d'échanger, entre les Alliés et

1. *Absent: Petitpierre.*

l'Allemagne, dans la seconde moitié de janvier. Après échange de vues, le Conseil arrive à la conclusion qu'il serait indiqué de marquer, à l'égard de la direction générale des chemins de fer fédéraux, tout le prix qu'il attache à ce que ces transports puissent être assurés, malgré les difficultés techniques. Il est par conséquent

décidé:

Le chef (suppléant) du département politique est chargé d'adresser, au nom du Conseil fédéral, une lettre dans le sens indiqué à la direction générale des chemins de fer fédéraux[2].

2. *Cf. les rapports des 5 et 27 février 1945 sur les difficultés survenues lors des échanges de civils américains et allemands* (E 2800/1967/61/93).

334

E 2001 (E) 2/622

Compte-rendu de la séance du 10 janvier 1945 à la Banque nationale sur la reprise des relations avec la Belgique[1]

PV BH Berne, 10 janvier 1945

Le Prof. Keller commence par exposer d'une façon très complète la situation comme elle se présente actuellement dans nos rapports avec la Belgique et quelles sont les propositions que nous avons reçues des délégués de ce pays en vue d'une reprise du trafic financier. Cet exposé a déjà été résumé par M. Lacher, dans sa notice concernant la séance interne du 28 décembre[2] qui a eu lieu chez M. le Directeur Hotz. Il propose aux différents représentants présents à la séance de discuter la question qu'il vient d'exposer suivant le plan ci-dessous:

1) Quel est le point de vue général à l'égard de la conclusion d'un accord avec la Belgique?

1. *Le procès-verbal est rédigé par J.-P. Jéquier, du Département politique. La séance est placée sous la présidence du Professeur P. Keller, Délégué du Conseil fédéral aux Accords commerciaux, et réunit des représentants de l'Administration fédérale des finances (E. Kellenberger) du Département politique (F. Kappeler, H. Lacher et J.-P. Jéquier), de la Division du Commerce du DEP (Probst et Meiner), de la Banque nationale (W. Schwegler), de l'Office suisse de Compensation, du Vorort de l'USCI (E. Frey), de l'Union suisse des Paysans (A. Borel), de l'Association suisse des Banquiers (A. Caflisch, R. Dunant et C.-A. Nussbaumer), de l'Association des Compagnies suisses d'Assurances concessionnées (C. R. Bruppacher et P. Guggenbühl), du Groupement des Holdings Industrielles (M. Schmiedheiny) et de la Fédération suisse du Tourisme (Krapf).*

2. *Cf. N° 325.*

2) Faut-il conclure un accord de clearing pur et simple ou accorder un crédit en francs suisses?

3) Renseignements éventuels sur les conditions actuelles en Belgique.

4) Possibilités envisagées de financer nos importations de Belgique sur une base purement privée (octroi de crédits).

5) La Belgique n'a pas tenu compte dans ses propositions des arriérés du clearing belgo-suisse (avant le 10 mai 1940: 2,5 millions de francs; du 10 mai 1940 jusqu'à la libération de la Belgique: 22,5 millions de francs). Comment liquider ces arriérés? Est-il opportun de prévoir une clause à ce sujet dans les accords?

6) Blocage des avoirs belges en Suisse. Faut-il supprimer ce blocage ou le maintenir?

7) Comment se présente le bilan des paiements dans les différents secteurs intéressés? (positif ou négatif).

M. Kappeler tient à relever en premier lieu une question de principe. Du point de vue politique, nous avons tout intérêt à reprendre, aussi rapidement que possible, nos relations avec la Belgique. Nos sympathies doivent d'ailleurs aller naturellement à ce pays, qui n'a pas eu un sort aussi heureux que le nôtre et à la reconstruction duquel nous devons tâcher de collaborer.

M. Caflisch est entièrement d'accord avec M. Kappeler. Comme lui, il voit la nécessité de faire un geste vis-à-vis de la Belgique. Cependant, même en négligeant le côté sentimental de la question, la reprise de nos relations avec la Belgique est intéressante parce qu'on peut prévoir, dans un avenir plus ou moins éloigné, le rétablissement de livraisons qui nous seront très utiles.

En ce qui concerne la forme sous laquelle le paiement de ces livraisons devrait s'effectuer, M. Caflisch préconise une solution intermédiaire qui ne serait ni le clearing seulement, ni l'octroi d'un crédit pur et simple. Le clearing présente des difficultés, c'est un système trop rigide. Quant à l'octroi de crédits, il faut être prudent et songer que d'autres pays en demanderont à la Suisse (Italie par exemple). M. Caflisch pense donc que la meilleure solution serait l'octroi d'un crédit privé, avec garantie de l'Etat.

Quant aux avoirs belges bloqués en Suisse, leur importance n'est pas bien grande, il s'agissait plutôt en son temps d'une mesure de prudence pour éviter des manœuvres de la part des Allemands lors de l'invasion de ce pays. Cependant, si nous ne reprenons pas entièrement le trafic des paiements maintenant, il est imprudent de débloquer ces avoirs et il convient de les garder pour la deuxième phase des négociations, qui sera suivie du rétablissement intégral de ce trafic. Il est bon de garder en mains un gage qui pourra, à ce moment, nous être très utile.

M. Nussbaumer préconise un accord de paiements à court terme, qui ne nous engage pas trop. Cependant, il faut un commencement à tout, même s'il implique un certain risque. A toutes fins utiles, l'A.S.B. annoncera à la Division du Commerce les revenus suisses provenant de placements en Belgique. Le transfert de ces revenus ne devrait pas être une condition du rétablissement des relations financières entre les deux pays, mais on devrait cependant insister sur ce point.

M. Nussbaumer fait allusion aux récentes mesures d'ordre financier et

monétaire prises en Belgique. Nous n'avons pas à les critiquer et elles n'excluent pas en tout cas un accord financier entre les deux pays.

Les banquiers sont prêts à accorder à la Belgique des crédits comme ils l'ont fait pour la Hollande, mais il faut être prudent. Comme il s'agit de crédits à long terme, les banques ne peuvent les accorder sans une garantie quelconque.

En ce qui concerne les arriérés du clearing, il faut essayer de les amortir progressivement par des livraisons de marchandises. Il serait inopportun en tout cas d'alourdir, dès le début, un nouvel accord par des clauses concernant le remboursement de ces arriérés.

M. Nussbaumer, comme M. Caflisch, est d'avis qu'il ne faut pas débloquer les avoirs belges en Suisse avant que nous ayons des assurances formelles du Gouvernement belge touchant le paiement de nos créances sur la Belgique.

M. Bruppacher: Il y a 18 compagnies suisses qui exercent une activité d'assurances en Belgique et, en regard, aucune compagnie belge qui travaille en Suisse. Il n'y a donc pas de contrepartie à l'activité des compagnies d'assurances suisses. M. Bruppacher comprend fort bien qu'il faille procéder par étape et envisager d'abord le transfert des créances commerciales. Il croit cependant qu'il faut dès les prochaines négociations inclure la question du transfert des prestations en faveur des assurances. L'assurance suisse est une forme d'exportation, exportation purement suisse puisqu'elle ne contient pas de matière première étrangère. Il ne faut pas oublier que depuis 1940 les compagnies d'assurances n'ont pu bénéficier d'aucun transfert, alors que les créanciers commerciaux ont pu bénéficier du clearing.

M. Guggenbühl complète l'exposé de M. Bruppacher en ce qui concerne la réassurance. Dans ce domaine également, l'activité très importante des compagnies de réassurances suisses en Belgique n'a presque pas de contrepartie. La Belgique est le pays type où la réassurance suisse trouve un domaine d'activité très intéressante (plus de 1/10 de l'activité de la réassurance).

Nous espérons, ajoute M. Guggenbühl, que les Belges sauront faire un petit sacrifice pour la réassurance suisse qui revêt pour leur économie une grande importance. Il ne faut pas oublier que lors des destructions catastrophiques de ces dernières années en Belgique, les compagnies suisses de réassurances ont subi de lourdes pertes. La France elle, saisissant toute l'importance de ne pas interrompre ses relations d'assurances et de réassurances avec la Suisse, a conclu avec elle un accord séparé permettant certains transferts. D'ailleurs les relations d'assurances et de réassurances avec la Belgique n'ont jamais été interrompues et n'ont cessé de se développer en dépit des circonstances défavorables.

M. Frey: La situation difficile et presque catastrophique de nos échanges commerciaux avec la plupart des pays qui nous entourent (Allemagne, Europe centrale, Italie, France) nous engage à resserrer nos relations commerciales avec des petits pays comme la Belgique et la Hollande, à qui nous pouvons livrer rapidement ce dont ils ont besoin et devancer ainsi la concurrence étrangère. Cela nécessite naturellement l'octroi de crédits avec tous les dangers sur lesquels la Banque Nationale a déjà attiré notre attention: on augmente la circulation monétaire sans augmenter dans la même proportion la quantité de marchandises disponibles sur le marché. Cependant, la Belgique elle aussi a

quelque chose à nous offrir (fer et charbon). Il s'agira donc bien d'un accord bilatéral, mais il ne faut pas perdre de vue, ainsi que l'a fait remarquer M. le Prof. Keller, que vis-à-vis de ce pays nous ne sommes pas à égalité, car nous n'avons pas comme lui le contrôle des changes, mais simplement l'obligation de paiement à la Banque Nationale.

M. Krapf relève qu'en 1938, les touristes en provenance de Hollande nous ont valu 25 millions de francs suisses, et de Belgique 10 millions. La situation actuelle de l'hôtellerie devient de plus en plus difficile depuis 1939. Il est vraisemblable que les Belges auront tout intérêt à reprendre les relations touristiques avec la Suisse, non pas pour venir passer des vacances dans notre pays, mais pour y faire des cures, s'y soigner et s'y reposer. Il serait bon de ne pas perdre de vue cet aspect de la question lors des futures négociations.

M. Schmiedheiny: Les intérêts des holdings industrielles suisses sont d'ordre uniquement financier et non commercial. Leur situation s'est aggravée considérablement depuis 1939, car elles ne bénéficient plus du transfert de leurs participations financières à l'étranger. Il est bien entendu que l'échange de marchandises doit avoir la priorité sur les créances financières, mais il ne faut pas que ces dernières lui soient complètement sacrifiées comme ce fut trop souvent le cas.

M. Schmiedheiny préconise aussi le maintien du blocage des avoirs belges en Suisse et signale, à titre d'exemple, que d'après un rapport de fin novembre 1944 d'une usine travaillant près de Mons celle-ci n'avait pu reprendre le travail qu'à raison de 10% de sa capacité totale de travail, faute de charbon et cela à 20 km de la mine. Cet exemple illustre dans quel état terrible se trouvent les transports en Belgique.

M. Borel: Avant 1939, nous exportions en Belgique pour environ 3 millions de fromage et 1 million de lait condensé. Ces exportations sont naturellement complètement interrompues.

Le plus important selon lui serait de pouvoir reprendre l'importation de phosphate brut, qui est très important pour l'alimentation infantile.

M. Schwegler rappelle que la question de l'octroi d'un crédit à la Belgique pose un problème très grave: celui de l'augmentation de la masse monétaire sans contrepartie d'une offre de marchandises sur le marché. En outre, il est peu probable que la Banque Nationale accepte de donner des francs suisses contre une devise étrangère non convertible en or. Il faudrait tout au moins qu'elle permette d'acquérir rapidement de la marchandise, et rien n'est moins sûr dans les conditions actuelles. Nous sommes malheureusement dans la situation du pays qui est uniquement créancier, ce qui doit nous inciter à une grande prudence. Il est certain, toutefois, que ce crédit doit être accordé d'une façon ou d'une autre et que si l'initiative privée ne peut s'en charger, l'Etat devra intervenir.

M. Caflisch appuie les déclarations de M. Schmiedheiny pour la défense des intérêts financiers. Il rappelle que le transfert des créances financières est étroitement lié avec l'octroi d'un crédit à long terme.

M. le Prof. Kellenberger: La Confédération est intéressée, elle aussi, à la reprise des relations financières avec la Belgique. Nos achats d'or à l'étranger nous ont forcés à émettre plusieurs emprunts, si bien que la Confédération finit

par prendre à sa charge les intérêts de ses avances. Nous n'aimons pas beaucoup les accords de clearing, mais mieux vaut cela que rien. Rien nous prouve cependant qu'un tel accord nous assurera les importations indispensables à l'économie du pays. Il faudrait être certain que la Belgique nous livrera bien les marchandises dont nous avons besoin. Le financement de ces importations par le crédit bancaire reviendrait moins cher à la Confédération puisqu'elle n'aurait pas à payer les intérêts des emprunts et pourrait se contenter de donner une garantie.

M. le Prof. Keller conclut des différents échanges de vues qui viennent d'avoir lieu qu'il faut, de l'opinion générale, en venir rapidement à une reprise de nos relations économiques et financières avec la Belgique. Le financement privé de nos importations serait insuffisant. Ce qu'il faut trouver, c'est une base générale d'échanges pour le présent et l'avenir, un règlement bilatéral de nos paiements. La séance de ce matin a montré les nombreuses difficultés qu'il reste encore à résoudre. C'est à quoi la Division du Commerce va s'employer, d'entente avec les Départements intéressés et avec le concours des diverses instances dont les représentants étaient convoqués ce matin à cette réunion.

M. le Prof. Keller aborde ensuite la question d'un accord financier avec la Hollande[3].

3. *Le 24 avril 1945, la Légation de Belgique à Berne informe la Division du Commerce du Département de l'Economie Publique que le Gouvernement belge est d'accord d'entamer à Berne des négociations pour la reprise des échanges commerciaux entre la Suisse et la Belgique. Afin de conclure un accord de paiement et un accord commercial, les délégations suisse et belge se rencontrent à Berne dès le 1er juin 1945.*

335

E 7800/1/4

Le Chef du Département des Finances et des Douanes, E. Nobs, au Chef du Département de l'Economie Publique, W. Stampfli

L Bern, 11. Januar 1945
Zahlungsverkehr mit
Belgien und Holland

Die Bundeskanzlei hat uns Ihren Antrag vom 5. Januar 1945[1] an den Bundesrat über die Gewährung je eines Kredites von 50 Millionen Schweizerfranken an Belgien und Holland zum Mitbericht überwiesen. Der Antrag soll vielleicht an der morgigen Bundesratssitzung behandelt werden[2]. Wir haben eine Sitzung mit dem Direktorium der Schweizerischen Nationalbank benutzt, um auch dieses Problem zur Sprache zu bringen. Es ergaben sich durchaus

1. *Cf. la proposition du DEP du 29 janvier 1945* E 1001.1/VD 1.1–31.5.1945.
2. *Annotation marginale probablement de W. Stampfli* Kellenberger's Weisheit.

übereinstimmende Gesichtspunkte, die wir uns erlauben, Ihnen, Herr Bundesrat, zur Kenntnis zu bringen. Wir verbinden mit diesen Mitteilungen die Bitte, Sie möchten den zuständigen Stellen gestatten, die Angelegenheit in einigen Punkten noch weiter abzuklären, bevor sich der Bundesrat mit ihr befasst.

Angesichts der stark eingeschränkten Zufuhr von Eisen und Kohle aus Deutschland begrüssen wir es, dass das Volkswirtschaftsdepartement nicht nur darauf bedacht ist, unserem Export den Absatz ins Ausland zu erleichtern, sondern auch die Beschaffung von Roh-, Brenn- und Hilfsstoffen zu fördern oder sicherzustellen. Wir verstehen aber, dass es der Schweiz fürs erste kaum gelingen wird, aus vom Krieg heimgesuchten Ländern soviel, für uns dringend nötige Waren hereinzubringen, als wir selbst ihnen unsere Landeserzeugnisse zur Verfügung stellen können. Zum mindesten für eine gewisse Anlaufszeit wird daher unser Handelsverkehr mit dem Ausland stark aktiv sein, was nichts anderes bedeutet, als dass wir dem Ausland unsern Export-Überschuss für solange kreditieren, bis es erstarkt ist und an eine Schuldentilgung in Form eigener vermehrter Warenexporte denken kann. Nationalbank und Finanzdepartement haben denn auch volles Verständnis dafür, dass, wenn Ihr Departement versucht, die Handelsbeziehungen mit Belgien und Holland wieder anzubahnen und fruchtbar zu gestalten, Warenkredite in dieser oder jener Form hingegeben werden müssen, und sind Ihnen dankbar, wenn Sie darnach trachten, aus dieser Kreditgewährung möglichst grosse handelspolitische Vorteile herauszuholen. Aus naheliegenden Gründen kommt es jedoch unserem Noteninstitut, das die Währung zu hüten und den Geldumlauf zu regulieren hat, sowie dem Bundesfiskus sehr darauf an, wie *gross* die den einzelnen Ländern eingeräumten Kredite sind und in welcher *Form* sie verabreicht werden.

Was die *Grösse* der dem Ausland zur Verfügung gestellten Kredite betrifft, so ist wahrscheinlich, dass es mit den je 50 Millionen Schweizerfranken an Belgien und Holland nicht sein Bewenden haben wird. Einmal werden diese beiden Länder selber den Plafonds mit der Zeit erhöht haben wollen, und ferner wird im Laufe der nächsten Monate und Jahre eine Reihe anderer Staaten das gleiche Begehren namhaft machen. Gleichgültig, ob diese sich drängenden Kredite dann vom Bundesfiskus oder von den Banken gewährt werden, jedenfalls wird der schweizerische Kapitalmarkt entsprechend belastet. Umso schwerer wird es dem Bunde und auch den Kantonen und Gemeinden fallen, ihrerseits die erforderlichen Summen, namentlich zur Finanzierung der früher oder später doch wohl unvermeidlichen Arbeitsbeschaffung und Arbeitslosen-Unterstützung, aufzubringen, ganz abgesehen davon, dass die Industrie in der Finanzierung ihrer Exporte und die landwirtschaftlichen und städtischen Hypothekarschuldner in der Verzinsung ihrer Verpflichtungen erhöhten Schwierigkeiten begegnen. So sehr wir uns bewusst sind, dass die Schweiz schon heute und noch mehr vielleicht in den kommenden Monaten und Jahren auf einen, mit Warenlieferungen verbundenen Kapitalexport angewiesen ist, so sehr sind wir überzeugt, dass ein gewisses Mass nicht überschritten werden kann, und dass es gilt, sich darüber schon in den Anfängen der Krediterteilung an das Ausland Rechenschaft abzugeben.

Besondere Bedeutung kommt unseres Erachtens auch der Form zu, in der dem Ausland Kredite zur Verfügung gestellt werden, und auch in dieser Bezie-

hung ist von Anfang an Vorsicht und Voraussicht nötig, damit wir nicht auf eine falsche Bahn geraten. Abgesehen, vor allem von Deutschland, sind bis jetzt unsere Export-Überschüsse mit Gold bezahlt worden, so im Verkehr mit Amerika und England. Dieses Gold kann zweifellos als eine sichere, wenn auch unverzinsliche Kapitalanlage betrachtet werden, über die einmal wieder nicht nur in den Herkunftsländern, sondern in der ganzen Welt wird verfügt werden können, namentlich zum Ankauf von Waren. Anders steht es mit den in Aussicht genommenen Krediten an Belgien und Holland, deren Sicherheit, soweit wir sehen, ausschliesslich auf dem Zahlungswillen und der Zahlungsfähigkeit des schuldnerischen Staates beruht. Die Amerikaner und Engländer werden sich fragen, wie es kommt, dass die Schweiz gewissen Ländern erhebliche staatliche Kredite gegen eine blosse Schuldanerkennung einräumt, während sie sich ihnen gegenüber, die doch freies oder blockiertes Gold anbieten, eine merkliche Reserve auferlege. Nicht unbedenkliche Rückwirkungen auf die bestehenden Abkommen mit England und den Vereinigten Staaten sind denn auch nicht ausgeschlossen[2]. Ferner wird durch die Gewährung staatlicher Kredite die sich ohnehin in einem auffallenden Tempo vermehrende Bundesschuld noch weiter erhöht, wodurch der schweizerische Staatskredit nicht gestärkt werden dürfte. Wir haben Bedenken, dass der Bund auf diese Weise sozusagen zum internationalen Bankier wird und damit eine Aufgabe übernimmt, die eigentlich den Handelsbanken zukommt. Wohl wird der schweizerische Kapitalmarkt, wenn der Kredit an das Ausland statt durch den Bund durch die Banken gewährt wird, gleich stark belastet. Auch wissen wir, dass die Banken so oder anders, die Bürgschaft des Bundes beanspruchen werden. Allein, es scheint uns, die Erfahrung langer Jahrzehnte habe gezeigt, dass es sich nicht empfiehlt, Kredite an Staaten durch Staaten einzuräumen. Ein Staat, der andern Darlehen verabfolgt, kann sich der Kreditforderungen weiterer Staaten nur sehr schwer entziehen. Die Banken können ein Nein eher verantworten, weil sie politisch frei und ungebunden sind, und die Regierung, die nur die Kontrolle des Kapitalexportes hat und nicht selbst exportiert, kann sie leichter veranlassen, auf die Übernahme einer bestimmten ausländischen Anleihe zu verzichten. Da überdies die Schweiz, ein kleines Land mit ewiger Neutralität, keine militärischen und politischen Druckmittel besitzt, um säumige ausländische Staatsschuldner mehr oder weniger drastisch an die Erfüllung ihrer Verpflichtungen zu erinnern, so mag es zweckmässiger sein, die privaten Schuldner und ihre internationalen Verbände die nötigen rechtlichen Schutzmassnahmen ergreifen und Schritte zur Honorierung ihrer Forderungen tun zu lassen. Freilich sind wir uns klar darüber, dass die Einschaltung der Banken den Nachteil hat, die Zinsbedingungen wahrscheinlich etwas zu verteuern, immerhin wohl kaum erheblich, da ja die Banken kein Risiko zu tragen haben, sondern nur eine Entschädigung für ihre Arbeit und Mühe beanspruchen können, und sie für die Beschaffung der fremden Mittel ungefähr die gleichen Kosten aufzuwenden haben wie der Bund.

Indessen wird man es möglichst vermeiden müssen, dass Zahlungs- und Kreditverträge mit dem Ausland, die uns grosse wirtschaftliche Vorteile bringen, an der blossen Form der technischen Abwicklung scheitern. Wenn wir dies zugestehen, wollen wir aber doch auch unsere Zweifel nicht verbergen, ob die

uns vom Ausland (vorliegendenfalls von Belgien und Holland) zugesicherten Leistungen von Kohlen, Eisen, Schiffsraum usw. auch wirklich und zeitgerecht ausgeführt werden können. Hat es der ausländische Staat in der Hand, die privaten Eigner dieser Güter zur Lieferung an die Schweiz zu zwingen und wenn ja, zu einem Preise, der für uns vorteilhaft oder zum mindesten annehmbar ist? Gewiss sind die Zusicherungen der beiden Staaten für uns wertvoll; ob sie aber in der Folge, unter vielleicht ganz andern Verhältnissen eingehalten werden können oder wollen, ist doch einigermassen fraglich. Möglicherweise werden ausser den staatlichen Zusicherungen noch die Verpflichtungen der ausländischen Lieferanten beigebracht werden müssen.

Wir fragen uns, ob der bereits verschiedentlich mit Erfolg beschrittene Weg über die Exportrisiko-Garantie des Bundes in der Form der sogenannten Nachkriegsgeschäfte und mit Hilfe der Banken nicht für alle Teile vorteilhafter wäre und dabei doch gestatten würde, die gleichen Importzusicherungen zu erlangen.

Wir bitten Sie, Herr Bundesrat, die vorstehenden Ausführungen als einen bescheidenen Beitrag zur weitern Abklärung der Frage zu betrachten. Weder die Nationalbank, noch unser Departement ist auf eine bestimmte Meinung festgelegt und beide haben jedenfalls den besten Willen, den handelspolitischen Erfordernissen, für deren Beurteilung Ihr Departement zuständig ist, weitgehend Rechnung zu tragen. Unsere Bedenken dürfen keineswegs als blosse Negation aufgefasst werden. Im Gegenteil ist es unsere Absicht, an einer konstruktiven Lösung des Problems der Krediterteilung an das Ausland unter Mitwirkung des Staates mitzuarbeiten. Wir stellen uns vor, dass weitere mündliche Aussprachen unter den Vertretern der beteiligten Departemente und der Nationalbank, gestützt auf die bisherigen wertvollen Vorarbeiten Ihres Departements, zum Ziele führen werden.

336

E 7001 (B) 1/34

Le Suppléant du Chef du Département politique, Ph. Etter, au Chef du Département de l'Economie publique, W. Stampfli[1]

L BK Urgent — Berne, 11 janvier 1945

Nous avons l'honneur de vous remettre en annexe les projets de trois textes législatifs destinés à régler l'importation, l'exportation et le commerce des bil-

1. *Une lettre semblable est adressée au Chef du Département des Finances et des Douanes, E. Nobs. Des copies sont adressées à la Banque nationale (pour les trois Directeurs généraux, E. Weber, P. Rossy, A. Hirs et pour le Directeur, V. Gautier), au Directeur de la Division du Commerce du DEP, J. Hotz, au Directeur du Vorort de l'USCI, H. Homberger, aux Délégués du Conseil fédéral aux Accords commerciaux, H. de Torrenté et P. Keller, ainsi qu'au Chef de la Section du DEP chargé de lutter contre le marché noir, P. Simonin.*
Sur les réponses, cf. E 2001 (E) 2/558.

lets de banque étrangers en Suisse. Depuis de longs mois déjà, ce problème nous préoccupe et nous sommes d'avis que le moment est venu de prendre d'énergiques mesures dans ce domaine où, jusqu'ici, la liberté la plus complète n'a cessé de régner.

A l'appui de cette thèse, nous nous permettons de vous exposer ci-dessous les raisons qui nous paraissent justifier ce point de vue.

Elles sont de deux ordres, extérieures, d'abord, intérieures ensuite.

I. Notre pays – le seul, ou presque, en Europe où la liberté des changes est encore complète – est devenu par la force des choses, un marché financier international où affluent de toutes parts les billets de banque étrangers. Ce mouvement n'est d'ailleurs pas à sens unique, surtout en ce qui regarde les billets français qui, pendant l'occupation de la France par les Allemands et maintenant encore, ont fait et font l'objet de spéculations incessantes qui ne laissent pas de porter atteinte au crédit de notre voisine[2]. Nous ne nous arrêterons guère sur les opérations dites «triangulaires» qui se sont développées entre l'Allemagne et la France en passant par notre pays; rappelons simplement qu'elles avaient pour but, en général, de permettre à l'un des contractants de se procurer des francs suisses. Les Allemands ne sont d'ailleurs pas seuls à avoir exploité les possibilités qu'offrait le marché suisse des billets étrangers; on sait, notamment, que les Alliés s'y sont approvisionnés en fonds destinés au maquis français et achetaient en Suisse les billets permettant à leurs aviateurs tombant en pays ennemi d'échapper à la captivité. Nous avons pris l'exemple de la France, car c'est le plus typique; on en pourrait presque dire autant de l'Italie[3], bien qu'elle n'ait pas, à proprement parler, subi une occupation aussi radicale dans ses effets que la France.

De ce qui précède, il ressort que les opérations sur les billets étrangers sont en rapport étroit avec les circonstances nées de la guerre. Or, la libération progressive des territoires occupés a sensiblement modifié les données du problème et force nous est de constater que le maintien du commerce des billets étrangers en Suisse est de nature à nous attirer des difficultés non seulement des Gouvernements de Londres et de Washington, mais encore des Etats européens qui ont reconquis leur autonomie. Nous en voulons pour preuve la récente démarche du Gouvernement provisoire français qui, par l'organe de l'Ambassade, nous a fait savoir le prix qu'il attacherait à ce que des mesures fussent prises en Suisse pour mettre un terme à la spéculation qui s'acharne sur la devise française et ne laisse pas de lui porter des coups extrêmement sensibles. La demande de la France est, en somme, parfaitement compréhensible quand on pense aux énormes montants en billets français dont dispose l'Allemagne après quatre années d'occupation, et aux tentatives faites par celle-ci de les écouler sur les marchés encore libres pour acquérir des devises. On peut, d'ailleurs, s'attendre à une intervention semblable du Gouvernement italien au moment de la libération complète de la Péninsule.

Ces démarches ne sont toutefois pas la seule manifestation des difficultés que nous envisageons plus haut. Elles apparaissent également, et de façon de

2. *Cf. ci-dessus N° 315.*
3. *Cf. ci-dessus N° 1.*

plus en plus claire, dans la campagne que les Nations Unies mènent actuellement contre la dissimulation et le camouflage des biens qu'elles disent avoir été pillés par leurs ennemis dans les pays occupés. Rappelons, à cet égard, que cette propagande a commencé par la déclaration solennelle du 5 janvier 1943, par laquelle les Alliés ont donné à entendre au monde qu'ils ne reconnaîtraient pas les transferts de propriété opérés dans les pays occupés[4]. Cette proclamation, suivie d'autres du même genre concernant l'or pillé et le rachat de participations allemandes en Italie, a trouvé son expression définitive dans la Résolution N° VI qui fait partie intégrante des décisions prises par les Nations Unies à la conférence monétaire et financière de Bretton Woods[5].

Nous y relevons, entre autres recommandations, celle que voici:

«La Conférence monétaire et financière des Nations Unies ... recommande que tous les gouvernements des pays représentés à cette conférence prennent des mesures compatibles avec leurs relations avec les pays en guerre, pour inviter les gouvernements des pays neutres

a) à prendre des mesures immédiates pour empêcher toute disposition au transfert, dans les territoires soumis à leur juridiction

1) de tous avoirs appartenant au gouvernement, particuliers ou institutions dans ces Nations Unies occupées par l'ennemi, et

2) de tout or pillé, monnaies, objets d'art, valeurs et autres preuves de propriété dans des entreprises commerciales ou financières, et autres biens pillés par l'ennemi; ...»

Jusqu'à maintenant les Gouvernements américain, britannique, belge, brésilien, chinois, grec, néerlandais et norvégien ont notifié aux Autorités fédérales qu'ils souscrivaient à la Résolution VI de Bretton Woods, laissant ainsi percer le désir que la Confédération ne reste pas sourde aux recommandations adoptées[6].

Or, il est évident que les opérations dont nous avons parlé plus haut sont un des aspects de la politique financière de l'Axe que les Nations Unies voudraient précisément mettre en échec. Nous croyons savoir, par exemple, que de très gros montants en billets français passent actuellement en Suisse; lancés sur le marché, ces billets trouvent preneur et procurent ainsi des devises aux vendeurs, placement plus sûr qu'un monceau de papier dont la valeur est somme toute très éphémère.

Mettre un terme à ce trafic pourrait, il est vrai, sembler complaire uniquement au vœu des Nations Unies. Il ne faut pas oublier, cependant, l'importance que présente pour notre pays le maintien de relations aussi suivies que possible avec les Etats ralliés à leur cause. Adopter une politique d'atermoiements dans le domaine qui nous occupe, alors que nous connaissons parfaitement la répugnance des Alliés pour les opérations rappelées ci-dessus, c'est en somme contribuer à distendre des liens qui nous sont utiles et, partant, affaiblir notre position dans l'après-guerre. Cet argument à lui seul, quelque poids qu'on lui reconnaisse, n'aurait néanmoins pas fait justice de nos hésitations à soumettre

4. *Cf.* E 2001 (E) 1967/113/436.
5. *Cf. N° 144 et annexes.*
6. *Sur ces notifications dès le 2 octobre 1944, cf.* E 2001 (E) 1967/113/443.

ces textes à votre obligeant examen si nous n'avions eu la certitude qu'il existe d'autres intérêts spécifiquement suisses à sauvegarder, qui sont de nature à vaincre les scrupules que pourrait éveiller une justification purement extérieure des mesures envisagées.

II. Nous abordons ainsi l'aspect plus particulièrement national de la question. Aujourd'hui, plus que jamais, nous vivons sous la menace d'une annulation pure et simple par les Etats étrangers de leurs billets en circulation comme l'a fait, tout récemment, la Belgique[7]. Une telle mesure ne laisserait pas d'atteindre durement les porteurs des billets ainsi annulés, au nombre desquels nous devons nous attendre à trouver de nombreux concitoyens. Car, si la plupart des gens qui s'intéressent encore au trafic objet de ces lignes sont gens sans intérêt, étrangers pour la plupart, il ne fait guère de doute qu'en spécialistes qu'ils sont de ce négoce, ils auront vent de ces mesures assez tôt pour pouvoir se débarrasser de leurs disponibilités et l'expérience prouve que trop souvent hélas, nos compatriotes jouent en cette occurrence le rôle du dindon de la farce!

Un autre argument en faveur de cette limitation du commerce des billets nous est offert par la conduite même de ceux qui s'y adonnent. Ce sont, en général, des étrangers, financiers marrons, dont le seul souci est de faire argent de ce négoce sans égard aux intérêts supérieurs d'un pays qui n'est pas le leur. Menant leur jeu avec des moyens financiers assez importants, ils réussissent à faire des gains appréciables qui leur permettent de vivre sur un pied, en général luxueux, qui ne va pas sans un recours assez régulier au marché noir qu'ils favorisent ainsi au détriment de notre économie nationale. Nous pensons, à ce propos, aux personnes impliquées dans l'affaire Matas[8] qui, bien avant que l'on se soit occupé d'elles, coulaient à Genève des jours confortables, en se gardant bien, en outre, de déclarer leur fortune et leurs gains et soustrayant au fisc des sommes considérables qu'ils payèrent en fin de compte, mais sous la menace des autorités. Leur activité fut d'ailleurs trouvée assez suspecte pour justifier leur expulsion.

III. La question de savoir pourquoi les mesures envisagées n'ont pas été prises plus tôt vient infailliblement à l'esprit si l'on songe à la liberté de ce trafic pendant ces cinq dernières années. Les raisons de cette attente sont diverses. Nous constatons, tout d'abord, qu'au début de la guerre les prescriptions de change de plusieurs Etats ne visaient pas à juguler le marché de leurs billets à l'étranger, lequel pouvait donc être tenu pour parfaitement licite par les banques et particuliers qui s'y intéressaient en Suisse. A titre d'exemple, nous relèverons que c'est en été 1943 seulement que les Etats-Unis ont prononcé l'interdiction d'importer et d'exporter les billets dollar, et que jusqu'à ce moment-là, le commerce de la devise américaine n'avait rien que de tout à fait légitime. Nous croyons savoir, d'ailleurs, que nombreuses sont les personnes qui, en 1940, au moment où des mesures d'évacuation étaient prises par les autorités, ont investi des sommes, souvent importantes, en billets étrangers, surtout en dollar, afin d'être prêtes à faire face à toute éventualité. Ce sont là porteurs de

7. *Sur les mesures monétaires belges d'octobre 1944, cf.* E 2001 (E) 2/622.
8. *Sur cette affaire, cf.* E 2001 (E) 2/562 *et* 604; E 4001 (C) 1/285 *et* E 4800 (A) 1967/111/399.

bonne foi, au même titre que ceux de nos concitoyens rentrés de l'étranger, de France notamment – parfois sous la menace de la puissance occupante – et qui dans leur hâte à s'enfuir ont abandonné tous leurs biens et n'ont ramené en Suisse, pour tout pécule, que des liasses de billets qu'ils réalisent au gré de leurs besoins. Etant donné ce qui précède, nous n'avions aucune raison, en l'absence d'invite précise des pays intéressés, à prendre des mesures restrictives à l'égard du trafic des billets.

Au cours de l'année 1943 néanmoins, nous avons pu remarquer la répugnance toujours plus vive de Londres et Washington à l'égard des opérations financières que nous avons esquissées plus haut et du commerce en Suisse des billets libellés en sterling et en dollars, répugnance qui était tout à fait dans la ligne des déclarations alliées dont nous avons parlé.

Aussi, lorsqu'au début de 1944 il fut question d'envoyer à Londres une délégation financière suisse pour discuter, dans le cadre de nos négociations économiques avec les Alliés, le problème de l'activité des banques suisses, avons-nous envisagé au nombre des concessions acceptables d'introduire certaines restrictions au commerce de ces deux devises sur notre marché[9]. Pour les raisons que vous connaissez, ces discussions se sont, en fin de compte, déroulées à Lisbonne et furent conduites, du côté suisse, par MM. Victor Gautier, Directeur de la Banque Nationale, et A.C. Nussbaumer, Directeur général de la Société de Banque Suisse[10]. De ces négociations, commencées en avril sous le signe inquiétant du «Warning» allié – ultime mise en garde aux banques suisses où étaient énumérées les opérations susceptibles de provoquer l'inclusion de leur auteur dans la liste noire –, poursuivies durant l'été, par l'entremise de nos services, entre l'Association suisse des Banquiers et le Treasury britannique, sont issues, en fin de compte, deux circulaires de cette Association des 19 et 30 septembre 1944 invitant les banques suisses à se garder de toute opération réputée indésirable aux yeux des Alliés, tel notamment le commerce des billets anglais et américains. Nos instituts bancaires ont suivi ce conseil et la plupart, même, ont pratiquement suspendu le commerce des billets des pays occupés, le seul en somme qui puisse prêter le flanc à la critique alliée[11].

Il va sans dire que, tant que duraient les pourparlers avec les Alliés, il était prématuré de prendre quelque mesure que ce soit dans le domaine financier. Il n'était pas indiqué, en effet, de faire des concessions à nos partenaires aussi longtemps que nous ignorions quels avantages nous en pourrions retirer. La situation s'est toutefois modifiée depuis septembre, et c'est dès lors, persuadés de répondre à un besoin général, que nous nous sommes résolus à vous remettre ces projets d'arrêté et d'ordonnances. Notre démarche est d'ailleurs tout à fait

9. *Cf. ci-dessus N^os 73 et 75.*

10. *Cf. ci-dessus N^os 125, 131, 132, 143, 167.*

11. *A ce sujet, cf. ci-dessus N^os 237 et 315.*

Dans une lettre du 17 janvier 1945 adressée à R. Kohli, le Directeur de la Banque nationale, V. Gautier, écrit notamment: [...] Enfin, et c'est là un point très important, n'existe-t-il aucun moyen d'étendre les effets des recommandations de l'Association Suisse des Banquiers du 19 septembre à tous les agents d'affaires, notaires, avocats et intermédiaires de tous genres qui, bien plus que les banques, se prêtent à toutes sortes de combinaisons louches et dangereuses? *[...]* (E 2001 (E) 2/561 *et* 646).

dans la ligne de la politique préconisée de longue date déjà par la Banque Nationale. N'étaient, d'ailleurs, les circonstances rappelées plus haut, nous l'aurions probablement entreprise plus tôt déjà. A toutes bonnes fins, nous joignons à ces lignes la copie d'une lettre de la Banque Nationale du 2 juillet 1943 qui définit la position de notre institut d'émission [12].

Les textes que nous vous adressons sont conçus en termes généraux afin de laisser la porte ouverte à certaines exceptions nécessaires – par le jeu des instructions données aux concessionnaires –, telle la possibilité de se procurer des billets étrangers pour des voyages, celle aussi de maintenir un certain courant pour les billets des pays neutres, comme l'escudo, la peseta et la couronne suédoise. La haute surveillance sera exercée par la Banque Nationale. Instruite par les expériences faites dans le domaine de l'or, elle saura, nous n'en doutons pas, maintenir dans l'application des mesures projetées la souplesse qui convient.

Nous avons jugé utile, avant de vous soumettre ces textes, de prendre langue avec les représentants à Berne des Gouvernements américain, britannique et français pour leur faire part de nos intentions à l'égard du commerce des billets et, surtout, afin d'obtenir de leurs mandants qu'ils nous donnent des assurances en faveur des propriétaires suisses de bonne foi de billets américains, anglais et français [13]. Il ne faut pas se cacher, en effet, que la publication des textes ci-joints enlèvera un grand intérêt au trafic des billets et fera du même coup tomber les cours. Cela n'ira pas sans pertes pour les propriétaires ainsi atteints et nous avons voulu que, pour ceux d'entre eux qui sont de bonne foi, certains accommodements puissent être trouvés qui atténuent leur déconvenue. Nous nous sommes heurtés à une fin de non recevoir qui nous incite à vous suggérer une légère modification de nos projets. Elle consiste à ne pas prévoir d'interdiction pour l'*exportation* des billets étrangers. Nous n'avons, en effet, aucun intérêt à empêcher l'exode des billets étrangers se trouvant en Suisse. Il diminuerait d'autant la masse considérable de coupures circulant dans notre pays. L'abandon de cette interdiction n'affaiblit donc en rien les mesures prévues si l'on se place au point de vue purement suisse, le seul qui compte pour nous. Il est vrai que, pour les gouvernements en cause, c'est un hiatus désagréable, mais nous avons eu soin de laisser entendre à leurs représentants qu'il n'était point autre chose que la rançon de leur rigorisme.

IV. Il peut, sans doute, paraître un peu paradoxal que le Département Politique prenne l'initiative de mesures qu'il ne sera pas chargé de faire appliquer. Ce détachement apparent lui est dicté, notamment, par des raisons d'ordre législatif et juridique. Pour qu'elle fût effective, il fallait que la répression des éventuels délits fût assurée par des organes spécialement prévus à cet effet. Nous avons pensé que nul ne serait mieux placé pour agir dans ce domaine que la section chargée de combattre le marché noir qui dispose d'un personnel policier stylé et travaille dans les milieux mêmes où opèrent les spécialistes du trafic des billets étrangers. Cette délégation implique, ipso facto, l'intégration des dispositions réglant le commerce des billets dans le droit pénal administratif de

12. E 2001 (E) 2/558.
13. *Cf. la notice du 22 décembre 1944,* E 2001 (E) 2/558.

l'économie de guerre qui relève de la compétence du Département de l'Economie publique. D'autre part, tout ce qui a trait à l'importation et à l'exportation est, par définition, affaire de la Direction générale des Douanes et il ne pouvait être question que nous nous ingérions dans un domaine qui n'est pas le nôtre. Enfin, ce qui concerne l'octroi des concessions et les rapports avec leurs titulaires est laissé au soin de la Banque Nationale qui, nous l'avons vu, a l'expérience et l'autorité voulues pour cela.

Néanmoins, si le Département Politique n'apparaît point dans ces textes, il ne se désintéresse nullement de la question. Par l'entremise de la Section du contentieux et des intérêts privés à l'étranger, il entretient des relations étroites avec l'Association des Banquiers et est, dès lors, fort bien placé pour suivre l'application des mesures envisagées par ceux-là même qui bénéficieront encore d'une relative liberté d'action dont il convient qu'ils n'usent qu'à bon escient. Nous désirerions donc insister sur l'intérêt que nous portons à tout le problème et relever le prix que nous attacherions à ce que votre Département voulût bien consulter également le Département Politique toutes les fois où se poseront de nouvelles questions relatives au trafic des billets de banque étrangers.

Nous projetons d'ailleurs de réunir prochainement une conférence à laquelle assisteront toutes les administrations intéressées à ces mesures afin de discuter les textes que nous vous remettons ci-joints. Toutefois, avant de mettre ce projet à exécution, nous vous serions vivement obligés de nous faire connaître votre avis, par écrit, de façon que nous puissions, le cas échéant, apporter à ces textes les corrections que vous estimeriez nécessaires avant la séance de discussion.

L'arrêté et les ordonnances visés n'ayant de valeur que s'ils sont prochainement mis en vigueur – nous envisageons la date du 1er février, au plus tard –, nous vous serions reconnaissants de nous faire tenir vos remarques le plus rapidement possible, ce pourquoi nous vous remercions d'avance.

337

E 1004.1 1/453

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 12 janvier 1945[1]

Blockadepolitische Behandlung der Rot-Kreuz-Exporte

Vertraulich Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 4. Januar 1945

I.

Von Anfang an haben sich die alliierten Blockadebehörden in ihren Verhandlungen mit der Schweiz auf den Standpunkt gestellt, dass die vom Internationalen Roten Kreuz nach dem Ausland versandten schweizerischen Waren als

1. *Absent: Petitpierre (qui n'entrera en fonction que le 1er février, cf. PVCF du 4 janvier 1945,* E 1004.1 1/453).

normale schweizerische Exporte zu betrachten und deshalb auf die schweizerischen Ausfuhrkontingente anzurechnen seien. Die Schweiz hat dieser Auffassung gegenüber den Standpunkt vertreten, dass Exporte des Internationalen Roten Kreuzes einen rein humanitären Charakter tragen und nicht kommerzieller Natur sind und deshalb auch nicht auf die der Schweiz zugestandenen Ausfuhrkontingente angerechnet werden können. Darüber hinaus hat die schweizerische Delegation stets die besondere, übernationale Stellung der Genfer Institution hervorgehoben, deren Tätigkeit in keiner Weise durch blockadepolitische Massnahmen behindert werden sollte. Da die allierten Blockadebehörden die schweizerische Auffassung nicht zu teilen vermochten, vielmehr an ihrem Standpunkt festhielten, wurden die Rotkreuz-Exporte zu einem blockadepolitischen Problem, das in allen Londoner-Verhandlungen seit 1942 zur Behandlung stand[2].

In das Abkommen vom 19. Dezember 1943[3] ist auf alliertes Drängen eine provisorische Klausel 9 aufgenommen worden, nach welcher für die kurze Zeit bis zu der auf den Beginn des Jahres 1944 vorgesehenen definitiven Regelung die Rotkreuz-Exporte nur mit Genehmigung der «Commission mixte» in Bern stattfinden sollen. Diese damals als kurzfristig gedachte provisorische Regelung blieb ein volles Jahr in Wirksamkeit. Wohl sind im Februar 1944 in London auch die Besprechungen über diese Frage sofort aufgenommen worden[4]; die schweizerische Delegation stiess jedoch bei den Sachbearbeitern des «Ministry of Economic Warfare» mit ihren Argumenten zugunsten der Sonderbehandlung des Internationalen Roten Kreuzes auf so geringes Verständnis, dass eine Verständigung nicht möglich war. Die ständigen Vorstellungen von schweizerischer Seite und sicher auch die eingetretene Verschiebung in der militärischen Lage mit der Befreiung von Frankreich und Belgien haben schliesslich eine Änderung in der Haltung der alliierten Blockadebehörden im Sinne einer wesentlichen Annäherung an den schweizerischen Standpunkt bewirkt.

Dies gestattete, die Frage einer definitiven Fassung der bisherigen provisorischen Klausel 9 nach der Rückkehr der Verhandlungsdelegation in Bern mit den Vertretern Grossbritanniens und den Vereinigten Staaten weiter zu behandeln. Aus diesen Besprechungen, an denen auch Vertreter des Internationalen Roten Kreuzes, des Politischen Departements und des Delegierten des Bundesrates für Internationale Hilfswerke teilgenommen haben, und in denen die schweizerischen Wünsche nochmals zum Ausdruck kamen, ist schliesslich ein neuer alliierter Vorschlag hervorgegangen. Er lautet in seiner letzten Fassung in der Übertragung ins Französische:

«Les exportations effectuées par le Comité international de la Croix-Rouge, la Commission Mixte de Secours de la Croix-Rouge internationale et la Ligue des Sociétés de Croix-Rouges seront réglées de la manière suivante:

a) Toute modification relative au lieu de destination de marchandises livrées

---

2. *Cf.* E 7110/1973/134/2.
3. *Cf. N° 61.*
Cf. aussi la notice (du 16 décembre 1944) d'Ed. de Haller pour le Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz (E 7110/1973/134/2) *et* E 2001 (D) 1968/74/2.
4. *Cf. l'aide-mémoire du 5 février 1944* (E 7110/1973/135/49).

aux organisations susmentionnées, par l'intermédiaire du contrôle allié, pour être réexpédiées de Suisse, doit être approuvée par les représentations britannique et des Etats-Unis auprès de la Commission Mixte à Berne;

b) Les exportations de marchandises autres que celles spécifiées sous lettre a) et pour lesquelles le Gouvernement suisse est disposé à délivrer des licences d'exportation pour toutes les destinations, seront soumises par le Gouvernement suisse aux représentants britannique et des Etats-Unis auprès de la Commission Mixte à Berne ou à leurs mandataires, préalablement à l'exportation ou à la réexportation. Les demandes seront examinées dans un esprit d'entière compréhension pour les buts humanitaires de la Croix-Rouge et seront traitées de la façon la moins formelle et la plus expéditive possible;

c) Les plus larges compétences seront conférées aux Légations britannique et des Etats-Unis pour approuver les exportations faites à titre de secours;

d) Provisoirement et à titre d'essai, toutes les exportations faites par les organisations susmentionnées ne seront pas considérées comme entrant dans les contingents prévus par le «War Trade Agreement». Cependant, les Gouvernements des Etats-Unis et britannique se réservent le droit, chaque fois que cela pourra paraître nécessaire ou opportun, de demander une limitation de ces exportations, particulièrement de celles qui concernent les marchandises pour certaines destinations;

e) Le Gouvernement suisse s'engage à fournir mensuellement aux deux pays une statistique des exportations de la Croix-Rouge.»

II.

Die neue Klausel 9 in der oben angeführten Fassung scheint sowohl dem Internat. Roten Kreuz wie auch den interessierten schweizerischen Stellen annehmbar. Sie anerkennt in ihrer lit b) die besonderen humanitären Zielsetzungen der Genfer Institution und grundsätzlich auch die Notwendigkeit, sie nach allen Richtungen wirksam werden zu lassen. Die neue Formel hält an der Genehmigungspflicht durch die «Commission Mixte» in Bern fest, gibt aber den alliierten Vertretern in dieser Kommission die notwendigen Kompetenzen, um die vorgelegten Ausfuhrgesuche rasch und formlos zu erledigen. Hatte diese Erledigung zu Anfang des Jahres 1944 infolge der damaligen Haltung der Londoner Sachbearbeiter zu Verzögerungen und damit zu einer gewissen Behinderung der Tätigkeit des Roten Kreuzes Anlass gegeben, so sind diese Übelstände mit der Erweiterung der Entscheidungskompetenz der hiesigen Gesandtschaften und dem Einspielen eines geregelten Verfahrens seither verschwunden. Wenn auch der Verzicht der Alliierten auf eine Anrechnung der Rotkreuz-Exporte auf die schweizerischen Ausfuhrkontingente in lit d) nur in vorläufiger und bedingter Weise erfolgt, so dürfte dies genügen, weil sich kaum Veranlassung zu den auf alliierter Seite befürchteten Exportvermehrungen ergeben wird. Bereits sind Rotkreuz-Exporte nach Frankreich und Belgien dem in Klausel 9 vorgesehenen Bewilligungsverfahren nicht mehr unterstellt, sodass die Statistik durch sie in Zukunft entlastet werden wird. Es bleibt aber die grundsätzlich bedauerliche Tatsache des Einbezugs der Rotkreuz-Exporte aus der Schweiz in eine blockadepolitische Vereinbarung bestehen; diese Tatsache wird angesichts der Haltung der alliierten Blockadeministerien und nach den

Erfahrungen der schweizerischen Unterhändler in jahrelangen Bemühungen nicht aus der Welt zu schaffen sein. Es galt deshalb eine praktische Lösung zu finden, welche die humanitäre Tätigkeit des Internationalen Roten Kreuzes so wenig als möglich hindert; diese Lösung dürfte in der jetzigen Formulierung der Klausel 9 gefunden worden sein.

Von alliierter Seite ist leider dem oben angeführten Text von Klausel 9 eine offizielle Interpretation gegeben worden, die gewisse Einschränkungen bringt. Sie betreffen die Einstellung der Blockadebehörden zu künftigen Rotkreuz-Sendungen nach Deutschland. Waren, mit (Ausnahme der Sendungen für Kriegsgefangene) welche durch die Blockadekontrolle hindurch nach der Schweiz eingeführt wurden, dürfen für solche Hilfsaktionen nicht verwendet werden; und die Verteilung schweizerischer Waren durch das Rote Kreuz darf nur an Personen erfolgen (Invalide, werdende und stillende Mütter, Kinder und Alte), welche ungeeignet sind, durch ihre Arbeit das deutsche Kriegspotential zu erhöhen. Dieser letzte Punkt hat dem Internat. Roten Kreuz Veranlassung gegeben, die Besprechungen mit den alliierten Vertretern in Bern durch das Volkswirtschaftsdepartement nochmals aufnehmen zu lassen, um in gewissen weiteren Fällen, wie Seuchen und akuter Hungersnot, auch weitere Personenkreise in die mögliche Hilfsaktion einschliessen zu können. Es liegt gegenwärtig eine erweiterte Formel zur Stellungnahme vor den Londoner Behörden, nach welcher solche Fälle im Geiste von lit. b) der Klausel 9, d.h. mit vollem Verständnis für die humanitären Bestrebungen des Roten Kreuzes behandelt werden sollen. Ihre Annahme durch die Blockadebehörden würde die Bedenken der Leitung des Internationalen Roten Kreuzes beheben.

Antragsgemäss wird daher

beschlossen:

Von diesem Berichte wird in zustimmendem Sinne Kenntnis genommen und das Volkswirtschaftsdepartement ermächtigt, in einem Briefwechsel mit den Vertretern der britischen und amerikanischen Gesandschaften in der «Commission Mixte» die bisherige provisorische Klausel 9 des Abkommens vom 19. Dezember 1943 durch die neue Fassung zu ersetzen; dies soll aber erst geschehen, nachdem die alliierten Blockadebehörden ihre Zustimmung zur oben dargelegten elastischeren Interpretation erteilt haben[5].

---

5. *C'est le 5 avril 1945 qu'un échange de lettres aura lieu entre le Directeur de la Division du Commerce du DEP, J. Hotz, et les Attachés commerciaux des Légations de Grande-Bretagne et des Etats-Unis d'Amérique à Berne, W.J. Sullivan et D.J. Reagan. Leur lettre se termine ainsi:* Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique

i) refusent leur consentement à chaque expédition à destination de l'Allemagne de toutes les marchandises importées par l'entremise de leurs organes de contrôle;

ii) s'opposent à l'exportation de marchandises suisses destinées à l'Allemagne, exception faite: 1) des envois en faveur d'invalides, de mères de nouveau-nés, de femmes enceintes, d'enfants et de personnes trop âgées pour contribuer aux efforts de guerre de l'Allemagne; 2) des envois pour les victimes de désastres extraordinaires tels que épidémies dont les demandes seront immédiatement prises en considération dans l'esprit de la litera b de la Clause 9 de l'arrangement;

iii) attendent des rapports détaillés de chaque distribution effectuée en Allemagne. (E 7110/1973/134/2).

338

E 2001 (E) 2/616

Le Ministre de Suisse à Bucarest, R. de Weck,
au Chef du Département politique, M. Petitpierre[1]

Copie
L Bucarest, 12 janvier 1945

Mes rapports N^os^ 4989, 5036 et 5090, des 15, 21 et 29 décembre derniers[2], vous signalaient certains indices qui permettaient d'espérer en U.R.S.S., à plus ou moins longue échéance, un revirement favorable à la Suisse.

Si je m'en tiens à ce qui se passe en Roumanie, je dois avouer que les dispositions dont témoignent à notre égard les autorités russes de Bucarest ne sont guère encourageantes. Bien loin de s'être améliorées, les relations de fait sont froides comme la saison. Et je ne crois pas que ce soit par notre faute.

Je ne m'étendrai pas longuement sur les saisies de cargaisons de pétrole, céréales et matières fourragères, qui font l'objet de nombreux rapports spéciaux: il me suffira de vous dire qu'elles continuent et que, toutes les tentatives faites pour arriver par conversations directes à des arrangements acceptables n'ayant amené chez les Russes que faux-fuyants et dérobades, je me suis résolu à soumettre le problème dans son ensemble au gouvernement roumain, en même temps qu'aux missions américaine et britannique auprès de la Commission interalliée d'armistice. Pour les marchandises provenant de Transnistrie, je ne puis pas espérer que le cabinet de Bucarest ose contester l'interprétation soviétique d'après laquelle tout ce qui a été enlevé par les Roumains dans cette région doit être considéré comme appartenant à l'U.R.S.S. et lui être restitué. En droit, nous avons un recours contre le gouvernement royal: la convention du 12 septembre 1944 étant pour nous «res inter alios acta», l'Etat roumain doit ou remplacer les produits qu'il reconnaît implicitement nous avoir vendus sans en être le légitime propriétaire ou nous restituer intégralement le prix payé par nous. La question qui se pose est celle de savoir si l'énormité des exigences moscovites et la faiblesse d'une Roumanie dépouillée permettront à cette dernière de nous offrir un dédommagement substantiel.

Pour l'instant, mon dessein est surtout d'appeler votre attention sur certains faits qui dénotent, chez les Russes de Bucarest, des tendances hostiles à notre pays.

Voici quelques exemples, choisis dans divers domaines:

1°/Pendant les vacances de Noël, un sieur Kamenoff, délégué de l'U.R.S.S. pour les «relations culturelles» avec l'étranger, exprima le désir de visiter le palais de Mogosoea qui, de fin avril à fin septembre, avait abrité la légation de Suisse et où mes principaux collaborateurs et moi-même avons conservé un

1. *Annotation du 2 février 1945 du Chef-suppléant de la Division des Affaires étrangères du DPF, C. Stucki:* Rapport fort intéressant, mais peu encourageant.
2. E 2200 Bukarest/4/3. *Cf. aussi* E 2001 (D) 9/3.

pied-à-terre que nous utilisons assez souvent pour y passer le «week-end». Nous y étions précisément le jour où M. Kamenoff s'y rendit. Avant d'entrer, le visiteur, averti de notre présence, déclara qu'il ne pouvait pas «rencontrer les Suisses», son pays n'entretenant pas de relations diplomatiques avec le leur. La princesse Bibesco, propriétaire du palais, en faisait elle-même les honneurs à ses hôtes. Comme elle ouvrait par mégarde la pièce où je me tenais avec M. de Fischer, M. Kamenoff et ses compagnons y pénétrèrent, mais, à notre vue, se retirèrent précipitamment. Le geste est d'autant plus significatif que, parmi eux, se trouvait un agent à qui mon collaborateur avait rendu plusieurs fois visite pour affaires de service.

2°/Les 6 et 7 janvier, un journal roumain a publié deux articles, dont l'un attaquait la Suisse et l'autre le Comité international de la Croix-Rouge. Le premier nous reprochait de favoriser les puissances d'agression, rappelait le refus de l'U.R.S.S. d'entrer en rapports avec la Suisse, parlait de démarches entreprises par les Etats-Unis d'Amérique pour faire cesser nos exportations en Allemagne, évoquait à ce propos la démission de M. Pilet-Golaz (qu'il représentait comme une crise ministérielle ayant entraîné un «changement total de cabinet»). Le second blâmait la neutralité du C.I.C.R. et l'attitude de M. Max Huber. Il affirmait que ce dernier est un grand industriel dont les intérêts sont intimement liés à ceux de l'Allemagne hitlérienne. La démission de l'ancien président du C.I.C.R. était rapprochée de celle de l'ancien ministre des Affaires étrangères et toutes deux montées en épingles comme des succès remportés par la diplomatie soviétique.

S'il se fût agi d'un quotidien très répandu, j'eusse signalé ces deux articles au ministère des Affaires étrangères. En l'espèce, il me parut préférable de parler au directeur de la feuille en question, l'écrivain Tudor Arghezi, connu pour avoir publié, en pleine dictature d'Antonesco, un portrait burlesque du baron von Killinger. Au cours de notre conversation, M. Arghezi, qui a vécu autrefois en Suisse, m'assura qu'il était un grand ami de notre pays. Je répliquai que cela ne se voyait guère à lire son journal. Il répondit que sa bonne foi avait été surprise, qu'il n'était pas lui-même l'auteur des articles en cause, que ces articles avaient été écrits par un de ses collaborateurs *sur des renseignements de source russe* et que certains agents des Soviets avaient beaucoup insisté pour qu'ils parussent. Je lui démontrai alors que la plupart de ses informations étaient fausses et que, par conséquent, les conclusions qu'en tirait l'auteur anonyme des textes visés ne présentaient aucune valeur. Il me promit de ne plus rien publier sur la Suisse sans me consulter tout d'abord. L'avenir nous montrera ce que vaut cette promesse.

3°/Plusieurs quotidiens de Bucarest portant la date du 12 janvier reproduisent une dépêche de l'agence Tass qui cite avec complaisance les attaques dirigées contre la Suisse par certains journaux américains. («Times Dispatch» et «Pall Mall»). On peut présumer qu'ils l'ont fait à la demande des Russes.

4°/Un des plus grands industriels de Roumanie, d'origine juive, vient de fonder une «Societate Balcanica-Elvetiana de Finanti si Comert», qui se propose de développer des relations économiques entre la Suisse et tous les pays des Balkans. Il entretient avec les Russes d'excellentes relations. Un de ses amis de l'armée rouge, parlant de cette entreprise, qui n'est encore qu'un projet,

lui demanda: «Croyez-vous donc que vous allez pouvoir faire des affaires avec la Suisse? Tant que nous serons ici, je ne vois guère comment vous vous y prendriez». L'autre répondit qu'il n'était pas pressé, que les conditions d'aujourd'hui ne seraient pas éternelles, etc.

5°/Deux journalistes suisses établis à Istanbul, MM. Hubert Pictet[3], du «Journal de Genève», et W. Bretholz[4], de la «National Zeitung», avaient sollicité récemment l'autorisation de séjourner quelque temps en Roumanie. Un de leurs confrères de Bucarest avait appuyé leurs requêtes. La réponse fut donnée par la direction de la presse, dépendant du ministère des Affaires étrangères. Elle dit en substance que la Commission alliée (soviétique) de contrôle «n'a pas jugé opportun» d'accorder les visas demandés. A noter que M. Hubert Pictet avait pu se rendre sans difficulté de Turquie à Bucarest (en passant par Sofia où il se trouvait le jour même de la déclaration de guerre russe à la Bulgarie), qu'il avait passé plusieurs semaines dans la capitale roumaine, que son activité professionnelle n'avait donné lieu à aucune objection de la part de la censure soviétique et que, au moment de son départ, le chef de cette institution lui avait adressé des paroles très amicales en exprimant le vœu de le voir revenir bientôt.

6°/Une entreprise suisse d'exploitations forestières, dont le siège est à Oradea (Nagyvarad-Grosswardein), c'est-à-dire en territoire cédé à la Hongrie par l'arbitrage de Vienne en 1940 et reconquis par les forces russes et roumaines en 1944, m'adresse un rapport sur les conditions d'existence qui lui sont imposées par le commandant soviétique de la région. Dans les propos de cet officier, je relève les points suivants:

«Tout le stock de bois de l'entreprise est considéré comme butin de guerre et devient, sans indemnité, propriété de l'armée rouge... Les matériaux non utilisés par cette dernière restent à la disposition de l'entreprise, mais les profits qui pourraient en être tirés ne doivent sous aucun prétexte être bonifiés aux actionnaires suisses... L'Union soviétique a refusé de reprendre les relations diplomatiques avec la Suisse parce que cette dernière livre à l'Allemagne du matériel de guerre sans lequel le III[e] Reich ne serait pas en état de poursuivre la guerre... L'U.R.S.S. considère la Suisse comme une puissance ennemie au même titre que l'Allemagne».

7°/Depuis quelques jours, les abords de la Légation semblent être surveillés par des policiers russes en civil, comme elle le fut à d'autres moments par des sbires de la Gestapo.

Tous ces symptômes – et je pourrais en énumérer d'autres – ne laissent pas de me préoccuper. Je crains que, si un changement ne se produit pas à bref délai dans nos relations avec Moscou, notre situation à Bucarest ne devienne difficile. Le gouvernement roumain est si faible que, s'il plaît aux Russes de lui imposer une attitude hostile envers la Suisse, je ne vois guère comment il résistera. Même si le monde officiel et l'opinion éclairée nous demeurent fidèles au fond de leur cœur, il ne leur sera guère possible de nous donner des preuves d'attachement. La manière dont les accusations portées contre nous par l'agence Tass et Radio-Moscou commencent à s'infiltrer dans la presse rou-

3. *Annotation marginale de C. Stucki:* comme collaborateur occasionnel!
4. *Annotation marginale de C. Stucki:* Il n'est pas Suisse!

maine est un indice inquiétant. Par intimidation, l'U.R.S.S., si elle le veut fermement, arrivera peu à peu à détacher de nous nos amis. J'en serais d'autant plus affligé que cela réduirait à néant, pour de longues années peut-être, le fruit d'un long et persévérant effort qui avait assuré à notre pays, dans l'estime des Roumains, un prestige exceptionnel.

Aujourd'hui, les mesures prises par les Russes pour isoler les représentants des pays neutres commencent à faire sentir leurs effets. Nous ne pouvons ni nous servir du chiffre ni recevoir de Suisse du courrier et des journaux. Nous n'avons presque plus de contact avec notre gouvernement et notre pays. La bienveillance que nous témoignent nos amis anglais ne suffit pas à combler cette lacune. Au surplus, la prudence qu'ils doivent s'imposer les empêche de nous prêter un concours aussi actif qu'ils le désireraient. Notre activité utile et nos moyens d'action semblent se réduire de jour en jour.

La question pourrait donc se poser de savoir s'il ne serait pas désirable de réduire au strict minimum la légation de Bucarest et même d'aller jusqu'à confier à une puissance étrangère la défense de nos intérêts. Je crois savoir que certains Etats, comme l'Espagne et le Portugal, envisagent de telles éventualités.

Pour la Suisse, le problème à résoudre dépend avant tout des perspectives qui peuvent exister d'arriver plus ou moins rapidement à un accord diplomatique avec l'U.R.S.S. Si ces perspectives sont favorables, il faudra patienter. Si elles ne le sont pas, il y a lieu d'aviser aux mesures à prendre, car la défense par nos seules forces des intérêts qui nous sont confiés pourrait un jour se révéler matériellement impossible.

Dans l'ignorance où je suis des desseins de mon gouvernement et des moyens dont il dispose, il m'est difficile de me prononcer.

La situation actuelle peut se résumer ainsi: jusqu'à ce jour, l'essentiel a été sauvegardé, mais on ne peut pas savoir de quoi demain sera fait.

339

E 27/9758/20

L'Attaché militaire et de l'Air près la Légation de Suisse à Berlin, P. Burckhardt, au Service de Renseignements et de Sécurité de l'Etat-Major Général de l'Armée

R Berlin, 15. Januar 1945

SPEZIALBERICHT; LAGEORIENTERUNG DURCH DEN CHEF DES WEHRMACHTSFÜHRUNGSSTABES GENERALOBERST JODL

Am Samstag, den 13. Januar, fand durch den Chef des Wehrmachtsführungsstabes eine eingehende Orientierung der Militärattachés der verbündeten Länder über die Lage statt. Anschliessend daran waren auch die Vertreter der

neutralen Staaten zum Vortrag gebeten, wobei Generaloberst Jodl folgendes ausführte:

[...][1]

Bezüglich der *Schweiz* wies Generaloberst Jodl darauf hin, dass sich der Krieg nunmehr wieder den Grenzen dieses Landes genähert habe. Alle im Führungsstab eingetroffenen Meldungen, einschliesslich einer Meldung des Reichsführers SS, würden übereinstimmend dahin lauten, dass die Schweiz in militärischer und politischer Hinsicht eine überaus korrekte, neutrale Haltung eingenommen hätte. Besonders die Haltung der Truppe an der Grenze sei beiden kämpfenden Parteien gegenüber gleichmässig korrekt gewesen.

Was die humanitären Bestrebungen der Schweiz anbelange, so würden sie von Deutschland nicht nur anerkannt, sondern überall da mit allen Mitteln unterstützt, wo auf der anderen Seite Gegenrecht gehalten werde. (Anlässlich eines Gespräches unter vier Augen erklärte Generaloberst Jodl, dass er auch seinerseits bereit sei, alle Bestrebungen im Hinblick auf eine Betreuung der Kriegs- und auch allenfalls politischen Gefangenen auf deutscher und französischer Seite unter Mitwirkung der Schweiz zu befürworten und zu unterstützen.)

In allgemeiner Hinsicht führte sodann der Chef des Wehrmachtführungsstabes noch aus, dass die Lage wohl ernst, in keiner Weise aber bedenklich sei. Er wies besonders darauf hin, dass Deutschland eine grosse europäische Mission zu erfüllen habe und hierin doch von weiten Kreisen der Bevölkerung der heute noch besetzten Länder unterstützt werde. Der Schluss seiner Ausführungen gipfelte in einem Angriff gegen den Bolschewismus und in einem Bekenntnis zum Glauben an den deutschen Endsieg.

Obschon die Ausführungen des Chefs des Wehrmachtführungsstabes frei vorgetragen den Charakter einer zwangslosen, persönlichen Meinungsäusserung zu tragen beabsichtigt waren, muss doch erwähnt werden, dass sie von einem Stenografen und zwei Stenografinnen aufgenommen wurden, und somit bezüglich ihrer innerdeutschen Wirkung und mit Rücksicht auf das Echo im eigenen Lager gewisse Feinheiten, die gegenüber ausländischen Waffenattachés geschickter gewirkt hätten, vermissen liessen.

Bei dem nachfolgenden kleinen Empfang wurde der schweizerische Militärattaché an den Tisch von Generaloberst Jodl gebeten und hatte so Gelegenheit, sich im kleinen Kreise noch mit ihm zu unterhalten.

Dabei gewann man den Eindruck, dass unbedingt in diesen Kreisen noch mit der Möglichkeit eines Kompromissfriedens gerechnet wird. Ohne den Ernst der Lage zu verkennen, erweckt die Haltung dieser Kreise jedoch den Eindruck, dass nach wie vor die Möglichkeiten der Alliierten unterschätzt werden. Insbesondere glaubt man immer mehr an eine Spaltung innerhalb der Westmächte, hervorgerufen durch kommunistische Wühlarbeit in Frankreich und im Balkan. Dies zusammen mit der erwarteten Kriegsmüdigkeit bei den angelsächsischen Völkern wird als schlussendliches Positivum für Deutschland angesehen.

---

1. *L'opinion de Jodl sur les relations germano-suédoises est rapportée: la presse est particulièrement critiquée.*

340

E 2001 (E) 2/608

Le Consul chargé des Affaires économiques à la Légation de Suisse à Paris, W. Senger, au Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz

Copie
L
Négociations commerciales

Paris, 15 janvier 1945

J'ai l'honneur de vous informer qu'au cours d'une visite que j'avais faite le 2 courant à Monsieur Alphand, au Ministère des Affaires Etrangères, pour lui présenter mes vœux pour la nouvelle année, je l'avais entretenu de l'utilité qu'il y aurait selon moi à tâcher de vivifier les échanges commerciaux franco-suisses[1]. M. Alphand m'avait répondu qu'il partageait cette opinion et qu'il envisageait une démarche auprès des Autorités fédérales pour leur demander d'envoyer prochainement à Paris une délégation habilitée à négocier. Il m'avait prié cependant de ne pas faire état de cette intention avant qu'il ait pu en discuter avec ses collègues intéressés.

Or j'ai appris incidemment, au cours d'une conversation que j'ai eue cet après-midi au Ministère précité, que celui-ci venait d'envoyer à l'Ambassade de France à Berne un télégramme pour la charger de vous faire part de la suggestion en cause des Autorités françaises. Je n'ai donc plus de raison de garder le silence à ce sujet.

Je me permets d'attirer votre attention, à ce propos, sur la politique actuelle du Gouvernement français qui consiste à n'admettre à l'importation que des articles qui correspondent à des besoins vitaux et immédiats de l'économie française. Cette tendance porte évidemment un préjudice sérieux à un grand nombre de nos industries traditionnelles d'exportation, notamment l'horlogerie, l'industrie des broderies, celle des produits chimiques et pharmaceutiques ainsi que la construction d'installations mécaniques et électriques. Comme il y a tout lieu de penser que les négociateurs français manifesteront un vif intérêt pour l'octroi par notre pays de crédits supplémentaires importants[2], j'ai

---

1. *Les accords économiques franco-suisses signés de 1940 à 1944 ont été dénoncés par la France par une note du 21 octobre 1944; cf. PVCF N° 2099 du 1er décembre 1944,* E 1004.1 1/452. *Cf. aussi* E 2001 (E) 1/114, E 2001 (E) 2/607, E 7110/1973/134/9, E 7110/1974/135/9 *et* 10.

2. *Dès 1944, les banques suisses et l'administration fédérale entretiennent une correspondance et des conversations au sujet des crédits pour la France (cf.* E 7110/1973/135/13, *notamment les lettres de l'Administrateur Délégué de la Société de Banque Suisse, M. Golay, au Délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux, H. de Torrenté).*

Les milieux de l'industrie d'exportation exercent une pression sur les autorités fédérales afin que les réticences des banques à financer les exportations soient surmontées (cf. notamment la lettre du 10 novembre 1944 du Secrétariat de l'Association suisse des constructeurs de machines, E 7110/1976/25/2).

l'impression que nous pourrions trouver là, s'il nous est loisible d'accéder à leur désir, l'occasion d'obtenir un traitement plus libéral en faveur de nos industries précitées. A cet égard, je vous signale que selon des bruits qui circulent à Paris dans les milieux financiers, les Etats-Unis auraient proposé à la France, pour son rééquipement industriel, des crédits d'une durée allant jusqu'à 25 ans et au taux de 1% seulement[3].

Peut-être jugerez-vous opportun également de profiter de ces négociations pour soulever la question du retour en France de ceux de nos compatriotes que les circonstances ont obligé à quitter ce pays au cours des dernières années et qui désirent s'y fixer de nouveau, ainsi que celle des échanges de stagiaires. Par contre, je suppose que vous estimerez qu'il serait prématuré d'aborder dès maintenant le problème de l'émigration en France de jeunes Suisses qui désireraient s'y établir.

3. *A ce sujet, cf. les lettres de la Direction centrale du Crédit Commercial de France du 16 décembre 1944 et du 12 janvier 1945* (E 7110/1973/135/13).

341

E 2001 (D) 1968/74/14

Notice de la Division des Intérêts étrangers du Département politique[1]

Berne, 17 janvier 1945

NOTICE

AU SUJET DE L'AIDE-MÉMOIRE CONFIDENTIEL DU 13 JANVIER 1945 DE LA LÉGATION DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE À BERNE, CONCERNANT LA PROTECTION DES JUIFS EN TERRITOIRES SOUS CONTRÔLE ALLEMAND[2]

Au point de vue théorique, la suggestion du Gouvernement américain – tendant à ce que les représentants consulaires suisses en territoire sous contrôle allemand dont dépendent les régions où se trouvent les concentrations les plus considérables de Juifs tentent de protéger ces derniers par de fréquentes visites aux lieux où ils sont retenus – est judicieuse.

Il est, en effet, certain qu'en Hongrie, l'intervention des représentants suisses a permis de sauver la vie d'un grand nombre de Juifs.

Toutefois, au point de vue pratique, la situation des Juifs en Allemagne diffère considérablement de celle de leurs coreligionnaires en Hongrie, car les

1. *Ces observations de la DIE sont adressées par J. de Saussure à C. Stucki, Chef-suppléant de la Division des Affaires étrangères.*
2. *Non reproduit.*

inspecteurs de la Légation de Suisse à Berlin et ses agents consulaires n'ont jamais obtenu l'autorisation de visiter un camp d'internement ou de travail où se trouvaient des Juifs ne disposant pas, soit de certificats d'immigration en Palestine, soit de documents d'identité établis au nom d'Etats des 3 Amériques. Les Allemands ne considèrent que les Israélites appartenant à ces deux dernières catégories comme ayant un droit quelconque à la protection de la Suisse et ceci seulement dans la mesure où ils espèrent les échanger contre des ressortissants allemands en mains britanniques ou américaines.

Le Gouvernement hongrois avait bien admis, jusqu'à un certain point, les arguments fondés sur des considérations d'ordre humanitaire invoqués par la Légation de Suisse à Budapest pour justifier ses interventions en faveur des Juifs en Hongrie auxquels s'intéressent la Grande-Bretagne et les Etats-Unis d'Amérique. En revanche, le Gouvernement allemand estime que la situation des Juifs en son pouvoir ne regarde que les Autorités allemandes exclusivement et ne relève à aucun titre de l'activité de la Suisse – sauf pour un petit nombre d'entre eux qui sont titulaires de certificats d'immigration palestiniens, ou de documents d'identité américains ou ibéro-américains, et qui peuvent participer à des échanges.

Ainsi, par exemple, M. Feldscher a déjà tenté, à de nombreuses reprises, d'obtenir l'autorisation de visiter Theresienstadt, mais tous ses efforts se sont heurtés à ce point de vue allemand.

La Division des Intérêts étrangers ne pourrait donc guère donner suite à la suggestion du Gouvernement américain en cette affaire.

En revanche, il serait peut-être possible de trouver un autre prétexte que l'inspection des camps et des lieux de détention en question (par exemple, la visite d'immeubles appartenant à des Suisses), pour multiplier les visites des agents consulaires suisses dans les régions où se trouvent concentrés les Juifs auxquels s'intéresse le Gouvernement américain. Il semble que de telles mesures rentrent dans la compétence de M. le Ministre Frölicher, qui doit être à même de juger de leur opportunité et de leur utilité.

ANNEXE

E 2001 (D) 1968/74/14

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique[3]
au Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher

Copie
L EG

Berne, 16 janvier 1945

Nous avons l'honneur de porter à votre connaissance que la Légation des Etats-Unis d'Amérique à Berne nous a fait savoir que le Département d'Etat se préoccupe du sort des Juifs vivant encore en Allemagne, soit notamment du camp de Theresienstadt groupant de 40 à 60 000 Juifs et d'un camp près de Vienne, où se trouveraient 18 000 personnes. Le Département d'Etat relève, non

3. *La lettre est signée:* i. V. Charles Stucki.
Le 31 janvier 1945, C. Stucki écrit dans la marge de ce document qu'il transmet à F. Wagnière: Il faudrait envoyer un acc*[usé de]* réc*[eption]* à la Légation des Etats-Unis.

sans raison, que les efforts et en particulier les visites des concentrations de Juifs à Budapest par les agents de la Légation de Suisse et les délégués du Comité international de la Croix-Rouge dans cette ville ont eu en fait le résultat positif de mettre fin aux déportations ou tout au moins de les restreindre considérablement. De nombreuses vies humaines ayant ainsi pu être sauvées, le Gouvernement américain serait désireux que les camps existant encore en Allemagne puissent bénéficier des mêmes avantages.

Nous avons des raisons de croire que, de son côté, le Comité international de la Croix-Rouge, que le Gouvernement américain a également abordé à ce sujet, s'efforcera de donner suite à la suggestion du Département d'Etat. Il faut relever que le parallèle entre la situation en Allemagne et celle de Hongrie n'est pas pertinent, même si nous avons obtenu certains résultats à Budapest. En effet, l'intervention de la Puissance protectrice est limitée dans le Reich aux titulaires de permis d'immigration en Palestine ou aux Etats-Unis, dont le nombre est relativement peu élevé, et aux possesseurs de documents de protection de quelques Etats sud-américains, et cela encore dans la mesure seulement où ces personnes peuvent entrer en ligne de compte pour un échange contre des ressortissants allemands en mains britanniques ou américaines.

Dans ces conditions, une intervention suisse à Berlin ne saurait être entreprise au titre de la protection des intérêts étrangers. Nous comptons donc faire observer à la Légation des Etats-Unis à Berne que la méthode pratiquée à Budapest ne saurait s'appliquer sans autre en Allemagne et que la tentative de sauvetage envisagée à Washington nous paraît être plutôt du ressort du Comité international de la Croix-Rouge.

Nous souhaiterions néanmoins connaître votre sentiment sur le point de savoir si des déplacements fréquents d'agents consulaires suisses, dans les régions où se trouvent concentrés les Juifs auxquels s'intéresse le Gouvernement américain, déplacements motivés par exemple par la visite d'immeubles appartenant à des Suisses, seraient susceptibles de contribuer en fait à parvenir au résultat souhaité par le Département d'Etat, surtout si ces visites allaient de pair avec des voyages de délégués du Comité international de la Croix-Rouge.

342

E 4001 (C) 3/1/18

Le Président des Etats-Unis d'Amérique, F. D. Roosevelt, au Président de la Confédération, Ed. von Steiger[1]

L The White House, Washington, January 19, 1945

The time has arrived to renegotiate certain aspects of our war trade agreement with your country. I regard this matter as of such importance that I have designated my assistant, Mr. Laughlin Currie, as head of the American delegation. He will inform your government of our position.

We have respected the traditional neutrality of your country and have sympathized with the past difficulties of your position. We forbore pressing our demands when you were isolated by our enemy and were in no position to do other than carry on a large trade with him. Now, however, the fortunes of war have changed. We are now in a better position to meet your most urgent needs

1. *Cf. aussi* E 2001 (D) 3/348.

and defend your liberties if they are threatened. I know in these circumstances that you will be eager to deprive the Nazis of any further assistance. It would indeed be a trial to any freedom-loving Swiss to feel that he had in any way impeded the efforts of other freedom-loving countries to rid the world of a ruthless tyrant. I speak strongly as every day the war is prolonged costs the lives of some of my countrymen.

I hope also that you will lend every assistance to our efforts in the post-war period to track down and seize the property of our foe.

We are deeply grateful for the aid your Government has rendered us in connection with our men imprisoned in Germany, and in other ways. I trust that the present mission will be successful and that we may look forward to the early date when Switzerland will join with the victorious powers in building a new world organization for peace and prosperity.

Please accept the inauguration modal I am sending by Mr. Currie as a slight token of my high esteem.

Very sincerely yours,

343

E 2001 (E) 2/604

La Division du Commerce[1]
à la Légation de Suisse à Madrid

Copie
L Bern, 21. Januar 1945
Bezug von Kohle aus Spanien

Die auf Grund der Vereinbarung vom 25. Juni 1943[2] (Brief Nr. 4) über die Lieferung von 70000 Tonnen Anthrazit erfolgten Einfuhren in die Schweiz betragen laut schweiz. Handelsstatistik:

Pos. 643a	Steinkohlen (Anthrazit)	November 1943:	95,8 T	aus Spanien
		Dezember 1943:	56,5 T	aus Spanien
		Januar 1944:	322 T	aus Spanien
		März 1944:	40 T	aus Spanien
		Total	514,3 T	

Da die deutschen Kohlenlieferungen bereits stark zurückgegangen sind und mit einer weitern Abnahme gerechnet werden muss, sollte mit allen Mitteln versucht werden, aus andern Ländern Kohle zu erhalten, wobei u.a. an Spanien gedacht wird.

1. *La lettre est signée:* Probst.
2. K I. 1242, 1237.

Herr Bosson von der Firma Buri & Co. S.A. in Genf hat anlässlich eines Besuches auf unserer Abteilung mit Herrn Dir. Müller von der Firma BBC in Anwesenheit von Herrn Seifert erklärt, dass die Sociedad Espanola de Electricidad Brown Boveri in Madrid versuchen möchte, spanische Kohle für die Firma in Genf zu beziehen. Es würde sich darum handeln, vorerst die spanische Ausfuhrbewilligung erhältlich zu machen, damit bei Wiederaufnahme des regelmässigen Warenverkehrs Schweiz-Spanien auch mit Kohlenlieferungen angefangen werden kann, soweit die Transport- und andern Fragen gelöst werden können.

Es ist ebenfalls in Aussicht genommen, zu versuchen, von Spanien gelieferte Kohle an Frankreich abzutreten, sofern uns dieses Land aus näher gelegenen Gebieten mit der gleichen Menge Kohle beliefern würde. Diese Variante wäre besonders im Hinblick auf Transportschwierigkeiten und im Falle des Fehlens von genügendem Wagenmaterial vorgesehen und würde sich ev. nur auf einen Teil der spanischen Lieferungen beziehen.

Wir möchten Sie bitten, sich in Bezug auf das Vorgehen über die Wiederaufnahme der Kohlenlieferungen und das erwähnte Projekt mit BBC Madrid ins Benehmen zu setzen und sie mit allen Mitteln zu unterstützen. Obschon wir uns der Schwierigkeiten bewusst sind und im Hinblick auf die eigene spanische Versorgung mit Widerständen gegen die Kohlenausfuhr gerechnet werden muss, sollte doch alles versucht werden, damit spanische Kohle eingeführt werden kann. Gegenüber den spanischen Behörden kann dabei auf das Abkommen vom Juni 1943 hingewiesen werden. Ihr Herr Seifert wird übrigens in der Lage sein, Sie über die nähern Einzelheiten zu informieren.

Ihrem Bericht über die Aussichten des Kohlenbezuges aus Spanien sehen wir mit grossem Interesse entgegen[3].

3. *Cf.* E 7110/1973/135/24–25 *et* 58.

344

E 2300 London/39

Le Secrétaire de Légation à la Légation de Suisse à Londres, E. Kessler[1], au Chef du Département politique, M. Petitpierre[2]

RP N° 5 London, 22. Januar 1945

Ein Abteilungsschef im Foreign Office, mit dem ich mich schon oft über Russland und die britisch-russischen Beziehungen unterhalten habe, schlug mir vor einigen Tagen eine Zusammenkunft mit dem vor der Rückreise nach Mos-

1. *Sur la nomination de Kessler, journaliste, attribué le 18 septembre 1939 à la Légation de Suisse à Londres, cf. DDS, vol. 13, p. 416.*

Le 14 décembre 1944, le Conseil fédéral avait autorisé Kessler à se prévaloir du titre de Secrétaire de Légation de 1re classe (PVCF N° 2185, E 1004.1 1/453).

2. *M. Petitpierre a visé ce rapport politique le 6 février 1945.*

kau stehenden britischen Botschafter vor. Sie wurde arrangiert, und Sie finden nachstehend ein Résumé aller wesentlichen Punkte unseres Gespräches. *[...]*

Sir Archibald Clark Kerr kam dann von sich aus auf das russisch-schweizerische Verhältnis zu sprechen[3]. Er sagte sogleich, es habe sogar ihn überrascht, mit welcher Härte Moskau gegen uns vorgegangen sei. («... how hard they cracked down on you».) Er habe eigentlich keine Erklärung dafür, ausser etwa die: – Die Russen, die leitenden Stellen in der Regierung und in der Armee, liebten heute zu sagen, dass sie zu Europa gehören und erwarteten von West-Europa nicht nur, dass es einräume, dass dem so sei, sondern dass die Russen es auch verdient hätten. (Clark Kerr zögert nicht rund heraus zu sagen, dass das nach seinem Dafürhalten und auch nach dem mancher andern Leute hier zutreffe; denn man müsse zugeben, dass sie, alles in allem gesehen, wahrscheinlich den allergrössten Beitrag in diesem Kriege geleistet haben.) Die Russen sähen Europa heute wie einen Klub an, zu dem sie, nach ihrem Dafürhalten, von rechtswegen gehören. Sie wüssten aber auch, dass manche Westeuropäer und andere Nationen ihnen dieses Recht nicht zuerkennen wollten, und sie wüssten sehr gut, dass die Schweiz, die schweizerische Regierung jedenfalls, im Grunde genommen als Mitglied des Klubs gegen die Aufnahme Russlands gestimmt habe. Sie seien ferner überzeugt, dass wir mit Fascisten und Nazis von jeher wesentlich nachsichtiger gewesen seien als mit ihnen; und an all das dächten sie und solche Vergleiche zögen sie, wenn sie unserer Regierung eine pro-fascistische Haltung zum Vorwurf machen. *[...]*[4]

---

3. *A ce sujet, cf. aussi le télégramme de P. Ruegger du 7 décembre 1944* (E 2300 London/38).

4. *Au sujet des attaques de la presse soviétique contre la Suisse, cf. notamment la notice de F. Gygax, de la DC du DEP,* zu Londoner Reuter-Meldung vom 26. Nov. 1944 über schweizerische wirtschaftliche Leistungen für Deutschland:

1. Die Schweiz hat Kriegsmateriallieferungen nach beiden Seiten getätigt. Die Besonderheit dieser Lieferungen besteht lediglich darin, dass sie angesichts der Entwicklung der militärischen Ereignisse nicht nach beiden Seiten gleichzeitig, sondern nacheinander erfolgten, wie sich aus folgender Zusammenstellung ergibt:

Schweiz. Exporte		*1938*	*1939*	*1940*	*1941*	*1942*	*1943*
Waffen	(Pos. 811/13)			In 1000 Franken			
	Deutschland	147	72	19732	63556	58706	56373
	Frankreich	8	9083	5076	0	613	0
	England	217	29	5468	0	0	0
Munition	(Pos. 1083/4)						
	Deutschland	12	3	14393	59411	53260	76900
	Frankreich	1848	31405	22051	0	2887	0
	England	98	1824	16390	0	0	0
Gasmesser, Zünder usw.	(Pos. 948a)						
	Deutschland	422	472	493	30811	59258*	66538*
	Frankreich	283	2060	6565	418	571	391
	England	4228	13163	6293	198	0	0

*ex 948a Zünder

Etwas weniger günstig sieht das Bild bei den Kugellagern aus.

Kugellager (Pos. 809a[1-3])						
Deutschland	216	602	1516	3263	7099	9298
Frankreich	54	81	139	85	85	46
England	115	87	114	35	0	0

Zum Vergleiche führe ich ferner an Werkzeugmaschinen.

	1938	*1939*	*1940*	*1941*	*1942*	*1943*
Werkzeugmaschinen (M 6)			In 1000 Franken			
Deutschland	8820	9307	15434	48896	79862	79802
Frankreich	5133	11644	14873	4324	9435	4094
England	6811	9169	6805	3	—	603

2. Ab 1940 war die Schweiz von der übrigen Welt durch die Achsenmächte vollkommen abgeschlossen. Es ist bekannt, dass die Hälfte der schweizerischen Einwohner nicht aus eigenen Produktionsquellen und Bodenschätzen ernährt und erhalten werden kann. Die Hälfte der Schweiz ist für ihre Existenz auf die Zufuhr aus dem Auslande angewiesen. Wir hingen von Deutschland nicht nur ab für die Zufuhren deutscher Produkte wie Kohle und Eisen oder durch Deutschland kontrollierte Produkte, wie flüssige Brennstoffe inklusive Schmieröle, sondern auch für die Zufuhr von Nahrungsmitteln aus andern Staaten als Deutschland, insbesondere aus Übersee. Desgleichen hingen wir vollkommen ab von Deutschland für unsere Exporte nicht nur nach Deutschland, sondern auch nach andern Staaten. Daraus ergibt sich die bekannte Zwangslage der Schweiz, aus welcher heraus sie gehalten war, sich mit Deutschland zu verständigen. Sie bezweckte damit nicht eine Unterstützung Deutschlands, sondern die Erhaltung ihrer eigenen Existenz und damit diejenige des einzigen demokratischen Gemeinwesens im Herzen von Europa.

3. Die Schweiz ist kein Rohstoffland. Sie kann infolgedessen als Gegenleistung für deutsche wirtschaftliche Lieferungen, insbesondere deutsche Rohstofflieferungen, im wesentlichen nur Industrieprodukte und zwar entsprechend der Struktur der schweizerischen Wirtschaft hauptsächlich hochwertige Industrieprodukte liefern. Es war deshalb zum vorneherein unmöglich, ein Clearinggleichgewicht beizubehalten, obschon die deutschen Rohstofflieferungen (Kohle und Eisen) wesentlich über das hinausgingen, was die Schweiz an Fertigprodukten wiederum nach Deutschland und den übrigen Achsenstaaten exportierte. Ein Clearinggleichgewicht konnte umso weniger erreicht werden, als der Clearingverkehr auch zur Finanzierung der unsichtbaren Posten der schweizerischen Zahlungsbilanz gegenüber Deutschland dienen musste. Man kann so weit gehen zu sagen, dass die Deutschland gewährten Clearingkredite im wesentlichen verwendet wurden zur Finanzierung der schweizerischen Zins- und Dividendenguthaben, der schweizerischen Guthaben im Versicherungs- und Reiseverkehr sowie der schweizerischen Guthaben aus Lizenzen, Regiespesen, Honoraren und ähnlichen Posten. Hätte man auf den Transfer dieser schweizerischen Guthaben verzichtet, so hätte der Clearing sich warenmässig mehr als ausgleichen können.

Aufstellung über die schweizerische Einfuhr aus und Ausfuhr nach Deutschland in den Jahren 1940/1944.

	Einfuhr	*Ausfuhr*
	In Millionen Fr.	
1940	411,3	284,8
1941	656,2	577,0
1942	660,3	655,6
1943	532,2	598,4
1944 (10 Monate)	383,7	254,5
Total	2643,7	2370,3

Selbst wenn man die in den Ausfuhrzahlen nicht enthaltene Energieausfuhr von jährlich rund

25 Millionen oder in 4 Jahren 100 Millionen Fr. mitberücksichtigt, so ergibt sich rein warenmässig noch immer ein Importüberschuss.

In dem obigen Zahlen ist der Umarbeitungs- und Veredlungsverkehr nicht enthalten. Aber selbst die Einbeziehung dieses Verkehrs würde wahrscheinlich immer noch einen Importüberschuss ergeben.

4. Diese Verhältnisse waren allgemein bekannt; die zuständigen schweizerischen Stellen haben nicht gezögert, in der Presse Rechenschaft über die jeweiligen Verhandlungen mit Deutschland abzulegen. Im übrigen wurden in ständigen Verhandlungen die Regierungen von Grossbritannien und den Vereinigten Staaten auf dem laufenden gehalten. Insbesondere wurden diesen Regierungen laufend die schweizerischen Monatsstatistiken über den Aussenhandel zugestellt. Auf Grund dieser Informationen wurden auch die Verhandlungen mit der alliierten Seite geführt, in welchen die für die Ausfuhr nach Deutschland geltenden Kontingente festgesetzt wurden. Diese Kontingente wurden – immer im Einvernehmen mit der alliierten Seite – ständig herabgesetzt. Als die Kriegsmaterialausfuhr nach Deutschland gänzlich verboten wurde, musste die Schweiz dies mit Rücksicht auf ihre Neutralität sämtlichen Staaten gegenüber tun.

5. Im übrigen ist zu den Ausführungen Pravda folgendes zu sagen:

Die Zahlen betreffend die Ausfuhr von Flabgeschützen und Flabmunition sowie von Zündern durch die Firmen Bührle, Hispano-Suiza, Waffenfabrik Solothurn und Tavaro Genf werden durch die KTA überprüft. Es ist möglich, dass sie stimmen. Desgleichen wird die Behauptung überprüft, dass die «Machine building factory» Winterthur (gemeint ist offenbar Sulzer) im Jahre 1943 für Deutschland 120 Motoren für deutsche Unterseeboote gebaut haben. Ebenso werden die Angaben über die Ausfuhr von Kugellagern begutachtet werden.

Elektrizitätsausfuhr. Die von der Pravda gemachte Angabe, wonach wir ca. 1/8 unserer Energieproduktion nach Deutschland exportieren, stimmt ungefähr. Dabei ist aber zu beachten, dass ein beträchtlicher Teil der schweizerischen Energie von Grenzkraftwerken am Rhein erzeugt wird. Diese Grenzkraftwerke gehören entsprechend den bestehenden Hoheitsverhältnissen je zur Hälfte den beiden angrenzenden Staaten. Es ist deshalb unvermeidlich, dass die Schweiz entsprechend dieser Situation von jeher einen Teil der Produktion dieser Rheinkraftwerke nach Deutschland exportiert hat und auch im Kriege weiterhin exportieren musste. In diesem Zusammenhang sei lediglich darauf hingewiesen, dass diese Energie-Exporte, abgesehen von der jüngsten Entwicklung, stets nur einen Bruchteil der Energie-Importe ausmachen, welche wir aus Deutschland in Form von Kohlen tätigten.

Landwirtschaftliche Produkte. Seit Ende 1942/Anfang 1943 werden nach Deutschland weder Käse noch Kondensmilch exportiert. Was noch zum Export gelangt, sind Überschüsse an Zuchtvieh sowie Obst und Obstprodukten, welche die Schweiz selbst nicht konsumieren kann und für deren Ausfuhr sie auf Deutschland bis jetzt angewiesen war. Diese Ausfuhren dienten im übrigen als Kompensationen für sehr wichtige Importe auf dem Gebiete der Nahrungsmittelproduktion, wie Zucker, Kali, Saatkartoffeln und anderes Saatgut etc.

Reparatur von Lastwagen. Unter der Ägide des Schweizerischen Autogewerbe-Verbandes wurden in den Jahren 1942–1943 ca. 2000 Stück deutsche Lastwagen repariert, was einen gesamten Reparaturlohnbetrag von rund 12 Millionen Fr. beanspruchte. Die schweizerischen Stellen stimmten dieser Transaktion notgedrungen zu, weil das schweizerische Autogewerbe zufolge der durch den Krieg bedingten Einschränkungen besonders stark zu leiden hatte. (*Notice du 28 novembre 1944,* E 7110/1973/134/9).

Lors de la séance du Conseil fédéral du 27 février 1945, le Chef du Département politique communique qu'il serait indiqué d'envoyer à Londres, pour quelques semaines, quelqu'un qui pût répandre dans la presse anglaise des informations sur la Suisse. Il propose de désigner cet envoyé en la personne de M. A. Lindt, journaliste à Berne, actuellement au service de la section Armée et Foyer. Le Conseil décide d'autoriser le Département politique à envoyer M. A. Lindt à Londres, à la condition toutefois que celui-ci puisse être cédé par l'Oeuvre du Don suisse aux victimes de la guerre, pour laquelle il travaille également (E 1004.1 1/454).

Cf. le rapport de Lindt du 18 juin 1945: il souligne notamment die ausserst misstrauische Haltung der Londoner City gegenüber der schweizerischen Finanzwelt (E 6100 (A) 25/2326).

345

E 27/9911/1

Le Général H. Guisan
au Chef de l'Etat-Major Général de l'Armée, J. Huber

L SECRET Quartier Général de l'Armée, 22 janvier 1945

L'ampleur et les succès initiaux de l'offensive russe sur le front oriental nous obligent à envisager la situation qui se présenterait au cas où les armées soviétiques gagneraient encore du terrain vers le centre de l'Europe et où leur pénétration jusqu'en Bavière ou au Tyrol, par exemple – c'est-à-dire au-delà de la ligne de démarcation prévue par les Alliés pour l'occupation de l'Allemagne –, constituerait une menace directe pour notre territoire.

Cette menace pourrait revêtir des formes diverses, soit du simple fait de l'avance éventuelle des armées russes sur tels axes et dans tels délais; soit par les répercussions que cette avance pourrait avoir sur les opérations des autres armées belligérantes; soit par les mouvements d'éléments civils dans les régions menacées.

Il faut enfin ne pas perdre de vue certains problèmes d'ordre intérieur qu'un développement croissant des victoires russes pourrait entraîner, simultanément, dans notre pays.

Je vous prie donc de faire établir une *appréciation de situation*, et, sur la base qu'elle vous fournira, de mettre en chantier les *études d'état-major* relatives à la concentration de nos forces et à la manœuvre défensive destinées à parer à cette nouvelle forme de danger.

ANNEXE

E 27/9911/1

Rapport du Chef du Service de Renseignements
et de Sécurité de l'Etat-Major Général de l'Armée, R. Masson

Copie Quartier Général de l'Armée, 25 janvier 1945

[...] [1]

Aspect politique du problème.

a. *Situation générale.* Les victoires russes du «maréchal» Staline suscitent dans tous les pays un «enthousiasme révolutionnaire». C'est le règne de la confusion entre les conquêtes militaires de l'armée russe et la valeur de la doctrine communiste. Nous serons à l'aube d'un vaste mouvement social, dont il est difficile de prévoir l'aboutissement, l'attitude des Anglo-Saxons et notamment de la France pouvant l'influencer dans un sens ou dans l'autre.

b. *Situation de la Suisse.* Il est peu probable que notre pays échappe à cette intoxication collective, le virus communiste existant déjà chez nous. Les événements de novembre 1918 prouvent que cette doctrine n'aurait pas besoin d'être véhiculée par *l'armée soviétique* à proximité de nos

1. *En réponse à la demande du Général, R. Masson donne une appréciation de la situation en Europe et envisage trois hypothèses sur l'évolution ultérieure de la guerre.*

frontières[2]. L'épreuve de force aura lieu à l'intérieur de notre pays. Son résultat dépendra de la fermeté du gouvernement et de la discipline de l'armée, si cette dernière devait intervenir sous la forme d'un *service d'ordre*, en cas de troubles intérieurs.

Conclusion:

– Que l'Allemagne soit prochainement battue et doive se soumettre à une capitulation sans conditions;

– Que l'Allemagne poursuive la lutte dans son réduit;

– Que certains éléments de la Wehrmacht soient finalement rejetés sur la frontière suisse;

– Que des troupes russes y apparaissent également au cours du développement de la dernière bataille;

cela ne saurait modifier le problème de notre défense nationale.

En effet:

a. Si nous sommes menacés par un danger *militaire*, nous aurons à y répondre par un dispositif stratégique, selon un plan d'opérations adapté aux exigences du moment. Dans le cas de la défense de notre frontière nord-est, peu importe que nous ayons devant nous une menace «russe» ou «allemande». Notre dispositif, basé sur l'exploitation du terrain sera identique, par exemple entre Sargans et Bâle, quel que soit l'agresseur.

b. Si nous devions nous opposer à une irruption plus ou moins massive d'éléments étrangers (cherchant à quitter le territoire allemand) nous en revenons à la formule du «service d'ordre militaire à la frontière» (renforcement des troupes de surveillance par armée de campagne etc.).

c. Si nous sommes menacés par un *danger politique*, suscitant des troubles à l'intérieur, l'armée aurait sans doute à remplir sa mission de «maintenir l'ordre». Il est impossible de connaître d'avance l'ampleur et les caractéristiques de l'intervention éventuelle de l'armée dans une situation aussi imprécise que mouvante[3].

Quelle que soit l'hypothèse (militaire ou politique) susceptible de se réaliser prochainement, on peut admettre que notre service de renseignements pourra alerter suffisamment tôt le commandement de l'armée pour permettre à ce dernier de prendre à temps toutes mesures utiles.

C'est dire que, (compte tenu de l'effort intellectuel qu'il importe de constamment soutenir pour «s'imaginer» l'avenir) nous n'estimons pas nécessaire de modifier, sous quelque aspect que ce soit, les modalités de notre défense nationale. Les divers «ordres d'opérations» élaborés depuis 1939 en fonction de la constellation politico-militaire du moment, ont toujours répondu aux exigences stratégiques et tactiques de notre situation spéciale[4].

---

2. *Cf. DDS, vol. 6, N° 470.*

3. *Cf. le PVCF du 27 février 1945* (Massnahmen zum Schutze der verfassungsmässigen Ordnung) (E 1004.1 1/454) *et l'ordre secret du Chef de l'EMG du 22 avril 1945* (E 2801/1967/77/8).

4. *Cf.* E 5795/282 *à* 293.

Le 26 janvier, le Chef de l'EMG, J. Huber, adresse un rapport (non reproduit) au Général: les mesures envisagées face à l'avance russe sont récapitulées.

346

E 2300 London/39

Le Ministre de Suisse à Londres, P. Ruegger,
au Chef du Département politique, M. Petitpierre

RP N° 3 Londres, 24 janvier 1945
La Suisse et les organisations internationales [1]

Bien que l'attention générale soit retenue en ce moment principalement par le cours des événements militaires et, d'autre part, en ce qui nous concerne par la lutte très serrée qui s'est engagée sur notre front économique, il n'est certainement pas trop tôt de se préoccuper de la situation future de la Suisse à l'égard des organisations internationales dont on annonce la création et dans lesquelles une partie, en tout cas, des organismes existants devront vraisemblablement s'incorporer.

Je n'ignore pas que votre Département étudie avec soin ces problèmes et que si, pendant longtemps, les efforts principaux de notre pays devaient tendre à vaincre les difficultés toujours nouvelles que comportait la défense immédiate de nos droits, l'importance des problèmes de l'organisation internationale future n'a cependant pas été méconnue. L'évolution des événements politiques et militaires peut, le cas échéant, nous accorder encore quelque répit pour l'étude approfondie des problèmes dont il s'agit. Cependant, il serait évidemment désirable que nous eussions, le plus tôt possible, une «doctrine suisse» nettement élaborée pour le moment où nous nous trouverons en face d'une situation nouvelle. Dans cet ordre d'idées, j'ai cru de mon devoir d'entretenir votre prédécesseur, M. Pilet-Golaz, lors du rapport verbal que je lui ai présenté au mois de novembre dernier, d'une série de questions qui, vues de Londres, paraissaient présenter un intérêt immédiat et aigu. L'un de ces problèmes, soit la régularisation de notre situation financière vis-à-vis de la Société des Nations par le paiement de nos contributions arriérées, se trouve réglé à la suite de la décision des Chambres du mois de décembre 1944. L'autre point principal – et sur lequel un doute avait, très visiblement, longtemps plané ici vu l'attitude réservée que l'on nous attribuait – avait trait au désir du Gouvernement Fédéral de voir s'installer à nouveau en Suisse toute ou partie des organisations internationales fixées jadis à Genève et qui avaient successivement et pour la plupart émigré outre-mer depuis 1939. M. Pilet-Golaz, en réponse à ma demande d'instructions, m'avait autorisé à dire – et je l'en remercie – que le Conseil Fédéral souhaiterait en tout cas le retour, sur territoire suisse et pour autant que cela serait faisable, des organisations *techniques* rattachées à la Société des Nations. J'ai pu, en conséquence, dissiper déjà une série de malentendus qui avaient existé (et qui en partie avaient été largement exploités) au sujet du point de vue de nos autorités.

1. *Cf. aussi* E 2001 (D) 8/1 *et ci-dessus N° 282.*

Le moment actuel paraît cependant propice pour faire le point de la situation et pour reprendre, l'une après l'autre, les questions qui tôt ou tard peuvent appeler une prise de position de la part des autorités fédérales. Je voudrais résumer, ci-après, une série d'impressions recueillies ici au cours des dernières semaines. Sans m'aventurer à faire des suggestions, je voudrais d'autre part vous indiquer quelques points précis au sujet desquels il peut y avoir lieu de prendre des décisions dans un avenir rapproché.

1° – *Le projet du pacte de sécurité de Dumbarton Oaks*

J'ai pu m'entretenir de ce projet, à Londres, avec deux des chefs de délégation des grandes puissances représentées à Dumbarton Oaks; soit avec Sir Alexander Cadogan, chef de la délégation britannique et avec M. Wellington Koo, Ambassadeur de Chine en Grande-Bretagne et chef de la délégation chinoise à ladite conférence. Tous les deux ont signalé les parties positives du projet, mais aucun d'entre eux n'a caché les grandes divergences de vue qui subsistent encore sur des points d'importance capitale – points que la conférence de Dumbarton Oaks n'a pu résoudre et au sujet desquels les conversations ultérieures entre les «Big Four» n'ont pas amené l'unanimité recherchée. Ce sont ces divergences mêmes, sur lesquelles je n'ai pas à revenir ici, car elles sont amplement connues – qui tirent en grande partie leur origine de l'opposition des Soviets à accepter un contrôle international étendu – qui ont retardé la convocation, plusieurs fois annoncée puis renvoyée, de la conférence générale des «Nations unies», qui devait délibérer sur l'avant-projet des quatre principales puissances. On se rend très bien compte ici des objections que suscitera auprès des puissances dites secondaires l'acceptation d'un régime international, qui comporterait en fait une exemption en faveur des plus grands, des obligations assumées par les autres Etats. A Londres même, les représentants des puissances de l'Amérique latine (sauf l'Argentine) s'étaient en effet réunis pour prendre position à l'égard des propositions de Dumbarton Oaks et, à en croire plusieurs de mes collègues de l'Amérique latine, ceux-ci n'ont pas manqué de faire connaître au Foreign Office, à titre personnel, leurs réserves préliminaires. Tout cela laisse prévoir que les négociations seront vraisemblablement encore longues et compliquées.

Reste à savoir si, et le cas échéant à quel moment, les puissances neutres seront amenées à exprimer leur point de vue à l'égard du projet de Dumbarton Oaks. Je n'ignore pas que le Ministre des Etats-Unis à Berne a communiqué, à un moment donné, au Chef du Département politique, les textes de Dumbarton Oaks, en manifestant le désir de connaître officieusement les vues du Gouvernement Fédéral. Lorsque M. Pilet-Golaz m'en a parlé en novembre dernier, je lui ai signalé les similitudes frappantes existant sur les points *d'organisation* entre le projet issu des délibérations récentes des quatre principales puissances et l'avant-projet d'une «Ligue des Nations» élaboré en 1918–1919 par la Commission consultative du Droit des Gens, formée à l'époque par le Conseil Fédéral (avant-projet dont le texte figure parmi les annexes au message du Conseil Fédéral aux Chambres, du 4 août 1919, sur l'accession de la Suisse à la Société des Nations[2]). Je me réfère par ailleurs à ce sujet à la communication

2. *Cf. DDS, vol. 7-II, N° 25, p. 93.*

de la Division des Affaires Etrangères N° B.58.34.30.1. du 15 décembre[3] et à ma lettre du 2 janvier 1945[4].

Je suis heureux de savoir que M. le Juge Fédéral Paul Logoz, qui a été l'un des participants à l'élaboration du projet de la Commission consultative suisse, ait été prié de vous présenter un rapport à ce sujet, rapport dont je prendrai connaissance moi-même, le moment venu, avec le plus grand intérêt. Il ne sera pas inutile, au demeurant, que l'opinion publique de notre pays, comme d'autres états, connaisse le moment venu les points de contact entre le projet suisse de 1918–1919 et le projet de Dumbarton Oaks; en attendant, j'ai attiré l'attention de Sir Alexander Cadogan et de M. Wellington Koo sur les similitudes de structure entre les deux projets qui ne peuvent évidemment masquer, d'autre part, des divergences fondamentales incontestables.

L'incertitude qui règne, à peu près généralement encore, au sujet de la suite qui sera donnée au projet de Dumbarton Oaks (et qui est compliquée par la réserve montrée dans certains milieux du Sénat des Etats-Unis d'Amérique) ne laisse pas prévoir si, et le cas échéant, sous quelle forme les états neutres seront admis à faire valoir leurs points de vues avant l'élaboration de textes définitifs par les «Nations unies». Lors de la conférence de la paix de Versailles, qui s'est inspirée de méthodes probablement plus libérales à l'égard des puissances neutres et des petites puissances en général que les conférences futures, appelées à étudier les bases de la nouvelle organisation internationale, les états neutres avaient été admis à présenter, sur une convocation il est vrai assez brusque et inopinée, leurs observations sur le projet de pacte de la Société des Nations du 14 février 1919. A l'époque, M. Calonder, Chef du Département Politique, s'est rendu à Paris, accompagné de MM. Max Huber, William Rappard et Paul Logoz. Les autres puissances neutres étaient représentées par les chefs de leurs missions diplomatiques à Paris. Seule parmi les états neutres, la Suisse, grâce à ses travaux préparatoires, était en mesure de présenter quelques amendements, dont il a été tenu partiellement compte (voir les annexes au message du Conseil Fédéral du 4 août 1919). Il peut paraître fort douteux que, cette fois, les puissances alliées usent des mêmes égards à l'endroit des puissances neutres. C'est pourquoi il faudra tendre à faire pénétrer les idées qui seront les nôtres soit par la publication des travaux préparatoires suisses, soit par l'intermédiaire de personnalités d'un standing personnel reconnu, même et surtout si elles ne sont pas revêtues de fonctions officielles. J'aurai l'occasion de revenir sur ce dernier point. En attendant, il serait sans doute bon de faire connaître les vues exprimées en Suisse sur les projets de Dumbarton Oaks. A cet égard, je cite aujourd'hui en particulier la série d'articles publiés par le Professeur William E. Rappard. Eventuellement, l'Association Suisse pour la Société des Nations, la Société Suisse de Droit International et d'autres associations, pourraient être, semble-t-il, encouragées à mettre à l'étude les problèmes de l'organisation internationale à la lumière de nos intérêts, mais dans le cadre des possibilités de réalisation existant actuellement.

Le problème primordial, en ce qui nous concerne, sera sans doute celui de la

3. *Publiée ci-dessus, cf. N° 318.*
4. E 2001 (D) 8/1.

neutralité. Le texte de Dumbarton Oaks ne contient pas de disposition aussi catégorique et aussi généralement appliquée que l'article 16 du pacte de la Société des Nations, qui posait des problèmes difficiles à concilier avec notre neutralité. Au point de vue juridique, la solution vers laquelle nous devons tendre ne serait donc certainement pas plus complexe qu'en 1919. D'autre part, il convient de reconnaître, qu'à quelques exceptions près, la tendance générale n'est pas très favorable à la neutralité comme telle, dans le cadre de la nouvelle organisation. Notre politique doit être évidemment celle de faire reconnaître la neutralité unique, comme cela a été le cas en 1919/1920, en soulignant d'une part les services que nous avons été à même de rendre, grâce seulement à cette neutralité, et en indiquant, d'autre part, l'argument sans réplique suivant: – Où serait la Suisse aujourd'hui si, en se fiant aux assurances que l'organisation internationale empêcherait toutes guerres, elle avait renoncé au maintien de sa neutralité en 1920?

Je m'empresse d'ajouter, par ailleurs, que le terrain dans les milieux officiels anglais ne paraît pas être défavorable pour une nouvelle reconnaissance de la neutralité perpétuelle de la Suisse, dans le cadre d'une organisation internationale. A plusieurs reprises, Mr. Eden, Secrétaire d'Etat, qui, comme vous le savez, n'a souvent pas ménagé ses critiques à l'endroit des états neutres en général, a indiqué, vis-à-vis de moi-même comme vis-à-vis d'autres personnes, que s'il y avait un état dont la Grande-Bretagne reconnaissait la neutralité loyale, c'était bien la Suisse*. En très grande partie, il faudra bâtir sur le terrain fort bien préparé chez nous en 1918–1920.

La nécessité de préciser les bases intangibles de la neutralité suisse surgira probablement dans les discussions touchant aux compétences très vastes attribuées au «Conseil de Sécurité» de la nouvelle organisation projetée. La composition même de ce «Conseil de Sécurité», dans laquelle les plus grandes puissances auront une prépondérance reconnue mais dans laquelle aussi quelques puissances dites secondaires seront représentées, sera d'un moindre intérêt pour la Suisse, qui n'a jamais voulu faire partie du Conseil de la Société des Nations. Il est intéressant de noter, à ce propos, que le point de vue de la Suisse neutre, qu'il ne fallait pas charger un pays de responsabilités dépassant les limites de sa politique traditionnelle, est partagé maintenant par d'autres petites puissances qui ont subi l'invasion de leurs territoires. C'est ainsi que M. Hambro, ancien membre du Gouvernement norvégien, m'a dit l'autre jour que la Norvège, en élaborant ses observations quant au projet de Dumbarton Oaks, exprime l'opinion que le «Conseil de Sécurité» devrait être limité aux seules grandes puissances – Empire britannique, Etats-Unis d'Amérique, URSS, Chine et France – sans compter des sièges réservés à tour de rôle à des puissances secondaires.

2° – *Société des Nations*

Comme vous le savez, par une résolution de la dernière assemblée de la Société des Nations qui s'est tenue à Genève, la «Commission de Contrôle» de

---

*Mr. Anthony Eden a exprimé à nouveau cet avis très net, à l'occasion d'un déjeuner où je l'ai rencontré aujourd'hui, 26 janvier. *[Cf. ci-dessous N° 863].*

cette institution a été chargée d'agir comme «negotiorum gestor» durant la période d'inactivité forcée de la Société des Nations. S'étant fixés aux Etats-Unis, les membres de la «Commission de Contrôle» sont maintenant venus à Londres pour une réunion qui commencera officiellement le mois prochain. Ils ont eu, en attendant, de nombreux contacts avec des personnalités du Gouvernement britannique, notamment avec M. Eden, Ministre des Affaires Etrangères, et avec M. Butler, Ministre de l'Education (également bien connu à Genève à l'époque où il représentait, comme Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, la Grande-Bretagne auprès de la Société des Nations) etc. J'ai eu l'occasion à la fin du mois dernier de vous donner, par la voie la plus rapide, quelques indications sur l'un ou l'autre des échanges de vues qui ont eu lieu ici.

De conversations avec M. Hambro ainsi qu'avec Mr. Lester – que je reverrai – j'ai eu l'impression que la «Commission de Contrôle» s'occupe maintenant avant tout d'étudier les bases d'une incorporation possible d'institutions de la Société des Nations dans le système du nouveau pacte projeté. Il est apparemment prévu de mettre les organisations techniques existantes sous l'autorité du conseil économique prévu à Dumbarton Oaks.

Vous savez, par une de mes dépêches précédentes, que Mr. Richard Butler, qui lui-même a gardé les meilleurs souvenirs de l'atmosphère de collaboration internationale qui régnait à Genève, pense aujourd'hui que, pour des raisons de politique générale, le siège des futures organisations sera à Vienne plutôt qu'ailleurs. Il n'est pas téméraire d'admettre que c'est l'URSS avant tout qui désire voir fixé dans une grande ville, se trouvant en tout cas très près de sa propre sphère d'influence, le centre du mécanisme international de demain. Des raisons techniques – possibilités de logement des institutions internationales sur une vaste échelle, etc. – sont également invoquées en faveur du choix de Vienne. Un élément que l'on sous-estime peut-être est le fait que Vienne, surtout dans la situation de l'après-guerre, pourrait devenir un centre d'intrigues balkaniques et ne présenterait guère l'atmosphère sereine de Genève. Une décentralisation des organes créés dans le cadre du futur pacte de sécurité peut cependant un jour paraître désirable. Du point de vue suisse, il peut sans doute y avoir des objections sérieuses, notamment des considérations de neutralité, à abriter sur notre territoire des organes quasi militaires ou un état-major international dépendant du Conseil de Sécurité. Ce qui paraît souhaitable à notre point de vue, c'est le retour sur notre territoire des organisations techniques. Le résultat de démarches à cet effet est encore très aléatoire, mais le moment vous paraîtra peut-être venu pour proposer au Conseil Fédéral de donner des directives précises en la matière aux missions diplomatiques suisses à l'étranger, à la suite de celles que M. Pilet-Golaz m'a données verbalement, en novembre dernier, d'une manière préalable.

Il ne faut pas se dissimuler qu'à Londres – je ne puis parler que de ce poste – le fait que la Suisse a tardé beaucoup à verser les contributions aux frais de cet organisme, que lui imposait l'appartenance à la Société des Nations, a été longtemps critiqué et parfois d'une manière assez âpre. L'on a pu comprendre que notre pays, vu la situation difficile dans laquelle il s'est longtemps trouvé, ait pu juger nécessaire de rendre moins continue son action à la Société des Nations. Mais il y a eu bien peu de compréhension pour le fait que la Suisse, qui

en 1919 avait par une démarche officielle de M. Calonder revendiqué le siège de la Société des Nations et qui l'avait obtenu, n'ait pas payé pendant ces années ses contributions. Je vous livre, sous une forme crue, une réflexion que d'une manière plus enveloppée on a pu entendre ici: il se peut fort bien qu'en raison de certaines circonstances particulières quelqu'un renonce à fréquenter un club, mais cela ne le dispense pas de payer ses cotisations.

Lors de ma dernière visite en Suisse, j'ai été très heureux d'entendre du Chef du Département Politique qu'une proposition tendant à régler les contributions arriérées était à l'étude. Cette proposition a été depuis lors traduite dans les faits et a certainement éclairci l'atmosphère. Ainsi que me l'a écrit récemment Mr. Lester, Secrétaire Général en fonction de la Société des Nations «cette décision est tardive mais elle constitue une bonne chose». Mr. Lester en effet est parmi les fonctionnaires, dirigeant les institutions internationales, un de ceux qui reconnaît pleinement les avantages de Genève comme siège de la Société des Nations.

La décision prise par les Chambres, sur la proposition du Conseil Fédéral, a d'ailleurs eu un effet indirect très considérable. Les milieux, qui en différents pays se réclamaient de l'abstention de la Suisse, se trouvent aujourd'hui en mauvaise posture. La Suède par exemple, qui avait payé une partie seulement de ses contributions antérieures, a fait connaître officiellement qu'elle réglerait incessamment le solde de ses dettes. En Amérique aussi, où la carence de la Suisse avait apparemment été exploitée lors d'une conférence du Travail à Philadelphie, la décision récente enlèvera un argument de propagande qui nous était défavorable. Enfin et surtout, nous ne verrons plus circuler, de par le monde, et dans des milieux très divers, les papiers indiquant le nom de la Suisse parmi les états n'ayant pas rempli leurs obligations financières envers la Société des Nations. Une première prémisse existe pour agir plus efficacement à l'avenir sur le plan de la coopération internationale.

3° – *Organisation Internationale du Travail*

Le conseil d'administration du Bureau International du Travail se réunit également en ces jours à Londres. C'est Mr. Bevin, Ministre anglais du Travail, qui ouvre ces délibérations considérées comme fort importantes. J'apprends de notre compatriote, M. Reymond, Chef de Cabinet du directeur du Bureau International du Travail, qu'une série de documents ayant trait à la présente session a été transmise par ses soins à l'Office Fédéral du Travail, de l'Industrie et des Arts et Métiers. Je m'abstiens donc de revenir ici sur leur contenu. Qu'il me suffise de rappeler que le conseil d'administration décidera sans doute, à la présente session, de convoquer une session ordinaire de la Conférence Internationale du Travail, au cours de l'année 1945. L'ordre du jour de cette conférence comporte les normes minima de politique sociale dans les territoires dépendants; les problèmes découlant des travaux de la Commission des questions constitutionnelles (par exemple la réadmission de l'Italie comme membre de la Conférence du Travail), et des rapports du directeur, entre autres sur le maintien de hauts niveaux d'emploi pendant la période de reconstruction et de reconversion de l'industrie et sur les relations de travail par rapport spécialement aux conventions collectives; les clauses concernant le travail dans les

contrats publics et autres cas analogues, etc. La conférence envisagée sera vraisemblablement convoquée à partir du 1er octobre. Comme les réunions précédentes se sont tenues à New York et à Philadelphia, le conseil d'administration estime qu'il convient d'avoir la session de 1945 du côté européen de l'Atlantique. Il y a encore – mais sur ce point des éléments de politique générale entreront en jeu – une forte tendance à revenir au siège statutaire, c'est-à-dire à Genève. Le directeur du Bureau International du Travail, actuellement à Londres, M. Phelan, déclare ne pas avoir caché ses préférences personnelles pour le choix de Genève, lors d'une conversation qu'il a eue avec mon collègue de Washington, M. Bruggmann. D'autre part, M. Phelan vient de faire connaître que l'organisation internationale du travail attache, comme il va de soi, la plus grande importance à une collaboration effective de l'URSS, et il faut donc s'attendre à ce que toute décision définitive soit subordonnée au règlement final de nos rapports avec l'Union Soviétique, si ce règlement peut avoir lieu une fois ou l'autre.

D'une manière générale, les hauts fonctionnaires du B.I.T., qui ont quitté Genève pour Montréal, paraissent être devenus encore plus favorables à l'idée de maintenir Genève comme siège de l'organisation qu'ils ne l'étaient auparavant. Le manque d'un service bien organisé, comme il existait à Genève, s'est en effet fait sentir durant la période «d'exil» du B.I.T.

4° – *Cour Permanente de Justice Internationale*

Lors de la conférence de Dumbarton Oaks, il n'a pas été question, d'une manière détaillée, de l'organisation d'une cour de justice internationale, dont les grandes puissances se sont bornées à reconnaître la nécessité. La préparation spéciale des délégués des «Big Four» ne les désignait d'ailleurs pas d'une manière toute particulière à discuter d'une question qui exige une formation tout à fait autre. La formule de Dumbarton Oaks laisse cependant prévoir que la Cour Permanente de Justice Internationale, telle qu'elle fonctionnait de 1932 à 1940 à La Haye, restera à peu près intacte. Toutefois, il faut compter avec une répugnance, peut-être encore plus grande qu'après la dernière guerre, des principales puissances à soumettre des litiges de caractère semi-politique et semi-juridique à un règlement judiciaire. Vous savez d'autre part, par des précédentes communications de la Légation, qu'un comité interallié a siégé de 1943 à 1944 à Londres pour discuter de l'avenir de la Cour Permanente de Justice Internationale. Le résultat des études de ce comité, présidé par Sir William Malkin, jurisconsulte du Foreign Office, a été présenté au Parlement sous forme d'un White Paper «Report of the informal interallied committee on the future of the Permanent Court of International Justice, 10th February 1944». Le rapport en question, à l'élaboration duquel plusieurs juristes distingués comme Kaeckenbeeck et Sir William Malkin lui-même ont participé, de même que M. Colban, Ambassadeur de Norvège, présente sans doute de l'intérêt. Toutefois, le vice principal de ce rapport et des propositions qu'il contient réside dans le fait qu'aucun de ses auteurs n'a eu une expérience personnelle du mécanisme de la Cour Permanente de Justice Internationale. De là une série de propositions, notamment touchant le nombre des juges, leur mode d'élection et de présentation, qui sont empreintes d'une méconnaissance complète du tra-

vail de la jurisprudence, sur le plan le plus élevé et le plus compliqué. Je me suis entretenu de ce rapport avec plusieurs des membres de la Commission Interalliée, qui n'ont pas manqué de reconnaître les lacunes et imperfections de ce rapport. Pour arriver à des propositions suffisamment solides, il sera sans doute inévitable que les instances compétentes prennent, le moment venu, l'avis des anciens juges les plus expérimentés de la Cour de Justice Internationale de La Haye, comme de notre compatriote M. Max Huber et de M. Anzilotti, etc., le cas échéant aussi du Greffier actuel de la Cour, M. Lopez Olivàn, ancien ambassadeur d'Espagne à Londres. J'apprends d'ailleurs que M. Olivàn doit venir prochainement à Londres, en compagnie du Président actuel de la Cour (d'ailleurs personnalité peu remarquable), M. Guerrero.

Vu la part prise par la Suisse à l'élaboration du premier statut de la Cour Permanente de Justice Internationale, il serait souhaitable que nos associations compétentes, et le cas échéant les membres du Groupe suisse de la Cour Permanente de Justice Internationale de La Haye, émettent des avis qu'il serait utile, sinon de publier du moins de faire connaître. Le temps me manque, hélas, pour vous soumettre en ce moment une appréciation personnelle des différentes clauses du projet du comité de juristes interalliés.

Il paraît y avoir unité à voir fixé à nouveau le siège de la Cour Permanente de Justice Internationale à La Haye, tout en laissant la possibilité d'une certaine décentralisation soit au moyen de réunions périodiques de la Cour dans d'autres capitales, soit au moyen de la création de chambres plus ou moins indépendantes – dont la jurisprudence risquerait toutefois d'entamer l'unité de la pensée juridique de la Cour.

5° – *UNRRA*

Cette organisation, à laquelle tant d'espoirs se sont attachés à un moment donné, est aujourd'hui encore l'objet des commentaires les plus divers. L'autre jour M. Massigli, Ambassadeur de France, qui a pourtant une expérience incontestable de la collaboration internationale, m'a dit que l'UNRRA, à son sens, «est moins qu'un programme, un simple mot». Les Gouvernements en exil, qui s'étaient en partie liés par des contrats avec l'UNRRA, ne ménagent pas moins leurs critiques. Le Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas, M. van Kleffens, m'a parlé en des termes très amers non seulement de l'insuffisance d'action qui, selon lui, caractérisait l'œuvre de UNRRA, mais aussi du fait que cet organisme créerait des entraves en ne réussissant presque jamais à enfoncer des coins dans les systèmes de livraisons aux pays libérés, ou à libérer, selon la méthode des «war priorities». Le Ministre des Affaires Etrangères de Norvège, M. Lie, quoique plus prudent, se montre également fort critique à l'égard des réalisations du nouvel organisme. Le fait qu'un homme aussi capable que Sir Arthur Salter se soit démis de ses fonctions de vice-directeur général de l'UNRRA est également significatif pour les difficultés initiales que rencontre la nouvelle administration internationale.

Et cependant, l'UNRRA prétend avoir obtenu récemment quelque succès. Tandis qu'au début, les représentants de l'URSS bloquaient apparemment beaucoup d'initiative en indiquant sans cesse qu'ils n'avaient pas de pleins-pouvoirs, mais devaient référer sur tout point à Moscou – et que Moscou tar-

dait, tout aussi régulièrement à donner une réponse – on déclare maintenant que l'Union Soviétique admet des représentants de l'UNRRA pour la reconstruction du territoire libéré de la Tchécoslovaquie et de la Pologne (de Lublin).

Dans ses contacts occasionnels avec les services de l'UNRRA, la Légation a dû s'adresser, comme c'était normal de le faire, aux fonctionnaires du siège de Londres de cette institution. Il se peut, toutefois, qu'une action plus directe et plus efficace devienne possible par le canal des autorités britanniques si celles-ci, comme plusieurs indices permettent de le croire, prendront une part plus agissante au nouvel organisme. Mr. Richard Law, Ministre d'Etat au Foreign Office, qui a présidé à plusieurs reprises les délégations britanniques aux conférences d'UNRRA, m'a dit qu'il comptait se spécialiser de plus en plus dans ce travail captivant. Tout récemment, un des Sous-Secrétaires d'Etat Adjoints au Foreign Office, Sir Georges Rendel, ancien ambassadeur auprès du Gouvernement yougoslave, avec lequel je demeure également en contact, a été affecté tout spécialement à l'étude des problèmes d'UNRRA du point de vue britannique. Il se peut donc que cette nouvelle impulsion donnée du côté britannique aide aussi à notre coopération avec UNRRA non pas, cela va sans dire, comme membre de cette organisation mais, pour employer un terme tiré de notre histoire constitutionnelle, comme «zugewandter Ort».

Soit dit entre parenthèses, le récent voyage de Mr. Richard Law en Amérique n'a pas produit tous les résultats que l'on souhaitait du côté britannique. En face des nécessités immenses d'aide pour les pays libérés, le tonnage dont il a pu obtenir la disposition – à un moment où un nombre incalculable de bateaux sont dirigés vers l'Extrême-Orient pour le ravitaillement des armées alliées – est extrêmement limité. Une priorité d'aide a été reconnue à la Belgique et à la Hollande pour le moment où ce dernier pays, qui dépend actuellement du ravitaillement partiel de la Suède et de l'apport de notre «Henry Dunant», sera entièrement libéré. De nombreux milieux anglais, jusque dans les ministères, déplorent que l'aide promise naguère à l'Italie libérée, et qui répondrait à une nécessité très urgente, ne soit pas encore en vue. Notre Comité International de la Croix-Rouge pourra donc avoir encore un rôle important à jouer, indirectement aussi pour le prestige de la Suisse, en devançant, comme il le fait aux Pays-Bas, l'aide apportée par les Alliés. Le «Don Suisse» pourra de même prévoir dès maintenant, semble-t-il, une aide à l'Italie dans le cadre de son action prévue pour ce pays voisin.

Les critiques formulées, à vrai dire davantage dans des conversations privées que publiquement, à l'égard du manque d'efficacité montré jusqu'à présent par UNRRA, se sont suffisamment cristallisées pour que l'on parle ouvertement de l'inscription de cet objet à l'ordre du jour de la prochaine réunion des trois principales puissances.

6° – *Organismes internationaux établis en Suisse*

Je ne parle ici que pour mémoire du Comité International de la Croix-Rouge dont l'activité durant la présente guerre, tant au moyen de ses services centraux que par l'entremise de ses délégations dans plus de 40 pays, a singulièrement accru, d'une manière indirecte, le prestige de la Suisse à l'étranger. Les effets d'une propagande utile de cette institution sur le plan international se font déjà

sentir. Preuve en est le succès qu'ont aussi sur les écrans britanniques les films consacrés à l'œuvre de la Croix-Rouge Internationale. Le fait que, durant les événements tragiques de Grèce, ce fut la délégation du C.I.C.R. qui a pu négocier la plus épineuse question laissée en suspens après la visite de Mr. Churchill à Athènes, soit l'échange des prisonniers entre les forces britanniques et grecques d'une part – ELAS[5] d'autre part – a créé ici une profonde impression. Ceci pour ne citer qu'un dernier cas récent, auquel s'ajoutent bien d'autres comme le ravitaillement des Channel Islands par les soins du C.I.C.R.

Le rôle incontesté de Genève dans le domaine humanitaire paraît avoir comme conséquence que certaines organisations du moins de la Société des Nations, comme notamment le Service d'Hygiène, dont un développement considérable est prévu après la guerre, pourront difficilement se séparer de ce qui fut le siège statutaire de la Société des Nations. En prévision toutefois de l'éventualité que des raisons de politique internationale s'opposeraient en définitive au retour à Genève des principales organisations techniques de la Société des Nations, nous devons sans doute tendre à fortifier, et à maintenir en tout état de cause, au moins ceux des organismes qui se trouvent ancrés à notre sol. Je ne parle pas ici des bureaux internationaux de Berne qui, à un moment ou un autre, seront peut-être invités à coordonner leurs activités comme «independent agencies», dans le sens de Dumbarton Oaks, avec la grande organisation future projetée. Les institutions qu'il convient cependant de mentionner ici sont: le Bureau International d'Education – qui doit tendre à maintenir sa vie propre et indépendante à l'endroit de la conférence projetée des ministres de l'éducation nationale des Nations Unies. Ce bureau compte des amis actifs en Angleterre, avec lesquels mon collaborateur, M. Girardet, demeure en contact, ce qui nous a permis de vous adresser une série de rapports à part.

Je mentionne également l'Union Interparlementaire qui peut renaître à une nouvelle vie après la guerre, l'Union internationale de Secours aux Enfants, dont le secrétaire général, M. Thélin, se trouve actuellement à Londres, pour reprendre les contacts interrompus pendant la guerre, etc. De toute façon, il faut monnayer le fait que les grands bâtiments de la Société des Nations et du B.I.T. érigés sur notre sol donnent du jour au lendemain la possibilité d'outiller efficacement la collaboration internationale.

Pour terminer cette esquisse, qui ne tend qu'à rappeler une série de problèmes devant, me semble-t-il, faire l'objet de directives générales permettant à nos agents à l'étranger de parler d'une manière positive et uniforme, je voudrais ajouter ce qui suit. Du train dont vont les choses, ce sera probablement une erreur que de croire que les petites puissances en général pourront exercer comme telles, à la fin de cette guerre, une influence comparable à celle qui leur était dévolue après 1919. Vous vous souvenez que la suggestion publique du Général Franco, tendant à associer des puissances non belligérantes à la solution juridique des problèmes de demain, a été écartée, aux Chambres des Communes, par une déclaration très catégorique gouvernementale faite par Mr. Richard Law. Mais les petites puissances alliées elles-mêmes – Pays-Bas, Belgique, Grèce, etc. – ne se font aucune illusion quant à l'influence qu'elles

5. *Cf. ci-dessus N° 327.*

pourront exercer en temps *[sic]* qu'Etats. Je ne sais si j'ai eu l'occasion de citer dans un de mes rapports écrits un mot, peut-être cynique mais jugé ici véridique, qu'a prononcé avant son départ l'ancien ambassadeur des Soviets, M. Maisky, en parlant à un de mes collègues représentant un petit Etat: «Après la dernière guerre, les petites puissances avaient, sur le règlement des affaires internationales, une influence disproportionnée à leur potentiel militaire, économique, industriel et autre. Tout dans l'histoire suit la loi du pendule. Après cette guerre, par conséquent, ces mêmes petites puissances n'auront pendant assez longtemps qu'une influence moindre que ne le justifierait leur potentiel militaire et économique.»

En revanche, le personnel véritablement familiarisé avec les problèmes de l'organisation internationale qui n'existait jamais en abondance s'est, d'une manière générale, encore appauvri durant ces dernières années. Et c'est par cette brèche que les petites puissances pourront passer pour faire valoir leurs idées non pas officiellement, mais en encourageant des missions d'ordre qui, même sans être investies de mandats officiels, seront à même de proposer des solutions à la fois raisonnables et conformes aux intérêts de leurs pays. Un des principaux conseillers du Gouvernement belge m'a dit à ce sujet, il n'y a pas longtemps, qu'à un moment où les formules du règlement final ne sont pas encore arrêtées et où il y a parfois pénurie d'idées, des personnalités de petites puissances, qui ne sont ni des fonctionnaires, ni des diplomates, et auxquelles on parle par conséquent avec moins de réticence qu'aux agents officiels, peuvent plus facilement trouver des portes ouvertes. C'est un point de vue qui me paraît fort juste et sur lequel j'aurai l'honneur de revenir séparément.

347

E 2001 (D) 3/101

Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef du Département politique, M. Petitpierre[1]

L Vertraulich Berlin, 25. Januar 1945

Seit längerer Zeit bemühe ich mich, die Zustimmung der deutschen Reichsregierung zu einer Interessenvertretung Frankreichs und Belgiens zu erhalten. Die Reichsregierung hat bisher die Zustimmung nicht erteilt und soweit ich feststellen kann, besteht auch wenig Aussicht, dass eine positive Antwort erfolgen wird. Die Gründe für diese ablehnende Haltung sind meines Erachtens die unzutreffende Befürchtung, dass mit dieser Zustimmung eine Anerkennung der betreffenden Regierungen verbunden sei und dass ferner die Zulassung der Schutzmachttätigkeit eine Beschränkung der Befugnisse des französischen und

1. *Annotation du Chef-suppléant de la Division des Affaires étrangères du Département politique, Carl Stucki:*
M. Wagnière. J'ai renseigné verbalement M. Vergé. Il faudrait 1° informer les I*[ntérêts]* E*[trangers]*; 2° acc*[user]* réc*[eption]*. 30.I.

belgischen Komitees bedeute, die von der deutschen Regierung als einzig legale Exponenten betrachtet sein möchten.

Die Interessen Deutschlands, die eigenen Belange in den betreffenden Ländern nicht ohne Schutz zu lassen, hatten offenbar dazu geführt, dass man nach einem Ausweg suchte. Die Kriegsgefangenen werden bekanntlich bereits auf Grund der Gefangenenkonvention durch das Rote Kreuz betreut. Vor einigen Tagen hat nun aber die deutsche Regierung die hiesige Delegation des Internationalen Roten Kreuzes wissen lassen, dass sie zu einer gewissen Betreuung der ausländischen Zivilgefangenen in Konzentrationslagern durch das Rote Kreuz die Zustimmung gebe.

Zunächst soll es sich lediglich um die Zustellung von Rotkreuzpaketen handeln und zwar an französische, belgische, norwegische, dänische und holländische Gefangene. Die Pakete werden von Vertrauensleuten der Gefangenen, die für jedes Lager und für jede Nationalität besonders von den Häftlingen bestimmt werden, entgegengenommen und verteilt.

Die Delegation des Roten Kreuzes will sich bemühen, die Befugnisse auch auf weitere Nationalitäten auszudehnen und hat ferner um die Bewilligung nachgesucht, dass die hiesigen Vertreter der Delegation die Gefangenenlager besuchen und mit den Vertrauensleuten sprechen können. Man glaubt, dass die deutsche Zustimmung hiezu erteilt werden wird. Schliesslich wird die Rotkreuzdelegation auch beantragen, Auskunft über das Schicksal von Personen zu erhalten, von denen man annimmt, dass sie sich in Konzentrationslagern befinden. Es ist also das Bestreben des Roten Kreuzes zu erreichen, dass die Betreuung der ausländischen Zivilgefangenen derjenigen der militärischen Gefangenen angeglichen wird.

348

E 2801 1967/77/3

Le Ministre de Suisse à Londres, P. Ruegger,
au Chef du Département politique, M. Petitpierre[1]

L Confidentiel Londres, 27 janvier 1945

J'ai l'honneur de vous relater ci-après quelques avis recueillis chez Mr. Anthony Eden, Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères.

Nous l'avons rencontré hier à un déjeuner à l'Ambassade d'Iran, auquel le Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères s'est rendu avec plusieurs membres du «War Cabinet», ainsi qu'avec le Lord Chancellor Simon. Le fait que contrairement à ses habitudes récentes imposées par ses fonctions de «Leader of the House», M. Eden a accepté de se rendre à l'Ambassade d'Iran en compagnie de plusieurs membres du Cabinet de guerre a, d'ailleurs, été commenté et mis en rapports avec la réunion à Téhéran des «Big Three», qui se rencontreront vraisemblablement à nouveau en proximité de l'U.R.S.S.

1. *M. Petitpierre a visé ce document le 6 février 1945.*

Je n'ai pas eu moi-même l'occasion de répéter à Mr. Eden, devant des tiers, ce que je lui ai déjà exposé quant aux difficultés de notre pays en ce moment et à notre «doctrine» de neutralité qui, dans l'intérêt de tous, doit être respectée dans le domaine économique comme dans le domaine politique.

Il vous intéressera, cependant, de savoir qu'en parlant à Madame Ruegger, sa voisine de table, Mr. Anthony Eden a répété que la Suisse *seule* avait tenu une ligne de conduite véritablement neutre parmi les Etats qui se réclamaient de la neutralité. Il était plein d'éloges pour l'activité humanitaire de notre pays: «Je suis très heureux, votre pays a bien travaillé». Et il déclara enfin, ce qui est significatif: «Je dirai tout à l'heure à l'Ambassadeur de Turquie que *seule* la Suisse a été réellement et véritablement neutre». Ceci confirme que le Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, qui – je vous l'avais relaté confidentiellement, – avait déjà donné l'indication que, «s'il y avait un Etat neutre, pour lequel il prendrait fait et cause, ce serait bien la Suisse», n'a pas modifié sa manière de voir en présence des tentatives de pression venant de l'U.R.S.S. et, peut-être, des Etats-Unis.

D'autre part, Mr. Eden a dit à ma femme, en parlant de certains otages retenus par l'Allemagne, que les dirigeants du nazisme n'auraient probablement guère le temps de sévir contre ceux-ci, avant d'être «écrasés eux-mêmes». Ceci témoigne de l'optimisme qui règne ici quant au rythme des événements prochains.

349

E 27/12691

Le Général H. Guisan au Chef du Département militaire, K. Kobelt

L
Missions militaires suisses
auprès de l'armée française

Quartier Général de l'Armée, 27 janvier 1945

M'en référant à notre correspondance relative aux missions militaires auprès de l'armée française[1], j'ai l'honneur de vous informer que le Général Davet, Conseiller militaire de l'Ambassade de France à Berne, m'invite à envoyer très prochainement à l'armée du Général de Lattre de Tassigny une première mission d'officiers suisses, qui pourra être suivie d'autres missions.

Celles-ci seront composées chacune d'un chef, revêtant le grade de commandant d'unité d'armée, et de huit membres environ. La première sera appelée à partir très prochainement.

J'ai l'intention de désigner comme chefs de mission les colonels divisionnaires Corbat et Rihner, et de faire commander parmi les membres les officiers suivants, au bénéfice direct des services de votre département: le Colonel brigadier von Wattenwyl, les Majors EMG Bracher et Hess.

1. *Cf. aussi* E 5795/341.

La première mission qui s'est rendue en décembre auprès de l'armée américaine ne comptait que des instructeurs. Je désignerai donc pour celles-ci non seulement des officiers de carrière mais un certain nombre d'officiers de troupe[2].

2. *Le Chef du Département militaire répond le 5 février 1945 qu'il est d'accord avec le projet du Général dans les conditions précisées. K. Kobelt estime qu'il suffit qu'un représentant du Service technique militaire participe à chaque mission et souhaite qu'un officier de la Section chargée de la réforme de l'armée se joigne à l'une ou l'autre mission.*

350

E 2001 (D) 3/348

Compte-rendu d'un entretien avec l'Ambassadeur G.F. Martius[1] *au sujet du transit*

No DN *Bern,* 27. Januar 1945

Herr Gesandter Martius stellt einleitend einige grundsätzliche Erwägungen zur Diskussion.

In den Handelsvertragsverhandlungen ist es zu grundlegenden Differenzen gekommen, die nur nach Einholung neuer Instruktionen seitens der beiden Regierungen bereinigt werden können. Da ein Junktim zwischen den Fragen der deutschen Lieferungen an die Schweiz und des Transits durch die Schweiz besteht, kann ein Vertrag nicht abgeschlossen werden, ehe die Transitfrage, die aus den Verhandlungen nicht ausgeschaltet werden kann, befriedigend geregelt sein wird. Nach langen Besprechungen hat sich die deutsche Regierung im Frühjahr 1944 damit einverstanden erklärt, den Transit gewisser Waren durch die Schweiz von sich aus zu unterbinden. Später ist die Schweiz dazu übergegangen, einseitig ergänzende Massnahmen zu erlassen. Nach deutscher Auffassung ist das in letzter Zeit angewandte Verfahren nicht mehr tragbar, und es ist daher eine neue Transitregelung zu vereinbaren. Die deutschen Begehren sind im Pro Memoria vom 3. und in der Aufstellung vom 16. Januar enthalten[2]. Nur wenn hierüber eine Verständigung erzielt wird, kann deutscherseits auf den lebhaften schweizerischen Wunsch zum baldigen Abschluss eines neuen Wirtschaftsabkommens eingetreten werden.

In formaler Hinsicht sind die folgenden Fragen abzuklären:

1. Welche Bindung kann schweizerischerseits hinsichtlich des Ausmasses der neu einzuführenden Transitregelung eingegangen werden?

Die Aufstellung einer neuen Sperrliste scheint jedenfalls notwendig zu sein, um Missverständnissen, wie sie sich aus der Regelung vom 24. März 1944 ergeben haben, vorzubeugen. Deutscherseits wird die formelle Übergabe einer revi-

1. *Notice rédigée par O. Schneider, du DPF, le 29 janvier. Cf. aussi* E 7110/1973/134/1.
2. E 2801/1967/77/2. *Cf. aussi* E 7800/1/16.

dierten Sperrliste beantragt, die so gehalten sein sollte, dass sich die deutsche Regierung damit unter Vorbehalt des grundsätzlichen Standpunktes, dass der Transit durch die Schweiz frei ist, einverstanden erklären könnte.

2. Welches wäre die Dauer dieser Bindung?

Deutscherseits würde Wert darauf gelegt, der Transitregelung mindestens die gleiche Dauer zu Grunde zu legen, wie dem Wirtschaftsabkommen. Nötigenfalls könnten auch die gleichen Kündigungsfristen vorgesehen werden. Es ist namentlich wesentlich, dass über die zeitliche Gültigkeit der Transitvereinbarung vollkommene Klarheit herrscht.

3. Welches Verfahren würde bei einer Änderung der einzuführenden neuen Transitregelung eingeschlagen werden?

Eine Konsultationspflicht ergibt sich aus den Noten vom 28. Juni 1939[3], die hierüber folgenden Passus enthalten:

«Das Auswärtige Amt wäre der Schweizerischen Gesandtschaft für eine Bestätigung dankbar, dass die Schweizerische Regierung mit dieser Erklärung einverstanden ist, und dass der Schweizerische Bundesrat auch seinerseits gewillt ist, bei Eintritt eines Kriegsfalles gemeinsam mit der Deutschen Regierung wohlwollend zu prüfen, in welchem Umfange die gegenseitige Versorgung mit lebenswichtigen Gütern sichergestellt werden kann.»

Dementsprechend sollten Änderungen der Transitordnung nur nach erfolgter Besprechung mit den deutschen Stellen vorgenommen werden. Das bisherige Verfahren, bei dem Neuerungen sehr kurzfristig in Kraft gesetzt wurden, hat zu grossen Unzukömmlichkeiten geführt. Deswegen geht der deutsche Wunsch dahin, allfällige Änderungen so frühzeitig als möglich (14 Tage in voraus) bekanntzugeben.

Zwei Lösungen können ins Auge gefasst werden:

a) Die schweizerischen Behörden verständigen die deutschen Stellen über eine beabsichtigte Änderung und das voraussichtliche Datum des Inkrafttretens. Die Massnahme würde auf diese Weise gegebenenfalls erst wirksam, nachdem den deutschen Stellen Gelegenheit geboten war, sich dazu zu äussern.

b) Die Benachrichtigung erfolgt zwar frühzeitig, doch erst, nachdem die Massnahme bereits beschlossen worden ist. Eine Besprechung mit den deutschen Stellen hätte in diesem Fall nur noch informatorischen Charakter.

Deutscherseits könnte nur das unter Ziffer a) erwähnte Verfahren befriedigen.

Auf keinen Fall sollten Neuerungen so kurzfristig eingeführt werden, dass in Como liegende Waren nicht noch zum Transit unter der im Zeitpunkt des Erlasses bestehenden Ordnung übernommen würden.

Unerlässlich scheint, im Gegensatz zur bisherigen Regelung, jeweilen eine schriftliche Verständigung der Deutschen Gesandtschaft, in der Form eines Schreibens an Herrn Generalkonsul Rüter oder einer Note, zu sein.

Herr Dr. Hohl erwähnt zu den einleitenden Ausführungen des Herrn Gesandten Martius, dass vom Standpunkt des Politischen Departements aus einer Verbindung der Frage der deutschen Lieferungen an die Schweiz mit den schweizerischen Transportleistungen für Deutschland nichts entgegenstehen

3. *DDS, vol. 13, N° 110.*

dürfte, soweit dadurch die grundsätzliche schweizerische Einstellung zum Transitproblem nicht berührt wird.

Zur Frage der deutscherseits erwarteten Bindungen ist allgemein zu erwidern, dass es kaum möglich sein wird, auf die deutschen Vorschläge einzutreten, weil die Massnahmen auf dem Gebiet des Transits mit der schweizerischen Neutralitätspolitik eng verbunden sind, und weil es dem Bundesrat vorbehalten bleiben muss, die einmal getroffene Regelung jederzeit der veränderten politischen und militärischen Situation anzupassen. Aus diesen Gründen kann die schweizerische Regierung in der Frage des Transits weder mit der einen noch mit der andern kriegführenden Partei verhandeln oder gar ein Abkommen treffen.

Die bisherige Transitregelung ist in klarer und objektiver Weise aufgestellt worden. Dass sie nicht nur auf rechtlichen Grundlagen, sondern auch auf neutralitätspolitischen Erwägungen beruht, ist schon bei der letzten Besprechung betont worden.

Die unter 1.–3. erörterten Punkte geben Anlass zu den folgenden Bemerkungen:

ad 1. Es scheint nicht notwendig zu sein, eine neue Sperrliste aufzustellen. Wenn aber deutscherseits daran festgehalten würde, so könnte nur die heute bestehende Regelung zum Ausgangspunkt für eine neue Liste gewählt werden. Bei der Übergabe einer neuen Liste hätte es schweizerischerseits nach wie vor die Meinung, dass nötigenfalls die darin dargestellte Regelung vom Bundesrat geändert werden könnte.

ad 2. Über die Dauer der Transitordnung kann kaum eine Bindung eingegangen werden. Gegenwärtig besteht kein Grund zu einer Erweiterung, und die heutige Ordnung wird voraussichtlich so lange unverändert bleiben, als sich die allgemeine, insbesondere die politische und militärische Lage nicht ändert. Wie bis anhin wird die Schweiz im Falle notwendig werdender Änderungen die deutschen Interessen so weitgehend als möglich berücksichtigen.

Herrn Schnurre bleibe es unbenommen, die Frage, ob die Dauer der Transitregelung mit derjenigen des Wirtschaftsabkommens in Übereinstimmung gebracht werden könnte, Herrn Minister Stucki zu unterbreiten.

(U.E. würde ein Eintreten auf den deutschen Vorschlag dem Bundesrat die Möglichkeit nehmen, innert nützlicher Frist allfällige Änderungen der Transitregelung anzuordnen.)

ad 3. Die deutscherseits erwähnte dauernde Konsultationspflicht können wir aus den Noten vom 28. Juni 1939 nicht ableiten. In diesen Noten heisst es, der schweizerische Bundesrat werde mit der deutschen Regierung «bei Eintritt eines Kriegsfalles» prüfen etc., was wohl so zu verstehen ist, dass sich die beiden Parteien vor dem Ausbruch von Feindseligkeiten über die Behandlung der Transitfragen ins Einvernehmen setzen.

(Aus der Entwicklung der 1938 und 1939 mit Deutschland geführten Besprechungen und aus der zu den Noten gehörigen Erklärung geht übrigens hervor, dass die «gemeinsame Prüfung» nur für Fragen der gegenseitigen Versorgung mit lebenswichtigen Gütern vorgesehen ist, nicht aber für Fragen des Durchgangsverkehrs.)

In den der Regelung von März v.J. vorausgegangenen Besprechungen ist

schweizerischerseits Wert darauf gelegt worden, den deutschen Standpunkt kennen zu lernen, doch hat nie ein Zweifel darüber aufkommen können, dass die schweizerischen Massnahmen jeweilen vom Bundesrat unabhängig nach den Richtlinien seiner Neutralitätspolitik zu treffen sind.

Von den ins Auge gefassten Lösungen kann schweizerischerseits nur die unter Ziffer b) dargelegte in Frage kommen.

Dabei liesse es sich danken, dass Herr Rüter, wie zuweilen bisher, im voraus darauf aufmerksam gemacht werden könnte, dass z. B. eine gewisse Ware in aussergewöhnlichen Mengen angeliefert wird, und dass sich die Schweiz veranlasst sähe, deren Transit einzuschränken, falls nicht deutscherseits entsprechende Massnahmen ergriffen würden. Indessen soll hier einem Entscheid des Herrn Minister Stucki in dieser Frage sowie darüber, ob bei der Bekanntgabe einer neuen Massnahme eine bestimmte Frist für deren Inkraftsetzung (z. B. jeweils 8 Tage) eingehalten werden könne, nicht vorgegriffen werden.

(Wir sind der Auffassung, dass auf diese beiden Begehren eingetreten werden könnte. Hinsichtlich der Frist dürfte man sich deutscherseits mit 8 oder höchstens 10, statt der beantragten 14 Tage, zufrieden geben.)

Der Vorschlag des Herrn Gesandten Martius betreffend die Annahme zum Transit von allfällig beim Erlass neuer Massnahmen bereits in Como liegender Güter wird zur Prüfung entgegengenommen.

(Einer zustimmenden Antwort steht nichts entgegen.)

Die schriftliche Bekanntgabe ergänzender Massnahmen an die Deutsche Gesandtschaft wird ohne Schwierigkeiten möglich sein.

Nach dieser Klärung der grundsätzlichen und formalen Seiten des Problems geht

Herr Gesandter Martius zur materiellen Behandlung der deutschen Begehren über.

In erster Linie wünscht Deutschland die Wiederherstellung eines Eisenkontingents und die freie Durchfuhr gewisser Eisenwaren, die nur zivile Verwendung finden können. In der Richtung Norden-Süden geht Schrott nach Italien, das in verarbeiteter Form doch wieder zum Transit nach Deutschland zugelassen werden sollte.

Sodann wird eine Erhöhung des Getreidekontingents, insbesondere für Reis, angestrebt. Tatsächlich besteht in Italien ein Reisüberschuss. Mit der Beschaffung dieses Reises haben die militärischen Stellen nichts zu tun, sondern sie erfolgt, laut einem eben eingegangenen, Herrn Gesandten Martius während der Sitzung überbrachten Bericht des Reichs-Ernährungsministeriums, ausschliesslich auf Grund zwischenstaatlicher Abmachungen und zum Teil gegen deutsche Gegenleistungen in der Form von Getreide, das zwar nicht immer auf dem Weg über die Schweiz nach Italien geführt wird. Die Freiheit des Lebensmitteltransits ist übrigens bei früheren Besprechungen schweizerischerseits stark hervorgehoben worden.

Sollte dem deutschen Wunsch hinsichtlich des Eisens nicht Folge gegeben werden, so könnte eine Beibehaltung der Transitmengen der letzten Monate, oder des Dezembers, nur durch die Einräumung eines erhöhten Reiskontingents erwirkt werden.

Herr Dr. Hohl: Die Schweiz steht in der Transitfrage zwei kriegführenden

Parteien gegenüber. Sie trifft ihre Massnahmen nach bestem Wissen und Gewissen und kann sie, nachdem sie einmal erlassen worden sind, kaum mehr rückgängig machen, es sei denn, dass deren Voraussetzungen sich ändern würden.

Die Gründe, die zur Unterbindung der Eisendurchfuhr geführt haben, sind wiederholt dargelegt worden. Auch ist verschiedentlich darauf hingewiesen worden, dass für den Eisensektor anfänglich eine Ausnahme zugestanden worden sei, um Härten zu vermeiden. Die in der deutschen Aufstellung genannten Waren für den zivilen Bedarf sind gesperrt worden im Hinblick auf das kriegswichtige und daher der Requisition besonders ausgesetzte Rohmaterial (Eisen), aus dem sie hergestellt sind. Eine Unterscheidung nach der Verwendung der Fertigwaren kann nicht gemacht werden, zumal keinerlei Gewähr für die Verarbeitung in Italien des aus Deutschland eingeführten Schrotts in diese Waren besteht.

Die Angaben, die wir aus zuverlässigen Quellen über die Beschaffung von Reis erhalten haben, stimmen mit den Ausführungen des Herrn Gesandten nicht in allen Teilen überein. Durch die Ausrichtung von «Prämien» wird Reis wenigstens zum Teil nicht auf normalem Weg über die «Ente risi», sondern durch deutsche Stellen vom Bauern direkt erworben. Der deutsche Wunsch zur Erhöhung des Reiskontingents kann nur entgegengenommen und an Herrn Minister Stucki weitergegeben werden.

(Angesichts der Umstände, die zur Kontingentierung des Reises geführt haben und nachdem uns nachträglich alliierterseits die völlige Unterbindung der Reistransporte nahegelegt worden ist, scheint ein Eintreten auf das deutsche Begehren nicht möglich zu sein.)

Schweizerischerseits hat nie die Absicht bestanden, eine globale Kontingentierung zu treffen, und es können umgekehrt auch nicht Massnahmen rückgängig gemacht werden, um den globalen Verkehr auf der Höhe einer vorangegangenen Periode (z. B. des Monats Dezember) zu erhalten. Aus grundsätzlichen Erwägungen heraus dürfte es auch nicht angehen, auf die übrigen deutschen Wünsche (Zulassung von Cellophan, Bakelit, Dachpappe etc.) einzutreten.

Herr Gesandter Martius stellt fest, dass schweizerischerseits, vorbehältlich der in Aussicht genommenen Besprechung zwischen den Herren Minister Stucki und Schnurre, nur die Bereitwilligkeit besteht, auf formaler Seite ein Entgegenkommen zu zeigen, indem eine neue Liste übergeben und die Deutsche Gesandtschaft von jeweiligen Ergänzungen schriftlich verständigt würde. Die schweizerischen Erwägungen neutralitätspolitischer Natur können auf der deutschen Seite nicht in ganzem Umfang anerkannt werden. Es ist zu befürchten, dass auf der sich abzeichnenden Grundlage der Abschluss eines Wirtschaftsabkommens nicht möglich sein wird. Ein negativer Ausgang dieser Verhandlungen könnte auch den schweizerischen Transit durch Deutschland im Verkehr mit Schweden nicht unberührt lassen.

Herr Dr. Hohl: Die bestehende Transitregelung bietet Deutschland noch grosse Vorteile, insbesondere in der Richtung Norden-Süden. Die einschränkenden Massnahmen lassen sich nur aus der besonderen Lage der Schweiz erklären, und es fällt nicht leicht die Erwägungen, die ihnen zu Grunde liegen, sowohl der einen als der andern kriegführenden Partei verständlich zu machen.

Vertragliche Verpflichtungen binden stets *beide* Vertragspartner, und sie können daher nicht einseitig aufgelöst werden. Wie sollte die Schweiz die bisherige Haltung beibehalten können, wenn Deutschland zu Repressalien schritte? Der Bundesrat hat es bis anhin abgelehnt, sich in seinen neutralitätspolitischen Massnahmen von opportunistischen Erwägungen leiten zu lassen, und er wird in der Behandlung des Transitproblems auch jetzt nicht von dieser grundsätzlichen Einstellung abweichen.

351

E 7110/1973/135/13

Compte-rendu de la première rencontre avec une délégation financière française[1]

Copie
PV

Bern, 30. Januar 1945

Herr Direktor Dr. Hotz begrüsst die französische Delegation und ersucht Herrn Bloch, die französischen Wünsche darzulegen.

Herr Bloch weist darauf hin, dass die französisch-schweizerischen Handelsbeziehungen aus der Enge der letzten Jahre befreit werden müssen und dass dies nur durch Gewährung eines schweizerischen Kredites an Frankreich möglich sei. Ein solcher Kredit habe die Bedeutung einer Brücke, in dem Sinne, dass die Schweiz heute Frankreich Waren liefere, die Frankreich nach seinem Wiederaufbau ebenfalls in Waren oder eventuell, wenn die Umstände dies erlaubten, in Gold zurückbezahlen werde. Nebenbei bemerkt, habe sich Frankreich auch bereit erklärt, den Saldo des gekündigten Clearings in Gold abzutragen, aber dies sei nicht die Frage, die heute zur Diskussion stehe. Frankreich benötige enorme Kredite, die es zum grössten Teil von seinen angelsächsischen Freunden erhalten werde. Frankreich sei sich bewusst, dass die Hilfe der Schweiz infolge ihrer beschränkten Möglichkeiten nicht enorm, aber doch relativ bedeutend sein könne. Frankreich denke dabei an ein Finanzabkommen zwischen den beiden Staaten oder Notenbanken. Nach Vereinbarung eines solchen Abkommens würde Frankreich eine staatliche Einkaufskommission nach der Schweiz senden, die im Einvernehmen mit den schweizerischen Behörden zulasten des Kredites Einkäufe tätigen werde. Ein schweizerischer Kredit würde Frankreich überdies gestatten, den Zinsendienst auf dem Finanzsektor wieder aufzunehmen. Zudem würde die Gewährung eines solchen Kredites eine entgegenkommende Lösung in der Transitfrage erleichtern.

Herr Direktor Dr. Hotz sichert wohlwollende Prüfung des Begehrens zu. Auch die Schweiz wünsche den beidseitigen Güteraustausch zu verstärken. Er

1. *Participent à cette séance: du côté français, J. Vergé, M. Vaidie et J. Bloch-Lainé, Délégué du Ministre français des Finances; du côté suisse, J. Hotz, P. Rossy et R. Kohli. Ce compte-rendu est rédigé par E. Stopper, de la Division du Commerce du DEP.*

zweifelt nicht daran, dass eine Verständigung möglich sei, weist aber darauf hin, dass unsere Kredit- und Liefermöglichkeiten eng mit der Wiedereröffnung des Transites durch Frankreich und der Rohstoffversorgung zusammenhänge. Es sei nicht nur erforderlich, die Eisenbahnverbindungen mit der Iberischen Halbinsel wieder herzustellen, sondern Frankreich sollte uns einen Meerhafen nahe der Schweiz einräumen. Die Transit- und Kreditfrage sei durch die Natur der Dinge eng miteinander verknüpft. Im übrigen begrüsse er es, dass der Clearingverkehr zwischen den beiden Ländern über Bord geworfen sei. Herr Direktor Hotz weist auch darauf hin, dass die Form, in der der Kredit gewährt werde, für uns eine grosse Rolle spiele. Herr Generaldirektor Rossy werde die französische Delegation des Nähern darüber orientieren.

Herr Generaldirektor Rossy gibt einen kurzen Überblick über die gegenseitigen französisch-schweizerischen Finanzbeziehungen, die für beide Länder erfreulich und fruktifizierend waren. Auch er weist darauf hin, dass die Kreditgewährungsmöglichkeiten der Schweiz eng mit den Importmöglichkeiten zusammenhängen. Die französische Delegation spreche davon, dass eine Brücke zwischen den heutigen schweizerischen Lieferungen und den spätern französischen Gegenlieferungen zu schlagen sei. Für uns sei es aber vor allem wichtig, zu wissen, wann und wie geliefert werde. Wir sollten vor allem auch wissen, welche Laufzeit der Kredit haben soll. Wenn er richtig verstanden habe, wolle Frankreich einen Kredit, der von der Eidgenossenschaft oder der Nationalbank gewährt werde. Herr Rossy weist darauf hin, dass wir reicher erscheinen als wir sind. Der Staat habe gegenwärtig Schwierigkeiten, seine Anleihen zu plazieren. Deshalb sollte man, wenn immer möglich, nicht die Eidgenossenschaft als Gläubigerin figurieren lassen, sondern der Kredit sollte von einem schweizerischen Bankenkonsortium, das vom Staat z. B. eine 80%ige Rückzahlungsgarantie erhalten könnte, gewährt werden. Je nach der Länge des Kredites würde die Schweizerische Nationalbank die entsprechenden Guthaben der Banken als lombard- oder diskontfähig erklären. Dies würde die Kreditwilligkeit der Banken erhöhen und den Zinssatz verringern. Diese private Form wäre auch deshalb erwünscht, weil sie die Stellung der Schweiz in Bezug auf allfällige spätere Kreditbegehren von weniger kreditfähigen Staaten, die aber die Protektion einer Grossmacht besitzen, nicht präjudizieren würde. Wir seien aber trotzdem bereit, den französischen Vorschlag wohlwollend zu prüfen. Man würde übrigens der französischen Delegation die Verhandlungen dadurch erleichtern, dass die Hauptpunkte zwischen den Behörden besprochen und erst nach deren Bereinigung die Banken zur Diskussion beigezogen würden.

Herr Legationsrat Kohli begrüsst als Vertreter des Eidgenössischen Politischen Departementes die Inaussichtstellung der Wiederaufnahme des Zinsendienstes, weist aber darauf hin, dass die Frage der Regelung des Transitverkehrs, die Abklärung der französischen Gegenlieferungen sowie eine Vereinbarung über die Verteilung des Kredites auf die einzelnen schweizerischen Industriezweige bedeutend wichtiger seien. Wir sollten wissen, was uns Frankreich als Gegenleistung gibt. Wir müssen mit der französischen Delegation einen Verteilungsplan für die Kreditverwendung aufstellen.

Herr Direktor Dr. Hotz weist darauf hin, dass bereits Herr Bundespräsident Stampfli Herrn Vergé gegenüber diese Forderung gestellt hat. Unsere grösste

Sorge ist die Wiedereröffnung des Transites durch Frankreich und die Versorgung der Schweiz mit Industrierohstoffen.

Herr Bloch erklärt, dass Frankreich auf eine Erweiterung des Verhandlungsprogrammes nicht vorbereitet sei. Frankreich anerkenne zwar die Richtigkeit unserer Argumente, doch sei es immer noch im Krieg. Es fehle die Übersicht über das, was uns geliefert werden könne. Zudem verlangen die alliierten Armeen eine vordringliche Befriedigung ihres Bedarfes an Transporten und Waren, insbesondere Kohle. Diese Fragen fallen deshalb weitgehend in den interalliierten Kompetenzbereich. Die französischen Lieferungen nach der Schweiz und die Entwicklung des Transportverkehrs hängen deshalb von der weitern Entwicklung des Krieges ab. Frankreich könne erst wieder richtig disponieren, wenn der Krieg vorbei sei. Die Frage des Kredites sei deshalb von der Frage der Lieferungen und Transporte zu trennen. Übrigens werde Frankreich eine staatliche Commission d'achat nach der Schweiz senden, mit der die Frage der gegenseitigen Lieferungen zu besprechen sei. Den französischen Kreditplan könne er noch wie folgt präzisieren: *Die Schweizerische Nationalbank sollte der Banque de France bis zu einem bestimmten Betrag francs français gegen Schweizerfranken abkaufen. Sollte der francs français-Betrag eine gewisse zu vereinbarende Limite überschreiten, würde die Banque de France die entsprechende Summe in Gold abdecken.* Die Banque de France wäre bereit, gegenüber der Schweizerischen Nationalbank Gegenrecht zu halten. Herr Bloch möchte ferner richtigstellen, dass, wenn er erwähnte habe, der Transit könnte durch eine Kreditgewährung erleichtert werden, dies keine Drohung darstelle, sondern der Realität entspreche, da eine solche Hilfe der Schweiz den Wiederaufbau von Frankreich beschleunige und eine günstige Atmosphäre schaffe. Übrigens habe die Schweiz Deutschland und Italien weit grössere Kredite gewährt als sie Frankreich verlange.

Die Herren *Hotz, Rossy und Kohli* wiesen darauf hin, dass jene Kredite Warenlieferungen von Deutschland und Italien zur Folge gehabt hätten. Übrigens habe seit Bestehen des Clearings Deutschland der Schweiz mehr Ware geliefert als umgekehrt.

Herr Generaldirektor Rossy weist darauf hin, dass, wenn der Kredit von Notenbank zu Notenbank gegeben werde, ein Instrument gefunden werden müsste, das der Notenbank gestattet, die vom ihr durch diesen Kredit in Umlauf gesetzten Zahlungsmittel wieder zu resorbieren (z. B. Abgabe von französischen Schatzscheinen oder Schatzwechseln, die die Schweizerische Nationalbank den schweizerischen Banken verkaufen könnte).

Herr Bloch erklärt die Realisierung dieser Idee nicht als unmöglich und nimmt sie zum Studium entgegen.

Herr Generaldirektor Rossy betont nochmals, dass die Vereinbarung der richtigen Form ein Problem ersten Ranges darstelle und die französische Delegation sollte den schweizerischen Vorschlag eines «privaten» Bankenkredites nochmals eingehend prüfen, währenddem wir mit den französischen Vorschlägen gleich verfahren würden. Im übrigen sei es für uns wichtig, die Laufzeit des Kredites zu kennen.

Herr Bloch erklärt, dass die Laufzeit von der Schweiz vorgeschlagen werden könne.

Herr Legationsrat Kohli weist nochmals darauf hin, dass die Frage der Kreditgewährung mit der Frage des Transits, der Einräumung eines Hafens, der Lieferung von Rohstoffen durch die Franzosen und der Verwendung des Kredites zusammenhänge.

Herr Bloch wiederholt, dass der Transitverkehr und die französische Lieferfähigkeit weitgehend ein interalliiertes Problem darstellen. Über die gegenseitigen Lieferungen und das Kreditverwendungsprogramm könne aber mit der staatlichen Commission d'achat verhandelt werden.

Herr Direktor Dr. Hotz stellt den Franzosen eine Sitzung für Mitte nächster Woche in Aussicht.

352

E 7001 (B) 1/523

Le Délégué du Conseil fédéral aux Accords commerciaux, H. Ebrard, au Chef du Département de l'Economie publique, W. Stampfli, au Chef du Département politique, M. Petitpierre, au Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz, au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, W. Stucki

L Bern, 31. Januar 1945

BEZIEHUNGEN ZUR SOWJETUNION

I. Seit dem 19. August 1944, an welchem Tage gemäss Beschluss des Bundesrates vom 16. August 1944[1] der unterzeichnete Delegierte ein Telegramm an den sowjetrussischen Kommissar für den Aussenhandel und Chef der russischen Delegation, Mikojan, zum Zwecke der Einführung einer inoffiziellen Industriellen-Mission bei der Sowjetregierung abzusenden hatte, müssen die bis dahin mit der Union aufrecht erhaltenen Wirtschaftsbeziehungen als unterbrochen oder abgebrochen betrachtet werden: Eine Antwort auf dieses Telegramm ist, wie der Unterzeichnete in einem Sonderbericht an die Herren Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements und des Politischen Departements vom 21. Juli 1944[2] es als durchaus möglich bezeichnet hat, nie eingetroffen. (Ich verweise auf meine Ausführungen auf Seite 3 des Berichts vom 21. Juli 1944, wo ich mich – im Gegensatz zum Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrie-Vereins – ausdrücklich dagegen ausgesprochen habe, dass eine derartige inoffizielle Mission durch einen Vertreter des Bundes eingeführt werde, weil dann eine eventuell ablehnende oder nicht eintreffende Antwort die schweizerische Regierung treffe und in ihren Entschliessungen präjudizieren müsse.)

1. *Cf. ci-dessus N° 198.*
2. *Cf.* E 7800/1/33 *et* E 2001 (E) 2/657.

Es ist müssig, darüber Betrachtungen anzustellen, ob der Misserfolg des mit Bundesratsbeschluss vom 16. August 1944 beschlossenen Vorgehens Erwägungen zugeschrieben werden muss, die auf wirtschaftspolitischem Gebiet liegen oder ob die zur gleichen Zeit – ohne Wissen des für wirtschaftliche Beziehungen zur Sowjetunion verantwortlichen Delegierten – unternommenen Schritte zur Einleitung diplomatischer Beziehungen von der Sowjetunion zum Vorwand genommen worden sind, um die Schweiz die Auswirkungen ihres schlechten Humors oder ihrer negativen Einstellung auf besondere asiatische Art fühlen zu lassen.

Es ist klar, dass sowohl im diplomatischen wie im wirtschaftspolitischen Sektor wir in unseren Bemühungen gegenüber der Sowjetunion ganz offensichtlich auf dem toten Punkte angelangt sind.

Es ist nicht Sache des Unterzeichneten, sich darüber auszusprechen, ob und in welcher Form eventuell erneute Versuche auf diplomatischem Gebiet anzustellen sind. Er hat sich in der Besprechung mit einer bundesrätlichen Delegation vom 27. Juli 1944 auf Befragung des Chefs des Eidg. Politischen Departements ganz eindeutig dahingehend ausgesprochen, dass nach seiner Auffassung und nach verschiedentlicher Fühlungnahme mit sowjetrussischen Botschaftern im Auslande keinesfalls über eine Drittregierung an die Sowjetunion herangetreten werden sollte. Er hält diese Auffassung auch heute, und erst recht nach den nun direkt gewonnenen Erfahrungen, für zutreffend. Abzulehnen sind nach seiner Auffassung desgleichen indirekte Versuche ungeeigneter Persönlichkeiten in der Schweiz, sofern solche Versuche überhaupt verhindert werden können. Aufmerksam gemacht sei lediglich auf die Gefahr, dass zurzeit ein früherer russischer Jude, Lifschitz sen. in Bern[3], wie er mitgeteilt hat, nach Frankreich zu reisen beabsichtigt oder schon dorthin ausgereist ist, um angeblich mit dem sowjetrussischen Botschafter in Paris, Bogomolov, und dann persönlich in Moskau, «das zu verbessern, was in London versäumt worden sei». Es bleibt somit lediglich zu erwägen, ob der Bundesrat, wenn ihm innen- und aussenpolitisch der Moment gekommen erscheint, zu gegebener Zeit beschliessen wolle, den Versuch der Wiederaufnahme von Beziehungen *auf direktem Wege* zu machen. Erfahrungsgemäss wird dieser Weg am ehesten darin bestehen, dass auf dem weniger empfindlichen Gebiete der Wirtschaftsbeziehungen wiederum, wie schon einmal, ein abermaliger Anfang gemacht wird. Er hätte darin zu bestehen, dass in Moskau direkt zu gegebener Zeit angefragt wird, ob und unter welchen Bedingungen dort eine schweizerische Wirtschaftsdelegation empfangen würde.

II. Als eine nächste Etappe, die sofort zum Gegenstand eines Beschlusses des Bundesrates nach unserer Auffassung gemacht werden könnte, betrachte ich die Beseitigung derjenigen Schwierigkeiten, die seit dem Ausbruch des sowjetrussisch-deutschen Krieges für unser Land entstanden sind. Es handelt sich darum, die mit Bundesratsbeschluss vom 25. Juni 1941[4] ausgesprochene Sperre der sowjetrussischen Guthaben in der Schweiz raschmöglichst zu beseitigen.

---

3. *Sur les activités de B. Lifschitz, cf. notamment le compte-rendu de la séance du 15 janvier 1944 avec des industriels suisses* (E 7001 (B) 1/523).

4. *RO, 1941, vol. 57, p. 723.*

Dies erscheint umso notwendiger, als der unterzeichnete Delegierte nach Beschluss des Bundesrates vom 16. August 1944 dem sowjetrussischen Kommissar für den Aussenhandel u.a. folgendes telegraphierte:

«Die schweizerische Regierung hegt nach wie vor den Wunsch, baldmöglichst wieder den Wirtschaftsverkehr zwischen den beiden Ländern aufzunehmen. Sie prüft deshalb zurzeit alle Möglichkeiten, die ihr gestatten würden, ohne vorgängige zwischenstaatliche Verhandlungen die auf dem Gebiete des Wirtschaftsverkehrs bestehenden Hindernisse zu beseitigen. So beehre ich mich, Ihnen zur Kenntnis zu bringen, dass der Bundesrat beabsichtigt, den Bundesratsbeschluss vom 25. Juni 1941 schon vorgängig von in Aussicht genommenen zwischenstaatlichen Verhandlungen aufzuheben...»

Unter Hinweis auf meinen Antrag vom 10. Januar 1944, mit dem ich ein Exposé über die Bedeutung dieser gesperrten sowjetrussischen Guthaben für die Sicherstellung der schweizerischen Forderungen unterbreitet habe, beantrage ich Ihnen – vorgängig einem dem Bundesrate zu stellenden Antrag – es sei der Bundesratsbeschluss vom 25. Juni 1941 betreffend die Sperre der sowjetrussischen Guthaben in der Schweiz sofort aufzuheben und durch den Unterzeichneten ein weiteres Telegramm an den Kommissar für den Aussenhandel zu richten, worin ihm von diesem Aufhebungsbeschluss Kenntnis gegeben wird.

Da dieses Telegramm eine einseitige, nicht empfangsbedürftige Erklärung ist, kann nach meiner Auffassung ohne Bedenken eine solche Mitteilung erfolgen, da sie sowjetrussischerseits lediglich zur Kenntnis genommen zu werden braucht. Angesichts der unwesentlichen Bedeutung der beschlagnahmten Guthaben, verglichen mit dem Wert, den die Herstellung wieder geordneter Beziehungen zur Sowjetunion unter den heutigen Verhältnissen für die Schweiz darstellt, habe ich keinerlei Bedenken, einen derartigen Antrag zu stellen.

Der Bundesrat wird gleichzeitig zu erwägen haben, ob nicht in Verbindung mit einem solchen Telegramm und nach dessen Absendung ein offizielles Communiqué zu erlassen ist, worin die Aufhebung der Sperre bekanntgegeben und allenfalls eine weitere allgemeine Erklärung an die Adresse der Sowjetunion beigefügt werden kann.

III. Ich verhehle mir keineswegs, dass so wie die Dinge nun einmal liegen, die Aufhebung der Sperre nur einen unbedeutenden Beitrag zur Flurbereinigung mit der Sowjetunion zu bilden vermag. Aber es müssen auch unwesentliche Hindernisse beseitigt werden, sobald dies möglich erscheint.

Der Antrag auf Entsendung einer schweizerischen Delegation wird diesem Schritte bald folgen müssen.

Dabei wird man sich vollkommen darüber im klaren sein, dass alle diese schweizerischen Bemühungen heute weitgehend Gefahr laufen, wenig Interesse beim sowjetrussischen Partner zu finden, da sich mit der Änderung in der politischen und militärischen Situation der Sowjetunion auch das Interesse zweifellos grundsätzlich gewandelt hat, das noch bis zum Jahre 1943 der Schweiz entgegengebracht worden ist. Damals noch war die Schweiz nicht nur in wirtschaftlicher Hinsicht, sondern auch auf politischem Gebiete ein willkommener Partner für die Sowjetunion gewesen, die vor noch nicht langer Zeit für die Anerkennung durch die Schweiz einen bedeutenden Preis zu bezahlen bereit

war. Es wird ausserordentlich schwer halten, bei diesem heute so tief gesunkenen Interesse auch wirtschaftlicher Art, das die Schweiz für die Sowjetunion zu bieten vermag, wieder mit ihr ins Gespräch zu kommen.

353

E 2001 (D) 3/66

Le Département politique à la Légation de Suisse à Sofia

Copie d'expédition
T DX

Bern, 2. Februar 1945, 23 h. 50

Nummer 27 und 28. Euer 22[1]. Können Eurer Meinung nur beipflichten, dass General Popovitch schweizerische Verhältnisse wenig kenne und sich weitgehend von unsachlichen der Schweiz unfreundlichen Propagandanachrichten beeinflussen lasse. Nachstehend unsere Bemerkungen zu den einzelnen Vorhalten.

1. Alliierterseits verbreitete Pressenachrichten, wonach deutsche und italienische Gelder in Schweiz Zuflucht gefunden hätten, stellen blosse Behauptungen dar, die entweder so allgemein formuliert sind, dass Nachprüfung unmöglich oder bei konkretern Angaben bis jetzt regelmässig Nachprüfung nicht standhielten[2]. Die von uns befragten schweizerischen Fachkreise setzen den betreffenden Behauptungen schärfstes Dementi entgegen. Auch von Schmuggel Vermögens italienischer Fascisten in die Schweiz hier nichts bekannt. Allenfalls aus Italien nach Schweiz geflüchtete Gelder unterlägen automatisch Blockierung auf Grund BRB. 1. Oktober 1943[3]. Verfügung über gesperrte Gelder nur im Einverständnis mit Verrechnungsstellen möglich. Bundesrat verfolgt Frage Fluchtgelder mit aller Aufmerksamkeit und traf verschiedene Anordnungen, um Missbrauch schweizerischer Einrichtungen zu verhindern.

2. Verstehen nicht, worauf sich der Vorwurf der Duldung titofeindlicher Propaganda seitens jugoslawischer Fascisten bezieht. Bei uns besteht verfassungsmässig Pressefreiheit. Jedermann, somit auch Ausländer, haben Zugang zu unsern Zeitungen, soweit ihnen nicht fremdenpolizeilich eine derartige Tätigkeit untersagt ist und ihre Tätigkeit nicht geeignet ist, unsere internationalen Beziehungen zu stören. Bundesbehörden sind dauernd bestrebt, etwa vorkommende Zuwiderhandlungen zu unterbinden, was aber wegen des gesetzlich verankerten Redaktionsgeheimnisses meist schwierige Aufgabe. Seitens Tito-Anhänger darf nicht übersehen werden, dass seit geraumer Zeit Zeitungen verschiedenster Richtungen überaus freundliche Artikel über Marschall Tito und jugoslawische Freiheitsbewegung brachten.

---

1. *Non reproduit. Cf. aussi* E 2001 (D) 7/11 *et* 13.
2. *Cf.* E 2001 (E) 1967/113/436 *et ci-dessus N° 1.*
3. *RO, 1943, vol. 59, pp. 785-788.*

Neuer jugoslawischer Presseattaché Dincic unterhält mit unserm Pressedienst ausgezeichnete Beziehungen, hat mit verschiedenen Redaktionen Kontakt aufgenommen und erklärt sich von erzieltem Ergebnis vollauf befriedigt.

3. Behauptung, einzige Regierung Jugoslawiens, die von allen andern demokratischen Staaten anerkannt wird, sei die Marschall Titos, beruht auf offensichtlichem Irrtum. Massgebend für völkerrechtliche Anerkennung ist Staatsoberhaupt, mithin König Peter, und jede von ihm berufene Regierung welches immer ihre Zusammensetzung sein mag, wird bei gegenwärtigen Verhältnissen allgemein anerkannt werden. Es ist uns nichts davon bekannt, dass Alliierte oder Neutrale aufgehört hätten, König Peter und seine Regierung anzuerkennen, wissen allerdings nicht, wie Moskau und Dublin/Warschau sich dieserhalb verhalten. Gleichzeitige Anerkennung einer zweiten Regierung daneben nach völkerrechtlichen Grundsätzen undenkbar. Seit Kriegsbeginn hielt sich Bundesrat strikte an Grundsatz, im Verlaufe Feindseligkeiten neu entstehende staatliche Gebilde sowie Regierungen, deren Rechtskontinuität nicht evident ist, nicht anzuerkennen, weshalb beispielsweise weder Kroatien noch die Regierung Szalasy anerkannt werden konnten und Struktur diplomatischer Vertretungen Bern seit September 1939 grundsätzlich unverändert blieb.

4. Hören zum ersten Mal von Mission Lompar[4], deren Existenz uns gänzlich unbekannt. Dagegen haben Bundesbehörden gegen Jahresende Mission Oberst Nicolic, der als Vertrauensmann Marschall Titos und Vertreter jugoslawischen Roten Kreuzes wegen Betreuung jugoslawischer entwichener Kriegsgefangener nach Schweiz kam, alle wünschenswerten Erleichterungen geboten.

5. Bemerkung wegen gutem Erfolg bezeugender de facto-Beziehung mit Tito nicht deutbar wohl wegen Chiffrefehlers.

Wären Euch dankbar, wenn Ihr Gelegenheit wahrnehmen wolltet, General Popovitch unsere Stellungnahme bekannt zu geben und uns etwaige neue Vorhalte zu melden, da uns sehr daran gelegen ist, keinerlei Missverständnisse in unserm Verhältnis zu Jugoslawien und deren Freiheitsbewegung, deren Verdienste vom Schweizervolk vollauf gewürdigt werden, aufkommen zu lassen.

4. *Cf.* E 2001 (E) 1/49.

354

E 2001 (E) 1/105

Le Chef du Département de Justice et Police, Ed. von Steiger, au Chef du Département politique, M. Petitpierre

L Bern, 5. Februar 1945

Mit Schreiben, das am 22. November 1944[1] bei uns eingegangen ist, haben Sie uns den Durchschlag eines Schreibens übermittelt, das Sie an das Eidg. Militärdepartement gerichtet haben; darin haben Sie Kenntnis gegeben von

1. E 27/14518, E 2001 (E) 1/101 *et* E 2300 Stockholm/14.

einem Bericht der Schweizerischen Gesandtschaft in Stockholm, wonach sich ein Mitglied der russischen Vertretung in Schweden geäussert hat, die Haltung der russischen Regierung gegenüber der Schweiz sei u.a. damit zu erklären, dass schweizerischerseits russische Kriegsgefangene und Internierte an die deutschen Behörden ausgeliefert worden seien.

Wir beehren uns, Ihnen hierzu folgendes mitzuteilen: Im September 1941 gingen uns erstmals Meldungen zu, dass sich russische Kriegsgefangene in grösserer Zahl in Süddeutschland befänden, sodass mit der Möglichkeit gerechnet werden musste, russische Wehrmänner könnten versuchen über die Schweizergrenze zu gelangen. Die Frage der Aufnahme entwichener russischer Kriegsgefangener wurde damals von der Polizeiabteilung mit den zuständigen Stellen der Armee besprochen; dabei war die Auffassung vorwiegend, es sei – namentlich aus innenpolitischen Gründen – besondere Zurückhaltung gegenüber der Aufnahme entwichener russischer Kriegsgefangener am Platze. In diesem Zusammenhang muss vollständigkeitshalber erwähnt werden, dass wir 1940 und 1941 die Aufnahme der an der Grenze erscheinenden entwichenen Kriegsgefangenen nicht als selbstverständlich betrachteten; vielmehr wurden damals noch z. B. entwichene polnische Kriegsgefangene (in Übereinstimmung mit der Polnischen Gesandtschaft in Bern) zum Teil an der Grenze zurückgewiesen.

Am 4. September 1941 hat die Polizeiabteilung der Polizeisektion des Armeekommandos zuhanden der Territorial-Polizei-Offiziere mitgeteilt, allfällig über die Schweizergrenze kommende entwichene russische Kriegsgefangene seien zurückzuweisen[2]. Am 19. September 1941 wurde diese Stellungnahme in einem Schreiben[3] an die Eidg. Oberzolldirektion bestätigt, allerdings mit dem Vorbehalt, dass später auf diese Weisung zurückgekommen werde, wenn sie aus wichtigen Gründen nicht sollte aufrecht erhalten werden können. Bald darauf zeigte sich, dass die Vorschrift zur Rückweisung allfälliger entwichener russischer Kriegsgefangener wegen ausserpolitischen Bedenken nicht wohl durchgesetzt werden könnte. Als dann im April 1942 eine erste Gruppe von 20 russischen entwichenen Kriegsgefangenen im Kanton Aargau über die Grenze kam, wurden diese Flüchtlinge ohne weiteres aufgenommen und vorerst bei Landwirten untergebracht. Einige weitere Einzelfälle wurden in gleicher Weise erledigt. Um jedes Missverständnis zu vermeiden, erliess die Polizeisektion des Armeekommandos am 8. Juli 1942 an die Territorial-Polizei-Offiziere auf unsern Wunsch hin die Weisung, auch entwichene russische Kriegsgefangene an der Grenze aufzunehmen[4]. Die Weisungen der Polizeiabteilung vom 13. August 1942 über die Behandlung ausländischer Flüchtlinge bestimmten dann auch ausdrücklich und allgemein, dass u.a. fremde entwichene Kriegsgefangene an der Grenze aufzunehmen seien[5].

Auf Grund dieser Weisungen war die Lage seit Sommer 1942 klar. Es wurden seither alle entwichenen russischen Kriegsgefangenen, die über die Schweizergrenze gelangen konnten, hier aufgenommen. Voraussetzung dazu

2. *Non retrouvé. Cf.* E 27/14449 *et* 14513, *et* E 4260 (C) 1974/34/16 *et* 135.
3. E 4800 (A) 1967/111/332.
4. E 2001 (E) 1/101.
5. E 2001 (D) 2/112.

war lediglich, dass die betreffenden Flüchtlinge sich durch Uniformstücke, Gefangenennummern, Soldbuch oder irgendeinen andern Ausweis als entwichene Kriegsgefangene legitimieren konnten.

Wir haben, obschon uns kein Fall von Rückweisung eines russischen Kriegsgefangenen vor August 1942 bekannt geworden war, doch die Eidg. Oberzolldirektion gebeten, nachträglich zu überprüfen, ob allenfalls zwischen Herbst 1941 und Juli 1942 entwichene russische Kriegsgefangene an der Schweizergrenze zurückgewiesen worden seien. Die Eidg. Oberzolldirektion hat bei den in Betracht kommenden Zollkreisdirektionen Berichte eingeholt und teilt uns abschliessend folgendes mit: «Aus diesen Berichten geht hervor, dass weder in der fraglichen Zeit, noch später jemals russische Kriegsgefangene zurückgewiesen wurden.»

Die der Schweizerischen Gesandtschaft in Stockholm zugegangene Mitteilung beruht somit auf einer unzutreffenden Annahme.

355

E 2001 (D) 3/67

Le Département politique au Ministre de Suisse à Londres, P. Ruegger[1]

Copie d'expédition
T DX

Berne, 5 février 1945, 20 h. 30

Numéro 145. Votre 142[2]. Merci pour intéressant rapport sur Tchécoslovaquie. Kopecky ayant demandé voir d'urgence Ministre Stucki, celui-ci empêché chargea son remplaçant le recevoir. Entrevue très cordiale eut pour premier

1. *Lors de son séjour en Suisse en novembre 1944, P. Ruegger avait reçu la lettre suivante du Chef du Département politique:* Je suppose que, peu après votre retour à Londres, vous aurez un contact avec le Président Benès, sous un prétexte ou sous un autre. Car il sera intéressant de l'entendre sur l'incident russe. Mais ce qui me préoccupe le plus, c'est la reprise de nos relations avec la Tchécoslovaquie et le moment opportun qu'il faudra saisir pour le faire. Quand le Gouvernement tchécoslovaque songe-t-il à s'établir vraiment dans son pays et à y laisser entrer des diplomates?

Envisage-t-il la chose pour bientôt?

Pense-t-il que ces diplomates doivent être déjà désignés à l'avance? Voudrait-il qu'ils se rendent à Londres auparavant?

Ce sont là les questions que j'aurais voulu examiner avec vous, car, bien entendu, elles ne peuvent être soumises sous cette forme lapidaire à votre interlocuteur. Mais vous pourrez certainement effectuer un sondage préliminaire qui pourra nous être précieux.

D'une manière générale, nous n'avons pas pris, vis-à-vis de la Tchécoslovaquie, une attitude inamicale et son représentant auprès de la Société des Nations a toujours joui de notre sympathie.

J'ai, en outre, la conviction qu'il nous faudra, le plus rapidement possible dès que les circonstances le permettront, normaliser nos relations diplomatiques avec la Tchécoslovaquie nouvelle.

objet remise immeuble Rome[3]. Lui répondîmes que notre Légation Rome déjà en possession toutes instructions nécessaires mais jusqu'ici Gouvernement italien paraît pas avoir présenté demande tendant obtenir remise entre ses mains immeuble en vue cession à Tchèques. Kopecky voulut en informer son Gouvernement. A Ankara restitution immeuble tchèque entre les mains des Turcs est depuis 14 décembre chose faite. Entretien passa ensuite très naturellement à question retour Gouvernement et reprise relations. Kopecky montra beaucoup de compréhension pour délicat problème qu'est pour nous cessation rapports officiels avec Slovaquie et souligna que fait que Suisse ne créa Bratislava que Consulat général malgré présence Berne d'une Légation slovaque[4] fut noté Londres avec satisfaction de même que «Abbau» Consulat général opéré par rappel Consul général Graessli. Ne parla pas Consul général Huber Prague qui contrairement à ce qu'on vous dit est encore à son poste. Consulats n'ayant pas caractère représentatif et étant avant tout appelés à protéger nos colonies et nos intérêts matériels ne pensons pas que leur rappel soit une condition préalable celle-ci visant avant tout existence Légation Slovaquie Berne. Inclinons à pen-

---

D'où mon désir de recevoir de vous un rapport à ce sujet aussi vite que possible (E 2800/1967/60/22).

2. *Dans ce télégramme du 31 janvier (reçu à Berne le 1er février), P. Ruegger écrit:* Suis informé par Ambassadeur Lobkowitz que le Président Benès prend dispositions pour rentrer en Tchécoslovaquie à fin février. En principe, le corps diplomatique l'accompagnera. Présence en Slovaquie d'une délégation du Gouvernement tchécoslovaque Londres fut jusqu'ici plutôt symbolique tandis que action gouvernementale effective sur place jugée possible sous peu. Ministre Etat Ripka, remplaçant aux Affaires étrangères Masaryk souffrant, reprit aujourd'hui selon indication Benès conversation officieuse dont mon 1194. Manifesta intérêt cordial à reprise le moment venu mais répéta que cessation rapports officiels avec Slovaquie devait précéder pourparlers cet effet. En revanche et contrairement à allusions précédentes Lobkowitz Ripka exprima aujourd'hui opinion que état nos rapports avec URSS ne devrait pas constituer obstacle à reprise rapports Prague Berne Gouvernement tchécoslovaque étant décidé garder sa liberté d'action. Ne puis apprécier mais n'exclus cependant pas absolument que Tchécoslovaques aient sondé à ce sujet Moscou. Ripka exprima sa satisfaction contacts Kopecky avec Département. Fut informé par cet agent de retour en Suisse nos consuls généraux à Bratislava et Prague. Vu prix que Gouvernement tchécoslovaque attache à retour entre ses mains bâtiment Légation Rome je suggère précises instructions notre Légation Italie permettant remise à autorités italiennes et par celles-ci à Tchèques. D'après Ripka arrangement satisfaisant serait étudié pour Ankara (E 2300 London/39).

3. *Sur cette question, cf.* E 2001 (D) 3/98.

4. *A ce sujet, cf. la notice du 28 septembre 1943 du Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz:* Le Chargé d'Affaires de Slovaquie vient me voir à 17 heures. Au cours de l'entretien, il me renouvelle le vif désir du Gouvernement slovaque d'avoir une Légation suisse à Bratislava. Il insiste sur l'importance qu'on attache dans les petits pays neufs à ces attributs de la souveraineté (il emploie le mot de «décor»). On tient beaucoup à l'indépendance en Slovaquie, on espère la conserver, etc.

Je lui réponds que depuis longtemps, en principe, l'érection d'une Légation est décidée. Mais notre statut diplomatique depuis le 31 août 1939 n'a pas subi de modification et ne peut en subir jusqu'à la fin des hostilités. Je lui fournis quelques exemples.

Je le laisse sous l'impression que, le moment venu, notre Consulat général se transformera en Légation, mais que ce moment ne peut pas venir avant la fin des hostilités.

Je n'ajoute évidemment pas qu'à la fin des hostilités, peut-être la Slovaquie ne sera plus un Etat indépendant (E 2809/1/3).

ser que malgré notre très vif désir pousser dans toute mesure possible reprise avec Gouvernement Benès, notre politique de neutralité et notre dignité ne nous permettent pas fermer cette légation aussi longtemps que Gouvernement qu'elle représente réside encore sur sol national à moins que événements imprévisibles créent situation nouvelle à l'instar de Budapest. Suivons très attentivement épineux problème et loin d'adopter attitude passive n'abandonnons pas espoir que évolution situation aidera à lui donner solution sans trop de heurts[5].

5. *Au sujet de la reprise des relations diplomatiques avec la Tchécoslovaquie, cf. aussi la lettre de W. Stucki à William Rappard du 2 février 1945* (E 2801/1967/77/4).

356

E 2001 (D) 1968/74/4

Notice du Département politique[1]

DX *Dringend* *Bern,* 5. Februar 1945

Da der schwedische Gesandte darauf hielt, den ihm aufgetragenen Schritt ohne Verzug einzuleiten, aber nicht sicher war, ob Sie ihn sofort empfangen könnten, hat er heute um 10 Uhr bei mir vorgesprochen, um anzufragen, ob die Schweiz bereit wäre, sich an einer Kollektivdemarche in Berlin zu beteiligen, zu der ausserdem der Heilige Stuhl eingeladen würde und die sich die Rettung der noch in Deutschland verbliebenen Juden zum Ziel setzt. Der Gegenstand ist in der beiliegenden «Notice»[2] umschrieben, die mir der schwedische Gesandte übergeben hat; sie enthält für uns nichts Neues, denn die Vorstellungen, die in Stockholm zu diesem Ende erhoben worden sind, sind auch in Bern gemacht worden.

Ich habe geantwortet, dass ich die Angelegenheit sofort meinem Chef unterbreiten würde. Herr von Westrup bat, unsere Antwort seinem ersten Sekretär, Herrn Bagge, zukommen zu lassen, da er selber drei Tage von Bern abwesend sein werde.

Zur Sache selbst habe ich beigefügt, dass die Schweiz mit Rücksicht auf ihre besondere Neutralitätspolitik im allgemeinen wenig geneigt sei, sich an Kollektivschritten zu beteiligen, und dass sie sich, soweit ich die Dinge übersehe, in diesem Kriege dieserhalb grösste Zurückhaltung auferlegt habe. In der Sache selbst hätten wir unserm Gesandten in Berlin bereits Weisungen erteilt, mit grösster Aufmerksamkeit zu prüfen, ob und inwieweit seiner Meinung nach ein Schritt bei der Reichsregierung in dieser Angelegenheit eingeleitet werden könnte; seine Rückäusserung stehe noch aus.

1. *Rédigée et signée par K. Th. Stucki, Chef de la Section politique du DPF, et destinée au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, W. Stucki.*
2. E 2001 (D) 3/175.

357

E 1004.1 1/454

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 6 février 1945 [1]

Sort des Juifs en Allemagne. Démarche de la Suisse

Département politique. Verbal

Le chef du département politique communique que le ministre de Suède à Berne a demandé si la Suisse serait disposée à entreprendre, conjointement avec la Suède et le Vatican, des démarches auprès du gouvernement allemand pour qu'il mette un terme aux massacres de juifs qui, paraît-il, ont repris ces derniers temps [2]. Après échange de vues, il est

décidé

d'autoriser le département politique à charger le ministre de Suisse à Berlin de faire la démarche en question auprès du gouvernement allemand. Il est toutefois entendu qu'elle ne sera entreprise que sur la base d'une documentation précise et sera une démarche particulière de la Suisse (et non pas commune), ayant lieu simplement en même temps que l'intervention de la Suède et du Vatican [3].

---

1. *Absent: Kobelt.*
2. *Cf. N° 356.*
3. *A la suite de cette décision, le Département politique expédie le jour même à 19 h. 45 le télégramme suivant (rédigé par K. Th. Stucki) à la Légation de Suisse à Berlin:* Nummer 53. Schwedische Regierung schlägt uns sowie Heiligem Stuhl gemeinsamen Schritt bei Reichsregierung vor, um soweit möglich, die noch im deutschen Machtbereich befindlichen Juden zu retten. Schwedischerseits wird angeregt, dass der Nunzius und die beiden Gesandten den Staatssekretär gemeinsam aufsuchen und ihm mündlich darlegen würden, dass der Artikel von Reichsminister Goebbels im Reich vom 21. Januar, betitelt die Urheber des Unglücks der Welt, ausserordentliche Unruhe in den neutralen Ländern hervorgerufen habe. Unter Hinweis auf die in verschiedenen Konzentrationslagern befindlichen Juden würden die drei diplomatischen Vertreter die Aufmerksamkeit der Reichsregierung auf die sowohl vom internationalen Gesichtspunkt als im Hinblick auf die eigenen deutschen Interessen bedauerlichen Folgen hinlenken, die sich unvermeidlich einstellen müssten, falls diesen Juden etwas zustossen sollte. Dem Schritt würde keinerlei Publizität gegeben werden. Verweisen auf unsere frühern Instruktionen betreffend Aktionen zugunsten Juden in Deutschland, insbesondere letzte Schreiben vom 26. Dezember und 3. Februar und bitten Euch, mit schwedischem Gesandten Verbindung aufzunehmen. Bundesrat ist damit einverstanden, dass Ihr im Sinne schwedischer Anregung Schritt bei Reichsregierung einleitet, wünscht aber aus prinzipiellen Erwägungen nicht, dass Ihr Euch an Kollektivdemarche beteiligt. Eure Vorstellungen wären also mit denen Ihres schwedischen Kollegen und allenfalls des Nunzius zu konzertieren, aber unabhängig von ihnen zu erheben. Haltet uns unterrichtet über Aufnahme, die Ihr finden werdet (E 2001 (D) 3/175).

Lors de son discours d'ouverture des négociations économiques avec les Alliés le 12 février 1945, W. Stucki souligne l'importance des activités humanitaires de la Suisse: [...] Le mot neutre sonne mal aux oreilles des belligérants certes mais les neutres ont leur utilité. Nous péche-

rions par orgueil si nous relevions ce que Suisse a fait pour juifs Croix-Rouge enfants protection intérêts étrangers. Qui d'autre qu'un neutre fidèle à ses devoirs eût pu rendre mêmes services. Un neutre doit pouvoir entretenir relations normales avec tous les Etats raisons pourquoi attendons de ces négociations qu'elles aboutissent à entente. *[...] (résumé adressé par un télégramme du 15 février 1945 aux Légations de Suisse à Londres et Washington,* E 7110/1973/134/3. *Pour le texte complet en anglais, cf.* E 2001 (D) 3/348).

358

E 1004.1 1/454

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 6 février 1945 [1]

Wirtschaftsverhandlungen mit den Alliierten.

Vertraulich Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 5. Februar 1945

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet was folgt:

«Im Verlaufe des Krieges sind schweizerische Delegationen mehrmals nach Paris und nach London gefahren, um die sich stets wandelnden Blockadefragen mit den alliierten Regierungen zu besprechen. Zunächst waren daran die französische und britische Regierung, nach der Okkupation Frankreichs und bis zum Eintritt der Vereinigten Staaten in den Krieg die britische Regierung allein, von 1942 an die britische und amerikanische Regierung beteiligt. Wenn die Verhandlungen über die Blockadefragen bisher stets im Ausland stattgefunden haben, so ist dies auf die Beanspruchung der alliierten Delegierten in ihren Hauptstädten und nicht zuletzt auch auf die während langer Zeit bestehende Unmöglichkeit ihrer Reise nach der Schweiz zurückzuführen. Wir begrüssen deshalb die Tatsache, dass die nächsten Verhandlungen in Bern stattfinden sollen und dass diesmal in der kombinierten Delegation der Alliierten seit 1940 zum ersten Mal auch wieder Frankreich vertreten sein wird. Wir möchten aber diese Verhandlungen in Bern durchaus als *eine Fortsetzung der bisher bereits periodisch geführten Besprechungen betrachten.* Anderseits sind wir uns jedoch klar, dass diesen Verhandlungen eine besondere Bedeutung deshalb zukommen wird, weil *sich die Weltlage seit unseren letzten Londoner-Besprechungen im August des vergangenen Jahres weiter im Sinne des politisch-wirtschaftlichen Übergewichts der alliierten Mächte verändert hat.*

Nach wie vor muss es das Ziel der schweizerischen Bemühungen sein, mit den Blockademächten zu einer Verständigung zu gelangen, welche der politischen Weltlage gerecht wird und der neutralen Schweiz die lebensnotwendigen Zufuhren an Rohstoffen und Nahrungsmitteln sichert. Der Weg zu diesem Ziel

1. *Absent: Kobelt.*

bedingt die Lösung einer Reihe von schwierigen Problemen. Sie ergeben sich zum Teil aus den schweizerischen Begehren, zum andern Teil aus den von den Alliierten an die Schweiz gestellten Forderungen. Auch wenn wir bis heute ohne Nachrichten über die von unsern Partnern ins Auge gefassten Traktanden geblieben sind, so kann es doch nicht schwer fallen, aus dem Verlaufe der bisher in London gepflogenen Verhandlungen und aus dem seit dem 18. September 1944 stattgehabten Notenwechsel mit den britischen und amerikanischen Gesandtschaften in Bern den ungefähren *Inhalt der bevorstehenden Verhandlungen* zu bestimmen.

I.

Auf schweizerischer Seite stehen dabei an erster Stelle die *Bedürfnisse unserer Landesversorgung*. Sie konkretisieren sich in folgenden Begehren:

1. *Wiedereröffnung der bisherigen Zufuhrquoten* für die Bezuge von Nahrungsmitteln, Futtermitteln und Fettstoffen aus Übersee. Dies kann in Fortführung der bisherigen Praxis auf der Grundlage des am 19. Dezember 1943[2] in London geschlossenen Rahmenabkommens geschehen, dessen Gültigkeit bis zu einem Waffenstillstand in Europa dauert.

2. Durch die Heranschiebung der Blockadekontrolle an die Schweizer Grenze im Westen und durch die Errichtung der Kontrolle über die meisten der europäischen Südoststaaten durch die Alliierten fallen bisher blockademässig unkontrollierte Bezüge von Nahrungs- und Futtermitteln unter die Blockadekontrolle. Sie werden auf die bisherigen Blockadekontingente angerechnet, die damit für die schweizerische Versorgung ungenügend geworden sind. Die Schweiz wird deshalb das Begehren um *Aufstockung der bisherigen Zufuhrquoten* für Nahrungs- und Futtermittel stellen müssen.

3. *Einräumung von Zufuhrquoten für industrielle Rohstoffe und Halbfabrikate.* Bisher sind die ständigen schweizerischen Bemühungen in diesem Punkte erfolglos geblieben, weil die Alliierten für die Zufuhr von industriellen Rohstoffen Verlangen nach weitgehenden Exporteinschränkungen gegenüber den Achsenländern stellten, die bisher von uns nicht erfüllt werden konnten. Nachdem nun die Hauptbegehren der Alliierten in dieser Hinsicht, wie sie in ihrer Note vom 18. September 1944[3] formuliert wurden, durch die von der Schweiz am 1. Oktober 1944 erlassenen Ausfuhrverbote von Kriegsmaterial und diesem verwandte Waren erfüllt worden sind, darf die Schweiz mit Recht erwarten, dass ihr nun solche Zufuhren eröffnet werden.

Die Alliierten selbst haben in der angeführten Note Zufuhren von industriellen Rohstoffen *«aus bestehenden Überseevorräten der Schweiz»* in Aussicht gestellt. Die schweizerischen Vorräte in Übersee sind stark zufälliger Natur. Sie decken in einzelnen Fällen (beispielsweise für Baumwolle) ungefähr einen Jahresbedarf, sie sind in andern Fällen (beispielsweise Gummi) durch amerikanische Requisitionen auf einen Bruchteil ihres früheren Bestandes reduziert worden und sie sind in weiteren Fällen geringfügig oder fehlen völlig, weil die schweizerischen Importeure bisher gar nicht damit rechnen konnten, Zufuhr-

2. K I.1314. *Cf. ci-dessus N^os 61, 65 et 68.*
3. *Cf. N^o 236 et annexe.*

bewilligungen zu erhalten. Es ist deshalb die Basis, auf welche die Offerte der Alliierten in ihrer Note vom 18. September 1944 sich gründet, für die Schweiz ungenügend, und es muss hier eine Erweiterung versucht werden.

4. Durch die Entwicklung in Europa und durch den beinahe völligen Wegfall bisheriger Versorgungsmöglichkeiten stellen sich für die Schweiz eine Reihe von neuen dringlichen Zufuhrbedürfnissen, die wenn immer möglich aus Übersee oder aus den von den Blockademächten kontrollierten Gebieten gedeckt werden müssen. Es betrifft dies in erster Linie *Kohle, flüssige Brennstoffe, Eisen und Stahl* sowie gewisse *chemische Grundstoffe*. Einen Sonderfall bildet das *Bauxit*, das nun ebenfalls nur mit Zustimmung der Blockadebehörden aus Frankreich wird bezogen werden können.

5. Die Gewährung der gesamten alten und neuen Zufuhrquoten durch die Blockademächte müsste jedoch für die schweizerische Wirtschaft so lange praktisch wertlos bleiben, als nicht die *Transportverhältnisse* eine radikale Besserung erfahren haben. Es verbindet sich deshalb mit dem Begehren um Zufuhrkontingente das weitere ebenso dringliche schweizerische Begehren um Wiederherstellung genügender technischer Zufuhrmöglichkeiten zu Wasser und zu Lande. Das erste zielt auf die Zurverfügungstellung eines technisch genügenden französischen *Mittelmeerhafens* und das zweite auf die *Einräumung genügender Transportmöglichkeiten zu Lande*, sowohl von dem Mittelmeerhafen wie von der spanisch-französischen Grenze nach der Schweiz. Erst wenn diese Transporterleichterungen, deren Gewährung bisher teils technisch, teils sicher aber auch blockadepolitisch verhindert war, bestehen werden, werden die von der Schweiz anzustrebenden Zufuhr-Kontingente für die Landesversorgung wertvoll sein.

II.

Die Gewährung neuer und vermehrter Zufuhrmöglichkeiten nach der Schweiz wird von den Alliierten von einer *doppelten Gegenforderung* abhängig gemacht. Sie ist in radikaler Form in ihrer Note vom 18. September 1944 enthalten und lautet erstens: die schweizerische Regierung möge sofort *jede wirtschaftliche Unterstützung der Achsenmächte verbieten*, welche geeignet wäre, deren Kriegspotential zu erhöhen, und zweitens: die schweizerische Regierung möge *jeden Transitverkehr durch die Schweiz zwischen Gebieten, die sich in den Händen der Feinde der Alliierten befinden, verbieten*. Es ist anzunehmen, dass die alliierten Vertreter in den kommenden Verhandlungen diese generellen Forderungen zum Ausgangspunkt ihrer blockadepolitischen Stellungnahme machen werden. Selbst wenn es der schweizerischen Delegation gelingen wird, sie im Einzelnen zu konkretisieren und relativieren, so bleibt doch eine doppelte Voraussetzung für die Wiedereröffnung von Zufuhren bestehen: diese bleiben sowohl *an neue Einschränkungen in der schweizerischen Ausfuhr nach den Achsenmächten wie auch an Einschränkungen im Transitverkehr zwischen Deutschland und Italien gebunden*.

1. Was die erste Bedingung betrifft, so dürfte die schweizerische Delegation in der Lage sein, einige weitere Ausfuhreinschränkungen gegenüber Deutschland auf dem meistkritisierten *Maschinen-Sektor* zuzugestehen. Das Problem der Exporte nach den sog. «übrigen Achsenstaaten» ist durch die inzwischen

eingetretene militärische Situation im wesentlichen erledigt worden. Die mangelnden Zahlungsmittel im deutsch-schweizerischen Clearing verunmöglichen heute eine Fortführung unserer Ausfuhren auf der bisherigen Höhe, sodass hier gewisse Kürzungen möglich werden. Wir wissen noch nicht, auf welche einzelnen Positionen die alliierten Begehren sich konzentrieren werden. Die alliierten Partner haben bereits in den letzten Verhandlungen die Frage der *Ausfuhr von elektrischer Energie nach Deutschland* aufgegriffen und es ist anzunehmen, dass sie dieses Thema erneut diskutieren wollen. Hier bestehen besondere Verhältnisse aus der Doppelstaatlichkeit der Rheinkraftwerke und ihren entsprechenden Konzessionsgrundlagen. Ein wesentlicher Teil der aus der Schweiz exportierten Energie ist reichseigene Energie und kann nicht gekürzt werden. Kürzungsmöglichkeiten bestehen im Rahmen der Ausfuhr von schweizerischem Strom. Sie sind jedoch beschränkt, und es ist vorauszusehen, dass diese Frage zu einer der schwierigen im Rahmen der Diskussion über die schweizerischen Exportbeschränkungen werden wird.

2. Grössere Schwierigkeiten wird die zweite Bindung schaffen. Der Bundesrat hat sich bisher mit seinen Instruktionen an die Verhandlungsdelegation *auf den Boden gestellt, dass der Warentransit durch die Schweiz nicht Gegenstand von zwischen-staatlichen Verhandlungen bilden könne*; seine Regelung sei eine autonom schweizerische Angelegenheit. Diesen Standpunkt hat die schweizerische Verhandlungsdelegation in den Londoner Besprechungen vom Frühjahr 1944 vertreten. Sie hat Erklärungen darüber abgegeben, welche autonomen Massnahmen von der Schweiz in Berücksichtigung der veränderten Verhältnisse getroffen worden sind, Erklärungen, welche damals im allgemeinen die alliierten Verhandlungspartner zu befriedigen schienen. Darüber hinaus hat sie einzelne Wünsche zum Studium für künftige Massnahmen entgegengenommen. Seither hat sich allerdings die Einstellung der alliierten Regierungen verändert; sie haben laufend neue Forderungen erhoben, die mit Bezug auf den Transitverkehr Süd-Nord im Verlaufe der letzten Monate von der Schweiz weitgehend auf Grund eigener Überlegungen erfüllt werden konnten.

Jetzt scheinen sich ihre Begehren auf den Verkehr Nord-Süd zu konzentrieren und hier insbesondere den *Kohlentransit* zu treffen. Auf Grund der bisherigen Verhandlungen mit einer deutschen Delegation wird es möglich sein, in diesem Punkte gewisse Beschränkungen, wenn nicht absoluter so doch relativer Art, in Aussicht zu stellen. Wir machen uns jedoch keine Illusionen, dass die alliierten Partner ihre Konzessionen bezüglich der Eröffnung neuer Zufuhrkontingente sowie der Gewährung von Transitmöglichkeiten durch Frankreich von der weitgehenden Erfüllung ihrer Forderungen hinsichtlich des Transits deutscher Kohle durch die Schweiz abhängig machen werden. Wie sich aus den Äusserungen des Herrn Staatssekretär Foot gegenüber Herrn Minister Ruegger deutlich ergibt, werden die alliierten Unterhändler eine Beschränkung dieses Kohlentransits bis auf eine «symbolische» Menge verlangen. Sie glauben damit wohl dem schweizerischen Willen zur absoluten Vertragstreue (Gotthardvertrag) formell gerecht zu werden. Es muss sich im Verlaufe der Verhandlungen zeigen, ob sich in der Transitfrage eine Milderung der alliierten Begehren erreichen lassen wird, die es der schweizerischen Regierung bei voller Wahrung ihrer Grundsätze strikter Neutralitätspolitik und Vertragstreue sowie unter Rück-

sichtnahme auf die aus Deutschland noch zu erwartenden Lieferungen erlauben würde, jene Massnahmen zu ergreifen, welche geeignet sein könnten, dieses schwierige Problem zu lösen.

III.

Laut Meldungen unserer Gesandtschaft in Washington sollen in den bevorstehenden Verhandlungen «sämtliche noch offenen Fragen» behandelt werden. Wenn wir auf Grund der Londoner Verhandlungen im Jahre 1944 uns einen Überblick über diese noch offenen Probleme zu verschaffen suchen, so ergeben sich die folgenden Einzelfragen:

1. *Die Tätigkeit der schweizerischen Banken.* Es muss angenommen werden, und die Bezeichnung eines besonderen amerikanischen Delegierten weist ebenfalls darauf hin, dass die Tätigkeit der schweizerischen Banken insbesondere im Hinblick auf die *Verschiebung von Fluchtkapitalien und Beutegut nach der Schweiz* erneut zur Sprache kommen wird. Zwar hat die Schweizerische Bankiervereinigung auf Grund ihrer Besprechungen mit einer britisch-amerikanischen Spezialdelegation in Lissabon im Frühjahr 1944 gewisse Wegleitungen an ihre Mitglieder erlassen. Die ständige Kritik der angelsächsischen und neuerdings auch russischen Presse an der schweizerischen Bankwelt lässt jedoch erwarten, dass diese Frage erneut aufgenommen werden wird.

2. Die bereits in den letzten Londoner Verhandlungen aufgeworfene Frage der *Ankäufe von deutschem Gold durch die Schweizerische Nationalbank* und die schweizerischen Privatbanken hat sich inzwischen zu einem alliierten Aide-Mémoire vom 23. August 1944 verdichtet, in welchem von der schweizerischen Regierung *das Verbot jedes Goldankaufs und jeder Goldhinterlage aus Achsenländern* gefordert wird. Auf diesen alliierten Schritt ist bisher von schweizerischer Seite noch nicht geantwortet worden, was die britische und amerikanische Gesandtschaft am 1. Februar 1945 veranlasst hat, erneut auf den Erlass eines Verbots zu dringen. Im Zusammenhang damit ist auf dem Gebiet des Warenhandels die Forderung erhoben worden, die Schweiz möge jede Warenausfuhr nach den Achsenländern gegen Gold unterbinden. Hinsichtlich der Goldankäufe durch die Nationalbank stehen der alliierten Forderung grundsätzliche und gesetzliche schweizerische Hindernisse im Wege. Sie verunmöglichen es, die zu erwartenden alliierten Begehren erfüllen zu können. Hinsichtlich der Warenexporte gegen Goldzahlungen dagegen ist heute ein Entgegenkommen denkbar. Es liegt ebensosehr im schweizerischen Interesse, wenn immer möglich Waren nur noch gegen Waren an das Ausland abzugeben.

3. Die nachträgliche Bezeichnung des Herrn Orvis Schmidt, eines amerikanischen Spezialisten für das «Freezing», als Delegationsmitglied eröffnet die Möglichkeit, die *schwierigen Probleme der in U.S.A. blockierten schweizerischen Guthaben* einmal mündlich zu behandeln. Es können dafür auch die von der Delegation der Schweizerischen Bankiervereinigung in den letzten Monaten in Washington und New York geleisteten Vorarbeiten wertvoll sein, über welche die jetzt heimgekehrte Delegation berichten wird.

4. Im Zusammenhang mit diesen Finanzfragen wird sich eine für die schweizerische Delegation willkommene Gelegenheit bieten, mit den amerikanischen Partnern eine Aussprache über die seit Jahresbeginn in der Schweiz bestehende

neue *Regelung der Dollarübernahme* und mit den Vertretern Grossbritanniens eine solche über die Politik der britischen Treasury und Bank of England in ihrer *Devisenzuteilung an die Länder des Pfundkreises* für deren Warenbezüge aus der Schweiz aufzunehmen. Es sind dies Fragen, welche für die Zukunft der schweizerischen Exporte grösste Bedeutung haben.

IV.

Dies führt uns zu einigen weiteren Verhandlungsgegenständen, welche sich teilweise aus dem vorgenannten ergeben oder deren Behandlung sich aus den Erfahrungen der letzten Monate aufdrängt. Wir denken dabei auf schweizerischer Seite in erster Linie an:

1. *Lieferungen an die amerikanische Armee in Frankreich.* Es mag sich hier eine Gelegenheit ergeben, das Interesse der alliierten Militärbehörden an gewissen Warenbezügen aus der Schweiz zur Unterstützung unserer Begehren sowohl bezüglich der Zufuhr von industriellen Rohstoffen wie auch hinsichtlich des lebensnotwendigen Transitverkehrs durch Frankreich zu benützen.

2. Die Wiedereröffnung des Transitverkehrs durch Frankreich für die schweizerischen Exportgüter lässt eine Reihe in letzter Zeit von den britischen Behörden eingeführter *Neuerungen für die Ausstellung der Begleitpapiere* (certificates of origin and interest) akut werden. Es stellen sich hier für unsere Exportindustrie eine Reihe von heikeln Fragen des Feindanteils und des Anteils an Waren aus Schwarze-Liste-Firmen in den zu exportierenden Produkten.

3. Seit über einem halben Jahr sind sämtliche in London und Washington gestellten schweizerische *Einzelbegehren* auf dem Warensektor durch die alliierten Blockadebehörden mit der vorläufigen Antwort beiseite gelegt worden, die Behandlung müsse bis zu einer allgemeinen blockadepolitischen Verständigung zurückgestellt werden. Im Zeitpunkt, da begründete Aussicht auf eine neue Verständigung in den bevorstehenden Verhandlungen bestehen wird, müssten diese sämtlichen Einzelfragen vorgenommen und wann immer möglich zur Erledigung gebracht werden.

V.

Die Behandlung einer so vielgestaltigen Traktandenliste wird eine elastische Verhandlungsführung und eine gewisse Arbeitsteilung notwendig machen. Diese letztere ist schon durch die Tatsache bedingt, dass an den verschiedenen Verhandlungsgegenständen verschiedene eidgenössische Departemente hauptsächlich interessiert sind.

Wir möchten deshalb vorsehen, dass die eigentliche Verhandlungsführung auf schweizerischer Seite durch eine kleine Delegation in ungefähr bisheriger Zusammensetzung erfolgt, die sich dann in Unterkommissionen durch die Beiziehung von Experten leicht ergänzen lässt. Wir halten diese Lösung auch zur Wahrung der Kontinuität in unseren Verhandlungen mit den Blockademächten für richtig.

Darüber hinaus erscheint es angesichts der politischen Lage und der allgemeinen Bedeutung, die den bevorstehenden Verhandlungen zukommt, sowie

des Interesses, das die schweizerische Öffentlichkeit und auch das Ausland an ihnen nehmen wird, richtig, durch die Bestellung einer besonderen Kommission dem aussergewöhnlich gelagerten Falle gerecht zu werden.

Auf Grund der gemachten Darlegungen wird antragsgemäss

beschlossen:

1. Von diesem Bericht wird in zustimmendem Sinne Kenntnis genommen.
2. Es wird zur Festsetzung des allgemeinen Rahmens der Besprechungen mit den Alliierten eine Kommission unter der Leitung von Herrn Minister Dr. W. Stucki, Chef der Abteilung für Auswärtiges, bestellt, bestehend aus den Herren Dr. J. Hotz, Direktor der Handelsabteilung; Direktor E. Speiser, Chef des K.I.A.A.; Dr. E. Feisst, Chef des K.E.A.; Dr. E. Reinhardt, Direktor der eidg. Finanzverwaltung; E. Weber, Präsident des Direktoriums der Schweiz. Nationalbank; Dr. H. Homberger; Prof. Dr. T. Wahlen, Beauftragter für das Anbauwerk; Legationsrat R. Kohli; und den Mitgliedern der Verhandlungsdelegation.

Minister Stucki wird mit der Eröffnung der Verhandlungen beauftragt.

3. Es wird eine Verhandlungsdelegation bestellt, bestehend aus den Herren Prof. Dr. Paul Keller, Delegierter für Handelsverträge als Delegationschef; Prof. Dr. W. Rappard; Legationsrat Dr. R. Hohl; Victor Gautier, Direktor der Schweiz. Nationalbank; Dr. A. Borel, Vize-Direktor des Schweiz. Bauernverbandes; Dr. Max Weber, Mitglied der Direktion des Verbandes schweiz. Konsumvereine; Dr. E. Frey, Sekretär des Vororts des schweiz. Handels- und Industrie-Vereins.
4. Es wird die Verhandlungsdelegation ermächtigt, die notwendigen Experten beizuziehen.

359

E 2001 (E) 2/555

La Direction générale de la Banque nationale[1]
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

L Zurich, 6 février 1945

Nous avons l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 30 janvier[2]. Vous nous demandez divers renseignements d'ordre financier et monétaire qui doivent vous permettre de préparer pour le Conseil Fédéral un rapport général en vue des négociations qui vont avoir lieu avec les missions alliées.

Nous nous bornons pour le moment à vous remettre les indications numériques dont vous avez besoin au sujet de nos achats de dollars et d'or en pays

1. *La lettre est signée par E. Weber et A. Hirs.*
2. *Non reproduite. Cf. aussi* E 6100 (A) 25/2326.

alliés et de nos opérations avec la Reichsbank. Nous compléterons dans le courant de cette semaine cette documentation par des renseignements détaillés sur le mouvement des dépôts d'or de la Reichsbank auprès de notre établissement.

Dans l'idée que les questions fondamentales qui feront l'objet des prochaines négociations seront étudiées dans des conférences préparatoires au cours desquelles notre établissement aura l'occasion d'exposer son point de vue, nous faisons abstraction ici d'une discussion proprement dite.

Voici tout d'abord la statistique des montants dollars repris par la Confédération ou par la Banque Nationale depuis le blocage des avoirs suisses aux Etats-Unis:

	Exportation et $ comm. en général	Entretien	Diplomates	GVT. U.S.A.	Total
	en milliers de francs suisses				
1941 (depuis le 14.6)	136 513	10 750	1 707	—	148 970
1942	194 136	21 909	2 348	12 083	230 476
1943	249 795	15 269	1 079	1 011	267 154
1944	363 092	32 216	1 806	97 862	494 977
1945 (au 31.1)	25 327	1 634	117	35 500	62 577
Total	968 863	81 778	7 057	146 456	1 204 154

L'augmentation du poste Gouvernement U.S.A. en 1944-45 résulte du modus vivendi en vigueur depuis janvier 1944 pour la mise à disposition du Trésor américain des francs suisses dont il a besoin.

Voici maintenant les chiffres de nos reprises d'or à *Londres* et à *Ottawa* pour les paiements faits en Suisse et provenant de l'Empire Britannique:

	Banque d'Angleterre	Bank of Canada
	en milliers de francs suisses	
1941 (depuis le 14.6)	50 325	5 252
1942	128 586	14 281
1943	161 898	15 432
1944	206 406	24 384
1945 (au 31.1)	50 467	2 754
Total	597 682	62 103

Pour la Banque d'Angleterre nous croyons utile de préciser que pour 1943 et 1944, dans le total de nos reprises les paiements commerciaux figurent pour 130 000 000 frs. environ et les paiements à l'Ambassade de Grande-Bretagne et

aux diplomates de pays alliés pour 180 000 000 frs. D'autre part sur 50 1/2 millions payés en janvier 1945, 28 environ ont été mis avec notre assentiment à la disposition de la Banque Nationale de Belgique.

Enfin, répondant à votre dernière demande qui se rapporte à nos achats d'or de la Reichsbank, nous vous indiquons le montant de leur contre-valeur de francs suisses pour les quatre dernières années et pour le mois de janvier 1945:

	en milliers de francs suisses
1941	141 181
1942	423 986
1943	370 370
1944	180 197
1945 (janvier)	13 901
Total	1 129 635

Vous voudrez bien considérer ce dernier chiffre comme provisoire. Nous attendons encore de notre siège de Berne le montant tout à fait exact que nous vous indiquerons incessamment.

360

E 1004.1 1/454

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 9 février 1945

Séjour d'une délégation économique alliée en Suisse.
Manifestations d'ordre militaire et conférence de presse.

Présidence. Verbal

M. le Président de la Confédération renseigne le Conseil fédéral sur les dispositions qu'on envisage de prendre à l'occasion du séjour en Suisse de la délégation alliée chargée des négociations économiques et les mesures qui pourraient être prises, du côté suisse, pour renseigner les correspondants de journaux anglo-saxons. L'échange de vues qui est engagé révèle que les membres du Conseil s'accordent à reconnaître que toutes les manifestations de caractère militaire (visite de fortifications, présentation de troupes et d'armes, etc.) seraient inopportunes du point de vue de la neutralité, mais qu'il conviendrait de renseigner oralement, au cours des pourparlers, la délégation alliée sur l'effort militaire de la Suisse. Une participation du général et de l'armée ne doit notamment pas entrer en considération[1]. En ce qui concerne les renseigne-

1. *Contrairement à cette décision, le Général Guisan aura un entretien avec le Chef de la Délégation américaine, L. Currie. Cf. ci-dessous N° 374.*

ments à fournir aux correspondants étrangers à l'instar de ceux que fourniront les chefs de la délégation alliée avant même l'ouverture de la conférence, il est constaté que les autorités suisses ne peuvent organiser une conférence de presse avant d'être informées des desiderata de la délégation alliée, mais que le professeur Keller pourra vraisemblablement réunir une telle conférence lorsqu'il sera suffisamment informé des buts des Alliés [2].

ANNEXE

E 2001 (E) 2/642

Compte-rendu d'une conférence des autorités fédérales au sujet des relations financières avec les Alliés [3]

Copie
BK

Berne, 9 février 1945

I. General ruling 17 et licence 50, et certification des avoirs suisses [aux Etats-Unis]

M. Stucki. La délégation des banquiers rentrant d'Amérique a fait son rapport sur ses pourparlers avec les autorités américaines au sujet du freezing [4]. Tout le monde est unanime à déclarer:

a) que c'en est fait de la tergiversation;

b) qu'il faut s'entendre à tout prix avec les Etats-Unis sur le sort des avoirs suisses;

c) que la première opération à faire consisterait à ségréguer la propriété suisse indubitable de la masse de nos avoirs bloqués.

La question encore controversée est celle de la méthode: licence 50 ou commission mixte. Le système d'affidavit proposé par l'A.S.B. a été refusé. Resterait peut-être la solution de la commission mixte, dans laquelle siégerait un inspecteur américain. Pour sa part, M. Stucki se rallie à l'idée que la meilleure solution est celle de l'application de la licence 50. Le Conseil fédéral attendant d'urgence une proposition pour pouvoir donner ses instructions en vue des négociations avec les américains, il faut vaincre les dernières hésitations et imposer aux banques le système de la licence 50.

M. Weber prenant la parole au nom de la Banque Nationale, se rallie entièrement à l'avis de M. Stucki. De tout temps, la Banque Nationale a été d'avis qu'une certification était inévitable. La B.N.S. estime que le système des affidavits est insuffisant, il ne voit pas d'autre part la possibilité de créer une commission mixte, ce qui reviendrait à admettre un espionnage financier en Suisse. Tout en se ralliant à l'idée de la licence 50 et à la nécessité d'une certification par les autorités suisses, la Banque Nationale se refuse à être l'autorité chargée de cette certification. Elle n'a pas l'organisation voulue pour cela et a peur qu'en se compromettant dans cette entreprise, elle n'affaiblisse

---

2. *Sur les relations avec la presse, cf. N° 390.*

3. *Les participants à cette conférence sont: le Chef de la Division des Affaires étrangères du DPF, W. Stucki, et ses deux collaborateurs, R. Kohli et E. Junod, les trois Directeurs généraux de la Banque nationale, E. Weber, A. Hirs et P. Rossy, le Directeur de la DC du DEP, J. Hotz et son collaborateur F. Probst et deux responsables du Département des Finances, Ed. Kellenberger et L. Jacot.*

Ce procès-verbal a été rédigé par E. Junod (cf. aussi E 2001 (E) 2/555*). Un autre compte-rendu a été rédigé par L. Jacot* (E 6100 (A) 25/2329).

4. *Cf. ci-dessus N° 313. W. Stucki avait reçu les cinq délégués de l'ASB le 6 février (cf.* E 2801/1967/77/4*). Pour leur rapport final sur leur voyage aux Etats-Unis, daté du 6 février, cf.* E 2001 (E) 2/642 *et* 646, *cf. aussi* E 7110/1973/135/31.

sa position à l'égard des américains, et partant, n'ait plus envers eux une autorité suffisante pour exiger le déblocage de ses dollars au moment de la levée du freezing. La Banque Nationale se rallie à l'idée que l'O.S.C. joue le rôle d'organe de contrôle, puisqu'aussi bien, il est actuellement à la recherche de travail.

M. Hirs appuie les déclarations de son président et s'étonne que l'A.S.B. propose la création d'une commission mixte. C'est, à son avis, un geste «unschweizerisch». Il propose également la nomination de l'O.S.C. comme organe de contrôle.

M. Kellenberger déclare que le Département des finances s'associe à la proposition faite par M. Stucki d'appliquer la licence 50. Il comprend d'autre part que la Banque Nationale, en sa qualité de banque centrale et vu la situation particulière que cela lui confère, veuille rester en dehors des problèmes que soulèvera la certification des avoirs suisses. Il convient de convaincre les banques sans retard de la nécessité de se rallier à la politique envisagée. Il ne croit pas d'ailleurs que, ce faisant, elles courent un grand danger. L'activité des banques dans l'après-guerre sera probablement très différente de ce qu'elle était avant. Dans tous les pays, on marche à grands pas à la nationalisation, et cette tendance ne laissera pas de modifier profondément la situation des banques de dépôt. La nervosité que l'ingérence de l'état risque de provoquer chez les banques n'est plus tout à fait justifiée. La fuite des capitaux qui, croient-elles, sera provoquée par cette ingérence, est assez improbable, pour l'instant tout au moins. Dès lors, il faut marcher avec son temps, et adopter la solution d'intérêt général proposée par M. Stucki.

M. Stucki complète ses indications en précisant qu'il n'a pas manqué de relever devant la délégation des banquiers les deux inconvénients que présente la commission mixte: d'abord de longues négociations qui retarderont d'autant la solution du problème, ensuite le danger politique que créerait la participation d'un agent étranger au système qu'envisagent les banques. Nos efforts jusqu'ici ont tendu à éviter la création d'une nouvelle S.S.S. Nous ne pouvons maintenant faire fi de ses efforts et adopter une solution absolument contradictoire à la politique suivie depuis le début de la guerre.

M. Kohli rappelle que depuis octobre 1943 le Département politique a sans cesse proposé l'adoption du système suédois[5]. D'ailleurs, jusqu'à l'introduction du général ruling 17 en automne 1943, les Etats-Unis n'ont jamais demandé la ségrégation des avoirs suisses. Le Département politique a toujours été seul de son avis. Les banques d'une part ne voulaient pas être surveillées par une autorité, même suisse. Quant à la Banque Nationale, elle était opposée à l'emploi de la licence 50 par elle-même, ni n'était très sympathique à l'utilisation de cette licence par l'O.S.C. Le sort en a été maintenant jeté, et il semble bien que la meilleure solution consiste à charger l'O.S.C. de la certification. D'une façon générale, cet organisme a la confiance des cercles suisses intéressés. L'on pourrait par exemple envisager que les banques suisses créent un système d'affidavits en faveur des avoirs purement suisses, affidavits qui seraient certifiés par l'O.S.C. La question se poserait alors de savoir si l'O.S.C. devrait contrôler les déclarations des banques ou s'en remettre à leur bonne foi. Quoi qu'il en soit, il faut rendre ce système facultatif en ce sens que les créanciers financiers suisses seront absolument libres d'accepter ou de refuser la certification de leurs avoirs. Ceux qui refuseront doivent évidemment s'attendre à ce que leurs avoirs restent bloqués, en vertu du general Ruling 6. Une autre question doit également être absolument claire, à savoir que le rôle de l'O.S.C. consistera uniquement à permettre la séparation des avoirs suisses de ceux qui sont réputés non suisses (tous ceux dans lesquels figure un intérêt étranger). Enfin, il est nécessaire d'approcher l'O.S.C. pour lui demander s'il est d'accord de collaborer à l'entreprise.

M. Hotz déclare ne pas voir d'objections à ce que l'O.S.C. soit chargé de la tâche que l'on envisage pour lui.

---

5. *Cf. la notice de R. Kohli pour M. Pilet-Golaz du 15 novembre 1943 et le PV de la Conférence du DPF, de l'ASB et de la BNS du 24 novembre 1943* (E 2001 (E) 2/641). *Estimant que les avoirs suisses aux USA s'élèvent à 6 milliards de francs suisses, l'ASB demande, par une requête du 18 décembre 1943* (E 7110/1967/32/861.0.USA.1), *que la Délégation financière du Conseil fédéral lui accorde une audience, qui aura lieu le 1er mars 1944.*

M. Stucki constate que tous les assistants sont d'accord avec sa proposition et relève qu'il reste encore une question à régler, savoir, doit-on ou non informer les banquiers avant de faire la proposition que l'on sait au Conseil fédéral. A son avis, une telle précaution est assez inutile puisque l'on connaît d'ores et déjà leurs arguments.

MM. Weber et Rossy estiment qu'il serait bon d'informer les banques.

M. Stucki se rallie à cette idée, puisque de toute façon, il ne s'agit que de les placer devant un fait accompli. Après discussion, il est convenu que M. Kohli convoquera les banques à une conférence lundi 12 février où il leur exposera la décision qui vient d'être prise[6].

M. Stucki. Une question se pose encore, c'est celle de savoir si les américains reconnaîtront à l'O.S.C. le droit de certifier les avoirs suisses.

M. Kohli déclare que nous avons des assurances à cet égard qui nous ont déjà été données par la Légation de Suisse à Washington.

M. Probst relève la nécessité de modifier les statuts de l'organisme zurichois, dont l'activité jusqu'ici n'était prévue que pour tout ce qui a trait à nos rapports de clearing[7]. Cette modification pourra être prévue dans le même arrêté que celui introduisant l'utilisation de la licence 50[8].

II. Problème des enquêtes[9]

M. Stucki aborde le second sujet à l'ordre du jour, à savoir celui de l'opportunité d'entreprendre des enquêtes sur les avoirs étrangers en Suisse et suisses à l'étranger. Le problème n'est pas nouveau. Pour sa part, M. Stucki est toujours plus de l'avis que ces enquêtes sont nécessaires. L'économie libérale est chose révolue: l'Etat prend de plus en plus d'importance et doit, dès lors, disposer de toutes les informations possibles pour conduire sa politique économique. Bien que des enquêtes ne fournissent que des renseignements assez approximatifs, leurs données offrent néanmoins d'utiles indications qu'il ne faut pas négliger.

M. Hotz prend la parole en sa qualité d'expert en matière d'économie commerciale (Handelspolitik). A son avis, il ne faut pas se faire trop d'illusions sur l'utilité des enquêtes. C'est une idée attrayante mais sans plus. Prenant l'exemple de la France, M. Hotz tente de montrer que, quel que soit notre désir de maintenir le blocage des avoirs français, il est des raisons politiques qui nous obligeront probablement très prochainement à les libérer. Cet exemple montre la fragilité de ce genre de mesure. Si le blocage est levé, l'enquête perd toute sa valeur. Il ne faut pas oublier, d'autre part, que les enquêtes nous mènent invariablement à l'assistance fiscale. L'ignorance dont nous nous sommes prévalus jusqu'ici au sujet des avoirs étrangers en Suisse ne pourra plus être avancée pour échapper aux questions indiscrètes d'autres Etats. D'autre part, il faut éviter, par des mesures dont l'utilité est assez relative, de créer chez les banquiers le malaise que ne laissera pas de provoquer l'annonce d'une enquête généralisée. Nous ne devons pas oublier que les banques sont indispensables pour financer les besoins de l'Etat[10].

M. Stucki complète son introduction en déclarant que dans son idée la Suisse devrait prochainement décréter le blocage de tous les avoirs financiers étrangers.

M. Weber déclare que la Banque Nationale est tout à fait favorable aux enquêtes. Ne pas être au courant de l'importance des avoirs étrangers en Suisse, c'est une faiblesse que la Banque Nationale ressent tout particulièrement. C'est même un danger. Si, par exemple, la France a placé, comme le disent certains, 7 milliards dans notre pays et qu'elle en exige le remboursement en or, c'est la banqueroute pour notre institut d'émission. Dès lors, il est utile de se renseigner sur

---

6. *Sur la conférence du 12 février, cf.* E 2801/1967/77/4.
7. *Sur la création de l'Office suisse de compensation en 1934, cf. DDS, vol. 11, N° 53, note 12.*
8. *Cf. PVCF du 20 février 1945 intitulé* Blockierung der schweizerischen Guthaben in USA; Ausscheidung des Schweizerbesitzes (E 1004.1 1/454). *Cf. aussi* E 7110/1967/32/861.USA.3.
9. *Ce procès-verbal de la deuxième partie de la conférence, rédigé par E. Junod, se trouve dans* E 2001 (E) 2/561.
10. *J. Hotz expose plus longuement son opinion dans une notice adressée le 12 février 1945 à W. Stampfli,* E 7800/1/66.

l'importance de ces capitaux étrangers, ne fût-ce que pour pouvoir prendre les mesures nécessaires pour prévenir les répercussions fâcheuses qu'un exode massif pourrait entraîner. Les enquêtes permettront en outre de faire de l'ordre chez nous, notamment en ce qui concerne la question délicate de la looted property. Il n'est pas question, d'ailleurs, de toucher au secret bancaire. Tout ce que la Banque Nationale désire, c'est de connaître in globo le montant des avoirs étrangers sans se soucier des propriétaires.

M. Rossy appuie les déclarations de M. Weber et insiste sur le point particulier d'un éventuel rappel des fonds étrangers. Si celui-ci doit avoir lieu tôt ou tard, il faut qu'il se passe dans l'ordre pour éviter que, par la raréfaction des capitaux qu'il provoquera sur le marché, la Banque Nationale ne se voie obligée d'élever jusqu'à 5, voire 6% le taux d'intérêt des obligations de la Confédération, comme ce fut le cas à la fin de la dernière guerre. Une fois qu'on connaîtra les montants étrangers en Suisse, il sera possible d'approcher les Etats étrangers pour convenir avec eux d'un retrait dans l'ordre – par exemple sous forme de rappels échelonnés – des fonds qu'ils veulent faire sortir de Suisse. M. Rossy ne se cache pas, néanmoins, toutes les difficultés techniques que soulèvent de telles enquêtes, par exemple: comment atteindre les holdings, les safes, les liechtensteinois, etc.

M. Hirs ne veut pas la mort des banques, ni jouer le rôle d'agent fiscal. Il voit dans le désir d'enquêtes une certaine tendance qui ne manquera pas de provoquer la joie dans les cercles socialistes. Il se rend bien compte que, si l'on décrète la levée du blocage des avoirs français, il faut savoir d'avance ce qui nous attend. A son avis, la ségrégation des avoirs suisses aux Etats-Unis est un premier pas dans le sens des enquêtes. Il faut à son avis marcher progressivement: une enquête généralisée provoquerait probablement d'assez vives réactions à l'étranger, dont les répercussions sur l'excellent état du marché des capitaux en Suisse seraient peut-être funestes. Donc, à son avis, ne prenons pas de mesures générales mais progressons à petits pas.

M. Kellenberger déclare que l'opinion du Département des Finances est partagée. Les banques ont été très utiles lors de l'émission d'emprunts. D'autre part, l'Etat leur est nécessaire, puisqu'il est le seul, à peu près, qui leur offre des placements. Elles seraient donc malvenues à se plaindre outre mesure d'une enquête sur les avoirs étrangers. Il est toutefois impressionné par les arguments de M. Hotz concernant l'entraide fiscale. Il estime dès lors qu'il ne faut recourir à une telle entreprise que si elle se révèle absolument nécessaire. Après avoir abordé le problème de notre politique financière sur l'orientation de laquelle, croit-il, le résultat d'une enquête n'influera guère, après avoir également relevé que la politique d'open market [11], suivie depuis peu par la Banque Nationale, lui permettrait de lutter contre la pression des cours entraînée par un retrait massif de capitaux étrangers, M. Kellenberger se rallie à la proposition de M. Hirs, qui consiste à aller progressivement de l'avant dans le domaine des enquêtes. Il relève enfin que les entraves mises par tous les Etats aux migrations de capitaux empêcheront probablement l'exode des fonds étrangers que les banques redoutent comme conséquence à une enquête généralisée.

M. Kohli estime que la question préjudicielle à régler est celle de savoir si l'on entend bloquer ou débloquer les avoirs étrangers. Si nous les bloquons, l'enquête est inutile; en revanche, si nous les débloquons, elle n'a plus de raison d'être. L'ASB pour sa part est volontiers prête à faire une enquête interne et confidentielle sur les valeurs suisses détenues par des étrangers, enquête dont le résultat pourrait être utile à la Banque Nationale et à sa politique d'open market. M. Kohli voit un certain danger à entreprendre une enquête actuellement, où la France, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne sont en train de discuter la question de l'entraide fiscale avec, semble-t-il, des résultats assez positifs. Si nous faisons une enquête en Suisse, nous ne pourrons plus jouer le jeu de l'ignorance qui est extrêmement utile pour lutter contre les pressions qui ont déjà été exercées sur nous en vue de l'assistance fiscale. En outre, une enquête de notre part fortifiera le dessein des Alliés de mettre la main sur la looted property ayant cherché refuge en Suisse. Une enquête ne se justifie que si elle atteint tout le monde. Il faudra donc décréter un devoir d'annonce (Anmeldepflicht), ce qui

---

11. *Cf. PVCF N° 2095* (Kurspflege und Offenmarktpolitik) *du 19 décembre 1944,* E 1004.1 1/452.

probablement provoquera une panique en bourse et fera tomber les cours. Il faut donc regarder à deux fois avant de décider une enquête généralisée et se rallier de préférence à l'idée de l'ASB d'entreprendre une enquête confidentielle sur les valeurs suisses en mains étrangères.

M. Stucki intervient alors pour tracer à grands traits la situation de la Suisse dans le monde. Revenant de l'étranger, il constate que notre pays n'a pas suivi le mouvement mondial des idées. Tous les Etats qui ont connu la guerre ont complètement modifié leur politique et seules en Europe, la Suisse et la Suède restent encore fidèles aux idées d'avant-guerre. Cette fidélité nous vaut la haine du monde entier: la Suisse est tenue pour le dernier refuge de la ploutocratie. Si nous étions un grand pays, nous pourrions essayer de résister au courant général, mais c'est chose impossible pour un petit Etat qui dépend exclusivement de l'étranger. Nous devons à tout prix rompre avec la politique qui consiste à se faire arracher des concessions au dernier moment sans en retirer d'avantages. M. Stucki est décidé de lutter contre la mentalité immobiliste suisse.

Jusqu'ici, les banques ont fait valoir contre les enquêtes l'argument qu'elles provoqueraient une fuite de capitaux et qu'elles leur enlèveraient du même coup les possibilités de concurrence qu'elles ont envers les banques étrangères. Cet argument est périmé. Les mouvements de capitaux sont actuellement impossibles et leur fuite ensuite d'une enquête est fort peu probable. Pour que l'enquête porte ses fruits, il faut évidemment bloquer tous les capitaux étrangers, mesure à laquelle il est inévitable de recourir prochainement. Ce blocage nous donnera ensuite d'excellents arguments pour négocier. En ce qui regarde l'assistance fiscale, M. Stucki relève que l'enquête n'a nullement pour but de déterminer les noms des capitalistes étrangers ayant placé leurs fonds en Suisse. Cela étant, notre ignorance voulue de ces noms nous permettra de répondre victorieusement à toute pression tendant à l'assistance fiscale.

La discussion porte ensuite sur quelques questions techniques en rapport avec les enquêtes, après quoi M. Stucki déclare qu'il faut évidemment procéder par ordre. La première chose à faire c'est de lancer une enquête sur les avoirs français. A l'égard de la France il nous sera facile de la justifier en lui faisant part de notre désir d'ordonner l'exode éventuel de ses capitaux. Nous devrons bien entendu lui faire part du résultat global de cette enquête. Quant à l'assistance fiscale, nous devons évidemment chercher à l'éviter. – Ensuite viendra le tour de l'Allemagne. Il est probable que, sitôt connue la nouvelle, les Alliés ne manqueront pas de faire pression sur nous pour obtenir livraison des avoirs pillés. Il nous sera facile de répondre à ce moment-là qu'avant de livrer quoi que ce soit, nous entendons opérer compensation entre les biens allemands en Suisse et les dettes que l'Allemagne a envers notre pays.

La conclusion que l'on peut dégager de cette conférence, c'est que le principe des enquêtes a été accepté. Le premier pas dans cette direction consistera dans le blocage de tous les avoirs étrangers; ensuite, pour tenir compte du vœu exprimé par M. Hirs, une enquête portant sur quelques pays seulement sera entreprise, laquelle sera probablement suivie plus tard d'autres enquêtes jusqu'à ce que tous les avoirs étrangers aient pu être recensés.

361

E 4001 (C) 1/265

Le Chef du Département politique, M. Petitpierre, au Président de la Confédération et Chef du Département de Justice et Police, Ed. von Steiger

L AO Berne, 10 février 1945

Revenant sur ma lettre du 7 février[1], je tiens à vous remercier encore de m'avoir offert l'occasion de prendre connaissance des renseignements que vous

1. E 2001 (D) 1968/74/14.

aviez recueillis sur le convoi de Juifs arrivé en Suisse le 7 février et de vous faire part de ce que j'ai appris de mon côté.

Vérification faite, ni moi-même, ni la Division des Affaires étrangères, ni la Division des Intérêts étrangers, ni encore le Délégué aux œuvres d'entraide internationale n'ont été informés à un moment quelconque des démarches de M. Musy, pas plus par ce dernier que par la Légation des Etats-unis à Berne ou par une tierce personne.

La nouvelle de l'arrivée du train de Theresienstadt a été annoncée à M. de Haller le 6 février vers 18 h. par un coup de téléphone de M. Bisang, qui représentait à Kreuzlingen la Division des Intérêts étrangers pour les opérations d'échange de prisonniers, de personnel sanitaire et de civils entre le Reich et les Alliés. M. Bisang venait d'être interpellé par un Conseiller de Légation du nom de Feihl, arrivé peu avant de Berlin à Kreuzlingen. Après avoir pris contact avec le Dr. Jezler, M. de Haller s'est borné à faire savoir à M. Bisang que vos services avaient pris les dispositions nécessaires pour la réception des passagers de ce train.

Pour donner suite au désir que vous aviez exprimé, j'ai saisi l'occasion que m'offrait, le 7 février, la visite du Chargé d'Affaires des Etats-unis pour l'interroger sur les perspectives d'évacuation de ce convoi hors des frontières suisses. J'ai également demandé à Mr. Huddle si au cas où, comme le prévoit M. Musy, les autorités allemandes sont prêtes à poursuivre le transport de Juifs à travers la Suisse à raison de 1200 par semaine, les Etats-Unis ou les Alliés se chargeraient de nous en débarrasser. En revanche, je n'ai pas jugé devoir, au cours de cette prise de contact, parler du paiement des frais d'entretien de ces réfugiés pendant la durée de leur séjour en Suisse. J'ai en effet pensé qu'il fallait éviter de paraître attribuer à ce point manifestement secondaire la même importance qu'au problème de l'évacuation. Il me semble d'ailleurs que le financement de l'hospitalisation de ces réfugiés soulève une question délicate qui mériterait d'être préalablement débattue entre nous, avant qu'elle ne soit abordée avec des Gouvernements ou organisations étrangers, en tenant compte notamment de l'intérêt que nous avons de rester maîtres des décisions que nous prenons quant au traitement à accorder aux intéressés durant leur séjour en Suisse; je suis convaincu que mon avis sur ce point doit correspondre absolument au vôtre.

Mr. Huddle m'a déclaré qu'il n'était pas en mesure de fournir des réponses à mes questions sans se documenter au préalable auprès de ses collaborateurs.

Cela étant, j'ai prié M. de Haller d'interroger Mr. McClelland, attaché spécial auprès du Ministre des Etats-Unis pour les questions de réfugiés.

Mr. McClelland a confirmé à M. de Haller ce dont il avait déjà fait part à MM. Jezler et Schürch le jour de l'arrivée du train, savoir le 7 février[2]. Bien que vous ayez sans doute reçu des rapports circonstanciés de vos collaborateurs, je m'empresse de vous communiquer brièvement la relation que le Délégué aux œuvres d'entraide internationale m'a faite de son entretien avec Mr. McClelland: celui-ci a déclaré que, depuis quelque temps, on lui parlait d'efforts déployés par M. Sternbuch, chef de la communauté israélite-ortho-

2. *Cf. la notice de Schürch datée du 7 février 1945,* E 4260 (C) 1974/34/108.

doxe, pour diriger sur la Suisse des Juifs d'Allemagne. Mr. McClelland avait accueilli ces propos avec scepticisme. Lorsque, le samedi 3 février il fut avisé par M. Sternbuch de l'arrivée probable d'un train dans le délai d'une semaine environ, Mr. McClelland en fit aussitôt part par téléphone au Chef de la Division de Police.

En ce qui concerne la poursuite hors de Suisse du voyage des Juifs arrivés avant-hier et des membres de convois ultérieurs éventuels, Mr. McClelland a déclaré que la Légation des Etats-Unis avait demandé à Washington qu'on le mette en mesure de nous rassurer. Si la Légation n'a pas pu, sans autre, donner une réponse affirmative, ni à vos collaborateurs, ni à M. de Haller, c'est que les différentes communications reçues par elle du Département d'Etat concernant les Juifs qu'accueillerait la Suisse ne visaient pas spécifiquement le cas qui vient de se produire. Néanmoins, compte tenu de l'impression qui se dégage des diverses notes échangées au cours des derniers mois avec la Légation des Etats-Unis, il serait très surprenant que le State Department ne répondît pas dans un sens favorable. Cela dit, il est probable que, dans certains cas, les autorités américaines seront obligées de consulter d'autres Gouvernements, notamment celui des Pays-Bas, lorsqu'il s'agira de Juifs se réclamant d'une nationalité déterminée, ce qui est apparemment le cas pour un certain nombre des membres du convoi hospitalisé à St-Gall.

Comme M. le Conseiller Fédéral Nobs, Chef du Département fédéral des Finances et des Douanes, ainsi que le Chef du Service territorial ont reçu copie des lettres que vous m'avez adressées les 6 et 7 février [3], je leur communique les termes de la présente réponse.

3. E 2001 (D) 3/175. *Sur cette affaire, cf. aussi* E 2803/1969/302/2, E 2001 (D) 11/9, E 2800/1967/59/18, E 4800 (A) 1967/111/110.

362

E 7110/1973/134/1

Exposé sur la question du trafic de transit à travers la Suisse [1]

Copie Bern, Februar 12, 1945

[...]

III. The development of the transit question since the beginning of 1944

It has already been said that the restrictive measures taken for the traffic South-North cannot be as such extended to the traffic North-South. This traffic was however influenced recently by altered conditions. It is well known

1. *Cet exposé a été prononcé par R. Hohl, du Département politique, lors de la séance du 14 février 1945 des négociations économiques avec une Délégation alliée à Berne. Pour un procès-verbal de cette séance, cf.* E 7110/1973/135/31 *et* E 2001 (D) 3/348.

that Germany has supplied Switzerland with considerable quantities of coal indispensable for the economy of the country. This import has suffered a considerable reduction in the course of the last few weeks. Under these circumstances and despite the obligations about which more will be said later, Switzerland could no longer tolerate the transit of coal in former quantities. The Federal Council therefore took measures for establishing a certain relation between the quantities of coal transported through and those imported into Switzerland. This will be attained by prohibiting the transit of coal until

---

Dans les deux premiers chapitres de son exposé, Hohl résume les entretiens au sujet du transit lors des négociations économiques à Londres au printemps 1944; il rappelle aussi les exigences formulées par les Anglo-saxons en juin 1944 et les mesures prises par les autorités suisses du 30 août au 21 décembre 1944.

De plus, lors de sa séance du 9 février 1945, le Conseil fédéral prend la décision suivante:

In den gegenwärtigen Handelsvertragsverhandlungen mit Deutschland ist die deutsche Delegation darauf aufmerksam gemacht worden, dass deutscherseits noch grosse Mengen Kohlen durch die Schweiz nach Italien befördert werden, während die Kohleneinfuhr in die Schweiz fast zum Stillstand gekommen ist. Tatsächlich umfasste der Kohlentransit Deutschland-Italien im Dezember 1944 54,651 Tonnen und im Januar 1945 53,106 Tonnen, während die Einfuhr in die Schweiz im Dezember nur 2,836 Tonnen und im Januar 1945 12,296 Tonnen ausmachte. Die schweizerischen Unterhändler haben den Standpunkt vertreten, es sei notwendig, zwischen den im Transit durch die Schweiz beförderten und den für den schweizerischen Verbrauch bestimmten Kohlenmengen ein angemessenes Verhältnis herzustellen. Um dies zu erreichen, wurde der deutschen Delegation für den künftigen Kohlenverkehr die Verhältniszahl 1:1 vorgeschlagen. Für den Januar sollen vorab 14,500 Tonnen nachgeliefert werden, um für diesen Monat die schweizerischen Bezüge auf etwa die Hälfte der nach Italien geführten Menge zu erhöhen.

Bei diesen Verhandlungen ist, wie bei anderen Gelegenheiten, schweizerischerseits darauf hingewiesen worden, dass die auf dem Gebiete des Transits zu treffenden Massnahmen die schweizerische Neutralität eng berühren und daher durch den Bundesrat autonom getroffen werden müssten.

Die deutsche Verhandlungsdelegation hat dem für die Zukunft vorgeschlagenen Ausgleich von Kohlenein- und durchfuhr im Verhältnis 1:1 zugestimmt, nach Rückfrage in Berlin aber erklärt, die schweizerische Forderung einer Nachlieferung für den Monat Januar ablehnen zu müssen.

Auch seit dem 1. Februar ist der Kohlentransit nach Italien bedeutend grösser als die Kohleneinfuhr in die Schweiz. Zur Wahrung lebenswichtiger schweizerischer Interessen scheint es daher angezeigt zu sein, das Nötige vorzukehren, damit trotz der vorläufig ablehnenden Haltung der deutschen Verhandlungsdelegation der dringendste eigene Bedarf an Kohlen gedeckt werde, ehe die schweizerischen Transportwege weiterhin zur Beförderung von der Schweiz mangelnden Kohlenmengen nach Italien zur Verfügung gestellt werden.

Das Politische Departement beantragt daher und der Rat

beschliesst:

1. Der Kohlentransit durch die Schweiz von Deutschland nach Italien wird unterbunden, bis
   a) die Januarquote von 14,500 Tonnen nachgeliefert ist;
   b) ab 1. Februar der Ausgleich zwischen Ein- und Durchfuhr von Kohle im Verhältnis von 1:1 erreicht ist.
2. Nach der Herstellung des angestrebten Ausgleichs ist von den an der schweizerisch-deutschen Grenze eintreffenden Kohlenmengen, entsprechend den vom Volkswirtschaftsdepartement festzulegenden Modalitäten, die Hälfte dem schweizerischen Gebrauch zuzuführen, die andere Hälfte gegebenenfalls zum Transit nach Italien freizugeben. (*PVCF du 9 février 1945*, E 1004.1 1/454).

1) a certain quantity will be supplied for arrears of January;

2) the import of coal, as from February 1st, will equal the quantities transported in transit since then.

After arriving at this balance, half of the coal received at the Swiss-German border will be put at the disposal of the Swiss consumption while the other half will, upon request, be accepted for transit.

It may be presumed that this regulation will result in a considerable reduction of the transit of coal to Italy.

IV. Legal position, outlook

The following is a short survey of the legal position. Enter into consideration first of all the contents of the Gothard convention concluded between Switzerland, Germany and Italy on October 13th, 1909. Article 3 reads as follows:

«Sauf les cas de force majeure, la Suisse assurera l'exploitation du chemin de fer du St-Gothard contre toute interruption. Toutefois la Suisse a le droit de prendre les mesures nécessaires pour le maintien de la neutralité et pour la défense du pays.»

Accordingly Switzerland is in a position to restrict her transit traffic only within the limits of her rights and obligations as a neutral country. Which are these rights and obligations? They are specified by the Hague Convention of 1907 regarding the rights and obligations of neutral countries and persons in the case of war at land, particularly by article 2 and 7 which have the following contents:

Article 2: «Il est interdit aux belligérants de faire passer à travers le territoire d'une puissance neutre des troupes ou des convois, soit de munitions, soit d'approvisionnements.»

Article 7: «Une puissance neutre n'est pas tenue d'empêcher l'exportation ou le transit, pour le compte de l'un ou de l'autre des belligérants, d'armes, de munitions, et, en général, de tout ce qui peut être utile à une armée ou à une flotte.»

Article 2 refers to transit traffic between countries at war while article 7 has in view transports made by private persons and firms on account of belligerants. The traffic between Italy and Germany having to be considered as traffic between two States, Switzerland has, from the beginning, based her transit regulation on the more severe stipulations of article 2. The interpretation of this article applied by the Federal Council has, as already mentioned, resulted in a prohibition from transit not only of troups and war material, but of all goods which may be intended for the approvisionment of an army at war. Furthermore he prohibited the transit of goods which are obtained by military measures. To go further by instituting unobjective limitations or by stopping the transit traffic altogether would mean to favour one belligerent party and to disregard the obligations towards the other group. The Federal Council has severely, not to say passionately, upheld the neutrality of the country during the time of the whole war and could not lend hands to such practices. He is convinced that the powers represented here will understand and appreciate this point of view. As already pointed out, the transit traffic, particularly in the

direction South-North, has been considerably reduced on account of the measures taken by Switzerland. Owing to the present circumstances and the recent regulation regarding the coal traffic great reductions will result also in the traffic North-South. The remaining traffic can no longer be of considerable importance for the conduct of war. The Swiss Delegation expects confidentially that the representatives of the Allied powers will, after having gone into this matter, see their way to rally themselves to this opinion.

363

E 7110/1973/135/13

Le Directeur général, Chef du Deuxième Département de la Banque nationale, P. Rossy, à la Direction générale de la Banque nationale[1]

Copie
L

Berne, 13 février 1945

Je vous remets ci-joint le texte d'un projet d'accord monétaire franco-suisse tel qu'il a été rédigé par le Trésor français[2]. Les corrections à l'encre sont des corrections proposées par les négociateurs suisses mais qui n'ont pas encore été formellement acceptées par les négociateurs français.

Les négociateurs français déclarent qu'ils se refusent catégoriquement à discuter d'un accord monétaire entre gouvernements et qu'ils exigent que l'accord soit passé entre les banques d'émission. Nous sommes arrivés, sous réserve de ratification, à une formule mixte qui donnerait à l'accord un caractère gouvernemental. Cette formule se trouve sur page annexe numérotée I sous forme d'un préambule qui précéderait le projet du Trésor français.

Sur proposition des négociateurs français le projet d'accord financier monétaire ne contiendrait aucune clause de nature économique ou commerciale. En revanche, les négociateurs français paraissent d'accord avec nous pour que l'accord financier monétaire soit complété par un autre accord ou par un protocole contenant les clauses économiques et commerciales. Il paraît être entendu que ces clauses porteront

a) sur le fait que tant le compte de la Banque de France auprès de la Banque nationale suisse que le compte de la Banque nationale suisse auprès de la Banque de France seront utilisables exclusivement pour le paiement de prestations suisses respectivement françaises, à l'exclusion d'une utilisation pour acheter des devises;

b) l'accord monétaire n'entrerait en vigueur qu'au moment où l'accord économique serait lui-même mis sur pied.

1. *Sur l'organisation interne de la Banque nationale, cf. DDS, vol. 13, N° 49, note 1.*
2. *Non reproduit.*

Les négociateurs français ont été mis au courant qu'un accord entre les deux banques d'émission devrait être préalablement soumis à notre Conseil de banque et qu'une ratification par ce dernier ne pourrait pas intervenir avant le 21 mars. Malgré les inconvénients de ce délai, les négociateurs français maintiennent le principe d'un accord entre banques d'émission.

La Division du Commerce est en principe d'accord avec ce mode de procéder, à la condition toutefois qu'il soit expressément convenu que l'accord monétaire n'entrera véritablement en vigueur qu'après qu'une entente sera intervenue sur le côté économique et commercial[3].

Je dois dire que cette condition à laquelle nous devons nous rattacher n'est pas encore absolument admise par les Français, mais je pense que c'est là une condition sine qua non.

Personnellement j'ai le sentiment que les négociateurs français ne sont guère à même de traiter les affaires économiques et commerciales, en tout cas pas dans les détails, mais qu'ils voudraient rentrer à Paris assez rapidement avec un texte en poche, même si l'application de ce texte devait rencontrer des difficultés du fait du complément économique et commercial.

Toute cette affaire n'a rien de réjouissant, mais Monsieur Hotz qui est le Chef de la délégation suisse vous confirmera que le Conseil fédéral exige qu'on vienne au devant des Français dans toute la mesure, je dirais même au-delà de la mesure de ce qui est raisonnable.

Je me réserve de donner des explications verbales plus détaillées à la prochaine séance de la Direction générale.

3. *Cf. la notice (non reproduite) de Stopper sur l'entretien de Bloch-Lainé et Hotz du 12 février 1945.*

364

E 2801/1967/77/2

La Légation d'Italie à Berne
au Département politique

Copie
NV Traduction

Bern, 14. Februar 1945

Die Königl. Italienische Gesandtschaft beehrt sich, auf die früheren Verbalnoten Bezug zu nehmen, mit welchen sie zu verschiedenen Malen die Aufmerksamkeit des Hohen Eidgenössischen Politischen Departements auf die Frage des Verkehrs durch die Schweiz zwischen dem besetzten Italien und Deutschland gelenkt hat.

Gestützt auf die ihr von der Königl. Regierung zugekommenen Weisungen gestattet sich die Königl. Gesandtschaft, auf die Angelegenheit zurückzukommen, um hervorzuheben, dass – trotz des von der Schweiz. Regierung gezeigten

guten Willens – der Verkehr durch den St. Gotthard zwischen dem besetzten Italien und Deutschland einerseits die Wegnahme italienischer Güter vom nationalen Territorium erleichtert, anderseits die Einfuhr von Material und Waren nach Norditalien erlaubt, die zur Verlängerung des deutschen Widerstandes beitragen. Es ist offensichtlich, dass ein solcher Verkehr schweren Schaden verursacht.

Es ist in dieser Hinsicht zu bemerken, dass – wenn es auch zutrifft, dass der Vertrag vom 13. Oktober 1909 den drei vertragschliessenden Mächten Transiterleichterungen zusichert – es nicht möglich ist, nicht zu erkennen, dass die Lage, von der der Vertrag ausging, heute vollständig geändert ist als Folge des Umstandes, dass sich der Verkehr durch die Schweiz gegenwärtig zwischen Deutschland und einem von Deutschland mit Gewalt besetzten Territorium abspielt, anstatt zwischen Italien und Deutschland.

Der Art. 3 des Vertrages legt fest, dass die Schweiz den Verkehr durch den St. Gotthard gegen jede Unterbrechung sicherstellen wird, aber dass sie dennoch das Recht hat, die erforderlichen Massnahmen zur Wahrung der Neutralität zu treffen. Es ist nun zu bedenken, dass die schweizerische Neutralität, die bis heute mit so grosser Würde von der Bundesregierung verteidigt wurde, durch die Fortsetzung eines Verkehrs blossgestellt wäre, der gegenwärtig nur auf Operationen Bezug hat, die mit der deutschen Kriegstätigkeit auf italienischem Territorium verbunden sind.

Gemäss den von ihrer Regierung erhaltenen Weisungen hat die Königl. Italienische Gesandtschaft somit die Ehre, die Bundesregierung zu ersuchen, jeglichen Verkehr durch den St. Gotthard zwischen Italien und Deutschland vollständig zu unterbinden.

Die Annahme eines solchen Ersuchens durch die schweizerische Regierung in einem Zeitpunkt, in dem die militärischen Ereignisse in eine entscheidende Phase getreten sind, würde den gegenseitigen Interessen der beiden Länder entsprechen und beitragen, die Bande jener Freundschaft enger zu knüpfen, von der die Eidgenossenschaft schon so viele Beweise gegeben hat und für die Italien sehr (vivamente) dankbar ist.

Die Königl. Italienische Gesandtschaft bittet das Hohe Eidgenössische Politische Departement, das fragliche Ersuchen mit seinem gewohnten Geist des Verständnisses prüfen und der Angelegenheit jenen Charakter der Dringlichkeit beimessen zu wollen, den die Umstände erfordern.

ANNEXE

E 2801/1967/77/5

Le Professeur de Droit à l'Université de Genève, G. Sauser-Hall, au Chef du Département politique, M. Petitpierre

R Genève, 18 février 1945

A l'issue de la séance d'hier du Conseil fédéral, Monsieur de Steiger, Président de la Confédération, a bien voulu nous confier, à Monsieur le professeur Schindler et à moi-même, le soin d'examiner la Note verbale de la Légation Royale d'Italie du 14 février 1945 au sujet de la Convention du St-Gothard du 13 octobre 1909.

Nous n'avons pu en discuter ensemble le contenu avant de quitter Berne. J'ai en conséquence l'honneur de vous présenter le résultat de l'examen auquel j'ai procédé, M. le professeur Schindler devant vous communiquer de son côté les conclusions auxquelles l'ont conduit ses réflexions personnelles [1]. Je relève, à toutes fins utiles, que je ne possède que la traduction en allemand de la note italienne, le texte italien ne m'ayant pas été communiqué.

I.

Dans sa Note verbale du 14 février 1945, la Légation Royale revient sur des communications qu'elle aurait antérieurement adressées au Département politique fédéral pour insister, conformément aux instructions reçues du Gouvernement de Rome, sur le fait que le trafic par le St-Gothard entre l'Allemagne et l'Italie occupée, d'une part, facilite l'enlèvement de biens italiens situés en Italie et, d'autre part, permet l'importation dans le nord de l'Italie de matériaux et de marchandises qui contribuent à prolonger la résistance allemande.

Elle relève que le trafic actuel se déroule entre l'Allemagne et des territoires occupés par les armées allemandes, et non plus entre l'Allemagne et l'Italie tout entière, en sorte que la situation de fait sur la base de laquelle la convention du 13 octobre 1909 a été conclue se trouve entièrement modifiée au préjudice de l'Italie.

Elle estime que la neutralité de la Suisse serait compromise par la continuation d'un trafic qui, actuellement, n'intéresse que les opérations militaires de l'Allemagne sur territoire italien, et demande, en conséquence, au Conseil fédéral, d'interdire complètement le trafic par le chemin de fer du St-Gothard entre l'Allemagne et l'Italie.

II.

Cette demande est-elle compatible avec l'obligation assumée par la Suisse d'assurer l'exploitation du chemin de fer du St-Gothard sans interruption, telle qu'elle est prévue à l'art. 3 de la Convention du 13 octobre 1909?

En vertu de cet article, la Suisse n'est pas obligée d'assurer une exploitation ininterrompue de la ligne dans les éventualités suivantes:

1) lorsqu'un cas de force majeure se produit;
2) lorsque des mesures doivent être prises pour maintenir la neutralité de la Suisse;
3) lorsque la défense nationale de la Suisse exige une interruption du trafic.

Avant de rechercher si et dans quelle mesure l'une ou l'autre de ces exceptions peut être invoquée par l'Italie, il convient de relever ce qui suit:

Dans un traité *plurilatéral*, le fait qu'une des Parties contractantes ne veut plus bénéficier en partie des droits et avantages que lui confère le traité, ou qu'elle n'est plus en mesure d'en bénéficier, ne peut pas avoir pour effet de dispenser les autres Parties contractantes des obligations qu'elles ont assumées l'une envers l'autre. La Partie renonçante pourrait tout au plus invoquer la clausula rebus sic stantibus pour dénoncer le traité; les autres Parties pourraient, de leur côté, le dénoncer en invoquant le fait que la Partie renonçante compromettrait, par sa renonciation même, l'équilibre du traité. Mais tant et aussi longtemps qu'aucune résiliation n'est intervenue, le traité subsiste et les autres Parties ont le droit d'exiger l'observation de ses prescriptions.

Fauchille, Traité de droit international public, vol. I, 3e partie, No 850, page 379 admet même que la renonciation par un Etat à *certains* des droits que lui confère un traité plurilatéral ne peut intervenir que lorsque les stipulations de celui-ci ont un caractère divisible. Il écrit: «En supposant qu'on puisse admettre qu'un traité réalisé par des Etats en pleine communauté de pensée et de sentiment ne les lie pas les uns envers les autres pour toutes les questions se rapportant à sa stricte exécution, il faut tout au moins poser en règle qu'une Puissance *n'a pas le droit de renoncer aux avantages d'un traité en son nom personnel seulement,* alors que cette renonciation doit affecter les droits de ses alliés, et *sans un accord préalable avec eux.*»

Cet auteur dénie donc à un Etat le droit de renoncer librement à certains avantages qui lui sont assurés par un traité conclu avec plusieurs autres Etats, même si les stipulations du traité sont divisibles; il ne peut le faire que du consentement des autres Etats bénéficiaires d'avantages analogues

1. *Cf. l'exposé de D. Schindler adressé à M. Petitpierre le 19 février 1945* (E 2800/1967/61/97).

aux siens. Il résulte de ce point de vue qu'aucun Etat ne saurait exiger, en principe, l'inexécution des obligations incombant à ses co-contractants l'un envers l'autre, pour la raison qu'il renonce temporairement à ses droits, même si les stipulations du traité sont divisibles. A fortiori en est-il ainsi lorsque les stipulations de traités plurilatéraux sont indivisibles, c'est-à-dire lorsque les obligations assumées par une Partie le sont dans la même mesure envers toutes les autres.

La Convention du St-Gothard du 13 octobre 1909 est un accord entre trois Etats. La Suisse est liée non seulement envers l'Italie, mais aussi envers l'Allemagne. Les obligations qui résultent pour elle de l'art. 3 sont indivisibles; de par leur contenu même, elles ne peuvent pas avoir été assumées envers l'une de ces Puissances seulement, mais envers toutes deux dans la même mesure. La renonciation à une exploitation ininterrompue de la ligne du St-Gothard par l'une d'elles, ne serait pas de nature à justifier, en principe, l'inexécution des obligations de la Suisse envers la Partie non renonçante. Libérée par l'Italie, la Suisse reste tenue envers l'Allemagne, à moins que ne se réalise une des exceptions réservées à l'art. 3. Il convient encore d'examiner si c'est le cas.

III.

L'exception résultant de la force majeure

La force majeure résulte d'événements soudains, imprévisibles et insurmontables qui empêchent une Partie contractante d'exécuter ses obligations. Il en sera ainsi, s'agissant de l'exploitation d'une ligne de chemin de fer, en cas d'accidents obstruant le trafic, de glissements de terrains, d'avaries graves aux ouvrages de l'art, etc. C'est le sens qu'il faut donner à la première exception contenue dans l'art. 3 de la Convention du 13 octobre 1909.

Mais la guerre ne rentre pas dans la notion de la force majeure d'après cette convention, pour la raison évidente qu'il s'agit d'un événement prévisible puisqu'il a fait l'objet d'exceptions spéciales, soit sous l'aspect d'une guerre à laquelle la Suisse ne participe pas (exception concernant la neutralité), soit sous celui d'une guerre dans laquelle la Suisse est impliquée (exception concernant la défense nationale).

IV.

L'exception résultant de mesures pour maintenir la neutralité

La Suisse a le droit d'interrompre le trafic sur la ligne du St-Gothard lorsque le maintien de sa neutralité l'exige.

Elle en a déjà fait usage pour empêcher le transport de matériel de guerre par son territoire. Actuellement, ce qui est exporté d'Allemagne en Italie par le St-Gothard, c'est uniquement – si mes renseignements sont exacts – du charbon. Il a déjà été établi, par l'Avis juridique du 14 février 1945[2] de M. le professeur Schindler et du soussigné – que le transport de cette marchandise n'est pas interdit par la Convention de La Haye de 1907 concernant les droits et les devoirs des Puissances neutres en cas de guerre sur terre.

A mon avis, il serait cependant possible de donner partiellement satisfaction au Gouvernement de Rome, autant qu'il s'agirait d'expédier d'Italie en Allemagne par le St-Gothard des biens italiens enlevés par les troupes allemandes d'occupation. Ces biens constituent du butin de guerre. Dans la mesure où il est le résultat d'actes de pillage, formellement interdits par les articles 28 et 47 du Règlement de La Haye de 1907 concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, ce butin n'a pas été régulièrement acquis par l'Allemagne. Dès que des biens pillés arrivent sur sol neutre, ils doivent être séquestrés, pour être ensuite remis à leurs légitimes propriétaires. Ils ne peuvent être transportés librement par territoire suisse en Allemagne. L'interdiction de les admettre dans le trafic du St-Gothard s'impose. Les règles de la neutralité font un devoir à la Suisse de s'abstenir d'aider un belligérant à évacuer son butin de guerre.

Cette règle concerne tout butin de guerre, même celui autorisé par le Règlement de La Haye de 1907 dont l'art. 53 permet à l'armée d'occupation de saisir «le numéraire, les fonds et les valeurs exigibles appartenant *en propre à l'Etat*, les dépôts d'armes, moyens de transport, magasins et approvisionnements et, en général, toute propriété mobilière de l'*Etat* de nature à servir aux opérations de la guerre».

---

2. E 2800/1967/61/97.

En vertu des règles du droit des gens, l'Etat occupant devient immédiatement propriétaire de ces objets et valeurs; mais son titre d'acquisition qui est la prise de possession guerrière ne peut sortir ses effets sur territoire neutre, sinon l'Etat neutre se rendrait complice de l'occupant pour lui permettre d'évacuer les biens qu'il s'est appropriés. Sur sol neutre, les droits résultant de l'appropriation guerrière cessent, car les effets des actes de guerre ne peuvent se prolonger à l'intérieur d'un Etat neutre.

J'admets que dans la mesure où il s'agira du transport d'Italie en Allemagne de biens italiens saisis ou confisqués par les armées allemandes, la Suisse pourra, et même devra, par application du droit de neutralité, limiter le trafic sur la ligne du Gothard et en exclure cette catégorie de biens, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre les enlèvements de biens résultant d'actes contraires au droit des gens (pillages, etc.), et les acquisitions de biens conformes aux lois et coutumes de la guerre (prise de possession guerrière de biens d'un Etat belligérant). D'ailleurs le butin de guerre composé de matériel de guerre est déjà frappé d'une interdiction de transport à travers la Suisse. Cette mesure doit être étendue à tout genre de butin.

V.

L'exception résultant des exigences de la défense nationale

Jusqu'à présent ces exigences n'ont pas rendu nécessaire une interruption du trafic sur le chemin de fer du St-Gothard. Cette exception ne pourrait donc pas justifier l'acceptation du point de vue italien. Elle ne concerne pas d'ailleurs le cas seulement où la Suisse serait obligée de se défendre par les armes, mais aussi celui où, avant toute ouverture d'hostilités effectives, la Suisse estimerait devoir réserver la ligne du St-Gothard au transport de ses troupes et de son matériel de guerre. L'Allemagne ne serait pas fondée à se plaindre d'une violation des obligations de la Suisse si, pour ces raisons, les autorités fédérales étaient amenées à diminuer sensiblement le nombre des trains de charbon allemand à destination de l'Italie. Il serait possible de donner, dans une certaine mesure, satisfaction au Gouvernement de Rome par des mesures de ce genre.

En vous remettant, avec la célérité qui m'a été recommandée, les réflexions que m'a suggérées l'examen de la Note verbale italienne, je me tiens très volontiers à votre disposition si vous désiriez encore des précisions sur tel ou tel point qui vous paraîtrait insuffisamment éclairci.

P.S. Je m'excuse de vous envoyer cette lettre en manuscrit, mais la nature confidentielle des questions traitées m'a amené à renoncer aux services d'une dactylographe.

365

E 2001 (E) 2/555

Le Ministre de Suisse à Londres, P. Ruegger, au Chef du Département politique, M. Petitpierre[1]

L Confidentielle
Relations anglo-suisses

Londres, 15 février 1945

Au moment des négociations fort importantes qui se déroulent à Berne avec des délégations anglaise et américaine, je me suis employé, dans la mesure du possible, à intensifier les contacts directs avec des membres du gouvernement britannique qui, en dernier ressort, devront prendre acte des résultats de ces négociations.

1. *M. Petitpierre a mis ce rapport* en circulation *parmi ses collaborateurs le 23 février 1945.*

J'ai eu, ces derniers jours, des conversations prolongées dans un cadre tout à fait inofficiel, avec une série de membres du gouvernement, comme Mr. Morrison, Secrétaire d'Etat de l'Intérieur, Mr. Richard Butler, Président du Board of Education, le Chancelier de l'Echiquier, Sir John Anderson, et d'autres. Grâce surtout à l'amabilité du Chancelier de l'Echiquier et de Lady Anderson, j'ai pu aussi faire connaître d'une manière détaillée notre manière de voir, comme je l'avais fait vis-à-vis d'autres membres du gouvernement, à Mr. Attlee, Vice-Premier Ministre et chef du gouvernement en l'absence de Mr. Churchill. Il est assez significatif d'observer les premières réactions de ces hommes d'Etat, car ces réactions correspondent à une idée à peu près unanimement exprimée – donc, probablement à une formule arrêtée au Cabinet de guerre: on apprécie unanimement et sans aucune réserve, en usant même des termes les plus chaleureux, l'action déployée par la Suisse – durant les dures années d'une guerre longue, durant laquelle nous avons été longtemps encerclés –, dans le domaine humanitaire de la prévoyance en faveur des prisonniers de guerre et internés civils. L'on reconnaît également, comme l'ont fait Mr. Eden et le Ministre d'Etat, Mr. Richard Law, dans des conversations dont je vous ai rendu compte à part[2], l'action véritablement neutre de la Suisse. Cependant, comme l'a dit Mr. Morrison, et comme l'ont paru indiquer d'autres membres du gouvernement, – et à cet égard nous devons tenir un compte particulier aussi des vues des représentants du «Labour party», largement associés au cabinet de coalition – que la Suisse, «voyant maintenant s'écarter d'elle une menace militaire directe, devrait diminuer ses échanges avec l'Allemagne et apporter des entraves au transit à travers son territoire». Je n'ai pas besoin de dire que je n'ai cessé de rappeler les arguments maintes fois répétés à nos interlocuteurs habituels – Mr. Eden, Lord Selborne et Mr. Foot –, touchant, entre autres, les obligations contractuelles assumées par notre pays et, le rôle permanent qui lui est dévolu en tant que seul et unique Etat neutre. Je voudrais aussi espérer que la répétition très nécessaire de cet argument n'a pas été inutile. Si nous nous trouvons ici en présence d'une doctrine assez fortement ancrée, il y a d'autre part un sens traditionnel des nuances et des nécessités politiques, auquel on peut toujours faire appel. Je pense que la délégation suisse à Berne fera les mêmes constatations. D'autant plus que Mr. Dingle Foot est, quant à lui, – j'en suis convaincu, – parfaitement conscient de nos difficultés et de nos obligations, et qu'il voudrait le démontrer. D'autre part, je me permets, encore une fois, d'attirer votre attention sur la recommandation qui m'a été faite par Mr. Richard Law, qu'il importe de ne pas vouloir escompter une divergence de vues entre les délégués anglais qui connaissent notre situation et ceux des Etats-Unis qui, peut-être, la connaissent moins. Ce qu'on peut faire, c'est de tenter une œuvre de persuasion continuelle sur ces derniers.

---

2. *Cf. notamment N^os 346 et 348.*

366

E 2001 (E) 2/630

Le Chef de la Section du Contentieux et des Intérêts privés à l'Etranger du Département politique, R. Kohli, au Ministre de Suisse à Londres, P. Ruegger

Copie
L ZU

Bern, 16. Februar 1945

Vertraulich

Unter Bezugnahme auf Ihr Schreiben vom 21. November[1] v.J. beehren wir uns, Sie im nachfolgenden über die schweizerische Stellungnahme zu einem Kreditgesuch, das seitens der holländischen Regierung erging, zu orientieren:

1. Die holländische Regierung ist zu Ende des letzten Jahres durch ihren Sonderdelegierten, Herrn Beyen, mit folgendem Kreditbegehren an das Eidgenössische Volkswirtschaftsdepartement herangetreten:

Die schweizerische Regierung möge der holländischen Regierung einen Kredit bis zu 100 Millionen Franken gewähren. Die holländische Regierung würde dagegen Staatsschuldscheine, welche zu 3½% verzinslich sind, ausstellen und sich zur Rückzahlung der gesamten Schuldsumme fünf Jahre nach der völligen Befreiung Hollands (europäischer Landesteil) verpflichten. Die Kreditsumme würde zur Auftragserteilung an schweizerische Industrien, im wesentlichen für Nachkriegslieferungen verwendet werden.

2. Die interne Prüfung ergab Übereinstimmung darüber, dass es angezeigt erscheine, auf das Gesuch einzutreten, um auf diese Weise einen auch politisch wünschbaren ersten Schritt zur Wiederaufnahme unserer Wirtschaftsbeziehungen zu Holland zu tun. Eine schweizerische Vorleistung in Schweiz sei auch in der Lage, den neu aufgetretenen dringlichen Wiederaufbaubedürfnissen Hollands durch kurzfristige Lieferungen wenigstens teilweise zu entsprechen; sie müsse sich aber bei der Verteilung der Aufträge auf die verschiedenen Sektoren ihrer Wirtschaft ein entsprechendes Mitspracherecht vorbehalten. Im weiteren sehe die Schweiz durch ihre seit Monaten dauernde Abschnürung von allen Zufuhren aus Übersee und durch den rapiden Rückgang der Kohlenlieferungen aus Deutschland Schwierigkeiten voraus, die sie zwingen, eine eventuelle Kreditgewährung von bestimmten Gegenleistungen Hollands abhängig zu machen. Als solche kämen in erster Linie in Frage:

a) die Zurverfügungstellung von 60 000 Tonnen Schiffsraum aus der holländischen Handelsmarine spätestens nach Abschluss des Waffenstillstandes in Europa;

b) die Lieferung von Kohlen sofort nach der Wiedereröffnung der Transportwege nach der Schweiz, spätestens im Zeitpunkte, in welchem Holland mit der Lieferung von Kohlen an Drittländer beginnt. Das jährliche Ausmass

1. *Non reproduite.*

soll den Stand der Vorkriegslieferungen (Mittel 1931–1938 = 340 000 Tonnen im Jahr) erreichen und in der Preislage den dannzumaligen Verhältnissen entsprechen.

Weiter wurde dem Begehren um Gewährung eines reinen Staatskredites eine Lösung entgegengehalten, bei welcher die schweizerischen Privatbanken als Kreditgeber eingeschaltet werden sollen. Eine schweizerische Bankengruppe, bestehend aus dem Schweizerischen Bankverein, der Schweizerischen Kreditanstalt, der Schweizerischen Bankgesellschaft und der Eidgenössischen Bank A.G., wovon die Erstere mit der Korrespondenz- und Buchführung betraut wird, hat sich zu einer Kreditgewährung von 50 Millionen Franken bereit erklärt, wobei der Bund 85% des Risikos und die Banken einen Selbstbehalt von 15% zu übernehmen hätten.

Um das Risiko des Bundes noch weiter (wenn immer möglich auf 75–80%) zu reduzieren, wird eine Exportabgabe von einigen Prozenten erwogen. Ihr Ertrag würde einem Garantiefonds zufliessen, der im Falle eines Verlustes voll eingesetzt und im Falle einer verlustlosen Abwicklung der Kreditaktion ganz oder teilweise der holländischen Regierung zur Verfügung gestellt werden könnte. Eine Exportabgabe von wenigen Prozenten erscheint vertretbar, da bei Lieferungen auf Grund des zu gewährenden Kredits der schweizerische Exporteur voraussichtlich in den Genuss einer vollen Auszahlung des Fakturabetrages in Schweizerfranken gelangen wird.

In der Beilage lassen wir Ihnen in Abschrift je ein Exemplar des schweizerischen Gegenvorschlages und der vom Bankenkonsortium aufgestellten Bedingungen zukommen[2]. Wie Sie daraus zu entnehmen belieben, lautet der jährliche Zinssatz auf 1% über dem offiziellen Lombardsatz, minimal auf 3½%. Ferner wird eine einmalige Eröffnungskommission von 1½% erwähnt. Auf Grund einer nachträglich zwischen Herr Beyen und der Bankengruppe erfolgten Besprechung ist in dieser Beziehung eine Änderung eingetreten, indem der Kredit nunmehr zu einem Zinssatz von 1¼% über dem offiziellen Lombardsatz, minimal aber zu 3¾% gewährt werden soll. Die einmalige Eröffnungskommission würde bei dieser Regelung auf ½% herabgesetzt werden.

Der holländische Delegierte wird nunmehr seine Regierung in London über das Ergebnis der Besprechungen unterrichten und ihr den vom schweizerischen Delegierten für Handelsverträge übergebenen Gegenvorschlag unterbreiten.

---

2. *Non reproduit.*

367

E 1004.1 1/454

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 16 février 1945

Avoirs allemands en Suisse

Département politique. Verbal

Le chef du département politique propose au Conseil de prendre aujourd'hui une décision de principe concernant le blocage des avoirs allemands en Suisse; cette mesure serait communiquée à la délégation suisse qui négocie avec la délégation alliée, mais l'arrêté, comme tel, ne serait pris qu'après les négociations. Après échange de vues, le Conseil décide en principe de prévoir un blocage général des avoirs étrangers en Suisse et charge le département politique de préparer un arrêté dans ce sens, en liaison avec les autres départements intéressés [1]. Au cours de la séance, le chef du département politi-

---

1. *Au sujet de l'attitude du DPF au début de 1945, cf. ci-dessus N° 360. Cf. aussi le rapport de la SCIPE sur* la politique alliée à l'égard des biens réputés pillés (looted property) *du 14 février 1945*: après avoir dressé un inventaire des mesures prises par les établissements financiers et les autorités suisses, le DPF arrive à la conclusion suivante: De l'exposé qui précède, il est facile de conclure que si bon nombre de mesures utiles ont déjà été prises pour empêcher que la Suisse devienne le refuge des richesses que l'Axe aurait amassées dans ses années de gloire, tout ce qui serait humainement possible d'entreprendre pour l'éviter n'a pas été fait et ne peut être fait aussi longtemps au moins que la Suisse reste fidèle aux principes du libéralisme économique et financier. Jusqu'ici, c'est le souci de sauvegarder les intérêts suisses en jeu qui a guidé les auteurs des mesures que l'on sait; il ne peut pas en être autrement de la part d'un pays neutre.

Une décision, toutefois, doit encore être prise qui ne s'écarte pas de la ligne suivie jusqu'ici et promet, par ailleurs, d'être efficace. Il s'agit du blocage des avoirs étrangers en Suisse qui n'ont pas encore été frappés par les arrêtés dont nous avons parlé. Une catégorie de ces avoirs est particulièrement importante, politiquement parlant, c'est la masse des biens allemands. Leur blocage est plus qu'une mesure financière, c'est un acte politique. Comme tel, il doit venir à son heure qui ne sonnera guère qu'au moment où les avantages qu'il nous vaudra dépasseront les inconvénients qui en résulteront. Il faut toutefois y recourir de notre plein gré, avant que la main ne nous soit forcée par les événements.

Ces mesures de blocage devront s'accompagner d'une interdiction absolue du trafic international et interne des billets de banque étrangers, que le Département politique préconise depuis quelque temps déjà.

Cette politique de blocage généralisée ouvre la voie à une enquête sur les fonds étrangers déposés en Suisse, enquête où non seulement les banques mais également les sociétés, holdings, avocats, notaires, agents d'affaires, etc. devront être tenus d'annoncer les fonds qu'ils gèrent pour des tiers étrangers.

Pour parfaire l'édifice de ces mesures qui s'emboîtent l'une dans l'autre, on pourrait envisager l'introduction d'affidavits pour les titres suisses qui, maintenant encore, circulent sans déclaration; la création enfin d'un système de contrôle de l'activité financière des personnes physiques et morales agissant pour le compte de mandats étrangers (E 2001 (E) 2/555 *et* E 7110/1973/134/3).

que communique toutefois qu'une délégation de l'association suisse des banquiers, reçue par M. le ministre Stucki dans la matinée, fait savoir que la perspective de mesures à l'égard des avoirs allemands provoque déjà une certaine agitation. Les banquiers demandent par conséquent au Conseil fédéral de prendre d'urgence un arrêté instituant le blocage des avoirs allemands dans les banques[2]. Après discussion sur l'opportunité de prescriptions internes ou, au

---

*Dans une notice du 5 juillet 1945 pour le Directeur de l'Administration des Finances, L. Jacot du DFD expose son analyse de cette décision: après avoir rappelé qu'au début de l'année, l'Administration des Finances, estimant qu'*une enquête générale sur tous les avoirs suisses à l'étranger et étrangers en Suisse est absolument nécessaire pour la conduite de la politique monétaire, *avait participé à la décision du 9 février dans ce sens.* Une telle mesure *générale* conforme au principe de la neutralité était dictée par des considérations purement suisses et nous plaçait dans une position très forte à l'égard des Alliés, qui ne pouvaient exiger des mesures de rigueur à l'égard de l'Allemagne sans que celles-ci ne soient automatiquement appliquées aussi à leur égard.

Si la décision prise par le Conseil fédéral n'a pas été exécutée, c'est que le même jour, le 16 février 1945, une conférence réunissant l'ASB était convoquée par le DPF. Cette Association, de tout temps hostile à une enquête et redoutant surtout son application à la France fit tous ses efforts pour la faire échouer et trouva que le meilleur moyen était d'ordonner immédiatement un blocage des avoirs allemands.

Une note fut passée dans ce sens au Conseil fédéral qui décréta la mesure proposée par l'ASB, parce qu'une mesure générale, *frappant tous les avoirs étrangers, ne serait pas possible selon les experts* (??). Notons que comme experts financiers il n'y avait à la séance ni représentants de l'Administration des Finances ni représentants de la Banque nationale.

L'arrêté improvisé par les experts dut être modifié le lendemain, complété le 27 avril 1945 et recomplété le 3 juillet. Il n'a pas été considéré comme suffisant par les Alliés qui ont demandé en outre qu'une enquête générale soit faite sur tous les avoirs en Suisse appartenant à des ressortissants de pays occupés. Ainsi toute la manœuvre destinée à éluder l'enquête des avoirs français n'a réussi qu'à affaiblir notre position sans atteindre le but visé. *[...]* (E 6100 (A) 25/2328).

Sur le blocage des avoirs étrangers, cf. aussi E 2001 (E) 2/565, E 6100 (A) 33/2764 *et* E 6100 (B) 1973/141/980.Diverse.

2. *Tandis que le Conseil fédéral se réunit de 9 h 00 à 12 h 30, le Chef de la DAE du DPF reçoit vers 10 h 00 une délégation de l'ASB composée de P. Vieli, C.-A. Nussbaumer, Edmond Barbey et A. Caflisch: [...]*

Minister Stucki umschreibt die alliierten Begehren gegenüber der Schweiz, insbesondere das Begehren betreffend Anpassung der schweizerischen Gesetzgebung an die Resolution VI von Bretton Woods. Er kündigt die Sperrung der deutschen Guthaben an, wobei noch nicht sicher scheint, ob die Sperre auch gegenüber allen Staaten verfügt werden wird. – Die Blockade gegenüber Deutschland bedeutet eine Sicherung der schweizerischen Forderungen. Weitere Massnahmen sind ein Objekt für spätere Verhandlungen.

Dr. Vieli befürwortet die Sperrung ohne weiteres. Diese Massnahme war schon vor geraumer Zeit von den Banken diskutiert und befürwortet worden. Wird man die Neutralen ausschliessen?

Minister Stucki: Man befürchtet bei einer generellen Massnahme, dass später einseitige Lockerungen zugestanden werden müssen.

Herr Barbey wünscht, dass bei den Vollziehungsmassnahmen die Banken angehört werden.

Herr Nussbaumer weist auf die deutsche Reaktion hin und die von der Bankiervereinigung nach der Konferenz von Lissabon verfügten Handlungsmassregeln: die deutschen Bankdirektoren haben schon einen grossen Teil der Beträge in Bar abgehoben.

Für die Blockierung spricht auch das Argument von Herrn Bliss: die Schweiz sichert sich damit den ersten Griff auf die deutschen Guthaben!

contraire, d'un arrêté en bonne et due forme, ayant véritablement force de loi, le Conseil se prononce pour l'adoption d'un arrêté, à caractère de mesure provisionnelle. Au cours de la séance qui se poursuit dans l'après-midi, le chef du département politique soumet un projet d'arrêté, en exposant qu'une mesure générale, frappant tous les avoirs étrangers, ne serait pas possible selon les experts, que l'assentiment du Liechtenstein est acquis en ce qui concerne l'application des mesures dans la principauté et, enfin, que la disposition de l'arrêté qui devra régler le régime des avoirs des Allemands en Suisse est encore en préparation. Après discussion, le Conseil

décide

d'adopter l'arrêté qui lui est soumis par le département politique (arrêté du Conseil fédéral instituant des mesures provisoires pour le règlement des paiements entre la Suisse et l'Allemagne), laissant aux départements le soin d'établir le texte de l'article relatif aux avoirs des Allemands en Suisse[3].

Er schätzt den deutschen Besitz in den Banken auf 1 Milliarde.

Dr. Vieli meint, es sei viel weniger vorhanden. Sehr viel bei Privatpersonen (Notaren, Advokaten usw.). So wurde nach der Warnung viel abgehoben und der Gesandtschaft, Strohmännern, Safe, Advokaten, Notaren übergeben. Sehr scharfe Strafmassnahmen sind vorzusehen, sodass, wenn wenig Geld zum Vorschein kommt, die Banken nicht angeschuldigt werden können, Geld verschwiegen zu haben.

Minister Stucki: Eine Inventarisierung (Standesaufnahme) ist vorgesehen.

Herr Nussbaumer: Fluchtgeld ist bei grossen Banken wenig vorhanden. Strenge Massnahmen sind gegen Privatleute zu erfassen.

Die Vertreter der Banken sind sich darüber einig, dass, wenn der Bundesratsbeschluss zuerst der deutschen Delegation bekanntgegeben würde, aber nicht durch Publikation sofort in Kraft treten würde, es sicher zu massiven Abhebungen käme. Herr Minister Stucki schliesst darauf die Konferenz, um dies dem Bundesrat sofort mitzuteilen. (E 2801/1967/77/5).

Sur les discussions à ce sujet au sein de l'ASB, cf. E 2001 (E) 2/565. *Sur les mesures ultérieures de blocage des avoirs allemands, cf.* E 2001 (E) 2/557 *et* 589, E 6100 (A) 25/2328, E 7001 (B) 1/346.

3. *RO, 1945, vol. 61, pp. 83–86. Cet arrêté sera complété par les ACF des 27 avril, 3 juillet et 30 novembre 1945: RO, 1945, vol. 61, pp. 261–265, 435–438, 1007–1009.*

368

E 2801/1967/77/4

Compte-rendu d'un entretien du Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, W. Stucki

Bern, 17. Februar 1945

Heute 11.30 besucht mich auf meinen Wunsch der Chef der deutschen Wirtschaftsdelegation, Gesandter Schnurre.

Ich mache ihm folgende Mitteilungen, nachdem ich präzisiert hatte, dass sie für ihn und seine Regierung, keineswegs aber für die Presse bestimmt seien[1], was er zusagt:

Sie können sich aus der in- und ausländischen Presse leicht vorstellen, dass die hier anwesenden alliierten Delegationen an die Schweiz sehr weitgehende Forderungen gestellt haben. Sie wissen auch, wie vollständig wir mit Bezug auf unsere Zufuhr und unsern Export von den hier verhandelnden Ländern abhängig sind. Das Hauptbegehren der Alliierten geht dahin, dass die Schweiz «in letzter Stunde» der Welt klipp und klar beweise, auf welcher Seite sie stehe. Man erkenne zwar die schweizerische militärische Neutralität und wolle diese nicht tangieren. Es müsse aber von der Schweiz erwartet und verlangt werden, dass sie sich wirtschaftlich und moralisch in klarer Weise auf die alliierte Seite stelle. Dementsprechend werde verlangt, sofortiger Erlass eines generellen Ausfuhrverbotes gegenüber Deutschland, vollständige Sperrung des Transitverkehrs über den Gotthard, Sperre der Ausfuhr von elektrischem Strom nach Deutschland, weitgehende Massnahmen im Sinne der Empfehlung in § 6 der Konferenz von Bretton Woods.

Der Bundesrat ist der Ansicht, dass die Annahme dieser Forderungen mit der Neutralität und der Würde unseres Landes nicht vereinbar sei, obschon er sich natürlich Rechenschaft gibt, dass eine solche Annahme in den Hauptstädten der Alliierten einen sehr günstigen Eindruck gemacht hätte[2]. Im einzelnen ist zu den alliierten Forderungen folgendes zu sagen:

1. Transit durch den Gotthard

Die Lage hat sich insofern wesentlich verändert, als eine Note der italienischen Regierung Bonomi, die von der Schweiz einzig anerkannt ist, einlangte, in welcher dargelegt wird, dass die gegenwärtigen tatsächlichen Verhältnisse dem Gotthardvertrag nicht nur jede Basis entzogen hätten, sondern dass dessen weitere Anwendung durch die Schweiz mit ihrer Neutralität nicht vereinbar wäre[3]. Es handle sich gegenwärtig nicht mehr um einen Transit von Deutschland nach Italien, sondern um einen Verkehr zwischen Deutschland und dem von den Feinden Italiens besetzten Teil dieses Landes. Die Weiterführung des Transites würde, statt Italien zu nützen, dieses auf das schwerste schädigen und seine Feinde begünstigen. Der Bundesrat hat diese Note durch seine juristischen Ratgeber prüfen lassen; diese vertreten die Ansicht, dass in der Tat die Rechtsgrundlage verschoben sei. Da von italienischer Seite mit der Anrufung eines Schiedsgerichtes gedroht wurde, so müsse wenigstens für die Dauer des Schiedsgerichtsverfahrens eine Suspension des Transites in Erwägung gezogen werden.

Der Bundesrat selber hat in der Frage noch keinen Beschluss gefasst. Allein selbst wenn er die Auffassung der italienischen Regierung nicht teilen sollte, so

---

1. *Le jour même, le Conseil fédéral se réunit de 9 h 00 à 10 h 30: il approuve une nouvelle version de l'arrêté bloquant les avoirs allemands en Suisse et le texte d'un communiqué de presse* (E 1004.1 1/454).
2. *Cf. ci-dessus N° 358.*
3. *Cf. ci-dessus N° 364.*

müsste er, wie ich es Herrn Schnurre schon vor Wochen mit aller Deutlichkeit gesagt hatte, allermindestens folgende Forderung aufrechterhalten:

Im Januar 1945 sind 53 000 Tonnen Kohle durch die Schweiz nach Italien spediert worden; die Schweiz selber hat nur 12 000 Tonnen erhalten. Bis der Transit im Verhältnis von 1:1 zugelassen werden könnte, müsste der Rückstand von 41 000 Tonnen nachgeliefert werden. Dazu kommt aber noch, füge ich bei, dass uns Deutschland auch als Gegenwert für die Ausfuhr elektrischer Energie in den Monaten Januar und Februar ca. 80 000 Tonnen schuldig ist. Wir zweifeln sehr daran, dass Deutschland uns bis 1. März ca. 120 000 Tonnen Kohle nachliefern kann.

Herr Schnurre erklärt, ziemlich erregt, bisher sei ihm durch die Handelsdelegation eine ganz andere Rechnung aufgestellt worden:

Transit im Januar: 44 000 Tonnen. Die Schweiz beanspruche Nachlieferung der Hälfte, also 22 000 Tonnen, habe 12 000 Tonnen erhalten, somit noch Anspruch auf eine Nachlieferung von 10 000 Tonnen. Zu dieser Nachlieferung sei Deutschland bereit. Von einer Nachlieferung als Gegenwert für die im Januar und Februar gelieferte schweizerische elektrische Energie sei in den Verhandlungen überhaupt nie gesprochen worden.

Ich antworte, dass ich über die Details der Verhandlungen nicht informiert sei. Jedenfalls hätte das Politische Departement ihm gegenüber nie eine andere Auffassung vertreten, und der Bundesrat stehe auf dem Boden, den ich ihm mitgeteilt hätte.

2. Ausfuhr elektrischer Energie

Bis jetzt haben wir immer vorgeliefert und die Gegenleistung nicht erhalten[4]. So kann es unmöglich weitergehen. Wir können ab 1. März die schweizerische elektrische Energie nur dann weiter nach Deutschland ausführen, wenn, wie gesagt, rückwirkend auf 1. Januar die Gegenleistung von ca. 80 000 Tonnen Kohle erfolgt ist und für den Monat März ein neues Quantum von 40 000 Tonnen Kohle sichergestellt wird. Dabei kann es sich natürlich

4. *A ce sujet, cf. la notice de F. Gygax du 14 février 1945* (E 7110/1973/134/2) *qui reproduit notamment la statistique suivante sur la production et les exportations suisses d'énergie:*

Hydrographisches Jahr	Schweizerische Produktion	Gesamt-Ausfuhr	Ausfuhr nach Deutschland
		In Millionen kWh	
1933/34	5400	1140	443
1934/35	5700	1350	661
1935/36	6100	1467	818
1936/37	6900	1556	840
1937/38	7100	1548	809
1938/39	7200	1563	859
1939/40	8100	1797	1034
1940/41	8400	1726	1034
1941/42	8100	1533	885
1942/43	8700	1571	979
1943/44		1158	875

nicht mehr darum handeln, dass die gleiche Kohle mehrfach kompensiert wird: im Transit 1:1, gegen elektrische Energie und dann noch gegen Maschinen[5].

3. Wirtschaftsabkommen

Der Bundesrat könnte einem neuen Wirtschaftsabkommen mit Deutschland an sich zustimmen, wenn die Frage des Transites und der elektrischen Energie im geschilderten Sinne erledigt wäre und das neue Abkommen auf einer qualitativen Kompensation gegenseitig wichtiger Waren aufgebaut würde, wobei schweizerischerseits wiederum die Kohle absolut in den Vordergrund gestellt werden muss. Hinsichtlich ihrer Gegenleistungen, namentlich was Maschinen anbelangt, müsste sie sich natürlich mit den Alliierten zu verständigen suchen[6].

4. Finanzfragen

Wenn der Bundesrat, sicherlich in Übereinstimmung mit dem Volkswillen, jede mit der Neutralität und mit der Würde des Landes unvereinbare Zumutung des bestimmtesten ablehnt, so kann er auf dem finanziellen Gebiet ganz unmöglich weiter die Vorwürfe fast der ganzen Welt tatenlos annehmen, wonach in grossem Umfange Güter aller Art aus den von Deutschland besetzt gewesenen Ländern in der Schweiz versteckt seien. Wenn er sich die Mittel schaffe, um diesen Vorwurf der Hehlerei im grossen zu entkräften, so befinde er sich zweifellos in Übereinstimmung mit der ganzen Volksmeinung, die an dieser Frage niemals ein Abkommen, das für die Landesversorgung ausschlaggebend ist, scheitern lassen wolle. Der Bundesrat hat deshalb soeben beschlossen, alle deutschen Guthaben in der Schweiz zu sperren. Nur so kann er dann diese Guthaben untersuchen und weitere Entschlüsse treffen. Diese Massnahme, die sich schon seit langem aufgedrängt hat, ist umso vollständiger mit

---

Deux notices du 10 février 1945 contiennent notamment les statistiques suivantes (E 7110/1973/134/3):

EISEN-EINFUHR AUS DEUTSCHLAND

	to	Mio. Fr.
1940	36730	28,06
1941	154545	96,81
1942	231396	132,75
1943	120118	74,98
1944	109212	62,97

KOHLENEINFUHR AUS DEUTSCHLAND

Total		*Gesamteinfuhr*	*Einfuhr aus Deutschland*	
Menge in to	*Wert in Mio. Fr.*	*aus allen Ländern (to)*	*in % der Gesamteinfuhr*	
1565796	131,0	2676850	58,5	*1940*
1986101	195,1	2215820	89,6	*1941*
1830408	168,6	1908870	95,9	*1942*
1783435	161,3	1945448	91,7	*1943*
1332675	123,7	1369258	97,33	*1944*

5. *Cf. PVCF du 23 février 1945,* E 1004.1 1/454.
6. *Cf. PVCF N° 562 du 9 mars 1945,* E 1004.1 1/455.

der Schweizerischen Neutralität vereinbar, als ähnliche Massnahmen wie bekannt schon längst gegen die Guthaben zahlreicher anderer Länder getroffen worden sind und als die schweizerischen Guthaben in Deutschland ja schon lange blockiert wurden[7]. Diese Massnahme bedeutet keineswegs die Annahme der alliierten Forderungen, die ganz bedeutend weitergehen.

Herr Schnurre scheint durch diese Eröffnung nicht übermässig überrascht worden zu sein. Er stellt sofort die Frage, ob die Sperre auch die Guthaben der Reichsbank, der Deutschen Gesandtschaft usw. betreffe. Ich bejahe mit dem Beifügen, dass für die laufenden Geschäftsbedürfnisse eine Ausnahme vorgesehen sei, und dass man hierüber wie auch zum Beispiel über die Finanzierung der deutschen Sanatorien in Davos und im Tessin praktische Lösungen werde finden müssen.

Herr Schnurre erklärt: «Mit diesen Eröffnungen versetzen Sie, der Sie das erste schweizerisch-deutsche Wirtschaftsabkommen und zahlreiche spätere Vereinbarungen verhandelt und abgeschlossen haben, dem schweizerisch-deutschen Wirtschaftsabkommen den Todesstoss».

Ich antworte, dass ich dies tief bedaure, die Verhältnisse aber nicht ändern könne. Weder der Druck der Alliierten, noch der schweizerische Wille sei hier entscheidend: Der Todesstoss gegen das Wirtschaftsabkommen kommt im Grunde ausschliesslich daher, dass uns Deutschland keine Kohle mehr liefern kann.

Schnurre bestreitet dies nicht, so wenig wie, dass wir jedenfalls, im Gegensatz zu Schweden, die Form gewahrt hätten. Materiell komme es aber genau auf dasselbe hinaus, wie wenn wir die Forderungen der Alliierten angenommen hätten.

Herr Schnurre ersucht darum, Dienstag Nachmittag oder Mittwoch mit der schweizerischen Verhandlungsdelegation eine «Abschieds- und Liquidationssitzung» abhalten zu können. Er und seine Delegation hätten ja hier nichts mehr zu suchen. Die eigentlichen Liquidationsarbeiten und allfällige Kompensationsgeschäfte könnten dann von der Deutschen Gesandtschaft besorgt werden[8].

Die ganze, ausserordentlich peinliche Unterredung hat sich in sehr ruhiger und korrekter Form abgespielt. Die Stimmung war nicht gewitterhaft, sondern melancholisch.

Um 14.30 orientiere ich Herrn Direktor Hotz einlässlich über die Besprechung[9].

---

7. *Sur le blocage des avoirs suisses en Allemagne, cf. DDS, vol. 11, table méthodique: II.1.1.Allemagne. Relations financières et commerciales.*

8. *Sur la suite des négociations économiques avec l'Allemagne, cf.* E 2001 (E) 2/576, E 2800/1967/59/65-66, E 7110/1967/32/900 Deutschland/14.

9. *Cf.* E 7800/1/16.

369

E 2001 (D) 3/66

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, W. Stucki, au Chef de la Chancellerie consulaire de Suisse à Belgrade, R. Schaerer

Copie
L DS/DX

Berne, 19 février 1945

Nous avons l'honneur d'accuser réception de vos dernières communications relatives à la situation de votre Chancellerie consulaire et à vos rapports avec les autorités.

1. Il appert de vos communications que les instances compétentes soulèvent quelques réserves quant à la légitimité des fonctions exercées par votre représentation. Nous ne nions pas que la situation générale s'est développée de façon à ne pas donner à nos rapports avec les autorités de la Yougoslavie libérée le caractère que nous désirons. Nous espérons que l'évolution ultérieure des événements permettra d'arriver à la normalisation complète de nos relations avec la Yougoslavie libérée, normalisation qui est dans les désirs du Gouvernement fédéral et du peuple suisse.

Comme vous le savez, les autorités occupantes avaient astreint le Ministre Steiner en 1941 à quitter son poste et la Légation dut cesser son activité à cette date. Les intérêts suisses et ceux que d'autres états nous avaient confiés, notamment les intérêts de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, furent protégés dès lors par votre Chancellerie consulaire, laquelle est appelée, partant, à représenter le Gouvernement fédéral jusqu'au moment où celui-ci pourra envisager de donner à sa représentation un caractère diplomatique complet.

Les autorités, le peuple suisse et la presse suivent avec intérêt les efforts tendant à instaurer dans le territoire yougoslave un gouvernement uni, émanation de la volonté populaire après la libération. Dès que ces autorités envisageront la présence d'un corps diplomatique à Belgrade, la lacune existant actuellement dans nos rapports officiels avec la Yougoslavie sera comblée par les soins du Gouvernement fédéral.

Dans l'intervalle, c'est à votre Chancellerie consulaire qu'échoit la défense de nos intérêts et nous nous plaisons à espérer que les autorités finiront par se convaincre de nos intentions loyales et amicales à leur endroit et mettront votre Chancellerie au bénéfice des facilités prévues par le droit international.

Nous déplorerions vivement s'il ne devait pas en être ainsi car notre public a suivi avec un intérêt très vif les phases de la lutte pour la libération du pays, conformément à ses vieilles traditions qui le portent à voir avec sympathie tout effort d'indépendance et la constitution d'un gouvernement émanant de la volonté populaire. C'est donc notre sincère désir d'entretenir et de développer des rapports amicaux avec un gouvernement démocratique yougoslave.

2. En vue d'aplanir, dans la mesure du possible, les difficultés auxquelles vous avez dû faire face, nous vous remettons sous ce pli une attestation concer-

nant le caractère de la mission que vous exercez[1]. Nous pensons qu'elle est de nature à dissiper les doutes existant quant à l'aptitude de votre Chancellerie consulaire à entretenir des rapports officiels avec les autorités locales.

3. Quant à la procédure qui vous a été proposée pour la transmission de correspondances, nous avouons que nous hésitons à entrer dans ces vues. Une censure appliquée d'autorité au courrier officiel d'une représentation consulaire n'est guère conforme au droit international. Une procédure de ce genre ne nous a jamais été proposée même pour des représentations se trouvant dans des zones d'opérations et nous ne saurions y souscrire. Si ces conditions devaient être maintenues, nous préférerions renoncer à tout échange de correspondance avec votre Chancellerie jusqu'au moment où les autorités consentiront à vous accorder les facilités d'usage. Nous avons d'ailleurs exposé très nettement notre point de vue à la Légation de Yougoslavie à Berne, qui s'est ralliée sans peine à notre conception et nous a promis tout son appui auprès de son gouvernement pour qu'il s'emploie à ce que vous soient rendues les facilités d'usage.

4. Les exceptions soulevées par les autorités semblent inspirées par certains ressentiments à l'endroit du traitement prétendûment réservé en Suisse à certains réfugiés yougoslaves se réclamant de l'autorité du Maréchal Tito. La notice[2] qui se trouve jointe à la présente lettre vous renseignera plus en détail sur ce problème d'autant plus délicat qu'il est intimement lié aux luttes idéologiques qui divisent actuellement le monde. Aussi notre presse d'opposition s'en est-elle emparée passionnément, en prenant violemment parti pour les partisans du maréchal Tito et en cherchant à exploiter ces incidents, en soi sans gravité, à des fins de politique intérieure. Rien d'étonnant que ces polémiques aient trouvé leur écho jusqu'à l'étranger, notamment à Moscou et à Belgrade!

Spontanément, les Autorités fédérales ont veillé à ce que les incidents dont il s'agit soient ramenés à leurs véritables proportions et à ce que les esprits qui risquaient par moments de s'échauffer s'apaisent. C'est à cette fin qu'une personnalité yougoslave, avec rang de colonel, jouissant de la confiance particulière du maréchal Tito, a été mise en mesure de visiter les camps d'internés yougoslaves en qualité de délégué de la Croix-Rouge de son pays et de s'entretenir librement avec ses compatriotes. Nous croyons savoir que le résultat de ces visites a été heureux.

Quoi qu'il en soit, M. Rybar, vice-ministre yougoslave des affaires étrangères, s'entretenant récemment avec notre ministre à Londres des relations présentes et futures entre la Suisse et la Yougoslavie, a reconnu l'inanité des griefs formulés et lui a exprimé la vive gratitude de son Gouvernement pour l'accueil hospitalier que la Suisse a accordé aux prisonniers et réfugiés yougoslaves[3].

Dans ces conditions, nous voulons espérer qu'à la lumière d'un nouvel examen des faits et dans l'attente d'une normalisation des rapports officiels que nous souhaitons rapide, les autorités avec lesquelles vous êtes en contact se convaincront de l'inexactitude des griefs formulés et arriveront à une plus juste appréciation de l'ensemble des relations suisso-yougoslaves et du statut de

---

1. *Non reproduite.*
2. *Non reproduite.*
3. *Cf. le télégramme du 3 février 1945,* E 2001 (D) 3/311. *Cf. aussi* E 2001 (D) 7/11.

votre chancellerie, à laquelle elles voudront bien permettre de poursuivre son activité normale, en attendant que, de retour, une légation de Suisse à Belgrade puisse de nouveau se charger de veiller au maintien et à la consolidation des relations si cordiales qui ont de tout temps existé entre Berne et Belgrade.

370

E 2001 (E) 1/106

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, W. Stucki, au Chef de Section du Commissariat fédéral à l'Internement et à l'Hospitalisation, R. Probst

Copie
L

Bern, 19. Februar 1945

Im Anschluss an die Notiz [1], die wir heute mit Bezug auf die Heimschaffung der deutschen Internierten an Oberleutnant Roulet gesandt haben, beehren wir uns, Ihnen anbei Abschrift einer den gleichen Gegenstand betreffenden Note der Deutschen Gesandtschaft vom heutigen Tage zu übermitteln [2]. Wie Sie daraus ersehen wollen, beklagt sich die Gesandtschaft erneut darüber, dass gewisse schweizerische Offiziere die Fahnenflucht deutscher Internierter direkt oder indirekt begünstigt hätten, und gibt der Erwartung Ausdruck, dass alle deutschen Internierten der bevorstehenden Heimschaffungsaktion angeschlossen und die zuständigen schweizerischen Militärstellen mit entsprechenden Weisungen versehen werden.

Da Ihnen unsere Auffassung, die sich mit derjenigen der Deutschen Gesandtschaft deckt, längst bekannt ist, dürfen wir uns weiterer Kommentare enthalten. Wir könnten es nur bedauern, wenn schweizerische Offiziere tatsächlich ihre Aufgabe darin erblickt haben sollten, deutsche Internierte offen oder durch versteckte Anspielungen dazu zu ermuntern, sich der Heimschaffung zu entziehen; sie würden damit auch der Schweiz keinen guten Dienst geleistet haben.

1. *Non reproduite.*
2. E 27/14511.

371

E 2001 (E) 2/641

Rapport sur les relations financières avec les Etats-Unis d'Amérique

DA Vertraulich *Bern,* 20. Februar 1945

DIE BLOCKIERTEN GUTHABEN DER SCHWEIZ IN DEN VEREINIGTEN STAATEN VON AMERIKA

Für die Beurteilung der Situation der schweizerischen Guthaben in den USA ist von der Lage auszugehen, wie sie sich im Frühjahr 1940 bot. Damals war nicht nur in Holland und Belgien, sondern auch in der Schweiz die öffentliche Meinung nervös geworden wegen der deutschen Aufmarschvorbereitungen im Westen. Es wurden auch in der Schweiz behördliche Massnahmen zur Evakuierung von der Nordgrenze nach dem Westen getroffen, und es setzte gleichzeitig auf finanziellem Gebiet eine allgemeine Flucht in den Dollar ein. Viele von denen, die die Möglichkeit dazu hatten, suchten durch den Erwerb von Dollars eine gewisse Risikoverteilung für ihr Vermögen zu erreichen[1]. Das hatte zur Folge, dass die Schweizerische Nationalbank beständig in beträchtlichem Umfang Dollars an schweizerische Käufer abgeben musste, wobei sie genötigt war, sich diese Dollars bei der amerikanischen Federal Reserve Bank durch laufende Abgaben von Gold zu beschaffen. Der Dollarstrom erreichte zu gewissen Zeiten ein derartiges Ausmass, dass die Schweiz, etwa im April 1940, sehr nahe an der Einführung einer Devisenbewirtschaftung stand[2]. Es kamen dann die Ereignisse vom Mai und Juni 1940, zunächst der deutsche Einmarsch in Dänemark, Norwegen, Holland und Belgien und dann der Zusammenbruch in Frankreich. Bereits zwei Tage nachdem die deutschen Truppen die dänische Grenze überschritten hatten, am 10. April 1940, wurden die dänischen Guthaben in den USA gesperrt. Schlag auf Schlag folgte die Blockierung jedes Landes, das durch Deutschland neu besetzt wurde. Es besteht kein Zweifel, dass diese Sperrmassnahmen von langer Hand vorbereitet waren und einen Teil der amerikanischen Politik gegenüber Deutschland bildeten. Amerika war damals noch neutral. Im Verlaufe des Jahres 1940 wurden ausser Dänemark, Norwegen, Holland, Belgien und Luxemburg auch die baltischen Staaten blockiert und zwar im Augenblick wo sie von den sowjetrussischen Truppen besetzt wurden. Später wurde die Blockierung auch auf die Balkanstaaten ausgedehnt[3].

---

1. *Cf. les circulaires du DPF rédigées sur la base de rapports de la BNS des 25 avril et 25 mai 1940* (E 2001 (D) 2/29).
2. *Cf. DDS, vol. 13, N^os 274, 280, 296 et 419.*
3. *Le Conseil fédéral décide aussi de bloquer des avoirs étrangers. Cf. DDS, vol. 13, N^os 336 et 352 et les* Mesures provisoires pour le règlement des paiements entre la Suisse et différents pays. *Extension à la Grèce et à la Yougoslavie (ACF du 13 mai 1941: RO, 1941, vol. 57, p. 541), à l'URSS (ACF du 25 juin 1941: idem, p. 723) et aux Indes néerlandaises (ACF du 20 mars 1942: RO, 1942, vol. 58, p. 277).*

Lange vor dem 14. Juni 1941 war durchgesickert, dass man im amerikanischen Schatzamt alles vorbereitet habe, um auch die Guthaben der europäischen Neutralen, die der Schweiz inbegriffen, zu sperren. So tauchte im November 1940 plötzlich die Meldung in der Presse auf, dass in den allernächsten Tagen die Sperre der schweizerischen Guthaben zu erwarten sei[4]. Derartige Nachrichten hatten natürlich immer wieder ihre Wirkungen auf die schweizerischen Börsen, und es setzte eine rückläufige Bewegung aus dem Dollar in den Schweizerfranken ein. Wer im Frühjahr 1940 aus Angst vor möglichen kommenden Ereignissen Dollars erworben hatte und auf dieses Geld in der Schweiz angewiesen war, suchte nun rechtzeitig die Dollars wieder in Schweizerfranken umzuwandeln, um sein Geld in der Schweiz zur Verfügung zu haben und es nicht einer allfälligen Sperre in Amerika auszusetzen. Es war offensichtlich, dass diejenigen Besitzer von Kapitalanlagen, die ihr Geld in einem Moment in Amerika liessen, wo die Schweiz von den durch Deutschland und die Achsenmächte kontrollierten Gebieten umklammert war, eben die Gefahr laufen mussten, unter Umständen auf Jahre hinaus nicht mehr über sie verfügen zu können. Die Nationalbank begrüsste diese Rückkehr in den Schweizerfranken zu Beginn der Bewegung sehr.

Am 14. Juni 1941 wurde der amerikanische Blockierungserlass auf die noch frei gebliebenen europäischen Staaten und damit auch auf die Schweiz ausgedehnt. Auch Russland wurde damals blockiert, doch dauerte die Sperre seiner Guthaben nur bis zum Ausbruch des deutsch-russischen Krieges. Unmittelbar nach der Sperre der schweizerischen Vermögenswerte in den USA beauftragte der Bundesrat Herrn Minister Bruggmann, bei der amerikanischen Regierung Verwahrung einzulegen. Am 16. Juni richtete das amerikanische State Department ein «Aide-mémoire»[5] an die Schweizerische Gesandtschaft, worin der schweizerischen Regierung und der Schweizerischen Nationalbank bekanntgegeben wurde, dass ihnen auf Gesuch hin vom amerikanischen Treasury Department eine spezielle Generallizenz zur Verfügung gestellt werde, sofern die Verpflichtung eingegangen werde, dass keine Transaktionen über sie abgewickelt würden, die den amerikanischen Freezingbestimmungen nicht entsprächen. Ein entsprechendes Gesuch wurde durch die Gesandtschaft eingereicht, und das amerikanische Schatzamt entsprach ihm am 20. Juni 1941. Die erteilte Generallizenz 50 ermächtigt die amerikanischen Banken unter gewissen Bedingungen, jede Operation mit der Schweiz durchzuführen, vorausgesetzt dass sie durch die Schweizerische Nationalbank oder durch den Bund veranlasst wird. Auch die Kantone wären an und für sich berechtigt, von der Lizenz Gebrauch zu machen. Das ist bisher nicht geschehen, weil die kantonalen Finanzdirektoren für die seltenen Geschäfte, die sie mit Amerika zu tätigen haben, sich der Vermittlung der Nationalbank bedienen.

Im Juli 1941, etwa ein Monat nach der Blockierung, kam eine Verständigung mit dem amerikanischen Treasury Department über die Abwicklung des Zahlungsverkehrs im Zusammenhang mit den Warenimporten und Warenexpor-

4. *Cf. DDS, vol. 13, N^os 354 et 422. Cf. aussi* E 2001 (D) 2/255 *et* 257.
5. E 2200 Washington 16/5.

ten zustande[6]. Sie besteht darin, dass die Distriktsverwaltungen der amerikanischen Federal Reserve Bank – die in den USA ungefähr die gleichen Funktionen wie bei uns die Schweizerische Nationalbank ausübt und die weitgehend mit der technischen Abwicklung der Freezingbestimmungen betraut ist – ermächtigt wurden, von sich aus Zahlungen zu bewilligen sobald deren Grundlage nachgewiesenermassen ein Warengeschäft mit der Schweiz ist.

Die schweizerischen Banken haben sich in jener Zeit darum bemüht, eine ähnliche Verständigung für den Finanzverkehr zu erreichen. Die Bemühungen blieben ergebnislos, einerseits weil die amerikanischen Behörden den schweizerischen Banken nicht das nötige Zutrauen entgegenbrachten, anderseits weil es die Schweizerische Nationalbank von vornherein ablehnte, blockierte Dollars aus dem Finanzverkehr zu übernehmen. Dagegen ist zwischen der Nationalbank und den Schweizerbanken am 24. September 1941 ein «Gentlemen's Agreement» geschlossen worden[7]. Die Schweizerbanken verpflichteten sich, die Dollars, die sie aus dem Export von Schweizerwaren von den Exporteuren übernehmen, für die Zahlung von Waren zu verwenden, die aus Dollarländern importiert werden. Die Nationalbank erklärt sich ihrerseits bereit, den Banken einen allfälligen Überschuss an Exportdollars abzunehmen, wogegen diese die Dollars bei der Nationalbank zu beziehen haben, wenn die Nachfrage nach Dollars für die Zahlungen von Importwaren grösser sein sollte als das Angebot an Dollars aus dem Export. Die auf diese Abmachungen gesetzten Hoffnungen verwirklichten sich jedoch nicht und zwar hauptsächlich deshalb, weil das Dollarangebot aus dem Export ständig grösser war als die Nachfrage für die Zahlung von Waren, die aus dem Dollarraum nach der Schweiz hereingebracht werden konnten. Im Jahre 1940 wurden beispielsweise Importe für 199 Millionen Franken aus den USA und Exporte für 140 Millionen Franken nach der gleichen Bestimmung getätigt. Es wurde also für 59 Millionen Franken mehr importiert. Im Jahre 1941 sank der Import auf 151 Millionen, der Export auf 108 Millionen Franken. 1942 stieg die Einfuhr wieder auf 235 Millionen, während die Ausfuhr auf 102 Millionen Franken zurückging. 1943 trat ein Wechsel ein, indem nur noch für 56 Millionen Franken importiert, dagegen für 153 Millionen Franken exportiert wurde. 1944 sank der Import sogar auf 21 Millionen Franken bei einem Export von 141 Millionen Franken. Der Anfall von Dollars aus Exporten war somit in den beiden letzten Jahren besonders gross, was denn auch zu den an anderer Stelle erwähnten Massnahmen zur Einschränkung des Dollaranfalles führte (Beilage 2).

Eine Massnahme, wie sie die Guthabensperre eines Landes darstellt, kann auf die gesamten Beziehungen zwischen den beiden in Frage stehenden Ländern nicht ohne Einfluss bleiben. Es hat auch in der Schweiz nicht an Stimmen gefehlt, die Repressalien verlangten. Solche Vergeltungsmassnahmen haben jedoch ihre eigenen Gesetze; man weiss zwar, von wo man ausgeht, nicht aber wohin man schlussendlich damit kommt. Der Bundesrat hat sich denn auch gehütet, gegenüber den USA einer Politik des Ressentiments Raum zu geben. Die Nationalbank hat ihrerseits von Anfang an in grosszügiger Weise weiterhin

6. E 2001 (D) 2/252.
7. E 2001 (D) 2/253.

Dollars übernommen und Schweizerfranken zur Verfügung gestellt. Von 1941 bis heute hat nicht nur die Amerikanische Gesandtschaft in Bern ihre gesamten Frankenbeträge bei der Nationalbank bezogen, sondern es mussten auch die Amerikaner in der Schweiz, die amerikanischen Journalisten, die amerikanischen Hilfswerke in Europa und teilweise sogar die Vertretung der amerikanischen Interessen in den Achsenländern mit Schweizerfranken finanziert werden.

Jede Sperre von ausländischen Guthaben hat eine Folge, die auf den ersten Blick überraschen mag: die Währung *des sperrenden Landes* wird nicht mehr gefragt. Diese Erfahrung konnte die Schweiz im Jahre 1941 machen, als sie die türkischen Guthaben in der Schweiz sperrte[8]. In gleicher Weise machte sie die amerikanische Regierung mit der Schweiz. Die Sperre hatte zur Folge, dass niemand mehr Dollars gegen Hingabe von Schweizerfranken suchte. So sah sich denn das amerikanische Schatzamt veranlasst, der schwedischen Nationalbank Dollars gegen Schweizerfranken zu verkaufen. Entsprechende Operationen scheinen auch mit Portugal gemacht worden zu sein. Schliesslich wandte sich das amerikanische Schatzamt an die Schweizerische Nationalbank und erbat von ihr gegen Abgabe gesperrter Dollars laufend Schweizerfrankenbeträge. Diese Transaktionen, die von der Nationalbank zu Lasten des Bundes ausgeführt wurden, sind in einer besondern Aufzeichnung zusammengefasst worden (Beilage 1). Die Verständigung mit dem amerikanischen Treasury Department hatte zunächst eine sichtliche Entspannung der Beziehungen zur Folge. Sie waren im Jahre 1944 durchaus freundlich. Dazu hat nicht zuletzt beigetragen, dass das Politische Departement im Jahre 1943 der Gesandtschaft in Washington einen besondern Finanzsachverständigen in der Person von Herrn J. Straessle, früher Generaldirektor der Schweizerischen Kreditanstalt in Zürich, zugeteilt hat. Er hatte aus persönlichen Gründen seit mehreren Jahren in Amerika gelebt und sich zur Übernahme dieser Funktion auf Ersuchen von Herrn Minister Bruggmann bereit erklärt[9].

Über den *Zweck* der amerikanischen Sperre ist zu bemerken, dass seinerzeit offiziell verkündet wurde, sie sei zum Schutze der Guthaben der von der Achse besetzten Länder erlassen worden. Das war zweifellos vorerst der Hauptgrund. Inzwischen ist aber eine Substitution des Grundes eingetreten, bzw. das Hauptgewicht hat sich auf andere, früher mehr im Hintergrund stehende Momente verschoben. Heute steht zweifellos die Intensivierung des Wirtschaftskrieges gegen Deutschland im Vordergrund der mit der Sperre verfolgten Ziele, wobei noch eine weitere Verschiebung auf das Problem des gestohlenen Eigentums besetzter Staaten bevorzustehen scheint. Es ist zudem nicht ausgeschlossen, dass nach dem Kriege die Wahrung der amerikanischen wirtschaftlichen und finanziellen Interessen einen grossen Raum in der Blockierung der europäischen Guthaben einnehmen wird.

Die *gesperrten Guthaben* der Nationalbank, des Bundes und der Privaten wurden im Jahre 1941 durch eine Enquête erfasst. Nach amerikanischen Anga-

---

8. *RO, 1941, vol. 57, II, pp. 847–850. Cf.* E 2001 (D) 2/316–317.

9. *De plus, un Directeur de la BNS, R. Pfenninger, est nommé Délégué de l'institut suisse d'émission aux USA, cf. la lettre de la DG de la BNS du 26 février 1943* (E 2001 (D) 2/252).

ben betrugen sie damals 1,48 Milliarden Dollars[10]. Auch wenn berücksichtigt wird, dass in diesem Betrag die Guthaben von Ausländern inbegriffen sind, die auf den Namen schweizerischer Banken in USA liegen, so muss doch als feststehend betrachtet werden, dass auf jeden Fall ein beträchtlicher Teil des schweizerischen Volksvermögens in den Vereinigten Staaten von Amerika liegt. Das Schicksal dieser Vermögenswerte hat die zuständigen Departemente und die Schweizerische Nationalbank in den letzten Jahren ständig beschäftigt. Erst seitdem das Verhältnis zum amerikanischen Treasury Department mit Hilfe der Frankenabgaben und durch ständige Kontakte verbessert werden konnte, war es auch möglich, sie in Washington zur Sprache zu bringen. Eine schriftliche verbindliche Erklärung liegt bis zur Stunde nicht vor und wird wohl auch in Zukunft nicht erhältlich sein, weil Amerika sich nicht für die Zukunft binden will, solange es im Kriege steht. Dagegen liegen mündliche Erklärungen vor, die in jüngster Zeit auch von Staatssekretär Stettinius im Zusammenhang mit der Pressekontroverse abgegeben wurden. Sie lauten durchaus befriedigend. Man hat amerikanischerseits wiederholt versichert, dass es nicht die Absicht der amerikanischen Regierung sei, die Guthaben des Bundes und der Nationalbank länger blockiert zu halten, als dies unbedingt nötig sei. Solange aber über die Möglichkeiten, die weiterhin für Deutschland bestehen würden, sich eventuell schweizerischer Guthaben in Amerika für seine Zwecke zu bedienen, keine Abklärung erfolgt sei, könne die Sperre nicht aufgehoben werden; in der Tat sind nur die Guthaben der mit den USA verbündeten Staaten wirklich frei. Anderseits ist aber klar, dass die Schweiz aus neutralitätspolitischen Gründen kein Abkommen mit Amerika über die Beteiligung der Schweiz an den amerikanischen Massnahmen des Wirtschaftskrieges gegen Deutschland treffen kann.

Es hat nicht an pessimistischen Prophezeihungen über das Schicksal unserer amerikanischen Guthaben gefehlt. So ist etwa der Vermutung Ausdruck gegeben worden, Amerika könnte sich veranlasst sehen, je nach dem Stand seiner eigenen Finanzen einen Teil der gesperrten ausländischen Guthaben zur Finanzierung seiner Kriegsanstrengungen heranzuziehen. Je stärker die schweizerischen Guthaben in Amerika anwachsen, desto grösser wird die Gefahr, dass sie eines Tages dazu dienen können, uns politisch unter Druck zu setzen. Es darf trotz dieser Gefahren nicht ausser acht gelassen werden, dass wir praktisch kaum die Wahl haben, ob wir die Dollarübernahmen weiterhin wie bis anhin handhaben oder aber einstellen wollen. Der Dollaranfall stammt in erster Linie aus dem Export, den zu erhalten es der Schweiz in den letzten Kriegsjahren gelungen ist. Die Beschäftigung der Arbeitnehmerschaft in der angestammten Exportindustrie, am gewohnten Standort, ist selbstverständlich jeder andern Form der Arbeitsbeschaffung weit überlegen. Sie erlaubt es, den Stamm der spezialisierten Arbeiter durchzuhalten bis wieder normale Arbeitsbedingungen eintreten. Es fehlt der Industrie keineswegs an Aufträgen aus den Dollarländern. Das Transferproblem kann sie aber nicht aus eigener Kraft lösen. Es ist dies eine Aufgabe, die stets der Nationalbank zugefallen ist, auch in Zeiten normaler Finanzbeziehungen mit dem Ausland. Wenn uns Dollars als Gegenwert

10. *Cf.* E 2001 (E) 1/386 *et* E 6100 (A) 25/2333.

der Exporte zufliessen, so sind das durchaus reale Werte. Die Vereinigten Staaten werden eines Tages währungspolitisch ausschlaggebend sein, und es ist nach der Wirtschaftskapazität dieses Landes nicht damit zu rechnen, dass der Dollar wesentlich an innerem Wert verlieren wird.

Es ist an dieser Stelle an die Kontroverse zu erinnern, die über die Dollarübernahme aus dem Export der Uhrenindustrie entstanden ist. Die Nationalbank hat sich veranlasst gesehen, für den Transfer aus Uhrenexporten eine Kontingentierung auf 8¼ Millionen Franken monatlich einzuführen[11]. Das Kontingent musste bekanntlich sehr bald verdoppelt werden und wurde im Zuge der vom Bundesrat am 27. Dezember 1944 beschlossenen Neuregelung auf 20 Millionen erhöht[12]. Der Uhrenexport nach den USA hat sich vervielfacht; Einzelheiten sind der in sich abgeschlossenen Beilage 2 zu entnehmen. Es wäre unklug, diese Entwicklung zu unterbinden, da die amerikanische Uhrenproduktion schon jetzt Anstrengungen macht, um die schweizerische Konkurrenz aus dem Felde zu schlagen. Würden wir selber Einschränkungen vornehmen, so gäben wir den amerikanischen Uhrenproduzenten das beste Argument in die Hand, um später die schweizerische Uhreneinfuhr in Amerika zu drosseln. Besonderer Aufmerksamkeit wert mag in diesem Zusammenhang der schweizerischerseits gehandhabte Begriff der «Dollarländer» sein. Ihre Liste ist recht ansehnlich. Die deutsche Presse hat einmal nicht ohne eine gewisse Berechtigung gesagt, dass ausser den USA fast alles «Dollarfluchtländer» seien. Diese möchten in der Tat in Dollars bezahlen, verlangen aber für ihre Exporte in die Schweiz Schweizerfranken, sodass keinerlei Kompensation stattfindet. Dies zu gestatten, ist für uns nicht möglich. Daher musste für die Ausfuhr anderer Waren als Uhren eine analoge Regelung eingeführt werden wie für den Uhrenexport. Gleichzeitig sind Massnahmen getroffen worden, damit die schweizerischen Importe aus den Dollarländern in Dollars bezahlt werden können.

Das Problem der Dollarübernahme für die *Warenausfuhr* kann heute als geregelt betrachtet werden, wobei allerdings immer wieder neue Probleme auftreten. So wurden seit Beginn dieses Jahres besonders von amerikanischen Einkaufskommissionen grössere Aufträge für die amerikanische Armee in Frankreich vergeben, worin die Gefahr einer starken Aufblähung des schweizerischen Exportes, gewissermassen eines Ausverkaufs, liegt. Das Korrektiv befindet sich aber im Vorbehalt der Landesversorgung; die Kriegswirtschaft sorgt dafür, dass keine Waren die Schweiz verlassen, die für die Landesversorgung nötig sind.

Die Schweizerische Nationalbank hat wiederholt auf die Gefahren hingewiesen, die in der Übernahme gesperrter Dollars und der Auszahlung von Schweizerfranken liegen. Der Status der Nationalbank weist in der Tat seit der Sperre der schweizerischen Guthaben in USA eine ständige Vermehrung des Noten-

---

11. *Cf. Table méthodique: II.9.2. Etats-Unis. Relations économiques.*

12. *PVCF N° 2337 du 27 décembre 1944,* E 1004.1 1/452.

Sur la préparation de cette décision, cf. E 2001 (E) 2/645 *et* 648; E 7110/1967/32/861.0.USA/1 *et* 861.0.International/973; E 6100 (B) 1972/96/240.2; E 7110/1973/135/18 *et* 31; E 7800/1/23. *Sur le «contingent Lambercier», cf.* E 7110/1973/135/56.

umlaufes auf. Die Nationalbank erinnert immer wieder daran, dass die Dollarübernahme im bisherigen Umfang nur tragbar sein werde, wenn es uns möglich sei, auch wieder genügend Waren in die Schweiz zu importieren, vorab aus Ländern, in denen in Dollars bezahlt werden kann.

Zu Beginn des Jahres 1944 wurde mit dem amerikanischen Treasury Department ein *Abkommen* getroffen[13], über das in der Beilage 1 nähere Angaben enthalten sind. Es brachte eine Stabilisierung des Dollarkurses im Verhältnis zum Schweizerfranken. Das war nur deshalb möglich, weil sich das Treasury Department verpflichtete, für die Bezahlung der Einfuhr schweizerischer Waren nur noch Bewilligungen zur Zahlung in Dollars zu erteilen und für Zahlungen anderer Art, namentlich für die amerikanischen Hilfswerke in Europa, die Bedürfnisse der diplomatischen und konsularischen Vertretungen usw., die Schweizerfrankenbewilligungen auf der Höhe der schweizerischerseits eingeräumten Schweizerfrankenkontingente zu halten. Solange das Treasury Department jedermann ohne weiteres die amerikanische Lizenz zur Zahlung von Importen in Schweizerfranken erteilte, war das Dollarangebot zu gross um absorbiert werden zu können. Der schweizerische Exporteur seinerseits suchte die Dollars möglichst bald zu irgendeinem Kurse zu verkaufen und berechnete den zu erwartenden Kursausfall in die Warenpreise ein. Das drohte binnen kurzem zu einer vollständigen Deroutierung des Dollarkurses in der Schweiz zu führen und indirekt auch unser eigenes Preisgefüge aus den Angeln zu heben. Durch die gegenseitigen Abmachungen war es möglich, diese Gefahr zu bannen. Immerhin würde auch heute noch der Dollarkurs rasch sehr tief sinken, wenn Bund und Nationalbank erklären würden, dass sie keine Dollars mehr zu übernehmen bereit seien. Dies wäre für das Treasury Department umso unangenehmer, weil auch Schweden und Portugal sich, was den Dollarkurs anbetrifft, nach dem schweizerischen Kurs richten, seitdem die Schweiz praktisch das einzige Land mit Goldwährung und freiem Kapitalverkehr ist. Mit Rücksicht auf die sehr grossen Dollarguthaben, die wir in USA besitzen sowie im Hinblick auf die späteren Beziehungen zu Amerika besteht kein Interesse, den Dollarkurs fallen zu lassen.

Was die *Kapitalerträgnisse* anbetrifft, hat die Nationalbank von Anfang an erklärt, dass sie sie nicht transferieren könne. Wer sein Vermögen in Amerika angelegt hat, kann daher die Zinsen nicht in die Schweiz überweisen. Die Haltung der Nationalbank ist auf Grund der vorstehenden Ausführungen, aus denen hervorgeht, dass sogar für die Übernahme der Exportdollars Einschränkungen getroffen werden mussten, ohne weiteres verständlich. Es wird gelegentlich das Beispiel *Schwedens* erwähnt, das den Inhabern amerikanischer Titel in gleicher Weise wie vor dem Kriege die Dollarerträgnisse abnimmt und in schwedischen Kronen ausbezahlt. Schweden befindet sich aber in einer ganz anderen Lage als die Schweiz. Seine Guthaben belaufen sich auf nur 516 Millionen Dollars, gegenüber 1,48 Milliarden der Schweiz. Ausserdem war Schweden von Anfang an viel eher geneigt, Dollars zu übernehmen, weil es schon vor dem Kriege die Devisenbewirtschaftung einzuführen gezwungen war und infolgedessen im Dollar eine willkommene Devise sah. Vor allem aber kann Schweden

13. *Cf. N° 104.*

die Dollars deshalb viel eher absorbieren, weil es der schwedischen Regierung, im Unterschied zu der schweizerischen, nicht möglich war, während des Krieges den Export nach den USA aufrecht zu erhalten. Während es uns in den Verhandlungen mit Deutschland gelang, die Gegenblockade zu durchbrechen und den Export nach Amerika zu steigern, hat Schweden seit der Wendung des Krieges im Jahre 1940 keine Exporte nach den USA mehr tätigen können, sondern nur noch nach neutralen überseeischen Ländern, zur Hauptsache nach Argentinien. Es hat dementsprechend einen viel geringeren Dollaranfall. Schweden hat übrigens am gleichen Tage wie die Schweiz eine Generallizenz erhalten, die der Generallizenz Nr. 50 in allen Teilen entspricht. Die Schwedische Reichsbank kann infolgedessen jeden Dollarbetrag in Amerika entgegennehmen und den Gegenwert in Schweden auszahlen. Wenn dies die Schweizerische Nationalbank nicht tut, so sind die Gründe verschiedener Natur. Abgesehen von den währungspolitischen Momenten, von welchen bereits die Rede war, trägt sie ein viel grösseres Risiko als die Schwedische Reichsbank und war bei der Übernahme von Dollarbeträgen immer sehr vorsichtig. Das rührt zum Teil auch daher, dass die Nationalbank über die Herkunft der ihr zur Übernahme angebotenen Guthaben und über die Interessen, die an ihnen bestehen, keinerlei Kontrolle ausüben kann. Umgekehrt erlaubt dies die schwedische Devisengesetzgebung, die seit langem eingeführt ist.

Von grösster Bedeutung ist der Umstand, dass die *amerikanische Gesetzgebung* in den Einschränkungen, die sie auferlegt, ausserordentlich weit geht. Die Nationalbank kann die Generallizenz 50 nur für den Bund, sich selber oder einen «Swiss national» anwenden. Darunter ist nicht etwa ein Schweizerbürger zu verstehen, sondern eine Person, die seit Kriegsausbruch ständig in der Schweiz war, nicht Angehörige eines kriegführenden Staates ist und seit dem 8. April 1940 nie in einem kriegführenden Staate Wohnsitz hatte oder sich aufhielt. Bei der Weitschichtigkeit dieser Bestimmungen und bei der Schwierigkeit der Feststellung der Tatbestände ist die Zurückhaltung der Nationalbank, die unbedingt eine Gefährdung ihres Prestiges vermeiden muss, verständlich.

Bei der bereits erwähnten Erhebung, die die amerikanischen Behörden im Jahre 1941 über die ausländischen Guthaben in Amerika vornahmen, wurde die grosse Zahl der auf den Namen schweizerischer Banken lautenden *Sammeldepots* und Sammelrechnungen als schweizerisch betrachtet. Diese übrigens von jeher im Geschäft mit Amerika üblichen Sammelkonten wurden erst im Jahre 1943 Gegenstand näherer Untersuchungen. Am 20. Oktober 1943 wurde die «General Ruling Nr. 17» erlassen, die vorschreibt, dass diese Sammelkonten in Zukunft ausgeschieden werden müssen und zwar entweder durch Angabe der Adresse des wirklichen Eigentümers oder aber durch Abgabe einer Erklärung durch die schweizerische Bank, dass das betreffende Guthaben effektiv schweizerisches Eigentum im Sinne der amerikanischen Gesetzgebung sei [14]. Als dritte Möglichkeit steht die Abgabe einer analogen Erklärung durch die Schweizerische Nationalbank auf Grund der Generallizenz 50 offen. Das amerikanische Schatzamt sähe es, wie uns schon lange bekannt ist, gerne, wenn die durch die General Ruling 17 in die Wege geleitete Ausscheidung von der

14. *Cf.* E 2001 (D) 2/252–253, E 2001 (E) 2/645.

Schweizerischen Nationalbank oder einem Bundesorgan übernommen würde. Schweden tut dies, d.h. die Schwedische Reichsbank prüft jede Operation, die für einen schwedischen Staatsangehörigen getätigt wird, daraufhin, ob sie nach der Generallizenz Nr. 49 möglich ist oder nicht. Sie übernimmt auf diese Weise einen Teil der Verantwortung für die Durchführung der amerikanischen Massnahmen. Die Schweiz wird ihrerseits zu prüfen haben, was in dieser Beziehung getan werden kann. Die Schwierigkeiten werden nicht gering sein. Die amerikanischen Embargovorschriften sind zum Teil nur sehr schwer vereinbar mit unserem «ordre public». So müssen etwa alle diejenigen Doppelbürger ausgeschlossen werden, die neben dem Schweizerbürgerrecht noch die deutsche oder italienische Staatsangehörigkeit besitzen. Personen, die auf den alliierten schwarzen Listen stehen, gelten als Feinde usw.

Eine Lockerung der Sperre tritt gegenüber der Ermöglichung der Wareneinfuhr aus den Vereinigten Staaten und den übrigen Dollarländern wesentlich an Bedeutung zurück. *Wenn die USA die Dollarsperre aufheben würden, ohne aber gleichzeitig die freie Wareneinfuhr in die Schweiz zu ermöglichen, so würde uns diese Massnahme gar nichts nützen. Erst im Moment, wo es möglich ist, für die sich anhäufenden Dollars Waren zu kaufen, beginnen diese für uns einen unmittelbaren und nicht nur einen potenziellen Wert zu besitzen.* Die Wareneinfuhr nach der Schweiz wird aber durch interalliierte Verständigung geregelt, wogegen die Blockierung der schweizerischen Guthaben eine rein amerikanische Angelegenheit ist. Es handelt sich also um Dinge, die, trotzdem sie für uns unmittelbar zusammenhängen, doch, was die beteiligten Länder und Organe anbetrifft, auf verschiedener Ebene liegen.

ANNEXE

E 2001 (E) 2/641

Rapport sur les relations financières et commerciales avec la «zone dollar»

Vertraulich Bern, 20. Februar 1945

DAS DOLLARPROBLEM IM WARENVERKEHR

I.

1. Durch die Executive Order (EO.) des Präsidenten der Vereinigten Staaten N° 8785 vom 14. Juni 1941 wurde die EO. N° 8389 vom 10. April 1940 auch auf die Schweiz ausgedehnt[15]. Diese letzterwähnte Verfügung, durch welche zuerst die dänischen und norwegischen Guthaben in den U.S.A. blockiert worden sind, war ursprünglich dazu bestimmt, Verfügungen der Besetzungsmacht über dänische und norwegische Guthaben in U.S.A. zu verhindern. Die gleichen Überlegungen gaben dann später Anlass zur Ausdehnung der EO. N° 8389 auf die übrigen von Achsentruppen besetzten Länder. Sowohl die EO. N° 8389 wie auch die EO. N° 8785 stützen sich auf ein Gesetz vom 6. Oktober 1917, worin dem Präsidenten der U.S.A. für Zeiten nationaler Notlage das Recht zuerkannt wird, Massnahmen auf dem Gebiete des Bankwesens zu ergreifen.

Die Ausdehnung des Embargos auf die Schweiz und die übrigen neutralen Staaten Europas erfolgte offensichtlich zum Zwecke:

15. *Cf.* E 2001 (D) 2/252.

a) der Verhinderung aller Transaktionen, die den Kriegsanstrengungen der Alliierten zuwiderlaufen könnten;

b) der Erfassung allen nominellneutralen, materiell aber feindlichen (auch Schwarzlistefirmen) Eigentums;

c) der Sicherung der Interessen der von Deutschland okkupierten Länder, d.h. der Verhinderung der Liquidation von Vermögenswerten, die durch Gewalt oder Eroberung in fremde Hand gekommen sind.

Durch die EO. N° 8785 vom 14. Juni 1941 wurden sämtliche Vermögenswerte, die in den Vereinigten Staaten liegen oder dort verwaltet werden und daran irgend welche Interessen (direkte oder indirekte Ansprüche) der Schweizerischen Eidgenossenschaft, der Schweizerischen Nationalbank oder von schweizerischen «Nationals» (schweizerische Staatsangehörigkeit oder Sitz, bzw. Wohnsitz in der Schweiz) bestehen, gesperrt.

2. Die Durchführung dieser Sperre obliegt dem Treasury Department in Verbindung mit der Federal Reserve Bank. Auf Grund von *General Licences* (für alle darin umschriebenen Fälle) oder auf Grund von *Special Licences* (für konkrete Einzelfälle) können trotz der Blockierung der schweizerischen Vermögenswerte Verfügungen vorgenommen werden. Dem Bund und der Nationalbank wurde einige Tage nach Erlass der EO. N° 8785 die General Licence N° 50 gewährt. Gestützt auf diese General Licence können Bund und Nationalbank Zahlungsaufträge ausführen, sofern diese Zahlungen nicht direkt oder indirekt einer Person zugute kommen, auf welche die General Licence nicht anwendbar ist.

Wäre die vom Treasury Department an Bund und Nationalbank erteilte General Licence N° 50 das einzige Instrument, mit dem der schweizerisch-amerikanische Zahlungsverkehr operieren dürfte, so müsste sich dieser Verkehr notwendigerweise bei der Nationalbank konzentrieren und alle andern Banken wären aus dem Zahlungsverkehr mit den Dollarländern ausgeschieden. Um dieser Entwicklung vorzubeugen, versuchte man von Anfang an, eine Regelung des Zahlungsverkehrs in einer Form zu finden, die einen möglichst grossen Teil aller Transaktionen der Inanspruchnahme der Nationalbank – und damit der General Licence N° 50 – entzieht. Für den Warenverkehr konnte eine erfolgreiche Lösung gefunden werden. Ende Juli 1941 ermächtigte das amerikanische Schatzamt die Distriktniederlassungen der Federal Reserve Bank, bei Transaktionen, die auf den *Warenverkehr* Bezug haben, den Anträgen der amerikanischen Importeure und Exporteure aus eigener Kompetenz zu entsprechen und innerhalb 48 Stunden auf Gesuch hin Special Licences zu erteilen. Mit dieser Massnahme wurden die schweizerischen Handelsbanken wiederum in den Dollarzahlungsverkehr eingeschaltet. Ausserdem hatte diese Massnahme zur Folge, dass Zahlungen im Warenverkehr (inklusive Nebenkosten) ohne grössere Schwierigkeiten wieder möglich wurden, es sei denn, dass es sich um ganz besondere Ausnahmefälle (Schwarzlistefirmen oder sonst verdächtige Firmen) handelt.

II.

1. Es ergibt sich aus den vorstehenden Ausführungen, dass das amerikanische Freezing sich nicht in so erschwerender Weise auf den Warenverkehr auswirkt, wie man es ursprünglich befürchtet hatte, wenn auch natürlich die Einholung der Special Licence für jede einzelne Transaktion mit Formalitäten und Kosten verbunden ist. Die den Warenverkehr betreffenden Schwierigkeiten haben ihren Grund vielmehr im Problem des Transfers, d.h. in der Übernahme der Dollars durch die Nationalbank und der Auszahlung des Frankengegenwertes in der Schweiz. Weder die amerikanischen Banken noch die amerikanische Regierung verfügen selbst über Bestände an Schweizerfranken. So oft es sich darum handelt, einen Dollarbetrag von Amerika nach der Schweiz zu transferieren, muss jemand gefunden werden, der bereit ist, Schweizerfranken für diese Dollars abzugeben. Praktisch ist aber ein privater Käufer für solche Dollarguthaben kaum mehr zu finden, so dass nur noch der Bund und die Nationalbank als Abnehmer der Dollars in Betracht kommen. Auf der andern Seite besitzen ausschliesslich der Bund und die Nationalbank die Möglichkeit, ihre Dollarguthaben in Gold umzuwandeln. Für private Dollarbesitzer ist eine solche Möglichkeit nicht gegeben.

Würden sich Importe und Exporte, d.h. Dollarzahlungsüberweisungen nach der Schweiz und

Dollarzahlungsaufträge aus der Schweiz ungefähr die Wage halten, so würde diese Sachlage zu keinen Schwierigkeiten führen; denn schon im September 1941 schloss die Nationalbank mit den privaten Banken ein Gentleman's Agreement ab[16]. Darnach wurden die Banken verpflichtet, Zahlungen nach U.S.A. für die Wareneinfuhr mit dem Dollaranfall aus Exporten nach U.S.A. zu kompensieren und die auflaufenden Spitzen wöchentlich mit der Nationalbank abzurechnen. Eine Verrechnung von Fehlbeträgen aus dem Warenverkehr mit eventuellen Zahlungen aus dem Finanzverkehr war somit den Banken nicht gestattet; allfällige aus dem Finanzverkehr entstehende Dollarengagements gehen ausschliesslich zu Lasten der schweizerischen Banken und können nicht auf die Nationalbank übertragen werden.

2. Die Schwierigkeiten im Zusammenhang mit dem Transfer der aus dem Warenverkehr stammenden Dollars in Schweizerfranken haben ihren Grund darin, dass

a) infolge der Blockadevorschriften, der kriegswirtschaftlichen Bestimmungen in U.S.A. und der Transportschwierigkeiten die Einfuhren aus U.S.A. in die Schweiz rapid zurückgegangen sind;

b) auf der andern Seite die schweizerischen Exporte nach U.S.A. gesamthaft wertmässig nicht unwesentlich gestiegen sind;

c) auch die meisten übrigen Staaten des amerikanischen Kontinents (sog. Dollarländer) die schweizerischen Exporte nur noch in Dollars bezahlen können; bei diesen Staaten besteht zwar die Bereitschaft, für ihre eigenen Exporte nach der Schweiz ebenfalls Dollars entgegenzunehmen, hingegen ist wegen der Blockade- und Transportschwierigkeiten der Import auch aus diesen Drittstaaten stark rückläufig;

d) neuerdings auch weitere Staaten, die nicht zu den Dollarländern gerechnet werden können, schweizerische Exporte nur noch in Dollars bezahlen wollen, ohne aber auf der andern Seite bereit zu sein, für ihre eigenen Exporte nach der Schweiz Dollars entgegenzunehmen (sog. Nicht-Dollarländer).

Was die Dollarländer anbetrifft, so kommt die unter den vorstehenden lit. a-c dargelegte Entwicklung in den folgenden Zahlen deutlich zum Ausdruck:

	U.S.A.		Sämtliche Dollarländer	
	Einfuhr	Ausfuhr	Einfuhr	Ausfuhr
	in Mio. Fr.		*in Mio. Fr.*	
1937	126	112	196	183
1938	125	91	192	155
1942	235	102	311	177
1943	56	153	211	256
1944	21	141	95	230

Dabei muss berücksichtigt werden, dass in den angegebenen Zahlen der schweizerischen Handelsstatistik die Werte franko Schweizergrenze ausgewiesen sind. Die Dollarzahlungen nach der Schweiz für schweizerische Exporte sind somit in der Regel um die Fracht- und Versicherungskosten bis zum Bestimmungsort (10–30%) höher als die durch die Handelsstatistik ausgewiesenen Exporte; die Dollarzahlungen für Importe dagegen sind um den Fracht und Versicherungsanteil, der bei den in Frage stehenden Massengütern oft ein Mehrfaches des eigentlichen Warenwertes im Ursprungsland beträgt, geringer als die in der Handelsstatistik aufgeführten Zahlen.

Die der Nationalbank nicht unbedenklich erscheinende Entwicklung wird auch durch die folgenden Zahlen illustriert:

	Juni 1941	Ende 1942	1943	1944
		in Mio. Fr.		
Goldbestand	2283	3565	4173	4554
Deckungsfähige Devisen	1303	57	67	101
Total	3586	3622	4240	4655
Notenumlauf	2115	2637	3048	3548

Zu der vorstehenden Tabelle ist allerdings zu bemerken, dass das Ansteigen des Bestandes an

16. *Cf.* E 2001 (D) 2/253.

Gold und deckungsfähigen Devisen nicht allein dem Dollarzahlungsverkehr belastet werden darf. Insbesondere stammt auch im Rahmen des Dollarzahlungsverkehrs der Dollaranfall nicht allein aus Exporterlösen, sondern zu einem beträchtlichen Teil auch aus der Befriedigung der Frankenbedürfnisse fremder Regierungen, aus Zahlungen im Zusammenhang mit humanitären Aufgaben, aus Unterstützungsleistungen usw.

3. Wenn auch die erhaltenen Dollars in Gold umgewandelt werden, so dass das Währungsrisiko ausgeschlossen ist, so erscheint diese Entwicklung der Nationalbank doch vor allem aus folgenden Gründen bedenklich:

a) *Rechtliche Gesichtspunkte:* Die Nationalbank ist gesetzlich gezwungen, den Gegenwert ihrer Verpflichtungen, soweit dies nicht durch inländische Aktiven gedeckt sind, in Form jederzeit greifbarer Devisenbestände im Ausland zu besitzen. Die in U.S.A. blockierten Goldreserven weisen diese Liquidität nicht mehr auf;

b) *Währungs- und preismarktpolitische Gesichtspunkte:* Die Frankenausschüttungen der Nationalbank, die gegen die Annahme blockierten Dollars, bzw. blockierten Goldes erfolgen vermehren die Geldmenge im Inland bei gleichzeitiger Abnahme der Gütermenge, was preissteigende Wirkung (allerdings gebremst durch die Preiskontrolle) haben kann.

Ohne zu diesen Befürchtungen, die speziell immer wieder von Seiten der Nationalbank geäussert werden, im einzelnen Stellung zu beziehen, ist zu erwähnen, dass vor allem dem letzterwähnten Argument ein gewisses Gewicht beizulegen ist; die unter lit. a erwähnte Befürchtung lässt sich auf Grund von Ermächtigungen, die der Bundesrat gestützt auf seine Vollmachten der Nationalbank erteilt, beschwichtigen.

4. Es ergibt sich aus den vorstehenden Darlegungen, dass entgegen den Erörterungen in der Öffentlichkeit eine allfällige Deblockierung der schweizerischen Guthaben in U.S.A. noch keine Besserung bringen würde; denn das amerikanische Freezing ist nicht die Ursache für die im Warenverkehr mit den Dollarländern aufgetretenen Schwierigkeiten. Praktisch bedeutet das amerikanische Freezing für den Warenverkehr nicht viel mehr als unerwünschte Komplikationen. Entscheidend für eine Besserung der Verhältnisse ist somit nicht die Auftauung der blockierten Guthaben, sondern die *Aufhebung, bzw. Milderung der Warenblockade*. Nur dann, wenn wieder in grösserem Umfange Waren aus Übersee in die Schweiz importiert werden können, wenn anstelle des einer Einbahnstrasse gleichenden Dollarzahlungsverkehrs mehr oder weniger wieder ein Ausgleich der Dollarzahlungen im Warenverkehr eintritt, ist eine Besserung der Situation zu erwarten. *Diese Überlegung führt zur Erkenntnis, dass in den Verhandlungen mit den Vereinigten Staaten nicht nur vom Standpunkt der Landesversorgung, sondern auch vom Standpunkt der Dollartransferverhältnisse und damit im Zusammenhang vom Standpunkt der Währungs-, Gold- und Preispolitik den auf dem Gebiete der Warenzufuhren möglichen Erleichterungen entscheidendes Gewicht zukommt.* Alle Versuche, unter den gegenwärtigen Verhältnissen, wo die Importe aus Übersee nur noch einen Bruchteil früherer Einfuhren betragen, den Folgen der einseitigen Entwicklung des Dollarzahlungsverkehrs entgegenzuwirken, bedeuten keine wirkliche Hilfe, und die von schweizerischer Seite aus mit Bezug auf den Dollartransfer ergriffenen Massnahmen vermögen nur, die Folgen in ihren extremen Auswirkungen etwas abzuschwächen.

Die Bemühungen, mit denen seit dem Jahre 1941 von schweizerischer Seite aus im Hinblick auf die Entwicklung dieser Transferverhältnisse eingesetzt worden ist, verfolgen 4 Zwecke, nämlich:
a) zu verhindern, dass Zahlungen für die noch möglichen relationgeringen Warenimporte aus Übersee auf andere Weise als mit den sog. «Export-Dollars» vorgenommen werden;

b) eine allzu grosse Exportexpansion (z.B. auf dem Gebiete der Uhrenausfuhr) zu verhindern;

c) den weiter oben erwähnten währungs-, gold- und preispolitischen Bedenken dadurch Rechnung zu tragen, dass der Dollartransfer, herrührend aus Exporten, teilweise durch die Industrie selbst finanziert werden muss in Verbindung mit der Kreditkapazität der privaten Banken und mit Hilfe gewisser Garantieleistungen des Bundes;

d) Dollarzahlungen, herrührend aus Exporten nach Ländern, die nicht zum eigentlichen Dollarkreis gehören und die auch nicht bereit sind, für ihre eigenen Exporte Dollars entgegenzunehmen (sog. «Nicht-Dollarländern»), nicht zur Regel werden zu lassen, sondern nur in Ausnahmefällen zu bewilligen.

III.

Eine erste Massnahme zur *Verhinderung der Überweisung von «Finanz-Dollars» zur Bezahlung von Warenimporten* bestand im Abschluss des oben erwähnten Gentleman's Agreement, durch welches die Banken verpflichtet wurden, zur Finanzierung von Importen nur noch solche Dollars zu verwenden, die von der Nationalbank dazu zugelassen werden (sog. «Export-Dollars»). Um die Innehaltung dieser Verpflichtung zu gewährleisten, wurde am 1. Februar 1942 angeordnet, dass Akkreditiveröffnungen in U.S.A.-Dollars oder Dollarzahlungen für Warenimporte nur noch gegen Vorweisung einer besondern von der Zentralstelle für die Überwachung der Ein- und Ausfuhr genehmigten «Dollargarantieerklärung» vorgenommen werden dürfen. Dadurch wurde es der erwähnten Zentralstelle ermöglicht zu kontrollieren, aus welchen Dollarbeständen die Importeure ihre Zahlungsverpflichtungen erfüllten.

Diese Regelung spielte aber nur in den Fällen, in denen privatrechtlich die Zahlungsverpflichtung des Importeurs auf U.S.A.-Dollars lautete. Eine Verpflichtung, Importe aus den «Dollarländern» ausschliesslich in Dollars zu bezahlen, bestand hingegen nicht; zur Bezahlung der Importe konnten vielmehr auch Schweizerfranken oder eine andere Währung verwendet werden. Es erwies sich deshalb als notwendig, über die Verwendung von «Export-Dollars» zur Bezahlung von Warenimporten umfassendere Vorschriften zu erlassen. Durch die *Verfügung N° 4 der Handelsabteilung vom 7. Dezember 1943*[17] wurde deshalb bestimmt, dass in Zukunft Einfuhrbewilligungen sowie Garantiezeugnisse für Waren aus den «Dollarländern» grundsätzlich nur noch erteilt werden, wenn der schweizerische Importeur vermittels der «Dollarzahlungsverpflichtung», welche an die Stelle der früheren «Dollargarantieerklärung» trat, gegenüber der Zentralstelle für die Überwachung der Ein- und Ausfuhr die Verpflichtung eingeht, die betreffende Ware einschliesslich der damit zusammenhängenden Nebenkosten mit «Export-Dollars» zu bezahlen. Zahlungen in Schweizerfranken oder in einer andern Währung wurden dadurch ausdrücklich ausgeschlossen.

Vervollständigt wurde diese Regelung schliesslich durch die *Verfügung N° 7 der Handelsabteilung vom 21. August 1944*[18] und durch die *Verfügung N° 8 vom 29. Dezember 1944*[19]. Diese Vervollständigungen betrafen die Liste der Länder, auf welche diese Regelung Anwendung findet («Dollarländer»). Ferner wurde präzisiert, dass die Dollarzahlungspflicht nicht nur bei Importen von Waren mit Ursprung in einem «Dollarland» gegeben ist, sondern auch bei Waren mit Ursprung in einem andern Land, sofern diese Waren in einem «Dollarland» gekauft worden sind, oder deren Gegenwerte nach einem «Dollarland» zahlbar sind.

Gegenwärtig wird geprüft, ob die Pflicht zur Unterzeichnung einer «Dollarzahlungsverpflichtung» auch auf jene Fälle ausgedehnt werden soll, in denen zwar die Ware weder aus einem «Dollarland» stammt, noch in einem «Dollarland» gekauft wird oder dorthin zahlbar ist, bei denen aber privatrechtlich die Zahlung von U.S.A.-Dollars zwischen dem schweizerischen Importeur und dem ausländischen Verkäufer vereinbart worden ist. In diesen Fällen besteht heute immer noch die Möglichkeit, «Finanz-Dollars» zu verwenden, was im Interesse der Dollarpolitik der Nationalbank vermieden werden sollte.

Die erwähnten Massnahmen haben dazu beigetragen, die von der Nationalbank befürchteten Rückwirkungen der geschilderten Situation des Dollartransfers etwas abzubremsen. Gestützt auf diese Regelung konnte die Nationalbank in den Jahren 1943 und 1944 insgesamt für rund 222 Mio. Fr. U.S.A.-Dollars an schweizerische Importeure zum offiziellen Kurs abgeben. Es kann kein Zweifel bestehen, dass ohne diese Zwangsmassnahme ein Grossteil der Wareneinkäufe mit «Finanz-Dollars» oder mit Schweizerfranken finanziert worden wäre. Auf der andern Seite darf allerdings auch nicht übersehen werden, dass diese Regelung sich verteuernd auf die schweizerischen Wareneinkäufe auswirkt. Wäre es den Importeuren gestattet, zur Finanzierung von Importen «Finanz-Dollars» oder Schweizerfranken zu verwenden, so kämen die Wareneinkäufe in Übersee wegen des Disagios auf den «Finanz-Dollars», bzw. wegen der Überbewertung des Schweizerfrankens auf den ausländischen Devisenmärkten bedeutend billiger zu stehen, was auf

17. *RO, 1943, vol. 59, pp. 950–951.*
18. *RO, 1944, vol. 60, pp. 541–543.*
19. *Idem, pp. 945–946.*

die schweizerische Preislage vermutlich nicht ohne Einfluss wäre. Auf der andern Seite hätte ein Verzicht auf die Pflicht zur Finanzierung von Importen mit «Export-Dollars» zur Folge, dass die blockierten Währungsreserven der Nationalbank nicht um diese Zahlungen vermindert werden können, wodurch die währungspolitischen und preis- und geldmarktpolitischen Befürchtungen der Nationalbank neuen Auftrieb erhielten.

IV.

Bezüglich der auf der *Exportseite* getroffenen Massnahmen können wir uns kurz halten, da diese Fragen den Bundesrat schon verschiedentlich beschäftigt haben.

1. In erster Linie ist die *Kontingentierung der Uhrenexporte nach den «Dollarländern»* zu erwähnen, die mit einem monatlichen Kontingent von 8,5 Mio. Fr. gemäss BRB vom 2. November 1943[20] mit Rückwirkung auf den 1. August 1943 in Kraft trat. Durch den gleichen Beschluss – und später noch ergänzt durch den BRB vom 17. Dezember 1943 – ist die Übernahme von Dollars, herruhrend *aus Exporten nach Iran, Irak und Arabien*, mit Wirkung auf den 1. Dezember 1943 auf 500 000 Fr. pro Monat beschränkt worden.

2. In der Folge erwiesen sich diese Kontingente als viel zu gering, um der Nachfrage in den Abnehmerstaaten zu genügen; auch aus Gründen der Arbeitsbeschaffung war es notwendig, diese Kontingente zu erhöhen. Das ist mit Wirkung auf den 1. März 1944 geschehen indem das für den Uhrenexport nach sämtlichen «Dollarländern» zur Verfügung stehende Kontingent auf 16,6 Mio. Fr. pro Monat erhöht wurde[21]. Auf den gleichen Zeitpunkt hin wurden dem Export nach Iran, Irak und Arabien, an welchem speziell die Textilindustrie interessiert ist, verschiedene Kontingente von insgesamt 4,5 Mio. Fr. pro Monat zur Verfügung gestellt. Hingegen wurden den von diesen Kontingenten profitierenden Exporteuren nicht mehr 100% der Dollargegenwerte in Franken ausbezahlt, sondern es wurden bestimmte Beträge auf das Sperrkonto I (40% bei der Uhrenindustrie; 75% bei den nicht traditionellen Exporten nach Iran, Irak und Arabien) und das Sperrkonto II (10% bei der Uhrenindustrie; 25% bei den nicht traditionellen Exporten nach Iran, Irak und Arabien) gutgeschrieben. Das Sperrkonto I untersteht bekanntlich einer Garantie des Bundes, wonach die darauf gutgeschriebenen Beträge spätestens nach 3 Jahren zur Auszahlung frei werden, so dass diese Gutschriften von den Banken bevorschusst werden können. Die Gutschriften auf dem Sperrkonto II gelten als Selbstbehalt des Exporteurs und werden nach Abzug gewisser Kosten und allfälliger Verluste erst dann frei, wenn die amerikanischen Freezingbestimmungen im Warenverkehr mit der Schweiz aufgehoben worden sind, bzw. wenn die Nationalbank für die in U.S.A. liegenden Dollar- und Goldguthaben wieder Verwendung hat. Um zu vermeiden, dass versucht wird, Exporte über diese Kontingente hinaus gegen Zahlung von Schweizerfranken zu tätigen, was angesichts des dünnen Frankenmarktes auf den ausländischen Devisenmärkten zu unerwünschten Dollarabwertungen, bzw. Frankenüberbewertungen hätte führen müssen, wurde es gleichzeitig den Uhrenexporteuren und den Exporteuren nach Iran, Irak und Arabien untersagt, als Gegenwerte ihrer Exporte Franken direkt von ihren Abnehmern entgegenzunehmen. Damit ist auch einem vom amerikanischen Treasury Department dringend geäusserten Wunsche entsprochen worden.

3. *Die neue Dollartransferregelung*, die auf den 1. Januar 1945 in Kraft getreten ist, ist vom Bundesrat in seiner Sitzung vom 27. Dezember 1944 beschlossen worden[22]. Es kann deshalb bezüglich aller Einzelheiten dieser Neuregelung auf jenen Beschluss sowie auf den Antrag des Volkswirtschaftsdepartements vom 21. Dezember 1944 verwiesen werden[23]. Die Regelung sieht im wesentlichen vor, dass inskünftig bei den Exporten sämtlicher Waren nach den «Dollarländern» die bisher für die Uhrenindustrie massgebliche teilweise Gutschrift der Exporterlöse auf die Sperrkonten I und II vorgenommen wird. Ausserdem kann inskünftig auf Grund von im Einzelfall zu erteilenden Bewilligungen auch bei Ausfuhren nach «Nicht-Dollarländern» die Dollarannahme

---

20. *Cf. N° 33 et annexe.*
21. *Cf. N° 96.*
22. *PVCF N° 2337,* E 1004.1 1/542.
23. E 7110/1967/32/861.0.USA/1.

Ausfuhr nach U.S.A. gemäss den Zahlen der schweizerischen Handelsstatistik

Pos.	Warenbezeichnung	1937		1938		1940		1942		1943		1944	
		Fr. 1000	q	Fr. 1000	q	Fr. 1000	q	Fr. 1000	q	Fr. 1000	q	Fr. 1000	q
	Total Nahrungsmittel:	9305	32962	11066	44850	8086	28147	180	376	442	1061	110	464
	davon:												
99b1/b3	Käse	8791	31035	10362	42247	6875	24169	152	318	335	619	—	—
103/103c	Konserven etc.	350	1167	463	1530	941	2815	18	8	—	—	—	—
114a/129b	Weine, Spirituosen	32	224	64	316	151	764	10	50	79	394	110	464
	Total Leder, Schuhe, Holz, Papiere etc.:	3214	8125	2532	5854	3235	4851	1280	582	2805	1479	2842	1188
	davon:												
172/173	Häute und Felle, roh	1082	4700	793	4649	837	2314	83	44	700	363	1032	536
193/201	Schuhe	835	376	831	328	1115	419	298	91	1162	328	1023	235
292/329	Papiere, Bücher, Broschüren etc.	1027	1832	690	706	1074	1994	691	344	729	642	669	266
	Total Textilwaren:	17572	8397	11732	5629	20400	7216	7621	1098	18972	3991	22694	4041
	davon:												
347/359	Baumwollgarne	201	210	50	85	76	65	6	6	—	—	—	—
360/376	Baumwollgewebe	5670	3135	3539	1841	6031	2732	561	118	787	97	1740	214
384/389	Baumwollstickereien	1751	729	1260	508	2286	551	1776	191	4308	359	4909	306
421	Leinenstickereien	586	51	637	83	1381	147	394	24	512	25	408	19
447a	Seidengaze	1886	66	1287	44	2172	73	2597	64	2453	54	2810	61
447b/448	Seiden-, Kunstseiden- und Zellwollgewebe	1547	409	1115	301	1423	217	266	21	628	47	3435	662
451	Seidenstickereien	17	1	18	1	29	2	7	—	115	23	1279	146
508a/b, 511	Hut- und Schuhgeflechte	3327	1914	2107	1449	4604	2429	1647	614	9249	3263	6629	2325
530/584	Konfektionswaren	1314	2162	853	213	686	158	259	33	704	97	1237	146
	Total mineralische Stoffe und Metallwaren:	10721	48733	7324	28658	4590	5098	1359	300	1286	390	990	183
	davon:												
638a/b	Edelsteine	258	1	228	1	834	4	816	1	605	1	457	1
747/760	Werkzeuge	720	275	409	132	1112	319	380	107	426	204	373	128
862/867	Aluminium und Aluminiumwaren	9325	46562	6133	25610	2059	4307	6	—	7	2	—	—

Ausfuhr nach U.S.A. gemäss den Zahlen der schweizerischen Handelsstatistik

Pos.	Warenbezeichnung	1937		1938		1940		1942		1943		1944	
		Fr. 1000	q	Fr. 1000	q	Fr. 1000	q	Fr. 1000	q	Fr. 1000	q	Fr. 1000	q
	Total Maschinen inkl. Automobile und Teile dazu, elektr. Anlasser etc.	4416	7350	3271	4139	4453	6377	799	1399	1151	1155	1340	870
	davon:												
884/888	Textilmaschinen	359	540	148	201	618	984	188	60	382	350	702	609
M 4	Dampfmaschinen	36	61	285	289	441	795	55	9	38	4	326	31
M 5	Krafterzeugungsmaschinen	599	1394	539	1089	352	681	—	—	—	—	118	128
M 6	Werkzeugmaschinen	1924	1846	1506	1234	1665	1392	31	3	182	71	52	36
M 7	Nahrungsmittelmasch.	569	1423	326	665	490	654	327	678	422	695	64	34
M 9	Andere Maschinen	341	1119	100	225	228	362	88	393	86	26	13	1
924c1/c2	Elektr. Anlasser etc.	212	94	166	74	88	50	—	—	—	—	—	—
			Stk.		Stk.		Stk.		Stk.		Stk.		Stk.
	Total Uhren:	50132	3466425	38845	2532550	71122	4198973	75205	3994442	113853	4798702	101040	3856042
	Total Apparate:	1740	1351	2215	1816	3561	2868	3569	1290	6209	3113	3907	1735
	davon:												
955 & 961/965	Grammophone, Musikinstrumente und Teile	854	1001	1332	1470	2813	2097	3200	1170	5131	2748	3026	1474
	Total Chemiewaren:	13583	25264	12740	29792	22252	16226	11670	5030	6657	1583	6818	1535
	davon:												
966/981	Pharmazeut. Prod.	1469	325	1429	331	5621	612	990	165	2760	102	1992	105
982/983	Parfümerie	1396	349	1184	219	2136	313	1963	179	1936	127	2058	128
1098	Anilinfarben	8151	5858	7750	5449	12711	6298	8254	3684	1451	743	2591	1085
1145	Quincailleriewaren	134	85	77	49	264	118	388	88	1210	197	975	151
Totalausfuhr nach U.S.A. in Mio. Fr. und q		112,3	145449	90,7	124773	139,9	72487	102,2	10242	152,8	18223	140,8	10198

gestattet werden, wobei deren Gegenwert zu 90% dem Sperrkonto I und zu 10% dem Sperrkonto II gutzuschreiben ist. In diesem Zusammenhang wurde auch das für die Uhrenausfuhr nach den «Dollarländern» massgebende Kontingent von 16,6 Mio. Fr. auf 20 Mio. Fr. pro Monat erhöht, und es wurden verschiedene Anpassungen hinsichtlich der Liste der sog. «Dollarländer» vorgenommen; insbesondere wurden Iran, Irak und Arabien von der Liste der «Dollarländer» gestrichen.

4. Auch während der Zeit, da der schweizerische Export nach den «Dollarländern» den Beschränkungen der deutschen Gegenblockade unterstellt war, konnte er gesamthaft gesehen wertmässig nicht nur aufrechterhalten, sondern sogar gesteigert werden. Mengenmässig ist die Ausfuhr allerdings mit Ausnahme der Uhren und einiger weniger anderer Positionen allgemein rückläufig geworden. Unter den gegebenen Umständen, wo sich die Ausfuhrmöglichkeiten nach dem europäischen Kontinent in katastrophaler Weise verringern und wo die in London bestehende Knappheit an Devisen- und Goldbeständen nicht dazu ermutigt, Hoffnungen bezüglich baldiger grösserer Bestellungen aus den Ländern der Sterling-Area zu hegen, kommt dem Export nach den «Dollarländern» sowie auch der nur in U.S.A.-Dollars zahlbaren Ausfuhr nach andern Staaten immer grössere Bedeutung zu. Aus den beiliegenden Statistiken über die Ausfuhren nach U.S.A. und den übrigen «Dollarländern» wird dies deutlich ersichtlich. Umso mehr erscheint es notwendig, darauf hinzuweisen, dass die im Dollartransfer angeordneten Massnahmen dem schweizerischen Export Beschränkungen auferlegen, die in vielen Fällen nicht leicht zu tragen sind. Bei den Exporten nach U.S.A. und den übrigen «Dollarländern» wirkt sich die Neuregelung im Sinne einer Verteuerung von 6–7,5% und bei den Exporten nach den «Nicht-Dollarländern» von 10–11% aus. Da bei vielen typischen schweizerischen Exportwaren die Konkurrenzverhältnisse auf dem ausländischen Markte, vor allem wegen der oft zu niedrigsten Preisen erfolgenden amerikanischen Angebote, immer angespannter werden, ist es den Exporteuren in manchen Fällen gar nicht möglich, die mit der neuen Transferregelung verbundenen zusätzlichen Kosten auf den ausländischen Kunden zu überwälzen. Bereits lassen Berichte, die aus Exporteurkreisen seit der Einführung der neuen Transferregelung eingegangen sind, erkennen, dass der Exporteur sich in manchen Fällen vor die Frage gestellt sieht, auf einen Export überhaupt zu verzichten oder sich im Interesse der Arbeitsbeschaffung mit Verlustpreisen oder zum mindesten mit der Tatsache abzufinden, dass einerseits zwar die üblichen Risiken übernommen werden müssen, andererseits aber auch im günstigsten Falle für einen angemessenen Gewinn kein Raum bleibt. *Auch von diesen Gesichtspunkten aus erscheint deshalb eine Lockerung der alliierten Warenblockade dringend erwünscht; denn nur wenn wieder in grösserem Ausmasse Wareneinkäufe in Übersee getätigt werden können, wird sich die geschilderte Transfersituation so entspannen, dass auf die Notlösung der Sperrkonten I und II wieder verzichtet werden kann.*

Gesamtausfuhr nach den Dollarländern

	in 1000 Fr.				
	1937	1938	1942	1943	1944
Kanada	15217	14738	13629	19455	17027
U.S.A.	112338	90739	102233	152803	140824
Mexico	9027	7258	9395	9827	10849
Guatemala	141	249	197	318	217
Honduras	104	63	56	112	126
Salvador	216	375	142	197	191
Nicaragua	106	112	41	87	132
Costa Rica	188	308	205	446	483
Panama	320	694	1040	3111	1826
Kuba	3330	4257	4583	7170	7461
Haiti	130	91	75	144	150
Dominik. Rep.	48	90	119	124	130
Porto Rico	9	26	2	1	1

	in 1000 Fr.				
	1937	1938	1942	1943	1944
Franz. Antillen	—	—	—	4	12
Kolumbien	3162	4117	3125	5165	3486
Venezuela	3305	4288	5709	6879	6669
Guayana	263	685	611	798	1275
Brasilien	15272	16576	22600	28815	23989
Uruguay	2734	2374	3842	6748	4508
Paraguay	135	411	110	158	265
Chile	2711	2893	4796	6139	3998
Peru	3120	2837	2908	5537	3789
Ecuador	1035	882	351	613	586
Bolivien	10078	997	1054	1297	1758
Total	182989	155060	176823	255948	229752

372

E 2001 (E) 2/555

Procès-verbal de la quatrième séance financière entre la Délégation alliée et la Commission financière suisse

Berne, 20 février 1945

Début de la séance: 10 h. 30.

Sont présents:

Du côté anglo-américano-français: MM. Currie, Schmidt, Ostrow, Bliss, Sullivan, Bloch et Vaidie.

Du côté suisse: MM. Gautier, Rappard, Reinhardt, Nussbaumer, Fuchss, Lachenal et Junod.

La séance est consacrée aujourd'hui à l'examen des problèmes que soulève l'application en Suisse de la Résolution VI de Bretton Woods.

M. Bliss suggère que l'on discute d'abord les propositions suisses et ensuite que l'on examine les questions sur lesquelles aucune proposition n'a encore été formulée.

a. *Problème des billets:*

La Délégation alliée s'étant étonnée que les mesures projetées à l'égard des billets étrangers ne s'appliquent qu'aux billets sterling, dollar et francs français, M. Gautier signale que les autorités fédérales ont pris langue avec le Chargé d'affaires d'Italie en Suisse, qui a laissé entendre qu'une interdiction du trafic des billets italiens ne serait pas accueillie très favorablement à Rome pour des raisons assez faciles à comprendre.

M. Gautier aborde ensuite la question des porteurs de bonne foi qui seront lésés par les mesures envisagées et demande si la Délégation alliée est prête à examiner une solution du problème.

M. Schmidt relève qu'en ce qui regarde les Etats-Unis, toutes dispositions ont été prises pour empêcher le trafic des billets dollar à l'étranger. Les autorités américaines ne reconnaissent pas de trafic. D'ailleurs, les porteurs de bonne foi ont eu l'occasion de renvoyer les billets qu'ils détenaient aux Etats-Unis il y a quelque temps déjà. Dès lors, il ne voit pas pourquoi les autorités américaines feraient une exception à leur politique en faveur de la Suisse. Tout au plus pourrait-on envisager de revenir sur la question après que la Suisse aura pris des mesures et que les Américains auront pu se convaincre qu'elles sont efficaces.

M. Bliss ne s'est pas prononcé sur la question. Quant à

M. Bloch, il a relevé que, en ce qui regarde les réfugiés porteurs de billets français, le problème n'est plus très aigu, puisque le Gouvernement français vient d'autoriser ceux-ci à rentrer au pays avec le même montant en billets que celui qu'ils transportaient à leur sortie de France.

b. *Application de la licence 50*

M. Bliss constate qu'il s'agit là d'une question qui intéresse avant tout le Gouvernement américain et le Gouvernement suisse. Cette affaire sera donc discutée entre les représentants de l'un et de l'autre au cours d'un lunch qui doit avoir lieu aujourd'hui même. Dès lors, la seule question d'intérêt général que soulève l'application de la licence 50, c'est l'organisation en Suisse d'une enquête sur les avoirs étrangers, seule mesure susceptible de donner une valeur quelconque à la ségrégation que l'on veut opérer aux Etats-Unis. Pour M. Bliss le contrôle des avoirs ennemis repose sur deux piliers: le blocage de ces avoirs et la détermination de leur importance. Le premier pas est fait, à quand l'enquête?

M. Rappard croit savoir que le Gouvernement fédéral a l'intention de procéder à une enquête, mais qu'il le fera de sa propre initiative.

M. Currie demande si cette enquête portera uniquement sur les avoirs bloqués ou sur tous les avoirs étrangers.

M. Rappard: elle sera probablement encyclopédique, c'est-à-dire, dans l'idée de l'orateur, qu'elle s'appliquera à tous les avoirs étrangers.

M. Schmidt s'étant enquis si les noms des propriétaires ennemis seraient divulgués, M. Rappard laisse entendre que les autorités suisses n'ont pas l'intention de se laisser jouer.

c. *Problème de l'or*

Pour *M. Schmidt et ses collègues* l'or allemand est par principe du looted gold. Dans ces conditions, la possibilité que la Banque Nationale veut se réserver de pouvoir encore acheter de l'or allemand à concurrence des besoins de francs suisses de la Reichsbank en Suisse enlève toute valeur pratique aux restrictions que notre institut d'émission a déjà imposées à sa politique de l'or. M. Schmidt suggère que la Banque Nationale suspende complètement ses achats d'or allemand.

M. Rappard relève qu'avant de poursuivre la discussion, il serait utile de préciser ce que les Alliés entendent par «looted gold».

M. Schmidt explique qu'à son sens doit être réputé looted gold tout or que les Allemands ont pris ou acheté dans les pays occupés.

M. Bliss précise que la politique des Alliés à l'égard de l'or tend à prévenir toute sortie d'or d'Allemagne, de façon que, quand les Alliés seront à Berlin, ils puissent mettre la main sur le stock d'or de la Reichsbank et le distribuer aux pays occupés pillés à titre de dédommagement. Cette explication n'est évidemment pas une définition du looted gold lequel est, dans l'idée de M. Bliss, tout or qui a fait l'objet d'un «act of dispossession».

M. Rappard soulève alors la question de savoir si l'or autrichien et tchèque doit être réputé looted gold. Aucun des interlocuteurs alliés ne se prononce clairement sur ce point. A en croire M. Bliss, l'or tchèque et l'or autrichien entrent dans la définition alliée de Looted Gold.

M. Bloch intervient pour relever que l'argument développé par M. Gautier, comme quoi les Allemands, vu le blocage de leurs avoirs, ne nous fourniront plus d'or, est extrêmement fort, à condition bien entendu que le blocage de l'or allemand soit effectif.

M. Gautier rétorque que le blocage aura probablement pour effet d'interrompre pratiquement nos rapports économiques avec l'Allemagne. Il n'est pas exclu, toutefois, que les Allemands continuent à nous offrir de l'or pour acquitter certaines de leurs obligations en Suisse (paiement de revenus, Stillhalte, etc., etc.). Il est évidemment difficile de refuser à la Reichsbank de reprendre l'or qu'elle est prête à offrir en invoquant l'argument de M. Bliss selon quoi cet or doit rester en Allemagne à la disposition des Alliés. On ne peut pas attendre de la Banque Nationale Suisse qu'elle se fasse le champion de la politique alliée à l'égard de l'or allemand.

M. Schmidt relève alors que si la Suisse persiste à reprendre de l'or allemand, elle risque fort de ne pouvoir l'écouler dans le monde, vu l'engagement pris par les Nations Unies de ne pas accepter d'or provenant de pays qui n'ont pas rompu avec l'Axe, sans s'être assurées qu'il ne s'agit pas d'or volé.

M. Gautier répond que la Suisse a fait tout ce qu'elle pouvait pour éviter qu'on ne lui vende de l'or volé. D'ailleurs, la Banque Nationale dispose de très forts montants d'or aux Etats-Unis qui lui suffiront largement à financer ses importations d'après-guerre. En outre, la Suisse a intérêt à recevoir de l'or allemand, autant que celui-ci serve à payer les engagements de l'Allemagne envers notre pays. Enfin, la question de savoir ce qu'on entend par «looted gold» n'est absolument pas éclaircie. La convention de La Haye de 1907 précise ce qu'on doit entendre par biens pillés, et dans cette définition le produit de réquisition n'est pas considéré comme du pillage. Il semble que la délégation aille plus loin dans ses revendications: il faudrait savoir jusqu'où.

M. Rappard relève que ni le Gouvernement américain, ni le Gouvernement britannique n'ont dénoncé la convention de La Haye et que, dans ces conditions, la Suisse est en droit d'admettre que les définitions contenues dans cette convention lient également ces deux Gouvernements.

M. Schmidt désirerait savoir quelles mesures la Suisse se propose de prendre pour identifier l'or pillé.

M. Gautier dit qu'il est difficile de prendre des mesures aussi longtemps que nous ignorons s'il y a de l'or pillé en Suisse et qu'aucune plainte ne nous a été présentée. Nous attendons avec intérêt des précisions de la part des Alliés à ce sujet.

M. Schmidt cite alors le cas d'un wagon d'or italien qui serait passé en Suisse l'automne dernier.

M. Gautier résume à grands traits l'historique de ce convoi d'or et explique que cette livraison devait servir de remboursement partiel d'un emprunt consenti à l'Italie par la Suisse [1].

M. Nussbaumer, à son tour, expose qu'autant qu'il le sache, les opérations d'or faites par des particuliers en Suisse sont extrêmement minimes. Il y a certes des gens qui possèdent de l'or chez eux, mais en général il ne s'agit pas de quantités énormes.

M. Schmidt suggère que, si une enquête est faite, l'on décrète que tous les montants supérieurs à une somme donnée devraient être annoncés. Cette somme devrait être fixée assez bas pour que les gens ne soient pas tentés de se taire.

M. Rappard déclare que dans les milieux auxquels il appartient les gens ne possèdent pas d'or en général, car ils ont estimé par patriotisme qu'il serait inélégant de constituer des réserves en vue d'une invasion éventuelle de la Suisse.

M. Bliss, répondant à une remarque de M. Gautier, fait part de l'étonnement des Gouvernements anglais et américain à l'égard du silence que la Suisse a observé envers l'aide-mémoire allié concernant l'or. Tant qu'aucune réponse ne sera parvenue, positive ou négative, ce silence sera un obstacle à la signature d'un agreement financier [2].

M. Gautier rétorque que le blocage aura probablement pour effet d'interrompre pratiquement nos rapports économiques avec l'Allemagne. Il n'est pas exclu, toutefois, que les Allemands continuent à nous offrir de l'or pour acquitter certaines de leurs obligations en Suisse (paiement de revenus, Stillhalte, etc. etc.). Il est évidemment difficile de refuser à la Reichsbank de reprendre l'or qu'elle est prête à offrir en invoquant l'argument de M. Bliss selon quoi cet or doit rester en Allemagne à la disposition des Alliés. On ne peut pas attendre de la Banque Nationale Suisse qu'elle se fasse le champion de la politique alliée à l'égard de l'or allemand.

M. Schmidt relève alors que si la Suisse persiste à reprendre de l'or allemand, elle risque fort de ne pouvoir l'écouler dans le monde, vu l'engagement pris par les Nations Unies de ne pas accepter d'or provenant de pays qui n'ont pas rompu avec l'Axe, sans s'être assurées qu'il ne s'agit pas d'or volé.

M. Gautier répond que la Suisse a fait tout ce qu'elle pouvait pour éviter qu'on ne lui vende de l'or volé. D'ailleurs, la Banque Nationale dispose de très forts montants d'or aux Etats-Unis qui lui suffiront largement à financer ses importations d'après-guerre. En outre, la Suisse a intérêt à recevoir de l'or allemand, autant que celui-ci serve à payer les engagements de l'Allemagne envers notre pays. Enfin, la question de savoir ce qu'on entend par «looted gold» n'est absolument pas éclaircie. La convention de La Haye de 1907 précise ce qu'on doit entendre par biens pillés, et dans cette définition le produit de réquisition n'est pas considéré comme du pillage. Il semble que la délégation aille plus loin dans ses revendications: il faudrait savoir jusqu'où.

M. Rappard relève que ni le Gouvernement américain, ni le Gouvernement

1. *Cf. N° 332.*
2. *Cf. N°s 221, 301, 379, 390 et 402.*

britannique n'ont dénoncé la convention de La Haye et que, dans ces conditions, la Suisse est en droit d'admettre que les définitions contenues dans cette convention lient également ces deux Gouvernements.

M. Schmidt désirerait savoir quelles mesures la Suisse se propose de prendre pour identifier l'or pillé.

M. Gautier dit qu'il est difficile de prendre des mesures aussi longtemps que nous ignorons s'il y a de l'or pillé en Suisse et qu'aucune plainte ne nous a été présentée.

[...][3]

ANNEXE

E 2801/1967/77/2

Le Directeur général de la Société de Banque Suisse, A.C. Nussbaumer, au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, W. Stucki

L Bern, 20. Februar 1945

An der heutigen Sitzung der Finanzkommission für die Verhandlungen mit den Alliierten, zu der ich erstmals eingeladen wurde, stellte Herr Currie die Anfrage, ob die schweizerische Regierung bereit sei, im Anschluss an die Sperrung der deutschen Guthaben, eine Erhebung über die Vermögenswerte sämtlicher ausländischer Staaten zu veranstalten, und ob die schweizerische Regierung sich diesbezüglich die Namen der Begünstigten geben lassen werde.

Zu meiner grossen Beunruhigung gab Herr Professor Rappard im Namen der schweizerischen Regierung die Erklärung ab, wonach die schweizerischen Behörden bereits eine solche Erhebung in Aussicht genommen haben; inbezug auf die Namensnennung sei jedoch noch kein Beschluss gefasst worden.

Da ich von diesem Beschluss erst in der heutigen Sitzung Kenntnis erhielt und aus begreiflichen Gründen in Gegenwart der alliierten Vertreter keine gegenteilige Stellung einnehmen konnte, ist es meine Pflicht diesbezüglich im Namen der Schweizerischen Bankiervereinigung alle Vorbehalte zu machen. Abgesehen von verschiedenen, anderen Gründen die gegen eine solche Massnahme sprechen bin ich persönlich der Auffassung, dass eine Erhebung über sämtliche ausländischen Vermögenswerte die, um vollständig zu sein, durch öffentlichen Aufruf zu erfolgen hätte in den meisten Ländern grosse Unruhe hervorrufen würde und schwere Gefahren für die Stellung der Schweiz als internationaler Kapitalmarkt zur Folge haben müsste.

In Anbetracht der Tragweite dieser Frage glaube ich, dass eine Vertretung der Schweizerischen Bankiervereinigung sobald als möglich zu einer Sitzung eingeladen werden sollte, damit dieselbe zu diesem wichtigen Problem Stellung nehmen kann.

Für Ihren baldigen Entscheid wäre ich Ihnen sehr zu Dank verpflichtet; ich bleibe vorderhand in Bern und bin im Hotel Bellevue oder auf der Nationalbank zu erreichen[4].

---

3. *La discussion se poursuit au sujet de la «looted property», c'est-à-dire sur la volonté des Alliés de voir la Suisse collaborer à la récupération des biens volés par l'Axe et à leur remise à leurs propriétaires légitimes. Enfin, la question du blocage des avoirs japonais, roumains, bulgares et finnois est discutée.*

4. *Cf. la réponse de W. Stucki du 23 février et la duplique de Nussbaumer du 26 février 1945* (E 2801/1967/77/2).

Estimant que le secret bancaire et la place financière suisses sont gravement menacés, l'ASB adresse le 24 février une requête au Conseil fédéral (*Cf.* E 2001 (E) 2/642, E 6100 (A) 25/2329, E 7110/1967/32/821. USA/2).

373

E 2001 (E) 2/652

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, W. Stucki[1], *à la Direction générale de la Banque nationale*

Copie
L

Berne, 21 février 1945

Nous revenons sur votre lettre du 8 février 1945[2], concernant l'inclusion éventuelle de l'Argentine dans le bloc dollar.

La Légation de Suisse à Buenos Aires nous a fait savoir à ce sujet que les autorités argentines, qui disposent de grandes quantités de dollars inutilisés, seraient probablement enchantées de pouvoir les affecter à des paiements financiers ou commerciaux en Suisse, en éliminant un trafic triangulaire.

Au point de vue du trafic commercial entre notre pays et l'Argentine, la substitution du dollar au franc soulève en outre la question de prestige et celle des entraves qui résulteraient pour les échanges du fait de l'application à l'Argentine des contingents régissant nos exportations destinées aux pays appartenant au bloc dollar.

Ce sont là les aspects de la question envisagés au point de vue argentin. Si l'on se place au point de vue suisse, le fait d'englober l'Argentine dans le bloc dollar aurait l'inconvénient majeur, outre les nouvelles charges qui en découleraient pour la Confédération, de supprimer pratiquement les transferts en faveur des créanciers financiers. Après les gros sacrifices que ceux-ci ont dû consentir pour leurs revenus provenant des titres d'autres pays sud-américains, cette mesure les toucherait durement et serait certainement mal comprise.

Nous sommes donc très surpris que vous envisagiez une mesure susceptible de porter un tel préjudice aux créanciers financiers suisses, sans nous informer de vos intentions. Nous vous serions dès lors très obligés de nous tenir au courant, ainsi que la Division du Commerce, des décisions que vous entendez prendre dans ce domaine[3].

---

1. *La lettre a été rédigée par J.-P. Jéquier, de la SCIPE de la DAE du DPF.*
2. *Non reproduite.*
3. *Une copie de cette lettre a été remise à la DC du DEP, pour son information. A cette époque, les créanciers financiers suisses sont aussi touchés par les mesures frappant les entreprises allemandes en Argentine. A ce sujet, la Légation de Suisse à Buenos Aires avait adressé le 12 février 1945 le télégramme suivant au DPF:* Numéro 38. Les mesures contre les entreprises allemandes en Argentine s'aggravent et tendent à leur liquidation et reprise par des mains argentines, comme nous le confirma confidentiellement le Commissaire ad hoc du Gouvernement. Ce dernier laissa entrevoir qu'il nous posera officiellement la question de savoir si Siemens Schuckert, Thyssen Lametal, Merck et Schering sont réellement suisses comme elles le prétendent ainsi que nous vous avions informés par notre lettre en route concernant Ingénieur Jenny. Sauf instructions contraires de votre part, répondrons négativement malgré l'existence de holdings enregistrées en Suisse. Au cas vous estimeriez que intérêts suisses sont indirectement touchés, pour-

rions éviter négative catégorique en suggérant au Commissaire de se faire donner des exposés écrits apportant la preuve de la nationalité suisse et de nous les soumettre pour être examinés par vous. Nous ajoutons à ce propos que nous efforcerons d'éviter nationalisation par enchère et faire adopter solution consistant cession entreprise à groupe offrant les meilleures garanties pour le bon fonctionnement afin de ne pas entraver la participation éventuelle de capitaux suisses à certaines des sociétés qui seraient constituées à cet effet. Secrètement informe Intérêts déjà partiellement renseignés (E 2001 (E) 1967/113/467).

374

E 5795/339

Le Président de la Délégation suisse pour les Négociations économiques avec les Alliés, W. Rappard, au Chef de l'Etat-Major personnel du Général H. Guisan, B. Barbey

L Berne, 22 février 1945

Mon cher Colonel,

Permettez-moi de vous remercier de votre aimable envoi et des deux pièces que vous avez bien voulu me faire tenir [1]. Je les garde dans mes dossiers pour mon information personnelle, tant que je ne saurai pas que vous les destinez à un autre usage.

Puis-je vous dire combien a été forte et heureuse l'impression que M. Currie a rapportée de votre réception et notamment de sa conversation avec le Général [2]. Par la clarté et la netteté de ses déclarations autant que par sa personnalité même, il a fortement imposé à notre partenaire d'outre-mer. Je suis particulièrement reconnaissant au Général de la force avec laquelle il a bien voulu souligner l'importance vitale pour notre pays du maintien de notre neutralité constitutionnelle.

Le seul point de l'entretien qui m'a causé quelque embarras en tant qu'interprète est celui relatif à l'action du Maréchal Kesselring dans l'Italie du Nord. Si je le mentionne, c'est uniquement pour votre information en vue d'autres conversations du même ordre que le Général pourrait avoir avec d'autres de nos partenaires alliés. Voici de quoi il s'agit:

Au cours de nos pourparlers, nous nous heurtons chez ces derniers à la volonté d'obtenir de nous la cessation de tout trafic à travers le Gothard. Nous avons cru pouvoir leur donner satisfaction en bloquant le transit de charbon Nord-Sud. Vous connaissez sans doute nos arguments à ce propos, mais nous tenons essentiellement, pour le moment tout au moins, au maintien de notre liberté de décision en ce qui touche au transit Sud-Nord. Or, lorsque M. Currie a demandé au Général comment il s'expliquait la persistance de l'armée Kessel-

1. *Non reproduites.*
2. *Contrairement à la décision du Conseil fédéral du 9 février 1945, le Chef de la Délégation américaine a été reçu par le Général; sur cette réception, cf.* E 27/12960.

ring dans le nord de l'Italie, le Général a répondu qu'il s'agissait pour les Allemands de piller tout ce qu'ils pouvaient emporter du territoire occupé pour en faire bénéficier ses compatriotes transalpins.

Je ne crois pas que M. Currie ait relevé la chose pour en faire état dans les pourparlers, mais si d'autres interlocuteurs Alliés du Général revenaient à la charge au même propos, il serait opportun de ne pas exprimer d'avis à ce sujet dont ils pourraient tirer parti contre nous.

Je n'exagère nullement l'importance de ce petit accident dont le Général ne porte du reste pas la moindre responsabilité; mais puisque votre aimable envoi m'a fourni l'occasion de vous écrire deux mots, j'ai jugé utile de vous faire connaître ce détail. Si vous deviez en parler au Général, je vous prie de vouloir bien lui dire en mon nom combien je lui ai été reconnaissant de sa réception et combien a été favorable l'impression produite par lui sur le Chef de la Délégation américaine.

Assuré que vous ne vous méprendrez pas sur les sentiments qui m'ont inspiré ces lignes hâtives, je vous prie, mon cher Colonel, de présenter tous mes hommages au Général Guisan et d'agréer mes meilleurs souvenirs.

375

E 5795/151

Le Chef du Département militaire, K. Kobelt,
au Chef du Département politique, M. Petitpierre

Copie
L

Bern, 22. Februar 1945

Auf Ihre Zuschrift vom 20[1]. dies beehren wir uns, Ihnen folgendes auszuführen:

1. Der Bundesrat fasste am 31.1.34[2], also ungefähr 1 Jahr nach der Machtergreifung des Nationalsozialismus in Deutschland, angesichts eines Gesuches des Fürstentums Liechtenstein einen Beschluss betreffend die Bewachung der Zollgrenze zwischen dem Fürstentum Liechtenstein und dem Vorarlberg. Nach diesem Beschlusse hat die schweizerische Grenzwache das Forcieren der Zollgrenze gegen den Willen der Zollverwaltung zu verhindern. Dagegen sei es in erster Linie Aufgabe der liechtensteinischen Polizeiorgane, das gewaltsame Eindringen von Personen zum Zwecke der Anstiftung von Unruhen oder zur Entführung von Personen zu verhindern. Schweizerisches Grenzwachtpersonal kann diese Polizeiorgane darin unterstützen. Die liechtensteinische Regierung muss die Folgen dieser Intervention ausdrücklich übernehmen.

---

1. *Dans sa lettre du 20 février* (E 5795/151), *le Chef du DPF informe le Chef du DMF de l'inquiétude des autorités du Liechtenstein qui demandent que le Conseil fédéral renforce la surveillance et le contrôle de la frontière et suggèrent que des militaires suisses y participent. Les responsables de la Division des Affaires étrangères du DPF répondent de manière compréhensive mais évasive à cette démarche du Liechtenstein.*
2. *Cf. DDS, vol. 11, N° 7.*

Bei innern Unruhen des Bandes fällt eine solche Unterstützung durch die schweizerische Grenzwache ausser Betracht.

Dieser Beschluss wurde der liechtensteinischen Regierung mitgeteilt und sollte nach dem Bundesratsbeschluss im Einvernehmen mit der liechtensteinischen Regierung der damaligen österreichischen Regierung mitgeteilt werden.

2. Da inzwischen Deutschland in den Krieg getreten ist und nach dem Misserfolg in Russland damit zu rechnen war, dass Zivil- oder militärische Flüchtlinge auf liechtensteinisches Gebiet übertreten könnten, wurde eine im Einvernehmen unter den beteiligten Bundesinstanzen aufgesetzte Weisung der Oberzolldirektion an die Zollkreisdirektion Chur zuhanden des Grenzwachkdo in Chur betreffend das Vorgehen der in Liechtenstein stationierten Grenzwachtmannschaft bei Angriffen von Flüchtlingen oder Truppen auf die liechtensteinische Grenze vom 30.6.43 erteilt[3].

Durch diese Weisungen wird der Bundesratsbeschluss vom 30.1.34 näher präzisiert. Die wesentlichste Bestimmung lautet:

«Die Verhinderung von Verletzungen des liechtensteinischen Hoheitsgebietes ist in erster Linie Aufgabe der liechtensteinischen Polizeiorgane. Das schweizerische Grenzwachtpersonal kann diese auf Ansuchen hin unterstützen, sofern es sich um das gewaltsame Eindringen von Banden handelt. Gegenüber Truppen leisten die Grenzwächter keinen Widerstand. Bei einem Angriff oder Einmarsch von Truppen ziehen sich die Grenzwächter hinter die schweizerische Landesgrenze zurück.»

Alsdann wird der Begriff «Truppen» näher umschrieben.

3. Am 4.1.45[4] hat sich der Bundesrat erneut mit der Angelegenheit befasst, als mit der Möglichkeit gerechnet werden musste, dass Deutschland den hintern Rand seines Alpen-Reduits entweder an die deutsch-liechtensteinische oder die liechtensteinisch-schweizerische Grenze verlegen könnte. Er erteilte den Weisungen des Oberzollinspektors seine formelle Genehmigung.

4. Aus dem Vorstehenden geht eindeutig hervor, dass die Schweiz einen militärischen Widerstand auf liechtensteinischem Gebiet nicht zu leisten gewillt ist, sondern eine militärische Abwehrfront erst an der liechtensteinisch-schweizerischen Grenze aufnimmt. Nicht einmal die Grenzwachtmannschaften werden auf liechtensteinischem Gebiet gegen fremde Truppen eingesetzt. Eine Unterstützung der Grenzwache durch schweizerische Truppen wurde nie ins Auge gefasst. Wir haben die neue Lage mit dem General besprochen und sind übereinstimmend der Auffassung, dass auch unter den heutigen Verhältnissen von der bisherigen Regelung nicht abgegangen werden sollte. Es geht nicht an, unser Land in den Krieg verwickeln zu lassen, dadurch, dass einem allfälligen Handstreich deutscher militärischer Organisation durch unsere Grenzwache mit oder ohne Unterstützung durch schweizerische Truppen, ausserhalb unseres Landes bewaffneter Widerstand entgegengesetzt würde. Dazu fehlen nicht nur die rechtlichen, sondern auch die militärischen Voraussetzungen.

Die von Ihnen dem Vertreter der liechtensteinischen Regierung abgegebene Erklärung, wonach die liechtensteinische Regierung die Gewissheit haben

---

3. *Non reproduit.*
4. E 1004.1 1/453.

dürfe, dass Bern die Frage einer allfälligen Verstärkung der Grenzwache durch schweizerische Truppenteile nicht aus dem Auge verliere und *sich für alle Eventualitäten bereit halte*, weicht nun aber von der bisherigen Haltung des Bundesrates und der Auffassung des Militärdepartements und des Generals wesentlich ab. Es scheint uns auch nicht angängig zu sein, die Regierung Liechtensteins in einem falschen Glauben zu belassen.

Wir bitten Sie, diese Angelegenheit dem Bundesrate vorzulegen.

376

E 5795/339

Le Général H. Guisan
à l'Attaché militaire près la Légation
des Etats-Unis d'Amérique à Berne, B.R. Legge

Copie
L Par exprès

Quartier Général de l'Armée, 22 février 1945

Les bombardements aériens du territoire suisse qui se sont produits aujourd'hui me causent un pénible étonnement. S'ils peuvent s'expliquer dans une certaine mesure par des confusions quand ils atteignent nos localités d'extrême frontière, comme Stein am Rhein ou Rafz, ils sont inexplicables et inexcusables lorsqu'il s'agit d'un village comme Valz, situé dans le canton des Grisons, profondément à l'intérieur du territoire.

De même, la fréquence des violations de notre espace aérien au cours de ces derniers jours, en dépit d'une visibilité excellente, dénote un sans-gêne ou semble relever d'un système que je ne m'explique pas davantage.

Je vous prie donc instamment d'intervenir au plus tôt de ma part auprès du Commandement responsable et de vous assurer que les mesures les plus sérieuses seront prises afin que des erreurs aussi tragiques ne se reproduisent plus.

377

E 2001 (D) 3/348

Rapport du Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, W. Stucki, sur la situation des
négociations économiques avec la Délégation alliée

Copie

Bern, 22. Februar 1945

1. Allgemeines

Ich glaube feststellen zu dürfen, dass sich die bisherige Führung der Verhandlungen bewährt und zu einem *relativ* günstigen Resultat geführt hat: Auf Seiten der Alliierten eine *wesentliche* Entspannung, die sich nicht nur im Ver-

halten der Delegierten, sondern auch dadurch bemerkbar macht, dass die Angriffe gegen die Schweiz in Presse und Radio sozusagen vollkommen verschwunden sind. Gegenüber Deutschland ist das *bewusst* gesteckte Ziel erreicht worden: Es kommt zu keinem neuen Wirtschaftsabkommen mehr – das für die andere Seite untragbar gewesen wäre –, ohne dass es zu dem nötigenfalls in Kauf genommenen Bruch der diplomatischen Beziehungen gekommen wäre. Im Gegenteil hat die deutsche Delegation, trotz einigen begreiflichen, bitteren Bemerkungen, den dringenden Wunsch nach Abschluss eines «modus vivendi» geäussert und ihre angekündigte Abreise vorderhand verschoben. Mein heutiges Gespräch mit dem Chef der deutschen Delegation verlief nicht nur korrekt, sondern durchaus freundschaftlich. Herr Schnurre hat mir gesagt, dass er und seine Mitarbeiter das Verbot des Konzertes Furtwängler in Zürich[1] ungleich schwerer und kränkender empfunden hätten als die Sperre der deutschen Guthaben und als unsere Forderungen betreffend Nachlieferung von Kohle. Natürlich seien ihnen diese Massnahmen und Begehren sehr unangenehm, aber sie hätten durchaus Verständnis für unsere Lage.

2. Deutschland

Aus den Verhandlungen unserer Delegation und aus den heutigen Mitteilungen von Herrn Minister Schnurre ergibt sich:

a) Deutschland wäre unter keinen Umständen in der Lage gewesen, uns monatlich insgesamt mehr als 30–40 000 Tonnen Kohle zu liefern.

b) Von besonderer Wichtigkeit ist für Deutschland die Entscheidung des Bundesrates in der Frage des Transites (ohne Kohle). Es lehnt die Argumentation Italiens[2] und der Alliierten ab und beruft sich neben dem Gotthardvertrag auch auf einen Notenwechsel von 1939[3], auf die Abmachungen der Konferenz von Barcelona und auf das Haager Abkommen (es fehlt mir die Zeit, diese Dokumente zu studieren). Herr Schnurre möchte so rasch als irgend wie möglich Bescheid über die Stellungnahme des Bundesrates. Ich habe ihm erklärt, dass es vorderhand beim jetzigen Zustand bleibe, d.h. Sperre des Kohlentransites[4], im übrigen aber Weiterführung des Transites im bisherigen Rahmen.

c) Herr Schnurre ersucht um umgehenden Bericht, was die Schweiz mit den 7856 Tonnen Kohle, die seit anfangs Februar in Basel zurückgehalten sind, und die für Italien bestimmt waren, zu tun gedenkt. Er verlangt entweder Weiterspedition nach Italien oder Rücklieferung nach Deutschland. Ich bin der Ansicht, dass die Rücklieferung kaum verweigert werden kann.

d) Deutschland möchte möglichst rasch eine Ordnung der laufenden Zahlungen aus blockierten Guthaben.

---

1. *Le Conseil d'Etat du canton de Zurich avait interdit un concert dirigé par Wilhelm Fürtwangler et des manifestants lui reprochaient ses sympathies nazies. Malgré ces manifestations et de vives polémiques, deux concerts eurent lieu à Zurich et à Winterthur. Cf.* E 4001 (C) 1/291.
2. *Cf. N° 364.*
3. *Cf. DDS, vol. 13, N^os 11, 89, 110, 121 et 131.*
4. *Cf. N° 362.*

e) Mit den von der Schweiz in Aussicht genommenen vereinzelten Kompensationsgeschäften ist Deutschland grundsätzlich einverstanden, wobei aber noch verschiedene Fragen abzuklären seien[5].

3. Alliierte

a) Finanzfragen

Der Sperrebeschluss betreffend Deutschland ist sehr gut aufgenommen worden[6]. Die Alliierten haben eine Reihe technischer Aufschlüsse verlangt, über die zurzeit noch gesprochen wird. Meines Erachtens kann es bei der Instruktion bleiben, dass, abgesehen von allfälligen, technisch bedingten textlichen Änderungen des Beschlusses, die Schweiz nun weitere Konzessionen ablehnen muss, da sie nun vor allem ein Inventar über die deutschen Guthaben in der Schweiz aufzustellen habe. Abgesehen von den Gütern, bei denen der Nachweis, dass sie unrechtmässig erworben wurden, erbracht wird, behält sich die Schweiz vor, die festgestellten deutschen Guthaben gegen die schweizerischen Guthaben in Deutschland wenn möglich in irgend einer Form zu kompensieren. Irgendwelche Zusagen über die Sperre von Guthaben anderer Staaten und über die Inventarisierung solcher Guthaben sollen nicht gemacht werden. Die Frage der französischen Guthaben in der Schweiz ist separat zu betrachten und zu behandeln und mit der französischen Delegation zu besprechen. Diese hat bis jetzt keine präzisen Begehren gestellt. Sie dürfte aber kommen und sehr schwierige Fragen aufwerfen[7].

Die Besprechungen über die Blockierung der schweizerischen Guthaben in den USA haben begonnen[8]. Die schweizerische Delegation hat grundsätzlich den amerikanischen Standpunkt betreffend der sogenannten «Regel 50» angenommen. Als Durchführungsorgan ist die schweizerische Verrechnungsstelle bestimmt. Begehren der Amerikaner, nicht nur den Schweizerbesitz auszuscheiden sondern auch denjenigen anderer Staaten, sind abzulehnen.

b) Transit

Da Deutschland wiederholt die bestimmte Erklärung abgegeben hat, die Kohlenrückstände pro Januar von 41 000 Tonnen nicht liefern zu können, so kann den Alliierten erklärt werden, dass der Kohlentransit durch den Gotthard schweizerischerseits endgültig eingestellt sei[9].

---

5. *Cf. le* Schlussprotokoll *du 28 février 1945 échangé entre Hotz et Schnurre* (E 2001 (E) 2/576 *et* K I.983).

6. *Sur les réactions des autorités allemandes à Berlin, cf. le télégramme de la Légation de Suisse du 23 février 1945,* E 7110/1967/32/904. Deutschland/1945. *Lors de la troisième séance de la «Commission financière» du 17 février, le blocage des avoirs allemands est discuté avec les Alliés* (E 7110/1976/16/67).

7. *Cf. notamment l'entretien du 28 février 1945 de Nussbaumer avec Bloch-Lainé* (E 2001 (E) 2/555).

8. *Cf. ci-dessus N° 372. Cf. aussi le PV de la séance du 27 février 1945,* E 2001 (E) 1/385.

9. *Cf.* E 2001 (D) 3/348.

Sur ces négociations, cf. aussi E 2800/1967/61/97, E 2801/1967/77/5, E 6100 (A) 21/1774, E 6100 (B) 1981/196/12, E 4001 (C) 3/1/18, E 2001 (E) 1967/113/429.

Was den übrigen Transit anbelangt, so liegen vor: die italienische Note und die Gutachten Schindler und Sauser-Hall[10]. Diese Rechtsfragen sind heute vom Chef des Politischen Departements mit den drei Delegationschefs besprochen worden. Deutschland anerkennt die Argumentation der italienischen Note nicht (vergleiche oben). Herr Schnurre hat beigefügt, dass, wenn der Transit vollständig unterbunden werden sollte, natürlich auch der Transit durch Deutschland nach und von Schweden und Dänemark unterbunden werde. Dieser Transit ist aber gegenwärtig ohnehin unterbrochen. In einer Delegationssitzung soll Schnurre eine Andeutung gemacht haben, dass Deutschland das Schiffahrtsabkommen, welches die schweizerischen Schiffe vor der Torpedierung durch deutsche U-Boote schützt, als hinfällig betrachten könnte. Mir gegenüber hat er hiervon nicht gesprochen. Der gegenwärtige Transit ist wirklich kaum noch mehr als symbolisch: Vom 1.–19. Februar haben transitiert in Richtung Nord-Süd 12700 Tonnen, wovon 6000 Tonnen Kohle, 2450 Tonnen Salz, 1000 Tonnen Eisen und Eisenerz und 2100 Tonnen Soda. In Richtung Süd-Nord wurden in der gleichen Zeit 4800 Tonnen spediert, wovon 2300 Tonnen Reis, 750 Tonnen andere Lebensmittel, 580 Tonnen Seidenwaren, 260 Tonnen Konfektion und 274 Tonnen Kies und Sand.

c) Kompensationsgeschäfte mit Deutschland

Zur Wahrung unserer Neutralität sollten wir meines Erachtens daran festhalten, dass uns grundsätzlich einerseits die Liquidierung bestehender Verpflichtungen und anderseits der Abschluss einzelner Kompensationsgeschäfte nicht untersagt werde. In einer Besprechung mit Herrn Bundesrat Stampfli schien Herr Currie hierfür Verständnis zu haben, während er seine Zusagen kurz nachher Prof. Rappard gegenüber zurückzog mit der Begründung, er hätte sie unter dem Einfluss eines guten Mittagessens gemacht! Dingle Foot war in der gestrigen Besprechung durchaus unnachgiebig. Die Frage ist vielmehr theoretisch und politisch als praktisch. Deutschland würdigt unsere Anstrengungen kaum, allein trotzdem sollten wir meines Erachtens festhalten. Selbstverständlich könnten wir den Alliierten bindende Erklärungen über die aus- und einzuführenden Kompensationswaren wenn nötig abgeben. Werkzeugmaschinen sind wenn möglich auszuschliessen. Eisen kann besonders behandelt werden, ohne Abtragung der Kohlenrückstände, bei andern Waren ist eine solche von Deutschland zu verlangen. Unter allen Umständen sollte vermieden werden, dass mit Deutschland irgend etwas abgemacht wird, über das die Alliierten nicht vollkommen orientiert werden.

d) Ausfuhr elektrischer Energie

Keine neue Situation. Dringend ist der Erlass des Bundesratsbeschlusses gestützt auf das Wasserrechtsgesetz.

e) Transit durch Frankreich

Die Chefs der alliierten Delegationen haben ohne weiteres zugegeben, dass sie mit der Abgabe präziser Erklärungen und Zusagen noch sehr im Rückstande seien. Trotz grösster Anstrengungen hätten sie bisher die nötigen

10. *Cf. ci-dessus N° 364.*

Informationen nicht bekommen können. Offensichtlich handle es sich um Meinungsverschiedenheiten zwischen der französischen Regierung und dem interalliierten Oberkommando.

In der technischen Unterkommission sind dagegen vom Vertreter der französischen Bahnen folgende Erklärungen abgegeben worden:

1. Täglich ein Zug bis 15. März, nachher 2 Züge in jeder Richtung.

2. Nach der Wiederherstellung der Brücke von Pyrimont bei Bellegarde könnten täglich 3 und mehr Züge verkehren.

3. Diese Züge könnten, entgegen der bisherigen Haltung, auch die schweizerischen Exportgüter befördern, ebenso die Post.

4. Die Benützung des Hafens von Marseille durch die Schweiz ist vollkommen ausgeschlossen. Es kann nur der Hafen von Toulon zur Verfügung gestellt werden. Die Bedingungen sind schlecht, immerhin sind in letzter Zeit täglich 8000 Tonnen abgefertigt worden.

5. Verbindung zwischen der Schweiz und Toulon: 1 Zug täglich.

6. Es ist den Alliierten unmöglich, Schiffsraum zur Verfügung zu stellen. Im Gegenteil ersuchen sie die Schweiz, von ihren Schiffen vorübergehend für französische Bedürfnisse abzutreten. Diese Tonnage beträgt 50000 Tonnen Schweizerschiffe und 70000 Tonnen gemietete griechische Schiffe. Die Schweiz kann dieser Forderung aus 2 Gründen nicht entsprechen: Einmal weil sie mehr als diesen Schiffsraum benötigt, um die versprochenen neuen Waren, insbesondere Rohstoffe, zu transportieren. Sodann weil die deutsche Garantie betreffend Nichttorpedierung selbstverständlich sofort hinfällig würde.

Verhandlungen über Flugzeugverkehr, Rheinschiffahrt und Verkehr mit Skandinavien gehen weiter.

f) Schweizerische Einfuhrkontingente

Die alliierten Erklärungen über die Einräumung neuer Kontingente an die Schweiz sind, wie schon früher gesagt, ziemlich befriedigend. Unbefriedigend ist noch der Stand der Besprechungen über die schwarzen Listen.

378

E 2001 (D) 3/311

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, W. Stucki, au Chef du Département militaire, K. Kobelt

Copie
No

Bern, 23. Februar 1945

Der Schweizerbürger Rudolf Schindler, gegenwärtig wohnhaft Seestrasse 308, in Zürich, lebt seit vielen Jahren in Belgrad und ist dort stellvertretender Delegierter des Internationalen Roten Kreuzes. Bei einem kürzlichen Besuch

teilte er mir mit, dass die jugoslawischen Internierten in der Schweiz, die kürzlich als Tito-Anhänger nach Frankreich übergeführt wurden, noch am letzten Tage ihres Aufenthaltes in unserm Lande sehr schlecht behandelt worden seien, sich darüber heftig beklagt hätten und nun gewiss in ihrem Lande die ohnehin gereizte Stimmung gegen die Schweiz verschärfen würden. Ein Bericht des Delegierten des Internationalen Roten Kreuzes bestätigt dies[1].

Die schweizerischen Interessen in Jugoslawien sind bedeutend, politisch und auch wirtschaftlich[2]. Zum Teil unter russischem Einfluss ist die Stimmung gegen unser Land sehr schlecht. Zum Teil ist dies offensichtlich auch auf zahlreiche Klagen über die Behandlung der jugoslawischen Internierten in der Schweiz zurückzuführen. Es wäre aus politischen Gründen *äusserst* erwünscht, dass die Behandlung der jugoslawischen und andern Internierten, namentlich auch der Russen, wenn möglich nicht mehr zu Klagen Anlass gibt[3].

1. *Non retrouvé.*
2. *Sur les investissements suisses en Yougoslavie, cf.* E 2001 (E) 1/373, E 2001 (E) 1967/113/452, E 2001 (E) 1968/78/385.
3. *Cf. la réponse (non reproduite) du Chef du Département militaire du 19 mars 1945: K. Kobelt transmet deux rapports accusant les internés yougoslaves rapatriés d'avoir voulu exporter des objets volés.*

379

E 6100 (B) 1981/96/15

Le Directeur de l'Administration fédérale des Finances, E. Reinhardt, au Chef du Département des Finances et des Douanes, E. Nobs

No Bern, 26. Februar 1945
[...][1]

2. Die Goldfrage hat von uns aus m.E. zwei Aspekte, der eine betrifft die Vergangenheit, der andere die Zukunft. Wenn bezüglich der vergangenen Goldoperationen eine gewisse beruhigende Auskunft in Bezug auf das künftige Schicksal der erworbenen Bestände erzielt werden könnte, so wäre es vielleicht leichter, zu einer Verständigung über die Zukunft zu kommen und eine Verständigung über die Zukunft würde vielleicht anderseits den Alliierten eine Ausserdiskussionssetzung der bisherigen Goldtransaktionen eher ermöglichen. Herr Schmidt hat mir persönlich erklärt, dass er nicht der Auffassung sei, dass

1. *Au début de sa notice, Reinhardt rappelle les pressions alliées sur la Suisse au sujet des reprises d'or de la Reichsbank par la Banque nationale. Il résume les séances avec la Commission financière pour les négociations avec les Alliés (cf. aussi* E 6100 (A) 25/2327 *et* E 6100 (B) 1973/141/980. Diverse).

die Delegation verbindliche Erklärungen abgeben könnte, da selbstverständlich auch die Vereinigten Staaten künftig unter einen ziemlichen Druck der von ihnen befreiten Gebiete in Bezug auf Restituierung ihrer Goldreserve gelangen werden. Er machte mir persönlich aber doch sehr deutlich, dass eine wirksame Art künftiger Zusammenarbeit die Stellung der Schweiz in dieser heiklen Sache erleichtern könne. Wenn man bedenkt, dass die Vereinigten Staaten einen Grossteil der schweizerischen Währungsreserven in ihren Händen haben, so kann man sich vorstellen, dass die völlige Freigabe dieser Positionen später einmal Schwierigkeiten bereiten wird, indem sie in Verbindung mit solchen Forderungen gebracht werden könnte, wie sie in der Londoner Erklärung und der Section 6 der Resolution von Bretton Woods enthalten sind. Ich bin deshalb der Meinung, dass es für mich als Vertreter der Finanzverwaltung sehr wichtig wäre, für die weiteren Verhandlungen zunächst Ihre Instruktion zu erhalten, ob die Goldfrage einfach mit allen Folgen offen gehalten werden soll, oder ob man jetzt für die Zukunft unbedingt auch, wenn es mehr oder weniger auf der Linie der alliierten Forderungen wäre, nach einer Verständigung trachten sollte, sofern, was die Vergangenheit anbetrifft, wenigstens einigermassen eine gewisse Wohlwollenserklärung erzielt werden könnte, indem ein gewisses Verständnis für die schweizerische Lage und die gesamten Gegebenheiten erklärt würde.

Die Alliierten zeigten sich mehrmals ungehalten, dass das Aide-mémoire vom 23. August 1944 in keiner Weise beantwortet worden ist und es ist möglich, dass gerade dieser Umstand ihre Haltung heute versteift. Nachdem das Politische Departement am 3. Februar 1945 darauf Bezug nimmt, dass Ihnen seinerzeit dieses Aide-mémoire mitgeteilt worden sei, bin ich in Ihrem Einvernehmen der Angelegenheit nachgegangen. Ich lege das Schreiben von Herrn Bundesrat Pilet vom 25. August 1944[2] bei, das uns bei unsern Nachforschungen von Fräulein Schnurrenberger übergeben wurde.

3. Nachdem man feststellen muss, was für Sprünge Staaten wie die Türkei und Ägypten machen müssen, um den Anschluss an die Nachkriegszeit zu gewinnen, muss man sich wohl fragen, ob und wieweit unserseits in gewissen Punkten eine positive Zusammenarbeit ins Auge gefasst werden kann, oder ob es uns auf die Dauer möglich bleibt, den bisherigen Standpunkt voll und ganz aufrecht zu erhalten. Die Dinge befinden sich unzweifelhaft sehr stark im Fluss. Gerade auch unter diesem Gesichtspunkt möchte ich Sie bitten zu prüfen, ob im Preliminary Draft Punkte enthalten sind, die von vorne herein aus prinzipiellen Gründen ausscheiden müssen. Die Darstellung selbst würde ich mir von vorne herein sehr bedeutend anders vorstellen und wir werden sicher an einen Gegenentwurf herantreten müssen, indem die Souveränität der Schweiz, ihr Handeln aus eigener Initiative und ohne Bindung deutlicher zum Ausdruck käme, etwa im Sinne eines Notenwechsels, indem die Schweiz den Alliierten zur Information mitteilen würde, was sie von sich aus gemacht hat und noch zu tun gedenkt. Eine baldige Besprechung mit Ihnen wäre mir sehr erwünscht.

---

2. *Non reproduite. Cf. N^os 221, 301, 372, 390, 402.*

380

E 1004.1 1/454

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 27 février 1945 [1]

Relations avec la Tchécoslovaquie

Département politique. Verbal

Le chef du département politique [2] communique qu'il y aurait lieu de reconnaître dès maintenant le gouvernement tchécoslovaque, après avoir notifié au chargé d'affaires de Slovaquie à Berne que la Suisse ne peut plus le reconnaître en cette qualité, vu les circonstances régnant dans son pays. Il recommande en outre de demander l'agrément pour le nouveau ministre de Suisse à Prague, qui serait M. A. Girardet, conseiller de légation, actuellement à Londres [3].

Il en est ainsi

décidé,

étant entendu que, malgré la nouvelle situation, notre représentation consulaire à Prague devra, si possible, être maintenue pour le moment [4].

---

1. *Absent: Celio.*

2. *Cf. la lettre du 22 février 1945 de E. Nobs, Chef du DFD, à M. Petitpierre, Chef du DPF:* Herr Nationalrat Dr. Oprecht teilt mir mit, dass er kürzlich den Völkerbundsdelegierten der tschechoslovakischen Republik in Genf, Herrn Dr. Kopecky, (Tel. Genf 5.34.65), gesprochen habe. Dieser habe ihm mitgeteilt, die Londoner Regierung der Tschechoslovakei wäre sehr erfreut darüber, vom schweizerischen Bundesrat die Erklärung zu erhalten, dass der Bundesrat die tschechoslovakische Regierung anerkenne. Der Augenblick dazu sei gekommen, da die Regierung Benesch morgen, den 23. Februar, London verlasse und nach der Tschechoslovakei übersiedle. Herr Nationalrat Oprecht ist der Auffassung, es wäre der Schweiz nützlich, mit dem Staatsakt der Anerkennung der tschechoslovakischen Regierung nicht länger zuzuwarten. Er bittet mich, Ihnen dies zur Kenntnis zu bringen. Ich komme hiemit diesem Wunsche nach. (E 2800/1967/60/22). Cf. aussi E 2001 (D) 3/67 *et* E 2001 (E) 1/43.

Dans une lettre du 22 février 1945 adressée à K. Kobelt, Chef du DMF, H. Hausamann préconise aussi une reconnaissance rapide du Gouvernement tchécoslovaque afin d'améliorer les relations avec l'URSS (*Cf.* E 2001 (D) 9/3).

3. *Lors de sa séance du 6 mars 1945, le Conseil fédéral donne son agrément à la nomination de J. Kopecky comme Ministre de la République tchécoslovaque à Berne et nomme A. Girardet en qualité d'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Suisse auprès du Gouvernement tchécoslovaque* (E 1004.1 1/455).

4. *Cf. aussi le télégramme chiffré du 9 mars 1945 adressé par le Département politique à la Légation de Suisse à Londres:* Eure Nr. 317 Sind etwas erstaunt über tschechoslowakische Reaktion stop Angesichts grosser schweizerischer und auch von uns vertretener fremder Interessen in Prag und Bratislava und angesichts drohender scharfer Reaktion Berlin die auch nicht ausgeblieben ist mussten wir im Communiqué zu schroffe Brüskierung unbedingt vermeiden stop Das ändert nichts am tatsächlichen Abbruch der diplomatischen Beziehungen mit der Slowakei der uns umso schwerer gefallen ist als dieser Staat von der Schweiz schon vor Kriegsausbruch anerkannt war und dass der Abbruch gegen unsere bekannte Tradition verstösst stop Dass es sich um Liquidationsstadium handelt geht klar aus Formulierung hervor quote mit der Slowakei bestehen zurzeit noch konsularische Beziehungen unquote stop Bitten zuständige Stellen zu ersuchen auch unsere grossen Schwierigkeiten der Gegenseite gegenüber etwas besser zu verstehen und etwas mehr in Rechnung zu stellen (E 2801/1967/77/4).

381

E 1004.1 1/454

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 27 février 1945 [1]

Gestapo-, SD- sowie Ast- Funktionäre und Agenten; SS- und NSDAP-Führer; Kriegsverbrecher und andere unerwünschte Ausländer

Vertraulich Justiz- und Polizeidepartement. Antrag vom 22. Februar 1945

Der Bundesrat beschloss am 30. August 1944:

«Les membres de la Gestapo qui demandent à pouvoir entrer en Suisse, ne doivent pas, même s'ils sont en uniforme, être considérés comme appartenant à la Wehrmacht. Ils seront considérés comme des civils indésirables, à refouler.» [2]

Gestützt hierauf sind von der Bundesanwaltschaft und dem Sicherheitsdienst des Armeekommandos Verzeichnisse über «Zurückzuweisende Ausländer» erstellt worden, d.h. über Personen, die des Asyls in der Schweiz unwürdig sind. Darunter befinden sich auch Personen, die mit * besonders bezeichnet sind, gegen welche Tatsachen oder Anhaltspunkte einer gegen die Schweiz gerichteten verbotenen Tätigkeit vorliegen oder die aus andern Gründen der Bundesanwaltschaft zur Behandlung zugewiesen werden müssen. In der Folge konnte an Hand der Listen bereits eine Anzahl von Ausländern ermittelt werden, die als Militär- oder Zivilflüchtlinge in die Schweiz gekommen und hier in Lagern untergebracht worden sind. Einige sind schon wieder ausgeschafft worden und gegen andere ist ein Verfahren hängig.

Wenn verhindert werden soll, dass unerwünschte Ausländer oder gar Kriegsverbrecher in die Schweiz kommen, müssen die Listen der «Zurückzuweisenden Ausländer» möglichst umfassend sein. Insbesondere müssen darauf die der politischen Polizei bekannt gewordenen nachgenannten Personenkategorien aufgeführt werden:

a) Gestapo-Funktionäre und -Agenten.

b) SD-Funktionäre und -Agenten.

Hiebei handelt es sich zur Hauptsache um Angehörigen des Sicherheitsdienstes, die in den verschiedenen Ämtern des Reichssicherheitshauptamtes in Berlin zusammengefasst sind. Es sind dies die einsatzbereitesten Nationalsozialisten, welche unter direkter Leitung von Himmler, dem Reichsinnenminister, sowie Reichsführer der SS und Chef der deutschen Polizei stehen. Zum SD gehört auch der gesamte Spionage- und Sabotagedienst gegen das Ausland. Dieser ist im Amt VI zusammengefasst und steht unter Leitung von SS-Gruppenführer Schellenberg.

---

1. *Absent: Celio.*
2. *Cf. N° 215. Cf. aussi* E 2001 (D) 3/264, E 2001 (E) 1/106, E 4001 (C) 1/262 *et* E 5795/151.

c) AST-Funktionäre und -Agenten.

Es sind dies die Angehörigen und Helfershelfer des Spionagedienstes der Wehrmacht, der bis vor einiger Zeit unter Leitung von Admiral Canaris stand. Die meisten gegen die Schweiz gerichteten Spionageaufträge kamen von dieser Amtsstelle.

d) SS-Führer und -Funktionäre.

Viele der SS angehörende Personen sind Funktionäre der Gestapo bzw. des SD oder spielen eine besondere Rolle bei der NSDAP.

e) NSDAP-Führer.

Hier kommen die verantwortlichen Parteiführer in Frage wie: Reichsleiter, Gauführer, Befehlsleiter, Dienstleiter, Bereichsleiter, Abschnittsleiter, Gemeinschaftsleiter, Einsatzleiter, Bereitschaftsleiter, Arbeitsleiter, etc. Auch diese Personen sind grösstenteils Funktionäre der SS oder gehören dem SD an.

f) Kriegsverbrecher.

Hier handelt es sich um Personen, die aus Einvernahmen oder zuverlässigen Meldungen als Kriegsverbrecher bekannt geworden sind. Der grösste Teil derselben dürfte bereits unter eine der vorerwähnten Kategorien fallen.

g) Andere unerwünschte Ausländer.

Hier kommen in Frage Franzosen, Italiener, Holländer und Belgier, die zufolge ihrer Zusammenarbeit mit der feindlichen Besatzungsmacht in erheblicher Weise gegen ihre Heimat tätig waren, sodass sie sich dadurch auch des Asyls in der Schweiz unwürdig erweisen.

h) Ausgebürgerte Schweizer.

Es ist unbedingt notwendig, dass nicht nur den Gestapo-Funktionären, wie dies im BRB vom 30. August 1944 vorgesehen ist, sondern auch allen übrigen vorgenannten Personen als unerwünschte Ausländer die Einreise in die Schweiz verweigert wird. Für den Fall, dass jemand in der Schweiz festgestellt werden sollte, sind sie auszuschaffen. Gegen Personen, die sich einer strafbaren Handlung gegenüber der Schweiz schuldig gemacht haben, ist vorgängig das ordentliche Strafverfahren durchzuführen.

Sollte sich herausstellen, dass die eine oder andere Person zu Unrecht auf die Liste gesetzt worden ist, wird die Angelegenheit durch ein Rekursverfahren überprüft.

Gestützt auf vorstehende Ausführungen wird antragsgemäss

beschlossen:

1. Die Bundesanwaltschaft wird beauftragt, Verzeichnisse zu erstellen von Gestapo-, SD- sowie AST-Funktionären und Agenten; SS- und NSDAP-Führern; Kriegsverbrechern und andern unerwünschten Ausländern. Diese Personen werden nicht als Wehrmachtsangehörige anerkannt, auch wenn sie in Uniform sind.

Ohne ausdrückliche Bewilligung der Bundesanwaltschaft dürfen sich die fraglichen Personen nicht in der Schweiz aufhalten. Sie sind an der Grenze zurückzuweisen oder auszuschaffen, sofern sie in der Schweiz betroffen werden.

2. Gegen diese Massnahme können die Betroffenen bei Eröffnung gemäss Art. 20 des Bundesgesetzes über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer

vom 26. März 1931 [3] an das eidg. Justiz- und Polizeidepartement rekurrieren. Der Rekurs hat keine aufschiebende Wirkung.

3. Mit dem Vollzug dieses Bundesratsbeschlusses wird die Bundesanwaltschaft in Verbindung mit den zuständigen Stellen beauftragt.

4. Der Bundesratsbeschluss vom 30. August 1944 wird aufgehoben.

3. *RO, 1933, vol. 49, p. 304.*

382

E 2001 (E) 1/106

Le Département politique
à la Légation d'Allemagne à Berne [1]

Copie
N

Bern, 28. Februar 1945

Das Eidgenössische Politische Departement beehrt sich, der Deutschen Gesandtschaft den Empfang der Note A.1242 vom 27. Februar 1945 [2] zu bestätigen.

Das Politische Departement bedauert, der von der Gesandtschaft vertretenen Auffassung nicht beipflichten zu können: Bei den von ihm geführten Verhandlungen handelte es sich nicht um die Herbeiführung eines durch schweizerische Vermittlung zu Stande kommenden deutsch-amerikanischen Vertrages, sondern um Verpflichtungen, die die Schweiz einerseits gegenüber Deutschland, anderseits gegenüber den USA und Grossbritannien übernommen hat. Die letztere geht dahin, bis zu 644 amerikanische und englische Militärpersonen freizugeben. Gegenüber Deutschland wurde die Verpflichtung übernommen, 1288 Angehörige der Wehrmacht und der SS freizugeben. Die Schweiz hat ihrerseits alles getan, um diese Verpflichtungen zu erfüllen. Wenn sich ein Teil der schweizerischerseits freigegebenen deutschen Wehrmachtsangehörigen weigert, nach Deutschland zurückzukehren, so kann dies jedenfalls an den Verpflichtungen der Schweiz gegenüber USA und Grossbritannien nichts ändern. Die Frage ob und eventuell unter welchen Bedingungen schweizerischerseits Zwangsmassnahmen zu ergreifen sind, um sämtliche 1288 deutschen Militärpersonen nach Deutschland zu schaffen, wird mit den zuständigen Stellen zu erörtern sein.

Über die deutscherseits erhobenen Beschwerden betreffend Beeinflussung deutscher Wehrmachtsangehöriger durch schweizerische Offiziere ist von militärischer Seite eine eingehende Untersuchung angeordnet worden.

1. *Annotation de W. Stucki en tête du document:* Original heute an Minister Köcher persönlich übergeben. 7.3.45.
2. E 2801/1967/77/6.

Bei dieser Gelegenheit muss nochmals darauf hingewiesen werden, dass von amerikanischer und englischer Seite ausdrücklich hervorgehoben worden ist, dass das Austauschverhältnis von 2:1 nur einmalig, das heisst im vorstehend skizzierten Falle, angenommen wurde, und dass in Zukunft am Verhältnis 1:1 festgehalten werden müsse.

383

E 2001 (D) 3/474

Le Président du Comité international de la Croix-Rouge, C.J. Burckhardt, au Chef du Département de l'Intérieur, Ph. Etter[1]

L Genève, 1er mars 1945

Nous nous permettons en votre double qualité de membre du Gouvernement Fédéral et de membre du Comité International de la Croix-Rouge de venir soumettre à votre bienveillante attention une question à laquelle nous attachons une importance particulière[2].

Notre Délégation à Berlin nous a fait part récemment de l'intention des Autorités allemandes de rapatrier en Italie du Nord quelques milliers de déportés militaires italiens malades. Les trains qui effectueraient ce rapatriement doivent, dans l'intention des dites autorités, emprunter le territoire suisse.

Le Comité International de la Croix-Rouge, que le sort précaire des militaires italiens retenus en Allemagne a toujours préoccupé et qui n'a jamais cessé de faire en leur faveur des démarches de diverse nature, était naturellement disposé à donner tout son appui à l'exécution de ces rapatriements et à prendre, avec l'accord des Autorités fédérales compétentes, toutes les mesures propres à en assurer la réalisation, bien qu'immédiatement il se soit rendu compte des difficultés de tous genres que ce problème pouvait soulever. Le Comité International de la Croix-Rouge a appris ultérieurement que le Gouvernement allemand a saisi officiellement les Autorités fédérales de cette question[3].

Nous croyons de notre devoir de vous signaler que notre Délégation à Berlin a insisté à plusieurs reprises sur l'urgence que présente pour ces malades leur départ d'Allemagne étant donné qu'ils se trouvent dans une situation réellement pitoyable. Le Comité International de la Croix-Rouge a toutes les raisons

1. *A la suite du décès de G. Motta, le CICR avait proposé à Ph. Etter de remplacer l'ancien Chef du Département politique au Comité. Lors de sa séance du 26 juillet 1940, le Conseil fédéral avait autorisé Ph. Etter à accepter cette nomination (PVCF N° 1266,* E 1004.1 1/399).

2. *Ph. Etter a transmis cette lettre le 2 mars au Chef du Département politique avec l'annotation marginale suivante:* An Herrn Bundesrat Petitpierre mit der Bitte um wohlwollende Prüfung der hier aufgeworfenen Frage.

3. *Cf.* E 2001 (D) 3/474 *(note de la Légation d'Allemagne du 6 février 1945).*

de croire, en effet, qu'une prolongation de leur séjour en Allemagne risquerait de leur être funeste et ne voudrait pas voir retarder leur départ. Aussi nous sommes-nous demandé si vous n'envisageriez pas de préconiser aux autorités fédérales, en votre qualité de membre du Comité International de la Croix-Rouge d'offrir que ces malheureux soient provisoirement hospitalisés en Suisse en attendant qu'ils puissent rentrer en toute sécurité dans leurs foyers[4].

4. *Le Chef du Département militaire, K. Kobelt, adresse au Chef du Département politique, M. Petitpierre, le 10 mars 1945 la lettre suivante:* Gestützt auf die Mitteilungen über die Heimschaffung erkrankter und verwundeter Engländer in Deutschland habe ich heute mit den zuständigen Stellen des Armeekommandos Rücksprache genommen und dabei festgestellt, dass ca. 600-700 Engländer innert 48 Stunden aufgenommen werden könnten. Darüber hinaus besitzt aber die Armee noch eine ganze Anzahl vorbereiteter Militärsanitätsanstalten in allen Teilen des Landes, die nach kurzer Zeit ebenfalls zur Aufnahme von Verwundeten und Kranken bereit stehen können. Die verantwortlichen Kommandostellen der Armee sind bereit, alle nötigen Massnahmen zu ergreifen unter dem Vorbehalt der gleichbleibenden militärpolitischen Lage und dass nicht der Gesundheitszustand in unserm Land selbst Vorsichtsmassnahmen weitgehender Natur erheischen würde. Ich persönlich möchte der Heimschaffung von Engländern das grössere Gewicht beimessen als den Durchtransport von italienischen Deportierten, da für uns einmal die Beziehungen mit England wichtiger sind und sodann grössere Gewähr besteht, die vorübergehend in der Schweiz aufgenommenen Engländer nach einiger Zeit wieder abschieben zu können. (E 2001 (D) 3/474).

Une notice du 13 mars 1945 dictée par M. Petitpierre au sujet du transit de 500 Italiens précise la décision du gouvernement suisse: Le Conseil fédéral est d'accord avec le passage du premier train qui doit transporter 500 Italiens d'Allemagne en Italie du Nord. Le transport doit se faire en wagons plombés, sans arrêt en Suisse. Il y a lieu de s'entendre avec le Département militaire et le Département des Postes et des Chemins de fer pour l'organisation de ce passage. Le Conseil fédéral est d'accord avec d'autres passages en Suisse de même nature, étant donné les assurances fournies que ces Italiens ne sont exposés à aucun danger en retournant dans leur patrie.

384

E 1004.1 1/455

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 2 mars 1945[1]

Frankreich. Gewährung eines Kredites

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 26. Februar 1945
Finanz- und Zolldepartement. Mitbericht vom 1. März 1945

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet was folgt:

I.

«Der französische Geschäftsträger in Bern gab den schweizerischen Behörden Ende Januar davon Kenntnis, dass die französische Regierung mit der schweizerischen Regierung oder der Schweizerischen Nationalbank ein Wäh-

1. *Absent: Celio.*

rungsabkommen abzuschliessen wünsche, das Frankreich gestatte, ohne sofortige Gegenlieferungen über 250 bis 300 Millionen Schweizerfranken zum Ankauf von schweizerischen Waren zu verfügen[2]. Nach Konsultierung der bundesrätlichen Finanzdelegation am 2. Februar, wurde die Handelsabteilung beauftragt, mit einer inzwischen eingetroffenen französischen Delegation Verhandlungen aufzunehmen. Die Handelsabteilung – in Verbindung mit der Nationalbank – wurde ermächtigt, den nachgesuchten Kredit im Sinne des französischen Begehrens als Kredit der schweizerischen Regierung zu gewähren. Die Verhandlungsinstruktionen lauteten ferner dahin, dass ein erster Teil des Kredites sofort zu kommerziellen Zahlungen Frankreichs in der Schweiz zur Verfügung gestellt werden sollte und der Rest nach vorgängigem Abschluss eines gegenseitigen Lieferplanes. Ferner wurde die Verhandlungsdelegation, bestehend aus den Herren Direktor Dr. Hotz und Vize-Präzident Rossy, ermächtigt, die Freigabe des ersten Teiles des Kredites nach Möglichkeit an die Wiedereröffnung des Transits durch Frankreich und die Wiederaufnahme der französischen Lieferungen von Tonerde (Rohstoff für Aluminium) zu knüpfen[3].

Im übrigen wurde die Delegation angewiesen, den Wünschen der französischen Delegation, wenn immer möglich, zu entsprechen.

Die Verhandlungen mit der französischen Delegation begannen anfangs Februar. Die französische Delegation betonte von Anfang an, dass sie jeden Bankenkredit ablehne und nur ein Währungsabkommen zwischen den beiden Staaten oder Notenbanken, das eine gegenseitige Kreditgewährung vorsehe, diskutieren wolle. Die französische Delegation erklärte ferner, dass sie keine Möglichkeit sehe, ein Währungsabkommen mit der Schweiz abzuschliessen, wenn dieses Abkommen mit genau präzisierten französischen Transitleistungen und Tonerdelieferungen verknüpft werde. Sie könne sich aber damit einverstanden erklären, dass in einer Präambel zu einem Protocole de signature in allgemeiner Form auf die französischen Transitleistungen und Warenlieferungen hingewiesen werde. Im Hinblick auf die Verhandlungsinstruktionen wurde diesem französischen Begehren zugestimmt.

II.

Die Verhandlungen führten zu gegenseitigem Einvernehmen über den Entwurf zu einem Accord financier franco-suisse und einem dazugehörigen Zeichnungsprotokoll. Der Entwurf zu einem Accord financier franco-suisse enthält als hauptsächlichste Bestimmungen:

1. Auftrags der schweizerischen Regierung stellt die Schweizerische Nationalbank während der Dauer des Abkommens der Banque de France bis zu 250 Millionen Schweizerfranken gegen Gutschrift des Gegenwertes in französischen Franken zur Verfügung. Die französische Regierung wird durch Vermittlung der Banque de France Gegenrecht halten.

---

2. *Cf. l'*aide-mémoire au sujet des relations économiques et financières franco-suisses *du 23 janvier 1945* (E 2001 (E) 2/608) *et la notice de W. Stucki du même jour sur son entretien avec J. Vergé* (E 2801/1967/77/3).

3. *Cf.* E 7110/1967/32/821. AVA. Frankreich/3/1945.

2. Zwischen den beiden Währungen wird ein Umrechnungskurs von französischen Franken 11.52 für einen Schweizerfranken festgesetzt. Bei einer allfälligen Senkung des Wechselkurses des Schuldnerlandes besteht eine Nachschusspflicht der schuldnerischen Regierung.

3. Die Banque de France ist berechtigt, jederzeit ihren Schuldsaldo in freien Schweizerfranken oder in Gold oder im Einvernehmen mit der Schweizerischen Nationalbank, in Devisen von Drittländern abzudecken. Die Banque de France hält Gegenrecht.

4. Um dem Gläubigerland eine Mobilisierung und zinsbringende Anlage seiner Guthaben zu ermöglichen, wird die schuldnerische Notenbank der Gläubigerbank auf deren Verlangen Schatzscheine des schuldnerischen Staates mit einer Laufzeit von drei Monaten und einer Verzinsung, die dem offiziellen Diskontsatz des Gläubigerlandes entspricht, zur Verfügung stellen.

Durch diese Bestimmung dürfte es möglich werden, den Bund weitgehend von Zinslasten zu befreien und im Falle der Plazierung französischer Schatzscheine bei schweizerischen Banken die durch diese Kredittransaktion neu geschaffenen Gelder wieder aus dem Umlauf zu ziehen.

5. Falls die Schweiz oder Frankreich einem internationalen Währungsabkommen beitreten sollte, sind die Bestimmungen des Abkommens, wenn nötig, den veränderten Umständen anzupassen.

6. Nach Ablauf des Abkommens ist ein allfälliger Schuldsaldo, soweit er nicht sofort bezahlt wird, in Schatzscheine des Schuldnerlandes zu konvertieren, die einen Zins tragen, der 1 % über dem offiziellen Diskontsatz des Gläubigerlandes liegt. Diese Schatzscheine sind nach einem zwischen den beiden Regierungen zu vereinbarenden Plane zu amortisieren.

7. Das Abkommen läuft grundsätzlich für 3 Jahre und gilt für Frankreich, Algerien, die französischen Kolonien, die unter französischem Protektorat und Mandat stehenden Gebiete sowie für Syrien und den Libanon. Es kann stillschweigend von Jahr zu Jahr verlängert werden. Das Abkommen ist aber trotz der grundsätzlichen Dauer von 3 Jahren jederzeit unter Beobachtung einer 6-monatigen Frist kündbar.

Ferner ist ein Zeichnungsprotokoll vorgesehen, das folgende hauptsächlichsten Bestimmungen enthält:

1. Eine Präambel, die darauf hinweist, dass das Abkommen vor allem im Zusammenhang mit den französischen Versprechen, uns den Transitverkehr durch Frankreich zu erleichtern, steht und folgenden Wortlaut trägt:

«Au moment de signer l'accord financier de ce jour, les deux Gouvernements, ayant constaté leur commune bonne volonté pour faciliter, dans chacun des deux pays, la reprise de l'activité économique grâce, notamment, au développement de leurs échanges commerciaux et à une aide réciproque en matière de transports et de transit, ont convenu ce qui suit:»

Sie enthält, als Folge der strikten Weigerung der französischen Delegation, auf das bezügliche schweizerische Begehren einzutreten, keine konkreten Verpflichtungen seitens Frankreich in Bezug auf den Transit und die Tonerdelieferung.

2. Die gegenseitigen Krediterleichterungen sind für Zahlungen zu verwenden, die zwischen den beiden Regierungen vereinbart werden. Als vereinbarte

Zahlungen gelten bereits heute schon Zahlungen für Warenlieferungen, für Nebenkosten, Transitkosten, Dienstleistungen und Leistungen im Reparatur- und Veredlungsverkehr.

Diese Bestimmung ermöglicht uns, die schweizerische Kreditleistung in erster Linie in den Dienst der Arbeitsbeschaffung zu stellen.

3. Die beiden Regierungen vereinbaren, dass die Krediterleichterungen nur zur Hälfte ausnützbar sind solange nicht ein gegenseitiger Lieferplan vereinbart worden ist.

Wir erachten diese Klausel als von grosser Wichtigkeit, weil sie uns ermöglicht, auf die Verwendung der zweiten Hälfte des Kredites zugunsten unserer traditionellen Exporte nach Frankreich Einfluss zu gewinnen.

4. Die französische Regierung wird die Ausfuhr von industriellem Rohmaterial nach der Schweiz begünstigen, sobald eine Ausfuhr überhaupt möglich ist. Sie wird der Schweiz ferner, sobald als möglich, den Hafen von Marseille öffnen und den Eisenbahntransit zwischen der Schweiz und Spanien intensivieren.

Die französische Delegation hat die Texte zur Genehmigung und Einholung der Unterzeichnungsvollmacht nach Paris weitergeleitet.

Das Finanz- und Zolldepartement hat hierüber folgenden Mitbericht[4] eingereicht:

«*I. Quant au fond*

Pour le prêt sollicité par le Gouvernement hollandais, un taux d'intérêt de 3½% fut exigé. En outre, l'opération ne se révéla faisable que moyennant certaines garanties données aux banques par la Confédération. De telles conditions représentent donc le minimum à exiger en principe de l'étranger, puisqu'elles ne suffisent pas à mettre la Caisse fédérale à l'abri d'une charge éventuelle. Elles ne furent du reste considérées comme acceptables qu'en raison des avantages d'ordre économique que la Suisse devait obtenir de la Hollande en particulier en matière de tonnage.

Le crédit fait à la France par le projet de traité est accordé à des conditions beaucoup plus avantageuses pour le débiteur. Le taux d'intérêt est de 1½% pendant 3 ans et de 2½% après cette période. La durée du crédit est, il est vrai, théoriquement plus courte que celle du prêt hollandais, mais le traité prévoit lui-même qu'au bout de trois ans, l'accord pourra être renouvelé.

Pratiquement, nous croyons que la durée du crédit consenti à la France ne sera guère inférieure à celle de l'avance faite à la Hollande.

Le traité envisagé avec les Pays-Bas n'ayant pas encore été conclu, l'accord financier franco-suisse représente donc notre première convention internationale relative au financement de nos exportations d'après-guerre à destination des pays dévastés. On peut supposer que cet accord ne manquera pas de servir de précédent qu'invoqueront certainement tous les Etats désireux d'obtenir des crédits de la Suisse.

Le fisc fédéral est dans l'impossibilité de financer les exportations d'après-guerre à destination de tous les pays éprouvés par la guerre aux condi-

4. *Cf. le co-rapport (signé par Nobs) au Conseil fédéral du 1er mars 1945.* (E 7800 1/21).

tions prévues par l'accord franco-suisse. Un taux de 1½% pendant 3 ans puis de 2½% les années suivantes, – ce qui correspond à moins de 2% en moyenne pour une durée de 5 ans – est sensiblement inférieur au taux que la Confédération doit payer elle-même pour ses propres emprunts. Il exclut toute participation des banques à ces opérations de financement, qui incomberaient entièrement au fisc fédéral.

Le département des finances estime donc que l'accord financier franco-suisse constituerait un précédent dangereux si les faveurs accordées à la France ne pouvaient se justifier par des avantages tangibles en matière économique, en particulier en ce qui concerne le transit. A défaut de certaines assurances à ce sujet, la Suisse affaiblirait sa situation non seulement à l'égard de la France, mais envers tous les pays en quête de crédit qui pourraient invoquer le précédent français.

Nous pensons aussi que l'octroi de crédit devrait être l'occasion de mettre au point toutes les questions financières en suspens et le département des finances attacherait beaucoup de prix à être préalablement consulté lors de l'élaboration des conditions à exiger de la contrepartie. En l'espèce, un certain nombre de problèmes financiers restent en suspens, dont les principaux sont:

1. liquidation du solde de clearing, dont le montant dépasse actuellement 60 millions de francs suisses et s'augmentera encore,
2. règlement des frais d'internement des troupes françaises (solde 13 millions de francs suisses environ)[5],
3. reconnaissance formelle par la France des frais d'internement des troupes polonaises ayant combattu pour elle (actuellement plus de 80 millions de francs suisses)[6],
4. règlement des créances résultant du séquestre de marchandises dans le port de Marseille (20 à 25 millions de francs suisses)[7],
5. possibilité d'utiliser en France les avoirs des consulats provenant de l'envoi de vivres et de prêts aux rapatriés (acquisitions de 3 à 4 millions de francs français par mois).

Le département des finances est d'avis que les principales questions énoncées ci-dessus devraient être tirées parfaitement au clair à l'occasion du présent accord, sinon elles risquent de peser sur les pourparlers futurs. Il reconnaît cependant que la question capitale est celle du transit et de l'utilisation d'un port français et il est d'accord que ces revendications financières soient momentanément mises de côté si elles nuisent aux négociations et si la Suisse peut obtenir de la France des assurances en ce qui concerne les transports.

Si de telles assurances ne peuvent être acquises, et que le Conseil fédéral juge cependant nécessaire de souscrire au projet d'accord, nous pensons qu'il conviendrait de faire comprendre à la contrepartie qu'on ne se mettra d'accord sur un plan d'échanges commerciaux (c'est-à-dire qu'on n'accordera la 2e tranche) que si la question du transit est réglée.

Afin de compenser les charges incombant au fisc par le financement des

---

5. *Cf.* E 2001 (D) 3/318.
6. *Cf.* E 2001 (D) 3/320.
7. *Cf.* E 2001 (D) 3/517.

exportations, le département des finances envisage de proposer prochainement au Conseil fédéral la perception d'une taxe d'exportation. Afin d'éviter tout malentendu, nous pensons qu'il convient d'aviser les Français d'une telle éventualité en leur faisant savoir qu'au cas où une réglementation générale serait en vigueur, il ne saurait être fait d'exceptions pour la France.

II. Quant à la forme

La rédaction de l'art. 10 nous paraît devoir être quelque peu modifiée. L'accord pouvant être renouvelé, nous pensons qu'il faut remplacer «A l'expiration du présent accord» par «A l'expiration de la période de 3 ans».

La rédaction de l'art. 11 nous paraît aussi peu claire et les deux dernières phrases sont contradictoires.

Par ces motifs, nous avons l'honneur de vous proposer:

1. de faire entendre aux représentants français que la seconde tranche du crédit ne sera accordée que lorsque la question du transport sera résolue,

2. d'aviser les représentants français que le traité ne restreint en aucune manière le droit de la Suisse de régler à son idée le financement des exportations.»

Auf Grund der Beratung wird

beschlossen:

1. Die vorgelegten Entwürfe zu einem Accord financier franco-suisse und zu einem Protocole de signature werden grundsätzlich genehmigt. Das Finanz- und Zolldepartement, das seine Anträge zurückzieht, wird jedoch für einige Bestimmungen redaktionelle Verbesserungen vornehmen.

Die Schweiz hält im übrigen ihre Finanzforderungen aufrecht.

2. Den Direktor der Handelsabteilung, Herrn Dr. Jean Hotz, und Herrn Vize-Präsident Dr. P. Rossy zu ermächtigen, diese Verträge zu unterzeichnen.

ANNEXE

E 1004.1 1/455

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 6 mars 1945

Frankreich. Gewährung eines Kredites

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 5. März 1945

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet was folgt:

«Wir nehmen Bezug auf unsern Antrag vom 26. Februar 1945, mit dem wir Ihnen einen Entwurf zu einem Accord financier franco-suisse und einem dazugehörigen Zeichnungsprotokoll zur Genehmigung unterbreiteten. Gleichzeitig gaben wir Ihnen bekannt, dass die französische Delegation die Zustimmung der französischen Regierung zu diesen Texten einhole.

Die französische Delegation hat nunmehr die Antwort aus Paris erhalten und teilt uns mit, dass die französische Regierung mit Artikel 1 und 2 des Zeichnungsprotokolles nicht einverstanden sei. Im Sinne eines Vermittlungsvorschlages wird französischerseits für Artikel 1 und 2 des Zeichnungsprotokolls folgende Formulierung vorgeschlagen:

«Article premier

Les deux Gouvernements conviennent que les facilités prévues par l'article 3, § 1er, sont destinées en premier lieu aux règlements afférents aux opérations commerciales et aux prestations de services entre les deux pays. Il convient en outre de ne pas faire usage desdites facilités pour des règlements en faveur de pays tiers.

Art. 2

L'intention commune des deux parties étant d'établir dans le plus bref délai possible un plan d'échanges commerciaux, il est convenu qu'au cas où un tel plan n'aurait pas été mis sur pied au moment où les facilités prévues par l'article 3, § 1er, auraient été utilisées par l'une ou l'autre partie à concurrence de la moitié du montant stipulé, les deux parties se concerteraient à nouveau.»

Die wesentlichste Neuerung liegt in Artikel 1. Nach diesem Text ist zwar der Kredit ebenfalls in erster Linie für kommerzielle Zahlungen benützbar, doch können wir die französischer Behörden nicht mehr daran verhindern, ihn auch für andere Zahlungen (Finanzverkehr) zu verwenden, soweit sie zugunsten schweizerischer Gläubiger ausgeführt werden. Im Hinblick darauf, dass die französische Regierung unter keinen Umständen über die neue Formulierung hinausgehen will und das Finanzabkommen von der interalliierten Delegation als integrierender Bestandteil des Verhandlungsplanes erklärt worden ist, empfehlen wir Ihnen die Annahme dieser Änderung trotz einiger Bedenken, die wir aber mit Rücksicht auf die in Artikel 2 gemachten Vorbehalte zurückstellen können.»

Auf Grund dieser Darlegung wird antragsgemäss

beschlossen:

Der von der französischen Delegation gemachte Gegenvorschlag zu Artikel 1 und 2 des Zeichnungsprotokolles zum Accord financier franco-suisse wird genehmigt[8].

---

8. *L'accord financier franco-suisse sera signé le 22 mars 1945* (K I.1043). *Lors de sa séance du 19 avril 1945, le Conseil fédéral adopte une lettre à la Banque nationale à ce sujet (cf. PVCF N° 858,* E 1004.1 1/456).

A la suite d'une conversation avec le Chef du Département politique, Maurice Golay, Administrateur-délégué de la Société de Banque Suisse, adresse à Max Petitpierre des documents sur la France et des remarques sur sa dernière visite à Paris. Cette dernière note a été dépassée par les événements d'une façon que je considère comme extrêmement favorable. En effet, entretemps, M. Mendès-France a donné sa démission, et M. Pleven a fait un discours auquel chaque orthodoxe peut souscrire. J'ai été très heureux d'entendre que vous partagez entièrement mes idées au sujet de la souplesse que nous devrions apporter à nos relations avec la France, notamment dans l'utilisation du crédit qui a été accordé. (*Lettre* personnelle et confidentielle *du 10 avril 1945,* E 2800/1967/61/88).

Dans ses remarques sur sa visite à Paris du 16 au 21 mars, M. Golay rapporte sur ses entretiens et écrit notamment: Tous ces messieurs étaient très aimables pour la Suisse, la citaient en exemple, et l'un d'eux ajouta même que la Suisse devrait envoyer une équipe d'hommes pour «coloniser» la France et ses colonies. L'un d'eux me dit que l'ennemi N° 1 de la Suisse est la Russie, et qu'il est de l'intérêt primordial de notre pays de soutenir énergiquement la France dans ses efforts de reconstruction politique et économique.

On est somme toute actuellement très inquiet sur la situation politique interne par suite du fait que le Général de Gaulle, dont la popularité diminue, ne s'occupe pas des questions de ravitaillement, de justice et de finances. Il se laisse guider par Palewsky, esprit néfaste aux yeux des orthodoxes, et laisse faire ses ministres. Or, il y a une opposition totale entre Mendès-France, Ministre de l'Economie, et Pleven, Ministre des Finances. Le premier est un théoricien et le second, quoique plus réaliste, se laisse momentanément submerger par les idées subversives qui ont cours au sein du Gouvernement. Mais ces idées changent continuellement et même journellement. *[...]* Bien que l'idée de lutte des classes, ou le slogan des 200 familles, aient disparu, il reste dans le camp Mendès-France des idées de nationalisation prononcées, qui ont encore fait des progrès ces derniers jours. On y a la haine des banques, et les idées les plus saugrenues sur

la consolidation de la dette flottante. Pleven, de son côté, dit qu'il y a plus de bon sens dans un wagon de 3e classe que dans tout le corps des inspecteurs des finances. *[...]*

Les relations financières sont faciles et agréables avec les Anglais, difficiles avec les Américains. Les déclarations du Chancelier de l'Echiquier Anderson, qui a laissé entendre que l'Angleterre donnerait des noms à la France *[au sujet de l'évasion des capitaux français à l'étranger]*, ont fait très mauvaise impression, et la réaction a été pour ainsi dire unanime: «Ça c'est une chose que les Suisses ne feront jamais» (E 2800/1967/61/88).

Par une lettre du 11 avril 1945, Max Petitpierre demande au Chef du Département de l'Economie publique, W. Stampfli, d'accélérer la réponse positive de la Suisse à une demande française de discuter les questions financières et économiques en suspens. Etant donné la tension qui a existé entre la France et la Suisse pendant quelques mois jusqu'à la nomination d'un Ministre de Suisse à Paris, il me paraît indispensable d'éviter que le Gouvernement français n'ait de nouveau à notre égard des sentiments de mauvaise humeur (E 7001 (B) 1/346).

385

E 2001 (D) 3/101

Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher, au Chef du Département politique, M. Petitpierre

L Berlin, 5. März 1945

Bei dem Déjeuner, das der Reichsaussenminister gab, hatte ich Gelegenheit darauf hinzuweisen, dass die Reichsregierung sich noch nicht darüber geäussert habe, ob sie einer Schutzmachtvertretung für die französischen und deutschen Gefangenen zustimme[1].

Der Aussenminister wies darauf hin, dass Deutschland gegen eine Betreuung der Gefangenen durch das Internationale Rote Kreuz, wie sie ja schon erfolge, keine Einwendungen zu erheben habe und diese Tätigkeit der Genfer Institution lebhaft begrüsse und fördere.

Auf meinen Hinweis, dass in Anbetracht des Umfanges der Aufgabe es auch für Deutschland vorteilhaft sei, wenn die schweizerische offizielle Vertretung

---

1. *A ce sujet, H. Frölicher a adressé le télégramme suivant (expédié le 1er mars à 18 h. 00 et reçu à Berne le 2 mars à 15 h. 15):*

Nummer 112. Zum ersten Mal seit Kriegsbeginn veranstaltete gestern Aussenminister Mittagessen für Missionschefs. Die Einladung, an der auch die In- und Auslandspresse teilnahm, verfolgte Zweck, die Weltöffentlichkeit auf bolschewistische Gefahr aufmerksam zu machen, die nach Ansicht Reichsregierung einzig Deutschland zu bannen vermöge. Hatte Gelegenheit mit Aussenminister mich zu unterhalten, der deutsche Zustimmung bestätigte, dass Rotes Kreuz bei Gegenseitigkeit franz. Kriegsgefangene betreuen kann. Versprach auch zu prüfen, ob nicht unter gleicher Voraussetzung Gesandtschaft eingeschaltet werden könne, unter Offenlassung Anerkennungsfrage. Er legte Gewicht darauf, dass keine weiteren Collaborationisten exekutiert würden, ansonst zu Gegenmassnahmen an de Gaulle Geiseln gezwungen. Bericht folgt. *C. Stucki a annoté le bas du document:* Ich habe heute den französ. Geschäftsträger vom Inhalt dieses Tg. mündlich Kenntnis gegeben. 5.3.45.

sich mit diesen Aufgaben befasse, antwortete er, dass er diese Frage noch einmal prüfen wolle, immerhin dürfte die Anerkennungsfrage dadurch nicht präjudiziert werden.

Ich unterliess nicht, darauf hinzuweisen, dass die Ernennung von Prof. Burckhardt, des Präsidenten des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz zum Gesandten in Paris[2], jede Garantie für Deutschland biete, dass auch die Schutzmachtaufgabe in Frankreich im Sinne des Rotkreuzgedankens durchgeführt werde. Herr von Ribbentrop bemerkte, dass Prof. Burckhardt das volle Vertrauen der deutschen Reichsregierung habe und dass Deutschland nach wie vor Anhänger des Rotkreuzgedankens bleibe, der noch eines der wenigen Bande sei, die Deutschland mit dem Westen verbinde.

Der Aussenminister kam dann auf die Vollstreckung von Todesurteilen zu sprechen, die gegenüber Kollaborationisten in Frankreich erfolgten. Deutschland könne dies nicht hinnehmen und habe genügend gaullistische Persönlichkeiten als Geiseln, um entsprechende Gegenmassnahmen zu ergreifen. Es würde sich dabei nicht einmal um Gegenmassnahmen handeln, weil sich diese Gaullisten nachgewiesenermassen gegen deutsche Gesetze vergangen hätten. Aber Deutschland sei bereit, den Strafvollzug auszusetzen, wenn französischerseits das gleiche gegenüber den sogenannten Kollaborationisten geschehe. Mein Einwand, dass es sich bei den Kollaborationisten um Franzosen und nicht um Deutsche handle, wollte der Aussenminister nicht als Argument gegen die deutschen Massnahmen gelten lassen.

Vielleicht hat aber doch auch die französische Regierung in Anbetracht der offensichtlichen Gefährdung der französischen Geiseln in Deutschland ein Interesse, die Prozesse gegen die Kollaborationisten vorderhand ruhen zu lassen, oder doch wenigstens von einer Vollstreckung von Todesurteilen vorläufig Umgang zu nehmen. Nach einer siegreichen Beendigung des Krieges, die man ja in Frankreich mit Recht erwartet, ist die französische Regierung immer noch frei und ohne Gefährdung ihrer eigenen Staatsangehörigen in der Lage, dasjenige vorzukehren, was sie für nötig erachtet. Ganz abgesehen davon, dürfte aber auch eine Verschiebung des Strafvollzuges auf eine ruhigere Zeit dem Rechtsgedanken nur förderlich sein.

Wie ich vermute, hat das Internationale Komitee vom Roten Kreuz sich bereits mit dieser Frage befasst und ich stelle anheim, mit Herrn Prof. Burckhardt zu prüfen, ob allenfalls die französische Regierung nicht darauf hingewiesen werden könnte, dass ein Stillehalten in den Kollaborationsprozessen im französischen Interesse läge.

---

2. *Cf. PVCF des 20, 23 et 27 février 1945*, E 1004.1 1/454. *Cf. aussi PVCF N° 899 du 24 avril 1945*, E 1004.1 1/456.

386

E 1004.1 1/455

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 6 mars 1945

Négociations économiques et financières avec les Alliés

Confidentiel Département politique. Verbal

Le chef du département politique a fait remettre aux membres du Conseil fédéral, en traduction française, le projet d'une lettre[1] que la délégation alliée adresserait à la délégation suisse pour constater l'accord qui s'est fait entre les deux délégations dans les questions économiques, ainsi que le projet d'une lettre[2] que le chef de la délégation suisse adresserait à la délégation alliée pour constater l'accord intervenu dans les questions financières.

De l'échange de vues qui s'ouvre au sujet de ces deux lettres, il ressort notamment ce qui suit:

Le transit nord-sud est pratiquement réduit à rien, mais le régime institué pour le trafic sud-nord est moins rigoureux[3]. Les obligations qu'on nous demande d'assumer sont compatibles avec les exigences de notre politique de neutralité, puisqu'elles n'impliquent pas la rupture de toute relation d'ordre économique avec l'Allemagne. Si les Alliés réclament beaucoup de nous, les Allemands ont, de leur côté, été naguère fort exigeants. Il est préférable d'accepter les propositions des Alliés en ce qui concerne le trafic sud-nord plutôt que de s'exposer au risque que des arbitres admettent l'interprétation donnée par la délégation alliée à la Convention du Gothard et tranchent la question litigieuse en ce sens que la Suisse aurait été au-delà de ses obligations contractuelles. La clause sous chiffre 4 de la lettre de la délégation alliée, qui prévoit une suppression totale du transit pour le charbon, le fer, la ferraille et l'acier, va fort loin. Etant donnée la nature de ces produits, cette interdiction paraît cependant conciliable avec notre politique de neutralité. Il apparaît opportun d'établir un lien entre cette disposition et la précédente pour établir

---

1. *Cf.* E 2801/1967/77/5.
2. *Cf. N° 391.*
3. *A ce sujet, le Chef de la Division des Affaires étrangères du DPF, W. Stucki, adresse le 27 février 1945 une notice aux principaux responsables des négociations économiques (Rappard, Hotz, Homberger, Kohli, Hohl):* Der Bundesrat hat in seiner heutigen Sitzung beschlossen, dass der Transit Süd-Nord über den Gotthard grundsätzlich eingestellt wird, in der Meinung, dass eine Präsumption besteht, wonach alle in dieser Richtung transitierenden Waren im weitesten Sinne als Kriegsbeute anzusehen sind. Immerhin soll der Beweis für das Gegenteil zugelassen bleiben. Der Transit Nord-Süd bleibt bestehen mit Ausnahme von Kohle sowie (neu) von Eisen und Schrott. Die Meinung ist, dass diese Massnahmen nicht sofort autonom verfügt werden, sondern den Alliierten einerseits und Deutschland anderseits bekanntzugeben sind. Die Inkraftsetzung würde im Rahmen des abzuschliessenden Abkommens mit den Alliierten erfolgen.

un rapport entre cette nouvelle interdiction et les restrictions déjà apportées antérieurement au transit. Le chef du département politique devrait inviter la délégation suisse à obtenir, si possible, la réunion des deux dispositions dans une seule et même clause. Les restrictions apportées jusqu'à présent étaient un fait. Aujourd'hui, nous acceptons un arrangement dont on peut se demander s'il est compatible avec la neutralité économique. M. le Conseiller fédéral Stampfli a des doutes à cet égard, tout en reconnaissant que la notion de neutralité économique ne peut pas être rigide. Il s'agit plutôt d'une question de mesure. Dans la disposition sous chiffre 6, où il est question d'une cote qui ne devrait être dépassée «pour aucun article» sans l'assentiment de la commission mixte, les mots «pour aucun article» devraient, si possible, être supprimés. Il est fort regrettable que les 7000 tonnes de charbon nécessaires à la traction des trains à travers la France doivent être prélevées sur nos réserves et ne puissent pas être mises à disposition par les Alliés.

Invités à donner leur avis sur le contenu des deux projets de lettre, les membres du Conseil, après une longue discussion, émettent tous l'opinion que l'accord envisagé doit être conclu malgré les inconvénients certains que comportent les clauses économiques. Nos délégués devraient faire ressortir que le Conseil fédéral est allé à l'extrême limite des solutions compatibles avec la politique de neutralité qu'il a suivie jusqu'à présent. Il considère sa décision comme un acte de politique réaliste qui doit permettre de créer le contact nécessaire entre notre économie et celle des pays alliés.

Dans ces conditions et sous réserve des amendements que la délégation suisse devra chercher à obtenir dans le sens des vœux exprimés au sujet des chiffres 4 et 6 de la lettre qui serait adressée par la délégation alliée, le Conseil approuve les deux projets de lettre, concernant l'une des questions économiques, l'autre les questions financières.

La question s'étant posée de savoir s'il serait indiqué, vu les circonstances extraordinaires, de renseigner la conférence des présidents de groupes du Conseil national sur le résultat des négociations, le Conseil constate qu'il convient de ne pas le faire en l'occurrence. La discussion du XXX[e] rapport sur les mesures économiques contre l'étranger donnera l'occasion de parler des négociations avec les Alliés. M. le Président de la Confédération l'écrira aux présidents de groupes, pour prévenir le dépôt d'interpellations[4].

ANNEXE

E 2001 (D) 3/348

Le Département politique à la Légation d'Italie à Berne

N CG Berne, 10 mars 1945

Le Département Politique fédéral a bien reçu la note du 14 février[5] par laquelle la Légation Royale d'Italie lui a soumis de nouvelles considérations sur la question du trafic de transit entre l'Italie du Nord et l'Allemagne. Il est en mesure de faire savoir à la Légation que de nouvelles

4. *Cf. FF, 1945, I, pp. 273-281. L'échange des lettres se fera le 8 mars 1945; cf. N° 391.*
5. *Cf. N° 364.*

dispositions ont été arrêtées qui sont de nature à dissiper dans une large mesure les appréhensions dont il lui a été fait part.

Le Conseil fédéral, en effet, est arrivé à la conclusion que, dans les circonstances présentes, les marchandises provenant d'Italie acheminées en Allemagne par le territoire de la Confédération sont à présumer butin de guerre, au sens le plus large du terme. Il a donc ordonné de suspendre ce trafic en principe, les Autorités allemandes ayant la faculté d'établir avant l'expédition de la marchandise que celle-ci a été acquise dans des conditions régulières et n'a ainsi pas fait l'objet de réquisition, la population ou l'économie de l'Italie du Nord devant, en outre, ne pas manquer de cette marchandise. Le Conseil fédéral a également décidé, pour des considérations tenant à la politique économique de la Suisse, d'interdire le transport d'Allemagne en Italie par la Suisse du charbon, du fer, de la ferraille et de l'acier.

En tout état de cause, les quantités mensuelles admises au transit ne pourront pas, pour chaque groupe de marchandises, dépasser celles de février 1945, les limitations ou interdictions décidées antérieurement étant maintenues pour le surplus[6].

6. *Par une lettre du 14 mars 1945 (non reproduite), la Division des Affaires étrangères informe plus longuement le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher, au sujet des décisions prises par le Conseil fédéral.*

387

E 4001 (C) 3/1/18

Le Président de la Confédération, Ed. von Steiger, au Président des Etats-Unis d'Amérique, F.D. Roosevelt

Copie
L

Berne, 7 mars 1945

L'aimable lettre[1] que vous m'avez adressée témoigne des sentiments d'estime et de sympathie que la plus grande démocratie du monde et son Président éprouvent à l'égard de la Suisse.

C'est avec satisfaction que le Conseil fédéral a pris acte de la reconnaissance de notre neutralité traditionnelle et qu'il a constaté la compréhension que vous montrez pour nos difficultés.

La Suisse n'a jamais livré des produits de son industrie dans l'intention d'apporter une aide partiale à l'un ou l'autre des belligérants. Mais des échanges commerciaux effectués dans les limites du droit des gens étaient nécessaires

1. *Cf. N° 342.*
Plusieurs projets de réponse furent rédigés. L'éventualité de la publication de cette correspondance fut discutée avec les délégués américains pour les négociations économiques à Berne et par le Conseil fédéral lors de ses séances du 13 février, du 27 février et du 9 mars 1945.
Cf. aussi E 2001 (E) 2/555 *et* E 2800/1967/59/43.
Le document publié ci-dessus est le texte original dont une traduction en anglais fut adressée à Roosevelt.

pour couvrir des besoins vitaux, dont la satisfaction est une condition de notre indépendance. D'autre part, prévenir le chômage constitue un des meilleurs moyens de rendre notre petit peuple capable de résister aux influences antidémocratiques. Cet aspect de la question n'est pas négligeable. Il faudra en tenir compte aussi dans l'avenir.

Le citoyen suisse nourrit des sentiments innés de considération et de sympathie pour tous ceux qui luttent pour le droit et la liberté. Mais la politique immuable de neutralité suivie par le Conseil fédéral ne lui permet pas de régler son action d'après ses sentiments.

Aussi longtemps que les autres Etats ne commettent à son détriment aucune infraction aux principes du droit des gens, la Suisse a le devoir de se comporter de la même manière à l'égard de chacun d'eux. Ce n'est qu'en observant elle-même strictement les règles du droit international et en faisant honneur à ses engagements qu'elle peut mériter et conserver la confiance générale sans laquelle elle ne pourrait accomplir sa mission humanitaire.

Mais nous ne prêterons jamais notre concours pour la protection et la garde de biens illégalement acquis. Nous ne tolérerons pas davantage que sur notre territoire des actes soient préparés ou commis en vue d'asservir la liberté. Nous sommes trop attachés au droit et à l'indépendance pour cela.

Nous avons été heureux d'apprendre que la Suisse sera aussi appelée à collaborer à l'édification d'une nouvelle organisation mondiale qui protégera la liberté et assurera la prospérité des peuples. Je me crois en droit de présumer que cette collaboration nous sera demandée dans les limites de notre neutralité séculaire et dans le respect de notre indépendance nationale.

Je suis convaincu que la délégation que vous avez envoyée en Suisse et son chef, Mr. Laughlin Currie, dont la visite a été un honneur pour nous et nous a causé un vif plaisir, emporteront l'impression que la Suisse défend avec constance sa liberté et sa neutralité, et j'aime à croire que cette impression se dégagera pour vous des rapports qu'ils vous présenteront.

La remise de votre médaille commémorative est une attention à laquelle j'ai été très sensible et dont je vous suis particulièrement reconnaissant. Cette médaille[2] sera déposée aux Archives fédérales, où tout citoyen suisse, s'il en éprouve le désir, pourra aller l'admirer.

Au revers de l'effigie de l'homme d'Etat en qui le peuple des Etats-Unis de l'Amérique du Nord a placé sa confiance pour la conduite de ses destinées pendant plusieurs législatures, la médaille montre un fier voilier entouré de ces mots d'un célèbre poète américain: «Thou too Sail on O Ship of State Sail on O Union strong and great».

Les Etats-Unis d'Amérique, auxquels nous avons emprunté tant d'idées et de conceptions pour nos institutions démocratiques et notre propre constitution, comprennent que la barque d'un petit Etat ne doit pas avoir un cours incertain. Votre lettre nous en donne la preuve.

Permettez qu'à mon tour et par l'intermédiaire de Mr. Laughlin Currie je vous offre une médaille en modeste témoignage de ma haute estime. C'est l'exemplaire m'appartenant de l'écu frappé à l'intention du peuple suisse,

2. *Non retrouvée.*

il y a quelques mois, en commémoration de la bataille qui s'est livrée à Saint-Jacques-sur-la-Birse en 1444.

Pour chaque Suisse, cette date signifie que l'honneur, la liberté et l'indépendance de la patrie sont plus importants que la vie elle-même.

Veuillez agréer, Monsieur et cher Président, l'assurance de ma très haute considération et de mes meilleurs sentiments.

Bien sincèrement à vous.

388

E 4001 (C) 1/265

Notice du Chef a.i. de la Division de Police du Département de Justice et Police, R. Jezler

J Bern, 7. März 1945

BESPRECHUNG HERRN BUNDESPRÄSIDENT VON STEIGER MIT HERRN GOODMAN VOM 1. MÄRZ 1945.

Herr Goodman hat um eine kurze Unterredung bei Herrn Bundespräsident von Steiger nachgesucht. Er spricht vor in Begleitung seiner Sekretärin, der Schweizerbürgerin Frl. Erlanger. Herr Goodman teilt einleitend mit, er sei leitender Beamter im britischen Informationsministerium und (ausserparlamentarisches) Mitglied der parlamentarischen Kommission für Flüchtlingsfragen. Er möchte in erster Linie der Dankbarkeit der britischen Behörden Ausdruck geben über die grosszügige Aufnahme von Flüchtlingen durch die Schweiz. Man kenne in England die Lage der Schweiz und die Schwierigkeiten, in der sie sich befinde. Man wisse deshalb besonders zu würdigen, was von der Schweiz für die Flüchtlinge getan worden sei. (Herr Goodman bemerkt übrigens, er sei mit der Schweiz eng verbunden durch viele Aufenthalte und durch seine Ehefrau, die gebürtige Schweizerbürgerin sei).

Herr Goodman gibt bekannt, dass er Gelegenheit gehabt habe, in Begleitung von Herrn Oberst i.Gst. Münch die kürzlich eingereisten Flüchtlinge in Caux zu besuchen. Er habe einen sehr guten Eindruck erhalten. Herr Goodman interessiert sich ganz besonders um die Flüchtlinge aus Theresienstadt und namentlich um die Art und Weise, wie es Herrn Musy gelungen ist, die Flüchtlinge in Deutschland frei zu bekommen.

Herr Bundespräsident von Steiger legt Herrn Goodman dar, was bereits amtlich bekannt gegeben worden ist. Er betont, dass Herr alt Bundesrat Musy nicht im Auftrag der Schweizerischen Regierung nach Deutschland gereist sei, sondern im Auftrag einer privaten jüdischen Organisation. Herr alt Bundesrat Musy habe dabei seine persönlichen Beziehungen zu Herrn Himmler ausgenützt. Die Schweizerische Regierung halte es für ihre Pflicht, im Rahmen des Möglichen immer da zu helfen, wo sie helfen könne. Deshalb habe man die durch Herrn Musy freibekommenen Flüchtlinge aus Deutschland ohne weite-

res in der Schweiz aufgenommen und werde allfällige weitere Transporte ebenfalls aufnehmen.

Herr Goodman stellt wiederholt die Frage, wie es sich Herr Bundespräsident von Steiger erkläre, dass Deutschland bereit gewesen sei, diese Juden frei zu geben. Die ganze Sache sei doch sehr interessant, namentlich sei ihm auch die Mitwirkung des Herrn Musy an der Sache besonders interessant. – Herr Bundespräsident von Steiger antwortet, nach den Erklärungen des Herrn Musy müsse angenommen werden, Herr Himmler habe sich davon überzeugen lassen, dass es für Deutschland nützlich sein könnte, wenn bezüglich der Juden eine andere Haltung eingenommen werde. Nach Auskunft des Herrn Musy scheine es sich für die deutschen Behörden nicht so sehr darum gehandelt zu haben, eine Gegenleistung zu verlangen, als vielmehr darum, dass die Angelegenheit in der angelsächsischen Presse gebührend verzeichnet werde. Nun scheinen allerdings gewisse Schwierigkeiten eingetreten zu sein, weshalb weitere Transporte vorläufig nicht in der Schweiz eingetroffen sind. Herr Benoît Musy reise nochmals nach Deutschland aus in der Hoffnung, die Schwierigkeiten beseitigen zu können. Herr Goodman bemerkt hierzu, er habe persönlich mit Benoît Musy gesprochen; er sei also soweit orientiert.

Im Verlaufe der Unterredung betont Herr Bundespräsident von Steiger mehrfach die Bereitschaft der Schweiz, Hilfsaktionen durchzuführen; er verweist aber nachdrücklich auf die wirtschaftlichen Schwierigkeiten, in denen sich unser Land infolge der alliierten Beschränkungen befindet.

Anmerkung

Die Ausführungen des Herrn Goodman erweckten bei mir den Eindruck, dieser britische Beamte habe in erster Linie die Absicht gehabt, zu versuchen, von Herrn Bundespräsident von Steiger zu erfahren, ob und was die Schweizerische Regierung wisse von allfälligen Zusicherungen und Verpflichtungen, die Herr alt Bundesrat Musy Herrn Himmler gegeben haben könnte[1].

1. *A ce sujet, cf. aussi la lettre du Chargé d'Affaires de Suisse a.i. à Rome, P. de Salis, du 26 février 1945 et la réponse du Chef de la Division des Affaires étrangères du DPF, W. Stucki, du 23 mars 1945* (E 4260 (C) 1974/34/108).

389

E 2300 Santiago de Chile/6

Le Chargé d'Affaires de Suisse à Santiago du Chili, Ph. Zutter[1], *au Chef du Département politique, M. Petitpierre*

RP N° II Santiago, 7 mars 1945

J'ai l'honneur de vous adresser ci-après diverses considérations concernant le Chili et sa position politique:

1. *A la suite du décès survenu le 18 septembre 1944 de Conrad Jenny, Envoyé extraordinaire et Ministre de Suisse en Argentine, au Chili, en Uruguay et au Paraguay, les autorités fédérales*

Ces derniers temps ont été marqués par un certain nombre d'événements dont le principal est certainement la Conférence de Mexico qui, pour plusieurs motifs, revêt pour le Chili et pour les autres Etats sud-américains une importance considérable. Elle prélude, en effet, aux échanges de vue qui auront lieu ultérieurement à San Francisco et ailleurs, et constitue en quelque sorte aux yeux des intéressés, un premier acte – avant la lettre – de la procédure de la paix. Mais pour pouvoir délibérer sur la paix, il faut avoir été en guerre et c'est pourquoi le Chili, comme d'autres pays du continent sud-américain, assura son siège futur, en la déclarant au Japon. Cette décision, en général, a été mal comprise par le public auquel elle ne pouvait être expliquée et qui trouvait cette détermination, symbolique et tardive, dénuée d'élégance. On l'attribuait surtout à la pression des Etats-Unis désireux de s'entourer d'un nombre d'alliés aussi grand que possible à opposer, au besoin, aux Russes dans les conférences prochaines. «Cette opinion n'est pas fausse, mais elle est incomplète, me disait un haut fonctionnaire. On oublie, en effet, que les pays d'Amérique du Sud, sous une stabilité continentale apparente, cachent divers conflits latents qui, pour n'être pas très graves, n'en sont pas moins irritants. C'est un mal auquel n'échappent pas les peuples jeunes, et, ajoutait-il, nous sommes encore en état de formation. Si seuls certains Gouvernements étaient invités aux débats d'après-guerre en raison de leur état de belligérance, il serait fort inconfortable pour ceux restés neutres de ne pouvoir, le cas échéant, défendre leur point de vue.» En parlant ainsi, mon interlocuteur songeait sans doute aux revendications que la Bolivie pourrait formuler contre le Chili au sujet d'un accès au Pacifique et qui, depuis 1873, sont périodiquement présentées. Presque tous les pays de ce continent ont des problèmes plus ou moins analogues et cela explique leur désir d'être présents, encore qu'il ne soit guère probable que les délégués aux Conférences de la paix accordent beaucoup d'audience à des litiges aussi secondaires. Le Chili se borna donc à déclarer la guerre au Japon sans englober l'Allemagne dans cette décision. Il convient de rappeler, à ce propos, que le pays compte une forte colonie allemande et que le sud fut en grande partie défriché par des immigrés germaniques. Ceux-ci comptent donc toujours d'assez nombreux sympathisants que le Gouvernement ne voulait pas heurter de front, d'autant plus que les élections au Congrès étaient proches.

La délégation chilienne, présidée par M. Joaquin Fernandez, Ministre des Affaires Etrangères, partit pour Mexico, forte d'environ quinze personnes. Il semble que les instructions données à cette mission aient été assez élastiques et qu'il en fut de même pour la plupart des autres représentations américaines. Le but de la Conférence, en effet, étant, aux yeux des Etats-Unis, de constituer

---

se posent la question de savoir si le moment n'était pas venu de songer à réorganiser notre représentation diplomatique à Santiago, en lui concédant, pour le moment, le caractère d'autonomie que requiert la situation nouvelle créée par le décès de M. Jenny. Une telle solution serait vivement appréciée par le Gouvernement chilien, qui, par l'entremise de son ministre à Berne, a fait savoir qu'il était heureux de donner son agrément à la désignation, comme chargé d'affaires en pied, de M. Zutter, qui jouit des plus grandes sympathies au Chili.

En fonction de ces informations, le Conseil fédéral décide, lors de sa séance du 13 octobre 1944, de nommer Philippe Zutter en qualité de Chargé d'Affaires en pied auprès du Gouvernement chilien (*PVCF N° 1757*, E 1004.1 1/450).

une sorte de bloc américain pour l'avenir, il s'agissait pour Washington, surtout d'une prise de contact préliminaire. Mais, de leur côté, les pays sud-américains voulaient saisir l'occasion d'exposer aux Yankees que les relations de voisinage sont solides quand elles sont entretenues par d'autres adjuvants que les bonnes paroles. Comme la Maison Blanche a accordé depuis la guerre des facilités financières et économiques aux pays du continent latin, ceux-ci entendent bien que la manne ne cessera pas de tomber une fois tout danger écarté. Il semble donc que ces deux idées, exception faite de l'écharde argentine, étaient – de part et d'autre – à la base de la conférence. Seulement, on n'en pouvait guère parler ouvertement et, au surplus, elles se situent sur deux plans différents.

[...]

Comme on peut le constater, la préoccupation essentielle des participants sud-américains, dans l'ordre matériel, était l'aide des Etats-Unis après la guerre. Ce souci fut exprimé à plusieurs reprises par d'autres délégations et de manière de moins en moins voilée. La plupart des délégations, en effet, avaient reçu des indications dans ce sens de leurs Gouvernements qui – du moment qu'ils sont au pouvoir actuellement – sont tous plus ou moins dépendants des U.S.A. et assurent leur politique intérieure grâce à l'aide de leur riche voisine du nord. Les Etats-Unis ne se méprirent pas sur la réalité de cette préoccupation et c'est ainsi que le fonctionnaire d'Etat, W. Clayton, parlant devant le Comité économique de la Conférence, fit la déclaration suivante: «La période de transition économique commencera avec la fin de la guerre en Europe, mais on n'arrivera probablement pas à une grande réduction dans la production de guerre.» M. Clayton ajouta «qu'on attendait la promulgation d'une loi autorisant la formation d'un dépôt de matériel de guerre destiné à la sécurité militaire des U.S.A. et à la contribution de ce pays au maintien de la sécurité dans l'hémisphère occidental et dans le monde.» Cette nouvelle passa presque inaperçue dans la presse chilienne, encore qu'elle revête une certaine importance puisqu'elle préjuge nettement de la question de la sécurité qui sera vraisemblablement le plus décisif des problèmes d'après-guerre.

[...]

Etant donné les sujets traités à Mexico, et qui relèvent de l'ensemble des relations internationales des Etats américains, on peut être en droit de considérer qu'il s'agit en quelque sorte du premier pas vers une sorte de Société des Nations, animée d'un esprit différent de celle que nous avons connue. Les débats qui vont s'ouvrir à fin avril à San Francisco montreront quelle sera l'attitude des pays américains lorsqu'ils seront en présence de leurs associés européens et autres. Il convient, enfin, de tenir compte du fait que les décisions prises par les républiques sud-américaines en matière internationale ne reposent pas sur un véritable sentiment populaire. Le peuple, en effet, n'est pas réellement constitué en corps social et il y a fort à faire encore pour lui donner conscience de ses devoirs de «souverain».

Si je me suis étendu sur les débats de Mexico en sortant du cadre de la seule position du Chili, c'est parce que la politique de ce pays est intimement liée à celle des autres Etats américains et ne saurait en être distraite sans donner un tableau incomplet de l'esprit qui anime actuellement l'ensemble du continent sud.

Simultanément à la Conférence de Mexico, eurent lieu au Chili les élections à la Chambre des Députés et à une partie du Sénat (26 membres). La gauche et la droite se livrèrent à une propagande acharnée pour faire triompher leurs candidats respectifs encore que ces efforts fussent entravés par l'indifférence politique provoquée par le championnat sud-américain de football qui se disputait en même temps à Santiago et accaparait l'essentiel de l'intérêt populaire. Le résultat des élections indique que la droite s'est affirmée au Sénat et à la Chambre. Dans l'ensemble, les «partis d'ordre», comme les appelle ici la presse, ont gagné 13 sièges. Il est à noter que les radicaux sont catalogués dans les «gauches». Ce résultat, dans un pays aussi travaillé par le communisme que l'est le Chili, est symptomatique d'une certaine réaction qui pourrait bien se faire sentir plus tard dans d'autres républiques sud-américaines[2].

2. *Ce rapport politique, après quelques modifications rédactionnelles, a été communiqué aux représentants diplomatiques de la Suisse à l'étranger, par une circulaire du 30 avril 1945* (*cf.* E 2001 (D) 3/23).

390

E 2801/1967/77/8

Compte-rendu de la séance du 7 mars 1945 de la Commission des Affaires étrangères du Conseil national[1]

PV

[...]

Herr *Minister Stucki:* Man kann diese Verhandlungen, die hinter uns liegen, nicht verstehen und ihr Resultat nicht richtig würdigen, ohne die Strategie, mit der sie geführt wurden, einigermassen zu kennen. Eine Verhandlung, bei der auf der einen Seite eine deutsche Delegation und auf der andern Seite drei alliierte Delegationen stehen, konnte nicht ohne strategischen Plan durchgeführt werden. Die Mitteilungen über diesen strategischen Plan dürfen, was ich hier speziell betonen möchte, auf gar keinen Fall, auch nach Abschluss der Verhandlungen, über Ihren Kreis hinaus bekannt werden. Das Resultat der Verhandlungen wird dagegen, allerdings auch erst nach der Unterzeichnung der Vereinbarungen, der Presse in den Grundzügen bekannt gegeben werden. Die Vereinbarungen sind noch nicht unterzeichnet. «Betriebsstörungen» sind immer noch möglich.

Es sind nun 28 Jahre her, da haben in diesem Zimmer hier die Mitglieder des Bundesrates von abends 9 Uhr bis morgens 3 Uhr gesessen. Im Westbau war der deutsche Gesandte und die deutsche Delegation, im Ostbau der französische Botschafter und die französische Delegation[2]. Die Alliierten hatten von

1. *Le procès-verbal a été rédigé par E. Thalmann, du Secrétariat du Département politique, cf. la notice de G. Keel à W. Stucki du 12 mars 1945 (non reproduite). Seul le passage sur les négociations avec les Alliés est reproduit ici. La séance est présidée par E. Bärtschi.*
2. *Cf. DDS, vol. 6, notamment N^os 394 et 399.*

der Schweiz verlangt, den Export nach Deutschland vollständig zu unterbinden. Die Schweiz erklärte darauf: nur Deutschland liefert uns Kohle und Eisen. Seid Ihr Franzosen bereit, uns diese Stoffe zu liefern? Die Boten eilten hin und her.

Die Erinnerung an diese Ereignisse taucht in diesen Tagen wieder auf. Wie damals, befinden wir uns auch heute wieder zwischen Hammer und Amboss. Allerdings besteht ein Unterschied: damals war Deutschland noch fähig, in grossem Umfang Kohle und Eisen zu liefern. Das ist heute nicht mehr der Fall. Damals bestand noch ein gewisses Gleichgewicht in Europa; auch das ist heute nicht mehr der Fall.

Als Frankreich befreit worden ist, ging ein Gefühl der Freude durch das Schweizervolk. Diese Freude war nicht nur eine Freude über die Befreiung der Franzosen sondern ebensosehr eine Freude über die Sprengung des eisernen Ringes um uns. Sie war aber nur von kurzer Dauer. Die Möglichkeit, schweizerische Waren über Frankreich zu exportieren und ausländische Waren über Frankreich zu importieren, war geringer als je. In den Monaten Oktober 1944 bis Januar 1945 sind diese Möglichkeiten praktisch auf Null gesunken.

Die Blockadeverhandlungen mit den Alliierten sind im Jahre 1939 begonnen worden[3]. In den folgenden Jahren wurden sie weitergeführt. Man hat sich immer wieder verständigt. Schweizerischerseits wurden der Commission mixte neue Konzessionen gemacht. Man glaubte darin eine genügende Basis zu haben, damit uns auch die Alliierten neue Zugeständnisse machen.

Nach der «russischen Bombe» vom November 1944 platzte am 4. Januar 1945 die «amerikanische Bombe»[4]. In der amerikanischen Presse wurde uns vorgeworfen, wir unterstützten ihren Todfeind. Wir seien Hehler für grosse deutsche Leute. Die Schweiz sei ein Land, das nicht nur nicht neutral, sondern sehr deutschlandfreundlich eingestellt sei. Die Russen übernahmen diese Propaganda mit Freude. Auch Südamerika, der Nahe und Ferne Osten übernahmen die Angriffe. Die Beziehungen mit Frankreich waren immer noch sehr gespannt. Auch in England gab es heftige Presseangriffe gegen uns. Wir erhielten stürmische Anfragen von unseren Vertretungen im Ausland. Die Situation war unerfreulich. Eine Isolierung unseres Landes, wie wir sie vielleicht noch nie zuvor erlebt haben, drohte.

Es ist selbstverständlich, dass in dieser Situation gehandelt werden musste. Die Schweiz hat alles unternommen, damit über diese Frage eine Diskussion ermöglicht werde. Es war dann beruhigend, als unsere Einladung an die Alliierten, eine Delegation in unser Land zu schicken, angenommen wurde. Noch beruhigender war es, dass der amerikanische Präsident einen seiner persönlichen Freunde an die Spitze der Delegation stellte. Auch die britische Regierung entsandte einen prominenten Regierungsvertreter. Eine französische Delegation schloss sich an. Sie haben die freundlichen Presseerklärungen, die bei der Ankunft der Delegationen in Bern abgegeben worden sind, gelesen.

[...][5]

---

3. *Cf. DDS, vol. 13, table méthodique: IV.2.3.*
4. *Cf. N^os 277, 331, 342.*
5. *W. Stucki explique la composition de la délégation suisse. A ce sujet, cf. N° 388.*

Den ersten freundlichen Tönen, die wir von den Alliierten zu hören bekommen hatten, folgte sehr bald eine Ernüchterung. Der Inhalt des Briefes des amerikanischen Präsidenten[6] und eines sehr langen Exposés, das Herr Currie mitbrachte, befreiten uns bald von jeglichen Illusionen. Was wurde von uns verlangt? Es lässt sich dies in folgende kurzen Formeln zusammenfassen: Ihr Schweizer seid ja ganz nette Leute. Wir haben Sympathie für Euch. Ihr seid alte Freiheitskämpfer. Ihr habt auf humanitärem Gebiete viel geleistet. Wir wollen Eure militärische Neutralität voll respektieren, obschon es für uns von Vorteil wäre, dies nicht zu tun. Wir verlangen keinen Durchmarsch durch Euer Land. Wir machen Euch aber nachdrücklich darauf aufmerksam, dass für die Schweiz die Stunde geschlagen hat zu zeigen, wo sie moralisch und wirtschaftlich steht. Hier gibt es jetzt keine Neutralität mehr. In dieser Beziehung habt Ihr eindeutig auf unsere Seite zu treten. Sonst werdet Ihr isoliert dastehen. Die Konsequenzen sind folgende:

1. Sensationell aufgemacht, ist jeder Export zu sperren.
2. Jeder Transit durch die Schweiz ist sofort zu sperren.
3. Jede Ausfuhr von elektrischer Energie nach Deutschland ist sofort zu sperren.
4. Im Sinne der Resolution 6 der Empfehlungen von Bretton Woods sind alle Massnahmen zu treffen, dass keinerlei Gut unserer Feinde weiter bei Euch versteckt bleiben kann. Ferner, dass unter keinen Umständen in der Schweiz Mittel angesammelt werden, um einen neuen Krieg zu organisieren, um eine 5., oder sagen wir, 6. Kolonne zu finanzieren.

Dafür wurde uns in Aussicht gestellt: Wenn Ihr das tut und damit der Welt zeigt, dass Ihr das Gebot der Stunde verstanden habt, dann sind wir damit einverstanden, dass Ihr militärisch neutral bleibt.

Ich muss hier einfügen, dass die Mitteilungen, die ich Ihnen soeben gemacht habe, morgen natürlich nicht in der Zeitung stehen dürfen.

Das war die Situation am Abend des ersten Verhandlungstages. Unsere Verhandlungsdelegation hat zusammen mit dem Bundesrat die Lage geprüft. Es ist sowohl in der Delegation, wie im Bundesrat ein einstimmiger Beschluss gefasst worden:

1. Was die Alliierten von uns verlangen, steht im Widerspruch zu den Geboten der schweizerischen Neutralität und steht im Widerspruch zu dem, was wir unter der Würde des Landes verstehen. Kein neutraler Staat hat das Recht, namentlich nicht unter fremdem Druck, die wirtschaftlichen Beziehungen zu einem Lande einseitig abzubrechen.

Ich möchte bei dieser Gelegenheit ausdrücklich feststellen, dass in diesem ausschlaggebenden Punkte auch die Vertreter der Sozialdemokratie – im Bundesrat wie in der Delegation – mit absoluter Eindeutigkeit diesen schweizerischen Standpunkt vertreten haben, und sie haben auch die alliierten Delegationen darüber nicht im Zweifel gelassen, dass sich diese nicht etwa auf die Opposition in der Schweiz stützen könnten.

2. Würde die Schweiz tun, was man von ihr verlangt, so müsste der Eindruck ein ähnlicher sein, wie ihn die Welt gehabt hat, als Italien dem sterben-

6. *Cf. N° 342.*

den Frankreich den Todesstoss gab. Es ist nicht schweizerische Art, einem am Boden liegenden Gegner noch einen Fusstritt zu geben.

Das war unsere Antwort. Und wenn dann in den nächsten Tagen und Wochen nach Bekanntgabe des Resultates der gepflogenen Wirtschaftsverhandlungen in der Öffentlichkeit kritisiert werden wird, dass die Schweiz viel zu viel nachgegeben habe, so sollen Sie, meine Herren, wissen, wie sich die Dinge entwickelt haben.

Wir müssen uns vergegenwärtigen, wie die Verhältnisse stünden, wenn Deutschland noch in der Lage wäre, uns monatlich 100 000 Tonnen Kohle zu liefern. Es wäre eine tragische Situation. Die Tatsache der Besetzung der oberschlesischen Gebiete durch die Russen hat die Verhandlungen ganz wesentlich erleichtert. Deutschland ist heute und war schon vor einigen Wochen nicht mehr in der Lage, uns die grossen Mengen Kohle und Eisen zu liefern, die uns verpflichtet hätten, die Forderungen der Alliierten weitgehend abzuweisen. Im Wort «Kohle» liegt die Erklärung für die ganze schweizerische Strategie in diesen Verhandlungen: Wenn wir es endgültig ablehnen, für den Export nach Deutschland eine Sperre zu erlassen, wenn wir bewusst darauf verzichten, durch eine solche sensationelle Massnahme in London, Washington, Paris oder gar Moskau eine gute Note zu verdienen, so sind wir auf der andern Seite der Auffassung, dass Deutschland als Lieferant und als Bezüger von Waren für uns mit jedem Tag an Wichtigkeit verliert. Wir waren uns infolgedessen darüber im klaren, dass zwar die Ablehnung jener grundsätzlichen Sperrmassnahmen am Platze war, andererseits aber eine wesentliche Einschränkung unseres Exportes und des Transits Deutschland-Italien notwendig wurde.

Die Verhandlungen mit Deutschland waren daher so zu dirigieren, dass Deutschland sich gezwungen sehen würde, von sich aus zu erklären: wir können mit Euch kein neues Wirtschaftsabkommen abschliessen.

Wir waren uns bewusst, dass eine solche Strategie voller Gefahren ist. Wir mussten abschätzen, wie die Reaktion eines besonders nervösen und zu unüberbelegtem Handeln geneigten Nachbarn sein würde. Man konnte nicht genau wissen, wie Deutschland reagieren würde, wenn wir ihm auf einmal erklärten: Alle Deine Guthaben in der Schweiz sind gesperrt; wir können Waren nur noch unter den und den Bedingungen liefern; der Transit von Kohle ist nur noch unter den und den Bedingungen möglich. Wir haben damit gerechnet, dass es Deutschland bis zum Abbruch der diplomatischen Beziehungen treiben könnte. Die deutsche Reaktion war dann glücklicherweise nicht so explosiv.

Von diesen strategischen Überlegungen ausgehend, haben wir in den einzelnen Fragen folgende Haltung eingenommen:

1. *Der Transit:* Die Gotthardkonvention verpflichtet die Schweiz, den Transit zuzulassen, vorausgesetzt, dass dadurch ihre Neutralität nicht beeinträchtigt wird. Die Deutschen erklären, dass wir zum Transit schlechthin verpflichtet sind und dass sich die Frage der Neutralität gar nicht stellt. Die Verpflichtung ergebe sich desgleichen aus der Konvention von Barcelona und aus der Haager Konvention.

Für uns war eine psychologische Überlegung entscheidend. Seit dem Oktober letzten Jahres haben wir festgestellt, dass die Mengen Kohle, die Deutschland durch die Schweiz nach Italien transitiert, ein Mehrfaches dessen aus-

machen, was uns die Deutschen liefern. Daraus ergab sich für uns ein moralisch sehr starker Standpunkt: Juristische Spitzfindigkeiten hin oder her, es ist für unser Land einfach nicht tragbar, dass die deutschen Kohlenzüge Tag und Nacht durch den Gotthard rollen, während unsere Gaswerke, unsere Industrie, unsere Haushaltungen keine Kohle mehr erhalten. Wir verlangen daher, dass in dieser Hinsicht eine gewisse Parität hergestellt wird. Der Schweiz muss gleichviel Kohle geliefert werden, wie Deutschland nach Italien transitiert.

Wir stellten folgende Rechnung an: Im Monat Januar sind von Deutschland 53 000 Tonnen Kohle nach Italien transitiert worden. An die Schweiz geliefert wurden nur 12 000 Tonnen. Deutschland hat uns daher für den Monat Januar 41 000 Tonnen nachzuliefern.

Ich füge hier ein, dass die Einstellung des Kohlentransites von den Alliierten aus militärischen Gründen als conditio sine qua non bezeichnet wird. Demgegenüber erklärten wir, dass wir von Deutschland die Nachlieferung im genannten Umfange verlangen werden. Dabei wussten wir natürlich, dass Deutschland nicht mehr in der Lage ist, diese Nachlieferungen auszuführen.

Nun kommt ein weiteres hinzu: Unsere monatlichen Lieferungen elektrischer Energie an Deutschland entsprechen kalorienmässig ungefähr 40 000 Tonnen Kohle. Wir nahmen nun den Standpunkt ein, solange uns Deutschland nicht wenigstens für den Monat Februar die entsprechende Menge Kohle liefert, können wir die Ausfuhr elektrischer Energie nicht weiter zulassen und da wir bisher immer vorgeleistet haben, erklärten wir ferner den Deutschen: Wenn Ihr im März noch Strom wollt, verlangen wir, dass Ihr einmal vorleistet. Alles in allem hätten uns daher die Deutschen 120 000 Tonnen zu liefern gehabt (40 000 Tonnen Nachlieferung für den Monat Januar, 40 000 Tonnen als Kompensation für unsere Energielieferung im Monat Februar und 40 000 Tonnen als Vorleistung für unsere Energielieferung im Monat März). Wir erklärten ihnen: Wenn Ihr uns dieses Quantum liefert, so sind wir bereit, mit Euch über ein neues Wirtschaftsabkommen zu verhandeln.

Diese Strategie mutet etwas machiavellistisch an. Unsere wirtschaftlichen Notwendigkeiten zwangen uns aber dazu. Im übrigen ist zu sagen, dass wir unsere Forderungen an Deutschland unabhängig von der Anwesenheit der alliierten Delegationen gestellt haben. Diese Forderungen müssten, nach rein kaufmännischen Grundsätzen, auch dann bestehen bleiben, wenn in letzter Stunde in den Verhandlungen mit den Alliierten ein «Betriebsunfall» eintreten würde.

Ferner ist die Mitwirkung der Schweiz an den Empfehlungen von Bretton Woods diskutiert worden. Es ist uns aus schweizerischen Kreisen vorgeworfen worden, die Sperre der deutschen Guthaben in der Schweiz sei zu spät gekommen. Sie sei unter dem Druck der Alliierten erfolgt. Man hätte diese Sperre viel früher erlassen sollen.

Ich habe noch bis 1937 die Wirtschafts- und Finanzverhandlungen mit Deutschland geführt. In den Jahren 1936 und 1937 habe ich mehr als vier Mal verlangt, dass die deutschen Guthaben in der Schweiz gesperrt werden[7]. Damals war nicht Krieg und befand sich keine alliierte Delegation in der

7. *Cf. DDS, vol. 11, table méthodique: II.1.1., notamment l'annexe du N° 229.*

Schweiz. Sämtliche schweizerischen Guthaben in Deutschland waren damals blockiert. Meine Meinung war daher, man müsse hier Gegenrecht halten. Aus sehr achtenswerten Gründen hat der Bundesrat diese Massnahme damals abgelehnt. Es ist aber festzustellen, dass diese Frage schon lange vor dem Krieg in der Luft lag. Hätte diese Massnahme nicht getroffen werden sollen vor der Ankunft der alliierten Delegation? Etwa, um den Anschein zu vermeiden, sie sei unter ihrem Druck erfolgt? Ich bin der Auffassung, dass diese Sperre nicht wenige Tage vor der Ankunft der Delegation noch getroffen werden konnte. Dies hätte gewiss nicht gehindert, dass uns der Vorwurf gemacht worden wäre, man habe sich dem Druck der Alliierten gefügt. Überdies hätten wir damit diesen «Trumpf» schon vor Verhandlungsbeginn aus den Händen gegeben.

Im Communiqué zum Bundesratsbeschluss vom 16. Februar 1945[8] ist gesagt worden, wir hätten im Jahre 1940 und seither solche Sperren schon gegen zahlreiche andere Staaten erlassen[9]. Dies ist gesagt worden in einer gewissen Überschätzung der Gefahr der deutschen Reaktion. Effektiv ist die Sperre gegenüber den deutschen Guthaben doch etwas ganz anderes als gegenüber den andern Ländern. Warum hat man die französischen, belgischen, dänischen, griechischen, niederländischen usw. Guthaben gesperrt? Dies war nicht eine Massnahme gegen diese Länder, sondern gerade zu ihrem Schutze gegenüber den Okkupanten. Gelder von Angehörigen dieser Länder, die in der Schweiz selbst wohnten, wurden nicht gesperrt. Der Beschluss vom 16. Februar sieht dagegen in Art. 3 vor, dass auch die Gelder der in der Schweiz wohnenden Deutschen zu blockieren sind.

Es ist mir die Aufgabe zuteil geworden, unsere Stellungnahme dem Chef der deutschen Delegation mitzuteilen[10]. Dieser zeigte darüber nicht Wut, sondern Resignation. Er hat sofort erklärt: Ihre Forderung mit Bezug auf die Kohle bedeutet den Todesstoss für das schweizerisch-deutsche Wirtschaftsabkommen. Dies ist umso eindrucksvoller als dieser Todesstoss ausgerechnet von dem aus kommt (dem Sprechenden), der das erste schweizerisch-deutsche Wirtschaftsabkommen unterzeichnet hat. Ich habe darauf geantwortet: Der Todesstoss kommt vom Fehlen der deutschen Kohle. – Man wird aber in Deutschland den Eindruck nie ausrotten können, wir hätten nicht unter alliierter Pression gestanden. Tatsache ist, dass das deutsch-schweizerische Abkommen nicht erneuert werden konnte, weil Deutschland nicht mehr in der Lage ist, uns im notwendigen Umfange Kohle zu liefern.

Die Schweiz hat ein ungeheures Glück gehabt, dass im rechten Zeitpunkt Deutschland ausserstande gesetzt worden ist, grosse Gegenleistungen zu offerieren.

Das schweizerisch-deutsche Wirtschaftsabkommen ist am 15. Februar abgelaufen und ist nicht mehr erneuert worden. Ich werde später darauf zurückkommen, wie der Warenverkehr nunmehr geregelt werden wird.

Ein weiterer besonders wichtiger Punkt der Verhandlungen ist folgender: Die Alliierten sind zu uns gekommen, um mit uns ein Abkommen zu schliessen.

---

8. *Pour la décision du Conseil fédéral du 16 février 1945, cf. N° 367.*
9. *Cf. DDS, vol. 13, N° 336 et ci-dessus N° 371, note 3.*
10. *Cf. N° 368.*

Sie haben aber am ersten Tag und nachher immer wieder erklärt: wir sind an einem solchen Abkommen gar nicht interessiert. Das ist gewiss richtig. Für Deutschland waren wir immer interessant: als Hüter der Alpenpässe, als Flankenschutz, als offenes Tor zur Welt. Welches Interesse an der Schweiz haben aber die Vereinigten Staaten? Wir müssen uns darüber klar sein, dass die Mächte, die heute entscheiden, in der Schweiz keinerlei Interesse haben. Ohne vertragliche Abmachungen mit uns können sie sehr wohl bestehen. Die alliierten Delegationen haben uns gesagt: Wir kommen als Freunde, um zu verlangen, aber auch um zu geben... – ich erinnere an die ersten abgegebenen Erklärungen. Es ist daher selbstverständlich, dass sie unsere Massnahmen zur Einschränkung des Transites durch den Gotthard nur dann zu unsern Gunsten in unsere Bilanz einzutragen gewillt waren, wenn sie erfolgten, bevor Oberitalien durch die Deutschen geräumt wird. Nachher wäre diese Massnahme für die Alliierten natürlich wertlos. Gleich verhält es sich mit dem Export nach Deutschland. Man erklärte uns: Wenn Ihr heute die Lieferungen nach Deutschland einstellt, so hat das für uns einen Wert und sind wir dafür zu Gegenleistungen bereit; wenn Ihr aber abwartet, bis Deutschland zusammengebrochen ist, so geben wir Euch für diese Massnahme keinen Franken mehr. Diese Überlegungen sind natürlich richtig. Wir hätten dann den Zustand gehabt, dass wir in Zukunft von den Gütern der Alliierten nur noch das bekommen hätten, was gerade übrig blieb.

Wer hätte die Verantwortung übernehmen wollen, den Zusammenbruch Deutschlands abzuwarten, ohne zu einem Abkommen mit den Alliierten zu kommen? Dies hätte bedeutet, dass wir hungern. Es ist gut – wie in diesem Zusammenhang festgestellt werden muss –, dass die Verhandlungen vom Politischen Departement aus dirigiert werden, das über einen zuverlässigen Nachrichtendienst verfügt und das daher z. B. über die Möglichkeit eines sehr raschen Zusammenbruches des deutschen Widerstandes in Oberitalien orientiert war.

Die Gefahr, zu spät zu kommen, ist sehr gross. Ich vertrete daher mit rücksichtsloser Brutalität den Standpunkt, dass es heute ganz gleichgültig ist, ob und wieviel wir noch nach Deutschland liefern und ob und in welchem Umfange wir den Transit Italien-Deutschland noch aufrecht erhalten. Wir müssen heute darauf bedacht sein, das Tor im Westen zu öffnen. Deutschland ist vor dem Zusammenbruch. Ob wir den wirtschaftlichen Verkehr mit diesem Land noch vierzehn Tage oder einige Monate aufrecht erhalten oder nicht, spielt keine Rolle. Wir müssen den Anschluss an die alliierten Mächte suchen. Diese Frage ist das Kernproblem. Ich habe lange Wirtschaftsverhandlungen nach der alten, der klassischen Methode geführt, die in einem hartnäckigen Festhalten an den eigenen Absichten besteht. Ich habe mich nicht gescheut, in den gegenwärtigen Verhandlungen von dieser Methode abzugehen.

Über die *Resultate* der Verhandlungen kann ich Ihnen folgendes mitteilen:

1. Export schweizerischer Waren nach Deutschland. Keinerlei Sperre. Keine sensationelle Erklärung. Auf der andern Seite kein neues Wirtschaftsabkommen mit Deutschland. Verpflichtung den Alliierten gegenüber, die Ausfuhr schweizerischer Waren nach Deutschland in zweifacher Hinsicht zu beschränken:

a) *Liquidierung von Exportzusicherungen,* die die Schweiz unter der Herrschaft der früheren Abkommen mit Deutschland gegeben hat, nur in reduziertem Umfange. Die noch auszuführenden Lieferungen sind auf total 3 Millionen Franken, verteilt auf zwei Monate, beschränkt. Diese Ziffer ist sehr klein. Man darf aber nicht vergessen, dass viele schweizerische Lieferanten, die bis heute noch keine Zahlung bekommen haben, sehr froh sind, nicht mehr liefern zu müssen. Auch ist zu bedenken, dass die gelieferten Waren auf dem Transport in Deutschland Bombardierungen ausgesetzt sind, zum Teil gestohlen werden, und dass daher die Gefahr besteht, dass von den Käufern allerlei Einwände erhoben werden. Dazu kommt, dass sich die Kriegsrisikoversicherung bei der heutigen militärischen Lage anders einstellen musste. Nach einer sorgfältigen Prüfung der Verhältnisse ist man auf die genannte sehr kleine Summe von 3 Millionen einig geworden. Ich gebe gerne zu, dass wir durch hartnäckiges Verhandeln den Betrag vielleicht auf 4, 5 oder 6 Millionen hätten erhöhen können. Demgegenüber erinnere ich aber an die grosse Gefahr, zu spät zu kommen. Auch mussten wir danach trachten, zu verhindern, dass die Delegationen nach ihrer Rückkehr in Washington und London grosse Ziffern über weitere Lieferungen der Schweiz an Deutschland bekanntgeben müssen, wodurch leicht wieder gegen uns eine böse Stimmung hätte entstehen können.

b) *Neue Geschäfte im qualitativen und quantitativen Kompensationsverkehr mit Deutschland.* Wir haben das Recht hierzu durchgesetzt im Ausmass von 1 Million Franken pro Monat. Es ist denkbar, dass uns Deutschland noch während einer gewissen Zeit z. B. Zucker oder Eisen liefern könnte. Die Waren, die wir kompensationsweise dafür zu liefern hätten, sind jedoch nicht frei. Für gewisse sehr kriegswichtige Dinge (Werkzeugmaschinen, Präzisionsinstrumente) haben wir die Verpflichtung übernommen, keine Ausfuhr mehr zu tätigen. Für andere Waren sind bestimmte Kontingente aufgestellt worden. Ich kann im Rahmen dieser Ausführungen natürlich nicht auf Einzelheiten hierüber eintreten.

2. Transit durch den Gotthard. Die Regierung Bonomi hat dem Bundesrat zu Beginn der Verhandlungen eine Note[11] überreichen lassen, in der dem Gotthardvertrag eine vollständig neue Auslegung gegeben wird. Die Regierung von Rom – die einzige die wir anerkannt haben – erklärt, dass, wenn die Schweiz den Gotthardvertrag anwendet, sie damit Italien Schaden zufügt. Diese Argumentation erscheint geradezu grotesk. Es zeigt sich jedoch bei näherem Zusehen, dass sie richtig ist. Der Gotthard soll, so argumentiert die italienische Regierung, den Transit zwischen zwei unabhängigen Ländern vermitteln. Heute ist es jedoch ein Verkehr zwischen Deutschland nördlich der Schweiz und Deutschland südlich der Schweiz. Die Basis des Gotthardvertrages ist daher überhaupt nicht mehr vorhanden. Jedes Transitabkommen setzt mindestens drei Staaten voraus: ein Transitland und zwei transitierende Staaten. Praktisch sind aber bei den gegebenen Verhältnissen am Gotthardvertrag nur noch zwei Staaten beteiligt. Wenn Ihr Kohle nach Oberitalien schickt, so helft Ihr nicht den Italienern sondern nur Deutschland. Mit dem Transit schädigt Ihr also Italien.

---

11. *Cf. N° 364.*

Diese Argumentation hat sehr viel für sich. Der Bundesrat hat sofort berühmte Rechtsgelehrte aufgeboten und Gutachten von ihnen eingeholt [12]. Die Meinungen gehen, wie das bei Juristen gelegentlich vorkommt, auseinander. Der Bundesrat hat eine Lösung gefunden, die vom rein rechtlichen Standpunkt aus nicht sehr elegant erscheint [13]. Es ist eine praktisch-politische Lösung.

Der Bundesrat wehrte sich dagegen, eine Transitsperre zu verfügen. Er wollte nicht im Schweizervolk den Eindruck erwecken, er habe unter dem Drucke der Alliierten einen vertraglichen Standpunkt aufgegeben, den er diesen Alliierten gegenüber so lange vertreten hat.

Das wichtigste an diesem Transit ist die Kohle. Dieser Kohlentransit wird gesperrt, weil wir selbst von den Deutschen keine Kohle bekommen haben und auch in Zukunft nicht bekommen werden. Gleich steht es mit dem Eisen: Da wir aus Deutschland kein Eisen mehr bekommen, so ist es logisch, dass wir auch den Transit von Eisen (desgleichen von Stahl und Schrott) durch unser Land unterbinden.

Von spezieller rechtlicher Bedeutung ist die Frage des Transites Süd-Nord. Gestützt auf eines der beiden juristischen Gutachten geht der Bundesrat davon aus, dass das meiste von dem, was von Italien durch die Schweiz geschickt wird, nicht normale Handelsgüter sind, sondern Waren, die weggenommen, requiriert, unter militärischem Druck «gekauft», kurz, in irgendeiner ungewöhnlichen Form erworben worden sind und nun den Weg durch den Gotthard finden sollen. Dementsprechend ist grundsätzlich der Transit dieser Güter nicht mehr zuzulassen. Es handelt sich hier um eine Präsumption, der gegenüber der Gegenbeweis offen steht. Wenn nachgewiesen werden kann, dass eine Ware in ordentlicher kaufmännischer Art erstanden worden ist, so soll der Transit im bisherigen Umfange zugelassen sein. Dieser Nachweis dürfte natürlich sehr schwer zu erbringen sein.

Die Transitziffern von Januar und Februar zeigen, dass mit der Einstellung des Transites von Eisen und Kohle das meiste dahinfällt. Allein – ähnlich wie beim Warenverkehr mit Deutschland – hat auch hier der Bundesrat keine Sperre verfügt. Er hat nur – aus schweizerischen Gründen und gestützt auf juristische Überlegungen – den Transit Süd-Nord sehr stark eingeschränkt.

3. Die Ausfuhr elektrischer Energie. Sobald dies technisch möglich ist – in den allernächsten Tagen voraussichtlich – wird die Ausfuhr elektrischer Energie nach Deutschland eingestellt werden. Die Begründung hierzu liegt darin, dass uns Deutschland kalorienmässig nicht mehr entsprechende Mengen Kohle liefert. Die Verhältnisse in den Rheinkraftwerken sind allerdings sehr kompliziert, indem in den gleichen Einrichtungen zum Teil schweizerischer, zum Teil deutscher Strom erzeugt wird. Was wir verbieten, ist nur die Ausfuhr des Anteils an Energie, der in schweizerischen Einrichtungen erzeugt wird. Ich bitte Sie, dies streng vertraulich zu behandeln.

Die Schweiz ist grundsätzlich bereit, einen Teil der elektrischen Energie Frankreich zur Verfügung zu stellen, wenn Frankreich die notwendigen Installationen jenseits der Grenze bereit stellt.

---

12. *Cf. annexe du N° 364.*
13. *Cf. N° 386.*

4. Finanzprobleme. Es erhob sich im weitern die Frage der Mitwirkung der Schweiz bei der Bekämpfung der Hehlerei. Es wird von ihr Vorsorge verlangt, dass sie nicht zum Finanzzentrum für künftige Kriege werde.

Die Gründe für den BRB vom 16. Februar 1945 sind bereits genannt worden. Die Alliierten haben von uns auf diesem Gebiete sehr weitgehende Erklärungen und Verpflichtungen verlangt. Wir haben einen saubern und einwandfreien Standpunkt eingenommen: Die Schweiz ist nicht dazu da, Kriegsverbrecher und Kriegsbeute aufzunehmen und zu schützen. Die Schweiz will vielmehr alles tun, damit unrechtmässig erworbenes Gut den rechtmässigen Besitzern wieder zurückgestellt wird. Hinter der Blockierung der deutschen Guthaben wird die Schweiz nur ein Inventar aufnehmen. Was dieses Inventar bringen wird, wissen wir noch nicht. Verpflichtungen über die Verwendung des Inventars einzugehen, ist uns heute nicht möglich, eben weil wir das Resultat dieser Bestandesaufnahme nicht kennen. Wir haben uns aber bereit erklärt, dem Wunsch der Alliierten auf Schliessung gewisser Lücken des BRB vom 16. Februar nachzukommen. Nach Aufnahme des Inventars werden wir also mit den Alliierten wieder sprechen.

Insbesondere für Kunstgegenstände wollen wir dazu verhelfen, dass der rechtmässige Eigentümer wieder in deren Besitz kommt. Zivilrechtlich werden sich allerdings sehr schwierige Fragen ergeben. Wie sollen z. B. gutgläubige schweizerische Erwerber behandelt werden?

Im weitern haben wir zugesagt, auch über die Guthaben anderer Länder in der Schweiz Inventar zu führen. Wir haben die Verpflichtung eingegangen, die verfügten Blockierungen nicht aufzuheben, ohne vorher mit den entsprechenden Regierungen Fühlung zu nehmen. Wir müssen diese aber nur konsultieren («to consult with»). Es ist nicht notwendig, unter allen Umständen deren Einverständnis zu erlangen.

Auf diesem Gebiet haben wir sodann einen sehr schmerzlichen Beschluss fassen müssen. Ohne den starken Druck der Alliierten hätte sich die Schweiz dazu bestimmt nicht bereit gefunden. Deutschland hat uns in letzter Zeit noch sehr bedeutende Zahlungen geleistet: Zinsen, Hypotheken, Versicherungsleistungen, Nebenkosten, Rückwanderergelder etc. Diese Leistungen wurden ausserhalb des Clearings, zum Teil in Devisen, erbracht. Deutschland erklärt, uns heute noch gewisse grosse Zahlungen machen zu wollen. Zahlungsmittel ist dabei Gold[14]. Nun haben uns die Alliierten schon Mitte 1944 eine Note geschickt und gesagt: Was Deutschland in Gold ans Ausland zahlt, ist gestohlenes Gold. Wir werden nicht zulassen, dass Deutschland sich mit diesem gestohlenen Gold den Nimbus eines guten Schuldners kauft. In den gegenwärtigen Verhandlungen erklärten die Alliierten neuerdings, dass sie unter keinen Umständen solche Zahlungen dulden werden. Für den Bundesrat war das ausserordentlich hart. Man vergegenwärtige sich nur die Situation: Es ist ein schweizerischer Gläubiger (Rückwanderer, Versicherte etc.) da. Der Schuldner will ihn bezahlen. Und nun muss der Bundesrat dies verhindern. Es handelt sich um monatlich ca. 10–15 Millionen. Es ist für eine Regierung sehr schwer, eigene Landsleute zu verhindern, solche Zahlungen entgegenzunehmen. Die

14. *Cf. Table méthodique: III.1.2. Relations financières avec l'Allemagne.*

Alliierten liessen sich in diesem Punkte aber nicht erweichen. Sie hätten sich bereit erklärt, über diesen Punkt gegenwärtig nichts zu vereinbaren, die Frage also noch offen zu lassen. Damit wäre aber die Sache nicht besser, sondern schlimmer geworden. Denn in absehbarer Zeit würde dieses Gold von der Schweiz ja doch verlangt werden, und dann kämen wir vielleicht nicht mehr so glimpflich davon. Das kleinere Übel bestand zweifellos darin, die Sache noch heute zu erledigen. Man konnte also nicht anders handeln.

Das sind im grossen und ganzen die schweizerischen Verpflichtungen. Was bekommt die Schweiz dafür? Die Gegenleistung der Alliierten besteht in zwei Dingen:

1. In der Eröffnung von Kontingenten für den Bezug von Lebensmitteln, Futtermitteln und Rohstoffen.

2. In der Öffnung des Transites durch Frankreich, womit diese Waren eingeführt werden und die schweizerischen Exportwaren wieder den Weg zu ihren Käufern finden können.

In der *Einräumung von Kontingenten, Navicerts etc.* liegt natürlich nicht eine Verpflichtung der Alliierten, uns diese Waren in diesen Mengen auch zu liefern, sondern nur die Möglichkeit, dass die Schweiz diese Waren auf eigenen Schiffen transportieren kann.

Im allgemeinen können wir sagen, dass diese Zugeständnisse nicht unbeträchtlich sind, mit einer Ausnahme, der Kohle. Noch bis letzten Samstag glaubten wir hoffen zu können, dass wenigstens in bescheidenem Umfange die deutsche Kohle durch amerikanische Kohle ersetzt werden könne. Die Streikbewegung in den amerikanischen Kohlenminen führte dann aber dazu, dass die Alliierten erklärten, keinen Zentner Kohle liefern zu können.

[...] [15]

Wenn man zu den Verhandlungen und deren Ergebnissen einen Kommentar abgeben wollte, so wäre ungefähr folgendes zu sagen: Wer die getroffenen Abkommen zerzausen, wer den Unterhändlern und dem Bundesrat Vorwürfe machen will, hat ein leichtes Spiel. Es gibt in diesem Abkommen schwache Punkte. Die ganze Strategie lässt sich sehr leicht kritisieren. Es lässt sich noch viel leichter kritisieren, dass der Bundesrat schweizerische Gläubiger verhindert, Zahlungen, die ihnen angeboten waren, entgegenzunehmen, dass Toulon als Hafen nicht genügt und dass wir nach wie vor keine Kohle haben werden.

In der Welt wird man aber die Schweiz wieder anders beurteilen. Ihr guter Name wird wieder hergestellt sein. Man wird nicht mehr sagen können, wir seien Hehler. Als Aktivum ist ferner zu erwähnen, dass wir trotz starker Einschränkung im Export und im Transit keine Sperre durchführen werden wie Schweden z. B. das getan hat. Wir dürfen allen Leuten noch in die Augen schauen. Wir haben die Neutralität höher gestellt als das Nachgeben und das «sich gute Noten verdienen».

---

15. *W. Stucki évoque ensuite la question des transports à travers la France et les négociations financières franco-suisses. Cf. Table méthodique, II.10.2.2. Relations économiques avec la France gaulliste.*

Il mentionne aussi la décision prise le 20 février 1945 par le Conseil fédéral au sujet des avoirs suisses bloqués aux USA. Cf. N^os 360 et 371.

Die Kommentare über dieses Abkommen werden in London und Washington anders aufallen als in Paris und Moskau. In London und Washington wird man uns loben. Die kleinen Exportmengen wird man als Bagatelle hinstellen.

Wir selbst werden das Hauptgewicht darauf legen müssen, dass wir aus eigenem schweizerischem Interesse diese Konzessionen gemacht haben. Das wird nicht ohne Schwierigkeiten und Widerspruch abgehen. Die überwiegende Mehrheit des Schweizervolkes wird es aber begrüssen, dass wir der Neutralität treu geblieben sind.

Der *Vorsitzende* dankt Herrn Minister Stucki wärmstens für das sehr ausführliche Exposé und eröffnet die Diskussion. *[...]*

391

E 2001 (E) 2/555

Le Président de la Délégation suisse, W. Rappard, aux Chefs des Délégations alliées, L. Currie, P. Charguéraud et D. Foot

Copie
L

Berne, 8 mars 1945

Au nom du Gouvernement suisse, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance ce qui suit, touchant les questions financières qui ont été discutées au cours des présentes négociations.

Le Gouvernement suisse, agissant tant en son nom qu'au nom de la Principauté de Liechtenstein, affirme sa décision de s'opposer à ce que le territoire de la Suisse et celui de la Principauté soient utilisés pour la disposition, la dissimulation ou le recel des biens pris pendant la guerre illégalement ou sous l'empire de la contrainte. Il déclare de plus que toutes facilités seront données aux propriétaires dépossédés pour revendiquer en Suisse et dans la Principauté les biens qui y seront trouvés, dans le cadre de la législation suisse telle qu'elle existe à ce jour ou telle qu'elle sera complétée dans l'avenir.

Il déclare également qu'il s'opposera à ce que les biens et avoirs des personnes visées par les différents arrêtés de blocage pris par le Gouvernement suisse dans le passé ou qui viendraient à être pris dans l'avenir, ne soient dissimulés ou dissipés ou à ce qu'il en soit disposé. Il s'opposera de même à l'exécution de transactions par ou pour le compte des personnes visées ci-dessus, qui auraient pour objet d'éluder les mesures de contrôle actuellement en vigueur en Suisse ou qui viendraient à y être établies, ou de s'y soustraire.

Le Gouvernement suisse est, de plus, d'accord pour se concerter avec les gouvernements de chacun des pays dont les biens et avoirs sont bloqués, avant que les mesures de contrôle applicables à ce pays ne soient abolies ou relâchées. Il est également prêt à se concerter à tout moment avec les gouvernements américain, français et britannique en ce qui concerne les questions financières qui ont été discutées au cours des présentes négociations.

A cet égard, je désire également porter à votre connaissance les mesures prises récemment par les Autorités fédérales ainsi que certaines de celles qu'elles envisagent de prendre dans le dessein d'assurer l'exécution des décisions ci-dessus mentionnées.

I.– Le 16 février 1945, le Conseil fédéral a décrété le blocage de tous les avoirs allemands en Suisse[1]. Comme vous le savez, cet arrêté ne bloque pas seulement les biens et avoirs des personnes physiques ou morales établies en Allemagne – quelle que soit leur nationalité –, mais encore ceux des ressortissants allemands établis en Suisse.

De plus, les mesures d'exécution prises à l'occasion d'arrêtés de blocage analogues ont été considérablement renforcées, notamment en vue de bloquer les biens et avoirs qui ont été transférés en Suisse après la date des dits arrêtés de blocage. Il est, de plus, entendu que les termes «directement ou indirectement» contenus dans l'article 1er et que les dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 16 février 1945 doivent être compris comme s'appliquant aux biens et avoirs des personnes morales dont le contrôle est en Allemagne, quel que soit le pays où elles ont leur siège ou exercent leur activité.

Enfin, le Conseil fédéral a pris, le 2 mars 1945, un décret prohibant l'importation, l'exportation et le trafic des billets de banque étrangers en Suisse[2]. Ce décret est applicable à tous les billets de banque étrangers.

II.– En sus des mesures déjà prises, comme indiqué ci-dessus, le Gouvernement fédéral est prêt à prendre les dispositions suivantes:

a) faire, pour ses besoins propres, un recensement complet de tous les biens et avoirs allemands situés en Suisse, ou détenus par l'intermédiaire de la Suisse, qu'ils soient gérés par les propriétaires allemands eux-mêmes ou pour le compte de ceux-ci par d'autres personnes quelle que soit leur nationalité;

b) faire, pour ses besoins propres, un recensement complet des biens et avoirs des personnes visées par les divers autres arrêtés de blocage édictés par le Gouvernement suisse dans le passé ou qu'il viendrait à édicter dans l'avenir. Les mesures d'exécution nécessaires en vue de ces recensements seront examinées sans délai;

c) prendre les mesures qui, en sus de celles déjà prises, s'avéreraient nécessaires pour empêcher l'importation en Suisse de biens et avoirs qui pourraient avoir été l'objet d'actes de spoliation.

III.– Enfin, le Conseil fédéral, d'accord avec la Banque Nationale Suisse, accepte de restreindre les achats d'or originaire d'Allemagne ou de pays contrôlés par l'Allemagne au montant en francs suisses nécessaires aux besoins des

---

1. *Cf. ci-dessus N° 367.*

Le 8 mars 1945, W. Rappard adresse une autre lettre aux Chefs des Délégations alliées au sujet des problèmes financiers abordés au cours des négociations: [...] Au cours de ces discussions nous avons examiné l'opportunité d'étendre immédiatement les mesures suisses de blocage aux biens et avoirs finlandais, bulgares, roumains et japonais. Toutefois, le sentiment de toutes les parties en cause a été qu'une telle mesure dépendait de certaines considérations que vous connaissez. La présente lettre a pour objet d'affirmer la décision de la Suisse d'étendre les mesures de blocage et de recensement aux pays ci-dessus mentionnés au moment opportun. (K I.1316)

2. *Cf. Nos 336, 393 et 404.*

services diplomatiques allemands et de ceux des pays contrôlés par l'Allemagne.

Par services diplomatiques, il y a lieu d'entendre:

a) les dépenses des Légations et Consulats en Suisse;

b) les sommes nécessaires pour les prisonniers de guerre et les internés et, en général, toutes les dépenses se rapportant au rôle de la Suisse en tant que puissance protectrice;

c) les paiements à la Croix-Rouge Internationale.

Le Gouvernement suisse tient à souligner que ces restrictions entraînent de lourds sacrifices pour les intérêts suisses en général, étant donné que des francs suisses ne seront plus mis à la disposition de l'Allemagne en vue de remplir ses obligations contractuelles envers des personnes physiques et morales suisses[3].

---

3. *Le 8 mars 1945, les Chefs des trois Délégations alliées adressent au Président de la Délégation suisse la lettre suivante:*

Nous prenons acte du fait que le Gouvernement suisse, à la suite de nos récentes négociations, a pris les décisions suivantes, qui demeureront en vigueur jusqu'à la fin des hostilités en Europe:

1°) L'accord commercial germano-suisse qui est venu à expiration le 15 février 1945 ne sera pas renouvelé.

2°) Les exportations suisses à destination de l'Allemagne et des territoires sous le contrôle allemand n'excéderont en aucun cas les limites indiquées à l'Annexe I *[non reproduite]* à la présente lettre.

3°) Les restrictions au transit entre l'Allemagne et la partie de l'Italie occupée par l'Allemagne déjà édictées par le Gouvernement suisse seront maintenues. Ces restrictions s'appliquent au charbon, au fer, aux ferrailles et à l'acier dont le passage à travers la Suisse d'Allemagne vers la partie de l'Italie occupée par l'Allemagne sera interdit aussi bien par voie ferrée qu'autrement.

4°) En vue d'empêcher le passage de biens spoliés, tout transit de marchandises sera interdit de la partie de l'Italie occupée par l'Allemagne vers l'Allemagne à travers la Suisse, soit par voie ferrée soit autrement, tant que les Autorités suisses n'auront pas la preuve qu'il s'agit de marchandises acquises légitimenent et non de biens dont le peuple italien aurait été privé par un acte de dépossession de quelque nature que ce soit. Il est entendu que, dans chaque cas, le fardeau de la preuve de l'acquisition légitime des marchandises incombera à la personne demandant à bénéficier du transit. En cas de doute, le Gouvernement suisse est disposé à conférer avec la Commission mixte et tiendra compte de toutes informations que cette Commission sera en mesure de fournir.

5°) Le transit dans l'un et l'autre sens entre l'Allemagne et la partie de l'Italie occupée par l'Allemagne ne pourra excéder le volume global de février 1945, ni dépasser d'une manière appréciable pour chaque article la quantité afférente à cet article, sauf avis conforme de la Commission mixte.

6°) Toutes mesures possibles ont été prises et continueront d'être prises en vue d'arrêter l'exportation d'énergie électrique suisse à destination de l'Allemagne ou d'un territoire placé sous le contrôle de l'Allemagne.

Nous prenons également acte de votre lettre de ce jour relative aux questions financières que nous avons examinées avec vous et aux mesures à prendre en ce qui concerne les biens et avoirs détenus en Suisse par des ressortissants d'autres pays.

Le Gouvernement suisse obtiendra sans délai l'accord du Gouvernement du Liechtenstein, s'il ne l'a déjà, pour autant qu'un tel accord est nécessaire pour donner aux mesures prévues ci-dessus leur pleine efficacité.

Nous comprenons qu'il entre dans les intentions du Gouvernement suisse de coopérer avec les

Nations Unies dans le domaine économique en vue de la reconstruction de l'Europe et de l'aide à lui apporter ainsi qu'en vue d'une répartition ordonnée des produits dans le monde.

Nous comprenons aussi le Gouvernement suisse, lorsqu'il procédera à l'acquisition d'une des marchandises figurant à l'Annexe II *[non reproduite]* à la présente lettre ou qui y serait portée ultérieurement, le fera par l'intermédiaire des bureaux d'achats alliés à la demande des Autorités alliées compétentes, ou de telle autre manière qui sera indiquée; nous comprenons également que le Gouvernement suisse tiendra les Autorités alliées informées des stocks de ces marchandises que la Suisse détient au dehors, et qu'il ne procédera pas à des achats en quantités supérieures à celles que comporte un acheminement ordonné dans la limite des quantités prévues à l'Annexe II.

Le seul objet de cet arrangement est d'éviter la désorganisation des marchés qui pourrait résulter d'achats excessifs et non coordonnés de marchandises dont il y a pénurie. Nos Gouvernements n'ont l'intention de demander une telle coordination des achats que dans les cas où une insuffisance des disponibilités mondiales en ferait clairement ressortir la nécessité.

Nos trois Gouvernements accorderont immédiatement à la Suisse des contingents pour les montants et dans les conditions précisées par l'Annexe II à la présente lettre.

Nos trois Gouvernements sont aussi disposés à aménager immédiatement des facilités pour le transit de marchandises à travers la France vers la Suisse, dans toute la mesure compatible avec les exigences des forces militaires alliées en Europe occidentale et les besoins des populations civiles en France et dans d'autres territoires libérés. Les conditions qui régiront ce trafic dans l'avenir immédiat sont indiquées dans l'Annexe III *[non reproduite]* à la présente lettre.

L'accord du 19 décembre 1943[4], compte tenu des amendements ultérieurs, demeure en vigueur sous réserve des modifications résultant du présent échange de lettres.

Dès que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le Gouvernement Provisoire de la République Française et le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume Uni auront appris que la présente lettre assortie de ses annexes reflète fidèlement les actes et les intentions du Gouvernement suisse, ces Gouvernements seront prêts à considérer la présente lettre et votre réponse comme constituant un accord formel entre les quatre Gouvernements.

La présente lettre a été rédigée en anglais et en français les deux textes faisant foi au même titre (K I.1316).

Par une réponse du 8 mars 1945, W. Rappard confirme que ces documents constituent un accord formel et obligatoire entre nos quatre Gouvernements (K I.1316).

Le même jour, D. Foot, P. Charguéraud et L. Currie adressent aussi à W. E. Rappard la lettre suivante: Etant donné que l'Italie du Nord est toujours occupée par les forces allemandes, les trois Délégations Alliées ont estimé qu'il n'était pas justifié de soulever, au cours de ces négociations, la question des relations commerciales de la Suisse avec l'Italie. Il y a lieu, cependant, d'espérer que le temps approche maintenant où la totalité de l'Italie sera libérée et où les échanges commerciaux italo-suisses redeviendront possibles. Nous désirerions que votre Gouvernement sût que la reconstruction de l'industrie italienne et un retour rapide à un niveau de vie raisonnable pour le peuple italien sont des questions auxquelles nos trois Gouvernements sont grandement intéressés. Nous espérons, en conséquence, que la Suisse sera en mesure d'apporter une contribution à cet effet (K I.1316).

Enfin, L. Currie et D. Foot adressent la lettre suivante (également datée du 8 mars 1945): Existing conditions of which you are aware make it impossible at this time to give you a firm commitment for the supply of coal to Switzerland other than bunkers for Swiss ships. We are fully aware of the importance of coal to the Swiss and we assure you that every effort will be made at the highest level in our respective governments to obtain an allocation of coal for Switzerland at the earliest possible moment (K I.1316).

---

4. *Cf. ci-dessus N^os 61, 65 et 68.*

392

E 5795/327

Le Chef du Service de Renseignements et de Sécurité de l'Etat-Major Général de l'Armée, R. Masson, au Général H. Guisan et au Chef de l'Etat-Major Général, J. Huber

L Strictement personnel
Secret

Berne, 11 mars 1945

«Kesselring»

Revenant sur ma communication secrète du 8.3.45. [1], à la fin de laquelle je vous ai laissé entrevoir des précisions ultérieures concernant les pourparlers engagés par Kesselring avec les Alliés en vue de la cessation des hostilités en Italie, j'ai l'honneur de vous faire connaître ce qui suit:

1) L'entrevue à laquelle j'ai fait allusion dans ma lettre du 8.3.45. a effectivement eu lieu à Zurich. Le *Général SS. Wolf*, commandant en chef de toute la région au nord des Apennins (alors que Kesselring commande surtout le front de combat; Wolf est à Kesselring ce que Himmler est à Hitler) a assisté personnellement à l'entretien, agissant au nom de Kesselring et de parfaite entente avec ce dernier. La délégation allemande comportait 4 officiers, dont il est superflu de préciser ici les noms.

2) Le général *Wolf* a été mis en relation avec *M. Dulles*, représentant du président Roosevelt en Suisse. Ces deux personnages se sont vus seuls, mais nous savons *exactement* la nature de leur entretien, lequel peut être résumé comme suit:

a. Kesselring et Wolf se sont rendu compte, après la récente conférence inter-alliée de la Mer Noire (Yalta) qu'une dissociation entre Russes et Anglo-Saxons n'était pas à prévoir aussi longtemps que durerait la guerre. Dès lors la politique Hitler-Ribbentrop-Goebbels a fait faillite; *l'Allemagne est définitivement perdue.*

b. Cela étant, la conception du «réduit allemand» dans les Alpes bavaroises-Voralberg-Tyrol n'a plus sa raison d'être, car ce serait prolonger inutilement la guerre et aller au-devant de la destruction totale du peuple allemand, de ses villes et de ce qui reste de son industrie. Il importe donc de sauver ce qui peut encore être sauvé!

c. D'où la décision Kesselring-Wolf, maîtres de l'Italie du nord, de *capituler.*

d. Cette capitulation se ferait à priori «sans conditions», mais Kesselring-Wolf espèrent que les Alliés tiendront compte de leur geste, qui risque de précipiter la fin de la guerre. En effet, le choc psychologique produit sur les *autres* armées allemandes par la capitulation d'une armée relativement *intacte* (à vrai dire la seule de la Wehrmacht qui ne batte pas en retraite et qui ait maintenu ses positions) pourrait amener d'autres grands chefs à poser les armes.

---

1. *Reproduite en annexe au présent document.*

e. Kesselring fait en outre savoir aux Alliés qu'en cas d'entente entre lui et ces derniers, aucune *destruction* (dont les préparatifs ont été largement poussés) ne serait effectuée en Italie du nord. (Le Général Wolf a notamment dit qu'il ne détruirait en aucun cas le port de Gênes, désirant faire également ce geste pour la Suisse, envers laquelle il éprouve de la sympathie.)

Moyennant quoi, Kesselring-Wolf espèrent que les Alliés tiendront compte de l'attitude spéciale des troupes allemandes d'Italie et, comme je l'ai relevé dans ma lettre du 8.3.45., que ces dernières ne seront pas envoyées en Russie après la guerre, pour reconstruire ce pays.

3) *M. Dulles*, impressionné par la tournure favorable aux Alliés que pourraient prendre les événements d'Italie, s'est immédiatement mis en rapport avec le *Général Eisenhower*, qui lui a dit de poursuivre ses entretiens et (textuellement) «de laisser toutes les portes ouvertes» pour une négociation éventuelle. Un message identique a été adressé au président Roosevelt, avec lequel M. Dulles est en contact régulier et direct.

4) Wolf a assuré que le commandement allemand en Italie avait déjà fait certains préparatifs en vue du jour «J»: renforcement de la garde des principales stations radio, surveillance plus étroite de personnalités néo-fascistes (Mussolini inclus); mesures de sécurité contre l'atterrissage de parachutistes... allemands.

5) La délégation allemande a quitté la Suisse dans la journée du 9.3. Wolf va se rendre auprès de Kesselring auquel il fera part du premier résultat de ses pourparlers.

6) La prochaine conférence aura lieu, probablement le jeudi 15.3. à Ascona (Tessin). Tout laisse prévoir que le maréchal Kesselring y assistera en personne.

7) *Situation de la Suisse:* en principe aucun danger à attendre de la part des troupes Kesselring-Wolf en Italie, pour autant que le «scénario» se déroule comme prévu. Le point suivant, qui me paraît important, doit en revanche retenir l'attention du commandement de notre armée: La zone de commandement Kesselring-Wolf comporte également le *Voralberg-Tyrol*, c'est-à-dire les garnisons ouest et sud-ouest du *réduit allemand*. Une situation délicate pourrait donc se produire pour la *Suisse* au cas où, l'affaire étant éventée avant le jour «J», Hitler ou Himmler aurait le temps de réagir ou pourrait, au dernier moment, chercher par divers moyens (affectant peut-être la neutralité suisse) à rétablir la position allemande en Italie.

Conclusion: je ne pense pas que nous ayions, pour le moment, de mesures pratiques à prendre, mais nous devons nous préparer mentalement aux conséquences pour nous de l'hypothèse qui fait l'objet du présent rapport (renforcement de notre frontière Est et Sud-Est; Vallée du Rhin dans secteur Br.mont.12 et Grisons-Tessin).

La conférence prévue pour cette semaine nous donnera sans doute d'autres précisions, qui permettront d'adresser au commandement de l'armée une «appréciation de la situation» basée sur des éléments plus définitifs.

Les informations ci-dessus prouvent à tout le moins que les actions étrangères les plus secrètes, susceptibles d'intéresser notre défense nationale, n'échappent pas à notre vigilance.

Pour terminer, je me permets d'attirer respectueusement l'attention du

Général et du Chef EMA. sur le caractère strictement confidentiel de ce compte-rendu pour le cas où ils estimeraient devoir en informer tel de leurs collaborateurs, car une indiscrétion même involontaire risquerait d'avoir des conséquences regrettables à tous les points de vue.

ANNEXE

E 5795/327

Le Chef du Service de Renseignements et de Sécurité de l'Etat-Major Général de l'Armée, R. Masson, au Général H. Guisan et au Chef de l'Etat-Major Général, J. Huber

L Strictement personnel Berne, 8 mars 1945

J'ai l'honneur de vous rendre compte de ce qui suit:

1) Sur l'initiative et par ordre du maréchal *Kesselring*, des pourparlers ont été engagés, sur territoire suisse, avec certaines personnalités alliées, en vue de mettre fin à la guerre entre Allemands et Alliés, en *Italie*.

2) A cet effet, Kesselring a délégué en Suisse son chef d'état-major, lequel, par l'intermédiaire d'une personnalité italienne[2] (connue de nous) a pu prendre contact avec l'envoyé spécial et personnel du président Roosevelt en Suisse, *M. Dulles*.

3) Le maréchal Kesselring voudrait obtenir des Alliés la cessation des hostilités en Italie, sur la base d'un compromis encore inconnu et probablement sous la forme de l'internement de ses troupes en Italie. De toute façon, il semble que Kesselring ne veuille pas ramener ses divisions en Allemagne, ou même sur la position du Brenner, avant la fin des hostilités. Il se pourrait aussi que le but recherché par lui soit d'obtenir la promesse que ses troupes ne soient pas expédiées en Russie après la guerre.

4) Une nouvelle conférence doit avoir lieu aujourd'hui même à Zurich entre des délégués de Kesselring et M. Dulles. J'en connaîtrai le résultat sous tous ses aspects, car une personnalité de mon réseau particulier assistera à cette séance secrète, sans que les intéressés soient au courant de sa liaison avec mon service.

5) Je vous donne cette information à titre préliminaire, estimant que l'éventualité d'une rupture de la bataille d'Italie (qui du reste a l'air aujourd'hui de se ranimer quelque peu du côté allié) peut avoir pour nous des répercussions inédites et intéressantes, notamment du point de vue de notre couverture-frontière et de notre «service d'ordre».

Je vous tiendrai au courant du développement de cette importante affaire.

---

2. *Il s'agit du Baron Luigi Parrilli. Cf.* E 2001 (E) 1/107.

393

E 2801 1967/77/3

Le Chef de la Section du Contentieux et des Intérêts privés à l'Etranger du Département politique, R. Kohli, au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, W. Stucki[1]

No BK Berne, 12 mars 1945

Déférant à notre désir, l'Association suisse des banquiers a, récemment, fait une enquête auprès de ses membres et de certains bureaux de voyage, voire de particuliers, sur les montants de billets dollars, sterling et francs français qu'ils détiennent actuellement. Afin d'établir jusqu'à quel point ces stocks ont augmenté durant la guerre, l'Association suisse des banquiers a pris la peine d'étendre son enquête aux montants existant aux 9 septembre 1939 et 1er juin 1940 pour les billets français, au 22 août 1940 pour les billets anglais – c'est la date du rappel par la Banque d'Angleterre des billets sterling circulant à l'étranger – aux 8 avril 1940 et 14 juin 1941 pour les billets dollars.

Voici quels sont les résultats de cette triple enquête:

Billets français:	9 sept. 1939	1er juin 1940	30 sept. 1944
Avoirs propres des banques	Fr. 12 600 000	2 400 000	32 000 000
Dépôts de la clientèle	6 000 000	10 000 000	318 000 000
Billets dollars:	8 avril 1940	14 juin 1941	31 janv. 1945
Avoirs propres des banques	$ 1 746 700	196 258	376 206
Dépôts de la clientèle	2 625 640	2 688 919	6 273 873
dont			
clientèle suisse domiciliée en Suisse	1 100 454	830 263	2 236 220
clientèle étrangère domiciliée en Suisse	605 523	443 513	1 515 856
Billets sterling:	22 août 1940	31 janv. 1945	
Avoirs propres des banques	£ 6 512	42 219	
Dépôts de la clientèle	72 326	481 307	
dont			
clientèle suisse domiciliée en Suisse	5 885	167 676	
clientèle étrangère domiciliée en Suisse	19 990	155 936	

L'augmentation des stocks est générale.

Elle peut s'expliquer tout d'abord par l'afflux probable de coupures en provenance d'Allemagne et des pays de l'Axe qui se sont procuré des devises par l'écoulement de ces billets sur le marché suisse.

---

1. *D'après le code «BK», cette notice a été rédigée par E. Junod. Cf.* E 2001 (E) 2/558.

Y ont ensuite contribué tous les réfugiés ayant cherché asile en Suisse lesquels, la plupart du temps, n'avaient pu emporter avec eux que des billets et des bijoux, seules valeurs facilement transportables qui leur permissent d'assurer leur entretien. Jusqu'en automne 1944, ces billets, selon les instructions de la Division de la Police, étaient vendus sur le marché dans les trois jours suivant l'arrivée des réfugiés et leur contre-valeur en francs suisses portée au crédit de ces derniers à la Banque Populaire Suisse[2].

Enfin, il ne fait pas de doute qu'une forte proportion des sommes en billets que les particuliers possédaient en 1940 et qu'ils conservaient chez eux comme ultime réserve en cas d'évacuation brusquée, a repris, depuis lors, le chemin des banques et est venue gonfler les stocks qu'elles possédaient déjà.

Ces chiffres intéresseraient certainement les représentants américains, britanniques et français en Suisse. Nous savons, d'ailleurs, que les consulats britanniques ont été chargés de faire une enquête sur le montant des billets sterling circulant en Suisse. L'Association des Banquiers les a informés des recherches qu'elle-même avait entreprises et nous a demandé si nous pourrions nous déclarer d'accord qu'elle en communique le résultat aux dits consulats. Jusqu'ici nous ne lui avons pas répondu sur ce point dans l'idée que, s'il faut communiquer un chiffre, il vaut mieux que ce soin incombe au Département Politique; mais, en ce cas également, il convient d'être circonspect pour éviter que l'annonce de ces chiffres ne provoque une réaction défavorable aux intérêts des porteurs suisses de bonne foi que nous ne désespérons pas de sauvegarder. Peut-être conviendrait-il d'attendre que l'application stricte de l'arrêté du 2 mars 1945[3] sur les billets étrangers porte ses fruits et prédispose nos partenaires alliés à reprendre le problème. Après une semaine, déjà, l'Ambassade de France cherche à obtenir des allégements en faveur des Français rentrant au pays[4]. Quelques semaines d'un régime sévère en la matière feront peut-être fondre certaines résistances, rencontrées jusqu'ici, comme neige au soleil.

2. *Cf.* E 4800 (A) 1967/111/64 *et* 154.
3. *RO, 1945, vol. 61, pp. 127-128; cf. aussi N° 402, chiffre III B 4.*
4. *Cf.* E 2001 (D) 3/275.

394

E 2001 (E) 1/149

Le Délégué du Conseil fédéral aux Œuvres d'Entraide internationale, Ed. de Haller, au Chef du Département politique, M. Petitpierre

Copie
No AO

Berne, 16 mars 1945

Le «Don suisse» est saisi par le Comité international de la Croix-Rouge d'une proposition tendant à secourir les enfants de Vienne victimes des bombardements aériens. Le territoire autrichien est à tel point surpeuplé ensuite de

l'arrivée de fugitifs du Reich, qu'il n'est pas possible d'envisager l'évacuation des quelque 180 000 enfants de la capitale autrichienne. Aussi, les Autorités responsables du ravitaillement de Vienne ont-elles, d'accord avec le Gauleiter Baldur von Schirach, sollicité, par l'intermédiaire du Comité international, une assistance suisse. Il s'agirait, ou bien de l'hospitalisation d'un nombre réduit d'enfants en Suisse par les soins de la «Croix-Rouge suisse secours aux enfants», ou de la fourniture de baraques pour l'installation des enfants de Vienne au Voralberg.

Le Comité exécutif du «Don suisse» sera vraisemblablement appelé à se prononcer sur cette question au cours de sa prochaine séance convoquée pour le mercredi 21 mars. Il est probable que le Comité jugera prématuré d'envisager dès maintenant une action en faveur des enfants autrichiens.

Nous n'avons jamais exclu l'hospitalisation d'enfants allemands en Suisse. Si en fait nous n'en avons point reçus, c'est que les Autorités du Reich n'ont pas jugé devoir autoriser la Croix-Rouge allemande à accepter les offres de la Croix-Rouge suisse. Pour la dernière fois il y a dix-huit mois environ, notre Légation à Berlin avait rappelé à l'Auswärtiges Amt que nous serions heureux de recevoir en Suisse des enfants allemands victimes de la guerre. On espérait ainsi pouvoir réamorcer les convois d'enfants de pays occupés, suspendus au début de 1943 par les Autorités du Reich [1].

Dans l'hypothèse où le «Don suisse» songerait à donner suite à la proposition du Comité international, il faudrait de toute façon s'assurer que le Gouvernement allemand ne s'oppose pas à sa réalisation.

Je suppose que si l'on optait pour la formule de l'hospitalisation au Voralberg, le Conseil fédéral ne verrait pas de raison politique de s'y opposer, à la condition toutefois que les baraques nécessaires puissent être exportées de Suisse, ce qui, à l'heure actuelle, est assez problématique. En ce qui concerne l'autre terme de l'alternative, à savoir l'hospitalisation en Suisse, on peut se demander s'il est prudent d'envisager une nouvelle augmentation du nombre d'enfants que nous hébergeons, au moment où nous pouvons prévoir que des dizaines, pour ne pas dire des centaines de milliers de prisonniers et de déportés sollicitent l'admission sur notre territoire. Néanmoins, comme en réalité il ne pourrait s'agir en tous cas pour commencer que de quelques milliers d'enfants autrichiens qui, à la différence des prisonniers et déportés évacués d'Allemagne, seraient accueillis dans des familles, je compte, sauf instructions contraires, ne pas m'opposer à une décision affirmative du «Don suisse». Je me bornerais à faire une réserve concernant l'acquiescement des Autorités du Reich.

---

1. *Une autre démarche a eu lieu en avril 1944, cf. la lettre de H. Frölicher à M. Pilet-Golaz du 29 avril 1944* (E 2001 (D) 3/172).

395

E 2001 (D) 3/474

Le Délégué du Conseil fédéral aux Œuvres d'Entraide internationale, Ed. de Haller[1], *au Chef du Département politique, M. Petitpierre*

R AO *Confidentiel* Berne, 16 mars 1945

AVANT-PROJET

L'attention du Conseil fédéral a déjà été attirée à plusieurs reprises sur le sort des prisonniers de guerre, internés et déportés de nationalité alliée se trouvant au pouvoir du Reich. En effet, depuis que les armées russes ont pénétré sur le sol allemand, nombre de camps de prisonniers, d'«Arbeitskommando», d'usines, de chantiers etc. qui se trouvaient dans l'est de l'Allemagne, ont été évacués et dirigés sur le centre du pays. Survenant en même temps que le repli des armées et l'exode de la population civile, ce déplacement de prisonniers et d'internés exige des Autorités du Reich un effort d'organisation et de coordination qui dépasse leurs moyens. Il faut y ajouter les perturbations apportées chaque jour par les bombardements au fonctionnement de tout l'appareil administratif, à l'économie nationale et surtout au réseau de communications.

Obéissant à une préoccupation légitime, les divers Gouvernements intéressés multiplient les démarches en faveur de leurs ressortissants retenus captifs en Allemagne. Ils ont avant tout cherché à leur faire parvenir des secours alimentaires. Le Comité international de la Croix-Rouge, dont c'est l'une des tâches, a tout tenté pour maintenir le système de distribution de colis individuels aux prisonniers et civils, malgré les déplacements fréquents des camps dans lesquels ils sont internés. Le Comité international espère, au moyen d'envois de colis par route et par voie ferrée, constituer des centres de ravitaillement, en partant à la fois de Lübeck et de Suisse. Une première colonne de camions, cédés à cet effet par les Américains au Comité avec le carburant nécessaire, a quitté la Suisse le 6 mars, alors que le surlendemain un train composé de wagons des Chemins de Fer fédéraux partait à son tour de Buchs.

En même temps qu'ils stimulaient le zèle du Comité international et qu'ils lui fournissaient certains moyens matériels, les alliés s'adressaient aux Puissances neutres chargées de la représentation de leurs intérêts dans le Reich. C'est ainsi que les Britanniques et surtout les Américains nous ont demandé de faire en sorte que les déplacements de leurs ressortissants prisonniers en Allemagne leur soient régulièrement signalés, afin de les soustraire dans la mesure du possible aux effets des bombardements aériens qu'ils entreprennent en Allemagne. Notre Division des Intérêts étrangers fait son possible pour que les agents de la section spéciale de la Légation de Suisse à Berlin soient en mesure de fournir ces

1. *Annotation d'Ed. de Haller en tête du document:* remis comme brouillon et base de discussion à M. Petitpierre le 16.3.1945.

renseignements. Mais Washington est allé plus loin encore: le Département de la Guerre nous a demandé d'envisager de doter chaque camp de prisonniers ou tout au moins chaque groupe de camps d'un agent, afin d'assurer, quoi qu'il arrive, l'observation par les autorités allemandes des usages internationaux et de contribuer à soutenir le moral des prisonniers. Jusqu'ici, on a procédé en Allemagne comme dans les autres pays belligérants où nous agissons en tant que puissance protectrice, c'est-à-dire qu'on a disposé d'un petit nombre d'inspecteurs qui, périodiquement, d'accord avec la Puissance détentrice, visitaient les différents camps de prisonniers. Nous ne vous dissimulons pas à quel point il est difficile de satisfaire cette demande du War Department. Néanmoins, nous voudrions qu'il en soit tenu compte aussi largement que possible. A cet effet, il est indispensable de faire un effort afin de trouver des Suisses qualifiés pour renforcer notre équipe d'inspecteurs en Allemagne. Il est nécessaire que ces hommes sachent l'allemand et l'anglais; ils ne doivent être ni trop jeunes ni trop âgés, car les conditions dans lesquelles ils s'acquitteront de leur mission seront pénibles et exigeront du sang-froid. Il nous paraît difficile de procéder à ce recrutement sans priver l'armée de bons éléments, car les qualités que l'on exige de ces inspecteurs correspondent précisément à celles qui déterminent l'avancement dans les cadres de notre milice. Si nous insistons néanmoins, c'est qu'un sacrifice de la part de l'armée serait, croyons-nous, justifié en l'espèce. Sans doute, notre législation ne nous permet-elle pas d'ordonner purement et simplement à des citoyens suisses d'entreprendre à l'étranger une tâche de cette nature. L'armée ne peut pas non plus adresser des «ordres de marche» à des officiers dans ce but. Il faut donc agir par la persuasion, faire appel à l'esprit de dévouement de nos milieux d'élite. En effet, on ne comprendrait pas dans les pays décimés par la guerre, où l'on accepte d'exposer sa vie chaque jour, que les Suisses hésitent à s'exposer au danger des bombardements aériens en Allemagne pendant quelques semaines. La façon dont nous nous sommes acquittés de notre rôle de Puissance protectrice a certes été appréciée dans le camp des nations unies. Mais il est clair que si, à tort ou à raison, on en venait à considérer que nous n'avons pas fait tout ce que nous pouvions pendant les derniers mois de la guerre pour soustraire les prisonniers de guerre, internés et déportés aux conséquences du pilonnage de l'Allemagne et de la désorganisation qui s'ensuit, ce n'est plus de la gratitude mais du ressentiment que les nations victorieuses de demain éprouveraient à notre endroit. Il s'agit là d'un phénomène psychologique si évident qu'il n'est pas nécessaire de le démontrer. Quelques témoignages que nous avons recueillis de compatriotes rentrés récemment de l'étranger, corroborent d'ailleurs entièrement notre conviction que c'est sur ce que la Suisse fera au cours de la dernière phase de la guerre qu'elle sera jugée et non pas sur les mérites qu'elle s'est acquise jusqu'ici.

En abordant l'examen de cette question sans précédent, il faut distinguer entre les problèmes immédiats et ceux qui se poseront dans un avenir plus ou moins éloigné. Nous avons vu que les secours alimentaires étaient du domaine du Comité international de la Croix-Rouge, lequel s'en occupe. Du succès de ses efforts dans ce sens peut résulter une certaine stabilisation des hordes de prisonniers actuellement en mouvement en Allemagne. Nous savons d'autre part que la Croix-Rouge suédoise a été autorisée par le Reich à prendre en

charge la totalité des prisonniers et internés scandinaves se trouvant en Allemagne; elle rassemblera ses protégés près de Hambourg dans un camp spécial, où des vivres seront apportés de Suède et du Danemark. En ce qui concerne la France, le Comité international de la Croix-Rouge, qui traite avec Berlin à défaut de Puissance protectrice, a obtenu tout récemment que les femmes, enfants et vieillards, y compris les Juifs porteurs de passeports français, soient libérés et rapatriés en France. Selon les chiffres articulés à l'époque du côté allemand, il s'agirait de 22 000 personnes, mais on admet en général que leur nombre est très supérieur. La libération des Français devant s'accompagner de celle des civils allemands aux mains de la France, il faut s'attendre, pour un avenir prochain, à des transports assez importants qui ne peuvent guère se faire qu'à travers le territoire suisse. Au rapatriement de ces civils s'ajoutera celui des grands blessés, des malades et du personnel sanitaire, dont la France et le Reich négocient actuellement le rapatriement par l'intermédiaire du Comité international de la Croix-Rouge.

A côté de ce problème dont les données sont relativement simples, nous en entrevoyons un autre, plus compliqué et fort préoccupant. Il y a en effet lieu de prévoir que, d'ici à la cessation des hostilités, au fur et à mesure que la situation s'aggravera en Allemagne, des prisonniers et internés chercheront, par dizaines et même par centaines de milliers, à quitter le territoire allemand. Celui-ci étant encerclé par des fronts et par la mer, la seule issue se trouve du côté suisse. Le Conseil fédéral avait songé à un des aspects de ce problème il y a quelques mois, lorsque les événements se précipitaient en Italie. On avait prévu qu'au cas où les Allemands se retireraient de la péninsule, les centaines de milliers d'Italiens travaillant en Allemagne chercheraient à rentrer dans leurs foyers à travers la Suisse. Sous la présidence du Chef de la Division des Affaires étrangères, un premier échange de vues avait eu lieu entre différents services de l'Administration fédérale et de l'Armée, sur les problèmes que l'accueil et l'évacuation de cette nouvelle catégorie de réfugiés posait[2]. Nul doute que, dans l'intervalle, les bureaux compétents n'aient poursuivi l'étude des différents aspects de cette question. Il ne nous appartient pas de les traiter ici. En revanche, il est de notre devoir de révéler au Conseil fédéral, sans ménagement, les tâches qui, à notre avis, incomberont aux Autorités, à l'Armée et à la population suisse. Nous devons nous attendre et par conséquent nous préparer à recevoir sur notre territoire plusieurs centaines de milliers de victimes de la guerre. En premier lieu, il s'agira des prisonniers de guerre des nations dont nous représentons les intérêts en Allemagne, à savoir principalement des Britanniques et des Américains. Nous n'échapperons pas au devoir de les accueillir sur notre sol si la situation continue à s'aggraver en Allemagne. Sans doute devrons-nous accorder la priorité aux blessés et aux malades. Nous y sommes d'ailleurs préparés, puisque, conformément aux tâches qui, aux termes des Conventions internationales incombent aux neutres, nous avons dès le début de la guerre préparé un dispositif pour l'«hospitalisation de prisonniers de guerre». Si, comme nous le prévoyons, nous devons offrir d'accueillir en Suisse des prisonniers alliés, il sera nécessaire de négocier avec le Reich. Avant d'engager des pourparlers, il faut

2. *Cf. ci-dessus l'annexe du N° 415.*

être fixé sur le côté juridique du problème. Ces prisonniers ne seront pas des «internés» au sens du règlement de La Haye. Ils ne pourront guère être assimilés qu'à des «hospitalisés» au sens de la Convention du 27 juillet 1929 sur le traitement des prisonniers de guerre, c'est-à-dire à des individus que l'Etat neutre prend la responsabilité d'empêcher de reprendre les armes contre l'adversaire. S'agissant d'une situation sans précédent, on devrait, il est vrai, pouvoir obtenir du Reich qu'il libère purement et simplement ces prisonniers ou qu'il les cède en échange de combattants allemands capturés par les Alliés, sans exiger que l'opération soit synchronisée. Cette dernière formule aurait ceci d'avantageux pour la Suisse qu'il ne s'agirait plus que d'un transit, éventuellement rompu, à travers son territoire et qu'en conséquence le nombre des prisonniers alliés à sauver d'Allemagne serait considérablement supérieur. Indépendamment de l'étude du côté juridique, il convient sans doute d'examiner également, pour autant que cela n'a pas déjà été fait, tous les autres aspects du problème: Organisation de l'accueil à la frontière, contrôle d'identité, inspection sanitaire (quarantaine éventuelle), hébergement, ravitaillement, transport, service de surveillance, service sanitaire, etc. Les différents services compétents, fédéraux et cantonaux, ne pourront pas aborder ces études en s'en tenant aux normes habituelles et à la conception que nous nous sommes faite jusqu'ici de notre capacité d'absorption. En effet, il ne s'agira plus, comme pour les réfugiés et internés, d'un rapport de l'ordre de 2 à 3%, mais vraisemblablement d'une proportion cinq à dix fois supérieure, c'est-à-dire d'un nombre d'hôtes qui exigera de la part de notre population des sacrifices considérables, notamment au point de vue de ses aises et de son confort.

Au vu des considérations qui précèdent, nous constatons qu'il est important de prévoir sans retard un dispositif très souple qui nous permette de faire face aux tâches esquissées ci-dessus. Afin d'assurer la coordination nécessaire, nous pensons que le Conseil fédéral voudra prévoir la réunion d'une conférence à laquelle participeraient tous les services de l'Administration fédérale que cela concerne, ainsi que les représentants de la Croix-Rouge suisse, du Don Suisse et du Comité international de la Croix-Rouge. Quand nous parlons de services fédéraux et militaires intéressés, nous ne pensons pas seulement à ceux du Département de Justice et Police, mais aussi aux experts du Département de l'Economie Publique, notamment à l'Office fédéral de guerre pour l'assistance et à l'Office de guerre pour l'alimentation, sans oublier le service fédéral de l'hygiène publique.

Pour ce qui est plus particulièrement des civils retenus en Allemagne et susceptibles de se présenter à notre frontière, nous pensons que la Division de Police qui a déjà fait des arrangements pratiques avec les Autorités françaises, s'entendra avec les représentants des autres pays intéressés, afin d'assurer l'évacuation régulière – vraisemblablement par l'intermédiaire de l'UNRRA – de ceux de leurs ressortissants que nous serons amenés à autoriser d'emprunter le territoire suisse pour rentrer dans leurs foyers.

396

E 2800/1967/61/93

Aide-Mémoire du Département politique sur la situation des prisonniers de guerre détenus en Allemagne[1]

Copie Berne, 16 mars 1945

MÉMORANDUM

EN RÉPONSE AU MÉMORANDUM REMIS LE 21 FÉVRIER 1945 À M. LE CONSEILLER FÉDÉRAL PETITPIERRE, CHEF DU DÉPARTERMENT POLITIQUE FÉDÉRAL, PAR M. LAUGHLIN CURRIE

Le Département Politique fédéral a examiné avec soin les points soulevés au sujet de la situation des prisonniers de guerre détenus en Allemagne. Bien que toutes les mesures en leur pouvoir aient déjà été prises par les Autorités suisses en vue d'assurer une protection aussi efficace que possible des prisonniers de guerre américains, la Division des Intérêts étrangers ne manquera pas de faire part aux représentants suisses des observations du Ministère de la Guerre des Etats-Unis et de leur recommander de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour apporter un allégement à la situation actuelle. Le Département Politique est dès maintenant en mesure de répondre comme suit à chacun des points soulevés dans le mémorandum du 21 février. Pour ce qui est des points 8 et 9, il y a lieu de relever qu'il s'agit de domaines relevant du Comité International de la Croix-Rouge. S'inspirant de considérations d'ordre pratique, le Département en a communiqué la teneur au Comité qui s'est déclaré d'accord pour les mêmes raisons, que ses remarques soient incorporées dans le présent mémorandum. Les points 8 et 9 ci-dessous sont donc empruntés à la documentation fournie par le Comité international.

1° La question de l'augmentation du nombre des inspecteurs suisses chargés de visiter les camps de prisonniers en Allemagne est subordonnée à la permission des Autorités allemandes de faire des visites beaucoup plus fréquemment. Plusieurs démarches ont déjà été faites en Allemagne à la requête soit des Autorités américaines, soit des Autorités britanniques, mais les Autorités allemandes compétentes se sont toujours opposées à des visites plus rapprochées. Toutefois, à la suite d'une nouvelle démarche faite par la Division spéciale de la Légation de Suisse à Berlin au mois de février dernier, un représentant de

---

1. *Il s'agit d'un projet de réponse à un document (non reproduit) en tête duquel M. Petitpierre a écrit:* Note remise manuellement par M. Currie le samedi 3 III 45. *Le texte a été amendé par Ed. de Haller, Délégué du Conseil fédéral aux Oeuvres d'Entraide internationale.*

A ce sujet, cf. aussi E 2801/1967/77/2.

Dès le mois de janvier, des reproches sur l'activité des agents de la Division spéciale de la Légation de Suisse à Berlin avaient été exprimés: par télégramme du 21 janvier 1945, le Ministre de Suisse à Washington avait informé le Département politique de ces critiques auxquelles répond une notice du 24 janvier de la Division des Intérêts étrangers (*cf.* E 2001 (D) 3/99).

l'Office allemand des Affaires étrangères avait déclaré oralement que les Autorités allemandes admettraient des visites à intervalles plus courts. Si, en se basant sur cette décision, les représentants suisses pouvaient obtenir l'autorisation d'effectuer chaque mois une inspection des camps les plus importants, la Suisse prendrait sans retard les dispositions utiles pour l'envoi de nouveaux inspecteurs de camps.

A ce propos, le Département Politique tient à attirer l'attention des Autorités américaines sur le fait que si le nombre des voyages d'inspection pouvait être augmenté, il en résulterait un besoin plus grand, pour les représentants suisses, d'automobiles et de carburant. Il conviendrait donc de mettre à la disposition de la Division spéciale de la Légation de Suisse en Allemagne de nouvelles voitures et de plus fortes quantités d'essence, ce que la Suisse ne serait pas en mesure de faire dans les circonstances actuelles. Dans ces conditions, la Division saurait gré aux Autorités américaines de bien vouloir dès maintenant vouer leur attention à cette question.

2° Pour chaque cas de militaires américains tués qui est parvenu à leur connaissance, les représentants suisses ont toujours cherché à obtenir aussitôt que possible des renseignements complets. Leur tâche n'est pourtant pas aisée, car les Autorités allemandes n'admettent pas que les représentants suisses fassent eux-mêmes des enquêtes, en sorte que des détails ne peuvent être obtenus que des hommes de confiance des camps qui ne sont pas toujours bien informés.

Dans ces conditions, la Division spéciale de la Légation de Suisse à Berlin ne peut préparer un rapport qu'en s'adressant aux Autorités allemandes, mais ce moyen présente l'inconvénient de retarder considérablement l'envoi du rapport, car il est rarement possible aux Autorités compétentes en Allemagne de fournir rapidement les détails nécessaires.

Dans le cas particulier du soldat John L. Rossi, signalé dans le mémorandum du 21 février, la Division spéciale de la Légation de Suisse à Berlin a été chargée à plusieurs reprises déjà d'intervenir auprès des Autorités allemandes. L'absence d'une réponse fait supposer que les Autorités allemandes compétentes n'ont pas encore pu fournir toutes les précisions demandées. La Division des Intérêts étrangers chargera derechef son représentant à Berlin d'insister auprès de l'Office allemand des Affaires étrangères pour qu'un rapport soit remis dans le plus bref délai possible.

3° Une étude approfondie de la Convention de Genève du 27 juillet 1929 relative au traitement des prisonniers de guerre fait partie de la formation imposée aux inspecteurs suisses. Les Autorités américaines peuvent du reste se rendre compte de la connaissance qu'ont les inspecteurs suisses des dispositions de la Convention en examinant les rapports rédigés sur leurs visites des camps, ces rapports étant préparés sur la base de la Convention en faisant fréquemment allusion à l'un ou l'autre des articles. Pour les réclamations présentées aux Autorités allemandes à la suite de visites de camps, les représentants suisses invoquent constamment les dispositions de la Convention de Genève.

4° Un examen des rapports rédigés par les inspecteurs de camps sera suffisant pour permettre aux Autorités américaines de se convaincre de tout l'intérêt que la Suisse, en sa qualité de Puissance protectrice, ainsi que les inspecteurs suisses eux-mêmes, portent au confort et au bien-être des prisonniers de guerre.

Chaque fois qu'une question est soulevée au cours d'une visite dans un camp, les inspecteurs suisses l'examinent avec attention et bienveillance et s'efforcent d'y donner une suite favorable en la signalant soit aux Autorités allemandes, soit aux Autorités américaines.

5° Il est exact que les Autorités allemandes ne concèdent pas trop librement aux prisonniers de guerre le droit ou la possibilité de se présenter aux examens des Commissions médicales mixtes, conformément à l'article 70 de la Convention de Genève. A cet égard, il convient cependant de tenir compte du fait que les prisonniers de guerre détenus par les Autorités allemandes sont en nombre si élevé qu'une visite générale serait pratiquement impossible. Les prisonniers savent qu'ils peuvent toujours s'adresser aux hommes de confiance des camps pour se renseigner sur les dates des visites des Commissions médicales mixtes et pour demander à être admis à se présenter à un examen. Les inspecteurs suisses sont bien en mesure de contrôler les cas signalés soit par les Autorités américaines, soit par les hommes de confiance, soit encore par les médecins américains et anglais dans les camps, et des instructions à cet effet ont été données aux représentants suisses en Allemagne. Mais, pour la raison exposée ci-dessus, il serait matériellement impossible aux représentants suisses de s'occuper à ce point de vue de tous les prisonniers de guerre.

En ce qui concerne l'augmentation du nombre de visites des Commissions médicales mixtes, des démarches ont déjà été entreprises auprès des Autorités allemandes en vue d'obtenir que quatre visites par an puissent être faites. Cependant, on estime qu'il ne serait pas opportun d'entamer une nouvelle discussion à ce sujet avant de connaître le résultat de l'activité de la Commission médicale mixte dont la visite dans les camps en Allemagne a été prévue à partir du 16 avril 1945. Le Département Politique se réserve donc de revenir sur cette question plus tard.

6° Sous cette rubrique, le mémorandum du 21 février relève que si, lors du récent rapatriement de prisonniers de guerre malades et blessés, approximativement 36% des rapatriés américains (177 sur un total de 497) ont été vraisemblablement examinés uniquement par des médecins de camps allemands, semblable proportion n'avait pas été atteinte précédemment. A ce propos, le Département Politique tient à attirer l'attention des Autorités américaines sur le fait que l'accord conclu entre les Etats-Unis et l'Allemagne est intervenu peu de temps avant l'exécution du dernier rapatriement et que, par conséquent, il n'avait pas pu être appliqué aux rapatriements antérieurs. Le Département Politique chargera les représentants suisses en Allemagne d'insister auprès des Autorités allemandes pour qu'à l'avenir le règlement des cas se prêtant sans autre au rapatriement ne soit pas retardé par l'absence d'un examen d'une Commission médicale mixte.

Peut-être les Autorités américaines pourraient-elles de leur côté envisager de faire au Gouvernement allemand une proposition concrète pour le rapatriement en bloc de certaines catégories de malades, par exemple tous les militaires atteints de tuberculose, ou tous les amputés, ou tous les aveugles, ou encore d'autres catégories. Si une telle proposition était acceptée, l'activité des Commissions médicales mixtes ne serait plus qu'une tâche complémentaire de beaucoup simplifiée.

7° Les médecins de l'Armée suisse choisis pour la composition des Commissions médicales mixtes envoyées en Allemagne s'en tiennent strictement aux dispositions de la Convention de Genève, mais pratiquement il ne leur est pas possible, vu le nombre très élevé des prisonniers détenus en Allemagne, de s'assurer qu'ils ont vu chaque prisonnier ayant exprimé le désir d'être examiné. Des instructions ont été données par la Division des Intérêts étrangers aux représentants suisses en Allemagne afin qu'un contrôle soit fait pour tous les cas signalés soit par les Autorités américaines, soit par les médecins militaires américains ou britanniques et allemands dans les camps. Enfin, le Gouvernement allemand a lui-même proposé récemment de préparer, à condition de réciprocité, des listes des prisonniers dont l'examen par une Commission médicale mixte est désirable.

8° A la suite des démarches qu'il avait entreprises auprès des Autorités allemandes, notamment en décembre dernier à Berlin, en vue de faire rapporter les mesures qui avaient été prises concernant l'interdiction de stocks dans les camps, le Comité International de la Croix-Rouge avait été informé que des réserves pour un mois avaient à nouveau été autorisées, à titre provisoire, étant entendu que les Autorités allemandes examineraient la possibilité de les porter ultérieurement à deux mois.

Le Comité International de la Croix-Rouge vient d'être avisé officiellement que des réserves pour deux mois sont dès maintenant autorisées. Malheureusement, dans la situation actuelle, le C.I.C.R. ne peut pas tirer parti de cette autorisation tardive puisque, en raison des difficultés de transport, il lui est impossible de reconstituer des réserves dans les camps. Il va de soi que le C.I.C.R. ne manquera pas d'examiner l'aspect pratique de ce problème au cas où une réorganisation suffisante des transports le lui permettrait.

Les renseignements ci-dessus ont été communiqués à la Délégation du C.I.C.R. à Washington le 28 février à l'intention des Autorités et de la Croix-Rouge américaines.

9° En janvier 1945, le C.I.C.R. a été placé devant le fait d'une détérioration rapide et presque totale des transports en Allemagne; jusqu'alors, ses envois s'effectuaient presque exclusivement avec les wagons allemands. En conséquence, il entreprit immédiatement des démarches auprès des Autorités compétentes des deux parties adverses, de façon à pouvoir à nouveau assurer le ravitaillement des victimes de la guerre par un moyen quelconque.

Grâce à la compréhension des Autorités suisses, un premier train bloc composé de cinquante wagons suisses a pu partir le 3 mars 1945 pour le Stalag VII A où sont réunis un grand nombre de prisonniers de guerre de toutes nationalités et où une partie des prisonniers de guerre transférés des camps de l'Est s'arrêteront également. Ce train, chargé de cinq cents tonnes de vivres et de médicaments, était convoyé par un délégué du C.I.C.R. Le C.I.C.R. vient d'apprendre qu'il est arrivé à destination. Ce premier résultat acquis, le C.I.C.R. pourra très prochainement expédier un second train bloc et, ultérieurement, amplifier encore ses actions de secours dans la mesure du possible.

En outre, le C.I.C.R., qui avait prévu la possibilité d'une détérioration des transports par chemin de fer, avait obtenu de la Croix-Rouge américaine un certain nombre de camions. Vingt-cinq de ceux-ci, pouvant contenir 6½ ton-

nes de marchandises, plus le carburant, ont pu, après de longues négociations, entrer en Allemagne le 7 mars.

Ces camions ont été peints en blanc et munis de l'insigne Croix-Rouge et de la Croix suisse. Ils sont conduits par des chauffeurs suisses et ont passé la frontière à Constance. Ils ont été divisés en plusieurs colonnes et sont accompagnés, en plus de quelques agents de police allemands, d'un délégué du C.I.C.R., le Dr Rossel. Dix-neuf d'entre eux, chargés de 120 tonnes environ de vivres et de médicaments, doivent se rendre dans un centre de distribution du Sud de l'Allemagne. Ils doivent servir à ravitailler en tout premier lieu, les colonnes de prisonniers de guerre, qui se rendent, à pied, des camps de l'Est de l'Allemagne dans ceux situés plus à l'Ouest. Lorsque les 120 tonnes seront épuisées, le délégué du C.I.C.R. rechargera ces camions au Stalag VII A, au moyen des vivres et des médicaments amenés par le train bloc mentionné plus haut. Les six autres camions, chargés eux d'une quantité très importante de carburant, se rendent via Berlin à Lübeck, pour être affectés aux centres de distribution du Nord de l'Allemagne. Ces centres reçoivent en effet les marchandises amenées par la route Nord à Göteborg.

Il y a lieu de souligner que ces transports par route n'ont pu être réalisés que grâce à la compréhension et à l'aide efficace des Autorités alliées et allemandes, d'une part, et des Autorités suisses, d'autre part.

En ce qui concerne les prévisions pour le ravitaillement futur des prisonniers de guerre et des internés civils alliés en Allemagne, le C.I.C.R. ne peut fournir de précisions à l'heure actuelle. Il est évident que le C.I.C.R. élargira son action le plus possible, en combinant les transports par rail et par route, sous réserve, bien entendu, de l'évolution des événements. Les Croix-Rouges nationales – en l'occurrence la Croix-Rouge américaine – seront tenues régulièrement au courant de la situation des prisonniers de guerre et des internés civils en Allemagne, ainsi que des résultats que pourra obtenir le C.I.C.R. dans son action de secours.

Le C.I.C.R. a déjà donné oralement et de façon détaillée à M. Laughlin Currie, lors de sa visite à Genève le 26 février, ces renseignements sur la situation des ressortissants des nations unies en Allemagne et sur ses projets. *[...]*

10° Les observations qu'ont pu faire les représentants suisses ont permis de constater que la Direction et le personnel administratif des camps de prisonniers de guerre n'ont pas, jusqu'ici, subi de changements notables. Il y a bien maintenant dans quelques camps des membres des SS et de la Gestapo, mais cette innovation n'a pas entraîné de modifications sensibles dans les conditions de détention des prisonniers de guerre dont le traitement ne donne lieu à aucune plainte spéciale.

Les camps d'internés civils sont toujours sous les ordres de l'Office allemand des Affaires étrangères[2].

---

2. *Le texte corrigé sera adressé à L. Harrison le 19 mars 1945. Cf.* E 2001 (D) 3/474 *et* E 2001 (D) 14/18.

397

E 1004.1 1/455

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 16 mars 1945

Echange de Suisses détenus en Allemagne
et d'Allemands détenus en Suisse

Département politique. Verbal

Le chef du département politique communique que quelque 220 Suisses sont détenus en Allemagne pour des motifs politiques, que la situation de ces gens est très précaire et qu'un échange avec des Allemands détenus en Suisse serait par conséquent indiqué. Un échange semblable, très limité, a déjà eu lieu précédemment [1]. Il s'agirait maintenant de parachever la mesure en obtenant le rapatriement du reste de ces détenus en échange d'Allemands.

Le Conseil

décide

d'autoriser le département politique à se mettre en relation avec les autorités allemandes pour préparer l'échange envisagé, étant entendu que le cas de chacun des Allemands à échanger sera examiné individuellement.

---

1. *Cf. N° 18.*
Sur les négociations au sujet des échanges entre des Suisses (emprisonnés ou condamnés en France et en Allemagne) et des Allemands détenus en Suisse (à cause d'actions d'espionnage ou de sabotage), cf. E 2001 (D) 3/658.

398

E 2001 (D) 3/474

Le Président du Comité international de la Croix-Rouge, C.J. Burkhardt, au Chef du Département politique, M. Petitpierre

Copie
L

Genève, 17 mars 1945

L'organisation pratique des résultats que j'ai obtenus au cours de mes conversations avec les Allemands a un caractère urgent. C'est pourquoi je me suis rendu directement à Genève. Aussi, ai-je l'honneur de vous rendre compte, par écrit, de mes conversations qui intéressent le Gouvernement fédéral presque au même titre que le Comité international de la Croix-Rouge [1].

---

1. *Cf.* E 2803/1969/302/2.

J'avais été informé que la personnalité haut placée qui désirait prendre contact avec moi pour s'entretenir de toutes les questions concernant les prisonniers et les internés pourrait me rencontrer entre le 10 et le 14 mars, dans une localité de l'Allemagne du Sud, à définir ultérieurement. Je me suis donc rendu à proximité de Constance où j'ai attendu la communication. Le rendez-vous a été fixé au lundi 12 mars et je fus informé que l'on viendrait me chercher à Feldkirch à midi juste. Je m'y rendis, accompagné de mon secrétaire-général-adjoint, le Dr. Hans Bachmann. Les entretiens eurent lieu avec le Chef de la Sicherheitspolizei et du SD, – Obergruppenführer de la SS, General der Waffen SS et de la Police – M. Kaltenbrunner. Il dirige tous les camps de concentration; nos entretiens, dans une localité isolée du début du col d'Arlberg, durèrent de 14 h. 30 à 18 h. 30.

M. Kaltenbrunner me remit une lettre de M. Himmler dans laquelle ce dernier s'excusait de n'avoir pu quitter le front Est et exprimait ses regrets de ne pouvoir proposer une autre entrevue, étant donné ma nomination à un poste à l'étranger[2].

Le premier objet de nos négociations a été le ravitaillement des prisonniers de guerre. Le Général ne me cacha pas que la détresse de la population civile fuyant devant les armées à l'Est du Reich, rendît difficile l'admission de nos équipes de ravitaillement qui ne travaillaient que pour les prisonniers en marche vers les nouveaux camps établis à l'intérieur du Reich; une différence trop marquée entre le traitement des prisonniers et celui de la population au détriment de cette dernière paraissant difficile en ce moment. Nous avons toutefois pu obtenir finalement que ce ravitaillement se poursuive à un rythme même accéléré, à condition que ces distributions puissent s'opérer en dehors des grandes agglomérations, si possible dans les nouveaux camps des prisonniers, ou si ceci pouvait se faire, directement auprès des colonnes de prisonniers en marche, mais en rase campagne et en dehors des villes. Dans ce même domaine, dépendant uniquement de la compétence du Général, nous obtînmes par la suite, que fût admis, le principe suivant: en dehors des visites que font régulièrement les délégués de la Puissance protectrice et du Comité international de la Croix-Rouge, il y aura dorénavant des délégués permanents qui résideront dans ces camps et prendront l'engagement de ne pas les quitter avant la fin des hostilités. Le Général envisagea même de façon favorable que ces délégués seraient doublés d'un petit personnel sanitaire qui accepterait les mêmes conditions.

Cette solution correspond au vœu qui avait été exprimé dans la note de Mr. Currie, adressée à la Puissance protectrice et dont vous avez bien voulu, Monsieur le Conseiller fédéral, me donner connaissance en son temps[3].

Nous pouvons considérer ce résultat comme très important, mais nous nous trouvons maintenant devant la tâche de recruter le personnel nécessaire et décidé à accepter ces conditions qui sont dures. A ce propos, nous nous som-

---

2. *Lors de sa séance du 20 février 1945, le Conseil fédéral a nommé C.J. Burckhardt Ministre de Suisse à Paris* (E 1004.1 1/454). *Le Conseil fédéral en discute aussi au cours de ses séances du 23 et du 27 février 1945.*

3. *Cf. ci-dessus N° 396.*

mes mis de suite en rapport avec le Colonel Remund de la Croix-Rouge suisse.

Lorsque nous avons abordé le deuxième point, c'est-à-dire la situation des internés et détenus, «Schutzhäftlinge», le Général déclara qu'avant de se rendre au lieu de notre entretien, il avait été appelé auprès du Ministre des Affaires Etrangères et qu'au cours de son entretien avec Monsieur von Ribbentrop, il avait été établi que ce problème ne dépendait qu'en partie de la Sicherheitspolizei et que, notamment, en ce qui concernait les échanges, la question ayant un caractère relevant de la politique extérieure, c'était le Ministère des Affaires Etrangères qui avait à décider en dernière instance. Par contre, le traitement des internés dans les camps, ne dépendant que des services commandés par le Général, il pouvait prendre, en ce qui concernait le contrôle, les mêmes engagements que ceux qu'il avait formulés auparavant au sujet des prisonniers de guerre. En effet, il admit même pour les camps d'Israélites, le même principe des délégués permanents aux conditions formulées plus haut, et, il paraît dès à présent nécessaire que l'on puisse prendre contact avec des autres neutres pour le recrutement de ce personnel, la Suisse ne pouvant guère remplir cette tâche à elle seule. Ce résultat paraît d'autant plus réjouissant que jusqu'à présent, les camps d'internés n'ont pas pu être visités.

Au sujet des échanges, le Général déclara que son Chef et lui-même étaient en principe d'accord, mais que le Ministre des Affaires Etrangères désirait qu'en ce qui concernait les Français, non seulement le rapatriement des internés civils allemands en France se réalise de façon complète, mais qu'en plus un changement d'attitude intervienne à l'égard des Français considérés comme collaborationnistes. J'ai tout de suite souligné que le Comité International de la Croix-Rouge ne pouvait officiellement transmettre cette dernière demande, cette question appartenant entièrement au domaine de la souveraineté de l'Etat français. Le Général prit sans autre note de cette remarque et j'ai eu l'impression qu'il était conscient du bien-fondé de notre attitude. Il enchaîna en parlant tout de suite de la question de l'exécution pratique des échanges envisagés et en déclarant qu'il fallait également les étendre aux Belges. Il constata que les autorités allemandes ne se voyaient pas en mesure de fournir des moyens de transports nécessaires aux détenus qui devaient atteindre la frontière suisse, en outre que les échanges par la voie de la Baltique paraissaient, dès à présent, exclus. En conséquence, tous les détenus quittant le territoire du Reich devraient être transportés par nos propres moyens, par exemple, par nos services de camions, qui après avoir transporté vivres, médicaments et vêtements, au lieu de rentrer à vide, iraient quérir les détenus libérés dans leurs différents lieux de séjour. L'emploi de trains blocs fut également envisagé et nous n'avons pas manqué de prendre contact à ce sujet, dès notre retour avec les chemins de fer fédéraux. D'une façon générale, j'ai cru pouvoir constater qu'il existait entre l'attitude de la SS et celle du Ministère des Affaires Etrangères, c'est-à-dire en réalité du Chancelier du Reich, une certaine divergence et que la SS à l'heure actuelle serait prête à des concessions plus complètes que la Wilhelmstrasse.

Le Général Kaltenbrunner me paraissait fortement conscient de la situation générale. Au cours des entretiens il fit preuve de bien connaître son affaire. A l'issue de nos conversations, il me retint un instant en tête-à-tête pour me parler de plusieurs cas individuels concernant des personnalités de marque et il fut

question entre autres des enfants du roi des Belges et de la famille du Général Giraud[4]. Kaltenbrunner prit note de nos demandes sans se prononcer, ni dans un sens négatif, ni dans un sens entièrement positif, mais la tendance positive prévalut dans son attitude. Il fut entendu que j'aurais un deuxième entretien le lendemain 13 mars à Constance avec le représentant du Ministère des Affaires Etrangères, chargé des questions concernant les prisonniers et les internés, le Ministre Windecker. Cette deuxième négociation eut lieu sur territoire suisse, à Kreuzlingen où le Ministre Windecker accompagné d'un collaborateur, spécialiste jurisconsulte et du Burgmeister de Constance, put se rendre, grâce à l'intervention du Commandant territorial de Kreuzlingen le capitaine Troesch qui actuellement est chargé du rapatriement des réfugiés suisses d'Allemagne.

La principale difficulté au cours de ce premier entretien concernant le rapatriement des internés français et belges fut que M. Windecker déclara n'être pas compétent pour discuter du secteur belge. En ce qui concernait les Français, il introduisit au début de nos discussions la notion d'un échange, tête par tête, ce qui n'est pas conforme, ni à la pratique établie par la Convention au sujet des échanges de grands blessés, ni applicable dans le cas présent, le nombre des internés civils de nationalité allemande en France étant minime, en comparaison des détenus français retenus en Allemagne. Cette première conversation marqua le point mort de ma mission. Windecker déclara vouloir prendre de nouvelles instructions à Berlin et nous nous vîmes contraints de remettre un deuxième entretien avec le représentant du Ministère des Affaires Etrangères, au mercredi 15 mars.

Mardi 14 mars, j'appris que les nouvelles fantaisistes propagées par la presse au sujet de mon soi-disant voyage à Berlin et l'invocation du danger de vie dans lequel se trouveraient actuellement les prisonniers de guerre, eut une répercussion fâcheuse et risqua de mettre en péril tout ce que nous avions obtenu. Je pense que le démenti accepté par l'Agence télégraphique suisse mit les choses au point, du moins en ce qui concerne les Autorités allemandes. Ayant passé la journée de mardi à organiser avec le Maire de Kreuzlingen, l'établissement d'un bureau permanent du Comité international de la Croix-Rouge dans cette ville, ainsi que l'obtention de hangars pour les vivres etc. à transporter en Allemagne et avant la reprise de mes entretiens avec le Ministre Windecker, je fus informé par le Ministre Berber que son chef, le Ministre des Affaires Etrangères, M. von Ribbentrop l'avait seul chargé de traiter de la question des échanges. Je lui ai donc fixé un rendez-vous à Zürich pour le vendredi 16 mars. M. Berber exprima le désir de voir également M. Windecker à cette occasion. Les formalités pour l'entrée de ce dernier en Suisse parurent cependant ne pas permettre son déplacement si rapide, et à vrai dire, j'ai préféré connaître isolément les points de vue de ces deux représentants.

Je revis donc Windecker jeudi 15 dans la matinée à Kreuzlingen. Il me montra ses instructions émanant du Chef de la Rechtsabteilung, du Ministre Albrecht. Ces dépêches parlaient d'une situation peu claire, caractérisée par des ordres et des contre-ordres. J'informai alors Windecker de la communication qui m'avait été faite par M. Berber. Il parut en ressentir un certain dépit.

4. *Cf.* E 2001 (D) 3/482, E 2001 (E) 1/89, E 27/10024 *et* 14810.

Cependant, il me montra le rapport qu'il avait rédigé après notre premier entretien. Dans ce rapport il avait réuni tous les arguments militant en faveur d'une exécution rapide et inconditionnelle des échanges, soit exactement dans l'esprit dans lequel je lui avais parlé.

La conversation avec le Ministre Berber jeudi soir à Zürich eut un résultat beaucoup plus positif. Il me confirma la nervosité qu'avait provoqué à Berlin l'incident de presse, puis me montra le télégramme personnel de Ribbentrop le chargeant du monopole de ces négociations. Il rédigea en fin de soirée un télégramme adressé à son chef et dans lequel de façon pressante et en s'appuyant également sur des dispositions favorables de la SS, il demanda que les échanges soient aussitôt réalisés pratiquement et que le C.I.C.R. soit informé du lieu où le premier contingent de détenus à rapatrier pourrait être cherché. Voici brièvement le compte-rendu de ces pourparlers qui ne sont qu'un commencement.

Il est évident que la place du Président du Comité International de la Croix-Rouge quels que soient les commentaires peut-être malveillants, serait en ce moment en Allemagne. C'est uniquement par l'intervention personnelle et constante que cette opération de sauvetage si éminemment périlleuse pourrait être menée à bien. Il est tout aussi évident que les nouvelles fonctions dont j'ai été chargé par le Conseil fédéral rendraient, hélas, une telle intervention personnelle très délicate, sinon impossible et je ne peux que le regretter profondément. Nous nous trouvons à la Croix-Rouge à la fin d'un effort gigantesque qui a duré six ans et dont dépend non seulement l'avenir de notre institution et le prestige du pays, mais aussi des millions de malheureux qui risquent le pire.

Je n'ai donc pas besoin de vous dire, Monsieur le Conseiller fédéral, que j'ai été effrayé de lire dans la lettre officielle que M. le Ministre Stucki m'a fait parvenir en date du 9 mars que la date à laquelle je devais entrer en fonctions à Paris était celle du 20 mars, c'est-à-dire une date dont trois jours seulement nous séparent. Il m'informait également que les originaux des lettres de créances m'avaient déjà été envoyés.

Je me permets à cette occasion de rappeler la demande qui me fut adressée par écrit, par le Général de Gaulle et dont je me suis permis de vous donner copie[5] le 7 mars. De plus, M. Ruegger m'a informé de l'opinion que le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères à Londres, Monsieur Eden, a formulée en sa présence, opinion confirmant sur le plan international la demande précitée[6].

L'exécution de la tâche à laquelle je me suis appliqué nécessite un travail de toutes les heures. Lundi matin, 19 mars, le Comité International de la Croix-Rouge se réunit en séance plénière pour procéder à de nouvelles élections. Ma présence à cette séance est absolument nécessaire. A partir de cette date, si vous le désirez, je puis me rendre à Berne pour un entretien au cours duquel il nous sera, je l'espère, possible, de fixer une ligne de conduite tenant compte équitablement de toutes les responsabilités, la plus importante me paraissant être indiquée d'une façon si nette par le Général de Gaulle. En ce qui me concerne personnellement, je ne verrais aucun inconvénient si d'entente avec le Gou-

5. E 2800/1990/106/Correspondance – Carl Burckhardt.
6. *Cf. le télégramme du 10 mars 1945*, E 2500/1/5.

vernement français, on donnait au public une explication lui permettant de comprendre une prolongation de mon séjour en Suisse[7].

ANNEXE

E 1004.1 1/455

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 16 mars 1945

Internationales Komitee vom Roten Kreuz.
Transporte von Lebensmitteln nach Deutschland für alliierte Kriegsgefangene

Post- und Eisenbahndepartement. Antrag vom 10. März 1945
Volkswirtschaftsdepartement. Mitbericht vom 13. März 1945
Militärdepartement. Mitbericht vom 15. März 1945

1. Der Präsident des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz (IKRK) richtete am 19. Februar 1945 ein von einem Memorial begleitetes Schreiben[8] an den Bundesrat, in welchem er darauf hinwies, dass zur Zeit in Deutschland eine grosse Zahl alliierter Kriegsgefangener, Zivilinternierter, Deportierter und politischer Häftlinge wegen Mangel an Transportmitteln aller Hilfsmöglichkeiten beraubt sind. Eine rasche und somit allein wirksame Hilfe sei aber nur möglich, wenn die beteiligten schweizerischen Zivil- und Militärbehörden sofort eine ausreichende Zahl von Eisenbahnwagen und Lastautomobilen zur Verfügung stellen.

Nach der Auffassung der IKRK würde es sich in erster Linie darum handeln, dass die Verwaltung der Schweizerischen Bundesbahnen diesem einen oder mehrere Lebensmittelzüge von je 50 oder 60 Eisenbahnwagen für seine Transporte bereitstellen würden. Diese mit schweizerischen Lokomotiven und Personal geführten Züge hätten auf der Strecke Buchs-Moosburg zu verkehren.

Das IKRK wünscht ausserdem die Bereitstellung von ungefähr 100 Camions von 5 oder mehr Tonnen Ladekraft, die, mit schweizerischen Chauffeuren bedient, nach und in Deutschland zu fahren hätten.

Einer solchen Transporthilfe misst das IKRK im gegenwärtigen Zeitpunkt eine besondere politische Bedeutung bei, die sicher nicht zu übersehen ist.

[...][9]

4. Die gegenwärtige politische Lage und die ausserordentlich schwierige Situation vor die sich das IKRK bei der Fortführung seiner wichtigen und dringenden humanitären Aktion gestellt sieht, legen eine grosszügige Hilfsaktion unseres Landes zugunsten der Rotkreuztransporte für alliierte Kriegsgefangene nahe. So wie die Dinge heute liegen, könnte diese Hilfe am raschesten durch die Bereitstellung von Lastwagenzügen geleistet werden. Die Lastwagentransporteure (Ferntransporteure) haben sich bereit erklärt, Lastwagen zur Verfügung zu stellen, sofern sie von der Armee für solche Fahrten freigegeben würden. In Betracht kämen am ehesten Wagen mit Holzgasmotoren, für welche das notwendige Gasholz ohne weiteres bereitgestellt werden könnte. Das IKRK hätte seinerseits alle erforderlichen Vorkehren zu treffen, um nach Möglichkeit die für diese Transporte benötigten Luftreifen und -schläuche in kürzester Frist durch Import von Bereifungen zu ersetzen.

5. Gestützt auf die vorstehenden Ausführungen beantragt das Post- und Eisenbahndepartement, es sei der nachfolgende Beschluss zu fassen:

---

7. *Cf. aussi la notice de Ed. de Haller sur un entretien du 21 mars 1945 avec C.J. Burckhardt et M. Petitpierre* (E 2001 (D) 3/474) *et le PVCF N° 899 du 24 avril 1945,* E 1004.1 1/456.
8. *Cf.* E 2001 (D) 1968/74/2 *et* E 2800/1967/61/100.
9. *Suit un long développement sur les difficultés et les risques des transports en Allemagne.*

Das eidg. Kriegs-Transportamt wird ermächtigt, dem Internationalen Komitee vom Roten Kreuz für 15-20 schweizerische Lastwagenzüge à 10 Tonnen Nutzlast, die mit Holzgasmotoren ausgerüstet sind, die Bewilligung zur Ausreise nach Deutschland für vorläufig zwei Monate zu erteilen. Das genannte Komitee wird die Unternehmen, die die Lastwagenzüge stellen sollen, selbst auswählen und die Mietbedingungen mit ihnen vereinbaren.

Die Lastwagenzüge können im Pendelverkehr zwischen Buchs (St. Gallen) und den vom Roten Kreuz bezeichneten Kriegsgefangenenlagern in Süddeutschland eingesetzt werden. Die erforderliche Gasholzzuteilung erfolgt durch die Sektion für Holz des eidg. Kriegs-Industrie- und Arbeitsamtes.

Sollte das Internationale Komitee vom Roten Kreuz in der Lage sein, Dieselöl einzuführen, so können anstelle von Holzgaslastwagen Diesellastwagen bis zu einem Umfang eingesetzt werden, bei dem der Treibstoffverbrauch den für diesen Zweck importierten Dieselölmengen entspricht.

Das Internationale Komitee vom Roten Kreuz wird alle erforderlichen Vorkehren treffen, um nach Möglichkeit die für diese Transporte benötigten Pneus, Luftreifen und -schläuche innert kürzester Frist durch Import von Bereifungen der entsprechenden Dimensionen zu ersetzen.

Im Falle ausserordentlicher Vermehrung der Reisegefahren oder aus dringenden militärischen Gründen kann das eidg. Kriegs-Transportamt die sofortige Rücknahme der Lastwagenzüge in die Schweiz verfügen [10].

---

10. *Dans un rapport complémentaire daté du 15 mars 1945, le DMF préconise une réponse négative à l'aide-mémoire du CICR:*

Da es sich bei der Abgabe dieser Lastwagenzüge um einen bedeutenden Eingriff in die Kriegsbereitschaft der Armee handelt, haben wir den Oberbefehlshaber der Armee gebeten, zu dem Antrag Stellung nehmen zu wollen. Der General teilt uns mit, dass er über den Generaladjutanten der Armee die gleichlautende Anfrage von Seiten des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz erhalten habe und darauf ablehnend geantwortet habe. Bei allem Verständnis, welches er der tragischen Lage der Kriegsgefangenen in Deutschland entgegenbringe, könne er es nicht verantworten unter den jetzigen Umständen Motorlastwagen zur Verfügung zu stellen, deren Mangel die Kriegsbereitschaft einer ganzen Reihe von Truppenkörpern und Einheiten in Frage stellen würde.

Es sei ihm nicht recht verständlich, warum die Alliierten, die am Lose ihrer Kriegsgefangenen in Deutschland in erster Linie interessiert seien, und in Frankreich über einen enormen Wagenpark und Überfluss an Betriebsmitteln verfügen, nicht in der Lage seien, die notwendigen Transportmittel zu stellen.

Wir müssen bekennen, dass diese Auffassung des Generals unsere volle Billigung findet. Wir haben in anderem Zusammenhang darauf hingewiesen, dass wir uns bei der Armee dafür einsetzen werden, um alle Hilfeleistungen an Kriegsgefangene, Deportierte und Fremdarbeiter erhältlich zu machen, da wir eine derartige Betätigung der Schweiz als für unsere internationalen Beziehungen sehr förderlich betrachten. Das Ansinnen des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz, in der heutigen Zeit der allerschärfsten Einschränkungen im Lastwagenverkehr ohne jegliche feste Zusicherung von Betriebsstoffen und Pneus Lastwagenzüge frei zu geben, geht zu weit. Es würde im Lande nicht verstanden, wenn bei aller Anerkennung und bei allem guten Willen für das humanitäre Schaffen des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz unsere Kriegsbereitschaft in Mitleidenschaft gezogen würde. Anders verhält es sich, wenn das IKRK unverzüglich die fehlenden Pneus und Betriebsstoffe von den Alliierten zur Verfügung stellen kann. In diesem Augenblick könnte eine vorübergehende Landesabwesenheit von 15–20 Lastwagenzügen wohl eher verantwortet werden, weil dann der Ersatz für deren Pneus die Ausrüstung bisher stillgelegter Fahrzeuge ermöglichen würde. Noch besser wäre allerdings, wenn die Alliierten selbst die nötigen Fahrzeuge zur Verfügung stellen würden, wobei wir selbstverständlich für die Bemannung mit Schweizer Personal einverstanden wären.

So wie die Dinge aber heute liegen, müssen wir den dringenden Antrag stellen, die Ausreisebewilligung für die Lastwagenzüge nicht zu erteilen (E 1001.1 VD 1.1–31.5.1945).

Das Volkswirtschaftsdepartement ist mit diesem Antrag einverstanden, wogegen das Militärdepartement der Ausreisbewilligung für die Lastwagenzüge nicht beipflichten kann.

Auf Grund der Beratung wird der Antrag des Post- und Eisenbahndepartements zum

Beschluss

erhoben, immerhin mit dem Beifügen, dass auf Ersatz der Pneus und Reifen zu insistieren sei.

399

E 2001 (E) 2/636

Le Département politique[1] *à la Légation du Japon à Berne*

Copie
AM EL

Berne, 19 mars 1945

Le Département Politique Fédéral a l'honneur de se référer à l'aide-mémoire[2] dressé par l'Association Suisse des Banquiers qui a été remis le 7 février dernier à Monsieur Shimamoto, Attaché financier près la Légation du Japon. Cet aide-mémoire avait pour but de soumettre à l'examen des autorités japonaises trois propositions devant permettre la reprise du service en Suisse des emprunts japonais libellés en livres sterling et en dollars et dont les propriétaires répondent aux conditions définies par les articles 6 et 7 de l'échange de lettres du 17 août 1944[3].

Le Département Politique a pris connaissance avec regret de la réponse négative donnée à l'aide-mémoire précité.

Eu égard aux bonnes relations existant entre le Japon et la Suisse, le Département ose espérer que le Gouvernement impérial voudra bien réexaminer le problème et lui donner une solution susceptible de satisfaire les intérêts suisses en cause. Il remarque à ce propos que l'importance des fonds qui figurent sur le compte spécial II de la Yokohama Syokin Ginko auprès de la Banque Nationale Suisse devrait rendre possible la reprise en Suisse du service de la dette extérieure japonaise ou mieux encore le rachat des titres des porteurs suisses.

---

1. *L'aide-mémoire est signé par C. Stucki qui indique à F. Kappeler que ce document a été* remis le 22 mars 1945 à M. Tsuruoka.
2. *Non reproduit.*
3. E 2001 (E) 2/635.

400

E 5795/341

Le Général Guisan, Commandant en Chef de l'Armée suisse,
au Général de Lattre de Tassigny,
Commandant en Chef de la 1re Armée française

Copie
L Quartier Général de l'Armée, 23 mars 1945

C'est avec une vive impatience que j'attendais le retour de la délégation d'officiers suisses que vous aviez bien voulu inviter en stage à votre Armée[1]. Je ne doutais pas qu'ils seraient accueillis avec bienveillance et autorisés à s'informer aux meilleures sources.

Mais le rapport que m'a fait hier le Colonel divisionnaire Corbat, rentrant de mission, dépasse encore mon attente. Vous avez tout mis en œuvre pour que chaque journée, chaque heure fût employée au mieux et pour que mes officiers eussent leur part de vos expériences les plus intéressantes. Rien de ces précieuses leçons ne sera perdu; et leur application à nos besoins, à notre cas particulier, fera l'objet d'une étude des plus attentives. Ces leçons ont d'autant plus de valeur qu'elles furent recueillies au lendemain de vos campagnes d'Italie, de Provence, de Belfort et d'Alsace, dans le magnifique climat d'une armée victorieuse.

Nos officiers ont bien compris le sens le plus haut que revêt cette victoire, qui n'est pas seulement la marche au Rhin et au-delà, mais, par dessus tout, la formation d'une élite qui, sa première œuvre accomplie sur les champs de bataille, se consacrera, plus forte et mieux éclairée, au service de votre Pays.

A cet égard, la belle démonstration offerte, au terme du stage, par votre «Ecole de cadres» de Rouffach – école à laquelle vous imprimez la marque de votre influence personnelle – demeurera pour les miens un souvenir inoubliable.

Voulez-vous avoir l'obligeance d'être mon interprète auprès de MM. les Généraux commandant les corps d'armée et les divisions de la 1re Armée pour les remercier des attentions qu'ils ont eues à l'égard des officiers suisses pendant qu'ils séjournaient dans leur secteur[2].

---

1. *La mission eut lieu du 1er au 20 mars 1945. Elle était dirigée par le Colonel-divisionnaire Corbat qui était accompagné de 8 officiers. Cf. le compte-rendu de la mission,* E 27/12691. *Le 23 mars, le Général Guisan adresse aussi une lettre au Général Davet, Conseiller militaire près l'Ambassade de France à Berne pour le* remercier d'avoir si parfaitement organisé et inspiré ce stage (E 5795/341).
2. *Une deuxième délégation d'officiers suisses partira le 20 avril 1945. Cf.* E 27/12691-12692.

401

E 4300 (B) 2/6

Le Département fédéral de Justice et Police[1]
aux Départements de Police des cantons

Circulaire Berne, 27 mars 1945

1. Nous avons l'honneur de vous exposer ce qui suit au sujet du traitement des cas des *ressortissants italiens résidant en Suisse qui reconnaissent l'autorité du gouvernement néo-fasciste* et refusent de se faire établir des papiers de légitimation par les représentants du gouvernement royal italien dans notre pays, ou de faire prolonger leurs papiers par ces représentants.

Avec l'assentiment du Département politique fédéral, siège à Zurich une délégation commerciale du gouvernement néo-fasciste[2]. Depuis quelques mois, celle-ci compte parmi son personnel un fonctionnaire autorisé, par le Département politique fédéral et par nous, à exercer des fonctions consulaires pour les Italiens néo-fascistes en Suisse. Cette délégation commerciale est habilitée à délivrer aux ressortissants italiens des passeports, et à les faire prolonger par ce fonctionnaire consulaire.

Nous avons, pour les motifs suivants, été amenés à donner notre accord à cette façon de procéder:

Un très grand nombre de nos compatriotes résident dans le nord de l'Italie, c'est-à-dire dans la partie du pays placée sous le régime néo-fasciste. Beaucoup d'entre eux y occupent des situations importantes, en particulier dans le commerce et l'industrie. Les intérêts suisses en Italie du Nord sont donc considérables. En outre, plusieurs consulats de Suisse peuvent, aujourd'hui encore, y exercer leur activité, alors que la Suisse n'a pas reconnu le gouvernement néo-fasciste et qu'elle n'entretient, par conséquent, pas de relations diplomatiques avec lui. Eu égard aux intérêts suisses importants qui sont en jeu, il a paru justifié de tenir compte, dans une certaine mesure, de la situation des Italiens qui, pour des raisons d'ordre politique, ne peuvent pas se résoudre à confier leurs intérêts aux représentants du gouvernement royal italien. Il est d'ailleurs à présumer que le nombre des Italiens de cette catégorie est relativement peu élevé. Il serait ainsi d'autant plus inopportun de prendre à l'égard des quelques néo-fascistes qui se trouvent en Suisse des mesures qui auraient des conséquences défavorables pour un nombre incomparablement plus élevé de citoyens suisses en Italie du Nord et par là causeraient un préjudice grave et durable aux intérêts économiques suisses dans ce territoire.

Après avoir examiné de manière approfondie cette situation avec le Département politique fédéral, nous sommes arrivés à la conclusion qu'il convient de ne pas modifier les conditions de résidence des Italiens néo-fascistes qui se trouvent en Suisse, mais de les laisser au bénéfice de l'établissement ou du séjour. En revanche, cette manière de faire n'exclut nullement l'application des pres-

1. *La circulaire est signée par Ed. von Steiger.*
2. *Cf. ci-dessus N° 87.*

criptions générales de la police des étrangers, comme, par exemple, le non-renouvellement d'une autorisation de séjour lorsque, dans un cas particulier, cette mesure paraît indiquée mais n'est pas motivée par le fait que l'étranger dont il s'agit est partisan du Gouvernement néo-fasciste. Dans l'intérêt de la sécurité intérieure et extérieure du pays, on agira naturellement à l'égard de ces ressortissants italiens, si, au mépris des prescriptions suisses ils se livrent à une activité politique, de la même manière qu'envers tout autre étranger.

L'art. 5, al. 1, de l'Ordonnance d'exécution de la loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers[3] prévoit que seuls les papiers de légitimation délivrés par une autorité ou les représentants d'un Etat reconnu par la Suisse permettent à leur titulaire de recevoir un permis d'établissement ou de séjour. Mais la situation dans laquelle nous sommes placés en ce qui concerne nos relations avec l'Italie du Nord, que nous avons exposée au début de cette circulaire, nous engage à assouplir la règle qui vient d'être rappelée et à reconnaître jusqu'à nouvel ordre comme étant aussi valables pour l'octroi des permis d'établissement et de séjour les papiers de légitimation établis ou prolongés par le service consulaire de la délégation commerciale du gouvernement néo-fasciste à Zurich.

Nous avons appris que de tels papiers ont déjà été présentés dans quelques cantons à la police des étrangers. Nous vous saurions gré de bien vouloir donner pour instruction à votre police des étrangers de se conformer aux indications qui précèdent et de considérer ces papiers comme valables.

Nous n'avons pas besoin d'insister sur le fait que ce mode de faire, conditionné par les circonstances actuelles, devra être modifié aussitôt que celles qui l'ont fait naître seront elles-mêmes changées. Les conditions de résidence des Italiens traités d'après les instructions contenues dans cette circulaire devront, en tout cas, faire l'objet d'un nouvel examen après la fin de la guerre[4].

3. *RO, 1933, vol. 49, p. 292.*

4. *La deuxième partie de la circulaire est consacrée à la question des actes d'origine allemands que la Légation d'Allemagne à Berne n'est plus en mesure de procurer à tous ses ressortissants en raison des circonstances dues à la guerre.*

402

E 7110/1973/135/14

Rapport du Département politique sur les négociations financières avec la Délégation alliée[1]

R BK Berne, 28 mars 1945

Les négociations qui se sont déroulées à Berne, du 12 février au 8 mars 1945, entre les Autorités suisses et une Délégation alliée formée de représentants des Gouvernements américain, britannique et français ont permis d'écarter cer-

1. *Le code qui figure en tête du document indique que ce rapport a été rédigé par E. Junod, de la SCIPE du DPF.*

tains malentendus de part et d'autre et ont donné à la Suisse l'occasion d'exposer son point de vue à des interlocuteurs de choix, non dépourvus de compréhension pour notre pays. Nous nous proposons de vous donner ci-dessous un aperçu de l'aspect financier de ces négociations, lequel ne peut cependant être dégagé sans autre du tout que constitue cette prise de contact avec les Alliés.

Pour bien saisir le caractère assez particulier de ces pourparlers, il faut avoir présente à l'esprit la situation générale de la Suisse telle qu'elle apparaissait au seuil de l'année 1945. Tributaire, jusqu'alors, de l'Allemagne pour une bonne part des matières premières utilisées par son industrie, notamment le charbon et le fer[2], notre pays a vu les livraisons allemandes s'amenuiser peu à peu, au fur et à mesure du recul de la Wehrmacht devant la poussée conjuguée des Alliés à l'Ouest et à l'Est. Cet amenuisement est arrivé au point que l'Allemagne, depuis fin novembre 1944, n'était plus en mesure de nous fournir de charbon. Dans le même temps, la désorganisation de son réseau ferroviaire réduisait à presque rien les autres échanges commerciaux, créant ainsi une situation de fait absolument nouvelle.

Dans le secteur alimentaire, d'autre part, la Suisse coupée depuis cinq mois de la péninsule ibérique et des stocks s'y trouvant déposés, assistait avec inquiétude à la diminution des réserves intérieures dont on escomptait qu'elles permettraient tout juste de faire le pont jusqu'à la prochaine récolte[3].

C'était donc acculée dans une impasse que la Suisse voyait s'ouvrir les négociations avec les Alliés.

Délivrées néanmoins du souci qu'aurait constitué pour elles le choix périlleux à faire entre le travail et le pain, si l'Allemagne avait été encore à même de fournir du charbon, les Autorités fédérales n'avaient pas à hésiter sur la politique à suivre: il fallait à tout prix obtenir la reprise du transit à travers la France permettant l'acheminement en Suisse de marchandises d'importance vitale pour elle. Mais il ne s'agissait pas seulement d'assurer notre bien-être matériel; il fallait également, sur le plan politique, faire sortir la Suisse de son isolement, en recréant chez ses interlocuteurs alliés la confiance qu'elle semblait avoir perdue pour n'avoir pas, en tant que neutre, embouché la trompette des Nations Unies dans la lutte «for freedom and democracy».

Ces quelques truismes devaient être rappelés avant que nous puissions aborder l'objet même des négociations.

I.

L'adjonction aux Délégations d'experts financiers nous a quelque peu surpris au premier abord. Les banques, prudentes à l'extrême depuis que le spectre du Warning allié leur est apparu le printemps dernier, redoutaient une nouvelle offensive et son cortège de restrictions nouvelles[4]. Les Autorités fédérales, de

---

2. *A ce sujet, cf. les statistiques publiées ci-dessus dans le document N° 369.*

3. *Sur la situation alimentaire de la Suisse, cf. l'exposé de A. Borel du 13 février 1945,* E 7110/1973/134/1.

4. *Cf. table méthodique: III.2.2 Négociations financières avec les Alliés. Cf. aussi la lettre du 16 janvier 1945 adressée au Président de la Confédération, Ed. von Steiger* (E 7800/1/66 *et* E 6100 (A) 25/2326) *et celle du 18 janvier 1945 adressée au nouveau Chef de la DAE du DPF* (E 2001 (E) 1967/113/436). *L'ASB y expose les menaces qui pèsent sur les banques suisses.*

leur côté, justement inquiètes de la campagne menée par la presse américaine, sous l'influence de Moscou, contre les capitaux de l'Axe soit disant dissimulés en Suisse, s'attendaient que les Alliés insistent auprès d'elles pour obtenir leur ralliement à la Résolution VI de Bretton Woods et tentent, du même coup, d'amener le Conseil Fédéral à prendre les mesures propres à soutenir les desseins des Nations Unies tels qu'ils sont exprimés dans cette résolution.

On pouvait aussi se demander si les pourparlers financiers de Berne ne porteraient pas, avant tout, sur les questions discutées aux Etats-Unis par la Délégation de banquiers suisses qui s'y étaient rendus, en octobre 1944, afin de mettre un point final officiel à des échanges de vues qui pour utiles qu'ils furent n'avaient toutefois pas permis d'aboutir à une entente au sujet des avoirs suisses bloqués outre Atlantique[5]. Bien qu'il s'agît là d'une question essentiellement américaine, la présence dans la Délégation de M. Orvis Schmidt, chef du Foreign Funds Control américain, pouvait donner à penser que cette présomption avait quelque fondement.

Quoi qu'il en soit, si à la veille des négociations il était encore permis d'hésiter entre ces divers sujets d'actualité, les déclarations faites par M. Currie dans son discours d'ouverture ont écarté toute équivoque par le relief même qu'il donna à son allusion aux problèmes financiers:

«In raising the implementation of Resolution VI of the Bretton Woods Conference I want to make clear the importance to the Allied Nations of its prompt and effective implementation. In approaching this problem we think in terms of the human lives and enormous resources which have been spent to defeat our enemies on the battlefield. We cannot allow the military victory now being won at this tremendous cost to be vitiated, or our hopes for future peace and security to be jeopardized by the defensive financial operations of our enemies... There is ample evidence that ... German war leaders and war criminals have for some time been anticipating the defeat of Germany on the battlefield in this war and have been carrying out plans to preserve their influence and power in the post war world. Important to such plans is their ability to finance themselves and their agents, and they are accordingly taking steps to elude the control, which they anticipate will be established by the Allies in a defeated Germany, and to establish financial arrangements outside of Germany to finance their post war operations... Our enemies have chosen Switzerland as a country through which to conduct their financial operations not only because of its geographical position and the strength of its currency and financial institutions, but also because of certain Swiss banking laws and practices which are designed to permit persons wishing to do so to hide their identity and to operate in secrecy... The seriousness with which this problem is regarded is indicated by the fact that 44 United Nations meeting at Bretton Woods last June to make plans for the establishment of a world bank and a stabilization fund took the occasion to pass Resolution VI. Furthermore, the government of each of the United Nations have since formally requested each of the neutral countries, to take the measures called for in that Resolution... Effective action by Switzerland in accordance with this Resolution is considered by the Governments of

5. *Cf. N^os 313 et 360.*

the United States, Great Britain and France to be of such importance that it is regarded as *a sine qua non* of the trade agreement under discussion[6].»

Ouvertes sous de tels auspices, les négociations financières semblaient devoir jouer un rôle prépondérant et revêtir un caractère d'autant plus délicat qu'elles s'élevaient sur le plan politique, ainsi que l'attestent éloquemment les quelques passages du discours Currie que nous avons cités.

Indépendamment, d'ailleurs, du prix que leur attachaient les Alliés, ces pourparlers promettaient d'être ardus étant donnée la matière même sur laquelle ils devaient porter. Pour des esprits façonnés par les cultures latine et germanique qui déterminent nos modes de pensée, pour des juristes abreuvés aux sources du droit romain, des textes aussi imprécis que les déclarations alliées des 5 janvier 1943, 22 février 1944 ou que la Résolution VI de Bretton Woods – reflets d'une conception juridique infiniment fluctuante en regard de la rigueur et de la limpidité cartésiennes auxquelles nous sommes habitués –, sont extrêmement dangereux par la prise qu'ils offrent à toutes sortes d'interprétations qui, appliquées jusqu'en leurs dernières conséquences, imposent à quiconque y souscrit des obligations onéreuses. Les risques inhérents à l'adoption de cette Résolution ou de toute déclaration du même genre sont maintes fois apparus au cours des négociations, notamment au sujet de la politique de l'or de la Banque Nationale sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir. Enfin, il ne faut pas perdre de vue le danger que constitue pour un petit pays le fait de se lier par de tels textes envers de grandes Puissances dont les intérêts ne concordent pas toujours avec les siens propres.

Quoi qu'il en soit, la Suisse a pris certains engagements, qui permettent de circonscrire ses obligations de façon assez claire.

Ces engagements sont supportables bien que, selon toute vraisemblance, ils ne constituent pas un point final. Il est probable, en effet, que les Alliés reviendront à la charge pour chercher à atteindre sur tel ou tel point un résultat meilleur, à leurs yeux, que celui obtenu après ces négociations.

II.

Les pourparlers financiers comme tels ont donné lieu à sept séances[7]. A côté de ces échanges de vues officiels, les délégués de part et d'autre ont eu l'occasion de reprendre au cours de conversations particulières les principaux sujets à l'ordre du jour, conversations qui furent d'autant plus nombreuses que plusieurs délégués suisses habitaient sous le même toit que les Délégations alliées, c'est-à-dire au Bellevue.

Les premières séances ont été consacrées à un exposé réciproque des points de vue. La Commission financière suisse, par la voix de son président, M. Victor Gautier, Directeur de la Banque Nationale, s'est attachée à montrer tout ce que la Suisse avait déjà fait, de sa propre initiative, pour prévenir que son territoire ne soit utilisé comme lieu de recel de biens pillés ou que ses institutions libérales servent à des fins indésirables, telles des fuites de capitaux, la dissimu-

6. *Cf. le résumé des discours de L. Currie et W. Stucki adressé par le DPF aux Légations de Suisse à Londres et Washington par télégramme du 15 février 1945* (E 7110/1973/134/3).

7. *Cf. les procès-verbaux de ces 7 séances,* E 2001 (E) 2/555 *et* E 6100 (B) 1973/141/980-Diverse.

lation d'actifs étrangers sous le couvert fictif du pavillon suisse etc. Sans entrer dans les détails de l'exposé de M. Gautier[8], nous nous bornerons à relever les points suivants: Les autorités suisses en décrétant le *blocage* des avoirs en Suisse des pays occupés ont protégé les propriétaires visés de tout acte de disposition sur ces avoirs qui serait contraire à leur volonté. En ce qui regarde *l'or*, l'arrêté du 7 décembre 1942, en a soumis le trafic à la surveillance des pouvoirs publics et toute fuite de capitaux sous cette forme est pratiquement impossible à leur insu; or, aucune opération d'envergure n'a été observée depuis cette date. D'autre part, certains groupements suisses d'intérêts privés ont, de leur côté, pris diverses mesures pour soutenir les desseins des autorités: on peut citer, à cet égard, la réglementation du commerce des titres étrangers introduite par les *Conventions affidavits* de l'Association Suisse des Banquiers, les recommandations aussi qu'elle a adressées à ses membres après les pourparlers de Lisbonne d'avril-mai 1944, recommandations qui, strictement observées, ont fait cesser tout commerce de billets dollar et livre sterling et toutes opérations financières indésirables au sens du Warning que les Alliés avaient menacé de publier à l'adresse des banques suisses. M. Gautier s'est ensuite étendu sur la *politique de l'or de la Banque Nationale* montrant que, par souci de neutralité, la Suisse ne peut refuser d'acheter de l'or allemand alors que les francs suisses qu'elle fournit aux Alliés lui sont payés en métal jaune.

Enfin, le porte-parole de la Commission suisse a terminé en annonçant que le Conseil fédéral avait décidé de charger dorénavant un organisme officiel, probablement l'Office Suisse de Compensation, du soin de certifier, envers les Autorités américaines, la qualité suisse de ceux des avoirs bloqués aux Etats-Unis sous pavillon suisse qui répondraient aux conditions requises. Cette décision, sur laquelle nous reviendrons, offre la possibilité de ségréger les avoirs purement suisses de la masse des capitaux actuellement tenus pour suisses et de les faire échapper au General Ruling 17. M. Gautier put également ajouter qu'un arrêté serait incessamment introduit portant interdiction d'importer, d'exporter et de faire le commerce des billets étrangers en Suisse.

Cet exposé mesuré fit une excellente impression que l'arrêté décrétant le blocage des avoirs allemands, connu le lendemain, vint sensiblement renforcer.

Une séance fut ensuite consacrée à l'examen de cet arrêté au cours de laquelle des spécialistes de l'Office Suisse de Compensation purent donner les explications qui s'imposaient.

La quatrième discussion a porté sur la réglementation du trafic des billets de banque étrangers et a donné l'occasion à M. Gautier de plaider la cause des porteurs de bonne foi qui ne trouva, hélas, que fort peu d'échos.

Après quoi, les Alliés estimant la situation assez éclaircie pour passer aux réalisations pratiques, il fut convenu que les Délégations en présence prépareraient, chacune de son côté, un premier projet de texte d'accord. Les Alliés étant plus pressés que les Suisses, et pour cause, ils nous présentèrent leur projet au cours de la cinquième séance. Nous nous proposons de le reprendre ci-dessous point par point, mais nous pouvons déjà relever qu'il présentait, quant au fond, les caractéristiques de la Résolution VI et que, quant à la forme, il était

8. E 2001 (D) 3/348. *Cf. aussi ci-dessus N° 221.*

conçu comme un programme de mesures à prendre par la Suisse pour donner plein effet à cette Résolution sur son territoire.

En réponse, la Commission suisse remit aux Alliés un texte modéré qui était tout à fait dans la ligne suivie jusqu'ici par les Autorités suisses en ce sens qu'au lieu d'entrer dans les vues de nos interlocuteurs, il cherchait à sauvegarder tous les principes que les exigences alliées entendaient battre en brèche. La réaction des délégations américaine, britannique et française fut assez vive et, après de nombreux remaniements entraînant des concessions de part et d'autre, il fut possible d'élaborer les textes de deux lettres qui ont été intégrées dans l'accord final.

Nous arrivons ainsi dans le vif du sujet et notre propos est d'examiner l'un après l'autre les points du programme allié, ce qui nous permettra d'étudier tour à tour les problèmes discutés, ensuite de quoi nous examinerons le texte définitif qui nous amènera, enfin, à quelques remarques en guise de conclusions.

III.

Dès la première séance financière, il avait été possible à la Commission suisse de se faire une idée des demandes alliées. En effet, MM. Currie et Schmidt avaient clairement donné à entendre qu'ils attendaient de la Suisse:

1) Un blocage général de tous les avoirs étrangers;

2) Une enquête – allant jusqu'à l'identification – de tous les avoirs étrangers administrés en Suisse ou par elle;

3) Une enquête plus spécialement menée sur les biens pillés se trouvant en Suisse, enquête permettant de retracer le circuit d'un détenteur à l'autre jusqu'au possesseur actuel;

4) La cessation de tout achat d'or provenant d'Allemagne, de ses alliés ou de pays occupés par elle;

5) L'interdiction du trafic sur les billets de banque étrangers.

Le programme allié reprenait ces points, non sans avoir fait une incursion préliminaire dans le royaume des principes généraux sur lesquels repose la Résolution VI.

A. *Préambule*

Conçu sous la forme d'une déclaration du Gouvernement suisse, le texte allié prélude par l'affirmation de la ferme volonté de la Suisse et de la Principauté du Liechtenstein – qui, de son plein gré, soit dit en passant, entend souscrire à tous les engagements pris par le Conseil fédéral – d'empêcher par toutes les mesures nécessaires que: «les pays agresseurs, leurs ressortissants, ou les personnes agissant pour leur compte, opérant soit directement soit indirectement par l'intermédiaire d'autres pays neutres ou des pays qu'ils ont occupés ou contrôlés, ne se servent de la Suisse ou du Liechtenstein comme d'une place dans laquelle ou par l'intermédiaire de laquelle ils puissent:

a) disposer ou cacher tout bien qui fut l'objet de dépossession;

b) cacher, disposer, dissiper ou augmenter la difficulté d'identifier les biens dans lesquels ils ont un intérêt ou d'effectuer toute autre transaction dans l'intention d'éluder ou d'échapper aux contrôles des Nations Unies, tels qu'ils existent aujourd'hui ou seront établis à l'avenir.»

On retrouve dans ce texte les idées maîtresses des recommandations de la Résolution VI. De l'aveu des délégués alliés, d'ailleurs, il est avéré qu'ils n'ont pas entendu faire autre chose que de transcrire cette Résolution à l'intention de la Suisse qui, n'ayant pas été conviée à Bretton Woods, ne pouvait décemment être invitée à souscrire à un texte à la rédaction duquel elle n'avait pas participé.

Une formule est particulièrement équivoque dans ce préambule, c'est celle qui parle de «tout bien qui fut l'objet d'un acte de dépossession». Si les Alliés ont entendu définir le vol par cette La Palissade, le résultat n'est guère atteint. En effet, il conviendrait avant tout de savoir ce qu'on entend par un acte de dépossession. Dans sa première réponse, la Commission financière suisse, fondée sur ce qui, jusqu'à plus ample informé, constitue une des bases du droit international, savoir les conventions de La Haye, avait adopté la formule «biens qui auraient été soustraits à leur propriétaire par le vol, par la violence ou par tout acte de guerre non légitimé par les conventions internationales en vigueur» tournure qui, si elle est encore assez souple, repose au moins sur des dispositions de droit matériel. Cette rédaction a provoqué une prise de position très nette de la part de la délégation française – soutenue d'ailleurs par les deux autres – qui estime périmés les concepts de La Haye. A son avis, en effet, les Allemands dans les pays occupés, se sont efforcés de donner l'apparence de la légalité à leurs actes de pillage en respectant, en général, les formes juridiques établies. Dès lors, contestés devant un tribunal, ces actes risquent fort d'être considérés par lui comme valables juridiquement parlant alors qu'en fait, cette forme irréprochable cache des abus inadmissibles, des contraintes insoupçonnées, etc. ... que les Gouvernements des pays libérés se refusent à reconnaître. Les tolérances admises par les conventions internationales en matière d'occupation sont actuellement beaucoup trop larges. Cette attitude, sur laquelle nous n'avons pas à nous prononcer, réduisait à néant nos efforts tendant à jeter quelque clarté dans le débat.

Une autre disposition engageant l'avenir dans une mesure impossible à déterminer est celle qui se réfère aux contrôles des Nations Unies «tels qu'ils seront établis à l'avenir». En souscrivant à ce texte, la Suisse aurait implicitement abdiqué sa souveraineté puisqu'elle aurait assumé l'obligation de décréter les mesures propres à donner effet sur son territoire à des décisions d'elle inconnues, restreignant par avance son libre arbitre.

Dans cet ordre d'idées, il faut intégrer ici le dernier point du programme qui constitue aussi une déclaration de principe et qu'il avait été question d'amalgamer au préambule: «Il est en outre convenu que le Gouvernement suisse consultera le Gouvernement de chaque pays libéré avant de lever les mesures de contrôle appliquées à ce territoire, soit d'une façon générale, soit dans des cas particuliers. Il coopérera également à l'exécution du programme établi par les Nations Unies pour mener à chef les objectifs qui y figurent et, à cet effet, il se mettra en rapport avec les Gouvernements appropriés des Nations Unies au moment de la cessation des hostilités.»

Nous avons vu plus haut quels sont les objectifs alliés.

B. Le *Programme* proposé comprend:

1. «*Un recensement* dans lequel toutes les personnes soumises à la juridic-

tion suisse, qui détiennent ou contrôlent, soit directement soit indirectement, des biens dans lesquels un ressortissant d'un pays étranger a un intérêt quelconque, sont tenues de donner toutes précisions à leur égard.»

La question d'une enquête généralisée sur les avoirs étrangers déposés en Suisse et sur les avoirs suisses à l'étranger a déjà fait l'objet de nombreuses discussions tant au sein de l'administration fédérale que dans les cercles bancaires[9]. Jusqu'ici, la très forte opposition que ces derniers faisaient à cette entreprise l'avait emporté sur les arguments invoqués en faveur d'une telle mesure. La thèse des banques était fondée sur la constatation que le crédit de notre pays est avant tout dû au fait que les capitaux étrangers viennent y chercher un asile, sûrs qu'ils sont du maintien en Suisse du dogme du secret bancaire. Faire une enquête sur les capitaux étrangers en Suisse, c'est porter un coup mortel à la réputation de discrétion dont jouit notre pays, c'est par là même le ruiner car les capitaux étrangers fuiront ailleurs à la première occasion.

La guerre et le cortège de mesures d'exception qu'elle a entraînées dans son sillage ont sensiblement modifié la situation. Le blocage des avoirs des pays occupés a créé un état de fait nouveau et la Banque Nationale n'a pas laissé d'insister sur la nécessité d'une enquête sur ces avoirs au moins, de façon que lors de leur déblocage elle puisse en ordonner l'exode éventuel en conformité des principes d'une saine politique monétaire. Peu de temps avant l'arrivée des Délégations alliées, le principe d'une enquête sur certains des avoirs bloqués en Suisse était chose admise au sein de l'administration et il ne restait plus qu'à gagner les banques à l'idée.

Les demandes alliées ne nous ont donc pas pris sans vert.

Néanmoins, très rapidement, nous avons pu remarquer que, dans l'idée de nos interlocuteurs, une enquête anonyme ne suffirait pas à lever complètement les soupçons qu'ils ont à l'égard de la Suisse, repère de capitaux «ennemis». M. Schmidt est bien souvent revenu sur ce point, invoquant à l'appui de ses instantes démarches l'exemple américain, l'enquête sur les avoirs étrangers aux Etats-Unis où, nul ne l'ignore, les autorités ont mené leurs investigations extrêmement loin sur la base de dispositions draconiennes qui répugneraient à l'individualisme helvétique.

Ne pas exiger les noms des propriétaires étrangers, c'est se ménager une position de repli au moment où la pression attendue s'exercera: il n'est pas de meilleure défense, parfois, que l'ignorance.

Aussi le Conseil fédéral – qui, dans l'accord définitif, s'est dit prêt à entreprendre une enquête sur les avoirs allemands situés en Suisse ou administrés par son intermédiaire, de même qu'une enquête sur les autres avoirs bloqués en vertu d'arrêtés antérieurs – a-t-il expressément spécifié qu'il s'agit d'enquêtes «for their own purposes» se réservant ainsi la faculté d'organiser ce recensement libre de toute considération étrangère. Il pourra de la sorte préparer le terrain en vue des prochaines négociations qui ne peuvent qu'être une suite logique de celles qui viennent de se terminer.

2. «En vue de faciliter l'identification des biens qui ont fait l'objet d'un acte

9. *Cf. ci-dessus N^os 360 et 372.*

de dépossession de la part des nations belligérantes et qui ont été déposés ou cachés en Suisse ou par son intermédiaire, *des déclarations seront également exigées* en ce qui concerne:

a) les quantités appréciables d'or, les titres au porteur payables en monnaie étrangère et les monnaies étrangères actuellement détenues par des personnes résidant en Suisse;

b) les acquisitions d'or, de brevets et de tous intérêts d'une certaine importance dans toute institution ou entreprise depuis le ... de personnes résidant dans les pays agresseurs ou dans les territoires soumis à leur contrôle.»

Ce point n'a donné lieu à aucun engagement de la Suisse. L'enquête qui y sera menée pourrait, bien entendu, être organisée de façon à répondre à toutes ces questions. Pour l'instant, rien n'a été décidé à ce sujet.

3. «*L'établissement et l'exercice de contrôles efficaces* de tout bien détenu en Suisse ou par son intermédiaire, dans lequel les ressortissants des pays agresseurs ou de territoires qu'ils ont occupés ou contrôlés ont un intérêt, ainsi que toutes transactions faites par ces personnes ou pour leur compte. Des contrôles spéciaux seront établis pour empêcher l'importation en Suisse de biens qui ont été l'objet d'actes de dépossession.»

Dans le domaine du contrôle des biens étrangers, la Suisse jouit de toute l'expérience que lui confère l'application, depuis tantôt 5 ans, des arrêtés de blocage des avoirs des pays occupés[10]. Le dernier en date, l'arrêté du 16 février 1945, portant blocus des avoirs allemands, contient une disposition nouvelle qui n'a sa pareille dans aucun des textes antérieurs[11]. Sont non seulement bloqués les avoirs de personnes physiques et morales domiciliées en Allemagne et dans les pays occupés par elle, mais encore les avoirs des ressortissants allemands domiciliés en Suisse. C'est une mesure qui figure très rarement dans les législations étrangères et les Etats-Unis, par exemple, qui l'ont introduite également, l'ont tout de suite tempérée d'une licence générale N° 42, qui, à part quelques cas particuliers, en annule les effets. Jusqu'ici, les arrêtés de blocage édictés en Suisse avaient une application essentiellement territoriale; l'arrêté sur les avoirs allemands cumule les principes de la territorialité et de la nationalité.

Si bien accueilli qu'il ait été par les Délégations alliées, l'arrêté du 16 février 1945 a néanmoins donné lieu à de nombreuses critiques techniques de leur part dont, dans la mesure du possible, il a été ou sera tenu compte dans l'application. Les principales ont trait:

a) à la définition des mots «domicilié en Allemagne» qui, selon l'interprétation adoptée jusqu'ici, est trop étroite au gré des Alliés; il faudrait bloquer les personnes qui se rendent en Allemagne à titre temporaire. C'est une question de cas d'espèce ou l'Office Suisse de Compensation a toute compétence pour juger.

b) au fait que l'arrêté n'interdit pas des paiements en faveur, par exemple, de personnes morales étrangères domiciliées en pays non bloqué lesquelles personnes sont contrôlées par l'Allemagne (majorité du capital actions, etc.).

---

10. *Cf. DDS, vol. 13, N^os 336 et 352. Cf. aussi ci-dessus N° 359.*
11. *Cf. ci-dessus N° 367.*

A cela, il a été répondu dans l'accord final: «Il est entendu... que les mots «directement ou indirectement» contenus dans l'article 1 et que les dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 16 février 1945 doivent être compris comme s'appliquant aux biens et avoirs des personnes morales dont le contrôle est en Allemagne, quel que soit le pays où elles ont leur siège ou exercent leur activité.»

c) au fait que, si l'arrêté devait être appliqué avec la même largesse que ceux qui l'ont précédé, l'argent frais versé au crédit de comptes allemands bloqués en Suisse *après* la date de l'arrêté serait à la libre disposition du propriétaire du compte lui permettant de poursuivre certaines opérations indésirables. Là aussi, l'accord final a mis de l'ordre à tout cela en ce sens que le Conseil fédéral s'est engagé à renforcer les mesures d'application des arrêtés de blocage en vigueur; voici le texte: «De plus, les mesures d'exécution prises à l'occasion d'arrêtés de blocage analogues ont été considérablement renforcées, notamment en vue de bloquer les biens et avoirs qui ont été transférés en Suisse après la date desdits arrêtés de blocage».

D'autres critiques concernant la liberté reconnue aux personnes bloquées dans l'appréciation de leurs besoins normaux, de la gestion normale de leurs affaires, etc., ont été exprimées. Elles ont, tout compte fait, une certaine saveur. En effet, l'arrêté de blocage qui a fait jurisprudence en Suisse est celui qui frappe les avoirs français, de loin ceux qui forment la plus grande masse des avoirs étrangers dans notre pays. Or, la libéralité avec laquelle cet arrêté a été appliqué est due aux instantes démarches de l'Ambassade de France qui, plaidant la cause de ses compatriotes, a cherché à obtenir le plus d'allégements possibles à ces mesures. Maintenant que des dispositions analogues ont été prises à l'égard des biens allemands, le premier souci de la délégation française a été de s'enquérir de la rigueur de ce blocage et d'insister pour qu'il soit appliqué beaucoup plus sévèrement que ne l'a été l'arrêté frappant les Français. Tempora mutantur!

Une place à part doit être faite, dans ce chapitre, à la question du blocage de certains pays que les Délégations alliées auraient appelé de leurs vœux si des circonstances spéciales, politiques avant tout, n'avaient joué un rôle prépondérant dans la solution du problème.

Il s'agit, en premier lieu, des avoirs bulgares, finlandais et roumains. Ces trois pays, que les Alliés classent dans la catégorie des «satellites» de l'Axe, n'ont pas été, à proprement parler, occupés par les forces allemandes, raison pourquoi leurs avoirs n'ont pas été gelés par la Suisse. Nous n'aurions pas vu d'objection de principe à le faire, si cette décision avait pu influer sur l'issue des négociations. Néanmoins, la question est restée ouverte car les Alliés se sont avisés, après que nous les avions rendus attentifs à la chose, que ces pays sont actuellement occupés par leurs frères d'armes russes qui pourraient, le cas échéant, prendre ombrage d'une telle mesure.

La seconde question est celle du blocage des avoirs japonais. Les Américains y insistaient beaucoup. La Banque Nationale a été en mesure de les mettre en garde contre cette pressante démarche. En effet, par les contacts qu'elle entretient en matière financière avec le Japon, elle a pu se persuader que des mesures restrictives sur les fonds japonais en Suisse seraient de nature à susciter des représailles sur l'activité de la Suisse, puissance protectrice des intérêts anglais

et américains. Ce danger a incité les Alliés à laisser également la question ouverte.

Dans un échange de lettres séparé, le Conseil fédéral se dit prêt à bloquer les avoirs de ces quatre pays, mais d'un commun accord il a été convenu d'attendre le moment opportun pour le faire.

Le second alinéa du point 3 du programme allié concerne le contrôle voire l'interdiction d'importation en Suisse d'objets volés.

A cet égard, il y a encore certaines lacunes dans notre législation. On songe à y remédier, raison pour laquelle le Conseil fédéral a pu, dans l'accord final, consentir à l'insertion de ce passage: «Le Conseil fédéral est prêt... à prendre les mesures qui, en sus de celles déjà prises, s'avéreraient nécessaires pour empêcher l'importation en Suisse de biens et avoirs qui pourraient avoir été l'objet d'actes de spoliation.»

A vrai dire, jusqu'ici, une certaine surveillance n'a été exercée que sur l'importation de tableaux laquelle est l'objet maintenant d'une réglementation stricte: Tout tableau dont l'entrée en Suisse est requise fait l'objet d'un examen par un spécialiste, notamment radiologique, pour dépister les éventuels camouflages d'œuvres de valeur. Nous croyons savoir que le Département de l'Intérieur, auquel ressortit le problème, va prendre des mesures sur l'importation des autres œuvres d'art.

Nous avons, d'ailleurs, relevé à plusieurs reprises au cours des négociations que le droit suisse, aux articles 933 et suivants du Code Civil Suisse, offrait la possibilité au propriétaire dépossédé contre sa volonté, de revendiquer sa propriété devant les tribunaux. Une jurisprudence constante du Tribunal Fédéral atteste, au surplus, son souci de sauvegarder les droits acquis de toute atteinte contraire à la bonne foi. D'autre part, l'interprétation très judicieuse qu'il donne à la notion d'ordre public, – mesure de défense contre toute application en Suisse de lois étrangères d'exception, notamment politiques et raciales –, est un gage de sécurité non négligeable pour quiconque voudrait faire valoir chez nous ses droits lésés par de telles lois. Nous verrons plus bas, en examinant les clauses générales de l'accord financier, qu'une place spéciale a été faite à cette constatation très importante.

4. «L'adoption immédiate de *mesures propres à empêcher l'importation, l'exportation ou les transactions de billets de banque étrangers.*»

C'est chose faite par arrêté du 2 mars 1945 pris encore avant la fin des négociations. Il introduit une interdiction absolue d'importer, d'exporter, de livrer et d'acquérir des billets de banque étrangers. Il est prévu que des exceptions sont possibles notamment en faveur des voyageurs et dans le trafic frontalier. L'Administration des Finances veille à l'application de l'arrêté dont l'initiative et la préparation sont dues au Département Politique. A dire vrai, notre projet datait de février 1944 et, depuis lors, figurait dans nos cartons prêt à sortir au moment voulu [12]. Les circonstances n'avaient cependant pas rendu cet arrêté nécessaire jusqu'ici.

---

12. E 2001 (E) 2/558.

Une notice du DPF du 14 mars 1945 reproduit une déclaration du Chef de la Section du DEP

Immédiatement après son entrée en vigueur, vu le fait que pour répondre à un vœu de la France nous avons renoncé, au début, à autoriser la moindre exception aux interdictions d'importation, d'exportation et de commerce introduites, les protestations du public ont été leur train. Or, ironie du sort, c'est maintenant la France qui est la plus embarrassée par la rigueur de ces mesures car tous les réfugiés français qui, venus en Suisse avec des billets étrangers, veulent retourner dans leur pays, ne peuvent emmener leurs coupures nonobstant l'autorisation d'importation que leur donnent les autorités françaises. Si bien que c'est l'Ambassade elle-même qui vient pour demander d'introduire des exceptions à l'arrêté qu'elle-même a appelé de ses vœux.

Cette situation nous met en bonne posture pour aborder le problème des porteurs suisses de bonne foi qui n'a pas encore trouvé sa solution. Américains et Anglais nous ont dit qu'ils seraient éventuellement prêts à examiner la question une fois qu'ils auront pu se persuader que la Suisse applique avec sévérité les mesures qu'elle a prises. La démarche française nous donne un atout auprès des deux alliés anglo-saxons et nous comptons bien le jouer à bon escient.

Cet arrêté a soulevé une quantité de questions d'ordre pratique qui sont en discussion actuellement si bien qu'il nous est impossible d'en dire plus pour l'instant.

5. «*Il est convenu que le Gouvernement suisse n'autorisera pas de nouveaux achats ou d'importations d'or d'aucun des pays agresseurs,* ou des territoires contrôlés par ceux-ci, ou la mise à disposition de francs suisses ou autres monnaies contre de l'or.»

Le problème de la politique de l'or de la Banque Nationale – c'est, en somme, d'elle seule qu'il s'agit ici – est le plus délicat de tous ceux qui ont été abordés au cours des négociations. Il n'est pas nouveau et nous préoccupe depuis longtemps. Le 22 février 1944, les Gouvernements américain, britannique et russe ont lancé un avertissement aux Etats neutres portant sur l'or que leurs ennemis auraient volé dans les pays occupés et dont ils se serviraient pour acquérir à l'étranger les marchandises indispensables à leur effort de guerre[13]. Londres, Washington et Moscou y faisaient part de leur intention

i) de ne pas reconnaître ces saisies, et par conséquent, de dénier tout droit de propriété aux détenteurs actuels de cet or;

ii) de n'acheter aucune parcelle de métal jaune aux pays n'ayant pas rompu avec l'Axe, avant de s'être assuré que ce métal n'a pas été pillé;

iii) de n'acheter aucune parcelle d'or – avant de s'être assuré qu'il n'a pas été pillé – à tout Etat qui, après la date de l'avertissement, aura acheté de l'or à un pays n'ayant pas rompu avec l'Axe.

---

chargée de lutter contre le marché noir: M. Simonin me fait savoir par téléphone que, depuis l'Arrêté du 2 mars, le trafic des billets a redoublé. Il est surtout localisé dans le canton du Tessin où trois limiers de la Section du marché noir déploient une grande activité. Le trafic porte essentiellement sur des lires et des francs français et il paraîtrait, selon les premières indications reçues par M. Simonin que la Fides, le Crédit Suisse et la Société de Banque Suisse, toutes trois à Bâle, seraient loin de se désintéresser du trafic dont il s'agit. *[...]* Il me signale aussi que 100000 pièces d'or ont pu, il y a quelques jours, quitter clandestinement notre territoire à destination de l'Italie (*notice du 14 mars 1945 de Weibel pour Kohli*, E 2001 (E) 2/558).

13. E 2001 (E) 2/560.

Le 24 août 1944, la Légation des Etats-Unis nous a rappelé cet avertissement et a relevé le prix qu'elle attacherait à ce que la Banque Nationale cessât tout achat d'or allemand[14]. Par un nouvel aide-mémoire du 31 janvier 1945, les Légations des Etats-Unis et de Grande-Bretagne sont revenues à la charge[15].

Sans reprendre ici toute la question de principe, nous résumerons comme suit l'argumentation de la Banque Nationale:

En vertu de la loi fédérale sur la monnaie du 3 juin 1931[16], la politique monétaire suisse est fondée sur l'étalon-or. La Banque Nationale est tenue, en vertu de cette loi, de maintenir le franc suisse à un certain niveau et, pour cela, il faut qu'elle puisse acheter et vendre de l'or librement à tout le monde. Si l'on regarde les chiffres[17], on constate d'ailleurs que la Banque Nationale depuis 1941 a repris plus d'or de la Bank of England et de la Federal Reserve Bank – dont une bonne part est bloquée – qu'elle n'en a acheté à la Reichsbank depuis le début de la guerre. En outre, l'or que lui livre cette dernière est disponible en Suisse et peut servir à la défense du franc ce à quoi ne peuvent être utilisés les stocks bloqués outre-Atlantique.

Si la Banque Nationale entendait suspendre ses achats d'or allemand, cela supposerait un changement de sa politique monétaire – sans compter qu'il faudrait modifier la loi du 3 juin 1931 – changement qui serait applicable dans ses rapports avec toutes les banques et ne ferait nullement l'affaire des Anglais et des Américains qui ne pourraient plus se procurer de francs suisses contre du métal jaune.

A cela, M. Bliss répond par un argument typiquement a-juridique qu'on peut résumer comme suit: Il est inadmissible de mettre l'or offert par les Alliés et celui offert par la Reichsbank sur le même pied (to apply the same yardstick). L'un est de bon aloi, l'autre est volé. Car, dans l'idée des Alliés, tout or dont dispose la Reichsbank est volé ou constitue un vol en puissance. En effet, les Alliés une fois arrivés à Berlin entendent mettre la main sur les réserves d'or de la Reichsbank pour désintéresser les pays occupés dont le métal a été pris par l'Allemagne. Toute parcelle d'or qui vient en Suisse est soustraite à la réquisition alliée et, partant, constitue une perte pour les pays à dédommager, ceux-ci sont donc en quelque sorte volés.

Comme on le voit, les deux argumentations, telles deux parallèles, ne pouvaient se rejoindre. La Suisse ne pouvait répondre à la demande alliée, sans violer sa politique de neutralité; les Alliés ne voulaient pas faire une brèche dans le principe directeur de leur politique de guerre économique.

Il fallait un compromis et il fut trouvé.

En définitive, la Suisse a eu gain de cause quant au fond et les Alliés quant à la forme. Voici quel est l'arrangement conclu:

«Le Conseil fédéral, d'accord avec la Banque Nationale Suisse, accepte de

---

14. E 2001 (E) 2/560. *Cf. ci-dessus N° 379, note 2.*

15. *Cf.* E 2801/1968/84/29. *Le DPF répondra à la Légation des Etats-Unis d'Amérique le 28 mars 1945 en affirmant que l'échange de lettres financier du 8 mars 1945 (publié ci-dessus N° 391) apporte la réponse à l'aide-mémoire du 31 janvier 1945.*

16. *RO, 1931, vol. 47, pp. 613-620.*

17. *Cf.* E 6100 (A) 25/2327-2328.

restreindre les achats d'or originaires d'Allemagne ou de pays contrôlés par l'Allemagne au montant en francs suisses nécessaire aux besoins des services diplomatiques allemands et de ceux des pays contrôlés par l'Allemagne.

»Par service diplomatique, il y a lieu d'entendre:

a) les dépenses des Légations et Consulats en Suisse;

b) les sommes nécessaires pour les prisonniers de guerre et les internés et, en général, toutes les dépenses se rapportant au rôle de la Suisse en tant que puissance protectrice;

c) les paiements à la Croix-Rouge Internationale.

»Le Gouvernement suisse tient à souligner que ces restrictions entraînent de lourds sacrifices pour les intérêts suisses en général, étant donné que des francs suisses ne seront plus mis à la disposition de l'Allemagne en vue de remplir ses obligations contractuelles envers des personnes physiques et morales suisses.»

Par ce compromis, la Suisse a réussi à sauvegarder le principe essentiel et fondamental qui consiste à pouvoir maintenir ses achats d'or à l'Allemagne. Leur suspension eût été l'abandon dans ce domaine de notre politique traditionnelle.

Nous avons, ainsi, passé en revue le programme allié. A ce propos, nous tenons à faire une dernière constatation qui se dégage de l'ensemble des discussions auxquelles il a donné lieu. Sans aucun doute, ce programme poursuit des fins incompatibles avec notre neutralité: c'est un véritable plan de guerre économique. Comme tel il est conçu de façon à avoir la plus large portée possible et toutes les fois où ils l'ont pu, nos interlocuteurs nous ont rendus attentifs aux lacunes des mesures que nous envisagions dès qu'elles ne leur paraissaient pas devoir sortir les effets qu'ils en auraient voulu. L'exemple du blocage des avoirs allemands qui donne lieu à critique parce qu'il n'empêche pas les transactions d'une société d'inspiration allemande installée en Espagne, par exemple, est tout à fait typique. Il nous remet en mémoire les menaces de sanction qu'ont suscitées les opérations de change des banques privées destinées à financer certaines transactions commerciales de l'Allemagne dans la Péninsule ibérique. De tout temps, nous nous sommes efforcés d'amener les Alliés à agir eux-mêmes à l'étranger, soit en faisant pression pour que les pays neutres producteurs des biens achetés par l'Allemagne suspendent leurs exportations, ce qui aurait rendu sans objet les opérations des banques suisses, soit en provoquant des mesures de blocage analogues à celles prises en Suisse. Nous ignorons jusqu'à quel point la tactique alliée dans ces pays est semblable à celle qu'ils emploient à notre égard. Peut-être doit-on voir là une preuve de confiance dans le sérieux des contrôles suisses que les Alliés voudraient voir s'étendre le plus possible pour doubler les leurs propres.

IV.

L'accord financier est formé par deux lettres, l'une qui peut se subdiviser en quatre parties, l'autre qui a uniquement trait au blocage éventuel des avoirs bulgares, finlandais, japonais et roumains[18]. Nous avons déjà épuisé ce sujet.

Si nous reprenons la lettre principale, nous constatons qu'elle comprend:

18. *Cf.* E 7110/1973/134/2 *et* E 7110/1973/135/31.

a) des déclarations de principe;

b) un rappel des mesures prises par la Suisse au cours des négociations – blocage allemand, arrêté sur les billets –;

c) les mesures que la Suisse est prête à prendre, (nous les avons passées en revue ci-dessus et les énumérerons simplement: enquête sur les avoirs allemands, enquête sur les autres avoirs bloqués, adoption de mesures pour prévenir l'importation de biens volés);

d) la déclaration concernant l'or que nous avons citée in extenso ci-dessus.

De ce texte, il ne reste guère que les déclarations de principe du début que nous n'ayons pas commentées; les voici dans leur teneur officielle: «Au nom du Gouvernement suisse, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance ce qui suit, touchant les questions financières qui ont été discutées au cours des présentes négociations. Le Gouvernement suisse, agissant tant en son nom qu'au nom de la Principauté de Liechtenstein, affirme sa décision de s'opposer à ce que le territoire de la Suisse et celui de la Principauté soient utilisés pour la disposition, la dissimulation ou le recel des biens pris pendant la guerre illégalement ou sous l'empire de la contrainte. Il déclare de plus que toutes facilités seront données aux propriétaires dépossédés pour revendiquer en Suisse et dans la Principauté les biens qui y seront trouvés, dans le cadre de la législation suisse telle qu'elle existe à ce jour ou telle qu'elle sera complétée dans l'avenir. Il déclare également qu'il s'opposera à ce que les biens et avoirs des personnes visées par les différents arrêtés de blocage pris par le Gouvernement suisse dans le passé ou qui viendraient à être pris dans l'avenir, ne soient dissimulés ou dissipés ou à ce qu'il en soit disposé. Il s'opposera de même à l'exécution de transactions par ou pour le compte des personnes visées ci-dessus, qui auraient pour objet d'éluder les mesures de contrôle actuellement en vigueur en Suisse ou qui viendraient à y être établies, ou de s'y soustraire. Le Gouvernement suisse est, de plus, d'accord pour se concerter avec les Gouvernements de chacun des pays dont les biens et avoirs sont bloqués, avant que les mesures de contrôle applicables à ce pays ne soient abolies ou relâchées. Il est également prêt à se concerter à tout moment avec les Gouvernements américain, français et britannique en ce qui concerne les questions financières qui ont été discutées au cours des présentes négociations.»

Ce texte appelle deux remarques. La première concerne le succès obtenu par la Délégation suisse qui a pu enfermer ses obligations dans le cadre de la législation suisse. Cette précision est d'importance pour l'avenir, car elle permettra de mettre un frein aux revendications probables qui nous seront présentées. A ce propos, nous sommes en train de mettre sur pied une procédure grâce à laquelle les biens se trouvant en Suisse qui nous seraient annoncés par les Etats étrangers comme ayant été volés, pourront être frappés d'indisponibilité momentanée sur réquisition d'une autorité fédérale à désigner, à charge pour le propriétaire dépossédé de faire valoir son droit en justice. De cette façon, l'on évitera, dans la mesure du possible, la fuite intempestive de biens volés, autant qu'ils nous soient signalés à temps.

La seconde remarque a trait à l'engagement pris par le Gouvernement suisse de «*se concerter*» avec les Gouvernements de chacun des pays dont les biens et avoirs sont bloqués avant que les mesures de contrôle applicables à ce pays ne

soient abolies ou relâchées. Cette formule a déjà fait couler beaucoup d'encre et ce n'est qu'un début. Les Alliés ont à tout prix voulu insérer un tel engagement dans l'accord. En anglais, le terme employé est «to consult with» qui, dans l'esprit des délégués anglo-américains, doit être interprété comme signifiant qu'avant de modifier l'état de choses actuel la Suisse procédera à un échange de vues avec chaque Gouvernement intéressé afin de se mettre d'accord avec lui, *mais qu'elle restera libre d'agir à sa guise si une entente n'intervient pas.*

Le soir précédant la signature de l'accord, M. Chargueraud, chef de la Délégation française, a exigé que tous les documents, qui avaient été rédigés en anglais, fussent traduits en français, les deux textes faisant foi au même titre. Du côté suisse, le mot «consult» avait été rendu par «prendre contact». Traduction sciemment anodine. M. Chargueraud a insisté pour «se concerter avec» qui a été accepté, mais là-dessus une divergence de vues s'est élevée entre M. Chargueraud d'une part, seul de son avis, et MM. Currie, Dingle Foot et Rappard au sujet de la portée de ce terme. M. Chargueraud voulait qu'il signifiât que les Gouvernements en présence devaient s'entendre lors du déblocage des avoirs gelés en Suisse, ce qui impliquait l'obligation pour la Suisse de tenir compte des desiderata de ses interlocuteurs, alors que les trois autres chefs de Délégation défendaient l'interprétation donnée ci-dessus qui prévoit qu'à défaut d'entente, la Suisse resterait libre d'agir à sa guise. Il a malheureusement été impossible d'amener M. Chargueraud à modifier sa manière de voir et les efforts tentés en vue d'insérer une clause interprétative de ce mot dans l'accord se sont heurtés au refus catégorique du chef de la Délégation française. Or, au retour des Délégations dans leur capitale, la question a tout de suite fait l'objet de déclarations à la presse et c'est ainsi que Reuter a publié une nouvelle selon quoi la Suisse s'entendrait avec la France avant de débloquer les avoirs français (le texte allemand parle d'un «Versprechen, die französischen Guthaben und Wertschriften nicht ohne vorherige Verständigung mit der französischen Regierung freizugeben»). Cette information a été très remarquée à Londres, dans les cercles de la Cité, où l'on estime cette solution beaucoup plus élégante que l'entente qui semble être intervenue entre les Gouvernements britannique et français au sujet des avoirs français en Angleterre et britanniques en France.

La presse suisse a réagi à son tour et le Département Politique a provoqué la publication du communiqué que voici: «Des informations de nature à induire le public en erreur ont été publiées par la presse suisse et étrangère sur certaines questions financières réglées au cours des récentes négociations économiques avec les Alliés. A ce propos, nous apprenons de source autorisée que les avoirs en Suisse de personnes résidant en France ont été bloqués par un arrêté du Conseil fédéral du 6 juillet 1940. Cet arrêté est toujours en vigueur. Avant de relâcher ou de lever ce blocage, le Conseil fédéral se concertera avec le Gouvernement français.»

Les choses en sont là, mais il ne fait aucun doute que l'affaire rebondira tôt ou tard.

V.

Nous avons parlé plus haut de la décision du Conseil fédéral concernant *la certification officielle des avoirs suisses bloqués aux Etats-Unis*. Cette question,

bien que n'ayant pas de rapport direct avec les négociations, a néanmoins fait l'objet de discussions avec M. Schmidt, dont la présence en Suisse devait être mise à profit.

Relevons à ce propos que les pourparlers avancent de façon satisfaisante. L'organisation interne suisse doit encore être mise au point. Il est probable que l'Office Suisse de Compensation fondera ses certifications sur les affidavits établis par les banques en faveur de leurs clients, – dans le cadre des conventions de l'Association Suisse des Banquiers –, au moins en ce qui concerne les avoirs des personnes physiques. La qualité suisse des personnes morales, elle, fera dans chaque cas l'objet d'un examen spécial de l'Office de Compensation.

Quant à l'effet de cette certification sur les avoirs suisses, on espère ici qu'il sera tel que, sans être pour autant débloqués, les avoirs certifiés jouiront cependant d'une liberté plus grande que ce n'est le cas actuellement. Il devrait être possible d'en utiliser les disponibilités pour des paiements à faire dans les territoires des Nations Unies. En outre, les propriétaires suisses seront en mesure, du moins on le souhaite, d'administrer leur fortune aux Etats-Unis en procédant librement aux ventes et achats de titres qu'ils jugent opportuns. En revanche, les virements entre comptes certifiés suisses continueront probablement d'être soumis à l'octroi de licences – peut-être plus facilement obtenables qu'auparavant –, car de telles opérations impliquent une modification de la consistance même des avoirs suisses sur laquelle un certain contrôle devrait être maintenu.

La ségrégation des comptes suisses facilitera sans doute leur déblocage au moment où les Autorités américaines décideront de lever le freezing actuel. C'est, d'autre part, un premier pas en vue du transfert en Suisse de ces avoirs. Pour l'instant, ce transfert ne peut être envisagé pour des raisons de politique monétaire qui, depuis l'introduction du freezing des avoirs suisses aux Etats-Unis, ont incité la Banque Nationale à ne plus reprendre de dollars dits «financiers» pour en verser la contrevaleur en francs suisses en Suisse. Ces raisons s'expliquent par le souci de notre Institut central d'éviter à tout prix une inflation exagérée provenant de la mise en circulation dans notre pays de moyens financiers importants sans contrepartie en marchandises. L'offre de dollars à la Banque Nationale est déjà telle de la part de l'industrie suisse – horlogère surtout –, du Gouvernement américain, des œuvres américaines de secours aux Juifs, aux réfugiés, etc. qu'elle ne peut accepter d'augmenter encore ses avoirs indisponibles outre Atlantique, fussent-ils même convertis en or, ce qui est pratiquement le cas. Une fois que les circonstances permettront une reprise des échanges commerciaux avec les Etats-Unis et qu'il sera possible de consacrer à l'achat de marchandises livrables en Suisse les dollars de la Banque Nationale, l'allégement qui en résultera pour sa Trésorerie créera les conditions voulues à la reprise des transferts financiers. Il s'agit là, toutefois, d'espoirs dont la réalisation dépend essentiellement de l'évolution générale des événements.

VI.

Après ces quelque trois semaines de pourparlers, il est permis de se déclarer satisfait de la tournure qu'ont prises ces négociations. Les deux objectifs que s'était fixée la Suisse sont atteints: notre ravitaillement est théoriquement

assuré et dépend de la mise en train pratique des transports à travers la France, question essentiellement technique. D'autre part, la Délégation, les Autorités et le peuple suisses, dans son ensemble, ont su, par l'accueil qu'ils ont réservé à nos hôtes alliés, rétablir l'atmosphère de confiance et de compréhension réciproque dont notre pays avait grand besoin au seuil de la période qui va s'ouvrir après la fin des hostilités.

Sur le plan financier, nous avons, tout au long de ce rapport, relevé à plus d'une reprise la portée des engagements pris, et nous espérons avoir également su donner une idée des difficultés qu'a rencontrées la Délégation suisse. Seule en face de trois grandes Puissances, organisatrices du monde de demain, la Suisse a pu faire triompher sa politique de neutralité, mais elle ne pouvait pas sortir de l'impasse sans faire de sérieux sacrifices. Ils sont surtout sensibles dans le domaine financier bien que, à tout prendre, toutes les mesures décrétées ou à décréter eussent tôt ou tard dû être prises dans l'intérêt même du pays.

403

E 5795/327

Le Chef du Service de Renseignements et de Sécurité de l'Etat-Major Général de l'Armée, R. Masson, au Général H. Guisan et au Chef de l'Etat-Major Général, J. Huber

L Strictement personnel
Secret

Berne, 29 mars 1945

«Kesselring»

Par mes lettres des 8.3. et 11.3.45.[1], je vous ai tenu au courant des pourparlers engagés par Kesselring avec les Alliés en vue de mettre fin aux hostilités en Italie.

Page 2, chiffre 6 de ma lettre du 11.3., je vous annonçais que: «la prochaine conférence aura lieu, probablement le 15.3. à Ascona. Tout laisse prévoir que le maréchal Kesselring y assistera en personne».

J'ai l'honneur de vous donner sur le développement et l'état actuel de cette affaire les informations qui suivent:

1) La conférence d'Ascona – différée d'une semaine – a eu lieu conformément au plan établi à Zurich.

Y assistaient: Côté allié
- M. Dulles (Roosevelt)
- un général anglais
- un général américain

(ces of. représentaient le Général Wilson)

1. *Cf. N° 392.*

Côté allemand – Général SS. Wolf
(dont ma lettre du 11.3. a précisé
les fonctions)

2) *Kesselring*, ayant été entre-temps appelé à prendre le commandement du front *ouest* (comme nous l'avons annoncé dans notre «Bulletin de renseignements» N° 669 du 20.3.45.[2] n'a pu réaliser son projet initial de se rendre à Ascona. Attitude logique de la part de cet officier général qui ne pouvait, au risque d'être suspecté de trahison, refuser «l'appel flatteur» de Hitler.

3) L'entretien d'Ascona a porté sur les modalités d'exécution de «l'armistice» (capitulation) en Italie, tout en tenant compte de l'hypothèque suivante: l'affaire s'est quelque peu compliquée du fait que l'attitude du successeur de Kesselring, le *général Vittinghof* (ancien cdt. de la 14e armée) ne peut pas encore être nettement définie et que Wolf n'a pas pu garantir son «concours».

4) Wolf a quitté ses interlocuteurs alliés en affirmant que ses intentions demeuraient inchangées. Il devait se rendre sans retard auprès de Kesselring (sur le front ouest) et sonder Vittinghof. Sa visite à K. est confirmée.

5) Un nouvel entretien de Wolf avec un représentant allié doit avoir lieu, probablement demain 30.3.45.

6) *Conclusion:* l'affaire se poursuit; son développement a dû être ralenti par le brusque départ de Kesselring et la nomination du gén. Vittinghof sur le front des Apennins. Si l'attitude de Kesselring demeure inchangée dans son principe, il n'est pas exclu que ce dernier cherche également à l'appliquer «pratiquement» sur le front ouest et que les événements se précipitent, le front *ouest* réagissant sur le front *sud* ou le contraire.

7) Un autre rapport va suivre, dès que je serai informé.

2. E 27/9693/Bd. 9.

404

E 2001 (E) 2/558

La Division des Affaires étrangères du Département politique aux Légations de Suisse à Paris, Londres et Washington

Copie
L BK

Berne, 29 mars 1945

Au nombre des mesures financières prises par les Autorités fédérales au cours des négociations avec les Alliés figure l'Arrêté du 2 mars 1945 interdisant l'importation, l'exportation et le commerce des billets de banque étrangers[1].

1. *RO, 1945, vol. 61, pp. 127-128.*

Nous avons l'honneur d'esquisser ci-dessous, dans leurs grandes lignes, quelques-unes des questions que soulève l'application de cet arrêté.

1. *Historique:* A la fin de 1943, déjà, le Département Politique s'est occupé de la réglementation du trafic des billets de banque étrangers qu'il savait déplaire aux Gouvernements de Londres, Paris et Washington. En février 1944, il avait mis au point un projet d'arrêté qui prévoyait une interdiction de l'importation et de l'exportation et envisageait de soumettre le commerce en Suisse à concession[2]. Il était entendu, à l'époque, que certaines banques spécialement désignées pourraient continuer de vendre et acheter des billets à condition de souscrire un engagement à l'égard de la Banque Nationale – organe de contrôle – stipulant les conditions auxquelles devraient s'opérer ces achats et ces ventes.

Au printemps 1944, lors des pourparlers de Lisbonne sur le Warning allié, la question du trafic des billets a fait l'objet de vives critiques de la part des délégués américains et britanniques qui ont insisté pour que tout commerce de billets dollars et livres sterling fût arrêté en considération des dispositions réglant l'importation et l'exportation de ces billets dans les pays d'origine[3]. Les délégués suisses ont relevé, alors, que ce n'était pas tant le commerce de ces devises qu'il faudrait juguler, étant donné ses proportions relativement modestes, mais bien plutôt le trafic en billets français qui, lui, portait sur d'énormes montants dont l'origine n'était que trop apparente. La réaction alliée fut plutôt réservée sur ce point. En effet, à l'époque, les Anglo-américains n'avaient aucun intérêt à la suspension de ce trafic-là dont ils étaient les premiers à bénéficier puisque c'était en Suisse qu'ils se procuraient les francs français au moyen desquels ils finançaient l'activité de la Résistance française.

Quoi qu'il en soit, en automne 1944, l'Association des banquiers dans ses recommandations des 19/30 septembre, invita ses membres à cesser tout trafic en billets dollars et livres sterling et à réduire le commerce des billets français aux besoins normaux de la clientèle[4].

En novembre, la France, définitivement libérée, fit à son tour une démarche expresse tendant à la suspension du trafic des billets français[5].

Peu après, nous reprîmes nos projets[6], décidés cette fois-ci à limiter l'interdiction d'importation, d'exportation et de commerce aux seuls billets des belligérants alliés, y compris l'Italie. A ce moment-là, celle-ci se trouvant dans la même situation que la France quelques mois plus tôt, ne laissa pas de nous faire entendre qu'elle préférerait qu'on ne frappât pas la lire d'interdit, le marché suisse étant utilisé au ravitaillement en billets italiens du mouvement de Résistance en Italie septentrionale.

Pour bien saisir la tactique que nous avons suivie, laquelle peut paraître fortement inspirée du souci de répondre aux seuls désirs de l'étranger, il ne faut pas oublier que, du point de vue suisse, nous n'avions pas d'intérêt prépondé-

---

2. *Non reproduit.*
3. *Sur ces négociations, cf. ci-dessus N^os 131, 132, 143.*
4. *Cf. N° 228.*
5. *Cf. N° 315.*
6. *Non reproduits.*

rant à intervenir dans le domaine du trafic des billets étrangers. Si nous étions néanmoins prêts à le faire, c'était surtout pour créer, dans nos rapports avec l'étranger, un climat favorable à nos négociations futures, raison qui explique la façon dont nous avons procédé.

Quelque peu lassés par ces atermoiements, nous nous sommes résolus, en fin de compte, à mettre au point un arrêté portant interdiction d'importation et d'exportation de tous les billets étrangers et laissant la porte ouverte à un certain commerce qui serait soumis à concession. La Banque Nationale s'étant montrée très opposée à cette dernière tolérance, elle fut abandonnée par la suite.

Loin d'être dans l'intérêt immédiat de la Suisse, les mesures projetées entraînaient plutôt certains désagréments que nous avons tenu à exposer aux représentants anglais et américains à Berne. En effet, il existe en Suisse de nombreuses personnes qui possèdent des billets de bonne foi, billets qu'elles ont acquis au cours de la guerre pour «répartir leurs risques» et afin de jouir de disponibilités facilement réalisables en cas d'évacuation dans l'hypothèse où la Suisse serait entraînée dans la guerre. En outre, la plupart des réfugiés ayant trouvé asile en Suisse y sont venus avec des liasses de billets seul vestige, souvent, des biens et de la fortune qu'ils possédaient et qu'ils ont dû abandonner dans des circonstances parfois tragiques. Or, en décrétant une interdiction totale du trafic des billets, on réduit la valeur de ceux-ci à presque rien ce qui dévalorise du même coup les montants détenus par ces porteurs de bonne foi et ces réfugiés.

C'est pourquoi, soucieux de sauvegarder leurs intérêts, avons-nous cherché à obtenir des Autorités américaines, britanniques et françaises qu'elles nous donnent certaines assurances comme quoi les avoirs en billets de ces gens pourraient être monnayés auprès des banques centrales des pays d'origine des billets, solution qui eût permis d'éviter les pertes inéluctables que provoqueraient les mesures suisses projetées.

Nos premières ouvertures n'ont pas rencontré beaucoup de compréhension bien qu'elles fussent, en fait, parfaitement justifiées si l'on songe que ce n'est qu'en mars 1942 que les Autorités américaines ont interdit l'importation et l'exportation des billets dollars, que les porteurs de billets sterling n'ont eu que 24 heures, à fin août 1940, pour renvoyer leurs billets à la Bank of England, et que la France a interdit l'exportation de ses billets le 9 septembre 1939, époque à laquelle les échanges franco-suisses étaient tels que, certainement, de gros montants en billets français devaient circuler dans notre pays.

Là-dessus sont intervenues les négociations de Berne au cours desquelles les Alliés, les Français surtout, ont de nouveau insisté sur l'introduction d'un arrêté sur les billets, demande à laquelle il a été fait droit puisqu'aussi bien le principe de ces mesures était déjà admis par la Suisse depuis des semaines, voire des mois. C'est ainsi que le 2 mars, le Conseil fédéral a pris la décision que vous savez.

2. *Conséquences de l'arrêté.* Cette décision est radicale en ce sens que, pour répondre au vœu des Français, l'interdiction d'importation, d'exportation et de commerce introduite par l'arrêté est absolue. Tout au plus a-t-on admis une tolérance de fait en matière d'importation et d'exportation pour créer une

certaine souplesse dans le trafic des voyageurs et des frontaliers. La tolérance équivaut à 50 Fr. suisses exprimés en billets étrangers qui peuvent être introduits ou emportés sans entraîner de sanctions. Les équivalences ont été fixées par l'Administration des Finances qui a appliqué un barème assez large. C'est ainsi que la tolérance est de 5500 FF, 12 500 lires, 10£, 25$, etc.

405

E 4001 (C) 3/1/18

Le Premier Ministre de Grande-Bretagne, W. Churchill, au Président de la Confédération, Ed. von Steiger[1]

L London, April 2, 1945

On the occasion of the completion of the agreement concluded between the British, United States and French Governments on the one hand, and the Government of Switzerland on the other, I write to convey to you the satisfaction which His Majesty's Government feel at the close accord which has been reached on these matters with our Swiss friends. I should also like to take this opportunity of thanking you, Mr. President, and through you the Swiss nation, for the continued services rendered by Switzerland throughout the war to humanity, and to our prisoners of war in particular, both as the Protecting Power and through the International Red Cross. These services are very much appreciated by the British people.

---

1. *Cette lettre est transmise à Ed. von Steiger le 13 avril 1945 par le Ministre de Grande-Bretagne à Berne, C. Norton. (Cf. la lettre du 14 avril du Président de la Confédération au Chef du Département politique, M. Petitpierre,* E 2800/1967/61/93)

406

E 2300 Brüssel/11

Le Ministre de Suisse à Bruxelles, M. de Stoutz,
au Chef du Département politique, M. Petitpierre[1]

RP N° 14 Bruxelles, 5 avril 1945

On n'est pas sans quelque inquiétude, ici, quant à l'avenir que la conférence de San Francisco paraît devoir préparer aux petits pays. Aussi n'est-ce pas sans satisfaction qu'on a accueilli l'annonce des modifications que la France propose d'apporter aux «tentative proposals» contenus dans les projets de Dumbarton Oaks et de Yalta.

Alors que le texte primitif assignait pour but à l'organisation future le «maintien de la paix et de la sécurité internationale», sans la moindre référence au droit des gens, au respect des traités ou à la justice en général, on se félicite de voir la France suggérer qu'il soit, au contraire, spécifié que la solution des conflits devra être recherchée conformément au droit et à la justice. Sans doute, on ne se fait pas beaucoup d'illusions sur l'efficacité de telles formules, dont il a été usé et abusé dans le pacte de la Société des Nations, mais on regretterait que, par son silence même, le nouveau Covenant semblât faire litière de tous principes moraux supérieurs et parût justifier d'avance tous les coups de force.

On se félicite également, en Belgique jadis neutre, qu'un autre amendement proposé par le Quai d'Orsay tende à faire exclure de la nouvelle Ligue les Etats qui prétendraient rester attachés à un statut de neutralité. On rappelle que, lors de la création de la S.D.N., la Hollande avait reconnu qu'en adhérant à la Société, elle renonçait à sa neutralité traditionnelle dans la stricte acception du terme.

La Suisse, elle, avait maintenu son statut de neutralité, mais – écrit M. Paul Struye de la «Libre Belgique» – «il avait fallu des prodiges d'acrobatie juridique pour lui accorder ce privilège». Le même publiciste constate qu'en fait et en droit, les notions de neutralité et de sécurité collective sont antinomiques. Encore convient-il que, si l'on exige de tous les Etats l'abandon de la neutralité, on leur assure, en contre-partie, une sécurité véritable. Et, à cet égard, le mode de vote prévu à Yalta, d'après lequel aucune mesure coercitive ne pourra être ordonnée par le Conseil de Sécurité sans l'assentiment unanime des grandes puissances, n'est guère de nature à rassurer les petits Etats, puisqu'il revient à dire que de telles mesures ne seront jamais appliquées contre un grand Etat, le veto de celui-ci suffisant à paralyser toute l'action de la Ligue.

[...]

Au cours d'une audience qu'il m'a accordée la semaine dernière, le Premier Ministre, M. Van Acker, m'a dit qu'il se trouvait en présence d'une quarantaine de grèves annoncées. Il avait pris la décision, et en avait fait part, la veille,

1. *M. Petitpierre a mis ce rapport* en circulation *parmi ses collaborateurs le 13 avril 1945.*

à la Chambre, de mettre fin à cette menace perpétuelle qui paralyse la reprise économique. Mais, pour arriver à cette fin, il n'obtempère nullement à la suggestion de l'organe communiste «Le Drapeau Rouge», qui réclame à cor et à cri l'augmentation des salaires. – M. Van Acker est résolu à rompre le cercle vicieux où la hausse des salaires et celle du coût de la vie s'entraînent mutuellement dans une course sans fin. C'est donc à la diminution du coût de la vie que tendront tous ses efforts.

[...]

Si faible qu'elle soit, la reprise économique est cependant perceptible. Notons-en, en passant, une répercussion sur les relations belgo-suisses: alors qu'à la mi-mars encore, on persistait à invoquer l'épuisement des stocks et le marasme complet de l'industrie belge pour se dérober à nos sollicitations de négocier avec la Suisse, non seulement un accord financier réglant les modalités de paiement, mais aussi un accord sur la nature et les quantités des marchandises à échanger entre les deux pays, voici qu'on devient plus malléable et qu'on se met à notre disposition pour fixer au moins le cadre dans lequel se feront les échanges de marchandises[2].

---

2. *Le 24 avril 1945, la Légation de Belgique à Berne adresse à la Division du Commerce du DEP un aide-mémoire proposant l'ouverture de négociations en vue de la conclusion d'un accord de paiement et d'un accord commercial entre la Belgique et la Suisse* (*cf.* E 2001 (E) 2/622).

Cf. aussi la lettre de la Division du Commerce du DEP à de Stoutz du 21 avril 1945, E 7110/1967/32/900 Belgien.

407

E 2001 (D) 17/44

Le Chef de la Division des Intérêts étrangers du Département politique, A. de Pury, au Chef du Département politique, M. Petitpierre

No Berne, 5 avril 1945

Parmi les problèmes que peut soulever, au point de vue de la sauvegarde des intérêts étrangers, la défaite de l'Allemagne, il en est un qui me préoccupe tout particulièrement et qui, s'il ne se présente aujourd'hui que sous la forme d'une probabilité, deviendra une réalité dans un avenir très rapproché: c'est celui d'une Allemagne vaincue, sous l'occupation étrangère, sans aucun Gouvernement ou sans un Gouvernement reconnu par la Suisse. Quelle serait à ce moment-là l'attitude de notre pays en sa qualité de Puissance protectrice des intérêts allemands que nous représentons officiellement aux Etats-Unis d'Amérique, en Argentine, dans l'Empire Britannique (à l'exception de l'Union de l'Afrique du Sud, de la Rhodésie et de la Palestine), au Chili, à Haïti, aux Indes

néerlandaises occidentales, en Irak, en Turquie et au Guatémala, et, à titre officieux, dans beaucoup d'autres pays?

En théorie, le mandat de Puissance protectrice que la Suisse a accepté d'assumer, devrait prendre fin dès que l'Etat qui l'a sollicitée de se charger de cette mission, viendrait à disparaître ou que son Gouvernement ne serait pas reconnu par la Puissance protectrice ou par les belligérants.

En fait cependant, si une telle situation devait se produire, je ne crois guère que nous pourrions d'un jour à l'autre, bien que nous n'ayons pas de précédent à invoquer, nous désister de la tâche que nous avons entreprise. Cette situation pourrait n'être que passagère et l'on serait en droit de nous reprocher plus tard d'avoir procédé avec trop de hâte.

Il conviendrait donc dès aujourd'hui d'examiner sous quelle forme la continuation, la suspension ou la liquidation de notre activité devrait s'opérer et quelles seraient les conditions d'ordre général ou politique qui devraient y présider.

Plusieurs éventualités pouvant se présenter, j'estime qu'il faudrait avant toutes choses fixer sans retard nos Légations et Consulats qui s'occupent des intérêts allemands à l'étranger sur la ligne de conduite qu'ils devront suivre en cas de capitulation de l'Allemagne. Aussi je me propose de rédiger à leur adresse des instructions provisoires leur prescrivant de prendre de toutes façons des mesures conservatoires pour assurer la protection des immeubles et archives diplomatiques et consulaires qui ont été confiés à notre sauvegarde et, dans la mesure du possible, de poursuivre leur activité jusqu'à l'arrivée de nouvelles instructions.

Ces instructions ne pourront vraisemblablement être données que lorsque nous connaîtrons la situation devant laquelle nous serons placés; elles devront porter sur les trois domaines principaux sur lesquels s'étend l'activité de la Puissance protectrice, à savoir:

1) La protection des biens matériels des Gouvernements représentés (immeubles et mobiliers diplomatiques et consulaires, archives, gestion de fonds);

2) Activité administrative (actes d'état civil, protection proprement dite des civils restés en pays ennemi, allocation de secours, etc.);

3) La protection des prisonniers de guerre sur la base de la Convention de Genève et des internés civils.

Selon l'état de choses qui pourrait résulter de la défaite de l'Allemagne, je crois que, pour l'instant du moins, nous ne pouvons envisager que les deux situations suivantes:

1) Disparition de l'Etat hitlérien et prise du Pouvoir en Allemagne par les Nations alliées: il me semble que si cette éventualité venait à se réaliser, il conviendrait que la Suisse demandât immédiatement aux Britanniques et aux Américains si les Alliés désirent que nous continuions à gérer les intérêts allemands dans les pays où nous en avons assumé la sauvegarde; auquel cas, il faudrait s'entendre avec eux sur les mesures à prendre pour le financement de ces intérêts dont jusqu'ici le Troisième Reich a supporté les frais.

Si les Alliés refusaient de maintenir notre mandat, nous serions obligés de leur remettre cette gestion, mais en demandant décharge de leur part.

2) Allemagne sous le Gouvernement national socialiste encore reconnu par la Suisse mais non reconnu par les Alliés: dans ce cas aussi, nous ne pourrons vraisemblablement exercer notre mandat que si les Alliés ne s'y opposaient pas.

Comme dit plus haut, l'Allemagne a financé jusqu'ici les frais afférents à la protection de ses intérêts; ils se sont élevés pour l'année 1944 à environ Frs.s 15 000 000.—. Si les Alliés nous demandaient de continuer à gérer les intérêts allemands, il conviendrait de fixer avec eux sur quelle base financière nous devrions procéder.

Je vous serais obligé de me faire savoir si les dispositions envisagées dans cet exposé rencontrent votre approbation [1].

1. *Annotation de M. Petitpierre en tête du document:* D'accord 6 IV. *Cf. aussi* E 2001 (D) 11/8.

408

E 1004.1 1/456

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 6 avril 1945 [1]

742. Schweizerischer Gesandter in Jugoslawien

Politisches Departement. Antrag vom 5. April 1945

Am 14. März letzthin [2] hat die jugoslawische Gesandtschaft in Bern dem Politischen Department im Auftrag ihrer Regierung bekanntgegeben, dass in Belgrad ein Regentschaftsrat eingesetzt worden sei und sein Amt angetreten habe und dass sich ferner eine neue jugoslawische Regierung unter der Präsidentschaft von Herrn Josip Broz Tito, Marschall von Jugoslawien, gebildet habe. Mit einer weitern Note vom gleichen Tage liess die Gesandtschaft namens ihrer Regierung wissen, diese würde es ausserordentlich begrüssen, wenn der Bundesrat, eingedenk der frühern diplomatischen Beziehnungen zwischen Jugoslawien und der Schweiz, deren freundschaftliche Haltung im Verlaufe dieses Krieges sehr geschätzt worden sei, die baldige Ernennung eines schweizerischen Gesandten in Belgrad in wohlwollende Erwägung ziehen würde [3].

Nachdem die jugoslawische Regierung seit mehreren Wochen nach Belgrad zurückgekehrt ist und mittlerweile die innerpolitischen Spannungen, wie sie zwischen der Exilregierung und dem von Marschall Tito geleiteten Befreiungsrat zutage getreten waren, durch die Einsetzung eines Regentschaftsrates und die Bildung einer Koalitionsregierung ausgeglichen worden sind, liegt es im

1. *Absents: Etter, von Steiger.*
2. *Cf.* E 2001 (D) 7/11.
3. *Cf.* E 2001 (D) 3/66,

wohlverstandenen schweizerischen Interesse, den Gesandtenposten in Belgrad, der durch den frühzeitigen Tod des letzten Inhabers, Herrn Minister Paul Steiner, erledigt ist, ohne weitern Verzug wieder zu besetzen. Ein sachgemässer Schutz unserer Interessen in Jugoslawien, die während der Besetzungszeit von einer Konsularkanzlei wahrgenommen werden mussten, gleich wie Überlegungen allgemeiner politischer Art führen zu der Überzeugung, die Wiedereröffnung der schweizerischen Gesandschaft in Belgrad sollte unter den von Grund aus veränderten Verhältnissen nicht länger hinausgeschoben werden.

Als schweizerischer Gesandter in Belgrad wird Herr Nationalrat Dr. iur. Eduard Zellweger, von Zürich und Trogen (Appenzell A.-Rh.), in Aussicht genommen. Herr Zellweger, geboren 1901, von 1924 bis 1930 Leiter des Auslandschweizer-Sekretariats in Bern, seit 1930 Rechtsanwalt in Zürich, gehört dem Rate seit 1943 an.

Antragsgemäss wird daher

beschlossen:

Das Politische Departement wird ermächtigt, das Agrément der jugoslawischen Regierung für die Ernennung von Herrn Dr. iur. Ed. Zellweger zum schweizerischen Gesandten in Belgrad einzuholen[4].

4. *Le Ministre E. Zellweger sera accrédité à Belgrade le 4 mai 1945.*

409

E 7110/1967/32/821/USA/2

Notice du Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, W. Stucki[1]

Bern, 7. April 1945

Der englische Gesandte, Mr. Norton, spricht vor um folgendes mitzuteilen:

Der russische Botschafter in London, Gusev, hat sich an Aussenminister Eden gewendet und ihn ersucht, ihm die Texte des kürzlich zwischen der Schweiz einerseits und Grossbritannien, U.S.A. und Frankreich anderseits abgeschlossenen Abkommens zur Verfügung zu stellen[2]. Herr Eden lässt uns anfragen, ob wir damit einverstanden seien.

Ich antworte, dass wir durch unsere Gesandtschaft in London selber schon beim Foreign Office angeregt hätten, den Russen vom erwähnten Abkommen Kenntnis zu geben, dass wir also keinerlei Einwendungen zu erheben hätten.

1. *Cette notice est adressée aux Conseillers fédéraux von Steiger, Stampfli, Nobs et Petitpierre, ainsi qu'aux Conseillers de Légation C. Stucki et R. Kohli. Cf. aussi* E 2001 (D) 3/270 *et* E 4001 (C) 1/284.

2. *Il s'agit des accords signés le 8 mars 1945. Cf. Table méthodique III.2.3. Négociations à Berne en février et mars 1945.*

Norton stellt dann noch offiziell die Frage, ob der Bundesrat wirklich bereit wäre, Mussolini in der Schweiz Asyl zu gewähren, zum Beispiel wenn er nachweisen könnte, dass er ernsthaft erkrankt sei. Unter Hinweis auf die amtliche Erklärung des Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartements antworte ich, dass der Bundesrat entschieden habe Mussolini *unter keinen Umständen* in der Schweiz aufzunehmen.

410

E 2300 Casablanca/2

Le Consul de Suisse à Casablanca, G. Criblez, au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, W. Stucki

L Confidentielle Casablanca, 10 avril 1945

Par ma lettre du 14 janvier 1944[1], j'avais déjà eu l'honneur d'attirer l'attention de Monsieur le Ministre Bonna sur le mouvement autonomiste marocain, exploité naguère encore par les Puissances de l'Axe contre la Puissance protectrice.

---

1. *Cette lettre avait le contenu suivant:* Bien que je n'aie pas qualité pour rédiger des communications de caractère politique, j'estime devoir vous signaler la campagne menée par de hautes personnalités musulmanes du Maroc en vue d'obtenir la suppression du protectorat français sur ce pays.

Une très forte pression est exercée présentement sur le Sultan par le Parti de l'indépendance et nombre de personnalités religieuses ou politiques, y compris, si mes renseignement sont exacts, Si Tami el Glaoui, pacha de Marrakech, dont l'influence reste grande dans tout le Sud marocain.

La défaite de la France, puis l'incohérence de la politique française de relèvement a singulièrement diminué le prestige de la nation protectrice aux yeux des Marocains. Les manœuvres communistes, d'une part, les consessions faites aux Juifs, d'autre part, indisposent les milieux musulmans. Et l'on insinue que la Grande-Bretagne, à qui la guerre actuelle a révélé toute l'importance du Maroc pour la sauvegarde de ses communications – l'aviation ayant sensiblement diminué la valeur stratégique de Gibraltar – soutiendrait les visées autonomistes des Marocains.

Il semble que S.M. Chérifienne ne pourrait pas résister à la pression dont il est l'objet sans perdre lui-même la confiance et la sympathie de ses sujets. Aussi devrait-on s'attendre à ce que le protectorat français au Maroc soit bientôt remis en question.

En réponse à cette lettre, Bonna avait écrit le 17 février 1944 à G. Criblez: Vous observez au début de votre lettre que vous n'avez pas qualité pour rédiger des communications de caractère politique. Nous croyons devoir vous faire remarquer à ce sujet qu'il s'agit là, à notre avis, d'une conception erronée des fonctions consulaires. Nous vous serons, au contraire, très reconnaissants de tous les renseignements de nature politique que vous serez, à l'occasion, en mesure de nous fournir, en usant, bien entendu, de la prudence qui s'impose (courrier convoyé sûr, etc.). Normalement, les Consulats doivent adresser leurs rapports politiques, en original ou tout au moins en copie, à la Légation préposée; dans les conditions actuelles, cette règle ne s'applique évidemment pas à votre Consulat, puisque vous ne dépendez plus de Vichy. (E 2300 Casablanca/2).

Ce mouvement, loin d'avoir été brisé par les mesures de répression prises à l'occasion des troubles qui éclatèrent dans certaines villes marocaines, à Rabat et à Fès en particulier, paraît prendre une nouvelle ampleur. C'est ainsi que le Sultan, au cours de sa récente tournée dans le Sud marocain (Marrakech et Saf) aurait récolté plus de marques d'animosité de la part des populations que de témoignages de considération et d'attachement.

Les indigènes, mécontents d'une succession de mauvaises récoltes, comme aussi de ne pouvoir se procurer les tissus, ustensiles et denrées alimentaires (thé vert, sucre) auxquels ils sont accoutumés depuis des générations manifestent de plus en plus leur mauvaise humeur, deviennent irrespectueux, voire insolents. La perte de prestige infligée aux Français par leur défaite de 1940 n'est pas compensée par les succès récents et actuels des armes françaises. Ce prestige paraît aller aux Anglo-Saxons, aux Américains plus spécialement, qui ne feraient rien pour décourager les nationalistes musulmans dans leurs menées contre la domination française en Afrique du Nord, en général, au Maroc en particulier.

Des ordres confidentiels viendraient d'être donnés aux services français de contrôle et de police en vue de rendre progressivement plus sévères les sanctions administratives ou autres prises à l'encontre des indigènes. La mesure serait bien tardive, selon certaines appréciations autorisées. On craint qu'il faille, à la fin de la guerre, une répression plus brutale.

Je me permets de vous remettre ci-joint le texte d'un écrit[2] en langue française distribué clandestinement au Maroc par les autonomistes. Cet écrit, qui doit être, dans l'esprit de ses auteurs, une critique objective des réformes récemment promulguées en Zone française dans les domaines de la Justice, de l'Administration générale, de l'enseignement et du paysannat indigènes constitue bien plus un dénigrement systématique de l'œuvre française au Maroc. Celle-ci, de l'avis d'étrangers peu suspects de sympathie à l'égard de la France, a été admirable dans la plupart des domaines, et les populations indigènes en ont largement bénéficié. A la faveur des circonstances, une poignée de meneurs, fanatiques ou intéressés, suivis par les soi-disant intellectuels marocains (instituteurs, étudiants des médersas), risquent de compromettre dangereusement l'œuvre de Lyautey.

---

2. *Non reproduit.*

411

E 2001 (D) 3/311

La Division des Affaires étrangères du Département politique
au Chargé d'Affaires
à la Légation de Suisse à Paris, E. Schlatter[1]

Copie
L EF

Berne, 11 avril 1945

Dans une démarche verbale, le Chargé d'Affaires de France avait exposé, le 29 septembre 1944[2], au Chef de la Division des Affaires étrangères qu'à la suite de conversations qu'il avait eues avec la Légation de Pologne à Berne, dont il avait rendu compte à son Gouvernement, celui-ci l'avait chargé de nous faire connaître qu'il considère que la 2e division du 45e corps d'armée français actuellement internée en Suisse est, malgré la nationalité polonaise des soldats qui la composent, partie intégrante de l'armée française et que la France était, par conséquent, prête à reprendre ces troupes.

M. Bonna avait alors vivement remercié M. Vergé de cette déclaration, qui confirmait un point de vue auquel le Gouvernement suisse s'est toujours placé, ainsi que le prouvent les comptes que nous avons communiqués à l'Ambassade de France au sujet des dépenses occasionnées par l'internement des Polonais en Suisse. Quant au rapatriement, M. Bonna avait assuré M. Vergé que nous ne retiendrons pas les internés polonais un jour de plus que les devoirs de notre neutralité ne nous l'imposent, mais avait indiqué qu'il n'était pas possible de régler le rapatriement de la 2e division du 45e corps d'armée sur les mêmes bases que le rapatriement en 1940 de la 1re division dudit corps d'armée, qui avait été rendu possible parce que l'Allemagne avait donné expressément son consentement au départ des Français mais s'était alors opposée à celui des Polonais.

Depuis lors, la situation a évolué.

L'article 11 de la Convention de La Haye en vertu duquel nous avions reçu en Suisse le 45e corps français et l'avions interné ne contient aucune stipulation concernant la fin de l'internement. On admet que celui-ci se termine avec la paix. Un armistice entraînant la libération des prisonniers d'un des partis délie évidemment l'Etat neutre de l'obligation de garder les internés de ce parti. Or nous nous acheminons rapidement vers une situation où la guerre sera virtuellement terminée, même s'il y avait encore des résistances locales, mais où il pourrait n'y avoir ni paix, ni armistice, ni possibilité matérielle d'aborder un gouvernement allemand pour obtenir son accord à la libération des internés polonais. Nous en arriverions à la situation absurde de devoir garder pour un temps indéfini les quelque 8000 hommes (4000 se sont évadés depuis 1940) que compte encore la 2e division du 45e corps, alors que, pratiquement, les prison-

1. *La lettre est signée par C. Stucki.*
2. *Cf. la notice du 29 septembre 1944 de P. Bonna pour le Conseiller fédéral M. Pilet-Golaz* (E 2001 (E) 1/107).

niers français et polonais en Allemagne se trouveraient libérés par l'avance des armées alliées.

D'autre part, comme le fait valoir la Légation de Pologne à Berne, qui insiste vivement pour que nous mettions fin à cet internement – probablement un des plus longs de l'histoire – ce corps de troupe, qui n'a plus d'entraînement militaire depuis bientôt cinq ans, est composé d'hommes dont l'âge moyen dépasse quarante ans et dont beaucoup vivaient en France avant la guerre. Du point de vue humanitaire, il est urgent que ces hommes, qui n'ont plus guère de valeur comme combattants, soient rendus à leurs foyers et mis en mesure de se recréer des situations.

Ces considérations nous conduisent à penser qu'il ne faut pas retarder davantage la mise en train des préparatifs en vue de ce départ et que le moment est venu de reprendre la conversation avec le Gouvernement français, et ceci sur les deux points suivants:

1. Rapatriement en France de la division polonaise du 45e corps d'armée;
2. Frais d'internement du 45e corps.

Nous vous serions donc très obligés de bien vouloir, en vous fondant sur la communication verbale que le Gouvernement français nous avait fait faire le 29 septembre 1944, exposer au Ministère français des Affaires étrangères que nous serions disposés à envisager le rapatriement en France de la division polonaise du 45e corps d'armée et que nous désirerions nous entendre avec les autorités françaises sur les préparatifs à entreprendre. Nous devrions toutefois nous réserver encore de déterminer la date à partir de laquelle les départs pourraient avoir lieu et poser comme condition à ce rapatriement que cette troupe soit mise, à son arrivée en France, en état de démobilisation jusqu'à la paix.

En ce qui concerne les frais d'internement du 45e corps[3], qui, d'après le décompte au 30 juin 1944 adressé à l'Ambassade de France par note du 22 février 1945, s'élevaient alors à un total de 91 millions de francs suisses, dont 71 millions pour la seule division polonaise, nous n'avons jusqu'ici que la communication verbale de M. Vergé, selon laquelle le Gouvernement français considère la 2e division du 45e corps d'armée français actuellement internée en Suisse comme partie intégrante de l'armée française.

Nous souhaiterions vivement, comme vous le comprendrez, avoir la confirmation écrite de l'intention du Gouvernement français de reconnaître sa responsabilité financière pour cet internement et nous vous prions de bien vouloir soulever également cette question auprès du Ministère français des Affaires étrangères[4].

---

3. E 2001 (D) 3/318.

4. *La Légation de Suisse à Paris adresse le 24 avril 1945 une note au Ministère des Affaires étrangères pour proposer d'organiser le retour en France des internés polonais et demander la confirmation de l'intention du gouvernement français de reconnaître sa responsabilité financière pour cet internement dont les frais s'élevaient au 30 janvier 1945 à près de 80 millions de francs suisses. Le 28 mai 1945, le Ministère français des Affaires étrangères répond en affirmant que cette Division, bien que faisant partie d'unités militaires françaises, est soumise au Gouvernement polonais auquel les autorités suisses doivent s'adresser pour obtenir le remboursement des frais d'internement (note du 28 mai 1945, non reproduite). Sur la suite de cette affaire, cf. aussi* E 2001 (D) 3/320.

412

E 1004.1 1/456

CONSEIL FÉDÉRAL
Décision présidentielle du 12 avril 1945[1]

794. Verletzungen des schweizerischen Hoheitsgebietes am 22. Februar 1945

Politisches Departement. Antrag vom 11. April 1945

Am 22. Februar 1945 wurden an verschiedenen Orten in den Kantonen Zürich, Schaffhausen, Baselland, Thurgau, Appenzell AR und Graubünden durch amerikanische Flugzeuge mit Bombenabwürfen und Bordwaffenbeschuss erhebliche Schäden verursacht[2].

Auf die Schritte der Schweizerischen Gesandtschaft in Washington antwortete das amerikanische Staatsdepartement, wie die Gesandtschaft das Politische Departement hat wissen lassen, mit Note vom 28. März 1945, dass mit tiefem Bedauern die Verantwortlichkeit für die Bombardierungen vom 22. Februar 1945 anerkannt und Ersatz der Schäden zugesichert werde[3].

Antragsgemäss wird daher

beschlossen:

1. Der Presse wird folgende Mitteilung bekanntgegeben: «Das amerikanische Staatsdepartement hat der Schweizerischen Gesandtschaft in Washington das tiefe Bedauern seiner Regierung für die Bombardierungen vom 22. Februar 1945 ausgedrückt und Wiedergutmachung der Schäden zugesichert.»
2. Das Eidgenössische Politische Departement wird mit der Bekanntgabe der Mitteilung an die Presse beauftragt.

---

1. *Approuvée par le Conseil fédéral lors de sa séance du 13 avril 1945.*
2. *Cf.* E 27/14354/6.
3. *Cf.* E 2001 (E) 1967/113/117.

413

E 2300 Washington/48

Le Ministre de Suisse à Washington, K. Bruggmann, au Chef du Département politique, M. Petitpierre

RP N° 4 Washington, 12. April 1945

Etwa drei Wochen nachdem der Präsident dem Amerikanischen Parlament Bericht erstattet hatte über die *Ergebnisse der Yalta Konferenz*, sicherte es, wohl auf Grund einer journalistischen Indiskretion durch, dass Herr Roosevelt

und Herr Churchill, Herrn Stalin gegenüber ihr Einverständnis dazu ausgedrückt hatten, dass Russland in der Generalversammlung der «Vereinigten Nationen» 3 Stimmen haben würde. Es setzten hierauf hier in der Presse, aber auch in engeren Kreisen der Regierung, lebhafte Diskussionen ein, in welchen dieses Zugeständnis zum Teil recht scharf kritisiert wurde. Es zeigte sich dann, dass die Russen und die Engländer sich auch damit einverstanden erklärt hatten, dass die Vereinigten Staaten ebenfalls 3 Stimmen haben sollten. Aber auch diese Abmachung fand wenig Gnade bei der Presse und bei der öffentlichen Meinung, sodass Präsident Roosevelt schliesslich erklärte, er halte sein Begehren betreffend 3 Stimmen für Amerika nicht aufrecht und hoffe, dass Russland auf seine entsprechende Forderung verzichten werde, wenn nicht, so würde er sich allerdings verpflichtet fühlen, den russischen Anspruch gleichwohl zu unterstützen, da er dies versprochen habe.

Die Besprechung in Yalta, welche zu der genannten Abmachung geführt hat, ist in Einzelheiten nicht ohne Interesse. Es scheint, dass Stalin die betreffende Frage aufwarf, ohne zunächst nur von 3 Stimmen zu reden, sodass Herr Roosevelt glaubte, Herr Stalin wünsche für jede einzelne sowjetrussische Republik – ich glaube, es sind deren 16 – je eine Stimme. Er habe nun gleich zu anfangs Herrn Stalin gesagt, «kommen Sie mir nicht mit einer solchen Forderung, denn ich müsste ansonst der öffentlichen Meinung wegen eine Forderung für 48 Stimmen stellen, entsprechend der Zahl der amerikanischen Bundesstaaten». Darauf habe sich Stalin vom Tisch erhoben, was bisher nur in besonders kritischen Momenten geschehen sei, sei auf Herrn Roosevelt hingegangen und habe ihm gesagt, er, Stalin, müsse aus internen Gründen für Russland 3 Stimmen bekommen, je eine für Weissrussland, die Ukraine und das übrige Russland. Er habe intern mit grossen Schwierigkeiten zu kämpfen und eine solche Konzession von Seite der Alliierten würde ihm die Lage erleichtern. Darauf habe Herr Roosevelt, einesteils weil er froh war, dass nicht 16 Stimmen verlangt wurden, anderseits beeindruckt durch die Bitte Stalins und «weil die Russen sich so heldenmütig geschlagen hätten» Herrn Stalin versprochen, die Forderung auf 3 Stimmen zu unterstützen, vorausgesetzt, dass Amerika ebenfalls 3 Stimmen haben werde.

Diese Haltung des Präsidenten verdient aus manchen Gründen Beachtung. Einmal zeigt sich darin die absolut labile Art des Amerikaners, der irgendeinen Grundsatz sofort preisgibt, wenn ihm dies aus praktischen Gründen momentan opportun scheint. Der Grundsatz der Gleichheit aller Staaten, wenigstens in Bezug auf die Generalversammlung, schien bisher stillschweigend festzustehen. Aber der Präsident hat ihn sofort, ohne weiter zu denken, geopfert, wie mir scheint, aus ganz unkommensurablen Gründen. Vielleicht ist auch der Gesundheitszustand des Präsidenten zur Erklärung herbeizuziehen, denn nach allem, was ich von Leuten höre, die es wissen sollten, ist es damit nicht gut bestellt. Man hört sehr häufig, dass der Präsident den an seine Gesundheit gestellten Anforderungen nicht mehr genügen könne, und dass hier wichtige Beschlüsse eher von seiner Umgebung, als von ihm selber gefasst würden.

Ob die San Francisco Konferenz die neue Weltorganisation so fördern kann wie es geplant ist, bleibt fraglich. Schon in der amerikanischen Delegation zeigen sich die Differenzen, wie ich in einem Spezialbericht geschildert habe. Die

Tendenzen des rechten Flügels der Republikaner, welcher an der Konferenz durch Senator Vandenberg vertreten sein wird, neigen zu einem vorderhand noch versteckten Isolationismus. Genau besehen will Vandenberg eher mit grossen Worten den Zusammenschluss der Völker fördern, und mit den Taten von Seite Amerikas zurückhalten. Er könnte damit einen Ton zum Klingen bringen, welcher in sehr weiten Kreisen schliesslich Widerhall finden würde. Denn natürlich werden die meisten Amerikaner, sobald der Sieg errungen ist, vorab an das eigene Interesse denken wollen, und es dürfte dann nicht allzuschwer sein, sie glauben zu machen, dass durch möglichste Abschliessung dieses Ziel am besten erreicht würde.

Auch die Tendenz, die Mitgliedschaft zu einer Weltorganisation zeitlich, also etwa auf 10 oder maximum 15 Jahre zu begrenzen, so wie Vandenberg, aber vielleicht auch Stassen zu wünschen scheinen, könnte hier rasch populär werden.

Trotzdem ist man vorderhand in Regierungskreisen zuversichtlich, man glaubt, dass die genannte zeitliche Begrenzung in San Francisco nicht vorgenommen werde, man hofft auch, dass die Vorschläge der Bretton Woods Konferenz vom amerikanischen Senat gebilligt würden, und dass eine Handelspolitik durchgesetzt werden könne, welche die wirtschaftliche Erholung Europas nach dem Kriege fördern werde.

Alles in Allem glaube ich, dass es für unser Land das wichtigste sein wird, diese Entwicklungen ruhig, aber ohne allzu grossen Optimismus zu verfolgen und mit eigenen Entschliessungen zurückzuhalten[1].

1. *Cf. aussi* E 2001 (D) 8/3.

414

E 2001 (D) 8/5

DÉLÉGATION DU CONSEIL FÉDÉRAL POUR LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES[1]

Procès-verbal de la séance du 12 avril 1945

Copie

Bundespräsident von Steiger eröffnet die Sitzung unter Begrüssung der Anwesenden.

Conseiller fédéral Petitpierre: Ma lettre de convocation ne contient aucun détail sur l'objet de cette conférence. J'indique donc brièvement les principales questions que je désirerais voir traiter.

1. *La Délégation du Conseil fédéral pour les affaires étrangères est formée par le Président de la Confédération, le Chef du DPF et le Suppléant de celui-ci (cf.* E 1/30).
Participent aussi à cette séance: le Chef de la Division des Affaires étrangères du DPF,

1) Il s'agit premièrement de discuter l'attitude que doit adopter la Suisse à l'égard des projets de la nouvelle organisation mondiale. La conférence de San Francisco s'ouvre encore avant la fin de ce mois. Comment doit se comporter la Suisse? Doit-elle rester passive, doit-elle se montrer active, et, le cas échéant, sous quelle forme? Une participation à la conférence n'entre pas en ligne de compte: nous n'y sommes pas invités et suivant une déclaration récente de M. Stettinius , les pays neutres n'auront même pas la faculté d'y déléguer des observateurs.

Il y a quelques jours, je me suis entretenu de ces questions, en présence de M. Stucki, avec notre Ministre à Londres, M. Ruegger, très versé en la matière. Nous avons examiné différentes possibilités. Il a notamment été suggéré d'envoyer à un certain nombre de pays amis une note exprimant le point de vue suisse. Nous nous sommes aussi demandé s'il fallait charger une personnalité de suivre les travaux de la conférence de San Francisco, personnalité qui se rendrait aux Etats-Unis à titre privé. Le Conseil fédéral a jusqu'à présent adopté une attitude plutôt négative.

2) Il importe deuxièmement de voir quelle attitude s'imposera à la Suisse après la conférence. Il faut envisager trois éventualités:

– San Francisco serait un échec. – Si tel était le cas, l'actuelle Société des Nations et ses principaux services techniques subsisteraient peut-être.

– San Francisco serait un demi-échec. – Ce n'est guère probable. Aux dires de M. Ruegger, les dirigeants alliés ont en effet la ferme intention de faire aboutir la conférence en y faisant adopter le projet de Dumbarton Oaks quasi tel quel et dans le délai le plus bref.

– San Francisco serait un succès. – En ce cas, diverses éventualités se présentent: les neutres, ou bien ne seront pas invités à participer à la nouvelle organisation mondiale, ou bien le seront, mais à la condition d'abandonner leur neutralité totalement ou partiellement.

Les dispositions du projet de Dumbarton Oaks concernant la participation de tous les Etats neutres aux sanctions économiques et militaires, ainsi que les amendements présentés par la France, ne laissent guère de doute à ce sujet: la Suisse, dans la nouvelle organisation de sécurité mondiale, aura grand'peine à bénéficier d'une situation privilégiée, semblable à celle qui lui fut reconnue au sein de la Société des Nations.

Si nous sommes résolus à maintenir la neutralité, il serait bon d'établir, dès à présent, une «doctrine suisse». Celle-ci devrait affirmer que notre pays, même s'il se tenait à l'écart de l'organisation politique comme telle, ne s'en désintéresse pas. Elle devrait tendre à dissocier l'organisation purement politique des différents organismes techniques qui en dépendront, ainsi que la Cour Internationale de La Haye, les services sociaux, économiques et humanitaires etc.

W. Stucki; trois experts, les Professeurs William Rappard, Dietrich Schindler et Léopold Boissier; et G. Keel, Secrétaire du DPF.

Le seul objet à l'ordre du jour est l'attitude de la Suisse à l'égard des plans de paix (projet de Dumbarton Oaks et conférence de San Francisco).

Sur les questions abordées lors de cette séance, cf. aussi Table méthodique: IV. L'après-guerre et les organisations internationales.

3) Nous examinerons troisièmement la manière dont nous entendons défendre notre neutralité sur le plan intérieur. Chez nous se dessine une campagne contraire à la neutralité. Je cite, à titre d'exemple, l'article du Professeur André Bonnard «Neutralité ou Fraternité» paru dans le dernier numéro de la revue «Trait»[2]. Il se pose là une question de liberté de presse. Indubitablement, les prescriptions relatives au contrôle de la presse de l'année 1939 interdisaient de telles discussions, susceptibles de compromettre la neutralité[3]. Je crois cependant qu'il faut laisser à notre presse la possibilité de s'occuper librement de ces problèmes. La plupart des Suisses sont fermement attachés à la neutralité. Des articles du genre de celui que je viens de mentionner provoqueront une saine réaction. Mais ne serait-il pas opportun, en présence de telles discussions, que le Conseil fédéral fît connaître publiquement son point de vue?

4) Enfin, quatrièmement, nous devrions fixer notre attitude à l'égard de projets éventuels envisageant notamment l'installation du Conseil de Sécurité dans le Pays de Gex et le maintien de certains organismes techniques à Genève (questions d'une certaine exterritorialité des bâtiments actuels de la S.d.N. et d'un corridor les reliant avec le Pays de Gex).

Le Conseil d'Etat du Canton de Genève a fait auprès de moi une démarche visant à souligner l'importance vitale de ces questions pour Genève. Il insiste vivement pour que la Suisse délègue un observateur à San Francisco.

[...][4]

2. *Sur la revue* Traits, *cf. PVCF N° 913 du 27 avril 1945,* E 1004.1 1/456, E 2800/1967/59/27 *et* E 4450/335, 513, 6249.

3. *Cf. DDS, vol. 13, N° 142.*

4. *Les participants à cette séance discutent ensuite longuement des quatre sujets proposés par M. Petitpierre dans son introduction.*

415

E 1004.1 1/456

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 13 avril 1945[1]

809. Fermeture d'une partie de la frontière

Département de justice et police. Proposition du 10 avril 1945

Dans la séance du 10 avril 1945, le département de justice et police a soumis au Conseil fédéral un projet d'arrêté concernant la fermeture d'une partie de la frontière[2]. A l'appui de ce projet, il est exposé ce qui suit:

1. *Absent: Stampfli.*

2. *Lors du* rapport de coordination *du 9 avril 1945, sous la présidence du Conseiller fédéral Kobelt, les mesures à prendre en* cas d'un exode général vers la Suisse de réfugiés d'Allemagne *ont*

«Die Entwicklung der militärischen Operationen in Süddeutschland wird voraussichtlich zur Folge haben, dass ein beträchtlicher Teil der Personen, die sich zurzeit im süddeutschen Raum aufhalten, als Flüchtlinge über die Schweizergrenze zu gelangen versuchen werden. In Baden und Württemberg befinden sich neben der ordentlichen Bevölkerung zurzeit beträchtliche Truppenbestände, ferner aber eine sehr grosse Zahl Ausgebombter und Evakuierter aus andern Teilen des Reiches, sowie anscheinend sehr viele Fremdarbeiter und Kriegsgefangene. Nach einer Schätzung der Vertreter des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz sollen allein etwa 350 000 Kriegsgefangene in Süddeutschland in der Nähe der Schweizergrenze untergebracht sein. Die Stadt Konstanz, die bei Kriegsausbruch etwas mehr als 30 000 Einwohner zählte, beherbergt heute über 100 000 Menschen. Es ist somit unter Umständen mit einem Zustrom von Flüchtlingen nach der Schweiz zu rechnen, der gewaltige Ausmasse haben könnte.

Das Aufnahmevermögen der Schweiz für Flüchtlinge ist, bei der Anwesenheit von insgesamt 100 000 Flüchtlingen, nahezu erschöpft; die Unterbringung einer grossen Zahl neuer Flüchtlinge für längere Zeit müsste ernsthafte Schwierigkeiten bereiten. Bei einem Massenzustrom von neuen Flüchtlingen wäre es nicht möglich, an der Grenze sofort diejenige polizeiliche Kontrolle durchzuführen, die notwendig ist, um persönlich unerwünschte oder für die Schweiz untragbare Flüchtlinge von unserem Lande fernzuhalten. Es muss aber mit allen Mitteln verhindert werden, dass unser Land überflutet wird von Flüchtlingen, die unseres Asyls nicht würdig sind und deren Anwesenheit unserem Lande innen- und aussenpolitische Unannehmlichkeiten zuziehen müsste. Aus-

---

été envisagées: Jusqu'ici, une arrivée en masse de réfugiés a été évitée du fait que les autorités allemandes s'y opposaient et étaient maîtresses de la situation. Cela peut changer et alors nous ne savons pas au-devant de quoi nous allons. Pour cette éventualité, la Division de la Police envisagerait de préparer une fermeture complète de la frontière.

Le Colonel *Münch* relève que la fermeture complète de la frontière est pratiquement fort difficile à exécuter. On ne peut pas demander à la troupe de s'opposer par les armes à l'afflux des réfugiés. D'autre part, pour être effective, cette fermeture devrait être complète, c'est-à-dire s'opposer également à l'entrée de Suisses. Comment demandera-t-on alors à la troupe de faire le contrôle des personnes arrivant avec des passeports suisses peut-être volés ou faux?

M. le Conseiller fédéral *Kobelt* propose que l'on mette à l'étude une solution consistant en la fermeture complète de l'ensemble de la frontière, fermeture qui serait exécutée par l'armée, et on laisserait quelques points de passage facilement contrôlables, où le contrôle serait exécuté par les organes des gardes-frontière et de la police.

La Division de la Police croit qu'en cas de véritable exode, l'afflux des réfugiés sur les points de passage qui seraient ainsi laissés ouverts serait tel qu'un contrôle serait pratiquement impossible.

On en arrive finalement à la conclusion que différentes solutions doivent être préparées selon la tournure des événements. Si le pire devait se produire, on en devrait venir à la fermeture complète. Mais pour l'instant, la solution préconisée par M. le Conseiller fédéral Kobelt sera examinée entre la Division de la Police et le Service territorial (E 2001 (D) 1968/74/3).

Cf. aussi la notice de R. Jezler du 9 avril 1945 (E 4800 (A) 1967/111/70). *Le 11 avril, le Chef a.i. de la Division de Police du DJP expose aux journalistes de la presse suisse et étrangère la politique suisse sur la question de l'admission des réfugiés. Son exposé est adressé aux Ministres de Suisse à l'étranger, par une circulaire du 20 avril 1945* (E 2001 (D) 3/264).

serdem besteht die grosse Gefahr, dass infolge eines Massenzustromes von Flüchtlingen ansteckende Krankheiten in unser Land eingeschleppt werden könnten; denn eine grosse Zahl eintreffender Flüchtlinge macht es unmöglich, sofort nach dem Grenzübertritt diejenigen sanitarischen Anordnungen durchzuführen, die zur Verhinderung der Einschleppung von Epidemien nötig sind.

Aus diesen Gründen erscheint es als notwendig, vorübergehend die totale Schliessung der Nordgrenze unseres Landes vorzusehen. Während beim heutigen Zustand der teilweisen Schliessung der Grenze die Überwachung der Grenze den ordentlichen Grenzwachtorganen überbunden ist, geht die Aufgabe der Grenzüberwachung bei der totalen Schliessung der Grenze an die Armee über, die allein die Mittel hat, eine Sperre total zu gestalten.»

Dans la séance de ce jour, le chef du département de justice et police soumet un nouveau projet d'arrêté, qui a été établi en commun par son département et le département militaire.

Après échange de vues, il est

décidé:

d'approuver en principe le projet d'arrêté dans sa nouvelle teneur (voir annexe [3]), étant entendu

1. que les deux départements intéressés mettront le texte au point et tiendront encore compte des vœux exprimés par le général,

2. que l'arrêté pourra être mis en vigueur par M. le Président de la Confédération, lequel fixera, d'entente avec le chef du département militaire, le commencement et la fin de la fermeture, ainsi que les secteurs à fermer.

ANNEXE

E 2001 (D) 3/474

Le Chef du Département politique, M. Petitpierre,
aux membres du Conseil fédéral

Copie
L

Berne, 9 avril 1945

Au cours de la séance du Conseil fédéral du 22 septembre 1944, le Chef du Département politique a soulevé la question de l'afflux possible à notre frontière de prisonniers et d'ouvriers en provenance du Reich et des pays soumis à l'autorité de ce dernier. Il avait préconisé que les divers aspects de ce problème fussent étudiés afin que nous soyons préparés à y faire face le cas échéant. On songeait en particulier, à ce moment-là, aux Italiens qui, par la force des choses, se dirigeraient vers leurs foyers en cherchant à emprunter le territoire suisse.

Conformément aux ordres donnés par mon prédécesseur, un échange de vues général eut lieu le 4 octobre dernier sous la présidence du Chef de la Division des Affaires étrangères *[P. Bonna]* [4]. Le Chef de la Division de Police *[H. Rothmund]*, l'Adjudant général de l'armée *[R. Dollfus]*, le Chef du Service territorial de l'Etat-major général *[E. Münch]*, le Chef de l'Office de guerre pour l'assistance *[A. Saxer]*, un représentant du Département des Finances *[H. Haas]* et les dirigeants de

3. *Non reproduit.*
4. *Cf.* E 2001 (D) 1968/74/13 *et* E 4800 (A) 1967/111/70.

la Croix-Rouge suisse *[J. von Muralt et H. Remund]* assistaient à cette conférence, de même que le Délégué aux œuvres d'entraide internationale *[Ed. de Haller]*.

A l'issue de cette exploration préliminaire, il fut convenu que chacun des participants recommanderait l'examen, par l'autorité qu'il représentait, des mesures à prendre pour parer, s'il y avait lieu, à l'éventualité précitée.

La situation a considérablement évolué dans l'intervalle, sans toutefois que l'hypothèse envisagée se soit réalisée. Nous savons, en revanche, notamment par les relations qui nous ont été faites des «rapports de coordination» hebdomadaires[5], présidés à tour de rôle par le Président de la Confédération et par le Chef du Département militaire, que diverses mesures ont été prises dans ce domaine et que des cas concrets de transit à travers la Suisse, portant sur des groupes relativement faibles d'individus, ont été résolus au fur et à mesure, sans difficulté.

On peut s'attendre que d'un jour à l'autre, une certaine proportion des millions d'étrangers qui ont été déportés ou qui sont retenus comme prisonniers en Allemagne cherchent à s'échapper de ce pays en passant par notre territoire. Il est possible également que des Allemands cherchent à se mêler à ceux qui viendraient chercher refuge dans notre pays.

Il est notoire qu'en tout cas aux Etats-Unis, en France et vraisemblablement aussi en Angleterre, on attend de la Suisse qu'elle facilite par tous les moyens la libération des prisonniers de guerre et déportés se trouvant actuellement en Allemagne. Il y a donc pour notre pays, non seulement une action humanitaire à exercer, mais encore un problème politique à résoudre. Si nous contribuons à sauver un nombre appréciable de malheureux, nous aurons un argument décisif pour justifier notre neutralité, qui, comme vous le savez, est attaquée par la plupart des pays alliés, en particulier par les Etats-Unis et par la France.

Il me paraît donc indispensable, non seulement de faire le point et de prendre connaissance des mesures qui ont été envisagées jusqu'à présent par les services compétents, mais encore d'arrêter notre ligne de conduite dans les différentes éventualités qui peuvent se produire et d'examiner les mesures qui doivent être envisagées au point de vue politique, militaire, sanitaire et des transports. Un afflux massif de réfugiés pose également un problème économique et financier. C'est la raison pour laquelle la question me paraît intéresser tous les Départements.

On a, semble-t-il, envisagé dans certains milieux la fermeture de la frontière. Cette mesure, qui est évidemment la plus simple, me paraît impraticable pour les motifs de politique étrangère rappelés ci-dessus.

La question de principe tranchée, il me paraît nécessaire de mettre au point les mesures d'exécution qui ont sans doute déjà été envisagées. Cela doit se faire rapidement, étant données les éventualités qui peuvent se produire d'un jour à l'autre.

D'autre part, le Conseil fédéral a admis que jusqu'à présent il n'était pas indispensable de charger une personnalité de la préparation et, le moment venu, de l'exécution des mesures à prendre, le rapport de coordination hebdomadaire étant suffisant. Les tâches qui pourraient nous incomber dans un avenir très rapproché seront beaucoup plus lourdes que celles qui nous ont été imposées jusqu'ici. C'est pourquoi il me paraît indispensable de donner, soit à une personne désignée à cet effet, soit à un Département, la responsabilité des mesures à prendre, qui, bien entendu, devraient être ratifiées, soit par le Conseil fédéral, soit par les chefs de certains Départements.

Il m'a paru opportun de vous adresser cette lettre afin de préparer la discussion que je me propose de soulever au cours de la prochaine séance du Conseil fédéral.

---

5. *Cf. notamment* E 2001 (D) 1968/74/14, E 2001 (E) 1/106, E 4260 (C) 1974/34/109 *et* 124, E 4800 (A) 1967/111/27.

416

E 4260 (C) 1974/34/109

L'Agence centrale des prisonniers de guerre du Comité international de la Croix-Rouge[1]*, au Chef du Département de Justice et Police, Ed. von Steiger*

L Genève, 13 avril 1945

M. le Président Max Huber vient de recevoir deux requêtes signées de plus de 45 réfugiés du camp de Caux et annonçant d'autres envois du même genre. Ces requêtes nous ont été d'ailleurs adressées également par voie directe.

Les réfugiés signataires de ces documents appartiennent au groupe de Bergen-Belsen. Ils ressortissent à diverses nationalités. Ils ont été informés le 6 avril qu'ils devaient se préparer à quitter la Suisse pour être acheminés sur Philippeville en Algérie et, de là, continuer leur voyage jusqu'en Palestine. Les requérants ne désirent pas être obligés de fixer leur séjour en Palestine. Ils estiment que les événements actuels leur ouvrent de nouvelles perspectives. En conséquence, ils désirent rentrer dans leurs patries respectives de telle façon qu'ils puissent se vouer à des tâches sociales et nationales et à leurs occupations professionnelles. Dans leur pensée, le retour dans leur pays semble normal. Une obligation d'aller s'établir dans une autre contrée leur est complètement hostile.

Conformément aux instructions de M. le Président Max Huber, je prends la liberté de vous prier de bien vouloir examiner avec la plus grande bienveillance les deux requêtes dont il s'agit et éventuellement celles qui vous parviendront encore. Il nous paraît en effet difficile d'accepter que des réfugiés parvenus en Suisse et qui pourraient prochainement rentrer dans leur pays soient contraints d'aller s'établir dans une autre partie de l'Europe et détournés ainsi de leurs vocations respectives et des missions qu'ils estiment pouvoir et devoir accomplir.

Nous ne nous dissimulons ni les difficultés d'un séjour prolongé en Suisse ni celles qui résulteront d'un changement des dispositions prises mais, sans doute, voudrez-vous bien tenir compte des conditions nouvelles qui résultent des opérations militaires et qui vont très probablement autoriser le franchissement de frontières jusqu'ici complètement fermées. En résumé, nous recourons avec confiance à votre haute autorité et sommes assurés que les intentions des réfugiés de Caux seront comprises par les autorités suisses et prises en considération par elles.

---

1. *La lettre est signée par Paul-Ed. Martin, membre du Comité International de la Croix-Rouge.*

Sur cette affaire, cf. aussi E 4800 (A) 1967/111/110.

ANNEXE

E 4260 (C) 1974/34/108

Le Chef a.i. de la Division de Police du Département de Justice et Police, R. Jezler, au Comité international de la Croix-Rouge[2]

Copie
L

Berne, 23 avril 1945

Le Président de la Confédération, M. de Steiger, nous charge d'accuser réception de votre lettre du 13 avril 1945, dont le contenu a retenu toute notre attention. Comme vous, nous avons reçu directement ou par l'entremise de certaines organisations, des demandes semblables, dont tous les points ont été attentivement examinés. Le Conseil fédéral lui-même s'est occupé de la question et désire une solution qui tienne compte de toutes les considérations d'ordre humanitaire pour le sort de ces réfugiés. Ainsi les personnes âgées ou malades ne participeront pas aux convois. En revanche, nous sommes en droit d'attendre des réfugiés une certaine compréhension pour les difficultés que nous rencontrons, et qu'ils céderont la place à de nouveaux réfugiés vivant dans des conditions pires encore que les leurs. Dans ces conditions, nous croyons pouvoir imposer à ces réfugiés un séjour dans des camps de la U.N.N.R.A. bien tenus, à Philippeville, en Italie ou ailleurs, d'autant qu'il n'est pas douteux que le gouvernement américain mettra tout en œuvre pour tenir compte des vœux des réfugiés.

Nous nous permettons de vous remettre sous ce pli un exposé des raisons qui incitent les autorités à exiger le départ des réfugiés avec les exceptions voulues par les circonstances[3]. Cette notice est la même, à quelques modifications près, que celle remise au Dr. Exchaquet pour son information, au cours d'un entretien. Nous la communiquons également aux organisations ou aux personnes qui se sont adressées à nous à ce sujet.

---

2. *La lettre est adressée à Paul-Ed. Martin dont la lettre du 13 avril est reproduite ci-dessus. Le même jour, Jezler adresse une lettre développant la même argumentation au* Front national hongrois d'indépendance (*cf.* E 4260 (C) 1974/34/108).

3. *La volonté des autorités fédérales d'exiger le départ des réfugiés admis en Suisse s'exprime aussi lors d'une réunion organisée par Ed. de Haller le 5 mai 1945:* Le Dr Rothmund donne connaissance à M. Tyler du télégramme qu'il a pris l'initiative d'adresser au directeur du Comité intergouvernemental à Londres, ensuite des démarches du Dr Brunschwig, président de la communauté juive. Dans cette dépêche, le Dr Rothmund *[...]* se borne à demander si, au cas où la Suisse offrirait l'hospitalité à un certain nombre d'enfants trouvés à Buchenwald, le Comité intergouvernemental se chargerait de nous en débarrasser le moment venu. Le Dr Rothmund avait demandé qu'on réponde également à la même question au sujet d'adultes que nous accueillerions éventuellement.

Le Dr. Rothmund a reçu de Sir Herbert Emerson une réponse dans laquelle il déclare que l'hospitalisation de ces malheureux en Suisse serait très appréciée par le Comité. Il ajoute que celui-ci «is ready to find countries of final settlement for those children who ultimately have no country to go to. If adults are included, so much the better and the Intergovernmental Committee will sincerely do its best to find final homes for those with no country to go to...».

Je fais observer que la promesse du Comité intergouvernemental n'a qu'une valeur relative, attendu qu'il ne peut imposer des réfugiés à aucun pays. La réponse Emerson est loin d'avoir pour l'autorité fédérale la même valeur que l'engagement spécifique pris par un Gouvernement de nous débarrasser de fugitifs que nous accueillerions temporairement sur notre sol.

M. Rothmund, qui a toujours beaucoup insisté sur cette question de la garantie de l'évacuation lorsqu'il était Chef de la Division de Police, paraît avoir aujourd'hui des idées beaucoup plus libérales et prétend les avoir fait endosser par le DJP. *[...] (Notice dictée par de Haller le 5 mai 1945,* E 2001 (D) 3/484).

417

E 2801/1967/77/6

Le Ministre de Suisse en Allemagne, H. Frölicher, au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, W. Stucki[1]

L Kisslegg, Württ*[emberg,]* 14. April 1945

Herr Minister und lieber Kollege,

Diesen Brief diktiere ich bei Herrn Minister Feldscher in Kisslegg, den ich heute besuchte. Die Schutzmachtabteilung richtet heute ein Schreiben an die Abteilung für Fremde Interessen, worin Bericht erstattet wird über die rumänischen und bulgarischen Diplomaten, die in Deutschland interniert sind[2]. Die Verhältnisse, unter denen diese Schützlinge leben müssen, sind schlechter als diejenigen von Kriegsgefangenen und werden jeden Tag katastrophaler, namentlich dann, wenn es zum endgültigen Zusammenbruch kommt. Soeben ist ein Inspektor der Schutzmachtabteilung von einem Besuch dieser Unglücklichen zurückgekommen und hat uns dies mitgeteilt. Der Vertreter des Auswärtigen Amtes gab ihm zu verstehen, dass Deutschland nicht mehr die Möglichkeit habe, für diese Personen zu sorgen, und teilte vertraulich mit, dass es das beste wäre, wenn sie die Schweiz auf ihrem Gebiet übernehmen würde.

M.E. sollte die Gesandtschaft oder die Schutzmachtabteilung möglichst umgehend ermächtigt werden, der Deutschen Regierung den Vorschlag zu machen, diese Diplomaten (es sind etwa 300 Rumänen und 100 Bulgaren) in der Schweiz bis zum Kriegsende zu internieren. Wie mir Herr Feldscher sagt, wurde dieser Wunsch auch von der Rumänischen und Bulgarischen Regierung ausgesprochen. Ich kann mir nicht denken, dass die Schweiz aus kleinlichen Bedenken es ablehnen könnte – um so mehr als sie Schutzmacht ist – diesen Personen einen Aufenthalt zu gewähren, selbst wenn die Gefahr bestehen sollte, dass einige wenige von diesen Personen aus Angst vor den Russen um ein längeres Asylrecht nachsuchen könnten. Viele von diesen Diplomaten werden übrigens wieder ihr Land vertreten und es würde bei diesen Personen einen lamentablen Eindruck hinterlassen, wenn sich die Schutzmacht geweigert hätte, unter den erwähnten traurigen Verhältnissen den nachgesuchten Aufenthalt zu gewähren.

Ich glaube es wäre gut, wenn Sie sich auch dieser Sache annehmen würden, damit die Abteilung für Fremde Interessen rasch zu dem richtigen Entschluss kommt.

---

1. *W. Stucki a visé ce document le 16 avril, puis l'a transmis au Chef du Département politique. Max Petitpierre a écrit le 19 avril en tête du document:* D'accord. Sous réserve des possibilités de transports et autres questions techniques.
2. *Annotation de M. Petitpierre dans la marge:* Prudence. Se limiter à un geste.

ANNEXE

E 2801/1967/77/6

Le Ministre de Suisse en Allemagne, H. Frölicher,
au Chef du Département politique, M. Petitpierre[3]

L Bernried bei Tutzing, 15. April 1945

Der hiesigen Delegation des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz und Herrn Konsul Bitz in Bregenz bereitet die Anwesenheit zahlreicher Kriegsgefangener, Zivilinternierter und «freiwilliger» Arbeitskräfte im Vorarlberg- und Bodenseegebiet Sorgen. Neben vielen kleinen Arbeitskommandos in den Dörfern, welche in der Landwirtschaft arbeiten, bestehen grössere Lager von Gefangenen, die als Arbeitskräfte bei Stauwehrbauten, Bachkorrektionen und Strassenarbeiten Verwendung fanden.

Die Kriegsgefangenen, Zivilinternierten und freiwilligen Arbeitskräfte rekrutieren sich aus verschiedenen Nationalitäten. Es handelt sich namentlich um Franzosen. Daneben sind Polen, Jugoslawen, weniger Belgier, Holländer, Italiener und Russen sowie Engländer, Kanadier und Angehörige der Vereinigten Staaten vertreten. Die hiesige Gegend ist mit Flüchtlingen aus allen Teilen des Reiches überfüllt – die Bevölkerung von Landstädten und Dörfern ist in kurzer Zeit auf das Drei- bis Vierfache gestiegen – und infolgedessen beginnt sich eine grosse Knappheit an Lebensmitteln abzuzeichnen. Die Lebensmittelkarten können schon jetzt zum Teil nicht mehr eingelöst werden. Da die vorhandenen Lebensmittel in erster Linie für die Bedürfnisse der Wehrmacht und der Zivilbevölkerung verwendet werden, steht zu befürchten, dass die Kriegsgefangenen und mit ihnen die zahlreichen Zivilinternierten und «freiwilligen» Arbeitskräfte ausländischer Staatsangehörigkeit in kurzer Zeit dem Hunger anheimfallen werden.

Aus vertrauenswürdiger Quelle ist mir bekannt, dass in einigen Lagern Waffen versteckt gehalten werden und dass zwischen Kriegsgefangenen und der österreichischen Widerstandsbewegung und andern revolutionären Gruppen Beziehungen bestehen. Es ist daher vorauszusehen, dass im Augenblick des Zusammenbruches Plünderungen von Lebensmittellagern und andere Gewalttaten durch die hungernden Kriegs- und Zivilgefangenen vorkommen. Die diesem Gebiet des Reiches drohende Katastrophe würde dadurch noch beträchtlich verschlimmert. Für die Schweiz würden solche Unruhen im unmittelbaren Grenzgebiet, die damit verbundene Abdrängung von Zivilbevölkerung und plündernden Haufen auf Schweizerboden, die Einschleppung von Seuchen und schliesslich die Zerstörung von schweizerischen Sachwerten im Vorarlberg und der Bodenseegegend von Nachteil sein.

Im Einvernehmen mit der hiesigen Delegation des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz beantrage ich Ihnen daher, der Reichsregierung vorzuschlagen, dass die im Vorarlberg, der Bodenseegegend und eventuell im südlichen Schwarzwald befindlichen Kriegsgefangenen, Zivilinternierten und «freiwilligen» Arbeitskräfte schon jetzt in die Schweiz abgeschoben werden, wo sie nach Massgabe der internationalen Verträge interniert oder in ihre Heimatstaaten weiter geschickt werden. Sollte sich dieses Projekt nicht verwirklichen lassen, wäre die Übernahme dieser Personen auf den Augenblick des Zusammenbruchs vorzubereiten.

Die Delegation des Internationalen Komitees weist besonders darauf hin, dass sobald wie möglich die Kranken dieses Personenkreises ärztlich versorgt werden sollten. Neben den Kranken wurden in den letzten Wochen auch zahlreiche Verwundete aus den Kämpfen im Westen in die genannten Gegenden verlegt. Für beide Gruppen kann deutscherseits nur wenig getan werden, weil die Mittel fehlen. Ich möchte den Vorschlag der Delegation, als dringende Notmassnahme mit dem Verbringen dieser Kranken und Verwundeten in die Schweiz zu beginnnen, unterstützen.

Die Bestrebungen der Schweiz sollten sich meines Erachtens ohne Unterschied auf alle Nationalitäten erstrecken, auch auf diejenigen, für welche sie kein Schutzmachtmandat ausübt. Nicht nur

3. *M. Petitpierre a visé cette lettre le 17 avril.*

verlangt die Humanität ein solches Vorgehen, sondern eine solche Tätigkeit liegt ganz in der Linie unserer allgemeinen Bestrebungen und kann sich nur günstig auswirken. Deutscherseits ist, wie Sondierungen der Delegation ergeben haben, nicht nur nicht mit Schwierigkeiten zu rechnen, sondern es würden offenbar alle derartigen Vorkehren begrüsst. Schliesslich kann man sich schweizerischerseits auch darauf berufen, dass die Reichsregierung nie eine ablehnende Antwort auf die ihr unterbreiteten Gesuche, Schutzmachtmandaten zuzustimmen, erteilte.

Die technische Durchführung der angezeigten Hilfsmassnahmen fiele namentlich in den Arbeitsbereich des Internationalen Komitees. Dieses hat durch Bereitstellung von Lastkraftwagen, Lebens- und Arzneimittelvorräten und einer zweckmässigen Organisation die Möglichkeit, sofort zu handeln. Es müssten aber seine Vorkehren mit den Massnahmen der zuständigen schweizerischen Dienste koordiniert werden.

Gestützt auf diese Ausführungen beehre ich mich, Sie zu bitten, prüfen zu wollen, ob Sie mich ermächtigen können, im dargelegten Sinne mit dem Auswärtigen Amt in Verbindung zu treten[4].

---

4. *Lors de la séance du Conseil fédéral du 19 avril 1945, il propose de charger H. Frölicher de demander au Gouvernement allemand de permettre à ces 300 diplomates roumains et 100 diplomates bulgares de se rendre en Suisse. Le Conseil fédéral décide d'autoriser cette démarche*, étant toutefois entendu que, le cas échéant, seuls des diplomates seront admis en Suisse et que l'admission dépendra en outre des possibilités de transports et autres possibilités techniques (*PVCF N° 847*, E 1004.1 1/456).

Le 21 avril, le télégramme suivant est expédié à H. Frölicher: Nummer 4. Der Bundesrat hat sich eingehend mit Euren Schreiben vom 14. und 15. April befasst. Instruktionen:

1. Bundesrat wird ein von der deutschen Regierung zu stellendes Gesuch betreffend Übernahme rumänischer und bulgarischer Diplomaten wohlwollend prüfen, wobei Transporte bis zur Grenze von Deutschland organisiert werden müssten.

2. Wir sind bereit kranke und verwundete Angehörige alliierter und neutraler Staaten bis zu total fünfzehnhundert zu übernehmen falls uns Transporte drei Tage zum voraus angemeldet werden.

3. Wir sind bereit gesunde Franzosen, Belgier, Holländer, Engländer und Amerikaner bis zu 3000 im Tag aufzunehmen.

4. Bezüglich Aufnahme anderer Nationalitäten sind Verhandlungen noch schwebend, weiterer Bericht folgt.

5. Alle Transporte bis zur Grenze müssen wenn nötig durch Interrotkreuz organisiert und uns jeweils möglichst frühzeitig gemeldet werden (E 2801/1967/77/6).

418

E 7001 (B) 1/346

Le Chef du Département politique, M. Petitpierre, aux membres du Conseil fédéral

Copie
L

Berne, 18 avril 1945

Au cours de la dernière séance du Conseil fédéral, j'ai été chargé de prendre contact avec les représentants diplomatiques de France, de Grande-Bretagne et des Etats-Unis d'Amérique, puis de vous faire des propositions sur les

questions que j'ai soulevées verbalement à différentes reprises concernant les ressortissants des pays alliés, prisonniers, déportés et autres, retenus jusqu'à présent en Allemagne et qui chercheraient, soit à se réfugier sur notre territoire, soit à passer à travers notre pays pour retourner dans leur patrie[1].

J'ai eu des entretiens avec l'Ambassadeur de France et le Ministre de Grande-Bretagne, de même qu'avec M. Carl Burckhardt, Président de la Croix-Rouge internationale. D'autre part, un fait nouveau s'est produit. J'ai, en effet, reçu hier de M. Frölicher, notre Ministre en Allemagne, une lettre datée du 15 avril[2], dont je vous remets ci-joint une copie.

D'après les indications que nous a données Monsieur le Président de la Confédération, toutes les questions techniques soulevées par l'arrivée en Suisse de fugitifs ayant été examinées et résolues par les services compétents des différents Départements dont les représentants se réunissent chaque semaine, je n'ai pas de proposition à faire à cet égard. J'admets sans autre que nous sommes prêts à toute éventualité et que les mesures convenables ont été prises pour le cas d'un afflux massif.

En revanche, le Conseil fédéral me paraît devoir se prononcer sur les points suivants:

1) M. Frölicher propose qu'une démarche soit faite immédiatement auprès des autorités allemandes dans le sens de sa lettre, ce qui impliquerait pour la Suisse l'obligation de recueillir, au moins passagèrement, ou de laisser passer sur son territoire un nombre de réfugiés qui ne peut être précisé, mais qui s'élèverait vraisemblablement à des centaines de mille. J'estime que cette démarche doit être faite. C'est également l'avis de M. Burckhardt. Pour les motifs d'ordre non seulement humanitaire mais aussi politique que j'ai déjà exposés à différentes reprises au Conseil fédéral, il est indispensable que la Suisse contribue à sauver, dans une mesure aussi large que possible et même au prix pour elle de sacrifices appréciables et de graves inconvénients, les malheureux qui se trouvent encore en Allemagne et sont dénués de tout.

---

1. *Le 18 avril, le Délégué du Conseil fédéral aux Œuvres d'Entraide internationale, Ed. de Haller, adresse la notice suivante au Chef du DPF:* Je crois qu'il importerait, lorsque nous approcherons les Gouvernements alliés pour leur soumettre le problème découlant du rapport de M. Frölicher, de ne pas créer l'impression que nous voulons à tout prix éviter d'être encombrés, même momentanément, d'un nombre relativement élevé de fugitifs. Il faudrait sans doute expliquer très clairement que si nous insistons pour régler le volume de l'admission à la mesure de celui de l'évacuation, c'est pour pouvoir contribuer d'une façon plus efficace à la solution du problème. On ne devrait pas exclure l'éventualité de l'accueil en Suisse de plusieurs dizaines, voire même plusieurs centaines de milliers de fugitifs. Cette sorte de «réservoir» faciliterait l'amorçage de l'accueil en France et permettrait ultérieurement de parer à des à-coups.

Si je me permets d'insister sur ce point, c'est que fort naturellement du côté allié on considère que notre population est loin d'avoir fait tous les sacrifices que l'on peut attendre d'elle, notamment dans le domaine du confort et des privations. Si, pour ne citer qu'un exemple, l'on songe que dans la région du nord de la France des villages de quelques centaines d'habitants doivent, d'une heure à l'autre, souvent en pleine nuit, accueillir des convois d'un millier de prisonniers et déportés libérés, qui arrivent affamés et en loques, on trouve tout naturel, dans les sphères du Commandement suprême inter-allié, de nous abandonner le soin de résoudre par nos propres moyens le problème soulevé par le rapport de M. Frölicher (E 2001 (D) 3/474).

2. *Publié ci-dessus en annexe au N° 417.*

D'après des indications qui m'ont été données hier par M. Burckhardt, le Général Eisenhower se serait montré surpris de l'état déplorable dans lequel se trouvaient les prisonniers de guerre anglais et américains libérés par les armées alliées. Cet état s'explique par le fait que, pendant les jours qui ont précédé leur libération, il n'a plus été possible de s'occuper d'eux et de les ravitailler normalement. Néanmoins, il semble qu'on soit prêt à reprocher à la Suisse en tant que puissance protectrice et à la Croix-Rouge internationale de ne pas avoir fait tout ce qui était possible.

2) Si, en principe, le Conseil fédéral est d'accord avec la démarche prévue sous chiffre 1, il y aurait lieu de chercher à obtenir des Alliés (Français, Anglais et Américains) qu'ils s'engagent à accueillir en France tous les fugitifs qui se seraient présentés en Suisse en se déclarant ressortissants d'un quelconque des pays alliés, y compris les pays autres que la France, l'Angleterre et les Etats-Unis. D'après les renseignements qui m'ont été fournis par l'Ambassadeur de France, les centres d'accueil français déjà créés ou en voie de création ne pourraient recevoir plus de 6000 à 7000 fugitifs par jour.

Ce point soulève une question essentielle, celle du contrôle et de l'examen sanitaire des fugitifs.

Sauf erreur, il a été prévu que le contrôle se ferait à l'entrée en Suisse, avec le concours de représentants de la police française pour le contrôle des ressortissants français. Cela peut donner lieu, en cas d'afflux massif, à de grosses difficultés et à une lourde responsabilité à notre charge. Il serait préférable, à mon avis, de chercher à obtenir des Alliés qu'ils admettent que nous nous bornions à organiser le transit en Suisse de tous les fugitifs présumés ressortissants d'une des Nations unies, le triage devant se faire en France à la décharge des autorités suisses. Sinon, nous courons le risque d'admettre en Suisse des fugitifs que nous transporterons à la frontière française mais dont l'entrée en France ne serait pas admise. Nous serions alors en présence d'un résidu qui se traduirait en Suisse par une saturation nous obligeant à suspendre l'accueil de nouveaux fugitifs.

A ce problème du contrôle est lié celui de l'examen sanitaire. En cas d'afflux massif, il me paraît difficile de faire procéder à cet examen, qui serait, bien entendu, indispensable si les fugitifs devaient séjourner en Suisse si peu de temps que ce soit.

Si le contrôle peut se faire en France après le passage de la frontière française, les Alliés devraient s'engager à ne pas refouler chez nous des fugitifs qu'ils considéreraient comme indésirables.

3) Tout le problème est dominé par le fait que les fugitifs qui se présenteraient à nos frontières sont en général épuisés, affamés et dénués de tout, par conséquent en danger de mort. Cela pose le problème de leur ravitaillement. Des mesures devraient donc être prises pour leur donner à manger au moment de leur arrivée en Suisse. Il s'agit là d'un problème technique qui a sans doute déjà été examiné, comme celui de l'organisation des transports, du convoiement des trains, de l'hospitalisation des intransportables, etc.

4) J'ai demandé à l'Ambassadeur de France et au Ministre de Grande-Bretagne s'ils avaient des vœux à formuler au sujet de ces fugitifs.

M. Hoppenot m'a dit qu'il aimerait que quelques Français et Françaises

puissent venir en Suisse pour recevoir leurs compatriotes, les réconforter et, d'une manière générale, collaborer avec nous.

De son côté, M. Norton m'a déclaré que quelques officiers anglais étaient à disposition à Londres pour collaborer avec l'administration suisse lors de l'arrivée des réfugiés. Quatre à cinq officiers pourraient venir de suite dans notre pays.

Je ne vois pas d'inconvénients à donner suite à ces vœux, sous réserve que notre souveraineté soit entièrement respectée, ce qui serait le cas si ces personnes étrangères n'avaient aucune compétence pour se prononcer sur l'accueil en Suisse ou le refoulement de fugitifs.

A ce propos, il me paraît aussi que les fonctionnaires de la police française qui seraient admis chez nous ne devraient pas avoir un droit de décision.

Aucune difficulté ne se produirait à cet égard si l'on admettait la solution du passage en Suisse de tous les fugitifs présumés ressortissants des pays alliés et leur triage après leur passage de la frontière française.

419

E 2300 Bukarest/12

Le Ministre de Suisse à Bucarest, R. de Weck,
au Chef du Département politique, M. Petitpierre[1]

RP N° 13 Confidentiel Bucarest, 18 avril 1945

[...][2]

La conclusion à tirer de ces divers incidents me paraît être la suivante: Les Soviétiques tolèrent la présence en Roumanie des diplomates neutres qui s'y trouvaient au moment où ils occupèrent le pays, ainsi que celle des missions alliées qui s'y établirent à peu près en même temps qu'eux, mais ils s'opposent à toute arrivée d'éléments nouveaux. Sauf exceptions *[...]*, ils facilitent et parfois même favorisent, quand ils ne l'exigent pas, le départ de certains diplomates. *[...]*[3]

La tendance est donc très nette: d'une part, isoler la Roumanie, réduire au minimum ses rapports avec l'étranger; d'autre part, empêcher les nouvelles de filtrer, faire en sorte que le monde extérieur ignore ce qui se passe ici. Bien entendu, la fermeture n'est pas hermétique. C'est ainsi que de nombreux prisonniers et déportés de divers pays – et, en particulier, des Français – ont été

1. *M. Petitpierre a mis ce rapport* en circulation *parmi ses collaborateurs le 1er mai 1945.*
2. *R. de Weck évoque les frictions entre diplomates français et autorités soviétiques en Roumanie.*
3. *R. de Weck décrit les difficultés des diplomates et journalistes étrangers confrontés en Roumanie à* la xénophobie soviétique.

rapatriés après avoir séjourné assez longtemps dans le pays: on ne voit pas comment les Russes pourraient s'y prendre pour fermer la bouche à tous ces témoins quand ils seront rentrés chez eux.

Tout cela changera probablement dès que les Anglo-Américains n'auront plus besoin du concours militaire de l'armée rouge et pourront parler net. Ce moment est peut-être assez proche. En attendant, l'U.R.S.S. fait tout ce qu'elle peut pour créer un état de fait qui lui permette de présenter ses propres revendications comme étant celles du peuple roumain enfin délivré du «fascisme».

Pour nous, la conclusion à tirer de cet état de choses est que, sauf s'il se produit un renversement des rapports de force entre les trois puissances signataires de l'armistice du 12 septembre 1944, le Conseil Fédéral ne pourra pas envoyer à Bucarest un nouveau ministre pour remplacer celui qu'il a autorisé à regagner la Suisse.

420

E 1004.1 1/456

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 19 avril 1945 [1]

856. Bundesratsbeschluss über die Schliessung eines Teiles der Grenze

Justiz- und Polizeidepartement. Antrag vom 14. April 1945

In seiner Sitzung vom 13. April 1945 [2] hat der Bundesrat den ihm vorgelegten Entwurf zu einem Beschluss über die Schliessung eines Teiles der Grenze genehmigt. Er hat sich dabei vorbehalten, das Datum des Inkrafttretens gesondert zu bestimmen.

Der genehmigte Beschluss stellt in seinem Art. 1 lediglich den Grundsatz auf, dass zur Verhinderung der Überflutung des Landes mit Flüchtlingen die Grenze im Norden, Osten und Süden sobald, soweit und solange die Verhältnisse es gebieten, vollständig geschlossen werde. Besonderen Verfügungen bleibt vorbehalten, zu bestimmen, wann mit Rücksicht auf die Verhältnisse eine Schliessung der Grenze stattfinden soll und welche Abschnitte der Grenze geschlossen werden sollen. Die Inkraftsetzung des Beschlusses vom 13. April 1945 hat also nicht zur Folge, dass gleichzeitig schon gewisse Grenzabschnitte geschlossen werden; sie erlaubt jedoch, eine solche Ausführungsverfügung je nach der Entwicklung der Lage unverzüglich zu erlassen.

Bei der heutigen Lage ist vorerst namentlich ein Flüchtlingszutrom an unserer Nordgrenze zu erwarten. Dieser kann unter Umständen, plötzlich, von

1. *Absents: Kobelt et Stampfli.*
2. *Cf. N° 415.*

einer Stunde zur andern, einsetzen, wie es andererseits auch möglich ist, dass er noch einige Tage oder sogar Wochen ausbleibt. Mit Rücksicht auf die einleitend geschilderte rechtliche Lage und darauf, dass die Schliessung eines Teiles der Grenze unter Umständen sofort, ohne jeden Zeitverlust, muss verfügt werden können, wird antragsgemäss

beschlossen:

Der Bundesratsbeschluss über die Schliessung eines Teiles der Grenze, vom 13. April 1945, wird mit sofortiger Wirkung in Kraft gesetzt.

421

E 5795/341

Le Général Guisan, Commandant en Chef de l'Armée suisse,
au Général de Lattre de Tassigny,
Commandant en Chef de la I^re^ Armée française

Copie
L

Quartier Général de l'Armée, 19 avril 1945

Au moment où vous avez l'extrême amabilité d'accueillir à votre Armée les membres d'une seconde mission d'officiers suisses[1], je charge le Lieutenant-Colonel Barbey, Chef de mon Etat-Major personnel, de vous remettre ces lignes, par lesquelles je tiens à vous exprimer ma plus vive reconnaissance pour ce nouveau «geste».

Je vous ai dit à quel point les enseignements rapportés par la première mission nous sont précieux.

La nouvelle délégation que vous voulez bien accueillir a une composition quelque peu différente de la première[2]. Son chef, le Colonel divisionnaire Rihner, commande notre aviation et notre défense contre avions. S'il s'intéresse en premier lieu, comme de juste, aux expériences de votre corps aérien, il n'en serait pas moins important que le chef d'une aviation essentiellement «tactique» fût mis en mesure de suivre telles opérations de vos forces terrestres.

Je vous envoie aussi le Colonel médecin Moppert, qui eut déjà l'occasion de se rendre à votre Armée, l'automne dernier, pour préparer cette mission chirurgicale suisse qu'il fallut, hélas, décommander au dernier moment...

Espérant que le cours heureux et rapide des événements me permettra enfin de vous rencontrer bientôt en quelque point de notre frontière, je vous prie de croire, mon Général, à mes sentiments de vive gratitude et de la plus sincère estime[3].

---

1. *Du 20 avril au 10 mai 1945.*
2. *Cf. N^os^ 323 et 329.*
3. *C'est le 18 mai 1945 que le Général Guisan recevra à Stein am Rhein le Général de Lattre de Tassigny. Le mercredi 13 juin, Guisan est invité par le Général français.*

422

E 2800/1967/60/22

Le Chef du Département politique, M. Petitpierre,
au Président de la Confédération et
Chef du Département de Justice et Police, Ed. von Steiger

Copie
L

Berne, 20 avril 1945

J'ai bien reçu votre lettre du 19 avril[1] concernant la revue «Schweiz-Sowjetunion».

Notre situation à l'égard de la Russie s'est sensiblement modifiée depuis que le Département politique a donné son préavis favorable du 28 mars[2]. Les considérations de politique étrangère qui paraissaient justifier une décision affirmative me semblent ne plus exister aujourd'hui, notamment en raison des attaques aggravées dont notre pays est l'objet de la part de la presse et de la radio russes, ainsi que de l'arrestation et de la disparition de deux agents de notre Légation de Budapest[3] et des brimades de toute espèce dont nos compatriotes en Hongrie ont été récemment l'objet. D'autre part, le résultat favorable des négociations avec les Alliés dont on pouvait espérer le mois dernier qu'il améliorerait la situation, paraît au contraire l'avoir aggravée.

Il y a d'autres raisons, que je me permettrai de développer devant le Conseil fédéral lorsque cette question sera examinée, qui justifient que la situation soit reconsidérée.

Je ne proposerai pas de repousser la demande, mais de suspendre toute décision du Conseil fédéral pour un temps indéterminé pendant lequel la revue «Schweiz-Sowjetunion» ne pourrait être publiée que dans les limites actuelles.

---

1. *Non reproduit.*
2. *Non reproduit. Cf. aussi* E 4450/6737.
3. *Après avoir été déportés et retenus dans des camps en URSS, M. Meier et H. Feller seront rapatriés en 1946 grâce à un échange entre cinq fonctionnaires diplomatiques et consulaires suisses et six internés soviétiques en Suisse. Sur cet échange approuvé par le Conseil fédéral le 28 décembre 1945, cf. PVCF N° 3326,* E 1004.1 1/464, *ainsi que* E 2001 (E) 1/105 *et* E 4001 (C) 1/271.

423

E 2800/1967/59/93

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, W. Stucki, au Chef du Département politique, M. Petitpierre[1]

No Bern, 21. April 1945

Besuch des italienischen Geschäftsträgers, der mitteilt, es herrsche in den Kreisen der italienischen Partisanen in der Schweiz grosse Aufregung, weil auf Befehl des Politischen Departements deren beabsichtigte Ausreise nach Oberitalien verboten worden sei.

Ich bestätige, dass ich gegenüber dem Eidgenössischen Kommissariat für Internierung und Hospitalisierung in der Tat die Auffassung vertreten habe, dass wir uns mit dieser Ausreise nicht einverstanden erklären könnten, da wir dadurch unsere internationalen Verpflichtungen verletzen und die Schweizer in Oberitalien allfälligen Repressalien aussetzen würden. Unser Entscheid sei übrigens nicht definitiv, da die Angelegenheit am nächsten Montag an einer interdepartementalen Konferenz noch behandelt werde und übrigens letztinstanzlich der Bundesrat zuständig sei.

Herr Berio nimmt meine Darlegungen sehr ruhig und verständnisvoll auf, wiederholt aber den Wunsch, die Ausreise wenn irgend möglich zu gestatten.

---

1. *Annotation de Petitpierre en tête du document:* 23.4.

424

E 2001 (D) 3/24

Le Chef du Département politique, M. Petitpierre, aux Légations de Suisse et aux Consulats généraux

Copie
L Berne, 23 avril 1945

La Suisse, étant un Etat neutre, n'a pas été invitée à se faire représenter ni à envoyer un observateur à la Conférence de San Francisco. Le Conseil fédéral a pris la décision de ne pas chercher à provoquer une invitation. Pourtant notre pays ne peut se désintéresser des décisions qui seront prises à cette conférence et qui, d'après ses organisateurs, tendent à établir «à une date aussi rapprochée que possible une organisation internationale générale basée sur le principe de l'égalité souveraine de tous les Etats épris de paix et ouverte à tous les Etats, grands et petits, pour le maintien de la paix et de la sécurité internationale».

Le peuple suisse, qui adhéra au Pacte de la Société des Nations, a donné, avant et pendant cette guerre, des preuves évidentes de sa compréhension de la solidarité internationale.

Il n'est pas possible de dire aujourd'hui à quel résultat aboutira la Conférence de San Francisco. Si c'est un succès, il est vraisemblable que le projet envisagé à la Conférence des Ministres des Affaires étrangères à Moscou le 9 octobre 1944[1], élaboré ensuite au cours des entretiens qui ont eu lieu à Dumbarton Oaks et à Yalta, sera adopté sans modifications notables. Des amendements ont été proposés par le Gouvernement français, dont un en particulier intéresse spécialement la Suisse. Il est ainsi conçu: «La participation à l'organisation implique des engagements incompatibles avec le statut de neutralité.»

Nous ignorons aujourd'hui si les Etats restés neutres pendant cette guerre seront invités à faire partie plus tard de l'organisation mondiale qui doit être créée à San Francisco et, s'ils sont invités, à quelles conditions ils seront accueillis comme membres de cette organisation. Il n'est donc pas possible d'arrêter aujourd'hui une doctrine suisse ayant un caractère définitif. En revanche, nous pouvons fixer, sur la base de la situation actuelle, une attitude que nous définissons comme suit:

1.— La pierre d'angle de la politique étrangère suisse est la neutralité perpétuelle. Celle-ci a un double caractère. Elle a été voulue par les Gouvernements des pays européens représentés à Vienne en 1815, qui l'ont considérée comme étant dans «les vrais intérêts de l'Europe entière». Mais elle n'a pas été imposée unilatéralement à la Suisse. Elle consacrait un état de fait créé par cette dernière depuis des siècles. Notre pays la considère comme un élément de sa souveraineté, mais il estime aussi être tenu à cette neutralité par les engagements qu'il a pris de l'observer et de la faire respecter. Ces engagements, le peuple suisse les tient pour sacrés. Il a toujours accepté les lourds sacrifices que lui imposait la nécessité d'être constamment prêt à défendre sa neutralité.

2.— Si la Suisse avait été attaquée par l'Allemagne en 1940 ou 1941, elle aurait résisté par les armes, comme les autres pays qui avaient la volonté de rester neutres, mais ne l'ont pu en raison de l'agression dont ils avaient été l'objet. Il y a lieu de relever que, parmi les pays de l'Europe qui font partie des Nations unies avec l'Angleterre et la France, aucun n'est entré dans la guerre de son gré, mais que tous y ont été entraînés par l'agression allemande. Cela est vrai aussi des Etats-Unis d'Amérique, attaqués par le Japon. On ne saurait donc aujourd'hui reprocher à la Suisse d'être restée neutre pendant cette guerre. Elle ne s'est pas comportée autrement que ne l'auraient fait les autres Etats qui se seraient trouvés dans la même situation qu'elle.

D'ailleurs, la nature de la neutralité suisse est – on ne saurait assez insister sur ce point – tout à fait différente de celle des Etats qui, au début d'une guerre, déclarent ne pas vouloir y participer.

3.— Les accusations portées contre la Suisse qu'elle aurait elle-même porté atteinte à sa neutralité au profit des puissances de l'Axe ne sont pas fondées. Au contraire, notre pays, même lorsqu'il était encerclé par ces puissances, a toujours observé une stricte neutralité. Il s'est, en particulier, tenu rigoureusement

1. *Annotation manuscrite dans la marge:* 30 oct[*obre*] 1943?

aux prescriptions de la Convention de La Haye concernant les droits et les devoirs des puissances et des personnes neutres en cas de guerre sur terre. Il est faux que notre pays ait à aucun moment autorisé, comme l'on fait d'autres pays neutres, le passage de militaires ou le transit d'armes sur son territoire. Même lorsqu'il était encerclé, il a entretenu des relations commerciales avec les Nations unies. Les négociateurs alliés qui sont venus à Berne en février et mars 1945 et auxquels tous les renseignements qu'ils désiraient ont été donnés ont pu se rendre compte de la correction constante et absolue de l'attitude suisse [2]. Ils ont fait des déclarations publiques dans ce sens en Suisse avant leur départ et dans leurs pays respectifs après leur retour.

4.— Si la Suisse a été la principale bénéficiaire de sa neutralité en ce sens qu'elle a échappé à la guerre et à ses conséquences directes, elle peut affirmer que cette neutralité lui a permis de rendre – comme puissance protectrice et grâce à l'activité de la Croix-Rouge internationale – des services aux nations alliées et que ces services sont certainement plus importants que ne l'auraient été son entrée en guerre et l'invasion de son territoire. D'autres pays neutres auraient pu, à la rigueur, défendre les intérêts des pays belligérants. Mais aucun, en revanche, ne disposait, sur son territoire, d'une institution comme la Croix-Rouge internationale, dont l'activité absolument désintéressée et fondée sur une longue expérience, justifie presque à elle seule la neutralité de la Suisse. D'autre part, la position géographique de notre pays lui a permis d'être une terre de refuge pour de nombreux malheureux. Sur le plan militaire, la neutralité suisse a été favorable aux Alliés. Elle a protégé le flanc droit de leurs armées sur le front ouest. Elle a empêché l'Axe d'utiliser les lignes de chemins de fer et les cols des Alpes pour le passage de ses troupes et le transit de ses armes. Si notre territoire avait été envahi, la présence d'armées allemandes dans les montagnes suisses constituerait une menace pour le flanc droit des armées alliées, qui peut s'appuyer sur notre frontière. En outre, il n'est pas exclu que les montagnes helvétiques auraient pu devenir une partie du réduit allemand. Enfin, l'invasion de la Suisse obligerait automatiquement la Croix-Rouge internationale à suspendre son activité.

5.— La Suisse est convaincue qu'aujourd'hui encore, en raison de sa situation géographique et de sa volonté de défendre sa neutralité par les armes en cas de besoin, cette neutralité est dans «les vrais intérêts de l'Europe».

Cette neutralité ne doit pas être considérée comme une méconnaissance de la solidarité internationale et des obligations qu'elle implique et qui ne sont pas nécessairement les mêmes pour tous les pays.

6.— La Suisse désire ardemment voir s'établir dans le monde entier un régime de droit qui garantirait à toutes les nations pacifiques les biens de la paix et de la sécurité dont elle a le privilège de jouir elle-même depuis plus d'un siècle. Elle souhaite donc la réalisation des espoirs qu'a fait naître la Conférence de San Francisco.

Toutefois, si le projet de Dumbarton Oaks était adopté, la Suisse aurait probablement à choisir entre sa neutralité et son affiliation à la nouvelle organisation en voie de création. Il est vraisemblable qu'il lui serait plus difficile qu'au

2. *Cf. table méthodique des documents: III.2.3. Négociations à Berne en février et mars 1945.*

moment de la constitution de la Société des Nations de faire admettre pour elle un statut spécial qui la dispenserait de participer à des sanctions militaires. La Suisse ne peut aujourd'hui songer à abandonner sa neutralité. Elle entend donc se tenir sur la réserve à l'égard du plan de Dumbarton Oaks, sans préjuger cependant l'avenir.

En revanche, notre pays se déclare d'ores et déjà prêt à examiner avec la nouvelle organisation mondiale les conditions dans lesquelles il pourrait collaborer avec elle. En outre, il s'est toujours intéressé et continuera à s'intéresser aux organisations techniques qui existent déjà (B.I.T.[3], Cour permanente de Justice internationale, institutions humanitaires, etc.). Au cas où il ne lui serait pas possible d'entrer dans l'organisation politique nouvelle, elle est prête, bien plus elle a la volonté de collaborer aussi activement que possible avec les autres nations dans le cadre des organisations techniques existantes ou à créer. Elle a également le désir de conserver le siège des institutions internationales, y compris les Bureaux internationaux à Berne et à Genève, qui sont déjà établies sur son territoire[4]. Elle serait heureuse d'accueillir d'autres institutions, qui pourraient être créées plus tard.

7.— Les considérations qui précèdent sont destinées à permettre de répondre aux questions qui pourraient être posées sur l'attitude de la Suisse à l'égard de la Conférence de San Francisco et du projet d'organisation mondiale qui y sera discuté. Il y a lieu d'insister sur la nécessité pour la Suisse de conserver son statut de neutralité, dans son propre intérêt et dans celui de l'Europe, tel qu'il a été reconnu jusqu'à présent par la plupart des autres Etats du continent[5].

3. *Sur l'installation du Bureau International du Travail à Genève, cf. DDS, vol. 7.II, N^os 338 et 348.*

4. *Annotation manuscrite dans la marge:* Bâle (B*[anque des]* R*[èglements]* I*[nternationaux]*)?

5. *Sur la préparation de cette circulaire, cf.* E 2800/1967/60/18.

425

E 2001 (D) 3/175

Le Ministre de Suisse en Allemagne, H. Frölicher, au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, W. Stucki,

L Bernried, 23. April 1945

Ich beehre mich, Ihnen in der Beilage die Abschrift einer Mitteilung[1] zukommen zu lassen, die heimlich beim Generalkonsulat in München/Rottach-Egern abgegeben wurde. Es handelt sich um einen Notschrei nichtdeut-

1. *Non reproduite. Cf. aussi* E 4260 (C) 1974/34/68.

scher in das Reichsgebiet deportierter Juden, die unter kläglichen Verhältnissen in verschiedenen Aussenkommandos des Konzentrationslagers Dachau gefangen gehalten werden. Es ist Ihnen vielleicht möglich, auf Grund des dort zusammengetragenen Materials Familienangehörige und Bekannte dieser jüdischen Häftlinge zu benachrichtigen.

Ich habe, um nichts zu unterlassen, unverzüglich die hiesige Delegation vom Internationalen Komitee vom Roten Kreuz verständigt. Die Delegation hat seit wenigen Tagen einen Delegierten zur Leitung des Konzentrationslagers Dachau entsandt. Er konnte aber bis zur Stunde das eigentliche Konzentrationslager nicht betreten und auch mit den Häftlingen nicht in direkten Kontakt kommen. Immerhin wurde deutscherseits zugestanden, dass das Internationale Komitee vom Roten Kreuz Gefangenenpakete mit Lebensmitteln an die Häftlinge verteilen darf. Die Verteilung hat bereits begonnen. Sie ist gegenwärtig wegen mangelhaftem Bezinnachschub unterbrochen, wird aber voraussichtlich in den nächsten Tagen wieder aufgenommen.

Durch die Anwesenheit eines Delegierten des Internationalen Roten Kreuzes an sich besteht die Hoffnung, dass diese Häftlinge beim Herannahen der Front nicht von ihren Wachen liquidiert werden.

Einen Durchschlag dieses Schreibens sowie seiner Beilage sende ich an die Abteilung für Schutzmachtangelegenheiten zur Kenntnisnahme und zu allfälliger weiterer Veranlassung.

426

E 1004.1 1/456

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 24 avril 1945 [1]

900. Entrée du maréchal Pétain en Suisse

Département politique. Verbal

Le chef du département politique communique que le maréchal Pétain est entré en Suisse ce matin même, à St. Margrethen. Il était accompagné de M^me^ Pétain, du général Debeney, de l'amiral Bléaut, du lieutenant Sassy et de 7 serviteurs et chauffeurs. Puisqu'il avait été déclaré que le maréchal ne désirait pénétrer en Suisse qu'en vue de gagner la France, où il est cité à comparaître en justice, le maréchal et sa suite ont été autorisés à franchir la frontière et à séjourner sur territoire suisse jusqu'au moment où les modalités de leur entrée en France auront été réglées. Le maréchal et sa suite ont signé préalablement une déclaration aux termes de laquelle ils ont demandé un visa de transit pour

1. *Absent: Stampfli.*

se rendre en France à travers la Suisse. Dans la déclaration, il est spécifié que les intéressés s'engagent à se conformer strictement aux instructions du gouvernement suisse concernant un court séjour éventuel en Suisse, la route du transit, ainsi que la date et le lieu où la frontière franco-suisse doit être traversée. La déclaration ajoute qu'il est pris acte du fait que le gouvernement suisse ne saurait refuser une demande d'extradition présentée, à l'égard des personnes susvisées, par le gouvernement provisoire de la République française.

Le département politique soumet le texte d'un communiqué à la presse.

Le Conseil approuve les dispositions prises, ainsi que le texte du communiqué[2].

2. *Non reproduit. Cf. aussi:* E 27/14426 *et* 14487, E 4001 (C) 1/293 *et* 296, *et* E 2001 (E) 1969/121/154.

Cf. le rapport que le Chef de la DAE du DPF, W. Stucki, adresse au Conseil fédéral sur son entretien du 24 avril avec Ph. Pétain (E 4001 (C) 1/296/1260, E 2800/1967/60/8, *et* E 27/14448).

427

E 1004.1 1/456

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 24 avril 1945[1]

901. Question d'une entrée en Suisse de M. Laval

Département politique. Verbal

Le chef du département politique communique que M. Laval a fait demander si le gouvernement suisse l'autoriserait à se réfugier en Suisse, avec sa femme et quelques autres personnes l'accompagnant. La réponse a été négative.

Après échange de vues sur la question de savoir si M. Laval et sa suite pourraient être autorisés à traverser le territoire suisse en vue de gagner la France, le Conseil constate que les conditions ne sont pas les mêmes que pour le maréchal Pétain et que le refus du transit paraît par conséquent indiqué, exception faite pour M. Rochat, précédemment secrétaire général des affaires étrangères du gouvernement de Vichy. Aucune demande d'entrée en Suisse en vue du transit n'ayant été présentée jusqu'ici pour M. Laval et sa suite, le Conseil se borne à approuver la réponse négative donnée à la demande d'asile, laissant ouverte la question éventuelle d'une entrée en Suisse aux fins de transit[2].

1. *Absent: Stampfli.*

2. *Sur cette question, cf. le PVCF N° 916 du 27 avril 1945 (non reproduit),* E 27/14486 *et* E 2001 (D) 3/268.

428

E 2001 (D) 3/312

La Division des Affaires étrangères
du Département politique
au Commissariat fédéral à l'Internement et à l'Hospitalisation

L FY Berne, 24 avril 1945

Nous avons reçu récemment la visite de M. Dragutinovic, Chargé d'Affaires de Yougoslavie, qui paraît fort préoccupé du fait qu'un certain nombre d'officiers yougoslaves – prisonniers de guerre évadés – actuellement internés à Adelboden (A-Lagern) auraient l'intention de gagner l'Italie soit en quittant clandestinement notre pays, soit en s'en faisant refouler [1]. Notre interlocuteur craint qu'ils n'aient pour but de se joindre au groupe Nedić, qui combat dans la région de Trieste, ce qui, du point de vue yougoslave, serait très inopportun, car les possibilités de guerre civile s'en trouveraient accrues.

Nous n'avons pas manqué de faire observer à M. Dragutinovic que les prisonniers de guerre évadés sont en droit, en vertu de la Convention de La Haye, de quitter notre pays quand ils le désirent et dans la direction qu'ils préfèrent; il ne nous est pas possible de les retenir et nous devons nous borner à exiger qu'ils nous préviennent dûment de leur départ.

Notre visiteur a pris note de notre avis à ce sujet et en a saisi les raisons. Cependant, il nous a demandé si nous ne pourrions pas, du moins, tout en nous abstenant de faciliter le départ des officiers yougoslaves en question en direction de l'Italie, attirer leur attention sur le fait qu'il leur est possible d'être rapatriés en passant par la France.

Nous estimons, pour notre part, que l'attitude de nos autorités à cet égard doit demeurer purement passive, car il ne nous appartient pas de nous opposer au départ de ces internés, mais nous ne devons pas non plus faciliter l'exécution du projet qu'ils auraient formé.

---

1. *Cf. la notice (non reproduite) du 13 avril 1945 de Carl Stucki à Walter Stucki. Par une note verbale du 22 février 1945 (non reproduite), la Légation royale de Yougoslavie en Suisse avait demandé aux autorités fédérales de transmettre aux 2033 internés yougoslaves l'ordre du Ministère royal de la Guerre de rentrer immédiatement en Yougoslavie et de se mettre à la disposition de l'Armée nationale de Libération.*

Dans sa réponse du 27 mars 1945 (non reproduite), le Département politique précisa que les autorités fédérales étaient en principe disposées à admettre la transmission de cet ordre aux intéressés.

429

E 2001 (E) 2/633

Le Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz, au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, W. Stucki

L Bern, 25. April 1945
Schweiz – Tschechoslowakei
Kreditgewährung

Mit Ihren beiden Schreiben vom 24. Oktober 1944[1] (C.45.PB.103.-UV) und 23. Februar 1945[2] (C.45.Tch.103-AM) ersuchten Sie uns unter Hinweis auf einen Bericht der Schweizerischen Gesandtschaft in Washington um unsere Stellungnahme zu der Frage einer allfälligen *Kreditgewährung* an die *Tschechoslowakei*.

Im Hinblick auf unsere künftigen Beziehungen zu diesem Staat verdiente diese Frage zweifellos alle Beachtung. Sie gewann dann noch erhöhte Bedeutung durch die seither erfolgte Wiederaufnahme der diplomatischen Beziehungen zwischen der Schweiz und der tschechoslowakischen Regierung. Mit diesem Akt wurde schweizerischerseits der klare Wille bekundet, möglichst bald auch den wirtschaftlichen Verkehr mit der Tschechoslowakei wieder aufleben zu lassen. Hier stellt sich nun sofort die Frage, kommt dieser Wirtschaftsverkehr ohne weiteres wieder in Gang oder ist dies nur möglich, wenn damit die Gewährung von schweizerischen Krediten verbunden wird.

Wohl waren im früheren gegenseitigen Handelsverkehr die tschechoslowakischen Exporte nach der Schweiz stets bedeutend grösser als die schweizerischen Lieferungen nach der Tschechoslowakei und damit auch die Frage der Bezahlung dieser letztern ohne weiteres gesichert. In Zukunft wird dies wohl anders sein, denn es erscheint sehr fraglich, ob die neue Tschechoslowakei nach der starken wirtschaftlichen Beanspruchung des Protektorats während der Besetzungszeit durch die Deutschen schon am Anfang über genügende Mengen an Exportgütern verfügen wird, um damit die aus der Schweiz zu beziehenden Waren, nach denen zweifellos grosse Nachfrage bestehen dürfte, bezahlen zu können. Der künftige Handelsverkehr wird zum mindesten am Anfang wohl eher die Tendenz zeigen, dass von der Tschechoslowakei bedeutend mehr schweizerische Waren verlangt werden als zur Ausfuhr nach der Schweiz zur Verfügung gestellt werden können. Will man nun diese Nachfrage nach schweizerischen Gütern trotzdem befriedigen, so stellt sich unwillkürlich das Problem der Gewährung von Krediten. Es erscheint daher verständlich, wenn von tschechoslowakischer Seite diese Frage bereits angetönt wurde.

---

1. E 2001 (E) 2/630.
   Cf. Table méthodique: II.19. Pays-Bas.
2. E 2001 (E) 2/634.

Wir haben uns daher in dieser Sache mit der Eidg. Finanzverwaltung, der Schweiz. Nationalbank und dem Vorort des Schweiz. Handels- und Industrie-Vereins in Verbindung gesetzt und sie um ihre Meinungsäusserungen ersucht.

Die *Eidg. Finanzverwaltung* hat in einem ausführlichen Exposé zu dem ganzen Problem der Kreditgewährung sowohl allgemein als auch im Verhältnis zur Tschechoslowakei Stellung genommen. Grundsätzlich wird die Notwendigkeit solcher Kredite bejaht, die Form, in welcher sie gegeben werden sollen, bedarf aber noch einlässlicher Prüfung und Abklärung. Wir haben Ihrem Herrn Legationsrat Kohli bereits eine Kopie dieser Stellungnahme der Finanzverwaltung übermittelt und erlauben uns daher, Sie im einzelnen auf jene Ausführungen zu verweisen.

Auch die *Schweizerische Nationalbank* ist grundsätzlich nicht abgeneigt, der Frage der Wiederaufnahme von Kreditverhandlungen mit der Tschechoslowakei näher zu treten, wenn damit der schweizerischen Wirtschaft sowohl auf dem Gebiete des Exportes wie auch des Importes gedient werden könne. Sie geht dabei von der Annahme aus, es werde nach der Wiederanknüpfung diplomatischer Beziehungen mit der tschechoslowakischen Regierung möglich sein, Kreditbesprechungen direkt mit den zuständigen tschechoslowakischen Instanzen zu pflegen. Allerdings hält sie es für fraglich, ob der Zeitpunkt für solche Kreditverhandlungen bereits gekommen sei.

Der *Vorort des Schweiz. Handels- und Industrie-Vereins* vertritt ebenfalls die Meinung, eine Verständigung über die Anbahnung des schweizerisch-tschechoslowakischen Waren- und Zahlungsverkehrs sollte verbunden werden mit einer Vereinbarung über die Gewährung von Krediten an die Tschechoslowakei. Die geeignetste Form dafür wäre nach seiner Auffassung ein Clearingkredit. Die tschechoslowakische Regierung würde zulasten eines neu zu errichtenden Kontos der Tschechoslowakischen Staatsbank bei der Schweiz. Nationalbank nach der Schweiz zu vergebende Aufträge bewilligen. Der beanspruchte Kredit wäre dann seitens der Tschechoslowakei durch Hinterlage des in der Schweiz liegenden slowakischen Goldes zu garantieren[3]. Dieses Gold würde nach Ablauf einer gewissen Zeit nach Inanspruchnahme der Kreditbeträge seitens der Schweiz an Zahlungsstatt zum dannzumaligen Goldpreis der Schweizerischen Nationalbank angenommen, sofern innerhalb dieser Zeit eine Abdeckung durch Lieferungen tschechoslowakischer Waren nicht möglich sein sollte. Die Beantwortung der Frage, wie die im Rahmen des Kredites abzuschliessenden Geschäfte finanziert werden sollen, bildet dagegen nach den Ausführungen des Vororts eine interne schweizerische Angelegenheit. Er glaubt, die einfachste Art der Finanzierung wäre wohl die Gewährung der Transfergarantie durch den Bund.

Nachdem der Vorort Ihnen übrigens eine Kopie seiner Stellungnahme übermittelt hat, dürfen wir Sie wohl bezüglich der näheren Einzelheiten auf diese Eingabe direkt verweisen.

Da wir schweizerischerseits alles Interesse haben, möglichst bald zu einer Verständigung über die Wiederingangbringung der schweizerisch-tschechoslowakischen Handelsbeziehungen zu gelangen, werden wir versuchen, die ganze

3. *Cf.* E 2001 (E) 2/619 *et* E 7110/1976/16/59.

Angelegenheit tunlichst zu fördern und im Benehmen mit den interessierten Stellen alle damit zusammenhängenden Fragen, so auch über das Problem der Kreditgewährung, eingehend abzuklären. Wir werden uns daher gestatten, demnächst in diesem Sinne auch wieder an Sie zu gelangen.

430

E 2300 Washington/47

Le Ministre de Suisse à Washington, K. Bruggmann, au Chef du Département politique, M. Petitpierre[1]

RP Nr 5 Washington, 25. April 1945

Präsident Roosevelts Tod wurde im ganzen Lande als bedeutsames Ereignis empfunden und weckte in weiten Schichten der Bevölkerung wirkliche Trauer. Das Bewusstsein, dass das Land einen grossen Staatslenker verloren hat, schien auch in den Reihen seiner Gegner aufzuflackern. Übrigens haben auch die letzteren die hervorragenden Eigenschaften des Präsidenten kaum je ernstlich bezweifelt – sie haben nur bedauert, dass er nicht einer der ihren war. Respekt vor ihm war wohl auch der Grund für die durchaus würdige Haltung der Presse – eine seltene Erscheinung in diesem Lande.

Gar bald aber wandte sich das volle Interesse der Person des Vicepräsidenten Senator Truman zu, dem gemäss der Verfassung ohne besondere Wahl die Präsidentschaft zufiel. Es entspricht einem amerikanischen Charakterzug, alles Neue, Unbekannte, zunächst freudig zu begrüssen, und auch jedem neuen Magistraten eine «Chance» zu geben, sich zu bewähren. In diesem Stadium überbieten sich Presse und Radio in harmlosen, ja freundlichen Tönen, indem sie durch Anekdoten, Wiedergabe von Äusserungen etc. den Neuling dem Publikum interessant machen. Dazu eignet sich die Person des neuen Präsidenten vorzüglich, der aus den kleinsten Verhältnissen stammend es schliesslich zum angesehenen Senator brachte, trotz mangelnder Schulbildung und misslungenen geschäftlichen Versuchen. Eine solche Laufbahn ist ein Wunschtraum jedes Kindes – vielleicht in Konkurrenz mit den Schätzen von Ford oder Rockefeller.

Er gilt schon jetzt als der Präsident, der das Volk kennt, und der – und das ist hier ein besonderes Lob – auch so regieren wird, wie es der einfache Mann tun würde. (Hoffentlich stimmt das nicht ganz.) Für die Amtsführung ist aber weniger die Popularität beim Volke, als eine gute Einstellung des Parlamentes dem Präsidenten gegenüber von Bedeutung, und daran fehlt es nicht. Herr Truman ist besonders im Senate beliebt. Er hat sich durch seine Tätigkeit in Ausschüssen die Achtung seiner Kollegen erworben, gilt als intelligent und

1. *M. Petitpierre a mis ce rapport* en circulation *parmi ses collaborateurs le 7 mai 1945.*

integer und ist seiner Partei ergeben. Seine Parteigänger wissen, dass er versuchen wird, die mittlere Linie einzuhalten und die Gegensätze möglichst zu versöhnen. (Diese Gewissheit fehlte inbezug auf Henry Wallace, weswegen die Parteileiter seine Wahl zum Vicepräsidenten letzten Sommer verhinderten.) *[...].*

431

E 5795/327

Le Chef du Service de Renseignements et de Sécurité de l'Etat-Major Général de l'Armée, R. Masson, au Général H. Guisan et au Chef de l'Etat-Major Général, J. Huber

L Strictement personnel Secret
Armée allemande d'Italie

Quartier Général de l'Armée, 26 avril 1945

Par mes lettres des 8.3., 11.3., 29.3. et 17.4. [1], je vous ai tenu au courant de l'action entreprise par le commandement allemand d'Italie, d'entente avec les Alliés, en vue de la cessation des hostilités sur ce théâtre d'opérations.

Nous avons eu la chance de pouvoir suivre cette affaire dans toutes ses phases successives.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint un rapport de ce jour, qui vous expliquera ce qui se passe actuellement en Italie, où, vue de l'extérieur, la situation paraît singulièrement paradoxale. En effet, cependant que des combats se déroulent encore, les commandements allié et allemand se sont déjà en principe entendus pour une capitulation sans conditions de la part de la Wehrmacht. L'élément nouveau intervenu, certes inattendu, est l'attitude de la Russie dont le document ci-joint [2] explique la confusion qui règne aujourd'hui en Italie du Nord.

Dans l'ensemble, on peut confirmer ce que je vous ai dit dans ma première lettre du 8.3.45. c'est-à-dire il y a sept semaines.

---

1. *Cf. N^os 392 et 403.*
   Cette lettre, comme les précédentes sur cette affaire, n'est reproduite qu'à trois exemplaires numérotés.
2. *Reproduit en annexe au présent document.*

ANNEXE

E 5795/325

Rapport sur l'évolution de la situation militaire en Italie[3]

Geheim
Quellenwert: – A –

Etat-major de l'Armée, 26 avril 1945

1. *Stand der Kapitulationsverhandlungen*

In der Nacht vom 22./23.4. ist die Selbständigmachung der Heeresgruppe C praktisch vollzogen worden. Erstmals haben sich die massgebenden Persönlichkeiten aller Machtbereiche: *Wehrmacht* (Gen. Oberst v. Viettinghof), *SS- & Polizei* (Obergruppenführer General Wolff), *Partei* (Gauleiter Hofer), *Vertreter des Auswärtigen Amtes* (Botschafter Rahn) zusammengeschlossen und vereinbart:

1.) *Keinerlei Weisungen der Reichsführung* mehr durchzuführen, und

2.) die *Kapitulation der Heeresgruppe C unverzüglich gemeinsam* durchzuführen.

Zu diesem Zwecke wurden noch am 23. vormittags die bevollmächtigten Parlamentäre (General Wolff mit seinem Chefadjutanten und Oberstlt. i.G. v. Schweiniz zu den Alliierten geschickt, gemäss den Vorverhandlungen, welche seit Ende Februar 1944 zwischen der Heeresgruppe C und Genfm. Alexander, Alliierter Oberbefehlshaber im Mittelmeerraum, geführt worden waren.

Dass die Kapitulation bis heute noch nicht erfolgt ist, liegt daran, dass Genfm. Alexander am 21.4., also knapp 2 Tage vor dem deutschen Entschluss, neue Instruktionen seines vorgesetzten politisch-militärischen Stabes erhielt, gemäss welchen die Verhandlungen nicht mehr weiterzuführen seien. Diese Instruktionen waren durch das Eingreifen der Russen veranlasst worden. Die Russen versuchten schon seit längerer Zeit die Verhandlungen mit allen Mitteln zu sabotieren und hatten auch offiziell dagegen protestiert. Es muss daraus geschlossen werden, dass die Russen aus politischen Gründen gar keinen Wert darauf legen, dass die Zerstörungen in Oberitalien unterbleiben, da natürlich ein zerstörtes Oberitalien einen besseren Nährboden für den Kommunismus abgibt, als ein in Ordnung übergebener Raum. Die Russen haben auch kein Interesse daran, dass die Alliierten Oberitalien ohne grössere Verluste erobern und vor ihnen Österreich besetzen!

Wir stehen also heute vor der grotesken Situation, dass beide militärischen Befehlshaber, Genfm. Alexander und sein Gegner, Gen. Oberst v. Viettinghoff, eine militärische Kapitulation vollziehen und den Feldzug beenden möchten, dass aber dieser Entschluss durch die politische, alliierte Führung, bezw. die Russen vorerst vereitelt wird.

Genfm. Alexander hat schon am 23.4., als er vom deutschen Entschluss Kenntnis erhalten hatte, sofort bei seinem vorgesetzten Stabe die Aufhebung des Unterhandlungsverbotes beantragt und hat von sich aus veranlasst, dass die deutschen Parlamentäre abrufbereit bleiben und jederzeit von ihm im alliierten H.Q. empfangen werden können. Genfm. Alexander wartet nun auf eine neue Stellungnahme seiner Vorgesetzten. Bis zum 25.4. 1000, ist uns noch nichts über die Stellungnahme bekannt.

Mussolini, welcher über die Verhandlungen, welche seit Februar geführt wurden, nicht unterrichtet worden war, hat gestern, 25.4., aus eigener Initiative 3 Stunden lang mit Kardinal Schuster verhandelt, um auf eigene Faust einen Ausweg aus seiner hoffnungslosen Lage zu finden.

Wie wir früher schon berichtet hatten, verlegte Mussolini seinen Sitz zuerst nach Mailand und von dort nach Sondrio. In neofaschistischen Kreisen herrscht grösste Nervosität. Es dürfte aber für diese Kreise, einschliesslich Mussolini, keine Möglichkeit mehr geben, sich dem Zugriff der Deutschen zu entziehen und eine Sonderaktion durchzuführen. Die Festnahme der prominenten Faschisten ist vorbereitet.

---

3. *Ce rapport N° 10412 du «Groupe Rigi» du Service de Renseignements de l'Etat-Major Général de l'Armée a très probablement été rédigé par M. Waibel.*

General Graziani hat sich bereit erklärt, mit seinen italienischen Divisionen sich der deutschen Kapitulation anzuschliessen.

2. *Die militärische Lage*

Aus langen Gesprächen mit General Wolff und dem Oberstlt. i.G. Schweiniz, einem engen Mitarbeiter des Gen. Oberst v. Viettinghoff, geht eindeutig hervor, dass die Lage vom Ob. Südwest seit März richtig erkannt wurde. Auch die alliierten Angriffsvorbereitungen wurden voll erkannt. Oberstlt. i.G. v. Schweiniz, welcher im OKW vor einigen Wochen einen Vortrag über die Lage der Heeresgruppe C zu halten hatte und auf die schweren Folgen des alliierten Angriffes hinwies, erhielt die Antwort: «Es gibt nur eine Stelle, welche die Lage richtig einschätzen kann, nämlich die Reichskanzlei!»

Demgemäss hatte auch der Ob. Südwest vom OKW (bezw. Himmler) Weisungen für die Kampfführung in Italien erhalten, welche den *wirklichen Verhältnissen nicht Rechnung trugen*. Insbesondere erhielt er keine Genehmigung zur rechtzeitigen Zurücknahme der in den Westalpen und in Ligurien stehenden Truppen. Die Rückzugsplanung des Ob. Südwest (vgl. früherer Bericht) hatte vorgesehen, dass die Zurücknahme der Truppen aus den Westalpen *ca. 2 Wochen* und aus dem *Ligurischen Abschnitte eine Woche vor dem Absetzen* des Mittel-Abschnittes erfolgen müssten. Nur auf diese Weise wäre ein geordneter Rückzug möglich gewesen. Heute kann dieser Rückzug nur noch unter sehr schweren Opfern erfolgen. Er ist aber trotzdem vom Ob. Südwest eingleitet worden.

Wie völlig die Reichsführung die Verhältnisse in Italien verkennt, geht daraus hervor, dass noch am 24.4. von Himmler an den Ob. Südwest gerichtet ein Befehl eintraf, keinerlei Rückzugsbewegungen durchzuführen und auch keinerlei örtliche Kapitulationen zu dulden.

Über diesen Befehl hat sich der Ob. Südwest, gemäss den unter Abschn. 1, Ziff. 1.) getroffenen Vereinbarungen hinweggesetzt.

Der Ob. Südwest versucht nun, bis die Kapitulation vollzogen werden kann, sich abzusetzen, soweit dies die örtlichen Verhältnisse erlauben. Es ist damit zu rechnen, dass an der Polinie vorübergehend Wiederstand geleistet wird, um eine sofortige Spaltung der Heeresgruppe C durch einen alliierten Stoss an den Gardasee zu verzögern.

Im Laufe des heutigen Tages findet eine neue Besprechung der deutschen Befehlshaber statt, an welcher der Entschluss gefasst werden soll, durch eine Proklamation die Verselbständigung der Heeresgruppe C bekannt zu geben. Diese Proklamation wäre am 27. oder 28.4. zu erlassen. Gleichzeitig sollen Parlamentäre, auf Grund eines bereits mit Genfm. Alexander vereinbarten Stichwortes, auch an der Front die Kapitulation gewissermassen «erzwingen».

Wichtig für unsere Zukunft ist, dass General Wolff sein[4] abgegebenes Versprechen, er werde den Hafen von Genua und die Zufahrtslinien zum Simplon und Gotthard nicht zerstören lassen, gehalten hat. Er hat bisher auch alle andern, vorbereiteten Zerstörungen in Oberitalien nicht durchführen lassen und auch die Abwehr der sich immer aktiver gebärdenden Partisanen gewissermassen nur symbolisch geführt.

Das hatte zur Folge, dass unser Grenzgebiet schon weitgehend durch Partisanen besetzt ist und dass Gen. Wolff selbst am 25.4. abends von Cernobbio aus wegen den Partisanen nicht in sein H.Q. zurückkehren konnte. Erst am 26.4., nach Eintreffen eines deutschen Begleitkommandos, konnte er die Reise fortsetzen.

Der Verkehr zwischen Mailand und Chiasso ist stark partisanengefährdet und für die Deutschen nur noch mit Waffengewalt passierbar[5].

---

4. *Le Colonel brigadier R. Masson a biffé deux lettres et a écrit dans la marge:* unserem Vertrauensmann.

5. *R. Masson adresse le 3 mai 1945 une coupure de presse au Général H. Guisan et au Chef de l'Etat-Major Général, J. Huber. Ce document (non reproduit) annonçant la capitulation allemande en Italie* met un point final à cette affaire.

432

E 7110/1973/135/13

Notice de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique[1]

Berne, 26 avril 1945

RÉGIME CONCERNANT L'EXPORTATION DE MATÉRIEL DE GUERRE

1.) Par *ordonnance du Conseil Fédéral du 8 juin 1938* l'exportation de tout matériel de guerre fut soumis à la surveillance de la Confédération[2]. Pour toute exportation un permis du service technique du Département Fédéral Militaire était dorénavant nécessaire.

Définition du matériel de guerre: armes, munitions et explosifs, appareils de pointage et de visée, instruments optiques pour des fins militaires, véhicules blindés, matériel d'avions, produits chimiques destinés à des fins militaires, objets d'équipement (masques à gaz, etc.), appareils de télécommunication militaires.

---

1. *Annotation de H. de Torrenté en tête du document:* déclaration faite par de T*[orrent]*é au Général Davet et M. Berthier le 27.4.45.

Par une lettre du 26 avril 1945, le Colonel R. de Blonay transmet à de H. Torrenté les informations suivantes: J'ai l'honneur de vous informer que j'ai eu l'occasion de voir aujourd'hui Monsieur Berthier, directeur des Usines de la Marine et d'Homécourt à St. Chamond qui m'a entretenu d'une question d'exportation de roulements à billes qu'il doit vous soumettre demain. Permettez-moi de vous donner à son sujet quelques renseignements:

Dès 1940, alors que j'étais Attaché militaire et de l'Air près la Légation Suisse en France, j'ai été pour le compte du Service technique du DMF en relations constantes avec Monsieur Berthier. Alors que les lois françaises de septembre 1939 et les ordonnances ultérieures des autorités d'occupation allemande interdisaient toute fabrication de matériel de guerre, Monsieur Berthier et ses collaborateurs n'ont pas cessé, par sympathie pour la Suisse, de fabriquer des tubes de canons dont nous avions un besoin urgent. Ils ont poursuivi cette fabrication clandestine malgré les différents contrôles allemands et jusqu'au moment où une commission de contrôle s'est aperçue de la chose. En faisant cela, Monsieur Berthier et ses usines risquaient les plus gros ennuis, en particulier d'être emprisonnés par le gouvernement français ou arrêtés par «ces Messieurs». Effectivement la chose a risqué de fort mal tourner à la suite de la découverte de cette fabrication et l'usine a été durement pénalisée. Je ne parle que pour mémoire de tous les ennuis personnels qu'a eu Monsieur Berthier soit avec les autorités françaises, soit avec les autorités allemandes.

C'est vous dire que les Usines de St. Chamond ont acquis un droit à notre reconnaissance pour tout ce qu'elles ont bien voulu faire pour faciliter la défense nationale suisse. Dans ces conditions, je me permets de demander s'il ne vous serait pas possible de leur témoigner notre gratitude en leur facilitant l'exportation des roulements à billes en question. Ce ne serait que justice de pouvoir leur rendre en partie ce qu'ils ont eux-mêmes fait pour nous (E 7110/1973/135/13).

2. *RO, 1938, vol. 54, pp. 318–349.*

2.) *Ordonnance du Conseil Fédéral du 14 avril 1939*[3]: pour des raisons de neutralité, toute exportation de matériel de guerre fut soumise à une interdiction absolue.

3.) *Arrêté du Conseil Fédéral du 8 septembre 1939*[4]: la livraison de matériel de guerre est possible à la France et à l'Angleterre d'une part et à l'Axe d'autre part. (La levée de l'interdiction avait été fortement appuyée par les Gouvernements alliés qui avaient placé de grandes commandes en Suisse.) Il ne pouvait être question d'une levée unilatérale de défense d'exportation en faveur des puissances alliées étant donné que l'article 9, chiffre 1 de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 oblige un pays neutre à traiter tout pays belligérant sur le même pied en matière de l'exportation du matériel de guerre.

4.) *Arrêté du Conseil Fédéral du 13 février 1940*[5]: constitue que l'autorisation du service technique du Département Fédéral Militaire est nécessaire pour l'acceptation d'une commande de matériel de guerre pour l'étranger. En outre, l'acceptation d'une commande est soumise aux conditions suivantes: livraison à un *Gouvernement* étranger; la livraison ne doit pas porter préjudice aux commandes placées par l'armée suisse.

5.) Depuis l'année 1942 et surtout 1943 les puissances alliées exerçaient une forte pression sur la Suisse pour arriver à une interdiction d'exportation de matériel de guerre vers les pays de l'Axe. Dans toutes ces négociations les

---

3. *Cf. DDS, vol. 13, N° 156.*

4. *Cf. DDS, vol. 13, N° 156.*

Une notice datée du 1er octobre 1945 donne les statistiques suivantes sur les exportations suisses de matériel de guerre au début de la guerre:

EXPORTATIONS VERS LES PAYS ALLIÉS
(GRANDE-BRETAGNE ET FRANCE)

		Septembre 1939 à mai 1940		Juin 1940	
		Quantité (en quintaux)	Valeur (en milliers de francs)	Quantité (en quintaux)	Valeur (en milliers de francs)
811/813	Armes	2055	12278	804	3232
1084	Munitions	10358	50880	1066	5532
948a	Fusées, etc.	3082	20186	514	2388
1914 h	Pièces détachées pour avions	487	4616	51	421

EXPORTATIONS VERS L'ALLEMAGNE

		De septembre 1939 à juin 1940	
		Quantité (en quintaux)	Valeur (en milliers de francs)
811/813	Armes	6	47
1084	Munitions	1	1
948a	Fusées, etc.	54	297
1914 h	Pièces détachées pour avions	11	43

(E 7110/1975/135/49).

5. *PVCF N° 233*, E 1004.1 1/394 *et RO, 1940, vol. 56, I, pp. 172-174.*

Gouvernements alliés insistaient tout spécialement sur le fait que certaines marchandises qui ne pouvaient pas être produites par l'Allemagne dans des quantités suffisantes pour couvrir les besoins militaires des pays de l'Axe (p.e. roulements à billes, appareils et pièces détachées de radio, appareils téléphoniques et télégraphiques) devaient être traitées de la même manière que le matériel de guerre[6]. Il fut même relevé que p.e. les roulements à billes étaient considérés plus dangereux que les exportations d'armes.

6.) En date du *29 septembre 1944*, le Conseil Fédéral prit la décision d'*interdire toute exportation de matériel de guerre vers les pays belligérants*[7]. En tenant compte des demandes alliées, cette mesure fut appliquée non seulement aux armes, munitions, fusées et avions (pièces détachées) mais aussi aux roulements à billes, appareils de radio (à l'exception des récepteurs finis pour l'usage civil) et aux appareils téléphoniques et télégraphiques. Il est évident que selon les termes de l'article 9, chiffre 1, de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907, cette interdiction devait s'appliquer à l'exportation vers tous les pays belligérants.

Voici la situation devant laquelle nous nous trouvons aujourd'hui[8].

7.) Pour des raisons de neutralité, nous ne voyons aucune possibilité de lever cette défense d'exportation en faveur d'un parti belligérant. Il ne nous est pas possible non plus de modifier l'Arrêté du Conseil Fédéral du 29 septembre 1944 dans le sens d'une élimination de certaines marchandises (p.e. des roulements à billes) même si une livraison était destinée à des buts civils.

Le régime concernant l'exportation de matériel de guerre (à l'inclusion des marchandises qui selon l'Arrêté du Conseil Fédéral du 29 septembre 1944 sont traitées de la même manière que le matériel de guerre) ne pourrait être changé en faveur d'un parti ou d'un pays.

Une levée de cette défense d'exportation ne serait possible que pour tous les pays belligérants, c'est-à-dire aussi vis-à-vis de l'Allemagne. Pour cette raison un changement du régime en vigueur nous paraît impossible pour le moment[9].

8.) Il y a cependant lieu d'ajouter que nous examinons déjà maintenant la question de lever la défense d'exportation pour certaines marchandises au moment où les hostilités en Europe seront terminées[10].

---

6. *Cf. table méthodique: III.2. Négociations économiques et financières avec les Alliés.*

7. *PVCF N° 1683*, E 1004.1 1/449 *et ci-dessus N° 240.*

Cf. aussi la note du Département politique à la Légation des Etats-Unis à Berne du 28 septembre 1944 (E 7110/1967/32/380.0 (1)/282). *Cf. aussi* E 7001 (B) 1/582.

8. *Lors de la séance du 22 décembre 1944, le Conseil fédéral étend l'interdiction d'exportation de matériel de guerre aussi à destination des Etats non-belligérants (cf. PVCF N° 2288*, E 1004.1 1/452). *Cf. aussi PVCF N° 958 du 1er mai 1945*, E 1004.1 1/457.

9. *Annotation de H. de Torrenté dans la marge:* une suppression serait en contradiction avec l'accord du 8 mars. Les roulements à billes figurent dans les listes de prohibition.

10. *Sur les exportations suisses de matériel de guerre, cf. notamment:* E 2001 (D) 3/348, 350 *à* 352; E 7110/1973/135/40; E 7110/1976/134/60; E 7110/1967/32/821/Grossbritannien/2.

ANNEXE I

Ausfuhr von geleitscheinpflichtigen Waren und Kriegsmaterial nach Deutschland

Copie — *Werte in 1000 Fr.* — *Bern,* 13. Juni 1944

Schweiz. Zolltarifnr.	*Warenbezeichnung*	*1938*[1]	*1940*[2]	*1941*	*1942*	*1943*	*Total 1940–1943*	*1944 5 Mto*	*Total 1940–1944 5 Mto.*
19	Milchpulver	15	2353	1188	443	0,3	3984	0,1	3984
92	Milch kondensiert	18	4872	5049	1255	0,1	11176	0,1	11176
195a	Schweres Schuhwerk	29	15	32	21	0,2	68	0,1	68
288	Lumpen	1016	1968	710	1989	955	5622	740	6362
307 d	Chem. präparierte und lichtempfindliche Papiere	21	4	4	18	8	34	12	46
436	Rohseide	467	66	—	—	—	66	—	66
630/32b	Schmirgel- & Karborundum-Fabrikate	371	236	183	167	191	777	86	863
638a/b	Edelsteine aller Art	569	755	918	716	282	2670	124	2794
710b	Ferro-Chrom-Silicium	429	1391	225	53	3	1672	1	1673
747	Uhrmacherwerkzeuge	172	216	398	600	411	1625	53	1678
753/56	Präzisionswerkzeuge	658	3008	9991	16641	15454	45094	1535	46629
768b & 769b	Nieten, Schrauben etc.	1542	1735	4260	9723	7833	23551	1327	24878
809a[1]/a[3]	Kugel- und Rollenlager	1021	2319	3264	7100	9299	21982	516	22498
814	Kupfererze, -feile etc.	255	191	00	—	—	191	—	191
816	Kupfer, rein oder legiert	211	—	—	—	—	—	—	—
823/28	Kabel aller Art	240	217	48	12	2	279	00	279
830b	Nieten, Schrauben aus Kupfer	829	640	834	355	166	1995	33	2028
833/36	Waren aus Kupfer	1350	1254	1486	2120	934	5794	127	5921
840	Bleiglanz	13	7	5	—	—	12	—	12
842	Blei in Bruch	—	—	—	—	—	—	—	—
844	Alte Buchdruckerlettern	—	—	—	—	—	—	—	—
848	Zink in Barren	33	9	11	—	00	20	—	20
854	Zinn in Bruch etc.	10	00	—	—	—	00	—	00
859/61	Nickel und Nickelwaren	924	225	115	13	80	433	00	433
862/65b	Aluminium	7038	28500	47184	35571	17907	129162	6450	135612
894/98 Mdy	Dynamo-elektr. Maschinen	1433	2676	2204	4052	14603	23535	2316	25851
M5	Gas-, Petrol-, Benzin- etc. Maschinen	519	488	2470	3739	19040	25737	908	26645
M6	Werkzeugmaschinen	11158	16323	48896	79862	79802	224883	11105	235988
M9	Maschinen n.a.g.	3293	3030	4330	5498	8580	21438	1263	22701
914 d	Automobile über 1600 kg	8166	4884	4351	3144	7825	20204	975	21179
914 h	Flugzeuge	608	25	3283	4185	8951	16444	639	17083

Werte in 1000 Franken

Schweiz. Zolltarifnr.	*Warenbezeichnung*	*1938*[1]	*1940*[2]	*1941*	*1942*	*1943*	*Total 1940–1943*	*1944 5 Mto*	*Total 1940–1944 5 Mto.*
924c[1]/c[2]	Elektrische Apparate und Anlasser	2293	2386	2138	4760	5516	14800	1445	16245
924d	Geschwindigkeitsmesser	5	1	5	9	37	52	—	52
925/26	Bestandteile von Stand-, Wand- & Weckeruhren	181	72	139	81	70	362	20	382
930a/e	Bestandteile von Taschenuhren	40	162	213	84	21	480	42	522
934a/c	Bestandteile von Taschenuhren	10104	8210	7700	8506	4093	28509	1741	30250
935d	Chronographen	734	875	1141	1840	465	4321	115	4436
936d	Chronographen	382	437	644	781	377	2239	14	2253
936e/f	Uhren	176	89	282	186	79	636	15	651
936i	Automobiluhren	83	82	3013	619	54	3768	0,1	3768
937	Astronom., mathemat. Instrumente	387	378	3111	3568	3491	10548	876	11424
944	Ungefasste optische Gläser	6	62	67	39	8	176	0,1	176
971	Pflanzenalkaloide	1542	1516	2217	3474	3188	10395	696	11091
971a	Nikotin	—	—	—	—	—	—	—	—
973	Heilsera, Impfstoffe	20	00	13	4	4	21	2	23
1010	Kalziumkarbid	0,1	00	0,1	0,1	0,1	0,3	—	0,3
Total geleitscheinpflichtige Waren		38361	91677	162122	201228	209728	664755	33176	697931
811	Fertige Waffen	979	19156	58492	41728	36980	156356	6223	162579
812	Roh vorgearbeitete Bestandteile von Waffen	5	—	—	1	82	83	—	83
813	Fertige Bestandteile von Waffen	25	576	5064	16977	19312	41929	3636	45565
948a	Gasmesser (Zünder & Zünderbestandteile)	602	581	30811	62416	66972	160780	7984	168764
1084	Munition für Handfeuerwaffen	6488	14393	59411	53259	76900	203963	6724	210667
Total Kriegsmaterial		8099	34706	153778	174381	200246	563111	24567	587678
Total geleitscheinpflichtige Waren		58361	91677	162122	201228	209728	664755	33176	697931
Total Kriegsmaterial		8099	34706	153778	174381	200246	563111	24567	587678
		66460	126383	315900	375609	409974	1227866	57743	1285609

Bemerkungen:

1. einschliesslich Österreich u. Tschechoslowakei sämtlicher Veredlungsverkehr inbegriffen.
2. einschliesslich Protektorat Böhmen-Mähren. Eingenveredlungsverkehr inbegriffen.

q = quintaux
p = pièces
Valeurs en milliers de francs suisses

Développement des exportations suisses des marchandises figurant à l'annexe I de l'accord du 19 décembre 1943 à destination de l'Allemagne (y compris l'Autriche, la Bohême-Moravie, le Luxembourg et à l'inclusion de l'Alsace-Lorraine et de la Pologne)

Numéros du tarif douanier suisse	*Désignation des marchandises*	*Exportations 1940*		*Exportations 1941*		*Exportations 1942*		*Exportations 1943*		*Exportations 1944*	
		q	*Valeur*	*q*	*Valeur*	*q*	*Valeur*	*q*	*Valeur*	*q*	*Valeur*
747	Outils d'horlogerie	41	216	70	401	88	601	54	412	28	247
753/56	Outils de précision	283	3007	849	10003	1223	16662	1298	15461	318	5045
809a1	Roulements à billes (1 kilo et plus)	775	834	1438	1463	1679	2486	983	1812	127	250
809a2	Roulements à billes (250 g à 1 kilo)	875	966	678	821	854	1369	330	1016	116	273
809a3	Roulements à billes (moins de 250 g)	353	519	351	979	716	3244	547	6470	62	787
811/13	Armes finies et pièces détachées d'armes	5893	19732	12449	63556	8424	58706	7293	56373	1860	14611
882e/h	Machines frigorifiques	144	308	426	412	2807	1884	7019	4288	1573	1535
883a	Locomotives à vapeur et à benzine	—	—	2742	233	541	63	2278	2342	1105	381
884/89b	Machines pour l'industrie textile	31797	11108	32970	14447	29998	17042	10270	7011	6483	5995
Mdy	Machines dynamo-électriques	6228	2676	5496	2227	4978	4171	16525	14611	9446	7464
M2	Machines pour la minoterie	3322	724	2618	643	2678	646	3414	1075	969	387
M3	Moteurs hydrauliques et à vent; pompes	1391	380	1774	661	1657	1055	2403	2000	4323	1698
M4	Machines à vapeur	160	322	2965	865	1700	1816	4867	5091	2044	2393
M5	Moteurs à gaz, à pétrole, à benzine	1022	490	4421	2501	6446	3740	37883	19046	2918	2203
M6	Machines outils	14789	16323	40261	49006	61261	80121	60813	80073	16599	24090
M7	Machines pour la fabrication et la mise en œuvre de substances alimentaires	1400	707	4429	2036	9839	6009	9890	6874	4958	3460
M8	Machines pour la fabrication des tuiles etc.	1037	319	1091	415	1178	508	704	391	330	243
M9	Machines non dénommées ailleurs et pièces finies de machines non dénommées ailleurs	4170	3031	5115	4344	5643	5656	9930	8632	5163	3857
914a/d	Automobiles et pièces détachées	16781	4886	11602	4375	2087	3144	6074	7843	2245	3116
914e/g	Carrosseries, électromobiles et tracteurs	383	165	908	485	906	708	1552	1156	651	449
914h	Aéroplanes et pièces détachées	6	25	290	3283	278	4185	514	8951	120	1197
917a/b	Pièces détachées pour cycles	39	48	445	333	1492	1491	890	985	855	921
924c1/c2	Appareillages électriques de démarrage etc. pour véhicules	1675	2386	1397	2138	2527	4771	2394	5516	1410	3529
924d	Compteurs de vitesse	0	1	1	5	1	9	3	37	—	—
935d, 936d	Chronographes	38029 p	1311	52222 p	1785	72799 p	2622	17647 p	842	23842 p	888
937	Instruments et appareils astronomiques, géodésiques et mathématiques	37	378	233	3111	269	3568	236	3491	171	1669
947	Instruments et appareils de physique	23	91	32	193	31	246	38	645	15	162
948a	Compteurs à gaz etc., fusées	101	580	7178	30816	7801	62425	5707	66978	1475	16385
953	Compteurs électriques	747	1700	964	2546	774	2618	448	2735	321	1881
954	Appareils télégraphiques et téléphoniques	2	7	50	239	179	594	64	991	93	378
954a	Appareils radiophoniques et pièces détachées	18	30	216	538	346	1899	588	6265	137	597
956a/f	Instruments et appareils pour les applications de l'électricité n.d.a.	640	1294	1699	2501	1728	5792	3383	8637	1380	3800
1083/84	Munitions	3240	14394	12722	59411	6159	53260	9335	76900	1473	12225
	Total	95372 38029 p	88958	157880 52222 p	266792	166290 72799 p	353111	207727 17647 p	424950	68768 23842 p	122116
	Moyenne mensuelle		7413		22233		29426		35413		10176

E 7110/1975/135/49 *ANNEXE III*

Copie *Schweizerische Ausfuhr nach Deutschland und den Achsenstaaten* *Bern*, 1. Oktober 1945

Pos.		*1940*		*1941*		*1942*		*1943*		*1944*	
		q.	*1000 Fr.*	*q.*	*1000 Fr.*	*q.*	*1000 Fr.*	*q.*	*1000 Fr.*	*q.*	*1000 Fr.*
811	*Waffen, fertige:*										
	Deutschland	3798	19156	11517	58492	5747	41728	4908	36980	1204	8722
	Frankreich	524	5032	—	—	35	605	—	—	—	—
	Italien	2082	10704	1443	11239	1251	14065	923	10479	3	24
	Holland	277	2188	1	8	—	—	—	—	—	—
	Norwegen	52	467	—	—	—	—	—	—	—	—
	Finnland	76	411	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ungarn	—	—	—	—	—	—	1	12	—	—
	Jugoslawien	106	3884	—	—	—	—	—	—	—	—
	Griechenland	0	2	—	—	—	—	—	—	—	—
	Bulgarien	8	375	—	—	—	—	—	—	—	—
	Rumänien	42	1952	—	—	1450	12499	485	4166	—	—
	Japan	3	141	39	1594	291	13183	—	—	—	—
812	*Waffenbestandteile, roh, vorgearbeitet:*										
	Deutschland	—	—	—	—	2	1	11	82	—	—
	Italien	—	—	—	—	1	1	2	1	—	—
813	*Waffenbestandteile, fertige:*										
	Deutschland	95	576	933	5064	2674	16977	2373	19312	657	5889
	Frankreich	6	44	0	00	1	8	—	—	—	—
	Italien	94	597	259	1172	332	1940	360	1631	—	—
	Holland	6	69	—	—	—	—	—	—	—	—
	Finnland	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—
	Slowakei	—	—	—	—	1	2	4	51	—	—
	Ungarn	—	—	—	—	—	—	2	6	—	—
	Jugoslawien	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—
	Rumänien	5	126	3	95	87	752	109	1115	74	754
	Japan	4	126	—	—	21	665	11	605	—	—
948a	*Gasmesser etc., Zünder:*										
	Deutschland	87	493	7178	30811	7794	62416	5705	66972	1475	16385
	Frankreich	1443	6565	65	418	144	571	92	391	15	74
	Italien	45	344	60	386	716	9271	211	1375	—	—
	Belgien	60	233	22	85	74	205	17	52	25	92
	Holland	401	1450	19	91	36	131	27	70	6	57

Pos.		1940		1941		1942		1943		1944	
		q.	1000 Fr.	q.	1000 Fr.	q.	1000 Fr.	q.	1000 Fr.	q.	1000 Fr.
	Dänemark	42	431	4	14	2	8	7	49	23	140
	Norwegen	5	17	6	16	3	11	0	1	0	2
	Finnland	253	2832	5	35	16	35	6	20	2	10
	Polen	—	—	1	6	6	9	0	1	—	—
	Böhmen-Mähren	13	88	—	—	—	—	—	—	—	—
	Slowakei	0	00	2	10	7	29	13	44	25	60
	Ungarn	8	36	15	84	77	265	74	368	52	229
	Jugoslawien	0	1	3	15	0	3	—	—	—	—
	Kroatien	—	—	—	—	1	4	2	5	7	14
	Griechenland	5	14	1	6	0	00	—	—	—	—
	Bulgarien	0	2	2	18	6	22	23	44	8	14
	Rumänien	1	5	3	16	8	51	24	90	25	140
	Japan	63	408	—	—	61	472	1	4	—	—
914h	*Flugzeuge und Bestandteile:*										
	Deutschland	6	25	290	3203	278	4185	514	8951	120	1197
	Frankreich	377	3568	193	1313	6	11	—	—	—	—
	Italien	4	10	80	159	58	112	—	—	—	—
	Holland	1	7	—	—	—	—	—	—	—	—
	Finnland	8	30	—	—	16	200	8	63	—	—
	Griechenland	12	80	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ungarn	—	—	—	—	1	15	3	107	—	—
	Jugoslawien	9	34	—	—	—	—	—	—	—	—
	Japan	4	120	—	—	—	—	—	—	—	—
1084	*Munition für Handfeuerwaffen:*										
	Deutschland	3238	14393	12722	59411	6159	53259	9335	76900	1473	12225
	Frankreich	4468	21438	—	—	702	2887	—	—	—	—
	Italien	3915	23068	7647	48918	1514	10510	459	2151	7	8
	Holland	683	2936	—	—	—	—	—	—	—	—
	Dänemark	508	2357	121	468	32	83	—	—	—	—
	Finnland	204	529	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ungarn	—	—	4	11	—	—	3	10	—	—
	Jugoslawien	489	4163	—	—	—	—	—	—	—	—
	Bulgarien	40	335	12	70	—	—	—	—	—	—
	Rumänien	181	1930	140	1498	117	1138	1967	17782	268	2116

433

E 1004.1 1/456

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 27 avril 1945 [1]

921. Entraves à l'activité de la Légation de Suisse au Japon. Traitement des Suisses établis au Japon et dans les territoires occupés par ce pays. Atteinte à la personne, à la liberté et à la propriété des Suisses aux Philippines.

Département politique. Proposition du 27 avril 1945

La Légation de Suisse au Japon se trouve de plus en plus dans l'impossibilité d'accomplir normalement sa mission. M. le Ministre Gorgé signale au département politique que selon de nouvelles dispositions du Ministère japonais des Affaires étrangères, il est interdit aux chefs de mission de voyager en automobile, sauf lorsqu'il s'agit de transports urgents dans un hôpital ou si la circulation des trains est entièrement arrêtée. Or, le voyage par chemin de fer de Karuizawa (où se trouvent repliés les bureaux de la Légation) jusqu'à Tokio, qui était en temps normal de quatre heures, est aujourd'hui extrêmement aventureux; il peut durer tout un jour et se prolonger la nuit, de sorte que ce moyen de déplacement ne saurait guère entrer en ligne de compte pour les chefs de mission. Ceux-ci pourraient en outre, en cas de bombardement de la ligne, se trouver pendant plusieurs jours complètement séparés du reste de leur personnel. Ce régime, précise M. Gorgé, est absolument inadmissible; il tend à faire passer les chefs de mission pour des espions aux yeux du public japonais, déjà dangereusement xénophobe. M. Gorgé est convaincu que de telles mesures humiliantes ne sont que le premier pas et que si les autorités fédérales ne réagissent pas, tous les intérêts suisses seront gravement compromis. Il insiste en conséquence pour qu'il soit mis en état d'atteindre librement le Ministère des Affaires étrangères et pour que l'activité de la Légation ne soit pas entravée. Ses protestations, comme celles des autres chefs de mission neutres auprès du gouvernement japonais sont jusqu'ici demeurées vaines [2].

Les conditions d'existence des Suisses au Japon donnent lieu aux plus vives préoccupations. Les ressortissants suisses sont en butte à des difficultés qui, en dépit des interventions répétées de la Légation, vont s'accroissant. Ils sont à tout instant exposés aux arrestations arbitraires d'une police méfiante à l'excès et hostile aux étrangers. Sous prétexte de violation possible des lois sur la sécurité du pays, les organes de police se livrent à des visites domiciliaires, procèdent à des arrestations de compatriotes et cherchent de cette façon à obtenir des informations sur leur activité et celle des personnes qu'ils fréquentent. Les personnes appréhendées n'ont, en règle générale, pas la possibilité de communi-

1. *Absent: Stampfli.*
2. E 2001 (D) 3/402. *Sur les arrestations de Suisses au Japon, cf.* E 2001 (D) 3/156-157.

quer avec la Légation. Une Suissesse fut tenue au secret pendant huit mois, puis relâchée, le principal chef d'accusation à sa charge n'ayant pu être retenu. Le directeur de la maison Siber Hegner à Yokohama fut arrêté les premiers jours de décembre dernier et ses bureaux fouillés, sous l'inculpation d'espionnage; il est encore détenu. M. Gorgé exclut, pour sa part, toute culpabilité. Un autre compatriote, directeur de la maison Liebermann Waelchli à Kobé, appréhendé il y a quelques semaines, est accusé de transactions illégales. Il est difficile d'admettre que ce compatriote, qui avait déjà été détenu au cours de l'été 1944 pour un motif analogue, ait pu commettre un acte l'exposant à une deuxième arrestation.

Des Suisses à Karuizawa reçurent même l'avertissement de ne plus entretenir de rapports avec la Légation, celle-ci étant considérée comme dangereuse du fait qu'elle est informée par radio des événements de guerre. M. le Ministre Gorgé relève que ses administrés, à la merci d'une dénonciation ou d'un simple soupçon, ont perdu tout sentiment de sécurité.

Un compatriote envoyé par la Légation comme délégué à Formose pour y liquider les affaires des consulats américain et britannique a, au mois de juin 1942, trouvé la mort, dans des conditions extrêmement mystérieuses, sur le bateau qui le ramenait au Japon. Tous les efforts de la Légation pour faire la lumière sur cette tragique affaire ont échoué. Les autorités japonaises concluent au suicide, mais ne sont pas en état d'en fournir la preuve. M. Gorgé et tous les amis du défunt rejettent énergiquement cette thèse et ne peuvent s'empêcher de penser que certains organes japonais aient eu des raisons de faire disparaître un témoin gênant.

La Légation rencontre également des difficultés considérables pour la protection des Suisses séjournant dans les territoires de l'archipel indo-malais (Malaisie britannique, Indes néerlandaises orientales, Bornéo) où vivent quelque 400 compatriotes dont environ 120 femmes et 90 enfants. Depuis la fermeture du Consulat à Batavia en juin 1942, M. le Ministre Gorgé n'a plus pu recevoir de rapports circonstanciés sur le sort des Suisses de ces régions, les intéressés n'ayant pas la possibilité de s'exprimer librement et, partant, de faire connaître leur situation exacte. Toutefois, les nouvelles qui purent passer permettent malheureusement de penser que les conditions de vie de ces compatriotes sont des plus tragiques.

Dix-huit arrestations de Suisses à Java et à Sumatra avaient été signalées en octobre dernier à la Légation. Parmi eux se trouvaient le porte-parole de la colonie suisse à Java qui s'occupe, depuis le départ pour Tokio du Consul en 1942, à titre officieux des affaires du Consulat de Suisse à Batavia et dont l'honorabilité ne saurait être suspectée, ainsi que l'agent consulaire suisse à Soerabaja et le correspondant du Consulat à Bandoeng. Dans l'intervalle, et à la suite de représentations énergiques du département politique auprès de la Légation du Japon à Berne, quinze de ces compatriotes furent libérés.

Malgré de pressantes démarches sans cesse répétées, la Légation est sans aucune nouvelle, depuis bientôt deux ans, des ressortissants suisses à Bornéo (25 personnes dont 14 membres de la Mission évangélique de Bâle).

Un missionnaire catholique suisse stationné aux îles Gilbert fut, selon le témoignage d'indigènes, fusillé par des soldats japonais le 6 octobre 1942, en

même temps qu'un confrère français, à Mille (îles Marshall), où leur embarcation, emportée par un fort courant, s'était échouée quelques jours auparavant. Les corps des deux religieux, jetés à la mer, furent retrouvés un peu plus tard sur la grève et mis en terre par les indigènes. La fin tragique de ce compatriote a été signalée au département politique par une lettre[3] reçue récemment du Consulat de Suisse à Sydney.

D'un rapport[4] qui vient de parvenir des Philippines, il ressort que des 18 compatriotes qui perdirent la vie au cours des récentes opérations militaires à Manille, 12 furent tués par des soldats japonais dans des circonstances révoltantes. C'est ainsi qu'un jeune couple et leur enfant de quelques mois furent tués à coups de feu dans leur appartement, puis brûlés avec leur habitation. Un quatrième compatriote subit le même sort. Deux autres, apparemment père et fils, furent pris par les Japonais et tués à coups de grenades. Six compatriotes, dont une famille composée du père, de la mère et d'un enfant de trois ans, de même qu'une Suissesse avec son enfant de neuf ans, furent trouvés morts dans un abri contre avions du Cercle allemand de Manille, avec des centaines d'autres cadavres, selon toute apparence tués par des soldats japonais.

Deux compatriotes ont disparu et sont considérés comme morts, tandis que deux autres, dont un jeune femme mariée à un Américain mais qui avait conservé sa nationalité suisse, avaient été arrêtés par la police militaire japonaise le 25 octobre 1944 déjà, sans que le Consulat eût été autorisé à en informer la Légation à Tokio. On est, depuis lors, sans nouvelles des intéressés.

Vu ces faits, le département politique propose:

1° d'élever une protestation énergique auprès du gouvernement japonais contre ces graves atteintes à la personne et à la propriété de ressortissants suisses;

2° de demander des excuses ainsi que réparation des dommages dans la mesure où cela est encore possible;

3° de demander des assurances que les ressortissants suisses seront, à l'avenir, traités conformément aux usages internationaux et la Légation mise en état d'accomplir sa mission sans entrave.

Pour le cas où la réponse du gouvernement japonais ne serait pas satisfaisante, il propose de faire savoir à ce dernier que le gouvernement suisse ne verrait, à son regret, pas la possibilité de continuer à assurer la protection des intérêts japonais qui lui sont actuellement confiés.

Après échange de vues, le Conseil

décide

d'adopter les propositions figurant sous chiffres 1, 2 et 3, mais de réserver la question des mesures à prendre au cas où la réponse du gouvernement japonais ne serait pas satisfaisante, l'idée étant que la réaction suisse pourrait, le cas

---

3. E 2001 (D) 3/402.

4. *Ce rapport est parvenu à Berne par l'intermédiaire de la Légation de Suisse à Washington grâce à des autorisations des autorités américaines.*

échéant, consister dans l'expulsion des diplomates japonais réfugiés d'Allemagne en Suisse[5].

5. *Les mauvais traitements infligés aux Suisses à Manille incitent le Conseil fédéral à adresser une note de protestation au Ministre du Japon à Berne, cf. télégramme du 4 mai 1945 de W. Stucki à la Légation de Suisse à Tokio* (E 2801 1967/77/3).

Le 12 juin 1945, le Conseil fédéral décide de réclamer au Japon une indemnité globale de un million de francs suisses à titre de réparation pour les Suisses tués par les troupes nippones. Sur cette question, cf. E 2001 (D) 1968/154/395-402.

434

E 1004.1 1/456

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 27 avril 1945

918. Mesures à prendre en faveur des personnes se trouvant encore dans les camps allemands.

Département politique. Verbal

Le chef du département politique communique qu'il a reçu des nouvelles alarmantes concernant le sort des personnes qui se trouvent encore dans les camps de concentration allemands, lesquelles personnes sont menacées de mort par famine[1]. Il semble que le seul moyen de sauver ces gens soit d'aller les chercher dans leurs camps au moyen d'autocars ou de camions.

Après échange de vues, le Conseil

décide

1° d'autoriser le département politique à charger le ministre de Suisse en

1. *Appel téléphonique de M. Carl Burckhardt (Président du CICR), du 23 avril 1945 à 19 h 30:* Les nouvelles reçues du CICR sur les camps de concentration en Allemagne sont mauvaises. Certains agents du Comité ont fait des constatations très graves. Sans doute le tapage fait par les alliés sur ce qui a été découvert à Buchenwald et ailleurs, aura-t-il provoqué une réaction dont les internés et déportés font en définitive les frais. Le Dr. Hans Bachmann (secrétaire-général-adjoint de Carl Burckhardt) est parti en toute hâte pour Innsbruck, pour attirer in extremis l'attention des autorités allemandes (probablement le général Kaltenbrunner) sur les horreurs de la tragédie qui se prépare. *Notice d'Edouard de Haller (Délégué du Conseil fédéral aux Œuvres d'Entraide internationale) du 24 avril 1945. Cf.* E 2001 (D) 3/474.

Allemagne de tenter auprès des autorités allemandes une démarche en faveur des personnes se trouvant encore dans les camps allemands[2];

2° d'inviter le commandement de l'armée à mettre des véhicules à disposition pour le cas où les transports en question pourraient se faire[3].

---

2. *Le 28 avril, à 23 h 20, le Département politique expédie le télégramme suivant à la Légation de Suisse en Allemagne, installée à Bernried-bei-Tutzing:* Monsieur Frölicher est prié de faire une démarche auprès des autorités allemandes, soit délégué Auswärtiges Amt dans le réduit, soit Général Kaltenbrunner, adjoint de Himmler. Selon rumeurs persistantes auxquelles Conseil fédéral ne peut rester insensible, extermination de déportés encore dans les camps serait envisagée. Demandez si ces rumeurs sont exactes pour qu'on puisse les démentir dans la négative ou, si elles sont fondées, insistez sur la gravité de telles mesures. Ajoutez que le Conseil fédéral fait tout ce qui est en son pouvoir pour aider la Croix-Rouge à aller chercher et à amener en Suisse les déportés et prisonniers que l'Allemagne s'est déclarée d'accord de libérer. (E 2001 (D) 3/474).

3. *Le Commandant de l'armée ayant posé des conditions pour mettre à disposition des véhicules, le CICR entreprend des démarches et obtient une assurance écrite du Gouvernement français et des promesses orales des Anglais et des Américains pour la fourniture de benzine et de pneus. (Cf.* Bericht über den Koordinationsrapport *du 30 avril 1945,* E 27/9915*).*
En raison de la fin des combats le 8 mai 1945, ce projet de transport des prisonniers n'a pas pu être mené à bien.

435

E 2001 (D) 3/66

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, W. Stucki, au Chef du Département des Postes et des Chemins de Fer, E. Celio

Copie
L C X

Bern, 28. April 1945

Wie Sie wissen, hielt sich in den letzten Wochen der offiziöse Delegierte der provisorischen polnischen Regierung in Paris, Stefan Jedrychowski, in der Schweiz auf[1]. Der amtliche Zweck seiner Reise bestand hierbei darin, mit dem

---

1. *Le 23 avril 1945, C. Stucki avait adressé la notice suivante au Chef du Département politique:* A ma stupéfaction, j'ai appris samedi que Radio Genève a diffusé samedi après-midi une interview avec M. Jedrychowski, délégué officieux du Gouvernement provisoire polonais à Paris.

Je ne pense pas que, depuis le début de la guerre, notre radio ait été accessible à un quelconque émissaire d'un gouvernement belligérant. Il est d'autant plus étonnant qu'on ait dérogé à cette saine conception – la seule possible d'ailleurs pour un Etat neutre – en faveur d'un agent d'un gouvernement non reconnu et, ce qui plus est, d'un agent dont le passage en Suisse s'accompagne d'une série de manquements aux règles élémentaires de tact et de savoir-faire.

Internationalen Komitee vom Roten Kreuz Fühlung zu nehmen, um die Möglichkeiten einer Hilfsaktion für die polnische Bevölkerung zu prüfen, sowie über die Heimschaffung internierter Polen zu verhandeln. Indessen benützte der Genannte die Gelegenheit, in der Schweiz auch einige Presseempfänge durchzuführen, wobei er – in recht tendenziöser, mitunter nicht gerade taktvoller Weise – vor geladenen Journalisten über politische Fragen seines Landes und über die Zukunft des schweizerisch-polnischen Verhältnisses sprach.

Wie gemischt auch die Gefühle sind, die diese mehr oder weniger propagandistische Aktivität des Herrn Jedrychowski hervorruft, so hat sie doch an sich zu einem behördlichen Dazwischentreten greifbaren Anlass nicht gegeben. Einigermassen verschieden davon verhält es sich nun aber, wie uns scheint, mit einem andern Vorkommnis, das in der Zwischenzeit hinzugetreten ist.

In der Tat hat es uns nicht wenig überrascht zu vernehmen, dass Radio Genf am Nachmittag des 21. April über den Landessender Sottens ein Interview mit Herrn Jedrychowski verbreitete.

Es sei uns mithin gestattet, Ihnen im folgenden die Gedankengänge darzulegen, die sich uns in diesem Zusammenhang aufdrängen.

Wenn wir richtig orientiert sind, ist das Mittel unseres Rundspruchs seit Beginn des gegenwärtigen Krieges für keinen Emissär einer kriegführenden Regierung, wer immer es auch sei, zugänglich gewesen[2]. Umso mehr muss es unseres Erachtens auffallen, dass man von dieser gesunden Auffassung – übrigens der für einen neutralen Staat einzig denkbaren – zu Gunsten des Agenten einer nicht anerkannten Regierung abgewichen ist.

Was die Erklärungen selber anbelangt, die Jedrychowski vor dem Mikrophon abgab, so soll deren Inhalt allerdings – soweit uns davon berichtet wurde – zu besondern Bemerkungen keinen Anlass geben; Sie werden sich übrigens den authentischen Text wohl unschwer beschaffen können. Indessen geht es uns nicht so sehr um diese Seite der Frage, als vielmehr um den grundsätzlichen Umstand, dass schon durch die blosse Zulassung einer derartigen Sendung ein,

---

Je dois à la vérité que, selon les échos qui me sont parvenus, les paroles que M. Jedrychowski a eues à cette occasion et dont il serait aisé de se procurer le texte authentique ne donnent lieu à aucune remarque particulière. Mais il s'agit, à mes yeux, d'un précédent dangereux qui peut nous mener assez loin.

Qu'on ait eu, à Genève, une pareille prévenance à l'égard de l'homme de Lublin au moment précis où les maîtres des gens de Lublin nous abreuvent de tant d'avanies aggrave à mon sens la faute commise. Je suis persuadé que notre attitude sera simplement considérée comme de la faiblesse et, loin de préparer la voie à une détente, aura plutôt l'effet d'un encouragement au chantage (E 2001 (D) 3/66).

Le lendemain, M. Petitpierre et W. Stucki ayant approuvé cette réaction, C. Rezzonico et R. Probst sont chargés de rédiger une lettre.

2. *A ce sujet, cf. notamment l'extrait du procès-verbal du Conseil fédéral du 19 novembre 1943:* L'agence télégraphique suisse a reçu de son correspondant à Londres le texte d'une interview ainsi que d'une proclamation du général Sosnkowski, commandant en chef des forces armées polonaises. La question se pose de savoir s'il y a lieu d'autoriser la publication du texte de cette interview et de la proclamation du général dans la presse suisse. A la suite d'un échange de vues, il est décidé de ne pas autoriser une pareille publication, étant donné que celle-ci est considérée comme inopportune (*PVCF N° 2019*, E 1004.1 1/439).

wie uns dünkt, nicht ungefährlicher Präzedenzfall geschaffen worden ist, der uns entsprechendenfalls recht weit zu führen vermöchte.

Darüber hinaus bietet aber die Angelegenheit noch einen anderen politischen Aspekt, dem, wie wir glauben, ebenfalls gebührende Beachtung geschenkt werden sollte. Dass man nämlich in Genf eine derartige Zuvorkommenheit gegenüber einem Abgesandten von Lublin gerade in einem Zeitpunkt an den Tag legte, in dem uns die Gebieter jener Kreise mit so viel Schmähungen überhäufen, kann den unseres Erachtens begangenen Fehler, wie wir die Lage beurteilen, nur vergrössern; denn wir können uns des Eindruckes nicht erwehren, dass ein solches Verhalten ganz einfach als Schwäche wird gewertet werden, und, weit davon entfernt, die Bahn zu einer Entspannung vorzubereiten, sich eher als Aufmunterung zur Anwendung von Druckmitteln auswirken wird.

Soweit unsere Bemerkungen zur Angelegenheit, die wir nicht ermangeln wollten, Ihnen zuständigkeitshalber für den Fall darzulegen, dass Sie es als angebracht erachten, die in Frage kommenden Rundspruchorgane auf die Tragweite und das Bedenkliche derartiger Sendungen aufmerksam zu machen. Wenn Sie im übrigen die grosse Freundlichkeit hätten, auch uns von Ihrer Ansicht im Gegenstande Kenntnis zu geben, so wäre uns dies äusserst wertvoll.

436

E 4800 (A) 1967/111/27

Le Chef a.i. de la Division de Police du Département de Justice et Police, R. Jezler, au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, W. Stucki

Copie
L

Bern, 30. April 1945

Wir beehren uns, Ihnen im Anschluss an den Koordinationsrapport für Flüchtlingsfragen, vom 30. April 1945[1], folgende Frage zu unterbreiten, mit der höflichen Bitte um Stellungnahme:

Die französischen Besetzungsbehörden in Konstanz haben den in Kreuzlingen stationierten Offizier des Ter.Kdos.7 angefragt, ob die schweizerischen Behörden bereit wären, einer grösseren Anzahl alliierter Wehrmänner, die im Gebiet von Konstanz in deutscher Kriegsgefangenschaft gestanden hatten und von den französischen Truppen befreit worden sind, den Transit durch die Schweiz zu erlauben. Diese ehemaligen Kriegsgefangenen sollten nach Frankreich befördert werden; dies ist bei der gegenwärtigen militärischen Lage vorerst noch nicht über das besetzte deutsche Gebiet möglich.

1. *Non reproduit.*

Es stellt sich somit die Frage, ob ein solcher Transit, der technisch ohne weiteres möglich wäre, mit den Regeln des internationalen Rechtes und den Grundsätzen der Neutralität vereinbar ist. Gegen den Transit entwichener Kriegsgefangener ist nach dem Haager Neutralitätsabkommen nichts einzuwenden. Im vorliegenden Fall haben wir es aber nicht mehr mit entwichenen Kriegsgefangenen zu tun, sondern mit Wehrmännern, die sich bei ihrer Armee befinden. Allerdings werden diese Wehrmänner, die zum Teil lange Zeit in Kriegsgefangenschaft gelebt haben, vorläufig für den Fronteinsatz kaum in Betracht kommen. Trotzdem könnte man gewisse Bedenken gegen ihren Transit haben, weil dieser praktisch nicht leicht zu unterscheiden wäre vom Durchreiserecht für aktive Wehrmänner, namentlich für Fronturlauber.

Es wäre uns sehr gedient, wenn wir bald Ihre Meinungsäusserung erhalten könnten, damit wir in der Lage sind, durch Vermittlung des Ter.Kdos.7 die französische Anfrage beantworten zu lassen[2].

---

2. *Le Chef de la Division des Affaires étrangères répond ainsi le 2 mai:* Auf Ihr Schreiben vom 30. April kann ich Ihnen mitteilen, dass wir dem erwähnten Transit wenn auch nicht ohne Bedenken zustimmen können. Gemäss Art. 72 der Genfer Konvention würden wir es begrüssen, wenn Transit nach Möglichkeit beschränkt würde auf Franzosen, die 1939-1940 Kriegsgefangen wurden (E 4800 (A) 1967/111/27). *Jezler précise à ses collaborateurs en leur transmettant la réponse positive de Stucki:* Wir können von dieser Stellungnahme der Abteilung für Auswärtiges Kenntnis nehmen. Rechtlich einwandfrei scheint sie mir allerdings nicht, denn Art. 72 des Abkommens über die Behandlung der Kriegsgefangenen vom 27.7.29 bestimmt: «Während der Dauer der Feindseligkeiten können die Kriegführenden aus Gründen der Menschlichkeit über die unmittelbare Heimsendung gesunder Kriegsgefangener, die eine lange Kriegsgefangenschaft hinter sich haben, oder über ihre Unterbringung in einem neutralen Lande Vereinbarungen treffen.» Im vorliegenden Fall haben wir es nicht mit einer Vereinbarung zwischen den kriegführenden Parteien zu tun, sondern mit der Anfrage *einer* Kriegspartei um Transit ihrer Wehrmänner vom besetzten Gebiet in die Heimat (E 4800 (A) 1967/111/27).

437

E 2001 (E) 2/608

Compte-rendu d'une séance présidée par le Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, J. Hotz, au sujet de l'utilisation du port de Marseille

PV BH Berne, 1er mai 1945

Présents: MM. *Hotz, de Torrenté, Vollenweider,* de la Division du Commerce, *Kohli, Hohl, Schneider,* du Département Politique, *Reinhardt,* de l'Administration des Finances, *Homberger,* du Vorort, *Ritter,* de l'Administration des Blés, *Matter,* Chef de l'Office de guerre pour les transports, *Ballinari,* des C.F.F., et *le soussigné*[1].

Début de la séance: 15 h 30.

---

1. *J.-P. Jéquier, du Département politique, a rédigé et signé ce procès-verbal le 2 mai 1945. Cette question avait déjà été discutée lors d'une séance du 26 avril 1945 sur les relations commerciales avec la France.*

M. Hotz déclare que le but de la séance de ce jour est de discuter la proposition française touchant l'utilisation du port de Marseille pour le trafic des marchandises à destination de la Suisse, à la lumière des renseignements et des impressions recueillis par MM. Hohl, Matter et Ballinari lors de leur récent voyage à Paris.

M. Vollenweider commence par un bref exposé de la question. Il rappelle la concurrence traditionnelle qui a toujours opposé Marseille à Gênes. Les Italiens viennent précisément de manifester leur bonne volonté en nous donnant l'assurance que le trafic de marchandises suisses par Gênes pourra reprendre dès que cela sera matériellement possible.

Pour prévenir ce danger que les Français n'ignorent pas, ils nous proposent de nous engager pour 5 ans à réserver le 70% du trafic méditerranéen à destination de la Suisse au port de Marseille. Il semble que le fait que le port de Bordeaux sera bientôt rendu à l'économie française a poussé les Français à nous faire cette proposition. Cependant, tenant compte des aménagements portuaires encore précaires de Marseille et de l'état toujours défavorable des transports, M. Vollenweider est d'avis qu'il faut refuser cette proposition, qui impliquerait pour nous plus d'inconvénients que d'avantages.

M. Matter expose que la délégation suisse à Paris a déjà fait savoir aux Français que leur proposition paraissait difficilement acceptable, pour des raisons pratiques d'abord et ensuite à cause de notre neutralité. Il résume les différents efforts de la délégation suisse pour organiser les transports de marchandises par le port de Toulon, par Bayonne, Cerbère, Hendaye. Dans chaque cas, on s'est heurté à de grosses difficultés matérielles.

M. Matter rappelle d'autre part que le port de Gênes est certes le plus utilisable pour la Suisse. Preuve en soient les grands services qu'il nous a rendus jusqu'en 1940; avant la guerre, environ 2/3 du blé et 1/3 du reste des marchandises vers la Suisse passaient par Gênes. C'était l'inverse pour Marseille. Les marchandises peuvent être acheminées de Gênes en plus grande quantité et plus rapidement que depuis la France. Du côté français d'ailleurs, les transports seront très difficiles aussi longtemps que le viaduc de Pyrimont ne sera pas réparé. On espère qu'il le sera dans le courant de mai. D'autres difficultés proviennent du transit à travers l'Espagne, où l'on manque de locomotives, de personnel et de combustible.

Tout compte fait, la proposition française apparaît inacceptable et il y a lieu, selon M. Matter, de la refuser.

M. Hotz: Les Français nous ont toujours laissé entendre, au cours des négociations de mars, que le port de Marseille était presque entièrement réservé au trafic militaire et que par conséquent nous ne pouvions guère nous attendre à pouvoir l'utiliser pour notre compte. Ils nous font maintenant une proposition qui implique exactement le contraire de leurs affirmations précédentes. C'est pour le moins étonnant.

M. Ritter: La proposition française d'acheminer 70% des marchandises par Marseille lui paraît tout à fait inacceptable. Les possibilités sont à tous points de vue bien meilleures à Gênes. Si encore on pouvait obtenir l'utilisation des silos à Marseille, la situation serait un peu différente (silos de la Madra). D'ailleurs, les tarifs de Gênes sont plus avantageux, la manutention est plus rapide.

En outre, point important, nous devons fournir à la France 50 tonnes de charbon par train, alors que pour l'Italie une partie du réseau est électrifiée, ce qui supprime cette difficulté.

En résumé, les conditions suivantes devraient être posées pour l'utilisation de Marseille:

1) Mise à notre disposition de silos.

2) Adaptation des tarifs au même niveau que ceux de Gênes.

3) Qu'ils ne stockent pas la marchandise pendant des jours, mais l'envoient en Suisse aussi rapidement que possible après le débarquement.

Aux conditions ci-dessus, M. Ritter déclare qu'il ne verrait pas d'objection à ce qu'on garantît aux Français un trafic de 20 ou 25 % par Marseille. Il désirerait en outre savoir si, quand on parle d'un trafic quotidien de 900 tonnes par Marseille et de 400 tonnes par Toulon, ces chiffres s'entendent les jours ouvrables seulement ou tous les jours de la semaine? Que les Français, conclut M. Ritter, nous offrent des services comparables à ceux que les grands ports d'Europe ont toujours mis à notre disposition (Gênes, Rotterdam, Anvers, etc.) et nous ne voyons aucune objection à recourir à leur entremise. Il ne faut cependant pas que les lenteurs et les difficultés créées par l'administration française viennent tout compromettre.

M. Ballinari: La proposition française lui paraît incompréhensible et impossible à accepter. Les Français nous ont assez répété que les Américains ne permettraient pas l'utilisation de ce port dans les mêmes proportions qu'auparavant, pour que cela nous ouvre les yeux. Il souligne, lui aussi, les avantages de Gênes par rapport à Marseille. Les marchandises n'y restent entreposées que deux ou trois jours au lieu de 6 à 8 à Marseille. Il surgit toujours d'ailleurs des complications du côté français, qui viennent retarder et entraver les transports. Ceux-ci n'ont-ils pas demandé dernièrement un certificat d'origine pour le charbon que nous nous sommes engagés à leur fournir pour chaque train amenant de la marchandise à travers la France. La conclusion naturelle de ceci est que nous devons essayer d'avoir le plus rapidement possible accès au port de Gênes. Les Italiens savent que les Français essaient d'obtenir de nous un engagement à l'égard de Marseille et sont décidés à faire tout leur possible pour nous être agréables. L'Administration des C.F.F. est en rapports constants avec les autorités italiennes en vue de reprendre le trafic voyageurs et marchandises avec l'Italie du Nord. Elle attend actuellement une réponse sur ce point et ne ménage aucune peine pour arriver à un arrangement. M. Ballinari envisage une conférence prochainement à Chiasso pour examiner ces questions.

M. de Torrenté: Il est évident que nous ne pouvons pas accepter la proposition des Français. Ceux-ci font un nouvel effort auprès des Alliés en vue d'obtenir que Marseille retrouve sa position d'avant-guerre, mais il est peu probable qu'ils y réussissent.

M. de Torrenté désire poser en outre certaines questions:

1) Qu'en est-il de l'utilisation du port de Cette[2]? Présente-t-il un intérêt pour nous?

---

2. *Nom de la ville de Sète jusqu'en 1927.*

2) Qu'en est-il du trafic Bilbao/Pacajes?

3) Question du trafic entre Barcelone et Cerbère, qui, selon un récent rapport de la Légation à Madrid, se présenterait plus favorablement depuis que les Espagnols ont accepté de fournir des wagons supplémentaires. M. de Torrenté insiste sur la nécessité d'envoyer une mission technique en Espagne, si nos espoirs concernant Gênes ne se réalisent pas dans un très proche avenir. Le danger existe en effet que nos négociations économiques en Espagne soient compromises, si cette question de transports n'est pas réglée d'une façon ou d'une autre. Cette délégation devrait faire un nouvel effort pour dégager Canfranc. Elle devrait être composée de personnalités suffisamment importantes pour ménager la susceptibilité espagnole.

M. de Torrenté relève enfin qu'en ce qui concerne le charbon, nous avons pu obtenir, en contre-partie de nos livraisons de papier, que les Français mettent à notre disposition 1500 tonnes de «charbon flambant» quelque part en France. C'est toujours autant que nous n'aurons pas à prélever sur notre stock.

M. Reinhardt relate qu'il a rencontré récemment par hasard M. Vaidie à sa sortie du train qui le ramenait de Paris. Ils parlèrent de la proposition française relativement à Marseille et M. Vaidie manifesta le plus grand étonnement quand M. Reinhardt lui déclara que la proposition française était inacceptable. On pourrait, dit-il, réduire la proportion de 70 à 60%. Ceci dénote simplement que les Français sont bien loin de comprendre notre point de vue.

M. Homberger: Il est évident que des raisons techniques et politiques s'opposent à l'acceptation de la proposition française. En outre, du simple point de vue de notre politique commerciale, elle est absolument inacceptable, car elle constitue un grand danger pour nos relations futures avec les autres Etats. Il importe de ne pas créer de précédent de ce genre et de ne pas s'engager dans un domaine où nous devons garder les mains entièrement libres.

Quel intérêt aurions-nous d'ailleurs à contracter un tel engagement vis-à-vis de la France, alors que la situation en Italie semble beaucoup moins noire qu'on ne pouvait le craindre et que les destructions qu'on croyait inévitables ne se sont pas produites? Nous aurons tout intérêt à utiliser le port de Gênes dès que cela sera possible, mais de ce côté-là aussi, sans aucun engagement pour nous.

M. Hohl rappelle que 80% de nos importations d'avant-guerre provenaient du Nord et 20% seulement de la Méditerranée. Il serait donc imprudent de nous engager à utiliser un port méditerranéen pour une si forte proportion de nos importations, ce qui créerait en outre un précédent regrettable. Demain Amsterdam, Anvers et d'autres ports seront peut-être à notre disposition. Il faudra alors que nous soyons libres d'avoir recours à leurs services. Il faut donc refuser la proposition des Français, mais y mettre certaines formes, afin de ne pas les indisposer et compromettre le transit quotidien de 900 tonnes que nous avons obtenu à travers ce pays. Les ports de la Mer du Nord et de Gênes ne seront pas si vite ouverts et jusque-là nous dépendons entièrement de la France. Notre réponse doit donc être extrêmement prudente et comporter néanmoins certaines assurances que nous utiliserons Marseille dans la mesure du possible, etc.

M. Hotz est entièrement d'accord avec cette façon de voir de M. Hohl et

appuie sur le fait que notre refus devra être fait selon certaines formes, pour ne pas compromettre l'avenir de nos relations avec la France.

M. Ballinari tient à répondre aux questions posées par M. de Torrenté concernant l'Espagne. Il souligne que la délégation suisse est allée à Paris pour examiner de nombreuses questions, dont certaines concernaient les transports à travers l'Espagne. Les 1800 tonnes qui devaient être transportées quotidiennement de Cerbère ne pouvaient y être acheminées. Aussi a-t-on pensé à Canfranc, où 3000 tonnes se trouvaient emmagasinées. Mais une fois que celles-ci furent écoulées, les Français manifestèrent le désir que Canfranc fût abandonné en faveur de Hendaye.

M. Ballinari déclare que les C.F.F. n'entretiennent aucun rapport direct avec les Chemins de fer espagnols et ne voit pas par conséquent la possibilité de prendre le contact préconisé par M. de Torrenté. Il rappelle les difficultés créées par le manque de wagons: les Français n'en ont pas, même pour leurs propres exportations.

M. Matter répond à la question de M. Ritter au sujet de la moyenne quotidienne des marchandises transportées. Le chiffre varie tous les jours, mais on peut compter environ 1200 tonnes par jour en moyenne.

Quant au port de Cette, les Français ont déclaré que sa profondeur insuffisante rendait son utilisation impossible pour le trafic des marchandises à destination de la Suisse. Il est donc exclu pour le moment.

En ce qui concerne le trafic en Espagne et au Portugal, M. Matter rappelle que vu les difficultés matérielles continuelles, il se peut fort bien qu'un jour la possibilité nous soit enlevée d'exporter par cette voie. Il serait dangereux, en telle éventualité, que nous ne disposions pas d'une partie du port de Marseille[3].

Les transports entre Bilbao et Pacajes sont trop chers. M. Matter ne croit donc pas que la suggestion de M. de Torrenté puisse être réalisée. Il ne voit pas bien la nécessité de l'envoi d'une délégation technique en Espagne. Il estime que les conditions matérielles sont telles qu'on ne peut guère y remédier par des conversations. Il tient à souligner enfin l'importance du port de Marseille, bien plus au point de vue de nos exportations que de nos importations. Cela revient moins cher que par Cerbère et c'est plus commode. Il faut donc faire attention de ne pas compromettre, dans notre réponse aux Français, les facilités que nous avons actuellement par Marseille.

M. de Torrenté, lorsqu'il a proposé de régler le transit à travers l'Espagne, supposait que nous ne disposions pas du port de Marseille. Ce n'est pas une délégation des C.F.F. qu'il faudrait envoyer en Espagne, mais bien de l'Office de guerre pour les transports, afin que la délégation commerciale qui ira négocier en Espagne n'ait pas à s'occuper de cette question, qui compromettrait complètement ses efforts. Elle aura déjà bien assez d'ennuis pour remettre sur pied l'accord de transports par mer, que les Espagnols menacent de dénoncer.

Qu'a-t-on décidé à Paris en ce qui concerne le port de Bayonne?

---

3. *Sur l'importance de l'Espagne pour l'approvisionnement de la Suisse, cf.* E 2001 (D) 3/277, E 2001 (E) 2/627, E 2200 Paris/30/1 *et* 13, E 2800/1967/61/97, E 2809/1/2 *et* E 7110/1973/135/24–25.

M. Matter: la question est encore à l'étude.

M. de Torrenté: En tout cas, si l'on n'envoie pas de délégation technique en Espagne, il fait toutes réserves et demande qu'on décharge de cette question la délégation économique. Ce sera malheureusement très difficile à réaliser pratiquement.

M. Hohl souligne l'importance de pouvoir mettre un terme au monopole des transports dont jouissent pratiquement l'Espagne et le Portugal. Ce n'est pas une raison toutefois pour négliger nos possibilités de transports à travers l'Espagne, qu'il convient d'améliorer autant que possible.

M. Homberger, comme M. de Torrenté, est partisan de l'envoi d'une délégation technique en Espagne. Il se demande cependant comment on va faire pratiquement pour liquider cette question. Ne serait-il pas opportun d'expliquer très franchement aux Français que les 70% qu'ils nous proposent ne correspondent strictement à rien, leur accorder une sorte de clause de la nation la plus favorisée négative, en ce sens que nous nous engagerons à ne prendre avec aucun autre pays l'engagement que nous refusons de prendre avec eux?

M. de Torrenté souligne le danger qu'il y a à exposer ce point de vue par écrit aux Français, car ils risquent de n'y pas répondre.

M. Hohl: Comme on l'a déjà dit précédemment, si nous refusons purement et simplement, nous aurons des difficultés. Il faut laisser entendre que nous avons le plus grand intérêt pour Marseille, mais poser tout de suite nos conditions (celles que rappelait M. Ritter au début de la conférence). Si possible, traiter cette affaire oralement. On pourra exposer ce point de vue dans une proposition au Conseil fédéral, qui décidera en fin de compte[4].

---

4. *Lors de sa séance du même jour, le Conseil fédéral approuve un* arrangement technique relatif à la liquidation du clearing franco-suisse *(cf. PVCF N° 957 du 1er mai 1945,* E 1004.1 1/457).

Lors de sa séance du 8 mai, le Conseil fédéral autorise le Département politique à entamer des négociations commerciales avec la France (cf. PVCF N° 1029, E 1004.1 1/457).

Sur ces négociations, qui s'ouvrent à Paris le 14 mai, cf. E 2001 (E) 2/608, E 7110/1973/135/13.

Un rapport du Département publique à ce sujet est approuvé par le Conseil fédéral lors de sa séance du 24 mai 1945 (cf. PVCF N° 1123, E 1004.1 1/457).

438

E 2001 (E) 2/610

Notice sur les relations financières franco-suisses

BH Berne, 4 mai 1945

SÉANCE CHEZ M. HOTZ, AU SUJET DES DISPOSITIONS D'APPLICATION EN SUISSE DE L'ACCORD FINANCIER AVEC LA FRANCE.
DISCUSSION DU PROJET D'ARRÊTÉ DU CONSEIL FÉDÉRAL RÉGLANT LE TRAFIC DE PAIEMENTS AVEC LA FRANCE

Présents: MM. *Hotz, de Torrenté, Bonhôte, Decroux, Probst,* de la Division du Commerce, *Kohli, Kappeler,* du Département Politique, *Jacot,* de l'Administration des Finances, *Homberger, Frey,* du Vorort, *Hirs, Rossy,* de la Banque nationale, *Böhi,* de l'Office suisse de Compensation, et *le soussigné*[1].

M. Homberger rappelle la nécessité d'instituer un contrôle sérieux en Suisse, en vue du bon fonctionnement de notre accord de change avec la France. Il faut décider quelle forme il prendra, si l'on va centraliser les paiements comme c'était le cas pour le clearing. Cela paraît nécessaire, si l'on veut que ce contrôle soit efficace et que le produit de la vente des importations françaises serve à financer les exportations. Ce contrôle serait fait dans l'intérêt même des Français.

M. Hotz: A en croire les conclusions de la conférence de Bretton Woods, les accords de clearing devraient disparaître. On n'a malheureusement rien trouvé de mieux jusqu'à présent, et les accords inspirés par ces nouvelles idées sont une vaste fumisterie.

On nous a déclaré qu'il fallait faire tout de suite et à tout prix un accord financier, qui a été paraphé le 6 mars. L'expérience prouve maintenant que tout cela est une question de mots: il n'y a pas d'accord de change libre; c'est un clearing, mais un clearing qui ne nous donne pas les mêmes garanties que l'ancien système. La Division du Commerce, qui n'est pas un Office de capitulation, est décidée maintenant à adopter une attitude plus réaliste et à renoncer à la politique des gestes gratuits, qui se révèle onéreuse. Le fonctionnement de notre accord prouve simplement que l'administration française n'est pas à la hauteur de sa tâche et aussi longtemps que cette affaire ne sera pas réglée de façon plus satisfaisante, il se refuse à aller négocier à Paris. La proposition concernant Marseille est un nouvel exemple de ce à quoi nous pouvons nous attendre. A quoi bon d'ailleurs signer des papiers, qui se révèlent ensuite n'avoir aucune valeur.

M. Hirs croit devoir remarquer que cet accord correspondait à un geste politique, qui malheureusement a le danger de créer un précédent. Si nous pouvions acheter en France, cet accord serait idéal, mais ce n'est malheureusement pas

1. *J.-P. Jéquier, du Département politique. Cf. aussi* E 2001 (E) 2/607–608.

le cas. M. Hirs, qui a examiné le projet d'A.C.F. établi par la Division du Commerce, trouve qu'il complique passablement les choses et se demande si on ne pourrait pas faire pour la France un règlement semblable à celui que nous avons institué pour les paiements avec les pays du groupe dollar. Le contrôle serait le même, à cela près que pour les francs français il s'agirait de sommes moins importantes. La Banque nationale en général préfère la plus grande simplicité possible à l'introduction de nouvelles mesures de contrôle. En outre, déclare M. Hirs, il serait très important que la Banque nationale pût discuter de vive voix de toutes ces questions avec les représentants de la Banque de France.

M. Homberger: Le point de vue exprimé par M. Hirs lui paraît très logique, mais il n'est pas fondé sur la réalité. En effet, l'application de cet arrêté n'impliquerait nullement l'introduction d'un nouveau système de contrôle. Tous les éléments en existent déjà actuellement. Alors que pour introduire un système analogue à celui que nous avons à l'égard des pays du groupe dollar, il faudrait édifier de toutes pièces tout un contrôle.

M. Homberger démontre facilement qu'il s'agit là non d'une complication, mais d'une simplification.

M. Hirs, convaincu par ces arguments, est très heureux d'avoir cette assurance et se range au point de vue de M. Homberger. Tout ce que désire la Banque nationale, c'est de pouvoir exercer un contrôle efficace de la façon la plus simple possible.

M. Hirs manifeste l'espoir que toutes ces réglementations et contrôles, qui sont nés du blocus et du contre-blocus, finiront par disparaître, y compris le système que nous appliquons à l'égard des pays du groupe dollar. Il faut envisager le plus rapidement possible le retour à un régime plus libre et ne pas introduire maintenant des réglementations trop lourdes.

M. Rossy: Il n'y a pas de doute, selon lui, que les Français, lorsqu'ils ont conclu leur accord, entendaient introduire un régime plus libéral. Il s'avère cependant que la Banque de France joue un rôle si effacé qu'elle ne peut fournir à la Banque nationale tous les renseignements qu'elle serait en droit d'attendre. M. Bloch-Lainé s'est déclaré d'accord qu'il y eût une certaine réglementation en Suisse. Cela ne le regardait pas, disait-il. Il ne faut pas s'attendre toutefois à pouvoir simplifier à l'extrême nos relations financières avec la France, comme on pourrait le faire pour un pays plus éloigné, en raison de nos frontières communes, qui créent de nombreuses possibilités d'infiltration (billets, etc.). En outre, nos relations commerciales comprennent de multiples opérations de moindre importance, qui vont se développer et qu'on ne peut d'ailleurs qu'encourager (Kleinverkehr). Il s'agit donc que tout le monde soit fixé par une réglementation claire et impérative, que les gens sachent où ils doivent faire leurs paiements, qu'il n'y ait pas de doute possible.

Cette réglementation, comme le dit M. Homberger, serait dans l'intérêt même de la France, mais il est peu probable qu'elle en convienne.

En ce qui concerne le projet d'A.C.F., il est dangereux, selon lui, de le simplifier par trop. Outre l'obligation morale où nous nous trouvons de veiller à l'application intégrale de l'accord, il est de notre intérêt que les Français n'utilisent pas trop vite leurs deux tranches de 125 millions, car ils auront tôt fait de nous demander un supplément, que nous aurons peut-être de la peine à leur

refuser. Il faut gagner du temps en outre pour utiliser dans la mesure du possible les francs français qui sont mis à notre disposition.

M. Hotz souligne la nécessité de prendre, du côté suisse, toutes les précautions nécessaires. Ne comptons pas sur les Français pour nous aider. La période des gestes est terminée et il faut se défendre efficacement. Il en était tout différemment lors du fonctionnement du clearing, où la France avait intérêt à ce que les maisons suisses effectuent leurs règlements au clearing, pour diminuer un déficit sans cesse grandissant. Maintenant que cet intérêt n'existe plus, ne comptons que sur nous-mêmes.

M. Kohli: Il est évident que dans la situation où elle se trouve, la France essaie de se procurer chez nous la plus grande quantité de marchandise possible. Elle a un contrôle des changes et nous n'en avons pas; nous ne pouvons donc nous défendre que si nous instituons de notre côté un contrôle efficace. Nous avons fait dans ce domaine nos expériences avec l'Allemagne, aussi en ce qui concerne les crédits. Il faut en tenir compte et freiner autant que possible les prélèvements en francs suisses, afin que la France ne se trouve pas très prochainement dans la situation de nous redemander une nouvelle tranche. Enfin, puisque cet accord avec la France constitue un «Revolving Credit», il faut tâcher qu'il nous serve à obtenir le plus possible de marchandise en France.

M. Homberger a d'autres arguments contre l'introduction d'un nouveau système de contrôle: l'ancien clearing doit encore être liquidé et cette liquidation doit être faite par l'Office suisse de Compensation. La nécessité est donc évidente de maintenir le même organe de contrôle et de surveillance pour mener à bien cette liquidation. Ceci n'est possible que si ce même organe s'occupe également des opérations courantes, sans quoi, vu la tentation résultant de la différence de cours auquel sont transférées les créances anciennes et les créances nouvelles, des abus ne manqueront pas de se produire.

M. de Torrenté tient à relever l'impression psychologique que créerait la publication de cet A.C.F. en France et même en Suisse, où, en raison de la propagande française, beaucoup de gens s'imaginent que le principe des paiements a changé du tout au tout et qu'on en est revenu à un système libéral. Ils risquent d'être désillusionnés. Notre geste se trouvera de ce fait plus ou moins annulé; il nous coûte pourtant 250 millions.

M. Kohli: Il faut choisir ce que nous préférons: ou les effets de l'absence du contrôle, qui ne manqueront pas d'être déplorables, ou l'impression causée en France par une nouvelle mesure de contrôle, qui sera évidemment plutôt fâcheuse.

M. Rossy attire l'attention sur le nom de l'Office suisse de Compensation, qu'on retrouve dans le projet d'arrêté. Il est à craindre qu'il ne rappelle de mauvais souvenirs aux Français, qui le lient au clearing. Ne pourrait-on pas le remplacer simplement par le Département de l'Economie publique, qui se réserverait de déléguer ses pouvoirs à une instance qu'il ne serait pas nécessaire de nommer?

M. Homberger ne voit pas bien comment les Français pourraient prendre ombrage de mesures de contrôle suisses qui constituent, à proprement parler, une collaboration. Si les Français y font obstacle, c'est qu'ils s'associent ouvertement aux fraudeurs.

M. Jacot rappelle le précédent créé par la convention belgo-hollandaise de 1943. De tels accords ne se comprennent que si chaque partie a ou introduit le contrôle des changes, ou prend les mesures qui s'imposent pour le bon fonctionnement de l'accord. Il ne voit donc pas pourquoi on craindrait de telles mesures en Suisse.

M. de Torrenté constate qu'il a été mal compris. Il est entièrement d'accord sur le fond, et ses arguments ne visent que la forme. N'y aurait-il pas un moyen de se référer à des mesures déjà existantes, puisqu'on constate que ces contrôles sont déjà en vigueur? Cette nouvelle codification lui paraît un peu lourde et de nature à nous attirer des ennuis hors de proportion avec les avantages qu'elle nous apporterait.

Suivent diverses propositions tendant à modifier ou atténuer le texte du projet d'arrêté, afin d'obvier aux inconvénients relevés par M. de Torrenté. *M. Hotz* propose finalement de revoir le texte même article par article. Il fait remarquer que ce projet ne fait pas allusion à l'accord financier franco-suisse, puisque ce dernier n'a pas été publié.

M. Rossy relève de son côté que si la Banque nationale est entièrement d'accord de contrôler les paiements qu'elle reçoit, elle n'est matériellement pas en mesure de courir après les gens pour les faire payer. Cette contrainte est du ressort de l'Office suisse de Compensation.

[...][2]

2. *La fin de la séance est consacrée à un examen, article par article, du projet (non reproduit). Cf. aussi* E 7110/1967/32/821. AVA Frankreich/3.

439

E 1004.1 1/457

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 4 mai 1945

982. Fermeture de la légation d'Allemagne.

Département politique. Verbal

Le chef du département politique[1] soulève la question des mesures à prendre, le moment venu, à l'égard de la légation et des consulats d'Allemagne. Il s'agirait de fermer la légation et les consulats, de prendre les mesures conservatoires nécessaires et d'empêcher qu'un groupement d'Allemands résidant en Suisse ne mette la main sur la légation et son contenu. – Il est en même temps

1. *M. Petitpierre. A ce sujet, cf.* E 2001 (D) 3/71, E 2001 (E) 1967/113/185, *et* E 2001 (E) 1968/79/1–19.

donné lecture d'une lettre adressée par le ministre d'Allemagne à M. le Président de la Confédération, lettre qui réserve les droits de l'Etat allemand lorsque des mesures seront prises à l'égard de la légation[2].

Le Conseil

décide

a.) Le département politique est autorisé à procéder, le moment venu, aux opérations que comporte la fermeture de la légation d'Allemagne[3],

b.) Le département politique accusera réception de la lettre du ministre d'Allemagne et traitera les questions qu'elle soulève.

---

2. *Lettre du 3 mai 1945 d'O. Köcher à Ed. von Steiger,* E 2801/1967/77/5.

3. *Cf. N° 441.*

*Au cours de cette même séance, le Conseil fédéral discute de l'*exercice du droit d'asile *et décide notamment de refuser la demande d'entrée en Suisse du Grand Mufti de Jérusalem (cf. PVCF N° 981,* E 1004.1 1/457 *ainsi que* E 2001 (E) 1969/121/154).

440

E 1004.1 1/457

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 8 mai 1945

1028. Zahlungsverkehr mit Argentinien

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 4. Mai 1945

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet folgendes:

«Durch verschiedene Beschlüsse – wir verweisen insbesondere auf die Bundesratsbeschlüsse vom 14. März[1] und 27. Dezember 1944[2] ist der Zahlungsverkehr zwischen der Schweiz und allen Staaten Nord-, Mittel- und Südamerikas, ausgenommen Argentinien, auf die Grundlage des Dollars gestellt worden. Die Erzeugnisse jener Staaten müssen demnach in U.S.A.-Dollars bezahlt werden; anderseits übernimmt die Schweizerische Nationalbank die aus der Ausfuhr schweizerischer Erzeugnisse nach denselben Ländern anfallenden Dollars unter Konversion der Dollars in Gold und unter Blockierung von 50% des Warenwerts auf drei Jahre.

Bis jetzt war es möglich, Argentinien von jener Regelung auszunehmen, weil sich die Schweizerische Nationalbank bereit erklärte, das Defizit der argentinischen Devisenbilanz mit unserm Lande jeweilen durch die Übernahme von Gold auszugleichen. Die Schweizerische Nationalbank erklärt sich nun aber

---

1. *PVCF N° 479,* E 1004.1 1/443, *cf. ci-dessus N^os 96 et 97.*

2. *PVCF N° 2337,* E 1004.1 1/452.

ausserstande, weiterhin unbeschränkt Gold aus Argentinien zum erwähnten Zwecke hereinzunehmen und dafür Franken in Umlauf zu bringen.

Eine oberflächliche Betrachtung der schweizerischen Handelsbilanz mit Argentinien könnte allerdings zur Auffassung führen, dass die Devisenbilanz für Argentinien aktiv statt passiv sei und dass, soweit in den letzten zwei Jahren ein Passivum zulasten jenes Staates vorhanden war, nach einer Wiederaufnahme der durch die Blockade verhinderten Käufe rasch eine Umkehrung der Verhältnisse eintreten würde. In der Tat zeigt unsere Handelsstatistik folgendes Bild:

Einfuhr aus Argentinien Millionen Fr.		Ausfurh nach Argentinien Millionen Fr.
115	1940	28
109	1941	26
112	1942	40
52	1943	40
41	1944	40

Bei der Betrachtung dieser Zahlen ist jedoch dem Umstande Rechnung zu tragen, dass Argentinien uns hauptsächlich Schwergewichtsgüter, wie z. B. Getreide, liefert, bei denen vor dem Kriege der Anteil der Frachten von Argentinien bis zur Schweizergrenze rund 35–40% und seit 1940 80–85% des Werts franko Schweizergrenze beträgt. Anderseits sind unsere Ausfuhrzahlen um ca. 40% für Frachten, Versicherungen usw. zu erhöhen, um die Parität franko argentinischen Hafen zu errechnen. Gemäss dem immer noch geltenden schweizerisch-argentinischen Devisenabkommen vom 18. Mai 1934[3] ist für die Verrechnung der für Argentinien anfallenden und der durch dieses Land abzugebenden Devisen die Parität franko argentinischen Hafen massgebend. Es unterliegt deshalb keinem Zweifel, dass schon in den Jahren 1940, 1941 und 1942 trotz der damaligen, nach der schweizerischen Handelsstatistik hohen Einfuhren, die Devisenbilanz für Argentinien auf dem Gebiete des Warenaustausches passiv war. Diese Passivität hat sich während der Jahre 1943 und 1944 überaus verschärft. Es ist deshalb nicht sehr verwunderlich, dass die argentinischen Behörden ins Auge fassten, die Zuteilung von Devisen für die Einfuhr aus der Schweiz einzuschränken, sofern die Schweizerische Nationalbank nicht weiterhin gewillt sein sollte, die fehlenden Devisen Argentinien durch die Übernahme von Gold zu verschaffen.

Nachdem nun aber die Schweizerische Nationalbank nicht weiteres Gold unbeschränkt übernehmen und dafür Franken in Umlauf setzen will, ist es unbedingt notwending, eine Lösung zu finden, um nicht den überaus wichtigen Export nach Argentinien und auch die nicht weniger wichtigen Finanzinteressen zu schädigen.

Die Schweizerische Nationalbank erklärte sich anlässlich verschiedener Besprechungen der letzten Zeit bereit, weiterhin für eine normale Abwicklung des Zahlungsverkehrs mit Argentinien besorgt zu sein und insbesondere allfällige Frankenspitzen durch Entgegennahme von Gold in Buenos Aires ohne Inan-

3. *Cf. DDS, vol. 11, N^os 30, 41 et 58.*

spruchnahme des Bundes zur Verfügung zu stellen, falls folgende drei Bedingungen erfüllt würden:

1. Alle Zahlungen für in die Schweiz eingeführte argentinische Waren (Warenwert und nach Argentinien zahlbare Nebenkosten) sollen fortan an die Schweizerische Nationalbank geschehen, um dieser die erforderliche Kontrolle zu ermöglichen.

2. Die Ausfuhr von Uhren und Uhrenfournituren ist auf 2 Millionen Franken im Monat zu begrenzen.

3. Abgesehen von den Nebenkosten (Frachten, Versicherungen usw.) sollten die Auszahlungen für die schweizerischen nach Argentinien ausgeführten Waren wie bei der Ausfuhr nach den sogenannten Dollarländern nicht mehr voll vorgenommen werden, sondern es sollen gleich wie bei den Dollarländern nur 50% des Warenwerts sofort und die restlichen 50% erst nach einer Sperrfrist von drei Jahren ausbezahlt werden.

Der Zahlungsverkehr mit Argentinien würde sich weiterhin auf der Grundlage des Schweizerfrankens abwickeln; im übrigen wären aber die Bedingungen sinngemäss gleich wie im Verkehr mit den sogenannten Dollarländern.

Die Hinausschiebung der Auszahlung der Hälfte des Gegenwerts der schweizerischen Ausfuhr nach Argentinien um drei Jahre stellt für unsern Export eine nicht unbedenkliche Belastung dar, zumal dieser in Argentinien, wie übrigens in ganz Lateinamerika, mit dem allerschärfsten Wettbewerb der Vereinigten Staaten und wohl bald auch wieder Grossbritanniens, Schwedens und anderer Länder zu rechnen hat.

Nach reiflicher Prüfung sind jedoch alle beteiligten Kreise zur Auffassung gelangt, dass dem Begehren der Schweizerischen Nationalbank eine gewisse Berechtigung nicht abgesprochen werden kann. Die von ihr vorgeschlagene Regelung hat, wie bereits angedeutet, insbesondere auch den nicht zu unterschätzenden Vorteil, dass eine neue Belastung der Bundesfinanzen nicht eintritt und dass aller Voraussicht nach trotz der neuen Belastung auch unser Export nach Argentinien dadurch gesichert werden kann, während er sonst einer ungewissen Zukunft entgegenginge. Es wurde deshalb in den Besprechungen, an denen die Schweizerische Nationalbank, die Finanzverwaltung, die Abteilung für Auswärtiges, der Delegierte für Arbeitsbeschaffung[4], die Handelsabteilung und der Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrie-Vereins vertreten waren, schlussendlich den Anträgen der Nationalbank zugestimmt.

Sofern Sie Ihrerseits gegen die vorgeschlagene Lösung nichts einwenden, wird die Handelsabteilung eine Verfügung über die Pflicht der Einzahlung des Gegenwerts argentinischer Waren bei der Schweizerischen Nationalbank erlassen und ausserdem den in Betracht kommenden Stellen die erforderlichen Weisungen für die Erstellung der nötigen Schriftstücke erteilen.»

Antragsgemäss wird

beschlossen:

Von den vorstehenden Ausführungen wird in zustimmendem Sinne Kenntnis genommen[5].

---

4. *Otto Zipfel.*
5. *Cf. FF, 1945, I, p. 935.*

441

E 1004.1 1/457

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 8 mai 1945

1019. Beschlussfassung über Nichtmehranerkennung einer offiziellen deutschen Reichsregierung

Politisches Departement. Antrag vom 7. Mai 1945

Angesichts der weltgeschichtlichen militärischen und politischen Ereignisse ist der Zeitpunkt gekommen, in dem der Bundesrat die Tatsache feststellen kann, dass keine offizielle Reichsregierung mehr besteht.

Vom Standpunkt der schweizerischen Souveränität aus dürfte eine jetzige diesbezügliche unabhängige schweizerische Erklärung einer solchen vorzuziehen sein, die auf eine alliierte Proklamation oder auf ein alliiertes Gesuch hin abstellt.

Die Regierung Hitlers war eine legale; legal wären als Nachfolger Göring oder Hess,obgleich dieselben lediglich in der Führerrede vor dem Reichstag am 1. September 1939 als solche eingesetzt worden waren.

Der Regierung Dönitz fehlt dagegen jede offizielle Unterlage, sei es ein Beschluss des Reichstages, ein Reichsgesetz oder auch nur eine authentische öffentliche Einsetzung durch Hitler. Nach strengen Rechtsregeln könnte zwar noch der Standpunkt eingenommen werden, dass die Frage, ob Dönitz eine legale Regierung vertrete, in erster Linie eine innerdeutsche, also eine staatsrechtliche und weniger eine völkerrechtliche darstelle, und dass zunächst noch die tatsächlichen Entwicklungen abzuwarten seien.

Demgegenüber dürfte es heute für den Bundesrat gegeben sein, als Regierung eines demokratischen Staates gegenüber einem zweifelhaften Nachfolger des zusammenbrechenden nationalsozialistischen Regimes nicht nur eine formal-juristische Einstellung, sondern im Hinblick auf die öffentliche Meinung des Schweizervolkes einen politischen Standpunkt einzunehmen.

Völkerrechtlich entsteht mit der Erklärung des Bundesrates, dass er keine offizielle Reichsregierung mehr anerkennt, für die Schweizerischen Behörden die Situation, dass das Reich zwar als Staat nicht verschwunden ist, aber keine Regierung mehr hat und damit als Völkerrechtssubjekt nicht mehr handlungsfähig ist. Die gegenseitigen offiziellen Beziehungen fallen dahin. Dagegen bleiben die schweizerisch-deutschen Verträge rechtlich weiter bestehen. Letzteres wäre auch der Fall, wenn die Alliierten ganz Deutschland besetzen und tatsächlich die frühere Staatsgewalt übernehmen und diese Übernahme proklamieren. Denn die Schweizerische Regierung müsste auch nach einer totalen Okkupation und einer entsprechenden Proklamation gegenüber die Auffassung vertreten, dass die Alliierten die frühere Staatsgewalt nur de facto übernommen haben, ohne Rechtsnachfolger des Reichs zu sein, und dass daher die Ausübung der Staatsgewalt durch die Alliierten keine rechtlichen Folgen gegenüber dem neutralen Ausland haben kann.

Praktisch sind nach der Erklärung des Bundesrates, dass er keine offizielle Reichsregierung mehr anerkennt, durch das Politische Departement die folgenden Massnahmen, die den allgemeinen Regeln des Völkerrechts entsprechen, sofort durchzuführen.

1. Die schweizerische Gesandtschaft in Deutschland ist zu schliessen und der Gesandte[1] zurückzurufen.

2. Die schweizerischen konsularischen Vertretungen in Deutschland, inbegriffen der Konsulardienst der Gesandtschaft, sind anzuweisen, vorläufig ihre Arbeit ohne offiziellen Charakter im Interesse der Schweizerkolonien fortzusetzen, bis eine Verständigung mit den Okkupationsmächten – ausgenommen Russland – über ihre weitere Tätigkeit erzielt werden kann.

3. Die deutschen Vertretungen in der Schweiz sind zu schliessen und deren amtliche Räume und Archive zu getreuen Handen einer künftigen Rechtsnachfolgerin der nicht mehr anerkannten Reichsregierung in Verwahrung zu nehmen[2]. Vollziehende Behörde ist bei der Gesandtschaft das Politische Departement und bei den Konsulaten die zuständige kantonale Regierung.

4. Bis zu einer neuen Regelung über die weitere Tätigkeit der deutschen Vertretungen im Interesse der deutschen Kolonie, worüber Verhandlungen mit den Alliierten über einen modus vivendi geführt werden müssen, sind vom Politischen Departement für die provisorische Übergangsperiode zur Weiterführung der laufenden konsularischen Geschäfte Agenten ohne offiziellen Charakter, wenn möglich aus dem bisherigen Beamten-Korps, zu bestimmen.

5. Die Behandlung des Beamtenpersonals der bisherigen Vertretungen erfolgt nach folgenden Regeln:

a) Den Chefs und dem Personal der deutschen Vertretungen, die sich im Zeitpunkt der Schliessung verpflichten, die Schweiz zu verlassen, sind die diplomatischen und konsularischen Vorrechte und Befreiungen noch während 3 Tagen zu belassen.

b) Den Chefs und dem Personal, welche keine Verpflichtung zur Ausreise aus der Schweiz eingehen, sind sämtliche Privilegien ihrer bisherigen Stellung fristlos zu entziehen. Sie sind anzuweisen, ihren Aufenthalt in der Schweiz mit den zuständigen fremdenpolizeilichen Stellen zu regeln.

c) Auf die unter a) erwähnten Beamten wird die unter b) angeführte Regelung nach 3 Tagen angewendet, wenn sie bis dahin die Schweiz nicht verlassen haben.

Gestützt auf diese Ausführungen wird antragsgemäss

beschlossen:

Mit sofortiger Wirkung wird eine Erklärung beschlossen, dass der Bundesrat keine offizielle Reichsregierung mehr anerkennt, und dass das Politische Departement die oben unter 1–5 angeführten Massnahmen durchzuführen hat.

Das eidg. Politische Departement wird immerhin den von obigen Massnahmen betroffenen Personen in bezug auf die Verwendung der sich in ihren Händen befindenden Rationierungskarten das nötige Entgegenkommen zeigen.

---

1. *H. Frölicher.*
2. *La décision de procéder à la fermeture de la Légation d'Allemagne avait déjà été prise par le Conseil fédéral dans la séance du 4 mai 1945, cf. ci-dessus N° 439.*

442

E 2001 (E) 2/560

La Banque nationale[1] *à la Section du Contentieux et des Intérêts privés à l'Etranger du Département politique*

L Vertraulich Bern, 21. Juni 1945

Wir haben die Ehre, auf das uns seinerzeit von Ihnen zur Kenntnisnahme übermittelte Telegramm N° 779[2] der Schweizerischen Gesandtschaft in London vom 30. Mai a.c. zurückzukommen, in welchem Herr Minister Rüegger empfiehlt, auf inoffiziellem Wege in der Presse die in einem Prawda Artikel erschienene Meldung betreffend den Anstieg unserer Goldreserve richtigstellen zu lassen. Unser Direktorium hält es nicht für opportun, selber eine solche Pressekampagne einzuleiten. Es möchte den politischen Behörden empfehlen, das Nötige zur Richtigstellung vorzukehren. Zu Ihrer eigenen Orientierung gestatten wir uns deshalb folgende Bemerkungen:

Die in dem erwähnten Zeitungsartikel gemachte Mitteilung, die schweizerischen Goldreserven seien seit 1940 von 500 auf 1040 Millionen Dollars angestiegen, ist an und für sich nicht unzutreffend, denn der von der Nationalbank ausgewiesene Goldbestand betrug Ende 1940 ca. 2,2 Milliarden, Ende 1944 ca. 4,5 Milliarden Franken. Dabei ist aber zu berücksichtigen, dass die Nationalbank Ende 1940 neben den 2,2 Milliarden Franken Gold noch für 1,1 Milliarden Franken Dollarguthaben besass, die seither sukzessive in Gold umgewandelt worden sind. Da der Dollarbestand Ende 1944 nur noch rund 100 Millionen Franken betrug, ergibt sich aus dieser Umwandlung der Dollars eine Goldzunahme im Gegenwert von einer Milliarde Franken, was zu 4.30 umgerechnet, 233 Millionen Dollars ausmacht, die den eingangs erwähnten 500 Millionen Dollars zuzuzählen sind. Die effektive Goldaufnahme bezw. die Nettozunahme unserer Währungsreserven macht daher in den fraglichen vier Jahren nicht 540, sondern *307* Millionen Dollars aus.

---

1. *La lettre est signée par P. Rossy et W. Schwegler.*

2. *Le contenu de ce télégramme est le suivant:* Moskauer Sender verbreitete 28. Mai in französisch Prawda Artikel, der schweizerische Neutralitätspolitik während Krieges bemängelte. Ferner Schweiz vorwarf, sie gewähre noch immer einigen Nazi-Kriegsverbrechern Asyl. Zitiert amerikanische Zeitschrift schweizerische Goldreserven seien seit 1940 von 500 Millionen auf 1040 Millionen Dollars gestiegen. Gleiche Angriffe sind fast wörtlich auch gegen Schweden erhoben worden. Sie geschehen im Rahmen einer Kampagne gegen «Reaktionäre Intrigen», die auf Zertrümmerung Allianz gerichtet sind. Empfehlen unpolemische nicht offizielle Richtigstellung durch Redaktionen (E 2001 (E) 2/560). *Un rapport (non reproduit) signé par E. Kessler du 31 mai 1945 complète l'information de la SCIPE du DPF qui écrit à P. Rossy le 11 juin 1945:* Nous nous sommes permis de recourir à votre obligeante entremise à cet égard, étant donné que nous ne disposons pas de la documentation voulue pour préparer ce texte. Nous vous saurions dès lors vivement gré de bien vouloir nous mettre en mesure de répondre au vœu exprimé par la Légation de Londres dont la suggestion nous paraît digne de retenir l'attention (E 2001 (E) 2/560).

Diese Zunahme rührt aus folgendem Dollar-bezw. Goldzufluss her:

	Mill[ionen] Franken ca.
a) *in der Periode 1940/41*, d.h. bis zum Freezing ..... aus Exporten und aus der Heimschaffung von schweizerischem Kapital	300
b) *in der Periode 1941/44*	
1. Saldo zwischen Import und Export	400
2. Übernahme von Dollars für Unterstützungen.....	100
3. Frankenabgaben an die amerikanische Regierung	99
4. Dollarübernahme 1941 bis März 1942 von der Bank of England und der Bank of Canada	55
	954
Dazu kommen in der Periode 1942/44 die Goldübernahmen der Nationalbank:	
von England, Canada und Argentinien.....	336
	1290

Zu 4.30 umgerechnet ergeben diese 1290 Millionen Franken rund 300 Millionen Dollars. Ergänzend sei noch beigefügt, dass die Nationalbank während der letzten 4 Jahre auch von europäischen Notenbanken Gold übernommen hat, das sich jedoch in der Hauptsache mit den Goldabgaben in Europa kompensierte und deshalb in vorstehender Zusammenstellung unberücksichtigt blieb.

Aus den obigen Zahlen ergibt sich, dass die Zunahme des Goldbestandes der Nationalbank zum weitaus überwiegenden Teil aus dem Exporterlös der Lieferungen nach alliierten Ländern und aus Frankenzahlungen für die alliierten Regierung herrührt. Durch die Übernahme dieser Exporterlöse seitens der Nationalbank war es möglich, den Handel mit Übersee aufrechtzuerhalten und damit einem von den Alliierten lebhaft geäusserten Wunsche zu entsprechen. Im übrigen darf in diesem Zusammenhang daran erinnert werden, dass die Notenbank letzten Endes deshalb in die Lage kam, Exporterlöse übernehmen zu müssen, weil unser Land vor der Unmöglichkeit stand, sich in normaler Weise im Ausland mit Waren einzudecken. Wären Warenbeschaffung und Einfuhr wie früher möglich gewesen, so hätten die Exporterlöse zur Bezahlung unserer unentbehrlichen Importe verwendet werden können. Der Devisen- und Goldzufluss wäre kompensiert worden durch einen entsprechenden Devisenabgang. Bis zu einem gewissen Grade stellt somit der Zuwachs unserer Währungsreserven den Gegenwert der vor dem Kriege gehaltenen und inzwischen abgebauten Warenstocks dar, die es gilt wieder zu errichten, sobald die internationalen Beziehungen dies gestatten. Die Zunahme des Goldbestandes der Nationalbank bedeutet also keineswegs etwa eine Bereicherung der Schweiz.

Für den Fall, dass Sie von diesen wenigen Hinweisen Gebrauch machen sollten, bitten wir Sie, von der Bekanntgabe zahlenmässiger Details abzusehen und das Noteninstitut in keiner Weise irgendwie zu engagieren.

443

E 6100 (A) 25/2326

Notice sur les reprises d'or par la Banque nationale[1]

Copie
No BK

Berne, 19 juillet 1945

Le «Barron's Magazin» américain, dans un de ses numéros du printemps 1945, a passé en revue les stocks d'or de la plupart des Banques centrales des pays neutres. En ce qui concerne la Suisse, il a relevé qu'à fin 1940 ce stock s'élevait à 500 millions de $ et qu'à fin 1944, il était monté à 1040 millions de $. Cette augmentation de plus du double a, pour ce journal, une cause bien simple: les reprises d'or allemand opérées par la Banque nationale. Rien mieux que cet indice, estime-t-il, ne saurait établir l'aide que la Suisse a prêtée à l'Allemagne en accueillant ses capitaux chez elle.

Ce reproche a été repris le 28 mai par la «Pravda» qui a cité les chiffres du «Barron's Magazin».

Invitée à commenter cette information, la Banque nationale relève ce qui suit:

	Fr. suisses millions	$ millions
Situation à fin 1940:		
Encaisse-or de la Banque nationale	2173	500
Stock de 1,1 milliard de francs en dollars, converti en or, par la suite jusqu'à concurrence de 1 milliard	1000	233
	3173	733
Situation à fin 1944:		
Encaisse-or	4554	1059
Augmentation de l'encaisse	1381	326

Cette augmentation peut s'expliquer comme suit:	Fr. suisses millions		$ millions
De fin 1940 au Freezing du 14 juin 1941			
Exportations vers les Etats-Unis et rapatriements de capitaux en provenance des Etats-Unis	300		
De juin 1941 à fin 1944			
Exportations suisses vers les Etats-Unis, une fois défalquée la contre-valeur de nos importations	400		
Reprise de $ pour secours	100		
Remises de fr. suisses au Gouvernement américain	99		
Reprises de $ de la Bank of England et de la Banque du Canada (juin 1941–mars 1942)	55		
Reprise d'or de la Bank of England, de la Banque du Canada et de la Banque d'Argentine	336		
	1290	soit	300

1. *Cette notice, rédigée par E. Junod, est destinée à son supérieur, R. Kohli, Chef de la Section du Contentieux et des Intérêts privés à l'Etranger du Département politique.*

Les reprises d'or en provenance d'Europe constitueraient donc la modique somme de 91 millions de francs (1381–1290 = 91 ou 26 millions de $).

Cette justification est manifestement tendancieuse – la Banque nationale l'a nettement reconnu par l'organe de M. Motta – et est établie à l'usage des Américains. Elle fait complètement abstraction de toutes les opérations d'or effectuées par la Banque nationale avec les pays européens au nombre desquels figure l'Allemagne dont les ventes d'or intéressent au plus haut point et Washington et Moscou. Elle tient néanmoins debout parce que, d'une part elle repose sur des chiffres contrôlables par les Alliés puisque tous ses stocks d'or aux Etats-Unis, à Ottawa, Londres et Buenos Aires sont bloqués ou pratiquement indisponibles et que, par conséquent, la Banque nationale n'a pas pu les faire disparaître dans les remous d'une comptabilité subtile. D'autre part, le hasard veut que les opérations d'achat et de vente d'or en Europe présentent un solde débiteur pour la Banque nationale qui absorbe les trois quarts des reprises d'or allemand. Cet artifice, toutefois, ne saurait leurrer quiconque est à même de se procurer les chiffres des mouvements d'or à travers notre frontière – que les Alliés doivent connaître d'une façon ou de l'autre – et qui prouveront de façon évidente les livraisons d'or allemandes qui contiennent, il est vrai, de forts montants pour des pays tiers assez habiles pour se faire livrer en Suisse le métal jaune qu'ils achetaient à la Reichsbank évitant ainsi que ces montants ne grèvent leur statistique commerciale. C'est ce que firent, par exemple, la Suède et le Portugal.

A propos de *l'Allemagne*, nous savons que:	Fr. suisses milliers
du 4 mars 1940 au 6 février 1945	
elle a livré à la Banque nationale	1 602 062.—
De ce chiffre, la Banque nationale a *acheté* pour elle	1 191 463.—
La différence, soit	410 599.—
a été cédée directement par la Reichsbank à des tiers.	
Sur la somme achetée par la Banque nationale	1 191 463.—
celle-ci a revendu à des tiers	801 151.—
La différence, soit	390 412.—
constitue le solde restant au compte de la BNS de ses opérations avec la Reichsbank.	
C'est là un chiffre sensiblement différent des 91 millions auxquels on arrive d'après le calcul présentée par la Banque nationale.	

Conclusion:

De ce qui précède on peut conclure que l'or repris de l'Allemagne a, en fait, été redistribué à des tiers, à 91 millions près et que la Suisse a été assez maligne pour s'en défaire (au Portugal, surtout, en Espagne, en Suède peut-être).

Cette explication satisfaisante au point de vue logique est-elle judicieuse au point de vue politique? Question assurément délicate. Ne risque-t-on pas, en donnant une justification, d'éveiller le soupçon que la Suisse a eu bien soin de

dissiper l'or allemand – éventuellement spolié – qui a passé dans ses coffres? Ne risque-t-on pas de voir là, du côté allié, une manœuvre tendant à rendre plus difficile encore la recherche de cet or? Ce sont là éléments à considérer avant de préparer – pour une prochaine fois – un démenti aux allégations américaines ou russes!

444

E 6100 (A) 25/2326

Notice sur la politique de la Banque nationale au sujet de l'or pendant la guerre[1]

Copie
FV

Berne, 4 septembre 1945

Le 27 juillet, M. Reagan, Conseiller commercial près la Légation des Etats-Unis d'Amérique, a remis à M. le Ministre Kohli un aide-mémoire concernant la question de l'or[2]. Ce texte a été envoyé à la Banque nationale Suisse et a été discuté le 6 août par M. Kohli avec MM. Weber et Rossy.

La Banque nationale nous a fait remettre aujourd'hui deux tableaux[3]:

I. Le premier indique la réserve d'or de la Confédération et de la Banque nationale au 30 juin 1945. Il donne le nombre des barres et des monnaies d'or en stock ainsi que l'indication du lieu où elles sont déposées. Ce tableau tait par contre les indications demandées par les Etats-Unis au sujet des barres d'or, soit leur numéro, les poinçons et les marques distinctives qu'elles portent. MM. Weber et Rossy ont relevé que fournir semblables indications représenterait un travail énorme qui prendrait des mois.

II. Le deuxième tableau donne le mouvement de l'or du 1er janvier 1939 au 30 juin 1945. Il indique par pays les acquisitions et les ventes. L'aide-mémoire américain ne demandait que l'acquisition auprès des pays de l'Axe, des pays occupés par lui, ou des pays qui n'avaient pas, à la date du 21 février 1944, rompu leurs relations avec l'Axe. Ce deuxième tableau préparé par la Banque nationale est donc à certains points de vue plus complet que ce que nous demandaient les Etats-Unis. Par contre, il ne précise pas les dates auxquelles ont eu lieu les achats et les ventes du métal précieux. Il est pourtant à supposer que les Etats-Unis demanderont cette précision.

La question à examiner est celle de savoir comment il doit être répondu à l'aide-mémoire américain du 27 juillet, si et dans quelles mesures les deux tableaux préparés par la Banque nationale suisse peuvent être communiqués aux autorités américaines et comment il convient de relever le fait que les numéros et les signes distinctifs des barres d'or en stock ne sont pas donnés.

---

1. *Notice rédigée par le Secrétaire de Légation J.-G. de Rham pour le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, W. Stucki.*
2. E 2001 (E) 2/560.
3. *Reproduits en annexe au présent document.*

ANNEXE I Tableau I. Réserve d'or au 30 juin 1945 (en milliers de francs)

	Lingots			Monnaie d'or	Total valeur comptable
	Nombre	Kgs fin	Valeur comptable		
Confédération Suisse	≠ 13 500	168 091	818 569	—	818 569
Banque Nationale Suisse	≠ 74 478	929 550	4 526 723	99 544	4 626 267
Total	87 978	1 097 641	5 345 292	99 544	5 444 836

Ces réserves sont déposées: (en milliers de francs)

	Or de la Confédération Suisse			Or de la Banque Nationale Suisse			
	Lingots			Lingots			Monnaies d'or
	Nombre	Kgs fin	Valeur comptable	Nombre	Kgs fin	Valeur comptable	
a) En Suisse	—	—	—	16 331	200 593	976 850	73 511
b) A New York	7 920	98 610	480 213	42 090	529 274	2 577 459	—
c) A Londres	≠ 4 500	56 028	272 845	≠ 12 052	148 948	725 348	—
d) A Ottawa	1 080	13 453	65 511	3 985	50 427	245 566	—
e) A Buenos Aires	—	—	—	20	308	1 500	26 033

P.S. Valeur comptable: Fr. 4869,80 le kg fin, ou l'équivalent pour l'or monnayé.

≠ nombre approximatif, calculé sur la base d'un poids de 12½ kg fin environ par barre.

Les réserves en pièces monnayées se composent de: (en milliers de francs)

Pièces suisses	25 874	Napoléons	792
Eagles, U.S.A.	26 033*	Marcs	46 671
Sovereigns	174		

*déposés à Buenos Aires

ANNEXE II Tableau II. Mouvement d'or du 1er janvier 1939 au 30 juin 1945 (en milliers de francs)

	Lingots		Monnaies d'or		Total
	Nombre kgs fins		Valeur comptable		Valeur comptable
Réserve au 31 décembre 1938	53 039	657 636	3 071 227	248 354	3 319 581
Acquisitions du 1er janv. 1939 au 30 juin 1945					
de banques et maisons suisses	1 568	14 252	68 568	409	68 977
de la Monnaie fédérale	6	66	308	42 150	42 458
de la Banque des Règlements Internationaux	831	10 137	49 364	12 067	61 431
des Etats-Unis	36 678	460 577	2 242 916		2 242 916
de la Grande-Bretagne	*11 000	138 293	673 219	91	673 310
du Canada	1 066	13 406	65 284		65 284
de la France	2 571	31 627	154 019	35 605	189 624
de l'Allemagne	17 575	214 177	1 041 706	188 099	1 229 805
de l'Italie	2 512	30 824	150 108		150 108
de la Roumanie	160	2 004	9 757		9 757
de la Grèce				439	439
de l'Argentine	20	308	1 500	31 170	32 670
du Portugal	929	11 453	55 774		55 774
de la Suède	1 154	14 401	70 131	3 932	74 063
Plus-value de la réévaluation de Fr. 4639,13 à Fr. 4869,80 le kg fin (ou l'équivalent pour l'or monnayé)	—	—	79 150	9 727	88 877
Total des acquisitions	76 070	941 525	4 661 804	323 689	4 985 493
	129 109	1 599 161	7 733 031	572 043	8 305 074
Cessions du 1er janvier 1939 au 30 juin 1945:					
aux banques et maisons suisses	2 501	30 377	144 172	469 155	613 327
à l'industrie suisse	1 719	16 529	80 491		80 491
à la Monnaie fédérale	752	8 710	42 415		42 415
à la Confédération Suisse	*13 500	168 091	818 569		818 569
à la Banque des Règlements Internationaux	335	4 052	19 541		19 541
aux Etats-Unis	18 333	227 305	1 064 760		1 064 760
à la Grande-Bretagne	1 602	20 103	93 259		93 259
à la France	1 338	16 502	76 556	112	76 668
à l'Allemagne	320	4 003	19 495		19 495
à l'Italie				141	141
au Japon	87	1 018	4 956		4 956
à la Hongrie	190	2 357	11 479	3 091	14 570
à la Roumanie	1 910	23 018	112 093		112 093
à la Slovaquie	185	2 311	11 254		11 254
à l'Espagne	3 134	38 020	185 149		185 149
au Portugal	8 469	104 167	507 274		507 274
à la Turquie	256	3 048	14 845		14 845
Total des cessions	54 631	669 611	3 206 308	472 499	3 678 807
Réserve au 30 juin 1945	74 478	929 550	4 526 723	99 544	4 626 267

P.S. Valeur comptable: Fr. 4639,13 jusqu'au 31 mai 1940, après cette date Fr. 4869,80 le kg fin ou l'équivalent pour l'or monnayé.
*Nombre approximatif, calculé sur la base d'un poids de 12½ kg fin environ par barre.

445

E 2001 (E) 2/560

Le Département politique à la Légation de Suisse à Washington

Copie
L FV Confidentiel

Berne, 26 novembre 1945

Nous avons l'honneur de nous référer à votre lettre du 23 octobre 1945[1] concernant le stock d'or de la Banque Nationale suisse. Nous vous donnons à ce sujet les indications qui suivent et qui nous ont été fournies par la Banque Nationale Suisse à la suite de l'article paru dans le «Barron's Magazin» ce printemps:

	Fr. suisses millions	$ millions
Situation à fin 1940:		
Encaisse-or de la Banque Nationale	2173	500
Stock de 1,1 milliard de francs en dollars, converti en or, par la suite jusqu'à concurrence de 1 milliard	1000	233
	3173	733
Situation à fin 1944:		
Encaisse-or	4554	1059
Augmentation de l'encaisse	1381	326

Cette augmentation peut s'expliquer comme suit:	Fr. suisses millions		$ millions
De fin 1940 au Freezing du 14 juin 1941			
Exportations vers les Etats-Unis et rapatriement de capitaux en provenance des Etats-Unis	300		
De juin 1941 à fin 1944			
Exportations suisses vers les Etats-Unis, une fois défalquée la contre-valeur de nos importations	400		
Reprise de $ pour secours	100		
Remises de Fr. suisses au Gouvernement américain	99		
Reprises de $ de la Bank of England et de la Banque du Canada (juin 1941–mars 1942)	55		
Reprise d'or de la Bank of England, de la Banque du Canada et de la Banque d'Argentine	336		
Total	1290	soit	300

1. *Non reproduite.*

Ce calcul, qui repose sur des chiffres contrôlables par les Alliés puisque tous les stocks de la Banque Nationale aux Etats-Unis, Canada, Grande-Bretagne et Argentine sont bloqués ou pratiquement indisponibles, fait abstraction des opérations d'or effectuées avec les pays européens au nombre desquels figure l'Allemagne. Il fait apparaître que l'augmentation du stock or de provenance européenne ne serait que de 1381–1290 = *91 millions* de francs ou 26 millions de dollars. La réalité est différente et cela s'explique par le fait que les opérations portant sur l'or faites par la Banque Nationale avec les pays européens autres que l'Allemagne présentent pour la Banque Nationale un solde débiteur qui absorbe les 3/4 du solde actif résultant des achats et ventes d'or avec l'Allemagne.

A propos de *l'Allemagne*, nous savons que:	Fr. suisses milliers
du 4 mars 1940 au 6 février 1945	
elle a livré à la Banque Nationale	1 602 062.—
De ce chiffre, la Banque Nationale a *acheté* pour elle	1 191 463.—
La différence, soit	410 599.—
a été cédée directement par la Reichsbank à des tiers.	
Sur la somme achetée par la Banque Nationale	1 191 463.—
celle-ci a revendu à des tiers	801 151.—
La différence, soit	390 412.—
constitue le solde restant au compte de la BNS de ses opérations avec la Reichsbank.	

La différence entre ce chiffre de 390,412 millions et celui cité plus haut de 91 millions provient, comme nous l'avons déjà dit, de ce que les achats et ventes d'or de la Banque Nationale avec les autres pays européens que l'Allemagne présentent un solde débiteur qui a absorbé 299,412 millions (390,412–91).

Comme nous vous l'avons dit par notre lettre du 25 septembre 1945 [2], nous avons remis à M. Reagan deux tableaux dressés par la Banque Nationale Suisse, donnant les réserves d'or au 3 juin 1945 et le mouvement de ce métal du 1er septembre 1939 à cette date [3].

De ces tableaux, il ressort que du 1er septembre 1939 au 30 juin 1945, la Banque Nationale Suisse a repris de l'Allemagne de l'or pour un montant total de Fr. 1 229 805 000.—, alors qu'elle en a cédé à cette puissance pour Fr. 19 495 000.—.

2. *Non reproduite.*
3. *Cf. N° 444.*

446

E 2800/1967/61/79

Rapport de la Direction générale de la Banque nationale sur les relations de la Banque nationale et de la Reichsbank pendant la Guerre mondiale (1939-1945)

Zürich, 16. Mai 1946

ERSTER TEIL
DIE GRUNDLAGEN DES GOLDVERKEHRS DER SCHWEIZERISCHEN NATIONALBANK MIT DEM AUSLAND

1. Die rechtlichen Grundlagen der Goldpolitik

Die Goldpolitik der Notenbank ist wesentlicher Bestandteil der staatlich geregelten Währungspolitik.

Gemäss Bundesratsbeschluss vom 27. September 1936 betreffend Währungsmassnahmen hat die Schweizerische Nationalbank den Goldwert des Frankens innerhalb bestimmter Gewichtsgrenzen, nämlich zwischen 190 und 215 Milligramm Feingold, entsprechend einer Abwertung von im Mittel 30 Prozent gegenüber der gesetzlichen Münzparität, zu halten[1]. Durch besondere Weisung des Bundesrates wurde die Nationalbank in weiterer Ausführung dieses Bundesratsbeschlusses verhalten, den Goldwert des Frankens auf einer Höhe zu halten, die ungefähr einer dreissigprozentigen Abwertung entspricht.

Diese Verpflichtung bedingt, dass die Nationalbank Gold zu festen Preisen kauft und verkauft, um dergestalt, entsprechend der ihr vom Bundesrat erteilten Weisung, grössere Disparitäten gegenüber den massgebenden ausländischen Valuten zu vermeiden. Daran ändert auch der Umstand nichts, dass die Nationalbank durch den genannten Bundesratsbeschluss von der Einlösung ihrer Noten in Gold und Golddevisen entbunden worden ist. Soweit dies die Haltung des Frankens auf dem vorgeschriebenen Goldwert nötig macht, hat sie nach wie vor Gold aufzunehmen oder abzugeben.

Diese Einstelllung der Nationalbankleitung ergibt sich auch aus einem Zirkular, das vom Direktorium der Bank am 29. August 1940 an die Nationalbankstellen gerichtet wurde[2]. Darin wird ausdrücklich bestätigt, dass die Nationalbank dieser ihr durch das Gesetz auferlegten Verpflichtung zur Haltung der Währung auf der vorgeschriebenen Höhe weiterhin nachkommen werde, «indem sie Gold, das ihr im Zusammenhang mit einer wirtschaftlichen Transaktion angeboten wird, entgegennimmt». Das Gold, wurde beigefügt, erfülle nach wie vor die Aufgabe als unentbehrliches Zahlungsmittel im internationalen Verkehr.

---

1. *Cf. DDS, vol. 11, N° 297.*
2. *Non retrouvée.*
   Sur la politique de la BNS en 1940, cf. DDS, vol. 13, table méthodique: Affaires financières internationales.
   Cf. aussi E 6100 (B) 1972/96/240.2.

Die sich aus der gesetzlichen Ordnung ergebende Verpflichtung gilt gegenüber allen Ländern. Die Nationalbank kann nicht gewissen Ländern oder Ländergruppen gegenüber Gold aufnehmen und andern gegenüber Gold ablehnen. Die internationale Arbitrage hätte, da die Schweiz keine Devisenkontrolle kennt, im Falle einer Verweigerung der Goldübernahme gegenüber einem Land oder einer Ländergruppe bewirkt, dass ihr das Gold einfach über den Weg anderer Länder zugeflossen wäre.

Im Verkehr mit Deutschland hat sich die Goldbewegung nicht während des ganzen Krieges nur in der Richtung des Goldzuflusses nach der Schweiz vollzogen. Noch in der ersten Hälfte des Jahres 1940 hat die Deutsche Reichsbank neben andern Notenbanken Gold in der Schweiz gekauft. Mit diesem Hinweis soll diesen Goldkäufen nicht besondere Bedeutung beigemessen werden; wohl aber mag er als Zeugnis für die Automatik des Währungsausgleichsmittels Gold dienen.

2. Die währungspolitischen Aspekte der Goldpolitik

In den Jahren vor Kriegsausbruch wickelte sich der internationale Zahlungsverkehr hauptsächlich in den beiden Weltwährungen, dem U.S.A.-Dollar und dem englischen Pfund, ab. Die weltwirtschaftliche Bedeutung der angelsächsischen Wirtschaftsräume, die Vielgestaltigkeit und die Intensität ihrer Wirtschaftsbeziehungen zur gesamten übrigen Welt brachten es mit sich, dass Dollar und Pfund Sterling, mit denen in New York wie auch in London jede andere Währung beschafft werden konnte, überall als Zahlungsmittel entgegengenommen wurden. Zu dieser Weltgeltung der beiden Valuten hatte nicht zuletzt der Umstand beigetragen, dass der Dollar seit Januar 1934 auf der Basis von 35 Dollar je Unze Feingold fest im Golde verankert war und dass auch das Verhältnis des Pfundes zum Dollar unter dem Dreimächteabkommen vom Jahre 1936 wenn nicht de jure, so doch de facto stabil gehalten wurde. So kam es, dass die ganze Welt sich Dollars und Pfund Sterling durch Verkauf von Gold zu beschaffen oder die Möglichkeit der Beschaffung durch Errichtung von Golddepots in New York oder London sich zu erleichtern suchte. Daraus resultierte damals ein ganz gewaltiger Goldstrom namentlich nach den U.S.A., deren Goldbestand von 8,2 Milliarden Ende 1934 auf rund 22 Milliarden Dollars Ende 1941 sich erhöhte, um vom Jahre 1942 an wiederum rückläufige Bewegung einzuschlagen. Trotz alledem büsste das Gold die Funktion eines internationalen Zahlungsmittels nie ein, wenn es auch zeitweise mehr nur zum Spitzenausgleich verwendet wurde.

Die Situation änderte sich sofort, als bei Kriegsausbruch Grossbritannien die Devisenbewirtschaftung einführte und als Amerika im Jahre 1941 zur Sperrung der ausländischen Guthaben schritt, eine Reihe von Ländern somit über ihre alten und neu entstehenden Guthaben und Goldbestände in den U.S.A. nicht mehr verfügen konnten[3]. Da der internationale Zahlungsausgleich nicht mit illiquiden Währungsreserven sich vollziehen kann, trat das Gold als Mittel zur Regelung internationaler Zahlungen erneut in den Vordergrund. Aber auch der Schweizerfranken wurde im Zahlungsverkehr von Land zu Land wieder mehr

3. *Cf. ci-dessus, N° 371.*

verwendet, ja mit Rücksicht auf die Schwierigkeiten, die sich in den Kriegsjahren der Versendung von Gold entgegenstellten, wurde die Devise Schweiz dem Gold vorgezogen. Damit wiederholte sich die Entwicklung, wie sie schon im Weltkrieg 1914/18 zu beobachten war. Nicht nur im Verkehr mit der Schweiz, sondern auch im Verkehr zwischen Drittländern wurde Zahlung in Schweizerfranken gefordert. So wurde ein Teil des Warenverkehrs zwischen Deutschland und den Oststaaten, zwischen Schweden und Portugal und der Türkei, der Türkei und Ungarn, zwischen Brasilien und Portugal zeitweise in Schweizerfranken abgewickelt. Der Bedarf an Schweizerfranken der beiden Kriegsparteien wurde daher immer grösser.

Auf Grund einer Verständigung mit den Bundesbehörden stellte die Nationalbank dem amerikanischen Schatzamt erhebliche Frankenbeträge zur Verfügung zur Aufrechterhaltung des diplomatischen und konsularischen Dienstes, für Zahlungen an Kriegsgefangene, für die Zwecke des Roten Kreuzes, für den Unterhalt amerikanischer Staatsbürger in der Schweiz sowie für andere kulturelle und humanitäre Zwecke. Nach Kriegsschluss kamen dazu Frankenbedürfnisse für die amerikanische Urlauberaktion, für Warenkäufe der amerikanischen Heeresstellen in der Schweiz etc. England wurden Schweizerfranken zur Verfügung gestellt zuerst gegen Dollars, dann gegen Gold in Kanada und mit Inkrafttreten des Finanzabkommens vom 5. Januar 1944 gegen frei verfügbares Gold in London[4].

Aber auch der anderen Kriegspartei, den Achsenmächten, und namentlich Deutschland, mussten Frankenbeträge in erheblichem Umfange zur Verfügung gestellt werden, die teilweise für ähnliche Zwecke wie bei den Alliierten Verwendung fanden. Der Unterschied bestand aber darin, dass das Gold in die Schweiz geliefert wurde, somit nicht bloss dem Buchstaben nach, sondern tatsächlich für die Schweiz frei verfügbar war. Sofern es sich dabei um Zahlungen zugunsten von Drittländern handelte, blieb ein Teil des von Deutschland erhaltenen Goldes bisweilen nur kurze Zeit bei der Nationalbank liegen, da die Notenbanken der Lieferantenländer Deutschlands ihre Frankenguthaben nach Bedarf wieder in Gold umwandelten und diese Goldbestände meistens heimschafften.

Hätte die Nationalbank dem Ausland nicht Schweizerfranken zur Verfügung gestellt, um den enormen Bedarf, sei es zur direkten Zahlung nach der Schweiz für Warenbezüge oder Dienstleistungen, sei es für Zahlungen im internationalen Verkehr, zu befriedigen, so wäre der Kurs des Schweizerfrankens im Ausland zweifellos stark gestiegen. Das bedeutet anderseits, dass sich bei den fremden Währungen eine starke Unterwertigkeit eingestellt hätte, und zwar in einem Ausmass, dass der schweizerische Export zum Stillstand gekommen wäre. Eine solche Kursverschiebung hätte auch aussenpolitische Rückwirkungen gehabt. Ein Fallenlassen des Dollarkurses auch nur um eine unbedeutende Fraktion hätte zweifellos den energischen Protest der amerikanischen Regierung hervorgerufen, hatte doch das amerikanische Schatzamt die Nationalbank seinerzeit wissen lassen, dass eine Änderung des Kursverhältnisses unter den massgebenden Valuten sehr unerwünscht wäre. Bezeichnend für das allge-

4. *Cf. table méthodique: II.11.2. Grande-Bretagne. Relations économiques.*

meine Interesse, das man damals einer Stabilhaltung der Kursrelation entgegenbrachte, war auch der Umstand, dass schweizerische Exportkreise eine Abschwächung des Dollarkurses mit dem Argument bekämpften, dass damit unweigerlich eine Senkung auch anderer Valuten, insbesondere des Reichsmarkkurses, verbunden gewesen wäre. Die Goldaufnahme zur Verhinderung einer Überwertigkeit des Schweizerfrankens hatte daher nicht bloss den Charakter einer währungsregulierenden, sondern auch den einer handels- und einer aussenpolitischen Massnahme.

Durch ihre Frankenzessionen an die kriegführenden Staaten zur Befriedigung ihrer mannigfaltigen Bedürfnisse suchte die Nationalbank den Zahlungsverkehr mit dem Ausland, so gut es ging, aufrechtzuerhalten und zu erleichtern, und zwar, zum Teil auf Veranlassung der Bundesbehörden, auch in Zeiten, da die Entgegennahme von Gold und Devisen aus währungs-, geldmarkt- und preispolitischen Überlegungen besser unterblieben wäre. Die Nationalbank hat sich dabei weder von Sympathien noch Antipathien gegenüber der einen oder andern Kriegspartei, sondern lediglich von den währungspolitischen Überlegungen und den wirtschaftlichen Interessen des Landes leiten lassen.

3. Die aussen- und militärpolitischen Beweggründe der Goldpolitik

Ausgangspunkt für Haltung und Einstellung der Schweiz gegenüber den kriegführenden Mächten war die Erklärung der Bundesversammlung vom 30. August 1939, durch welche dem festen Willen Ausdruck gegeben wurde, die Neutralität unseres Landes unter allen Umständen und gegenüber allen kriegführenden Staaten zu wahren[5]. Diese Neutralitätserklärung ist seinerzeit allen Staaten zur Kenntnis gebracht und von ihnen anerkannt worden. Sie bedeutete, dass die Schweiz gegenüber allen Kriegführenden sowohl in politischer wie in wirtschaftlicher Hinsicht eine absolut neutrale Haltung zu bewahren entschlossen war.

Diese Pflicht zur Neutralität schloss auf wirtschaftlichem Gebiet die Pflege des internationalen Zahlungsverkehrs und innerhalb des letzteren somit auch des Goldgeschäftes in sich. Sie stand im übrigen im Einklang mit der gegebenen Richtlinie, dass die Schweiz in allen ihren wirtschaftlichen Beziehungen mit den Achsenmächten wie auch mit den Alliierten sich strikte an die Vorschriften der Haager Konvention für den Landkrieg von 1907 sowie an die sukzessive mit einigen der Kriegführenden abgeschlossenen Verträge halten werde. Es handelte sich bei letzteren vor allem um das mit den Alliierten abgeschlossene sogenannte «WAR TRADE AGREEMENT» vom 25. April 1940, das genau den Rahmen festlegte, innerhalb welchem die Schweiz mit den Achsenmächten Handel treiben konnte[6]. Dieses sah u.a. vor, dass keine Waren in unverändertem Zustande exportiert werden durften und dass die ganze Ausfuhr nach Deutschland sich innerhalb des normalen Verkehrs der Vorjahre halten sollte.

Gar bald zeigte sich aber, dass die kriegführenden Staaten bestrebt waren, der feindlichen Mächtegruppe den Zugang zum wirtschaftlichen und finan-

---

5. *Cf. DDS, vol. 13, N° 139.*
6. *Cf. DDS, vol. 13, N° 269.*

ziellen Potential der Schweiz zu erschweren oder dessen Nutzbarmachung durch die Kriegsgegner nach Möglichkeit zu verhindern. So gelangte die deutsche Regierung im Juli 1940 auf diplomatischem Weg an mehrere neutrale Länder mit dem Ansuchen, es möchte die Übertragung der in britischen, französischen, belgischen, niederländischen und norwegischen Händen befindlichen Beteiligungen an Unternehmungen der neutralen Staaten einer Genehmigungspflicht unterstellt werden, soweit sie in der Absicht erfolge, die fraglichen Vermögenswerte dem deutschen Einfluss zu entziehen. Deutschland werde die seit Kriegsausbruch vorgenommenen Übertragungen nicht als rechtskräftig anerkennen. Auch den schweizerischen Behörden wurde das deutsche Begehren auf Erlass einer Vorschrift zur Kenntnis gebracht, die verhindern sollte, dass britische, französische, belgische, niederländische und norwegische Beteiligungen an schweizerischen Unternehmungen auf Schweizerbürger oder auf sonstige Neutrale, insbesondere Amerikaner, übertragen werden. Der Bundesrat stellte sich damals auf den Standpunkt, das deutsche Begehren sei undurchführbar.

In dem Ausmasse, wie der Krieg an Ausdehnung gewann und an Erbitterung zunahm, verstärkte sich der wirtschaftliche Druck der kriegführenden Parteien auf die Schweiz, die mehr und mehr in den Schnittpunkt der gegnerischen Blockadefronten gelangte. Mit wachsendem Missbehagen verfolgten die Aliierten die Entwicklung der wirtschaftlichen Beziehungen der Schweiz zu Deutschland und den andern Achsenmächten, eine zwangsläufige Folge der fortschreitenden Abschnürung der Schweiz von den alliierten und überseeischen Ländern. Umgekehrt war Deutschland dauernd bemüht, aus den der Schweiz noch belassenen Kommunikationen mit dem Westen für sich die grösstmöglichen Vorteile herauszuschlagen.

Begannen sich die Importe schon im Jahre 1942 zu verschlechtern, so hatten die Landung der Alliierten in Afrika und die Besetzung von ganz Frankreich durch Deutschland gegen Ende 1942 die völlige Umschliessung unseres Landes durch die Achsenmächte zur Folge. Diese waren damals auf dem Höhepunkt ihrer militärischen Machtentfaltung in Europa angelangt. Man muss sich diese militärpolitische Situation vor Augen halten, um zu verstehen, in welche ausserordentlich schwere und gefahrdrohende Lage die Schweiz auf einmal gekommen war. In der Aufrechterhaltung einer kleinen Zahl schmaler Verbindungswege zu den Alliierten und zu den neutralen Staaten über Deutschland, Italien und die von den Achsenmächten besetzten Gebiete geriet unser Land gänzlich unter die Willkür des ganz Europa dominierenden deutschen Reiches. Anderseits legten aber auch die Alliierten einen immer dichteren Blockadering um die Schweiz, mit dem Ziel, deren wirtschaftliche Beziehungen mit den Achsenmächten auf ein Minimumn zu reduzieren.

Mit beiden Mächtegruppen setzte ein verbissener Kampf um unsere Selbständigkeit und Eigenstaatlichkeit ein. Dass unser Land dabei namentlich von deutscher Seite wirtschaftlich einem ausserordentlich schweren Druck ausgesetzt war, ergab sich aus der äusserst exponierten militärischen Lage der Schweiz von selbst.

Allein auf sich gestellt und ohne auf eine wirksame militärische Hilfe seitens der Alliierten zählen zu können, sah sich die Schweiz genötigt, den deutschen

Begehren auf Weiterführung der wirtschaftlichen Wechselbeziehungen nachzukommen, soweit sich dies mit den alliierten Forderungen vereinbaren liess. Dies zu tun, lag zum Teil aber auch in unserem ureigenen Interesse. Die Schweiz kämpfte in der Tat um ihre nackte Existenz. Dieser Existenzkampf konnte – dies darf man heute nicht vergessen – nur mit Erfolg durchgeführt werden, wenn es gelang, das Volk vor Hunger, Arbeitslosigkeit und Defaitismus zu bewahren und gleichzeitig die militärische Verteidigung unablässig zu verstärken. Das Ziel unserer Wirtschaftspolitik bestand daher in der Stärkung eines bis zur äussersten Abwehrbereitschaft gesteigerten Selbsterhaltungswillens. Hiezu brauchte es nicht nur Lebensmittel, sondern auch Rohstoffe aller Art, eine Unmenge von Zement, Eisen, Stahl und Sprengstoffen, Textilien, alles Dinge, die wir zu einem grossen Teil aus dem Gebiet der Achsenmächte und der von ihnen besetzten oder beeinflussten Länder erhalten konnten. Die Ausrüstung der Armee mit modernen Waffen und die Einkleidung und Bewaffnung der neuausgehobenen Mannschaften – die Schweiz hatte zeitweilig über eine halbe Million Mann mobilisiert – wären ohne ständige Importe unmöglich gewesen. Zu diesem Ziel trug die Aufrechterhaltung der wirtschaftlichen Beziehungen zu Deutschland in hohem Umfange bei.

Es mag heute verwundern, dass die Schweiz in der Zeit vom 1. September 1939 bis 30. April 1945 trotz den gewaltigen Ansprüchen Deutschlands aus den Achsenmächten, ihren Satellitenstaaten und den von ihnen besetzten Gebieten Waren im Gewicht von 18 Millionen Tonnen im Werte von 5,7 Milliarden Franken einführte, während die Ausfuhr nur 2 Millionen Tonnen im Werte von 4,4 Milliarden Franken betrug. Wir importierten somit aus dem Achsengebiet nicht unwesentlich mehr, als wir dorthin exportierten, nämlich 16 Millionen Tonnen im Werte von 1,3 Milliarden Franken. Für alle übrigen Staaten belief sich in der gleichen Zeit die Einfuhr total auf 7,5 Millionen Tonnen oder 4 Milliarden Franken und die Ausfuhr auf 0,3 Millionen Tonnen oder 3,4 Milliarden Franken.

Nur dank dem Umstand, dass es der Schweiz gelungen war, sich allen Schwierigkeiten zum Trotz Import- und Exportmöglichkeiten nach verschiedenen Seiten offen zu halten, konnten wir letztendlich die seelische und militärische Widerstandskraft aufbringen, um uns im Sturm des Kriegsgeschehens zu behaupten. Es bedurfte hiezu eines starken Widerstandswillens, aber auch einer geschickten Verhandlungstaktik, um jeweils den harten Pressionen namentlich Deutschlands Stand zu halten. Oft ging es hart auf hart.

In diesem Zusammenhang ist als Beispiel auf eine dramatische Verhandlungsepisode im Jahre 1943 zu erinnern, wie sie von Herrn Nationalrat Dr. Speiser, ehemaliger Chef des Eidgenössischen Kriegswirtschaftsamtes, in seinem kürzlich in den «Schweizer Monatsheften» erschienenen Aufsatz über die schweizerisch-deutschen Handelsbeziehungen während des Krieges geschildert wird:

«In den gleichen Wochen des Frühlings 1943, wo, wie kürzliche Enthüllungen beweisen, starke Truppenteile einsatzbereit nahe unserer Nordgrenze standen, unterstrich der deutsche Unterhändler seine Forderungen mit der Drohung, Deutschland würde nicht zögern, unser Land die ganze Härte einer Einkreisung fühlen zu lassen. Er sprach sogar die Befürchtung aus, die

Schweiz würde in den Strudel hineingerissen. Trotzdem wurde nicht nachgegeben. ...[7]»

Wie ein Damoklesschwert schwebte die Gefahr des Krieges während Jahren über unserem Volk. Man muss sich heute wieder in diese Situation hineindenken können, um richtig zu würdigen, dass manchmal Konzessionen unvermeidlich waren.

Dies alles gilt auch für die Goldtransaktionen. Waren es auf politischem Gebiet primär die Grundprinzipien unserer Neutralität, die mit Bezug auf die Entgegennahme von Goldsendungen gegenüber beiden Kriegsparteien eine gleiche Behandlung erforderten, so kam dazu noch die Tatsache, dass die Schweiz und damit auch die Nationalbank in den Jahren, als Deutschland uns gegenüber die ständige Bedrohung durch seine militärische Macht spüren liess, gar nicht anders handeln konnten. Es war schlechthin undenkbar, Deutschland gegenüber die Annahme von Gold zu verweigern. Was unsere Pflicht aus der Neutralitätspolitik anbelangt, gelangte ein eigens zur Abklärung der Goldfrage im Jahre 1943 ausgearbeitetes Gutachten des Staatsrechtslehrers Prof. Dr. Schindler von der Universität Zürich zum gleichen Ergebnis[8].

Deutschland selbst legte auf die Erhaltung der Zahlungsverbindungen mit der Schweiz und über die Schweiz zu andern Staaten mit Hilfe des Goldes grösstes Gewicht. Das geht mit aller wünschbaren Deutlichkeit aus einer Äusserung hervor, die der damalige Vizepräsident des Reichsbankdirektoriums, Puhl, im Jahre 1940 einer Persönlichkeit der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich gegenüber getan hatte. Auf die Bemerkung, es sei für Europa von besonderer Wichtigkeit, dass der Schweizerfranken eine freie Währung bleibe, um nach dem Kriege auf dem Kontinent eine starke Währung zu besitzen, in der frei gehandelt werden könne, habe Puhl sofort erwidert, er teile diese Auffassung voll und ganz. Puhl habe dann noch beigefügt: «Dass die Schweiz keine Devisenrestriktionen einführt, ist auch vom politischen Gesichtspunkt wichtig, da dies einen Grund dafür bildet, der Schweiz ihre Freiheit zu lassen» (Übersetzung aus der folgenden, in englischer Sprache gehaltenen Originalfassung: «That the Swiss do not introduce exchange restrictions is important also from a political point of view for it constitutes a reason for leaving Switzerland free»)[9].

Hätte die Schweiz die Annahme deutscher Goldsendungen verweigert, in einem Zeitpunkt, da sie von den Alliierten Gold in noch grösserem Umfang entgegennahm, so hätte sich daraus für unser Land leicht ein Konflikt von grösster Tragweite, möglicherweise sogar Krieg ergeben können. Verschiedene Male hatte die Deutsche Reichsbank darauf hingewiesen, dass die Nationalbank zufolge der schweizerischen Neutralitätspolitik den Ankauf von deutschem Gold nicht refüsieren könne, da sie solches auch von den Alliierten übernehme.

---

7. *Cf. le projet, daté du 2 février 1946, de cet article paru dans* Schweizer Monatshefte, *fasc. 12, mars 1946, pp. 746 ss.*, E 6100 (A) 25/2331.

8. *Non retrouvée.*

Une faute de frappe de la date expliquerait qu'il s'agisse en fait du document publié ci-dessus N° 181.

9. *Cf. DDS, vol. 13, N° 419.*

Trotz dem Druck seitens Deutschlands, den es auf die Nationalbank zur Offenhaltung seiner Zahlungsmöglichkeiten mit Hilfe des Goldes ausübte, verlangte die Nationalbank von der Deutschen Reichsbank im Jahre 1943, d.h. schon vor den offiziellen Warnungen der Alliierten, eine Beschränkung der Goldremittierungen. Sie bezeichnete eine weitere Ausdehnung der deutschen Goldverkäufe nicht nur als unerwünscht, sondern ersuchte die Reichsbank darüber hinaus, Zahlungen an das Ausland nicht über den Schweizerfranken, sondern durch direkte Goldverschickung nach dem betreffenden Land vorzunehmen. Weiter stellte die Nationalbank für die Goldübernahme als Bedingung, dass Goldsendungen nur akzeptiert würden, wenn das Gold aus deutschen Vorkriegsbeständen stamme.

Diese Begehren der Nationalbank waren damals, in einer Zeit starker militärischer Bedrohung der Schweiz durch Deutschland, durchaus keine Selbstverständlichkeit. Sie wurden denn auch von deutscher Seite sehr übel aufgenommen.

Zusammenfassend ist festzuhalten, dass weder die traditionelle Neutralitätspolitik der Schweiz, noch die einer ständigen und unmittelbaren Kriegsgefahr ausgesetzte Stellung unseres Landes in der Frage der Entgegennahme deutschen Goldes eine andere Haltung zugelassen hätten als diejenige, die von der Nationalbank in diesen schweren Jahren eingenommen wurde. Es darf ruhig behauptet werden, dass die Goldübernahmen aus deutschem Besitz damals kriegswirtschaftlich eine ebenso notwendige Massnahme darstellten wie die sogenannten Clearingvorschüsse des Bundes.

ZWEITER TEIL
DER GOLDVERKEHR DER SCHWEIZERISCHEN NATIONALBANK MIT DEN AUSLÄNDISCHEN ZENTRALBANKEN UND MIT DER DEUTSCHEN REICHSBANK IM BESONDEREN

1. Der Goldverkehr der Nationalbank mit den ausländischen Zentralbanken in der Zeit vom 1. Januar 1939 bis zum 30. Juni 1945

Anlage I [10] zu diesem Bericht orientiert über den Goldverkehr der Schweizerischen Nationalbank mit den ausländischen Notenbanken in der Zeit vom 1. Januar 1939 bis zum 30. Juni 1945. Gesamthaft stellen sich die Käufe und Verkäufe von Gold in der genannten Periode auf folgende Beträge:

	Käufe	*Verkäufe*
	(Kassawert in 1000 Fr.)	
Deutschland	1 229 805 [1]	19 495
Frankreich	189 624	76 668
Griechenland	439	—

[1] Mit Bezug auf die mutmasslichen Goldbestände vor Ausbruch des Weltkrieges wird auf die Ausführungen auf S. 26 *[non reproduite]* hienach verwiesen.

10. *Non reproduite.*

Grossbritannien	673 310	93 259
Italien	150 108	141
Portugal	55 774	507 274
Rumänien	9 757	112 093
Schweden	74 063	—
Slowakei	—	11 254
Spanien	—	185 149
Türkei	—	14 845
Ungarn	—	14 570
Kanada	65 284	—
U.S.A.	2 242 916	1 064 760
Argentinien	32 670	—
Japan	—	4 956

Aus diesen Zahlen geht mit aller Deutlichkeit hervor, dass der Goldverkehr mit den Alliierten wesentlich grösser war als mit den Achsenmächten. Was die in diesem Zusammenhang besonders interessierenden Goldkäufe anbetrifft, so machen die Übernahmen von Gold aus den U.S.A., Grossbritannien, Frankreich und Kanada erheblich mehr als das Doppelte der Übernahmen aus Deutschland und Italien aus.

2. Der Goldverkehr mit der Deutschen Reichsbank

a. Gesamtübersicht

Anlage II gibt einen Gesamtüberblick über den Goldverkehr mit der Deutschen Reichsbank während der Kriegszeit (1. September 1939 bis 8. Mai 1945)

	in Millionen Franken
von den Goldsendungen der Reichsbank nach der Schweiz im Gesamtbetrage von	1638,2
sind abgetreten worden an die Schweizerische Nationalbank	1209,8
an die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich und an fremde Notenbanken	428,4

b. Die Käufe der Schweizerischen Nationalbank

Die Käufe der Schweizerischen Nationalbank verteilten sich auf die ganze Periode wie folgt:

		in Millionen Franken	in Millionen Franken
1940	I. Quartal	9,8	
	II. »	17,5	
	III. »	—	
	IV. »	39,3	66,6
1941	I. Quartal	14,7	
	II. »	—	

	III. »	—	
	IV. »	126,5	141,2
1942	I. Quartal	146,4	
	II. »	73,1	
	III. »	116,9	
	IV. »	87,6	424,0
1943	I. Quartal	108,2	
	II. »	89,6	
	III. »	85,0	
	IV. »	85,6	368,4
1944	I. Quartal	102,3	
	II. »	43,8	
	III. »	14,6	
	IV. »	19,4	180,1
1945	I. Quartal	13,9	
	II. »	15,6	29,5
			1209,8

Es geht daraus hervor, dass die Goldübernahmen in grösserem Umfange im letzten Quartal 1941 einsetzten, um dann vom zweiten Quartal 1944 an stark zurückzugehen. Die grossen Goldkäufe der Nationalbank erstreckten sich somit auf den Zeitraum, während welchem die Schweiz vollständig von Deutschland eingeschlossen war.

Bis zum Eingang der offiziellen Warnungen der Alliierten, kein Gold aus besetzten Gebieten hereinzunehmen, d.h. bis zum 24. Februar 1944, hatte die Schweizerische Nationalbank der Deutschen Reichsbank für 1058,6 Millionen Franken Gold abgenommen.

c. Der Weiterverkauf von deutschem Gold

Wie bereits erwähnt worden ist, hat die Schweizerische Nationalbank im Zusammenhang mit internationalen Zahlungsverpflichtungen einen Teil des von der Deutschen Reichsbank erhaltenen Goldes an die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich und an ausländische Notenbanken weiterverkauft. Dieses Gold stellt einen Wert von insgesamt 827,2 Millionen Franken dar.

d. Verwendung des Gegenwertes der Goldabtretungen der Deutschen Reichsbank

Den Erlös des von der Schweizerischen Nationalbank gekauften Goldes hat die Reichsbank vorab verwendet zur Befriedigung deutscher Verpflichtungen in der Schweiz, soweit diese ausserhalb des Clearings abzuwickeln waren, so beispielsweise für die Bezahlung von gewissen Exporten, für die Bedürfnisse der Gesantschaft und des Konsulardienstes, für Zahlungen an das Internationale Rote Kreuz, für Leistungen an die Abteilung für fremde Interessen des Eidgenössischen Politischen Departements (Gefangenendienst), für Reise- und Kurkosten etc.

Einen namhaften Teil hat die Reichsbank ferner für Zahlungen an Drittländer verwendet, wobei diese Zahlungen fast ausnahmslos über die freien Banken geleitet worden sind. In grossem Umfange dienten die Zahlungen für die Abdeckung von in der Schweiz eröffneten Akkreditiven und Krediten.

DRITTER TEIL

DIE STELLUNGNAHME DER NATIONALBANK ZU DEN GOLDABTRETUNGEN DER DEUTSCHEN REICHSBANK UND ZU DEN BEZÜGLICHEN INTERVENTIONEN VON ALLIIERTER SEITE

(in chronologischer Darstellung)

1. Die Goldabtretungen im Jahre 1940

Die Goldabtretungen der Deutschen Reichsbank setzten erst im Jahre 1940 ein. Anfangs März erhielt die Nationalbank von der Reichsbank ohne vorherige Anzeige eine erste Sendung Goldbarren im Gesamtfeingewicht von ca. 2000 Kilogramm (Kassawert rund 9,8 Millionen Franken), welches Gold zum Preise von Fr. 4869,80 je kg fein übernommen wurde. Die Reichsbank wurde aber ersucht, sich künftig vor Absendung des Goldes jeweils mit der Nationalbank in Verbindung zu setzen. Weitere Sendungen wurden im Mai und Oktober eingeliefert und übernommen.

Bei Anlass dieser letzten Goldzession wurde entsprechend einer Anregung der Reichsbank in Erwägung gezogen, ob es nicht angezeigt wäre, in Berlin ein auf 20–30 Millionen Franken zu begrenzendes Golddepot zu errichten. Die Sache war als Geste gegenüber der Deutschen Reichsbank gedacht, wohl nicht zuletzt auch im Hinblick auf die Schwierigkeiten, welche zu jener Zeit die schweizerische Verhandlungsdelegation in Berlin zu überwinden hatte. Dabei spielte der Nebengedanke mit, auf diese Weise der Idee der Verwendung des Goldes für internationale Zahlungen auch in Deutschland wieder neuen Auftrieb zu geben. In Abwägung der Vor- und Nachteile wurde dann aber der Anregung der Reichsbank keine weitere Folge gegeben.

2. Der Goldverkehr im Jahre 1941

Die Goldabtretungen wurden namentlich im letzten Quartal dieses Jahres zahlreicher, was auf folgenden Umstand zurückzuführen war:

Die Reichsbank ging nach und nach dazu über, Goldbarren und Goldmünzen an die schweizerischen Banken zu verkaufen. Der Gegenwert diente zur Bezahlung von Escudos, welche sich die freien Banken durch Abgabe von Schweizerfranken in Lissabon verschafften. Das von der Reichsbank gelieferte Gold wurde von den schweizerischen Banken im Publikum verkauft und fand so restlos für Hortungszwecke Verwendung. Ein grösserer Teil des deutschen Goldes wurde an ausländische Notenbanken verkauft im Austausch gegen Goldmünzen, die dann von den schweizerischen Banken im Publikum untergebracht wurden. Für die durch die Escudosverkäufe an die schweizerischen Banken erhaltenen Schweizerfranken verlangte der Banco de Portugal aber von der Nationalbank Gold. Dieser erwuchs infolgedessen aus dem Geschäft ein Goldverlust, obschon die Reichsbank die gekauften Escudos den schweizerischen

Banken mit Gold bezahlte. Diese Entwicklung war für die Nationalbank doppelt unangenehm. Einmal erfuhr ihr Goldbestand in der Schweiz zufolge grosser Zahlungen für Importe eine erhebliche Verminderung (der Goldbestand der Nationalbank im Inland sank zeitweise unter 700 Millionen Franken) und sodann erfolgte in diesem Jahre die Blockierung der schweizerischen Guthaben und Goldbestände in Amerika, über die daher nur noch in beschränktem Umfange verfügt werden konnte. Um dieser währungspolitisch höchst unbefriedigenden Entwicklung zu begegnen, wurde von der Reichsbank verlangt, das Gold zur Beschaffung der Franken für die Escudoskäufe in der Schweiz an die Nationalbank abzutreten. Die Reichsbank hat diesem Begehren entsprochen, was naturgemäss eine Vermehrung der Goldabtretungen der Reichsbank zur Folge hatte. So kam es, dass im letzten Quartal 1941 die Nationalbank in sieben Malen von der Reichsbank Gold im Betrage von insgesamt 127 Millionen Franken übernahm.

3. Die Entwicklung der Goldzessionen im Jahre 1942 – Beginn der Einwendungen der Westmächte

Im Jahre 1942 erreichten die Goldverkäufe der Reichsbank an die Nationalbank mit einem Gesamtbetrag von rund 424 Millionen Franken den Höchstbetrag während des ganzen Krieges. Monatlich wurden zum Teil bis vier Posten im Betrage von je etwas über 14 Millionen Franken übernommen. Es ist klar, dass dieser rege Goldverkehr den Alliierten nicht entgehen konnte und dass sie ihn zu verhindern trachteten.

Zunächst ergaben sich Schwierigkeiten in Amerika, indem Goldüberweisungen an neutrale Notenbanken, insbesondere an den Banco de Portugal, verweigert wurden mit der Begründung, dass der Banco de Portugal in der Schweiz über beträchtliche Beträge Gold verfüge und dass durch diese Escudos- und die damit zusammenhängenden Goldoperationen Deutschland die Devisen- und somit die Warenbeschaffung in andern Ländern erleichtert werde. Die Schweizerische Gesandtschaft in Washington wurde von der Nationalbank über den Weg des Eidgenössischen Politischen Departements darauf aufmerksam gemacht, dass der Devisenmarkt wie auch der Goldmarkt in der Schweiz frei seien. Wer Gold besitze, könne es in der Schweiz verkaufen und bekomme dagegen Schweizerfranken, mit denen er Zahlungen leisten oder Devisen erwerben könne. Es sei zwar möglich, dass Deutschland mit den Schweizerfranken in andern Ländern Waren kaufen könne. Deutschland sei es aber unbenommen, nach allen Ländern des europäischen Kontinents Gold zu senden und es dort zu verkaufen. Die Benützung des schweizerischen Marktes könne daher nicht als Grund dafür anerkannt werden, dass Deutschland sich Waren beschaffen könne.

Gegenüber den Bedenken, die damals mit Bezug auf die Goldoperationen mit der Deutschen Reichsbank in der Bankleitung und im Bankausschuss geäussert wurden, musste immer wieder darauf hingewiesen werden, dass diese Goldkäufe normale Handelsoperationen darstellen und dass im übrigen die Nationalbank sich hier in einer Zwangslage befinde, die ihr gar nichts anderes übrig lasse, als das Gold zu übernehmen. Restriktionen müssten gegenüber allen Staaten zur Anwendung kommen.

Später berichtete Herr Direktor Gautier aus New York, dass nach Meinung des Schatzamtes das Gold, das von Deutschland in die Schweiz komme, die Goldbestände der Nationalbank vergrössere und dass deshalb Zahlungen nach Spanien und Portugal ohne weiteres von der Schweiz aus geleistet werden könnten [11]. Herrn Gautier wurde zuhanden des Schatzamtes geantwortet, dass die Goldbestände der Nationalbank in der Schweiz seit Erlass des amerikanischen Embargos nicht zugenommen, sondern sich im Gegenteil nicht unbeträchtlich vermindert hatten, weil Deutschland den Gegenwert des gelieferten Goldes nicht ausschliesslich in der Schweiz verwende, sondern zur Zahlung an Drittländer benötige, die wiederum bei der Nationalbank gegen Schweizerfranken Gold beziehen, so dass die in der Schweiz verbleibende Goldreserve, die überdies ständig zur Bezahlung von Importen eingesetzt werden müsse, fortwährend zurückgehe.

In den im Jahre 1942 mit England geführten Handelsvertragsverhandlungen wurde der schweizerischen Delegation bedeutet, dass England die Goldsendungen der Deutschen Reichsbank sehr ungern sehe, weil Berlin sich damit Frankenguthaben schaffe, die es zur Bezahlung kriegswichtiger Importe benötige [12].

Die Nationalbank hat wiederholt darauf hingewiesen, dass es zweckmässiger wäre, wenn die Alliierten bei den Regierungen der Länder der iberischen Halb-

---

11. *Sur les relations avec le Portugal en 1942, cf.* E 2001 (E) 2/560. *Sur les activités de V. Gautier aux Etats-Unis, cf.* E 2001 (D) 2/252.

Dans son rapport financier N° 4 du 24 novembre 1942, le Ministre de Suisse à Washington, C. Bruggmann, écrit notamment: [...]. Im Prozess zwischen der belgischen Nationalbank und der Banque de France über die seinerzeit der letzteren zur Verwahrung übergebenen 220 Millionen Dollar in Gold stellte die Banque de France fest, dass das Gold der Reichsbank unter dem Zwange eines Befehls des französischen Staatsoberhaupts, Marschall Pétain, ausgeliefert wurde. Infolge dieses Zwanges sei die Banque de France von allen weiteren Verpflichtungen befreit. Ferner stellt sich die französische Notenbank auf den Standpunkt, dass die beiden Nominees der belgischen Nationalbank kein Recht zur Prozessführung besitzen, da die Zession des Anspruchs an sie rechtsungültig sei. Demgegenüber stellt der die belgischen Interessen vertretende Advokat fest, dass in einem Affidavit vom 12. Juli 1942 von Herrn Jean Martial, «local agent of the Bank of France», die letztere ihre Bereitwilligkeit erklärt habe, ihre Verpflichtungen unter dem Kontrakt zu erfüllen, was im Widerspruche zu der neuesten Stellungnahme stehe (E 2001 (E) 1968/78/341).

Dans une lettre du 27 novembre 1942, il ajoute, dass laut meiner Kenntnis gelangten Gerüchten schweizerische Banken beim Transport des Goldes zwischen Dakar und Europa gewisse Dienste geleistet haben sollen. Nach den mir vorliegenden Informationen hätten eine oder mehrere schweizerische Banken (die A.G. Leu & Cie wurde mit Namen genannt) auf Frachtdokumenten als Empfängerin der Sendung fuguriert.

Es ist klar, dass derartige Nachrichten, selbst wenn sie jeder Begründung entbehren, unsere Verhandlungsposition noch schwieriger gestalten. Ich wäre Ihnen daher verbunden, wenn Sie mir mitteilen wollten, ob und allenfalls in welchem Ausmasse die Anschuldigungen berechtigt sind, damit ich wenn möglich den Gerüchten entgegen treten kann (E 2001 (E) 1968/78/341).

Ces rumeurs sont démenties à Berne où l'on estime qu'il y a eu confusion avec une autre entreprise inscrite sur les «listes noires» des Alliés. Néanmoins, l'affaire continue d'être suivie attentivement.

12. *Sur ces négociations, cf.* E 2001 (D) 2/231, E 7110/1973/134/6; E 7110/1967/135/17 *et* 18.

insel auf eine Verminderung oder Sistierung des Warenverkehrs mit Deutschland hinwirken würden, woraus sich automatisch eine Reduktion des Goldverkehrs zwischen der Deutschen Reichsbank und der Nationalbank ergäbe, wie dies gegen Ende 1944 dann im Zusammenhang mit den Kriegsereignissen auch eingetreten ist. Leider konnten die alliierten Regierungen nie zu einem solchen Schritt veranlasst werden, obschon dies der direktere Weg zur Einschränkung der Goldoperationen zwischen der Schweiz und Deutschland gewesen wäre. Nachträglich stellt sich heraus, dass der Warenstrom sich von der iberischen Halbinsel und namentlich von Portugal aus in grossem Umfange auch nach England ergossen haben muss, da, wie man erfährt, der Banco de Portugal heute ein Pfundguthaben von ca 90 Millionen Pfund oder 1½ Milliarden Schweizerfranken besitzen soll.

[...]

VIERTEL TEIL

DIE ANGELEGENHEIT DES SOGENANNTEN BELGISCHEN GOLDES

1. Die Mitteilungen des frühern Gouverneurs der Banque de France

Mitte August 1943 stattete der damalige Gouverneur der Banque de France, Boisanger, anlässlich seines Ferienaufenthaltes in der Schweiz der Nationalbank einen Besuch ab und kam bei dieser Gelegenheit auch auf die Frage der Goldzessionen der Deutschen Reichsbank zu sprechen. Er bemerkte, die Banque Nationale de Belgique habe seinerzeit bei der Banque de France ein Golddepot unterhalten. Was seit der Invasion der deutschen Armee mit diesem Gold geschehen sei, wisse man nicht. Für den Fall, dass Deutschland dieses Gold an sich gezogen und Teile davon an die Schweizerische Nationalbank verkauft hätte, müsste die Banque de France sich im Sinne der Erklärung der Alliierten an die Schweizerische Nationalbank als Käuferin des Goldes halten.

Die Mitteilung von Gouverneur Boisanger war sehr wenig präzis. Er war nicht in der Lage, nähere Angaben über dieses Gold zu machen, und er verschwieg, unter welchen Umständen das Gold an die deutsche Besetzungsmacht ausgeliefert worden ist, obschon er als Hauptakteur der Auslieferung darüber genau orientiert war. Auch nach seiner Heimkehr unterliess es Boisanger, der Nationalbank genaue Angaben über das in Frage stehende Gold zukommen zu lassen, welche es ermöglicht hätten, das Gold gegebenenfalls als das belgische Gold zu identifizieren.

Von der Nationalbank wurde Boisanger entgegengehalten, dass die Nationalbank von allen Notenbanken Gold entgegennehme. Es sei ihr nicht möglich, die Entgegennahme von Gold einem einzelnen Land gegenüber abzulehnen. Das würde auch der Neutralität der Schweiz widersprechen, und im übrigen könne die Nationalbank dem Gold, das ihr von der Deutschen Reichsbank verkauft werde, nicht ansehen, woher es komme. Die Nationalbank dürfe annehmen, dass das Gold, das sie von der Reichsbank erhalte, von dieser rechtmässig erworben worden sei und dass die Reichsbank über das Gold, das sie der Nationalbank verkaufe, frei verfügen könne. Es wurde noch beigefügt, die Nationalbank habe von der Banque de France seit dem Waffenstillstand für über 100 Millionen Franken Gold entgegengenommen, ebenfalls in der Annahme, dass es sich um Gold handle, das der Banque de France gehöre.

2. Die Besprechungen mit dem Vertreter der Deutschen Reichsbank

Anlässlich der Mitte Oktober 1943 mit dem Vizepräsidenten des Reichsbankdirektoriums geführten Verhandlungen wurde auch die Frage des belgischen Goldes berührt. Im Zusammenhang mit der Erklärung, die Nationalbank habe bis jetzt kein Gold erhalten, das aus andern Ländern als aus Deutschland stamme, teilte er mit Bezug auf das belgische Gold mit, dass dieses Gold von der Banque de France der Reichsbank übergeben worden sei. Die Reichsbank hätte das Gold bezahlen wollen, was aber von Belgien abgelehnt worden sei. Darauf habe die Reichsbank den Betrag beim Gericht hinterlegt. Puhl erklärte: «Das Golddepot ist im übrigen noch intakt.»

3. Das Ergebnis späterer Informationen

Wie man nachträglich erfuhr, soll es sich um ein Golddepot von angeblich einer Milliarde Schweizerfranken gehandelt haben, das seinerzeit von der Belgischen Nationalbank bei der Banque de France errichtet und bei Kriegsausbruch nach Dakar übergeführt worden sei. Nach der Besetzung Frankreichs durch die deutschen Armeen habe der französische Regierungschef Laval vom früheren Gouverneur der Banque de France, Fournier, verlangt, dass er das Gold den Deutschen ausliefere. Fournier habe sich geweigert, das zu tun. Die Folge sei gewesen, dass Fournier von der Regierung abgesetzt und durch Boisanger ersetzt worden sei, der dann das Gold unter Überwindung nicht unbeträchtlicher Schwierigkeiten aus Dakar nach Paris holen liess und es gegen eine Erklärung des französischen Staates ausgeliefert habe. Anscheinend hatte Boisanger wegen dieser Auslieferung ein schlechtes Gewissen und suchte nach einer Rückendeckung.

Weiter wurde berichtet, das belgische Gold sei von der Besetzungsmacht nach Deutschland übergeführt und dort teilweise in Barren umgeschmolzen worden, wobei diese Barren mit Vorkriegsdaten versehen worden seien. Die Reichsbank habe hierauf das Gold nach dem Ausland und namentlich nach der Schweiz verkauft. Dieses von der Reichsbank nach der Schweiz gelieferte Gold soll angeblich den Wert von einer halben Milliarde Franken übersteigen.

Interessant sind in dieser Hinsicht noch Informationen, die der Schweizerischen Nationalbank im Jahre 1945 mit Bezug auf dieses belgische Gold zugegangen sind. Danach seien die von den Franzosen ausgehändigten Barren in der Tat auf Geheiss der Regierung in der Berliner Münze umgeschmolzen worden. Die Reichsbank habe jedoch genaue Listen geführt. Auch sollen die neuen Barren von den übrigen Beständen getrennt gehalten worden sein. Eine der Listen soll von den amerikanischen Truppen, als sie in einem Bergwerk in Thüringen Gold fanden, übernommen worden sein.

4. Die Anfrage der Belgischen Nationalbank

Vor einiger Zeit hat der Gouverneur der Belgischen Nationalbank der Schweizerischen Nationalbank ein Verzeichnis von Barren und Münzen, die von der Reichsbank an die Schweizerische Nationalbank gesandt worden seien, übermacht mit dem Ersuchen, zu prüfen, ob die darin aufgeführten Barren und Münzen mit den Aufzeichnungen der Nationalbank übereinstimmen. Die Prüfung der Liste ergab in verschiedener Beziehung Abweichungen von den Regi-

strierungen der Schweizerischen Nationalbank, so dass heute noch nicht feststeht, ob es sich bei den auf der Liste der Belgischen Nationalbank namhaft gemachten Barren und Münzen um solche belgischer Provenienz handelt oder ob sie aus Vorkriegsbeständen der Reichsbank stammen. Die Belgische Nationalbank wurde deshalb gebeten, ihre Listen einer Nachprüfung zu unterziehen, deren Resultat noch nicht bekannt ist.

Sollte es sich erweisen, dass es sich bei den auf der Liste der Belgischen Nationalbank erwähnten Barren und Münzen tatsächlich um das gesuchte belgische Gold handelt, so hätte die Schweizerische Nationalbank seinerzeit für 378 Millionen Franken auf eigene Rechnung übernommen. Die restlichen 153 Millionen Franken wären von der Reichsbank ab ihrem Depot in Bern direkt an andere Banken, vorzugsweise an die Schwedische Reichsbank und an den Banco de Portugal, verkauft worden.

5. Das Gutachten von Herrn Prof. Dr. Sauser-Hall, Genf

Für ihre eigenen Zwecke hat die Schweizerische Nationalbank bei Herrn Prof. Sauser-Hall, Ordinarius für internationales Recht an den Universitäten von Genf und Neuenburg, über den Fall des belgischen Goldes ein Rechtsgutachten einholen lassen [13].

Dieses Gutachten, das kein Plaidoyer zugunsten der Nationalbank sein will, sondern die unabhängige Auffassung des Juristen darstellt und vorläufig noch vertraulichen Charakter hat, stützt sich auf das Völkerrecht, insbesondere auf die in der Beilage zur zweiten Haagerkonvention von 1899 und in der Beilage zur vierten Haagerkonvention von 1907 getroffenen Regelung, sowie auf das Privatrecht der in Betracht fallenden Staaten.

Der Verfasser des Gutachtens umschreibt zunächst die rechtliche Struktur der in Betracht kommenden Notenbanken, namentlich der Bank von Frankreich und der Belgischen Nationalbank. Im Zeitpunkt der beanstandeten Goldtransaktionen waren diese beiden Notenbanken private Institute. Der Staat besass zwar ein Mitspracherecht; aber es steht ausser Zweifel, dass dennoch der Goldbesitz, der den Verpflichtungen der Institute gegenüberstand, Eigentum der Bank darstellte und nicht dem Staat gehörte. Die Besetzungsmacht konnte auf keinen Fall den Goldbestand der Belgischen Nationalbank oder der Bank von Frankreich beschlagnahmen, requirieren oder sequestrieren. Diese Auffassung von der absoluten Unantastbarkeit der Aktiven einer privaten Notenbank hat im Krieg 1870/71 eine praktische Anwendung gefunden. Nachdem deutsche Truppen Werte der Filiale Reims der Banque de France genommen hatten, hat das deutsche Hauptquartier mit Rücksicht auf die rechtliche Struktur der Banque de France die vollständige Rückgabe dieser Werte angeordnet. Die juristische Natur der Banque de France und der Belgischen Nationalbank entspricht aber derjenigen der Banque de France von 1870/71.

Herr Prof. Sauser-Hall untersucht im weitern verschiedene Gesichtspunkte, die sich aus der Aushändigung des belgischen Golddepots durch die Bank von Frankreich an die Besetzungsmacht ergeben. Da genaue Tatbestände fehlen, stützt er sich auf verschiedene Annahmen:

---

13. *Expertise du 28 mars 1946,* E 2800/1967/61/79.

a. Die Depotscheine könnten in die Hände der Besetzungsmacht gefallen sein und diese hätte gegen Rückgabe der Depotscheine das Gold abgehoben. Diese Handlung wäre rechtsungültig, weil die Besetzungsmacht nur die Aushändigung von Werten des Staates im besetzten Gebiet verlangen kann, während das Gold in Dakar lag.

b. Die Übergabe des Depots könnte mit Gewalt erzwungen worden sein. Gouverneur Fournier hat sich mit Erfolg dagegen gesträubt, und er ist abgesetzt worden, ohne indessen weiter gemassregelt zu werden. Übrigens wäre eine Übergabe wegen angedrohter Gewalt rechtsungültig.

c. Die Übergabe könnte erfolgt sein auf Grund einer politischen Vereinbarung zwischen der deutschen und der französischen Regierung zur Zeit der Kollaboration. Die Übergabe wäre rechtsungültig, weil die französische Regierung für diese Zwecke nicht über das belgische Gold bei der Banque de France verfügen durfte.

d. Für eine Übergabe auf Grund direkter Abmachungen zwischen der Banque de France und der Besetzungsmacht würde die Bank von Frankreich direkt verantwortlich sein. Die Übergabe wäre aber rechtsunwirksam, weil das Gold nicht der Banque de France gehörte.

Auf welche Annahme man sich auch stützen mag, immer ist die Übergabe erfolgt unter Bedingungen, die sie rechtsungültig machen.

Das Gutachten befasst sich ferner mit den Goldabtretungen der Deutschen Reichsbank an die Schweizerische Nationalbank.

Hier ist festzustellen: Das Reich oder die Reichsbank mussten wissen, dass sie das belgische Gold nicht zu Eigentum erwerben konnten. Sie können offensichtlich nicht ihren guten Glauben geltend machen.

Auf der andern Seite war die Schweizerische Nationalbank bei ihren Goldkäufen von der Deutschen Reichsbank gutgläubig, da sie es mit einem regelmässigen Verkäufer zu tun hatte. Die Tatsache, dass die Schweizerische Nationalbank das Gold erworben hat durch Abhebungen von dem durch die Reichsbank in der Schweiz errichteten Depot, ist sehr wichtig für die Bestimmung des Gerichtsstandes. Als Gerichtsstand kann nur die Schweiz in Frage kommen. Sofern die Banque de France von der Reichsbank die Rückgabe verlangt, kann die letztere gegenüber der Schweizerischen Nationalbank keine Klage anstrengen, da sie das Gold nicht im guten Glauben erworben und weiter verkauft hat. Die Schweizerische Nationalbank kann nur belangt werden, wenn nachgewiesen wird, dass sie (juristisch) bösgläubig gehandelt hat.

Nach der Untersuchung all dieser Voraussetzungen prüft das Gutachten die verschiedenen Klagen, die gegen die Nationalbank erhoben werden könnten.

Nach dem römischen Recht kann eine geraubte Sache da geholt werden, wo sie sich befindet, und ein dritter Erwerber wird nicht durch seinen guten Glauben geschützt, sondern er muss die in seinem Besitz befindliche Sache abgeben.

Das moderne Recht hat sich in entgegengesetzter Richtung, d.h. in der Richtung des Schutzes des gutgläubigen Erwerbers entwickelt (le droit moderne... a forgé l'adage «la possession vaut titre»). Diese Rechtsauffassung deckt die Schweizerische Nationalbank.

Das heutige Recht angelsächsischer Prägung tendiert wieder stärker gegen das römische Recht hin und geht sogar in einigen Beziehungen darüber hinaus.

Diese Tendenz ist anerkannt worden durch den Bundesratsbeschluss vom 10. Dezember 1945, der vorsieht, dass gestohlenes oder geraubtes Gut auch vom gutgläubigen Erwerber zurückerstattet werden muss und dass die Eidgenossenschaft diesen allenfalls entschädigt. Im vorliegenden Falle sind die Bestimmungen dieses Bundesratsbeschlusses nicht anwendbar, da das Gold weder geraubt noch mit Gewalt gestohlen werden konnte, indem es sich in Dakar und nicht in besetztem Gebiet befunden hat.

In den Schlussfolgerungen, die nach den bekanntgewordenen – und leider nicht restlos abgeklärten – Tatbeständen gezogen werden, gelangt Prof. Sauser-Hall zum Ergebnis, dass die Banque de France einen sehr schweren Fehler begangen hat, als sie das belgische Depot den deutschen Besetzungsbehörden übergab und dass sie für diesen Fehler verantwortlich ist. Die Banque de France kann eine Rückzahlung ausschliesslich von der Deutschen Reichsbank verlangen.

Unter den zahlreichen Folgerungen verdient eine noch besonders erwähnt zu werden. Herr Prof. Sauser-Hall hebt hervor, dass die Alliierten nicht einen Teil des Schweizergoldes in den Vereinigten Staaten blockieren dürfen, um die Diskussionsgrundlage zu verschieben, weil sie nur das ausgeschiedene Gold (l'or individualisé) blockieren dürfen, das wirklich aus dem Depot der Belgischen Nationalbank stammt. Solches Gold befindet sich aber nicht in den Vereinigten Staaten.

In einer nachträglichen Ergänzung des Gutachtens befasste sich Herr Prof. Sauser-Hall mit den von Puhl in der Untersuchung durch die alliierten Behörden gemachten Aussagen. Er kommt zum Schluss, dass, falls diese Aussagen sich als richtig herausstellen sollten, die Rechtslage sich für die Nationalbank in verschiedener Beziehung verschlechtern würde[14].

Da aber die Aussagen Puhls, wie sie in dem von den Alliierten vorgelegten Einvernahmeprotokoll niedergelegt sind, bestritten werden, erübrigt es sich vorderhand, auf die neuen Konklusionen des Herrn Prof. Dr. Sauser-Hall einzutreten.

FÜNFTER TEIL

ZUSAMMENFASSENDE SCHLUSSBEMERKUNGEN

1. Für die *Goldpolitik der Nationalbank* gegenüber der Deutschen Reichsbank während des letzten Weltkrieges waren rechtliche, währungspolitische und aussenpolitische Gesichtspunkte bestimmend.

Rechtlich ist die Nationalbank auf Grund des Bundesratsbeschlusses vom 27. September 1936 betreffend Währungsmassnahmen und der ihr vom Bundesrat erteilten Weisung verpflichtet, den Goldwert des Frankens auf einer Höhe zu halten, die gegenüber der gesetzlichen Münzparität einer ungefähr 30prozentigen Abwertung entspricht. Die Einhaltung dieser Verpflichtung zwang sie, zur Vermeidung grösserer Disparitäten gegenüber den massgebenden ausländischen Valuten, Gold zu festen Preisen zu kaufen und zu verkaufen.

Währungspolitisch kam dem Goldverkehr der Nationalbank mit dem Ausland in der Berichtsperiode um so grössere Bedeutung zu, als das englische

14. *Expertise du 18 avril 1946,* E 2800/1967/61/79 *et* E 6100 (A) 25/2326.

Pfund wie auch der Dollar den Charakter eines in aller Welt anerkannten internationalen Zahlungsmittels einbüssten. Für die Abwicklung der Zahlungen von Land zu Land erlangte das Gold wieder mehr Bedeutung. Auch der Schweizerfranken wurde in immer grösserem Umfange für internationale Zahlungen verwendet. Bei beiden Kriegsparteien entstand ein grosser Bedarf an Schweizerfranken, den die Nationalbank, sehr oft unter Hintanstellung von Bedenken währungs- und geldmarkt- sowie preispolitischer Natur, nach Möglichkeit zu befriedigen suchte. Sie gab Schweizerfranken und nahm dafür Gold, z.T. sogar blockiertes Gold entgegen.

Aussenpolitisch hatte die von der Bundesversammlung am 30. August 1939 erneut bestätigte und bekräftigte Neutralität zum Inhalt, dass die Schweiz gegenüber allen Kriegsführenden in politischer wie in wirtschaftlicher Hinsicht eine absolut neutrale Haltung bewahren werde. An dieses Gebot hatte sich die Nationalbank in ihrer exponierten Stellung als Notenbank strikte zu halten. Nur so war es ihr möglich, den Zahlungsverkehr mit dem Ausland aufrechtzuerhalten und die ihr obliegende Aufgabe im Interesse des Landes zu erfüllen. Die sich aus der Neutralität notwendigerweise ergebende Gleichbehandlung der beiden Kriegsparteien liess ihr schlechterdings gar keine andere Wahl, als das offerierte Gold zur Beschaffung der begehrten Schweizerfranken von beiden Kriegsparteien entgegenzunehmen. Es wäre undenkbar gewesen, von alliierter Seite Gold, ja sogar gesperrtes Gold, anzunehmen, Deutschland gegenüber aber die Übernahme von Gold, das der Nationalbank zugestellt wurde und über das sie daher frei verfügen konnte, abzulehnen. Ganz unmöglich wäre dies gewesen in den Jahren, in denen unser Land von den Armeen der Achsenmächte umschlossen und einer ständigen, zeitweise unmittelbaren Kriegsgefahr ausgesetzt war.

Auch nach Eingang der Warnungen der alliierten Regierungen im Jahre 1944 konnte die Entgegennahme von deutschem Gold nicht vollständig abgelehnt werden[15]. Es ist daran zu erinnern, dass die Schweiz sich damals noch nicht ausser dem Bereich der militärischen Gefahren befand, musste doch der Bundesrat im Sommer 1944 auf Antrag des Generals zu zwei Malen grössere Truppenmassen aufbieten[16]. Die Weigerung, deutsches Gold entgegenzunehmen, hätte unser Land gerade während dieser Zeit in grosse wirtschaftliche Schwierigkeiten versetzt, denn es hätte damit gerechnet werden müssen, dass der Handelsverkehr mit dem Ausland und damit der Import lebenswichtiger Güter, wie z. B. Kohle, zum Stillstand gekommen, der Transit durch Deutschland und die von Deutschland besetzten Gebiete unterbunden, ferner das freie Geleit der unter schweizerischer Flagge fahrenden Schiffe in Frage gestellt worden wäre.

2. Die Zahlen über den *Goldverkehr der Nationalbank mit den ausländischen Zentralbanken und der Deutschen Reichsbank im besonderen* illustrieren die dargelegten Grundsätze der Goldpolitik; sie zeigen,

a. dass die Nationalbank mit allen Notenbanken, die in Betracht kamen, Goldgeschäfte getätigt hat;

b. dass die Nationalbank von beiden Kriegsparteien Gold gekauft hat; die

15. E 2001 (E) 2/560.

16. *Cf. table méthodique: V. Politique militaire.*

Übernahme von Gold der Alliierten übersteigt den Ankauf von Achsengold um ein Bedeutendes;

c. dass die Nationalbank alsbald nach Eingang der offiziellen Warnungen der Alliierten im Rahmen des Möglichen auf eine Abnahme der deutschen Goldzessionen hinwirkte.

3. Die *chronologische Übersicht* bestätigt das Zahlenbild und zeigt eindringlich den Kampf, den die Nationalbank während der Kriegsjahre nach beiden Seiten auszufechten hatte; sie bildet einen Beweis dafür, wie sehr die Nationalbank bestrebt war, die Goldpolitik im Interesse des Landes nach den Grundsätzen zu führen, wie sie aus den gegebenen rechtlichen, währungspolitischen und aussenpolitischen Verhältnissen der Kriegszeit resultierten.

Die Bundesbehörden, die periodisch vom Vorgehen der Nationalbank unterrichtet worden sind, hatten sich der Auffassung der Nationalbank, dass eine Abweisung der deutschen Goldeingänge nicht in Betracht gezogen werden konnte, stets angeschlossen.

4. Wenn nachträglich von den alliierten Regierungen geltend gemacht wird, die Nationalbank hätte von der Deutschen Reichsbank Gold, das aus besetztem Gebiete, insbesondere aus Belgien stammen soll, entgegengenommen, so muss die Nationalbank feststellen, dass sie hiebei in gutem Glauben gehandelt hat.

Aus vorstehenden Darlegungen ergibt sich, dass die Nationalbank bei der Entgegennahme von Gold aus dem Ausland und namentlich auch aus Deutschland nicht bloss eine währungspolitische, sondern ebensosehr eine kriegswirtschaftliche Aufgabe im Interesse der Erhaltung der wirtschaftlichen und politischen Integrität der Schweiz erfüllt hat. Die Nationalbank befand sich hier in einer Zwangslage; sie konnte unter den obwaltenden Verhältnissen nicht anders handeln als sie es getan hat. Eine andere Auffassung käme einer vollständigen Verkennung der Lage gleich, in der sich unser Land in den vergangenen Jahren befunden hat. *[...]*

ANLAGE Nr. II

Übersicht über die Goldoperationen mit der Deutschen Reichsbank vom 4.9.1939 bis 8.5.1945

A. Deutsche Goldüberweisungen nach Bern

	Kassenwert in Millionen Fr.
1. *Sendungen der Reichsbank für ihr Freies Depot in Bern:*	
vom 1. Sept 1939 bis 24. Februar 1944	1 453,1
vom 25. Febr. 1944 bis 8. Mai 1945	146,0
	1 599,1
2. *Andere Sendungen der Reichsbank an die Schweizerische Nationalbank, Bern*	
a. zur direkten Übernahme durch die Schweizerische Nationalbank	18,6
b. zum direkten Verkauf an die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich	5,0
c. zum direkten Verkauf an die Schwedische Reichsbank	6,8
d. zum direkten Verkauf an die Slowakische Nationalbank	7,8
	38,2
3. *Goldübergabe der Deutschen Gesandtschaft in Bern*	0,9
Zusammen A 1 – A 3	1 638,2

B. Verkauf dieses Goldes

	Bis zum 24. Febr. 1944	nach dem 25. Febr. 1944	Total
1. *Verkauf an die Schweizerische Nationalbank*	Kassenwerte in Millionen Fr.		
a. zu Lasten des Golddepots in Bern	1040,0	151,2	1191,2
b. direkter Verkauf	18,6	—	18,6
zusammen	1058,6	151,2	1209,8
2. *Verkäufe an andere Banken*			
a. zu Lasten des Golddepots in Bern:			
Bank für Internationalen Zahlungsausgleich, Basel	34,0	9,2	43,2
Banco de Portugal	192,7	18,8	211,5
Schwedische Reichsbank	74,4	—	74,4
Slowakische Nationalbank	—	11,6	11,6
Instituto Español de Moneda Estranjera	7,0	—	7,0
Schweiz. Bankgesellschaft (für Rechnung der Rumänischen Nationalbank)	—	49,6	49,6
verschiedene schweizerische Banken	11,5	—	11,5
	319,6	89,2	408,8
b. direkte Verkäufe:			
Bank für Internationalen Zahlungsausgleich, Basel	5,0	—	5,0
Schwedische Reichsbank	6,8	—	6,8
Slowakische Nationalbank	7,8	—	7,8
	339,2	89,2	428,4
Zusammen B 1 und B 2			1638,2

[...][17]

17. *Dans un rapport du 30 avril 1946, la Banque nationale précise notamment:*

Verkäuferin	Vom 1.9.39 bis 22.6 1940[1]	Vom 22.6. 1940 bis 21.2.44[2]	Vom 22.2. 1944 bis 15.4.45	Total
	Wert in 1000 Franken			
Deutsche Reichsbank	27340	1023947	158540	1209827
Federal Reserve Bank of New York	—	1711874	455576	2167450
Bank of England	—	290260	337607	627867
Bank of Canada	—	29460	30623	60083
Argent. Zentralbank	—	21233	11437	32670
Banque de France	—	159637	19982	179619
Schwed. Reichsbank	—	44042	30021	74063
Banco de Portugal	—	49709	35392	85101

[1] Waffenstillstand mit Frankreich
[2] Warning der Alliierten

(E 6100 (A) 25/2328).

447

E 6100 (A) 25/2328

Le Vice-Président de la Direction générale de la Banque nationale, P. Rossy, au Directeur de l'Administration fédérale des Finances, E. Reinhardt[1]

L Personnelle Berne, 11 juin 1946

Je me permets de vous adresser ci-joint le texte de mon intervention[2] à notre dernière séance du Conseil de banque, pensant que ce texte peut vous donner quelques idées pour le discours d'ouverture que Monsieur le Conseiller fédéral Nobs devra probablement prononcer au Parlement[3].

---

1. *Membre de la Délégation suisse pour les négociations financières avec les Alliés à Washington au printemps 1946, E. Reinhardt avait dressé un bilan critique de l'activité du représentant de la BNS au sein de la délégation suisse. Dans une notice interne du DFD, du 4 juin 1946, il écrit notamment: [...]*

III. Die Politik der Nationalbank war im Prinzip seinerzeit wohl richtig, aber doch wohl zu wenig vorsichtig.

Die blosse Neutralität und der blosse Goldmechanismus verpflichten sicher kein Noteninstitut, Gold auch von einer Seite gleich wie von der anderen abzunehmen, wenn sie befürchten muss, dass dieses Gold gestohlen ist und wieder zurückverlangt werden könnte. Wenn man aber aus allgemeinen Erwägungen eine Politik befolgen muss, die später sehr wahrscheinlich zu Schwierigkeiten führt, muss man immer daran denken, gleichzeitig die Abwehrbereitschaft herzustellen, indem man sich rechtzeitig alle Unterlagen verschafft, mit denen später der gute Glaube belegt werden kann und mit denen das Vorgehen eine Verteidigung findet. Zusätzliche Unterlagen über die Reserven der Reichsbank vor dem Krieg, über bestimmte Erklärungen der deutschen Organe bezüglich der Lieferung, insbesondere nachdem die Belgien-Goldfrage bekannt wurde (Besuch Boissanger), hätten später die Lage verbessert. Wenn Neutralitätsbedenken, hätten Zusicherungen ja von allen Banken verlangt werden können. In der Delegation kam aus den Ausführungen Hirs leider etwas der Eindruck auf, dass die Goldremittierungen ein sehr interessantes Geschäft waren und dass diese Überlegung nicht ganz unbedeutend war. Er sprach von ca. 50 Millionen, die so verdient worden seien. Dass man die Gefahr nicht genügend ernst nahm, geht wohl auch daraus hervor, dass die Direktion den Bundesrat nurmehr summarisch und nicht über jede Phase orientierte und dass sie erst nach ziemlich massivem und langem Drängen der Aufsichtsorgane des Ausschusses für die Deckung besorgt war. Während bei Goldübernahmen aus Amerika die Notenbank sehr stark bremste und den Bund um Übernahme anging, hat sie bei der allerdings bedeutend kleineren Goldübernahme aus Deutschland wegen des besonderen Risikos, gestohlenes Gold zu erhalten, nicht derart gebremst, dass sie aus allgemein politischen Gründen vom Bundesrat um Fortführung ersucht werden musste, sondern es war eher der Bundesrat, der ihr gestützt auf die erhaltenen Berichte und Anträge empfahl, möglichst zurückhaltend zu sein. Im Februar und März 1943 hat die Nationalbank noch für 60 Millionen belgische Münzen (Lator) erworben, obwohl am 5. Januar 1943 ganz offenbar wegen des Belgiengoldes das Londoner Warning ergangen war. Im August 1943 erfolgte dann der Besuch Boissanger und daraufhin wurde nochmals für 74 Millionen solche Münzen erworben, die, nebenbei bemerkt, mit grosser Beschleunigung seither wieder weiterverkauft worden sind. Die Financial News vom 9. Juni 1943 befassten sich dabei sehr ausdrücklich mit dem belgischen Gold und hoben hervor, dass auch wenn die Deutschen das

Dans l'exposé de notre politique de l'or, nous avons une assez grande différence avec M. Weber et moi. M. Weber justifie principalement notre politique et nos opérations par la pression que le Reich exerçait sur la Banque nationale et sur la Suisse en général. A chaque instant, il dit «nous ne pouvions pas refuser de l'or». Mon exposé est très différent en ce sens que je déclare que «nous aurions préféré ne pas recevoir un seul gramme d'or de l'Allemagne, que nous nous sommes défendus énergiquement selon la tactique de la défense élastique, que nous cherchions chaque fois à prendre le moins d'or possible, mais devions chaque fois reculer parce que notre refus, tant que nous restions dans la limite des réserves d'or allemandes d'avant-guerre, aurait constitué une violation de la neutralité. Dans notre défense élastique, nous avons été amenés à prendre jusqu'à 1,2 milliard d'or allemand parce que nous avons été ramenés successivement sur notre dernière ligne de défense: la neutralité». Cette ligne, nous ne l'avons jamais laissé entamer. Si les Allemands avaient voulu envoyer plus d'or qu'ils ne l'ont fait, nous aurions été amenés à refuser, parce que leurs envois auraient dépassé l'ordre de grandeur de 1,5 à 1,8 milliard et que nous aurions dû alors avoir des soupçons qu'il s'agissait d'or «volé».

Je crois que mon système de défense est beaucoup plus efficace et plus digne que celui de M. Weber. De plus il a été réellement ma ligne de conduite durant toute la guerre. Je n'ai jamais voulu froisser les Allemands, bien au contraire,

---

gestohlene Gold umschmelzen würden, die Käufer des Goldes sich nicht auf den guten Glauben berufen könnten. *[...]*

Die prinzipielle Richtigkeit der Goldabnahmepolitik wird dadurch nicht in Frage gestellt. Es zeigt sich aber, dass eine intimere Konsultierung des Finanzdepartementes, eine sorgfältigere Diskussion des jeweiligen Vorgehens und die Abwägung der möglichen Folgen in Zukunft gefordert werden müssen und dass insbesondere die Herstellung der Abwehrbereitschaft aufs empfindlichste fehlte, die Durchführung der Abwehrschlacht aus diesem Grunde und zufolge des persönlichen Ungenügens an Eindruck und Wirksamkeit auf die Gegenpartei fehlen lassen musste. Wir wurden einem feindlichen Feuer ausgesetzt, ohne den genauen Standort der eigenen Truppe und die ihr zur Verfügung stehenden Abwehrmittel und Reserve zu kennen und damit wirksam im ersten Anprall das Überraschungselement und die Schockwirkung auszuschalten. Ohne die unrichtige Einstellung und Selbstsicherheit in diesem Problem durch die verantwortlichen Organe des Noteninstitutes wäre das nicht möglich gewesen. Herr Weber fühlte sich in der Goldfrage derart sicher, dass er es sogar unterliess, meine vor der Abreise an ihn gerichteten Briefe, mit denen ich um Dokumentation und Auskunft ersuchte, zu beantworten oder auch nur schriftlich den Empfang zu bestätigen. Schon während der Currie-Verhandlungen und offenbar auch bei Ausarbeitung der Bundesratsbeschlüsse über die Rückgabe der Looted Property dachte die Nationalbank bei weitem nicht daran, dass sie den Hauptfall in diesem Zusammenhang bilden werde, eine Andeutung, die schon nebenbei während den Currie-Verhandlungen gefallen war und über die ich den Departementschef damals unterrichtete. *[...]* (E 6100 (A) 25/2326).

Cf. aussi la notice de E. Reinhardt du 26 février 1945, publiée ci-dessus au N° 379.

Cf. aussi sa notice pour E. Nobs sur la question de l'or du 14 juin 1946, E 6100 (A) 25/2335.

2. *Cf. aussi la lettre de P. Rossy au Chef du DPF, M. Petitpierre, du 18 juin 1946* (E 2800/1967/61/76).

3. *Sur les débats aux Chambres, cf, le* Message (du 14 juin 1946) du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant l'approbation de l'accord financier conclu à Washington, *in FF, 1946; Sur les débats préliminaires dans les commissions parlementaires, cf.* E 6100 (A) 25/2327. *Sur les débats en séances plénières, cf.* E 1301 I/372 *et* E 1401 I/277.

mais je n'ai jamais eu la «tremblette» devant eux. Le système de défense de M. Weber éveillera dans le public le sentiment que la Banque nationale a cédé à la peur. Cela est faux; Monsieur le président Bachmann peut vous le confirmer. Il appartiendra à Monsieur le conseiller fédéral Nobs de se décider entre les deux systèmes de défense. Quant à moi, je continuerai à maintenir le mien.

ANNEXE

[s.d.]

Monsieur le vice-président Rossy déclare que son exposé n'est pas une traduction de celui de Monsieur le président Weber; mais, s'il en diffère quant à la forme, il lui est identique pour le fond. Monsieur Rossy rappelle que la politique monétaire de la Banque nationale est régie par l'arrêté et l'instruction du Conseil fédéral du 25 septembre 1936, qui obligent la Banque nationale de maintenir la parité-or du franc à une valeur comprise entre 190 et 215 milligrammes d'or fin, ce qui correspond à une dévaluation moyenne de 30% par rapport à la parité légale[4]. L'arrêté en question est en quelque sorte la charte fondamentale de notre politique monétaire et il n'a pas été modifié durant la guerre. Le but de notre politique monétaire devait donc empêcher le cours du franc d'accuser de trop grands écarts par rapport à l'or et, par voie de conséquence, aux monnaies étrangères importantes. Le seul moyen d'y parvenir consistait à acheter et à vendre de l'or, en quantités parfois considérables suivant les circonstances.

L'or a joué un rôle pendant la guerre. La chose va de soi, puisqu'à la différence des autres valeurs, il constitue une valeur réelle, tangible, palpable. La Suisse se voyait dans la nécessité d'effectuer des opérations sur l'or avec l'étranger, par exemple pour pourvoir aux paiements des diverses Croix-Rouge nationales et à ceux de la Croix-Rouge internationale, et pour assurer les transferts de fonds nécessaires à la défense des intérêts étrangers dont elle était la puissance protectrice (plus de 24 Etats avaient chargé la Suisse de leurs intérêts). Tous les mouvements d'or qui résultaient de ces obligations passaient par la Banque nationale qui a toujours scrupuleusement respecté les exigences de la neutralité. Sans doute eût-elle mieux aimé ne pas recevoir d'or d'Allemagne; mais les nécessités découlant de la neutralité l'ont obligée à en reprendre successivement jusqu'au montant de 1,2 milliard de francs. Nous avons été acculés à le faire dans une tactique de défense élastique dont le dernier retranchement était constitué par la ligne de neutralité sur laquelle nous avons dû nous replier, mais qu'à aucun moment nous n'avons laissé entamer. Ce chiffre de 1,2 milliard paraît très élevé, constatons qu'il est inférieur de plus de moitié au chiffre de nos achats d'or aux USA et à la Grande-Bretagne.

Toute notre politique de l'or a été dominée par le souci de respecter la neutralité. Dans le cadre de la neutralité, la Banque a tenu compte des nécessités de l'économie de guerre. En effet, si elle eût refusé aux Allemands la possibilité d'effectuer leurs paiements extérieurs, on se serait exposé au danger de voir cesser les arrivages de charbons, de semences, etc. et le plan Wahlen eût été voué à un échec. De là l'importance de nos transactions sur l'or avec les banques étrangères. Nous avons repris à l'Allemagne pour 1,2 milliard d'or; mais il faut bien se souvenir que nous étions encerclés par ce pays et sous sa menace directe. L'Angleterre nous en a remis pour 673 millions et les Etats-Unis pour 2,5 milliards environ. Ces chiffres montrent que nous avons bien été neutres. Dans toutes ces opérations, la Banque n'a jamais agi qu'après mûre réflexion; elle a toujours eu égard à l'importance de la réserve d'or allemand d'avant-guerre qu'elle estimait être de l'ordre de grandeur d'au moins 1,5 milliard de francs, chiffre dont les investigations des Alliés et de diplomates ont confirmé la justesse. L'or qu'on nous remettait a été vérifié de très près. L'or qui nous était remis par la Reichsbank se composait pour la majeure partie de barres, mais des montants assez

4. *Cf. DDS, vol. 11, N° 297.*

importants étaient constitués par des pièces de monnaies de l'Union latine et par d'anciennes pièces d'or de 20 marks. Au sujet des pièces de l'Union latine, il y a lieu de considérer que nous étions absolument fondés à penser qu'il s'agissait d'or en possession du Reich avant la guerre. En effet, chaque banque d'émission européenne ou chaque Trésor de guerre dans les pays qui en entretiennent un (et la Prusse en a eu la coutume dès avant le père de Frédéric le Grand) possédaient des pièces d'or de l'Union latine, tant par tradition qu'en vertu du fait que ces pièces ont un marché international très large. Ces considérations, jointes aux déclarations de Puhl selon lesquelles il ne nous livrait que de l'or faisant partie des réserves allemandes d'avant-guerre, nous donnaient toute certitude au sujet de ces pièces. Quant aux lingots, ils étaient gravés à des millésimes d'avant-guerre et étaient accompagnés de bulletins d'essais contenant des données précises quant au poids et au titre de chaque lingot, ces bulletins étaient datés du jour et de l'année de l'essai et ils étaient revêtus de deux signatures. Si une partie des barres qui nous ont été remises ont été refondues, nous sommes en présence de la première falsification faite dans l'histoire par une banque d'émission.

Pouvions-nous avoir un soupçon au sujet d'une falsification de ce genre? Monsieur le Gouverneur de la Banque de France, Boissanger, au cours de vacances qu'il venait passer en Suisse en août 1943, nous a confié à mon collègue Weber, puis à moi-même, qu'il avait livré aux Allemands un dépôt d'or qui avait été confié à la Banque de France par la Banque Nationale de Belgique. Il n'a fourni aucune indication sur la nature de cet or. Répondant à une question précise de l'orateur, Boissanger a déclaré que les Allemands n'avaient pas enlevé une seule pièce d'or ni à la Banque de France, ni au public français. M. Boissanger, en vacances, a été incapable de répondre à nos questions précises sur cet or. Nous lui avons déclaré qu'une déclaration aussi vague de sa part ne pouvait être prise au sérieux. A son retour à Clermont-Ferrand (zone non occupée), il n'a pas pris la peine de nous confirmer sa visite, et de nous donner quelques indications sur l'or belge. S'il craignait la censure allemande, pourquoi n'a-t-il pas pris la peine de confier un message au Chef de la Légation de Suisse à Vichy, à l'intention de la Banque nationale suisse? D'ailleurs M. Boissanger a agi avec légèreté et il n'est pas admissible que la France veuille nous faire supporter après coup les conséquences de la légèreté du Gouverneur d'alors de sa banque d'émission. D'ailleurs ces questions d'or volé sont bien peu claires. En effet notre dernier achat d'or à la Reichsbank date de mi-avril 1944 et portait sur 15 millions de francs. Il a été fait en plein accord avec la mission Curry[5]. Si les Alliés avaient réellement eu eux-mêmes le sentiment que l'Allemagne n'avait depuis plusieurs années plus que de l'or volé, pourquoi ont-ils autorisé cette opération? La question est troublante pour les Alliés. La situation de la Banque nationale dans cette affaire d'or dit «volé» est inattaquable en droit et, ce qui est, plus, inattaquable sur le plan moral.

Ce n'est qu'après la guerre que des informations plus ou moins contradictoires concernant «l'or belge» nous sont parvenues. Elles nous ont surpris, car Puhl nous avait toujours affirmé que le dépôt d'or belge était intact, et il donnait l'impression d'un homme sérieux et de parole[6]. Du reste la Banque de Suède et la Banque des Règlements Internationaux qui se trouvent dans la même situation que nous n'ont jamais mis en doute la véracité de ses déclarations. La Direction générale ne saurait accepter un reproche d'avoir agi avec trop peu de discernement.

---

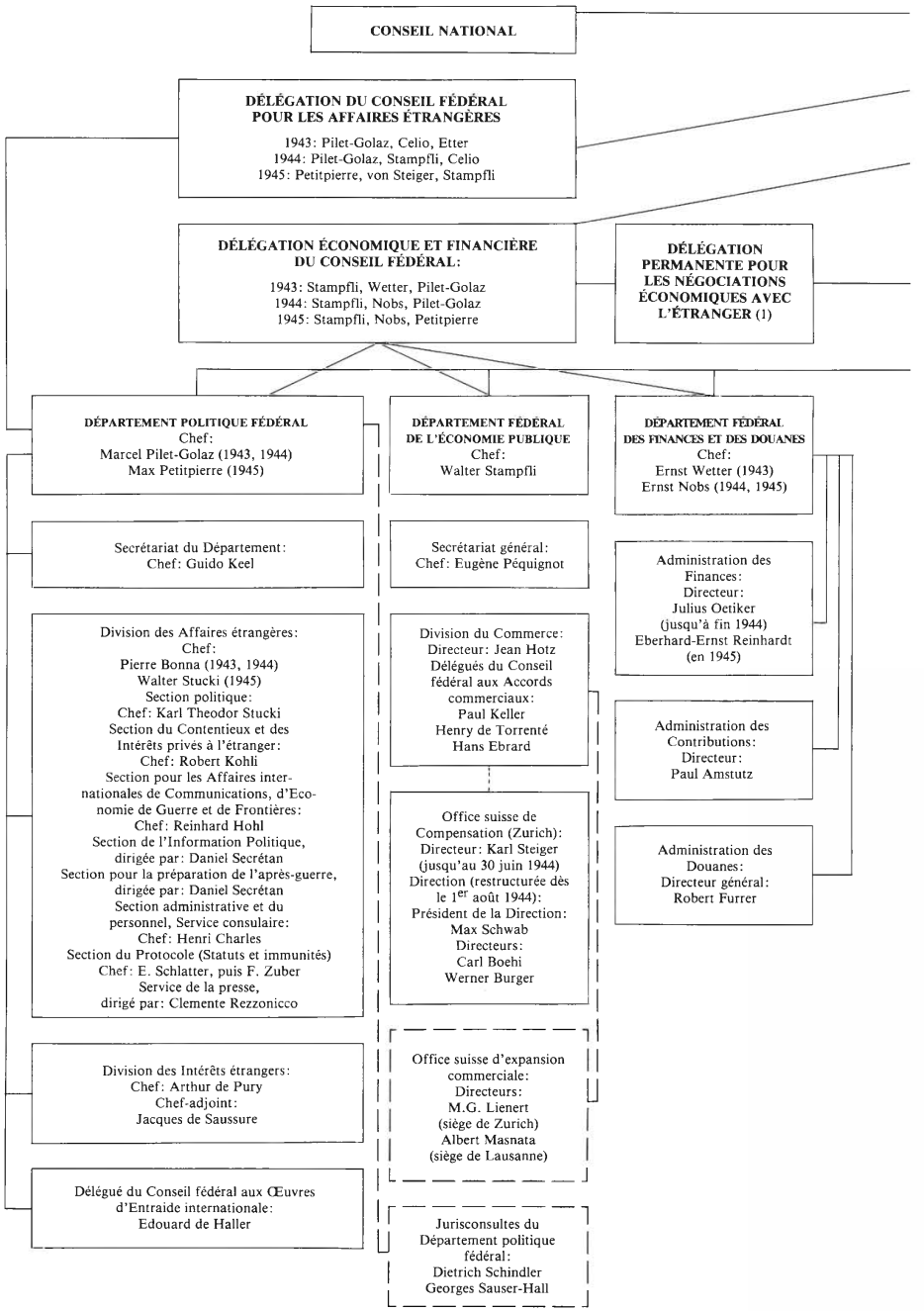
5. *Sic! L'orthographe des noms propres est reproduite telle que sur le document. Il s'agit en fait de Boisanger et de Currie. Au printemps 1945, alors qu'une délégation alliée dirigée par L. Currie négocie à Berne, les relations financières avec l'Allemagne sont discutées, notamment lors de la séance du 9 février du Conseil fédéral:* Le Chef du DFD communique que la Reichsbank offre de l'or monnayé et en barres à la BNS, laquelle consulte le DFD sur l'opportunité d'une telle transaction. Il propose de répondre à la Banque nationale qu'une telle opération ne paraît pas indiquée dans les circonstances actuelles, mais que la question pourra être reprise en temps opportun, après les négociations avec les Alliés (E 1004.1 1/454).

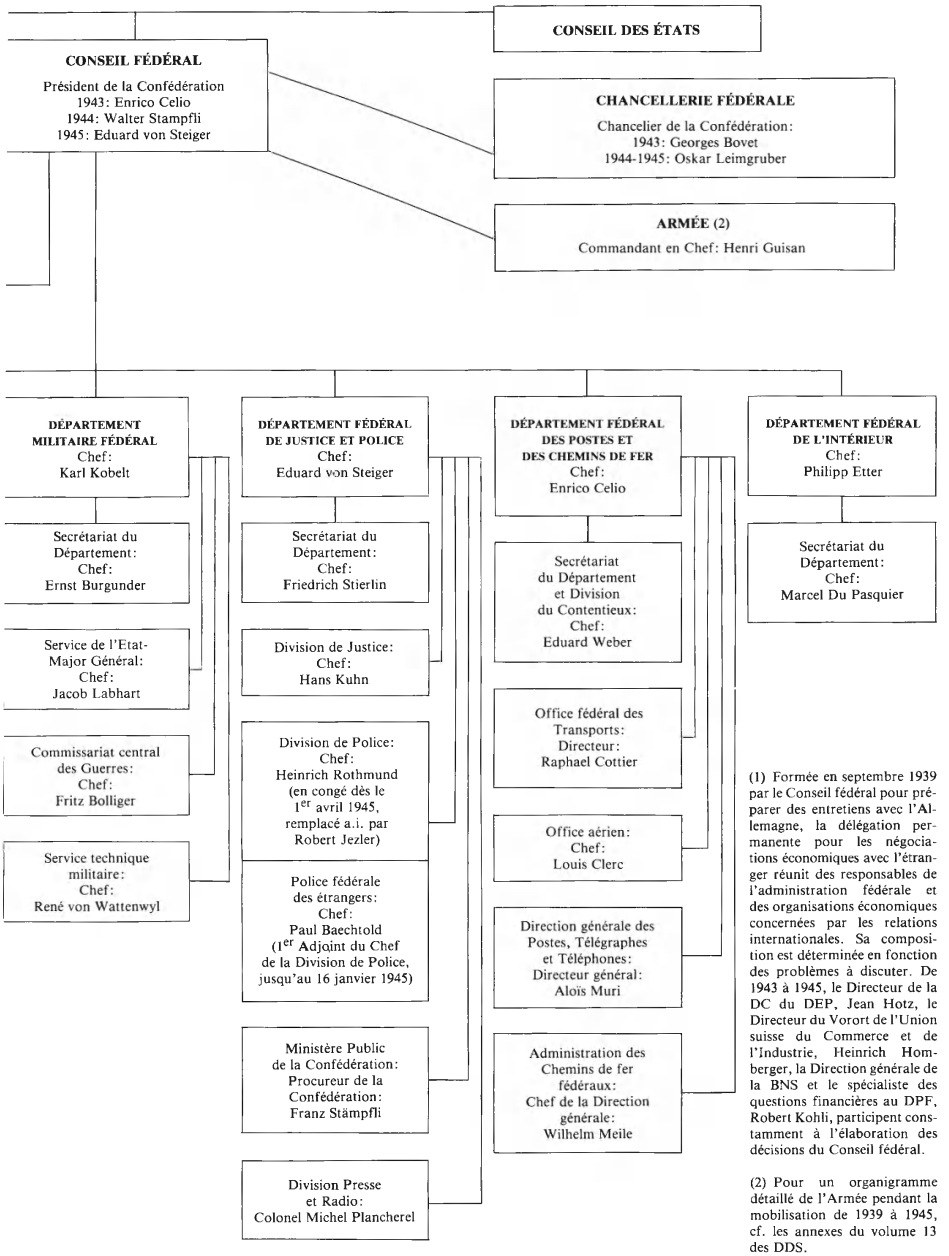
Cf. la lettre de la BNS à E. Nobs du 21 mars 1945 (E 6100 (B) 1973/141/980–Diverse), *le PVCF du 26 mars 1945* (E 1004.1 1), *la lettre de la BNS à E. Puhl du 11 avril 1945* (E 6100 (B) 1981/96/28–29), *ainsi que* E 2001 (E) 2/576 *et* 589.

6. *Cf.* E 2001 (E) 1967/113/273.

VII. ANNEXES

VII.1. ORGANIGRAMME DE L'ADMINISTRATION FÉDÉRALE CONCERNÉE PAR LES RELATIONS INTERNATIONALES
(septembre 1943 – mai 1945)





(1) Formée en septembre 1939 par le Conseil fédéral pour préparer des entretiens avec l'Allemagne, la délégation permanente pour les négociations économiques avec l'étranger réunit des responsables de l'administration fédérale et des organisations économiques concernées par les relations internationales. Sa composition est déterminée en fonction des problèmes à discuter. De 1943 à 1945, le Directeur de la DC du DEP, Jean Hotz, le Directeur du Vorort de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie, Heinrich Homberger, la Direction générale de la BNS et le spécialiste des questions financières au DPF, Robert Kohli, participent constamment à l'élaboration des décisions du Conseil fédéral.

(2) Pour un organigramme détaillé de l'Armée pendant la mobilisation de 1939 à 1945, cf. les annexes du volume 13 des DDS.

VII.2. LES POSTES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES SUISSES À L'ÉTRANGER
(8 septembre 1943 – 8 mai 1945)

Etats	Légations	Ministres plénipotentiaires	Chargés d'Affaires (CA et CA ad interim)	Consulats et Consulats généraux (CG)
		EUROPE		
1. Allemagne	Berlin (déplacée en 1945 à Bernried bei Tutzing en Bavière, puis fermée dès le 8.5.1945)	Hans Frölicher		Baden-Baden, Bregenz, Brême (évacué à Oberneuland bei Bremen en 1943), Cologne (évacué à Rhöndorf en 1943, puis à Bad Godesberg en 1945), Düsseldorf (évacué à Gerrsheim en 1945), Elbing (fermé en 1945), Francfort (évacué en 1943 à Assenheim), Hambourg (évacué dès fin juillet 1943 à Friedrichsruh), Leipzig (évacué en 1944 à Otterwisch bei Leipzig), Munich (CG, évacué en 1943 à Rottach-Egern am Tegersee), Prague (CG, transformé en Légation dès le 6.4.1945), Stuttgart (évacué en 1943 à Makgröningen, puis en 1945 à Tettnang et Ravensburg), Vienne (CG, évacué en avril-mai 1945 à Kritzendorf)
2. Belgique	Bruxelles (réouverte le 19.9.1944)	Maxime de Stoutz		Bruxelles (Chancellerie consulaire, du 16.7.1940 au 19.9.1944), Léopoldville
3. Bulgarie	Sofia (déplacée en 1944 à Tcham Koria et Kniajévo)	Etienne Lardy (en poste à Ankara)	Charles Arthur Redard (CA a.i.)	
4. Croatie				Zagreb
5. Danemark	Stockholm			Copenhague (CG)

6. Espagne et possessions espagnoles	Madrid	Eugène Broye		Barcelone, Séville
7. Finlande	Helsinki (évacuée provisoirement en 1944 à Jorvas)	Karl Egger		
8. France et possessions françaises	Vichy (fermée le 23.8.1944) Paris (dès le 10.11.1944)	Walter Otto Stucki (rappelé par le Conseil fédéral le 23.8.1944) Carl Jacob Burckhardt (nommé le 20.2.1945)	Ernest Schlatter (Délégué du Conseil fédéral à Paris dès 5.10.44, CA dès 10.11.1944)	Alger, Besançon, Beyrouth, Bordeaux (réouvert le 1.3.1945), Casablanca, Dakar, Dijon, Le Havre (réouvert en 1945), Léopoldville, Lille (réouvert en 1944), Lyon, Marseille (transfert provisoire en juin 1943 à Montélimar), Mulhouse, Nancy, Nice (transfert provisoire en juin 1943 à Grenoble), Paris, Saïgon, Tananarive, Toulouse, Tunis
9. Grande-Bretagne et possessions britanniques	Londres	Walter Thurnheer (remplacé par le Conseil fédéral le 9.5.1944) Paul Ruegger (en fonction dès fin juillet 1944)	Alexandre Girardet (CA a.i.)	Accra, Bombay (CG), Calcutta, Hong Kong (réouvert en 1945), Jérusalem, Johannesburg (CG), Liverpool, Manchester, Melbourne, Montréal (CG), Sydney (CG), Tanga, Toronto, Vancouver, Ville du Cap, Wellington, Winnipeg
10. Grèce	Athènes (fermée le 15.6.1944)	René de Weck (en poste à Bucarest) Pierre Bonna (nommé le 9.1.1945)	Charles Edouard de Bavier (CA a.i. jusqu'au 15.6.1944)	Athènes (dès le 15.6.1944)
11. Hongrie	Budapest (évacuée et fermée en 1945)	Maximilian Jaeger		
12. Irlande	Dublin		Carl Benziger	

Etats	Légations	Ministres plénipotentiaires	Chargés d'Affaires (CA et CA ad interim)	Consulats et Consulats généraux (CG)
13. Italie	Rome	Peter Vieli (rappelé pour rapport au Conseil fédéral le 17.9.1943, démission acceptée le 18.2.1944)	Peter Anton von Salis (CA a.i.) Max Troendle (nommé le 25.2.1944 Délégué commercial en Italie du Nord auprès des autorités néo-fascistes)	Catane (évacué en partie à Caltagirone du 29.10.1942 au 9.10.1944), Florence, Gênes (évacué à Nervi en 1942), Milan (transféré dès août 1943 à Côme, avec Chancellerie consulaire à Milan), Naples (réouvert en 1944), Trieste, Turin, Venise
14. Pays-Bas et possessions néerlandaises		Arthur de Pury (dès avril 1945 à Londres auprès du Gouvernement provisoire en exil)		
15. Portugal et possessions portugaises	Lisbonne		Henri François Martin	Porto, Lourenço-Marques
16. Roumanie	Bucarest (Mogosea, de fin avril à septembre 1944)	René de Weck		Braila
17. Serbie				Belgrade (Chancellerie consulaire)
18. Slovaquie				Bratislava (CG fermé en 1945 lors de l'occupation par les troupes soviétiques)
19. Suède	Stockholm	Paul Dinichert		
20. Tchécoslovaquie	Prague	Alexandre Girardet (nommé le 6.4.1945)		

21. Turquie	Ankara	Etienne Lardy		Istanbul
22. Yougoslavie	Belgrade	Eduard Zellweger (nommé le 4.5.1945)		
		AMÉRIQUE		
1. Argentine	Buenos Aires	Conrad Caspar Jenny (décédé le 18.9.1944) Eduard Feer (nommé le 1.12.1944)		Córdoba, Rosario de Santa Fé
2. Bolivie				La Paz (CG)
3. Brésil	Rio de Janeiro	Henry Valloton (nommé le 27.9.1943)		Bahia, Curtiba, Porto Alegre, Recife-Pernambuco, São Paulo
4. Canada, cf. Grande-Bretagne				
5. Chili	Buenos Aires, puis Santiago de Chile (dès le 13.10.1944)		Philippe Zutter	Santiago de Chile (CG jusqu'au 13.10.1944), Magallanes, Valparaiso; Vice-Consulats: Punta Arenas, Osorno, Traiguén
6. Colombie	Bogotà		Julien Rossat	
7. Costa Rica				San José
8. Cuba	Washing-ton	Karl Bruggmann		La Havane
9. Equateur				Guayaquil

Etats	Légations	Ministres plénipotentiaires	Chargés d'Affaires (CA et CA ad interim)	Consulats et Consulats généraux (CG)
10. Etats-Unis d'Amérique	Washing-ton	Karl Bruggmann		Chicago, Cincinnati, Los Angeles, New Orleans, New York (CG), Philadelphie, Saint-Louis, San Francisco (CG), Seattle
11. Guatemala				Guatemala-City
12. Haïti				Port-au-Prince
13. Honduras				Tegucigalpa
14. Mexique				Guadalajara, Mexico (CG)
15. Nicaragua				Managua
16. Panama	Caracas		Adolf Gonzenbach	Panama
17. Paraguay	Buenos Aires	Conrad Caspar Jenny, puis Eduard Feer		Asunción (CG)
18. Pérou				Lima (CG)
19. République Dominicaine				Ciudad Trujillo
20. Salvador				San Miguel
21. Uruguay	Buenos Aires	Conrad Caspar Jenny, puis Eduard Feer		Montevideo (CG)
22. Venezuela	Caracas		Adolf Gonzenbach	

ASIE

1. Chine				Canton, Shanghai (CG)
2. Irak				Bagdad
3. Iran	Téhéran		Armin Daeniker, puis Charles Edouard de Bavier (nommé le 9.2.1945)	
4. Japon, possessions japonaises	Tokio (évacuée à Karuizawa dès août 1944)	Camille Gorgé		Kobé
5. Possessions britanniques, cf. Grande-Bretagne				
6. Thaïlande				Bangkok

AFRIQUE

1. Egypte	Le Caire	Alfred Brunner	
2. Possessions belges, cf. Belgique			
3. Possessions britanniques, cf. Grande-Bretagne			

Etats	Légations	Ministres plénipotentiaires	Chargés d'Affaires (CA et CA ad interim)	Consulats et Consulats généraux (CG)
4. Possessions françaises, cf. France				
5. Possessions portugaises, cf. Portugal				

VII.3. LES POSTES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES ÉTRANGERS EN SUISSE
(8 septembre 1943 – 8 mai 1945)

Etats	Légations	Ministres plénipotentiaires	Chargés d'Affaires (CA)	Postes consulaires
		EUROPE		
1. Allemagne	Berne (fermée le 8.5.1945)	Otto Köcher (du 3.6.1937 au 8.5.1945)		Bâle, Berne, Davos, Genève, Lausanne, Lugano, Saint-Gall, Zurich
2. Belgique	Berne	Louis d'Ursel (dès 6.8.1934)		Bâle, Berne, Davos, Genève, Lausanne, Lucerne, Neuchâtel, Zurich
3. Bulgarie	Berne	Georges Kiosseivanov (du 14.11.1940 au 13.9.1944), puis Milio Mileff (dès 26.12.1944)		Genève (réouvert le 26.5.1944)
4. Danemark	Berne		Hubert de Wichfeld (dès 15.10.1942)	Bâle, Berne, Genève, Montreux, Zurich
5. Espagne	Berne	Luis Calderón y Martin (dès 23.12.1942)		Bâle (ouvert le 21.7.1943 et fermé le 30.4.1945), Genève, Zurich
6. Finlande	Berne	Tapio Voionmaa (dès 14.3.1941)		Bâle, Berne, Genève, Lausanne, Lugano, Neuchâtel, Zurich
7. France	Berne	François Bard (dès 10.7.1942, décédé le 1.4.1944), puis Paul Morand (du 26.7 au 22.8.1944) Henri Hoppenot (dès 10.4.1945)	Jean Charles Vergé (dès 25.8.44, Délégué en Suisse du Gouvernement provisoire de la République française; dès le 9.11.1944, CA)	Bâle, Berne, Genève, Lausanne, Lucerne, Lugano, Neuchâtel, Zurich

Etats	Légations	Ministres plénipotentiaires	Chargés d'Affaires (CA)	Postes consulaires
8. Grande-Bretagne	Berne	Clifford John Norton (dès 30.4.1942)		Bâle, Berne, Genève, Lausanne, Lucerne, Lugano, Montreux, Neuchâtel, Saint-Moritz, Zurich
9. Grèce	Berne	Spyridon Marchetti (dès 7.3.1941, décédé 17.10.1943) Constantin Psaroudas (agréé le 9.1.1945)		Davos, Lugano
10. Hongrie	Berne (considérée comme fermée par le CF dès 1.11.1944)	Jean Wettstein de Westersheimb (dès 26.9.1939) Georg Bakach-Bessenyey de Szentgyörgyvölgy et de Galàntha (du 1.10.1943 au 9.4.1944)	Charles de Bothmer (du 16.8.1944 au 1.11.1944)	Berne, Genève, Zurich (considérés comme fermés par le Conseil fédéral dès le 1.11.1944)
11. Irlande	Berne		Frank T. Cremins (dès 10.10.1940)	
12. Italie	Berne	Massimo Magistrati (dès 20.7.1943)	Alberto Berio (dès 11.12.1944)	Bâle, Berne (fermé le 8.8.1944), Genève, Lausanne, Lucerne, Lugano, Neuchâtel, Saint-Gall (fermé le 8.8.1944), Sion, Zurich (Sur la Délégation commerciale néo-fasciste, cf. p. 238)
13. Liechtenstein	Berne (réouverte en 1944)		Henri de Liechtenstein (dès 26.12.1944)	
14. Luxembourg	Berne (réouverte en 1945)	Jean Sturm (agréé le 23.3.1945)		Berne, Genève, Lausanne
15. Monaco				Bâle, Berne, Genève, Zurich

16. Norvège	Berne	Finn Koren (dès 3.6.1940)		Zurich
17. Pays-Bas	Berne	Johan Jeronimus Balthasar Bosch, Chevalier van Rosenthal (dès 12.4.1940)		Bâle, Berne, Davos, Genève, Lausanne, Lucerne, Zurich
18. Pologne	Berne		Aleksander Lados (dès 31.5.1940)	Bâle, Berne, Zurich
19. Portugal	Berne	Jorge Santos (dès 19.2.1935), puis Franscisco de Calheiros e Menezes (dès 12.4.1945)		Bâle, Berne, Davos, Genève, Lausanne, Lucerne, Zurich
20. Roumanie	Berne	Nicolas Em. Lahovary (dès 9.4.1941), puis Vespasian V. Pella (du 22.9.1943 au 1.10.1944)		Bâle, Fribourg, Genève, Lugano, Zurich
21. Saint-Marin				Berne
22. Saint-Siège	Berne	Philippe Bernardini (dès 12.11.1935)		
23. Slovaquie	Berne (Représentation diplomatique fermée le 27.2.1945)		Josef Kirschbaum (du 28.12.1942 au 27.2.1945)	
24. Suède	Berne	Zenon-Stanislas de Przybyszewski Westrup (dès 12.7.1940)		Bâle, Berne, Genève, Locarno (ouvert en 1944), Zurich

Etats	Légations	Ministres plénipotentiaires	Chargés d'Affaires (CA)	Postes consulaires
25. Tchécoslovaquie	Berne	Jaromir Kopecky (dès 20.4.1945)		
26. Turquie	Berne	Yakup Kadri Karaosmanoglu (dès 6.11.1942)		Berne (fermé le 12.1.1944), Genève, Zurich (ouvert le 13.3.1944)
27. Yougoslavie	Berne	Momtchilo Yourichitch-Sturm (du 21.3.1940 au 4.1.1945), Milan Ristitch (Ristić) (dès le 27.4.1945)		Bâle, Genève, Zurich
		AMÉRIQUE		
1. Argentine	Berne	Carlos Brebbia (dès 6.11.1942)		Genève, Zurich
2. Bolivie				Bâle, Genève, Lausanne
3. Brésil	Berne	Rubens Ferreira de Mello (dès 4.9.1942)		Genève, Zurich
4. Chili	Berne	Carlos Morla Lynch (dès 31.7.1942)		
5. Colombie	Berne		A.M. Céspedes (dès 25.9.1940)	Berne, Genève
6. Costa Rica				Genève, Lugano, Montreux, Zurich

7. Cuba	Berne	Santiago Verdeja y Sardina (dès 12.4.1940) (absent)		Genève
8. République Dominicaine	Berne	Roberto Despradel (résidant à Lisbonne) (dès 9.5.1941)		Bâle et Berne (fermés le 22.5.1944), Genève, Zurich
9. Equateur		Antonio Quevedo (dès 14.6.1937) (absent)		Genève
10. Etats-Unis d'Amérique	Berne	Leland Harrison (dès 10.9.1937)		Bâle, Berne, Genève, Zurich
11. Guatemala				Genève, Zurich
12. Haïti	Berne	Constantin Fouchard (décédé le 7.9.1943)		Genève (Consulats honoraires à Berne et Zurich fermés le 13.3.1944)
13. Honduras				Bâle, Berne, Genève, Lugano, Zurich
14. Mexique				Bâle, Berne, Genève
15. Nicaragua				Berne, Genève
16. Panama	Berne			Genève, Lugano, Zurich
17. Paraguay				Bâle, Berne, Genève, Zurich (transféré à Berne en 1943)
18. Pérou	Berne	Ventura Garcia Calderón (dès 24.7.1941)		Bâle, Genève, Lausanne, Lugano, Zurich
19. Salvador				Genève, Zurich
20. Uruguay	Berne			Berne, Genève, Lucerne, Lugano, Zurich
21. Venezuela	Berne			Bâle (fermé le 12.2.1945), Berne, Genève, Zurich (fermé le 12.2.1945)

Etats	Légations	Ministres plénipotentiaires	Chargés d'Affaires (CA)	Postes consulaires
		ASIE		
1. Afghanistan	Berne	Shah Wali Khan (dès 14.8.1931) (à Vichy, puis à Berne dès 27.4.1944)		
2. Chine	Berne	Chi-Tsai Hoo (dès 11.8.1933) (absent dès le 4.12.1941)		Lucerne
3. Iran	Berne		Hossen Ghadimy-Navây (dès 25.4.1941)	
4. Japon	Berne	Tamao Sakamoto (dès 14.12.1942, décédé le 5.7.1944), Shunichi Kase (dès 25.9.1944)		Bâle, Genève
5. Thaïlande	Berne	Nawarat Phahitta (dès le 2.11.1937, sous le nom de Phra Bahiddha Nukara)		
		AFRIQUE		
1. Egypte	Berne		Abdel Fattah Assal Bey (dès 6.2.1941)	

VIII. INDEX

1. NOMS DE PERSONNES[1]

Abetz, Otto (Ambassadeur d'Allemagne à Paris), 138, 557, 560, 572, 590, 592, 594

Aebi, Peter (Premier-Secrétaire du *Vorort* de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie), 12, 294

Agence télégraphique suisse, 1091

Aghnidès, Thanassis P. (Ambassadeur de Grèce à Londres, dès décembre 1943), 516, 806

Albis, Jean d' (Suisse résidant à Limoges, correspondant de W. Stucki), 458

Albrecht, Erich (Ministre allemand, *Leiter der Rechtsabteilung des Auswärtigen Amts*), 805, 1008

Alessandrini, Adolfo (Conseiller de Légation à la Légation d'Italie à Berne), 661-662

Alexander, Harold George (Maréchal britannique dès novembre 1944, Commandant en Chef des Forces alliées en Méditerranée), 1076-1077

Alfieri, Dino (Ancien Ministre fasciste, Ambassadeur d'Italie à Berlin du 17 mai 1940 au 22 juillet 1943), 105-108, 478

Alfieri, Silvio (Fils du précédent), 107

Allgemeine Aargauische Ersparniskasse (Etablissement financier à Aarau, membre de l'ASB), 343

Alphand, Hervé (Directeur des Affaires économiques au Ministère français des Affaires étrangères), 841

Ammann, Adolf (Diplomate suisse attribué à la Division du Commerce du DEP), 706

Amstutz, Eduard (Professeur de statistique appliquée aux avions et constructions d'avions à l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich), 669

Anderson, John, Sir (Homme politique britannique, Chancelier de l'Echiquier d'octobre 1943 à juillet 1945), 907, 965

Anderson, Ava, née Wigram (Epouse du précédent), 907

Andreanszky (Suppléant du Ministre hongrois des Affaires étrangères), 732

Anglo-Iranian Oil Co. Ltd. (A.I.O.C.) (Compagnie pétrolière), 381

Anker, Peter Martin (Représentant de la Croix-Rouge norvégienne de Londres auprès du CICR), 511

Anthoni (Haut fonctionnaire de la Police finlandaise, accusé de collaboration avec la Gestapo), 682

Antonesco (Antonescu), Ion (*Conducator*, Maréchal roumain, Chef de l'Etat, renversé le 23 août 1944),132-133, 218-219, 554-555, 837

Antonesco (Antonescu), Mihai (Mihail) (Homme politique roumain, Vice-Président du Conseil, Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de la Propagande nationale, arrêté le 23 août 1944), 132-133, 218-219, 407, 455-456, 554-555

Anzilotti, Dionisio (Juge italien à la Cour permanente de Justice internationale de La Haye), 859

Aranha, Oswaldo (Ministre des Affaires étrangères du Brésil de 1938 à 1944), 62

Archinard, Paul (Journaliste), 566

Arghezi, Tudor (Ecrivain roumain), 837

Arst (Nom mal orthographié sur le document, cf. Harster)

Ascheri, Ernest (Journaliste), 566

Attlee, Clement Richard (Homme politique britannique, Lord-Président du Conseil et Vice-Premier Ministre), 693, 907

Aubaret, Pierre-Henri (Attaché de Légation à la DAE du Département politique), 401, 547

Aubert, Marcel (Suisse arrêté à Paris), 594

Avarna di Gualtieri, Carlo, Duc d' (Chef de la Mission militaire italienne à Vichy, dès janvier 1943), 14

Avenol, Joseph Louis Marie Charles (Secrétaire général de la Société des Nations de 1933 à 1940, Réfugié en Suisse dès le 31 décembre 1943), 233

Azzolini, Vincenzo (Ancien Gouverneur de la Banque d'Italie), 598

[1] Il a paru utile d'y inclure les personnes physiques et les personnes morales (sociétés ou entreprises).

Babcock (Fabricant de chaudières à Londres), 221
Bachmann, Gottlieb (Président de l'Assemblée générale et du Conseil de Banque de la Banque nationale), 1140
Bachmann, Hans (Secrétaire-général-adjoint du CICR), 542-543, 545, 1006, 1089
Badoglio, Pietro (Maréchal italien, Chef du Gouvernement après la chute de B. Mussolini), 220, 238, 272, 414, 447
Baechtold, Paul (Chef de la Police fédérale des Etrangers), 356, 456, 502-503, 551
Bagge, Harry Arvid (Premier Secrétaire de la Légation de Suède à Berne), 881
Bagossy, Zoltan von (Chef du Cabinet du Ministre hongrois des Affaires étrangères, puis Ministre des Affaires étrangères), 732, 772
Bakach-Bessenyey, Georg (Ministre de Hongrie à Berne dès le 1er octobre 1943, relevé de ses fonctions dès le 9 avril 1944), 369
Bakić, Mitar (Colonel yougoslave, Chef de Cabinet du Maréchal Tito), 793
Baky, László (Secrétaire d'Etat au Ministère hongrois de l'Intérieur), 506-507
Ballinari, Ernesto (Chef principal de l'Exploitation des Chemins de Fer fédéraux), 198-200, 1093-1095, 1097
Balsiger, Werner (Chef du Service de la Police au Ministère public de la Confédération), 18
Bank for Reconstruction and Development, 614-616
Banque cantonale de Bâle, 342
Banque cantonale de Berne, 343
Banque cantonale de Zurich, 343
Banque commerciale de Bâle *(Basler Handelsbank)*, 343, 598
Banque des Règlements Internationaux, Bâle, 401, 598, 1068, 1114, 1123, 1125-1126, 1136-1137, 1141
Banque fédérale *(Eidgenössische Bank A.-G.)* Zurich, 343, 909
Banque Leu S.A., Zurich *(Aktiengesellschaft Leu & Co.)*, 1129
Banque Populaire Suisse *(Schweizerische Volksbank)*, Berne, 361, 727, 994
Banque pour Entreprises électriques *(Bank für elektrische Unternehmungen* ou *Elektrobank)*, Zurich, 221, 691-693
Banyai, Mihaly (Michael) (Président du «Comité d'Entraide suisse pour les Juifs de Hongrie»), 586
Baranyai, Zoltan (Diplomate hongrois, Conseiller près la Légation royale de Hongrie à Vichy, Réfugié en Suisse en été 1944), 502-504
Barbey, Bernard (Lieutenant-Colonel EMG, Chef de l'Etat-Major particulier du Général H. Guisan, Chef de l'Etat-Major personnel du Général dès le 17 mars 1944), 369, 422, 728, 757, 943, 1063
Barbey, Edmond (de la Banque privée Lombard, Odier et Cie à Genève, Vice-Président de l'ASB, Chef de la Délégation aux USA), 342, 344, 346, 361, 473, 605, 624, 775, 911
Barbey, Frédéric (Ministre de Suisse à Bruxelles de 1920 à 1937), 516
Barcelona Light & Traction (Entreprise à Barcelone), 692
Bard, François (Contre-Amiral, Ambassadeur de France à Berne dès le 10 juillet 1942, décédé le 1er avril 1944), 104, 419
Barth, Edmund (Président de la Direction de la Banque pour Entreprises électriques – *Elektrobank*), 693
Bärtschi, Ernst (Conseiller national, membre du Groupe socialiste, Président de la Commission des Affaires étrangères du Conseil national), 416, 606, 975, 986
Bäschlin, Hans (Juge suppléant au Tribunal fédéral, Président de la Sous-Commission I de la Commission d'Experts pour la Question des Réfugiés), 714
Bastianini, Giuseppe (Diplomate italien, proche collaborateur de Mussolini et Ciano), 478
Bastide (en fait, Bastid, Paul) (Homme politique français, membre du Conseil national de la Résistance, gérant provisoire des services du Ministère des Affaires étrangères lors de la libération de Paris), 593
Bates, Frédéric N. (Banquier à Genève, membre du Conseil d'Administration de l'Union de Banques Suisses), 473, 605, 624, 775
Battisti, Luigi (Militant antifasciste italien, réfugié en Suisse après le 8 septembre, Intendant général du Gouvernement provisoire lors du soulèvement du Val d'Ossola), 661-662
Bavier, Charles-Edouard de (Chargé d'Affaires de Suisse à Athènes jusqu'en juin 1944, puis Chef-adjoint de la Section des Intérêts étrangers à la Légation de Suisse à Berlin), 687, 722

Becher, Kurt (Lieutenant-Colonel SS, participant à des négociations avec des organisations juives), 735, 745
Bell, Daniel W. (Sous-Secrétaire d'Etat au Trésor américain, *Under Secretary of the Treasury* du 18 janvier 1940 au 31 décembre 1945), 120-121
Bendern, Arnold Maurice, Comte de, Baron de Forest (Ressortissant du Liechtenstein) 677
Benes (Benesch), Edvard (Président du Gouvernement tchécoslovaque en exil à Londres de 1941 à 1945), 879-881, 953
Berber, Fritz (Ministre, Conseiller de J. von Ribbentrop au Ministère allemand des Affaires étrangères), 1008-1009
Berchtold, Jean-Raymond (Suisse condamné à mort en Allemagne), 50
Berger, Gottlob *(SS-Obergruppenführer, seit 1. Oktober 1944, Chef des Kriegsgefangenenwesens im SS-Hauptamt)*, 753
Berio, Alberto (Conseiller de Légation, Chargé d'Affaires a.i. d'Italie à Berne dès le 11 décembre 1944), 937, 1065
Berthier, Paul (Directeur des Usines de la Marine à Saint-Chamond), 1078
Bessenyey, cf. Bakach-Bessenyey, Georg
Béthouart, Marie-Emile (Général français), 712-713, 728, 756-757
Bevin, Ernest (Ministre anglais du Travail), 857
Beyen, Johan Willem (Financier hollandais à Washington), 614, 908-909
Beyer, Hellmut (Attaché commercial à la Division économique de la Légation d'Allemagne à Berne), 149, 596
Bibesco, Marthe (Princesse roumaine, Propriétaire du Palais de Mogosoea, dans les environs de Bucarest, loué par la Légation de Suisse d'avril à septembre 1944), 837
Bicchiera, Giuseppe (Délégué du Cardinal Schuster auprès des Autorités allemandes en Italie du Nord), 653, 657-658
Bidault, Georges (Ministre des Affaires étrangères du Gouvernement provisoire de la République française), 672-673, 720-721
Biddle, Francis (*Attorney general* des Etats-Unis d'Amérique, de septembre 1941 à juin 1945), (430)
Bieri, Friedrich (Juriste-stagiaire à la Division des Affaires étrangères du Département politique fédéral), 200
Bill, Arnold H. (Ingénieur spécialiste en électro-mécanique, représentant de l'entreprise Micafil à Paris), 533
Bisang, Emile (Secrétaire de Légation à la Division des Intérêts étrangers du DPF), 543, 671, 897
Bitz, Carl (Consul de Suisse à Bregenz), 1157
Blass, Heinrich (Directeur général du Crédit Suisse, membre du Comité Allemagne de l'Association suisse des Banquiers), 190, 195
Bléaut (Bléhaut, Henri) (Amiral français), 1069
Blech, Jacques (Délégué à Genève de la Section des réfugiés de la Délégation en Suisse du Gouvernement provisoire de la République française), 550, 582
Bliss, Ernst H. (Expert des relations financières avec la Suisse au Ministère britannique de l'Economie de Guerre, membre de la Délégation britannique à Berne au début de 1945), 201, 343, 366, 473, 604-605, 624, 911, 937-940, 1027
Bloch-Lainé, Jean Frédéric (Représentant du Ministère des Finances dans la Délégation économique française à Berne au début de 1945), 870, 872-873, 902, 937-938, 948, 1100
Blonay, Richard de (Colonel, Attaché militaire et de l'Air près la Légation de Suisse à Vichy), 112-114, 571-572, 1078
Boden, Max (Directeur de l'entreprise *Jeroga A.-G.* à Soleure), 586
Boekhoudt, Lammert (Hollandais refoulé à la frontière suisse), 483
Bogomolov, Alexandre Yefremovitch (Ambassadeur de l'URSS à Paris), 874
Böhi, Carl (Directeur de l'Office suisse de Compensation, dès le 1er août 1944), 1099
Boisanger, Yves, Bréart de (Gouverneur de la Banque de France de 1940 à 1944), 42, 598, 1130-1131, 1138, 1141
Boissier, Jacques (Major suisse, Commandant du Bataillon de fusiliers 3, Officier instructeur des troupes légères), 810
Boissier, Léopold (Professeur à Genève, Secrétaire général de l'Union interparlementaire, dès le 21 février 1944, expert du DPF pour les questions de coopération internationale dans l'après-guerre), 1049
Bolton, George Lewis French (*Adviser on Exchange Control Policy* de la Banque d'Angleterre, de 1941 à 1948), 101-102
Bombassei-Frascani de Vettor, Giorgio (Deuxième-Secrétaire à la Légation royale d'Italie à Berne), 701

Bonhôte, Eric (Adjoint à la Division du Commerce du Département de l'Economie publique), 190, 1099
Bonna, Pierre (Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, puis Ministre de Suisse à Athènes, nommé par le Conseil fédéral le 9 janvier 1945), 1, 12, 14, 18, 32, 48, 74-79, 120, 158, 207, 216, 218, 270, 314, 340, 350-351, 354, 356, 368, 372, 377, 393, 412, 431, 439, 465, 473, 480, 483, 496, 536, 538, 544, 553-554, 556, 564-565, 571, 575, 584, 590, 614, 617, 633, 651, 653, 657, 664, 667, 671-674, 678-679, 682-683, 686-687, 693, 695, 698, 701, 707-709, 711, 716, 725-726, 732, 744, 752, 754, 762, 778, 784, 792, 808, 998, 1042, 1044, 1052
Bonnard, André (Professeur à l'Université de Lausanne), 1050
Bonomi, Ivanoe (Homme politique italien, Président du Conseil des Ministres de juin 1944 à juin 1945), 598, 913, 982
Borel, André (Vice-Directeur de l'Union suisse des Paysans), 190, 196, 307, 350, 819, 822, 889, 1016
Borel, Jules (Colonel Divisionnaire, Commandant du 1er Corps d'Armée), 421, 425, 712
Borella, Francesco (Conseiller national, membre du Groupe socialiste), 606
Borotra, Jean (Commissaire général à l'Education générale et aux Sports de juillet 1940 à avril 1942 dans le gouvernement du Maréchal Pétain), 677
Borotra, Mabel (femme du précédent), 677
Bosch, Johan Jeronimus Balthasar, Chevalier van Rosenthal (Ministre des Pays-Bas à Berne de 1940 à 1951), 483, 485
Bosshard, Walter (Correspondant de la *Neue Zürcher Zeitung* aux Etats-Unis d'Amérique), 139, 401, 755
Bosson, Fernand (Directeur de l'entreprise Buri & Co. S.A., Genève), 846
Bothmer, Charles de (Baron, Chargé d'Affaires de Hongrie en Suisse, du 16 août 1944 jusqu'à la fermeture officielle des postes diplomatiques hongrois en Suisse le 1er novembre 1944; il continue à sauvegarder *de facto* les intérêts hongrois en Suisse jusqu'en mars 1945), 369, 683
Bougarčić (probablement: Bugarčić, Milić, partisan de Tito), 792
Bracher, Hans (Major EMG, Officier de liaison entre le Chef du DMF et le Général), 422, 864
Bransen, Adrien (Hollandais refoulé à la frontière suisse), 483
Braunschweig, Saly (Président de la Fédération suisse des Communautés israélites de 1943 à sa mort en 1946), 637, 1055
Bréart (cf. Boisanger)
Brenni, Franco (Consul général de Suisse à Milan, déplacé à Côme de 1943 à 1945), 32, 48-49, 473, 478, 651-653, 657
Bretholz, Wolfgang (Journaliste d'origine autrichienne, Juif selon le DPF, correspondant à Istanbul de la *National Zeitung*), 838
Bretschger, Max (Juriste-stagiaire à la SCIPE du DPF), 174
Brigham, Daniel T. (Journaliste), 566, 568
Bringolf, Walter (Conseiller national, membre du Groupe socialiste), 606,
Brinon, Fernand de (Proche collaborateur du Maréchal Pétain), 562, 674
Brodowski, von (Général allemand, Commandant à Clermont-Ferrand), 572
Brosens, René (Ingénieur électronicien belge, Vice-Président et Directeur général de la *Compania Argentina de Electricidad* à Buenos Aires dès 1936), 459
Brown, Boveri & Cie, BBC (Entreprise de mécanique et d'électronique, Baden), 530, 532, 846
Broye, Eugène (Ministre de Suisse à Madrid de 1939 à 1951), 348
Brugger, Max (Président du Conseil d'administration de la Banque commerciale de Bâle), 343, 361
Bruggmann, Karl (Carl) (Ministre de Suisse à Washington, de 1939 à 1954), 40, 120, 122, 159, 263, 270-271, 280-281, 289-291, 316, 318, 321, 340, 409, 431, 565, 608, 616, 690, 694-695, 726, 776-777, 788, 858, 921, 923, 1000, 1046, 1074, 1129
Brunner, Hans-Peter (Secrétaire du *Vorort* de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie), 303, 350
Brunner, Joseph (Juriste-stagiaire à la SCIPE du DPF), 174
Brunschvig, Georges (Secrétaire de la Fédération suisse des Communautés israélites), 635-637
Brunschwig (Nom mal dactylographié par de Haller, cf. Braunschweig)
Bruppacher, Rudolf C. (Directeur de la Compagnie générale d'Assurances contre les Accidents «Zürich», représentant de

l'Association des Compagnies d'Assurances suisses concessionnées), 819, 821
Brüschweiler, George (Journaliste et commerçant suisse, partisan des cosaques enrôlés par Vlassov), 663-664
Brutto, Frank (Journaliste), 566
Bucher, Rudolf (Médecin suisse, membre de la mission médicale sur le front est), 205-207
Buffarini Guidi, Guido (Dirigeant fasciste italien, Ministre de l'Intérieur du Gouvernement de Salò), 658
Bühler Frères (Entreprise textile à Uzwil), 532-533
Bühler, Hans (Avocat, Fonctionnaire juriste à la Division du Commerce du Département de l'Economie publique), 164
Bühler, Rolf Theodor (Conseiller national saint-gallois, travaillant dans l'industrie textile à Uzwil), 756
Bührle & Co. (Fabrique de machines-outils à Oerlikon), 27, 191, 745, 849
Bührle, Emil Georg (Industriel, Directeur de la Fabrique de Machines-outils d'Oerlikon), 586, 745
Burckhardt, Carl Jacob (Professeur à l'Université de Zurich et à l'Institut universitaire de hautes études internationales à Genève, Vice-Président du CICR dont il préside la Commission mixte de secours et la Division chargée des envois de secours aux prisonniers de guerre et internés civils, désigné le 4 décembre 1944 pour remplacer M. Huber à la Présidence du CICR dès le 1er janvier 1945; nommé Ministre de Suisse à Paris le 20 février 1945, il devient «Président en congé» dès mai 1945), 391, 746, 957, 966, 1005-1006, 1010, 1059-1060, 1089
Burckhardt, Peter Leonhard (Attaché militaire et de l'Air près la Légation de Suisse à Berlin, dès le 17 avril 1943), 252, 357, 369-371, 429, 839-840
Buri & Co. S.A. (Entreprise de commerce de combustibles en gros, Genève), 846
Burnier, Edmond (Capitaine à la Section de Police du Service de Sécurité de l'Etat-Major Général de l'Armée), 17
Bussière, Amédée (Préfet de Police de Paris dès le 21 mai 1942, arrêté après la Libération de Paris), 559
Butler, Richard (Homme politique britannique, Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de 1938 à 1941, Président du *Board of Education* de 1941 à 1944, Ministre de l'Education dès le 1er août 1944), 856, 907

CADE (cf. *Compania Argentina de Electricidad*)
Cadogan, Alexander Sir (Sous-Secrétaire d'Etat permanent au *Foreign Office*, Chef de la délégation britannique à Dumbarton Oaks), 770, 853-854
Caflisch, Albert (Secrétaire général de l'Association suisse des Banquiers, Directeur de la Société financière italo-suisse), 200, 204-205, 343, 345, 359, 361, 364-365, 367, 473, 624-625, 819-822, 911
Caflisch, Luzius A. (Ingénieur en Chef dans l'Entreprise de Constructions mécaniques Escher Wyss à Zurich, représentant de l'Industrie dans la Commission des Risques à l'Exportation), 297
California-Standard-Oil (Compagnie pétrolière), 381
Calonder, Felix (Conseiller fédéral, Chef du Département politique en 1918-1919), 854, 857
Canaris, Wilhelm (Amiral allemand), 955
Canevascini, Guglielmo (Conseiller d'Etat tessinois, membre du Parti socialiste suisse), 702-703
Canceller Segura, Demetrio (Ministre espagnol de l'Industrie et du Commerce), 350
Cartier de Marchienne, Baron Emile de (Ambassadeur de Belgique à Londres), 516
Castiglione (Castiglioni), Camillo (Homme d'affaires italien, d'origine juive, «invité à quitter la Suisse» par le DJP en avril 1943), 3
Catroux, Georges (Général français, suppléant de R. Massigli), 581
Cattani, Otto (Ingénieur, ancien Secrétaire de la Société suisse des Constructeurs de Machines – *Verein schweizerischer Maschinen-Industrieller*; représentant de l'industrie dans la Commission pour la Garantie des Risques à l'Exportation), 297
Cecil of Chelwood, Lord Robert (Ministre britannique du Blocus de 1916 à 1918, puis diplomate, Prix Nobel de la Paix en 1937), 509-510
Cedergren, née Comtesse Elsa Bernadotte (Epouse de Hugo Carl Axel, travailleur social suédois, Directeur pour l'Europe de l'Aide de l'YMCA aux Prisonniers de Guerre), 628
Celio, Enrico (Conseiller fédéral, Chef du

Département des Postes et Chemins de fer, Président de la Confédération en 1943), (37), 6, 92, 236, 371, 669, 818, 953-954, 958, 1090.
Chaponnière, Jean-François (Juriste stagiaire à la SCIPE du DPF), 361
Charguéraud-Hartmann, Paul-Henri (Directeur des Accords techniques au Ministère français de l'Economie nationale, Chef de la Délégation française pour les négociations économiques avec la Suisse), 949, 986-989, 1030
Charles (Frère du Roi Léopold III, Régent de Belgique élu le 20 septembre 1944), 632
Charmilles (Ateliers des Charmilles, Entreprise métallurgique à Genève), 530
Charybde et Scylla, 607
Chase National Bank, 615
Chauvet, Raymond (Lieutenant-Colonel d'Artillerie, Officier de liaison du Commissariat à l'Internement et à l'Hospitalisation avec le Département politique), 74, 77-79, 351
Chevillon, André-Claude (Général français, Chef d'Etat-Major du 1er Corps d'Armée), 712
Chiang Kai-Shek, cf. Tschiang-Kai-Chek
Choltitz, Dietrich von (Général allemand, Gouverneur militaire de Paris), 557-558, 591-592
Churchill, Winston (Premier Ministre britannique), 160-161, 252, 806-807, 861, 907, 1036, 1047
Ciano, Galeazzo, Comte de Cortellazzo (Ministre des Affaires étrangères d'Italie jusqu'au 5 février 1943, fusillé après le procès de Vérone en 1944), 1, 4-5
Ciano, Edda (Epouse du précédent, Fille de B. Mussolini), 108, 478
Cirenei, Marcello (Avocat italien), 660-661
Claudel, Paul (Ambassadeur de France, écrivain) 515
Clayton, William L. (Haut fonctionnaire américain, *Asst. Secretary of State for Economic Affairs*), 974
Clerc, Louis (Chef de l'Office aérien fédéral), 669
Clinchant, Justin (Général français, Commandant de l'Armée de l'Est en 1870, signataire de la Convention d'internement de troupes françaises en Suisse en 1871), 608
Clodius, Carl (Diplomate allemand, *Ministerialdirektor, Sonderbeauftragter für die Führung von Handelspolitischen Verhandlungen, ständiger Vertreter Wiehls als Vorsitzender des Handelspolitischer Ausschusses*), 133, 555
Colban, Erik (Ambassadeur de Norvège à Londres de 1939 à 1942), 858
Compagnies Réunies Gaz & Electricité (Entreprise à Lisbonne), 221
Compania Argentina de Electricidad (CADE), 459-460
Compania Hispano-Americana de Electricidad (CHADE), 459
Compania Italo Argentina de Electricidad (Italo), 459
Compania Sevillana de Electricidad, 221, 691-693
Conde Rodriguez, Matias (Colonel argentin, Président de la Commission d'investigation sur la CADE), 459
Constam, Herbert (Colonel Commandant du 3e Corps d'Armée), 421
Corbat, Marius (Colonel divisionnaire suisse), 864, 1013
Couve de Murville, Maurice (Inspecteur des Finances, homme politique français), 104
Crédit Commercial de France (Banque à Paris), 842
Crédit Suisse – *Schweiz. Kreditanstalt* (Banque à Zurich), 4-5, 86, 190, 240, 293, 342, 459-460, 526, 654, 817, 909, 923, 1026
Criblez, Georges (Consul de Suisse à Casablanca), 1042
Crittin, Camille (Conseiller national, membre du Groupe radical-démocratique), 606
Currie, Lauchlin Bernard (Assistant du Président Roosevelt, Chef de la Délégation économique américaine en Suisse au début de 1945), 844-845, 891, 937-938, 941, 943-944, 949, 970, 976-977, 986-989, 1000, 1004, 1006, 1017-1018, 1020, 1030, 1139, 1141
Cuttat, Jacques-Albert (Chargé d'Affaires a.i. de Suisse à Buenos Aires), 687

Daeniker, Armin (Chargé d'Affaires de Suisse à Téhéran, du 3 février 1936 au 9 février 1945), 378-381
Daeniker, Heinrich (Directeur de la Banque Cantonale de Zurich, membre du Conseil d'Administration de l'ASB), 343, 361, 367
Daille, Marius (Général français, Commandant du 45e Corps d'armée interné en Suisse en 1940), 50
Damoclès, 1123

Daniel, Charles (Major à l'EMG, Officier de liaison avec les Chefs du DMF et du DPF), 113-114
Danielsson, Carl Ivan (Ministre de Suède à Budapest), 762
Danz-Briz, Miguel (Chargé d'Affaires d'Espagne à Budapest), 762
Dapčević, Peko (Général yougoslave, Commandant des troupes à Belgrade), 792
Darnand, Joseph (Homme politique français, nommé par le Gouvernement de Vichy, Chef de la Milice le 28 janvier 1943, puis Secrétaire général au Maintien de l'Ordre le 31 décembre 1943 et Secrétaire d'Etat à l'Intérieur le 14 juin 1944), 419, 480, 491
Davet, Jules Maurice René (Général de brigade aérienne, membre de la Résistance, réfugié en Suisse dès le 10 mai 1943, dès le 4 novembre 1944 Conseiller militaire de la Délégation en Suisse du Gouvernement provisoire de la République française, puis de l'Ambassade de France à Berne), 518-519, 864, 1013, 1078
Déat, Marcel (Homme politique français), 419, 562
Debeney, Victor (Général français, nommé en août 1944 Chef du Cabinet militaire de Pétain), 1069
Decroux, Jean (Conseiller de Légation détaché à la Division du Commerce du DEP, dès le 1er novembre 1944), 1099
Dejean, Maurice (Diplomate français, représentant le Gouvernement d'Alger auprès des Gouvernements en exil à Londres), 305-306
Dewey, Charles S. (Congressiste américain, observateur à la Conférence monétaire de Bretton Woods), 616
Diesbach-Torny, Georges de (Ingénieur suisse chez *Brown, Boveri & Co.*, puis Directeur commercial adjoint de la Compagnie Electro-mécanique à Paris), 532-533
Dietl, Eduard (*Generaloberst*, Officier supérieur allemand), 312
Dietschi, Eugen (Conseiller national, membre du Groupe radical-démocrate), 606
Diggelmann, Jakob (Directeur de la SA Leu & Co, membre du Conseil d'Administration de l'ASB), 625
Dincic, Krunoslav (Attaché de presse près la Légation de Yougoslavie à Berne), 877
Dinichert, Paul (Ministre de Suisse à Stockholm de 1938 à 1946), 81, 123, 252, 272, 510, 628, 682, 718-719, 729, 747
Dixi S.A. (Fabrique de mécanique, Le Locle), 27
Dollfus de Volckersberg, Ruggero (Colonel divisionnaire, Adjudant général de l'Armée, Commissaire fédéral a.i. à l'Internement et à l'Hospitalisation, du 16 mars 1943 au 14 novembre 1944), 462, 1011, 1052
Dönitz, Karl (Amiral allemand, Successeur désigné par Hitler), 1106
Dossenbach, Fritz (Directeur de l'Agence des Chemins de Fer Fédéraux à New York), 755-756
Dougoud, Marcel (Résistant français arrêté le 17 août 1944 à Genève, accusé de trafic d'armes vers la France, mis en liberté provisoire le 10 octobre 1944), 583
Dracon, 1022
Dragutinovic (Dragoutinovitch), Zorislav D. (Conseiller à la Légation royale de Yougoslavie à Berne dès 1939, Chargé d'Affaires a.i. dès le 4 janvier 1945, relevé de ses fonctions le 19 juillet 1945 après avoir refusé de rejoindre Belgrade), 1071
Drogheda, Henry Charles Ponsonby Moore, Lord (Homme politique britannique, Directeur général du *Ministry of Economic Warfare*, de 1942 à 1945), 448
Du Bois, Eugène (Conseiller d'Ambassade au Ministère belge des Affaires étrangères, chargé d'une mission spéciale en Suisse en octobre-novembre 1944 pour le ravitaillement de la Belgique, signataire le 8 novembre 1944 d'un accord pour la fourniture de lait condensé et de fromage destiné à la Croix-Rouge belge par l'entremise du CICR), 798
Düby (Dübi), Oskar (Chef du Bureau des Emigrants à la Police fédérale des Etrangers du DJP de 1940 à mars 1945), 482-483, 543, 545, 746
Duft, Johannes (Avocat à Saint-Gall, Conseiller national de 1919 à 1939, membre du Groupe catholique-conservateur, tendance chrétienne-sociale), 586, 634
Dulles, Allen Welsh (*Special Assistant to the American Minister* à Berne du 9 novembre 1942 au 10 juillet 1945; Chef de l'*Office of Strategic Services*), 373-376, 990-992, 1032
Dummett, Bryan Robert (Fonctionnaire de Chancellerie à la Légation de Grande-Bretagne à Berne dès 1941, promu Secrétaire commercial adjoint le 13 janvier 1943), 115, 164

Dunant, Robert (Secrétaire de l'Association suisse des Banquiers), 62-64, 220, 343, 624, 791, 819
Durand & Huguenin (Entreprise chimique à Bâle), 179
Duttweiler, Gottlieb (Fondateur de la «Migros», Conseiller national, Dirigeant de l'«Alliance des Indépendants»), 143, 214

Ebner, Karl (Chef de la *Gestapo* à Vienne), 746
Ebrard, Hans (Délégué du Conseil fédéral aux Accords commerciaux, chargé des pays de l'Est), 9-12, 71, 407-409, 540-541, 612, 706, 782, 873
Eden, Antony (Secrétaire d'Etat au *Foreign Office*), 252, 306, 315, 391, 494-495, 509, 580, 723, 770, 806, 855-856, 863-864, 907, 1009, 1041
Edison (Société électrique), 652
Eggen, Hans Wilhelm (*Rittmeister, SS-Sturmbannführer*), 370-373
Egger, Carl Albert (Juriste-stagiaire à la DAE du DPF, attribué au Bureau d'Ed. de Haller), 449
Eisenhower, Dwight David (Général américain, Commandant en Chef des Forces expéditionnaires alliées en Europe), 781, 991, 1060
Elektrobank (cf. Banque pour Entreprises électriques)
Emerson, Sir Herbert (Haut-Commissaire pour les réfugiés, Directeur du Comité intergouvernemental pour les réfugiés), 341, 451, 1055
Endre, László (Secrétaire d'Etat au Ministère hongrois de l'Intérieur, jusqu'au 7 septembre 1944), 506-507
Energia Electrica de Cataluna S.A. (Société électrique), 221
Enzer, Samuel (Dirigeant de la Communauté israélite de Bucarest, homme de confiance des organisations juives de Turquie et du Proche-Orient), 219
Ereš, Grga (Secrétaire de Légation au Ministère des Affaires étrangères de Croatie), 706
Erlanger, Berta P. (Responsable de l'aide aux réfugiés de l'organisation suisse *Agudas Israël*), 971
Escher, Alfred Martin (Consul de Suisse à Athènes du 23 mai 1944 au 1er avril 1945), 722
Escher-Wyss (Fabrique de machines, Zurich), 530, 533, 796
Etter, Philipp (Conseiller fédéral, Chef du Département de l'Intérieur, suppléant du Chef du Département politique), 13, 49, 184, 228, 525, 542, 725, 806, 812, 819, 826, 957, 1040, 1048
Eugster, Jakob (Colonel-brigadier, Auditeur en Chef de l'Armée), 568
Evans, Meurig A. D. (Attaché de Presse près la Légation de Grande-Bretagne à Berne), 90
Exchaquet, Emile (Délégué du CICR en Suisse), 1055

Faes, Vittorio (Directeur général de l'*Istcambi*), 815
Farinacci, Roberto (Dirigeant fasciste italien), 1-2, 14-15, 480
Fauchille, Paul (Juriste français, Spécialiste du Droit international public), 904
Favre, Antoine (Conseiller national, membre du Groupe catholique-conservateur), 606
Feer, Eduard Albert (Conseiller de Légation à la Légation de Suisse à Washington, *unofficial observer* de la Suisse à l'UNRRA, Ministre de Suisse à Buenos Aires dès le 1er décembre 1944), 318, 321, 431, 648, 690, 711
Feierabend, Ladislav (Ministre des Finances de Tchécoslovaquie), 616
Feihl (Diplomate allemand), 897
Feisst, Ernest (Directeur de la Division de l'Agriculture du DEP, Directeur de l'Office fédéral de Guerre pour l'Alimentation – *Eidg. Kriegs-Ernährungs-Amtes*), 11-12, 190, 192, 215, 889
Feldscher, Peter Anton (Chef de la Division des Intérêts étrangers de la Légation de Suisse à Berlin), 337, 352, 354-356, 382, 389, 638, 740, 753, 783, 787, 803, 843, 1056
Feller, Harald (Secrétaire de Légation à la Légation de Suisse à Budapest), 1064
Fernandez y Fernandez, Joaquin (Ministre chilien des Affaires étrangères de 1942 à 1946, Président de la Délégation chilienne à la Conférence de San Francisco), 973
Ferrari, Andrea Carlo (Archevêque de Milan de 1894 à 1921), 657
Ferrière, Suzanne (Membre du CICR, Secrétaire générale du Service international d'Aide aux Emigrants – *International Migration Service*), 543-545
Fides (Société Fiduciaire Suisse, Bâle), 1026
Fiducia (Société argentine), 459
Fischer, Hans (Directeur de l'*Allgemeine Aargauische Ersparniskasse* à Aarau), 343, 361

Fischer, Henry Beat de (Conseiller de Légation à la Légation de Suisse à Bucarest), 837
Fischli, Alfred (Juriste à la Division de Police du DJP), 543, 581, 585
Fleiner, Roland (Capitaine à la Division Presse et Radio), 90
Fontaine, Jean Alexis (Résistant français arrêté le 17 août 1944 à Genève, accusé de trafic d'armes vers la France, mis en liberté provisoire le 10 octobre 1944), 583
Fontanel, Emile (Chargé d'Affaires et Consul général de Suisse à Shangai), 412-413
Foot, Dingle Macintosh (Sous-Secrétaire d'Etat, Secrétaire parlementaire au Ministère britannique de l'Economie de Guerre, Chef de la Délégation britannique pour les négociations économiques avec la Suisse à Berne au début de 1945), 58, 64-65, 116, 147, 157, 170, 174, 247, 316, 322-325, 447-453, 475-476, 576, 886, 907, 949, 976, 986-989, 1030
Ford, Henry (Industriel américain), 1074
Forte, Aldo (Journaliste), 566
Fould, Caroline (Américaine victime des mesures antisémites dans le Sud de la France), 61
Fournier, Pierre-Eugène (Gouverneur de la Banque de France de 1937 à 1940), 1131, 1133
Fracassi, Rattimentone, Comte (Chef de la Mission italienne à Vichy), 14
Franco Y Bahamonde, Franscisco (Général, Chef de l'Etat espagnol), 410, 418, 795, 861
Frédéric II le Grand (Roi de Prusse de 1740 à 1786), 1141
Frédéric-Guillaume Ier (Roi de Prusse de 1713 à 1740, père du précédent), 1141
Frenay, Henri (Chef du Mouvement français de Résistance «Combat», puis Ministre des Prisonniers, Déportés et Réfugiés du Gouvernement Provisoire), 812-813
Frey, Edwin (Secrétaire du *Vorort* de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie), 44, 190, 474, 576, 580, 797, 802, 819, 821, 889, 1099
Frick, Robert (Major, Attaché militaire et de l'Air près la Légation de Suisse à Ankara), 418
Frölicher, Hans (Ministre de Suisse à Berlin de 1938 à 1945), 28, 153, 337, 353-353, 382, 453-454, 512, 571, 595, 617-618, 673-676, 678-679, 686, 693, 709, 732, 734, 736, 744, 746-747, 843, 862, 882, 965, 969, 995, 1056-1059, 1068, 1090, 1107
Fuchss, Werner (Conseiller de Légation à la Division du Commerce du DEP), 937
Fumasoli, Mario (Conseiller de Légation à la Légation de Suisse à Madrid, Chef du Service commercial), 350
Furrer, Robert (Directeur général des Douanes, dès le 24 septembre 1943), 158, 490, 536, 790
Furtwängler, Wilhelm (Chef d'orchestre allemand), 947
Futterlieb, Hermann (Allemand emprisonné en Suisse), 49-50

Gadient, Andreas (Membre du Groupe démocratique au Conseil national), 655, 717
Gaefgen (Gäfgen), Heino (*Major beim Oberkommando der Wehrmacht*, Chef de la *Deutsche Industriekommission-DIKO* à la Légation d'Allemagne à Berne), 149, 596
Gaevernitz, Gero von (Attaché honoraire de A. W. Dulles, domicilié à Ascona), 373, 375
Garner, James Wilford (Juriste américain), 500
Gasparotto, Luigi (Réfugié italien en Suisse), 660-661
Gaulle, Charles de (Homme politique français), 15, 104, 419, 430, 519, 582, 592-593, 611, 672, 674-676, 681, 703, 757, 812, 964-966, 1009
Gaulle, Pierre de (Frère du Général, arrêté par la Gestapo à Paris le 16 mars 1943), 430
Gaulle, Xavier de (Frère du Général, réfugié en Suisse avec sa femme et son fils dès avril 1943), 430
Gautier, Victor (Directeur à la Banque nationale, Suppléant du Chef du Troisième Département de la Direction générale), 200-202, 205, 207-208, 210, 359-362, 366-367, 393-394, 401, 469, 520, 624-625, 815-816, 826, 830, 889, 937, 939-941, 1018-1019, 1129
Georges II (Roi des Hellènes), 725, 807
Geszetesi (Gesztesi) Jules (Attaché de Presse à la Légation royale de Hongrie à Vichy, Réfugié en Suisse en été 1944), 502
Geszetesi, Marie-Blanche (Epouse du précédent), 502
Ghali, Paul (Journaliste), 566
Gherzi, Giuseppe (Attaché militaire adjoint prés la Légation d'Italie à Berne), 27
Giovanoli, Fritz (Conseiller national, membre du Parti socialiste suisse), 606

Girardet, Alexandre (Conseiller de Légation à la Légation de Suisse à Londres, Chargé des affaires économiques, Chargé d'Affaires a.i. de décembre 1943 à juillet 1944; nommé Ministre de Suisse à Prague par le Conseil fédéral les 27 février et 6 mars 1945), 101-102, 515, 861, 953
Giraud, Henri (Général français), 104, 757, 1008
Glutz, Beat de (Chef de la Légation du CICR en Grèce), 724
Gmür, Paul (Attaché de Légation à la DAE du DPF), 74, 77
Godfrey, William Mgr (Délégué apostolique en Grande-Bretagne dès 1938, Chargé d'Affaires du Saint-Siège auprès du Gouvernement polonais à Londres dès 1943), 806
Godin (Nom probablement mal dactylographié, cf. Rolin), 632
Goebbels, Joseph, 419, 480, 882, 990
Goering (Göring), Hermann, 195, 206, 370, 372, 480, 1106
Golay, Maurice (Administrateur-délégué et Président de la Direction générale de la Société de Banque Suisse, membre du Conseil d'Administration de l'ASB), 293, 526, 624-625, 841, 964
Gonard, Samuel (Colonel brigadier, Chef de la Section des opérations de l'EMG du 6 juin 1940 au 13 décembre 1943, puis Sous-Chef du Groupe Front de l'EMG), 422, 424
Gonzales Videla, Gabriel (Ambassadeur du Chili à Rio de Janeiro), 411
Goodman, Harry Aron (Collaborateur du Ministère britannique de l'Information à Londres de 1940 à 1945, Secrétaire politique de l'Organisation mondiale *Aguda Israël* dès 1923, Dirigeant d'organisations juives orthodoxes de secours aux réfugiés), 971-972
Goodrich, Carter (Représentant des USA au BIT, Président du Conseil d'Administration du BIT de 1939 à 1945), 711
Gorgé, Camille (Ministre de Suisse à Tokyo de 1940 à 1945), 494, 1086-1087
Goth & Co. (Entreprise de transports internationaux à Bâle), 169
Grand Mufti de Jérusalem (Husseini Hadj Amine el), 543, 663, 1103
Grandjean, Henri (Directeur général du Crédit Suisse, Président du Comité France de l'ASB), 293, 526
Grässli, Max (Consul général de Suisse à Bratislava), 732, 880
Graziani, Rodolfo, Marquis de Neghelli (Maréchal italien, Commandant des Forces armées de la «République sociale italienne» du 22 septembre 1943 au 28 avril 1945), 1077
Grewe, Wilhelm G. (Juriste allemand, auteur de publications de droit international sous le régime national-socialiste), 700
Gripp, Helmuth (Colonel, Attaché de l'Air près la Légation d'Allemagne à Berne), 371
Gromiko (Gromyko) Andrei A. (Ambassadeur de l'URSS à Washington dès le 4 octobre 1943), 409, 695
Gübeli, Alfred (Colonel Commandant du 2e Corps d'Armée), 421
Guérin, Hubert (Diplomate français, dès juin 1943 Directeur des Affaires politiques au Commissariat aux Affaires étrangères du Comité français de libération nationale), 430
Guerrero, José Gustavo (Diplomate salvadorien, Président de la Cour permanente de Justice internationale de La Haye), 859
Guggenbühl, Paul (Directeur de la Compagnie suisse de Réassurances, représentant de l'Association des Compagnies d'Assurances suisses concessionnaires), 819, 821
Guillermet, Arthur (Secrétaire général du Département de Justice et Police du Canton de Genève), 464, 583
Guisan, Henri (Général, Commandant en Chef de l'Armée), 6, 16, 57, 112-114, 134, 305, 310, 314, 369-373, 387-388, 421-422, 424-428, 432, 460, 462, 465, 468, 488, 587, 599, 601-604, 613, 637, 640-641, 712-713, 728, 756-757, 810, 850-851, 864-865, 891, 943-946, 990, 992, 1011, 1013, 1032, 1063, 1075, 1077, 1135
Günther, Christian Ernest (Ministre suédois des Affaires étrangères), 629, 718-719
Gusev, Fedor Tarasovitch (Ambassadeur de l'URSS à Londres, dès le 15 octobre 1943), 618, 667, 705, 1041
Gustav II (Roi de Suède), 744
Gut, Theodor (Conseiller national, membre du Parti radical-démocratique), 770
Gygax, Friedrich (Chef de Section à la Division du Commerce du Département de l'Economie publique), 149, 190, 196, 200, 847, 914
Gysler, Paul (Président du Conseil national en 1943/44, membre du Parti des Paysans, Artisans et Bourgeois, Président de l'Union suisse des Arts et Métiers), 725

Haas, Heinz (Juriste à l'Administration fédérale des Finances), 1052
Häberlin, Hermann (Conseiller national, membre du Groupe radical-démocratique), 606
Hácha, Emil (Président de la Tchécoslovaquie, contraint de signer le 15 mars 1939 le traité remettant «le destin du peuple tchèque entre les mains du Führer du Reich»), 313
Haenni & Co. (Fabrique d'instruments de mesures techniques à Jegenstorf), 532
Hagloff (en fait: Hägglöf, Gunnar Richardson) (Diplomate suédois, nommé en 1939 Ministre sans portefeuille, Président de la Délégation suédoise pour les négociations avec l'Allemagne, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis d'Amérique pendant la 2e Guerre mondiale), 477
Haller, Edouard de (Délégué du Conseil fédéral aux Œuvres d'Entraide internationale), 74, 140-141, 143, 212, 214, 218, 222, 226-227, 282, 285, 336, 374, 446, 449, 451-453, 465-466, 481, 506, 511, 513, 542-543, 545, 551, 628, 647, 650-651, 708, 714, 793, 833, 897-898, 994, 996, 1000, 1010, 1053, 1055, 1059, 1089
Hallier, André (Colonel d'Etat-Major, Attaché militaire près l'Ambassade de France à Budapest), 388
Hambro, Carl Joachim (Homme d'Etat norvégien, délégué norvégien à la Société des Nations de 1926 à 1946), 711, 855-856
Harmer, Frederic, Sir (Secrétaire assistant au Trésor britannique), 148
Harrison, Leyland (Ministre des Etats-Unis d'Amérique à Berne, de 1937 à 1947), 243, 315, 336-337, 340-342, 355, 368, 374, 435, 445, 504, 506, 620-622, 630, 687, 853, 1004
Harster, Wilhelm (Général de brigade SS, Chef de la Police de Sécurité en Italie, dès l'automne 1943), 585
Hartmann, Robert (Colonel suisse, Chef du Service territorial du Commandement de l'Armée), 487
Harvey, Oliver Charles, Sir (Diplomate britannique, *Assistant Under-Secretary of State* de 1943 à 1946), 770
Hausamann, Hans (Officier suisse, Chef d'un Bureau privé de renseignements), 312, 953
Hautecloque, Jean, Comte de (Diplomate français), 593
Hawkins, Thomas F. (Journaliste), 566
Hayler, Franz (*SS-Gruppenführer, Staatssekretär im Reichswirtschaftsministerium*, ami de Himmler), 195-196, 198
Hegg, Fritz (Attaché commercial à la Légation de Suisse à Stockholm), 307
Heiler (cf. Hayler)
Heller, Ivan (Chef de la Division des Devises à la Banque nationale de Croatie), 706
Hemmen, Johannes Hans Richard (Chef de la Délégation allemande pour les négociations économiques avec la Suisse, quitte Berne le 3 janvier 1944, remplacé par Karl Schnurre), 195
Henriot, Philippe (Homme politique français, Secrétaire d'Etat à l'Information dans le Gouvernement de P. Laval), 419
Hentsch (Banque privée à Genève), 204
Herold, Hans (Secrétaire du *Vorort* de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie), 295-296, 307
Hess, Hansjörg (Fonctionnaire du DPF), 706, 815, 817
Hess, Henri (Major EMG), 864
Hess, Rudolf, 1106
Heumann (Demande de naturalisation appuyée par la Fédération suisse des Communautés israélites), 636
Heyler (cf. Hayler)
Himmler, Heinrich, 81, 195, 419, 480, 555, 585, 635, 666, 709-710, 734, 736, 954, 971-972, 990-991, 1006-1007, 1077, 1090
Hintz (Hinz), Wilhelm (*Reichsbankrat* près la Légation d'Allemagne à Berne), 149
Hirs, Alfred (Membre de la Direction générale de la Banque nationale, Chef du Troisième Département, à Zurich), 33, 36, 66, 100-102, 131, 177-179, 207, 209-212, 228, 278-281, 326, 401, 587, 706-707, 728, 741, 826, 889, 892-893, 895-896, 1099-1100, 1138
Hirsch, Fanny (Responsable du Comité pour le Placement des Réfugiés intellectuels, Genève), 54
Hispano-Suiza (Entreprise de métallurgie à Genève), 849
Hitler, Adolf, 81, 110, 138, 159, 195, 357-358, 372, 388, 417, 480, 495, 507, 536-537, 554-555, 572, 593, 611, 673, 677, 681, 705, 737, 753, 837, 990-991, 1007, 1033, 1039, 1106
Hochstaetter, René (Secrétaire du «Comité d'études en vue de la participation suisse à la reconstruction de régions dévastées», puis du «Comité suisse pour la participation économique à la reconstruction européenne»), 86

Hoepli, Carlo (Ressortissant suisse à Milan, Conseiller-Délégué de la Maison Ulrico Hoepli, éditrice de recueils de discours et d'écrits de B. Mussolini), 653
Hofer, Carl (Attaché à la Division des Intérêts étrangers de la Légation de Suisse à Budapest, dès le 1er juillet 1944), 752-753
Hofer, Franz (*Reichsstatthalter und Gauleiter* du Tyrol et du Vorarlberg dès 1940, *Oberster Kommissär für die Operationszone «Alpenvorland»* dès le 10 septembre 1943), 1076
Hofer, Ruppert (Allemand emprisonné en Suisse), 49
Hohermuth, Berta (Directrice de l'«Aide aux émigrés» – *Fürsorgedienst für Ausgewanderte*, Section suisse de l'*International Migration Service*, à Genève), 375
Hohl, Reinhard (Conseiller de Légation, Chef de Section à la DAE du DPF), 198-200, 322-325, 334, 466-467, 492, 669, 788, 866, 868-869, 889, 898-899, 967, 1093-1094, 1096, 1098
Homberger, Heinrich (Directeur du *Vorort* de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie, membre de la Délégation permanente pour les négociations économiques avec l'Etranger), 27, 44, 115, 117-119, 129, 147, 149, 151-152, 164, 167-176, 178-180, 190, 192-196, 199, 228, 240, 295, 303, 345, 474, 495, 576, 766, 797, 799-803, 826, 889, 967, 1093, 1096, 1098-1101
Hoppenot, Henri (Ambassadeur de France à Berne, dès le 10 avril 1945), 1059-1060
Horthy de Nagybánya, Miklós (Amiral, Régent du Royaume de Hongrie jusqu'au 15 octobre 1944), 313, 368-369, 419, 481, 506-508, 512-513, 646, 677, 680, 682-683, 733, 744
Horthy, Magda de (Femme du précédent), 677
Horthy, Nicolas (Fils des précédents), 677
Hotz, Jean (Directeur de la Division du Commerce du DEP, membre de la Délégation permanente pour les négociations économiques avec l'Etranger), 45, 80, 109-110, 115-117, 119, 127-129, 131, 137, 147, 149, 152, 157, 164, 166-167, 170-175, 177-178, 190-192, 195-196, 198, 200, 240, 247, 301, 333-334, 338, 345, 391, 433, 495, 505, 531, 595, 643, 645, 661, 777, 796-797, 799, 802-803, 814, 817, 819, 826, 835, 841, 870-873, 889, 892-895, 902, 916, 948, 959, 963, 967, 1072, 1093-1102
Huber, Albert (Consul général de Suisse à Prague), 783, 880
Huber, Hans (Membre du Bureau juridique de la BNS, chargé de la représentation des banques suisses dans les négociations sur les capitaux bloqués à l'étranger), 815
Huber, Jacob (Chef de l'Etat-Major Général de l'Armée suisse), 310, 370, 414, 416, 421, 424, 427, 487, 713, 850-851, 990, 1032, 1075, 1077
Huber, Max (Professeur de Droit à l'Université de Zurich, Président du CICR de 1928 à 1944; démissionnaire en décembre 1944 et nommé Président d'honneur; dès mars 1945 Président a.i. à la suite de la nomination de C. J. Burckhardt à Paris), 481, 508, 511-513, 837, 854, 859, 990, 1054
Huddle, Klahr J. (Conseiller à la Légation des Etats-Unis d'Amérique à Berne de 1941 à 1945, Chargé d'Affaires a.i. du 19 novembre 1944 au 12 février 1945 pendant une absence du Ministre L. Harrison), 375, 787, 803, 897
Huffer (Lieutenant-Colonel américain du 3e Bureau (Opérations) de l'Etat-Major du 6e Groupe d'Armée alliée), 810
Hügel, Klaus (*SS-Obersturmführer*, considéré dès août 1942 par les autorités suisses comme le Chef de la Section du Service de Renseignements allemand qui s'occupe plus spécialement de la Suisse), 585
Hügli, Rodolphe (Consul honoraire du Paraguay à Berne), 54
Hull, Cordell (Secrétaire d'Etat américain, jusqu'en novembre 1944), 87, 159, 315-316, 333, 495
Hume-Wrong (cf. Wrong, H.)
Hummler, Friedrich Walter (Secrétaire de 1938 à 1953 de la Société suisse des constructeurs de machines – *Verein schweizerischer Maschinen-Industrieller*), 296
Hunziker, Walter (Directeur de la Fédération suisse du tourisme – *Schweiz. Fremdenverkehrsverband*), 190

Ilsemann, Iwan von (Attaché militaire près la Légation d'Allemagne à Berne du 1er novembre 1937 au 31 juillet 1944, entré en fonctions le 1er novembre 1936 comme *Vertreter des Militärattachés*), 425
Inczedi, Tibor (Attaché commercial près la Légation de Hongrie à Vichy), 503
Ingold, Werner (Avocat, à la DAE du DPF), 190

Isbach, Bernhard (SS impliqué dans les massacres à Saint-Gingolph le 23 juillet 1944, expulsé de Suisse par le Conseil fédéral le 15 décembre 1944, rapatrié avec des internés allemands le 21 février 1945), 716

Jaberg, Paul (Directeur général de l'Union de Banque Suisse, Zurich), 342, 344-346, 361, 363, 366, 473, 624
Jackson-Smith (Cf. Smith, Jackson)
Jacot, Louis (Professeur, Adjoint à l'Administration des Finances du DFD), 404, 513, 797, 801-802, 815-817, 892, 911, 1099, 1102
Jaeger, Jules-Albert (Professeur de sciences politiques à l'Université de Strasbourg, Alsacien réfugié en Suisse), 712, 728
Jaeger, Maximilian (Ministre de Suisse à Budapest de 1938 à 1945), 334, 368, 387-388, 414, 480, 482-483, 506, 513, 517, 562, 646, 677, 684, 733, 753, 773-774
Jann, Adolf (Secrétaire de l'ASB), 200, 343, 359, 361, 624
Jaross, Andor (Ministre hongrois de l'Intérieur, jusqu'au 30 août 1944), 507
Jeandin, Pierre (Notaire à Genève), 752-753
Jedrychowski, Stefan (Délégué officieux en Suisse du Gouvernement provisoire de Pologne à Paris), 1090-1091
Jen, Ki Sin (Premier-Secrétaire, puis en l'absence du Ministre, Chargé d'Affaires a.i. de Chine à Berne, de décembre 1941 à juin 1945), 412-413
Jenner, Charles von (Conseiller de Légation au DPF), 356, 706-707
Jenny, Conrad Caspar (Ministre de Suisse à Buenos Aires, nommé le 24 décembre 1937, décédé le 18 septembre 1944), 459, 972-973
Jenny, Heinrich (Ingénieur domicilié à Emmenbrücke, en voyage d'affaires en Argentine), 942
Jéquier, Jean-Pierre (Fonctionnaire du DPF, Attaché de Légation à la DAE en 1945), 62, 606, 693, 819, 942, 1093, 1099
Jezler, Robert (Premier-Adjoint à la Division de Police du DJP, puis Chef a.i. de la Division de Police lors du congé de Rothmund dès le 1er avril 1945), 54, 438, 549, 581, 714, 716, 897, 971, 1051, 1055, 1092-1093
Jodl, Alfred (Général allemand, *Chef des Wehrmachtsführungsstabes*), 839-840
Jöhr, Adolf (Président de la Direction générale du Crédit Suisse), 4-5
Juin, Alphonse (Général français), 757
Jung (Yung), Marcelle (Ressortissante suisse emprisonnée à Prague, puis libérée en octobre 1943 grâce à un échange germano-suisse), 49
Junod, Etienne (Attaché de Légation à la SCIPE du DPF), 100, 130-131, 200, 202-203, 207, 342-343, 359, 361, 750, 892, 894, 937, 993, 1015, 1110
Jurišić (cf. Yourichitch-Sturm)

Kaeckenbeeck, Georges (Diplomate et Juriste belge, Conseiller juridique du Ministère belge des Affaires étrangères à Londres), 858
Kaestli (Kästli), Friedrich (Consul général de Suisse à Zagreb, dès le 5 mars 1943), 706, 782, 791
Kägi-Fuchsmann, Regina (Secrétaire de l'Œuvre suisse d'Entraide ouvrière), 282-286
Kaltenbrunner, Ernst (Chef de la *Sicherheitspolizei* et du *SD – Obergruppen Führer de la SS, General der Waffen SS* et de la Police allemande), 1006-1008, 1089-1090
Kamenoff (Délégué de l'URSS pour les relations culturelles avec l'étranger en Roumanie), 836-837
Kanyia, Koloman (Ancien Ministre hongrois des Affaires étrangères), 646
Kappeler, Franz (Conseiller de Légation à la DAE du DPF), 361, 624, 707, 749, 815-817, 819-820, 1012, 1099
Karkas (Général hongrois) (probablement, Farkas von Kisbarnak, Ferenc, Commandant du VIe Corps d'armée hongrois), 646
Kaufmann, Max (Colonel, Vice-Directeur de l'Office fédéral de l'Industrie, des Arts et Métiers et du Travail, Vice-Président de la Commission pour la Garantie des Risques à l'Exportation), 87, 292-293, 297
Keel, Guido (Secrétaire du DPF dès le 1er août 1944, nommé en février 1945 responsable des procès-verbaux de la Délégation du Conseil fédéral pour les Affaires étrangères), 606, 650, 975, 1049
Kellenberger Leonhard & Co (Fabrique de Machines-Outils à Saint-Gall), 532
Kellenberger, Eduard (Professeur, Directeur-suppléant de l'Administration fédérale des Finances), 174, 177, 274, 281, 815-816, 819, 822-823, 892-893, 895
Keller, Paul Victor (Professeur à la *Handels-Hochschule* de Saint-Gall, Délégué du Conseil fédéral aux Accords commerciaux), 74,

76-78, 95, 100, 102, 117, 119, 129, 138, 146-148, 156-157, 164-170, 173-176, 178-179, 196, 198-201, 203-205, 207-209, 211-212, 322-325, 335, 366, 391, 453, 466, 473, 477, 489, 495, 510, 580, 605, 622-624, 630, 690, 709, 749-750, 797, 803, 819, 822-823, 826, 889, 892

Kemény, Gabriel von (Baron; Ministre des Affaires étrangères de Hongrie du 16 octobre 1944 au 3 avril 1945), 677, 732-733, 774

Kerkhove (en fait, Kerchove de Denterghem, Comte André de (Diplomate et homme politique belge; après l'établissement du gouvernement à Londres, Président du «Comité de coordination du ravitaillement de la Belgique pour l'Europe» installé à Lisbonne), 517

Kerr, Clark Archibald (Diplomate britannique, Chef de Section au *Foreign Office*), 847

Kesselring, Albert (Maréchal allemand), 943-944, 990-992, 1032-1033

Kessler, Eric (Secrétaire de Légation à la Légation de Suisse à Londres), 846, 1108

Keynes, John Maynard (Economiste et Financier britannique), 290, 400-401

Kilchmann, Anton (Secrétaire de Légation, Chargé des Affaires économiques à la Légation de Suisse à Budapest, Chargé d'Affaires a.i. en l'absence du Ministre A. Jaeger), 388, 562, 732, 762, 774

Killinger, Manfred von (Baron, Ambassadeur d'Allemagne à Bucarest), 133, 219, 837

Kiniger, Bruno (Délégué commercial pour la Suisse du Gouvernement néo-fasciste de l'Italie septentrionale, en fonction à Zurich dès janvier 1944, puis remplacé par E. Toti-Lombardozzi), 238

Kirschbaum, Josef M. (Chargé d'Affaires de Slovaquie à Berne, du 28 décembre 1942 au 27 février 1945), 953

Klein, Fred (Journaliste), 566, 568

Kobel, Willy (de la Division du Commerce du DEP), 115, 164

Kobelt, Karl (Conseiller fédéral, Chef du Département militaire), 6-7, 13, 16, 64, 98, 112, 134, 214, 236, 347, 371-372, 424, 426, 432, 460, 463, 468, 488, 574, 599, 637, 640-641, 663, 703-704, 714, 716-717, 864-865, 882-883, 944, 950-951, 953, 958, 1050-1053, 1062

Koch, Adalbert (Premier Chef de Section à la Division du Commerce du DEP), 115, 164, 307

Köcher, Otto (Ministre d'Allemagne à Berne de 1937 à 1945), 136, 149-150, 152, 372, 511, 572, 597, 737, 956, 1103, 1107

Kock (Chef d'une «bande» en Italie du Nord), 658

Koechlin, Carl (Président de la Chambre de Commerce de Bâle, Chef de la Section des Produits chimiques et pharmaceutiques de l'Office de Guerre pour l'Industrie et le Travail, membre du Comité de Banque de la BNS), 213

Kohler, Joseph (Directeur de la Compagnie de Construction Mécanique «Procédés Sulzer» à Paris), 532

Kohli, Robert (Chef de la Section du Contentieux et des Intérêts privés à l'Etranger du Département politique, membre de la Délégation permanente pour les négociations économiques avec l'Etranger, nommé Ministre de Suisse aux Pays-Bas le 14 août 1945), 4, 27, 30, 56, 72, 74, 80, 90, 100-103, 129, 131-132, 146, 149, 152, 164, 174-175, 178-180, 198, 200-204, 207-210, 238, 241, 265, 270, 273-282, 289-292, 343, 346, 359-361, 365-367, 383, 393, 395, 404, 407, 459-460, 492-493, 498, 504, 547-548, 569, 598, 605-606, 624-626, 661, 691, 693, 706, 727, 753, 765, 773, 775, 782, 791, 797, 800-802, 830, 870-873, 889, 892-895, 908, 967, 992, 1026, 1041, 1073, 1093, 1099, 1101, 1110, 1112

Kollibay, Johannes (Conseiller des Douanes allemandes, Chef de la Direction des Douanes installée à Annemasse et compétente pour la région de Saint-Gingolph au Pays de Gex en été 1944), 716

Kollontai, Aleksandra Michailovna (Ambassadrice de l'URSS à Stockholm), 748

König, Hans (Directeur général de la Société suisse d'Assurances générales sur la Vie humaine – *Schweiz. Lebensversicherungs- und Rentenanstalt*), 190, 195-196

König, Marie Pierre (Général français, Commandant des Forces Françaises de l'Intérieur, nommé en août 1944 Gouverneur militaire de Paris), 489, 514, 720

König, Philippe (Chef de la Mission en Suisse du Commissariat français aux Prisonniers, Déportés et Réfugiés, à Genève, succède à P. de Leusse dès le 6 octobre 1944), 812

Koo, Wellington (Nom américanisé de Ku Wei-Chün) (Ambassadeur de Chine – Kuo-

min-tang – à Londres de 1941 à 1946), 853-854
Kopecký, Jaromir (Délégué de la Tchécoslovaquie à Genève auprès de la Société des Nations dès 1937; Ministre de Tchécoslovaquie à Berne, dès le 20 avril 1945), 879-880, 953
Kopp, Oscar (Entreprise de mécanique à Kilchberg près de Zurich), 532
Koren, Finn (Ministre de Norvège à Berne, dès le 3 juin 1940, rappelé le 20 août 1945), 510, 512
Kousbroek, Francis Henri (Hollandais refoulé à la frontière suisse), 483
Krämer (Colonel SS), 573
Krapf, Kurt (Secrétaire et Vice-Directeur de la Fédération suisse du Tourisme), 819, 822
Krausz (Krauss) Miklós (Secrétaire de l'Office Palestinien à Budapest, organisateur avec la Légation de Suisse à un projet d'émigration de Juifs), 543
Kuei, Yung-Ch'ing (Général chinois, ancien Attaché militaire à Berlin), 412
Kühl, Julius, Dr (Fonctionnaire de la Légation de Pologne à Berne dès 1940, chargé du Service des réfugiés polonais en Suisse, collaborateur de l'organisation dirigée par I. Sternbuch, responsable de l'aide aux Juifs de Pologne et des pays de l'Est), 51-55
Kullmann, Gustave Georges (Ressortissant suisse, Directeur-adjoint du Comité intergouvernemental pour les réfugiés à Londres), 283, 336, 451

La Palisse, 1021
La Roche & Co (Banque privée à Bâle), 342
La Roche, Robert (de la Banque privée La Roche & Co à Bâle, Président de l'ASB), 342-343, 361, 625
Labhart, Jacob (Colonel Commandant du 4e Corps d'Armée), 421, 425
Lachenal, François (Fonctionnaire du DPF), 937
Lacher, Hans (Attaché de Légation à la DAE du DPF, dès le 1er janvier 1944), 190, 198, 492, 498, 797, 819
Ladoš, Aleksander (Ministre plénipotentiaire, Chargé d'Affaires de Pologne à Berne du 31 mai 1940 au 31 août 1945), 50-53, 693-494
Lambercier, Georges (Négociant en horlogerie à Genève, gérant un contingent spécial d'exportation de 132408 montres vers les Etats-Unis d'Amérique), 262, 925
Lanz, Georg (Suisse emprisonné en Allemagne), 49-50
Lardy, Etienne (Ministre de Suisse à Ankara de 1937 à 1945), 666
Lattre de Tassigny, Jean-Marie Gabriel de (Général, Commandant de la 1re Armée française), 637-638, 712, 728, 756, 864, 1013, 1063
Laval, Pierre (Chef du Gouvernement français de 1942 à 1944), 15, 104, 110-111, 114, 138, 419, 457-458, 472, 480, 535-536, 542, 552, 557, 561-562, 572, 609, 611, 812, 1070, 1131
Laval, Jeanne-Eugénie-Elisabeth (Epouse du précédent), 1070
Law, Richard (Homme politique britannique, Ministre d'Etat au *Foreign Office*), 618, 860-861, 907
Lebrun, Albert (Président de la République française de 1932 à 1940), 681, 721
Leclerc, Philippe Marie de Hautecloque, dit (Général français, Commandant de la 2e Division blindée), 592-593
Legge, Barnwell R. (Général de brigade, Attaché militaire et de l'Air près la Légation des Etats-Unis d'Amérique à Berne), 587, 613, 946
Lemberger, Erwin (Allemand emprisonné en Suisse), 49
Léopold III (Roi des Belges), 516, 632, 1008
Lepori, Giuseppe (Conseiller d'Etat du Canton du Tessin, Chef des Départements de la Police et de l'Instruction), 18
Lester, Sean (Diplomate irlandais, Secrétaire général par intérim de la Société des Nations dès 1940), 233, 856-857
Leu (Cf. Banque Leu)
Leusse, Pierre de (Consul de France à Lugano du 4 décembre 1941 au 23 janvier 1943; puis Chef de la Mission en Suisse du Commissariat aux Prisonniers, Déportés et Réfugiés, de mai à octobre 1944), 549-551, 581-582, 812
Libedeff (en fait, Lebedev, Victor Zalharovitch, Ambassadeur de l'URSS auprès des gouvernements alliés à Londres de 1943 à 1945), 305-306, 314
Lie, Trygve Halvdan (Ministre des Affaires étrangères de Norvège), 859
Liebermann Waechli (Entreprise commerciale suisse à Kobé), 1087
Lifschitz, Boris (Avocat à Berne, Consul du

Nicaragua, ancien Conseiller juridique de la Légation de l'URSS à Berne), 874
Lindt, August Rudolf (Journaliste, au service de la Section Armée et Foyer, envoyé par le DPF à Londres), 849
Lindtberg, Léopold (Cinéaste), 13
Liomin, André (Ingénieur EPZ à Paris, représentant en France de la S.A. des Ateliers de Constructions mécaniques Escher-Wyss), 533
Lippmann, Walter (Journaliste américain), 475
Liz-Teixeira Branqhuino, Carlos de (Chargé d'Affaires du Portugal à Budapest), 762
Lobkowitz (Lobkowicz), Maxilimian (Ambassadeur de Tchécoslovaquie à Londres), 880
Locher, Heiko (Double national germano-suisse emprisonné en Allemagne), 49
Logoz, Paul (Juge fédéral), 787, 854
Lombard, Odier & Cie (Banque privée à Genève) 342
Lompar, Mihailo (Etudiant yougoslave en Suisse dès 1940, Attaché de Presse adjoint à la Légation de Yougoslavie à Berne dès le 23 février 1945), 877
López Oliván, Julio (Diplomate espagnol, Greffier de la Cour permanente de Justice internationale de La Haye), 859
Lovat (Diplomate anglo-saxon, nom probablement mal dactylographié, cf. Lovitt), 322, 324-325
Lovitt, John Valentine (Diplomate américain du *Department of State* en mission à Londres, membre de la Délégation économique américaine à Berne au début de 1945), 157, 476
Luchsinger, Ulrich (Juriste-stagiaire au DPF), 671
Lutz, Carl (Chef de la Division des Intérêts étrangers à la Légation de Suisse à Budapest), 562, 730, 752-753, 771, 773
Lyautey, Louis Hubert Gonzalve (Maréchal de France), 426, 1043

Mac Afee, Margaret Angela (Fonctionnaire à la Division commerciale de la Légation de Grande-Bretagne à Berne), 115, 164
Mac Clelland, Roswell Dunlop (Agent des Quakers à Genève dès août 1942; puis, dès le 26 avril 1944, *Special representative of the War Refugee Board in Switzerland*, en tant qu'Assistant spécial à la Légation des Etats-Unis à Berne, chargé de traiter les questions d'assistance aux réfugiés) 340, 373-377, 635, 897-898
Mac Killop, Douglas (Conseiller à la Légation de Grande-Bretagne à Berne), 96, 101-102, 695, 708
Mac Master (Collaborateur de Mac Clelland), 635
Machiavel, 979
Madonne, John H. (Deuxième Secrétaire à la Légation des Etats-Unis d'Amérique à Berne), 54
Mägerle Frères S.A. (Fabrique de machines-outils et d'appareils mécaniques à Uster) 532
Magistrati, Massimo, Comte (Ministre d'Italie à Berne, dès le 20 juillet 1943, puis rappelé par le Gouvernement royal et remplacé par Berio), 16, 18, 91, 219-220, 611, 660-661
Maisky, Ivan Mikhailovich (Ambassadeur soviétique à Londres de 1932 à l'été 1943, puis Vice-Commissaire du Peuple aux Affaires étrangères), 862
Malche, Albert Jean-Louis (Professeur à l'Université de Genève, Conseiller aux Etats, membre du Parti radical-démocratique, Président de l'Association d'«Aide fraternelle aux réfugiés français en Suisse»), 582
Malkin, William Sir (Jurisconsulte du *Foreign Office*), 858
Mandl, Joseph (Responsable d'un réseau d'aide à l'émigration des Juifs), 586
Mantello, Georges (Premier Secrétaire du Consulat général du Salvador à Genève dès le 11 août 1942; avec son frère Joseph Mandl, responsable d'un réseau d'aide à l'émigration des Juifs), 634, 745, 752
Manz, Alexander (Vice-Consul de Suisse, replié à Grenoble), 60-61
Marcuard, Georges (Colonel Commandant de Corps, Chef de l'Instruction), 421
Marcuard, Sigismond (Attaché de Légation à la SCIPE du DPF, dès le 11 avril 1944), 459, 798
Martel, René (Journaliste à «Paris-Soir»), 104
Marti, Hans (2e Adjoint à la Division du Commerce du Département de l'Economie publique), 149,190, 815
Martial, Jean (Agent de la «Banque de France» à New York), 1129
Martin, Paul-Edmond (Professeur d'Histoire à l'Université de Genève, membre du Comité international de la Croix-Rouge), 685, 1054-1055

Martius, Georg Fedor (Diplomate allemand, *Gesandter in der Handelspolitischen Abteilung des Auswärtigen Amts*, responsable pour les accords internationaux concernant les transports, le trafic aérien, ferroviaire et postal), 865-866, 868-869
Masaryk, Jan (Ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement tchèque en exil à Londres, représentant de la Tchécoslovaquie à la Conférence de San Francisco), 880
Massigli, René (Diplomate français, Commissaire national aux Affaires étrangères du Comité Français de Libération Nationale de 1943 à 1944, puis Ambassadeur de France à Londres), 430, 518-519, 581, 593, 859
Masson, Roger (Colonel brigadier, Chef du Service de Renseignements et de Sécurité de l'Etat-Major Général de l'Armée), 112-114, 134, 369-371, 388, 414, 422-423, 426, 467, 572, 712, 850, 990, 992, 1032, 1075, 1077
Matas, Alfred (Commerçant espagnol à Genève, accusé de trafic d'or et de devises, expulsé avec sa famille et des complices le 22 avril 1944 par décision du DJP), 471, 829
Matter, Erwin (Chef de l'Office de Guerre pour les Transports), 1093-1094, 1097-1098
Mauthner, Hans, Baron von (Ressortissant hongrois, allié à la famille de Manfred Weiss, Délégué à Vienne de la Croix-Rouge hongroise), 745-746
Mayer, Saly (Président de la Fédération suisse des Communautés israélites de 1936 à 1943, représentant en Suisse du *American Jewish Joint Distribution Committee*), 585-586, 634, 636, 710, 715, 735, 745
Mazzolini, Serafino, Comte (Ambassadeur italien, Sous-Secrétaire d'Etat dans le gouvernement néo-fasciste), 659, 701, 703
Meier, Max (Fonctionnaire de Chancellerie à la Légation de Suisse à Budapest), 1064
Meiner, Hans Heinz (Avocat à la Division du Commerce du Département de l'Economie publique), 190, 797, 801-803, 819
Mendès France, Pierre (Homme politique français, Ministre de l'Economie nationale de septembre 1944 à avril 1945), 964
Ménétrel, Bernard (Médecin et Secrétaire particulier de Pétain), 111
Menthon, Bernard de (Diplomate français, deuxième Conseiller à l'Ambassade de France à Berne), 619
Merck Quimica Argentina S.A. (Entreprise chimique à Buenos Aires, liée au *Holding für Merck Unternehmungen* à Zoug), 942
Merminod, Jean (Chef de Section à la Division des Affaires étrangères du Département politique), 91, 198, 383, 669
Messerschmitt, Willy (Constructeur allemand d'avions), 369-373, 586
Meyer, Heinz (Fonctionnaire de la Section des Réfugiés du Département de Justice et Police), 727
Meyer, Ludwig-Friedrich (Avocat d'affaires à Lucerne, membre du Parti radical-démocratique), 3
Micafil (Entreprise de construction de machines à bobiner, Zurich), 533
Mihailovitch (Mihajlović), Draža (Chef des forces serbes de résistance – *tchetniks* – hostiles aux Allemands et aux partisans de Tito en Yougoslavie), 612, 792
Mikojan (Mikoyan), Anastassi Ivanovitch (Vice-Président du Conseil des Commissaires du Peuple de l'URSS), 540-541, 873
Mikolajczyk, Stanislaw (Président du Conseil de Pologne de juillet 1943 à novembre 1944), 806
Millspaugh, Arthur Chester (Economiste américain, Administrateur général des Finances d'Iran de 1943 à 1945), 378-379
Miney, Robert (Chef de la Chancellerie consulaire de Suisse à Bruxelles), 632
Mishustin, D. D. (Professeur, Chef du Département des Traités commerciaux du Commissariat du Peuple pour le Commerce extérieur de l'URSS), 541
Mission évangélique de Bâle, 1087
Miville, Carl (Conseiller national bâlois), 584
Mohammed Réza (Shâh d'Iran de 1941 à 1978), 379
Moisset (en fait Moysset, Henry, Ministre d'Etat à Vichy du 11 août 1941 au 18 avril 1942), 104
Montenach, Jean-Daniel de (Chef du Service des Intérêts étrangers de la Légation de Suisse à Vichy), 60
Montmollin, Louis de (Colonel divisionnaire suisse, Chef d'Arme de l'Artillerie, Chef de la mission militaire sur le front en France), 810
Moppert, Gustav G. (Chirurgien à Genève, Colonel médecin), 1063
Morand, Paul (Ambassadeur de France à Berne du 26 juillet 1944 au 22 août 1944), 519, 561, 611

Morgenthau, Henry J., Jr (Secrétaire américain au Trésor), 120-121
Moritz, Gustav (Allemand emprisonné en Suisse), 49
Morrison, Herbert Stanley (Homme politique britannique, *Secretary of State for the Home Office and Minister of Home Security*, jusqu'en mai 1945), 907
Morsier, Jacques de (Délégué du CICR à Paris), 591, 593
Motor-Columbus S.A. (Entreprise à Baden), 86, 223
Motta, Giuseppe (Conseiller fédéral, Chef du Département politique de 1920 à 1940), 154, 738, 957
Motta, Riccardo (Directeur à la BNS, suppléant du Chef du IIe Département de la Direction générale), 1111
Mottier, Edgar (Adjoint à la Division de Justice du DJP), 369
Muhammad V Ibn Yüsuf (Sultan du Maroc), 1043
Müller, Elisabeth (Suissesse condamnée à mort en Allemagne), 50
Müller, Max Paul (Directeur de la *Sociedad Espanola de Electricidad Brown Boveri* à Madrid), 846
Münch, Eric (Colonel, Chef de Section à l'Etat-Major Général, chargé de la question des réfugiés), 465, 492, 714-716, 971, 1051-1052
Münchner Rückversicherungsgesellschaft, 195
Munos Vargas, José, Conde de Bulnes (Ministre d'Espagne à Buenos Aires), 459
Muralt, Johannes von (Colonel divisionnaire, Président de la Croix-Rouge suisse), 1053
Mürner, Emanuel (Vice-Directeur de l'Office suisse de Compensation), 12
Musso, Mario (Délégué de la Croix-Rouge suisse pour l'Italie), 652, 658
Mussolini, Annamaria, 653
Mussolini, Benito, 14, 16, 27-29, 32, 106, 108, 220, 238, 417, 478-480, 653, 658-659, 991, 1042, 1076
Mussolini, Bruno (Fils de Benito), 653
Mussolini, Gina (Belle-fille de Benito), 653
Mussolini, Rachele (Epouse de Benito), 653
Musy, Benoît (Fils de Jean-Marie), 972
Musy, Jean-Marie (Homme politique fribourgeois, Conseiller fédéral de 1920 à 1934), 250, 516, 897, 971-972
Muyden, Claude van (Chargé du Service des Questions juives à la DIE du DPF), 543
Naef, Walter (Gérant du siège social à Paris de l'entreprise Bühler Frères), 533
Naville, René (Gérant du Consulat de Suisse à Paris), 556, 561, 590, 619
Nedić, Milan (Général de l'Armée royale yougoslave, Président du Conseil serbe des Ministres jusqu'au 20 octobre 1944), 1071
Nef, Victor (Consul général de Suisse à New York), 612, 754
Nestlé and Anglo Swiss Holding Company, Vevey, (membre fondatrice du Groupement des Holdings Industrielles), 221, 570
Nettuno (Opération militaire des Alliés en Italie), 150
Neubronn von Eisenburg, Alexander (Général commandant les troupes allemandes à Vichy), 611
Neuhausen (Société anonyme pour l'Industrie de l'Aluminium, Neuhausen, membre fondatrice du Groupement des Holdings Industrielles), 796
Nicole, Léon (Dirigeant communiste, Genève), 583
Nicolic (Nikolitch), Nikila (Colonel yougoslave, Délégué de la Croix-Rouge yougoslave en Suisse), 877, 918
Niesz, Henri (Directeur de *Motor-Colombus*, Président du «Comité d'études en vue de la participation suisse à la reconstruction de régions dévastées»), 86, 223, 225, 628
Nizier (Pseudonyme de Joseph Lambroschini, Chef départemental des FFI de Haute-Savoie), 583
Nobs, Ernst (Conseiller fédéral de 1944 à 1951, Chef du Département des Finances et des Douanes), 107, 153, 189, 195, 271-272, 274-277, 279, 281-282, 286, 289, 292, 326, 403-405, 655, 707, 750-751, 790, 823, 826, 898, 951, 953, 961, 1041, 1138-1141
Nordling, Raoul (Consul de Suède à Paris), 556-558, 591-593
Norton, Clifford John (Ministre de Grande-Bretagne à Berne, de 1942 à 1946), 12-13, 65, 80, 250, 273, 391, 448, 453, 513, 617, 630, 687, 1036, 1041-1042, 1059-1061
Nostitz, Siegfried von (Conseiller de Légation à la Légation d'Allemagne à Berne), 597
Notz, Hans (Colonel, Attaché militaire et de l'Air près la Légation de Suisse à Washington), 134, 251, 333, 417, 608
Nussbaumer, Albert Charles (Directeur général de la Société de Banque Suisse, Président du Comité Espagne de l'Association

suisse des Banquiers, Président du Holding Pirelli dès 1941), 200-202, 204-205, 212, 220, 222, 343, 350, 359-367, 469, 604-606, 624-626, 819-821, 830, 911-912, 937, 940-941, 948
Nussbaumer, Marcel (Suisse emprisonné en Allemagne), 49

Oberg, Carl Albrecht (*Höherer SS- und Polizeiführer* installé à Paris par Hitler dès le 9 mars 1942, Chef du *Sicherheits-Dienst*), 556
Oberson, Elise Stephani (Suisse emprisonné en Allemagne), 49
Odier, Daniel (Premier-Lieutenant, Officier de Police de l'Arrondissement territorial de Genève), 464
Oeri, Jakob Albert (Rédacteur en chef des *Basler Nachrichten*, Conseiller national de Bâle-Ville, membre du Parti libéral), 108, 606
Oerlikon (Fabrique de machines-outils), 530, 796-797
Oetiker, Julius (Directeur de l'Administration fédérale des Finances, jusqu'à fin 1944), 338
Oprecht, Hans (Conseiller national, Président du Parti socialiste suisse de 1937 à 1952), 953
Orsenigo, Cesare, Monseigneur (Nonce apostolique à Berlin), 694, 882
Ostrow, Walter Wolf (Fonctionnaire du Département américain du Trésor, attribué à la Légation des Etats-Unis à Berne dès le 20 février 1945), 937
Oszlanyi (Général hongrois), 733
Ott, Richard (Allemand emprisonné en Suisse), 49
Ottenbach (Général allemand), 573
Ottulesco, Alexandre (Gouverneur de la Banque nationale de Roumanie), 133

Palewsky (Palewski), Gaston (Directeur du cabinet du Général de Gaulle de 1942 à 1946), 964
Papandreou, Georges (Chef du Gouvernement grec), 724
Papen, Franz von (Ambassadeur d'Allemagne à Ankara de 1939 jusqu'au 2 août 1944), 251
Paris, Jacques-Emile (Diplomate français, Conseiller de la Délégation du Comité Français de Libération Nationale auprès des gouvernements belge, luxembourgeois, hollandais, norvégien, tchécoslovaque et polonais à Londres), 515
Parrilli, Luigi (Baron italien), 992
Paternot, Maurice (Administrateur-délégué de *Nestlé and Anglo Swiss Holding Company*, membre du Comité du Groupement des Holdings Industrielles), 222, 570
Pavolini, Alessandro (Secrétaire du Parti fasciste républicain de la «République sociale italienne»), 480, 658
Payot, René (Directeur du «Journal de Genève»), 112, 728, 756
Pehle, John W. (Haut fonctionnaire américain au Département du Trésor, Directeur du *Foreign Funds Control*, nommé Directeur exécutif du *War Refugee Board* en mars 1944), 122, 340
Pella, Vespasian V. (Ministre de Roumanie à Berne dès le 17 septembre 1943, rappelé à Bucarest dès le 1er octobre 1944, reste à Genève), 254, 456
Perkins, Frances (Secrétaire américaine au Travail, de 1933 à 1945), 431
Perret, Henri (Administrateur du Technicum des Montagnes neuchâteloises, Conseiller national, membre du Groupe socialiste), 35
Pétain, Philippe (Maréchal, Chef de l'Etat français), 103-105, 110-115, 138, 305, 313, 419, 458, 535-536, 551-553, 561-562, 571-572, 583, 594, 611, 673-676, 680-681, 720, 1069-1070, 1129
Pétain, Eugénie, née Hardon (Epouse du précédent), 1069
Peter (Pierre II), (Roi de Yougoslavie de 1934 à 1941), 877
Peterson, A. F. (Responsable du Département économique de l'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique à Londres, membre du *Black List Commitee* des Alliés), 364
Petitpierre, Max (Président de la Chambre suisse de l'Horlogerie, élu au Conseil fédéral le 14 décembre 1944, entre en fonction comme Chef du Département politique le 1er février 1945), 85, 512, 797, 806, 808, 818, 832, 836, 846, 849, 852, 862-863, 873, 877, 882, 896, 903-904, 906, 910, 944, 949, 953, 957-958, 964-965, 967-968, 972, 994, 996, 1000, 1005-1006, 1010, 1037-1038, 1040-1041, 1046, 1048-1050, 1052, 1056-1058, 1061, 1064-1065, 1069-1070, 1074, 1089-1091, 1102, 1139
Pfenninger, Rudolf (Directeur de la Banque nationale représentant à New York), 37, 40, 43, 154-155, 178, 180, 246, 263, 270, 276, 282, 289-290, 923

Phelan, Edward Joseph (Directeur par intérim du Bureau International du Travail de 1941 à 1946, puis Directeur), 258, 711, 858
Philips (Entreprise néerlandaise de produits électriques et électroniques), 803
Piantini, Federico (Directeur du IVe Arrondissement des Douanes, à Lugano), 714-715
Picot, Michel (Lieutenant à Genève, Officier de liaison entre le Département politique et le Commissariat fédéral à l'Internement et à l'Hospitalisation, dès le 19 août 1944), 564-565
Pictet, Hubert (Journaliste suisse), 838
Pidermann, Guido (Médecin à Zurich, Animateur en 1942 d'une action en faveur des prisonniers de guerre russes en Finlande), 286
Pie XII (Pape de 1939 à 1958), 721
Pierlot, Hubert (Chef du Gouvernement belge), 801
Piffaretti, Jean (Rédacteur au Département politique), 30
Pilet, née Golaz, Mathilde (Epouse du Conseiller fédéral), 738
Pilet-Golaz, Marcel (Conseiller fédéral de 1929 à 1944, Chef du Département politique de 1940 à 1944, Vice-Président de la Confédération en 1944), 1, 4-5, 6-7, 12, 14-16, 19, 27, 28, 30, 32, 40, 48, 50-51, 62, 65, 73, 75-77, 79-82, 86, 90, 103, 105, 109-112, 125-126, 131-132, 136-137, 139-143, 146, 149, 152-153, 159-161, 198, 207, 212, 214-220, 222, 238, 240, 243, 249-254, 259, 265, 269, 272-274, 280, 288-289, 305-306, 314-315, 322, 335-337, 340, 351-353, 359, 372, 374, 378, 382, 387-388, 391, 394, 404-405, 407, 409-410, 412, 416-421, 430-431, 435, 444-446, 448-449, 452-455, 457, 459, 465-466, 473, 480, 482-483, 488, 493-494, 506, 508, 510-514, 516-520, 535-536, 542, 546, 551, 553-555, 562-569, 571-572, 575, 580, 583, 590, 597, 605-612, 617-618, 620-622, 628, 630, 632-633, 646-647, 650-653, 659, 663-667, 669, 671-677, 679-683, 686, 694-698, 701, 703-705, 708, 711, 716, 718, 720-722, 725-726, 729, 733, 736, 738, 741, 747, 750-751, 765, 770-771, 774, 778, 782, 787-788, 790, 794, 803, 806, 833, 837, 852-853, 856-857, 873, 880, 893, 952, 995, 1044, 1052
Pillichody, Henry (Délégué aux Etats-Unis de l'Office central suisse du Tourisme, chargé d'une étude sur les rapports entre l'industrie touristique et l'aviation civile de l'après-guerre, membre de la Délégation de la Suisse à la Conférence aérienne internationale), 669
Pirelli Holding (SA avec siège social à Bâle), 343, 361
Pittard, Pierre (Directeur du Contrôle de l'Habitant au Département genevois de Justice et Police), 551
Plancherel, Michel (Colonel, Chef de la Division Presse et Radio), 436
Pleven, René (Ministre français des Finances et de l'Economie nationale), 964-965
Pointet, Pierre Jean (Secrétaire du *Vorort* de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie), 303
Popovitch, Vlado (Major Général de l'Armée yougoslave de libération nationale, Représentant politique et militaire en Bulgarie en 1945), 876-877
Popper, Ludwig Eberhard (Directeur à Zurich du Bureau pour l'Europe de l'Est et du Sud de l'agence *United Press*), 566
Porta, Francesco, della (Ambassadeur italien à Berlin), 2
Pourchot, Gaston-Henri (Adjoint à l'Attaché militaire près l'Ambassade de France à Berne dès le 1er septembre 1939; nommé provisoirement en octobre 1944 Conseiller militaire près la Délégation en Suisse du Gouvernement provisoire de la République française, puis après la nomination de Davet, Conseiller militaire-adjoint), 757
Preiswerk-Tissot, William (Chef de la Division spéciale chargé des Intérêts étrangers à la Légation de Suisse à Londres), 19, 693
Primault, Etienne (Major EMG, Chef d'Etat-Major du Commandant des Troupes d'Aviation et de Défense contre Avions), 810
Prisi, Adrian (Capitaine à l'Etat-Major Général de l'Armée), 465
Probst, Fritz (1er Adjoint à la Division du Commerce du DEP), 10, 190, 819, 845, 892, 894, 1099
Probst, Raymond (Attaché de Légation à la DAE du DPF), 1091
Probst, René (Colonel, Chef de la Section pour l'Internement et l'Hospitalisation de l'Adjudance générale de l'Armée; dès le 16 octobre 1944, Chef de Section du Commissariat fédéral à l'Internement et à l'Hospitalisation), 565, 685, 714, 717, 919
Psaroudas, Constantin (Ministre de Grèce à Berne, du 6 octobre 1936 au 5 février 1941,

puis du 15 juin 1945 au 18 juillet 1946), 725, 808
Puhl, Emil Johann (Vice-Président de la *Reichsbank*), 41, 524, 547, 766, 1123, 1131, 1134, 1141
Pury, Arthur de (Ministre, Chef de la Division des Intérêts étrangers du Département politique de 1940 à 1945), 14, 60, 337, 354, 389, 444-445, 562, 638, 664, 671, 708, 730, 740, 752, 787, 803, 1038
Pury, Roland, de (Pasteur suisse emprisonné en France, puis libéré grâce à un échange germano-suisse), 49

Quisling, Vidkun (Chef du gouvernement en Norvège occupée par le Reich), 126-127, 313

Rahn, Rudolf von (Ambassadeur allemand auprès du régime néo-fasciste en Italie du Nord), 1076
Ramniceanu, René P. (Administrateur-Délégué de la Banque nationale de Roumanie), 407-409
Rappard, William Emmanuel (Professeur à l'Université de Genève, Directeur de l'Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales, Président de la Délégation suisse pour les négociations économiques avec les Alliés au début de 1945), 229, 234, 854, 881, 889, 937-941, 943, 949, 967, 986-989, 1030, 1049
Reagan, Daniel John (Attaché commercial près la Légation des Etats-Unis d'Amérique à Berne de 1941 à 1947), 115, 118-120, 157, 164-166, 169-173, 176, 360, 363, 578, 604, 727, 749, 776, 789, 835, 1112, 1116
Real, Fritz (Secrétaire de Légation à la Légation de Suisse à Washington), 74
Redard, Charles Arthur (Conseiller de Légation, Chargé d'Affaires a.i. de Suisse à Sofia du 3 janvier 1941 au 20 juillet 1945), 28
Reding, Aloys von (Adjoint à la Division de Police du Département de Justice et Police), 636
Reichenau, Willi (Attaché de Légation en 1944, puis Secrétaire de Légation en 1945 à la Division des Affaires étrangères du Département politique), 74, 79, 174, 200, 207, 274
Reinhard, Ernst (Conseiller national, membre du Groupe socialiste), 306, 667, 770
Reinhardt, Eberhard Ernst (Premier-Adjoint, puis Directeur de l'Administration fédérale des Finances, dès le 1er janvier 1945), 195, 403-404, 889, 937, 951, 1093, 1096, 1138-1139
Remund, Hugo (Colonel, Médecin-Chef de la Croix-Rouge suisse et Président de la Croix-Rouge suisse-Secours aux Enfants), 1007, 1053
Rendel, Georges William (Diplomate britannique, Ambassadeur auprès du Gouvernement yougoslave à Londres de 1941 à 1943, puis Délégué dans les organisations internationales pour les réfugiés), 860
Renold, Karl (Conseiller national, membre du Groupe des Paysans, Artisans et Bourgeois), 606
Renthe-Fink, Cécil von (Ambassadeur allemand, représentant d'Hitler auprès du Maréchal Pétain), 611
Reuter (Agence de presse), 79, 847, 1030
Revilliod, Jean-François (Collaborateur du Délégué du Conseil fédéral aux Œuvres d'Entraide internationale, Ed. de Haller), 714
Reymond, Henri Ernest (Ressortissant suisse, Chef de Cabinet du Directeur du BIT de 1940 à 1946), 857
Réza Shâh (Shâh d'Iran de 1925 à 1941, père de Mohammed Réza), 379
Rezzonicco, Clemente (Conseiller de Légation, Chef du Service de Presse du Département politique), 90, 200, 207, 242, 269, 305, 314, 322, 451, 466, 553, 667, 695, 1091
Rham, Jean Guy de (Secrétaire de Légation à la Légation de Suisse à Londres, puis à la DAE du DPF), 322, 1112
Rhyner (Nom mal orthographié par Ed. Mottier, cf. Rihner)
Ribbentrop, Joachim von (Ministre allemand des Affaires étrangères), 81, 138, 554-555, 673, 686, 965-966, 990, 1007-1009
Ribnikar, Vladislav (Vice-Président du Comité yougoslave de libération nationale, remplissant les fonctions de Ministre des Affaires étrangères, Co-propriétaire et Directeur du journal de Belgrade «Politika»), 793
Riccardi, Raffaelo (Ministre italien des Echanges et des Devises), 3
Richert, Arvid Gustav (Ambassadeur de Suède à Berlin de 1937 à 1945), 882
Riedener, Josef (Conseiller national, membre du Groupe conservateur-catholique), 606
Riefler, Winfield W. (Professeur, Chef de l'*Economic Warfare Division* à l'Ambas-

sade des Etats-Unis d'Amérique à Londres), 60, 156-157, 169, 171, 174, 316, 322, 325, 475-476, 576, 578, 750
Rihner, Friedrich (Colonel divisionnaire, Chef d'Arme des Troupes d'Aviation et de DCA), 369-371, 864, 1063
Rios, Juan Antonio (Président du Chili), 410-411
Ripka, Hubert (Ministre d'Etat aux Affaires étrangères de Tchécoslovaquie), 880
Ritter, Rudolf (Suppléant du Directeur de l'Administration des Blés), 1093-1095, 1097-1098
Riva, Waldo (Conseiller national, membre du Groupe catholique-conservateur), 606
Rochat, Charles (Ancien Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères du Gouvernement de Vichy), 1070
Rockefeller, John Davison (Industriel et financier américain), 1074
Roesler, Immanuel (Lieutenant-Colonel EMG, Chef de la Section de Mobilisation), 422
Rokicki, Konstanty (Diplomate à la Légation de Pologne à Berne de 1939 à 1945, Vice-Consul dès le 20 avril 1943), 54-55
Rolin, Henri (Diplomate, Universitaire et Socialiste belge, Sénateur de 1932 à 1968), 632
Romier, Lucien (Ministre d'Etat à Vichy du 11 août 1941 au 5 janvier 1944), 104
Roosevelt, Franklin Delano (Président des Etats-Unis d'Amérique), 160-161, 233, 243, 245, 342, 444, 517, 620, 844, 928, 969, 976-977, 990-992, 1032, 1046-1047, 1074
Rooth, Ivar (Gouverneur de la Banque royale de Suède, Directeur de la Banque des Règlements Internationaux), 40, 524
Rosenberg, Max (Ressortissant du Liechtenstein), 3
Rossel, Maurice (Docteur, Délégué du CICR en Allemagne), 1004
Rossi, John L. (Soldat américain prisonnier en Allemagne), 1001
Rossy, Paul (Vice-Président de la Direction générale de la Banque nationale, Chef du 2e Département, à Berne), 42, 66, 131, 176, 178, 207-208, 210-211, 242, 277, 281, 326, 394-396, 547-548, 587, 707, 727, 826, 870-872, 892, 894-895, 901, 959, 963, 1099-1102, 1108, 1112, 1139-1141
Rothmund, Heinrich (Chef de la Division de Police du Département de Justice et Police; dès le 1er avril 1945 Délégué en Suisse du Comité intergouvernemental pour les Réfugiés), 13, 16-17, 49, 53, 55, 74-75, 79, 106, 373, 438, 451, 456, 463, 465-466, 478, 480-483, 486, 490, 496, 502, 536, 543-546, 549-551, 581-582, 584, 633, 635-637, 679, 709, 714-715, 734, 736, 746-747, 753, 898, 1052, 1055
Rotta, Angelo (Nonce apostolique à Budapest), 732-733, 762
Roulet (Premier-Lieutenant, Officier de liaison entre le Commissariat fédéral à l'Internement et à l'Hospitalisation et le Département politique), 919
Ruegger, Paul (Ministre de Suisse à Rome du 27 novembre 1935 au 14 mars 1942, puis «placé temporairement hors des cadres diplomatiques de la Confédération» comme collaborateur du CICR, nommé par le Conseil fédéral le 9 mai 1944 Ministre de Suisse à Londres), 5, 107, 409, 488, 494-495, 509, 514, 516, 561, 580, 590, 610, 612, 617-619, 627, 667, 686, 705, 770, 784, 788, 806, 847, 852, 863, 879-880, 886, 906, 908, 918, 1009, 1049, 1108
Ruegger, née Comtesse Isabelle Salazar y Munatones (Epouse du précédent), 864
Rüter, Ernst (Consul général, Chef de la Division économique de la Légation d'Allemagne à Berne), 127-128, 149, 151-152, 596, 866
Rybar (Vice-Ministre yougoslave des Affaires étrangères), 918
Ryniewicz, Stefan Jan (Diplomate à la Légation de Pologne à Berne, de 1928 à juillet 1945, Conseiller de Légation dès le 20 avril 1943), 53-54

Sabath, Hermann Friedrich (Diplomate allemand, *Vortragender Legationsrat in der Handelspolitischer Abteilung des Auswärtigen Amts*), 129
Salis, Peter Anton de (Chargé d'Affaires a.i. de Suisse à Rome, du 18 février 1944 au 13 juillet 1945), 817, 972
Salter, Sir Arthur (Vice-Directeur général de l'UNRRA), 859
Samaita, nom mal compris par Schnyder, cf. Szameitat
Sandoz (Entreprise chimique à Bâle), 179-180
Sarraut, Albert (Homme politique français), 458
Sassy, Jacques (Lieutenant français accompagnant Ph. Pétain), 1069

Sauser-Hall, Georges (Professeur de droit international aux Universités de Genève et Neuchâtel), 502, 903, 949, 1132, 1134
Saussure, Jacques de (Chef-Adjoint de la Division des Intérêts étrangers du Département politique), 517-518, 543, 545, 618, 671, 842
Saxer, Arnold (Directeur de l'Office fédéral des Assurances sociales et Chef de l'Office de Guerre pour l'Assistance – *Kriegsfürsorge-Amt*), 74-76, 78, 1052
Scapini, Georges (Ambassadeur français, nommé par Pétain), 673-676, 812
Scavenius, Erik Julius Christian de (Ministre d'Etat et des Affaires étrangères du Danemark, jusqu'au 29 août 1943), 81
Schaerer, Rudolf (Vice-Consul, Chef de la Chancellerie consulaire de Suisse à Belgrade, du 3 mai 1941 au 4 mai 1945), 792, 917
Schafroth, Max (Lieutenant-Colonel, suppléant de R. Masson), 113
Scheim, Ernst (Adjoint à la Division de Police du DJP, chargé des problèmes de protection juridique et d'assistance des Suisses de l'étranger), 78
Schellenberger, Walter (*SS-Gruppenführer*), 954
Schering Quimica S.A., Buenos Aires (Entreprise en Argentine contrôlée par deux sociétés suisses et liée au groupe chimique allemand *Schering A.G.* à Berlin), 942
Schindler, Dietrich (Professeur de Droit à l'Université de Zurich, Jurisconsulte du Département politique), 383, 439, 487, 499, 524-525, 698, 903-905, 949, 1049, 1123
Schindler, Hans (Directeur des Ateliers de construction d'Oerlikon), 797
Schindler, Rudolf (Délégué adjoint du CICR à Belgrade), 793, 950
Schirach, Baldur von (*Gauleiter* à Vienne), 995
Schirmer, Robert (Délégué du CICR), 512-513, 735, 744-745
Schlatter, Ernest (Secrétaire de Légation, nommé Conseiller de Légation le 3 octobre 1944; Chef du Service du Protocole du DPF; nommé le 8 juillet 1943 Délégué pour la Représentation des Intérêts étrangers en Afrique du Nord; installé à Alger d'août à octobre 1943, puis dès janvier 1944; à la suite d'un accord bilatéral, agréé dès le 4 avril 1944 comme Délégué officieux du Conseil fédéral auprès du Comité français de Libération nationale à Alger, puis auprès du Gouvernement provisoire de la République française à Paris dès le 5 octobre; nommé par le Conseil fédéral le 10 novembre 1944 Chargé d'Affaires de Suisse à Paris), 430, 518, 570, 581, 611, 672, 720-721, 739, 778, 1044
Schmid, Jacques (Conseiller national, membre du Groupe socialiste), 606
Schmidheiny, Max (Membre du Conseil d'Administration de la «Holderbank Financière Glarus AG», représentant du «Groupement des Holdings Industrielles» pour les négociations avec la Belgique), 819, 822
Schmidt, Andreas (*Führer des Volksdeutsche* en Roumanie), 218
Schmidt, Hermann (Ressortissant allemand emprisonné pour espionnage en Suisse), 49
Schmidt, K., cf. Schmitt, Kurt
Schmidt, Milada (Suissesse condamnée à mort en Allemagne), 50
Schmidt, Orvis Adrian (Haut fonctionnaire américain, *Director of Foreign Funds Control, Treasury Department*, membre de la Délégation américaine à Berne au début de 1945), 887, 937-941, 951, 1017, 1020, 1022, 1031
Schmitt, Kurt Hermann Ludwig (Ministre de l'Economie du *Reich* de juin 1933 à janvier 1935, puis Directeur général de la *Münchner Rückversicherungsgesellschaft* et dirigeant d'autres établissements financiers, ami de Himmler), 195-198
Schneebeli, Hans (Deuxième-Adjoint à la Division du Commerce du Département de l'Economie publique), 12
Schneeberger, Ernest (Secrétaire de Légation de 2e classe à la DAE du DPF, spécialiste des affaires de listes noires et de séquestres), 115, 164
Schneeli, Auguste (Citoyen zurichois), 4-5
Schneider, Oskar (Chef de Section de 2e classe au Département politique; rattaché à la Section des Transports et Communications), 865, 1093
Schneiter, Arthur (Chef de l'Office central de surveillance des importations et des exportations), 77, 115, 164
Schnöller, Etienne (Rédacteur au journal suisse *Die Nation*), 568
Schnorf, Fritz (Membre de la Direction de la Société anonyme pour l'Industrie de l'Aluminium et du Comité du Groupement des Holdings Industrielles), 222
Schnurre, Karl (Chef de la Délégation écono-

mique allemande pour les négociations avec la Suisse, dès le 21 janvier 1944), 215, 273, 492-493, 643, 645, 681, 867, 869, 912, 914, 916, 947-949, 980
Schnurrenberger, E. (Collaboratrice du DFD), 952
Schnyder, Felix (Attaché de Légation au Département politique), 249, 416, 584, 664, 714, 774
Schochlitz (nom mal orthographié par R. Naville, cf. Choltitz)
Schulthess Rechberg, August von (Vice-Président de la Direction de la «Banque pour Entreprises électriques», Administrateur des «Compagnies Réunies Gaz & Electricité» à Lisbonne), 221, 691, 693
Schumacher, Karl von (Rédacteur en Chef de la *Weltwoche*), 597
Schürch, Charles (Secrétaire de l'Union syndicale suisse, représentant des travailleurs suisses au BIT), 258, 432
Schürch, Oscar (Juriste, puis dès le 19 juin 1944 Deuxième-Adjoint à la Division de Police du Département de Justice et Police, Chef du Service des Réfugiés), 17, 74, 376, 439, 463, 465, 549, 714-715, 718, 897
Schuster, Ildefonso, Mgr (Cardinal-archevêque de Milan), 653, 657, 1076
Schwab, Max (Directeur à la BNS, Suppléant du Chef du 1er Département de la Direction générale, Président du Comité chargé de représenter les intérêts des banques suisses en vue du recouvrement des créances à court terme sur l'étranger; dès le 1er août 1944, Président de la Direction de l'Office suisse de Compensation), 190, 195-196, 242
Schwarzenberg, Johannes E. von (dit Schwarzenberg, Jean Etienne) (Diplomate autrichien et suisse au service du Comité international de la Croix-Rouge, Directeur de la «Division d'Assistance spéciale»), 481, 543, 545
Schwegler, Walter (Directeur à la BNS, suppléant du Chef du 1er Département de la Direction générale, nommé par le Conseil fédéral le 13 octobre 1944), 819, 822, 1108
Schweinitz, Hans Lothar von (Lieutenant-Colonel allemand), 1076-1077
Schweiz. Lokomotiv Fabrik Winterthur, 119-120
Schweizer, Samuel (Directeur de la Société de Banque Suisse), 63
Schweizerische Bankverein (Cf. Société de Banque Suisse)
Schweizerische Lebensversicherung... (Cf. Société suisse d'Assurances...)
Secrétan, Daniel (Chef de la Section des Unions internationales et de l'Après-Guerre du Département politique), 229, 394, 657
Seebohm, Derrick, Lord (Diplomate britannique, au *MEW*, membre de la Délégation britannique à Berne au début de 1945), 322-325, 476, 739
Seemann, Werner (Economiste à l'Administration fédérale des Finances), 296, 338
Seifert, Otto (Premier Secrétaire de Légation, remplaçant du Chef du Service commercial de la Légation de Suisse à Madrid, M. Fumasoli), 846
Seitz (Cf. Zec)
Selborne, Roundell Cecil Palmer, Lord (Ministre britannique de l'Economie de Guerre, de 1942 à 1945), 59, 64, 203, 495, 509-510, 578, 907
Selliers, Ernest de (Chef de Cabinet du Ministre belge des Finances), 798
Senger, Willy Ernst (Consul de Suisse à Paris, chargé des Affaires économiques), 292, 531, 533, 740, 841
Sethe, Eduard Christian Gustav (*Geheimrat, Vortragender Legationsrat in der Rechtsabteilung des Auswärtigen Amts*), 382, 740-741
Seyboth, Gottfried (*Ministerialrat im Reichswirtschaftsministerium*, suppléant de Wiehl à la tête de la Délégation économique allemande en Suisse en décembre 1943/janvier 1944), 190, 196-198
Shell (Compagnie pétrolière), 381
Shimamoto, Toru (Attaché financier près la Légation du Japon à Berne, dès le 26 octobre 1944), 1012
Si Tami el Glaoui (Pacha de Marrakech), 1042
Siber Hegner & Co (Maison de commerce à Zurich, avec une succursale à Kobé au Japon), 1087
Siefried (Ligne), 535
Siemens Schuckert S.A. (Entreprise électrique à Buenos Aires, contrôlée par la Société holding *Bergwerks, Industrie & Handelsgesellschaft A.G.* à Glaris), 942
Silberschein, Adolf (Responsable du Comité d'assistance à la population juive frappée par la guerre – *RELICO*, collaborateur du Congrès Juif Mondial), 53-54
Simon, Jacques (Colonel suisse, Chef d'Etat-Major du Commissariat fédéral à

l'Internement et à l'Hospitalisation, dès le 9 octobre 1944), 714
Simon, John Allsebrook, Vicomte (Personnalité britannique, *Lord Chancellor* de 1940 à 1945), 863
Simonin, Pierre (Chef de la Section du Département de l'Economie publique chargée de lutter contre le marché noir), 826, 1026
Sinclair (Compagnie pétrolière), 381
Smeers, Léopold (Directeur de la Banque nationale de Belgique), 798
Smith, Howard K. (Journaliste) 566
Smith, Jackson (Secrétaire commercial adjoint à la Légation de Grande-Bretagne à Berne de 1939 à 1952), 115, 164
Smodlaka, Josip (Chargé des Affaires étrangères dans le Comité yougoslave de Libération nationale, Ministre sans portefeuille dans le Gouvernement du Maréchal Tito), 793
Smuts, Jan Christiaan (Premier Ministre de l'Union Sud-Africaine), 153
Sociedad Espanola de Electricidad Brown Boveri (Filiale de BBC à Madrid), 846
Societate Bancanica-Elvetianade Finanti si Comert (Société fondée par un industriel roumain), 837
Société anonyme pour l'Industrie de l'Aluminium (Neuhausen), 796
Société de Banque Suisse – *Schweizerischer Bankverein* (Banque à Bâle), 63, 86, 221-222, 293, 343, 350, 366, 469, 526, 598, 654, 817, 841, 909, 941, 1026
Société suisse d'assurances générales sur la vie humaine (*Schweiz. Lebensversicherung- und Rentenanstalt*), 190, 196
Société Suisse de Surveillance économique (SSS), 893
Söderblom, Staffan John (Ministre de Suède à Moscou de 1944 à 1946), 747-748
Soleri, Marcello (Ministre italien du Trésor, après la libération de Rome, de 1944 à 1945), 598
Sosnkowski, Kazimierz (Général polonais ayant rejoint le Gouvernement en exil à Paris puis à Londres, Commandant en Chef des Forces armées), 1091
Sovalles Inc. (Société constituée à Panama en 1940), 459
Spaak, Paul Henri Charles (Ministre belge des Affaires étrangères), 516-517, 633
Spaatz, Carl (Général américain, Commandant général des Forces aériennes stratégiques américaines sur le théâtre européen des opérations, de 1944 à 1945), 315
Speich, Rudolf (Membre de la Direction générale de la Société de Banque Suisse et du Conseil d'Administration de l'Association suisse des Banquiers), 343, 345, 361, 367
Speiser, Ernst (Directeur de la S.A. Brown, Boveri & Cie, à Baden; Chef de l'Office de Guerre pour l'Industrie et le Travail, dès octobre 1941; Conseiller national, dès 1943, membre du Parti radical-démocratique), 139, 212-215, 224-227, 254, 889, 1122
Staline, Joseph, 159-161, 555, 850, 1047
Stämpfli, Franz (Procureur général de la Confédération), 18, 106
Stämpfli, Paul (Suisse condamné à mort en Allemagne), 50
Stampfli, Walter (Conseiller fédéral, Chef du Département de l'Economie publique), 35, 45, 56, 79-80, 90-91, 128, 181, 196-198, 219-220, 236, 260, 279-280, 372, 407, 428, 525, 538, 541-542, 561, 612, 651, 654, 708, 711, 725, 737, 794, 796, 803, 823, 826, 871, 873, 894, 949, 965, 968, 1041, 1050, 1062, 1069-1070, 1086
Stavro, Andreas (Capitaine, incorporé à la Justice militaire), 717
Steengracht von Moyland, Gustav Adolf von (Secrétaire d'Etat allemand aux Affaires étrangères, dès le 31 mars 1943), 454, 571-572, 635, 676, 679, 709, 734-737, 746-747, 882
Steengracht, Ilsemaria (Epouse du précédent, dès fin 1943 séjournant à Gstaad avec son fils Adrian), 709, 735-736, 747
Steidle (en fait, Steimle, Eugen, Chef du Bureau du Service de Sécurité pour la «Zone germano-italienne» du *Reichssicherheitshauptamt*), 585
Steiger, Eduard von (Conseiller fédéral, Chef du Département de Justice et Police, suppléant du Chef du Département militaire), 13, 16-17, 57, 75, 79, 98, 105-108, 189, 229, 306, 369, 371-373, 438, 465, 478, 486, 490, 542, 561, 567-568, 574, 576, 601, 628, 636, 653, 660-661, 663, 703-704, 714-718, 727, 812, 844, 877, 891, 896, 903, 968-969, 971-972, 1014, 1016, 1036, 1040-1041, 1048, 1052-1056, 1064, 1103
Steiger, Karl (Carl) (Directeur de l'OSC dès sa fondation en 1934, jusqu'au 30 juin 1944), 190
Stein, Oswald (Directeur-Adjoint du BIT), 711

Steiner, Paul Werner (Ministre de Suisse à Belgrade, du 1er février 1940 au 2 mai 1941, décédé le 7 avril 1942), 917, 1041
Steinhäuslin, Charles (Consul de Suisse à Florence), 464
Sternbuch, Isaac (Président de l'*European executive Council* de l'*Union of Orthodox Rabbis of the United States of America and Canada*, résidant à Montreux), 897-898
Sternbuch, N. (Fils du précédent, Ingénieur à Saint-Gall), 585
Stettinius, Edward Reilly (Homme politique américain, *Under-Secretary of State* dès septembre 1943, puis *Secretary of State* de novembre 1944 à juin 1945), 576, 807, 924, 1049
Stimson, Henry (Secrétaire d'Etat américain à la Guerre), 315
Stopper, Edwin (Deuxième Adjoint à la Division du Commerce du Département de l'Economie publique), 350, 870, 902
Stoutz, Maxime de (Ministre de Suisse à Bruxelles jusqu'en juillet 1940, puis Chef du Service des Intérêts étrangers à la Légation de Suisse à Rome dès le 17 décembre 1941, de retour à son poste à Bruxelles dès le 19 octobre 1944), 516, 1037-1038
Strabolgi, Joseph Montague Kenworthy, Lord (Homme politique anglais, *Chief Labour Whip and Deputy Leader of Opposition in House of Lords*), 807
Straessle, Joseph (Ancien Directeur général du Crédit Suisse, Conseiller financier de la Légation de Suisse à Washington), 74, 120, 174, 177, 278, 289, 332, 340, 363, 614, 776, 923
Strang, William (Diplomate britannique, Sous-Secrétaire d'Etat permanent au *Foreign Office*), 516
Streibel, Friedrich (Allemand emprisonné en Suisse), 49
Struye, Paul (Journaliste belge), 1037
Stucki, Ernst (Consul de Suisse à Elbing de 1920 à 1945), 617
Stucki, Jürg (Fils de Walter, décédé le 20 octobre 1943), 104
Stucki, Karl (Carl) Theodor (Chef de la Section politique et Chef-suppléant de la Division des Affaires étrangères du Département politique), 412, 414, 482-483, 584-585, 597, 619, 657, 664, 792-793, 836, 838, 842-843, 862, 879, 881-882, 965, 1012, 1041, 1044, 1071, 1090-1091
Stucki, Walter (Ministre de Suisse à Vichy, puis Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique), 14-15, 103-104, 109-115, 137-138, 340, 383, 457, 472, 502, 514, 535-536, 542, 551-554, 562, 571-574, 583-584, 611, 674-676, 681, 721, 796, 808, 868-869, 873, 879, 881-882, 889, 892-896, 911-912, 917, 919, 941-942, 946, 950, 956, 959, 967, 972, 975-976, 985-986, 993, 1009, 1016, 1018, 1041-1042, 1049, 1056, 1065, 1068, 1070-1072, 1089-1093, 1112, 1141
Sullivan, William John (Secrétaire commercial près la Légation de Grande-Bretagne à Berne), 80, 115, 117-119, 157, 164-166, 168-171, 173, 201, 360, 363, 578, 604-605, 727, 789, 835, 937
Sultan du Maroc (Cf. Muhammad V Ibn Yüsuf)
Sulzer Frères SA (Entreprise métallurgique, Winterthur), 62, 79-80, 90, 92-93, 95, 116, 123, 164, 185-186, 197, 221, 360, 363, 530, 532, 654, 849
Sulzer, Hans (Ministre de Suisse à Washington du 30 mai 1917 au 4 novembre 1919, Président de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie de 1935 à 1951), 79
Surava, Peter (Rédacteur au journal de Zurich *Die Nation*), 568
Sutro, Nettie (Dirigeante à Zurich de la *Schweizer. Hilfswerk für Emigrantenkinder*), 375
Swissair, 746
Szálasi (Szalassy ou Szalasi), Ferenc (Homme politique hongrois, Chef du mouvement des Croix-Fléchées, dès le 16 octobre 1944 Président du Conseil des Ministres, dès le 4 novembre 1944 Chef de l'Etat), 507, 677, 683-684, 731, 774, 877
Szameitat (Szeimeitaz), Willy (*Zugwachtmeister von der IIe Kp. des SS-Polizeiregimentes 19*, ayant commis des atrocités à Saint-Gingolph), 716
Szilágyi, Josef (Secrétaire de Chancellerie du Consulat général de Hongrie à Zurich, chargé de la Direction provisoire du Consulat par Kemény dès le 29 octobre 1944), 683, 774
Sztójay, Döme (Homme politique hongrois, Chef du Gouvernement du 22 mars 1944 au 30 août 1944), 369, 506

Tahy, Imre von (Chargé d'Affaires a.i. de Hongrie à Berne, du 23 mai au 16 août 1944), 481

Tait, George (Premier-Secrétaire à la Légation des Etats-Unis d'Amérique à Berne), 445-446, 664-665, 804
Takacs, Julius (Directeur de Chancellerie du Consulat général de Hongrie à Zurich), 683
Tamaro, Attilio (Ministre d'Italie à Berne du 10 octobre 1935 au 20 juillet 1943, quitte la Suisse le 8 juillet 1943), 1-3
TASS (Agence de presse soviétique), 269, 681, 837-838
Tavaro S.A. (Entreprise de mécanique à Genève), 27, 310, 849
Teitelbaum (Probablement: T. Yoel, Rabbin roumain, réfugié en Suisse), 586
Tensfeld (Général allemand, *Brigadenführer*, Chef de la *Ordnungspolizei West* en Italie), 652
Thalmann, Ernesto A. (Collaborateur du Secrétariat du Département politique, Secrétaire de la Commission des Pleins-Pouvoirs et de la Commission des Affaires étrangères du Conseil national), 975
Thélin, Georges (Secrétaire général de l'Union internationale de Secours aux Enfants), 861
Theunis, Georges (Ambassadeur de Belgique aux Etats-Unis de 1939 à 1944), 632
Thorez, Maurice (Secrétaire général du Parti communiste français), 779
Thurnheer, Walter (Ministre de Suisse à Londres dès le 22 juillet 1939, rentré en Suisse en décembre 1943 pour faire rapport aux Autorités fédérales; tombé malade, il ne peut rejoindre son poste et est officiellement rappelé et mis en congé de maladie par le Conseil fédéral le 9 mai 1944), 5, 12, 19, 58, 80, 116, 448, 494
Thyssen Lametal S.A. (Entreprise à Buenos Aires, contrôlée par *Soteria A.G.*, société intégrée au Consortium allemand *Thyssen* et installée à Maienfeld dans les Grisons), 942
Tito, Josip Broz, dit (Chef de la Résistance et du Gouvernement en Yougoslavie), 555, 612, 782, 793, 876-877, 918, 951, 1040
Todt, Fritz (Fondateur d'une formation paramilitaire de l'Allemagne national-socialiste, service du génie chargé de la construction d'autoroutes et de fortifications), 197
Togliatti, Palmiro (Dirigeant du Parti communiste italien), 658
Tojo, Hideki (Général et homme politique japonais), 494
Torrenté, Henry de (Conseiller de Légation, Délégué du Conseil fédéral aux Accords commerciaux, nommé Ministre plénipotentiaire le 27 février 1945), 190, 212, 221, 240, 293-294, 350, 530, 532-533, 672, 739, 826, 841, 1078, 1080, 1093, 1095-1099, 1101-1102
Toti-Lombardozzi, Ernesto (Délégué commercial pour la Suisse du Gouvernement néo-fasciste de l'Italie septentrionale, nommé en juin 1944 à la succession de B. Kiniger, entré en Suisse le 5 août 1944, en fonctions à Zurich jusqu'en mai 1945), 238
Tovar de Lemos, Conde de (Ambassadeur du Portugal à Berlin), 734
Triantaphyllacos, Tryphon (Chargé d'Affaires de Grèce à Berne de 1934 à 1936, Chef du Protocole au Ministère grec des Affaires étrangères en novembre 1944), 724
Troendle, Max (Secrétaire de Légation de 1re classe, Attaché commercial à la Légation de Suisse à Rome; puis Délégué plénipontentiaire auprès du gouvernement néo-fasciste en Italie du Nord), 239-240, 659, 701-702, 815-817
Trösch, Hermann (Capitaine suisse, Commandant territorial à Kreuzlingen), 1008
Trotsky, Léon, 779
Truman, Harry S. (Sénateur démocrate du Missouri, élu Vice-Président des Etats-Unis d'Amérique en 1944, succède à Roosevelt en avril 1945), 1074
Trümpy, Hans (Commerçant à Glaris, représentant en Suisse de l'entreprise Messerschmitt, intermédiaire dans les négociations pour sauver des Juifs en 1944), 634
Tschäppät, Reynold (Juriste à la Division de Police du Département de Justice et Police), 635
Tscherniak, Alexandre (Agronome russe à l'Ecole Polytechnique fédérale de Zurich, arrêté pendant un mois en été 1943 pour avoir aidé les internés russes en Suisse, considéré parfois comme un représentant officieux de l'URSS en Suisse), 306
Tschiang-Kai-Chek (Maréchal chinois), 412, 796
Tsuruoka, Senyin (Deuxième Secrétaire de la Légation du Japon à Berne), 1012
Tyler, Royall (Assistant spécial à la Légation des Etats-Unis d'Amérique à Berne, dès juin 1944 reconnu par le DPF comme Représentant officieux de l'UNRRA en Suisse, avec résidence à Genève), 140, 648-649, 1055
Tzaut, Charles (Ingénieur à Genève, représen-

tant des employeurs suisses au BIT), 258, 432

Union de Banque Suisse – *Schweizerische Bankgesellschaft*, (Banque à Zurich et Winterthur), 342, 654, 909, 1137

Vaidie, Marcel (Attaché financier près l'Ambassade de France à Berne), 570, 870, 937, 1096
Valeri, Valerio, Monseigneur (Nonce apostolique à Vichy), 552, 571, 681, 721
Vallotton, Henry (Ministre de Suisse à Rio de Janeiro, nommé le 27 septembre 1943), 62-64
Van Acker, Achille (Socialiste belge, Premier Ministre de février à juin 1945), 1037-1038
Van Kleffens, Eelco Nicolaas (Ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, de 1939 à 1946), 859
Vandenberg, Arthur Hendrick (Sénateur américain), 1048
Vansittart, Robert Gilbert (Diplomate britannique, *Chief Diplomatic Adviser* du *Foreign Office* de 1938 à 1941), 597
Veesenmayer, Edmund (*SS-Brigade-führer, Gesandter I. Klasse, Bevollmächtigter des Grossdeutschen Reiches in Ungarn*), 388, 744
Vergé, Jean Charles (dès le 25 août 1944, Délégué en Suisse du Comité Français de Libération Nationale; dès le 8 septembre 1944, Chargé de la Délégation en Suisse du Gouvernement provisoire de la République française; du 24 novembre 1944 au 10 avril 1945, Chargé d'Affaires de France à Berne), 430, 581-582, 611, 619, 627, 637-638, 671, 703, 720, 862, 870-871, 958-959, 965, 1044-1045
Verger (Nom mal orthographié sur le document, cf. Vergé)
Vieli, Peter (Directeur général du Crédit Suisse, nommé Ministre de Suisse à Rome le 18 décembre 1942, rappelé le 17 septembre 1943 pour rapport au Conseil fédéral qui accepte sa démission le 20 février 1944), 1, 4-5, 28, 240, 342, 361, 624-625, 911-912
Viénot, Pierre (Ambassadeur à Londres du Comité français de Libération nationale), 515
Vietinghoff-Scheel, Heinrich Gottfried (Général allemand, *Oberbefehlshaber der 10. Armee* de juillet 1943 à octobre 1944), 1033, 1076-1077
Viéville, Pierre de la (Capitaine du 5e Bureau de l'Etat-Major de l'Armée française), 637-638
Villard, René (Premier Sous-Gouverneur de la Banque de France, dès septembre 1940, relevé de ses fonctions au lendemain de la Libération de Paris), 598
Villars, Maurice (Directeur de la Banque pour Entreprises électriques – *Elektrobank*), 691
Villier, Georges (Ancien Maire de Lyon), 459
Villiers, Gerald Hyde (Diplomate britannique), 476
Vischer, Heinz (Secrétaire de Légation à la Légation de Suisse à Berlin), 673, 753
Visscher, Charles de (Professeur de Droit international), 699-700
Vittinghof, cf. Vietinghoff
Vlassov, Andreï Andreievitch (Général soviétique passé au service du Reich, Président du «Comité national russe» et Chef de l'«Armée de libération russe»), 663-664
Vöcsköndy, Ladislaus (Diplomate hongrois, haut responsable du Ministère des Affaires étrangères sous le gouvernement de F. Szálasi), 732
Voegeli, Rudolf (Délégué du CICR à Belgrade), 793
Vollenweider, Jakob (Premier Adjoint à la Division du Commerce du Département de l'Economie publique), 293, 295, 1093-1094

Waffenfabrik Solothurn (Fabrique d'armes à Soleure), 849
Wagnière, Jean-Frédéric (Conseiller de Légation à la Division des Affaires étrangères du Département politique), 74, 78, 543-546, 583-585, 664, 746, 843, 862
Wahlen, Friedrich Traugott (Délégué du Département de l'Economie publique à l'extension des cultures, Professeur à l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich, Conseiller aux Etats), 889, 1140
Waibel, Max (Officier suisse de renseignements, responsable pour les informations concernant l'Axe), 1076
Walbroek, Pierre (Ressortissant belge, Sous-Directeur du BIT), 711
Wallace, Henry Agard (Vice-Président des Etats-Unis d'Amérique dès le 20 janvier 1941, puis *Secretary of Commerce* du 22 janvier 1945 à septembre 1946), 1075
Walther, Henri (Suppléant de Ed. de Haller), 74, 77, 282, 542-543, 546, 551, 746

Wattenwyl, René de (Colonel, Chef du Service technique militaire du DMF), 373, 864
Watteville, Charles de (Colonel, Chef de la Délégation du CICR à Londres), 515
Weber, Ernst (Chef du Premier Département et Président de la Direction générale de la Banque nationale), 33, 36-37, 66, 100-101, 131, 146, 174-176, 178-180, 201, 207-212, 228, 260, 271, 275-282, 290, 326, 401, 520, 587, 598, 707, 741, 797, 799-802, 826, 889, 892, 894-895, 1112, 1139-1141
Weber, Max (Membre de la Direction de l'Union suisse des Coopératives), 889
Wechsler, Lazare (Producteur de films, à Zurich), 13
Weck, René de (Ministre de Suisse à Bucarest de 1933 à 1945), 28, 132, 216-218, 356-357, 455, 554, 790, 836, 1061
Wedel, Bodo von (Directeur de la *Reichsbank*), 42
Weibel, Charly-Maurice (Fonctionnaire du Département politique), 26-27, 404, 1026
Weiss (Weisz), von (Famille juive hongroise), 483, 745
Weiss, Franz Rudolph von (Consul général de Suisse à Cologne), 417
Weizsäcker, Ernst von (Ancien Secrétaire d'Etat au Ministère allemand des Affaires étrangères, Ambassadeur d'Allemagne auprès du Saint-Siège, dès le 5 juillet 1943), 635
Werthmüller, Ernst (Vice-Directeur de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique), 70-72
Westrup, Zenon Stanislas, de Przybyszewski (Ministre de Suède à Berne, dès le 12 juillet 1940), 628, 881-882
Wetter, Ernst (Chef du Département des Finances et des Douanes jusqu'au 31 décembre 1943, puis Président du «Don Suisse»), 6-7, 36, 42-43, 56, 66, 84-86, 131-132, 146, 153, 175, 227, 524, 610, 628, 647, 649-651
White, Harry D. (Economiste américain, *Director of Monetary Research in Treasury Department*), 120-121, 290, 401
Widmer, Ernst (*Oberzollinspektor, Stellvertreter der Oberzolldirektors*), 790
Wiehl, Emil Karl Joseph (*Ministerialdirektor, Leiter der Wirtschaftspolitischen Abteilung des Auswärtigen Amts*; dès mai 1943 remplace Hemmen comme Chef de la Délégation économique allemande pour les négociations avec la Suisse), 128-129, 190, 192, 195
Wiersma, Peter J. (Hollandais refoulé à la frontière suisse), 483
Wildbolz, Ulrich (Commissaire aux Réfugiés du DJP), 714
Willkie, Wendell (Homme politique américain, Candidat républicain face à Roosevelt en 1940), 160-161
Wilson, Henry Maitland (Général anglais, promu Maréchal le 12 décembre 1944, Commandant suprême des troupes alliées du théâtre d'opérations en Méditerranée, puis participant à la Conférence de Yalta), 1032
Wilson, Thomas Woodrow (Président des Etats-Unis d'Amérique de 1913 à 1921), 233-234
Winant, John (Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique à Londres), 315, 770
Windecker, Adolf (Ministre, représentant du Ministère allemand des Affaires étrangères dans les négociations au sujet des prisonniers et des internés), 1008
Wise, Stephan (Rabbin, Président du Congrès juif mondial), 53
Wittmer, Rudolf (Directeur de la Banque cantonale de Bâle), 342, 361, 367, 625
Wlassov, cf. Vlassov
Wolf (en fait: Wolff), Karl (Général allemand, *Obergruppenführer SS*, Chef suprême de la SS et de la Police en Italie du Nord), 990-991, 1033, 1076-1077
Wolfer, Heinrich (Délégué du Conseil d'Administration de l'entreprise Sulzer Frères, Président de la Société suisse des Constructeurs de machines), 80, 530
Wong Wen-Hao (Ministre de l'Economie publique de la République chinoise à Nankin), 796
Wrong, Hume H. (Délégué permanent du Canada à la Société des Nations à Genève de 1937 à 1939, membre du Conseil d'Administration du Bureau international du Travail), 711
Würgler, Otto (Directeur de la Banque cantonale de Berne), 343
Wyler, Bert (Journaliste), 566, 568
Wyss, Oskar (Officier suisse, Lieutenant-Colonel, Chef de la Section de la Surveillance de la Frontière à la Direction générale des Douanes), 13, 490, 714-716
Wyss, Willy (Inspecteur en Chef de la Direction générale de la Banque Populaire Suisse), 727
Wyttenbach, Guy von (Médecin, Colonel dès

1943, membre du Comité de Secours constitué sous le patronage de la Croix-Rouge suisse, Chef de la Mission sanitaire sur le Front de l'Est du 24 octobre 1941 au 19 janvier 1942), 206

Yokohama Syokin Ginko (Yokohama Specie Bank) (Banque japonaise), 1012
Yourichitch-Sturm, Montchilo (Ministre de Yougoslavie à Berne, du 21 mars 1940 au 4 janvier 1945), 792

Zaugg, Ernst (Journaliste), 566
Zec, Milan (Chef de la Division de la Monnaie à la Banque nationale de Croatie), 706
Zehnder, Alfred (Conseiller de Légation, chargé des Affaires économiques à la Légation de Suisse à Berlin, Chargé d'Affaires a.i. en l'absence de Frölicher), 127, 433, 513, 618, 674-675, 680
Zellweger, Eduard (Conseiller national, membre du Parti socialiste, nommé Ministre de Suisse à Belgrade le 6 avril 1945), 1041
Zerbino, Paolo (Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur, Haut Commissaire pour le Piémont du Gouvernement de la «République sociale italienne»), 652
Zindel, Robert (Délégué du CICR à Hong-Kong, agrée par le Gouvernement japonais dès juin 1942), 235
Zipfel, Otto (Délégué du DMF aux possibilités de travail), 87, 1105
Zoelly, Charles (Délégué du Conseil d'Administration de la Banque fédérale, Président du Comité Italie de l'Association suisse des Banquiers), 343-345, 361
Zoelly, Henry R. (Attaché de Légation au Département politique), 394, 431
Ztojay (Nom mal dactylographié sur le document, cf. Sztójay)
Zuber, André (Major, Commandant des Gardes-frontière du IIe Arrondissement des Douanes), 537
Zuber, Frédéric Werner (Conseiller de Légation à la DAE du DPF), 51, 53-54
Züblin, Georg (Major EMG, Chef de la Section des Opérations de l'Etat-Major Général de l'Armée), 422, 810
Zurlinden, Edgar R. (Vice-Directeur du Crédit Suisse, Zurich), 190
Zutter, Philippe (Chargé d'Affaires a.i. de Suisse à Santiago du Chili, nommé Chargé d'Affaires en pied le 13 octobre 1944), 410, 972-973
Zwerner, Guillaume (Employé de la Division de Police du Département de Justice et Police, chargé du Service d'émigration des réfugiés), 376

2. NOMS GÉOGRAPHIQUES[1]

Aarau, 343
Aare, 600
Abadan, 381
Abyssinie, 732
Açores, Les, 277, 418
Adelboden, 1071
Afrique, 250, 712, 1121
Afrique du Nord, 29, 252, 648, 1043
Afrique du Sud (Union de l'), 36, 153, 1038
Aix-Les-Bains, 458
Ajoie, 424-425, 599, 641
Albertville, 14
Alger, 430, 518, 570, 581, 594, 611, 627
Alger (Comité français de Libération nationale, à), 12, 104, 114, 252, 257, 285, 305, 489, 515, 519, 550, 611
Algérie, 960, 1054
Allemagne, 14-16, 18, 20, 22-25, 28, 32-34, 36, 38-40, 42-53, 56, 59-61, 65, 71, 81, 88-91, 93-94, 96, 110, 115-116, 118-129, 131, 133, 136-138, 144, 148-153, 155-159, 161-164, 166-173, 175-178, 182, 185, 187, 190-200, 203, 205-211, 214-215, 218, 231-232, 241-242, 245, 247-248, 250-253, 255, 263, 267, 273, 276, 280-281, 291-292, 295-296, 298-305, 309-313, 322-325, 328-329, 333, 335-337, 341, 345-346, 352-356, 358-359, 365, 368-373, 375-376, 382-391, 397-398, 403, 406, 411, 414-420, 425, 429, 432-437, 440, 442, 447, 449-455, 458, 460, 466, 471-472, 476-477, 482-485, 488-493, 495-515, 518, 521-524, 529, 535-537, 543-547, 550-560,

[1] Les noms Berne et Suisse n'ont pas été retenus

563-564, 569-575, 577-586, 588-596, 601, 607, 611-612, 614-615, 619, 622, 625, 627, 629, 631-635, 637, 639-646, 652-653, 656-659, 663-666, 668, 671, 673-684, 686, 693-694, 696-701, 704-706, 708-710, 712, 714-716, 719, 722, 729-733, 737, 740, 744-748, 750-751, 753-754, 757-762, 765-766, 771, 773, 777, 779-781, 783, 787-789, 791, 799-801, 803-805, 811-813, 818, 821, 824-825, 827-828, 835, 837-840, 842-845, 847-851, 862-870, 872, 878, 881, 882, 886-887, 891, 896-900, 902-906, 908, 910-916, 919-921, 924, 927, 929, 938-940, 942, 944-945, 947-951, 954-958, 965-969, 971-973, 975-985, 987-993, 995-1006, 1008-1011, 1015-1017, 1019-1024, 1027-1029, 1033, 1038-1040, 1044-1045, 1050-1053, 1056-1059, 1066-1068, 1075-1085, 1089-1090, 1092, 1101-1103, 1106-1107, 1110-1111, 1114, 1116, 1118-1141
Allemagne du Sud, 1006, 1051
Allgäu, 389, 415
Alpes, 6, 61, 312, 422, 454, 514, 612, 640, 751, 945, 1067, 1077
Alpes bavaroises, 990
Alpes maritimes, 671
Alsace, 299, 415, 512, 714, 1013, 1083
Amérique, 53, 75, 99, 145, 154, 175, 232-234, 257, 295, 506, 695, 755, 776, 781, 825, 843, 857, 860, 892, 923-924, 927, 1120, 1130
Amérique centrale, 336, 355, 804, 843, 1103
Amérique du Nord, 55, 804, 1103
Amérique du Sud, 5, 37, 55, 64, 122, 337, 341, 355, 411, 437, 745, 804, 843-844, 973-976, 1103
Amérique latine (ou ibérique), 336, 352-356, 382, 431, 435, 639, 741, 804, 843, 853, 1105
Amsterdam, 1096
Andalousie, 692
Angleterre (Cf. Grande-Bretagne)
Ankara, 257, 418, 480, 612, 634, 666, 880
Annecy, 458, 671
Annemasse, 458, 583
Antilles françaises, 937
Anvers (Antwerpen), 2, 633, 1095-1096
Apatin, 733
Apennins, 990, 1033
Appenzell, Rhodes extérieures, 1041, 1046
Arabie, 70, 83-85, 264-265, 381, 518, 933, 936
Argentine, 144, 287, 326, 328, 399, 411, 459-460, 529, 687-689, 853, 927, 942, 972, 974, 1038, 1103-1105, 1109, 1110, 1114-1116, 1125, 1137
Argovie, 18, 878
Arlberg, 1006
Arnhem, 659
Ascona, 991, 1032-1033
Asie, 30-31, 257, 419, 874
Assomption, 54
Athènes, 722-724, 806-808, 861
Atlantic City (Conférence de), 223, 648
Atlantique (Charte), 252
Atlantique (Océan), 250, 406, 416, 605, 738, 750, 858, 1027, 1031
Auschwitz, 480, 597, 665, 693-694, 732, 747
Australie, 37, 234, 376
Autriche, 38, 232-233, 375, 523, 791, 939, 994-995, 1057, 1076, 1082-1083
Avricourt, 557

Badajoz, 692
Baden, 86, 1051
Bagdad, 722
Bâle, 71, 79, 86, 220, 261, 342-343, 457, 460, 543-544, 569, 585, 599, 602, 606-607, 679, 692, 795, 851, 947, 1026, 1046, 1068, 1087, 1137
Balkans, 29, 199, 252-253, 311, 313, 377, 419, 422, 588, 837, 840, 856, 920
Baltes (Etats), 160, 252, 920
Baltique (Mer), 729, 1007
Bandoeng, 1087
Baneasa, 132
Barcelone, 192, 693
Barcelone (Conférence de), 947, 978
Batavia, 1087
Bavière, 637, 677, 850
Bayonne, 1094, 1097
Belfort, 312, 457, 552, 557, 572, 599, 641, 671, 710, 714, 1013
Belfort (Trouée de), 607, 641
Belgique, 37, 42, 51, 118, 125, 163, 294, 313, 376-377, 385-386, 423, 446-448, 450, 477, 499, 516, 546, 615, 632-633, 655, 699, 707-708, 791, 797-803, 819-826, 828-829, 833, 860-863, 891, 920, 955, 980, 1007-1008, 1037-1038, 1057-1058, 1102, 1121, 1130-1134, 1138, 1141
Belgrade, 447, 791, 917-919, 950, 1040-1041
Bellegarde, 458, 950
Belutschistan, 381
Bergame, 13, 17, 659
Bergau, 783
Bergen-Belsen, 585, 678-680, 710, 715, 734-736, 745-747, 783-1054
Berlin, 1, 24-25, 28, 32, 45-46, 105-106, 108,

127-128, 151-153, 160, 163, 175, 192, 197, 252, 263, 273, 281, 292, 337, 341, 352-355, 357, 369-370, 382, 389, 412, 429, 433, 435-437, 449-450, 452-455, 496-497, 511-513, 553, 557, 561, 564, 571-572, 584, 586, 595, 617-618, 632, 634, 638, 665, 673-674, 676, 678-681, 686-687, 693-694, 708-709, 714, 722, 732, 734, 736-737, 740, 744, 746, 753, 782-783, 787, 799, 803-804, 839, 843-844, 862, 881-882, 897, 899, 939, 948, 953, 957, 965, 969, 995-996, 998, 1000-1001, 1003-1004, 1008-1009, 1027, 1127, 1129, 1131
Bermudes (Conférence des), 341
Bernried bei Tutzing, 1057, 1068, 1090
Berchtesgaden, 357
Besançon, 423
Bessarabie, 555
Bilbao, 1096
Birkenau, 480, 597, 665-666, 693, 732, 747
Birse, 600
Bodensee (Cf. Constance)
Bohême-Moravie, 1082-1083, 1085
Bolivie, 411, 937, 973
Bologne, 105-106
Boncourt, 486
Bordeaux, 423, 1094
Borinage, 632
Bornéo, 1087
Boulogne, 423
Bourgogne (Porte de la), 640
Bratislava, 312, 732, 880, 953
Bregenz, 1057
Breil, 671
Brenner, 166, 253, 415, 992
Brescia, 240, 816-818
Brésil, 62-64, 67, 326, 328, 355, 399, 410-411, 521, 529, 828, 937, 1119
Bretton Woods, 394, 401-402, 404-405, 604, 614-617, 828, 911, 913, 937, 952, 977, 979, 1017-1021, 1048, 1099
Brugg, 350
Bruxelles, 516, 632-633, 797-798, 1037
Bucarest, 28, 71-72, 132-133, 216, 218-219, 356-357, 455-457, 554-555, 790-791, 836-838, 1061-1062
Buchenwald, 512-513, 1055, 1089
Buchs, 996, 1010-1011
Budapest, 7, 9, 12, 334, 368-369, 387-389, 414-415, 422, 444-446, 468, 480-481, 506-507, 513, 518, 543, 546, 562-564, 634, 646, 677, 682-683, 704, 708, 710, 730-735, 744-745, 752-753, 762, 771, 774, 843-844, 880, 1064
Buenos Aires, 459, 687-689, 942, 1104, 1111, 1113
Bulgarie, 340, 555, 612, 763-764, 791, 793, 838, 941, 987, 1024, 1028, 1056-1058, 1084-1085
Burgunder-Pforte, cf. Bourgogne (Porte de la)
Büsingen, 716

Cádiz, 692
Caire (Conférence du), 380
Calais, 423
Campfranc (Cf. Canfranc)
Campione, 715-716
Canada, 37-38, 42, 66, 82, 138-139, 144, 146, 148, 187, 257, 287, 431, 616, 669, 695, 703, 890, 936, 1057, 1109, 1110, 1114-1116, 1119, 1125, 1137
Canfranc, 458, 1096-1097
Canton, 794
Casablanca, 1042
Caux, 971, 1054
Cerbère, 458-459, 1094
Cernobbio, 1077
Chambéry, 458
Channel Islands, 861
Charité-sur-Loire, La, 113
Charleville, 423
Châteauroux, 573
Chaux-de-Fonds, La, 602
Cherbourg, 423
Chiasso, 13, 17, 48, 1077, 1095
Chicago, 566, 670, 694
Chicago (Conférence de), 670, 694
Chili, 410-411, 808-810, 937, 972-975, 1038
Chine, 37, 232, 257, 412-414, 721, 794-797, 828, 853, 855
Chungking (C'hung-Ch'ing), 412-414, 794-796
Clermont, 595
Clermont-Ferrand, 458, 571-574, 1141
Coire, 945
Cologne (Köln), 417
Colombie, 937
Côme (Como), 32-33, 701, 868
Compiègne, 436, 556-557, 593
Congo, 632, 707
Constance, 1004, 1006, 1008, 1051, 1092
Constance (Lac de), 389, 653, 659, 1057
Cornavin (Gare de Cornavin à Genève), 569
Corse, 41
Costa-Rica, 436-437, 936
Côte d'Azur, 60-61
Cracovie, (Krakau), 54
Croatie, 29, 413, 547-548, 564, 683, 706-707, 763-769, 782, 877, 1085

Cuba, 936
Cure, La, 484

Dachau, 1069
Dakar, 252, 1129, 1131, 1133
Danemark, 81-82, 126, 311, 313, 423, 499, 596, 615, 722-723, 920, 928, 949, 980, 998, 1085
Danube, 161, 555, 733
Davos, 916
Delémont, 600
Dominicaine (République), 936
Domodossola, 486, 652, 658-662, 701-703
Doubs, 812
Drancy, 556-557, 594, 783
Dresde, 733
Dübendorf, 369-371, 373, 483, 746
Dublin, 877
Dumbarton Oaks, 784-787, 853-855, 858, 861, 1037, 1049, 1066-1068

Easton, 598
Egypte, 130, 952
Elbing, 617-618
Ennetbaden, 139
Equateur, 411, 436-437, 937
Espagne, 36, 39, 43, 52, 122, 131, 203, 209, 211-212, 220-222, 338-339, 347-350, 355, 371, 382, 397, 411, 418, 436, 439, 459, 472, 529-531, 548, 585, 634, 678, 691-694, 722, 740, 762, 795, 804, 839, 845-846, 859, 885, 961, 1028, 1094, 1096-1098, 1111, 1114, 1125, 1129, 1137
Essertines, 373
Est (de l'Europe), 254, 358, 679, 763, 765-766, 850, 1003, 1016, 1119; cf. aussi Europe de l'Est
Est (Front de l'), 205, 250, 311-312, 389, 415, 422, 850, 1006
Estonie, 232, 429
Esztergom, 733
Etats-Unis d'Amérique, 4, 12-13, 20-26, 33-40, 43, 51, 53, 55-56, 58-60, 63, 66, 72-76, 79, 82-88, 92-96, 98-99, 101, 108, 115-116, 119, 121-126, 130, 134-136, 144-146, 154-156, 159-162, 164, 167-168, 171-172, 174-180, 184-188, 197, 203, 209-211, 217, 232-233, 235, 242-247, 250-253, 256-257, 259-272, 274-282, 285-292, 295, 304, 315-317, 326-327, 330-334, 336-338, 340-347, 352-354, 356, 362-364, 366, 368, 372-378, 381-383, 393-394, 396, 398-405, 411, 417-420, 431-433, 435-437, 444-446, 448-452, 467-470, 473, 476, 494, 499, 506, 513, 517-518, 520-523, 529, 546, 559-560, 565-566, 568, 576-580, 587-588, 593-595, 604-605, 607, 609-610, 613, 615-616, 618, 620-624, 628-632, 634-635, 638-639, 643, 646, 648, 664-666, 669, 671, 680, 687, 695, 698, 700, 703-704, 710, 717, 721, 727, 730, 739-741, 748, 750-752, 754-757, 761-762, 770, 775-778, 781-782, 787-789, 793, 799-800, 803-805, 809-812, 814, 819, 825, 828-831, 833-835, 837, 842-844, 849, 853-856, 864, 883-884, 887-888, 890-895, 897-898, 906-907, 917, 920-941, 943, 946, 948, 952, 956-957, 965, 969-970, 973-974, 976-977, 981, 985-986, 989, 994, 996, 998, 1001-1004, 1015, 1017, 1020, 1022-1032, 1034-1036, 1038-1039, 1041, 1043, 1046-1049, 1053, 1055, 1057-1060, 1062, 1066, 1074, 1080, 1087-1088, 1090, 1095, 1103, 1105, 1108-1116, 1118-1119, 1125, 1129, 1131, 1135, 1140
Europe, 4-5, 12, 36, 59, 93-94, 107, 121-122, 125, 132, 134, 139-140, 161, 183, 197, 209-210, 214, 216, 222-223, 230-234, 244, 254, 257, 267, 302, 306, 333, 350, 361, 375, 395-396, 409, 417-419, 436, 450, 452-454, 458, 482-489, 510, 521-522, 554, 576-577, 586, 607-608, 620, 647-648, 655-656, 672, 690, 712, 738, 748, 755, 806, 811, 827, 840, 847-848, 850, 858, 884-885, 896, 908, 921, 923, 926, 974, 976, 980, 988-989, 1048, 1054, 1066-1068, 1080, 1095, 1109, 1111, 1116, 1121, 1123, 1129
Europe («Forteresse Europe»), 312, 388, 414, 422
Europe centrale, 96, 341, 460, 791, 821
Europe de l'Est, 128, 376, 436, 521-522, 884; cf. aussi: Est (de l'Europe)
Europe occidentale, 306, 333, 648, 847
Evian (Conférence d'Evian en 1938), 341
Extrême-Orient, 31, 607, 627, 719, 796, 860, 976

Feldkirch, 706, 1006
Fès, 1043
Finlande, 253-254, 272, 286, 311-312, 418, 429, 555, 607, 617, 627, 629, 682-683, 729, 941, 987, 1024, 1028, 1084-1085
Florence, 464
Fontan, 671
Forêt Noire (Schwarzwald), 389, 415, 1057
Formose, 1087
France, 12, 14-15, 27, 37-38, 50-52, 60, 73, 75, 96-97, 103-104, 112, 114-115, 118, 124-125, 138, 168, 189-190, 231-232, 236-237, 240-

241, 245, 251, 257, 292-297, 301-302, 305, 311-313, 323, 352-353, 365, 371, 374, 376-377, 406, 413-415, 419, 422-423, 428, 430, 438, 440, 442-443, 446-447, 450, 457-458, 464, 468, 472, 486, 488, 491-493, 499-500, 503, 514-515, 518-519, 526-536, 542, 549-553, 556-561, 564-565, 569-572, 581-583, 587-588, 590, 593, 597, 607-608, 610-612, 615, 619, 625, 627, 637-638, 648, 659, 671-676, 680-681, 684, 691, 703-704, 712-713, 716-717, 720-721, 727-728, 738-743, 748, 751, 756-757, 761, 765-766, 768, 777-781, 787, 794, 800, 811-813, 821, 827-828, 830-831, 833, 840-842, 846-848, 850, 855, 859, 862, 864, 870-874, 883, 885, 888, 894-896, 901-902, 911, 920, 937-938, 948-951, 955, 958-966, 968, 975-976, 978, 980, 983, 985-986, 989, 993-994, 998-999, 1005, 1008-1011, 1013, 1015, 1018, 1020, 1024, 1026, 1029-1030, 1034-1037, 1041-1045, 1049, 1053, 1057-1063, 1066, 1069-1071, 1078-1079, 1084-1085, 1090, 1092-1102, 1114, 1121, 1124-1125, 1129-1134, 1137
Franche-Comté, 637
Frasne, 761
Frenke, 600
Fresnes, 556
Fribourg, 4, 284
Fünfkirchen, 733

Gempen, 600
Gênes, 415, 991, 1077, 1094-1096
Genève, 15, 53-54, 226, 233-235, 256, 283-284, 341, 342, 415, 424-425, 431, 440, 442, 457, 464, 488-489, 502-503, 516, 519, 550-551, 557, 563, 569, 583, 599, 683, 686, 692, 711, 728, 744, 752-753, 807, 812, 829, 846, 849, 852, 855-858, 861, 903, 953, 957, 965, 1004-1005, 1050, 1054, 1068, 1092, 1132
Genève (Convention de), 392, 999, 1001-1003, 1008, 1039, 1093
Genève (Lac de), 121
Genève (Radio-Genève), 1090-1091
Genève (Résolution de la Société des Nations), 231-232
Gérardmer, 812
Gex (Pays de), 569, 583, 1050
Gibraltar, 168-169, 1042
Gilbert (îles), 1087
Göteborg, 666, 1004
Gothard, 6, 248, 252-253, 415, 423, 644, 698, 758, 761-762, 900, 903-906, 913, 943, 948, 967, 981-983, 1077
Gothard (Convention du), 215, 253, 322, 383, 644, 698, 758, 761, 886, 900, 903-905, 913, 947, 967, 978, 982
Grande-Bretagne, 12-13, 17, 19-26, 36-37, 40, 42, 51, 58-60, 63, 66, 70, 75-76, 82, 88-104, 108, 115-116, 118-119, 122, 130-131, 138-139, 145-148, 153, 155, 161-162, 164, 167-168, 171-172, 175-176, 178-180, 184-188, 197, 199, 201, 203-204, 208-210, 212, 217, 228, 232-233, 235, 242, 245, 248, 250-253, 256-257, 266, 269, 272-273, 276-280, 285-286, 292, 304, 317, 322, 324, 327-328, 332, 334, 338, 343-347, 361-362, 364, 366, 379-381, 383, 391, 393-394, 396, 398-402, 405, 409, 417-421, 432, 447-453, 467-470, 476, 499, 506, 513, 518, 520-521, 523-524, 543-545, 559, 563, 565-566, 568, 576-580, 587, 593-595, 598, 604-605, 607, 609-610, 618, 622-624, 628-629, 631-632, 643, 646, 669, 687, 693, 695, 698-700, 703, 707-708, 715, 721, 727, 739, 748-750, 755, 757, 773, 776, 781, 788-789, 792-793, 799-800, 806-807, 814, 825, 828, 830-831, 833-835, 843-844, 846-849, 853, 855-857, 860, 883-884, 887-888, 890, 895, 906-907, 917, 937, 939-941, 956-958, 965, 971, 976, 986, 989, 993-994, 996, 998, 1000, 1003, 1015, 1018, 1020, 1024-1027, 1029-1030, 1032, 1034-1036, 1038-1039, 1041-1043, 1047, 1053, 1057-1062, 1066, 1079-1080, 1087, 1090, 1105, 1109-1110, 1114-1116, 1118-1119, 1121-1125, 1129-1130, 1134, 1137, 1140
Grèce, 17, 37, 97, 214, 254, 284, 417, 448, 516, 607, 717, 722-725, 806-808, 828, 861, 920, 950, 980, 1084-1085, 1114, 1124
Grenoble, 14, 61, 535
Grisons, 946, 991, 1046
Grosswardein, 838
Guatemala, 436-437, 782-783, 936, 1039
Gudo, 660
Gurnigel, 717
Guyane, 937
Györ, 731

Haïfa, 564
Haïti, 436, 936, 1038
Hambourg, 417, 998
Hanovre (Hannover), 544, 584-585, 634
Haute-Saône, 812
Haute-Savoie, 442, 486, 565, 569, 583, 678, 715
Haute-Silésie (Oberschlesien), 480
Haute-Vienne, 458

Havre, Le, 423
Haye, La (2e convention de 1899), 1132
Haye, La (Convention de 1907), 191, 253, 324, 335, 351, 383-386, 438-440, 461, 465, 484, 488, 499, 501, 525, 573, 630, 643, 699, 716, 758-759, 858, 900, 905, 939-941, 947, 978, 999, 1021, 1044, 1067, 1071, 1079-1080, 1093, 1120, 1132
Haye, La (Cour permanente d'Arbitrage), 233
Haye, La (Cour permanente de Justice Internationale), 233, 858-859, 1049
Helsinki, 254, 429
Hendaye, 1094-1097
Hollande (Cf. Pays-Bas)
Homécourt, 1078
Honduras, 55, 336, 436-437, 936
Hongkong, 235
Hongrie, 7-12, 38, 159, 310-311, 313, 334, 365, 368-369, 387-388, 418-420, 422-423, 444-446, 480-483, 499, 502-503, 506-508, 513, 517-518, 521, 542-546, 548, 555, 562, 564, 584-586, 627, 634, 639, 646, 677-680, 682-684, 704-705, 708-710, 714-715, 730-736, 744, 746-747, 752-753, 762-769, 771, 773-774, 803, 838, 842-844, 1055, 1064, 1084-1085, 1114, 1119, 1125
Hots Springs (Conférence de), 256
Huelva, 692

Ibérique, Péninsule, 301-302, 579-580, 588, 777, 871, 1028, 1129-1130
Immenstadt, 389
Inde, 233
Indes britanniques, 529
Indes néerlandaises, 920, 1038-1039, 1087
Indes, 37, 794
Innsbruck, 1089
Irak, 37, 70, 83-85, 264-265, 933, 936, 1039
Iran, 37, 70, 83-85, 217, 246, 264-265, 267-268, 326, 328, 378-381, 863, 933, 936
Irlande, 272
Irlande du Nord, 37
Isfahan, 379
Istanbul, 564, 838
Italie, 1-2, 4, 6, 13-18, 26-28, 38, 49, 51, 59-61, 75, 77, 91, 93-94, 96-97, 105-106, 108, 117-118, 158, 166, 180, 191-192, 198-199, 203, 214, 219-220, 232, 238-240, 250-255, 284-286, 310-313, 323-325, 374-376, 383-387, 413-415, 417-420, 422-423, 434, 447, 461-463, 468, 473-474, 478-479, 486, 491, 514, 516, 529, 559-560, 585, 588, 594, 598-599, 610-611, 652, 657, 662, 679, 686, 696-699, 701-703, 715, 717, 758-762, 766, 768, 799, 815-818, 820-821, 827-828, 857, 860, 868-869, 872, 876, 880, 899-900, 902-906, 913, 937, 940, 947, 949, 955, 958, 968-969, 977-979, 981-982, 988-992, 998, 1013-1015, 1026, 1032-1034, 1052, 1055, 1057, 1065, 1071, 1075-1077, 1084-1085, 1094-1095, 1114, 1125
Italie du Nord, 16, 29, 32, 50, 91, 238-239, 252, 322-323, 335, 385, 387, 415, 419, 478, 601, 648, 653, 657-658, 661, 699, 701, 727, 761, 789, 816, 903, 943-944, 957-958, 968-969, 981-982, 989-991, 1014-1015, 1065, 1075-1077, 1095

Japon, 30-31, 51, 161, 188, 210, 235, 251, 255, 316-317, 376, 411, 436, 494, 499, 552, 559-560, 577, 594, 794, 941, 973, 987, 1012, 1024, 1028, 1066, 1084-1089, 1114, 1125
Java, 1087
Jegenstorf, 532
Jérusalem, 663, 1103
Johannesburg, 379
Jura, 312, 600, 637, 712

Karpates, 507
Karuizawa, 1086-1087
Kehrsatz, 416
Kempten, 389
Kilchberg, 532
Kisslegg, 1056
Kobé, 1087
Köln (Cf. Cologne)
Komarom, 733
Konstanza, 564
Krakau (Cf. Cracovie)
Kreuzlingen, 897, 1008, 1092
Krummhübel, 66

Lac Majeur, 32
Lanzo d'Intelvi, 715
Laponie (Lappland), 312
Laufon, 600
Lausanne, 284, 373
Leipzig, 783
Lemberg (Lvov), 507
Lettonie, 232
Liban, 960
Liechtenstein, 677, 895, 912, 944-946, 986, 988, 1020, 1029
Liège, 632
Ligurie, 1077
Lille, 423

Limbourg, 633
Limoges, 458, 503
Lisbonne, 52, 101, 130-131, 139, 145-147, 175, 209, 221, 257, 342-344, 347, 359-362, 365, 394, 469, 517-518, 579-580, 604, 631, 704-705, 770, 830, 887, 911, 1019, 1034, 1127
Lituanie, 232
Loire, 536
Londres, 12, 19, 21-22, 26, 58, 78-80, 90-92, 95, 99-101, 115-117, 129-133, 138, 145-148, 156-157, 162, 164-171, 176, 179, 181, 184, 187-188, 196, 198-199, 201-205, 207-212, 221-222, 228, 230, 232, 234, 242, 247, 254, 269, 273, 275, 301-302, 305, 315-316, 322, 327, 334-335, 360, 362-366, 383, 391, 393-394, 398, 400, 409, 419-420, 448-455, 466, 468-469, 473-474, 477, 485, 488-490, 494-495, 509, 514-517, 520-521, 523, 566, 576-580, 590, 593-594, 605, 610, 612, 614, 617, 619, 624, 627, 629-631, 654-656, 667, 669, 686, 690-691, 693-694, 705, 707-708, 719, 739-740, 748-749, 770, 777, 784, 787-789, 797, 806, 814, 827, 830, 833-835, 846-847, 849, 852-853, 856-861, 863, 874, 879, 883-884, 886-888, 890, 899, 906, 908-909, 918, 952-953, 978, 982, 986, 1009, 1018, 1026, 1030, 1033-1034, 1036, 1041, 1049, 1061, 1091, 1108, 1111, 1113, 1118-1119, 1130
Londres (Comité intergouvernemental pour les réfugiés, à), 245, 340, 342, 1055
Londres (Déclaration de Londres du 13 février 1920), 231
Lorraine, 299, 1083
Lötschberg, 761
Lübeck, 996, 1004
Lublin, 597, 860, 1091-1092
Lucerne, 205, 371
Lugano, 105, 324, 659-661, 701, 714, 818
Luxembourg, 37, 499, 802, 920, 1083
Lyon, 423, 457-459, 488-489, 535, 571, 574, 663, 740

Madrid, 40, 222, 348, 350, 430, 524, 530, 845-846, 1096
Maïdanek, 597
Mako, 646
Malaga, 692
Malaisie britannique, 1087
Manille, 1088-1089
Marianka, 805
Mariannes (îles), 494
Maroc, 1042-1043
Marrakech, 1042-1043
Marseille, 171, 253, 457-459, 493, 535, 704-705, 950, 961-962, 1093-1099
Marshall (îles), 1088
Massagno, 105
Massif central, 573, 584
Meched (Meshed), 379
Méditerranée, 416, 885, 1076, 1094, 1096
Meina, 32-33
Melun, 591
Mendrisiotto, 599
Mer Caspienne (Kaspische Meer), 379
Mer du Nord, 1096
Mer Noire, 990
Metz, 423
Mexico (Conférence de), 973-975
Mexique, 936
Milan, 1, 32-33, 473, 478, 651-653, 657-658, 1076-1077
Mille, 1088
Mogosea, 455, 554, 836
Mohács, 733
Moldavie, 555
Monaco (Principauté de), 61
Mons, 822
Mont Cenis, 253
Montargis, 536
Montauban, 458
Montélimar, 535
Montréal, 258, 321, 648, 858
Montreux, 585
Morat, 600
Moscou, 159-160, 181, 183, 234, 269, 272, 286, 305-306, 411, 429, 539-541, 555, 612, 618, 668, 681-682, 684, 718-719, 729, 738, 747-749, 754, 770, 787, 807, 838, 846-847, 859, 874, 877, 880, 918, 978, 986, 1017, 1026, 1066, 1108, 1111
Moulinet, 671
Moulins, 573
Moyen-Orient, 380, 976
Munich (München), 312, 1068

Naeuss, 665-666
Nagyvarad, 838
Nanking, 413
Neuchâtel, 284, 502, 1132
Neuhausen, 796
New Hampshire, 394
New York, 37, 39, 121, 154-155, 210, 246, 263, 265-270, 276, 278, 281, 288, 291, 330-331, 436, 520-521, 565-566, 612, 632, 749, 754, 756, 858, 887, 1113, 1118, 1129, 1137
Nicaragua, 436-437, 936

Nice, 60, 535
Normandie, 423, 429, 467, 591
Norvège, 37, 51, 127, 163, 311, 359, 417, 429, 499, 510-512, 523, 607, 615, 828, 855, 858-859, 920, 928, 1084-1085, 1121
Nouvelle-Zélande, 37, 234
Novara, 652
Nuremberg (Lois de), 389
Nyon, 430

Oberhofen, 57
Oberschlesien, cf. Haute-Silésie
Oerlikon, 796-797
Oradea, 838
Oradour-sur-Glane, 458, 503
Oranienburg, 127
Orient, 37
Oslo, 126-127, 417, 510-511, 513
Ossola (Vallée d'), 652-653, 657-659, 701-702, 710
Osswiecin (Oswiecim), 665-666, 693 (Cf. aussi Auschwitz)
Ottawa, 101-102, 131, 146, 148, 155, 209, 490, 749, 890, 1111, 1113
Oxford, 500

Pacajes, 1096
Pacifique (Océan), 607, 973
Palestine, 219, 506, 543-545, 562-564, 586, 708, 715, 731, 735, 744-747, 771, 774, 843-844, 1038, 1054
Panama, 459, 936
Pantin, 593
Paraguay, 52-54, 353, 382, 436, 937, 972
Paris, 14, 103-104, 110-111, 137, 234, 292, 457-458, 514-515, 531, 533, 535-536, 542, 551-553, 556, 559, 561-562, 571, 583, 590-593, 627, 671-673, 676, 680, 703, 720-721, 739-740, 778, 781, 796, 813, 841-842, 854, 874, 883, 902, 964-966, 978, 986, 1006, 1009, 1033-1034, 1044-1045, 1090, 1094-1096, 1099, 1131
Paris (Déclaration de), 231-232
Pays-Bas, 37, 42, 51, 75, 96, 118, 125, 163, 294, 311, 313, 336, 376-377, 381, 384-386, 432, 477, 483-486, 499, 546, 607, 614-615, 633, 654-656, 691, 698-699, 797, 799-802, 821-826, 828, 859-861, 898, 908-909, 920, 955, 961, 980, 1037, 1057-1058, 1072, 1084-1085, 1102, 1121
Pécel, 733
Pécs, 733
Pérou, 53, 937
Perse, 380-381
Pestszentimra, 733
Philadelphie, 254-259, 317-318, 321, 431, 857-858
Philippeville, 1054-1055
Philippines, 1086-1088
Piémont, 652
Po, 659, 1077
Pologne, 37, 50-54, 96, 159-160, 311, 313, 336, 353, 355, 375-376, 436-437, 444, 499, 550, 564, 583, 585, 610, 665, 693-694, 747, 806, 860, 878, 962, 1044-1045, 1057, 1083, 1085, 1090-1092
Pologne orientale, 160
Porrentruy, 640
Porto Rico, 936
Portugal, 36, 39, 41, 43, 102, 122, 131, 135, 144, 203, 209-211, 257, 397, 418, 436, 490, 521, 529, 579, 694, 734, 745, 762, 839, 923, 926, 1097-1098, 1111, 1114, 1119, 1125, 1127, 1130, 1132, 1137
Prague, 783, 880, 953
Pratteln, 613
Pressburg (Cf. Bratislava)
Proche-Orient, 219, 380-381, 399, 518, 543, 648, 976
Provence, 1013
Pruntrut, Cf. Porrentruy
Prusse, 1141
Prusse orientale, 617-619
Pyrée (Le), 417
Pyrimont, 950, 1094

Raab, 731
Rabat, 1043
Rafz, 946
Reims, 1132
Rhin, 315, 599, 640-641, 643, 712, 849, 950, 983, 991, 1013
Rhodésie, 1038
Rhône, 488-489
Rie de Janeiro, 62-63, 411
Romainville, 556-557
Rome, 1, 4-5, 28, 32, 48, 107, 238-240, 414-415, 417, 419, 423, 473, 478, 516, 588, 598-599, 651, 657-659, 686, 701, 815-818, 880, 904-906, 937, 972, 982
Rottach-Egern, 1068
Rotterdam, 1095
Roubaix, 423
Rouffach, 1013
Roumanie, 36, 38, 43, 70-72, 117, 133, 164-165, 191, 217-219, 242, 254, 357, 397, 407-

409, 418, 455-457, 521, 554-555, 564, 617, 646, 722-723, 745, 753, 763-764, 790-791, 836-839, 941, 987, 1024, 1028, 1056-1058, 1061-1062, 1084-1085, 1114, 1125, 1137
Russie (Cf. Union soviétique)
Rye, 404

Saastal, 486
Saf, 1043
Saint-Chamond, 1078
Saint-Denis, 594-595
Saint-Dié, 812
Saint-Gall, 532, 585-586, 735, 898, 1011
Saint-Germain (Traité de), 233
Saint-Gingolph, 486, 597, 716
Saint-Jacques-sur-la-Birse, 971
Saint-Julien, 458
Saint-Maurice, 6
Saint-Nazaire, 423
Saint-Siège, 506, 694, 721, 881-882
Saipan, 494
Salò, 703
Salvador, 436-437, 752-753, 936
San Francisco (Conférence de), 797, 973-974, 1037, 1047-1050, 1065, 1068
Sankt Margrethen, 1069
Santiago de Chile, 410, 809, 972-973, 975
Sargans, 6, 600, 851
Sarine, La, 641
Savoie, 488, 549, 581
Scandinavie, 950, 998
Schaffhouse, 283, 315-316, 425, 536, 599, 1046
Scharzwald (Cf. Forêt Noire)
Sébastopol, 418
Seeland, 600
Seine, 423, 559
Serbie, 254, 447-448
Sered, 805
Sète (Cette), 739, 1095, 1097
Séville, 221, 691-692
Shanghai, 412, 414, 794
Sibérie, 753
Sicile, 251
Sigmaringen, 673, 676
Sihlsee, 253
Simplon, 415, 761, 1077
Slovaquie, 480, 564, 612, 639, 732, 741, 763-769, 803-805, 880, 953, 1073, 1084-1085, 1114, 1125, 1136-1137
Soerabaja, 1087
Sofia, 28, 838, 876
Soleure, 86, 600, 606, 795, 849
Sondrio, 1076
Sopron, 774
Soroksar, 733
Sostel, 671
Sottens, 1091
Stabio, 13
Stein am Rhein, 946, 1063
Stockholm, 81-82, 126, 223, 252, 254, 257, 272, 307, 480, 510, 628-629, 682, 684, 718, 722, 729, 732, 747-748, 808, 877-879, 881
Stuttgart, 192, 371
Suède, 39-40, 42-43, 82, 124, 126-127, 139-140, 144, 179, 199, 211, 217, 223, 253, 257, 269, 272, 300, 307-310, 325, 338, 359, 364, 371, 386, 404, 413, 418, 429, 431, 436, 466, 472, 477, 480, 482, 490, 506, 514, 521, 524, 529, 543, 556-558, 591, 596, 621, 628-629, 680, 682-684, 690, 708, 719, 722, 729, 732, 734, 744-745, 747, 761-762, 808, 840, 857, 860, 878, 881-882, 893, 896, 916, 923, 926-928, 949, 985, 997-998, 1105, 1111-1112, 1114, 1119, 1125, 1132, 1136-1137, 1141
Suhl, 677
Sumatra, 1087
Sydney, 1088
Syrie, 104, 960
Szeged, 646
Szombathely, 774

Taebriz (Tabrîz), 379
Tanger, 418, 745
Tchécoslovaquie, 37, 159, 313, 417, 523, 547, 612, 615-616, 767, 791, 793, 860, 879-881, 939, 953, 1072-1073, 1082
Téhéran, 217, 378-379
Téhéran (Conférence de), 153, 160-161, 231, 233, 252, 863
Territet, 121
Tessin, 3, 18, 106, 253, 486, 660, 702, 715, 816, 916, 991, 1026
Texas, 336-337, 355
Theresienstadt, 783, 843, 897, 971
Thiers, 573
Thurgovie, 1046
Thüringen, 1131
Tokyo, 30-31, 235, 494, 1086-1088
Toulon, 950, 1094
Toulouse, 458, 535
Tour-du-Pin (La), 458
Transnistrie, 218-219, 836
Trentino, 653
Trieste, 1071
Trogen, 1041
Trondheim, 127

Tschungking (Cf. Chungking)
Turin, 653
Turquie, 199, 219, 253, 257, 266, 340, 386, 418, 431, 472, 480, 521, 529, 555, 588, 666, 725, 745, 838, 864, 880, 923, 952, 1039, 1114, 1119, 1125
Tyrol, 135, 850, 990-991
Tyrol du Sud, 659

Ukraine, 312, 682, 1047
Union soviétique, 37-38, 51, 104, 108, 128, 153, 159-160, 180-184, 216-217, 232-233, 250-254, 257, 267, 269-270, 272, 283-286, 290, 294, 305-306, 311, 314-315, 351, 358-359, 379-381, 394, 409-410, 413, 417, 419, 429, 432, 456, 458, 467-468, 474, 491, 499, 507, 529, 538-541, 560, 564-565, 583, 593, 612, 617-619, 629, 646, 663-664, 667-668, 680-682, 684-685, 687, 694-695, 703, 705, 717-719, 726, 729, 733, 736-738, 747-748, 753-756, 763-764, 770, 793-794, 806-807, 836-839, 846-847, 850-851, 855, 858-862, 873-875, 878-880, 887, 920-921, 945, 951, 953, 964, 973, 976, 990-992, 996, 1026, 1041, 1047, 1056, 1061-1062, 1064, 1075-1076, 1107, 1112
Uruguay, 937, 972
Uster, 532
Uzwil, 532

Valence, 489
Vallorbe, 761
Valz, 946
Varsovie (Warschau), 53, 693, 877
Vecsesm, 733
Velez, 692
Venezuela, 436-437, 937
Versailles (Traité de), 231-232, 854
Vesoul, 457
Vevey, 712
Vichy, 14, 19-20, 60, 103-104, 110-111, 137, 245, 383, 413-414, 419, 449, 457-458, 472, 502-503, 514, 519, 529, 535-536, 542, 551-554, 561-562, 571-574, 583-584, 594, 611, 680, 721, 1042, 1070, 1141
Vienne, 161, 442, 745-746, 843, 856, 994-995
Vienne (Arbitrage de 1940), 838
Vienne (Congrès de, Déclaration), 231-232, 1066
Villa d'Ossola, 652
Vincennes, 558
Vittel, 336-337, 354-355, 382, 435-436, 639, 804
Voisins (Château de), 419
Volturno, 250
Vorarlberg, 232, 944, 990-991, 995, 1057
Vosges, 811
Vuppens, 4

Wannsee, 735
Washington, 64, 74, 79, 87, 91, 120, 122, 134, 139-144, 154-156, 159, 171, 174-175, 180, 209, 222-223, 230, 234, 244-245, 251, 257-259, 263, 265, 274-275, 278, 286, 291-292, 301, 315-316, 318, 321, 331-333, 337, 340, 353, 355-356, 360, 362-364, 375, 379-380, 383, 393-396, 409, 417, 444-446, 452, 490, 495, 565, 576, 579, 604-605, 607-609, 613-614, 629, 639, 665-666, 669-670, 686, 690, 694, 719, 726, 732, 748-749, 754, 761, 775-776, 787-789, 807, 827, 830, 844, 858, 863-864, 883, 887-888, 894, 898, 923, 974, 978, 982, 986, 997, 1000, 1003, 1018, 1026, 1033-1034, 1046, 1072, 1074, 1088, 1111, 1115, 1128-1129, 1138-1139
Wengen, 717
Winterthur, 62, 79, 95, 119-120, 164, 185, 654, 849, 947
Württemberg, 1051, 1056

Yalta, 990, 1037, 1046-1047, 1066
Yokohama, 1087
Yougoslavie, 37, 97, 284, 415, 423, 547, 585, 612, 683, 706, 717, 765, 792-793, 860, 876-877, 917-918, 920, 951, 1040-1041, 1057, 1071, 1084-1085

Zagreb, 706, 791
Zermatt, 605
Zollikon, 499, 698
Zurich, 4, 24-25, 33, 36, 44-46, 66, 71-72, 86, 100, 173, 175, 182, 192, 195-196, 205-206, 227, 238, 242, 261, 283, 303, 326, 342-343, 350, 383, 393, 397, 399, 401, 407, 499, 520, 524, 532, 586, 634, 644, 677, 683, 686, 691-692, 698, 706, 741, 766, 795-796, 889, 893, 923, 947, 950, 990, 992, 1008-1009, 1014-1015, 1032, 1041, 1046, 1117, 1123

IX. LISTE DES FONDS DES ARCHIVES FÉDÉRALES D'OÙ PROVIENNENT LES DOCUMENTS PUBLIÉS

FONDS OFFICIELS

A. FONDS DE MATIÈRES

E 1	Chancellerie fédérale
E 27	Affaires militaires

B. FONDS DE PROVENANCE

Chancellerie fédérale

E 1001 1	Propositions de la Chancellerie fédérale et des Départements au Conseil fédéral
E 1004.1 1	Procès-verbaux du Conseil fédéral
E 1005 4	Procès-verbaux du Conseil fédéral portant à l'époque la mention «secret»
E 1201 I	Procès-verbaux de l'Assemblée fédérale
E 1301 I	Procès-verbaux du Conseil national
E 1401 I	Procès-verbaux du Conseil des Etats

Département politique

E 2001 (D)	Division des Affaires étrangères (enregistrement central, 1937-1945)
E 2001 (E)	Division des Affaires étrangères (enregistrement central, 1946 ss.)
E 2200	Représentations diplomatiques et consulaires de la Suisse
E 2300	Rapports politiques et consulaires des représentants diplomatiques et consulaires de la Suisse
E 2400	Rapports de gestion des représentations diplomatiques de la Suisse à l'étranger
E 2800/1967/59-61	Handakten Max Petitpierre
E 2801/1967/77	Handakten Walter Stucki
E 2801/1968/84	Handakten Walter Stucki
E 2801/1969/302	Handakten Edouard de Haller
E 2805/1971/29	Handakten Pierre Bonna
E 2808/1974/13	Secrétariat du Secrétaire général du DPF (R. Kohli)
E 2809/1	Handakten Marcel Pilet-Golaz

Département de l'Intérieur

E 3001 (A)	Enregistrement central
E 3800/1	Handakten Philipp Etter

Département de Justice et Police

E 4001 (C)	Enregistrement central
E 4260 (C) 1974/34	Division de Police, enregistrement central
E 4300 (B)	Police fédérale des étrangers
E 4450	Division Presse et Radio
E 4800 (A) 1	Handakten Heinrich Rothmund
E 4800 (A) 1967/111	Handakten Heinrich Rothmund

Département militaire

E 5001	Enregistrement central
E 5155	Secrétariat du Service technique
E 5795	Etat-major personnel du Général Guisan
E 5800	Handakten Karl Kobelt

Département des Finances et des Douanes

E 6100 (A)	Administration des Finances (1922-1949)
E 6100 (B)	Administration des Finances (1950 ss.)

Département de l'Economie publique

E 7001 (B) 1	Enregistrement central
E 7110	Division du Commerce
E 7170 (A) 1	Office fédéral de l'Industrie, des Arts et Métiers et du Travail
E 7120 (A) 1984/87	Division du Commerce, Section des Importations et Exportations
E 7800/1	Secrétariat des Chefs du Département

C. ACTES JURIDIQUES

K I	Traités, dès 1848

FOND PRIVÉ

J I.131	Walter Stucki

DOCUMENTS OFFICIELS CONSULTÉS ET CITÉS

- Bulletin sténographique officiel de l'Assemblée fédérale/ Amtliches stenographisches Bulletin der Bundesversammlung
- Recueil officiel des lois et ordonnances de la Confédération suisse
- Recueil systématique du droit fédéral
- Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur sa gestion
- Feuille fédérale de la Confédération suisse

X. LISTE DES PARAPHES DES CORRESPONDANTS DU DÉPARTEMENT POLITIQUE

Seuls les correspondants figurant dans les documents publiés ont été retenus. Les paraphes des correspondants des autres départements et des représentants diplomatiques n'ont pas été décodés.

	1943	1944	1945
Aubaret, Pierre Henri	JL	RD	
Bindschedler, Rudolf	PD	RG	YP
Bonna, Pierre	JS	RJ	YS
Brügger, Hans	JW	RM	YZ
Brunner, Joseph	JX	RN	ZA
Custer, Max		WW	ZM
de Diesbach, François	KH	SC	ZP
Gut, Gottlieb		XL	AM
de Haller, Edouard	LA	SW	AO
Hohl, Reinhard	LE	TA	AV
Ingold, Werner	LG	TG	
Jéquier, Jean-Pierre	LH	TJ	BH
Junod, Etienne	LK	TK	BK
Kappeler, Franz		WY	BM
Kohli, Robert	LR	TO	BP
Marcuard, Sigismond	LY	TX	CD
Merminod, Jean	MC	UB	CG
Reichenau, Willy	MT	UV	DA
Rezzonico, Clemente	MV	UW	DC
Rham de, Jean Guy			FV
Schneider, Oskar	NG	VG	DN
Schnyder, Felix	NH	VH	DO
Soldati, Agostino		XX	DS
Stucki, Carl Theodor	NP	VR	DX
Wagnière, Jean-Frédéric	NV	VX	EF
Walther, Henri	PC	VY	EG
Weibel, Charly-Maurice	NX	WA	EL